



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries janvier 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

CAUSERIE

Souhaitons-nous pour 2013 de parvenir à dépasser nos divisions, à parvenir à rassembler nos forces, à abattre les obstacles qui jusqu'à présent nous ont empêché de construire un nouveau parti communiste.

On va commencer très fort l'année ! En fait, si je n'ai pas actualisé le site hier, j'ai quand même bossé.

Le fichier des causeries de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 2377 pages.

Faites le calcul, à moi tout seul j'ai battu tous les partis. Vous avouerez quand même qu'ils manquent singulièrement de volonté pour informer correctement les travailleurs et les militants, dont les leurs. Pourquoi ? c'est l'objet de la causerie d'aujourd'hui, notamment, comme par hasard ! Si quelqu'un a un problème politique à régler, ce n'est pas moi mais bien eux semblerait-il.

Le fichier des articles de presse de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 626 pages.

En réalité ces fichiers ne seront disponibles que demain car ma connexion trop lente m'a planté et je n'ai plus le temps de recommencer, je dois sortir mon chien avant la nuit.

Demain je vous fournirai les statistiques de visites et de téléchargement en décembre et pour l'année 2012, autour de 40 000 dans les deux cas, les statistiques des téléchargements ne prenant pas en compte les documents ouverts sans avoir été téléchargés dans votre disque dur.

J'ai reçu deux documents, l'un en provenance de Roumanie, l'autre de France, je verrai demain si je les mettrai ou non en ligne dans la rubrique *Tribune libre*, si c'était le cas, que leurs auteurs sachent par avance que je n'en partage pas le contenu, ce serait uniquement pour les encourager à continuer à se connecter sur le portail que j'anime...

J'ai corrigé le lien vers le document du M'PEP *Les contradictions de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon*.

La suite a été rédigée hier et avant-hier soir.

Encore une fois, je souhaite tout le meilleur à tous les travailleurs et militants qui se connectent sur le portail que j'anime, au-delà de nos désaccords, notre but est de parvenir à marcher ensemble pour parvenir à abattre notre ennemi commun.

Vous allez trouver aujourd'hui un article que j'ai préparé hier, dont des militants ne comprendront peut-être pas la raison d'être et la signification. Il se rapporte à ce que les masses et les militants devraient savoir ou avoir conscience, ce qui n'est pas le cas. Pourquoi s'acharner sur ce registre dirons certains et je comprends leur questionnement. Parce que on ne peut pas comprendre et interpréter correctement la situation quand on s'illusionne sur le niveau de conscience politique des masses. Il est pratiquement impossible de définir une ligne politique correcte et des tâches à leur portée.

Des militants sont aussi portés à se permettre de juger sévèrement l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs, sans saisir véritablement pourquoi ils agissent de la sorte puisque eux-mêmes l'ignorent, du coup, ils se découragent, ils ne croient plus vraiment qu'on parviendra à vaincre notre ennemi, ils militent en dilettante ou cessent pour ainsi dire de militer, ils refusent de s'organiser dans un parti. Il est clair qu'en partant d'un constat ou d'un postulat erroné on a peu de chance de parvenir à des conclusions correctes, cela arrive parfois mais cela ne dure jamais très longtemps.

La détermination qui doit accompagner le militant ne peut reposer que sur une prise de conscience de la situation, qui doit être la plus étendue possible ou couvrir le vaste champ des facteurs (et leurs rapports) en présence, sans quoi ses lacunes agiront comme des failles qui inconsciemment au fil du temps se creuseront et se refermeront sur lui, dès lors pour se sauver, croira-t-il, il n'aura pas d'autre alternative que de s'enfoncer dans son erreur d'interprétation et de le justifier en recourant à des méthodes de plus en plus incorrectes ; au-delà, les militants disposant de capacités intellectuelles plus développées cristalliseront ou théoriseront ces erreurs jusqu'à en faire un programme et former leur propre groupe ou organisation qui tiendra davantage de la secte qu'autres choses le plus souvent.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est que la plupart du temps les militants croient être guidés par le niveau de conscience politique qu'ils ont acquis ou leurs connaissances, alors que dans la réalité leur inconscience ainsi que leur ignorance détermine ou influence en grande partie leur comportement, cela est valable à des degrés divers pour chaque militant et individu, et c'est seulement en fonction des moyens qu'il aura développés, donc de sa propre expérience, qu'il lui sera possible de les mesurer.

Bien que cela ne soit pas l'objet de cet article, en rapport avec ce qui vient d'être dit, je voudrais ajouter un mot sur la question du parti, de ses dirigeants particulièrement.

Il existe pour ainsi dire autant de niveaux de conscience politique ou de connaissances ou encore d'expériences qu'il existe de militants ou de travailleurs, dès lors et cela constitue un paradoxe lorsque l'on n'est pas capable de mener notre analyse jusqu'au bout, s'il n'existe pas un ou quelques dirigeants capables de se distinguer du lot par leurs qualités pour d'une certaine manière réduire cette différence de niveaux dont il vient d'être question, ou faire en sorte qu'elle ne constitue pas un inconvénient ou un obstacle au rassemblement dans le même parti de militants ou travailleurs qui ont tous connu des expériences différentes, la construction du parti s'avèrera finalement impossible. Traiter à la légère ou par dessus la jambe la question de la direction du parti, la personnalité de ses dirigeants est faire preuve d'une grave ignorance de la nature humaine au-delà de toute question politique. Cette question est déterminante et conditionne la construction du parti.

On nous rétorquera qu'elle peut donner naissance au culte de la personnalité, certes, mais n'est-ce pas inévitable et il est facile de le comprendre une fois qu'on a pris conscience de l'inconscience ou de l'ignorance qui inévitablement guide en partie le comportement des militants ou des travailleurs. D'ailleurs il faut faire preuve là encore d'ignorance ou d'une terrible mauvaise foi pour ne pas reconnaître que dans le passé, si ce culte de la personnalité a causé de terribles ravages dans le mouvement ouvrier, il lui a aussi permis de remporter de formidables victoires. Donc avant de porter un jugement en dernière analyse sur une question, il est préférable d'y réfléchir à deux fois ou davantage encore, cet exemple le prouve si nécessaire. Oui, nous avons besoin d'un Marx ou d'un Lénine, ce n'est pas un vœux que je formule ici, c'est plus qu'un simple constat, c'est une nécessité absolue, or apparemment il n'existe pas aujourd'hui, mille fois hélas.

Il nous faut apprendre à vivre avec bien des contradictions ou des paradoxes qui constituent la base du processus dialectique auquel nous assistons et dont nous sommes partie prenante. Si on n'est pas en mesure de les discerner, on sera incapable de les interpréter correctement, on peut se leurrer sur notre propre niveau de conscience ou de connaissance, mais on ne pourra jamais leurrer les autres très longtemps. Il nous faut avoir la volonté acharnée de progresser toujours et encore, vaut mieux encore se dire qu'on est nul ou ignorant que l'inverse. Quant à notre amour-propre que l'on place souvent au mauvais endroit, on ferait mieux de commencer par se demander qu'est-ce qu'on a fait pour développer les principes ou les valeurs dans lesquels on croit, de quelle manière on les a mis en pratique avant de porter un jugement sur soi-même, dans un sens ou un autre d'ailleurs, qui plus est sur les autres pour peu que cela soit possible.

Cet aparté étant terminé, pour l'avoir rédigé après avoir écrit ce qui suit, je me rends compte qu'il n'était pas très éloigné de notre sujet, l'ignorance des masses. Prenons quelques exemples.

Il est dit que plus de 90% des Américains ignorent que la banque centrale des Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed), n'est pas la banque de l'Etat américain, une banque publique au service des citoyens américains, mais une banque privée, commerciale,

qui fonctionne uniquement au profit des banquiers qui la composent, de la même manière que les Anglais ignorent aujourd'hui que la couronne britannique est issue d'une famille germanique et qu'elle était admiratrice de Hitler et du régime nazi, cela paraît incroyable, mais c'est la stricte vérité, et si vous vous avisez de demander à des Français qui est à l'origine de l'Union européenne, peut-être 1% serait capable de vous donner la bonne réponse : l'impérialisme américain par la voix de son oligarchie financière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Bien des militants ne comprennent pas pourquoi le mouvement ouvrier ne parvient pas à se dépêtrer du borbier dans lequel il est empêtré, pourquoi le prolétariat se laisse si facilement manipulé, pourquoi à bien des égards les travailleurs que nous croisons ont adopté le mode de pensée ou l'idéologie de la classe dominante, c'est parce que les masses sont toujours aussi ignorantes, alors que cette question est systématiquement occultée par tous les partis ouvriers, qui estiment que seule la conception de la lutte de classe d'autrefois leur permettra de progresser, alors que nous observons exactement le contraire depuis des décennies ou plus encore.

Ces partis et leurs dirigeants refusent de regarder la réalité en face, de la même manière qu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société et le monde pour se cantonner à un discours qui n'est pas forcément erroné, mais qui ne correspond pas aux besoins des masses pour parvenir à élever leur niveau de conscience politique, condition indispensable pour passer à l'étape suivante ou engranger le profit qui en découlerait et qui se traduirait par leur organisation également à un niveau supérieur. L'un n'allant pas sans l'autre à notre époque on va d'échec en échec, on piétine ou n'on n'avance pas d'un millimètre, chacun peut le constater.

L'objet de notre contribution politique est de faire en sorte de briser cette spirale infernale qui nous mène tout droit à la catastrophe. Dans l'article suivant que j'ai rédigé avant-hier, j'ai voulu me montrer optimiste sur la situation en Grèce, mais en réalité je n'en pensais pas un mot. A la manière de Trotsky, qui estimait en 1936 que c'était au tour de la France de prendre le relais de la révolution socialiste en Russie, il était évident que la situation et tous les facteurs démontraient que ce serait impossible et c'est bien ce qui se passa. Il ne pouvait pas tenir un autre discours qui aurait été incompréhensible à l'ensemble des militants à cette époque et par bien des côtés démobilisateurs. Il n'avait fait que définir la tendance historique qui correspondait à la situation, ce que la quasi totalité des dirigeants ont compris partiellement à l'époque, pas du tout par la suite...

On voit là que Trotsky avait en tête certains rapports qui échappaient aux dirigeants de l'opposition de gauche en France et dans le monde, et bien je pense qu'à bien des égards nous nous trouvons dans la même situation quand nous évoquons non seulement l'ignorance des masses, mais aussi la face cachée ou non officielle de la guerre que mène le camp de la réaction mondiale, plus particulièrement par quels moyens elle la mène et dont les masses et les militants ignorent tout ou presque.

Quand on évoque l'ignorance et la manipulation des masses, cela ne se rapporte pas uniquement à ce qu'on leur sert à 20h au journal télévisé, mais aussi à tout ce dont elles n'entendent jamais parler et qui pourtant existe et agit quotidiennement sur leur mode de vie, de pensée, qui détermine leur avenir.

Quand j'étais jeune, j'en suis venu à la nécessité de m'organiser, non pas sur le simple rejet de ma condition, mais de la société toute entière, de façon plus ou plus consciente il faut bien dire à l'époque. La suite prouva que cette décision avait été prise principalement au regard de ma condition, et il a suffi qu'elle s'améliore pour que je n'estime plus nécessaire d'être organisé, ce qui fut effectivement le cas quelques années plus tard quand je cessai de militer. Ma propre expérience, dont j'ai essayé de tirer des enseignements, me fait dire qu'il est donc indispensable d'avoir acquis un niveau de conscience politique supérieure au-delà de sa propre condition, qui englobe la totalité de la société ou du monde pour estimer indispensable de les changer. Ce niveau de conscience fait défaut chez les masses et la plupart des militants du mouvement ouvrier qui s'accommodent d'une amélioration de leur condition ou son maintien, ils demeurent incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme et ses institutions.

Ce qui caractérise le mieux le comportement des masses et de la plupart des militants, c'est leur absence de discernement. Je vais vous donner un exemple. Cette après-midi j'ai lu un article sur le WWF dans lequel figurait la liste des principaux dirigeants qui se sont relayés à sa direction depuis sa naissance. Qu'y trouvait-on ? Des banquiers, des dirigeants des principales multinationales ou de différents Etats dont des monarques. Rien qu'en France il y aurait plus de 140 000 adhérents à cette organisation. Comment peut-on croire un instant que ceux qui sont responsables du saccage organisé de notre planète et de la misère du monde pourraient oeuvrer à leur bien-être ? C'est totalement aberrant et pourtant il en est ainsi. Et bien sur le plan politique c'est exactement la même chose. Bien entendu ces centaines de milliers de personnes ne se sont jamais posées cette question, parce qu'elles n'ont jamais eu entre les mains les éléments leur permettant de porter un jugement objectif sur cette organisation qui en réalité poursuit un tout autre objectif que celui qu'elle affiche, donc éventuellement de remettre en cause le soutien qu'elles lui apportent, inconsciemment ou à leur insu.

Je ne sais pas comment on peut appeler cela, le bon sens ou la logique, personnellement je préfère parler de discernement, dès lors qu'on permet à chacun d'en faire usage, il y a tout lieu de penser que toute personne pour le moins sensée arrivera à la conclusion qu'elle a été manipulée par les dirigeants de cette organisation, qui ont exploité son ignorance à des fins inavouables ou qui lui échappaient totalement, alors que de son côté elle était sincère et pensait oeuvrer utilement au bien-être de l'humanité.

[La voix des néo conservateurs en France ou du Nouvel ordre mondial.](#)

Avant-propos.

Nous sommes des militants ouvriers nous réclamant du marxisme, du socialisme, de la révolution d'Octobre, de la révolution socialiste internationale, de la révolution permanente, nous sommes internationalistes, à ce titre nous combattons pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial social ou socialiste qui sera bâti sur les cendres du vieux monde capitaliste qui de son côté combat pour l'établissement d'une dictature mondiale qu'il a nommé trompeusement Nouvel ordre mondial, sans en préciser la nature et pour cause. C'est à ce titre que nous y faisons référence, car nous combattons aussi l'opportunisme qui s'est développé autour du combat contre ce Nouvel ordre mondial des capitalistes. Des intellectuels se sont emparés de ce thème, leur objectif est manifestement différent du nôtre, il repose sur l'illusion qu'il serait possible de réformer le capitalisme, finalement plus ou consciemment ils font le jeu de notre ennemi.

Un article commenté d'Eric Le Boucher, journaliste, chef de service, chroniqueur économique au journal Le Monde, depuis 2008 directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos, un des fondateurs du portail Slate.fr qui publie notamment des articles de Copé et Attali, entre autres références inféquentables.

Ce farouche réactionnaire est un partisan acharné de la politique ultra libérale de Milton Fredman mise en oeuvre à la lettre aux Etats-Unis depuis R. Reagan et que le cartel des banquiers de la Fed a pris le contrôle de la totalité des institutions américaines.

Le Boucher ou le bourreau est un admirateur sans borne de "*Bill Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, sans parler des sociaux-démocrates scandinaves, australiens ou néo-zélandais*" (Slate.fr 08.10.12), qui après M. Thatcher ont appliqué la même politique de dérégularisation à outrance de l'économie en faveur des plus riches tout en sabrant à la hache dans les budgets sociaux des Etats.

Que ce "*chef de service*" de la réaction intervienne dès le lendemain du rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013, qui en réalité ne devait concerner environ que 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre (AFP 29.12), signifie après l'offensive lancée avec succès par le patronat au nom des créateurs d'entreprises (ceux qui se surnomment «pigeons»), que le Medef et l'oligarchie financière ne lâcheront rien, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne (dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE pour le moment), ils veulent pour ainsi dire nous faire la peau, nous réduire à l'état d'indigence, ramener notre niveau de vie ou notre condition d'existence des décennies en arrière ou davantage encore si possible, si nous les laissons faire, si nous sommes incapables de nous unir et de mobiliser la classe, de la dresser contre le régime en place, car c'est seulement si cette condition était réunie qu'ils reculeraient ou que nous pourrions lui infliger une première défaite importante qui stopperait provisoirement sa brutale offensive...

Au lieu de reproduire l'intégralité de cet article et de le commenter entre les lignes, j'ai préféré extraire les passages les plus significatifs et les commenter ensuite.

- "*La gauche n'en a pas fini de payer le coût de ses symboles. La gauche n'en a pas fini de payer le coût d'une analyse archaïque de la réalité économique et sociale. La gauche n'en a pas fini de payer sa soumission idéologique à l'extrême gauche.*"

Les "*symboles*" se rapportent au socialisme que Le Boucher et ses maîtres haïssent par dessus tout, ils sont là mauvais joueurs ou d'une mauvaise foi terrible, car cela les arrange bien qu'un parti subordonné au capital se réclamant frauduleusement du socialisme parvienne encore à capter les voix et le soutien des classes ou des couches moyennes, qui sinon pourraient se tourner vers d'autres partis plus proches de la classe ouvrière, leur pire cauchemar demeurant qu'elles s'unissent contre le régime pour l'abattre.

Le PS a officiellement souscrit à l'économie de marché en 1983, au capitalisme, mais pour les raisons évoquées ci-dessus, et bien qu'il ait définitivement abandonné le combat pour le socialisme depuis bien plus longtemps en réalité, pas plus que l'UMP ou l'UDI il ne peut s'engager plus loin sur les traces de Blair ou Schröder sans prendre le risque que n'éclate immédiatement une crise politique qui fragiliserait dangereusement ou mettrait à nu le régime. Cela ne veut pas dire qu'il ne prendra pas ce risque. Il a fait bien pire dans le passé sous l'étiquette de la SFIO...

En observant de quelle manière la situation évolue en Grèce par exemple, après l'application de trois plans d'austérité drastiques successifs qui ont consisté à saigner à blanc l'ensemble des masses exploitées, qui se sont traduits par la paupérisation de pans entiers de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes du prolétariat, l'instabilité politique est telle trois ans plus tard du fait de la résistance et du rejet de cette politique ultra réactionnaire conduites par le PASOK, puis par une coalition dirigée par la Nouvelle Démocratie à laquelle le PASOK participe, qu'il est à l'heure actuelle impossible d'en conclure que la réaction aurait vaincu ou serait parvenue à ses fins tant la situation sociale est explosive et la tension extrême entre les classes, les acquis qu'elle a engrangés ces trois dernières années peuvent être remis en cause à tout moment, et si jusqu'à présent le travail de maturation politique en cours chez les masses n'a pas débouché sur des objectifs politiques susceptibles de renverser la situation, autrement dit de se traduire par leur adhésion à une issue politique rompant avec le capitalisme et les institutions en place, rien ne dit qu'elles n'y parviendront pas, quoi qu'il en soit, elles ne sont pas défaites et elles continuent le combat quotidiennement avec les moyens dont elles disposent.

En Espagne et au Portugal, mais aussi en Italie et en Belgique, les masses ne s'avouent pas vaincues, elles conservent le potentiel de s'organiser et de se dresser contre le régime à tout moment.

Ces pays ont en commun avec la France d'avoir derrière eux une longue expérience de la lutte de classe, de posséder des syndicats qui n'émanent pas de la social-démocratie ou qui se sont développés indépendamment d'elle contrairement à l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, où pour ainsi dire les principaux syndicats y sont intégrés, j'écris cela de mémoire et je n'ai pas révisé leur histoire respective pour vérifier depuis quand ou de quelle manière cette intégration s'est réalisée, peu importe, c'est en tout cas un fait établi de nos jours que chacun peut vérifier si nécessaire, ce qui n'est pas le cas en France.

Or, le PS doit en tenir compte, ce que Le Boucher lui reproche.

C'est sans doute ce qu'il veut dire quand il affirme que le PS serait toujours soumis à "*l'idéologique (de)l'extrême gauche*" qu'incarment à ses yeux pas seulement la CGT ou d'autres syndicats, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO, plus une multitude d'organisations et de groupes de militants qui se réclament du socialisme. Il ne veut pas comprendre ou admettre que le PS ne peut pas aller plus loin dans sa soumission au capital sans favoriser le développement de ces partis et entraîner la rupture avec ces partis et les syndicats dont il a besoin pour mener à bien sa politique antisociale, qui aux yeux de ce représentant de la branche la plus à droite de la réaction manque d'audace ou ne va pas assez loin dans la remise en cause de tous nos acquis sociaux.

Le Medef et toutes les institutions du capital réclament aussi de la part du gouvernement qu'il se presse de mettre en oeuvre toute une panoplie déjà prête de contre-réformes structurelles brutales, Hollande s'y est engagé à le faire, à son rythme, à petite dose pour commencer, le temps que chacun des acteurs de cette mauvaise comédie revête et s'habitue au rôle qui lui a été imparti de manière à tester auprès de leur population respective comment il est perçu avant d'aller plus loin. Brusquer les choses pourrait tout faire capoter, ce qu'ignore ou ne veut pas prendre en compte Le Boucher qui prend ses désirs pour la réalité et voudrait avancer avec un bulldozer, caractéristique commune à tous les dictateurs et leurs suppôts.

Plus loin, ce digne représentant du journal d'un banquier reproche à la droite française d'être aussi empêtrée dans ses contradictions que le PS et ses satellites.

- "*La droite a démontré, depuis 1995, qu'elle n'avait aucune idée précise et argumentée de ce que devait être la France au XXIe siècle, dans l'Europe et dans la mondialisation*", l'idée qu'elle devrait en avoir devrait être calquée sur celle de leurs concepteurs, en réalité les commanditaires des institutions internationales mises en place après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, etc. c'est-à-dire, l'oligarchie financière qui contrôlent les principales banques et multinationales, et qui sont les architectes de la politique néo conservatrice ou ultra libérale que nous avons évoquée plus haut, et à qui elle doit profiter évidemment.

La suite nécessite une explication.

- "*Gauche et droite sont en réalité réunis dans une même vision d'une France idéologiquement bloquée sur un mode défensif depuis 1960. Les grandes perturbations qui se sont succédées depuis –la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services, l'allongement des durées de vie, la scolarisation de masse, Mai 68 et l'individualisme, puis l'explosion des nouvelles technologies– n'ont été acceptées que dans la mesure où elles ne dérangent rien du «modèle».*"

Pour bien faire, pour ce porte-parole du Nouvel ordre mondial auquel doit aboutir à terme l'application de cette politique néo conservatrice, toutes les transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus de 50 ans auraient dû aboutir à la liquidation du "*modèle*" social déjà fort imparfait issu du rapport entre les classes après la Seconde Guerre mondiale.

On a du mal à imaginer comment aurait dû se solder autrement "*la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services*", peut-être par une accélération de la liquidation des petites exploitations agricoles au profit de trusts agro-alimentaires ou d'institutions financières, idem pour l'industrie déclarée non compétitive ou soumise à la même législation qu'en Chine, en Corée du Sud ou au Japon par exemple, il doit estimer la désindustrialisation trop lente ou tardive ; que dire des services, qui auraient dû s'adapter à la société avant même que les technologies et les besoins qui leur serviraient de support ne voient le jour, une aberration ; l'allongement des durées de vie aurait dû entraîner immédiatement le report de l'âge de départ à la retraite, ainsi en 2013 il serait porté à 70 ans ou plus, ou mieux encore, la notion de retraite aurait totalement disparu ; la scolarisation de masse, en fait l'école publique et gratuite devait devenir infailliblement un poids insupportable pour l'Etat, la société, le contribuable qu'est Le Boucher, il fallait donc privatiser plus tôt l'école, les universités, ajoutons les hôpitaux, etc. ; Mai 68 et l'individualisme ne se sont malheureusement pas traduits dans la tête des travailleurs par la remise en cause de leurs acquis sociaux et politiques à caractère collectif, par leur adhésion massive à l'idéologie monstrueuse que prône ce furieux réactionnaire ; quant à l'explosion des nouvelles technologies, je me demande quel autre usage nous aurions dû en faire, au détriment de quoi et jusqu'où elles auraient dû envahir davantage notre quotidien, à moins qu'il ne regrette que la société de consommation ne soit pas encore suffisamment développée, ou que trop tardivement une part grandissante de la population en est arrivée à acheter et jeter des marchandises pouvant encore servir.

Tout cela il le dit à sa manière plus loin, en reprochant au PS d'être dans le "déli" et de refuser "de définir une fois pour toute sa politique économique, de rebâtir son Etat providence, de moderniser son système éducatif, de maintenir ses valeurs égalitaires autrement que par une rhétorique vide", qu'il accuse de vouloir "revenir au «fordisme» des années 1960, bons salaires, emplois garantis, chefs d'entreprise sommés d'être patriotes", reconnaissant toutefois à Hollande le mérite de "n'est pas si simpliste" que la "très grande majorité du parti de Harlem Désir et Martine Aubry", ce qu'on ne démentira pas.

Il reproche ensuite à Hollande d'"avoir cédé à la démagogie anti-riches des Français, s'est mis dans une situation désastreuse", pour s'être "coupé avec cette fameuse élite mondialisée, mais bien au-delà d'elle avec une grande partie du monde des affaires", devant laquelle l'auteur de cet article se prosterne, quel drame !

Mais à tout drame sa solution, l'ultra libéralisme à l'américaine, permettre aux riches de s'enrichir indéfiniment : "La seule bonne solution est désormais d'engager, dans la clarté, une grande réforme fiscale qui soit adaptée à l'Europe et à la mondialisation. Et d'expliquer qu'il vaut mieux accepter des enrichissements en échange d'un code des impôts plus juste parce que d'abord plus efficace. Mieux vaut des riches taxés de façon plus modérée que plus de riches du tout", dommage, quel bon débarras ce serait ! Le Boucher craindrait-il dans ce cas-là de se retrouver au chômage ? Ces gens-là ont décidément un sens de la justice et de l'efficacité redoutable... pour leurs malheureuses et nombreuses victimes. Ce qui serait "juste", ce serait qu'il y ait plus de riches... et plus de pauvres, ainsi l'équité serait respectée ! Il paraîtrait que Marie Ségolène Royal serait de retour prochainement (au gouvernement), cela tombe à pic, il n'y a pas si longtemps elle ne pouvait sortir trois mots sans que le mot "juste" y soit mêlé.

Mais alors qui va casquer à la place des parasites qui disposeront de leur richesse à leur gré ? Devinez ? "Il va en aller de même des retraites". Comment ? En remettant "à plat l'ensemble des régimes et de passer, au plus vite, à une retraite par points «à la suédoise». Cette solution est la seule qui offre un équilibre automatique (le point est valorisé en fonction de la croissance donc des rentrées) et ouvre la porte aux choix individuels de partir tôt ou tard", et comme la croissance (hypothétique) sera inférieure à l'inflation, en fait de choix, vous serez obligé de partir à la retraite plus tard si vous n'êtes pas mort d'épuisement entre temps !

Pour ceux qui n'auraient pas compris qu'il s'agit d'un programme de guerre contre la classe ouvrière, il termine ainsi :

"Il en est de toutes les réformes. Le bricolage d'adaptation, le mode défensif depuis 1960, le gouvernement par les symboles, sont à bout de souffle. Il faut passer au mode offensif et explicite: quels sont les buts pour la France de 2020? Quels sont, sans tabou, les moyens? Et s'expliquer, s'expliquer, s'expliquer..."

C'est ce que l'on s'efforce de faire dans ce portail, en vain jusqu'à présent. Peut-être que monsieur Le Boucher et ses amis auront plus de succès que moi, hélas !

Eux ils ont compris que pour faire passer leur politique infâme ils se devaient de l'expliquer inlassablement aux masses sous toutes les coutures, qu'ils leur fallait occuper ce terrain. Alors que nous, nous en sommes encore au stade des slogans, des arguments à l'emporte-pièce, des grands discours dogmatiques quand nous ne nous contentons pas de commenter l'actualité sans rien apporter aux travailleurs au-delà de ce qu'ils savent déjà, en fait, nous nous époumonons à dénoncer ce qu'ils ne veulent plus, sans être capables de les aider à savoir ce qu'ils veulent, cela ne sert strictement à rien ou presque direz-vous, je vous laisse y réfléchir tranquillement.

L'oligarchie financière et capitaliste représente environ 1% de la population, dont profitent également une large partie du patronat, population à laquelle elle impose sa politique réactionnaire.

Les militants (et non les adhérents) des syndicats doivent représenter 1% des travailleurs de ce pays, si l'on considère que pour la plupart d'entre eux ce sont les mêmes qui militent dans les syndicats et les partis ouvriers, en réalité beaucoup moins.

Tandis que le camp de la réaction fait bloc contre le prolétariat, notre discours ne devrait s'adresser qu'au 1% de militants des différents partis et syndicats laissant de côté 99% des travailleurs, cherchez l'erreur ! Répétons-le, martelons-le, persister dans cette voie ne peut conduire qu'aux pires défaites.

ACTUALITE EN TITRES

[La création monétaire par la dette aux mains des banquiers.](#)

- Logement : le nouveau prêt à taux zéro en vigueur le 1er janvier - [LePoint.fr](#)

[2013 sera-t-elle l'année des règlements comptes ? De qui contre qui ? A quelle échelle ?](#)

- Wall Street aborde 2013 dans un nuage d'incertitudes - Reuters
- L'environnement économique "*plus difficile*" en 2013, avertit Merkel - AF
- La Grèce en crise se prépare à une année pire que les précédentes - AFP
- La France est-elle prête à affronter le choc économique que risque bien d'être 2013 ? - Atlantico.fr
- L'Espagne rappelle à la Bolivie l'importance de la "*sécurité juridique*" des investisseurs - AFP

[2013 : l'année des bonnes résolutions...](#)

- Jean-François Copé invite l'UMP à tourner la page des divisions - Reuters

....d'un espoir que l'on espère vain...

- Le FN veut consolider "*l'espoir*" de 2012 - Reuters

... et la fin d'une illusion :

- Plus de six Français sur dix regrettent le franc - AFP

[Le SPD ou le camp de la réaction.](#)

- Le chancelier allemand pas assez payé, dit le chef du SPD - Reuters

Parce que Peer Steinbrück s'y verrait déjà ?

- Allemagne: Un rival de Merkel fustige l'austérité «*trop sévère*» - 20minutes.fr

Sans la condamner cela va de soi, car tout de même... nécessaire !

Dans les deux cas il s'agit de l'ancien ministre des Finances et candidat du parti social-démocrate allemand (SPD) Peer Steinbrück, dans un entretien accordé à l'édition dominicale du Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'austérité a sa raison d'être quand ce sont les travailleurs qui en sont les victimes, mais quand il s'agit des représentants de l'Etat c'est une autre affaire, on comprend, on comprend parfaitement dans quel camp se situe le SPD et l'ensemble des partis de l'Internationale socialiste jaune.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Décomposition, putréfaction, odeur nauséabonde du vieux monde capitaliste.](#)

Après la zoophilie légale en Allemagne que j'ai évoquée dans une précédente causerie et qui nous a donné la nausée, la pédophilie légalisée, institutionnalisée aux Pays-Bas qui devrait vous révolter.

J'ai découvert l'existence de l'un et l'autre totalement par hasard, j'avoue mon ignorance totale. Gageons que l'immense majorité des travailleurs les ignorent également. Notre devoir devrait être de les informer pour qu'ils vomissent le capitalisme, sinon, ils continueront de s'en accommoder.

- Deux fois par an, le jour des solstices, l'« *International Boys Love Day* » (IBLD) célèbre les relations sexuelles entre adultes et enfants, prétendument consentants, en vue de promouvoir la reconnaissance de ces relations ! Vous ne rêvez pas, vous pouvez vérifier la véracité de cette information en cliquant sur le site de cette association, créée en juin 1998 par une poignée de pédophiles. Au nom de la sacro-sainte « *liberté* » ils revendiquent le droit d'exprimer leurs opinions politiques, sexuelles

et idéologiques. Et, pourquoi pas ?... A quel titre pourrait-on le leur refuser ?... Ils le savent, d'ailleurs, puisque, le 30 mai 2006, ils ont créé un nouveau parti politique enregistré auprès des autorités néerlandaises : le « *Charity Freedom and Diversity Party* ». Ils se réclament de la liberté de penser et d'expression garantie par la Constitution. C'est le triomphe du Libéralisme et de la Franc-maçonnerie !... Ce parti affirme que ses membres comptent des hommes politiques hollandais importants, des chefs d'entreprise, des pères de famille, des instituteurs... des prêtres, et d'une façon générale « *tous types d'hommes libres qui ont choisi d'exprimer leur sexualité et leur vie érotique à travers des relations libres avec des petits garçons et des petites filles* ». Bientôt, ils vont probablement défilier dans la rue pour faire valoir leurs « *droits* » ! Liesi 30.12

Ces informations sont exactes, je l'ai vérifié sur le Net. A l'adresse suivante vous en aurez confirmation, c'est la traduction en français de la page :

Party for Neighbourly Love, Freedom, and Diversity - Wikipedia

(http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity) :

http://translate.google.fr/translate?hl=fr&sl=en&u=http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity&prev=/search%3Fq%3DCharity%2BFreedom%2Band%2BDiversity%2BParty%26hl%3Dfr%26tbo%3Dd%26biw%3D800%26bih%3D431&sa=X&ei=GkrhUMCZF4_orQe-zlGgCw&ved=0CDUQ7gEwAA

Cet article figurait dans le portail économique de traders *Liesi* qui dénonce le Nouvel ordre mondial, inutile de préciser qu'on en tire des conclusions diamétralement opposées aux leurs, mais là n'est pas notre sujet. Quel rapport y a-t-il entre la décomposition de la société et la dégénérescence des mœurs aux Pays-Bas (et ailleurs dans le monde), encouragées par les médias, les institutions et les principaux partis politiques avec les questions politiques qui nous intéressent ? Qui est informé du rôle politique de premier plan tenu par la monarchie hollandaise au cours du XXe siècle ? Personne ou presque.

On entend souvent parler ou on s'intéresse à un certain nombre de pays en particulier comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou le Japon et bien d'autres encore, mais pas les Pays-Bas qu'on identifie volontiers à la libéralisation de la drogue, aux hippies dans les années 60, bref, un pays aux mœurs débridés mais bon enfant, cool quoi, ben voyons ! Voilà pour la façade en réalité trompeuse qui cache une vérité qu'il vaut mieux éviter de porter à la connaissance du plus grand nombre, et pour cause.

La destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales que la population a adoptés depuis disons la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours que l'on peut d'ailleurs contester, qui régissent les rapports à différents niveaux entre les membres de la société, n'aurait-elle pas un rapport avec la destruction à terme ou programmée et à laquelle nous assistons des Etats-nations ou l'abandon de leur souveraineté au profit d'institutions supranationales non élues et profondément antidémocratiques, ONU, UE, FMI, Banque Mondiale, etc. en réalité l'oligarchie financière internationale qui les contrôlent en grande partie ou en totalité, ne serait-ce pas le même processus qui serait à l'oeuvre sans que la population en ait conscience ?

A la destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales adoptés par la population, il faut ajouter la destruction de tout droit politique ou ce qui revient en pratique au même, à l'absence de droits politiques permettant de s'opposer ou de se dresser contre l'ordre établi pour faire valoir ses droits, de telle sorte qu'il est devenu impossible d'influer sur le cours des choses même à minima ou à la marge par le biais des institutions en place ou que les rapports entre les classes puissent s'exprimer même de façon déformée, d'où plus que jamais la nécessité d'axer notre combat politique pour les renverser ces institutions.

On peut donc observer que l'offensive de la réaction est coordonnée sur tous les fronts et concerne absolument tous les rapports qui ont accompagné le développement du capitalisme, certes à des degrés ou une intensité différente selon les pays et leur histoire respective, tendant cependant globalement vers le même et unique objectif qui n'est pas seulement économique, mais politique.

Sur ce plan-là et pour revenir aux Pays-Bas, dont la plupart d'entre nous ignore tout ou presque, il est bon de signaler ou de rappeler quelques faits qui permettent d'étayer notre démonstration.

Il s'agit d'extraits d'un article de Pierre Hillard *Histoire du « Nouvel ordre mondial »*, publié le 1er mai 2010 par le portail <http://www.theorie-du-tout.fr>. Je mets l'intégralité de cet article au format pdf dans la rubrique Vidéo au chapitre *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions*.

La première réunion du Bilderberg eut lieu au Pays-Bas à Oosterbeek en mai 1954. (...) Les bilderbergers représentent la « *crème de la crème* » du sérail politique, économique et financier du monde atlantiste. (...)

Le choix du premier président du Bilderberg, le prince Bernhard (1911-2004), par Joseph Retinger et ses affiliés ne relève pas du hasard. En effet, ce prince allemand était au début des années 1930 membre de la SS, plus précisément, membre de la Reiterkorp SS (cavalerie) ainsi que membre du Farben Bilder, une filiale d'I.G Farben. Marié en 1937 à l'héritière du trône des

Pays-Bas, la princesse Juliana, sa fille la reine Béatrix est une active participante des réunions du Bilderberg. Le passé plus que trouble du prince Bernhard et sa nomination à la direction du Bilderberg étaient aussi une manière de le tenir. En effet, il est plus facile de téléguider une personne vers des buts bien définis à partir du moment où il traîne des « casseroles ». Le choix de ce prince allemand naturalisé hollandais était sûrement d'une grande importance car il fut utilisé dans un autre secteur. Nous devons aborder un sujet tenant à cœur les théoriciens du mondialisme : l'écologie.

La protection légitime de la faune et de la flore prend un tour déréglé sous l'action des partisans du nouvel ordre mondial. En effet, la dérive des esprits conduit à une divinisation de la nature propre au mouvement new age. C'est le principe de « gaïa » identifié à la « terre-mère ». De nombreux instituts propagent ce tour d'esprit philosophique en particulier le WWF (World Wild Fund for nature), institut promouvant la protection de la nature. Sa création en 1961 est due au travail de personnages membres du sérail mondialiste.

En effet, nous devons évoquer les frères Aldous et Julian Huxley. Aldous Huxley est l'auteur d'un livre prophétique, *Le Meilleur des mondes*, paru en 1931 et qui est un véritable programme politique mondialiste sous une apparence de roman fiction. Evoquant un Etat mondial composé d'une humanité soumise et hiérarchisée suite à des manipulations génétiques, son auteur passa sa vie à faire usage des drogues les plus diverses afin d'atteindre une « forme de mysticisme ». Ces délires caractérisant ce milieu touchèrent aussi son frère, Julian Huxley, partisan de l'eugénisme et qui devint le premier président de l'UNESCO (éducation, science et culture) en 1946. Cette tournure d'esprit propre aux frères Huxley est due à l'influence du grand-père paternel, Thomas Huxley (1825-1895). Ce biologiste farouche défenseur des principes darwiniens transmet ces concepts à ses petits-fils qui surent en faire profiter le monde entier. Ajoutons que le réseau et les liens unissant la famille mondialiste sont vraiment étroits puisqu'un des étudiants de Thomas Huxley s'appelait ... H.G Wells. (Il semblerait que Hillard hâtivement confonde les principes définis par Darwin à une certaine époque et l'interprétation ou l'usage qu'en ait fait Thomas Huxley. -Ndlr)

Ce passage de relais de génération en génération permet de mieux comprendre cette permanence du mondialisme ainsi que sa montée en puissance. Nous pouvons désormais relier l'action passée de ces hommes à la fondation du WWF en 1961. En effet, sa création est due à Julian Huxley [. Le WWF contribue à répandre cet idéal panthéiste et constitue une des branches d'action du mondialisme. Est-ce un hasard d'apprendre que le premier président du WWF fut le dirigeant du Bilderberg, le prince Bernhard (président de 1962 à 1976). D'autres présidents se sont succédés à la tête du WWF comme John Loudon qui fut comme John Kerr président de la compagnie pétrolière, la Royal Dutch Shell. Ce conglomérat pétrolier anglo-hollandais est une des pépinières du nouvel ordre mondial. Précisons aussi que le Prince Philippe, époux de la reine d'Angleterre Elisabeth II, dirigea le WWF de 1981 à 1996. Fin

Ajoutons qu'en 1996, la reine Béatrix a reçu le prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle pour ses efforts pour l'unification de l'Europe. Elle est membre honoraire de l'association humaniste du Club de Rome. (Wikipédia) Club de Rome dans lequel on retrouve en partie les mêmes participants que dans le groupe Bilderberg.

Après la lecture de ces lignes, le pays (régime) des tulipes, des moulins à vent et des coffee shop nous apparaît déjà beaucoup moins sympathique n'est-ce pas ? Et il n'y figure pas, notamment l'histoire de la Royal Dutch Shell, du Duché du Luxembourg, de la naissance de la Belgique dont est issue Etienne Davignon qui organise les réunions du groupe Bilderberg depuis des décennies, vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985, et comme le hasard fait bien les choses, c'est lui qui a invité "*Herman van Rompuy a passé un oral pour le poste de président du Conseil européen à pourvoir devant les représentants du Bilderberg, le 12 novembre 2009, en particulier devant l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, à Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles*", ni son empire colonial ou plutôt son prolongement peu reluisant en Afrique du Sud à travers les Afrikaners et l'apartheid.

[Les "réseaux sociaux" sources de manipulation de masse.](#)

La fausse nouvelle du décès de Vladimir Poutine a été annoncée vendredi dernier sur Twitter. Puis un correctif est venu ce jour même, mais il y eut un emballement médiatique.

Qui peut bien avoir intérêt à « jouer » sur le réseau social pour lancer une telle rumeur ?

Les mêmes qui ont utilisé ces réseaux pour manipuler les révolutions arabes dans le sens qu'ils souhaitent ; et le bal n'est pas fini, comme nous le démontrons dans les derniers numéros de Liesi.

Poutine n'est pas la première personnalité victime de rumeur sur internet. Que deviendrait l'annonce d'une fausse information de ce genre dans un contexte géopolitique sérieux ? Notons que Twitter peut être un outil d'information mais aussi de désinformation.

Et que penser d'un rapport rendu public le 27 décembre par la presse russe selon quoi la Russie et le monde seront bouleversés par l'assassinat de Vladimir Poutine à la sortie de la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou après la messe de minuit le 7 janvier 2008, prédisait Andrew Kuchins du Centre d'études stratégiques internationales (CSIS) ?

Le plus étonnant, fait remarquer le Kommersant, c'est que l'auteur de ce scénario fantastique, ancien président de la

Fondation Carnegie de Moscou, est l'un des kremlinologues les plus informés et les plus influents aux Etats-Unis. Quant à la Fondation Carnegie, le lecteur fera des recherches car il y a quelques pépites d'informations très intéressantes sur le sujet, mais nous n'avons le temps de les exposer. Quelques familles du cartel bancaire y sont plus qu'impliquées.

A la veille du sommet du G8 de Saint-Petersbourg en 2006, M. Kuchins avait adressé un message personnel à Vladimir Poutine, dans lequel il lui donnait des instructions concernant le respect des principes démocratiques et le persuadait que l'Amérique n'avait en aucun cas besoin d'une Russie faible, rappelle le journal. [Voir les brèves de Liesi de décembre 2012 – prochain parution.]

Nous sommes dans un jeu bien dangereux où l'establishment occulte du mondialisme semble pressé par le temps... S'il y a eu des fuites de capitaux de Russie ces dernières semaines pour les raisons analysées dans Liesi depuis plusieurs mois, le bloc de commandement russe s'est tranquillement préparé à de très sombres jours pour l'Europe de l'Ouest. Liesi 29.12

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

Avec une économie qui s'est contractée durant 5 longues années et un taux de chômage record de 25%, les habitants du nord de la Grèce n'ont pas les moyens de chauffer leurs maisons. Des villages n'ont pas reçu de subventions de l'Etat pour chauffer les écoles et plusieurs maires ont annoncé qu'ils allaient fermer les écoles plutôt que de voir les enfants greloter.

De nombreuses personnes âgées se regroupent dans un centre afin de profiter d'un chauffage commun.

Voilà la conséquence des mesures d'austérité avec l'hiver en Grèce. Le prix du mazout a grimpé de 48 pour cent sur un an, selon l'International Energy Agency, une organisation basée à Paris. Ce qui renchérit considérablement le coût, c'est la taxe qui peut représenter jusqu'à 42 pour cent du coût total ! Les gens abandonnent le fioul pour le bois, mais là aussi les prix grimpent et les importations se font de Bulgarie.

Le plus grave, ce sont les commentaires selon lesquels les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter du pain. Les boulangeries ferment par manque de clients. Les pauvres gens font les poubelles. Les personnes âgées qui ont vécu les affres de la Seconde Guerre mondiale disent que si cela continue il faudra vendre les meubles pour avoir de quoi survivre. Liesi 29.12

2- Soudan

Le président soudanais Omar el-Béchir a ordonné dimanche le doublement du salaire minimum des fonctionnaires pour faire face à la flambée des prix qui touche depuis des mois le pays, selon l'agence de presse officielle Suna.

"Le président el-Béchir a donné des directives pour augmenter le salaire minimum à 425 livres soudanaises (61 dollars sur le marché noir) à partir du 1^e janvier", a indiqué Suna. Ce nouveau salaire minimum, qui ne concerne que les fonctionnaires, représente le double du précédent.

"Où sont les ressources (nécessaires) au financement" de cette hausse, s'est interrogé Mohamed Eljack Ahmed, un économiste de l'université de Khartoum qui a jugé cette augmentation "nécessaire, mais très difficile à réaliser", le gouvernement n'ayant pas réduit ses dépenses personnelles.

Pour M. Ahmed, cette mesure reste cependant insuffisante.

Ce nouveau salaire minimum "représente un quart du salaire minimum réellement nécessaire, au vue des conditions présentes", a-t-il indiqué à l'AFP.

La mesure intervient alors que le Soudan est englué dans une crise économique exacerbée par la perte de la plupart de ses revenus pétroliers lors de la partition du pays en juillet 2011.

L'inflation a atteint 46% en novembre, alors que la livre soudanaise connaît une chute importante de sa valeur face au dollar sur le marché noir. Près de 47% des Soudanais vivaient en 2010 sous le seuil de pauvreté, selon les Nations unies.

Face aux mesures d'austérité prises par le président el-Béchir et à la hausse de 50% du prix du carburant, des manifestations ont

eu lieu en juin dans le pays contre la hausse du coût de la vie, notamment de l'alimentation.

Des accords conclus en septembre entre le Soudan et le Soudan du Sud prévoyaient le paiement par le Sud d'une somme forfaitaire de quelque trois milliards de dollars au Soudan, pour compenser ses pertes de revenus depuis la partition.

Les deux parties s'étaient également mises d'accord sur le versement au Soudan de frais de redevance, pour faire transporter par les oléoducs du Nord le pétrole exporté par le Sud.

Mais en raison des nombreuses tensions subsistant entre les deux pays, ces accords n'ont pas encore été appliqués.

J'avais estimé un peu à la hâte que la partition du Soudan ne serait peut-être pas une mauvaise chose étant le plus grand pays d'Afrique, si cela pouvait mettre un terme à la guerre civile dans ce pays. C'était sans doute une erreur, car la manne pétrolière ne profitera ni au Soudan du Sud ni au Soudan, mais uniquement aux multinationales occidentales.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas corrigé la causerie du jour parce que j'ai perdu 2 heures ce matin.

Je suis allé au bureau de l'immigration pour savoir si ma demande de visa (15 ans) avait été acceptée. Réponse positive. On me demande alors d'aller dans une banque pour faire établir un chèque de 15.000 roupies à l'ordre du ministère en question. Je me rend dans une banque située juste à côté, impossible, système informatique plantée. Je vais dans une seconde banque un peu plus loin, idem. Je décide alors de me rendre en moto au centre de Pondichéry où est située ma banque. Même problème ! Du coup, j'ai pris du pain et une bière en passant et je suis rentré chez moi. On verra cela demain. C'est l'Inde !

En fait, hier c'était un jour férié, les ordinateurs n'ont pas fonctionné, du coup sans doute à cause de l'humidité, c'est la saison de la mousson, le lendemain ils ne fonctionnent plus. Moi, je laisse le mien en stand by jour et nuit quand je ne l'utilise pas, je ne l'éteins jamais et je sauvegarde quotidiennement tous mes fichiers sur une clé USB.

Hier soir, je me suis cassé la tête pour télécharger dans le serveur la causerie de 2012, volume10Mo. J'ai essayé une dizaine de fois, en vain. Puis, en regardant la note située en bas de l'écran je me suis aperçu qu'avec ce logiciel (cluster) la taille des fichiers à télécharger était limitée à 7,7Mo. Je me suis traité de crétin pour ne pas l'avoir vu plus tôt. J'ai rapidement téléchargé *FileZilla* et en 15 minutes c'était terminé. Il était près d'une heure du matin.

Je mettrai en ligne une dizaine de nouveaux articles.

ACTUALITE EN TITRES

Bê, bê, bê

- Nouvel An à Paris: 340.000 personnes dans la nuit aux Champs et à la Tour Eiffel - 20minutes.fr

- Les Français ont échangé près d'un milliard de SMS pour le nouvel an - L'Express.fr

Personnellement j'ai envoyé une jolie carte postale de l'Inde à une dizaine de personnes avec un petit mot amical à chacun. Je sais, c'est ringard, je suis un vieux con, pas de problème, j'assume et je m'en porte très bien merci.

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Patrons et militaires, représentants du Nouvel ordre mondial récompensés par Hollande.](#)

La traditionnelle promotion du Nouvel An de la Légion d'honneur distingue notamment les trois militaires soi-disant assassinés par Mohamed Merah puisqu'on n'en a pas la preuve.

Parmi les personnalités issues du monde économique, Yvon Gattaz, ex-président du CNPF, est élevé à la dignité de grand'croix et Louis Schweitzer, ancien patron de Renault, à celle de grand officier. Le président de Casino, Jean-Charles Naouri, est promu officier.

Sont encore distingués le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, promu commandeur. (Source : Lefigaro.fr 01.01)

Commentaire d'un internaute :

- "*Souvenez-vous pourquoi Napoléon a créé cette décoration, il connaissait la nature humaine. Quand on parie sur la vanité, on gagne à tous les coups.*"

[A quoi conduit le rejet des conclusions du marxisme \(léninisme\) : A l'impuissance ou pire encore.](#)

Souhaitons-nous davantage !

- « *Faire quelque chose* » est peut-être ce que nous pouvons nous souhaiter de mieux, les uns les autres, pour l'année 2013. Faire quelque chose pour lutter contre le système capitaliste qui écrase les peuples. Faire quelque chose, partout où c'est possible, pour soulager les souffrances provoquées par l'exploitation et l'aliénation. Faire quelque chose pour l'émancipation individuelle et collective.

« *Faire quelque chose* », c'est précisément le titre du film réalisé par Vincent Goubet. Il s'agit d'un film documentaire de 90 minutes réalisé essentiellement avec des interviews d'hommes et de femmes qui ont participé, chacun à leur manière, chacun à sa place, connus ou inconnus, à la grande histoire de la Résistance. Avec Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Raymond Lévy, Lise London, Jacqueline Olivier-Timbaud, Serge Ravanel... (M'PEP 01.01)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, à leur place j'aurais honte de ma crasse ignorance au point de ne plus oser me montrer en public ou de me taire, oui de me taire, car finalement tous ces gens-là n'ont fait qu'oeuvrer au maintien du régime en place tout en profitant largement, régime qui réduit à un degré de dégénérescence extrême entraîne le reste de la société dans sa putréfaction, et si c'est l'odeur qui s'en dégage qui les incommode tant que cela, c'est qu'ils ont cessé de se sentir depuis longtemps.

Hier c'était au tour du pape de nous jouer la même comédie, en dénonçant le capitalisme devenu soudainement monstrueux car "*sans régulation*", comme si c'était une nouveauté qu'il était hideux, que sa survie et ses conséquences étaient désastreuses pour tous les peuples, une insulte à la conscience et la dignité humaine.

Après "*Indignez-vous*" qui n'a servi à rien sauf à alimenter quelques illusions dans Hollande et le PS, ils osent nous sortir "*Faire quelque chose*", ce que vous voulez, tout ou n'importe quoi on s'en fout, tout se vaut, tandis qu'un philosophe déclare qu'il faudrait que se mette en place "*une nouvelle politique*" en avouant dans la foulée ne "*pas assez bon (pour) dire*" en quoi elle pourrait consister, nous voilà bien avancé !

Si vous voulez mon avis, vaut mieux regarder ou aller voir ailleurs. Comme hier.

[Illusionnisme. Mélenchon a un concurrent sérieux.](#)

- Le pape dénonce le capitalisme "*sans régulation*" - LePoint.fr

Décryptage de l'homélie prononcé hier à Rome par sa papauté le XVIe.

Contrairement au journaliste de Reuters qui doit faire partie de ses disciplines pour lui avoir prêté la généreuse intention d'avoir déploré la persistance de "*foyers de tension et d'opposition causés par des inégalités croissantes entre riches et pauvres, par la prévalence d'une mentalité égoïste et individualiste qui s'exprime également au travers d'un capitalisme financier sans régulation, en plus des différentes formes de terrorisme et de criminalité*", je préfère dire plus humblement, une qualité rare ou peu cultivée de nos jours car peu rentable à court terme, que panzer le XVIe s'est contenté de dresser un constat dans lequel il a mis sur un pied d'égalité le comportement monstrueux des nantis responsables des souffrances dont sont victimes tous les peuples et plus particulièrement leurs couches les plus faibles et les plus exploitées, du terrorisme et de la criminalité qu'ils financent, arment et dont ils tirent des profits gigantesques, et celui du citoyen lambda dont la "*mentalité égoïste et individualiste*" est bien connue. Vous aurez noté que, contrairement à ce qu'on pourrait déduire d'une lecture ou une interprétation un peu trop rapide de son

discours, il a pris soin de préciser qu'elle concernait "également" les privilégiés, signifiant ainsi qu'ils n'étaient pas les seuls à développer cette mentalité épouvantable renvoyant à une population bien plus large, ce qu'il confirmera par la suite en parlant de la "paix" à laquelle chacun aspire. Là encore comme si toutes les classes disposaient des mêmes droits pour décider de faire la guerre ou de vivre en paix.

"En chaque personne, le désir de paix est une aspiration essentielle qui coïncide, d'une certaine façon, avec le désir d'une vie humaine pleine, heureuse et accomplie... L'homme est fait pour la paix qui est don de Dieu", a-t-il poursuivi, "désir" ou généreuse intention qui doit assurément habiter les marchands de canons et leurs représentants qui nous gouvernent. A croire que la guerre dont ils gratifient les peuples sous différentes formes serait un don du ciel en quelque sorte qui leur permettrait de racheter leurs péchés et de s'assurer ainsi la rédemption divine pour accéder par la suite au paradis, pour un peu les peuples victimes des atrocités commises par les capitalistes au nom de la paix et de la démocratie devrait les remercier de leur permettre de sauver leurs âmes et de pouvoir goûter une "vie humaine pleine, heureuse et accomplie" si ce n'est sur le plateau des vaches, au royaume des cieux, amen.

Il le confirme par écrit en allant plus loin dans un message qu'il a rédigé pour la célébration de la Journée mondiale de la paix, nous dit-on : "Pour être vraiment des artisans de paix, nous devons nous éduquer à la compassion, à la solidarité, à la collaboration, à la fraternité, être actifs au sein de la communauté et vigilants à éveiller les consciences sur les questions nationales et internationales et sur l'importance de la recherche de modalités adéquates pour la redistribution de la richesse, pour la promotion de la croissance, pour la coopération au développement et pour la résolution des conflits".

Là il s'adresse indistinctement aux exploités et aux exploités qui sont à égalité responsablee des mille maux dont souffre tous les peuples. L'ouvrier devrait faire preuve de compassion avec son patron ou l'actionnaire qui s'enrichit sur son dos ou en dormant, il devrait faire preuve de solidarité à son égard, collaborer au sort qu'il lui réserve, le considérer comme un frère même quand il n'a plus besoin de lui et le jette à la rue...

A tous les niveaux et sans tenir compte que les membres des différentes classes ne disposent pas du même pouvoir ou plutôt qu'une seule classe dispose de tous les pouvoirs, dans les petites comme dans les grandes "questions" qui nous concernent nous devrions nous impliquer, et si les moyens et les réponses qui y étaient apportées n'étaient pas "adéquats", il ne faudrait s'en prendre qu'à soi-même, à notre propre égoïsme ou notre manque de "compassion", renvoyant chacun face à ses responsabilités, alors que dans la société chaque citoyen ne dispose pas du même droit d'en user ou de faire entendre sa voix.

N'avait-il pas dans son homélie exempté par avance les nantis de toute responsabilité ou presque dans les souffrances qui accablent les peuples en disant : "Je suis persuadé que les nombreuses oeuvres de paix dont le monde est riche, témoignent de la vocation innée de l'humanité à la paix", il ne manquait plus que les louanges en direction de l'ONU et l'OTAN, sans oublier l'Union européenne affublée en 2012 du prix Nobel de la paix!

Tous les peuples aspirent à la paix, ce sont les dirigeants du vieux monde capitaliste qui aspirent continuellement à la guerre, car en réalité elle n'a jamais cessé depuis deux siècles, elle ne disparaîtra de la surface de la terre que lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme aura été éradiqué, objectif que ne défend ou pour lequel ne combat aucune religion.

On pourrait ajouter que, si les religions telles qu'elles sont interprétées par leurs représentants n'ont pas vraiment pour objectif l'abolition de l'exploitation et de l'oppression qui l'accompagne, c'est justement parce qu'elles se nourrissent des guerres, les alimentent en maintenant les peuples dans l'ignorance, les guerres et les religions ayant la même origine, reposant sur le socle commun de l'ignorance des masses elles ne peuvent être que complices et disparaîtront en même temps.

Illusionnisme. Dans le même registre, Hollande n'est pas mal non plus.

(Exercice classique qui consiste à dire : je vous ai compris, laissant à chacun le loisir d'en déduire ce qu'il veut, pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Sur quoi s'est-il engagé dès 2012 à part la hausse de la TVA, les 20 milliards d'euros supplémentaires consentis aux patrons, la mise à contribution des retraités notamment ? - Ndlr)

Le président de la République a dit entendre les inquiétudes «légitimes» de ses concitoyens tout en disant sa «confiance» en la France et en assurant que le cap des réformes serait tenu «contre vents et marées». «2012 a été l'année où ensemble nous avons engagé le redressement. 2013 sera l'année de la mobilisation de tous pour le réussir», a-t-il déclaré.

(La mobilisation de qui ? Des Mittal, Peugeot et Cie en qui Hollande et son gouvernement ont manifesté leur "confiance", sans qu'ils aient besoin de se "réconcilier" avec eux, puisqu'ils partagent les mêmes objectifs comme ils l'ont suffisamment prouvé. Partager cette "ambition", voilà ce qu'il entend par donner "un sens à l'effort de tous", se montrer compréhensif envers le capitalisme à bout de souffle qui compte déjà à son actif plus de 4 millions de chômeurs, beaucoup plus en réalité. -Ndr)

«C'est l'ambition de cette France réconciliée et confiante en elle-même que je porte pour l'année qui s'ouvre. C'est cette ambition qui donne un sens à l'effort de tous», a-t-il ajouté à la fin du message conclu par une Marseillaise.

«*Mais ce soir je veux vous dire ma confiance dans notre avenir*», a-t-il martelé.

(Il ne pouvait pas faire référence au pire exemple qui soit au regard de la situation en Grèce, au Portugal et en Espagne que les travailleurs ont à l'esprit : le sauvetage de l'UE et de l'euro, des banquiers en fait. - Ndlr)

Le chef de l'Etat a pris comme exemple le sauvetage de la zone euro dans une Europe qui a «*enfin mis en place les instruments de stabilité et de croissance qui lui manquaient*».

(Ensuite il s'est employé à rassurer le patronat et ses représentants qui doutent de sa volonté à entreprendre les contre-réformes structurelles qu'ils appellent de leurs vœux, à moins qu'ils doutent de sa capacité à les mettre en oeuvre car il y a loin de la coupe aux lèvres. - Ndlr)

«*Cette marche en avant ne s'est pas faite sans soubresaut ni contretemps. J'en conviens. Mais le calendrier que j'ai fixé c'est de faire les réformes maintenant pour sortir de la crise plus vite et plus fort*», a-t-il indiqué. «*Ce cap sera tenu. Contre vents et marées. Je n'en dévierai pas. Non par obstination, mais par conviction. C'est l'intérêt de la France*», a-t-il ajouté.

(Hollande propose ou demande, le patronat dispose ou décide, pourquoi cela devrait-il changer demain ? - Ndlr)

«*Il sera toujours demandé davantage à ceux qui ont le plus*», a-t-il souligné.

Le principal objectif fixé par le président est celui de la lutte contre le chômage, qui augmente depuis 19 mois. François Hollande a dit vouloir parvenir «*coûte que coûte*» à inverser cette courbe d'ici fin 2013. 20minutes.fr 01.01

A qui peut-il ou va-t-il en "coûter" infailliblement selon Hollande d'après vous ?

Voyance.

On savait déjà que les dirigeants du PS avaient la fâcheuse tendance à s'exprimer à la place de ses partenaires, dont Mélenchon, plus fort encore, voilà maintenant que le premier secrétaire de ce parti s'exprime à la place des "Français", avant même qu'ils aient pu le faire.

- Dans un communiqué, M. Désir a estimé que les Français avaient "reçu les vœux d'un Président qui écoute leurs attentes, leur dit la vérité et appelle à la mobilisation et au rassemblement de tous dans la bataille pour l'emploi". AFP 01.01

Quand la lie des intellectuels s'emmêle ou la philosophie du vide. A l'école des illusionnistes.

Comme toujours avec les philosophes, il est hors de question d'agir pour changer le monde.

- Face au vide de la pensée politique, les philosophes entrent en scène. - Rue89 Edgar Morin, 91 ans : « *En 2013, il faudra plus encore se méfier de la docte ignorance des experts.* »

Michel Serres, 82 ans : « *Ce n'est pas une crise, c'est un changement de monde.* »

Et Rue89 d'écrire : L'un comme l'autre, chacun avec sa perspective, ils nous alertent sur notre incapacité à nous doter des clés pour comprendre ce « *changement de monde* ».

Quelle perspective ou alternative nous proposent-ils au capitalisme ? Aucune.

Morin étale sa crasse ignorance qui lui aura servi de fond de commerce toute sa vie.

- « *Tout notre passé, même récent, fourmille d'erreurs et d'illusions, l'illusion d'un progrès indéfini de la société industrielle, l'illusion de l'impossibilité de nouvelles crises économiques, l'illusion soviétique et maoïste, et aujourd'hui règne encore l'illusion d'une sortie de la crise par l'économie néolibérale, qui pourtant a produit cette crise.*

Règne aussi l'illusion que la seule alternative se trouve entre deux erreurs, l'erreur que la rigueur est remède à la crise, l'erreur que la croissance est remède à la rigueur. »

Illusion du "progrès infini" dont plus des trois quarts de l'humanité sont exclus, les derniers quart le payant très cher ou devant se sacrifier pour y avoir le droit, je pense aux classes et couches moyennes. Depuis plus de deux siècles que le capitalisme a vu

le jour, il n'a cessé de connaître des crises, il faut donc être un parfait ignorant, un abruti fini ou être d'une mauvaise foi intellectuelle incurable pour prétendre qu'il n'en connaîtrait plus.

Alors pourquoi Morin attache-t-il tant d'importance à ces balivernes, ces lieux communs ? Parce qu'il n'a rien à dire et il n'a jamais rien compris à la nature du capitalisme tout en développant des illusions dans ce système économique, à croire qu'il prête des illusions aux autres pour qu'on ne l'accuse pas d'en partager la plupart, ce dont il témoigne ici.

« *Cette docte ignorance est incapable de percevoir le vide effrayant de la pensée politique, et cela non seulement dans tous nos partis en France, mais en Europe et dans le monde.* »

Seul le philosophe et brasseur de vent Edgar Morin détiendrait la connaissance et la vérité pour finalement se rallier à la politique ultra réactionnaire des néo conservateurs.

« *La gauche est incapable d'extraire de ses sources libertaires, socialistes, communistes une pensée qui réponde aux conditions actuelles de l'évolution et de la mondialisation. [...]*

Notre Président de gauche d'une France de droite ne peut ni retomber dans les illusions de la vieille gauche, ni perdre toute substance en se recentrant vers la droite. Il est condamné à un "en avant". Mais cela nécessite une profonde réforme de la vision des choses, c'est-à-dire de la structure de pensée. Cela suppose, à partir d'un diagnostic pertinent, d'indiquer une ligne, une voie, un dessein qui rassemble, harmonise et symphonise entre elles les grandes réformes qui ouvriraient la voie nouvelle. »

Sans jamais préciser en quoi consisterait cette "ligne", cette "voie", ce "dessein", pourquoi ? Non pas qu'il en est incapable mais parce que lui-même prisonnier de l'idéologie bourgeoise qu'il reproduit comme d'autre à l'infini.

Les problèmes auxquels est confrontée la civilisation humaine ou tous les peuples n'a aucun rapport avec le mode de production capitaliste, avec le développement des forces productives qu'il est incapable de contenir, avec les inégalités (croissantes) qui sont à l'origine du capitalisme, avec le développement de la démographie mondiale, finalement ils n'ont aucun rapport avec des facteurs matériels, ils relèvent de la pensée, reproduisant l'illusion que ce serait les idées qui gouverneraient le monde et qu'il suffirait d'en changer pour que le monde change également.

Car à l'instar de tous les philosophes idéalistes il n'a pas encore intégré dans son mode de pensée ou d'interprétation du monde que c'est à partir du moment où l'homme a commencé à modifier ses rapports à son milieu ou à la nature par son activité pratique qu'il a développé ses facultés intellectuelles . En allant plus loin, on pourrait ajouter que c'est observant de quelle manière les différentes manifestations de la nature ou les autres espèces animales entretenaient des rapports matériels ou pratiques avec la nature en général, en les imitant, en les testant, en les adoptant ou en les adaptant à sa condition que l'homme réalisa des progrès, développa le langage et se représenta sous une forme abstraite son environnement, pour ensuite le théoriser, le mémoriser, développer sa pensée, des outils logiques pour comprendre quelles lois régissaient la matière, la nature, l'univers, puis plus tard la société et le monde, lois qui évidemment correspondent à des conditions ou des rapports matériels et non à des idées, même sorties de la tête d'un philosophe.

Partant de là, Morin étant un penseur idéaliste et réactionnaire, on comprend que l'anarchie, le socialisme ou le communisme l'indispose.

Dans le même article, figurait des passages du discours tout aussi délirant du philosophe et historien Michel Serres, 82 ans.

Il prône « *Une nouvelle université. Il faut aussi construire une nouvelle chambre des députés, une nouvelle représentation politique, un nouveau droit. Le droit tel qu'il est – il n'y a qu'à voir l'échec d'Hadopi – ne correspond plus à la réalité... Le plus grand effort qu'il faudra faire, demain matin, c'est même assez urgent, est de repenser l'ensemble de ces institutions.* » Pas n'importe comment nous signale Rue89, son modèle est un paradis fiscal : Il se met à rêver d'une démocratie directe aidée par les moyens numériques généralisés, faisant du monde une grande Suisse où les citoyens ont la parole.

Il fait manifestement référence à ce qu'on appelle improprement les "réseaux sociaux", Facebook, Twitter, etc, dont chacun sait qu'ils ont été mis au point ou qu'ils ont vu le jour par la grâce de ceux qui gouvernent aujourd'hui le monde, l'oligarchie financière et les institutions à leur service dont la CIA, le groupe Bilderberg, que ces "réseaux sociaux" sont manipulés et ont pour objet de manipuler la population pour mieux la contrôler, l'assujétir à ses objectifs politiques, lui interdire de s'y opposer, bref, on est bien obligé d'en conclure une nouvelle fois qu'on est en présence d'un philosophe qui marche sur la tête, qui n'a finalement rien à nous apprendre, rien à dire, comme ses semblables il fait le jeu du régime en place.

Je ne peux m'empêcher de reproduire la fin de cet article qui vaut son pesant de cacahuètes, qui confirme à sa manière ce qui vient d'être dit, jugez vous-même.

- Et Serres dit au JDD que si « *une nouvelle politique se mettra en place* », il ne s'estime « *pas assez bon pour le dire, mais [la*

voit] arriver ». (Il est modeste envers sa propre incurie intellectuelle, normal. - Ndlr)

Mais ils viennent à point nommé nous alerter sur le fait que nous ne pouvons pas seulement analyser la crise actuelle avec nos grilles de lecture traditionnelles ; il faut en inventer d'autres pour éviter de rater le coche des profonds bouleversements de notre temps, en France et dans le monde.

(Il faut surtout se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes. Pour finalement être voué à connaître le même destin épouvantable que les Américains testent depuis déjà de nombreuses décennies. Non seulement on ne pourrait pas y échapper, mais il ne le faut à aucun prix. Rue89 est la propriété du Nouvel Observateur, la voix de l'Amérique, tout est dans l'ordre des choses. - Ndlr)

Ça n'est pas nécessairement rassurant – l'inquiétude, mal français... –, mais ce questionnement est salutaire face au discours politique qui tourne de plus en plus à vide et dont les citoyens se détournent sans savoir par quoi le remplacer.

(Ce n'est pas notre cas, le socialisme est une alternative sérieuse, cohérente, à nous de faire en sorte que les masses exploitées l'adoptent pour combler cet affreux "vide" qui porte un nom : la réaction. -Ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco a promulgué le budget d'Etat pour 2013, d'une rigueur sans précédent, à l'origine de nombreuses grèves et manifestations et dont l'opposition a demandé qu'il soit soumis à la Cour constitutionnelle.

Le budget prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%. Les retraites supérieures à 1.350 euros par mois seront soumises à une contribution exceptionnelle de solidarité.

Divers partis d'extrême-gauche ont fait part de leur intention de saisir la Cour constitutionnelle dont l'examen n'est pas sans risque pour le gouvernement de centre droit. Selon divers spécialistes, la Cour pourrait en effet retoquer comme anticonstitutionnelles certaines dispositions du budget, notamment la taxation des retraites ou la réduction du nombre de tranches d'imposition.

En juillet dernier la Cour avait créé la surprise en jugeant contraire à la Constitution la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure essentielle de la politique d'austérité du gouvernement.

En raison de la crise, elle avait toutefois maintenu pour cette année la suppression de deux mois de salaires.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho avait alors proposé d'augmenter les cotisations sociales des salariés et de réduire parallèlement les charges patronales. Mais il avait dû rapidement faire marche en arrière face aux protestations qui s'étaient traduites à la mi-septembre par des manifestations monstres du nord au sud du pays.

L'austère budget 2013 est alors apparu comme l'ultime recours du gouvernement pour satisfaire à la politique d'austérité exigée par les créanciers du Portugal, en contrepartie du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, accordé au pays en mai 2011. AFP 01.01

2- Corée du Nord

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a annoncé mardi un "virage radical" pour redresser l'économie exsangue du pays tout en réaffirmant les ambitions militaires du régime.

"Nous devons effectuer un virage radical afin de construire un géant économique dans l'esprit et avec le courage qui furent les nôtres pour conquérir l'espace: tel est le slogan que notre parti et le peuple doit suivre cette année", a-t-il déclaré.

"Le parti tout entier, a-t-il poursuivi, le pays et la population doivent s'engager" dans ce "virage complet" destiné à "améliorer le niveau de vie de la population" dont il avait dit l'an dernier qu'elle n'aurait plus à se "serrer la ceinture" sous son règne.

Pour Yang Moo-Jin, professeur à l'université des études nord-coréennes à Séoul, ces propos pourraient effectivement "*augurer de réformes économiques limitées*".

Kim Jong-Un a assorti son discours d'une note plus apaisée en direction du Sud, quelques semaines seulement après l'élection à sa présidence de Park Geun-Hye (parti conservateur). "*Pour mettre fin à la division du pays et parvenir à sa réunification, il est important de cesser la confrontation entre le Nord et le Sud*", a-t-il déclaré.

Selon Kim, "*l'histoire des relations intercoréennes montre que la confrontation entre compatriotes ne mène à rien sinon à la guerre*". AFP 01.01

SOCIAL

Grèce

La Grèce a inauguré le premier jour de l'année 2013 avec une grève paralysant le métro d'Athènes, pour protester contre de nouvelles coupes salariales et la cure d'austérité, qui entre dans sa quatrième année.

Leur syndicat avait déjà multiplié ces derniers mois les grèves contre cette mesure, prise dans le cadre d'un nouveau durcissement fin 2012 de la cure de rigueur et redressement appliqué pour obtenir de l'UE et du FMI la poursuite de leur soutien financier au pays.

Depuis le début de cette purge en 2010, en échange de prêts d'un montant total prévu de plus de 240 milliards d'euros, les syndicats grecs ont mené des dizaines de grèves, sans obtenir d'infléchissement notable des mesures contestées. AFP 01.01

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie

1.1- Etats-Unis

Sur un an, le Dow Jones a gagné 7,3%. Le S&P-500, qui a bien rebondi après une année 2011 pratiquement étale a pris 13,4%, signant sa meilleure performance annuelle depuis 2009. Le Nasdaq, à forte pondération technologique, a fait encore mieux en s'adjuant 15,9% depuis le 1er janvier 2012.

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'indice du secteur financier a signé une progression de plus de 26%, porté entre autres par le titre Bank of America dont la valeur a plus que doublé et qui affiche la meilleure performance du Dow en 2012. Reuters 01.01

26%, c'est tout ?

1.2- France

La Bourse de Paris a gagné 15,2% en 2012 après deux années consécutives de baisse, les marchés d'actions européens ayant été sauvés au second semestre par la détermination de la Banque centrale européenne à tout faire pour empêcher l'éclatement de la zone euro.

Par rapport à son niveau du début de 2008, l'indice (CAC40) perd encore 35,14%.

Les valeurs bancaires et cycliques, qui ont le plus souffert en cours d'année des craintes de ralentissement et de la crise de la zone euro, ont signé les meilleures performances annuelles du CAC 40.

Par secteur, les valeurs de l'automobile (+53%), les technologiques (+45%) et les bancaires et financières (+44%) se sont taillées la part du lion. Seuls trois secteurs ont perdu de la valeur en 2012 : les ressources de base (-8%), les télécoms (-13%) et les services aux collectivités (-16%). Reuters 01.01

Du moment que les banquiers s'en sortent bien, on est sauvé, ouf !

2- Banque

Dexia a confirmé lundi que, conformément à leur engagement, les Etats belge et français ont souscrit "*à l'augmentation de capital de Dexia SA pour un montant de 5,5 milliards d'euros*", lui permettant ainsi de mener à bien son démantèlement.

Le plan de restructuration, validé par la Commission européenne, évite à Dexia de connaître une restructuration désordonnée, lourde de conséquences, qui aurait ravivé le spectre de la banque américaine Lehman Brothers, qui avait fait faillite en septembre 2009.

L'Etat belge a souscrit à 15,3 milliards d'actions et l'Etat français à 13,6 milliards d'actions, "*portant ainsi leur participation au capital de Dexia SA à respectivement 50,02% et 44,40%*", a précisé le groupe. AFP 01.01

Les Etats sont toujours aussi généreux avec les banquiers et l'argent public, le nôtre quoi. Tiens ce n'est plus Sarkozy mais Hollande qui est aux commandes, et cela continue, non, qui l'aurait cru franchement ?

3- Espagne

La Sareb, la "*bad bank*" créée par le gouvernement de Madrid, a reçu pour 37 milliards d'euros d'actifs toxiques de quatre banques nationalisées, première étape vers le nettoyage du secteur bancaire espagnol.

Ces créances douteuses et biens immobiliers sont les premiers actifs transférés vers la structure de défaisance, dont la création vise à restaurer la confiance dans les banques du pays.

La plus grande partie proviennent de Bankia, qui a bénéficié en mai du plus important plan de sauvetage jamais mis au point pour une banque espagnole.

Elle a précisé qu'elle s'attacherait à vendre ces actifs avec l'idée d'en tirer "*le retour maximum pour ses actionnaires*".

En échange des actifs, la Sareb a remis aux banques des obligations garanties par l'Etat.

Les principales banques espagnoles, à l'exception de BBVA, ont investi dans la structure à la demande pressante du gouvernement, aux côtés du Frob, le fonds public d'aide aux banques en difficulté. Reuters 01.01

Il s'agit sans doute des gros actionnaires, les actionnaires institutionnels, pas le citoyen lambda qui comme en Grèce y laissera sa chemise.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 janvier

CAUSERIE

[A propos du site](#)

Nombre de visites en 2012 : 42 642, moins 365, mes propres connexions quotidienns pour vérifier l'affichage de la page d'accueil = 42 342.

Nombre de téléchargement en 2012 : 45 173, plus les dizaines de milliers de fichiers consultés sans être téléchargés et donc non comptabilisés.

Sur un an la progression est d'environ 25%, mieux que le CAC40 !

J'ai créé un nouveau dossier pour classer les articles que je mettrai en ligne en 2013 et qui concerne différentes rubriques : www.luttedefrance.org/dossiers3/.....

La rubrique *Vidéos* est devenue *Vidéos et articles attenants sur la face cachée du vieux monde*, cela pour ne pas créer une nouvelle rubrique pour ces articles et les séparer des vidéos qui concernent le même sujet.

Régulièrement j'alimenterai cette rubrique et je retirerai certaines adresses qui seront classées dans le fichier correspondant. Je laisserai les vidéos les plus intéressantes dans la page d'accueil du site pour ceux qui découvriront notre portail.

Notre objectif n'est pas de formater les esprits dans un sens ou un autre, mais d'informer afin de permettre ensuite à chacun de faire librement ses propres analyses. Et surtout ne prenez pas pour argent comptant mes propres analyses qui peuvent s'avérer correcte, erronées, qui peuvent évoluer avec le temps. Je n'ai généralement pas le temps de m'attarder sur des questions qui mériteraient une longue réflexion, d'effectuer des recherches, de se documenter, etc. donc pour cette raison je peux commettre des erreurs.

Dans les jours qui viennent il est possible que je modifie légèrement ma stratégie, j'y réfléchis depuis quelques semaines déjà, il se pourrait que j'apporte mon soutien à certaines initiatives ou certains partis, avec toutefois des réserves, considérant, et cela n'est pas nouveau dans mon discours, que la théorie est une chose, mais que sans la pratique ou l'organisation cela ne vaut pas grand chose ou vous laisse sur votre faim, c'est un peu comme une analyse qu'on n'aurait pas menée jusqu'au bout.

On ne peut pas dire que notre tâche est d'aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses et à s'organiser, sans proposer aux militants de participer activement au mouvement ouvrier, ce serait incohérent, inaudible ou peu sérieux. Je sais les réticences de nombreux militants à s'organiser dans des partis existant, mais avons-nous vraiment le choix ? A quoi cela nous avancerait-il de rejoindre des organisations qui regroupent à peine quelques dizaines de militants sur le plan national ? A rien.

Aujourd'hui tous les partis ouvriers présentent des structures et un fonctionnement suffisamment lâches ou souples pour pouvoir intégrer l'un d'entre eux même en ayant d'importants désaccords avec lui sans courir le risque d'en être exclu immédiatement. C'est aussi à nous à ne pas nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, à nous prendre pour de grands militants ou marxistes, à copier un comportement que nous critiquons volontiers chez d'autres, à tort ou à raison peu importe. Soyons modeste, donnons-nous des objectifs modestes et tout le monde s'en portera mieux je vous assure. Ce qui ne veut pas dire dilettante !

C'est avant tout vers les travailleurs qu'il faut être capable de se tourner. Et c'est seulement en fonction de son expérience et de ses connaissances que l'on peut commencer prétendre apporter quelque chose aux autres militants, et encore ce n'est pas inné ou à la portée de tous spontanément, cela s'apprend, se cultive, de la même manière que tous les militants ne sont pas capables du jour au lendemain de s'adresser à une assemblée de milliers de travailleurs. On vit à une époque bourrée de paradoxes trompeurs où l'on finit par tout confondre et par perdre de vue ce que l'on est vraiment, oui, en quelque sorte l'individualisme nous a gagné également, quelle horreur n'est-ce pas, raison de plus pour travailler avec acharnement pour encore progresser, comme je l'ai déjà dit, c'est le travail de toute une vie. (A suivre)

[Infos de dernière minutes en Inde](#)

Une jeune fille scolarisée aurait été violée à Pondichéry par 5 ou 6 jeunes hommes, je n'en sais rien, toute la population est en train de se rassembler devant les différentes écoles de la ville, des manifestations spontanées et des incidents ont éclaté en ville et dans son village natale, Kandamangalam au Tamil Nadu. Là bas, il y aurait eu des scènes d'émeute ce matin qui se seraient répandues dans d'autres villages, routes barrées, bus attaqués, des gens seraient sortis armés de couteaux et de machettes, ils s'en seraient pris à la police. Il y aurait au moins un mort et plusieurs blessés, à confirmer.

D'autres manifestations suite à la contre-réforme du carnet de rationnement se poursuivaient ce matin dans tous le Tamil Nadu, des bureaux du gouvernement ont été incendiés les jours précédents, les représentants du pouvoir violemment pris à partie, j'ai vu cela aux infos encore hier soir sur Sun TV. La population, nous sommes excédés !

Hier un député a parlé d'interdire l'alcool. Si on l'attrape on le lynche et je ne donne pas cher de sa peau !

De son côté le gouvernement a annoncé que dorénavant la police pourrait perquisitionner chez les riches à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit sans mandat pour découvrir où ils cachent leur fric. Une blague, la police est complètement corrompue, il y aura toujours un flic pour les prévenir sur leur portable, ils prennent la population pour plus arriérée qu'elle n'est et elle n'aime pas du tout cela.

A 14h cette après-midi le Chief minister du Tamil Nadu a annoncé que notre problème de coupure d'électricité serait bientôt résolu. Et le problème d'eau dans de nombreux villages ? Récemment, elle a fait les louanges de la police en promettant de leur construire 9.000 logements supplémentaires, alors que la population hait la police, le mot est encore trop faible. Ici tous les jours on manifeste. En France : on réveille ou on part aux sports d'hiver !

Et vous voudriez qu'avec tout cela je sois calme, mielleux, mou comme nos dirigeants en France, mais cela voudrait dire que j'en ai rien à foutre de ce que vivent nos frères et sœurs de galère quotidiennement ici. Nous sommes un peuple de révoltés même si cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil. A bas le capitalisme et vive le socialisme !

Je ne vous en ai pas parlé parce que je manque d'éléments, j'ai entendu dire que la population commençait ici ou là à s'organiser pour suppléer aux carences de l'Etat, s'il s'agissait de milices, cela pourrait dégénérer en règlement de compte entre familles ou villages. A suivre.

Ce matin j'ai été retirer mon visa valable 15 ans. Bonne nouvelle ? Si l'on veut...

L'employé m'a dit que pour le valider je devais fournir un nouveau dossier d'ici 6 mois, puis tous les 5 ans. Quand j'ai examiné la liste qu'il m'a remise, j'ai constaté qu'elle comportait 5 documents plus 2 photos. Je lui ai demandé si c'était une farce en rigolant, car à peu de choses près cette liste est identique à celle pour un visa de 5 ans, ce qui veut dire que j'ai fait cette démarche pour rien ! C'est cela la bureaucratie indienne ! Seul avantage, le visa de 5 ans coûtait environ 10.000 roupies et celui de 15 ans 15.000 roupies seulement, j'ai donc gagné 5.000 roupies, mais j'ai quand même avancé le fric à l'Etat !

Manipulation des masses. Le WWF.

J'ai mis en ligne un article (rubrique Vidéo...) qui fournit la liste des principaux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui du WWF, il suffit d'en prendre connaissance pour comprendre la nature de cette organisation.

Maintenant pour en comprendre l'objectif politique, rien de tel que prendre pour référence les propres documents de cette organisation et de voir ce qu'elle en dit elle-même qui suffira amplement, à moins bien sûr de se positionner sur le terrain du capitalisme et de le soutenir ouvertement.

Les passages suivants sont extraits d'un document qu'ils ont publié et que je mets en ligne intitulé *Rapport planète vivante 2008*. Il s'agit de la première page.

- "*Le WWF est l'une des organisations indépendantes*", tout comme le sont les banquiers et actionnaires ou patrons des multinationales qui font parties de ses dirigeants, c'est bien connu

- "*La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature*" comme si c'était possible dans le cadre du système capitaliste mondial qui ne serait pas l'unique responsable de cette "*dégradation*", régime capitaliste qui ne fomente pas toutes les guerres depuis plus de deux siècles et dans lequel nous pourrions vivre "*en harmonie avec la nature*" à défaut que les peuples puissent vivre en harmonie entre eux.

- "*Le Global Footprint Network (GFN) propose l'Empreinte Ecologique comme outil de mesure de la durabilité afin de promouvoir une économie durable*", l'économie capitaliste vous l'aurez deviné.

- "*Le réseau, en accord avec ses partenaires, coordonne la recherche, développe des standards méthodologiques et fournit une comptabilité des ressources aux décideurs, afin d'aider l'économie humaine à opérer dans les limites écologiques de la Terre*", partenaires qui sont notamment les banquiers, les multinationales, les universités ou laboratoires de recherches américains liés à ces multinationales, avec le cynisme qui accompagne cette généreuse démarche le WWF leur fournit ainsi qu'aux "*décideurs*" qui sont en réalité les mêmes, un tableau détaillé et précis de l'étendu des dégâts (parfois irréversibles) qu'ils causent quotidiennement à la planète et au-delà desquels "*l'économie humaine*", traduisez le capitalisme causerait sa propre perte, ce qui serait franchement dommage.

On va s'arrêter là, à la fin de la première page de ce document qui en comprend 48.

Il y a quelque chose de cynique, de sordide, de machiavélique dans cette démarche, qui consiste à dresser avec ceux qui en sont directement les responsables le bilan des conséquences dévastatrices ou catastrophiques causées par la survie du capitalisme sur notre planète et toutes ses espèces dont la nôtre, et à s'adresser à ses mêmes responsables représentés sur le plan politique au sein des Etats et des institutions internationales pour qu'ils en corrigent les effets qui se traduira par de nouvelles taxes imposées à toute la population tout en la culpabilisant, quand ce ne sera pas sur le plan économique pour éliminer des concurrents trop faibles ou pas préparés pour inclure dans leurs coûts de production les nouvelles normes qui leur seront imposées.

Donc en réalité cette entreprise poursuit un double objectif à la fois sur le plan économique et politique. Elle consiste à manipuler la population sensible aux questions d'environnement dans des proportions considérables, le WWF à lui seul revendique "*près de 5 millions d'adhérents et un réseau mondial actif dans plus de 100 pays*", pour mieux la détourner des partis qui combattent pour le socialisme et la subordonner au capitalisme.

Ils sont comme cul et chemise.

A propos de l'article du Réseau Voltaire mis en ligne dévoilant l'assassinat d'Hugo Chavez commandité Nicolas Sarkozy.

Comment se fait-il que Chavez ne se soit pas servi de cette affaire pour faire tomber Sarkozy dès 2009 ? Comment se fait-il que personne ne l'a évoquée au gouvernement fin décembre 2012 ? Oui parce que depuis 2009 il y a eu un changement

de Bonaparte et de gouvernement.... A charge de revanche pour service rendu à l'UMP ?

On pourrait se poser la même question à propos des militaires français (et d'autres pays) qui se sont fait pincer en Syrie et dont Assad ne s'est pas servi publiquement, mais peut-être en coulisse, on le saura plus tard... ou jamais.

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse et les bourses bien remplies... ou qui se vident

Côté jardin, ensoleillé, radieux...

- Wall Street finit l'année 2012 en beauté - Reuters
- Wall Street entame 2013 sur une note euphorique - Reuters
- Les Bourses européennes débutent l'année en fanfare - Reuters
- La Bourse de Paris voit 2013 en rose - L'Expansion.com
- La Bourse de Paris démarre 2013 tambour battant grâce à l'accord américain - AFP
- Le PDG de Vinci exerce pour 1,4 million d'euros de stock-options - Reuters
- Google : le géant américain économise 2 milliards de dollars grâce aux Bermudes - Atlantico.fr

Côté cour, grisâtre, angoissant

- Consommation: 2013, nouvelle année difficile pour les Français - AFP
- La chute de la consommation s'est amplifiée en octobre en Grèce - Reuters
- Quatrième année consécutive de hausse pour le Brent - Reuters

Faites vos jeux.

Côté gagnant

- Macao: record pour les casinos en 2012 avec 38 milliards de dollars de revenus - AFP

Côté perdant

- Les casinos français, de nouveau en difficulté, s'adressent au Premier ministre - AFP

Production

Côté pile où l'avenir est devant vous.

- La Chine produira plus de voitures que l'Europe en 2013 - L'Expansion.com
- Russie: nouveau record pour la production pétrolière en 2012 - AFP

Côté face où l'avenir est derrière vous

- Les ventes de voitures en France au plus bas depuis 15 ans en 2012 - L'Expansion.com

- Dixième mois de contraction du secteur manufacturier en France - Reuters

- La contraction s'accroît dans l'industrie dans la zone euro - Reuters

La panacée ou parole de charlatans

- Paradoxe économique : quand l'innovation détruit les emplois sans en recréer - Atlantico.fr

Ah ben ça alors ! Mais au fait, laquelle ?

- Les robots pourraient-ils être les sauveurs de l'industrie française ? - Atlantico.fr

Sauver qui en réalité ? Pas ceux qui seraient remplacés par des robots, mais ceux qui les remplaceraient par des robots.

Etat policier

- Etats-Unis : des policiers armés dans les écoles d'une ville du New Jersey - LeParisien.fr

Enfin le progrès social au pays modèle du capitalisme mondial !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Rentrer dans le rang : jamais ! Porter la Légion du déshonneur : la "honte" !

Le célèbre auteur de bandes dessinées Jacques Tardi "refuse avec la plus grande fermeté" la Légion d'honneur qui lui a été attribuée le 1er janvier, voulant "rester un homme libre et ne pas être pris en otage par quelque pouvoir que ce soit", a-t-il déclaré mercredi à l'AFP.

"J'ai appris avec stupéfaction par les médias, au soir du 1er janvier, que l'on venait de m'attribuer d'autorité et sans m'en avoir informé au préalable, la Légion d'honneur!", souligne l'auteur de 66 ans qui vient de publier "Moi René Tardi, prisonnier de guerre, Stalag II B" (Casterman), une oeuvre très personnelle, basée sur le témoignage de son père, prisonnier en Allemagne.

"Etant farouchement attaché à ma liberté de pensée et de création, je ne veux rien recevoir, ni du pouvoir actuel, ni d'aucun autre pouvoir politique quel qu'il soit. C'est donc avec la plus grande fermeté que je refuse cette médaille", déclare dans un communiqué séparé Tardi, fait chevalier aux côtés de Bruno Podalydès ou Jean-Pierre Léaud.

"Je n'ai cessé de brocarder les institutions. Le jour où l'on reconnaîtra les prisonniers de guerre, les fusillés pour l'exemple, ce sera peut-être autre chose", ajoute Jacques Tardi, qui s'est aussi beaucoup penché sur la Grande Guerre ("Putain de guerre!", "C'était la guerre des tranchées"...). "Je ne suis pas intéressé, je ne demande rien et je n'ai jamais rien demandé. On n'est pas forcément content d'être reconnu par des gens qu'on n'estime pas", conclut l'auteur d'Adèle Blanc-Sec.

Les refus de Légion d'honneur ne sont pas si rares. Avant Tardi, de nombreuses personnalités l'ont refusée pour des raisons diverses, de Louis Aragon à Albert Camus, de Claude Monet à Hector Berlioz, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir.

Georges Brassens en a même fait une chanson. Léo Ferré fustigeait "ce ruban malheureux et rouge comme la honte".

Plus récemment, en août 2012, la chercheuse Annie Thébaud-Mony, spécialiste des cancers professionnels, avait refusé cette décoration pour dénoncer l'"indifférence" qui touche la santé au travail et l'impunité des "crimes industriels", avait-elle écrit à la ministre du Logement, Cécile Duflot.

Contrairement aux idées reçues, la Légion d'honneur ne se réclame pas mais vous est attribuée. Quand son nom apparaît dans le Journal officiel, il faut se faire décorer pour "prendre rang".

Ce sont les ministres qui adressent les dossiers à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Les dossiers sont ensuite instruits par le Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur et ses décisions soumises au président de la République. AFP 02.01

Pour être décoré par un Bonaparte, il faut être bonapartiste ou n'avoir aucune dignité ou les deux à la fois !

Qu'on n'oublie jamais, que la décomposition, la décadence, la dégénérescence du mode de vie, des moeurs et de la pensée, commence toujours par en haut, par l'aristocratie du régime, pour se répandre ensuite à tous les niveaux de la société, que seule la classe des nantis en porte la responsabilité, ainsi que ses zèles serviteurs qui généralement sont encore plus pourris pour être frustrés de ne pas en tirer autant d'avantages.

ECONOMIE

France

1- Une institution de classe.

Les dispositions fiscales censurées par le Conseil constitutionnel représenteront un manque à gagner d'environ 500 millions d'euros en 2013, a déclaré mercredi le gouvernement français.

Le quotidien économique *Les Echos* a avancé le chiffre d'un milliard d'euros, citant "*les données des différents documents budgétaires et parlementaires*".

Les ministres de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, ont confirmé dans un communiqué l'évaluation de 500 millions d'euros livrée mercredi matin par la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem.

Cette perte de recettes, précisent-ils, correspond à "*la censure d'une partie de la réforme de la taxation des plus-values immobilières (170 millions d'euros), de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus d'activité (210 millions d'euros) et à celle de l'article 44 sur l'élargissement des missions de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués - AGRASC (126 millions d'euros)*". Reuters 02.01

Cela confirme qu'il faudra bien liquider la totalité des institutions de la Ve République, qu'il faudra déduire de fond en comble l'Etat des capitalistes pour bâtir le socialisme sur ses cendres.

Et pendant ce temps-là ces ignares de philosophes étalaient leur impuissance en affirmant qu'ils ne savent pas quoi faire pour changer de politique, avouaient-ils hier (voir la causerie du 2 janvier), dans quelle direction il faudrait avancer. Dans pratiquement le même registre le M'PEP nous appelait à faire quelque chose, n'importe quoi, tandis que la presque totalité de la confrérie des intellectuels bien-pensants clame sur tous les toits qu'il serait possible de réformer le capitalisme, alors que l'on constate exactement l'inverse dans le monde depuis des décennies en pire chaque année qui passe, que c'est totalement impossible. Et vous croyez qu'ils en arriveraient à se poser la question pourquoi, et si c'était impossible qu'il faudrait peut-être se demander par quoi le remplacer, s'il n'existe pas en réalité une alternative, la seule à laquelle ils refusent de penser, ils se refusent de recourir : le socialisme.

En réalité, ce qui appartient au passé, ce n'est pas le socialisme et les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes, mais bien le capitalisme et tous ces cerveaux sclérosés, fossilisés, lobotomisés.

2- Pourquoi faudrait-il absolument changer de voiture quand celle qu'on utilise peut encore faire un bon usage pendant des années ?

Les immatriculations de voitures neuves en France ont poursuivi leur baisse en décembre, clôturant une année 2012 qui restera pour le marché automobile la pire depuis 1997.

Le nombre des nouvelles immatriculations a chuté de 14,6% le mois dernier à 160.426 unités, a annoncé mercredi le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Sur l'ensemble de l'année écoulée, les immatriculations ont chuté de 13,9% en données brutes à 1.898.872 unités, le plus faible niveau qu'ait connu le marché français en quinze ans.

"A l'attentisme des clients particuliers, surtout parmi les classes moyennes, vient maintenant s'ajouter la prudence des

clients professionnels", commente François Roudier, porte-parole du CCFA. "Dans le véhicule utilitaire, il faut remonter à la crise de 2008 pour retrouver une baisse aussi forte que celle de décembre."

Le marché d'ensemble des véhicules utilitaires, baromètre de l'activité économique, a chuté en décembre de 15,8% en données brutes, et baissé de 7,4% en données CJO.

Sur l'ensemble de 2012, le géant allemand limite toutefois la casse avec une baisse de 5,1% seulement.

PSA Peugeot Citroën a accusé pour sa part un recul de 14,2% le mois dernier tandis que le groupe Renault a poursuivi sa dégringolade (-27,1%). Toyota est parvenu à faire progresser de 6,3% ses immatriculations, tandis que le coréen Hyundai-Kia a signé un nouveau bond de 33,3%. Reuters 02.02

Les ouvriéristes, les représentants de l'aristocratie ouvrière, les social-patriotes ou les social-nationalistes vont pouvoir pousser des cris en chœur : c'est mauvais pour l'emploi dans l'automobile, c'est mauvais pour l'industrie française... On va les rassurer : le pire reste à venir !

Certains estimeront que c'est une grosse connerie. Qui ? Ceux qui n'ont pas été foutus de faire progresser en 70 ans le niveau de conscience politique des masses, ceux qui n'ont pas été foutus de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions, ceux qui n'ont pas été foutus de construire un nouveau parti révolutionnaire. Vous devinez ce qu'on a envie d'ajouter... Qu'ils commencent par revoir leur copie !

[Haut de page ↗](#)

Le 4 janvier

CAUSERIE

Chronique. Un monde dirigé par de dangereux psychopathes

Produire toujours plus, consommer toujours plus, jeter toujours plus...

En lisant tous les matins au réveil les titres des articles économiques de presse dans le monde j'ai envie de gerber, c'est insupportable, ce n'est que cela, et en réalité cela concerne toujours les mêmes couches de la population gavées jusqu'à la gueule.

Le moindre ralentissement ou tassement est anormal, compromet notre destin, notre avenir serait en danger, en fait le capitalisme, le moindre résultat qui ne témoigne pas d'une augmentation de la production et de la consommation, une simple pause et c'est l'angoisse, un cauchemar, la faillite annoncée qui sait, l'effondrement de tout le système, quelle bonheur si cela pouvait être vrai ! ce qui fait évidemment horreur aux petits-bourgeois et à leur porte-parole du mouvement ouvrier.

Quant au champ lexical employé (terminologie), c'est celui des reporters de guerre, des chroniqueurs sportifs qui utilisent le même langage ou des psychothérapeutes, le tout intensifié encore par le recours à des superlatifs et autres métaphores dantesques ou apocalyptiques !

Il est vrai cependant qu'à travers cette guerre économique, nous assistons à une guerre entre les classes dont apparemment seules les véritables victimes continuent de tout ignorer puisqu'ils continuent de consommer comme si de rien n'était.

Notez bien qu'on les y encourage, c'est bon pour l'emploi paraît-il, même l'industrie d'armement ou de guerre. La culture de l'ignorance est bien ancrée dans le mouvement ouvrier au point qu'il le revendique, cherchez l'erreur.

Deux poids, deux traitements.

Je ne partage pas les manifestations d'indignation à outrance dans le monde et en France qui ont suivi la mort de cette jeune femme violée et tabassée à Delhi, ils m'inspirent même un profond dégoût, tant par leur ignorance que je peux comprendre, que par leur lâcheté que rien ne peut excuser lorsqu'elle provient de partis politiques.

Savez-vous qu'hier matin une collégienne de 17 ans native d'un village situé à un kilomètre de Kandamangalam à une quinzaine de kilomètres de Pondichéry, qui se rendait à l'école, a été violée par 4 hommes ? Ils l'ont endormi avec un produit anesthésiant

puis l'ont fait monter dans un bus scolaire et l'ont violée.

Savez-vous que cela a fait l'objet d'un reportage passé sur toutes les chaînes de télévision du sud de l'Inde dès 14h, 9h30 en France ?

Savez-vous que les chaînes de télévisions nationales indiennes ont relayé cette information lors de leur journal du soir entre 19 et 20h ?

Savez-vous que la police a déjà arrêté deux des quatre violeurs, que le principal responsable, le chauffeur du bus est en fuite et que sa famille a promis de le tuer si elle l'attrapait, et que de son côté la Chief minister du Tamil Nadu, qui chapote sur le plan juridique le territoire de Pondichéry, a affirmé qu'ils méritaient uniquement la peine de mort ?

Savez-vous que ce matin en consultant les titres des agences de presse et des médias nationaux, pas un n'a relaté cette information, alors qu'un déluge d'articles avaient couvert le précédent viol collectif commis il y a deux semaines sur une femme de 23 ans, alors que la collégienne victime également d'un viol collectif était mineure ?

Pourquoi ? Parce que la jeune femme violée à Delhi était étudiante en médecine et vivait dans la capitale, alors que la collégienne violée hier est issue d'une famille pauvre et vit dans un village misérable.

Je ne commenterai pas les articles de presse qui sont parus depuis l'agression et la mort de cette jeune femme à Delhi tant les journalistes racontent vraiment n'importe quoi. Un seul exemple suffira.

Cette étudiante serait également issue d'une famille pauvre. Elle aurait vendu des terres pour s'installer dans la capitale ou le niveau de vie et les loyers sont prohibitifs, pour que leur fille puisse suivre des études de médecine, études très longues et qui se montent à des millions de roupies. J'ai une petite nièce de 13 ans qui rêve depuis plusieurs années de devenir médecin. Ses parents sont pauvres ou parviennent tout juste à survivre. Chaque fois qu'elle me parle de son avenir j'ai la gorge qui se noue et je ne lui réponds rien, car je sais qu'elle ne pourra jamais devenir médecin, parce que ses parents ne pourront jamais lui payer ces études, ni moi du reste car même si je le voulais je n'ai pas assez d'argent. Mon épouse m'a rappelé qu'il y a déjà plusieurs années en arrière, les parents d'un jeune que nous connaissions, et qui avait fait des études d'ingénieur plus courtes, avaient déboursé 3,5 millions de roupies.

Je ne commenterai pas non plus le commentaire hors de propos de Michel Sérac publié à la page 7 du n°232 d'*Informations ouvrières*, je pourrais m'emporter.

Je vais quand même ajouter un mot sur le terrain de la lutte des classes, car c'est insupportable de voir ces gens animés d'une bonne conscience la bouche pleine, ils sont comme les bourgeois nés avec une cuillère en argent dans la bouche et qui voudraient nous donner des leçons de moral.

Le mouvement ouvrier se fait depuis longtemps le relais de revendications avancées par la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, les classes et les couches moyennes, qui aboutissent au renforcement de l'arsenal pénal répressif qui s'appliquera ensuite, non pas aux membres de ces classes ou couches, mais à ceux de la classe ou des couches exploitées les plus défavorisées, qui parce que leurs conditions d'existence sont demeurées misérables entretiennent des rapports dans la société qui le sont tout autant.

Comment ne pas observer quotidiennement que des questions qui concernent finalement le confort de vie des bourgeois, des petits-bourgeois, des classes ou des couches moyennes priment systématiquement sur les revendications sociales qui concernent uniquement la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier est décidément plus dégénéré qu'on ne le pense.

Vouloir faire avancer la société sur le plan juridique sans avoir réglé ou s'attaquer aux questions économiques et sociales qui concernent les masses exploitées et plus particulièrement les plus défavorisées, revient à les livrer en pâture à la vindicte publique, à en faire des boucs émissaires, à les livrer aux médias qui entretiennent quotidiennement la haine entre les différentes couches d'exploitées, c'est finalement servir les intérêts du régime en place.

Vous êtes pauvres ou miséreux, restez-le donc, croupissez dans votre crasse, vautrez-vous dans votre ignorance, bouffez de la merde, bourrez-vous la gueule, droquez-vous, abrutissez-vous en regardant TF1, livrez-vous à tous les trafics qui vous passent par la tête, laissez donc aller votre instinct bestial, mais prenez garde que la justice ne vous rattrape pas car elle sera impitoyable envers vous, dites-le vous pour dit, voilà le sort que la société pourrie réserve à nos couches les plus défavorisées et dont les partis du mouvement ouvrier sont les complices. Je suis issu de cette couche que tout et tout le monde accable et j'en suis sorti, je ne l'ai pas oublié.

Oui, effectivement, c'est prendre les problèmes à l'envers, le mouvement ouvrier en est là et ce n'est pas nouveau. C'est d'ailleurs devenu la principale caractéristique du mouvement ouvrier et de ce qui ose encore s'appeler son avant-garde, honte à

eux, honte sans fond ! Notez au passage, que c'est aussi le meilleur moyen de faire progresser l'extrême droite.

Dernières nouvelles d'Inde.

Il est 14h45 au moment où je termine la causerie du jour, je viens de jeter un oeil aux infos sur Sun TV (en tamoul), quatre manifestations, point commun entre elle : la population s'en prend au gouvernement, aux élus et à la police corrompus jusqu'à l'os. Encore des locaux du gouvernement envahis et incendiés, des bagarres entre policiers et manifestants et des arrestations...

Hier un jeune est passé chez moi, comme je bossais il a emmené mon épouse à la clinique pour sa prise de sang. Je lui paie l'essence et lui donne quelque chose en plus. En le voyant démarrer sa moto au kick, je lui demande pourquoi il n'utilise pas le démarreur électrique. Il m'a répondu qu'il avait eu un accident et que la police lui avait piqué la batterie ; génial, du coup il n'a plus de clignotants et de lumière le soir ! Des abrutis ces flics. Il a eu le malheur de ne pas pouvoir éviter un chien qui est venu se foutre sous sa moto et de percuter un passant qui a été légèrement blessé. Pour récupérer sa batterie, il devra donner un dessous-de-table à la police et non payer une amende. Quand mon beau-frère est mort en moto (tout seul sur la route), il a fallu payer ces ordures de flics pour récupérer sa moto.

[L'art consommé du néant politique, c'est quoi ? Un exemple \(de plus\).](#)

Auteur Josep Maria Antentas, sociologue, membre de la direction de Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste, section de la IVe Internationale dans l'État espagnol) et du Bureau exécutif de la IVe Internationale version "pabliste" ou cryto-stalinienne à laquelle appartenait la LCR et la tendance majoritaire du NPA, ne me demandez pas quelle nom elle porte, par pitié ! Origine : Version écrite, à l'issue des débats, et actualisée du rapport sur la situation européenne, publié dans Imprecor.

Article paru dans le portail national du NPA sous le titre : *Union Européenne : Éléments de contribution à l'analyse de la situation politique* - 01.01.13

Pour commencer, admirez la précision.

- *"Dans quelques pays vont apparaître de nouveaux outils, qui graviteront peut-être autour des forces réformistes...."*

Le Nouvel ordre mondial n'est pas *"un projet achevé, cohérent, totalement planifié"* ... quand on l'ignore. Ou voici ce qui arrive quand on l'ignore.

- *"Ce qui est en marche c'est un projet de réorganisation sociale d'envergure et de changement du modèle social sous la férule du capital financier. Il ne s'agit pas d'un projet achevé, cohérent, totalement planifié, mais il ne fait pas de doute que l'enjeu c'est une modification profonde et draconienne du modèle social actuel."*

Comme quoi, ils n'ont pas vraiment pris la mesure de ce qui se trame sous nos yeux, ils en sont à imaginer, on n'ose pas dire penser, que l'oligarchie financière prenne directement les commandes en mains pour résoudre la crise, qu'en réalité elle manipule à la fois dans le but d'éviter un effondrement du système capitaliste et instaurer une gouvernance mondiale, une dictature mondiale.

- *"... dans beaucoup d'États membres (de l'UE -Ndlr), des hommes de Goldman Sachs sont l'expression, pour l'instant la plus avancée, de ce phénomène. En temps de crise, il vaut mieux prendre directement la barre du navire."*

Qu'est-ce que cela traduit ? L'auteur le dit lui-même sans en avoir conscience, parce qu'il ne lui viendra pas à l'esprit que ce qu'il évoque le concerne directement ou son organisation.

- *"La gauche capitalise moins le malaise social que l'extrême droite ou la droite populiste. Il faut en rechercher les raisons fondamentales dans des phénomènes bien connus: le poids des défaites politiques des dernières décennies, l'absence de références idéologiques, la dépolitisation, le manque de crédibilité des partis."*

Il doit faire partie de ces dirigeants qui estiment que, parce qu'ils maîtrisent ou plutôt croient maîtriser le marxisme, automatiquement ils seraient en mesure de saisir les rapports qui existent dans la société entre les classes et d'y répondre de manière adéquate en terme de tâches pratiques et d'objectifs politiques, ce qui apparemment n'est pas le cas, ou alors ce seraient les travailleurs qui seraient incapables de saisir leur discours et seraient d'incurables idiots, à moins qu'ils se complaisent dans leur situation.

- *"Malgré tout, le double contexte de crise capitaliste et de la multiplication des luttes sociales ainsi que de la repolitisation (qui part cependant de très bas) constitue un terroir favorable aux forces de gauche en Europe."*

En effet, on se demandera "*qui part cependant de très bas*", les travailleurs ou les dirigeants du mouvement ouvrier qui se présentent comme son avant-garde, personnellement on pencherait plutôt pour ces derniers, ce que confirme l'auteur de cette contribution qui voit dans Syriza un modèle au point de "*chercher les échanges avec sa direction et approfondir les liens avec les courants de gauche en son sein. Au delà du «Syriza réel», le «symbole Syriza» est devenu l'exemple qu'il «est possible» de construire une alternative. C'est sa principale signification pour la gauche européenne*", un panier de crabes dans lequel l'opportunisme sous différents masques et qui est plus qu'un symbole, peut s'ébattre tranquillement en se situant sur un terrain purement électoraliste.

C'est d'ailleurs le terrain sur lequel se place l'auteur de cet article, mieux, son unique objectif et non de construire un parti pour guider les masses au cours de la révolution afin de renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour faire table rase du passé. Il le confirme ensuite de façon tout aussi confuse que le reste de son article.

- "*C'est pour cela qu'il faut placer la construction d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans le cadre de la perspective plus ample de la construction de nouveaux outils politiques unitaires, qui prendront des formes distinctes selon le pays et qui peuvent acquérir une audience et une influence massive.*"

Pour ceux qui ne l'aurait pas compris, Syriza en Grèce et son équivalent en France à construire pourraient éventuellement remplir la fonction de "*nouveaux outils politiques unitaires*", pour affirmer ensuite qu'il n'en savait strictement rien ! En réalité, il est comme les intellectuels que j'ai brocardés dans mes deux précédentes causeries, il brasse du vent et n'a strictement rien à nous proposer. En voici la démonstration.

- "*Avec des scénarios divers, des voies distinctes et des résultats finaux différents, la tâche des courants anticapitalistes est de travailler à la formation de nouveaux et efficaces instruments politiques de lutte et d'aider à ce que ces instruments aient un programme, une stratégie et une pratique quotidienne les plus avancés possible.*"

Lesquels ? Mystère !

Au fait, n'était-il pas écrit dans le *Programme de transition* dont l'auteur de ces lignes se réclame, que la social-démocratie dégénérée et les stalinien amenés à marcher sur leurs traces ne rompent jamais avec le capitalisme ?

- "*A mesure que les plans d'ajustement reconfigurent la société, ébranlent toutes les structures politiques et sociales, la nécessité de construire de nouveaux outils politiques devient de plus en plus évidente.*"

Lapalissade !

- "*Les formes que prendront ces nouveaux projets politiques à construire sont imprévisibles et vont sûrement avoir des contours confus, avec des contradictions et des limites programmatiques et stratégiques.*"

Lesquels ? Mystère !

- "*... les courants anticapitalistes doivent participer activement aux tentatives et aux expériences de construction de nouveaux instruments politiques larges et utiles...*"

Pour nous, il ne peut exister qu'un seul instrument pour exprimer le mouvement historique inconscient des masses et définir les tâches qu'elles ont à accomplir, organiser leurs éléments les plus déterminés à briser la dictature du capital, les plus conscients, les armer politiquement, les doter d'une théorie révolutionnaire sans laquelle toute révolution échouera, qui a fait ses preuves tout comme cet instrument qui a porté le prolétariat russe au pouvoir en 1917 : le parti, un véritable parti communiste basé sur le marxisme et les principes du léninisme qui ont permis de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients, capables de vaincre tous les obstacles jusqu'à la victoire de la révolution socialiste...

Toutes les théories socialistes confrontées à l'épreuve pratique de la Commune en 1871 furent balayées à l'exception de celle du socialisme scientifique de Marx et Engels qui fut confirmée, puis triompha en 1917 en Russie en portant le prolétariat au pouvoir, le marxisme étant incarné par le parti bolchevik, un parti communiste. En 1871 ni les conditions objectives ni les conditions subjectives n'étaient mûres pour que la révolution triomphe... En 1917, elles l'étaient en Russie, le parti bolchevik incarnant au plus haut degré la maturité des conditions subjectives, ce qui ne sera hélas pas le cas ailleurs en Europe notamment... Sans ce parti la révolution n'aurait pas pu triompher ou la contre-révolution aurait repris le pouvoir rapidement. C'est ce parti qu'il nous faut construire, pas pour bricoler dans un coin ou avoir de l'influence sur le cours des choses ou les institutions, mais pour abattre, vaincre le capitalisme.

Pure utopie, c'est ce que Marx et Engels s'entendirent répéter à longueur de temps de leur vivant, que les sceptiques et les pessimistes, toute l'armée des intellectuels refusant de rompre avec le capitalisme ne cessèrent de répéter avant la révolution russe, qui depuis identifie à souhait le socialisme au stalinisme, soit parce que cela les arrange car ne pouvant pas

justifier autrement leur propre subordination au capitalisme, soit parce qu'ils n'ont rien compris au développement historique du capitalisme et au déroulement de la lutte des classes au XXe siècle, dans les deux cas quotidiennement ils étalent leur ignorance ou leur impuissance à lutter contre le capitalisme, à proposer la moindre alternative au capitalisme, ils sont devenus des parasites, quand ils ne sont pas manipulés par les représentants du capitalisme qui les entretient à la manière de maquereaux, au mieux ils philosophent sur le sexe des anges à la manière d'un Jovanovic. On aurait envie de leur dire : ressaisissez-vous, mais en sont-ils seulement capables ?

Cette "*gauche anticapitaliste*" qui ose se réclamer de la IVe Internationale ne vaut guère mieux et vient de nous le prouver une nouvelle fois.

Toujours à la recherche d'une recette magique, de raccourcis, d'une nouvelle invention, qui au lieu de s'en remettre aux enseignements de la lutte des classes du passé en les adaptant à notre époque leur tourne résolument le dos, ils préfèrent s'en remettre à leur imagination pour résoudre un problème dont la solution figure sous nos yeux dans la réalité de la lutte des classes qui n'a pas davantage changé que les fondements sur lesquels repose le capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

[Votre quotidien et votre avenir s'annonce morose, alors mettez de l'ambiance !](#)

- 2013 s'ouvre dans une ambiance de lutte des classes - L'Express.fr

Ne les faisons pas mentir !

[Vos maîtres vous le revaudront !](#)

- Hamon attaque Mélenchon : "*Il ne sert pas à grand chose*" - Le Nouvel Observateur

Ils servent chacun le régime en tenant des rôles différents.

[Mystification. Traduire : le mondialisme.](#)

- Ayrault appelle les Français à accepter la mondialisation - Reuters

La soumission à la dictature de l'oligarchie financière.

- La mondialisation n'a jamais été qu'un mythe et 2013 va finir de nous le prouver - Atlantico.fr

[Heureusement encore !](#)

- Les milliardaires plus fortunés en 2012 - LeFigaro.fr

[Comment ils fabriquent des bulles... qui exploseront un jour ou l'autre.](#)

- Les taux des crédits immobiliers au plus bas - LePoint.fr

Leur taux moyen a atteint en décembre son plus bas niveau depuis 1945. Cela a permis aux prêts à l'habitat de ne pas s'effondrer fin 2012. - LePoint.fr

- Emprunts étudiants: la nouvelle bulle qui menace les États-Unis - L'Expansion.com

1 000 milliards de dollars! C'est le montant des emprunts contractés par les Américains pour leurs études. Un fardeau de plus en plus insupportable... et une "*bulle*" qui pourrait exploser. L'Expansion.com

[Qu'est-ce qui fait marcher la machine capitaliste ?](#)

- 50 millions de tablettes et de smartphones Apple et Android activés à Noël - L'Expansion.com

[L'art de poser une question qui ne sert à rien, sauf à ne pas s'en poser une autre.](#)

- Faut-il remettre en cause l'indépendance des banques centrales comme le gouvernement japonais menace de le faire ? - Atlantico.fr

Les banques centrales sont soit dépendantes des Etats, soit des marchés financiers. Et lorsqu'elles sont dépendantes des Etats pour connaître la nature réelle de leur mission faudrait-il encore se demander quelle est la nature de classe de cet Etat, quelle classe sociale il privilégie...

[Perception et réalité.](#)

- Zone euro: la perception d'un risque d'implosion a disparu, selon Barroso - AFP

- Le crédit en zone euro toujours au ralenti - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille. Promu pour service rendu au régime... dont le PS se revendique.](#)

François Chérèque, l'ex-secrétaire général de la CFDT a été nommé jeudi en Conseil des ministres inspecteur général des affaires sociales, sur proposition des ministres Marisol Touraine (Affaires sociales) et Michel Sapin (Travail), et ce à compter du 7 janvier, selon un communiqué du gouvernement.

Selon la presse, François Chérèque devrait également prendre la présidence de Terra Nova, fondation proche du PS, longtemps dirigée par Olivier Ferrand. Lexpansion.com 03.01

Tout est dans l'ordre des choses.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Allemagne

Le gouvernement allemand prévoit de cinq à six nouveaux milliards d'euros de baisse des dépenses publiques, afin d'équilibrer son budget pour 2014, affirme vendredi 4 janvier le journal Rheinische Post, citant des sources internes au ministère des finances. Le quotidien précise que les baisses prévues par Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, devraient concerner tous les ministères, ainsi que le système de santé.

'Si nous voulons obtenir un budget équilibré sur un plan structurel en 2014, nous devons combler un vide de cinq milliards d'euros', a reconnu Michael Meister, chef adjoint du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, cité par le Rheinische Post. 'Cela se fera seulement à l'aide de coupes budgétaires', a-t-il précisé, excluant des hausses d'impôts. lemonde.fr 03.01

On se croirait outre-Atlantique, vous ne trouvez pas ?

2- Etats-Unis/Qatar

La chaîne d'information qatarie al-Jazeera a confirmé hier avoir racheté la télévision américaine Current TV, cofondée en 2005 par l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore, et a annoncé le lancement d'une nouvelle chaîne en Amérique.

"Al-Jazeera annonce [...] qu'elle a acheté Current TV aux Etats-Unis", indique un communiqué de la chaîne, peu de temps après que cette dernière eut annoncé ce rachat dans un bref message sur sa page Facebook. Current TV ajoutait avoir pour objectifs de "donner la parole à ceux qui, classiquement, ne sont pas entendus, dire la vérité au pouvoir, fournir des points de vue divers et indépendants, et raconter des histoires que personne d'autre ne raconte", et al-Jazeera affirme en substance partager cette

vision de l'information.

"*La nouvel chaîne aura son siège à New York*", ajoute le groupe de médias du Qatar, disant vouloir ouvrir des bureaux supplémentaires "*dans des endroits clef*" du pays pour compléter son réseau de rédactions existantes (New York, Washington, Los Angeles, Miami et Chicago).

Current TV est actuellement accessible pour 60 des 100 millions de ménages américains disposant du câble ou du satellite. Al-Jazeera justifie sa politique d'expansion aux Etats-Unis par le fait que "*près de 40% de l'audience en ligne d'Al Jazeera English [son service en anglais, NDLR] provient des Etats-Unis*" et que les téléspectateurs américains "*on prouvé clairement qu'ils apprécient*" l'information qu'elle fournit.

Le prix du rachat de Current TV a été maintenu confidentiel, mais le site du magazine spécialisé Forbes parle d'une transaction à 400 millions de dollars qui pourrait rapporter 100 millions de dollars à M. Gore.

Current TV n'a donné aucune information sur l'évolution de ses programmes ni sur l'avenir de sa direction actuelle, assurée par M. Gore, son président, et Joel Hyatt, son autre fondateur et directeur général, mais Al-Jazeera a laissé entendre qu'ils continueraient de jouer un rôle.

Selon le New York Times, les deux hommes seraient appelés à siéger au comité de conseil de la future chaîne américaine du groupe qatari. AFP 03.01

Explication. Les Américains figurent parmi les masses les plus manipulés au monde par les médias. Parmi elles, certains commencent à s'en apercevoir, sauf qu'ils pensent qu'Al-Jazeera serait un média indépendant et différent de CNN par exemple, alors qu'il n'en est rien...

En aparté, et cela n'est pas sans intérêt pour comprendre la nature de cette opération, Al Gore est un des participants du groupe Bilderberg.

3- Etats-Unis

L'ambiance au Congrès américain lors des deux derniers mois (...) est très bien résumée par cette anecdote qui ouvre l'article de *Politico* revenant sur les négociations:

Le président [républicain] de la Chambre des représentants John Boehner n'a pas pu se retenir quand il a vu le leader de la majorité [démocrate] au Sénat, Harry Reid, dans le hall de la Maison Blanche vendredi dernier [le 28 décembre].

On était à seulement quelques jours de la falaise budgétaire, aucun accord bipartisan n'était prévu, et Reid venait d'accuser publiquement Boehner de diriger une "*dictature*" à la Chambre, et de se préoccuper davantage de son autorité que de parvenir à un accord.

"*Va te faire enculer*", balança Boehner en pointant du doigt Reid, d'après plusieurs sources présentes.

Reid, un peu surpris, répondit: "*De quoi tu parles?*"

Boehner répéta: "*Va te faire enculer.*" Slate.fr 03.01

C'est l'activité favorite des membres de la Chambre des représentants et du Sénat aux Etats-Unis...

ECONOMIE

1- France

Comment le régime profite de la misère... dont il est responsable.

La Française des Jeux (détenu à 72 % par l'Etat) a annoncé jeudi un chiffre d'affaires 2012 record en hausse de 6,1 % à 12,1 milliards d'euros par rapport à 2011 (11,4 milliards, + 8,5 %), passant pour la première fois la barre des 12 milliards d'euros. AFP 03.01

2- Espagne

Les prix des logements neufs en Espagne ont subi en 2012 leur cinquième année consécutive de baisse pour retomber à leurs plus bas niveaux depuis le début 2003, selon les résultats d'une enquête publiée mercredi par Sociedad de Tasacion, une association spécialisée dans l'immobilier.

Le prix d'un logement neuf est aujourd'hui en moyenne inférieur de 33,5% au niveau atteint au plus fort de la bulle immobilière, qui a éclaté en 2007. Et la baisse devrait se poursuivre en 2013, la faiblesse de la demande ne permettant pas d'absorber l'énorme stock de logements neufs à vendre, prévoit l'association. En 2012, les prix ont baissé de 6,9% par rapport à l'année précédente et l'enquête précise que les régions de Navarre et de la Rioja ont été les plus durement touchées. AFP 02.01

[Haut de page ↗](#)

Le 6 janvier

CAUSERIE

Je suis malade depuis deux jours. J'ai de la fièvre et je ne tiens pas debout, j'ai aussi des problèmes de vue, je n'ai rien corrigé, je vais me coucher. Il est 14h. A demain.

J'ai été surpris de constater en regardant hier les statistiques du portail, qu'entre 600 à 700 visites mensuels venaient des Etats-Unis, de la côte ouest, la région de San Fransisco.

Pour la première fois, je vous livre la trame d'un article qui reste à écrire, des idées jetées pêle-mêle en attendant, à réfléchir...

Le thème : la dégénérescence du mouvement ouvrier et la responsabilité de son avant-garde, une fatalité de plus paraît-il. A entendre leurs dirigeants, leurs analyses étaient justes, leurs conclusions étaient correctes, les tâches qu'ils se sont données de réaliser aussi, bref tout aurait dû fonctionner du tonnerre, sauf que voilà, tout est parti en vrille, pas de bol n'est-ce pas, cherchez l'erreur! Ils disent d'accord, mais pas chez nous, nous avons été parfaits. Désolé, on ne vous croit pas ou plus.

- La situation économique et sociale à la fin du règne des dictateurs Franco et Pinochet...
- ce n'est pas un mouvement social ou politique qui est à l'origine de la chute de Franco ou Pinochet...
- sous une dictature, la situation économique et sociale se dégrade, la classe ouvrière s'appauvrit, la classe moyenne se paupérise...
- pourquoi la fin de la dictature ? Dans quelles conditions ? pour des raisons économiques uniquement, planifiée par ceux qui détiennent le pouvoir : l'endettement de la population qui est à la base de la création monétaire et du redémarrage économique est incompatible à terme avec une population devenue insolvable... elle a besoin d'un minimum de liberté pour reprendre confiance en elle et dans la société, s'endetter sur de longues années, consommer plus, une illusion de démocratie suffit...
- cela explique aussi pourquoi le mouvement ouvrier ne s'est pas vraiment reconstruit dans ces pays ou qu'il n'ait tiré aucun enseignement de son expérience de la dictature...
- on ne socialise pas la misère, ce postulat fait l'objet d'un détournement ou d'une mystification de staliniens défroqués déguisés en marxistes.... en vérifier l'origine, le contexte, le contenu exact... de soi-disant marxistes l'utilisent pour finalement arriver à des conclusions opposées ou étrangères à celles de Marx, cherchez l'erreur, pas chez Marx...
- autrefois c'étaient des ouvriers en haillons qui se sont battus et organisés pour l'amélioration de leur condition et obtenir de nouveaux droits et non des ouvriers embourgeoisés ou des nantis issus d'une autre classe... ces derniers profitent de ce qu'ils ont, ils sont inconscients, tout fout le camps sous leurs yeux et ils sont incapables de comprendre ce qui se passe et de réalgrir...
- On confond conditons sociales et conditions politiques préfigurant les luttes sociales et politiques à venir...
- Il est faux de prétendre que les couches défavorisées de la classe ouvrière ont toujours été inorganisées, ce n'était pas le cas autrefois, avant ou même après la Seconde Guerre mondiale, la question est de savoir pourquoi et comment on en est arrivé à la situation où les syndicats et les partis ouvriers les ont abandonnés ou n'ont plus été capables de les organiser, situation dans laquelle le mouvement ouvrier se complait de nos jours...

- ignorez de quoi est faite la nature humaine, conduit à se leurrer sur ses capacités....

... à suivre...

Défense du socialisme

Le combat du mouvement ouvrier a-t-il pour objectif de mieux vivre en régime capitalisme, de s'y adapter, ou de lutter dans la perspective de l'abattre, telle est la question qui se pose à chaque militant.

En observant ce qui se passe en Grèce par exemple, on aura compris que le mouvement ouvrier s'est totalement fourvoyé, qu'il est profondément gangrené pour avoir subordonné son combat à la marche du capitalisme, ce qui explique qu'il est incapable de proposer la moindre issue politique aux masses exploitées.

Il s'est détourné du marxisme, du socialisme scientifique de Marx et Engels, pour adopter le réformisme qui tend à transformer chaque prolétaire en petit-bourgeois en lui donnant l'illusion qu'il parviendra un jour au niveau de vie du bourgeois. Sauf que voilà les choses ne fonctionnent pas de la sorte, répétons-le, ce n'était qu'une illusion dramatique faites pour mieux l'asservir au système d'exploitation capitaliste.

Le capitalisme fonctionne depuis son avènement selon un cycle immuable qui consiste en une expansion relative ou un véritable développement, suivie d'une crise ou récession, qui peu se transformer en dépression, en destruction massive de forces productives, et si cela ne suffit pas encore en guerre, puis survient une nouvelles période d'expansion, à crédit évidemment...

C'est seulement au cours de la première période de ce cycle que le développement du capitalisme ou l'intensité de la lutte des classes se traduisent pour les travailleurs par de nouveaux acquis sociaux et politiques, au cours des périodes suivantes il va tous les reperdre ou presque.

Plus le capitalisme est mondialisé et plus l'illusion aura tendance à durer et s'ancrera profondément dans les mentalités, au point de ne plus être capable de penser qu'il pourrait exister une autre organisation de la production et d'autres rapports au sein de la société au-delà du capitalisme, bref qu'il serait possible de changer la société et de vivre dans un monde meilleur.

Il n'est pas besoin de faire appel à son imagination pour comprendre que le travailleur miséreux du XVIIIe et du XIXe siècle en proie à mille difficultés et souffrances n'envisageait pas de vivre dans une autre société, on se demande comment il aurait pu faire pour que cet idéal germe dans sa tête, il était au-delà de sa portée.

Cependant il n'a jamais cessé de se révolter contre sa condition épouvantable, souvent au péril de sa vie. C'est le développement de la division du travail et le regroupement dans le même atelier de centaines ou de milliers d'ouvriers qui a largement contribué à modifier ses rapports à sa condition d'exploité, dans la mesure où il a commencé à prendre conscience qu'il n'était pas le seul dans ce cas-là et que le nombre constituait une force capable d'influer sur ces rapports d'exploitation, bref, qu'en se regroupant, en s'unissant il était possible d'affronter le patron jusque là tout puissant et d'obtenir ainsi une amélioration de sa condition.

Ainsi s'enclenchait le mouvement qui devait le conduire à son émancipation du règne du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme s'il le menait jusqu'au bout. On pourrait dire que c'est ainsi qu'est né le socialisme et ce qui le justifie, ce qu'on a oublié depuis.

Notre ouvrier misérable du XVIIIe ou du XIXe siècle pouvait comparer quotidiennement son niveau de vie de paria avec celui de nanti de son patron, il pouvait le haïr tant qu'il voulait, cela ne changeait absolument rien à sa condition. C'est uniquement à partir du moment où il a commencé à s'organiser qu'est né l'espoir d'une vie meilleure.

Mais cet espoir pour ne pas être étouffé ne devait pas reposer sur des illusions ou des chimères mais s'élever à un niveau de conscience supérieur sans laquelle il serait condamné à périr. Or tout a été fait pour que notre ouvrier une fois atteint un certain niveau de vie se complaise dans l'insouciance ou enfourche l'illusion que les acquis sociaux dont il profitait désormais lui étaient acquis pour l'éternité, pour s'avérer impuissant à les défendre au stade suivant. Pourquoi ? C'est facile à comprendre.

La remise en cause d'acquis sociaux collectifs est indispensable pour le capitalisme en crise, elle est indispensable dans le cadre d'une économie mondialisée où toutes les entreprises sont en compétition entre elles pour dégager le plus de profit. L'augmentation de la productivité a engendré une accumulation de capitaux gigantesque et s'est soldée par une réduction du taux de profit, capitaux improductifs, il est donc devenu indispensable de remédier à cette situation avant que tout le système ne s'effondre...

Ces acquis sociaux ont vu le jour en période d'expansion ou de développement du capitalisme, ils sont remis en cause en période de crise, de récession ou de dépression. Ces périodes sont donc dépendantes ou incluses toutes les deux dans le même cycle du capital, donc pour en briser la logique qui conduit au chômage de masse, à la paupérisation croissante des exploités, à la

misère ou à la précarité sociale, il faut envisager de sortir de ce cycle infernal, de le briser, entrevoir une sortie de crise politique qui se situe au-delà du capitalisme.

Mais voilà, quand on vous y a tenu solidement enfermé pendant de longues décennies, comment en sortir, surtout si aucun parti ne vous permet de comprendre votre situation, ce qui s'est réellement passé depuis l'après-guerre.

Dans l'exemple que l'on va voir maintenant, vous reconnaîtrez immédiatement nos geôliers.

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a publié plusieurs articles sur le thème du *Droit opposable à l'emploi*. Un bref extrait du dernier disponible sur leur portail.

- "*La logique de cette démarche est de prouver, preuves irréfutables à l'appui, qu'il est relativement assez simple, techniquement, de rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail....*"

Plus loin ils évoquent "*la possibilité de financer le droit opposable à l'emploi pour tous*", vous voyez, tout est finalement possible en régime capitaliste, théoriquement seulement, il suffit juste d'un peu de bonne volonté et l'affaire est réglée, nous voilà sur le chemin du socialisme, en fait : vive le capitalisme ! Ne vous marrez pas, très sérieusement, c'est cela leur conception du socialisme du XXI^e siècle !

Dit autrement, les représentants du capitalisme lancent leur offensive en s'appuyant sur les illusions des masses dans le capitalisme, et le M'PEP leur enjoint de s'y accrocher car il pourrait en sortir quelque chose alors que c'est totalement impossible, puisque c'est la solution se situe au-delà du capitalisme, est-ce clair ?

Dès lors vous comprendrez que les militants qui adhèrent ou participent à ce mouvement ne combattent pas pour le socialisme ou sont manipulés, qu'ils y sont totalement étrangers, ils n'ont même pas idée de ce que cela signifie.

Le M'PEP a pour vocation ou objectif de détourner les militants du socialisme.

Le POI ne fait guère autre chose en publiant sur une pleine un article (IO n°232 page 7) du traîne-savates des institutions et anticommuniste primaire Marc Blondel, dans lequel il fait l'éloge de l'ENA et du régime qu'il a toujours soutenu : "*je ne conteste pas le rôle des énarques, celui de la gestion de l'administration dont on a nettement besoin, notamment pendant les vacances de pouvoirs ; ils sont indispensables à la stabilité de la République.*", lisez l'ordre établi qui lui a permis de bien vivre jusqu'à sa retraite.

Pour lui "*le chômage récurrent est la cause de toutes les difficultés*", mais comme il est la solution pour les capitalistes et que vous n'avez pas l'intention de rompre avec eux et de combattre pour une issue politique qui incluerait de s'attaquer aux fondements du capitalisme, il ne vous reste plus qu'à étaler votre impuissance, vous me direz que ce n'est pas totalement inutile... pour le régime, car cela renforcera l'impression des travailleurs et des militants (du POI) qu'il n'existe pas d'issue politique en dehors du capitalisme, qu'ils doivent s'y adapter...

Nous envisagions sérieusement de soutenir le M'PEP et le POI, mais après cette douche froide, on va se raviser pour le moment, ce qui ne doit pas empêcher des militants de participer à leurs activités politiques unitaires, à eux d'en décider librement.

[Comment endosser le rôle d'illusionnistes sans en payer le prix à terme ? Impossible.](#)

Depuis lundi, et les premiers vœux radiotélévisés de François Hollande, les communiqués imprimés Rue de Solferino se ressemblent comme des gouttes d'eau. Au PS, on ne trouve pas de mots assez flatteurs pour louer la rentrée du gouvernement.

Voilà pour le discours officiel. Mais dans les coulisses de la Rue de Solferino, ou au fin fond des circonscriptions socialistes, beaucoup s'inquiètent d'une affirmation toujours plus claire au sommet de l'État d'une ligne sociale-démocrate, jugée trop favorable au patronat, pas assez ancrée à gauche.

«*Les gens veulent bien l'ouverture mais pas le libre-échangeisme, note ainsi la sénatrice (aile gauche) Marie-Noëlle Lienemann. Le premier ministre, en dessinant un nouveau modèle français dans Le Monde livre une ode à la mondialisation mais ne dit rien du juste échange! Les électeurs de gauche sont en colère. Ils nous disent: "Vous trahissez." D'autres ne savent même plus quoi dire. Il y a un vrai malaise.*»

(Tour de passe-passe : les "*gens veulent bien l'ouverture*", oui, quand on ne leur explique pas par quoi cela se traduira sur leur mode de vie, sinon ils y sont opposés. Et c'est reparti avec le "*juste échange*", la tarte à la crème qui dure depuis la campagne électorale de Royal en 2006-2007. - Ndlr)

Pour Guillaume Balas, secrétaire général du courant de Benoît Hamon, Un monde d'avance, François Hollande et Jean-Marc

Ayrault veulent «*concilier les contraires*» : «*En répétant que la compétitivité ne s'oppose pas au progrès social, ils se basent sur une vision de la société comme devant être un consensus a priori. Or la vraie social-démocratie, c'est le rapport de forces.*»

(Hollande n'a pas été élu sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière mais bien le contraire, je sais que cela va à l'encontre du discours et des illusions qu'on n'a pas cessé d'entendre depuis mai 2012, on s'en fout, c'est la réalité, Hollande est le président des nantis un point c'est tout ! La vraie social-démocratie, elle est morte il y aura bientôt 99 ans, il serait temps de vous réveiller ! - Ndr)

De son côté, le député Laurent Baumel, chantre de la gauche populaire, note qu'il n'y a «*aucune inflexion*» dans ce discours gouvernemental de rentrée. «*C'est une communication de répétition, constate l'élu d'Indre-et-Loire. Je pense toujours qu'il est indispensable de redresser les finances publiques et que la compétitivité est l'une des conditions du redressement économique. Mais il manque une composante redistribution et pouvoir d'achat en direction des couches populaires.*»

(Ils sont tous favorable à l'application du programme de la troïka, ils le disent eux-mêmes, qui est l'antithèse de la "redistribution" des richesses en faveur des travailleurs, ils le savent parfaitement, ne les prenons pas pour plus ignorants qu'ils ne le sont. - Ndlr)

Le député Matthias Fekl, proche de Pierre Moscovici, temporise: «*Si le marqueur à gauche, c'est faire de fausses promesses, sans rien réaliser, ce n'est pas la gauche que je souhaite. C'est un débat qui nous traverse depuis cent ans. Le vrai marqueur à gauche, ce sont toutes les réformes qui améliorent la vie des Français, qui régleront le problème du chômage.*» lefigaro.fr 04.01 (Lui au moins, il met les choses au point. Moscovici rappelle que cela fait "depuis cent ans" que ce "débat traverse" la social-démocratie devenue social-libéral : réforme sociale ou révolution, adaptation au capitalisme ou socialisme. C'est extraordinaire ce qu'il dit au début de cette citation, il emploie un syllogisme qui signifie : je ne ferais pas de promesses que je ne tiendrais pas, parce que je suis de droite ! - Ndlr)

Refusez la fatalité, soutenez le capitalisme ! Voilà le degré atteint par la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Le discours que vous allez entendre est le même que vous avez peut-être déjà entendu dans la bouche de dirigeants syndicaux, de partis politiques, de membre du gouvernement actuel et du précédent.

La fermeture d'usines ou d'entreprises avec son lot de chômeurs supplémentaires ne peut se justifier qu'à partir du moment où l'on se situe sur le terrain du capitalisme, lorsque l'on prend en compte ses besoins ou intérêts, et qu'on est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui est l'antithèse du chômage, de la précarité et de la misère à laquelle conduit infailliblement le capitalisme.

Pour se situer sur le terrain du capitalisme, les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers recourent à deux discours, qui consistent à expliquer que la fermeture d'entreprises avec leur lot de chômeurs n'est pas une fatalité, elle est due, soit à la mondialisation et à un manque de compétitivité, autrement dit si le coût du travail était plus bas en France, si les travailleurs acceptaient des conditions de travail et d'exploitation encore plus dures (flexibilité, durée du travail et salaires variables, etc.), peut-être qu'ils pourraient envisager de conserver leurs emplois, soit que l'entreprise devrait changer à temps de stratégie pour s'adapter à l'évolution des besoins du marché, ce qui impliquerait qu'elle se modernise et réduise ses coûts de production, donc procède à des licenciements, augmente le niveau de productivité en revoyant à la baisse la rémunération de sa main d'oeuvre pour que le niveau de la plus-value dégagée soit équivalente à celle produite dans d'autres pays, afin de satisfaire les investisseurs, les actionnaires, les banquiers.

On voit ici que ce qui n'est pas une fatalité en régime capitaliste se traduit immanquablement par la même punition pour les travailleurs : accepter des conditions de rémunérations et de travail toujours plus dégradées ou bas. La fatalité, cela consisterait à refuser ces conditions et à se complaire dans le chômage, donc les travailleurs qui sont au chômage en porte la responsabilité, s'ils avaient accepté les conditions qu'on leur proposait ou si ces conditions existaient, on n'en serait pas là aujourd'hui... D'où les "négociations" en cours sur la compétitivité, les 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons...

La fatalité avec ses terribles conséquences sociales n'est pas propre au capitalisme qui lui est plein d'avenir, vous l'aurez compris, il n'est en rien responsable du chômage, de la misère et des guerres, non, la fatalité correspond à la mauvaise volonté des travailleurs qui refuse de voir réduit leur niveau de vie ou d'être réduit en esclavage.

Alors, lorsque concrètement une usine ou une entreprise ferme, ils mettent cela sur le compte, soit de son manque de compétitivité soit sur celui d'une erreur stratégique, c'est ce qu'on a vu avec PSA ou ArcelorMittal, et hier à propos de Virgin Megastore, Laurent Berger de la CFDT a tenu ce discours : «*on se retrouve dans une situation dramatique parce que Virgin n'a pas fait les virages qu'il fallait à un moment donné en terme de stratégie économique*» (AFP 04.01), on n'y peut rien, c'est de la faute à personne ou pas de bol, c'est fait, c'est plié, allez vous inscrire à Pôle emploi, circulez il n'y a rien à voir, voilà en guise de combat contre le capitalisme. Que disent ou que font d'autre les autres syndicats ? Rien, ils sont tous vendus au capital.

ACTUALITE EN TITRES

Eviter que cela se sache...

- Nicolas Sarkozy zappé sur le nouveau site Web de l'Elysée - LeMonde.fr

Cela ne viendrait pas à l'idée des médias aux ordres, pourquoi le PS a décidé de supprimer les discours de Sarkozy du portail de l' Elysée : parce que le PS s'en inspire ou leurs discours se ressemblent trop...

... parce que c'est inévitable...

- La fiction de Pommier : 'Pour 2013, Hollande va nous faire du Sarko !' - LeMonde.fr

... alors mettons-y les formes, sortons les grands moyens : un déballage de démagogie.

- Ayrault demande aux ministres de faire de la pédagogie «partout en France» - 20minutes.fr

Il vaut mieux !

- Hollande tente de rassurer les salariés de Petroplus sans rien promettre - AFP

- Faut-il se résoudre à une baisse durable de notre niveau de vie ? - Atlantico.fr

Vraiment ?

- Le moral des Français en forte hausse, selon Ifop - Reuters

La preuve

- Les Français ne croient pas à une baisse du chômage en 2013 - Reuters

S'il était légal, il serait légitime, CQFD !

- Portugal: l'opposition doute aussi de la légalité du budget de rigueur - AFP

Chouette alors !

- STX menace de fermer en Finlande pour délocaliser en France - L'Expansion.com

C'est dit !

- Pourquoi la zone euro ferait bien de s'inspirer des mécanismes de solidarité économique de l'Etat fédéral américain - Atlantico.fr

Un conseil : évitez les médias nationaux !

- La gastro est de retour: Comment s'en prémunir? - 20minutes.fr

Purulence. Des anti-Poutine ? Non, des mondialistes toujours à l'affût.

- Les écologistes demandent de faire les Pussy Riot citoyennes d'honneur de Paris -20minutes.fr

- Les éructations de la vinasse donnent lieu à la mobilisation du camp de la réaction... Laissons Depardieu se noyer dans sa propre connerie....

S'agissant de la Russie, de Poutine et son régime antidémocratique, on attend au tournant ceux qui le soutiennent ou qui ont repris à leur compte la théorie des blocs au détriment de la lutte des classes, on y viendra plus tard.

Quant à l'opposition en Russie, celle que les médias mettent en avant plutôt, elle est aussi infréquentable que la CIA. Ou les écologistes si vous y tenez, puisqu'ils sont manipulés de la même manière.

Les médias nationaux en dessous de tout ? La preuve

La question la plus débile de la semaine.

- Syrie : nos informations sont-elles fiables ? -LePoint.fr -

Ils s'interrogent au bout de deux ans de manipulation, après la Libye, l'Irak, etc. Allez, poubelle !

Quand ils ne peuvent pas s'empêcher d'émettre à voix haute un regret.

- Une intervention internationale en Syrie reste très peu probable - Reuters

Ce sont ces charognards avides de chair fraîche sanguinolente qui ont exploité l'histoire de cette pauvre fille violée et torturée à Delhi, qui l'ont montée en épingle, un beau coup...

Certains se souviendront peut-être du coup de fil que j'avais reçu du consul de France à Pondichéry après le tsunami, qui m'avait dit avoir été contacté par un journaliste de France 2 présent à Chennai (ex-Madras) et qui était intéressé par une interview. Lorsque j'ai répondu à ce dernier qu'il n'y avait pas de sang ou de cadavres dans notre villade de pêcheurs, mais que des blessés et des dégâts matériels, il n'a pas donné suite à sa proposition, des chacals!

ACTUALITÉ DU JOUR

Un paradoxe cruel.

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée raconte la monstruosité des agresseurs - LePoint.fr

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée évoque la "*cruauté*" des agresseurs - AFP

Dans une interview, il affirme que de nombreuses personnes sont passées devant lui et sa copine sans que personne ne vienne leur porter secours, alors qu'il appelait à l'aide.

Hier, l'indifférence, et aujourd'hui un déversement d'indignation provenant des mêmes personnes issues du même milieu social, il ne faut pas oublier de le préciser.

Milieu social de la petite-bourgeoisie qui n'a rien de "*cruel*", dont le comportement indifférent ou pire au sort de la classe ouvrière n'a rien d'une "*monstruosité*".

La société indienne est à l'image des classes dominantes qui sont plus que cruelles ou monstrueuses, complètement dégénérées n'est pas l'expression qui convient le mieux car en Inde elles sont pourries par nature, depuis qu'elles existent et cela remonte à la nuit des temps, en Inde les plus éclairés des monarques, maharajahs ou nababs étaient des barbares sanguinaires, et à aucun moment dans le passé la plèbe n'eut le droit d'accéder aux connaissances et au progrès social réservés à l'aristocratie et à l'élite qui détenaient le pouvoir. La société indienne s'est développée sans le peuple, contre le peuple jusqu'à nos jours.

Bien entendu cette cruauté a toujours été exercée par les classes dominantes à l'encontre des plus faibles ou démunis, illettrés et sans défense, bourrés de superstitions, réduits à l'obscurantisme et à l'état d'esclaves.

La petite-bourgeoisie ou les classes moyennes qui se sont développées depuis 1991 et qui aspirent au mode de vie des nantis, ont reproduit ou justifié le sort réservé à la classe ouvrière des villes et des campagnes dont elle-même tire profit, notamment en utilisant ses services pour effectuer les travaux domestiques quotidiens qui leur répugnent dorénavant, conduire leurs enfants à l'école, entretenir leur jardin, etc. pour tout ils ont besoin de larbins, c'est d'ailleurs une des raisons principales pour laquelle ils aspirent à augmenter leurs revenus. Cet aspect abjecte du comportement et de la mentalité du petit-bourgeois suffit à les définir, à comprendre que leur niveau de conscience n'a pas évolué, il n'est pas supérieur à celui des classes dominantes, je parle de manière générale, je le place au même rang que les plus arriérés de la société.

Aujourd'hui ils ne demandent pas une amélioration du sort des plus malheureux pour que leurs rapports aux femmes

notamment évoluent, ils demandent que le gouvernement durcisse la loi contre eux et leur comportement parfois criminelle.

Qu'est-ce une société qui sans cesse crée de nouvelles lois de plus en plus répressives et liberticides sans que son développement économique profite à toutes les couches et classes de la société, participe à la réduction des inégalités ? Une dictature policière, ce que sont les Etats-Unis et de très nombreux pays dans le monde, ce qu'est déjà l'Inde.

Précédemment j'avais déjà donné des éléments qui permettaient de comprendre comment fonctionne la société indienne et que l'Inde n'est ni une démocratie, ni un Etat de droit mais une dictature semi-féodale. Ils existent depuis des années ou fort longtemps un tas de lois, des lois comparables à ce qui existent en France par exemple, mais elles ne sont pas respectées et il ne viendrait à l'esprit de personne de les faire appliquer, parce que c'est tout bonnement totalement impossible, elles ne correspondent pas au niveau de développement économique du pays. Prenons un exemple basique.

Imaginons que demain ils appliquent à la lettre les lois qui encadrent la circulation routière, et c'est tout le pays des contreforts de l'Himalaya à Kanya Kumari à la pointe sud de l'Inde qui serait à l'arrêt, les routes désertes, les rues des grandes villes vides, pourquoi, parce que peut-être un véhicule sur 50 ou 100 est aux normes, plus un camion ou un bus ne circulerait en dehors de ceux qui ont moins de 6 mois d'âge, je dis bien plus un.

Maintenant n'importe quel policier peut vous arrêter, examiner votre véhicule, trouver une raison de vous coller une amende, en fait empocher quelques dizaines ou centaines de roupies qui finiront dans sa poche. Cela va très très loin, il existe même une loi sur la pollution produite par tout type de deux roues à moteur, y compris les mobylettes, alors qu'il s'échappe des tuyaux d'échappement des autorickshaws, des bus ou des camions une épaisse fumée noire irrespirable.

Donc il existe des lois comparables à ce qui existe dans les pays plus développés, tout le monde les enfreint, à la vue de tous et en toute impunité, et il est laissé à la discrétion de flics corrompus de les faire respecter ou non. Maintenant vous pouvez étendre ce qui a été dit dans cet exemple à toutes les questions économiques, sociales ou de société et remplacer la police par le gouvernement, les élus, les juges, et vous avez une idée assez précise du fonctionnement de l'Inde.

C'est la jungle et l'exemple part d'en haut. Si le ménage doit être fait, et il doit l'être, c'est par là qu'il faut commencer.

Dernière minutes.

On a appris par la télé que trois nouveaux viols collectifs avaient été commis au Tamil Nadu, selon Sun TV hier soir aux infos, dont un sur une jeune fille handicapée qui s'est aspergée de kérosène et est morte. Tout cela se passe dans des villages et ne concerne que des miséreux, tout le monde s'en tape évidemment.

Au fait, vous avez vu comment les médias ont exploité l'affaire des Pussy Riot en Russie au moment où Poutine refusait de rejoindre la position des puissances occidentales au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie.

L'Inde pourrait être victime d'une opération similaire parce qu'elle traîne les pieds à ouvrir davantage son marché aux multinationales, cette affaire sert utilement à la présenter comme archaïque, alors que l'envahissement du marché par les produits occidentaux serait le progrès, au détriment des producteurs et distributeurs locaux qui seront réduits en masse au chômage.

[ArcelorMittal. Les liquidateurs.](#)

- Pétition pour la nationalisation de Florange - Le Point.fr 03.01

La pétition, lancée il y a un moi et qui a déjà été signée par près de 28 000 personnes, demande la nationalisation du site ArcelorMittal de Moselle. Elle rappelle qu'en pleine campagne présidentielle, en février 2012, François Hollande avait déclaré à Florange "être prêt à déposer une proposition de loi" obligeant à céder des unités de production à des repreneurs. Elle sera remise à l'Élysée par une délégation de l'usine, a indiqué jeudi à l'AFP Édouard Martin, élu CFDT du site.

Il a rappelé que, comme lui, "Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dit que tout n'est pas à jeter dans l'accord" conclu entre Matignon et la direction d'ArcelorMittal.

Mais, a ajouté Édouard Martin, "il dit que le compte n'y est pas étant donné qu'il est clairement établi maintenant que les hauts-fourneaux ne redémarreront plus et que le projet Ulcos ne se fera pas". "Cela démontre que Mittal encore une fois ne respecte pas ses engagements", a estimé Édouard Martin.

"Donc, pour nous, le combat continue", a ajouté l'élu CFDT, soulignant que "le projet Ulcos fait partie intégrante de l'accord" et qu'"à partir du moment où Mittal ne respecte pas un engagement fondamental, il faut tirer les conclusions nécessaires et reprendre le projet Montebourg" de nationalisation temporaire, "un dossier qui tient la route", selon lui. Le Point.fr 03.01

Mais dites donc, vous et vos collègues de la CGT, de FO et de SUD, vous le saviez depuis le début, tout comme chez PSA, nous l'avons lu... C'est maintenant qu'ils découvrent que cet accord prévoyait l'arrêt des hauts-fourneaux, pour justifier leur trahison.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

Le président du Conseil italien démissionnaire Mario Monti, à la peine dans les sondages, a dévoilé vendredi la coalition qu'il emmènera lors des élections législatives du 24 et 25 février.

Selon les sondages, 50% des électeurs sont encore indécis ou envisagent de s'abstenir les 24 et 25 février prochains.

Selon un sondage de l'institut de recherche Tecne diffusé par SkyTG24 vendredi, la coalition de Mario Monti est créditée d'à peine plus de 12% des voix.

Le Parti démocrate (PD) et son allié Gauche, Ecologie et Liberté, sont crédités de 40% des intentions de vote. Quant au Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et ses alliés de la Ligue du Nord, ils remporteraient 25% des voix, selon ce même sondage. Reuters 04.01

SOCIAL

1- France

Dans la crainte de suppressions d'emplois, le syndicat CGT de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord a déposé un préavis de grève vendredi et samedi pour *"évoquer avec l'ensemble des salariés les nouvelles actions judiciaires en cours"* contre la direction, d'après un délégué syndical. Après la fermeture de l'usine Continental de Clairoux en 2009, la menace d'un plan social se profile.

Des débrayages sont prévus vendredi entre 13H00 et 15H00 et samedi entre 17H00 et 19H00 pour expliquer ces actions aux 1.300 salariés, a indiqué Mickaël Wamen, délégué CGT de l'usine. *"Trois actions sont prévues pour maintenir l'activité sur le site et défendre les emplois"*, dans le cadre *"de la bataille menée depuis 2007"* contre la direction de Goodyear, a-t-il ajouté.

La CGT veut notamment *"obliger la direction à redonner les volumes de production qui ont été transférés dans d'autres usines"*, lors d'une audience le 11 février prochain devant le tribunal de grande instance de Nanterre, a détaillé M. Wamen. Une procédure *"pour obliger Goodyear à respecter son contrat de travail (...) et nous fournir du travail effectif"* et des *"dépôts de plaintes individuelles pour harcèlement moral"* sont également envisagées, selon le délégué syndical. La CGT craint le verrouillage de l'usine

La CGT, qui a fait invalider à plusieurs reprises par la justice un plan social prévu par la direction, estime que celle-ci *"est en train d'(en) préparer un nouveau"*. *"Des attaches pour cadener l'entreprise de l'intérieur"* ont été apposées pendant les vacances de Noël, une *"première depuis plus de 60 ans"*, selon le syndicat. *"Goodyear est aujourd'hui complètement coincé, il ne peut pas faire de plan social et utilise des méthodes encore plus douteuses"*, a tonné Mickaël Wamen. *"Des systèmes permettant de verrouiller les fenêtres lorsque plus personne n'est sur le site (...) ont été effectivement posés pendant le break de Noël"*, mais ils visent à la *"sécurité des personnes"*, qui a *"toujours été une préoccupation"*, a réagi la direction de Goodyear. Depuis l'annonce le 27 septembre du *"retrait contraint"* d'un plan de départs volontaires sans licenciements, la direction *"étudie l'ensemble des alternatives possibles"*, l'une des options étant un retour à un plan social avec licenciements. *"Aucune décision n'a été prise à ce jour (...)"*, a affirmé la direction, ajoutant qu'*"aucune alternative ne sera aussi avantageuse que le plan de départs volontaires"*, qui avait été abandonné après l'échec de discussions avec la CGT (majoritaire). L'Expansion.com avec AFP 04.01

2- Espagne

Santander supprimera 3.000 emplois une fois finalisée l'absorption de sa filiale Banesto, rapporte vendredi le quotidien espagnol Cinco Dias, citant des sources syndicales et proches du dossier.

Santander a annoncé le mois dernier son intention de racheter le solde du capital de sa filiale Banesto et de fermer dans la foulée

700 agences afin de réduire ses coûts.

Santander avait prévu que l'opération se traduirait par des réductions importantes mais graduelles d'effectifs sans donner de précisions chiffrées. Les négociations avec les syndicats sur les suppressions de postes débuteront le 9 janvier, précise Cinco Dias. Reuters 04.01

Ah ben si les syndicats sont prêts à négocier ces 3.000 suppressions d'emplois, ça baigne pour les banquiers !

3- Grèce

La Grèce doit voter d'ici la fin de la semaine prochaine une loi visant à durcir le régime d'imposition concernant surtout salariés et professions libérales, a indiqué vendredi le ministre des Finances.

"Il faut qu'on soit prêt et voter la loi sur l'imposition d'ici vendredi prochain, un sujet très important", a déclaré Yannis Stournaras, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Cette loi, en prélude d'une vaste réforme fiscale prévue par le gouvernement en avril, vise à renflouer les caisses de l'Etat dans le but de dégager 2,5 milliards d'euros en 2013, un engagement de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers UE-FMI.

Le gouvernement, qui peine à lutter contre la fraude fiscale, très répandue dans le pays, mise sur l'augmentation de ses recettes via la hausse de l'imposition des professions libérales, championnes de l'évasion fiscale, et des salariés aux revenus annuels supérieurs à 21.000 euros.

Selon la presse, qui a publié des extraits du projet de loi en décembre, la nouvelle imposition "va étrangler la classe moyenne", frappée déjà de plein fouet par la rigueur imposée depuis trois ans et ayant conduit à une réduction importante des salaires et des retraites. AFP 04.01

En sera exempté les armateurs milliardaires et l'Eglise tout aussi riche, normal, non ?

ECONOMIE

Suisse

Wegelin & Co, la plus ancienne banque privée suisse, a annoncé jeudi sa fermeture définitive après avoir plaidé coupable de fraude fiscale aux Etats-Unis.

L'établissement fondé en 1741 s'était de fait sabordé en janvier 2012 suite à l'inculpation de trois de ses conseillers, soupçonnés d'avoir aidé de riches clients américains à échapper au fisc grâce au secret bancaire. Elle avait alors cédé ses activités hors des Etats-Unis.

Devant un tribunal de Manhattan, ce qui reste de l'établissement a reconnu des fraudes portant sur au moins 1,2 milliard de dollars, sur une période de près de dix ans.

Dans le cadre de ce règlement, la banque qui avait l'an dernier refusé de répondre aux convocations de la justice américaine accepte de payer 57,8 millions de dollars, dont 20 millions de restitutions au fisc.

"D'environ 2002 jusqu'en 2010, Wegelin s'est entendu avec certains contribuables américains pour les aider à échapper aux obligations fiscales américaines", a reconnu son représentant, Otto Bruderer, lors de sa comparution surprise jeudi.

Dans un communiqué publié à son siège de Saint-Gall en Suisse, la banque a ensuite fait savoir qu'elle cesserait définitivement ses opérations sitôt entériné le règlement judiciaire.

Aux Etats-Unis, Wegelin n'avait pas d'agence et utilisait une autre banque suisse, UBS, comme correspondant. UBS a elle-même accepté de payer une amende de 780 millions de dollars aux Etats-Unis en 2009 après avoir reconnu avoir aidé de riches Américains à frauder le fisc. Reuters 04.01

Mais au fait, et les quelque 11.000 milliards de dollars qui transitent frauduleusement par les 73 paradis fiscaux dans le monde, ils font l'objet d'aucune mesure similaire ? Ben non, ceci explique cela, eux ils se livrent au même trafic ou pire encore mais tout à

fait légalement. Et le G20 qui devait y mettre fin ? C'était une blague, d'ailleurs personne ne l'a crue à l'époque.

Qu'on nous rassure tout de même : la Suisse demeure bien l'un d'entre eux ?

[Haut de page ↗](#)

Le 7 janvier

CAUSERIE

Remettons les pendules à l'heure.

Lisez l'article mis en ligne dans cette page : « *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les «*États en déroute*»? , et demandez-vous qu'est-ce qu'un chef d'Etat ou de gouvernement qui entretient des relations avec un tel Etat (américain) comme si de rien n'était ?

J'écris ces toutes dernières lignes après avoir terminé le boulot de la journée, juste après avoir formaté l'article que je viens d'évoquer, la suite a été rédigé plus tôt.

A mon avis, ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier qui marche sur la tête, mais le monde. Les Etats-Unis se comportent comme un Etat terroriste depuis des décennies, de plus en plus ouvertement il faut ajouter, sans qu'aun pays n'ait décidé de rompre ses relations avec lui et le dénonce comme un Etat criminel.

Mitterrand s'en est accommodé, Chirac et Sarlozy s'en sont très bien accommodés, et voilà que Hollande fait de même et personne ne trouve rien à y redire.

On n'engage pas le combat contre l'Etat et les institutions, on n'engage pas le combat contre les banquiers, on n'engage pas le combat contre les Etats-Unis, ni contre l'Etat sioniste, bref on capitule sur toute la ligne. Les prétextes ne manquent pas évidemment.

On s'accommode bien du chômage de masse, de la criminalité, alors pourquoi pas du reste, des OGM, du nucléaire, etc. On s'accommode de tout, y compris de la barbarie à ce prix là.

Qui aura le courage de dire : STOP ?

C'est marrant, si l'on peut dire, il n'y a que des gens sans aucun pouvoir ou inorganisés pour dénoncer cet état de fait, et dès qu'on regarde du côté des partis, il n'y a plus personne.

Autre sujet dans le même registre.

Les médias ont de plus en plus de pouvoir dans la société aujourd'hui. Ceux qui les contrôlent sont les mêmes qui contrôlent l'économie, mais pas toujours ou pas entièrement les institutions, cela dépend en fait des pays. En lançant une information, ils cherchent à canaliser les masses dans une direction précise, à les manipuler au profit d'une idéologie et d'objectifs qui sont invouables, et pour cause puisqu'ils s'inscrivent généralement contre les intérêts des peuples.

Prenons un exemple. Poutine n'est pas vraiment un démocrate, mais la CIA qui manipule l'opposition à Poutine le serait-elle davantage ? Assad n'est pas vraiment un démocrate, mais les djihadistes sanguinaires et adeptes de la charia le seraient-ils davantage ? Les médias s'emploient à nous présenter les opposants à Poutine et Assad qu'ils ont sélectionnés comme plus respectables ou fréquentables que ces derniers, alors qu'ils le sont encore encore moins en réalité. Quant aux véritables opposants à ces régimes, les médias les boycottent ou les censurent systématiquement.

Près de deux ans après avoir lancé leur opération de déstabilisation de la Syrie, les puissances occidentales n'ont pas réussi à rallier la population mondiale à leur thèse en faveur d'une guerre ouverte contre ce pays et sa population, apparemment vaccinées par les expériences amères libyenne et égyptienne.

J'estime qu'il est de la plus haute importance pour un parti ouvrier de démonter jour après jour les manipulations auxquelles se livrent les médias, de montrer aux travailleurs qu'il s'agit d'une entreprise délibérée méticuleusement mise en oeuvre pour les tromper ou induire en erreur leur jugement sur la situation en France et dans le monde. Et que cette entreprise n'est pas sans rapport avec l'offensive du patronat contre leurs droits ou acquis.

L'emprise des médias sur les masses s'exerce à différents niveaux, psychologique et politique principalement. Entretenir un climat d'incertitude, de peur, d'angoisse, voire de terreur d'un côté propice à l'inaction, à se terrer chez soi, leur désigner des boucs émissaires, diriger leur attention dans une direction précise, les inciter à penser qu'ils sont en proie à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, les inciter à la passivité, à se réfugier dans l'individualisme...

Exercer un contrôle sur le mental des masses est leur obsession, pour qu'elles ne puissent pas faire sauter ce carcan qui les étouffe littéralement et dont elles n'ont pas conscience, il faut donc sans cesse l'entretenir, resserrer les mailles du filet dans lequel elles sont prisonnières pour les empêcher de penser librement.

Aider par tous les moyens à notre disposition les masses à se sortir de ce terrible piège est aussi important que résoudre des questions théoriques qui n'intéressent pour l'heure qu'une poignée de militants. Personnellement mes moyens sont malheureusement limités pour mener ce combat, mais un parti devrait passer à l'offensive contre les médias, les forcer à sortir du bois et les briser net en place publique. C'est un jeu d'enfant à réaliser, c'est juste une question de volonté.

Distribuer un tract à 50.000 exemplaires à la sortie des principales gares parisiennes dénonçant les manipulations des médias tout en faisant un lien avec les politiques réactionnaires mises en oeuvre par les différents gouvernements depuis plusieurs décennies serait sans doute plus productif que les discours habituels des partis politiques.

On en revient toujours à la même question : pourquoi aucun parti n'est capable d'expliquer simplement les choses aux travailleurs ?

Mon père était menuisier en bâtiment, ce n'était pas une lumière et le pauvre est mort aussi arriéré qu'au premier jour de sa vie ou presque, ce n'est pas de sa faute évidemment, mais quelque part il était quand même plus instruit ou évolué qu'un menuisier du milieu du XIXe siècle, il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir le contraire, nous sommes bien d'accord, alors je voudrais qu'on m'explique comment Marx et Engels ont-il pu tenir une réunion devant une assemblée de menuisiers sur le thème du salaire et du profit il y a plus d'un siècle et demi et que cette réunion se soit déroulée normalement et que nos deux compères en soient sortis satisfaits, comment ce qui fut possible dans de telles conditions ne le serait-il pas aujourd'hui alors que les conditions sont mille fois plus favorables ? Qui peut m'expliquer cela ?

Les Onfray, Nikonoff, Plénel, Jovanovic et Cie s'adressent à un parterre d'intellectuels qui vivent la crise du capitalisme comme un concept qui agite la bonne conscience du gavé à la fin d'un repas gastronomique un peu trop copieux et arrosé, et qui soucieux de faire une bonne digestion se pose des questions existentielles auxquelles il répond nonchalamment par un rot tout aussi dénué d'intérêt, le verbe a précédé l'action, leur théorie et l'honneur est sauve, c'est l'essentiel.

L'électricien en bâtiment, le mécanicien travaillant dans un garage, la caissière d'un supermarché, la vendeuse chez un fleuriste, le livreur à bord de sa camionnette, l'employé de bureau d'une compagnie d'assurance, le quichetier dans une gare, le jardinier du zoo, le cantonnier du coin, le tourneur dans une usine, la secrétaire qui passe son temps au téléphone ou devant un écran, la femme de ménage employée chez un médecin, etc. tous ces gens-là n'intéressent personne, ce sont des travailleurs comme les autres, ils se comptent pas dizaines de millions, on les ignorent, ils n'existent pas, sauf au moment de voter et encore, eux cela ne les intéresse pas et ils ont bien raison.

Mais dites-donc, vous avez eu des gosses, comment avez-vous fait pour les élever, vous avez bien dû trouver les mots qu'il fallait, non ? Et bien c'est la même chose avec ces millions de travailleurs qui ne demandent qu'à comprendre dans quel monde ils vivent.

Ils ne vous intéressent pas, vous préférez vous adresser aux couches supérieures, aux couches moyennes, aux intellectuels, aux petits-bourgeois, car vous croyez encore qu'ils se mobiliseront pour sauver ce qui reste de nos acquis sociaux, mais observez donc ce qui se passe en Grèce, où sont-ils, seule une minorité d'entre eux se mobilisent quand bien même ils sont en train de tout perdre, cela ne vous suffit-il pas comme preuve pour prouver l'inanité de votre raisonnement ou de votre théorie foireuse.

Qu'est-ce que je veux dire par là, c'est qu'il fallait affronter l'Etat directement, physiquement en Grèce, ne pas reculer, passer à l'offensive, au risque d'y laisser sa peau, car il est impossible de faire une révolution, de renverser l'ordre établi et de prendre le pouvoir sans sacrifice, c'est ainsi, vaincre ou périr, et pour vaincre il faut aussi concevoir que certains d'entre nous y laisseront notre peau, c'est le prix à payer, ce qu'un ouvrier habitué à la rudesse de la vie peut concevoir, mais pas un petit-bourgeois habitué à vivre dans un certain confort, c'est ainsi, l'homme est ainsi fait dans cette société et personne ne le changera, ni vous ni moi.

Bien entendu on préférerait consentir le moins de sacrifices possibles, car chaque vie perdue nous plonge dans une infinie tristesse, et nous savons que dans toute guerre ce sont les fantassins qui sont en premières lignes qui paient le plus lourd tribut, mais le prolétariat conscient que nous devons former et organiser formera bien d'autres bataillons de vaillants soldats qui au nom de leurs frères d'arme tombés au combat contre la barbarie capitaliste porteront fièrement l'étendard de la révolution socialiste jusque devant les frontons de la nouvelle République sociale.

Nous ne voulons pas former des militants ouvriers conscients pour les envoyer à l'abattoir, mais pour qu'ils puissent acquérir

l'idéal humaniste le plus élevé et en être digne en toutes circonstances.

Autre chose.

Le portail Atlantico a révélé "en exclusivité" le document de travail de la "négociation" qui a lieu actuellement entre le Medef et les syndicats sur l'emploi. Ce document a été publié le 4 sur son portail sous un format impossible à copier, j'y suis parvenu en procédant par étape en utilisant plusieurs logiciels, finalement je le mets en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

● **Projet d'accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi. Compte-rendu de la discussion du 20 décembre rédigé par un représentant du Medef. (20.12.12)**

On peut lire dans la conclusion de ce document de 9 pages par le voix du Medef s'adressant aux syndicats : "*je vous redis une fois de plus que nous ne pourrons pas conclure si les éléments de flexibilité qui nous paraissent indispensables tant sur le plan collectif qu'en matière de litiges individuels n'étaient pas pris en compte*", ce qui signifie clairement que toute signature apposée à côté de celle du représentant du Medef en bas de cet accord, signifiera que ce dernier aura eu gain de cause sur les éléments essentiels qu'il avait tenu à souligner dans ce document, à savoir davantage de flexibilité au profit de l'employeur et remise en cause du recours pour l'employé de s'y opposer devant le Conseil de prud'hommes.

J'ai mis en ligne la présentation de ce document par le portail Atlantico.fr.

Que tous les syndicats se vautrent dans cette sinistre mascarade et qu'aucun parti ouvrier ne dise : trop, c'est trop, nous ne pouvons plus avoir de relations avec les dirigeants de tels syndicats, nous refusons de cautionner plus longtemps le bradage de nos acquis sociaux, en dit long sur leur degré de décomposition. La transition est toute trouvée, je voulais ajouter un mot à propos de l'article de M. Blondel paru dans *Informations ouvrières* (n°232 p7).

Un article qui n'avait manifestement ni queue ni tête, à valeur soporifique, mais qui a eu au moins le mérite, quand on soutient le régime, de faire la part belle à l'Etat, l'Etat qui fut en réalité son seul employeur et devant lequel le bureaucrate se prosterne, normal il n'est pas ingrat le bougre.

Qu'il faille plutôt plus que moins d'Etat présente au moins l'avantage de ne pas poser la question de la nature de l'Etat, ce que tout lecteur attentif n'aura pas manqué de relever au passage. Vaut mieux pas non plus se pencher sur la manière dont cela pourrait se traduire au niveau du combat du mouvement ouvrier en terme d'avantages ou d'inconvénients, question incongrue ou grotesque qui ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui en tirent profit, puisque avec les syndicats la fonction publique et les entreprises d'Etat constituent l'essentiel de leur fond de commerce, ceci explique très bien cela.

ACTUALITÉ DU JOUR

"L'Etat fera son devoir, il (vous) accompagnera"... à Pôle emploi !

En visite en Haute-Normandie, le chef de l'Etat a reçu une délégation de l'intersyndicale de la raffinerie Petroplus, en liquidation judiciaire depuis la mi-octobre et dont le sort pourrait être scellé début février par le tribunal de commerce de Rouen.

"C'est difficile de trouver un repreneur, nous devons tout faire pour aller le chercher (...) L'Etat fera son devoir mais l'Etat ne peut pas être le repreneur et ça, les salariés le savent parfaitement", a-t-il dit.

"L'Etat fera son devoir, il accompagnera", a ajouté François Hollande.

Le porte-parole de l'intersyndicale, de Petroplus, Yvon Scornet, a déclaré après la réunion que si François Hollande s'était engagé à "tout faire pour faire avancer le dossier", il n'avait pour autant donné aucune garantie.

"Ça fait plus d'un an qu'on se bat pour nos emplois, pas pour avoir de meilleures conditions de licenciement", a-t-il rappelé. Reuters 05.01

Ce cas de figure pose plusieurs questions dont les réponses sont valables pour l'ensemble des entreprises, de la production, des emplois.

Si une entreprise produit des marchandises qui correspondent à un besoin dans des conditions optimum (installation, machines, sécurité, environnement, etc.) , elle doit continuer de fonctionner, dans le cas contraire elle doit fermer, à moins

qu'elle puisse être réformée pour produire d'autres marchandises.

Nous avons répondu à la question de la pérennité ou non de cette entreprise sur la base de critères non marchands, qui sortent du cadre du capitalisme puisque nous avons rejeté les critères de la compétitivité, de la productivité, du profit qui le définissent, pour ne retenir que la production de marchandises correspondant à des besoins réels de la population dans des conditions conformes aux meilleures conditions de travail possibles et le respect de l'environnement, tout en faisant appel aux technologies les plus modernes pour produire des marchandises de meilleure qualité, d'une durée de vie plus longue afin de réaliser à terme des économies en matières premières et en temps de travail.

La question suivante est de savoir qui peut assumer ces critères qui correspondent aux besoins de la population. Les capitalistes, le marché ? Certainement pas, pour eux, seul le profit compte. L'Etat tel qu'il existe aujourd'hui ? Impossible puisqu'il est lui-même subordonné au marché. Qui alors, sinon un Etat ouvrier ou une République sociale qui reposerait justement sur les besoins de la population et leur satisfaction.

Cela nécessite d'en finir avec l'Etat tel qu'il existe et de rompre avec le capitalisme, que l'Etat soit au service des travailleurs, que les travailleurs soient l'Etat, donc qu'ils se dotent d'organismes ou d'institutions qui soient des organes de pouvoir et qu'ils en conservent le contrôle, ces organismes étant les piliers du nouvel Etat social.

Dans le cadre du régime capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui avec son Etat, le sort de chaque entreprise, de chaque travailleur est voué au meilleur ou au pire, il est individualisé, pire puisqu'ils sont placés en permanence en concurrence les uns avec les autres, il n'existe aucune solidarité entre eux, l'intérêt général dont on nous rebat les oreilles n'existe pas en réalité, il coïncide uniquement avec la pérennité du régime capitaliste et ses institutions qui finalement est la seule préoccupation de l'Etat et ses représentants. Des usines ou des entreprises encore en parfait état peuvent être vouées à la casse, des millions de travailleurs peuvent être jetés à la rue, l'Etat s'en accomode puisque ses intérêts sont dictés par la marche en avant du capitalisme, vers l'abîme.

Dans le cadre d'un régime socialiste, le sort de chaque entreprise et de chaque travailleur serait pris en compte de telle sorte que pas un travailleur ne se retrouve sans emploi, c'est la première chose, la notion même de chômage aurait disparu du vocabulaire, l'Etat garantirait à chaque citoyen de quoi vivre décemment sans vivre dans l'angoisse du lendemain, quant au sort de chaque entreprise il serait étudié en fonction de l'ensemble des entreprises similaires existantes dans le pays et ailleurs, et au-delà au sein de l'ensemble des entreprises ou des différents secteurs économiques du pays.

En régime capitaliste, les patrons et actionnaires détiennent le pouvoir et peuvent se permettre de décider de fermer une usine du jour au lendemain et de jeter à la rue des milliers d'ouvriers, ils ont un droit de vie ou de mort sur l'outil de production et les travailleurs.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui détient ce pouvoir au nom de l'ensemble des producteurs, des travailleurs, de l'immense masse de la population dont il incarne les intérêts. Il n'est plus laissé à la discrétion d'un seul homme ou d'un conseil d'administration de décider du sort d'une usine et de milliers d'emplois, qui plus est, quel que soit le sort réservé à une entreprise cela ne change absolument rien pour les travailleurs qui conservent l'intégralité de leurs salaires, etc. C'est le bien commun, collectif qui prime et non le profit.

L'exercice succinct auquel je viens de me livrer et à la portée de tous, a consisté à présenter le socialisme, le véritable socialisme. Le capitalisme est purement mercantile, le socialisme l'idéal humaniste le plus élevé.

Question : pourquoi aucun parti ouvrier ne reprend-il ce discours à son compte ? Craindraient-il le socialisme? Y seraient-il devenus étrangers à ce point-là ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

La police anti-émeute koweïtienne a fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes contre quelques centaines d'opposants réclamant la dissolution du nouveau Parlement qu'ils jugent illégitime.

La police a arrêté plusieurs manifestants, dont un ancien membre du Parlement, Oussama al-Chahine, et ont pourchassé des protestataires dans un quartier résidentiel du sud de la capitale.

Il s'agit de la première manifestation organisée depuis environ un mois, et la mobilisation a été très faible par rapport aux quatre précédentes qui ont réuni à chaque fois des dizaines de milliers de personnes depuis le 21 octobre.

Le nouveau Parlement, dont l'opposition a boycotté l'élection le 1er décembre, est dominé par des députés pro-gouvernementaux, alors que l'opposition -- islamistes, nationalistes et libéraux -- contrôlait 36 des 50 sièges de la Chambre avant sa dissolution en février.

L'opposition avait dénoncé comme "illégitime" la nouvelle assemblée en raison du mode de scrutin contesté.

D'anciens députés ont introduit des recours devant la cour constitutionnelle contre la réforme du mode de scrutin.

La cour pourrait prendre plusieurs mois avant de rendre sa décision qui, si elle est favorable à l'opposition, pourrait conduire à une nouvelle dissolution du Parlement.

Le riche émirat pétrolier, première monarchie du Golfe à s'être dotée d'un Parlement élu en 1962, et secoué par des crises politiques à répétition, a connu depuis la mi-2006 neuf gouvernements et six dissolutions du Parlement.

Par ailleurs, un opposant koweïtien, Rached Al-Enezi, a été condamné dimanche à deux ans de prison pour des propos jugés offensants pour l'émir sur Twitter, a indiqué M. Humaidi. Selon lui, plus de 200 opposants, dont d'anciens députés, font l'objet de poursuites et plusieurs sont accusés d'avoir critiqué l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, ce qui est interdit par la Constitution. AFP 06.01

ECONOMIE

UE- Banque

Les banques internationales ont obtenu satisfaction dimanche car leur autorité de réglementation, le Comité de Bâle, a accepté d'assouplir les règles de liquidités auxquelles elles seront soumises à partir de 2015 afin de faire face aux éventuelles grandes crises.

Le Comité de Bâle a ainsi entendu les critiques du secteur qui reprochait à la réforme de placer la barre trop haut.

Ce comité de supervision bancaire, réuni dimanche à Bâle (Suisse), a annoncé avoir élargi la définition du ratio de couverture de liquidité qui doit permettre aux établissements bancaires de faire face à une période de crise aiguë pendant 30 jours.

La base des actifs qui pourront entrer en compte inclut désormais des obligations, des actions et certains types d'emprunts hypothécaires.

Dans sa mouture initiale, le projet s'appuyait sur des actifs beaucoup plus stricts, tels que les liquidités ou les emprunts d'Etat.

Le calendrier d'application de ce ratio a par ailleurs été rééchelonné. Comme prévu, ce ratio entrera en vigueur le 1er janvier 2015. Mais à cette date, les banques ne devront réunir que 60% des montants initialement requis.

Le matelas de liquidités pourra alors être graduellement augmenté à hauteur de 10% par an pour atteindre 100% à l'horizon 2019.

"*Cette décision a été adoptée de manière unanime aujourd'hui*", s'est félicité Mervyn King, gouverneur de la banque d'Angleterre, qui préside le comité des gouverneurs et des régulateurs, lors d'une conférence de presse.

La réforme, qui s'est profilée à la suite de la faillite de l'établissement américain Lehman Brothers, avait cependant suscité de vives critiques dans les milieux financiers dans la mesure où celle augmentait significativement les besoins de liquidités des banques.

Dans un rapport publié en avril, le Fonds Monétaire International (FMI) avait estimé que l'application de ce ratio pourrait se traduire par un doublement de la demande d'actifs sans risque, qui aurait pu passer de 2.000 à 4.000 milliards de dollars au niveau mondial.

Les critiques avaient cependant été encore plus vives à l'encontre d'un second ratio, le Net Stable Funding Ratio (NSFR), qui doit entrer en vigueur en 2018.

Ce second ratio imposera à chaque banque de détenir des actifs permettant de faire face à une crise spécifique à

l'établissement pendant un an.

De nombreux banquiers ont cependant fait valoir que le niveau d'exigences les empêchera de faire leur métier en limitant drastiquement les fonds qu'ils pourront mettre à disposition pour accorder des prêts.

Stefan Ingves, gouverneur de la banque centrale de Suède, qui préside le Comité de Bâle, a néanmoins souligné que l'avancée sur le ratio de couverture de liquidité va permettre au Comité de Bâle de se concentrer désormais sur ce dossier.

"L'achèvement de ces travaux va permettre au Comité de Bâle de tourner son attention sur l'affinement de l'autre composant des nouveaux standards de liquidités, le ratio net de financement stable", a-t-il déclaré. AFP 06.01

Au passage vous jugerez la naïveté, la complaisance ou la complicité de Michel Barnier, qui sur le même sujet c'est exprimé dans l'interview qu'il a donné à lexpress.fr et que j'ai mis en ligne, extrait :

"J'ai écrit au chairman de la Réserve fédérale quand nous avons appris le délai de mise en oeuvre des règles de Bâle 3 par les banques américaines, qui n'appliquent pas encore les règles de Bâle 2... Bâle 3, décidé par le G 20 en présence de Barack Obama, ne sera efficace que si tout le monde joue le jeu. Je passe beaucoup de temps à expliquer ce que font les Européens et à vérifier que nos partenaires font la même chose parallèlement, avec leurs propres lois. J'attends la réponse du chairman Bernanke et veux croire que le retard américain est dû à des raisons techniques. De toute façon, les Européens éviteront à la fois le procès d'intention et la naïveté."

Quel pitre ! Quand on sait que chaque loi ou règle est systématiquement détournée avant même d'être appliquée, ce sont des banquiers eux-mêmes qui l'avouent...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 janvier

CAUSERIE

Un camarade m'a envoyé un bref courriel :

- *"François Chérèque prend sa fonction aujourd'hui (7/01/13) comme Inspecteur général des affaires sociales (IGAS).*

Enfin, un syndicaliste qui obtient satisfaction et qui est reconnu pour ses compétences (8 000 euros/mois...sans les primes)."

Environ le même salaire que les bureaucrates syndicaux corrompus qui siègent au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées. Combien sont rémunérés les permanents syndicaux qui siègent dans les organismes sociaux ou tripartites ? Quel est leur statut ? Chut, c'est un secret, un sujet tabou !

Les partis ouvriers s'en accommodent depuis 70 ans, cherchez l'erreur, ce sont leurs dirigeants les véritables fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme...

Décryptage de la propagande officielle via les agences de presse.

Ce qu'il y a d'avantageux avec les gens qui ne doutent de rien, c'est qu'il leur arrive de dire les choses si simplement, parce qu'ils estiment leurs interlocuteurs ou lecteurs acquis à leur cause ou trop stupides pour les contredire, qu'il n'est même pas nécessaire d'interpréter les faits qu'ils relatent tant la contradiction qui s'y étale sous leurs yeux est évidente. En voici un exemple de l'agence de presse Reuters, il porte sur la "*négociation*" en cours sur la réforme du marché du travail entre les syndicats patronaux et ouvriers.

- Cette négociation, censée offrir une souplesse pour les entreprises en contrepartie d'une moindre précarité pour les salariés, a été encouragée par le gouvernement qui préférerait que les partenaires sociaux s'entendent avant qu'il ne légifère. Reuters 07.01

Au premier coup d'oeil le lecteur le plus naïf aura compris que la "*souplesse*" qui serait offerte aux entreprises se traduirait non pas par une "*moindre précarité pour les salariés*", mais exactement le contraire. Et en ajoutant que le gouvernement avait "*encouragé*" ce processus, spontanément le travailleur le plus arriéré comprendra également dans quel camp il se situe, celui du capital.

Finalement ce qui ressort de ce bref passage, c'est que les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs sont antinomiques, irréconciliables, irrémédiablement opposés, et que dans ce genre de négociation, dès lors qu'on en accepte les termes, il y aura forcément un gagnant et un perdant, et que le gagnant sera celui qui aura été en position de force, donc ici le patronat soutenu par le gouvernement.

Voilà pourquoi nous nous prononçons inconditionnelle pour la rupture des relations des syndicats avec le patronat et son gouvernement.

Question : quel parti ouvrier serait sur cette ligne politique aujourd'hui ? Réponse : aucun, parce qu'ils entretiennent tous des relations étroites avec les dirigeants syndicaux, mieux, des liens organiques avec eux au point que la survie de leur parti en dépend largement.

Il ne faut pas chercher plus loin au fait que les travailleurs et les jeunes se détournent des partis ouvriers au profit d'autres types d'organisations qui les mèneront nulle part...

Qui a dit ?

La méthode du diagnostic, mieux, de "*l'engagement partagé*", pour parvenir à une solution commune ou acceptée par tous.

- "*Si l'écart (le spread) entre les taux financiers constitue une préoccupation, les différences croissantes entre un petit nombre, toujours plus riche, et un grand nombre, irrémédiablement plus pauvre, devraient provoquer le désarroi*", quelle sainte intention, le conditionnel est de trop ou ambigu, le "désarroi" ou la détresse est déjà bien réelle et permanente chez les plus pauvres.

- "*L'Union européenne a aussi besoin de représentants clairvoyants et qualifiés pour faire les choix difficiles qui sont nécessaires pour redresser son économie et poser des bases solides pour son développement.*", en la matière vous pouvez faire confiance aux hommes de paille de Goldman Sachs.

- "*Seuls, certains pays iront peut-être plus vite, mais, ensemble, tous iront certainement plus loin !*", vers l'Europe fédérale appelée de leur vœux, la dictature.

- "*Je souhaite que, en ce moment de son histoire, l'esprit de ténacité et d'engagement partagé anime la bien aimée nation italienne*", le même discours que Monti.

Réponse : Le pape Benoît XVI, lundi, lors de son traditionnel discours de début d'année devant le corps diplomatique. (source : Le Point.fr 07.01)

L'Inde n'est pas ni une démocratie ni un Etat de droit.

A propos de la jeune femme violée et tabassée à Delhi, il y a trois semaines, et qui en est morte.

Les médias, comme à leur habitude, distillent jour après jour les informations en leur possession en fonction des réactions de la population.

On a appris hier que les violeurs et agresseurs vivaient tous dans un des bidonvilles misérables de la capitale. De leur côté les avocats ont refusé d'assurer la défense des détenus, ils bénéficieront pour la forme d'un avocat commis d'office.

La victime et ses agresseurs n'appartenaient pas au même milieu social, même si la victime provenait d'un milieu modeste, moins pauvre que ses agresseurs, elle était appelée à s'élever dans la hiérarchie sociale en devenant médecin ou kinésithérapeute, opportunité que la société indienne très inégalitaire n'offrirait jamais à ses assassins.

Les avocats en refusant d'assurer la défense des prévenus, refusent en réalité de faire le procès des classes dirigeantes qui sont responsables des gigantesques inégalités qui existent dans ce pays, qui conduisent des centaines de millions d'Indiens à vivre dans la précarité et la pauvreté, des dizaines de millions condamnés à la misère absolue. C'est le procès de cette société qu'ils ont refusé d'assumer.

Le procès qui a lieu sera donc celui des plus défavorisés parmi le prolétariat que leur société a engendrés, et si parfois leur comportement peut s'avérer monstrueux, c'est parce que les classes dirigeantes qui ont façonné la société ont accaparé l'essentiel des richesses produites au détriment des autres classes, ce sont elles qui ont produit ces monstres, ce sont elles qui en porte la responsabilité.

On peut parfaitement concevoir que voué à une vie misérable sans espoir d'en sortir un jour, devant l'étalage de richesse vécu

comme une provocation quotidienne insupportable ou simplement une certaine aisance, déclenche chez certains laissés-pour-compte des réactions aveugles ou incontrôlées de haine et de violence. Il ne s'agit pas ici de le justifier, mais de dresser un constat.

Voilà notamment ce qu'on aurait souhaité entendre dans la bouche d'avocats indiens. C'est le procès de la misère sociale dont les classes dominantes sont responsables qu'il fallait instruire, et non le procès d'une couche d'exploités réduit à la misère noire et sans défense.

Voilà aussi ce qu'on aurait souhaité lire dans la littérature des partis ouvriers en France, ils n'en sont même pas capables, honte à eux !

[Sortez vos mouchoirs !](#)

- L'argent ne fait pas (entièrement) le bonheur - AFP

L'aisance financière ne joue que partiellement dans le sentiment de bien-être ressenti par les Français, qui sont aussi très sensibles aux liens sociaux ou au stress de la vie quotidienne, note une étude de l'Insee parue mardi. AFP 07.01

Encore une chance, sur fond d'hyprocrisie ou de lâcheté très souvent à défaut de conscience politique. C'est le paradoxe auquel doivent faire face les nantis de la classe moyenne et dominante.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Abrutissement, conditionnement des masses.](#)

- 2h47 : le temps moyen que passe par jour un 15-34 ans devant la télé (5h pour les plus de 50 ans) - Atlantico.fr

Bien que je sois totalement isolé en Inde et que je n'aie aucune distraction, je ne vois absolument personne, je trouve le moyen de me passer totalement de la télé. Internet me suffit, et je n'en fais qu'un usage disons professionnel, hormis les concerts et les vidéos sur le vieux monde que je regarde quand je n'ai rien d'autres à faire ou pour me détendre un peu.

[A peine croyable !](#)

- Petroplus : les syndicats estiment que Shell "*ne se sent pas concerné*" par le sort des salariés - LePoint.fr Parce que les syndicats ou plutôt leurs dirigeants se sentiraient davantage concernés, qu'on nous permette d'en douter fortement.

[Narcisse a la parole. Parle pour toi le banquier sioniste !](#)

- Attali: Gérard Depardieu, miroir des Français - Slate.fr

[Inévitable.](#)

- Taxe sur les très riches: le symbole de campagne devra céder au pragmatisme - AFP

[Obscurantisme. Le remède anti lutte de classe](#)

- "*La spiritualité est une réponse à la quête de sens au travail*" - L'Express.fr

[Nazisme, Shell, sionisme, Bilderberg, coffee shop et Patriot du mondialisme.](#)

- Deux batteries de missiles néerlandais en route pour la Turquie - Reuters

- Israël fortifie sa frontière avec la Syrie - LeFigaro.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

Réseaux sociaux "*anonymes*" contre syndicats. Un flop.

Un collectif d'infirmiers et aides-soignants, appelé "*Ni bonnes, ni nonnes, ni pigeonnes*" et lancé sur Facebook pour dénoncer les conditions de travail de ces professions, a appelé à des rassemblements lundi 7 janvier dans plusieurs villes de France.

Le mouvement, qui comptait lundi 27.765 membres sur Facebook, a été initié au mois d'octobre par une infirmière parisienne souhaitant garder l'anonymat, a expliqué sa vice-présidente, Sarah Guerlais.

En outre, une pétition ayant recueilli près de 5.000 signatures a été mise en ligne.

Pour faire entendre ces revendications, le collectif avait appelé à des rassemblements lundi à Caen, Clermont-Ferrand, Rennes, Bordeaux, Lyon, Nice, Nantes, Orléans, etc.

A Paris, seule une dizaine d'infirmières vêtues de blouses blanches et de masques se sont retrouvées devant le ministère de la Santé, autour d'une banderole "infirmiers mais également aides-soignant(e)s, mobilisons-nous pour améliorer nos conditions de travail". nouvelobs.com 07.01

En famille. Effet d'annonce

François Hollande a annoncé lundi lors de ses vœux au Conseil Constitutionnel une prochaine réforme constitutionnelle reprenant plusieurs de ses engagements de campagne, comme la fin du statut de membre de droit du Conseil constitutionnel des ex-présidents ou la suppression de la Cour de justice de la République.

Cette réforme du Conseil constitutionnel ne s'appliquera pas à ses prédécesseurs.

Saluant, "*le souci*" de François Hollande "*de rassembler les Français dans les épreuves difficiles que notre pays traverse*", Jean-Louis Debré a assuré au chef de l'Etat qu'il pouvait "*compter en 2013 sur le Conseil constitutionnel pour assumer sa mission en toute indépendance, détachée des passions partisans et des intérêts particuliers*". AFP 07.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- La Gauche démocratique, formation de gauche modérée membre de la coalition gouvernementale en Grèce, a exclu deux de ses députés pour avoir soutenu l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ancien ministre des Finances et actuel chef du Pasok, Evangelos Venizelos

Odysseas Voudouris et Paris Moutsinas, qui avaient soutenu cet appel, ont été exclus de leur groupe parlementaire à la Vouli, ce qui porte à 164 le nombre de députés de la majorité.

"*Ce qui est clair maintenant c'est que les deux députés n'expriment pas seulement une opinion divergente mais soutiennent aussi un programme politique différent*", dit dans un communiqué la Gauche démocratique, le plus petit parti de la coalition au pouvoir en Grèce, qui regroupe Nouvelle Démocratie (droite) et le Pasok (social-démocrate).

Des procureurs ayant estimé que les noms de proches de l'ancien ministre des Finances George Papaconstantinou, ex-membre du Pasok, avaient été retirés de la liste, une enquête parlementaire a été ouverte.

Un appel avait en outre été lancé pour qu'une seconde enquête soit ouverte sur Evangelos Venizelos, successeur de George Papaconstantinou aux Finances, à la demande de Syriza (gauche radicale), parti d'opposition.

Le gouvernement d'Antonis Samaras a rejeté les appels à enquêter sur Evangelos Venizelos et a préféré se concentrer sur le rôle de son prédécesseur. Reuters 07.01

1.2- Un ancien ministre de la Nouvelle Démocratie, Petros Doukas propose très sérieusement, dans le but de lutter contre la crise,

de faire travailler les citoyens ... sans les payer.

M. Doukas propose un certain nombre de suggestions pour aider la Grèce à sortir de la crise. Une de ses suggestions brillantes est de faire travailler les chômeurs sans rémunération chaque fois que l'Etat a besoin d'eux. Il se propose également de demander aux entreprises si elles seraient intéressées d'avoir des ouvriers ou des employés pendant trois mois sans les indemniser pour leur travail. On se doute déjà de leur réponse.

M. Doukas explique que cela serait une solution gagnant-gagnant: les entreprises sont pleines de dettes et ne peuvent pas se permettre d'embaucher de nouveaux employés. Cela permettrait donc aux chômeurs de garder l'habitude de travailler, pour ne pas « rouiller », au lieu de ne rien faire. En parallèle, des grands projets utiles seraient lancés pour le pays, avec une main d'oeuvre gratuite.

Petros Doukas est aussi le président de la fédération grecque de Golf : il considère peut-être que son caddie lui coûte trop cher...

Année 2013 : retour de l'esclavage en Grèce ? okeanews.fr 07.01

2- Bahreïn

La Cour de cassation de Bahreïn a confirmé lundi de lourdes peines contre 13 dirigeants de l'opposition au risque d'alimenter le mouvement de contestation des chiites dans le petit royaume du Golfe.

Condamnés pour complot contre le régime, les treize hommes, qui sont détenus depuis près de deux ans et n'ont désormais plus de recours juridique, ont été des meneurs du soulèvement dirigé par l'opposition chiite qui a secoué le pays en février 2011 avant d'être maté par la dynastie sunnite.

Il s'agit de sept opposants condamnés à la perpétuité, dont le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui a aussi la nationalité danoise et a mené au printemps une grève de la faim de 110 jours, et de six autres condamnés à des peines allant de cinq à quinze ans de prison.

Parmi ces derniers figure Ibrahim Chérif, le chef sunnite du groupe Waëd, une formation de la gauche laïque, qui avait joué un rôle de premier plan dans le mouvement de protestation et a écopé de cinq ans de prison.

"La Cour de cassation a confirmé toutes les peines", a indiqué un avocat de la défense. La séance n'a duré que quelques minutes et les condamnés n'étaient pas présents.

SOCIAL

France

"Salaires, emploi : ça suffit !" : les syndicats de la Société Générale se mobilisent pour dénoncer la politique sociale du groupe bancaire. CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC lancent un appel à la grève mercredi 8 janvier. Dans un communiqué, les représentants des salariés disent redouter "des centaines de suppressions de postes" et refusent "la volonté de la direction de réduire à zéro les augmentations collectives".

Pour la deuxième année consécutive, la direction refuse en effet d'accorder une augmentation collective, justifiant cette décision par une conjoncture difficile avec l'absence de distribution de dividendes l'an dernier. "Cette année, on imagine mal les actionnaires accepter de renoncer une seconde fois. Alors la direction nous sert la crise et les nouvelles réglementations qui obligent à avoir plus de fonds propres", explique Maryse Gauzet, déléguée nationale FO.

Si les syndicats acceptent de signer, la seule concession de la direction consiste en une prime de 300 euros pour les salariés gagnants moins de 36.000 euros par an. Ce qui représente environ 18.000 personnes sur les 40.000 qu'emploie la Société Générale. "Ce n'est pas acceptable. Nous n'avons pas de demandes démesurées. Nous savons que c'est la crise. Nous voulons simplement une compensation de l'érosion monétaire", rappelle Thierry Pierret, délégué national CFDT. C'est à dire rattraper l'inflation.

Mais la vraie inquiétude des élus se concentre sur la question de l'emploi. Un problème qui concerne l'ensemble du secteur bancaire où plusieurs milliers de postes ont été détruits ces dernières années. "Mais les directions jouent sur la pyramide des âges. Dans les réseaux, il suffit d'attendre ou d'anticiper les départs à la retraite. Cela se fait au compte-goutte mais les petits ruisseaux font les grandes rivières", estime Thierry Pierret. Pour lui, ces destructions d'emplois dans les services se

déroulent dans l'indifférence générale : *"Ça ne se voit pas et, en plus, nous ne sommes pas sympathiques aux yeux du public"*.

Les syndicats s'alarment d'autant plus sur la question de l'emploi qu'ils observent depuis plusieurs années un lent mais régulier processus d'externalisation voire de délocalisation de leurs services informatiques notamment. Des négociations sont en cours à la Société Générale. Certains évoquent une réduction de la masse salariale de 10%, ce qui représente quelque 4.000 postes. Près de 2.500 départs en retraites sont donc prévus dans les réseaux, des suppressions "naturelles", ce qui laisse 1.500 postes à gérer, notamment dans les services centraux.

Aucun licenciement sec n'est envisagé. La mobilité doit jouer à plein, qu'il s'agisse de reclassements internes ou vers d'autres entreprises. Lors du plan social de 2012, 880 personnes devaient quitter la banque d'investissement (la BFI). La Société Générale avait alors été dépassée avec plus de 2.000 demandes de départ. [nouvelobs.com 07.01](#)

ECONOMIE

1- France

Racket des banquiers.

Après avoir passé au crible les plaquettes 2013 de 8 banques françaises, le quotidien Les Echos recense au total 26 hausses pour 4 baisses, dans ces packages de 10 services pour lesquels les établissements sont contraints à la transparence depuis 2011. L'année dernière avait été marquée par seulement 15 hausses pour 9 baisses. De plus, la plupart des hausses 2013 sont supérieures à l'inflation, note le quotidien économique.

C'est notamment le cas des virements externes effectués en agences où la revalorisation atteint 6,25% pour la Société générale ou 4% pour HSBC. Mais cela concerne aussi l'assurance des moyens de paiement, avec des augmentations qui s'élèvent à 8,3% à la Bred ou 4,5% à la BRED. Le quotidien économique relève aussi que les commissions d'intervention en cas d'incident de paiement restent toujours très élevées (de 6,70 euros par opération à la Banque Postale jusqu'à 8,83 euros à la BRED).

Les cartes de paiement, enfin, enregistrent des augmentations mais celles-ci seraient modérées, proches de l'inflation. Malgré son orientation sociale, la Banque postale se distingue néanmoins dans le mauvais sens avec des hausses de 2,3% pour la carte internationale à débit différé et +3,6% pour la carte de paiement à autorisation systématique. [L'Expansion.com 07.01](#)

2- Etats-Unis

Bank of America (BofA) a annoncé lundi qu'elle avait accepté un accord à 11,6 milliards de dollars pour régler un contentieux sur des prêts hypothécaires à risque vendus avant la crise à Fannie Mae, sur lesquels ce groupe semi-public de refinancement hypothécaire s'estimait trompé.

Au sein de l'accord, 3,55 milliards de dollars seront versés en numéraire à Fannie Mae, qui sera couvert par des réserves existantes plus *"une provision supplémentaire de 260 millions de dollars qui sera passée au quatrième trimestre"*, précise un communiqué de la banque.

En outre, 6,75 milliards de dollars seront consacrés au rachat de 30.000 prêts susceptibles de faire défaut et d'entraîner des pertes futures pour Fannie Mae, et 1,3 milliard de dollars seront dédiés au suivi de ces prêts.

"Ces mesures vont au total réduire le bénéfice avant impôts de Bank of America d'environ 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre", avertit BofA.

"L'accord couvre des obligations de rachat actuelles et futures liées à des prêts avec un principal non remboursé et qui totalisent 297 milliards de dollars à la date du 30 novembre", indique un communiqué de Fannie.

Ces prêts ont été émis entre le 1er janvier 2000 et le 31 décembre 2008.

L'action de Bank of America gagnait 0,74% à 12,20 dollars 10 minutes avant l'ouverture de Wall Street lors des échanges électroniques. [AFP 07.01](#)

Si Wall Streer a accueilli cette nouvelle en fanfare, c'est que les principaux actionnaires de Bank of America sont encore largement gagnant, le contraire aurait été étonnant.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 janvier

CAUSERIE

Toutes les pages d'accueil 2013 ont été créées et sont actualisées (causeries et articles de presse). A cause de problèmes informatiques ou de connexion j'ai été obligé de formater différemment deux articles sur la Syrie.

[Soyez digne d'être révolutionnaire !](#)

Quand les monarchies et les puissances impérialistes en pointe dans le combat pour l'établissement d'un Nouvel ordre mondial seraient source de progrès social, il y a franchement de quoi se poser de sérieuses questions. Apparemment non, aveuglement ou dogmatisme oblige.

Monarchies qui ont pour la plupart frayé avec le nazisme quelques décennies plus tôt, monarchies dans lesquelles l'intégration des syndicats a été poussée le plus loin en Europe, monarchies qui se sont illustrées par leur passé coloniale (Pays-Bas, Belgique, Espagne), monarchie qui s'est accommodée d'un dictateur pendant quatre décennies (Espagne), monarchie qui a pillé le pétrole du Moyen-Orient (Pays-Bas - Shell), monarchie qui a donné naissance au groupe Bilderberg en 1954 (Pays-Bas), monarchies qui participent régulièrement à ses réunions, puissances qui se sont illustrées en fournissant le régime nazi en matières premières (Canada - acier et aluminium - E-U -pétrole), puissances qui mènent la guerre contre les syndicats ouvriers depuis le début du XXe siècle (Canada - E-U), etc. puissance qui possède près de 1.000 bases militaires dans le monde et a déclenché plus de 40 guerres depuis 1945 (Etats-Unis), etc. cette liste n'est pas exhaustive.

Qui peut croire un instant que les dirigeants de tels pays seraient animés de bonnes intentions en défendant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, la libéralisation de la drogue, parfois pire, la pédophilie légalisée au Pays-Bas, la zoophilie en Allemagne, il ne s'agit pas là de faire des amalgames, mais juste de montrer la monstruosité de ces régimes en apparence très libéraux ? Qui soutiennent évidemment toutes les guerres impérialistes commandées par les Etats-Unis.

Voyons maintenant par ordre chronologique les pays qui ont adopté le mariage pour les couples homosexuels et davantage souvent.

Les Pays-Bas

C'est le premier pays au monde à avoir autorisé le mariage gay, en 2001. Les couples homosexuels mariés peuvent adopter, choisir la procréation médicalement assistée et, selon certains critères, accéder à la gestation pour autrui.

La Belgique

Le mariage homosexuel y est autorisé depuis 2003. Trois ans plus tard les homosexuels étaient autorisés à adopter. En Belgique, la procréation assistée est autorisée pour tout le monde.

L'Espagne

Dans ce pays très catholique, le mariage gay est en vigueur depuis 2005. Mais trois mois après l'adoption de la loi, le parti populaire avait déposé un recours auprès de la justice afin de l'annuler. Ce n'est qu'en novembre 2012 que le tribunal correctionnel s'est prononcé, rejetant le recours. La législation en vigueur permet aux couples homosexuels de se marier, d'adopter, de recourir à la fécondation in vitro pour avoir des enfants.

Le Canada

Certaines provinces autorisaient déjà une telle union et c'est en 2005 qu'une loi autorise le mariage homosexuel sur tout le territoire. Le Canada est alors devenu le premier pays du continent américain à le reconnaître.

L'Afrique du Sud

Alors que les Eglises, les chefs traditionnels et l'opinion publique dans sa majorité s'y opposaient, le Parlement d'Afrique du Sud adopte, à une large majorité, en 2006 le "Civil Union Act" : le mariage homosexuel est reconnu, ainsi que l'union civile.

La Norvège

Depuis 2008, la législation norvégienne permet aux couples gay de se marier, d'adopter et d'avoir recours à une assistance à la fécondation. Le parti conservateur norvégien y était fortement défavorable. Le pays autorisait déjà les unions civiles depuis 1993.

La Suède

La loi entrée en vigueur en 2009 permet le mariage homosexuel civil mais aussi religieux.

Le Danemark

Premier pays du monde à autoriser les unions civiles entre homosexuels, en 1989, le Danemark se met à la page en 2012 en reconnaissant le mariage homosexuel à l'Eglise luthérienne d'Etat. Les homosexuels pouvaient déjà adopter depuis 2009.

Les Etats-Unis

On compte neuf Etats sur 50 autorisant le mariage gay : Massachusetts, Connecticut, Iowa, Vermont, New Hampshire, New York. Le Maine, le Maryland et Washington l'ont adopté par référendum le 6 novembre 2012, quelques jours après une décision historique de la Cour suprême, qui a décidé de statuer sur la question.

En Angleterre, le gouvernement s'est également prononcé en faveur du mariage gay.

Au total 12 pays dans le monde ont adopté le mariage pour les couples homosexuels, dont les pays moins importants que je n'ai pas mentionnés, le Portugal, l'Islande, l'Argentine, et le dernier en date, l'Uruguay en décembre 2012. (source : <http://www.metrofrance.com>)

Le mariage est une institution archaïque et rétrograde, deux exemples suffiront à l'illustrer :

- Les séparations amiables ne sont pas valables, ainsi chaque époux peut demander à reprendre la vie commune à tout moment, et l'autre doit s'y soumettre ;

- Devoir de fidélité (art. 212 du C. civil) ;

Voilà une obligation intolérable, barbare, qui défie les lois de la nature, on a envie d'en rire tellement c'est grotesque... et hypocrite surtout, à croire que le désir sexuel se commanderait et qu'il faudrait le réprimer quand il survient entre deux personnes consentantes en dehors d'une union conjugale. Le mariage est un carcan.

La droite et l'extrême droite le défendent tel qu'il existe, normal ils sont rétrogrades, réactionnaires. Ils le défendent pour des raisons politiques uniquement, parce que le PS et ses satellites ou encore les parasites qui tournent autour sans pouvoir s'en détacher, ainsi que le gouvernement ont pris position en faveur du mariage des couples homosexuels, car sur le plan idéologique ils sont alignés sur leurs maîtres de Washington ou de la Hayes, ensuite tout est une question de temps, y compris aux Etats-Unis, chaque pays avance à son rythme sur la voie de la pensée (mondiale) unique qui doit conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial.

Ils veulent détruire les Etats-Nations, réduire leurs institutions à des coquilles vides, liquider la République, la démocratie, la législation du travail, les syndicats, les partis ouvriers, l'ensemble de nos droits sociaux et politiques, l'école publique, le système de santé public, le système de retraite par répartition, les religions, et maintenant le mariage, en réalité tous les rapports qui ont vu le jour lors de la période ascendante du capitalisme ou qui se sont perpétués jusqu'à nos jours, la solidarité entre les générations, les rapports entre les hommes et les femmes dès lors qu'ils ont décrété qu'ils étaient égaux, une manière comme une autre de détruire tous leurs droits, la famille et les rapports avec les enfants, ces derniers échappant de plus en plus au contrôle de leurs parents, absolument tout doit y passer au point que tous les points de repère que la civilisation humaine s'était forgée au cours des siècles précédents disparaissent, une fois affranchis des distinctions qui permettent justement d'établir des échelles de valeurs permettant de respecter les droits de chacun et sans lesquelles c'est impossible, on se retrouverait livrés à égalité notez bien, à une société dont les règles seraient calquées sur le règlement d'une société commerciale où notre seul droit, en réalité un devoir, consisterait à travailler une fois enchaîné à ce système infernal pour permettre à l'oligarchie financière et à l'élite intellectuelle qui la servirait, en échange du minimum vital pour assurer notre survie en tant qu'esclaves. Voilà le destin qu'ils nous réservent.

Maintenant à nous de nous battre, non pas pour conserver le vieux monde tel qu'il existe aujourd'hui ou pour faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme on nous y invite, mais en donnant un contenu et en situant chacun de ses facteurs dans une perspective résolument progressiste et révolutionnaire. Par exemple, nous ne combattons pas pour la préservation de leur République moribonde et corrompue ou pour une République qui aurait le vernis démocratique trompeur d'autrefois, mais pour une République sociale débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et des injustices, nous ne

combattons pas pour le maintien du mariage tel qu'il existe encore aujourd'hui, mais pour que chaque couple sans distinction de sexe ait les mêmes droits sans être obligé de se plier à des principes archaïques.

Je ne prétends pas épuiser ici la discussion sur ce sujet, je n'en ai abordé que certains aspects, dans des causeries précédentes j'avais fait référence à d'autres facteurs, pacs, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Vase communicant

- Moins de cigarettes vendues en 2012 après les hausses de prix - AFP

Les ventes de cigarettes en France ont baissé de près de 5% en volume en 2012, leur plus fort repli en 10 ans, directement lié selon les professionnels aux dernières hausses de prix du tabac. AFP 08.01

- Hausse plus forte qu'attendu du crédit à la consommation aux USA - Reuters

Le crédit à la consommation a progressé plus que prévu en novembre aux Etats-Unis, signant une quatrième hausse mensuelle consécutive qui peut être considérée comme un signe encourageant pour l'activité économique. Reuters 08.01

Cherchez l'erreur !

- Zone euro: la confiance économique continue de s'améliorer en décembre - AFP

- Zone euro : le chômage atteint un nouveau record - LePoint.fr

Déchets et recyclage.

- Une ex-dirigeante de la CFDT devient conseillère de Vallaud-Belkacem - AFP

- Jack Lang devrait diriger l'Institut du Monde Arabe - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon pris à son propre piège. Non, on ne paiera pas un centime, voilà ce qu'il a été incapable de dire.

"Rembourser cela (la dette publique) ne se fera pas facilement... Faire croire qu'on va rembourser 1.800 milliards d'euros facilement, comme ça, un peu comme par magie (...) c'est se foutre du monde", a lancé le ministre délégué au Budget au co-président du Parti de gauche, dans l'émission "Mots croisés".

"Voilà ce que dira mon gouvernement (s'il arrivait au pouvoir) : on paiera quand on pourra", venait d'argumenter Jean-Luc Mélenchon.

"Et d'ici là, avait-il poursuivi, c'est la Banque centrale (européenne) qui va financer si jamais les taux d'intérêt explosent... La dette, on la paiera à mesure qu'on pourra. Et d'ici là, ceux à qui on (la) doit attendront". "Ca ne marchera pas, ce que vous dites", a rétorqué le ministre.

"Ca ne suffira pas pour convaincre la BCE d'imprimer des euros comme la Réserve fédérale imprime des dollars, comme la Banque d'Angleterre imprime du sterling (...) En dépit de vos objurgations (...), nous n'obtiendrons pas cela de la BCE parce qu'elle est indépendante", a-t-il poursuivi. AFP 08.01

Mélenchon est incapable de rompre avec la BCE, avec l'UE, avec le capital, voilà la vraie nature du Front de gauche, un remake du Front populaire à lui tout seul. C'est un pauvre type complètement fini qui termine sa triste carrière de renégat en charlatan. Il est pathétique. Pour qui roule-t-il ? Réponse: son statut, c'est salarié de l'Union européenne.

2013 : Vive la lutte de classe en France et dans le monde !

Près de deux Français sur trois estiment que la lutte des classes est en France "une réalité", alors qu'ils étaient moins de la moitié à le penser il y a près de 50 ans, selon un sondage Ifop à paraître mercredi 9 janvier dans "L'Humanité".

A la question "estimez-vous qu'en France, à l'heure actuelle, la lutte des classes est une réalité ?", 64% des personnes interrogées répondent par l'affirmative, tandis que 25% considèrent qu'elle "n'est pas une réalité" et 11% ne se prononcent pas.

En 1967, à la veille de 1968, seulement 44% des Français estimaient que "la lutte des classes est une réalité", contre 37% qui disaient qu'elle "n'est pas une réalité". En 1964 40% répondaient qu'elle "est une réalité" et 39% qu'elle "n'est pas une réalité".

"Cette hausse peut s'expliquer par le fait que l'idée de la lutte des classes ne prend sans doute pas aujourd'hui tout à fait la même signification qu'à l'époque, mais elle indique également que les antagonismes sociaux apparaissent toujours comme très présents dans la société française, notamment dans un contexte de crise et d'augmentations des inégalités salariales", analyse l'Ifop.

Par ailleurs, 56% des Français ont "le sentiment d'appartenir à une classe sociale". Ce score est identique à celui observé en 1987 et est très proche de ceux enregistrés dans le milieu de années 60 : 61% en 1964 et 59% en 1967, souligne l'Ifop. Si ce sentiment a sensiblement reculé parmi les classes moyennes (-12 points par rapport à 1967 parmi les employés et les professions intermédiaires) et chez les cadres supérieurs (-9 points), la baisse a été plus limitée parmi les ouvriers: -5 points à 53%, ajoute l'institut. Le Nouvel Observateur avec AFP 08.01

Avant que la confrérie des opportunistes réunis se jette sur le morceau, précisons que l'essentiel n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes, mais le contenu, l'orientation politique qu'on entend lui donner : accompagnement du capitalisme ou combat pour sa liquidation, réforme sociale ou révolution

Contre-réforme du marché du travail : partage des rôles.

Les secrétaires généraux de la CGT et de Force ouvrière (FO) ont confirmé mardi que leurs organisations ne signeraient pas un accord sur la réforme du marché du travail si le patronat maintenait ses exigences en matière de flexibilité.

A l'approche d'un ultime round de négociations, jeudi et vendredi, organisations syndicales et patronales font assaut de déclarations pessimistes.

Bernard Thibault a assuré sur RTL qu'il souhaitait un accord, à condition qu'il s'agisse de faire reculer la précarité - ce qui est un des volets de la feuille de route remise par le gouvernement aux partenaires sociaux au début de la négociation, l'automne dernier.

"La difficulté, depuis, des discussions avec le patronat c'est que nous discutons de tout sauf du recul de la précarité puisque les employeurs (...) veulent surtout faire en sorte d'avoir une main d'oeuvre plus malléable, plus précaire", a déclaré le secrétaire général de la CGT.

"Il n'y aura en tout cas pas d'approbation de la part de la CGT sur une plus grande flexibilité du marché du travail en France", a-t-il ajouté.

Interrogé par Canal+, son homologue de FO s'est montré plus pessimiste encore sur la possibilité pour les partenaires sociaux de conclure un compromis "historique", comme le leur a demandé le président François Hollande.

"Un accord historique, je n'y ai jamais cru", a déclaré Jean-Claude Mailly. "Je ne suis pas optimiste (...), en tout cas pour la signature de Force ouvrière. Il y a trop de divergences aujourd'hui entre ce que les syndicats demandent (...) et ce que souhaiterait le patronat."

"Entre ce que nous demandons - qu'il y ait plus de sécurité pour les salariés (...) - et de l'autre côté les organisations patronales, qui demandent beaucoup plus de flexibilité dans le marché du travail (...), je ne vois pas comment on va résoudre cette contradiction", a-t-il ajouté. Reuters 08.01

Les chances de compromis reposent donc sur des concessions de dernière minute du Medef, principale organisation patronale, et sur les syndicats réformistes que sont la CFE-CGC, la CFTC et, surtout, la CFDT.

Il faut au moins la signature de trois des cinq centrales syndicales engagées dans les négociations en cours pour qu'un accord soit réputé conclu et il y a peu de chances à ce stade que FO, et encore moins la CGT, sautent le pas.

"La CGT, la veille d'un congrès, a besoin de se refaire une virginité. Elle va le faire sur le dos des négociations", estime le négociateur de la CFDT, Patrick Pierron.

L'une des clefs de l'issue des négociations est l'éventuelle pénalisation des contrats de travail courts, revendication de l'ensemble des centrales syndicales mais que refusent jusqu'ici d'envisager les organisations patronales.

Après avoir jugé vendredi un accord possible, Laurence Parisot a évoqué lundi la possibilité d'un échec, dénoncé une "surenchère tout à fait inacceptable" et une ingérence "perturbatrice" du gouvernement dans les négociations.

"Cela rend les négociations plus difficiles et plus compliqués", explique l'entourage de la présidente du Medef, qui a de nouveau opposé lundi une fin de non recevoir à toute idée de modulation des cotisations patronales en fonction de la durée des contrats de travail.

Patrick Pierron estime cependant que le Medef ne pourra pas ne pas accepter, jeudi et vendredi, d'évoquer cette question qui fait au demeurant partie de la feuille de route fixée l'automne dernier par le gouvernement aux partenaires sociaux.

Dans ce document, le ministère du Travail demande à ces derniers de "trouver des leviers" pour que les contrats à durée indéterminée (CDI) redeviennent la forme normale d'embauche et évoque une "modulation des taux de cotisation" chômage.

"Il y a une explosion des contrats courts de moins d'un mois dans notre pays. Ça renforce la précarité", explique à Reuters le négociateur de la CFDT. "Le Medef sait qu'il est obligé d'en discuter parce que c'est un préalable pour toutes les organisations syndicales."

"Je n'ose imaginer que le Medef s'amuse à faire une réunion jeudi et vendredi en refusant de discuter de ce sujet, parce qu'il sait qu'alors il n'y aurait pas d'accord", ajoute-t-il. "S'il maintient la réunion c'est qu'il est prêt à en discuter."

Selon le site internet latribune.fr, l'organisation patronale pourrait proposer une sur-cotisation des contrats de moins d'un mois, hors contrats dits d'"usage", par exemple pour les travailleurs saisonniers, et d'intérim.

"Ça me paraît peu mais c'est à discuter", commente Patrick Pierron, pour qui l'un des obstacles à la conclusion d'un accord est en fait la difficulté des différentes sensibilités au sein de l'organisation patronale à s'accorder sur des concessions.

"Ça flotte beaucoup au Medef. Ils ont du mal à avoir un mandat", explique-t-il. "Est-ce que le patronat arrivera à surmonter ses difficultés internes et à avoir une approche globale ? La balle est vraiment dans le camp patronal." Reuters 08.01

Chacun aura compris que Pierron le jaune entend utiliser un élément "clé" en réalité à la marge pour signer un accord scélérat entérinant davantage de précarité pour l'ensemble des travailleurs, le Medef se prêtant volontiers au jeu.

Qu'est-ce qui va permettre à la CFDT de signer ? Le refus de la CGT et de FO de rompre avec le patronat et d'appeler dans l'unité la classe à la mobilisation contre la précarité et la remise en cause de tous nos droits, pour une augmentation générale des salaires de 30%, le smic à 1700 euros net, etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 janvier

CAUSERIE

Mercredi 14h (locale). J'ai reçu un message du serveur qui abrite le site qui refuse le fichier des causeries 2012 trop volumineux, je l'ai donc séparé en deux parties correspondant aux deux semestres de l'année.

Jeudi midi (locale)

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire.

J'ai pris contact avec un intellectuel dont j'avais mis une vidéo en ligne, et je dois rédiger si possible pour demain un article qui revient sur l'histoire du développement du capitalisme jusqu'à nos jours, ses fondements qui sont aussi ceux de la crise dans laquelle il a plongé l'humanité entière, à grands traits évidemment, mais il faut que tout se tienne si je veux que ma conclusion soit cohérente. Je ne suis pas encore totalement rétabli et je dois aussi me reposer, j'ai un peu trop tiré sur la corde ces derniers temps.

ACTUALITE EN TITRES

Comment le dire ?

Brutalement, crûment, directement...

- 52 millions : le nombre d'esclaves que compterait encore la planète - Atlantico.fr

... ou de façon enrobée.

- Plus de 50 millions de domestiques très précaires dans le monde - LePoint.fr

Si on prend pour définition de l'esclavage toute personne ne disposant pas du droit de décider librement de son destin de manière à satisfaire ses besoins et ses aspirations, cela doit concerner en vérité plus de 6,5 milliards d'habitants.

Mauvais pressentiment.

- Les parlementaires socialistes craignent le surmenage - Liberation.fr

Dictature mondiale, privée.

- États-Unis : en Arizona, des miliciens armés surveillent les écoles - LePoint.fr

- Une flotte armée privée pour lutter contre les pirates - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Devinette : quelle est sa profession ?

Le président, Barack Obama, va nommer Jacob Lew, 57 ans, dès aujourd'hui, selon plusieurs médias américains, secrétaire au Trésor, pour remplacer Timothy Geithner. Lew est l'actuel secrétaire général à la Maison Blanche et bras droit d'Obama depuis un peu moins d'un an après avoir passé quatorze mois à la tête du Bureau du budget. Il fut conseiller de Bill Clinton en 1993, et il a notamment piloté le court retour du pays aux excédents budgétaires à la fin des années 90. Liberation.fr 09.01

Réponse : homme d'affaires (Wikipédia)

Arrêtez ou je casse tout ! Impressionnant !

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a lancé un cri d'alarme mercredi contre ce qui serait à ses yeux "*une capitulation sans précédent*" si la négociation en cours sur l'emploi aboutissait à un accord sur les bases du document du patronat.

Alors que le dernier round de discussions entre patronat et syndicats doit se dérouler jeudi et vendredi, l'eurodéputé a dit sur BFMTV et RMC: "*si un accord était trouvé sur la base du document initial qui est celui du Medef, ce serait un accord historique; une capitulation du mouvement ouvrier sans précédent de toute l'histoire de la gauche*".

"*François Hollande continue à penser qu'il va mettre dans la constitution une nouveauté absolument incroyable qui va provoquer une guerre politique de première grandeur s'il s'obstine, qui est que dorénavant, un accord entre un syndicat ouvrier et un syndicat patronal serait d'un niveau supérieur à la loi et au gouvernement*", a déploré M. Mélenchon.

"*S'il fait ça, c'est la fin de la République, et nous ne le tolérerons pas*", a averti l'ancien candidat à l'Elysée . "*S'il fait ça, c'est la guerre*".

Pendant et après sa campagne électorale, François Hollande a souligné sa volonté d'"*inscrire dans la Constitution*" le dialogue social. AFP 09.01

Par "*dialogue social*" il ne faut pas entendre autre chose que la collaboration de classes antichambre du corporatisme auquel collaborent tous les syndicats, puisqu'il aboutit systématiquement à remettre en cause nos droits sociaux collectifs.

Partant de là on peut affirmer qu'il est quasiment institutionnalisé, ce qui jusqu'à présent n'a pas vraiment dérangé Mélenchon et ses semblables qui soutiennent le régime, s'ils osent s'en défendre qu'ils le prouvent en appelant les masses exploitées à s'organiser et à mener le combat politique dans la perspective de la chute du régime. Entre nous, ils en sont incapables et il n'y a rien à en attendre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Chuck Hagel, un ex-sénateur désigné comme prochain secrétaire à la Défense américain, va tenter de freiner les velléités d'Israël de lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, estiment mercredi des analystes dans la presse israélienne.

Les commentateurs israéliens soulignent que Chuck Hagel est connu pour son approche non-interventionniste en matière de politique étrangère et son opposition au recours à la force contre le programme nucléaire iranien.

"Hagel préfère que les Etats-Unis parlent directement avec l'Iran (...). Il veut éviter une guerre à tout prix", estime Nadav Eyal, dans le quotidien Maariv.

"Il ne sera pas facile à partir de maintenant d'obtenir le feu vert de Washington pour s'embarquer dans une aventure en Iran", avait estimé mardi Orly Azulai dans le quotidien populaire Yediot Aharonot.

"C'est une des raisons pour lesquelles de hauts responsables des organisations juives aux Etats-Unis ainsi que des responsables politiques israéliens de premier plan ont déployé des efforts ces dernières semaines pour empêcher la nomination de Hagel", a ajouté Orly Azulai.

"Ils ont expliqué qu'il était mauvais pour Israël en raison de son soutien au dialogue avec le Hamas et le Hezbollah, et qu'il ne pense pas que la guerre constitue la solution" pour l'Iran, a également affirmé cette commentatrice.

"Dans le gouffre qu'il a creusé avec son mépris ostensible vis-à-vis d'Obama (...), Netanyahu a peut-être facilité la nomination de Hagel", affirme le commentateur Bradley Burston dans le quotidien Haaretz, en allusion au soutien qu'aurait donné M. Netanyahu à Mitt Romney, le rival républicain du président Obama lors des dernières élections.

"C'est ainsi que le Premier ministre pourrait en fin de compte être le facteur qui a bloqué la guerre avec l'Iran", poursuit M. Burston.

En septembre dernier, M. Netanyahu avait réclamé avec insistance à la Maison Blanche d'imposer à Téhéran "*des lignes rouges claires*" à ne pas dépasser dans son programme nucléaire, en menaçant de frapper préventivement les installations atomiques iraniennes.

Il s'était heurté à un refus du président Obama qui privilégie à ce stade un durcissement des sanctions contre l'Iran. AFP 09.01

SOCIAL

1- France

1.1- Virgin Megastore a déposé le bilan.

Le groupe de distribution de produits culturels Virgin Megastore a déposé le bilan mercredi, livrant à un avenir incertain un millier de salariés, qui ont organisé des manifestations à Paris et en province.

Le tribunal de commerce de Paris se prononcera la semaine prochaine sur la procédure de redressement judiciaire et sur la nomination d'un administrateur judiciaire, a-t-on appris auprès de la direction du groupe.

Contrôlé depuis 2008 par le fonds d'investissement français Butler Capital Partners, Virgin Megastore, alors déjà en difficulté, n'est pas parvenu à redresser son chiffre d'affaires, victime de l'effondrement du marché des CD et des DVD.

A Paris, plus d'une centaine de salariés se sont réunis devant l'enseigne emblématique de la marque au logo rouge avenue des Champs-Élysées pour demander à Butler d'assumer le volet social de l'éventuel plan de licenciement à venir et réclamer une mobilisation pour le recherche d'un repreneur.

"On compte sur un repreneur pour défendre un projet moderne multicanal, (...) c'est ça l'avenir du commerce, et on est prêt à jouer cette carte-là avec un nouveau repreneur", a déclaré Guy Olharan, élu de la CGT, à Paris.

Aurélié Filippetti a également dénoncé la *"concurrence déloyale"* de distributeurs en ligne comme l'américain Amazon qui ne sont pas soumis *"à la même fiscalité que les entreprises localisées physiquement en France"*.

Plusieurs pays, dont la France, ont ouvert des enquêtes sur les pratiques d'optimisation fiscale de géants d'internet comme Google ou Amazon.

Le but de ces opérations est de minimiser le bénéfice réalisé par une filiale dans un pays à la fiscalité contraignante, pour le répercuter dans une entreprise *"mère"* siégeant dans un pays fiscalement moins gourmand.

"C'est sûr que s'il y avait une fiscalité ou une législation qui rendraient l'équité entre les deux formes de distribution, entre la physique et l'informatique, cela nous rendrait service, c'est évident", a dit Afcène Bouzit, représentant FO. Reuters 09.01

A défaut de lutter pour en finir avec le capitalisme, ils proposent d'augmenter les taxes, donc les prix de vente des CD et DVD aujourd'hui accessibles à un plus grand nombre.

1.2- Renault : augmentation du temps de travail.

Renault a proposé mercredi à ses syndicats d'allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail dans ses usines françaises afin de rendre celles-ci plus compétitives.

Le constructeur automobile, qui négocie depuis l'automne dernier un accord de compétitivité en France, aimerait aligner le temps de travail effectif de tous ses sites de production hexagonaux sur 35 heures, la durée légale du travail en France.

Le groupe a signé en 1999 et 2000 un accord sur les 35 heures, mais des accords locaux plus avantageux dans les différentes usines ont abouti à des temps de travail effectifs inférieurs. Les sites tertiaires travaillent quant à eux à peu près la durée légale.

"Ceci contribuerait à rendre les usines françaises plus attractives dans le cadre d'affectations de volumes complémentaires à ceux de Renault", a indiqué le constructeur dans un communiqué.

Le groupe voit également dans cette réforme du temps de travail une source d'économie estimée autour de 65 millions d'euros par an et un moyen de faciliter le nouveau dispositif de mobilité géographique entre ses sites qu'il espère mettre en place pour s'ajuster aux aléas de la demande. La question d'une éventuelle contrepartie salariale à un tel allongement du temps de travail sera abordée au cours d'une séance de négociations ultérieure, a précisé la porte-parole. Reuters 09.01

1.3- Augmentation du smic des fonctionnaires.

Le salaire minimum dans la fonction publique française passera à 1430,76 euros mensuel, afin d'ajuster les rémunérations de 945.000 agents publics à la hausse de 0,3% du smic intervenue au 1er janvier, a dit mercredi la porte-parole du gouvernement.

Le salaire minimum pour l'ensemble des salariés du privé n'a pas bénéficié de *"coup de pouce"* en janvier et s'élève après une augmentation *"mécanique"* à 9,43 euros bruts l'heure.

"Cette revalorisation représente pour les employeurs publics une dépense en année pleine de l'ordre de 82,2 millions d'euros", a précisé dans son compte rendu du conseil des ministres Najat Vallaud-Belkacem. Reuters 09.01

1.4- Fraude à la carte bancaire.

Selon la dernière enquête «cadre de vie et sécurité» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules», confie Christophe Souleze, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «*concernant*» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «à l'ancienne» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés... Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire».

Selon la dernière enquête «cadre de vie et sécurité» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules», confie Christophe Souleze, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «*concernant*» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «à l'ancienne» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés... Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire». lefigaro.fr 09..01

2- Portugal

Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé au Portugal, sous assistance financière, de diminuer le nombre des fonctionnaires, tout en réduisant leurs salaires et leurs retraites afin de réaliser des économies de 4 milliards d'euros, a révélé mercredi un quotidien portugais.

Ces recommandations, dévoilées par le Jornal de negocios, doivent contribuer au projet du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho, de réduire en deux ans (2013-2014) les dépenses publiques de 4 milliards d'euros grâce à une "*réforme de l'Etat*" annoncée en octobre dernier.

Le gouvernement avait alors sollicité l'expertise du FMI et de la Banque mondiale pour mettre au point cette réforme, que le Premier ministre souhaite voir précédée d'un grand débat national.

Dans son rapport, élaboré avec la Banque mondiale et la Commission européenne, le FMI recommande notamment de réduire de 20% le nombre des quelque 700.000 fonctionnaires portugais, ce qui devrait permettre d'économiser 2,7 milliards d'euros tandis qu'une diminution de 7% de leurs salaires aboutirait à des économies de 760 millions d'euros.

Ces propositions ont aussitôt provoqué un flot de critiques, en particulier des syndicats, et le gouvernement s'est empressé d'affirmer qu'il s'agissait "*de suggestions et non pas de décisions*".

"*C'est une attaque sans précédent*" contre les fonctions sociales de l'Etat, a estimé notamment Arménio Carlos, chef de la CGTP, le principal syndicat. "*Les conclusions du rapport sont absolument inacceptables*", a renchéri Joao Proença, secrétaire général de l'UGT, deuxième confédération du pays.

Le FMI propose également d'augmenter l'âge de départ à la retraite et de donner au gouvernement la possibilité de revoir le montant des pensions en fonction des nécessités budgétaires. AFP 09.01

Ce n'est pas le FMI qui récemment a claironné qu'il fallait faire une pause dans l'austérité, que trop d'austérité nuirait à la reprise ... On avait du mal comprendre, pas nous qui avions dénoncé ce discours hypocrite et trompeur.

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a fait usage de balles en caoutchouc mercredi pour disperser une manifestation d'ouvriers agricoles en grève à De Doorns, 100 km à l'est du Cap, dans la région d'où provient la plus grande partie de la production viticole.

Les forces de l'ordre ont riposté à des jets de pierres de la part de manifestants retranchés derrière des barricades de pneus enflammés, selon un correspondant de Reuters sur place.

La grève, suspendue en décembre après la mort de deux ouvriers dans des heurts avec la police, a également repris mercredi dans la province du Cap occidental, autre région viticole.

Plus de 3.000 grévistes se sont regroupés en dehors de la ville, sur la principale voie rapide. D'importantes forces de police se sont positionnées face à eux, à pied et en véhicules anti-émeute, pour leur interdire l'accès au centre-ville.

Des échauffourées ont opposé les deux groupes pendant près de deux heures.

"*Jusqu'à présent, un total de 44 personnes ont été arrêtées pour menaces et violences publiques*", a déclaré à la mi-journée le porte-parole local de la police, Andre Traut.

Les ouvriers agricoles, dont beaucoup sont des saisonniers, réclament un salaire minimum de 150 rands (13 euros) par jour. Il est actuellement de 69 rands (six euros).

D'autres incidents mineurs se sont déroulés dans la région. A Wolseley, à 60 km de De Doorns, la police a également empêché des grévistes de pénétrer en ville, a constaté l'AFP.

Les manifestants brandissaient des pancartes comparant leur situation à celle des employés noirs sous l'apartheid, le régime raciste aboli en 1994.

L'Afrique du Sud observe avec inquiétude ce conflit, qui rappelle par certains aspects les grèves sauvages des mineurs en août et septembre, qui s'étaient soldées par une soixantaine de morts, dont 34 grévistes abattus par la police à Marikana.

La grève des ouvriers agricoles a débuté en novembre. Deux personnes avaient alors été tuées dans des affrontements avec la police.

Après une trêve de plus d'un mois, le mouvement a repris ce mercredi.

Le gouvernement refuse jusqu'à présent d'intervenir, arguant du fait que la loi prévoit que le salaire minimum ne peut être relevé qu'une fois par an, et que la dernière augmentation date de mars 2012.

Le début de l'année, l'été austral, est la haute saison pour les producteurs de fruits et de vin, qui redoutent les conséquences économiques d'un conflit social dur.

Selon le syndicat régional des ouvriers agricoles, environ 40% des travailleurs ont pointé à leur poste de travail mercredi matin. Le secrétaire du syndicat, James Cornelius, a déploré cette "*faible participation*" à la grève, mais affirmé que le mouvement continuerait jusqu'à ce que les fermiers entendent les revendications de leurs ouvriers. Reuters et AFP 09.01

4- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 6% des effectifs de sa branche banque d'investissement, soit 1.600 postes, a-t-on appris mercredi d'une source proche du dossier.

Les employés seront avertis des suppressions de poste au début de la semaine, a ajouté la source, qui n'était pas autorisée à aborder publiquement le sujet.

Les postes visés sont ceux des traders, des vendeurs et des banquiers au sein de l'entité des titres institutionnels de Morgan Stanley. Reuters 09.01

ECONOMIE

UE

La succession de Jean-Claude Juncker à la tête de l'Eurogroupe semble suspendue au choix de la France qui, après avoir caressé l'espoir d'une nomination de Pierre Moscovici, doit se prononcer sur la candidature du Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, en visite mercredi à Paris.

Décryptage de source française: Paris a dû reculer car le gouvernement conservateur allemand "*ne veut pas promouvoir un socialiste français à l'approche des élections législatives en Allemagne*", prévues à l'automne. Le ministre néerlandais reste donc, pour l'instant, seul en piste. Agé de 46 ans et décrit aux Pays-Bas comme un fin stratège et un bon médiateur, deux qualités utiles pour coordonner une zone euro qui tente de s'extirper de sa pire crise, il engrange les soutiens alors qu'il n'est au gouvernement que depuis deux mois. La Finlande, mais surtout l'Allemagne, ont donné leur feu vert. Sans grande surprise, puisque Berlin, Helsinki et La Haye sont souvent alliés pour défendre des positions très orthodoxes en matière budgétaire et pour freiner certains élans de solidarité vers les pays d'Europe du Sud. Wolfgang Schäuble a adoubé Jeroen Dijsselbloem fin décembre, assurant qu'il était "*très estimé de tous et très compétent*". Le ministre irlandais Michael Noonan, dont le pays exerce la présidence semestrielle de l'Union européenne, a abondé mardi, estimant que son collègue néerlandais était "*prêt, volontaire et capable*". Tout en reconnaissant ses "*fortes chances*" de nomination, une source diplomatique européenne nuance les qualités de l'intéressé: "*s'il est choisi, ce ne sera pas tellement sur ses mérites personnels*" puisqu'il "n'est pas connu". Ses "*deux avantages*", aux yeux de cette source, sont de provenir d'un pays noté "*triple A*" par les agences financières, un gage donné à la sourcilieuse Allemagne, et d'être travailleur, de quoi plaire au gouvernement socialiste français. AFP 09.01

[Haut de page ↗](#)

Le 11 janvier

CAUSERIE

Il est 0h10 à Pondichéry. J'ai découvert par hasard hier soir un portail comportant notamment de nombreux articles sur le groupe Bilderberg et la Trilatérale dans lesquels vous trouverez des analyses très intéressantes qui recoupent souvent les nôtres, un tas de données, dont les noms des dirigeants de partis politiques français ou d'entreprises, de médias, etc. qui y participent, y compris des syndicalistes (CFDT). Je n'ai pas eu le temps de les lire, on reviendra sur ce sujet plus tard. Je rajouterai des articles dans les jours qui suivent pour compléter ce dossier.

Que faut-il penser du silence assourdissant de la totalité des partis ouvriers qui ne nous informent pas sur ce qui se trame dans notre dos, pire, qui ne tiennent pas à ébruiter la collusion qui existe entre l'oligarchie financière qui dirige le monde et le mène à la catastrophe et le PS qui est au pouvoir ? En sont-ils les complices ? Sont-ils trop lâches ou impuissants au point de préférer garder le silence ?

Sérieusement, comment voulez-vous qu'ensuite des intellectuels à l'instar de ceux des années 20-30 soient tentés de rallier l'avant-garde (révolutionnaire) du mouvement ouvrier, le socialisme, la seule alternative au capitalisme ? Camarades, reprenez-vous, réveillez-vous, de l'audace !

J'en ai contacté un hier qui est connu internationalement et dont j'avais mis une vidéo en ligne récemment, qui m'a répondu brièvement dans un premier temps J'avais prévu de rédiger un article revenant à grands traits sur la crise du capitalisme pour lui soumettre, ce que j'essaierai de faire avant lundi.

Je pars du principe qu'il n'est pas possible que les intellectuels ne parviennent pas un jour ou l'autre à la conclusion qu'il faut effectivement en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme, au-delà de toute considération théorique ou idéologique ou je ne sais quoi, mais parce que la situation à l'échelle mondiale est devenue un cauchemar permanent, et que certains d'entre eux pourraient prendre l'initiative de lancer un appel en direction des intellectuels et des travailleurs du monde entier pour se mobiliser et s'organiser dans cette perspective pour sauver l'humanité pendant qu'il en est encore temps.

La tâche s'annonce difficile du fait que le mouvement ouvrier s'est largement fourvoyé ou décrédibilisé et qu'aucun parti n'a été capable d'émerger du lot, d'avoir eu l'audace ou le courage de tenir déployé contre vent et marée l'étendard de la révolution socialiste, ce qui peut paraître paradoxale sachant que les intellectuels ont identifié le socialisme au stalinisme pendant des décennies, mais face au déchaînement de la barbarie de notre ennemi, à sa détermination à nous réduire en esclavage, ce que montre suffisamment le sort qu'il a réservé au peuple grec, les intellectuels progressistes ou qui se disent de gauche ne pourront pas éternellement refuser d'envisager une solution radicale pour extirper le mal à sa racine, les fondements du capitalisme se confondant avec les origines des inégalités, qui ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui à l'issue d'un processus historique qui est épuisé et qu'il est plus que temps de tourner la page, de libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, de s'émanciper du règne de la nécessité pour conquérir celui de la liberté chère à tous les peuples qui n'aspirent qu'à vivre en paix et en harmonie. André Breton et les surréalistes y étaient parvenus, alors pourquoi pas les meilleurs de nos intellectuels.

L'heure n'est pas au repliement sur soi ou à la défensive face à un ennemi qui recourt à la canonniers pour nous briser, il faut aller de l'avant, passer à l'offensive sur tous les fronts drapeau déployé, sinon nous serons broyés et nous ne pourrions jamais plus nous relever. On doit trouver le moyen de marcher et frapper ensemble, le destin de l'humanité en dépend. Ensuite à chacun de prendre ses responsabilités.

Il est 1h15 du matin, je charge ces articles dans le serveur du site et je vais me coucher. A tout à l'heure !

Vendredi 15h (locale)

Le saviez-vous ?

Vous avez dit complot, collusion, à côté la caractérisation d'un consensus existant entre l'UMP et le PS ou plutôt avec l'oligarchie financière qui dirige le monde vous semblera désuète, insignifiante ou ne sert qu'à camoufler une réalité qui doit échapper à la connaissance des travailleurs et des militants.

J'ai extrait des documents que j'ai mis en ligne hier soir les noms des dirigeants du PS qui ont participé aux réunions du groupe Bilderberg sous l'égide de l'oligarchie financière internationale. Je vous conseille vivement de lire attentivement ces

articles. Vous y retrouverez aussi la plupart des dirigeants de l'UMP et de l'ex-UDF, des grands patrons d'industrie et de presse, Le Monde, Le Figaro, Le Point, etc. tous ces gens-là marchent main dans la main pour appliquer la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste. Les travailleurs et la plupart des militants ignorent jusqu'à quel point tout cela est minutieusement programmé depuis 58 ans déjà. Du coup on peut leur faire croire pratiquement n'importe quoi, c'est valable sur le plan national, européen et international et cela dans absolument tous les domaines, cela touche tous les rapports qui existent dans la société.

Les plus embrigadés ou dogmatiques des militants trouveront cela déplacé ou ridicule d'apporter tant d'importance à ce genre d'organisations, Bilderberg, la Trilatérale, le CFR, etc, alors que ceux qui en sont à l'origine et les dirigent sont les mêmes qui ont donné naissance à l'ONU, à l'Otan, à l'UE, à l'euro, la BCE, au FMI, à la Banque mondiale, etc. et l'ignorer ou refuser d'en chercher la signification, c'est finalement s'interdire de comprendre dans quelle direction ils entraînent le monde, leur véritable objectif politique qui est d'instaurer un gouvernement mondial, une dictature mondiale qui échapperait à tout contrôle, au contrôle de tous les peuples. Comment peut-on prétendre combattre un ennemi dont on ignore les réelles intentions, la féroce détermination et le cynisme qui l'anime ? Comment peut-on prétendre définir une stratégie politique pour le vaincre ? Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis et leurs militants ?

Vous pourrez constater en découvrant ces faits que vous qualifierez comme il vous plaira, de complot, de conspiration, de machination, etc. sans doute écoeuré au dernier degré, mais ne vous découragez pas pour autant, qu'absolument tous les partis ouvriers les passent systématiquement sous silence, comme si nous vivions dans des régimes (plus ou moins) démocratiques ou que la marche du monde était uniquement guidée par des institutions officielles et l'ignorance des masses, alors qu'en réalité il existe au-dessus d'autres institutions qui les influencent ou guident leurs décisions, façonnent leur interprétation du monde et dont personne ou presque ne parle.

N'allez pas imaginer que je serais animé particulièrement par de mauvaises intentions et que je me livrerais gratuitement à un procès d'intention à l'égard des partis ouvriers, car vous avez pu constater par vous-mêmes pour ceux qui se connectent sur ce site depuis bientôt 7 ans, que je m'acharne inlassablement à mettre à votre disposition les informations dont je dispose, qui figurent à la portée de toute personne qui se connecte sur le Webb, qui proviennent essentiellement des médias nationaux, des agences de presse et des différents partis politique, et c'est seulement par hasard, par curiosité, que j'ai découvert l'existence de ces institutions opaques qui décident à la place des peuples souverains leur propre sort et au-delà celui de l'humanité toute entière, je ne fais ici que me livrer à un dramatique constat que chacun peut faire de son côté.

A chacun ensuite de se poser librement toutes les questions que suscitera cet état de fait que pour ma part j'estime pitoyable, en dessous de tout et le mot est faible. On vous a appelé à voter Hollande ou pour les candidats du PS en 2012, à ce moment-là vous ignoriez sans doute jusqu'à quel point ils pouvaient être corrompus, ce n'est peut-être pas la meilleure expression qui convient, qu'on vous appelait à voter ou à soutenir un parti qui est organiquement, viscéralement lié à l'oligarchie financière qui mène le monde à l'abîme. C'est assurément criminel de vous l'avoir caché.

Saltsjöbaden, Suède, 11-13 mai 1984

Jean-Pierre Chevènement Member of the National Assembly; President of CERES; Former Minister of Industry

Gleneagles, Ecosse, 25-27 avril 1986

Michel Rocard Member of Parliament (Socialist Party)

Villa D'Este, Italie; 24-26 avril 1987

Hubert Védrine Former Foreign Policy Adviser to the President

Glen Cove, New York, U.S.A., 11-13 mai 1990

Jean-Pierre Chevènement Minister of Defence

Evian-les-Bains, France, 21-24 mai 1992

Pierre Berezgouvoy Prime Minister

Pierre Morel Diplomatic Adviser, Presidency of the Republic

Michel Sapin Minister of Economy and Finance

Hubert Védrine Secretary General and Spokesman, Presidency of the Republic

Helsinki, Finlande, 2 au 5 juin 1994

Laurent Fabius Member of Parliament; Former Prime Minister; Former Chairman of Parliament

On remarquera d'emblée le nombre très élevé des participants français à la réunion d'Evian de 1992, quatre mois avant le référendum sur le Traité de Maastricht. Signe d'un certain nombre de tensions ?

La liste de 1992 fait état de la présence de deux représentants directs de l'Elysée (Pierre Morel et Hubert Védrine), plus le premier ministre Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, André Sapin et l'alors premier sous-gouverneur de la Banque de France Philippe Lagayette, directeur du cabinet de Jacques Delors en 1981-84 et devenu actuellement vice-président de la banque JP Morgan pour la région EMEA (Europe - Moyen-Orient - Afrique).

Philippe Lagayette a été également second sous-gouverneur de la Banque de France en 1984-90, directeur général de la Caisse des Dépôts et Cosignations en 1992-97 et président de JP Morgan France en 1998-2008. Il préside actuellement le conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques (IHES) :

Toronto, Canada, 30 mai - 2 juin 1996

Jospin, Lionel First Secretary of the Socialist Party; Former Ministre d'Etat

Un an plus tard il sera nommé Premier ministre. Thatcher et Schröder ont emprunté le même chemin, sans doute une simple coïncidence diront les plus naïfs.

Bruxelles, Belgique, 1-3 juin 2000

Lamy, Pascal Commissioner, European Commission

Strauss-Kahn, Dominique Former Minister of Finance; Professor, University of Paris

Stenungsund, Suède, 24-27 mai 2001

Nallet, Henri International Secretary, Socialist Party

La présence de Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn en 2000 a été suivie en 2001 de celle de l'ancien ministre et ancien conseiller de François Mitterrand Henri Nallet, vice-président du Parti des socialistes européens en 1998.

Versailles, France, 15-18 mai 2003

Lamy, Pascal Trade Commissioner, European Commission

Rottach-Egern, Allemagne, 5-8 Mai 2005

Kouchner, Bernard Director, "Santé et développement", CNAM

Lamy, Pascal President, Notre Europe; Former Commissioner, European Commission

Chantilly, Virginia, USA, 5-8 juin 2008

Jouyet, Jean-Pierre Minister of European Affairs

Valls, Manuel Member of Parliament

Vedrine, Hubert Hubert Védrine Conseil

Vouliagmeni, Grèce, 14-17 mai 2009

Lamy, Pascal Director General, World Trade Organization

S'agissant de la réunion du groupe Bilderberg en 2012.

La réunion de Bilderberg 2012 verra entre autre le passage de témoin entre Etienne Davignon et Henri de Castries à la tête du Bilderberg group, un proche de Hollande.

Je n'ai pas mentionné dans la liste ci-dessus les patrons de multinationales qui sont proches des dirigeants du PS ou font partie du PS, de même que plusieurs dirigeants d'institutions qui présentent les mêmes caractéristiques ou ont appartenu dans le passé à différents ministères sous Mitterrand ou Jospin.

Nous poursuivrons plus tard, car j'ai encore des documents à télécharger et à lire.

Un dernier mot quand même, car vous devez le savoir, c'est important.

Force est de constater la présence, parmi les participants au Bilderberg de 2012, d'un membre du Conseil National Syrien : Bassma Kodmani, porte-parole et membre du bureau exécutif du Conseil et qui a déjà réclamé publiquement une intervention militaire (<http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/...>).

J'ajoute une vidéo comme preuve à l'appui. Le Conseil National Syrien, organisation criminelle qui a le soutien de Hollande et Fabius notamment.

Le Bilderberg et la Syrie - Infowars - 5 Juin 2012

<http://www.youtube.com/watch?v=JeYrZiLOGQ0&list=PL4FD41626A8B69FCA&index=8>

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande médiatique en faveur des esclavagistes, les mêmes quoi.](#)

- Réforme du marché du travail: pourquoi la France n'a pas droit à l'échec - L'Expansion.com

- Emploi: La négociation de la dernière chance - 20minutes.fr

- Emploi : Hollande espère un accord au finish - LeParisien.fr

- Emploi: Vers un compromis sur le fil entre les syndicats et le patronat - 20minutes.fr

[Ce sera cadeau !](#)

- Le gouvernement va aider à pourvoir les emplois vacants dans l'agroalimentaire - L'Expansion.com

Les trusts de l'agroalimentaire vont bénéficier d'"emplois aidés", d'exonérations de cotisations sociales qui seront prélevées sur le budget de l'Etat, ce qui permettra d'accroître ou d'entretenir la dette de l'Etat, de payer des intérêts aux marchés financiers et ainsi de suite...

[En famille. Il n'a jamais coupé le cordon ombilical avec le PS.](#)

- Mélenchon accuse le PS de «*vouloir diviser la gauche*» - LeFigaro.fr

[Etat policier. La délinquance n'a pas d'âge !](#)

- A 5 ans, elle termine au poste de police pour n'avoir pas payé la cantine - L'Express.fr

[Mystification.](#)

La réalité vue du côté du consommateur...

- L'envolée des matières premières alourdit le panier moyen des consommateurs - AFP

- Le prix des biens de grande consommation enflé - LeFigaro.fr

... et celle de l'Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation

- Les prix alimentaires mondiaux ont baissé de 7% en 2012 - L'Expansion.com

En Inde. Ce qu'on ne vous dit pas et que vous n'apprendrez nulle part ailleurs que dans ce portail, c'est que la contre-réforme du "ration card" ou carnet de rationnement mise en oeuvre en janvier 2013, va se traduire pour chaque famille par une hausse de 30 à 50% du budget qu'elles devront consacrer désormais pour se nourrir chaque mois, donc un appauvrissement dans la même proportion, mesure réclamée par les bailleurs de fonds de l'Inde, FMI en tête.

[Ça roule pour eux !](#)

- Les Rolls ne connaissent pas la crise et battent un nouveau record de ventes - AFP

- Ventes record pour BMW en 2012, nouvelle progression visée en 2013 - AFP

- Ventes record pour Audi en 2012, grâce à l'Amérique du Nord et l'Asie - AFP

- COR-Ford double son dividende trimestriel - Reuters

[Qui peut le croire sinon les talibans... leurs alliés.](#)

- L'Afghanistan sera bientôt entièrement souverain, dit Panetta - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Marché de dupes et trahison.

Les tractations entre patronat et syndicats sur la sécurisation de l'emploi n'ont pas abouti jeudi et un ultime rendez-vous a été fixé à vendredi matin.

Le patronat espère des contreparties telles que faciliter les accords de flexibilité (travail et/ou salaires), "sécuriser" les licenciements collectifs et restructurer plus aisément.

Un geste du patronat sur cette taxation, qui figure dans la feuille de route remise aux négociateurs et les 60 engagements du candidat Hollande, et à laquelle 59% des Français sont favorables pour les CDD de moins d'un mois, rendrait possible un paraphe de la CFDT, de la CFTC et de la CFE-CGC.

Un compromis conforterait les partenaires sociaux, ainsi que le président Hollande, qui a érigé le dialogue social en méthode de gouvernement. AFP 10.01

Traduisons: un compromis pour sauver le régime qui s'appuie sur des syndicats corrompus et satisfaire les besoins des capitalistes.

Un Président "normal". République des copains et des coquins, rien de changé.

Un arrêté du 8 janvier 2013 publié jeudi au Journal officiel modifie "le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au président de la (Miviludes)", qui passe de "1.800 euros" à "4.000 euros", soit une augmentation de 122%. Le texte est cosigné par Matignon, par le ministère de la Fonction publique et par celui délégué au Budget.

Le président de la Miviludes est l'ancien député PS Serge Blisko, nommé par François Hollande en août.

Serge Blisko, député sortant de la 10e circonscription de Paris, n'avait pas été réinvesti pour les législatives de juin 2012 par le PS, son parti lui préférant l'écologiste Denis Baupin après un accord électoral avec Europe Ecologie-Les Verts. AFP 10.01

Les sujets du monarque qui ont fait preuve de discipline sont récompensés, normal.

[Un kidnapping qui vaut bien le plus grand hold-up de tous les temps après celui de la Fed](#)

La Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé jeudi le nouveau billet de 5 euros qui sera mis en circulation à partir du 2 mai dans toute la zone euro, première coupure d'une nouvelle série de billets baptisée "Europe".

L'innovation majeure est l'apparition sur les billets d'un visage, celui d'Europe, une princesse de la mythologie grecque séduite et enlevée par le dieu Zeus métamorphosé en taureau, qui a par la suite donné son nom au continent. AFP 10.01

[Pendant que toutes les 8 secondes un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.](#)

Près de la moitié de la nourriture produite chaque année dans le monde est gaspillée à cause de récoltes mal faites, de déficiences dans le stockage et le transport ou de l'irresponsabilité des distributeurs et des consommateurs.

Près de quatre milliards de tonnes de nourriture sont produites chaque année sur la planète, mais 1,2 à 2 milliards ne seront jamais consommées, dit une étude réalisée par l'Institut du génie civil, basé à Londres et parue jeudi.

L'Onu prédit l'arrivée en 2075 d'un pic de la population mondiale, à 9,5 milliards d'habitants, ce qui signifie qu'il faudra nourrir 2,5 milliards de personnes de plus. Reuters 10.01

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

1- France

Le gouvernement a annoncé la tenue fin janvier de deux réunions de concertation avec les représentants des artisans-taxis, qui ont multiplié jeudi les opérations escargot pour dénoncer une modification de la loi sur le transport des malades.

Cinq mille taxis venus au ralenti des aéroports et convergeant près de la Tour Eiffel, des kilomètres de bouchons à Marseille ou Lyon: le mouvement de protestation des taxis a provoqué de nombreux ralentissements partout en France.

Les 55.000 taxis opérant sur le territoire avaient été appelés à l'action contre des changements législatifs concernant le transport des malades et la concurrence déloyale exercée, selon eux, par des motos-taxis et les véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC), au nombre de 10.000 selon des sources syndicales.

La loi de financement de la sécurité sociale 2013 a introduit des procédures d'appels d'offres pour les transports de malades jusqu'à présent réalisés par des ambulances (37% des transports pris en charge par l'assurance maladie), des taxis conventionnés par l'assurance maladie (34.382 véhicules, 31%) ou encore des véhicules sanitaires (23%).

"Sur des appels d'offres régionaux, les artisans qui pour la plupart travaillent seuls ne seront pas en mesure de lutter face aux grands groupes qui inmanquablement casseront les prix tout en sous-traitant le transport des malades", selon Alain Griset, président de l'Union nationale des taxis (UNT).

Or, le transport des patients peut représenter jusqu'à 90% du chiffre d'affaires des taxis en zone rurale, selon la profession.

Jeudi après-midi, une délégation d'artisans-taxis a été reçue par des représentants des ministères de l'Intérieur, des Affaires sociales et de la Santé, et de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme.

"Les discussions ont permis de garantir qu'aucune décision ne sera prise sans concertation préalable avec les représentants de la profession", a indiqué à l'issue de la réunion un communiqué commun des trois ministères.

L'intersyndicale FTI 75 - CFTD - CFTC- FO -Gescop -UDTP, à laquelle se sont associées les fédérations FNTI, FNAT, FFTP et

FNDT, avait appelé à des rassemblements et opérations escargots dans de nombreuses villes, dont Paris, Marseille, Nantes, Dijon, Lyon, Bordeaux, Toulouse ou encore Montpellier. AFP 10.01

2- Grèce

Nouveau triste record pour la Grèce : le taux de chômage a atteint 26,8% contre en octobre 2012 contre 26,2% le mois précédent, a annoncé jeudi l'agence nationale des statistiques ELSTAT.

A ce niveau, le taux de chômage grec représente plus du double du taux moyen dans la zone euro, qui était de 11,8% en novembre.

L'économie grecque devrait subir une sixième année consécutive de récession en 2013.

Samaras a indiqué aujourd'hui :

- « *Nous sommes sur la bonne voie, mais nous devons surmonter les difficultés et les obstacles.* »

Tout va bien, donc. okeanews.fr 10.01

3- Afrique du Sud

Des heurts ont opposé jeudi pour la deuxième journée consécutive la police sud-africaine à des centaines d'ouvriers agricoles en grève pour leurs salaires dans la région du Cap, les forces de l'ordre tirant des balles en caoutchouc pour répondre à des jets de pierres, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les échauffourées entre les policiers et des groupes de manifestants très mobiles ont duré plusieurs heures près de la localité de De Doorns, à 140 km à l'est du Cap, sur la route nationale qui mène vers Johannesburg.

D'autres incidents ont été signalés dans deux autres localités.

Plusieurs villages des environs étaient isolés, les forces de l'ordre ayant coupé les routes.

Les grévistes ont érigé des barricades sur la chaussée et lancé des pierres sur les véhicules de police. Les forces de l'ordre, en tenue anti-émeute, ont répliqué par des tirs nourris de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

"*Il y a des batailles rangées entre la police et les grévistes, les tirs et les jets de pierre sont à l'ordre du jour dans la région*", a commenté pour l'AFP le secrétaire général du syndicat des ouvriers agricoles (Bawusa), Nosey Pieterse.

Le porte-parole de la police locale Andre Traut a résumé la situation en déclarant: "*Nous sommes totalement déployés sur la zone, et nous avons pris des mesures dans différentes sections pour maintenir la loi et l'ordre*".

Dix-huit personnes ont été arrêtées. Mercredi, la police avait procédé à 44 arrestations pour menaces et violences publiques. AFP 10.01

4- Etats-Unis

Le groupe de cartes de crédit American Express a annoncé jeudi la suppression de 5.400 emplois représentant 8,5% des effectifs actuels du groupe, qui s'élèvent à 63.500 personnes, pour "s'adapter à la révolution numérique" et alléger ses coûts, même s'il a parallèlement annoncé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu.

"*L'environnement économique reste difficile et nous avons besoin d'adapter nos activités*", "*d'alléger notre structure et de la rendre plus efficace*" pour "*réaliser tout notre potentiel*", a justifié le PDG Ken Chenault lors d'une conférence d'analystes. AFP 10.01

[Haut de page ↗](#)

Le 12 janvier

[CAUSERIE](#)

Parmi les bonnes nouvelles de la journée, hormis la liquidation du CDI et l'intervention de l'impérialisme français au Mali, la SNCF va augmenter ses prix de 2,3% le 24 janvier. En étant en Inde, donc loin du terrain, je dois adapter mon activité politique en conséquence, tout en essayant de suivre l'actualité politique et sociale en France.

Contribution politique.

Voici le courriel que je vais adresser à plusieurs associations ou organisations d'intellectuels à travers le monde à partir d'une citation extraite d'un article publié par le *Collectif « Indépendance des Chercheurs »*.

Je cite :

- *"Mais en quoi consiste cette prétendue « dette publique » ? La réalité est que trois décennies de privatisations et de délocalisations ont dépouillé l'Etat de ses ressources propres dans les pays jadis « riches ». La mondialisation planifiée des capitaux et des marchés devait nécessairement ruiner ces pays. Leurs dirigeants pouvaient-ils raisonnablement l'ignorer lorsque cette stratégie « consensuelle » a été mise en place il y a trois décennies ? Quels intérêts a servi une telle politique ?"*

Les mêmes depuis un siècle, ceux des banquiers qui dominent l'ensemble du système économique capitaliste, et qui n'ont fait qu'étendre leur emprise sur l'économie mondiale et les institutions politiques nationales et internationales.

Pourquoi ont-ils entrepris systématiquement de "ruiner ces pays" ou plutôt la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes ou couches moyennes, ce dont ils se fichent éperdument ? La réponse.

Questions.

Pourquoi ne posez-vous pas la seule question qui finalement mérite d'être posée et qui à elle seule répond à toutes les autres : toutes ces mesures n'auraient-elles pas quelque chose à voir avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste telles que Marx les a exposées dans *Le Capital* et qui n'ont jamais changé depuis l'avènement du capitalisme ?

Pourquoi vous acharnez-vous à ignorer les contradictions du système capitaliste qui génèrent ses crises et son effondrement, qu'il ne peut surmonter temporairement qu'en détruisant des masses colossales de forces productives (guerres, destruction massives d'usines ou de moyens de production flambant neufs, destruction d'infrastructures de pays ou de continent entier, ajoutons comme conséquence la paupérisation croissante, le chômage de masse, et mille autres souffrances, etc.) ?

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué le cycle du capitalisme est immuable depuis qu'il existe et ne cesse de se reproduire, autrefois selon un intervalle de 10 ans, depuis les années 70-80 tous les 5 ans environ, pour finalement arriver au stade où il est pratiquement déplacé de parler de fin de crise ou de nouvelle crise, le capitalisme étant entré dans une phase de crise permanente entraînant derrière lui l'humanité entière dans le chaos et la guerre.

Pourquoi refusez-vous de prendre en compte la baisse tendancielle du taux de profit qui va de pair avec l'accumulation du capital, la tendance inhérente au capitalisme à augmenter la part du capital constant qui entre en oeuvre dans le procès de production tandis que le capital variable (salaire) qui est la seule source de profit diminue constamment ? Elle est là et pas ailleurs l'origine de la crise actuelle du capitalisme, mieux, cela explique pourquoi l'oligarchie financière n'a pas d'autre alternative que la politique qu'elle conduit depuis plusieurs décennies.

La domination du capitalisme financier sur le capitalisme industriel ou productif ou la prise du pouvoir par l'oligarchie financière n'est pas le produit de la volonté d'une poignée de banquiers de s'enrichir davantage, puisque c'est à l'origine l'objectif de tout capitaliste, sa raison d'être, c'est l'aboutissement, le stade supérieur ou suprême du développement historique du capitalisme dans des conditions (ou rapports) et selon des lois déterminées qu'il est impossible d'ignorer sous peine de se fourvoyer à vouloir réformer le capitalisme ou lui donner un visage "humain".

Ignoreriez-vous d'où provient le profit, la plus-value, quelle est la véritable et unique source à l'origine de la création des richesses, la vente de la force de travail des travailleurs aux capitalistes, l'extorsion de la plus-value qu'ils créent au cours du procès de production, dit autrement, la part de la force de travail qu'ils dépensent et qui ne leur est pas payée, que les capitalistes leur volent, légalement ?

Nous sommes en présence d'un processus dialectique historique qui se déroule selon ses propres lois, qui parvenu à son terme entre en décomposition, atteint le stade de la putréfaction, et si on n'y met pas fin mettra gravement en danger l'existence de la civilisation humaine et notre planète ou pire encore provoquera leur disparition. Ce processus et ses lois sont liés entre eux de telle sorte qu'il est impossible d'envisager d'en modifier la composition ou le contenu sans changer sa nature.

Pourquoi ? Parce qu'ils partagent les mêmes fondements qui en sont à l'origine, l'inégalité entre les classes au profit de celle qui possède les moyens de production ou de produire les richesses et du même coup de se les accaparer, la classe des

capitalistes au sommet de laquelle se situe l'oligarchie financière qui de nos jours concentrent tout le pouvoir ou les pouvoirs économique et politique. Tandis que l'autre classe, celle des producteurs manuels et intellectuels ne possède que sa force de travail qu'elle doit vendre quotidiennement à la classe des exploiters, profiteurs, privilégiés, nantis, parasites, appelez là comme vous voudrez, pour survivre.

C'est cette inégalité fondamentale que rien ni personne ne peut justifier qui est à l'origine de ce processus et de ses lois, qui constituent les fondements du système économique capitaliste.

Soit on fait avec, on s'en accomode, on se borne à le commenter, à le dénoncer pour finalement se satisfaire de conclusions stériles qui mènent toutes à une impasse politique pendant qu'il continue tranquillement son oeuvre de destruction, soit partant du constat qui a été dressé plus haut on décide qu'il doit disparaître et on se donne les moyens politiques de le combattre, afin de retirer tout pouvoir économique et politique aux capitalistes, ce qui ne peut se concevoir ni par des réformes, ni par les urnes, donc en aucune manière par la voie institutionnelle, mais uniquement par une révolution, qui en concentrant et en exprimant les besoins et les aspirations de la majorité de la population, l'ensemble des classes exploitées, constitue l'acte démocratique le plus élevé qu'un peuple puisse réaliser sur la voie de son émancipation du règne de la servitude humaine, première étape permettant de poser les bases d'une société nouvelle, meilleure et plus juste, dans la perspective à l'échelle de l'humanité, d'un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Fin de la première partie.

Je ne suis pas un intellectuel de formation. Je n'ai pas le temps d'étayer ma démonstration avec des citations ou des références historiques, je laisse cela aux intellectuels qui le feront mieux que moi. J'essaie en quelques lignes de rassembler la substance de mes connaissances et de mettre mon expérience au service de notre cause.

Ma modeste contribution n'a pas d'autre objectif que de favoriser le questionnement sur des questions qui me paraissent essentielles, tout en proposant des réponses cohérentes en dehors de toute référence d'ordre théorique, idéologique, doctrinaire ou partisane n'ayant aucun intérêt particulier ou individuel à défendre, n'étant lié à aucune formation politique, totalement isolé à l'autre bout du monde.

Cette contribution servira aussi de réponse à ceux qui ont estimé un peu hâtivement que je m'étais fourvoyé en enfourchant la théorie du complot, sous-entendant par là que j'étais sur le point d'abandonner les conclusions théoriques et pratiques auxquelles étaient parvenus les auteurs du *Manifeste du parti communiste* et du *Capital*.

Je ne parle même pas, vous m'excuserez de parler crûment, de l'abruti qui me harcèle de courriels dans lesquels il passe son temps à me calomnier, un dénommé Coquéma, oui je donne votre nom parce que vous êtes vraiment un sale type.

Selon lui et peut-être n'est-il pas le seul dans ce cas-là, je reprendrais à mon compte la théorie foireuse de l'ultra-impérialisme de Kautsky que Lénine s'était employé à démolir dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* que je connais pratiquement par coeur, tenez, d'ailleurs depuis plusieurs mois il figure dans la page d'accueil du site à la rubrique *Défense du marxisme*, cela parce que j'aurais commis un horrible crime en divulguant devant les militants qui les ignoraient encore l'existence d'institutions opaques internationales dirigées par l'oligarchie financière occidentale, Bilderberg, Commission Trilatérale, etc. et leur objectif d'instituer à terme un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial dont d'ailleurs Bush junior et senior, Sarkozy et bien d'autres dirigeants du vieux monde ont cité publiquement à plusieurs reprises, perspective qui si elle se réaliserait confirmerait d'une certaine manière la théorie avancée par Kautsky, sans qu'ils aient été en mesure de l'étayer il faut souligner, et infirmerait celle défendue par Lénine il y a de cela près d'un siècle (1916).

A de nombreuses reprises j'ai expliqué qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, et que bien des obstacles se dressaient sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial qui signifierait une entente parfaite entre les différents impérialistes. J'ai d'ailleurs repris les mêmes arguments que Lénine quand j'ai expliqué que pour parvenir à cet objectif faudrait-il encore que les intérêts des impérialistes russes et chinois notamment coïncident avec ceux des Etats-Unis et de l'Europe et que les conditions politiques étaient loin d'être réunies pour y parvenir si c'était possible un jour.

Contrairement à des intellectuels sclérosés ou lobotomisés, je préfigure pas quelles seront les conditions économiques et politiques qui prévaudront dans un siècle ou au-delà. Chacun d'entre nous sait pertinemment que des passages entiers des oeuvres des marxistes sont dorénavant obsolètes, que certaines prévisions qu'ils avaient émises ne se sont pas réalisées parce qu'entre temps certains facteurs ou rapports se sont développés dans une direction qu'ils ne pouvaient pas entrevoir à l'époque où ils rédigeaient leurs analyses. Libre à chacun d'en tenir compte ou non, à condition toutefois de le faire honnêtement, c'est me semble-t-il la moindre des choses.

Je n'entrerai pas ici dans les détails pour n'avoir pas eu le temps d'étudier à fond cette question précisément, il est évident que l'impérialisme et la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les Etats et l'oligarchie financière ont évolué depuis un siècle, plus particulièrement depuis le début des années 70. Quelles en sont les conséquences à l'échelle mondiale sur le projet de l'oligarchie financière d'instituer une dictature mondiale ? C'est une question qu'il faut étudier sérieusement au lieu de refuser

de l'aborder ou pire de la rejeter.

Ce qui est certain c'est que la concurrence entre impérialistes, qui constitue encore un obstacle à la réalisation de ce projet, se traduit comme autrefois par des guerres à caractère coloniale pour mettre la main sur les réserves de matières premières, les énergies fossiles (pétrole et gaz), les terres agricoles, les terres rares indispensable dans l'industrie les hautes technologies.

Par contre on peut observer que la financiarisation de l'économie mondiale, le contrôle que l'oligarchie financière exerce sur les banques centrales européennes et américaines, sur les monnaies, son emprise sur les institutions internationales, sur les Etats et les gouvernements, leurs institutions nationales, sont autant d'éléments qui se sont développés à un degré jamais atteint dans le passé modifiant le rapport de forces entre les classes, conduisant à la négation de toute forme d'expression politique indépendante ou démocratique, à la confiscation du pouvoir politique au profit de la finance, condition qui n'a pu se réaliser que par la corruption quasi généralisée du mouvement ouvrier et des couches supérieures de la classe ouvrière embourgeoisées (Engels) ou plus solidement subordonnées au capitalisme, tandis que son avant-garde s'est avérée totalement incapable de trouver les moyens de doter le prolétariat d'une nouvelle direction pour s'être fourvoyée à soutenir ses partis traditionnels qui n'ont eu de cesse de le trahir depuis près d'un siècle.

On peut donc constater que la réaction sur toute la ligne qui caractérise l'époque de l'impérialisme, l'alliance de l'oligarchie financière avec l'opportunisme n'a fait que gagner du terrain au cours des dernières décennies, la mise en place de la BCE et de l'euro, ainsi que la transcription dans les législations des pays européens des directives de l'UE, l'application par tous les gouvernements ou leur soumission totale à la politique ultra libérale prônée par le FMI et la Banque Mondiale, l'OCDE, etc, en étant les témoins les plus caractéristiques que personne ne peut nier, il est indispensable de se poser la question de savoir jusqu'à quel point ce qu'il y a un siècle paraissait inimaginable ou erroné dans des conditions données ne pourraient pas finalement se réaliser, pas dans l'immédiat ni même à moyen terme pour les raisons évoquées plus haut, dès lors que le mouvement ouvrier international s'avèrerait incapable de se réorganiser sur la base du programme de la révolution socialiste internationale, sachant qu'en dernière analyse c'est la lutte des classes qui conditionnent la marche de la civilisation humaine depuis que la société est divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, qu'à la fois les rapports entre les classes en dépend ainsi que le destin de l'humanité.

Pour Lénine comme pour Trotsky, la formation de l'Union européenne était impensable ou invivable à plus ou moins long terme, or elle s'est réalisée et elle existe depuis plus d'un demi-siècle, plus longtemps que n'importe quelle institution politique internationale, parce qu'elle a bénéficié de la trahison des partis ouvriers traditionnels. Dans *Défense du marxisme* qui est un recueil de textes, Trotsky indiqua clairement en forme d'avertissement à destination du mouvement ouvrier international, que si par malheur un jour une forme de bureaucratie ou de gouvernement mondiale venait à voir le jour, il faudrait alors reléguer le socialisme au rang d'une magnifique utopie qui ne s'est pas réalisée, ce qui signifie qu'il envisageait sérieusement, certes à partir des conditions de son époque, il est donc nécessaire d'actualiser cette analyse en intégrant l'évolution de la situation mondiale depuis 1940 jusqu'à nos jours, que cette perspective et cet objectif qui coïncident avec le projet de l'oligarchie financière internationale pourraient se réaliser si certaines conditions que j'ai évoqué plus haut étaient réunies.

Donc qu'on ne vienne pas nous dire que nous aurions sorti ces conditions de nulle part et que notre analyse reposerait sur une interprétation erronée des rapports qui existent entre les différents impérialistes, et que finalement notre analyse serait contraire au marxisme.

Pour enfoncer le clou, peut-être que j'aurais pu commencer par là mais cela aurait été trop facile et sans intérêt, qu'à de multiples reprises j'ai indiqué qu'encore aujourd'hui les rapports entre les différents impérialistes étaient avant tout des rapports de forces pouvant conduire à une guerre mondiale. Donc l'analyse que je défends et qui prend en compte l'ensemble des facteurs et des rapports à l'échelle mondiale sur les plans économique, social et politique, s'inscrit en totale opposition avec la théorie de Kautsky qui prédisait au contraire une entente fraternelle entre impérialistes sans être en mesure d'expliquer comment ou dans quelles conditions elle pourrait se réaliser autrement que dans son ultra cerveau d'opportuniste.

ACTUALITE EN TITRES

[Parole de prostitués.](#)

Le Front de Gauche appelle à manifester pour le mariage homosexuel les 19 et 27 janvier - AFP

Mais il n'a pas appelé à manifester contre la remise en cause du CDI, contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas dans les trois cas le Front de Gauche soutient le gouvernement social-impérialiste.

[Parole d'un banquier du PS.](#)

- Attali : « *L'ISF reste extrêmement excessif* » - Public Sénat

La guerre du Pacifique aura-t-elle lieu ?

- La Chine envoie des avions de chasse pour "contrer" des chasseurs nippons - AFP

Pas vraiment logés à la même enseigne.

- François Pinault s'offre une maison à 16,5 millions de dollars à Los Angeles -20minutes.fr

- Hauts-de-Seine: Des familles expulsées de leur HLM à cause de leurs enfants dealers - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

A accord historique pour le patronat, défaite historique de la classe ouvrière.

Flexibilité maximum, sécurité minimum ou la précarisation de l'emploi généralisée.

Le scénario s'est déroulé exactement comme je l'avais indiqué dans une précédente causerie.

La généralisation de la précarité au travail expliqué vendredi dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de vendredi par Louis Gallois, auteur du rapport sur la compétitivité des entreprises françaises remis début novembre au gouvernement.

- "*Le marché du travail est scindé en deux. Il y a chaque année 3 millions d'embauches en CDI mais 18 millions en CDD, dont 14 millions à moins d'un mois. Des salariés cumulent 5, 10, 15 CDD dans l'année! Il faut en finir avec ce marché à deux vitesses*", affirme Louis Gallois. "*On peut imaginer d'introduire des souplesses dans le CDI et, en même temps, de sécuriser les personnes en CDD*", explique-t-il. L'Expansion.com avec AFP 11.01

En réalité seul le premier volet concernant "*des souplesses dans le CDI*" comme le réclamait à cor et à cri le patronat figure dans l'accord obtenu entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Au terme d'une journée marathon et de trois mois de négociations, syndicats et patronats ont arraché, vendredi 11 janvier, l'accord tant attendu par l'exécutif sur la sécurisation de l'emploi, destiné à offrir à la fois plus de souplesse aux entreprises et davantage de protection aux salariés.

Côté flexibilité, figurent notamment l'encadrement des accords permettant de baisser salaires et/ou temps de travail en cas de difficulté, des mesures pour faciliter et "*déjudiciariser*" les licenciements et la possibilité de restructurer sans plan social via une mobilité obligatoire.

En contrepartie, de nouveaux droits sont octroyés aux salariés et aux chômeurs: généralisation d'une complémentaire santé, limitation des temps partiels ou encore droits rechargeables à l'assurance-chômage.

(Chacun aura parfaitement compris d'une part, qu'il s'agissait dès le départ d'un marché de dupes dont les travailleurs sortiraient forcément perdant, cadre que la totalité des syndicats représentatifs ont accepté, donc légitimer au-delà de leurs déclarations respectives qui ne servent qu'à justifié leur complicité ou leur trahison vis-à-vis de leurs syndiqués ou militants, d'autre part qu'accorder plus de flexibilité au contrat de travail comme le réclamait le patronat constituait la négation de plus de sécuriser de l'emploi pour les travailleurs, puisqu'il s'agissait finalement de faciliter le recours au licenciement dans certaines entreprises, tandis que dans d'autres entreprises le temps de travail et la rémunération ne dépendraient plus des clauses contenues dans le contrat de travail qui jusque là étaient fixés à l'embauche, mais seraient variables en fonction des desiderata des employeurs et des facteurs conjoncturels auxquels leurs entreprises sont soumises, parmi lesquels on peut citer : l'état de leur stock , de leur carnet de commandes ou de la situation du marché, pourquoi pas du taux de change de l'euro, des taux d'intérêts de leur dette ou emprunts, etc. en définitive cela revient à faire fluctuer les termes du contrat de travail en fonction des besoins du marché auquel il sera désormais totalement soumis, c'est la destruction ou la négation du contrat de travail. - Note de Tardieu)

A accord historique, défaite historique de la classe ouvrière.

La France, scrutée par les agences de notation et Bruxelles, est l'un des derniers pays en Europe à engager une telle réforme.

Ce compromis conforte également le chef de l'Etat, qui a érigé le dialogue social en moteur de réformes.

Cet accord intervient cinq ans jour pour jour après celui sur la modernisation du marché du travail, à l'origine de la rupture conventionnelle, qui a mis fin depuis à plus d'un million de CDI.

Depuis l'échec de 1984, il n'y avait pas eu de nouvelle tentative de réformer en profondeur le marché du travail.

L'Union européenne réclame déjà davantage.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a encouragé vendredi la France à poursuivre ses réformes pour améliorer sa compétitivité, disant attendre *"avec impatience que le gouvernement français agisse de manière franche et déterminée"*. AFP 11.01

Les réactions des complices de cette funeste mascarade.

Hollande. *"Je tiens à rendre hommage aux organisations professionnelles de salariés et d'employeurs qui ont rendu possible ce résultat. Il constitue un succès du dialogue social"*, a déclaré François Hollande.

"Cet accord se traduira par de nouvelles avancées pour les salariés", a estimé le chef de l'Etat. Il a demandé au gouvernement de préparer *"sans délais"* un projet de loi *"afin de transcrire fidèlement"* le texte, qui doit encore recevoir l'approbation formelle des organisations dans les prochains jours.

"C'est en effet la première fois, depuis plus de trente ans, qu'une négociation de ce niveau et de cette ampleur aboutit à un accord sur le sujet essentiel pour les Français qu'est l'emploi", a-t-il ajouté.

Medef. Cet accord *"contient des dispositions qui vont changer la vie des entreprises"* et *"marque l'avènement d'une culture du compromis après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social"*, s'est félicitée Laurence Parisot, présidente du Medef.

CFDT. *"La CFDT donne un avis positif"*, c'est un *"accord ambitieux pour l'emploi et pour faire reculer la précarité"*, a estimé Patrick Pierron, à l'issue de l'ultime séance de cette négociation amorcée le 4 octobre.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a lui aussi salué *"un accord ambitieux"* estimant que l'emploi était le *"gagnant"*. (Les esclaves aussi avaient des emplois jadis et ils étaient nourris, logés, blanchis... De nos jours ils sont encore plus mal traités (Marx), quand les travailleurs ont la chance d'en avoir un, ils ne sont pas tous en mesure, de se nourrir à leur faim, de se loger et de se vêtir correctement. - Ndlr)

CFTC. *"Je donnerai un avis positif la semaine prochaine à mon bureau confédéral, la CFDT et la CFE-CGC aussi"*, a affirmé de son côté affirmé Joseph Thouvenel (CFTC).

CFE-CGC. Pour Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC), *"l'accord est équilibré"*.

CGT. *"L'accord national interprofessionnel est inacceptable de notre point de vue"*, a déclaré Agnès Le Bot (CGT).

FO. *"C'est un jour sombre pour les droits des salariés"*, a estimé Stéphane Lardy (FO) dénonçant un texte qui *"renforce la précarité"*.

Les dirigeants syndicaux se sont partagés les rôles, le sale boulot comme d'habitude... avec le Medef et le gouvernement du patronat. La CGT et FO, on pourrait ajouter SUD, ont eu des mois pour appeler dans l'unité la classe à se mobiliser pour empêcher que cet accord intervienne, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO ont disposé du même délai pour défendre le CDI et participer à cette bataille, force est de constater qu'ils ont tous déserté ce combat pour laisser le champ libre au Medef et aux syndicats jaunes.

(Source : AFP, Reuters et nouvelobs.com 11.01)

Rappel d'un internaute.

POUR

CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) soit 860.000 adhérents

CFE-CGC (Confédération Générale des Cadres) soit 130.000 adhérents

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) soit 142.000 adhérents

CONTRE :

CGT (Confédération générale du travail) soit 680.000 adhérents

FO (Force Ouvrière) soit 600.000 adhérents

Effectivement, cet accord n'a aucune légitimité, non seulement les travailleurs ne sont pas consultés, en plus ce sont des syndicats qui représentent une minorité de syndiqués qui s'apprêtent à le signer.

Dehors les troupes françaises et étrangères du Mali !

Ce ne devait pas être une opération française mais africaine. La France ne devait jouer qu'un rôle de "*facilitateur*". Pourtant, devant "*l'urgence de la situation*", font valoir les autorités françaises, Paris s'est engagé ce vendredi 11 janvier dans une intervention militaire au Mali. "*Nos forces armées ont apporté cet après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre les terroristes*", a annoncé François Hollande.

Quelles forces ? Avec quels moyens ? Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a été à peine plus précis : "*Il y a une intervention aérienne française*", a-t-il déclaré dans la soirée, en assurant que, jusqu'ici, seule la France était venue à la rescousse de l'armée malienne, incapable de résister à la poussée des djihadistes vers le sud du pays.

A peine les islamistes venaient-ils de prendre la ville de Konna, au centre du Mali, que "*les forces spéciales françaises sont arrivées dès hier soir à Sévaré, une base de l'armée malienne à 70 km au sud de Konna*", affirme un diplomate occidental joint à Bamako. "*Elles ont été rejointes cette nuit par des avions, également français*", ajoute-t-il. On les a entendus passer cette nuit au-dessus de Bamako.

Basé au Burkina Faso, à Ouagadougou, le groupe du Commandement des Opérations Spéciales (COS), avait des éléments déjà positionnés au Mali. Combien de forces spéciales se trouvent-elles à Sévaré ? "*200 ou 300*", avance prudemment le diplomate. Outre les hélicoptères du COS (Cougar, Puma, Tigre), la France dispose d'autres moyens aériens. Il pourrait s'agir de trois Mirage 2000, de deux Mirage F-1 basés à N'Djamena, et d'un drone de type Harfang basé à Niamey. Autre soutien prévu : l'unité de réaction rapide (le dispositif Guépard) a été mise en alerte ; il s'agit du 2ème REP (le régiment étranger de paras, soit 1.200 hommes, basé à Calvi). Stopper les terroristes

A en croire Laurent Fabius, "*les moyens nécessaires ont été prévus pour une opération qui durera le temps nécessaire*". Mais nécessaires pour quoi ? L'objectif immédiat est de "*stopper la progression des groupes terroristes*", martèle-t-il. Et après ? Mystère. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé jeudi soir un "*déploiement rapide*" de la force internationale prévue au Mali mais dont l'intervention n'était pas attendue avant plusieurs mois...

Loin d'être sur pied, elle ne devait venir qu'épauler une armée malienne qu'il fallait d'abord reconstruire. Au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé ce soir l'envoi immédiat des troupes sur le terrain dans le cadre de la MISMA (Force internationale de soutien au Mali), la fameuse force africaine.

"*Nous partageons l'objectif français d'empêcher des terroristes de bénéficier d'un sanctuaire dans la région*", a commenté à l'AFP Tommy Vietor, porte-parole du Conseil de sécurité nationale aux Etats-Unis.

Londres a déclaré "*soutenir la décision française*" tandis que Berlin a également défendu l'intervention française. (AFP et nouvelobs.com 11.01)

Commentaire d'un internaute

- " Normal que l'unanimité soit là. Tous font partie des mêmes clubs d'influences et sont sonorisés pour leur carrière par les mêmes lobbies qui ne sont pas Français mais très au-delà des frontières. La guerre au Mali n'est que la réorganisation progressive de l'Afrique pour mieux contrôler les populations et les ressources naturelles. Donc rien de tel qu'une bonne guerre comme en Libye pour déstabiliser le continent et ensuite justifier l'intervention de l'Occident pour "rétablir la paix" contre des islamistes" que nous contribuons directement à armer.... Plan diabolique dont les civils paient au prix fort de leur vie et d'horribles souffrances pour une poignées de technocrates cyniques et criminels planqués dans leurs bureaux à des milliers de kilomètres."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Quelque 200 personnes ont manifesté vendredi à Washington, 11 ans jour pour jour après l'arrivée des premiers détenus à la prison de Guantanamo, pour réclamer sa fermeture "*maintenant*", exhortant les Américains à "*se battre*" pour défendre la réputation de leur pays.

Le cortège, parti de la Cour suprême, la plus haute juridiction du pays qui a autorisé les prisonniers de Guantanamo à contester la légitimité de leur détention devant les tribunaux, s'est rendu jusqu'à la Maison Blanche, en passant par le Congrès.

"*Levons-nous, battons-nous*", hurlaient encore les manifestants, à l'appel de 25 organisations des droits de l'homme, en brandissant des pancartes contre la torture et les tribunaux militaires d'exception.

"*C'est une question d'humanité, nous ne pouvons laisser Guantanamo exister, car quel sera le prochain Guantanamo demain dans le monde?*", a déclaré à l'AFP Keith Butler, un manifestant du Maryland.

"*Alors que nous approchons de l'investiture, nous sommes fatigués d'entendre des excuses, des solutions doivent être trouvées*", a souligné Zeke Johnson, directeur d'Amnesty International USA sur la sécurité, devant l'édifice de la Cour suprême. "*C'est un problème de droits de l'homme, pas politique*", a-t-il dit à l'AFP

Onze ans après l'ouverture de la prison, il reste 166 détenus à Guantanamo, sur les 779 passés par ses geôles. Seuls neuf ont été condamnés ou traduits devant la justice militaire.

En comptant une trentaine de Yéménites encore enfermés et pour lesquels Barack Obama a décrété un moratoire sur leur transfert en raison de l'instabilité du pays, "*c'est plus de la moitié des détenus (86) qui ont été déclarés libérables, dont certains depuis huit ans*", a déclaré l'historien de Guantanamo Andy Worthington.

"*C'est une tache sur notre réputation*", a renchéri le colonel Morris Davis, ex-procureur de Guantanamo, qui espère un changement pour le second mandat d'Obama, lors d'une des conférences organisées autour du 11e anniversaire de la prison.

"*Les pays croient que la prison est pleine de terroristes mais ces gens ne sont pas dangereux*", a ajouté l'avocat Thomas Wilner, qui a défendu des détenus de Guantanamo à la Cour suprême. "*Certains doivent être punis mais pour la plupart d'entre eux, les libérer ne serait que justice*". AFP 11.01

2- Syrie

2.1- L'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, le secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns et le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov ont lancé vendredi un appel à une solution politique en Syrie mais ne sont parvenus à aucune avancée.

"*Nous avons une nouvelle fois souligné qu'à notre avis il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous avons insisté sur la nécessité de parvenir à une solution politique fondée sur le communiqué de Genève du 30 juin 2012*", a dit Brahimi en lisant une déclaration commune à l'issue de la réunion à Genève.

Cette nouvelle réunion était consacrée aux moyens de faire appliquer la déclaration de Genève, adoptée en juin par le Groupe de contact sur la Syrie, qui prévoit la constitution d'un gouvernement de transition sans définir le rôle du président Bachar al Assad.

"*La position américaine est claire : Assad a perdu toute légitimité et doit s'effacer pour permettre une solution politique et une transition démocratique en accord avec les aspirations du peuple syrien*", avait déclaré à Reuters avant la rencontre un membre de la délégation américaine.

Moscou avait de son côté réaffirmé que la communauté internationale ne devait pas pousser le chef de l'Etat syrien vers la sortie.

"*Seuls les Syriens eux-mêmes peuvent s'entendre sur un modèle ou sur le développement de leur pays*", a souligné Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Damas a dénoncé jeudi la "*partialité flagrante*" de Lakhdar Brahimi, qui avait estimé la veille que le président ne devait pas être associé au gouvernement de transition. Reuters 11.01

2.2- Damas a envoyé à l'Onu une lettre dans laquelle il accuse la Turquie d'avoir pillé ses usines dans la ville d'Alep, champ de bataille entre armée et rebelles, rapportent jeudi des médias internationaux, se référant au ministère syrien des Affaires étrangères.

"Un millier d'usines à Alep ont été pillées et leurs biens transférés en Turquie avec l'aide du gouvernement d'Ankara", lit-on dans le message de la diplomatie syrienne adressé au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'Organisation.

Damas a appelé le Conseil de sécurité à réagir en conséquence au pillage des richesses syriennes et exige de la Turquie qu'elle restitue les biens volés à leurs propriétaires et qu'elle s'acquitte de compensations auprès de ceux qui ont été dépouillés de leurs biens. RIA Novosti 10.01

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Honda a annoncé vendredi la suppression de 800 emplois au Royaume-Uni d'ici le printemps en raison d'une baisse de la demande européenne.

Les postes seront supprimés dans l'usine de Swindon, dans le sud de l'Angleterre, qui emploie aujourd'hui 3.500 personnes.

Honda, qui fabrique des voitures au Royaume-Uni depuis 1992, n'avait jamais supprimé d'emplois dans le pays jusqu'à présent mais explique que la demande automobile a chuté d'un million de véhicules l'an dernier, avec notamment des conditions économiques difficiles dans des pays comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce.

Selon le syndicat Unite, "ce sont en réalité plus de 1.100 emplois qui sont supprimés alors que le groupe a récemment annoncé 325 suppressions d'emplois concernant des travailleurs intérimaires" dans cette usine.

Selon les derniers chiffres de l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA), les immatriculations de voitures neuves au sein de l'Union européenne sont tombées à leur plus bas niveau depuis 1993 sur les onze premiers mois de 2012. AFP 11.01

2- Grèce

Pendant que les travailleurs grecs subissent baisse drastique des salaires ou retraites, hausse des prix, taxes et impôts depuis plus de trois ans, avec la bénédiction de Bruxelles le gouvernement et les armateurs viennent de trouver un "accord à l'amiable" sur les impôts ridiculement bas que ces derniers milliardaires devraient payer.

- La Grèce va faire payer des impôts à ses armateurs de bateaux battant pavillon étranger, une première depuis des décennies, même si le régime fiscal du secteur reste privilégié. A l'issue d'un "accord à l'amiable" entre gouvernement et armateurs, cette disposition qui réforme un régime quasi-intouché depuis 1955 figure dans le projet de loi fiscale que le parlement grec doit adopter sauf imprévu dans la nuit de vendredi, a indiqué une source du ministère.

En pratique, la Grèce percevra la différence entre la taxe forfaitaire qu'elle impose et les impôts, très peu élevés, perçus par les dispensateurs de pavillons étrangers. Les autorités grecques espèrent que cette mesure ne provoquera pas de fuite généralisée des sociétés concernées, au vu notamment de son coût relativement faible pour les nouveaux contribuables.

Le ministère vient par ailleurs de défendre le régime fiscal de ses armateurs, exonérés d'impôts sur le revenu en contrepartie de la taxe forfaitaire sur le tonnage, dans une réponse à la Commission européenne qui lui avait demandé des précisions en octobre dans le cadre d'une enquête menée à l'échelle européenne.

Ce statut fiscal privilégié, octroyé en 1953 pour reconstruire la flotte grecque après la Seconde Guerre mondiale, est présenté par Athènes comme seul à même d'assurer la compétitivité de la flotte détenue par des Grecs dans un marché d'échelle mondiale, et comme largement compensé par les revenus pour le pays générés par le secteur. l'express.fr 11.01

3- Tunisie

De nouveaux heurts ont opposé vendredi les forces de sécurité tunisiennes à des manifestants protestant contre leurs difficultés économiques à Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, ont rapporté des témoins.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des coups de feu en l'air pour disperser les protestataires, qui ont incendié notamment le commissariat et des véhicules au cours de la nuit précédente. Reuters 11.01

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot..... "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. LO. Nathalie Arthaud "dénonce cette intervention militaire".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "se prononce contre l'intervention militaire française"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appellera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi.*

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Rappel. Traîtres et jaunes.

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (...) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (...) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'aboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "*une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance*".

"*Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation*", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignorez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "*C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode*".

"*C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe*", a indiqué Michel Sapin. "*Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux.*" Reuters 12.01

Le seul fait que cette "*règle*" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "*règle*", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "*règles*" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère François Hollande?

Non, pas à court terme. (*L'Expansion*.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taïwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur rencontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police". AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 14 janvier

CAUSERIE

Avant-hier vous avez pulvérisé le record d'audience du site avec 242 connexions.

Le combat continue. Il va être âpre, la polémique va redoubler, que ceux qui ne le supportent pas aillent voir ailleurs, répétons-le pour la énième fois, personne n'est obligé de se connecter à ce portail, d'ailleurs cela m'arrangerait que les voyeuristes s'abstiennent, ils faussent les statistiques de fréquentation du site, ils polluent jusqu'ici, pas chez moi je vous rassure, je suis trop loin !

Ce n'est pas le moment de se laisser abattre. Courage, gardons le moral, armons-nous pour la suite de notre combat. Bon, ce n'est pas toujours facile, on a tous des hauts et des bas, surtout ne cédon's rien sur les principes. Notre ennemi, c'est le patronat, Hollande, le gouvernement, l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectifs, les dirigeants syndicaux, l'élite intellectuelle du régime, les institutions, l'Etat. Nos adversaires, la confrérie des opportunistes réunies, ce qui fait pas mal de monde.

J'ai établi un contact avec un ex-responsable ou dirigeant de LO. Je ne sais pas encore quelle forme pourrait prendre notre relation ou collaboration, à suivre. Je n'ai pas de nouvelles des intellectuels que j'ai contactés, une poignée seulement, pour voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre. Je vais essayer de prendre des contacts au Canada et aux Etats-Unis, le problème c'est la langue.

Bonne semaine à tous.

Et surtout si un militant vous sort la connerie suivante qu'on a entendue mille fois et qui nous a conduit où nous sommes : oui, mais la classe n'est pas défaite, patati patata, dites-lui de demander à ses dirigeants qu'est-ce que c'est que la dialectique.

L'Inde m'inspire ce matin, je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit. Vous savez, c'est comme une gangrène qui vous bouffe, quand vous y avez laissé une main, puis l'autre, et que quelqu'un vient vous dire que c'est une chance qu'elle se soit arrêtée là, vous pourrez lui répondre que pour travailler ce n'est pas très pratique et que votre vie ne sera plus jamais comme avant. Votre interlocuteur, qui aurait mieux fait de se taire baissera la tête, gêné, en se rendant compte de sa bêtise. Souhaitons lui d'en tirer un enseignement, sinon cette expérience ne lui aura servi à rien.

Il commence très fort le quinquennat du Bonaparte dégénéré.

Souvenez-vous de ce que j'avais écrit avant l'élection présidentielle ? Si Hollande était élu, le mouvement ouvrier, syndicats et partis le soutiendraient, chacun à sa manière évidemment, ils vont tout cadénasser comme en 1981, sous-entendant que ce sera pire encore que si Sarkozy était réélu...

Je n'ai pas douté un seul instant que des militants bien intentionnés à mon égard en ont profité pour dire : regardez cet abruti de Tardieu, il souhaite que Sarkozy soit réélu, c'est un contre-révolutionnaire... En aparté, depuis je suis devenu homophobe ! C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que ce seraient ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en juin 2012 qui feraient figures de suppôts du régime ou qui se seraient une nouvelle fois fourvoyés honteusement, non ?

Vous me direz que la plupart s'en foutent, ils sont fonctionnaires, l'accord pourri qui a été signé le 11 janvier ne les concerne pas directement.

Sarkozy réélu, à mon avis, il lui aurait été beaucoup plus difficile, voire impossible de faire passer un tel accord. D'ailleurs, c'est Hollande ou Parisoit qui s'est vanté en disant qu'ils attendaient ce jour béni depuis des décennies, tous les précédents Présidents ayant dû y renoncer.

Avec Mitterrand, ils ont fait passer Maastricht, la BCE, l'euro, avec Hollande, ils commencent par la liquidation du contrat de travail, c'était prévisible, non ? Apparemment non pour la cohorte d'opportunistes qui empoisonnent, emprisonnent le mouvement ouvrier.

On nous rétorquera - parce que même les faits sous les yeux nos détracteurs la ramènent, mais si Sarkozy avait été réélu, le PS se serait mobilisé pour défendre le contrat de travail, etc. Ben voyons ! Qui peut croire aujourd'hui pareille baliverne, il est gangrené par l'oligarchie financière et la franc-maçonnerie qui va avec, ses dirigeants participent aux réunions du groupe

Bilderberg dirigé par des banquiers, il faudrait peut-être arrêter de nous prendre pour des abrutis, nos adversaires nous méprisent en vérité, alors qu'avec Hollande au pouvoir et faisant directement le sale boulot les travailleurs vont se détourner du PS pour se tourner vers d'autres partis, faudrait-il encore qu'ils se soient un jour tournés vers lui, c'est une escroquerie politique que l'affirmer, dites plutôt les élus ou adhérents du PS, ben voyons, cela n'a pas été le cas après l'adoption du traité de Maastricht qui modifiait radicalement les rapports de l'Etat vis-vis de la finance et l'Union européenne, ils ont eu 20 ans pour rompre avec ce parti, pendant ces deux décennies ils ont soutenu sa politique de consensus avec l'UMP, et là soudainement par un coup de baguette magique ils pourraient rompre avec lui, apparemment en votant le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, etc. ils ont récemment prouvé exactement le contraire, nos détracteurs l'auraient-ils déjà oublié ?

D'autres nous sortirons les 3 ou 4.000 adhérents du POI qui viennent du PS. Foutaise, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie réformiste qui est caduque, obsolète, morte et enterrée, comme eux politiquement. Ils ont quitté le PS parce qu'ils ne supportaient plus sa politique social-libérale pour mieux conserver le réformisme bourgeois qui s'accommode du capitalisme, et non pour combattre véritablement le régime en place ou adhérer au socialisme, synonyme de son renversement par une révolution, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes.

Rompez avec le PS et ses satellites, rompez avec le gouvernement social-libéral-impérialiste, rompez avec les institutions de la Ve République, rompez avec le capital et ses représentants syndicaux !

Question : si vous vous souvenez, sous Sarkozy ils ont fait fissa pour lancer le mot d'ordre retrait de la contre-réforme des retraites, apparemment ils sont plus longs à la détente pour lancer celui-là : retrait de l'accord du 11 janvier qui liquide le contrat de travail et précarise l'ensemble des travailleurs du secteur privé. Encore qu'ils pourraient y venir mais sans engager toutes leurs forces dans cette bataille, à la façon des staliniens qui sont passés mettre dans cet art depuis, depuis des lustres !

Pourquoi j'affirme que c'est le contrat de travail qui est liquidé ?

Parce qu'il est vidé de sa substance, les deux éléments essentiels qui le définissent, même trois, disparaissent : quand vous êtes embauché dans une boîte, vous savez combien d'heures vous allez travailler par jour, par mois, par an, vous savez quel va être votre salaire chaque mois, vous êtes embauché à un poste précis, je sais que ces règles ont déjà subi des entailles, mais en règle générale la plupart des salariés savent à quoi s'en tenir dans ces trois domaines, or dorénavant c'est terminé, ils fluctueront, ils sont devenus aléatoires, de plus on peut vous muter du jour au lendemain du nord au sud de la France sans aucun recours, vous contestez, vous êtes viré !

C'est terrible ce qui vient de se passer, je ne sais pas si chacun en a vraiment pris conscience. C'est la raison pour laquelle je ne mâche pas mes mots, c'est terrible. Je suis exaspéré encore une fois. C'est la pire trahison depuis un siècle.

Hier matin je me suis à nouveau connecté sur les portails du POI, du NPA et de LO pour voir s'ils avaient réagi, quelle initiative ils proposaient : rien, ils répondent aux abonnés absents. J'ai consulté d'autres portails d'autres formations politiques, idem, rien. Que faut-il en conclure ? A vous de juger.

ACTUALITE EN TITRES

Qui a oublié la Côte-d'Ivoire ?

- Au Mali, la France remet l'uniforme de «gendarme de l'Afrique» - Slate.fr

En réalité, ils n'avaient même pas eu le temps de le ranger !

Effet Mali...

- France Télécom lorgne de nouveaux marchés en Afrique - Reuters

France Télécom cherche à accroître sa présence sur le marché à forte croissance de la téléphonie mobile en Afrique en lançant des services au Bénin, au Togo, au Burkina Faso et en Mauritanie. Reuters 13.01

N'oubliez pas le Mali, l'aviation française est en train de réaliser les tranchées pour passer vos câbles à coup de bombes !

Il n'y a rien à regretter.

- Bayrou: accord sur l'emploi "*positif*" et "*substantiel*" - AFP

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé dimanche que l'accord sur l'emploi conclu vendredi par les partenaires sociaux était "*positif*" et "*substantiel*", regrettant toutefois qu'il n'y ait pas eu "*de simplification du contrat de travail*". AFP 13.01

Je n'ai pas pu m'empêcher de me marrer en lisant cela : il n'est pas simplifié, il est pour ainsi dire liquidé pour le patron qui sait bien se démerder. J'en ai eu plus de 40 et j'ai été viré un nombre de fois conséquent, si cet accord pourri avait existé à l'époque, j'aurais sans doute doublé la mise... ou fini clochard !

Même plus peur !

- Sapin: un accord "*accélérateur de création d'emplois*" - AFP

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a estimé dimanche sur BFM TV que l'accord sur l'emploi conclu par les partenaires sociaux pouvait être "*un accélérateur de création d'emplois*", car il fera "*sauter la peur de l'embauche*". AFP 13.01

Le salarié n'aura même plus peur, car il sait dorénavant qu'il pourra être viré très facilement, n'importe quand, et pratiquement sans recours...

D'un coup d'Etat à un autre. L'empereur et l'impératrice, le couple de l'année !

- Medef : le coup de poker de Laurence Parisot - Leparisien.fr

La présidente du Medef, qui devait quitter son poste en juillet, veut modifier les statuts du Medef pour en garder la tête.

Il faut les comprendre...

- La SNCF augmente ses prix plus vite que l'inflation pour investir davantage - AFP

- Diamants, vins, art: des placements alléchants mais à manier avec précaution - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Points communs entre Hollande et Sarkozy : la même sale besogne au nom des mêmes intérêts, des mêmes commanditaires.](#)

L'intervention française au Mali marque une rupture dans le quinquennat de François Hollande, dont la réputation de pusillanimité a volé en éclats au moment même où, sur le front intérieur, sa méthode marquait enfin des points grâce à un accord historique sur la réforme du marché du travail.

Hollande adouber par le parti de Sarkozy

"C'est une rupture dans le quinquennat, où jusqu'alors chaque décision de François Hollande était systématiquement critiquée, délégitimée par l'opposition", souligne Frédéric Dabi, de l'institut de sondages Ifop.

... et un think-tank néoconservateur.

Pour Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, "*ceux qui critiquaient son incapacité supposée à décider en sont pour leurs frais*".

Il n'y avait que les ignares et les traîtres pour s'interroger sur les intentions de Hollande.

Le sénateur socialiste André Vallini parle des "*24 heures qui ont changé le quinquennat*", grâce à l'accord sur la réforme du marché du travail et à la "*décision jupitérienne*" d'intervenir "*fort et rapidement*" au Mali.

"Ceux qui s'interrogeaient sur la méthode Hollande devraient être rassurés", écrit-il sur son compte Twitter.

Front de gauche, POI, NPA et LO sont muets depuis le 11 janvier. Qu'ils boivent le calice de la honte jusqu'à la lie !

L'accord conclu entre patronat et syndicats et alliant plus de sécurité pour les salariés et flexibilité accrue pour les entreprises a été salué par les deux camps, qui y voient un début de cogestion à l'allemande des conditions de travail.

Le mouvement ouvrier décapité, réduit à l'impuissance à force de compromission.

L'intervention au Mali est difficilement attaquable sur le plan du droit international puisqu'elle est "*couverte*" par trois résolutions de l'Onu, un appel à l'aide d'un gouvernement légitime, ainsi que des demandes de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Union africaine.

L'opposition de droite, jusqu'au Front national, la juge légitime au nom de l'intérêt national - comme la gauche à l'époque avait soutenu Nicolas Sarkozy sur la Libye - et seuls des élus écologistes et du Front de gauche couinent. Reuters 13.01

On leur dit ? Allez-y, profitez-en, vous avez le champ libre, votre ennemi a déserté ! Il faudra peut-être attendre une situation sociale à la Grec pour que le mouvement ouvrier se recompose sur une nouvelle base, ce sera notre dernière occasion.

Rétrograde et populiste se rejoignent. Faut-il s'en étonner ?

Les opposants au mariage homosexuel ont réussi à mobiliser massivement dimanche à Paris contre cette promesse de François Hollande, à l'occasion d'un rassemblement inédit à droite sur un sujet de société depuis près de 30 ans qui n'a pas pour autant fait fléchir le gouvernement.

Entre 340.000 manifestants, selon la police, et 800.000, selon les organisateurs, ont défilé jusqu'au pied de la Tour Eiffel, à l'appel de "*La Manif pour tous*".

Il s'agit du plus grand rassemblement à droite sur un sujet de société depuis celui pour la défense de "*l'école libre*" qui avait rassemblé au moins 850.000 personnes, de source policière, à Paris en 1984.

La ministre de la Justice Christiane Taubira a toutefois écarté sur TFI l'hypothèse d'un référendum sur le sujet, rappelant qu'il serait contraire à la Constitution. La réforme concerne "*l'égalité des droits*" et "*on ne peut pas en rabattre sur cette égalité*", a réagi la ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, chargée avec Mme Taubira du projet de loi sur le mariage et l'adoption d'enfants pour les couples homosexuels. AFP 13.01

La réaction se mobilise, normal, Hollande lui en fournit l'occasion, elle exulte même après l'accord du 11 janvier et l'entrée en guerre au Mali.

- Les populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche se rejoignent, les premiers parce qu'ils défendent une institution archaïque, les seconds parce qu'ils parlent d'égalité, alors que le mariage des homosexuels ne concernerait qu'une infime minorité de la population.

Quand on avance quelque chose vaut mieux l'étayer sur des faits.

- Le pacs a été créé en 1999 pour constituer un substitut au mariage à la disposition des couples homosexuels. En 2000, première année de pleine application de la réforme, 40 % des pacs ont uni des couples gays ; en 2010, cette proportion est tombée à 4,7 % sur un total de 205.000 pacs, soit environ 9.600 personnes. Ce repère est sans doute encore excessif, car il est probable que le mariage qui engage davantage que le pacs attirera moins que ce dernier. On en a confirmation avec les chiffres enregistrés dans les pays voisins telles la Belgique ou l'Espagne qui autorisent le mariage gay depuis quelques années et qui constatent que ce type d'unions ne représente que de 2 à 3 % du total des mariages. Le bon chiffre en France pourrait donc tourner autour de 5.000 personnes par an. (Source : lesechos.fr 05.11.11)

Donc ceux qui défendent ce soi-disant droit au nom de l'égalité sont des manipulateurs ou ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire, c'est pitoyable, c'est notre époque qui veut cela. Au fait, dans leurs tracts ou articles insignifiants, il n'y figure aucun chiffre, aucune référence, vous ne l'avez pas remarqué, c'est un tort. Jusqu'où les idées de la classe dominante peuvent-elles polluer le cerveau de nos braves révolutionnaires ? Jusqu'à soutenir Hollande et le PS... Trop facile !

- Dix ans après sa création, le pacs a séduit 175.000 couples en 2009. En comparaison, 256.000 mariages ont été célébrés. Désormais, dans 95 % des cas, les pacs concernent des partenaires de sexes opposés. (francesoir.fr 23.04.10)

- En 2010, pire score depuis au moins 50 ans, seuls 235 000 mariages ont été enregistrés. (...) le PACS a atteint en 2010 le record

de 203 000 unions. Malgré une très forte baisse du nombre de PACS en 2011 (-30%). (.data-publica.com 27.08.11)

- http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF02327

2010 - mariages : 251 654 ; pacs homosexuels : 9 143 ; pacs hétérosexuels : 196 415 ; total pacs : 205 558 ; Unions entre partenaires de sexes opposés : 448 069

Le mouvement ouvrier s'est dilué ou dispersé à défendre des aspirations, des droits, des revendications de couches de plus en plus infimes de la population, le plus souvent inspirées par certaines couches de la classe dominante, qui ont conduit à créer autant de désaccords ou oppositions entre les différentes couches sociales d'exploités.

N'avez-vous pas remarqué que la mobilisation était proportionnellement plus importante quand elle concernait les droits d'une minorité, alors qu'il était difficile voir impossible de mobiliser dès qu'il s'agissait de défendre des droits collectifs ou de la majorité de la population ou des travailleurs ? Y compris en 1995, en 2003, 2004, 2010.

Cela a permis utilement de détourner l'attention des travailleurs et des militants des questions sociales et politiques qui les concernaient directement, de les diviser sur des questions secondaires jusqu'à ce qu'ils finissent par en faire des préalables pour se mettre d'accord sur les questions essentielles qui les concernaient rendant tout accord impossible. On a envie de dire : bien joué, cela a fonctionné à merveille !

Pour être plus précis, il vaudrait mieux dire que désormais ils privilégient les questions secondaires au détriment des questions primordiales, qu'on a atteint un degré de confusion sans précédent.

Qui signifie quoi et qui s'explique comment ? Qui signifie que les travailleurs recherchent des solutions à des problèmes secondaires dans le cadre du capitalisme parce qu'ils y sont totalement subordonnés, le mouvement ouvrier ne constituant plus le cadre dans lequel ou avec lequel ils chercheraient une solution à leurs problèmes, ils refusent de s'y organiser, ils s'en remettent de préférence au monde associatif subventionné par le régime, à des partis qui sont étrangers à la classe ouvrière et dont l'orientation politique les détourne un peu plus du socialisme.

Il est évident que par effet de contagion les partis qui adoptent ces marottes ou caprices de petits-bourgeois en se travestissant de la sorte, finissent par ne plus ressembler à rien à en devenir ridicules. Du coup, même les travailleurs ou les militants qui auraient pu être attirés par ces partis s'en détournent. Autour de moi ou dans mes relations en France, j'en connais plus d'un dans ce cas-là, hélas !

On finit franchement par se lasser, dans une précédente causerie j'ai exprimé ma position sur la question que nous avons abordée ici, je vous y renvoie.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot..... "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. LO. Nathalie Arthaud "dénonce cette intervention militaire".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "*se prononce contre l'intervention militaire française*"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appelera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

[Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.](#)

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi.*

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

[Rappel. Traîtres et jaunes.](#)

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (...) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (...) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'aboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance".

"Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignorez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode".

"C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe", a indiqué Michel Sapin. "Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux." Reuters 12.01

Le seul fait que cette "règle" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "règle", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "règles" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère

François Hollande?

Non, pas à court terme. (Lexpansion.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taiwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur rencontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "*au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police*". AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 15 janvier

CAUSERIE

[Une vidéo sur le trafic de drogue de la CIA](#)

Peter Dale Scott: Le Trafic de Drogue de la CIA - 2011

<http://www.youtube.com/watch?v=yGWvEGP3Uuo&list=PL18E57EEF9939D1CD>

[Les avez-vous entendu dire qu'il exigeait le retrait de l'accord scélérat du 11 janvier 2012 ? Evidemment non.](#)

Ils soutiennent tous le régime, ils sont tous vendus au capital !

Sur les portail Internet de Faire vivre le PCF ! La Riposte, le PRCF : pas un mot, pas un article depuis le 11 janvier ce lundi matin 14.

Le PG dans deux articles des 13 et 14 janvier exprime son "*regret*" en guise de condamnation de cet accord infâme: "*Le Front de gauche regrette la signature des accords sur l'emploi*".

Etant inféodé aux institutions réactionnaires de la Ve République, ils en appellent à ceux qui soutiennent cet accord "Nous appelons les députés de gauche, qui sont majoritaires, à s'opposer à ce recul incroyable des droits des salariés. Nous appelons les assemblées citoyennes et toutes les structures du Front de Gauche à interpeller leurs député-e-s et sénateur-trices de gauche. Ce texte ne doit pas passer !"

Mieux encore, ils osent encore poser la question dont nous connaissons la réponse depuis... avant le 6 mai 2012 : "C'était donc ça l'accord "historique" décrit par François Hollande dans son discours sur la compétitivité?".

La palme du cynisme et de la comédie revient aux PCF.

Trouvant "étonnant que l'exécutif se réjouisse d'un accord qui ne reflète en rien les espoirs qu'il avait semblé formuler lors de la conférence sociale", M. Dartigolles se demande si le texte gouvernemental reprendra "un accord si peu favorable à l'emploi et au monde du travail".

"Lors du débat parlementaire, les députés et sénateurs du Front de gauche avanceront des solutions concrètes ouvrant de nouveaux droits pour sécuriser l'emploi", affirme encore le porte-parole. AFP 12.01

No comment, on deviendrait vulgaire !

Suite de mardi après-midi (chez moi 16h30), midi (chez vous, midi, bonne appétit !)

On aurait bien envie de se détendre un peu et de plaisanter, mais ce serait peut-être faire preuve de mauvais goût face à l'avalanche de mauvaises nouvelles en ce début d'année, maintenant la vie continue...

Rectificatif.

J'ai rectifié aujourd'hui, j'ai parlé d'un accord signé le 11 janvier, alors qu'il avait été simplement conclu ; dans mon esprit étant scellé, il était pour ainsi dire déjà signé.

[Coup de grâce au contrat de travail. Suite.](#)

Les uns et les autres s'emploient désormais à minimiser les conséquences catastrophiques pour les travailleurs de l'accord scélérat conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Suite.

Mailly (FO) a estimé hier qu'il était seulement "profondément déséquilibré", dans ces conditions il ne faut pas attendre que les syndicats lancent une bataille unitaire et nationale pour exiger le retrait de ce texte.

Le Front de gauche (lire hier) et la soi-disant gauche du PS (lire plus loin) en appellent aux parlementaires pour améliorer ce texte. FO et la CGT leur ont emboîté le pas, normal, c'est la même boutique contre-révolutionnaire !

- FO entend intervenir auprès du gouvernement comme des élus "pour faire valoir ses positions."

"Le dossier n'est pas clos", a dit FO dans un communiqué. Reuters 14.01

De son côté la CGT y voit "une grave régression des droits sociaux des salariés", une mise à mort en réalité.

- La CGT juge qu'"il serait inconcevable que la majorité parlementaire et le gouvernement (...) entérinent dans la loi les reculs sociaux dictés par le Medef". Elle presse les pouvoirs publics de "prendre en compte le rejet de cet accord par les syndicats représentant bien plus de salariés que les syndicats potentiellement signataires."

L'agence Reuters ajoute que la CGT et Force Ouvrière ont (...) annoncé leur intention de mobiliser pour y faire échec.

On attend de voir. Mais peut-être qu'en ayant saisi le gouvernement et les parlementaires, ils estiment que leur boulot est terminé. A suivre.

[L'impartialité du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabiusou l'axe Washington-Riad-Paris-Jérusalem-Ankara-Doha-Bruxelles.](#)

- "En France, on peut appeler à armer les rebelles terroristes en Syrie, diffuser leur propagande, maquiller ou justifier leurs crimes, organiser des collectes pour leur acheter des armes et même leur recruter des combattants.

Par contre, l'expression d'une sympathie même la plus symbolique envers des rebelles réfractaires aux ordres du FMI et de l'OTAN peut vous conduire en prison.

Quinze sympathisants d'un mouvement rebelle turc de gauche (DHKP-C -Ndlr) viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel de Paris à des peines d'une sévérité inouïe. Leurs crimes : distribution de tracts et de journaux, organisation de pique-niques, de concerts et de manifestations." (*Lutte antiterroriste en France : cherchez l'erreur* - 14.01.13 - Extrait du Investig'Action, portail de Michel Collon)

L'Etat désigne comme terroristes ceux qui gênent les intérêts économiques de ses commanditaires, l'oligarchie financière qui contrôle banques, multinationales, matières premières, la création monétaire, conformément à la politique qu'elle a définie à l'abri des caméras et des micros.

Décryptage d'un bref extrait d'un article de presse.

(Islande) La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum. Reuters 14.01

- "*La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne*" exprime le point de vue des partisans de l'UE dont le journaliste de Reuters se fait le relais, il parle ici en leur nom. "*mais*" introduit une opposition, connaissant le parti pris des agences de presse, il exprime ici davantage un regret, hélas ! On compatit d'avance !

ACTUALITE EN TITRES

Tristes couples

- Bachelot et Bergé dans la rue pour le mariage gay - LeFigaro.fr
- Mariage pour tous: la droite a réussi "*son mariage avec l'extrême droite*", dit Assouline - AFP

Jusqu'au boutiste...

- Justice: «*Nous voulons devenir une institution de défense de la présomption d'innocence*» - 20minutes.fr

...pas trop quand même...

- Affaire Karachi: le parquet contre l'enquête sur Sarkozy - AFP

... ou pas du tout !

- Libération du Libanais Ibrahim Abdallah: la justice reporte sa décision - AFP

Tout fout le camp, même l'hygiène élémentaire.

- Un homme retrouvé dans les toilettes d'un hôpital... 36 heures après sa mort - 20minutes.fr -

Parole d'un expert en la matière.

- Somalie: Fabius dénonce "*l'instrumentalisation des assassinats*" - L'Express.fr

Ils vont s'emmerder !

- Mali: débat mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat - AFP

- "*Il y a l'unité nationale, elle est totalement acquise*", a assuré aussi Jean-Louis Borloo, le président du groupe de l'UDI à l'Assemblée. AFP 14.01

Quand le goût du pouvoir conduit à la dysenterie

- Medef : Laurence Parisot fait tout pour garder son trône - LePoint.fr

Etonnante interrogation

- Le FMI condamne l'austérité mais sans réhabiliter la relance : que recommandent les économistes pour sortir de la crise ? - Atlantico.fr

Ils n'ont pas compris ou plutôt ils ne veulent pas comprendre ou mieux ils feignent de ne pas comprendre au regard de la nature de ce portail, qu'il ne suffit pas qu'un gouvernement décide des mesures antisociales, faut-il encore qu'elles entrent en application ou qu'elles se traduisent dans les faits ce qui nécessite un certain temps. Pour pouvoir embaucher en masse des travailleurs à coût réduit tout en leur imposant de nouvelles conditions de travail, il faut commencer par licencier quelques millions, période difficile qui va se traduire dans l'immédiat par une baisse de la consommation et une augmentation du chômage, ce n'est qu'ensuite que les esclavagistes vont pouvoir engranger les bénéfices de cette politique.

Il ne suffit pas de prendre des mesures drastiques contre les travailleurs pour que du jour au lendemain les entreprises deviennent plus compétitives sur le marché mondial, d'ailleurs rien ne prouve qu'elles le seront davantage, de plus ce n'est peut-être pas l'objectif de ces mesures, mais plutôt une manière d'épurer le capitalisme de ses éléments les plus faibles, de renforcer les plus puissants qui réussiront généralement à s'en sortir.

Pour reprendre leur langage, la relance ne se décrète pas, c'est une question de compétitivité à l'échelle mondiale, les meilleurs l'emportent et les autres disparaissent, un point c'est tout. Rien de nouveau sous le ciel sordide du capitalisme. Les économistes : ce sont des ânes avec des oeillères !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils le revendiquent. Pourquoi le corporatisme devrait-être l'exclusivité des acteurs du "dialogue social" estime la soi-disant gauche du PS ?](#)

"Cet accord n'est pas acceptable" car "il contient de nombreuses régressions sociales que les quelques avancées ne peuvent en aucun cas justifier", qu'il "prévoit des clauses contraaires aux engagements de la gauche et du candidat à la présidentielle", et qu'il "ne peut être qualifié d'accord majoritaire", affirment dans un communiqué Emmanuel Maurel, membre du bureau national du PS, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj.

(Dire qu'Hollande aurait renié ses engagements de campagne électorale serait faux ou forcer le trait, puisqu'en réalité il s'est livré en permanence à un double langage. Ceux qui l'ont soutenu ou ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS en juin dernier, n'ont finalement retenu que la partie de son discours qui les intéressaient ou les couches particulières qu'ils représentaient pour mieux camoufler leur propre capitulation politique, leur subordination au régime. Ils se reconnaîtront, ils sont nombreux.

Affirmer que cet accord *"ne peut être qualifié d'accord majoritaire"* ne coûte rien, dès lors qu'on n'engage pas le combat pour son abrogation. Socialiste en parole, social-libéral-impérialiste dans les faits. - Ndlr)

Si *"plusieurs avancées non négligeables"* doivent être saluées, comme l'encadrement des contrats à temps partiel, l'institution de droits rechargeables à l'assurance chômage, le développement des droits à la formation ou l'extension progressive des complémentaires-santé, poursuivent-ils, *"côté régressions sociales, la liste est longue et lourde: retour des accords +compétitivité emplois+, licenciements facilités, limitation du recours au juge civil, mutations imposées facilitées."*

(Répétons-le, cela signifie purement et simplement la liquidation du contrat de travail, puisque les trois facteurs principaux (durée du travail, salaire, poste de travail) qui le définissent seront désormais aléatoires et laissés à la discrétion du patron. - Ndlr)

Selon les animateurs du mouvement Maintenant la gauche, *"le gouvernement, puis le Parlement, vont devoir s'emparer de ce texte et du sujet global de l'emploi et du marché du travail" puisqu'"il ne peut être question (...) de priver la représentation nationale de son droit de débattre et décider" sur ces "sujets essentiels"*.

(Finalement, ils veulent être associés à la sale besogne entreprise par le gouvernement social-libéral, on leur cède la place bien volontiers.

Vous aurez remarqué qu'ils ont parfaitement conscience des conséquences désastreuses de cet accord patronal pour les travailleurs. Donc ensuite qu'on n'ose pas nous sortir qu'il existerait de véritables socialistes dans ce parti pourri jusqu'à l'os. Jamais un socialiste ne pourrait cautionner une telle politique. - Ndlr)

De son côté, Guillaume Balas, secrétaire général du courant du ministre Benoît Hamon (Un Monde d'Avance), a demandé aux parlementaires de "*jouer pleinement leur rôle dans ce débat crucial autour de la sécurisation de l'emploi*". Le dialogue social, écrit-il dans un communiqué, "*ne saurait impliquer la réduction de l'espace de débat légitime de la représentation nationale, ni sa transformation en une chambre d'enregistrement du dialogue social*". Il a dit attendre "*un débat approfondi et détaillé sur cet accord, y compris en améliorant le texte si nécessaire*". AFP 14.01

(Pour assurer la stabilité et la continuité du régime, il est préférable, voire indispensable que tous les acteurs (y compris évidemment le Front de gauche) qui soutiennent la "*sécurisation*" de la précarité, de la pauvreté et du chômage montent au créneau... Si vous avez encore en tête ma causerie de la veille, vous avez ici la confirmation de ce que j'ai avancé. - Ndlr)

Faisons table rase du passé. Pourquoi faut-il abolir la Constitution et les institutions de la Ve République ?

Nicolas Sarkozy pourrait échapper à une enquête en marge de l'affaire Karachi, le parquet de Paris s'opposant à trois juges qui entendent déterminer si l'ex-chef de l'Etat s'était rendu complice d'une violation du secret de l'instruction.

En attendant que la chambre de l'instruction tranche, les magistrats vont pouvoir instruire les volets de cette affaire qui concernent l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux et l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'Etat Franck Louvrier, auxquels le parquet ne s'est pas opposé.

"*A le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République telles qu'il les tient de la Constitution*", ont estimé les magistrats dans leur ordonnance du 9 janvier, que l'AFP a pu consulter.

Réagissant à la décision du parquet de faire appel, Me Olivier Morice, avocat des familles plaignantes, s'est insurgé contre "l'obstruction" du ministère public.

"*Le parquet de Paris a toujours fait obstruction à l'avancée du dossier de l'affaire de Karachi, en particulier au rôle et à la responsabilité de Nicolas Sarkozy*", a déclaré l'avocat à l'AFP.

"*Les familles constatent que le procureur de Paris se soucie peu d'identifier les auteurs et les circonstances de la violation du secret de l'instruction*", a-t-il ajouté. AFP 14.01

En tant qu'ex-président, comme ses prédécesseurs Sarkozy incarne les institutions antidémocratiques de la Ve République. Le parquet de Paris, les magistrats comme les préfets sont nommés en conseil des ministres, ils sont les piliers et les garants de l'ordre établi.

On ne peut donc pas concevoir sérieusement de changer la société et bâtir un nouvel Etat, une République sociale sur la base des besoins et aspirations de la majorité de la population sans démolir de fond en comble la totalité des institutions en place, l'Etat des capitalistes...

Gouvernement des actionnaires du CAC40 ou quand gouvernement PS-MRC-PRG-EELV = gouvernement UMP-UDI.

Quand Hollande et le gouvernement font le sale boulot que leurs prédécesseurs leur avaient laissé... en toute connaissance de cause.

Effectivement, en multipliant les mesures antisociales et réactionnaires Sarkozy et son gouvernement savaient pertinemment qu'ils seraient sanctionnés lors des prochaines élections présidentielles et législatives.

Ils savaient également que ce serait plus facile à un président de la République et à un gouvernement soi-disant de gauche de faire ou d'achever le sale boulot qu'ils n'avaient pas pu entreprendre ou terminer, car ils bénéficieraient du support des principaux partis ouvriers ou dits de gauche ainsi que les syndicats contrôlés par des dirigeants inféodés au capital.

Oui, ainsi l'histoire se répète, c'était prévu et en quelque sorte inévitable puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France ou ne serait-ce qu'indépendant de l'Etat.

Racket de l'Etat au profit des richissimes actionnaires.

- L'Etat a ôté lundi un énorme fardeau à EDF en promettant que l'électricien national se verrait rembourser une ardoise de près de 5 milliards d'euros lié à l'essor des énergies renouvelables, via de futures augmentations de la CSPE, une taxe payée par les consommateurs.

La taxe en question, la Contribution au service public de l'électricité, sert à couvrir les charges des missions de service public d'EDF, dont celles liées au rachat à un prix bonifié de l'électricité d'origine renouvelable.

Or, avec l'envolée de la production d'électricité solaire et éolienne, les charges que la CSPE est censée couvrir ont explosé ces dernières années. Mais les gouvernements successifs ont traîné des pieds pour relever le niveau de la taxe, afin de ne pas faire flamber encore plus des factures d'électricité de plus en plus lourdes.

Augmentations à venir pour le consommateur

"Il faut préserver la capacité d'investir d'EDF, c'était absolument nécessaire que l'Etat procède à cet acte de responsabilité et de transparence", a déclaré à l'AFP la ministre de l'Energie Delphine Batho, pour qui le gouvernement a ainsi réglé un "lourd passif" légué par la droite.

Reste à préciser les conséquences pour le consommateur. Le gouvernement se contente d'indiquer que *"les augmentations à venir" de la CSPE "permettront par la suite de résorber progressivement le manque à gagner" d'EDF.*

Delphine Batho a par ailleurs indiqué que la question d'un éventuel dé plafonnement de cette taxe, dont les augmentations ont été jusqu'ici limitées à 3 euros le mégawattheure par an, comme celle d'un élargissement de son assiette de prélèvement à d'autres énergies que l'électricité, seraient abordées dans le cadre du débat national sur la transition énergétique lancé récemment.

La CSPE a été encore relevée début janvier, ce qui va gonfler les factures d'électricité de 2,5% en moyenne, soit environ 15 euros par an et par ménage.

Après la réforme des prix du gaz présentée en décembre dernier, qui va *"remettre les compteurs à zéro"* pour l'opérateur gazier GDF Suez, le gouvernement Ayrault montre en tout cas sa détermination à régler les délicats contentieux tarifaires hérités de la droite.

Cet accord ôte aussi un fardeau qui assombrissait les comptes d'EDF, et qui pesait tel une épée de Damoclès sur le cours du groupe, actuellement plombé par une conjoncture défavorable et des besoins d'investissement importants.

Les investisseurs ont d'ailleurs salué cette nouvelle, faisant bondir l'action EDF de 5,34% à 14,39 euros en fin de séance. AFP 14.01

No comment !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

1.1- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans.

"La population britannique est très déçue vis-à-vis de l'UE et les gens ont le sentiment que beaucoup trop de choses sont décidées trop loin (d'eux) à Bruxelles. Nos citoyens se demandent si l'Europe résout réellement leurs problèmes les plus immédiats et peut créer des emplois et leur assurer un bon niveau de vie", a-t-il ajouté.

"Nous voulons que l'UE fasse plus dans certains domaines, comme le marché intérieur, le numérique, l'énergie, le libre échange avec les Etats-Unis, le Japon, et d'autres parties du monde. Nous avons des idées pour l'UE et il est frustrant qu'elles ne soient pas appliquées", a-t-il encore précisé. Il a, en outre, clairement réaffirmé qu'aucun "gouvernement dont (il ferait) partie ne voudra jamais faire partie de l'euro". AFP 11.01

1.2- M. Cameron : apprenez qu'un homme politique ne fait rarement ce qu'il veut... mais ce qu'on lui 'suggère'

Certains affirment que le véritable pouvoir de l'Occident se situe en Angleterre, d'autres aux Etats-Unis. En réalité, c'est un peu plus compliqué car le pouvoir est sans patrie et nous tendons même à considérer qu'il a planifié de sacrifier ces deux forteresses illustrant un Système qui a fait la pluie et le beau temps durant tout le XX^e siècle, ainsi que durant la première décennie du nouveau siècle.

Selon des rumeurs circulant dans les milieux financiers et qui s'avèrent fondées, les politiciens dirigeants l'Angleterre sous la coupe de David Cameron, pensent à quitter l'Union européenne. Des banquiers très influents de la City partagent cette opinion.

Il y a quelques heures, l'administration Obama a clairement exprimé son point de vue sur le sujet par la voix du secrétaire américain chargé des Affaires européennes, Philip Gordon. Il est hors de question de voir l'Angleterre claquer la porte de l'Union européenne qui serait (on est surpris de l'apprendre à la lumière d'autres informations) en train de resserrer ses liens avec l'Amérique.

« *Nos liens se resserrent avec l'Union européenne en tant qu'institution. Or, celle-ci a une voix qui porte de plus en plus dans le monde, et nous voulons que la Grande-Bretagne ait une voix forte dans cette Union européenne* », a expliqué Philip Gordon lors d'un discours tenu mercredi 9 janvier à l'ambassade des Etats-Unis à Londres. Le « *monarque* » londonien David Cameron pense en tant que politicien et est tenté de faire de la question de la sortie de l'Angleterre de l'Union européenne le sujet d'un référendum. Cela lui permettrait de rester au poste qu'il occupe et semble apprécier, jusqu'en 2020.

David Cameron a-t-il compris le message et repoussera-t-il le référendum entre 2015 et 2018 ? Sans doute va-t-il rencontrer ses mentors et discuter du sujet avec quelques stars de la finance mondiale, inconnues du grand public, siégeant à Londres et membres du cartel bancaire... pour avis.

Cet avis, nous le connaissons d'avance.

Il y a déjà eu le message du Financial Times, le journal de l'establishment, publié le 8 janvier 2013. Le fondateur de Virgin, Richard Branson, suggérait au Premier ministre britannique que l'Angleterre reste au sein de l'UE et même qu'elle y prenne un rôle de leader. Peu avant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait chaudement recommandé à David Cameron de réfléchir à deux fois... Et puis, il y a le petit Tony, dont personne ne parle mais qui reste le porte-parole d'un groupe de mafieux obscurs mais ô combien puissants.

Le 28 novembre 2012, le mage Tony Blair a fait un oracle : prenant la parole devant un parterre d'initiés du Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.), l'ex Premier ministre britannique a averti David Cameron (actuel dirigeant du gouvernement d'Angleterre), que sa politique consistant à un retrait de l'Union européenne se solderait par la déconfiture du Royaume-Uni. Cela serait, a-t-il averti, « *invalidant du point de vue politique, dommageable économiquement, et énormément destructeur vis-à-vis des véritables intérêts à long terme de la Grande-Bretagne* ». Rester dans l'Union européenne est « *un élément absolument essentiel pour le maintien de notre nation en tant que puissance mondiale et économique. Ce serait une erreur monumentale que d'y tourner le dos et de perdre une position de pouvoir et d'influence cruciale pour le XXI^{ème} siècle* ».

Par conséquent, il y a de réelles chances que le référendum attende... à moins d'une crise violente qui ne semble pas pointer pour le moment... et là, le magicien Mario Draghi n'y est pas pour rien. Nous en reparlerons. Liesi 12.01

2- Grèce

2.1- Bombe incendiaire au domicile du frère du porte-parole du gouvernement grec

La police a indiqué que des incendiaires ont attaqué le domicile du frère du porte-parole du gouvernement Simos Kedikoglou avec une bombe.

Les incendiaires ont défoncé la porte avec un marteau et jeté une bombe incendiaire à l'intérieur, précisent les forces de l'ordre.

Selon la police, les occupants de la maison – le frère du porte-parole, son épouse et leur enfant de 3 ans – sont sains et saufs. Ils ont ajouté que les occupants avaient éteint le feu.

Des incendiaires avaient attaqué les domiciles de cinq éminents journalistes avant l'aube vendredi, incitant le porte-parole du gouvernement, un ancien journaliste, à condamner ces attaques. Deux petits groupes anarchistes auraient revendiqué la responsabilité de ces attaques, qui ont causé des dégâts limités et aucun blessé. okeanews.fr 13.01

2.2- Athènes : le quartier général de la Nouvelle Démocratie attaqué à la kalachnikov dans la nuit

Le bâtiment principal du parti de la Nouvelle Démocratie du premier ministre A. Samaras a été attaqué ce matin vers 2h30 par 2 hommes qui auraient utilisé des kalachnikovs. Il n'y a pas eu de blessé.

Une voiture incendiée aurait été retrouvée près du quartier général du parti : la police pense qu'elle aurait pu servir dans l'attaque.

La police scientifique a recueilli sur les lieux neuf douilles de fusils d'assaut Kalachnikov, selon la presse. Après la bombe incendiaire à la résidence du frère du porte parole du gouvernement hier, les incendies criminels dans 3 bureaux de la Nouvelle Démocratie et un bureau du PASOK avant-hier et les (petites) bombes qui ont explosé devant les domiciles de 5 journalistes en fin de semaine dernière, les actes de violence symboliques semblent s'accroître.

Selon l'AFP, cette flambée de violence semble liée aux récentes opérations de police pour déloger des squatters de bâtiments publics, provoquant de vives tensions avec le principal parti d'opposition de gauche, Syriza. Une grande manifestation a eu lieu samedi à Athènes pour protester contre les expulsions de squatters pendant le week-end.

source : enikos.gr (okeanews.fr 14.01)

2.3- Suite à un appel téléphonique anonyme indiquant qu'une bombe a été placée dans le bâtiment, la cour suprême a été évacuée ce matin.

La police enquête sur place. okeanews.fr 14.01

3- Islande

L'Islande a annoncé lundi la suspension de ses négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne, dans la perspective des élections législatives d'avril qui pourraient amener au pouvoir un gouvernement eurosceptique et interrompre le dialogue.

La coalition gouvernementale, formée des sociaux démocrates et du parti Gauche-Verte et distancée dans les sondages, a déclaré qu'aucune discussion n'allait être entamée avec l'Union sur de nouveaux chapitres. Les négociations en cours vont se poursuivre, mais aucune décision ne sera prise.

La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum.

Les sociaux-démocrates sont favorables à l'entrée dans l'Union, contrairement à la Gauche-Verte. Les deux formations ont surmonté leur divergences pour entamer les négociations en convenant que tout accord avec l'UE fasse l'objet d'un référendum.

L'opposition de centre-droit est hostile à l'entrée de l'Islande dans l'Union européenne. Reuters 14.01

4- Syrie - Mali

Comme l'Occident est bloqué par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en œuvre la politique du Grand remodelage du Moyen-Orient au service des sionistes et d'une partie des oligarchies américaines, il soutient les terroristes et mercenaires les plus fanatiques. Cette politique est aussi celle qui fut engagée dans l'attaque du régime de M. Kadhafi.

Comme l'écrivait A. Jules il y a quelques mois : « *Le Mali s'est embrasé. La France crie au scandale et dit craindre l'islamisme dans le nord malien. Or, c'est la France qui est à l'origine de la force des Touareg aujourd'hui, et d'Aqmi d'ailleurs* ». Dans un billet écrit au printemps 2011, A. Jules écrivait : « *L'arrivée massive d'armes, notamment le parachutage abscons par la France, et en violation de la résolution 1973, d'armes lourdes dans le Djebel Nafoussa, le retour de près d'un million de travailleurs migrants, auront transformé ce conflit mené par des gens sans vision, en un massacre qui se poursuivra.* » (...)

Le sieur Nicolas Sarkozy a agi comme il le fallait pour transformer le Sahel en une poudrière et ce sont les soldats français que le pouvoir expose afin de satisfaire des intérêts mafieux.

Depuis quelques décennies, les dirigeants français sont devenus les mercenaires d'une Alliance dont les troupes servent avant tout les politiques mondialistes des multinationales contrôlées par les factions dominantes du cartel bancaire. (...)

Quand on voit ce monde, la lâcheté de ses princes et leur bouffonneries à l'égard des puissants, les questions posées sont graves et les réponses... effrayantes.

Pour le Mali, voici la conclusion de notre confrère B. Lugan :

Au Mali, l'alternative est simple :

« Soit nous laissons le cours de la longue histoire reprendre son déroulé et nous admettons la réalité qui est que le Mali n'a jamais existé et que les Touaregs ne veulent plus être soumis aux Noirs du Sud. Dans ce cas, nous entérinons le fait accompli séparatiste et nous veillons à ce que les Touaregs qui auront obtenu ce qu'ils demandaient deviennent nos alliés dans le combat contre Aqmi. . »

« Soit, de concert avec les Etats de l'Ouest africain, nous intervenons militairement contre les Touaregs pour reconstituer une fiction d'Etat malien et nous jetons ces derniers dans les bras d'Aqmi avec tous les risques de contagion qu'une telle politique implique. » Liesi 14.01

5- Tunisie

Plus de 8.000 Tunisiens défenseurs d'un Etat laïque ont manifesté lundi à Tunis pour afficher leur opposition au gouvernement d'inspiration islamiste, deux ans jour pour jour après la chute du président Zine Ben Ali.

"Non à la dictature émergente", "Non à la dictature religieuse", "Ni peur, ni horreur, le pouvoir appartient au peuple", pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants.

Agitant des drapeaux rouges et blancs aux couleurs de la Tunisie, les participants ont scandé : "Dehors Ennahda" et "Où est la Constitution ? Où est la démocratie ?"

"Je me trouvais ici, exactement au même endroit il y a deux ans. Le dictateur est parti et nous avons obtenu la liberté d'expression mais nous sommes toujours confrontés à de nombreuses difficultés comme des éruptions de violences, un manque de sécurité, la persistance du chômage et le coût de la vie", a dit à Reuters la secrétaire générale du Parti républicain, Maya Jribi.

Sur cette même avenue Bourguiba, environ 2.000 partisans du gouvernement de coalition ont célébré de leur côté le deuxième anniversaire de la "révolution de jasmin".

Aucun affrontement n'a éclaté entre les deux cortèges. Des centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés.

"L'opposition tente de provoquer l'échec du gouvernement, elle refuse le dialogue et de participer à un gouvernement", a déclaré un participant au rassemblement gouvernemental, Ahmed Salhi, à Reuters. "Leur seul objectif est de ne pas voir les islamistes gouverner la Tunisie." Reuters 14.01

SOCIAL

1- France

1.1-

L'Unédic a revu à la hausse lundi ses prévisions de déficit pour 2012, à 2,7 milliards d'euros, et pour 2013 à 5 milliards, évaluant à 178.800 l'augmentation du nombre de chômeurs cette année. Au total la dette de l'assurance chômage devrait s'élever à 18,6 milliards fin 2013. L'Expansion.com 14.01

1.2 - Transcom France : liquidation.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels dans l'hexagone, a été placée jeudi en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Versailles, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT qui estime à près de 500 le nombre de salariés travaillant pour la société.

Les centres d'appels de Transcom, dont le siège est basé à Vélizy (Yvelines), sont situés à Montluçon (Allier), Raon-L'Etape (Vosges) et Soissons (Aisne).

"Depuis que Transcom a mis en place un plan restructuration en 2008, près de 1.400 emplois ont été perdus. Nous étions 2.000 répartis sur six sites, il y a quatre ans, nous ne sommes plus que 500 aujourd'hui", a affirmé à l'AFP Sandra Blaise, déléguée centrale CGT. AFP 11.01

2- Grande-Bretagne

Les magasins de la chaîne britannique d'équipements photographiques Jessops, placée mercredi sous administration judiciaire, vont fermer, ce qui entraînera la suppression de plus de 1.300 emplois, a annoncé vendredi le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC).

"Il est évident que nous ne pouvons poursuivre notre activité et en conséquence, nous avons dû prendre la décision difficile de commencer à fermer tous les 187 magasins Jessops à la fin de la journée aujourd'hui (vendredi)", a déclaré dans un communiqué Rob Hunt, l'un des responsables de PwC, chargé de l'administration de Jessops. AFP 11.01

3- Espagne

Une centaine de salariés de la compagnie aérienne Iberia ont manifesté lundi devant le siège du groupe à Madrid pour dénoncer la fusion avec la compagnie britannique British Airways et le plan de restructuration qui prévoit quelque 4.000 suppressions d'emplois chez Iberia.

"On l'appelle pillage, mais c'est bien ça", criaient les manifestants qui agitaient des pancartes "Mauvaise gestion, merci la fusion", répondant à l'appel d'une association indépendante des syndicats.

"Iberia est en train d'être démantelé au profit de British Airways" en réduisant le nombre de destinations qui vont revenir à la compagnie, dénonçait une salariée qui préférait conserver l'anonymat.

L'association propose *"l'annulation de la fusion avec BA et la recherche de partenaires plus viables"* ainsi qu'un *"autre mode de gestion qui permette le développement et le maintien de notre position stratégique, vitale pour notre pays"*

Le plan actuel prévoit outre les suppressions d'emplois, des réductions de salaire de 18% pour le personnel au sol, de 23% pour les pilotes et 28% pour les personnels navigants, ainsi qu'une diminution de la flotte d'Iberia de 25 avions.

Les syndicats proposent eux le gel des salaires jusqu'en 2015, et l'intégration de la compagnie à bas coûts Iberia Express au sein d'Iberia, ainsi que le maintien des destinations en Amérique latine.

Les syndicats avaient décidé le 10 décembre d'annuler les six jours de grève prévus avant les départs en vacances de Noël. AFP 14.01

4- Suède

SKF, numéro un mondial des roulements à billes, a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.500 emplois pour ajuster ses effectifs à la détérioration de la demande, illustrant les perspectives peu encourageantes de l'industrie européenne.

Le groupe suédois, dont les produits sont utilisés dans une large gamme de produits allant des lave-linge aux avions, est parfois présenté comme un indicateur avancé des tendances économiques en raison de l'éventail de ses débouchés.

Parmi sa clientèle, figurent les constructeurs automobiles qui traversent actuellement une des périodes les plus difficiles de leur histoire.

"La demande s'est affaiblie au cours du quatrième trimestre et nous nous attendons à ce que cela continue à ce niveau au début de l'année", a déclaré le directeur général de SKF, Tom Johnstone.

Le groupe entend réduire ses dépenses de trois milliards de couronnes (350 millions d'euros) d'ici 2015. Parmi les mesures prévues, figure une réduction de 5% de ses effectifs qui s'élèvent actuellement à 46.000 salariés.

"Ce qui est important, c'est que le groupe s'appuie sur cette période difficile sur le front de la demande pour améliorer sa rentabilité", souligne Peder Frolen, analyste de Handelsbanken Capital Markets.

Le groupe a par ailleurs annoncé que son plan d'économies incluait le transfert d'une partie de la production de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est, l'Asie et l'Amérique latine. Il prévoit également une consolidation dans d'autres segments de ses activités.

Les réductions de postes annoncées lundi se feront essentiellement via des départs à la retraite anticipés et des départs

volontaires. Reuters 14.01

ECONOMIE

1- Fed

Le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a exhorté lundi le Congrès à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis pour parer à tout risque de défaut, estimant en outre que les passes d'armes politiques sur le déficit étaient préjudiciables à la situation économique.

Il a argué que relever ce plafond légal d'endettement ne revenait pas à autoriser de nouvelles dépenses publiques. (C'est marrant, on s'en doutait ! Sociales évidemment, quant aux militaires ou policières c'est autre chose. - Ndlr)

"Relever le plafond de la dette, ce que le Congrès doit faire périodiquement, donne au gouvernement la capacité de payer ses factures en cours", a-t-il expliqué lors d'un événement.

(Celles du complexe militaro-industriel en priorité. - Ndlr)

Le secrétaire au Trésor Timothy Geithner a lui aussi exhorté le Congrès à relever le plafond d'endettement légal de 16.400 milliards de dollars, faute de quoi, le pays risquait des dommages économiques *"irréparables"*.

(La menace vient du cartel des banquiers qui détiennent la caisse, la planche à billets, l'or et finalement le pouvoir. Vous faites ce qu'on vous ordonne ou on fait monter les taux d'intérêt on spéculé contre le dollar et on fait tout péter, choisissez. Ne vous marrez pas, c'est ainsi que les choses se passent en réalité. D'ailleurs, Bernarake ne s'est pas gêné pour lancer cette menace publiquement- Ndlr)

Ben Bernanke a enfoncé le clou en déclarant lundi que *"la pire des choses que nous puissions faire serait de relever les taux d'intérêt prématurément, provoquant ainsi une récession"*. Reuters 14.01

2- Banques centrales

L'arrosage bancaire a-t-il ses limites ?

Depuis le déclenchement de la crise des subprimes, ces armes à neutron choisies par le club de richissimes mondialistes désireux de renverser l'ordre des nations pour introduire un village global morcelé en grandes régions, les banques centrales font durer les suspens avant l'étape de la mise à mort du SYSTÈME.

C'est la question du moment : pour combien de temps ?

Le graphique ci-dessus (en haut de l'écran - ndlr) illustre parfaitement le jeu orchestré par tous les clubs de banquiers qui ordonnent la politique monétaire des banques centrales des principales puissances financières de la planète. Il y a quelques jours, l'Institut de la finance internationale (IIF) affirmait que la politique de l'argent facile pourrait être en train d'atteindre son ampleur maximale. « *Le cycle de fourniture de liquidités en abondance touche à sa fin* », a estimé Hung Tran, premier directeur général adjoint de ce groupement défendant les intérêts des grandes banques de la planète, lors d'une conférence de presse à Washington. Ce dernier, faisant référence aux documents publiés par la Fed, constate que les dirigeants de la banque centrale étaient dans l'ensemble plutôt favorables à ce que cette politique cesse au plus tard d'ici à la fin de l'année.

Nous sommes dans une situation où la fête peut, certes, durer encore un peu, mais la marge de manœuvre diminue incontestablement. A la lecture de ce beau graphique, on comprend mieux pourquoi les hommes liges dirigeant les banques centrales parlent de QE illimité.

Or l'infini n'existe pas dans l'agenda mondialiste.

Il faut donc être comme le médecin au chevet du patient : guetter les signes annonciateurs de la mort clinique. En attendant, les politiques qui ne savent plus rien faire sinon obéir aux lois du Marché et à ses ukases, cherchent à briller sur le seul domaine où ils peuvent encore exercer leur petit *'pouvoir'* : celui du débat de société et de la culture. Liesi 13.01

3- Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a annoncé lundi avoir vendu plus de 100 millions de smartphones Galaxy depuis 2010, creusant son avance sur l'iPhone de son concurrent américain Apple. Le premier de la série Galaxy S phone, lancé en juin 2010, s'est écoulé à 25 millions d'unités, le Galaxy S II, lancé en avril 2011, à plus de 40 millions et le S III à 40 millions également depuis sa mise sur le marché l'an dernier.

2012 a été un tournant pour Samsung qui a assis sa domination sur le marché des téléphones portables, tous modèles confondus, avec une part de marché mondiale de 31,3% au troisième trimestre alors qu'elle n'était que de 3,3% fin 2009. Sur l'ensemble de l'année, le sud-coréen s'arroge une part de marché de 28%, contre 20% en 2011, Apple confortant sa deuxième place à 20% contre 19%, selon le cabinet d'étude IHS iSuppli. AFP 14/01

4- Chine

Le pays a dépassé depuis plusieurs années les Etats-Unis et l'Europe en terme d'immatriculations pour devenir le premier au monde. L'an dernier, elles ont atteint 19,3 millions d'unités, contre 14,49 millions aux Etats-Unis et elles devraient connaître une croissance encore soutenue cette année, selon des analystes.

La Chine pourrait à présent se hisser au premier rang mondial en terme de production. Selon les projections du cabinet spécialisé IHS Automotive, près de 20 millions de véhicules (voitures et véhicules utilitaires légers) devraient être produits sur le sol chinois en 2013, contre 18 millions en Europe en incluant la Russie et même la Turquie. Le boom de la production en Chine doit beaucoup aux groupes étrangers, qui captent environ 70% du marché national et produisent sur place via des coentreprises avec des Chinois. Les plus importants sont l'américain General Motors, l'allemand Volkswagen ou encore le japonais Nissan.

Mais les constructeurs nationaux ne sont pas en reste. Poussés par le gouvernement chinois à allier leurs forces, ils font preuve de velléités de plus en plus marquées. "*La stratégie des groupes chinois s'appuie d'abord sur la maîtrise de leur marché intérieur*", commente Laurent des Places, associé chez KPMG en France. "*Le gouvernement a une volonté ferme d'aider ces grands groupes à en prendre au moins 50%*", ajoute-t-il. GAC et son compatriote Chery, qui se classent parmi les dix premiers constructeurs chinois, ont ainsi conclu à l'automne dernier un accord pour devenir plus compétitifs.

Ils poussent aussi leurs pions à l'étranger, que ce soit en Asie du Sud-Est ou plus loin. "*Geely, Chery et Great Wall ont une stratégie offensive en matière d'exportation vers l'Iran, mais aussi l'Egypte, l'Algérie et des marchés en Amérique latine comme le Chili, qui a un accord commercial spécifique avec la Chine*", indique Namrita Chow, analyste chez IHS Global Insight à Shanghai. Le numéro un chinois, SAIC, fait de même via ses coentreprises avec VW et GM, ajoute l'analyste.

Ces constructeurs profitent du fait que les ventes automobiles dans les marchés émergents sont encore "*sous-développées et qu'ils y sont compétitifs en terme de prix et de gamme de produits*". Les groupes chinois ne disposent pas encore d'usines de production en dehors de leurs frontières, mais les choses changent. Great Wall a lancé le mouvement en s'implantant l'an dernier en Bulgarie. L'Europe de l'Est, comme le Mexique, présente l'avantage d'être ouverts aux investisseurs et de pouvoir servir de base arrière pour vendre en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, explique M. des Places.

Reste à savoir s'ils sauront séduire les automobilistes. "*Les constructeurs chinois doivent encore prouver la fiabilité de leurs véhicules*", commente Jesse Toprak du site spécialisé américain Truecar. AFP 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 16 janvier

CAUSERIE

J'ai ouvert un dossier *Mali* où vous trouverez les articles en ligne dans le portail.

J'ai reçu un courriel du M'PEP.

Il nous informe que "*Le M'PEP devient le ... M'PEP*", de *Mouvement politique d'éducation populaire* il se transforme en *Mouvement politique d'émancipation populaire*.

On a envie de leur répondre que cela nous fait une belle jambe, car on a appris qu'il venait de tenir leur congrès, et en me connectant sur leur portail je n'en ai pas trouvé trace, mais bon, j'ai peut-être mal cherché.

J'ai aussi cherché un article sur l'accord patronal intervenu le 11 janvier consacrant la liquidation du contrat de travail, là non plus je n'en ai pas trouvé trace, décidément ils doivent utiliser une encre invisible à l'écran ! Bon, ne perdons pas notre temps.

Je suis évidemment dans l'impossibilité d'intervenir sur tous les sujets d'actualité, je fais ce que je peux. Vous avez dans le portail des articles qui vous permettent de comprendre la situation. J'interviens sur certaines questions plus longuement quand j'en trouve le temps. Je me suis formé au logiciel Corel Draw dimanche dernier. Je vais reprendre mes cours de linguistique pour affiner la présentation de mes analyses, en fait j'ai presque tout oublié, je n'en ai gardé que la substance comme toujours.

La vie quotidienne en Inde comme si vous y étiez.

Une Indienne de sept ans a été violée dans les toilettes d'une école dans l'Etat touristique de Goa, provoquant des manifestations d'ampleur et l'arrestation de la directrice de l'établissement, a-t-on appris mardi de source policière. AFP 15.01

Qui a dit ?

- *"Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles."*

Réponse : David Rockefeller.

S'agissant des médias, le même constat est valable pour la France.

L'omerta a été de mise lorsque le groupe Bilderberg s'est réuni en France à Versailles en 2003. Ajoutons qu'aucun parti ouvrier n'a relayé cette information.

Car voyez-vous quand quelque 120 ou 140 parmi les personnalités les plus puissantes ou les plus influentes du monde de la finance, des entreprises et des médias et des Etats ou chefs de parti politique se réunissent à huis clos sous protection policière et militaire pendant plusieurs jours, dans un endroit tenu secret jusqu'à la veille de leur conciliabule pour débattre du sort de l'humanité, cela n'intéresse personne ou ne doit concerner ni vous ni moi, cela ne vaut même pas la peine qu'on se demande qu'est-ce qu'ils peuvent bien avoir à se dire de si important pour que rien ne filtre à l'extérieur de ces réunions depuis 1954.

Peut importe également que des dirigeants ou des élus parfois de second plan ou pratiquement inconnu de certains partis qui y ont participé se retrouvent propulsés Chancelier, Premier ministre ou Président au cours des trois années suivantes. Peu importe aussi qu'il figure à leur programme la préparation des prochaines guerres, programme qui sera ensuite adopté par l'ONU ou d'autres instances internationales comme l'Union européenne, puis légitimer par les chefs d'Etat qui les soutiendront.

En fait, peu importe qui gouverne le monde, peu importe comment il fonctionne, peu importe quels sont les rapports qui existent entre l'oligarchie financière flanquée d'une élite d'intellectuels ultra conservateurs, bref, peu importe dans quelle direction se dirige l'humanité.

Sans blaguer le moins du monde, ce sont ceux qui prétendent lutter pour le socialisme, contre le capitalisme et l'ignorance des masses sur laquelle sa pérennité repose en grande partie, qui tiennent ce discours ou plutôt qui adoptent cette attitude puisqu'ils se terrent dans un silence insupportable à nos yeux.

David Rockefeller a reconnu lui-même que la divulgation de leur plan machiavélique aurait entravé sa réalisation, ce qui signifie que ceux qui ont gardé le silence s'en sont faits volontairement les complices. Depuis plus d'un demi-siècle. Ils ne pouvaient pas à la fois s'attaquer véritablement à l'oligarchie financière et défendre les intérêts de leur misérable boutique, leurs appareils.

Ce n'est pas la seule explication, mais ne cherchez pas plus loin pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, vous avez là la réponse.

Parole d'internaute

(Suite à un article du Monde : *La défiance des Français envers la politique atteint un niveau record*, sur la base d'un sondage (Cevipof) et la comparaison des réponses entre 2009 et 2012. L'article est en ligne dans la rubrique politique)

- *"Une source d'étonnement : en trois ans selon les graphiques présentés, les Français auraient tourné à droite et pourtant ils viennent d'élire un président et une assemblée nationale de gauche"*

Continuez, qu'est-ce que cela signifie ? Votre perception ne reflète qu'une partie de la réalité, elle est faussée du fait que les institutions (ou leur fonctionnement) auxquelles il est fait référence dans ce sondage ne reflètent pas le véritable état d'esprit de

la population, encore moins prendre en compte leurs intérêts, elles ne lui permettent pas de l'exprimer puisque tous les partis qui participent aux institutions sont inféodées au capital.

Cela signifie que les "*Français*" sont majoritairement opposés à l'idéologie antisociale et réactionnaire que véhicule la droite, ils savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, sans savoir ce qu'ils veulent vraiment et de quelle manière y parvenir, ce qui explique qu'ils se tournent vers la droite puis vers ce qu'on leur présente comme la gauche, puis inversement et ainsi de suite, sans forcément avoir des illusions dans les uns ou les autres d'ailleurs.

En procédant de la sorte, il est parfaitement clair qu'ils ont intégré ou pris conscience que finalement la politique mise en oeuvre par la droite ou la gauche est finalement la même.

On sera d'accord que pour entrevoir une solution satisfaisante à un problème, faut-il encore être en mesure de le poser correctement ou de se poser les bonnes questions. C'est élémentaire, certes, mais voyez-vous cela échappe parfois aussi aux esprits les plus brillants.

Ce ne sont pas des illusions dans les institutions ou les partis qui y participent qui s'expriment ici, mais avant tout l'incompréhension du fonctionnement de la société, les rapports sur lesquels elle repose, et donc l'impossibilité d'entrevoir une issue politique qui constituerait une rupture avec ce fonctionnement et ces rapports qui reflèterait fidèlement leur état d'esprit, leurs besoins et aspirations.

Une fois ce constat établi, les masses exploitées se trouvent dans l'impossibilité de se tourner vers le ou les seuls partis qui incarneraient ou pourraient incarner cette issue politique, soit qu'elles en ignorent l'existence, soit que ces partis ne leur inspirent pas plus confiance que les partis institutionnels, puisque finalement aucun ne fait l'effort de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société.

Pourquoi ? Parce que ces partis rejettent ce constat. Pour eux le problème ne vient du fait que les travailleurs ne comprennent pas comment fonctionne la société, mais parce qu'ils auraient encore des illusions dans le PS et ses satellites et au-delà dans le Front de gauche, et également dans les institutions. De ce fait ces partis (POI, NPA, LO) ne leur sont d'aucune utilité ou ne leur inspirent pas davantage confiance, sauf ponctuellement pour livrer une bataille, et encore, quand ils ne les considèrent pas plus ou moins consciemment liés aux partis institutionnels.

Ces partis refusent d'intégrer dans leurs analyses et stratégies le fait que les travailleurs ont déjà derrière eux une très longue expérience du PS et PCF et leurs satellites respectifs, de la même manière qu'ils ont été incapables d'intégrer les profondes transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et plus particulièrement lors des trois dernières décennies, ils en sont encore à une conception de la lutte des classes du début du XXe siècle ou plus loin en arrière encore.

Ayant toujours refusé de se tourner résolument vers la classe ouvrière pour en faire la base de leur parti, au fil du temps ils sont devenus en grande partie étrangers à la classe ouvrière et ses préoccupations, pour finalement se retrouver en total décalage par rapport à la manière dont le prolétariat vit aujourd'hui en régime capitaliste et l'idée qu'il s'en fait.

Dans leurs discours, ils en sont encore à s'acharner à vouloir convaincre du bien-fondé de leurs analyses, alors que les travailleurs veulent avant tout qu'on les aide à comprendre par eux-mêmes la situation et la société puisqu'ils disposent désormais d'un niveau d'instruction et d'une multitude de moyens d'informations leur permettant de se forger eux-mêmes leurs propres idées, refusant qu'on leur dicte un point de vue ou voyant d'un oeil soupçonneux toute entreprise qui revient à leur mâcher le travail. Maintenant que dans la jungle des informations mises à leur disposition il leur soit difficile, voire impossible de s'y retrouver est une autre question, cela ne contredit pas ce qui vient d'être dit, au contraire, cela en confirme le bien-fondé.

Ce genre de discours ne correspondant pas à ce que les travailleurs attendent, ces partis en sont réduits de plus en plus à commenter l'actualité à la façon des chroniqueurs bourgeois, reproduisant des articles ou des extraits d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux sans fournir le moindre élément supplémentaire permettant de comprendre quoi que ce soit au-delà des éléments fournis par les auteurs de ces articles. Sinon ils fabriquent des articles à partir de citations extraits d'articles de presse, ce qui donne l'impression trompeuse qu'ils réalisent un vrai travail de création ou de réflexion, alors qu'en réalité ils ne font que de la copie, car n'y figure aucune conclusion qui pourrait servir d'enseignement.

Et quand ils prétendent expliquer quelque chose aux travailleurs, en réalité ils ne font qu'exposer leur politique à laquelle leurs interlocuteurs sont appelés à adhérer les yeux fermés, puisque avec les éléments qu'ils leur fournissent il leur est totalement impossible de comprendre sur quelle analyse elle repose vraiment ou comment ils ont construit leur raisonnement, de telle sorte qu'il est impossible à leurs interlocuteurs d'en identifier les différentes étapes, de reproduire eux-mêmes ce raisonnement pour le confirmer ou l'infirmer, ce qui de notre point de vue est intolérable pour les raisons que je vous laisse deviner.

Quant à leurs discours en direction des militants du mouvement ouvrier, de leurs dirigeants, de l'élite intellectuelle, ils sortent du même tonneau, c'est pire encore, car s'y ajoute une grande part de non-dits, de dogmatisme, nécessitant une grande expérience,

une attention soutenue, une connaissance approfondie de l'histoire du mouvement ouvrier et la de leur en particulier, pour comprendre leurs véritable intentions, où ils veulent vraiment en venir, quel en était l'objectif, exercice qui lassera plus d'un militant ou le laissera dans l'expectative ou encore, qui aura la fâcheuse impression qu'on cherche à le manipuler, alors que ce n'est pas forcément le cas. Aujourd'hui, il existe un nombre considérable de militants qui ont été un jour organisés dans un parti et qui demeurent inorganisés, que de militants dans ces partis. Notre objectif est de contribuer à inverser cette tendance.

De notre côté, nous nous employons minutieusement à expliquer comment sont construites nos analyses étape par étape, après avoir évalué différentes hypothèses, sur quels éléments ou facteurs et quels rapports reposent nos positions, de telle sorte que chacun puisse tranquillement reproduire le processus (dialectique) intellectuel que nous avons mis en oeuvre, afin que chaque militant soit capables de se forger librement sa propre conviction, en aucun cas nous demandons aux militants de nous faire confiance, nous rejetons catégoriquement toute méthode qui aboutirait à ce résultat, cela n'a jamais été notre intention et nous nous en tenons à ce principe qui n'est pas négociable. Ajoutons que nous mettons à la disposition des militants ou lecteurs, la totalité des documents ou des informations qui nous ont permis de construire nos analyses, et au côté de toutes nos citations ou extraits d'articles figurent leurs sources, auteurs, dates, etc. ainsi en les consultant ils peuvent à leur tour réaliser leurs propres analyses ou vérifier quotidiennement l'honnêteté de l'auteur de ce portail, cela non plus n'est pas amendable.

En famille. "Ils ne se quittent plus" (Libération). L'offensive patronale continue.

1- Ils ne se quittent plus. Quatre jours après la fin des discussions sur l'emploi, patronat et syndicats se sont retrouvés ce mardi, toujours au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Mais cette fois pour reprendre leurs palabres sur les retraites complémentaires du privé, interrompus depuis la mi-décembre. liberation.fr 15.01

2- Pour les retraites complémentaires, le Medef propose justement de sous indexer, pendant cinq ans, les pensions.

Les négociations syndicat-patronat sur les moyens de renflouer les régimes complémentaires, qui ont repris mardi, pourraient préfigurer d'éventuelles décisions pour le régime général. Selon le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, une désindexation des retraites complémentaires (ne plus revaloriser à hauteur de l'inflation) "serait un élément d'appréciation très important. On ne pourra pas ne pas en tenir compte", déclare-t-il mardi, dans *Les Echos*.

Selon Mme Parisot, "nous ne pourrions pas nous contenter de mesures conservatoires, ni sur le régime des retraites complémentaires ni sur le régime général". "En réalité c'est la combinaison optimale - durée de cotisation et âge légal -, qu'il convient de trouver", a-t-elle ajouté.

En décembre, Mme Parisot avait prôné un relèvement rapide de l'âge légal à 63 ans et un allongement à 43 annuités de la durée de cotisation. AFP 15.01

3- Pour Laurence Parisot, les choses sont même presque aussi simples qu'en 2008 lorsqu'elle avait été la première à préconiser un recul de l'âge de départ à la retraite pour équilibrer à terme les régimes de retraite. Elle avait proposé de repousser le curseur jusqu'à 63 ou 65 ans, s'attirant alors les foudres de Nicolas Sarkozy au prétexte qu'une telle mesure ne figurait pas dans son programme de campagne. «Tous nos voisins ont choisi, à l'horizon 2035 ou 2040, de reculer l'âge légal de départ à 66 ou 67 ans, a-t-elle expliqué. On ne pourra pas résoudre les problèmes que nous connaissons avec des mesures du type de désindexation des pensions. Nous devons lancer le débat sur des orientations claires à moyen terme et la question de l'âge légal devra être reposée.»

Les mesures conservatoires à court terme, qui doivent être arrêtées par les partenaires sociaux pour sauver les régimes complémentaires de la banqueroute, ne suffiront pas. Le mal est plus global. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) l'a d'ailleurs clairement indiqué en décembre en chiffrant à 20 milliards d'euros le besoin de financement de l'ensemble des régimes en 2020. Et il devrait le refaire le 23 janvier en publiant un nouveau rapport, bien plus complet, sur «l'état des lieux du système français». lefigaro.fr 15.01

Que font les syndicats dans le COR sinon légitimer son diagnostic et les ses conclusions qui se traduiront forcément par un nouveau recul du droit à la retraite ?

Il y a quelques jours nous écrivions que ceux qui prétendaient que la classe ouvrière n'était pas défaite étaient des charlatans ou des escrocs, car à force d'encaisser des reculs sur ses droits et des défaites, il arrivait un moment où le résultat revenait exactement au même sur le plan social. Ce constat nous l'avons réaffirmer après l'accord du 11 janvier qui se traduit pour ainsi dire par la liquidation pure et simple du contrat de travail.

Il est permis de faire la même analyse concernant les reculs successifs du droit à la retraite, qui aboutit à la situation où les travailleurs seront tellement vieux et usés quand ils auront le droit de partir à la retraite, qu'ils n'en profiteront même pas ou pendant les quelques années qu'il leur restera à vivre... s'ils ne sont pas crevés au boulot!

Sur la liquidation pure et simple du contrat de travail, certains estimeront que nous exagérons et que le contrat de travail va continuer d'exister... Une fois vidé de sa substance, peut-on encore parler de contrat de travail ?

En Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, des centaines de millions de travailleurs n'ont jamais vu un contrat de travail de leur vie, et pourtant ils en ont passé un verbalement avec leurs patrons quand ils ont été embauchés. Faudrait-il en déduire pour autant que le contrat de travail existe pour ces travailleurs ?

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Bientôt au musée Grévin ou à la poubelle de l'histoire.](#)

- Le musée Chirac pourrait abriter une salle Hollande - LeFigaro.fr

[Continuité et question déplacée.](#)

- Mali : Non, ce n'est pas le retour de la Françafrique - LePoint.fr

- La France a-t-elle un intérêt économique à intervenir au Mali? - L'Expansion.com

- Mali : 'Cette guerre est un engagement de long terme' - LeMonde.fr

[Inflation et baisse du niveau de vie](#)

Devinez pourquoi.

- Cahuzac envisage une désindexation des retraites par rapport à l'inflation - L'Expansion.com

- La rémunération du livret A sera bien abaissée à 1,75% en février - L'Expansion.com

La réponse.

- L'inflation reste élevée en Espagne, à 3% en 2012 - L'Expansion.com

- Le taux d'inflation britannique progresse de 2,7% sur un an - Reuters

- L'inflation allemande confirmée à 2,1% en décembre - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Guerre de rapine. Union nationale des colons impérialistes.](#)

1- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est félicité mardi du soutien de l'ensemble des partis représentés au Parlement à l'intervention militaire française au Mali et a exprimé la détermination du gouvernement à lutter contre le terrorisme.

"Notre pays est uni dans ce combat contre les groupes terroristes et ce combat est aussi un combat pour nos valeurs et ce combat est un combat pour les valeurs des Nations unies", a-t-il ajouté en soulignant que la France bénéficiait aussi du soutien de la communauté internationale. Reuters 15.01

2- La France a pour la première fois engagé mardi des troupes au sol au Mali, pour reprendre une localité de l'ouest tombée la veille aux mains des islamistes, un tournant après une campagne de bombardements aériens menée depuis vendredi. AFP 15.01

3- La France achèvera son intervention militaire au Mali une fois le pays stabilisé et un processus électoral mis en oeuvre, a déclaré mardi François Hollande, ouvrant la perspective d'une opération coûteuse et prolongée contre les rebelles islamistes.

La France a d'ores et déjà déployé quelque 800 militaires sur le sol malien et devrait porter leur nombre à 2.500, selon le ministère de la Défense. Les troupes africaines doivent s'élever à terme à 3.300 hommes. Reuters 15.01

En famille. Liquidation du contrat de travail. La vaseline, ce sont les dirigeants syndicaux qui la fournissent. La comédie continue.

1- Précisons qu'en plus cela ne leur coûte rien, puisque c'est l'Etat qui les financent en grande partie.

- Jean-Marc Ayrault a une nouvelle fois salué mardi à l'Assemblée nationale l'accord sur l'emploi passé entre le patronat et trois syndicats et estimé que vouloir réformer de façon "autoritaire" sur ce sujet est voué à "l'échec".

"Nous savons que la France doit changer, qu'elle doit se réformer mais elle ne peut le faire de n'importe quelle manière", a déclaré lors de la séance des questions à l'Assemblée le Premier ministre, interrogé par le président du groupe PS, Bruno Le Roux.

Selon lui, "l'histoire a montré que lorsqu'elle (la France) procède seulement par la loi, de façon autoritaire, s'agissant du droit du travail, souvent on arrivait à l'échec", a-t-il lancé, suscitant des réactions sur les bancs de l'opposition.

"C'est la volonté du gouvernement de traduire (cet accord) dans le droit du travail, à travers un projet de loi qui sera minutieusement préparé et soumis à votre délibération", a ajouté M. Ayrault, qui s'est dit "sûr" qu'il ne s'agissait pas de la "dernière" négociation de ce type et que d'autres interviendraient. AFP 15.01

2- Le PCF fournira son expertise qui s'appuie sur une longue expérience en la matière. Tout sauf exiger le retrait de cet accord infâme.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a lancé lundi "un appel aux parlementaires de toute la gauche" pour qu'ils mènent "un travail législatif" sur la sécurisation de l'emploi, après le "triste accord" conclu vendredi entre le Medef et trois syndicats.

"Je leur dis: ouvrons, en lien avec les salariés et leurs syndicats, le chantier d'une vraie sécurisation de l'emploi (...) Menons un travail législatif de toute la gauche".

"Travaillons à interdire les licenciements boursiers, à interdire les ruptures conventionnelles du contrat de travail, à réviser les modalités du licenciement économique pour éviter les licenciements répétés", a-t-il ajouté. publicsenat.fr 15.01

3- Au garde-à-vous "**loyal**" envers le Medef. Numéro d'illusionnisme. Proposition dérisoire, impossible à appliquer.

Interrogé lors de ses vœux à la presse, M. Désir a souligné que la transposition de cet accord devait "assurer le respect de ce qui a été obtenu dans la négociation" entre partenaires sociaux.

"Nous proposerons (...) que des possibilités plus importantes et nouvelles soient données aux salariés, en particulier, de saisir le tribunal de commerce" lorsqu'un site est viable, a-t-il déclaré.

Chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux a souligné lundi son engagement à retranscrire l'accord dans la loi "de façon précise, fidèle, loyale". AFP 15.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Moins d'une semaine après la deuxième intervention de la police grecque contre le squat de Villa Amalias et l'évacuation de celui de Skaramaga, et seulement 3 jours après la grande manifestation de solidarité envers tous les squats en Grèce, la police grecque en a envahi un autre hier : le squat Lelas Karagianni, dans le centre-ville d'Athènes, à côté d'un marché.

En début d'après midi, les forces de police ont pénétré dans le squat Lelas Karagianni et ont arrêté 16 personnes sur le toit de l'immeuble, tandis qu'un hélicoptère de la police était zen vol stationnaire au dessus du bâtiment. Les personnes détenues ont

été emmenées à la préfecture de police d'Athènes pour «un contrôle», tandis que d'autres policiers ont mené une recherche dans le bâtiment. Beaucoup de personnes se sont rassemblés devant le bâtiment du squat en signe de solidarité. Les personnes arrêtées ont été libérées quelques heures plus tard, par manque de preuves. Une manifestation de solidarité a eu lieu dans l'après-midi.

Ces événements ont eu lieu après les interventions de la police dans d'autres espaces autogérés semblables, comme Villa Amalias (évacué deux fois), le squat Skaramaga, la Radio Entassi à l'Université de l'économie d'Athènes et le squat Xanadu dans le nord du pays. Suite aux diverses interventions de la police, 92 personnes ont été arrêtées et inculpées de crimes. Le bâtiment du squat Lela Karagianni appartient à l'Université d'Athènes, et selon le communiqué de presse du recteur, aucune demande d'enquête n'a été faite par l'Université, et ils n'ont pas été informés des plans de la police.

Le même jour, la police a tenté d'attaquer l'occupation de Tachydromiko Tamieftirio Bank, également à Athènes. L'occupation avait commencé trois jours auparavant par les employés, en protestation contre la privatisation imminente de la banque. Plus tard dans la soirée, une personne a été arrêtée devant le squat YFANET à Thessalonique, lors d'un contrôle aléatoire que la police a mené sur les passants, tandis qu'une assemblée se déroulait dans le squat.

Le samedi 12 Janvier, de grandes manifestations ont eu lieu en solidarité avec les squats évacués et les personnes arrêtées. A Athènes, la manifestation a été très massive avec la participation d'environ 10.000 personnes, alors que 2000 personnes ont manifesté à Thessalonique.

Sources: #rbnews okeanews.fr 15.01

2- Pakistan

La Cour suprême du Pakistan a émis mardi un mandat d'arrêt sans précédent contre le Premier ministre, fragilisant encore plus un gouvernement impopulaire déjà aux prises avec un sit-in de milliers de personnes mobilisées contre lui au coeur d'Islamabad.

En outre, l'un des principaux opposants du pouvoir, l'ancienne star du cricket Imran Khan, a appelé à la démission immédiate du président Asif Ali Zardari et à la convocation dans la foulée des élections prévues pour le printemps.

La Cour suprême a ordonné dans l'après-midi l'arrestation du chef du gouvernement Raja Pervez Ashraf, accusé avec une quinzaine d'autres personnes de corruption dans une affaire de contrats de fourniture d'électricité illégaux lorsqu'il était ministre de l'Energie.

Proche du président Zardari, M. Ashraf avait été nommé Premier ministre en juin dernier en remplacement de Yousuf Raza Gilani, contraint à la démission par la Cour, la plus haute juridiction du Pakistan, pour avoir refusé de rouvrir une ancienne enquête pour corruption visant le chef de l'Etat.

Coïncidence ou non, le mandat d'arrêt est annoncé au moment où le gouvernement se trouve déjà sous la pression, au coeur d'Islamabad, la capitale, de plusieurs milliers de manifestants menés par Tahir ul-Qadri, un influent chef religieux qui dénonce l'"incompétence" et la "corruption" de l'équipe au pouvoir.

Ce rassemblement est le plus important organisé par l'opposition dans la capitale depuis l'arrivée au pouvoir en 2008 du président Zardari à la fin du régime militaire de Pervez Musharraf, poussé vers la sortie après, notamment, une série de manifestations de la société civile avec l'appui de la Cour suprême.

Arrivé dans la nuit au milieu de ses partisans, M. Qadri avait adressé un ultimatum au gouvernement pour qu'il dissolve rapidement le Parlement fédéral et les assemblées provinciales, première étape d'un processus qui permettrait, selon lui, des élections libres et la démocratisation du pays, miné par les inégalités.

M. Qadri a demandé à ses partisans, évalués à entre 25.000 et 50.000, selon les autorités, de rester sur place au moins jusqu'à mercredi.

"Je vous reparlerai demain avec bon espoir que nous n'aurons plus besoin de rester davantage", a-t-il ajouté, à l'issue d'un discours cinglant dans lequel il a fustigé les élites qui confisquent, selon lui, le pouvoir au détriment des masses démunies.

Il a jugé le pouvoir et les partis politiques traditionnels en général responsables de tous les maux qui frappent le Pakistan depuis cinq ans, du terrorisme à la pauvreté en passant par la corruption et la crise énergétique.

M. Qadri a en revanche rendu un hommage appuyé à l'armée, régulièrement accusée de jouer un jeu trouble avec certains groupes extrémistes accusés d'ensanglanter ce pays, ainsi qu'au pouvoir judiciaire.

Ses détracteurs l'accusent d'être manipulé par l'armée, l'institution la plus puissante du Pakistan, ou des pays étrangers afin de faire dérailler le processus électoral et de discréditer les partis traditionnels au moment où le gouvernement civil de M. Zardari achève son mandat de cinq ans, une première dans un pays abonné aux coups d'Etat.

Aux termes de la Constitution pakistanaise, un gouvernement de transition doit être nommé après la fin de la législature et la dissolution du Parlement, prévues pour la mi-mars, en vue de gérer les affaires courantes jusqu'à l'entrée dans ses fonctions du gouvernement issu des élections.

Or, M. Qadri plaide pour que cette administration provisoire soit formée en consultation avec l'armée et la justice, et non par les seuls grands partis traditionnels. Elle pourra alors, selon lui, réformer pour faire en sorte que des "gens honnêtes" soient élus.
AFP 15.01

SOCIAL

1- France

Renault a annoncé mardi qu'il voulait supprimer 7.500 emplois en France d'ici 2016 afin d'améliorer sa compétitivité, assurant que tout plan social est exclu.

Le groupe, qui a engagé cet automne des négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols, n'en avait pas jusqu'ici chiffré les retombées en termes d'emplois.

Pour supprimer 7.500 emplois, soit 14% d'un effectif français d'environ 54.000 personnes, Renault compte sur 5.700 départs naturels et sur un prolongement et un élargissement du dispositif GPEC (mobilité, reconversions et aménagements de fin de carrière).

Renault ne prévoit ni licenciement sec, ni licenciement économique ni plan de départs volontaires.

"Lors de cette nouvelle séance (de négociations sur la compétitivité, NDLR), nous avons réaffirmé notre volonté de maintenir en France les activités corporate et coeur de métier de Renault, tout en mettant en oeuvre les actions nécessaires pour abaisser le point mort", a déclaré Gérard Leclercq, directeur des opérations France de Renault, cité dans un communiqué.

Selon la CGT, Renault a dit aux syndicats qu'il prévoyait 8.200 suppressions d'emplois, soit 15% des effectifs français, le chiffre de 7.500 annoncé prenant en compte les embauches envisagées par le groupe sur la période.

"C'est une nouvelle saignée dans les effectifs qui va encore affaiblir Renault au cours des prochaines années", a réagi Fabien Gache, représentant CGT.

Le groupe répète que s'il parvient à un accord avec les syndicats, il s'engagera à ne pas fermer de site en France grâce à l'affectation de volumes de production supplémentaires pour la marque Renault, mais aussi pour ses partenaires Nissan et Daimler.

La prochaine séance de négociations est prévue le 22 janvier, l'objectif étant d'aboutir d'ici à la fin du mois. Reuters 15.01

2- Grande-Bretagne

HMV n'aura pas résisté à un nouveau Noël décevant. L'enseigne de CD et DVD, incontournable des centres commerciaux britanniques, a été mise sous administration, c'est-à-dire en dépôt de bilan, lundi 14 janvier. Ses 239 magasins risquent la fermeture, menaçant 4 350 emplois.

HMV est un géant en Grande-Bretagne. L'enseigne domine encore les ventes de musique et de vidéo, avec 22 % de parts de marché, selon les chiffres du cabinet Verdict. Son logo, un petit chien assis écoutant un gramophone, est reconnaissable entre tous.

Son premier magasin date de 1921, ouvert à Oxford Street, au centre de Londres, emplacement où se trouve encore sa boutique phare. Pendant plus de quatre-vingt-dix ans, l'enseigne a su s'adapter aux nouvelles technologies, du disque au CD, de la cassette vidéo au DVD, incluant également les jeux vidéo. Mais elle n'aura pas su faire face à l'ère numérique.

En 2012, elle a cédé ses magasins au Canada, ainsi que la salle de concert Hammersmith Apollo, à Londres. Elle a aussi vendu les 300 librairies Waterstones, dont elle était propriétaire.

Les banques ont refusé un crédit supplémentaire de 300 millions de livres (360 millions d'euros), et l'enseigne a dû se rendre à l'évidence : elle n'arriverait pas à faire face à une échéance de remboursement fin janvier. lemonde.fr 15.01

3- Allemagne

Air Berlin a annoncé mardi son intention de supprimer 900 postes, soit près de 10% de son effectif actuel total de 9.300 salariés, la deuxième compagnie aérienne allemande voulant réduire ses coûts pour mettre un terme à des années de pertes.

Le groupe, détenu à 30% par Etihad, le transporteur basé à Abou Dhabi, a précisé que le nouveau programme de restructuration annoncé en octobre avait pour objectif des économies annuelles de 400 millions d'euros à partir de la fin de 2014.

Vers 11h20 GMT, le titre Air Berlin avançait de 1,12% à 1,719 euro à la Bourse de Francfort Reuters 15.01

4- Espagne

La division espagnole du géant britannique de la téléphonie mobile Vodafone, qui a contribué à plomber les derniers résultats du groupe, a présenté mardi aux syndicats un plan social qui menace "un maximum de 900 personnes".

"Vodafone Espagne lance les négociations après la présentation d'un plan social" qui "pourrait toucher un maximum de 900 personnes" sur environ 4.300 employés, explique le groupe dans un communiqué publié mardi après la première réunion avec les syndicats.

Ce plan social "entre dans le cadre d'un plan de transformation visant à obtenir une structure plus compétitive, adaptée à la réalité actuelle du secteur des communications en Espagne et au contexte économique", poursuit le groupe.

Un contexte économique caractérisé, selon Vodafone Espagne, par "la baisse de l'activité traditionnelle - voix et messagerie -, la forte concurrence et la pression réglementaire".

"Dans le cas de Vodafone (Espagne, ndlr), ces circonstances ont entraîné une baisse de revenus de plus de 30% ces quatre dernières années", affirme le groupe.

Plombé par l'Espagne et l'Italie, Vodafone est tombé profondément dans le rouge au premier semestre. Le groupe a accusé une lourde perte nette de 1,977 milliard de livres (2,47 milliards d'euros) sur les six premiers mois de son exercice décalé 2012/2013 achevés le 30 septembre, contre un bénéfice net de 6,679 milliards un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires du groupe a reculé de son côté de 7,4% à 21,78 milliards de livres, pénalisé par un repli de 18,1% en Europe du sud, tandis que son résultat brut d'exploitation (Ebitda) a diminué de 11,7% à 6,647 milliards. AFP 15.01

5- Etats-Unis

Le gouvernement américain a annoncé mardi qu'il cessait d'alimenter autant qu'il le devrait les caisses de retraite des fonctionnaires afin de permettre à l'Etat fédéral de continuer de fonctionner sous le plafond légal de la dette publique des Etats-Unis.

Cette mesure, révélée dans une lettre adressée par le secrétaire au Trésor Timothy Geithner aux dirigeants du Congrès, fait partie des différentes dispositions exceptionnelles que celui-ci avait annoncées le 31 décembre pour maintenir la dette juste sous la limite légale de 16.394 milliards de dollars.

Techniquement, le Trésor ne va pas renouveler les obligations émises pour assurer le financement complet de certaines caisses de retraites de fonctionnaires, au fur et à mesure que ces titres arriveront à échéance.

Cela lui permettra d'émettre de nouvelles obligations pour un même montant sans augmenter l'endettement net de l'Etat, afin d'assurer le financement des dépenses de l'Etat ne pouvant pas être reportées.

M. Geithner a indiqué lundi que, grâce aux mesures annoncées au tournant de l'année, l'Etat fédéral pourrait continuer de fonctionner jusqu'à une date comprise "entre la mi-février et le début du mois de mars de cette année", après quoi il risquait fort de se retrouver en défaut de paiement si le plafond de la dette n'est pas relevé.

Le Trésor a demandé formellement au Congrès de le faire, mais les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, exigent en contrepartie un accord sur des coupes dans les dépenses de l'Etat. AFP 15.01

6- Afrique du Sud

Le géant minier Anglo American Platinum (Amplats), durement affecté en 2012 par les grèves en Afrique du Sud, a annoncé mardi un vaste plan de restructuration dans le pays, prévoyant notamment 14.000 suppressions d'emplois.

Officiellement, les conflits sociaux meurtriers de la fin de l'année dernière ne sont pourtant pas la raison de ces coupes claires dans les effectifs, conséquences de la fermeture de quatre puits et de la vente d'une mine dans la "ceinture de platine" de Rustenburg (nord).

Amplats, détenue à 80% par le conglomérat Anglo American, incrimine en fait la chute des cours mondiaux du platine, conjuguée à la hausse des coûts d'exploitation en Afrique du Sud, due en partie à la mauvaise qualité du minerai désormais rencontré.

En novembre, la direction du numéro un mondial du platine avait également dû verser des primes et promettre de substantielles augmentations de salaires pour mettre un terme à une grève de près de deux mois. Mais les mineurs avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits des offres, et menacé de reprendre la grève début 2013.

"Les grèves ne sont pas la raison de la restructuration de la société", a cependant assuré mardi matin le PDG d'Amplats Chris Griffith: "Nous devons faire face à de difficiles décisions pour rétablir la rentabilité de nos sites".

Selon lui, la restructuration, qui va coûter 244 millions d'euros, était de toute façon inéluctable, certains sites n'étant plus rentables depuis déjà "un certain temps".

Un processus de consultation avec les syndicats a démarré mardi, et doit durer deux mois, mais les salariés d'Amplats ont apparemment été pris par surprise: "Nous sommes vraiment sous le choc", a déclaré Lesiba Seshoka, porte-parole du NUM, le syndicat majoritaire des mines.

"C'est un désastre pour l'économie, c'est un désastre pour nous tous".

"Nous appelons tous les travailleurs à se rassembler pour combattre ces suppressions de postes, et à agir ensemble pour sauver les emplois", a-t-il ajouté.

Le secteur des mines, sur lequel s'est bâtie la richesse de l'Afrique du Sud depuis le XIXe siècle, emploie directement un demi-million de personnes, dont plus de 180.000 pour le platine et 160.000 pour l'or.

Les mines sont également le poumon économique du pays. Elles représentent directement près de 9% du PIB, et 19% si l'on inclut les activités annexes. Elles contribuent pour la moitié aux exportations sud-africaines.

Lundi soir, le président Jacob Zuma avait d'ailleurs répété pour la énième fois que les grandes compagnies minières devaient contribuer plus encore à l'effort national d'éradication de la pauvreté.

"Je ne pense pas qu'il soit correct de faire d'énormes profits et de ne pas contribuer à aider le pays", a lancé le chef de l'Etat, sans donner aucun détail sur la façon dont il comptait obtenir la contribution des mines au budget de l'Etat.

"Vous devez savoir que vous traitez un problème qui va exploser un jour ou l'autre", a-t-il ajouté, en référence aux violences sociales de la fin 2012. AFP 15.01

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai découvert de nouveaux portails proposant des articles hautement documentés. J'ai ajouté des articles dans plusieurs rubriques, économie, politique, international, Mali, Syrie. Au moins je vous informe si vous ne partagez pas mes analyses.

Et quand on peut, on corrige des erreurs. Lu page 11 n° 234 d'*Informations ouvrières*: " 40 000 euros, le prix d'une heure de vol de l'avion Rafale".

Lu cette après-midi dans le portail <http://french.irib.ir> :

" En ce qui concerne le coût des appareils engagés au Mali, précisons que l'heure de vol d'un Rafale était estimée à 27 000 euros en 2010 selon le rapport budgétaire du député PS Jean Launay d'octobre 2012.

Le coût horaire d'un Mirage 2000 s'élève quant à lui à 11 700 euros. Quant aux hélicoptères Gazelle utilisés par l'armée de terre, leur coût d'utilisation est de l'ordre de 2 600 euros." (<http://french.irib.ir> 16.01.2013)

Je vous invite vivement à télécharger et lire ces articles. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes dans mes causeries, ce sera le boulot de la soirée, il est 17h10 et je dois arrêter.

En très bref

1- Où ont-ils la tête ?

A l'usine Goodyear d'Amiens Nord, ils ne produisent plus que 2 700 pneus par jour contre 23 000 en 2004, et les élus du personnel se demandent encore si la fermeture de l'usine n'est pas programmée avec à la clé 1 300 licenciements.

2- Bouleversant !

La rémunération globale pour 2012 du directeur général de JPMorgan Chase & Co, Jamie Dimon, a été réduite de plus de moitié à 11,5 millions de dollars contre 23,1 millions en 2011. Reuters 16.01

Accord emploi-compétitivité du 11 janvier. Ils ont tous capitulés en réalité.

Suite à l'accord national interprofessionnel conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC sécurisant notamment la flexibilité débridée du contrat de travail réclamée à cor et à cri par le patronat, le gouvernement social-libéral, Bruxelles, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. la réaction des différents syndicats en dit long sur leur volonté d'engager le combat pour le retrait de cet accord.

Je suis allé consulter la page d'accueil de leur site Internet national pour relever leurs réactions et les éventuelles actions qu'ils envisageraient dans la foulée pour exiger son abrogation. En réalité, ils ont tous capitulé, qu'ils aient ou non signé cet accord pourri, puisque finalement aucun n'entend mobiliser (à ce jour) pour en obtenir son annulation, aucun n'en réclame le retrait. Tout le reste est du baratin pour tromper les ignorants ou ceux qui ne se sentant pas directement concernés s'en accommodent.

Tous soutiennent ainsi le gouvernement qui s'était engagé à fond dans cette affaire, le régime, le capitalisme, aucun n'est indépendant, tous tournent volontairement le dos aux intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, voilà la principale leçon à en tirer. Vérifions-le.

CGT

Communiqué du Bureau confédéral de la CGT 14.01.2013

- La CGT attend du gouvernement un projet de loi d'une toute autre nature, qui protège les salariés contre les licenciements et la précarité.

La CGT va amplifier sa campagne d'information par l'édition d'un journal tiré à deux millions d'exemplaires à destination des salariés pour favoriser leur mobilisation dans les semaines à venir.

Front Syndical de Classe.

- Une puissante bataille doit s'engager dès à présent (...) La grève du 31 janvier dans la Fonction Publique à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires constitue un premier élément de la résistance et de la mobilisation générale à construire.

Y aurait-il un rapport entre les deux ? Aucun.

Continuez la CGT

- Rien, ils sont K.-O. !

Où va la CGT ?

- Rien, nulle part !

FO

Communiqué daté du 14.01.2013

- Force Ouvrière décide d'informer largement les salariés du contenu de ce projet et entend intervenir auprès du Gouvernement et du Parlement pour faire valoir ses positions.

SUD

Communiqué Solidaires du 11.01.2013

- L'union syndicale Solidaires s'emploiera à construire les mobilisations nécessaires pour rejeter cette régression sociale historique.

Quand ? Comment ? Sur quel mot d'ordre ? Pas de réponse.

FSU

Communiqués de presse du 12.01.2013

- Il est désormais nécessaire de travailler à la construction de propositions convergentes, unitaires, répondant à la situation dramatique du travail que nous vivons.

Donc pas question de revenir sur cet accord.

UNSA

Communiqués de presse du 14.01.2013

Titre : Accord sur la sécurisation de l'emploi : une avancée pour les salariés.

L'appréciation globale portée par l'UNSA sur l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 est donc favorable, au regard de ses propres mandats et de l'intérêt général des salariés.

L'UNSA rejoint les syndicats jaunes CFTD, CFTC et CGE-CGC, ce qui ne surprendra personne, l'UNSA est totalement inféodé au PS.

Alors, avez-vous trouvé le mot retrait ou abrogation, annulation ? Nulle part.

A part cela le mouvement ouvrier ne serait pas gangrené jusqu'à la moelle comme nous ne cessons de le répéter depuis des années. Vous vous demandiez encore pourquoi les travailleurs se détournaient des syndicats ? Vous avez en grande partie ici la réponse.

C'est un constat que chacun peut faire. Maintenant que valent les analyses et les stratégies des partis ouvriers qui refusent de l'admettre, d'en tenir compte ? Que dal ! Elles sont foireuses, ne mènent nulle part également.

Lisez ou relisez ce que Engels disait du mouvement ouvrier britannique à la fin du XIXe siècle, ce que Lénine en dira quelques décennies plus tard, transposez cela à notre époque en ayant à l'esprit que depuis la condition des masses se s'est grandement améliorée, ajoutez-y les profondes transformations que la société a connu, et peut-être que nous en tirerons les mêmes enseignements et que nous arriverons aux mêmes conclusions.

Prenez le temps de digérer ce que vous venez de lire et garder-le à l'esprit, la suite plus loin.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

Mali. Union nationale...

- "François Hollande est-il le Georges Bush français?" - L'Express.fr
- "Détruire les terroristes" : une communication de guerre aux accents bushiens - LePoint.fr
- ... et premières fissures ou interrogations...
- Hortefeux : «Au Mali, il y a eu de l'impréparation» - LeFigaro.fr
- La France est-elle allée "trop loin" au Mali, s'interroge Juppé - Reuters
- Stratégie au Mali : les députés interpellent Ayrault - LeFigaro.fr
- Valéry Giscard d'Estaing met en garde contre une action "néocolonialiste" au Mali - LePoint.fr

... infos pour rassurer...

- "La France n'est pas seule au Mali", assure François Hollande - Reuters
- Mali : Paris "fera tout" pour empêcher les violations des droits de l'homme - AFP

... sur fond de propagande et manipulation des masses.

- Opération 'Serval' : une communication succincte et verrouillée - LeMonde.fr
- Mali : 75% des Français favorables à l'intervention militaire - Le Nouvel Observateur

Le crédit est la canonisation de l'argent. (Proudhon).

- Sauveur de l'Europe ? Pour *The Economist*, la canonisation de Mario Draghi est tout à fait prématurée - Atlantico.fr

D'un continent à l'autre

- Immatriculations de voitures neuves : en chute libre, plus bas niveau depuis 17 ans - Atlantico.fr
- Volkswagen ouvre sa centième usine mondiale au Mexique AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Sécurisation de la flexibilité. "L'accord rêvé du Medef". Nous sommes "très, très, très content"

Du côté syndical

J'ai réalisé cet article en ne retenant que les passages significatifs qui permettent au premier coup d'oeil de comprendre que le patronat a obtenu au-delà de ce qu'il espérait lors de cet accord du 11 janvier.

Bien entendu on pourrait épiloguer longtemps sur le rôle de la CGT et de FO qui ne signeront pas cet accord, c'est d'ailleurs le sport favori des opportunistes professionnels qui sont liés à leurs appareils.

Il faut noter d'emblée que la tenue même d'une telle "négociation", dont les objectifs correspondant aux revendications du patronat étaient connus d'avance, inacceptables pour un syndicaliste représentant véritablement les intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, partant de ce constat elle n'aurait jamais dû avoir lieu. Or la CGT et FO en acceptant le cadre, les termes et les objectifs de ces réunions, ont ainsi légitimé par avance son issu qui était connu d'avance puisqu'aucun syndicat n'avait entrepris de mobiliser les travailleurs contre la tenue de telles réunions, mieux encore, en y participant ils ont permis à la CFDT

d'aller au bout de sa logique et de s'engager à signer cet accord patronal. La partage des rôles ou la mise en scène était parfaite.

Il est parfaitement clair que si la CGT et FO avaient refusé d'y participer, ces réunions n'auraient pas pu avoir lieu et cet accord n'existerait pas. Voilà ce que les opportunistes s'emploient sciemment à occulter devant leurs militants et les travailleurs. Je viens de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°234), l'hebdomadaire du POI, vous n'y trouverez pas un mot sur ce qui vient d'être souligné, rien, ce qui me porte à tirer la conclusion qu'ils sont complices des appareils de la CGT et de FO qui se sont une fois de plus partagés les rôles avec la CFDT, délibérément. Cela vaut pour les autres partis, évidemment. Ces gens-là n'informent pas les travailleurs et les militants, ils leur livrent une information volontairement tronquée et orientée, qui correspond à la politique des appareils traîtres de la CGT et FO, les militants doivent en avoir parfaitement conscience s'ils ne veulent pas se laisser manipuler. Cet argument est développé plus loin.

Pour le moment et sans présager de la suite, chacun peut faire le constat que ni la CGT ni FO n'exigent le retrait de cet accord, et aucun dans la foulée, ce qui est logique, n'appelle les travailleurs à se mobiliser.

Que la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC aient donné leur accord au Medef, c'était tout naturel, c'était conforme à la nature de ces syndicats organiquement liés au capital. Quant à la CGT et FO ont vient d'exposer en quoi avait consisté leur capitulation, leur trahison des intérêts des travailleurs.

Reste que bon nombre de syndiqués ne partagent pas l'orientation politique des appareils pourris de la CGT et de FO.

A eux d'organiser la résistance contre leur propre direction pour exiger qu'elles engagent le combat au niveau national sur le mot d'ordre du retrait inconditionnel de cet accord, que l'ensemble de leurs instances, sections d'entreprises, unions locales, départementales, fédérales se mobilisent et s'adressent à l'ensemble des travailleurs sur cet objectif, en programmant une grande manifestation nationale unitaire à Paris dans un délais très proche. En y associant les partis ouvriers cela va de soi.

Voilà ce que nous proposons à l'ensemble des militants comme axe de combat sur cette question précise : retrait de cet accord patronal et manifestation nationale unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale.

Initiative unitaire, car il serait possible d'y associer des sections d'entreprises et peut-être au-delà d'autres syndicats (d'entreprises), y compris de la CFDT. Il est clair que la remise en cause du contrat de travail et de pans entiers de la législation du travail concernent l'ensemble des travailleurs du secteur privé, l'ensemble des syndiqués au-delà de leur appartenance à un syndicat en particulier.

C'est donc à l'ensemble des syndiqués et des travailleurs qu'il faut s'adresser, y compris ceux de la fonction publique dont nous soutenons l'ensemble des revendications, en appelant les travailleurs du secteur privé à les soutenir également, car l'unité de la classe est indispensable pour faire reculer le patronat et le gouvernement, l'unité de la classe est indissoluble de son combat pour son émancipation du capital et de son Etat...

Ainsi, nous situons notre combat syndical et politique strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière.

L'article en question.

Cet accord devrait engager la France vers un modèle de "*flexisécurité*" à la scandinave. Il doit permettre aux salariés de bénéficier d'une meilleure couverture en cas de chômage, et aux employeurs de pouvoir adapter plus rapidement leur masse salariale en cas de baisse des commandes, (...) une réforme en profondeur du Code du travail.

Désormais, il va falloir le vendre, ce texte. Aux salariés, aux chefs d'entreprise, à l'opinion publique et aux députés. Et comme tout compromis, il fera grincer des dents. "*Avec son nom de maladie honteuse, la flexisécurité fait peur. Ce sera difficile*", reconnaît un conseiller de l'Elysée.

La stratégie est risquée. Si la CFDT a rendu incontournable sa méthode du dialogue social, une lecture approfondie de l'accord montre qu'il n'est pas aussi équilibré qu'il y paraît.

Les salariés ont bien obtenu de nouveaux droits (...) Mais la première mesure n'entrera en vigueur qu'en 2016 et la seconde devra être précisée - et confirmée - lors d'une nouvelle négociation d'ici à la fin de l'année 2013.

A contrario, les concessions obtenues par le patronat - notamment en matière de simplification des procédures de licenciement - pourront être mises en oeuvre dès que l'accord aura force de loi. D'ailleurs si, vendredi soir, la délégation patronale se contentait officiellement d'une sobre "*satisfaction*", un négociateur ne cachait pas, en privé, qu'il était "*très, très, très content*".
lexpress.fr 16.01

Du côté politique

Le PG et le Front de gauche ne cesse de réaffirmer qu'ils ne sont pas dans l'opposition au gouvernement, cela signifie qu'au-delà de leurs discours qui se veulent volontiers radicaux ou de leurs gesticulations médiatiques, ils le soutiennent.

C'est partant de ce constat qu'il faut analyser leurs discours et propositions, pour en comprendre les tenants et les aboutissants, leur véritable nature sociale.

- Éric Coquerel (PG) : "*C'est l'accord rêvé du Medef, qu'il voulait faire passer sous Sarkozy et qu'il parvient à faire adopter sous Hollande.*" lepoint.fr 16.01

Le journaliste du Point met les points sur les i.

- Les députés et sénateurs de la gauche de la gauche pourront-ils faire infléchir l'accord dans un sens qu'ils jugent plus favorable au salarié ? Rien n'est moins sûr. Dans la foulée de la conclusion de ce compromis syndical, François Hollande a demandé au gouvernement de "*préparer, sans délai, un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législatif prévues dans l'accord*". Les rapporteurs du texte seront les présidents de groupe eux-mêmes, Bruno Le Roux à l'Assemblée nationale et François Rebsamen au Sénat. "*Je me suis engagé depuis plusieurs semaines auprès de tous les partenaires sociaux à faire en sorte que, s'il y a accord, nous le retranscrivions de façon précise, fidèle, loyale dans la loi*", a d'ores et déjà prévenu sur i>Télé le président du groupe socialiste au Palais-Bourbon. lepoint.fr 16.01

Le gouvernement entend retranscrire cet accord sous forme de loi et le faire adopter par le Parlement très rapidement, d'ici la première quinzaine de mars l'affaire devrait être bouclée. Autant dire qu'il veut empêcher qu'une mobilisation massive contre ce accord voie le jour et vienne perturber ou interdire l'adoption de cette loi.

Du côté du POI, je me suis borné à la lecture du n°234 d'*Informations ouvrières*. A-t-il inscrit en gros titre sur sa couverture : retrait de l'accord du 11 janvier liquidant le contrat de travail et des pans entiers de la législation du travail ? Non, on a presque envie d'ajouter, évidemment. Il l'a consacré à l'intervention militaire française au Mali, vaut mieux faire diversion. J'exagère ? Vraiment.

Cherchez-y le mot d'ordre de retrait de cet accord, vous ne le trouverez pas, sauf, et là vous avez le droit d'en sourire, discrètement glissé en bas d'une note rédigée en petits caractères de l'éditorial de D. Gluckstein, à laquelle les lecteurs, soyons-en certains, porteront une attention toute particulière, et encore, s'ils la lisent ! On reconnaît là un procédé qu'on n'ose pas nommer ici qui honore son auteur et nous fait horreur. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre.

Vous trouvez à propos de cet accord 6 fois l'expression "*accord historique*", "*compromis historique*" ou historique tout court, autant dire qu'ils l'ont martelé.

- 2 fois dans l'article "*Ce que l'histoire retiendra*" signé Y. L., page 2 ;
- 1 fois dans la même page, dans la présentation de l'article "*Le Syndicat des avocats de France démonte l'accord sur la flexibilité* ;
- 1 fois dans l'éditorial de D. Gluckstein, page 3 ;
- 2 fois dans la même page, dans la bouche de Bernard Saas, "*Un des six initiateurs de la conférence du 1er décembre*" ;

Le POI considère que puisque la CGT et FO ne l'ont pas signé, ce serait forcer le trait de lui attribuer une valeur *historique*. Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, c'est après que cela se gâte, car l'essentiel est ailleurs.

Yan Legoff écrit : "*Ce que l'histoire retiendra vraiment, et qui sera primordial pour la suite des événements, c'est que ni la CGT ni FO ne l'ont signé !*

C'est un véritable échec pour le gouvernement."

Ah bon ! Parce qu'il ne savait pas à l'avance que la CGT et FO ne signeraient pas un accord aussi pourri ? On se demandera qui du gouvernement ou du POI a le plus d'illusions dans les appareils de la CGT et de FO, qui des deux prend en compte les rapports qui existent au sein de ces syndicats.

A notre connaissance, mais nous pouvons nous tromper, les syndicats ne se confondent pas avec leurs appareils, nous ne commettons pas l'erreur de confondre leurs dirigeants inféodés au capital et leurs militants qui se font l'écho des besoins et aspirations des travailleurs. Et si leurs appareils entretiennent des relations ou ont des liens avec ceux du PCF et du PS, les militants de ces syndicats qui seraient affiliés à ces partis ne partagent pas forcément la totalité de la politique de leurs dirigeants. L'oublier peut conduire à bien des confusions en effet.

Aveuglé par son dogmatisme viscéral, Yan Legoff nous rappelle ensuite qu'Hollande s'était fait fort lors de sa campagne électorale

de lier plus solidement encore les syndicats aux institutions et qu'il a échoué en ne parvenant pas à obtenir la signature de la CGT et de FO au bas de cet accord. Pourquoi pas. Mais une fois de plus l'essentiel est ailleurs.

Il enchaîne en disant que "*François Hollande s'était présenté comme plus qualifié, plus habile à cette tâche que Nicolas Sarkozy*", après avoir rapporté plus haut les paroles du Premier ministre : Cet accord " « *est le plus important depuis plus de trente ans* », or c'est exactement ce qu'il vient de prouver. Alors pourquoi Yan Legoff ne le signale-t-il pas? Cela ne présenterait-il aucun intérêt que les travailleurs et les militants tirent les enseignements politiques de cette expérience, qu'ils sachent quelle est la véritable nature sociale de Hollande et son parti, que finalement rien ne distingue Sarkozy de Hollande, ce que l'entrée en guerre de l'Etat au Mali confirme ? Qui soulage-t-il, qui protège-t-il ainsi ? Hollande et son gouvernement, les institutions, le régime. Eh oui ! Et derrière les appareils de la CGT et FO, ainsi la boucle (de l'opportunisme) est bouclée.

L'éditorial de D. Gluckstein est du même tonneau. Vous pouvez le lire et vérifier s'il y aurait une erreur dans ma démonstration.

Avez-vous compris la manoeuvre ? Ils dénoncent cet accord, ensuite ils nient son caractère historique, jusque là on se dit tout va bien, puis quand on prend la peine de lire attentivement la suite, on comprend qu'ils en minimisent l'importance pour soulager Hollande, le gouvernement et les appareils de TOUS les syndicats, qu'ils en dénoncent la portée par ailleurs passera dès lors au second plan.

Vous n'avez pas tout compris, ce n'est pas assez clair, alors enfonçons le clou.

Plus loin Yan Legoff affirme en parlant du gouvernement et du Medef : "*Ils savent pertinemment que ce positionnement de la CGT et de FO peut être un point d'appui décisif pour la résistance des travailleurs*", mais étrangement, ils ne sauraient pas que les appareils qui contrôlent ces syndicats sont vendus et qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que cette "*résistance des travailleurs*" puisse s'exprimer, un peu gros à avaler, non ?

Vous vous dites que Yan Legoff va se rattraper à la fin de son article, qu'il va nous proposer un axe d'action politique basé sur le retrait de cet accord, pas du tout, c'est encore se faire une illusion, il nous cause de sa boutique qui n'est pas du tout concerné par cet accord, très fort n'est-ce pas : "*Dans l'enseignement, le gouvernement est confronté au rejet quasi unanime des syndicats concernant son projet d'aménagement des rythmes scolaires et de « territorialisation » de l'école.*"

J'avais terminé cet article et j'ai dû m'absenter, entre temps j'ai encore réfléchi à cette question et je rajoute un mot.

Contrairement à moi qui n'aie pas eu entre les mains les documents du Medef, les syndicats et de ce fait les différents partis en disposaient depuis plus de trois mois, ils ont également eu le temps d'examiner l'essentiel la "*note d'orientation du ministre du Travail, Michel Sapin, du 7 septembre 2012 qui ouvrait ces "négociations"* (IO n°234 page3). Ils ont donc eu largement le temps de consulter leurs instances et de décider de rompre avec ces "*négociations*" qui avaient pour unique thème ou objectif un formidable recul de la législation du travail en faveur du patronat. Force est également de constater qu'ils ne l'ont pas fait. Les dirigeants de la CGT et de FO ont sans doute consulté leurs propres cadres et conclu qu'il fallait aller au bout de cette mauvaise farce, donc avec l'aval des différents partis occupant des fonctions ou des postes importants dans ces syndicats, d'où la conclusion qu'ils en sont complices.

Il est parfaitement clair que si les dirigeants du POI qui dirigent neuf fédérations (selon une infos déjà anciennes) sommaient Mailly d'engager immédiatement toutes les instances de FO dans le combat pour le retrait et n'hésitaient pas à remettre en jeu leurs mandats et leur participation à ce syndicat en cas de refus, il y a fort à parier que Mailly serait obligé de s'exécuter, à moins que les positions dont dispose le POI au sein de FO aient été exagérées, je n'en sais rien.

Un dernier point.

Il ne faut pas se laisser abuser par les déclarations tonitruantes des uns et des autres 6 jours après la conclusion de cet accord, répétons-le, en dehors de tout mot d'ordre de mobilisation des syndicats et de la classe exigeant le retrait, vous pouvez en déduire : syndicaliste de lutte de classe en parole, social-traître ou capitulard dans les faits.

Encore un mot.

On nous suggère que la position adoptée par la CGT et FO pourrait être un point d'appui dont les travailleurs pourraient se saisir. Baliverne, il suffit de leur mettre sous le nez les termes précis de cet accord pour qu'ils comprennent immédiatement qu'il porte gravement atteinte à leur condition ou leurs droits. Il n'est pas nécessaires de les ramener (constamment) dans les sales pattes des appareils de ces syndicats pour qu'ils participent à cette la bataille.

Ajoutons pour qu'on ne nous reproche pas (abusivement) d'avoir une approche antisyndicale, dans quelle circonstance devrait-on y faire référence, en présence de travailleurs ou de militants qui soutiendraient cet accord ? Mais dans ce cas-là cela signifierait qu'ils n'en connaîtraient pas le contenu exact, il suffirait donc de leur présenter pour qu'immédiatement ils comprennent qu'il va

à l'encontre de leurs besoins ou aspirations. J'aurais même plutôt tendance à penser que la référence aux dirigeants syndicaux serait dans bien des cas maladroite au regard du manque de confiance que les travailleurs témoignent envers les syndicats (et les partis ouvriers). Cela ne viendra peut-être pas à l'esprit d'un militant au garde-à-vous devant ses dirigeants, mais davantage à ceux qui ont conservé ou développé un esprit critique ou libre.

Il serait même nécessaire de constituer dans toutes les entreprises où sont présents les syndicats et au niveau local des comités unitaires intégrant les syndicats, afin de faire participer à ce combat et d'organiser le maximum de travailleurs. A suivre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La production a été presque totalement bloquée mercredi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, qui doit fermer en 2014, à la veille de négociations sur les primes de départ, après un appel de la CGT à une "grève reconductible avec occupation".

Sur les deux équipes de la journée, 500 à 600 ouvriers de production (sur les 3.000 salariés, dont 1.400 à la production, que compte le site) étaient en grève, selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, qui affirme que l'usine est "paralysée".

La direction du site a compté en tout 440 grévistes et reconnu que l'usine "a très peu produit" dans la matinée et qu'elle "ne tourne (ait) pas" l'après-midi.

Selon des salariés interrogés par l'AFP à la mi-journée, quelques dizaines de voitures seulement ont été produites dans l'atelier de montage mercredi matin, alors que l'équipe a la capacité de faire sortir environ 350 véhicules.

La direction évoque quant à elle "entre 40 et 50 voitures" sorties de la chaîne, tous ateliers confondus.

Ce mouvement intervient à la veille d'une négociation sur les mesures d'accompagnement financier pour les salariés qui quitteraient le groupe ou seraient mutés après la fermeture du site.

Avec cette "grève reconductible avec occupation de l'usine" à laquelle s'est joint le syndicat SUD, "on a décidé de changer de braquet", a affirmé M. Mercier à des journalistes.

"Il faut que la direction reprenne tout à zéro et qu'elle négocie à partir des revendications votées et signées il y a deux mois" par les salariés, a-t-il estimé. La CGT réclame un CDI pour tous et la possibilité de partir en préretraite pour les plus de 55 ans.

"On va se battre jusqu'au dernier souffle, on va vendre notre peau très cher", a commenté Nordine, au montage depuis 15 ans, en venant prendre son service à la mi-journée. "Ils veulent fermer l'usine gratuitement, il n'y a pas de reclassements, beaucoup de flou", a regretté Mimoun Lahrichi, au ferrage depuis 12 ans.

Selon M. Mercier, la réindustrialisation du site, qui selon la direction doit permettre de créer 1.500 emplois, se résume aujourd'hui à 540 postes "au Smic horaire" chez ID Logistics, et une centaine dans d'autres entreprises.

La direction du groupe loue la variété des postes proposés par ID Logistics (préparateur de commandes, gestionnaire d'exploitation, cariste) qui sont, selon elle, "compatibles avec les qualifications des salariés d'Aulnay".

Selon la direction, il y avait ce mercredi "beaucoup d'absentéisme". "Des salariés savaient qu'il allait y avoir ce mouvement de grève et avaient peur d'y être exposés, ils ont préféré ne pas venir", a affirmé une porte-parole. AFP 16.01

2- Etats-Unis

Ils protestent contre l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence, censée réduire les coûts de transport estimés à 1,1 milliard de dollars par an.

Des chauffeurs des célèbres bus scolaires jaunes de New York étaient en grève mercredi matin à l'appel de leur syndicat, leur premier mouvement social en 33 ans qui affecte 152 000 enfants. La section locale 1181 du syndicat Amalgamated Transit Union n'a pas précisé combien de temps durerait le mouvement, affirmant qu'elle le poursuivrait tant que les différends sur la protection

de leurs emplois ne seraient pas réglés avec la ville. "*Le maire peut faire cesser cette grève quand il le souhaite*", a expliqué le syndicat dans un communiqué, pressant les parents de déposer une pétition auprès de la mairie de New York.

Le maire, Michael Bloomberg, a accusé le syndicat d'"*abandonner*" des dizaines de milliers d'enfants ainsi que leurs familles. "*Les premiers jours, cela va être une énorme pagaille*", a affirmé le recteur d'académie, Dennis Walcott, sur la radio 1010 WINS. "*Ça n'est pas arrivé à New York depuis 33 ans.*" La ville a annoncé que le métro serait gratuit pour les enfants et qu'elle rembourserait également les frais de voiture ou de taxis.

Au coeur du conflit : l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence. Michael Bloomberg affirme vouloir ainsi réduire les coûts de transport scolaire estimés à 1,1 milliard de dollars par an, soit 6 900 dollars par enfant, le plus élevé de tous les États-Unis. "*Nous avons les mains liées par le maire, qui met nos contrats aux enchères sans aucune garantie pour la sécurité des enfants*", a rétorqué le syndicat dans un communiqué. LePoint.fr 16.01

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les banques américaines Morgan Stanley et Goldman Sachs ont accepté de verser 557 millions de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans un gigantesque scandale de saisies immobilières irrégulières aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la Réserve fédérale (Fed).

Les deux banques de Wall Street verseront au total 232 millions de dollars aux clients remplissant les critères pour être dédommagés, et consacreront 325 millions à des "*mesures d'assistance*", indique la banque centrale américaine dans un communiqué, sans préciser le montant dû par chacune.

Ces mesures d'assistance ont trait à des modifications de prêts et à des remboursements à des débiteurs qui avaient été condamnés à régler aux banques la différence entre la balance de leur prêt et le produit de la vente de leur logement saisi.

Selon la Fed, l'accord permettra à 220.000 emprunteurs, dont le bien avait fait l'objet d'une procédure de saisie de la part des anciennes filiales de gestion des créances immobilières de Goldman Sachs (Litton Loan Servicing) et de Morgan Stanley (Saxon Mortgage Services) en 2009 et 2010, de recevoir un dédommagement en numéraire.

En fonction des cas, les ménages victimes des agissements de ces banques et de leurs filiales recevront "*de quelques centaines de dollars à 125.000 dollars*", ajoute le communiqué de la Réserve fédérale.

La Fed indique que l'accord annoncé avec Goldman Sachs et Morgan Stanley est "*similaire*" à celui rendu public le 7 janvier et par lequel dix banques impliquées dans le même scandale ont accepté de verser au total 8,5 milliards de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans cette affaire.

Les établissements signataires de cet accord étaient Aurora Bank, Bank of America, Citibank, JPMorgan Chase, MetLife Bank, PNC, Sovereign Bank (filiale du groupe espagnol Santander), SunTrust, US Bank et Wells Fargo.

Au total, grâce à ces accords, ce sont plus de 4 millions d'emprunteurs qui recevront des dédommagements, pour un montant de 3,5 milliards de dollars, et la valeur des "*mesures d'assistance*" fournies par les banques signataires atteindra 5,5 milliards, précise la Fed.

La Réserve fédérale précise qu'elle discute toujours avec d'autres établissements faisant "*l'objet de mesures coercitives pour leurs déficiences passées en matière de gestion des prêts immobiliers et des procédures de saisie*" afin de parvenir à un règlement du même genre. Sont notamment visés le groupe financier américain Ally et la banque britannique HSBC.

Le scandale des saisies immobilières irrégulières avait éclaté aux Etats-Unis en septembre 2010. Il était alors apparu que les tribunaux repoussaient de plus en plus de dossiers de saisies en infraction avec la loi.

A l'issue d'une enquête, les autorités avaient révélé des "*pratiques dangereuses et malsaines en matière de gestion de créances hypothécaires et de traitement des saisies immobilières*". L'opinion avait été particulièrement choquée par l'utilisation de procédures de signatures automatiques destinées à faire croire que des milliers de dossiers avaient fait l'objet d'un examen individuel.

Au total, 27 banques ou sociétés de gestion des créances immobilières ont été contraintes à un audit indépendant et à

des modifications dans leur façon de fonctionner. Elles sont encore susceptibles d'être condamnées à verser une amende. AFP 16.01

2- Banque

2.1- La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé mercredi avoir augmenté son bénéfice net de 12% sur l'ensemble de l'année 2012 pour atteindre un niveau "*record*" de 21,3 milliards de dollars.

Sur le seul quatrième trimestre, le bénéfice net a bondi de 53% à 5,7 milliards de dollars, a précisé la banque dans un communiqué.

"*Pour la troisième année consécutive, le groupe a publié un bénéfice net record*", s'est félicité dans le communiqué le PDG Jamie Dimon, qui y voit le reflet d'une "*performance sous-jacente solide dans toutes nos activités (...) avec une forte croissance des prêts et des dépôts*".

La banque a toutefois fait moins bien que prévu au niveau du chiffre d'affaires (97 milliards de dollars). Reuters 16.01

2.2- Goldman Sachs a annoncé mercredi un bénéfice (2,8 milliards de dollars) quasiment triplé au quatrième trimestre, grâce à une amélioration des valorisations sur les marchés boursiers et obligataires, à une croissance des revenus dans les fusions et acquisitions et à une diminution des charges liées aux rémunérations.

La cinquième banque américaine par les actifs précise qu'elle a réalisé un revenu "*sensiblement plus élevé*" à partir de ses produits de crédit et d'hypothèque dans son activité obligataire.

Le produit net bancaire global est en hausse de 53% à 9,2 milliards (consensus: 7,91 milliards) contre six milliards un an plus tôt.

La division placements et prêts, qui assure ses profits surtout grâce à la valorisation des propres investissements boursiers et obligataires de la banque, a fait état d'un revenu de près de deux milliards de dollars.

Les dépenses liées aux rémunérations ont représenté 37,9% du produit net bancaire en 2012. Depuis 1999, année lors de laquelle Goldman Sachs est entrée en Bourse, il n'a été qu'une seule fois inférieur à ce niveau.

Les économies réalisées par Goldman Sachs sur sa masse salariale ont permis à la banque d'enregistrer un retour sur investissement de l'ordre de 16,5% au quatrième trimestre, sur une base annuelle, un niveau sans précédent en presque trois ans. Reuters 16.01

3- Allemagne - Or.

La Banque centrale allemande a annoncé mercredi son intention de rapatrier par étapes d'ici 2020 son or entreposé en France (374 tonnes ou 11% du total des réserves allemandes) et une partie de celui stocké aux Etats-Unis.

Fin 2012 les réserves d'or de l'Allemagne totalisaient 3.391 tonnes et constituaient près de 80% des réserves de change du pays. Il s'agit des deuxièmes plus importantes réserves d'or au monde après les Etats-Unis et devant le Fonds monétaire international (FMI), l'Italie, la France et la Chine.

D'ici 2020 la part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Fed à New York va être réduite à 37%, contre 45% actuellement, soit 300 tonnes d'or de moins.

La part de l'or stocké en Allemagne va ainsi graduellement monter jusqu'à 50% en 2020, contre 31% aujourd'hui.

La part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Banque d'Angleterre à Londres, centre névralgique mondial des échanges du métal jaune, va rester inchangée, à 13%, a précisé la Bundesbank. Mais l'Allemagne a déjà rapatrié quelque 900 tonnes d'or de Londres depuis 2000, a rappelé M. Thiele.

L'an dernier sur fond de crise en zone euro la question des réserves d'or allemandes à l'étranger avait agité certains milieux eurosceptiques allemands, qui avaient réclamé un audit minutieux de l'or de la Bundesbank, voire son retour intégral au pays. AFP 16.01

Pour la petite histoire, l'explication officielle reprise par l'AFP dans le reste de cet article, consistait à dire que les autorités allemandes auraient constaté (soudainement !) "la fin de la guerre froide" et que le risque que l'Allemagne soit envahie par l'ex-URSS avait disparu.

4- Automobile

4.1- UE Sur l'ensemble de l'année 2012 dans l'Union européenne, la demande de voitures neuves a diminué de 8,2% à 12,05 millions, sa plus forte baisse depuis le recul de 16,9% enregistré en 1993, a précisé l'Accea.

Dans la seule zone euro, le recul atteint 11,3%, à un peu moins de neuf millions, selon les calculs de Reuters.

L'Allemagne est parvenue à limiter la casse avec une baisse de 2,9% alors que la France (-13,9%), l'Espagne (-13,4%) et l'Italie (-19,9%) ont enregistré de forts reculs de leurs immatriculations l'an passé.

L'évolution est aussi très contrastée entre les constructeurs. Les généralistes comme les français PSA Peugeot Citroën (-12,9%) et Renault (-18,9%), l'italien Fiat (-15,8%) ou l'américain General Motors, avec sa marque Opel (-15,6%), ont particulièrement souffert en 2012.

Les marques allemandes de prestige tirent leur épingle du jeu: Audi gagne 3,7%, BMW (-0,1%) et Mercedes-Benz (-0,9%) sont stables.

Le groupe sud-coréen Hyundai-Kia s'en sort particulièrement bien. Sa marque Hyundai a gagné 9,4% et Kia enregistre une forte hausse de 14,6%. Reuters et AFP16.01

4.2- Volkswagen Le premier constructeur automobile européen, l'allemand Volkswagen, a ouvert mercredi sa centième usine mondiale au Mexique, avec 700 nouveaux postes à la clé, en vue de soutenir son expansion en Amérique du Nord.

"Avec cette nouvelle usine, nous continuons à soutenir notre offensive en Amérique du Nord. Au cours des trois prochaines années, le groupe Volkswagen va investir à lui seul plus de cinq milliards de dollars" (3,8 milliards d'euros) dans cette région, a déclaré Martin Winterkorn, patron du groupe, cité dans le communiqué. Le constructeur allemand s'est fixé pour objectif d'écouler un million de voitures aux Etats-Unis à partir de 2018. AFP 16.01

[Haut de page ↗](#)

Le 18 janvier

CAUSERIE

Vendredi 0h15.

Hier soir j'ai passé 4 heures à actualiser les pages d'accueil du site, formater mes articles, c'est ce qui a été le plus laborieux, un boulot d'archiviste, c'est dur de tout faire tout seul. J'ai corrigé la plupart des fautes, vous m'excuserez, c'est un travail de dingue, je dois bosser à toute allure sans me retourner pour vérifier quoi que ce soit. Et quand j'arrête c'est pour balayer, passer la serpillière, etc. et je suis claqué, du coup je sabote une partie de mon travail, je néglige la forme au profit du contenu, bref je ne suis pas satisfait.

Plus j'ajoute d'articles dans le site, plus cela me fait du boulot supplémentaire d'archivage qui prend un temps considérable, d'autant plus qu'il faut sans cesse créer de nouvelles sections et reclasser un tas d'articles.

J'ai laissé trois articles de décembre relatifs à la mascarade qui s'est achevé le 11 janvier, histoire de montrer à ceux qui n'en étaient pas encore convaincus que l'affaire était entendue depuis le début, et que les dirigeants se foutent littéralement de nous. On va les harceler, les pilonner s'ils continuent sur la même voie, on n'a pas le choix.

Je n'ai pas le temps, d'autres le font, il faudrait pilonner Hollande sur le Mali. Il fait la guerre aux terroristes que Sarkozy a armés avec le soutien du PS, tandis que Hollande continue de soutenir les mêmes factions terroristes en Libye et en Syrie. Comme ils ont nié le droit du peuple kurde à son autodétermination, ils nient également celui du peuple touareg écartelé ou dispersé dans plusieurs pays et séparés par des frontières artificielles, arbitraires, les deux étant victimes de frontières imposées par les différents impérialistes quand ils ont balkanisé l'Afrique au cours de la première moitié du XXe siècle puis la seconde. Il faut démolir le PS et le Front de gauche qui le soutient.

Camarades, l'ennemi est dans notre propre pays, les capitalistes et leurs représentants, tous leurs représentants, y compris le gouvernement, les dirigeants du PS, leurs élus au Parlement qui après avoir voté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité de 2013, soutiennent maintenant la guerre au Mali, la guerre contre le peuple syrien, c'est intolérable de les épargner. Ils ont choisi leur camp, nous avons choisi le nôtre.

A bas le gouvernement anti-ouvrier et social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius ! Prolétaires du monde entier : unissez-vous contre la barbarie capitaliste ! Vive le socialisme !

Déjà 2 569 connexions en janvier, plus la moitié de la journée du 5 et la journée du 6 entière qui n'a pas été comptabilisée, cela donne environ 2 750 connexions, si on continue sur la lancée on va finir le 31 janvier autour de 5 000 connexions. Bravo camarades, faites connaître le site à un maximum de travailleurs et militants autour de vous.

Vendredi 11h45 (locale)

Place à l'info. J'ai parfaitement conscience que les travailleurs n'ont pas de temps à perdre la semaine à chercher des infos sur différents portails, encore moins les militants, je fais ce boulot pour vous. Si vous connaissez des adresses de portails sérieux, envoyez-les moi.

Je ne sais pas si vous en avez conscience, mais notre portail est le seul portail en France (et sans doute au-delà) à proposer en ligne plus de 400 articles sur le développement de la situation en Syrie depuis deux ans. On continue le combat, rien ne nous fera plier, encore encore moins capituler.

J'ai ajouté une quinzaine d'articles et de vidéos sur le Mali.

La suite de l'actualisation du site dans quelques heures.

Vendredi 15h30 (11h chez vous en France).

[L'Inde comme si vous y étiez.](#)

- L'Inde pourrait commander jusqu'à 189 Rafale - AFP

Et dans le même temps le gouvernement a pour ainsi dire liquidé ou réduit à une peau de chagrin la subvention qu'il octroyait aux plus pauvres (Ration Card ou carnet de rationnement), en remplaçant la fourniture de produits de première nécessité à prix réduit dans une certaine quantité en fonction de la caste, des revenus et de la composition de chaque famille, par une somme d'argent dérisoire.

A ce propos Mageswary m'a fait la réflexion suivante à laquelle je n'avais pas pensé : "*chez les plus pauvres les hommes vont battre leur femme et piquer l'argent pour boire, après il ne restera plus rien pour manger*". C'est certain, et s'ils n'utilisent pas cet argent pour picoler, ils rechargeront leur portable avec ou ils achèteront de l'essence ou des conneries.

Décidément, sale temps pour les plus pauvres partout dans le monde, donc ceux du Mali encore plus pauvres que les Indiens.

[Serions-nous sectaires ou d'affreux dogmatiques ?](#)

Je mets en ligne un article du *Figaro*, un journal bien connu pour son penchant naturel à défendre la cause des opprimés dans le monde, intitulé *Les confessions des espions du Shin Beth secouent Israël*, qui relate leur questionnement qui ne va pas vraiment dans le sens de la guerre que mène l'Etat sioniste contre le peuple palestinien depuis 1947. Leur témoignage est intéressant, car nous dit *Le Figaro* : ils "*arrivent tous au même constat* : «On gagne toutes les batailles, mais on perd la guerre.» *La répression n'est pas la solution*.".

Commentaire d'un internaute qui ignore la nature de l'Etat sioniste.

- "*Cette fois les aveux viennent de l'intérieur, l'entêtement des pro-israéliens, qui tentent à chaque fois de nier l'évidence, n'a désormais aucune valeur. Qu'est-ce que la communauté internationale attend pour protéger les palestiniens de la sauvagerie de l'occupant.*"

L'Etat israélien est une création monstrueuse qui a été entreprise pour servir les intérêts d'un cartel de banquiers juifs d'origine ou qui se revendiquent ainsi, et qui se sont alliés à quelques monarques en Europe, qui de féroces colonisateurs se lieront par la suite au nazisme avant de revêtir le masque honorifique et plus présentable de potiches, pour mettre la main sur le pétrole du Moyen et Proche-Orient dès le début du XXe siècle, car ils avaient compris qu'avec l'industrialisation et développement de l'industrie automobile, ceux qui détiendraient les réserves de pétroles seraient les maîtres du monde. Ces banquiers juifs d'origine sont à l'origine du développement du sionisme et de l'antisémitisme, car n'ayant finalement pas d'autre religion que l'argent et le pouvoir (politique).

Partant de là, ce que cet internaute ne comprend pas parce qu'il ne connaît pas la véritable histoire de la création de l'Etat d'Israël, c'est que la "*communauté internationale*" ne peut pas s'attaquer à l'Etat sioniste, puisque se serait s'attaquer au cartel de banquiers qui dominent la finance mondiale, en un rien de temps les marchés s'y attaqueraient, leur économie s'effondrerait, sans parler qu'ils risqueraient d'y laisser leur peau, j'entends physiquement.

Cette histoire d'Israël fait partie intégrante ou est une des pièces maîtresses du projet d'instaurer un gouvernement mondial conçu par ces mêmes banquiers. Ce qui signifie qu'on ne peut pas le comprendre si on n'a pas connaissance ou pire, que l'on nie cette partie de l'histoire du vieux monde que les médias et les partis politique s'emploient à camoufler aux masses.

Les véritables comploteurs, en réalité ce sont ceux qui ont conçu ce plan à l'insu de la population qui a été gardé soigneusement dans l'ignorance, et ceux qui ont contribué à la maintenir dans l'ignorance jusqu'à nos jours tout en connaissant ce plan en sont les complices qu'on le veuille ou non.

[Aux capitulards qui se réclament de la IVe Internationale. \(POI-CCI\), NPA, LO](#)

Extrait du *Programme de transition* (Trotsky) de la IVe Internationale :

"Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois."

Poursuivons :

*"C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, **mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats.** S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne."*

Question : Après cette terrible défaite (accord du 11 janvier) oseront-ils rompre avec les appareils vendus des syndicats ? Gageons qu'ils n'en feront rien. Pourquoi ? Devinez, ils auraient trop à y perdre. Et la cause qu'ils sont censés défendre et représenter ? Elle passe après, à la trappe !

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, il y a quelques mois j'ai commencé à tirer à boulets rouges sur Hollande, le gouvernement, les dirigeants du PS, en fait bien avant l'élection présidentielle, ensuite j'ai amplifié les tirs dès la composition du gouvernement connue, depuis je n'ai pas arrêté.

Au départ je me suis demandé si je n'y allais pas un peu fort, je me suis convaincu que non, puis je me suis reposé la même question à deux ou trois reprises en arrivant à la même conclusion, les faits m'ont donné amplement raison qu'il n'y avait absolument aucune raison de les épargner. J'en suis arrivé à les dépeindre comme plus dangereux et pire que Sarkozy et l'UMP, là aussi ces dernières semaines les faits m'ont donné raison.

Comparé le traitement que Marx, Engels, Lénine réservaient à leurs ennemis avec les précautions de langage que prennent nos dirigeants pour en parler, pour un peu on pourrait voir des courtisans faisant la courbette devant leur souverain avant de lui adresser la parole, ils sont misérables.

En me marrant, j'ai presque envie de dire que je n'ai pas encore suffisamment chargé la barque après l'entrée en guerre de l'Etat français contre le peuple malien, il s'agit d'une vulgaire guerre de rapine pour le compte des banquiers et des multinationales, comme toutes les guerres depuis 2001.

Marx avait traité les Versaillais de chiens, à côté les dirigeants du PS tiennent du chacal pour sa ressemblance avec le renard qui use volontiers de la ruse, et de l'hyène, symbole de la laideur et de la cruauté sournoise, ou encore représentant une personne féroce et vile qui s'attaque aux gens sans défense. (Balzac).

[Présentation de quelques vidéos sur le Mali](#)

Je n'ai pas encore eu le temps de visualiser ces vidéos.

La voix des sans-voix 23 avril 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/Interview_Mali_sans_voix.mp3

A présent, c'est sur le Mali que s'abat la désinformation. Pendant que les médias passent sous silence ou minimisent les « *bons coups d'État* » (ceux que les grandes puissances trament contre les gouvernements trop résistants), ils dénigrent les « *mauvais coups d'État* » (ceux qui s'en prennent à leurs marionnettes). Pour que les Maliens puissent décider, sans ingérences des grandes puissances, à propos de leurs ressources, de leurs intérêts et de leur avenir. Michel Collon interviewe pour Investig'Action, avec l'aimable participation de Mustapha Boulehien, le réalisateur Eric Pauporté, auteur du film "*Mali d'or*", et Luk Mertens, analyste à Oxfam-Belgique, deux spécialistes de la région...

Ni division, ni occupation : écrire l'Histoire du Mali à l'encre indélébile 12 juin 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/manif_mali.mp3

Le Mali est dans la tourmente : un groupe de militaires a fait tomber le président ATT. Un acte salué par une grande partie de la population, « *une révolution dont le peuple rêvait* » précise l'écrivain Tahirou Bah. Mais qui n'est pas du goût de la France et des puissances néocoloniales. Depuis, des groupes armés ont pris possession du nord du pays, semant le chaos et la division. Nous avons rencontré des manifestants maliens à Bruxelles. Ils appellent à l'unité du pays. Ils replacent les événements dans un contexte de crise régionale, avec le coup d'Etat en Côte d'Ivoire, la guerre de l'Otan en Libye... Cette instabilité politique a-t-elle un rapport avec les importantes ressources dont regorge la région ? Quel rôle jouent les multinationales ? Comment les peuples se mobilisent ? Comme ils nous l'expliquent, les Maliens sont déterminés : ils veulent mettre un terme au pillage de l'Occident qui, « *depuis la traite négrière, a changé de forme mais pas de fond* ». Les Maliens ne veulent ni de la division, ni de l'occupation. Il est temps « *d'écrire l'histoire du Mali à l'encre indélébile* ».

« **Les puissants passent, nous, restons !** » 19 avril 2012

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4X7oMH4yDIg

Lutte syndicale Cocidirail

ATT a vendu le chemin de fer à une société canadienne qui s'est débarrassée de la plupart des travailleurs et de l'essentiel du transport public. 2005, les chwatcheminois sont en colère. Aminata Diarra chante le courage des ouvriers syndicalistes qui se battent et les associe aux héros maliens des temps passés, au cours d'un meeting des cheminots en lutte pour la renationalisation. 2005. Dans la région des rizières, les paysans sont saignés par les charges, les expulsions de leurs champs au profit de bourgeois nantis et de sociétés étrangères, méprisés, ignorés par les autorités qui en profitent pourtant. Les femmes chantent pour leurs luttes qui n'en finissent pas, un chant populaire historique qui dit en substance : les puissants passent, nous, restons !

Aminata Traoré : « **La démocratie ne suffit pas** » 22 juin 2012

Entretien avec l'universitaire et ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré, personnalité éminente dans les pays émergents et dans les rangs de la gauche anti-libérale. Les médias nous bassinent sans cesse avec les mêmes clichés sur l'Afrique : la pauvreté fruit de la malchance, les gentils humanitaires, la bonne gouvernance, ces conflits soi-disant ethniques qu'il est impossible de comprendre... Avec de sages paroles, Aminata Traoré remet quelques pendules à l'heure sur la crise au Mali, le développement en Afrique, la notion de démocratie et les relations avec l'Occident. Merci ! (IGA)

Aminata Traoré « **La démocratie ne suffit pas** » (1) - 23 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xr5ws1_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-1-23-mai-2012_news

Aminata Traoré - « **La démocratie ne suffit pas** » (2) 24 mai 2013

http://www.dailymotion.com/video/xrbtq7_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-2-24-mai-2013_news

Aminata Traoré - « **La démocratie ne suffit pas** » (3) - 24 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xrcfde_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-3-24-mai-2012_news#.UPjGjKzcBac

ACTUALITE EN TITRES

Péripétie d'un régime en décomposition

- Le Sénat rejette le scrutin paritaire pour les cantonales - AFP

Mali. Union nationale. (suite)

- Henri Guaino: sur le Mali, l'heure n'est pas au débat mais à l'unité - AFP

- Chevènement : « *il doit y avoir une solidarité dans la lutte contre le terrorisme* » - Public Sénat

- Rachida Dati salue "*le sang-froid du président Hollande*" - LePoint.fr

Est-il exagéré de lancer : A bas les institutions de la Ve République et tous les partis qui y participent, qui soutiennent en chœur la guerre contre le peuple malien !

L'insouciance et les illusions se paient toujours un jour.

- Virgin : les syndicats "*décus*" par le gouvernement - Le Nouvel Observateur

Pauvreté. Il en est le co responsable.

- Chérèque chargé de suivre l'application du plan pauvreté - Le Nouvel Observateur

En quelque sorte il a collaboré à la création de son propre emploi. Chérèque est un auto-entrepreneur... de la misère et de sa gestion !

Même qu'au PCF on n'en doute pas !

- Sapin: "*Cela se passe mieux chez Renault que chez PSA*" - AFP

- Chez PSA, c'est LO qui a assuré la sous-traitance du sale boulot, chez Renault, ce sera la maison mère : les staliniens. Du coup, Sapin est rassuré, on le comprend !

ACTUALITÉ DU JOUR

Bâissez votre "**avenir professionnel**", servez le capitalisme qui guerroye contre les peuples à travers le monde.

L'armée de terre française a lancé jeudi sa huitième campagne de recrutement, avec pour objectif d'enrôler 10.000 jeunes en 2013, en pleine guerre du Mali.

L'armée de terre mène régulièrement des campagnes de publicité pour recruter, jugeant que les jeunes Français sont peu informés des possibilités offertes depuis la suppression du service militaire en 1996.

La nouvelle campagne, créée par l'agence TBWA/Corporate, cible les 18-24 ans sur le thème "*pour moi, pour les autres*".

"*Bâtir son avenir professionnel en contribuant à préserver et à construire celui de la communauté nationale, c'est le projet professionnel que l'armée de terre est fière de proposer aujourd'hui*", a dit Jean-Yves Le Drian.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a réfuté l'idée selon laquelle l'intervention française, engagée il y a six jours, pourrait avoir un impact négatif sur les jeunes hommes et jeunes femmes songeant à s'engager.

"De mon point de vue, elle tombe bien (...) parce qu'il faut que nous ayons un recrutement offensif et de qualité", a-t-il dit lors du lancement de la campagne à Vincennes, près de Paris. Reuters 17.01

Cette guerre aussi "elle tombe bien"...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'intervention militaire française au Mali pèsera lourdement sur le budget des opérations extérieures des armées (Opex) et révèle déjà des insuffisances en matière de transports, un domaine pour lequel la France est contrainte de faire appel à ses alliés.

Combien ça coûte ? "*Je ne peux pas l'évaluer encore. Tout cela sera public, évidemment*" : une semaine après le début des opérations, Jean-Yves Le Drian, doit déjà répondre aux interrogations sur leur coût financier. D'autant que le ministre de la Défense a prévenu que l'engagement "*sera long*".

Concrètement, les crédits dédiés aux Opérations extérieures (Opex) pour 2013 s'élèvent à 630 millions d'euros. En baisse d'environ 90 millions par rapport à 2012, en raison du retrait français d'Afghanistan. Mais les économies escomptées du retrait afghan devraient être effacées par l'opération au Mali.

"*C'est une opération qui durera au minimum une bonne partie de 2013, sinon toute l'année 2013. Ca ne tiendra pas dans le budget*", estime Axel Poniatowski, ancien président UMP de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

En 2011, année des opérations en Libye, le coût des Opex avait atteint 1,2 milliard d'euros. Il s'agissait alors d'une opération aéronavale très différente de l'intervention au Mali, avec une campagne aérienne de huit mois et le déploiement du porte-avions Charles de Gaulle en Méditerranée.

"*Ca n'aura pas d'incidence sur le budget de la défense*", souligne pour sa part Jean-Louis Carrère, le président PS de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat.

Quand le budget Opex est dépassé, le gouvernement abonde habituellement les crédits, pour ne pas plomber le budget défense.

Le coût des opérations au Mali dépendra en premier lieu de leur durée. Mais les premiers jours du conflit ont confirmé certaines insuffisances des armées, notamment en moyens de transport et de ravitaillement.

Paris a dû demander l'aide de ses partenaires pour acheminer du matériel. La Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique ou le Canada, ont accepté de fournir des avions de transport et les Etats-Unis devraient également participer. AFP 17.01

2- Pakistan

Le président de l'agence gouvernementale pakistanaise chargée de la lutte contre la corruption a rejeté jeudi une décision de la Cour suprême, qui demandait l'arrestation du Premier ministre, Raja Pervez Ashraf.

Des chaînes de télévision pakistanaises ont cependant rapporté que Fasih Bokhari, président du Bureau national de suivi des responsabilités (NAB), avait dit jeudi à la Cour que l'enquête était insuffisante et qu'il refusait donc de procéder aux arrestations du Premier ministre et d'autres responsables incriminés.

La Cour suprême lui a en retour demandé de présenter immédiatement les dossiers concernés, afin de déterminer si elle disposait d'assez de preuves pour maintenir les poursuites.

Elle a dans le même temps accepté d'étudier une requête qui accuse de blasphème Sherry Rehman, l'une des principales personnalités du PPP, actuellement ambassadrice aux Etats-Unis. Reuters 17.01

SOCIAL

1- France

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi ont de nouveau manifesté jeudi pour demander le retrait du plan de restructuration de la recherche annoncé par le laboratoire pharmaceutique il y a six mois.

Selon les syndicats, 700 manifestants ont défilé à Paris alors que la police n'en a compté que 560. Sanofi emploie environ 28.000 personnes en France.

"Nous demandons le retrait du plan et une rencontre associant les syndicats, les pouvoirs publics et la direction mais celle-ci s'y oppose toujours", a commenté un porte-parole de Force Ouvrière à Paris.

Quelque 150 salariés de Sanofi se sont aussi rassemblés devant les bâtiments de Sanofi de Marcy-L'Etoile (Rhône) qui abritent le plus gros site de production de vaccins du groupe.

"Il est inacceptable de supprimer des emplois quand on réalise neuf milliards d'euros de bénéfice", a déclaré Cyril d'Andréa, délégué CGT de l'entreprise de Marcy-L'Etoile, où 629 postes sur 2.500 vont être supprimés.

Thierry Bodin (coordinateur de la CGT) affirme que *"les salariés refusent de voir disparaître leur emploi et celui de leurs collègues sous-traitants (et) qu'à 10 jours du jugement devant la Cour d'appel de Paris, ils ont voulu se faire entendre de la direction, des élus de la Nation et du gouvernement"*. Reuters 17.01

2- Allemagne

Le géant allemand des télécommunications Deutsche Telekom prévoit de supprimer 1.200 postes dans ses services administratifs en Allemagne d'ici le 30 juin, a déclaré jeudi un porte-parole du groupe à l'AFP, confirmant des informations de presse.

Les services du personnel, de la comptabilité, du contrôle et du marketing sont notamment concernés par ce plan *"uniquement basé sur des départs volontaires"* et qui va permettre d'économiser *"100 millions d'euros par an"*, a ajouté le porte-parole.

Ces suppressions de postes s'ajoutent à un plan déjà annoncé de réduction d'environ 40% des effectifs administratifs du siège du groupe à Bonn (ouest) d'ici à 2015, soit 1.300 postes de moins.

Le groupe emploie environ 75.000 salariés en Allemagne, et plus de 230.000 dans le monde.

Le patron de Deutsche Telekom René Obermann et son successeur à partir du 1er janvier 2014, l'actuel directeur financier du groupe Timotheus Höttges, cherchent à économiser partout au sein du groupe, notamment sur les coûts du personnel, afin de dégager des moyens supplémentaires pour étendre le réseau haut débit en Allemagne.

Le groupe a prévu d'investir 30 milliards d'euros au cours des trois prochaines années, essentiellement dans l'extension du réseau haut débit en Allemagne. AFP 17.01

Mettez en relation les différents chiffres fournis ici et vous retrouverez la logique des capitalistes.

Finlande

Le fabricant finlandais de téléphones portables Nokia a annoncé jeudi une restructuration de sa branche technologies de l'information qui se traduira par 300 suppressions d'emplois au maximum.

"Dans le cadre des changements prévus, Nokia prévoit de transférer certaines activités et jusqu'à 820 employés à HCL Technologies et TATA Consultancy Services," a précisé le groupe dans un communiqué.

La majeure partie des emplois concernés est en Finlande.

Le groupe a indiqué vouloir accroître sa productivité, réduire ses coûts et créer une branche technologies de l'information *"adaptée pour la taille et l'envergure actuelle de Nokia"*.

Ces mesures font partie d'un plan, annoncé en juin, de 10.000 suppressions d'emplois d'ici à fin 2013, dans l'espoir de juguler les pertes de l'ancien numéro mondial des téléphones portables. AFP 17.01

3- Japon

Le fabricant japonais de semi-conducteurs Renesas Electronics, récemment secouru par un fond public, a annoncé jeudi préparer un plan de départs volontaires portant sur 3.000 à 4.000 personnes au Japon, énième étape de son lent processus de redressement.

Renesas a expliqué aux syndicats son intention d'inviter les 40 ans et plus travaillant dans la maison-mère ou l'une de ses filiales au Japon à abandonner leurs fonctions le 30 septembre, moyennant une prime de départ.

Répondant à la demande des nouveaux pourvoyeurs de fonds de Renesas, ce plan a pour but une réduction d'effectifs de plus de 3.000 postes.

Ils s'ajouteront aux 7.446 partis de la même façon en octobre l'année dernière, dans le cadre d'une réduction du nombre d'usines et d'une réorganisation des activités.

Ce nouvel appel aux départs est motivé par la volonté de l'entreprise de réduire ses coûts structurels à cause d'un chiffre d'affaires malmené par la conjoncture internationale et la concurrence.

Renesas est récemment passé sous la coupe d'un fonds semi-étatique et plusieurs sociétés clientes, censés l'aider à se relever d'une période difficile, qui a vu s'enchaîner la crise financière internationale, la hausse du yen, le séisme doublé d'un tsunami dévastateur dans le nord-est du Japon et une demande instable. AFP 17.01

4- Canada

Le Cirque du Soleil, connu internationalement pour ses spectacles mêlant la performance physique et la mise en scène artistique, s'apprête à licencier 400 personnes, soit huit pour cent de ses effectifs.

La compagnie basée au Québec a expliqué qu'elle était contrainte de prendre cette mesure en raison de la hausse des coûts de ses productions mais également en raison d'une appréciation du dollar canadien.

Le Cirque du Soleil a enregistré 14 millions d'entrées en 2012 pour un revenu record d'un milliard de dollars canadiens.

"Nous sommes actuellement en train de revoir nos dépenses avec la compagnie dans l'ensemble du monde afin de les réduire d'une manière significative", a dit Renée-Claude Ménard, porte-parole de la compagnie.

Le Cirque du Soleil compte 5.000 employés. Reuters 17.01

ECONOMIE

Chine

La Chine va continuer cette année à soutenir son économie en investissant massivement dans les chemins de fer, à hauteur de 650 milliards de yuans (79 milliards d'euros), a indiqué le ministre des Chemins de fer Sheng Guangzu, cité par l'agence Chine nouvelle jeudi.

Cette somme permettra de mettre en service 5.200 kilomètres de nouvelles lignes, selon le ministre.

L'investissement prévu en 2013 est 30% plus élevé que les 500 milliards de yuans initialement planifiés pour le secteur l'an dernier.

Mais ce budget avait reçu une rallonge de 100 milliards de yuans lorsque Pékin a entrepris au second semestre de combattre le ralentissement de la croissance dans la deuxième économie mondiale en relançant des programmes d'infrastructures.

Le boom de l'investissement dans le rail en Chine, qui possède le réseau de lignes ferrées le plus long du monde après celui des Etats-Unis, remonte à 2003 sous l'impulsion du prédécesseur de M. Sheng, Lui Zhijun.

La Chine s'est par ailleurs hissée en quelques années au premier rang mondial pour son réseau de train à très grande vitesse, alors que la première ligne de TGV n'a ouvert dans le pays qu'en 2007.

La dette du ministère des Chemins de fer s'élevait au troisième trimestre de l'an dernier à 2.660 milliards de yuans (321 milliards d'euros), soit 61,8% de ses actifs, selon des informations publiées antérieurement par la presse chinoise.

Fin 2012, le réseau ferré chinois avait une longueur de 98.000 kilomètres de lignes en exploitation, dont 9.356 km de voies de TGV, a précisé M. Sheng, cité par l'agence officielle. AFP 17.01

[Haut de page ↗](#)

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai rajouté une vingtaine d'articles dans les rubriques, économie, politique, international et Mali.

On attend encore que les partis ouvriers et leurs satellites caractérisent le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius comme il se doit : un gouvernement social-libéral-impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, comme son prédécesseur. On peut aussi remplacer social-libéral par néo conservateur ou néo libéral puisqu'il applique exactement la même politique. A suivre.

[Etat guerrier \(Mali, Syrie, Libye, Cote-d'Ivoire, Afghanistan, etc\), état policier \(Vigipirate\).](#)

Une intervention militaire française en chasse une autre: Côte d'Ivoire, puis Libye, puis Mali, sans parler de la volonté appuyée d'intervenir en Syrie. Les troupes françaises ont à peine commencé à quitter l'Afghanistan qu'elles interviennent de nouveau au Mali.

La France apparaît ainsi, actuellement, comme le pays le plus agressif de la planète. Même les USA paraissent, en comparaison, plus réservés, dans le rôle de gendarme. Et s'il y a une distribution des tâches dans ce rôle, on peut dire que la France fait preuve dans le sien d'un zèle particulier.

C'est inquiétant. Car cet Etat par deux fois, en Libye et maintenant au Mali, est venu, avec ses armées, aux frontières de l'Algérie et des pays du Maghreb. Chaque Algérien, chaque Nord-Africain, ressent cette inquiétude, celle d'avoir en face, de l'autre côté de la méditerranée, un Etat guerrier. (*Intervention de la France au Mali : L'Etat guerrier - 17.01 - mondialisation.ca*)

Question : Comment en est-on arrivé là ?

[Leur Nouvel ordre mondial a du plomb dans l'aile.](#)

Avez-vous fait attention aux titres ou aux fonctions qu'ont occupé au sein d'institutions nationales ou internationales, de gouvernements, de l'armée, d'administrations, de grandes entreprises ou de multinationales les auteurs de certains articles ou certaines vidéos que j'ai mis en ligne en provenance de portails divers et de plusieurs régions du monde ?

Ils témoignent manifestement que le vieux monde craque de partout, qu'il est loin de faire l'unanimité de l'élite intellectuelle, bien que leur plan progresse sur certains volets, par exemple l'Union européenne, non sans certaines difficultés qui pourraient à terme s'avérer fatales, dans quelles conditions, c'est une autre affaire.

Richard Le Hir a signé un article publié le 15 janvier sur le portail canadien Mondialisation.ca, dont le titre confirme ce que nous venons d'affirmer : *La Mondialisation : un gigantesque fiasco !*. Au début de cet article, il se présente brièvement et c'est très intéressant :

- "On me demande souvent comment il se fait qu'un ancien dirigeant d'une grande association d'industriels du secteur manufacturier comme moi, qui a milité activement en faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au début des années 1990, soit désormais si critique à l'endroit de la mondialisation, au point même de souhaiter ardemment le démantèlement de certaines structures de gouvernance internationale et la reprise en main par les États de leur économie."

Il nous indique ensuite qu'au milieu des années 90 il était "ministre délégué à la Restructuration dans le gouvernement Parizeau.

Il en arrive au constat suivant :

- "Aujourd'hui, tout ce beau système est au bord de l'éclatement, et il est maintenu artificiellement en vie par les décisions irresponsables de non-élus qui n'ont de comptes à rendre à personne. Si les banques centrales n'avaient pas finassé,

renié tous leurs principes, violé toutes leurs règles, reporté des échéances pourtant jusqu'alors sacrées, nous serions déjà en train de le reconstruire sur des bases plus saines."

Il évoque ensuite comment a été mis en place ce système néolibéral, à qui il profite et dans quel objectif, le Nouvel ordre mondial et ses concepteurs.

C'est là qu'il dérape ou fait fausse route, et c'est pour cette raison qu'il en arrive à la conclusion qu'il faudrait en revenir aux bons vieux Etats-nations, parce qu'à aucun moment il n'aborde les origines de la crise qui a frappé le capitalisme au début des années 70 et a amené les gangsters de la finance à violer toutes les règles qu'ils avaient édictées précédemment, pour justement assurer la survie du système capitaliste en bout de course.

Il ne lui viendra pas à l'idée que la financiarisation croissante de l'économie à partir de cette période n'a pas été uniquement le produit d'une idéologie délirante comme il l'affirme, mais la bouée de sauvetage des banquiers eux-mêmes et du capitalisme, leur seul recours, car ils ne pouvaient pas se permettre de recourir à une guerre mondiale encore plus dévastatrice et peut-être fatale pour la civilisation humaine, dont eux-mêmes, comme ils l'avaient déjà fait à deux reprises au cours du XXe siècle, le contexte ne s'y prêtait du fait que l'URSS existait encore et que le rapport de force entre les classes à l'échelle mondiale n'était pas favorable à la bourgeoisie, on peut ajouter que la Chine n'avait pas encore rejoint le camp de l'économie de marché, et que les Etats-Unis ainsi que les puissances en Europe de l'Ouest étaient encore dans une position de confrontation ouverte que l'on a appelé la Guerre Froide. Tous ces éléments les empêchaient de recourir à une autre alternative que l'idéologie ultra libérale.

Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés d'Europe occidentale savaient que tôt ou tard l'URSS s'effondrerait et que la Chine se tournerait vers l'économie capitaliste, et qu'à terme ils pourraient les concurrencer sur le marché mondial, il leur fallait donc rapidement mettre en place un système qui leur permettrait de s'enrichir considérablement dans cette perspective, d'où la dérégulation des marchés financiers et la création d'une multitude d'outils financiers pour accroître leurs gains dans des proportions colossales pour être prêts à affronter les prochains défis qui ne manqueraient pas de surgir sur le marché mondial s'ils voulaient conserver leur rang ou leur rôle hégémonique, sachant que pour accroître leurs profits de manière colossale il ne pouvait pas compter sur une confrontation directe avec le prolétariat en Europe de l'Ouest qui se serait traduite par une baisse brutale de son niveau de vie, alors qu'à la même époque la classe ouvrière venait de passer à l'offensive dans plusieurs pays sur le plan social et politique, France, Portugal, Grèce, Tchécoslovaquie, etc. Au même moment, des mouvements sociaux ou des soulèvements avaient lieu en Amérique latine et des mouvements de libération nationale intervenaient ou venaient juste d'avoir lieu dans plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, en Afrique.

Epuisé ou asphyxié par le coût exorbitant de la guerre du Vietnam, guerre qui avait fini par être très impopulaire aux Etats-Unis, sur les plans politique et économique l'impérialisme américain n'était pas en mesure de se lancer dans une guerre mondiale, de même que les gouvernements en Europe n'étaient pas en mesure d'affronter directement la classe ouvrière, voilà qui explique en grande partie pourquoi l'oligarchie financière s'engagea dans cette voie qui il faut quand même le souligner, s'offrait à elle à moindre frais en attendant des jours meilleurs.

Cela nécessitait juste de leur part qu'ils adaptent provisoirement leur stratégie sans pour autant changer d'orientation, leur objectif demeurant d'instaurer à terme un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient ou contrôlèrent, ce qui est relativement facile quand on a le monopole de la création monétaire, le nerf de la guerre, de la guerre de classe.

Cela étant, et c'est ce qu'on en train d'observer, ils sont rattrapés par les contradictions du capitalisme plus vite qu'ils ne le pensaient ou l'auraient souhaité sans doute, de telle sorte qu'ils se retrouvent exactement dans la même situation qu'aux début des années 70, en cent fois pire, car avec une montagne de dettes monstrueuse qui menace de les engloutir à tout moment, et un prolétariat qui refuse de se soumettre, même s'il a encaissé de graves reculs et défaites, ses partis et ses organisations existent toujours, sa capacité de résistance et de combattre demeure intacte, même handicapé par l'absence de véritables partis communistes, par mille canaux ou réseaux il résiste, il ne manquerait plus qu'il rassemble l'ensemble de ses forces et qu'ils les concentrent contre les institutions qui détiennent le pouvoir politique, l'Etat, pour que leur Nouvel ordre mondial soit relégué au musée de l'histoire avant d'être parvenu à son terme.

Ce qu'il faut bien comprendre ou retenir, c'est que la financiarisation de l'économie à outrance n'est pas le produit du hasard, de calculs savants ou d'une idéologie différente du capitalisme, elle en est le prolongement, tout comme la guerre est le prolongement de la politique sous une autre forme.

C'est le développement historique du capitalisme qui l'a rendue possible. C'est le stade de développement auquel il est parvenu, cela ne signifie pas pour autant que c'était une étape indispensable de son évolution, c'était un stade auquel il pouvait effectivement parvenir, tout dépendait de la capacité ou non du prolétariat mondial à le liquider avant et à prendre le pouvoir, comme il n'y est pas parvenu, l'ultra libéralisme a pu s'épanouir et gangrener l'ensemble de l'économie mondiale ainsi que les institutions politiques, la plupart des Etats.

C'est ce que les intellectuels progressistes ou qui se veulent critiques envers le capitalisme ne parviennent pas à comprendre. Ils continuent de croire qu'à un moment donné le capitalisme a déraillé et qu'il suffirait de le remettre sur ses rails pour que tous

nos problèmes soient résolus. Ils ne veulent pas admettre ou ils ne comprennent pas que l'ultra libéralisme s'inscrit dans la continuité du développement du capitalisme depuis deux ou trois siècles, qu'il est finalement régi par les mêmes lois, qu'il repose sur les mêmes principes fondamentaux (inégalité entre les classes), qu'il en est issu lui-même, qu'il en est le produit. L'ultra libéralisme n'est pas une construction intellectuelle déconnectée de l'économie, le croire serait commettre une grave erreur.

L'ultra libéralisme qui est le produit des contradictions du capitalisme parvenu à son stade ultime, au-delà duquel il entre en décomposition, est en train de nous prouver qu'il ne peut pas s'extraire de ces contradictions, que quoi qu'il fasse, elles le rattraperaient toujours un jour ou l'autre, en réalité il en est totalement dépendant, d'où les brutales politiques d'austérité, l'ultra libéralisme est l'expression du capitalisme entré en putréfaction, qui s'autodétruit et détruit la société, pourri tout ce qu'il touche, pire, hypothèque dangereusement l'avenir des générations futures.

Vouloir revenir en arrière ou faire tourner la roue de l'histoire à l'envers est un non-sens tellement évident que l'on peine à comprendre pourquoi ces intellectuels ne parviennent pas à le saisir. Nous ne sommes pas en présence d'un processus intellectuel que l'on peut faire ou défaire à volonté et ainsi de suite, mais d'un processus dialectique, historique, qui a eu un commencement et qui doit avoir une fin, comme tout système, contrairement au socialisme qui consiste à libérer les forces productives qui étouffent dans le mode de production capitaliste, à libérer le potentiel de créativité qui existe dans la société de façon à permettre à chacun de s'épanouir tout en participant à la collectivité humaine.

Construire un nouveau système économique reviendrait à nous passer une nouvelle camisole de force et subir les souffrances qui l'accompagnaient forcément. Une fois débarrassée du capitalisme et ses contraintes, l'humanité sera en mesure de vivre en harmonie et en paix, c'est possible, elle en a les moyens, ce n'est donc pas une utopie, cela l'est en revanche quand on ne comprend pas le fonctionnement du capitalisme.

Au passage, vous aurez remarqué que je combats à la fois le Nouvel ordre mondial, donc à la fois la théorie du complot que certains ont développé au-delà même de celle qui accompagne effectivement ce projet de gouvernement mondial, pour produire des thèses délirantes ou défendre des intérêts ou objectifs invouables, et la théorie de l'ultra-impérialisme que l'on m'a prêtée par erreur ou malveillance. Je demeure sur le terrain de la lutte des classes et j'utilise les outils du marxisme que je maîtrise avec plus ou moins de bonheur.

On continuera plus tard. Ce que j'ai écrit là devrait être développé, mais je n'en ai pas le temps, je suis prisonnier de mon activité quotidienne.

Parole d'internaute.

- "Un "Brueel" s'est pris 900 000 euros dont 315 000 en trois mois et demi. Debouze 550 000, Ramzy, Omar SY, Dubosc, Gad Elmaleh 400 000. Et le tout pour un film ! Nous les "cocus du système", on ne les gagne pas en quinze ans de travail, et pourtant nous apportons beaucoup plus à l'économie et à la société que ces "médiocres", pour ne pas dire nuls !"

A cette liste vous pouvez ajouter : Dany Boon : 600 000 euros, Garcia : 472 500 euros + 202 500 euros à venir. (source : lepoint.fr18.01)

Le football, le Tour de France, les Jeux Olympiques, TF1, les émissions de divertissement, les comédies, les humoristes à cent balles, les jeux vidéo, le Pastis et le gros rouge, la drogue, la religion et les sectes, l'écologie et le féminisme manipulés, etc. l'opium du peuple se décline dorénavant de telle sorte qu'il y en a pour tout le monde pour que la population demeure toujours aussi ignorante, pendant ce temps-là, ceux qui détiennent le pouvoir peuvent tranquillement appliquer leur politique réactionnaire sur toute la ligne.

Tout fout le camp, la société se décompose à une vitesse fulgurante, tous les rapports se délitent, l'Etat devient de plus en plus policier, les institutions sont totalement corrompues, la classe dominante fraude, trafique, blanchit, se livre à des activités illégales en toute impunité, etc. tout va bien la vie continue comme avant. Il y en a même qui paient pour qu'il en soit ainsi.

Tout est fait pour que les exploités ne comprennent rien à rien et ne se posent pas les bonnes questions une fois sous l'emprise de la propagande officielle. Vivons dans l'insouciance du temps qui passe, ne cherchons pas à sortir de ce cercle infernal, faisons comme si la société avait toujours été de la sorte, et estimons-nous heureux de ne pas subir le sort d'autres peuples moins chanceux que nous. Quant au futur, au sort des générations futures, vau mieux ne pas y penser non plus car il est déjà gravement hypothéqué, vous avez raison, pensez qu'à vous-même et oubliez que vous avez fait des enfants, car il risque de se transformer en cauchemar et le mot est faible...

ACTUALITE EN TITRES

Parole de représentant patronal.

- Michel Sapin confiant sur un rebond et sur le climat social - Reuters

Rebond, qu'il y ait ou non signifie baisse du chômage sur fond de surexploitation et accroissement des profits, quant à sa "*confiance*" dans le "*climat social*", elle doit reposer sur la capitulation honteuse sans exception des dirigeants du mouvement ouvrier.

Parole de banquier

- Après avoir taillé dans les dépenses, les banques américaines retrouvent la santé - LeMonde.fr

Titre trompeur, la réduction des dépenses en question a consisté essentiellement en des suppressions de postes.

Et le pire de tout, c'est qu'elle a raison !

- Pour Marine Le Pen, Paris est responsable de la situation au Mali - Reuters - il y a 16 heures

Ce ne sont pas les dirigeants des partis ouvriers qui chargeraient la barque de Hollande, ils ont déjà trop à faire pour l'empêcher de couler, on comprend. Après ils nous feront croire qu'ils luttent contre l'extrême droite...

Sortir un tract contre la guerre au Mali, sans mettre au premier plan les énormes richesses inexploitées de ce pays que les multinationales convoitent, son taux extrême de pauvreté, la manière dont Sarkozy puis Hollande ont manœuvré pour rendre cette guerre indispensable (de leur point de vue), leur refus de discuter avec les dirigeants d'importantes factions touaregs qui demandaient de l'aide pour combattre les djihadistes pour finalement présenter l'ensemble des opposants au régime en place comme des "*terroristes*", de la même manière qu'en Afghanistan ils avaient assimilé l'ensemble de la résistance armée à l'occupant comme des talibans, ne pas mettre en relief ces différents aspects de la situation, c'est passé à côté de l'essentiel, c'est de la propagande pure qui est à côté de la plaque, totalement improductif.

C'est avant tout une guerre de pillage, de véritables gangsters lancés à l'assaut des richesses du Mali.

C'est pas en France que les partis ouvriers mobiliseraient contre la guerre.

- Algérie : des islamistes manifestent contre la France - LePoint.fr

Une main d'oeuvre encore meilleure marché que les Algériens ?

- Algérie : une vingtaine de Philippins parmi les otages - LePoint.fr

Des Japonais, des Britanniques, des Américains ou des Français, qui n'occupent pas des emplois sans qualification contrairement aux Philippins.

Un aveu. En guise de bonne conscience ? Toute de même pas !

- «*Nous avons peut-être tous fait une erreur de jugement sur les printemps arabes*, selon Guaino - Public Sénat

Guaino veut dire par là qu'ils ont soutenu les salafistes, les Frères musulmans, etc. leurs alliés en fait...

Avis aux rentiers

- A-t-on le droit de sous-traiter son travail à quelqu'un d'autre? - Slate.fr

- "*De l'importance de trouver son rythme au travail*" - L'Express.fr

Cynisme sans fond, leur marque de fabrique

- Le FMI salue l'effort "*impressionnant*" du Portugal, malgré des "*risques*" - AFP

- Grèce: la dette "*as viable*" sans une aide accrue de l'UE, selon le FMI - AFP

Individualisme effréné, complexe de supériorité, mégalomanie : des psychopathes.

- Pour vendre en ligne, les marques de luxe personnalisent le produit - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord patronal du 11 janvier 2013. Gouvernement PS-Medef-CFDT soutenu par les autres syndicats.

Je passe le discours de Sapin et les contre-vérités qu'il contient, selon lequel l'accord patronal du 11 janvier serait "*équilibré*", relevant qu'en affirmant qu'il était "*décisif*" pour l'image de la France à l'étranger, il s'adressait directement aux investisseurs qui seraient désireux de venir exploités la main d'oeuvre en France en bénéficiant d'une législation du travail particulièrement avantageuse pour les patrons.

Avis aux manipulateurs et charlatans qui tiennent à épargner le PS.

Le ministre du Travail a fait valoir notamment que le bureau national du PS avait approuvé par 28 voix contre 5 une déclaration soulignant que le parti sera "*particulièrement attentif à une transcription fidèle de cet accord dans la loi*".

"*C'est dans les meilleures conditions que nous allons faire en sorte que cet accord soit adopté sans que son équilibre soit modifié*", a-t-il prédit.

Thibault n'exige pas le retrait de cet accord, la CGT ne rompt pas avec le patronat, pire, la CGT le soutient en prétendant pouvoir l'amender, alors qu'on vient de voir que ce serait totalement impossible.

"*Quelque chose me dit que, d'une manière ou d'une autre, ce ne sera pas intégralement le texte de l'accord qui figurera dans la loi*", a déclaré à la presse M. Thibault à l'issue d'entretien à Matignon avec le Premier ministre.

"*Je note avec satisfaction que, contrairement à ce qui était indiqué en début de semaine, la CGT aura voix au chapitre*", a ajouté le dirigeant, qui passera la main en mars à Thierry Lepaon.

"*Nous allons avoir des séances de travail très concrètes avec le ministère du Travail pour regarder le texte dans le détail*", a-t-il annoncé. "*Le Premier ministre ne peut pas ignorer l'opinion de la première organisation de salariés, même quand elle ne signe pas un accord*", a fait valoir M. Thibault.

Il a indiqué aussi que les militants et directions départementales de la CGT allaient "*rendre visite aux parlementaires pour leur faire une explication de texte*" avant l'examen du projet de loi. AFP18.01

On a sans doute là ce que Thibault a dû convenir de son côté avec Ayrault.

Le scénario le plus probable : c'est que Thibault a fourni des pistes à Ayrault pour modifier le texte à la marge, de telle sorte qu'on oublie que sans la participation de la CGT (et de FO) à cette mascarade, cet accord n'existerait, tout simplement parce que cette "négociation" n'aurait jamais pu avoir lieu.

En réalité, Thibault a tenu à collaborer directement à l'écriture de cette loi antisociale, histoire de montrer qu'il était plein de bonne volonté pour faire passer cet accord, tout en jouant une comédie en direction de sa base qui rejette massivement cet accord et doit se demander comment cela a pu être possible, comment on en est arrivé là.

Tenez, comme quoi je n'invente rien. Après avoir rédigé ces lignes je viens de prendre connaissance d'un article de l'AFP qui reprend en substance le contenu de l'interview que Laurent Berger (CFDT) a donné au journal *Le Monde* et qui sera publié ce samedi, dans lequel il indique que cet accord pourra faire l'objet "*d'amendement*" à la marge, sans en modifier les éléments fondamentaux :

- Le leader cédétiste souhaite que "*le contenu du projet de loi*" transposant l'accord "*soit discuté avec les signataires, puis avec les non signataires, avant d'être envoyé au Conseil d'Etat*".

"*Le droit à amendements existe mais dans le respect du texte et de son équilibre*", estime M. Berger pour qui il existe "*des marges de discussion*" notamment sur "*les modalités de désignation des représentants des personnels dans les conseils d'administration*"

des grandes entreprises". AFP 18.01

"équilibre" en faveur du patronat, condition préalable pour qu'il le signe, il confirme ce que j'ai indiqué plus haut, Thibault n'est que le clone de Chérèque, voilà la vérité.

Ils vont devoir avaler d'autres couleuvres aussi grosses dans les mois à venir, car les dirigeants de la CGT n'ont pas l'intention de rompre leur relation avec le gouvernement et le patronat, il faut d'autre s'attendre à de nouveaux importants reculs sur la retraite, de nouvelles cuisantes défaites pour la classe ouvrière.

L'offensive de la réaction va se poursuivre tout azimut, sur les mêmes bases et fort de cette expérience réussie.

- Après le marché du travail, le gouvernement abordera en 2013 avec les partenaires sociaux d'autres gros morceaux, une réforme des retraites et le financement de la protection sociale.

Pour les premières, "une bonne partie de l'année 2013 sera mise à profit pour une concertation autour de quelle réforme ? en utilisant quels outils ? quels moyens ? quelles évolutions?"

"Vous connaissez tous les curseurs qui peuvent être bougés pour permettre qu'il y ait, si ce n'est un retour à l'équilibre, en tous les cas une perspective de financement pérenne de nos régimes de retraite", indique le ministre.

Les curseurs : Repousser l'âge du départ à la retraite pour prétendre percevoir une retraite à taux plein, et allonger la durée de cotisations.

Le TSCG et sa "règle d'or" devront être respectés.

Le ministre du Travail a enfin estimé que les partenaires sociaux ne pouvaient se démarquer de l'objectif d'équilibre global des finances publiques à l'horizon 2017 quand ils discuteront de la nouvelle convention d'assurance chômage pour remplacer celle qui arrive à échéance fin 2013, avec un déficit de l'Unedic prévu à 5 milliards d'euros cette année.

"On s'est donné des objectifs de retour à l'équilibre global des finances publiques, ça fait partie des retours à l'équilibre qui sont nécessaires. Les partenaires sociaux en sont conscients !" Reuters 18.01

Berger, le manipulateur en chef.

"Je n'ai pas à m'excuser d'apporter" aux salariés "du plus, ni d'avoir encadré la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente", affirme M. Berger dans une interview au Monde à paraître samedi.

"Au minimum, l'accord est équilibré, moi je trouve qu'il est ambitieux!", a ajouté le secrétaire général de la CFDT pour qui ce texte, signé avec le patronat et qui doit être transposé en loi, "marque une nouvelle articulation entre l'économie et le social" et "un compromis structurant à moyen terme".

Selon lui, "la CFDT n'est pas isolée. Il existe un camp réformiste, dont elle fait partie". "Seuls ceux qui ne font rien ne prennent pas de risque!".

Toutefois, il ne veut "pas creuser les divergences" avec les autres centrales et souligne qu'il a appelé son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, "pour le prévenir" qu'il allait s'engager sur l'accord.

M. Berger reconnaît qu'"il y a clairement une bipolarisation du syndicalisme sur ce sujet", mais "rien ne dit qu'elle sera durable".

"Mais, nous avons, avec la CGT, une conception fondamentalement différente de l'articulation entre la loi et la négociation", souligne-t-il. "Pour nous opposer à un projet, nous parvenons à agir ensemble, en revanche, faire des propositions communes et s'engager ensemble, c'est plus difficile", dit-il. AFP 18.01

Pour se justifier, Berger n'hésite pas à commettre un faux, à nier la législation du travail qui est en vigueur en prétendant que cet accord permettrait d' "encadr(er) la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente", en réalité, c'est beaucoup plus tordu ou sournois.

Il profite du fait qu'effectivement les patrons peuvent déjà grâce aux modifications successives de la législation du travail mettre en oeuvre la flexibilité en recourant à toute une panoplie de contrats précaires, et là où est la tromperie, c'est quand il prétend que

cet accord aurait pour objectif de mettre un terme ou "d'encadrer" cette pratique "sauvage" qui en fait est le produit de la régression sociale négociée au cours des années précédentes entre le Medef et la CFDT notamment, tentant de camoufler qu'en réalité cet accord ne fait que renforcer la flexibilité déjà existante, que l'étendre à tous les types de contrats de travail puisqu'elle touche même le CDI.

J'ai relevé deux commentaires très brefs d'internautes.

- 1- *"Bien-sûr qu'il n'a pas à s'excuser : la CFDT roule pour le PS !"*
- 2- *"C'est vrai que lorsqu'on trahi les siens, ça ne sert à rien de s'excuser."*

Mais le problème voyez-vous, c'est que les partis ouvriers ou les formations politiques ne voient pas les choses ainsi. Pour eux, si la CFDT figure bien de l'autre côté de la barricade, il n'en est pas de même du PS qu'ils considèrent toujours comme un parti ouvrier. Ne cherchez pas ailleurs pourquoi nous n'avons jamais réussi à contruire un nouveau parti révolutionnaire, remerciez au passage les dirigeants de l'ex-OCI, de la LCR et de LO.

La CFDT "roule" pour le PS, le PS roule pour le capitalisme ou le régime, pour qui roulent ceux qui ont refusé de le caractériser comme il convenait, qui ont refusé de rompre avec lui, avec le régime ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des centaines de personnes ont manifesté vendredi soir à Madrid contre la corruption, au moment où la droite au pouvoir en Espagne se défendait face à un nouveau scandale qui risque d'aggraver la perte de crédibilité d'une classe politique minée par la crise.

Aux cris de *"Ce président est un délinquant"*, *"Démission"*, portant des pancartes où était écrit *"Voler est un délit, seulement pour les pauvres"*, les manifestants se sont regroupés aux abords du Parti populaire (PP), la formation de droite du président du gouvernement, Mariano Rajoy.

L'immeuble était protégé par des fourgons de police et des barrières jaunes qui tenaient à distance les manifestants, rassemblés via les réseaux sociaux à l'appel de la mouvance des indignés.

"C'est une honte. On coupe les salaires de ceux qui gagnent mille euros, et eux, ils gardent leurs privilèges. C'est révoltant", lançait Paqui Benito, fonctionnaire de 48 ans au ministère de la Justice qui, comme tous ses collègues, a vu son salaire amputé par les mesures de rigueur.

Citant *"cinq sources fiables issues des directions successives du parti"*, El Mundo affirme que l'ancien gérant puis trésorier du PP, Luis Barcenas, a distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants, en complément de leurs salaires officiels.

Luis Barcenas est par ailleurs mis en cause par la justice dans une affaire de corruption qui avait éclaboussé en 2009 la droite espagnole.

"Rajoy, qui, selon des sources du PP n'a jamais touché ces compléments de salaire, avait ordonné à Cospedal de mettre fin à cette pratique en 2009", poursuit El Mundo, qui qualifie cette affaire de *"bombe atomique"* pour le parti.

"L'argent provenait de commissions perçues auprès d'entreprises de construction, de sociétés d'assurances et de donations anonymes", dit-il.

Les bénéficiaires étaient des *"secrétaires exécutifs, élus et autres membres de l'appareil"*.

La publication de cette nouvelle information intervient après l'annonce mercredi par la presse, citant une enquête judiciaire, que le trésorier avait eu, *"avec d'autres personnes"*, jusqu'en 2009 un compte en Suisse doté de 22 millions d'euros.

"*Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes*", a ajouté la numéro deux du PP vendredi. "*Vous appartenez à un grand parti qui défend la décence et où celui qui fait quelque chose (de mal) le paie*", a-t-elle martelé face à des élus.

Autre cible des manifestants: le président de droite de la région de Madrid, Ignacio Gonzalez, après la révélation par la presse d'une enquête de la justice sur les conditions d'acquisition d'un duplex de luxe mis à sa disposition dans la station balnéaire de Marbella.

"*C'est comme si nous avions franchi un nouveau seuil dans ce divorce croissant entre citoyens et responsables politiques en Espagne*" après un an de révélations successives, analyse Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Touchant les principaux partis politiques espagnols, les informations qui se multiplient sur des scandales de corruption provoquent un malaise d'autant plus profond en Espagne que le pays est enfoncé dans la crise depuis 2008. Un actif sur quatre est au chômage.

Mois après mois, la méfiance des Espagnols envers leurs dirigeants et leur dégoût face à la corruption se confirme dans le baromètre mensuel que publie le Centre d'investigation sociologique, un organisme public.

Avant la crise, "*il y avait une certaine tolérance*" mais "*il y a désormais en Espagne une sensibilité à fleur de peau face à l'utilisation des biens publics*", souligne Fernando Vallespin qui plaide pour la réalisation d'"*une catharsis éthique*" dans le pays. AFP 18.01

L'AFP est tellement corrompue ou plutôt démontre une nouvelle fois qu'elle a pour mission d'épargner le régime autant que possible en titrant modestement : Espagne: la droite dans l'embarras face à un scandale de corruption.

"*Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes*", tu parles, aussi "*clairs*" et "*transparentes*" qu'en France où elle a certifié les comptes de campagne à l'élection présidentielle de plusieurs candidats alors qu'en réalité ils étaient frauduleux.

La conscience politique des masses mûrit manifestement, comme nous l'avions prévu, reste qu'elle n'est pas encore orientée contre les institutions, l'Etat qu'il faut liquider pour faire place à une République sociale.

2- Grèce

Le parlement grec a décidé vendredi l'ouverture d'une commission d'enquête sur le rôle joué par l'ex-ministre des Finances Georges Papaconstantinou dans la gestion de la "*liste Lagarde*", un fichier de personnes soupçonnées d'évasion fiscale.

Après un long débat, les députés ont voté dans la nuit de jeudi à vendredi en faveur d'une enquête parlementaire pour déterminer si M. Papaconstantinou a ou non supprimé de cette liste les noms de membres de sa famille. Elle pourrait déboucher sur des poursuites pénales pour "*falsification de document*" et "*manquement au devoir*".

Le parlement a rejeté un élargissement de la saisine de la commission d'enquête au rôle joué par le successeur de M. Papaconstantinou au ministère des Finances et actuel chef des socialistes Evangélos Vénizélo, et à celui de deux anciens Premiers ministre Georges Papandréou et Lucas Papademos.

Georges Papaconstantinou, l'un des principaux négociateurs du premier plan d'aide international lancé en Grèce par la zone euro et le FMI en 2010, a reconnu ne pas avoir géré au mieux la sauvegarde technique de cette liste, qui avait disparu, après son départ du ministère des Finances.

Mais il a démenti toute implication personnelle dans le trucage dont il est accusé.

La France, qui avait initialement envoyé la liste à la Grèce, lorsque Mme Lagarde était aux Finances, a dû renvoyer un exemplaire en décembre à Athènes.

"*Certains veulent faire de moi le bouc émissaire de tous les péchés de l'après-dictature en Grèce*" et (me) faire porter "*la colère du peuple pour les difficultés qu'ils rencontrent*", a dit M. Papaconstantinou jeudi aux députés avant le vote.

"*Je n'ai pas fait fortune dans la politique. Je n'ai pas de compte en Suisse et je n'ai pas de société immatriculée dans un paradis fiscal. Je n'ai que des emprunts*" a-t-il ajouté.

M. Papaconstantinou, 51 ans, a été ministre des Finances du gouvernement socialiste de Georges Papandréou de 2009 à 2011. II

n'a pas été réélu député au printemps. AFP 18.01

3- Turquie

La police turque a arrêté vendredi matin dans plusieurs villes du pays 85 personnes soupçonnées de liens avec une organisation clandestine d'extrême gauche et de planifier des attentats, a-t-on appris de sources concordantes.

Parmi les suspects arrêtés lors de ce vaste coup de filet lancé à Ankara, Izmir (ouest), Istanbul et d'autres villes figurent 13 avocats d'une association de juristes connue pour défendre les militants d'extrême gauche, a rapporté la télévision d'information NTV.

Une responsable de l'antenne de l'Association des juristes progressistes (CHD) à Ankara a confirmé à l'AFP des perquisitions et "une dizaine" d'arrestations au sein de l'organisation.

Des avocats membres de ce groupe ont manifesté à Istanbul et Izmir pour dénoncer des arrestations "illégalles", a, par ailleurs, rapporté l'agence de presse Anatolie.

A Istanbul, un groupe d'avocats s'est rassemblé devant le palais de justice de Caglayan, sur la rive européenne de la mégalopole turque, en déployant des banderoles "Libérez nos collègues" ou "La terreur policière contre les avocats se poursuit".

Ce coup de filet mené par la police antiterroriste vise les milieux proches du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), à l'origine de nombreuses actions violentes en Turquie depuis la fin des années 1970.

Selon Anatolie citant des sources non identifiées, les personnes interpellées, dont deux enseignants et plusieurs étudiants, sont soupçonnées de préparer des attentats contre la police et l'armée. AFP 18.01

ECONOMIE

1- Or

1.1- Une étude du Fond Monétaire International en 1999 révélait que « 80 banques centrales avaient loué 15% de leurs réserves d'or nationales à des prestataires extérieurs. Le GATA estime que dans les 12 dernières années, ce pourcentage a du passer de 50 à 75%. Ces prêts d'or ont servi à défendre la valeur des monnaies fiduciaires et du dollar en particulier. Le FMI dans cette étude disait sans ambages, que les prêteurs ne connaissaient pas les destinataires réels de ces prêts, que les informations sur le marché de l'or sont très parcellaires, que les transactions sont caractérisées par un secret à très haut degré. Les accords sont de gré à gré, over the counter, et que très peu d'entre eux ne sont rendu publics. L'information sur les prêts d'or est quasi inexistante. »

Le prédécesseur de Bernanke qui a dirigé la Fed de 1987 à 2006, Alan Greenspan, lui même, a admis que les prêts d'or avaient comme premier objectif le contrôle de son prix.

En novembre dernier, à la suite d'une demande formelle du parlement autrichien sur les réserves nationales d'or, la Banque Nationale Autrichienne (OeNB) a révélé que 224,4 tonnes, soit 80% des réserves d'or de l'Autriche sont stockées en Grande Bretagne, 6,9 tonnes soit 3% en Suisse, près de Bâle (tiens tiens ... à la B.I.S. peut être ?) et près de 48,7 tonnes soit 17% à l'intérieur des frontières nationales. La banque centrale a également révélé qu'elle a gagné 300 millions d'euros en louant son or... mais est-elle sûre de toujours détenir cet or-là ?

Souvenez-vous après la faillite frauduleuse de MF Global, les barres d'or des clients s'étaient révélées hypothéquées par plusieurs banques. Un client, croyant avoir acheté une barre, s'était fait voler cette barre plusieurs fois par les plus grosses banques de la place, JPM et HSBC en tête.

Une étude de Steinbeis Research Center a mis en lumière que les particuliers allemands accumulent de l'or depuis 2007. Ils détiennent en moyenne 5.750 € par tête. Il s'agit de moyenne sur l'ensemble de la population, et il y a forcément de forts écarts entre les plus pauvres et les plus fortunés, mais en moyenne, un allemand détient 55 grammes d'or en bijoux et 62 grammes en lingots ou en pièces. Cela représente 10 napoléons par tête et autant sous forme de bijoux. C'est énorme.

1.2- Guerre monétaire

Quoiqu'il en soit, le jeu des chaises musicales organisé par le Cartel de l'or à Londres et à New York est en train de se terminer. Cela peut encore prendre 2 ou 3 ans, mais certains ont décidé de ramasser leurs billes, quitte à mettre toute la pyramide par

terre. C'est ce que la Chine fait depuis trois ans au moins. L'Allemagne et l'Autriche rapatrient leur or, suivant l'exemple du Venezuela. La confiance est morte et la crise internationale s'amplifie. Toutes ces informations sont des pièces du puzzle dans la crise et la guerre monétaire en cours.

N'est il pas étonnant que personne ne lève la voix chez nous pour demander un audit de nos réserves d'or ?

Les grenouilles françaises sont-elles cuites et archi-cuites ? Ou bien tous les médias français sont-ils aux mains de Gringott's et de ses gobelins ? Liesi 16.01

2- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en novembre un nouveau record historique, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 191,63 milliards d'euros en novembre, soit 11,38% du total des crédits, contre 11,23% le mois précédent.

Il s'agit d'un nouveau record depuis le début de la série statistique en 1962.

Pendant longtemps moteur de la croissance espagnole, le secteur immobilier s'est brusquement mis à l'arrêt en 2008, au moment où éclatait la crise financière.

L'éclatement de la bulle immobilière a entraîné l'ensemble de l'économie espagnole dans sa chute et fortement déstabilisé le secteur financier, tandis que le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé. AFP 18.01

3- Allemagne

3.1- La Bundesbank va mettre 7 ans pour rapatrier 300 tonnes d'or jusqu'ici théoriquement stockées dans les entrepôts sécurisés de la Fed.

Les Etats-Unis prétendent détenir 8.133 tonnes d'or, plus une grande partie de l'or du Monde. La Réserve Fédérale de New York est supposée conserver dans les 122 caves de son entrepôt souterrain 530.000 barres d'or, dont seulement 34.021 appartiendraient au Trésor Américain. Autrement dit, 495.979 barres d'or étrangères ont été confiées à la garde de cette banque privée américaine. Ces barres d'or pèsent 28 livres, donc 12,7 kilos. Il y aurait donc environ 6,3 ktonnes d'or dans cet entrepôt. L'Or allemand conservé aux Etats-Unis est réparti dans plusieurs entrepôts probablement situés au milieu de bases militaires comme celle de Fort Knox. Sauf que pour défendre le Dollar, les Etats-Unis ont vendu une grande partie leur or sur le marché de Londres en 1968. Ce n'est pas une théorie du complot, c'est tout à fait officiel.

Avec la guerre de Corée, puis l'implication des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam, la politique américaine devient de plus en plus laxiste. Certains pays, dont la France, vendent les dollars de leurs surplus d'échanges commerciaux pour encaisser de l'or, mettant le Trésor américain en danger. Tant et si bien que le 1er novembre 1961, à l'instigation de John Kennedy, huit banques centrales créent le « *London Gold Pool* », pour essayer de contenir la valeur de l'or à 35\$. Le principe de fonctionnement est simple. Chaque fois que les investisseurs du marché de Londres se ruent sur l'or, les Banques Centrales vendent de grosses quantités pour faire baisser les cours. Les Etats-Unis doivent fournir 50% de l'or proposé à la vente. Quand l'Or baisse, les Banques Centrales rachètent l'or pour regarnir la caisse commune. Cela va fonctionner parfaitement jusqu'à ce que la France se retire de cette organisation, après le célèbre discours du Général de Gaulle. Dans ce discours, de Gaulle s'élève contre l'Amérique qui s'endette gratuitement sur le dos de l'étranger et rembourse ses dettes en faisant marcher la planche à billets. « *Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. Quelle base ? En vérité on ne voit pas qu'il puisse y avoir réellement de critère, d'étalon, autre que l'or.* »

Joignant le geste à la parole, de Gaulle va non seulement exiger des Américains d'échanger les dollars de la BdF contre de l'or, mais va également rapatrier les réserves conservées par la Fed sur le sol français. En 1967, une attaque sur la livre sterling va obliger la Banque d'Angleterre à la dévaluation. Il s'ensuit une forte poussée spéculative sur l'or, les investisseurs craignant une dévaluation identique sur le dollar. Le London Gold Pool est mis à rude épreuve. Pour contenir la ruée vers l'or, le 5 mars 1968, Londres est obligé de vendre 100 tonnes d'or dans la journée, soit 20 fois plus que d'ordinaire. Le Président de la Fed, William McCesney-Martin déclare alors qu'il défendra les « *35\$ l'once jusqu'au dernier lingot* ». Un véritable pont aérien fut mis en place entre les Etats-Unis et Londres. Le mercredi, 175 tonnes furent vendues et 225 tonnes le jeudi. Le vendredi 15 mars, « *à la demande des Etats-Unis* », le marché de l'or de Londres fut fermé. Sur les autres places restées ouvertes, l'or s'envolait à 44\$.

Sachant que dans les 8 derniers jours de trading, la Fed a jeté plus de 1000 tonnes sur le marché, combien de milliers de tonnes d'or a coûté cette bataille de plus de 6 mois au Trésor américain ? Incapables de créer 16 Milliards de Dollars ?

Depuis, la bataille continue sous une autre forme. Sur le seul marché de Londres, ce sont 20 millions d'onces qui sont vendues chaque jour, soit 625 tonnes. Mais ces tonnes d'or n'ont aucune réalité, sinon les Etats-Unis, d'un coup de planche à billets électronique, créeraient 16,32 Milliards de Dollars pour acheter 300 tonnes d'or et les livrer à la Bundes Bank. Cela n'est pas possible, parce que si on cherche à prendre livraison de l'or, cela fait monter les cours. C'est ce qui se passe depuis que la Chine et d'autres acteurs exigent la livraison de physique. Depuis 10 ans, les cours de l'or ont été multipliés par 6,8 passant de 250 à 1700\$ et ce n'est qu'un début.

L'Allemagne demandant le rapatriement de 50% de ses réserves d'or, va forcément peser très lourdement sur les marchés. La production mondiale culmine à 2700 tonnes mais les réserves s'amenuisent alors que toutes les banques centrales qui ont été longtemps nettes vendeuses sont devenues nettes acheteuses. Les réserves d'or allemandes ont été en partie louées à des tiers, qui les ont eux-mêmes sous-louées aux commerciaux qui jouent sur les marchés pour contenir le prix de l'or. Nul ne sait aujourd'hui où est l'or de la BuBa ou même l'or de la France. Les différents scandales de ces deux dernières années montrent qu'un lingot dans un entrepôt peut avoir plusieurs propriétaires, chacun d'eux se croyant tous les droits sur cette barre de métal. Pour finir, comme dans la Fable de La Fontaine « *le chat, la belette et le petit lapin* », Raminagrobis mettra tout le monde d'accord en croquant l'un et l'autre, confisquera l'or des uns ou l'or des autres.

Si vous voulez détenir de l'or, il ne faut le confier à personne. Il ne faut pas non plus le laisser dans le coffre privé, que vous aurez loué dans la salle des coffres d'une banque, car si la banque fait faillite, les coffres sont saisis et vous ne verrez pas la couleur de votre or, qui servira à dédommager les créanciers de la banque. Liesi 17.01

3.2- L'Allemagne hausse le ton.

Sous la pression du Bundestag et de la presse allemande, la Bundesbank a levé le secret sur ses réserves d'or fin novembre dernier. La BuBa a révélé que 1536 tonnes d'or, soit 45% des réserves allemandes étaient gardées dans les coffres de la Fed de New York, 31% en Allemagne, 13% sont à la garde de la Banque d'Angleterre et 11% à la Banque de France. Le député conservateur Philipp Missfelder s'était vu refuser une inspection des réserves d'or allemandes à la Banque de France.

Cela fait plusieurs années que l'Allemagne veut auditer l'or national conservé à l'étranger et tout particulièrement celui stocké dans les caves blindées de la Federal Reserve à New York. Depuis 1980, l'Allemagne se heurte à une fin de non-recevoir : « *aux fins de sécurité, il est impossible de procéder à un contrôle visuel* ». A force de mettre la pression, les contrôleurs allemands ont pu « voir » une palette d'or, mais n'ont pu la contrôler. Pour calmer la presse et les parlementaires, la Bundesbank s'est engagée à rapatrier par petites quantités 150 tonnes sur les 3 prochaines années, soit 10% des 1536 tonnes conservées aux Etats-Unis, afin d'en vérifier la qualité.

Officiellement, au début des années 2000, l'Allemagne a rapatrié 930 tonnes de Londres sur Francfort pour les faire analyser et certifier aux nouvelles normes.

En octobre dernier, l'un des membres du directoire de la Bundesbank confiait au Bild Zeitung (qu'avec la fin de la guerre froide) « *il n'y avait plus aujourd'hui de raison impérieuse de stocker de l'or à Paris.* »

Paris va donc devoir montrer patte blanche et trouver près de 400 tonnes d'or pour les rendre aux Allemands. La Banque de France a-t-elle conservé ces réserves d'or des Allemands ou a-t-elle « *léasé* » cet or aux Bullion Banks?

Si les Etats-Unis sont assez puissants pour refuser aux Allemands le droit de rapatrier leur or, la France n'est pas en position de le faire. Or Sarkozy a joué au jeu des gobelins de Gringott's, en vendant une partie de nos réserves d'or et en leasant nos lingots. Soyez sûr que si Paris ne rend pas cet or très rapidement, la France pourrait avoir de très sérieuses difficultés sur le marché obligataire.

L'Etat serait-il (sans doute) contraint de mettre la main dans les poches des contribuables, pour chercher les napoléons qui pourraient bien s'y cacher ? Liesi 16.01

[Haut de page ↗](#)

Le 20 janvier

CAUSERIE

Samedi 23h50 (locale)

J'ai actualisé la causerie que j'ai mis en ligne samedi soir.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : *Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle*.

Trois vidéos sur le Mali

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoi de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

1- Laurent LOUIS s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Depuis, je me suis renseigné sur ce député belge étiqueté "*indépendant*", se réclamant une fois de l'UMP une fois du FN, entre nous, la différence est aussi épaisse qu'un papier à cigarette. Si par bien des côtés il nous répugne, ce qu'il a dit au parlement belge ne manque pas d'intérêt.

Passage trouvé sur le portail <http://www.wikistrike.com> (daté du 19 janvier)

- "*J'emmerde tous les bien-pensants, qu'ils soient de gauche, de droite, ou du centre, qui sont aux basques de nos pouvoirs corrompus, j'emmerde nos dirigeants qui jouent avec leurs bombes comme des gamins dans une cour de récréation, j'emmerde ceux qui prétendent être des démocrates alors qu'ils ne sont que des criminels de bas étage...*" (L.Louis)

Le député indépendant belge Laurent Louis s'oppose, seul contre tous les autres parlementaires, à la participation de la Belgique à la guerre au Mali. Il dénonce la manipulation internationale, le mensonge de la lutte anti-terrorisme, le soutien des Occidentaux aux djihadistes en Libye, Tunisie et Syrie et dévoile les véritables raisons de cette opération militaire néo-colonialiste. [wikistrike.com](http://www.wikistrike.com) 19.01

On préférera évidemment les vidéos suivantes, mais qui feront sans doute moins d'audience et qui n'auront pas le même écho, hélas ! Ce matin, les vidéos de Michel Collon avaient été visualisées par moins de 1 500 personnes (publié le 19), celle de ce député par 111 227 personnes (publié le 18).

Dans ces deux vidéos Michel Collon démonte minutieusement pas à pas la propagande officielle de guerre, et revient sur l'implication des différents gouvernement français dans la situation actuelle au Mali, il met en lumière les véritables objectifs de cette guerre coloniale. Il rappelle que le gouvernement algérien était sur le point d'aboutir à une solution négociée avec différentes factions touaregs ou islamistes occupante le nord du Mali, ce dont le gouvernement français ne voulait pas entendre parler... Un mot avant ces vidéos.

Hollande poursuivra à la lettre la politique de Sarkozy pour justifier cette guerre.

Retour en arrière sur la manière dont le gouvernement français a préparé minutieusement les conditions qui allaient déboucher sur cette intervention armée.

Extrait de l'article : *Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises* (<http://www.michelcollon.info>) - 10 octobre 2012

Une junte militaire prit le pouvoir le 22 mars 2012 à Bamako. Des jeunes militaires ayant formé un « *Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat* » (CNRDRE) avec le capitaine Amadou Haya Sanogo (formé aux Etats-Unis entre 2004 et 2010) à sa tête. Sous pression de la France, par l'entremise de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) représentée par le burkinabé Blaise Compaoré, le CNRDRE céda le pouvoir le 12 avril 2012 à Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale qui nomma le 17 avril Cheick Modibo Diarra au poste de premier ministre intérimaire. (...)

Rappelons qu'« ATT » fut déposé par les jeunes officiers d'une armée malienne qui lui reprochait son incompetence, son incurie et le manque des moyens pour lutter contre les rebelles touaregs et islamistes au nord du pays. Suite au coup d'Etat, l'embargo organisé par le couple France-CEDEAO empêcha l'armée malienne d'avoir des nouvelles armes, matériel militaire et munitions importées, pour lutter contre les rebelles sécessionnistes. Et la conquête rebelle de territoires du nord put ainsi s'élargir et se consolider au mois d'avril dernier. La junte céda le pouvoir rapidement mais l'embargo continue encore aujourd'hui. (...)

La CEDEAO, avec la France, organise activement l'impuissance de l'armée malienne pour mieux justifier l'envoi d'un corps expéditionnaire formé surtout d'un noyau ivoiro-burkinabé. Dans le port de Conakry, en Guinée, le matériel militaire destiné

à l'armée malienne reste bloqué encore aujourd'hui et cela depuis des mois.

L'ingérence française dans le conflit interne malien se concrétise avec le « *consentement* » de la victime, à savoir le propre Mali, car le président intérimaire malien a demandé le lundi 24 septembre au secrétaire général de l'ONU une intervention militaire étrangère. Étonnamment c'est le ministre français L. Fabius qui annonce cela à New York, à savoir que M. Traoré a demandé à Ban Ki-moon, une résolution du Conseil de sécurité autorisant "*l'intervention d'une force militaire internationale afin d'aider l'armée malienne à reconquérir les régions du Nord occupées*" en rajoutant que le "*Mali souhaite la présence immédiate de cette force*". (8) Mais ce n'est peut-être pas exactement si consenti que ça. Faut se demander si ce « *consentement* » est totalement libre et complètement éclairé. Pour preuve, le journal Le Monde dit dans son article sur le sujet daté du mardi 25 septembre « *Dimanche [24 septembre], le Mali a finalement cédé à la pression de la Cédéao qui, depuis des mois, soutient le principe d'une intervention militaire au nord du Mali .* ».

Faut se demander aussi si ceux qui ont demandé cette intervention sont légitimes et mandatés pour cela. Au Mali, Cheick Modibo Diarra (ayant une double nationalité, malienne et états-unienne) est le premier ministre d'un régime non issu des urnes. Et Dioncounda Traoré est un président intérimaire imposé aux Maliens par Ouagadougou. Il fut imposé par une France interventionniste ayant mandaté pour cela le peu démocrate militaire burkinabé Blaise Compaoré, ancien putschiste, au pouvoir dans son pays depuis vingt-cinq ans.

Dans le meilleur des cas D. Traoré et C. M. Diarra sont, soit des mannequins ventriloques forcés, portant la parole de Paris, soit victimes d'une naïveté sidérante. Dans le pire de cas ils sont complices et activement partisans profrançais, Français, bradant la souveraineté malienne, si petite soit-elle, manquant ainsi à leur devoir de défense de la souveraineté de l'Etat et du peuple maliens. C'est une affaire dans l'affaire. Un coup de force, un coup d'Etat en douce, à retardement, opéré, gagné pour l'instant sur le tapis vert d'une table lointaine, entre Ouagadougou, Paris et New York.

Ce n'est pas un jeu de pions ? Ce n'est pas un jeu de dupes ? Il est notoire que Paris -le président F. Hollande et le ministre des affaires étrangères L. Fabius- a pressé Bamako -Dioncounda Traoré et Cheick Modibo Diarra- pour qu'il demande ouvertement une intervention militaire étrangère sur le sol malien.

2- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTto330TM

3- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

La suite demain matin.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle.

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoi de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

Laurent Louis s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTto330TM

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamentonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?v=jMa2fxvES4w&feature=player_embedded

Suite dimanche matin

Puisque apparemment les travailleurs ou militants qui se connectent sur le site ne lisent pas systématiquement les articles de presse que je me mets en entier en ligne dans la page d'accueil, donc ne liront pas les commentaires que j'ajoute à la suite de ces articles, dorénavant systématique quand j'estimerai que cela présente un intérêt de les lire je les reproduirai dans la causerie du jour.

[Commentaire à la suite de l'article de l'AFP : Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. \(20.01\)](#)

Il est dit ici ouvertement ou plutôt rappelé que les impérialismes américain et britannique, dont les intérêts économiques sont intimement liés depuis plus d'un siècle, se moquent éperdument de la souveraineté des Etats, violent ainsi tous les traités ou accords internationaux signés entre les différents Etats ou dans le cadre de l'ONU, qu'ils s'octroient le pouvoir exorbitant d'agir arbitrairement partout dans le monde militairement ou par le biais de leurs agences de renseignement qui est en réalité une armée occulte d'assassins professionnels ou encore en passant par des sociétés privées spécialisées dans le crime.

Au passage, aux partisans de l'ONU dont le charlatan Mélenchon, l'ONU est la création de l'impérialisme américain, l'expérience passée nous enseigne et cela va de soi, que sans sa participation cette institution n'existerait pas.

Quant à sa fonction, elle est clairement mise en valeur à travers les multiples violations dont son règlement ou les résolutions qu'elle a adoptées ont fait l'objet de la part de l'impérialisme américain (et sioniste faut-il préciser) ou d'autres Etats avec son concours, ce qui signifie qu'elle est une institution internationale à vocation coercitive envers tous les Etats du monde, à l'exception des Etats-Unis et éventuellement ses alliés qui dispose telle une dictature militaire du pouvoir d'imposer sa volonté au reste du monde.

Ainsi on pourrait définir l'ONU comme un parlement ou un gouvernement mondial soumis à la dictature de l'impérialisme américaine agissant pour le compte du cartel de banquiers internationaux à la tête duquel se trouvent ceux de la Fed et de la BoA, auquel tous les Etats doivent se soumettre sous peine d'être déclaré ennemi des Etats-Unis et soumis à de terribles représailles.

Partant de là, il est évident qu'aucun parti ou militant se réclamant du socialisme ne peut soutenir l'ONU ou s'en réclamer, rompre avec cet instrument de la dictature impérialiste américaine est une nécessité absolue, non négociable.

En réalité, Al-Qaïda est une création de l'impérialisme américain qui a vocation à servir ses intérêts géostratégiques et économiques :

- pour justifier sa guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie,
- pour imposer des lois liberticides aux Etats-Unis,
- pour intervenir militairement partout dans le monde quand ses intérêts économiques sont menacés, soit en fomentant directement des coups d'Etat contre des régimes qui entendent développer leurs pays ou utiliser leurs richesses pour sortir la population de l'extrême pauvreté dans laquelle elle se trouve du fait du pillage réalisé par les multinationales essentiellement occidentales,
- soit en armant des groupes qu'ils utiliseront par la suite contre des régimes en place, de façon à justifier une intervention militaire pour rétablir la soi-disant démocratie,
- quand ils ne les utilisent pas pour déstabiliser des régimes qu'ils estiment peu fiables ou enclin à satisfaire les besoins de leurs concurrents russe, chinois, indien, etc., de manière à ce que ces régimes se retrouvent pris à la gorge et dans l'obligation de faire appel à eux.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Accord patronal du 11 janvier 2013. Et guerre contre le peuple malien.](#)

POI.

« *Unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes pour imposer le retrait de l'accord Medef-Cfdt, purement et simplement* » - 17.01.2013

Dans le langage des dirigeants du POI cela signifie que la mobilisation reposera sur les appareils qui ont participé à la mascarade qui a conduit à rendre possible un tel accord, nous ne sommes pas dupes. Pas question pour le POI de mener un tel combat en tant que parti politique.

- Jean-Claude Mailly dont l'organisation Force Ouvrière organise un meeting national de plusieurs milliers de militants jeudi prochain après midi à Paris (1), veut que les arguments de son organisation, non signataire de l'accord, soient entendus par le gouvernement et tous les parlementaires. Balivernes !

Pour sa part Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a rapproché l'annonce de 7 500 suppressions d'emplois chez Renault du contenu de l'accord tout juste signé : « *Cela montre bien, dit-il, qu'il est vain de prétendre justifier les licenciements aujourd'hui comme étant créateurs d'emplois pour demain et c'est ça qu'on nous propose de généraliser* ». Il enfonce des portes ouvertes !

Ensuite, que figure-t-il dans leur article, l'annonce d'une bataille nationale ? Rien, pas la moindre proposition, le titre était un mot d'ordre creux.

Dans un tract le POI se fait à nouveau le porte-parole des appareils de la CGT et de FO "*les principales confédérations ouvrières, la CGT et FO, ont refusé de s'associer à cette déréglementation*", escroquerie politique, les syndicats se sont partagés les rôles, la CGT et FO ont participé en toute connaissance de cause aux réunions qui devaient conduire à cet accord.

NPA

Accord emploi-compétitivité : des reculs sans précédents - vendredi 18 janvier 2013

- La signature de syndicats en fait minoritaires – CGC, CFTC et CFDT représentent environ seulement 1/3 des salariéEs contre près de 50% pour la CGT et FO – ne rend évidemment pas légitime un tel accord. La participation ambiguë de la CGT (et de FO) à cette négociation à froid a bien sûr rendu la contre-mobilisation difficile.

Dans le langage des dirigeants du NPA, "*difficile*" veut dire impossible.

Vous noterez qu'au passage qu'en qualifiant la participation de la CGT et de FO d'"*ambigue*", ils tiennent à épargner leurs appareils, alors que, martelons-le puisque c'est la stricte vérité qu'aucun parti ne dira aux militants et aux travailleurs, sans la participation de la CGT et de FO jamais cet accord n'aurait pu voir le jour, ils en partagent donc la responsabilité avec la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Le POI, le NPA et LO également puisqu'ils couvrent les appareils de la CGT et FO. En fait, ils se couvrent mutuellement, et qui est le dindon de cette très mauvaise farce, devinez ? Nous, vous et moi, les travailleurs et les militants ! Vous n'êtes pas d'accord, vous contestez cette analyse, prouvez-le, on vous répondra (mais pas aux insultes et aux calomnies.)

A suivre.

On ne sait jamais des fois qu'ils se décident à bouger. Sur le Mali, le NPA a rectifié le tir le 19. Mais toujours pas de manifestation à l'horizon (à ma connaissance). La position du POI est correcte également. Le service minimum est assuré

- Au Liban quelque 150 personnes ont manifesté samedi devant une base des casques bleus français au Liban pour réclamer la libération immédiate de l'activiste Georges Ibrahim Abdallah (Reuters 19.01) Il y a deux jours ce sont des islamistes qui ont manifesté en Algérie.

Question : N'y aurait-il même plus 150 militants au NPA, POI ou LO pour manifester à Paris contre la guerre au Mali ? Etrange, non ?

ACTUALITE EN TITRES

[Vous, vous assassinez tout un peuple !](#)

- Algérie - Hollande : "*Des otages ont été lâchement assassinés*" - LePoint.fr

[Propagande et manipulation](#)

- Des Maliens manifestent à Paris leur reconnaissance à la France AFP -

Quelque 200 Maliens résidant en France ont manifesté samedi devant l'ambassade du Mali à Paris pour afficher leur reconnaissance après l'intervention de l'armée française dans leur pays, a constaté un journaliste de l'AFP

[Propagande du gouvernement d'Areva](#)

- La crise au Mali, "*source de vulnérabilité*" économique pour la région - AFP

La réalité, c'est la guerre de rapide menée par l'impérialisme français qui est source d'instabilité et de "*vulnérabilité*" pour l'ensemble de la région.

Les terroristes qui agissent dans l'ombre sont à Paris, Londres, Washington, Doha et Jérusalem.

- Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les partisans du projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels ont mobilisé samedi des milliers de personnes dans de nombreuses villes de province, revendiquant en particulier 8.000 manifestants à Toulouse ou 6.000 à Strasbourg.

Les chiffres sont voisins de ceux enregistrés à la mi-décembre quand les partisans du mariage homo avaient revendiqué 50.000 manifestants au total en province et 150.000 à Paris (60.000 selon la police).

On est loin de la montée en masse à Paris organisée le 13 janvier par les opposants, avec le soutien de l'UMP et de l'Eglise catholique, qui avaient rassemblé 340.000 personnes d'après la police, 800.000 à un million selon les organisateurs.

Les partisans du "*mariage pour tous*" auront cependant eux aussi leur manifestation nationale dimanche 27 janvier à Paris deux jours avant l'ouverture du débat au Parlement. AFP 19.01

Mais ils ont été incapables d'organiser une manifestation contre l'accord du 11 janvier et contre l'entrée en guerre du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius contre le peuple malien, chacun appréciera.

Le mariage des couples homosexuels représentera quelque 1% des unions (400 000 par an) entre personnes du même sexe ou de sexe opposé, c'est leur priorité, ils se mobilisent.

L'accord patronal du 11 janvier concernera plus de 20 millions de travailleurs, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas

Le gouvernement social-impérialiste français est entré en guerre contre tout un peuple pour piller ses richesses (or, uranium, pétrole), et au-delà tous ceux de la région, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas.

Cherchez l'erreur. Le niveau de décomposition du mouvement ouvrier, de la société a franchi une nouvelle étape.

2- Grèce

Des centaines de Grecs et des immigrés ont participé samedi à un défilé pacifique à Athènes contre le racisme et l'extrême-droite pour protester contre les agressions xénophobes qui se sont multipliées en Grèce.

Près de 3.000 personnes, selon la chaîne publique NET, ont participé à la manifestation organisée par des municipalités, des associations, des communautés d'immigrés et par le parti de la gauche radicale Syriza (opposition).

"*J'ai été victime d'une agression raciste et lorsque j'ai essayé de porter plainte, j'ai été arrêté. Ici la police, c'est comme des nazis*", a déclaré à l'AFP Gildas Batola, 35 ans, originaire du Congo.

Les manifestants brandissaient des banderoles avec les inscriptions "*Plus jamais le fascisme*", "*Mettez fin aux attaques racistes*", "*Dehors les néonazis*".

Cette semaine, un pompier âgé de 29 ans et un autre Grec âgé de 25 ans ont été arrêtés après le meurtre d'un immigré pakistanais, poignardé à mort dans la nuit de mercredi à jeudi à Athènes. Les deux suspects sont soupçonnés d'avoir eu des motivations racistes.

Des tracts du parti néonazi Aube Dorée ont été découverts au domicile du suspect de 25 ans

Les ONG imputent ce rebond des agressions racistes au parti néonazi Aube dorée, qui est entré pour la première fois au parlement grec en juin avec 7% des voix et 18 députés, sur fond de grave crise économique et sociale. De récents sondages créditent ce parti d'un taux de popularité de 10%. AFP 19.01

Le développement de l'extrême droite est à mettre au compte des partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, les partis social-libéraux-impérialistes et néo stalinien, et qui en réalité sont des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier ou de la petite-bourgeoisie.

La principale fonction de ses fossoyeurs du socialisme est d'empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme, leur seconde fonction consiste à soutenir ou défendre le régime en place, quand ils ne sont pas amenés à gouverner pour le compte de l'oligarchie financière.

La situation sociale alimente l'extrême droite, en grande partie parce que les partis qui ont pignon sur rue et qui se réclament du socialisme refusent de combattre le régime et de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme, c'est l'absence de confiance, le rejet de ces partis inféodés au capital, qui conduit les travailleurs à se tourner vers les partis d'extrême droite.

En France, le PS et le Front de gauche portent essentiellement cette responsabilité. Quant au POI, NPA et LO leur sectarisme et leur dogmatisme légendaire et quasi maladifs, obsessionnels, ne s'adressant finalement qu'à une élite d'intellectuels ou des militants aguerris, abandonnant ainsi la classe à son triste sort, il va de soi que leurs discours ne permettent pas aux travailleurs de s'en saisir, ils sont donc incapables (depuis 70 ans !) de s'adresser à la classe ouvrière et de construire un véritable parti ouvrier dans lequel des centaines de milliers de travailleurs pourraient se reconnaître, ils sont réduits à l'impuissance.

3- Italie

"Éliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis !" : le comique Beppe Grillo, dirigeant du mouvement anti-partis *"Cinque stelle"* (M5S), a provoqué samedi un certain émoi dans le puissant monde syndical italien.

Lors d'un meeting de campagne électorale vendredi à Brindisi (sud), Beppe Grillo s'est lancé dans une diatribe : *"je veux un Etat qui ait des couilles. Éliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis."*

Plus tard à Bari, dans la même région, il s'en est pris aux partis traditionnels en qualifiant sa formation de *"désinfectant naturel"*.

"Ou ils suivront ou ils disparaîtront (...). Ils doivent rentrer chez eux", a-t-il ajouté en s'adressant aux grandes formations.

Grillo *"propose l'abolition des syndicats et la disparition de leurs 12 millions d'adhérents ! L'objectif est-il l'extermination de masse ?"*, a ironisé le principal syndicat italien, la CGIL.

"Il ne nous manquait plus que la proposition d'une Italie avec des cuissardes dans cette campagne électorale", a commenté le secrétaire général de la CISL, Raffaele Bonanni, en allusion aux bottes des milices fascistes de jadis.

"L'idée d'éliminer les syndicats est un lieu commun ancien et dangereux du pire populisme (...). Penser résoudre la crise de la représentation politique et sociale en éliminant les syndicats est le signe d'une dérive autoritaire et d'une conception simpliste et inacceptable de la démocratie", a jugé la présidente du Parti démocrate (centre-gauche) Rosi Bindi. AFP 19.01

Question : Qui sont les responsables de *" la crise de la représentation politique et sociale"* ? Les dirigeants corrompus de la CGIL, de la CISL et du Parti démocrate, les social-libéraux et stalinien ou néo stalinien dont l'AFP reproduit ici les propos.

Et s'ils peuvent se présenter comme des opposants à la montée de l'extrême droite en Italie alors qu'en réalité ils en portent la responsabilité, c'est en partie parce qu'il n'existe pas un véritable parti communiste en Italie qui incarnerait les intérêts des travailleurs et le socialisme, d'où la nécessité absolue de construire ce parti, section de l'Internationale ouvrière...

4- Syrie

Syrie . des terroristes incendient des stocks de coton!

IRIB-Dans le cadre de leur ciblage de l'économie nationale, des terroristes ont mis le feu, la nuit dernière, dans une égrenouse de coton à Raqqa.

Une source responsable a indiqué à l'envoyé de SANA que l'acte terroriste avait endommagé au moins cent tonnes de coton.
<http://french.irib.ir> 19.01

5- Qatar

En novembre 2011, la presse algérienne avait révélé que, lors d'une réunion de la Ligue arabe, le Premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-e Thani aurait menacé le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci: «*Ne défendez pas trop la Syrie, car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous*». Sous-traitant de Washington, au Proche-Orient, entretenant des relations avec Israël, le Qatar est passé maître, dans l'art de la duplicité diplomatique.

Le quotidien algérien "*Echourouk*" (généralement, bien informé) affirme que les services de douane de l'aéroport international Houari Boumediene ont saisi, le 12 janvier, à Alger, plus de 600 appareils électroniques très sophistiqués, utilisés dans des opérations d'espionnage, en provenance du Qatar. «*Il s'agit d'une considérable quantité de porte-clefs, ainsi que des montres équipées d'appareils photos numériques ne dépassant pas les 2 centimètres, dont le prix du seul appareil s'estime à 70 millions de centimes.*

Cette marchandise a été, clandestinement, introduite, en Algérie, depuis Doha, et ce, sans que son propriétaire ne soit autorisé, par le ministère de la Défense nationale. Plus de 500 porte-clefs équipés de caméras de surveillances, plus de 40 montres à main, des appareils photos, ainsi des microphones, sur lesquels a été écrit «mimi dv» ont également été saisis. oumma.com (french.irib.ir/info 19.01)

6- Liban

Ghaleb Qandil, expert des questions stratégiques a commenté l'attentat contre le ministre libanais de la Jeunesse et des Sports.

"Cet attentat a été commis par les groupes extrémistes, qui sont soutenus par le courant Futur et qui cherchent à déstabiliser le Liban. Ils ont fait de Tripoli une base arrière. Leurs éléments sont en contact direct avec le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, et ils cherchent à faire entrer le Liban, dans la guerre qu'ils mènent, actuellement, contre l'Etat syrien". Qandil a ajouté : "Les services du renseignement de l'OTAN et des pays du bassin du golfe Persique ont, carrément, créé une chambre d'opérations, à Tripoli, pour guider les démarches des Takfiris libanais, et ils les entraînent directement". "Le réseau des miliciens liés à Hariri est dirigé par Bandar Sultan et c'est lui qui, aux côtés des services secrets turcs qataris et saoudiens, aident à armer et à entraîner les Takfirites. Le 14 mars vient de recevoir une aide financière substantielle de Doha et de Riyad, et il a pour mission d'armer les Salafistes, de déstabiliser le Liban et de participer dans la guerre contre la Syrie, et ce sont les officiers américains, français et britanniques qui dirigent ces miliciens". (french.irib.ir/info 19.01)

SOCIAL

France

Près d'un millier de personnes venues de toute la France mais aussi de plusieurs pays européens ont manifesté samedi à Gannat (Allier), devant un élevage d'animaux de laboratoire appartenant au groupe Harlan, pour protester contre l'industrie de l'expérimentation animale.

La manifestation, appelée par le groupe "*le Chien des rues*" et par Collectif contre l'expérimentation et l'exploitation animale (CCE2A), qui regroupe cinq associations, s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale intitulée "*no Harlan*".

Des manifestations similaires étaient organisées ce samedi dans 12 villes de Grande-Bretagne, d'où est parti le mouvement, dans 3 villes italiennes, ainsi qu'en Croatie ou en Lituanie, a précisé à l'AFP Caroline Seiler-Cristofari, porte-parole du "*Chien des rues*".

La campagne vise les 33 sites mondiaux du groupe Harlan, créé en 1931, et qui a été le premier à commercialiser le modèle animal pour la science. Il reste aujourd'hui le plus important pourvoyeur d'animaux de laboratoire.

Le site de Gannat constitue le plus gros élevage de ce type en France. Il est spécialisé dans l'élevage de chiens Beagle et de souris.

Selon Mme Seiler-Cristofari, "*788 millions d'animaux meurent chaque année dans le monde pour la recherche, alors qu'il existe des méthodes alternatives*" à l'expérimentation animale. AFP 19.01

ECONOMIE

Etats-Unis

Les principaux dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs vont se partager des bonus en actions représentant une centaine de millions de dollars pour l'année 2012, dont plus de 13 millions pour le PDG, selon des avis boursiers publiés vendredi.

D'après l'un de ces avis transmis à la SEC, le gendarme boursier américain, le PDG du groupe, Lloyd Blankfein, a reçu 94.320 actions.

Au total, Goldman Sachs a octroyé aux 12 membres de son équipe dirigeante 707.634 actions, représentant 102,2 millions de dollars. AFP 19.01

[Haut de page ↗](#)

Le 21 janvier

CAUSERIE

Dimanche 17h20 (locale)

Place à l'info.

Michel Collon à la télé :

Sur le Mali : guerre contre le terrorisme ou guerre stratégique ?
Mardi 22 janvier, 23h, Ce soir ou jamais (Frédéric Taddei), France 3

Sur les médias

" On nous cache tout, on nous dit rien..."

Vendredi 25 janvier, 20h05, Arte Belgique
Débat avec Jean-Jacques Jaspers, Patric Jean, Benoît Grévisse, François Heinderickx

Courriel adressé cette après-midi à Michel Collon.

(après avoir reçu un courriel m'informant que le député belge Laurent Louis serait d'extrême droite)

Votre réponse m'embarrasse terriblement, merde, je me demande si je ne vais pas devoir mettre un rectificatif et virez cette vidéo ??? Quelle poisse ! Je m'en doutais un peu, en France il y a plein d'intellectuels qui fricotent avec l'extrême droite ou qui prennent prétexte de leur opposition au sionisme pour accepter d'avoir des relations avec des antisémites, c'est le cas de Pierre Hillard, de Thierry Meyssan qui par ailleurs fait un boulot remarquable ou qu'on peut exploiter contre l'impérialisme américain et le sionisme.

Le problème, c'est que ces gens-là ne sont pas sur une ligne de classe très nette (euphémisme) ou ils demeurent pro capitaliste. C'est également le problème de la plupart des écologistes, des féministes, etc. qui je vous avouerai me sortent par les yeux de la tête, car ils s'avèrent être de sacrés réactionnaires, Cohn Bendit en est la caricature.

En dehors de certains partis ouvriers, et encore, il faut lire attentivement leur discours, il n'existe pas de gens se situant strictement sur le terrain des intérêts des exploités et des opprimés qui produisent des articles (ou des vidéos) disons parfaitement corrects ou satisfaisants de la première ligne au dernier mot.

Or, si l'on veut informer travailleurs et militants, on est bien obligé de publier des articles qui ne nous conviennent pas tout à fait, sinon on arrête tout et on va se coucher.

Cela pose parfois un problème de conscience évidemment. Sans mon cas cela ne porte pas à conséquence puisque je m'emploie quotidiennement à décrypter la propagande officielle ou à avertir les lecteurs des pièges dans lesquels il ne faut pas tomber, j'explique notamment pourquoi certains opportunistes ou populistes prennent une position que l'on partage, quelles

sont leurs véritables intentions ou objectifs.

Et quand je mets en ligne des articles d'agences de presse ou de médias nationaux aux ordres, soit j'ajoute un commentaire à la suite quand j'en ai le temps, sinon j'estime que leur contenu est suffisamment explicite pour que les lecteurs puissent les décrypter eux-mêmes. Bon ce n'est pas parfait, mais je fais ce boulot colossal absolument seul en Inde.

Un dernier mot. Comment expliquez-vous que vous envoyez votre news letter à 100.000 internautes et qu'ils seraient 15.000 à se connecter quotidiennement sur votre portail, et qu'ils soient si peu nombreux à visionner vos vidéos ?

De mon côté, mon site est bien plus modeste, ridicule à côté du vôtre. C'est seulement depuis peu qu'il y a environ 200 connexions par jour, et encore, ils téléchargent 4.500 documents par mois. Hier en jetant un coup d'oeil aux statistiques, j'ai constaté qu'il y avait eu 493 internautes qui avaient téléchargé le même fichier, le document du Medef du 20 décembre, cela me fait dire qu'il y a entre 700 et 1.000 militants qui se connectent chaque mois sur le portail, alors que jusqu'à présent je me figurais qu'ils étaient peut-être une centaine à peine, car cela pouvait être les mêmes qui se connectaient tous les jours.

Bon, je ne veux pas vous faire perdre votre temps précieux, on fait ce qu'on peut, au mieux avec les moyens dont nous disposons pour aider la conscience collective à progresser, c'est difficile, mais la cause que nous défendons en vaut le coup.

Bien à vous.

Avant je lui avait écrit :

J'ai mis en ligne dès hier vos deux dernières vidéos sur le Mali. Leur contenu me convient parfaitement. Ce serait intéressant d'en avoir la transcription au format pdf, car il y a des internautes qui visionnent des vidéos et en oublient immédiatement le contenu, alors qu'au format pdf ils pourraient se le repasser plus facilement et à la limite reproduire certains passages dans des articles ou des tracts. Il y des éléments que vous avez fournis qui sont pratiquement inaccessibles pour le lecteur lambda ou les militants ou que l'on trouve nulle part ailleurs.

Au fait, je vous avais envoyé un mail à propos d'un article d'un certain Allain Jules, ce type n'est pas très sérieux ou pas fiable, je me suis refusé à mettre ses articles dans mon portail.

Vous faites un super boulot, si je peux me permettre. Bonne continuation. Fin

Maintenant que j'y pense je me demande si c'est Allain Jules ou ce parlementaire qui était d'extrême droite ?

La suite demain matin. (Je viens d'écrire un super article sur le dialogue social qui sera publié demain. C'est si rare que je sois satisfait de ma production.)

Bon courage pour la semaine qui vient et gardons le moral. On vaincra !

Dimanche 21h (locale)

J'ai corrigé une erreur de lien vers les 3 fichiers suivants :

Bilderberg : historique des participants français - I (1996-2001) (17.06.10) ;

Bilderberg : historique des participants français - II (1984-95) (19.06.10) ;

Bilderberg : historique des participants français - III (2002-2010) (22.06.10)

Une adresse trop longue et un passage à la ligne en bout d'écran après un espace indésirable que de ce fait je n'ai pas vue, et le lien ne fonctionne pas. Je m'en suis aperçu par hasard en passant la souris sur cette adresse à l'écran.

Lundi 14h (locale)

J'ai perdu du temps ce matin et je dois être à 14h30 au consulat de France pour l'histoire du visa d'un de mes beaux-frère.

J'ai passé plus de temps que prévu à préparer la causerie d'aujourd'hui et je n'ai pas eu le temps de revoir mon article sur le dialogue social, il est terminé mais pas corrigé, et je veux encore le relire et me donner le temps d'y réfléchir une dernière fois avant de le publier, il pourra servir de référence à tous les militants pour le combattre, ce sera pour demain ou en fin de journée.

[Mali. Qui, que croire ?](#)

Le Mali en miettes. À qui le tour? - 14 janvier 2013

<http://www.mondialisation.ca/le-mali-en-miettes-a-qui-le-tour/5318874>

- Curieusement, ces dernières semaines notamment avec les accords de Ansar Eddine et du Mnlà à Alger, qui devaient ensuite être reçus par les responsables de la Cédéao pour une solution négociée, avaient fait miroiter une possible paix sans intervention militaire. Tout s'est précipité. Une résolution fut arrachée aux Nations unies le 20 décembre 2012, elle autorise une intervention en cas d'échec de la diplomatie. Cette diplomatie qui n'a pas eu à faire ses preuves puisque trois semaines après, la France intervenait pour stopper les mouvements se revendiquant d'un Islam fondamentaliste, sans accord du Conseil de sécurité.

Lorsque le Mnlà, Mouvement national pour la libération de l'Azawad, a proclamé l'indépendance du nord du pays, il a obtenu le soutien bienveillant et actif financièrement et politiquement de la France.... La lutte contre l'islamisme radical n'est qu'un leurre... Ici, l'impérialisme le combat alors que là-bas, juste à côté, en Libye, le même impérialisme l'a aidé à accéder au pouvoir.... C'est la géopolitique et les intérêts économiques qui priment, c'est ainsi que les États-Unis essayent, de leur côté, de réduire l'influence française et d'assurer une présence politique et économique en Afrique... Voici les vrais enjeux. Le peuple du Mali est sacrifié

Les actions décalées de l'Algérie

La solution politique à laquelle croit l'Algérie et qu'elle a martelée contre vents et marées, a fait long feu. Pourtant, on pensait que l'accord d'Alger de la semaine dernière entre les différentes factions, Mnlà, et Ansar Eddine pour une résolution politique a fait miroiter, un moment, un début de solution. Il n'en fut rien, l'accord fut rapidement dénoncé. Avec un échec sur toute la ligne des tentatives diplomatiques algériennes d'éviter la guerre.

"Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg".

Un article du monde.fr du 16 janvier 2013

Pierre Boilley est le directeur du Centre d'études des mondes africains. Spécialiste du Sahel, il analyse les combats entre groupes islamistes et l'armée française ainsi que leurs conséquences sur l'avenir du Mali.

- Des représentants du MNLA et d'Ansar Eddine se sont déclarés prêts, fin décembre 2012, à cesser les hostilités. Comment expliquez-vous l'offensive islamiste ?

L'une des principales causes de cette offensive est liée au fait que cette rencontre, le 21 décembre, à Alger était une négociation fantôme. Le chef d'Ansar Eddine, Iyad ag Ghali, a été tenu à l'écart. Il a vite dénoncé des pourparlers menés par des personnes sans mandat et manipulés par Alger. Le 2 janvier, il a publié une plate-forme qui valait déclaration de guerre. Le 4 janvier, il a confirmé publiquement qu'il attaquerait l'Etat malien s'il ne renonçait pas à la laïcité.

Sa décision de lancer l'opération vers le sud du pays obéit aussi à des plans déjà évoqués par les chefs islamistes du Mali qui prévoient de faire le lien avec d'autres forces fondamentalistes de la région, dont celles de Boko Haram au Nigeria.

Le MNLA a également souligné, pour sa part, l'absence de représentativité des personnes présentes à Alger. Cette fausse concertation a accéléré la mobilisation de la branche radicale d'Ansar Eddine alors que d'autres chefs coutumiers de ce mouvement, Bajan ag Hamatou ou Alghabass ag Intalla, plus modérés, soutenaient encore la voie de la négociation.

Je vous laisse comparer les éléments fournis dans ces deux extraits d'articles qui ne disent pas tout à fait la même chose.

[Mali. Quelle position adopter face à la question de la nationalité touareg?](#)

Question que personne ne pose : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait-il être sacrifié sur l'autel de la souveraineté de l'Etat ? Comment se pose le problème des nationalités ou des différents peuples qui composent le Mali et qui concernent bien d'autres pays en Afrique ou ailleurs dans le monde ?

Rappel. De quels Etats parle-t-on ? Créés par qui, sur quelle bases, quels principes, dans l'intérêt de qui ?

Etats vassaux dont les frontières ont été définies au cours du XIXe ou XXe siècle par les différents impérialistes occidentaux qui se sont partagés l'Afrique, le Moyen et le Proche-Orient, l'ex-empire ottoman qu'ils ont littéralement dépecé, pratiquant la balkanisation de l'Afrique sur la base du rapport de forces existant entre les différents impérialistes, afin de contrôler et piller ses richesses, installer des régimes fantômes à leur solde qu'ils pourraient manipuler par la suite conformément à leurs

intérêts économiques, aux intérêts de leurs multinationales, le tout au détriment des différents peuples conduits à demeurer pauvres ou miséreux.

Etats dominés, placés sous la tutelle de leurs colonisateurs et de ce fait réduit à leur mendier de quoi survivre, tandis que leur velléité d'indépendance économique devait se terminer par des coups d'Etat fomentés par leurs maîtres ou l'assassinat de leurs chefs d'Etat ou dirigeants.

Voilà en gros le contexte et la réponse à ces questions.

Le tracé des frontières définies au cours de conférences internationales par les différents impérialistes occidentaux, a été établi sur la base géographique de la répartition et du partage des richesses que recélaient ces pays par ces puissances occidentales.

Evidemment, la reconnaissance de l'existence de peuples distincts qui leur donnait le droit de constituer une nation ou un Etat a été bafouée, qu'il s'agisse des Kurdes ou des Touaregs pour ne prendre que deux exemples. Ces peuples ont été écartelés, disloqués dans différents Etats, de chaque côté de frontières difficilement franchissables, voir impossible à franchir, leur droit à l'autodétermination piétiné constamment jusqu'à ce jour, sans parler des discriminations et de l'oppression qu'ils devaient subir.

Alors revenons à notre question de départ en la précisant, qu'est-ce qui est légitime et que devons-nous défendre conformément à notre engagement internationaliste et notre solidarité avec les peuples opprimés dans le monde, leur combat commun contre les différents impérialistes, principalement américain, français et britannique :

- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de se constituer en Etat ou nation comme ce fut le cas en Europe au cours des siècles précédents

ou

- l'existence d'Etats fantoches dont les frontières ont été tracées par les différents impérialistes au mépris et en violation du droit des peuples à se constituer en Etats indépendants ?

Etait-ce poser la bonne question ?

Il y a un siècle la question ne se posait pas exactement dans les mêmes termes, car ces pays étaient occupés et administrés par les colonisateurs et le combat des masses exploités se concentrait essentiellement sur la question de son unité pour parvenir à chasser l'impérialisme et obtenir leur indépendance nationale...

Doit-on enterrer la revendication légitime des peuples kurdes et touaregs de se rassembler respectivement pour constituer un Etat au profit de la défense de l'intégrité des Etats irakien, turc, iranien ou malien, nigérien, algérien sachant qu'ils sont synonymes de leur oppression depuis plus d'un demi-siècle, tenant compte d'un autre côté que depuis plusieurs générations ils sont depuis plus ou moins intégrés dans ces pays ou doit-on défendre leur revendication à former leurs propres Etats qui signifierait qu'un redécoupage des frontières des pays mentionnés serait nécessaire ?

On ne peut pas concevoir que ces peuples écartelés de chaque côté de frontières arbitrairement établies pourraient se rassembler pour lutter ensemble et simultanément contre les appareils de plusieurs Etats et les vaincre, c'est impossible. Cependant leur revendication demeure légitime.

Les partis ouvrier et paysan kurde et touareg doivent s'unir au mouvement ouvrier des pays dans lesquels ils vivent, car c'est seulement ensemble qu'ils pourront vaincre les régimes en place et entrevoir une fois des Etats ouvriers constitués dans chacun de ses pays, la possibilité de résoudre leur problème qui ne se posera pas ou plus forcément sous la même forme, un Etat ouvrier basé sur le socialisme étant incompatible avec l'oppression des différents peuples ou des différentes nationalités qui vivent sur son territoire.

Donc finalement, bien que cette partie du monde ait subi de profondes transformations depuis un siècle ou davantage, la question de l'unité de toutes les couches exploitées et opprimées de ces pays contre les régimes en place à la solde des impérialistes ou de bourgeoisies nationales corrompus et vassales de l'un ou l'autre impérialisme, y compris russe ou chinois, demeure d'actualité dans la perspective de la constitution d'Etats ouvriers et paysans, de Républiques sociales, ce qui implique la rupture de leur mouvement ouvrier et paysan avec les différents impérialistes, qui maintiennent ces pays dominés dans la pauvreté ou l'indigence en pillant leurs richesses ou s'emploient ainsi à les diviser pour mieux les asservir. Au-delà, c'est la question de la fédération de ces Républiques sociales qui est posée afin de pouvoir satisfaire les aspirations légitimes de tous les peuples ou peuplades qui les composent et qu'ils puissent vivre enfin en paix.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les propagandistes de la guerre sortent le fanatique du droit "d'ingérence" contre le droit du peuple malien de disposer de lui-même.](#)

Dans une interview au Parisien Dimanche le va-t-en-guerre Bernard Kouchner propose ses services, normal.

- L'impérialisme français est en guerre contre tous les peuples en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, à l'exception toutefois de l'Etat sioniste et des pétromonarchies archaïques du Golf.

"La France n'est pas en guerre contre l'islam, mais contre l'extrémisme", souligne-t-il.

Diviser pour mieux régner : peuple touareg du Mali, unissez-vous aux autres couches du prolétariat maliens en guerre contre le régime en place soutenu par l'impérialisme français.

"Les Touareg, dans leur majorité, ne sont pas des extrémistes musulmans. S'assurer de l'accord d'un certain nombre des mouvements touareg, c'est une clé de cette guerre", note-t-il.

Faire en sorte que les Touaregs et les Maliens s'entretuent, ils en sortiraient encore plus affaiblis, voilà ce que propose cette pourriture.

Le comble de l'hypocrisie du criminel de guerre

Il a pointé du doigt les conséquences sur le Mali de la guerre en Libye, estimant qu'"il aurait fallu rester un peu plus longtemps pour s'assurer que les arsenaux seraient détruits, que les pays voisins contrôlèrent les frontières et tenteraient d'arrêter les bandes surarmées qui passent...". "Rien de tout cela n'a été fait", a-t-il déploré, ajoutant: "L'ingérence cela se prépare".

Les mains sales. Il n'est plus à cela près, il a soutenu toutes les guerres impérialistes ou coloniales.

Par ailleurs, l'ancien ministre, à qui l'on demandait s'il pourrait "jouer un rôle" dans ce contexte d'intervention au Mali, a répondu: "Si on me le demandait, oui certainement".

Comment occulter ou faire oublier la barbarie du militarisme capitaliste qui se poursuit depuis plus de deux siècles et qui est sans commune mesure avec des groupes de fanatiques isolés que l'impérialisme français a lui-même armé.

Les méthodes des Algériens "ne sont pas, certes, celles qu'un militant des droits de l'homme défendrait. Mais je voudrais aussi rappeler toute la barbarie du terrorisme", a-t-il soutenu. AFP 20.01

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Hélas, on n'a pas encore guillotiné tous les monarques et les aristocrates !

- Il y a 220 ans, la France guillotinait Louis XVI - LePoint.fr

Une cinquantaine de messes vont être données dans tout le pays pour rendre hommage au roi guillotiné le 21 janvier 1793 par les révolutionnaires. LePoint.fr 20.01

On apprend par un article de Reuters que : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés, décidément la guillotine sans la torture, c'était encore faire preuve de mansuétude...

- Lutte contre la pauvreté : 10 % de places en crèche réservés aux enfants pauvres - LeMonde.fr

Vous êtes décidément trop bon monseigneur, Dieu vous le rendra...

- Fabius: "face au terrorisme, il faut être implacable" - AFP

Mais ne vous en faites pas monsieurs Fabius, on ne vous oubliera pas le moment venu.

Tenez, c'est pratiquement quotidiennement qu'on pense à vous et qu'on regrette de ne pas pouvoir vous envoyer immédiatement à l'échafaud, tant vous êtes nuisibles à la paix entre les peuples, par exemple vous êtes aussi le complice de cela : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés (Reuters 20.01), le conditionnel est déjà commettre un crime. Ou encore de soutenir et armer les salafistes, djihadistes et autres mercenaires barbares qui sèment la terreur en Syrie : Syrie: une réunion de l'opposition à Paris le 28 janvier, selon Fabius (AFP 20.01)

[Elle a été spécialement conçue pour vos amis du Medef.](#)

- Raffarin votera la réforme du marché du travail - AFP

[Main basse sur le Mali](#)

- Le Drian: le but de l'opération française est "*la reconquête totale du Mali*" - AFP

[Propagande. Parole de banquier.](#)

- Il y a 20 ans, Volkswagen passait au «*travailler moins pour gagner moins*» - Liberation.fr

Ne rigolez pas, c'est la devise du rentier et baron Rothschild... de gauche, c'est bien connu.

Si en 3 semaines vous pouvez faire faire le même travail qu'en 4 habituellement, et qu'en plus vous pouvez diminuer les salaires, bingo, le taux d'exploitation augmentera d'autant et le taux de profit également, elle n'est pas belle la vie des capitalistes depuis l'accord du 11 janvier 2013 ?

Le capital constant mis en oeuvre demeure le même, par contre proportionnellement la part du capital variable (salaire) diminue. Autre avantage pour les capitalistes. Cela signifie que pour produire autant en 3 semaines qu'en 4 les cadences de travail augmentent. Une fois que les ouvriers y sont habitués et que vous repassez à 4 semaines le même rythme de travail est conservé, et si en plus vous ajoutez des heures supplémentaires, là c'est la cerise sur le gâteau, à l'eau de vie s'il vous plaît pour les négriers, de la mort pour leurs esclaves.

[Place à la dictature de Goldman Sachs ou de l'oligarchie financière, l'avenir.](#)

- Monti : "*La vieille politique ne doit plus revenir*" - LePoint.fr

[Propagande mondialiste. Alors qu'il s'emploie consciencieusement à continuer de la détruire quotidiennement.](#)

- Pendant son second mandat, Obama devra réparer la démocratie américaine - Slate.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Autriche

Les Autrichiens ont massivement voté par référendum dimanche pour le maintien du service militaire obligatoire, rejetant en conséquence la mise en place d'une armée de métier en Autriche, une question qui divisait ce pays neutre.

La poursuite de la conscription a rassemblé en sa faveur 59,8% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels.

Avec en arrière-plan les élections législatives d'octobre 2013, il s'agit d'un échec pour le chancelier social-démocrate (SPÖ) Werner Faymann, le ministre de la Défense, Norbert Darabos (SPÖ), les Verts et aussi pour les quotidiens à grand tirage de la presse populaire qui tous avaient fait campagne pour une armée de métier.

C'est aussi un revers pour l'influent maire de Vienne, le social-démocrate Michael Häupl, qui avait lancé l'idée de ce référendum, même si la capitale est le seul des neuf Etats régionaux à avoir voté majoritairement (54,2%, d'après les résultats officiels) pour l'abandon du service militaire.

Près de 6,3 millions d'Autrichiens étaient appelés à voter et le taux de participation devrait s'élever à un peu plus de 50%. Les chiffres définitifs ne seront connus que lundi après-midi, après le dépouillement des bulletins de vote par correspondance qui ne modifieront qu'à la marge les résultats.

Au sein du Conseil de l'Europe, l'Autriche reste ainsi, aux côtés de Chypre, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie, un des rares pays à recourir à la conscription. Après la fin de "la Guerre froide" et l'effondrement du Bloc communiste en Europe de l'Est, la France était passée à une armée de métier dès 1996 et plusieurs autres pays européens lui avaient emboîté le pas ces dernières années, comme l'Allemagne en 2011.

Le coût d'une armée réformée, le nombre des recrues et l'impact sur les missions à l'étranger ou les secours en cas de catastrophe naturelle, ont été les principaux enjeux du débat, avec en toile de fond, la question centrale : qu'est-ce que cela impliquera pour la neutralité de l'Autriche ?

Pour conserver sa neutralité, cette petite république alpine membre de l'Union européenne a toujours refusé d'entrer dans l'Otan.

Cependant, l'Autriche est engagée de longue date dans les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies, notamment en ex-Yougoslavie (Kosovo et Bosnie) et au Moyen-Orient (Liban et Golan).

"La nature de la menace a changé, c'est la raison pour laquelle une transformation est nécessaire", expliquait le ministre de la Défense, Norbert Darabos. Selon lui, une armée conventionnelle était dépassée à l'ère du "contre-terrorisme", de la "cybercriminalité" et des "Etats en faillite".

En revanche, le chef d'état-major de l'armée autrichienne, le général Edmund Entacher, pourtant social-démocrate, avait prévenu qu'une armée professionnelle aurait "irréremédiablement" conduit à "une baisse de qualité, du nombre et de capacité".

Historiquement favorables à la conscription, les sociaux-démocrates étaient cette fois, à quelques exceptions près, pour l'armée de métier, tandis qu'à l'inverse, les démocrates-chrétiens, plutôt enclins à l'armée de métier, défendaient le service militaire.

Illustration du débat qui traverse tous les partis, le président de la République et chef suprême de l'armée, le social-démocrate Heinz Fischer, contrairement à son parti, s'était publiquement exprimé pour le maintien de la conscription.

Le coût d'une armée de métier avait également alimenté les discussions, surtout qu'aujourd'hui, l'Autriche consacre seulement deux milliards d'euros par an à sa défense, soit 0,6% de son budget, l'un des taux les plus faibles parmi les pays de l'Union européenne.

L'Autriche compte 55.000 soldats, un chiffre qui devrait rester stable, insiste le ministère de la Défense. Chaque année, 22.000 Autrichiens effectuent un service militaire de six mois.

L'armée est également mobilisée sur le sol autrichien pour répondre aux catastrophes naturelles (inondations ou avalanches).

Les Autrichiens qui ne veulent pas faire leur service militaire, environ 14.000 chaque année, peuvent opter pour un service civique de neuf mois, travailler avec les services de secours, dans des maisons de retraite ou encore auprès de réfugiés ou de toxicomanes. AFP 20.01

Si j'ai bien compris la réforme du service militaire au profit d'une armée de métier s'inscrit dans la perspective de la menace gandissante d'interventions illégitimes ou violant la souveraineté des Etats, dites encore guerres d'ingérence ou préventives qui se profilaient de plus en plus à l'horizon depuis le début des années 90 et qui depuis le 11 septembre 2001 n'a cessé de s'amplifier.

Pour mener de telles guerres, une armée de conscrit ne peut pas faire l'affaire, il faut des soldats payer pour exécuter aveuglément et froidement des ordres, comme massacrer des populations civiles, torturer des prisonniers, etc.

Que le parti autrichien de l'International sociél-impérialiste soit favorable à une telle réforme n'a rien d'étonnant, quelque part ils sont encore plus réactionnaires que les dirigeants du parti de l'ordre officiel, le PS en France est en train d'en faire la démonstration pour ceux qui l'ignoraient encore.

2- Afghanistan

Près d'un tiers des prisonniers remis par l'Otan aux autorités afghanes, dans le cadre du retrait progressif des troupes de la coalition d'ici la fin 2014, ont été torturés, affirme un rapport des Nations unies, publié dimanche.

Le rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) prend en compte des entretiens réalisés avec 635 individus faits prisonniers par la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias).

"Les efforts de la Fias et du gouvernement (afghan) contre la torture, même s'ils sont conséquents, n'ont pas débouché sur des progrès notables", regrette le rapport.

"C'est préoccupant, à un moment où le gouvernement récupère presque toutes les responsabilités concernant les prisonniers liés au conflit", ajoute-t-il.

Les services du renseignement afghan emploient par ailleurs des locaux secrets pour interroger des détenus, afin de ne pas être surveillés par les observateurs internationaux, rapporte un responsable cité par le rapport.

L'Union européenne s'est dite "*profondément préoccupée*" par le rapport et a demandé à Kaboul de "traduire en justice les auteurs de tels actes". Reuters 20.01

Qu'une rumeur fasse état de tortures en Syrie, et l'Union européenne condamne séance tenante le régime en place et appelle à de nouvelles sanctions contre lui, mais quand de multiples témoignages prouvent qu'elle était pour ainsi dire pratiquée et institutionnalisée par un de ses alliés, elle se dit "*profondément préoccupée*", autrement dit elle la légitime en Afghanistan, elle s'en fait le complice, prix Nobel de la paix oblige !

[Haut de page ↗](#)

Le 22 janvier

CAUSERIE

Lundi 22h01 (locale) 17h29 chez vous en France. Eh oui, on bosse du matin au soir parfois très tard.

Le dialogue social est l'antithèse de la lutte de classe, il repose sur la capitulation des dirigeants syndicaux

Encore un article qui passe à côté de l'essentiel, où l'auteur étale son ignorance, son incapacité à se poser les bonnes questions, finalement il témoigne sa subordination à l'idéologie dominante. Décryptage.

- Accord sur le travail : Sarkozy l'a rêvé, Hollande l'a fait ! - 19 janvier 2013 (<http://www.agoravox.fr>)

- L'Accord National Interprofessionnel (ANI) dit « *Accords de Wagram* » modifiant en profondeur le droit du travail qui vient d'être signé est loin d'être un accord « *gagnant-gagnant* », et une réussite du dialogue social. Au contraire, on peut le résumer en disant qu'il s'agit d'un coup de force contre le dialogue social, donnant des miettes aux salariés et le jackpot au patronat ... sous un gouvernement socialiste

Cet accord est un coup de force contre le dialogue social. Il est certes parfaitement légal en janvier 2013, mais il est surtout minoritaire et n'aurait jamais été approuvé après l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la loi de réforme de la représentativité syndicale du 20 août 2008 qui prendront effet au plus tard le 21 août 2013 :

Participaient aux négociations les 5 syndicats représentatifs au niveau interprofessionnel : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, n'y participaient pas les 2 syndicats non-représentatifs, l'UNSA et Solidaires (Sud). L'accord a été signé par la CGT, la CFTC, la CFE-CGC qui représentent 38.7% des salariés selon les élections prud'homales de 2008. Il a été dénoncé par la CGT et FO qui représentent 49.7% des salariés selon les mêmes élections. Plus encore, si on additionne les voix des syndicats non-représentatifs (UNSA qui soutient l'accord, Solidaires qui le dénonce), on arrive à 45% pour l'accord, 53.6% contre. Il s'agit clairement d'un accord minoritaire.

Mais jusqu'au 21 août 2013, la loi stipule qu'un accord doit être approuvé par un ou plusieurs syndicats représentatifs ayant obtenu au moins 30% des suffrages aux élections professionnelles (38.7% dans notre cas), et ne pas être contesté par des syndicats représentatifs ayant obtenus au moins 50% (49.7% dans notre cas). A 0.3% prêt, et 6 mois prêt, l'accord est valable. Car l'audience de chaque syndicat doit être réévaluée au 1er semestre 2013 et au plus tard le 21 août 2013 en tenant compte de l'ensemble des élections professionnelles durant la période 2008 – 2013 et notamment de la mise en place d'élections dans

les TPE où la CGT est ressortie renforcée et la CFDT affaiblie. A l'issue de cette mesure d'audience, les syndicats signataires d'un accord devront désormais représenter 50% des salariés et non plus 30%. Dans ces conditions, il est vraisemblable que la CGT et FO auraient été en mesure de bloquer l'accord en refusant d'y apposer leur signature, s'il avait été négocié en août 2013 et non en janvier 2013.

Le gouvernement socialiste a délibérément choisi d'imposer une négociation sociale majeure avant que le poids des syndicats réformistes ne risque d'être considérablement réduit. C'est un choix politique dramatique pour un gouvernement se prétendant « de gauche » et cela doit être dénoncé.

Tout ceci délégitime fortement l' « accord » signé entre les organisations patronales et certains syndicats minoritaires. Il rend au contraire tout à fait légitime de poursuivre la bataille pour que les parlementaires ne le ratifient pas « *tel quel* », mais l'amende dans un sens plus favorable aux salariés. agoravox.fr 19.01 (suivait un résumé du contenu de cet accord)

On comprend mieux l'empressement du gouvernement et du Medef à conclure cet accord, agenda auquel se sont prêtés volontiers tous les dirigeants syndicaux, surtout ceux de la CGT et de FO qui de la sorte ont permis qu'il existe tout en apparaissant frauduleusement comme des opposants à cet accord. On peut donc affirmer qu'il s'agissait d'une trahison préméditée et savamment orchestrée. Venons en à notre sujet.

L'auteur de cet article en prétendant que "*cet accord est un coup de force contre le dialogue social*" manifeste à la fois son attachement au "*dialogue social*" dont il faudrait attendre qu'il en sorte quelque chose de positif pour les travailleurs, comme si c'était vraiment sa fonction, donc de graves illusions dans ce mécanisme destiné à broyer nos droits, et son ignorance de l'objectif précis pour lequel il a été conçu et que nous venons d'évoquer.

Il ne lui viendra pas à l'esprit de se demander qui en était l'auteur et partant de sa position sociale ou la classe sociale qu'il représentait, quelles pouvaient être ses véritables intentions, comme si cela n'avait aucune importance, car Chirac puis Sarkozy, pouvaient indistinctement représenter les intérêts du patronat ou des travailleurs, à moins que l'auteur de cet article estime qu'ils pourraient être compatibles ou se rejoindre, intérêt général oblige.

Cet accord est en tout point fidèle au dialogue social et ce pour quoi il a été conçu, cet accord en est l'expression achevée d'une certaine manière.

Ce qui saute aux yeux avec cet accord, c'est qu'il apparaît totalement en faveur du patronat, d'une seule classe, celle des capitalistes, alors que jusqu'à présent en dehors de celui sur les retraites, chaque fois il paraissait plus ou moins équilibrés, en apparence seulement, car en réalité la législation du travail ou les droits des travailleurs n'ont cessé d'être amputés ou de reculer en faveur des exploités depuis plusieurs décennies.

Par exemple, lors des accords précédents ils ne se sont pas attaqués frontalement au contrat à durée indéterminée (CDI) comme ils viennent de le faire, ils se sont contentés d'octroyer des droits nouveaux au patronat leur permettant de contourner la législation en vigueur en multipliant les possibilités de recourir à des contrats précaires qui se comptent dorénavant par dizaines, accentuant ainsi la pression sur les bénéficiaires de CDI et conduisant à une amplification de la précarité du travail, pour finalement parvenir aujourd'hui à sa généralisation.

Le dialogue social repose sur l'acceptation par tous ses participants d'un diagnostic dès lors appelé "*partagé*", de la situation économique et sociale concocté par le patronat ou des technocrates travaillant dans les différents ministères en France ou à Bruxelles sous la forme d'un rapport ou d'un texte servant de référence.

Donc le dialogue social repose sur un document patronal dans lequel sont mis en relief les besoins des capitalistes, et l'objectif de l'accord qui peut en découler coïncide avec ces besoins au détriment de ceux des travailleurs. Voilà sur quelle base précise repose le dialogue social auquel tous les syndicats ont accepté de participer.

On pourrait ajouter qu'avant que ne s'ouvrent officiellement une conférence ou ce cycle de réunions au cours desquelles le dialogue social servira de méthode à ses participants ou consacrera les rapports sur la base desquels ils ont accepté de se rencontrer, il n'est pas rare que des rencontres ou des réunions informelles aient lieu entre les différents acteurs de cette cynique comédie, qui élaboreront ensemble une partie des propositions qui seront ensuite proposées aux différents participants lors de cette conférence ou de ce cycle de réunions et que l'on retrouvera plus tard dans le document final qui sera porté à leur approbation. Il n'est pas rare non plus, que le Premier ministre et les ministres concernés rencontrent à tour de rôle les représentants du patronat et des syndicats censés représenter les intérêts des travailleurs histoire de s'assurer que la machine est bien huilée et fonctionnera normalement, c'est-à-dire comme ils l'ont prévu.

Partant de ce constat, par leur seule participation au dialogue social les syndicats le légitiment, et donc quelle que soit la position qu'ils adopteront par la suite, ils partagent la responsabilité des conclusions ou de l'accord qui en sortira, selon une répartition des rôles ou une mise en scène parfaitement réglée, où les uns signeront de bon cœur, d'autres signeront en émettant des réserves, tandis que d'autres refuseront de le signer sans que cela ne porte à conséquence, puisque l'essentiel étant que le

dialogue social soit mené à son terme et se conclut par un accord entre le Medef et les syndicats prétendant représenter les intérêts des travailleurs.

On va voir maintenant pourquoi cet aspect-là est déterminant.

De plus, le dialogue social a une vocation foncièrement réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Il a été conçu par la classe dominante pour servir uniquement ses intérêts rappelons-nous. Il repose sur la collaboration de classes devant conduire à terme au corporatisme.

Dès lors, la mise en oeuvre de cette méthode a comme préalable ou sous-entend la neutralisation du rapport de force entre les classes au profit de la classe dominante. Il a été conçu de telle sorte qu'il se substitue à la lutte des classes, à l'affrontement entre les classes, dans le seul objectif de parvenir à un consensus avec le patronat auquel se livrent volontiers les dirigeants corrompus des syndicats censés représenter les travailleurs.

Ce n'est pas son seul objectif.

On aura compris qu'au cours du dialogue social les dirigeants syndicaux vont confisquer les droits sociaux des travailleurs qu'ils vont brader au patronat, de telle sorte que par la suite ils soient dans l'impossibilité de se mobiliser sur leurs revendications, laissant le champ libre à l'application de l'accord pourri qui sera conclu à l'issue de pseudo négociations. Car en effet, comment en appeler à des syndicats qui ont signé ou non un tel accord, qui s'en sont fait sciemment les complices ? Souvenons-nous qu'après l'accord conclu sur les retraites par les partenaires patronaux et non sociaux, il y en qui ont été assez naïfs pour imaginer que la mobilisation allait se poursuivre et induire ainsi les militants dans l'erreur, alors que c'était devenu impossible, c'est ce que nous avons prétendu et c'est ce qui s'est passé. Certains là encore ont utilisé ce refrain pour camoufler qu'en réalité tous les syndicats s'étaient rendus complices de cette contre-réforme et pour épargner leurs appareils, épargner le leur par la même occasion qui sont liés organiquement à ceux des syndicats, nous ne sommes pas dupes.

Le dialogue social est l'antithèse, la négation de la lutte de classes, la voie ouverte au corporatisme ou il en est déjà son expression.

Au bout du compte, le dialogue social revient à cadenasser la classe ouvrière, à neutraliser le mouvement ouvrier, à le rendre impuissant pour livrer les travailleurs pieds et mains liés aux esclavagistes modernes pour qu'ils puissent les exploiter à leur guise et s'en débarrasser quand bon leur semble sans autre forme de procès.

Le dialogue social revient à subordonner les intérêts des travailleurs aux besoins des capitalistes, dans la mesure où il est conçu comme si les deux classes en présence partageaient les mêmes intérêts ou qu'ils disposaient d'un pouvoir équivalent pour les défendre de telle sorte que chacun y trouverait son compte à l'arrivée, alors qu'en réalité une seule classe détient le pouvoir, celle qui détient les moyens de production et de répartition des richesses produites, la classe des capitalistes, et seule cette classe sortira gagnante du dialogue social, il ne peut pas en être autrement. Et c'est évidemment aussi cette classe qui détient le pouvoir politique, qui règne en maître sur les institutions, l'Etat auquel elle fournit au passage sa nature sociale.

Jamais dans le passé le Medef n'a accepté de signer un accord qui ne serait pas favorable au patronat. Chaque fois qu'il dut concéder des avantages à la partie adverse, ce fut toujours à la marge ou en échange de concessions encore plus importantes de la part des syndicats des travailleurs, sans parler que parmi ces concessions une partie d'entre elles étaient en réalité des cadeaux empoisonnés, comme par exemple en associant les représentants du personnel à la bonne marche des entreprises, autrement dit en les subordonnant davantage encore au capitalisme.

Tous les droits que le patronat a concédés dans ce domaine n'ont servi qu'à enchaîner plus sûrement et durablement encore les représentants du personnel et les syndicats au capitalisme. Il ne vous aura pas échappé qu'il existait un tel volet dans le présent accord. Avec la complicité des syndicats, le Medef a été jusqu'à présenter ces concessions comme des avantages ou des droits nouveaux accordés aux travailleurs, alors qu'en réalité ils allaient à l'encontre de leurs propres intérêts de classe.

En substance, le dialogue social n'a pas d'autre fonction que de parvenir à liquider les uns après les autres tous les droits sociaux que les générations passées de travailleurs ont si chèrement acquis au cours de la lutte de classe, tout en interdisant aux travailleurs de pouvoir se mobiliser contre le patronat et l'Etat, les travailleurs de la fonction publique étant logés exactement à la même enseigne et subissant le même traitement de la part de dirigeants syndicaux, qui ne sont que des lieutenants de la classe des capitalistes agissant au sein du mouvement ouvrier pour le compte de cette classe dans les entreprises et les différentes administrations ou entreprises publiques.

En guise d'épilogue.

Dans ces conditions plusieurs questions se posent : que peuvent faire les travailleurs qui entendent défendre leurs droits ? Ils peuvent se syndiquer, mais sans conscience politique ou désarmés théoriquement face à de puissants appareils rompus à briser toute velléité de contestation de leur politique, comment peut-on imaginer un seul instant qu'ils pourraient leur résister,

c'est impossible. La politique des syndicats sert de repoussoir aux travailleurs qui voudraient se syndiquer.

Selon notre lieu de travail et les conditions qui prévalent, on doit s'efforcer d'encourager les travailleurs à se syndiquer malgré tout, sans leur raconter d'histoires, et sachant qu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos besoins sociaux collectifs dans le cadre du régime en place, il faut leur tenir un discours dans la perspective de son abolition, de son renversement, l'émancipation du capitalisme ou du salariat étant à l'origine un objectif commun au syndicat et au parti ouvrier, l'objectif du combat du mouvement ouvrier, tout autre discours consisterait à colporter des illusions dans le régime ou le capitalisme. Libre à vous ensuite d'enchaîner sur le terrain politique, j'ai envie de dire que je vois mal comment il pourrait en être autrement puisqu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications sociales à caractère collectif sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste.

Que peuvent faire les syndiqués qui sont les otages de dirigeants traîtres ou jaunes, qui n'ont pas la volonté d'affronter le patronat, qui viennent de manifester leur soumission totale à son égard ? A quoi leur serviraient-ils de contester la politique de leur direction, alors qu'ils se trouvent dans le même état de faiblesse que les travailleurs pour les affronter ? Qu'ils insistent et ils seront virés tout simplement ou marginalisés, réduits à l'impuissance. Les délégués syndicaux sont désignés par les appareils qui peuvent leur retirer leur mandat à tout moment il ne faut jamais l'oublier. Cela fait près d'un siècle qu'il y en a qui se battent dans la CGT pour en déloger sa direction, sans succès. Cela fait plus d'un demi-siècle qu'il y en a qui se battent dans FO pour en déloger sa direction, sans succès. Idem à la FSU. Quant aux autres syndicats, CFDT, CFTC et UNSA, ils sont jaunes, donc toute tentative de grimper dans leurs instances est totalement inconcevable. Reste SUD qui fonctionne finalement comme la CGT et FO.

C'est là que l'on s'aperçoit que le syndicalisme est complètement gangrené, pourri de l'intérieur, cadennassé, qu'il est impossible de le faire évoluer favorablement pour qu'un syndicat devienne véritablement indépendant du capital et de l'Etat.

C'est une caste de bureaucrates vendus au capital et malfaisante qui contrôlent totalement les syndicats depuis près d'un siècle ou depuis qu'ils existent, lié au PS ou au PCF ou encore au parti de l'ordre. Absolument rien n'a changé à ce niveau-là depuis que les staliniens se sont emparés de la CGT et les lieutenants de la bourgeoisie ont créé FO.

Ceux qui sont délégués syndicaux peuvent mener le combat syndical dans leur entreprise sans en référer à leurs dirigeants ou sans tout leur dire. Rien ne les empêche d'afficher l'article que je viens de rédiger en direction des travailleurs et des syndiqués ou de rédiger des articles qui expliquent aux travailleurs comment fonctionne le capitalisme, etc. A défaut de pouvoir mener le combat contre le patronat sur des revendications si cela s'avère impossible, ils peuvent participer à élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du capitalisme, c'est mieux que rien, c'est déjà beaucoup, ce sera toujours plus que ce que font les dirigeants syndicaux.

Dans le cas de simple syndiqués ou d'élus du personnel, c'est plus compliqué, les moyens sont encore plus limités. Dans ce cas-là il ne reste que la discussion avec chaque travailleur sur la base de ce qui a été exposé plus haut.

L'idéal serait de parvenir à créer dans les entreprises (et les administrations) des comités unitaires de résistance réunissant travailleurs syndiqués ou non, indépendants des syndicats, les intégrant si c'est possible sans leur en laisser le contrôle, de façon à préparer et aborder la prochaine bataille dans les meilleures conditions possibles, autrement je ne vois pas comment cette expérience pourrait être possible ou à quoi elle pourrait servir, il vaudrait mieux abandonner cette idée, sauf évidemment dans le cas d'un conflit ouvert, de l'annonce d'un plan de licenciements ou d'une fermeture d'usine, là évidemment un tel comité s'imposerait.

Reste maintenant à savoir s'il ne faudrait pas plutôt créer un nouveau syndicat ouvrier renouant avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, puisque finalement les travailleurs se retrouvent placés dans la même situation, à savoir : soit ils se laissent broyer par le capital et ils seront réduits en esclavage, soit ils envisagent de s'organiser et de combattre jusqu'à leur émancipation du capital, on a envie d'ajouter dans la perspective du socialisme, car si vous prenez le cas des fonctionnaires, qui est leur employeur, l'Etat, pour eux l'émancipation du capital ne peut prendre comme contenu que l'émancipation de l'Etat, donc comme forme sa liquidation, or la liquidation de l'Etat des capitalistes c'est avancer sur la voie du socialisme, ainsi s'il ne doit pas y avoir de confusion entre le combat pour l'émancipation du capital et le combat pour conquérir le pouvoir politique, il est impossible de les séparer comme l'on fait les dirigeants du mouvement ouvrier y compris son avant-garde depuis plus de 70 ans et qui permet de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisque l'on sait qu'il sera impossible de s'émanciper du capital sans conquérir au préalable le pouvoir politique, les deux combats sont intimement liés. Il est parfaitement clair que sans une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, qui ne peut prendre que la forme d'une rupture avec le capital, ses représentants, ses institutions politiques, il sera impossible de satisfaire la plupart de nos revendications, donc ne pas mener le combat dans cette perspective politique ne peut que se traduire par l'abandon de cet objectif et une adaptation au capitalisme.

Cette responsabilité incombe en premier lieu aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En auront-ils le courage, la volonté, rien n'est moins sûr apparemment.

La suite de l'actualisation du site demain matin. Je mettrai cet article au format pdf, je vais me coucher, il est tard et il faut bien que je dorme parfois ! Quand on est trop crevé, c'est difficile de faire du bon boulot, je vous cause comme un ouvrier, on ne se refait pas. Courage camarades, gardez le moral.

Mardi 15h01 (locale)

La suite de l'actualisation du site.

J'ai ajouté des articles dans les rubriques : politique, internationale, Mali, Syrie et la Tribune Libre. Je ferai un peu de ménage dans la page d'accueil du site ce soir, je vais créer un nouveau fichier pour regrouper tous les documents relatifs au Nouvel ordre mondial et ses institutions, ils occupent trop de place dans la page d'accueil, les vidéos suffisent amplement.

J'ai reçu une réponse de Michel Collon, je la garde pour moi si vous permettez.

- L'Amérique capitaliste ne veut faire aucun sacrifice pour la restauration de l'économie capitaliste européenne.

L'Amérique capitaliste plane comme un vautour sur l'agonie du capitalisme européen dont elle sera l'héritier.

L'Amérique réduira l'Europe capitaliste en esclavage si la classe ouvrière européenne ne s'empare pas du pouvoir politique et ne s'applique pas à réparer les ruines de la guerre mondiale et à commencer la construction d'une République Fédérative des Soviets d'Europe. (IVe Congrès de l'Internationale Communiste - Novembre 1922)

On remplacera de nos jours République Fédérative des Soviets d'Europe par Fédération des Républiques sociales d'Europe ou Fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe. Rappelons que soviets n'est pas un gros mot et signifie simplement comité.

On croirait ces lignes écrites hier, non ?

Parole d'internaute

Réaction à l'article de presse : *Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri.* (22.01)

1- *"Bref, ils seront tous au chômage dans 2 ans comme tout ceux à qui on a fait ce genre de chantage.*

Le temps aux actionnaires de prendre ce petit "bonus" en attendant une belle délocalisation ailleurs."

2- *"Et les "Conti" (salariés de l'usine Continental de Clairoix - Oise) qui avaient accepté un pseudo accord de "compétitivité-emploi" en 2007 pour mieux être licenciés dès 2009, ils en pensent quoi ?*

Leurs témoignages pourraient pourtant nous être utiles pour comprendre comment on peut être pris pour des cons !"

On est en présence de syndicats gangrenés jusqu'à la moelle, pourris à l'extrême, totalement subordonnés au capital.

Non pas parce qu'il n'existerait pas d'issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il serait devenu impossible de lutter strictement sur le terrain de classe du prolétariat, mais parce qu'ils ont abandonné ce terrain au profit de celui du capital auquel ils se sont adaptés, avec lequel ils se sont accommodés. Dorénavant aucun parti ouvrier ne combat sur ce terrain-là.

Encore moins dans la perspective d'issue politique qui existe mais que personne ne veut défendre dans les syndicats, tous les partis qui osent encore émettre l'idée qu'il pourrait en exister une s'interdisent de la relier au combat pour l'émancipation du capital qui est l'objectif du syndicalisme et du mouvement ouvrier, vous devinez pourquoi, au nom de la stricte séparation des partis et des syndicats, théorie ou principe détourné par des faussaires qui vous l'aurez compris a conduit à la situation actuelle.

La principale caractéristique des syndicats et des partis ouvriers sans exception, c'est leur refus d'aller à l'affrontement direct avec le patronat et l'Etat ou sinon sous une forme gauchiste pour justement dévaloriser aux yeux des travailleurs le recours à la force pour imposer ses revendications ou s'opposer à la fermeture d'une usine ou une entreprise. Ce sont des fossoyeurs de la lutte de classe, des lâches, des vendus, des capitulards, au choix.

Le prolétariat s'est embourgeoisé comme jamais dans le passé aurait constaté Engels (il dressait déjà ce constat au début du siècle concernant certaines couches du prolétariat britannique), désormais il a l'impression d'avoir quelque chose à perdre alors que pour l'essentiel il demeure exploité et opprimé, il s'en accomode ou l'ignore. Il y est encouragé par la classe dominante mais

pas seulement.

Les dirigeants du mouvement ouvrier sont logés à la même enseigne et partagent cet état d'esprit, ce mode de pensée et de vie, ils vivent relativement confortablement, ils n'ont pas du tout envie de se retrouver dans la situation inconfortable des combattants pour le socialisme du XIXe siècle ou du début du XXe, ils sont trop attachés à leurs privilèges.

Vous aurez compris qu'en faisant le parallèle entre ces dirigeants et le prolétariat, j'évoquais l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat et des fonctionnaires, les intellectuels à qui s'adressent uniquement syndicats et partis ouvriers.

Vous savez pourquoi certains militants ont continué de caractériser le PS comme un parti ouvrier bourgeois ?

Soi-disant : soit en référence à son origine ouvrière qui est d'ailleurs discutable, soit que le terme ouvrier se rattacherait à son origine et le terme bourgeois qui lui est associé signifierait qu'il l'a trahi, alors qu'en réalité ce serait plutôt pour masquer quelles couches des exploités ces militants et leurs formations politiques représentent et défendent exclusivement les intérêts, tandis qu'ils sont incapables ou refusent obstinément de s'adresser aux millions et millions de travailleurs qui appartiennent aux couches les plus défavorisées ou intermédiaires sur lesquels en fait devraient se reposer les syndicats et les partis ouvriers pour justement demeurer fidèles à leurs convictions ou engagements, à leur idéal qu'ils ont depuis renié ou dont ils se sont tellement écartés qu'ils sont devenus méconnaissables.

Finalement, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette caractérisation de parti (ou groupe) ouvrier bourgeois leur va comme un gant, le PS étant quant à lui un parti social-libéral-impérialiste, donc bourgeois ou capitaliste, le parti supplétif du parti de l'ordre (UMP) et remplissant les mêmes fonctions en cas de besoin, secondé par un tas de satellites ou parasites qui gravitent autour, MRC, PRG, EELV... Le PS de parti social-démocrate, caractérisation maintenue jusqu'aux années 80 et en réalité largement usurpée ou éronnée, car il était passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis quelques 70 ans, est devenu disons officiellement un parti social-libéral en 1983, tandis que les partis dits trotskistes ont pris le relais et se sont transformés en partis social-démocrate à peu près à la même époque pour l'OCI-PCI devenu MPPT, puis PT puis POI, la LCR plus tard en devenant NPA, LO marchant sur les traces du PCF qui au détours des années 90 n'eut aucun mal à passer du stalinisme à la social-démocratie fortement teintée de social-libéralisme puisque le PCF doit en grande partie sa survie (parlementaire ou institutionnelle) au PS.

Et le parti révolutionnaire dans tout cela, le véritable parti communiste, il n'existe pas, il reste à construire. Y parviendrons-nous un jour, en aurons-nous le temps ? On ose encore l'espérer, dans le cas contraire vaut mieux arrêter tout de suite le combat et profiter de la vie pendant que c'est encore possible.

Personnellement, j'ai décidé de continuer le combat pour changer la société et le monde et non pour permettre à des couches de petits-bourgeois de pouvoir continuer à vivre confortablement en régime capitaliste. Et vous ?

C'est quoi le M'PEP, quel est son véritable objectif politique ?

Les 12 et 13 janvier le M'PEP a tenu un congrès. Une résolution a été votée intitulée "*La stratégie des deux axes d'action*", à 93,2% des mandats (5,4% contre et 1,4% abstention). (disponible sur son portail national)

Extrait.

Un rassemblement qui s'inspirerait directement du Conseil national de la Résistance est donc aujourd'hui la forme politique qui pourrait susciter l'espoir et l'enthousiasme.

Rappelons que le CNR réunissait trois composantes :

Des partis et mouvements politiques. En 1944, les six principaux partis de la IIIème République étaient membres du CNR : PCF, SFIO, radicaux, démocrates-chrétiens, Alliance démocratique (droite modérée et laïque), Fédération républicaine (droite conservatrice et catholique).

Des associations. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait des grands mouvements de résistance : Front national (réseau créé par le PCF), Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Libération-Nord, Libération-Sud, Organisation civile et militaire, Combat, Franc-tireur.

Des syndicats. Il y avait, en 1943, la CGT et la CFTC.

Bref, le M'PEP nous propose l'union nationale dans laquelle les syndicats seraient intégrés ! Plus démoralisant et plus opportuniste, tu meurs !

Merci, avec la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien, votre objectif est déjà atteint ! Voilà des gens qui assurément ne doutent de rien.

Au passage, si vous ne l'avez pas remarqué ou que vous l'ignoriez, cette union nationale s'était déjà réalisée derrière la bourgeoisie française durant la Seconde Guerre mondiale (et la Première) et juste après la fin de cette guerre, pour ainsi dire jusqu'en 1958 quand prit fin la IVe République, le M'PEP tenait à nous le rappeler, merci à eux.

Passons à autre chose de plus sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

[Tout va bien, la vie est belle !](#)

- Le patrimoine des ménages continue d'augmenter en 2011 - AFP

[Parce que les riches ne le sont pas encore assez.](#)

- Ayrault : "*Pas d'impôt supplémentaire*" pour lutter contre la pauvreté - Le Nouvel Observateur

- Vaut-il mieux taxer les riches ou les encourager à donner ? - Atlantico.fr

Faites-leur confiance, ce sont de grands humanistes !

[Leur justice. Le régime épargnent ses pairs.](#)

- Procès "*pétrole contre nourriture*" : Pasqua en appelle à Tarek Aziz - Le Nouvel Observateur

- Pasqua et Santini condamnés à deux ans de prison avec sursis dans l'affaire de la fondation Hamon - LeMonde.fr

- Prison avec sursis pour Charles Pasqua - LeFigaro.fr

Pasqua le barbouze a été jugé un nombre de fois que j'ignore, blanchi mais condamné à plusieurs reprises à de la prison avec sursis, mais pour des affaires que le législateur n'a pas dû situer dans le même registre, du coup à 85 ans il a toujours échappé à la prison, alors qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes il y a des détenus en France qui ne savent pas vraiment ce qu'on leur reproche ou qui n'ont pas encore été jugés.

[On est corrompu ou on ne l'est pas](#)

- Bernard Cazeneuve: «*Les différences ne doivent pas empêcher le compromis*» - 20minutes.fr

- Chérèque "*ne donne pas une image d'indépendance syndicale*" - Le Nouvel Observateur

[Le service public au service du mondialiste par une représentante du groupe Bilderberg](#)

- Ockrent boute Colombani hors de France Culture - LePoint.fr

Ou son conjoint qui es tout aussi réactionnaire B. Kouchner, cela revient au même.

[Le monde à l'envers](#)

- Les étudiants pourraient bientôt noter leurs enseignants -L'Express.fr

Vous me direz qu'il n'y aurait rien d'étonnant à cela, quand on voit que les élus du personnel sont déjà appelés à se prononcer sur la politique décidée par les dirigeants et actionnaires de l'entreprise où ils travaillent...

Il ne faudrait surtout pas que les travailleurs en arrivent à la conclusion que ce serait le capitalisme l'origine de toutes leurs difficultés ou souffrances, mais seulement la mauvaise gestion de patrons parfois peu scrupuleux ou la faute à pas de chance, à la fatalité, quoi.

Les étudiants ne seront pas amenés à évaluer les conditions dans lesquelles les enseignants doivent faire leur travail, mais la manière dont ils le font. Un moyen comme un autre de dresser les uns contre les autres pour s'attaquer aux deux en même temps en passant à côté de l'essentiel, en évitant de se poser les bonnes questions.

[Des mesures pour accompagner la pauvreté... qui est le produit de leur politique antisociale.](#)

- Lutte contre la pauvreté: le gouvernement détaille son plan - AFP

Tout en laissant les mains libres aux nantis de s'enrichir toujours plus, cela va de soi.

[La France : c'est devenu le Tiers-Monde !](#)

- Une patiente meurt de froid dans le parc de l'hôpital Sainte-Périne - Liberation.fr

- Paris: une mère et son bébé expulsés de leur 4m2 pendant la trêve hivernale - L'Express.fr

[Psychopathe. Une terrible menace plane sur la France.](#)

- Neige: 14 départements en vigilance orange - 20minutes.fr

Vigilance "orange", Vigipirate au niveau "rouge", ils veulent rendre dingue la population !

[Vous êtes le mieux placé pour le savoir.](#)

- Quel réac sociétal êtes-vous ? - Causeur.fr

Ce portail est ultra réactionnaire !

[Enfumage. Vous allez voir ce que vous allez voir...](#)

- Barack Obama met le cap à gauche dans son discours d'investiture - 20minutes.fr

... la preuve...

Obama doit déclarer la guerre aux Républicains - Slate.fr

... démenti immédiat...

- Barack Obama appelle l'Amérique à l'unité - LeFigaro.fr

...fin du scénario.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande annonce que l'offensive contre la classe ouvrière va s'amplifier.](#)

François Hollande et Angela Merkel se sont appliqués à louer les vertus de l'amitié franco-allemande dont les fondations ont été posées il y a 50 ans par le Traité de l'Élysée.

Alors que de nombreuses voix en Allemagne, première puissance économique européenne et première contributrice aux fonds

de secours de la zone euro, se sont inquiétées d'un décrochage économique de la France par rapport à sa voisine, M. Hollande a convenu que son pays avait "un problème de compétitivité".

"L'Allemagne a fait des efforts" tandis que la France "a perdu du temps", a-t-il constaté, en soulignant qu'il fallait désormais "rattraper l'Allemagne". AFP

Prochaine étape, notamment, s'attaquer à nouveau aux retraites et aux financement des organismes sociaux...

Accord patronal sur la sécurisation de la flexibilité des conditions d'exploitation des travailleurs. Suite.

1- On pourrait dire que c'est Laurent Berger qui a remplacé Laurence Parisot à la présidence du Medef !

Evoquant l'accord sur l'emploi, Laurent Berger a demandé hier sur RTL que le projet de loi reprenne "l'accord, tout l'accord, rien que l'accord".

"Sinon ce sera un casus belli pour la CFDT", a-t-il averti, jugeant cependant qu'"il n'est pas anormal que les non signataires (CGT et FO, ndlr) soient consultés à un moment donné ou informés". AFP 21.01

On aura compris que la CFDT avait dû participer directement à la rédaction de cet accord pourri, pas vraiment une surprise.

Sinon, il a raison de dire que "les non signataires peuvent être consultés, c'est la moindre des choses finalement, puisque cet accord n'a été rendu possible grâce à leur participation à cette cynique comédie.

Surtout que plus tard, tout comme N. Notat ou F. Chérèque et d'autres dirigeants de la CFDT, Laurent Berger pourra faire valoir auprès de ses mentors les insignes services qu'il leur aura rendus pour prétendre à un poste grassement rémunéré dans un ministère ou une administration ou encore au sein du conseil d'administration d'une entreprise publique.

2- Mailly, le "godillot du régime, se satisfait finalement de cet accord, il le dit lui-même.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé lundi que l'accord sur l'emploi comptait "énormément de chausse-trappes" et il a demandé aux parlementaires de ne pas se comporter en "godillots" lors de l'examen du projet de loi transposant ce texte.

Selon M. Mailly, interrogé sur France Inter, certaines dispositions de l'accord sur la sécurisation de l'emploi -- que ni la CGT, ni FO n'ont accepté de signer -- pourraient être "inconstitutionnelles".

Le numéro un de FO a indiqué qu'il avait "déjà demandé rendez-vous à tous les groupes parlementaires".

"Si le gouvernement donne un ordre et que tout le monde baisse la tête, on peut se demander à quoi sert un Parlement", a-t-il ajouté.

Selon Jean-Claude Mailly, "quand on regarde les titres de l'accord, c'est très bien". "Mais je mets au défi quelqu'un de m'expliquer que la complémentaire santé sera pour tout le monde. C'est dans l'annonce du texte, pas dans le contenu du texte", a-t-il affirmé.

Il a estimé que l'ensemble de l'accord avait été "mal travaillé". AFP 21.01

Gageons que les héritiers de feu Pierre Lambert (POI) adopteront la prochaine résolution que Mailly leur soumettra, ce sont de grands révolutionnaires, des trotskistes paraît-il, sans rire du tout.

Situation confuse à PSA Aulnay

Avant de lire l'article publié hier par l'AFP, je précise que j'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le tract publié hier par la CGT de PSA Aulnay qu'un camarade m'a envoyé hier soir et que je remercie au passage.

- Le directeur industriel du groupe PSA Peugeot-Citroën, Denis Martin, a dénoncé lundi auprès de l'AFP les "méthodes totalement inacceptables" de certains grévistes de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qui est restée fermée lundi sur décision de la direction.

Environ 170 grévistes ont pénétré vendredi dans l'enceinte d'une usine du groupe à Saint-Ouen pour protester contre la fermeture de leur site, programmée en 2014, "par effraction en cassant un mur à coups de masse et de barre à mine", selon la direction, qui a déposé plainte contre X.

Par ailleurs, depuis le début de la grève mercredi à l'appel de la CGT, *"il y a eu de nombreuses dégradations"* dans l'usine d'Aulnay-sous-Bois, a dit M. Martin à l'AFP.

L'usine est restée fermée lundi matin sur décision de la direction qui affirme qu'une avarie sur une installation électrique de l'atelier de peinture empêche la reprise de la production sur la chaîne. L'origine de la panne, constatée vendredi matin et qui ne sera probablement pas réparée mardi matin, n'est pas connue.

La direction fera un point mardi matin sur l'avancée des réparations et statuera en fonction sur la reprise ou non de l'activité dans l'après-midi, selon un porte-parole.

Selon M. Martin, les dégradations commises par les grévistes nécessitent de nombreuses autres interventions à Aulnay.

"Tous les extincteurs, dont certains ont été vidés, enlevés, doivent être remplacés", "il y a eu beaucoup de dégradations de locaux, des peintures et des graffitis avec des propos tout à fait injurieux et des dessins irrespectueux", a raconté M. Martin.

"Il y a du nettoyage à faire en raison des jets d'oeufs" et *"en matière de sécurité surtout nous devons être sûr que nos installations puissent remarcher"*, a-t-il expliqué.

"Je nie formellement que tout ça est arrivé", a rétorqué le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, interrogé par l'AFP. *"Nous sommes pacifiques, rien ne nous empêche d'aller discuter avec nos collègues d'une autre usine"*, a-t-il ajouté: *"Ce sont les mensonges d'une direction aux abois qui veut bloquer les négociations"*.

Selon M. Martin, les *"150 grévistes"* sont *"loin de représenter une majorité"* des 3.000 salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Ils font *"régner la terreur, il y a beaucoup de pression (...) jusqu'à des menaces de mort"* contre les non-grévistes et le personnel, dont l'encadrement, *"sont sérieusement chahutés voire bousculés et menacés"*, a-t-il ajouté.

"Je dénonce ce type de pressions et ces méthodes qui sont totalement inacceptables, ce qui s'est passé vendredi matin (à Saint-Ouen, ndlr) ce sont des manières de casseurs!", s'est-il indigné.

Dans un communiqué commun, les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO du groupe ont pris leur distance. *"Une très grande majorité des salariés ne se reconnaissent pas dans ce type de méthodes. Nous ne pouvons pas cautionner ces débordements (...) L'accompagnement social en place a le mérite d'exister et (...) les syndicats responsables négocient encore pour essayer de l'améliorer"*.

Mardi matin, les syndicats CGT-SUD et CFDT se réunissent en assemblée générale et décideront s'ils poursuivent la grève. La CGT dénonce les *"méthodes inacceptables de la direction qui fait un lock-out et demande qu'il y ait des forces de l'ordre aux abords (des sites PSA) de Poissy et Saint-Ouen"*, dit M. Mercier. AFP 21.01

Qu'on se souviennent, après l'annonce du plan de suppression d'emplois et de licenciements, tous les syndicats ont capitulé devant la direction de PSA, seul SUD, syndicat minoritaire, a appelé au retrait de ce plan et à la grève à Aulnay, et encore dans des termes plus ou moins claires, par exemple sans appeler à la grève illimitée jusqu'au retrait de ce plan, avant de se rallier à la CGT qui manoeuvra pour empêcher la généralisation de ce mot d'ordre permettre l'application de ce plan soutenu par le gouvernement.

Aujourd'hui, pour la CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO l'usine d'Aulnay est vouée à la fermeture, ils ne feront rien pour l'empêcher, de même que la suppression d'emplois sur d'autres sites en France.

Quant à la CGT et SUD, ils versent dans le gauchisme qui va se retourner contre les travailleurs de PSA opposés à la fermeture de l'usine d'Aulnay qu'ils manipulent honteusement, les isolant un peu plus du reste des travailleurs quand ils ne vont pas se faire matraquer par les CRS. C'est la tactique rodée depuis des lustres des capitulards, des staliniens qui vont rejeter sur les travailleurs la responsabilité de l'application de ce plan et de la répression qui va s'abattre sur eux.

C'est le scénario classique qui se déroule en 4 actes :

1- Capitulation. Capitulation ou refus de lancer un mot d'ordre correct au début d'une bataille en direction des travailleurs, ce qui revient à les diviser ou à empêcher qu'ils se rassemblent contre la direction et imposent l'unité la plus large possible des syndicats, la constitution d'un comité de grève représentant l'ensemble des salariés, conditions à remplir pour avoir une chance de vaincre,

2- Provocation. Une fois la première étape passée et que la mobilisation a faibli ou devient très minoritaire, c'est à ce moment là qu'il recourt à des provocations grossières isolant les éléments les plus déterminés et les montant contre le reste des salariés

qui refusent de s'y associer,

3- Répression. . Ce qui déclenche la répression de la part du régime qui les désignent comme des gauchistes ou des casseurs,

4- Démoralisation et démobilisation. Pour finalement aboutir à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs les plus vindicatifs dont certains en sortiront briser, parfois pour longtemps ou toujours (ce fut le cas de mon père autrefois), quand ils ne se tourneront pas vers l'extrême droite.

5- Le capitalisme est tout puissant. Objectif et conclusion de cette mise en scène : faire en sorte que les travailleurs soient convaincus dans l'avenir qu'il est impossible de vaincre le patronat et qu'il vaut mieux composer avec lui.

C'est la principale fonction des réformistes et des staliniens, des lieutenants de la bourgeoisie qui contrôlent et dirigent les syndicats afin que les capitalistes puissent vaquer tranquillement à leurs affaires, assurer la pérennité du régime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Erythrée

Des tanks de l'armée érythréenne encerclaient lundi le ministère de l'Information à Asmara, occupé depuis la matinée par au moins une centaine de militaires apparemment mutinés, mais peu de détails filtraient de ce pays des bords de la mer Rouge parmi les plus fermés au monde.

Selon Amanuel Ghirmai, journaliste de la radio indépendante Erena basée à Paris, une centaine de soldats ont pris d'assaut dans la matinée le ministère de l'Information, d'où émettent la totalité des médias publics, les seuls autorisés en Erythrée où la presse indépendante est interdite et les journalistes étrangers persona non grata.

"Nous allons libérer les prisonniers politiques et les transfuges (ayant tenté de franchir la frontière pour quitter le pays, ndlr). Nous allons faire entrer en vigueur la Constitution", a-t-on simplement entendu, selon ce journaliste.

La Constitution, adoptée en 1997 et qui prévoyait le multipartisme et des élections, est suspendue depuis le conflit frontalier qui a opposé l'Erythrée à l'Ethiopie entre 1998 et 2000.

Selon ce journaliste de Radio-Erena, disant se baser sur des sources directes dans la capitale érythréenne, tous les occupants du ministère "ont été rassemblés dans une grande pièce".

Plusieurs sources ont affirmé, sans que cela puisse être vérifié, que parmi ceux-ci figurait la fille du président Issaias Afeworki, qui dirige l'Erythrée d'une main de fer depuis son indépendance en 1993, acquise après 30 ans de guerre contre le gouvernement éthiopien.

Les signaux locaux de la télévision d'Etat Eri-TV et des trois radios publiques émettant en Erythrée étaient toujours coupés en fin de journée, a ajouté M. Amanuel. Eri-TV était visible sur internet et diffusait des émissions musicale et culturelle non datées.

Le site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com, qui disposent de relais en Erythrée, a lui rapporté que les mutins étaient de jeunes soldats, mais que de *"hauts gradés refusaient de prendre des mesures pour mettre fin à la mutinerie"*.

L'Erythrée (5,4 millions d'habitants) est classée 177e sur 187 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (Programme de l'ONU pour le développement) et considérée par les ONG comme le pire pays en matière de liberté de la presse, derrière la Corée du Nord.

Tous les médias indépendants ont été fermés en 2001, parallèlement à une purge lancée au sein du pouvoir par M. Issaias, après la publication par 15 dignitaires d'une lettre ouverte réclamant des réformes et l'accusant de dérive autocratique. Onze d'entre eux avaient été emprisonnés, les autres réussissant à fuir.

Les partis d'opposition sont interdits et les contestataires emprisonnés sans jugement. La réalité du pouvoir est aux mains de l'armée, essentiellement d'ex-vétérans de la guerre d'indépendance.

Le ministre de l'Information, Ali Abdu, un proche du président érythréen, est porté disparu d'Erythrée depuis fin 2012. Il a fait défection et est réfugié au Canada, selon une source diplomatique. AFP 21.01

Une "radio indépendante Erena basée à Paris" et un "site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com" qui seraient bien financés par les Etats français et américain ou des organisations qui sont liées à leurs intérêts...

SOCIAL

France

1- Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011

Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011 après un fort rebond en 2010, dépassant son niveau d'avant la crise malgré l'accalmie de la flambée immobilière et un endettement croissant, selon une étude publiée mardi par l'Insee.

Le patrimoine économique national s'est établi à 13.260 milliards d'euros en 2011, soit près de huit fois le produit intérieur net de la France (1.717 milliards d'euros), en augmentation de 5% par rapport à 2010, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué.

Le patrimoine des ménages français s'est élevé en 2011 à 10.411 milliards d'euros, soit 7,9 fois leur revenu disponible net, détaille l'Insee. Ce patrimoine progresse de 4,1% par rapport à 2010, année au cours de laquelle il avait rebondi de 8,1%, retrouvant son niveau d'avant la crise.

S'il continue d'augmenter, il le fait donc moins vite qu'en 2010.

Composé aux trois quarts d'actifs non-financiers, des biens immobiliers essentiellement, ce patrimoine est en effet le premier affecté par la décélération du prix des terrains (+3,4%) qui étaient à l'origine de la forte hausse de 2010 (+14,3%). Ce ralentissement n'est cependant pas compensé par l'accélération du patrimoine en logements (+9,2%, après +4,5% en 2010), selon l'Insee.

Au total, la différence entre actifs et passifs du patrimoine non financier des ménages croît de 6% en 2011, après +8,9% en 2010.

Le patrimoine financier net des ménages, un quart de leur patrimoine total, baisse légèrement (-0,8% après +5,9% en 2010). L'assurance-vie demeure le premier placement avec un encours évalué à 1.430 milliards d'euros en 2011, qui progresse néanmoins moins vite qu'en 2010 (+1,5% après +7,6%).

Parallèlement, les avoirs des ménages en actions et titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) diminuent de 7,6% en raison essentiellement de la l'évolution défavorable des marchés boursiers (l'indice CAC 40 a baissé en 20,8% en 2011). Globalement, les ménages se tournent davantage vers les placements bancaires (+5,8% en 2011 contre +3,3% en 2010). Les ménages privilégient notamment les livrets d'épargne, surtout le Livret A.

Leur passif financier augmente moins vite en 2011, leurs crédits bancaires, destinés pour l'essentiel au financement de leur acquisitions immobilières, progressant en effet de 4,6% (+5,9% en 2010).

La valeur nette des sociétés non financières s'est établie à 2.076 milliards d'euros, en forte progression (+16,3% contre +10,7% en 2010) grâce notamment à un repli du passif financier.

A l'inverse, l'augmentation de la valeur nette des sociétés financières marque le pas (+3,3% après +25% en 2010), en raison d'une importante collecte de dépôts liée aux placements des ménages sur leurs livrets d'épargne. Enfin, le patrimoine des administrations publiques se réduit (-13,2%) après une quasi stagnation en 2010 (-0,8%), à 507 milliards d'euros, soit un tiers du produit intérieur net. Leur passif financier net atteint -1.256 milliards d'euros, une dégradation de 13,2% comparé à 2010. AFP 21.01

2- Grève des inspecteurs du permis de conduire

Les inspecteurs du permis de conduire sont appelés à cesser le travail à partir de ce lundi jusqu'à vendredi, à l'appel des syndicats Snica-FO et SNPTAS-CGT et après l'échec de négociations avec l'administration. Les syndicats prédisent des perturbations «massives et durables» dans les auto-écoles, rapporte le site de TF1.

Ils dénoncent «*le désordre*» engendré par la réforme «*bâclée*» du permis de conduire. Ils regrettent notamment les conditions de formation des inspecteurs Selon le syndicat Snica-FO, «*la formation, totalement insuffisante, des personnels en charge des examens n'est pas acceptable*».

Le nouveau permis de conduire est entré partiellement en vigueur samedi avec notamment de nouvelles catégories pour le permis poids-lourds, de nouveaux examens pour le permis moto. 20minutes.fr 21.01

ECONOMIE

UE - Eurogroupe

Le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem a été confirmé à la présidence de l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des Finances de la zone euro, poste où il remplace le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a annoncé lundi un responsable de la zone euro.

La désignation de Jeroen Dijsselbloem - un économiste de 46 ans, ministre des Finances des Pays-Bas depuis novembre et ardent défenseur de la discipline budgétaire - avait fait l'objet d'un accord informel au dernier sommet de l'Union européenne en décembre.

Mais l'un de ses principaux atouts est sans aucun doute sa nationalité, les Pays-Bas faisant partie du club de plus en plus restreint des pays disposant de la meilleure note de crédit possible. (Le club Bilderberg tout aussi restreint, nom de l'hôtel où eu lieu la première réunion en 1954, situé aux Pays-Bas justement. - Ndlr)

L'Eurogroupe joue un rôle essentiel de coordination entre les 17 pays de la zone euro face à la crise des finances publiques qui fragilise l'ensemble depuis fin 2009.

Son influence devrait encore croître dans les années à venir à mesure que la zone euro progresse vers une plus grande intégration des processus de décision, un contrôle renforcé des budgets et vers une union bancaire. Reuters 21.01

[Haut de page ↗](#)

Le 23 janvier

CAUSERIE

Deux sujets de causeries.

1-Die Linke ne fait plus recette. L'illusion aura été de courte durée, tant mieux.

- En 2008, la région de Basse Saxe était le premier Länder de l'Ouest qui avait vu l'élection de conseillers "Die Linke" ; avec 7,1 % des voix, le "parti de gauche" allemand poursuivait alors son ascension (11 élus). Cinq ans plus tard, dans une période de crise aigüe du capitalisme, "Die Linke" fait encore moins recette puisque son score est tombé à 3,1 %, n'ayant plus aucun élu (score inférieur à 5 %). (source : lepcf.fr 21.01)

Le Front de gauche ne fait pas recette, normal il ne propose aucune perspective politique sérieuse et cohérente, pire, il est adossé à l'UE, la BCE, l'euro, l'ONU, l'Otan, tout ce qu'on aime et admire forcément, l'avenir quoi, non, pardon, le triste passé, le vieux monde, il le revendique, on leur laisse volontiers.

2- La spéculation sur les denrées alimentaires devrait reprendre de plus belle.

Extraits commentés de l'article mis en ligne hier soir : *Et si l'annonce de la fin de l'euro cachait un autre objectif ?* (Liesi) (19.01.13) L'auteur de cet article, Pascal Roussel, est analyste au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

- "Les banques centrales aident l'économie en tentant de réguler les taux d'intérêts et de changes et en fournissant des « liquidités ». Avec les banques commerciales, elles permettent l'existence de monnaies adossées à des dettes, ce qui représente l'aboutissement le plus moderne de l'évolution de la finance."

Ce qui se passe en réalité, c'est que les banques centrales prêtent à un taux zéro ou proche de zéro aux banques commerciales, qui ensuite prêtent cet argent bon marché (sic!), gratuit en fait, à l'Etat, aux entreprises, aux particuliers à un taux supérieur et ainsi réalisent des profits immenses sans rien produire ni déboursier un centime, autrement dit cet argent mis à la disposition des banquiers par les banques centrales à pour seule vocation de les enrichir toujours plus.

S'agissant de l'Etat, il s'agit d'un pillage des deniers publics qui permet au passage d'accroître leurs dettes et ainsi de suite, quant aux entreprises ou aux particuliers, cela ne change pas grand chose, à ceci près que les banques se mettent encore plus d'argent dans la poche qu'autrefois, puisque si auparavant elles pouvaient percevoir de l'argent de la Banque de France à un taux réduit ou relativement favorable, maintenant c'est gratuit, tous les prêts qu'elles accorderont au-dessus de 0 ou 1% leur rapportera automatiquement de l'argent ou tout l'argent qu'elles encaisseront viendra grossir la cassette des banquiers ou des riches actionnaires, déduction faite de l'argent qu'elles rembourseront à la banque centrale.

Donc, ce changement n'est pas anodin ou sans conséquence pour les banquiers. La BCE (et l'euro) a été créée pour permettre aux banquiers de s'enrichir encore davantage.

Quant aux échanges de banque à banque, c'est simple, ils donnent libre cours à des magouilles tout à fait légales qui ne sont pas sans rappeler la pyramide de Pozzy avec les conséquences que l'on sait quand un des créanciers vient à faire défaut, c'est l'ensemble de la pyramide qui s'effondre conduisant tous les acteurs à la banqueroute

J'ai également relevé dans cet article le passage suivant qui découle de ce qui vient d'être dit et que l'auteur explique en détail très simplement :

- "La faillite de plusieurs grandes banques entraînera inévitablement la désintégration de toute la sphère financière au niveau mondial. C'est cela l'enjeu principal qui motive réellement les grandes banques centrales à sauvegarder prioritairement les banques."

Ensuite, ils rappellent qu'en réalité les banques centrales ne sont pas des banques publiques ou appartenant aux Etats, mais des banques privées dont les actionnaires sont les banques commerciales.

Qu'est-ce que cela signifie quand on retourne au sujet précédent ? Que les grandes banques commerciales passent par la banque centrale, donc eux-mêmes quelque part, pour créer de l'argent qu'elles se prêtent ensuite gratuitement, car ne pouvant pas créer cet argent directement ou autrement que par la dette en ouvrant une ligne de crédit à un client, argent qui leur servira ensuite à toutes sortes de transactions, pour éventuellement équilibrer leur bilan ou plus sûrement encore spéculer sur les marchés pour augmenter leur profit. C'est le casino à guichet ouvert de la Fed et de la BCE.

- "C'est pourquoi, pour de nombreux analystes, les seules entités capables de « sauver » les banques sont les banques centrales. Et ces mêmes analystes rappellent que c'est d'ailleurs leur rôle historique, les banques centrales sont au service de leurs actionnaires qui sont in fine, les banques commerciales."

C'est pour cela que l'on lit souvent que la BCE va inévitablement racheter de la dette en créant l'argent pour payer, autrement dit elle va monétiser."

C'est ce qu'on vient d'expliquer brièvement, précisant qu'en cas d'insolvabilité des clients des banques, c'est la BCE qui rachètent leurs dettes pour qu'elles ne fassent pas faillite. Si on allait plus loin, ensuite la BCE met au point différents mécanismes conduisant les Etats à régler ces dettes, que les Etats font payer aux contribuables, ainsi la boucle est bouclée, les banques sont sauvées et les pigeons plumés, c'est-à-dire nous !

Après on nous explique que la BCE va à nouveau racheter de la dette souveraine qui procurera d'énormes masses de liquidité aux institutions financières (dont les banques), qui ne voulant pas l'investir dans l'économie productive car trop risquée ou peu rentable ou qui refuseront de prêter de l'argent à des clients susceptibles de devenir insolubles, cet argent va servir à spéculer sur les produits qui s'écoulent le mieux sur le marché ou dont la consommation est garantie : les produits alimentaires entraînant la flambée des prix.

- "On peut inévitablement s'attendre à une flambée des prix de la nourriture avec des conséquences dramatiques."

3- Infos en vrac

Il y a peu je vous avais conseillé un portail économique, *la-chronique-agera.com*, ce n'était pas une erreur, mais depuis ils n'ont produit que des articles insignifiants !

Quant à *Liesi*, si vous vous y connectez sur ce site, attention, il y a vraiment à boire et à manger dans ce portail dont on se demande s'ils ne sont pas monarchistes, catholiques intégristes, d'extrême droite sans l'assumer, des adeptes aveugles de la

théorie du complot... Il m'arrive souvent de reproduire des extraits de leurs articles en effaçant certains passages inutiles et insupportables.

Le gouvernement indien vient d'annoncer une hausse des tarifs ferroviaires de 20%. Je n'ai jamais pris le train en Inde et en 18 ans j'ai dû prendre le bus une dizaine de fois seulement, je ne me déplace qu'en moto, très rarement en voiture et je ne m'écarte jamais de Pondichéry, je ne suis pas un touriste.

Une dernière chose.

J'avais oublié de télécharger dans le serveur les deux articles suivants :

- *Le Mali en miettes. À qui le tour?* du 14 janvier 2013
- *Michel Barnier, "Il faut un contrat social européen"* du 3 janvier 2013

J'ai laissé de côté quelques infos en bref que j'ajouterais demain. Je me suis relu rapidement et j'ai corrigé quelques fautes au passage.

Il est 17h10, je bosse depuis 9h ce matin avec une pause de 30 minutes à 14h, je dois prendre ma douche et sortir mon chien avant la nuit, donc j'arrête là.

ACTUALITE EN TITRES

Non, guerre POUR la finance !

- Guerre à la finance: le bilan de Hollande, un an après Le Bourget - L'Expansion.com
- La fraude fiscale coûterait 80 milliards d'euros par an à l'Etat - L'Expansion.com

30 milliards d'euros de plus que la charge de la dette de l'Etat. Et alors, si cela peut justifier la politique d'austérité du gouvernement, pourquoi faudrait-il s'y attaquer ?

Et le pire est à venir

- Un Français sur deux pense qu'il vit moins bien que ses parents - L'Express.fr

Propagande. Parole d'assassins

- La Syrie détruite par son propre peuple, selon l'Onu - Reuters
- L'Onu inquiète du sort des réfugiés palestiniens fuyant la Syrie - Reuters

Mais l'Onu s'en tape royalement quand l'Etat sioniste massacre les Palestiniens, on comprend...

On comprend que Mélenchon et d'autres s'en remettent à l'ONU, à se demander dans quel camp ils combattent réellement, non ?

Dure réalité pour les ennemis du peuple syrien

- Affrontements meurtriers entre Kurdes et rebelles syriens - Reuters

Eh oui, tout comme les réfugiés palestiniens, les Kurdes et l'immense masse du peuple syrien combat pour l'intégrité de la Syrie contre ceux qui oeuvrent à sa dislocation !

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Ne pas poursuivre les véritables commanditaires. A qui a profité le crime ? Les vrais coupables.

- L'ex-chef de «l'Insee» grec poursuivi - Liberation.fr

On nous dit très sérieusement :

- "Avoir gonflé le déficit grec de 2009 de 15,4 % du PIB contre 13,6 % auparavant. Une exagération qui aurait enfoncé le pays dans la crise de la dette, puisque elle aurait légitimé le recours à l'aide financière de l'UE et du FMI, en contrepartie d'une rigoureuse cure d'austérité, toujours en vigueur."

Au moins cela aura servi à quelque chose ! Etait-ce par hasard pour la bonne cause ? Sans rire, on apprend que :

- "Andreas Georgiou, président des services statistiques, était et ex-statisticien du FMI."

Tout s'explique, il a continué de travailler pour son ex-employeur, le cartel des banquiers de la Fed notamment puisque ce sont eux qui ont créé le FMI. La suite est cocasse, sauf pour le peuple grec qui paie l'addition :

- "Il avait été chargé par le gouvernement socialiste de l'époque de recrédibiliser Elstat, les services statistiques grecs, accusés d'avoir contribué au maquillage des comptes grecs sous le gouvernement précédent, mais dans l'autre sens, en profitant de l'absence de vigilance de l'agence européenne Eurostat."

Et aujourd'hui il est poursuivi, alors que c'est le "gouvernement précédent" qui est de nouveau en place auquel participe le Pasok. Ce qui signifie et chacun l'aura compris, que finalement la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient complices, les gouvernements passent et les gangsters à la solde de l'oligarchie financière demeurent, il en ira ainsi aussi longtemps que le prolétariat grec n'aura pas renversé les institutions en place et pris le pouvoir.

Il a raison, UMP ou PS, c'est du pareil au même !

Bernard Kouchner ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, a voté pour François Hollande à l'élection présidentielle de 2012 "sans aucun état d'âme", a-t-il déclaré mardi sur RMC/BFM TV.

L'ancien membre du Parti socialiste (exclu en 2007) a répondu "oui", "sans aucun état d'âme", comme on lui demandait s'il avait voté pour le candidat socialiste.

"Moi, j'ai clairement, toujours, été un homme de gauche. Voilà, je n'ai jamais voté à droite, je ne vais pas commencer maintenant", a-t-il ajouté. AFP 22.01

Qui s'en souvient encore ? Ceux qui y ont cru, intérêt individuel ou corporatiste oblige. On ne les plaindra pas. En attendant, certainement pas les intéressés eux-mêmes.

C'était il y a un an tout pile. Le 22 janvier 2012, François Hollande passait son premier grand oral de campagne au Bourget, et déclarait la guerre à la finance. Depuis, l'ennemi n°1 du président de la République française se porte à merveille: la grande réforme bancaire tant attendue est restée cosmétique, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée, et le shadow banking - la finance de l'ombre- n'a même pas été inquiété...

Qu'ont fait François Hollande et son nouveau gouvernement pour lutter contre les dérives de la finance "sans visage"? Son bilan est mis en doute par beaucoup.

Ce qu'il a fait sur le papier. Le 19 décembre dernier, le ministre de l'économie, Pierre Moscovici a fièrement présenté son projet de loi de "séparation et de régulation des activités bancaires", qui prévoit de cantonner dans une filiale les activités spéculatives. Mais les concessions accordées aux banquiers sont d'une telle ampleur que cela vaut à peine plus qu'un grand coup d'épée dans l'eau...

Une séparation bancaire a minima

Concrètement, les analystes estiment qu'entre 0,5 et 5% seulement des activités devraient être concernées par la filialisation, ce qui rendrait la réforme bien moins ambitieuse que les projets américain Volcker, et britannique Vickers. C'est aussi très en deçà des recommandations du rapport européen Liikanen, dont Bercy dit pourtant s'être largement inspiré. La grande explication réside dans le fait que les activités de tenue de marché (market making) ont été exclues de la filiale, à la demande des banquiers, et au motif qu'elles étaient utiles à l'économie. Et ce malgré leur caractère potentiellement hautement spéculatif.

Paris a aussi beau jeu de rappeler que la France est le premier pays européen à mettre en place une telle réforme, et qu'à ce titre elle doit être félicitée. "*Le risque c'est qu'au lieu de donner une impulsion, cette réforme conditionne les autres Etats à faire aussi peu et aussi mal*", soupire pourtant Jean-Paul Pollin, économiste, professeur à l'Université d'Orléans.

Comme leurs prédécesseurs, François Hollande et son gouvernement auront donc été séduits par l'argumentaire des financiers. Qui, il faut bien le dire, le leur rendent bien, puisque la France n'a jamais emprunté à des taux si bas!

Bâle 3 édulcoré

Début janvier, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée face aux avertissements des banques affirmant qu'elle les obligerait à réduire leurs prêts aux entreprises et aux particuliers. Le calendrier d'application a été étalé jusqu'en 2019 au lieu de 2015, tandis que les actifs pris en compte pour calculer le ratio de liquidité ont été élargis à des titres pas forcément les mieux notés par les agences. Les banques françaises qui risquaient d'être les plus touchées par ces ratios (elles ont été très affectées par la crise de liquidité à l'été 2011) pourraient bien ne pas être étrangères à ce nouveau consensus.

"*Tant qu'il existera autant de compromission entre la haute administration et les banques, on voit mal comment les choses pourraient évoluer positivement*", déplore ainsi Jean-Paul Pollin. Et de citer en exemples plusieurs personnalités du monde bancaire, Jean-François Pons (le chef de file du lobby bancaire à Bruxelles), Jean Lemierre (conseiller à la présidence de la BNP), ou encore Xavier Musca (le nouveau patron du Crédit Agricole), toutes passées par le Trésor... lexpress.fr 22.01

Tous les intervenants dans cet article voudraient nous faire croire qu'ils déplorent la dictature de l'oligarchie financière, alors qu'en réalité ils passent leur temps à servir ses intérêts, et à mon avis ils ne doivent pas vraiment avoir à s'en plaindre...

[Lui, il est assis sur le porte-bagages! A moins que Merkel soit assise sur le cadre et Mélenchon pédale aussi.](#)

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, estime que la chancelière allemande Angela Merkel "*tient le guidon*" et "*Hollande pédale*" dans une interview au journal Métro à paraître mercredi, lendemain de la célébration du 50e anniversaire du traité de l'Elysée.

Sur ce "*divorce consommé avec le PS*", le porte-parole du Front de gauche (Parti de gauche-PCF) reconnaît que "*c'est effectivement une situation très complexe*" pour les accords locaux aux municipales.

"*C'est effectivement une situation très complexe pour nous. Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite. Pour autant, il ne faut pas que ce point devienne un argument de chantage*", déclare M. Mélenchon. AFP 22.01

Comment soutenir le gouvernement en tenant un discours qui porte à croire qu'il s'y oppose, pas facile, pour rien au monde on l'envierait.

Et quand il affirme "*Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite.*", ne citant pas le PS, il faut traduire qu'au contraire il lui facilitera la tâche, merci, on s'en était déjà aperçu.

[Renault. Chantage à l'emploi totalement inacceptable. FO a déjà capitulé. Les autres syndicats suivront.](#)

Renault s'est engagé mardi à affecter en 2016 à ses usines françaises la production de 80.000 véhicules supplémentaires par an de ses partenaires si les syndicats signaient l'accord de compétitivité qu'il leur propose.

Les syndicats ont déclaré pour leur part que le directeur des ressources humaines pour la France avait menacé de fermer deux sites en cas d'échec des négociations, ce que Renault a contesté.

Le groupe a engagé à l'automne dernier des négociations avec les syndicats afin de rapprocher la compétitivité de ses sites français de celle de ses usines espagnoles. Dès le début du processus, il a prévenu qu'il n'y avait pas d'autre moyen de pérenniser l'avenir des sites français dans le contexte de crise structurelle du marché automobile européen.

Renault a annoncé mardi son intention de geler les salaires en 2013 et de limiter les hausses à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015. En 2012, les salaires avaient augmenté en moyenne de 3%.

Au cours des séances précédentes, la direction a annoncé plusieurs autres projets: généraliser la mobilité intersites afin de faire face aux aléas de la demande, allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail de ses usines et supprimer 8.200 emplois -7.500 si l'on tient compte des embauches prévues- en quatre ans, essentiellement via des départs naturels.

"Ce qui est nouveau, c'est qu'on est maintenant dans le *donnant-donnant*", a déclaré Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault. "Jusqu'à présent, on ne faisait qu'égrener les concessions demandées aux salariés. On a maintenant un chiffre sur les contreparties de Renault avec la promesse de volumes supplémentaires."

Selon lui, le constructeur a également évoqué la production en France de 100.000 véhicules supplémentaires par an à l'horizon 2016 correspondant au renouvellement de la gamme Renault en cours et au potentiel de reprise du marché européen.

Direction et syndicats se retrouveront dès mardi prochain. Renault compte parvenir à un accord d'ici la fin du mois ou au début de février. Reuters 22.01

Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault, est un représentant patronal et rien d'autre, si je travaillais chez Renault je mènerais campagne pour qu'on le chasse de l'usine.

Car en déclarant que travailleurs et actionnaires de Renault seraient dans une relation "*donnant-donnant*", cela signifie qu'il accepte, légitime le chantage du patronat qui se décline ainsi : le gel des salaires en 2013, la hausse de salaires limitée à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015, la "*mobilité intersites*" généralisée, le temps de travail allongé de 6,5% en moyenne, la suppression de 8.200 emplois, les conditions retenues ou plutôt imposées avec la bénédiction de certains syndicats dont FO par la direction pour garantir qu'elle ne procèdera à aucune fermeture d'usines, ajoutons temporairement.

Je vais vous parler franchement, je vais employer le discours que je tiendrais devant vous si nous discutons ensemble de vive voix, attention, il risque de choquer les âmes sensibles qui ont adopté la conception de la lutte de classe des réformistes bourgeois, des staliniens et des trotskistes petits-bourgeois.

Il fut une époque où une telle annonce aurait déclenché une réaction immédiate des syndicats qui aurait déboulé dans les ateliers, les ouvriers stoppant les machines et débrayant sur le champ pour se réunir en assemblée générale et décider comment ils allaient organiser la résistance pour obtenir le retrait de ces mesures inacceptables. Gare à ceux qui n'auraient pas suivi le mouvement, car comme me l'avait dit mon pote Grapard quand j'étais en apprentissage (mécanique) dans un garage Renault (Courbevoie), parfois il arrive qu'il y en a qui se trompent de camp, alors tu vois voler un marteau dans l'atelier ou ça castagne, histoire de les convaincre, les baveux, les jaunes et les gonzesses qui pissent dans leurs froques devant le patron ou le chef on n'aime pas ça chez nous, et quand il y en a un qui a un emmerde, on est tous solidaire, tu piges, tu es prévenu, bienvenu dans le monde ouvrier. Je n'ai rien oublié de cette expérience.

Les mineurs, les ouvriers de la sidérurgie, de la métallurgie, etc. tous les ouvriers qui travaillaient en usine suivaient leur syndicat (ouvrier), il n'en existait qu'un, la CGT, il suffisait que le délégué syndical se ramène devant l'usine et prenne la parole pour que tous les ouvriers s'arrêtent pour l'écouter, tous prenaient les tracts qui étaient distribués, des meetings improvisés se déroulaient à l'entrée des usines, en réalité de véritables assemblée générale, il n'était pas rare que soit décidée là la grève, pas la grève misérable ou bidon à laquelle on assiste aujourd'hui, la grève, la grève tout court bordel qui signifiait illimitée jusqu'à satisfaction, et gare à ceux qui ne voulaient pas la suivre.

Il faut préciser qu'immédiatement la solidarité s'organisait entre les ouvriers grévistes pour que ceux d'entre eux qui avaient des difficultés financières en soient soulagés, la solidarité était totale, rien à voir avec les "*caisses noires*" de merde des syndicats de nos jours. Les ouvriers ne craignaient pas la répression ou les mesures coercitives qui pouvaient leur tomber dessus par la suite, leurs revendications étaient légitimes, ils se battaient pour les faire aboutir un point c'est tout et advienne que pourra.

Ils étaient fiers de se battre pour améliorer leur sort et celui de leurs familles aussi, eux qui la plupart du temps étaient contraints de courber l'échine comme des esclaves devant les patrons de droit divin, humiliés, méprisés pour avoir commis le péché impardonnable d'appartenir à la classe des exploités, des faibles que leurs maîtres considéraient comme des gueux, de vulgaires voleurs qui osaient réclamer un salaire en échange du travail qu'ils leur avaient fourni si généreusement, pire, des ouvriers qui prétendaient qu'il était insuffisant pour assumer leur vie de débauche et entretenir une marmaille crasseuse et coûteuse...

Effectivement, ils leur arrivaient de relever la tête et ils n'hésitaient pas à affronter la férocité de leurs patrons, de leur police ou leur armée appelée en renfort pour mater leur rébellion légitime contre l'exploitation forcée dont ils étaient victimes.

Où sont passés de tels syndicats, de tels syndicalistes, de tels militants ? Pour ne jamais lire nulle part dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers un tel discours, faut-il en conclure qu'ils sont tous corrompus par le capital, embourgeoisés au point d'être devenus étrangers à la classe ouvrière, qu'ils se sont tous défroqués devant les patrons et leur Etat, gangrenés au-delà du niveau où ils sont tous irrécupérables, déjà mort politiquement pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, incapables de défendre notre cause, de représenter le socialisme ? Vous pouvez en penser ce que vous voudrez, j'en ai malheureusement la conviction, ils en font la preuve quotidiennement. Dans le cas contraire, qu'ils le démontrent.

La suite une autre fois, car je n'ai pas terminé.

En guise d'épilogue.

Rappel. Au début des années 80, j'étais délégué syndical FO dans une entreprise japonaise, chez U-Bix (Konica copieur) à Nanterre (92). Suite à la décision de la direction de bloquer ou plutôt de réduire l'augmentation de salaire générale suivant en cela la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, j'ai organisé une grève qui s'est soldée au bout de 3,5 jours par la satisfaction de la totalité de nos revendications, jours de grève et tickets restaurant inclus s'il vous plaît.

Il y avait dans cette entreprise environ 400 salariés répartis sur 17 sites (siège sociale et agences) à travers toute la France. Il y avait un syndicat CGC et votre serviteur qui avait repris le mandat de délégué syndical FO demeuré vacant. J'étais le seul syndiqué FO de toute l'entreprise. J'ai présenté des listes aux élections du Comité d'entreprise et des délégués du personnel et nous avons raflé la quasi totalité des sièges du collège employé et dans la même proportion les différents mandats.

Je m'employais à assumer mon mandat syndical avec la même application que je n'anime ce site Internet. Tous les jours je rencontrais des employés et cadres ou on me téléphonait des différentes agences. J'écoutais attentivement ce qu'ils me disaient et en retour ils m'écoutaient. Très rapidement ils ont compris qu'ils n'avaient pas affaire à un charlot ou un délégué syndical vendu ou patronal. Du coup des relations de confiance se sont établies entre nous, réciproquement.

Quand la direction décida pour la première fois de ne pas aligner la hausse générale des salaires sur l'inflation, je les ai consultés, je leur ai demandé ce qu'ils en pensaient en mettant en avant l'idée d'une grève, il faut préciser qu'il n'y avait jamais eu de grève auparavant dans cette entreprise.

Rapidement j'ai compris qu'ils étaient décidés à en découdre. J'ai analysé la situation et je leur ai tenu le discours suivant : si on part en grève, ce sera une grève illimitée, elle ne s'arrêtera que lorsque nous aurons obtenu satisfaction, ensuite, pas question de caner en cours de route, tous ceux qui s'y engagent devront aller jusqu'au bout, la décision de poursuivre ou non la grève sera prise à main levée en assemblée générale au siège social, si vous êtes d'accord sur l'ensemble de ces conditions, je suis prêt à l'organiser. Il faut préciser qu'il y a avait un peu plus du quart des salariés qui travaillaient au siège social, auxquels s'ajoutaient le personnel des quatre agences parisiennes, plus les techniciens en stage venant de toute la France, soit environ la moitié du personnel de l'entreprise.

La grève s'est déroulée exactement dans les conditions que je viens d'évoquer, l'entreprise était à l'arrêt, plus de 90% de grévistes, y compris l'encadrement et 16 agences sur 17, tous les jours j'étais en relation avec elles par téléphones ou par fax, des grévistes m'ont aidé aussi. Notre grève fut exemplaire, les travailleurs de cette entreprise japonaise eurent un comportement exemplaire.

Les capitulards rétorqueront que la situation était différente, patati patata...

Vous avez déjà travaillé dans une entreprise japonaise, non, vous connaissez la mentalité des patrons japonais ; vous en avez entendu parler, ce n'est pas vraiment ce qu'il y a de plus commode à manier ou à affronter ; réussir à mettre en grève 16 agences sur 17 pour seulement 2,5% supplémentaire à ce que la direction proposait, ce n'est pas évident non plus, chez PSA ceux d'Aulnay sont incapables d'entraîner ceux de Poissy ou Saint-Ouen situés juste à côté ; rappelons que j'étais le SEUL syndiqué, que la quasi-totalité des salariés de chez U-BIX n'avaient jamais participé à une grève de leur vie, de mon côté, c'était la première fois que je me syndiquais et mon premier (et seul) mandat de délégué syndical, je n'avais donc aucune expérience du syndicalisme et je dois préciser que personne ne m'a aidé de l'extérieur, que ce soit la direction de FO ou de l'OCI (devenu POI-CCI), personne ne s'est déplacé sur le lieu de la grève.

Donc quand vous réunissez tous ces éléments, vous ne pouvez pas prétendre ensuite que c'était plus facile de mener un tel combat qu'aujourd'hui ou je ne sais pas quand, c'est des conneries de poules mouillées ou de lâches. Cette grève m'a coûté ce qu'on appelle ma carrière professionnelle car j'ai dû démissions 3 ans plus tard et à briser mon couple après coup.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je ne peux pas supporter un seul instant les discours et le comportement des délégués syndicaux de PSA et Renault, si je les avais en face de moi, je crois bien qu'un marteau traverserait l'atelier... A l'opposé de ces agents du capital, j'ai la même conception du syndicalisme et de la lutte de classe que les mineurs et les syndicalistes d'Afrique du Sud qui se sont mis en grève récemment au péril de leurs vies.

Ce sont eux qui ont renoué courageusement avec le combat du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du début du XIXe et du début du XXe siècle en Europe, ce sont eux seuls qui l'incarnent aujourd'hui et ils peuvent en être fiers, et honte aux syndicalistes en France et en Europe qui l'ont abandonné au profit de leur misérable mode de vie de petits-bourgeois pour en avoir finalement adopté le mode de pensée, l'idéologie.

Quand j'ai organisé cette grève, avec tous mes mandats je ne bossais plus qu'une semaine sur quatre, j'avais un bon salaire de technicien sur 14 mois, un emploi garantie à vie si je le voulais, plus d'autres avantages, une bagnole de fonction, etc. avec ma compagne logée à la même enseigne nous vivions confortablement, nous économisions des dizaines de milliers de francs par

an et on ne se privait pas, nous avions le niveau de vie des couches moyennes qui faisait de nous des petits-bourgeois, c'était donc facile, tendant de se dire: pourquoi prendre le risque de tout compromettre, adoptons ce mode de pensée, faisons du syndicalisme à la petite semaine ou d'accompagnement et laissons-nous vivre tranquillement, notre bonne conscience sera sauve, en plus cela me vaudra une promotion, ma carrière et ma retraite est assurée.

Désolé, je ne mange pas de ce pain-là, je le laisse aux renégats du socialisme et du marxisme, du léninisme, qui osent encore se prétendre socialistes, communistes ou trotskistes. La pire calomnie que vous pourriez m'adresser serait de dire que je leur ressemble.

Un dernier sur la grève que j'avais organisé. A un moment donné la direction que je côtoyais tous les jours me demanda une concession, assurer un service technique (SAV) minimum auprès des gros clients de l'entreprise.

J'ai consulté les techniciens. Je me suis dit qu'il était inutile de se mettre à dos l'encadrement qui suivait cette grève à plus de 90%, et que détacher une poignée de techniciens pour assurer ce service ne remettrait pas en cause notre détermination. Les techniciens partagèrent mon avis et nous répondîmes favorablement à la demande de la direction, sur le champ car il y avait urgence, l'ensemble du personnel en fut informé évidemment.

Contrairement aux délégués syndicaux vendus de PSA et Renault ou encore des différents syndicats qui ont participé à la mauvaise farce qui a abouti à l'accord patronal du 11 janvier, j'ai fait une concession à la marge, et je n'ai pas reculé d'un millimètre sur nos revendications pour mener notre combat jusqu'au bout.

Sans vouloir me vanter ou me prendre pour ce que je ne suis pas, vous ne pensez pas que le syndicalisme et le mouvement ouvrier aurait besoin de militants qui tiennent ce genre de discours, qui adoptent le même comportement que j'ai décrit plus haut ? Ah pour sûr cela changerait la donne, l'espoir renaîtrait parmi les militants et les travailleurs qu'il existe vraiment une issue politique et que l'on peut vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir politique...

Causez-en deux mots à vos dirigeants pour voir leur réaction vous ne serez pas déçu. Voyez ce qu'ils ont dans le ventre, à mon avis c'est préférable à regarder ce qu'ils ont dans le cerveau, parfois des têtes trop pleines bien mal faites, incapables d'assimiler de nouvelles expériences, d'en tirer des enseignements, bref, de penser, c'est la raison pour laquelle on prétend qu'ils sont sclérosés, à tort ou à raison, je vous laisse libre d'en juger par vous-même.

[En Allemagne, le syndicalisme est aussi dégénéré, dans toute l'Europe en réalité.](#)

Le président du conseil de surveillance d'Opel, Steve Girsky, a menacé mardi de fermer l'usine de Bochum dès le 1er janvier 2015, soit plus tôt que prévu, si un accord sur le plan de redressement du constructeur allemand n'était pas trouvé en février avec le personnel.

"Si nous ne parvenons pas à un accord dans les négociations, nous allons logiquement nous en tenir au plan existant de garantie des usines. Ce contrat court cependant jusqu'à fin 2014", ce qui veut dire que l'usine de Bochum (nord-ouest) pourrait fermer *"dès le 1er janvier 2015"*, a déclaré M. Girsky dans une lettre au personnel rendue publique.

En décembre, Opel avait annoncé vouloir mettre un terme à la production de voitures sur ce site après 2016. Cette date butoir dépend toutefois de la signature d'un accord avec les partenaires sociaux sur un plan d'avenir pour aider le groupe à renouer durablement avec les bénéficiaires.

Or, les négociations sur ce plan d'avenir, qui ont repris mardi à Bochum, traînent en longueur depuis juin.

"Nous devons trouver des solutions pour devenir plus flexibles, réduire la bureaucratie et les coûts dans tous les sites allemands et toutes les unités de l'entreprise. GM (General Motors, le propriétaire américain d'Opel, ndlr) est prêt à soutenir financièrement Opel du moment que nous nous restructurons en Allemagne pour redevenir compétitifs et rentables", a-t-il ajouté.

En réponse à M. Girsky, le comité d'entreprise d'Opel et le syndicat IG Metall ont à leur tour rédigé un message destiné aux salariés, dans lequel ils jugent que *"la menace de cesser toute production à Bochum début 2015 est inacceptable"*.

"Nous aussi, nous voulons un accord rapidement mais pas à n'importe quel prix", écrivent-ils.

"La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés mais au fait que la direction n'a pas été en mesure, pendant plusieurs mois, de présenter des garanties et des plans d'avenir substantiels pour Opel et pour les employés", estiment les représentants du personnel.

Les négociations portent sur l'exclusion jusqu'à fin 2016 -contre 2014 aujourd'hui- de tout licenciement économique ou de

fermeture d'usine en Allemagne, en échange du report d'une hausse des salaires.

IG Metall et le comité d'entreprise d'Opel refusent d'accepter durablement des salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la branche de la métallurgie, qui comprend les constructeurs automobiles. "*Les problèmes d'Opel ne sont pas causés par des coûts salariaux et ne peuvent pas être résolus à travers eux*", estiment-ils. AFP 22.01

Tout est dit dans cette phrase : "*La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés*", traduisez : pour qu'un accord intervienne entre la direction et le syndicat IG Metall sur la base des propositions formulées par la direction et sur laquelle elle a déjà indiqué qu'elle ne reviendrait pas. Comme le 11 janvier en France, quoi. Chez PSA Mulhouse ou ailleurs encore.

Le patronat va réussir à abaisser le coût du travail avec la collaboration des syndicats, ce qui permettra aux actionnaires d'empocher davantage de profits pendant quelques années, puis plus tard, s'il estimait que cela ne suffisait pas encore, il remettrait le couvert, jusqu'au jour où après avoir épuisé toutes les possibilités pour extorquer le maximum de plus-value aux travailleurs il s'avérerait que la limite était atteinte, il fermera l'usine purement et simplement jetant des milliers à la rue.

Voilà la perspective, l'objectif que les syndicats acceptent. Comme chez Continental ou ailleurs. Question : Sommes-nous encore en présence de syndicats ouvriers ou ont-ils changé de nature ? D'après vous ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Suppression de 53 emplois chez l'équipementier automobile MPAP.

L'équipementier automobile MPAP, filiale du groupe Trèves et fournisseur notamment de PSA, prévoit la suppression de 53 emplois sur 160 dans son usine de Ploërmel (Morbihan) en raison de la contraction du marché automobile. "La production de l'industrie automobile est en forte baisse et, malheureusement, on n'entrevoit pas de redressement à moyen terme", a indiqué à l'AFP une porte-parole du groupe, Christine Baudelaire.

La procédure d'information-consultation doit débuter demain lors d'un comité d'entreprise du site breton. Ce projet de plan social intervient après deux précédentes vagues de licenciements qui ont divisé les effectifs de l'usine par deux depuis 2008. Le site MPAP, spécialisé dans la plasturgie et les textiles pour habitacles automobiles, fournit notamment l'usine PSA de Rennes La Janais, où 1400 suppressions de postes sont prévues en raison de la baisse d'activité.

Le projet de plan social à Ploërmel s'ajoute à une procédure engagée au printemps dans une autre filiale de Trèves, Trevest, basé à Etupes (Doubs), où 85 emplois sur 260 sont menacés. AFP 22.01

1.1- 5 000 restaurants ont fait faillite en 2012

Le nombre de défaillances de restaurants, qui a augmenté de 6% sur un an à fin septembre 2012, pourrait atteindre le niveau record de 5000 sur l'ensemble de l'année, prévoit Xerfi. AFP 22.01

2- Grande-Bretagne

Le Financial Times prévoit de supprimer environ 25 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration pour réduire les coûts et se concentrer sur ses services numériques. Reuters 22.01

Le ministère britannique de la Défense a confirmé mardi la suppression de 5.300 emplois dans l'armée, en application du programme de réductions d'effectifs annoncé par le gouvernement.

Cette "*troisième tranche du programme concernera jusqu'à 5.300 membres de l'armée*", a indiqué le secrétaire d'Etat à la Défense Mark Francois dans un communiqué.

L'armée régulière doit voir ses effectifs passer de 102.000 à 82.000 personnes d'ici 2020, tandis que le nombre de réservistes doit doubler pour atteindre 30.000 hommes et femmes.

Les coupes entraînant ces réductions d'effectifs avaient été décidées en 2010, dans le cadre de la "*Révision stratégique de la défense et de la sécurité*" (SDSR).

L'annonce de mardi, qui ne touche que l'armée de terre, est la troisième vague de suppressions d'emplois dans les forces armées britanniques.

Quelque 6.620 postes au total ont déjà été supprimés dans la Marine, l'armée de terre et la Royal Air Force, en septembre 2011 et en juin 2012, dans le cadre de départs en majorité volontaires.

Le ministère de la Défense a indiqué qu'il y aurait sans doute une nouvelle vague concernant notamment le personnel militaire médical.

Au terme de ce régime d'amaigrissement draconien mis en place dans le cadre de la politique gouvernementale de réduction des dépenses publiques, les effectifs des forces armées britanniques seront au plus bas depuis le début du 19e siècle. AFP 22.01

Gageons qu'ils seront remplacés par des sociétés privées de mercenaires comme aux Etats-Unis.

3- Allemagne

Les salariés de Coca-Cola en Allemagne ont entamé un mouvement de grève aujourd'hui, avec le débrayage de 600 salariés de plusieurs sites, pour réclamer des hausses de salaires et protester contre des suppression d'emplois, rapportent des sources syndicales.

Au cours des jours qui viennent, "*la plupart des autres sites*" de Coca-Cola en Allemagne devraient être également concernés par des débrayages, a déclaré à l'AFP Jonas Bohl, porte-parole du syndicat allemand du secteur agroalimentaire NGG.

Les grévistes entendent ainsi peser sur la prochaine séance de négociations salariales prévue le 30 janvier entre représentants du personnel et direction. Le syndicat NGG réclame une hausse de 6% sur 12 mois, contre 2,5% sur 24 mois proposés par la direction, "*ce qui est trop peu*", a dénoncé M. Bohl.

"Par ailleurs, la direction a annoncé 450 suppressions de postes, ce qui nous ne pouvons naturellement pas accepter, alors que dans le même temps elle veut flexibiliser de plus en plus le temps de travail", a-t-il ajouté. AFP 21.01

ECONOMIE

1- UE

Le gel de l'application de la taxe européenne sur les émissions de CO2 pour les vols intercontinentaux a permis aux compagnies aériennes de déléster leurs clients de quelques euros en 2012 en imputant sur les billets un surcoût qu'elles n'ont pas déboursé.

La Commission européenne, très embarrassée par cette attitude "*scandaleuse*", a admis mardi ne pas avoir compétence pour intervenir dans une pratique commerciale entre les compagnies et leurs clients. "*Si des compagnies décident d'imputer des coûts additionnels à leurs clients (sous prétexte d'acquitter la taxe carbone de l'UE), nous ne pouvons que demander la plus grande transparence sur les tarifs pratiqués*", a déclaré Isaac Valero, porte-parole de la Commissaire en charge du Climat Connie Hedegaard.

"*Profit d'aubaine*" de 1,3 milliard d'euros

Une étude commanditée par l'organisation Transport et Environnement chiffre ce "*profit d'aubaine*" à 1,3 milliard d'euros réalisé en 2012 au dépens des clients des compagnies aériennes.

La taxe carbone européenne, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, oblige les compagnies aériennes opérant dans l'Union européenne, quelle que soit leur nationalité, à acheter l'équivalent de 15% de leurs émissions de CO2, soit 32 millions de tonnes, pour lutter contre le réchauffement climatique.

La loi européenne permet aux compagnies d'imputer le coût de l'achat de ces 15% de droits à polluer sur le prix des billets,

mais également le montant fictif des 85% restants, qui sont gratuits. Selon ses services, la majoration varie entre 2 et 14 euros par trajet. La facture devait être réglée par les compagnies en 2013, mais pour tenter d'arracher un accord international sur cette taxation, la Commission européenne a gelé l'application de sa taxe pour les vols intercontinentaux à destination ou au départ de l'UE jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile (OACI), qui se tiendra à l'automne 2013.

Des profits d'aubaine sont de la même manière réalisés par les compagnies électriques de l'Union européenne, qui majorent depuis des années les factures des usagers pour leur imputer le coût fictif des droits à polluer, car ils leur sont attribués gratuitement par les Etats jusqu'à 2013. AFP 22.01

Surtout ne dites pas que l'UE protège les capitalistes gangsters, racketteurs, escrocs, voleurs. La vraie nature et raison d'être de l'UE.

2- France

Dans un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques dévoilé par Le Parisien-Aujourd'hui en France, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale représenteraient de 60 à 80 milliards d'euros. Soit un manque à gagner équivalent en 2012 à « 16,8% à 22,3% des recettes fiscales brutes ». Lefigaro.fr 22.01

3- Espagne

La Commission européenne estime que l'Espagne risque de ne pas tenir ses objectifs de réduction de déficit en 2012, qui étaient fixés à 6,3%, indique-t-elle dans un rapport rendu public mardi.

Engagée dans un effort historique de rigueur pour réduire son déficit public, qui a bondi à 9,4% du PIB en 2011, l'Espagne a multiplié coupes budgétaires et hausses d'impôts afin de récupérer 150 milliards d'euros d'ici 2014.

Mais elle risque de devoir faire de nouveaux sacrifices pour revenir dans les clous européens alors qu'elle a déjà été autorisée à repousser d'un an --jusqu'en 2014-- son objectif pour ramener son déficit public sous la barre des 3%. AFP 22.01

La saignée va continuer, jusqu'à quand les travailleurs espagnols pourront les supporter sans se soulever ?

[Haut de page ↗](#)

Le 24 janvier

CAUSERIE

Qui a dit que le capitalisme dégageait une odeur nauséabonde ? Vous voulez des encens ?

J'ai créé un nouveau fichier "*nom*" dans lequel je classerai les adresses des articles relatifs à ce que Bush, Rockefeller, Sarkozy, Barroso et bien d'autres appellent le *Nouvel ordre mondial* et ses institutions. J'ai repris cette dénomination, c'est peut-être manquer d'imagination, mais je n'en ai pas trouvé d'autres, peu importe.

J'ai encore dû laisser du boulot pour demain : le MPEP soutient la guerre contre le peuple malien ; que se passe-t-il chez Renault ?

[Conférence sur un aspect de la révolution espagnole : la guerre civile de 1936](#)

Samedi 16 février 2013 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat sur le livre de Sygmunt Stein *Ma guerre d'Espagne* animée par Edouard Taube et Jean-Jacques Marie.

« *Ma guerre d'Espagne est bien plus qu'un témoignage. C'est une manière de regarder l'histoire au ras du sol, avec la constance de celui qui, sans renier sa cause a désappris le mensonge tout en cherchant à l'explorer jusqu'au bout.* » écrit José Fergo dans le bulletin "*A contretemps*".

La fille de Sygmunt Stein, Odette souligne : « *Mon père me disait souvent que, en tant que communiste juif, aller combattre Franco était pour lui une évidence mais qu'il avait très vite pris conscience que le PC se souciait davantage de régler leur compte*

aux révolutionnaires que de combattre le fascisme. »

C'est ce que l'histoire officielle et officieuse de la guerre civile espagnole tente de masquer en escamotant d'abord le fait qu'il s'est agi d'une révolution confrontée à la contre-révolution en face d'elle et dans ses propres rangs.

Edouard Taube, qui a personnellement connu Sygmunt Stein et à qui on doit la publication de son livre en français, apportera son témoignage sur le personnage de Stein, et son analyse de la position et de l'évolution politique de l'auteur de *Ma guerre d'Espagne*.

Pour l'Association des combattants pour l'Espagne républicaine organisée par des membres ou des proches du PCF, la guerre d'Espagne est une « *agression combinée par Franco, Hitler, Mussolini et Salazar contre la République et non, comme persistent encore à affirmer certains, une prétendue guerre civile.* » Cette négation de l'existence d'une guerre civile et donc d'une révolution en Espagne a débouché hier sur la répression brutale, ainsi implicitement justifiée aujourd'hui, des révolutionnaires de toutes tendances, anarchistes, poumistes, trotskystes, désireux de combattre leur bourgeoisie exploiteuse et ses institutions ultra-réactionnaires. Cette négation et cette répression ont ouvert la voie à Franco. C'est ce que la présentation du livre de Stein permettra de discuter.

[A propos de l'Inde...](#)

Informations ouvrières (n°235 page 12) a consacré un page à l'Inde qui comportent au moins deux erreurs minimes, dont une imputable à son correspondant indien.

Ce n'est pas Sonia Gandhi qui est Premier ministre et qui gouverne le pays, mais Manmohan Singh, Sonia Gandhi est la présidente du Parti du Congrès de l'Inde.

Ensuite, ce que rapporte Nambiath Vasudevan est faux, à propos de la jeune femme qui avait été violée et frappée avant de succomber à ses blessures, ce qui avait entraîné d'importantes manifestations dans les grandes villes de l'Inde, principalement des classes et couches moyennes, quand il dit que "*la jeune victime a été immédiatement transférée dans un hôpital de Singapour*", en réalité confiée au meilleur du corps médical indien incapable de faire face à la situation, les autorités ont attendu six jours avant de prendre la décision de la transférer à Singapour où les médecins et chirurgiens ont apparemment une meilleure réputation.

D'ailleurs, quand les dignitaires du régime ou les politiciens véreux des différents Etats ou les Tata et Cie. tombent gravement malades, ils préfèrent aller se faire soigner à l'étranger, par expérience ils ne font pas confiance aux cliniques privées indiennes équipées des technologies les plus modernes et des meilleurs médecins, chirurgiens ou spécialistes. A tort ou à raison, disons que c'est un peu au petit bonheur la chance, votre vie est mise entre les mains du hasard plutôt que de la science.

Il y a quelques jours aux infos sur Sun TV ils ont indiqué que les études de médecine coûtaient la somme de 10 millions de roupies, donc en indiquant entre 3 et 5 millions de roupies dans une précédente causerie je n'avais pas pris en compte apparemment la hausse des prix des dernières années, j'emploie volontairement cette formule, car ici c'est comme aux Etats-Unis ou dans les pays qui ont adopté le modèle économique anglo-saxon, tout se monnaie et c'est la principale valeur ayant cours dans la société, absolument tous les rapports, qu'on aura du mal à qualifier d'humains, tournent autour de l'argent, que l'on soit riche ou pauvre ou qu'on appartienne à la classe moyenne.

Autre chose sur la situation en Inde.

Suite à la décision du gouvernement de "*réformer*" le Ration Card ou carnet de rationnement, qui permettait aux plus défavorisés et au-delà d'obtenir certains produits de premières nécessités à un prix réduit dans une quantité déterminé et de les remplacer par une somme d'argent, face à la totalité de la population qui s'y est opposée avec les femmes en première ligne, il a reculé et il a dû abandonner son projet, provisoirement sans doute, mais ici le provisoire à tendance à durer indéfiniment, pour une fois c'est une chance pour les plus pauvres.

Cela avait déclenché des émeutes et des manifestations dans quasiment tous les villages et districts, tout du moins ici au Tamil Nadu, les bureaux du gouvernement étant attaqués par une foule déchaînée avant de les incendier, la police réputée féroce étant submergée par ce raz-de-marée et ne parvenant pas à le contenir, etc.

Si vous voulez, toute proportion gardée, la situation est un peu comme en Espagne plus près de chez vous où toutes les couches de la société manifestent à tour de rôle quotidiennement contre le gouvernement ou le patronat. Du coup le pouvoir en place et la police se retrouvent totalement isolés, ils sont débordés et hésitent à employer la force par crainte que la situation ne dégénère, ici c'est à la machette ou au couteau que cela se termine, comme chez nos amis africains, chez vous c'est différent, cela se termine, comment dire, dans une impasse, nulle part.

Si vous avez lu la causerie d'hier où je faisais l'apologie de la grève illimitée jusqu'à satisfaction et de l'affrontement direct avec le patronat et les institutions, vous vous êtes peut-être dit que Tardieu était un vulgaire gauchiste, un extrémiste, mais en réalité il n'y a qu'en recourant à ces moyens-là qu'on peut gagner, mieux, que la classe ouvrière peut tirer un enseignement de ces expériences pour la suite de son combat, pour finalement en arriver à la conclusion qu'il faut renverser l'ordre établi et prendre le pouvoir politique, avancer sur la voie de son émancipation, le socialisme.

Pour avoir abandonné cette méthode de combat (classe contre classe) pour son émancipation du capital au profit de la "politique contractuelle" ou du "dialogue social" qui en est le prolongement, en fait la collaboration de classes profitant à la classe dominante et conduisant à la paix sociale propice aux affaires, le prolétariat et le mouvement ouvrier et en France et dans la plupart des pays en sont arrivés à se subordonner pour le premier, à se prostituer pour le second, quasi-totalement au capitalisme et ses institutions politiques.

On vient une nouvelle fois d'en avoir une confirmation éclatante avec l'accord patronal intervenu le 11 janvier mais aussi après, lorsque les syndicats non signataires et le Front de gauche (notamment) s'en sont remis aux parlementaires pour "améliorer" ce document alors que c'est impossible, au lieu d'unir leurs forces pour exiger purement et simplement son retrait et mobiliser la classe sur cet objectif, sans condition, position adoptée depuis par le POI, je n'ai pas eu le temps d'aller voir du côté des autres partis, on y reviendra demain.

Mailly persiste et signe

Extrait de l'article paru dans *FO Hebdo* n°3059 diffusé par Internet sous forme d'éditorial le 23 janvier

Depuis l'accord patronal du 11 janvier, Mailly et FO ne cesse de se répandre en explications pour finalement toujours répéter le même discours, reprendre les mêmes arguments éculés, usés jusqu'à la corde et qui ne servent qu'à tenter de camoufler sa capitulation ou sa collusion avec le patronat.

FO va procéder à une "information large, nous intervenons auprès des groupes parlementaires et du gouvernement pour faire connaître nos positions."

- "Il convient, en effet, que ceux-ci prennent leurs responsabilités en toute connaissance de cause.

Ce sont les parlementaires qui votent les lois, non les interlocuteurs sociaux.

Dans le cas contraire, nous serions dans un régime corporatiste."

Mais quand les "interlocuteurs sociaux" sont subordonnés aux "parlementaires", c'est dans la pratique du pareil au même.

Répétant une énième fois que "le dossier n'est pas clos", comme si on devait attendre autre chose de la part d'un syndicat corrompu.

ACTUALITE EN TITRES

Patatras !

- Zone euro : le FMI gagné par un regain de pessimisme - AFP

Alors il faut renverser le régime !

- Nationalisation : les métallos de Florange y croient dur comme fer - Liberation.fr

Manipulation. Média ou la machine à blanchir le régime.

- Non, la Libye n'est pas responsable du Mali - LePoint.fr

Comme tous les médias nationaux propriétaires des banquiers, *Le Point* falsifie l'histoire, manipule les faits, ment effrontément, et pour qu'on ne le soupçonne pas de se laisser aller à de telles pratiques dénoncent ceux qui s'y livrent, c'est la méthode classique pour abuser les ignorants et ceux qui s'en accommodent.

Puisque rien ne les arrête, ils ont osé écrire dans un autre article titré *Les bonimenteurs* : "Un jour, peut-être viendront-ils tous dans une émission de télévision avouer, comme Lance Armstrong, leur gros mensonge.", *Le Point* y aurait sa place attitrée...

Le 19 janvier le portail *Rue89* racheté récemment par le *Nouvel Observateur* a pondu un article destiné à blanchir le Qatar : *Le Qatar, soutien des jihadistes du Nord-Mali ? Cinq choses à savoir* :

- "il n'y a pas trace d'une présence de forces spéciales qataries dans la zone", c'est la DGSE qui l'a dit dans une enquête du mois de novembre, c'est donc la vérité...

- "l'intérêt stratégique de Doha de prêter main forte à des groupuscules radicaux qui mettent en péril la zone traditionnelle d'influence de la France en Afrique n'est pas du tout évident", en Libye et en Syrie non plus...

- le "soutien (du Qatar) reste cantonné aux tenants de l'islam proche des Frères musulmans", ce qui incluent les salafistes et les djihadistes, et bien non dites-le donc parce que : "la vision de l'islam défendue par Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) et ses affidés est celle d'un islam de type « salafi-jihadiste » qui n'a pas grand-chose à voir avec la tendance promue à Doha" qui serait vénérable, démocratique, recommandable, sans rire...

- "Ce principe de non-ingérence a été rappelé à plusieurs reprises par les autorités qataries", qu'il faudrait croire sur parole, cela va de soi.

... mais, car il y a un mais et il est de taille, il réfute à lui tout seul les allégations de *Rue89*

- "Si la non-présence d'agents officiels qataries dans la région est avérée, il n'en est pas de même pour les institutions privées de type caritatif.", ainsi, s'ils agissaient déguisés, on ne serait plus en présence de "groupuscules radicaux"...

- Les membres de ces associations à but charitable ou humanitaire "dominées par les courants salafis littéralistes" seraient tout à fait respectables et fréquentables pour le coup...

- "Même si la majorité des donations fait l'objet d'une surveillance étroite de diverses instances gouvernementales (et américaines), il se peut qu'une partie d'entre elles aient pu passer les mailles du filet.", non, pas possible !

... difficile de camoufler totalement la vérité....

- "La véritable question qui se pose est celle de l'éventuelle déplacement de cette aide financière, initialement destinée aux camps de réfugiés, vers les rebelles armés. *Le Canard enchaîné* croit savoir, sur la base de fuites des renseignements militaires français, qu'une partie de ces fonds ont été affectés aux insurgés d'Ansar Dine ou du Mujao."

... Sans rire, si Hollande et l'émir du Qatar avait discuté de ce point précis, ils auraient évidemment informé la terre entière.

- "Si vraiment le Qatar avait un quelconque moyen de pression pour forcer les groupes jihadistes à la reddition, ou tout le moins à la négociation, le président français en aurait directement fait part à l'émir lorsqu'il était dans la région."

Ce qui est sûr et que j'ai dit hier, c'est qu'ils se débarrasseront des encombrants dirigeants du Qatar et d'Arabie Saoudite quand ils le décideront, de la même manière que Ben Ali, Mubarak, etc.

Au fait, *Rue89* a oublié de signaler que le Qatar avait réalisé d'importants investissements dans des entreprises au Mali... C'est vrai que ce n'est pas non plus le motif de l'impérialisme français qui s'est lancé dans cette guerre.

Au tour du Niger !

- Niger : les forces spéciales protégeront les mines d'uranium d'Areva - *LePoint.fr* -

Etat d'âme à cent balles et couac.

- L'ONU dit ses réticences à soutenir l'intervention au Mali - *LeFigaro.fr*

- L'UE refuse l'Europe à la carte voulue par Cameron - *Reuters*

Faites vœux de sacrifice, tel est le message.

- Hollande : face à la jeunesse, des vœux et des promesses - LeMonde.fr

[On se doutait que ce n'était pas le capitalisme](#)

- Pour la gauche radicale, le problème, c'est le chômage - LeFigaro.fr

[Gardez-les et qu'elle s'effondre !](#)

- L'économie va-t-elle finir par repartir parce que nos voitures, télévisions et maisons sont trop vieilles ? - Atlantico.fr

[Les monarches sont des démocrates, c'est bien connu !](#)

- Un militant thaïlandais écope de 11 ans de prison pour lèse-majesté - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Enterré ! Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici : le gouvernement du "**monde des affaires**".](#)

1- Ouf, les riches sont soulagés !

Selon Europe1, le gouvernement aurait renoncé à trouver une nouvelle façon de taxer à 75% les très hauts revenus. De fait, la taxe à 75% a été censurée par le Conseil constitutionnel.

Selon la radio, les difficultés juridiques restent importantes et, politiquement, le gouvernement ne souhaiterait plus non plus entrer en conflit avec le monde des affaires. Lefigaro.fr 24.01

Ce n'est pas possible de soulager tout le monde...

2- La parade.

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), estime que taxer davantage les entreprises du secteur financier n'est pas le meilleur moyen de prévenir une nouvelle crise financière. L'organe rattaché à la Cour des comptes préconise plutôt davantage de régulation. Lefigaro.fr 24.01

On comprend tout de suite pourquoi quand on a à l'esprit que les banquiers s'emploient à contourner toute nouvelle législation financière .. avant même qu'elle voie le jour ! Ce sont les banquiers eux-mêmes qui l'affirment, donc pour une fois on est porté à les croire aveuglément.

[Deux tiers de nantis en France ?](#)

1- Plus des deux tiers des Français se disent prêts à payer plus cher un produit fabriqué en France afin de soutenir l'industrie de l'Hexagone où les faillites se multiplient, selon un sondage Ifop réalisé pour Atol et publié jeudi.

Selon l'étude intitulée "*Les Français et le Made in France*", 77% des personnes interrogées estiment que le critère de fabrication française "*est suffisamment important pour justifier de payer plus cher un produit*". Le prix ne doit toutefois être supérieur que de 5% à 10%. Plus précisément, 40% des sondés se disent prêts à payer 5% de plus et 29% de 5 à 10%. Lefigaro.fr 24.01

Ceci pourrait expliquer cela, non ? La situation actuelle. Il y aurait donc 25% de pauvres en France.

2- 64% des Français (-2 points en deux mois) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement Ayrault, tandis que 35% (+1) se disent "*satisfaits*", selon un sondage OpinionWay-Tilder-LCI.

38% des personnes interrogées se déclarent "*assez mécontentes*" de la politique gouvernementale dans ce domaine, et 26% "*très mécontentes*". 33% se déclarent à l'inverse "*assez satisfaites*" et 2% "*très satisfaites*". 1% n'a pas d'opinion.

A propos de la solution qui a leur préférence "pour mieux assurer le financement des retraites", 47% ont répondu "une hausse des cotisations retraite (payées par les salariés et les employeurs)", 42% "une augmentation du nombre d'années de cotisations", 9% "une baisse du montant des retraites versées". 2% n'ont pas pris position. AFP 23.01

47% en ont les moyens, mais tous devront casquer, notamment les couches les plus défavorisées, comme d'habitude. Qui s'en soucie ? Personne, syndicats et partis ouvriers s'en foutent éperdument, ils appartiennent au 47%.

42% sont prêts à travailler plus longtemps, c'est qu'ils bénéficient encore de conditions de travail et de vie avantageuses, ce qu'ils ignorent et c'est là qu'ils vont se faire rouler et que ce sera dramatique pour eux, c'est que cela ne va pas durer. Quand on sait à quoi s'attendre, généralement on le supporte mieux, ce qui ne veut pas dire qu'on sera en mesure d'y faire face.

[La gauche soluble avec la droite dans le capitalisme et la Ve République ! Cela donne quoi ? Un consensus naturel, biologique, au-delà l'union nationale !](#)

Gauche populaire, Gauche durable, Gauche forte, Gauche avenir... Le petit monde socialiste connaît un véritable baby boom des pôles de réflexion.

Ces laboratoires d'idées remplissent le même rôle que le PS de Harlem Désir, sans que cela ne crée pour le moment de tensions.

«A condition que ces initiatives soient au soutien du gouvernement et ne favorisent pas la division ou toute autre démarche personnelle», confie un membre de la nouvelle direction de Solférino, dont l'apathie agace parfois. «Nous, nous aimerions bien que le PS soit le premier think-tank de la gauche», estime François Kalfon, un des fondateurs de la Gauche populaire. «Nous sommes complémentaires du PS qui, parce qu'il est un parti de gouvernement, ne peut pas aller aussi loin que nous», explique Yann Galut. 20minutes.fr 23.01

Effectivement, ils sont appelés à remplir le "même rôle que le PS", faire croire qu'ils sont au côté des opprimés alors qu'ils les combattent. Disons qu'ils multiplient les moyens pour tenter de le faire croire ou camoufler comme ils peuvent la véritable nature du PS, cela va être de plus en plus difficile.

[Qui a dit ?](#)

- «Il n'y a pas d'alternative au capitalisme»

Réponse : Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos en 1971.

Né en Allemagne en 1938, il a émigré en Suisse pour devenir économiste au pays des banquiers, cela ne s'invente pas.

De 1972 à 2002, Klaus Schwab a été professeur de politique d'entreprise à l'Université de Genève. Il s'est en outre engagé dans divers conseils de surveillance et organismes universitaires ainsi qu'à l'ONU. Klaus Schwab est aujourd'hui professeur honoraire à l'Université Ben Gurion en Israël, (...) a été distingué par neuf doctorats, notamment de la London School of Economics. (...) Klaus Schwab a reçu de nombreuses distinctions honorifiques nationales et internationales, notamment de la part de la Reine Elisabeth II qui l'a anobli. (source : lucernefestival.ch)

New York (ONU), Jérusalem, Londres, la boucle est bouclée en passant par le siège de la BIS (en anglais) ou BRI Banque des règlements internationaux situé à Bâle à deux encablures de Genève, qui pendant la Seconde Guerre mondiale servit d'intermédiaire entre le cartel des banquiers de la Fed et de la BoA (Banque d'Angleterre) et le régime nazi dans les années 30 au moment où sous Hitler l'Allemagne se réarmait et préparait la guerre...

La BRI n'est pas notre sujet, mais comme on est en Suisse, on peut en dire deux mots. Pour un peu, ce serait encore une institution financière opaque de tout premier plan à l'échelle internationale.

- Le rôle de la BRI est méconnu du grand public. C'est pourtant une institution incontournable du monde de la finance internationale. Les accords de Bâle ont été élaborés dans le fameux "Comité de Bâle" qu'elle héberge et anime. Elle joue un rôle déterminant dans la gestion des réserves de devises des Banques centrales. (lecercle.lesechos.fr 20.05.12)

- Elle a été créée en 1930 pour gérer les modalités financières du plan Young, traitant de la question des réparations de guerre dues par l'Allemagne en application du Traité de Versailles. Elle fût à ce titre, la première institution financière mondiale. (id)

C'est la version officielle, d'ailleurs l'auteur de cet article, Pascal Ordonneau, ancien PDG HSBC Invoice Finance, doit ignorer les conséquences politiques et sociales dramatiques qui découleront de ces réparations de guerre exorbitantes principalement exigées par la France, qui combinées à l'exigence des financiers américains de récupérer l'argent qu'ils avaient prêté à

l'Allemagne contribueront à l'accession de Hitler au pouvoir, lorsqu'il affirme que la BRI serait "*née d'une bonne intention*", appréciation de banquier, on comprend qu'il n'ait pas vraiment de scrupule pour falsifier quelque peu les faits, entre banquiers on peut tout se permettre, solidarité oblige.

- "*Organisme international, ses agents sont, de fait, ressortissants de 53 pays. Son actionnariat est international, composé de 60 banques centrales. La moitié des 600 000 actions qui le composent sont entre les mains des banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie et des États-Unis d'Amérique. Présidée par un Gouverneur de Banque Centrale (actuellement le Gouverneur de la Banque de France), son Directeur Général est lui-même Gouverneur de Banque Centrale.*

La BRI est banque des Banques centrales mais n'est pas une "Banque centrale des banques centrales". Elle ne joue le rôle de financier des banques centrales que marginalement et si elle est autorisée à leur prêter des fonds sur de solides garanties, son rôle bancaire est moins marqué que son activité de prestataire de service et de conseil.

On l'a très bien compris avec le rappel historique que j'en ai donné plus haut. Cependant, il ne faudrait pas minimiser son rôle, c'est la BRI qui par exemple a rédigé les accords dits de Bâle, dont la dernière mouture, Bâle III, que les banques de l'UE sont sommées d'appliquer mais dont les Américains ont repoussé l'application aux calendes grecques. Donc si vous vous demandiez encore pour qui elle roule, vous avez la réponse.

Encore que les grandes banques européennes trouveront sans doute la parade pour les contourner en s'inspirant des Américains, quand on parle du cartel des banquiers qui détient le pouvoir, on cite souvent la Fed, mais en réalité il s'agit d'un cartel de banquiers internationaux qui regroupent les plus importants de l'UE et des États-Unis, tandis que les banques plus petites et placées arbitrairement sous la tutelle d'un superviseur européen et national n'auront pas d'autres alternatives que les appliquer à la lettre quitte à être étranglées et aspirées par des banques plus importantes, ainsi une nouvelle concentration bancaire verra le jour, pour mieux contrôler la finance internationale c'est préférable, voire indispensable.

- "*Les fameux accords de Bâle, leur récente révision sous le nom de Bâle III, sont le fruit d'un des comités qu'anime la BRI, le comité de Bâle. De ce Comité sont venus les ratios Cooke et Mac Donough et la plupart des ratios de solvabilité dont la mise en œuvre a été recommandée au niveau mondial.*

Le rôle de la BRI s'est amplifié ces dernières années avec la crise monétaire, financière puis économique de 2008 et des années suivantes.

On vient de voir dans quelle direction. Sans parler qu'elle fournit à ses actionnaires, qui sont en dernier ressort principalement les plus grandes banques commerciales occidentales, de précieuses "*observations sur le fonctionnement des marchés bancaires et financiers mondiaux*" qu'elles exploiteront au mieux de leurs intérêts sur le casino de la spéculation mondiale aux dépens des intérêts des peuples, vous l'aviez deviné.

Cela nous ramène à Klaus Schwab qui n'a assurément pas plus de scrupules que notre banquier, et qui le plus sérieusement du monde a déclaré dans un entretien à *L'Hebdo* et mis en ligne sur leur portail (<http://www.hebdo.ch>) le 18 janvier 2012 :

- "*En comparaison de la situation qui prévalait en 1971, l'année de création du Forum, il y a beaucoup de raisons d'être optimistes. En quarante ans, la démocratie a progressé de manière spectaculaire.*

Alors qu'elle n'a cessé de reculer partout en Europe et aux États-Unis où règne un régime policier. Il devait faire référence à l'ex-URSS et ses satellites ou encore à la Chine, qui en réintroduisant le capitalisme ont permis à la nomenklatura de ces régimes de s'enrichir au détriment de leur peuple, du prolétariat toujours dénué de toute expression politique représentative ou dans l'impossibilité de faire entendre sa voix.

Pour les serviteurs zélés de l'oligarchie financière dont Klaus Schwab fait manifestement partie, mais pas seulement, dès lors que vous disposez de droits politiques (pas en Chine) vous devez vous estimer heureux, vous vivez en démocratie, que demander de plus, de mieux. Peu importe que vous n'ayez aucun moyen de faire entendre votre voix et vos droits et qu'ils soit étouffés, piétinés. En Chine la dictature du parti unique est toujours en place. En Russie, c'est un État capitaliste mafieux qui a remplacé un État stalinien mafieux. Les Américains guerroient en Asie, en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, ils rêvent de reprendre leur offensive en Amérique latine, Venezuela, Bolivie, etc.

On aurait plutôt l'impression ou davantage encore que ce serait plutôt la dictature qui "*a progressé de manière spectaculaire*" au cours des dernières années ou décennies. Surtout si on ajoute aux multiples guerres et souffrance des peuples à mettre au compte des commanditaires de monsieur Schwab, la pauvreté ou la misère qui fait des ravages, qui s'étend sur tous les continents, y compris dans les pays réputés les plus riches du monde.

L'art consommé de la plupart des économistes, c'est de brasser du vent ou d'enfoncer des portes ouvertes ou encore de reproduire

le discours que leurs maîtres de la finance leur ont soufflé dans les oreilles, dans le cas de monsieur Schwab cela tombe très bien, car il se compare à un artiste à la fin de cet entretien, très modestement notez bien, répondant au journaliste qui lui demande si "au final" il n'est pas "au moins aussi influent qu'un chef d'Etat", il répond qu'il "contribue à créer des idées dont le but est d'améliorer l'état du monde", rien de moins, il est vrai que le gratin mondial de la finance et des multinationales qu'il a invité doit assurément partager la même bonne intention. On a envie de le dire : stop, vous en faites trop, on nage dans le bonheur !

Plus sérieusement, si vous vous interrogez sur sa conception de la démocratie, il la résume en une question : "les pays qui ont péché, notamment ceux du Sud, ont-ils la volonté politique d'entreprendre les réformes nécessaires?" Réformes qui se traduiront par un appauvrissement général de la classe ouvrière et de la classe moyenne (Grèce, Espagne, Portugal), précisons "nécessaire" à défaut de s'attaquer à ceux qui se sont goinfrés pendant des années jusqu'à créer cette situation, les promoteurs, les banquiers, ce qu'il précisait à sa manière en ajoutant "sans tuer toutefois les ressorts de la croissance économique, le discours entendu mille fois depuis que Hollande a ajouté un volet "croissance" au TSCG.

Les riches toujours aussi riches ou davantage, les pauvres toujours aussi pauvres mais plus nombreux de préférence pour que le gâteau que se partagent les rentiers ne diminuent pas et que chacun soit servi à raison de sa voracité, de sa rapacité, ainsi va le monde à Davos.

Spectacle en famille.

La claque du FdG ou quand l'appareil stalinien est mis à contribution pour assurer le spectacle.

Le Front de gauche a lancé sa "campagne contre l'austérité" lors d'un meeting mercredi soir à Metz avec Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, en tête d'affiche.

Arrivés en tenue de travail argentée et casque doré sur la tête, les sidérurgistes d'ArcelorMittal de Florange ont rejoint la scène sur la musique "on lâche rien" du groupe HK et les saltimbanques, musique de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

Le matin, ils étaient à Paris où ils ont tenté de s'enchaîner aux portes de Matignon avant d'être reçus au siège du PS par le premier secrétaire Harlem Désir et à l'Élysée par un conseiller de François Hollande.

Des pîtres et comme par hasard les caméras les attendaient ! Toujours pendus aux basques du régime.

En famille avec le PS.

- Répondant à la sortie de Mélenchon sur le tandem franco-allemand, M. Laurent a dit que "le PS doit admettre que dans la gauche il y a un débat d'orientation"

Quand on sait ou qu'on observe quotidiennement que le PS est solidement ancré à droite, voire au-delà, on se dit que le "débat d'orientation" auquel Laurent voudrait associer le PS ne peut correspondre aux besoins des travailleurs.

Au garde-à-vous aux pieds des institutions.

- "Nous n'attendons pas 2017, il y aura la lutte tous les jours avec les syndicats et il y aura les élections. En 2014 il y aura les rendez-vous avec l'Europe", a prévenu Jean-Luc Mélenchon.

La lutte "avec les syndicats" sans remettre en cause leur orientation social-traître-impérialiste qui finalement lui convient parfaitement, s'assimile à une entreprise de démolition contrôlée du syndicalisme et du mouvement ouvrier, de soutien au régime en place.

- Le FG est aussi séduit par l'idée de mettre en place des "marches" et veut par ailleurs "redynamiser ses assemblées citoyennes". AFP 23.01

La "démocratie participative" de Royal quoi et des "marches" qui finiront pas épuiser et démoraliser les plus combattifs, c'est leur objectif, cela a toujours été celui des staliniens, pour le compte de qui, devinez.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

1- La liste commune formée par le Likoud de M. Netanyahu avec le parti Israël Beiteinou de son ex-ministre des Affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, Netanyahu n'a obtenu que de 32 ou 33 sièges contre 42 sur 120 dans le Parlement sortant, selon les sondages sortie des urnes.

Le parti centriste Yesh Atid, lancé il y a un an à peine par l'ex-journaliste Yaïr Lapid, a créé la sensation en devenant la deuxième formation du pays avec 18 ou 19 députés, juste devant le Parti travailliste (17).

Parmi les autres partis considérés comme des alliés "*naturels*" de M. Netanyahu le Foyer juif, la formation nationaliste religieuse représentant des colons dirigée par Naftali Bennett a obtenu 12 élus, les partis ultra-orthodoxes sépharade Shass (11-13) et ashkénaze Judaïsme unifié de la Torah (6).

Le nouveau mouvement centriste de l'ex-ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, HaTnouha, qui a fait campagne pour la relance du processus de paix avec les Palestiniens, obtiendrait 7 sièges, le Meretz (gauche) 6 ou 7, et les partis arabes de 8 à 11.

Le taux de participation s'est établi à 66,6%, en légère hausse par rapport aux législatives de 2009 (65,27%), selon la commission électorale. Les résultats définitifs ne seront annoncés que dans une semaine. AFP 22.01

2- Yaïr Lapid, le centriste qui a réalisé une percée électorale inattendue en Israël, a accepté mercredi la main tendue par Benjamin Netanyahu sous la forme d'un programme de gouvernement social, mais cette alliance pourrait buter sur la question palestinienne et l'Iran.

"*J'ai entendu parler de bloc (anti-Netanyahu), je suggère qu'on retire cette histoire de la table. Il n'y aura pas de bloc*", a affirmé M. Lapid lors d'une courte allocution, au lendemain d'élections législatives qui ont vu son nouveau mouvement centriste devenir le deuxième parti d'Israël.

Le chef de Yesh Atid ("*Il y a un avenir*"), lancé il y a un an, s'est réjoui "*d'avoir entendu le Premier ministre reprendre à son compte tout ce que nous disons depuis un an sur l'égalité et la nécessité de protéger les classes moyennes*".

"*L'isolement dans lequel Netanyahu et Lieberman ont conduit Israël a inquiété les électeurs, qui veulent de bonnes relations avec les Etats-Unis, sous Barack Obama, au lieu de logements supplémentaires dans les colonies et des menaces de guerre contre l'Iran*", estime l'éditorial du Haaretz.

Si M. Netanyahu, promoteur de la colonisation, est obsédé par l'Iran, Yaïr Lapid lui a rejeté toute intervention unilatérale contre les installations nucléaires iraniennes. AFP 23.01

SOCIAL

1- France

1.1- Grève "**massivement**" suivie mardi dans les écoles primaires parisiennes.

Les écoles parisiennes ont "**massivement**" suivi mardi la grève contre le retour à la semaine de 4,5 jours à la rentrée 2013, une mise en garde au ministre de l'Education Vincent Peillon mais aussi au maire PS de Paris Bertrand Delanoë qui a prévenu qu'il ne "**reculerait pas**".

A partir de septembre 2013, notamment pour les 662 écoles parisiennes, ou de 2014 au plus tard, les écoliers retrouveront le chemin de l'école le mercredi (ou le samedi), demi-journée de classe supprimée par la droite.

Le succès de la grève parisienne n'a pas ébranlé Bertrand Delanoë qui a assuré qu'il ne "**reculerait pas**", même s'il s'est dit prêt à "**écouter tout le monde**": "*Je mettrai le paquet, y compris sur le plan financier*".

La journée de classe sera raccourcie en moyenne de 45 minutes, sans réduire les 24 heures hebdomadaires de cours. Les enfants ne sortiront pas plus tôt, mais auront des activités culturelles ou sportives, organisées par les communes, avant ou après les cours de l'après-midi.

"Si les conditions de réussite de la réforme ne sont pas réunies, mieux vaut un report de la réforme à 2014 plutôt qu'une réforme bricolée en 2013", a de son côté réagi Sébastien Sühr, secrétaire général du SNUipp-FSU qui appelle mercredi à une journée d'action, cette fois nationale, pour sensibiliser aux besoins des écoles pour la rentrée.

Avec 90% de grévistes et 56% d'écoles fermées, le mouvement parisien est "*historique*", a dit Jérôme Lambert, du SNUipp-FSU Paris, à l'origine du mouvement.

Selon le rectorat, 78,17% des quelque 8.500 professeurs des écoles étaient grévistes. Des mouvements de grève ont perturbé aussi des écoles primaires de banlieue parisienne, en particulier dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, a-t-on appris de sources syndicales.

Dans l'après-midi, 3.000 manifestants selon les syndicats, 2.500 selon la police, ont défilé jusqu'à l'Hôtel de Ville contre les modalités de la réforme.

"A Paris, une coupure est prévue de 11H30 à 14H15. C'est de la surveillance qui est prévue, pas des activités", déplore Leïla Chevet, enseignante en CM1-CM2 dans le XIVe.

"Il faut revoir les rythmes avec un impératif pédagogique", estime Pauline Le Clerq, responsable SE-Unsa. "Les enseignants, qui ont porté l'actuel gouvernement", "sont déçus" face à un "ravalement de façade", déplore M. Lambert.

Pour le président du groupe UMP au conseil de Paris, Jean-François Legaret, "*la mobilisation parisienne est la démonstration d'une réforme totalement inadaptée à l'intérêt de l'enfant et de la famille à Paris*".

Le PS a apporté "*tout son soutien*" à la réforme, même si le député Jean-Christophe Cambadélis a jugé que M. Peillon n'avait "*pas toujours le doigté nécessaire*" face aux enseignants.

Le Parti communiste français (PCF) a demandé au gouvernement de "*revoir sa copie*", mettant en garde contre "*une nouvelle dégradation des conditions de travail*" dans l'Education.

Des grévistes ont appelé à d'autres actions, réclamant à leurs syndicats une grève nationale ainsi qu'une manifestation le samedi 2 février "*pour que les parents d'élèves puissent se joindre à nous*".

La FCPE, première fédération de parents d'élèves, réclame toutefois la mise en oeuvre de la réforme dès 2013, car "*la semaine de 4 jours est reconnue unanimement comme l'organisation la plus mauvaise pour les élèves*".

La présidente de sa principale concurrente, la Peep a estimé que ce mouvement "*était prévisible*" avec des enseignants et des parents "*assez insatisfaits*". AFP 22.01

1.2- Grève chez Renault et PSA.

1.2.1- Plusieurs centaines de salariés du constructeur automobile à Flins (Yvelines), qui débrayaient mercredi pour protester contre le projet d'accord de compétitivité du constructeur, ont été rejoints par des salariés de PSA d'Aulnay venus faire "*cause commune*".

Mercredi matin, "*cinq à six cents*" salariés avaient en effet entamé à partir de 9h30 un mouvement de grève à Flins pour dénoncer le projet d'accord de compétitivité et la suppression prévue de 7.500 emplois, selon Ali Kaya, délégué CGT à Flins. Vers 11h00, environ 250 salariés de l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et quelques dizaines du site de Poissy (Yvelines) sont arrivés sur le site, où ils ont forcé l'ouverture d'une grille.

"Les salariés sont réunis aujourd'hui pour faire cause commune. Nous, chez Peugeot, ils ferment Aulnay avant d'appliquer les mêmes accords", a prévenu le délégué CGT de PSA Aulnay, Jean-Pierre Mercier. "Qu'on soit de Renault, de PSA ou les sous-traitants, il faut qu'on soit tous ensemble", a-t-il ajouté.

Selon les syndicats, la direction aurait menacé mardi de fermer deux usines en France si le projet d'accord de compétitivité n'était pas signé. Une affirmation contestée par Renault. Mais Ali Kaya persiste et signe. Il estime que "*la vraie raison d'être de cet accord est de fermer des usines facilement*". "8.000 personnes, ça veut dire qu'ils vont fermer trois usines. Ce n'est pas du chantage, ça ?", a-t-il dénoncé. Un nouveau débrayage est prévu de 16 à 18 h à Flins, tandis qu'un nouvel appel à la grève a été lancé pour le 29 janvier.

Des débrayages ont par ailleurs eu lieu dans la plupart des sites français de Renault, sur les sites de Cergy (53 salariés), Cléon (405), Douai (26), Flins (385), au technocentre de Guyancourt (250), au Mans (190), à Sandouville (275), à la Fonderie de Bretagne (50) et SOVAB (103), selon les chiffres fournies par la direction de Renault. Les équipes de l'après-midi devraient

également débrayer. L'Expansion.com 23.01

1.2.2- Le document remis aux représentants du personnel précise que sans accord sur la compétitivité, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourra être tenu. Mardi, la direction avait démenti faire du chantage aux salariés dans le cadre de cette négociation.

Des fermetures de sites "*seraient inéluctables*" à défaut d'un accord de compétitivité entre la direction de Renault et les syndicats, selon un document de la direction dont l'AFP a pris connaissance mercredi.

Ce document, remis mardi aux représentants du personnel et qui comprend les propositions de la direction concernant cet accord, précise qu'"à défaut, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourrait être tenu et des fermetures de site *seraient inéluctables*". Il indique, en outre, sous la tête de chapitre "*enjeux d'un accord*", que "*l'engagement de ne pas faire de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) ne serait pas tenable*".

Le constructeur automobile avait démenti mardi après-midi avoir menacé de fermer deux sites en France en cas d'échec des négociations sur un accord de compétitivité au sein du groupe, comme l'en ont accusé plusieurs représentants syndicaux.

Néanmoins, le groupe "*rappelle que l'objet de ces négociations est, en cas d'accord avec les partenaires sociaux, de ne pas fermer de sites et de ne pas licencier*". L'Expansion.com 23.01

1.2.3 - Deux poids lourds du gouvernement, Pierre Moscovici et Michel Sapin, sont monté au front pour réaffirmer leur opposition à tout "*chantage*" aux fermetures de sites.

Les discussions doivent être "*loyales*" et "*tous les moyens ne sont pas bons*" pour négocier, a insisté Michel Sapin.

"*Ce que nous attendons de Renault, c'est qu'il y ait deux lignes rouges qui ne soient pas franchies (...): qu'il n'y ait pas de licenciements et, deuxièmement, qu'il n'y ait pas de fermeture de sites*", a martelé le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici AFP 23.01

Quant à un accord qui entérinerait blocage des salaires, augmentation du temps de travail, mutation autoritaire, etc. le gouvernement y est favorable, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie. Si vous avez lu la causerie plus haut, j'ai comme l'impression qu'il n'est pas le seul sur cette ligne...

1.3- Contrats précaires : cumule des handicaps.

Contrats plus précaires, rémunérations moindres: les salariés à temps partiel dit "*subi*" - qui aimeraient travailler à temps complet - "*cumulent*" les conditions "*moins favorables*", souligne mercredi une étude des services statistiques du ministère du Travail.

En 2011, 18,7% des salariés, dont 82% de femmes, occupaient un poste à temps partiel, soit 4,2 millions de salariés. Parmi eux, près du tiers étaient en situation d'emploi dit "*subi*", rappelle la Dares en s'appuyant sur l'enquête Emploi 2011 de l'Insee pour en livrer une analyse.

Dans certains secteurs, comme le nettoyage, la proportion des situations dites subies, dépasse 50%.

Ces salariés, plus faiblement diplômés et plus jeunes que les autres salariés à temps partiel, "*cumulent des conditions d'emploi nettement moins favorables: postes moins qualifiés, contrats plus précaires, plus forte récurrence du chômage, moindre accès à la formation, moindres rémunérations*", note la Dares.

En revanche, ceux qui ont "*choisi*" d'être à temps partiel, pour gérer leur vie familiale ou leurs études, ont "*des conditions d'emploi proches des salariés à temps complet*".

Ainsi, 29% des personnes en situation "*subie*" sont en contrat à durée déterminée (CDD) et 9% en contrats aidés contre 11% et 2% pour ceux qui ont "*choisi*". Cinq fois plus souvent aussi, elles ont connu le chômage l'année précédente.

Ces salariés occupent en outre davantage des emplois peu qualifiés: 63% sont employés (contre 52% de ceux qui ont "*choisi*" et 27% de ceux à temps complet) et 11,5% sont ouvriers non qualifiés (contre 5,1% et 6,7%).

Leur salaire mensuel net moyen est de 746 euros (pour 22 heures hebdomadaires en moyenne), contre 996 euros en général pour les salariés à temps partiel et une durée hebdomadaire moyenne de 23,9 heures.

Pour compléter leurs revenus, 21% des salariés à temps partiel subi avaient en 2011 plusieurs emplois (et plus généralement 16% des salariés à temps partiel, arrivant au total à 27 heures par semaine). AFP 23.01

2- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique Flybe a annoncé mercredi la suppression de quelque 300 emplois, soit 10% de ses effectifs au Royaume-Uni, afin de tenter de regagner du terrain dans un secteur plombé par la crise économique.

Flybe, première compagnie régionale en Europe, a précisé qu'elle ne fermerait aucune de ses 13 bases au Royaume-Uni mais mettrait en oeuvre des réductions de coûts en lien avec ses aéroports et prestataires de maintenance. Reuters 23.01

3- Allemagne

Commerzbank compte supprimer de 4.000 à 6.000 emplois au niveau du groupe jusqu'en 2016 dans le but de réduire ses coûts et de redresser son activité de banque de dépôt.

Le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats lors de discussions qui débiteront en février, a précisé jeudi la deuxième banque allemande. Commerzbank emploie 56.000 personnes au niveau du groupe. lefigaro.fr 24.01

Ah ben si "*le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats*" tout va bien se passer!

Apparemment c'est leur nouvelle mission en Allemagne comme en France ou ailleurs en Europe.

4- Etats-Unis

Trois cents magasins Blockbuster (7.300 personnes) vont fermer aux Etats-Unis dans les prochaines semaines, entraînant la perte de quelque 3.000 emplois, a annoncé mardi soir Dish Network, la maison mère du réseau de location de DVD.

Dish, confronté à la concurrence de distributeurs en ligne comme Amazon.com ou de sites de téléchargement tels qu'iTunes (groupe Apple), précise que seuls fermeront ses magasins non rentables. Reuters 23.01

ECONOMIE

1- Zone euro

La dette publique de la zone euro a atteint 90% du PIB au troisième trimestre contre 89,9% à la fin du deuxième trimestre, selon les données publiées mercredi par l'office européen des statistiques Eurostat. En valeur absolue, et non plus en pourcentage du PIB, la dette publique de la zone euro s'élève à 8.524.231 millions d'euros, selon Eurostat.

Par pays, les ratios de la dette publique par rapport au PIB les plus élevés ont été observés, sans surprise, en Grèce (152,6%), en Italie (127,3%), au Portugal (120,3%) et en Irlande (117%). A noter également, la Belgique affiche une dette publique représentant 101,6% du PIB.

C'est en Estonie (9,6%) et au Luxembourg (20,9%) que la dette publique est la plus faible en zone euro, au troisième trimestre. AFP 23.01

2- Informatique

Le groupe informatique Apple a dégagé un bénéfice net de 13,1 milliards de dollars au premier trimestre de son exercice 2012/13 entamé en octobre, stable sur un an et supérieur aux attentes, mais il a déçu le marché avec ses prévisions pour le trimestre en cours.

Apple a vendu un nombre record de 47,8 millions d'iPhone (contre 37 millions il y a un an) et 22,9 millions d'iPad (contre 15,4 millions il y a un an), pour un total de 75 millions d'appareils en un trimestre.

Encore 145 millions de tablettes informatiques devraient être vendues cette année dans le monde, grâce à l'arrivée sur le marché d'appareils plus variés et moins coûteux, a estimé mercredi le cabinet d'étude américain ABI Research.

Les ventes de l'année 2012 n'ont pas encore été totalement évaluées, mais les prévisions étaient d'environ 126 millions d'unités.
AFP 23.01

3- Thé

Les plus gros pays producteurs de thé au monde ont accepté de se regrouper au sein d'une même organisation pour faire monter les prix de gros, et par ricochet, les prix pour les consommateurs, a annoncé mercredi un ministre sri lankais. Après deux jours de discussions à Colombo entre le Sri Lanka, l'Inde, le Kenya, l'Indonésie, le Malawi et le Rwanda, qui représentent plus de 50% de la production mondiale, ces pays ont annoncé la création du Forum international des producteurs de thé.

Selon le ministre sri lankais chargé des Plantations, Mahinda Samarasinghe, les pays exportateurs tentaient de se regrouper depuis 80 ans. *"Dans ce contexte, ce que nous avons accompli est une étape historique dans l'industrie du thé"*, a-t-il jugé.

Les prix mondiaux du thé tournent autour de 2,5 dollars le kilo (1,8 euro), en baisse par rapport aux 2,84 dollars voici un an. La consommation mondiale devrait quant à elle légèrement croître de 1% cette année, selon des responsables sri lankais. Selon le chef de la Promotion du thé au Sri Lanka, Janaki Kuruppu, le prix du thé est infiniment moins élevé que celui d'autres boissons, laissant entrevoir la possibilité d'augmenter les prix pour le consommateur.

"Les gens peuvent payer un peu plus pour (boire) du thé. Au Sri Lanka, le thé est moins cher que de l'eau en bouteille", a-t-il souligné. La Chine et l'Iran, deux grands pays consommateurs, ont été invités au Forum en qualité d'observateurs. La Chine est par ailleurs le plus grand producteur au monde de thé vert. AFP 23.01

"le thé est moins cher que de l'eau en bouteille", le rapport en Inde doit être de 1 à 20, les Indiens ne boivent pas d'eau en bouteille à l'exception des nantis, trop chère, par contre ils boivent du thé 4 à 6 fois par jour. Bientôt ils en boiront moins!

4- France

De grands groupes français, dont EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, recourent de plus en plus à des holdings financières installées aux Pays-Bas pour réduire leurs impôts, affirme mercredi le quotidien économique néerlandais Het Financieele Dagblad (FD), ce qu'ont contesté plusieurs d'entre eux.

"Ces dernières années, l'utilisation des holdings financières aux Pays-Bas par des sociétés françaises a beaucoup augmenté", écrit le journal, sur la base de sa propre enquête.

Evoquant les polémiques sur l'exil fiscal de riches Français comme la star de cinéma Gérard Depardieu ou l'homme d'affaires Bernard Arnault", le journal affirme que l'Etat français, actionnaire de plusieurs sociétés citées, *"profite lui aussi de régimes fiscaux plus favorables à l'étranger"*.

Selon FD, en plus d'EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, une vingtaine d'autres entreprises françaises dont le chiffre d'affaires dépasse les 2 milliards d'euros annuels ont créé une ou plusieurs holdings de ce type pour bénéficier des accords fiscaux bilatéraux entre les Pays-Bas et d'autres pays, permettant notamment d'éviter une double imposition.

Parmi ces 20 sociétés figure France Télécom, selon le journal.

Selon Het Financieele Dagblad, EDF dispose lui de trois holdings financières aux Pays-Bas, dont deux ont été créées fin 2011, dans lesquelles a été intégrée la participation du groupe français dans deux centrales en Pologne.

Les bénéfices dégagés par ces participations seraient exemptés d'impôts aux Pays-Bas alors qu'ils seraient soumis à un impôt de 5% en France, assure le journal.

"C'est plus intéressant d'investir en Pologne via les Pays-Bas que directement depuis la France", note le quotidien économique, même s'il reconnaît qu'il *"n'est pas clair combien d'économies d'impôts ces constructions rapportent aux sociétés françaises"*.
AFP 23.01

Inutile de vous dire que toutes les entreprises citées dans cet article ont réfuté ou nié en bloc en fournissant diverses explications...

5- Italie

Le vaste scandale de produits dérivés qui frappe Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS) ébranle le monde de la finance italienne et jette une ombre sur l'opération de sauvetage du gouvernement de Mario Monti pour remettre à flot la plus vieille banque du

monde, née en 1472.

La nouvelle, révélée mardi par le journal *Il fatto Quotidiano*, est particulièrement mal tombée pour la banque toscane, qui s'apprête à recevoir sous forme d'obligations un prêt de 3,9 milliards d'euros de la part de l'Etat. AFP 23.01

6- Japon

Le Japon a enregistré un déficit commercial record en 2012, son premier solde négatif annuel vis-à-vis de l'Union Européenne et le pire jamais atteint avec la Chine, une situation grave qui conforte l'action du Premier ministre Shinzo Abe mais risque aussi de lui donner du fil à retordre.

A cause d'une piètre conjoncture économique internationale, d'un yen enflammé et de frictions diplomatiques avec l'Empire du Milieu, le Japon, habitué à afficher des excédents presque insolents, s'est enlisé pour la deuxième année de suite dans le rouge. Mais cette fois son déficit commercial a presque triplé à 6.927,3 milliards de yens (58 milliards d'euros) par rapport à celui, déjà exceptionnel, de la catastrophique année 2011, ruinée par le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire du 11 mars.

Ce fait inédit est dû à la chute des exportations (malmenées par la crise d'endettement en Europe, la cherté de la monnaie japonaise et la décélération de l'activité mondiale), et à une facture énergétique gonflée par les importations de carburants pour centrales thermiques compensant l'arrêt quasi total des 50 réacteurs nucléaires de l'archipel. *lefigaro.fr* 24.01

[Haut de page ↗](#)

Le 25 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne dans la rubrique *social* le texte intégral (24 pages) de l'accord scélérat du 11 janvier dernier :

- [Accord Medef-CFDT-CFTC-CGC du 11 janvier 2013 \(25.01.13\)](#)

Parmi les quelques pages du n°235 d'*Informations ouvrières* que j'ai mises en ligne vous ne trouverez pas la page 7 intitulée *La préparation du "congrès ouvert" est lancée !*, ne soyez pas frustrés, on y parle de tout sauf de politique, c'est une feuille syndicale destinée à des syndicalistes.

Je n'ai pas le temps de lire tous les articles que je mets en ligne. Il se trouve qu'hier soir j'ai téléchargé un article paru sur le portail *Mondialisation.ca* que je n'aurais pas lu si le titre n'avait pas attiré mon attention : *A Bagdad, des dizaines de djihadistes maghrébins dans le couloir de la mort*.

L'auteur réclame la libération de centaines ou de milliers de djihadistes emprisonnés dans différents pays qui, certes ne valent guère mieux que cette racaille sanguinaire. De mon côté, j'ai pris la décision après lecture de cet article de ne pas le publier, je vais même faire plus, je vais envoyer un courriel de protestation aux responsables de ce portail pour lui dire ce que j'en pense, car en toute chose il y a des limites à ne pas franchir.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'article paru sur le portail du M'PEP et dont l'auteur doit faire partie ,qui soutient la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien. Ce sera pour demain.

Si vous vous en souvenez, j'avais refusé de condamner le bombardement de la Libye de Kadhafi sans le soutenir, puis j'ai fini par le condamner au regard de la tournure des événements et au fur et à mesure que j'avais pris connaissance de la situation exacte dans ce pays sur lequel j'ignorais presque tout.

Depuis lors de chaque guerre, j'ai pris position contre toute intervention militaire des puissances occidentales ou autres qui menacerait la souveraineté d'Etats indépendants et nous ramènerait en arrière, c'est-à-dire à l'époque de la colonisation. C'est valable pour la Syrie, le Liban, l'Iran et bien entendu le Mali ou tout autre pays placé dans une situation similaire. Je regrette de ne pas l'avoir fait plus tôt avec la Libye, quitte à passer pour un suppôt de Kadhafi.

A une autre époque, il aurait fallu qualifier de la même manière Marx et Engels qui avait soutenu le kaiser Bismarck, ce que 99,99% des militants doivent ignorer, ce qui n'est pas un crime, on ne peut pas tout savoir ou comprendre du premier coup, mais dès lors qu'on détient la bonne information, il est de notre devoir d'en tenir compte, sans se soucier de ce que pourront justement en penser les ignorants ou nos adversaires, sinon cela signifie qu'on est prêt à brader nos convictions et nos principes à la première occasion.

Persister dans l'erreur en ayant tous les éléments en main pour apprécier une situation, est une expérience épouvantable, détestables dont on se relève rarement indemne ou pas du tout.

Je n'ai pas corrigé les fautes de frappe ou d'inattention contenues dans cette causerie et les précédentes, ce sera pour demain, désolé, j'ai bossé jusqu'à 1h du matin, j'ai repris à 9h et il est 17h je dois arrêter. Je reprendrai le boulot vers 19h45.

Bon week-end à tous.

[A nouveau à propos de l'accord patronal du 11 janvier 2013](#)

Revenons encore une fois sur l'accord patronal du 11 janvier 2013, historique, n'en déplaise au POI et on verra plus loin pourquoi.

Je vous propose des extraits commentés d'un article du 14 janvier intitulé *Hollande, MEDEF, syndicats, "flexisécurité"... (I)* publié dans le portail : <http://science21.blogs.courrierinternational.com>

Le POI a tenté de minimiser l'importance et la portée de cette défaite historique de la classe ouvrière qui est aussi un terrible désaveu de la politique de ce parti et de ces dirigeants pendant de très longues décennies, dont feu P. Lambert, non pas l'héritier de Trotsky mais plutôt celui de Bernstein, de Dühring, de Blum.

Le 14 janvier 2013, sur BFMTV « *Patrick Bernasconi (Medef) : "le dernier accord d'une telle ampleur remonte à 1968"* ».

S'il le dit et s'en réjouit publiquement au nom du Medef, on comprend pourquoi en examinant le contenu de cet accord que j'ai mis en ligne aujourd'hui (24 pages), qui était conforme aux besoins exprimés par le patronat dans le document qu'il avait remis aux syndicats au début de ce cycle de pseudo négociations auquel ils ont tous accepté de se plier et le légitimant par avance qu'ils le signent ou non. Sur ce point précis, nous y reviendrons plus loin, car la même mascarade doit se répéter en juillet prochain sur les retraites et le financement des organismes sociaux, notez au passage que la méthode employée pour parvenir à cet accord sert également aujourd'hui de modèle à la direction de Renault.

Les auteurs de cet article reviennent en deux temps sur la situation qui est selon eux à l'origine ou qui a servi de toile de fond à cet accord, tout en dressant un constat entre les deux.

Sur le plan objectif.

Ils écrivent : *"Mais la casse actuelle du Code du Travail au bénéfice d'une « flexisécurité » beaucoup plus favorable au patronat, est-elle autre chose que la conséquence de trois décennies de mondialisation des capitaux et des marchés"*.

Certes, situation à laquelle les travailleurs n'ont pas du tout été préparés, puisqu'on leur a fait croire ou on les a encouragés à croire que leur situation ne continuerait de s'améliorer dans le futur comme ce fut le cas au cours des trois décennies précédentes, les fameuses Trente Glorieuses qui n'ont pas vraiment profité à l'ensemble de la classe ouvrière mais c'est une autre histoire qu'on laissera de côté ici.

A aucun moment le combat du mouvement ouvrier ne s'est placé dans la perspective du renversement du capitalisme ou n'a consisté à préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs d'affronter l'époque de son effondrement dans les meilleures conditions pour envisager de le vaincre. Chacune de ses batailles au lieu d'être conçue comme une étape intermédiaire vers son émancipation du capital, fut conçue et vécue comme une fin en soi.

C'est ainsi que chaque bataille a été conçue comme une abstraction, détachée de toute perspective politique, dans le seul but d'améliorer le quotidien, de telle sorte que les travailleurs ont engrangé victoires ou défaites, profité d'une période particulièrement favorable à la lutte de classe pour améliorer leur sort, sans se douter un seul instant qu'un jour ou l'autre cette situation prendrait fin s'ils n'y prenaient pas garde et qu'un revirement se produirait, sans se douter que leurs acquis étaient fragiles et temporaires, qu'ils seraient remis en cause à la première occasion, baignant dans l'insouciance du lendemain ou en ignorant que le capitalisme mondial évoluait dans une direction qui leur serait défavorable dans l'avenir. Au lieu que leur lutte de classe serve à réhausser leur niveau de conscience politique pour la suite de leur combat, c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Un constat que je partage. En effet, je ne cesse de répéter que cet accord signifie tout bonnement que le CDI a été vidée de sa substance et qu'il est pour ainsi dire mort ou condamné, constat que peu acceptent d'admettre, à croire qu'ils seraient plutôt mal à l'aise ou mal placés pour en convenir, parce qu'ils auraient quelque chose à se reprocher ou que leur responsabilité serait engagé dans ce qui vient de se produire.

- "Le 14 janvier également, avec le titre « *Marché du travail : "On se rapproche du contrat unique de Sarkozy" »* », Le Point diffuse des déclarations de l'économiste Arnaud Chéron, qui acte le rapprochement pratique opéré entre les notions de contrat à durée indéterminée (CDI) et de contrat à durée déterminée (CDD). Autant dire que les CDI cessent d'exister."

Sur le plan subjectif

- "Le laxisme récurrent des mouvements sociaux majoritaires devant la mondialisation du capitalisme et du marché du travail a de toute évidence été l'une des causes de cette débâcle sociale."

C'est ce que j'ai esquissé plus haut. Les travailleurs ont été maintenus dans une profonde ignorance du fonctionnement de la société et du capitalisme, des institutions ou de l'Etat. Sur ce plan-là les plus à plaindre sont encore les fonctionnaires qui n'ont absolument aucune idée sur leur employeur, l'Etat, sa nature, sa fonction, etc. S'ils sont le plus souvent à la pointe des mouvements sociaux, en réalité ce sont eux qui sont le plus solidement enchaînés au capitalisme pour être incapables de mettre un nom sur le visage de leur ennemi. Ce sont eux également qui constituent le gros des bataillons des syndicats, du coup tout s'explique très bien, ceci explique cela.

Les travailleurs des grandes entreprises qui pour la plupart bénéficiaient il y a peu encore d'un statut proche des fonctionnaires, d'un emploi à vie, ils sont tout aussi sûrement enchaînés au capitalisme, d'autant plus qu'ils se figuraient que la taille de ces entreprises et leur expansion sur le marché mondial les protègerait du chômage, dramatique erreur d'appréciation car c'est exactement l'inverse qui se produit, leur emploi est devenu encore plus vulnérable que ceux des entreprises qui s'en sortent sur le marché local ou national.

On s'aperçoit ici que les mouvements sociaux se sont déroulés sur un fond d'illusions mortelles, sans évidemment que leurs dirigeants n'y remédient puisqu'ils sont vendus au capital ou n'ont jamais appartenus réellement au mouvement ouvrier ou encore, s'en sont détachés très rapidement pour se mettre au service du régime en place qui les nourrit et les supporte, en réalité, ils se soutiennent mutuellement.

Les syndicats et les partis ouvriers ont abandonné depuis belle lurette l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel qu'il avait été défini au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, l'émancipation du capital, le socialisme, si on voulait dater précisément le moment ou la période au cours de laquelle cette désertion eut lieu, on pourrait la situer au milieu des années 20 quand le parti communiste (et l'Internationale Communiste) fut stalinisé, date qui coïncida avec la disparition de Lénine (1924), quant à son avant-garde, elle se disloca à partir du début de la Seconde Guerre mondiale qui coïncida avec l'assassinat de Trotsky (1940) par Staline, dislocation qui s'acheva au début des années 50, pour finalement ne jamais renouer vraiment avec le marxisme ou se remettre des coups portés par la social-démocratie et le stalinisme.

Social-démocratie dégénérée et passée dans le camp de l'ennemi dès 1914 pour finalement se transformer en social-libéralisme, et toujours aussi impérialiste qu'autrefois ce que Hollande vient de prouver si besoin était, stalinisme qui depuis le début des années 80-90 n'a eu aucun mal à lui emboîter le pas, et que les auteurs de cet article identifient à juste raison avec les responsables des "mouvements sociaux majoritaires" qui n'ont eu de cesse de les mener dans une impasse, de les trahir, conformément à leur nature ou fonction au service de l'ordre établi.

La "débâcle sociale" du mouvement ouvrier face au capitalisme est le produit de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti socialiste ou communiste ou révolutionnaire, appelez-le comme vous voudrez au point où nous en sommes cela n'a plus vraiment d'importance.

[Que va-t-il se passer chez Renault ? Le même scénario que chez PSA Mulhouse ou comment les syndicats vont appliquer l'accord du 11 janvier 2013](#)

Hier j'avais écrit un article assez long sur la situation chez Renault, puis je fus pris d'un méchant doute, et effectivement je m'étais planté, en fait j'avais été induit en erreur en attachant trop d'importance à la manière dont différents éléments avaient été présentés, du coup j'ai dû tout reprendre depuis le début.

Je n'avais pas compris que, ce que la direction avait mis dans la balance en échange de concessions (inacceptables, on va y venir) de la part des syndicats n'était pas le maintien de 8 300 postes menacés de disparition comme annoncé sur la couverture du n° 235 d'*Informations ouvrières* s'ils refusaient de signer cet accord digne de celui du 11 janvier dernier, mais la fermeture de plusieurs usines avec autant de licenciements à la clé, ce que la direction a nié, mais qu'un document remis aux syndicats a confirmé apparemment (je préfère être prudent !), ce qui n'est pas du tout pareil, mais finalement revient au même quant à l'attitude à avoir face à ce chantage puisque en tout état de cause, qu'il y ait fermeture ou non d'usines, la suppression de ces emplois sera maintenue.

Dès lors la situation est parfaitement claire, aussi claire que le jour où le Medef a remis aux syndicats le document qui devait servir de base à l'accord du 11 janvier 2013. Les conditions posées par la direction de Renault sont totalement inacceptables et doivent être rejetées en bloc.

Ce qui signifie qu'aucune réunion ou négociation ne peut avoir lieu sur cette base. Les syndicats doivent impérativement rompre avec la direction et appeler à la grève illimitée avec occupation les travailleurs de tous les sites jusqu'au retrait définitif de son plan de suppressions d'emplois, ainsi que les mesures antisociales qui devaient les accompagner.

Maintenant la manière dont le POI aborde cette bataille pose problème. En fait, il emboîte le pas aux appareils de FO et de la CGT.

Que s'est-il passé pour en arriver à l'accord patronal du 11 janvier ?

Souvenez-vous, lorsque les syndicats ont eu entre les mains le document que leur a remis le Medef et qui allait s'avérer être le contenu de l'accord du 11 janvier, une simple lecture suffisait à comprendre immédiatement qu'il s'agissait de réduire en miettes le contrat de travail ou le CDI, notamment. Les dirigeants du POI et des autres partis ont disposé de ce document pratiquement simultanément, on est bien d'accord.

Dès lors les choses étaient parfaitement claires pour tout le monde.

Soit les dirigeants syndicaux acceptaient de s'asseoir à la table de "négociations" sur la base de ce document, et il était établi que l'accord qui viendrait conclure ces réunions reprendrait l'essentiel de son contenu donnant ainsi satisfaction au patronat, soit les principaux syndicats refusaient de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document et ces réunions s'arrêtaient nettes et aucun accord n'était possible.

Et qu'est-ce qui s'est passé ?

En parfaite connaissance de cause, tous les syndicats ont accepté de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document produit par le patronat pour le patronat rendant ainsi cet accord possible, tout en sachant que la CFDT, la CFTC et la CGC le signeraient avec le Medef.

Tous les syndicats ont capitulé ou trahi délibérément les travailleurs, voilà la stricte vérité. Et tous les partis ouvriers en ont été les complices.

Questions : A quel moment avez-vous vu un parti ouvrier mené la bataille au plan national en mobilisant la totalité de ses forces pour empêcher la CGT et FO de participer à cette terrible défaite annoncée ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO se sont-ils adressés solennellement aux dirigeants de la CGT et de FO pour leur dire n'y allez pas, ne trahissez pas les travailleurs ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO sont-ils adressés à l'ensemble des travailleurs et des militants pour leur expliquer la situation telle que je viens de le faire plus haut, pour leur dire la vérité ? Jamais.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO ont-ils menacé de rompre avec les appareils de ces syndicats s'ils persistaient à participer à cette pseudo négociation ? Jamais.

Donc ils ont laissé faire, qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien, les faits sont les faits et il est trop tard pour revenir en arrière.

L'affaire est close contrairement à ce que l'illusionniste Mailly martèle, elle est terminée, pliée, foutue. C'était avant, dès le départ qu'il fallait réagir, manifester sa détermination, mobiliser dans l'unité la plus large associant syndicats et partis pour interdire tout accord avec le Medef sur les bases qu'il avait établi.

Et maintenant, la mi-janvier passée, voilà que les dirigeants du POI se réveillent (et d'autres peut-être, je n'ai pas eu le temps de le vérifier), entendent combattre pour exiger le retrait de cet accord qu'ils ont volontairement permis d'exister.

On retrouve là à un degré différent puisque les dirigeants de la CGT et de FO veulent l'amender, la même méthode employée par les appareils de ces syndicats : on permet à cet accord d'exister, normal puisque ce sont le patronat et le gouvernement qu'ils soutiennent qui l'ont réclamé, ensuite on en dénoncera certains aspects, pas trop quand même, surtout on ne mobilise pas sur ce thème, de son côté, les dirigeants du POI avec leurs quelque milliers de militants savent pertinemment qu'ils n'ont pas les moyens de s'y opposer, de mobiliser la classe, disons une fois que le mal est fait, répétons-le encore une fois, c'est avant qu'ils auraient pu intervenir efficacement auprès de ces syndicats en mettant tout leur poids dans la balance, mais ils ne l'ont pas fait, maintenant il est trop tard et ils le savent également.

Pourquoi ont-ils agi ainsi ? Vous le savez très bien, sinon je vous laisse le deviner.

En conclusion, les uns et les autres, les différents appareils qui se tiennent les coudes dénoncent le volet inacceptable contenu dans l'accord patronal du 11 janvier en passant à côté de l'essentiel : que sans la participation de la CGT et de FO cet accord n'aurait jamais vu le jour. Voilà ce que les militants doivent avoir en tête et retenir pour la suite.

Revenons à la situation chez Renault.

Ils vont remettre le couvert en mettant l'accent sur les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines qui demeurent hypothétiques et qui seront provisoirement évitées, tandis qu'un "accord de compétitivité" sera conclu sur la base des exigences avancées par la direction, blocage des salaires en 2013, mutations autoritaires, augmentation du temps de travail, etc, le contenu de l'accord du 11 janvier, quoi.

Les uns soufflent le chaud et les autres le froid, histoire de préparer les esprits à se satisfaire du moindre mal, la mise en scène de cette tragédie est parfaitement réglée et la distribution est à la hauteur.

Premier acte. La direction qui est commande, elle ouvre le bal qui va permettre à chacun des acteurs de cette mauvaise comédie d'endosser le rôle qui lui a été dévolu. Très logiquement lui revient celui de dramaturge pour mobiliser l'attention des différents acteurs, la situation est mauvaise, se dégrade, le pire est à venir, il faut donc sauver les meubles... à n'importe quel prix il va s'en dire... pour les salariés.

Deuxième Acte. Elle fait monter la sauce en brandissant la menace de fermetures d'usines qui a de quoi angoisser les figurants (ouvriers) qui se demandent si c'est du lard ou du cochon.

Troisième acte. Les syndicats prennent le relais en dramatisant l'affaire et occultant au passage le second volet, antisocial, qui passera à la trappe. Le psychodrame est en marche, les figurants (les ouvriers) entrent en scène, ils vont être manipulés pour finalement retourner dans l'ombre des coulisses.

Quatrième acte. Le lendemain, rebondissement, le dramaturge ménage sa monture, il persiste tout en prétendant le contraire, comme chez ArcelorMittal, il sera jugé sur ses bonnes intentions, trompeuses évidemment, les sidérurgistes belges d'ArcelorMittal n'en reviennent pas encore.

Pour favoriser la réalisation d'un tel accord, Carlos Ghosn, invité jeudi matin sur France 2 a planté le décor :

- « *On n'est pas en train de dire aujourd'hui que nous voulons fermer des sites. On est en train de dire que nous voulons un accord compétitivité. Dans cette discussion, il y a des efforts à faire, il y a aussi des engagements de l'entreprise de l'autre côté. Or ces engagements de l'entreprise ne peuvent être tenus qu'à partir du moment où les efforts sont à faire. On ne peut pas dire qu'on est d'accord sur les engagements [sans également mettre dans la balance les efforts à faire.]* »

« *Mais non, ce n'est pas un chantage* ». C'est une accusation qui ressort à « *chaque que fois que vous présentez une demande ou vous présentez le handicap de ne pas avoir cette demande remplie. Il n'y a pas de négociation possible si cela n'est pas le cas. Il ne faut surtout pas dévier la discussion actuelle, ce n'est pas une discussion sur des fermetures de site, c'est une discussion sur les conditions d'augmenter la production en France, sur les conditions d'éviter un plan social en France.* » Lepoint.fr 24.01

On pourrait écrire l'acte suivant : Carlos Ghosn a dit que ce n'était pas "un chantage", le gouvernement a fait savoir qu'il s'opposerait à toute fermeture d'usine ou licenciements, fort de ces déclarations, prenons-les aux mots vont enchaîner les syndicalistes corrompus qui en sont leurs complices, l'essentiel c'est quand même de sauver les emplois vont-ils entonner.

Acte suivant. Ils vont laisser les ouvriers mariner tranquillement rongés par l'angoisse de se retrouver au chômage, peser le pour et le contre... Pour une fois à point, leur servir le dessert, forcément très amer.

Acte suivant. La direction va proposer de retourner à la table de "négociations", les syndicats, qui se seront chargés entre temps de rassurer les ouvriers sur leur avenir, vont accepter en chœur, la suite vous pouvez facilement la deviner.

Conclusion :

Que vaut l'intention manifestée de prétendre combattre l'application des conséquences désastreuses d'un tel accord ? Rien, elle est gratuite.

Que vaut l'engagement après coup d'une bataille que l'on sait perdu d'avance ? Absolument rien puisque l'on sait qu'elle demeurera sans effet. Cela sert juste à occuper les militants, à se donner bonne conscience et à camoufler son incurie politique ou pire encore.

Comme je l'ai précisé plus haut, si au moins elle était orientée dans une perspective politique correcte au moins pourrait-elle servir à construire le parti, sinon elle ne servira que les intérêts de l'appareil qui mènera cette bataille et ceux des syndicats qu'elle servira à couvrir, au-delà les intérêts corporatistes des militants organisés dans ces syndicats et ce parti, mais en aucune manière elle ne servira notre cause.

ACTUALITE EN TITRES

C'était juste du théâtre.

- Montebourg : "*Je parle avec passion donc forcément avec excès*" - Le Nouvel Observateur

- Après Florange, voilà le Montebourg nouveau plus calme et posé - AFP

Le ministre dit "*reconnaître*" un style qui peut être théâtral. AFP 24.01

Comme dirait un ouvrier : *il s'est bien foutu de notre gueule cette ordure.*

"*Dans cette équipe gouvernementale, nous travaillons ensemble et nous avons de la fraternité les uns avec les autres*", a-t-il commenté, confirmant le glissement depuis quelques jours du poste de franc-tireur à celui de joueur collectif.

Pour se marrer, vous pouvez traduire qu'il a glissé "*du poste de franc-tireur*" à celui de franc-maçon qui appartient à l'élite qui soutient le cartel des banquiers internationaux.

Même avec son collègue de l'Economie, Pierre Moscovici, avec qui il semble vouloir s'afficher bon camarade, comme lors de cette récente conférence de presse sur le "*made in France*", où les deux hommes se sont parlé à l'oreille et ont ri longuement devant les photographes.

"*J'ai beaucoup d'estime pour M. Varin (PSA -Ndlr), c'est un homme très droit, et d'ailleurs, c'est pas facile pour lui*" AFP 24.01

Ce sera plus facile pour les ouvriers quand ils seront au chômage...

Montebourg, Hamon, ajoutons Mélenchon, c'est la même boutique, le même camp, qui ne l'a pas encore compris ?

En famille. Haro sur les chômeurs !

- La Cour des comptes soulève la question de la dégressivité des indemnités chômage - LeMonde.fr

Les aristocrates du régime défendent leurs privilèges.

- Pour Rebsamen, le non-cumul des mandats est une mesure populiste - L'Express.fr

Tout et son contraire.

- Économie mondiale : l'optimisme revient à Davos - LePoint.fr

- Le FMI revoit la croissance mondiale à la baisse pour 2013 - Atlantico.fr

- L'année 2013 démarre très mal pour l'économie française - AFP

Leur optimisme doit provenir des défaites historiques que le prolétariat enchaîne dans toute l'Europe. Et quand ils disent le contraire, cela signifie que ce n'est pas assez encore et qu'il faut poursuivre l'offensive.

Comme personne ne l'explique dans ces termes aux travailleurs, ils ne peuvent pas le comprendre évidemment, ils constatent ce qui se passe sans plus.

Cynisme forcené.

- La France n'a pas à rougir de défendre ses intérêts au Mali - LeMonde.fr

- L'armée malienne interdit l'accès de Sévaré à la presse - Reuters

- A Sévaré, l'armée malienne 'zigouille' des suspects - LeMonde

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est directement responsable, ce sont des criminelles de guerre.

Parole de bilderbergien.

- Laurent Fabius : "Le Mexique montre, avec cette décision, que c'est une grande démocratie" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le musulman : le bouc émissaire ou comment détourner l'attention des masses des véritables fauteurs de guerre.

Qui a créé Al-Qaïda, qui finance, arme et entraîne le terrorisme international, qui a renversé des régimes laïcs pour leur substituer des régimes religieux souvent fanatiques ? Les masses l'ignorent.

L'administration américaine et son agence du crime d'Etat organisé la CIA et leurs alliés britannique et sioniste, les différents gouvernements occidentaux en Europe qui les soutiennent et participent à cette croisade des temps modernes, qui en réalité est tournée contre tous les peuples à l'époque où la décomposition du capitalisme a atteint le stade final de la putréfaction.

Ils l'ont conçu dans le prolongement du colonialisme pour garantir leur approvisionnement en matières premières, afin de conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale contre leurs concurrents russe, chinois et indien, etc.

Qui a favorisé et entretenu l'amalgame entre les musulmans et les islamistes radicaux ? Les partis institutionnels, l'Etat, les médias. Qui est responsable de la précarité, du chômage et de la pauvreté qui frappent en priorité les travailleurs issus de l'immigration ou leurs enfants ? Les capitalistes à qui le chômage de masse et les salaires de misère profitent. Qui a supprimé les frontières pour permettre une immigration clandestine massive qui serait ensuite réduite à vivre dans des conditions épouvantables, pour ensuite la dénoncer et s'en servir pour justifier le quadrillage policier de certains quartiers ou de villes entières ? Les mêmes qui les exploitent en leur promettant de régulariser ensuite leur situation, promesse qui ne sera jamais tenue. Qui s'en sert pour les dresser contre les travailleurs ou les autres couches de la société pour les détourner des véritables responsables de leurs difficultés ? Les mêmes. On pourrait terminer en ajoutant ceux qui ont réalisé ce sondage, l'ont publié et ceux qui l'ont commandé.

- La France a peur. "Le Monde" publie ce jeudi 24 janvier une grande enquête Ipsos réalisée avec le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès sur les nouvelles fractures de la société. Un sondage qui met en évidence "des crispations alarmantes".

Un Français sur deux considère ainsi que "le déclin" de la France est inéluctable. Ils sont trois sur cinq à voir dans la mondialisation "une menace pour la France" et à estimer que "la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui". Deux sur trois souhaitent "renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe".

Quant à la défiance des Français envers la politique, elle atteint des sommets : 75% d'entre eux considèrent que "le système démocratique fonctionne plutôt mal en France".

Mais surtout, 70% des personnes interrogées (jusqu'à 83% chez les électeurs de l'UMP) sont d'accord pour dire qu'il y a "trop d'étrangers en France", 62% que l'on "ne se sent plus chez-soi comme avant"... Et 74% jugent que l'islam est une religion "intolérante", qui n'est pas compatible avec les valeurs républicaines. Plus radical encore, huit Français sur dix estiment que la religion musulmane cherche "à imposer son mode de fonctionnement aux autres". Plus de la moitié pensent que les "intégristes" représentent "la majorité" (10%) ou "une partie" (44%) des musulmans en France et non "une toute petite minorité" (45%).

Le rejet est profond. Certes, les réponses varient en fonction des affinités politiques et des catégories d'âge. 65% des gens de gauche et 68% des moins de 35 ans répondent ainsi que l'islam n'est pas une religion tolérante, tandis que 61% des premiers et 66% des seconds jugent que l'islam n'est pas une religion compatible avec les valeurs de la France.

Mais "ce n'est plus, majoritairement, le travailleur immigré, susceptible de 'prendre le travail des Français qui est pointé du doigt, mais le musulman, volontiers assimilé à 'l'intégrisme' et dont la religion est jugée (...) intolérante et incompatible avec la société française", analyse "Le Monde". Interrogé par le quotidien, l'historien Michel Winock va jusqu'à considérer que "c'est la résurgence des stéréotypes connus (...), la substitution de l'islamophobie à l'antisémitisme". nouvelobs.com 24.01

Normal puisque ce sont des sionistes qui sont au pouvoir, donc en réalité des antisémitiques qui prétendent le combattre, leurs ennemis jurés sont les sémites que sont en grande partie des Arabes, d'où l'islamophobie ambiante qui en est leur produit.

Sur la base de quelle analyse de la situation les dirigeants des partis ouvriers ont-ils défini leurs stratégies et leur conception de la lutte de classe ?

Un sondage Ipsos publié jeudi manifeste un repli sur soi de la société française.

51% des personnes interrogées jugent que "le déclin de la France est inéluctable", contre 49% qui pensent qu'il "n'est pas inéluctable", selon cette étude faite pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof (Sciences-Po). Plus encore, 90% trouvent que "la puissance économique française" a décliné, personne ne jugeant qu'elle a "beaucoup progressé".

La demande d'autorité est forte : 87% sont globalement d'accord avec l'idée qu'"on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre".

D'autre part, 78% des sondés partagent l'avis qu'"on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres", seuls 22% pensant qu'"on peut faire confiance à la plupart des gens".

82% approuvent l'affirmation selon laquelle les responsables politiques "agissent principalement pour leurs intérêts personnels", 72% allant jusqu'à dire que "le système démocratique fonctionne plutôt mal en France".

58% pensent que les médias "font mal leur travail", 42% étant d'avis contraire. Les chômeurs, ces tire-au-flanc

82% estiment que "l'argent a corrompu les valeurs traditionnelles de la société française".

Si 58% sont pour "prendre aux riches pour donner aux pauvres" dans un souci de justice sociale, ils sont presque aussi nombreux (56%) à penser que "les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment". lepoint.fr 24.01

Je souris, car ces données qui sont à prendre avec des réserves, confirment et confortent toutefois le constat et l'analyse que j'ai fournis de la société, disons à plus de 95%, et à partir desquelles j'ai proposé une stratégie politique et une conception de la lutte de classe différentes de celles des partis ouvriers, dont ils ne veulent pas entendre parler. Et l'ensemble de ces données confirment que ces partis ont été incapables de prévoir, de comprendre, de tenir compte des profondes transformations qu'a connues la société et le monde au cours des dernières décennies ou même du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Ce sondage montre notamment que les masses demeurent en grande partie manipulables et sous l'emprise de la propagande du régime, enchaînées solidement au capitalisme, témoignant qu'elles sont toujours aussi ignorantes du monde dans lequel elles vivent.

87% disent avoir besoin d'un "vrai chef", confirmant à sa manière que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont besoin d'un (ou plusieurs) dirigeant de la trempe de Lénine au charisme et aux qualités exceptionnelles. Ne venez pas dire que ce serait contraire au marxisme comme me l'avait écrit un jour un militant, les masses et les militants fonctionnent ainsi, dès lors : soit vous en tenez compte et nous irons de l'avant, soit nous ne cesserons de régresser.

Il y en a qui voulaient dissoudre le peuple, peut-être auriez-vous la même prétention ? Dans ce cas-là, ce serait les gens comme vous qui seraient terriblement dangereux, des despotes en devenir, finalement adeptes du culte de la personnalité. Depuis la mort de Trotsky, aucun dirigeant n'a présenté ces qualités et ceux qu'on nous a présentés comme ses héritiers étaient en réalité des imposteurs, des renégats, des incapables, des traîtres.

82% estiment que les responsables politiques sont corrompus et dans la même proportion que le fric a pourri la société, pour finalement 72% en arrivent au constat qu'elle n'est pas démocratique.

Ces trois facteurs allant de paire, démontrent que tout rapport avec les institutions et ses partis dont le PS et ses satellites, avec les capitalistes ou plutôt leurs représentants dont font partie les appareils des syndicats serait assimilable à une collusion, relèverait de la compromission et était totalement inacceptable, s'opposait au niveau de conscience atteint par les masses, et que ne pas en tenir compte revenait à tenter de leur démontrer le contraire, à rabaisser ou faire refluer leur niveau de conscience pour le compte du régime en place

Au lieu d'aller dans le sens de ce constat, tous les partis ont fait exactement l'inverse pour qu'elles se convainquent du contraire ; extraordinaire, nos révolutionnaires étaient-ils donc en réalité des contre-révolutionnaires, consciemment pour les uns, les dirigeants, inconsciemment le plus souvent du côté des militants ? Il est permis de se poser sérieusement la question.

Que seulement 58% estiment qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres signifie qu'il y a 42% de nantis dans ce pays (voire la causerie d'hier où j'ai abordé cette question), et dans la même proportion que les médias sont aux ordres, en réalité ils doivent être davantage mais rien n'est moins sûr tellement les masses sont ignorantes et manipulables, on vient encore d'en avoir un exemple avec leur soutien massif à l'entreprise impérialiste ou coloniale du gouvernement au Mali, ceci confirmant cela.

Je n'ai plus le temps de m'attarder sur ce sujet, ce qui ressort de ce sondage, c'est que les travailleurs savent plus ou moins confusément ce qu'ils ne veulent plus, mais à travers les contradictions qu'ils manifestent, ils prouvent une nouvelle fois qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Surtout ne les aidons pas à le savoir en conservant soigneusement rangées au fond d'un tiroir les idées du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

C'est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « au Capitaine Paul Barril ». « Monsieur, ... la situation dans mon pays devient de plus en plus critique... Vu l'évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises.

Des documents saisis chez le capitaine Paul Barril apportent de nouvelles preuves sur le rôle de la France dans le génocide tutsi, en 1994, au Rwanda.

C'est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « au Capitaine Paul Barril ». « Monsieur, ... la situation dans mon pays devient de plus en plus critique... Vu l'évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises. » La missive insiste sur « l'urgence » de la requête. Elle est datée du 27 avril 1994.

A cette date, le génocide rwandais a commencé depuis trois semaines. Depuis que, le 6 avril, l'avion du président Juvénal Habyarimana a été abattu. Les Hutus, accusant les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) d'avoir commis l'attentat, lancent un effroyable génocide. Hommes, femmes, vieillards, enfants : en quatre mois, essentiellement à coups de machette, ils massacrent 800000 Tutsis (évaluation de l'ONU).

Quatre ans après l'attentat contre le président rwandais, une enquête est ouverte en France pour déterminer qui a abattu l'aéronef. Très rapidement, en dépit des très nombreuses contradictions et insuffisances de ses investigations, le juge Bruguière accuse le FPR.

Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante. Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante.

Lorsqu'il est sollicité par le ministre de la Défense rwandais, le capitaine Barril n'est pas n'importe qui. « *Paul Barril, à cette époque, c'est la France, résume une source judiciaire. Faire appel à lui, c'est faire appel à la France.* » Ancien patron du GIGN, cela fait déjà plusieurs années que, avec sa société Secrets, Barril travaille dans l'ombre, à la demande de François de Grossouvre (un conseiller de Mitterrand), pour le gouvernement rwandais. Officiellement, Barril est d'abord chargé d'« une mission d'infiltration » au service du gouvernement rwandais, avant d'être sollicité par la veuve Habyarimana pour enquêter sur les auteurs de l'attentat. Officieusement, son rôle est nettement plus discutable.

L'été dernier, à la demande du juge Trévidic, une série de perquisitions menées chez Barril et auprès de son entourage ont permis de mettre la main sur des documents accablants. Outre la demande de 1000 mercenaires, les enquêteurs ont récupéré des

factures d'armes, de munitions et d'hommes, liées à « un contrat d'assistance » passé entre Barril et le gouvernement rwandais et daté du 28 mai 1994. Cartouches, obus, mortiers, grenades... le montant global dépasse les 3 M\$. Le 20 décembre dernier, le juge Trévidic interroge le capitaine Barril sur ces documents. Le contrat d'assistance? « *Cela n'a jamais existé* », prétend l'intéressé. Les factures? « *Cela ne s'est jamais fait*. » Paul Barril, qui se présente désormais comme conseiller auprès des autorités qatariennes, a une expression pour résumer tout cela : « *C'est de la mayonnaise africaine*. » Une mayonnaise de près d'un million de morts. Leparsien.fr 24.01

SOCIAL

1- France

Des salariés de SFR ont participé jeudi à des rassemblements ponctuels à Paris, Lyon, Nantes, ou encore Toulouse pour protester contre la suppression de 856 postes nets prévue au sein du groupe via des "*départs volontaires*", a-t-on appris de sources syndicales. "*Il y a des rassemblements un petit peu partout*", a indiqué à l'AFP Vanessa Jereb, responsable de l'Unsa, premier syndicat de l'opérateur télécom, précisant qu'"*un peu moins de 500 salariés*" s'étaient réunis à la mi-journée à proximité du siège à La Défense.

Selon Damien Bornerand (CGT), la mobilisation à l'appel d'une intersyndicale (CFDT, CFE/CGC, CGT, Unsa) a concerné l'ensemble des sites du groupe, et s'est traduite par des débrayages, des rassemblements ou encore des manifestations. l'express.fr 24.01

2- Belgique

Le sidérurgiste ArcelorMittal a provoqué un séisme en Belgique en annonçant jeudi la fermeture définitive de six installations de transformation et finition de l'acier ("phase à froid") dans la région de Liège (est), qui affecteront 1.300 personnes.

"*Je crois qu'on est mort*"; "*C'est foutu*"; "*J'ai envie de mettre des gifles mais je me retiens*" : à la sortie d'un comité d'entreprise extraordinaire convoqué dans la matinée par la direction, les "*métallos*" liégeois ne cachaient pas leur colère. Mais ils semblaient surtout sous le choc de l'annonce, qui concerne les 2/3 des 2.200 salariés de la phase à froid liégeoise, sans compter des milliers d'emplois indirects dans la région.

Les syndicats ont immédiatement appelé à une grève générale sur les derniers sites encore ouverts du numéro un mondial de l'acier à Liège. Une assemblée générale du personnel est prévue lundi.

Ils craignent à présent la disparition totale, "*comme pour les charbonnages*", de la sidérurgie dans le bassin liégeois, où les premiers hauts-fourneaux ont vu le jour au XVIIIe siècle, a expliqué un responsable syndical, Daniel Camerini.

Après cette restructuration, il ne devrait rester que quelque 800 "*métallos*" dans la région, alors qu'à son époque dorée d'avant le choc pétrolier des années 1970, la sidérurgie liégeoise employait plus de 40.000 personnes et qu'elle comptait encore 5.000 salariés en 2005.

Face à cette crise, nouveau coup dur pour l'économie belge après l'annonce il y a quelques mois de la fermeture en 2014 de l'usine Ford de Genk, en Flandre, où 10.000 emplois directs et indirects vont être supprimés, M. Di Rupo a annulé un déplacement au Chili pour rentrer en Belgique jeudi soir.

Alors que les syndicats réclament une "*nationalisation*" ou un "*portage*" des usines liégeoises par les autorités publiques, afin de relancer un outil "*intégré*" comprenant la phase à chaud déjà à l'arrêt depuis 2011 et la phase à froid, le chef du gouvernement régional wallon, Rudy Demotte, s'est montré prudent.

"*Nous allons regarder tout ce qui est possible légalement*", a laconiquement déclaré M. Demotte, qui doit rencontrer Elio Di Rupo vendredi en fin de matinée à Bruxelles.

La stupeur est d'autant plus grande en Belgique que le géant de l'acier, qui avait déjà annoncé en octobre 2011 la fermeture de sa "*phase à chaud*" liégeoise, avec à la clef la perte de près de 800 emplois directs, s'était engagé en novembre à investir 138 millions d'euros dans la phase à froid, qu'elle qualifiait à l'époque de "*stratégique*".

"*Malheureusement, les perspectives économiques se sont détériorées davantage*", affirme-t-il à présent, en pointant notamment les restructurations de ses clients du secteur automobile, parmi lesquels figure justement Ford Genk. AFP 24.01

Comme diraient Hollande et Ayrault, nous faisons pleinement "*confiance* à monsieur Lakshmi Mittal qui se fera un honneur de tenir ses engagements... de fermer Florange après avoir liquidé Gandrange ! Avec la bénédiction des syndicats s'entend.

Lisez ou relisez mes anciennes causeries depuis août 2008, tout y est, tout ce qui est en train de se produire est expliqué en détails : tenants et aboutissants, méthodes, mécanismes, processus, sur le plan national et international, les institutions, les partis, les syndicats, le capitalisme et son évolution, tous les facteurs qui entrent en jeu, leurs rapports, leur évolution, la transformation de la société, les médias, l'évolution de la démographie mondiale, la division internationale du travail, la guerre économique, les différents régimes, etc... Il y a certes du déchet, mais plus des trois quarts est valable.

3- Grèce

Le gouvernement grec a réquisitionné jeudi le métro d'Athènes pour mettre fin à une grève de huit jours contre des coupes salariales, provoquant un tollé syndical et politique et un blocage des transports en commun dans la capitale grecque.

Bravant, avec le soutien de la centrale syndicale nationale GSEE, la réquisition, qui ouvre la voie au licenciement des grévistes réfractaires, le principal syndicat d'employés du métro, Selma, a annoncé la poursuite de l'arrêt de travail vendredi, pour la neuvième journée consécutive.

La centrale ouvrière d'Athènes a enchaîné en appelant à une grève de 24 heures vendredi dans tous les transports en commun, bus, trolleys, tramways, et trains de banlieue.

Dans les bus, la grève doit se poursuivre jusqu'à mardi, tandis que les syndicats des chemins de fer et du train de banlieue desservant l'aéroport ont lancé un ordre d'arrêt du travail jusqu'à lundi.

L'ordre de réquisition a été annoncé à la mi-journée par le ministre du Développement, Costis Kadjidakis, à l'issue d'une réunion avec le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras.

"Le peuple grec a fait d'énormes sacrifices, je ne peux pas autoriser d'exceptions", a expliqué dans la soirée M. Samaras.

L'épreuve de force était perceptible autour du principal dépôt du métro, dans la banlieue populaire de Sépolia, où se sont retranchés des dizaines de syndicalistes, surveillés de loin par des unités antiémeutes.

"La réquisition, c'est la junte", a réagi le leader du Selma, Antonis Stamatopoulos, barricadé dans ce dépôt .

M. Samaras a reçu le soutien de son allié socialiste, Evángelos Vénizélos, mais son troisième partenaire gouvernemental, le petit parti de gauche modérée Dimar, a exprimé son "*désaccord*", à l'instar de l'opposition de gauche comme de droite.

La GSEE, qui revendique un million d'adhérents, a dénoncé un "*dérapiage antidémocratique*", et menacé d'une prochaine grève générale.

Son chef Iannis Panagopoulos, a accusé le gouvernement de brader droits et acquis sociaux sous la pression des bailleurs de fonds de ce pays surendetté, l'UE et le FMI.

Bénéficiant jusque-là d'avantages salariaux, le personnel du métro conteste son alignement prévu sur la grille générale des salaires, imposée dans le secteur public, avec une révision générale à la baisse, par les plans de rigueur.

Le gouvernement affirme, quant à lui, n'avoir aucune marge de manoeuvre, face aux créanciers de la Grèce, qui exigent une application à la lettre des recettes de rigueur qu'ils ont dictées en échange de leur soutien financier. AFP 24.01

Samaras a reçu le soutien de son allié du Pasok, Evángelos Vénizélos, normal. C'est dans la nature de l'Internationale social-libéral-impérialiste à laquelle appartient également le PS. Dimar s'est désisté, normal, ils se partagent les rôles. Le bon, la brute et le truand...

4- Espagne

L'année 2012 s'est achevée sur un nouveau record historique du chômage en Espagne, à plus de 26% et 55% chez les jeunes, au moment où la récession s'aggrave dans le pays, soumis à une rigueur draconienne qui éloigne la reprise.

A la fin décembre, l'Espagne comptait presque six millions de chômeurs (5.965.400), soit 26,02% des actifs, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique.

Parmi les mauvaises nouvelles, le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage atteint 1.833.700, soit 95.800 foyers de plus qu'à la fin septembre et plus d'un foyer espagnol sur dix.

Cette nouvelle poussée du chômage s'ajoute à l'aggravation probable de la récession dans laquelle est plongée la quatrième économie de la zone euro depuis la fin 2011.

Selon la Banque d'Espagne, le produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait se replier de 0,6% entre octobre et décembre, soit le recul le plus marqué sur un trimestre depuis plus de trois ans.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a dû admettre que le pays resterait en récession en 2013, prévoyant un recul de 0,5% du PIB. Mais ce chiffre reste optimiste par rapport aux attentes des analystes et des organismes internationaux: le Fonds monétaire international (FMI) prévoit ainsi un recul de 1,5% cette année.

"Nous savons que si l'économie décroît, le chômage ne peut pas diminuer. Il n'y a pas de création nette d'emplois. Mais j'ai l'espoir que la croissance revienne l'année prochaine", analyse Gayle Allard, professeur à l'IE Business School de Madrid.

Dans ce contexte, toutes les organisations humanitaires s'alarment d'une pauvreté galopante: près de 12,7 millions de personnes, dans ce pays de 47 millions d'habitants, étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon une étude européenne.

"La pauvreté augmente, la faim augmente déjà. Les soupes populaires débordent de monde, tout empire. Mais j'espère que ce chiffre sera le pire", poursuit Gayle Allard. AFP 24.01

5- Allemagne

Allianz a annoncé jeudi la fermeture de sa filiale Allianz Bank à la fin du mois de juin, supprimant ainsi 450 postes. Reuters 24.01

ECONOMIE

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés en 2012 en France a chuté de 26,4% par rapport à l'année précédente, qui avait déjà affiché une baisse de 4,2%, un repli continu que n'a pas endigué la baisse des taux d'intérêt, désormais à des niveaux jamais vus.

Par rapport à 2011, plus de 40 milliards d'euros de crédit manquent à l'appel.

En 2012, le total des prêts à l'habitat accordés se situe entre 117,5 et 120,5 milliards d'euros, a indiqué à l'AFP Michel Mouillart, professeur d'économie à l'Université Paris-Ouest et auteur de l'étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA, publiée jeudi.

Le montant exact n'est pas encore arrêté, certaines opérations pouvant être considérées comme finalisées en 2013 et non en 2012, a-t-il expliqué.

En cause, la fin du PTZ+ (prêt à taux zéro) dans l'ancien, un format moins favorable du dispositif Scellier pour l'investissement locatif, la hausse des prix mais surtout un fort attentisme, lié à la dégradation de la conjoncture économique.

Après un premier semestre calamiteux (-33,1%), la production (de crédits immobiliers) ne s'est pas ressaisie, mis à part en octobre et novembre, relève l'étude, malgré la baisse continue du niveau des taux d'intérêt.

Le taux moyen a ainsi atteint le plus bas niveau de l'histoire en décembre, à 3,22%. Selon les données publiés par l'Observatoire, il aurait même continué à baisser durant les premières semaines de 2013, pour s'afficher à 3,19%.

Sur l'ensemble de 2012, 79,2% des prêts ont été accordés à un taux inférieur ou égal à 4%, contre seulement 60,7% en 2011.

Pour 2013, le montant des crédits accordés "va descendre encore un peu", prévient M. Mouillart, pour se porter autour de 110 milliards d'euros. AFP 24.01

2- Ukraine

L'Ukraine et le groupe anglo-néerlandais Shell ont signé jeudi à Davos un important contrat de production de gaz de schiste qui devrait déboucher sur un investissement de plus de 10 milliards de dollars.

Le ministre ukrainien de l'Energie, Edouard Stavitsky a estimé la valeur de ce contrat à quelques dix milliards de dollars, soit un investissement sans précédent en Europe pour cette source d'énergie controversée.

L'Ukraine, qui aspire à réduire sa dépendance énergétique de Moscou, détient selon les estimations du gouvernement américain les quatrièmes réserves de gaz de schiste en Europe, après la Pologne, la France et la Norvège.

En 2012, un autre géant américain, Chevron a remporté un appel d'offres pour l'exploration du gisement de gaz de schiste d'Olesske, dans l'ouest de l'Ukraine.

En août dernier, un consortium mené par Shell et le géants pétroliers américain ExxonMobil a par ailleurs remporté un appel d'offres portant sur la production d'hydrocarbures sur le plateau continental de la mer Noire en Ukraine.

Le consortium qui comprend également le groupe roumain Petrom, qui appartient à l'autrichien OMV, et l'entreprise publique ukrainienne Nadra Ukraïny, s'occupera de l'exploration du secteur Skifski du plateau située dans la partie nord-ouest de la mer Noire, à proximité de la Roumanie.

Ce secteur devrait permettre de produire de 3 milliards à 4 milliards de mètres cubes de gaz par an, selon des estimations.

Un parti d'opposition nationaliste, Svoboda, entré pour la première fois au Parlement en 2012, s'est dores et déjà opposé à la production du gaz de schiste en Ukraine, s'inquiétant des risques environnementaux qu'entraînerait selon elle la méthode de la fracturation hydraulique utilisée. AFP 24.01

Peu importe, ils pourrissent littéralement la planète, ils vont faire en sorte qu'elle devienne invivable pour une partie croissante de la population, tandis qu'ils s'enrichissent et continuent d'étendre leur pouvoir sur la population, ensuite une fois qu'ils auront créé des conditions de vie insupportables propres à attiser la haine aveugle de masses toujours aussi ignorante et manipulable, il ne leur restera plus qu'à faire en sorte qu'elles s'entretient histoire de s'en débarrasser une fois pour toute.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 janvier

CAUSERIE

Rectificatif.

Avant-hier soir très tard, lors d'une lecture un peu trop rapide d'un article publié par Mondialisation.ca, j'avais retenu que les djihadistes dont l'auteur demandait la libération avaient combattu dans différents pays alors qu'il avait écrit qu'ils étaient originaires de différents pays et qu'ils n'avaient combattu qu'en Irak, ce qui n'était pas du tout la même chose, autant pour moi. Du coup, je ne les ai pas contactés. Il n'en demeure pas moins que je ne m'associerai pas à cette initiative et que je ne publierai pas cet article dans le site.

Très bref et sans commentaire, pas le temps.

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFI_I31IQ

Hypocrisie générale

- "*L'armée doit être irréprochable et il ne saurait être question pour nous de cautionner des actes que nous reprochons aux terroristes*", a déclaré le gouvernement malien dans un communiqué mercredi soir.

- Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a appelé mercredi l'encadrement de l'armée malienne à être "*extrêmement vigilant*" envers les risques d'exactions.

- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui avait salué l'intervention "*courageuse*" de la France au Mali, avait fait part mardi de ses craintes concernant l'impact de l'opération sur les civils et les droits de l'homme.

- L'Union européenne s'est également déclarée mercredi "*très préoccupée*" par de possibles exactions au Mali. "*Nous sommes très préoccupés par des rapports qui évoquent la possibilité de luttes et de combats ethniques, d'exactions commises à titre de revanche*", a indiqué à Ouagadougou la commissaire européenne à l'aide humanitaire, Kristalina Georgieva. AFP 24.01

Les origines d'Al-Qaïda au Maghreb islamique: Qui est derrière les terroristes?

Extraits. Article publié le 24 janvier 2013 (<http://www.mondialisation.ca>)

Mokhtar Belmokhtar, le cerveau des attaques terroristes perpétrées par la brigade islamiste des Moulathamine (masquée) au complexe gazier d'In Amenas est l'un des membres fondateurs d'AQMI.

Il a été formé et recruté par la CIA en Afghanistan. Belmokhtar était un volontaire nord-africain, un « *Arabe afghan* » enrôlé à 19 ans comme moudjahidine pour se battre dans les rangs d'Al-Qaïda en Afghanistan à une époque où la CIA et sa filiale pakistanaise, l'ISI, appuyaient activement le recrutement et la formation des djihadistes. Mokhtar Belmokhtar a fait la « *guerre civile* » en Afghanistan.

Il est retourné en Algérie en 1993 et s'est joint au GSPC. Le passé et l'implication de Belmokhtar en Afghanistan suggèrent qu'il était un « *agent de renseignement* » appuyé par les États-Unis.

Le rôle des alliés des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar Dès le début en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi des liens étroits avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont les dirigeants avaient également été formés et recrutés en Afghanistan par la CIA. La CIA et le MI6 britannique appuient clandestinement le GICL.

Le GICL a été directement appuyé par l'OTAN durant la guerre de 2011 contre la Libye « *fournissant des armes, de la formation des forces spéciales et même des avions pour appuyer le renversement du gouvernement libyen* ». (Tony Cartalucci, *The Geopolitical Reordering of Africa: US Covert Support to Al Qaeda in Northern Mali, France "Comes to the Rescue"*, Global Research, janvier 2013.)

Les Forces spéciales britanniques SAS avaient été envoyées en Libye avant l'insurrection, agissant à titre de conseillers militaires du GICL.

Plus récemment, des reportages ont confirmé qu'AQMI a reçu des armes du GICL, dont les mercenaires ont intégré les rangs des brigades d'AQMI. Le commandant Mokhtar Belmokhtar, qui a coordonné l'opération d'enlèvement d'In Amenas, a déclaré :

« *Nous avons été l'un des principaux bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. En ce qui concerne le fait que nous bénéficions des armes [libyennes], cela est normal dans ce genre de circonstances.* » http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci_terrorist.cfm?dossier=174 La raffinerie de BP à In Amenas est située en plein sur la frontière libyenne. On peut soupçonner l'implication d'un contingent de combattants du GICL dans l'opération.

AQMI a également des liens avec le Front Al-Nosra en Syrie, appuyé clandestinement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

AQMI est lié de manière indélébile à un programme de renseignement occidental. On le décrit comme « *l'un des groupes militants les plus riches et mieux armés de la région* », financé secrètement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Le journal français *Le Canard enchaîné* a révélé (juin 2012) que le Qatar (un fidèle allié des États-Unis) finance diverses entités terroristes au Mali, incluant le groupe salafiste Ansar Dine : Et les rebelles touareg du MNL (indépendance et laïcité), d'Ansar Dine, d'AQMI et de Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu de l'argent du Qatar selon un reportage (The Examiner).

L'information du journal satirique *Canard enchaîné*, qui rapportait (juin 2012) que le Qatar financerait des groupes armés au Nord-Mali, a été relayée par les médias d'Algérie et d'Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs mois au Mali on soupçonne Ansar Dine, le principal groupe armé pro-charia de la région, de recevoir du financement du Qatar.

Au début du conflit par exemple, des reportages (non confirmés) indiquaient qu'un avion qatari rempli d'armes, d'argent et de drogue était atterri à Gao. Le reportage original cite un rapport du renseignement français indiquant que le Qatar a fourni de l'aide financière à trois des principaux groupes armés du Nord-Mali : Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Le montant du financement donné à chaque groupe n'est pas révélé mais on signale que de nombreux rapports de la DGSE française remis au ministère de la Défense ont mentionné l'appui du Qatar au terrorisme au Nord-Mali. (C'est l'auteur qui souligne)

Il faut évaluer attentivement le rôle d'AQMI comme atout du renseignement. L'insurrection islamiste crée des conditions favorisant la déstabilisation politique du Mali en tant qu'État-nation.

Pour lire le début et la suite de cet article (7 pages), vous le trouverez en ligne dans la rubrique *Mali*.

[Que se passe-t-il vraiment chez Renault ? L'enjeu.](#)

Les méthodes de Renault dans les discussions avec les syndicats sur un accord de compétitivité s'apparentent à du "*chantage patronal*", a estimé vendredi le numéro un de la CGT Bernard Thibault qui a critiqué "*l'attitude assez passive du gouvernement*", actionnaire du constructeur automobile.

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'hier) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements même si c'était totalement faux, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial)

"*Les discussions, discussions entre guillemets, portent sur ce terrain de chantage: gel des revenus, accroissement des heures de travail, une plus grande flexibilité (...) On est dans le chantage patronal, on est sur un +moins disant social+*", "*une forme de dumping social*", a déclaré Bernard Thibault sur LCI.

"*Renault a le même type de comportement dans tous les pays européens*", a poursuivi le dirigeant syndical, selon qui le deuxième constructeur français met en concurrence ses salariés européens en les comparant entre eux pour faire pression. AFP 25.01

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'her) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question, parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, ils n'y croient pas, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements, même si la direction de Renault n'en a jamais eu vraiment l'intention ou plutôt sachant qu'elle n'en a pas les moyens, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial.

En réalité, ce seraient eux qui se seraient pris les pieds dans le tapis en avançant trop tôt l'argument de possibles fermetures d'usines accompagnées de milliers de licenciements, semble-t-il. A moins qu'ils l'aient joué autrement, et à mon avis c'est la version la plus vraisemblable, estimant qu'il valait mieux faire monter la mayonnaise dès le début, pour ensuite attendre qu'elle retombe pour frapper un bon coup une fois la majorité des ouvriers divisés, démoralisés, démobilisés, parce qu'entre temps ils auront utilisé l'arme du double langage et toute la panoplie dont les syndicats et le patronat disposent pour aboutir à créer cette situation ou ces rapports défavorables à toute mobilisation (massive).

Finalement, le document remis plus tôt aux syndicats qui laissait entrevoir une possible fermeture d'usines avec à la clé des milliers de licenciements en l'absence d'un "accord de compétitivité" n'était pas du "*chantage*" mais un piège, Ghosn qui sait parfaitement ce qu'il fait avait raison, il s'agissait d'une vulgaire provocation montée de concert avec les dirigeants syndicaux qui se sont saisis immédiatement de ce document, la suite de ce scénario savamment orchestré vous venez de la lire dans le paragraphe précédent.

Ce piège tendu aux ouvriers et mis au point par la direction de Renault en collaboration avec les dirigeants syndicaux ou comptant par avance sur leur duplicité légendaire pour y collaborer, ce qui revient au même, a relativement bien fonctionné puisqu'on a bien failli tomber dedans, failli seulement.

Gageons que tel ne sera pas le cas de nos braves dirigeants à la tête trop pleine pour pouvoir encore y faire entrer quelque chose ou seulement réfléchir et rectifier le tir. Vous pouvez compter sur eux pour vous expliquer ce qui se passe réellement chez Renault.

Quelques éléments supplémentaires tirés de l'actualité qui confirme notre analyse.

Ce qui se passe tient en quelques mots : c'est l'application de l'accord du 11 janvier 2013, ce qui inclut ce qui demeurait explicite ou sous-entendu dans son contenu pour l'avenir. A savoir, des dizaines ou centaines de milliers de licenciements dans l'avenir, cet accord n'ayant pas vocation à les interdire, il a été conçu pour permettre sous la menace permanente brandie par le patronat de fermetures d'entreprises, (dans un premier temps), de liquider le contrat de travail ou CDI et des pans entiers de la législation du travail encore favorable aux travailleurs, pour accroître les profits des actionnaires ou augmenter le niveau de compétitivité des entreprises, afin qu'il se rapproche du taux d'exploitation (et du taux de profit) existant dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché et les conditions d'exploitation plus favorables au capital.

1- Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, l'accord sur la sécurisation de l'emploi est "*un pas immense*", notamment parce qu'il donnera aux entreprises "*les instruments pour anticiper l'avenir*" afin de "*s'adapter sans licencier*". nouvelobs.com 25.01

2- "*Renault, dans le plan automobile que j'ai présenté au nom du gouvernement au mois de juillet, a pris l'engagement de ne fermer aucun site*", déclare le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. nouvelobs.com 25.01

3- "*Nous n'aurons pas recours à des licenciements secs, on va tenir notre engagement*", déclare son PDG Philippe Varin. nouvelobs.com 25.01

Au passage, les mesures avancées par la direction de Renault sont conformes à celles rendues publiques en juillet 2012 et adoptées par la direction de PSA, qui sont elles-mêmes fidèles à l'accord intervenu entre le Medef et les syndicats (signataires ou non) le 11 janvier 2013, soit environ six mois plus tard, ou encore au document d'orientation transmis au Medef et aux syndicats mi-septembre 2012 par Sapin. Ce qui signifie que tous les acteurs de cette très mauvaise farce étaient parfaitement informés depuis plus de six mois des intentions du patronat et du gouvernement.

Quelques rappels qui le confirment amplement. Toutes ces informations sont disponibles en ligne dans les causeries de 2012.

Titre de trois articles de presse parus le 9 juillet 2012.

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com
- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur
- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

Parisot - août 2012

"Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "*rupture conventionnelle collective*".

Mme Parisot estime qu'il faut "*d'abord prévenir les plans sociaux*" et donc "*développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise*". (AFP 08.07)

Ayrault - août 2012

Jean-Marc Ayrault s'est dit "étonné de l'étonnement" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre. "*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "*les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays*". "*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Message reçu 7/7 !

Ayrault et Sapin à l'université d'été du Medef - août 2012

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage. "*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale. "*J'y attache une importance*

toute particulière", a souligné M. Ayrault. *"D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes"*, a expliqué M. Ayrault.

"D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation. *"Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux"*, a-t-il conclu

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Vous aurez constaté que Ayrault avait insisté pour que cette pseudo négociation *"rassemble tous les partenaires sociaux"*, condition préalable indispensable à remplir pour qu'elle puisse avoir lieu et qu'il en sorte un accord forcément favorable au patronat. Son vœu sera exhaussé au-delà même de toute attente.

Je n'ai pas eu le temps ces derniers jours de revenir sur ces déclarations et d'établir un rapport entre elles et l'évolution de la situation sociale et c'est dommage, peu importe en définitif, puisque vous avez là la preuve que notre analyse était la bonne, analyse qui n'a été reprise par absolument aucun parti ouvrier ou autres formations.

La participation de la CGT et de FO à ces pseudo négociations qui ont abouti à l'accord patronal du 11 janvier 2013 était bien l'élément essentiel de la situation que tous ont passé sous silence et s'en rendant ainsi les complices.

Dès lors que valent les analyses de tous ces partis et groupes de militants : que dal ! Tous soutiennent les appareils et le régime à leur façon, tous protègent, défendent leurs appareils ou leurs propres intérêts au détriment des intérêts collectifs de la classe.

Aucun ne veut rompre avec les appareils des syndicats, y compris celui du PS, de telle sorte qu'ils en arrivent à manipuler honteusement les faits, à occulter volontairement un facteur déterminant de la situation, ce qui empêchera les travailleurs et les militants de comprendre les véritables rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes, finalement ils roulent pour le régime en place.

Thibault - septembre 2012

"Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas *"le débat sur la compétitivité"* mais n'allait *"pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments"*.

Il rejette la flexibilité *"qui se fait dans tous les pays européens"* -- *"le chômage n'a jamais été aussi important"* -- et met en cause *"le sous-investissement dans les entreprises"* ainsi que le *"sous-engagement dans la formation professionnelle"*.

Evoquant une *"situation dramatique"* alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'*"il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences"*. Il y a également *"entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi"*, a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault en disant *"le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi"* tendant la perche à la CFDT, et qu'il n'allait *"pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments"*, ce dont on n'a jamais douté, a été entendu, il indiquait clairement qu'il allait se placer sur le même terrain que le Medef avec lequel il rivalisait de zèle, qu'il signe ou non l'accord qui allait intervenir le 11 janvier notez bien, pour finalement mettre l'accent sur le chômage ou l'emploi qui lui servirait de monnaie d'échange à la liquidation du contrat de travail qu'il laisserait passer.

C'est ce qui s'est passé chez PSA et dans d'autres entreprises, puis le 11 janvier 2013, et se produira demain chez Renault.

Vous n'avez pas l'impression, c'est un euphémisme, qu'ils sont de mèches ? Si bien sûr, cela n'a pas pu vous échapper, vous l'avez parfaitement compris, et là où vous avez pu percevoir des contradictions, c'était uniquement dû au fait que ces acteurs jouent la même partition mais en ayant des rôles différents à tenir, ils doivent rendre des comptes, les uns à leurs maîtres, en haut, les autres à leur base, en bas, voilà tout.

Bien entendu ces contradictions qui ne sont finalement qu'apparentes sont mises en lumière ou médiatisées pour que les masses ignorantes baignent en pleine confusion et ne s'y retrouvent pas, de telle sorte qu'elles croient que ces différents acteurs jouent des partitions différentes, qu'ils sont sincères, surtout les dirigeants syndicaux, c'est pour eux qu'est montée cette mise en scène, alors qu'en réalité ils jouent la même sur des registres différents conformément à la distribution des rôles qui a été établie. Tout est fait pour tromper les travailleurs et que les masses demeurent ignorantes.

Est-ce si difficile à comprendre et à expliquer aux travailleurs et aux militants ? Je ne le pense pas.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chômage. Manipulation des faits et des masses.

Ils sont heureux la hausse du chômage serait demeurée "*stable*", elle aurait été "*contenue*" en décembre 2012. C'est ce que les médias aux ordres enchaînent en boucle. Mais qu'en est-il en réalité ?

"*Cette stabilité en décembre est appréciable*", se félicite le gouvernement.

Le nombre de chômeurs est resté stable en décembre 2012 (+300 personnes), après dix-neuf mois consécutifs de hausse, nous dit-on, oui mais cela ne concerne que la catégorie A (sans aucune activité).

Libération ajoute que : la tendance est par contre un peu différente si l'on inclut les chômeurs ayant exercé une activité réduite (catégories B et C). Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi augmente ainsi de 0,2% en décembre (+10 200 personnes), et de 8,8% sur un an. Soit 4 627 600 inscrits au total (4 917 500 avec les Dom).

Donc le chômage n'a pas été "*stable*" ou "*contenu*", en vérité il a continué de progresser, et la tendance est loin de s'inverser.

On nous dit : Selon les prévisions de l'Unedic, le nombre de chômeurs sans aucune activité (catégorie A) devrait ainsi augmenter de 185 500 cette année, après une hausse de 294 500 en 2012. Ce qui n'empêche pas Hollande de continuer de vouloir faire croire à qui l'écoute encore que la courbe du chômage pourrait s'inverser avant la fin de l'année.

Cependant, il est certain que le nombre de chômeurs ne va pas croître indéfiniment sinon cela se traduirait à un moment donné par une grève générale insurrectionnelle, une révolution, et la chute du régime, sans qu'il change forcément de nature précisons toutefois en l'absence d'un parti du type de celui de Lénine et Trotsky, ne nous leurrons pas, restons lucide.

Pour parvenir à inverser la courbe du chômage ou plutôt pour maintenir le niveau du chômage à un niveau très élevé, Hollande a sa petite idée que ne désavouera pas le Medef bien au contraire : « *Nous n'y parviendrons pas simplement avec les moyens de la croissance, pourtant indispensables, nous avons à mobiliser toutes nos forces pour atteindre cet objectif* », a-t-il affirmé vendredi à Lille, vous aurez compris que dans ses "*forces*" il incluait les syndicats toujours prêts à toutes les compromissions possible, à brader nos acquis comme ils viennent encore de le témoigner. Quant aux "*moyens de la croissance*", ils reposent sur la baisse du coût du travail, etc., quand ils auront réussi à baisser le coût du travail ou les salaires comme en Grèce et augmenter le temps de travail, etc. ensuite seulement ils embaucheront... peut-être. (source : liberation.fr 25.01)

A propos des "*deux gauches*"... qui n'en font qu'une.

Jean-Christophe Cambadélis a adressé une lettre ouverte à M. Mélenchon lui reprochant que "*rien ne trouve grâce*" à ses yeux dans l'action du gouvernement.

"*Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse que ça les (le PS) agace. C'est la démocratie, chacun développe son point de vue*", a rétorqué Mélenchon interrogé sur BFMTV. "*Il y a deux lignes à gauche et eux voudraient nous faire taire*", a-t-il dit.

"*J'aime en politique avoir des bons mots, l'humour aide à visualiser les choses*", a expliqué M. Mélenchon pour qui "*on n'est pas là pour être gentils les uns avec les autres et être tous la même caste médiatico-politique qui se fait des sourires, se tape dans le dos et participe au buffet ensemble*".

Le coprésident du PG a réfuté être systématiquement "*contre*". "*Lorsqu'il y avait le projet de nationalisation temporaire, j'ai appuyé et soutenu, qui m'a coupé la route ? M. Ayrault. Lorsqu'il y a la loi pour le mariage pour tous est-ce que nous ne sommes pas là à nous mobiliser comme des fous ?*", a-t-il demandé.

"*Tu te plains, après des charges répétées, d'être maltraité par les socialistes*", écrit M. Cambadélis, "*mais tu dédaignes toutes les mains tendues. Jusqu'à lancer une campagne contre l'austérité, qui désigne de fait le PS comme responsable*".

"*Je ne détruirai pas le Front de gauche*", affirme Jean-Luc Mélenchon qui parie sur "*un vote sanction*" aux municipales. Mais pour l'eurodéputé, en 2014, "*l'élection politique fondamentale, c'est l'élection européenne*". AFP 25.01

C'est son gagne-pain au charlatan de service, légitimer l'Union européenne en participant à son Parlement fantoche, conçu uniquement pour donner un vernis démocratique à cette institution supranationale, pendant qu'elle perpétuerait son oeuvre destructrice de nos droits sociaux et politiques.

On ne va s'éterniser sur ce baratin, l'essentiel qu'il faut retenir c'est qu'il y aurait " *deux lignes à gauche*", ce qui signifie que la ligne social-libéral-impérialiste serait de gauche selon Mélenchon, témoignant si besoin était et c'est là qu'il se piège lui-même, qu'ils appartiennent bien à la même famille et qu'ils partagent la même idéologie, bref, qu'ils sont dans le même camp, pas le nôtre assurément, puisque le PS appartient au même titre que l'UMP à celui de nos adversaires, ce qu'il démontre quotidiennement.

Finalement, Cambadelis peut être rassuré, les deux renégats (ex-OCI tous les deux) se livrent à une vulgaire comédie sur fond de concurrence parce qu'ils ne "*participent au buffet ensemble*", celui du PS étant plus consistant, Mélenchon s'impatiente, on comprend, on comprend...

ACTUALITE EN TITRES

L'Internationale social-impérialiste complice.

- Ayrault en Argentine rend hommage aux victimes de la dictature - AFP

Tout et son contraire. Suite.

- Forum de Davos : le milliardaire George Soros pense que la zone euro est sauvée - Atlantico.fr

- La menace d'une 3e récession se précise en Grande-Bretagne - Reuters - il y a 17 heures

- La France face au spectre d'une nouvelle récession sans avoir engagé le combat contre les excès de la dépense publique - Atlantico.fr

Même pas en trois décennies!

- Michel Sapin: "*La bataille contre le chômage ne se gagne pas en un mois*" - L'Expansion.com

Bonne et mauvaise nouvelle

- GB: les Britanniques quitteraient l'UE en cas de référendum aujourd'hui - AFP

Propagande. Figurant.

- "*Monsieur Besancenot, je suis Malien et j'approuve l'intervention militaire française*" - leexpress.fr

"*Les maliens que vous citez ici sont ceux qui ont soutenu le coup d'état militaire dans notre pays. Ce sont ceux qui ne cessent d'organiser des manifestations pour réclamer -dans la rue- le départ du Président par intérim pour le remplacer par un putschiste. Cela au moment même où notre pays a besoin d'un minimum de cohésion sociale et d'une trêve politicienne pour faire face à la gravité de la situation.*"

"*Les Maliens ont d'ailleurs montré leur enthousiasme et leur reconnaissance à la France par l'accueil triomphal qu'ils ont réservé partout aux vaillants soldats français, débarqués au péril de leur vie pour sauver celle des autres.*"

Un militaire, c'est fait pour tuer (indistinctement des innocents) ou mourir en régime capitaliste, on préférera la seconde version.

Le gouvernement français de concert avec les dirigeants du vieux monde avaient en chœur condamné ce coup d'Etat militaire, ce qui était suspect et nous laissait à penser que ces militaires voulaient remettre de l'ordre dans un pays livré au chaos et aux islamistes radicaux par le chef d'Etat en place, justement pour justifier une intervention militaire française. J'ai lu plusieurs articles qui vont dans ce sens-là.

Et c'est évidemment tout à fait pas hasard, qu'une fois ces militaires putschistes ayant rendu le pouvoir, la France déclencha son offensive néocoloniale.

Falsification. Pas de bol !

- "El Pais" publie une fausse photo de Chavez, Caracas s'indigne - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La direction de Goodyear Dunlop France pourrait annoncer lors d'un comité central d'entreprise (CCE) le 31 janvier la fermeture, au plus tard fin 2014, de son usine d'Amiens-Nord (Somme), a-t-on appris vendredi de source gouvernementale.

Cette fermeture concerne un site où sont employés 1.250 salariés, précise Le Monde, daté de samedi, qui a révélé l'information.

Mais les services du Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont dit s'attendre à cette annonce. "*Nous avons été informés du risque de fermeture prochaine du site*", dit-on dans son entourage.

Marc Jonet, délégué CFE-CGC, a appelé François Hollande, qui avait apporté son soutien aux salariés de Goodyear pendant sa campagne présidentielle, à intervenir pour éviter la fermeture.

"*Nous souhaitons qu'il garde la main et qu'il réussisse à convaincre les uns et les autres que seule la négociation peut aboutir à la sauvegarde du site*", a-t-il dit sur i>TELE.

"*Sinon, nous irons vers une situation de blocage, de tribunaux en tribunaux*", a-t-il ajouté.

Selon *Le Monde*, une réunion s'est tenue mardi à Matignon sur le sujet.

Une offre de reprise du groupe américain Titan international, qui était subordonnée à la fermeture de l'activité pneus pour véhicules de tourisme, a échoué en septembre 2012, faute d'accord entre Goodyear et la CGT sur un plan de départs volontaires.

En conséquence, la direction avait indiqué que son plan de départs volontaires sans licenciements à l'usine d'Amiens-Nord n'était plus d'actualité.

Le groupe Titan proposait de reprendre un peu plus de 500 salariés. Reuters 25.01

Du déjà vu et entendu...

2- Grèce

2.1- La police anti-émeutes grecque a forcé l'entrée d'un dépôt ferroviaire vendredi matin à Athènes pour disperser des employés du métro en grève depuis neuf jours consécutifs.

Des échauffourées se sont produites lorsque les policiers ont donné l'assaut vers 04h00 (02h00 GMT).

Une dizaine de grévistes ont été interpellés et une femme a été légèrement blessée, a déclaré un policier resté anonyme.

Après une semaine de paralysie du métro, le gouvernement a ordonné jeudi la reprise du travail en vertu d'une loi d'urgence et environ 90 salariés ont décidé de rester la nuit au dépôt en guise de protestation.

"*Quand les actions syndicales sont jugées illégales et abusives, il faut faire respecter la loi*", a déclaré vendredi Simos Kedikoglou, porte-parole du gouvernement mené par le Premier ministre Antonis Samaras.

Le métro était toujours paralysé vendredi, un syndicat précisant que les employés resteraient en grève tant qu'ils n'auraient pas reçu par la poste l'ordre de reprendre le travail.

Les employés grévistes refusent d'être incorporés au sein d'un nouveau système salarial pour les employés du secteur public, qui réduirait très fortement leur salaire.

Les conducteurs de bus, de train et de tramway ont en outre débrayé vendredi en signe de solidarité. Reuters 25.01

2.2- Si le rapport du FMI sur la Grèce publié vendredi 18 janvier prend acte des ravages de l'austérité sur la population et l'économie du pays, il appelle pourtant à poursuivre coûte que coûte le programme de coupes sociales et de privatisations, analyse Giorgos Delastik.

Sur le plan économique, les gouvernements Papadreuou, Papadimou et Samaras ont taillé en pièces les travailleurs et les retraités, et ont « désossé » avec une sauvagerie fiscale inédite le peuple grec. C'est ce que reconnaît le FMI lui-même (!) dans son rapport sur l'économie grecque qui a été rendu public.

La comparaison effectuée par le FMI avec les autres pays de la zone euro sous tutelle de la Troïka est extrêmement révélatrice. Sur le programme global de coupes en Grèce, 80 pour cent proviennent des réductions faites dans les salaires et dans les retraites, et de la restriction ou de la suppression des dépenses sociales. Dans les autres pays « troïkanisés », en revanche, le montant correspondant représente 60 pour cent de l'ensemble des coupes. En dépouillant les Grecs ces dernières années sur le plan fiscal, les impôts directs et les « rançonnements » successifs en sont venus à représenter 54 pour cent des recettes de l'Etat, tandis qu'ils constituent 46 pour cent chez les pays européens touchés par les mêmes maux.

Le tragicomique dans tout cela, c'est qu'une fois ces remarques formulées de façon critique, le FMI propose ensuite que la même politique soit poursuivie et que ces « rançonnements d'urgence » soient établis durablement, comme la mal nommée « contribution de solidarité », qui devait théoriquement cesser d'être perçue à partir de 2015, les taxes immobilières, etc. Cela ne suffit pas au FMI, il réclame également 25.000 « licenciements ciblés » dans la fonction publique rien que pour 2013. Désavouant indirectement le gouvernement, qui avait affirmé qu'il n'y aurait pas de coupes dans les salaires, les retraites et les allocations, le FMI demande que de nouvelles mesures soient définies pour engranger des recettes supplémentaires de quatre milliards d'euros pour la période 2015-2016.

Le FMI estime que notre pays ne liquide pas le patrimoine public aux rythmes souhaités et imposés par les créanciers étrangers. Ainsi, si le rythme des privatisations est toujours jugé insatisfaisant d'ici le mois de juin, il souligne la nécessité de limoger et d'éloigner les Grecs de la direction de l'organisme en charge de la vente des biens publics (TAIPED), et de les remplacer par des « experts étrangers » ! C'est-à-dire que des étrangers assument la responsabilité de vendre directement à d'autres étrangers des milliers de biens immobiliers appartenant à l'Etat grec ! De toute urgence ! Si l'UE et le FMI se montrent inflexibles sur la question des coupes dans les salaires et les retraites de millions de Grecs, ils se montrent en revanche étonnamment passifs devant les pertes de recettes liées soit aux fraudeurs fiscaux, soit aux privatisations. Au départ, ils disaient que la Grèce percevrait 50 milliards des privatisations jusqu'en 2015. Une estimation revue par la suite à 45 milliards, et ce jusqu'en 2020 plutôt que 2015. Aujourd'hui, le FMI estime que ce montant devrait chuter à 23,5 milliards, soit la moitié de l'objectif corrigé jusqu'en 2016.

Dans le même temps, l'objectif de recouvrement de 3,2 milliards d'euros en 2012 a totalement échoué – 100 millions seulement ont été perçus (trois pour cent de l'objectif !), comme le relève le rapport de la commission établie par le Parlement allemand, d'après le journal Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ) ». Dans tout ce capharnaüm, un formidable pillage du patrimoine public grec doit avoir lieu. Et cela, le FMI et l'UE le réclament et le promeuvent ardemment, ils n'essayent pas de l'éviter. Au contraire, leur mission, c'est que la Grèce ne se voit pas dotée d'un gouvernement anti-troïka. « Les élections ont généré un séisme politique, avec l'arrivée en deuxième position du parti de la gauche radicale, après une campagne électorale fortement opposée aux politiques du programme (de la troïka). Des partis extrémistes sont également devenus populaires.

C'est toutefois un gouvernement pro-mémorandum qui a été élu » relève le FMI dans son rapport. Loin d'être rassuré il prévient que « les sondages montrent un soutien accru au Syriza et aux autres partis anti-mémorandum. En plus d'engendrer des retards, cela provoquerait une crise politique, qui engendrerait une faillite et/ou la sortie du pays de l'euro. » Le FMI tente donc de présenter favorablement la coalition Samaras-Venizélos-Kouvélis, en jugeant qu'un gouvernement dominé par le Syriza reviendrait en gros à une sortie de la Grèce de la zone euro, avec le postulat d'une faillite du pays. Les nouvelles coupes dans les salaires et dans les retraites, par contre, ne semblent pas le déranger.

Article paru le 21 janvier dans le quotidien To Ethnos, traduit du grec par AR (okeanews.fr 25.01

ECONOMIE

1- BCE

Les banques de la zone euro rembourseront la semaine prochaine en avance à la Banque centrale européenne (BCE)

137,159 milliards d'euros de prêts à trois ans, un signe supplémentaire du retour progressif du système financier européen à un fonctionnement normal.

La BCE a précisé vendredi que 278 banques avaient saisi la première opportunité qui leur était offerte de réaliser un remboursement anticipé, le 30 janvier.

Au total, 523 banques de la zone euro avaient eu recours fin 2011 à la première des "opérations de refinancement à plus long terme" (LTRO) lancées pour soutenir le crédit.

Les deux LTRO successifs, en décembre 2011 et février 2012, avaient permis à la BCE d'injecter un peu plus de 1.000 milliards d'euros dans le système financier et d'éviter, selon le président de l'institution Mario Draghi, "un assèchement majeur du crédit". AFP 25.01

137,159 milliards d'euros sur 1.000 milliards d'euros... Ils ne vous diront de quelle manière elles ont remboursé la BCE. Ils ne vous diront pas non plus où est passé le reste ni à quoi il a servi au juste. A spéculer, à maquiller leur bilan pour payer moins d'impôts ?

2- Fusion-Acquisition

Le total des opérations de fusions et acquisitions impliquant des sociétés françaises a atteint 71,3 milliards d'euros en 2012, un montant en forte baisse de 53% par rapport à l'année précédente, selon une étude du bimestriel Fusions et acquisitions magazine.

L'étude a recensé, au total, 706 opérations mais une seule pour un montant supérieur à 10 milliards d'euros, en l'occurrence le rachat du britannique International Power par le français GDF Suez pour 12 milliards, dette comprise.

La seconde opération de l'année arrive loin derrière, avec 3,4 milliards d'euros pour la prise de contrôle de l'italien Edison par EDF. Les acquisitions par des sociétés françaises en France ont enregistré une baisse de 66% par rapport à 2011, tandis que les acquisitions françaises à l'étranger ont elles affichées un repli de 60%.

Quant aux acquisitions de cibles françaises par des sociétés étrangères, elles ont mieux résisté, avec une baisse de 34%. lexpress. fr 25.01

[Haut de page ↗](#)

Le 27 janvier

CAUSERIE

Samedi soir.

On a peu l'occasion de se détendre ces derniers temps, il faut dire que l'actualité social et politique ne s'y prête pas vraiment ou nous en fournit guère l'occasion.

Hier après une longue journée de boulot, sur les coups de 23h30 j'ai regardé quelques vidéos de Joe Satriani et Steve Vai en concert en buvant un coup, histoire de faire de beaux rêves ou de ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive assez souvent.

Il faut dire qu'avec tout ce que je dois encaisser la journée en prenant connaissance de l'actualité social et politique internationale qui n'a vraiment rien de réjouissant, il y a de quoi se poser de sérieuses et angoissantes questions sur l'avenir de l'humanité.

Il y a bien entendu des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, du genre : est-ce qu'on va s'en sortir ? C'est le but de notre combat qui n'est pas perdu d'avance, même si on part avec un sérieux handicap, il ne faut pas se le cacher.

Ce samedi soir, Mageswary ne voulait pas regarder la télévision, alors elle m'a tendu la télécommande en me disant de regarder TV5Monde Asie si je voulais, j'étais très réticent car dernièrement chaque fois que je me suis connecté sur cette chaîne francophone j'ai zappé au bout de 10 secondes, pour ne pas faire preuve de mauvaise volonté j'ai tapé 731 et là je suis tombé sur une émission d'une débilite accablante de Sabatier consacrée à de soi-disant humoristes, dont le niveau était d'une telle médiocrité que j'ai coupé au bout de 15 minutes, je m'en suis fadé quatre pour voir s'ils étaient tous aussi misérables pour constater que tel était le cas, à côté Bedos ou feu Devos, c'était Zola ou Balzac ! Le 24 décembre, quand j'ai entendu les premières paroles "petit papa Noël", j'ai zappé au bout de 3 secondes. L'année dernière c'était pire encore, j'étais tombé sur des curés, je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles !

Avec Metallica, la vidéo du concert de Nîmes (2011 ?) est excellente, au moins tu t'éclates, tout le monde est debout, danse, chante, hurle, la jeunesse est formidable, c'est la fête bordel ! On passe notre vie à pleurer dans leur monde pourri de merde, on a quand même le droit de l'oublier quelques instants et de savourer l'existence, on n'est pas venu sur terre pour en chier toute notre existence, alors autant en profiter en écoutant des musiciens qui ont un réel talent ou qui sont des virtuoses dans leur art, on a le droit au meilleur, on le revendique dans tous les domaines.

Je suis allé une seule fois à un concert de piano salle Pleyel à Paris, une expérience inoubliable, c'était à un concert de Paul Badura Skoda, il a joué sur un piano forte qui datait de l'époque de Beethoven dont je suis fan également. Bon, ce n'était pas vraiment le même public et la même ambiance qu'à Nîmes, plus feutrée, mondain, je n'y ai pas prêté attention et ma compagne non plus, on avait seulement l'impression d'être dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais en même temps on a savouré le bonheur de s'élever au-dessus de la médiocrité de cette société, d'être transporté dans un autre siècle, et puis, il n'est pas inutile parfois de se rappeler que l'homme est aussi capable du meilleur, d'exprimer, de vivre et de partager un idéal quelques instants éphémères qui resteront à jamais gravés dans notre cerveau, je parle avec le musicien et non avec la salle. C'était un soir en semaine si je me souviens bien et nous ne nous sommes pas attardés sur place, nous travaillions tous les deux le lendemain.

On a parfois l'impression d'étouffer dans le vieux monde, on a donc besoin de s'en évader pour supporter tant bien que mal ce qu'il nous fait subir quotidiennement, c'est légitime.

Je pense que c'est salutaire de demeurer un rebelle toute sa vie, de pousser des coups de gueule, de s'emporter, sans aller jusqu'à perdre le contrôle de soi évidemment, de gueuler son ras le bol, de demeurer en permanence en guerre contre l'ordre établi et de se soulager comme l'on peut, en faisant la fête, en picolant un bon coup ou en fumant un pétard pour s'éclater avec des potes, cela permet de se libérer d'un coup de toutes les frustrations ou les difficultés de l'existence qu'on nous fait subir, pour une fois on se dépasse, on n'est plus limité par leur régime policé et policier, on ressent pendant un moment comme un avant-goût de la liberté que l'on chérit tant et qu'on nous interdit de vivre le reste du temps.

Et voilà que je poétise, et je suis à jeun, je n'ai pas fumé depuis plus d'un mois, je veux dire autre chose que les cigarettes du commerce ! Quand j'ai fumé, c'est pire ! Mais après je ne peux plus bosser, je dois être trop vieux pour ce genre de truc. Comme quoi on peut facilement s'en passer.

Généralement je préfère les gens qui boivent et qui fument, qui mangent de la viande, qui ne se prennent pas trop au sérieux, et surtout qui ne vous prennent pas la tête pour vous convaincre de quoi que ce soit. Il m'est arrivé ici de discuter avec des Français et de refuser de leur donner l'adresse de mon site, car cela n'aurait servi à rien, d'ailleurs après les avoir prévenus qu'ils seraient effrayés en découvrant son contenu, ils n'ont pas insisté, comme quoi je ne m'étais pas trompé.

Ce site ne s'adresse qu'à des gens et des militants particulièrement motivés pour progresser dans la vie, ce qui ne signifie nullement qu'ils devraient pour cela adopter mes idées, loin de moi cette idée, au contraire, ils ne peuvent y parvenir selon moi qu'en se forgeant eux-mêmes leurs propres convictions à partir des moyens ou outils (c'est mon côté ouvrier et non ouvrieriste) mis à leur disposition ou qu'ils adaptent en fonction de leurs propres expériences, c'est ainsi que je conçois ma contribution fort modeste.

Cela dit, j'ai constaté que la fréquentation du site avait baissé et c'est dommage, pas pour moi puisque je n'ai rien à y gagner dans un sens ou dans l'autre, mais parce qu'à ma connaissance il n'existe pas de site équivalent qui livre des analyses quotidiennement ou aborde si librement des questions qui nous concernent tous finalement.

Chaque fois que je vais sur un site en dehors de ceux que je fréquente régulièrement ou qui m'envoient directement leurs documents, je suis déçu ou pour parler vulgairement je m'emmerde, il ne m'apporte rien et je perds mon temps. Je ne parle pas des sites qui se sont spécialisés dans un domaine particulier, c'est autre chose, je parle des sites d'informations qui colportent la propagande officielle à des degrés divers ou roulent pour différents partis ou différentes idéologies qu'on reconnaît au premier coup d'oeil, je parle pour moi qui aie acquis une certaine expérience pour les repérer rapidement.

J'arrête là mon bavardage, il est tard, je vais écouter un peu de musique pour finir la soirée en bonne compagnie et dans la bonne humeur. A demain, ici c'est dans 28 minutes.

Dimanche matin.

Après des courriels de militants ou d'organisations du Maroc, d'Italie et de Roumanie et en provenance d'autres pays, j'en ai reçus un d'Inde où je vis depuis plus près de 17 ans.

Il s'agit apparemment d'un syndicat du nord de l'Inde dénommé GurgaonWorkers (Workers signifie travailleurs et Gurgaon la ville où il est implanté) . Il est implanté à Faridabad et Gurgaon qui sont des villes industrielles de l'Etat de Haryana (dans lequel est enclavée la capitale de l'Inde, Delhi). J'ai téléchargé un article que je vais traduire avec l'aide de Google, je verrai par la suite si cela vaut le coup de le mettre en ligne. A suivre

Trois vidéos en soutien au peuple malien.

Extrait de l'émission Ce soir ou jamais. Michel Collon interpelle Henri Guaino. Le même Henri Guaino qui, au micro de RTL, déclarait il y a quelques jours : « Sur le Mali, l'heure n'est pas au débat ». On comprend mieux pourquoi il n'en voulait pas.

1- Débat sur France 3, Michel Collon massacre Henri Guaino sur le Mali et la Libye, une vidéo proposée par Neega Mass (artiste panafricain et engagé)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=H_3g0V07A3U

2- Mali : Michel Collon répond aux internautes

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qvfyqBah9SY

3- MALI KO - VERSION OFFICIELLE " UNITED VOICES OF MALI "

www.youtube.com/watch?v=2ViOsWbxuNk&feature=player_embedded

Des artistes au Mali s'unissent pour chanter contre la guerre. Il fut un temps où ce genre d'initiative était prise aussi par les artistes d'Occident. Mais depuis l'avènement des guerres humanitaires, les chants pour la paix ont laissé place aux tambours de guerre. Les mouvements pacifistes se sont effondrés. Beaucoup se sont même reconvertis, soutenant les nouvelles croisades menées au nom des droits de l'homme et de la démocratie. De l'autre côté du fusil par contre, on connaît toute la réalité des guerres humanitaires. Et on chante, pour la paix. (IGA)

Vous avez raison : où est passé le mouvement ouvrier et son avant-garde, auraient-ils déserté ? Après ils s'étonneront que les jeunes et les travailleurs se détournent des partis ouvriers et des syndicats au profit d'ONG ou autres organisations financées... par l'impérialisme.

Ils auront tout fait pour. Honte à eux qui creusent notre tombe !

Cela nous avait échappé.

Ici en Inde, premier pays du monde en terme d'achat de matériel militaire en 2012, nous sommes opposés à toutes dépenses militaires supplémentaires, alors que des centaines de millions d'Indiens vivent dans la précarité absolue et la misère.

Que Mélenchon et Hollande ne soient pas de cet avis ne nous étonne pas du tout, qu'ils se fassent les VRP de Dassault est naturel. Mélenchon n'a pas besoin d'appartenir au gouvernement pour défendre la politique de marchand de canons de Hollande... ou la guerre contre le Mali.

Mali, ventes de Rafale : Hollande, après Mélenchon - 19/01/2013 ([science21.blogs.courrierinternational.](http://science21.blogs.courrierinternational.com))

Que penser, dans ce contexte et dans celui de la mondialisation, de la question des ventes de Rafale à l'Inde ou à d'autres pays ?

Jean-Luc Mélenchon a déjà ouvertement soutenu les ventes de Rafale à l'Inde, notamment dans ses déclarations à Médiapart du 23 mars 2012 en pleine campagne électorale des présidentielles : http://www.dailymotion.com/video/xpolmx_jean-luc-melencho... (à partir de 1h24).

A cette occasion, Mélenchon a été jusqu'à avancer explicitement des considérations à caractère supposément stratégique (l'Inde présentée comme un allié potentiel, des prétendues menaces pesant sur l'Inde) pour justifier de telles ventes de Rafale. Une bien étrange propagande, pour la « gauche de la gauche » et a fortiori pour son candidat aux élections présidentielles de 2012.

De son côté, François Hollande se montre beaucoup plus franc en employant le mot « commercial ». La vente massive de Rafale à l'Inde, est-ce autre chose que la recherche d'un ballon d'oxygène financier devant la situation économique de plus en plus fragile de la France générée, précisément, par la mondialisation ? D'autant plus qu'à ce jour, l'Etat français détient une faible participation dans Dassault Aviation via EADS, la SOGEADE et la SOGEP.A.

Mais François Hollande ne répond pas à cette simple question : quel est, pour la France, le prix stratégique d'un tel commerce qui comporte en réalité le transfert à l'Inde d'un savoir-faire technologique essentiel ? Quelles en seront les implications ?

La France serait-elle donc à ce point ruinée, qu'il ne lui resterait-il plus qu'à vendre son avance dans les technologies de pointe ?

Et pour quelle raison Jean-Luc Mélenchon a-t-il gardé le silence devant Médiapart sur cet aspect véritablement stratégique de la transaction ? Quelles seront les conséquences de cette braderie technologique qui dépasse de loin le domaine militaire ?

Le 1er février 2012, Mélenchon avait pourtant reconnu ce problème devant France Inter (<http://www.franceinter.fr/emission-le-79-jean-luc-melench...>) tout en soutenant fortement les ventes de Rafale à l'Inde et faisant confiance à Dassault Aviation quant aux précautions à prendre sur le transfert de technologie. A cette occasion, Mélenchon avait plaidé une différence fort artificielle entre l'aviation militaire et le nucléaire, et banalisé les conséquences des transferts de technologie dans le domaine civil. Qui peut comprendre une telle logique ?

L'entreprise Hindustan Aeronautics Limited (HAL, <http://hal-india.com/>) appartient à l'Etat de l'Inde et se trouve placée sous l'autorité du Ministère de la Défense de ce pays.

De même, les déclarations de Jean-Luc Mélenchon du 1er février 2012 devant France Inter avaient aussitôt donné lieu à des réactions de militants, comme en témoigne l'article de Brest-ou-Vert « Mélenchon, le Rafale et la dissuasion nucléaire ». Voir aussi ce compte rendu d'une Assemblée Citoyenne du Front de Gauche du 3 février 2012 à Chateaulin : <http://www.finistere6-lhumaindabord.fr/2012-00-pages/page...>

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "règle d'or" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial !

[A un moment donné, il faut choisir son camp.](#)

On ne peut pas prétendre, d'un côté combattre pour le retrait de l'accord patronal du 11 janvier 2013, et d'un autre côté refuser de rompre avec les appareils syndicaux de la CGT et de FO qui par leur participation aux pseudo négociations ont permis l'existence d'un tel accord.

A bas l'opportuniste qui fait le jeu du régime en place !

ACTUALITE EN TITRES

Non, une confirmation.

- Virage social-libéral de François Hollande ? Encore faudrait-il que le libéralisme ait déjà réussi à exister en France - Atlantico.fr

Pourvu qu'elle pète !

- Goodyear, la nouvelle bombe sociale du gouvernement - L'Expansion.com

Pire qu'en Inde !

- Les micrologements, symboles de la crise aiguë du logement en Ile-de-France - 20minutes.fr

Qui manifestent pour quoi ?

- Les partisans de l'action française au Mali manifestent - LePoint.fr

- Mariage homo: des défilés déjà en province - AFP

- Manifestation pour le mariage homo: Ayrault "*espère une forte mobilisation*" AFP

Serait-ce les mêmes ?

- 63 % des Français favorables au mariage homosexuel - LePoint.fr 25.01

- Intervention au Mali: 63% des Français favorables à l'opération militaire - Le HuffPost 14.01

Hier il y a eu une manifestation à Montreuil de Maliens soutenant la guerre de rapine entreprise par l'impérialisme français, ils en ignorent évidemment les raisons réelles, ils sont manipulés par des organisations pro gouvernementale ou le gouvernement qui profite de leur ignorance.

L'impérialisme français a créé une situation de chaos au Mali pour justifier son intervention militaire. De ce fait les populations souffrent atrocement des conséquences de ce chaos dont les groupes islamistes radicaux sont les maîtres d'oeuvre sur le terrain, tandis que l'impérialiste français et ses agents (Qatar) agissent en sous-main, financent et arment ces barbares. Du coup la population locale qui n'a pas du tout envie de vivre sous le régime de la charia voit l'intervention française comme une délivrance et c'est bien naturel.

Donc là aussi, le gouvernement social-impérialiste français se sert du peuple malien au Mali pour justifier cette guerre, qui a pour objectif de renforcer sa présence militaire dans ce pays et dans la région, ainsi que celle de l'impérialisme américain dans un second temps, pour mieux piller ses richesses.

[Il va chercher du renfort.](#)

- Le ministre de la Défense Le Drian en visite express en Arabie saoudite - AFP

[Parole d'internaute](#)

(à propos des passes d'armes entre Mélenchon et le PS)

- " *Il est heureux (c'est une façon de parler) que les Français aient la mémoire courte, sinon, les "ténors du PS" risqueraient qu'on leur jette à la figure les compromis et les compromissions dont ils se sont montrés coupables, quand ce ne sont pas les condamnations qui leur ont été infligées par la Justice.*

Ce que l'on constate c'est l'omniprésence de la gent énarquienne, dans le gouvernement, autour du gouvernement, dans les banques, autour des banques, dans l'opposition et autour de l'opposition.

C'est à dire que l'on confie le soin de nous sortir de la crise à des gens qui nous y ont plongés !

Après l'immaculée conception et la multiplication des pains, c'est pas mal comme croyance au miracle !"

Il se trouve que du côté de ce qu'on appelle vulgairement la gauche, tous font en sorte que les masses oublient que Désir, Cambadélis, Fabius et bien d'autres dirigeants du PS ont été mis en examen ou condamné par la justice dans le passé, parce qu'ils ont tous des liens organiques avec ce parti du capital ou encore pour justifier leur politique (opportuniste) qui nous a conduits à la situation actuelle.

Tous les partis qui se situent théoriquement à gauche s'emploient systématiquement à effacer le passé du PS ou à le réécrire à leur manière avant et après l'avoir soutenu et qu'il parvienne au pouvoir, ce n'est pas nouveau, la même situation prévalait avant et après le 10 mai 81. Etant incapables de rompre leurs liens avec ce parti, ils participent ainsi au soutien qui lui est indispensable pour appliquer sa politique réactionnaire, autrement dit, il va s'en dire que leur ligne politique ne peut pas correspondre à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre d'un parti ouvrier.

Pourquoi ? Parce que de ce fait leur analyse de la situation et des rapports entre les classes s'en trouve faussée. Or, c'est à partir de cette analyse et en grande partie de ce facteur déterminant que l'on définit les tâches que le prolétariat à accomplir et la politique que l'on va mettre en oeuvre, tactique, mots d'ordre, etc. dans la perspective du renversement du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui demeure notre point de repère ou notre objectif auquel demeure subordonnée notre ligne politique et notre intervention dans la lutte des classes, qui se traduit dans l'immédiat par une stratégie permettant de construire un nouveau parti révolutionnaire ou communiste.

- " *Répondre du tac au tac aux petites phrases de Mélenchon, c'est bien, mais il serait plus intéressant que le PS réponde à ses critiques justifiées de l'action de Hollande et de ses ministres, car pour de ce qui est du programme de gauche, c'est bien dans la ligne Sarkozy que le pays est dirigé, la finance est aux commandes, on endort les "administrés" avec le mariage pour les homos, et autres broutilles qui peuvent bien attendre 5 ans.*"

Et cela marche à merveille à "gauche" et à l'extrême gauche, vous l'avez observé vous aussi, bravo ! Ils vont réaliser l'unité avec le PS et manifester ensemble, :

- Alors que le PS a adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget 2013 d'austérité, etc.

- Au moment même où le PS est en train de bombardier le Mali, d'oeuvrer à la destruction de la Syrie,

- Au moment même où il y a plus de 5, 6, voir 7 millions de chômeurs en France,

- Au moment même où Hollande s'apprête à retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui constitue la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis 68 selon le Medef qui s'en réjouit.

Alors pourquoi ne pas manifester avec l'UMP, l'UDI ou le FN pendant qu'ils y sont, à Athènes la Nouvelle Démocratie (équivalent de l'UMP) a envoyé les forces spéciales pour briser la grève des salariés du métro et le PASOK (équivalent du PS) a applaudi, mais jusqu'où iront-ils dans l'opportunisme ?

Hollande ne pouvait pas rêver mieux, un pareil soutien vient à point nommé.

Tout cela pour satisfaire un droit qui concernera moins d'1% (3 à 5.000 environ) des personnes tous sexes confondus s'unissant par le mariage ou le Pacs par an (plus de 400.000). L'union de la gauche derrière Hollande et son gouvernement social-impérialiste sur la question du mariage des homosexuels est en réalité le complément politique de l'union nationale réalisée sur le Mali. Ils sont plus discrets sur l'accord du 11 janvier 2013...

- *"Oui compte tenu de la gravité de la situation le mariage homo aurait pu attendre, il y a tellement de problèmes à résoudre en particulier le chômage. Il y a près de 1000 nouveaux chômeurs par jour, voire 1300 certains mois, mais le mariage homo est prioritaire."*

Vous avez remarqué (à ma connaissance) comme moi qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'entrée en guerre de l'Etat français néocolonial contre le peuple malien, qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'accord patronal du 11 janvier 2013, il y en a même qui se sont fendus de tracts pour soutenir le mariage homosexuel mais qui ont été incapables d'en sortir un contre cet accord sclélerat.

Vous savez pourquoi ? Parce qu'il leur serait impossible d'appeler au front unique en direction du PS et ses satellites qui soutiennent cette guerre de rapine et qui soutiennent l'accord du 11 janvier 2013, tactique dont ils sont prisonniers et qu'ils n'ont eu de cesse de mettre en avant depuis 70 ans, ils n'en ont pas d'autres. Si maintenant vous en concluez qu'ils sont finalement totalement incapables de développer une politique indépendante du PS, je ne vous contredirez pas.

Cela permet de se faire passer le PS pour un parti progressiste, partisan de la démocratie, humaniste, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a soutenu toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis des décennies (Afghanistan, Irak, Côte-d'Ivoire, Liban, Libye, Syrie...), toujours dans le passé en réalité, notamment celles de Corée, d'Algérie et du Vietnam. Tout comme Bush, Obama, Sarkozy.

La PS est un parti d'aristocrates foncièrement réactionnaire, impérialiste, pourri jusqu'à l'os, au-delà de tout ce que les travailleurs ou les militants savent déjà ou peuvent imaginer, par ignorance, sauf que dans ma situation, je n'ai pas le droit de l'ignorer ou de feindre de l'ignorer, ce serait trahir mon engagement politique et ma classe.

Ce que vous ne comprenez pas monsieur, c'est que pour justifier leurs liens, leur politique opportuniste, leur caractérisation du PS, ils ont besoin de temps en temps de redorer son blason recouvert du sang de nos victimes qui depuis a eu le temps de sécher ou de s'évanouir.

Apparemment seuls FO et le POI ne s'associent pas à cette opération.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Au moins 30 personnes ont été tuées et plus de 300 blessées samedi lors de violents heurts dans la ville égyptienne de Port-Saïd, après la condamnation à mort de 21 personnes pour leur implication dans des violences ayant suivi un match de football l'an dernier.

Ces affrontements interviennent au lendemain du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant conduit au départ de Hosni Moubarak, lui-même marqué par des violences entre manifestants et policiers qui ont fait neuf morts et plus de 530 blessés à travers le pays, selon des sources médicales.

A Port-Saïd (nord-est), les violences ont débuté quelques minutes après la condamnation à la peine capitale de 21 supporters

du club local d'Al-Masry pour leur implication dans la mort de 74 personnes après un match en février 2012.

Des proches des personnes condamnées ont tenté d'envahir la prison dans laquelle se trouvaient ces dernières, tandis que des assaillants inconnus ont fait usage d'armes automatiques en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène, d'après des témoins.

Deux postes de police ont été pris d'assaut et des tirs nourris se faisaient entendre à travers la ville, où les magasins avaient baissé leurs rideaux, selon un correspondant de l'AFP.

Au moins 30 personnes ont été tuées et 312 blessées, selon des sources médicales, qui ont précisé que les décès avaient été provoqués par des balles réelles. Deux policiers figurent parmi les tués, d'après le ministère de l'Intérieur.

Un général de l'armée a annoncé le déploiement des militaires pour "*rétablir le calme*" et protéger les installations publiques.

Port-Saïd est située à l'entrée nord du canal de Suez, mais l'organisme de gestion de cette voie stratégique pour le commerce mondial a indiqué que le trafic n'était "*pas affecté*".

L'armée a toutefois annoncé le renforcement de la sécurité du canal pour "*faire face à tout acte qui pourrait menacer la navigation*", a rapporté l'agence officielle Mena.

A Suez, où huit personnes sont mortes vendredi lors de manifestations hostiles au président islamiste Mohamed Morsi, de nouveaux heurts se sont produits samedi. Un poste de police a été attaqué, ont indiqué les services de sécurité. Des armes ont été dérobées et 25 prisonniers libérés par les assaillants.

Parallèlement, au Caire, des accrochages qui avaient débuté jeudi entre manifestants hostiles au président et policiers, près de la place Tahrir, ont repris de manière sporadique.

Toujours dans la capitale, les condamnations à mort ont été en revanche accueillies dans la salle d'audience par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes.

Le président du tribunal a fixé au 9 mars le verdict pour le reste des accusés, dont 9 policiers.

En février 2012, 74 personnes étaient mortes à Port-Saïd après un match entre le grand club cairote d'Al-Ahly et Al-Masry. Ce drame, le plus meurtrier du football égyptien, s'est produit après la victoire d'Al-Masry, dont des centaines de supporters avaient envahi le terrain et lancé des projectiles vers ceux d'Al-Ahly.

Les "*Ultras*" d'Al-Ahly avaient menacé les autorités de "*chaos*" si le verdict n'était pas assez sévère.

Alors que la tension est extrêmement vive dans le pays, l'opposition aux islamistes, regroupée au sein du Front du salut national (FSN), a réclamé une "*solution globale*" à la crise politique incluant notamment un "*gouvernement de salut national*".

Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, et réclamerait une présidentielle anticipée.

M. Morsi a participé samedi à une réunion du Conseil national de défense, qui a appelé au calme et au dialogue national pour sortir de la crise. AFP 26.01

2- Sommet de l'UE et de la Celac

Un sommet réunissant une quarantaine de dirigeants de l'UE et d'Amérique latine s'est ouvert samedi à Santiago du Chili avec pour ambition un partenariat "*stratégique*" entre une Europe essoufflée par la crise et un sous-continent ayant économiquement le vent en poupe qui veut parler d'égal à égal.

"*Le thème qui nous réunit est la construction d'une nouvelle alliance stratégique pour parvenir à un développement durable*", a déclaré le président chilien Sebastian Pinera lors de la cérémonie d'ouverture devant un parterre de 60 délégations représentant d'une part l'Union Européenne et de l'autre la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac).

"*Ces deux blocs représentent un tiers des pays de la planète, plus d'un milliard d'habitants et plus d'un tiers de la production mondiale*", a-t-il rappelé.

Si les deux blocs régionaux se sont déjà réunis auparavant, il s'agit du premier sommet sous l'égide de la Celac, fondée lors du sommet de Caracas en décembre 2011 sous l'impulsion du président vénézuélien Hugo Chavez.

La chancelière allemande Angela Merkel, surnommée la "*chef de l'Europe*" par la presse chilienne, avait affirmé dans la matinée "*vouloir porter à un autre niveau les relations entre la Celac et l'UE pour parvenir à une association stratégique d'égal à égal*".

Une vision partagée par le chef de la diplomatie chilienne Alfredo Moreno. Avec la Celac, "*nous serons en mesure de discuter de manière plus symétrique avec l'Union européenne*", a-t-il souligné.

"Le développement dynamique de toute cette région nous démontre que nous, au sein de l'UE, devons faire des efforts pour ne pas rester en arrière, améliorer notre compétitivité, réduire notre dette, nous ne pouvons pas vivre sur le dos des générations futures", a relevé Mme Merkel.

L'Amérique latine et l'Europe entretiennent "*des relations très intenses, non seulement en termes d'investissements, et cela nous différencie de nos partenaires asiatiques*", avait ajouté la chancelière allemande à l'issue d'un entretien avec le président chilien.

Le sommet, qui prendra fin dimanche, porte essentiellement sur l'investissement, l'intégration sociale, la lutte contre le trafic de drogue et les questions liées au réchauffement climatique.

Lors des débats, l'UE devrait insister sur la nécessité de promouvoir le libre-commerce et la sécurité juridique afin d'augmenter les investissements en Amérique Latine, une demande appuyée notamment par le Chili et d'autres membres de l'Alliance du Pacifique.

La présidente brésilienne Dilma Rousseff, qui s'est entretenue cette semaine avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, a appelé de ses voeux la conclusion "*rapide*" de l'accord de libre échange entre l'UE et le Mercosur, le marché commun d'Amérique du sud.

Pour sa part, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault s'est voulu rassurant sur la santé économique de l'Union européenne, plaidant pour "*approfondir*" les "*relations équilibrées*" entre UE et Amérique latine et Caraïbes.

"Je mesure qu'au moment où d'autres régions émergentes consolident rapidement leur présence en Amérique latine, la turbulence, les incertitudes de la zone euro ont suscité ces derniers mois, des doutes et interrogations et pas seulement en Amérique latine", a-t-il déclaré lors d'un "*sommet des affaires*" précédant le Sommet.

Sur le plan économique, les deux régions se trouvent dans des situations disparates, avec l'Union européenne confrontée à l'une des plus grandes crises de son histoire, et l'Amérique latine qui traverse une phase prolongée de croissance économique (4,5% de hausse moyenne du PIB en 2010-2012).

Mais elles pèsent de manière très différente dans l'économie mondiale: l'UE est le bloc économique le plus important de la planète, un marché unique de plus de 500 millions d'habitants représentant un quart du PIB mondial.

L'Europe est le plus gros investisseur en Amérique Latine: 43% de l'investissement direct étranger dans la Celac vient de l'UE (385 milliards d'euros en 2010).

Une réunion à huis clos sera suivie samedi d'un dîner officiel au palais présidentiel de la Moneda.

Après une nouvelle séance à huis clos dimanche matin, le sommet prendra officiellement fin pour laisser place à une réunion de la Celac dimanche et lundi. AFP 26.01

A "*huis clos*" de quoi peuvent-ils discuter de si important qui ne devraient pas tomber dans les oreilles des peuples d'Europe et d'Amérique Latine ? Et tous les chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche y participent, acceptent ces règles ? Ils sont autant de gauche que le PS, le PASOK, le SPD, le PSOE, etc.

L'UE a besoin du soutien de ces Etats pour sortir provisoirement du bourbier dans lequel elle s'est mise... Une façon comme une autre de soulager (momentanément) la crise du capitalisme, ils diront, en sortir, pour qu'elle ressurgisse d'ici peu...

3- République tchèque

Le pro-européen Milos Zeman, 68 ans, ancien Premier ministre et vétéran de la gauche tchèque, a remporté haut la main samedi la première présidentielle tchèque au suffrage universel et succédera à l'euroseptique notoire Vaclav Klaus.

Fort de 54,8% des suffrages, M. Zeman a largement devancé le ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, aristocrate de droite âgé de 75 ans, qui a obtenu 45,2% des voix.

Le taux de participation a atteint 59,1%.

M. Zeman, qui se qualifie lui-même d'"euro-fédéraliste", est favorable à l'entrée de la République tchèque dans la zone euro.

A la différence de son prédécesseur dont le mandat expire le 7 mars, M. Zeman se dit prêt à hisser au Château de Prague, son futur siège officiel, le drapeau bleu étoilé de l'Union européenne.

De Bruxelles, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a "*chaleureusement*" félicité Milos Zeman pour son élection.

Le président sortant Vaclav Klaus, volontiers provocateur, reprochait à l'UE son "*déficit démocratique*", ses excès bureaucratiques et ses régulations supranationales. Il avait qualifié la récente attribution du prix Nobel de la paix à l'UE d'"*erreur tragique*".

L'approche de Prague envers l'UE "*changera*", selon Jan Kavan, ministre tchèque des Affaires étrangères à l'époque où M. Zeman était Premier ministre (1998-2002).

Un point d'interrogation planait autour de la future cohabitation entre le président de gauche et le gouvernement de centre droite de Petr Necas, dont le mandat expire en 2014.

Fragilisé par sa politique impopulaire d'austérité budgétaire mais aussi par des scandales de corruption, le gouvernement a progressivement perdu sa majorité à la chambre basse. Mais il a déjà survécu à cinq motions de censure.

M. Necas, chef du parti de droite ODS, a qualifié l'élection de M. Zeman de "*logique*" et "*naturelle*". Il a rappelé que le nouveau chef de l'Etat formait avec l'artisan de la "*Révolution de velours*" Vaclav Havel et le président sortant Vaclav Klaus le trio ayant le plus marqué l'évolution du pays depuis la chute du communisme.

Economiste de formation, M. Zeman arrive au point culminant de sa carrière politique, après avoir notamment occupé les postes de chef de la Chambre basse du Parlement (1996-1998) et de Premier ministre (1998-2002) alors qu'il était chef du Parti social-démocrate (CSSD). AFP 26.01

Ce Zeman qui se qualifie lui-même d'"euro-fédéraliste", ex-chef du Parti social-démocrate (CSSD), encore un homme de gauche...

SOCIAL

1- France

L'un des principaux distributeurs français de jeux vidéos, Game France, en redressement judiciaire, va licencier au moins 400 personnes malgré les trois offres de reprise partielles, mais complémentaires, étudiées vendredi par le tribunal de commerce de Bobigny.

Au maximum, seuls 71 magasins et 156 postes seront repris, sur les 157 boutiques et 557 emplois du groupe, en redressement judiciaire depuis le 4 septembre. Le tribunal rendra sa décision définitive le vendredi 1er février à 14H00. AFP 25.01

2- Grande-Bretagne

Entre 25.000 et 30.000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Londres contre la fermeture prévue de la maternité et du service des urgences d'un important hôpital du sud-est de la capitale, et contre les coupes budgétaires dans le secteur de la santé publique.

La police n'a pas donné d'estimation du nombre de manifestants, qui protestaient contre les conclusions d'un rapport gouvernemental préconisant de remplacer ces deux services clés de l'hôpital de Lewisham par un département réduit de "*soins urgents*" et par une unité de sages-femmes.

Selon ce rapport, les économies réalisées avec ces fermetures doivent permettre de combler les dettes d'une société voisine de gestion hospitalière, dépendant également du NHS, le service public de la santé.

Une proposition qui suscite la colère de nombreux habitants du quartier et de professionnels de la santé, indignés que l'hôpital de Lewisham doive payer pour les déboires d'un organisme dont il ne dépend même pas.

"*Cette décision est insensée et inconsidérée*", dénonce le docteur Louise Irvine, un médecin généraliste et présidente du groupe "*Sauvons l'hôpital de Lewisham*". "*C'est une grosse erreur qui comporte de gros risques, à la fois pour la santé des patients mais aussi d'un point de vue politique*", prévient-elle.

Selon les manifestants, si le projet aboutit, il n'y aura plus qu'un service d'urgences pour 750.000 habitants dans ce secteur.

Cette semaine, l'ancien archevêque sud-africain et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, qui a habité ce quartier londonien, a joint sa voix aux protestataires, en qualifiant ces fermetures de "*scandaleuses*". AFP 26.01

3- Portugal

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé samedi à Lisbonne pour protester contre les coupes budgétaires dans l'éducation et réclamer la démission de leur ministre de tutelle.

Le syndicat Fenprof, qui dénonce la réduction des revenus et la dégradation des conditions de travail, a évalué à 30.000 le nombre de manifestants.

"*Je suis ici pour protéger l'école publique et, par dessus tout, pour défendre l'avenir de ce pays et celui de nos enfants*", a déclaré à Reuters Anabela Mendes, interrogée dans le cortège.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre en échange de l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) sont venues à bout de la relative patience des Portugais il y a six mois environ. Grèves et manifestations se multiplient depuis. Reuters 26.01

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé aujourd'hui la prolongation d'une aide mensuelle de 400 ou 450 euros pour les chômeurs en fin de droits tant que le taux de chômage, actuellement à plus de 26%, restera au-dessus des 20%.

Au mois d'août, l'aide avait été portée de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*". AFP 25.01

5- Etats-Unis

Le fabricant de jouets américain Hasbro a annoncé vendredi qu'il allait supprimer 10% de ses effectifs, ce qui représente environ 550 personnes, à cause d'une mauvaise saison des fêtes aux Etats-Unis qui va se traduire par des résultats décevants. AFP 25.01

ECONOMIE

1- Chypre

L'agence de notation financière Fitch a enfoncé un peu plus la République de Chypre en catégorie spéculative, en abaissant sa note de deux crans, de BB- à B, reléguant le pays à deux rangs seulement de la catégorie des pays considérés en défaut de paiement. AFP 25.01

2- Etats-Unis

Blackrock, numéro un mondial de la gestion d'actifs, a pris une participation de 80 millions de dollars dans la plateforme de microblogging Twitter, a dit vendredi une personne au fait de l'opération.

Le réseau social ne lèvera pas de capitaux frais dans le cadre de cette opération, qui le valorise à plus de neuf milliards de dollars (6,7 milliards d'euros).

Blackrock achètera en effet directement des titres auprès de salariés de Twitter désireux de solder leur participation et leurs options.

La nouvelle valorisation de Twitter est un peu plus élevée que fin 2011, quand le prince saoudien Al-Walid bin Talal et sa holding Kingdom Holding Company avaient annoncé avoir déboursé 300 millions de dollars (230 millions d'euros) pour s'emparer d'une participation stratégique dans la société.

Twitter était alors valorisé à 8,4 milliards de dollars. AFP 26.01

[Haut de page ↗](#)

Le 28 janvier

CAUSERIE

Dimanche 21h45 (locale).

J'ai formaté mes causeries du 17 au 27 janvier et j'ai corrigé les fautes au passage, très rapidement comme d'habitude, je ne les ai pas corrigées dans le fichier de la causerie de janvier et la page d'accueil, pas le temps. Cela m'a pris plus d'une heure trente minutes, j'ai tellement bossé comme un dingue que je n'ai même pas pris le temps de fumer une cigarette, c'est pour dire !

Et on est dimanche, un boulot de forçat, et la soirée ne fait que commencer, car j'ai rédigé dans ma tête en promenant le chien ce soir un article politique destiné aux intellectuels, la suite de l'article que je leur avais envoyé. J'ai la trame, je l'ai couchée sur le papier en buvant un cocktail avant de manger mon assiette de lentilles, le cocktail cela expatrié nanti : eh merde! Les lentilles cela fait prolo : chouette me voilà réhabilité ! Je n'ai rien mangé d'autre suivi d'un café et je pète la pleine forme, d'enfer !

La trame de mon article : le rapport entre l'économie et la politique ; crise du capitalisme, économie de guerre et guerres incessantes tout au long du XXe siècle, 14-18, 39-45, puis Corée, Vietnam, jusqu'à la Syrie, le Mali, etc. ; l'exportation de capitaux pour développer de nouveaux marchés, les quatre Dragons asiatiques ; crise économique en Thaïlande, etc. ; avant E-U ruinés par la guerre du Vietnam, fin de la convertibilité du dollar en or, néolibéralisme mis en oeuvre dès cette époque, création du CFR, avant création de l'UE et Bilderberg ; E-U renoue avec la Chine, puis délocalisation massive des E-U et de l'UE vers la Chine, tout se tient ; les guerres ne peuvent pas résoudre les contradictions du capitalisme qui va de crise en crise qui sont de plus en plus rapprochées, jusqu'à être en crise permanente, d'où le besoin de lancer de nouvelles guerres, complexe militaro-industriel et financier ; la guerre de classe pour faire monter ou maintenir le taux de profit, perdue d'avance ; les classes, leurs partis, leurs rapports à l'Etat ; dégénérescence du mouvement ouvrier ; comment fonctionne la société, les institutions, l'Etat, les rapports de production déterminent tous les autres rapports ; ce sont des partis qui depuis plus d'un siècle qui représentent les différentes classes, qui structurent les institutions, ils sont dépendants de l'économie, le capitalisme se putréfie, les partis également...

L'idée sur lequel repose mon article, c'est que certains intellectuels ont de belles idées, mais non seulement ils n'ont pas compris comment fonctionne le capitalisme, ils n'ont pas compris non plus comment il fonctionne sur le plan politique, sans un parti pour affronter le capitalisme organisé en parti, il sera impossible d'en finir avec le capitalisme et son Etat, ses institutions et de changer la société, c'est aussi simple que cela.

A plus tard.

Lundi

Il y a à ce jour 78 articles et vidéos en ligne dans le site sur le Mali.

En consultant la page internationale du site je me suis aperçu que je n'avais pas ajouté d'articles sur la Libye depuis le 14 novembre 2012, on peut donc parler d'un black out de la part des médias et des autorités libiennes qui ne tiennent pas à ce qu'on sache ce qui se passe dans ce pays et ce que fabriquent leurs alliés américain, britannique et français.

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Mali* :

- *L'Invasion préplanifiée du Mali révèle l'agenda néo-colonialiste de la France* - 16.01
- Lavrov dément les propos de Fabius sur une aide russe aux français au Mali - 23.01
- Les mensonges de la propagande de guerre française au Mali - 23.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Syrie*:

- Alep / Syrie : Silence ! Toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout pas les crimes du Sultan et l'intensification du terrorisme... - 25.01
- Communiqué. Dénonciation de l'immixtion belliciste de la France en Syrie et affirmation du droit du peuple syrien à disposer de lui-même souverainement. - 27.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *politique*:

- Obama devrait nommer Tony Blinken conseiller national de sécurité - 25.01
- Néo-conservateurs et gays contre Chuck Hagel - 26.01
- Hollande a peur de ses armées - 27.01

Info consommateur

Le titre, c'était pour plaisanter, mais le contenu est très sérieux et vous concerne peut-être.

- Le « *cybercrime* », un butin de 83 milliards d'euros - LeFigaro.fr

Selon Symantec, 556 millions de personnes ont été les proies d'une arnaque sur Internet en 2012 à travers le monde.

- Le « *rançongiciel* », dernière arme fatale du crime organisé - LeFigaro.fr

Des virus bloquent à distance les ordinateurs puis leurs propriétaires sont sommés de payer une « *amende* ».

Hollande. Mali. Le coup du lapin ou du selvar.

L'amer destin de François Hollande.

Dans son livre « *Adieu Abidjan sur Seine* » (Editions Autres Temps – 2008), Guy Labertit, délégué national pour l'Afrique du parti socialiste de 1993 à 2006 parle de François Hollande alors premier secrétaire du parti : « *François Hollande – sans doute celui qui, à la tête du PS, a éprouvé le moins d'intérêt pour les relations internationales, surtout extra-européennes – a toujours eu un rapport plutôt distant à tout ce qui touchait l'Afrique. En novembre 1998, il m'a dit tout de go après avoir rencontré un président africain : « Guy j'admire ta ténacité dans ton engagement, mais en Afrique, il n'y a que des coups à prendre.* ».

Surtout lorsqu'on commence par en donner...

Après la création d'Africom, la destruction du régime libyen par l'OTAN, la partition du Soudan, le coup d'Etat militaire de la France le 11 avril 2011 en Côte d'Ivoire, la guerre occidentale pour la reconquête de l'Afrique s'intensifie au Mali avec l'opération SELVAR (1) déclenchée le 11 Janvier par le chef des armées françaises et qui est tout sauf improvisée (voir article ci-après).

Il n'est pas inutile de rappeler que le premier partage de l'Afrique en 1885 à Berlin n'a pas empêché les puissances européennes organisatrices du dépeçage de rentrer trente ans plus tard dans un conflit violent et prolongé entre elles : la première guerre mondiale. L'accord initial sur le pillage de l'Afrique a volé en éclats au moment du partage du butin.

(1) Le Selvar est une variété de chat de la région du Sahel qui a cette particularité d'être particulièrement incontinent - il fait pipi sans arrêt. Comme le Selvar la France avec ses parachutistes et ses chasseurs bombardiers pisse sur le Sahel des missiles à 1 million d'euros l'unité. <http://comaguer.over-blog.com/> 18.01.2013

L'Africom en selle

L'armée des Etats-Unis au Sahel - 22.12.2012

Extrait.

1998 : un think tank israélo-étasunien d'orientation néoconservatrice l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES pose les jalons de la nouvelle politique impérialiste des Etats-Unis en Afrique. Fondé en 1984 à Jérusalem avec un bureau à Washington l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES (<http://www.iasps.org/index.php>) proche du Likoud, va développer l'idéologie et le programme de la future « *guerre contre le terrorisme* » sous la plume de RICHARD PERLE. Sur l'Afrique noir en particulier <http://www.iasps.org/opeds/oped30.htm>. document de Mai 2001 qui préconise déjà la création d'AFRICOM.

1999 : ses travaux sont complétés par ceux d'un groupe spécifiquement orienté vers les questions pétrolières l'AFRICAN OIL INITIATIVE POLICY GROUP repris à son compte par le Vice Président Dick Cheney en Mai 2001

2002 : George Bush lance la PAN SAHEL INITIATIVE, application de la guerre contre le terrorisme dans l'espace sahélien. Sont directement et expressément visés 4 états de la Françafrique : Mauritanie, Mali, Niger et Tchad où l'armée US va à travers de programmes de coopération militaire s'introduire progressivement sur le terrain et se créer un réseau de relations dans les armées des pays visés. Les effectifs des forces spéciales US sur place atteignent très rapidement 700 hommes.

2004 : La PAN SAHEL INITIATIVE qui n'était dotée que de petits moyens financiers à l'origine se transforme et s'élargit. Elle devient la TRANS SAHARIAN COUNTERTERRORISM INITIATIVE .Du SAHEL on est passé à un ensemble de pays voisins du Sahara au Nord comme au Sud de l'Algérie au Nigéria l'orientation contre terroriste de cette politique devient centrale. Le programme bénéficie d'un budget de 500 millions de Dollars US.

Entre temps un certain nombre d'enlèvements, d'actions attribuées à des terroristes mal définis a permis de justifier l'intensification de la lutte contre terroriste et d'apporter un appui technique et financier aux armées pauvres des pays très pauvres concernés

2007 : Bush décide de la création d'un commandement militaire US intégré pour l'Afrique : AFRICOM qui couvre tout le continent à l'exception de l'Égypte

2008 : AFRICOM entre en activité. Son siège reste à Stuttgart car aucun gouvernement africain n'a accepté de l'accueillir sur son sol. Mais les troupes US sont en nombre d'une part à Djibouti sur l'ancienne base de l'armée française d'autre part en Italie pour la couverture de la zone Nord Afrique

2011 : AFRICOM lance via l'OTAN sa première guerre africaine d'envergure en Libye. Les anciens colonisateurs européens : France et Grande-Bretagne rivalisent de zèle meurtrier pour montrer qu'ils restent des vassaux zélés.

Les lecteurs anglophones pourront utilement lire les ouvrages d'un des meilleurs connaisseurs de la zone saharo sahélienne, le chercheur britannique JEREMY KEENAN auteur de THE DARK SAHARA et de DYING SAHARA livres non traduits (voir aussi <http://www.youtube.com/watch?v=em85P8iPShU>). Dans ces livres JEREMY KEENAN établit la simultanéité de l'arrivée des forces spéciales US au Sahel et du début de l'activité terroriste dans la zone.

[D'Areva à EADS ou Anne Lauvergeon en famille.](#)

- Anne Lauvergeon en piste pour un retour aux affaires chez EADS - AFP

Anne Lauvergeon, membre de la French American Foundation (FAF).

Qu'est-ce que c'est ?

Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation - Réseau Voltaire

(http://www.luttedeclassé.org/dossier/politique_usa_france_190407.pdf)

Extrait. L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. (analyse que nous ne soutenons pas - Note de Tardieu) À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (<http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France>)

Parmi les participants américains connus :

Ian Brzezinski (2001, chargé aux affaires de défense de l'OTAN, fils du célèbre géopolitologue Zbigniew Brzezinski), le général Wesley K. Clark (1983, ex-commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe), le président Clinton (1984) et Hillary Clinton (1983, sénateur).

Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg

(2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthelabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)...

C'est marrant, partout on retrouve les mêmes, l'UMP et le PS bras dessus bras dessous, vous avez remarqué aussi.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'austérité : le gouvernement n'a pas d'autre politique.

Le gouvernement français doit impérativement s'en tenir à son programme de réduction des déficits publics et ne pas céder aux "sirènes" qui l'invitent à renoncer à l'austérité, a déclaré dimanche le ministre du Travail, Michel Sapin.

"Il y a un Etat mais c'est un Etat totalement en faillite", a-t-il dit sur l'antenne de Radio J. "C'est la raison pour laquelle il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif." (lire plus loin la précision. -NdIrl)

L'ancien Premier ministre Michel Rocard critique également ce calendrier serré : dans les colonnes du Journal du Dimanche, il juge notamment que la consommation, un des moteurs de la croissance, est en panne. (à lire plus loin -NdIrl)

"La récession va s'aggraver, donc le chômage va augmenter. Il y a le feu", estime-t-il. "Il faut expliquer aux marchés financiers qu'en poussant à la récession, ils risquent de ne pas récupérer l'argent qu'ils nous prêtent."

"Il faut donc un autre calendrier pour les déficits", ajoute-t-il. "Aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte." Reuters 27.01

"Faire accepter" à qui : aux fonctionnaires, aux travailleurs en butte à des services publics en déliquescence, qui ensemble refusent la régression sociale que représente la politique mise en oeuvre par le gouvernement et qui s'inscrit dans le prolongement de son prédécesseur ? Ils ont raison de la rejeter.

L'Etat serait "totalement en faillite", alors qu'en 13 jours il vient de dépenser 30 millions d'euros pour sa guerre de rapine au Mali, de qui se fout-il Sapin ? A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius !

Pour un gouvernement des partis ouvriers qui rejettent l'accord patronal du 11 janvier, qui condamnent la guerre néocoloniale contre le peuple malien.

Précision.

Quelques heures plus tard, il a rectifié le tir, mais il était trop tard !

- Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé dimanche à l'AFP ses propos à Radio J expliquant que sa référence à "un Etat totalement en faillite" s'appliquait aux déclarations de François Fillon, en septembre 2007.

Le ministre a répondu en reprenant l'expression de M. Fillon, en évoquant "un Etat totalement en faillite" non pas pour décrire la situation actuelle, a-t-on expliqué dans son entourage, mais pour ironiser sur la formule de 2007 de l'ancien Premier ministre UMP.

"Mais, c'est un Etat totalement en faillite", s'était exclamé Michel Sapin, avant d'enchaîner sur la défense de l'action du gouvernement. "C'est la raison pour laquelle, avait-il dit, il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif de la diminution des déficits, c'est fondamental pour le financement de notre économie, et la création d'emplois".

Le ministre avait fait valoir qu'il y avait "*une urgence sociale et une urgence économique*" et que c'était pour cela que le gouvernement avait "*pris des décisions immédiates en terme de relance de l'Europe de la croissance, de politique d'emploi (...) et en même temps agir dans la durée*". AFP 27.01

Comme on le voit ici, il avait tenu ce discours volontairement reprenant à son compte celui tenu par Fillon en 2007, rappelé à l'ordre, une erreur qu'il a rapidement corrigé à l'heure où le gouvernement dépense sans compter pour livrer sa guerre au Mali, et sans doute par crainte de contrarier les marchés qui attendent un autre discours et qui jusqu'à présent se sont montrés particulièrement bienveillant à l'égard du gouvernement.

Panique à bord. Il y a "**le feu**" dans la demeure : qu'elle brûle !

A partir des années 70, les capitalistes ont transféré des masses énormes de capitaux qu'ils avaient accumulés provenant des profits dégagés par l'économie réelle ou productive ou qui ont été mis à leur disposition par les banques centrales (Fed principalement) vers des pays asiatiques (les quatre dragons) pour rétablir leur taux de profit et développer de nouveaux marchés.

Ils ont procédé à l'industrialisation à marche forcée de ces pays, ce qui s'est traduite par la fermeture de milliers d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Puis, ils ont enchaîné avec ce qu'ils ont appelé les cinq tigres, tout en accélérant la délocalisation de pans entiers de l'industrie, processus qui allait atteindre des sommets avec la réintroduction (officielle) du capitalisme en Chine, les investissements étrangers dans ce pays se montant à plus de 100 milliards de dollars par an depuis des années.

Pendant ce temps, d'autres pays dans d'autres régions du monde devenaient plus attractives pour les capitalistes en terme de rentabilité, les pays de l'ex-Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS, le Mexique et des pays d'Amérique latine comme le Brésil, plus d'autres pays en Afrique, Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, en Asie, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan...

Ces investissements concernent dorénavant absolument tous les secteurs de l'économie, y compris les services (centres d'appels téléphoniques, maintenance des avions, etc.). De plus, il n'est pas rare que la signature de contrats commerciaux s'accompagne d'un transfert de technologies (de pointe), ce qui permet par la suite à ces pays de s'approprier ces technologies pour produire les mêmes marchandises à moindre coût (TGV, centrale nucléaire, avion, etc.) et concurrencer les pays qui leur ont fournies, soit pour leurs propres besoins ou les exporter à leur tour (nucléaire Sud coréen en Arabie Saoudite).

Du coup, l'économie productive aux Etats-Unis et en Europe s'effondre. Rappelons que c'est à la source qu'est produite l'essentielle de la plus-value ou pour être plus précis, que c'est l'exploitation de la main d'oeuvre travaillant à l'extraction des matières premières qui fournit le plus haut taux de rentabilité ou de profit. Or, cette activité est en chute libre depuis des décennies dans ces pays ou continents. Au passage, en plus de leurs besoins croissants en matières premières pour assurer le développement futur ces Etats, cela explique la guerre que se livrent les différents impérialistes en Afrique et au Maghreb pour se les approprier (Irak, Libye, Syrie, Mali, demain Liban, Iran), à un moindre coût, tandis que les populations de ces régions ou continent demeurent pauvres ou leurs pays (infrastructures, services publics) sous-développés, ceci étant la condition de cela.

Comme je l'ai écrit il y a déjà 8 ans, il arrivera un jour où pour les capitalistes, il ne sera plus rentable de produire quoi que ce soit aux Etats-Unis ou dans l'Union européenne car les taux de profit y sont trop bas d'une part, et parce qu'ils peuvent produire les mêmes marchandises à un moindre coût dans d'autres pays ou régions du monde et engrangé d'énormes profits. D'autres facteurs ou critères liés au loi de fonctionnement du capitalisme favorisent ou confortent cette tendance.

Pour qu'elle s'inverse, il faudrait que les conditions de travail aux Etats-Unis et dans l'UE ainsi que niveau d'exploitation des travailleurs soient similaires ou se rapprochent de ce qui existe dans les pays ou continents où la législation du travail est particulièrement favorable au patronat et le coût de la main d'oeuvre bon marché, bref, où les masses sont surexploitées ou livrées à une forme d'esclavage impitoyable. Ou alors, il faudrait que les conditions d'exploitation (durée du travail) et le coût du travail en Europe centrale, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, le niveau de vie des travailleurs se situe à un niveau équivalent à ce qui existe aux Etats-Unis ou dans l'UE. Or il en est très très éloigné, car au-delà du salaire il faut prendre en compte tous les facteurs concomitants sur les plan social et économique, les droits sociaux, la protection sociale, etc. mais aussi la fiscalité qui s'applique aux entreprises, impôt sur les bénéfices et taxes diverses ou les subventions ou les aides (exonérations diverses) que peuvent leur accorder les Etats.

Quand on prend en compte tous les facteurs, la différence n'est pas de 1 à 10 par exemple, mais plutôt de 1 à 20 ou davantage. Il ne faut pas oublier non plus que les entreprises en France bénéficient d'exonérations de cotisation sociale à hauteur de quelque 20 milliards d'euros par an, si on retire cette aide ou ce cadeau de l'Etat la différence entre le coût du travail en France et un pays comme la Chine augmenterait considérablement, donc ils ne sont pas près de se rejoindre. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en France vivraient mieux qu'en Chine. Certes les salaires sont beaucoup plus élevés en France, mais comme le coût de la vie ou les prix le sont également, les travailleurs chinois n'ont pas à les envier. On pourrait nuancer ce qui a été dit dans l'avant-dernière phrase, quand on observe des réductions de salaire de 25% ou plus en Grèce et que certains salaires se rapprochent de 500 euros par mois, alors qu'en Chine comme en Inde dans certaines entreprises les salaires ont augmenté pour atteindre 200 à 300 euros. L'inflation alimente la lutte des classes et se traduit régulièrement par des hausses de salaire.

Leur situation est pire encore dans des pays comme l'Inde ou l'Afrique du Sud. D'ailleurs c'est bien simple, en Inde l'immense majorité d'entre eux ne reçoivent pas de bulletins de paie, donc ne déclarent pas leurs salaires et ne paient pas d'impôt, ils sont trop pauvres pour que l'Etat puisse leur en imposer.

En conclusion, pour que la situation économique s'améliore dans le sens où l'entendent les capitalistes et leurs représentants dont fait partie Michel Rocard, il faudrait que la classe ouvrière dans l'UE subissent défaite après défaite et voient leur niveau de vie baisser drastiquement, que traduirait la baisse du coût du travail et l'aggravation de leurs conditions d'exploitation, autrement dit travailler plus et plus longtemps pour "gagner" moins et surtout moins longtemps, parce que les travailleurs ne profiteraient pas de leur retraite après avoir cotisé toute leur vie et crèveraient peu de temps après avoir cessé de travailler. Vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, tandis que les rentiers baigneraient dans le luxe et auraient une vie de seigneurs, comme sous l'Ancien régime.

- *"Il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement"*, affirme Michel Rocard dans un entretien dans le JDD. L'ancien Premier ministre socialiste pour un *"ralentissement"* dans la réduction des déficits, une réduction du temps de travail et un départ à la retraite à 65 ans. *"Il y a le feu"*. *"Regardez où en sont les moteurs de la croissance. La consommation est en panne à cause du chômage, l'investissement aussi puisque les perspectives sont nulles, les exportations sont en berne car l'Europe est en récession et la dépense publique est contrainte par l'objectif de réduire les déficits."*

Pour Michel Sapin, *"aucune sirène ne doit nous détourner de notre objectif de réduire nos déficits"*.

Pour l'ancien chef du gouvernement (1988-1991), âgé de 82 ans, *"aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter à nos partenaires européens un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte"*. *"La première des urgences, c'est de faire baisser le chômage. Comme nous n'avons pas de croissance économique, la seule façon d'y parvenir est de réduire le temps de travail"*, assure-t-il. Reconnaisant que *"ce sujet est un tabou"*, il souhaite *"que la réflexion s'ouvre à nouveau"*.

"En France, les salariés travaillent en moyenne 36,5 heures par semaine, contre moins de 33 heures en Allemagne et moins de 31 aux Etats-Unis. Il faut y parvenir par la négociation, en réduisant les cotisations sociales des entreprises", propose-t-il. *"Je dis qu'il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement. Ce qui permettra de réduire un peu la durée de chacun. Si les partenaires sociaux s'en saisissent, Hollande n'ira pas contre"*, assure Michel Rocard.

Il considère en outre *"dangereux et mauvais"* de s'engager dans le gel des retraites complémentaires. *"L'amputation du pouvoir d'achat est imbécile, alors que le pays a besoin de davantage de consommation"*.

Il estime que *"la seule solution est d'allonger la durée de cotisation, d'aller peut-être jusqu'à 43 annuités"*. Il relève que la France est *"le seul pays développé qui a fixé un âge de droit de départ à la retraite"*. *"La réforme Sarkozy, poursuit-il, a fait passer au forcing les 62 ans ... C'est décoratif, cet âge n'est pas une limite physique, ni intellectuelle"*.

"Il faut dire la vérité aux Français, le vrai calcul se fonde sur la durée de cotisations, pas sur un droit lié à un âge borné et inutile", dit encore Michel Rocard pour qui *"en conséquence on peut aller jusqu'à 65 ans"*, prenant ainsi le contre-pied du gouvernement. Lexpress.fr et AFP 27.01

Rocard n'a rien à dire de plus que les économistes qui s'époumonnent à vouloir sauver les apparences, à savoir que le capitalisme appartient désormais au passé, qu'il est condamné par l'histoire ou son propre développement qui conduit infailliblement : soit au chaos et à la barbarie, soit au socialisme si on y met un terme.

Réduire le temps de travail en réduisant les cotisations sociales des entreprises, revient à baisser les salaires (tous revenus confondus) ou augmenter le taux d'exploitation et de profit, car ces cotisations sociales font partie de la plus-value produite par les travailleurs. Cela revient à laisser une plus grande part de cette plus-value aux capitalistes, pendant que la dette de l'Etat augmenterait puisque l'Etat verserait la différence à la Sécurité sociale, donc les intérêts que l'Etat verse aux marchés, aux banquiers, augmenteraient, intérêts qui proviennent des impôts et des taxes que les travailleurs versent à l'Etat, qui sont soustraits de leur salaire.

Si vous prenez l'équation : salaire + cotisations sociales (part salariale et mal nommée patronale), l'ensemble représente le coût de la force de travail qui est déduite de la plus-value produite et qui va au travailleur, le reste va au capitaliste. Si vous diminuez le salaire ou les cotisations sociales qui vont dans les caisses des organismes sociaux, vous diminuez du même coup le coût du travail, donc le niveau de vie des travailleurs. Souvenez-vous de ce qu'on a dit plus haut en comparant celui existant en France et en Chine (par exemple), on voit bien ici que cette mesure s'inscrit dans cette perspective ou qu'elle a été inspirée par la situation que j'ai décrite rapidement.

Quant à l'allongement de la durée de cotisation, on a dit plus haut de quelle manière cette mesure infâme se traduirait et l'objectif recherché, faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps avoir pris leur retraite, ce

qui apparemment n'est pas le cas du rentier Rocard, hélas !

Lui aussi autrefois il nous avait été présenté comme représentant la gauche du PS, sans rire, une véritable escoquerie politique, puisque en réalité il appartenait à l'un des courants les plus réactionnaires de ce parti, qu'il estime qu'il faudrait tout simplement banir toute date de départ à la retraite, autrement dit que l'on devrait travailler jusqu'à notre dernier souffle ne fait que le confirmer, on ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

[Droit au travail, droit au logement, droit de faire des études...](#)

- Mariage homo : "*Que tout le monde ait les mêmes droits*" - Le Nouvel Observateur

Droit de manger à sa faim, droit de partir en vacances, droit d'accéder aux meilleurs traitements médicaux, etc. autant de droits prioritaires bafoués, qui ne concernent pas 1% de la population mais des dizaines de millions de travailleurs, autant de droits qui passent à la trappe et qui ne mobilisent pas vraiment appareils et micro-appareils trop occupés à assurer leur survie politique, on comprend...

[Non, il était sémite comme toute la population de cette région.](#)

- Monseigneur di Falco : "*Ne le répétez pas, Jésus était juif !*" - LePoint.fr

[L'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière.](#)

- Davos ronronne sur l'économie mais organise des rencontres brillantes sur les dernières avancées scientifiques - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE-Celac

Ce que tous les chefs d'Etat d'Amérique latine ont adopté à l'unanimité : le sacro-saint droit des multinationales de piller les richesses de leur pays.

Les dirigeants de l'Union européenne et d'Amérique latine ont clos dimanche à Santiago un Sommet consacré aux investissements et échanges commerciaux.

Pour le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, "*la déclaration de Santiago établit la sécurité juridique, qui est importante pour les investisseurs et (...) pour les pays qui reçoivent ces investissements*", dans une allusion aux expropriations d'entreprises réalisées ces dernières années au Venezuela, en Bolivie et en Argentine. AFP 27.01

Le socialisme du XXIe siècle !

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a déclaré dimanche soir l'état d'urgence pendant trente jours dans les villes de Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, théâtres d'affrontements qui ont fait au moins 49 morts depuis quatre jours dans le pays.

"*J'ai promis de ne pas prendre de mesures exceptionnelles à moins d'y être forcé, et c'est ce que je fais ici. J'annonce l'état d'urgence dans les villes d'Ismaïlia, de Suez et de Port-Saïd pendant une période de 30 jours*", a déclaré Mohamed Morsi lors d'une allocution télévisée.

L'état d'urgence entrera en vigueur à partir de minuit, a-t-il ajouté.

Le président égyptien a également annoncé l'instauration d'un couvre-feu dans ces trois villes à partir de lundi, de 21H00 (19h00 GMT) à 06H00 (04H00 GMT).

"La protection de la nation relève de la responsabilité de tout un chacun. Nous ferons face à toute menace contre sa sécurité avec force et fermeté, dans le cadre de la loi", a déclaré Morsi.

L'annonce de l'état d'urgence a provoqué de nouvelles manifestations à Ismaïlia, où près de 200 personnes sont descendues dans les rues, selon un témoin.

"A bas Morsi, à bas l'état d'urgence", ont scandé les manifestants.

Les militants des droits de l'homme estiment que l'état d'urgence va conférer de vastes pouvoirs à la police, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, pour procéder à des arrestations.

Les Frères musulmans ont accusé régulièrement par le passé l'ancien président Hosni Moubarak d'utiliser l'état d'urgence pour étouffer toute opposition et emprisonner les membres de la confrérie sans procès équitable.

Khaled Dawoud, porte-parole du Front de salut national, principale coalition d'opposition égyptienne a salué dimanche les mesures prises par Mohamed Morsi pour restaurer la sécurité.

"Bien sûr nous pensons que le président passe à côté du vrai problème sur le terrain qui est sa propre politique", a-t-il déclaré à Reuters, tout en ajoutant: "Son appel à l'état d'urgence est une bonne décision étant donné ce qui se passe, à savoir les violences et les actes criminels".

Sept personnes ont été tuées dimanche à Port-Saïd, en Egypte, lors des obsèques des 33 victimes des violences de la veille dans cette ville portuaire située à l'embouchure du canal de Suez, sur la Méditerranée. Reuters 27.01

3- Israël

L'ancienne ministre des Affaires étrangères israéliennes, Tzipi Livni, dont le parti Hatnuah a essuyé une défaite électorale, a révélé que le Qatar a subventionné certains de ses concurrents aux élections législatives du 22 janvier 2013.

Le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a empoché 3 millions de dollars, tandis qu'Israel Beytenou, le parti d'un autre ancien ministre des Affaires étrangères Avigdor Liberman, a encaissé 1,5 million de dollars.

En échange, la coalition d'extrême-droite se serait engagée à favoriser la création d'une fédération jordano-palestinienne gouvernée par le Hamas. Réseau Voltaire 26.01.13

Vidéo (en anglais). Syria: Israel, Tzipi Livni "Qatar has offered \$ 3 million to Netanyahu"

http://www.youtube.com/watch?v=Epbu3gkQuYQ&feature=player_embedded

SOCIAL

France

Provocateur. La méthode de la CIA pour justifier le Patriot Act. Ou de la DGSE (Merah) ?

- Après les premières mises en examen pour surveillance illégale d'employés chez Ikea mardi, c'est au tour de Castorama d'être soupçonné de «*flicage*» dans un magasin de la banlieue bordelaise Gironde).

Vendredi, la CFDT annonçait en effet avoir porté plainte contre X visant la direction du site de Villenave-d'Ornon pour avoir fait «*espionner*» des salariés pendant quatre mois par un agent de la Sipic, la Société d'investigation et de protection industrielle et commerciale. Selon le syndicat, l'«*espion*» aurait ainsi tenté de les «*pousser à la faute*» et notamment au vol de matériel.

L'agent se serait ainsi fait passer pour un logisticien embauché en CDD entre décembre 2011 et mars 2012. Période pendant laquelle il aurait, selon le syndicat, rédigé «*jour après jour des comptes-rendus détaillés*» dans lesquels il relatait la surveillance

des salariés. Des documents sur lesquels la CFDT est « tombée », selon Sud-Ouest, et qui prouveraient que l'agent de la Sipic « a procédé à des provocations répétées pour que des salariés commettent des vols, soient complices de vols ou, à tout le moins, admettent qu'ils commettaient des vols ». C'est ce qui motive la plainte transmise au procureur de la République de Bordeaux.

L'homme en CDD aurait laissé entendre à certains salariés qu'il avait par exemple besoin de carrelage pour des travaux personnels et qu'il voulait savoir comment « sortir » ce matériel sans éveiller les soupçons. A priori, l'agent de la Sipic n'aurait pas obtenu beaucoup de résultats. Mais, du coup, les salariés cités nominativement passent pour suspects. Or l'article 226-18 du Code pénal punit de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende « le fait de collecter des données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite ».

Le secrétaire général CFDT-Services de Gironde, Denis Lauxire, a précisé que le magasin de Villenave d'Ornon, qui compte près de 110 employés, n'était pas plus touché par les vols que d'autres magasins de l'enseigne. leparisien.fr 27.01

ECONOMIE

1- Suisse - Trust pharmaceutique

Daniel Vasella, le président du conseil d'administration du géant pharmaceutique Novartis sur le départ, pourrait toucher des indemnités allant jusqu'à la moitié de son salaire annuel, affirme dimanche le SonntagsZeitung.

"Selon des experts en indemnité, Vasella pourrait encaisser chaque année 50% de son ancien salaire de 13 millions de francs suisses à titre de dédommagement pour les clauses de non-concurrence", fait valoir l'hebdomadaire suisse alémanique.

Daniel Vasella se serait engagé à ne pas travailler pour la concurrence pendant cinq ans, selon une information publiée jeudi par le Tages-Anzeiger.

La rémunération de Daniel Vasella, longtemps le patron le mieux payé de Suisse, est au centre des débats.

En 2009, il avait perçu un salaire de 20,5 millions de francs suisses (16,4 millions d'euros). Alors que les critiques avaient fusé, ses traitements ont été ramenés en 2012 à 13,1 millions de francs suisses (10,5 millions d'euros).

Les indemnités de Daniel Vasella ont également suscité des remous auprès des groupements d'actionnaires tels qu'Actares et la fondation Ethos.

"C'est un scandale. les profiteurs continuent comme si de rien n'était, c'est incroyable", a déploré Roby Tschopp, le directeur d'Actares, dans les colonnes du SonntagsZeitung.

De son côté, Dominique Biedermann, le directeur de la fondation Ethos, a appelé Novartis à fournir des "indications transparentes" sur règlement concernant les indemnités.

Dans un entretien accordé dimanche au SonntagsBlick, Daniel Vasella s'est cependant fendu d'un trait d'humour. Interrogé sur le montant total accumulé pendant ses années à la tête de Novartis, estimé par le journal entre 200 et 300 millions de francs suisses, Daniel Vasella a dit "n'avoir lui-même jamais fait l'addition". "Chaque jour, la somme monte dans la presse", a-t-il déclaré. AFP 27.01

2- Europe - Sidérurgie

Les sidérurgistes européens ne fermeront vraisemblablement pas suffisamment de sites de production pour mettre un terme à une situation de surcapacités, ce qui signifie que la guerre des prix dans le secteur va se poursuivre, estime Wolfgang Eder, directeur général de l'autrichien Voestalpine.

"Malgré les difficultés du secteur, je ne vois pas la guerre des prix se terminer. La capacité des entreprises à tirer les leçons du passé est limitée (...)", poursuit-il.

"Pourtant, les capacités doivent être diminuées d'au moins 20% avant que le secteur puisse renouer avec de saines conditions d'activité", poursuit Wolfgang Eder, dans le cadre d'un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagzeitung. Reuters 27.01

Question poser au mouvement ouvrier : On combat pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme ou on les laisse liquider la sidérurgie et des dizaines de milliers d'emplois ? C'est une question fermée : on liquide le capitalisme oui ou non ? On sauve ces emplois oui ou non ? C'est la seule manière, il n'en existe pas d'autres.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 janvier

CAUSERIE

Je vous confirme qu'il y a bien environ un millier de travailleurs ou militants qui se connectent sur le site après qu'un seul fichier (doc du 20 décembre) mis en ligne en janvier a été téléchargé 716 fois à la date d'hier.

Lundi soir.

A bâtons rompus.

J'ai découvert par hasard un portail où vous trouverez des articles sur la Françafrique <http://survie.org>.

Pour me détendre, si l'on veut, j'ai passé la soirée à me fabriquer une sorte de revue de presse en allant consulter des portails très ciblés pour chercher des infos sur le Mali et la situation sociale en France.

J'ai trouvé quelques articles intéressants sur le Mali et l'intervention militaire française contre ce pays, un article de la Tendance Claire du NPA sur l'accord du 11 janvier que j'ai estimé correct et que je mets en ligne, sinon pas grand chose à se mettre sous la dent.

Je pense que c'est intéressant de mettre en ligne des articles en provenance de différentes sources pour montrer qu'il y a plus de gens opposés aux politiques antisociales et impérialistes des différents gouvernements qu'on le croit, pas toujours à celles mises en oeuvre par les gouvernements de leur propre pays, je pense par exemple aux articles en provenance d'agences de presse en Russie ou en Iran, qui cependant en portant un autre regard sur l'actualité internationale nous fournissent parfois des informations qu'on ne trouve pas ailleurs, leurs analyses parfois justes ou pertinentes étant à prendre toutefois avec des réserves, comme d'habitude.

Cela nous change des médias aux ordres en France qui sont généralement tout juste bons à se faire les relais zélés de la propagande du patronat ou du gouvernement. Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé d'équivalent au Réseau Voltaire et à Mondialisation.ca, dont les analyses ou expertises dans les domaines de la géopolitique ou la géostratégie sont d'un très bon niveau et nous sont très précieuses pour comprendre la situation, car sans informations valables ou fiables, précises, notre tâche serait encore plus compliquée.

J'invite tous les lecteurs à me faire parvenir les articles qu'ils ont pu lire sur le Net et qu'ils ont appréciés, afin de porter à la connaissance des travailleurs ou militants qui se connectent sur le site. A défaut de pouvoir construire quoi que ce soit, le site peut servir de banque de données et aider à faire circuler infos et analyses qui peuvent nous aider à mener notre combat commun.

Qu'on ait chacun nos idées et nos convictions est une chose qui doit être respectée. Maintenant il ne faut pas tomber dans le sectarisme ou le dogmatisme et refuser de s'informer à certaines sources sous prétexte qu'on ne partage pas toutes les intentions ou qu'on n'a pas les mêmes objectifs que les auteurs des articles qui peuvent parvenir à notre connaissance, parfois pas du tout ou ils se situent à l'opposé des nôtres sans que cela doive nous poser un problème, de mon côté je suis blindé, mais je peux concevoir que par manque d'expérience on craigne parfois de se faire manipuler, et c'est tout à fait légitime comme réaction, cela m'arrive aussi par manque de connaissance sur un pays par exemple, c'est la raison pour laquelle je multiplie les sources pour recouper leurs informations et me faire ma propre idée ensuite.

Ces derniers jours, j'ai lu ou parcouru rapidement un tas d'articles sur le Mali, certains étaient plus détaillés et précis que d'autres, ceux qui émanaient des sources les mieux informés ou qui avaient une réelle connaissance du terrain ont fourni les analyses les plus pertinentes ou justes. Michel Collon en fait partie et je ne regrette pas d'avoir mis ses vidéos en ligne.

On ne peut pas militer en se contentant de phrases apprises par coeur, de principes ou de mots d'ordre, on doit savoir de quoi on parle, sinon on n'est pas crédible ou on n'inspirera pas confiance, quelque part c'est normal et c'est salutaire, c'est mieux ainsi, sinon cela voudrait dire que notre interlocuteur pourrait croire n'importe qui et n'importe quoi, ce n'est pas l'objectif que nous nous sommes fixés. Sans se prendre trop au sérieux ou avoir la grosse tête, on doit commencer par s'appliquer les principes qu'on souhaiterait bien que les travailleurs adoptent pour progresser, commençons par là.

Maintenant il est vrai qu'on ne peut pas être au top sur tous les sujets ; l'encyclopédie au XVIIIe siècle a été avant tout une oeuvre collective. C'est la raison pour laquelle il est préférable de ne pas se disperser et de creuser quelques sujets qu'on a sélectionnés en relation avec l'actualité et ainsi de suite. Chaque chose en son temps. Il faut être ordonné, s'imposer une discipline, sans discipline pas de parti, pas de révolution victorieuse. L'oisiveté, le dilettantisme et l'éclectisme sont nos pire ennemis. Au bout d'un certain temps, on parviendra à avoir une idée assez précise sur un tas de questions que l'on aura pris le temps d'étudier et que l'on pourra ensuite aborder sereinement, ce qui ne veut pas dire que nous serons en mesure de répondre à toutes les questions qu'on nous posera, sans que cela soit un problème ou crée un malaise, on peut prendre le temps d'y réfléchir pour en rediscuter plus tard ou alors on passe à une autre question en avouant que l'on n'a pas suffisamment d'éléments pour nous prononcer sur la question qui nous a été posée, essayons d'être ou de demeurer modeste, lucide, de garder le contrôle de nous-même, j'ai envie de dire d'être naturel, car il n'y a rien de naturel chez le prétentieux ou le complexé.

J'ai observé que lorsque l'on est face à une personne attentive, ce qui aura de l'influence sur elle sera autant notre discours que notre comportement, ce qu'on arrive à percevoir quand on est suffisamment bien dans sa tête ou sa peau pour tenir à la fois notre discours et l'observer tout en prêtant la même attention si ce n'est plus encore à sa répartie. J'en ai fait l'expérience la semaine dernière pendant près de deux heures, c'est long pour un tête à tête avec quelqu'un que vous n'avez jamais rencontré auparavant, c'est si rare pour moi de rencontrer un ou plutôt une Française que je n'en ai pas perdu une miette. Je pense que c'est aussi de cette manière que l'on peut progresser, en tirant des enseignements de chaque expérience que nous sommes amenés à vivre. Cela nous servira dans d'autres situations ou tout au long de notre vie. Qui ne progresse pas régresse, c'est ce que je me dis toujours et rien que l'idée de régresser m'effraie.

Une nouvelle fois cette causerie improvisée a pris une drôle de tournure. Mon total isolement me pèse, mais je m'en amuse aussi ; n'ayant personne avec qui converser le reste du temps, je me pose des questions et c'est un autre qui y répond et ainsi de suite, un peu à la façon de Diderot et ses dialogues (philosophiques) imaginés. Certains en profiteront pour dire que je suis vraiment cinglé, ce qui les arrangerait bien, mais pas de bol, j'ai également étudié la désagrégation schizoïde de W. Reich, très sérieusement, cela m'a pris plusieurs mois, et je n'en suis pas encore à ce stade, seule la vieillesse ou la maladie aura raison de mon petit cerveau que je mets à rude épreuve, pour notre cause notez bien, notre noble cause, notre idéal. Il est 0h20, je pète la forme mais je dois me reposer. Bonne journée à tous et à tout à l'heure.

Mardi.

Je réfléchis à modifier la présentation des articles de presse et les commentaires que je rajoute ou intercale de manière à ce que cela soit plus clair, éviter toute confusion dans la lecture.

Je n'ai pas reçu de plaintes à ce sujet, c'est moi qui ne suis pas satisfait de la présentation actuelle, j'ai le souci du détail sur ce point précis et c'est important pour nos rapports.

Pour se marrer, si je devais faire la pub pour le site je dirais : le seul courant politique qui dit ce qu'il pense et ce qu'il ne pense pas. Vous avouerez qu'après il faudrait être sacrément de mauvaise foi pour prétendre que j'ai tenté de vous manipuler. En réalité, je préfère que les militants gardent leur distance avec moi, à 10.000 kilomètres de distance cela aide, l'objectif étant que chacun se forge librement ses propres idées ou convictions, c'est mieux ainsi pour vous comme pour moi. C'est volontairement que je vous parle l'air de rien de mes goûts et autres que vous ne partagez peut-être ou sans doute pas pour que cette distance entre nous demeure.

J'assume ma responsabilité dont j'ai pleinement conscience. Qu'on passe une partie de son temps à se justifier est un travail particulièrement ingrat et lassant, mais obligatoire et je m'y colle consciencieusement. Tout n'est pas parfait loin de là, mais tout est fait sincèrement et honnêtement. Cela ne vaut rien de le dire à propos de soi-même, certes, c'était juste histoire de vous montrer que j'ai cela en permanence à l'esprit, de toutes manières mentir aux autres ou se leurrer sur soi-même ne mène nulle part, c'est minable.

Alors on continue dans la bonne humeur, en gardant le moral, même dans l'adversité, soyons digne de l'idéal qu'on incarne et nos idées finiront par s'imposer ou la majorité finira par les adopter ou les partager avec nous.

Je vais vous dire un truc à l'oreille, quand je dis qu'il y en a qui ont abandonné le combat pour le socialisme parce qu'ils n'ont plus confiance dans les masses, si vous observez leur comportement ou que vous prêtez attention à leurs discours, vous vous apercevrez qu'ils n'ont surtout plus confiance en eux-mêmes ou dans leurs propres idées, car s'ils daignaient se pencher ne serait-ce qu'un instant dessus, ils s'apercevraient au premier coup d'oeil qu'elles ne tiennent pas la route. Il y a beaucoup de juges ou de procureurs dans nos rangs, mais peu d'esprits véritablement libres et aptes à progresser. J'espère faire partie de cette dernière catégorie.

Je rajouterai des articles en ligne dans la journée. Bonne journée à tous.

[Parole d'un internaute](#)

Vous avez tout compris. La politique du gouvernement est la même sur le plan national ou international : les riches doivent s'enrichir toujours plus et les pauvres doivent demeurer toujours aussi pauvres et être de plus en plus nombreux de préférence.

1- "Voilà ! on dégage les islamistes pour mettre les Maliens dans le cycle de la dette. Dette qui correspond comme on sait tous à une création de papier sur la base du vent. En contre-partie ils vont perdre le contrôle de leur sous-sol. Après le FMI, c'est la France avec l'AFD qui va faire des crédits; de quoi bien renflouer les caisses."

Vous avez le droit de poser cette question.

2- "Je me demande si même des Etats Africains sont des Etats. Un Etat indépendant depuis un demi siècle qui ne peut rien assurer sans l'aide de la FMI ou la Banque mondiale. Là c'est incompréhensible, inadmissible."

ACTUALITE EN TITRES

En famille chez les deux gauches. Le Front de gauche veut mettre la main à la pâte ou les mains sales. Ou comment légitimer les institutions du capital.

Hollande, le gouvernement, les institutions de la Ve République discrédités, minoritaire, il faut bien venir à leur secours, ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent.

- Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a appelé aujourd'hui le gouvernement à "*laisser respirer le débat*" à gauche, au Parlement, en particulier sur le récent accord sur l'emploi, pour ne pas gouverner comme on le "*reprochait à Sarkozy*".

"On a pendant cinq ans reproché à (l'ancien président) Sarkozy d'imposer des lois en disant aux parlementaires: + il n'y a plus rien à discuter, faut les adopter+", a déclaré M. Laurent à des journalistes à Cenon, près de Bordeaux. "On était tous ensemble, la gauche, pour contester cette manière de gouverner. On va pas se l'appliquer à nous-mêmes, quand même !" AFP 26.01

Lors du vote du TSCG pratiquement tous les partis et groupes politiques se réclamant de la classe ouvrière s'étaient adressés aux parlementaires, nous avons estimé cette démarche comme opportuniste et menant dans une impasse, donc renforçant chez les travailleurs et les militants l'impression qu'il était impossible de vaincre le capitalisme et ses institutions, qu'il n'existait aucune solution politique à la crise du capitalisme, autrement dit que cette ligne politique conduisait à la démoralisation des travailleurs et à la démobilisation des militants, donc servait directement les intérêts du régime en place, et que dans ces conditions peut-être qu'il était inutile de continuer le combat.

Voilà qu'ils remettent cela cette fois avec l'accord patronal du 11 janvier.

Souvenez-vous, à l'époque du TSCG nous avons qualifié cette démarque de grotesque parce que même si certains députés du PS ne votaient pas le TSCG, ceux de l'UMP et de l'UDI joindraient leurs votes à celui de la majorité des députés du PS et le TSCG serait adopté.

Dans le cas présent, le Medef ayant applaudi des deux mains cet accord, l'UMP et l'UDI vont le voter avec l'immense majorité des députés du PS et ses satellites et il ne peut pas en être autrement.

Cela signifie qu'il n'existe aucune solution politique dans le cadre institutionnel qui est cadenassé par le PS et son allié, l'UMP, donc persister en toute connaissance de cause dans cette voie aboutira au même résultat qu'avec le TSCG et doit être qualifié au même titre d'opportuniste et le mot est faible (contre-révolutionnaire), cela dépasse l'entendement, cela prouve aussi que tous ceux qui se placent dans cette perspective démontrent qu'ils sont incapables de définir une stratégie pour combattre le capitalisme et ses institutions, finalement ils ne font guère mieux que les dirigeants des syndicats qui se plient volontiers aux exigences du patronat.

Ils en sont à demander à leur bourreau qui a signé leur arrêt de mort de les gracier, on croit rêver ! C'est leur incurie politique qui s'étale sous nos yeux.

Nous sommes résolument et farouchement contre toute initiative en direction de Hollande, des différents ministères, des députés, des élus du PS ou d'autres partis, car au lieu de montrer aux travailleurs dans quel camp ils sont et les intérêts de quelle classe ils représentent, que les travailleurs n'ont rien à en attendre, cette démarche ne sert qu'à alimenter ou créer des illusions dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Cet opportunisme effréné dans lequel versent les uns et les autres est la combinaison à la fois de leur incapacité à analyser la situation en prenant en compte tous les facteurs, et de leur abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme et son Etat, ce qui explique et permet de comprendre également la profonde division de l'avant-garde qui se traduit à son tour par une multitude de partis et groupes ou groupuscules de militants se réclamant du socialisme, qui finalement (à l'arrivée) n'ont comme seul point commun : l'opportunisme, ils en font la démonstration sous nos yeux, il suffit de les ouvrir et d'observer pour le constater

Plus fort encore, alors même qu'ils avancent la même initiative, ils sont incapables de se mettre d'accord pour y appeler en commun, vous avouerez qu'à ce stade il est légitime d'évoquer un opportunisme effréné, acharné, pour ainsi dire enragé, fanatique, ils figolent, ils mettent un point d'honneur à mener les travailleurs et les militants dans une impasse sans autre perspective, c'est effarant de constater qu'ils ne s'en aperçoivent même pas, quel gâchis et surtout quelle perte de temps pour les millions de travailleurs qui n'en peuvent plus, apparemment ils n'y pensent pas vraiment !

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries des jours précédents, j'ai autre chose à faire que répéter sans cesse la même chose. Hier j'ai fourni un axe de combat précis et argumenté, reportez-vous y ou faites ce que vous voulez. Surtout n'allez pas dire que je n'aurais proposé aucun axe politique d'intervention dans la lutte des classes ou aucune perspective ce serait un grossier mensonge, dites plutôt que vous l'avez rejeté sans daigner l'étudier sérieusement ce sera plus correct.

A signaler que les groupes CCI-T et Bolchevik et la Tendance Claire du NPA ont adopté des positions proches de la mienne. Si vous connaissez d'autres groupes de militants ou tendances du mouvement ouvrier dans ce cas-là, s'il vous plaît ayez la gentillesse de me communiquer cette information, les militants doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls ou une infime minorité à rejeter l'opportunisme qui consiste à se tourner vers le gouvernement ou les institutions pour résoudre les problèmes des travailleurs, alors qu'ils en portent la responsabilité. Ainsi d'ailleurs que toute initiative allant dans ce sens. Merci d'avance pour eux.

[Un portrait de Thierry Lepaon, le nouveau secrétaire général de la CGT.](#)

Il a tous les traits de Hollande, cela doit être pour cette raison qu'ils l'ont choisi : il se dit "*normal*", dévoré d'ambition, une "*coquille vide*".

- Sans froisser son prédécesseur, il laisse entrevoir quelques différences dans les futures orientations du syndicat : "*Je veux que nous collions mieux aux nouvelles organisations du travail. Je sais, ce n'est pas nouveau, mais je veux en faire une vraie priorité.*"

La bio officielle est presque trop belle pour un futur leader de la CGT. CAP de chaudronnier à 17 ans, syndiqué aussitôt. Militant aux Jeunesses communistes dès l'adolescence, victime de répression syndicale dans ses premiers boulots chez Caterpillar et Spie Batignolles. Il habite toujours en Normandie où résident les trois enfants nés de son premier mariage - deux adultes (26 et 22 ans), une adolescente (14 ans). Ses nouvelles responsabilités vont l'obliger à quitter sa maison HLM située à Cabourg (Calvados), à 800 mètres de la mer, où il vit avec sa nouvelle compagne, cadre à la SNCF. Il a demandé qu'on lui trouve, à Paris ou en proche banlieue, un appartement "*avec du vert, parce qu'il est] un provincial*". Et il ajoute : "*Comme François Hollande est un président normal, je serai un secrétaire général normal.*" Normal, vraiment ?

Ceux qui l'ont suivi depuis le début des années 1980 se souviennent de quelqu'un qui, toujours, veut être au premier rang et rencontrer les gens qui comptent. Peu importe qu'ils soient DRH, hommes politiques ou syndicalistes. Il passe, sans difficultés, des années Moulinex aux arcanes compassées du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Poussé, déjà, par Maryse Dumas, il quitte son terrain bas-normand pour mener, en 2008, la négociation interprofessionnelle sur la formation. Les plus gentils disent de lui qu'il a une "*vraie intelligence des situations*"; les plus réservés, qu'il est une "*coquille vide*" n'ayant qu'un but, atteindre le sommet.

Des prises de position qui font déjà grincer des dents

Pour beaucoup, il a commis sa principale bourde politique en tournant trop vite la page de Moulinex. Presque aussitôt après la fermeture, il prend ses distances. La CGT se porte partie civile dans les poursuites engagées contre les anciens dirigeants, mais du bout des lèvres. Lui dit qu'il lui fallait s'éloigner de cet échec qui lui donnait des "*barres dans le ventre*". Il était au chômage et devait trouver de quoi vivre ; il ne se reconnaissait pas dans l'action "*amicaliste*" de l'association montée par des anciens de Moulinex de l'usine de Cormelles-le-Royal, près de Caen (Calvados). Alors, oui, il a "*tourné la page*", répète-t-il. "*Si s'occuper des salariés restés sur le carreau, ce n'est pas de l'engagement syndical, qu'est-ce que c'est ?*" s'interroge Lionel Muller, ancien délégué syndical CGT qui a oeuvré près de vingt ans à son côté.

Tout communiste qu'il soit - il paie toujours sa cotisation comme simple adhérent -, tout mélenchoniste qu'il se revendique, il n'a rien d'un idéologue. Il détonne par son pragmatisme. "*Il était rafraîchissant par rapport aux autres CGT, il était très concret*", se souvient un syndicaliste qui l'a côtoyé dans différentes instances. Un ancien DRH de Moulinex ne dit pas autre chose : "*J'ai deux mots pour le définir, pragmatique et intelligent.*"

Il a cette capacité - rare - de ne se fâcher avec personne et de tout assumer. A peine confirmé comme futur secrétaire général de

la CGT, il se rend à une séance du Cese et pose, tout sourire, au côté de Sophie de Menthon, dirigeante de la très libérale association de chefs d'entreprise Ethic. La photo fait le tour de Paris et Sophie de Menthon ne se prive pas de dire qu'elle "aime beaucoup" Thierry Lepaon. Il laisse glisser.

Quand certains l'attaquent sur les bonnes relations qu'il entretient avec Raymond Soubie, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, il assume encore : "J'ai beaucoup de respect pour lui." Et, s'il n'a jamais été vu au théâtre des Champs-Élysées, dont Raymond Soubie est le président et où il invite volontiers ses relations, "ce n'est pas parce que c'est lui, c'est par... manque de temps".

Peut-il tout se permettre ? Déjà, certaines de ses prises de position font grincer des dents. A la mi-2012, au Cese, il est rapporteur d'un avis sur l'"ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs". Il n'exclut pas des expérimentations, acceptant de facto l'idée d'une libéralisation. Pas exactement la ligne de la toujours puissante fédération des cheminots... [lexpress.fr 28.01](#)

Il a tout de l'opportuniste pour faire un bon bureaucrate pourri, on a compris et on ne s'attendait pas à autre chose.

ACTUALITE EN TITRES

Comme quoi Sapin ne dément pas

- Sapin et la faillite: "C'est une façon de dresser le bilan des années Sarkozy" - [L'Express.fr](#)

Le vôtre aussi puisqu'il y avait un consensus UMP-PS à l'Assemblée nationale, dites-nous monsieur Sapin, vous ne l'avez pas oublié ?

Non, ils s'apprêtent à liquider le système de retraite par répartition basé sur la solidarité entre les générations.

- Retraites: Ni modification de la durée, ni du montant, ni des cotisations assure Najat Vallaud-Belkacem - [20minutes.fr](#)

Partout et nulle part, c'est là son secret !

- Où est la vérité de François Hollande ? - [LePoint.fr](#)

C'est la définition qu'en donnent les franc-maçons qui permet à celle du plus fort de s'imposer.

Hollande couvre les crimes de l'armée malienne

- Pas d'exactions au Mali, dit Hollande, malgré les doutes d'ONG - [Reuters](#)

Mali. Une guerre de rapine, de brigands, d'affameurs.

- Le FMI verse une aide au Mali, espère le réengagement des pays donateurs - [AFP](#)

Sur le front économique, le chef de la mission du FMI au Mali a même relevé "des développements favorables", sans lien avec la crise: la découverte d'une mine d'or dans le sud du pays et l'arrivée d'un troisième opérateur téléphonique. [AFP 28.01](#)

A la bonne heure !

Propagande. Alors qu'il les a armés.

- Fabius redoute la mainmise des islamistes radicaux sur la Syrie [Reuters](#) -

Criminel

- Mediator: 95% des dossiers de victimes ont été rejetés - [20minutes.fr](#)

- Le traitement anti-acné Diane 35, une nouvelle affaire Mediator? - AFP

[Bankster. Lampiste.](#)

- Caisse d'Epargne: Un ex-trader condamné à 2 ans de prison avec sursis et à rembourser 315 millions d'euros - 20minutes.fr

[Intentions plus que suspectes...](#)

- L'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et aider les chômeurs, selon Rehn - AFP

Pour renouer avec la croissance et faire baisser le chômage, l'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et renforcer les mesures d'aides aux demandeurs d'emploi, a estimé lundi à Madrid Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques. AFP 28.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Les manifestations violentes qui durent depuis cinq jours en Egypte ont fait lundi deux morts de plus, au lendemain de l'imposition de l'état d'urgence à Ismaïlia, Suez et Port-Saïd, d'où sont partis les troubles jeudi dernier.

Le gouvernement a approuvé un décret qui permet à l'armée d'arrêter des civils et lui demande d'aider la police à maintenir l'ordre, sans que l'on sache si la mesure s'appliquera uniquement aux trois villes des bords du canal de Suez ou à l'ensemble du pays.

De source proche du gouvernement, on précise que l'armée se comportera "*comme une force de police*", ce qui signifie que les personnes arrêtées seront traduites devant un tribunal civil et non militaire.

Le Front de salut national (FSN), qui réunit les principales composantes de l'opposition, a de son côté demandé au président Mohamed Morsi d'assumer la responsabilité des violences qui ont fait 51 morts depuis jeudi et a refusé de se rendre à un "*dialogue national*" convoqué lundi par le chef de l'Etat.

Par la voix de son coordinateur Mohamed ElBaradei, le FSN a jugé que la proposition de dialogue était "*superficielle*", sans exclure de participer à de futures discussions si Mohamed Morsi acceptait les conditions de l'opposition.

Au Caire, un passant âgé de 46 ans a été tué par balle près de la place Tahrir, épicerie de la révolution de 2011, où des manifestants jettent des pierres contre la police qui réplique par des grenades lacrymogènes. On ignore d'où est venu le tir.

Des opposants au président Morsi campent depuis plusieurs jours sur la place Tahrir et certains affichent leur intention de renverser le régime, comme Ibrahim Eissa, 26 ans, qui veut "*mettre fin à un Etat contrôlé par les Frères musulmans*", mouvement dont est issu le président.

Dans la soirée, un homme a été tué à Port-Saïd. Dans cette ville, ainsi qu'à Ismaïlia et à Suez, de nouvelles manifestations ont été organisées.

A Ismaïlia, la foule scandait "*A bas Mohamed Morsi, à bas l'état d'urgence!*". Des slogans similaires ont été entendus dans d'autres villes situées le long du canal de Suez.

Les Etats-Unis ont condamné lundi cette flambée de violence en Egypte et invité les dirigeants de ce pays allié à faire clairement savoir que la violence était inacceptable.

Le porte-parole de la Maison blanche, Jay Carney, a déclaré aux journalistes que l'administration Obama saluait les appels au dialogue national et exhortait tous les Egyptiens à respecter le processus démocratique. Reuters 28.01

2- Mali - Chine

Le 18 janvier, Mme He Wenping, experte chinoise, sur les questions africaines, à l'Académie chinoise des Sciences sociales, a

publié un article intitulé «*Il faut se méfier de la légitimation du nouvel interventionnisme, en Afrique*», dans le quotidien chinois, "Global Times", dans lequel elle met en lumière des risques liés à l'intervention française, dont le principal porte sur la légitimation de l'ingérence extérieure, en Afrique.

Mme He a, également, examiné la situation, d'un point de vue historique. Sur le continent africain, au lieu de tracer des frontières naturelles, la plupart des pays ont hérité de frontières délimitées, par leurs anciens colonisateurs, qui avaient divisé le continent, en fonction de leurs intérêts et leurs rapports de forces. «*Résultat, au sein des populations africaines, la reconnaissance de l'ethnie et de la religion compte plus que celle de la souveraineté ou de la nation. Ce qui peut amener le continent à entrouvrir une porte à l'ingérence extérieure*».

En ce qui concerne sa diplomatie, en Afrique, la France, ancienne puissance coloniale, sur le continent, accorde la priorité au maintien de ses intérêts, dans les pays africains francophones. C'est dans cette optique que M. Hollande, qui n'avait pas montré, jusque-là, un intérêt marqué, pour l'Afrique, a changé de cap et décidé de déployer des forces armées, au Mali.

«*Nous ne défendons qu'une cause, l'intégrité du Mali, et nous n'avons qu'un adversaire, le terrorisme*», a répété le président français. Néanmoins, face à la demande du président centrafricain, lui aussi, confronté à l'attaque de rebelles, le gouvernement français a choisi de garder ses distances. «*Ce qui alimente les rumeurs, selon lesquelles la France, le gendarme, pratique le deux poids deux mesures, dans les affaires africaines*», a fait observer Mme He.

Par ailleurs, le déploiement des forces armées, au Mali, aura pour effet d'alourdir les dépenses de l'Etat et pèsera sur une économie française affaiblie. «*C'est pour cela que des médias, à travers le monde, ont signalé que le Mali risque de devenir un Afghanistan, pour la France*», a indiqué Mme He, avant de faire part d'une autre inquiétude : l'intervention française permettra-t-elle d'apporter une stabilité, à long terme, au Mali ? Une question à laquelle il est, pour l'instant, impossible de répondre. french.irib.ir 24.01

3- Syrie-

Le camp pro qatari se fissure de jour en jour : selon Russia Today, le vice président syrien vient d'effectuer une visite aux Emirats pour renforcer des coopérations commerciales syro-émiraties. Le voyage de Ghadri Jamil témoigne d'un changement de cap des pays du golfe Persique vis à vis de la Syrie, pays qui désormais conscients des plans qatari américains pour la région, sont déterminés à combattre le danger "salafo wahhabite" french.irib.ir 26.01

SOCIAL

1- France

1.1- PSA d'Aulnay-sous-Bois

La CGT de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui doit rouvrir lundi après dix jours d'arrêt, a annoncé dimanche avoir "voté la grève pour lundi" et "décidé de réoccuper l'usine", dénonçant un "climat de tension" imposé, selon elle, par la direction. "Malgré les pressions et les provocations de la direction, (les salariés en grève) s'adresseront, comme depuis le début de la grève, pacifiquement, à leur camarades de travail pour les appeler à rejoindre et à renforcer la grève", a indiqué la CGT dans un communiqué.

"Un encadrement renforcé sera mis en place dès lundi matin", avait développé Laurent Vergely, le directeur de cette usine, dans une déclaration écrite à l'AFP. Selon la CGT, la direction de PSA Aulnay va faire appel à "plus d'une centaine" de vigiles privés et a prévu "que des groupes d'intervention de vigiles et de cadres/maîtrise (prennent) position derrière les portillons d'entrée du personnel aux premières heures de l'embauche". "La CGT dénonce la politique irresponsable de la direction qui a comme objectif d'empêcher les salariés à se déclarer librement en grève", a précisé le syndicat. AFP 28.01

1.2- Manufacture vosgienne de meubles supprime 120 emplois La direction de la Manufacture vosgienne de meubles (MVM), à Mattaincourt (Vosges), filiale du groupe Parisot, a annoncé lundi la suppression de 120 emplois sur 378 lors d'un comité d'entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

L'usine, qui fabrique des meubles de cuisine et de salles de bains, avait été placée en redressement judiciaire le 7 novembre, avec une période d'observation de six mois.

"120 licenciements ont été annoncés ce matin, mais nous ne savons pas encore quelles catégories de personnels sont concernés", a expliqué à l'AFP un responsable CGT (majoritaire), Bernard Thomassin, à l'AFP.

"Cela n'est pas vraiment une surprise, mais on ne sait pas si on pourra tourner après ces licenciements. Le paradoxe, c'est qu'en ce moment, on n'arrête pas de faire des heures supplémentaires", a-t-il ajouté.

Lors du placement en redressement judiciaire, un porte-parole du groupe avait expliqué que l'usine traversait *"d'importantes difficultés"*.

Il avait alors assuré avoir *"la ferme volonté de proposer un plan de continuation pour conserver l'usine de Mattaincourt"*, et pour objectif *"prioritaire le redressement du groupe et la pérennité des entreprises"*.

Les syndicats craignent pour leur part *"une volonté claire de fermer l'usine"*.

En novembre, le groupe Parisot et deux autres de ses filiales, SAS Parisot (anciennement Parisot meubles) et Compagnie Française du Panneau (CFP), soit environ 900 salariés, avaient également été placés en procédure de sauvegarde, le groupe invoquant un *"retournement brutal du marché"*.

Le secteur de la fabrication de meubles, fleuron des Vosges, a déjà été largement sinistré depuis plusieurs années, notamment après la liquidation en janvier 2012 de Nevelt, ex-filiale de Parisot à Mattaincourt (144 salariés) et, un an plus tôt, de ECB, qui employait 122 salariés dans la commune voisine de Mirecourt.

En février 2011, Parisot a rejoint Windhurst Industries, premier groupe européen d'aménagement intérieur. Ce groupe industriel français emploie 4.300 personnes dans 35 pays, avec un chiffre d'affaires de près de 600 millions d'euros. En 2011, le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) est entré au capital de Windhurst Industries.

Le groupe est encore détenu à 49% par la famille du fondateur, Jacques Parisot. En revanche Laurence Parisot, petite-fille de ce dernier et actuelle président du Medef, n'entretient plus aucun lien avec l'entreprise, et ne possède plus ni actions, ni intérêts dans celui-ci. AFP 28.01

1.3- La retraite par répartition sérieusement en danger.

Le gouvernement français ne prévoit ni baisse des pensions, ni hausse des cotisations, ni augmentation de la durée de cotisation dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, a déclaré ce lundi sa porte-parole, Najat Vallaud-Belkacem.

Elle a assuré que d'autres solutions existaient, citant les propositions du syndicat CFDT, qui prône un changement radical de système vers un système à points ou à compte notionnel. Le Conseil d'orientation des retraites a cependant établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations.

«N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations», a dit Najat Vallaud-Belkacem sur BFM TV et RMC. *«Il y a d'autres solutions aujourd'hui qui existent. Regardez par exemple les propositions que fait la CFDT.»* *«Je ne dis pas qu'on va forcément s'inscrire exactement dans ce scénario-là, mais il y a des systèmes par exemple de retraite à la carte, ou par points»,* a poursuivi la porte-parole du gouvernement. Reuters 28.01

Et c'est dans ce cadre et cette perspective, cet objectif dans lesquels les dirigeants de la CGT et FO vont accepter de s'asseoir à la même table que le Medef ?

Nous sommes avertis, ils le sont forcément, ils savent encore lire, donc s'ils acceptent de participer à ces réunions, c'est déjà une trahison, et les dirigeants du POI, du NPA et de LO en seront les complices s'ils ne rompent pas immédiatement avec leurs appareils. On les attend au tournant, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leurs véritables intentions, qu'est-ce que c'est au juste ces partis. A eux de prendre leur responsabilité.

2- Norvège

La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé dimanche qu'elle allait supprimer 200 emplois administratifs supplémentaires, en plus des 800 suppressions déjà prévues dans son plan de restructuration adopté en novembre. *"Deux cents emplois supplémentaires seront supprimés dans le secteur administratif. En novembre nous en avons annoncé 800. Cela porte à 1.000 le nombre d'emplois total"*, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la compagnie, Elisabeth Manzi.

En novembre, SAS avait présenté un vaste plan de restructuration destiné à mettre fin à ses pertes, qui s'enchaînent chaque année depuis 2008.

Ce plan prévoit, outre la réorganisation administrative, des mesures d'amaigrissement drastiques: baisses de salaires, cessions

pour près de 350 millions d'euros, arrêts de lignes, externalisation de certaines activités. SAS n'a cependant pour l'instant trouvé aucun acheteur pour les actifs qu'il a mis en vente, dont la compagnie régionale norvégienne Wideroe. AFP 28.01

Ah ben alors, et le "*modèle social*" scandinave exemplaire : une illusion, une escroquerie !

ECONOMIE

1- BCE

La BCE "voit un intérêt" à séparer certaines activités de trading très risquées des banques de leurs activités principales mais elle ne va pas jusqu'à apporter son soutien à une scission entre les activités de dépôt et la banque d'investissement. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

2- Etats-Unis

L'agence Fitch Ratings a annoncé aujourd'hui qu'elle levait sa menace de dégradation à très court terme de la note des États-Unis, citant la décision de l'opposition républicaine d'autoriser le gouvernement Obama à dépasser le plafond légal de la dette pendant quatre mois. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

3- Automobile

Les constructeurs d'automobiles japonais Toyota et Nissan ont annoncé des ventes records de véhicules en 2012 : Toyota a vendu 9,75 millions de véhicules (+22,6% sur un an), retrouvant la première place mondiale devant l'américain General Motors (GM) et l'allemand Volkswagen. Nissan a écoulé pour sa part 4,94 millions de véhicules pendant l'année (+5,8%). lefigaro.fr 28.01

La machine capitaliste tourne à plein régime (ou presque), quel bonheur !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 janvier

CAUSERIE

Pas le temps de causer et je dois éteindre l'ordinateur, il est 15h10 et on n'a pas de courant depuis 6h ce matin. J'avais préparé une causerie avec des citations de Marx et Lénine, ce sera pour demain. Le Point a publié un article *La lutte des classes vue à la télé*, je vais essayer de trouver le temps de le commenter, il contient des vérités et des contrevérités, comme d'habitude.

Un chiffre à retenir.

Les dépenses militaires dans le monde en 2011 se sont montées à 1.600 milliards de dollars (1.200 milliards d'euros). Reuters 29.01

L'économie d'armement et de guerre demeure l'un des principaux volants d'entraînement de l'économie capitaliste. Avis à ceux qui s'en accommodent, aux ignorants ou aux bonnes consciences qui s'engagent dans des associations subventionnées par les Etats qui sont les donneurs d'ordres des entreprises spécialisées dans l'armement, ou les multinationales liées aux banques qui sont elles-mêmes les principaux actionnaires des complexes militaro-industriels, ou qui refusent la perspective de liquider ce système économique.

Inde. Situation économique en quelques chiffres.

- Le taux auquel la Reserve Bank of India (RBI) prête aux banques commerciales, a été abaissé à 7,75%.

- Le taux des réserves financières obligatoires que les banques et autres établissements financiers doivent déposer auprès de la banque centrale, a également été réduit pour atteindre 4%.

- L'inflation a légèrement reculé en décembre à 7,18% sur un an, selon les chiffres officiels publiés mi-janvier.
- La croissance a chuté à 5,3% entre juillet et septembre. (source : AFP 29.01)

ACTUALITE EN TITRES

[Lobotomisé en quelque sorte.](#)

- Jacques Attali: Vers l'humanité unisexe - Slate.fr

[Quand la précarité se couvre d'un vernis social !](#)

- L'économie sociale est un terrain favorable pour les emplois d'avenir - L'Expansion.com

[Non, il se serait volatilisé !](#)

- Le chasseur F-16 américain porté manquant pourrait s'être écrasé - Reuters

Que voulez-vous qu'il lui soit arrivé d'autre enfin ?

[On ne peut pas plaire à tout le monde.](#)

- Licenciements: Hollande rattrapé par ses promesses non tenues - L'Expansion.com
- France: recul de la part des ménages détenant un crédit en 2012 - AFP

[Acharnement sur les plus pauvres. Les riches épargnés.](#)

- Fraudes détectées à la Cnaf: 101,5 millions d'euros en 2011 - AFP

L'évasion fiscale des riches atteindrait 80 milliards d'euros.

101,5 millions sur 80 milliards d'euro cela fait combien : 0,001%

[Et le président d'EDF, pas encore en prison ?](#)

- Antony. Prison ferme pour avoir battu son chiot - LeParisien.fr
- Paris : encore un chien électrocuté en pleine rue - LeParisien.fr

[A qui la faute ? Les Tiers-Mondistes nous donnent la nausée.](#)

- Famille expulsée du musée d'Orsay à cause de son odeur: «*Je n'ai jamais connu une telle situation*» - 20minutes.fr
- Une famille pauvre expulsée du musée d'Orsay à cause de leur "*mauvaise odeur*" - L'Express.fr
- Une famille expulsée du musée d'Orsay du fait de son "*odeur*" - Le Nouvel Observateur
- Une famille défavorisée expulsée du Musée d'Orsay - LeFigaro.fr

Une famille en difficulté et leur accompagnateur du mouvement ATD Quart Monde ont été expulsés samedi du musée d'Orsay, à Paris, pour raisons d'hygiène, rapporte Le Figaro ce mardi. «*Des visiteurs se sont plaints de leur odeur*», indique Le Figaro. 20minutes.fr 29.01

J'imagine que ces visiteurs n'ont pas rêvé et que cette famille pauvre ou misérable devait empester, malgré eux évidemment.

Il ne serait pas venu à l'idée de cet accompagnateur de leur faire prendre une douche ou de leur passer du linge propre avant de les sortir dans les transports en commun et d'autres lieux publics afin d'éviter tout problème de cet ordre. Ces malheureux ne sont pas plus à blâmer que ces visiteurs du musée d'Orsay.

Les Tiers-Mondistes n'ont pas toute leur tête, ils s'imaginent sans doute que tout le monde peut supporter les inconvénients qui accompagnent la misère ou que ce serait un état qui serait finalement tout à fait supportable, parce qu'ils le supportent eux-mêmes au point de ne plus y prêter attention, il est vrai qu'au-delà il faudrait se poser des questions politique et que c'est au-dessus de leur force ou qu'ils n'y tiennent pas, ils n'en ont pas encore pris conscience dit autrement, et leur inconscience, ce sont ceux à qui ils viennent en aide qui la paie.

En Inde, à la cour des miracles que certains célèbrent comme la plus grande démocratie du monde, des claques-faim, des gueux misérables, j'en croise partout dès que je sors et il m'arrive de leur donner un peu d'argent ou de leur acheter quelque chose à manger en faisant mes courses. Ils sont crasseux au possible, je ne fais pas la grimace ou je ne me pince pas le nez en leur tendant un billet de 10 roupies et je ne cours pas non plus me laver les mains après, j'évite seulement de les porter à mes yeux ou à mes lèvres, c'est une question d'habitude, et en rentrant chez moi je me rince les pieds et les mains avec du savon, mesure d'hygiène indispensable en Inde.

J'en parle en connaissance de cause. C'est un peu cet état d'esprit Tiers-Mondiste qui m'a conduit en Inde il y a plus de 20 ans, après avoir abandonné le militantisme. Je l'ai regretté amèrement par la suite mais il était trop tard pour faire marche arrière, même si depuis 10 ans j'ai rompu avec cette dérive idéologique pour retrouver le chemin de la lutte des classes et du marxisme.

[Tout, tout, tout pour les patrons ! Ils n'ont d'yeux que pour eux.](#)

- Harlem Désir demande à Laurence Parisot des entreprises "exemplaires" - AFP

- Fleur Pellerin souhaite que les créateurs d'entreprises soient mieux accompagnés - AFP

- Virgin Megastore: le repreneur éventuel demande l'aide de l'Etat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entreprise frauduleuse et populisme. Changer l'étiquette, le contenu demeurera le même.](#)

L'illusionniste Mélenchon une nouvelle fois à la manoeuvre

- Pour Mélenchon, il faut changer le patron de Renault-Nissan - Reuters

"*Je pense qu'il faut changer le patron de Renault-Nissan parce qu'il a fait preuve de son inefficacité absolue*", a commenté Jean-Luc Mélenchon dans l'émission "*Preuves par trois*", sur Public Sénat. Reuters 29.01

Il n'y aurait pas de crise du capitalisme, il n'y aurait que de mauvais patrons qui ont un mauvais comportement, qui ont adopté de mauvaises stratégies...

On comprend pourquoi les médias lui accordent tant d'attention ; lui et sa clique de bras cassés ne servent qu'à détourner les travailleurs et les militants des vrais problèmes. Tenez, lisez la suite.

Ils volent au secours des institutions

Les parlementaires du Front de gauche déposeront dans une dizaine de jours une proposition de loi "*interdisant non seulement les licenciements boursiers, mais aussi ceux fondés sur des motifs économiques qui n'en sont pas*", a annoncé mardi leur chef de file, André Chassaigne. "*Cette proposition de loi constituera le fondement de nos interventions contre l'accord sur l'emploi signé entre le patronat et trois syndicats minoritaires*", lorsque le Parlement sera appelé à transposer l'accord dans la législation sociale. "*Nous sommes déterminés à combattre ce projet*", a-t-il souligné. Lepoint.fr 29.01

Les militants du Front de gauche et les travailleurs sont ainsi prévenus : vous n'avez rien à en attendre de plus, ne comptez pas sur eux pour rompre avec les appareils de la CGT et FO, pour rompre avec le patronat, pour mobilisez la classe, toute solution à

vos problèmes ne peut ou plutôt ne doit passer que par les institutions et éventuellement votre bulletin de vote, bulletin de vote qui en un siècle n'a jamais changé quoi que ce soit à la condition ouvrière.

Par contre, cela permet à de soi-disant représentants des travailleurs de vivre des prébendes que leur accordent si généreusement les institutions de la Ve République ou de l'Union européenne. C'est leur conception de la lutte des classes ou plutôt de la collaboration de classes.

Au fait, et les millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi ou les jeunes qui ont rejoint la case chômage à la sortie de l'école, vous proposez quoi pour eux ? Rien. Les "*licenciements boursiers* ne concerneraient qu'une infime minorité d'entreprises et de travailleurs.

[La Caisse nationale des allocations familiales gérée notamment par les syndicats s'acharnent sur les couches les plus défavorisées.](#)

Les fraudes recensées par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) se sont élevées à 101,5 millions d'euros en 2011 pour 65 milliards de prestations versées aux allocataires.

Le nombre de cas de fraudes s'est élevé à 15.011 (13.114 en 2010). Les plus fréquents concernent les minimas sociaux, 29% des prestations familiales et 23% les aides au logement, a-t-on précisé.

Les deux prestations les plus concernées par les fraudes ont été le Revenu de Solidarité Active (RSA) et l'allocation de logement à caractère social (ALS).

La grande majorité des fraudes (67%) résulte de déclarations d'activité ou de ressources "*non à jour*", tandis que 27% sont des dissimulations de concubinage (pour toucher par exemple le RSA majoré destiné aux parents isolés) et 6% des escroqueries, faux et usages de faux documents.

Le montant des indus détectés, c'est-à-dire des prestations versées à des allocataires qui n'auraient pas dû les toucher, sans qu'il y ait eu pour autant de leur part intention de frauder, s'est élevé au total à 2,13 milliards d'euros.

Mais en 2012, la détection des fraudes donnera des résultats encore plus importants en raison de la mise en oeuvre de la technique du datamining (extraction d'informations à partir d'un gros volume de données), a déclaré à la presse Hervé Drouet, directeur général de la Cnaf.

"Cette technique donne des résultats très nets (...) Dans plus de la moitié des cas, quand un contrôleur va faire un contrôle ciblé sur la base du datamining, il trouve quelque chose", a-t-il dit.

Les chiffres de détection des fraudes 2012 ne sont pas encore consolidés, a précisé M. Drouet.

Le recouvrement des prestations indues des Caf est de 80%. Les fraudes en 2011 ont été sanctionnées par 5.000 amendes pour un montant moyen de 600 euros.

Quand le préjudice est supérieur à 12.000 euros, il y a dépôt de plainte, ce qui représente 16% des dossiers, avec dans 9 cas sur 10 un jugement favorable, a précisé M. Drouet. AFP 29.01

Au fait, qu'en est-il de la fraude à la Sécu des cliniques privées, des laboratoires d'analyses, des médecins et spécialistes, des analyses et des opérations prescrivent fauduleusement, etc. qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ? Ah la Sécu manquerait de moyens pour les détecter ! Mais quand il s'agit de faire la chasse aux pauvres qui n'ont pas d'autres moyens pour survivre, là ils savent trouver les moyens.

Au passage, n'oubliez pas de remercier les syndicats qui sont complices de ce sale boulot, sans oublier les partis dont leurs dirigeants hier et aujourd'hui étaient des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France - Qatar

France Football met les pieds dans le plat ce mardi. Dans un dossier de 22 pages, l'hebdomadaire démontre comment le Qatar se serait offert le droit d'organiser la Coupe du monde 2022.

Un « *Qatargate* » dans lequel Michel Platini et Nicolas Sarkozy seraient impliqués. France Football évoque un déjeuner à l'Élysée le 23 novembre 2010 avec l'ancien président de la République, le président de l'UEFA et le prince Al-Thani. Il aurait été alors négocié la voix de Michel Platini en échange du rachat du PSG et de la création d'une chaîne pour fragiliser Canal +.

L'hebdomadaire évoque également « la présence d'un certain nombre d'enveloppes non marquées qui contenaient chacune 40 000 dollars (environ 29 700 euros) qui ont été distribuées aux délégués de l'Union caribéenne de football » lors d'une réunion à Trinidad et Tobago, les 10 et 11 mai 2011.

Armstrong dopé, la FIFA achetée ? Mais où va le monde. So Foot 29.01

2- Egypte

L'armée égyptienne a mis en garde mardi contre les risques d'effondrement de l'Etat alors que des manifestants ont défié le couvre-feu imposé par le président Mohamed Morsi dans trois villes situées le long du canal de Suez.

Aucun incident n'était signalé dans la matinée à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez. Autour de la place Tahrir, au Caire, au sortir d'une nuit marquée par de nouveaux affrontements, quelques jeunes ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Le chef d'état-major de l'armée a prévenu que "*la poursuite du conflit entre les forces politiques sur la marche des affaires de l'Etat risquait de conduire à l'effondrement de l'Etat*".

Les défis politiques et économiques de l'Egypte constituent une "*menace réelle*" contre la sécurité du pays, a ajouté le général Abdel Fattah al Sissi, également ministre de la Défense, sur la page Facebook de l'armée.

L'armée, qui a assuré l'intérim du pouvoir entre la chute de Hosni Moubarak, en février 2011, et l'élection de Mohamed Morsi, en juin dernier, demeurera "*le bloc solide*" sur lequel "*reposent les fondations de l'Etat*", a-t-il poursuivi.

Il a prévenu également que la protection du canal de Suez était l'une des priorités du déploiement militaire dans les villes du secteur.

Au total, le bilan de ces nouvelles violences est d'au moins 52 morts, dont 42 rien qu'à Port-Saïd, la plupart tués par balles.

Les manifestants accusent Mohamed Morsi et les Frères musulmans, mouvement dont le président est issu, d'avoir trahi les idéaux de la "*révolution du Nil*". Reuters 29.01

SOCIAL

1- France

1.1- Chez Renault

Chez Renault, des débrayages ont eu lieu parfois avec routes bloquées et feux de palettes, notamment à Flins, au Mans, à Douai où environ 1.000 employés ont débrayé dans la journée. Ils étaient environ 200 à Sandouville (Seine-Maritime), site sur la sellette en raison de la faiblesse de l'activité.

Les syndicats voulaient peser sur les négociations en vue d'un accord de compétitivité souhaité pour la mi-février par la direction.

Le projet porte notamment sur la suppression de 8.260 emplois en France d'ici 2016, ainsi qu'un gel des salaires en 2013, une refonte des comptes épargne-temps et des mobilités obligatoires entre les sites. Ces points ont été débattus mardi, de même que les propositions des syndicats.

La direction conditionne la non-fermeture de site et l'absence de licenciement à la signature de l'accord et une évolution du marché européen, qui permettraient "d'augmenter le volume de production des sites français de 180.000 véhicules (100.000 véhicules liés au renouvellement du plan gamme de Renault et à l'effet marché, et 80.000 véhicules en provenance des partenaires) pour le porter à plus de 700.000 véhicules", contre environ 530.000 en 2012.

"Le chantage de la direction persiste", a réagi la CGT dans un communiqué mardi soir, estimant qu'"aucune négociation n'a été possible" car "la direction a demandé aux syndicats +d'acter et d'accompagner+ ses décisions".

"On espère voir évoluer ces chiffres, mais on n'a pas la définition précise de ce que constitue le plan de gamme comme on le souhaite", a commenté Dominique Chauvin, de la CFE-CGC. FO évoque des "points bloquants", comme les mobilités que la direction souhaite rendre obligatoires.

La direction de Renault fait une distinction entre l'accord de compétitivité en cours de négociation et l'accord national sur la sécurisation de l'emploi signé le 11 janvier par des partenaires sociaux: le premier est "un ajustement structurel", le second est "conjuncture". AFP 29.01

1.2- Chez PSA

1.2.1- Après trois jours de grève et une semaine de fermeture décidée par la direction pour des raisons de «sécurité», l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois devait redémarrer lundi matin. L'intersyndicale SIA - CFTC - FO et CFE-CGC appelait à la reprise du travail, dénonçant «des dérapages de grévistes et des intimidations sur les salariés» à la mi-janvier. Mais c'était compter sans la détermination de la CGT, de SUD et de la CFDT qui entendent lutter contre la fermeture de l'usine aux 2800 salariés, prévue en 2014.

Dès 6h30 lundi, dans un climat tendu, des grévistes ont donc bloqué la chaîne de production, sous les yeux des 200 cadres mobilisés en renfort par la direction. Ils étaient «un peu moins de 400 grévistes, mobilisés dès le matin» estime Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, et «encore renforcés par des grévistes de l'équipe du soir». «Une grève massive avec une production entièrement bloquée», confie-t-il à 20 Minutes.

La direction, pour sa part, évoque «200 grévistes» et une production seulement «ralentie». La bataille de la communication se poursuit.

Pour ce mardi, les assemblées générales de grévistes ont décidé une série d'actions. A 11h30, ils rejoignent d'anciens salariés du site récemment fermé de PSA Melun. A 12h30, les employés de Virgin Mégastore. Puis marchent avec les Goodyear et d'autres salariés en lutte entre le ministère du Travail et l'Assemblée nationale. Dans le même temps, ce mardi se tient le huitième round de négociations entre direction et personnel sur l'accompagnement des salariés de PSA. 20minutes.fr 29.01

1.2.2- La cour d'appel de Paris a suspendu le plan de restructuration chez PSA, qui prévoit 8.000 suppressions de postes, comme le demandait la CGT de Faurecia, filiale à 57% de PSA, a-t-on appris mardi auprès de l'avocat des salariés, Me Fiodor Rilov.

Dans son arrêt rendu lundi, la cour "ordonne la suspension de la restructuration en cours jusqu'à la mise en oeuvre de procédures d'information-consultation" du Comité central d'entreprise de Faurecia et des comités d'établissement des sites d'Auchel et Méru "ayant pour objet les conséquences de la réorganisation mise en oeuvre sur les emplois au sein de la société FI" (Faurecia Intérieur industrie).

Pour la direction du groupe, cette décision ne va toutefois pas avoir de conséquence sur la mise en oeuvre de son plan de restructuration. "Il n'y a pas de suspension du projet aujourd'hui car nous sommes en phase de négociations" avec une réunion qui se tenait mardi matin, a fait valoir un porte-parole.

"La seule obligation est faite à Faurecia qui doit consulter son CCE", a-t-il ajouté.

La CGT affirmait que la direction n'avait pas rempli ses obligations d'information à l'égard des instances de représentation du personnel, en présentant son plan de restructuration. AFP 29.01

1.3- Enseignants. Et c'est reparti pour un nouveau cycle de journées d'action.

1.3.1- Trois syndicats de fonctionnaires (CGT, FSU et Solidaires) appellent à une journée de grève et de manifestations jeudi pour protester contre les suppressions de postes et défendre leur pouvoir d'achat.

Parmi les revendications, figurent un "moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et des créations d'emplois partout où cela est nécessaire", une revalorisation du point d'indice qui sert de base au calcul des salaires, l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie (avant prise en charge par la Sécurité sociale) et l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et des services publics.

Une réunion consacrée aux rémunérations est prévue entre les syndicats et la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu,

le 7 février. Reuters 29.01

1.3.2- Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé mardi à une grève nationale le 12 février pour réclamer de "*meilleures*" conditions de travail et de salaires, et protester contre le projet de loi sur l'école et la réforme des rythmes, selon un communiqué.

La CGT-Ferc, la Fneq-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) appellent à une grève nationale pour "une amélioration des conditions de travail et de rémunération".

Les fédérations réclament également "*l'abandon*" du projet de loi pour la refondation de l'école, qui sera discuté au Parlement en mars, et "*l'abrogation*" du décret sur les rythmes scolaires publié samedi au Journal officiel.

"*Le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes, les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas revalorisés, les conditions de vie et de travail continuent de se détériorer pour les élèves et les personnels*", écrivent-elles dans un communiqué commun.

Le projet de loi sur l'école "*ne répond pas aux besoins de l'école publique*" et la réforme des rythmes scolaires "*va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels*", ajoutent-elles.

La fédération FO, dans un communiqué distinct, précise qu'elle refuse de "travailler dans les écoles le mercredi matin".

Le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 est très décrié à Paris par le principal syndicat du secteur SNUipp-FSU Paris, qui avait appelé à une grève massivement suivie le 22 janvier dans les écoles.

Le lendemain, le SNUipp-FSU avait appelé à une journée nationale d'action pour réclamer des "*changements concrets*" dans la refondation de l'école et dénoncer une réforme des rythmes "*bricolée*" et "*floue*".

Le SNUipp-FSU Paris, qui dénonce un "*passage en force*" de la mairie de Paris, et le Supap-FSU des agents de la Ville appellent à une manifestation le samedi 2 février, à 14H30, de la Sorbonne à l'Hôtel de ville, et invitent les parents à les rejoindre.

Le syndicat parisien accuse la Ville d'"*empêcher la tenue de réunions parents-enseignants au sein des écoles parisiennes sur les rythmes scolaires quand bien même un représentant de la mairie y est invité*".

La mairie de Paris s'est insurgée contre les accusations du syndicat, affirmant à l'AFP que "*ce que dit le syndicat est faux*". "*La mairie n'a jamais interdit de telles réunions d'autant qu'elle plaide pour une concertation large*", a-t-on ajouté de même source. AFP 29.02

1.4- Grève nationale et manifestation des salariés de la Banque de France

Les salariés de la Banque de France ont observé mardi une grève nationale et manifesté devant leur siège à Paris pour protester contre le projet de suppression de 2.500 postes d'ici 2020 dans le cadre d'un plan de restructuration.

Cette journée d'action, à l'appel de cinq syndicats (SNA, CGT, CFDT, CFTC, FO), intervenait alors que les conclusions d'un rapport d'expertise du cabinet Secafi était présenté devant le comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire. Ce rapport dénonce notamment le manque d'"ambition" du plan de restructuration.

La grève a été suivie par 27,64% du personnel, selon la direction.

De 1.000 à 2.000 personnes selon les organisateurs, venues de toute la France, se sont rassemblées devant le bâtiment historique de la Banque de France où se sont succédé des représentants syndicaux, du Front de Gauche, d'Europe Ecologie les Verts et Philippe Poutou, ancien candidat du NPA.

La Banque de France, qui emploie 14.000 personnes, avait annoncé en décembre son intention de supprimer 2.500 postes nets d'ici à 2020 (5.000 départs en retraite non renouvelés, et 2.500 embauches).

Les syndicats ont dénoncé lors d'une conférence de presse l'absence de dialogue avec la direction et "*la radicalité*" du projet alors que la Banque a dégagé un bénéfice avant impôt de 5,6 milliards d'euros en 2011, des bénéfices qui devraient dépasser 8 milliards d'euros en 2012, selon eux. Après impôt, le bénéfice n'était plus en 2011 que de 1,5 milliard, en baisse par rapport à 2010.

Devant le siège, les salariés manifestaient sous des banderoles indiquant "*Pour le maintien du service public*". D'autres donnaient

les noms biffés d'une croix rouge des villes où des agences vont être supprimées. AFP 29.01

1.5- Les salariés de Virgin manifestent

Plusieurs centaines de salariés de Virgin se sont rassemblés mardi à Paris devant le magasin amiral du distributeur de produits culturels en redressement judiciaire, pour défendre leurs emplois, avant de se rendre devant les locaux de l'actionnaire, a constaté l'AFP.

A la mi-journée, les salariés de Virgin, au nombre de 5 à 600 selon les syndicats, se sont retrouvés avec des salariés de PSA, Sanofi ou encore Candia devant le magasin du groupe.

"On est tous en lutte aujourd'hui contre les pratiques de voyous", a dénoncé Guy Olharan, délégué CGT du groupe Virgin.

Des banderoles de chacune des entreprises disaient entre autres "*Sanofi-Sanofric*" ou "*Butler menteur*", en référence à l'actionnaire majoritaire de Virgin considéré par les salariés comme "principal responsable de la situation". Une grande banderole flanquée d'un "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*" était aussi brandie à l'entrée du magasin.

Les salariés de Virgin se sont rendus ensuite devant le siège de Butler Capital Partners (BCP) qu'ils jugent en grande partie responsable de leur situation, faute d'avoir fait les investissements nécessaires, tandis que les salariés des autres entreprises ont rejoint un rassemblement devant le ministère du Travail. AFP 29.01

1.6- Contralco va supprimer 160 emplois

La société Contralco a annoncé mardi à Montpellier qu'elle était contrainte de réduire ses effectifs de moitié, passant de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits, en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests, à hauteur de 8 millions d'appareils.

"*En quelques jours, Contralco s'est vu signifier l'annulation de commandes, à hauteur de 8 millions d'éthylotests, soit l'équivalent de deux mois de travail dans nos unités de fabrication. Cette situation nous contraint dans un premier temps à réadapter nos chaînes de production et à réduire nos effectifs de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits*", explique l'entreprise dans un communiqué.

Contralco, basée à Gignac (Hérault) a précisé à l'AFP que les contrats non renouvelés étaient des contrats d'intérimaires ou à durée déterminée créés dans les douze derniers mois, suite à la décision de l'État, prise le 28 février 2012, de rendre obligatoires les éthylotests dans les véhicules.

Au total, l'entreprise héraultaise avait créé 238 emplois après l'annonce de l'obligation d'avoir des éthylotests dans les voitures, ce qui lui avait permis de quadrupler sa capacité de production, passant de 12 millions à 48 millions d'éthylotests par an.

"*Nous avons investi la totalité de nos bénéfices dans cette augmentation de la production*", a expliqué à l'AFP le directeur de la communication Guillaume Neau, rappelant que l'entreprise vend à ses clients "*50 centimes l'éthylotest*" avec "*une marge unitaire de 0,07 centime*".

Cette annonce de Contralco intervient après la décision du ministre de l'Intérieur Manuel Valls le 24 janvier de reporter "*sine die*" cette obligation en raison de leur fiabilité et de leur prix .

"*L'absence de continuité de l'État a pour Contralco des conséquences terribles: elle empêche la pérennisation de l'emploi et se traduit par le gel des investissements pour l'année 2013 (3,5 millions d'euros)*", déplore l'entreprise, estimant qu'il y aura aussi "*un impact non négligeable sur ses fournisseurs et ses sous-traitants, opérant tous en France*".

"*Il y a eu trois reports successifs, le premier début octobre, le second le 27 novembre et le dernier, jeudi*", a détaillé M. Neau, soulignant que c'est cette incertitude, par exemple dans les pays frontaliers qui s'étaient déjà équipés, qui a amené les clients de Contralco à annuler leurs commandes. "*Ils n'ont pas eu la patience d'attendre*", a-t-il constaté.

Interrogé sur un revirement de M. Valls dans ce dossier, qui l'amènerait à finalement imposer des éthylotest dans les voitures, M. Neau a refusé de se prononcer. "*Je n'ai pas la science infuse*", a-t-il dit.

"*Ce que je sais, c'est que nous croyons dans ce produit, dans son efficacité pour lutter contre l'alcoolisme au volant*", a souligné M. Neau.

Pour l'entreprise qui vient de fêter ses 30 ans, l'enjeu, "*face à cette situation subie*" est malgré tout de conserver "*sa place de*

+numéro un+ mondial de l'éthylotest à usage unique". AFP 29.01

ECONOMIE

1- France

Après avoir baissé de 11,6% en 2011, les créations d'entreprises se sont stabilisées l'année dernière. Elles ont atteint 549.975 en 2012, soit 170 de plus qu'un an auparavant. La chute était imputable aux auto-entrepreneurs et aux autres entreprises individuelles. La montée en régime très rapide du statut d'auto-entrepreneur s'était en effet traduit par un boom des naissances en 2010 avec 622.000 créations.

L'an dernier, 307.478 auto-entreprises ont été créées, ce qui représente "*un peu plus de la moitié des créations*", souligne l'Insee, rappelant que ce nombre était de 291.721 en 2011. Le nombre d'entreprises créées ayant un statut de société a été de 159.529. Celui d'entreprises individuelles, auto-entrepreneurs compris, s'est élevé à 390.446.

Le régime de l'auto-entrepreneur permet depuis janvier 2009 aux salariés, chômeurs, retraités ou étudiants de développer une activité à titre principal ou complémentaire pour accroître leurs revenus, avec des démarches simplifiées et un régime fiscal avantageux. L'Expansion.com avec AFP 29.01

2-Etats-Unis

L'action Amazon.com a inscrit un nouveau record mardi, en réaction à la publication d'un bénéfice trimestriel meilleur que prévu, alimenté par la croissance des activités à plus fortes marges.

Le premier distributeur mondial en ligne a annoncé un bénéfice d'exploitation en hausse de 56% à 405 millions de dollars au quatrième trimestre contre 260 millions au quatrième trimestre 2011.

Amazon est essentiellement un distributeur qui achète à prix de gros, stocke et revend en ligne un peu plus cher. C'est une activité à faible marge mais le groupe de Seattle s'est développé dans d'autres activités potentiellement plus rentables, comme le "*cloud computing*", le contenu numérique et comme centrale en ligne pour d'autres marchands.

La croissance de ces nouvelles activités est plus forte que celle de l'activité traditionnelle d'Amazon, ce qui accroît sa rentabilité.

Le directeur général Jeff Bezos a mis en avant l'activité de librairie électronique liée à la liseuse Kindle, dont la croissance a été de 70% environ l'an passé. Il a observé que la croissance du livre classique avait été de 5% environ en comparaison.

"*Nous observons à présent la transition sur laquelle nous comptons*", a-t-il dit.

Amazon.com a aussi annoncé mardi un chiffre d'affaires en hausse de 22% au quatrième trimestre, à 21,27 milliards de dollars, ayant capté une bonne part des dépenses sur internet durant la période des fêtes de fin d'année.

Il a également fait état d'un bénéfice net de 97 millions de dollars. Reuters 29.01

3- Chine

Les autorités de la ville de Pékin ont ordonné la fermeture provisoire d'une centaine d'usines en raison de la pollution atmosphérique, à un niveau particulièrement élevé depuis deux semaines, rapporte mardi l'agence officielle Chine Nouvelle.

La mesure durera jusqu'à jeudi. La ville a en outre suspendu la circulation de 30% des véhicules officiels.

La pollution atmosphérique de Pékin a atteint mardi le niveau de 517 sur l'indice de qualité de l'air tenu par l'ambassade des Etats-Unis. Un niveau supérieur à 300 est considéré comme dangereux. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande même de ne pas dépasser un palier fixé à 20 microgrammes par mètre cube.

Le niveau élevé de la pollution à Pékin pose problème au Parti communiste chinois (PCC), qui peine à la réguler, même si le gouvernement a déjà annoncé qu'il retirerait 180.000 véhicules usagés des rues de la capitale, et qu'il y limiterait la hausse "*excessive*" des ventes de nouvelles voitures. Reuters 29.01

4- Japon

Le nouveau gouvernement conservateur japonais a présenté mardi un projet de budget annuel initial conçu pour ramener croissance et confiance dans un pays qui se sent menacé et en déclin.

Les crédits de l'Etat pour l'année d'avril 2013 à mars 2014 s'établiront à 92.612 milliards de yens (760 milliards d'euros), en léger repli sur un an.

Quelque 46,3% proviendront de l'émission de nouvelles obligations, en dépit d'un endettement public colossal qui coûtera, en remboursement, 24% du budget de l'exercice prochain.

Cependant, pour la première fois en quatre ans, les recettes d'impôts devraient dépasser les sommes nouvellement empruntées.

"Pendant trois ans les recettes issues des obligations ont dépassé celles provenant de l'impôt et il est bien de pouvoir inverser cela", s'est félicité le ministre des Finances, Taro Aso, lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement prévoit de consacrer plus de 40 milliards d'euros aux travaux publics, s'ajoutant à une somme voisine déjà intégrée dans un plan de relance mis sur les rails au début du mois.

Le Premier ministre Abe a répété lundi dans son discours de politique générale qu'il fallait redonner du tonus à l'activité et débarrasser le pays de la déflation qui fait tourner à l'envers la machine économique en bridant l'investissement, la progression des salaires et la consommation.

"Ce que nous expérimentons actuellement, une dépression économique due à la déflation, personne ne l'a vécu nulle part dans le passé et nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à prendre les mesures permettant de lutter contre", a renchéri M. Aso.

"En dépit de taux directeur à zéro, les entreprises n'ont pas investi plus, ni les particuliers dépensé davantage", a-t-il souligné.

"On ne peut pas sortir de la déflation seulement par la politique monétaire" de la banque du Japon. Si le gouvernement n'appuie pas sur le levier budgétaire simultanément, *"le pays ne parviendra pas à mettre fin à cette déflation"*, a insisté le ministre des Finances. AFP 29.01

[Haut de page ↗](#)

Le 31 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne d'ici ce soir une vingtaine de nouveaux articles.

J'avais envisagé de répondre à un article du Point qui s'étonnait que la lutte des classes revienne sur le devant de la scène politique, ne comprenant pas manifestement à quoi elle correspondait en réalité, la crise du capitalisme et ses conséquences ne concernaient pas vraiment son auteur, avant de l'enterrer à nouveau ou d'en déformer son contenu, ce qui ne vous étonnera pas de la part de ce magazine, aussi, au lieu de me lancer dans la rédaction d'un article qui serait forcément très long et me prendrait beaucoup de temps, temps dont je ne dispose pas, j'ai décidé d'en aborder quelques aspects et de le publier sous forme de chapitres dans les jours qui viennent.

[Deux nouvelles vidéos.](#)

1- L'Armée syrienne libre se retourne contre la France - 28 janvier 2013

http://www.youtube.com/watch?v=VYIPJz00ml4&feature=player_embedded

2- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4>

Le groupe international Bilderberg est impliqué dans les attentats tragiques des années 1970 et 1980 en Italie, organisée d'abord par des cellules terroristes fascistes puis par la mafia. C'est le président honoraire adjoint de la Cour de Cassation

italienne, Ferdinando Imposimato, qui le révèle à l'occasion de la présentation à Naples de son nouveau livre « *La république des tragédies impunies* ».

« *Désormais, nous savons tout de la stratégie de la terreur qui fut mise en place par le réseau Gladio (« Stay behind », ou « rester derrière » en français), appuyé par les services secrets (ceux officiels) italiens* », nous confirme Imposimato. « *La stratégie servait à entraver l'émergence de gouvernements de gauche, et était orchestrée par la CIA* ».

Défense du marxisme.

On pourrait faire un peu de marxisme pour se changer les idées, les adeptes ou fétichistes des citations vont être servis, je les moque mais pas méchamment, c'est tout bonnement puéril ou ridicule de leur part, mais bon, cela les regarde après tout.

A l'adresse aussi de nos intellectuels qui tournent en rond ou passent leur temps à nous avouer leur impuissance à combattre le capitalisme. Aux anarchistes et aux gauchistes aussi qui se vautrent dans l'opportunisme le plus vulgaire en s'en remettant aux députés pour rejeter l'accord du 11 janvier, je fais référence à un courriel que j'ai reçu qui reprenait cette orientation.

La base économique du social-impérialisme établie par Lénine dans le contexte de la Première Guerre mondiale demeure valable un siècle plus tard.

On pourrait actualiser l'analyse qu'il en a donné en précisant que depuis cette base s'est élargie ou approfondie au fil du temps jusqu'à couvrir ou se confondre avec les intérêts de l'oligarchie financière qui a accru sa domination au sein du capitalisme mondial, jusqu'à imposer sa dictature aux autres couches du capitalisme.

De plus, au cours du XXe siècle, dès les années 30, les partis de la IIe Internationale ont été amenés une fois parvenus au pouvoir dans de nombreux pays en Europe mais aussi en Amérique latine, à appliquer la même politique que les partis de l'ordre, remplissant ainsi la même fonction pour le compte du capital financier. Ainsi la boucle de l'opportunisme a été bouclée coïncidant avec une soumission totale des partis de la IIe Internationale au capital, une fois rompu définitivement leur lien avec leur origine ouvrière, ce que l'expérience allait démontrer de manière éclatante et incontestable à une multitude d'occasions par la suite.

Les partis de l'Internationale Communiste ou IIIe Internationale allait emprunter le même chemin une fois passés totalement sous le contrôle du stalinisme, processus qui allait s'accélérer après l'implosion de l'URSS, pour finalement se débattre dans des contradictions inextricables pour tenter d'assurer leur survie qu'ils ne doivent qu'à leurs alliés de la IIe Internationale (alliances électorales) qui s'en servent (participation ou soutien de l'extérieur à des gouvernements dominés par le PS) pour alimenter l'illusion que leurs partis (de la IIe Internationale) seraient encore des partis ouvriers ou socialistes, susceptibles de rassembler derrière eux des pans entiers ou la majorité de la petite-bourgeoisie pour les détourner du prolétariat ou ses partis qui demeurent ultra minoritaires ou marginaux. Ils se servent surtout de ces pans de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière et pour assurer la stabilité des régimes en place et la survie du capitalisme.

- *L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux* (on pourrait ajouter qu'ils s'emploient à détourner l'attention des masses des questions sociales au profit de questions sociétales. - Ndlr), *ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat.*

La guerre (ou la crise du capitalisme - Ndlr) *rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère* (Masse dont je parle souvent et qui n'intéresse manifestement ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont de fait des partis petits bourgeois - Ndlr). *La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations* (On dirait préciser aujourd'hui, pour conserver leurs rangs à l'échelle mondiale face à de nouveaux concurrents, Chine, Russie, Inde, etc. pour s'approprier, exploiter eux-mêmes les matières premières à l'origine de profits incomparables, qui sont nécessaires à leur développement futur. -Ndlr). *Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui.* (C'est cette orientation politique opportuniste que l'on retrouve à la base de la politique de tous les partis, et lorsqu'ils parlent d'éviter aux travailleurs une situation comparable à celle que connaissent les travailleurs grecs, ils pensent à " cette "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière", et non aux millions de travailleurs en France qui n'ont jamais connu une autre situation, le dernier éditorial de D. Gluckstein est un modèle du genre en la matière, *Informations ouvrières* n°236 paru hier. - Ndlr) (Lénine - 1915 - La faillite de la IIe Internationale)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande et le PS : le président et le parti de la finance.

Extraits commentés d'un article de l'Expansion paru hier : *Réforme bancaire pourquoi les banques défendent les hedge funds* . Ils concernent le projet de la loi du gouvernement sur l'encadrement des activités bancaires qui sera soumis aux parlementaires. Il figure un tiret devant les extraits de cet article.

Selon l'auditoire auquel ils s'adressent les représentants des banquiers ne tiennent pas le même discours, normal.

- Le lobby bancaire est dans les starting blocks. A deux semaines de l'examen du projet de loi bancaire, les dirigeants des grands établissements français ont tenté une nouvelle fois ce mercredi de convaincre les députés des menaces qu'il ferait planer sur leurs activités. "*Nous pensons que compte tenu du nombre de réformes qui sont arrivées ces dernières années, cette évolution n'était ni une urgence, ni une priorité*", a ainsi objecté Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit agricole S.A. et président de la Fédération bancaire française. Un ton inquiet qui contraste curieusement avec les propos rassurants tenus encore très récemment par les banquiers à leurs actionnaires.

On comprend pourquoi le gouvernement refuse de communiquer l'impact des mesures qu'il a annoncées, parce qu'elles ne changeront rien.

- Si les banquiers tirent aujourd'hui le signal d'alarme, c'est qu'ils craignent les amendements à venir. En l'état le projet n'est pas vraiment contraignant. (...) L'isolement des activités spéculatives dans une filiale devrait concerner moins de 5% de l'activité totale des banques. Une estimation qui n'a pas été confirmée officiellement puisque le gouvernement refuse toujours la mise en place d'une étude d'impact préalable.

Le gouvernement brasse du vent à l'attention des naïfs ou des ignorants. Pas seulement, il sert à couvrir la véritable nature du PS, cela s'adresse aussi bien aux élus et aux adhérents de ce parti qu'aux parasites au sein du mouvement ouvrier qui gravitent autour et qui le soutiennent tout en prétendant combattre sa politique.

Ce que démontrent ces mesures, c'est tout d'abord que le PS et le gouvernement n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement au pouvoir de la finance. Ensuite, qu'il est impossible de remettre en cause son hégémonie sur le reste de la société et du monde sans remettre en cause l'existence du système économique capitalisme lui-même. Ajoutons, que toute politique qui se situerait (en parole) dans cette perspective incluant le PS, consisterait en dernière analyse à refuser de rompre avec le capitalisme, devrait être assimilée à une escroquerie politique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

- Des amendements, il y en aura donc à foison: meilleur encadrement du trading haute fréquence, filialisation des activités de tenues de marché, paradis fiscaux...

Il faut lire exactement l'inverse que ce qui figure dans le paragraphe suivant, les opérations des hedge funds sont par nature très risquées et pas du tout sécurisées, elles servent à couvrir des risques que les banques ne veulent pas prendre à leur charge et les seules garanties qu'ils peuvent fournir relèvent des profits à venir sur la spéculation.

- Dans cette grande foire à la rectification, une proposition attire l'attention. Elle concerne les hedge funds (fonds spéculatifs) et fait beaucoup de bruit en ce moment dans le petit milieu de la finance. Dans sa version actuelle, le texte prévoit de séparer les activités de crédits aux hedge funds seulement en cas d'opérations non sécurisées. Mais ces activités non sécurisées sont en fait pratiquement inexistantes, car en règle générale les fonds spéculatifs, dont l'activité est très risquée, doivent toujours fournir des garanties aux banques en contreparties d'un prêt.

La suite confirme ce que j'ai souligné plus haut.

- Rappelons en effet que l'objectif d'un hedge funds est de spéculer en utilisant l'effet de levier de l'emprunt: avec 1 de capital, le fond va pouvoir emprunter 3 et spéculer jusqu'à 4. C'est pourquoi, pour les défenseurs de la régulation, il faut aller beaucoup plus loin en filialisant purement et simplement ces activités, accusées de financer la spéculation.

Ce qui inquiète les banquiers, c'est qu'en réalité les hedge funds servent également à couvrir les opérations spéculatives ou très risquées des banques. Au final, ils se couvrent mutuellement avec le soutien des gouvernements parfaitement au courant.

- Pour les banquiers un tel cantonnement serait une catastrophe. Ils affirment d'abord qu'à force de diaboliser ces fonds, les seuls à prendre certains risques, la France risque de perdre un acteur important du financement de sa dette.

L'auteur de cet article dit ensuite que les banques ne pourront plus compter sur l'Etat, il oublie tout simplement la BCE qui remplira le même rôle sinon mieux, exactement comme le fait la Fed aux Etats-Unis.

- En réalité, en séparant ces activités de la banque de détail, les banques n'auront plus le soutien de l'Etat pour se financer sur les marchés, ce qui risque de rendre le financement des hedge funds beaucoup moins lucratif.

La fin de cet article est un régal, puisqu'il met en relief la nature de la soi-disant gauche du PS qui soutient les banquiers et les hedge funds.

- Quelles sont les chances de cet amendement de passer? Elles semblent maigres. Le chef de file des députés socialistes sur cette réforme, Laurent Baumel, est le premier à penser que ces activités sont indispensables à l'économie et qu'à ce titre elles ne doivent pas être cantonnées. Ce n'est pas l'avis d'un grand nombre d'économistes, ni même du rapport Liikanen, qui préconise cette filialisation, et dont le gouvernement assure s'être inspiré. Mais c'est pourtant ce qu'aurait assuré Pierre Moscovici mardi lors d'une audition avec des députés socialistes. Preuve que le lobby bancaire a encore frappé ? "C'est à se demander si le gouvernement n'est pas totalement embrigadé par des banques qui lui racontent absolument n'importe quoi", s'emporte un analyste. Lexpansion.com 30.01

Question franchement déplacée : Le gouvernement est totalement acquis à l'oligarchie financière et il ne cesse d'en faire la démonstration.

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, le PS n'est plus un parti petit-bourgeois lié au capital et qui aurait une origine lointaine ouvrière, il est devenu au fil du temps avec l'évolution du capitalisme un parti de petits et grands bourgeois totalement inféodé au capital ayant définitivement rompu avec son origine ouvrière, un parti contre-révolutionnaire, réactionnaire sur toute la ligne.

C'est le constat que les dirigeants des partis ouvriers refusent d'admettre, et qui explique en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisqu'en conservant des liens avec ce parti, c'est en réalité avec le capital et le régime qu'ils ont de liens, dans ces conditions il leur est impossible de développer une politique conforme aux intérêts des travailleurs qui se traduirait par la construction d'un nouveau parti révolutionnaire ou communiste, ceci explique largement cela. Facile à comprendre, non ?

Retraites. C'était "**bien sûr**" !

La porte-parole du gouvernement français a corrigé mercredi ses propos sur la réforme des retraites, affirmant que la durée, le montant des pensions et la hausse de cotisations seraient "**bien sûr**" sur la table mais pas "**de façon aveugle**".

"N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations", avait-elle dit sur RMC et BFM-TV. Najat Vallaud-Belkacem a corrigé le tir lors du compte rendu du conseil des ministres.

"Il faut bien se garder d'une vision paramétrique d'une réforme des retraites. Réduire la réforme (...) à la simple question de savoir si nous allons choisir l'un de ces paramètres et le modifier de façon aveugle est loin de représenter la réalité de ce que nous sommes en train de faire", a-t-elle dit.

"Se contenter de répondre par l'un des trois paramètres était un peu réducteur", a-t-elle ajouté.

Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations. AFP 30.01

En participant au Conseil d'orientation des retraites (Cor) les syndicats légitiment son diagnostic et les mesures antisociales qui sont préconisées. Y participer est déjà une trahison.

Pour la direction de Renault, un accord avec les syndicats est en bonne voie.

Chez PSA c'était déjà plié, chez Renault c'est également bouclé, c'est la direction de Renault qui l'assure selon le calendrier qu'elle a fixé elle-même, ce qui signifie qu'elle a reçu des gages des syndicats, principalement de la CGT. Les derniers développements le prouvent.

1- Renault estime possible de parvenir à un accord avec les syndicats début février pour améliorer la compétitivité de ses usines françaises, a déclaré le directeur des opérations France du constructeur automobile.

"Une signature d'accord début février, c'est possible", a dit Gérard Leclercq à Reuters en marge d'une audition devant la

Commission des Affaires économiques et sociales de l'Assemblée nationale.

Il a précisé que son objectif n'était pas d'aboutir à un tel accord dès mardi prochain, date de reprise des discussions. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires. Reuters 30.01

2- L'accord de compétitivité que Renault négocie actuellement avec ses syndicats prévoit un gel des salaires en 2013 et une limitation des augmentations à +0,5% en 2014 et à +0,75% en 2015.

Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire avec 15% du capital, a poursuivi mardi les négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols et économiser en année pleine environ 500 millions d'euros par an.

Le groupe espère conclure un accord d'ici le début février, faute de quoi il ne pourra s'engager à pérenniser tous ses sites dans l'Hexagone. Plusieurs syndicats y ont dénoncé une forme de chantage.

Devant les députés présents, Gérard Leclercq a souligné que le marché européen avait connu en janvier un même rythme de contraction que sur le même mois de 2012, justifiant selon lui le plan de compétitivité proposé aux syndicats.

"Le début de l'année 2013 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices", a-t-il dit. "La situation de l'Europe est donc très préoccupante."

La CGT estime quant à elle que la direction demande aux syndicats de signer un chèque en blanc puisqu'elle ne détaille pas en totalité les fonctions qui ne font plus partie de son cœur de métier automobile en France, et donc susceptibles d'être externalisées, délocalisées ou supprimées.

"Renault ne dit pas concrètement quelles sont les activités qui relèveront de son cœur de métier", a déclaré au téléphone Fabien Gache, représentant CGT chez Renault. "Elle renvoie ces annonces aux CCE qui suivront la signature d'un accord."

Gérard Leclercq a dit qu'il souhaitait que ces comités centraux d'entreprise se tiennent dès le mois de mars prochain pour que l'accord puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Reuters 30.01

Où sont passés à la CGT les arguments contre le quasi-blocage des salaires qui se traduira par une baisse du niveau de vie des ouvriers de chez Renault, contre les mutations arbitraires, contre l'augmentation du temps de travail, contre la remise en cause d'un tas d'acquis sociaux contenue dans le document de la direction de Renault ? Envoyés comme je l'avais annoncé il y a quelques jours.

Au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait des mesures avancées par la direction les travailleurs de tous les sites, la CGT et d'autres syndicats organisent la division, la démobilisation, la démoralisation des ouvriers en recourant aux journées d'action bidons et autres actions symboliques, qui n'ont pour fonction que permettre aux mesures de la direction de s'appliquer.

La question qui était posée aux syndicats était la suivante, chez Renault et ailleurs : devons-nous prendre en charge les besoins des capitalistes, devons-nous accepter d'être les victimes de la crise du capitalisme ou de son évolution à l'échelle mondiale, ou devons-nous nous placer strictement sur le terrain de classe des exploités et rejeter toute mesure se situant sur le terrain des capitalistes, mobiliser les travailleurs dans l'unité, les organiser pour s'y opposer.

Une autre question leur était posée : D'un côté, la direction veut imposer aux travailleurs des mesures antisociales pour réaliser 500 millions d'euros d'économie, d'un autre côté les actionnaires ont empoché quelque 10 milliards d'euros sous forme de dividendes au cours de la dernière décennie. Question : où doit-on prendre ces 500 millions d'euros, dans la poche des travailleurs qui produisent ou dans celle des rentiers qui ne produisent rien et s'enrichissent en dormant ?

Où se situe la légitimité, du côté des producteurs ou du côté des rentiers ? Et s'ils refusent de payer ? Eh bien il ne reste plus qu'à s'emparer des moyens de production et à les jeter dehors !

Quel syndicat, quel parti tient ce discours devant les travailleurs ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Vous n'avez pas deviné, il faut vous faire un dessin ? Pour qui roulent-ils en vérité, quels intérêts représentent-ils ? Cherchez bien, vous avez la réponse dans cette causerie.

ACTUALITE EN TITRES

Question saugrenue.

- Pourquoi le gouvernement ressort tous les sujets sociétaux au même moment - 20minutes.fr

Comment ils signent leurs crimes.

- Bill Gates préfère éradiquer des maladies plutôt que rester célèbre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Damas a annoncé mercredi soir que l'aviation israélienne avait "*directement bombardé*" un centre de recherche militaire situé entre Damas et la frontière libanaise, pour la première fois en près de deux ans de conflit en Syrie.

Par ailleurs, le chef de l'opposition a créé une surprise de taille en annonçant mercredi être prêt à dialoguer avec le régime, mais sous conditions.

"Un avion de combat israélien a violé notre espace aérien à l'aube et a directement bombardé un centre de recherche sur l'amélioration de la résistance et l'auto-défense dans la région de Jomrayah dans la province de Damas", a affirmé l'armée dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

L'armée syrienne fait état de deux employés tués et de cinq blessés dans ce centre, qui a subi "*d'importants dégâts*" et dont le "*bâtiment a été partiellement détruit*".

Le texte ajoute "*que des groupes terroristes ont essayé en vain à plusieurs reprises ces derniers mois d'entrer et de s'emparer de ce site*". Le régime affirme, depuis le début il y a 22 mois d'une révolte devenue guerre civile, lutter contre des "*terroristes*" armés et financés par l'étranger.

Cette attaque prouve "*désormais à tous qu'Israël est le moteur, le bénéficiaire et parfois l'acteur des actes terroristes visant la Syrie et son peuple résistant, en coordination avec les pays soutenant le terrorisme, dirigés par la Turquie et le Qatar*", poursuit l'armée.

Le communiqué explique en outre que "*les avions de combat israéliens ont pénétré (en Syrie) en volant en-dessous de la hauteur détectée par les radars*".

Des habitants près de Damas avaient dit auparavant à l'AFP que six missiles avaient touché mardi vers 23H30 (21H30 GMT) un centre de recherches sur les armes non conventionnelles, à Al-Hameh, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Damas.

Interrogée par l'AFP, une porte-parole de l'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire, tandis que des sources sécuritaires ont affirmé que ce bombardement visait un convoi d'armes vers le Liban.

L'armée dément ces informations, affirmant qu'aucun convoi n'a été visé et qu'Israël s'est rendu coupable d'une "*agression caractérisée contre la souveraineté syrienne*" qui "*n'affaiblira pas la résistance*".

De son côté, l'armée libanaise a fait état d'un survol particulièrement intensif de son territoire, affirmant que 16 avions de combat israéliens étaient entrés dans son espace aérien durant la seule journée de mardi.

L'armée israélienne a redéployé dimanche deux batteries du système antimissile Iron Dome dans le nord du pays en vue d'une éventuelle action militaire contre des cibles en Syrie ou au Liban.

A Washington, Maison Blanche et département d'Etat se sont refusés à tout commentaire sur l'action israélienne. Le chef du renseignement militaire israélien, le général Aviv Kochavi, se trouve actuellement à Washington où il a notamment rencontré le

plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey, ont indiqué à l'AFP deux responsables américains de la Défense.

Dans un texte publié sur sa page Facebook, le chef de la Coalition de l'opposition syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib a affirmé qu'"en signe de bonne volonté", il était "prêt à des discussions directes avec des représentants du régime syrien au Caire, en Tunisie ou à Istanbul", suscitant le mécontentement d'une partie de l'opposition.

Il s'en prend aux Etats qui "s'asseoient sans rien faire et disent +Attaquez, ne négociez pas!+", et affirme prendre cette décision car "il n'est plus question de chercher à gagner du temps alors que les Syriens vivent une crise sans précédent".

M. Khatib pose toutefois comme principale condition, la libération des "160.000 personnes" détenues dans le cadre du soulèvement contre le régime.

S'il assure s'exprimer en son nom, ses déclarations ont suscité le rejet d'une partie de l'opposition, notamment du Conseil national syrien (CNS), principale composante de la Coalition.

Le CNS a ainsi tenu à souligner dans un communiqué qu'elles "ne reflètent en aucun cas la position de la Coalition et va à l'encontre des principes fondateurs de la Coalition (...) qui refuse de discuter avec le régime meurtrier".

Le président Bachar al-Assad a proposé début janvier un plan de sortie de crise prévoyant un dialogue national à Damas, catégoriquement refusé jusqu'ici par l'opposition qui pose comme condition sine qua non le départ de M. Assad.

Mardi, l'opposition tolérée s'est dit prête à un dialogue sur l'application de l'accord de Genève qui prévoit une transition en Syrie.
AFP 30.01

2- Etats-Unis

La révélation vient de Randy Short, membre de l'Association "Dignité, Droits de l'homme et Paix" qui siège à Washington :

"selon certains documents et rapports, l'ex ambassadeur américain, tué à Benghazi était impliqué dans un vaste réseau de trafic d'armes à destination de la Syrie" french.irib.ir 30.01

SOCIAL

France

1- Le Conseil d'État porte-parole des actionnaires d'une multinationale

Le Conseil d'État a annoncé aujourd'hui l'annulation de trois arrêtés qui gelaient ou plafonnaient les tarifs du gaz en 2011 et 2012, imposant au gouvernement d'appliquer des hausses rétroactives des factures payées par les ménages français.

Cette décision porte sur les périodes du 1er juillet 2011 au 1er octobre 2011, du 20 juillet 2012 au 28 septembre 2012, et du 29 septembre 2012 au 1er janvier 2013.

Les ministres chargés de l'économie et de l'énergie devront prendre de nouveaux arrêtés de fixation des tarifs pour les périodes concernées dans un délai d'un mois, a précisé le Conseil d'Etat.

La ministre de l'Energie Delphine Batho, qui anticipait la décision de la juridiction administrative sur les arrêtés de 2012, a fait savoir en décembre que ces hausses rétroactives seraient étalées sur 18 mois, comme celle consécutive à l'annulation du gel des tarifs sur la fin de 2011.

«En moyenne, le rattrapage total représentera un montant de 1,5 euros pour un ménage utilisant le gaz pour les usages de cuisson et de 23 euros environ pour un ménage se chauffant au gaz», selon un communiqué publié mercredi soir.

Le juge administratif était saisi par GDF Suez - qui demandait la couverture de ses coûts - et par les concurrents de l'opérateur historique tels que Poweo Direct Energie et l'italien Eni, pour qui le gel partiel des tarifs créait une distorsion de concurrence. Reuters 30.01

2- Grandéco : 162 licenciements

Le groupe belge Grandéco, spécialisé dans la fabrication de papier peint, a déposé le bilan de sa succursale française implantée à Châlons-en-Champagne (Marne), qui emploie 162 personnes, a-t-on appris aujourd'hui de source syndicale.

"Le dépôt de bilan nous a été annoncé brutalement samedi par téléphone à l'issue d'un comité d'entreprise qui s'est tenu au siège social de l'entreprise à Tielt en Belgique", a expliqué à l'AFP Franck Leclere, délégué CGT de l'usine de Châlons-en-Champagne. "Nous venons de déposer une procédure secondaire auprès du tribunal de commerce de Châlons pour qu'un administrateur judiciaire soit nommé et que le droit du travail français s'applique", a-t-il précisé.

Selon lui, les 162 salariés pointent depuis hier mais sans pouvoir travailler, la direction belge ayant interdit la poursuite de la production. *"Grandéco wallfashion group"*, dont l'actionnaire principal est le fond d'investissement privé GIMV coté à la bourse de Bruxelles, a été fondé en juin 2007 à l'issue de la fusion entre l'entreprise belge Ideco et l'usine française Grantil installée à Châlons-en-Champagne depuis 1870.

"Nous avons reçu un prix de l'innovation en 2011 et malgré la régression du marché du papier peint on pense avoir un avenir s'il y a des investissements", a souligné le syndicaliste. AFP 29.01

ECONOMIE

Espagne

Le produit intérieur brut de l'Espagne s'est contracté plus fortement que prévu au quatrième trimestre, les mesures d'austérité et un taux de chômage élevé ayant poussé les ménages à réduire leurs dépenses.

Le PIB de la quatrième économie de la zone euro a reculé de 0,7% par rapport au trimestre précédent, selon les données provisoires publiées mercredi par l'Institut national de la statistique, soit à un rythme deux fois supérieur à celui du trimestre précédent.

Sur un an, le PIB se contracte de 1,8%. Reuters 30.01

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

CAUSERIE

Compte tenu de l'ampleur qu'ont pris certains dossiers du site, j'en ai créé deux autres, /eco2 et /service2.

Les causeries et infos en bref de janvier sont en ligne au format pdf (acrobat Reader), 250 pages, on a bien bossé quand même. Les articles de presse de janvier sont également en ligne au même format, 35 articles pour 61 pages. J'ai aussi formaté les dernières causeries de janvier au format pdf. J'ai vraiment écrit comme un cochon les derniers jours, ce qui m'a rassuré quand même c'est que je n'ai pas relevé de fautes dans celle du 31 !

J'essaierai d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles dont les adresses figurent dans la page d'accueil le week-end qui vient, demain matin je dois retourner chez le dentiste et ma journée de travail sera amputée, par chance je n'aurai aucune retenue sur mon salaire, je déconne, c'est quand même un sacré privilège de ne pas avoir une saloperie de patron sur le dos, je crois que j'ai eu largement ma dose dans le passé.

Je vous expliquerai un autre jour comment je fais pour abattre autant de boulot, tout seul évidemment, qui voulez-vous qui fasse ce boulot à mes côtés en Inde, un soixante-huitard attardé, un baba cool qui passe ses journées à se défoncer, des expatriés qui n'en ont rien à foutre de la politique et qui ont un train de vie de grands bourgeois, des illuminés qui se vautrent dans l'oisiveté, franchement un peu de sérieux, l'Inde n'est pas vraiment la destination prédestinée des travailleurs qui ont une conscience politique développée, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me demande encore ce que je fous là, cela arrive à tout le monde de commettre des erreurs dans la vie, et si j'avais 20 ans de moins cela ferait longtemps que j'aurais pris mes jambes à mon cou, car à part le fait que je vis confortablement j'ai la même vie de chien que les Indiens.

L'accord patronal du 11 janvier 2013 sera présenté en conseil des ministres le 6 mars et examiné à partir du 2 avril à l'Assemblée nationale puis dans la foulée au Sénat.

Aujourd'hui vous avez plusieurs articles qui donnent une idée de la profondeur de la crise du capitalisme qui atteint ses institutions, le FMI, l'ONU, le gouvernement américain... Après les premières nominations par Obama de nombreuses questions se posent. Pas facile de s'y retrouver entre les discours qu'on entend, la personnalité de son entourage, les dernières données géopolitiques ou géostratégiques, les Etats-Unis auraient-il l'intention de faire passer au second plan le Moyen et le Proche-Orient suite à l'annonce que leur production de pétrole suffirait à couvrir leurs besoins d'ici un an ou deux pour se réorienter vers l'Afrique et ses matières premières à bon marché. Dans ce cas-là, cela confirmerait l'accord passé avec la Russie en juillet dernier pour solder la question syrienne. Pour autant tout danger d'une escalade militaire ne serait pas écartée, bien au contraire, car ce serait le cycle des guerres néocoloniales qui repartirait de plus belle, qui, comme chacun sait a débouché à deux reprises sur une

guerre mondiale pour un repartage du monde ou plutôt ses richesses entre grandes puissances...

On y reviendra dans les jours qui viennent.

[POI. Chut ! L'omerta. Gluckstein ou qui ne dit rien consent.](#)

Il écrit dans son éditorial (IO n°236) : "*Ce qui donne au capital financier une telle arrogance, c'est la certitude qui est la sienne de disposer d'un gouvernement soumis à ses exigences, face à la déferlante des licenciements notamment.*"

N'était-ce pas non plus ou plutôt d'avoir des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers inféodés au capital ? Chut !

Il poursuit : "*Légitime est le refus des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière de ne pas signer l'accord Medef/CFDT.*"

N'était-ce pas la participation des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière à de soi-disant négociations qui a permis la signature de l'accord Medef/CFDT ? Chut !

Et l'accord patronal du 11 janvier 2013, ne nous avait-il pas annoncé que le POI allait mener campagne pour son retrait ? A la trappe oui, envolée, volatilisée, c'était du vent, socialiste en parole... vous connaissez la suite !

Question : Qui s'emploie à offrir un champ libre à la politique réactionnaire du gouvernement et au patronat, c'était bien la question qu'il avait abordée au début de son éditorial, n'est-ce pas ? Il vient de vous fournir la réponse.

Il y a peut-être quelque chose qui vous a échappé. Vous n'avez pas encore compris que les travailleurs directement concernés par l'accord scélérat du 11 janvier n'intéressait pas du tout le POI qui ne s'adresse qu'aux syndicalistes, aux fonctionnaires, aux intellectuels, aux couches ou classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à toutes les couches qui en fait assurent la stabilité du régime et forment le gros des troupes des syndicats et des partis ouvriers et au-delà, pas au bataillon de gueux défavorisés qui se comptent par millions dans le pays, la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Ceci explique cela. Est-ce suffisamment clair ?

Si vous avez lu le passage de la causerie d'hier intitulé *Défense du marxisme*, relisez-le attentivement, si je peux me permettre un conseil amical et vous comprendrez mieux ensuite quelle est la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

D'ailleurs Gluckstein le confirme lui-même à la fin de son éditorial.

Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il y a des millions et millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour à peine survivre, on est bien d'accord, ce n'est évidemment pas le cas d'autres millions de travailleurs bien mieux lotis qui appartiennent aux couches supérieures du prolétariat, à l'aristocratie ouvrière ou qui vivent relativement confortablement avec deux revenus ou de bonnes retraites, les populations que représentent le POI et auxquelles ils s'adressent avons-nous affirmé, donc logiquement le POI se bat pour qu'il leur soit épargné de vivre aussi mal dans le futur que les millions de travailleurs pauvres ou indigents qui le resteront, pour cela écrit-il il faut "*empêch(er) ainsi que notre pays ne sombre dans une situation à la grecque*" pour que nos petits bourgeois (dans leurs têtes et leur mode de vie) continuent de vivre confortablement dans l'insouciance de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, peu importe si par ailleurs des millions de travailleurs vivent un véritable cauchemar au quotidien.

Et bien nous, nous préférons que le capitalisme s'effondre, qu'il soit placé dans l'obligation d'affronter brutalement le prolétariat, nous ne larmoyons pas après l'accord infâme du 11 janvier, nous sommes prêts à relever le défi contrairement aux capitulards, qu'il s'attaque frontalement aux privilèges qu'il a accordés à une autre époque à l'aristocratie ouvrière car c'est la condition pour que l'unité de la classe se réalise contre le capitalisme et les institutions, que toutes les couches d'exploités se rassemblent pour affronter et abattre le régime.

On croirait que ces couches privilégiées et la petite bourgeoisie soutiendraient le régime en place sans que cela ait un rapport avec leur niveau de vie, ce serait une lubie ou une idée qui leur serait passée un jour par la tête sans trop qu'on sache vraiment pourquoi, voilà ce qui au POI fait office d'analyse des rapports entre les classes. Ils ont tourné le dos au marxisme. Lisez ou relisez Marx et Engels, vérifiez par vous-même ce que j'avance ici, je vous y invite vivement.

Il est parfaitement clair que la politique opportuniste distillée par Gluckstein consiste à refuser de se situer dans la perspective d'un affrontement avec la classe des capitalistes, pour lui il faut à tout prix que les conditions objectives ne murissent pas au point de mettre cet affrontement à l'ordre du jour du combat de la classe ouvrière. On comprend que cette perspective l'effraie, quand on voit que dans une situation qui est loin d'être comparable à celle de la Grèce, le POI n'est même plus en mesure de mobiliser ses propres adhérents pour mener une campagne ou pour organiser une manifestation. N'allez pas croire que nous nous en réjouissons, nous le déplorons. Quant au NPA et LO, ils sont en dessous de tout, tenez, ils feraient un beau mariage, pas d'amour, mais de raison en guise de désespoir !

Page 4, *Le Front de gauche et l'accord sur la flexibilité*, un article signé Marie Stagliano

Elle termine ainsi : "*Les choses sont dites clairement : un débat... pour amender l'accord Medef-CFDT. Il y a là, pour le moins, une contradiction, que les dirigeants du Front de gauche devront lever.*", vous avez le droit d'éclater de rire pour vous soulager, cela fait plus de 85 ans que les dirigeants du PCF s'en foutent royalement de se contredire sans cesse sans que cela change quoi que ce soit. Encore du vent !

Dans la même page, par la voie d'un "correspondant" le POI fait l'éloge de la CGT dans l'article *Nouvelle menace sur les 1 250 salariés de Goodyear*, c'est scandaleux ! Ne dites pas que le POI soutient l'appareil pourri de la CGT, Informations ouvrières n'a fait que rapporté les propos d'un correspondant, sans ajouter le moindre commentaire évidemment, car en plus ce sont des lâches qui n'assument même pas leurs positions. Lisez, vérifiez-le, je n'invente rien, hélas !

Un dernier mot.

Il semblerait qu'en citant le *Center for Research on Globalization* et *Investig'Action*, les dirigeants du POI aient découvert l'existence des portails Mondialisation.ca et celui de Miche Collon, peut-être les connaissaient-ils déjà sans les citer ou en ont-ils pris connaissance en se connectant sur mon site, bon, ils n'iront pas toutefois jusqu'à fournir à leurs lecteurs les adresses électroniques de ces portails que vous connaissez bien, des fois que ce serait compromettant, on ne sait jamais !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille chez les deux "gauches".

On a là tous les ingrédients qui permettent de comprendre que le PS et le Front de gauche sont animés par les mêmes intentions posées aux intérêts des travailleurs. Décryptage.

Tout d'abord, il est faux de dire que le PS aurait "*trahi*" ce à quoi justement il ne s'était jamais engagé. Ensuite, pour comprendre en quoi consistait réellement son engagement, il suffit d'écouter Pellerin ou Cahuzac (notamment). Leur discours est parfaitement clair et s'inscrit dans la politique du gouvernement qui au nom de l'intérêt général privilégie ceux de l'oligarchie financière d'une part, et conduit en reprenant à son compte la politique du Medef et de la CFDT au corporatisme.

- Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG) chargé des relations extérieures : «*C'est le PS qui trahit, qui ne partage plus le dessein historique de la gauche de transformer la société.*» Pointé au premier chef, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui indiquait sur France 2 début janvier, au sujet de la lutte des classes: «*Moi, je n'y ai jamais cru.*»

Il a bien précisé qu'il n'y avait "*jamais*" cru, c'est important car Cahuzac n'a pas 20 ans, cela signifie que le PS ou l'appartenance à ce parti n'est pas incompatible avec cette analyse des rapports entre les classes qui confine au corporatisme, dans le sens où l'entendent les dictateurs et non une catégorie du corps social ou une couche particulière de la population. C'est là que l'on mesure à quel point le PS a intégré l'idéologie de la bourgeoisie, y compris ses aspects les plus réactionnaires.

Ce constat est très intéressant, car dès lors que la lutte des classes n'existe pas, comment le PS pourrait-il être de gauche, comment pourrait-il avoir pour "*dessein historique*" de "*transformer la société*" ? Impossible, sauf dans le sens où l'entend la réaction comme on a pu l'observer sous le régime de Mitterrand ou lorsque Jospin était Premier ministre de Chirac ou plus récemment depuis que Hollande a été élu, du traité de Maastricht au TSG, et en ce moment avec la loi calquée sur l'accord patronal du 11 janvier, l'ensemble confirme que l'orientation politique du PS est foncièrement réactionnaire.

Sur le plan politique elle s'est traduite par la spoliation de nos droits politiques au profit d'une institution supranationale représentant les intérêts des banquiers et des multinationales à laquelle tous les partis institutionnels sont liés ou reconnaissent sa légitimité, et sur le plan social avec l'accord patronal du 11 janvier rétablissant le patron de droit divin, qui se traduit par une nouvelle poussée du corporatisme consistant à interdire aux travailleurs de contester les éléments déterminants de leur condition de travail, salaire, temps de travail et lieu de travail, qui seront dorénavant laissés à l'arbitraire du patronat, ce qui consititue une formidable régression sociale annulant plus d'un demi-siècle de lutte de classe, quelque part le régime de Vichy n'aurait pas espéré mieux.

Ce sont les faits. Comment faire maintenant pour les ignorer ou ne pas en tenir compte, pour les déformer, comment s'y prennent les staliniens ou néo staliniens, les charlatans du PG ? C'est très simple, vous savez que les actes ne correspondent pas toujours ou rarement aux paroles chez ces gens-là, confondre leurs paroles et leurs actes peut permettre de mettre en lumière leurs contradictions et leurs grossiers mensonges, encore que chacun n'accorde pas la même signification aux paroles prononcées

ou aux actes commis, donc cela peut prêter à controverse ou à une polémique qui s'étirera à l'infini pour peu qu'on ait affaire à un interlocuteur particulièrement de mauvaise foi ou à l'esprit tordu ou tout bonnement ignorant.

Dans le passage qui suit, ne considérer que ces deux facteurs ne suffit pour l'analyser, il faut en prendre en compte un troisième qui nous renvoie au paragraphe précédent, la véritable nature sociale du PS, c'est-à-dire qui parle et agit.

Aymeric Seassau commence par dire que *"le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté"*, il parle donc de l'action que mène le PS aujourd'hui qu'il compare au discours qu'il tenait avant d'arriver au pouvoir. Que fait-il en procédant de la sorte ? Il légitime le discours que tenait le PS avant les élections comme s'il reflétait ses véritables intentions, alors que chacun sait que tel n'était pas le cas, ainsi Aymeric Seassau produit un faux, il se fait le complice du PS au passage auquel il attribue de bonnes intentions qu'il ne respecterait plus aujourd'hui sans trop qu'on sache pourquoi, donc en laissant planer le doute sur un revirement possible, ce qui aurait été totalement impossible s'il avait pris en compte la véritable nature du PS, vous suivez ?

Parvenu à ce stade, il va une nouvelle fois s'employer à présenter le PS sous un jour avantageux en prétendant que le PS aurait véritablement combattu la politique de Sarkozy alors que chacun sait qu'il n'en a rien été. Que fait-il en procédant ainsi ? Non seulement il profère une grotesque contrevérité, il oppose en grande partie le discours que tenait le PS avant les élections et ses actes une fois parvenus au pouvoir, témoignant ainsi malgré lui qu'au PS comme d'ailleurs au PCF la parole tenait lieu de combat politique avant les élections, mais qu'en fait d'actes il n'y en a jamais vraiment eu pour s'opposer à Sarkozy et son gouvernement, c'est en quelque sorte un aveu. Lisez ce passage et on se retrouve ensuite pour la dernière partie, on verra où le PCF voulait en venir.

- *«Tous au Front de gauche, indique le secrétaire fédéral PCF de Loire-Atlantique, Aymeric Seassau, qui avait pris quelques distances avec Jean-Luc Mélenchon sur le dossier Notre-Dame-des-Landes, nous nous accordons à dire que le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté. Les engagements d'hier que nous combattions ensemble sont-ils devenus bons car la gauche socialiste est passée au pouvoir?»*

Ce genre de discours est destiné aux adhérents du Front de gauche qui ont un niveau théorique politique proche de zéro ou qui n'ont qu'une notion très approximative ou tout aussi nulle de la lutte des classes ou encore ignorent pratiquement tout du socialisme, donc il est possible de leur raconter n'importe quoi ou il est facile de les embobiner : le "camarade" Seassau a dit des choses très justes, en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes pour mieux camoufler ses véritables intentions dont ils n'ont pas idée.

Écoutons ce qu'a dit le porte-parole du PCF, Patrice Bessac, qui nous servira de conclusion pour aujourd'hui.

- Porte-parole du PCF, Patrice Bessac veille à ne pas s'aliéner l'ensemble du PS et insiste sur la volonté de son parti de *«tourner vite la page de la critique pour être sur le terrain des propositions et de l'alternative positive»*. Une volonté qui pourrait se lire dans la résolution finale du congrès du PCF. lefigaro.fr 31.01

Voilà où Aymeric Seassau voulait en venir, ils sont malins au PCF, ils se partagent les tâches : l'un critique le PS en tenant en apparence un discours radical, et l'autre passe derrière pour rassurer le PS et la boucle est bouclée.

[PS. Enfumage ou comment la soi-disant gauche du PS manoeuvre pour faire passer l'accord patronal du 11 janvier.](#)

Comment concilier les intérêts collectifs fondamentaux des travailleurs du secteur privé avec ceux des patrons, non ce n'est pas une question, c'est ce à quoi la soi-disant gauche du PS prétend pouvoir parvenir, je vous laisse deviner au profit de qui. L'extrait de l'article qui suit se passe de commentaires tellement son contenu est facile à saisir.

- Comment donner de la marge de manoeuvre aux parlementaires sans casser la dynamique de dialogue avec les partenaires sociaux initiée par le tandem Hollande-Ayrault ? C'est l'équation que tentera de résoudre Jean-Marc Germain, ancien directeur de cabinet de Martine Aubry et futur rapporteur du texte, dans les semaines à venir. *"On marche sur des oeufs, tout est une question de doigté"*, admet le député des Hauts-de-Seine qui pilote la transposition de l'accord en texte juridique. Il faudra être *"dans la loyauté avec les signataires"* mais aussi rester *"à l'écoute des non-signataires"*, explique-t-il. Comment concilier les deux ? En entreprenant *"un travail de bénédictin dans la précision et dans la vérification de tous les risques, de toutes les insuffisances"*, préconise-t-il.

En revanche, du côté des députés de l'aile gauche du PS, la pilule a plus de mal à passer. Parce que l'accord est jugé *"clairement déséquilibré en faveur des propositions du Medef"* et que les avancées *"qui pourraient être intéressantes"*, comme la taxation des CDD ou encore le droit rechargeable au chômage, sont considérées comme *"insuffisantes"*. Mais aussi parce que le vote du pacte de compétitivité, le premier virage social-démocrate du quinquennat, leur reste en travers de la gorge. *"Les députés souhaitaient imposer un certain nombre de contreparties aux entreprises et ils ont été faiblement entendus"*, rappelle Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du parti. Cette fois, *"le Parlement doit vraiment revoir la copie"*, affirme-t-

il, refusant que la négociation sociale prime sur la loi. "*On compte amender ce texte pour le rééquilibrer en faveur des salariés*", abonde sa camarade Marie-Noëlle Lienemann, qui mènera la fronde au Sénat.

"*Et qu'on ne vienne pas me raconter que quand un accord est signé entre les partenaires sociaux, le Parlement doit l'accepter tel quel*", s'emporte la sénatrice de Paris, estimant que les syndicats signataires (CFTC, CGC, CFDT) représentent une "minorité" de salariés. "*Il n'y a jamais dans la social-démocratie des cadeaux faits aux entreprises sans contreparties. Ça, c'est social-libéral*", lâche-t-elle. lepoint.fr 31.01

Plus d'un siècle auparavant, Engels avait raison de dire qu'à présent il faudrait abandonner la caractérisation social-démocrate au profit de communisme, car elle ne reflétait déjà plus l'évolution du mouvement ouvrier. Il dira dans la foulée que dorénavant il faudra construire des partis communistes qui deviendront les sections de la prochaine Internationale, il parlait de la IIe Internationale, dont chacun sait qu'elle fut social-démocrate et passa avec armes et bagages dans le camps de la réaction en 1914. Quant à la IIIe Internationale, qui se dénomma Internationale Communiste sous l'impulsion de Lénine, elle fut ensuite détruite par l'anticommuniste Staline.

Pour notre part, nous considérons qu'il n'y a aucun cadeau à faire au patronat, qui en tant qu'exploiteur se gave déjà sur notre dos. Manifestement nous ne représentons pas les mêmes intérêts de classe que Marie-Noëlle Lienemann.

En appeler aux institutions de la Ve République, à ses serviteurs zélés, c'est se vautrer dans le pire opportunisme qui soit, c'est soutenir le régime en place.

Autre question qui peut intéresser les militants. Faut-il utiliser les contradictions qui se font jour au sein du PS ? Certains s'empresseront de répondre positivement, en réalité c'est mal poser la question : comment peut-on utiliser les contradictions qui existent au sein du PS ? Je ne suis pas sûr que ce soit encore la bonne manière de la poser, car il semblerait que ces contradictions n'ont pas vraiment, elles ne sont qu'apparentes en réalité, et que pendant des décennies et des décennies ce fut une escroquerie politique de nous le faire croire, oui je sais une de plus, je n'y peux rien je ne fais que les relever au fur et à mesure de l'actualité.

Faudrait-il encore se demander sur quoi elles portent au juste et à quel moment elles se manifestent. Ainsi on s'apercevrait qu'au sein de ce parti les uns et les autres se partagent les rôles, entre ceux qui s'adressent directement au patronat et donc mettent en avant ses intérêts, et ceux qui s'adressent aux électeurs du PS qui au fur et à mesure que le PS une fois parvenu au pouvoir applique sa politique réactionnaire prennent leur distance avec ce parti ou lui tourne le dos, pour les ramener dans son giron en vue des prochaines élections ou pour assurer la stabilité du régime, ils jouent le rôle de rabatteurs pour les premiers cités, pour le régime quoi.

ACTUALITE EN TITRES

[Quelles bonnes intentions... sans lendemain bien sûr !](#)

- La finance est "*sous-taxée*" et doit payer sa part de la crise, selon le FMI - AFP

[Le comble de l'ignominie.](#)

- L'incroyable « *marché* » américain des mères porteuses - LeFigaro.fr

Chut !

[La Cour européenne de justice est également une secte, celle des nantis.](#)

- Condamnation de la France par trois sectes : "*Quoiqu'elles fassent, la cour européenne donne raison aux sectes*" - L'Express.fr

[Il a ri en faisant une grimace de dégoût](#)

- Hillary, le prénom le plus impopulaire de l'histoire américaine - Slate.fr

[Propagande et fausses infos.](#)

Qui dit qu'ils étaient chinois? Pékin a démenti.

- Des hackers chinois attaquent le "New York Times" - LePoint.fr

- Pékin réfute avoir hacké le «New York Times» - Liberation.fr

Le PKK a démenti.

- Les activistes kurdes du PKK quitteraient la Turquie d'ici mars - Reuters

- Le PKK dément son retrait prochain de Turquie - Reuters

Qui a le plus intérêt à travestir la réalité ?

- La Syrie accuse l'aviation israélienne d'avoir bombardé un bâtiment militaire - 20minutes.fr

- Israël ferme contre les transferts d'armes entre Syrie et Hezbollah - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- FMI

FMI: pas d'accord sur un nouveau mode de calcul des quotes-parts

Aux termes d'une réforme lancée en 2010, le FMI avait jusqu'à fin janvier pour revoir le mode de calcul de ces quotes-parts, principalement indexées sur le produit intérieur brut des pays et l'"ouverture de leur économie", afin de faire une plus grande place aux pays émergents.

Tout accord définitif a été repoussé à l'année prochaine, au cours de laquelle une revue générale des quotes-parts doit avoir lieu.

De nombreux points restent en suspens. Les principaux pays émergents réclament notamment que la variable de l'"ouverture à l'économie" soit supprimée ou moins prise en compte.

Afin d'éviter une surchauffe, certains de ces pays ont restreint l'entrée de capitaux sur leur territoire ou limité la convertibilité de leur monnaie et sont ainsi pénalisés par cette variable alors même que leur puissance économique s'étend.

Déplorant le "*maigre*" résultat des négociations, le représentant du Brésil au FMI a fustigé "*la résistance au changement*" des pays européens, qui sont "*sur-représentés*" au sein du FMI et refuseraient de rééquilibrer l'institution au profit des puissances émergentes.

Selon Paulo Nogueira Batista la formule actuelle des quotes-parts produit de "*nombreuses anomalies*" qu'il faut corriger au plus vite "*pour mieux refléter la réalité de l'économie mondiale*".

"Le FMI est au bord de ce qu'on pourrait appeler un précipice de crédibilité", a-t-il estimé dans un communiqué transmis à l'AFP, précisant qu'il s'exprimait à titre personnel. AFP 31.01

2- Etats-Unis

2.1- Guantanamo

Un mystère a été levé jeudi sur la censure à Guantanamo, quand le juge militaire a ouvertement reconnu que le gouvernement américain avait brouillé des échanges qu'il jugeait sensibles et lui a catégoriquement interdit de le faire à l'avenir.

Le juge James Pohl a infligé un sévère camouflet au gouvernement dans la procédure contre les accusés des attentats du 11-Septembre qui encourent la peine de mort pour le meurtre de près de 3.000 personnes.

Dans la salle du tribunal ultra-sécurisé et high-tech expressément conçu pour ce procès historique, le juge a levé le mystère de "la lumière rouge" qui signale, comme un gyrophare, quand les débats sont censurés.

"Le public n'a pas un droit illimité d'accès aux informations classifiées. Cependant, la seule personne autorisée à fermer la salle du tribunal est le juge", a-t-il tranché.

A Guantanamo, les échanges sont diffusés avec un différé de 40 secondes dans la salle de presse et dans la galerie où se trouvent, derrière une épaisse paroi vitrée, les journalistes, les organisations des droits de l'homme et les familles des victimes.

Ce différé permet à un officier de sécurité du tribunal (CSO, court security officer), assis à côté du juge, de censurer les échanges susceptibles d'être classifiés. Il dispose pour cela d'un double interrupteur, que l'AFP a pu voir, sur lequel on peut lire "stop" et "go". Au dessus de lui, la "lumière rouge" est visible des spectateurs assis derrière la paroi vitrée.

Or le colonel Pohl a révélé jeudi que "l'autorité de classification" du gouvernement (OCA, original classification authority) disposait également d'un interrupteur, à l'extérieur de la salle du tribunal.

Au dernier jour de cette audience préliminaire à Guantanamo, le juge Pohl a ordonné que "le gouvernement déconnecte le circuit externe (des débats) ou sa capacité de suspendre la diffusion" des échanges.

Lundi, une portion des débats a été censurée lorsqu'a été mentionné le sujet sensible des prisons secrètes de la CIA où les cinq accusés ont été détenus et subi des interrogatoires musclés. Le juge s'était montré étonné et furieux que l'interrupteur ait été actionné sans qu'il soit au courant.

La procureure, en charge des questions de classification au ministère de la Justice, Joanna Baltes avait expliqué qu'OCA avait la possibilité de contrôler le circuit de diffusion. Il apparaît ainsi qu'OCA a coupé le fil dans la mesure où c'est la CIA qui gérait les prisons secrètes où les accusés ont été soumis à un programme d'interrogatoires renforcés, dont certains sont assimilés à de la torture.

"Le juge et seulement le juge décide" dans ce tribunal, a encore lancé le juge Pohl.

Peu avant, la défense avait déposé une requête d'urgence pour suspendre la procédure tant que la question de la protection des communications confidentielles entre les clients et leurs avocats n'aura pas été tranchée.

David Nevin, l'avocat de Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau autoproclamé des attentats, affirme que toutes ses conversations avec son client, y compris lors de ses visites ou bien en aparté dans la salle du tribunal, sont enregistrées.

Sur les tables de la défense et de l'accusation, une pancarte "rappelle qu'il faut éteindre les microphones pendant des conversations en aparté". Mais James Connell, l'avocat du Pakistanais Ali Abd al-Aziz Ali, avait déclaré à la presse que même ces conversations étaient enregistrées.

Juste avant que les débats soient ajournés jusqu'au 11 février, James Pohl a aussi ordonné que le juge Bruce MacDonald, l'autorité suprême des tribunaux militaires, témoigne en février, signant un autre revers pour le gouvernement qui s'y opposait.
AFP 31.01

2.2- Comment le FBI manipule éléments désœuvrés de la société pour en faire des terroristes.

Un jeune Américain d'origine somalienne jugé devant un tribunal de Portland (Etats-Unis) pour avoir tenté en 2010 de faire exploser un véhicule lors d'une cérémonie de Noël, avec une bombe fournie par le FBI, saura sous peu s'il est condamné à la prison à vie pour avoir utilisé une arme susceptible de tuer de nombreuses personnes.

Le jury s'est retiré mercredi pour délibérer, après presque trois semaines de procès.

Le sort du jeune homme dépend de la réponse que le jury donnera à cette question: Mohamed Osman Mohamud, 19 ans à l'époque des faits, 21 aujourd'hui, était-il prédisposé à la violence lorsque des agents du FBI se faisant passer pour des terroristes lui ont offert leur aide pour fomenter un attentat?

Les avocats de l'accusé ont fait valoir pendant le procès qu'il avait été piégé par le FBI: les agents lui avaient fourni de faux explosifs qu'il avait tenter d'utiliser pour tenter de faire sauter une camionnette garée près d'une fête de Noël le 26 novembre 2010 à Portland.

Mais pour l'accusation, le jeune homme a participé activement au complot qui pourrait avoir tué des milliers de personnes si la bombe avait été une vraie.

Il encourt la prison à vie s'il est reconnu coupable d'avoir utilisé une "*arme de destruction massive*".

Pour la défense, les agents du FBI ont fait subir un lavage de cerveau à un adolescent désorienté, lui donnant des instructions précises sur la manière d'organiser un attentat qu'il n'aurait pas pu préparer lui-même.

Il n'était pas un terroriste, il vivait seulement une "*adolescence difficile*", a argué un de ses avocats, Stephen Sady. "*Il ne représente pas une menace*", a-t-il assuré lors des plaidoiries de la défense mercredi, cité par la télévision locale KATU. "*En Amérique, le gouvernement ne peut pas créer un crime*", a-t-il ajouté.

En début de procès, un agent du FBI, qui a témoigné grimé, a assuré que l'accusé était enclin à la violence depuis le départ, parlant d'une "*guerre*" contre les Etats-Unis.

Selon lui, sans aller jusqu'à vouloir devenir "*un martyr*", le jeune homme considérait que la "*violence*" pourrait faire de lui "*un bon musulman*", bien plus que prier cinq fois par jour ou récolter des fonds pour des groupes militants, a expliqué l'agent qui s'était présenté à lui en tant que recruteur d'Al-Qaïda, sous le prénom de Youssef.

L'agent a expliqué qu'il tentait simplement de savoir s'il était réellement capable de passer à l'acte à partir de sa rhétorique de violence.

Selon la loi américaine, il est illégal de piéger quelqu'un en l'incitant à commettre un crime. AFP 31.01

C'est donc ces agents du FBI ou plutôt leur responsable hiérarchique qui devrait être en prison et condamné.

3- Syrie - Provocation et agression israélienne.

La Syrie a menacé jeudi de riposter à un raid aérien israélien présumé contre un centre de recherche militaire près de Damas, les Etats-Unis mettant au même moment en garde le pouvoir syrien contre tout transfert d'armes au Hezbollah libanais.

Le patron de l'ONU Ban Ki-moon s'est dit "*sérieusement inquiet*" des informations sur un raid israélien en Syrie tout en précisant ne pas être en mesure de les vérifier, et la Russie, soutien du régime syrien auquel elle vend des armes, a dit qu'elle le condamnerait si "*l'information était avérée*".

Au lendemain du raid supposé israélien, qui serait le premier en Syrie depuis 2007 et a fortiori le premier depuis le début en mars 2011 d'une révolte populaire devenue conflit armé, les autorités à Damas ont rappelé leur "*droit à défendre (leur) souveraineté*".

Israël a officiellement gardé le silence sur ce raid.

L'armée syrienne a affirmé qu'il avait partiellement détruit le centre militaire faisant deux morts.

Pour l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, la Syrie se réserve le droit de répondre "*par surprise*" à cette "*agression sioniste*" condamnée par les deux alliés indéfectibles de Damas, le Hezbollah et l'Iran.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian a d'ailleurs mis en garde contre les "*graves conséquences pour Tel-Aviv*" après le raid, sans autre précision.

La Ligue arabe a condamné "*une violation flagrante de la souveraineté d'un Etat arabe*". AFP 31.01

4- Israël - L'Etat sioniste accusé de "*crimes de guerre*" dans un rapport de l'ONU.

Un rapport d'experts commandé par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu (CDH) a appelé jeudi Israël à cesser d'installer de nouvelles implantations et à évacuer tous les colons de Cisjordanie.

Ce rapport, rédigé par trois experts présidés par la juge française Christine Chanut, estime en outre que semblables agissements de la part de l'Etat hébreu peuvent être passibles de la Cour pénale internationale (CPI) au titre de crimes de guerre.

Ses auteurs écrivent que les entreprises privées devraient cesser d'opérer dans ces implantations si leurs opérations bafouent les droits des Palestiniens. Ils invitent les Etats membres de l'Onu à faire en sorte que ces sociétés respectent ces libertés fondamentales.

"Israël doit cesser ses activités de colonisation et remédier de manière adéquate, prompte et rapide, à la situation des victimes de violations des droits de l'homme", a déclaré la magistrate française lors d'une conférence de presse.

"Israël doit, conformément à l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, cesser sans préalable toute activité de peuplement. Il doit immédiatement entamer un processus de retrait de tous les colons des Territoires palestiniens occupés (TPO)", a-t-elle ajouté.

Les implantations sont établies en violation de la Convention de 1949 interdisant le transfert de populations civiles en territoire occupé, ce qui pourrait être assimilé à des crimes de guerre tombant sous la juridiction de la CPI, indique le Conseil des droits de l'homme.

"Transférer sa propre population sur un territoire occupé est interdit parce que c'est un obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination", a expliqué Christine Chanet.

En décembre, après la reconnaissance de facto d'un Etat palestinien par les Nations unies, l'Autorité palestinienne a adressé une lettre à l'Onu dans laquelle elle accusait Israël de commettre de nouveaux "crimes de guerre" en prévoyant la construction d'autres colonies, notamment à Jérusalem-Est.

Taxant le CDH de partialité, Israël a refusé de coopérer à l'enquête menée depuis mars 2012 par cette instance dont le siège est à Genève et qui vise à examiner l'impact des colonies dans les territoires palestiniens, y compris à Jérusalem-Est.

L'Etat hébreu, par la voix du ministère des Affaires étrangères, s'est empressé jeudi de qualifier le rapport d'experts de "contre-productif" et "regrettable".

"Le CDH s'est tristement rendu célèbre par une approche systématiquement partielle et biaisée envers Israël. Ce dernier rapport en date en est un nouvel exemple", a déclaré Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Pour ce dernier, *"la seule manière de régler toutes les questions en suspens entre Israël et les Palestiniens, dont celle des implantations dans les territoires, est d'ouvrir des négociations directes sans conditions"*.

"C'est incroyable. Nous sommes extrêmement encouragés par cette analyse franche et fondée sur des principes des violations israéliennes", a confié à Reuters Hanan Achraoui, l'une des responsables de l'OLP. "(...) Ce rapport dit clairement non seulement qu'Israël bafoue la quatrième convention de Genève, mais aussi qu'il est passible (...) de la CPI".

Les trois enquêteurs du CDH ont interrogé en novembre en Jordanie une cinquantaine de personnes venues témoigner de confiscations de terres, de destructions de champs d'oliviers et d'actes de violence commis par des colons, d'après le rapport.

"La mission croit que le mobile derrière ces violences et ces actes d'intimidation visant les Palestiniens et leurs biens est de chasser les populations locales de leurs terres et de permettre une expansion des implantations", écrivent les rapporteurs.

Ces implantations, ajoutent-ils, *"conduisent à une annexion rampante qui empêche l'établissement d'un Etat palestinien viable et continu au plan territorial et qui porte atteinte aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination"*.

D'après des estimations des Nations unies, environ 250 colonies de peuplement ont été installées en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, depuis la guerre de 1967, avec une population de quelque 520.000 colons.

Priée de dire si les violations mentionnées tombaient sous le coup de la juridiction de La Haye, la magistrate française a été formelle. *"Ces crimes sont du ressort de l'article 8 des statuts de la CPI. L'article 8 se trouve dans le chapitre ayant trait aux crimes de guerre. C'est la réponse", a-t-elle dit. Reuters 31.01*

SOCIAL

1- France

Pour la première fois depuis son élection, François Hollande a été confronté jeudi à un mouvement de grève des fonctionnaires, une part importante de son électorat, mais le mouvement a été peu suivi, selon le gouvernement.

Les quelque 5,2 millions de fonctionnaires français étaient appelés à cesser le travail et à manifester par trois syndicats, CGT, FSU

et Solidaires, mais le taux de participation moyen était de 6,62%, indique le ministère de la Fonction publique.

Les taux de participation à la grève étaient de 6,62 % dans la fonction publique de l'Etat, de 7,59 % dans la fonction publique hospitalière et de 4,27% dans la fonction publique territoriale, précise-t-il dans un communiqué.

Dans l'Education, 11,24% des enseignants ont fait grève, dont 16,32% dans le premier degré et 6,90% dans le second degré, selon le ministère.

D'après le Syndicat national des enseignements du second degré (Snes) environ 25% des personnels du second degré étaient en grève.

Selon les syndicats, plus de 150.000 personnes sont descendues dans les rues de Paris et de nombreuses villes pour "*dire leurs légitimes exigences et leur fort mécontentement*". Mais la mobilisation était très inégale selon les régions.

Les organisations syndicales demandent une revalorisation du point d'indice qui sert de référence pour le calcul des salaires dans la fonction publique et qui est gelé depuis 2010.

Ils réclament en outre un moratoire sur les suppressions de postes et l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie.

Une réunion sur les carrières et les salaires est prévue le 7 février avec la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, mais cette dernière a d'ores et déjà écarté une hausse globale des salaires dans la fonction publique.

La masse salariale de l'Etat devrait représenter 80,6 milliards d'euros en 2013.

Le gouvernement, qui s'est assigné pour objectif une réduction des déficits publics à 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, fait valoir ses "*contraintes budgétaires*".

"Les fonctionnaires le savent : nous sommes sur le même bateau. Si l'action publique devait être abîmée par des déficits trop importants, si nous perdions une part de souveraineté, les fonctionnaires seraient touchés également", souligne Marylise Lebranchu jeudi dans Le Télégramme de Brest.

Une revalorisation de 1% du point d'indice "*revient à 700 millions*" d'euros pour l'Etat, rappelle la ministre.

"Il n'y a pas de marge de manœuvre en termes de créations de postes puisque nous portons les priorités du président de la République à l'Éducation nationale, la police et la justice", explique-t-elle.

Pour Thierry Le Paon, appelé à succéder en mars à Bernard Thibault à la tête de la CGT, c'est loin d'être le cas.

"Il y a un changement de gouvernement", mais "*pour l'instant pas grand'chose*" n'a changé "*pour les salariés*", a-t-il estimé sur RTL.

"C'est ce qui nécessite une mobilisation sans précédent des salariés pour que les questions ayant trait aux salaires, à l'emploi et au pouvoir d'achat puissent être sur le devant de la scène", a-t-il poursuivi.

"Je pense que la pression exercée sur ce gouvernement aujourd'hui, comme sur la patronat dans beaucoup d'entreprises, va permettre d'ouvrir de véritables négociations", a-t-il dit, n'abandonnant pas l'espoir d'une hausse du point d'indice.

"Vingt pour cent des agents de la fonction publique sont au smic, donc il y a une vraie question des salaires. En moyenne, les salaires de la fonction publique, c'est 2.200 à 2.700 euros pour des qualifications qui sont parfois assez élevées", a expliqué Bernadette Groison, secrétaire générale de la Fédération syndicale unitaire (FSU) sur iTÉLÉ.

Elle a précisé que 20% des agents étaient des précaires. Reuters 31.01

Chacun sait ce qu'il en est des soi-disant négociations qui sont l'antithèse de la lutte de classe.

2- Grèce

Des employés des transports publics et du secteur de la santé se sont mis en grève jeudi en Grèce pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, qui exclut de reculer malgré la récente multiplication des mouvements sociaux.

Les transports étaient fortement perturbés jeudi à Athènes en raison des arrêts de travail des chauffeurs de bus et de tramway et des employés des chemins de fer. Navires et ferries sont restés à quai en raison du lancement d'une grève de 48 heures des marins.

Les hôpitaux n'ont assuré que des services d'urgence.

Des centaines de médecins et de membres du personnel médical se sont rassemblés dans le centre d'Athènes pour dénoncer de "*dangereuses*" mesures d'austérité privant, selon eux, le système de santé des moyens financiers et humains de fonctionner.

Ils ont ensuite manifesté en direction du parlement en scandant "*Nous ferons grève jusqu'à la victoire*". Ils ont aussi brandi des banderoles hostiles à la troïka des bailleurs de fonds internationaux, l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI.

Premier syndicat de la fonction publique, Adedy a appelé à des arrêts de travail en geste de solidarité à l'égard des grévistes.

"*Nous allons continuer à nous battre*", a dit Costas Tsirikas, chef de file d'Adedy. "*Nous exigeons que les poids lourds européens modifient leur politique sans issue.*"

Le Premier ministre, Antonis Samaras, se montre ferme face aux mouvements sociaux afin de prouver aux bailleurs de fonds internationaux et à son opinion publique sa détermination à mettre en oeuvre des réformes impopulaires pour tenter de redresser les comptes publics de la Grèce.

Le secteur privé sera à son tour en grève le 20 février, a annoncé jeudi le syndicat GSEE. Adedy pourrait se joindre au mouvement.

Ces deux syndicats, qui représentent 2,5 millions de travailleurs, sont à l'origine de plusieurs mouvements de grève depuis le début de la crise fin 2009.

Environ un millier de sympathisants du mouvement communiste Pame se sont par ailleurs rassemblés jeudi devant le palais de justice d'Athènes pour exprimer leur soutien aux militants arrêtés après leur intrusion de force dans les locaux du ministère du Travail. Reuters 31.01

Vous avez le début de la causerie en tête, bravo, maintenant vous comparez la participation des fonctionnaires en France à la journée de grève d'hier avec celle des fonctionnaires en Grèce, et vous aurez compris ce que le POI (notamment) veut à tout prix éviter au gouvernement Hollande-Ayrault. Fastoche à comprendre, non ?

SOCIÉTÉ

Chine - Irrésistible le capitalisme.

Les pics de forte pollution atmosphérique ces derniers jours à Pékin ont provoqué un afflux dans les hôpitaux de patients en détresse respiratoire, selon la presse officielle qui réclame jeudi plus d'ouverture des autorités sur ce sujet d'inquiétude croissante de la population.

L'approche des congés annuels du nouvel an chinois génère par ailleurs un débat sur l'opportunité d'interdire les traditionnels feux d'artifice, qui contribuent à obscurcir le ciel de milliards de particules supplémentaires.

Le nombre de cas de personnes souffrant de problèmes pulmonaires ou de difficultés respiratoires a enregistré une hausse de 20% dans la capitale chinoise, selon une enquête du journal Pékin-matin.

Les problèmes respiratoires concernaient 50% des admissions au service des urgences d'un grand hôpital pour enfants, a précisé le quotidien.

Les 20 millions de Pékinois ont étouffé ces derniers jours sous un épais brouillard de particules nocives, après avoir connu à plusieurs reprises en janvier des pics de pollution atmosphérique d'une densité inédite.

L'ambassade des Etats-Unis, qui calcule et publie son propre indice de qualité de l'air, jugeait ainsi que la pollution était jeudi d'un niveau "*très mauvais pour la santé*", contre "*dangereux*" la veille.

Les autorités municipales estimaient elles que la capitale était "*légèrement pollué*". Les Pékinois se méfient toutefois des données gouvernementales et le site de l'ambassade américaine est devenu largement plus populaire que celui des autorités.

Et les médias officiels eux-mêmes ont exigé des autorités davantage de transparence. Le China Daily a ainsi pressé les autorités de fournir des "données crédibles", faute de quoi "la promesse du gouvernement de s'attaquer au problème pourrait rester lettre morte".

Mercredi, les autorités ont recommandé aux personnes âgées, aux enfants et aux personnes de santé fragile de rester chez eux ou de porter un masque anti-pollution s'ils devaient sortir.

A la télévision officielle, le Dr Zhong Nanshan, président de l'Association médicale chinoise, qui avait révélé l'épidémie du SARS en 2002, a déclaré que "la pollution de l'air est plus dangereuse que le SARS et affecte le coeur et les vaisseaux sanguins".

Une centaine d'usines de la capitale ont reçu l'ordre de suspendre leur production, et des dizaines de vols ont été retardés ou annulés pour cause de faible visibilité.

Mais les experts jugent que la solution du problème passe par des mesures beaucoup plus radicales.

Et les policiers en charge de la circulation ont demandé pour leur part à ajouter à l'uniforme le masque anti-pollution, a rapporté le China Daily.

Selon le quotidien Global Times, les autorités n'auraient pour l'instant pas décidé d'interdire les fusées et les pétards que les Pékinois font, comme tous les Chinois, détonner pour éloigner les mauvais esprits et fêter le nouvel an lunaire, qui tombe cette année le 10 février.

La pollution atmosphérique à Pékin est principalement causée par la combustion du charbon pour les industries et les centrales thermiques de la région, ainsi que par la circulation automobile en constante progression. AFP 31.01

[Haut de page ↗](#)

Le 2 février

CAUSERIE

Pas vraiment de bonnes nouvelles aujourd'hui, elles sont rares.

Certes, mais en lisant entre les lignes ou en tenant compte de l'actualité mondiale on trouve de quoi se remonter le moral, si, si, je ne plaisante pas, je ne suis pas du genre à vous enfumer ni même à vous épargner comme vous avez dû le remarquer, je ne m'appelle pas Gluckstein et je n'ai rien à vous vendre, surtout pas du vent.

Voyez comme ils sont dans la merde en Egypte, et en Grèce ils craignent une explosion sociale incontrôlable à tout moment, pareil en Espagne ou le gouvernement est obligé de faire quelques concessions, aux chômeurs en fin de droits, aux régions endettées jusqu'au cou, etc., aux Etats-Unis ils soufflent le chaud et le froid sur la Syrie et la Palestine, le Brésil se rebiffe contre le FMI, etc.

Bon week-end à tous.

[Inde. Business sordide : "Utérus à louer". Le marché de la misère le plus immonde.](#)

Le vieux monde a décidément dépassé le stade de l'ignominie, et dire qu'il y en a dans nos rangs pour soutenir cette pratique infâme, à croire que l'idéologie de la classe dominante a profondément pénétré le mouvement ouvrier jusqu'à lui faire adopter sa morale et ses principes abjectes qui reflètent le stade de décomposition auquel est parvenu le capitalisme.

- L'appel à des mères porteuses de la part d'étrangers est devenu un véritable business en Inde. - lepoint.fr 01.02

Depuis sa légalisation en 2002, l'appel à des mères porteuses rémunérées s'est banalisé en Inde. Les enjeux éthiques de la gestation pour autrui (GPA) ont fait peu de bruit, au profit de l'approche pragmatique des cliniques spécialisées.

"Les dizaines de cliniques de fertilité que j'ai visitées proposent la GPA à tous les demandeurs, qu'ils soient célibataires, homosexuels ou hétérosexuels", note Stéphanie Lebrun, auteur de deux films documentaires sur le sujet.

La croissance du marché procréatif s'est inscrite dans une économie où l'Inde encourage le tourisme médical, avec des spécialités telles que les interventions dentaires, les remplacements de la hanche ou la chirurgie esthétique. Dans ce contexte, de plus en plus d'étrangers ont sollicité des mères porteuses indiennes. Certaines régions, dont celle d'Ahmedabad-Anand dans le Gujarat, se sont spécialisées dans ces services. Les experts et médecins estiment que de 25 000 à 30 000 étrangers font appel chaque année à des mères porteuses. *"Plus de 500 bébés occidentaux, dont 35 en novembre, sont nés de mères porteuses dans mon centre"*, explique le docteur Shivani Sachdev du Surrogacy Center India (SCI) à Delhi.

Pour les demandeurs américains, il s'agit souvent de bénéficier de formalités et de coûts plus abordables. Les Indiennes louent leur corps entre 1 300 euros et 7 000 euros, et la facture totale payée par les étrangers se situe entre 10 000 euros et 25 000 euros. Car toute une chaîne commerciale s'est mise en place, avec un millier de cliniques spécialisées, des agents recruteurs, des avocats, des hôtels.

Certaines organisations critiquent cependant le principe d'un *"utérus à louer"* et s'offusquent de l'exploitation possible d'Indiennes défavorisées. À Delhi, le Centre de la recherche sociale a produit en mars une étude menée au Gujarat, intitulée *"Mère porteuse : éthique ou commerciale"*. Elle montre que ces mères se retrouvent isolées de leurs familles et parfois non indemnisées si le nouveau-né présente des *"défauts"*. À l'occasion, les tribunaux indiens doivent dénouer de véritables imbroglios. Mais des initiatives tentent de remédier aux dérives.

Les enjeux émotionnels de la situation sont tels qu'ils inspirent aussi les écrivains indiens. Dans son dernier roman, *Origins of Love*, Kishwar Desai dépeint à la fois les histoires complexes d'Indiennes devenues mères porteuses, et la souffrance d'Occidentaux aspirant à avoir un enfant. lepoint.fr 01.02

La souffrance de ne pas pouvoir procréer serait une préoccupation supérieure à celle de la faim, de la misère et de la guerre, monsieur Desai votre populisme nous donne envie de vomir.

Notez que le gouvernement indien encourage ce genre de commerces du ventre en délivrant un visa de complaisance appelé *"visa médical"*, à défaut de lutter contre la pauvreté qui concerne des centaines de millions d'Indiens.

Commentaire d'internaute.

- *"Si en Inde cette pratique existe malheureusement c'est par manque d'argent... Luttons pour que chaque être humain puisse manger à sa faim et que ces dérives ignobles, égoïstes, irrespectueuses du droit de l'enfant disparaissent à jamais. Ce monde devient fou, STOP."*

- *"Le père, un fantôme réduit à quelques gouttes de sperme, des lesbiennes qui, en Espagne, militent pour le droit à choisir le sexe de leur futur enfant (les embryons du sexe qu'elles refusent sont carrément jetés à la poubelle !), etc."*

Tout ça est horrible, inacceptable, odieux."

- *"... Ce sont les pauvres et les enfants qui trinquent. Cette industrialisation de la procréation est tout simplement monstrueuse. Et ils osent appelé ça le progrès social."*

On est déjà plus d'1,2 milliard en Inde, il y a des centaines de milliers d'orphelins dans ce pays, sans parler des millions qui existent à travers le monde, alors qu'est-ce qu'ils ont à vouloir adopter cette pratique mercantile scandaleuse, pour que leur création leur ressemble, ce ne sera pas vraiment un cadeau pour l'humanité !

Avez-vous constatez qu'absolument personne ne parle des gosses orphelins ? Rien à foutre, dans cet article de merde l'auteur mettait évidemment l'accent sur le droit des couples homosexuels de recourir à cette pratique épouvantable, je n'ai pas trouvé opportun de reproduire ces passages, inutile de vous dire que les médecins indiens ont affirmé qu'ils étaient prêts à satisfaire toutes les demandes sans restriction, seul le fric compte pour eux, rares sont ceux qui se sont élevés contre cette pratique dégueulasse qui aura d'autres répercussions. Par exemple, les Indiens qui étaient stériles recourront à cette pratique au lieu éventuellement d'adopter un orphelin. Ces gosses en souffrances dans les orphelinats pourront être *"adoptés"* par des familles aisées qui les emploieront comme esclaves avant de les abandonner. Car parmi les membres de la classe moyenne, après l'augmentation des salaires du personnel de service qui a été multiplié par 5 ou 8 au cours des deux dernières décennies dans les grandes villes, certains n'ont plus un revenu suffisant pour se payer une servante ou refuse de déboursier entre 5 et 8.000 roupies par mois, c'est le tarif en vigueur à Pondichéry, un petit esclave remplira le même office pour presque rien, la bonne affaire quoi, cela existait déjà, gageons que cette pratique va s'amplifier.

Mon épouse indienne est stérile et avec ses deux valves cardiaques en cas d'accouchement le coeur n'aurait pas tenu, donc c'est très bien ainsi. Compte tenu de sa situation et ne sachant pas combien d'années il lui restait à vivre, tout autant que ma propre situation, c'est-à-dire mon âge et le fait que je n'ai ni salaire ni retraite, nous nous sommes refusés à adopter un enfant

après en avoir discuté ensemble, nous avons pris nos responsabilités.

Démagogie à outrance.

- Ecole "*maternelle*", un mot sexiste ? - Le Nouvel Observateur

- La députée PS de Paris Sandrine Mazetier a expliqué vendredi 1er février sur RTL avoir saisi le gouvernement pour faire débaptiser l'école maternelle qui renvoie trop, selon elle, à l'image de la seule mère. "*C'est une école, pas un lieu de soin, de maternage, c'est un lieu d'apprentissage*", a-t-elle plaidé. "*Changer le nom en 'petite école' ou 'première école', c'est neutraliser d'une certaine manière la charge affective maternante du mot maternelle*". Le Nouvel Observateur 01.02

Le plus souvent les enseignants en maternelle sont des femmes, généralement c'est aussi les mères qui déposent leurs enfants à la maternelle, pour les gosses ces enseignantes font aussi office de mère quand la leur est absente, cette ignarde doit l'ignorer ou elle s'en fout au nom de la pensée unique...

Cette ignoble bonne femme ignore également que les enfants en bas âge ont un lien privilégié avec leur mère pour avoir vécu 9 mois dans son ventre et avoir été allaités ou nourris par elle les mois et parfois les années qui ont suivi.

Décidément les élus du PS nous répugnent au plus haut plus.

Commentaire d'un internaute

- "*Non mais, ils vont nous emmerder longtemps, avec leurs délires ?*

Déjà qu'ils nous ont fait retirer le terme mademoiselle des documents officiels, ils vont s'attaquer au nom de l'école maternelle, maintenant ?

Jusqu'à temps qu'on les chasse du pouvoir ! Vous pouvez tirez la chasse en attendant car ils empestent !

La situation en Grèce en quelques chiffres.

- En Grèce, 2013 sera la sixième année de «Grande Dépression». Depuis 2008, le pays a perdu plus d'un quart de son PIB.

- La production nationale s'est effondrée, jusqu'à retrouver les niveaux qui prévalaient dans les années 1990.

- Dans le secteur privé, les salaires ont diminué de plus de 30% depuis 2010 – c'est 22% pour le salaire minimum mensuel et 32% pour les salaires des moins de 25 ans.

- Le taux de chômage devrait dépasser les 26% en 2014, selon la Banque de Grèce, voire les 31%, selon l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, un centre de recherche allemand.

- Plus de 60% des chômeurs grecs sont sans travail depuis plus d'un an. Le chômage des jeunes pointe à 55%.

- La part de ménages grecs risquant de basculer dans la pauvreté est passée à 21,4% en 2011

- Selon l'agence nationale de la statistique, Elstat, plus de la moitié des Grecs avaient des difficultés à payer leurs factures en 2011 et 63% disaient avoir «des difficultés» ou «de grandes difficultés» à joindre les deux bouts.

- Depuis le début de la crise, le taux de suicide en Grèce a quasi doublé, passant de 3 à presque 5 suicides pour 100.000 habitants.

- En 2012, selon les estimations de la Commission européenne, l'économie souterraine représentait 24% du PIB et engendrait une perte de revenus annuelle de 10 milliards d'euros.

- Le think-tank américain Global Financial Integrity évalue, lui, à 120 milliards d'euros la perte causée par des activités illicites comme la corruption et l'évasion fiscale durant la décennie 2000.

- En 2010, dernière année pour laquelle on a des chiffres, seulement 83 citoyens grecs ont déclaré un revenu annuel de plus de 800.000 euros, sur près de 7 millions de contribuables.

- Selon les derniers chiffres, 85% des quelque 30.000 Grecs qui étudiaient à l'étranger en 2010 n'avaient nullement l'intention de rentrer.

- Seulement 14,4% de la population a moins de 14 ans (le pays est 218e sur 226).

Et l'auteur de cet article sur le portail Slate.fr paru hier de préciser :

- Pour couronner le tout, les immigrants retournent dans leurs pays d'origine. Des contribuables de moins en moins nombreux et disposant de revenus de plus en plus faibles devront donc porter à bout de bras une économie qui ne génère déjà plus suffisamment de richesses pour se soutenir elle-même.

Même si le gouvernement dit le contraire, la situation va probablement d'abord continuer à se détériorer avant de s'arranger. Le pessimisme va gagner du terrain et la confiance en un système politique considéré comme corrompu et incompétent va reculer encore. La reprise économique sera longue et se fera attendre, et les Grecs se sentiront de plus en plus étouffés par la pression fiscale à mesure que le programme d'ajustements de l'économie sera appliqué. Slate.fr 01.02

ACTUALITE DU JOUR

Hollande, le PS ou les maîtres de la duplicité qui est une "**fausseté odieuse**".

Parole d'internaute.

1- "*Concernant les nominations politiques, c'est la même chose sous tous les gouvernements*". Exact. La différence ici est que Hollande a prêché la vertu durant sa campagne électorale et a dit que, lui président, ce serait totalement différent. On en rit encore!"

2- "*Voilà la nouvelle République irréprochable des amis, des copains et des coquins du ban et de l'arrière ban des amis socialistes. Il fait exactement en bien pire tout ce qu'il reprochait publiquement à son prédécesseur. Prouvant ainsi de façon irrémédiable son double langage et sa duplicité sans nulle pareille !!!! Au moins maintenant on est persuadé qu'il fera bien pire que l'ancien locataire de l'Élysée et qu'il finira son mandat sous les huées et les lazzis du peuple qui lui a parfaitement compris le personnage tournant sa veste sans répit, toujours dans les promesses flatteuses et les discours de campagne électorale permanente!!!!*"

Duplicité : Caractère de ce qui est double. Caractère d'une personne qui a deux attitudes, joue deux rôles, feint des sentiments autres que ceux qu'elle a dans le cœur. (Le Grand Robert)

Ou encore : Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148. (Le Grand Robert)

Nous cela ne nous fait pas rire du tout, surtout quand on pense que c'est ce double langage qui a servi à justifier le front unique en direction du PS et la collusion de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec ce parti pourri pendant plus de 70 ans, à l'époque SFIO, et qui en grande partie est responsable de l'absence du parti révolutionnaire, de la situation actuelle quasi inextricable ou sans issue de ce fait.

A croire que c'était l'objectif poursuivi par ses dirigeants ou le produit de leur incurie politique devenu légendaire.

Le gouvernement des patrons se prononce ouvertement pour la mise en oeuvre de l'accord du 11 janvier chez Renault.

- Les efforts demandés par la direction de Renault aux salariés dans le cadre des négociations sur l'amélioration de la compétitivité des usines françaises du constructeur automobile sont jugés modérés par Arnaud Montebourg, qui invite ainsi implicitement les syndicats à signer un accord.

«*Je préfère des efforts, modérés certes plutôt que des faillites, des fermetures et des pertes de substance industrielle*», souligne le ministre du Redressement productif dans un entretien publié vendredi dans le quotidien régional La Voix du Nord. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires.

«*J'invite les partenaires sociaux à s'emparer de toutes les possibilités de cet accord pour négocier des contreparties sérieuses, des éléments de protection supplémentaires, par rapport aux efforts demandés*», ajoute le ministre. Il souligne toutefois que Renault doit impérativement réinvestir en France et que l'Etat sera sur ce point «*inflexible*». lefigaro 01.02

Avec tous les cadeaux que le gouvernement fait aux actionnaires sur le dos et au détriment des travailleurs évidemment, auxquels ils osent demander de faire des efforts.

Arnaud Montebourg a pris jeudi en exemple la Suède, qui a mis au point un modèle permettant aux industriels de "*recalculer leurs prix de production en fonction de l'évolution permanente*" de facteurs comme les prix de l'énergie, le prix du foncier, le prix du travail et le prix du capital, pour les amener à reconsidérer leurs décisions de localisation.

"*Vous mesurez à quel point le pacte de compétitivité, les cinq mesures de stabilité fiscale (du gouvernement), l'amplification du crédit impôt recherche (...), l'ensemble de cette politique, ajoutée à l'accord du 11 janvier entre les partenaires sociaux (NDLR sur la réforme du marché du travail), est de nature à permettre aux producteurs de faire bouger leurs calculs en matière de facteur de production et de localisation territoriale*", a dit le ministre. Reuters 31.01

Montebourg confirme ici que le gouvernement en concertation avec le patronat dont il représente les intérêt a bien lancé une offensive généralisée contre la classe ouvrière.

Rappelons que cet accord a pour objectif de permettre aux actionnaires de Renault de réaliser 500 millions d'euros d'économie, tandis qu'ils ont empoché quelque 10 milliards d'euros au titre de leurs dividendes au cours de la décennie écoulée.

Les travailleurs de Renault sont en droit de refuser de faire le sacrifice d'un euro supplémentaire. Et c'est aux syndicats de reprendre cette exigence et d'appeler dans l'unité à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait de ce projet d'accord. Toute autre position sera une trahison.

A bas le gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault-Sapin-Montebourg des patrons ! Organisons-nous dans la perspective d'un gouvernement véritablement au service des travailleurs et rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour une République sociale.

- Par contre on apprend que : Le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon serait prêt à faire un geste financier en faveur des professeurs des écoles, sous la forme d'une indemnité annuelle, d'après le journal Les Echos. Elle serait dans un premier temps de 400 euros annuels, écrit le quotidien sur son site internet. AFP 01.02

Il veut acheter la paix sociale, les enseignants et leurs syndicats doivent refuser cet odieux marchandage et réaliser l'unité avec les travailleurs en lutte chez PSA, Renault, Continental, Sanofi, Virgin, etc. pour appeler à la grève générale contre le patronat et le gouvernement jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications...

NPA ou la passoire. Vous ne l'avez jamais été !

Six mois après une vague de départs vers le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou a ouvert vendredi son deuxième congrès, qui doit durer trois jours à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"*L'enjeu est de donner un second souffle*" au mouvement, selon Alain Krivine, figure historique du parti. A sa création en 2009, le NPA comptait 9.000 adhérents. C'était deux ans après qu'Olivier Besancenot eut atteint 4% à l'élection présidentielle. Ils sont aujourd'hui 2.500. Lors de l'assemblée préparatoire, ces 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plate-forme intitulée "*une orientation pour agir*" et présentée par l'ancienne majorité d'Olivier Besancenot qui l'a emporté avec 51% des voix. Ce texte propose "*une opposition de gauche*". L'Express.fr 01.02

"*Ce n'est pas seulement la crise du NPA, c'est la crise de toute la gauche anticapitaliste en Europe*", décrypte Alain Krivine. "*C'est un paradoxe, en pleine crise du capitalisme*", ajoute-t-il.

Pour Alain Krivine "*les gens sont à la recherche de solutions immédiates*". La situation dans l'automobile est explosive. La gauche radicale joue un rôle important dans les mobilisations", ajoute M. Krivine qui signale une "*petite vague d'adhésions*".

"*Il faut créer une opposition de gauche à ce gouvernement, une alternative, ce qui suppose une politique unitaire et indépendante*", selon Christine Poupin. AFP 01.02

L'"*opposition de gauche*", elle existe, c'est nous *La voix de l'Opposition de gauche* ou tout du moins son porte-parole, mais cela ne peut pas être le NPA (ex-LCR) sinon cela se saurait depuis le début des années 50, d'autant plus qu'il a abandonné toute référence au trotskisme, à l'Opposition de gauche !

Ne perdons pas notre temps avec le NPA, vous avez les réponses à toutes les questions posées par Krivine dans le site et milles autres encore.

ACTUALITE EN TITRES

[Les indicateurs de l'économie.](#)

Banques.

- Le Crédit Agricole s'achemine vers une perte historique en 2012 - [lefigaro.fr](#)
- Caixabank: le profit chute de 78% - [Lefigaro.fr](#)
- BBVA le profit plonge de 44% - [Lefigaro.fr](#)
- Banco Popular : lourde perte - [Lefigaro.fr](#)
- Pays-Bas: une banque nationalisée - [Lefigaro.fr](#)
- Banques/BCE : remboursements freinés - [Lefigaro.fr](#)

Luxe

- LVMH pulvérise encore tous ses records en 2012 - [L'Expansion.com](#)
- Bénéteau anticipe une baisse du CA - [Lefigaro.fr](#)

Pétrole

- Rosneft : bénéfice net record en 2012 - [Lefigaro.fr](#)
- 45 milliards de dollars de bénéfices pour ExxonMobil en 2012 - [L'Expansion.com](#)
- Chevron : bénéfice net 2012 en baisse à 26,2 milliards de dollars - [Lefigaro.fr](#)

Automobile

- Japon: ventes auto en repli de 13%
- France: nouvelle chute du marché auto de 15% en janvier - [Lefigaro.fr](#)
- Les ventes d'automobiles en hausse de 14,2% en janvier aux USA - [Reuters](#)
- Daimler accroît sa présence en Chine en prenant une part de BAIC Motor - [AFP](#)

Chômage

- Italie: chômage en hausse à 11,2%
- USA: hausse du chômage à 7,9% - [Lefigaro.fr](#)
- En 2012, le chômage a explosé en Europe - [L'Expansion.com](#)

[La réaction monte au créneau](#)

- Goodyear : pourquoi la CGT est montrée du doigt - Liberation.fr

- La CGT accusée de "violences intolérables" à Aulnay - L'Expansion.com

A travers la CGT c'est la résistance des travailleurs qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel de la crise du capitalisme qui est visée.

Les dirigeants de la CGT (et de FO) en portent la responsabilité en refusant d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction, en refusant également d'organiser les travailleurs dans l'unité, en refusant de rassembler tous les travailleurs en lutte dans le pays pour affronter ensemble patronat et gouvernement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'ancien ministre Jean Charbonnel est prêt à livrer à la Garde des Sceaux Christiane Taubira deux noms qu'Alexandre Sanguinetti, figure du gaullisme, lui a présenté comme étant les responsables de la mort de l'ancien ministre Robert Boulin en 1979, a-t-il dit vendredi.

M. Charbonnel a raconté avoir rencontré M. Sanguinetti fin 1979 à Brive à l'occasion d'un dîner débat lors duquel cette figure du gaullisme et membre influent du Service d'action civique (Sac) lui a fait des révélations.

"Il me dit : +tu as bien compris qu'il a été assassiné? C'est X et Y et je t'en dirai davantage à Paris. Il ne m'en a jamais reparlé, je n'ai pas eu l'occasion de le revoir", Sanguinetti étant mort entre-temps, a dit l'ancien ministre lors d'une conférence de presse.

"Je ne l'ai pas cru", a ajouté l'ancien ministre à propos des déclarations de M. Sanguinetti. M. Charbonnel avait évoqué ces confidences à France Inter dès 2009, assurant qu'il serait prêt à donner ces noms à des magistrats si l'enquête était rouverte.

Mais faute de réouverture de l'enquête, M. Charbonnel s'est dit prêt vendredi à rencontrer Christiane Taubira pour lui donner ces deux noms.

"On verrait ensuite avec la Garde des sceaux quelle publicité en donner", a-t-il précisé. L'ancien ministre a précisé qu'il avait placé ces deux noms dans une enveloppe, dans un coffre.

M. Charbonnel a précisé que ces deux noms lui avaient été présentés comme des "responsables de l'assassinat". En 2011, il avait déclaré que ces deux personnes lui avaient été présentées comme le commanditaire et l'exécutant de l'assassinat.

Ministre de Valéry Giscard d'Estaing, pressenti pour Matignon, M. Boulin avait été retrouvé mort dans l'Etang Rompu à Saint-Léger-en-Yvelines (Yvelines), dans 50 cm d'eau, le 30 octobre 1979.

Selon la thèse officielle, Robert Boulin, mis en cause dans une affaire immobilière à Ramatuelle (Var), s'est suicidé en absorbant des barbituriques. Mais pour sa famille, il s'agit d'un assassinat politique.

Le procureur général de Paris s'est opposé en juin 2011 à la réouverture de l'enquête réclamée par la fille de M. Boulin, Fabienne Boulin-Burgeat, pour "charges nouvelles". AFP 01.02

2- Egypte

Des milliers d'opposants au président Mohamed Morsi sont de nouveau descendus vendredi dans les rues de plusieurs villes d'Egypte et notamment au Caire où, selon des témoins, un manifestant est décédé par balles.

Après la dispersion de la manifestation au Caire, des jeunes ont lancé à la tombée de la nuit une vingtaine de cocktails Molotov contre les murs d'enceinte du palais présidentiel. La police a répliqué au canon à eau et à l'aide de gaz lacrymogène.

Selon deux témoins, un opposant de 23 ans, Mohamed Hussein Kourany, a été tué après un tir à balles réelles.

"C'est vérifié. Je suis à la morgue. Il a été tué de deux balles, c'est le rapport fait par l'hôpital. Les balles ont atteint le cou et le côté droit de la poitrine", a dit l'un des témoins, un avocat, Me Ragia Omran.

Cette information a été confirmée de sources médicales et de sources proches des services de sécurité.

Un peu plus tôt dans la journée, des heurts se sont produits sur la place Tahrir.

Ces manifestations ont eu lieu malgré l'intervention du cheikh Ahmed al Taïeb, recteur de l'université et de la mosquée Al Azhar, influente personnalité et l'une des plus hautes autorités du sunnisme.

Ce dernier a réuni jeudi les principaux dirigeants de l'opposition ainsi que des Frères musulmans, dont est issu le président Morsi, et a obtenu qu'ils signent un accord par lequel ils rejettent toute violence.

Malgré l'initiative d'Al Taïeb, plusieurs formations, dont le Courant populaire de Hamdine Sabahi (gauche), avaient maintenu leur appel à manifester vendredi au Caire.

Dans un communiqué, Hamdine Sabahi dit qu'il ne participera à aucun dialogue tant que ne sera pas mis fin au bain de sang, que l'état d'urgence ne sera pas levé et que les responsables des violences n'auront pas été traduits en justice.

"Notre objectif (...) est de réaliser entièrement les objectifs de la glorieuse révolution de janvier : le pain, la liberté et la justice sociale", dit-il.

Coordinateur du Front de salut national (FSN), qui regroupe différentes composantes de l'opposition laïque et libérale, Mohamed ElBaradeï a tenu un discours similaire.

"Nous avons renversé le régime Moubarak par le biais d'une révolution pacifique et nous sommes déterminés à atteindre les mêmes objectifs de la même manière, quels que soient les sacrifices et l'oppression barbare", écrit-il sur son compte Twitter.

Sur la place Tahrir, un orateur armé d'un micro a réclamé que le président Morsi soit traduit en justice. "Nous sommes venus pour nous débarrasser de Morsi", déclarait-il.

Outre au Caire, des manifestations ont eu lieu notamment à Alexandrie, à Port-Saïd et à Ismailia. Reuters 01.02

Apparemment les choses ne se déroulent pas exactement comme l'avait prévues l'impérialisme américano-britannique épaulé par la France et le Qatar notamment. Leur Nouvel ordre mondial aurait-il du plomb dans l'aile ?

Question : Quel parti révolutionnaire incarne ce mot d'ordre révolutionnaire des bolcheviks en 1917 "*le pain, la paix, la liberté*", en Egypte aujourd'hui "*le pain, la liberté et la justice sociale*" ? Aucun.

Aucun en Egypte, aucun en France, aucun nulle part dans le monde, dans tous les pays la clé de la situation pour les masses exploitées réside dans la construction d'un nouveau parti communiste sur la base du programme de la révolution socialiste internationale.

Le combat politique doit impérativement être subordonné à cette question prioritaire : la construction du parti qui peut en Egypte reprendre ce mot d'ordre "*le pain, la liberté et la justice sociale*" qui ne pourra se concrétiser qu'en renversant le régime en place, détruire l'Etat bourgeois, ce qui inclut le démantèlement de l'armée, de socialiser les moyens de production, ce qui implique que les masses construisent leurs propres organes de pouvoirs politiques, piliers de la République sociale égyptienne...

Qu'observe-t-on en Egypte, mais aussi en Tunisie ou en Grèce ? Que c'est la réalisation des enseignements de la révolution russe de 1917 qui est à l'ordre du jour, que l'ignorer ou s'en écarter ne peut mener que dans une impasse politique. C'est aussi sur cette base politique qu'il faut reconstruire l'Internationale ouvrière.

Les travailleurs égyptiens et leurs partis ouvriers devraient prendre appui sur ceux qui dans les pays où le capitalisme est le plus développé et qui ont une longue tradition de lutte des classes pour trouver la voie de la révolution socialiste, sauf qu'aucun parti ne l'incarne aujourd'hui en France ou en Europe.

3- Irak

Des dizaines de milliers de manifestants sunnites ont défilé vendredi en divers points d'Irak, après les grandes prières hebdomadaires, pour clamer leur colère envers le Premier ministre chiite, Nouri al Maliki.

Les sunnites manifestent depuis la fin décembre contre la discrimination dont est victime selon eux leur communauté depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'arrivée au pouvoir des chiites, majoritaires dans la population.

Défilant sous l'ancien drapeau à trois étoiles, qui était celui de l'Irak sous Saddam Hussein, des dignitaires sunnites, des cheikhs de tribus et de jeunes manifestants ont exigé que l'actuelle législation antiterroriste soit amendée, de même que celle qui a encadré la "débaassification" du pays - l'interdiction faite aux membres de l'ancien parti Baas de Saddam Hussein d'occuper des postes dans l'administration.

Les sunnites se disent discriminés et marginalisés par le pouvoir en place, dominé par les chiites depuis la chute du parti Baas.

Craignant de voir les islamistes attiser la colère des sunnites, Nouri al Maliki a lâché du lest sur certains points et libéré plusieurs centaines de détenus. La colère des manifestants sunnites, loin de s'apaiser, a monté d'un cran après la mort de cinq personnes tuées par l'armée lors d'un rassemblement à Falloudja, voici une semaine.

Un an après l'achèvement du retrait militaire américain, le gouvernement dirigé par Maliki, constitué de chiites, de sunnites et de Kurdes, est ainsi confronté à sa crise la plus grave, d'autant plus que ses composantes ne se sont toujours pas entendues, depuis plus d'un an, sur les modalités de partage du pouvoir.

Nouri al Maliki a chargé une haute personnalité chiite de discuter avec les manifestants de leurs revendications, notamment d'une loi d'amnistie et d'un assouplissement de la politique de "débaassification".

Le vice-Premier ministre, Saleh al Moutlak, qui est sunnite, a déclaré qu'une rencontre tenue vendredi avec l'Alliance nationale, la coalition chiite de Maliki, et avec Irakia, formation soutenue par les sunnites, avait permis d'avancer sur certains projets de réformes.

"On peut dire que les choses ont avancé au cours de cette réunion, ce qui ne s'était probablement pas produit les fois précédentes", a-t-il dit. Reuters 01.02

SOCIAL

1- France

1.1- Le centre hospitalier de Marne-la-Vallée a connu sa première grève hier.

Il n'aura pas fallu longtemps avant le premier couac. Hier matin, une partie du personnel du nouveau centre hospitalier s'est mise en grève, pour notamment dénoncer le manque de moyens humains et techniques. La structure a progressivement déménagé de l'hôpital de Lagny-sur-Marne depuis la mi-novembre, pour une installation complète en janvier.

Environ 150 personnes se sont rassemblées dans le hall du site dès 8h30 du matin. D'autres, assignées, arboraient un brassard de soutien. « *Nous dénonçons la privatisation de certains services comme la radiothérapie et la médecine nucléaire* », lance un syndicaliste. Qui ajoute que « *le manque de personnel et l'architecture ne permettent pas la surveillance minimale des patients* ». Les mécontents dénoncent aussi le « *parking payant* », « *les organisations de travail* » et l'absence de « *cafétéria et de marchands de journaux pour les usagers* ».

Martine Ladoucette, la patronne des hôpitaux du nord de la Seine-et-Marne, dit « *comprendre les insatisfactions* » des grévistes. Mais elle demande du temps : « *Nous n'avons achevé notre déménagement qu'en janvier et je ne connais pas d'hôpital qui ait ouvert dans la sérénité.* » Quant aux difficultés rencontrées par le personnel, elle brandit un chiffre : « *Sur les urgences, il y a eu 15% d'activité en plus par rapport à janvier 2012.* » Quant aux demandes d'effectifs supplémentaires, la directrice tranche : « *Il n'y aura pas de créations de postes, je n'ai pas le budget.* » Mais des réunions de concertation sont lancées avec les différents services pour « *identifier les problèmes* ».

Hier après-midi, une réunion s'est tenue mais n'a pas satisfait les grévistes, qui reconduisent leur mouvement ce matin. leparisien. fr 01.02

1.2- GL Bijoux en cessation de paiement, 620 emplois menacés.

GL Bijoux, qui emploie quelque 620 personnes en Ardèche, fait face à un effet de ciseau imparable: une forte baisse des ventes et l'augmentation continue du coût des matières premières.

GL Bijoux, dont le chiffre d'affaires s'est dégradé ces dernières années, s'était déclaré en cessation de paiement. Deux administrateurs judiciaires ont été désignés, a précisé le tribunal à l'AFP.

Le groupe, dont la société mère GL a été fondée en 1917, compte un total de quelque 1.350 salariés dans le monde, notamment en Thaïlande où la production est également en baisse. Il a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de quelque 73,9 millions d'euros, avec des marques sous licence (Kenzo, Lacoste, Inès de la Fressange, Nina Ricci...) et en propre (GL, Altesse...).

Mi-janvier, GL Bijoux avait annoncé la mise en place d'une demi-journée de chômage partiel jusqu'à l'été pour ses salariés des sites ardéchois du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas, face à la baisse des ventes. Les syndicats redoutent toujours des suppressions d'emplois, alors que la société a souffert d'erreurs de stratégie et de difficultés de gouvernance. L'Expansion.com 01.02

1.3- Bosch veut supprimer 117 emplois

Bosch veut supprimer 117 emplois dans son usine d'équipement automobile proche de Rodez et faire travailler plus son personnel d'ici à 2015, la direction allemande ayant réclamé une diminution des coûts fixes et plus de flexibilité avant de procéder à un investissement lourd, a indiqué la direction locale aujourd'hui. AFP 01.02

2- Grèce

Les Grecs sont appelés par l'ensemble de leurs syndicats à observer 24 heures de grève générale le 20 février contre les réformes d'austérité demandées par les bailleurs de fonds internationaux du pays, zone euro et FMI, dont une mission est attendue fin février à Athènes.

Le principal syndicat de la fonction publique Adedy a lancé aujourd'hui un appel à une grève le 20 février, suite à celui lancé la veille par celui des salariés du privé GSEE et le syndicat communiste Pame contre la poursuite de la rigueur. "*Nous allons observer une grève de 24 heures le 20 février comme la GSEE pour protester contre l'austérité*" qui se poursuit pour la quatrième année consécutive, a indiqué vendredi à l'AFP Ilias Iliopoulos, secrétaire général de l'Adedy. Un communiqué de l'Adedy doit être publié lundi, a-t-il précisé.

Hier, en lançant son appel, la GSEE avait dénoncé "*la violation brutale des principaux droits sociaux*" et "*les taxes saignantes, qui ont dépassé toute limite*". La GSEE réclame la signature et l'application de conventions collectives, l'adoption de mesures efficaces pour lutter contre le chômage qui frappe plus d'un quart de la population active grecque (26,8% en octobre) et la révocation de mesures jugées "*antidémocratiques*" prises contre des employés et des syndicats. AFP 01.02

3- Allemagne

3.1- Hewlett-Packard va supprimer 850 postes.

Hewlett-Packard a annoncé vendredi son intention de fermer d'ici fin octobre son site allemand de Rüsselsheim, au sud-ouest de Francfort, dans le cadre d'un plan global de restructuration de ses activités.

La fermeture du site se traduira par la suppression d'environ 850 postes, a précisé le groupe informatique américain. Reuters 01.02

3.2- EON : grève illimitée votée pour des augmentations de salaire.

Les deux principaux syndicats des salariés du numéro un allemand de l'énergie EON ont voté à une très large majorité en faveur d'une grève à partir de lundi en vue d'obtenir une revalorisation de leurs salaires.

Ver.di et IG BCE ont fait savoir dans deux communiqués séparés que leurs adhérents salariés du groupe EON avaient voté en faveur d'un débrayage à "*durée indéterminée*", avec respectivement 91,4% et 96,9% des suffrages exprimés. "*Les salariés du groupe EON ont clairement montré qu'ils étaient prêts à se battre pour une augmentation de leur salaire*", a commenté Edhard Ott, membre de la direction de Ver.di, soulignant que l'offre de la direction d'une hausse de salaire de 1,7% était "*inacceptable*". La grève affectera la production d'énergie, les services et le département de la comptabilité, mais aucune coupure d'électricité n'est à craindre pour les clients du groupe, a ajouté M. Ott.

Le syndicat IG BCE a lui affirmé être "*toujours ouvert à un compromis juste et équitable*". "*Nous ne voulons pas ce conflit mais nous ne l'évitons pas. L'employeur a encore la possibilité de s'écarter de sa ligne dure*", a estimé Peter Hausmann, porte-parole du syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6,5%.

De son côté, le groupe EON a réagi en appelant à la poursuite des négociations. "*Nous espérons vivement que nous reviendrons à*

la table des négociations avant le début d'une grève et que nous trouverons une solution qui soit acceptable pour les deux parties". AFP 01.02

ECONOMIE

1-Espagne

L'autorité de la Bourse espagnole a levé jeudi soir son interdiction des ventes à découvert sur les actions et les obligations, prenant acte du retour au calme sur les marchés après les turbulences de l'année dernière.

Les ventes à découvert permettent à un investisseur d'emprunter des titres dont il anticipe la baisse puis de réaliser un bénéfice quand il les rachète au comptant. Reuters 31.01

2- Pays-Bas

L'Etat néerlandais a nationalisé le groupe bancaire et d'assurance en difficultés SNS Reaal, pour un coût de 3,7 milliards d'euros, a annoncé le ministre des Finances Jeroen Dijsselbloem.

"Aujourd'hui SNS Reaal a été entièrement repris par l'Etat néerlandais. J'ai nationalisé SNS Reaal", a déclaré M. Dijsselbloem au cours d'une conférence de presse. AFP 01.02

3- Croatie

L'agence de notation financière Moody's a abaissé la note de la Croatie à Ba1 contre Baa3, ce qui la place parmi les investissements spéculatifs, mais sa perspective est désormais stable contre négative auparavant.

Moody's justifie cette décision par "*l'absence de reprise économique en Croatie*" et n'attend pas "*d'amélioration significative alors que la croissance est structurellement entravée*". lefigaro.fr 01.02

[Haut de page ↗](#)

Le 3 février

CAUSERIE

Samedi soir 21h, heure locale

Le site a reçu 5 400 visites en janvier.

5 300 fichiers ont été téléchargés, et vous avez été 796 à télécharger le même fichier (accord medef du 20 décembre), ce qui me fait dire qu'en réalité il y a plus de 1.000 militants ou travailleurs différents qui se connectent sur le site, bravo à vous ! Faites connaître largement le portail, la voix de l'Opposition de gauche, la véritable résistance à la réaction et à l'opportunisme sous tous ses masques.

Ici on ne brade rien, ni nos principes ni nos idées ou nos conviction ni notre discours ou notre langage. Un jour Trotsky convint que le langage de Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine était parfois outrancier, il expliqua en substance que c'était pour réveiller les consciences endormis par les discours mollassons ou convenus des autres dirigeants qui ne reflétaient pas la situation dramatique que les travailleurs vivaient au quotidien et l'urgence qu'il y avait à se mobiliser pour réaliser les tâches que la situation commandait pour avancer vers les objectifs que le parti bolchevik s'était fixé...

Nous revendiquons la même méthode à l'heure ou absolument tous les partis à des degrés divers se vautrent dans un opportunisme intolérable, c'est leur attitude qui est véritablement insupportable, en dessous de tout.

Nous ne plierons pas, nous ne nous adapterons pas aux réformes sociétales réactionnaires du gouvernement, à son entreprise guerrière au Mali, nous n'accompagnerons pas son exigence de se placer sur le terrain du capitalisme, qu'on ne compte pas sur nous pour leur faire la moindre concession.

Les patrons du CAC40 et les religieux se sont rendus chez Hollande pour lui porter leurs cahiers de doléances parce qu'ils étaient certains d'être entendus, dès lors ceux qui l'immitent au sein du mouvement ouvrier en se rendant dans ses différents ministères ne font qu'alimenter des illusions criminelles dans ce gouvernement réactionnaire.

C'est uniquement par la lutte de classe que le prolétariat doit conquérir son émancipation, qu'il doit prendre conscience que c'est la seule voie pour avancer vers son émancipation et non en s'adressant à son bourreau pour soulager ses peines. Avis aux amateurs, nous allons les pilonner car ils font le jeu du régime en place, âmes sensibles ou petits bourgeois dont l'engagement ne sert qu'à préserver leur petit confort ou en mal d'aventures pour distraire leur bonne conscience s'abstenir, nous n'épargnerons personne.

Politiquement, nous sommes calés sur les affamés, la cohorte de malheureux pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisse, de cauchemar, de désespoir, de souffrances sans fin, en France mais pas seulement, partout dans le monde, oui, l'internationalisme prolétarien est un engagement permanent, comme la révolution.

La suite demain, j'ai encore un peu de boulot ce soir, ensuite je vais me détendre en écoutant un peu de musique, de la musique d'enragés, car comme la jeunesse on a la rage, elle n'a jamais quitté Lénine un instant. Observez ceux qu'elle n'habite plus, ce sont devenus des loques, dites-nous un peu où dans leur discours et sa traduction pratique on trouverait encore trace de cette rage de vaincre notre ennemi, nulle part, d'ailleurs c'est très simple à vérifier, quel parti revendique cet objectif, quel parti prétend combattre pour prendre la direction du mouvement ouvrier pour le conduire à la victoire, quel parti combat dans la perspective affichée de prendre le pouvoir, absolument aucun, ils n'osent même pas le formuler et ce n'est pas nouveau, jamais je n'en ai entendu un le revendiquer, sauf à voie basse entre militants, même lorsque je militais à la fin des années 70. C'est notre objectif.

J'ai ajouté un article dans la rubrique *International*, je vous conseille vivement de le lire, vous n'allez pas en revenir, je vous le garantis, à côté le Taiser ou les balles assourdissantes c'est de la rigolade !

Dimanche après-midi

Au fait, enragé ne veut pas dire gauchiste...

J'ai encore bossé comme un dingue hier soir jusqu'à 23h30, ensuite j'ai regardé des vidéos de Michael Angelo Batio jusqu'à 1h du matin.

Ce matin dès 9h j'étais au boulot. Il est 14h35, je fais un break pour casser la croute, ensuite je rajouterai quelques articles en ligne, dont certains ont un rapport avec la causerie du jour et j'actualiserai les articles de presse. Vous trouverez déjà de nouveaux articles dans les rubriques Economie, Politique, International et Mali.

En Egypte, Morsi dégage, en Espagne Roy démission, à quand Cameron, Merkel, Hollande : dehors ?

Bon dimanche à tous, surtout à ceux qui bossent.

Qui a dit ?

1- Sombre rappel ou prédiction. "*L'année 2013 pourrait devenir une année d'avant guerre, comme 1913, alors que tous croyaient à la paix et que la guerre survint*"

Réponse : Jean-Claude Juncker qui a quitté son poste de président de l'Eurogroupe le 21 janvier devant 80 journalistes. (RTL, cité par Liesi le 2 février)

2- France. "*En dépit d'un changement de gouvernement, les élites au pouvoir continueront à vénérer l'austérité. Personne n'osera remettre en cause le catéchisme de l'assainissement budgétaire.*"

Réponse : Le Financial Times le 4 mai 2012.

Ils savaient manifestement de quoi ils parlaient.

Les traders du portail Liesi qu'on ne peut pas vraiment soupçonner d'appartenir au mouvement ouvrier, c'est un euphémisme, sont toutefois plus lucides que bien des militants ouvriers, disons autant que les patrons ou les représentants du capitalisme, voilà ce qu'ils écrivaient dans le même article le 28 janvier dernier :

- "Le concept a été repris et est à la mode : la flexibilité du travail. D'aucuns pensaient que les syndicats ne suivraient pas, mais c'est une erreur puisque les syndicats sont aux ordres de la Haute finance."

Question : nos dirigeants adeptes de la franc-maçonnerie ne se prendraient-ils pas pour des alchimistes estimant être capables de transformer le plomb en or leurrant au passage travailleurs et militants depuis des lustres sur la nature du PS (notamment) ?

3- Davos. "Pourquoi considère-t-on que les banques sont des saintes-chapelles de l'économie moderne, et pourquoi ne peuvent-elles pas faire faillite comme les compagnies aériennes ou les entreprises de télécommunication, si elles ont été gérées d'une façon irresponsable ? La théorie que vous devez payer pour sauver les banques est une théorie selon laquelle les banquiers peuvent jouir de leurs propres bénéfices et de leur succès, puis que les gens ordinaires payent pour leurs échecs au moyen des impôts et de l'austérité, et dans les démocraties éclairées, les gens ne l'accepteront pas sur le long terme".

Réponse : Le Président islandais Grimsson à Davos devant un parterre médusé d'entendre un tel discours.

Il a dit aussi : "Nous avons été assez sages de ne pas suivre les politiques traditionnelles qui ont prévalu normalement en Occident au cours des 30 dernières années. Nous avons introduit le contrôle des changes, nous avons laissé les banques faire faillite, nous avons soutenu les plus pauvres, nous n'avons pas adopté les mesures d'austérité comme ailleurs en Europe, et le résultat final, 4 ans plus tard, est que l'Islande a accompli des progrès et une relance très différente des autres pays européens qui ont souffert de la crise financière".

Le Chef d'Etat se réjouit : " L'une des choses que nous avons apprises après l'effondrement des banques en Islande, c'est que les banques islandaises, comme les banques britanniques ou les banques américaines, sont devenues des entreprises de haute technologie, qui recrutent des ingénieurs, des mathématiciens et des informaticiens. Et quand elles se sont effondrées, le secteur innovant de notre économie, le secteur informatique, le secteur des TI s'est mis à prospérer, et en fait, sur les trois dernières années, il a eu de bien meilleurs résultats que jamais auparavant dans son histoire. Donc la leçon à en tirer, c'est la suivante : si vous voulez que votre économie soit compétitive dans le secteur innovant du 21ème siècle, un secteur financier fort qui prend les talents de cet autre secteur, même un secteur financier qui marche bien, est, en fait, une mauvaise nouvelle".
(source : french.irib.ir 03.02)

Oui, french.irib.ir, il s'agit bien d'une agence de presse iranienne, lié au régime iranien, étonnant n'est-ce pas ? Ce ne serait pas l'AFP ou les médias français qui auraient relayé ce discours.

Comme quoi il ne faut pas tourner le dos à des sources d'information qu'au premier abord on jugerait inférentes, voilà à l'adresse de certains militants (du NPA notamment) qui se permettent de critiquer notre démarche sans être capables de la comprendre, des dogmatiques ; qu'ils restent entre eux à refaire le monde entre quatre murs et qu'ils nous foutent la paix, au rythme où va leur parti bientôt ils se réuniront dans une cabine téléphonique, cela rappellera sans doute quelque chose à certains militants d'un autre parti.

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande en faveur des nantis. Et cela marche !

Le soutien à la taxe à 75% s'érode - AFP

Le soutien des Français au projet de taxe à 75% sur les revenus supérieurs au million d'euros s'érode, selon un sondage à paraître dans l'hebdomadaire Dimanche Ouest-France un mois après la censure du texte par le Conseil constitutionnel. D'après ce sondage de l'Ifop, seules 53% des personnes interrogées souhaitent "que le gouvernement propose un projet de taxe assez similaire tout en tenant compte des remarques du Conseil Constitutionnel car, en période de crise, il est juste que les personnes les plus riches contribuent fortement par leurs impôts au redressement des comptes publics".

En revanche, 47% des sondés attendent que le gouvernement "abandonne ce projet car un niveau d'imposition trop élevé pousse les personnes les plus fortunées et des entrepreneurs à quitter notre pays". L'Ifop rappelle qu'en septembre, 60% des Français étaient favorables à la taxation à 75%, selon un sondage du même institut pour le quotidien Sud-Ouest. AFP 02.02

Le résultat de ce sondage ne nous étonne pas. Certains, parce que cela les arrange, diront que ces données sont manipulées, personnellement je penserais plutôt qu'à l'Ifop ils n'ont même pas eu besoin de se donner cette peine. Les masses sont toujours aussi ignorantes ou presque et tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, voilà la vérité qu'il nous faut regarder en face.

Pourquoi en est-il encore ainsi ? Parce qu'il fallait épargner tel parti, tel syndicat, tel appareil, telle institution, tel président, tel

ministre, tel dirigeant syndical, tel élu, etc. la liste est si longue qu'on s'y perdrait presque ! Manoeuvre camouflée plus ou moins adroitement selon les circonstances, de moins en moins depuis que la plupart des militants s'en accommodent apparemment, puisque ceux qui s'y livrent sont toujours en place.

Terrible constat en vérité qui aurait de quoi nous effrayer si nous estimions pas à un moment donné les militants et les travailleurs capables de surmonter cet obstacle, c'est l'un des principaux objectifs de ma contribution politique que les y aider.

En période de crise aigue du capitalisme la réaction relève la tête, se rassemble contre la classe ouvrière, donne lieu à des manifestations de force comme il y a trois semaines contre le mariage pour tous que par ailleurs je récuse, les nervis reprennent du service, elle recrute dans le lumpenprolétariat pour casser de l'immigré, de l'ouvrier, du syndicaliste ou du militant ouvrier tout simplement. Et des pans entiers, si ce n'est la majorité des masses réduites au désespoir sont sensibles à leurs discours démagogiques, nationalistes, xénophobes, racistes, antisémites, homophobes ou qui vantent les vertus des maîtres du monde qui sont en réalité les responsables de toutes leurs difficultés et souffrances.

On sait tout cela parfaitement et rien de ce qui se passe aujourd'hui ne nous surprend. En revanche, on aurait pu penser qu'avec l'élévation du niveau d'instruction des masses, la multiplication et la diversité des sources d'information, des moyens modernes de communication, le niveau de compréhension des masses du fonctionnement de la société aurait progressé, en réalité il n'en est rien et elles demeurent la proie des bonimenteurs, des conditions objectives qu'elles ne saisissent toujours pas, qui au fur et à mesure qu'elles murissent, au lieu de leur servir à trouver la voie de leur émancipation les portent (inconsciemment) à soutenir la réaction. Voilà en gros où nous en sommes.

Et si on ajoute que les forces de l'avant-garde du mouvement ouvrier sont éparpillées dans une multitude de formations politiques qui se livrent une guerre fratricide au lieu de se rassembler sur l'essentiel pour combattre notre ennemi commun, on comprend parfaitement pourquoi les masses ont l'impression qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme. Oui, la majorité d'entre elles est prête à se jeter dans les bras du premier sauveur suprême qui se présentera à elles, rien n'a changé sur ce plan-là non plus.

Vous qui lisez la littérature des différents partis, dites-moi sincèrement, honnêtement, lequel prend la peine d'expliquer ce qui vient d'être dit aux militants et aux travailleurs ? Aucun, si je me trompe, veuillez m'envoyer les documents qui prouvent le contraire et je les mettrai immédiatement en ligne.

[Propagande et désinformation. Hollande au Mali](#)

Après son bain de foule majestueux et indescriptible, à Tombouctou, tout indiquait une suite magique. Hélas, non. L'arrivée à la capitale, Bamako, ne s'est pas vraiment passé comme espéré. En effet, dans une ville de plus d'1 million d'habitants, pas même 2.000 personnes ne sont venues l'entendre, à la Place de l'Indépendance.

Hollande a pris la parole, à 18h47, alors que le match entre le Mali et L'Afrique du sud, comptant pour le 1/4 de finale de la CAN2013, se déroule, ce soir, dès 19h30. Alors, les gens ont préféré rester chez eux, de peur de rater une miette de l'entrée en scène de la bande à Seydou Keita, le capitaine emblématique des Aigles du Mali.

Le président français a été même obligé d'écourter son discours, avant de s'abandonner à un petit bain de foule et filer, à l'aéroport, pour prendre un avion, pour Paris. french.irib.ir 03.02

Comment Le Figaro a présenté le discours de Hollande à Bamako, extraits :

- François Hollande s'est adressé aux Maliens dans un discours qui lui a valu une immense ovation...
- Après le plébiscite, le triomphe. François Hollande était attendu par une foule euphorique avant même le début de son discours, qui s'était massée sur la très symbolique place de l'Indépendance...
- Le président français, dont le nom a retenti sans interruption tout au long du discours qu'il a prononcé

Un grossier mensonge qui ne fait qu'enfoncer Hollande, d'autant plus qu'il était inévitable ou qu'il était attendu au tournant :

- *«La France est à vos côtés, non pas pour servir je ne sais quels intérêts, a-t-il assuré, nous n'en avons aucun. Non pas pour protéger telle ou telle faction, nous sommes à vos côtés pour le Mali tout entier.»*... ben voyons, même parmi ceux qui ont soutenu cette guerre de rapine certains (à l'UMP) n'hésitent plus à avouer le pot aux roses : uranium, or, gaz, pétrole, pierres précieuses, phosphate, etc.
- *«Le combat n'est pas terminé, a ensuite prévenu le président français. Il faut continuer et nous serons jusqu'au bout à vos côtés.*

Et de couper net : Mais nous partirons.»... un jour indéterminé ou l'Africom prendra le relais. (source : Lefigaro.fr 02.02)

Côte d'Ivoire. Sarkhollanttara reçoit le soutien de l'impérialisme américain pour service rendu au Mali

- Les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire ont signé vendredi à Abidjan un accord bilatéral d'annulation de la quasi-totalité de la dette ivoirienne, portant sur 214 millions de dollars.

"L'annulation porte sur un montant de 214,3 millions de dollars sur un stock de 217,9 millions de dollars, soit 98,3%" de la dette ivoirienne envers les Etats-Unis, s'est réjouie la ministre ivoirienne de l'Economie Nialé Kaba lors de la signature de l'accord.

Ce que n'a jamais fait l'impérialisme américain en Afrique contrairement à la Chine.

- Cela "permettra au gouvernement ivoirien de concentrer son attention et ses fonds vers les améliorations d'infrastructures importantes dans tout le pays, telles que les autoroutes et les ponts", ainsi que sur les services comme la santé et l'éducation, a affirmé l'ambassadeur américain à Abidjan, Phillip Carter III.

La Côte d'Ivoire, très éprouvée par la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3.000 morts, a bénéficié mi-2012 d'un allègement de sa dette de plus de plus de quatre milliards de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, une bouffée d'oxygène longtemps attendue.

A la même époque, le Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics du pays, avait effacé 6,5 milliards de dollars de dette, soit 99,5% du total.

Après une forte récession causée par la crise de 2010-2011, le pays, toujours première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone, a atteint en 2012 "plus de 8,5%" de croissance, selon le FMI.

Le gouvernement du président Alassane Ouattara a regagné la confiance de ses partenaires, qui ont promis sept milliards d'euros pour son "plan national de développement" 2012-2015. AFP 01.02

Il faut choisir son camp.

Hollande ne peut pas être à la fois le président des banquiers et des multinationales du CAC40, du Medef, donc du PS, de l'UMP, de l'UDI, de la CFDT, UNSA, CFTC, CGC, et celui des travailleurs ou de la CGT et FO, du FdG, du POI, du NPA, de LO.

- Le PDG de Google reçu à l'Elysée - Reuters

- Petroplus: intersyndicale à Matignon lundi - AFP

- Goodyear: Hollande prône le dialogue - AFP

Google. Le président exécutif de Google Eric Schmidt et François Hollande ont entrepris des discussions sur les modalités d'un accord de rémunération des médias français indexés par le moteur de recherche américain.

"Un accord est en cours de discussion", a-t-on déclaré à l'Elysée. Reuters 01.02

A la bonne heure !

Petroplus. *"Mardi 5 février, nous saurons si un avenir industriel est possible sur le site de Petit-Couronne",* près de Rouen, a précisé l'intersyndicale de Petroplus. *"Il n'est pas envisageable pour nous que ce combat se termine par une fermeture de site",* ont ajouté les syndicats, qui appellent à un grand rassemblement devant l'usine mardi à partir de midi. AFP 01.02

A bas les manipulateurs !

Goodyear. *"Nous devons ramener tous les partenaires autour de la table. Il faut qu'il y ait, dans l'esprit de ce qui a été fait par les partenaires sociaux dans ce que l'on appelle les accords de sécurisation de l'emploi, une traduction pour le site de Goodyear",* a déclaré le chef de l'Etat à la presse, en marge d'un déplacement à Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise). AFP 01.02

A bas l'accord patronal du 11 janvier !

ACTUALITE EN TITRES

Raison de plus pour s'en détourner

- Près de 250.000 comptes Twitter piratés - Reuters

Ce sont ceux qui dirigent l'économie mondiale depuis Washington ou New York qui ont créé ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, le sachant il faut faire preuve d'inconsistance ou d'irresponsabilité pour marcher dans cette combine. Tout se paie un jour...

Mali. Propagande de guerre.

On comprend pourquoi le PS soutient la version officielle du 11 septembre 2001.

- La France au Mali "*le temps qu'il faudra*", le "*terrorisme n'a pas été vaincu*" - AFP

Il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.

- A Sévaré, les Maliens saluent "*leur président*" en passage éclair - L'Express.fr

Aurait-il fait autre chose en soutenant Mittal, Peugeot, les actionnaires de Renault ou de Sanofi ?

- Goodyear : Hollande "*ne fait plus rien du tout*", selon la CGT - Le Nouvel Observateur

Le syndicat accuse le président de la République de ne pas avoir tenu ses promesses de campagne. Le Nouvel Observateur 02.02

Feindre de découvrir une réalité qui de fait a toujours existé ne sert qu'à camoufler la complicité de la CGT avec Hollande ou le régime. C'est comme si finalement ils passaient leur temps à remettre les compteurs à zéro pour qu'on ne penche pas sur le passé qui n'est pas vraiment à leur avantage. Les appareils procèdent également de la sorte pour brouiller les pistes et quand cela s'avère insuffisant ils changent carrément de nom ou de dirigeants qui sont les clones de ceux qu'ils ont remplacés.

Apparemment cela fonctionne assez bien, bien que, on a cru comprendre qu'il y avait une érosion massive de militants dans leurs rangs.

Circulez, il n'y a plus rien à vendre !

- La Chine va bientôt vendre son propre réacteur nucléaire - AFP

La Chine est prête à exporter son propre réacteur nucléaire de troisième génération, le CAP1400, développé sur la base de l'AP1000 de Westinghouse, a déclaré Gu Jun, directeur général du groupe State Nuclear Power Technology Corporation, cité par le quotidien China Daily aujourd'hui. AFP 02.02

Cela prendra peut-être plus ou moins une décennie selon les experts chinois. Qui avait soulevé cette question depuis des années, à savoir qu'il arrivera un moment où des pays comme la France n'auront plus rien à exporter en Chine ou dans le monde en échange de leurs importations et qu'elle sera réduite à l'état de Tiers-monde ? Cela figurait dans un de mes articles publiés en 2005.

Ils soufflent le chaud et le froid. Suite.

Syrie

- Washington craint une extension du conflit syrien - LePoint.fr

- L'opposition syrienne rencontre Russes et Américains - Reuters

Iran

- Nucléaire, espace, défense: l'Iran affiche sa force et sa détermination - AFP

- Nucléaire : Biden qualifie d'"offre sérieuse" l'appel à Téhéran à négocier - LePoint.fr

- L'Iran, priorité du gouvernement israélien, dit Netanyahu Ori Lewis - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La secte du Mandarom a obtenu jeudi gain de cause devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), qui a condamné la France pour des redressements fiscaux portant, selon elle, atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Les juges de Strasbourg ont appliqué à deux associations liées au Mandarom et à une autre secte la même logique que celle dont ils avaient déjà fait bénéficier dans un autre arrêt, en 2011, la branche française des Témoins de Jéhovah.

Invalide des procédures fiscales intentées contre ces associations, la Cour a condamné Paris à verser, pour "*préjudice matière*", 3.599.551 euros à l'Association culturelle du temple pyramide, et 36.886 euros à l'Association des chevaliers du lotus d'or, toutes deux liées au "*Mandarom*".

Une troisième requérante, l'Église évangélique missionnaire, présidée par Eric Salaün, s'est vu allouer 387.722 euros.

Les Chevaliers du lotus d'or avaient édifié des temples au monastère du Mandarom à Castellane (Alpes-de-Haute-Provence), dans l'attente de la construction du "*temple pyramide*" par une association distincte, l'Association culturelle du temple pyramide. Quant à l'église évangélique missionnaire, il s'agit d'une secte fondée dans les années 1960 dans la région de Besançon.

À l'issue de procédures fiscales, ces associations s'étaient vues respectivement réclamer plus de 2,5 millions et 37.000 euros, puis appliquer une taxation d'office de 60% sur des dons apparaissant dans leur comptabilité. La troisième s'était vue réclamer pour des raisons analogues 280.000 euros.

Dans ces trois affaires, portées devant la cour européenne en 2007, les associations requérantes alléguaient que la taxation de dons manuels à laquelle elles avaient été assujetties avait porté atteinte à leur liberté de religion inscrite à l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme.

La CEDH leur a donné raison en se référant à sa propre jurisprudence établie en 2011, dans une affaire similaire, concernant alors les Témoins de Jéhovah.

Elle avait jugé le 30 juin 2011 que la France avait porté atteinte à la liberté de religion en ordonnant en 1998 à l'encontre de ces derniers un redressement fiscal massif, pour des dons manuels de fidèles.

Les Témoins de Jéhovah estimaient que le gouvernement français cherchait en fait à réprimer leur activité légitime, à travers un redressement qui portait à l'époque sur 45 millions d'euros.

La Mission interministérielle française de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) a "*pris acte*" jeudi de ces nouvelles décisions de la CEDH.

Selon le président de la Miviludes Serge Blisko, l'arrêt prononcé dans l'affaire des Témoins de Jéhovah repose sur "*l'interprétation par la CEDH du caractère des dons des adeptes de certains groupes à leur organisation. L'administration ne reconnaît pas le caractère culturel donnant exemption fiscale à ces dons, qui sont taxés forfaitairement à 60%*", a-t-il souligné.

"*Mais, si ces associations ont été condamnées, c'est bien pour dérives sectaires, comme ce fut le cas pour Gilbert Bourdin, au Mandarom, qui a échappé par son décès à la justice des hommes*", a-t-il conclu.

De son côté, Catherine Picard, ex-députée PS et présidente de l'UNADFI (Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu Victimes de Sectes) a déploré que "*quoi qu'il se passe, la CEDH applique l'article 9 de la Convention européenne, sans regarder qui sont les auteurs des faits*".

Selon elle, "*ces groupes savent que quoi qu'ils fassent, quelque dérives sectaires qu'ils s'autorisent, la Cour européenne leur*

donne raison".

Les parties disposent d'un délai de trois mois pour demander que ces affaires soient éventuellement réexaminées par l'instance suprême de la CEDH, la Grande Chambre. AFP 31.01

2- Espagne

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nié samedi avoir reçu de l'argent au "noir" et annoncé qu'il allait rendre publics ses revenus, répondant au scandale de corruption qui soulève l'indignation dans le pays.

"Jamais, je répète, jamais je n'ai reçu ni distribué d'argent au noir", a affirmé Mariano Rajoy devant la direction de son parti, réunie en urgence à Madrid, pendant que dehors, des manifestants criaient "démission".

Le nom de Mariano Rajoy était apparu jeudi, cité par le quotidien El Pais, parmi les bénéficiaires présumés de salaires occultes qui auraient été versés pendant des années à plusieurs dirigeants du Parti populaire, de droite, qu'il préside depuis 2004.

Un coup de tonnerre dans une Espagne ébranlée par la multiplication des cas de corruption: après différents scandales ayant révélé des pratiques courantes chez nombre d'élus locaux, les soupçons se portent maintenant sur des dirigeants nationaux.

"Nous ne devons pas permettre que les Espagnols, auxquels nous demandons tant de sacrifices, puissent avoir l'impression que nous ne faisons pas preuve de la plus stricte intégrité", a-t-il assuré samedi.

"Je n'ai pas décidé de faire de la politique mon métier pour gagner de l'argent", a-t-il dit. "J'ai perdu de l'argent, mais il se trouve que pour moi l'argent, ce n'est pas le plus important".

Il a défendu l'intégrité de son parti tout entier, affirmant que *"toutes les rétributions"* de ses dirigeants *"avaient répondu pendant toutes ces années à la plus stricte légalité"*.

"L'affaire Barcenas" avait explosé comme une bombe, le 18 janvier: le quotidien de centre droit El Mundo affirmait alors que Luis Barcenas, ancien trésorier du PP, avait distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants du parti, provenant d'entreprises privées.

Selon El Mundo, Mariano Rajoy n'a jamais touché ces enveloppes et avait ordonné de mettre fin à cette pratique en 2009.

Mais jeudi, El Pais, de centre gauche, allait plus loin en publiant des photos de comptes manuscrits prétendument établis entre 1990 et 2008 par Luis Barcenas et par un autre trésorier du PP, Alvaro Lapuerta.

Selon ces documents, écrivait le journal, l'actuel chef du gouvernement aurait perçu, entre 1997 et 2008, des *"paiements pour un total de 25.200 euros par an"*, sous forme de dons émanant de chefs d'entreprises.

Les noms d'autres hauts responsables du parti comme Dolores de Cospedal, sa numéro deux, ou Rodrigo Rato, l'ex-président de Bankia, figurent aussi sur les tableaux. AFP 02.02

Commentaire d'un internaute

- "Par définition, des revenus cachés (enveloppes, cash, ...) n'apparaîtront pas dans le revenu officiel... Continuez à prendre les gens pour des cons"

3- Grèce

3.1 - Reporter sans frontière vient de publier son rapport pour la liberté de la presse 2013. Sans réelle surprise pour qui suit l'actualité du pays, la Grèce chute lourdement en perdant 14 places en une seule année : elle est désormais classée 84 ème.

Pour la Grèce, RSF indique :

"Plus inquiétant cependant, la chute vertigineuse de la Grèce (84ème, -14) où les journalistes évoluent dans un contexte social et professionnel désastreux. Exposés à la vindicte populaire et toujours confrontés à la violence des mouvances extrémistes et des forces de police, journalistes et photo-reporters doivent désormais faire face à l'activisme ultra-violent des néo-nazis du parti Aube Dorée. Le pays rejoint désormais la Bulgarie (87ème, +2) où les promesses de réforme sont restées lettre morte et où internet n'offre désormais plus le même refuge aux journalistes indépendants."

L'année 2012 aura effectivement été riche en événements inquiétants, pour la démocratie mais aussi pour la liberté de la presse. Quelques rappels des événements de l'année 2012 concernant la liberté de la presse (et la liberté d'expression) :

Février :

- « *Tout le monde s'en fout !* » : témoignage d'une manifestante en colère contre la police et la manière dont était traitée la manifestation monstre par les médias le soir du 12 février 2012, quand le monde entier fut abreuvé d'images d'"*Athènes qui brûle*".

Avril :

- Grèce : la police frappe aussi les journalistes et les photographes : attaque de la police sur le photo-reporter Marios Lolos qui devra subir une opération chirurgicale importante. Lire le communiqué publié le lendemain de l'attaque par l'union des journalistes et photo-reporters d'Athènes.

Mai :

- Article explicatif sur la radicalisation inquiétante de la droite en Grèce qui banalise les discours de l'extrême droite.

- Appel à manifestation devant la chaîne Mega TV accusée de propagande.

Juillet :

- Violences policières en Grèce : le rapport édifiant d'Amnesty International

Septembre :

- Un utilisateur Facebook arrêté pour blasphème envers un moine

Octobre :

- Arrestation de Kostas Vaxevanis qui publie la "*liste Lagarde*"

- Multiplication des cas de censure en Grèce : "*le gouvernement manipule les médias*" okeanews.fr 31.01

3.2- Babacar Ndiaye, un immigré sénégalais père de deux enfants, est mort vendredi soir à la station de métro Thisseio, alors qu'il tentait d'échapper aux policiers municipaux. Poursuivi par une dizaine d'entre eux, d'après les témoignages de personnes présentes sur les lieux du drame, il serait tombé sur les rails après avoir été acculé et poussé par un agent en bout de quai. On ignore encore si la victime est décédée des suites de sa chute sur les rails ou par électrocution.

Des membres de l'organisation antiraciste "*Ensemble contre le racisme et la menace fasciste*" (KEEFRA) et de nombreux Sénégalais, bouleversés, se sont rapidement rassemblés autour de la station Thisseio pour exprimer leur colère et protester contre la police. Deux brigades de policiers anti-émeute, rapidement envoyées sur place, auraient dissous le rassemblement à coup de lacrymogènes et de matraques, et chassé les protestataires jusqu'à Monastiraki. D'après certains témoignages, plusieurs immigrés sénégalais auraient été interpellés et conduits au commissariat.

Ce drame, intervenu un vendredi soir, où la station Thisseio connaît une grande affluence, s'est manifestement produit devant de nombreuses personnes, comme le montre le nombre de témoignages rapidement parvenus dans la soirée sur les réseaux sociaux. Un nouveau bras de fer risque de se dérouler ces prochains jours pour déterminer la responsabilité des policiers municipaux, plusieurs témoignages indiquant que Babacar Ndiaye a bel et bien été poussé sur les rails. okeanews.fr 02.02

4- Egypte

L'opposition égyptienne a intensifié sa pression samedi en déclarant s'associer aux appels au départ du président Mohamed Morsi, également mis en difficulté par la diffusion d'images de brutalités policières contre un manifestant dénudé.

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, a affirmé "*se ranger totalement au côté des appels du peuple égyptien et de ses forces vives à une chute du régime de la tyrannie et (à la fin de) l'hégémonie des Frères musulmans*", dont est issu M. Morsi.

Cette déclaration a été publiée au terme d'une réunion du FSN, après une nuit de violences devant le palais présidentiel, au cours de laquelle une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées.

L'opposition a aussi réclamé une "*enquête indépendante*" sur les "*crimes*" des forces de l'ordre dans les manifestations qui ont fait près de 60 morts depuis un peu plus d'une semaine, afin que le chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, soient poursuivis en justice.

Le FSN a également appelé à poursuivre la vague de manifestations contre le pouvoir.

Jusqu'à présent, les revendications de l'opposition portaient sur la formation d'un "*gouvernement de salut national*" ou encore des amendements à la Constitution adoptée en décembre.

Le FSN n'abandonne pas ces revendications ni un possible dialogue avec le pouvoir, mais son communiqué exclut de "*discuter de la question du dialogue (...) avant que l'effusion du sang ne cesse, que ses responsables rendent des comptes et que les revendications (de l'opposition) soient satisfaites*".

Les manifestants qui défilent dans les rues du pays depuis plus d'une semaine scandent souvent des slogans similaires à ceux de la révolte qui a provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak en février 2011, comme "*Dégagé*".

L'opposition accuse M. Morsi et les Frères musulmans de chercher à monopoliser le pouvoir et à établir un régime autoritaire et religieux. Mais les partisans du président rappellent qu'il a été démocratiquement élu. La présidence a réaffirmé dans un communiqué publié avant celui du FSN son attachement "*à protéger la liberté d'expression et de rassemblement*" et sa volonté de mener à bien "*l'évolution démocratique*" du pays.

Mais des images de brutalités policières lors d'une manifestation vendredi soir ont ajouté aux difficultés du pouvoir.

La vidéo montre des policiers anti-émeutes battre un homme avec des matraques, le bousculer et lui retirer ses vêtements, avant de le traîner nu sur le sol, puis l'embarquer dans un fourgon blindé posté près du palais du chef de l'Etat.

La présidence s'est déclarée "*attristée par les images choquantes de certains policiers traitant un manifestant d'une manière qui n'est pas conforme à la dignité humaine et aux droits de l'Homme*". L'opposition évoque des "*images horribles*" rappelant l'ère Moubarak.

Le ministère de l'Intérieur a présenté des excuses, évoqué un "*acte isolé*" et annoncé l'ouverture d'une enquête. Le ministre s'est dit "*prêt à démissionner si cela arrange le peuple*".

Selon le parquet, l'homme avait été appréhendé en possession de cocktails Molotov et de bidons d'essence.

L'homme, Hamadah Saber Mohamed Ali, un ouvrier de 50 ans, a affirmé à la télévision avoir été "*malmené*" et déshabillé par des manifestants puis avoir résisté aux policiers avant de comprendre "*qu'ils essayaient de (le) sauver*".

Deux de ses proches ont ensuite déclaré à la télévision qu'il mentait car il faisait "*l'objet de beaucoup de pressions*" et qu'il avait peur.

Samedi dans la matinée, des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles contre le convoi du Premier ministre Hicham Qandil sur la place Tahrir, selon une télévision locale. Le bureau du chef du gouvernement a indiqué que M. Qandil avait "*fait face à des jeunes et des agitateurs*".

Autour du palais présidentiel, dont le mur d'enceinte était couvert de graffitis anti-Morsi, le calme revenu dans la journée a fait place samedi soir à un nouveau rassemblement.

Plusieurs centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, ont jeté des pierres, des cocktails Molotov et des feux d'artifice en criant "*Dégagé*". Les seules forces de sécurité présentes se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte et ont tiré en l'air, selon un journaliste de l'AFP. AFP 02.02

5- Etats-Unis

Une étude du département des Anciens combattants américain, publiée, vendredi, révèle un taux de suicide plus élevé qu'attendu, chez les anciens soldats, avec, en moyenne, 22 morts, par jour, soit une, toutes les 65 minutes.

"*Ces données fournissent une image plus complète, plus précise, et, malheureusement, plus alarmante, du taux de suicide*

des anciens combattants", a déclaré Patty Murray, sénatrice démocrate de l'Etat de Washington, qui a soutenu une loi visant à renforcer l'aide psychologique, pour les anciens combattants. L'étude recense les suicides allant de 1999 à 2010. Une précédente étude faisait état de 18 suicides quotidiens. Plus de 69% des cas surviennent, chez des individus âgés de 50 ans ou plus. Ces résultats interviennent, deux semaines après l'annonce d'un taux de suicide record, dans l'armée, en 2012, le nombre des suicides dépassant celui des soldats morts au combat. *"Nous avons plus de travail à accomplir et nous utiliserons ces données, pour continuer à renforcer nos efforts, en matière de prévention du suicide"*, a déclaré, dans un communiqué, Eric Shinseki, secrétaire aux Anciens combattants. french.irib.ir 03.02

SOCIAL

1- France

Le tribunal de commerce de Bobigny a validé vendredi la reprise par Micromania et Iliad de 71 des 157 magasins du distributeur français de jeux vidéos Game France, en redressement judiciaire, entérinant le licenciement de quelque 400 salariés sur les 557 emplois du groupe.

"Cette décision va permettre de sauver des emplois, mais on est forcément un peu déçus pour les 400 emplois qui ne seront pas sauvés", a réagi auprès de l'AFP Martine Chouant, déléguée CFDT au comité d'entreprise de Game France.

"L'inquiétude porte désormais sur l'avenir. Les salariés vont quitter une entreprise avec des avantages qu'ils ne conserveront pas, et pour un futur assez incertain", a-t-elle ajouté. AFP 01.02

2- Allemagne

Les deux principaux syndicats en Allemagne du groupe EON, numéro un national de l'énergie, ont annoncé aujourd'hui la suspension d'une grève prévue lundi et la reprise des négociations avec la direction concernant une revalorisation des salaires.

Ver.di et son allié IG BCE ont suspendu cette grève *"jusqu'au 10 février minuit"*, ont-ils fait savoir dans des communiqués séparés. Les deux syndicats avaient annoncé hier avoir voté à une très large majorité en faveur d'un débrayage à *"durée indéterminée"* à partir de lundi, en vue d'obtenir des revalorisations de salaires. AFP 02.02

Ce revirement de dernière minute ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

ECONOMIE

Argentine

Le FMI a sorti l'artillerie lourde contre l'Argentine, accusée de tronquer ses statistiques économiques, et adopté vendredi, pour la première fois de son histoire, une *"déclaration de censure"* qui pourrait valoir au pays une exclusion de l'institution.

Ses chiffres officiels de 2012 faisaient état d'une inflation à 10,8% alors que les instituts privés l'évaluaient à plus du double (25,6%).

Après plusieurs ultimatums et des échanges d'amabilités, le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats membres, a jugé vendredi que les progrès de l'Argentine n'étaient *"pas suffisants"* et a enjoint au pays de rectifier le tir de toute urgence.

"Le conseil d'administration appelle l'Argentine à adopter sans délai les mesures visant à corriger les inexactitudes" de ses statistiques et à se conformer aux *"standards internationaux"*, a indiqué son communiqué, qui fixe un nouvel ultimatum à septembre prochain.

En cas de nouvelle impasse, l'Argentine s'exposerait alors à une série de sanctions graduelles: le pays pourrait d'abord être privé de prêts du Fonds, puis se voir retirer ses droits de vote au sein de l'institution de Washington, avant d'en être tout simplement exclu.

Quelle qu'en soit l'issue, ce nouvel épisode ne va pas arranger l'état exécrable des relations entre l'Argentine et le FMI.

Les autorités de Buenos Aires tiennent l'institution de Washington pour responsable de la faillite du pays en 2001, qui a ouvert

une période de profond marasme économique.

L'ancien directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, avait en 2007 lui-même admis que le Fonds faisait parfois figure de "diable" dans le pays et qu'il y avait des "raisons à cela".

Dès 2006, l'Argentine a d'ailleurs pris soin de rembourser l'intégralité de sa dette au FMI et limite au minimum sa coopération avec l'institution.

Mardi, le Fonds a calculé que Buenos Aires refusait depuis "62 mois" les évaluations annuelles auxquelles sont traditionnellement soumis ses Etats membres.

Fin septembre, la question des statistiques avait donné lieu à une passe d'armes par médias interposés entre le FMI et l'Argentine.

La directrice générale du Fonds, Christine Lagarde, s'était dit prête à brandir un "carton rouge" contre Buenos Aires, s'attirant les foudres de la présidente argentine Cristina Kirchner qui avait fustigé cette référence sportive et assuré que son pays ne céderait à "aucune menace". AFP 02.02

Chacun sait que le FMI ne prête de l'argent aux Etats qu'en échange de brutales réformes structurelles à caractère antisocial auxquelles les gouvernements doivent se plier, le plus souvent cela se passe sans problème, mais il arrive que parfois certains chefs d'Etat se rebellent... avant de céder plus tard. On en veut pour preuve que le FMI fort de la participation de 188 pays continue d'imposer sa dictature à tous les Etats, la dictature de l'oligarchie financière internationale dirigée par le cartel des banquiers de la Fed.

A Washington et à Wall Street ils ne peuvent pas encadrer Cristina Kirchner qui apparemment demeure populaire en Argentine, après avoir récemment soutenu la mobilisation des latifundiaires (taxe sur la production de soja) et des syndicats jaunes pour la faire plier ou faire chuter le régime...

[Haut de page ↗](#)

Le 4 février

CAUSERIE

J'ai rajouté quelques lignes à la suite des passages déjà mis en ligne hier soir.

Dimanche après-midi ici en Inde.

[Ceux qui complotent sont ceux qui camouflent la vérité et ceux qui s'en font les complices. Contre qui ? A qui profite le crime ? Devinez.](#)

Précision à propos de la vidéo mise en ligne avant-hier :

Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme
http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4&feature=player_embedded

- Terrorisme : le juge Imposimato accuse le Bilderberg - Réseau Voltaire 30.01 (www.voltairenet.org/article177324.htm)

Le juge Ferdinando Imposimato est connu pour avoir instruit aussi bien l'assassinat du président du conseil Aldo Moro que la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. Il a été l'un des principaux juges anti-mafia et est devenu président honoraire de la Cour de cassation. Il a été élu à la Chambre des députés sous l'étiquette Parti de la gauche démocratique, puis au Sénat.

Commentaire d'un internaute

- "A 2 minutes et 19 secondes, ce formidable juge dit que le groupe bilderberg dirige le monde. Je me demande qui est à l'origine de ce groupe ? Rothschild disait : "Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois »"

Ma question est : Qui contrôle Bilderberg ? N'est-ce pas Rothschild ?"

Ce que dit le juge Imposimato est intéressant, mais franchement entre nous, il a attendu que sa carrière soit terminée et qu'il soit devenu un vieillard pour avouer ce qu'il devait savoir depuis des décennies, on a du mal à le croire lorsqu'il explique qu'il a ignoré l'existence du groupe Bilderberg pendant 30 ans, de même lorsqu'il affirme qu'il aurait "*retrouvé par miracle*", ce sont ses termes, un document datant de 1967 qui prouvait l'implication du groupe Bilderberg dans la déstabilisation de l'Etat italien, il nous prend pour des naïfs, il ne faut pas être dupe.

Dorénavant, après cette déclaration plus personne ne pourra dire que le groupe Bilderberg n'existerait pas, qu'il remplirait un rôle insignifiant dans l'évolution du monde et du capitalisme, ses institutions à l'échelle mondiale au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Vous avouerez que j'ai eu le flair en m'y intéressant après l'avoir découvert il y a quelques mois, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent des partis ouvriers qui gardent un silence coupable sur ce sujet comme sur bien d'autres d'ailleurs.

Certains m'accusent de matraquer les partis ouvriers, mais ne le méritent-ils pas ? Est-ce que vous avez conscience de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle inextricable dans laquelle nous sommes, en avez-vous vraiment pris conscience, je pose cette question aux militants et cadres du PCF, du POI, du NPA et de LO ainsi qu'à ceux des groupes de militants qui gravitent autour ?

Avez-vous conscience qu'eux aussi vous ont caché une partie importante de la vérité, qu'ils vous ont sciemment maintenus dans l'ignorance du fonctionnement de la société et du monde dans lequel le groupe Bilderberg et d'autres institutions (CFR, Trilatérale, etc.) jouent un rôle déterminant depuis 1954, en réalité depuis l'après-guerre ou même avant puisqu'à sa tête on trouve le même cartel de banquiers américains ou britanniques.

Pourquoi ont-ils gardé le silence ? Pour justifier leur politique erronée depuis plus de 70 ans ? Pour camoufler leur incurie politique, leur collusion avec le régime en place, ses partis et ses institutions ? Par lâcheté, pour ne pas effaroucher les âmes sensibles des petits bourgeois ou des masses embourgeoisées qui vivent confortablement et qui composent leur parti à quelques exceptions près ? Pour ne pas se couper des partis qui participent au groupe Bilderberg, dont le PS ? Que valent vraiment de tels dirigeants et partis ? Qu'ont-ils encore à voir avec Marx, Engels, Lénine et Trotsky qui ont sacrifié leur vie et celles de leurs proches parfois à la vérité et à notre cause ? On attend leurs explications. Si vous voulez mon avis, n'en espérez rien, mais bon...

Dimanche 22h30 heure locale

J'ai ajouté 9 articles en ligne, voir les rubriques à la date du 4 février.

[Dégénérescence de la civilisation humaine livrée au marché.](#)

Après la légalisation de la zoophilie en Allemagne, de la pédophilie aux Pays-Bas, voire les précédentes causeries à ce sujet, voilà venu le temps de la légalisation de l'inceste, ce n'est pas une mauvaise plaisanterie, regardez la vidéo suivante :

Dépénalisation de l'inceste en Suisse !

<http://www.youtube.com/watch?v=UZfOcrZqqEY>

L'offensive mondiale de l'ultra libéralisme concerne absolument tous les domaines et tous les rapports dans la société, et au sein du groupe Bilderberg ce sont les médias et les dirigeants des principaux partis de l'ordre et leurs supplétifs qui sont chargés de mener ce combat pour parvenir à niveler par le bas tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société au nom de l'égalité, de la démocratie, d'un humanisme aussi volatile que le cours d'une action en bourse, en réalité la destruction de toute norme ou repère pour n'en laisser qu'une : le marché, la marchandisation de tous nos gestes et actes, besoins, aspirations, qui concourt à réduire tous les rapports dans la société à la seule valeur digne encore d'intérêt l'argent, le profit.

Tout le reste n'a finalement aucune importance, qu'un homme baise avec une femme, un homme, un chien, un enfant de 10 ans ou sa propre fille majeure, quelle importance, tout est possible, c'est le droit de chacun de le revendiquer, dès lors tout doit être permis, c'est du pareil au même ou les différences sont insignifiantes, voilà à quel degré de dégénérescence ils en sont rendus, je n'exagère rien, vous avez eu dans les causeries précédentes tous les éléments, articles et vidéos qui le prouvaient. Et c'est à cela que la presque quasi totalité des partis et autres formations politiques du mouvement ouvrier en France ont adhéré, à l'exception du POI si je ne dis pas de bêtise et c'est tout à son honneur.

C'est franchement consternant, effrayant, les mots nous manquent. Ah pour être décomposés ou être tombés sur la tête, ils le sont ! Cela prouve au moins une chose, c'est que tous ces partis et groupes de militants sont incapables de faire preuve du moindre esprit critique, ils sont morts politiquement, définitivement irrécupérables, ils sont aveuglés à tel point par leur propre dogmatisme ou incurie politique ou encore les intérêts de leur misérable micro appareil qu'ils ont fini par joindre leur voix à

celle de la pire réaction, confondant au passage ceux qui habituellement la représentent et ceux qui aujourd'hui, crise économique du capitalisme et de ses institutions politiques oblige montent au créneau, le PS et le Front de gauche en tête ainsi que les syndicats à l'exception toutefois de FO il faut le noter au passage, oui il faut tout dire et être impartial, honnête jusqu'au bout, seuls le POI et FO ont refusé de se prononcer pour le mariage pour tous et la GPA.

Cela dit, le POI n'a pas seulement refusé de se prononcer pour ou contre le mariage pour tous et la GPA, à ma connaissance il n'a rendu publique aucune position. Etait-ce la bonne méthode ? En se mettant un instant à la place de ses dirigeants, on peut très bien concevoir qu'ils n'avaient aucun intérêt à déclencher une crise dans leur parti à partir de cette question finalement secondaire ou même insignifiante, rappelons qu'elle ne concernait qu'1% des populations concernées par les mariages, les motifs de division dans leurs rangs ne manquent déjà pas, donc inutile d'en rajouter un autre, d'autant plus que cela aurait été marcher dans la combine de ceux qui ont lancé cette initiative qui devait aboutir à diviser travailleurs et militants, notons que cet objectif a été atteint au-delà de leur espérance puisque la quasi-totalité du mouvement ouvrier a adopté cette position ultra libérale, Hollande et ses maîtres de l'oligarchie financière peuvent être satisfaits, dans le contexte social actuel un tel soutien n'est pas négligeable.

A leur place, j'aurais estimé préférable de donner la position de mon parti en laissant la liberté aux militants de la défendre ou non. Aborder ouvertement cette question dans un parti et prendre publiquement une position présentait un autre avantage, cela aurait permis de mesurer le niveau de pénétration des idées dominantes dans ce parti, chez ses militants, et de donner une précieuse indication à ses dirigeants sur l'état exact de leur parti. Peut-être n'y tenaient-ils pas vraiment, c'est possible, je n'en sais rien.

Pendant ce temps-là on ne parle pas du chômage, de la précarité et de la misère qui s'étendent, de l'engagement guerrier du gouvernement français au Mali, en République centrafricaine, en Syrie, etc., pendant ce temps-là on ne parle pas non plus des pseudo négociations se poursuivent entre les syndicats jaunes et traîtres et le Medef, des grèves qui se poursuivent dans un grand nombre d'entreprises, c'est toujours cela de gagner !

Le PS vient de ressortir le vote des étrangers, Désir en a appelé à Borloo, demain la CGT ou le Front de gauche vont nous ressortir les sans-papiers, l'islamophobie, l'antisémitisme et ainsi de suite histoire de distraire la galerie pendant que le gouvernement et le patronat appliquent tranquillement leur programme antisocial et réactionnaire...

[A propos de Syriza, Die Linke et le Front de gauche.](#)

Lisez l'article de presse mis en ligne aujourd'hui sur Syriza, et si vous aviez des doutes sur les véritables intentions et la nature du Parti de Gauche ou du Front de Gauche ou que vous en aviez encore dans Die Linke en Allemagne, vous n'en aurez plus sur Syriza qui est la copie conforme de Die Linke et du Front de gauche et du même coup sur ces partis inféodés au capital : *Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. (04.02)*

Vous nous excuserez de ne pas trouver stupéfiant les propos du principal dirigeant de Syriza, Tsipras, ou de nous en étonner, puisque nous savions pertinemment à qui et à quoi nous attendre de sa part, d'ailleurs nous n'avons jamais manifesté la moindre illusion ou le moindre soutien à Syriza. Ajoutons qu'après avoir rassuré le FMI et le ministère des Affaires étrangères américain sur ses intentions au cas où Syriza parviendrait au pouvoir lors des prochaines élections ou à l'issue d'une crise politique, cette question ne se pose plus, Syriza a pour unique fonction de protéger le régime en place et les institutions contre les masses exploitées qui les contestent de plus en plus ouvertement, et donc de leur interdire toute issue politique qui consisterait à les remettre en cause, à les renverser par une révolution prolétarienne et socialiste.

Si vous étiez adhérent ou sympathisant du Front de Gauche qui a pour référence Die Linke et Syriza, que vous voulez sincèrement combattre le capitalisme et en finir avec lui, changer la société, prenez vos jambes à votre cou et fuyez ce parti, comme disait Marx autrefois : sauvez votre âme !

La suite demain en fin de journée car demain matin je vais chez le dentiste, je vais perdre 3 heures.

Lundi après-midi.

[Un courriel reçu.](#)

Un courriel reçu de Robert Paris qui anime un groupe de militants formé autour du portail Matière et Révolution, j'espère ne pas écrire une bêtise, car en dehors de ce qui figure dans leur portail, je n'en sais pas davantage sur leur organisation, ce sont des militants issus de LO, qui après avoir rejoint le NPA en ont été exclus. Ils diffusent un bulletin d'entreprise La voix des travailleurs.

- "Cher camarade,

Nous organisons une réunion ouvrière sur la situation des luttes, la guerre au Mali et d'autres points éventuels, dimanche 17 février . Rendez vous à 9H50 à la sortie du métro Goncourt (à Paris).

En espérant que vous pourrez venir ainsi que vos amis et camarades."

Les militants organisés ou non sur Paris et la région parisienne peuvent participer à cette réunion, nous les y encourageons.

Congrès du NPA

NPA. A peine fondé et déjà effondré puis refondé... sur les mêmes fondations qui aboutiront infailliblement au même résultat.

On aurait pu se contenter du titre qui suffit à comprendre qu'il n'y a rien à attendre d'un tel parti et passer à autre chose, efforçons-nous toutefois de témoigner que nous ne méprisons pas ses militants tout en compatissant sincèrement à leur désarroi.

Vous trouverez ci-dessous un article de presse d'hier suivi d'un bref commentaire, plus un autre rédigé la veille au soir.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a clos dimanche son 2ème congrès "*qui a commencé le chantier de refondation*" du parti, six mois après une vague de départs de militants vers le Front de gauche (FG).

"C'était un bon congrès qui a commencé le chantier de refondation du NPA", a déclaré Christine Poupin, la porte-parole du parti, après trois jours de débats à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"Il y a une volonté d'arriver à une recomposition et d'en finir avec les tendances", a assuré Alain Krivine, figure historique du parti.

Le NPA ne s'est pas encore totalement remis de la scission qui a vu le courant Gauche anticapitaliste rejoindre l'été dernier les troupes de Jean-Luc Mélenchon, emportant avec lui des dizaines de militants, dont des ex-dirigeants du parti.

Lors de l'assemblée préparatoire, les 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plateforme intitulée "*une orientation pour agir*" qui l'a emporté avec 51% des voix.

Sandra Demarcq, porte-parole de la plate-forme, a expliqué qu'il s'agissait "*de mettre le NPA en marche pour clairement combattre le gouvernement actuel et ses politiques d'austérité*".

Pour cela, le NPA entend "*s'adresser à l'ensemble des organisations qui ne soutiennent pas le gouvernement*", y compris le Front de gauche. "*On ne va pas proposer de fusion avec le FG car il y a des désaccords importants, mais le NPA seul n'y arrivera pas*", a souligné Sandra Demarcq.

"Le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche", ajoute-t-elle.

C'est sur les modalités de ce dialogue avec le FG que subsistent les désaccords au sein du NPA. "*Quelle politique d'interpellation du FG*", interroge Gaël Quirante, dont la motion du "*courant révolutionnaire*" a remporté 32% des votes.

"Ce sont des nuances", atténue Alain Krivine, pour qui "*il y a une volonté unanime de sortir à l'extérieur et de participer à tous les débats en cours*". AFP 03.02

Y compris ou surtout ceux mis en avant par les tenants de l'ultra libéralisme, on ne se refait pas !

Comment prendre au sérieux de tels dirigeants et un tel parti franchement, on a plutôt l'impression que c'est en désespoir de cause que des travailleurs le rejoignent ou que des militants s'y accrochent après avoir constaté qu'aucun autre parti leur convenait, ce qui selon nous n'est certainement pas le choix le plus judicieux, le POI que nous ne ménageons pas demeurant à ce jour le seul parti vraiment sérieux bien que miné à la base par les mêmes contradictions.

Je ne sais pas comment les militants du NPA qui ne sont pas organisés dans la tendance majoritaire à laquelle appartient Krivine interpréteront son intention affichée "*d'en finir avec les tendances*", je l'interprète comme un appel à revenir à l'ex-LCR, où finalement l'inertie d'une organisation refusant de faire l'inventaire de son passé et d'analyser sérieusement les raisons qui sont à l'origine de son incapacité à construire un parti révolutionnaire après plus d'un demi-siècle d'existence, est bien plus confortable que d'être exposé sans cesse à la critique de militants venus du PCI ou du PT qui mettent en lumière les contradictions de sa politique opportuniste et au-delà de l'incurie politique de ses dirigeants.

S'adresser au Front de gauche, cela signifie s'adresser à ses dirigeants qui ne valent guère mieux que ceux de Syriza ou de Die Linke, c'est donc une nouvelle fois se tourner vers une formation liée au PS, à un parti social-impérialiste, tout en

prétendant développer une politique indépendante du PS, ce qui est évidemment contradictoire ou impossible au lieu de se tourner résolument vers la masse des exploités, ainsi les dirigeants du NPA confirment pour la énième fois qu'ils sont totalement incapables de tirer le moindre enseignement de leurs propres erreurs politiques.

J'ai lu dans une contribution d'une tendance du NPA que leur parti devait se construire "en priorité dans le monde du travail" pour immédiatement après se limiter aux grandes entreprises qui sont le berceau de l'aristocratie ouvrière contrôlée par les appareils vendus des syndicats, autrement dit elle se proposait ni plus ni moins de se tourner vers les syndicalistes des grandes entreprises qui sont les plus gangrénés par le capitalisme, ce qui confirme qu'aucune tendance au sein du NPA n'entend finalement se tourner résolument vers les couches les plus défavorisés des travailleurs qui se comptent par millions et millions, confirmant ce qui a été dit au paragraphe précédent. C'est une constante au NPA, mais pas seulement, dans tous les partis ouvriers. C'est ce qui est à la fois à l'origine de leur incapacité à construire un nouveau parti communiste profondément ancré dans les masses et leur dérive politique qui les a conduit à s'écarter ou à abandonner le combat pour le socialisme.

Quand on entend que "*le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche*", on est bien obligé d'en conclure qu'à partir d'une telle illusion la décomposition politique du NPA devrait se poursuivre.

Le commentaire que j'ai rédigé hier soir avant de prendre connaissance de l'article que vous venez de lire.

En consultant en diagonale plusieurs articles du NPA sur la préparation de son congrès, j'ai constaté que lors du vote des assemblées générales des militants pour élire leurs délégués seulement entre 1600 et 1700 avaient participé à ce vote, donc étaient en réalité organisés au sein de ce parti ou pouvaient être considérés comme des militants, les 700 ou 800 restant étant des adhérents qui ne participent pas à leurs structures. Rappelons qu'il y a 2 ans ils avaient comptabilisé 9000 militants et adhérents confondus.

Lors de ce vote, le texte de la direction sortante a obtenu à peine plus de 50%, soit 800 à 850 voix sur 2500 militants et adhérents au total. Tout cela n'est décidément pas très sérieux et a de quoi ne pas vraiment inspirer confiance. Dans de telle condition, il est impossible d'avoir un parti en ordre de bataille, c'est la débandade.

Avant la transformation de la LCR en NPA il y avait entre 2500 et 3000 militants et adhérents dans cette formation politique, compte tenu de l'apport de militants de différents groupes issus du PCI ou du PT qui l'ont rejoint et d'autres encore, il faut en déduire que des centaines d'ex-militants de la LCR ont quitté le NPA depuis deux ans. Je n'étais pas un partisan de la LCR à l'époque, et je me demande s'ils ont fait le bon choix en créant le NPA. Je pense plutôt que comme au POI, étant incapables ou refusant de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, ils en sont arrivés à chercher une recette magique pour construire le parti, un raccourci qui au bout du compte abouti au même résultat, en pire, car les militants qu'ils ont hérités ont un niveau théorique encore plus médiocre et sont moins déterminés ou combattifs que ceux qui les ont quittés ou qu'ils auraient pu recruter. Ils récoltent le fruit de leurs errements politiques et de leur opportunisme.

Cette formation politique m'a toujours donné l'impression d'être un bordel innommable question fonctionnement ou organisation, il le confirme encore ici, empêtré éternellement à résoudre ce problème sans jamais y parvenir, je me dis qu'au départ, à l'origine il doit y avoir quelque chose qui cloche, vous connaissez mon pragmatisme, je ne supporte pas qu'on laisse traîner un problème indéfiniment, c'est au-dessus de mes pauvres moyens, j'ai horreur de l'indiscipline, du laxisme, du dilettantisme, tout en ayant par ailleurs un esprit large, vous avez pu en jugez en lisant mes causeries un peu plus personnelles...

Je ne sais pas ce vous en pensez, on a l'impression de retrouver le même clivage sur les principes qu'entre les bolcheviks et les mencheviks, la comparaison s'arrête là car le NPA ressemble finalement à ni l'un ni l'autre.

Apparemment c'est difficile de s'en tenir à des principes dans un parti, et que bien que des adaptations soient inévitables dans la pratique, ils doivent demeurer la règle de conduite du parti, en quelque sorte son identité qui concentre sa nature et l'objectif de son combat, je pense évidemment au parti bolchevik et non au NPA. Vous vous souvenez peut-être de quelle manière Trosky avait défini son application en rappelant le génie de Lénine qui maîtrisait parfaitement cette question, fermeté et souplesse mais rigueur en toutes circonstances, ne jamais rien lâcher sur les principes, c'est la rigueur qui sert à délimiter la ligne à ne pas franchir dans un sens ou dans l'autre, ne pas faire régner la terreur du dogmatisme ou du sectarisme et ne pas céder à l'éclectisme qui est la porte ouverte à toutes les formes d'opportunisme.

D'où proviennent-elles ? De l'adaptation aux idées de la classe dominante qui a fini par pourrir le mouvement ouvrier et la société toute entière. Voyez ou conduit aujourd'hui l'ultra libéralisme qui est une forme d'éclectisme poussée jusqu'à la caricature, à rejeter toute règle ou norme établie par le passé dans la société ou dans ses rapports pour finalement n'en conserver qu'une seule : le marché, l'économie de marché, le capitalisme, la société de consommation, le seul rapport devant demeurer étant celui à l'argent, chaque individu étant considéré uniquement comme une source de profit. Aujourd'hui, c'est le PS qui est le fer de lance de cet ultra libéralisme, et au-delà tous les partis qui reprennent en coeur ses revendications sociétales qui ont une orientation profondément réactionnaire, à ne pas confondre avec leur contenu qui ne pourra être réalisé que dans une société débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et injustices.

Appliquer la méthode de Lénine est tout un art qu'il n'est assurément pas donné à tout le monde de maîtriser et je ne prétend pas non plus y être parvenu, loin de là, j'y travaille, pas suffisamment d'ailleurs et c'est une faiblesse, mais bon, j'ai le défaut de m'y être pris un peu tard semble-t-il et comme dit la chanson, le temps ne se rattrape plus (Trust) hélas ! On a tous nos défauts ou nos faiblesses.

On ne va pas s'éterniser sur cette question aujourd'hui, on a déjà eu l'occasion de la traiter dans d'anciennes causeries.

De notre côté, on s'en tient à notre objectif, à nos principes, à notre programme, à notre idéal tout en acceptant la discussion sur toutes les questions du moment qu'elles sont abordées sincèrement et honnêtement, la confrontation des idées ne nous effraie pas, au contraire et constatant que peu y tiennent vraiment, depuis longtemps j'en suis arrivé à reprendre les idées de mes adversaires pour les analyser en profondeur sans craindre de remettre en cause les miennes que je rectifie quand j'estime que c'est nécessaire.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'avoir raison, ce serait puéril, on s'en fout, c'est de parvenir à une analyse la plus profonde et la plus fine possible de la situation pour définir une tactique et une stratégie et la manière d'intervenir dans la lutte des classes pour aller de l'avant, peu importe comment nous sommes parvenu à cet objectif du moment qu'il a été atteint. A nous ensuite d'être capable de l'expliquer aux travailleurs et aux militants pour qu'ils y réfléchissent et éventuellement qu'ils s'en saisissent si elle leur convient. Rien ni personne ne peut nous faire dévier de notre méthode, mais nous laissons chacun décider librement de partager ou non notre analyse, nos idées, etc. Je crois avoir compris que c'était le fondement de la méthode de Lénine.

Quand on n'a pas confiance en soi, on ne peut pas défendre honnêtement ses idées, parce qu'on ne les a pas suffisamment travaillées pour les étayer solidement, parce qu'on ne maîtrise pas son sujet, là en l'occurrence parce qu'on ne croit plus dans les masses et dans le socialisme, on craint la confrontation d'idées alors on essaie de les imposer aux autres et on recourt à des moyens malhonnêtes. Cela me fait penser à l'histoire du thermomètre que vous connaissez tous ou du chien qu'on accuse d'avoir la rage. Nous ne sommes pas parvenus à construire le parti depuis la mort de Trotsky, si une faute ou une erreur a été commise quelque part, il ne faut pas chercher ailleurs que chez nous, dans nos propres rangs, c'est la responsabilité de nos dirigeants auxquels nous octroyons le droit à l'erreur à condition qu'ils les corrigent au lieu de les justifier ou de les reproduire sans cesse, ou alors il faut en conclure que le socialisme était une magnifique utopie, que les masses sont vouées à demeurer dans une profonde ignorance et qu'on ne parviendra jamais à vaincre le capitalisme, et alors oui pour le coup on pourrait être livré à un Nouvel ordre mondial ou à une dictature mondiale implacable, effroyable. A chacun de prendre ses responsabilités.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Dans un rapport Goldman Sachs avait prédit récemment que l'euro atteindrait 1,37 dollar : on y est !](#)

Qui mène la barque ? La réponse tient dans le titre.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a estimé dimanche sur France 2 que l'euro était "*fort, peut-être d'ailleurs trop fort*", alors que la monnaie unique évolue au-dessus de 1,36 dollar, ce qui est pénalisant pour les exportations.

L'euro a encore progressé face au dollar vendredi, évoluant au-dessus du seuil de 1,36 dollar après avoir atteint dans la journée 1,3711 dollar, son plus haut niveau depuis mi-novembre 2011, en raison d'un regain d'optimisme sur les perspectives de l'économie en zone euro.

La monnaie unique a également augmenté face à la devise nipponne et touché 126,97 yens, son plus haut niveau depuis fin avril 2010.

Pour le gouvernement français, cette hausse devient préoccupante car une monnaie trop forte pèse sur les exportations.

Impensable, impossible.

- M. Moscovici a également assuré qu'il tablait sur une inversion de la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année à la faveur d'une amélioration de la conjoncture en France et dans le monde. AFP 03.02

Si vous n'avez pas lu l'article mis en ligne dans la rubrique Economie, c'est dommage : *L'Euro serait-il une arme de destruction massive créée contre l'Europe des Nations ?*, car il fournissait les éléments pour comprendre à quoi rime un euro fort face à un dollar, un yen et une livre faible : un nouveau "*choc de compétitivité*" conduisant les gouvernements européens à redoubler (et justifier) leur offensive contre la classe ouvrière en réduisant davantage le coût du travail (les salaires) tout en augmentant la durée du travail, le taux d'exploitation...

ACTUALITE EN TITRES

[De la crise économique du capitalisme à la crise politique de ses institutions politiques...](#)

- Budget de l'UE: les conditions "*pas encore réunies*" pour un accord, dit Hollande - AFP
- Qui veut la peau de David Cameron ? - LePoint.fr
- Espagne: le scandale de corruption tourne à la crise politique - AFP
- Tunisie: crise politique faute de compromis sur un nouveau gouvernement Hamida BEN SALAH - AFP
- Égypte : le fossé se creuse entre le pouvoir et l'opposition - LePoint.fr

[Un os à ronger pour les féministes !s](#)

- EADS: le comité des nominations préfère Trichet ou Pébereau à Lauvergeon - AFP

[Question grotesque !](#)

- Pourquoi les politiques n'assument pas l'engagement pour motif économique de l'armée française en Afrique - Atlantico.fr

[Tiens donc !](#)

- Comment l'antiracisme s'est imposé comme cause de remplacement (facile) à la défense de la classe ouvrière - Atlantico.fr

[Propagande de la réaction.](#)

- Taxe à 75 % : les Français y sont de moins en moins favorables - Atlantico.fr

Et tout naturellement ils sont une majorité à répondre présent aux sirènes de l'ultra libéralisme qu'incarne le PS en se déclarant favorables au mariage pour tous, à la guerre contre le peuple malien...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

1- La police torture et maquille les photos qu'elle livre aux médias

La police a diffusé les photos de 4 suspects arrêtés après un double vol à main armée. Deux Grecs avaient été arrêtés pour avoir participé à des hold-up dans des banques près de Kozani, une ville du nord-ouest de la Grèce, et sont soupçonnés d'appartenance à un groupe extrémiste, a annoncé samedi le directeur de la police locale.

Les deux suspects, âgés respectivement de 22 et de 25 ans, étaient recherchés par la police antiterroriste pour leurs liens présumés avec le groupe anarchiste la Conspiration des Cellules de feu, qui figure sur la liste noire des organisations terroristes internationales établie par les États-Unis, a dit une source policière.

Ils ont été arrêtés vendredi avec deux autres personnes pour avoir pris part à des hold-up dans deux banques de la commune de Velvedos, près de Kozani, selon un communiqué de la police. Dans leur véhicule, les policiers ont découvert deux fusils d'assaut kalachnikov, un pistolet Scorpion et trois autres revolvers, d'après cette même source.

Hier, samedi, la police a diffusé les photos des 4 détenus sur le site officiel de la police (le lien peut ne pas fonctionner ou avoir été supprimé par les forces de l'ordre).

Ces photos montrent clairement que les détenus ont subi des mauvais traitements. (disponibles sur leur portail : <http://www.okeanews.fr>)

Hier soir, on pouvait voir dans les informations de la chaîne Mega la diffusion des photos sans aucune mention de leur modification.

Manifestement, cela ne pose aucun problème, ni à la police, ni aux grandes chaînes de télévision, de publier des photos trafiquées : une méthode -déjà utilisée- qui ressemble à celles pratiquées par la junte militaire et par les dictatures. okeanews.fr 03.02

2- Après que le FMI ait reçu le soutien et des gages de bonnes conduites de Syriza

L'impact sur la récession du plan de rigueur imposé à la Grèce, dont certaines "erreurs" ont été évoquées par des hauts responsables de l'UE et du FMI, "*pourrait être rectifié*", a estimé dimanche le ministre grec du Développement.

"*Il y a eu des erreurs dans la recette*" du plan d'austérité, dicté par l'UE et le FMI et "*nous essayons les rectifier dans la mesure du possible*", a indiqué Costis Hadzidakis dans un entretien au journal Real News.

Compte tenu que "*la troïka (UE-BCE-FMI) a reconnu qu'il y a eu des erreurs*" et que "*le gouvernement grec fait actuellement un effort sérieux pour rétablir la confiance du pays*", "*tout cela pourrait conduire à des rectifications*" et l'apaisement de la rigueur, a souligné le ministre.

Plusieurs hauts responsables de l'UE et du FMI ont critiqué l'impact de l'austérité stricte imposée au pays depuis le début de la crise de la dette en 2010, qui a plongé la Grèce dans une récession profonde.

Le débat a rouvert après un récent article des économistes au FMI, Olivier Blanchard et Daniel Leigh, où ils expliquaient que l'utilisation d'un mauvais coefficient de calcul a débouché sur une sous-estimation des effets négatifs de l'austérité en Europe.

Tenant d'une ligne plus souple au sein du FMI, M. Blanchard avait déjà reconnu que les effets de l'austérité sur la croissance avaient été sous-estimés notamment en Grèce, en récession pour la cinquième année consécutive.

En octobre, le ministre adjoint grec aux Finances, Christos Staikouras, avait relevé que le FMI s'était trompé en matière d'impact de la rigueur sur la récession.

Depuis 2009, "*le coefficient multiplicateur*" des mesures de rigueur sur le recul de croissance a été "*d'environ 1, au lieu de 0,5*" qui avait été retenu pour la mise au point par l'UE et le FMI des plans de redressement dictés à la Grèce en échange des prêts internationaux, avait dit M. Staikouras, soulignant que même le FMI "*le reconnaît désormais*".

Interrogé jeudi sur la question lors d'une conférence de presse, le porte-parole du FMI Gerry Rice a rappelé que l'institution a "*mis à jour ce multiplicateur*" dès qu'elle s'était aperçu "*que les conditions en Grèce étaient différentes*" que celles prises en compte lors du début de la crise.

Toutefois, M. Rice a souligné que "*ce multiplicateur n'était qu'une dimension du problème*" et qu'il y avait "*d'autres facteurs qui déterminent l'ajustement des finances publiques de chaque pays*". "*Et chaque pays est différent*", a-t-il conclu.

De son côté, le ministre des Finances Yannis Stournaras a indiqué dimanche dans un entretien publié au quotidien Kathimérini que "*l'autocritique du FMI aurait dû être fait plus tôt*".

"*Nous avons été contraint de prendre des mesures beaucoup plus nombreuses que celles qu'il fallait pour atteindre les objectifs (...) mais cela peut nous permettre d'arriver à un excédent primaire dès 2013*", a dit M. Stournaras.

Mais pour le chef du principal parti de l'opposition de la Gauche radicale Alexis Tsipras, qui impute au plan de rigueur l'effondrement de l'économie, la voie pour sortir de la crise n'est que "*la fin du cercle vicieux des politiques d'austérité*".

"*Il faut entrer dans la voie de la croissance*" et "*la viabilité de la dette dépend de la restructuration (haircut) de la dette*", a-t-il dit dans un entretien publié dimanche également à Kathimérini.

Sans exclure l'éventualité "*d'une nouvelle restructuration de la dette*", M. Stournaras a répondu que "*la condition pour une nouvelle décote serait d'arriver à un excédent primaire*".

Les hauts responsables de la troïka sont attendus fin février à Athènes pour le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts au pays. AFP 03.02

On ne peut que sourire en prenant connaissance de la déclaration du dirigeant de Syriza, d'Alexis Tsipras, après avoir lu l'article en ligne dans cette page sur les gages qu'il a fournis la semaine dernière au FMI et à Washington.

3- Un climat politique délétère

Toutes les normes s'effondrent au Parlement grec, où les débats sur les épuisantes mesures d'austérité depuis quatre ans sont pimentés et parfois rendus explosifs par l'arrivée de flopees de députés novices au sang chaud.

Deux députées du parti conservateur et d'un parti nationaliste en sont presque venues aux mains la semaine dernière, après une insulte lancée en séance.

"*Fiche le camp, espèce de salope*", a répondu la députée attaquée, membre du parti de la droite de Nouvelle Démocratie dirigé par l'actuel Premier ministre Antonis Samaras, avant que la séance ne soit prestement ajournée par le président.

Le 31 janvier, le nouveau député nationaliste Vassilis Kapernaros, un avocat, s'est cassé un doigt en tapant sur son pupitre durant un débat particulièrement agité.

Quelques jours avant, c'est un autre député débutant, du parti de gauche radicale Syriza, qui a fait les gros titres en semblant appeler le peuple grec au combat armé contre les mesures d'austérité lors d'une interview.

Un autre député du Syriza, l'auteur Petros Tatsopoulos, avait auparavant affirmé sérieusement dans une interview qu'il avait "*baisé la moitié d'Athènes*", déclenchant de nombreuses réactions outragées sur internet.

Les pires incidents de séance reviennent aux députés du parti néo nazi Aube Dorée.

Au cours des mois passés, les membres de ce parti à la discipline militaire ont accusé le ministre de l'Ordre public, qui supervise la police, d'être "*un homme des Juifs*" et un député musulman d'être un agent des Turcs.

"*Assieds toi, tu es encore saoule*", a lancé en séance le député et porte-parole de ce parti, Ilias Kassidiaris, ancien militaire, à une députée conservatrice lors d'un vote récent.

En séance, le député Kassidiaris a poussé la provocation jusqu'à lire en public un passage du célèbre faux antisémite "*Les protocoles des sages de Sion*", sans être inquiété, ni condamné.

Enfin, dans un registre plus léger, certains déplorent aussi le laisser-aller vestimentaire des nouveaux députés grecs.

Le vice-président du Parlement Christos Markoyiannakis, un conservateur, déplorait ainsi la semaine dernière le nombre croissant de jeans et de mini jupes dans l'hémicycle: "*Nous ne pouvons plus avoir des gens en manches courtes et tatouages*". AFP 03.02

Hormis les jeans et les mini jupes ou les tatouages qui n'ont rien d'outrageant, ces comportements sont à l'image des institutions et de la classe dominante grecque. Il est plus que temps de faire table rase du passé!

SOCIAL

Grèce

Les marins grecs ont décidé dimanche de prolonger de 48 heures leur grève contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, ce qui menace de couper totalement des dizaines d'îles du continent pendant au moins six jours.

Les marins exigent le versement de plusieurs mois d'arriérés de salaire et le retrait d'un projet de loi affaiblissant leur syndicat par la création d'un nouveau contrat conclu directement entre les propriétaires de bateaux et leurs employés.

"*La loi anéantit la profession de marin et toutes les règles qui la sous-tendent*", affirme le syndicat PNO.

La grève, qui a débuté jeudi, a commencé à provoquer des pénuries dans les épiceries de certaines îles et elle entrave les exportations agricoles à destination des Balkans et au-delà, s'alarme dans un communiqué l'association athénienne des producteurs de légumes.

Des agriculteurs ont pour leur part perturbé la circulation sur plusieurs autoroutes du pays en s'asseyant sur la chaussée et en distribuant gratuitement du riz aux automobilistes. Ils protestent contre l'alourdissement de la fiscalité sur leur secteur dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour tenter de rétablir les comptes publics.

"Nous n'avons d'autre choix que de poursuivre notre mouvement, nous sommes au bord du désespoir", a dit un agriculteur interrogé par la chaîne de télévision NET.

Le gouvernement vient d'abaisser le montant de certains remboursements et de subventions pour l'achat de carburant dont bénéficient les agriculteurs, tout en augmentant leurs cotisations sociales.

Le gouvernement discute avec les grévistes mais il exclut de reculer sur la moindre de leurs revendications afin de ne pas assouplir son effort budgétaire. Cette politique d'austérité est une condition posée par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) au versement de leur aide financière.

Le principal syndicat du pays, GSEE, a appelé à une grève de 24 heures le 20 février. Reuters 03.02

[Haut de page ↗](#)

Le 5 février

CAUSERIE

Lundi en fin d'après-midi

Place à l'actualité.

- Pourquoi Caroline Fourest attaque-t-elle Michel Collon ? - 3 février - <http://michelcollon.info>

Ce mardi 5 à 20h35, France 5 diffusera un documentaire de Caroline Fourest, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « réseaux de l'extrême » et des « obsédés du complot ». Sa réaction : Il paraît que je fais partie, je cite la présentation officielle de l'émission, des « obsédés du complot », ces « tribus d'internautes soumis à des mercenaires de la propagande passés maîtres dans l'art de désinformer pour radicaliser les identités et discréditer la démocratie en même temps que la presse. »

Rien que ça ! J'ai écrit à la présentatrice de l'émission, Carole Gaessler, pour demander à pouvoir me justifier de ces crimes épouvantables, et des calomnies de Fourest, dans le débat qu'elle animera ensuite. Pas de réponse à ce jour.

J'invite chacun à regarder cette émission en réfléchissant aux questions suivantes :

Pourquoi Fourest m'accuse-t-elle sans m'avoir jamais demandé ce que je pense réellement ?

Pourquoi ne cite-t-elle jamais mes articles et livres où j'écris exactement le contraire de ce qu'elle m'attribue ?

Pourquoi, à la place, me calomnie-t-elle en m'amalgamant à des gens d'extrême droite avec qui je n'ai rien à voir et que je combat ?

Pourquoi refuse-t-elle un débat public qui permettrait aux gens de se faire leur opinion ?

Pourquoi met-elle toute son énergie à critiquer les auteurs très divers comme Chomsky, Bricmont et Ramadan et moi-même qui critiquons Israël et les guerres des USA ?

Si vous souhaitez poser vos questions à l'animatrice de l'émission : carole.gaessler@francetv.fr

Sur ces rumeurs et calomnies répandues par Fourest et quelques autres personnes, notre site Investig'Action – michelcollon.com.

info reviendra dès que possible. Il faut savoir que notre équipe, trop petite, a beaucoup de travail notamment sur le Mali... Fin

Nous soutenons inconditionnellement Michel Collon et ses collaborateurs, le portail qu'ils animent.

S'il y a complot, il vient de ceux que le juge anti-mafia Ferdinando Imposimato a dénoncés publiquement dont font partie les médias aux ordres invités aux réunions du groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed. Voir la causerie du 4 février et la vidéo en ligne.

J'ajoute le courriel que j'ai envoyé à carole.gaessler@francetv.fr

Madame,

Suite à l'annonce de la diffusion d'un documentaire de Caroline Fourest mardi 5 à 20h35 sur France 5, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « réseaux de l'extrême » et des « obsédés du complot », accusation intolérable, calomnie insupportable.

Si complot il y a, ce n'est pas chez Michel Collon ou d'autres journalistes indépendants qu'il faut le chercher, mais du côté du cartel des banquiers internationaux et de l'élite intellectuel dont font partie la plupart des médias qui se réunissent dans le cadre du groupe Bilderberg, notamment. La preuve ci-dessous si nécessaire. Gageons que vous n'oserez pas remettre en cause l'impartialité du Président honoraire de la cour de cassation italienne.

Avec mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude.

J'ai reproduit ensuite la présentation de son livre qui figure dans le portail du Réseau Voltaire.

La suite mardi après-midi.

J'ai laissé de côté quelques articles de presse, ce sera pour demain ou en fin de journée, ainsi que d'autres articles que je mettrai en ligne, plus le temps.

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, sinon à quoi bon ?](#)

L'être humain ou le citoyen est réduit au rôle de vulgaire consommateur, de machine à consommer dans leur société de plus en plus ultra libérale calquée sur le modèle anglo-saxon.

Leur société n'a pas ou plus pour objet de produire pour satisfaire des besoins bien qu'imparfaitement ou de manière inégale selon le statut social de chacun ou encore pour accéder à un niveau de vie meilleur, mais uniquement pour consommer en nombre toujours croissant des marchandises (et des services) le plus rapidement possible ou des biens d'équipement dont la durée de vie est programmée, de manière à ce que la rotation du capital s'accélère, histoire de compenser en partie (en volume) la baisse du taux de profit qui est inhérente au développement du capitalisme.

On s'aperçoit ainsi que cette tendance qui est devenue la norme et que les gouvernants appellent de manière erronée ou démagogique la croissance, est le produit non pas d'une théorie, mais des contradictions du capitalisme qui font partie de ses lois de fonctionnement et qui renvoient à ses fondements, donc posent la question de son abolition pour y mettre un mettre. On pourrait ajouter, de la même manière que la financiarisation de l'économie n'est qu'un moyen pour tenter de s'affranchir de ces contradictions et ces lois. Ce qui rend particulièrement réactionnaire la période que nous vivons, c'est que les deux se combinent de nos jours et sont poussés à l'extrême.

La croissance telle qu'ils la conçoivent se résume à produire plus pour consommer plus et ainsi de suite, ce qui permet d'un côté aux capitalistes d'engranger toujours plus de profit, de l'autre de faire en sorte que le but de l'existence soit de travailler toujours plus pour consommer toujours plus, de préférence en s'endettant puisque le coût du travail, les salaires tendent à baisser et les prix, taxes et impôts à augmenter sans cesse, c'est la spirale infernale qui permet à la machine capitaliste de continuer de fonctionner au profit des rentiers, tandis que le travailleur est de plus en plus transformé en esclave, enchaîné à un système économique qui lui échappe totalement puisque dans l'état actuel des choses il ne dispose d'aucun moyen politique de s'y opposer. Toute autre norme ou statut, on n'ose pas dire valeur, devient un obstacle et donc obsolète, voilà où nous en sommes rendus.

Je continuerai cet exposé par la critique d'un entretien que le philosophe Jean-Claude Michea a accordé au Clav (<http://www.youtube.com/watch?v=5r-tIZfGPW0>). L'analyse qu'il fournit du libéralisme rejoint la critique du libéralisme culturel à laquelle je me

suis livré ces dernières semaines sans pour autant partager la conclusion à laquelle il parvient, parce qu'il arrive à épouser la théorie de la décroissance qui on ne sait pas quel miracle nous délivrerait de la dictature du marché, question que nous considérons comme déterminante car les rapports économiques sont à la base de tous les rapports dans la société et sur laquelle en définitif il ne se prononce pas dans cet entretien.

Autrement dit, il nous livre une brillante analyse qui souffre d'une faiblesse récurrente chez pratiquement tous les intellectuels aujourd'hui, à savoir que dès qu'il s'agit d'aborder la manière pratique de mettre un terme au capitalisme ou d'aborder la question politique pour résoudre cette question, il répond aux abonnés absents. Ce qui me fait dire que sa démonstration consiste en un constat que nous avons déjà établi depuis longtemps sans rien nous apporter de plus.

Avant d'écrire ces lignes, j'ai pris soin de visionner à nouveau cet entretien, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai un cerveau qui ne fonctionne pas de la même manière, j'ai retranscrit sur papier certains passages sur lesquels je voulais réfléchir à tête reposée, et là, en les relisant, j'ai eu la surprise de discerner des contrevérités sur lesquelles était bâtie sa démonstration, je n'en relèverai que deux ici pour faire bref, de telle sorte qu'il est facile de cerner en quoi réside sa principale faiblesse dont j'ai déjà eu l'occasion de parler dans d'autres causeries à propos d'autres intellectuelles, à savoir qu'ils n'allaient pas au bout de leur analyse, qu'ils se contentaient à un moment donné d'idées reçues.

A un moment donné il cite Engels à propos du libéralisme culturel "*chacun se replie sur son mode de vie particulier où les gens n'ont plus de valeurs communes et partagées qui leur permettraient de ne pas se nuire les uns les autres, on retourne à la guerre de tous contre tous*".

Bien, je pense plutôt que le libéralisme dans sa version culturelle ou sociétale consiste à remplacer certaines valeurs par d'autres qui seront tout autant partagées que celles qui existaient précédemment, ce qu'on en pense est une autre question. Par exemple, avant on estimait que le mariage entre homosexuels était une monstruosité et cette idée était partagée par le plus grand nombre, c'était la norme, demain cette idée sera adoptée par la même majorité et elle deviendra la nouvelle norme. Autrefois si une femme portait une mini jupe, on disait d'elle que c'était une salope ou une putain, puis quand un grand nombre de femmes adoptèrent la mini jupe, plus personne ou presque ne porta ce jugement, une nouvelle norme en avait remplacé une autre.

La question ne réside donc pas dans le fait de disposer ou non de valeurs communes mais bien de leur contenu ou de leur orientation. Pour reprendre le premier exemple, quoi qu'on fasse ou que le législateur décide, la norme demeurera qu'un homme est fait pour s'accoupler avec une femme, et que seul de cet accouplement peut naître un enfant ou l'espèce humaine peut se reproduire, jusqu'à preuve du contraire en dehors de quelques exceptions dans le monde animal, cette norme est et demeurera universelle. Lui en substituer une autre consiste à violer, à nier les principes fondamentaux sur lesquels reposent la nature, l'existence de l'espèce humaine qui finalement n'a pas plus d'importance qu'une vulgaire marchandise sur laquelle on peut faire figurer n'importe quelle étiquette puisqu'elle est destinée à être consommée comme force de travail source de profit et à produire ensuite du profit, on en revient ainsi à notre sujet de départ et la boucle est bouclée.

Plus loin il reproduisait la même erreur en émettant l'idée que le libéralisme culturel conduisait l'Etat à "*ne rien prescrire sur le plan moral, philosophique ou autres*", ce qui est faux et on peut parfaitement l'observer actuellement ou même quotidiennement, c'est encore une fois mal poser le problème. La question n'est pas de savoir si l'Etat prescrit ou non quelque chose sur le plan culturel, économique social ou autres, car même quand il demeure silencieux ou qu'il semble ne pas prendre partie, il adopte forcément une position qui consiste à privilégier tel ou tel comportement ou pratique.

J'ai l'impression que paradoxalement son raisonnement ou sa démarche intellectuelle aboutit à une sorte de nihilisme, où finalement il refuse de se pencher sur le contenu des valeurs ou des principes sur lesquels il disserte, parce que dans le cas contraire cela le forcerait à émettre un jugement qu'il ne pourrait pas forcément assumer, car il l'obligerait à se poser la question des rapports sur lesquels il repose, et là il s'apercevrait que la manière dont ils les avaient envisagés jusque là, sur un plan philosophique ou existentiel ne permettait pas justement d'analyser la société et d'en tirer des conclusions politiques pratiques, de résoudre les questions qu'il se posait ou qui étaient posées à l'ensemble de la société, que toute sa construction philosophique aboutissait à une impasse. Souvenons-nous que les philosophes sont enfermés dans un système qu'ils se sont forgés ou qu'ils ont emprunté à d'autres, et qu'ils passent ensuite le reste de leur existence à le justifier ou à le défendre, alors que le plus souvent il n'a qu'un rapport lointain ou approximatif avec la réalité, pour ne pas dire qu'il marche sur la tête.

Le principal défaut de l'intellectuel, c'est qu'il est bourré de tics, de petites cases dans son cerveau sur lesquelles figurent des étiquettes et dans lesquels il a classé un tas de données ou connaissances, et lorsqu'il doit aborder une question et qu'il entend prononcer un mot il va piocher dans la case correspondante et ainsi de suite, mettant consciencieusement bout à bout tout ce matériel qu'il a rassemblé et qui tient plus ou moins debout, sans qu'il s'aperçoive qu'il est hors sujet, qu'il ne répond pas à la question qui lui a été posée ou que sa réponse comporte des contradictions ou des contrevérités que décèlera un auditoire averti, je caricature mais je ne dois pas être bien loin de la manière de procéder de la plupart d'entre eux.

On arrêtera là, il est presque minuit et je suis épuisé.

En présence d'intellectuels on peut se sentir inférieur, vulnérable, mais il y a toujours un moyen de s'en sortir.

Assurément je ne tenterais pas de rivaliser avec eux quant au débit avec lequel ils peuvent s'exprimer, je serais battu à plate couture. Je serais forcé de ruser ou de manoeuvrer pour combler cet handicap en exposant mon point de vue qui est aussi ou plus structuré ou cohérent encore que le leur, en leur demandant ensuite de se prononcer sur ce qu'ils viennent d'entendre sachant que je maîtrise parfaitement mon sujet, je les forcerais à sortir du bois ou de leurs petites cases pour se placer sur le terrain que j'ai choisi, celui de la réalité, c'est bien celui qui nous concerne pour changer la société, n'est-ce pas ?

Un dernier mot.

J'ai la trame de plusieurs articles en tête, mais je ne peux pas être partout à la fois, j'essaie d'aller à l'essentiel et d'économiser le temps dont je dispose et le vôtre par la même occasion. Entre nous, mon épouse me mène une vie infernale, c'est un vrai cauchemar parce que je consacre trop de temps, tout mon temps à actualiser le site. J'ai même annulé le dentiste qui attendra encore quelques jours.

[Courriel adressé au M'PEP \(contact@m-pep.org\)](mailto:contact@m-pep.org)

Le M'PEP avait cru bien faire en publiant sur son portail un article de Samir Amin, économiste franco-égyptien et directeur du Forum du Tiers-Monde, dans lequel il justifiait l'intervention militaire de l'impérialisme français au Mali, ce qui était son droit.

Suite à cette publication, le M'PEP a reçu de nombreux courriels dont certains exprimaient leur refus de soutenir cette position, et plus surprenant d'autres la soutenant, c'est à se demander quelle est la nature des gens qui fréquentent le portail du M'PEP, mais c'est une autre question, personnellement cela ne me surprend pas du tout, c'est l'inverse qui aurait été étonnant au regard de l'orientation politique que défend cette formation.

Tout cela figure dans leur portail ainsi que le *Bref commentaire concernant les critiques adressées à mon article « Mali janvier 2013 »* que l'auteur a envoyé pour diffusion au M'PEP et daté du 4 février.

N'ayant pas l'adresse électronique de Samir Amin, je vais adresser le courriel suivant au M'PEP, ils en feront ce qu'ils voudront, je rappelle que je n'ai jamais adhéré à cette formation ni à aucune autre à ce jour.

Bonjour,

Vous devriez conseiller à Samir Amin de lire attentivement les 80 articles et vidéos qui figurent en ligne dans mon portail sur la guerre de rapine que mène l'impérialisme français au Mali, peut-être qu'il comprendrait que la France combat aujourd'hui ceux qu'elle a armés hier et que la situation au Mali n'est que le produit de sa politique coloniale qui n'a en réalité jamais cessé et qui va continuer. Il faudrait ajouter et qu'elle arme toujours en Syrie...

Que dit-il pour tenter de justifier sa prise de position ?

Que la France va libérer le Mali des islamistes radicaux qui faisaient régner la terreur pour le bien du peuple malien, alors qu'elle a toujours oeuvré contre ses intérêts et le développement d'un pays par ailleurs extrêmement riche en matières premières, or uranium, pétrole, gaz, phosphate, pierres précieuses, etc. dont la majorité de la population vit dans la misère.

Je passe sur la question purement politique, l'illégitimité du régime en place, l'assassinat par la France du président malien Keita pour mettre à sa place un dictateur pendant plus de deux décennies... Si Samir Amin n'a pas de mémoire ou que cela l'arrange de ne pas en avoir qui sait, les Maliens en ont une, je ne parle pas des semblables de monsieur Samir Amin qui ne doivent manquer de rien à Bamako, je parle de la majorité du peuple malien miséreux qui se tape sur le ventre et vit quotidiennement dans l'angoisse du lendemain.

Je vous avouerai que j'estime insupportable ce genre de discours tenu par des intellectuels, je le condamne sans appel.

Dans mon portail, j'ai mis en ligne environ 80 documents provenant de sources diverses, mais aucun ne fait l'apologie du colonialisme français, aucun, idem sur la Syrie avec plus de 430 articles, par un ne soutient l'agression contre la Syrie indépendante et souveraine, idem sur la Libye.

Pour la petite histoire à propos de la Libye et pour être honnête jusqu'au bout, je voudrais ajouter qu'au début j'ai eu une réaction proche de celle de cet intellectuel, mais en partant d'un raisonnement totalement différent et en arrivant aussi à une conclusion différente. En réalité, c'était dû au fait que j'ignorais une partie de l'histoire en amont ou je n'étais pas en possession des éléments me permettant d'analyser la situation en Libye et dans la région, cependant pour être resté constamment sur le terrain de la lutte des classes, j'ai ensuite rectifié le tir.

Evidemment, jamais je n'ai soutenu le bombardement de la Libye, je m'étais seulement refusé de le condamner pensant que la

lutte des classes se développerait dans ce pays une fois Kadhafi tombé, je l'ai condamné quand il devint évident que la coalition militaire des puissances occidentales était en train de détruire le pays et de causer de terribles souffrances à tout son peuple, position qui m'avait été inspirée par l'attitude Marx face à Bismarck quand la France s'attaqua à l'unité de l'Allemagne il le soutient, puis Marx s'en désolidarisa quand Bismarck entreprit de s'attaquer à la République en France. Donc la position que j'avais adoptée n'était peut-être pas totalement erronée puisque aujourd'hui les autorités libyennes sont justement au prise avec un nouveau mouvement de contestation qui parcourt tout le pays et qui conteste le régime en place, la jeunesse et les travailleurs libyens pourraient s'inspirer de l'Egypte dans des conditions plus difficiles toutefois.

Je regrette de ne pas avoir soutenu ouvertement la souveraineté et l'unité de la Libye comme je le fais depuis deux ans à propos de la Syrie, car cette agression contre la Libye s'inscrivait dans un plan d'ensemble concocté de longue date par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, français, britannique et italien principalement sous l'égide de l'Africom pour déstabiliser toute la région, dont le Mali, le Niger, le Tchad et par la suite l'Algérie, afin de recoloniser ou de renforcer leurs positions politiques au Maghreb et en Afrique du Nord pour mieux les piller et contrecarrer les impérialistes chinois et russe vers lesquels les régimes de cette région se tournaient de plus en plus pour assurer leur développement ou se doter d'infrastructures en échange de l'exploitation des matières premières de leur pays ou de parts de marché dans tous les secteurs de l'économie.

Ainsi toutes ces guerres impérialistes depuis celle contre l'Afghanistan jusqu'à celle contre le Mali n'avaient absolument rien affaire avec les besoins de ces peuples, mais consistaient uniquement en une guerre économique que les différents impérialismes se livraient pour s'assurer le contrôle de matières premières indispensables à leur économie financière ou basée sur la spéculation et la consommation à outrance qui permet à l'oligarchie financière, aux banquiers et aux riches actionnaires qui contrôlent les multinationales qui sévissent de l'Afghanistan à la Mauritanie de continuer d'engranger d'énormes profits et d'exercer leur hégémonie sur le reste du monde face à leurs concurrents chinois et russes principalement, y compris au détriment de leur propre peuple aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, en Chine ou en Russie.

Les guerres impérialistes, qu'elles soient menées sur le plan économique ou politique, n'ont finalement qu'un seul ennemi : les masses exploitées et opprimées de tous les pays, que ce soit sous la forme d'une dictature pour les maintenir sous le joug d'une exploitation effrénée ou les livrer à une brutale régression sociale, à une violente politique d'austérité ou en recourant à des bombardements.

Je terminerai en disant qu'un effroyable massacre serait perpétré dans un pays où règnerait un régime corrompu ou une dictature mise en place ou soutenue par un impérialisme, que je refuserais de soutenir toute intervention militaire impérialiste pour y mettre un terme puisqu'il en porterait la responsabilité. Autrement ce serait occulter sa responsabilité au lieu de le condamner, car ce serait lui finalement qui aurait fait en sorte que les conditions soient réunies pour que ce massacre ait lieu, l'occulter serait participer à la propagande de désinformation à laquelle se livreraient les médias à la solde de cet impérialisme, ce que je ne peux concevoir un instant.

Le problème de monsieur Samir Amin et de la plupart des intellectuels qui par ailleurs peuvent être animés des meilleures intentions du monde, c'est qu'ils sont incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes et de se placer résolument au côté des opprimés et des exploités. Cela vaut également pour la plupart des partis ou formations qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qui ont abandonné ou se sont écartés de ce terrain de classe pour finalement se placer au côté de leur propre impérialisme au nom d'un humanisme à cent balles ou de salon, c'est la raison pour laquelle ils soutiennent les entreprises guerrières de leur propre impérialisme, leur propre bourgeoisie, de l'Afghanistan au Mali. A vous de jugez si le M'PEP en fait partie.

Fraternellement.

Tardieu Jean-Claude

[Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste](#)

Situé dans la proche banlieue de la capitale syrienne, imaginez un instant quelle terribles conséquences aurait eu ce bombardement s'il avait atteint un dépôt de produits chimiques et d'explosifs. On mesure ici le degré de cynisme et de pourriture de l'Etat sioniste.

Le raid israélien en Syrie visait un centre de recherche sur les armes biologiques et chimiques - Lemonde.fr

L'aviation israélienne a bombardé mercredi près de Damas un site de missiles sol-air et un complexe militaire adjacent abritant des produits chimiques, l'Etat hébreu craignant des transferts d'armes au Hezbollah chiite libanais. Lemonde.fr 04.02

Commentaire d'un internaute

- "J'ignore si l'attaque était justifiée ou non, mais ce qui me choque c'est que le Monde présente comme un fait que l'attaque visait

un centre de recherche sur les armes chimiques et biologiques, alors que le journaliste n'en sait rien et qu'il se contente de répéter une affirmation du ministère de la Défense Israélien. Tout cela aurait du être écrit au conditionnel."

Le Réseau Voltaire avait précisé le 31 janvier les informations suivantes :

- Ce centre n'abritait ni Sam-7, ni armes chimiques. En effet, la destruction de Sam-7 aurait provoqué des explosions visibles depuis la capitale. Et la destruction d'armes chimiques prêtes à l'emploi (c'est-à-dire dont les composants ont déjà été mélangés) aurait provoqué une catastrophe.

Une source officieuse syrienne a indiqué au Réseau Voltaire que l'Armée arabe syrienne a saisi, il y a quelques jours, des matériels israéliens sophistiqués utilisés par les Contras et les avaient apportés dans ce Centre de recherche où ils devaient être démontés et analysés.

C'est probablement ce matériel que les Israéliens ont voulu détruire avant qu'il ne soit transporté en Russie ou en Iran. Le Centre avait d'abord été attaqué par des commandos au sol de l'Armée syrienne libre qui avaient été repoussés. Puis, l'Armée de l'air israélienne est intervenue elle-même pour effectuer le travail que les Contras n'avaient pas été capables de réaliser.

[Les sionistes se sentent chez eux sous le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius](#)

Le lobby pro sioniste US débarque en France!

C'est en France que la Conférence des dirigeants des juifs des Etats-Unis se réunira cette année pour tenir sa conférence annuelle! C'est dire à quel point le président Hollande, son premier ministre, son ministre des AE et autres responsables du pays que les membres de cette conférence projettent de rencontrer font l'objet d'une entière confiance de la part d'Israël. C'est le CRIF qui a organisé ce méga show où participeront quelques 100 chefs sionistes américains! french.irib.ir 04.02

ACTUALITÉ DU JOUR

[Récupération. Des paroles aux actes...](#)

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger reconnaît une fracture syndicale en France, plus particulièrement avec la CGT, mais insiste sur la persistance d'un dialogue, après l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé par sa centrale mais ni par FO ni par la CGT, dans un entretien aux Echos lundi.

"L'accord a mis en lumière les différences profondes d'approche du syndicalisme entre la CGT et la CFDT. La CGT dénonce mais ne s'engage pas et demande à l'Etat d'agir alors que nous nous engageons pleinement dans les négociations", affirme Laurent Berger au quotidien économique, pointant aussi un *"durcissement"* de ton de la CGT, selon lui, pas *"étonnant"* à l'approche de son congrès.

Interrogé sur les mots durs du patron de FO Jean-Claude Mailly à l'égard de l'accord, M. Berger a dit *"déplorer les excès dans l'expression"* et appeler *"à un peu plus de raison"*, ajoutant cependant: *"Mais nos relations ne sont pas si tendues"*. *"Il y a des divergences mais il n'y a pas de guerre syndicale"*, a-t-il ajouté en rappelant que des discussions en intersyndicale étaient actuellement en cours sur la qualité de vie au travail.

Très remontés contre l'accord sur l'emploi, qui selon elles vont accroître la précarité des salariés, CGT et FO veulent *"joindre leurs forces"* pour empêcher son adoption parlementaire, a indiqué dimanche M. Mailly. Selon le responsable de FO et son homologue de la CGT Bernard Thibault, le principe d'une action commune de leurs organisations *"dans les semaines qui viennent"* contre l'accord national sur la sécurisation de l'emploi est désormais acquis. AFP 04.02

Dans l'émission *«Tous politiques»* diffusée sur France-Inter, *«on nous verra sans doute dans la rue dans les semaines qui viennent, avec Force ouvrière»*, a encore déclaré le patron de la CGT. Lefigaro.fr 04.02

Laurent Berger est un jaune et le revendique, passons.

On a l'habitude des effets d'annonce, attendons de voir quelle action les dirigeants de la CGT et de FO vont proposer. Ce qui est sûr, c'est qu'en participant aux réunions qui ont permis l'existence de cet accord patronal, jusqu'à présent ils ont servi les intérêts du patronat, qu'ils l'aient signé ou non n'y changeant rien.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'ils ont évité au gouvernement et au patronat une grave crise sociale qui aurait pu déboucher sur une crise politique, vous avouerez au regard de la situation (actuelle) qui a découlé de leur participation à cet accord qu'on en est très éloigné. Finalement ne sont dupes que ceux qui veulent bien être dupés ou le feindre.

Le PS briseur de grève

Le Parti socialiste a demandé aujourd'hui qu'une "réponse rapide" soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire, alors qu'une nouvelle grève des salariés de Presstalis a très fortement perturbé la diffusion du Journal du Dimanche (JDD).

"Les multiples mouvements sociaux et actions de blocage qui perturbent régulièrement depuis plusieurs mois la distribution des journaux par le groupe Presstalis appellent à trouver une réponse rapide", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué.

"Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias", souligne-t-il.

"Le gouvernement précédent n'ayant pas agi à la hauteur des difficultés pourtant précisées à l'issue des Etats généraux de la presse début 2009, il faut aujourd'hui créer enfin les conditions durables, sereines et équitables de distribution de la presse entre les deux grands opérateurs que sont Presstalis et les Messageries lyonnaises de presse", poursuit-il.

Presstalis distribue 75% de la presse en France et 30.000 marchands de journaux, rappelle M. Buisson. lefigaro.fr 03.02

Hollande ou la voix de l'impérialisme américain. Plus qu'un "fardeau", un boulet, un joug insupportable.

«Bravo» d'un côté, «merci» de l'autre. Joe Biden et François Hollande ont multiplié les compliments ce lundi devant la presse à l'issue de leur entretien à l'Élysée.

Le vice-président américain, qui effectuait sa première tournée européenne depuis la réélection de Barack Obama, a félicité les forces françaises, «courageuses» et «compétentes», pour leur action «décisive» au Mali. Il a ajouté que les Etats-Unis soutenaient le déploiement d'une mission africaine, en souhaitant qu'elle devienne «aussi rapidement que possible» une mission onusienne de maintien de la paix. Le chef de l'Etat français a quant à lui exprimé sa «gratitude» pour le «soutien politique, matériel et logistique» des Américains.

Les divergences survenues sur le dossier malien avant l'intervention française semblent enterrées. «C'est du gagnant-gagnant», résume Thomas Snegaroff, chercheur à l'Iris et auteur de Les Etats-Unis pour les Nuls. Les Américains y trouvent leur compte parce que «ce qu'a fait la France, militairement et financièrement, correspond exactement à la politique de Défense de la nouvelle administration Obama». Selon cette doctrine, formalisée en janvier 2012, les Etats-Unis souhaitent en effet intervenir moins directement dans les conflits, et impliquer davantage l'Europe pour «partager le fardeau de la lutte contre le terrorisme». François Hollande y gagne lui aussi parce que le soutien de Joe Biden lui permet de montrer que Paris n'intervient pas seul au Mali.

Sur les autres dossiers abordés lors de leur entretien - la Syrie, l'Iran, la crise économique et l'environnement - Joe Biden et François Hollande ont affiché la même unité. Une entente bienvenue au moment où les Etats-Unis et l'Europe - son premier partenaire commercial – tentent de négocier un accord de libre-échange. 20minutes.fr 04.02

Ils n'en auront jamais assez ou comment compenser la baisse du taux de profit moyen

Le patron d'Airbus Fabrice Brégier estime que la France a "un problème lié au poids des charges sociales" mais qu'il est encore possible de produire dans le pays en réduisant ses coûts, dans un entretien au journal Les Echos paru lundi.

La France a un "problème spécifique lié au poids des charges sociales" comparé à l'Allemagne où des "entreprises y sont financièrement beaucoup plus saines, dégagent plus de résultats et ont aussi une capacité d'investissement très supérieure à celle des entreprises françaises".

Selon lui, "trop d'entreprises françaises sont en situation de survie et sont contraintes à consacrer toute leur énergie à une gestion à court terme. Ce sont devenus de vrais handicaps structurels".

Pour le patron de l'avionneur européen, l'image de la France "n'est pas bonne, notamment dans les pays anglo-saxons. Pourquoi ? Parce qu'un investisseur étranger veut être certain de pouvoir, sur la durée, maîtriser son investissement et en recueillir les fruits".

La France a-t-elle encore le temps pour se réformer ? lui demande-t-on.

"Il faut une prise de conscience. Espérons qu'elle interviendra avant que le pays ne s'enfonce un peu plus dans la crise", répond-il.

Citant le cas de son entreprise, M. Brégier explique qu'il a fallu faire comprendre et partager au personnel qu'en dépit de la croissance du groupe, les *"problèmes, liés à la non-intégration d'Airbus et au manque de compétitivité du fait du renchérissement de l'euro, étaient très sérieux"*. AFP 04.02

Qui spéculent sur l'euro pour le faire monter, mettre en difficulté la compétitivité des entreprises françaises face à leurs concurrents internationaux, pour ensuite justifier le démantèlement de la législation sociale, l'accord patronal du 11 janvier, et des exonérations de cotisations sociales qui viendront augmenter la dette de l'Etat et donc les intérêts versés aux marchés ? Les mêmes marchés, les banquiers, le cartel des banquiers de la Fed, Rothschild, Rockefeller, Soros, Buffet, JP Morgan, etc... et Goldman Sachs qui ne s'en cache même pas !

Et puis il ne faut pas penser l'économie à l'échelle d'une entreprise, d'un secteur d'activité, d'un pays mais à l'échelle de l'ensemble du capitalisme à l'échelle mondiale, sinon on ne peut pas comprendre les tenants et les aboutissants de ce genre de discours.

Nuance sémantique. Comment le "**ministre des banques**" pourrait-il être au service des travailleurs ? Impossible.

Interrogé sur le peu de critiques émises par les banques à propos de cette réforme, le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a répondu à l'AFP : *"je suis ministre des banques, puisque je suis ministre de l'Economie et des Finances"*. *"Quant aux banquiers, je suis leur partenaire, mais je ne suis pas leur ami, pas leur avocat"*, a-t-il immédiatement nuancé.

Il a rappelé que cette réforme visait à *"trouver le juste équilibre entre la moralisation, la régulation, la responsabilisation et en même temps permettre aux banques de poursuivre leurs activités au service de l'économie"*.

Les dirigeants de trois des plus grandes banques françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole SA) avaient estimé mercredi utile le projet de réforme bancaire du gouvernement, craignant uniquement son éventuel durcissement par le Parlement.

"Je discute avec les banquiers, dans un climat courtois, coopératif, mais aussi dans un dialogue vif et parfois tendu", a insisté M. Moscovici à qui une partie de la majorité reproche de ne pas être assez dur avec les banques.

Rappelant qu'il s'agissait de la transcription d'une promesse de campagne de François Hollande, il a assuré qu'il défendrait ce projet de loi *"avec beaucoup d'énergie, parce que je pense que c'est un très bon projet, un projet de gauche, réformiste et efficace"*.

"Cette loi sera une loi importante, elle restera, elle montrera ses vertus au fur et à mesure, son ampleur", a-t-il ajouté. AFP 04.02

Parole, parole, parole... On a déjà lu lors d'articles précédents que cette *"réforme"* n'empêcherait pas les banquiers de dormir tranquille, qu'ils l'approuvaient même, maintenant c'est normal qu'ils en réclament toujours plus, pas des nouvelles normes de régulation, mais qu'on les laisse faire leurs magouilles dans leur coin...

Secret de polichinelle. Juge et partie, blanchi par ses pairs.

Le comité de surveillance interne de l'Union européenne a absous, hier, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de tout soupçon de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), un forum international qui regroupe des dirigeants du secteur financier public et privé. Le médiateur européen, Nikiforos Diamandouros, avait ouvert une enquête à l'encontre de Mario Draghi en juillet à la suite d'une plainte de l'Observatoire européen des entreprises (CEO), une ONG soutenant que le Groupe des Trente est un *"instrument de lobbying"* visant à promouvoir des intérêts financiers privés.

Selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. Liberation.fr 04.02

Encore une affaire qui va se terminer à l'amiable par le versement d'une somme dérisoire.

L'agence de notation financière Standard and Poor's (S&P) a annoncé lundi qu'elle allait être visée par une procédure judiciaire des autorités américaines, qui l'accusent d'avoir sous-évalué les risques de certains actifs immobiliers à l'origine de la crise financière.

Le département de la Justice (DoJ) a informé l'agence de son intention de déposer une plainte civile contre elle, a indiqué l'agence dans un communiqué, où elle affirme qu'elle "*se défendra vigoureusement*" contre des accusations qu'elle juge "*erronées*" et "*injustifiées*".

S&P, une filiale du groupe de médias américain McGraw-Hill, a précisé que la plainte du ministère se concentrait "*sur ses notations en 2007 de certaines obligations américaines adossées à de la dette (collateralized debt obligations, CDO)*".

Ces titres financiers étaient basés sur des montages financiers complexes et liés à des emprunts immobiliers à risques dits "*subprime*".

L'exposition très élevée de nombreuses banques à ce type de produits avait été l'une des causes principales de la crise financière mondiale qui avait débuté en 2007-2008, conduisant à la faillite de banques comme Lehman Brothers mais aussi à la ruine de nombreux épargnants.

Les grandes agences de notation (S&P, mais aussi ses concurrentes Moody's et Fitch) ont été beaucoup critiquées pour ne pas avoir vu venir la crise, et les législateurs des deux côtés de l'Atlantique ont tenté d'en tirer les leçons en régulant davantage leur activité. Mais ce serait la première fois que l'une d'entre elle serait traînée directement devant la justice par les autorités américaines, qui jusqu'ici s'en étaient surtout prises aux banques.

Dans son communiqué, S&P assure qu'elle "*regrette profondément que ses notations des CDO aient échoué à anticiper totalement la rapide détérioration des conditions sur le marché hypothécaire américain durant cette période tumultueuse*".

L'agence fait toutefois valoir que ses analystes "*ont travaillé avec diligence pour faire face à un environnement sans précédent, changeant rapidement et de plus en plus volatil*".

Elle rappelle notamment avoir abaissé ses notes sur une série d'autres actifs financiers liés aux prêts hypothécaires (residential mortgage-backed securities, RMBS) et lancé à plusieurs reprises des avertissements sur la détérioration du marché immobilier.

"*Ces mesures fortes se sont avérées insuffisantes, mais elles montrent que le DoJ aurait tort d'affirmer que les notes de S&P étaient motivées par des considérations commerciales et pas octroyées de bonne foi*", indique-t-elle.

S&P dit avoir tiré les leçons de la crise en investissant 400 millions de dollars depuis 2007 pour renforcer ses systèmes d'évaluation. Mais elle rappelle aussi qu'elle n'est pas la seule à n'avoir pas évalué correctement l'ampleur de la crise.

Elle remarque ainsi qu'elle a "*examiné les mêmes données sur les emprunts obligataires à risque que le reste du marché, y compris des responsables du gouvernement américain qui ont dit publiquement en 2007 que les problèmes sur le marché du subprime semblaient maîtrisés*".

"*De manière regrettable, l'ampleur, la profondeur et les effets de ce qui s'est passé ont été plus importants que ce que nous, comme tous les autres, avions prévu*", dit-elle encore. AFP 04.02

Allez, faute avouée à moitié pardonnée, faites-nous un chèque, on vous laisse déterminer le montant de l'amende que vous êtes prêt à payer et n'en parlons plus....

[De la menace au passage à l'acte il y a parfois un océan impossible à franchir. Des bonnes intentions affichées sans lendemain.](#)

Des "*erreurs*"... ochestrées, programmées qui ont permis de se servir dans les poches des contribuables pour renflouer les banques, l'objectif a été atteint, mieux dépassé puisqu'il a débouché sur de nouvelles et brutales mesures d'austérité contre les travailleurs britanniques.

Que le ministre des Finances George Osborne ait choisi le siège de la banque américaine JP Morgan pour annoncer ses intentions en dit plus que de longs discours sur ses bonnes dispositions envers les banquiers, surtout depuis qu'un protégé de Goldman Sachs est à la direction de la Banque d'Angleterre. Rappelons-nous que ce sont eux qui font les Premiers ministres et les ministres des Finances notamment, pas seulement en Grande-Bretagne, y compris les Présidents ou Chanceliers dans d'autres pays.

Donc pour lire cet article, il faut avoir à l'esprit qu'Osborne s'adresse dans l'enceinte de la banque américaine JP Morgan à gens qui sont capables de décrypter son discours... qui finalement ne les concerne pas vraiment !

- Musclant sa réforme sous la pression du Parlement et de l'opinion, le gouvernement britannique a menacé lundi les banques

de séparer purement et simplement leurs activités de détail et d'investissement si elles ne respectaient pas les nouvelles règles, une décision critiquée par la City.

Le ministre des Finances George Osborne a choisi le siège de la banque américaine JP Morgan à Bournemouth, dans le Dorset (sud de l'Angleterre), pour présenter son projet, le jour même de l'arrivée du texte devant la Chambre des Communes.

"Mon message aux banques est clair: si une banque passe outre les règles, le régulateur (la Banque d'Angleterre, ndlr) et le Trésor auront ensemble le pouvoir d'opérer une séparation totale" entre banque de détail et d'investissement et "pas juste un cloisonnement", a déclaré le Chancelier de l'Echiquier, qui souhaite que la loi soit votée d'ici début 2014.

"Nous n'allons pas répéter les erreurs du passé (...) nous allons prendre les devants en nous armant. Dans le jargon, nous allons +électrifier la cloison+", a-t-il ajouté. "Les Britanniques ont besoin de savoir que les leçons ont été retenues".

"Notre pays a payé un prix plus élevé que toute autre économie majeure en raison de ce qui allait très mal dans notre système bancaire. La colère que ressent la population est vraiment réelle", a insisté M. Osborne, en référence aux dizaines de milliards de livres déboursés par Londres pour sauver les banques lors de l'explosion de la crise financière en 2008-2009.

"Plus de récompenses pour les faillites. Plus de +trop grand pour faire faillite+. Plus de contribuables allongeant la monnaie pour les erreurs des autres", a encore dit le ministre.

Après avoir appelé à ne pas *"détricoté le consensus atteint sur les deux dernières années"*, M. Osborne a donc finalement accepté de durcir sa réforme à la suite de la publication fin décembre du rapport de la commission parlementaire sur les *"normes bancaires"*, créée après l'éclatement du scandale du Libor.

Le projet initial, basé sur les conclusions de la commission Vickers, prévoyait un cloisonnement d'ici 2019 entre les activités de banque de détail et d'investissement, qui disposeront de leurs dirigeants propres et d'une gestion des risques séparée mais resteront toutefois au sein de la même entité.

Mais la commission parlementaire avait appelé le gouvernement à aller plus loin et prôné une *"électrification"* de la cloison via l'inscription dans la loi de la possibilité de séparer purement et simplement les activités si le cloisonnement s'avérait insuffisant.

L'arrivée de cette réforme bancaire durcie devant le Parlement intervient alors que la finance n'a jamais eu aussi mauvaise réputation auprès de la population britannique.

Après Barclays et la suisse UBS, Royal Bank of Scotland, qui a été sauvée par l'argent du contribuable, devrait être condamnée à son tour ces jours prochains à une lourde amende pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor. Une affaire qui a été un *"catalyseur"* du changement nécessaire du secteur bancaire, selon M. Osborne.

Mais si le ministre a promis qu'il voulait que la City de Londres reste dans l'avenir *"le centre mondial de la finance"*, les banquiers britanniques sont immédiatement montés au créneau contre son projet de réforme.

"Cela va créer de l'incertitude pour les investisseurs et rendre plus difficile pour les banques de lever des capitaux, ce qui signifiera que les banques auront moins d'argent à prêter aux entreprises", a mis en garde Anthony Browne, directeur général de l'association des banquiers britanniques BBA. AFP 04.02

[Une déclaration de guerre à peine voilée à la Chine.](#)

Alors que se multiplient les cyberattaques contre des médias américains attribuées à la Chine, Washington est sur le point de se doter de nouvelles règles encadrant les pouvoirs de l'armée et des agences de renseignement pour se défendre ou riposter en pareil cas. Cette réglementation secrète conférerait au président Obama de vastes pouvoirs, comparables à ceux qu'il utilise déjà en déployant des drones, y compris dans des pays non déclarés *"zones de guerre"*, indique, dimanche 3 février, le New York Times, l'un des journaux visés par les cyberattaques.

Après le prestigieux quotidien qui, le 30 janvier, avait révélé avoir été visé pendant quatre mois par des hackers chinois peut-être liés au gouvernement, le Wall Street Journal, puis Twitter et le Washington Post, ont reconnu avoir été victimes d'agressions semblables.

A chaque fois, les autorités chinoises – à commencer par le ministère de la défense nationale, mis en cause par le New York Times – ont vigoureusement réfuté les accusations. *"Même ceux qui disposent d'une connaissance limitée d'Internet savent que les cyberattaques sont masquées et ignorent les frontières"*, s'indigne à son tour lundi 4 février, le Quotidien du peuple, organe officiel du Parti communiste chinois. L'Amérique continue d'accuser la Chine de piratage informatique, en jouant de la rhétorique de

la "*menace chinoise*" dans le cyberspace, ce qui offre ainsi un nouvel argument aux Etats-Unis pour tenter d'endiguer la Chine."

Selon le New York Times, les attaques ont commencé après que le journal a publié, le 25 octobre, un article mettant en cause le premier ministre Wen Jiabao et révélant que ses proches avaient accumulé des milliards de dollars dans des affaires commerciales.

"*Les attaques sont parties des mêmes ordinateurs d'université que ceux utilisés dans le passé par l'armée chinoise pour attaquer des entreprises sous contrat avec l'armée américaine*", a indiqué le quotidien, citant "des experts en sécurité informatique". Les pirates se sont emparés de courriers électroniques et de documents en s'introduisant dans les courriels des journalistes ayant enquêté sur les proches de Wen Jiabao.

La cybermenace chinoise est prise très au sérieux par Eric Schmidt, président de Google, société également visée. Dans un livre à paraître en avril, il qualifie la Chine de pirate "*le plus sophistiqué et le plus prolifique*". Plusieurs experts cités par la presse américaine qualifient l'implication de Pékin d'"*évidente*". lemonde.fr 04.02

Que valent les "*révélations*" du New York Times ou d'autres médias américains quand on sait que la totalité de leurs dirigeants ont participé aux réunions du groupe Bilderberg ou encore celles d'"*experts en sécurité informatique*" qui font partie de l'élite intellectuelle recrutée par le CFR ou qui ont été sélectionnés sur la base de leur adhésion à l'idéologie néo conservatrice, dont les promoteurs ou patrons se trouvent aujourd'hui à la Fed et contrôlent le gouvernement, les institutions, l'armée, Wall Street, les principales banques et institutions financières, les multinationales, l'ensemble des médias, des universités, des laboratoires de recherche, etc. ?

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Le maître et son valet.](#)

- Rencontre Biden-Hollande : Lune de miel à Paris - 20minutes.fr

- François Hollande et Joe Biden, le parfait accord - LePoint.fr

Vive le front unique... impérialiste !

[Certes, en voilà un qui sait de quoi il parle !](#)

- Hervé Morin: "*Plus facile de se faire applaudir à Bamako qu'à Florange*" - AFP

[L'essentiel n'est-il pas d'avoir nourri des illusions dans Hollande et le PS ?](#)

- Pétroplus : les chances de trouver un repreneur "*limitées*" - Le Nouvel Observateur

Matignon annonce qu'un "*plan social*" a été évoqué, dans l'hypothèse où "*aucune offre crédible*" de reprise de la raffinerie ne serait trouvée. Le Nouvel Observateur 04.02

- Goodyear: la CGT ne refusera pas "*un plan convenable*" - L'Expansion.com

[Un régime "*ami*" de la France !](#)

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

5 ans, quel monstre !

Mais après tout, peut-être qu'un jour ce sera la norme, au nom de l'égalité.

Il y a quelques jours encore le ministre français de la guerre Le Drian s'est rendu en Arabie Saoudite pour rencontrer les dignitaires de cette grande démocratie...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

C'est une incroyable découverte faite par les gendarmes de la section de recherches de Paris, chargée de l'enquête dans l'affaire de la guerre du Golfe. Le 20 juillet 2005, les enquêteurs se rendent au bastion XIV, où l'armée de l'air conserve ses archives à Paris. Ils vont y consulter les documents classés secret-défense, dont la juge a pu obtenir la déclassification. Ils comprennent alors qu'une partie de ces documents a été détruite! « *Mentionnons que, lors de la réponse du service historique de l'armée de l'air, il nous avait été indiqué que, lors de la réception des archives de la guerre du Golfe, pour les bases aériennes de Riyadh et d'Al-Ahsa, se trouvaient des procès-verbaux faisant état de la destruction de 200 documents classés secret-défense* », écrivent les gendarmes sur procès-verbal.

Quels étaient ces documents? Comment et pourquoi ont-ils été détruits. Mystère. Certains vétérans émettent l'hypothèse que ces documents auraient pu faire référence à des munitions à uranium appauvri que l'armée aurait voulu faire disparaître, ou des références à des stocks de ces munitions. Selon l'article 413-10 du Code pénal, la destruction de documents secret-défense est illégale et punie de sept ans de prison et 100 000 € d'amende. Leparisien.fr 04.02

2- Egypte

Le ministre égyptien de la Culture, Mohamed Saber Arab, a présenté lundi sa démission pour protester contre des brutalités policières, qui ont ravivé les appels à une réforme de l'appareil policier en Egypte, une revendication-clé lors de la révolte il y a deux ans.

Sur une vidéo qui a choqué l'opinion publique, on voit des policiers battre l'homme avec des matraques, le bousculer et le dévêtir, avant de le traîner au sol, puis de l'embarquer dans un fourgon blindé posté devant le palais.

Hamada Saber Mohamed Ali, un père de famille de 50 ans, qui avait initialement assuré avoir été attaqué par des manifestants et secouru par la police, est finalement revenu sur cette version peu crédible, déjà démentie par des proches qui ont fait état de pressions pour dédouaner la police.

En outre, le décès d'un militant lundi après sa détention par la police a exacerbé les esprits.

La police a fait usage de gaz lacrymogène contre des manifestants qui protestaient près de la préfecture à Tanta, dans le delta du Nil, peu après l'enterrement du militant dans cette ville, selon des témoins.

Les protestataires ont jeté des pierres en direction des policiers, selon la même source.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi.

"*Il est mort des suites de la torture*", a affirmé son parti, le Courant populaire, dans un communiqué.

"*Il n'est pas le seul à mourir (sous la torture) sous Morsi. Mais comme c'est un militant, son nom nous est familier*", a déploré Hossam Bahgat, directeur de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne (EIPR), l'une des principales organisations de défense des droits de l'Homme du pays.

Des photos le montrant à l'hôpital, le visage meurtri, ont circulé sur les réseaux sociaux et des militants l'ont présenté comme le nouveau Khaled Saïd, un Egyptien battu à mort par la police en 2010 et devenu depuis un symbole de la lutte contre les brutalités policières.

Embarrassé, la présidence a indiqué avoir demandé au parquet d'enquêter sur les circonstances du décès de M. Guindi et a exclu "*un retour aux violations des droits des citoyens et des libertés après la révolution*" qui a provoqué la chute de Hosni Moubarak.

Il y a deux ans, la réforme de la police, accusée de bénéficier d'une impunité systématique pour ses nombreuses exactions, était

l'une des principales revendications des Egyptiens descendus dans les rues.

"*La police égyptienne pratique systématiquement la violence et la torture, parfois elle tue*", a dénoncé l'EIPR dans un rapport publié la semaine dernière, en indiquant enquêter sur des dizaines de cas de torture ces derniers mois.

"*Il n'y a pas eu de changement de fond, ni même une amélioration cosmétique, dans l'appareil policier en matière de structure administrative, de prise de décision, de contrôle du travail de la police, ou de réforme et de renvoi des officiers et agents responsables de torture et de meurtres*", selon l'ONG.

"*Les jeunes sont encore torturés et tués dans leur quête de dignité*", a souligné Mohamed ElBaradei, une figure de proue de l'opposition. AFP 04.02

Alors en cas de révolution prolétarienne, faut-il ou non détruire l'Etat bourgeois de fond en comble, liquider la totalité de ses institutions dont la police, l'armée, sa justice, etc. ? Il n'y a rien de pire que la demi-mesure en la matière car cela permet à la réaction de se refaire, de se réarmer pour préparer sa prochaine offensive... Avis aux aventuriers ou à ceux qui prêtent une oreille bienveillante aux charlatans.

3- Syrie

«*Le bateau, arraisonné, au Yémen, transportait des armes et des munitions, pour les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie*», a rapporté le quotidien "Al-Awla", citant des sources bien informées.

Ce bateau avait été arraisonné, par la marine américaine et yéménite, aux larges des côtes du Yémen. En provenance de l'Ukraine, ce bateau partait pour la Syrie. Les armes et les munitions qu'il transportait devaient être livrées à l'ASL. Ce, alors que certains médias, affiliés à l'Arabie saoudite, avaient diffusé de fausses informations, comme quoi ce bateau transportait des armes de fabrication iranienne. french.irib.ir 04.02

4- Turquie

La Turquie d'Erdogan va de scandale en scandale! Selon des informations fuitées, à partir des sources proches de l'opposition anti-Assad, les éléments des services du renseignement turc recommandent aux dirigeants des terroristes salafo-wahhabites, en action, en Syrie, d'avoir recours à "*l'arme du viol*"!!

"*La société syrienne doit, non seulement, perdre ses infrastructures et ses institutions, mais aussi, son héritage moral, et biologique*"!!, auraient dit ces éléments aux Salafistes d'Al-Nosra et co! C'est Al-Nakheel, qui rapporte cette terrible information : "*Erdogan a, en personne, donné son approbation à l'usage massif du viol, comme arme de destruction, et ce, alors que la Turquie ne cesse d'enfourcher, à tout va, le cheval du respect des droits de l'Homme, et qu'il se dit, en la matière, irréprochable*"! L'hypothèse avancée par l'esprit diabolique d'Erdogan et de ses généraux est la suivante : "*Le viol corrompra les femmes syriennes et elles donneront naissance à des enfants corrompus, et ainsi, toute la société s'effondrera, en moins de deux générations*"

L'idée n'est rien moins que d'une guerre d'épuration ethnique. Selon cette information, Erdogan aurait donné l'ordre du viol des femmes et des filles, dans les quartiers sous contrôle des miliciens, et ce, non obstant le fait que ces femmes soient anti ou pro-Assad. Ce seront les quartiers chrétiens qui seront visés les premiers. Les officiers turcs seraient même allés jusqu'à affirmer aux miliciens que "*le viol n'a pas besoin d'être autorisé par la religion*"! Pour le moment, et d'après le site Al-Nakheel, les dirigeants de l'ASL et des miliciens auraient refusé d'obéir, mais les officiers turcs les auraient menacés de mort!! french.irib.ir 04.02

SOCIAL

1- France

1.1- PSA.

La grève qui paralyse l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis la mi-janvier se poursuivait lundi matin, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction. "*La grève continue, il y a toujours autant de grévistes (environ 440, selon la CGT, ndlr) et la direction n'a pas eu la force de redémarrer les chaînes*", a indiqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué du syndicat CGT (28%) qui a appelé à la grève, rejoint par SUD (10%) et la CFDT (4,9%).

"*Il y a toujours un absentéisme très élevé*", a pour sa part indiqué une porte-parole de la direction, selon laquelle des oeufs ont

été jetés par des grévistes, qui ont également fait éclater des pétards dans les ateliers. *"Il n'y a pas de production aujourd'hui et la situation est tendue"*, a également dit Brahim Loujahdi, délégué CFTC, à l'AFP, décrivant l'explosion de *"pétards au ferrage"*, l'un des trois ateliers de l'usine.

Les autres syndicats de l'usine, dont le syndicat maison majoritaire SIA (40% aux dernières élections sur une liste commune avec la CFTC), FO (12%) et la CFE-CGC (4%) ont appelé il y a dix jours à une reprise du travail et dénoncé des *"pressions"* sur les non grévistes.

Quatre ouvriers soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier sont convoqués mardi en début d'après-midi pour un entretien en vue de leur licenciement. Un rassemblement de soutien est prévu à partir de 13H30 sur le parking de l'usine, avec Pierre Laurent et Marie-George Buffet, secrétaire national et députée du PCF, Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, Olivier Besancenot, ex-candidat du NPA à la présidentielle de 2007, et Nathalie Arthaud, ex-candidate Lutte ouvrière à la présidentielle de 2012, ainsi que des élus locaux communistes et socialistes, selon M. Mercier. AFP 04.02

Le problème, c'est qu'après voir tenu un double langage pendant des mois, avoir fait preuve d'un manque de détermination, avoir refusé d'appeler immédiatement à la grève illimitée avec occupation, ils sont parvenus à diviser et démoraliser, démobiliser une grande partie des ouvriers, et c'est uniquement lorsqu'ils sont parvenus à ce résultat qu'ils manifestent leur détermination, et encore des mots d'ordre contradictoires circulent accentuant la confusion, bref, quand il est trop tard, c'était prémédité, calculé, bien joué, nous ne sommes pas dupes !

1.2- Freescale déménagement !

Des équipements de l'usine de semi-conducteurs Freescale de Toulouse, qui a fermé ses portes l'été dernier avec comme conséquence près de 400 licenciements, sont en route pour la Chine après avoir été rachetés par un groupe chinois, selon une source syndicale.

"L'entreprise chinoise Shang Sha a racheté les équipements et indiqué sans ambiguïté sa volonté de remonter l'usine en Chine", a déclaré lundi dans un communiqué la CGT de Freescale.

"Nos machines vont être remontées en l'état. Elles ne vont pas faire autre chose que des semi-conducteurs", s'est indigné un responsable du syndicat, en contestant l'*"obsolescence technologique"* de ces équipements, la raison invoquée par Freescale pour arrêter la production de son site de Toulouse.

La direction de l'entreprise, qui a conservé ses activités de recherche & développement, a nié pour sa part toute idée de délocalisation cachée de la production.

"Il n'y a aucun lien entre Freescale et cette entreprise", a-t-elle dit. *"Nous nous sommes engagés à donner accès à nos équipements dans le cadre d'une vente, mais nous ne fournissons ni les compétences ni les recettes."*

Elle fait valoir en outre qu'une partie des équipements de l'unité de production de Toulouse a été rapatriée aux Etats-Unis pour servir de pièces détachées, une autre donnée au LaaS/CNRS de Toulouse et une autre cédée à une PME locale. Le reste a été mis sur le marché. Reuters 04.02

1.3- Juy : 120 emplois menacés.

Les 120 salariés du site de Juy, entreprise d'emboutissage et tôlerie industrielle, bloquent leur usine de Crépy-en-Valois depuis ce matin après avoir appris qu'ils ne toucheraient pas leurs salaires du mois de janvier. *«Pire, on vient d'apprendre que le site de Montataire et notre entreprise à Crépy allaient sûrement être liquidés»*, explique Johann Lefort, ouvrier depuis seize ans dans l'entreprise. Le mouvement devrait continuer toute la semaine, le temps pour eux d'avoir plus d'informations sur le devenir de l'entreprise.

Fait rarissime, le directeur de Juy a décidé de se désolidariser du propriétaire des lieux, vu que, lui aussi, *«n'a pas touché de salaire en janvier»*, explique un syndicaliste. Le site de Crépy a été racheté en 2012 par Guido Dumarey, industriel belge. *«Il nous a promis monts et merveilles et voilà ce que l'on récolte... C'est dur.»* A Montataire, l'ex-usine Still, également reprise en juillet 2012 par le même patron, est aussi menacée. Une petite soixantaine de salariés ont été gardés par le nouvel acquéreur, ils étaient 235 encore à travailler sur place il y a un an. Leparisien.fr 04.02

1.4- Contralco supprime 3 emplois sur 4

La société Contralco à Gignac (Hérault), qui avait déjà réduit mardi ses effectifs de 310 à 160 emplois, a annoncé lundi la suppression de 76 nouveaux postes en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests.

Au total, en une semaine, le numéro un mondial des éthylo-test jetables a donc fait baisser ses effectifs de 310 à 84 personnes par la non reconduction de contrats en CDD ou d'intérimaires, a indiqué la direction, précisant que le prochain volet de départs, s'il devait y en avoir un, concernerait cette fois les personnes en contrat à durée indéterminée (CDI).

Les salariés de Contralco annoncent qu'ils manifesteront mardi en début d'après-midi devant la préfecture de l'Hérault à Montpellier. AFP 04.02

2- Espagne

Le chômage est reparti à la hausse en Espagne au mois de janvier, avec 4,98 millions de demandeurs d'emploi, a annoncé lundi le ministère de l'Emploi, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Ces données sont différentes des chiffres trimestriels publiés par l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte et sert de référence. Selon l'Ine, le taux de chômage a franchi une nouvelle barre historique fin décembre, à 26,02%. AFP 04.02

3- Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a annoncé lundi une augmentation de 52% du salaire minimum des ouvriers agricoles, répondant à un violent mouvement de protestations qui a agité l'arrière-pays du Cap depuis novembre.

"Le nouveau niveau du salaire sera fixé à 105 rands (8,75 euros) du 1er mars 2013 au 28 février 2014", a annoncé la ministre du Travail Mildred Oliphant, alors que les grévistes réclamaient 150 rands par jour. Le salaire actuel est de 69 rands (5,75 euros). AFP 04.02

4- Chine

Foxconn, le sous-traitant taiwanais d'Apple, prépare une révolution dans ses usines chinoises, selon le Financial Times. Foxconn va pour la première fois autoriser une représentation syndicale afin d'améliorer les relations sociales de plus en plus tendues avec sa main d'œuvre. Lefigaro.fr 04.02

SOCIÉTÉ

L'opium du peuple était vicié !

Un réseau criminel soupçonné d'avoir truqué 380 matches de football, dont des rencontres de Ligue des Champions et de qualification pour la Coupe du monde, a été démantelé, a annoncé aujourd'hui l'Office européen de police Europol.

"Il nous semble clair qu'il s'agit de la plus grande enquête de tous les temps sur des matches truqués présumés", a déclaré le directeur d'Europol Rob Wainwright lors d'une conférence de presse à La Haye, soutenant que 425 arbitres, dirigeants de clubs et joueurs, notamment, sont soupçonnés d'avoir pris part au trucage des matches. AFP 04.02

[Haut de page ↗](#)

Le 6 février

CAUSERIE

Je commencerai ce soir à archiver les articles de janvier.

Des députés (PS) pris en flagrant délit en train de jouer au scrabble ou à d'autres jeux dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale en plein débat, quoi de plus normal.

A propos de l'action que doivent proposer la CGT et FO dans le prolongement de l'accord patronal du 11 janvier, à lire leur

intervention chez PSA, Renault et Goodyear, on est en droit de douter fortement de leur volonté de mobiliser les travailleurs et les militants pour exiger son retrait, d'ailleurs rien ne dit (à ma connaissance) que c'est sur ce mot d'ordre que sera organisée cette action.

Qui a dit ?

- « *Je ne comprends pas les réticences en ce qui concerne l'utilisation de gaz. Nous avons définitivement adopté à la Conférence de paix la position de retenir le gaz comme méthode permanente de guerre... Je suis fortement en faveur de l'usage de gaz toxiques contre des tribus qui ne sont pas civilisées* »

Réponse : Winston Churchill , War Office Minute, 12 mai 1919.

Ses semblables ne viendront pas se plaindre quand on emploiera des moyens aussi expéditifs pour débarrasser définitivement l'humanité de cette pourriture.

Dites-nous après avoir lu ce discours si nous exagérons quand nous prétendons que la lutte de classe n'a vraiment rien d'une balade tranquille, et qu'on doit construire un parti de combattants révolutionnaires au caractère trempé comme de l'acier et non de molassons prêts à déguerpier ou désertir au son du premier coup de canon ?

Comment, on ne vous a pas tenu ce langage ? Eh bien, une fois de plus on vous a caché la vérité ! Si elle vous effraie courez vite vous réfugiez dans les jupons de votre mère. Sans plaisanter, on vous rend service et on vous sauve peut-être la vie en vous donnant ce conseil.

Qu'est-ce vous aviez cru? Qu'on vous racontait des salades? Que nous versions volontairement dans un discours outrancier pour se donner un genre ou passer pour plus révolutionnaire que le voisin ? Si vous l'avez cru vous vous êtes trompés. Il va arriver un moment où tout ou presque ce que nous avons écrit sur le parti va remonter à la surface, pour s'apercevoir que nous ne nous étions pas trompé ou que nous n'étions pas bien loin de la vérité, hélas sans doute trop tard comme c'est parti, mais il ne faut jamais désespérer.

Bon, d'accord cette citation remonte à près d'un siècle, mais quand on a observé les armes qu'ils ont utilisées dans toutes leurs guerres depuis celle des Balkans jusqu'à celle contre la Libye en passant par l'Afghanistan et l'Irak, vous ne pensez pas qu'elles sont tout aussi terrifiantes ou pire encore, sans parler du recours à la torture systématiquement, il y a encore un article sur ce sujet dans cette page.

Je ne comprends pas comment on peut faire prendre conscience à quelqu'un de quelque chose en lui cachant la vérité ou une partie de la vérité, cela me dépasse. Avec un enfant, cela se conçoit très bien et c'est préférable dans des bien des cas, mais nous ne sommes pas des enfants, nous avons la capacité de comprendre les choses dès lors qu'on les met à notre portée, non ?

Cela ne m'empêche pas d'être d'excellent humeur et d'avoir le moral au beau fixe, j'espère vous le communiquer un peu chaque jour. Car je continue de penser que nous avons les moyens de vaincre notre ennemi, et que les travailleurs et les militants sont parfaitement capables de comprendre notre discours à partir du moment où on prend la peine de leur donner les clés pour en saisir la substance. Dans le cas contraire, c'est à nous de revoir notre copie.

Nous allons continuer ce travail d'explication, lent, ingrat, laborieux, sans résultat apparent, peu importe, il faut laisser le temps aux idées de mûrir, Lénine estimait que c'était une grande partie de notre tâche et que c'était une grave erreur de la négliger, il avait raison.

Je regrette qu'aucun parti ne reprenne cette méthode à son compte. J'étais prêt à me mettre à son service pour peu qu'il estimerait mon travail valable ou présentant un intérêt, ce n'est hélas pas le cas. Je ne vais pas à nouveau me lancer dans une polémique à ce sujet, pour parler vulgairement on est assez dans la merde comme cela.

Comme disait Germain, mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne chez Bic à Clichy, nous sommes mercredi après-midi, on a basculé, on arrivera bien au bout de cette foutue semaine de boulot, il voulait dire par là qu'on a déjà effectué la moitié du parcours qui nous mène au week-end de repos bien mérité, paix à son âme, Papi, en ayant une pensée pour tous les ouvriers qui en chient quotidiennement pour pas grand chose.

Courage camarades, gardez le moral, le capitalisme appartient au passé, l'avenir nous appartient, on vaincra et vive la révolution socialiste internationale !

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande de guerre. Au tour du Liban !

Titre

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien AFP 05.02

Le régime bulgare de type mafieux entretient des relations avec l'Etat sioniste, ce qui n'est un secret pour personne.

A défaut de certitudes, de preuves irréfutables, dans l'impossibilité de les rendre publiques, les Etats-Unis et son allié sioniste au Proche-Orient ainsi que l'Union européenne, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien dirigeant Rafic Hariri n'étant pas parvenus à présenter des éléments à charge ou suffisamment crédibles impliquant le Hezbollah dans son assassinat, cherchent depuis des années le moyen d'inscrire ce mouvement chiite libanais sur leur liste noire des organisations terroristes qui doivent être combattues par tous les moyens. On sait ce que cela signifie dans la bouche des dictateurs de la Maison Blanche ou de Jérusalem qui kidnappent, torturent, et liquident des personnes (militants ou scientifiques, simples opposant jugés embarrassant) à travers le monde en piétinant au passage la souveraineté des Etats, des nations indépendantes dans lesquels leurs services secrets passent à l'action, qui n'ont commis parfois comme seul crime que d'appartenir à des organisations qui figurent sur leur liste noire, voilà qu'ils auraient enfin trouvé la fameuse preuve qu'il leur faisait défaut depuis si longtemps, c'est en tout cas ce que prétendent les autorités bulgares.

Elles se sont empressées d'informer leurs maîtres des conclusions de leur "enquête", qui se sont jetés comme des bêtes habitées par une haine féroce sur cette os à ronger promettant déjà de prendre "*des mesures préventives*" (John Brennan, probable futur chef de la CIA) contre le Hezbollah, menace qui pourrait servir de déclencheur ou de prétexte à une opération de déstabilisation du Liban qui figure par ailleurs sur la liste des pays que l'impérialisme américain a ciblé comme objectif de sa guerre contre le terrorisme depuis bientôt dix ans, en fait pour remodeler toute la région pour mieux s'accaparer ses richesses.

Après l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye, la Syrie, le Mali, ce serait au tour du Liban en attendant de s'attaquer à l'Iran, à l'Algérie...

Nous allons voir que ces accusations ne sont pas sans incohérences ou demeurent approximatives, sans réponses sur certains aspects déterminants. Le langage guerrier est de rigueur, cela va de soi. Une guerre préventive au nom de la démocratie comme les aiment tant Kouchner, Sarkozy, Blair, Cameron, Bush, Obama et maintenant Hollande et Fabius.

- La Bulgarie a désigné mardi le Hezbollah comme étant derrière l'attentat anti-israélien meurtrier du 18 juillet 2012 à Bourgas (est), conduisant les Etats-Unis et Israël à demander à l'Europe d'agir face à la menace de ce mouvement chiite libanais.

Accusé d'être mêlé à un simple attentat, et voilà le Hezbollah transformé en une menace planétaire, rien de moins !

- "*Il y a des informations concernant des financements et une appartenance au Hezbollah de deux personnes*", dont l'auteur de l'attentat, a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Tsvetan Tsvetanov.

Quelles informations ? Inutile de les attendre il ne les fournira pas, il faudrait croire ce voyou sur parole.

- "*Nous pouvons en tirer la conclusion légitime que les deux personnes, dont l'identité a été établie, font partie à l'aile militaire du Hezbollah*", a-t-il indiqué.

Sans ces éléments, nous ne pouvons en tirer aucune conclusion.

- Washington a rapidement réagi à la nouvelle, qui avait déjà filtré dans plusieurs journaux américains mardi. Le conseiller spécial du président Barack Obama pour la lutte contre le terrorisme, John Brennan, probable futur chef de la CIA, a ainsi demandé aux pays européens de prendre "*des mesures préventives*" pour mettre au jour les infrastructures du Hezbollah ainsi que ses réseaux opérationnels et financiers.

En fait, c'était un secret de polichinelle, ce qui a gâché un peu cette mise en scène grotesque. Passons sur la menace que nous avons déjà évoquée précédemment.

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a, pour sa part, appelé l'Union européenne à "*tirer les conclusions quant à la vraie nature du Hezbollah*".

A croire que ce mouvement existerait depuis peu et que personne ne connaissait sa nature, formidable, non ?

- L'Etat hébreu a accusé depuis le jour de l'attentat l'Iran d'en être le commanditaire, et ce mouvement chiite libanais d'en avoir été l'exécutant, ce que Téhéran nie.

La conclusion de cette "enquête" coïncide exactement avec les accusations formulées par l'Etat sioniste avant même qu'elle ait eu lieu, extraordinaire, pour un peu ils auraient pu désigner le Hezbollah et l'Iran avant même que cet attentat se produise, ils sont décidément très forts au Mossad.

- Sans se prononcer sur le résultat de l'enquête de Sofia, le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a estimé qu'il fallait encore examiner "sérieusement" les implications des déclarations bulgares. "L'UE et les Etats membres examineront la réponse appropriée en fonction de tous les éléments identifiés par les enquêteurs", a-t-elle déclaré.

Apparemment Ashton n'aurait qu'une confiance limitée dans les autorités de Sofia, elle doit avoir ses raisons, au point de douter à demi-mot du sérieux du résultat de leur "enquête", qui semble être le produit de l'imagination des sionistes.

- Le ministre bulgare des Affaires étrangères Nikolay Mladenov a déclaré que "la Bulgarie présentera les résultats de l'enquête à ses partenaires européens et discutera avec eux des mesures à prévenir des attaques terroristes pareilles à l'avenir".

Il présentera les résultats de son "enquête", ce qui ne signifie pas qu'il leur livrera forcément tous les éléments qui ont servi à parvenir à ces résultats, or c'est la clé de cette affaire, cet attentat a très bien pu être organisé par la CIA ou le Mossad. En dehors du fait qu'il faudrait anéantir la capacité de nuisance du Hezbollah, donc s'attaquer à son quartier général situé au Liban, on ne voit pas comment ils pourraient s'y prendre autrement, ce qui signifie mener une guerre contre ce pays.

- Le ministre s'est entretenu au téléphone mardi avec son homologue libanais Adnan Mansour. Il a également accueilli les ambassadeurs des pays arabes à Sofia pour les informer des résultats de l'enquête sur l'attentat.

Pays arabes tous soumis à Washington et Jérusalem.

- Les autorités bulgares s'étaient montrées très prudentes, refusant jusqu'ici de montrer du doigt l'Iran ou le Hezbollah, avant de disposer de preuves.

C'est ce qu'elles affirment, encore une fois qu'elles les rendent publiques, on jugera sur pièces.

- Selon des analystes, la désignation du Hezbollah pourrait fournir aux Etats-Unis un argument de poids pour convaincre l'UE, dont la Bulgarie est membre, d'inclure ce mouvement, grand allié de l'Iran et de la Syrie, sur sa liste noire des organisations terroristes.

Nous y voilà. Il s'agit de s'attaquer aux alliés de la Syrie contre laquelle l'impérialiste américano-franco-sioniste est en guerre depuis bientôt deux ans, sans succès, donc il leur faut s'y prendre autrement, d'autant plus que toutes les provocations auxquelles ils se sont livrées au Liban pour porter la guerre dans ce pays ont échoué jusqu'à présent.

- Le Premier ministre libanais Najib Mikati a annoncé mardi que son pays allait coopérer avec Sofia "pour élucider" les circonstances de l'attentat, qui avait fait six morts -cinq Israéliens et un conducteur de car bulgare-, en plus du kamikaze.

C'est le moins qu'il pouvait dire ou faire.

- Selon le ministre bulgare de l'Intérieur, les deux personnes identifiées "possédaient des passeports d'Australie et du Canada" et "vivaient sur le territoire libanais depuis 2006 et 2010".

En voilà une preuve de leur lien avec le Hezbollah. Plus haut j'ai indiqué que cet attentat avait pu être commis par la CIA et/ou le Mossad, car comme on va le voir plus loin, jusqu'à présent les fins limiers de Sofia ne sont pas parvenus à déterminer si la charge qui a explosé avait été ou non actionnée à distance, ce qui signifie que ces deux ressortissants libanais avaient très bien pu se trouver par hasard sur les lieux de cet attentat sans en être les auteurs, ou encore avoir été attirés dans un piège.

- Le rapport de M. Tsvetanov faisant le point sur l'enquête a été présenté à une réunion du Conseil de sécurité nationale, qui s'est déroulée sous l'égide du président bulgare Rossen Plevneliev et en présence de ministres et des chefs des partis parlementaires.

Aucun intérêt, ils doivent tous être plus pourris les uns que les autres, on arrive à la fin de cet article et on attend toujours que nous soit fournie la moindre trace d'une preuve de l'implication du Hezbollah ou de l'Iran dans cet attentat.

- A la sortie de cette réunion, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer

des faits sans encore disposer de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance.

Pour un peu, cet explosif aurait été déclenché à distance et l'auteur de la mise à feu aurait pris soin d'utiliser un retardateur comme il en existe dans les appareils photos pour avoir le temps de rejoindre ses futures victimes et figurer auprès d'eux sur la photo de famille !

Franchement, ils deviennent mauvais à la CIA et au Mossad, tout fout le camp décidément et tant mieux pour une fois !

Parole d'internaute

1- *"J'aurai 65 ans en Avril 2013, je suis nouvelle retraitée et je puis vous assurer qu'il était temps que je parte (c'est tout récent : le 31 Janvier 2013) ! Pourtant je n'avais pas un de ces emplois qu'on dit pénibles, j'étais employée de bureau dans un service informatique. J'ai cotisé toute ma vie active, je pensais avoir une retraite décente, ce n'est pas le cas ! Les mesures envisagées par le Gouvernement sont loin de la réalité ! Qu'ils fassent déjà le ménage devant leur porte avant de taper sur les travailleurs, les vrais.... Un Sénateur qui dort à l'Assemblée Nationale est-il plus fatigué et méritant qu'un ouvrier du bâtiment qui travaille dehors ? et n'allez pas comparer leurs retraites ! Ça vous ferait bondir !"*

Vous avez raison, ce sont des parasites, vous savez quel traitement on emploie généralement avec les parasites pour s'en débarrasser...

2- *"La retraite au delà de 60 ans, voilà une bien macabre idée! Encore une façon pour les politiciens véreux de se débarrasser des vieux."*

Après les avoir fait casquer pendant 41, 42, 43, 45 ans... sans qu'ils en profitent ou si peu de temps, ce qui n'est évidemment pas le cas de tout le monde, par exemple des fonds de pension auxquels ils ont pu cotiser, pire, auxquels ils seront sans doute demain obligés de cotiser au rythme où vont les choses....

3- *"Tout dépend du travail que vous faites dans votre vie??? Allez voir dans les hôpitaux voir les femmes et les hommes dégingués et gravement malade entre 50 et 60 ans et qui ne profiteront jamais de leurs retraites, et les bureaucrates et politiques meurent à plus de 80 ans et souvent à cause d'une grave maladie et non pas de l'usure car ils poussent le bouchon jusqu'à plus de 73 ans et plus??? au boulot elle n'est pas belle la vie....."*

Vous avez raison, la pourriture a la peau dure, hélas qu'on ne puisse pas abréger leur souffrance, on est humaniste ou on ne l'est pas !

Propagande ou intox. Travailler jusqu'à 65 ans et plus si possible, les travailleurs en redemandent !

Titre.

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans? - L'Expansion.com avec AFP 05.02

Non merci, sans façon ! Personnellement j'ai devancé l'appel de 25 ans ou un peu plus, et c'est bien l'une des seules décisions que j'ai prises au cours de mon existence et que je ne regretterai jamais tant je hais le capitalisme.

Présentation de l'article.

- *"Une majorité de Français juge nécessaire un report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Et vous, êtes-vous prêt à travailler plus longtemps? Donnez-nous votre avis."*

Vous noterez qu'à ce stade, l'affaire est entendue, la majorité des travailleurs seraient disposés à travailler jusqu'à 65 ans, donc toujours plus longtemps en attendant la suite... On lira un autre son de cloche à la fin de cet article digne du Medef.

Alors à quoi bon donner son avis ? D'autant plus que : *"Un rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) , publié en décembre dernier, montre que l'équilibre financier du système des retraites ne sera pas atteint à l'horizon 2018-2020, comme le prévoyait la réforme Sarkozy de 2010".*

Donc, soit vous acceptez ce nouveau sacrifice, soit vous n'aurez peut-être pas de retraite du tout pour cause d'absence de financement.

Puis viennent les résultats d'un sondage qui vont finir de vous convaincre que vous n'aurez pas d'autres alternative que d'accepter d'épuiser ce qu'il vous restera de force au boulot, si vous n'y laissez pas votre peau entre temps.

- "Une majorité d'entre eux (les Français - Ndlr) (60%) juge "nécessaire" un report de l'âge légal de départ à 65 ans", selon une étude Cecop-CSA pour le cercle des épargnants publiée ce mardi 5 février. L'inquiétude des Français a augmenté depuis 2011, année de la dernière réforme des retraites: ils étaient 57% à se dire inquiets sur le sujet en 2011 contre 67% en 2013."

Formidable se dira le législateur, si ce sont eux qui estiment que c'est "nécessaire", qui le réclament, quelle aubaine, c'est le moment d'en profiter pour mettre le paquet avant qu'ils changent brutalement d'avis ou que la situation soit moins favorable, merci Hollande et le PS s'écrient en chœur les patrons !

On leur a tellement foutu les jetons qu'ils en redemandent les bougres, comme quoi c'est facile de les manipuler : "Dans le même intervalle de temps, la proportion de ceux jugeant "nécessaire" un report de l'âge légal à 65 ans a doublé, passant de 30% à 60%."

Mais apparemment tous ne sont pas logés à la même enseigne et ne l'entendent pas de cette oreille : "Cette mesure est majoritaire à gauche (52% la jugeant nécessaire) comme à droite (76%). Les ouvriers sont, pour leur part, 39% à juger nécessaire ce report, contre 75% chez les cadres supérieurs."

Tiens donc, l'immense majorité des ouvriers, des producteurs de richesses, rejettent cette mesure antisociale et injuste alors que les rentiers s'enrichissent en dormant sans se poser la question du financement de leur retraite ou de son niveau.

La classe des producteurs étant la seule classe progressiste dans la société, les syndicats devraient donc se saisir de ce sondage pour refuser de participer à toute négociation qui reposera sur le diagnostic du COR et qui posera comme unique perspective un accord incluant le report de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein.

On se demandera aussi (une nouvelle fois) pourquoi les syndicats participent au COR, sinon pour légitimer son rapport et ses propositions dictées par les contradictions nées de la survie du capitalisme et les besoins de son économie livrée à la finance et à la spéculation.

[Celui qui avait prétendu renégocier le TSCG nous refait le coup cette fois avec l'euro ! Décryptage.](#)

- Hollande veut une politique de change pour l'euro - Reuters

Rien que le titre suffit à comprendre que la décision se prend ailleurs, chez ses amis banquiers.

- L'Europe doit se doter d'une véritable politique de change afin de stabiliser le cours de l'euro actuellement soumis à de fortes oscillations sur les marchés, a plaidé mardi François Hollande devant le Parlement européen.

Problème l'Europe n'est pas maître de son destin, il faut rappeler qu'elle est une création du cartel des banquiers de la Fed, du groupe Bilderberg dirigé par les mêmes banquiers qui se réunit pour la première fois à la même époque et l'avait mise à son ordre du jour. Et récemment encore, c'est Goldman Sachs qui dispose d'un budget deux fois supérieur à celui de la France, 700 milliards de dollars, donc en réalité une puissance de feu 10 fois supérieure à cette somme déjà colossale pour spéculer à découvert sur les marchés des matières premières et les monnaies, qui avait estimé ou plutôt exprimé à haute voix le souhait dans un rapport que l'euro devrait s'échanger à 1,37 pour un dollar, niveau atteint avant-hier, depuis il est légèrement redescendu.

- Le président français a jugé que, faute d'agir, l'Europe prenait le risque de voir sa monnaie atteindre des parités qui porteront atteinte à son économie.

Foutaise, ce niveau a déjà été atteint et franchi depuis longtemps si on en juge par le nombre de fermetures d'usine, plus de 1.000 au cours des trois dernières années en France. (lire l'article en ligne dans cette page)

- "L'Europe laisse sa monnaie, l'euro, vulnérable à des évolutions irrationnelles dans un sens ou dans un autre", a regretté le président français, qui s'exprimait pour la première fois de son mandat devant les députés européens.

Il s'avoue impuissant face à ce problème, car ce n'est pas l'Europe qui en maîtrise le cours, mais les banquiers et

spéculateurs internationaux qui ont leur homme dans la place en la personne de Mario Draghi, ex-Goldman Sachs, pour les servir. Celui-ci vient justement d'être blanchi par ses pairs, le comité de surveillance interne de l'Union européenne, qui a estimé qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), alors que selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. (voir la causerie d'hier)

Il est dès lors évident que lorsque le président de la BCE, de l'euro, est chargé par les banquiers de promouvoir leurs intérêts, si ces derniers coïncident avec la hausse de l'euro, il fera en sorte de les satisfaire au détriment de l'Europe, CQFD.

- "*Une zone monétaire doit avoir une politique de change*", a-t-il dit alors que l'euro s'est fortement apprécié ces derniers jours par rapport au dollar et aux autres grandes devises mondiales.

Hollande ignore comment fonctionne la finance mondiale ou il feint de l'ignorer, car la baisse du dollar, du yen et de la livre tandis que l'euro montait n'est pas dû au hasard, mais à des décisions politiques consistant à favoriser les marchés les plus juteux en terme de profit ou les plus compétitifs en terme de rentabilité, on a du mal à croire qu'il l'ignorait, c'est impossible, son discours est destiné à duper ce qu'on appelle l'opinion publique, qui elle ignore tout ou presque du fonctionnement de l'économie.

- Des économistes souhaitent que l'Europe suive le chemin des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon qui ont lancé des politiques monétaires visant à faire baisser le cours de leur devise.

Impossible, là encore il nous prend pour des demeurés, toutes les économies et les monnaies sont liées entre elle, imbriquées entre elle sur le marché de la finance mondiale, toute action tendant à la hausse ou à la baisse de l'une d'entre elles se répercute sur les autres, d'autant plus que d'autres mécanismes spéculatifs sont mis à contribution pour parvenir à l'objectif que l'oligarchie financière s'est fixé, elle n'y parvient pas toujours mais en règle générale cela donne les résultats escomptés, sinon ils ne se donneraient pas autant de mal.

- L'appréciation de l'euro suscite des inquiétudes dans les milieux industriels français alors que l'économie nationale s'oriente vers une croissance très faible en 2013.

C'est un euphémisme d'un cynisme incroyable, les centaines de milliers de travailleurs qui risquent encore d'être jetés à la rue dans les mois qui viennent apprécieront, Reuters se faisant le relais du discours de Hollande.

- Soucieuse de préserver l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'Allemagne, dont les exportations ne semblent pas souffrir du haut niveau de l'euro, refuse de son côté tout interventionnisme en matière de politique de change.

Normal, elle constitue le fer de lance du cartel des banquiers de ce côté de l'Atlantique.

De plus l'Allemagne profite de conditions d'exploitation plus avantageuses qu'en France dans son propre pays, tout en ayant rapidement investi les ex-pays de l'Est dont elle exploite la main d'oeuvre à un coût proche de celui qui est pratiqué en Chine dans les zones industrielles dédiées à l'exportation. Et pour finir, elle a également investi très tôt massivement en Asie en s'associant avec des producteurs locaux qui aujourd'hui ont parfois atteint la taille de multinationales et inondent leur gigantesque marché intérieur, après que la classe moyenne se soit rapidement développée au cours de la dernière décennie, ainsi elle engrange profits et dividendes dans des proportions tout aussi colossales, ce qui n'est évidemment pas le cas de la France ; les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ayant été les pionniers en la matière y sont solidement implantés dans de nombreux secteurs économiques et sur un marché en continuelle expansion (alimentation, cosmétique, construction, automobile, biens d'équipement, etc.), je le constate quotidiennement en Inde où je vis

- François Hollande, dont l'ambition affichée est de relancer la croissance en Europe, a jugé que le moment était venu de "*lancer le grand chantier de la réforme de la politique économique et monétaire*" de l'Union européenne.

Encore une annonce en trompe l'oeil qui signifie en fait avancer vers une dépendance accrue du marché dominé par les Américains, les Allemands, les Britanniques et les Japonais. C'est aussi un moyen pour justifier sa politique d'austérité et l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à faire baisser le coût du travail, condition qui précéderait un redémarrage de l'économie, tandis que les taux d'intérêt baisseraient de manière à encourager la classe moyenne à consommer et à s'endetter davantage, tout en tentant de conquérir de nouvelles parts de marché à l'internationale, mais rien n'est moins sûr tant la concurrence est féroce et leurs adversaires mieux armés pour l'affronter, ils ont une longueur d'avance en la matière et cela serait étonnant qu'ils ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour la conserver, y compris en agissant sur le cours de l'euro par exemple !

- Pour le président français, l'Europe défend mal ses intérêts économiques.

Il en est le fossoyeur en refusant de s'attaquer à la BCE et plus largement à la finance, on ne lui demandera pas, on sait

pertinemment qui il est et quels intérêts il représente, on connaît parfaitement ses réelles intentions.

- "L'Europe, elle s'honore d'avoir un grand marché mais elle le défend mal face aux concurrences déloyales", a-t-il jugé.

Un nouvelle fois il manifeste son impuissance, alors qu'il dégage ! Place à un véritable gouvernement ouvrier qui se débarrassera du capitalisme et de ses institutions politiques, la Ve République, de son Etat, place à la République sociale.

- François Hollande a exhorté mardi ses partenaires européens à ne pas réclamer des coupes trop importantes dans le budget européen 2014-2020, ce qui risquerait, selon lui, de compromettre les chances de compromis jeudi et vendredi au sommet de Bruxelles.

"Un compromis est possible mais il doit être raisonnable et donc il va falloir raisonner ceux qui veulent amputer le budget européen au-delà de ce qu'il est possible d'accepter", a dit le président français.

"Pour l'avenir, de véritables ressources propres seront indispensables, sinon c'est la construction européenne qui se trouvera remise en cause", a ajouté le chef de l'Etat. Reuters 05.02

A quoi a-t-il servi le budget européen ? On pourrait le demander aux Grecs, aux Portugais et demain aux Espagnols dont le niveau de vie est en train ou est déjà retourné 20 ou 30 ans en arrière. On pourrait inclure les travailleurs des ex-pays d'Europe de l'Est qui ont été intégrés dans l'Union européenne et dont le niveau de vie demeure misérable, pays en proie également à un chômage de masse.

Ce budget a servi essentiellement à développer ou élever le niveau de vie de la classe moyenne qui s'est endettée sur de longues années. On pourrait comparer la manière avec laquelle il a été utilisé à ce qui se produit lors de chaque sortie de crise du capitalisme, où une période d'expansion en grande partie artificielle se produit en recourant massivement au crédit, jusqu'au jour où à nouveau l'économie se rétracte et une nouvelle crise survient, toute l'opération ayant servi presque exclusivement aux banquiers et aux capitalistes à s'enrichir. Il suffit d'observer ce qui se passe aujourd'hui dans les pays qui ont été cités plus haut pour le vérifier.

Donc ce que demande Hollande revient à servir à nouveau le couvert en en faisant payer le prix fort à la fois à la classe ouvrière et à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, car il n'a évidemment pas la moindre intention de s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière pour trouver ce financement, le refus de taxer les riches ou le projet de réforme bancaire que Moscovici a présenté sont là pour le prouver si besoin était.

Les syndicats associés à la gestion et engagés dans la préservation du capitalisme jusqu'au cou.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg et cinq de ses collègues ont installé mardi le Conseil national de l'industrie pour fixer le "*cap technologique*" des filières industrielles et leurs donner les moyens nécessaires, a indiqué M. Montebourg.

Pour chapeauter cette politique, le gouvernement a ainsi mis en place un Conseil national de l'industrie (CNI), qui prend la suite de la conférence de l'industrie et constitue un "*véritable parlement de l'industrie*", pour M. Montebourg.

Le conseil "*s'élargit pour s'ouvrir aux artisans, aux territoires (notamment via les associations des régions et des maires de France, ndlr)*. La Banque publique d'investissement et l'Agence des participations de l'Etat (APE) rejoignent également le CNI", selon le document de présentation.

Le rôle des organisations syndicales et des collectivités territoriales se voit également renforcé.

"Le CNI rendra des avis", a fait savoir M. Montebourg, citant des sujets comme le "*débat énergétique*", le "*financement des entreprises*", l'"*euro fort*" ou encore les outils possibles pour faciliter le passage des salariés d'une filière industrielle à une autre en fonction des besoins de l'emploi. AFP 05.02

PSA. Pour Montebourg, le ministre du dégraissage productif, la fermeture de l'usine d'Aulnay était inéluctable.

1- PSA Peugeot Citroën réunira le 15 février un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire pour accélérer les mutations d'Aulnay-sous-Bois vers le site voisin de Poissy (Yvelines), une mesure qui pourrait précipiter la fermeture de l'usine de Seine-Saint-Denis.

Face aux tensions qui règnent sur place entre grévistes et non-grévistes, trois syndicats du constructeur automobile avaient demandé que soit inscrit au menu des négociations sur le plan social, mardi, la question d'un débloqué anticipé des

transferts provisoires vers Poissy.

Les organisations syndicales y étaient jusqu'ici opposées, mais la dégradation du climat dans l'usine, toujours à l'arrêt, les a conduit à revoir leur position.

"Notre demande n'est motivée que par le contexte à Aulnay", explique au téléphone Franck Don, représentant CFTC chez PSA. "Dans l'usine, il y a des gens qui ont peur, et avant qu'un évènement plus grave ne survienne, on ne pouvait rester sans rien faire."

L'usine d'Aulnay a continué de produire après l'été, mais la situation s'est dégradée depuis le début de l'année. Le départ anticipé des 1.500 salariés que PSA s'est engagé à reclasser à Poissy, sur un effectif total de 3.000 personnes, pourrait avancer le passage de deux équipes de production à une seule, antichambre d'un arrêt total des opérations.

La production, arrêtée depuis vendredi après-midi, n'avait pas encore repris mardi matin, selon la direction du site. L'usine avait redémarré la semaine dernière après dix jours de fermeture, mais au compte-gouttes seulement.

La CGT, qui accuse la direction de PSA de manoeuvres d'intimidation, organise mardi après-midi une manifestation à Aulnay en présence de leaders politiques de gauche, comme Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, ou encore Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a jugé pour sa part la fermeture de l'usine d'Aulnay inéluctable, tout en critiquant à nouveau la méthode du groupe sochalien.

"En tout cas nous n'avons pas trouvé d'autre solution", a-t-il déclaré mardi sur RTL. "Aujourd'hui, nous ne savons pas faire autrement."

Il a précisé que l'Etat avait réclamé un "reformatage" du plan social, qui concerne quelque 3.000 salariés, afin d'en limiter la taille.

"Nous demandons à PSA que personne d'Aulnay et de Rennes (...) n'aille à Pôle emploi (...) c'est-à-dire qu'on trouve des mesures de réindustrialisation sur les deux sites pour qu'il n'y ait pas de rupture du contrat de travail", a-t-il précisé.

Pour les 1.500 salariés de l'usine qui ne partiront pas à Poissy, PSA s'est engagé à rechercher des offres d'emplois locales, notamment dans la logistique.

Arnaud Montebourg a également répété que PSA avait "trop tardé" et "dissimulé" la réalité de sa situation. "La conséquence maintenant c'est qu'on est obligé en effet de prendre des mesures de redressement", a-t-il dit. Reuters 05.02

Dans le langage du bourgeois de province, cela signifie que la direction de Peugeot aurait dû liquider plus tôt cette usine et ces milliers d'emplois. Voyez-vous, elle a attendu que vous soyez là avec Hollande, estimant que vous feriez mieux l'affaire pour faire le sale boulot, elle ne s'est pas trompée.

2- Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées mardi devant les grilles de l'usine, où l'ambiance est tendue, pour soutenir quatre ouvriers menacés de licenciement. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier. Lors du rassemblement, Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, a par ailleurs demandé "de reprendre à zéro les négociations" car "pour le moment, c'est une négociation de la honte".

Aide à la création d'entreprise, indemnités de départ volontaire, durée et prise en charge du coût de la formation: ces thèmes ont une nouvelle fois été balayés mardi avec les syndicats, particulièrement attentifs au traitement des salariés de Rennes (1.400 suppressions de postes prévus) et d'Aulnay (3.000), deux sites où un plan de sauvegarde de l'emploi est prévu. Denis Martin, directeur industriel, a assuré que PSA disposait de plus de 3.500 possibilités d'emploi, dont 1.300 en mobilité interne principalement sur le site de Poissy (Yvelines).

Mais la CGT s'interroge sur "la qualité et la pérennité" de ces emplois, souvent "payés au SMIC". "Même si la grève a fait avancer certains points, on est encore loin du compte et loin des revendications des salariés (un CDI contre un CDI et une pré-retraite)", a résumé Bruno Lemerle (CGT), regrettant que "le redimensionnement de la restructuration n'ait pas été abordé".

"Un nouveau texte doit nous être présenté et on espère que, lors de la dernière réunion le 12 février, on pourra encore gratter des choses. Ensuite, nous attendons de voir si les salariés estiment que c'est suffisant", a indiqué Franck Don (CFTC).

La "note" attribuée par FO est "plutôt positive", même si la durée du congé de reconversion ou du dispositif senior méritent encore des améliorations, a jugé Christian Lafaye.

La direction a dit souhaiter "*rechercher activement la signature d'un accord*", qui, d'un point de vue purement juridique n'est pas indispensable. Le projet d'accord sera néanmoins soumis au vote en comité central d'entreprise (CCE). AFP 05.02

FO négocie la date à laquelle un ouvrier à l'issue de la durée de son congé de reconversion ira pointer au chômage...

[Renault. Montebourg a affirmé à sa manière que l'application de l'accord patronal du 11 janvier était en bonne voie.](#)

Les bureaucrates syndicaux ont multiplié les appels à des actions bidons pour casser la mobilisation et le moral des ouvriers, au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation de tous les sites en France, de se rassembler avec les travailleurs en butte à la même situation dans tout le pays, de coordonner leurs luttes pour paralyser l'économie et avancer vers la grève générale...

1- Le groupe au losange poursuit mardi ses négociations sur un accord visant à pérenniser toutes ses usines en France en échange d'un gel des salaires, d'un allongement du temps de travail, d'un élargissement du système de mobilité et d'une réduction d'effectifs de 8.200 personnes par des départs naturels.

Renault aimerait conclure sous peu, mais parmi les syndicats, la CGT a prévenu qu'elle ne signerait pas. La CFE-CGC se dit plus confiante sur l'issue des négociations, mais estimait lundi soir le compte n'y était pas encore.

Le gouvernement, principal actionnaire de Renault dont il a loué à plusieurs reprises la méthode, se veut quant à lui optimiste. "*On reste serein quand au déroulement du dialogue et au fait qu'à terme les partenaires des deux côtés pourraient tomber sur un accord*", a-t-on appris de source gouvernementale.

Plusieurs syndicats ont appelé à des débrayages et à des rassemblements sur les sites Renault. Peu suivi mardi matin à Maubeuge, le mouvement l'était nettement plus à Douai, autre site du Nord plus incertain sur le futur plan produits qui lui sera alloué.

Selon un tract de la CGT, des salariés du centre d'essai de Lardy (Essonne) doivent arriver en début d'après-midi par car sur le site de moteurs de Cléon (Seine-Maritime), où le syndicat a appelé à une opération "*usine morte*". Reuters 05.02

2- Les deux constructeurs automobiles français ont poursuivi mardi leurs négociations respectives, mais leurs propositions pour l'heure ne fédèrent pas les salariés une nouvelle fois mobilisés, tant à l'usine PSA d'Aulnay, toujours en grève, que chez Renault.

A Douai (Nord), au Mans (Sarthe), Cléon ou Sandouville (Seine-Maritime), les appels à des arrêts de travail (lancés au cas par cas par la CGT, SUD ou FO) ont été suivis, mais avec "*un impact limité*" sur la production, selon la direction. Les ingénieurs de Lardy (Essonne) étaient également mobilisés, concernés par 2.000 des 8.260 suppressions de postes prévues d'ici à 2016 en France.

A Flins, deux autres débrayages, à 9H30 et 16H00, étaient prévus.

Au Mans, une trentaine de personnes ont formé un piquet devant l'usine dès 08H30, sous la pluie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Richard Germain, secrétaire général CGT de Renault Le Mans, a fustigé le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui a invité les syndicats à signer l'accord de compétitivité. "*Il se fout de la gueule du monde, même chose chez les Goodyear. Il dit quoi à Renault: du mépris à l'égard salariés*", a-t-il dit.

Mardi après midi, une centaine de salariés ont manifesté aux abords du domicile du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, au Mans. Une vingtaine de policiers anti-émeute étaient également présents. Les salariés se sont ensuite dirigés vers la rocade qui entoure la ville, perturbant la circulation qui a été bloquée dans les deux sens pendant une heure.

A Cléon, près de Rouen, les syndicats CGT et SUD ont organisé une "*opération usine morte*". Les routes d'accès au site étaient bloquées par des feux de palettes et de pneus. Pour la CGT, Pascal Le Manach a indiqué que le site était fermé, sauf pour les équipes de nettoyage, et accusé la direction d'avoir appelé les salariés à prendre un jour de congé ce mardi. "*La direction a peur de la grève*", a-t-il dit.

A Sandouville (Seine-Maritime), près du Havre, des salariés ont bloqué pendant environ une heure l'entrée de la zone industrielle en entravant un rond-point avec des palettes et des pneus, ce qui a occasionné de gros embouteillages. Les syndicats CGT et FO étaient représentés. De source syndicale, ils étaient environ 200 salariés mardi à participer au mouvement de grève.

Jusqu'à présent, Renault a posé comme préalable à l'attribution de volumes supplémentaires de production et au maintien en activité des sites français, l'allongement du temps de travail, le gel des salaires et des mobilités obligatoires entre sites. L'état du marché est un argument de taille pour Renault: les immatriculations de véhicules neufs ont encore reculé, en janvier, de 15%.

La direction espère conclure lors de la prochaine réunion le 12 février.

"*C'est très mal parti et je ne pense pas que la direction changera quoi que ce soit la semaine prochaine*", a réagi à l'issue de la réunion mardi Laurent Smolnik de FO, l'un des trois syndicats dont la signature est nécessaire. Pour FO, la question du caractère obligatoire des mobilités internes reste l'un des points d'achoppement.

Pour la CGT, la direction propose un "*marché de dupes*" et "*profite du contexte économique pour obtenir*" des syndicats la validation de "*moins disants sociaux*", estime Fabien Gâche. La CFE-CGC attend elle des engagements sur un planning des affectations et des productions en France.

Les syndicats seront reçus mercredi et jeudi au ministère du Redressement productif, dont le patron, Arnaud Montebourg, a appelé à signer l'accord. AFP 05.02

Ils vont à nouveau se répartir les rôles... La direction les siffle et ils accourent ! Elle a tellement "*peur de la grève*" qu'elle espère un accord le 12 février ! Ils ont une mentalité de serviteurs. Enrober ou accompagner financièrement les mobilités internes et le tour est joué !

[Goodyear. Thibault à la manoeuvre. Pour le compte de qui ? Devinez.](#)

Montebourg a salué les dernières déclarations encourageante de Bernard Thibault, ce qui signifie qu'un nouvel accord va intervenir qui laissera sur le carreau des centaines d'ouvriers.

- La CGT a fait mardi une ouverture pour sauver l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, où près de 1.200 emplois sont menacés, et rejeté les critiques sur son dogmatisme supposé qui a creusé ces derniers jours le fossé entre les centrales syndicales.

La confédération, qui est ultra-majoritaire à Amiens-Nord (80%), se dit prête à valider un projet de reprise par Titan international si le groupe américain s'engage à poursuivre la production de pneus agricoles sur le site.

"*Un simple engagement à maintenir les emplois ne peut suffire puisqu'il n'empêche pas de licencier*", ont expliqué plusieurs dirigeants du syndicat lors d'une conférence de presse à son siège de Montreuil, près de Paris.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, s'était auparavant engagé à reprendre le dialogue avec Titan, saluant les dernières déclarations du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, sur ce dossier épineux.

Titan, qui a repris une partie des activités du producteur de pneumatiques dans le monde, avait renoncé en septembre 2012 à reprendre le site d'Amiens-Nord faute d'accord avec la CGT sur un plan de départs volontaires.

Le projet de fermeture de l'usine a été annoncé le 31 janvier, avant un nouveau Comité central d'entreprise prévu le 12 février.

Tant Thierry Le Paon, successeur désigné de Bernard Thibault au poste de secrétaire général de la CGT, que Carlos Moreira, responsable de la fédération des industries chimiques, et Mickael Wamen, délégué à Amiens-Nord, ont dénoncé mardi le "*déchaînement politico-médiatique*" contre la CGT depuis l'annonce de la fermeture.

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a ainsi estimé que la CGT avait une position "*dogmatique*" et qu'elle portait "une responsabilité dans ce qui se passe", à parts égales avec la direction.

Des propos déplorés par Jean-Claude Mailly, le "*patron*" de Force ouvrière. "*On ne peut pas rendre le syndicat responsable, même s'il a une position un peu dure, car ce n'est pas le syndicat qui a initié la fermeture de l'entreprise*", a-t-il dit sur BFM business.

Mais tant le président François Hollande que le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont laissé entendre que la centrale était responsable de tensions et qu'il y avait eu "*des occasions perdues*" à Amiens-Nord.

Pour la CGT, ces déclarations ne visent qu'à masquer l'incompétence et les méthodes de Goodyear, qui cumule les condamnations devant les tribunaux, ainsi que l'inertie du gouvernement, qui se contenterait d'un rôle de "*facilitateur*".

"*Les ministres, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, semblent avoir le même comportement: celui de ne pas assumer leurs responsabilités, se contenant de jouer les 'entremetteurs'*," a dit Carlos Moreira, visant Arnaud Montebourg.

"*Mettre en accusation les syndicalistes récalcitrants semble être devenu un nouvel exercice dans le pays. Il y aurait les bons et*

les mauvais", a-t-il ajouté.

"*Le berger qui tient bien son troupeau en disant oui aux attentes du Medef serait quelqu'un de réaliste*", a ironisé Carlos Moreira par allusion au dirigeant de la CFDT.

Pour Mickael Wamen, François Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat.

Pour le syndicaliste, le chiffre d'affaires de Goodyear a progressé de 30%, passant de 16 à plus de 20 milliards de dollars entre 2009 et 2012 et le groupe veut simplement se débarrasser d'une usine en France.

Selon lui, le fabricant a "*transféré en coulisse l'essentiel de la production*" d'Amiens-Nord vers d'autres sites en Europe. Reuters 05.02

Rendez-vous compte, Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat. Si, il fait quelque chose, il fait son boulot, il soutient ses amis les patrons. Pourquoi, vous vous attendiez à autre chose de sa part ? Nous, non ! Adressez-vous à ceux qui ont colporté cette illusion criminelle.

ACTUALITE EN TITRES

Pourvu qu'ils disent vrai pour une fois !

- Vers une explosion sociale ? LePoint.fr
- Le gouvernement s'inquiète des risques d'explosion sociale L'Expansion.co
- Valls inquiet des risques "*d'implosions ou explosions sociales*" AFP

A la moindre étincelle un gaz comprimé peut exploser.

- "*L'objectif des entreprises ne peut pas être de comprimer les salaires en permanence*" - L'Express.fr

Normal, elle ne l'a jamais quitté, c'est atroce comme fin !

- Johnny, exilé fiscal, accuse la gauche d'encourager la "*médiocrité*" - AFP

En famille. Le couple de l'année.

- Hollande constate sa proximité avec Cameron... sur le mariage gay - AFP

La monarchie et l'épiscopat à la pointe du progrès social ! On se disait aussi...

- Le mariage gay approuvé en première lecture en Grande-Bretagne - Reuters
- Le Vatican reconnaît le droit des couples gay - LePoint.fr

Hollande pourra l'ajouter sur son carnet d'adresses ; merde, panzer le XVIe, comme le très chic arrondissement de Paris y figure déjà, franc-maçon oblige.

Comment cela, ce n'est pas leur tasse de thé ? Vous avez dû entendre cela dans un discours destiné aux non initiés dont nous faisons partie, la réalité est bien différente. Chut !

Jusqu'à notre dernier souffle s'il le faut !

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans?- L'Expansion.com

Même les pauvres sont surendettés!

- Baisse historique du microcrédit dans le monde - L'Expansion.com

[Qui terrorisent les populations ? Qui a déclaré la guerre à tous les peuples ?](#)

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien - AFP

Sans preuves irréfutables. Pure propagande de guerre pour justifier le bombardement du Liban.

- Des drones contre les Américains proches d'al-Qaida - AFP

- Les Etats-Unis justifient les attaques meurtrières contre des Américains - AFP

- Prisons secrètes : 54 pays ont collaboré avec la CIA - LeMonde.fr

[Chez les "amis" de Hollande et Fabius, du viol au voile.](#)

- Un prédicateur saoudien préconise de voiler les fillettes dès deux ans - Liberation.fr

Hier pour rappel :

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

Un régime complètement dégénéré, abjecte, et dire que les Sarkozy et Hollande fréquentent cette pourriture, à croire qu'ils ne valent pas mieux, mieux c'est une conviction.

[Flagrant délit de manipulation.](#)

- Syrie : l'opposition lance un appel au dialogue - LePoint.fr

- Syrie: le principal groupe de l'opposition rejette tout dialogue avec le régime - AFP

Ah ben mince alors, et moi qui croyais que c'était le régime que rejetait tout dialogue, j'ai dû manquer un épisode, à moins que je comprenne mieux à quoi tout cela rime ! Bravo, encore un petit effort et vous aurez tout compris !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Irlande

L'Etat irlandais est jugé dans un rapport officiel responsable d'avoir envoyé un grand nombre de femmes et de jeunes filles dans les "*blanchisseries Madeleine*", surnom de pensionnats catholiques à régime sévère où elles étaient soumises à des brimades et travaillaient sans contrepartie.

Les couvents de la Madeleine sont accusés d'avoir, pendant une bonne partie du XXe siècle, utilisé gratuitement des personnes placées sous leur garde, comme s'il s'agissait d'esclaves. Ils ont inspiré un film remarqué il y a une dizaine d'années, "*The Magdalene Sisters*" de Peter Mullan.

Par le passé, l'Etat irlandais niait toute responsabilité, soulignant que les couvents étaient des institutions privées, mais le rapport de mille pages publié mardi conclut à son "*implication importante*".

Selon le document, rédigé par une commission interministérielle créée en 2011, l'Etat est responsable, via ses diverses branches, de l'envoi d'un quart des quelque 10.000 jeunes filles et femmes enrôlées dans ces pensionnats, parfois dès l'âge de neuf ans, de la fondation de la République d'Irlande en 1922 à 1996.

"A celles qui sont passées à divers titres par les blanchisseries Madeleine, dans 26% des cas à la suite d'une intervention des

services de l'Etat, je dis combien je suis désolé qu'elles aient eu à vivre dans de telles conditions", a déclaré le chef du gouvernement irlandais, Enda Kenny.

Les associations représentant les anciennes pensionnaires de ces couvents, baptisées ainsi par allusion à la Marie-Madeleine des Evangiles, avaient demandé au Premier ministre de présenter des excuses au nom de l'Etat.

Selon le rapport, la majorité des pensionnaires ont passé moins d'un an dans une des dix "*blanchisseries*", dirigées par quatre ordres religieux. Mais près d'une sur dix y est décédée, la plus jeune à l'âge de 15 ans. Reuters 05.02

2- Egypte

Au moins 18 manifestants ont été blessés dans de violents heurts nocturnes avec la police en Egypte lors des funérailles d'un militant décédé en détention, selon un responsable du ministère de la Santé mardi.

Le responsable a précisé que les heurts avaient eu lieu à Tanta, dans le delta du Nil, où selon des témoins les forces anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevroline contre les protestataires qui leur jetaient des pierres lors des funérailles du militant Mohamed al-Guindi.

Le chef de la police de la région, Hatem Othman, a indiqué que les manifestants avaient incendié un véhicule blindé de la police et lancé des cocktails Molotov en direction de la préfecture et du commissariat de police.

"Nous avons arrêté les jeunes qui ont incendié le véhicule blindé. Ils sont huit ou neuf", a-t-il ajouté sur la chaîne de télévision ONTV.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi. *"Il est mort des suites de torture"*, a affirmé son parti, le Courant populaire. AFP 05.02

SOCIAL

1- France

Schneider Electric va fermer de façon "*progressive et sans licenciement*", à l'horizon 2015, son atelier de La Pompignane (Montpellier), dédié aux disjoncteurs de moyenne et haute tension, a annoncé un porte-parole du groupe à l'AFP.

Quatre-vingt-trois personnes sont concernées par la fermeture du site, qui compte au total 113 personnes. Le calendrier et la méthodologie d'accompagnement des salariés concernés seront détaillés le 14 février, lors d'un comité d'entreprise, a précisé Alain Vittoz, délégué CGT.

"Schneider Electric fait face à une rude concurrence sur le marché moyenne tension, avec un effondrement du marché en Europe du Sud, et un ralentissement des investissements", a expliqué le porte-parole pour justifier la décision, annoncée lundi aux salariés. A l'échelle nationale, *"il faut reconfigurer la Recherche et développement moyenne tension et l'outil industriel, pour réduire la dispersion, renforcer la vocation de chacun des sites et en accroître l'efficacité"*, a précisé ce membre du groupe.

"Conformément à l'accord sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC), signé en juillet 2012, Schneider Electric s'engage à éviter tout licenciement sec à Montpellier : accompagnement dans une diversification d'activité, propositions de reclassement au sein du groupe (Alès, Aubenas et Grenoble), départs en préretraite et financement de formations", a-t-il ajouté. L'Expansion.com 05.02

2-Chine

La Chine a annoncé mardi une vaste réforme de la répartition des revenus afin de lutter contre les inégalités et prévoit notamment d'augmenter la proportion des bénéfices reversés par les entreprises d'Etat.

La réforme annoncée par le Conseil d'Etat prévoit également d'élargir l'assiette de l'impôt foncier, de prélever une série de taxes

sur les produits de luxe et d'"étudier" la mise en place de droits de succession "à un moment approprié".

Le Conseil souhaite augmenter les revenus les plus bas et "ajuster" ceux qui sont "excessivement élevés".

"Certains problèmes manifestes de répartition des revenus doivent être rapidement résolus", affirme-t-il sur son site. "L'écart entre villes et campagnes (...) est assez élevé, les revenus sont distribués irrégulièrement, il y a des problèmes visibles de revenus plus ou moins illicites, et une partie du peuple vit dans des conditions difficiles." Reuters 05.02

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une quarantaine de nouveaux articles de sources diverses.

L'actualité sociale et politique étant très chargée, je n'ai pas eu le temps de traiter l'appel de la CGT et de FO qui sera finalisé demain, et qui présente dès à présent un intérêt secondaire, pourquoi ?

Voici dans quelle perspective il va se situer selon Thibault : cette action servira à "aider" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "trouver les bonnes réponses" face à cet accord, que la CGT et FO "ont décidé d'une action commune", a affirmé le numéro un de la CGT, Bernard Thibault.

Quant à Mailly, il a précisé : "Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption".

La direction de la CGT a évoqué une "puissante journée de mobilisation" début mars "pouvant aller jusqu'à la grève" (source : AFP 06.02)

Faisons confiance à Sapin pour "trouver les bonnes réponses", alors qu'il s'est déjà engagé à retranscrire cet accord à la virgule près ! Faisons confiance aux députés qui ont adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, etc., ben voyons, discours de capitulards, de complices, de traîtres !

Bref, on nous annonce une journée d'action bidon, quoi. Et puis, êtes-vous certains qu'"aller jusqu'à la grève" ce ne serait pas exagéré, gauchiste, il est vrai qu'il ne s'agit que de la liquidation pure et simple du contrat de travail, cela mérite-il vraiment une grève ?

Je n'ai plus le temps de traiter d'autres infos.

L'info économique sur les Pays-Bas et la crise immobilière est intéressante, car avec la montée de chômage combinée à la baisse des salaires ou leur stagnation dans le meilleur des cas, il arrivera un moment où la même situation qu'aux Etats-Unis va se reproduire dans tous les pays avec une masse grandissante d'emprunteurs insolubles...

Vous excuserez les erreurs éventuelles, je n'ai plus le temps de tout relire. A plus tard.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Une étape décisive du système policier Facebook à l'échelle mondiale.](#)

Titre.

- Facebook lancerait une application pour géolocaliser ses amis - Lexpansion.com

Présentation.

L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions.

- La firme de Mark Zuckerberg souhaiterait développer un service de géolocalisation qui permettrait à tout moment de trouver ses amis à proximité, même lorsqu'ils ne sont pas connectés au réseau social.

Facebook compte désormais une majorité d'utilisateurs sur supports mobiles. Soit près de 680 millions sur un total de 1,06 milliard.

Que vous soyez connectés ou non, même portable éteint, ils pourront vous localiser et savoir avec qui vous êtes.

- Parmi les nouvelles idées du réseau social sur le mobile, dans le courant du mois de mars pourrait apparaître une nouvelle application de géolocalisation, croit savoir Bloomberg. Elle permettrait aux utilisateurs de localiser leurs amis sans même que ceux-ci ne soient connectés et pourrait aider le réseau social à fournir à ses usagers d'autres services en fonction de leurs habitudes et des lieux qu'ils visitent.

Les services de renseignement et la police ne vous demanderont pas votre autorisation

- A priori, les utilisateurs devront donner leur autorisation pour activer cette nouvelle géolocalisation mobile. Mais l'on peut déjà entendre les protestations et les questions que soulève un tel système sur l'utilisation des informations récoltées et le respect de la vie privée.

"Lorsque nous obtenons vos coordonnées GPS, nous les combinons à d'autres informations géographiques (comme la ville dans laquelle vous indiquez vous trouver). Nous conservons ces données tant qu'elles nous sont utiles pour vous fournir nos services" annonce Facebook dans sa politique sur le respect de la vie privée. Une définition floue qui fera sûrement reculer les utilisateurs frileux, inquiets pour leurs données personnelles.

Les services de renseignement et la police sauront avec qui vous êtes, qui vous avez rencontrés 24h/24.

- Cette politique précise d'ores et déjà que les informations de localisation doivent permettre de "*vous indiquer si certains de vos amis sont à proximité*", "*de diffuser des publicités plus pertinentes, de mieux comprendre la façon dont les gens utilisent Facebook et, de manière générale, d'améliorer les services que nous proposons.*" Cette nouvelle application serait donc un bon moyen pour Facebook d'augmenter la récolte de données lui permettant de cibler plus précisément les besoins de ses usagers, pour vendre de la publicité en conséquence.

Nous vivons sous un régime de liberté surveillée.

- Toujours est-il que le lancement d'une telle application est un vrai pari pour le réseau social. D'autres applications du même genre, telles que "*Find my friends*" d'Apple ou Highlight de "*Math Camp*", existaient déjà auparavant. Or elles n'ont jamais réussi à capter de larges audiences, notamment à cause de l'irruption dans la vie privée de leurs utilisateurs, ainsi que la consommation importante de la batterie des appareils mobiles. Lexpansion.com 06.02

Effectement ce n'est pas nouveau, mais par le biais de ces applications ils tentent de parfaire leur dispositif de contrôle policier de la population.

Aujourd'hui déjà, si je possède un téléphone portable, qu'il soit allumé ou éteint ils peuvent savoir à quel endroit précisément il est. Par contre ils ne peuvent pas savoir entre les mains de qui il est, par exemple j'ai pu le donner à mon épouse qui a rencontré Kumar, Karnan et Mustapha ce matin à la mairie. Jusqu'à présent ils vont en déduire que je suis allé à la mairie et que j'ai rencontré ces trois personnes qu'ils ont également localisés grâce à leurs portables, alors que cette information est fausse.

Si j'ai ouvert une page Facebook et que j'y ai fait figurer la liste de mes amis, il leur suffit de mémoriser cette liste pour connaître mes amis. Mais il n'y figurera pas forcément toutes les personnes que je suis susceptible de rencontrer, soit que je n'ai pas souhaité les faire figurer dans cette liste, soit qu'elles ne figurent pas parmi mes amis, par contre pour une raison ou une autre je peux être amené à vouloir savoir où elles sont pour différents motifs, éventuellement pour les rejoindre ou leur faire une surprise, pour les surveiller dans le cas d'un enfant ou d'un adolescent par exemple, dans ce cas cette application peut m'être utile.

Avantage pour les renseignements généraux, en passant par cette application sans même que soit établi un contact entre deux personnes, ils sauront qu'elles se connaissent ou qu'elles ont établie des relations, renseignement qui ne pourrait leur être fourni autrement que si ces personnes rentraient effectivement en contact en se téléphonant ou en se trouvant au même endroit avec leurs portables puisqu'ils peuvent les localiser à tout moment.

On peut douter que cette application fasse recette dès lors que vous n'avez pas intérêt à ce que les services de polices sachent avec qui vous avez des relations ou qui vous rencontrez.

Si demain nous devons entrer en clandestinité, il est clair que nous devrions nous passer de notre portable (je n'en ai toujours pas) ou nous devrions nous déplacer sans l'emporter avec nous, afin que la police ne puisse pas nous pister et savoir où nous sommes et avec qui. C'est là qu'on s'aperçoit que le téléphone mobile est un formidable outil pour exercer un contrôle permanent sur la population. Qu'ils essaient de le perfectionner ne nous étonne pas.

Propagande et manipulation des masses. Réforme généreuse du Smic : moins de 1 centime d'euro par heure !

- Réforme du Smic : une modernisation mais... - Le Nouvel Observateur

Comme annoncé en décembre par le ministre du Travail, Michel Sapin, cette réforme vise à "moderniser" les critères de revalorisation automatique du salaire minimum, touché par près de 2,6 millions de Français.

L'évolution de la croissance sera désormais "un élément d'appréciation" pour le gouvernement afin de décider d'éventuels "coups de pouce" supplémentaires, en plus de la revalorisation annuelle.

A partir du 1er janvier 2014, l'indice des prix sera donc modifié pour mieux tenir compte de certaines dépenses (loyer, énergie). Ensuite, le salaire de base servant de référence sera élargi à celui des employés, et plus seulement des ouvriers, dont la part parmi les salariés n'a cessé de baisser (de 40% à 22% entre 1980 et 2008).

L'institut Coe-Rexecode, qui a effectué une simulation sur la période 2000-2012, évalue de son côté que la progression supplémentaire du Smic aurait été de 0,2% par an.

Au bout de douze ans, le différentiel atteint 23 centimes d'euros par heure. Le Nouvel Observateur avec AFP 05.02

- Combien va vraiment nous coûter la hausse du Smic ? - Atlantico.fr

Réponse : 1 centime d'euro par heure à tout casser, mais c'est peut-être encore trop !

L'Allemagne fer de lance en Europe de l'offensive de l'oligarchie financière contre la classe ouvrière.

Faire monter l'euro pour justifier la baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le fin mot de l'histoire. D'où l'accord patronal du 11 janvier qui n'est qu'un avant-goût de ce qui attend les travailleurs dans les mois ou années qui viennent.

- Le gouvernement allemand estime qu'une politique de change, telle que réclamée en début de semaine par le président français François Hollande, n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité de la zone euro, a déclaré mercredi un porte-parole.

"De notre point de vue, la politique de change n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité. Elle ne donne qu'un élan à court terme (...). Elle ne permet pas d'atteindre une croissance à long terme de la compétitivité", a déclaré Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

La veille, le chef d'Etat français avait défendu devant le Parlement européen à Strasbourg (est de la France) la nécessité d'une "politique de changes" afin de rendre la monnaie unique "moins vulnérable" aux fluctuations du marché car elles mettent en péril les efforts de compétitivité des pays qui en font usage.

"Le gouvernement allemand est convaincu qu'en comparaison historique (l'euro) n'est pas surévalué à l'heure actuelle", a ajouté M. Seibert.

Le cours actuel de l'euro est par ailleurs source d'optimisme, a jugé M. Seibert. Cela "montre que la confiance dans la zone euro est en train de revenir. Dans l'immédiat, la confiance des marchés financiers internationaux n'est pas une mauvaise chose", a-t-il poursuivi.

"Notre conviction profonde, c'est que les changes doivent refléter les fondamentaux économiques et des changes flexibles sont les mieux adaptés", a-t-il encore dit, soulignant que lors des G8 et G20 "on est d'accord qu'il est sensé que ce soit les marchés qui décident des taux de change".

En visite mardi à Paris, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler avait jugé préférable de renforcer la compétitivité de l'Europe plutôt que de chercher à en affaiblir la monnaie, en réponse aux déclarations de M. Hollande.

Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que la France "*demeure économiquement forte ou devienne encore plus forte*", en améliorant sa compétitivité, avait déclaré M. Rösler, tout en exprimant son "*respect*" à l'égard des réformes engagées en ce sens par le gouvernement français.

Vendredi dernier, l'euro avait atteint plus de 1,37 dollar soit une progression de plus de 11% en six mois, selon les calculs des analystes. Mercredi après-midi, il avait baissé et valait autour de 1,35 dollar. AFP 06.02

Un fonctionnaire condamné pour avoir osé dire tout haut...

Le contexte.

Jérôme Morin, 39 ans, agent municipal de la ville de Pontault-Combault s'est fait notifier hier sa mise à pied durant dix-huit mois, dont six avec sursis, à cause d'un ouvrage satirique. Pendant cette période, il n'aura plus le droit de travailler et ne percevra aucun salaire.

Il y a deux ans, l'agent municipal, s'estimant victime de harcèlement moral, éprouve le besoin de poser des mots sur ce qu'il vit comme une placardisation. Encouragé par ses proches, il choisit l'humour et le sarcasme pour raconter la vie quotidienne d'un fonctionnaire d'une ville imaginaire. L'ouvrage, publié à compte d'auteur et sous pseudonyme, sort en novembre 2011. Abruti de fonctionnaire bénéficie d'un bon bouche-à-oreille et s'écoule à 5 000 exemplaires.

Mais un an plus tard, un informateur prévient la presse locale que l'auteur du livre travaille à la mairie de Pontault-Combault. Démasqué, Jérôme Morin dévoile en novembre le pot aux roses. La municipalité décide alors de prendre une sanction exemplaire pour violation du devoir de réserve, injures et diffamation. lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'un internaute.

- "Mais la mairesse qui l'a condamné à la plus lourde sanction de France, n'est pas Monique Delessard ? La mairesse et vice présidente du conseil général qui passe bientôt aux assises pour faux en tant qu'officier de police judiciaire ??? Mais si ! C'est elle !

N'est ce pas cette même mairesse qui en 2010 a été condamnée à 15 mois de prison avec sursis et à 3 ans d'inéligibilité ???

Mais si, c'est elle ! Et elle est toujours maire de Pontault-Combault ?

C'est beau de mettre un fonctionnaire à pied un an sans salaire, quand on touche encore ses primes de mandats alors que l'éthique même aurait commander de démissionner !

Belle, très belle notion de justice...

Monsieur le Président de la république ? Monsieur Harlem Désir ? Vous soutenez cette mairesse PS ? Est-elle à l'image de votre groupe politique.

J'ai hâte que vous osiez répondre...

Partageons cet article ! Qu'il fasse le tours de France."

Cela vous étonne ? Le PS est mille fois pire que tout ce que vous croyez ou ce qu'on vous a raconté complaisamment à son sujet.

Vous l'ignoriez et vous n'en êtes pas responsable, la faute incombe à ceux qui vous l'ont sciemment caché, les manipulateurs et autres falsificateurs qui officient dans les rangs des partis ouvriers et les syndicats.

C'est au tour du Liban ! Suite.

Le gouvernement français social-impérialiste pro sioniste à la solde de l'impérialisme américain passe à l'offensive.

Rappel extrait des infos en bref d'hier

- A la sortie de cette réunion (du Conseil de sécurité nationale en présence du président bulgare Rossen Plevnelie - Ndlr), le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer

de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. AFP 05.02

Donc, sans preuves irréfutables selon le président du parti socialiste, Serguei Stanichev, et sans attendre cette reconstitution, donc sans attendre les conclusions définitives de cette enquête, Hollande et Fabius ont décidé que le Hezbollah avait commis cet attentat puisque Washington et Jérusalem l'affirment. Ils font très très fort, plus fort que Bush et Cheney, quelle pourriture ! On ne regrettera pas de ne pas avoir voté en 2012.

- Traditionnellement prudente face au Hezbollah, la France a décidé de réagir mercredi au lendemain de la déclaration bulgare désignant le mouvement chiite libanais comme responsable d'un attentat anti-israélien perpétré en juillet 2012, ayant coûté la vie à six personnes.

«*Nous avons bien pris note des déclarations du ministre de l'Intérieur bulgare et nous en tirerons les conséquences, en coordination avec nos partenaires européens*», a déclaré mercredi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Actifs depuis longtemps sur ce dossier, les États-Unis ont immédiatement félicité mardi leur «*ami proche et allié de l'Otan pour son enquête minutieuse*» et pressé l'Union européenne d'agir contre le Hezbollah en plaçant ce dernier sur la liste des organisations terroristes. «*Nous devons envoyer un message sans équivoque à ce groupe terroriste pour qu'il ne puisse plus commettre d'acte abject dans l'impunité*», a déclaré le nouveau patron de la diplomatie américaine, John Kerry, qui s'est entretenu au téléphone avec son homologue européenne, Catherine Ashton.

L'inscription du Hezbollah sur la liste des mouvements terroristes nécessiterait l'unanimité des Vingt-Sept. Engagée à plusieurs reprises, la dernière fois en juillet 2012, cette initiative n'a jusqu'à présent pas abouti face à la réticence de certains États membres, dont la France. Les raisons ne manquent pas: crainte de déstabilisation du Liban, où le Hezbollah joue un rôle politique clé, peur de représailles sur la Finul, au sein de laquelle les militaires français, avec 900 hommes, forment un des premiers contingents.

«*L'attentat s'est produit sur le sol européen; les Bulgares ont été assez courageux. On ne peut pas rester inerte, il faut que la solidarité européenne s'exerce*», indiquait hier une source bien informée. «*Laurent Fabius a pris sa décision et il semble déterminé*», ajoute cette source.

«*La possibilité d'ajouter le Hezbollah à la liste des organisations terroristes va être étudiée par les États membres, mais ce n'est pas la seule option*», indique Maja Kocijancic, une des porte-parole des services diplomatiques de l'UE. La question pourrait être abordée le 18 février lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Actuellement, seuls deux membres de l'Union européenne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont mis le Hezbollah sur leur liste nationale des organisations terroristes. Les autorités néerlandaises ont mis au ban l'ensemble des composantes du mouvement chiite, Londres uniquement sa branche militaire. Toutefois, «*il est bien évident que les sanctions sont d'autant plus efficaces qu'elles sont prises et appliquées à 27*», soulignait mardi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Pour Simone Rodan-Benzaquen, la directrice du bureau français de l'American Jewish Committee, «*l'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE permettrait le gel de leurs avoirs, la restriction de collecte de fonds et l'interdiction de voyage de leurs dirigeants*». lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'internaute.

- "La France se la joue schizophrénique: Le Hezbollah a des ministres au gouvernement libanais et des députés régulièrement élus au parlement. Comment boycotter le Hezb sans boycotter le gouvernement libanais tout entier et mettre en péril les dizaines de projets de coopération économiques et culturels avec ce pays? Qui vous dit d'autre part que la déclaration du ministre bulgare n'est pas une n-ième tentative de diabolisation orchestrée par qui vous savez??!! La France devrait soigneusement peser le pour et le contre avant d'obéir à des sirènes qui n'ont rien de francophile."

Vous ne posez pas la question tout à fait correctement mais vous brûlez, en réalité, c'est tout le Liban qui est visé, le peuple libanais dans le cadre du projet de l'impérialisme américain de remodeler le Proche et le Moyen-Orient, Israël et les sionistes servant d'aiguillon à cette attaque.

Rappel : le Liban figure sur la liste des pays a attaqué établie par Bush... en 2001.

Extrait de la causerie 18 septembre 2012.

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordres de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

En famille. Cahuzac a tenu à rassurer les investisseurs

Paris perd du terrain dans la course aux investissements étrangers. La capitale française prend même un coup assez brutal : en un an, Paris est passée du 6e au 10e rang mondial des métropoles mondiales les plus attractives. En 2012, la ville et sa région ont attiré 108 investissements étrangers, contre 150 en 2011.

Les résultats d'une étude du cabinet de conseil KPMG et de l'association Paris Ile-de-France capitale économique sont sans appel : Paris séduit moins. Depuis quatre ans, la Ville lumière n'a d'ailleurs cessé de reculer face à Londres, qui conserve la première place au classement. Avec 351 investissements étrangers, le centre financier de l'Europe fait la course en tête, loin devant Hong Kong, deuxième, qui en a capitalisé 239 en 2012. Suivent ensuite Shanghai, São Paulo, New York, Pékin, Moscou, Sydney, San Francisco et Paris.

Encore plus frappant, souligne Nicolas Beaudouin, auteur de l'étude et auditeur chez KPMG, Paris est en train de perdre les fonctions stratégiques des entreprises. La capitale dégringole de la 7e à la 15e place mondiale en un an : les sièges sociaux, la R&D, le marketing ou les départements financiers snobent Paris. 37 % de fonctions stratégiques en moins : c'est la plus forte baisse du top 15 des mégapoles les plus attractives !

Ce déclin parisien sera-t-il durable ? *"Nous attendons l'année prochaine pour le savoir"*, répond Nicolas Beaudouin. *"Pour l'instant, nous expliquons ce décrochage par une frilosité des investisseurs due au climat incertain inhérent à toute élection présidentielle, précise-t-il, ainsi que les incertitudes qui ont longtemps plané dans la zone euro."* Outre le taux de croissance, les stabilités politique, juridique et fiscale sont les premiers critères dans le choix de destination d'un investissement. Or, l'année 2012, coupée par l'élection présidentielle, ne pouvait garantir ces trois critères aux investisseurs étrangers. Pour tenter de dissiper le trouble fiscal et redonner de la visibilité aux investisseurs, Jérôme Cahuzac a affirmé en janvier que la pression fiscale ne serait pas accentuée en France. *"Désormais, la stabilité fiscale est la politique du gouvernement pour la mandature"*, a déclaré le ministre délégué au Budget.

Si l'on regarde leurs dix premiers secteurs d'activité, Londres et Paris sont pourtant deux villes aux profils assez comparables.

Le quartier aux 3 000 start-up, dans l'East End de la ville, attire lui aussi son lot d'investissements : Facebook, Amazon, Cisco..., tous les grands noms du high-tech américains sont là. Soho, à l'ouest, regroupe de son côté de multiples entreprises de médias et de communications, des activités à fort potentiel de développement. Pour Patrick Gougeon, directeur du campus de l'ESCP à Londres, la capitale anglaise est tout simplement la porte d'entrée pour tout investisseur qui veut pénétrer le marché européen. Le pays bénéficie d'une langue parlée par tous, ou presque, et surtout d'un droit des contrats qui est le plus utilisé dans le commerce international. Le Point.fr 06.02

Surtout Londres est le pilier de l'oligarchie financière, le repère du cartel des banquiers de la Fed... depuis un siècle, hier quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Austérité.

- Les ventes des agences de voyages ont reculé en France en 2012 AFP

Victimes de la crise, les agences de voyages françaises ont vu leur clientèle loisir fondre de 5,1% en 2012 et leur volume d'affaires loisir de 4,3%, selon le baromètre 2012 publié par le Syndicat national des agents de voyages (Snav). AFP

Comment justifier la régression sociale au nom de la compétitivité

- La charge de François Hollande contre l'euro fort - LeMonde.fr

- La France un peu seule à s'inquiéter du niveau de l'euro - AFP

- Pierre Moscovici veut lutter contre l'euro fort - Liberation.fr

A leur manière : D'où l'accord patronal du 11 janvier 2013 et la suite avec le financement des organismes sociaux et les retraite en juillet prochain.

- Berlin juge que l'euro n'est pas surévalué - Reuters

[Hollande ou Sarkozy : c'est du pareil au même ou pire encore.](#)

- Hollande ressemble plus à Sarkozy qu'il ne l'avait fait croire ! - LePoint.fr

Non, sans blague !

- Parlement européen : Wauquiez souscrit au discours de Hollande - LePoint.fr

- François Hollande et la Côte d'Ivoire: "*Plus ça change, plus c'est la même chose*" - L'Express.fr

- Oui, cette fois, le Mali est bien la suite de la Libye - lepoint.fr

"Une France qui rompt avec une tradition, notamment coloniale, où la force servait la force et ne venait qu'en renfort des intérêts nationaux : pour la première fois, au Mali et en Libye, la force a été mise au service explicite de la liberté et de la justice ; pour la première fois - depuis Valmy ! - il y a un lien voulu, pensé, verbalisé comme tel, entre l'exercice par la France de sa puissance et la défense de valeurs qui la dépassent.

Est-il interdit à un intellectuel, peu suspect de chauvinisme, d'observer que son pays renoue, là, avec une forme de grandeur ?

Et n'y a-t-il pas lieu, pour tous les citoyens français, quelle que soit leur appartenance, par-delà les querelles politiques ou idéologiques subalternes, d'en être fiers et de le dire ?

Vous n'avez pas reconnu l'auteur de ces lignes infâmes, de cette démagogie puante ?

Réponse : Bernard-Henri Lévy.

J'ai failli mettre en ligne l'intégralité de cet article, puis j'ai préféré vous épargner cette épreuve pour une fois.

[Cadeau à 6,5% !](#)

- Bernard Arnault aurait réglé sa succession avec des droits hyper réduits - L'Expansion.com

[Cahuzac l'annonce. Une opération chirurgicale qui n'aura rien d'esthétique, à la hache !](#)

- Les collectivités locales vont devoir se serrer encore plus la ceinture - L'Expansion.com

[Collusion d'intérêt. Il a dû leur dicter...](#)

- Compte suisse: Cahuzac n'a "*aucun doute*" sur la réponse helvète - AFP

[Vivre ou mourir : question pas urgente !](#)

- Touraine: renforcer les effectifs des urgences n'est pas la "*seule réponse*" - AFP

Surtout pas, TSCG oblige !

[Barbouzerie.](#)

- Choquée - LePoint.fr

La famille Chirac a été très choquée par la présentation accusatoire de l'affaire Boulin dans un téléfilm de France 3 "*librement inspiré de...*". "*L'hypocrisie de France Télévisions est scandaleuse*", confie au Point l'entourage de Claude Chirac.

Il est clair qu'il a été assassiné. La preuve : l'ancien ministre Jean Charbonnel (RPR comme Chirac) est même prêt à livrer les noms de ses assassins. AFP 01.02 (Infos en bref du 31.01)

[Vite, légalisons cette pratique au nom de l'égalité des droits !](#)

- Mexique: une fillette de neuf ans donne le jour à un bébé - AFP

Mon épouse Magueswary a qui j'ai fait part de cette information m'a affirmé que cela n'était pas rare en Inde. Elle a ajouté quand elle était jeune, c'est l'âge auquel sa mère a été mariée de force, elle a eu son premier enfant à 12 ans. Elle avait 16 ans quand elle est née.

[Par mesure d'économie.](#)

- Paris: De la viande périmée et du fromage moisi servis dans les crèches - 20minutes.fr

- La poste américaine ne distribuera plus le courrier le samedi - Reuters

[Les appareils pourris des syndicats subordonnés à l'UE à la manoeuvre](#)

- Les salariés de Mittal demandent de l'aide à l'Europe - L'Expansion.com

[Machine capitaliste.](#)

- Chirurgie esthétique: Les Françaises adeptes des augmentations mammaires - 20minutes.fr

- Atterrissage brutal pour le marché des écrans plats en France - L'Expansion.com

Le marché s'est effondré de 23% en volume en 2012, selon Gfk. Les Français ont acheté 2 millions de téléviseurs de moins que l'année dernière.

Quelle catastrophe, c'est la fin du monde... du vieux monde, ce serait une bonne nouvelle en somme !

[Manipulation et intox](#)

- Afflux de logements de luxe sur le marché à cause du départ de riches Français - AFP

Mais ils ne parlent pas des riches étrangers qui s'installent en France ou en achètent...

- Des mesures "*d'urgence*" pour réduire la place des véhicules polluants - AFP

Encore une mesure réactionnaire présentée sous un angle avantageux tournée contre les plus pauvres, qui ne peuvent pas changer de bagnole tous les 3 ans ou accéder au crédit.

- Non, les riches ne sont pas mal-aimés en France - LePoint.fr

On les adore en vérité, on est masochistes ! En fait, les ignorants les envient, voilà tout. Ignorants qui ne sont pas forcément les plus pauvres.

[Encore une chance !](#)

- En Inde le Rafale ne pâtira pas des coupes budgétaires - L'Expansion.com

On ne demandera pas à l'aristocratie ouvrière de chez Dassault de compatir au triste sort des centaines de millions de pauvres en Inde qui apprécieront cette information.

Propagande d'un portail ultra réactionnaire.

- Les entreprises occidentales implantées en Chine résisteront-elles au développement des syndicats chinois ? - Atlantico.fr

Vive la dictature du parti et du syndicat unique !

- La guerre des monnaies fait rage... mais nous l'avons bien cherché - Atlantico.fr

Si les salaires avait été diminués de 30% comme le réclame Goldman Sachs, on n'en serait pas là !

- Ce que l'Education nationale (profs inclus) aurait à gagner d'une rémunération des enseignants au résultat - Atlantico.fr

La marchandisation du savoir n'a pas de prix !

Apparemment ce portail n'a pas dû apprécier que je mette en ligne certains de leurs articles, car depuis deux semaines environ il m'est impossible de copier intégralement le moindre article à partir de leur portail, ce qui ne m'a pas empêché de trouver la parade pour accéder à leurs articles.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Sévices policiers anti-migrants

Un acteur grec incarnant l'Achille homérique, qui a passé une nuit au poste de police pour avoir gardé sur lui l'épée de son rôle, exhalait mercredi dans la presse sa colère contre des sévices policiers anti-migrants dont il affirme avoir été témoin.

"A moi la police n'a rien fait, mais les étrangers", deux migrants de 20 ans arrêtés pour vols dans des voitures *"ont vraiment passé un très mauvais moment"*, a affirmé l'acteur, Georges Christodoulos au quotidien de gauche Elefthérotypia.

"Leur traitement par la police était inhumain, les policiers leur jetaient de l'eau, les injuriaient et les brutalisaient, à un moment ils nous ont même séparés pour que nous ne voyions pas ce qui se passait, mais nous les entendions crier", a-t-il témoigné.

L'acteur rentrait d'une répétition où il avait travaillé des scènes de bataille avec un maître chinois d'art martiaux et avait gardé sur lui l'arme *"d'Achille"*, une épée de 20 cm. La police qui l'a contrôlé n'a pas donné foi à ses explications, et il n'a été blanchi de port d'arme illégal, jugé en flagrant délit, qu'après une nuit au poste du quartier athénien de Péristeri.

L'ensemble des ONG et institutions internationales de défense des droits de l'homme dénoncent depuis des années, sans résultats notables, les fréquents sévices de la police grecque, en particulier contre les minorités et étrangers, sur fond d'impunité quasi-totale garantie à leurs auteurs. okeanews.fr 06.02

1.2- Menaces de mort contre un journaliste

Suite à la publication d'un article d'Unfollow sur la contrebande du pétrole en Grèce, paru le 31 janvier dernier, la rédaction a reçu des menaces de mort d'un homme qui s'est présenté comme étant Dimitris Melissanidis, magnat du pétrole et patron de Aegean Oil. L'article présentait en particulier la pratique de compagnies de transport qui achètent du pétrole à des taux d'imposition réduits et le redistribuent vers le marché au prix normal.

Unfollow a également publié deux rapports des douanes du Pirée, avec les résultats détaillés sur la manière dont deux grandes compagnies pétrolières sont engagées dans ces pratiques. L'une est ELPE (Hellenic Petroleum), où les principaux actionnaires sont l'Etat grec et Spiros Latsis. L'autre est Aegean Oil, qui est gérée par Dimitris Melissanidis - mais sans une position officielle, bien que son frère, Iakovos, occupe un poste au conseil d'administration. Enfin, le rapport d'Unfollow a

souligné que bien que les responsables de Agean Oil ont été inculpés de contrebande et de contrefaçon, leur procès a déjà été reporté à quatre reprises, alors que les avocats étaient absents ... à quatre reprises.

Agean Oil est une entreprise colossale. Elle fournit, entre autres, la marine américaine, et l'une de ses sociétés associées est cotées à la bourse de New York. Un procès sur des accusations de contrebande et de contrefaçon est prévue pour le 12 février. L'attention des médias en Grèce -et ailleurs- a été, sans surprise, inexistante.

ELPE (Hellenic Petroleum) sera prochainement entièrement privatisée, selon le programme de privatisation imposée à la Grèce par la troïka. Il semble que les actions de l'Etat dans ELPE seraient rachetées par Spiros Latsis. Dans le même temps, Dimitris Melissanidis serait sur le point d'acheter l'OPAP, qui détient le monopole des jeux de hasard : une entreprise publique très rentable.

Le lendemain de la publication du numéro 14 d'Unfollow, le 1er février, il y a eu un appel téléphonique au bureau de la rédaction. L'appelant, qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis, a demandé à parler au journaliste Lefteris Charalampopoulos, qui avait écrit l'article.

Selon Unfollow :

"Notre journaliste a parlé avec le haut-parleur, et deux autres journalistes d'Unfollow étaient présents. L'homme s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis et a menacé le magazine de poursuites judiciaires. Notre journaliste a répondu qu'il pouvait bien sûr procéder comme il l'entend.

Par la suite, malgré les efforts de notre reporter pour rester courtois, l'appelant l'a menacé de mort à plusieurs reprises. Sur une durée d'appel de 20 minutes, une dizaine de minutes ont été consacrées à des menaces envers notre journaliste.

Une partie de ce qui a été dit par l'homme qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis :

"J'aurai pu vous tuer sans vous avoir prévenu. Mais je suis un homme et je vais devoir vous exploser dans votre sommeil. Je vais vous tuer, vous, votre femme, vos enfants, tout ce que vous avez".

Lorsque notre journaliste dit à l'interlocuteur qu'il alerterait les autorités, il a répondu:

"Vous et les autorités, je vais vous serrez la vis. Je ne comprends rien. Je suis Melissanidis. Vous ne serez pas capable de dormir. Vous ne serez pas en mesure de sortir, je serai votre cauchemar. La peur va vous hanter. Ils viendront chez vous et vous feront exploser dans votre sommeil. Je suis habitué à parler aux grands journalistes. Je vous regarderai dans les yeux et je vous abattra".

Lorsque notre journaliste a demandé si par "grands" journalistes, l'appelant entendait ceux qui jouent dans son propre jeu, l'appelant a répondu:

"Je veux que vous me disiez cela avec un pistolet sur la tête".

Une recherche en ligne sur le numéro de téléphone qui a appelé le bureau a retourné: AEGEAN OIL SA (Melissanidis Dimitrios) Industrie du pétrole et de l'approvisionnement - Bureau principal.

Suite à ces menaces, le magazine Unfollow a publié un communiqué de presse, qui indique :

"Premièrement, unfollow ne changera pas sa trajectoire.

Deuxièmement, après les menaces sans précédent sur la vie de notre journaliste, nous déclarons que tout ce qui pourrait désormais mettre en danger la vie de notre journaliste, l'un de nos autres journalistes, ou de leurs familles, nous tiendrons l'appelant auto-identifié comme Dimitris Melissanidis responsable .

Troisièmement, nous demandons aux autorités de faire leur devoir.

Quatrièmement, nous demandons l'appui de tout journaliste ayant une conscience.

Cinquièmement, nous demandons aux syndicats de presse de prendre une position publique sur l'évènement, et faire ce qui est nécessaire, pour que le journalisme en Grèce ne soit pas étouffé. "

A la suite de cette publication, un avocat a envoyé un courrier à Unfollow, le 4 février :

"Comme l'a ordonné mon client, M. Dimitris Melissanidis, je déclare ce qui suit:

Après l'article gravement diffamatoire publié dans votre numéro de Février 2013, vous avez aussi publié sur le site Internet de votre magazine, le samedi 2 février 2013, à 22:15, un article intitulé «Menaces contre Unfollow de l'homme qui s'est identifié comme D. Mellissanidis»

M. D. Melissanidis vous déclare qu'il n'a jamais contacté aucun de vos journalistes ou l'un de vos collaborateurs.

Vous êtes tenu de publier sa réponse sur votre site et de supprimer les commentaires insultants et diffamatoires qui suivent votre message.

Au-delà de cela, il se réserve tous les droits légaux.

Failos M. Kranidiotis - Avocat "

Unfollow a fait une courte déclaration indiquant "*nous avons reçu la lettre de M. Kranidiotis avec intérêt et nous attendons avec impatience ses actions*".

M. Kranidiotis, en plus d'être l'avocat de M. Melissanidis, est un ami de longue date du premier ministre Antonis Samaras, dont il est aussi un proche conseiller, bien que non officiel. Il est également un commentateur fréquent sur les affaires publiques, et ses articles dans des journaux de droite et des sites web populistes sont connus pour leur nationalisme et leur xénophobie sans honte. L'un des partisans les plus sévères du gouvernement autoritaire, M. Kranidiotis est allé jusqu'à suggérer dans un article que l'armée doit intervenir pour maintenir «*l'ordre*» en Grèce.

Et en prime, le gouvernement privatise ses actifs, l'un des hommes les plus riches de la Grèce est candidat pour une entreprise publique très rentable, et son avocat est un conseiller du Premier ministre.

Pas de conflit d'intérêts du tout ... okeanews.fr 06.02

2- Honduras

Portant des gilets pare-balles et armés de fusils d'assaut, des dizaines de policiers patrouillent dans les rues poussiéreuses de la périphérie de la capitale du Honduras, Tegucigalpa, afin de tenter de reprendre le contrôle de quartiers où les gangs ont imposé aux riverains terrorisés un véritable couvre-feu.

"A 19H00, nous voulons voir ces commerces fermés et les gens à la maison", peut-on lire sur des écriteaux placés sur les poteaux électriques et les murs des humbles constructions érigées sur les collines au-dessus de l'un des pires quartiers de cette ville d'environ un million d'habitants.

Après que la presse se soit émue de la situation, une soixantaine d'agents de police ont investi en début de semaine à pied et dans des véhicules de patrouille les ruelles de Las Ayestas, Campo Cielo, Los Profesores ou Las Crucitas, à la recherche de membres des principaux gangs du pays, la Mara 18 (M-18) ou la Mara Salvatrucha (MS-13), ont constaté des journalistes invités à participer à l'opération.

"Les +mareros+ (membres des "maras") allaient de maison en maison en disant qu'il fallait fermer les portes à 19H00, qu'ils ne voulaient voir personne dans les rues", raconte à l'AFP Alejandra Zelaya, une habitante croisée à proximité du poste de police de Las Ayestas.

Comme dans beaucoup de quartiers et de bidonvilles des faubourgs des principales villes du Honduras, les bandes criminelles font payer aux riverains et aux commerçants "un impôt de guerre", délogent des familles pour s'emparer de leurs maisons, utilisées ensuite pour le trafic de drogue ou d'armes. Mais ces criminels s'adonnent également à d'autres activités comme les vols de voitures et les meurtres sur commande.

Le Honduras, peuplé de 7,6 millions d'âmes, est le pays où le taux d'homicides, 92 pour 100.000 habitants, est le plus élevé du monde, selon l'ONU et les autorités locales.

"On ne peut plus vivre ici, les agressions et les meurtres ne cessent pas", affirme dans une rue de Las Ayestas une étudiante qui refuse de donner son nom, de peur des représailles.

Le 18 janvier, près de Las Ayestas, des membres d'une "pandilla" ont criblé de balles six personnes qui se trouvaient à côté d'une maison.

"On voit des choses, mais il vaut mieux se taire, c'est trop dangereux de parler. On voit des agressions, des meurtres. La nuit, on croirait que c'est la guerre, à cause des coups de feu. Il y a très peu de policiers", regrette le vigile d'une école, qui demande également à ne pas être identifié.

"Mon frère a été tué à coups de machettes pour lui voler son arme. Il était vigile aussi. La police ne fait rien ici, il y a très peu de policiers", répète-t-il.

Lorsque la police a investi Las Ayestas, elle n'a trouvé aucun "pandillero" (membre des "pandillas"). Selon des enquêtes judiciaires, la police elle-même est infiltrée par les gangs, qui sont ainsi informés avant les opérations. AFP 06.02

SOCIAL

1- France

1.1- Les salariés des messageries Presstalis en grève

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques mercredi en raison d'un mouvement de grève lancé par le Syndicat général du Livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT) dans le cadre du conflit social aux messageries Presstalis.

L'appel à cesser le travail vise à peser sur les négociations du plan de restructuration de Presstalis, qui prévoit notamment la suppression de 1.250 postes sur 2.500 salariés.

Pour Marc Feuillée, patron du Figaro et président du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat), il s'agit d'*"un conflit insoutenable, un véritable scandale, la presse quotidienne est systématiquement prise en otage. Il faut que le SGLCE CGT arrête ces actes violents,"* arrête ces blocages, a-t-il dit sur France Info.

Concernant le plan social chez Presstalis, *"il y a des reclassements proposés, notamment à la Poste, probablement à la RATP et dans d'autres entreprises publiques. Les conditions sociales de travail des ouvriers du Livre sont extrêmement favorables, les salaires sont élevés et les indemnités de départ sont exceptionnelles",* a encore assuré M. Feuillée.

En cas de licenciement, la convention collective de la presse prévoit des indemnités de départ au minimum dix fois supérieures à celles inscrites dans le code du travail

Pour Nicolas Demorand, patron de Libération, *"les ouvriers du Livre, en tout cas ceux qui ont décidé d'aller à la politique du pire, pensent qu'en mourant ensemble nous vivrons plus longtemps. Funeste erreur",* écrit-il dans un éditorial sur libération.fr.

Près d'une trentaine d'actions de blocage total ou partiel de la sortie des journaux sont intervenues depuis octobre. Des dizaines de salariés du secteur de la distribution étaient rassemblés mercredi matin devant l'imprimerie du Monde à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Presstalis, sauvé in extremis de la faillite fin 2012, a ouvert des négociations en octobre pour sa réorganisation industrielle et son plan social.

Jeudi doit se tenir une rencontre entre la direction et l'ensemble des représentants syndicaux de Presstalis et de ses filiales.

Le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat) a dénoncé l'attitude des salariés de Presstalis en qualifiant la situation d'*"inédite"* et d'une *"gravité exceptionnelle"*. AFP 06.02

Rappel, dans les infos en bref du site du 4 février, le PS briseur de grève :

- Le Parti socialiste a demandé aujourd'hui qu'une *"réponse rapide"* soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire.

"Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué. Iefigaro.

fr 03.02

1.2- 250 médecins réclament la suspension de la radiation visant le Dr Nicolas Bonnemaïson

Près de 250 médecins ont écrit une lettre ouverte à l'ordre des médecins et au président François Hollande dans laquelle ils réclament la suspension de la radiation visant un urgentiste de Bayonne, Nicolas Bonnemaïson, poursuivi pénalement pour sept cas d'euthanasie sur des patients en fin de vie.

"*Nous sommes profondément choqués par cette sentence et avons souhaité manifester notre indignation*", a indiqué à l'AFP le Dr François Bannier, médecin anesthésiste hospitalier à Bayonne, un des premiers signataires de la lettre ouverte avec le Dr Marie-Pierre Kuhn.

Selon lui, la décision de la chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins d'Aquitaine de radier du tableau le Dr Bonnemaïson, la plus sévère des cinq sanctions possibles, a "*paru rapide et brutale alors même que l'affaire est encore en cours d'instruction et couverte par le secret de l'instruction*".

"*C'est un praticien qu'on connaît, il a travaillé 22 ans à l'hôpital, toute cette affaire est traitée de la manière la plus hâtive, l'urgence est de le soutenir*", a estimé de son côté le Dr Kuhn. "*Nous ne sommes pas des militants de l'euthanasie*", a-t-elle souligné.

"*Par deux fois le Dr Bonnemaïson a été jugé coupable, deux fois d'une manière hâtive. Parti en garde à vue au bout de même pas 24 heures sans expertise interne d'ordre médical et là, à nouveau, il y a une sanction extrêmement lourde sans que l'on connaisse le dossier*", a-t-elle ajouté.

La lettre co-signée par quinze professeurs deux anciens directeurs d'hôpitaux, un sociologue et plus de 200 médecins de métropole et des Dom-Tom sera mise en ligne sur le site de soutien au Dr Bonnemaïson (soutien.nbonnemaïson.free.fr), a précisé le Dr Kuhn.

Le Dr Bannier dit espérer "*que ce jugement soit revu pour une peine plus clémente, voire même la suppression de la radiation*" à l'occasion de l'appel formulé par les avocats du Dr Bonnemaïson qui sera étudié par la chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des médecins, à Paris.

Cette lettre ouverte s'adresse non seulement au président du Conseil de l'Ordre des médecins, Michel Legmann, mais également à François Hollande et aux ministres de la Santé et des Personnes âgées, Marisol Touraine et Michèle Delaunay.

Les co-signataires pointent que "*le seul document officiel public depuis le 17 novembre 2011 est le rapport de l'IGAS (Inspection générale des Affaires sociales)*" et soulignent que dans le délibéré de la décision rendue "*à aucun moment il n'y est fait référence*".

"*Nous avons trouvé que la justice ordinale avait peu d'éléments pour ordonner un jugement aussi péremptoire*", justifie le Dr Bannier, alors que le Dr Bonnemaïson et son avocat avaient demandé "*un sursis à statuer*" en attendant que la justice pénale tranche.

Pour la chambre disciplinaire cependant "*les manquements déontologiques relevés*" étaient "*de nature à justifier une peine*" et compte-tenu de leur "*gravité*" et de leur "*caractère répété*", ces manquements justifient la radiation.

Selon une étude récente de Nicolas Brouard, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (Ined) il y aurait chaque année en France quelque 3.000 cas d'euthanasie.

L'euthanasie n'est pas légale en France, même si la loi Leonetti sur la fin de vie admet qu'on puisse soulager avec des anti-douleur un malade au stade terminal au point d'en "*abrégé la vie*". AFP 06.02

2- Grèce

2.1- Coup de force du gouvernement contre les marins en grève

Après les salariés du métro, le gouvernement grec a réquisitionné mercredi les marins grévistes pour assurer la desserte des îles, et affirmer sa volonté de lancer coûte que coûte les difficiles réformes demandées par les créanciers, zone euro et FMI.

Le jour n'était pas encore levé mercredi matin, que la police anti-émeutes s'est déployée au Pirée, le grand port desservant Athènes, pour encadrer la prise de travail des marins réquisitionnés à partir de 04H00 GMT. Les premiers ferries ont alors pris la mer, après une semaine à quai en raison de la grève déclenchée par le syndicat de marins PNO.

Alors que le syndicat avait voté mardi pour une prolongation de 48 heures de la mobilisation, le recours de la coalition au pouvoir à l'arme de la réquisition, pour la deuxième fois en deux semaines après une opération similaire dans le métro, est sévèrement critiqué par l'opposition de gauche.

Un député de la gauche radicale Syriza y a vu *"la transformation d'une démocratie parlementaire en une +junte+ parlementaire favorisant les intérêts du capital à ceux des salariés"*.

Les médias grecs voient, quant à eux, dans ce durcissement social, des gages donnés par le gouvernement aux bailleurs de fond du pays, tandis que les représentants de la troïka UE-BCE-FMI sont attendus fin février à Athènes.

Plusieurs milliers de manifestants, marins et militants communistes, se sont rassemblés devant le ministère de la Marine marchande au Pirée, dénonçant un *"terrorisme"* étatique. Les marins protestent contre une dérégulation, imposée par l'Union européenne, du secteur des ferries, ouvrant la voie à une réduction du nombre de membres d'équipages à bord, alors que le chômage touche selon le syndicat plus de 7.000 marins pour quelque 15.000 actifs.

Ils demandent aussi la signature de conventions collectives et contestent les coupes dans leur protection sociale et leurs retraites découlant des mesures d'austérité imposées à la Grèce depuis 2010 en échange de son sauvetage financier par l'UE et le FMI.

Ils réclament enfin le paiement d'arriérés de salaire dépassant les six mois sur certaines compagnies de ferries, dans un secteur frappé de plein fouet par la crise, mais réputé pour son opacité financière.

Le ministre de la Marine marchande Costis Moussouroulis avait indiqué lundi soir avoir obtenu des engagements du patronat pour épurer en deux tranches ces impayés.

La Chambre de commerce des Cyclades avait mardi imploré les marins de reprendre le travail: *"les îles ont atteint leurs limites. Cette guerre non déclarée doit s'arrêter"* avait indiqué un communiqué de la Chambre. La presse se faisait l'écho par ailleurs de vives tensions en Crète mardi, certains producteurs agricoles ayant obligé l'équipage d'un ferry à quai à partir pour le Pirée, forçant le blocus syndical des marins. AFP 06.02

2.2- La misère s'étend.

Une distribution de légumes gratuits organisée mercredi en Grèce par des agriculteurs a dégénéré en bagarre générale, fait un blessé et suscité de vives réactions concernant le désespoir croissant lié à la crise économique.

Les chaînes de télévision du pays ont diffusé en boucle les images de Grecs luttant pour des sacs de tomates ou de poireaux, donnant lieu à un débat sur l'ampleur prise par la pauvreté dans le pays.

"Ces images me mettent en colère", a déclaré Kostas Barkas, un député du parti de la gauche radicale, Syriza. *"En colère pour un peuple fier, qui n'a pas de quoi manger, qui n'a pas de quoi se chauffer, pas de quoi joindre les deux bouts."*

Les Grecs ont vu leur niveau de vie chuter durant six années de récession, pendant que le chômage atteignait des sommets.

La distribution avait commencé dans le calme à Athènes, avec des centaines de personnes formant une file d'attente devant le ministère de l'Agriculture. C'est à cet endroit que les agriculteurs avaient choisi de distribuer leur marchandise, pour protester contre des coûts de production jugés trop élevés.

Mais l'atmosphère s'est tendue au fur et à mesure que les étals se vidaient, jusqu'à ce que des dizaines de personnes, parfois accompagnées d'enfants, se précipitent sur un camion pour s'approprier les stocks restants. Reuters 06.02

3- Espagne

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi à Madrid contre les coupes dans l'éducation menées par le gouvernement de droite, qui portent atteinte selon eux à un système déjà parmi les moins bien notés de l'Union européenne.

"Dans mon université, nous avons passé les mois d'hiver sans chauffage et avec beaucoup trop d'élèves dans chaque classe, ce qui porte atteinte à la qualité de l'enseignement", raconte Javier Marín, étudiant instituteur de 19 ans, venu participer à la manifestation.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé au printemps 2012 son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à redresser les comptes publics de l'Espagne.

Les régions, qui gèrent ce budget, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50% et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Selon les syndicats, le gouvernement a économisé l'an dernier cinq milliards d'euros dans l'éducation, alors que, selon l'Unesco, le système éducatif espagnol enregistre un taux d'échec de 30% et des résultats inférieurs à la moyenne des pays développés.

Aux cris de "*vos enveloppes, nos coupes budgétaires*", les étudiants ont parcouru le centre de Madrid, protestant contre ces coupes et contre le scandale de corruption présumée qui ébranle le gouvernement.

Une nouvelle manifestation est prévue jeudi dans la capitale, où les étudiants, en grève pour trois jours, seront cette fois accompagnés par les enseignants. AFP 06.02

ECONOMIE

1- Euro et BCE

Euro Fort et l'amitié franco-prussienne

La hausse actuelle de l'Euro pour être très concret c'est 120 000 chômeurs de plus dans le meilleur des cas, si cette hausse est brève et les réactions de la BCE rapides. Si elle dure plus longtemps, ce sont 180 000 travailleurs qui viennent pointer au chômage. Pourquoi ?

La France est le pays d'Europe le moins intégré dans la CEE, ne réalisant que 50% de son commerce extérieur vers l'Eurozone. Tout le reste est en Dollar, en Yen, etc...

Comme on le voit sur ce graphique, les prix des produits français au Japon ont pris 33% en quelques mois et 25% depuis début décembre. Le cognac va en prendre un coup et Louis Vuitton va pouvoir se faire la malle dans l'archipel. La hausse de nos produits et services en Dollar est moins dramatique en apparence avec une hausse de 10%, mais en réalité, le marché américain est beaucoup plus vaste. Les dégâts sont donc pires. La baisse relative de la livre sterling est également de 10%.

0% de hausse de l'Euro = 1% de croissance en moins

En réalité, c'est plus probablement 1,2% de croissance en moins par rapport aux prévisions. Draghi, l'ennemi de l'intérieur peut donc se féliciter de ses réussites. Souvenez-vous de ce que Mayer Amshel Rothschild disait: « *Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation et je n'aurais pas à me soucier de ceux qui font les lois.* »

Il y a quelques mois, Lindsey Williams avait transmis l'information soufflée par le Cartel, que l'Europe devait plonger avant les Etats-Unis. Ces manœuvres monétaires sont le levier qui commande le couperet de notre guillotine. C'est exactement comme si vous aviez entendu le déclic métallique, déclenchant l'engrenage fatal. La lourde lame est désormais libérée et va trancher dans le vif au fur et à mesure de la chute des autres monnaies.

Le déficit de l'Etat français va gonfler un peu plus à chaque mois qui passe. Les dépenses de l'assurance chômage vont augmenter, le déficit extérieur également.

L'Allemagne et sa volonté politique d'un Euro fort, enfonce la France et tous les pays faibles de la zone Euro dans le rouge... Ceci venant se rajouter au rapatriement de son or conservé à la Banque de France, l'amitié franco-prussienne se réchauffe comme en 1913.

Angela cherche t'elle à provoquer la rupture de l'Eurozone actuelle en détachant la périphérie méditerranéenne ? Liesi 05.02

2- Allemagne

Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi sur la séparation des activités bancaires, imitant ainsi la France, une mesure critiquée par les instituts de crédit qui s'estiment victimes de la campagne électorale.

Le projet de loi prévoit la séparation des activités de banque de dépôt de celles réalisées par les banques pour leur propre compte quand ces dernières, considérées comme risquées, dépassent 20% du total du bilan ou équivalent à plus de 100

milliards d'euros.

" *Entre 10 et 12 banques* " sont concernées, a déclaré le ministre des Finances Wolfgang Schäuble lors d'un point presse à Berlin.

La loi doit entrer en vigueur en janvier 2014 mais les banques auront jusqu'à juillet 2015 pour procéder à la séparation effective de leurs activités de marché à risque.

(le temps nécessaire pour pouvoir la contourner. En fait, ce ne sera même pas nécessaire, à lire plus loin. - Ndlr)

" *Nous avons aujourd'hui ouvert la voie à un important paquet législatif. Nous prenons à bras le corps les problèmes d'instabilité du système financier et du manque de responsabilité des banques et des banquiers* ", a aussi affirmé M. Schäuble.

(Démagogie électorale ! - Ndlr)

" *Ce qui a été décidé va sûrement être bien accueilli par l'opinion publique* " a estimé le professeur Horst Löchel.

(Nous y sommes. Ndlr)

Cependant la séparation des activités de dépôt de celles de marché " *ne va pas s'attaquer au coeur du problème* " de la gestion du risque et du crédit, sur lequel portent déjà les nouvelles exigences réglementaires internationales dites de Bâle III, selon M. Löchel. AFP 06.02

(On se disait aussi... - Ndlr)

3- Pays-Bas

Les dirigeants de la banque néerlandaise SNS Reaal, nationalisée en urgence vendredi 1er février, ne seront pas poursuivis en justice.

Le plan de nationalisation du quatrième assureur néerlandais est actuellement examiné par la Commission européenne.

Il a coûté 3,7 milliards d'euros à l'Etat néerlandais, dont 2,2 milliards pour une injection directe de capitaux destinée à compenser " *bank run* " de clients de la banque, qui avaient vidé leurs comptes à hauteur de 2,5 milliards d'euros au cours des deux semaines qui ont précédé la nationalisation.

L'Etat a également isolé 700 millions d'euros de créances douteuses dans une banque résiduelle ("bad bank") et effacé des créances à hauteur de 800 millions résultant, notamment, d'un plan d'aide auquel il avait contribué.

Il a encore accordé 1,1 milliard d'euros de prêts net et 5 milliards de garanties à un établissement jugé " *systémique* ", détenteur d'un million de comptes et très actif sur le marché du crédit hypothécaire.

L'addition est lourde (266 euros par Néerlandais) et pourrait peser sur la note du royaume, qui avait déjà dû nationaliser ABN Amro en 2008 et aider ING au cours de la même année.

L'affaire SNS Reaal ne peut être résumée aux erreurs de ses gestionnaires, même s'ils s'étaient lancés dans une hasardeuse course au développement sur le marché de l'immobilier après le rachat de Property Finance, une filiale d'ABN, en 2006.

Cette opération avait entraîné des pertes récurrentes et dont la direction a, jusqu'au bout, tenté de masquer l'échec.

La chute de l'établissement révèle plus généralement la crise du secteur immobilier néerlandais, parfois assimilée à celle qu'ont connue les Etats-Unis ou l'Espagne.

Le secteur de la construction est en difficulté avec une baisse d'activité de 7 % en 2012 et un effet direct (estimé à 2 points de croissance) sur le produit national brut du pays.

Les prix se sont effondrés de près de 20 % depuis 2008 et la baisse du nombre de transactions atteint 30 % dans certaines régions. On recensait 200 000 ventes de biens en 2009, pour moins de 100 000 en 2012.

Inquiètes, les banques accordent de plus en plus difficilement des crédits, alors que les Néerlandais avaient l'habitude

d'emprunter davantage que la valeur de leur bien. Des réformes gouvernementales ont, par ailleurs, rendu l'investissement immobilier beaucoup moins attractif.

Enfin, la crise est rendue plus aigüe par le système des crédits : l'emprunteur ne rembourse que les intérêts pendant la durée du prêt. Le capital est placé dans un fonds et doit produire un rendement suffisant pour mettre son remboursement en bout de ligne.

Qu'une crise survienne sur les marchés et le secteur est menacé d'implosion avec, à la clé, des drames personnels et un effondrement de la demande. Avec comme conséquence un risque de krach. Le Monde.fr 06.02

4- Etats-Unis

L'économie US prend l'eau et l'Europe est dans 'le viseur' de Wall Street

Tandis que le FMI s'en prend aux autorités d'Argentine qui auraient la manie de fausser les statistiques nationales, rien n'est dit sur ce que d'aucuns ont déjà signalé depuis lustres et dans le même registre, pour les Etats-Unis. Une preuve supplémentaire que le Fmi est une satrapie de l'ogre américain.

« L'argent est une nouvelle forme d'esclavage, et elle ne se distingue de l'ancienne que par son caractère impersonnel – il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave. » Léon Tolstoï

L'économie américaine prend l'eau de partout

« Quiconque croit encore que la croissance exponentielle peut se poursuivre sans fin est soit un fou, soit un économiste » Kenneth Boulding – économiste.

La semaine dernière, les statistiques macro-économiques américaines furent détestables, malgré les innombrables injections d'amphétamines monétaires qui produisent de moins en moins d'effets positifs sur l'économie réelle. Mais les indices boursiers US ont flambé pour les raisons déjà exposées ici comme ailleurs.

Certes, l'économie américaine a créé un peu moins d'emplois qu'attendu en janvier mais les chiffres des deux mois précédents ont été révisés en nette hausse ! Quelle bonne nouvelle ! On tourne autour de 150 000 créations d'emplois... avec tous les artifices inimaginables. La réalité est que les Etats-Unis connaissent un taux de chômage supérieur à 20%.

Les économistes qui vivent du système mensonger avouent tout de même qu'il faut un rythme de 250 000 créations de postes mensuelles sur une période prolongée pour obtenir un reflux durable du taux de chômage. Nous en sommes bien loin... alors Bernanke va continuer à obéir à ses supérieurs afin de nous propulser dans le monde hyperinflationniste de demain.

« Je n'ai encore jamais vu personne qui puisse justifier par la raison et la logique que le gouvernement emprunte son propre argent. Je crois que le temps viendra où les gens demanderont que cela change. Je crois que le temps viendra dans ce pays où nous serons blâmés, vous et moi et tous les autres membres du congrès pour n'avoir rien fait et pour avoir laissé se poursuivre ce système idiot. » Wright Patman – membre du Congrès des USA.

A quand la fin du mythe de la reprise américaine ?

« Un mythe est une idée qui, même si elle est communément admise, est fautive. Dans un sens plus subtil – dans un sens religieux – un mythe est une histoire qui sert à orienter et à mobiliser le peuple. L'accent n'est pas mis sur le rapport entre l'histoire et la réalité, mais sur la fonction qu'est censé exercer le mythe. Une histoire ne peut fonctionner à moins d'être supposée vraie par la communauté ou la nation. Il n'y a pas de débat possible. Si certaines personnes ont le mauvais goût de mettre en doute l'authenticité de l'histoire sacrée, les gardiens de la foi et de l'orthodoxie refuseront de discuter avec elles. Ils les accuseront de blasphème ou, au mieux, les ignoreront. » David Ray Griffin

« Il y a deux manières de conquérir une nation ; l'une par l'épée, l'autre par la dette. » John Adams

Les financiers US veulent la peau de l'Europe

Un excellent signe de la déconfiture américaine ? Les ordres intimés jusqu'à Mario Draghi (il serait intéressant de se pencher sur les relations entre certains proches de Mme Merkel et Goldman Sachs) pour faire flamber l'euro et lamener l'économie européenne qui peine énormément sur les marchés à l'export avec l'Asie ou dans les pays où nous sommes en concurrence avec le dollar.

Chacun sait que les Allemands n'ont pas trop de problème avec un euro fort : ce sont les Etats du sud de la zone euro qui souffrent... ainsi que la France. Par contre, Berlin va tempêter contre ce fichu Premier ministre japonais qui commence à en

faire beaucoup trop. La 'pression' monte du côté du patronat allemand...

Pour information et à titre d'exemple : « *une hausse de dix centimes d'euro, c'est un milliard de chiffre d'affaires en moins pour EADS* », le géant européen de l'aéronautique.

Et que dire de l'Afrique où grâce à la politique étrangère menée par les SarkozystesFabiusards, nous torpillons nos marchés... Quel salarié français pourrait être désormais assez stupide pour s'engager en Afrique et devenir un Otage de choix pour les réseaux djihadites que le gouvernement soutient financièrement et moralement en Syrie ? Car la France ne parviendra jamais à résoudre le problème du terrorisme et du djihad sur ce continent. Cela fait des années (secret de polichinelle) que les mondialistes œuvrent à la destruction de notre armée nationale, incapable aujourd'hui de faire face à une pandémie mortelle qui va se répandre ailleurs. Aujourd'hui, les politiques ont même peur d'une réaction des militaires qui savent ce qui nous attend et ne sont pas acquis à la thèse marxiste du mondialisme. (Les traders de Liesi confondent le Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière avec le nouvel ordre social auquel nous aspirons sur la base de la liquidation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. - Ndlr)

Nous sommes dans un monde de fous ! Ils veulent le mariage pour tous, ils veulent user de leur pouvoir pour susciter une révolution contre les commandements de Dieu : ils auront le chômage pour tous. N'est-ce pas un comble d'avoir des idéologues au pouvoir ignorant le principe du retour de flamme dans le processus révolutionnaire ?

Ce que les gens veulent, c'est du travail. Dans les mois qui viennent, le chômage va grimper et le peuple réclamera du pain à F. Hollande. Il ne leur servira peut-être plus le mariage pour tous, mais le droit de vote aux étrangers, ou encore autre(s) chose(s). Quel aveuglement...

La hausse des taux sera l'un des premiers signes. Nous l'avons déjà dit il y a quelques temps... Aujourd'hui, l'Espagne et l'Italie nous donneraient-ils le LA ? Liesi 04.02

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février

CAUSERIE

Jeudi 23h12 heure locale.

Je viens de passer 3h15 à archiver les articles de janvier, il me reste quelques rubriques à actualiser, on verra cela demain. Je viens d'ajouter en ligne 33 articles. A demain, tout à l'heure quoi.

Vendredi 14h heure locale, 9h30 chez vous en France

J'ai parcouru rapidement dans le portail Liesi un article sur l'affaire de corruption qui sévit actuellement en Espagne et qui concerne le Parti populaire du Premier ministre et Mariano Rajoy lui-même, qui m'a mis la puce à l'oreille. Vous savez que les maîtres du monde peuvent avoir des antennes dans un grand nombre d'institutions et de gouvernements, il leur arrive parfois que les choses ne passent pas vraiment comme ils l'avaient escompté. J'ai l'impression que c'est ce qui est en train de se passer d'où la sortie de cette affaire.

Cela fait plus de 8 mois que le FMI fait pression sur le gouvernement espagnol pour qu'il réclame l'aide de l'UE et du FMI justement, comme ils l'ont fait avec la Grèce pour placer le budget de l'Etat espagnol sous leur tutelle... Mais voilà il y a un os,, Mariano Rajoy s'acharne à refuser cet "aide" qu'il ne pourrait obtenir finalement qu'à condition d'amplifier la politique d'austérité qui frappe déjà violemment la majorité des Espagnols. Ceci expliquerait-il cela ? Je n'en ai pas la certitude, mais tout est possible avec eux. Attendons la suite.

Dans l'affaire DSK, je n'ai jamais cru que l'Elysée ou la Maison Blanche n'y était pas mêlé. Ce n'est pas eux qui l'ont déclenchée, par contre ils ont fait monter la sauce, ils ont donné un discret coup de pouce pour briser définitivement DSK qui devait les gêner, sinon une telle affaire aurait pu se régler à l'amiable tout aussi discrètement. Regardez Madoff, il y en a plein aux Etats-Unis, lui seul est tombé. Goldman Sachs a viré le bricoleur français Toure, il y a combien de Toure qui sévissent chez Goldman Sachs, JP Morgan, etc. qui ruinent chaque année des milliers d'épargnants à travers le monde ?

[Contribution suite à l'émission \(France 5\) de Caroline Fourest et les réactions qu'elle a suscitées](#)

Je tiens à préciser avant que vous lisiez cet article, que je partage la quasi-totalité du contenu des articles dont il sera question, et que ma critique somme toute modérée ne porte que sur des éléments qui viennent inutilement les parasiter à mon avis et j'explique en quoi, et que leurs auteurs ont cru bon d'y insérer. Ce qui ne change évidemment rien à la sympathie que je leur témoigne ainsi que l'intérêt que je porte à leur travail. Vous trouverez en ligne dans le site ces articles dans leur intégralité, sinon ils figurent dans le portail de Michel Collon.

Article : Caroline Fourest ou la nouvelle BHL

"être contre une intervention et une ingérence étrangère ne veut pas dire soutenir le chef d'Etat syrien"

Il n'y aurait pas de honte à cela quand il défend la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, il y en aurait par contre une quand il réprime son peuple. Elle est aussi là la nuance.

Marx et Engels l'avaient faite en soutenant dans un premier temps Bismarck contre la France quand celle-ci menaçait la toute nouvelle unité de l'Allemagne, puis en attaquant Bismarck quand il prit pour objectif de détruire la République pour rétablir la monarchie en France. Et le kaiser auteur d'une loi antisocialiste n'aurait rien eu à envier à Assad.

J'estime après coup qu'on aurait dû avoir la même position que Marx et Engels envers l'Irak, la Libye et la Syrie. Le cas du Mali est différent sur ce point précis, puisque c'est un régime fantoche qui est en place.

L'histoire nous joue parfois de drôles de tours comme disait Marx en produisant des paradoxes qu'il fallait reconnaître comme tels sous peine d'adopter une position opportuniste ou erronée. Il avait cette profondeur d'analyse qui lui permettait de les reconnaître, ce qui n'est pas toujours notre cas, encore moins du travailleur ou du militant lambda qui au premier abord nous qualifiera de réactionnaire.

Il suffit généralement d'une solide démonstration pour qu'ils comprennent sur quoi repose notre position et surtout dans quelles perspective politique elle se situe, pour que toute confusion ou méprise soit écartée ou se dissipe, c'est juste une question de volonté et de capacité à analyser à fond une question, à maîtriser le matérialisme dialectique. Et j'allais peut-être oublier l'essentiel, de courage qui fait tant défaut aux dirigeants du mouvement ouvrier en général et aux intellectuels.

Article : Merci à Caroline Fourest !

"Si vous remettez radicalement en cause la version officielle des événements, vous êtes associé à ce personnage qui lèche les bottes des pires régimes. Fourest a d'ailleurs raison de souligner les retournements de veste et les positions intenable de Meyssan."

Pour ma part j'estime qu'il est maladroit ou même préjudiciable de s'en prendre à Meyssan dans de telles circonstances, j'ai l'impression que l'auteur de ces lignes se trouvent en concurrence avec Meyssan sur certains sujets dont le 11 septembre 2001 et qu'il profite de cette occasion pour régler ses comptes avec lui.

L'endroit était franchement mal choisi, c'est regrettable, Fourest a partiellement réussi son coup et demain elle pourrait titrer un article : Merci à Olivier Teymans !

Plus loin Olivier Teymans insiste et dérape en manquant singulièrement d'impartialité, le voilà qui s'érige en procureur.

"Sauf que Meyssan n'est pas représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre, et que son travail sur le sujet est très loin de faire l'unanimité".

Qui selon lui serait *"représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre"* à part lui bien sûr ? Les auteurs du portail ReOpen911.info ? Seraient-ils vraiment plus fréquentables selon lui que Meyssan alors qu'ils ont mis en ligne des vidéos de Pierre Hillard qui me semble confondre antisionisme et antisémitisme si je ne me trompe pas ? J'en ai mises également en ligne sans pour autant qu'on m'assimile pour autant à un antisémite à ce que je sache.

Bref, j'ai l'impression qu'il a versé dans le procès d'intention à l'égard de Meyssan, j'en veux pour preuve qu'il reproche à Fourest d'omettre "de signaler l'existence de nombreuses associations de professionnels (architectes et ingénieurs, pilotes, pompiers, professionnels du renseignement, etc.)" qui figure dans les articles de Meyssan sur le 11/9 ou publiés dans son portail, cela étant établi et vérifiable, il est possible de lui retourner la sentence qu'il adresse à Fourest "cette omission est cruciale pour la démonstration de sa thèse" et n'honore pas son auteur quel qu'il soit.

Cela dit, je ne partage pas l'interprétation du monde de Meyssan et je lui reproche de fréquenter des gens qui confondent volontiers antisionisme et antisémitisme, comme Soral, Dieudonné ou Le Pen par exemple.

Sur le plan politique, il a adopté la conception des deux blocs qu'avaient adoptée certains courants du mouvement ouvrier à l'époque de ce qui a été appelée la période de la Guerre froide opposant les "bons" et les "mauvais" impérialismes, stratégie que j'ai combattu. Depuis que le capitalisme a été réintroduit en Russie et en Chine, il a conservé la même stratégie, parce qu'il n'est ni marxisme ni communisme ou parce que son interprétation de la société et du monde ne va pas au-delà de l'existence du capitalisme, horizon qu'il est incapable de dépasser, c'est sa limite politique si vous voulez, il est incapable de concevoir la société et le monde autrement que livrée à l'exploitation et à l'oppression d'une classe sur une autre, entrevoir le règne de la liberté une fois émancipé de celui de la nécessité est au-dessus de ses moyens, parce qu'il est étranger au mouvement ouvrier, à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population et qui seule peut mener ce combat à son terme ou atteindre cet objectif, réaliser cet idéal.

Comme vous pouvez le constater, je suis parfaitement conscient de ce qui me sépare de Meyssan sans pour autant tirer à boulets rouges dessus, surtout au moment où les opposants à la guerre que mènent l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux contre les peuples du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde) devraient plutôt se rassembler.

Je ferai remarquer au passage, que le Réseau Voltaire a publié de son côté un long article sur le sujet qui nous occupe ici sans attaquer d'autres journalistes ou personnes cités dans cette émission. Que cela n'ait pas été dans son intérêt d'agir autrement, on peut le comprendre, je vous l'accorde, il s'est borné à démontrer que s'il y avait complot ou conspiration quelque part, il fallait chercher ailleurs que les personnes incriminées par Fourest.

Tactiquement et ponctuellement dans ce contexte de guerre, Meyssan n'a pas forcément tort d'épargner l'impérialisme russe dans la mesure où il soutient des Etats autrement voués à la dislocation et la pire barbarie. Qu'il aille au-delà comme je l'ai précisé plus haut en soutenant la Russie sur le plan stratégique, cela ne regarde que lui et ne nous engage en rien, tout amalgame en la matière relèverait de la malhonnêteté intellectuelle ou l'ignorance après les précisions que j'ai cru bon d'apporter.

Article : Fourest et les complotistes : il était une bergère

Il semblerait que les intellectuels spécialisés en géopolitique ou géostratégie aient un réel problème à penser au-delà de certaines limites ou ils refusent d'analyser certains faits dès lors qu'ils sortent de leur compétence, un peu comme un pharmacien qui ne serait pas capable de changer un fusible parce qu'il n'est pas électricien.

L'auteur de cet article a cru bon de remercier Fourest d'avoir eu "*la délicatesse de ne pas nous (Investig'Action. Ndlr) associer directement aux théories dites conspirationnistes sur le 11 septembre*", précaution inutile.

Dans la foulée, j'ai téléchargé et parcouru les quatre articles datant de quelques années sur le 11/9 dont Grégoire Laliou fournissait les adresses au début de son article. Pour leurs auteurs, ils existaient un doute sur l'implication directe de Bush et sa clique dans la réalisation des attentats du 11 septembre 2001, parce qu'ils ne sont pas experts en explosif, architectes, spécialistes en métallurgie, physiciens, chimistes et j'en passe. Donc malgré tous les rapports et les vidéos fournis par des gens dont c'est le métier ou la spécialité, ils leur étaient impossible de déterminer avec certitude que les deux tours du WTC avaient bien fait l'objet d'une démolition contrôlée, la question est de savoir pourquoi ? Parce que l'admettre signifiait impliquer directement Bush, Cheney et Cie et ils n'y tenaient pas.

Je vais vous avouer un truc, je ne suis pas un expert ou un scientifique dans l'un des domaines exposés précédemment, j'ai tout au plus quelques connaissances dans différents domaines qu'il est inutile de citer ici car cela ne présente aucun intérêt, que vous les possédiez ou non également, il m'a suffi de regarder attentivement deux vidéos : une tournée directement le 11/9 dans laquelle on voyait les deux tours s'effondrer à une vitesse prodigieuse, 10 secondes environ, au regard de leur taille et dès lors qu'elles ont commencé à s'effondrer, et une autre montrant des démolitions contrôlées de bâtiments, d'immeubles d'habitation, réalisées par des entreprises spécialisées à partir de charges explosives télécommandées placées à l'intérieur à des endroits stratégiques pour obtenir un effondrement par empilement, afin d'éviter qu'ils s'écroulent sur l'un de ses quatre côtés ou sur un bâtiment voisin ou n'endommage l'espace situé dans son périmètre. On assiste exactement à la même scène, comme dirait l'autre, il n'y a pas photo. Par souci de rigueur, j'en ai regardé deux autres, une montrant des tours frappées par des incendies géants, et une autre montrant des bâtiments qui s'étaient écroulés naturellement, sans l'intervention de la main de l'homme, suite à une explosion due au gaz ou un tremblement de terre. Dans la première vidéo, les tours peuvent être la proie des flammes pendant plus de 24 heures, elles ne s'effondrent pas, dans la seconde les bâtiments se sont effondrés dans tous les sens mais pas sur eux-mêmes.

Partant de là, le seul bon sens permettait d'en déduire que seule une démolition contrôlée pouvait être à l'origine de l'effondrement des deux tours du WTC, je ne me souviens pas si la troisième tour s'est effondrée de la même manière. Il faut ajouter que pour placer des charges explosives de la base au sommet de ces immenses tours, matériel qui devait être particulièrement lourd et volumineux et nécessité d'être manipulé avec précaution, on imagine mal comment des personnes extérieures au WTC auraient pu s'introduire dans ces tours et faire ce boulot qui a du prendre des jours sans être repérées par les services de sécurité, les caméras de surveillance, y compris dans les parkings ou donnant sur l'esplanade ou les différents accès à ces tours, c'est impossible. Je me souviens avoir lu dans un article que des employés d'une société avaient réalisé un contrôle ou une inspection dans ces tours pendant plusieurs jours, les jours qui ont précédé le 11/9, je ne sais plus si c'était pour l'entretien de la climatisation ou quelque chose dans ce genre. L'article en question figure dans mon site mais je n'ai pas le temps ici de chercher dans lequel se trouve ce passage.

Pour ne prendre que cet exemple, il est établi sur la base des faits et non de fabulations que Bush et sa clique de cinglés ont non seulement manipulé les auteurs de ces attentats, mais fait en sorte que le résultat soit spectaculaire et fasse un maximum de victimes, et dépasse tout ce qu'ils avaient dû imaginer, au point même que 12 ans plus tard il s'en trouve encore pour croire une partie de la version officielle, la plus cruciale de cette affaire, car elle est responsable de la plupart des victimes.

J'avoue ne pas comprendre que ce simple constat soit au-delà de la portée d'intellectuels par ailleurs sincères et honnêtes, je crois bien que c'est la seule chose qui me dépasse, car il ne s'agit pas d'interprétation mais uniquement d'être capable de garder les yeux ouverts pendant 10 secondes. Serait-ce demander un effort physique à fournir trop important pour un intellectuel ? Point d'idéologie ou de grande théorie ici, point de doctrine ou de facultés intellectuelles particulières requises, non, une simple observation ou si cela ne suffit pas une comparaison et l'affaire est bouclée.

Conclusion.

Visiblement le journalisme indépendant à ses limites, elles sont politiques on l'aura bien compris. Comme tout journaliste ils vivent de leur travail, il leur faut donc servir à la majorité de leurs lecteurs qui les font vivre pour la plupart ce qu'ils ont envie de lire ou entendre. Si la majorité d'eux eux estiment encore que Bush n'a fait qu'utiliser le 11/9 pour lancer sa guerre interminable contre le terrorisme, ces journalistes refuseront de reconnaître qu'il en a été le chef d'orchestre.

Par ailleurs, ils se livrent une concurrence qui n'a rien avoir avec l'état d'esprit qui anime notre combat. Quand la survie de votre fond de commerce dépend de l'accueil que reçoivent vos idées, vous aurez tendance à faire en sorte de satisfaire votre clientèle, il en va de même des partis politiques que nous connaissons aujourd'hui.

C'est bien regrettable, il aurait été préférable face à cette nouvelle offensive de la réaction contre le journalisme indépendant ou alternatif, qu'ils fassent taire temporairement leurs désaccords ou leur rancœur respective, il leur suffisait de traiter l'actualité politique en rappelant dans un article leurs positions ou les idées pour lesquelles ils combattent, et de laisser ensuite les lecteurs y adhérer ou les adopter librement en fonction de leurs propres expériences et convictions et tout le monde y aurait trouver son compte, ce qui aurait mieux valu que se débattre que Fourest ou quelqu'un d'autre pourra ressortir à la première occasion pour mieux tenter de les discréditer.

[Le POI dérape-t-il ou se droitise-t-il un peu plus ?](#)

"Les travailleurs, avec la CGT et FO, refusent la flexibilité et les suppressions d'emplois".

A lire ce titre on pourrait être portés à croire que les directions confédérales de la CGT et de FO seraient remplies de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, qu'elles combatteraient sincèrement à leur côté, alors que l'on sait qu'il n'en est rien : elles ont permis à l'accord patronal du 11 janvier d'exister, un détail qu'il faut occulter à tout prix apparemment.

"Les confédérations CGT et FO ont annoncé une action commune contre la transposition dans la loi de l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la flexibilité signé par le Medef et la CFDT", alors qu'en réalité ils vont convoquer une journée d'action bidon ponctuée éventuellement d'appels à la grève dans certains secteurs d'activité, et encore, en traînant les pieds, et surtout sans se prononcer sur le retrait de cet accord que Thibault demande à Sapin d'améliorer, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notez bien que même si ils radicalisaient soudain leur position en exigeant son retrait, ce serait en faisant tout pour éviter que les travailleurs se mobilisent massivement. On y reviendra plus tard, ils doivent faire une déclaration dans la journée, attendons la suite tout en restant lucide.

Rappel de la causerie d'hier :

- ... selon Thibault : cette action servira à "*aider*" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "*trouver les bonnes réponses*" face à cet accord.

Quant à Mailly, il a précisé : "*Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption*". La direction de la CGT a évoqué une "*puissante journée de mobilisation*" début mars "*pouvant aller jusqu'à la grève*" (source : AFP 06.02)

Informations ouvrières reproduit les propos de Thibault mais tronque ceux de Mailly au passage, pour finalement n'insérer aucun commentaire : qui ne dit rien consent, le POI se fait ainsi le complice de ces appareils pourris.

Très sérieusement, dans son éditorial D. Gluckstein s'adresse à ce qu'il faut bien appeler son ministre : "*Pourquoi ce cri d'alarme, Monsieur Moscovici ?*", il n'aurait pas interpellé Barouin de la sorte, on est bien d'accord.

Qu'écrit-il : " *Plaidoyer mensonger en faveur d'une politique de destruction des garanties collectives de la classe ouvrière dictée par les seuls intérêts de la classe capitaliste.*"

Qu'est-ce qui est en cause : une certaine politique que certains appellent libérale, néo ou ultra libérale, néo conservatrice ou le capitalisme lui-même, que les travailleurs trouvent une issue politique pour le renverser ? Quel est l'objectif du combat du mouvement ouvrier, faire en sorte que le capitalisme change de politique ou que les représentants du capitalisme mettent en oeuvre une politique plus supportable pour les travailleurs ou bien de renverser le capitalisme pour avancer vers le socialisme ?

Apparemment D. Gluckstein reproche à Moscovici de défendre une certaine politique et il n'est nulle part question du sort du capitalisme lui-même. Poursuivons notre lecture.

"*Toute la situation appelle avec force la rupture avec l'Union européenne et les traités qui instaurent la dictature de l'euro et de la troïka.*"

Baliverne, diversion, manoeuvre. Mais rupture ni avec le capitalisme, ni avec ses représentants, ni avec le gouvernement, ni avec les institutions de la Ve République. Vous me direz qu'on ne peut pas tout écrire à chaque fois dans un article relativement bref. Certes, mais il est laissé à l'appréciation de celui qui le rédige de choisir les termes et le contenu qu'il entend y mettre, personne d'autres que lui en porte la responsabilité, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ? On aurait pu ajouter : ni avec les appareils du PS, du Front de gauche et des syndicats auxquels celui du POI est organiquement lié.

Gluckstein interpelle Moscovici et termine son éditorial en prenant soin d'épargner Hollande et son gouvernement qu'il se garde bien par ailleurs de caractériser politiquement et la boucle est bouclée. Du grand art digne de P. Lambert !

Nous, nous ne reprochons rien à Moscovici, il n'est pas notre ministre, nous n'avons aucun intérêt à colporter des illusions dans ce ministre, il est celui de la classe des capitalistes, il est parfait dans son rôle, y compris quand il ment effrontément, nous n'en attendons pas davantage d'un représentant du capital, partant de là vous comprendrez que non seulement nous ne pouvons pas nous reconnaître dans le discours de D. Gluckstein et nous ne combattons pas vraiment pour le même objectif. Je me demande si les militants du POI en ont vraiment conscience.

Contrairement à des militants de certains groupes de militants ou de tendances du NPA, à aucun moment le POI n'a expliqué aux travailleurs et aux militants qu'en réalité le 11 janvier les différents syndicats se sont répartis les rôles comme ils le font depuis des décennies pour que les besoins du patronat puissent être satisfaits.

A en croire le POI, les dirigeants de la CGT et de FO seraient contre cet accord, alors qu'il n'en est rien en vérité. C'est la base de ces syndicats et la majorité des travailleurs qui ont eu connaissance de son contenu qui ont contraint Thibault et Mailly à adopter cette position, alors qu'ils avaient permis aux Medef, à la CFDT, à la CFTC et à la CGC de le signer tranquillement, voilà la réalité et non les faits tronqués tel que le POI les présente.

Gluckstein termine en confirmant ce qui vient d'être dit : "*De manière immédiate, les travailleurs sont fondés à voir dans le « non » des confédérations CGT et CGT-FO un appel à se regrouper pour résister à la destruction des droits ouvriers et mettre en échec la loi de transposition que prépare le gouvernement.*"

Dans le cadre de son IVe Congrès national qui se tiendra début juin, le POI a décidé de "s'ouvrir" à des militants de toutes tendances, comme on dirait ouvert à tous les vents ou sans grands principes, c'est moi qui le précise, l'éclectisme ou la diversité sont des principes dans le vent auxquels il faut se conformer.

Comme vous y allez, encore une fois vous affirmez des choses gratuitement, vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Page 9, un militant (cheminot) du PCF qui serait bien désigné pour participer à leur congrès et dont ils reproduisent les propos dans un encart :

"*Ça ne peut plus aller, il faut que face à ce gouvernement, qui n'écoute que les patrons, la mère Parisot et consorts, et qui n'écoute pas les salariés, vraiment qu'on inverse la donne, il faut qu'il écoute les salariés.*"

C'est à la mode, tous les syndicalistes se tournent vers Hollande, Montebourg, etc. comme si c'était leur président et leurs ministres et non ceux des banquiers, du CAC 40, adieu TSCG, "*règle d'or*", budget d'austérité 2013, veaux, vaches, cochons, l'accord du 11 janvier, leur soutien à Mittal, à Peugeot, etc. ils perdent la mémoire au bout de quelques mois à peine, envolé d'un coup de baguette magique, ils n'en ont tiré aucun enseignement, absolument aucun et le POI les conforte dans leur ignorance, à peine croyable !

C'est marrant, cela ne vous rappelle-t-il rien ce discours, par exemple ce que vous auriez lu plus haut ?

Ah ben si, dans la bouche de Gluckstein s'adressant à son ministre. Oui, cela aurait pu être dans celle de Pierre Laurent (PCF), puisque ce militant reprend à la virgule près la politique de toujours des staliniens, car oui, sous de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et maintenant Hollande, leur discours n'a jamais varié d'un iota, ils se sont toujours adressés à eux comme si c'était leurs présidents, leurs ministres, au point qu'on ne s'étonnera pas qu'ils n'aient jamais vraiment pensé combattre pour un gouvernement ouvrier, à quoi bon, Gluckstein non plus d'ailleurs, imaginez un instant que de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy les aient écoutés ou que Hollande les écoute, et hop voilà que le capitalisme réalise le socialisme, génial non !

Eh oui, je sais, c'est emmerdant, tout se tient hélas, cela devient trop facile de les démasquer. Est-ce qu'un jour vous vous êtes demandé ce que cette tournure signifiait : il faut que le gouvernement "*écoute les salariés*" ? C'est le cri que poussent ceux qui ont abandonné ou déserté le combat pour le socialisme ou encore qui ignorent ce que signifie combattre sur un terrain de classe indépendant, car c'est cela qui est en cause ici l'air de rien, et c'est cela que le congrès du POI se destine de brader, vous me direz qu'il leur reste plus grand chose à brader depuis le temps qu'ils se sont adaptés au capitalisme.

Sérieusement, quel militant sincère et honnête, fidèle au socialisme, peut concevoir un instant que sur une telle orientation il serait possible de construire un parti ouvrier de combattants révolutionnaires qui demain serait en mesure d'affronter directement la réaction ? Il faut arrêter la masturbation, la picole ou de fumer la moquette camarades, cela va vous jouer de vilains tours à la fin, réagissez avant qu'il ne soit trop tard.

Au fait, ne confondez pas, la mansuétude dont je fais preuve à l'égard de Michel Collon et ses collaborateurs ou encore aux animateurs du Réseau Voltaire, qui provient du fait que nous ne menons pas le combat exactement sur le même terrain et dans le même objectif, et que les choses sont parfaitement claires entre nous. Par contre c'est différent avec le POI avec lequel nous sommes censés mener le combat sur le même terrain de classe et poursuivre le même objectif, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas, mieux, nous ne représentons pas et nous ne défendons pas les mêmes intérêts, le POI représente uniquement les intérêts des couches supérieures ou privilégiées des masses exploitées et non ceux de l'ensemble de la classe ouvrière, dont ses couches les plus défavorisées dont les membres se comptent par millions et millions, tout en refusant de l'admettre, de ce fait le regard que les militants et les travailleurs porteront sur nous et le POI sera faussé ou peut porter à confusion, d'où notre acharnement à combattre sa politique opportuniste à laquelle nous ne pourrions jamais adhérer, afin que cette distinction soit la plus claire possible entre nous.

Comment les croire... au conditionnel ?

Jusqu'à présent, pour empêcher les gens de fumer du cannabis, les médecins mettaient en avant le risque de développer une schizophrénie ou un cancer de la gorge précoce. Ils pourraient désormais ajouter le risque accru de faire un accident vasculaire cérébral (AVC) grave.

«*C'est la première enquête qui démontre un lien possible entre le risque d'attaques cérébrales et le cannabis*», a expliqué au Figaro le Pr Alan Barber, coauteur de l'étude. «*On a dit au public que le cannabis était sûr, même si c'était une drogue illégale. Notre travail montre que cela pourrait ne pas être le cas. Le cannabis pourrait conduire à l'accident vasculaire cérébral.*»

Une étude française, menée dans l'unité neuro-vasculaire du CHU de Strasbourg conclut elle aussi la réalité très probable du risque d'AVC causé par le cannabis. L'équipe de Valérie Wolff souligne néanmoins le besoin de nouvelles études pour posséder des données scientifiques précises. 20minutes.fr 07.02

Qu'ils confondent schizophrénie et crise légère d'épilepsie qui peut durer quelques minutes, soit, pour des médecins c'est préoccupant pour la population, mais qu'ils confondent les effets nocifs du tabac qui est toujours mélangé avec le cannabis avec ce dernier relève de la supercherie.

Personnellement, je n'en fume plus depuis deux mois et cela ne me manque pas, par contre je clope deux fois plus et je dors deux fois plus mal et deux fois moins longtemps, quatre heures il y a deux jours, à peine trois la nuit précédente, je me demande si ce n'est pas pire ! C'est aussi la raison pour laquelle je peux abattre plus de boulot, j'ai aussi gagné en concentration, avant c'était l'inverse, décidément je deviens vieux !

Il y a des générations qui font la fête ou se lâchent en picolant un peu, beaucoup ou plus encore, moi cela ne me dit rien, l'alcool n'est pas mon truc, j'ai horreur d'être bourré et cela ne m'arrive jamais, je n'aime pas non plus l'odeur de l'alcool, alors qu'avec un peu d'herbe on a l'impression d'être transporté à la campagne, un encens et hop on est bon pour atterrir à l'autre bout du monde, je déconne, on se détend un peu, c'est pas cher, sans risque et on ne risque pas de dégueuler ou de faire chier quelqu'un, et le lendemain on n'a pas la gueule de bois, sauf si on a abusé on plane un peu ou on a du mal à se remuer, un peu comme lorsqu'il faut se lever tôt pour aller au boulot et qu'on s'est couché tard sans plus.

Il raconte des conneries dans cet article, quand on prépare un stick ou un pétard, on met quatre cinquième ou plus de cigarette, c'est donc la cigarette qui nous intoxique, et le papier qu'ils oublient toujours de citer et d'analyser, ce sont des charlatans. Ne pas confondre l'effet du cannabis sur le système nerveux et sa toxicité chimique. N'allez pas comparer avec le Pastis, cela n'a

rien avoir. Le cannabis agit à dose homéopathique si votre consommation est très modérée, même au fil du temps si vous vous en tenez à cette discipline, ce ne sera pas le cas du Pastis, si vous mettez un doigt de Pastis dans un grand verre d'eau, vous aurez l'impression d'avoir bu une anisette ! Le Pastis est peut-être moins cher, mais comme ceux qui en boivent s'en servent un ou deux le midi et le soir, alors qu'on ne fume qu'un stick dans la soirée, au bout du compte cela revient au même ou presque, je parle en France, en Inde, l'alcool coûte 50 fois plus cher au moins si je compare avec une bouteille de vodka !

Comme je ne suis ni juge ni procureur, libre à chacun de consommer ce qu'il veut, toujours modérément, c'est préférable, et sans jamais toucher à une autre drogue, à prohiber formellement, même pour se marrer ou imiter des copains, c'est un conseil d'ami, de quelqu'un que je crois ouvert et équilibré, qui a tout essayé à une certaine époque par simple expérimentation en étudiant la psychanalyse, donc en ayant les pieds solidement sur terre.

ACTUALITE EN TITRES

Superlatif.

- Pertes colossales pour PSA en 2012 - Liberation.fr
- PSA vers une perte 2012 astronomique après des dépréciations massives - AFP

Mauvaises plaisanteries.

- Banques : «*Les créanciers prennent les profits, ils doivent prendre les pertes*» - Liberation.fr

Et pendant ce temps-là ils se gavent !

- Sanofi promet de distribuer 50% de ses profits à ses actionnaires en 2013 - L'Expansion.com
- Lagardère promet de gâter ses actionnaires après sa sortie d'EADS - AFP
- Les salaires des fonctionnaires à nouveau gelés en 2013 - AFP
- La désindexation des retraites complémentaires se précise - LeFigaro.fr
- La guerre au Mali a déjà coûté 70 millions d'euros à la France - LePoint.fr

Pourquoi, il devrait ?

- La hausse de l'euro n'inquiète pas Mario Draghi - L'Expansion.com

"Les changements actuellement observés dans les taux de change ne sont pas délibérés. C'est davantage l'effet de politiques économiques destinées à relancer l'économie" a-t-il précisé.

Croyez-le sur parole, lui et ses amis n'y sont pour rien, là il repassera. Par contre où on veut bien le croire, c'est que la mise en oeuvre de politiques d'austérité détermine la bonne ou la mauvaise volonté de ses amis.

- M. Draghi a répété qu'elle (BCE) se tenait prête à leur (les banques) fournir autant de liquidités que nécessaire lors de ses opérations de prêts sur une semaine, un mois et trois mois. L'Expansion.com 07.02

Il suffit de demander pour être servi, elle n'est pas belle la vie !

- La BCE laisse son taux inchangé et ne s'inquiète pas de l'euro fort - AFP

Suivez le guide.

- Les Bourses européennes terminent en baisse, sauf Francfort - Reuters

[Chouette : objectif atteint, dépassé, dixit Goldman Sachs !](#)

- 38 % : la baisse de revenu moyenne des foyers grecs depuis 2009 - Atlantico.fr

[Parce que le pluriel est de trop !](#)

- Pourquoi les gauches ne divorcent pas - Slate.fr

[Parce qu'ils ne sont pas sûrs, tiens donc ?](#)

- La loi américaine pourrait bientôt protéger les mots de passe Facebook - L'Expansion.com

Traduisez par "*la loi américaine*" : la CIA !

[Les affameurs. On n'en veut pas !](#)

- Rafale en Inde : '*Il reste encore beaucoup à faire*', estime Dassault - LeMonde.fr

- L'Inde, ce marché gigantesque qui fait rêver tous les industriels de l'armement - LeMonde.fr

[Depuis que la femme est devenue inutile...](#)

- "*L'homme au travail a besoin de se sentir utile car il cherche à donner un sens à ce qu'il fait*" - L'Express.fr

[Vous voulez faire des cauchemars, résultat garantie ?](#)

- Mais qui veut de la statue de Margaret Thatcher ? - LePoint.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé à la grève générale vendredi pour les funérailles de Chokri Belaïd, l'opposant assassiné mercredi à Tunis, a annoncé la centrale syndicale sur son site officiel.

"L'Union tunisienne générale du travail (UGTT) a décidé d'appeler à la grève générale vendredi, lors d'une réunion extraordinaire de sa direction élargie", a indiqué le syndicat dans un bref communiqué jeudi.

Quatre partis politiques avaient déjà lancé un appel similaire, mais l'UGTT, l'un des principaux moteurs de la chute de Ben Ali et qui revendique 750 000 adhérents dans toutes les régions, restait la clé de tout débrayage de grande ampleur. Si elle se confirmait, cette grève générale serait une première depuis 1978. Même sous Ben Ali, l'UGTT n'avait pas utilisé cette arme, se contentant d'un débrayage de deux heures le 14 janvier 2011, jour de la fuite précipitée de l'ex-dictateur.

Les syndicats des avocats, des magistrats et du parquet ainsi que les enseignants de l'université La Manouba de Tunis ont annoncé observer une grève dès aujourd'hui. La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a de son côté appelé les autorités à protéger les personnalités politiques

A l'UGTT, on indique, jeudi 7 février, avoir reçu par téléphone depuis deux jours plusieurs menaces de mort de plus en plus précises qui visent le secrétaire général de la centrale syndicale, Hocine Abassi, et son fils. "*Auparavant, nous les avions déjà reçues par écrit*", affirme Sami Tahri, membre du bureau exécutif de la centrale. Depuis plusieurs mois, les tensions se multipliaient entre l'UGTT et les autorités.

De son côté, le chef du groupe parlementaire islamiste Ennahda a annoncé à la télévision nationale rejeter l'annonce de la formation d'un gouvernement de technocrates apolitiques formulée la veille par le Premier ministre Hamadi Jebali, après

l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Hamadi Jebali avait annoncé mercredi sa décision de former un gouvernement de technocrates "*n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la nation*", sans fournir de calendrier. Il avait également promis d'organiser rapidement des élections, alors que des voix s'élèvent dans l'opposition pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante. Depuis quinze mois, celle-ci ne parvient pas à rédiger de Constitution faute de compromis réunissant les deux tiers des députés.

"*Les autorités savaient que Chokri Belaïd était menacé et n'ont rien fait*", a déclaré le chef du Parti républicain, Ahmed Néjib Chebbi, révélant figurer lui-même sur une liste de personnalités politiques menacées de mort. Son parti s'est allié à un front de l'opposition laïque réitérant l'urgence de dissoudre les milices pro-Ennahda dites "*Ligues de protection de la révolution*" (LPR). Mais le pouvoir a fait la sourde oreille aux appels de dissolution de ce groupe responsable d'une attaque spectaculaire en décembre contre le siège de l'UGTT et du meurtre en octobre de Lotfi Naguehd, un opposant battu à mort dans le Sud.

Besma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd, a aussi accusé le gouvernement de l'assassinat de son mari, alors que des manifestations ont eu lieu aux cris de "*Le peuple veut la chute du régime*" dans la capitale et plusieurs régions du pays, où des locaux d'Ennahda ont été saccagés par la foule en colère.

Ils étaient plusieurs centaines à défiler jeudi sur l'avenue Habib-Bourguiba à Tunis, haut-lieu de la révolution de 2011. Ils se dirigeaient vers le ministère de l'intérieur, essuyant des tirs de grenades lacrymogènes de la police. La veille, des heurts ont fait un mort dans les rangs de la police.

A Gafsa, ville instable du bassin minier tunisien, des centaines de manifestants anti-islamistes affrontaient violemment les forces de police jeudi. Les manifestants, qui procédaient à des funérailles symboliques de Chokri Belaïd, ont jeté un cocktail Molotov sur les policiers, qui ont répliqué par des tirs massifs de grenades lacrymogènes. La manifestation était organisée par le Front populaire, une alliance de partis de gauche et d'extrême gauche à laquelle appartenait M. Belaïd. AFP et lemonde.fr 07.02

SOCIAL

1- France

Le gouvernement français a décidé de soutenir l'offre égyptienne pour la reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), a déclaré jeudi le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Il a précisé sur la chaîne LCP Public Sénat que la société égyptienne Arabiyya Lel Istithmaraat était l'opérateur du barrage d'Assouan et qu'elle distribuait les véhicules du constructeur PSA en Egypte.

"*Le gouvernement a décidé de s'engager derrière une offre - il y en a eu une deuxième intéressante (d'une société suisse-NDLR) - de manière à obtenir la reprise de cette raffinerie. C'est une stratégie industrielle*", a expliqué Arnaud Montebourg.

"*Nous avons eu la chance d'accueillir une offre un peu surprise, qui pour nous est de bonne qualité, qui est l'offre d'un groupe égyptien ayant pignon sur rue*", a-t-il ajouté.

Au Caire, la société a dit que le projet était pour l'instant à l'étude.

Pierre Moscovici a confirmé que si l'une de ces offres se concrétisait, le gouvernement était "prêt à faire en sorte que l'Etat prenne (...) une participation minoritaire". Reuters 07.02

2- Espagne

2.1- Les étudiants et les enseignants sont dans la rue.

Des milliers d'étudiants espagnols sont descendus dans les rues lors de trois journées de grève, cette semaine, pour défendre un système éducatif déjà classé parmi les plus faibles de l'Union européenne et qu'ils estiment menacé par les coupes budgétaires.

Aux cris de "*ne touchez pas à l'enseignement public*", étudiants et lycéens ont manifesté jeudi soir à Madrid, comme déjà la veille, aux côtés des enseignants et des parents cette fois. AFP 07.02

2.1- Les agriculteurs sont dans la rue.

Quelques centaines d'agriculteurs, brandissant des pancartes "NON, ils démantèlent la campagne", ont manifesté jeudi à Madrid contre la réforme de la Politique agricole commune (PAC) et son financement en discussion au sommet européen à Bruxelles.

"Ce dont on parle maintenant avec la proposition (du président du Conseil européen Herman) Van Rompuy, c'est une réduction d'environ 20% des aides totales de l'Union européenne", a expliqué à l'AFP le secrétaire général de l'UPA, Lorenzo Ramos.

"Concrètement pour l'agriculture, en ce qui concerne l'Espagne, il pourrait s'agir d'une coupe annuelle de 600 à 800 millions d'euros", a-t-il ajouté.

Surtout, "nous luttons pour un prix juste, pas pour des subventions", dit Cuadonga Lopez, une éleveuse d'ovins de 43 ans de la région de la Rioja. Elle dénonce, comme les autres, des prix de vente pour les agriculteurs tirés à la baisse par l'industrie tandis "qu'il y a toujours plus d'intermédiaires" à rémunérer. AFP 07.02

ECONOMIE

UE

Les négociations sur le budget 2014-2020 de l'Union européenne étaient toujours dans l'impasse jeudi soir malgré près de sept heures d'efforts de conciliation déployés par le président du Conseil européen.

Herman Van Rompuy n'a pas été en mesure de présenter de nouvelles propositions de budget à l'ouverture de la première séance de travail des chefs d'Etat et de gouvernement du fait de divergences persistantes sur les chiffres clés.

Le début du sommet de Bruxelles a été retardé plus de cinq heures et demie pour lui permettre de rapprocher les points de vue lors de contacts avec les principaux dirigeants de l'UE.

Selon des diplomates européens, en fin de journée, il n'a pu que constater l'impossibilité de présenter un texte pouvant faire consensus.

"Il n'y aura pas de nouvelles propositions", a dit à Reuters une source européenne peu avant que les chefs d'Etat et de gouvernement ne se retrouvent en séance plénière.

D'autres sources européennes l'ont confirmé. L'une d'elles a cependant nuancé cette information en précisant qu'il n'y avait pas de nouveau texte "pour le moment".

Le président du Conseil estimait initialement qu'une nuit de négociation suffirait. Mais des diplomates pensent maintenant que les discussions pourraient se prolonger pendant le week-end. Reuters 07.02

Bon week-end à vous camarades, pas à eux !

[Haut de page ↗](#)

Le 9 février

CAUSERIE

HOMMAGE A CHOKRI BELAID.

J'enrage depuis que j'ai appris l'assassinat de Chokri Belaïd, contre les renégats, les traîtres, les capitulards, les fossoyeurs du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste, nos misérables dirigeants qui se vautrent dans le pire opportunisme qui soi, qui s'emploient à épargner le régime et à colporter jour après jour des illusions dans la têtes des militants et des travailleurs.

Oui demain vous serez confronté à la même situation que le prolétariat grec ou tunisien, oui vous ne serez pas davantage armés théoriquement et préparés psychologiquement pour affronter des conditions très difficiles où le combat politique basculera dans une guerre ouverte, à mort, avec le camp de la réaction, vous serez incapable d'y faire face et d'assumer vos responsabilités

de militant.

On vous a parler dans ce portail de la grève insurrectionnelle, de la révolution, de l'affrontement direct, violent entre les classes, de la guerre civile, de la répression à laquelle on n'échappera pas, arrestations, enlèvements, tortures, meurtres, de la nécessité de s'armer, de renverser le régime, d'abattre son Etat, de le détruire jusqu'à ce que plus une pierre tienne sur l'autre, on ne vous a rien cacher...

On a pris nos responsabilité, on vous a expliqué pas à pas comment se déroulait une révolution, comment devait se dérouler le combat pour prendre le pouvoir, qu'il nécessiterait des sacrifices, qu'on n'y échapperait pas, et que c'était inévitable pour terrasser, vaincre définitivement notre ennemi.

On vous a expliqué que si vous vouliez combattre sincèrement, honnêtement pour l'émancipation du capital, pour le socialisme, pour la liberté, il était impératif de saisir, d'intégrer la lutte des classes jusque dans ses moindres recoins, que pour garder en permanence à l'esprit cet objectif, y subordonner votre combat, vous deviez avoir intégré chaque étape qui conduit au combat final pour la prise du pouvoir.

On a pris le risque d'être traité de gauchiste, fanatique, de cinglé et j'en passe, Lénine avait dû affronter la même situation, moqueries, insultes, etc. sans fléchir, sans renoncer à ses principes, à ses convictions, à son objectif, il avait intégré les enseignements de Marx et Engels sur la Commune et la révolution de 1905, des révolutions bourgeoises précédentes dans le monde, il était préparé, il s'était préparé aux événements déterminants de la révolution de 1917, il y avait préparé les militants et cadres de son parti et ils s'employaient à y préparer les masses, masses toujours plus courageuses, téméraires que la plupart des dirigeants, la véritable avant-garde du mouvement ouvrier, les partis ouvriers et leurs dirigeants trainant les pieds ou à la remorque des événements, incapables de les prévoir ou de les voir venir, le moment venu ils étaient les premiers à désertir le combat...

Chez nous en France ils s'en sortent en reconnaissant une révolution en Tunisie sans être capables d'indiquer au prolétariat la voie à suivre pour qu'il puisse la mener à son terme. Pire, en France refusant d'axer leur combat contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, leurs discours ne sont que des paroles en l'air qui confinent à l'impuissance et mènent dans une impasse politique, situation dans laquelle se trouvent justement le prolétariat grec et tunisien, égyptien aussi. Ils ne servent à strictement rien en dehors de servir les intérêts des couches privilégiées de travailleurs qu'ils représentent et qui sont embourgeoisés, totalement subordonnés au régime en place. Ceci explique cela. En soutenant leur propre bourgeoisie, ils lui laissent le champ libre pour soutenir les régimes les plus pourris de la planète, ils n'ont même pas été foutu d'organiser une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali.

Ils ont démontré ainsi qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être les porte-parole du prolétariat révolutionnaire, de la révolution socialiste internationale, répétons-le, un terrain qu'au mieux ils ont totalement déserté depuis des lustres.

Nous continuerons d'en être le porte-drapeau et sur notre drapeau continuera de briller la faucille et le marteau du léninisme, n'en déplaise à Pierre Laurent pour qui en fait c'est le communisme qui doit figurer au musée de l'histoire, dans la poubelle de ces pires ennemis.

- Tunisie: Plus d'un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

- Les obsèques de Belaïd rassemblent une foule énorme à Tunis - Reuters

Jusqu'à 1.4 million de personnes auraient rendu un dernier hommage à l'opposant, lors d'une manifestation sous tension dans les rues de Tunis...

Le cortège a duré plusieurs heures et réuni des centaines de milliers de personnes, peut-être même 1.4 million d'après le ministère de l'Intérieur tunisien, ce vendredi. Elles sont venues rendre un dernier hommage à Chokri Belaïd. Une mobilisation record alors que la population égyptienne compte moins de 11 millions d'habitants.

Dès le milieu de la matinée, des milliers de personnes se sont rassemblées sous la pluie devant la dépouille de l'avocat de 49 ans, opposant anti-islamiste du régime, qui a été assassiné devant chez lui ce mercredi. Dans le défilé, la foule scandait des slogans contre le régime et le parti islamiste au pouvoir Ennahda: «*Ghannouchi, assassin, criminel*», «*La Tunisie est libre, terrorisme dehors*».

Plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeutes étaient déployés sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre-ville, haut-lieu de la «*révolution de jasmin*» de janvier 2011.

En début d'après-midi, le cercueil a été transporté de la Maison de la culture vers le cimetière El-Jellaz. Des heurts ont alors éclaté, suscités selon des témoins, par des casseurs à proximité du cimetière. Les forces de l'ordre ont réagi fermement par

de nombreux tirs de gaz lacrymogènes et des arrestations autour et même dans le cimetière.

Jamais une foule aussi nombreuse ne s'était rassemblée pour des obsèques en Tunisie depuis celles, en 2000, de Habib Bourguiba, le "père" de l'indépendance et premier président du pays. "*Le peuple veut une nouvelle révolution*", ont scandé les participants, qui ont aussi entonné l'hymne national. "*Belaïd, repose en paix, nous continuons la lutte*", scandait la foule, en brandissant des portraits de l'opposant assassiné par un homme armé qui a pris la fuite à moto.

A la suite de l'appel à la grève générale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), les commerces de Tunis étaient fermés et les vols en provenance et à destination de Tunis ont été supprimés.

De nombreuses manifestations étaient également organisées dans d'autres villes tunisiennes, notamment Gafsa où des violences ont également eu lieu.

A Gafsa, bastion de partisans de Chokri Belaïd dans le bassin minier du sud de la Tunisie, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov contre la police qui a riposté à l'aide de grenades lacrymogènes, selon des témoins. La foule y a scandé "*Le peuple veut la chute du régime*", le slogan utilisé à l'origine contre Zine ben Ali.

Dix mille personnes environ ont également manifesté à Sidi Bouzid, d'où est parti la "révolution du jasmin" de décembre 2010 et janvier 2011, rapportent des témoins.

Les banques, les usines et certains commerces sont restés fermés en réponse à l'appel à la grève des syndicats, dont la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT).

La mort de Chokri Belaïd, qui était âgé de 49 ans, a enflammé mercredi la rue tunisienne avec des milliers de personnes manifestant dans la capitale ainsi que dans plusieurs autres villes.

Le parti de Chokri Belaïd n'a qu'un poids politique limité mais cet avocat était devenu depuis la révolution une figure de la contestation et ses critiques contre les islamistes au pouvoir trouvaient un écho important.

"Des criminels ont assassiné Chokri. Mais ils ne pourront pas assassiner son combat", a déclaré Besma Belaïd, sa veuve.

"*Ma tristesse s'est arrêtée quand j'ai vu ces milliers de personnes dans les rues. A ce moment-là, j'ai su que le pays était en bonne voie et que des hommes et des femmes défendaient la démocratie, la liberté et la vie*", a-t-elle ajouté.

Ennahda a démenti toute implication dans ce meurtre mais des manifestants ont incendié dans plusieurs villes des locaux du parti, que beaucoup considèrent comme responsable. 20minutes.fr et Reuters 08.02

ACTUALITÉ DU JOUR

[A bas le gouvernement du Medef !](#)

Parisot le 6 février : *Pas de temps à perdre pour les réformes*, l'article est en ligne dans cette page.

A peine deux jours plus tard.

- Alors que le gouvernement avait laissé entendre qu'il ne traiterait le sujet qu'en 2014, Jean-Marc Ayrault aurait décidé de lancer une réforme des retraites dès cette année, selon le Monde du week-end. L'objectif serait de rassurer Bruxelles et les marchés financiers, alors que la France pourrait ne pas tenir son objectif de réduction du déficit.

Interrogé vendredi, le Premier ministre a botté en touche : «*Le Monde a bien du mal à écrire cela sans avoir d'informations sérieuses*», a réagi Ayrault, tout en reconnaissant qu'il faudra «*traiter*» le «*problème du déficit*» des retraites, et que le gouvernement, «*le moment venu, prendra toutes ses responsabilités*». libération.fr 08.02

Explication.

En échange d'un accord "*historique*" signé le 11 janvier dernier se traduisant notamment par la liquidation du contrat de travail, le Medef avait consenti quelques miettes aux travailleurs, miettes qui étaient en grande partie hypothétiques ou susceptibles d'être remises en cause car la mise en oeuvre de ces mesures était liée à l'évolution de la conjoncture économique, avant que

les goinffres puissent se jeter dessus, entendez les travailleurs qui étaient au chômage ou qui n'avaient pas de complémentaire.

Le gouvernement n'a pas entrepris de revenir sur la partie de cet accord favorable au patronat, il n'a pas non plus décidé de rendre ces miettes plus consistantes, les travailleurs risqueraient de s'étouffer avec, non, face au rejet dont il fait l'objet dans le pays il a décidé de modifier les clauses un peu trop alléatoires pour satisfaire ceux qui au sein du PS avaient mauvaise conscience de soutenir un accord aussi ouvertement antisocial, il fallait trouver le moyen de sauver les apparences en quelque sorte, ce qui n'est pas le cas du Medef qui comptait bien au fil du temps pouvoir revenir sur ces mesures pour en atténuer encore la portée ou les annuler tout simplement, selon le principe : on ne lâchera rien.

1- D'après lesechos.fr, la patronne des patrons conteste cinq points en particulier.

Elle s'oppose notamment à la réintroduction par le ministère du Travail de "*la clause de désignation*" dans l'article visant à généraliser les complémentaires santé. Cette rédaction contraindrait les entreprises à retenir le prestataire recommandé par la branche.

(De mémoire si je ne dis pas de bêtise, l'entreprise cotise au même titre que les salariés. Parisot souhaite que les patrons puissent choisir individuellement les formules qui leurs seraient les moins coûteuses par rapport à celles qui seraient adoptées par les branches où les syndicats sont présents. Il y a complémentaire et complémentaire, les coûts et les services ne sont pas les mêmes. - ndlr)

Autre point: la mise en place de droits rechargeables pour les chômeurs, qui serait rendue "*obligatoire*", alors qu'elle est conditionnée dans l'accord à la réalisation d'études d'impact préalables.

(Mesure qui était donc susceptible d'être annulée sous la pression du Medef - ndlr)

Mme Parisot est aussi réservée sur l'homologation administrative des plans de sauvegarde de l'emploi qui n'auraient pas été validés préalablement par les syndicats. Pour le ministère, il ne s'agit que d'une "*difficulté pratique de mise en oeuvre*", indique lefigaro.fr.

Enfin, la présidente du Medef s'oppose aux mesures concernant la cession des sites rentables et la représentation des élus dans les conseils d'administration des grandes entreprises. AFP 08.02

2- La CFDT est tellement liée au Medef que lorsque le syndicat patronal ne l'informe pas d'une décision qu'il aurait prise, le syndicat jaune s'en offusque et s'estime "*trahi*", plus pourri tu meurs ! Il faut appeler les travailleurs à quitter ce syndicat jaune, patronal, il faut harceler, matraquer ses dirigeants...

- «*Le Medef ne nous a même pas contactés*», s'indigne Véronique Descacq, numéro 2 de la CFDT. Qui estime que c'est «*soit un coup en traître, soit une déclaration à usage interne*» liée à la campagne pour la présidence du Medef. Liberation.fr 08.02

PCF

Parole, parole, parole...

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est dit vendredi "*profondément choqué*" par des "*propos scandaleux*" de Manuel Valls avertissant qu'il ne fallait pas toucher à l'outil de travail, sur fond de révolte contre des fermetures d'entreprises.

"*Il aurait mieux fait de se taire le jour où il a dit ça*", s'est insurgé le sénateur de Paris sur LCI. "*Si ce gouvernement est en place, c'est parce que le monde du travail a voulu se débarrasser de Nicolas Sarkozy. Donc Manuel Valls doit sa place à ces salariés-là*".

"*Les accuser de vouloir casser l'outil de travail alors qu'ils sont précisément en train de le défendre contre ceux qui veulent fermer les usines, c'est parfaitement scandaleux, ça me choque profondément*", a déclaré Pierre Laurent. AFP 08.02

... et les actes.

36e Congrès du PCF

- Les militants PCF déstabilisés par la disparition du marteau et de la faucille - LeParisien.fr

Alors que s'ouvre le 36e congrès du Parti communiste français à Saint Denis, la faucille et le marteau disparaissent des cartes des adhérents, révèle France Info vendredi 8 février. L'emblème léniniste du communisme "*n'est plus un sigle qui résume*" le

PCF selon Pierre Laurent, secrétaire national du parti.

«*Tout le parti est choqué par ça*», s'offusquait ce vendredi le secrétaire de section à Paris, Emmanuel Dang Tran, au micro de France Info.

«*Comment a-t-on pu semer des illusions sur Hollande qui allait faire une politique de rupture... Jamais ça nous a traversé l'esprit, on est communistes quand même!*» ironise Emmanuel Dang Tran.

Le secrétaire national du parti parle lui de «*modernisation*» et tente de calmer les esprits. "*Nous voulons nous tourner vers l'avenir. C'est un sigle qui ne résume pas ce que l'on est aujourd'hui*", s'est justifié Pierre Laurent sur LCI.

Musique électronique et spots de lumières criantes, les délégations syndicales des «*entreprises en lutte*» (Fralib, Sanofi, Goodyear, Unilever...) échangent jusqu'à dimanche à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) jusque dimanche. LeParisien.fr et Le Nouvel Observateur 08.02

Et bien nous, nous le severons parce que justement nous sommes léninistes jusqu'au bout des ongles, le léninisme coule dans nos veines, c'est lui qui nous inspire quotidiennement dans notre combat, nourrit notre politique et nous empêche de sombrer dans l'opportunisme dans lequel sont tombés finalement tous les partis sans exception.

Le léninisme, c'est le parti communiste construit sur la base des principes définis par Lénine et qui ont permis de construire le parti le plus démocratique qu'a jamais connu le mouvement ouvrier international, le parti bolchevik, qui comportait quelque dix tendances et permettait à chacune d'entre elles de s'exprimer, d'exister sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale auquel toutes avaient adhéré librement, ce que la plupart des militants ignorent malheureusement.

Le léninisme, c'est le parti communiste qui a conduit le prolétariat des villes et des campagnes à renverser le régime en place en 1917 et à prendre le pouvoir dans le but de construire une société meilleure et plus juste.

Le léninisme, c'est les enseignements de la révolution russe que Trotsky s'est employé le restant de ses jours à transmettre aux nouvelles générations de militants à travers le monde avant d'être assassiné par le pire ennemi du communisme, du léninisme, des masses exploitées, de la révolution socialiste mondiale, le dirigeant adulé par ceux du PCF : Staline.

Tous ceux qui s'emploient à faire vivre le PCF, qui entretiennent des relations avec ses dirigeants et son appareil, sont des traîtres, des ennemis du léninisme. Qu'il cesse de se réclamer du communisme, qu'il change de nom, il nous rendra service à défaut de pouvoir disparaître pour le moment.

Allemagne. Le visage hideux du capitalisme, il n'essaie même plus de le cacher.

Il est "*légal*", pour ne pas dire recommandé pour une travailleuse de se prostituer pour arrondir les fins de mois et survivre.

- Selon le journal Augsburger Allgemeine Zeitung, une jeune chômeuse a reçu de la part de l'agence allemande du travail une lettre lui proposant un poste d'hôtesse au sein du Colosseum, maison de passe bien connue en Bavière, et tout à fait légale. Une légalité qui n'a pas empêché le scandale d'éclater : "*J'étais à la recherche d'un travail décent de femme de chambre, pas d'un job dans un bordel*", explique la jeune femme au quotidien. "*Ma mère s'est même mise à hurler quand elle a lu la lettre*", plaide-t-elle.

Interrogé, le directeur de l'agence du travail d'Augsburg a reconnu que ses services avaient fait une erreur. Selon lui, ils auraient dû d'abord appeler la jeune femme pour vérifier si elle était intéressée par une telle offre d'emploi. En France, Pôle emploi avait proposé en 2010 sur son site Internet une annonce pour animer des discussions coquines sur le web. Légal, avait répondu feu l'ANPE. LePoint.fr 08.02

On devrait arrêter le directeur de l'agence du travail d'Augsburg et le conduire dans un bordel pour homosexuel pour le forcer à se faire sodomiser, pour survivre en remplacement de son traitement qui serait réduit dans la même proportion que celui que perçoivent les travailleurs soumis aux conditions d'Hartz IV ou lui verser un généreux traitement d'1 euro de l'heure. Vous savez les petits boulots si répandus en Allemagne et qui font le bonheur des capitalistes de ce pays, il paraît qu'il n'y a jamais eu autant de millionnaires en Allemagne, avec un peu de chance il se fera culbuter profond par un généreux donateur.

L'UE des rentiers, des banquiers, des multinationales, des riches actionnaires et des nantis.

Le montant de ce fonds d'aide aux plus démunis va passer de 500 millions d'euros par an à 300 millions, conséquence du budget européen d'austérité en passe d'être adopté à Bruxelles.

Le cri d'alerte des associations caritatives françaises n'aura servi à rien. Le budget du Programme européen d'aide aux plus

démunis (PEAD) va subir une baisse drastique à partir de l'an prochain. Ce n'est pas vraiment une surprise, puisque les vingt-sept réunis à Bruxelles sont en passe d'adopter un budget d'austérité pour la période 2014-2020, en baisse pour la première fois de son histoire (-3%). Presque mécaniquement, le PEAD est donc lui aussi amputé. Selon les Echos, son montant passera de 500 millions d'euros annuels à 300 millions.

Créé en 1987 pour écouler les surplus de la Politique agricole commune, le PEAD avait failli passer à la trappe en 2011, victime d'une fronde de plusieurs pays européens, Allemagne en tête. Sauvé in extremis, le programme était ardemment défendu par plusieurs associations françaises. Celles-ci recevaient chaque année 72 millions d'euros, ce qui leur permettait de distribuer 130 millions de repas. « *C'est une catastrophe, réagissait-on vendredi soir à la Fédération française des banques alimentaires. Cela représente 25 millions de repas en moins par an.* » libération.fr 08.02

Avec l'approbation de Hollande.

Ceux qui ont appelé à voter pour lui et pour les candidats du PS aux législatives en 2012 vont se précipiter pour faire un don bien chrétien à une oeuvre de charité histoire d'entretenir leur bonne conscience, entre nous, on ne voudrait franchement pas être à leur place. A mon avis ils n'en feront rien, pas spécialement parce que ce serait des pingres en plus, bien que ce soit un trait de la personnalité des petits-bourgeois très répandu, mais parce que cela ne leur coûtera rien de continuer d'entretenir des illusions dans le PS, ils en vivent...

[Dupont et Dupont. Vive l'Union libre des Etats libres en Europe, non le POI n'est pas le seul à à avoir adopté ce mot d'ordre hautement révolutionnaire !](#)

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a appelé vendredi l'Europe à "se débarrasser" de l'Union européenne alors qu'un sommet européen se penche à Bruxelles sur le vote du budget pour 2014-2020.

"L'Union européenne a trahi la belle idée européenne. Cette organisation est morte, elle mène le continent à la ruine (...) Il va falloir se débarrasser de cette Union européenne qui n'a rien à voir avec l'Europe", s'est-il exclamé sur i>TELE.

Le député de l'Essonne accuse notamment les dirigeants européens de couper "toutes les dépenses d'avenir". "Les Chinois, les Américains, les Brésiliens (...) investissent dans la science et nous, on est en train de rater la révolution scientifique du XXIème siècle", a-t-il accusé.

L'ex-candidat à l'Elysée propose de supprimer "toutes ces instances boulimiques d'argent qui mènent les pays à la ruine" et de refonder une Europe des nations "sur des bases saines" AFP 08.02

Ainsi les adhérents du POI qui envisageraient de quitter leur parti pourront toujours se réfugier dans le parti de Dupont-Aignan, ils ne seront pas très dépaysés, je caricature... à peine.

ACTUALITE EN TITRES

[La contre-révolution a frappé. La révolution est en état de légitime défense.](#)

On y était tous !

- Tunisie: Plus d'un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

Armez-vous et faites le ménage !

- Assassinat de Chokri Belaïd en Tunisie: « *C'est la porte ouverte aux règlements de comptes* » - 20minutes.fr

Quand des miliciens d'extrême droite, des néo-nazis ou des salafistes, djihadistes ou autres vermines islamistes radicaux en Grèce, en Egypte, en Tunisie, demain en Espagne, en Italie, en France, etc. menacent ou attaquent, assassinent des journalistes, des syndicalistes, des opposants au régime, des travailleurs immigrés, je leur dis armez-vous pour affronter la réaction et l'anéantir, c'est légitime de défendre votre peau puisque l'Etat en est incapable ou est complice de ces assassins.

Cela vous fera un excellent entraînement pour affronter ensuite son armée et sa police auxquelles vous répliquerez les armes à la main. En état de guerre déclarée entre les classes, les mesures adoptées doivent être à la hauteur de la situation des risques qui pèsent sur la démocratie et les libertés les plus élémentaires.

Le développement de la situation en Grèce, en Egypte et en Tunisie est riche en enseignements, elle démontre notamment qu'il est impossible d'espérer un changement social et politique sans détruire l'Etat en place ou l'ensemble de ses institutions, institutions qui ont été créées par la classe dominante toujours au pouvoir et pour ses propres intérêts, sur la base de rapports sociaux de production qu'elle entend préserver.

Il faut donc que les masses exploitées se rassemblent ou se mobilisent avec leurs partis et organisations pour constituer les bases ou les piliers d'un nouvel Etat, une République social, des organismes de pouvoir indépendants qui représenteront exclusivement les besoins et les aspirations des travailleurs manuels et intellectuels du pays, condition indispensables pour se donner les moyens de les satisfaire, balayer le régime en place et son Etat, son appareil de répression, sa justice sa police et son armée. Tout autre voie est vouée à l'impasse, à l'échec...

C'est le programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

[C'est celui qui le dit qui l'est !](#)

- Alain Juppé: «*Les terroristes sont toujours là*» - 20minutes.fr

[Psychose. Hallali de l'obscurantisme et de l'ultra libéralisme.](#)

- La viande de cheval vendue comme du boeuf était d'origine roumaine - AFP

- Lasagnes au cheval : la viande était d'origine française et étiquetée "*viande bovine*" - LePoint.fr

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert) Qu'elle crève !

[En Merkhollande.](#)

- Budget européen: trahison, vaudeville et marchandage au sommet - L'Expansion.com

- Budget européen: Hollande défend "*un bon compromis*" - L'Expansion.com

- François Hollande a cédé devant Londres et Berlin - LeFigaro.fr

À l'issue du sommet européen sur le budget, la France n'a pas réussi à défendre ses positions face aux exigences de David Cameron, soutenu par Angela Merkel. LeFigaro.fr 08.02

- Les conservateurs saluent le succès de David Cameron à Bruxelles - Reuters

- Bruxelles coupe dans l'aide alimentaire européenne - Liberation.fr

[Corporatisme. Boycott !](#)

- "*Parlement et citoyens*", un site web pour associer les électeurs à l'élaboration des lois - L'Express.fr

[Hollande. Mensonge d'Etat.](#)

- Otages au Sahel: Hollande dit qu'il n'y a pas de "*questions financières*" en jeu - AFP

- Sahel: des millions de dollars versés pour des otages, selon une ex-diplomate américaine - AFP

[En famille. Qu'il change de nom !](#)

- Le PCF supprime la faucille et le marteau - Le Nouvel Observateur

- Les socialistes rendent visite à leurs "*amis*" communistes - L'Express.fr

[Les ONG ou la bonne conscience des colons, la blanchisserie des crimes de la réaction.](#)

- Les abus sexuels contre les enfants sont '*courants*' en Inde, dénonce Human Rights Watch - LeMonde.fr

J'en ai causé deux mots hier. C'est ancré dans la tradition de mariée une jeune fille pubère quel que soit son âge à un homme qui pourrait être son grand-père.

La question serait plutôt de se demander pourquoi cette pratique existe-t-elle encore de nos jours. Question que les ONG ne poseront pas, car il faudrait remettre en cause le colonialisme et le sous-développement économique et social dans lequel les puissances occidentales ont maintenu l'Inde et la plupart des pays qu'ils ont colonisés, notamment en Afrique pour mieux continuer à exercer leur hégémonie sur ces pays et piller leurs richesses.

Pourquoi les ONG en sont-elles incapables ? Parce qu'elles sont toutes financées par ces ex-Etats colonisateurs et leurs multinationales.

Autre question pour conclure : pourquoi cet acharnement contre l'Inde ou d'autres pays pauvres ? Pour que leurs dirigeants acceptent de procéder à des réformes structurelles (privatisations) et d'ouvrir leur marché intérieur aux profit des multinationales des mêmes colonisateurs qui hier avaient fait en sorte de maintenir le pays et sa population en état de sous-développement.

On comprendra sans peine qu'une ONG qui tiendrait un tel discours se verrait couper immédiatement les robinets de son financement et serait vouée à disparaître rapidement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi après 24 heures de négociations serrées sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, mais qu'ils ont salué comme un "*bon compromis*".

"*C'était notre réunion la plus longue, mais cela valait la peine de travailler pour obtenir ce résultat*", a déclaré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, en jugeant ce budget 2014-2020 à la fois "réaliste et tourné vers l'avenir".

"*Il n'est parfait pour personne, sans doute, mais il y en aura pour tous*", a-t-il souligné.

Ce budget se traduit par 960 milliards d'euros en crédits d'engagement, qui correspondent au plafond autorisé, et 908,4 milliards en crédits de paiement, soit les dépenses effectives, a-t-il détaillé.

Les 960 milliards correspondent exactement à 1% du Revenu brut de l'Union.

Ce résultat est nettement en retrait par rapport aux propositions faites par M. Van Rompuy en novembre (973 milliards d'euros pour les engagements et 943 milliards pour les paiements), elles-mêmes déjà très inférieures aux propositions de la Commission européenne.

"*La Commission européenne aurait préféré, c'est vrai, des montants plus élevés, mais c'était le meilleur résultat qui pouvait être atteint à l'unanimité*", a déclaré son président, José Manuel Barroso.

De sources européennes, on a souligné que cela correspond à une baisse de 3% du budget pour la période 2014-2020 par rapport aux sept années précédentes.

De quoi satisfaire les pays exigeant des coupes sévères dans les dépenses, comme le Royaume-Uni, face aux défenseurs d'un cadre plus ambitieux comme la France.

David Cameron a fait part de sa satisfaction d'avoir obtenu "*un budget considérablement restreint, qui va permettre aux contribuables britanniques d'économiser beaucoup d'argent*".

Le président français François Hollande a salué de son côté "*un accord qui a été aussi long que d'habitude à faire jaillir mais qui a*

été un bon compromis". Il s'est félicité du maintien du budget de la Politique agricole commune, dont la France est le premier bénéficiaire.

Les fonds de cohésion pour les régions les plus défavorisées, notamment dans les pays de l'Est, obtiennent 4,5 milliards supplémentaires. Un nouveau fonds pour l'emploi des jeunes sera doté de quelque six milliards.

Pour parvenir à une baisse substantielle du budget pluriannuel sans amputer la PAC et la Cohésion, l'essentiel des coupes sont opérées dans l'enveloppe destinée aux infrastructures. Elle est amputée de plus de 10 milliards d'euros, à un peu plus de 29 milliards.

Les fonctionnaires de Bruxelles, dans le collimateur des Eurosceptiques britanniques depuis des années, devront se serrer la ceinture, avec 1,5 milliard de moins que la demande de la Commission.

Côté recettes, les pays bénéficiant de rabais, le Royaume-Uni en premier lieu, mais aussi l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède, le conservent. Le Danemark obtient la ristourne qu'il demandait.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui a salué un *"bon et un important accord"* entre les 27, a expliqué que seraient négociées avec le Parlement une certaine *"flexibilité"* du budget ainsi qu'une clause de révision dans deux ans, comme le réclament les eurodéputés.

Les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen (conservateurs, socialistes, libéraux et Verts) ont immédiatement annoncé qu'ils refuseraient d'accepter *"en l'état"* ce budget qui, selon eux *"ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne"*. Sans l'accord des eurodéputés, qui se prononceront en juillet, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

M. Van Rompuy a appelé le parlement à *"prendre ses responsabilités"*, soulignant que *"le budget européen n'est pas une opération comptable"* car *"la vie, la survie de régions, de groupes sociaux entiers en dépendent"*. AFP 08.02

On peut leur faire confiance sur ce plan-là puisqu'ils représentent tous les mêmes intérêts et la même idéologie.

2-Grèce

2.1- Des néonazis allemands au Parlement grec

L'organisation Freies Netz Süd, dont des cadres ont visité le Parlement grec et s'y sont fait photographier avec des membres de Chryssi Avgi (Aube Dorée), est qualifiée de *"néonazie"* par des documents du Ministère de l'Intérieur du Land de Bavière.

Sur les photographies, d'après les légendes rédigées par le site de l'organisation susmentionnée, on trouve à gauche Sebastian Schmaus, à droite Matthias Fischer.

Tous deux sont également conseillers municipaux du parti radical d'extrême-droite Bürgerinitiative Ausländerstopp (Initiative citoyenne Stop aux étrangers). Le conseil municipal de Munich a récemment voté en faveur de l'interdiction de ce parti local.

Sebastian Schmaus a été condamné (en février 2009) à six mois de prison avec sursis pour conduite en état d'ivresse alors qu'il collait des affiches pour le parti néonazi NPD. En 2010, il a été condamné pour violation des droits d'auteur, alors qu'il avait diffusé sur Internet des photos de manifestants de gauche, les présentant comme des personnes recherchées par la police.

En 2010, il a également été accusé d'avoir violemment agressé un cycliste. Il a été innocenté par manque de preuves, mais a été condamné pour la destruction de l'appareil photo du cycliste.

Matthias Fischer a fait 20 mois de prison après avoir été condamné pour incitation à la haine et a également été condamné pour d'autres délits de nature semblable.

Il est le cofondateur du Fränkischer Aktionsfront, interdit en 2004 pour des raisons similaires (6). Après sa libération, en 2011, des attaques néonazies ont eu lieu contre les domiciles et les véhicules de membres d'organisations antinazies, d'après une publication du site du journal Die Zeit. Il a quitté le NPD en 2008.

Le NPD est considéré comme un parti modéré comparé au FNS (Freies Netz Süd). (source : thepressproject) okeanews.fr 08.02

2.2- Intimidations des néonazis dans un dispensaire de Médecins du Monde et « contrôles » à l'hôpital de Tripoli

Deux actions d'intimidation des néonazis ont eu lieu ces dernières 24 heures dans le secteur de la santé : une à Athènes, dans un dispensaire de Médecins du Monde, et une à l'hôpital de Tripoli.

A Athènes, une quarantaine d'activistes néonazis ont procédé à des intimidations contre un dispensaire de Médecins du Monde, à la pointe dans les soins apportés aux migrants. Médecins du Monde a dénoncé ces pratiques. A l'hôpital de Tripoli, dans le Péloponnèse, les néonazis sont entrés dans le bâtiment pour procéder à des contrôles -en toute facilité- afin de vérifier si l'hôpital employait des infirmières étrangères exclusives. Les infirmières exclusives sont dédiées à un seul malade et payées par le malade pour les soins de nuit.

La directrice de l'hôpital de Tripoli a eu une conférence de presse commune avec les membres du parti néonazi dans laquelle elle a partagé certaines idées du parti fasciste, ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions d'indignation du président de l'association des médecins du département d'Arkadia :

"La direction de l'hôpital ne remplit pas son rôle social et constitutionnel. La conférence de presse commune avec un représentant local d'un parti pose des interrogations, pas tant sur le fait de la conférence de presse commune, que sur l'objet de la coopération . Il va sans dire que la question des infirmières exclusives doit être réglée par l'État et par la direction de l'hôpital, mais dans un cadre institutionnel et légalement acceptable."

Le président de l'association s'oppose à la directrice en précisant qu' "*elle cherche des aides extra constitutionnelles pour remplir ses devoirs et elle salue publiquement le fait de se faire justice soi même dans une période où la prise de parole publique par les officiels doit être précautionneuse*".

Concernant les intimidations envers Médecins du Monde à Athènes, l'AFP indique :

Une quarantaine d'activistes néonazis ont mené une opération d'intimidation contre un dispensaire athénien de la section grecque de Médecins du Monde, en pointe dans les soins aux migrants, a dénoncé vendredi son président, Nikitas Kanakis.

Selon M. Kanakis, le dispensaire a fermé ses portes durant la "*stupide démonstration de force*" du groupe, dont les membres, revêtus de la blouse noire du parti néonazi Aube Dorée, se sont massés jeudi après-midi devant ses locaux à Pérama, banlieue ouest d'Athènes, en hurlant des slogans hostiles et xénophobes.

Le dispensaire "*a été visé en tant que tel*", alors que MDM-Grèce est en pointe ces dernières années dans l'aide sanitaire aux migrants et dans le recensement des agressions xénophobes qui se multiplient dans le pays, généralement imputées à Aube Dorée, a-t-il estimé pour l'AFP.

MDM-Grèce va informer la police de l'incident "*pour que les autorités assument leurs responsabilités*" quand à la sécurité de son personnel et de ses installations, a ajouté M. Kanakis.

Dans une réaction à l'AFP, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, a pour sa part dénoncé une "*intolérable attaque*" qui "*met une fois encore en lumière l'urgence pour les autorités grecques de prendre des mesures résolues pour contenir les personnes violentes, avant que ces dernières ne portent sérieusement atteinte à la démocratie en Grèce*".

Selon M. Kanakis, des journalistes français ont aussi été témoins de l'incident alors qu'ils tournaient un reportage sur ce dispensaire, devenu emblématique du recul de la prise en charge publique de la santé pour cause de cure d'austérité.

"Ce qui est consolant c'est que les patients, à 90% des Grecs dont des anciens résistants et vieux militants de gauche, étaient prêts à défendre le dispensaire", où finalement les néonazis n'ont pas tenté de pénétrer, s'est félicité M. Kanakis.

M. Muiznieks, qui a effectué la semaine dernière une visite en Grèce, avait alors pressé le pays de "*défendre sa démocratie*" face à la "*menace spécifique*" que constitue Aube Dorée, qui a raflé en juin 7% des voix et 18 députés au parlement dans un contexte de grave crise économique et sociale. (source iatropedia et AFP) okeanews.fr 08.02

3- Egypte

Des heurts entre policiers et manifestants ont éclaté vendredi dans plusieurs villes d'Egypte, en particulier près du palais présidentiel au Caire, faisant une centaine de blessés au cours de rassemblements à l'appel de l'opposition "*pour la dignité*" et contre le pouvoir islamiste.

De petits groupes de manifestants se trouvaient toujours en fin de soirée aux abords du palais à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, rassemblés autour de pneus en feu. Certains lançaient des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ripostaient par du gaz lacrymogène, selon des images de télévision retransmises en direct.

Auparavant, la police avait déjà fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui lançaient des feux d'artifice et des cocktails Molotov sur le palais.

Des fourgons des forces de sécurité avaient chargé les contestataires qui s'étaient repliés un peu plus loin sur la grande avenue joutant le bâtiment.

Des violences ont aussi éclaté au cours de manifestations dans plusieurs villes de province comme à Alexandrie (nord) et Tanta (delta du Nil).

Le Premier ministre Hicham Qandil, cité par l'agence officielle Mena, a condamné des violences "*injustifiables*", affirmant qu'elles "*nuisent à la stabilité du pays et entravent les intérêts des citoyens*".

Dans la journée, au son de tambours et des drapeaux égyptiens à la main, des milliers de personnes étaient parties de plusieurs quartiers de la capitale pour se diriger vers la place Tahrir, dans le centre-ville, et vers le palais présidentiel.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé les manifestants, tandis que d'autres qualifiaient le ministère de l'Intérieur de "*voyou*". A Tahrir, les contestataires ont accroché des bannières avec des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, dont il est issu.

Ces nouvelles manifestations interviennent après plusieurs incidents liés aux brutalités policières et deux édits religieux (fatwas) appelant au meurtre des figures de l'opposition. La présidence a dénoncé ces fatwas comme du "*terrorisme*".

Cette semaine, la mort d'un militant pro-démocratie après plusieurs jours en détention a provoqué la fureur et ravivé les appels à une réforme des services de sécurité. Ce décès est intervenu quelques jours après la diffusion, en direct à la télévision, d'images d'un homme dévêtu, traîné et battu par la police lors d'une manifestation devant le palais présidentiel.

Après les fatwas contre des chefs de l'opposition, le ministère de l'Intérieur a renforcé la sécurité autour du domicile des deux principaux dirigeants de l'opposition, Mohamed ElBaradei et Hamdeen Sabbahi, dont les noms ont été cités par l'un des religieux dans sa fatwa.

M. ElBaradei, de tendance libérale, et M. Sabbahi, un nationaliste de gauche, sont tous deux membres du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition laïque à M. Morsi.

Mercredi, M. ElBaradei s'était insurgé contre la lenteur du gouvernement à réagir à la fatwa. "*Le régime reste silencieux alors qu'une nouvelle fatwa autorise à tuer l'opposition au nom de l'islam. La religion ne peut encore une fois être utilisée et détournée*", avait-il affirmé.

Jeudi, Al-Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite basée au Caire, a prévenu que de tels édits pouvaient conduire à "*la sédition et au désordre*". AFP 08.02

4- Syrie

4.1- Les soldats de l'armée nationale ont entièrement expurgé la ville de Karnaz dans la banlieue de Hama de la présence des terroristes qaidistes et de leur complice de l'ASL. Au bout de 16 jours d'opérations armée sans répit, les miliciens du front Al Nosra ont été entièrement décimés dans cette localité, plusieurs ateliers de fabrication de bombe et de roquettes ont été identifiés et détruits. Les unités d'ingénierie de l'armée ont de leur côté neutralisé les mines déposées sur la route menant à cette ville. Selon Al Alam, Abou Wassim Al Ansari, le chef qaidiste a été tué à Homs, dans la banlieue de Lattaquié, deux ramps de lancement de missiles ont été détruits et de nombreux terroristes, tués à Saqlin, près de Hama, les forces de l'armée ont infligé de lourdes pertes aux terroristes. french.irib.ir/ 08.02

4.2- Le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major des forces armées américaines ont, ouvertement, exprimé leur soutien à l'armement des terroristes, en Syrie.

Leon Panetta, le secrétaire américain à la Défense, et le général Martin Dempsey, chef d'état-major des forces armées américaines, ont, explicitement, annoncé, pour la première fois, avoir soutenu l'armement des terroristes, en Syrie. Par ailleurs, le porte-parole de la Coalition des opposants syriens, Walid Al-Bani, a critiqué les organisateurs du Sommet de l'Organisation de Coopération islamique, pour n'avoir pas invité un représentant de cette Coalition, au Caire. french.irib.ir/ 08.02

4.3- Un groupe de hackers syriens a piraté des comptes Facebook et Twitter de la chaîne de télévision Sky News Arabia, basée aux Emirats arabes unis.

La chaîne a pu, de nouveau, utiliser ses comptes, dans les réseaux sociaux, plus tard, dans la journée.

Les représentants du groupe de hackers, qui se présentent comme des membres de l'Armée électronique syrienne, affirment qu'ils piratent les sites Internet, en signe de protestation contre une position des médias étrangers, par rapport au Président syrien, Bachar al-Assad, qui serait «biaisée», selon eux. french.trib.ir/ 08.02

4.4- Selon Dampress, citant la chaîne 10 israélienne, les chasseurs syriens ont survolé, ce mardi, et à une très basse altitude, Haïfa et Tel-Aviv, et ont lâché des tracts, au-dessus de la ville, où c'était écrit : "*Nous saurons riposter au raid israélien et nous allons en déterminer, nous mêmes, le moment et le lieu*".

Selon cette information, les radars sionistes n'ont pas pu intercepter ces avions, puisqu'ils ressemblaient fort aux avions israéliens. french.trib.ir/ 08.02

4.5- Lundi, le régime israélien a reçu une première réponse au raid de son aviation contre le sol syrien :

Selon Al-Alam, l'un des plus grand opérateurs de téléphone mobiles israélien est tombé en panne. Avec ses trois millions d'abonnés, la société Bylephone n'est plus capable d'assurer ses services. Les communications téléphoniques sont très fortement perturbées et même, le cabinet israélien, dont les membres utilise ce même opérateur en sont affectés!

Ces perturbations interviennent, moins d'une semaine après le raid israélien contre un centre de recherche de l'armée syrienne, dans la banlieue de Damas . "*Les usagers sont privés de tous les services, texto, y compris*", a titré la presse israélienne, lundi. C'est l'armée israélienne, hantée par une riposte syrienne à son raid, qui a ouvert une enquête, pour déterminer les causes de cet incident technique, qu'elle qualifie, d'ors et déjà, de terroriste. Damas a affirmé vouloir infliger une réponse adéquate au raid israélien, une réponse qui coûtera cher aux Israéliens. french.trib.ir/ 08.02

SOCIAL

1- France

T-Systems France, la filiale services du géant allemand Deutsche Telekom, pourrait annoncer un nouveau plan social qui ferait passer l'emploi dans l'entreprise d'environ 1.000 personnes aujourd'hui à moins de 300 dans quelques mois.

Trois plans sociaux depuis 2008 ont déjà fait maigrir les effectifs de 1.600 à 1.000 personnes et les syndicats craignent une nouvelle vague de licenciements.

Ces pertes d'emplois s'ajouteraient aux 600 personnes concernées par la cession en cours de l'activité intégration système (SI) qui est dénoncée par les syndicats comme une opération d'externalisation du plan social. Reuters 08.02

2- Allemagne

Affaibli par la crise qui frappe les aciéristes sur le vieux continent, le géant industriel allemand ThyssenKrupp va supprimer plus de 2.000 postes dans sa branche d'acier en Europe, nouvelle étape d'un vaste plan de restructuration visant à diversifier ses activités.

"*Au total, plus de 2.000 postes vont être supprimés sur les 27.600 que comptent Steel Europe*", nom de cette branche, en vue d'économiser 500 millions d'euros d'ici 2015, a annoncé vendredi le groupe de Essen (nord-ouest) dans un communiqué.

Les services administratifs à son siège de Duisbourg seront aussi concernés.

En outre, le conglomérat allemand, 14e producteur mondial d'acier, n'exclut pas de supprimer 1.800 postes supplémentaires dans le cadre de possibles cessions d'actifs, mais n'a pas encore arrêté de décision, a déclaré un porte-parole à l'AFP.

Cette restructuration est liée à l'environnement économique dégradé qui a fortement affecté l'industrie sidérurgique en Europe, a expliqué le groupe.

A l'instar des autres aciéristes européens, ThyssenKrupp a notamment fait les frais d'une hausse du prix des matières premières, des incertitudes pesant sur la conjoncture et d'un effondrement de la demande, principalement en Europe du Sud.

Ce plan devait encore être approuvé par les instances dirigeantes du groupe et discuté avec les représentants du personnel, a-t-

il précisé.

Le syndicat allemand IG Metall s'est déjà dit opposé à tout licenciement sec et a exigé un plan de sauvegarde des sites de fabrication d'acier à haute valeur ajoutée, ainsi que le maintien des capacités de production.

"Personne chez ThyssenKrupp ne doit perdre son emploi. (...) ThyssenKrupp doit investir en vue d'un avenir durable, avec une stratégie de long terme pour l'acier", a réagi Knut Giesler, porte-parole du syndicat, cité dans un communiqué.

"Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition des erreurs passées de management", a-t-il ajouté.

Il veut désormais se diversifier davantage, au profit de produits à plus forte valeur ajoutée tels que les ascenseurs, les sous-marins, les machines ou encore les composants automobiles et aéronautiques.

Pour ce faire, le groupe, qui emploie 150.000 personnes dans le monde, est embarqué dans un programme de restructuration, qui passe par des suppressions de postes et plusieurs cessions d'actifs. Au total, il vise à réaliser 2 milliards d'euros d'économies d'ici 2015, toutes branches confondues.

ThyssenKrupp est le premier fabricant d'acier en Allemagne. Né de la fusion en 1999 des vieux concurrents Thyssen et Krupp, il fabrique des produits d'acier, mais également des biens technologiques comme des ascenseurs, des sous-marins, ou des composants pour l'industrie automobile. AFP 08.02

ECONOMIE

Venezuela

Le gouvernement vénézuélien a annoncé vendredi la dévaluation de 31,75% de la monnaie nationale, le bolivar, soumis à un strict contrôle du taux de change, et qui va passer de 4,30 à 6,30 pour un dollar américain.

La mesure sera effective mercredi prochain et a été décidée par le président Hugo Chavez, hospitalisé depuis deux mois à Cuba, afin de *"minimiser les coûts et obtenir les meilleurs résultats"* possibles dans une économie pétrolière ultra-inflationniste et dépendante des importations.

En outre, M. Giordani a annoncé la création de l'Organe supérieur de l'optimisation du système monétaire, composé de la Banque centrale, du ministère des Finances et de celui des Mines et du pétrole, principal pourvoyeur de devises de ce pays disposant des plus importantes réserves de brut au monde.

Cet organisme aura pour fonction de fixer les priorités dans l'assignation des devises par secteurs et a été créé, notamment, pour faire diminuer une inflation de plus de 20% par an, a-t-il expliqué.

"En ce moment, il y a une poussée inflationniste et spéculative, et c'est là qu'il faut agir", a déclaré le ministre.

Le président de la Banque centrale, Nelson Merentes, également présent à la conférence de presse, a pour sa part officialisé la disparition du Stime, un système qui permettait de changer le bolivar sur un marché secondaire, à 5,30 pour un dollar, et utilisé par de nombreux secteurs économiques.

Cette annonce *"va avoir un impact inflationniste très important. Si le gouvernement utilise la dévaluation de façon isolée pour combattre le déficit budgétaire sans soutenir le secteur privé, ce ne sont pas des mesures qui vont résoudre les problèmes de fond du Venezuela",* a réagi l'économiste Jesus Caciue, professeur à la Preston University du Venezuela.

L'inflation au Venezuela en janvier s'est établie à 3,3%, plus du double de celle de janvier 2012, et l'indice de pénurie de produits a grimpé à 20,4%, ont indiqué vendredi l'Institut national de statistique (INE) et la Banque centrale.

Sur les 12 derniers mois, l'inflation a toutefois diminué, pour passer de 26% à 22,2%. AFP 08.02

Chavez en tirera-t-il la conclusion qu'il doit s'attaquer au *"secteur privé"* ? Vous y croyez, vous ? S'il ne l'a pas fait au cours des dix dernières années, ce n'est pas demain qu'il va s'y mettre, c'est cela le *"socialisme du XXIe siècle"* !

Haut de page ↗

Le 10 février

CAUSERIE

Hier soir j'ai bossé jusqu'à 3h30 du matin pendant que je téléchargeais des vidéos sur l'économie et la politique. On verra cela demain. J'ai préparé un article en introduction que je dois encore peaufiner. Je corrigerai et je formaterai les causeries au format pdf ce soir.

HOMMAGE A CHOKRI BELAÏD (suite)

Le NPA, LO, le PCF et le PG ont participé à des rassemblements entre les 6 et le 9 février après l'assassinat de Chokri Belaïd. Le NPA a appelé à un rassemblement contre la guerre française au Mali devant le siège d'AREVA le 9.

Un seul absent (à ma connaissance) : le POI. Chokri Belaïd et son parti ne devait pas être assez bien pour ses dirigeants.

Ayez à l'esprit en lisant les lignes suivantes que les travailleurs tunisiens se sont massivement mobilisés avant-hier pas seulement pour rendre hommage à l'un des leurs, Chokri Belaïd, mais aussi en soutien à leur révolution inachevée.

Les partis cités plus haut se sont contentés du minimum syndical, moins encore, ils n'ont pas été à la hauteur de la situation en ne mobilisant même pas leurs militants à l'occasion des manifestations auxquelles ils avaient appelé et qui ont eu lieu hier, honte à eux ! Ils confirment ainsi tout le mal que l'on pense d'eux et du mouvement ouvrier dégénéré et dont seuls ils portent la responsabilité. Voici un article de l'AFP qui était mes propos, si nécessaire.

- Près d'un millier de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Paris, Marseille, Lyon et Toulouse pour rendre hommage à l'opposant tunisien assassiné mercredi devant son domicile à Tunis, Chokri Belaïd, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les 400 manifestant parisiens ont défilé au rythme de slogans tels que "*Liberté, démocratie, à bas la terreur, à bas la barbarie*", ou encore "*Ghannouchi assassin*", à l'intention du chef d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir à Tunis, Rached Ghannouchi. Une grande banderole blanche, sur laquelle on pouvait lire en français et en arabe "*nous sommes tous Chokri Belaïd, non aux assassinats politiques*", ouvrait le cortège qui s'est rendu de Barbès à la place de Clichy (18e).

A Marseille, Toulouse et Lyon, des cortèges de 150 à 200 personnes ont défilé, brandissant drapeaux tunisiens, photos et pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*vive la Tunisie laïque*" ou encore "*en deuil pour ma Tunisie*".

Scandant "*Non à l'intégrisme*" et "*Tunisiens debout, jamais à genoux*", les quelque 200 manifestants marseillais se sont regroupés derrière deux banderoles clamant "*tous unis pour une Tunisie libre démocratique*" et "*le peuple tunisien n'abdiquera pas*".

A Lyon, les manifestants étaient regroupés autour d'un grand panneau proclamant, à côté de sa photo, "*vous avez assassiné Chokri, nous sommes tous des Chokri*".

"*Nous sommes un peuple de Musulmans tolérants qui n'a rien à voir avec les traditions djihadistes*", a déclaré dans une prise de parole Ridha Smaoui du Front Populaire tunisien (Rhône-Alpes), applaudi par les manifestants.

"*C'est un acte de gens aux abois qui n'ont rien à proposer pour sortir le pays de la crise, mais nous ferons tout pour démasquer les assassins et nous jurons de rester mobilisés*", a-t-il ajouté, aussitôt repris en arabe par des manifestants scandant "*Chokri soit tranquille on continuera la lutte*".

A Toulouse, environ 150 personnes se sont rassemblées place du Capitole, en plein cœur de la ville rose, avant de se rendre devant le consulat de Tunisie.

De nombreuses photos de l'opposant assassiné étaient visibles dans le cortège. "*Il n'est pas mort sous la dictature de Ben Ali, il est mort assassiné sous la démocratie de la troïka*", pouvait-on lire sur une affichette portée par une manifestante. AFP 09.02 Quelques centaines de manifestants en comprenant les travailleurs tunisiens qui y ont participé, alors que le PCF, le NPA, LO, et le PG comptent à eux tous plus de 100.000 adhérents, les faits parlent d'eux-mêmes, ces partis sont vraiment en dessous de tout. On défend le régime en place à Paris et à Tunis comme on peut.

Savez-vous pourquoi ils n'ont pas mobilisé leurs troupes ? Parce qu'ils sont décomposés, c'est une explication mais elle est insuffisante, il y a une raison politique à cela. Plus loin je reproduis un extrait de la charte du Parti populaire de Chokri Belaïd. En

le lisant vous comprendrez immédiatement, car son contenu et l'engagement sur le terrain de ce parti de combattre sur son programme au lieu de se contenter de paroles en l'air, est en contradiction avec la politique mise en oeuvre par ces partis. Avant d'y venir une précision, un courriel reçu et deux articles de presse.

Avant-hier plus d'un million de Tunisiens ont rendu hommage à Chokri Belaïd, selon le ministère de l'Intérieur tunisien qui a avancé le chiffre d'1,4 million de manifestants. Hier le parti islamiste Ennahda n'a pu mobiliser que quelques milliers de Tunisiens, cela donne une idée assez précise du rapport de forces qui existe en Tunisie entre ceux qui ont participé à la révolution pour obtenir une société meilleure et plus juste, et les forces de la réaction qui ont réalisé un hold-up sur le pouvoir au lendemain de la chute de Ben Ali, parti islamiste ultra minoritaire dans le pays, quasiment inexistant il y a deux ans, financé et porté au pouvoir par les impérialistes français et américains ainsi que le Qatar, les véritables assassins de Chokri Belaïd.

- Le parti islamiste Ennahda au pouvoir en Tunisie était en proie à une crise ouverte avec la menace samedi du Premier ministre Hamadi Jebali de démissionner à défaut de pouvoir former un gouvernement apolitique après l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd.

Cette annonce est survenue au moment où plus de 3.000 personnes manifestaient à Tunis à l'appel d'Ennahda pour désavouer M. Jebali, numéro deux du parti, qui avait exprimé dès mercredi, jour du meurtre, son souhait d'un tel cabinet refusé par la direction du parti.

"Je présenterai l'équipe au plus tard au milieu de la semaine prochaine. Si elle est acceptée je continuerai à assumer mes fonctions, à défaut, je demanderai au président de chercher un autre candidat pour former un nouveau cabinet", a dit M. Jebali à des médias tunisiens.

Il a ensuite souligné à l'antenne de la chaîne France 24 que "*tous les ministres seront des indépendants, y compris à l'Intérieur, la Justice et aux Affaires étrangères*", alors qu'Ennahda refuse de renoncer à ces ministères clés.

Le Premier ministre a souligné que son initiative visait à empêcher que le pays "*bascule dans le chaos et l'irrationnel*", avant de lancer à ses détracteurs: "*Quelle alternative? La loi de la jungle?*".

C'est la première fois que M. Jebali évoque sa démission. Les divisions au sein du parti opposent les modérés dont il fait partie et une frange radicale rangée derrière le chef Rached Ghannouchi.

Faute de compromis sur la nature du futur régime, l'élaboration de la nouvelle Constitution par l'ANC est paralysée.

Ces remous s'ajoutent à la multiplication des conflits sociaux en raison du chômage et de la misère, deux facteurs clés de la révolution de 2011 qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali. Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes, dont celle contre l'ambassade américaine en septembre.

Signe que les autorités redoutent de nouveaux débordements, l'armée a été déployée samedi, la Tunisie vivant sous le régime de l'état d'urgence depuis 2011.

Le parti islamiste a nié toute responsabilité dans l'assassinat de l'opposant, alors que des milices pro-pouvoir, la Ligue de protection de la révolution, sont accusées d'attaquer opposants et militants syndicaux. AFP 09.02

Je n'ai pas voulu reproduire un passage de cet article de l'AFP pour qu'il ne soit pas noyé dans cette masse d'informations, à savoir que selon l'AFP avant-hier seulement "*plusieurs dizaines de milliers de personnes*" se seraient mobiliser à la fois pour rendre hommage à Chokri Belaïd et exprimer leur soutien à la révolution qui n'est pas achevée, ce qui manifestement ne correspond pas à la réalité, ce qui se comprend puisque l'AFP est la voix de la pensée unique, du régime en place à Paris notamment.

Le second article relatant la situation hier soir à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011

- Des manifestants ont incendié dans la nuit de vendredi à samedi les locaux de mouvements islamistes près de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, alors que la Tunisie est plongée dans la tourmente après le meurtre d'un opposant.

Les manifestants ont mis le feu au siège du parti au pouvoir Ennahda et à celui d'une ONG islamiste dans la ville de Souk Jedid, à 17 km de Sidi Bouzid. Ils ont aussi incendié trois bureaux du siège de l'administration du district, ont indiqué des témoins à l'AFP. Des heurts ont aussi opposé dans la nuit à Sidi Bouzid même la police et un groupe de jeunes qui ont tenté de s'introduire dans un dépôt de la douane, a constaté un journaliste de l'AFP. Par ailleurs, par mesure de précaution, Ennahda a évacué les locaux du parti à Sidi Bouzid. LePoint.fr 09.02

Précision.

Personnellement j'ai laissé filer l'info annonçant son assassinat dont j'avais pris connaissance le 6 très tard dans la soirée puis le lendemain matin à 9h, pourquoi je n'en sais rien, en réalité j'avais téléchargé ces articles sans les lire me destinant à les traiter plus tard, c'est en vérifiant ce matin dans le dossier où sont stockés dans le disque dur les articles de février que j'ai découvert cette erreur totalement involontaire de ma part.

Il faut dire que depuis que mon épouse est là, je vis un cauchemar au quotidien, c'est devenu invivable chez moi, si j'avais été plus jeune et dans une autre situation je l'aurais quitté immédiatement et ma décision aurait été irrévocable. Je ne cherche pas une excuse à cette erreur, j'explique dans quelle condition elle s'est produite. Je pourrais ajouter que le carter gauche de l'unité centrale de mon ordinateur est en permanence ouvert car j'ai régulièrement des problèmes, sans parler de ma connexion Internet qui recommence à se bloquer tous les matins et tous les soirs, c'est systématique avec Mozilla, un peu moins avec Explorer, quand le trafic est le plus dense et évidemment quand je télécharge les articles de presse, ce qui fait qu'au lieu d'y passer 1h15 à 1h30 j'y passe plus de 2h et le boulot de la journée ne fait que commencer, je suis déjà épuisé, je tiens le coup au café et à la clope.

Et puis à force de vouloir en faire toujours plus, il arrive un moment où on fait des conneries. J'en fais toujours plus parce que j'ai conscience que certaines infos que je mets en ligne ne seront traitées par aucun média ou parti, par exemple, avez-vous entendu parler du survol de grandes villes en Israël par une dizaine d'avions de l'armée de l'air syrienne, évidemment que non, ni l'AFP, ni Reuters ne l'ont relayée, donc la totalité des médias l'ont ignorée et les partis aussi.

Bon, je me suis rattrapé le 8, c'est l'essentiel.

Un message reçu du parti de Chokri Belaïd, le Front Populaire

"Merci cher camarade pour votre sollicitude.

Vive la lutte du peuple tunisien.

Amitiés"

Ghannouchi a pris la poudre d'escampette.

Une autre info que vous ne lirez nulle part ailleurs, j'ai été la chercher en Iran. Quelle horreur s'écriront nos misérables procureurs pourris par leur dogmatisme et qui se font volontiers les complices de nos bourreaux.

- Rached Ghannouchi a pris un vol de Tunisair, à 14h35, de l'aéroport Tunis-Carthage, en direction de Londres. Il a atterri à l'aéroport de Londres Heathrow, à 16h50. Sa propriété londonienne a été placée sous haute protection policière par la police britannique. french.irib.ir 07.02

Extraits. Projet de la charte politique du Front Populaire - 26 septembre 2012

1. La question nationale et démocratique :

L'édification d'un régime républicain, civil et démocratique, qui soit au service du peuple et qui

réalise une indépendance effective du pays ;

se fonde sur le principe de la souveraineté du peuple, laquelle apparaît dans l'élection de toutes les institutions du pouvoir au niveau national, régional et local, avec la possibilité de les contrôler, de leur demander des comptes et, éventuellement, de les destituer ;

repose sur la séparation des pouvoirs et la nécessité de leur équilibre ;

assure l'indépendance de l'autorité judiciaire selon les critères internationalement reconnus ;

garantit la neutralité de l'État à l'égard des partis et des forces politiques ainsi que sa gestion démocratique ;

garantit les libertés publiques et individuelles et notamment la liberté de pensée, de création et d'expression, ainsi que celle de la presse, de l'information et de la diffusion ; de même que la liberté de s'organiser, de circuler, de protester, de manifester et de

faire grève ; il garantit aussi bien les conditions matérielles de leur exercice ;

réalise l'égalité totale et effective entre l'homme et la femme et reconnaît l'égalité des chances entre eux dans tous les domaines et les lieux et protège les acquis de la femme ; il consolide et promeut le Code du statut personnel et combat toutes les formes de discrimination et de violence physique et morale à son encontre ;

établit une séparation entre le religieux et le politique et garantit la liberté de conscience et la liberté de culte et de sa pratique, et combat toute forme d'instrumentalisation politique de la religion, des lieux de culte, des institutions religieuses, éducatives et culturelles, ainsi que les institutions du travail social, et leur exploitation à des fins sectaires ou partisanses ;

mène une politique étrangère indépendante et nationale, reposant sur le soutien à la résistance nationale en Palestine, en Irak et au Liban, ainsi que le soutien à tous les mouvements de libération nationale et d'émancipation sociale dans la patrie arabe et le monde, de même que le soutien aux révolutions arabes et la lutte contre toute intervention étrangère qui les menace, la criminalisation de toutes les formes de normalisation des relations avec l'entité sioniste et les mouvements racistes ; il œuvre à la réalisation de l'unité arabe sur la base des principes de liberté, d'égalité, de dignité, de démocratie et de justice sociale.

2. La question économique et sociale :

L'édification d'une économie nationale, indépendante, équilibrée et cohérente, qui assure la souveraineté du peuple sur les richesses du pays, garantisse une croissance effective pour toutes les régions et repose sur une distribution juste des richesses de façon à satisfaire les besoins fondamentaux du peuple dans les domaines matériel et moral ; ce qui suppose les procédures suivantes :

la révision des accords préjudiciables aux intérêts du pays et à son indépendance,

la nationalisation des secteurs stratégiques et la garantie de leur gestion démocratique et efficace,

la nationalisation des entreprises confisquées et l'interdiction de leur cession au capital étranger,

la promotion d'une industrie nationale qui soit en rapport avec les besoins du pays, ses compétences et ses capacités,

l'annulation de la dette sur la base d'une étude minutieuse des prêts engagés par la dictature déchue,

l'instauration d'un système fiscal juste et transparent,

une réforme agraire au profit des paysans pauvres et des petits paysans,

la garantie des droits fondamentaux à un travail digne, à un logement décent, à l'éducation publique gratuite et de qualité, ainsi qu'aux soins gratuits,

la garantie de la liberté syndicale et du droit de grève,

la garantie du droit de tout citoyen et des générations futures à un milieu équilibré et sain et à un environnement favorable à la santé et exempt de déchets, ainsi que la lutte contre la pollution et la concentration des efforts sur les énergies renouvelables qui ne soient pas nocives aux êtres vivants.

3. La question culturelle et éducative :

la garantie de la liberté de création sous toutes ses formes artistique, culturelle, intellectuelle et scientifique et l'assurance des cadres et des formes qui lui sont adéquats

l'instauration d'une culture nationale ouverte sur les autres cultures, qui soit également avantageuse à tous les citoyens sans discrimination de groupes ou de régions

la garantie des libertés académiques et la promotion des institutions de recherche scientifique avec l'assurance de leur indépendance

l'instauration d'un système d'enseignement démocratique, populaire et unifié

la garantie de la suprématie de la langue arabe, sa protection et sa promotion, ainsi que la garantie de son usage dans l'enseignement, sur les plans officiel et administratif, tout en s'ouvrant sur les autres langues

œuvrer à l'enracinement de notre peuple dans son identité nationale qui s'est formée à travers un processus historique long et varié, qui s'est enrichie et développée continuellement dans une interaction fructueuse de ses éléments civilisationnels arabo-islamiques éclairés et des acquis du progrès de l'humanité ; le combat contre toute tentative de remise en cause de son appartenance nationale, patriotique et civilisationnelle, ainsi que contre les formes de domination culturelle et tous les genres de fanatisme et d'intolérance

œuvrer à la diffusion des valeurs de la raison, des Lumières et du progrès, ainsi que des valeurs de la citoyenneté et des droits de l'homme

œuvrer à dépasser l'individualisme et promouvoir des valeurs et des rapports sociaux de solidarité au sein du peuple.

Les signataires de ce document considèrent que le principal objectif du Front est d'achever le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections. Ils affirment leur disposition à réagir positivement à toutes les initiatives nationales et populaires qui s'accordent avec les orientations et les tâches du Front. Fin.

Il faut ajouter que le Front populaire s'est engagé à rompre avec le FMI et l'UE, ce qui ne figure pas au programme du Front de gauche en France.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une journée d'action bidon en guise de mobilisation

Ce que j'avais annoncé il y a quelques jours se trouve confirmé ici.

- La CGT et FO appellent ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, auquel ils entendent faire barrage, ont annoncé les deux syndicats vendredi un communiqué commun.

Signé le 11 janvier par trois centrales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) et par le patronat, l'accord sur la sécurisation de l'emploi, qui est actuellement retranscrit par le ministère du Travail dans un projet de loi, "*organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs*", estiment les deux confédérations.

Elles "*appellent leurs organisations territoriales et professionnelles à créer les conditions de la mobilisation la plus large possible au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail dans les régions, départements et localités le 5 mars prochain*". AFP 08.02

Il fait le Lepaon pour camoufler la collusion qui existe entre les dirigeants de la CGT, le gouvernement et le patronat.

Pour lui l'accord patronal infâme du 11 janvier serait seulement "*très mauvais*".

Dans ces conditions, il est normal qu'il s'en remette aux députés qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", adopter le budget 2013 d'austérité, soutenus la guerre contre le peuple malien, etc. commettant une contrevérité en affirmant qu'ils ont été "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*", désolé, dans le programme de Hollande figurait l'engagement de prendre des mesures pour renforcer "*la compétitivité des entreprises*" afin de relancer la "*croissance*", autrement dit en faveur du patronat contre les travailleurs, ce qui figure effectivement dans l'accord du 11 janvier, contrairement à ce que dit Lepaon, Hollande a respecté à la lettre ses engagements.

Que Lepaon s'emploie à le camoufler parce qu'il soutient le gouvernement et le patronat, nous comprenons, nous ne sommes pas dupe.

- Le futur secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon lance une charge contre la politique menée par le gouvernement, estimant que le président François Hollande "*s'inscrit dans la suite de Sarkozy*", dans une interview au Journal du dimanche.

A la question de savoir si le chef de l'Etat mène une politique libérale, il répond: "*Peu importe le vocabulaire. Hollande s'inscrit dans la suite de Sarkozy, il considère, lui aussi, que le travail est un coût qu'il faut baisser*".

"Le gouvernement a ainsi trouvé 20 milliards d'euros pour les entreprises après un coup de fil de (la patronne du Medef) Laurence Parisot et il a refusé d'augmenter le Smic. C'est l'inverse des engagements de campagne sur la justice sociale", dit-il en référence au crédit impôt compétitivité.

Dans cette interview, le successeur désigné de Bernard Thibault dénonce à nouveau l'accord sur la sécurisation de l'emploi qu'il qualifie de "très mauvais".

"Le gouvernement s'était engagé à ce que le CDI redevienne la norme, à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, à sécuriser le travail. Mais avec cet accord, les employeurs ont sécurisé les licenciements, les salariés n'ont aucune garantie sauf celle de voir leur salaire baisser et de renoncer aux recours juridiques", dénonce-t-il.

Il appelle les députés de la majorité, "élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas" à ne pas le transcrire dans la loi et réclame "une autre négociation (...) contre la précarité et pour une vraie politique industrielle".

Dans cet entretien, M. Lepaon tacle également son futur alter ego à la CFDT, Laurent Berger pour avoir jugé la CGT coresponsable de la fermeture du site de Goodyear à Amiens Nord, estimant ses propos "indignes".

"Quand on est syndicaliste, on ne met pas au même niveau les victimes et les assassins, les salariés qui se battent et les multinationales qui font des profits. C'est une erreur de jeunesse. Pour dire cela, il ne faut pas avoir vécu un seul plan de restructuration dans sa vie", lance M. Lepaon.

Le syndicaliste réaffirme également la nécessité de légiférer contre les licenciements dits boursiers "pour que l'État ne laisse pas les groupes industriels faire seuls l'aménagement et surtout le déménagement de notre territoire".

Là encore, il lance une pique contre le gouvernement estimant que "l'État ne fait qu'accompagner les restructurations" et n'a "pas de politique industrielle". (La CGT fait exactement la même chose, comme tous les syndicats d'ailleurs. - ndlr)

"Comme le précédent gouvernement, quand on leur demande où sont les priorités, aucun ministre ne sait répondre", dit-il. (Cela saute aux yeux : les intérêts des capitalistes. - ndlr)

Quant aux craintes d'une radicalisation des conflits sociaux, il estime qu'"en publiant une circulaire d'alerte, (le ministre de l'Intérieur Manuel) Valls souffle sur les braises" et "entretient un processus de provocation pour assimiler les salariés aux casseurs". Les services de renseignement de la police ont reçu récemment une instruction de suivre "au plus près" les entreprises en difficulté afin d'éviter une "radicalisation" des mouvements sociaux.

"Notre volonté, ce n'est pas de casser, c'est d'améliorer le sort des salariés", assure M. Lepaon, notant qu'"un conflit social est par nature d'une grande gravité. Il y a la détresse, la désespérance des salariés. Tout est réuni pour qu'il y ait des débordements". AFP 09.02

Traduisez "ce n'est pas de casser", ce n'est pas exproprier les capitalistes. Il manie l'opportunisme et le gauchisme le plus vulgaire fournissant un prétexte à Valls pour matraquer les ouvriers. Les staliniens n'ont jamais agi autrement dans le passé.

[Le PCF en renfort de l'UE. Suivez le guide.](#)

A entendre Pierre Laurent jusqu'à peu l'Union européenne n'avait rien de vraiment insupportable, ce serait seulement maintenant que "leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne", car selon lui il faudrait revendiquer le bon boulot qu'elle a fait jusqu'à présent, ses dizaines de millions de victimes apprécieront sans doute.

Donc il considère que l'UE telle qu'elle existe est un acquis et qu'il faut surtout pas engager "sa déconstruction européenne", encore moins rompre avec elle ou la liquider, quelle horreur, c'est qu'il y tient le bougre !

Il y tient tellement qu'il émet le regret que face à la crise, "au lieu de changer de cap, les forces du consensus libéral" ont persisté dans la même voie, pourquoi parce qu'il fallait en attendre autre chose. On a là le discours du stalinien que j'ai évoqué quelques jours plus tôt si vous vous souvenez, lorsque D. Gluckstein (POI) et un militant du PCF s'adressait au gouvernement, en réalité se reconnaissait dans ce gouvernement étranger aux intérêts des travailleurs, de la même manière que l'UE est étrangère, opposée à leurs intérêts. C'est une constante au PCF depuis plus d'un demi-siècle affirmions-nous nous en avons encore ici la preuve, se tourner vers la réaction pour réaliser les revendications des travailleurs en France, au niveau de l'UE pour l'Europe, de l'ONU (et OTAN) à l'échelle mondiale, ainsi la boucle est bouclée, la chape de plomb, au lieu de les mobiliser, de rester strictement sur le terrain de leurs besoins ou aspirations.

Pour conclure, il va de soi que mettre en avant "un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur

la solidarité", dans le cadre de l'UE telle qu'elle existe puisqu'il ne faut surtout pas procéder à sa "déconstruction", encore moins s'attaquer aux fondements du capitalisme, revient à soutenir l'UE.

Des parlementaires européens se sont prononcés pour le rejet du budget européen adopté à Bruxelles au nom de "la compétitivité économique européenne, donc en réalité l'application à la lettre de tous les traités européens signés précédemment dont les Etats ont dû s'écarter crise oblige pour sauver l'essentiel, donc au nom des intérêts des banquiers et des multinationales, et bien Pierre Laurent tient le même discours quand il évoque la "solidarité" qui ne s'appliquerait finalement dans l'UE qu'entre banquiers, patrons ou actionnaires contre le prolétariat européen. Je vous laisse en juger.

- Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a dressé samedi un réquisitoire contre "*l'Europe de l'égoïsme*", "*au service des milieux financiers et patronaux*", et a appelé "*les forces de progrès*" à s'unir pour une Europe plus "*solidaire*", lors d'un discours au congrès de son parti.

"La construction européenne, dans son mode ultralibéral, est aujourd'hui une machine extrêmement sophistiquée au service des milieux financiers et patronaux, et largement dominée par les intérêts des classes dirigeantes des pays les plus puissants, au premier rang desquels l'Allemagne", a lancé, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le patron du PCF.

Face à la crise, "*au lieu de changer de cap, les forces du +consensus libéral+ organisent la fuite en avant vers un fédéralisme centralisateur et autoritaire, seul capable à leurs yeux d'imposer l'austérité à des peuples qui la rejettent de plus en plus explicitement"*, a ajouté Pierre Laurent, qui dirige aussi la Gauche européenne, une alliance de partis communistes à travers le continent.

Evoquant le budget de l'UE adopté vendredi, "*qui, pour la première fois, attaque les maigres dispositifs de solidarité existants*", il a affirmé que "*leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne*".

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne.

"Cela fait resurgir les replis nationalistes ou régionalistes, et prospérer de dangereux populismes racistes et xénophobes", a ajouté le numéro un du PCF.

"C'est pourquoi nous opposons à ce risque l'ambition d'un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur la solidarité", a lancé Pierre Laurent, en appelant à ce que "*toutes les forces de progrès (...) joignent leurs efforts, de manière concrète, permanente et systématique*". AFP 09.02

Congrès du PCF en famille. Une mise en scène bien réglée.

Hier, ils étaient trois (de la direction du PS - ndlr) à se rendre à Saint-Denis au 36e congrès des communistes: le numéro 2 du parti et député de Seine-Maritime, Guillaume Bachelay; le député de Haute-Garonne et responsable des élections au PS, Christophe Borgel; et Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne et chargé chez les socialistes des relations avec les autres formations politiques. «*Un haut niveau de représentation*» a insisté Pierre Laurent à plusieurs reprises.

Certes, à leur arrivée vendredi soir peu avant 19 heures, ils sont allés tout droit vers une salle proche de l'entrée. Pas question de traverser les allées remplies de communistes ou de faire un tour dans la plénière où se déroulent les débats... Des huées, ça aurait forcément fait mauvais genre quand on veut montrer une image de rassemblement. Là, pas de risque. Après 20 minutes d'entretien avec une délégation composée de Pierre Laurent, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, et Francis Parny, chargé des relations avec les autres partis, les voilà devant une nuée de micros et caméras.

En pensant très forts aux futures alliances locales pour les municipales, Bachelay insiste à fond sur «*la culture commune*» que socialistes et communistes «*ont dans les collectivités*». «*La gauche est diverse mais elle ne doit pas être divisée*», poursuit le député de Seine-Maritime. Laurent acquiesce: «*Nous avons une culture commune de gestion des collectivités locales. Il serait dommageable de brader cet acquis*». Bachelay en remet une couche: «*Il faut s'inspirer de ce qui marche au plan local pour l'appliquer au plan national*».

(Le PCF s'y emploie à sa manière en se refusant de mobiliser les travailleurs contre le gouvernement et les institutions, et la CGT se partage les rôles avec les autres syndicats pour que le patronat que soutien le PS puisse appliquer sa politique, n'en demandez pas trop. La suite est du baratin pour tromper les ignorants de son propre parti. - ndlr)

Mais pas question pour le PCF de se ranger à la politique gouvernementale que soutient le PS. La veille, à la tribune, Laurent avait été clair: «*Nous ne parions en rien sur l'échec. Ce sont les choix gouvernementaux actuels qui nous font craindre cet échec et qui nous conduisent en permanence à mettre en avant des choix alternatifs crédibles.*»

(Il souhaiterait bonne chance au gouvernement qu'il ne s'y serait pas pris autrement ! - ndlr)

Le petit groupe ressort vite du hall. Quelques pas sous la pluie pour se rendre dans une autre salle pour la réception organisée par le chef du PCF. Où sont les socialistes? Bien en face de Laurent. Bien visibles. Derrière eux prend place Pascal Durand, le numéro d'Europe Ecologie – Les Verts. «*J'essaie d'être cohérent!*» plaisante-t-il lorsque Laurent le cherche du regard depuis l'estrade.

A leur gauche, Jean-Luc Mélenchon, ex-candidat Front de gauche à la présidentielle mais aussi plus de 30 ans au PS avant de le quitter en 2008, n'a pas un regard pour ses anciens camarades.

«*On va voir Jean-Luc?*» lance d'un coup Bachelay. Avec Borgel, suivis des journalistes, les voilà près d'une table fournies en macarons auprès de leur ancien camarade. «*Je les connais d'avant et de pendant et dans les luttes je les ai vus tous les deux*», souligne Mélenchon. «*Celui-là je l'ai vu à Sanofi*», dit-il à l'adresse de Borgel, «*celui-là à Petroplus*», pour Bachelay. «*On est ensemble dans les luttes, poursuit le député européen. (Avec Mittal, Peugeot, la direction de Renault, etc. En tant que délégué syndical je les dégagerai. - Ndlr) Vous voyez, je fais aussi des compliments!*» Réponse cinglante de Borgel: «*C'est bien de le reconnaître*». Mélenchon reprend: «*On a un désaccord sur la façon de faire. Pour l'instant les électeurs leur ont donné raison.*» Bachelay du tac au tac: «*C'est bien qu'on le note tous*». Puis, cherchant un satisfecit de ses anciens camarades, Mélenchon leur lance, en souriant: «*Mais je n'ai pas démerité (...) je me suis pas mal débrouillé*», en référence à ses 11,1% au premier tour de la présidentielle. Borgel, acide: «*Oui, et à la fin on a gagné*». liberation.fr 09.02

(Un aveu de plus. Vous avez bien lu, ils sont d'accord, ils ont juste "un désaccord sur la façon de faire", en réalité pour tromper les travailleurs et les militants, faire passer les intérêts du patronat avant ceux des travailleurs.

Mélenchon dans le rôle de sireur de pompes de cette vermine, ce type-là n'a vraiment aucune dignité, ils sont bien issus du même parti et partage bien la même idéologie, la même morale répugnante. Et en plus il en est fier, il n'a "pas démerité", il ne s'est "pas mal débrouillé"... pour porter Hollande au pouvoir. On lui en laissera le mérite. - Ndlr)

[Après l'adoption du budget de l'UE, les grandes manoeuvres ont commencé. Le numéro d'illusionnisme du Parlement européen.](#)

- Budget européen: la bataille ne fait que commencer - L'Expansion.com avec AFP 09.02

Le Parlement européen refuse le budget en l'état nous dit-on.

Qu'en est-il en réalité ? Pourquoi le refuse-t-il ? Qu'est-ce qu'il refuse ? Dans quel sens au juste ? Les réponses.

A en croire les premiers articles de presse publiés à la suite de cet "accord" entre les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE, il y aurait une fronde de plusieurs groupes parlementaires au Parlement européen qui doit se prononcer sur ce budget européen pluriannuel 2014-2020. Depuis on en sait un peu plus, voyons de quoi il retourne vraiment.

- Mais les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen ont annoncé qu'ils refuseraient d'accepter "en l'état" le budget pluriannuel européen qui, selon eux, "ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne".

(D'entrée de jeu on comprend en quoi consiste leur "refus", précisons pour fixer le cadre que ces "opposant" ont tous voté tous les traités européens depuis Maastricht, traités qui avaient justement pour objet renforcer "la compétitivité de l'économie européenne" en s'attaquant à tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs en Europe, ils estiment donc que si la compétitivité de l'économie européenne, en réalité celle des entreprises et des banques n'a pas atteint cet objectif, c'est parce que les gouvernements n'ont pas appliqué à la lettre cette politique réactionnaire et qu'il leur reste encore du boulot à faire, les incitant à s'y mettre sans plus tarder. Evidemment, vous ne trouverez pas telle quelle cette explication, c'est ce qui ressort de leur discours - Ndlr)

- "Cet accord ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne. Au contraire, il ne fera que l'affaiblir. Ce n'est pas dans l'intérêt des citoyens européens", ont estimé dans un communiqué commun Joseph Daul (PPE, conservateurs), Hannes Swoboda (socialistes), Guy Verhofstadt (Libéraux), Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit (Verts). "Le Parlement européen ne peut accepter en l'état l'accord trouvé aujourd'hui au Conseil européen.

(Bien entendu, il faut présenter l'affaire au nom des "intérêts des citoyens européens" que l'UE n'a eu de cesse de broyer depuis qu'elle existe. - Ndlr)

- "Nous regrettons que M. Van Rompuy, le président du Conseil européen, n'ait pas parlé, ni négocié avec nous au cours des derniers mois", ont indiqué les parlementaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont mis d'accord vendredi, à l'issue d'un sommet marathon, sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne. "C'est maintenant que les véritables négociations vont commencer, avec le

Parlement européen", ont prévenu les parlementaires. "Nous maintiendrons les priorités que nous avons clairement indiquées à plusieurs reprises", ont-ils insisté.

(En réalité, ils regrettent de ne pas avoir mis la main à la pâte en collaborateurs zélés de l'oligarchie financière qu'ils sont. Cela se comprend, à 27 ils ont eu toutes les peines du monde à parvenir à un accord boîteux, alors imaginez un peu ce qu'il en aurait été avec quelque 700 députés représentant chacun les intérêts corporatistes des couches qu'ils représentent. Tout cela n'est qu'un numéro d'illusionnisme pour masquer les contradictions auxquelles ils doivent faire face, entre leur subordination total au capital et les intérêts de leurs électeurs qui n'y trouveront pas leur compte, il leur faut mettre en scène cette mascarade pour qu'une fois broyés leurs intérêts ils n'apparaissent pas comme leurs réels fossoyeurs, ils auront fait de leur mieux dans une situation difficile qui ne relève pas de leur compétence et le tour est joué. - Ndlr)

- Selon les chefs des quatre principaux groupes du Parlement européen, le budget adopté par les dirigeants des 27 va mener "à un déficit structure". Ils ont souhaité une révision de ce budget d'ici deux ou trois ans en expliquant qu'ils ne pouvaient accepter "un budget d'austérité pour sept ans" et appelé à la mise en place de véritables nouvelles ressources propres pour le budget européen qui viendraient progressivement remplacer le système actuel fondé sur les contributions nationales. Le Parlement européen se prononcera sur le budget lors de sa session plénière en juillet. Sans l'accord du Parlement, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

(Pas de souci à se faire de côté-là, il l'adoptera et se partageront les rôles de la même manière que les partis et les syndicats le font dans leur pays respectif, ils ont acquis une solide expérience en la matière, on peut leur faire confiance sur ce point. Quant aux nouvelles ressources qu'ils réclament, ce pourrait être un impôt européen qui ne se substituerait pas forcément à la contribution des Etats, cela c'est ce qu'ils prétendent, mais qui s'y ajouterait, un impôt supplémentaire que les travailleurs paieraient en échange de l'engagement de l'UE à soutenir toutes les guerres préméditées ou engagées par l'impérialisme américain par exemple. Après la bonne volonté qu'a manifesté Hollande en portant la guerre au Mali, ils n'ont pas trop exigé de la France lors de ces négociations de marchands de tapis, car en réalité cette guerre ne va pas servir exclusivement les intérêts des multinationales françaises... Il faut penser la politique et les mesures qu'ils sont amenées à prendre à l'échelle mondiale sinon on peut commettre des erreurs d'appréciation ou ne rien comprendre.

Et puis, quand on voit que dans ces "opposants" au budget européen figure le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit, suppôt déclaré et zélé d'une Europe fédérale, qui exige que les Etats abandonnent leur souveraineté, on aura compris qu'en rejetant "un budget d'austérité pour sept ans", en réalité ils en réclament un encore plus sévère pour les décennies à venir. Maintenant il est certain qu'ils peuvent avoir conscience que cela ne fera qu'alimenter la crise du capitalisme et celle de l'UE, mais ont-ils vraiment le choix, existe-il pour eux une autre alternative, chacun de nous sait bien que non. Ou alors il faudrait qu'ils rompent avec l'impérialisme américain et son oligarchie financière qui mène cette danse infernale, vous avouerez que c'est une question grotesque, que c'est totalement impossible. - Ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

[C'est toujours mieux que le syndicalisme ou la politique...](#)

- "*J'ai choisi la spiritualité pour m'aider dans mon travail*" - L'Express.fr

Vous me direz qu'avec le niveau de décomposition atteint par les syndicats et les partis ouvriers, il y a de quoi s'en détourner, à croire que c'est voulu, non ?

[Offensive contre les fonctionnaires.](#)

- Rémunérations et avantages chez EDF: la Cour des comptes s'interroge - AFP

- Idée reçue : la fonction publique aurait la sécurité de l'emploi mais serait mal payée - Atlantico.fr

[La farce \(espagnole\) du jour.](#)

- Mariano Rajoy se défend en publiant sa feuille d'impôts - Reuters

Parce que voyez-vous s'il avait touché des pots de vin, ils devraient y figurer !

[On ne s'en serait pas douté.](#)

- Lieberman juge un accord de paix israélo-palestinien impossible - Reuters

- L'armée US compte garder des troupes suffisantes en Afghanistan - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février

CAUSERIE

En principe le lundi est mon seul jour de congé de la semaine au cours duquel je dois régler des affaires personnelles, aussi je n'ai pas le temps de mettre en ligne l'article et les vidéos dont je vous ai parlé hier, ce sera pour demain ou dans deux jours.

Je vais de découverte en découverte sur ce qu'on nous a caché et j'en suis stupéfait. Je vais consacrer plus de temps à faire des recherches et il se pourrait que je consacre une partie de mon petit budget à acheter quelques livres.

Hier soir j'ai passé encore plus de 2h à formater mes causeries et corriger les nombreuses erreurs qu'elles comportaient, parfois j'ai même oublié ou confondu une partie de certains mots, j'ai écrit enseigne au lieu d'enseignant par exemple.

[Secret défense, secret bancaire, secret comptable, secret commercial et... "secret" industriel.](#)

On aurait envie d'en rajouter une couche : qui complot, qui conspire ?

En voilà une affaire qui tombe à pic, du cheval à la place du boeuf, cela aurait été du porc on aurait pu comprendre puisque les juifs et les musulmans n'en mangent pas.

En revanche la fraude sur l'origine et la qualité de la marchandise est plus grave, mais là aussi l'hypocrisie des autorités est à son comble, les contrevenants ne risquent presque rien, en vertu du Code de la consommation, les dirigeants d'une multinationale de l'agroalimentaire qui se livrerait à une malversation encourent seulement deux ans d'emprisonnement (avec sursis avec les avocats qu'ils peuvent se payer) et 37 500 euros d'amende qui est une somme ridicule.

En réalité, il s'agit d'une pratique ou d'un trafic très répandu, encouragé par le législateur et la faiblesse des sanctions.

- Sur la seule filière viande, 650 entreprises sont surveillées systématiquement. » Selon nos informations, les agents de la DGCCRF ont prélevé à l'occasion de leurs « descentes » 34 500 échantillons alimentaires en 2012, donnant lieu à 250 000 analyses effectuées dans sept laboratoires spécialisés. Dans le lot, les limiers en blouse blanche ont mené 16 000 analyses bactériologiques et 7 500 analyses sur la « *loyauté des produits* » pour débusquer d'éventuelles tromperies. Une fois sur trois, ces vérifications révèlent des tromperies sur l'origine des marchandises. Le cas des lasagnes à la viande de cheval semble être passé entre les mailles du filet.

Si dans un tiers des cas les vérifications ont révélé des fraudes, cela signifie qu'elle est répandue à grande échelle pour ne pas dire généralisée. D'ailleurs on se demandera comment des chefs d'entreprises peuvent se lancer dans des trafics à des échelles gigantesques en estimant le risque de se faire prendre aussi faible. Un jour on apprendra peut-être que pendant des décennies la corruption a fonctionné dans ce secteur d'activité économique, qui sait.

- « *Débutées en 2011, les investigations ont en outre démontré que 100 tonnes de poissons d'élevage et sauvages (anguilles, crevettes, brochets...), ont été commercialisées avec des actes de tromperie sur l'origine et sur les qualités substantielles, ont précisé l'Oclaesp et la DGCCRF. Par ailleurs, une commercialisation frauduleuse de plus de 5 millions de bouteilles de vin, a rapporté sur trois ans, 2,744 millions d'euros aux auteurs.* ». Au regard de la sanction qu'ils encouraient, ils ont réalisé un énorme profit.

Et le pire ou le plus malheureux dans cette histoire, c'est qu'ils ne craignent même pas cette mauvaise publicité et que les consommateurs cessent de consommer leurs produits, tellement ils sont subordonnés à cette société de consommation qui creuse un peu plus chaque jour leur tombe. Là on ne peut pas incriminer l'ignorance des masses, mais leur manque totale de discernement, leur incapacité à manifester leur indépendance d'esprit et à prendre une décision relevant de la volonté, comme si ils étaient totalement soumis à la société quoi qu'elle fasse.

Mais qui est à l'origine de la réglementation aussi laxiste ? Devinez.

- L'Union préconise... l'autocontrôle des industriels ! - Le Point.fr

Le scandale ne fait que commencer et il faut souligner le fait que l'Europe accepte un laisser-faire surprenant dans la mesure où elle n'a pas réussi à imposer une vraie traçabilité des produits alimentaires dans les plats composés. La mention de l'origine du pays des divers ingrédients n'est même pas obligatoire grâce, entre autres, au lobby intense des industriels, alors même que l'alimentation industrielle tend vers une industrie d'assemblage. Quant à la Commission européenne, elle est favorable à plus d'autocontrôle de la part des industriels ! Avec certainement parmi les arguments, peut-être soufflés par les lobbyistes, qu'il faut soulager les autorités sur le plan financier. Or, c'est bien par le contrôle des autorités luxembourgeoises puis anglaises que la supercherie a été détectée concernant l'étiquetage trompeur.

Lefoll complice du "secret" industriel à défaut de l'abolir.

- Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Stéphane Le Foll a affirmé que tout cela n'était pas acceptable : *"Il faut faire respecter une chose simple, ce qu'on inscrit sur une étiquette doit être conforme à ce qu'il y a dans le produit. (...) Il doit y avoir correspondance entre le contenant et le contenu."* Le contenant, c'est la boîte, et le contenu, ce qu'il y a dedans. Or, M. Le Foll n'est pas sans savoir que l'on ignore la composition d'un grand nombre de produits alimentaires consommés par des millions de gens au nom du "secret" industriel, certains revendiquant même cet aspect sur le plan marketing.

Le soupçon concernant la présence de viandes issues de l'équarrissage existe, reste aux organismes de contrôle nationaux et européens à infirmer ou confirmer cette hypothèse. Le Point.fr par le Dr Laurent Chevallier 10.02

Un véritable gouvernement ouvrier abolirait le secret défense, comptable, commercial, industriel, etc.

[Au-delà du boeuf et du cheval, le porc est à l'honneur en Grèce.](#)

Je précise que cette info nous a été transmise par le portail okeanews.fr proche de Syriza, donc des gens modérés et non des anarchistes ou des extrémistes de gauche, ce qui au passage témoigne de la radicalisation politique en cours en Grèce.

- *"Batsi, gourounia, dolofoni !"* est le slogan classique lors des manifestations. Suite à l'actualité des derniers jours qui a - encore- montré les dérives dans le fonctionnement de la police en Grèce, petit retour sur des exemples de ce slogan.

Partage et traduction d'une suite de messages laissés dans les toilettes d'un petit restaurant/bar à Athènes. Sous le texte en grec, une version simili phonétique pour retranscrire la rime.

Quelques extraits.

- *"Mon dos est cassé et la douleur augmente Flics porcs assassins"*

- *"Vous nous avez rendu alcooliques et il n'y a presque plus d'alcool Flics porcs assassins"*

- *"J'en ai marre de vous aimer et la patience se termine Flics porcs assassins"*

- *"Mon dos ne me fait plus mal, plus rien ne peut vous sauver Flics porcs assassins"* okeanews.fr 10.02

ACTUALITE EN TITRES

Opération diversion

- Lasagnes au cheval: Les produits Findus retirés des rayons, le gouvernement annonce une réunion de crise - 20minutes.fr

- Des milliers de personnes au Carnaval de Dunkerque, entre fête et tradition - AFP

- Goodyear Amiens: *"Nous allons imposer"* le sauvetage affirme l'avocat de la CGT - AFP

[Tout ce qu'on vous cachait sur leur vieux monde hideux](#)

- Kaboul reconnaît la pratique de la torture dans ses prisons - AFP

- Au-delà du cheval : des produits d'équarrissage dans les plats cuisinés ? - LePoint.fr

[Mali. Une preuve accablante.](#)

- Mali : les Français assurent mener des raids chirurgicaux - LeFigaro.fr 10.02

- La France cache les « dégâts collatéraux » de ses raids aériens sur le Mali - Réseau Voltaire 09.02

Extrait de cet article.

Au sujet du nombre de victimes, le correspondant de Russia Today cite en exemple le cas précis d'un des 25 villages qui composent la localité malienne de Konna.

« *Le bilan final de la libération est en tout cas déplorable. Selon notre enquête, l'armée de l'air française a fait seulement deux morts parmi les rebelles. Mais, c'est la population qui a payé la facture la plus lourde : 14 civils ont trouvé la mort sous les bombes françaises* », rapporte le correspondant de Russia Today [Voir la vidéo].

« *Au moment du bombardement, je n'étais pas chez moi. J'étais en train de prier quand on est venu me dire que ma famille avait été bombardée. Ils ont détruit tout ce que j'avais : ma famille et mes moyens de subsistance* », a dénoncé devant la caméra de Russia Today, Idriss Méïga, un paysan de Konna dont la femme et les 3 enfants (âgés de 11, 10 et 6 ans) ont été tués dans un des raids aériens français.

Toujours à Konna, le correspondant de Russia Today rapporte aussi la tragédie de la famille Kampo. « *Quand les bombardements ont commencé, toute la population s'est enfuie, effrayée. La famille Kampo a perdu 2 de ses enfants, noyés alors qu'ils tentaient d'échapper aux bombardements.* »

Abdoul Kappo explique pour sa part que sa famille a dû prendre en charge les 3 enfants d'une mère tuée dans les bombardements. « *Les petits sont arrivés en courant et nous ont dit que leur mère avait été tuée. Je les ai accueilli chez moi. Leur mère est morte après avoir agonisé pendant une heure. Elle nous a laissé les 3 petits. Maintenant, ils n'ont que nous* », explique Abdoul Kampo.

Le reportage indique aussi que des voix commencent à se faire entendre au Mali pour rappeler que les crimes de guerre commis par n'importe quel belligérant doivent être pris en compte et punis en vertu de la Convention de Genève de 1949.

Evidemment vous ne trouverez pas ces informations dans Le Monde, Le Figaro, Le Point, L'Express, Le Parisien ou Libération et autres médias à la solde de l'impérialisme français et américain

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Le Drian rencontre à Doha le chef de guerre des djihadistes qui terrorisent la population syrienne, malienne...](#)

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré dimanche à Doha le prince héritier Tamim ben Hamad Al Thani, à l'occasion d'une brève visite durant laquelle il devait évoquer l'intervention militaire française au Mali critiquée par le Qatar.

M. Le Drian a remis au prince héritier un message du président François Hollande adressé à l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa Al Thani, a annoncé l'agence officielle QNA en affirmant qu'il portait sur "*les relations bilatérales et les questions d'intérêt commun*".

Le Qatar est "*un client privilégié de la France*" dans le domaine de l'armement, selon le ministère français de la Défense qui a souligné que depuis 2007 les "*prises de commandes se sont élevées à 450 millions d'euros pour 200 millions d'euros de matériels livrés*".

Du 16 février au 7 mars, un exercice commun, baptisé Gulf Falcon 2013, doit rassembler au Qatar quelque 1.300 militaires français et autant de soldats qataris, avec la participation de forces terrestres, maritimes et aériennes. AFP 10.02

Business is business, de guerre, ou la véritable nature du PS...

Gaucheritude. Une bonne intention... purement électoraliste.

Un mot d'ordre qui ne devrait pas déplaire à Hollande.

- Le leader de «*Maintenant la gauche*», Emmanuel Maurel, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj ont présenté samedi à Paris, devant plusieurs centaines de cadres de leur courant, une résolution intitulée «*le tournant de la relance, c'est maintenant.*»

Ils feignent de ne pas avoir compris que "maintenant" c'était déjà hier, et que le "*changement*" avait déjà eu lieu dans la mesure où Hollande et son gouvernement ne peuvent pas appliquer une autre politique sans affronter et rompre avec l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, parce qu'ils n'en auront jamais la volonté en étant finalement leurs représentants.

- Selon eux, c'est «*maintenant*» qu'il faut changer de politique, parce que «nos concitoyens perdent espoir» et «*qu'il appartient à la gauche de répondre à l'urgence sociale*». Face aux plans sociaux, «*Maintenant la gauche*» préconise un volontarisme «*sans faille*» de l'État. Et pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés, elle propose une revalorisation du smic, un blocage de la hausse des loyers, ou encore l'interdiction des licenciements boursiers.

Revaloriser le smic et interdire les licenciements boursiers serait remettre en cause l'essence même ou les mesures contenues dans l'accord paronol du 11 janvier 2013, afin de permettre aux entreprises de gagner en compétitivité vous répondront en chœur Hollande et Parisot, impensable, c'est indispensable pour lutter contre le chômage ajouteraient Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot, vous pouvez ajouter Berger. Et puis ce serait s'attaquer aux privilèges exorbitants des rentiers du CAC 40, aux banquiers qui contrôlent les multinationales, qui sont bien décidés à ne rien céder.

Diable, en voilà une idée farfelue, vous n'y pensez pas un instant, rassurez-nous, ce n'est pas sérieux, ils nous déclareraient la guerre et là nous devrions affronter une situation mille fois plus difficile, vous n'y tenez pas n'est-ce pas, et bien nous non plus, nous aurions tout à y perdre y compris les travailleurs qui font l'objet de notre part d'une attention de tous les instants et la boucle est bouclée.

Où voulaient-ils en venir, quelles sont leurs véritables préoccupations, vous avez dû vous poser cette question, n'est-ce pas, voici la réponse, donnons leur la parole.

- Pour ce courant du PS, qui pèse à hauteur des 28 % obtenus au congrès de Toulouse face à la «motion 1» portée par Harlem Désir, il en va des futurs succès électoraux de la gauche, qui ne peut se permettre de se couper des couches populaires. «*Envoyons des signaux à notre électorat*», a ainsi plaidé Emmanuel Maurel.

Ils ont lâché le morceau, la suite est du même tonneau où le confirme.

- Elle (la "*gauche*" du PS qui lui est à droite- Ndlr) compte se faire entendre aussi sur l'accord du 11 janvier sur l'emploi, qu'elle juge «*déséquilibré*» en faveur des patrons. Et prévient qu'elle ne souhaite pas que le texte soit «présenté en l'état devant le Parlement». «*Le TSCG, le crédit d'impôt et l'accord emploi ont un point commun: le social-défaitisme*», a résumé le nouveau leader de l'aile gauche, qui a supplanté Benoît Hamon, réduit au silence depuis qu'il est ministre. «*Le PS devrait créer un rapport de forces favorable aux salariés. Il n'a pas fait ce choix*», a encore regretté Maurel.

Comme quoi ils sont parfaitement conscients d'appartenir à un parti pourri jusqu'à la moelle, mais qu'ils ne quitteront pas pour autant, car leur présence sert à le légitimer, à le faire passer pour ce qu'il n'est pas. Mais alors pourquoi agissent-ils ainsi ? Pardi, parce qu'ils sont subordonnés au régime, au capitalisme, aux institutions et que leur survie dépend en grande partie de l'attitude du PS qui les soutient ; rompre avec le capitalisme serait rompre avec le PS ou rompre avec le PS et son idéologie serait porter un coup au régime auquel ils sont viscéralement liés, dans les deux c'est impensable puisque leurs intérêts individuels, leurs carrières en dépend. La limite de la soi-disant gauche du PS s'arrête aux portes du régime et des institutions, voilà la vérité.

La suite ne fait que le confirmer.

- Rassemblés samedi à l'Assemblée nationale, dans une salle bondée, les cadres du courant ont, à leur tour, fait remonter leurs inquiétudes. Une cadre de banlieue parisienne s'inquiète, elle aussi, des «*renoncements*» de Hollande: «*Nos électeurs attendent autre chose de la gauche!*» Il y a une grogne qui monte. Si l'on n'y prend garde, on risque gros.» Élodie, venue d'Ardèche, va plus loin: «*Les gens sont déçus. Ils se demandent ce qu'ils font au PS. Ils ont l'impression d'être trahis. Il faut peser sur la ligne du gouvernement. Sinon on va dans le mur.*». lefigaro.fr 10.02

Même pas le mur de la honte, puisqu'ils ont démontré qu'ils n'étaient même pas capable d'en éprouver.

Commentaire d'un internaute

- "Soyez réaliste.. si nous avons un gouvernement de gauche alors pourquoi ne prend-il pas le contrôle des banques et autres institutions financières??? ils sont donc de droite! autre preuve irréfutable, ils n'arrêtent pas de matraquer les petits contribuables!!"

Si vous le dites... C'est l'évidence même, allez donc raconter cela aux dirigeants du FdG, du POI, du NPA, de LO, etc. ils vous répondront en chœur : mais non, mais non le PS a une origine ouvrière, il est de gauche, il le sera éternellement...

En famille "au coeur de la gauche".

Pierre Laurent : "Il va falloir faire avec nous, comme on est" assure-t-il, soulignant que son mouvement était "au coeur de la gauche", avec le PS, le MRC, le PRG, EELV qui par leur votes au Parlement ont démontré (si nécessaire) depuis 6 mois qu'ils étaient de gauche, d'ailleurs tout comme l'UMP et l'UD qui soutenaient également le TSCG, la "règle d'or", etc.

Le PS et ses satellites d'un côté, l'UMP et les siens d'un autre côté, ajoutez le Front de gauche, soutiennent et appliquent la même politique antisociale et réactionnaire, plus qu'un consensus, ils forment ensemble une sorte d'union nationale plus que rampante, latente, c'est-à-dire qui existe en permanence, on a pu l'observer lors de l'adoption du TSCG par Hollande et le PS alors qu'il avait été préparé par Sarkozy et l'UMP, ou encore à propos de la Libye, de la Syrie, du Mali, l'affaire du mariage des homosexuels par exemple étant là pour brouiller les pistes

Quant au Front de gauche auquel participe le PCF, après avoir rappelé que le PS et le PCF faisait toujours partie de la même famille, alors que le PS fait aussi partie de la famille de l'UMP, Pierre Laurent a réaffirmé une nouvelle fois à sa manière que son mouvement n'était pas dans l'opposition au gouvernement, mieux qu'il oeuvrait à le soutenir : "Nous ne sommes pas cantonnés dans l'opposition, nous sommes plus que jamais une force de rassemblement", répète Pierre Laurent.

D'une déclaration à l'autre car ils se partagent les rôles, ils s'emploient ensuite à sauver les apparences.

C'est ainsi que Marie-George Buffet a déclaré "mais que veulent-ils au PS ? Ils espèrent nous faire rentrer à la niche?", pas besoin, vous n'en êtes jamais sortis ou cela aurait été pour mieux y rentrer après une crise de gauchisme savamment dosée, car prétendre représenter les intérêts des travailleurs et soutenir les partis qui ont voté le TSCG n'est pas sans contradictions qu'il faut gérer tant bien que mal. (source : AFP 10.02)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

La Tunisie, confrontée aux retombées politiques de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, était plongée dans l'incertitude dimanche, avec un Premier ministre en conflit avec son parti islamiste et des ministres proches du président laïc menaçant de démissionner.

Les cinq membres du gouvernement issus du Congrès Pour la République (CPR), le parti du président Moncef Marzouki, ont fait savoir qu'ils annonceraient lundi s'ils démissionnaient faute d'avoir obtenu dans la semaine le limogeage de deux islamistes ministres de la Justice et des Affaires étrangères.

"Pour le savoir, on donne rendez-vous demain au local du CPR pour une conférence de presse", a déclaré à l'AFP le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hédi Ben Abbès, un dirigeant du CPR.

Un autre responsable du parti, Chokri Yacouk, a déclaré à l'agence officielle TAP que l'instance dirigeante du CPR se prononçait en faveur d'une démission collective.

L'armée était toujours déployée et les forces de l'ordre sur le qui-vive, même si les heurts entre policiers et manifestants, déclenchés après l'assassinat de M. Belaïd mercredi, ont quasiment cessé, à l'exception d'échauffourées nocturnes à Gafsa et Sidi Bouzid (centre) et à Kebili (sud). Un policier a été tué et 59 autres ont été blessés, selon un bilan officiel.

La classe politique et la rue attendent le résultat du coup de poker de Hamadi Jebali, numéro 2 d'Ennahda, qui a pris de court son

parti et ses alliés laïcs de centre-gauche en annonçant préparer la création d'un gouvernement de technocrates pour éviter au pays "le chaos" après l'assassinat de Belaïd dont sont accusés, sans preuve, les islamistes.

Vilipendé par son propre camp mais soutenu par l'opposition laïque, le Premier ministre islamiste a menacé samedi de démissionner s'il ne parvenait pas à former avant le milieu de la semaine prochaine un cabinet de personnalités "sans appartenance politique".

Il a précisé que les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères devaient changer, alors qu'Ennahda refuse depuis des mois de lâcher ces postes. Les futurs membres du cabinet devront aussi s'engager à ne pas participer aux prochaines élections, selon M. Jebali.

Des responsables d'Ennahda, dont l'instance dirigeant était réunie dimanche, estiment que M. Jebali devra obtenir la confiance des députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC), où les islamistes sont en position de force avec 89 sièges sur 217.

L'intéressé, un modéré dans son parti, a rejeté cet argument, assurant que l'ANC, en l'intronisant à la tête du gouvernement en décembre 2011, lui avait donné le droit de remanier son équipe.

Un groupe d'experts réunis samedi par la présidence a semblé lui donner raison, selon un communiqué du palais de Carthage.

En effet, selon la loi d'organisation provisoire des pouvoirs publics, le chef du gouvernement peut "créer, modifier et supprimer les ministères et les secrétariats d'Etat, et fixer leurs attributions et prérogatives, après délibération du Conseil des ministres et information du président de la République".

Mais la frange radicale d'Ennahda a prévenu qu'elle était prête à descendre dans la rue pour défendre la "légitimité des urnes", laissant présager la persistance des difficultés de la Tunisie à se stabiliser deux ans après la révolution de 2011, mais aussi une scission des islamistes.

Un premier rassemblement samedi à Tunis a réuni quelque 3.000 personnes. Et dimanche, les manifestants islamistes étaient un millier à Gafsa (centre).

"Ce rassemblement modeste (...) prouve que dans la bataille de la rue, nous ne serons pas vaincus", a déclaré Lotfi Zitoune, un proche du chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi.

Entre la division des islamistes, un boycott de l'ANC par quatre courants de l'opposition depuis le meurtre de Belaïd et les désaccords de principe sur la nature du futur régime, la rédaction de la Constitution reste dans l'impasse.

Or, sans loi fondamentale, les élections promises par M. Jebali ne peuvent avoir lieu, alors que la colère gagne régulièrement la rue depuis des mois faute de réformes économiques et sociales répondant aux revendications de la révolution qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali.

Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes dans le pays. AFP 10.02

Haut de page ↗

Le 12 février

CAUSERIE

Ici en Inde du Sud il n'y a pas eu de mousson cette année et cela va être un gros problème. Pas une goutte d'eau depuis octobre, alors que la mousson a lieu entre la mi-octobre et la mi-janvier. La température est remontée, on recommence à crever de chaud l'après-midi.

J'ai encore passé ma soirée d'hier à visionner et télécharger des vidéos. On verra cela demain, si j'ai le temps.

En attendant une réflexion.

Généralement lorsque les intellectuels ne partagent pas une idée, une analyse ou une position, ils se bornent à la critiquer. Moi je vais plus loin, j'en fournis une signification politique, ce qu'à mon avis devrait parvenir à faire tout militant. C'est ce

distingue fondamentalement l'intellectuel du militant.

Le premier fournit des analyses contradictoires en laissant le soin à ses lecteurs d'en penser ce qu'ils veulent, d'adhérer à l'une ou l'autre comme si finalement cela n'avait aucune espèce d'importance, la portée du travail de l'intellectuel est purement conceptuel, du domaine des idées et ne sort pas de ce cadre, il vous dira ce qu'il a bien envie de vous dire, au compte-gouttes ou en se faisant prier parfois, sans vous en dire davantage, à vous de deviner pourquoi il tient tel ou tel discours et ne comptez pas sur lui pour vous éclairer. Tandis que le militant poursuit un autre objectif, il se destine à changer le monde, donc la portée de ses analyses doit avant tout être pratique et pouvoir se traduire en terme d'actions.

Dans le cas d'un intellectuel, vous n'avez pas besoin de connaître les tenants et les aboutissants de ses analyses, ni de savoir qui il est ni d'où il vient, vous n'êtes pas dans le cadre d'un rapport pratique qui nécessiterait qu'une confiance s'instaure entre vous, vous prenez ce que vous voulez et vous laissez le reste de côté, cela n'a aucune espèce d'importance pour lui comme pour vous. En fait, vous prenez ce qu'il veut bien vous donner, et s'il y a des lacunes dans son discours, il demeure le seul à en juger, à répondre ou non à vos questions selon son humeur du moment.

Il se comporte en dominateur, il se considère supérieur à vous, il fonctionne comme la plupart des penseurs idéaliste en circuit fermé, tout ce qui ne figure pas dans son système de pensée ou peut le contrarier il l'ignore ou le rejette. Il procède par abstraction ou en recourant à une suite d'abstractions qu'il associe entre elles ou enfile comme des perles sur le fil de la conviction qu'il s'est forgée et qui assure la cohérence de sa pensée. Qu'il se rompe et toute sa construction s'écroule comme un château de sable, alors si l'idée vous en vient de lui soumettre une idée qui pourrait entraîner une telle rupture, autant dire qu'il préférera rompre avec vous au lieu de se remettre en cause puisqu'il en est incapable. Je relate une expérience ici que j'ai faite récemment, vous l'aviez sans doute deviné.

Dans le cas d'une relation avec un militant c'est totalement différent, il s'agit d'une relation beaucoup plus exigeante qui nécessite de savoir à qui on a affaire dès le départ, qu'il nous livre ou qu'on perçoive ses véritables intentions, on est en droit d'exiger qu'il aille au bout de ses analyses sans se soucier des conséquences que cela peut entraîner, on est en droit de savoir si on peut avoir confiance en lui à défaut de saisir parfaitement son discours, pour ensuite mener le combat politique avec lui. On n'est pas là dans le cadre de la spéculation intellectuelle ou de l'échange gratuite d'idées, mais dans celui d'un engagement qui aura une conséquence sur le cours de notre existence et celui de nombreuses personnes. On est là dans le domaine de l'action et non de la réflexion passive.

On ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi ou de s'accrocher désespérément à une idée qui ne tient pas la route au risque d'induire un travailleur ou un militant en erreur. On se doit d'être constamment en alerte, vigilant quant à la qualité des informations dont on se fait le relais et en cas d'erreur on se doit de rectifier le tir sans délai. On se doit de se tenir informé et de ne pas prendre pour argent comptant ce qu'on nous raconte, de procéder à des vérifications, des recherches éventuellement, encore faut-il en avoir le temps évidemment, c'est délicat car ce n'est pas toujours le cas, quand c'est impossible matériellement, on doit noter quelque part une question à laquelle on n'a pas trouvé de réponse satisfaisante pour s'y atteler dès qu'on aura un moment de libre, autant il ne nous est pas toujours possible de faire preuve du maximum de rigueur à cause d'éléments extérieurs, mais aussi la fatigue, la lassitude, quand on croule sous les problèmes, autant il est impardonnable de laisser en suspens une question pendant des mois ou des années.

La question est de savoir si on tient vraiment à progresser ou non, à déterminer quel est le meilleur moyen sur le plan pratique pour faire avancer nos idées, parvenir à les faire partager au plus grand nombre pour nous rapprocher de notre objectif, changer la société, le monde. On se doit de tout examiner et analyser une nouvelle fois régulièrement, ne pas se dire que telle idée, tel principe, telle position sera valable pour l'éternité, c'est faux, la société se transforme, les rapports entre les classes évoluent sans cesse, les hommes aussi, il faut donc inlassablement tout repasser au crible de la critique marxiste ou du matérialisme dialectique, sinon on se sclérose, on va multiplier les erreurs, on ne sera jamais plus en phase avec la réalité qui finira par totalement nous submerger, nous échapper, il nous restera plus qu'à nous renfermer dans le sectarisme ou le dogmatisme pour justifier nos idées ou nos positions, c'est le pire qui puisse nous arriver. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le parti de l'ordre en action. "L'ordre républicain doit être respecté"](#)

- Hollande monterait chez les cadres, baisserait chez les ouvriers - Reuters

La cote de popularité de François Hollande fluctue fortement selon les catégories sociales, dans le baromètre Ipsos-Le Point de février souligne Le Point. Le chef de l'État progresse de 12 points en un mois chez les cadres (55% d'opinions favorables). Un avantage qu'il perd aussitôt auprès des classes les plus modestes avec un recul de 10 points. Reuters 11.02

La détérioration du climat social et la radicalisation de certains leaders syndicaux inquiète l'entourage de François Hollande. « *Tous les ingrédients sont réunis pour que ce soit violent* », explique un conseiller.

Inquiète par la radicalisation de certains conflits, notamment à Aulnay ou chez Goodyear qui appelle à la mobilisation mardi, l'Elysée assume le déploiement de forces policières. « *L'ordre républicain doit être respectée dans les deux sens* », explique un proche de Hollande qui admet que « *le dialogue est plus compliqué* » avec de jeunes leaders syndicaux radicaux. « *Nous demandons à ce que de l'huile ne soit pas rajoutée sur le feu.* » Sur cet aspect des conflits sociaux, Hollande semble donc sur la même longueur d'onde que Manuel Valls, son ministre de l'Intérieur, qui s'est montré très ferme, jeudi dernier. « *Il n'y a pas de place pour la violence, et je lance évidemment un avertissement, la police, elle fait son travail, mais on ne peut pas admettre qu'on cherche à casser l'outil de travail, à briser des mobiliers urbains, qu'on s'attaque à des édifices publics, qu'on lance des boulons sur des policiers* », avait-il déclaré sur Europe 1. 20minutes.fr 12.02

Au moins vous avez la nature de leur République qui pour cette raison ne peut pas être la nôtre, sauf à se tromper de camp.

Effectivement, ce sont notamment les "jeunes leaders syndicaux radicaux" qui assureront la relève révolutionnaire du mouvement ouvrier, car l'actuel avant-garde est usée jusqu'à la corde ou a falli complètement à assurer la relève après-guerre, à prendre le relais du mouvement révolutionnaire d'avant-guerre, à mettre en pratique les enseignements de la révolution russe de 1917 ou à s'en inspirer pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne les connais pas donc je ne dirai pas qu'ils auraient renoué avec le marxisme et la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il faut les encourager à avancer dans cette voie et espérer qu'ils y parviendront, il leur faut surtout pas imiter nos dirigeants actuels auprès desquels ils trouveraient les pires conseillers qui soient, après avoir démontré leur incapacité à contruire le parti au cours des 70 ans passés, on préfèrerait plutôt oublier qu'ils existent encore et que malheureusement leur capacité de nuisance est encore intacte. Il suffit de les voir à l'oeuvre quotidiennement pour en avoir une idée assez précise.

En aparté, mais cela a un rapport avec ce qui vient d'être dit.

J'ai entendu cela dans une vidéo américaine que j'ai visionnée hier soir, où l'intervenant expliquait que pour poursuivre, accentuer la guerre que menait l'impérialisme américain contre tous les Etats présentant un intérêt stratégique pour conserver dans l'avenir leur hégémonie sur le monde, donc contre la Russie et la Chine qui sont leurs principaux concurrents, l'UE et le Japon étant gagnés à leur cause, il avait mis en place un président étiqueté de gauche, qui en réalité était le clone de Bush, en pire, car hypocritement et se servant des attentes du peuple américain et de cette étiquette de gauche, il pourrait camoufler ou faire passer plus facilement ses entreprises guerrières et antidémocratiques aux Etats-Unis même au nom de la démocratie...

Cela m'a rappelé une autre supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle en France, depuis le tout début du XXe siècle en réalité, selon le principe dit républicain lors de chaque élection au second tour il faut soutenir le candidat dit de gauche resté en lice contre celui du parti de l'ordre, alors qu'en réalité ils poursuivent les mêmes objectifs politiques et économiques. Et quand on remonte en arrière à la IVe, puis à la IIIe République, on s'aperçoit que ce sont des partis dits républicains ou de gauche en réalité totalement corrompus ou gagnés au capitalisme, qui ont été le plus loin dans la mise oeuvre de politiques coloniales ou impérialistes, et les réformes sociales consenties à la classe ouvrières ou l'élévation de son niveau de vie ont en fait été financées par le biais des profits réalisés au cours de ces guerres de rapine ou l'occupation, l'exploitation et le pillage des ressources des pays qu'ils avaient conquis, avec la bénédiction déjà des dirigeants syndicats tout aussi vendus.

Ce fut valable pour la France et la Grande-Bretagne, tous les pays impérialistes ou dominants. Aujourd'hui la même politique est appliquée par Obama et Hollande au nom de la démocratie, hier c'était au nom de principes républicains ou du socialisme. Alors quand on évoque la situation des peuples du Maghreb, du Moyen et du Proche-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, on doit avoir à l'esprit qu'elle est le fait des pays dits les plus industrialisés de la planète, développés, riches, dominants, des pays où le capitalisme a atteint le stade de l'impérialisme, avec la collaboration active de ces soi-disant républicains, démocrates, socialistes dans le pire des cas, avec leur bénédiction ou leur complicité dans le meilleur des cas, qui demeurent dans tous les cas de figure insupportables pour tous les peuples qui y ont été soumis depuis plus d'un siècle.

[En famille la main gauche sur le "coeur" et la main droite dans votre portefeuille.](#)

- Le n°1 communiste Pierre Laurent se sent "au coeur" de la majorité - L'Express.fr

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a dit lundi se sentir "au coeur" de la majorité de Français qui "ont élu la gauche" le 6 mai 2012. L'Express.fr 11.02

La "gauche" qui a adopté le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013, qui soutient les mercenaires sanguinaires djihadistes en Syrie, qui soutient la guerre contre le peuple malien, etc.

Au moins vous savez que la gauche ou la droite c'est du pareil au même, en plus hypocrite donc plus dangereuse, car ils peuvent

se permettent d'aller plus loin encore dans la mise en oeuvre d'une politique réactionnaire, ceci explique cela.

[Mobilisation en trompe l'oeil contre l'accord patronal du 11 janvier 2013. Le Medef et les jaunes satisfaits sont aux commandes.](#)

Il ne vous aura pas échappé que la CGT et FO n'ont pas appelé à la grève générale le 5 mars prochain. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'à aucun moment ils n'ont repris le mot d'ordre clair et sans ambiguïté du retrait ou du rejet pur et simple de cet accord. Pour finir, il ne vous aura pas échappé qu'ils n'ont pas rompu avec le gouvernement et le patronat et qu'ils continuent de les rencontrer dans le cadre du "*dialogue social*" qui fonctionne à merveille pour préparer leurs prochains sommets, notamment sur le financement des organismes sociaux et les retraites, leur laissant ainsi l'espoir qu'il se terminera de la même manière que le 11 janvier dernier.

Côté CGT et de Force ouvrière.

Les Fédérations transports de la CGT et de Force ouvrière ont appelé à une grève le 5 mars, dans le cadre d'une journée de mobilisation décidée par les deux confédérations contre l'accord sur l'emploi, à la veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi transposant l'accord.

Les secteurs concernés par cet appel à la grève sont l'aérien, les transports urbains, les routiers, les autoroutes, le nettoyage, les taxis, les remontées mécaniques, a informé lundi la CGT à l'AFP.

Les syndicats CGT et FO de la SNCF n'ont pas encore précisé la forme d'action qu'ils préconisent.

Vendredi dernier, la CGT et FO ont appelé ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail pour faire barrage au texte. Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi transposant l'accord. AFP 11.02

Côté Medef, CFDT, CFTC, CGC et gouvernement.

Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, une copie jugée satisfaisante par les signataires de l'accord du 11 janvier.

Après le coup de sang, jeudi, de Laurence Parisot, le Medef estimait lundi que "*les zones d'écart (avaient) été corrigées*", qualifiant le résultat de "*traduction satisfaisante*". "*Notre vigilance reste très grande sur la suite des opérations, il y a encore beaucoup d'étapes à franchir*", prévenait-on néanmoins. Pour Patrick Pierron (CFDT), "*satisfait*", comme son collègue de la CFTC Joseph Thouvenel, "*ce projet de loi reprend la lettre et l'esprit de l'accord*". "*On attend des députés qu'ils ne déforment pas ce projet*", a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

L'accord du 11 janvier avait été salué comme "*un succès du dialogue social*" par le président François Hollande, qui a fait de la concertation sa méthode. Il avait appelé le gouvernement à transcrire "*fidèlement*" le texte avalisé par trois syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC) et le patronat (Medef, CGPME, UPA). Le ministère du Travail a toutefois expliqué qu'il avait "*fallu clarifier et trancher sur ce qui pouvait paraître ambigu, voire contradictoire*", "*dans un double esprit de loyauté envers les signataires et de transparence et d'écoute envers les non signataires*". L'Expansion.com avec AFP 11.02

Le Medef obtient satisfaction sur la totalité des points en litige dans la transcription à venir de l'accord du 11 janvier qu'il avait soulevés en menaçant de retirer sa signature si tel n'était pas le cas, surrenchérissant encore. Bien entendu gouvernement et syndicats signataires s'en défendent et prétendent au contraire que les points contestés par le Medef avaient été réglés en faveur des travailleurs. Une simple lecture suffit à comprendre que c'est faux.

Extrait d'article de Libération.fr 11.02

- Plan social. Sur la généralisation de la complémentaire santé, tout d'abord : la liberté des entreprises dans le choix de l'organisme, revendiquée par le Medef sous la pression de sa fédération des assurances, a fait long feu. Les branches professionnelles vont ainsi encadrer fortement la désignation du prestataire. (Encadrer signifie contrôler et ne veut pas dire désigner, ce qui veut dire que le patron choisira un prestataire ou proposera une liste de prestataires qu'il aura établie et ensuite seulement les syndicats pourront désigner celui qu'ils ont retenu, donc l'initiative revient au patronat. - Ndlr)

Autre «*écart*» par rapport au texte des signataires : un plan social, même validé par un accord majoritaire dans l'entreprise, devra faire l'objet d'une homologation par l'administration. Une procédure que l'on pensait réservée aux plans sociaux qui n'avaient pas fait l'objet d'un accord majoritaire.

(Comme dans 9 cas sur 10 l'administration valide un plan social contesté par les syndicats, on ne peut donc pas parler d'un avantage pour les travailleurs, mieux, cela permettra d'épargner les syndicats signataires, de les soulager du poids de leur responsabilité d'avoir collaboré avec le patronat quand la signature de l'administration figurera à côté de la leur. - Ndlr)

Certains syndicats craignaient aussi que le principe des droits rechargeables, qui permet à un chômeur de conserver ses droits à indemnisation en cas de reprise d'emploi, soit renvoyé à une hypothétique négociation. Ce dispositif sera inscrit dans la loi, à charge pour les partenaires sociaux d'en préciser les modalités.

(Le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Autre principe, enfin, acté dans la future loi : l'obligation faite aux entreprises qui «*envisagent un projet de licenciement collectif ayant pour conséquence la fermeture d'un établissement*» de rechercher un repreneur. Est-ce à dire, cependant, que l'entreprise est exonérée de cette obligation si la fermeture de l'établissement se fait sans licenciements ? Les détails de cette mesure devraient être précisés dans un projet ou proposition de loi adopté d'ici l'été, a confirmé hier François Hollande. Libération.fr 11.02

(Idem, le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre que le Medef a obtenu satisfaction sur toute la ligne au détriment des travailleurs. Le report du règlement des deux points cités au-dessus montre clairement que l'essentiel dans cet accord est ailleurs, dans la remise en cause des clauses fondamentales qui définissent un contrat de travail, la substance de cet accord scélérat.

ACTUALITE EN TITRES

[Erreur manifestement d'interlocuteur.](#)

- Un proche de Kadhafi s'en remet à Fabius 20minutes.fr

[Consommer, consommer, consommer...](#)

- Les Français achètent moins de médicaments LePoint.fr

Pourquoi, ils s'en foutent...

[Toujours plus dégénérés.](#)

- Fessenheim : quatre syndicats déposent un recours devant le Conseil d'État - LePoint.fr

[Sachant que les banquiers américains ont imposé leurs règles](#)

- Moscovici : 'Une réforme bancaire pour moraliser la finance' - LeMonde.fr

- Vu des Etats-Unis : l'odeur fétide qui émane soudain des banques européennes - Atlantico.fr

En réalité elle vient des Etats-Unis et de ceux qui ont couvert leurs activités illégales. Chut !

[Il vaut celui de Thaïlande](#)

- Blague d'un pilote sur le roi du Maroc : Air France assignée en justice - LeParisien.fr

Rien d'étonnant : pour les actionnaires de McDo il n'y a pas de différences

- Au McDo, les toilettes sont plus propres que les tables à manger - Le Nouvel Observateur

Pas au sol !

- La Russie s'attaque à l'alcool en vol - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

«*La France est en train de combattre, au Mali, ceux qu'elle avait armés, en Libye*», a estimé, dimanche, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en appelant les Occidentaux à avoir "une vue d'ensemble" sur la région.

«*Au Mali, la France lutte contre ceux qu'elle avait armés, en Libye, contre le régime de Kadhafi, en violant l'embargo du Conseil de sécurité de l'ONU*», a déclaré M. Lavrov, dans une interview, à la télévision russe, diffusée, en Extrême-Orient, et dont les extraits sont publiés, par les agences de presse russes.

«*Les mêmes groupes luttent, en Syrie, contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad*», a poursuivi le ministre.

«*Je suis accablé par l'incapacité de nos partenaires d'arrêter de fixer un point sur la carte et d'avoir une vue d'ensemble sur la région*», a-t-il poursuivi. french.irib.ir 11.02

2- Tunisie

2.1- Le Congrès pour la république, le parti laïc du président tunisien Moncef Marzouki, a décidé lundi de "geler" son retrait annoncé la veille de la coalition gouvernementale formée avec les islamistes d'Ennahda.

Mohamed Abbou, secrétaire général du petit parti de centre-gauche, a expliqué lors d'une conférence de presse que les trois ministres CPR resteraient une semaine de plus au gouvernement.

"*Le parti a décidé de geler pendant une semaine les démissions de ses ministres afin de permettre davantage de discussions sur un gouvernement de coalition*", a-t-il dit.

Le CPR du président Marzouki de même qu'Ettakatol, autre formation laïque de centre-gauche, forment avec les islamistes d'Ennahda un gouvernement de coalition depuis les élections d'octobre 2011.

Besma Belaïd, la veuve de l'opposant assassiné, a répété lundi qu'elle souhait la démission du gouvernement.

"*Ma seule exigence est la démission du gouvernement qui n'a pu assurer la sécurité de Chokri Belaïd*", a-t-elle déclaré lors d'un rassemblement de centaines d'opposants devant l'immeuble de l'Assemblée constituante.

"*Il faut qu'ils partent, tous, y compris le Premier ministre. La partie est terminée. S'ils restent, on peut craindre d'autres assassinats dans ce climat de peur et de violence*", a-t-elle ajouté. Reuters 11.02

2.2- Alors que la Tunisie traverse une nouvelle crise politique, plusieurs centaines de personnes ont protesté devant l'Assemblée nationale constituante (ANC) ce lundi pour réclamer la démission du gouvernement et soutenir la veuve de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné la semaine dernière.

Les manifestants scandaient "démission, démission" et "le peuple veut la chute du régime", ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse. Encore sous le choc, certains fondaient en larmes à l'évocation de la mort de Chokri Belaïd. La veuve

de l'opposant assassiné, Besma Khalfaoui, était présente, les traits tirés, pour réclamer le départ de l'équipe gouvernementale. Elle venait d'être entendue par la justice en tant que témoin de l'assassinat de son époux. "*Ce gouvernement doit démissionner aujourd'hui, pas demain ou après-demain. Il ne faut pas attendre. C'est la règle du jeu politique. Quand un gouvernement échoue il doit prendre ses responsabilités.*"

Besma Khalfaoui tenait d'une main le portrait encadré de son mari assassiné, faisant de l'autre main le "V" de la victoire. "*C'est n'est pas un accident passager. C'est un assassinat, une déviation très grave de la Tunisie*", a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs indiqué que le ministère de l'Intérieur n'avait pas répondu à sa demande d'assurer sa protection et celles de ses deux filles. Un drapeau tunisien sur les épaules, Besma Khalfaoui a quitté la manifestation escortée par des manifestants, tandis que les centaines de personnes présentes, hommes et femmes de tous âges, criaient "(Rached) Ghannouchi, assassin !" accusant le chef du parti islamiste d'être responsable de la mort de l'opposant. Le Point.fr 11.02

Le développement de la révolution tunisienne confirme la justesse et l'actualité de la théorie de la révolution permanente. Malheureusement pour nos amis tunisiens, il semble que sans révolution sociale et politique dans les pays les plus industrialisés dont dépend en grande partie leur économie, il leur sera impossible d'aller de l'avant ou guère plus loin, tout au plus ils pourront arracher des avantages démocratiques et sociaux sans remettre en cause le régime en place et le capitalisme, d'autant plus qu'on ne voit pas comment la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir en Europe en l'absence de véritables partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière combattant sur le programme de la révolution socialiste mondiale, ce qui leur ouvrirait la voie pour aller au bout de leur révolution. Soyons lucide.

2.3- La manifestation organisée samedi 9 février, par "les Jeunesses islamistes du parti Ennahdha", à laquelle se sont joints les salafistes, m'est apparue pour le moins étrange. Elle est venue en contrepoint de la marée humaine qui, la veille, avait suivi le cercueil de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné devant son domicile. Les Tunisiens ne s'y sont pas trompés; cette manifestation a été un échec. Seules deux à trois mille personnes, selon les chiffres les plus optimistes, étaient présentes sur l'avenue Habib Bourguiba.

Autre singularité, les manifestants s'en sont pris à la France, avec des slogans d'un autre âge faisant référence à la colonisation. Le prétexte en a été la déclaration de Manuel Valls réagissant à l'assassinat de Chokri Belaïd. Le ministre de l'Intérieur a affirmé la semaine passée qu'il existe un "*fascisme islamiste*" qu'il convient de combattre. Il est évident que cette observation, somme toute anodine, ne s'adressait aucunement aux islamistes au pouvoir en Tunisie, mais aux extrémistes qui usent de la violence terroriste pour chercher à imposer leur idéologie.

En réalité, cette manifestation lancée à la va-vite est un signe parmi d'autres qui montre qu'aujourd'hui en Tunisie, le mouvement islamiste est affaibli et profondément divisé.

Affaibli par l'impossibilité devant laquelle il se trouve, de donner aux tunisiens le bien-être et la prospérité, que la chute de l'ancien président devait leur apporter. Affaibli, aussi par la mouvance salafiste qui cherche à imposer par la violence un islam radical, que ne rejettent pas tous les responsables d'Ennahdha. Les nombreuses exactions commises depuis plusieurs mois, comme l'incendie d'une quarantaine de mausolées, dont l'origine ne fait aucun doute, créent une insécurité, qui vient s'ajouter au passif du bilan du mouvement islamiste au pouvoir.

Et l'on comprend alors pourquoi les manifestants, qui représentaient la tendance la plus dure du mouvement islamiste, ont utilisé cette vieille ficelle usée de l'ingérence de l'ancienne puissance coloniale, qui a pendant longtemps permis de remobiliser le peuple et de masquer l'impérialisme des gouvernants. Mais cette stratégie est vouée à l'échec. Les Tunisiens, qui ont tissé des liens profonds avec la France depuis plus d'un demi-siècle, savent que la France est leur seconde patrie et qu'il existe entre les deux peuples des liens indéfectibles d'amitié et de coopération dans tous les domaines. Tenter de monter les Tunisiens contre les Français est une absurdité qui est la preuve même de l'affaiblissement du mouvement islamiste.

Outre qu'il est affaibli, le mouvement Ennahdha est profondément divisé. Il est traversé par deux courants. L'un modéré, avec comme leader l'actuel Premier ministre, Hamadi Jebali, qui prêche pour un islam éclairé déconnecté du pouvoir politique. Il gouverne sans inconvénient avec des partis laïcs. L'autre ouvertement intégriste, pour qui la loi islamique doit prendre le pas sur la loi démocratique, prôné par le président du mouvement, le cheikh Rached Ghannouchi.

L'assassinat de Chokri Belaïd et la manifestation de l'avenue Habib Bourguiba ont eu pour effet de durcir les positions au sein du mouvement Ennahdha, d'exacerber les antagonismes et de mettre les modérés, tenus à la solidarité, en difficulté, sauf à être accusés de trahison.

On peut se demander alors si la manifestation n'était pas en réalité, dirigée contre le Premier ministre jugé trop conciliant, d'autant que ce dernier a émis le projet de former dès cette semaine un gouvernement de technocrates composé de personnalités indépendantes, extérieures aux partis politiques, excluant par la même les responsables d'Ennahdha. Les extrémistes du mouvement n'en veulent à aucun prix. Et ce n'est donc pas sans raison que les manifestants ont mêlé à leurs slogans anti-Français, d'autres adressés directement au Premier ministre, très explicites, selon lesquels le peuple a voulu un gouvernement islamiste et il n'est pas (ou plus) question de modifier ce qui a représenté sa volonté.

Un bras de fer est engagé entre les deux leaders du mouvement Ennahdha. Hamadi Jebali menace de démissionner. Sa démission ouvrirait une crise politique au sein du mouvement islamiste. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, le parti Ennahdha est au bord de l'implosion, la semaine qui s'ouvre sera à cet égard décisive. Lexpress.fr 11.02

Le mouvement Ennahdha a usurpé le pouvoir qui devait revenir aux partis qui s'étaient engagés dans le mouvement révolutionnaire pour chasser Ben Ali. On voit bien ici qu'il n'a pas de base populaire ou alors très faible, qu'il est illégitime qu'il reste au pouvoir, s'il le reste c'est uniquement parce qu'il bénéficie du soutien du Qatar, de la France et des Etats-Unis, de l'UE.

3- Arabie Saoudite

«Le plus grand exportateur de terroristes est considéré comme un partenaire sûr, pour l'Occident».

Selon la Deutsche Welle allemande. «L'Arabie Saoudite est le plus grand protecteur financier des groupes terroristes, mais, les Etats-Unis et leurs alliés se sont associés à ce pays, car leurs intérêts l'exigent», selon le média allemand. french.irib.ir 11.02

L'Empire craque de partout, leur Nouvel ordre mondial vacille sur ses bases...

Allez raconter cela à Hollande, Le Drian, Fabius... Non, non, ils ne sont pas de droite ou d'extrême droite, de gauche paraît-il ! Et Laurent (PCF) est au "cœur de cette gauche... A vous dégoûter d'être de gauche, non ? Alors rejoignez l'Opposition de gauche ! On attend vos messages.

SOCIAL

France

2012 année terrible pour l'emploi, à commencer par les intérimaires, dont l'emploi a chuté de 8,7% sur l'ensemble de l'année 2012, annonce Pôle emploi lundi. Fin décembre 2012, le nombre d'intérimaires s'établissait à 569.400 en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une baisse de 54.000 postes par rapport à décembre 2011.

Toutes les tranches d'âges sont concernées par la baisse ainsi que toutes les catégories socio-professionnelles. Les femmes sont toutefois un peu moins touchées que les hommes. Les effectifs féminins ont baissé de 8,3% contre 8,9% pour les hommes. L'Expansion.com 11.02

Normal, les femmes ont des salaires plus bas.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une douzaine d'articles de sources diverses.

J'ai reçu une réponse du M'PEP, suite au courriel que je leur avais envoyé après la publication dans leur portail d'un article de Samir Amin. Je la mettrai en ligne demain avec la réponse que j'ai rédigée, plus politique que la dernière fois ou plus précise aussi.

PSA. "Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (Reuters 12.02)

La "raison", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "passion", c'était s'y opposer jusqu'au bout.

La raison du plus fort est toujours la meilleure, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard. Et pour être passionné, faut-il encore avoir un idéal. Le sien devait manifestement se situer à un niveau alimentaire. Le nôtre, le plus élevé qui soit : la liberté ! On lui conseillera de démissionner de

ces mandats syndicaux.

On voit où conduit ou comment se traduit dans la pratique la soi-disant indépendance syndicale de FO... Qu'en pensent les dirigeants du POI qui ont des rapports quasi congénitaux avec l'appareil de FO ? Vous pariez qu'ils s'abstiendraient d'en dire quoi que ce soit, comme sur "*le mariage pour tous*" sur lequel ils sont demeurés particulièrement silencieux, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Parole d'internaute

- "*Dans la série des subventions scandaleuses, je souhaiterais connaître le montant que la Marie de Paris a donné au PSG qui appartient au Qatar. Je vais d'ailleurs le demander lors du prochain compte-rendu de mandat de B Delanoë. Je trouve insupportable qu'ayant supprimé la gratuite des transports aux handicapés et aux personnes âgées, il donne de l'argent à ces multimilliardaires.*"

Nous cela ne nous étonne pas, c'est dans la nature du PS.

Delanoë ne peut pas donner à tout le monde, enfin !

En famille. Propagande de la réaction "**extrême**". Les médias et le maire de Paris ne sont pas ingrats.

Le meilleur du documentaire, c'est mardi soir sur France 5 avec «*Les Réseaux de l'extrême*», enquête en quatre volets au cœur des mouvements passés maîtres dans l'art de désinformer pour mieux faire monter les tensions, radicaliser les identités et semer le soupçon contre les médias ou la démocratie. La journaliste Caroline Fourest en décortique les codes, en dévoile les coulisses, en décrypte les méthodes, images à l'appui... Le deuxième épisode est consacré ce soir aux radicaux de l'islam. 20minutes.fr 12.02

Commentaire d'un internaute.

- "*La revue de Fourest ne paraît plus depuis novembre 2011 mais reçoit toujours des subventions de la ville de Paris.*

Dans un article paru dans les derniers Dossiers du contribuable (consacrés au « scandale des subventions » aux associations), je signale que « Prochoix, « la revue pour le droit de choisir », une publication pro-mariage gay (entre autres...) co-fondée par Caroline Fourest, qui ne paraît pas depuis novembre 2011 et dont le blog n'a publié que dix billets en un an (...) a reçu en mars 2012 la bagatelle de 12 000 € d'argent municipal, comme chaque année... » Le contribuable parisien est trop bon !"

On ne lui demande pas son avis !

En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013 soutenu par le PS et l'UMP.

Du côté du PS.

Les députés PS "*interviendront*" sur l'accord sur l'emploi pour améliorer sa transcription dans la loi ou le compléter mais "*ne le dénatureront pas*", a assuré leur porte-parole Thierry Mandon, évoquant la volonté de "*ne pas perdre un signataire*".

Depuis le premier jour, Bruno Le Roux a expliqué que la position du groupe socialiste était de respecter l'équilibre obtenu par les partenaires sociaux. AFP 12.02

Pour le PS, le Medef est un partenaire social, en admettant qu'on considère le Medef comme un partenaire ce qui est tout à fait grotesque, nous considérerions que nous sommes en présence d'un partenaire antisocial, donc infréquentable, avec lequel nous refuserions d'avoir le moindre rapport, sauf à l'issue d'une grève ou d'un mouvement social sur demande des travailleurs eux-mêmes, avant, jamais !

Commentaire d'un internaute

- "*En gros Hollande entérine un accord que deux des plus gros syndicats refusent et que les députés n'auront pas le droit d'amender. Après ça c'est Sarkozy qui est l'arme du MEDEF...*"

Mais c'est la démocratie que défendent tous les syndicats, y compris la CGT et FO en ayant participé à cette funeste mascarade qui a abouti à cet accord. On pourrait ajouter le POI, le NPA et LO qui soutiennent leurs appareils et n'entendent pas rompre avec eux pour autant, on ne se refait pas.

Rectifions monsieur si vous voulez bien. Il s'agit d'un couteau dont la lame possède deux tranchants, l'un s'appelle Szkozy ou l'UMP, l'autre Hollande et le PS, et en fonction du contexte, c'est l'un ou l'autre qui est amené à être utilisé au bénéfice du patronat. Quand l'un a déjà trop servi ou qu'il n'est plus en mesure de terminer le sale boulot, c'est l'autre tanchant qui entre en action et ainsi de suite alternativement, le temps que l'autre aiguise ses argements ou se refasse une santé.

Depuis 1945 (ou même avant), ils n'ont cessé de jouer cette comédie, de se répartir les rôles, et vous ne vous en êtes toujours pas aperçu ? Rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul, l'immense majorité pour ne pas dire la quasi totalité du mouvement ouvrier non plus.

Du côté de l'UMP.

Le président de l'UMP a en effet indiqué, le 4 février sur RTL, qu'il voterait ce texte "*parce qu'il va dans le bon sens*" et "*introduit plus de flexibilité pour les entreprises et en même temps plus de sécurité pour les salariés*".

Dans un argumentaire diffusé le 15 janvier et destiné à ses militants, l'UMP estime l'accord sur l'emploi "*pas à la hauteur*" tout en reconnaissant qu'"*il apporte quelques conclusions utiles*" : "*L'accord sur l'emploi entre les partenaires sociaux, qui ne doit rien à François Hollande, apporte quelques conclusions utiles sur la mobilité des salariés, la portabilité des droits sociaux, l'allègement des procédures de licenciement, ou l'adaptation du travail à l'évolution de la conjoncture, mais il n'est pas à la hauteur du défi car il ne bouleverse pas en profondeur le marché du travail, en faisant notamment l'impasse sur les questions du coût, du temps et du contrat de travail...*", est-il écrit dans ce document.

A l'UMP, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait le premier annoncé le 20 janvier qu'il votera la réforme du marché du travail issu de l'accord signé avec des partenaires sociaux. "*Je vais voter ce texte*" et "*je souhaite qu'il n'y ait aucune surenchère sur ce texte, ni d'un côté, ni de l'autre*", avait-il déclaré. lemonde.fr 12.02

L'UMP préconise d'autres mesures sachant qu'il n'aurait même pas été capable de mettre en oeuvre celles contenues dans l'accord du 11 janvier. Et au nom des intérêts des capitalistes qu'ils représentent, il a de quoi se réjouir que le PS fasse le sale boulot à sa place et les patrons ne s'y trompent pas. Que cela ne soit pas suffisant à leurs yeux, c'est normal au regard de la gigantesque crise dans laquelle est plongé le capitalisme et dont jusqu'à présent on n'a vu qu'un bout infime.

Ils écrivent :

- Il faut : "*baisser la dépense publique, diminuer le nombre de fonctionnaires, poursuivre la réforme des retraites, alléger le coût du travail ou encore simplifier l'environnement fiscal et réglementaire des entreprises.*"

- "*Il faut (...) augmenter le temps de travail, assouplir le code du travail, développer l'apprentissage, l'alternance et la formation continue (...)*" (www.u-m-p.org 15.01.13)

Bref, sans surprise, le programme de l'UMP c'est celui des néo conservateurs américains, qu'ils soient au parti républicain ou au parti démocrate, le programme de l'oligarchie financière américaine et internationale.

Quelques précisions.

Ce qu'en pense le rédacteur en chef du journal Le Point qu'on ne soupçonnera pas d'être au côté des masses laborieuses. Ce qu'il relève, les contradictions de Hollande notamment, ne manque pas d'intérêt pour comprendre les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Extraits.

- Démocratie sociale, c'est une appellation qui sonne bien : c'est un courant de la gauche qui ambitionne de mettre l'économie au service du progrès social. Si vous dites "*social-démocratie*", on pense au modèle politique allemand. Donc François Hollande préfère inverser les termes pour annoncer une ère nouvelle dans les rapports entre le pouvoir, les entreprises et les salariés. C'est ce nouveau modèle qu'est censé instaurer l'accord sur le droit du travail signé le 11 janvier entre syndicats et patronat, et que François Hollande avait qualifié par avance d'"*historique*". Quand on regarde le paysage social un mois après, le climat paraît plutôt hystérique !

En réalité, Hollande étant le représentant du capital et le capitalisme connaissant sa plus gigantesque crise depuis deux siècles, tout "*progrès social*" est à l'exclusion des politiques qui seront dorénavant mises en oeuvre et cela depuis déjà plusieurs décennies, cette tendance devant encore s'amplifier puisque la crise du capitalisme s'amplifie chaque jour un peu plus à défaut de pouvoir la juguler.

Il s'agit d'un tour de passe-passe de Hollande. En fait de "*démocratie sociale*", le "*dialogue sociale*" en est l'antithèse ou en constitue le tombeau où elle doit échouer.

Dans le passage suivant, il explique que Hollande et le Medef n'ont pas pu aller aussi loin qu'ils l'auraient souhaité dans la remise en cause de la législation du travail, tout comme Sarkozy précédemment, car les travailleurs résistent.

- Ne nous payons pas de mots : François Hollande s'est vanté d'avoir obtenu cet accord en tordant le bras aux partenaires sociaux. En fait, c'est un accord à minima : le Medef comme les syndicats avouent qu'on est loin de la "*flexisécurité*" à la scandinave recherchée. Et puis cet accord majoritaire est... minoritaire : 3 syndicats sur 5 l'ont ratifié mais la CGT et FO, qui n'ont pas signé, représentent 50 % des salariés - sans compter que la CFE-CGC et la CFTC, signataires, ne seront plus considérés comme représentatifs avec la nouvelle loi en vigueur en mars. Et que nous avons un taux de syndicalisation parmi les plus faibles d'Europe... Autant dire qu'on est loin des bases solides d'un nouveau dialogue social. La meilleure preuve, c'est que les syndicats font grève et défilent comme sous Sarkozy !

Il minimise la portée de cet accord et on comprend pourquoi, cela dit le patronat en réclame toujours plus. S'agissant de la représentativité des syndicats, la CGT peut jouer la carte de la provocation et recourir au gauchisme ou à des actions violentes intiles histoire de se retrouver en porte-à-faux dans un contexte où les travailleurs ne sont pas forcément très combattifs ou ne se mobilisent pas en masse sinon cela se saurait, afin de faire monter la CFE-CGC et la CFTC plus modérés, c'est un euphémisme, il serait d'ailleurs étonnant que la CFDT ne leur donne pas un coup de pouce, de telle sorte que la répartition des rôles continue de fonctionner. Sinon, le gouvernement se retrouvera dans une situation où il sera obligé de se substituer au "*dialogue social*" et de légiférer en faveur du patronat concentrant ainsi le mécontentement des travailleurs contre l'Etat.

On comprendrait qu'il y voie un danger et qu'il n'y tienne pas vraiment, car c'est là que se situe la clé de la situation comme je l'ai expliqué dans de précédentes causeries : Hollande et son gouvernement en apparaissant comme les chefs de file du patronat, les maîtres d'oeuvre de sa politique antisociale, les responsables des difficultés que rencontrent quotidiennement les travailleurs, l'Etat et les institutions apparaîtraient de plus en plus comme l'objectif à abattre, objectif facile à saisir et autour duquel l'unité des travailleurs pourrait se réaliser facilement puisque tous les autres intermédiaires auraient disparu ou seraient relégués au second plan ou ne pourraient plus servir d'obstacles pour les protéger, dans ces conditions, c'est sur cet axe de combat que les travailleurs pourraient se mobiliser ou déferler du jour au lendemain en dehors du contrôle des appareils totalement débordés et qui n'ont rien vu venir, ce processus ayant entraîné en profondeur la radicalisation politique des masses, le renversement du régime ou l'issue politique à la crise du capitalisme pourrait être à la portée de notre main, encore faudrait-il qu'un parti incarne ce processus et se fixe cet objectif pour le mener à son terme...

Voilà ce qu'ils craignent tous.

Plus loin, et là je passe tout un passage sans intérêt, ce représentant du capital qui n'est pas à une contradiction près, reproche aujourd'hui au PS ce qu'il n'aurait pas reproché hier à l'UMP, à savoir un déni de la démocratie, dont les deux partis sont familiers ou avec lequel ils n'ont cessé de s'accommoder dans le passé.

Cela dit, c'est intéressant de le relever, car cela signifie qu'il leur est impossible de gouverner sans piéter la démocratie, et que par conséquent si on veut qu'elle soit respectée, il faut impérativement renverser le régime en place et retirer le pouvoir aux capitalistes, il n'existe pas d'autres alternatives, porter à la tête de l'Etat l'un ou l'autre candidat, changer de majorité parlementaire ne change absolument rien à la politique antisociale et réactionnaire qui est mise en oeuvre, c'est l'expérience que les travailleurs sont en train de vivre, à nous de les aider à en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Bon, ce n'est pas la première fois, laissons cela de côté aujourd'hui...

- A propos de l'accord patronal du 11 janvier : Drôle de "*démocratie sociale*" où la majorité parlementaire se voit imposer un accord minoritaire !

La dernière question portait sur les licenciements dits boursiers. Je reproduis la question et la réponse du rédacteur en chef du Point et on se retrouve ensuite.

- Ce qui n'est toujours pas réglé, c'est la fameuse question des "*licenciements boursiers*". Est-ce qu'on peut considérer que François Hollande a renoncé ?

Oui puisque l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du texte. Hier, dans une de ces acrobaties syntaxiques dont il a le secret, François Hollande a annoncé une loi en vertu d'un "*engagement qui a été pris sur les sites rentables*". Tout le monde a cru que c'était la fameuse loi pour laquelle défilent les ouvriers de Goodyear et bien d'autres. En fait non : l'Élysée a précisé qu'il parlait d'une mesure qui figure dans l'accord du 11 janvier et qui obligerait l'industriel voulant fermer un site à chercher lui-même un repreneur. Fausse alerte, donc. Il paraît qu'il faut y voir le signe de ce que François Hollande se réintéresse aux usines. Visiblement, il commence par les usines à gaz.

Excellent, merci pour ces précisions monsieur Gattegno.

Si cette mesure figure déjà dans l'accord du 11 janvier et que "*l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du*

texte", traduire les intérêts du patronat, cela signifie que la loi en préparation sur les "*licenciements boursiers*" est tout bonnement une supercherie !

Mittal. Numéro d'illusionnisme de l'UE.

Le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, a annoncé mardi avoir demandé à ArcelorMittal de reporter sa décision de fermer des sites en Europe en attendant la présentation d'ici à l'été d'un plan d'action européen pour l'acier, mais le groupe a répondu par une fin de non-recevoir.

(Vous avez bien lu, Tajani a seulement demandé à Mittal de "*reporter sa décision de fermer des sites en Europe*" et non de l'annuler. Cela suffit pour que le philistin Montebourg s'en réjouisse, alors que cela ne changerait rien pour les milliers d'ouvriers concernés, il s'en fout. - Ndlr)

"Nous vous remercions chaleureusement, Monsieur le commissaire", a déclaré M. Montebourg, qui a indiqué qu'*"ArcelorMittal avait protesté en indiquant que ce n'était pas de l'ordre de la Commission européenne, ni des Etats membres d'intervenir ou d'interférer dans la libre entreprise"*.

(Mittal a raison, il en appelle au respect des principes que l'UE a adoptés, Tajani, Juncker, Montebourg, etc. , dont celui de la concurrence libre et non faussée qui permet de démanteler ou liquider des pans entiers de l'industrie et même des services jugés pas suffisamment rentables par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"Je suis désolé, ArcelorMittal profite des subsides publics en toutes circonstances, comme beaucoup des activités industrielles de l'acier, il est donc normal qu'un droit de regard s'exerce sur ces activités", a ajouté M. Montebourg.

"Peut-être qu'ArcelorMittal ira outre, mais une chose est sûre, c'est que le politique européen, maintenant, s'affirme comme les Etats-nations s'affirment", a-t-il dit.

(Un "*droit de regard*" qui constitue un aveu d'impuissance, après avoir concocté une législation tellement favorable aux capitalistes qu'il est devenu impossible de s'opposer à leur politique sans la violer, ce que ne se risquera pas à faire l'UE ou un gouvernement qui en fait partie.

C'est dans ce contexte qu'ils ont versé des centaines de milliards aux capitalistes, en sachant pertinemment que quelles que soient les décisions qu'ils seraient amenés à prendre dans le futur, ils n'auraient pas les moyens de s'y opposer, autrement dit ils en ont été par avance les complices parfaitement conscients de ce qu'ils faisaient.

Ce n'est pas "*peut-être*", c'est certain, Mittal ira "*outre*", il y est encouragé par la législation en vigueur dans l'UE autant que l'intention du législateur de ne pas revenir dessus, puisque l'UE fonctionne comme un organisme supranational au service de l'oligarchie financière américaine et occidentale qui contrôle les multinationales, si leur intérêt à l'échelle mondiale leur commande de liquider la sidérurgie en Europe occidentale car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable pour eux, ils profiteront du contexte de la baisse de la demande qui est le produit de leur propre politique d'austérité ou qu'ils ont provoquée en réponse à la crise du capitalisme, ils n'hésiteront pas un instant et ne reviendront pas sur leurs décisions. - Ndlr)

"Il y a entre la France et le Luxembourg une solidarité de fait" sur ce dossier, a expliqué M. Juncker. AFP 12.02

(Une "*solidarité*" contre le même ennemi : la classe ouvrière. Pour se faire une idée assez précise des véritables intentions de Junker, Montebourg et Cie., rappelons que le Luxembourg est un paradis fiscal au coeur de l'UE et qu'ils s'en accommodent très bien... comme Mittal qui ne s'y est pas trompé en y installant son siège social. - Ndlr)

Numéro d'illusionnisme des porte-parole de l'oligarchie financière.

- Le projet de réforme bancaire arrive devant les députés - LePoint.fr

- L'Assemblée nationale va muscler la loi bancaire - AFP

La question n'est pas de savoir dans quelle direction. Sa seule fonction ou qualité réside dans le fait d'avoir été posée pour faire croire aux ignorants qu'ils allaient s'attaquer aux privilèges exorbitants de l'oligarchie financières qui se jouent de tous les règlements existants, alors qu'ils n'en ont jamais eu pas la moindre intention, pour sauver les apparences auprès de leurs troupes aussi.

Hier comme aujourd'hui, la politique des dirigeants des partis ouvriers reposent sur les bonnes intentions sans lendemain ou les apparences dont se pare le PS et ses satellites, pour justifier le soutien qu'ils lui ont accordé pendant plus d'un demi-siècle,

au régime en place quoi.

Nous sommes parvenus au constat, que leur politique qui consista soi-disant à se placer sur le terrain des illusions des masses pour mieux les combattre, privilégia en réalité les apparences dans lesquelles se drappait le PS pour mieux tromper les travailleurs, comment ? En leur faisant croire qu'il était animé des meilleures intentions du monde et que s'il ne parvenait pas à les réaliser il n'y était finalement pour rien ou pas grand chose.

Ce qui explique pourquoi les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats ne cessent de s'adresser à Hollande, aux différents ministres, aux élus du PS, pour protéger, pour ne pas que se déchire le voile des apparences trompeur dans lequel se drappe le PS, afin d'alimenter les illusions des masses dans ce parti ou plutôt dans les institutions et le capitalisme qu'il s'emploie à protéger, qu'il incarne et la boucle est bouclée.

[La blanchisseuse du Palais et les barbouzes.](#)

Le parquet a requis mardi la relaxe de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua au procès à Paris des détournements du programme de l'ONU en Irak "*pétrole contre nourriture*".

Une autre relaxe, une peine de 18 mois de prison, dont 6 ferme, et des amendes allant de 20.000 euros avec sursis à 100.000 euros ont par ailleurs été demandées concernant une dizaine d'autres prévenus. La lecture des réquisitions devait se poursuivre, après une pause, à propos de l'implication présumée de Total dans cette affaire. AFP 12.02

[Inde. Un Etat semi-féodal en guerre permanente contre son peuple.](#)

- '*La modernisation militaire de l'Inde est un impératif*' - LeMonde.fr

Le Monde porte-parole des marchands de canons, normal.

- La police indienne tue huit membres de tribu dans l'Etat d'Assam - Reuters

La police était intervenue pour contenir les protestations de membres de la tribu de Rabha, opposés à des élections qui violent selon eux les lois tribales, a expliqué un autre haut responsable. Reuters 12.02

Car en Inde ils existent de telles inégalités entre les différentes couches de la société, il y en a qui sont à l'ère d'Internet et d'autres à l'âge de pierre pour ainsi dire, des populations vivent dans des villages isolés où ils n'ont ni eau potable ni électricité ni téléphone et parfois ni routes en dur ni commerces ou quelques échoppes seulement ni services publics cela va de soi.

Donc au niveau juridique, sachant qu'il correspond au niveau de développement économique, leur niveau économique n'ayant pas évolué au même rythme que le reste de la société, leurs institutions n'ont pas évolué non plus par rapport au reste de l'Inde, ils rejettent donc le processus électoral que le gouvernement voudrait leur imposer.

A qui la faute, sinon aux classes dominantes qui ont accapé le pouvoir et les richesses du pays depuis l'indépendance et dont le gouvernement actuel de coalition est le représentant.

Quand on sort de la ville et qu'on parcourt quelques kilomètres dans la campagne, on croise encore des tribus vivant de la cueillette et de la chasse (armé d'une lance et d'un fusil à poudre à un coup !), vêtus sommairement, ils viennent s'entasser aux abords des villes et vivent misérablement. Autant dire qu'ils connaissent le même sort que les Roms en France.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Affection vicieuse et purulente mais non contagieuse, il faut l'espérer.](#)

- Copé veut construire une "*relation affective avec les Français*" - AFP

[Il n'y a pas de fumée sans feu. Si le Figaro s'y intéresse..](#)

- Un site internet veut favoriser la démocratie participative - LeFigaro.fr

Question inutile, dépassée, obsolète...

- L'Occident a-t-il encore une longueur d'avance technologique ? - Atlantico.fr

Priorité au capital. Les commis et les larbins des banquiers donnent de la voix.

- Budget: la Cour des comptes veut donner une "*priorité absolue*" aux économies - AFP

- Didier Migaud : '*Il faut désormais freiner davantage la dépense*' - LeMonde.fr

- Cour des comptes: la droite se réjouit du rapport annuel - L'Express.fr

Les auteurs d'un crime prémédité ne peuvent être jugés que coupables.

- Multinationales: l'OCDE s'attaque aux failles du système fiscal mondial - AFP

- En politique : c'est l'inverse ! L'Agence du médicament se veut plus transparente - Liberation.fr

Quand seule l'étiquette change, le contenu étant le même. Il y a des propositions qui ne trompent pas...

- Jean-Yves Le Drian s'était déjà vu proposer le ministère de la Défense... par Sarkozy - leexpress.fr

Jean-Yves Le Drian promettra à Nicolas Sarkozy de le rappeler pour lui donner une réponse: "*Je l'ai donc rappelé et lui ai demandé d'excuser mon refus. Il m'a répondu que l'offre restait valable*".

Fidèle à son étiquette socialiste, ce proche de François Hollande se rattrapera cinq ans plus tard, en obtenant la Défense dans le gouvernement Ayrault. leexpress.fr 12.02

Pour en réalité poursuivre ou amplifier même la politique impérialiste de Sarkozy.

En politique : c'est l'inverse !

- Du cheval dans du "*chili con carne*" vendu chez Picard - Reuters

En réalité, seules l'emballage et l'étiquette était conforme...

Décadence et putréfaction de leur société

- La PMA, une "*demande légitime*", estime Christiane Taubira - AFP

- L'écologiste Placé veut taxer les mégots de cigarettes - L'Express.fr

Comment, vous ne l'avez pas encore liquidé? On fera le travail nous-mêmes.

- La Libye refuse de remettre Abdallah al Senoussi à la CPI - Reuters

La France et la Turquie ou la voix de l'OTAN

- La France fait un geste européen en direction de la Turquie - Reuters

Ils expriment au futur ce qui existe déjà au présent ou au passé.

- Le G7 tente de déminer les craintes d'une "*guerre des monnaies*" - AFP

- Pour Obama, davantage d'économie, moins d'Afghanistan - Liberation.fr

Cela veut dire plus de guerres, puisque l'économie est le concentré de la politique et la guerre la continuité de la politique sous une autre forme à des fins économiques.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

L'ancien chef des services secrets saoudiens a demandé aux Etats-Unis de livrer aux groupes armés syriens des armes lourdes.

L'Agence Mehr, citant les médias arabes, a rapporté que Turki Fayçal, ancien chef des services secrets de l'Arabie Saoudite a demandé aux Etats-Unis de fournir des équipements de défense anti-aérienne et des balles anti-char aux groupes armés syriens. A noter que l'Arabie Saoudite fait tout son possible pour entraver le processus de la résolution pacifique de la crise en Syrie. Il a tenu ces propos, lors de la première conférence internationale du Conseil des relations arabes-internationales. Il a appelé les Etats-Unis à une prise de position claire au sujet de la crise en Syrie. french.irib.ir 12.02

2- Qatar

Le Premier ministre qatari, Jassem Ben Al-eThani, a pris de court tout le monde !

Il vient de proposer à l'Iran de faire partie d'une organisation régionale chargée de la sécurité, une organisation à laquelle prendraient par l'Iran et les six pays arabes du bassin du golfe Persique. Cette proposition a été annoncée aux cérémonies d'ouverture de la première Conférence internationale des relations Arabes/Monde, au Koweït. Le PM qatari a dit : *"Les relations entre les Arabes et les Iraniens sont anciennes et solides et sont à même de résister aux crises et aux tensions imprévisibles, et les parties n'ont d'autres choix que de coexister"* (!!).

Ces propos, plus qu'étranges, sont formulés, alors que le Qatar, ennemi juré de la stabilité régionale, a tout fait, depuis deux ans, pour endiguer ce qu'il qualifie d'influence iranienne. En Syrie, le Qatar combat l'Iran et l'axe de la Résistance, ses pétrodollars servent à armer les terroristes et à acheter les mercenaires, et tout ceci, dans le sens des intérêts des grandes puissance et d'Israël ! D'où vient donc cette proposition choc? Une proposition, qui a, d'ailleurs, suscité la colère de certains pays arabes, qui n'aiment pas trop l'hypocrisie. Le journal *"Arab on line"*, qui paraît, aux Emirats, a son propre point de vue, à ce sujet, qui est loin d'être le vrai. Pour le quotidien *"l'appel du PM Qatari fait écho à celui de l'Iran, qui estime qu'il ne faut à aucun prix impliquer les puissances étrangères, dans les questions sécuritaires touchant la région"*.

L'analyste du journal croit que la proposition de Doha est le signe de l'échec du camp arabo-occidental, au Sommet du Caire. *"Le Sommet a vu l'Iran et l'Egypte proposer une initiative commune. Cette initiative commune veut réunir, sous le même chapitre, les Frères musulmans et l'Iran. Le Qatar s'est dit favorable à cette initiative, vu le large soutien qu'il apporte aux Frères, aussi bien, en Tunisie, qu'en Libye, en Egypte et ailleurs"* Mais que vient faire là dedans l'Iran?

Le Qatar cherche à limiter la casse, en ce qui concerne la Syrie. Son soutien explicite aux Jihadistes libyens, syriens maliens ... et les impacts que ce soutien commence à avoir ont, visiblement, irrité, et les Etats Unis et ses alliés occidentaux. La France, partenaire de longue date du Qatar, tient rigueur à celui-ci qui finance les Salafistes du Nord Mali. Après le meurtre de son ambassadeur, les USA sont, eux aussi, en colère contre Doha et lui demande de mettre de l'eau dans son vin, en réduisant son soutien aux Salafistes libyens et même, syriens. Dans ces conditions, *"impliquer l'Iran, dans une organisation sécuritaire arabo-persique, peut avoir un effet dissuasif, en direction de l'Iran, qui semble, désormais, avoir la main haute, dans le dossier syrien, et en direction des Etats et du camp occidental, dont la pression semble de plus en plus forte sur le Qatar, petit Etat aux grandes ambitions"* french.irib.ir 12.02

SOCIAL

1- France

- Plans sociaux: Goodyear présente son projet, PSA conclut ses négociations - AFP

1.1- Goodyear

La direction de Goodyear, qui projette de fermer son site d'Amiens-Nord, s'est engagée mardi à en *"limiter au maximum*

les conséquences sociales" lors d'un CCE, qui a mobilisé des centaines de manifestants alors que direction et syndicats ont conclu des négociations sur le plan social chez PSA.

Chez Renault, une nouvelle réunion a été programmée entre la direction et les syndicats, faute d'avancées suffisantes mardi lors de ce qui se voulait l'ultime séance de négociation visant à la signature d'un accord de compétitivité dans l'entreprise.

Lors d'un CCE à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), la direction de Goodyear Dunlop Tires France (GDTF) a "exposé dans le détail les motivations économiques" de son projet aux élus du personnel ainsi que le Plan de Sauvegarde de l'Emploi envisagé. Elle affirme, dans un communiqué, vouloir "utiliser au mieux" les possibilités de reclassement interne et devrait proposer en France "au moins cent" postes, un nombre toutefois limité au regard des 1.173 subissant l'impact de la fermeture.

Près de 700 salariés du site d'Amiens répartis dans 14 cars étaient attendus au siège social, autour duquel plus d'une centaine de CRS étaient déployés.

"Les salariés sont motivés à défendre leurs emplois avec détermination et intelligence", a dit Mickael Wamen, délégué CGT. "Détermination à continuer, à se battre et intelligence à ne pas céder à la provocation."

"Il y a de quoi être scandalisé avec un gouvernement de gauche qui prône le dialogue social à tout va et qui en réalité fait tout le contraire. Je n'ai jamais vu autant de forces de l'ordre réunies pour un comité central d'entreprise où les salariés viennent dire qu'ils veulent garder leur emploi." (On croirait qu'il découvre un beau matin que le "dialogue social" avait un autre contenu ou aurait dû en avoir un autre. -ndlr)

Lors de cette réunion, un cabinet d'experts, Secafi, a été désigné par la majorité des membres du CCE (CFDT et CFE-CGC) "pour rechercher tous les moyens possibles pour tenter d'éviter d'appliquer le PSE projeté par la direction", selon les syndicats.

De son côté, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a annoncé que l'éventuel repreneur américain Titan "ne reviendrait pas" et que "le gouvernement cherchait une alternative".

Le ministre du Travail Michel Sapin a, quant à lui, estimé mardi qu'il y avait "encore des possibilités" pour Goodyear.

Plusieurs centaines de salariés d'entreprises visées par des plans sociaux ont manifesté à Rueil dans une ambiance tendue, devant le siège de Goodyear France, en solidarité avec les quelque 750 salariés du fabricant de pneus venus d'Amiens pour l'occasion. Parmi eux des salariés de PSA, ArcelorMittal ou Sanofi, ainsi que le collectif Licenci'elles.

D'importantes forces de l'ordre avaient été mobilisées face à ces manifestants (800 à 1.000 selon la police, 2.500 et 3.000 selon la CGT) qui ont dénoncé les licenciements boursiers.

1.2- PSA

Fin des discussions chez PSA

Chez PSA Peugeot-Citroën, où s'est déroulée l'ultime séance de négociations sur le Plan de restructuration qui vise les sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes, quatre syndicats se sont déclarés favorables à un projet d'accord sur l'accompagnement des salariés concernés. La CFE-CGC, la CFTC, FO et le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à Aulnay-sous-Bois, mais pas la CGT, ont jugé que des avancées positives avaient été faites lors de ces négociations, qui avaient débuté le 7 novembre.

"Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (La "raison", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "passion", c'était s'y opposer. La raison du plus fort l'emporte, ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard, et pour être passionné faut-il encore avoir un idéal, le sien doit manifestement se situer à un niveau alimentaire, le nôtre, le plus élevé qui soit, la liberté ! On lui conseillera de démissionner de ces mandats syndicaux.- Ndlr)

Ils ont toutefois précisé que le projet devait être soumis à l'approbation des salariés et ne pourrait, le cas échéant, être adopté définitivement qu'au cours d'un prochain CCE prévu au printemps.

Entre 2012 et 2014, 11.214 suppressions de postes sont envisagées chez le premier constructeur français, dont 3.000 à Aulnay et 1.400 à Rennes, avec une phase de départs volontaires ouverte jusqu'au 31 décembre.

1.3- Renault

Chez Renault, la nouvelle réunion a été programmée pour le mardi 19 février.

"*Nous n'avons pas fini de négocier*", a indiqué Dominique Chauvin, représentant de la CFE-CGC, majoritaire, après avoir estimé que certaines garanties avaient été obtenues. Mais, a-t-il ajouté, "*on veut prendre le temps*" face à la complexité des problèmes soulevés.

La CFDT s'est quant à elle félicité d'avoir obtenu "*des garanties concrètes très importantes pour les salariés de l'ensemble des sites avec une augmentation des volumes jusqu'à plus de 80% de leur capacité d'ici quatre ans et au-delà de 2016*".

Avant la réunion, la CFE-CGC, comme la CFDT, avaient jugé impératif d'obtenir des éléments précis sur les augmentations de volumes de production promis par le constructeur.

A l'issue de cette nouvelle séance de négociations la direction de Renault a confirmé dans un communiqué "*son engagement de développer l'activité des sites industriels français*". AFP et Reuters 12.02

1.4- Enseignants du primaire.

Les enseignants du primaire ont fait grève mardi en France pour contraindre le ministre de l'Education, Vincent Peillon, à reporter à 2014 et à aménager sa réforme des rythmes scolaires, qui instaure le retour à la semaine de quatre jours et demi.

Le SNUipp-FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles), principale organisation du secteur, a affirmé mobiliser 58% des instituteurs, avec des taux de grévistes variables selon les régions.

Le ministère fait état pour sa part de 36,17% de grévistes au niveau national dans le primaire à la mi-journée et de 2,40% dans le secondaire, où un petit nombre d'enseignants a suivi le mouvement en soutien aux instituteurs.

La participation était de près de 60% à Paris où les instituteurs sont remontés contre le maire, Bertrand Delanoë (PS), qui avait décidé le passage à 4,5 jours, contre 4 actuellement, dès la rentrée 2013.

Bertrand Delanoë a lancé un appel au dialogue tout en amorçant un léger recul. "*La décision (sur l'application de la réforme à la rentrée 2013 ou 2014) sera prise fin mars*", a-t-il dit sur France Info.

Lors du précédent mouvement dans la capitale, le 22 janvier, près de 80% des professeurs des écoles avaient fait grève, selon le rectorat.

Des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes de France, mais beaucoup n'ont réuni que quelques centaines d'enseignants.

En revanche, plusieurs milliers de personnes - 5.800 selon la police, 12.000 d'après les syndicats - ont participé au cortège parisien. "*Ni statu quo, ni bricolage*", pouvait-on lire sur une banderole.

Une autre grève était lancée en parallèle dans l'éducation par cinq syndicats (CGT, FO, Sud, CNT, FAEN) qui demandent, outre l'abandon de la réforme des rythmes scolaires, une amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Selon un sondage BVA pour l>télé de janvier, 59% des Français interrogés sont pour le retour de l'école le mercredi ou le samedi matin. A l'inverse, 39% d'entre eux souhaitent conserver la semaine de quatre jours mise en place en 2008.

Les syndicats ne remettent pas en cause le projet lui-même mais dénoncent une réforme "*bricolée*".

Les communes ont jusqu'au 31 mars pour décider si elles appliqueront la semaine de 4,5 jours cette année ou en 2014.

Les journées de classe seraient raccourcies de 45 minutes, consacrées alors à des activités culturelles ou sportives, mais les communes comme les syndicats se demandent avec quel personnel et quel budget.

"*Nous sommes sur une action qui met en lumière la déception de la communauté éducative sur une réforme des rythmes scolaires, qui était attendue et nécessaire, et qui aujourd'hui n'offre pas de garantie*", a déclaré le secrétaire général du SNUipp-FSU, Sébastien Sihr.

"*Les principaux opposants à la réforme des rythmes scolaires sont avant tout les communes, qui sont en train de traîner les pieds pour 2013*", a-t-il ajouté sur RTL. Reuters 12.02

2- Grande-Bretagne

La banque britannique Barclays va supprimer au moins 3.700 emplois, dont 1.900 dans l'activité de détail en Europe et 1.800 dans la banque d'investissements, dans le cadre d'un plan stratégique dévoilé mardi, destiné à réaliser des économies et restaurer sa réputation. AFP 12.02

3- Pologne

Le principal opérateur du téléphone en Pologne, Orange Pologne (France Télécom), a annoncé aujourd'hui à Varsovie qu'il allait supprimer cette année 1700 postes sur un total de 22.414 salariés.

"Orange Pologne, dans la situation économique actuelle, doit réduire ses coûts. Il s'agit de départs volontaires, aussi bien que de licenciements", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'opérateur, Wojciech Jabczynski. AFP 12.02

ECONOMIE

1- France

1.1- Hermes La maison de luxe publie de nouveaux chiffres record. Hermes anticipe notamment une marge opérationnelle 2012 «*légèrement supérieure*» à celle de 31,2% enregistrée en 2011 et déjà inédite, selon les données dévoilées par l'entreprise ce mardi matin.

Le sellier a également atteint l'an dernier un niveau jamais vu de ventes, à 3,48 milliards d'euros (+22,6%), supérieur à ses attentes et à celles des analystes.

Hermès, qui avait relevé deux fois ses prévisions courant 2012, a réalisé une croissance de 16,4% à taux de changes constants, tirée par l'Asie et bien plus élevée que les 13% encore évoqués en novembre, en raison d'une "excellente" activité au quatrième trimestre. lefigaro.fr 12.02

1.2- Michelin a publié aujourd'hui des résultats en hausse pour 2012, avec un bénéfice net en progression de 7,4% à 1,5 milliard d'euros, un bénéfice opérationnel avant éléments non récurrents qui bondit de 25% à 2,4 milliards et un chiffre d'affaires de 21,5 milliards. AFP 12.02

2- Etats-Unis

Le géant américain des boissons gazeuses Coca-Cola a annoncé mardi un bénéfice net part du groupe en hausse de 5% pour l'ensemble de l'année 2012 à 9,0 milliards de dollars, meilleur que ne l'attendaient les analystes de Wall Street. AFP 12.02

[Haut de page ↗](#)

Le 14 février

CAUSERIE

A défaut de se détendre en parole, on se lâche un peu en images, comme quoi on garde le moral et on reste de bonne humeur même quand la situation est difficile. Hollande est arrivé en Inde avec sa bande de patrons prédateurs, ils ne sont pas les bienvenus.

On a encore eu un boulot de dingue à abattre. Ma souris et le lecteur de CD déconnent quand le clavier ne se bloque pas, du coup je bricole entre deux articles. Si un jour le site n'était pas actualisé vous sauriez pourquoi, ordinateur HS. C'est ma hantise.

Vous trouverez en ligne 25 nouveaux documents.

Deux infos qui auront le don d'exaspérer Obama, Cameron, Merkel et Hollande.

- Bouteflika a fait part de la volonté d'Algérie de développer ses relations avec l'Iran.

- Visite du Ministre iranien des Affaires étrangères en Russie. (french.trib.ir 13.02)

Où cela ?

- Une ouvrière du textile a reçu 70 paires de chaussettes au lieu d'un 13e mois de salaire.

Réponse : Au Vietnam en plein marasme économique. Madame Tran Thi Hai a dit qu'elle allait "*les vendre dans les rues pour avoir un peu d'argent. C'est mieux que rien*" AFP 13.02

En vidéos.

Au déni de démocratie il faut ajouter le déni de vérité.

J'ai été surpris de constater que de farouches opposants à l'impérialisme américain n'ont pas acquis un esprit critique suffisamment développé pour remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 ou pour porter un regard objectif ou impartial sur la multitude de preuves qui ont été fournies depuis 11 ans par des sources indépendantes sérieuses et très diverses qui réduisent à néant cette version.

J'en déduis donc qu'ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. C'est pour cette raison que j'ai entrepris de visionner d'autres témoignages que vous connaissez peut-être, je n'en sais rien, que je porte ici à votre connaissance. Ce n'est pas la seule faiblesse des intellectuels comme on le verra plus loin.

- "*Webster Tarpley n'est plus invité chez Alex Jones depuis plusieurs mois, pourquoi ? Parce qu'il n'aime pas Ron Paul et le fait savoir tout simplement.*" (<http://www.youtube.com/watch?v=FPKIOJO7A2Q>)

Cela dit, il arrive qu'Alex Jones dérape sérieusement... Et sur ce coup-là, il se trouve qu'il a raison.

Un internaute a ajouté le commentaire suivant.

- "*C'est fou comme les gens peuvent se refermer à toute réflexion dès que l'on montre du doigt des choses pas nettes avec leur candidat, qui en plus est pour beaucoup d'entre nous, le nôtre aussi, mais c'est pas une raison pour déconnecter son cerveau...*"

Et bien, il faudra vous faire à l'idée que la plupart des intellectuels qui ont pignon sur rue fonctionnent de la sorte, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience à plusieurs reprises, cela vaut pour les partis politiques ouvriers qui sont dirigés par des intellectuels.

Aussi longtemps que vous partagez publiquement leurs positions, vous êtes considérés faire partie de leurs relations, de leur clan ou cercle d'initiés, mais si vous vous avisez d'exposer publiquement les désaccords que vous avez avec eux, pire, si vous vous employez à en expliquer la signification et l'origine, vous serez excommunié sur le champ et traité dorénavant comme un paria, ils vous mépriseront.

Il y a ainsi beaucoup d'intellectuels qui se réclament de la démocratie, mais qui en réalité en ont une conception étroite ou étriquée. Ils ne conçoivent d'avoir des rapports avec vous qu'à condition finalement que vous soyez toujours d'accord avec eux, et que lorsque ce n'est pas le cas vous gardiez le silence. Au-delà de la méthode qui est détestable, cela révèle surtout qu'on ne combat pas réellement pour le même objectif et que cela ne doit pas se savoir, il est là leur réel problème.

De mon côté, je continuerai de mettre en ligne des articles et des vidéos de sources diverses sans partager les analyses ou les conclusions de leurs auteurs le plus souvent, tout en me permettant de les critiquer si je l'estime nécessaire, car je conserve en toutes circonstances ma liberté de parole et d'action que cela leur convienne ou non n'y changeant rien, je conseillerai à chacun d'en faire autant.

Vidéos à propos du 11 septembre 2001

Chute libre du WTC7 officiellement admise (1/2) 11 Septembre 2001
<http://www.dailymotion.com/video/xacf98#.URkOefLcBac>

Chute libre du WTC7 officiellement admise (2/2) 11 Septembre 2001
http://www.dailymotion.com/video/xacfoa_chute-libre-du-wtc7-officiellement_tech?start=6#.URkNj_LcBac

Cette vidéo montre comment les spécialistes du NIST, l'agence gouvernementale chargée de l'enquête sur les effondrements du World Trade Center, ont dû corriger leur rapport final sur l'effondrement du WTC7(1) suite aux remarques et aux questions simples de 2 physiciens.

Il est désormais officiel que le WTC7 s'est effondré en chute libre sur les 2,25 premières secondes de sa chute, une révélation CHOC qui, de fait, invalide la version officielle de l'effondrement de cette tour !

(1) Le WTC7 est une tour de 47 étages qui s'est effondrée sur elle-même 7 heures après les Tours Jumelles en 6,5 secondes et sans même avoir été percutée par un avion.

Il faut rappeler que les deux tours du WTC mesuraient 415 mètres de haut et qu'elles se sont effondrées sur elles-mêmes en moins de 10 secondes, selon le scénario employé par les architectes appelé démolition contrôlée, réalisée à base d'un explosif, la thermite, seule matériau capable de fondre des poutres en acier de 10 centimètres d'épaisseur, dont la puissance peut être augmentée en la mélangeant à d'autres substances, de telle sorte que la fusion de l'acier est pratiquement instantanée, ce qui explique pourquoi ces tours se sont effondrées si rapidement.

C'est la conclusion à laquelle est parvenue une association regroupant plus de 1500 architectes et ingénieurs américains et étrangers qui exigent du congrès américain une nouvelle commission d'enquête indépendante sur ce qui s'est réellement passé le 11 septembre 2001, en vain jusqu'à présent. Pour eux, ils n'existent absolument aucun doute possible que ces trois tours ont fait l'objet d'une démolition contrôlée. Je vous passe les détails sur les prélèvements qui ont été effectués sur place et qui ont démontré la présence de thermite et autres matériaux employés uniquement par le département de la Défense américaine.

Sachez que le kérosène brûle aux alentours de 650 ou 700°C et que la température dans l'incendie du WTC n'a pas dépassé 850° C selon les pompiers, alors qu'il faut une température de 1500°C pour fondre un morceau d'acier de 10 centimètres d'épaisseur. Si la combustion du kérosène s'effectuait à 1500°C les réacteurs des avions fondraient ou encore une simple casserole en aluminium comme en utilise les Indiens sur des réchauds qui fonctionnent au kérosène !

11 Septembre 2001 - Quand la Vérité Éclate en Direct (2009) (France24)
<http://www.youtube.com/watch?v=FjRfc0s-x-Q>

11 septembre l'Amérique découvre laVérité à la TV (2009 (Fox TV)
<http://www.youtube.com/watch?v=LdDIHxvqLY4>

Invité le 28 mai 2009 sur le plateau de la chaîne de télévision américaine KMPH Fox 26 du groupe FOX TV, l'architecte et spécialiste des structures en acier Richard Gage y expose en direct les preuves de démolition contrôlée des tours du WTC le 11 septembre 2001. Saisissant !

Regardez également l'interview édifiante du scientifique Niels Harrit par la chaîne danoise TV2 après la publication le 6 avril 2009 d'une étude internationale démontrant la présence d'explosifs dans les décombres du WTC : <http://www.dailymotion.com/video/x92l...>

La version officielle de l'effondrement du WTC est désormais bel et bien invalidée par la science !

Pour aller plus loin, nous vous conseillons le documentaire "911 Mysteries - Demolitions", le film référence sur les aspects techniques et scientifiques de l'effondrement des tours : <http://www.dailymotion.com/video/xb6sft>

Epouvantails autruches et perroquets "10 ans de journalisme sur le 11 septembre 2001 (2011) (ReOppen911)
<http://www.youtube.com/watch?v=o2DWMd9V3Eg>

La face cachée du 11 septembre 2001 - Eric Laurent (2003)
http://www.youtube.com/watch?v=oLe5vcGtO_M

Eric Laurent a enquêté sur Alqaida,petrole,Iraq,CIA
http://www.youtube.com/watch?v=M_HSpNv1IZ8

L'imposture du 11 Septembre 2001 par Thierry Meyssan (En Intégralité)
<http://www.youtube.com/watch?v=FLfnDaTHrr4>

Sur Obama et son entourage.

Les hommes derrière Obama - 1ère partie FR/ENG -Webster G. Tarpley
<http://www.youtube.com/watch?v=qkpe7sRmggs>

Les hommes derrière Obama - 2ème partie FR/ENG-Webster G. Tarpley
<http://www.youtube.com/watch?v=tfIVsd6M-go&NR=1&feature=endscreen>

Entretien avec Webster Tarpley: « La guerre contre le terrorisme est un mythe » 26 septembre 2006
<http://www.youtube.com/watch?v=vvWze0d4AsI>

Sur l'économie

La face cachée des banques - Eric Laurent
<http://www.youtube.com/watch?feature=endscreen&NR=1&v=dnRkyE9xM30>

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le représentant de l'oligarchie financière nous fait le coup de l'indépendance politique

Quand Hollande prétend mettre une énième fois la finance au pas, quand Moscovici nous joue le remake du contrôle des banques. Un simple rappel suffira à comprendre qu'ils se foutent ouvertement de nous.

Extrait de l'article *Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street* de Les Leopold, publié par Alternet.org le 30 novembre 2011.

- Nous disposons désormais de preuves concrètes de l'existence d'un gouvernement secret conduit par Wall Street et par Washington, loin de tout processus démocratique. Suite à une requête faite au titre du Freedom of Information Act (FOIA) par Bloomberg News, le public a désormais accès à plus de 29 000 pages de documents fédéraux, et 21 000 autres concernant des transactions fédérales qui ont été soigneusement cachées, et on comprend mieux pourquoi maintenant.

Ces documents mettent en lumière comment de hauts responsables gouvernementaux ont délibérément caché au Congrès et au public la véritable portée des sauvetages financiers de 2008-2009 qui ont permis d'enrichir quelques personnes et d'augmenter les profits des grandes sociétés de Wall Street. Voici ce que nous savons :

Le montant total du sauvetage financier secret de Wall Street est de 7 770 milliards de \$, c'est-à-dire 10 fois plus que celui du Troubled Asset Relief Program (TARP) de 700 milliards qui avait été voté par le Congrès en 2008.

A la suite de cet article, si vous maîtrisez l'anglais je mets deux autres articles en ligne du célèbre magazine économique américain Bloomberg d'où sont issus les données qui figurent dans cet extrait.

- Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street. (Alternet.org) (30.11.11)
- Secret Fed Loans Gave Banks \$13 Billion Undisclosed to Congress. (Bloomberg) (27.11.11)
- How Paulson Gave Hedge Funds Advance Word of Fannie Mae Rescue. (Bloomberg) (29.11.11)

Une victime innocente de plus à mettre au compte du gouvernement

Hollande a déclaré que l'affaire du cheval mélangé à du boeuf était "*très grave*". La suite l'est déjà moins.

Un homme, chômeur en fin de droit d'indemnisation, a mis fin à ses jours mercredi à Nantes en s'immolant par le feu devant l'agence Pôle Emploi de son domicile après s'être aspergé d'essence, a-t-on appris de sources policières.

L'homme serait décédé, selon les pompiers arrivés trop tard sur lieux. L'agence Pôle emploi est fermée depuis. Liberation.fr 13.02

FO persiste et signe

Qu'avons-nous appris dans le dernier éditorial de Jean-Claude Mailly que nous avons reçu hier ? Extraits.

Que son le Comité confédéral national de Force Ouvrière (CCN) s'était réuni le 5 mars

- Rappelons qu'il regroupe les représentants de toutes les unions départementales et territoriales, ceux des fédérations professionnelles, les membres de la Commission exécutive et du Bureau confédéral. C'est en quelque sorte le parlement de Force Ouvrière.

- L'accord national interprofessionnel «*compétitivité - sécurisation*» du 11 janvier 2013 a été une des questions au centre des débats.

Unaniment, le CCN a appuyé la décision du Bureau confédéral de ne pas signer cet accord, dangereux pour les droits sociaux, individuels et collectifs des salariés et plus qu'aléatoire pour les prétendus droits nouveaux.

Il est plus que "*dangereux*", c'est une véritable catastrophe pour les travailleurs, et le Medef ne s'y est pas trompé en affirmant qu'il fallait remonté à 1968 pour trouver un accord d'une telle portée historique, en sa faveur cette fois, il tient sa revanche quoi.

Les bureaucrates syndicaux ne semblent avoir aucune idée ou ils s'en foutent complètement de ce qui se passe en Grèce, qui a servi de laboratoire à ce qui est en train d'arriver pays après pays dans l'UE.

Le patronat licencie en masse, donc fait monter le chômage à un niveau record, c'est la première étape de leur offensive. Derrière, soit le gouvernement légifèrera unilatéralement, soit le patronat et les syndicats se mettront d'accord pour mettre en place des mécaniques permettant de faire baisser le coût du travail, d'augmenter la durée du travail, autoriser arbitrairement la mobilité des salariés, faciliter leur licenciement en cas de besoin, de préférence sans recours possible et à moindre frais, c'est la seconde étape de leur plan. Pour finir, à la troisième étape, quand ils estimeront que leurs victimes seront à point pour accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération pour survivre parce qu'il faut bien continuer à vivre, miraculeusement les entreprises réembaucheront permettant aux capitalistes d'exploiter les travailleurs devenus taillables et corvéables à merci et d'empocher des profits supérieurs à ceux escomptés précédemment et la boucle sera bouclée. En maintenant toutefois le chômage à un niveau suffisamment élevé pour maintenir la pression à la baisse sur les salaires.

L'économie semblera redémarrer, mais en apparence seulement et dans des conditions nouvelles marquées par l'aggravation du niveau d'exploitation des travailleurs, qui travailleront plus longtemps pour des salaires inférieurs de 20 à 40% à ce qu'ils percevaient 3 ou 4 ans auparavant, ils pourront ainsi à nouveau s'endetter et la machine capitaliste donnera l'impression de fonctionner à nouveau à merveille, mais comme les prix, les taxes et les impôts continueront d'augmenter tandis que leurs salaires stagneront, il arrivera un moment où ils se retrouveront une nouvelle fois pris à la gorge et la crise repartira de plus belle une fois devenus insolvable ou dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts ou de payer leurs factures.

Et en quoi consistera la réplique de FO à cette agression sans précédent depuis plus de 40 ans du patronat contre les travailleurs ?

- Informations auprès des salariés, interventions auprès du gouvernement et des parlementaires sont en cours. Mais il faut aussi montrer publiquement notre désaccord, notre opposition à cet accord et à sa transposition en loi. Vous aurez noter au passage le "*auss*" qui témoigne de la combativité de FO, de la volonté de ses dirigeants à combattre cet accord infâme, il s'excuserait auprès du gouvernement et du patronat d'être obligé de s'y opposer (du bout des lèvres) qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, la suite le confirme.

- Ce sera le cas le 5 mars prochain, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres. Un appel commun à des rassemblements, manifestations et arrêts de travail, spécifiquement contre cet ANI et sa transposition, a été lancé le 8 février par les deux grandes confédérations non signataires, la CGT et Force Ouvrière.

Le tout au pluriel, le plus éclaté possible pour empêcher toute centralisation des luttes contre le gouvernement. Ils ont écrit "*unaniment*", cela signifie avec l'accord des dirigeants du POI (notamment) qui ont des fonctions importantes dans les instances dirigeantes de FO, les militants de ce parti qui sont de grands révolutionnaires, des trotskistes, apprécieront sans doute.

Mailly n'ayant aucune raison de douter de la servilité des dirigeants du POI peut tranquillement enchaîner :

- En agissant ainsi, nous disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. Oui à l'action commune quand les revendications et les modalités d'action sont jugées efficaces.

Pas question d'une grève et d'une manifestation nationale à Paris, les dirigeants de FO et de la CGT n'en veulent pas, le Medef et le gouvernement non plus d'ailleurs.

Hollande peut dormir tranquille. Vous savez qu'ils nous lisent au PS. Entre nous, et cela ne me fait pas rire du tout, ils doivent bien se marrer en lisant ces lignes : "*efficaces*" des "*rassemblements, manifestations et arrêts de travail*" éclatés, sans lendemain, depuis quand ? Et quand ils ont dû lire la fin de l'éditorial de Mailly, ils n'avaient plus qu'à faire comme Parisot et Berger et sabrer le champagne.

- Déjà l'avant-projet de loi rectifie quelques points, preuve que cet accord est mauvais et dangereux. Mais il reste beaucoup de points nocifs, dont toute la partie flexibilité qui sécurise les employeurs et fragilise les salariés.

Vous avez lu avant-hier dans ma causerie en quoi avaient consisté ces rectifications : à donner satisfaction au Medef, on peut même affirmer que cet accord est en pire qu'il n'était avant qu'ils le retouchent ! C'est cela monsieur Mailly prenez-nous pour des abrutis, continuez dans la même voie, vous êtes dans la bonne direction.

Un dernier. Faut-il voir dans le fait que la fédération des transports de FO (et la CGT) a appelé la première à la grève le 5 mars, la volonté d'empêcher les travailleurs de se rendre au travail ou d'aller manifester ce jour-là ?

En fonction de l'accueil que recevra parmi les travailleurs, les militants pourront appeler à faire grève et à manifester ce jour-là sur le mot d'ordre du retrait, à bas le gouvernement du Medef.

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande. C'est fou ce que la population peut être bien informée !](#)

- 83 % des Français estiment que les collectivités locales doivent réduire leurs dépenses - Atlantico.fr

[Vont-ils tester les commissaires européens ? Inutile.](#)

- Viande de cheval: Bruxelles demande des tests ADN - LePoint.fr

[Ils ont tellement besoin de Hollande !](#)

- Juppé affirme que Sarkozy a envie de se présenter à la présidentielle de 2017 - AFP

[Euphorie, non euphémisme !](#)

- Emploi: les jeunes sceptiques sur l'efficacité du contrat de génération - AFP

[Ils ont trouvé comment recycler Caroline Fourest.](#)

- Des poules pour diminuer la quantité de déchets - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Mark Mazower jouit d'une réputation internationale à la fois comme écrivain de livres très importants sur l'histoire moderne de l'Europe, en particulier dans les Balkans et en tant que professeur à l'Université Columbia à New York (titulaire du siège histoire Ira D.Wallach), où il est également administrateur du Heyman Center for the Humanities. Sa bibliographie comprend par exemple "*la Grèce d'Hitler*" ainsi que le "*continent noir*", "*L'Empire d'Hitler*", "*La Grèce et la crise économique des années trente*". Professeur à l'université Columbia de New York, il a également publié des articles pour le Financial Times, The Guardian et The Independent.

S'exprimant mardi à Athènes lors d'une conférence sur les extrêmes politiques de la Grèce au Collège Américain de Grèce (American College of Greece), Mazower n'a pas hésité à faire le parallèle entre l'extrême droite grecque et le national-socialisme allemand, le parti nazi des années 1930.

Hier, lors de la conférence, Mark Mazower a averti la Grèce de ne pas sous-estimer la menace de l'Aube Dorée et n'a pas hésité à faire le parallèle entre le parti grec ultra nationaliste et le national-socialisme allemand des années 30. "*Il y a une approche commune*", a-t-il dit, des deux partis qui mettent l'accent sur le racisme biologique et les tactiques de rue violentes qui

les distingue des autres mouvements nationalistes européens.

Critique envers la gauche grecque "*qui n'a jamais fait de pause mentale depuis l'image de la révolution.*" il a refusé l'assimilation extrême-droite et extrême gauche en précisant que "*Certains disent que toutes les formes d'anarchie sont également dangereuses. Je suis en désaccord*", puis en ajoutant que "*les manifestations et les violations de la loi de la gauche n'ont pas mis en danger la démocratie grecque*".

En conclusion, Mark Mazower a indiqué qu' "*Au lieu de poursuivre les squats anarchistes à Athènes qui sont d'une importance politique négligeable, la Nouvelle Démocratie devrait plutôt orienter son énergie et son attention sur la plus grande menace, celle de l'Aube Dorée*" en se référant aux dernières descentes de police dans plusieurs bâtiments abandonnés à Athènes(voir ici). Malheureusement, l'Etat grec ne semble pas se rendre compte de l'urgence de la situation". okeanews.fr 13.02

2- Egypte

Les Frères musulmans alliés et gardiens de l'Etat sioniste contre les Palestiniens.

- Les forces armées égyptiennes ont inondé plusieurs tunnels de contrebande rejoignant la bande de Gaza sous contrôle palestinien, dans le but de les fermer, ont déclaré les autorités égyptiennes et palestiniennes.

Le réseau de tunnels est essentiel à la vie de Gaza, permettant l'importation d'environ 30% de tous les biens atteignant la bande de territoire enclavée et soumise à un blocus israélien depuis plus de sept ans.

Des reporters de Reuters ont vu qu'un tunnel servant à faire entrer sur le territoire du gravier et du ciment a subitement été rempli d'eau dimanche, obligeant les travailleurs à l'évacuer à la hâte.

Selon les habitants, deux autres tunnels auraient été inondés de la même manière, par de l'eau délibérément pompée par l'Egypte.

Si le Hamas rechigne à critiquer Mohamed Morsi en public, certains Gazaouis se montrent plus loquaces : "*Les mesures égyptiennes contre les tunnels ont empiré depuis l'élection de Morsi*", affirme le propriétaire d'un tunnel, ne souhaitant être identifié que sous le nom d'Ayed par peur de représailles.

"*Nos frères du Hamas pensaient qu'il allait ouvrir ses portes à Gaza. J'ai l'impression qu'ils se sont trompés. Probablement qu'entre 150 et 200 tunnels ont été fermés depuis l'attaque du Sinaï. C'est-à-dire sous Morsi.*"

Les personnes chargées des tunnels craignent que l'eau ne provoque l'effondrement des infrastructures.

"*L'eau peut provoquer des fissures dans le mur et causer l'effondrement du tunnel. Cela peut tuer des gens*", explique Ahmed Al-Shaer, dont le cousin est mort dans un accident de cette nature l'an dernier. Reuters 13.02

3- Tunisie

Le Ministre tunisien de l'Intérieur a fait part de l'arrestation de plusieurs terroristes.

Cité par Alquds Alarabi, le Ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Al-Ariz a affirmé qu'avec l'établissement de sérieuses mesures de sécurité, dans le sens de l'identification des auteurs de l'assassinat de Chokri Belaïd, les forces sécuritaires tunisiennes avaient réussi à identifier et à arrêter plusieurs terroristes. Une quantité d'armes et d'explosifs a été découverte et confisquée au cours de ces opérations, a-t-il ajouté. french.irib.ir 13.02

SOCIAL

1- Portugal

Le chômage a atteint un nouveau record au Portugal à 16,9% au quatrième trimestre. Selon l'Institut national des statistiques (INE), le taux de chômage chez les jeunes a atteint 40% au quatrième trimestre.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est déclaré inquiet de cette hausse du chômage. "*Il s'agit de la partie la plus spectaculaire du processus d'ajustement. Ces chiffres sont inquiétants*", a-t-il déclaré aux journalistes.

"*Nous pensons que cette tendance va se maintenir mais qu'elle s'atténuera en 2013*", selon Paula Carvalho économiste à la Banque portugaise d'investissement.

"*Les créations d'emplois reprendront seulement quand l'économie aura une croissance supérieure à 1%*", a-t-elle ajouté.

Selon l'INE, sur l'ensemble de l'année dernière, le taux de chômage moyen s'est établi à 15,7% contre 12,7% en 2011, en ligne avec les prévisions des bailleur de fonds du Portugal - l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le nombre de personnes sans emploi a atteint 923.000 personnes au quatrième trimestre, contre 870.000 le trimestre précédent sur un total d'environ 5,5 millions de travailleurs. Reuters 13.02

Ah ben si "*les prévisions des bailleur de fonds du Portugal*", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes !

2- Pays-Bas

ING, qui se prépare à séparer ses opérations de banque de celles d'assurance, a annoncé mercredi qu'il supprimerait 2.400 emplois de plus aux Pays-Bas et en Belgique.

ING avait déjà annoncé environ 2.400 suppressions de poste en novembre, portant le total des emplois perdus à 7.500 en l'espace de 15 mois, soit 9% de ses effectifs à fin décembre.

Il a expliqué que les nouveaux licenciements dans les centres d'appel et la division informatique (IT) étaient nécessaires afin de diminuer ses coûts dans la banque de dépôt aux Pays-Bas et en Belgique. Il compte ainsi économiser un milliard d'euros annuellement d'ici 2015.

ING a publié mercredi un bénéfice net trimestriel de 1,434 milliard d'euros, en hausse de 21% grâce à des cessions, mais inférieur au consensus. Reuters 13.02

ECONOMIE

1- France

Total a de nouveau enregistré d'énormes bénéfices en 2012, le recul de la production d'hydrocarbures du géant pétrolier français ayant été contrebalancé par les prix très élevés du pétrole brut et un rebond temporaire des marges de raffinage en Europe.

Le groupe a dégagé sur l'année un bénéfice (part du groupe) en baisse de 13% à 10,7 milliards d'euros, selon un communiqué publié mercredi. Mais son bénéfice net ajusté - mesure la plus suivie dans le secteur, qui exclut certains effets liés à la variation des cours du brut - a au contraire grimpé de 8% à 12,4 milliards d'euros. Des résultats conformes aux prévisions des analystes financiers. Liberation.fr 13.02

2- Grèce

La Grèce, l'Italie et l'Albanie signeraient aujourd'hui à Athènes un accord intergouvernemental pour la construction d'un projet de pipeline Trans-Adriatique (TAP).

Le gazoduc reliera l'Azerbaïdjan à l'Europe occidentale. Les actionnaires du projet sont la société suisse d'énergie Axpo (42,5%), le norvégien Statoil (42,5%) et l'allemand Ruhrgas (15%).

Le projet TAP est l'un des principaux rivaux de Nabucco puisqu'il devrait transférer du gaz à partir de l'Azerbaïdjan. okeanews.fr 13.02

3- Grande-Bretagne

Le groupe anglo-canadien d'informations spécialisées Thomson Reuters a annoncé mercredi 2.500 suppressions de postes dans sa division d'écrans financiers, qui constitue la plus grosse part de son activité, afin de diminuer davantage ses coûts et maintenir ses marges.

Thomson Reuters employait au total 60.000 personnes fin 2012, dont 22.500 dans cette division qui chapeaute les services

financiers du groupe, notamment ses fameux écrans de marchés où elle est concurrencée entre autres par Bloomberg.

"*Ce ne sont pas des décisions faciles, mais notre structure de coûts doit s'adapter aux besoins de nos clients*", a déclaré le directeur général du groupe, James Smith. Liberation.fr 13.02

[Haut de page ↗](#)

Le 15 février

CAUSERIE

Jeudi 23h55

J'ai mis en ligne l'article *Un dirigeant de gauche arrêté au Mali : le véritable objectif de l'intervention ?* (michelcollon.info) (13.02.13), mais il semblerait que cet oposant ait été libéré aux dernières nouvelles.

Lutte contre l'extrême droite.

Une organisation et des noms à retenir où les déchets dangereux et nauséabonds du vieux monde. La pire réaction néoservatrice et sioniste en France.

Le Cercle de l'Oratoire.

Le Cercle de l'Oratoire est un cercle de réflexion français créé peu après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New-York. Ce cercle de pensée, qualifié de néoconservateur¹, dispose, depuis 2006, d'une revue intitulée *Le Meilleur des Mondes*, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak² et s'opposer à la montée de l'antiaméricanisme en France.

Les membres

Ils sont réunis autour du journaliste Michel Taubmann qui dirige le service Info d'Arte-Paris³, et qui dirige également une émission intitulée « Ouvertures » sur la chaîne TFJ et de son épouse Florence (pasteur du Temple de l'oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne).

Le cercle est composé d'un groupe d'intellectuels dont font partie les essayistes André Glucksmann et Pascal Bruckner, des réalisateurs comme Romain Goupil, Jacques Tarnero et Raphaël Glucksmann et des historiens comme Stéphane Courtois, Max Lagarrigue et Ilios Yannakakis. Le cercle comprend aussi les écrivains Olivier Rolin et Marc Weitzmann, les journalistes Cécilia Gabizon (spécialiste des questions de l'islam au Figaro), Élisabeth Schemla (fondatrice du site Proche-orient.info), Antoine Vitkine (journaliste et réalisateur pour Arte), des philosophes comme Monique Canto-Sperber, Jean-Luc Mouton (directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme), Claire Brière-Blanchet ou l'avocat Michel Laval, la politologue Nicole Bacharan, .

Et des chercheurs comme Thérèse Delpech (directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique), Antoine Basbous (directeur de l'Observatoire des pays arabes), Pierre-André Taguieff (directeur de recherche au CNRS), Bruno Tertrais (chercheur au CERI et ancien directeur de la commission des affaires civiles à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), Frédéric Encel (géopoliticien, spécialiste du Proche-Orient).

Il rassemble également des dirigeants d'associations tels Mohammed Abdi (secrétaire général de Ni Putes Ni Soumises), Violaine de Marsangy (journaliste indépendante et ancienne responsable logistique pour Action contre la faim en Corée du Nord et en Indonésie) et Jacky Mamou (ex-président de Médecins du monde et président du Collectif urgence Darfour). Des hommes politiques, en particulier Bernard Kouchner, sont régulièrement invités à débattre⁴.

Le Cerle de l'Oratoire s'inscrit dans le courant atlantiste, il est qualifié de néoconservateur par Jean Birnbaum . (Wikipédia)

Zbigniew Brzezinski, Samuel Huntington, Leo Strauss, Allan Bloom , Francis Fukuyama, Norman Podhoretz, William Kristol, Robert Kagan, Devon Gaffney Cross, Bruce P. Jackson et John R. Bolton, GarySchmitt, Dick Cheney (futur Vice président des Etats Unis), Donald Rumsfeld (futur secrétaire d'Etat à la Défense), Paul Wolfowitz (futur sous secrétaire d'Etat à la Défense, Président de la Banque Mondiale), Jeb Bush (Gouverneur de Floride), Richard Perle (Conseiller de G.W. Bush aux Affaires Etrangères)... Terra Nova.

- Les néoconservateurs et leurs complices (anticons.wordpress.com)

Pierre André Taguief, Michel Taubmann, Florence Taubmann, Alexandre Adler.

- Le Cercle de l'Oratoire (anticons.wordpress.com)

BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Alain Finkielkraut, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner.

- Les directeurs de conscience (anticons.wordpress.com)

Rudy Reichstadt, Tristan Mendès France, Caroline Fourest, Fiammetta Venner, Mohamed Sifaoui, Antoine Vitkine, Barbara Necek, Guillaume Dasquié, Jean Charles Brisard.

- Les opportunistes (anticons.wordpress.com)

- Le Meilleur des mondes (revue) (Wikipédia)

- Le Meilleur des mondes (Aldous Huxley - 1932) (Wikipédia)

En complément.

Xavier Raufer, François Haut, Alain Bauer, Yves Roucaute, Roland Jacquard, Frédéric Encel

- Le Business sécuritaire (anticons.wordpress.com)

A propos de Terra Nova, proche du PS et terre d'accueil de Chérèque.

Vous ignoriez ce qu'était Terra Nova ? Un think-tank néo conservateur, sioniste cela va de soi. La pourriture de Chérèque y sera comme un coq en pâte... au gouvernement aussi qui lui a confié une mission.

- Terra Nova, l'American Jewish Committee et la guerre contre l'Iran (08.06.12) (blog.mondediplo.net)

- Colloque: Peut-on stopper la prolifération nucléaire en Iran à des fins militaires ? (07.06.12) (American Jewish Committee)

Parmi les articles récents publiés par l'American Jewish Committee (AJC) :

- AJC salue la prise de position de Valérie Hoffenberg en faveur du placement du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes
- Tribune dans le Huffington Post: Le Hezbollah doit être placé sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne
- Visite d'une délégation de hauts dignitaires de l'AJC en France
- AJC appelle au gouvernement français et à l'Union Européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes

La suite demain en fin de journée, car le matin je dois aller chez le dentiste.

Vendredi après-midi

Le site ne sera que partiellement actualisé, j'ai perdu deux heures en allant chez le dentiste et je suis crevé. On se contentera de 7 nouveaux articles mis en ligne. Réflexion à bâtons rompus

1- Information et démocratie. Pas de démocratie sans information libre, or elle est en grande partie muselée en France (notamment).

On est donc obligé de passer par le canal de journalistes ou intellectuels que j'appellerai plutôt critiques qu'indépendants vis-vis du capitalisme, l'expression n'est peut-être pas la meilleure, c'est celle qui me vient à l'esprit pour les caractériser. On ne peut pas

les caractériser comme des opposants aux régimes en place, puisqu'ils sont incapables d'en concevoir un qui romprait avec le capitalisme, ils sont opposés à une certaine politique seulement, à la manière dont les représentants du capitalisme s'y prennent pour assurer sa survie. Si on ne fait pas cette distinction, on peut se méprendre sur leur niveau de conscience politique et leurs réels objectifs.

2- Partir de la réalité pour changer le monde.

Quand le POI explique que tout serait possible, tout ce qui était possible dans les années d'après-guerre, et quand le M'PEP explique de son côté qu'il faudrait revenir à une sorte de Conseil national de la résistance, un gouvernement d'union nationale il faut le rappeler au passage, ils refusent de prendre en compte l'évolution du capitalisme mondial depuis 67 ans qui rend évidemment l'un et l'autre impensable, impossible.

Si tous les gouvernements étiquetés de droite ou de gauche en Europe en sont arrivés à piétiner ouvertement les aspects les plus élémentaires de la démocratie, ce n'est pas parce qu'ils auraient été animés de meilleures intentions hier qu'aujourd'hui, mais parce que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'il leur est devenu impossible d'appliquer leur politique autrement. Ce simple constat suffit à comprendre que prétendre entreprendre des réformes sociales collectives sans remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ses institutions politiques est une pure vue de l'esprit ou une supercherie politique.

En réalité, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution socialiste, la révolution permanente qui démarrera dans un pays, s'étendra à un continent, puis à un autre, et enfin s'achèvera une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la terre.

3- A propos du Nouvel ordre mondial.

Ce qui était top secret il y a encore quelques années l'est de moins en moins, je pense au groupe Bilderberg cité dans une émission grand public à la télévision par une journaliste du Figaro qui à ma connaissance n'en a jamais parlé dans le passé.

Au fur et à mesure que leur Nouvel ordre mondial se met en place ou réalise des progrès substantiels, ils cachent de moins leurs véritables intentions d'instaurer un gouvernement mondial. C'est aussi dans ce contexte que je situe le 11 septembre 2001, car malgré tous les efforts qui allaient être déployés pour empêcher que la vérité ne jaillisse, il était entendu dès le départ que la version officielle comporterait tellement de contradictions qu'elle serait immédiatement contestée et rapidement mis à jour l'imposture.

Du coup, pour justifier leur politique à venir qui était le véritable mobile du crime, la soi-disant guerre contre le terrorisme qui en réalité allait être une guerre contre les intérêts géostratégiques de la Russie et de la Chine dans le monde, ils ont été obligés de faire monter au front tous que la société et les médias comportaient de farouches réactionnaires, qui à l'occasion se sont regroupés dans des think-tank spécialement conçus à cet effet tel que L'Oratoire.

Bush et Sarkozy largement discrédités, ils ont pu compter sur Obama et Hollande pour assurer la relève, l'alternance politique au pouvoir entre des chefs d'Etat étiquetés de droite ou de gauche ne posant aucun problème, mieux, présentant l'avantage de pouvoir poursuivre la même politique ultra réactionnaire sous le marque avantageux de la démocratie ou du socialisme, cela étant rendu possible du fait que les partis de l'International socialiste étaient entièrement gagnés aux thèses des néo conservateurs américains, ayant ainsi achevé leur mutation complète entamée un siècle auparavant (1914). L'absence au sein du mouvement ouvrier international d'une nouvelle direction révolutionnaire allait leur faciliter la tâche.

Fort de ces réussites et de ces avancées dans la réalisation de leur plan, ils annoncent qu'ils vont franchir une nouvelle étape en finalisant l'union transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne dont le projet remonte à la création de l'UE par les Etats-Unis. Ils se sont donnés deux ans pour y parvenir, c'est-à-dire pour que l'ensemble des politiques d'austérité qu'ils ont mises en oeuvre dans les différents pays de l'EU et les contre-réformes structurelles qu'ils les ont appelés à appliquer au plus vite portent leurs fruits et soient achevés.

Cela signifie que d'ici deux ans en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, etc. on devrait connaître sur le plan social une situation comparable à celle de la Grèce, et sur le plan politique une situation similaire aux masses américaines qui ont été spoliées de tout droit politique. Il reste donc peu de temps à nos dirigeants pour modifier radicalement leur orientation politique, s'ils en sont encore capables...

4- Internet et les réseaux antisociaux.

Là aussi c'est une affaire qui marche à merveille. Son fil conducteur ou sa raison d'être est de favoriser le penchant individualiste des gens, aiguïser les particularités de chacun, ce qui les distingue ou les sépare, ce qui les oppose éventuellement en montant certaines couches contre les autres à la manière des démagogues qui ont acquis une solide expérience en la matière, l'ensemble au détriment de tout repère collectif considéré dorénavant comme obsolète, une tare ou réactionnaire, de telle sorte qu'il n'existe plus d'échelles de valeur pour comparer ou évaluer le contenu d'une expérience laissée à l'appréciation

de chacun au nom du principe de la liberté, tandis qu'en réalité ces particularités ou ces distinctions allaient continuées d'exister au-delà de la volonté hypocrite du législateur de les faire disparaître.

Il s'agit en quelque sorte d'une violation des principes qui ont servi ou accompagné jusqu'à présent le développement de la civilisation humaine. Leur objectif est de dissoudre l'ensemble des échelles de valeur qui servaient jusqu'à présent de référence à l'évaluation économique, social ou politique ou encore culturel de l'état de la société. Cependant cette règle comporte une exception : une seule valeur, un seul principe, un seul critère, un seul facteur mérite encore d'être évalué ou d'être retenu, qui doit guider dorénavant notre existence, l'état du marché, de la finance, des banques, la croissance, le profit des entreprises. Notre existence doit impérativement lui être subordonnée et tout ce qui a un contenu social doit passer au second plan ou être abandonné.

Non content de la lecture que l'on pouvait faire de l'état de leur société sur le thermomètre qui servait à l'évaluer et qui pouvait révéler qu'elle était franchement mal en point, ils ont déicié de casser le thermomètre.

Les masses frustrées de ne pas être représentées dans la société utilisent les réseaux antisociaux comme expédient pour s'exprimer, preuve qu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, on les comprend. A eux de montrer qu'ils sont à la hauteur de ce défi.

A la page 14 du n°238 d'*Informations ouvrières* paru avant-hier, on pouvait lire ceci :

- Dans le courrier

Après lecture d'*Informations ouvrières*, que j'achète quelquefois, je souhaiterais vous soumettre quelques remarques.

En effet, même si je suis souvent d'accord avec le contenu des articles et les idées qui s'en dégagent, j'ai quelquefois du mal à comprendre la totalité des articles (même après plusieurs lectures). Le vocabulaire employé ainsi que les formules ne sont pas compréhensibles par la majorité. C'est dommage.

En quelque sorte, on a quelquefois l'impression que le journal s'adresse principalement aux militants du POI. Annie, Montpellier (34) Fin.

Je vous rassure, vous n'y êtes pour rien et de nombreux militants du POI arrivent au même constat que vous.

Madame, cela fait plus de 50 ans que cela dure et que leurs dirigeants ne l'ont pas compris. En réalité, car ils savent ce qu'ils font, ils ne veulent pas le comprendre, les travailleurs qui ne sont pas capables de les lire ne les intéressent pas, je vous laisse évaluer à combien de dizaines de millions ils se montent.

Bien entendu parmi les rares lecteurs qui seront capables de lire l'intégralité de leur journal ne figurera aucun ouvrier ou très peu, oui je sais il y a là une contradiction à la base, leur parti s'appelle le parti ouvrier indépendant, il est peut-être indépendant de la classe ouvrière à défaut de l'être de l'Etat. C'est l'incurie politique légendaire de feu Lambert et sa clique qui s'étale ici sous nos yeux. S'ils en arrivent à le reconnaître eux-mêmes, on ne les contredira pas pour une fois.

A l'opposé, je ne me contente pas de balancer des arguments à l'emporte-pièce selon la méthode : qui m'aime me suive, faites-moi confiance, etc. cela ne présente aucun intérêt. Je m'emploie à expliquer patiemment, méticuleusement, pas à pas comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion ou position, comment je me suis forgé un jugement, une conviction, j'essaie d'éviter au maximum les sous-entendus, les implicites, tout ce qui ne serait pas compréhensible au premier coup d'oeil à un militant sans grande expérience, je décortique chaque fait, situation, on essaie de comprendre ensemble, parfois ce n'est pas facile, on y revient parfois deux, trois, dix fois si nécessaire jusqu'à temps qu'on ait une réponse satisfaisante à une question et surtout suffisamment étayée pour la publier et la partager, sinon à quoi bon, pour se dire : chouette je suis intelligent, c'est minable comme mentalité.

Notre objectif est d'organiser les travailleurs, ce à quoi le POI s'attaque et c'est une bonne chose, mais aussi de favoriser la progression du niveau de conscience des travailleurs et des militants, et là le POI ne sait pas faire, aucun parti ne sait faire hélas ! Pourquoi ? Vaste question à laquelle j'ai déjà répondu ailleurs. Cela concerne leur conception de la lutte de classe, leur compréhension de la société, toutes deux défailtantes ou erronées. Qui explique leur échec à construire le parti, en admettant que cela fut leur objectif, mais j'en doute...

Comme certainement de très nombreux militants, j'ai voulu croire qu'ils pourraient se corriger, puis voyant que ce n'était pas le cas après des décennies et des décennies à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils en étaient conscients, mais que sciemment ils avaient décidé de ne rien changer, le résultat est sans appel. A eux de nous prouver le contraire, comme dirait l'autre, ils ne pourront pas dire un jour : on ne le savait pas.

5- Deux portails et deux nouveaux articles.

J'ai découvert de nouveaux portails qui devraient vous intéresser. Si vous en connaissez de la même qualité, envoyez-moi un courriel avec leurs adresses.

- La reine Christine Ockrent et le journalisme de haute fréquentation (acrimed.org) (12.02.13)
- Les nouveaux chiens de garde (lesnouveauxchiensdegarde.com) (2011)

Présentation.

Les médias se proclament "contrepuvoir". Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait Les Chiens de garde pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi.

Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social.

Sur le mode sardonique, Les Nouveaux chiens de garde dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 février

CAUSERIE

Actualité. Je vous rappelle que dans le fichier dénommé *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions.*, vous trouverez des articles sur la Fondation Bertelsmann et le Marché transatlantique (Etats-Unis- UE).

Quant aux articles sur le 11 septembre 2001, ils se trouvent dans le fichier International à la section Etats-Unis, il y en a 47 ainsi que des vidéos.

J'ai presque rattrapé mon retard. Il me reste à répondre au courriel que j'ai reçu du M'PEP, l'essentiel est déjà rédigé, je dois encore ajouter deux passages. J'ai deux autres questions à traiter, en fait j'en ai davantage en tête, les différentes conceptions de la lutte de classe, la question posée par les homosexuels dans le cadre du régime en place et non comme une abstraction découplée de tout contexte politique, la première question on pourrait la relier à celle des intellectuels incapables de franchir le pas et de rompre avec le capitalisme, je voudrais revenir encore sur la signification politique de la prétention affichée par le POI et le M'PEP de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme si c'était possible, et là encore en faisant abstraction de l'évolution du capitalisme mondial, ce qui revient finalement à avouer qu'ils ont cessé ou n'entendent pas combattre pour le renverser.

Quand on examine attentivement ce qui est en train de se passer sous nos yeux avec l'accord du 11 janvier, la construction de l'UE, les guerres néo coloniales, l'accord transatlantique de marché unique Etats-Unis-UE, les avancées vers le corporatisme et le gouvernement mondial qui va avec, on s'aperçoit que tout cela figurait dans la perspective tracée par l'évolution du capitalisme (avec ses contradictions) dès l'après-guerre ou même avant et que tous les partis les ont superbement ignorés, en cela on peut affirmer qu'ils ont rompu avec le marxisme et par la suite logiquement avec le léninisme...

[Austérité, baisse du coût du travail, chômage de masse et leurs conséquences économiques...](#)

Excédent commercial ou balance commerciale excédentaire dans certains pays (Italie, 11 milliards d'euros en 2012) de la zone euro ou la zone euro (81,8 milliards en 2012), du fait du recul de la consommation (Grande-Bretagne, -0,6% en janvier) et des importations, de la quasi stagnation (Allemagne, France) ou de la contraction du PIB dans plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie) et de la zone euro (-0,9 à +0,3 prévu en 2013). (source : AFP et Reuters 15.02)

En aparté.

Je crois avoir vu passer un article ces derniers jours relevant que le déficit de la France avait diminué en décembre ou janvier, davantage du fait de la baisse des importations dûe à la faiblesse de la consommation intérieure qu'à l'augmentation des exportations. Mais certains commentateurs qui font feu de tout bois ou n'y comprennent rien prennent cela pour une bonne nouvelle. On se rassure comme on peut.

Ce qui est épuisant, c'est qu'il faut vérifier chaque information, surtout chaque interprétation qui en est faite, surtout ne jamais rien prendre pour argent comptant, c'est ingrat comme boulot et on y passe beaucoup de temps, en fait il faut avoir le maximum d'infos en tête pour ne pas se faire manipuler ou se planter soi-même par ignorance d'un fait qui en contredit un autre.

Si par exemple je ne regarde pas les infos sur Internet (entre 800 et 1000 titres par jours) pendant deux ou trois jours, et que je dois soudainement traiter une question qui remonte à cette date-là, cela m'est impossible dans l'immédiat, il va falloir que je trouve des articles qui m'expliquent comment elle a jailli et qu'est-ce qui s'est passé depuis, car c'est souvent dans la trame des événements qu'on a la réponse ou une piste pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Je n'exagère rien.

C'est comme ce qui s'est passé à chaud dans les heures qui ont suivi la mascarade du 11 septembre 2001, les journalistes des principales chaînes de télé se sont lâchés, pour une fois réellement ils ont fait leur boulot, relatant ce qu'ils avaient sous les yeux ou ce que des témoins sur place étaient en train de vivre, les multiples explosions dans les trois tours qui allaient s'effondrer presque immédiatement après, les pompiers qui déclarent à propos des incendies dans une des tours du WTC qu'ils pourront être circonscrits avec seulement deux lances à incendie, on connaît la suite, etc. Puis, plus rien, tous ces témoignages spontanés ont disparu de la circulation, l'omerta s'est installée à l'échelle mondiale, tous les médias ont repris en chœur la version officielle. Ces témoignages figurent dans des vidéos que j'ai mises en ligne et d'autres que j'ai téléchargées dans mon disque dur, on y voit et on peut entendre ces journalistes américains sur CBS, CNN, etc. rapporter des faits qui seront niés par la commission d'enquête sur le 11/9 ou qui ne seront même pas évoqués.

Imaginons maintenant quelqu'un qui prend cette affaire en cours de route et qui n'entend que la version officielle répétée en boucle des milliers de fois par tous les médias, chefs d'Etat, etc. Il sera porté à la croire, et si plus tard il entend parler qu'il existe une autre version, il ne sera pas forcément porté à la croire s'il ne tombe pas sur quelques éléments de preuve aussi irréfutables que par exemple, l'inexistence d'un avion ayant percuté le Pentagone pour ne pas en avoir retrouvé le moindre débris et pas la moindre trace des corps des passagers, ou encore l'impossibilité pour des poutres d'acier de 10 centimètres d'épaisseur de fondre avec du kérosène ou encore de pénétrer dans les trois tours hautement sécurisées qui abritaient le second quartier général de la CIA dans le monde et une partie de ses archives secrètes pour y déposer tranquillement des tonnes d'explosifs, même le plus naïf ou crétin de la planète en déduira que Bush a raconté une fable au monde entier. Si notre homme ne tombe pas sur ces éléments, il pourra demeurer sceptique, on peut le concevoir, mais s'il avait prêté attention aux observations données en direct par les journalistes américains et qu'ils les avaient ensuite comparées avec la version officielle, dès le premier instant il se serait dit qu'il y avait quelque chose qui clochait, qu'on ne lui disait pas toute la vérité ou pas du tout.

D'où l'importance de remonter au départ d'une affaire, car souvent par la suite des éléments ou des témoins clés disparaissent, s'évanouissent dans la nature, sans lesquels il est difficile de reconstituer une histoire et de parvenir à une interprétation correcte des faits. Ce sont les agences de presse ou les journalistes des grands médias qui les font disparaître. Un coup de fil et une personne citée dans une dépêche ne l'est plus dans les heures qui suivent, c'est extrêmement rapide comme j'ai pu le constater sur Internet. Parfois dans la même journée, l'AFP ou Reuters sortent trois ou quatre dépêches sur le même événement, ainsi on peut suivre à la trace la manière dont ils travestissent littéralement les faits, eux ils appelleront cela corriger ou préciser une info. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le talon de fer.](#)

1- La BCE ou la voix de l'oligarchie financière.

1.1- L'homme de paille de Goldman Sachs, Mario Draghi, se vend ou lâche le morceau en refusant de débattre du cours de l'euro par rapport au dollar et au yen pour immédiatement embrayer sur la nécessité d'accélérer la mise en oeuvre de nouvelles réformes structurelles pour "*favoriser la croissance*", autrement dit la privatisation des services publics (organismes sociaux, retraites, etc.) au profit des marchés, et qui serviront autant à engranger de nouveaux profits qu'à spéculer, ou la réduction du nombre de fonctionnaires, le budget de l'Etat ne devant plus servir qu'à régler la dette des banquiers, nourrir l'industrie de l'armement ou répondre aux besoins de ses fonctions régaliennes réduites à son appareil policier.

- Le débat en cours sur les changes est "*inapproprié, stérile et contre-productif*", a déclaré vendredi Mario Draghi, le président de

la Banque centrale européenne (BCE).

S'exprimant à Moscou, où s'ouvre ce vendredi une réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20, il s'est refusé à exprimer un jugement sur le niveau actuel de l'euro mais il a noté qu'il était proche des moyennes de long terme, en valeur nominale comme en valeur réelle.

Il a parallèlement exprimé sa préférence pour les réformes structurelles comme moyen de favoriser la croissance, en soulignant les risques de l'endettement public.

"Nous ne croyons pas qu'il soit soutenable d'augmenter les déficits publics pour créer de la demande", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion avec des responsables de la banque centrale russe. lefigaro.fr et Reuters 15.02

1.2- La France doit continuer d'avoir pour objectif de ramener son déficit sous la barre des 3% de son produit intérieur brut, a déclaré vendredi Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière dans le respect des règles budgétaires de l'Union européenne, a-t-il déclaré.

Selon lui, les discussions actuelles sur le niveau des taux de change ne peuvent pas servir à se détourner de la nécessité de se réformer. lefigaro.fr et Reuters 15.02

2- Est-il possible que la productivité augmente sans cesse, sans fin ?

Le patron du groupe industriel allemand Bosch, Volkmar Denner, prévoit des suppressions de postes en Europe, en raison d'une stagnation durable des marchés dans la région, selon un entretien à l'hebdomadaire Manager Magazin paru aujourd'hui.

"Dans certains segments nous n'échapperons pas à des suppressions d'emplois" car "si nos analyses sont justes, les marchés en Europe vont stagner pendant quelques années" et le groupe doit être prêt à ce que l'activité "tourne encore un peu moins bien", a déclaré M. Denner.

Les usines de Bosch devront améliorer leur productivité de 3 à 5% par an, a-t-il ajouté. Dans chaque site du groupe, l'excellence opérationnelle et la qualité vont être passées en revue, tout comme le degré de flexibilité du travail, la fréquence des défauts de fabrication et même de congés maladie, a-t-il prévenu.

Bosch a atteint l'an passé une marge d'exploitation de près de 2% seulement, bien moins que ses rivaux dans l'équipement automobile Continental ou Schaeffler. Il vise à long terme une marge d'exploitation de 8%, rappelle Manager Magazin.

En 2012, son bénéfice d'exploitation (Ebit) s'est élevé à 1,05 milliard d'euros, en très forte baisse par rapport aux 2,6 milliards d'euros réalisés en 2011, et le chiffre d'affaires a progressé de 1,6% sur un an à 52,3 milliards d'euros, alors que le groupe espérait une croissance de 3 à 5%.

Bosch a notamment souffert l'an dernier du ralentissement de la conjoncture mondiale et de la crise de la branche photovoltaïque en Europe. AFP 15.02

La voix de l'oligarchie financière

1- Le FMI juge "**exagérées**" les craintes d'une guerre des monnaies - AFP

Quand l'euro s'apprécie de 20 % et passe de 1,16 à 1,37 pour 1 dollar, c'est un détail, surtout il ne faut pas en chercher l'origine et se demander à qui cela profite. Et quand dans le même discours le FMI exige que les Etats de l'UE accélèrent leurs réformes structurelles, cela n'a évidemment rien à voir, tout rapprochement entre les deux informations relèverait d'un vulgaire amalgame digne de la théorie du complot, on connaît la musique par coeur.

Personne ne doit contester l'hégémonie du dollar sur le marché mondial, même si sa véritable valeur se situe en dessous du prix du papier et de l'encre nécessaire pour le fabriquer.

2- Bruxelles propose une taxe "**Tobin**" à laquelle la City n'échappera pas - AFP

La City, c'est la Fed, la Fed composée des plus grandes banques américaines et qui détiennent la planche à billets, qui a versé secrètement 7, 77 mille milliards de dollars aux grandes banques, non il n'y a pas d'erreur, elles ont fabriqué cet argent

qu'elles se sont distribuées, oui effectivement elles en ont le pouvoir et cela ne date pas d'hier, 1913... Dès lors, que représente cette taxe ? Rien, une goutte d'eau dans un océan gigantesque de dettes dont nul ne connaît précisément le montant.

Front unique des jaunes et des traîtres avec la direction de PSA...

- Feu vert des syndicats de PSA aux transferts d'Aulnay à Poissy - Reuters

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont approuvé vendredi le déblocage anticipé des départs de salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où la situation est tendue depuis plusieurs semaines.

"C'est une mesure qui fait l'objet d'un consensus entre la majorité des organisations syndicales et la direction", a déclaré un porte-parole de PSA, après un scrutin organisé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire au siège parisien du groupe automobile.

Parmi les six syndicats représentés au CCE, seule la CGT avait voté contre ces transferts anticipés. Reuters

.. et dans la foulée :

- Deux grévistes de l'usine PSA d'Aulnay licenciés pour faute lourde - liberation.fr

Au total, la direction a engagé des procédures disciplinaires contre sept grévistes, dont certains ont un mandat de la CGT. Six d'entre eux avaient été convoqués à un entretien préalable à licenciement, et un à sanction. liberation.fr

Vous vous souvenez du scénario complet mis en oeuvre par les dirigeants syndicaux corrompus : division, démoralisation, démobilisation, provocation, radicalisation, répression...

Selon le ministre de la Guerre, Jean Yves Le Drian, le soutien du Qatar aux djihadistes relèverait du «fantasmes».

Le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, s'est donc rendu au Qatar le week-end dernier pour convaincre ce pays aussi petit qu'immensément riche du bien-fondé de l'opération au Mali. Doha, un client privilégié de la France dans le domaine de l'armement, avait publiquement émis des doutes sur l'intervention française. «*Beaucoup considèrent qu'en attaquant les groupes terroristes au Mali, la France attaque l'islam*», résume le directeur du quotidien Peninsula. Le malentendu a apparemment été dissipé: «*Nous avons le sentiment d'avoir été compris*», a affirmé Jean-Yves Le Drian.

Officiellement, le ministre n'a pas abordé la délicate question du soutien apporté par le Qatar aux islamistes les plus radicaux de la région. Depuis le début des révolutions arabes, la chaîne télévisée qatarienne Al-Jazeera n'a pas caché sa préférence envers les islamistes. L'émir et ses proches ont par ailleurs été accusés d'avoir soutenu les djihadistes en Syrie et au Mali. Dans l'entourage du ministre français, on considère qu'il s'agit surtout de «*fantasmes*». Mais Harlem Désir, le premier secrétaire du Parti socialiste, a récemment dénoncé «*une forme d'indulgence*» du Qatar «*à l'égard des groupes terroristes qui occupaient le nord Mali*».

Mais dans la région, la préférence du Qatar va clairement aux Frères musulmans. «*Au lieu de vous demander pourquoi nous les soutenons, vous feriez mieux de vous demander pourquoi les Frères musulmans gagnent partout le pouvoir*», commente Abdallah al-Atiya. La volonté de miser sur le cheval gagnant, la certitude que les courants islamistes vont s'emparer du pouvoir dans l'ensemble du monde musulman... Autant de raisons de favoriser, de la Libye à la Syrie, les islamistes contre les opposants laïques ou modérés. Mais ce ne sont pas les seules. «*Si les Qatariens aident les islamistes, c'est aussi parce qu'ils les connaissent, car la plupart d'entre eux ont été en exil politique à Doha pendant de longues années*», explique un expert américain de la Brookings Institution.

Face à l'agacement manifesté par les Américains et les Européens, les dirigeants du Qatar auraient décidé de réviser leur politique d'aide aux courants islamistes dans la région. «*Ils ont réalisé qu'ils étaient allés un peu trop loin. Aujourd'hui, ils reconnaissent leurs limites et veulent les corriger*», commente un diplomate britannique. lefigaro.fr 14.02

On comprend pourquoi Le Drian avait été présenté par Sarkozy comme ministre de la Guerre. Et selon Lepaon (CGT), ce serait "idiot" de dire que droite et gauche c'est la même chose (AFP), un "fantasme" sans doute... Pour le mouvement ce serait plutôt un cauchemar ! On soutient le régime comme on peut.

L'illusionniste Mélenchon pris en flagrant délit.

Tunisie: des députés français reçus par Ennahda, Mélenchon enrage - lepress.fr

- Jean-Luc Mélenchon est - une fois de plus - en colère. Le co-président du Parti de gauche n'a pas apprécié que des parlementaires français soient reçus ce jeudi à Tunis au siège d'Ennahda par le leader du parti islamiste, Rached Ghannouchi. Et ce quelques jours après le meurtre de Chokri Belaïd et les émeutes qui ont suivi.

"Il va de soi que ces rencontres ne sont en rien un soutien à ces personnalités ou partis politiques, quels qu'ils soient", a réagi le député UMP Jacques Myard, qui faisait partie de la délégation conduite par la présidente de la commission des Affaires étrangères Elisabeth Guigou.

Qualifiant les propos de Jean-Luc Mélenchon de "*sortie de route*", le député socialiste des Français de l'étranger pour le Maghreb rappelle qu'un député du Front de gauche, François Asensi, était également du voyage... [lexpress.fr 15.02](#)

Que le PS et l'UMP apportent au passage leur soutien aux Frères musulmans juste après l'assassinat de l'un de leurs farouches opposants Chokri Belaïd et avoir déposé une gerbe sur sa tombe est normal, l'hypocrisie et le cynisme est sans limite chez ces gens-là. Alors que le PG soit de la virée, en quoi cela devrait-il nous surprendre, puisque le PG soutient le gouvernement français qui soutient le gouvernement contre-révolutionnaire tunisien ?

Corruption. Populisme et ouvriérisme.

Le ministère de l'Agriculture a défendu vendredi la suspension temporaire de l'agrément sanitaire de l'entreprise Spanghero, au coeur du scandale de la viande de cheval, estimant qu'il s'agissait d'"*une mesure juste et proportionnée*".

"Nous comprenons l'anxiété des salariés de Spanghero, victimes de la tromperie, et nous ne voulons pas entrer dans une polémique avec eux, mais la mesure prise hier est proportionnée", a-t-il ajouté.

"Nous avons des éléments factuels précis concernant l'étiquetage des produits", arrivés avec un code douanier correspondant à la viande de cheval et réexpédié avec une étiquette "*Boeuf origine UE*". [AFP 15.02](#)

Le maire de Castelnaudary (Aude), Patrick Maugard (PS), a demandé aujourd'hui la levée le plus vite possible des mesures qui frappent Spanghero en invoquant le choc causé à l'économie locale par la suspension d'activité de la société au coeur du scandale de la viande de cheval.

"C'est un électrochoc pour l'ensemble de la ville et de son bassin de vie, c'est aussi un électrochoc pour les salariés de l'entreprise", a dit le maire socialiste à la presse, "*300 personnes au chômage tout à coup, c'est assez choquant et assez traumatisant*". Spanghero est un "*poids lourd*" de l'économie locale, a-t-il rappelé. [AFP 15.02](#)

Saloperie d'homme !

Une Saint-Valentin pour dire non aux violences faites aux femmes - [20minutes.fr](#)

L'humiliation subit par le salarié, le licenciement que lui impose son patron, l'expulsion dont il est victime de la part de son propriétaire, le chômage que le travailleur subit, l'impossibilité de se loger décemment ou se soigner faute de moyen financier, le racket des banques et des compagnies d'assurance ou de l'Etat, l'agression policière qui voit dans chaque jeune ou immigré un délinquant ou un terroriste potentiel, la guerre faite à des peuples innocents, le terrorisme d'Etat contre des Etats indépendants et souverains, etc, toutes ces violences quotidiennes passent au second plan, à la trappe.

A bas les associations féministes qui ont pour seule vocation de monter les femmes contre les hommes, certaines couches d'exploités contre d'autres !

ACTUALITE EN TITRES

[France. Etat du vieux monde pourri.](#)

- Saint-Ouen : un chômeur en fin de droits tente de s'immoler par le feu - [LePoint.fr](#)

- Savoie: Un homme tente de s'immoler par le feu - [20minutes.fr](#)

- Beaune: un SDF menace de s'immoler par le feu devant un supermarché - [L'Express.fr](#)

- Un collégien qui tentait de s'immoler par le feu empêché par des élèves - AFP

En Inde quand on me demande quel est l'état de la société en France, c'est le genre d'éléments que je mets en avant et qui en dit davantage que de longs discours.

[Affamer les peuples, ce n'est pas un drame social](#)

- Suicide d'un chômeur à Pôle emploi : '*un drame personnel*', juge Hollande - LeMonde.fr

Rien à voir avec sa situation sociale, avec la politique du gouvernement qui poursuit celle de son prédécesseur.

- Contrat de 40 millions d'euros pour Eurocopter en Inde - Reuters

- Le contrat sur le Rafale avec l'Inde serait signé en juillet - Reuters

Au même moment, le gouvernement indien sabre à la hache dans les allocations versées aux plus pauvres qui seront sans doute victime d'"*un drame personnel*"...

[L'idiot utile. Chut! Seul le masque change.](#)

- Lepaon (CGT): dire que droite et gauche c'est la même chose serait "*idiot*" - AFP

Une telle déclaration fournit une idée assez précise du niveau intellectuel de Lepaon.

[Etre ou ne pas être...](#)

- François Hollande va devoir expliquer l'austérité LeFigaro.fr

- Harlem Désir à Berlin : '*Le PS doit être le parti le plus européen de France*' - LeMonde.fr

Le plus réactionnaire, quoi.

[Régime policier. L'américanisation de la justice.](#)

- L'étude sur Free déplaît, l'universitaire est perquisitionné - Liberation.fr

- Essonne: suicide d'une adolescente de 13 ans, soupçons de brimades au collège - Liberation.fr

[Ils sont en guerre, et pas seulement en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Malie...](#)

- La "*guerre des monnaies*", intrus encombrant à la réunion du G20 - Reuters

Georges Soros aurait gagné un milliard en misant contre le yen - L'Expansion.com

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain aurait énormément parié depuis novembre sur la chute du yen.

Le yen a perdu près de 20% contre le dollar de novembre à début février, son recul s'étant accéléré avec le nouveau gouvernement qui presse la Banque du Japon d'assouplir encore plus sa politique monétaire pour sortir le pays de la déflation.

Le Wall Street Journal ajoute que d'autres investisseurs tels que le fonds de David Einhorn Greenlight Capital, Third Point, celui de Daniel Loeb, et Hayman Capital Management, celui de Kyle Bass, ont également réalisé de gros bénéfices en jouant le yen à la baisse. L'Expansion.com

C'est légal, mais voler une pomme sur un étalage parce qu'on a faim ou qu'en en a envie et qu'on n'a pas d'argent pour se la payer, c'est illégal. Cherchez l'erreur.

[La guerre des monnaies en direct.](#)

- La zone euro s'enfonce dans la récession - AFP
- Baisse plus forte que prévu du PIB italien au 4e trimestre - Reuters
- Contraction des économies française et allemande au 4e trimestre - Reuters
- La croissance a été nulle en 2012 en France - 20minutes.fr

Que des bonnes nouvelles qui vont alimenter la lutte de classe...

[Quand les caisses sont vides, Delanoë les remplit.](#)

Un nombre record de PV de stationnement à Paris - LeFigaro.fr

[Concentration du capital.](#)

- Buffett et le propriétaire de Burger King s'offrent Heinz pour 28 milliards - AFP
- Aéronautique: American Airlines et US Airways fusionnent - AFP

[Plus qu'une impression. Je déclare au nom de l'égalité des droits...](#)

- Farines animales: "On n'a jamais vu un poisson manger un cochon" - L'Express.fr
- Farines animales: "L'UE donne le sentiment de privilégier l'économie au détriment du consommateur" - L'Express.fr

Je décrète que le droit des poissons que je représente est inaliénable à pouvoir aussi se nourrir de cochon, tout comme l'homme génétiquement son cousin.

Projet de loi. Toute discrimination portant atteinte à la liberté du poisson de se nourrir de cochon doit être condamnée, car elle porte atteinte à l'égalité des droits entre les espèces animales de choisir librement leur régime alimentaire..

Au nom du respect de la nature que nous revendiquons, non, au diable la nature ! Et que cette règle soit étendue à toute les espèces biologiques vivantes, à la faune et à la flore.

[Confirmation](#)

- 100.000 couples homosexuels en France selon l'Insee - lefigaro.fr

Cela représente 0,6% du total des personnes qui vivent à deux. (Insee)

[Saint-Valentin. On aime ou on n'aime pas !](#)

- Un homme tente de mettre le feu à sa femme - LePoint.fr
- Saint-Valentin: Elle se marie avec le meurtrier de sa soeur jumelle - 20minutes.fr

[Rester con prend manifestement moins de temps dans certains milieux !](#)

- 40 ans pour devenir millionnaire en moyenne : comment devient-on riche en France en partant de rien - Atlantico.fr

[Faites en autant !](#)

- Le directoire de PSA renonce à la part variable de son salaire pour 2012 - Liberation.fr
- Accord chez Renault : Ghosn confirme qu'il met une part de son salaire en jeu - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- G20

Le projet de communiqué final de la réunion du G20 à Moscou ne reprend pas les termes du communiqué du G7 de mardi soulignant que les politiques budgétaires et monétaires ne doivent servir que des objectifs nationaux, a déclaré vendredi un délégué du Groupe.

Le texte ne fera pas mention d'objectifs budgétaires spécifiques, conformément à la volonté des Etats-Unis, et ne reprendra pas l'engagement - affirmé par le G7 en début de semaine - de ne pas établir de "cibles" de taux de change, a précisé le délégué. Reuters 15.02

2- Vatican

L'allemand Ernst von Freyberg, un avocat membre de l'Ordre de Malte, a été nommé aujourd'hui à la tête de l'IOR, la banque du Vatican, privée de président depuis le limogeage d'Ettore Gotti Tedeschi en mai 2012, a annoncé le porte-parole du Saint-Siège.

La décision a été prise par la Commission cardinalice de surveillance de l'Institut pour les affaires religieuses (IOR) à l'issue d'une "profonde évaluation et d'une série d'entretiens qui ont duré plusieurs mois", selon un communiqué. Elle a reçu "l'assentiment du pape", qui vit ses derniers jours à la tête de l'Eglise catholique, avant sa démission historique le 28 février.

Au cours d'une conférence de presse, le père Federico Lombardi a précisé qu'il y avait "40 candidats". L'IOR est un point névralgique des tensions qui agitent le Saint-Siège à propos de sa transparence, notamment financière. Il a été le théâtre au cours de son histoire de plusieurs scandales retentissants, le plus grave impliquant en 1982 la loge maçonnique illégale (P2), la CIA et la mafia.

Son patrimoine est évalué à environ 5 milliards d'euros et ses clients sont les prêtres, religieuses, conférences épiscopales, fondations et ministères répartis dans le monde entier. lefigaro.fr 15.02

3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien Hamadi Jebali a annoncé vendredi de nouvelles consultations lundi sur son initiative de former un gouvernement apolitique, reportant sine die la composition du nouveau cabinet et prolongeant la profonde crise politique dans le pays.

"Il y a une évolution et des progrès sur tous les points soulevés (...) C'est pour cela que nous avons décidé de poursuivre les discussions lundi", a-t-il déclaré à la presse à l'issue de pourparlers avec les dirigeants des différents partis.

Il a ainsi annulé sa décision de fixer à samedi la date limite pour l'annonce du gouvernement apolitique, malgré l'hostilité de son parti islamiste Ennahda au pouvoir, et n'a pas évoqué de nouvelle date après cet énième report. AFP 15.02

4- Syrie

4.1- Ebrahim Zaïr, professeur d'université de Damas, confie au journaliste de Fars, son analyse de la situation, qui prévaut, dans son pays.

Pour lui, "après s'être assuré de l'inefficacité des moyens, déjà, employés, en Syrie, pour renverser le pouvoir, les Etats Unis réfléchissent, désormais, à de nouveaux scénarios, qui ne sont pas, forcément, du goût de la Turquie et du Qatar". "Les Etats Unis savent qu'ils ne peuvent plus faire confiance aux moyens, déjà, utilisés et qui ont échoué, à l'épreuve des faits, d'où leur forçant, en direction du Qatar et de la Turquie, dans le sens d'une solution politique". "Les Etats-Unis ont, au bout de deux ans d'efforts, compris qu'une intervention militaire pourrait s'avérer, extrêmement, coûteuse, et de là, ils ont décidé de regarder du côté de la solution politique, ce qui ne plaît, nullement, ni au Qatar, ni à la Turquie, ni à l'Arabie saoudite". "En effet, les pays précités ne peuvent, par définition, s'intéresser à la solution politique, car ils se sont profondément impliqués, dans la guerre contre l'Etat syrien, et ils y ont investi argent, effectifs et prestige, ce qui rend, mortellement, difficile toute marche arrière." "Al-Khatib et son offre de dialogue font écho à ce changement de tactique. La Turquie et le Qatar sont, en réalité, les vrais perdants de cette bataille, surtout qu'aux prochaines négociations, les extrémistes qu'ils ont nourris, Al-Nosra, Lawa al-Tohid, Al-Qaïda n'auront aucune place". french.irib.ir 15.02

4.2- Selon le journal syrien, "Damas", le gouvernement syrien envisage de transformer les locaux de l'ambassade qatarie, en un musée, où seront exposées les photos des crimes commis par les terroristes contre le peuple, l'armée, l'Etat, les biens syriens! Les documents prouvant l'implication directe du Qatar et d'Israël, dans ces crimes, seront, également, présentés au public. La mesure vient de faire suite à la décision de Doha de confier l'ambassade syrienne à la Coalition de l'opposition et à "désigner" Nazar al-Haraki, comme ambassadeur de cette coalition. french.trib.ir 15.02

4.3- Le commandant de l'une des milices en guerre contre l'Etat et l'armée syrien regrette la corruption qui ronge l'ASL et affirme que les opposants à Assad ont été trahis. Abou Mahmoud est à la tête d'une milice dans le nord-ouest de la Syrie à Atma : " L'ASL ne fait que piller et trahir" pour l'AFP qui rapporte cette information " l'histoire de ce déserteur est celle de beaucoup de militaires syriens qui ont quitté l'armée d'Assad et qui au bout de quelque temps ont renoncé à la lutte armée parce que leurs chefs s'entredéchiraient , se haïssaient et se querellaient " " ils nous poussent vers la mort pour pouvoir mieux piller là où ils arrivent et ils sont toujours en arrière décor et n'apparaissent que pour partager le butin" " nos chefs volent tout ce qui est transportables pour les vendre en Turquie , voiture, électroménagers, essence, bijouterie.... " french.trib.ir 15.02

4.4- Le journal israélien "Haaretz" s'est penché, dans son édition de mercredi, sur la crise syrienne :

"Ce qui se passe, en Syrie, reflète les réalités de la société syrienne, ce qui nous conduit à reconnaître que le régime Assad ne partira pas de sitôt". "Selon toute vraisemblance, les parties belligérantes sont arrivées à un certain équilibre, dans les rapports de force, et en dépit d'une montée en puissance des violences, la situation, en Syrie, peut encore évoluer". "Bien que les rapports occidentaux continuent à mettre l'accent sur l'irréversibilité du départ d'Assad du pouvoir, néanmoins, le scénario le plus probable n'est pas son départ, mais la généralisation du chaos, en Syrie". "Tout compte fait, le chaos et le désordre, qui régnent, en ce moment, en Syrie, profitent aux intérêts d'Israël, car ils permettront une relative accalmie, sur les hauteurs du Golan. Deux ans de combats asymétriques ont épuisé l'armée syrienne, et celle-ci ne saura pas se réorganiser, pour faire face à une attaque d'envergure, sur son flanc du Golan. Il faudra longtemps, pour que l'armée syrienne puisse se remettre en ordre de bataille". Certains analystes n'écartent pas, désormais, une attaque israélienne contre le Golan, à l'heure où la Syrie s'enfonce dans la crise. french.trib.ir 14.02

5- Bahreïn

Un manifestant a été tué et d'autres ont été blessés jeudi à Bahreïn lors d'affrontements avec la police dans des villages chiïtes, a indiqué l'opposition au deuxième anniversaire du soulèvement maté dans ce petit pays du Golfe à majorité chiïte dirigé par une dynastie sunnite.

Des centaines de manifestants sont descendus dans la rue tôt dans plusieurs villages chiïtes, selon des témoins, pour protester contre le gouvernement et commémorer le soulèvement animé par la majorité chiïte réclamant des réformes politiques.

Les manifestants répondaient à un appel à la grève générale et à la désobéissance civile jeudi, lancé par le Collectif du 14-Février, un groupe clandestin radical qui orchestre la mobilisation via les réseaux sociaux.

Hussein al-Jaziri est mort après avoir été grièvement blessé, notamment à la poitrine, par des tirs à la chevrotine, lors d'affrontements entre forces anti-émeutes et manifestants dans le village de Daih, a annoncé la principale formation de l'opposition chiïte, Al-Wafaq.

Dans un communiqué, le Wafaq a dénoncé "un recours excessif à la force" de la part des autorités qui répriment les manifestations "sauvagement, faisant usage de toutes sortes d'armes".

"Des dizaines de personnes ont été blessées, "certaines grièvement", ou souffrent de problèmes respiratoires en raison de tirs intenses de gaz lacrymogène dans les quartiers résidentiels", selon le Wafaq. liberation.fr 14.02

Et Hollande de s'exclamer en chœur avec Obama : ce gamin de 14 ans était au moment endroit au mauvais moment, c'est un "drame personnel"...

SOCIAL

1- Allemagne

Le trafic de plusieurs aéroports en Allemagne est perturbé aujourd'hui pour la deuxième journée consécutive par une grève du personnel de sécurité.

Le personnel de sécurité, chargé notamment de contrôler les passagers et les bagages à main avant l'embarquement, est appelé depuis hier à faire grève par le syndicat des services Verdi, dans le cadre de négociations collectives sur les salaires avec les employeurs, représentés par la fédération des sociétés de sécurité (BDSW). Jusqu'à présent, les négociations ont toutefois abouti à une impasse. AFP 15.02

2- Grèce

Les chiffres du chômage en Grèce pour le mois de novembre 2012 viennent de sortir : tous les chiffres s'envolent. Les jeunes de 15 à 34 ans sont les plus touchés. La nouveauté, c'est l'explosion du taux de chômage des seniors(65 à 74 ans), qui sont désormais 10% en recherche d'emploi.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 323 808 en comparaison avec le mois de novembre 2011 et de 20 255 personne en comparaison au mois d'octobre 2012 (+1.5%).

La jeunesse grecque est en péril : 61.7% (50.1% en 2011) des moins de 25 ans et 36.2% (28.9% en 2011) des 25-34 ans sont sans emploi.

Le chômage des 24-34 ans, avec un taux de 36.2%, est toujours en très forte augmentation : il était de 28.9% en 2011. Celui des 35-44 ans, comme les autres, a encore augmenté avec 23,3% contre 16,9% en 2011.

Si les jeunes sont les plus touchés par l'explosion du chômage, toutes les classes d'âge sont devenues très vulnérables. Plus inquiétant, le chômage des seniors atteint les 10% alors qu'il n'était que de 4% l'année précédente. Il a plus que doublé en un an et plus que quintuplé en 2 ans. L'augmentation de l'âge de la retraite cumulée à la baisse des pensions pourrait laisser supposer que les seniors reviennent sur le marché du travail à une période où la précarité poursuit son inexorable ascension : plus d'un tiers des grecs sont désormais sous le seuil de pauvreté. Une situation qui inquiète sur le risque de crise humanitaire en Grèce.

Face à l'ampleur de la situation, certains ont proposé des idées "*novatrices*" pour enrayer le chômage, comme le quasi-retour à l'esclavage en forçant les chômeurs à travailler gratuitement pour des projets "*d'utilité publique*". De quoi ravir le propriétaire d'une des plus grosses entreprises en Grèce, qui verrait d'un bon oeil les perspectives d'investissements entre l'Etat grec et le Qatar pour aider les "*PME*" grecques.

La croissance du pays continue son éternelle dégringolade : le PIB accuse une chute de 6% pour l'année 2012.

L'austérité poursuit sa marche funèbre. okeanews. fr 14.02

ECONOMIE

1- Euro

L'euro fort et la nouvelle version de Babel

Après le Mali, le président socialiste français a décidé de partir en guerre contre l'Euro fort. C'est au cours de son discours prononcé devant le Parlement européen que F. Hollande est parti en guerre contre les forces de marché qui poussent l'euro vers des sommets.

Là, la partie sera plus difficile, très difficile. F. Hollande qui a tout de même fréquenté certains cercles atlantistes n'est pas stupide au point d'ignorer les forces qu'il prétend mettre au pas.

Pourquoi donc une telle déclaration sinon un terrible aveu d'impuissance et surtout l'annonce de l'échec de sa politique budgétaire ? En bon social-démocrate, François Hollande n'a pu s'empêcher d'évoquer « *plus de solidarité* ». Mais quelle est la portée de ce mot aujourd'hui, en pleine guerre monétaire, en période de fin du temps des nations ? D'ailleurs, soit dit en passant, F. Hollande n'est-il pas un acteur majeur de cette politique de désintégration des nations ? N'est-il pas un politicien pro-Babel ? Petit problème : lui et ses amis ne parlent pas la même langue.

Ils ne s'entendent plus entre eux !

Les Britanniques veulent une Europe à la carte et les Allemands défendent le scénario d'une "*Europe à deux vitesses*" opposant les "*bons*" et les "*mauvais élèves*".

On souhaite bonne chance aux socialistes idéologues pour trouver des alliés dans de telles circonstances... D'ailleurs, les journalistes allemands signalent à F. Hollande qu'en agissant ainsi contre l'euro fort, il cherche à défendre les intérêts nationaux alors que le projet européen privilégie les intérêts européens. C'est la pagaille pour distribuer le budget européen entre les acteurs étatiques qui doivent affronter la révolte des masses qui demandent... à manger et du travail. Liesi 14.02

2- Allemagne

L'Allemagne abandonne la France et se rapproche de la City

Il y a quelques heures, le cours de l'euro a bondi au motif d'un énième arrangement de dernière minute entre Européens, cette fois sur le budget. Nos lecteurs savent bien sûr que les événements servent de caution à des mouvements programmés sur les changes (ou ailleurs) par des élites qui se jouent des marionnettes paradant devant les caméras des mêmes médias servant les intérêts de l'oligarchie.

Malgré l'accord sur le budget européen et les mines réjouies des politiciens, le constat peut se résumer par « *une contraction des ambitions de l'Europe et un basculement des rapports de force au sein de l'UE* ».

Dans un précédent article, Liesi évoquait F. Hollande partant en guerre contre l'euro fort... sans doute illuminé par le prestige que lui offre (peut-être provisoirement) les militaires au Mali et la visite du vice-président J. Biden à l'Elysée. Désormais, la France est « *sur la défensive* » dans les négociations.

Adieu à l'Europe fédérale version Hollande

On abandonne peut-être provisoirement le programme d'Europe fédérale pour s'engager dans le programme des Young Leaders européens sous la coupe ou formatée par les services US : le libre échange. Les Britanniques sont ravis et la machine exportatrice allemande soutient le projet depuis longtemps face à des politiques français soucieux de solidarité... tant que les autres paient...

En agissant de la sorte, les politiques français nous renvoient automatiquement dans le clan des pays du sud de la zone euro et le verdict se confirme que la France ne sera pas dans le groupe du Nord. Ainsi s'explique l'exigence allemande de récupérer son or de France avant la faillite de ce pays, géré par qui l'on sait et malheureusement soutenu par les adeptes des Livrets rouge, A, etc., à gogo.

François Hollande semble le personnage idéalement choisi par les maîtres de la truellerie pour aboutir à leur plan de ORDO AB CHAO.. mais aussi dérouler le tapis rouge pour la réalisation des prophéties catholiques (voir les prophéties d'Anne Catherine Emmerich).

Il y a bien eu une cassure. Ce que le cours de l'euro peut exprimer désormais puisque Hollande et ses scribes ont perdu la bataille face à une chancelière Merkel inflexible. Ce tournant s'opère au même moment où le Vatican plie devant Mammon en acceptant la fin de l'ère de la nouvelle Eglise conciliaire (nous ne parlons même plus d'Eglise catholique mais d'Eglise Eclipsée). Désormais, la Perestroïka de l'Occident va s'accélérer et l'ancien agent communiste Merkel joue parfaitement sa partition.

Même le Die Welt conseille au gouvernement allemand d'assouplir son partenariat historique avec la France : « *Avec une rare détermination, l'Allemagne s'est établie comme le poids lourd des équilibres de puissance en Europe qui sait intégrer le plus grand nombre en restant ouvert de tous les côtés. Effectivement, les intérêts allemands coïncident plus souvent avec ceux de Londres qu'avec ceux de Paris* ».

La Bundesbank décide de laisser son or à Londres... Liesi 14.02

3- Grèce

La Grèce est victime de prédateurs sans pitié

Ce que vit la Grèce est un signe évident du drame qui menace cette fois l'Occident. On voit en effet des choses jugées inimaginables il y a quelques années seulement. Les « *assassins financiers* » adoptent les mêmes procédures utilisées avec le FMI pour piller des pays endettés. Ce n'est plus l'Amérique latine ou l'Afrique : c'est à nos portes, en Grèce.

Et c'est le principe de l'usure, des magouilles entretenues entre la haute finance et le politique qui bien sûr sont responsables de cet état de fait. Tout va très bien, la crise est finie... ou presque. M. Draghi avait dit l'automne, il vient d'annoncer la fin de 2013. Soyez patients... En attendant, l'Etat grec a bradé de nouvelles concessions minières dans le Nord du pays. La compagnie

minière Hellas Gold prévoit de s'installer et d'empocher quelques bénéfices copieux. C'est la filiale du groupe canadien Eldorado Gold qui a beaucoup investi pour pomper les richesses du sous-sol grec. On estime pouvoir tirer au moins 12 tonnes par an de la montagne de Skourières. Il y a aussi d'autres minerais comme le cuivre, l'argent, etc. Pour le moment, plus d'un millier de Grecs sont employés et l'on promet de multiplier par cinq les embauches.

Heureusement, la totalité des employés seront Grecs. Mais les négociations entre les politiques grecs et les financiers canadiens ne sont pas claires. D'aucuns signalent qu'Athènes a vendu à perte les droits d'exploitation de cette mine, dans une région, le nord de la Grèce, qui renferme des richesses minières évaluées à 20 milliards d'euros. Pourtant, en 2003, « *Athènes avait repris le contrôle de la mine, en vertu d'un règlement extrajudiciaire conclu avec TVX Hellas, l'ancien propriétaire, qui avait abandonné le projet en raison de l'opposition de la population locale. L'Etat grec a ainsi racheté la mine pour 11 millions d'euros, avant de la revendre, le même jour et au même prix, à Hellas Gold, fondée trois jours plus tôt, à qui il a cédé tous les droits d'exploitation. Peu après, 95 % du capital de Hellas Gold ont été rachetés par la canadienne European Goldfields (EG). Un audit avait estimé la valeur de la société sur le marché à quelque 400 millions d'euros. En 2012, Eldorado Gold a pris le relais d'EG* » (Source : El Pais).

En tout cas, dans trois ans, la Grèce deviendrait le premier producteur d'or de l'Union européenne ! Une médaille d'or pour la Grèce dans une compétition européenne, de quoi rêver...Liesi 12.02

4- Chypre

Chypre : le risque politique est évident pour l'Allemagne et que dire de l'éthique de l'UE ?

Chypre a intégré l'UE en 2004. En 2007, l'euro devenait la monnaie nationale et de nombreuses entreprises européennes se sont implantées à Chypre afin de jouir des avantages fiscaux proposés. En 2012, il y avait deux fois plus d'entreprises qu'avant l'adhésion à l'UE. Et l'OCDE dans tout cela se contente de juger satisfaisante l'action de lutte contre le blanchiment par les autorités chypriotes.

Nous avons évoqué le sujet il y a quelques semaines et le moment des questions comme des solutions est arrivé. Les autorités politiques de Chypre ont besoin d'un plan d'aide de 10 milliards pour ses banques. Comme chacun le sait, les Russes surveillent les manœuvres européennes en ce qui concerne Chypre dans la mesure où de nombreux réseaux mafieux servant de couverture pour les opérations des « services » du bloc de commandement de russe sont impliqués dans ces banques chypriotes. Les Européens, qui sont bien sûr des modèles de vertu, crient au scandale sans se soucier des magouilles de leurs propres banques avec les réseaux afghans ou autres (Euribor,...).

Que fera l'UE avec Chypre, au bord de la faillite – un de plus ?

De par sa position géographique, Chypre est étroitement liée à l'économie grecque. La catastrophe économique qui prévaut en Grèce fait chuter un domino de proximité : Chypre. Et s'agissant des banques chypriotes, rappelons qu'elles se sont gavées de plusieurs milliards d'obligations grecques qui ne valent aujourd'hui quasiment plus rien.

En été 2012, le Kremlin était déjà intervenu pour la bagatelle de 2,5 milliards d'euros. Aujourd'hui, Poutine hésite à apporter 5 milliards de plus car les opérations de prêts risquent de se succéder quand le trou est sans fond.

Et que dire des Allemands qui vont devoir participer avec d'autres pays de la zone euro à contribuer pour un prêt de 10 milliards d'euros pour les banques chypriotes. En réalité, plus de 2 milliards d'euros seront prélevés dans les poches des contribuables allemands.

Actuellement la presse allemande tire à boulet rouge sur cette perspective et cela n'est certainement du goût de la Chancelière Merkel, qui voit les élections d'automne se rapprocher. Le parti social-démocrate allemand (SPD) devrait logiquement faire barrage à la chancelière sur ce dossier.

Si le pouvoir de l'Allemagne se rapproche de la Russie pour de multiples raisons, il est difficile de faire passer la pilule à des citoyens pressés comme du jus de citron au motif que leur argent contribuera à colmater les comptes chypriotes des mafias russes. Certains journalistes allemands ne se gênent pas pour faire quelques références aux rapports du Service allemand de renseignement extérieur (BND) confirmant l'identité des bénéficiaires de ce plan de sauvetage bancaire chypriote.

« D'après les conclusions du Service allemand de renseignement extérieur, 80 oligarques ont ainsi pu s'implanter où bon leur semblait sur le territoire de l'UE. Pour la seule année 2011, quelque 80 milliards de dollars auraient quitté la Russie. Dont une grande partie aurait transité en catimini par Chypre, aux dires du BND. Les Russes auraient déposé des avoirs dans des banques chypriotes pour un montant de 26 milliards de dollars. C'est nettement plus que le PIB annuel du pays ». (Source : Spiegel)

Il semble donc en effet évident que l'aide européenne est la condition nécessaire pour assurer le prolongement du blanchiment d'argent.

Les autorités chypriotes font valoir que les structures nécessaires à la lutte contre cette pratique sont présentes, mais personne ne veut changer un système qui rapporte tant !

Sans quoi les marchés financiers en tireraient des conclusions : « pourquoi les Européens devraient-ils sauver l'Espagne ou l'Italie s'ils ne sont même pas en mesure d'aider un micro-pays tel que Chypre ? » Liesi 14.02

5- Portugal

Pour éviter la banqueroute, Lisbonne privatise à tour de bras son industrie en vendant au plus offrant les "*bijoux de la Couronne*", constate Le Temps. L'Etat portugais s'apprête à céder ses chantiers navals de Viana de Castelo à un groupe Russe, déclenchant l'inquiétude de la population locale, constate le quotidien suisse. lefigaro.fr 15.02

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février

CAUSERIE

Le site ne sera que partiellement actualisé.

On est dimanche, on se détend, il est 7h30 et on doit déjà frôler les 30°C ici, je vous ai dégotté une info pour se marrer. Le TGV arrive en Inde, c'est sérieux. Non, pas jusqu'en Inde...

- La SNCF et le ministère indien des Chemins de Fer, Indian Railways, ont signé aujourd'hui un protocole d'accord de coopération qui prévoit notamment la réalisation en commun d'une étude sur la ligne à grande vitesse entre Bombay et Ahmedabad, soit près de 450 km. AFP 15.02

J'imagine déjà le train roulant à plus de 300km/h avec des vaches, des chèvres, des cochons, des chiens et parfois des Indiens sur la voie ferrée, le délire !

Sur la route, en moto ou en bagnole même sur une voie rapide style autoroute atteindre les 100km/h c'est prendre un risque énorme, inconsidéré, c'est faire preuve d'inconscience et pourtant cela nous arrive parfois, on perd de vue qu'on n'a pas une vision à 180° et qu'à cette vitesse là il faut des conditions particulières pour ne prendre aucun risque. Quand il y a du trafic, il est impossible de voir un trou dans la chaussée, s'engouffrer dedans en moto et c'est le gadin assuré, si tu n'es pas mort, ta vie est foutue.

Quand je roule vite, c'est-à-dire entre 80 et 100km/h, cela va faire marrer les potes qui en France ont des 1000 ou 1200 cc et roulent à plus de 200, c'est parce que la route est dégagée et le trafic nul, et la chaussée est en bonne état, au premier il faut lever le pied car il peut y en avoir d'autres plus loin.

Rouler la nuit en voiture en Inde sur des petites routes, c'est hyper dangereux, en moto c'est quasiment de la folie pure, je dis cela et pourtant je ne suis pas le dernier à rouler vite ou à prendre des risques, le jour seulement, alors si cela me fout la trouille, c'est que vraiment il y a de quoi, je ne dépasse jamais les 60km/h dès que la nuit est tombée, surtout que les Indiens roulent systématiquement plein phare. Le jour quand il a plu, c'est ma vitesse maximum.

Les routes ne sont pas entretenues ou si peu, la chaussée est recouverte de terre, de sable ou de graviers et tout ce qu'on peut trouver en Inde y compris des bouses de vache toutes fraîches. En ville, quand il n'a pas plu depuis des mois la chaussée est recouverte de poussières et rendue glissante, et quand il a plu, dans les jours ou les semaines qui suivent sur toutes les routes ici ou là la chaussée s'effondre donnant naissance à des nids de poule qui sont de véritables casse-gueule pour les deux-roues, la chaussée restera ainsi pendant des semaines ou des mois rendant la circulation hyper dangereuse.

Quand tu vis en Inde, tu es obligé d'avoir solidement les pieds sur terre, sinon tu es mort !

Pour revenir à cette info, la SNCF va empocher son fric, le ministre des Transports indien sa grosse commission, et cette ligne censée être à grande vitesse ne sera pas plus rapide que l'histoire ou qu'une autre ligne de chemin de fer en Inde. Hier le char à boeuf cotoyait le vélo et parfois une bagnole poussive digne des années 30 en France, dorénavant il cotoie des BMW ou des VW, alors qu'est-ce qui a changé ? Sur ce plan-là, rien, quand il y a un char à boeuf sur la route, tu peux avoir une bagnole qui ne dépasse pas les 100km/h ou qui peut atteindre 250km/h, tu n'iras pas plus vite, c'est le char à boeuf qui est la référence, l'inertie de l'histoire passe par là, c'est comme dans un parti politique où se cotoient trotskistes, sociaux-libéraux et staliniens repentis,

anarcho-syndicalistes, républicains et démocrates petits bourgeois, syndicalistes trade-unionistes, c'est celui qui est le plus à la traîne qui tire sans cesse le parti en arrière et détermine sa politique finalement.

Pendant que j'écris ces lignes je télécharge deux vidéos de concerts d'AC/DC à River Plate (2011) le son est excellent, et l'autre de Stevie Ray Vaughan à Montreux, encore un guitariste génial digne d'Hendrix. (trois heures plus tard. J'essaie de télécharger d'autres vidéos. La connexion fonctionnait à la vitesse (téléchargement) de 150 ko/seconde à 6h du matin, puis à 50ko à 10h, et seulement entre 4 et 15 à 14h. Chez Reliance ils m'expliquent que c'est moi qui est un problème, mon logiciel, mon ordinateur, mon modem, pourtant je n'en ai pas changé entre 6h du matin et 14h, en réalité le problème vient du fait que le trafic a augmenté sur Internet et que leur réseau est saturé.

Autre chose.

En cliquant hier soir sur des liens fournis par un portail et d'autres que j'avais déjà dans mon disque dur mais que je n'avais pas consulté depuis un moment, je me suis aperçu que certains avaient jeté l'éponge, que dégoûtés par la tournure des choses ils avaient préféré renoncer à tenir un blog ou un portail comme si finalement il ne servait strictement à rien.

C'est la question que je me suis souvent posé et puis je me suis dit qu'en faisant le boulot sérieusement, je faisais oeuvre utile malgré tout. Le pire et le plus ingrat sans doute, c'est qu'il y en a qui ne s'en rendent même pas compte ou qui sont incapables de faire la distinction entre des sites qui finalement ne nous apportent rien car leurs auteurs n'ont pas une profondeur d'analyse suffisante ou alors on y trouve tout et son contraire de telle sorte que cela n'aide pas franchement le lecteur à y voir plus clair.

J'ai essayé d'éviter de tomber dans ces travers. Je vais vous avouer un truc. Dans le paragraphe précédent j'ai évoqué en passant ma façon de concevoir ce boulot, en réalité toute chose ou activité, sérieusement. Je n'ai pas sorti cela pour me vanter, ce serait minable, je ne me suis pas non plus posé en donneur de leçons, ce serait ridicule, non j'ai fait oeuvre de pédagogie, l'air de rien, il y a des choses superflues dans la vie et qui doivent rester ou être traitées à ce niveau-là, et il y a des choses sérieuses qui doivent prises à ce niveau-là et pas un autre.

En fait, même à travers un discours anodin ou à bâtons rompus je m'emploie à attirer l'attention du lecteur sur une valeur, un principe, une notion, un facteur, un rapport qui me semble important, que j'ai envie de partager avec lui, et j'insiste un discours improvisé, sans brouillon ou que je ne retouche pas par la suite pour produire un effet quelconque, non, c'est spontané, naturel ou le produit de mon expérience, mes connaissances et surtout de l'idéal que j'ai adopté et qui me sert de guide.

J'ai de grosses lacunes intellectuelles et je connais mes limites, mes capacités sont limitées et j'en ai parfaitement conscience, j'ai par exemple beaucoup de difficultés à m'exprimer en peu de mots, à faire court, et j'ai une mémoire affreuse. Je pense qu'à la base cela vient d'une carence alimentaire combinée à une déficience affective quand j'étais gosse, donc je ne pourrai jamais combler cette lacune et je devrai faire avec jusqu'à la fin de mes jours. Aussi, j'ai dû recourir à un autre moyen pour progresser malgré tout, ou plutôt ne pouvant pas compter sur ma mémoire j'ai recouru à un autre procédé, inconsciemment et c'est là que cela devient intéressant, car lorsque j'en ai pris conscience je me suis aperçu que je ne conservais que la substance de ce que j'avais appris et qui me servirait pour la suite, du coup, je me suis mis à cultiver cette particularité pour combler en partie mon handicap, en faisant en sorte que cette substance ou ce concentré de connaissances ait toujours une valeur supérieur, disons à ce qui est superflu, superficiel, secondaire, voire médiocre dans l'existence ou peut être perçu comme tel, cela serait utile tant pour moi que pour les personnes que je croiserai.

Beaucoup de gens parlent à tort et à travers ou s'expriment sans vraiment avoir conscience de la signification de leurs paroles ou la manière dont elles seront saisies. Je ne dis pas par là qu'il faudrait absolument réfléchir avant de parler, je prétendrais plutôt le contraire, c'est le signe distinctif des ignorants que généralement on prend pour des gens très intelligents, c'est de cette manière aussi qu'ils abusent les naïfs ou les ignorants. Maintenant il faut se méfier des beaux parleurs professionnels, qui pour tromper leur auditoire débitent leur discours d'un trait, ceux-là, ils sont généralement sclérosés, ils récitent ce qu'ils ont appris un jour et depuis ils n'ont pas évolué. C'est chez eux qu'on trouve la plus forte proportion de donneurs de leçons. En réalité, leur pédagogie est nulle à chier, si je peux me permettre cette vulgarité parce que je les tiens en horreur. Non, c'est dans le langage spontané employé par une personne que l'on peut estimer véritablement son niveau de conscience, sans la juger, sauf si elle adopte un ton hautain ou méprisant envers vous. La question du respect des autres fait partie intégrante de notre idéal, elle en est indissociable sauf à le renier ou cesser d'en être digne.

Je n'ai jamais cédé à aucune mode, donc je n'ai pas adopté celle qui consistait à faire des phrases courtes et je ne le regrette pas. Quand on examine attentivement le contenu des oeuvres de Marx et Engels, tout d'abord on s'aperçoit que leur production est demeurée limitée. Ils n'ont pas écrit des dizaines et des dizaines d'ouvrages sur tout et n'importe quoi. Ils ne se sont pas dispersés. Non, ils se sont concentrés sur quelques questions déterminantes à partir desquelles ils ont abordé ou traité toutes les autres. Chacun de leur ouvrage ne traite que de quelques questions, y compris le Manifeste du parti communiste, et cependant, si l'on prend ce dernier, ils ont réussi à interpréter la société et le monde sous leurs rapports, aspects ou tendances essentiels, d'où sa valeur exceptionnelle et irremplaçable un siècle et demi plus tard. Ils ne m'ont pas seulement influencé politiquement, par leur méthode et au-delà du matérialisme dialectique et historique, ils m'ont aidé à surmonter en partie mon terrible handicap en mettant à ma portée l'essentiel, la substance de leurs connaissances, on dit aussi la conclusion de leurs travaux gigantesques, de leurs réflexions d'une profondeur inégalées à ce jour en dehors de Lénine, moins chez Trotski.

Ce qui suit a été écrit hier soir. Bon dimanche à tous

J'ai travaillé dans plus de 40 boîtes en France, j'ai été victime de licenciements abusif au moins une dizaine de fois. Jamais je ne me suis adressé au prud'hommes, ce fut peut-être une erreur, je n'en sais rien, j'en doute après coup. A quoi bon après avoir retrouvé du boulot dans une autre boîte obtenir ma réintégration dans une boîte où j'étais considéré comme un paria ? A quoi bon attendre des mois ou des années avant d'être confronté à un employeur que je savais de mauvaise foi, ressasser la même histoire aussi longtemps alors que j'avais plutôt hâte de tourner la page et d'oublier cette crapule ?

La question n'est-elle pas pourquoi a-t-il pu agir de la sorte ? Sinon parce que la société et la législation était suffisamment pourrie et laxiste ou favorable à ses intérêts ? Je n'ai jamais eu envie que leur société et leur justice que je hais depuis mon adolescence me rendent justice. M'adresser à mon bourreau pour soulager mes souffrances n'a jamais été mon truc, marcher dans leur combine qui consiste à reconnaître leur tort pour mieux perpétuer l'emprise qu'ils ont sur nous aurait été brader ma dignité et ma ferme résolution de ne jamais me soumettre à leur ordre que j'ai toujours considéré profondément injuste.

Mon père était arriéré et il avait bien des défauts, mais il a toujours refusé de quémander pour assurer la survie de sa petite famille. Nous étions pauvre, très pauvre, il vouait un culte à ses maîtres exploités, mais c'est seulement pas son travail et son courage exceptionnel qu'il s'en est toujours sorti, il considérait même que recevoir des allocations familiales étaient une insulte car cela faisait de lui un mendiant, sans jamais parvenir à comprendre qu'il aurait été normal qu'il puisse vivre de son travail, ce que son salaire misérable ne permettait pas toujours. Le malheureux, il s'est éteint prématurément usé jusqu'à la corde par la travail et les soucis quotidiens qui l'ont rarement quitté, sans jamais comprendre qu'il avait été victime d'une formidable injustice.

Me tourner vers l'Etat, ses représentants, ses élus pour quémander une amélioration de mon sort me donnent littéralement la nausée pour toutes les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Leur société, leur monde n'est pas le mien, il ne l'a jamais été et ne le sera jamais aussi longtemps qu'il existera, jamais je ne pourrais m'y reconnaître. Du coup, sur le plan politique concevoir comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky qu'il faut rompre avec le capitalisme, ses représentants, l'Etat, ses institutions, est une pure formalité, je n'ai pas besoin de me forcer, j'ai vécu suffisamment longtemps ce que signifiaient en dépendre pour juste survivre, malgré moi, car je n'ai jamais choisi de vivre dans une telle société, que combattre pour les renverser est un juste retour des choses, s'impose sans même avoir besoin d'y réfléchir, adopter un autre comportement serait replonger dans la crasse ignorance qui m'habitait autrefois, les années passent, il y a plus de 40 ans.

Je n'ai pas besoin de me forcer ou de me donner un genre ou encore d'essayer de me distinguer de je ne sais pas qui pour tracer la voie que je me suis fixé, elle s'impose à moi, quelle autre voie pourrais-je emprunter, celle qui conduit à s'adapter au capitalisme, ici en Inde je suis entouré de trop de misère et de désespoir pour y penser un seul instant.

J'ai conscience d'être un privilégié en Inde, du coup ma responsabilité s'en trouve décuplé à mener le combat politique sans relâche et sans rien concéder à l'ennemi ou aux opportunistes. Je pourrais éviter de penser à ma condition, je pourrais me laisser vivre tranquillement. Quand un Indien me fait part de ses malheurs, je pourrais très facilement prendre mes distances avec ce qu'il me raconte, au contraire je me mets dans sa peau et j'en suis profondément meurtri, je partage sa douleur, non pas sur le plan concepteur ou intellectuel, mais vraiment dans ma chair, je pense qu'il y a des religieux sincères qui en font l'expérience et qui en sont très affectés aussi, je mesure à ce moment-là à quel point le monde dans lequel nous vivons est profondément injuste, ignoble, barbare.

Vous vous demandiez peut-être pourquoi je suis aussi radical dans mes positions, vous avez là une partie de l'explication, l'autre partie s'explique par ma fidélité au léninisme. C'est marrant, la combinaison des deux va à merveille, c'est comme si je paliais l'absence de parti vraiment ouvrier guidé par les couches les plus exploitées du prolétariat. En principe, ce sont ces couches présentes au sein d'un parti ouvrier qui tiennent lieu de guide au parti, pour ne pas s'écarter de son objectif, pour éviter qu'il se dénature et devienne un parti petit-bourgeois, un parti centriste ou qu'il bascule dans autre chose, qu'il cesse de combattre pour l'émancipation de la classe du capitalisme. On arrêtera là pour aujourd'hui ce bavardage, je suis fatigué.

Une info indienne.

Ce soir aux infos sur Sun TV j'ai vu des centaines d'élèves d'une école située à Tiruvanamaï au Tamil Nadu saccager entièrement leur établissement, armés de pierres et de manches de pioche et tout ce qui leur tombait sous la main, ils ont pété toutes les vitres, brûlés les locaux, ils ont sorti les bancs et les ont réduit en morceaux avant d'y foutre le feu, j'ai regardé cela effaré, je n'en revenais pas, c'était des collégiens, le reportage a duré quelques minutes, mon épouse n'a pas été capable de me dire pourquoi ils étaient entrés dans une telle furie, la police n'a pas osé intervenir apparemment ou elle est arrivée pour constater les dégâts. Ils s'en donnaient à cœur joie devant les caméras. La situation sociale est très chaude ici aussi, explosive même. Et ils viennent encore d'augmenter le prix de l'essence, et les coupures de courant continuent.

Je ne sais pas si c'est le cas dans toutes les écoles publiques et privées, à la fin de chaque trimestre les élèves sont soumis à

un examen qui se trouve être payant, oui c'est dingue, et apparemment le coût de ces examens ne cesse pas d'augmenter tout comme les frais de scolarité, du coup les manifestations se succèdent, souvent violentes.

Vous n'en avez pas entendu parler, il y a une semaine environ un avocat a été abattu à Trichy, le même scénario que pour Chokri Belaïd en Tunisie, j'en ignore la raison. Un des participants à l'attaque du Parlement à Delhi, qui a eu lieu en 2001 je crois, a été pendu 48h avant l'arrivée de Hollande en Inde, cela a déclenché d'importantes manifestations au Cachemir. Quatre suspects accusés d'avoir participé à la préparation de l'assassinat de Radjiv Gandhi en 1991 devraient être pendus également dans les jours qui viennent. C'est marrant on n'a pas entendu en France les opposants à la peine de mort. Ils doivent être trop occupés à livrer la guerre au terrorisme au côté d'Obama.

[Réponse du M'PEP à mon courriel du 5 février 2013. Suivi de ma réponse.](#)

Bonjour,

Comme vous le soulignez, le M'PEP a reçu en effet, outre le vôtre, de nombreux courriers concernant l'article de Samir Amin .

Avant toute chose, je voudrais préciser quelques points . Quelles que soient vos considérations sur ce que le M'PEP croit ou non devoir faire en bien ou en mal selon vous, vous devez comprendre que le Mouvement est et restera libre de ses choix et de ses orientations dont on peut noter que pour le moins elles ne vous conviennent pas mais qui sont celles de ses adhérents. Libre à vous ensuite de penser ce que vous voulez, même si ce que vous en écrivez ressemble fort à un procès d'intention . On est en droit de supposer par ailleurs que vous ne connaissez pas vraiment le M'PEP sinon vous n'auriez pas manqué de noter que l'article de Samir Amin n'est pas l'expression de la position du M'PEP sur le Mali mais bien celle de son auteur , que cette publication n'est qu'une occasion d'enrichir le débat , et vous en administrez vous même la preuve par votre intervention. Croyez le ou non le débat se poursuit à l'intérieur du Mouvement sans dogmatisme ni présupposés idéologiques et lorsque nous aurons arrêté une position, vous pourrez l'identifier sans équivoque . Pour les raisons évoquées à l'instant vous comprendrez que nous n'entrons pas dans un échange sur le fond .

Vous semblez fort désireux de vous faire entendre de Samir Amin. A ce propos, il va de soi que le M'PEP, respectueux des points de vue de chacun, n'aura pas l'outrecuidance de "conseiller" à celui-ci quelle que position que ce soit pas plus que notre rôle ne peut être de jouer les intermédiaires entre vous et lui .

Votre portail pourrait sans doute vous en donner l'occasion mais , et comme vous l'avez déjà constaté, lisant notre site, Samir Amin a pris le temps de répondre à ces nombreux courriels auxquels vous faites allusion . Il se peut que ses arguments ne vous convainquent pas mais à cela le M'PEP ne peut rien.

Cordialement.

Ma réponse de ce jour

A la différence du M'PEP j'ai mis en ligne quelque 85 articles ou vidéos sur la situation au Mali, dont pas un ou une n'exprime le moindre soutien à l'intervention impérialiste française au Mali.

Au contraire ils démontrent tous qu'il s'agit d'une guerre impérialiste aux relents nauséabonds néo colonialistes qui n'a pour seul objectif que de s'assurer le contrôle des matières premières de ce pays au détriment du concurrent chinois, et bien entendu du peuple malien lui-même qui demeure toujours aussi pauvre dans un pays très riche par la nature des richesses que recèle son sous-sol comme la plupart des pays et des peuples en Afrique. On pourrait ajouter justifier le maintien d'une présence militaire au Mali pour que son ordre règne.

Je n'ai jamais cherché à me "faire entendre de Samir Amin", libre à lui de s'en tenir à la position qu'il a prise en justifiant l'intervention militaire française au Mali sur la base d'arguments à caractère existentialiste qui n'ont aucun rapport avec les besoins ou les intérêts matériels de la population malienne, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, y compris au sein du mouvement ouvrier hélas !

Loin de moi également l'idée de dicter dans un sens ou un autre l'orientation ou le comportement que devrait adopter le M'PEP en la matière ou sur toutes autres questions, puisque je n'en suis pas membre.

Pour finir, la question n'est pas d'être convaincu de quoi que ce soit, mais de savoir sur quel terrain on se place pour traiter d'un fait ou une situation quel qu'il soit, sur le plan sentimental ou romantique qui relève d'une appréciation purement subjective et individuelle, qui ne saurait en aucun cas correspondre au degré d'objectivité requis ou indispensable pour interpréter un fait ou une situation, refléter la réalité des rapports qui existent entre les différents protagonistes aux intérêts contradictoires, ou sur le terrain de la lutte des classes qui les prend en compte tout en se situant strictement au côté des exploités et de leurs intérêts historiques, qui en aucun cas ne peuvent correspondre avec ceux de l'impérialisme français, qui soit dit en passant selon

les témoignages recueillis sur place est intervenu militairement au Mali en faisant davantage de victimes parmi la population civile que parmi ceux qui sont devenus leurs ennemis et qu'ils ont armés quand ils étaient en Libye ou encore en Syrie.

Selon Samir Amin, le peuple malien aurait le choix entre un régime rétrograde féodal basé sur la charia prônée par les djihadistes et autres islamistes radicaux fondamentalistes ou une dictature militaire soutenue par l'impérialisme français une fois dotée d'un vernis démocratique qui servirait à camoufler la corruption du régime et le pillage des richesses du Mali auquel se livraient ses multinationales, mais en aucun cas il ne pourrait de se doter d'un régime démocratique ou décider librement de son propre destin. Il faut noter que l'alternative contenue dans son discours n'en est pas une en réalité, car les deux régimes reposeraient sur les mêmes bases économiques sans que le peuple malien ait la possibilité de faire entendre sa voix pour faire valoir ses droits sociaux et politique ou démocratique, à moins qu'il estime que les salafistes ou djihadistes ou l'armée soit représentatif de ces droits, ce qui ne semble pas être le cas puisqu'ils sont au service des puissances impérialisme occidentales, à l'opposé il faudrait que le peuple malien mette en place un régime démocratique qui assure l'indépendance et la souveraineté du Mali, et rompt avec les différents impérialismes qui sont à l'origine de son sous-développement, de la pauvreté et de cette guerre, seule l'autodétermination du peuple malien peut garantir d'atteindre ces objectifs.

Je n'ai jamais prétendu que le M'PEP partageait le point de vue de Samir Amin, je me suis interrogé à haute voix sur l'opportunité et au-delà sur la signification de faire figurer dans son portail un article favorable à l'intervention impérialiste française, ce qui effectivement ne me regarde pas et n'engage que le M'PEP. Je le répète ici, jamais je n'aurais publié un article allant dans ce sens, ni sur la Syrie sur laquelle j'ai mis en ligne plus de 420 articles, j'ai retenu l'expérience de la Libye qui nous a servie de leçon pour n'avoir aucune hésitation, non pas sur les intentions de l'impérialisme français, je n'en avais pas eu davantage quand il avait bombardé la Libye, mais sur les avantages que pourraient en retirer le peuple malien qui doit décider librement de son sort, sans aucune intervention militaire extérieure qui de toutes manières ne changerait rien au rapport entre les classes au Mali, au niveau de développement économique de ce pays que la France s'est employée minutieusement à piller jusqu'à présent donc ne modifierait en rien le niveau juridique de ses institutions qui n'ont rien de démocratiques. Et je précise que lorsque je mets des articles de presse en ligne, c'est uniquement à titre d'information, les lecteurs étant assez intelligents pour comprendre qu'ils n'ont pas d'autre objet.

De mon point de vue au regard justement de cette expérience, j'estime que le débat est clos.

Sauf à vouloir trouver une certaine légitimité à se placer sur le terrain de la guerre préventive ou du droit d'ingérence cher aux très réactionnaires Kouchner ou Blair ou encore Bush, pour justifier toutes les guerres impérialistes menées depuis le 11 septembre 2001 (ou le début des années 90 en Europe centrale) au nom de la démocratie que leurs dirigeants piétinent allégrement dans leurs propres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la France, ou de la guerre contre le terrorisme, sachant qu'Al-Qaïda est une pure création de la CIA et que les différentes puissances occidentales financent et arment ces terroristes, salafistes, djihadistes, etc. qui de la Libye à la Syrie servent de mercenaires à ces mêmes impérialistes pour déstabiliser des régimes laïcs jugés un peu trop enclins à servir les intérêts de la Russie et la Chine, afin d'en installer à leurs bottes qui serviront exclusivement les leurs.

La situation politique (ou économiques les deux étant intimement liés) telle que je me la représente, que ce soit au Mali en Syrie ou ailleurs, doit être analysée à l'échelle mondiale en prenant en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui interviennent au niveau international, y compris en se penchant sur le passé et vers le futur. La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens dit-on, on dit également que la politique est le concentré de l'économie, autrement dit toute décision politique recouvre une question de nature économique. Ce qui signifie que pour interpréter une décision politique il faut avoir à l'esprit le contexte économique dans lequel elle a été prise et se demander dans quel objectif économique précis. Cela n'est possible que si l'on considère l'économie sur le plan dynamique ou diachronique, en replaçant la question qu'on se destine d'étudier dans le cadre du développement historique du capitalisme ou son évolution depuis son avènement jusqu'à nos jours si vous préférez. Cela nécessite de connaître ce qui en est le moteur pour comprendre vers quoi il tend, mieux de l'avoir en permanence présent à l'esprit, et là on doit arriver à l'alternative dont on n'entend plus parler de nos jours, socialisme ou règne de la liberté, émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou barbarie toujours plus effroyable, succession de crises finalement sans fin, chaos et guerres incessantes, ce que nous vivons malheureusement aujourd'hui.

Du coup, notre analyse nous porte, soit à tenir compte de l'inégalité qui existe entre les classes qui constitue le fondement du capitalisme sur lequel repose ses lois de fonctionnement interne et son développement à travers celui des forces productives ainsi que la lutte des classes, ce qui nous détermine à mener le combat pour détruire le fondement du capitalisme qui est la source de toutes les difficultés, de toutes les souffrances, de tous les malheurs que peuvent rencontrer ou vivre les masses exploitées, qui les accablent, autrement dit, toute analyse qui en tiendra compte conduira à nous placer systématiquement au côté des travailleurs contre leur ennemi que l'on aura reconnus sous ses différents masques, de l'intérieur comme de l'extérieur du mouvement ouvrier, soit on décide de ne pas en tenir compte ou de s'en écarter, et l'on versera dans l'aventurisme ou l'opportunisme au risque de se tromper de camp ou de défendre des intérêts qui vont à l'encontre de l'objectif qu'on s'est fixé, dans tous les cas de figure on sera impuissant à stopper le bras meurtrier de notre bourreau et notre politique nous conduira invariablement dans une impasse ou pire, à nous accommoder finalement du capitalisme, à capituler devant lui.

Les intellectuels agissant de la sorte n'étant pas forcément malhonnêtes ou hypocrites, pour des raisons diverses ils s'avèrent simplement qu'ils n'ont pas encore compris comment fonctionnent la société et le monde, quels sont les facteurs et

les rapports déterminants dont dépendent tous les autres, disons qu'ils se sont arrêtés en cours de route à des rapports intermédiaires (figés) et qu'ils ne parviennent pas à mener leur analyse jusqu'au bout, je ne veux pas les accabler, mais je ne peux pas non plus m'empêcher de dresser ce constat qui personnellement me saute aux yeux. Tous ceux qui s'acharnent à collaborer avec les capitalistes et ses institutions au lieu de rompre avec eux, qui espèrent que le capitalisme se réformera, démontrent simplement que fondamentalement ils n'ont pas compris la nature de ce régime. Un exemple qui le démontre si c'était nécessaire

Alors qu'on nous rebat les oreilles depuis 2008 avec des réformes du système financiers ou bancaire qui auraient pour vertu de mieux réguler ou moraliser le capitalisme pour faire bref, dans une vidéo que j'ai visionné seulement le 11 février 2013, j'ai entendu le grand reporter Eric Laurent expliqué que les banquiers américains avaient exigé de pouvoir spéculer sur les marchés financiers européens sans limite, en enfreignant absolument toutes les lois ou règles existantes dans l'UE, cela après le crash de Lethman Brothers, menaçant les dirigeants européens qui s'y opposeraient de terribles représailles, et bien ils ont obtempéré comme un seul homme, précipitant la crise sociale et politique qui est en train de ravager tous les pays de l'UE les uns après les autres, ce qui en passant n'est pas pour me déplaire puisque cela va contraindre les masses à descendre dans la rue... Depuis j'en ai eu confirmation en tombant sur un article du magazine économique américain Bloomberg publié fin novembre 2011 qui confirme que la Fed a distribué secrètement aux plus grandes banques américaines 7.7 trillions de dollars (un trillion = mille milliards) à l'insu du congrès américain.

Pour revenir à notre sujet, sur des dizaines et des dizaines de questions que j'ai analysées, j'ai pu faire exactement le même constat concernant ces intellectuels pour arriver à la même conclusion.

On pourrait dire qu'on en est arrivé à une situation, que ce soit au Mali, en Grèce, en Tunisie, en France ou ailleurs où les rapports entre les classes se sont tendus ou sont en train de se tendre à l'extrême sans qu'il n'existe d'issue politique favorable aux travailleurs, c'est l'aspect profondément dramatique de la situation, qui paraît à bien des égards totalement inextricable. Situation que les intellectuels ne comprennent pas, car ils n'ont pas à l'esprit ce dont nous venons de parler, ils ignorent comment fonctionne le capitalisme, sur quelle base il repose et que ces rapports déterminent tous les autres, ils en sont à penser le monde à la manière des métaphysiciens ou des alchimistes comme s'il suffisait de repenser le monde pour qu'ils prennent par miracle ce tournant, alors que ce sont des forces et des rapports matériels qui sont à l'oeuvre et le gouvernement et non des idées comme aurait dit Engels.

Sur le plan politique on aboutit au même constat, à la même ignorance qui se traduit par le refus de prendre en compte à la fois comment sont organisées les classes, comment fonctionne l'Etat et les institutions, c'est-à-dire en et avec des partis politiques, depuis plus d'un siècle, parfois deux, dans aujourd'hui tous les pays du monde, et les enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes, l'expérience du combat du mouvement ouvrier international depuis le milieu du XIXe siècle, le socialisme qui est la seule théorie et la seule alternative au capitalisme, expérience et niveau de conscience que doit incarner et concentrer le parti révolutionnaire qui doit avec les masses exploitées renverser l'Etat des capitalistes et prendre le pouvoir politique, pour une fois parvenu à cet objectif s'attaquer immédiatement au fondement du capitalisme, sans que cette condition soit réunie cela demeurera toujours impossible de changer la société pour vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Parce qu'ils rejettent l'interprétation qu'ont fourni Marx et Engels du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, ils rejettent également les conclusions (pratiques) de leurs travaux dont s'était inspiré Lénine pour construire le parti bolchevik et porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917. Bien que la théorie élaborée par Marx et Engels aient été mise à l'épreuve avec succès ou aient été vérifiée une multitude de fois jusqu'à nos jours, sans jamais avoir été prise en défaut si on prend la précaution, si on a l'honnêteté de la replacer dans le contexte et les limites dans lesquels elle a été réalisée, la plupart des intellectuels préfèrent l'ignorer pour s'en remettre à des sornettes qui les conduisent invariablement à épouser les thèses de la réaction ou à être manipulés par ses représentants.

Le marxisme est avant tout un guide pour l'action et non une recette magique. Au-delà du fonctionnement du capitalisme qu'il a analysé avec une profondeur sans égal de nos jours encore, il se borne à indiquer une tendance, dans quelle direction le monde peut évoluer selon les rapports qui existent entre les classes et les transformations qu'ils peuvent connaître à un rythme que ni Marx ni personne ne pouvait déterminer à l'avance, c'est ce que ces détracteurs lui reprochent pour justifier le rejet de ses travaux et leurs conclusions pratiques, parfois tout en continuant de se réclamer du marxisme notez bien, dans ce cas-là ils en deviennent les fossoyeurs en chef.

La société et le monde ont connu de telles transformations en un siècle ou davantage, que le marxisme et ses conclusions sont devenus dépassés, obsolètes, c'est ce qu'on entend souvent, mais qu'en est-il en vérité ?

La crise actuelle du capitalisme confirme une nouvelle fois la justesse du marxisme que plus personne ne semble défendre aujourd'hui. Il faut aussi avoir à l'esprit que Lénine ne construisit pas le parti bolchevik en consultant le Capital, il poursuivit (avec d'autres tel Kautsky, etc.) l'oeuvre de Marx et Engels en analysant l'évolution du capitalisme mondial et l'emprise grandissante de la finance sur l'industrie qu'il publia dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, pour finalement parvenir aux mêmes conclusions que les auteurs du Manifeste du parti communiste qu'il mit en pratique.

Depuis cette époque il s'est écoulé près d'un siècle, le pouvoir de l'industrie financière ou spéculative sur l'économie

s'est considérablement accru, certes, sans pour autant que les fondements du capitalisme, les origines de la plus-value n'aient connu le moindre changement, sans que l'existence et les rapports entre les classes n'aient connu la moindre transformation qualitative au point d'en arriver à la conclusion que les classes n'existeraient plus, qu'elles auraient fusionné, qu'une nouvelle classe serait apparue, rien de tout cela ne s'est produit. En réalité, seul le rapport de forces entre les classes a connu en France et en Europe une évolution défavorable pour la classe ouvrière, ce qui a suffi à ses représentants au pire à capituler en rase campagne ou à s'adapter à des degrés divers au capitalisme, au mieux à verser dans une sorte de trade-unionisme teinté de social-patriotisme, dans tous les cas à abandonner le marxisme et le léninisme qui concentre au plus haut degré les enseignements de la lutte de classe de la première partie du XXe siècle.

Face à ce constat, la question se pose de savoir comment faire pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous sommes. Si le prolétariat doit affronter la bourgeoisie désarmé théoriquement et sans parti exprimant consciemment ses intérêts historiques que représentait hier le marxisme, il est voué infailliblement à connaître une terrible défaite qui le renverra un siècle en arrière ou pire encore.

Quelle conclusion en tirer ? On poursuit dans la même voie en fermant les yeux et les oreilles comme si de rien n'était en espérant que tout se passera bien quand même, par miracle ? Ou on en revient aux fondamentaux du marxisme et du léninisme qui ont fait leurs preuves, en les adaptant à notre époque évidemment, mais sans en renier leurs principes ? Qu'est-ce qui est le plus urgent, notre priorité absolue, en intervenant dans la lutte des classes construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut et sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre, subordonner notre combat à cet objectif qui concentre ou incarne à lui seul aujourd'hui la question du pouvoir et lui apporte une réponse, ou subordonner notre combat à des revendications sociales qui ne posent pas cette question et peuvent encore moins y apporter une réponse, ajoutons, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe et ne peut se situer que sur le plan politique ?

Qui gouverne ? Pour le compte de qui ? Qui édicte les lois ? Qui les vote ou les adopte ? Qui les applique ensuite ? Le chef de l'Etat, son gouvernement, les députés, bref, les institutions de la Ve République et peu importe que leur politique soit dictée par telle ou telle institution en Europe ou ailleurs dans le monde, elle sert les intérêts de la classe des capitalistes, des banquiers, des rentiers, qu'on retourne la question dans tous les sens, on aboutit une fois de plus à un simple constat.

Donc on ne peut pas prétendre combattre efficacement (construire le parti) cette politique si on refuse d'axer résolument son combat contre le capitalisme et ses institutions politiques dans la perspective de les renverser. Cela implique de rompre tous les rapports avec les capitalistes et leurs représentants, de rompre les relations avec le patronat, le Medef, avec les partis et les appareils des syndicats qui incarnent les intérêts du capital, autrement dit cela implique de se situer strictement ou exclusivement sur le terrain de classe des masses exploitées. Dès lors il sera possible de définir une tactique et une stratégie qui permettra d'avancer vers notre objectif, dans le cas contraire nous serons condamnés à la défaite. A chacun de prendre ses responsabilités.

Complément.

Opposer la démocratie à l'ultra libéralisme ou à la politique néo conservatrice qui est mise en oeuvre par tous les gouvernements, dans les pays dominants ou dominés, c'est ne pas comprendre ou refuser de prendre en compte la crise du capitalisme qui est le facteur dominant de notre époque qui conduit à l'exacerbation des rapports entre les différents impérialistes et les classes et portent en leur sein la guerre et la révolution.

Dans son dernier article consacré à l'Egypte, Samir Amin manifeste dans le capitalisme les mêmes illusions que l'on retrouve chez les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain du marxisme ou qui en sont incapables. Ce constat s'applique à A. Acosta (Équateur : "révolution citoyenne", modèle extractiviste et gauches critiques).

Non, ma réponse n'a pas pour fonction de convaincre Samir Amin ou d'autres intellectuels de cesser de se situer sur le terrain du capitalisme, c'est à eux de procéder à l'analyse du développement du capitalisme et d'en arriver aux mêmes conclusions que Marx et Engels, j'estime que personne d'autres ne peut réaliser cette analyse et parvenir à ces conclusions à leur place.

S'agissant du M'PEP, j'en sais suffisamment pour me prononcer sans ambiguïté sur sa nature et ses intentions réelles, ses objectifs que je ne partage pas.

Parvenir à faire revivre une sorte de Conseil national de la résistance a quelque chose de pathétique, je n'invente rien, il le revendique et chacun peut le vérifier en se connectant sur leur portail, car le CNR n'était rien d'autre qu'un gouvernement d'union nationale entre la SFIO, le PC, les syndicats et le parti de l'ordre incarné par les gaullistes, qui se fixa comme objectif la reconstruction de l'Etat bourgeois et le capitalisme français après-guerre, une fois désarmées les masses et leur mouvement révolutionnaire trahi. Cela signifie qu'en aucun cas la classe ouvrière ne pourrait aspirer au pouvoir et réaliser son émancipation du capital, c'est donc capituler en rase campagne ou la livrer au capital, renoncer au combat pour le socialisme. C'est suffisamment clair pour que je ne perde pas mon temps à continuer cette discussion.

Le M'PEP se situe sur le terrain du social-patriotisme dans le cadre de la préservation du capitalisme. Nous, nous situons sur le

terrain du socialisme en rupture avec le capitalisme dans la perspective de la révolution socialiste internationale, sachant qu'ils savent très bien ce qu'ils font, je n'essaierai pas de les convaincre de se situer sur le même terrain que nous, il en va de même des autres formations politiques. Nous développons notre politique en direction des militants et des travailleurs qui veulent sincèrement et honnêtement combattre pour le socialisme sur la base du marxisme, notre contribution politique n'a pas d'autre objectif que les y aider tout en combattant toutes les formes d'opportunisme.

[La propagande nauséabonde du journal *Le Monde* en titres \(17.02\).](#)

- "*Ennahda est la colonne vertébrale de la Tunisie*", selon son chef.
- Comment Nicolas Sarkozy entretient l'idée de son retour.
- J'aime le rap : je vais redoubler et devenir délinquant, par Pierre Mercklé.

Ils ne peuvent pas camoufler qu'ils haïssent les jeunes, pourriture.

Ma fille, 32 ans, aimait le rap quand elle était plus jeune, elle est devenue instit, mais peut-être que l'Education nationale est aussi un repère de délinquants, un prof, c'est déjà un peu un délinquant, non, certains l'affirment à l'extrême droite ou à l'UMP, c'est pareil. Son compagnon originaire de la Réunion, il aime le rap, c'est un garçon poli, honnête, courageux, une crème de gentillesse ce garçon, je l'adore, il ignore sa véritable nature ! Et peut-être que ma petite-fille Cassie aime aussi le rap, elle me fait penser à Angela Davis, elle a du sang africain dans les veines, quelle horreur, vite, je vais donner son signalement à la police politique du régime, envoyé un courriel au journal *Le Monde*.

J'ai toujours écouté du hard rock et du heavy metal notamment, le genre de musique à faire s'écrouler le vieux monde façon démolition contrôlée, la musique de la révolte par excellence, dans un concert même les mouches (à merde genre *Le Monde*) sont désintégrées sur place... Et merde, j'ai raté ma vocation de délinquant, de voyou, de gangster; de casseur, de terroriste, d'assassin, de serial killer.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les tordons infâmes de ce genre nous donneraient bien des envies de meurtres, non, pas vous ? Si non, c'est que vous avez une petite vie bien confortable, pépère, on peut ajouter mémère pour ne pas faire de jaloux, et que vous n'avez pas vraiment envie que les choses changent, pas maintenant, je vous plains sincèrement, les intéressés se reconnaîtront, genre bolchevik devenu renégat par exemple. Je crois que je crèverai en poussant un dernier cri de révolte.

[Pas de bol pour le maire PS de Castelnaudary. \(voir la causerie d'hier\)](#)

Contrairement à ce qu'affirme le président de Spanghero, la société mise en cause dans l'affaire de la viande de cheval, l'entreprise avait connaissance que la viande achetée pour être transformée était d'origine équine et non bovine, affirme ce matin France Info, qui a pu consulter les factures retrouvées par la répression des fraudes (DGCCRF).

Selon France Info, les enquêteurs de la DGCCRF ont récupéré près de 1500 pages de factures ces derniers jours dans l'usine de la société, à Castelnaudary (Languedoc-Roussillon). On y voit le code "0205 0080", utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisamment d'éléments pour établir les faits de tromperie. Lefigaro.fr 16.02

[A quoi ressemblera leur marché unique transatlantique ? On en a ici un avant-goût.](#)

- Michel Barnier, le commissaire européen aux services financiers, s'est dit déçu aujourd'hui par la lente mise en oeuvre par les Etats-Unis des normes comptables internationales.

S'exprimant devant un parterre d'entreprises, Michel Barnier a critiqué une proposition récente de la Réserve fédérale destinée à renforcer la surveillance des banques internationales.

Par ailleurs, les régulateurs européens et américains n'ont pu s'entendre sur un accord sur la manière d'appliquer en dehors des Etats-Unis la réglementation des dérivés financiers de ce pays.

"*Etendre l'interprétation de règles locales à des transactions qui sont déjà couvertes par des règles étrangers pareillement solides ne pourra déboucher que sur des conflits judiciaires*", explique Michel Barnier, dans le texte de son discours.

"*Cela créera de l'incertitude, augmentera les coûts et déplacera les échanges commerciaux vers des zones moins bien réglementées; c'est précisément ce que nous voulons éviter*". Reuters 15.02

La véritable nature d'Israël, du sionisme.

1- Israël un Etat terroriste... depuis 1947

Les terroristes d'Al-Nosra et de l'ASL, qui occupent les hauteurs du Golan, ont évacué leurs blessés vers l'hôpital Ziv, en Israël. C'est le journal "Jerusalem Post", qui rapporte cette information.

"Ces blessés sont au nombre de 5 et ils ont été admis à l'hôpital Ziv. Les 5 terroristes blessés avaient été soignés, d'abord, par les soldats sionistes, avant leur évacuation", selon le porte-parole de l'armée. Les affrontements entre les terroristes et l'armée syrienne ont éclaté, à Khan Arnaneh, près de la zone tampon. french.irib.ir 16.02

2- «**À bas les Arabes et les Noirs !**»

Impunité. Mercredi, des membres d'un groupuscule identitaire violent, dénommé la Ligue de défense juive, ont lancé des appels à la haine et sifflé la Marseillaise, en plein cœur de Paris.

Dans la soirée du 13 février, des associations de la communauté juive se sont réunies, pour commémorer la mort d'Ilan Halimi, séquestré et torturé, en 2006, par le «gang des barbares» de Youssouf Fofana.

Parmi les centaines de personnes rassemblées, figuraient Patrick Bloche, député-maire socialiste du XIème arrondissement de Paris, Danièle Hoffman-Rispal, présidente du groupe France-Israël, à l'Assemblée nationale, (déjà, présente, lors de la manifestation de soutien à l'armée israélienne, lors des derniers bombardements de Gaza) et la comédienne Véronique Genest, désormais, réputée pour son islamophobie partagée en famille.

Derrière l'interprète de Julie Lescaut, des drapeaux jaunes flottent au vent : ce sont ceux de la Ligue de défense juive. Depuis plusieurs années, les adhérents et sympathisants de ce mouvement ultra-sioniste ont commis, en toute impunité, des agressions et des intimidations à l'encontre de citoyens ou d'entreprises jugés hostiles à Israël.

Mercredi soir, la LDJ n'a pas manqué le rendez-vous, afin de se faire entendre.

Encouragés, par les organisateurs du rassemblement à entonner La Marseillaise, certains membres de la LDJ ont préféré (à 4'11) la huer et scander, à la place, l'hymne israélien. Plus édifiant, un cadre de la LDJ a pris, sans difficulté, la parole, pour se plaindre du système judiciaire et de la police, comparable à celle de «1940», car elle aurait «merdé dans l'affaire Halimi». L'homme a également fustigé le «pseudo-humoriste» Dieudonné, l'écrivain Alain Soral – qualifié de «raclure» – et la «vermine anti-sémite» présente, selon lui, chez les «racailles». D'après ce militant monté sur l'estrade, «le Juif n'a plus sa place, en France».

Comme dans tout rassemblement susceptible d'attirer des extrémistes, il est probable que des policiers en civil, fonctionnaires à la DCRI, aient été présents pour surveiller et repérer les meneurs les plus exaltés. Pourtant, comme lors des débordements de la LDJ, en mars 2012 – survenus en marge du cortège dédié aux victimes du collège juif de Toulouse –, aucune arrestation ne s'est produite à l'encontre de ce groupe qui revendique ses infractions répétées à la loi.

À l'inverse, lorsque des manifestants musulmans ont exprimé leur indignation, devant l'ambassade américaine de Paris, à la suite de la mise en ligne du film anti-Islam, les policiers ont procédé à des interpellations, sous l'œil des caméras. Cette fois-ci, à l'instar du ministre de l'Intérieur, les grands médias n'ont pas rapporté les images de ce rassemblement.

Chose curieuse : quand des Français d'origine maghrébine lancent des «appels au jihad» ou sifflent La Marseillaise, hommes politiques et éditorialistes de la presse écrite et audiovisuelle se bousculent au portillon pour commenter ce «scandaleux» «phénomène de société». Ici, en plein cœur de Paris, des extrémistes juifs ont hué l'hymne national, crié «Fofana, salaud, les Juifs auront ta peau !» ou bien (à 0'35) «**À bas les Arabes et les Noirs !**», sans que cela ne suscite de couverture médiatique ou de contrôle policier.

Valls, bouche cousue

Comme l'avait révélé Oumma en septembre 2011, Manuel Valls entretient un rapport particulier à la communauté juive et à l'État d'Israël. Cette affection démesurée pourrait-elle expliquer son silence – de plus en plus bruyant – à l'égard des extrémistes de la communauté en question ? Paradoxalement, c'est le même homme qui souligne et amplifie, encore aujourd'hui dans les colonnes du Parisien, la menace de l'extrémisme musulman, allant jusqu'à reprendre une expression employée par le maréchal Pétain pour désigner le danger : «*l'ennemi de l'intérieur*».

Sollicité à propos de la LDJ, Manuel Valls n'a «pas pris position» selon un porte-parole interrogé, l'été dernier, par des journalistes du Nouvel Observateur. Ces derniers concluent leur article par ces mots éloquentes : «*Côté police : le sujet est si "sensible" qu'on*

ne donne "aucun renseignement"».

Reste à espérer que Caroline Fourest révélera, à leur sujet, de nouvelles informations dans son documentaire intitulé «*Les naufragés de Sion*», diffusé mardi prochain sur France 5 et promu par le site du Conseil représentatif des institutions juives de France. Il est permis cependant d'en douter : au vu de sa propension à la désinformation, la prudence s'impose. Son reportage s'annonce néanmoins croustillant. L'une des personnes sollicitées pour critiquer la LDJ n'est autre qu'un partisan inconditionnel d'Israël : le président du CRIF, Richard Prasquier. Pour des questions tactiques, et non idéologiques, celui-ci entretient effectivement des rapports exécrables avec les jeunes miliciens ultra-sionistes.

La LDJ vient d'ailleurs de faire connaître son bonheur de voir Richard Prasquier bientôt quitter son poste pour être éventuellement remplacé par un revenant, Roger Cukierman. Ex-président du CRIF, l'homme, assis au premier rang lors de la dernière convention de l'organisme communautaire, s'était distingué en 2002 par sa remarque consécutive au résultat électoral de Jean-Marie Le Pen : «*Son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles*». Les miliciens de la LDJ ne pouvaient que se réjouir du retour aux affaires d'un tel aimable personnage. french.irib.ir 17.02

Que le député-maire PS du XI^{ème} arrondissement de Paris soit de la partie n'a rien d'étonnant, les principaux ministres et dirigeants du PS sont sionistes.

[La menace se précise sur la Syrie.](#)

«*Le plan d'attaque contre la Syrie est prêt, mais le Président Obama souhaite une approche diplomatique, pour résoudre la crise*», c'est ce qu'a déclaré le chef d'état-major de l'armée américaine, Raymond Odierno. «*Obama croit qu'on peut résoudre la crise de la Syrie, par une voie diplomatique, mais nous avons pris la décision de recourir, si nécessaire, à l'intervention militaire*», a-t-il ajouté. french.irib.ir 16.02

Vont-ils orchestrer un nouveau 11 septembre en accusant la Syrie d'en être le commanditaire pour entrer officiellement en guerre contre ce pays ? Feront-ils de même ensuite avec le Liban et l'Iran ?

[Haut de page ↗](#)

Le 18 février

[CAUSERIE](#)

[Il n'y a pas de sauveur suprême ou de recette miracle pour sauver le capitalisme.](#)

Après le Conseil national de la résistance, Franklin Roosevelt, quel sera le prochain sur la liste ?

Franklin Roosevelt qui a sauvé les banques en réalisant le plus grand hold-up de l'histoire, qui a maquillé Pearl Harbour pour justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui a lancé la première bombe atomique sur la population d'un pays, le dernier modèle social en date ! Non, ce n'est pas un mauvais gag.

M'PEP - Le 17 février 2013 - Le droit opposable à l'emploi, de la même manière, instaure un "employeur en dernier ressort". Il désigne l'État qui embauche lorsque le marché ne parvient plus à le faire. C'est ce que Franklin Roosevelt, le président américain, a fait en partie entre 1933 et 1940, pour combattre la Grande Récession ! Alors pourquoi pas en France ?

Les faits.

Une illusion qui fera long feu.

Wikipédia - Il n'y a aucune preuve que le New Deal ait eu une quelconque efficacité dans la lutte contre la crise, qui perdura jusqu'à ce que l'Amérique mobilise son économie pour la Seconde Guerre mondiale.

Les mesures du New Deal posèrent ainsi les bases de la future superpuissance américaine.

Malgré tout, le New Deal n'est pas parvenu à faire revenir la prospérité des années 1920, et en 1941, six millions d'Américains attendaient toujours un emploi. Le plein emploi ne fut pas rétabli avant la guerre.

Le problème de paupérisation agraire s'aggrava encore, comme le montre John Steinbeck dans son roman *Les Raisins de la colère*.

En matière commerciale enfin, les résultats furent nettement inférieurs à ceux enregistrés avant la crise. La situation de la balance des comptes se dégrada progressivement, et la balance commerciale ne put retrouver l'équilibre que grâce à une contraction nette des importations, qui passèrent de 4,4 milliards de dollars en 1929 à 2,1 milliards en 1939. Malgré tout, les États-Unis bénéficièrent de rentrées d'or de telle sorte qu'ils détenaient 70 % du stock d'or mondial en 1939.

Sauver les banques.

- 5 Avril 1933 : Le décret de Roosevelt confisquant l'or des Américains.

Ce décret fait suite à une discussion du 5 Mars 1933 sur la « crise bancaire » et prouve effectivement que Franklin D. Roosevelt mentit aux Américains. Il est intéressant de noter que l'or réquisitionné sera ensuite détenu de manière privée par la Réserve Fédérale. (24hgold.com)

Selon les auteurs de la vidéo américaine *Les Maîtres de la monnaie*, ce seront quelque 20.000 tonnes d'or qui atterriront ainsi dans les coffres de la Fed pour en réalité disparaître, pas tout à fait, au seul profit du cartel des banquiers américains ou américano-britanniques. Je crois me souvenir que c'est la petite-fille de Roosevelt qui demanda dans les années 70 au gouvernement américain où était passé ce gigantesque trésor de guerre sans jamais obtenir de réponse.

Nous, nous nous en tenons au Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, à L'impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, au quatre premier congrès de l'Internationale Communiste, au Programme de transition et à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, au programme de la révolution socialiste internationale, nous demeurons fidèle au socialisme scientifique et ses conclusions pratiques.

[Ignoble, indécent et indigeste.](#)

- Repas gargantuesque "tout à l'oie" à Sarlat pour plus de 780 gourmands - AFP

Du "pot au feu d'oie" au traditionnel "confit d'oie et pommes de terre sarladaises", en passant par le "carpaccio d'oie mariné": au total, douze plats cuisinés à base du célèbre palmipède étaient au menu de ce repas-marathon de plus de cinq heures. AFP

Précisons que ce gavage était à 45 euros par personne. A côté fleurissent les ouvrages dans le genre : comment nourrir une famille de quatre personnes pour moins de deux euros par jour. Que les nantis se gavent, mais en silence de préférence. Ils en avaient fait la pub : "On est venu ce week-end de Bruxelles pour participer à Fest'oie et on espère revenir l'an prochain avec des amis", en comptant l'essence, l'autoroute, l'hôtel, mon cher week-end !

Chut, la classe moyenne a le droit de vivre, non mais ! Elle a le droit aussi d'être solidaire de la classe ouvrière, mais là c'est plus difficile apparemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Augmentation misérable du smic, blocage et taxation des retraites, des prestations familiales, voire les baisser...](#)

Ils ont encouragé la population à se reproduire sans compter, faites-nous confiance, la société assurera votre bonheur dans le futur, travail, salaire décent, études, logement, santé, culture, etc. on s'occupe de tout...

- Le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a suggéré dimanche 17 février que fiscaliser les prestations familiales pouvait être une piste pour augmenter les recettes de l'Etat.

D'après le "Journal du Dimanche", c'est un des scénarios sur lequel travaille le gouvernement.

"Les prestations familiales, les allocations familiales, le fait qu'elle soient fiscalisées ou pas, c'est un sujet qui peut être mis sur la table", a estimé Didier Migaud sur les ondes de la radio Europe 1. "On peut considérer que c'est une prestation qui rentre dans les revenus et qui peut d'une certaine façon être fiscalisée", a-t-il expliqué lors de l'émission Le Grand Rendez-vous.

Le premier président de la Cour des comptes a également estimé que fiscaliser la majoration des retraites pour les parents de

trois enfants pourrait rapporter 800 millions d'euros à l'Etat. Ces majorations "lorsque vous avez trois enfants elles ne sont pas fiscalisées. Le fait de les fiscaliser, c'est 800 millions d'euros supplémentaires", a-t-il déclaré.

Le "Journal du Dimanche" écrit que le gouvernement pourrait soumettre les allocations familiales à l'impôt ou bien encore les baisser "d'un milliard l'an prochain puis de 1,5 milliard supplémentaire l'année suivante". Dans ce cas, "les allocations seraient plafonnées ou accordées sous conditions de ressources comme cela est déjà le cas pour la prestation d'accueil du jeune enfant (paje) ou les allocations", ajoute l'hebdomadaire.

Autres mesures d'économies, selon le "JDD", le gel des retraites et la réduction des aides aux entreprises.

Le gouvernement chercherait à ce que les pensions du régime général progressent moins vite que l'inflation. "S'agissant du régime général l'objectif de Bercy est d'économiser environ 1 milliard d'euros dès 2014" puis de 6 à 7 milliards à horizon 2020, écrit le journal. Le Nouvel Observateur avec AFP 17.02

S'il s'agissait uniquement de taxer ou de bloquer les retraites au-dessus de 5.000 euros par exemple ou de supprimer les prestations familiales aux nantis, nous n'y verrions évidemment aucun inconvénient. Je me suis toujours demandé pourquoi des salariés percevant des salaires supérieurs à 7 ou 10.000 euros par mois touchaient des allocations familiales, il faudrait poser la question aux syndicats qui cogèrent les organismes sociaux.

Mais il est clair ici que pour réaliser de telles économies, la Cour des comptes et le gouvernement visent une population beaucoup plus large de retraités et de salariés, ce qui est inacceptable.

ACTUALITE EN TITRES

Chantage, menace.

- Loi bancaire: attention à l'emploi, écrivent les banques au gouvernement - Liberation.fr

En réalité, ils se couvrent mutuellement, banquiers et gouvernement.

Une découverte.

- "Les enfants sont capables de se concentrer, il suffit de les intéresser!" - L'Express.fr

La précarité et l'esclavage : une réussite !

- Travail des jeunes: pour une alternance réussie - L'Express.fr

Au secours les mâles se réveillent !

- Un père en haut d'une grue réclame justice, Ayrault réagit - Reuters

Le Premier ministre a demandé à la ministre de la Justice, Christiane Taubira, et à celle déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, de recevoir la semaine prochaine l'association SOS Papa et d'autres associations de défense des droits des pères. Reuters 17.02

Décadence et putréfaction de leur société.

- Viande de cheval : des factures embarrassantes pour Spanghero - LeMonde.fr

- Grave incendie de déchets dangereux dans un site seveso en Seine-et-Marne - AFP

- Nantes: le père retranché dans une grue s'apprête à y passer une troisième nuit - AFP

- Un gymnase municipal occupé pendant quelques heures à Paris par des mal-logés - AFP

- Une jeune automobiliste grièvement blessée par balles en rentrant chez elle à Montrouge - Liberation.fr

- Valls promet une "*protection au quotidien*" de la communauté asiatique - AFP
- Haute-Saône: Une fillette de 10 ans se pend devant sa soeur de 4 ans - 20minutes.fr -
- Didier Migaud propose de taxer les prestations familiales Le Nouvel - Observateur
- "*Il faut enseigner les langues régionales le plus tôt possible à l'école*" - L'Express.fr
- Italie : les scandales affectent les partis politiques - LeFigaro.fr
- L'Égypte arme sa police malgré les bavures - LeFigaro.fr

[Pas Israël...](#)

- La Corée du Nord experte en contournement de sanctions- Reuters

[A qui profite une telle approximation ? Entre 15 000 et 100 000.](#)

- Tunisie: devant 15.000 partisans, les islamistes jurent de rester au pouvoir- AFP
- Des dizaines de milliers d'islamistes manifestent à Tunis - Reuters

Cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur a déclaré que plus de 100.000 personnes avaient participé à la manifestation de Tunis. Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Bangladesh

Plus de 100.000 manifestants, indignés par la mort d'une figure du mouvement de contestation, se sont massés samedi dans le centre de la capitale bangladaise, Dacca, en exigeant la peine de mort pour les coupables de crimes de guerre commis durant la lutte pour l'indépendance en 1971.

Le mouvement de contestation, qui en était samedi à son 12e jour, a commencé avec l'annonce la sentence rendue à l'encontre d'un dirigeant islamiste, Abdul Quader Mollah, numéro deux du Jamaat-e-Islami, qui a été condamné à la réclusion à perpétuité et non à la peine capitale comme l'espéraient certains.

Agé de 64 ans, le secrétaire général adjoint de la plus importante formation islamiste du pays a été reconnu coupable de crimes de guerre et une majorité de Bangladais s'attendaient à ce qu'il soit condamné à mort pour meurtre, viol et torture.

L'architecte Rajib Haider, qui avait été à la pointe des manifestations et tenait un blog consacré aux protestations, a été tué à coups de poignard vendredi soir devant son domicile, alors qu'il rentrait d'une manifestation qui avait attiré 100.000 personnes sur la place Shahbag. Selon sa famille, il a été assassiné pour s'être dressé contre les islamistes et avoir appelé à manifester. La police dit avoir interpellé cinq suspects.

La foule a assisté aux prières de funérailles sur la place Shahbag, où avait été transporté le corps de Rajib Haider. Nombreux étaient ceux qui criaient vengeance.

La chef du gouvernement, cheikh Hasina, s'est rendu dans la journée au domicile du défunt et a assuré à la famille que la justice ferait son travail.

D'importantes manifestations ont paralysé samedi d'autres villes du pays et le déploiement des forces de sécurité était nettement plus important que les jours précédents. Reuters 16.02

2-Equateur

Le président équatorien Rafael Correa a été réélu dimanche dès le premier tour pour un troisième mandat à la tête de l'Etat, selon deux sondages effectués à la sortie des bureaux de vote.

D'après une enquête de l'institut Opinion Public, il recueille 61% des voix et son principal rival, l'ancien banquier Guillermo Lasso, 21% des suffrages, rapporte la télévision publique équatorienne. Reuters 17.02

SOCIAL

1- Espagne

1.1- Médecins et infirmières manifestent.

Des milliers de médecins et infirmières en blouse blanche ont envahi dimanche les rues de Madrid et de 15 autres villes d'Espagne, pour des nouvelles "*marées blanches*", protestant contre les privatisations et les coupes budgétaires qui selon eux mettent en péril la santé publique.

Le gouvernement régional de Madrid, dirigé par la droite, prévoit de privatiser partiellement six des 20 grands hôpitaux de la région ainsi que 27 centres de santé, sur un total de 270.

Alors qu'en Espagne le système de santé repose essentiellement sur le secteur public, ce projet est vivement critiqué par les professionnels qui craignent une baisse de qualité des soins et des réductions d'effectifs.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces "*marées blanches*", qui se sont étendues dimanche à 15 autres villes d'Espagne.

L'une des plus importantes, à Barcelone, a aussi rassemblé des milliers de personnes, 8.000 selon la police, derrière une banderole blanche qui portait les mots: "*Pour défendre la santé publique. Ni privatisation. Ni coupes budgétaires*".

La Catalogne, l'un des poids lourds économiques de l'Espagne avec Madrid, est aussi une des régions où le secteur de la santé a été depuis deux ans le plus durement frappé par les coupes.

Des manifestations plus petites se sont déroulées notamment à Saragosse, Santander, Pampelune ou Murcie. libération.fr 17.02

1.2- Manifestations contre les expulsions.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans toute l'Espagne pour réclamer qu'une nouvelle loi mette fin à la vague d'expulsions de propriétaires surendettés et ruinés par la crise économique.

Des rassemblements similaires ont eu lieu à Barcelone (nord-est) et dans une cinquantaine d'autres villes.

Les députés espagnols ont accepté mardi d'ouvrir un débat sur une initiative populaire contre les expulsions de propriétaires surendettés. La Plateforme des victimes d'expulsions (PAH) a recueilli plus de 1,4 million de signatures, près du triple des 500.000 nécessaires en Espagne pour présenter un projet de loi devant le Parlement.

C'est la PAH qui avait appelé à manifester de nouveau dans les rues samedi dans toute l'Espagne pour faire pression sur les députés afin qu'ils votent rapidement le projet de loi.

"*Je pense que (le projet de loi) passera, et ce ne sera pas grâce aux hommes politiques, mais grâce à la pression des citoyens, de la rue*", a déclaré Enrique Valdivieso, 27 ans, qui manifestait à Madrid en tenant une des extrémités d'une banderole sur laquelle on pouvait lire "*Gouvernement démission*".

Selon les données de la PAH, des centaines de milliers de personnes ont été expulsées de leurs domiciles en raison de la crise provoquée en 2008 par l'effondrement du marché immobilier espagnol. Liberation.fr 16.02

2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi du sud au nord du Portugal contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, sous la tutelle de ses créanciers internationaux.

"Changement de cap, nouvelle politique", "Luttons", "Le gouvernement dehors", pouvait-on lire sur de grandes banderoles portées par les manifestants à Lisbonne où quelque 5.000 personnes ont défilé à l'appel de la CGTP, le principal syndicat portugais, promoteur de cette journée de protestation.

"Nos sacrifices tombent dans les poches des voleurs: les banquiers et les politiciens", clamaient des pancartes portées par les manifestants qui agitaient les drapeaux rouges de leur syndicat.

Le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos s'est déclaré convaincu de la participation de *"plusieurs dizaines de milliers de protestataires"* aux défilés et rassemblements qui ont eu lieu dans une vingtaine de villes du pays.

La CGTP a assuré qu'à Porto, la grande ville du nord du pays, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté et plusieurs milliers dans le sud notamment à Faro et Portimao.

Le mouvement était destiné notamment à protester contre les hausses d'impôts sans précédent décrétées cette année par le gouvernement tandis que depuis l'année dernière salaires et retraites ont été nettement réduits.

En contrepartie d'un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho met en oeuvre un vaste programme de réformes et de rigueur.

"Nous voulons rompre avec les engagements pris en échange du plan d'aide, rompre avec la politique de droite, exiger la démission du gouvernement et de nouvelles élections", a résumé Arménio Carlos sans exclure un nouveau recours à *"une grève générale au moment adéquat"*.

"A partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin du mois de mars il y aura des grèves et des manifestations dans tout le pays", a-t-il annoncé lors d'une prise de parole à la fin de la manifestation à Lisbonne.

Les mesures d'austérité que le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho juge indispensables pour rétablir les finances du pays ont contribué à aggraver la récession. L'économie a reculé l'année dernière de 3,2% et le chômage touche désormais 16,9% de la population active et 40% des jeunes. AFP 16.02

ECONOMIE

Pakistan

L'acquisition du port pakistanais de Gwadar est une nouvelle perle au collier de la Chine qui cherche à sécuriser son approvisionnement pétrolier au Moyen-Orient en contournant son grand rival indien.

Les autorités pakistanaises ont approuvé le 30 janvier dernier le transfert du port de Gwadar, sur la mer d'Arabie dans la province instable du Baloutchistan (sud-ouest).

Gwadar est situé tout près du détroit d'Ormuz, où transite le tiers du trafic maritime pétrolier mondial. La mainmise sur ce port par une puissance économique qui doit importer son pétrole et son gaz naturel principalement du Moyen-Orient et de l'Afrique constitue une décision hautement stratégique, estiment nombre d'analystes.

Le développement d'un corridor entre ce port et l'ouest de la Chine, frontalière du Pakistan, pourrait réduire de milliers de kilomètres le trajet pour transporter une énergie vitale pour l'économie chinoise.

La Chine avait déjà payé les trois-quarts des 250 millions de dollars nécessaires pour la construction de ce port, mais c'est Singapour qui avait obtenu en 2007 le contrat de location des installations.

Un pacte entre Pékin et Islamabad doit encore être finalisé, mais Gwadar serait déjà le port le plus à l'ouest dans la stratégie chinoise du *"collier du perles"* qui vise à louer ou acheter une série de ports dans la région afin d'encercler l'Inde rivale.

Au Népal, Pékin construit actuellement un *"port sec"*, un parking de conteneurs à l'intérieur des terres rattaché à un port maritime.

La Chine est aussi l'un des quatre pays intéressés - avec l'Inde, les Etats-Unis et le Japon - à construire un port en eau profonde de cinq milliards de dollars dans l'île de Sonadia, située dans le Golfe du Bengale, au Bangladesh, selon les autorités locales.

Le Sri Lanka a ouvert l'an dernier un nouveau port en eau profonde, à proximité d'une route maritime est-ouest où transitent 300 navires par jour, financé par des capitaux chinois. La Chine n'a pas de part de ce projet, mais elle détient 85% de la compagnie Colombo international Container Terminals, qui construit un nouveau dépôt de conteneurs dans la capitale sri-lankaise. libération.fr 17.02

[Haut de page ↗](#)

Le 19 février

CAUSERIE

Lundi soir 21h10, heure locale.

L'accalmie est bien terminée, la douceur de l'hiver est déjà fini, retour à l'enfer de la chaleur moite et écrasante qui vous casse plus sûrement que n'importe quoi, avec évidemment les coupures de courant qui ont repris de plus belle ! Il fait 33°C dans le bureau.

J'ai mis en ligne les 15 articles suivants.

- Un gréviste de la faim palestinien se rapproche de la mort sous les yeux indifférents du monde (mondialisation.ca) (13.02.13)
- "L'Algérie occupe une position centrale au Sahara." (mondialisation.ca) (13.01.13)
- L'Union européenne et Israël veulent fabriquer des drones de répression. (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Danger : la « pauvre province canadienne », l'Alberta à la recherche de fric. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Le nationalisme : Une maladie mentale ? (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Troisième partie) (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Mali : refuser la géopolitique du « moindre mal ». (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : Ingérence humanitaire ou nouveau sahelistan ? (Quatrième partie) (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Cinquième partie) (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : Des unités spéciales franco-américaines pour traquer les « têtes d'affiche. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Équateur, un résultat contondant qui ne résout pas les problèmes (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Quatre leçons à tirer des résultats des élections en Équateur (mondialisation.ca) (18.02.13)
- La Tunisie, laboratoire un vitro (mondialisation.ca) (17.02.13)
- L'avocat Alexis Deswaef : « Le gouvernement israélien a mis une autre valeur au-dessus de la démocratie, c'est l'état Juif » (michelcollon.info) (18.02.13)
- France. Le spectre des « casseurs » et des « extrémistes » hante Le Figaro. (acrimed.org) (18.02.13)

Avec le capitalisme et ses institutions qu'il nous faut abattre, c'est bien le combat contre l'ignorance des masses sur laquelle il s'appuie notre priorité. Ignorance qui s'étend à une très large frange du mouvement ouvrier pour ne pas dire davantage si j'en juge finalement par le peu d'audience que rencontre notre portail connu pourtant par des milliers et milliers de militants. Je comprends que des militants désespèrent ou lèvent le pied.

Vous me direz que cela ne prouve rien, d'accord, alors fournissez-moi les adresses des portails semblables qui traitent quotidiennement de toutes les questions d'actualité sans a priori ou tabou et qui vont au bout de leurs analyses sur le terrain de la révolution socialiste, je suis impatient de les découvrir, j'ajouterai, et qui font preuve de la même ouverture d'esprit ou ouvrent leur portail à une multitude d'intellectuels et formations politiques avec lesquels ils ne partagent pas forcément les idées.

Je me torture le cerveau pour essayer de comprendre ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car leur comportement va à l'encontre de l'objectif pour lequel ils prétendent combattre. Vous allez peut-être me reprocher de me répéter, mais c'est une obsession, je ne comprends pas cette espèce de mépris, de dogmatisme qui consiste à refuser de réfléchir au-delà à des questions qu'on n'a jamais abordées sous un certain angle comme si cela représentait un danger, mais lequel, qu'ont-ils à y perdre, pourquoi tiennent-ils tant que cela à sauver le capitalisme, car c'est bien de cela qu'il s'agit, leur incapacité de penser le monde au-delà de cet horizon borné, ils ne cessent d'en faire la démonstration.

On aura eu le droit à toutes les vieilles recettes utopiques jusqu'au plus grotesques qui n'ont jamais passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes, depuis l'éclatement de cette crise du capitalisme ils nous ont tout ressorti : Front populaire, Conseil national de la résistance, IVe République, 1789, Keynes, l'autogestion, Roosevelt, les élus, les démocrates, les républicains, la Commune le jour des chrysanthèmes car elle s'est soldée par une terrible défaite et j'en passe, mais bizarrement ils ont oublié le principal enseignement de la lutte de classe du prolétariat, son expérience consciente la plus élevée, la révolution russe de février et octobre 1917, de celle-là, ils ne veulent pas en entendre parler, ils la fuient comme la peste, à croire qu'ils haïssent tout ce qu'elle incarne, le marxisme, le socialisme.

Le constat est sans appel, hallucinant, si non ne l'avait pas sous les yeux on aurait du mal à le croire.

J'ai lu un article dont l'orientation était correcte en défense des syndicalistes de chez PSA, Goodyear et ailleurs violemment attaqués par les médias de la réaction, ils sont tout de même passés à côté de l'essentiel. Oui à un moment donné il fallait dire : dehors les actionnaires, nous vous exproprions sans rachat ni indemnité, c'est nous qui prenons le contrôle de l'entreprise, nous exigeons que les banques et le gouvernement se mettent à notre service pour assurer sa survie, nous sommes capables de la faire tourner demain comme hier ou aujourd'hui, elle est le produit de notre travail, les actionnaires n'ont jamais foutu les pieds dans un atelier, nous exigeons qu'ils remboursent les dividendes qui leur ont été octroyées les années précédentes, que leurs avoirs soient saisis par la justice, qu'ils soient jugés pour vol, etc.

Cela aurait eu l'avantage de pouvoir poser les questions suivantes : qui produit les richesses, qui doit exercer le contrôle de la distribution de ces richesses, à qui est l'argent dont disposent les banques, de quel gouvernement avons-nous besoin pour appliquer ce programme social, qui doit détenir le pouvoir politique, de quel Etat devons-nous nous doter pour que dans tout le pays les travailleurs prennent le contrôle des outils de travail, de l'économie, pour produire sur la base de nos besoins afin de pouvoir les satisfaire, éradiquer le chômage, la précarité, la pauvreté, et non plus pour engraisser une infime minorité de rentiers, de parasites, cyniques et avides de profit ?

Avez-vous entendu un seul parti ayant eu le courage de développer cette politique conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme, en rupture avec le capitalisme ?

Je ne prétends pas qu'il aurait été possible d'aller jusqu'au bout chez PSA,, Goodyear, etc., c'était impossible dans les conditions actuelles, mais ne serait-ce qu'ouvrir une telle perspective avec le retentissement qu'elle aurait eu au sein du mouvement ouvrier pour peu qu'on l'alimente par la suite, qu'on organise les travailleurs dans cette perspective aurait totalement modifié la situation politique, pour la première fois aurait été posée concrètement la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'en donner les moyens...

Oui mais pour cela il fallait aller à l'affrontement direct, violent, avec le patronat et l'Etat. Effectivement, et il se trouve qu'aucun parti n'en a eu le courage ou leurs militants n'y étaient réellement préparés. Il y en a qui pensent qu'on peut garder au chaud au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, et que le moment venu il suffira de le ressortir pour qu'on puisse réaliser ses tâches, or les choses ne sont jamais passées de cette manière-là dans le passé, c'est impossible. Ce qui est prouvé également, c'est que ceux qui n'osent pas le sortir en temps ordinaire, ne le sortiront pas davantage le jour où l'heure de l'affrontement entre les classes aura sonné, car ni eux ni leurs troupes n'y seront préparés théoriquement et politiquement, ils seront effrayés à l'idée d'un tel affrontement violent. On en reparlera.

En temps normal, quelqu'un qui se comporte comme un lâche ou un hypocrite, disons gratuitement ou sans que rien ni personne ne l'y oblige, trouvera toujours un bon prétexte quand la situation s'y prêtera pour l'être tout autant ou plus encore.

La suite demain, je suis lessivé.

Mardi après-midi 14h30 heure locale

[Propagande-manipulation. Grand dieu, serait-ce possible ?](#)

Comment procèdent-ils pour tromper la population ? Ils déplacent une question qui mériterait pour être traitée sérieusement qu'on se penche sur le passé ou le présent pour se tourner vers le futur. La manoeuvre consiste à la présenter sous une forme hypothétique, alors qu'elle a déjà franchi le stade du virtuel pour s'installer dans la réalité.

Leur objectif consiste à interdire à la population de saisir la réalité pour l'empêcher d'avoir une emprise sur elle ou de pouvoir en modifier le cours en agissant sur elle une fois qu'elle en aurait pris connaissance. C'est donc du domaine de la désinformation. Un exemple.

Alors qu'elle est déjà solidement installée, ils posent la question au futur :

- La guerre des monnaies aura-t-elle lieu?- Slate.fr

Les preuves qu'elle est déjà engagée :

- Le won coréen s'est apprécié de 30% depuis juillet face au yen,

- Le dollar thaïlandais de 18% (id)

- Le yuan chinois de 20%. (id)
- Toutes les monnaies d'Amérique latine (en dehors du Venezuela et de l'Argentine en déconfiture) ont été aspirées vers le haut de 20% à 30% par rapport au dollar depuis 2009.
- Au Japon, depuis l'arrivée au pouvoir fin décembre de Shinzo Abe, le yen a perdu 13% face au dollar. Il a reculé au total en six mois de 17% par rapport au dollar et de 25% face à l'euro.
- La livre sterling a cédé 3% en janvier 2013.
- Depuis 2002 le dollar a perdu 20%.
- Quant à l'euro, il a atteint 1,37 pour 1 dollar. (source : Slate.fr 18.02)

Et pendant ce temps-là, le représentant du cartel des banquiers de la Fed en Europe tempore :

- Mario Draghi minimise le risque de "*guerre des monnaies*" - Reuters

Alors que la Fed a distribué secrètement 7,77 mille milliards de dollars aux plus grandes banques américaine depuis 2008, en plus des quelque 2 ou 3 mille milliards qui leur ont été accordés officiellement par le gouvernement, sachant cela la question suivante sert à effacer, faire disparaître le passé :

- L'industrie de la finance est-elle devenue totalement incontrôlable ? - Atlantico.fr

Comment l'oligarchie financière annonce pour bientôt la fin de la partie et nous promet le chaos général porteur de guerre :

- Mario Draghi (BCE) souligne les risques d'une longue période de taux bas - AFP

Quand ils décideront de relever les taux d'intérêts, brusquement ou non, cela dépendra de leurs objectifs à court terme, s'ils estiment être suffisamment préparés pour en contrôler les conséquences sociales et politiques, ce qui est du domaine de l'hypothétique en réalité, les Etats qui pour financer leur dette passant par le marché verront celle-ci exploser, ils se trouveront dans l'obligation d'engager une politique d'austérité encore plus drastique et brutale que les précédentes, de supprimer comme en Grèce des centaines de milliers d'emplois de fonctionnaire, de tailler à la hache dans les budgets sociaux.

Que cache le discours sibyllin de l'homme de paille de Goldman Sachs ?

Pourquoi ce titre ? Parce qu'il dira à propos de la guerre des monnaies "*moins on en parle, mieux ce sera*". Il s'exprimait devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen à Bruxelles à l'occasion de leur dialogue trimestriel, appelant ses représentants à faire preuve de discipline envers l'oligarchie financière américaine. Au passage, un rappel à l'ordre à peine voilé adressé à Hollande.

- Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a souligné lundi les risques d'une longue période de taux directeurs bas, suggérant ainsi que l'institution ne compte pas les baisser encore davantage.

(Ils gèrent pour vous les "*risques*", donc vous pouvez investir les yeux fermés et dormir tranquille. - Ndlr)

- "*Les faibles taux d'intérêt risquent d'affecter la capacité des épargnants et des investisseurs à générer des rendements*", a reconnu M. Draghi.

(L'amalgame entre épargnants et investisseurs qui ne sont pas de même nature et n'ont pas forcément les mêmes intérêts à long terme n'avait rien d'anodin. - Ndlr)

- Mais d'un autre côté, "*en assurant la stabilité des prix, la politique monétaire a contribué à des conditions financières plus stables. C'est essentiel pour les épargnants et les investisseurs*", a-t-il ajouté.

(Les épargnants sont tributaires des taux en vigueur et éventuellement du rendement de leurs placements, tandis que les investisseurs disposent d'outils financiers pour spéculer et multiplier leurs sources de profit, ils se servent de certains placements réputés sûrs comme garantie ou effet de levier pour réaliser des profits par le biais de la titrisation. - Ndlr)

- Par ailleurs, des taux d'intérêt bas pendant une longue période, couplés à une abondance de liquidités, "*facilitent des prêts de refinancement à coûts très faibles*", ce qui peut conduire les banques à être moins prudentes dans la gestion du crédit et peut encourager la formation de bulles spéculatives, en particulier dans l'immobilier, a poursuivi M. Draghi.

(Comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font. On a voulu nous faire croire que la crise des subprimes avait été un accident ou le produit d'une malversation de quelques banquiers peu scrupuleux, alors qu'en réalité ils avaient prémédité leur coup et savaient pertinemment comment cela se terminerait, bien pour eux puisque ce sont les contribuables qui seront appelés à renflouer les banques par l'intermédiaire de l'Etat, leur Etat. - Ndlr)

- "*La politique de la BCE reste accommodante*", a-t-il souligné, une expression qui pour les analystes signifie que l'institution n'a pas l'intention de baisser davantage ses taux.

(C'est un euphémisme d'un cynisme dans fond. - Ndlr)

- Par ailleurs M. Draghi a rappelé qu'il trouvait "*très exagéré de parler de guerre des devises*", sur fond de craintes d'une appréciation trop forte de l'euro par rapport au dollar et au yen. L'euro est d'ailleurs "*proche de sa moyenne de long terme*", a-t-il précisé.

(Il a dit "*proche*" en se situant aux alentours de 1,35 euro pour 1 dollar, alors que certains économistes prédisent qu'il pourrait monter jusqu'à 1,45. Le président de la Fed n'aurait pas tenu un autre discours. - Ndlr)

- "*J'invite tout le monde à adopter une stricte discipline verbale (sur les taux de change, ndlr). Moins on en parle, mieux ce sera*" a plaidé M. Draghi.

(Message envoyé aux différents chefs d'Etat : fermez-là sinon on vous fait sauter ! - Ndlr)

- Il a reconnu que les cures de rigueur freinaient la croissance mais a jugé ces politiques "*inévitables*", notamment pour les pays de la région surendettés. "*Revenir sur ces politiques risquerait de faire perdre les bénéfices des sacrifices déjà réalisés*" a-t-il prévenu.

(Pour un peu il s'adresserait ici aux militants du mouvement ouvrier qui s'accommodent du capitalisme pour éviter aux travailleurs de nouveaux sacrifices en les encourageant à ne pas changer de voie. - Ndlr)

- Pour ne pas compromettre les perspectives de reprise économique, il a recommandé une consolidation budgétaire axée sur la réduction des dépenses publiques plutôt que sur des hausses d'impôts, qui se situent "*déjà à des niveaux très élevés*", selon lui.

(Le discours habituel des néo conservateurs américains et européens. - Ndlr) (AFP 18.02)

[Vaticanailerie](#)

C'est la décision qui devait laver l'honneur de la banque du Vatican. Ébranlée par une série de scandales et par le renvoi pour incompétence de son ancien président, l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) connaît depuis vendredi le nom de son nouveau dirigeant: Ernst von Freyberg, un aristocrate et industriel allemand.

Avocat réputé, financier de haut vol et chevalier de l'Ordre de Malte, Ernst von Freyberg est aussi le président du conseil d'administration des chantiers navals Blohm & Voss Shipyards, qui participent à la construction de bateaux de guerre.

Neuf mois après le renvoi de l'Italien Ettore Gotti Tedeschi pour incompétence, le Vatican voulait faire de la sélection du nouveau président de sa banque le symbole éclatant de sa rigueur. Pour être sûr de ne pas se tromper, le Vatican s'est même fait aider, grande première, par une agence internationale de chasseurs de têtes.

Certes, Blohm & Voss Shipyards doit encore honorer un dernier contrat militaire, de quatre frégates allemandes, mais une fois leur construction terminée l'entreprise se concentrera sur les bateaux civils, les yachts et les bateaux de croisière. L'activité militaire de Blohm & Voss aurait d'ailleurs été transférée à une autre entreprise allemande, ThyssenKrupp Marine Systems.

«*La doctrine Pacem in terris est sauvée. Tout est résolu*», a conclu en souriant le père Frederico Lombardi pendant un point de presse. Il reste maintenant à Ernst von Freyberg, qui n'a pas réagi à la polémique, à faire la preuve de son talent, en renforçant par exemple la politique vaticane de lutte contre le blanchiment d'argent, à laquelle un groupe d'experts européens a accordé un premier bon point il y a six mois. lefigaro.fr 18.02

En lisant la dernière phrase je me suis marré, car ils avouent qu'ils continuent "le blanchiment d'argent".

Commentaire d'internaute

1- *"Un dirigeant qui a financé des bateaux de guerre pour diriger une banque opaque au coeur d'un paradis fiscal construit au sein du siège sacré de l'Eglise catholique romaine et apostolique !*

Les guignols ont raisons : il est interdit de faire lire la bible au Pape, sinon tout s'écroule !"

2- *"S'ils se disputent au lieu de ne se consacrer qu'à l'élection du Pape, c'est que l'IOR ne recèle pas que de petites pièces! On a entendu de tout, la Mafia, l'argent sale, les exécutions, les procès, les Services Secrets US, le Majordome, les scandales. Le conspirationnisme est un euphémisme dans ce contexte!*

On ne va tout de même pas imaginer que le Pape a démissionné pour que les terminaoux du Vatican puissent recommencer leur opération financière, (lesquelles ?) avec la JP Morgan, quand même, où irait-on chercher tout cela? Le trésor du Vatican pour secret qu'il est, fait beaucoup trop de bruit!"

Situation en Tunisie

Les principaux partis politiques tunisiens n'ont pas réussi à s'accorder sur la formation d'un nouveau gouvernement d'experts après la tourmente provoquée par l'assassinat de Chokri Belaïd, a déclaré lundi le Premier ministre Hamadi Jebali.

"L'initiative d'un cabinet de technocrates n'a pas obtenu de consensus politique total (...) mais le travail se poursuit avec tous les partis pour former un gouvernement qui aura l'accord de la plupart des partis politiques", a déclaré Jebali lors d'une conférence de presse, après avoir rencontré les dirigeants des partis laïques et de son parti Ennahda.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré à Reuters qu'il était essentiel que les islamistes et les partis laïques partagent le pouvoir aujourd'hui et dans le futur. *"Tout gouvernement stable en Tunisie a besoin d'une coalition modérée composée d'islamistes et de laïques"*, a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'Ennahda pourrait accepter un compromis sur le contrôle de portefeuilles comme la Défense, les Affaires étrangères, la Justice et l'Intérieur. *"Nous sommes prêts à discuter de tous les ministères, y compris des ministères régaliens, dans un nouveau gouvernement de coalition."* Reuters 18.02

Les funérailles de Chokri Belaïd qui a mobilisé 1,4 million de Tunisiens selon le ministère de l'Intérieur, tandis qu'Ennahda n'était pas capable de mobiliser plus de 15.000 personnes lors d'une manifestation à Tunis le week-end dernier, montre clairement quel est le rapport de force en Tunisie, contre un Etat dirigé par des islamistes qu'ils soient catalogués modérés ou non, les Tunisiens dans leur immense majorité veulent un Etat démocratique et laïque.

Du coup, Ennahda, un pur produit made in Qatar, est obligé de revoir à la baisse ses prétentions pour ne pas être balayé, écarté du pouvoir...

Un complément.

1- Al Jazeera, Palme d'Or de la falsification journalistique !

Al Jazeera a été prise *"en flagrant délit de falsification d'images et de faits"* et n'a pas hésité à diffuser, entre autres, *"des sons à la gloire d'Ennahda et à la chute du régime de Ben Ali"* couvrant des images de la Cérémonie d'Enterrement de Chokri Belaïd où la foule ne fait, en vérité, que crier des slogans hostiles à Ennahda, à ses dirigeants, à ce même Qatar [par exemple, *"Tounes Tounes Horra Horra, wel Qatar ala barra !"* (Tunisie Tunisie libre et le Qatar dehors !)] ; peut-être que ceci explique cela !],... et appeler à la chute du Régime Islamiste. Quant au nombre de citoyens ayant assisté aux funérailles de Chokri Belaïd, Al Jazeera a tout fait pour le minimiser, soit par ses commentaires, soit par l'augmentation du coefficient d'agrandissement des images présentées qui *"décompactifie"* la foule et diminue le champ initial des images. legrandsoir.info 12.02

2- Nessma brandit un carton rouge au nez d'Al Jazeera et France24 lui dame le pion en Tunisie

Les records d'audience d'Al Jazeera en Tunisie appartiennent désormais au passé et la chaîne de désinformation au service du Qatar commence à battre de l'aile dans plusieurs pays qui découvrent son attitude biaisée et son art de propager l'agenda wahabite dans le monde arabe. De plus, l'arrogance du Qatar commence à générer un ras-le-bol qui se développe un peu partout dans le monde.

Ainsi, en Tunisie, France24 est en train de damer le pion à la chaîne du Qatar et devient le canal de prédilection pour les Tunisiens suivant les news en langue arabe. Un joli coup en train d'être opéré par l'audiovisuel international de l'Hexagone.

De plus, la couverture professionnelle de l'actualité tunisienne et le sérieux des journalistes sont en train de convaincre de plus en plus de Tunisiens, échaudés par le travail de sape effectué par *Al Jazeera* et sa myopie voire son aveuglement lorsque l'actualité ne va pas dans le sens qu'elle cherche à promouvoir. Le fait semble clair : alors que *France24* gagne des parts d'audience, *Al Jazeera* en perd parmi les téléspectateurs tunisiens. Des sondages en cours tendent d'ailleurs à le démontrer.

Sur un autre plan, Nessma vient de brandir un carton rouge à la face d'*Al Jazeera*. Dans un communiqué, la chaîne tunisienne dénonce l'emprunt d'images par le concurrent qatari et aussi l'emploi biaisé dont ces images des funérailles de Chokri Belaïd ont fait l'objet. Voici le texte plutôt vif du communiqué de Nessma :

- " Vendredi 8 février, jour des funérailles du regretté martyr défunt Chokri Belaïd, la chaîne Nessma a déployé des moyens exceptionnels afin d'offrir à ses téléspectateurs de tous bords une couverture médiatique inégalée en Tunisie, dont les images ont été exploitées par les télévisions du monde entier avec l'accord préalable de la chaîne Nessma.

C'est dans cette perspective, que Nessma tient à exprimer sa totale indignation face à l'utilisation de ses images des funérailles par la chaîne satellitaire qatarie " *Aljazeera* " , sans aucune autorisation préalable de sa part, et ce à des fins de manipulation médiatique et de désinformation.

Les images de Nessma ont été tronquées et mixées à des archives d'autres événements dans le but de simuler un direct et manipuler ainsi l'opinion publique.

Nessma déplore fortement qu'une chaîne de télévision comme *Aljazeera*, qui se proclame d'un haut niveau de professionnalisme, fasse preuve de si peu de rigueur et d'éthique, et prendra ainsi les mesures nécessaires afin de protéger ses droits " .

Comme on peut le voir, Nessma ne fait pas dans la dentelle. Les temps sont durs pour la chaîne qatarie dont le jeu trouble et l'identité intégriste ont fini par être dévoilés. Bas les masques, *Al Jazeera* n'est plus qu'un outil entre les mains d'un Etat et de sa propagande. Cela commence à se savoir et c'est tant mieux !

(Source : <http://www.webdo.tn/2013/02/11/nessma-brandit-un-carton-roug>)

3- Qu'y a-t-il de commun entre le Qatar et l'Oncle Sam, concernant Ennahdha ?

La chose dont on est certain, commune à l'Oncle Sam et le Qatar, c'est que les deux furent, à coup sûr (et le sont, probablement, encore), les deux principaux bailleurs de fonds du Parti Islamiste Tunisien Ennahdha au Pouvoir. L'Oncle Sam l'a reconnu, explicitement, dans la bouche de William Taylor, le Chargé de la Transition Démocratique dans les Pays du Printemps Arabe au sein du Département d'Etat Américain (qui, d'ailleurs était en visite, en Tunisie, la semaine dernière), qui a avoué, lors d'une interview parue le 31 janvier 2012 sur le quotidien en langue arabe *Assabah*, " *que Washington versait des sommes d'argent importantes au Parti Tunisien Ennahdha* ", en ajoutant " *que les relations entre l'Administration Américaine et le Parti Ennahdha date de plusieurs années, exactement depuis l'Administration Bush fils* ". legrandsoir.info 12.02

4- Ennahdha paye ses Manifestants !

D'après une Vidéo diffusée le lundi 11 février 2013, par la Chaîne Attounissia tv, le Parti Islamiste Ennahdha a payé des participants à la Manifestation qu'il a organisée, sur l'Avenue Habib Bourguiba à Tunis, le lendemain de l'enterrement de Chokri Belaïd, en soutien au Gouvernement Islamiste qui dirige le pays.

(Source : <http://www.tuniscope.com/index.php/article/21351/actualites/...>)

[Combat contre l'extrême droite version sioniste.](#)

Le lobby sionisme en action en France ou quand la bile haineuse sioniste se déverse à flot. De farouches ennemis de la démocratie, même un journal aussi consensuel que *Le Monde* est trop à gauche à leur goût.

France-Israël, il s'agit d'une organisation ultra réactionnaire et le terme est encore faible, car en consultant en diagonal sa page d'accueil j'ai pu constater qu'elle soutenait systématiquement les causes les plus pourries jusque dans les moindres recoins.

Par exemple en reprochant violemment à Hamon d'avoir "piétiné allègrement (la) présomption d'innocence" du saint patron de Spanghero qui finalement n'aurait commis qu'une malheureuse "négligence" sans importance car cette supercherie sur la nature du produit vendu "n'aura pas mis à mal la sécurité alimentaire proprement dite", mieux encore, il aurait rendu un fier service aux personnes flouées, car "il paraît en effet que le cheval servi en douce à des amateurs de bœuf était excellent".

Le 15 février, le patron de Spanghero, Barthélémy Aguerre, osera déclaré sur Europe 1 "*Je ne sais pas qui c'est, mais ce n'est forcément pas nous. Je suis sidéré. Je pense qu'on va faire la preuve de notre innocence*". Reuters 15.02

Le 16, donc le lendemain les enquêteurs de la DGCCRF récupéreront près de 1500 pages de factures dans l'usine de la société, à Castelnaudary, facture sur lesquelles figuraient le code "0205 0080", utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisamment d'éléments pour établir les faits de tromperie. (source : Lefigaro.fr 16.02)

Les faits sont donc établis, le patron de Spanghero a agit de la sorte délibérément, à moins que Goldnadel suggère qu'il ne saurait pas lire.

Le 18, donc deux jours plus tard, cet individu immonde ose écrire dans son blog de merde à propos de B. Hamon :

"Nul n'aura non plus remarqué les criantes contradictions du représentant de l'exécutif qui dans la première proposition affirme péremptoirement que Spanghero « savait », tandis que dans la seconde évoque des « négligences »."

En fait, B. Hamon vient à votre rescousse et celle de ce patron escroc, il devrait s'en féliciter !

Il s'attaque ensuite à la ministre de la Justice qui aurait commis un crime affreux en envisageant de dépénaliser certaines infractions qui seraient soumises à contraventions au lieu d'être traduites en justice, la ministre précisant en vain que : « *dépénaliser ne veut pas dire autoriser* ».

Suivait : Actualité juive - N° 1244 - Jeudi 14 février 2013

Lettre très ouverte au Président de la République par Gilles William Goldnadel - 14 février 2013.

Gilles William Goldnadel est le président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières . Il s'agit de pousser Hollande à inscrire le Hezbollah parmi les organisations terroristes, pour à terme justifier une attaque similaire à celle commis contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie et le Mali, sans oublier le Soudan et pour terminer l'Iran.

- Les autorités bulgares viennent de confirmer officiellement que le Hezbollah était l'instigateur de l'attentat meurtrier de Burgas dans lequel plusieurs citoyens Israéliens ont trouvé la mort. (...)

(Je vous renvoie à de précédentes causeries dans lesquels nous reproduisons les faits, et qui précisaient notamment que la décision de désigner le Hezbollah avait été prise à la hâte avant qu'une reconstitution ait lieu.

Dans la causerie du 15 figurait d'autres éléments intéressants, Terra Nova et l'American Jewish Committee tenant le même discours que Goldnadel ; dans celle du 6 février : en Bulgarie, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer de preuves irréfutables. Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. - Ndlr)

- La partie saine de son cerveau, incarnée par votre ministre de l'intérieur, a diagnostiqué l'antisionisme radical et l'islamisme violent comme les vecteurs principaux d'un antisémitisme qui n'est même plus nouveau et qui a ensanglanté Toulouse puis Sarcelles. Mais il existe à l'extrême gauche du même organe un lobe gravement atteint qui ne sait plus distinguer le bien du mal, l'interdit du licite. C'est paradoxalement votre ministre de la justice, qui, très récemment, a remis un prix ironiquement appelé « des droits de l'homme » à un proche d'une autre organisation, officiellement répertoriée comme terroriste celle-là, j'ai nommé le FPLP.

Ma franchise va devenir brutale, Monsieur le président, mais l'importance de l'événement m'y contraint : je considère que la gauche socialiste à laquelle vous appartenez a fait montre d'une complaisance irresponsable envers une extrême gauche qui a déteint sur une large partie de ses franges.

Mais comme rien n'est simple, votre camp peut s'honorer de compter dans ses rangs non seulement Manuel Valls que j'ai déjà nommé, mais encore Lionel Jospin qui, malgré l'hostilité générale de la droite, avait eu le courage physique et intellectuel, dans une université palestinienne, de désigner déjà le Hezbollah comme l'organisation terroriste qu'elle a toujours été.

Inversement, c'est un premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon qui se sera gravement compromis pour avoir rabroué mon amie Jeannette Bougrab lorsque celle-ci avait rappelé cette évidence qu'il n'existait pas d'islamisme modéré.

Vous êtes aujourd'hui au pied du mur : soit vous appelez un chat un chat et un terroriste un terroriste, soit vous capitulez devant l'ennemi actuellement le plus implacable du monde libre et civilisé. (...) Fin

L'islamiste ou plutôt le musulman, voilà l'ennemi déclaré des sionistes, normal il est sémite alors que les sionistes ne le sont pas et sont les pires antisémites.

Puis vient Jean-Luc Mélenchon au CSA à qui il est reproché d'avoir protesté contre le contenu d'un documentaire intitulé "*Robespierre, bourreau de Vendée ?*", par n'importe inséré entre le titre d'un article et son contenu dédié à n sondage "les Français préfèrent le FN", l'amalgame entre Mélenchon et Le Pen étant ici suggéré. Orduier.

Puis, c'est le tour de Thierry Lepaon (CGT) remis en place par Valls, le seul ministre qui ait grâce aux yeux de cette pourriture.

Puis, citant le portail Atlantico.fr : "*Gauche décomplexée : si Madame Taubira n'existait pas, la droite la plus cynique aurait dû l'inventer...*" (L'extrême droite n'a pas eu à inventer le sionisme, il existait avant lui et s'en est même très largement inspiré, tout comme les nazis pendant la seconde guerre mondiale qui leur rendront un fier service, on pourrait aussi ajouter les monarchies britannique et hollandaise... - Ndlr)

Puis, citant la même source : "*Inquiétudes sur l'islam : les commentateurs n'ont-ils vraiment aucune autre question à poser que celle d'un racisme supposé des Français ?*". (Les racistes étant les étrangers, c'est bien connu, le même discours que Le Pen, quelle étrange coïncidence. Ndlr)

Et encore, même source, il doit trier les titres les plus réactionnaires : "*Le combat contre le totalitarisme islamiste devra d'abord être gagné dans nos têtes.*" (Il doit falloir entendre par là, que toute sympathie envers le combat légitime du peuple palestinien doit être assimilé au totalitarisme et extrait de nos têtes. - Ndlr)

Puis en arrivant au 7 janvier on apprenait que cet individu infrequentable était en réalité chroniqueur pour Atlantico, d'où ces références à répétition dans son blog, plus haut il nous apprendra que dans ses fréquentations figurait "*mon cher Christophe Bourseiller*", un pseudo journaliste en réalité un falsificateur professionnel qui a produit une littérature nauséabonde sur le mouvement ouvrier, notamment FO et P. Lambert.

ACTUALITE EN TITRES

[Inévitable, imparable, la fatalité quoi.](#)

- La facture d'électricité devrait augmenter de 30 % d'ici à 2017 [LeMonde.fr](#)

[Qu'est-ce qu'on ferait pas avec un peu de bonne volonté ?](#)

- Volkswagen : le président limite son salaire à 14 M€ pour 2012 - [LeParisien.fr](#)

Vous voyez, ils sont raisonnables, on peut leur faire confiance, les patrons et les actionnaires sont des gens tout à fait capables de prendre leurs responsabilités... Tout de suite les solutions extrêmes, liquider le capitalisme, vous voyez qu'il est possible de le moraliser, de le réformer... Cela ne change absolument rien à la situation des millions de travailleurs pauvres, chut, il ne faut pas le dire, vous gêchez tout franchement !

- Les salariés de plus en plus touchés par le surendettement - [LePoint.fr](#)

Eux, en comparaison de ces patrons ils sont franchement irresponsables, ils n'ont que ce qu'ils méritent, ils en veulent toujours plus, c'est indécent à la fin...

[Quand l'Eglise oeuvre... à la guerre au nom de la compassion!](#)

- Le banquier du Vatican ne fabriquera plus d'armes Groult - [LeFigaro.fr](#)

Non, il continuera de financer leur fabrication et d'en tirer de juteux profits...

[Quand l'UE oeuvre... à la guerre au nom de la paix !](#)

- L'UE assouplit son embargo sur les armes en Syrie - LeMonde.fr

[Ils n'auront pas été longs à réagir.](#)

- Assad sûr de la victoire, appel à une enquête sur les crimes de guerre - Liberation.fr -

La réponse des Etats criminels de guerre.

- Des responsables syriens soupçonnés de crimes de guerre - Reuters -

- Syrie : le temps de la justice internationale - LeMonde.fr

- Syrie. "Il est temps de céder la place à la justice" - Le Nouvel Observateur

[Le gouvernement français complice des criminels de guerre.](#)

- Au Mali, l'armée française embarrassée par les bavures des militaires maliens - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Quand Aube Dorée veut faire le ménage

Les néonazis s'attaquent maintenant aux infirmières et aux patients étrangers.

Plus la Grèce s'enfonce dans la crise, moins le gouvernement de coalition a des réponses à donner et plus la misère s'étend. Les solutions "simples" commencent donc à s'imposer.

Ainsi, dans la ville de Tripoli, dans le Péloponnèse, les infirmières grecques, en butte, disent-elles, à une concurrence déloyale de la part des infirmières étrangères qui travaillent pour moitié moins cher et sans couverture sociale, ont fait appel à la branche locale d'Aube dorée pour régler le problème. C'est du moins ce qu'affirme le parti néonazi pour justifier l'inspection surprise que plusieurs de ses membres ont menée de nuit à l'hôpital de la ville, le Panarkadiko, la semaine dernière.

Selon plusieurs témoins, des hommes d'Aube dorée, vêtus des blouses noires du parti, ont fait irruption dans les chambres des malades, pour exiger de façon musclée la nationalité des infirmières qui se trouvaient au chevet des patients.

Le système médical en Grèce est tel qu'il faut toujours, en cas d'hospitalisation grave et surtout de nuit, une "apoklistiki" - littéralement, une infirmière exclusive - pour veiller sur le malade. Celles-ci sont affectées à un seul patient qui les paie directement, environ 40 à 70 € la nuit, le double le week-end. Il s'agit d'un marché lucratif que les infirmières des pays voisins ont commencé à occuper ces deux dernières décennies au grand dam de leurs collègues locales.

Ceci expliquant cela, la directrice de l'hôpital Panarkadiko, Eleni Siourouni, a fait front commun avec Aube dorée, expliquant dans une conférence de presse conjointe que, "sur la question des infirmières exclusives étrangères, la direction de l'hôpital a un but commun avec Aube dorée". Giorgos Pastamatakis, chirurgien et membre du conseil d'administration de l'hôpital, a dénoncé, avec le soutien de l'Ordre des médecins, la directrice de l'hôpital, accusée "d'être plus sensible aux revendications des infirmières qu'à la tranquillité des patients".

"Le problème de la concurrence des infirmières étrangères est réel", reconnaît-on, tant au ministère de la Santé qu'au conseil d'administration l'hôpital, "mais ce n'est pas un parti politique qui va le régler, et surtout pas Aube dorée". Vingt-quatre heures plus tard, la directrice de l'hôpital était suspendue par le ministre de la Santé.

Médecins du monde visé également

Qu'à cela ne tienne. Le lendemain, une quarantaine de membres d'Aube dorée ont mené une opération d'intimidation contre le dispensaire de Médecins du monde (MDM) à Pérama, dans la banlieue du Pirée, où sont soignés des migrants, mais surtout des Grecs très pauvres, démunis de tout.

Vêtus de leur éternelle blouse noire au nom du parti, ces activistes de la haine ont scandé des slogans orduriers et racistes contre MDM, accusé de soigner "*en priorité des étrangers et des migrants illégaux*". Selon Nikitas Kanakis, directeur du MDM en Grèce, "*c'est le dispensaire qui a été visé en tant que tel, car nous soignons tout le monde et nous recensons les agressions xénophobes lorsque des gens blessés viennent chez nous*".

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, venu début février en visite officielle en Grèce, avait dénoncé "*la menace spécifique que constitue Aube dorée*". Le secteur médical n'est pas le seul dans lequel les néonazis se proposent de faire le ménage. L'été dernier, des députés du parti avaient procédé à des vérifications violentes d'identité de petits revendeurs, saccageant leurs étals lorsqu'ils n'étaient pas, selon eux, en règle. Enfin, bizarrement, alors que tous les employés des pompes à essence étaient à 90 % étrangers, ils sont désormais, dans leur écrasante majorité, grecs.

Aube dorée ne fait peut-être que 10 à 14 % dans les sondages, et reste fermement le troisième parti du pays, mais, au quotidien, il se comporte en territoire conquis. Samedi dernier, ses sympathisants étaient plus de 10 000 à défiler au flambeau dans les rues d'Athènes.

Article publié sur lalibre.be le 13/02/2013, par Angélique Kourounis, correspondante à Athènes. Partagé sur okeanews avec l'autorisation de lalibre.be. (okeanews.fr 18.02)

2- Israël

L'agent présumé du Mossad mort dans une prison israélienne il y a deux ans avait été arrêté sur ordre de ses supérieurs qui le soupçonnaient d'avoir divulgué des informations sur son travail aux services de renseignement australiens, rapporte lundi l'Australian Broadcasting Corp (ABC).

Selon la chaîne de télévision publique, qui a révélé la semaine dernière sa mystérieuse histoire, Ben Zygier, cet australo-israélien mort à 34 ans, avait rencontré des agents de l'Australian Security Intelligence Organisation (ASIO) auxquels il a parlé de plusieurs missions des renseignements israéliens.

Le Mossad a appris l'existence de ces contacts et craignait qu'il ne divulgue des informations sur une opération majeure en Italie, dit ABC, ajoutant qu'au cours d'un de ses quatre voyages en Australie, il avait formulé une demande de visa italien.

ABC, qui cite des sources non identifiées, ajoute que Ben Zygier faisait partie d'un groupe de trois Australiens ayant changé d'identité et de passeport à plusieurs reprises dans le cadre de missions pour le compte du Mossad au Moyen-Orient et en Europe. Reuters 18.02

3- Afrique du Sud

La militante anti-apartheid Mamphela Ramphela a lancé lundi un nouveau parti politique en Afrique du Sud pour concurrencer l'ANC au pouvoir dont elle estime les dirigeants corrompus.

Invoquant Nelson Mandela et l'état d'esprit qui prévalait lors des premières élections au suffrage universel en 1994, Mamphela Ramphela, médecin et ancienne de la Banque mondiale, a déclaré que le rêve d'une nation "*arc-en-ciel*" était en train de mourir sous le pouvoir du Congrès national africain (ANC).

Le nouveau parti, qui participera aux élections l'an prochain, aura pour nom Agang, qui veut dire "*construisons*" en langue sotho.

Bien que le soutien politique dont bénéficie l'ANC ait reculé 19 ans après la fin de l'apartheid, le parti reste une machine politique très puissante et bénéficie d'une majorité de près des deux tiers au Parlement

Mamphela Ramphela, 65 ans, est très respectée par la majorité noire d'Afrique du Sud. Elle était une amie proche du célèbre militant anti-apartheid Steve Biko mort en prison en 1977. Elle-même a vécu en résidence surveillée pendant sept ans.

Plusieurs personnalités avaient quitté l'ANC en 2008 pour créer le Congrès du peuple (Cope) mais cette formation n'a pas réussi à percer lors des élections l'année suivante. Elle a depuis pratiquement imploré sous l'effet de luttes intestines. Reuters 18.02

4-Etats-Unis

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche à Washington pour exhorter Barack Obama à bloquer le projet d'oléoduc Keystone XL en rappelant au président américain son engagement à lutter contre le changement climatique.

Les organisateurs de l'événement ont estimé la foule à 35.000 personnes, ce qui en fait, selon eux, le plus grand rassemblement jamais organisé aux Etats-Unis sur les questions climatiques. La police n'a fourni aucune estimation du nombre de participants.

Les parlementaires américains exercent de fortes pressions sur Barack Obama pour qu'il approuve la construction de l'oléoduc Keystone, un projet de 5,3 milliards de dollars porté par la compagnie TransCanada Corp et destiné à acheminer du pétrole brut extrait des sables bitumineux de l'Alberta, au Canada, jusqu'aux raffineries et aux ports du Texas.

D'après ses promoteurs, cet oléoduc d'une capacité de 830.000 barils par jour favorisera l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord et permettra la création de milliers d'emplois aux Etats-Unis.

Ses détracteurs soulignent en revanche que le processus d'extraction des sables bitumineux est nettement plus consommateur en dioxyde de carbone et que le pétrole ainsi obtenu est encore plus polluant que le brut traditionnel.

Bill McKibben, l'un des principaux organisateurs de la manifestation de dimanche, a déclaré qu'autoriser ce projet reviendrait à allumer une "bombe à carbone" susceptible de provoquer des dégâts écologiques irréversibles.

"Pendant 25 ans, nos dirigeants ont fondamentalement ignoré la crise climatique et maintenant, les gens se réunissent en masse pour exiger qu'ils se mettent enfin au travail", a-t-il dit.

Le projet Keystone est un casse-tête politique pour Barack Obama, à tel point qu'il avait décidé en 2012 de repousser sa décision à ce sujet après l'élection présidentielle de novembre dernier lui ayant permis d'obtenir un second mandat à la Maison blanche.

La construction de cet oléoduc est approuvée par 69% des Américains interrogés, selon un sondage Harris Interactive, mais aussi par la branche BTP du syndicat AFL-CIO et par certains parlementaires démocrates.

Or, Barack Obama s'est engagé mardi dans son discours sur l'état de l'Union à oeuvrer contre le réchauffement climatique.

Seul élu du Congrès à s'exprimer lors de la manifestation de dimanche, Sheldon Whitehouse, sénateur démocrate de Rhode Island, a déclaré à Reuters que Barack Obama se heurterait à un "déficit de crédibilité" s'il approuvait le projet Keystone. Reuters 18.02

SOCIAL

1- France

1.1- Danone va supprimer 900 emplois.

Le groupe alimentaire a fait état mardi d'un chiffre d'affaires record en 2012, à 20,86 milliards d'euros. Toutefois, Danone a annoncé qu'il voulait supprimer 900 postes de cadres sur le Vieux Continent pour faire des économies.

Pour la première fois de son histoire, Danone a passé la barre des 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2012. Plus précisément, ses ventes se sont élevées à 20,86 milliards d'euros sur l'exercice, a annoncé le groupe mardi. Celles-ci s'affichent en progrès de 5,4% sur un an. Le groupe table sur une hausse similaire de son chiffre d'affaire en 2013, à hauteur de 5%.

L'an dernier, Danone a fait état d'un bénéfice net stable. Il s'élève à 1,81 milliard d'euros. Toutefois, le groupe agroalimentaire a vu sa marge opérationnelle courante baisser de 0,5 points. Et s'attend à un repli de 0,3 à 0,5 points pour 2013. La Tribune 19.02

1.2- Procès d'intention.

Des fidèles du cinéma d'art et d'essai de Montreuil se sont rassemblés, samedi matin, devant les portes closes de l'établissement. Tous se sont ensuite rendus à la conférence animée par l'équipe du Méliès désireuse de répondre point par point aux accusations dont elle fait l'objet.

La mairie de Montreuil, actuelle propriétaire du cinéma Méliès qu'elle subventionne à hauteur de 250.000 euros par an, a déposée plainte contre X, le 6 décembre dernier, par la maire Dominique Voynet (EELV) : détournement de fonds publics. L'élue

aurait été informée de l'existence d'une «*caisse noire*» au sein du cinéma, nourrie par un système de double billetterie lors de séances non commerciales. Le préjudice sur dix ans, selon la mairie, se chiffrerait à 143.000 euros de manque à gagner.

Stéphane Goudet, directeur artistique du Méliès depuis 2002, en conflit depuis plusieurs mois avec la municipalité, est tout particulièrement visé par cette plainte. Suspendu de ses fonctions depuis décembre, il est en cours de licenciement pour, notamment, «*manquement à l'obligation de réserve et non-dénonciation de pratiques comptables irrégulières*». La programmatrice et deux régisseuses, «*mutées dans l'intérêt du service*», sont également sur la sellette. L'équipe en place est donc en grève depuis déjà un mois. Mais garde le soutien de cinéastes réputés (Agnès Jaoui, Bertrand Tavernier, Matthieu Amalric...) et des habitués.

Marie, jeune employée en charge des séances scolaires, enchaîne: «*Sur la somme fantaisiste que le cinéma devrait à la ville, on nous réclame 8000 euros d'abonnements scolaires non encaissés. En fait, les parents ont l'année scolaire pour payer le forfait de 10 euros pour 5 films. Les 8000 euros manquants étaient simplement en attente de règlement.*» Quant au manque à gagner de 77.000 euros sur dix ans, du fait d'encaissement de séances spéciales - souvent des films amateurs, sans visa de distributeurs -, il est calculé sur une moyenne de 91,2 spectateurs par séance. «*Or, on tourne plus souvent autour de 30 spectateurs, surtout quand on projette un documentaire slovène sous-titré*», selon l'équipe en place.

Beaucoup évoquent des arrière-pensées politiques pour expliquer les accusations de la mairie. Un ancien programmeur de cinémas d'art et d'essai en banlieue parisienne suggère plutôt des raisons économiques. Déjà engagée dans le projet d'une future piscine écologique sur les hauts de Montreuil estimé à 15 millions d'euros, la mairie n'a pas forcément les moyens de financer aussi les salaires et l'entretien du tout nouveau cinéma Méliès de six salles qui doit ouvrir fin 2013 en centre-ville. Ce futur plus grand cinéma municipal d'art et d'essai de France pourrait, non pas coûter, mais rapporter une jolie somme à la ville, si l'un des deux groupes sur les rangs pour l' gérer à la place de la municipalité le prenait en concession. lefigaro.fr 18.02

2- Grèce

Grèce : appel à la grève des journalistes pour le 19 février

Une grève générale étant prévue en Grèce ce mercredi 20 février, les syndicats des journalistes des presses écrites et numériques, des photojournalistes, des imprimeurs, des radios et télévisions ont lancé un appel à la grève pour ce mardi. Les grèves des journalistes précèdent celles des autres syndicats afin de permettre aux journalistes de protester tout en étant disponible pour couvrir les événements le lendemain.

Ces appels à la grève sont en général très suivis.

Cela tombe plutôt mal pour le président français venu apporter son "soutien" au pays en proie à la récession. (oceanews.fr 18.02)

Hollande soutient la troïka et le gouvernement grec à sa botte et non les masses exploitées grecques.

3- Espagne

Des heurts entre manifestants et policiers ont éclaté lundi à l'aéroport de Madrid au premier jour d'une grève d'Iberia, très suivie, selon les syndicats, mais dont l'impact était limité par le service minimum.

Plusieurs milliers de salariés de la compagnie aérienne espagnole, qui protestent contre la suppression prévue de 3.800 emplois, ont tenté d'entrer en force, à la mi-journée, dans le terminal T4 de l'aéroport de Barajas, avant d'être repoussés par la police, a rapporté une journaliste de l'AFP.

Après plusieurs charges policières à coups de matraques, les grévistes sont finalement entrés dans le terminal, où ils ont poursuivi leur manifestation.

"*Le mouvement est suivi à près de 100%*", a affirmé José Carrillo, responsable du secteur aérien au syndicat Comisiones Obreras.

Les principaux syndicats d'Iberia ont appelé à trois séries de cinq jours de grève, du 18 au 22 février, du 4 au 8 mars et du 18 au 22 mars, afin de protester contre la suppression de 3.800 emplois, sur un total d'environ 20.000, annoncée par le groupe IAG dans le cadre d'un plan d'économies.

"*Parmi les salariés qui ne sont pas réquisitionnés pour le service minimum, pratiquement aucun ne travaille*", a souligné le syndicaliste, donnant l'exemple de l'aéroport madrilène où, selon lui, seuls trois travailleurs sur "*plusieurs centaines*" ne sont pas grévistes.

"Seuls partent les vols garantis dans le cadre du service minimum", a-t-il ajouté. AFP 18.02

ECONOMIE

1- Situation des pays de l'Europe de l'Est

Au début de l'année 2013, parmi les premiers, c'est l'Institut de Recherche WIIW à Vienne (The Vienna Institute for International Economic Studies) qui s'est penché sur la situation des pays de l'Europe de l'Est et estime qu'ils peuvent sortir de la crise. Il prévoit la baisse de l'activité économique uniquement en Slovaquie en raison de la crise du secteur bancaire. Les analystes autrichiens pensent que dans tous les autres pays de la région, le moteur de la croissance sera la consommation intérieure si les gouvernements atténuent leur politique économique très restrictive. Il souligne que la situation serait probablement identique en Allemagne.

Après la Slovaquie, c'est la Croatie qui devrait faire face à une chute plus importante, 1.8%. En Serbie, la performance de l'économie subirait une chute de 1.5%, en Hongrie, 1.3%, en République Tchèque, 1.2%, au Monténégro, 1%, en Bosnie-Herzégovine, 0.7%, en Macédoine, 0.6%. L'Institut autrichien compte sur une croissance de 2.8% en Slovaquie, 2.3% en Pologne, 1% en Roumanie et 0.7% en Bulgarie. (Source : privatbankar.hu 04/02/13)

A la fin du mois de janvier, indépendamment des analyses de l'Institut de Vienne, le quotidien économique hongrois, Napi Gazdaság, a consacré un article à la Slovaquie qui, il n'y a pas longtemps, était un pays florissant de la région. Le quotidien constate que le pays est au bord du gouffre en raison de la crise politique qui perdure dans le pays. Certes, la crise économique européenne a laissé ses empreintes sur son économie, mais la politique économique non adaptée a également produit son effet néfaste. Il semble que le gouvernement conservateur qui est au pouvoir depuis plus d'un an, n'arrive pas à corriger les erreurs du gouvernement précédent. La situation est aggravée par un combat politique intérieur grave qui rend hésitants les investisseurs. Parmi les pays de UE, la chute du PIB de la Slovaquie est la plus importante après la Grèce et le Portugal, 3.3% pendant le troisième trimestre de l'année dernière. C'est la deuxième grande vague de récession que la Slovaquie traverse. Les entreprises du pays sont parmi les plus endettées en Europe, le système bancaire aurait besoin d'une bouée de sauvetage dans les meilleurs délais. Selon l'avis de la plupart des analystes, le pays ne s'en sortira pas sans aide internationale, même si le chef d'Etat, Borut Pahor, l'a carrément refusé dans une interview accordée au Financial Times.

Les fonctionnaires sont les plus grands perdants des restrictions économiques. Ils expriment leur mécontentement, descendant dans les rues par centaines de milliers et font la grève généralisée. Le gouvernement de coalition doit consacrer son énergie au maintien de la coalition très fragile. Le parti le plus important a déjà annoncé sa sortie puisque le président du gouvernement, Janez Jansa, a oublié de déclarer plus de 200 000 euros. Jansa persiste et ne démissionne pas, même s'il est en minorité. Deux autres partis menacent également de quitter la coalition.

Selon Jansa, bien que la situation économique soit grave, les élections anticipées ne serviraient à rien parce qu'elles interrompraient la suite des réformes, ce qui équivaudrait à la faillite. En plus, elles ne garantiraient pas la formation d'un nouveau gouvernement stable. Dans ce contexte politique difficile, la réforme du système bancaire est sérieusement menacée, ce qui empêcherait l'adoption parlementaire de son plan de sauvetage à hauteur de 4 milliards d'euros.

Les élections anticipées semblent inévitables. Les incertitudes font déjà leurs effets directs : les intérêts des obligations d'Etat sont, pour la première fois, en dessous de 5%, la prime de risque des titres augmente, une nouvelle dégradation des agences de notation est attendue. Cette année, la Slovaquie devrait renouveler le remboursement de dette de 3 milliards euros. Elle est capable de le financer jusqu'au mois de juin, après elle devrait recourir à son plan de sauvetage. (Source : index.hu le 29/01/2013)

Que conclure?

Politique et économie peuvent ne pas faire bon ménage : le politique doit contenter les marchés financiers qui financent les Etats en Europe de l'Est mais il doit aussi satisfaire ses électeurs. La pression fiscale pour pouvoir combler les déficits est inévitable. Malheureusement, sans la confiance des ménages en l'avenir point de salut pour l'économie. On tourne un peu en rond : pas de confiance, pas de consommation, pas de croissance, pas de confiance, flambée des dettes...

En Europe de l'Est, si les politiques et l'économie sont sous pression, il serait temps que les marchés lâche de lest à l'Est. agafi.
fr 14.02

2- Bolivie

La Bolivie va nationaliser une filiale locale du groupe espagnol Abertis qui gère les trois principaux aéroports du pays, a annoncé lundi le président Evo Morales.

"*Je veux que le peuple bolivien sache*", a déclaré Evo Morales dans une allocution télévisée, accusant l'entreprise Sabsa d'avoir réalisé "*un profit exorbitant à partir d'un investissement dérisoire*".

"*Pour cela et d'autres raisons, nous avons été obligés de prendre cette décision. Nous aurions pu le faire il y a quelques années déjà mais nous avons patienté à cause de nos relations diplomatiques avec certains pays.*"

"*Il est évident que ce genre de décision, une expropriation qui court-circuite les procédures habituelles et ne respecte pas le principe de compensation (...), aura des conséquences au niveau des relations bilatérales*", a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Garcia-Margallo, à des journalistes à Madrid.

Sabsa - acronyme de Services des aéroports boliviens S.A. - avait obtenu en 1997 la concession pour la gestion des trois aéroports. Elle a été acquise en 2004 par Abertis, groupe espagnol spécialisé dans les infrastructures et les services aux collectivités.

Evo Morales a précisé qu'un audit indépendant serait mené pour déterminer le niveau de compensation d'Abertis. Quel qu'il soit, le niveau de l'endettement en sera déduit.

Il a ajouté que le gouvernement avait vainement négocié pendant des mois un nouveau programme d'investissements de Sabsa qui aurait porté sur environ 56 millions de dollars (42 millions d'euros).

Le 6 février, le ministre bolivien des Travaux publics avait indiqué que Sabsa projetait pour 36 millions d'investissements sur neuf ans, un montant qu'il a jugé très insuffisant.

Les responsables de Sabsa ont fait valoir dans les médias que le groupe avait arrêté ses investissements ces cinq dernières années à cause d'un gel des tarifs en vigueur depuis 2001 et du fait des risques de nationalisation du secteur. Reuters 18.02

[Haut de page ↗](#)

Le 20 février

CAUSERIE

Rédigé mardi soir.

Ceci expliquerait-il cela ?

Outre l'engouement pour le mojito, l'étude réalisée par CGA-Nielsen auprès de plus de 2500 établissements et 1000 Français âgés de 18 à 60 ans, note la démocratisation et la pérennisation de la consommation de cocktails en général: 3 Français sur 4 en consomment et notamment les jeunes. Le cocktail est "*sorti des hôtels 4-5 étoiles auxquels on avait l'habitude de l'associer un peu trop systématiquement*", estime l'étude. "*Le dynamisme des ouvertures de bars à cocktails dans les grandes villes a certainement servi d'appel d'air pour le reste de la profession*", note M. Kuentz, responsable France de CGA-Nielsen cité dans le communiqué.

Selon l'étude, la barrière à la consommation reste le prix: 8,40 euros en moyenne pour un cocktail avec alcool... Les prix sont toutefois très variables, s'établissant entre 4 et 30 euros selon le type d'établissement, indique Nielsen qui constate une montée en gamme de la qualité des cocktails réalisés. lefigaro 18.02

8,40 euro, c'est plus cher que le litre de vodka Smirnoff, ici en Inde, c'est hyper cher, une ruine. Y aurait-il autant de gens pas vraiment dans le besoin ou qui ont un niveau de vie très confortable en France ? Ce n'est pas la première fois que je pose cette question, qui bizarrement est toujours restée sans réponse. Quelque chose me dit que la situation n'est pas vraiment la même en Grèce ou au Portugal par exemple, non ?

Au fait, ce mardi soir exceptionnellement je suis sorti faire des courses après manger, pas loin, à cinq minutes de chez moi en moto, car je venais d'apprendre aux infos que demain matin débiterait une grève générale de deux jours contre la hausse des prix. Ce n'est pas en France non plus que cela arriverait, n'est-ce pas ?

Décidément on ne vit pas vraiment dans le même monde et je ne suis pas sûr qu'on mène le même combat politique, je m'adresse à ceux qui s'accommodent du capitalisme ou qui ont abandonné le combat pour la révolution socialiste, cela revient au même finalement.

Oui, je sais, c'est plus dur à avaler qu'un cocktail à 8,40 euros, ce n'est pas le genre de scrupules qui embarrassent nos dirigeants, je parle en règle générale, ils se reconnaîtront eux aussi, j'ai l'art consommé de me faire des amis et j'y tiens, c'est un principe non négociable de dire ce qu'on pense, cela plaît ou non, on s'en tape. Vous savez pourquoi, regardez donc autour de vous ce que sont devenus ceux qui ont marchandé leurs idées au fil du temps, ils sont morts politiquement, ce sont des zombies dorénavant incapables de prononcer les mots socialisme ou révolution sans être pris de terribles convulsions.

Ici en Inde, c'est le pinard qui est à ce prix-là, c'est la raison pour laquelle je n'en bois que trois ou quatre fois par an, alors que je pourrais très bien me permettre d'en acheter une bouteille tous les deux jours, j'ai les moyens, mais ce serait indécent, du gaspillage, avec la bouteille de vodka je fais environ 15 cocktails, elle dure la semaine, alors que la bouteille de pinard serait vide au bout de deux jours, et puis la vodka cela me fait penser à la Russie de Lénine, non, là je déconne, dommage qu'il manque le caviar, je déconne encore.

J'en ai goûté un jour et j'ai trouvé cela dégueulasse, des tartines pleines, à gogo, et le meilleur encore, c'était gratos accompagné d'une Smirnoff quasi congelée, autant dire qu'avant d'entamer le premier plat on était tous à moitié déchiré, attention que des gens bien chez Gérard, mon employeur qui tenait un magasin de photo et réalisait parfois des reportages pour des entreprises, Air Lanka je me souviens.

Je n'étais pas cher payé mais j'étais bien nourri, il adorait la bonne bouffe et tous les midis il me payait le resto libanais, japonais, grec, turc, antillais, mexicain, indien, etc. tous les jours il changeait d'adresse, on bouffait à la carte, "*va-y choisis ce que tu veux, je m'occupe du liquide*", le pinard et l'addition. Je l'avais connu en réparant au noir son copieur, à deux pas de la place de la République à Paris. Et puis de mon côté, en amateur j'étais passionné de photo, on avait un point commun, lui c'était le niveau au-dessus. C'était un chic type, j'étais encore jeune et lui il prenait sa retraite, j'ai fait la fermeture de sa boutique, je bossais au noir évidemment. Un bon souvenir quoi.

C'est marrant, depuis des années déjà c'est à croire que les bons souvenirs sont plutôt du domaine du passé et que le futur ne se présente pas vraiment sous un angle avantageux, je dois vieillir il faut croire ; et puis dans mon trou en Inde, si je n'avais pas mon activité politique je serais vite asphyxié. Je n'en tire aucune satisfaction et je n'en attends rien, et ce ne sont pas non plus les nouvelles du vieux monde qui tombent tous les matins qui vont me procurer un peu de bonheur, ce serait plutôt le contraire, si je n'avais pas la conviction qu'on finira tout de même par s'en sortir, du merdier dans lequel on est ou la situation politique en apparence inextricable dans laquelle nous nous trouvons, combiné au capital que je me suis constitué au fil du temps, cet état de conscience ou de lucidité qui telle une flamme au fond de la mine ne s'éteint jamais sauf avec notre dernier souffle, je serais profondément désespéré et malheureux, mais tel n'est pas le cas.

Cela dit, je vais être obligé de réduire mon activité politique, car ma santé décline. Je ne peux plus rester de 6 ou 7h du matin à 23h ou plus assis devant l'écran. Je fume trop, je ne marche pas assez, je tousse comme un malade, j'ai grossi, mes yeux sont très fatigués, j'ai tout sacrifié pour développer le site et le maintenir à un bon niveau, mais là je ne peux plus continuer, surtout que personne n'a voulu me donner un coup de main.

J'ai lu sur un portail qui ne paie pas de mine franchement, dans lequel on trouve cent fois moins de documents et d'analyses que dans le mien, on en a fait le tour en trente secondes c'est pour dire, qu'ils ont lancé une souscription de 40 000 euros et qu'ils en ont déjà récolté 10 000 euros. Je me suis demandé comment c'était possible alors que je n'ai pas été foutu de récolter 10 euros avec le mal de chien que je me donne pour actualiser le site quotidiennement. Mais eux n'ont pas le défaut de parler d'eux-mêmes, de provoquer leurs lecteurs pour les faire réfléchir davantage, on n'a pas la même conception du monde non plus, ni les mêmes exigences, moi je place la barre très haut, là où se situe mon idéal, je combats la médiocrité, je l'empêche de dormir en paix, et cela très peu l'apprécient ou sont capables de le comprendre.

Je vais supprimer plusieurs rubriques à commencer par les infos en bref, on gardera uniquement les actualités en titres et les actualités du jour. Je verrai par la suite si je dois encore réduire la voilure, après tout mon boulot s'avère si ingrat que je n'ai de compte à rendre à personne, je ne dois rien à personne et c'est mieux ainsi. Je dois dormir davantage, marcher, oui marcher, bouger, cela peut vous sembler étrange, mais avec le boulot que je me tape je n'ai le temps à rien d'autre. Là je ne perds pas mon temps, je vous explique pourquoi je vais lever le pied, d'ailleurs il se fait tard et j'arrête là.

Je me dis qu'il ne sert à rien de vouloir forcer le destin, si la situation évolue dans la bonne direction tant mieux, sinon on fera avec aussi en attendant des jours meilleurs voilà tout, je me suis cassé la tête pour apparemment pas grand chose jusqu'à présent, j'en tire les leçons, sans rien changer évidemment. Chokri Belaïd n'est pas mort pour rien. On va essayer de faire mieux autrement.

Mercredi après-midi, je reviens sur ce que j'ai écrit d'un trait hier soir. Au lieu de moins bosser la semaine, je devrais peut-être plutôt l'accorder deux jours de repos pas semaine, le problème c'est que je ne suis pas foutu d'arrêter. Je vais encore y réfléchir.

[Une bonne et une mauvaise nouvelle](#)

La bonne

Les immatriculations de voitures neuves dans l'Union européenne ont connu leur plus mauvais début d'année depuis 1990, en affichant en janvier un nouveau recul de 8,6% sur un an, à 885.159 unités, a annoncé mardi l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA).

La situation reste toutefois contrastée selon les pays avec, pour les principaux marchés, une forte progression au Royaume Uni (+11,5%), mais un recul en Italie (-17,6%), en France (-15,1%), en Espagne (-9,6%) et en Allemagne (-8,6%). lefigaro. fr 19.02

Sur fond d'austérité et de chômage de masse, la machine capitaliste se grippe, c'est une bonne nouvelle. Nous souhaitons l'effondrement du capitalisme, condition objective indispensable à réunir pour espérer pouvoir le liquider.

La mauvaise

Pour la deuxième année consécutive, le marché de l'électroménager publie des résultats stables. Les ventes s'élèvent à près de 15 millions de gros appareils électroménagers et 42 millions de petits appareils pour un chiffre d'affaires de plus de 7,6 milliards en progression de 0,4 % en 2012. "*Ces chiffres sont la preuve d'un secteur solide porté par l'innovation*", commente le Groupement interprofessionnel des fabricants d'équipement ménager (Gifam).

Le petit électroménager, de son côté, progresse de 0,8 % en valeur, après une croissance de 2,3 % en 2011 et de 5 % en 2010. A noter que les appareils inspirés du monde professionnel séduisent les Français, que ce soit dans l'univers de la cuisine (robots café, kitchen machines, etc.), du repassage (centrales vapeur, tables actives, etc.) ou de la salle de bains (sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc.). lefigaro. fr 19.02

A croire que la barbarie a pris pied jusque dans chaque pièce de votre habitation : robots café, kitchen machines, centrales vapeur, tables actives, sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc. j'ignore même à quoi se rapportent tous ces trucs inutiles.

J'emploie toujours la machine à café que j'avais achetée lors de mon retour en France en 1992, elle remplit toujours le même office et j'en suis satisfait, je n'ai pas du tout l'intention d'en changer.

C'est là qu'on se rend compte du niveau d'inconscience des masses, que la majorité de la population s'est embourgeoisée, pour paraphraser Engels, à un point tel qu'au lieu de combattre son ignorance, elles s'y complaisent, pour le plus grand malheur des masses les plus déshéritées dont finalement tout le monde se fout. Personnellement, j'aurais honte de vivre de la sorte, plus encore en Inde.

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites-vous à cette idée.

Sur RFI, l'ancien ministre UMP Benoist Apparu a estimé qu'il fallait "*assumer*" une dégradation des "*services publics à la française*", en raison de la crise.

"*Tant que nous n'accepterons pas d'avoir un moins bon service tout simplement parce que nous n'avons pas les moyens de le payer, on ne pourra pas s'en sortir*", selon l'élU UMP. AFP 19.02

L'art de quoi ?

- La politique n'est elle que l'art de faire grandir le désir? - L'Express.fr

Ayons en mémoire, qu'au-delà de la production de la plus-value la machine capitaliste repose sur la consommation (sans laquelle le cycle du procès de production demeure inachevé), sur la création de nouveaux produits devant correspondre à de nouveaux besoins qu'elle crée elle-même si nécessaire, car ne correspondant pas forcément à un réel besoin exprimé par la population.

La publicité a pour vocation de faire naître un désir ou un besoin chez le consommateur potentiel pour lui forcer la main ou le pousser à acquérir un produit dont il pourrait très bien se passer par ailleurs ou superflu.

Ainsi de nos jours, la politique doit être assimilée à une opération de marketing réalisée pour le compte des multinationales, pour

un peu c'est à cela qu'elle se réduirait. C'est dans cette catégorie que je classerai le titre de l'Express.

Autrement, la politique, les partis institutionnels composés d'affairistes ou de philistins corrompus ou sans scrupule, ceux qui à l'extérieur vouent un culte à la légalité et en sont leurs complices, en donnent une image détestable pour en détourner les travailleurs.

Ainsi, la politique au lieu d'être un outil pour aider les masses à comprendre comment fonctionne la société pour lutter pour leur émancipation, serait plutôt l'art de rabaisser le citoyen à un être vil et individualiste, vulgairement matérialiste, inconscient, aveugle ou ignorant, il l'est déjà et il doit le rester.

La politique est plus accessible que l'économie, elle devrait servir d'apprentissage ou d'expérience pour aborder par la suite plus aisément l'économie à laquelle ramène la plupart des décisions politiques. Vaut mieux que les masses demeurent dans leur ignorance, et que la classe ou les couches moyennes continuent de prendre leurs désirs pour la réalité...

PS. Numéro d'illusionnistes. Les racleurs qui roulent pour le régime.

Alors que le fossé ne cesse de se creuser entre François Hollande, qui assume une ligne sociale-libérale, et les classes populaires, les socialistes de la Gauche populaire accélèrent leur offensive. Créé à l'automne dernier, ce mouvement coordonné par deux députés, Laurent Baumel et Philippe Doucet, et le conseiller régional d'Ile-de-France François Kalfon présente mercredi son manifeste, de même que la liste des signataires. D'abord composé d'une poignée d'élus et de chercheurs, il compterait désormais une vingtaine de parlementaires. *«C'est chez les classes populaires et les classes moyennes en décrochage que la perte de popularité de l'exécutif a été la plus forte depuis mai, note François Kalfon. Nous voulons inciter le pouvoir à infléchir sa politique pour satisfaire notre base sociale et électorale.»*

Ils écrivent dans leur *«Manifeste pour une gauche populaire»* : *«Il faut à la fois faire les réformes structurelles et douloureuses, des économies, et donner des preuves à notre électorat sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Les ouvriers et les employés ont déjà le sentiment d'un taux d'effort important, à la limite du soutenable.»*

Pour ces trois élus, la gauche doit se débarrasser de ses *«totems»* de ses *«conforts intellectuels»*. *«Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille. Au fond, gauche populaire, c'est un pléonasme. Mais on est obligés de le rappeler»*, poursuit Kalfon.

Les tenants d'une réconciliation du PS avec les classes populaires s'opposent au think-tank Terra Nova, auteur d'une note publiée en mai 2011 intitulée *«Gauche: quelle majorité électorale pour 2012?»*. Ce texte concluait à une mutation de l'électorat de gauche et au déclin de la *«coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière»*. Il préconisait de cibler d'autres catégories, censées être acquises à la gauche, pour gagner la présidentielle: les diplômés et les *«bobos»* urbains, les jeunes, les minorités, les femmes.

«Non seulement on ne gagnera pas avec cette coalition mais ça ne correspond pas à l'identité de la gauche», analyse Philippe Doucet. Les trois socialistes estiment au contraire que les élections nationales se jouent sur le *«corps central de la société»*, soit ces *«couches péri-urbaines, qui ne se font pas remarquer»* sensibles à la valeur travail, à l'autorité républicaine et au redressement productif. lefigaro.fr 19.02

"Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille", une escroquerie puisqu'il est totalement étranger à la classe ouvrière, il fait partie de ses ennemis pour en avoir fait la démonstration pendant près d'un siècle. D'ailleurs il en fait une nouvelle fois la démonstration ici, car il sait très bien *"pour qui il travaille"*, pour quelle classe, vous aurez deviné immédiatement laquelle, par celle qui devra supporter des *"réformes structurelles et douloureuses, des économies"*, la nôtre, pas celle que représente le PS puisque c'est lui qui met en oeuvre cette politique antisociale tournée contre les travailleurs au profit des capitalistes.

Ils se torturent l'esprit dans la perspective des prochaines *"élections nationales"*, en 2014, il n'y a que cela qui les intéresse, on retrouve cet argument systématiquement dans chacun de leur discours. Qu'ils s'accommodent du think-tank ultra réactionnaire et sioniste Terra Nova (voir les causeries des jours précédents), en dit long sur les véritables intentions de cette vermine dite de gauche. Passons, nous perdons notre temps.

Pour 300 euros d'économie "par voiture produite en France"... mais pas seulement.

Renault a bouclé mardi la *"réunion de la dernière chance"* pour convaincre sur son projet d'accord de compétitivité, la parole revenant désormais aux syndicats qui se prononceront dans les prochaines semaines.

Ce projet d'accord, potassé de longue date par la direction et discuté avec les syndicats depuis l'automne, *"permettra de doter Renault d'un socle solide et durable pour ses activités industrielles, ingénieries et tertiaires en France"*, a assuré Gérard Leclercq, direction des opérations France, en échange d'efforts consentis par les salariés.

"Si nous arrivons à un accord, la mise en oeuvre des mesures proposées nous fera gagner environ 300 euros par voiture produite en France", dit-il.

Alors que le texte du projet doit être remis mercredi aux syndicats, avant une signature éventuelle dans les prochaines semaines, la direction a réitéré mardi ses engagements en cas de réussite de l'accord: aucune fermeture d'usines en France, 8.260 suppressions de postes d'ici 2016 (7.500 suppressions d'emplois nettes) sans recourir à un plan social ni à un plan de départs volontaires, attribution à des usines françaises de 80.000 véhicules supplémentaires venant de partenaires (qui pourraient être Nissan et Daimler), maintien des activités coeur de métier (ingénierie et tertiaires) en France.

La direction s'est engagée, en cas d'accord, à "assurer un niveau de production minimum de 710.000 véhicules par an à l'horizon 2016, dont 110.000 à l'usine de Flins, qui bénéficierait de la localisation de versions de Clio IV à forte valeur ajoutée".

Le projet d'accord complet sera présenté mercredi aux syndicats. Le texte devrait ensuite être présenté pour consultation au comité central d'entreprise et dans les comités d'entreprise des filiales concernées (à la mi-mars, selon une source syndicale), "préalable à la signature entre les organisations syndicales et le président du groupe Renault, Carlos Ghosn", a indiqué la direction, selon qui "cette signature pourrait intervenir dans les prochaines semaines".

Sous la pression de syndicats qui exigeaient des engagements écrits sur les volumes de production, la direction avait indiqué que des productions de versions conduite à droite de Clio IV actuellement assurées par le site de Bursa (Turquie) seraient rapatriées et qu'une partie de la production assurée par le site de Caccia au Portugal, serait transférée à Cléon.

Après avoir également accepté que le déplacement de salariés d'un site à un autre se fasse uniquement sur la base du volontariat, la direction est revenue mardi sur certains points de la politique salariale. Elle a ainsi renvoyé aux négociations annuelles la question des augmentations salariales pour 2014 et 2015.

La semaine dernière, alors que les négociations peinaient à trouver une issue favorable, le PDG de Renault, Carlos Ghosn, avait proposé de différer à fin 2016 le paiement de 30% de la part variable de sa rémunération de l'an passé, en cas d'accord (en 2011, la part variable de son salaire était de 1,59 million d'euros et la part fixe de 1,23 million). "Il ne s'est pas engagé sur plusieurs années, alors on ne voit pas pourquoi les salariés devraient en faire autant", a relevé Dominique Chauvin, délégué central CFE-CGC.

Comme FO, le syndicat de cadre (majoritaire dans le groupe) ne s'est pas engagé mardi, voulant sonder les équipes, et faire étudier le texte de projet d'accord par des juristes avant de se prononcer.

La CGT a appelé les salariés à "exprimer leur point de vue". Dans un communiqué, la centrale dénonce cet accord, qu'elle qualifie de "nouvelle régression sociale", ainsi que "la délocalisation et externalisation des métiers déclarés non coeur de métier à l'ingénierie avec 2.500 suppressions dans l'ingénierie de Renault. Il n'existe donc aucune contrepartie aux reculs sociaux imposés par cet accord", estime la CGT.

La CFDT a jugé de son côté dans un communiqué le projet d'accord "globalement équilibré", le syndicat précisant qu'il arrêterait sa position sur la signature "après consultation de ses équipes".

Pour être validé, l'accord doit être signé par au moins deux syndicats représentant 30% des salariés. La CFE-CGC dispose de 29,7% des voix des salariés devant la CGT (25,2%), la CFDT (19,1%) et FO (15,6%). AFP 19.02

Soyons lucide. Pour que la CFE-CGC soit le premier syndicat chez Renault avec 29,7% des voix des salariés et que la CFDT en obtiennent 19,1%, soit à eux deux 49, 88% cela confirme que nous sommes bien en présence de l'aristocratie ouvrière. Bénéficiaire de rémunérations et d'avantages sociaux (conventions collectives, CE, etc.) largement supérieurs à ceux de la classe ouvrière et qui leur permettent d'avoir un niveau de vie relativement confortable, comme dans toutes les grandes entreprises, n'étant pas menacés par des licenciements, ils ne sont pas vraiment poussés à devenir de farouches révolutionnaires.

S'ils se mobilisaient contre cet accord, on les soutiendrait.

[Si c'est pour faire des économies pour le compte des actionnaires...](#)

Tout va bien...

Pour la première fois de l'histoire du groupe, les ventes ont dépassé l'an dernier la barre des 20 milliards d'euros (20,86 milliards EUR), en hausse de 5,4% sur un an. Le groupe a réalisé un bénéfice net 2012 quasi stable à 1,8 milliard d'euros, mais sa marge opérationnelle courante s'est inscrite en baisse de 0,5 point et devrait continuer à reculer en 2013.

... la preuve...

Le titre Danone gagnait près de 5% ce matin à la Bourse de Paris.

... si l'on veut.

Le groupe agroalimentaire a annoncé mardi son intention de supprimer "environ 900 postes managériaux et administratifs", soit 10% de ses effectifs cadres en Europe, dans le cadre de son plan d'économies de 200 millions d'euros sur deux ans dévoilé en décembre.

Ce plan, qui vise à faire face à la baisse de consommation sur le Vieux continent, sera présenté aux organisations syndicales à compter de ce mardi. Il privilégiera "*la mobilité interne et des départs volontaires*", précise Danone dans un communiqué. AFP 19.02

ACTUALITE EN TITRES

[Si ce sont eux qui disent que Hollande est pire Sarkozy...](#)

- Adhésion à l'UE: la Turquie satisfaite du "*début de changement*" de la France - L'Express.fr

[Non, sans blague, en voilà une découverte !](#)

- Pesticides: dangers pour les ouvriers viticoles et pour les riverains - L'Express.fr

[Individualisme exacerbé. Une histoire de grues. Que dire des mères-grues !](#)

- Divorce: furieuses, les féministes s'insurgent contre les "*pères-grues*" - AFP

- Derrière le droit des pères, le masculinisme - Slate.fr

- Droits des pères: "*Serge Charnay me donne la nausée*" - L'Express.fr

Le Grand Robert. Grue : prostituée, putain. Du régime !

Leur société engendre une multitude de drames familiaux dont les pères, les mères et les enfants sont finalement les victimes innocentes. Au lieu de faire preuve d'un minimum de discernement pour en atténuer les conséquences ou mieux pour les éviter, certains s'emploient à en manipuler les différents acteurs pour mieux les dresser les uns contre les autres au détriment de leurs intérêts respectifs et ceux de leurs enfants.

Je suis passé par un divorce (forcé) et la séparation de ma fille que j'adore toujours, comme sa mère d'ailleurs, Ce fut très douloureux, ce fut un déchirement, je ne m'en suis jamais vraiment remis. Mais bon, j'ai mis cela sur le compte de cette société pourrie et non sur le dos de mon ex-compagne. D'ailleurs c'est bien simple, elles font partie de mes lectrices et elles vont sans doute lire ces lignes, elles savent aussi combien elles me manquent. C'était il y a 23 ans et je pense à elles tous les jours depuis, comme quoi je ne suis pas rancunier ou un sale con. Mon bonheur c'est de les savoir heureuses, le reste passe au second plan.

On vit dans une société où l'immense majorité de la population vit dans une profonde ignorance, a été maintenue volontairement dans cet état-là pour mieux la soumettre, donc exigez d'elle qu'elle fasse la part des choses, c'est indécent, c'est exigez l'impossible pour finalement s'attaquer aveuglément et injustement à l'une ou l'autre de ces couches qui partagent au moins une chose, le même malheur ou les mêmes souffrances, pendant ce temps-là les tenants du régime comptent les points et se frottent les mains, au moins ils sont épargnés.

[Ne serait-ce pas contraire à la réglementation des affameurs de l'UE ?](#)

- Les associations d'aide alimentaire prêtes à récupérer les plats à la viande de cheval - Liberation.fr

[Il n'y a pas de petits profits !](#)

- Les pizzas rétrécissent avec la crise - LeFigaro.fr

[La grenouille qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf.](#)

- Une grenouille nichée dans une salade Buffalo Grill - Le Nouvel Observateur

[Le populisme antichambre de l'extrême droite](#)

- Beppe Grillo électrise 30.000 supporters à Milan - Reuters

En France, les "*humoristes*", dont le niveau ne dépasse pas le caniveau, font du fric en ridiculisant les fonctionnaires, ce n'est pas nouveau non plus, les masses ignorantes n'y voient que du feu, tandis que cela entretient la division de la classe ouvrière, cela vaut bien des rémunérations faramineuses au cinéma. Tout cela se passe inconsciemment, pas toujours, il faut bien un bouc émissaire histoire de rigoler.

Là, ce bouffon vulgaire s'en prend régulièrement au mouvement ouvrier qui le mérite certe tellement il est pitoyable, certes, non pas pour qu'il s'améliore et qu'il fasse correctement son boulot, mais pour le compte de la réaction... et le sien... en banque. Sans cette distinction on sera victime d'une terrible confusion ou amalgame. En passant, c'est le drame des ouvriéristes à l'esprit étroit ou borné.

[On n'a jamais vu des boeufs dans un cirque.](#)

- Remède de cheval contre les fraudeurs - 20minutes.fr

[Criminels "*sans précautions*" inutiles.](#)

- Elevage: la FNSEA hostile au retour des farines animales sans précautions - AFP

[De de Gaulle à Hollande la monarchie n'a jamais perdu espoir.](#)

- Rebâtir Saint-Cloud, une idée pas si folle - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Le Premier ministre tunisien, l'islamiste modéré Hamadi Jebali, a démissionné mardi après l'échec de son projet de formation d'un gouvernement de techniciens visant à mettre fin à la crise politique qui secoue le pays.

Hamadi Jebali est le secrétaire général du parti islamiste modéré Ennahda "*Mouvement de la renaissance*". Il avait été nommé Premier ministre il y a 15 mois après la victoire d'Ennahda aux premières élections libres à se tenir en Tunisie après la révolution qui avait lancé le mouvement des printemps arabes et conduit au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali.

L'assassinat de Chokri Belaïd, qui n'a pas été revendiqué, a accru les doutes des partisans d'une société qui accusent le gouvernement de ne pas avoir montré une attitude suffisamment ferme avec les extrémistes religieux. Sa famille avait toutefois montré du doigt Ennahda, qui a nié toute implication.

Pour sortir de l'impasse créée par la mort de Chokri Belaïd, Hamadi Jebali avait proposé de former un gouvernement d'experts sans appartenance politique revendiquée avant l'organisation de nouvelles élections. Mais il avait annoncé cette initiative sans consulter son propre parti, Ennahda, ni les deux petits partis de gauche partenaires de la coalitions au pouvoir.

Il avait menacé de démissionner en cas d'échec. Or Ennahda a rejeté l'idée d'un gouvernement de techniciens.

Selon les spécialistes, le président Moncef Marzouki nommera un nouveau Premier ministre chargé de constituer un gouvernement, vraisemblablement un membre d'Ennahda, dans deux semaines.

En attendant, le gouvernement Hamadi Jebali expédiera les affaires courantes.

Le parti du président Marzouki, le Congrès pour la République (CPR, gauche laïque), a quitté le gouvernement le 10 février. Il comptait trois ministres.

L'autre parti soutenant le gouvernement, Ettakatol, dispose de trois portefeuilles dans le gouvernement sortant.

Le président d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a indiqué que le parti souhaitait voir à nouveau Hamadi Jebali à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition.

En annonçant sa démission, Hamadi Jebali a déclaré qu'il ne dirigerait pas un autre gouvernement sans obtenir des garanties sur les nouvelles élections et la nouvelle constitution. Reuters 19.02

2- Israël

Ces derniers jours le régime sioniste a livré des appareils et équipements électroniques sensibles pour 200 milliards de dollars à la Turquie pour leur utilisation par l'armée dans des avions de reconnaissances militaires.

Ces équipements augmentent le niveau de la capacité tactique et de combat des forces armées de ce pays. Cette démarche sera un commencement pour l'amélioration des relations bilatérales des deux pays, a estimé le Porte-parole du ministre de la guerre du régime sioniste, en confirmant cette information. french.trib.ir 19.02

3- Liban

Une caricature géante du roi Abdallah d'Arabie saoudite, suspendue quelques heures durant à un pont à Jal el-Dib, au nord de Beyrouth, a suscité mardi la curiosité des automobilistes et des passants, ainsi que des embouteillages.

La caricature représente le souverain wahhabite sur une carte de jeu, en lieu et place du roi de pique, portant une épée maculée de sang. Aucun détail n'a pu être obtenu dans l'immédiat sur l'origine de ce dessin. french.trib.ir 19.02

4- Venezuela

Les organisations sionistes du Venezuela ont, vertement, critiqué le gouvernement, pour avoir décidé de surveiller leurs activités.

Les organisations en question agissent, depuis longtemps, sous couverture d'institutions juives, et, souvent, dans le sens des intérêts d'Israël, ce qui suscite la méfiance de nombreux gouvernements, dont celui du Venezuela. La situation stratégique de ce grand pays producteur de pétrole en fait une proie favorite, pour le Sionisme international. Les services de sécurité et de renseignement vénézuéliens ont pu obtenir des informations concernant les activités suspectes de ces organisations et leur possible implication, dans les troubles, qui surgissent, de temps à autre, à travers le pays. *"Nous regrettons, profondément, le fait que le gouvernement de Caracas ait placé sous surveillance les institutions juives ou toute entreprise ayant des relations avec Israël"*, affirme Abraham Faxman, Chef de l'Association anti-diffamation, l'une de ces instances de lobbying pro-sioniste.

Foxman a menacé Chavez et son gouvernement de représailles et s'est lancé dans une diatribe anti-Chavez, sans précédent : *"Cela fait dix ans que Chavez persécute les Juifs et répand la haine anti-sémite, à travers son pays. Il est temps qu'il cesse ses actions, sinon il pourra s'attendre à des représailles"*. french.trib.ir 19.02

Il en va de même de la plupart des ONG, toutes s'agitant des plus importantes.

Elles font le même boulot immonde en sous-main que les missionnaires autrefois ou certains explorateurs, qui de retour au bercail renseignaient monarques ou puissants seigneurs de guerre, riches commerçants, les premiers bourgeois, sur les richesses qu'ils avaient découvertes puis répertoriées dans les contrées qu'ils avaient traversées et le niveau de développement de la population indigène, pour ensuite organiser de nouvelles expéditions afin de les piller et soumettre cette population sans défense, détruire leur culture...

Aujourd'hui les ONG servent de couvertures aux activités illégales des services de renseignement infiltrés dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, Equateur, etc. quand ils n'ont pas directement infiltrées ces ONG. Elles servent aussi de bases arrière à des militants du mouvement ouvrier qu'ils manipulent et qui luttent contre le gouvernement en place, quand il n'est pas favorable aux intérêts de leur pays d'origine.

SOCIAL

France

1.1- Le Groupe Express-Roularta va supprimer 80 postes.

L'éditeur de presse magazine Groupe Express-Roularta a présenté ce matin un «projet stratégique» comprenant une série de mesures visant à «s'adapter à la mutation du secteur» et à réduire ses coûts.

La filiale du belge Roularta Media group, qui édite notamment en France les magazines L'Express, L'Expansion, Lire, Maison Côté sud ou encore Maison Française, a annoncé à l'issue d'un comité d'entreprise extraordinaire «un plan de sauvegarde de l'emploi» (PSE) qui «pourrait conduire à la réduction de moins de 80 postes», soit 10% de la masse salariale du groupe qui emploie quelque 750 personnes à Paris.

Express-Roularta va engager avec les partenaires sociaux une procédure d'information-consultation qui devrait démarrer le 26 février, a-t-il précisé dans un communiqué. lefigaro. fr 19.02

1.2- Mobilisation des inspecteurs du travail.

Les agents de l'inspection du travail se sont mobilisés lundi, à l'appel de la CGT, de la FSU et de SUD, contre un plan de réorganisation qui va, disent-ils, "fragiliser l'inspection du travail", ce que récuse le ministère. Selon SUD, une centaine d'agents ont manifesté à Lyon et Toulouse et environ 250 devant les locaux de l'administration centrale du travail (Dagemo), dans le XVIe à Paris. Au niveau national, le ministère du Travail a indiqué que la grève avait été suivie par 15,5% des agents en moyenne.

Les syndicats protestent contre une "restructuration ubuesque du ministère" qui vise à requalifier les postes de 540 contrôleurs en postes d'inspecteurs du travail (grade plus élevé) d'ici à 2015. Ils réclament que l'ensemble des 3.200 contrôleurs bénéficient d'une revalorisation, dénonçant une disparition programmée de ce corps. Un proche du ministre du Travail Michel Sapin a affirmé de son côté à l'AFP que le plan de requalification "ne supprime aucun poste".

La mesure ouvrant la voie à la requalification des postes de contrôleurs a été introduite sous la forme d'un amendement au texte sur les contrats de génération adopté au Parlement jeudi dernier. Mais l'UMP a déposé un recours au Conseil constitutionnel sur ce point qu'elle estime sans rapport avec l'objet du texte.

Les syndicats à l'origine de l'appel à la grève craignent que ce plan s'accompagne d'une réforme plus globale de l'inspection du travail avec notamment une spécialisation des agents sur des domaines comme l'amiante ou le travail dissimulé, là où les inspecteurs sont aujourd'hui compétents sur un territoire. Selon le proche du ministre, une telle idée relève du "fantasme". Dans un courrier interne aux services du Travail en région vendredi, le ministère a "démenti" l'existence d'un "plan Sapin secret". "La concertation se poursuivra jusqu'en mai. A l'été, le ministre prendra des décisions", a précisé la source en affirmant que Michel Sapin suivait une "démarche de remotivation" des agents alors qu'à son arrivée "le malaise était profond".

Selon les dernières données disponibles, la France compte environ 2.200 agents dans les sections d'inspection du travail, dont 700 inspecteurs et 1.500 contrôleurs. D'autres agents de contrôle exercent des missions liées notamment au renseignement aux usagers ou à la politique publique de l'emploi. AFP 18.02

Pour un peu les inspecteurs du travail engagés dans cette bataille verseraient dans la théorie du complot, Sapin ferait bien d'arrêter de regarder France 5 et les documentaires nauséabonds de C. Fourest ! Cela vaut aussi pour Le Drian.

Décidément, à court d'arguments le gouvernement social-libéral accusent pour un oui ou non les opposants à sa politique d'être sous l'emprise de "fantasmes". Quelques jours auparavant c'était le ministre de la Guerre qui avait affirmé que prétendre que le Qatar soutenait les djihadistes relèverait de «fantasmes». (causerie du 16 février)

Bref, les inspecteurs du travail et les multiples témoins sur le terrain dans différents pays (Syrie, Libye, Egypte, Tunisie, Malie, etc.) où agissent ces mercenaires barbares pour le compte des impérialismes occidentaux recrutés et financés par le Qatar notamment, y compris à l'ONU, seraient victimes de leur imagination débordante.

Quel discours tiennent ceux qui défendent les théories officielles et qui ne tiennent pas à ce que la vérité parvienne jusqu'aux masses, tout en qualifiant leurs auteurs de complotistes ou conspirationnistes, d'ennemis de la démocratie, etc. ? Le même.

2- Suède

Le taux de chômage suédois a augmenté en janvier, s'établissant à 8,4% contre un taux révisé de 7,6% en décembre, selon les chiffres publiés mardi par le bureau de statistiques.

Corrigé des variations saisonnières, ce taux est inchangé à 8,0%. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

Ah ben alors, et le "*modèle social*" à la sauce scandinave : ce n'était pas du boeuf mais de l'âne !

3- Grande-Bretagne

Des journalistes de la BBC ont observé lundi une grève de 24 heures pour protester contre des licenciements, un mouvement qui a provoqué l'annulation de plusieurs programmes, dont deux émissions phares de radio et télé consacrées aux informations matinales.

Les grévistes répondaient à l'appel du Syndicat national des journalistes (National Union of Journalists, NUJ) après l'échec de négociations pour le redéploiement de 30 salariés qui risquent d'être licenciés. Des emplois sont menacés à BBC Scotland, Radio Five Live, Asian Network et au World Service.

En raison de la grève, plusieurs émissions de Radio 4 - dont la matinale Today et le programme de mi-journée World at One - ainsi que BBC Breakfast à la télévision ont été annulées et remplacées par des programmes pré-enregistrés. La BBC, plus grand groupe audiovisuel public du monde, est soumise à une cure d'austérité qui l'oblige à faire 20% d'économies d'ici 2017 et qui se traduit par la perte d'environ 2.000 emplois d'ici 2017. AFP 18.02

4- Grèce

Près de 1.900 fonctionnaires grecs inscrits l'an dernier dans un programme de "*flexibilité de l'emploi*", dans le cadre d'un accord avec les créanciers internationaux d'Athènes, resteront finalement dans la fonction publique, a annoncé lundi le gouvernement grec.

Lundi soir, le ministère grec de la Réforme administrative a annoncé avoir trouvé pour eux environ 2.400 emplois potentiels, surtout dans les hôpitaux, les tribunaux, les prisons et les services administratifs de la police. Pour obtenir l'aide internationale, la Grèce au bord de la faillite s'est engagée à réduire fortement les effectifs de la fonction publique. Reuters 18.02

5- Bulgarie

En Bulgarie, des milliers de manifestants ont jeté des œufs et des tomates vers les bâtiments publics pour protester contre la hausse des prix de l'électricité et du chauffage. Les manifestants ont crié les mots « *mafia* » et « *démission* ».

A Sofia, les manifestants ont également brûlé publiquement leurs factures d'électricité. Les manifestants ont exigé des autorités de rompre les contrat avec les principaux fournisseurs d'électricité sur le marché bulgare, ce sont les sociétés tchèques CEZ et Energo-Pro, ainsi que la compagnie autrichienne EVN.

Les manifestants ont déchiré les portraits de leur Premier ministre, Boïko Borissov. french.trib.ir 19.02

Peut-être que les sionistes alliés de ce régime mafieux vont déclaré que c'est encore un coup du Hezbollah, qui sait ? On plaisante... à peine.

ECONOMIE

1- Zone OCDE

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone OCDE s'est contracté de 0,2% sur les trois derniers mois de 2012, sa première baisse depuis près de quatre ans, en raison principalement du recul de l'activité en Europe, montre l'estimation publiée mardi par l'organisation. Le PIB de la zone OCDE avait progressé de 0,3% au troisième trimestre.

Il faut remonter au premier trimestre 2009 pour retrouver une contraction de l'économie des 34 pays composant l'OCDE. Le PIB avait alors chuté de 2,3% par rapport aux trois mois précédents, sous le coup de l'éclatement de la crise financière. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

2- Tunisie

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note souveraine de la Tunisie à "BB-" contre "BB", assortie d'une perspective négative en raison de la crise politique qui secoue le pays. "*Nous estimons que les tensions politiques ont fortement augmenté, augmentant les risques pour la transition démocratique en Tunisie*", explique l'agence dans un communiqué aujourd'hui. AFP 19.02

[Haut de page ↗](#)

Le 21 février

CAUSERIE

On fera un point sur la situation sociale et politique dans quelques jours. Quelques réflexions en vrac.

- En Grèce la situation est révolutionnaire... sans révolution, cela méritera une explication.

- Ceux qui dirigent le monde savent dans quel état lamentable se trouve le mouvement ouvrier... et ils en profitent, l'air de rien ils progressent, lire l'article sur l'UE mis en ligne aujourd'hui.

- Les masses peuvent se mobiliser, dix fois, cent fois, mille fois, il y a déjà eu plus de 5.000 manifestations en Grèce qui est un petit pays, sans que cela ne change quoi que ce soit, à croire que les bonnes questions n'ont jamais été posées. Question : pourquoi ?

Avez-vous remarqué qu'aucun parti ne défend plus le socialisme ? Mais où sont passés les révolutionnaire ?

La réaction passe à l'offensive sur tous les fronts, il va donc falloir s'attendre à de nouvelles guerres.

Au fait, si vous appréciez le site, n'hésitez pas à m'envoyer un courriel de soutien. Et faites-le connaître autour de vous ou auprès des portails sur lesquels vous vous connectez, les idées du socialisme doivent circuler, le combat continue...

J'arrête là, je vais aller voir ce qui se passe en ville, c'est le deuxième jour de la grève générale ici en Inde. Je mettrai ce soir mes causeries corrigées des 11 derniers jours au format pdf.

Le saviez-vous ?

1- Des chercheurs de l'Université d'Harvard ont trouvé que le fluorure, substance trouvée dans l'eau, pouvait faire baisser le QI. Ils expliquent ainsi dans le journal *Environmental Health Perspectives* : "*Nos résultats ont démontré la possibilité qu'une exposition au fluorure soit néfaste au neurodéveloppement des enfants. Nous avons trouvé une relation significative entre le niveau de fluorure dans l'eau et le QI des enfants.*" (123news.fr 20.02)

D'autres chercheurs ont déjà publié des études et qui étaient parvenues aux mêmes conclusions.

2- Une découverte significative de l'Université de l'État de Washington montre que l'ail est 100 fois plus efficace que deux antibiotiques populaires pour combattre des maladies causées par des bactéries responsables de toxi-infections alimentaires.

Leur travail a été publié récemment dans le *Journal de Chimiothérapie Antimicrobienne*, une suite des précédentes recherches de l'auteur dans *Microbiologie Appliquée à l'Environnement* qui a démontré de manière concluante qu'un concentré d'ail était efficace pour inhiber la croissance de la bactérie *Campylobacter jejuni*.

L'une des découvertes les plus intéressantes est que l'ail augmente le niveau global d'antioxydants dans le corps. Scientifiquement connu sous le nom d'*Allium sativa*, l'ail est célèbre dans l'histoire pour sa capacité à combattre les virus et les bactéries. Louis Pasteur a remarqué en 1858 que les bactéries mourraient quand elles étaient arrosées d'ail. Depuis le Moyen-Âge, l'ail a été utilisé pour guérir les blessures, broyé ou en tranches et appliqué directement sur les blessures pour inhiber la propagation de l'infection. Les russes nomment l'ail, la pénicilline russe.

Xiaonan Lu, un chercheur docteur en sciences et auteur principal de l'article, et ses collègues, ont observé la capacité du disulfure de diallyle à tuer les bactéries quand elles sont protégées par un biofilm visqueux (sécrété par la bactérie, NdT), ce qui les rend 1000 fois plus résistantes aux antibiotiques que les cellules bactériennes flottant librement. Ils ont découvert que le composé peut facilement pénétrer le biofilm protecteur et tuer les cellules bactériennes en se combinant avec un enzyme contenant du soufre, et de ce fait changer la fonction de l'enzyme et bloquer efficacement le métabolisme de la cellule.

Les chercheurs ont découvert que le disulfure de diallyle était aussi 100 fois plus efficace que les antibiotiques appelés érythromycine et ciprofloxacine et qu'il agit souvent en un temps record.

Deux travaux précédents publiés l'an dernier par Lu et ses collègues de l'université en Microbiologie Environnementale et Appliquées et en Chimie Analytique ont montré que le disulfure de diallyle et d'autres composés organo-sulfurés tuaient efficacement des pathogènes d'origine alimentaire tels que le *Listéria Monocytogènes* et *Escherichia Coli O157 : H7*.

La substance naturelle peut aussi être obtenue sans l'introduction artificielle de produits chimiques dangereux qui perturberaient ses capacités de réduction des maladies.

Ironiquement, beaucoup de chercheurs pensent que les antibiotiques peuvent être l'un des nombreux facteurs qui contribuent à obstruer les intestins des jeunes enfants. (wikistrike.com 06.02.13, source : wakingtimes.com)

[Des « Jours heureux »... en régime capitaliste. Pour qui ?](#)

Le M'PEP associé au PRCF a cru bon de sortir un article intitulé *Pour que reviennent des « Jours heureux »!*, non ce n'est pas un canular, apparemment on ne vit pas dans le même monde.

J'ai 57 ans, à part 1975, l'année de mes 20 ans qui marqua l'apogée de mon insouciance d'adolescent déjà bourré de problèmes, sans oser imaginer mon avenir qui me faisait cauchemarder, c'est d'ailleurs sans doute la principale raison pour laquelle je me suis laissé tenter par la drogue, pour l'oublier, pour refuser de penser que je serais voué à connaître le même destin que mes parents chez lesquels je vivrais encore quelques mois.

J'ai passé de bons moments, j'ai vécu des instants de bonheur, j'ai conservé quelques bons souvenirs, mais des « *Jours heureux* » comme s'ils avaient duré une éternité, je ne m'en rappelle pas, j'ai dû passer à côté de quelque chose sans doute, je n'avais pas dû naître au bon moment dans le bon endroit ou je dois faire partie de ces gosses de familles pauvres qui à chaque époque sont sacrifiés et dont personne ne parle comme s'ils n'avaient jamais existé.

Vous m'excuserez de ne pas être nostalgique d'un passé que je n'ai jamais connu.

Dans le milieu ouvrier pauvre où j'ai grandi, les moments de bonheur étaient rares, les difficultés pour survivre innombrables, c'est d'autant plus cruel quand on est gosse qu'on ne comprend pas pourquoi, c'est quelque chose qui vous marque à vie.

Je vais même vous dire un truc à vous qui ignorez apparemment tout de la vie des ouvriers, c'est que les petits plaisirs, pas chers de préférence, on n'a pas le choix, on se les offre presque en se forçant pour garder le moral, c'est une compensation qu'on s'octroie et qui nous coûte, on ne pense pas au prix sur le coup, mais après, du coup je n'irais pas jusqu'à dire que cela en gâche la saveur mais presque immédiatement on a un goût amer dans la bouche, je ne sais pas si vous saisissez l'impression générale qui s'en dégage, tout ce que je peux vous assurer c'est qu'on est très loin de couler des « *Jours heureux* ».

Je repensais au dimanche matin, quand je descendais à pied les six étages pour aller acheter une baguette toute chaude à la boulangerie rue de Provence, tandis que mon père était encore couché ; il était si crevé de sa semaine de boulot, il bossait même le samedi, qu'il faisait la grâce matinée tous les dimanches matins, à l'époque je devais avoir 10 ans, lui moins de la quarantaine et déjà sur la pente descendante. Il prenait son petit-déjeuner au lit, un grand bol de café noir et ma mère préparait les tartines recouvertes d'une fine couche de beurre. Voilà en quoi consistait nos « *Jours heureux* ». Le reste du temps, c'était à pleurer, je préfère passer. On habitait sous les toits de Paris dans deux minuscules chambres de bonne au fond d'un couloir interminable et lugubre, sans confort évidemment.

Si j'en suis redevable à André Breton, c'est d'avoir décrit simplement comment on pouvait trouver son bonheur à travers une expérience en apparence insignifiante, exercice auquel l'ouvrier se livre pour ne pas sombrer totalement dans la déprime tant sa condition est insupportable et injuste. Je voudrais ajouter un dernier mot, car le slogan du M'PEP me reste coincé en travers de la gorge.

Les moments de bonheur que l'ouvrier peut vivre, c'est lui qui se les procure et non cette société détestable qui lui offrirait, de la même manière que c'est lui qui crée les richesses, il ne lui doit rien, c'est elle qui lui doit tout, or il ne reçoit que des miettes ou des coups. On voudrait nous faire croire qu'il en aurait été autrement autrefois, c'est une imposture ou c'est fort maladroit.

Le programme du M'PEP est nationaliste, social-patriote, collaborationniste avec l'ennemi de classe, teinté de stalinisme et de corporatisme. Toute la panoplie y passe.

Pour le réaliser il faudrait sans distinction de classe que "*les citoyens et les résidents de toutes origines et de toutes sensibilités*" se rassemblent dans un sursaut national pour sauver la patrie, le pays, la "*nation française*" qui devrait se "*réconcilier*" avec "*sa devise révolutionnaire* : « *liberté, égalité, fraternité* » " comme si l'évolution du capitalisme pouvait encore s'en accommoder

puisqu'il n'est nullement question de le liquider, "unir" dans une même ferveur patriotique "le drapeau tricolore au drapeau des luttes sociales" en guise de lutte de classe, cela s'appelle la collaboration de classes ou le corporatisme, mêlant "les résistances sociales, civiques et patriotiques, pour une République sociale, souveraine et fraternelle", répétons-le, comme s'il était possible de changer le cours de l'économie alors qu'elle est placée sous le joug de l'oligarchie financière internationale et sans rompre avec elle, sans que le prolétariat renverse le régime en place et prenne le pouvoir politique, sans révolution sociale et politique, un programme étranger au marxisme et au socialisme qui leur tourne résolument le dos.

A cheval sur les principes que cela vous plaisent ou non

Qu'ont en commun le maire PS de Castelnaudary, le secrétaire départemental de la CFDT, et Lucien Gauthier dirigeant du POI (IO n°239 page 16) ? Falsifier les faits pour défendre chacun leur petite boutique.

Commençons par les faits, extrait du dernier article en date de l'AFP, hier 20 février :

- Selon la répression des fraudes, Spanghero a triché sur l'étiquetage de la viande et a sciemment revendu du cheval pour du boeuf à des sociétés comme Comigel, fabricant de lasagnes pour Findus. AFP 20.02

En effet, les enquêteurs en se penchant rapidement sur la comptabilité de Spanghero sont trouvés sur des factures comportant le code "0205 0080" utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisés pour le boeuf. (voire causerie du 17 février)

Cela n'a pas empêché hier Jean-Luc Fraisse, secrétaire départemental de la CFDT, d'affirmer à la presse qu'il s'était "défendu de vouloir mettre en accusation les dirigeants de Spanghero" pris la main dans le sac, l'union sacrée avec le patronat ne doit pas souffrir d'exception, on comprend.

Quant à Lucien Gauthier, sans surprise il a tenu un discours similaire consistant à noyer le poisson en détournant la responsabilité avérée de cette fraude sur... l'Union européenne, en endossant pour l'occasion la casquette de l'ouvriériste de service :

- "Bref, pour des lasagnes, cinq intervenants à l'échelle européenne (Roumanie, Chypre, Hollande, France, Luxembourg). L'Union européenne a estimé en l'état ne pas devoir changer la réglementation sur ses produits. Certes, on va trouver un coupable ici, un fraudeur là, on a désigné l'entreprise Spanghero (et qui va payer les 300 travailleurs sur le carreau ?)."

Je suggère le POI et la CFDT pour payer les salaires aux employés de l'entreprise Spanghero, puisqu'ils prennent la défense de son patron et s'en font donc le complice après coup.

Pourquoi les salariés ne prendraient-ils pas le contrôle de l'entreprise en expropriant son patron, sans indemnité cela va de soi ? A vouloir à tout prix respecter la légalité, la légitimité du capitalisme qui n'en a aucune à l'exception de celle qu'il s'accorde lui-même, on en vient à être incapable de le combattre, pire, à en prendre la défense. CQFD.

Ce sont les faits, rien que les faits.

Lucien Gauthier est un trotskiste, ne rigolez pas, c'est vrai, à sa manière, comme Thorez était communiste ou Blum socialiste. Il est rédacteur en chef d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI. Mais là il ne fait manifestement pas dans l'information mais dans la désinformation en tentant une nouvelle fois de détourner travailleurs et militants des véritables responsables de cette arnaque, car Spanghero a remplacé les étiquettes comportant le code "0205" correspondant à du cheval par des étiquettes comportant le code "0201" ou "0202" correspondant à du boeuf, il n'y a donc pas photo à l'arrivée comme on dit.

Le problème des dirigeants du POI, comme ceux des autres partis d'ailleurs, c'est qu'ils sont tellement obnubilés par la nécessité de justifier leur politique qu'ils sont prêts à faire feu de tout bois pour parvenir à cet objectif. Peu importe pour eux les faits ou la vérité, ils doivent se plier à cette exigence quitte à les maquiller ou les occulter. Ils en arrivent à brader tous leurs principes pour finalement ne pas valoir mieux que les autres dirigeants du mouvement ouvrier.

La question qui était posée ici n'était pas la déréglement européenne ou le circuit invraisemblable que peut emprunter un produit avant d'atterrir dans l'assiette du consommateur ou le panier de la ménagère (cela va faire bondir les féministes qu'on emmerde), mais le fait de savoir si la direction de l'entreprise Spanghero était ou non coupable de malversation.

Non, ce n'est pas la troïka, Bruxelles, Berlin, Washington qui est responsable de la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs grecs, portugais, espagnols, italiens, belges, français, etc. c'est le capitalisme et leurs représentants dans leur pays respectifs, l'Etat, les institutions politiques au service du capital. Nous ne sommes pas dupes monsieur Gauthier, votre parti veut nous balader ici ou là on ne marche pas, on a les pieds trop sensibles, cela doit être dû à la fatigue, un état que vous ne devez pas connaître, l'ennemi est plus proche de nous, à notre porte, dans notre propre pays et c'est là qu'il faut le combattre, le harceler, le terrasser, le vaincre.

Voilà ce qui constitue l'axe politique de notre combat et notre objectif, en cela nous demeurons fidèles au marxisme et au socialisme, et n'attendez pas de nous des concessions à ces malheureux patrons escrocs, nous en sommes incapables.

Renault, la direction n'a cédé sur rien.

Renault a cédé en partie mardi sur le quasi-gel des salaires qu'il réclamait dans le cadre des négociations sur sa compétitivité en France, et donné aux syndicats jusqu'à début mars pour signer l'accord.

Le groupe au losange voulait geler les salaires dans l'Hexagone en 2013 et limiter les hausses à 0,5% et 0,75% respectivement en 2014 et 2015.

"Le gel est maintenu cette année, mais les limites fixées pour 2014 et 2015 ont sauté", a déclaré au téléphone Fred Dijoux, représentant CFDT chez Renault. "L'accord parle désormais de modération pour ces deux années-là, mais les augmentations générales dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe."

En 2013, le blocage des salaires est maintenu, c'est écrit noir sur blanc, et quant à 2014 et 2015 les hausses "dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe", donc si elle s'avère mauvaise, les hausses prévues seront appliquées à moins que le blocage des salaires continue, autrement dit Renault a "cédé" sur rien du tout !

Ce qui est maintenu également : "il va allonger la durée du travail et réduire de 8.200 personnes son effectif français via des départs à la retraite ou les démissions."

Le seul recul concerne la mobilité interne qui ne sera plus imposée mais vivement encouragée : "Le groupe a en revanche fait marche arrière sur les mobilités inter-sites, en restant sur la base du volontariat."

La CGT, qui a déjà fait part de son intention de ne pas signer l'accord, a dénoncé jeudi soir dans un tract "une nouvelle régression sociale". (source : Reuters 20.02)

ACTUALITE EN TITRES

Il n'a jamais cessé d'y penser.

- Le FMI doit encore faire les preuves de son impartialité - L'Expansion.com

A Washington aussi.

- Merkel juge "normal" un euro entre 1,30 et 1,40 dollar - AFP

Même discours.

- Rajoy veut concilier en Espagne croissance et rigueur budgétaire - Reuters

- L'exécutif veut réduire les déficits et soutenir la croissance - AFP

- Vallaud-Belkacem : «Le cap budgétaire sera tenu» - Liberation.fr

Intox

- François Hollande : "Nous ne voulons pas tomber dans l'austérité" - LePoint.fr

Non, on la subit déjà !

- La confiance des ménages s'améliore un peu dans la zone euro - Reuters

Les ménages riches ou nantis !

- Espagne: face à la crise et au malaise, Rajoy affirme que le "*nauffrage*" a été évité - Liberation.fr

Les Grecs ont entendu cela 100 fois !

- Antisémitisme: Une année de violences sans précédent contre les Juifs de France - 20minutes.fr

Contre les musulmans, non, contre les travailleurs en général, non !

- La crise a-t-elle rendu les Français durablement plus pauvres ? (les Anglais, oui) - Atlantico.fr

Ceux que le seront de leur naissance à leur mort ne se posent pas la question ! Cette question ne les concernaient pas puisque tout le monde s'en fout dans ce pays.

[Prédateurs. Nouveau coup d'Etat du Qatar.](#)

- Borletti, aidé de Qataris, tente de mettre la main sur tout le Printemps - Liberation.fr

[Quand cellule de dégrisement ne rime pas vraiment avec matière grise.](#)

- Les syndicats de police s'insurgent contre un projet de contrôles d'alcoolémie - Liberation.fr

[Pire : le coffre-fort, la cassette !](#)

- Le XVIe, «*garde-manger*» des voleurs en période de crise - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Le Premier ministre bulgare Boïko Borissov a remis sa démission mercredi au Parlement après dix jours de manifestations parfois violentes contre la pauvreté en Bulgarie, ouvrant la voie à des élections législatives au printemps.

"*Nous avons de la dignité et de l'honneur. C'est le peuple qui nous a confié le pouvoir, aujourd'hui nous le lui rendons*", a déclaré Boïko Borissov.

Les élections législatives étaient normalement prévues pour juillet, mais, avec la démission du gouvernement - qui selon toutes les attentes devrait être entérinée jeudi par le Parlement-, elles vont sans doute se dérouler au printemps.

Les factures d'électricité de janvier, dont le montant avait doublé par rapport au mois précédent, avaient mis le feu aux poudres, provoquant une vague de manifestations en Bulgarie contre l'austérité et la pauvreté.

M. Borissov, 53 ans, un ancien garde du corps, avait tenté d'apaiser les tensions en limogeant ministre des Finances impopulaire et en promettant d'abaisser les prix de l'électricité de 8%.

Les manifestations ont fait à Sofia 28 blessés dont cinq policiers lundi et mardi. Deux hommes, dont l'un est décédé et l'autre dans un état grave, se sont immolés par le feu en province mardi et mercredi.

De nouveaux rassemblements, sans incident, ont eu lieu mercredi en soirée à Sofia et dans d'autres villes. Dans la capitale, un millier de personnes ont défilé près du parlement, scandant "*tous dehors!*" et "*Mafia!*".

Une grande manifestation "*contre toute la classe politique*" est prévue dimanche.

Selon un sondage mercredi de l'institut Alpha Research dans les grandes villes, 50% des habitants approuvent la démission du gouvernement et 47%, pour la plupart sympathisants de GERB, la désapprouvent.

La présidente de cet institut, Boriana Dimitrova, a cependant souligné que "*les manifestants avaient plutôt des motifs économiques et la démission du gouvernement risquait de ne pas les satisfaire*".

Le politologue de Gallup Andrey Raytchev juge de son côté que "*le prochain gouvernement risque de ne pas tenir plus de deux ans*", car il devra mettre en place des réformes indispensables, mais hautement impopulaires, que GERB a, selon lui, évité d'aborder.

Parmi ces mesures figurent une réduction du nombre des hôpitaux et des universités et un nouvel allongement de l'âge du départ à la retraite.

L'analyste Tsvetozar Tomov, de l'institut de sociologie Scala, souligne que malgré sa stabilité macroéconomique, la Bulgarie a épuisé toutes ses réserves financières. "*Les caisses sont vides, il n'est plus possible d'éviter un emprunt*", a-t-il dit.

Le ministère des Finances a d'ailleurs émis mercredi des titres d'une valeur 800 millions de leva (409 millions d'euros) devant compenser les subventions de 841,6 millions de leva (430 millions d'euros) versées lundi aux producteurs de céréales, qui menaçaient d'assiéger la capitale à l'aide de machines agricoles.

La Bulgarie, qui applique depuis une grave crise en 1997 un régime d'austérité, présentait un déficit public de seulement 1,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, et un ratio d'endettement de 17%.

Cependant, la dette des entreprises, qui a atteint 227% du PIB en 2011, constitue un frein au développement économique de ce pays.

Le taux de chômage a atteint 11,9% en janvier et touche particulièrement les jeunes.

"*Le problème de la pauvreté de ceux qui travaillent est un des principaux facteurs de mécontentement*", le salaire moyen mensuel n'atteignant que 400 euros, a déclaré le politologue de Gallup Jivko Gueorguiev.

La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne, qu'elle a rejointe en 2007. AFP 20.02

2- Grèce

2.1- Une interview de Naomi Klein dans le cadre d'un documentaire en cours de réalisation par Okeanews : "*Catastroïka*".

- "Ce qui se passe actuellement en Grèce, ressemble en quelque sorte à ce qui s'est passé en Corée du sud durant la crise asiatique, dans le sens où il y a eut cette guerre évidente avec la démocratie. La Corée du sud était en pleine période électorale quand le FMI a obligé tous les candidats à la présidence à signer l'accord passé avec le FMI. En réalité le FMI a annulé le sens même des élections. Et peu importe le résultat des élections, l'accord reste inchangé parce qu'ils redoutaient que celui qui négocie avec le FMI, n'aura pas une grande influence politique pour imposer l'accord et perdra les élections.

C'est le moment où le masque tombe complètement et où le système des marchés est en guerre avec la démocratie. Les projets du néolibéralisme sont de discréditer la démocratie et de faire en sorte que les élections deviennent une course au candidat le plus populaire. Les marchés veulent de la sécurité. La sécurité que les élections n'amènent aucun changement au statu quo des affaires. Et il y a beaucoup de mécanismes pour assurer ce statu quo. La soit-disant indépendance de la banque centrale est un de ces mécanismes avec lequel ils disent : "*les hommes politiques ne peuvent pas toucher à nos jouets*".

Dans "*la Stratégie du Choc*" je raconte que c'est ce qui s'est passé au Chili durant la période transitoire vers la démocratie. La fin de la dictature de Pinochet est survenue comme le régime Pinochet l'a voulue. C'était une transition contrôlée. Les "*Chicago boys*" (groupe d'économistes qui ont travaillé avec Pinochet) disaient ouvertement qu'ils allaient réinventer le sens, la définition de la démocratie, vers une démocratie technocratique.

Dans la réalité il s'agit d'une démocratie où l'économie est hors d'atteinte des politiques. Ils ont utilisé des mécanismes constitutionnels, de sorte que tout changement des règles du jeu économique devienne impossible ou illégal. Les programmes de restructuration sont une des manières d'atteindre leurs buts. Les accords du libre échange en est une autre.

Il y a plusieurs manières de raconter l'histoire du néolibéralisme, comme l'histoire du "*comment lier les mains de la démocratie*", de sorte qu'elle ne puisse pas inciter le pouvoir à changer l'économie.

La Grèce est considérée comme une nation peuplée d'enfants à qui il faut retirer des mains les clés de la voiture."

Nous y sommes. La stratégie est bien en place en Grèce depuis quelques années. Le dernier article de Panagiotis Grigoriou, qui revient sur 2 années de choc total, montre bien la ligne de conduite utilisée.

Briser le mécontentement. Assurer qu'"il n'y a pas d'autre solution" quitte à s'asseoir sur la constitution grecque. Laisser la population dans l'incertitude en changeant les règles chaque semaine. Le match d'hier semble terminé. A moins que...

Fin de partie ? Okeanews.fr 20.02

2.2- France 2 et "La Grande Braderie de la Grèce": réaction à l'émission "Envoyé Spécial" du 20 Décembre 2012

Hier soir, Mardi 19 Février, dans son journal télévisé de 20 heures, France 2 a diffusé un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie de l'Etat* ». Décidément, ce thème plaît beaucoup à la chaîne! En effet, le 20 Décembre 2012, Envoyé Spécial, le magazine de la rédaction, diffusait un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie* » réalisé par Alexia Kefalas et produit par Upside Television.

Un mois après, le 21 janvier 2013, ce reportage a provoqué la mise en ligne d'un article intitulé « *Grèce, la grande braderie, le grand bluff d'Alexia Kefalas pour Envoyé Spécial* » par le site OkeaNews. Cette contre-enquête a pour objectif de montrer comment « *ce reportage est truffé d'inexactitudes et d'omissions* » et donne « *une image totalement faussée des privatisations en cours en Grèce* ».

La société Upside a demandé la publication d'un droit de réponse et menacé d'engager des poursuites contre le site. Le médiateur de France 2, que nous avons contacté, nous a envoyé le texte de ce droit de réponse.

Après relecture de l'article d'OkeaNews, de la réponse d'Upside, nous avons visionné les images. Le reportage d'Envoyé Spécial comporte effectivement des erreurs et pose un problème déontologique concernant l'utilisation du commentaire.

La promesse est très forte au début du sujet : « *Alors il faut vendre et vite : la compagnie des chemins a déjà trouvé preneur, reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or* ». Mais tout au long de ce 26 minutes, aucune preuve de vente de ce qui est annoncé n'est apportée, y compris pour la compagnie des chemins de fer.

L'OFFICIEL ET L'OFFICIEUX

L'objectif selon la société Upside n'est pas de montrer ce qui est officiel mais de révéler ce qui se passe derrière, grâce à un travail d'enquête.

Comme le mentionne OkeaNews, les privatisations des biens de l'Etat sont gérées par le TAIPED. Une liste officielle des privatisations est disponible sur son site. Mais comment le téléspectateur peut-il distinguer l'officiel de l'officieux quand on ne l'informe pas de l'existence de la liste officielle du TAIPED ?

Au sujet d'un agent immobilier apparaissant à l'image, Upside, dans son droit de réponse, écrit : Nikos Lagonikos confirme que « *les ventes et les locations d'îles ne sont pas officielles mais qu'elles existent* ». La société contredit ainsi le commentaire de son propre reportage qui affirme : « *l'Etat l'a mandaté OFFICIELLEMENT pour vendre ses îles* ».

LES ILES A VENDRE

Le commentaire dit : « *il n'y a pas une seule mais 47 îles à CEDER* ». Dans son interview, Nikos Lagonikos montre le catalogue des îles « *que l'Etat a décidé de LOUER pour 49 ans* ». Le commentaire affirme « *tous les jours de nouveaux biens sont MIS EN VENTE* ». Mais l'instant suivant, il cite « *l'appel du maire qui voudrait LOUER* ».

Le commentaire dit « *VENDRE* » quand les personnes interviewées disent « *LOUER* ». Ce procédé de jeux sur les mots leurre le téléspectateur. Quand une parole donne le change ou leurre, cela s'appelle un « *bluff* ».

Pour en revenir aux faits, le reportage n'apporte aucune preuve de vente d'une île, mais montre un maire qui souhaite louer les installations touristiques présentes sur son île, « *l'île des Rêves* ».

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

Quand Upside écrit « *notre reportage n'affirme pas que la compagnie grecque des chemins de fer a déjà trouvé preneur* », encore une fois c'est comme si cette société n'avait pas écouté son propre reportage car le commentaire affirme au début du reportage: « *la compagnie générale des chemins de fer a déjà trouvé preneur, reste à saisir...* ».

Quand Upside précise dans son courrier « *la société Cosco est intéressée par le réseau ferroviaire chemins de fer grecs* », elle modère le commentaire du reportage qui dit : « *un nouveau gros contrat* ». Dans l'interview, le représentant de Cosco ne parle

pas d'acheter le réseau mais de relier le port à la voie ferrée. Encore une fois, aucune preuve de vente.

Okeanews indique que sur le site du TAIPED, la compagnie grecque des chemins de fer fait partie des privatisations qui auront lieu à long terme. C'est exact.

Le commentaire dit « *reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or.* »

Le reportage développe ensuite trois exemples.

LE PORT D'ATHENES

Le commentaire dit « *Il y a MAINTENANT ce petit morceau de Chine* ». La concession d'une partie du port du Pirée a été accordée en 2008 donc « ce petit morceau de Chine » a déjà quatre ans d'ancienneté. Ces mots comme « *maintenant* » et « *aujourd'hui* » créent la confusion et amènent le téléspectateur à penser que la privatisation est récente.

LA MINE D'OR et de CUIVRE DE CHALCIDIQUE

C'est encore une fois l'absence de date qui entraîne la confusion dans la privatisation de cette mine, qui a eu lieu en 2003.

Upside répond que le reportage ne dit en aucun cas que l'achat de la mine d'or est une privatisation mais parle très clairement de la privatisation de la FORET qui entoure la mine d'or. Mais alors cette promesse en début de reportage « *...et même des mines d'or* » ? Où sont donc ces fameuses mines d'or ?

LA BRADERIE DU PATRIMOINE HISTORIQUE

Même principe, un commentaire très affirmatif : « *les trésors de l'Antiquité comme l'Acropole ne sont pas à vendre, mais il y a des dizaines d'autres vestiges moins connus des touristes.* » Concrètement, aucune preuve de vente d'un seul vestige sur « *ces dizaines d'autres vestiges à vendre* ». Le téléspectateur voit un ancien palais royal à l'abandon. La polémique sur le détournement des fonds européens destinés à sa restauration est intéressante mais hors sujet.

Nous avons communiqué ces éléments au médiateur de France 2 le 14 Février dernier mais n'avons pas reçu de réponse à ce jour. Okeanews.fr 20.02

SOCIAL

1- France

1.1- Un PDG qui dit tout haut ce que tous les PDG pensent tout bas

Le PDG de Titan International critique vivement les "*soi-disant ouvriers*" de l'usine de pneus Goodyear d'Amiens-Nord menacée de fermeture, dans une lettre adressée au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*J'ai visité cette usine plusieurs fois*", écrit Maurice M. Taylor Junior dans une lettre en anglais datée du 8 février, dont des extraits en français sont publiés par Les Echos et Le Canard Enchaîné mercredi.

"*Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures.*"

"*Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France*", ajoute-t-il.

Dans sa lettre, le PDG de Titan fait référence à un courrier envoyé par Arnaud Montebourg le 31 janvier dans lequel le ministre lui aurait demandé d'entamer de nouvelles discussions.

"*Monsieur, votre lettre fait état du fait que vous voulez que Titan démarre une discussion*", écrit-il. "*Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ? Titan a l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Qu'a le syndicat fou ? Il a le gouvernement français.*"

"*Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont*

la France a besoin", ajoute-t-il. "Vous pouvez garder les soi-disant ouvriers. Titan n'est pas intéressé par l'usine d'Amiens-Nord."

Le PDG de Titan international s'en prend en outre au gouvernement américain, qui à ses yeux "ne vaut pas beaucoup mieux que le gouvernement Français".

Invité sur Europe 1, le délégué CGT de Goodyear à Amiens-Nord, Mickaël Wamen, a dénoncé une "lettre insultante".

"Elle nous conforte dans le fait que nous avons eu raison d'agir ainsi", a-t-il estimé. "M. Taylor fait aujourd'hui état d'une usine qu'il vantait dans des entretiens il y a quelques semaines."

"Titan a du mal à percer en Europe. Ce n'est pas avec des propos comme il a tenus aujourd'hui qu'il pourra percer en Europe", a-t-il ajouté.

Le prochain comité central d'entreprise se tiendra le 7 mars au siège du groupe, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). La CGT a appelé les salariés du groupe à manifester ce jour-là. Reuters 20.02

1.2- Mouvement social chez les animateur

La réforme des rythmes scolaires concerne aussi les animateurs qui prennent en charge les élèves pendant les activités périscolaires -midi, soir, mercredi et vacances scolaires- et ils tiennent à le faire savoir. S'ils ne sont pas contre la réforme, ils désirent être concertés sur sa mise en place.

Ce mercredi, 80% des 360 centres de loisir parisiens étaient fermés. Et 300 animateurs se sont réunis sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville.

Jean Pierre Lubek, secrétaire général du principal syndicat UNSA-Animation, précise même que, dans la plupart des arrondissements, 90% des établissements étaient fermés. «La mobilisation a été un peu moins forte dans les 7e, 15e, 16e et 17e arrondissements. Mais c'est une des plus forte grèves qu'on ait connues.» 20minutes.fr 20.02

2- Grèce

Au moins 50.000 manifestants sont descendus dans la rue mercredi en Grèce dans le cadre d'une grève générale perturbant notamment les transports, pour protester contre l'austérité dont les créanciers internationaux s'approprient à vérifier la mise en oeuvre.

A Athènes, la police, largement déployée, a estimé les manifestants à quelque 35.000, et à quelque 15.000 à Salonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord.

Des incidents limités ont été signalés: dans la capitale, des policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour repousser des manifestants qui leur lançaient des pierres, tandis qu'à Salonique et Héraklion (Crète), le véhicule d'une télévision et une voiture de patrouille ont été incendiés, et des vitrines de prêteurs sur gages endommagées.

La mobilisation visait, selon les centrales syndicales GSEE du privé et Adedy du public, à "répondre aux politiques anti-croissance qui ont paupérisé la société et enfoncent l'économie dans la crise". Elle était au niveau de celle de la dernière journée de protestation sociale en novembre.

"Stop, nous n'en pouvons plus", proclamait la banderole centrale du cortège syndical, grossi par les troupes du principal parti d'opposition, le Syriza, de gauche radicale, dont les tracts appelaient à "faire tomber le plus vite possible" le gouvernement.

Dans la foule, Panayotis Kolovos, jeune avocat de 25 ans "se considère comme chanceux avec au moins un emploi, même s'il n'est payé que 600 euros". "Nous ne survivons qu'à grand peine", lance-t-il à l'AFP.

"Tout le monde autour de moi est sans emploi", affirme Alexandra Papadatou, 28 ans, diplômée d'économie au chômage. Le chômage frappe 27% des actifs, plus de 60% chez les jeunes.

Comme de coutume, le Front syndical communiste Pame a manifesté à part, sous le slogan "Non aux bagnes modernes", pour dénoncer la dérégulation en cours du marché du travail qui fait baisser les salaires en cascade.

Quelques tracteurs figuraient dans son cortège, signal de la colère des agriculteurs, mobilisés dans le centre rural contre un durcissement de leur régime fiscal et le manque de crédit.

Comme en Espagne ou au Portugal, les contestataires grecs ne voient plus d'issue à une politique de rigueur et de réformes initiée en 2010, qui se traduit dans l'immédiat par plus d'asphyxie économique et met à bas la santé, l'éducation et la protection sociale.

Selon une étude, plus de la moitié des foyers est menacé d'insolvabilité. "*Toutes ces mesures ont apporté la misère*", s'emporte Dimitris Balayannis, un technicien de presse de 51 ans, fraîchement licencié.

L'exécutif lui-même renâcle parfois: pour éviter de licencier des fonctionnaires, il tente de convaincre ses crédeurs que les départs en retraite suffiront à tenir l'objectif de 25.000 postes en moins dans le public pour 2013.

Mais le Premier ministre conservateur Antonis Samaras a aussi recouru à la manière forte -- intervention policière et réquisition -- pour casser deux récentes grèves des marins et des employés du métro d'Athènes.

Dans un pays à l'activité déjà passablement ralentie par six ans de récession, la grève générale, la première de l'année, a perturbé les dessertes aériennes domestiques, ferroviaires et urbaines, et maintenu à quai les bateaux desservant les îles, tandis qu'hôpitaux, écoles et administrations ont tourné au ralenti. AFP 20.02

3- Suède

Le constructeur suédois Volvo, contrôlé par le chinois Geely, a annoncé mercredi qu'il comptait supprimer environ 1.000 emplois dans le cadre d'un plan d'économies de 1,5 milliard de couronnes (178 millions d'euros).

Un porte-parole de Volvo a précisé que 750 suppressions concerneraient des postes de consultants et que le reste devrait s'accomplir par des départs volontaires, comme des retraites anticipées, au sein des effectifs permanents. Reuters 20.02

4- Inde

Des véhicules ont été détruits mercredi et des usines endommagées près de New Delhi au début d'une grève de 48 heures contre la hausse des prix.

A coups de pierres, environ 400 grévistes s'en sont pris à des sites de production de Noida, ville industrielle située 16 km à l'est de la capitale, pour les contraindre à cesser de fonctionner, a constaté un correspondant de Reuters.

La police a riposté à coup de bâtons. Sept voitures et un camion de pompier ont été incendiés et une douzaine d'autres véhicules ont été endommagés.

Des violences ont également éclaté dans d'autres secteurs où les grévistes, qui protestent notamment contre le prix des carburants, ont tenté de bloquer la circulation. Un militant syndical a été tué à Ambala, dans le nord du pays, rapportent les médias.

Un grand nombre d'usines et d'entreprises sont restées fermées mercredi et les transports publics étaient perturbés, mais New Delhi et Bombay, le grand centre financier du pays, étaient dans l'ensemble peu touchés. Les marchés financiers sont restés ouverts.

Ce mouvement social survient alors que le gouvernement s'apprête à présenter un budget d'austérité au parlement. Les députés doivent entamer jeudi une session pour débattre du budget de l'année fiscale 2013/2014. Le gouvernement entend réduire les dépenses publiques de 10% afin d'éviter une dégradation de la note souveraine, ont déclaré à Reuters plusieurs responsables indiens.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh, confronté au plus sérieux ralentissement de l'activité économique depuis dix ans, avait demandé aux syndicats de renoncer à leur mot d'ordre de grève, mais ceux-ci avaient refusé. Reuters 20.02

ECONOMIE

Fed

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a révélé mercredi qu'un nombre important de ses dirigeants s'inquiétaient du cap actuel de sa politique monétaire, ce qui pourrait la contraindre à diminuer plus tôt que prévu son soutien énorme à la reprise économique du pays.

La Fed avait décidé le 30 janvier de maintenir le cap de sa politique monétaire ultra-accommodante, et en particulier de continuer de racheter sur les marchés des obligations d'Etat américaines et des titres adossés à des créances immobilières pour un montant total de 85 milliards de dollars par mois tant que *"la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement"*.

Cependant, révèlent les minutes, *"un certain nombre"* de dirigeants de la Fed indiquent désormais *"que l'évaluation, en cours, de l'efficacité et des coûts des rachats d'actifs (...) pourrait bien conduire le Comité à les diminuer ou à y mettre fin avant qu'il soit d'avis qu'une nette amélioration de la perspective du marché du travail s'est concrétisée"*.

Par sa politique de rachats d'actifs, la Fed crée chaque mois 85 milliards de dollars, en sus des près de 2.500 milliards qu'elle a créés en injectant des liquidités dans l'économie depuis 2008. A ce rythme, chaque mois qui passe risque de compliquer la mise en oeuvre de la politique de sortie de crise de la Fed, lorsqu'il s'agira de retirer ces sommes du système.

Toutes ces mesures ont pour but de maintenir une pression maximale sur l'ensemble des taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de favoriser l'investissement, la consommation et le marché du logement et, in fine, de hâter la reprise du marché de l'emploi --le taux de chômage officiel est encore de 7,9% aux Etats-Unis. AFP 20.02

[Haut de page ↗](#)

Le 22 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne quelques articles.

Comment se fait-il que des intellectuels critiques envers le capitalisme, l'impérialisme américain et Israël en particuliers, sont invités sur des plateaux de télévisions, alors que le néo conservatisme ou la mise en oeuvre de la politique dictée par l'oligarchie financière est incompatible avec l'exercice de la démocratie, à l'heure où sévit la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme ?

C'est une question que se posent bien des militants.

En réalité, ces intellectuels les critiquent jusqu'à une certaine limite seulement, au-delà de laquelle ils sont incapables de penser la société où le monde témoignant ainsi leur subordination au capital. Ils en sont inconscients pour les plus honnêtes d'entre eux.

Ceux qui les invitent le savent pertinemment et s'en régaleront, ils sont dans le rôle des provocateurs, sachant qu'à un moment donné leurs interlocuteurs se retrouveront coincés ou dans une impasse ou pire s'emporteront. Souvent le ton monte, les différents protagonistes de cette farce s'invectivent, le présentateur les rappelle à l'ordre et l'émission se poursuit.

Comme les gauchistes, ils sont en quelque sorte les idiots utiles du régime, ils lui servent de cautions démocratiques, dans l'impossibilité de proposer une alternative sérieuse, cohérente et crédible au capitalisme, ils demeurent fréquentables aussi longtemps qu'ils ne le remettent pas en cause. Il en va de même de bien d'autres acteurs, tels les représentants des associations en tous genres que le régime finance ou des portails d'information sur Internet.

Ce genre d'émissions n'a pas pour objet de permettre aux téléspectateurs de pouvoir se prononcer de manière définitive sur une question, mais plutôt de faire en sorte que les idées dominantes qui sont celles de la classe dominante le demeure. Quand on les questionne à l'issue d'un "débat", ils répondent qu'il leur est difficile de trancher entre l'une ou l'autre des positions exposées, ou encore que chacun des protagonistes en présence ont avancé des arguments valables ou l'opposé, bref, que le départager est impossible, ce qui est parfaitement normal puisqu'ils évoluent dans le même cadre.

En politique, et cela concerne tous les acteurs, il y a ceux qui prennent ouvertement position pour le capitalisme, il y a ceux qui veulent le réformer et qui s'en accommodent, et il y a ceux qui le rejettent et combattent pour le liquider. Toutes les émissions ou "débats" auxquels on peut assister à la télévision se déroulent exclusivement entre les deux premières catégories exposées plus haut. Y aurait-il un farouche opposant au capitalisme invité, quelqu'un de sérieux et qui maîtrise son sujet, qu'il serait seul contre la totalité des autres invités qui lui tomberaient dessus, il disposerait d'un temps de parole ridicule, mieux, il serait sans cesse coupé de manière à ne jamais pouvoir exposer clairement ses idées. A l'arrivée par sa présence il aura cautionné ce genre d'émissions et il se sera ridiculisé.

Et quand ils invitent Besancenot, Poutou ou Arthaud par exemple, c'est parce qu'ils savent que leurs discours sont tellement stéréotypés qu'ils perdent d'emblée toute crédibilité, quoi qu'ils puissent dire de très juste par ailleurs, ils passeront pour des guignols pour l'immense majorité des téléspectateurs, or c'est ce que visent les organisateurs et non l'infime minorité qui serait sensible à leurs discours ou qui leur est déjà acquise, au-delà, ces pantins tenant parfaitement le rôle qui leur a été

imparti servent à décrédibiliser toute opposition au régime ou à ses idées et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

Le suggérer suffira...

- Goodyear: Et si le patron de Titan avait (en partie) raison? - 20minutes.fr

Voyons, il y a des choses qui doivent rester entre nous.

- Goodyear : Parisot juge "*choquante*" et "*inacceptable*" la lettre du patron de Titan - LePoint.fr

Chacun son tour... comme c'était annoncé.

- Zone euro : la France en première ligne LePoint.fr -

- Industrie: plus fort recul de l'activité du privé en France depuis près de 4 ans - AFP

- Batho juge une hausse des taxes sur le diesel incontournable - Reuters

- Automobile: la production française de Renault et PSA s'effondre - L'Expansion.com

- Maurice Taylor : la France «*va finir comme la Grèce*» - Liberation.fr

Intox. Un banal accident de voiture

- Policiers tués : "*profonde émotion*" de François Hollande - LePoint.fr

- Policiers tués dans une course-poursuite: "*Emotion*" et "*soutien*" de Valls - Liberation.fr

- Les forces de l'ordre de plus en plus prises pour cibles - LeFigaro.fr

- Paris: Deux policiers tués dans une course-poursuite par un chauffard ivre - 20minutes.fr

- Policiers tués à Paris: le conducteur du 4x4 était en état d'ébriété - L'Express.fr

La palme de la réaction.

- Policiers tués sur le périphérique : le 4X4 roulait à une vitesse "*hallucinante*" - Atlantico.fr

- Les policiers sont "*sous le choc*", a déclaré le secrétaire général d'Alliance à l'AFP - Atlantico.fr

Les deux policiers tués, âgés de 32 et 40 ans, étaient mariés et pères, respectivement d'un et de deux enfants - Atlantico.fr

Atlantico donne deux noms : Malamine Traoré, Mehdi Bensassou...

Un Internaute réagit :

- "*C'est quoi le but de donner les noms... Sans attendre la fin de l'enquête et le jugement... Juste pour voir encore les commentaires racistes ? Bah c'est pas malin...ou plutôt c'est fait sciemment mais c'est ILLEGAL....*"

L'Express : Deux personnes se trouvaient à bord du véhicule lors de la course-poursuite: le conducteur, âgé de 22 ans, et un passager de 21 ans. (...) L'homme est bien connu des services de police: il a condamné à cinq reprises pour conduite sans permis et une fois pour conduite en état d'ivresse.

Un autre internaute réagit :

- "*Le Nouvel Obs n'hésite pas à divulguer le nom du conducteur multirécidiviste.*"

Quand ce n'est pas Le Nouvel Obs, c'est Le Monde, Le Point, L'Express, Libération, Le Figaro...

Au bout du compte, il s'agissait de malfrats ou de voyous qui sous l'emprise de l'alcool ont provoqué un accident. Le chauffeur n'a pas dû réaliser que la bagnole de flic lui barrait la route et qu'il allait se la payer à toute vitesse. Il a dû penser que les flics ne seraient pas assez cons pour risquer leurs peaux et qu'ils s'écarteraient au dernier moment, sauf qu'ils ne l'ont pas faits.

[Vite, vite, une loi liberticide ou pendons les coupables !](#)

Il faut instaurer la prohibition sur l'alcool

- L'alcool, première cause de mortalité sur la route - [LeFigaro.fr](#)

Il faut interdire les camions en ville

- Neuilly: Un enfant de 12 ans meurt après avoir été renversé par un camion - [20minutes.fr](#)

[Précision inutile](#)

- Ayrault se défend de tout assistanat envers les jeunes - [Reuters](#)

[Calotteries](#)

- Matignon soigne ses relations avec l'Église - [LeFigaro.fr](#) -

- Le Conseil constitutionnel valide le financement public des cultes en Alsace-Moselle - [AFP](#)

- Le concordat est le témoin d'un patrimoine historique - [LeFigaro.fr](#)

- Les hosties plus chères à cause du prix du blé - [LeFigaro.fr](#)

- L'Église américaine à nouveau sur la sellette - [LeFigaro.fr](#)

[Toujours plus réac !](#)

- Cohn-Bendit veut en finir avec les partis politiques - [Le Nouvel Observateur](#)

[Si c'est leur constat, la vérité sera 2 sur 3 ou plus.](#)

- USA: un poisson sur 3 porte une étiquette fausse - [Slate.fr](#)

[Enfin des bonnes nouvelles !](#)

- Zone euro: la contraction de l'activité s'accélère en février - [AFP](#)

- Les PMI douchent l'espoir d'une reprise rapide en zone euro - [Reuters](#)

[Appel à délation](#)

- Grande-Bretagne: le fisc publie pour la première fois les noms de fraudeurs - [AFP](#)

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

Pourquoi il nous faut contruire le parti.

Avec la complicité de tous les partis institutionnels, les institutions de l'Union européenne se sont octroyées un pouvoir grandissant sur les Etats qui la composent au point que la représentation politique des différents Etats, leurs institutions nationales, particulièrement leurs parlements sont dépossédés de tout pouvoir, autrement dit, ce sont les droits politiques des travailleurs qui sont ainsi spoliés.

Les travailleurs ne disposent plus d'aucun moyen politique de s'opposer à la politique réactionnaire qui leur est imposée, sauf à se mobiliser contre l'Etat qui est présent au sein des instances dirigeantes de l'UE et qui se porte garant des traités signés avec l'UE et leur application.

Quand on dit tous les partis institutionnels sont complices de l'UE, il faut avoir en mémoire qu'absolument tous les partis ont participé aux élections des députés au Parlement européen, sans aucune exception, tous ont ainsi légitimé l'Union européenne.

Il nous reste comme seul moyen pour nous opposer à l'UE et parvenir à rompre avec elle, le combat contre les institutions de la Ve République où siègent des représentants de différents partis politiques, les élus de l'ensemble des institutions étant issus de partis politiques, ce sont en réalité ces partis qui assurent le bon fonctionnement et la pérennité des institutions, de l'ordre établi. Pour combattre des partis et des institutions qui ne fonctionnent que grâce à ces partis, seul un parti révolutionnaire rassemblant l'avant-garde la plus consciente des masses exploitées en est capable. Or ce parti n'existe pas.

Certains prétendent le construire, mais comme on vient de le signaler, ceux-ci aussi s'emploient à légitimer l'UE qu'ils prétendent par ailleurs combattre. Ce constat étant posé, nous continuons le combat dans la perspective de construire ce parti sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre notre ennemi, jamais, aucune illusion n'est permise sur cette question déterminante.

Maintenant parmi les réactionnaires qui se prétendent de gauche, il s'en trouve pour affirmer que les partis doivent disparaître ou qu'ils seraient devenus inutiles, alors que l'on vient de voir qu'aucune institution ne fonctionnerait aussi bien au niveau national, européen ou international sans les partis, car tous leurs membres sont affiliés à un parti politique, à part peut-être Rockefeller et Cie qui sont affiliés au parti des banquiers !

On a vu hier que la Commission européenne et le Parlement européen s'étaient mis d'accord pour que dorénavant les budgets des 27 Etats de l'UE soient soumis à un contrôle permanent, afin que tous les gouvernements se plient au diktat de la politique de l'oligarchie financière qu'incarne la BCE et l'UE.

C'est dans ce contexte qu'intervient la nouvelle offensive lancée contre les partis par Cohn-Bendit, sachant que les partis représentants les intérêts des capitalistes ne se dissoudront pas, cette charge était tournée contre les partis ouvriers ou censés représenter les intérêts des travailleurs, car la politique ultra réactionnaire qu'ils sont en train d'appliquer et dont nous avons eu pour le moment qu'un avant-goût nécessite pour être mise en oeuvre que tous les droits politiques de la classe ouvrière qu'incarnent ses partis soient réduits à néant, qu'il soit impossible aux masses exploitées de s'opposer à l'application de cette politique, donc de s'organiser dans des partis qui pour bien faire devraient disparaître tout bonnement, toute forme d'expression démocratique même étroite ou limitée étant incompatible avec la politique prônée par l'oligarchie financière.

Cela peut paraître exagéré ou incompréhensible, pourquoi pour résoudre cette crise économique devraient-ils absolument en passer par là, cela ne s'est jamais vu dans le passé. On peut répondre à cela que cette crise n'a rien avoir avec les précédentes. Certes, elle a les mêmes fondements, les inégalités entre les classes combinées à l'explosion démographique mondiale et les besoins sociaux qui vont avec impossibles à satisfaire, la baisse du taux de profit (moyen) qui accompagne l'évolution du capitalisme ou la baisse constante du capital variable (force de travail à la base de la plus-value produite), l'endettement des Etats, des entreprises et des particuliers, leur taux d'insolvabilité grandissant sur fond de récession et de chômage de masse, etc. tout cela est exact mais insuffisant pour comprendre la nature ou plutôt l'ampleur de cette crise, il faut y ajouter un facteur qui à lui seul interdit toute sortie de crise demain ou dans dix ans ou plus, ce sont les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont créées de toutes pièces et dont on ignore le montant exact, assurément plus de 10.000 milliards de dollars, mais aussi les montages financiers qu'ils ont développés et qui là dépassent tout ce qu'on peut imaginer, qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars, l'ensemble ayant servi à pomper une grande partie de la plus-value dégagée par l'économie productive, le secteur industriel ou marchand, pire, au-delà, la plus-value à venir dans des proportions qu'on ignore, de telle sorte qu'ils ont hypothéqué le capitalisme et l'avenir de la société tels qu'on les connaissait jusqu'à présent...

Pourquoi ont-ils procédé de la sorte ? Parce que le gâteau n'était plus assez conséquent pour éteindre leur soif de profit, la plus-value produite n'était pas suffisante, alors ils ont tapé dans celle à venir. En quoi consiste-t-elle ? Je ne suis pas économiste, mais je dirais qu'elle doit correspondre à la somme de l'endettement mondial des Etats, des entreprises et des particuliers, soit plusieurs fois le PIB mondial (60.000 milliards de dollars). Sinon, il aurait dû recourir à une guerre mondiale afin de tout détruire pour tout reconstruire, pour être bref. On aura compris au passage pourquoi ils ne peuvent pas se passer de la dette, c'est dorénavant ce qui les fait vivre !

Pour le moment ils ont opté pour un autre scénario qui consiste à mettre en oeuvre de violentes politiques d'austérité. Mais elles ne peuvent pas produire les mêmes effets qu'une guerre dévastatrice où toutes les infrastructures, tous moyens de production et tous bâtiments, des pays entiers sont détruits. Ils peuvent tout juste parvenir à faire baisser le coût du travail, les salaires et les retraites, le niveau de vie des masses laborieuses. Cela produit d'autres conséquences similaires aux conditions qui existent avant-guerre, récession, pauvreté et chômage de masse, on peut l'observer en Grèce. Il s'agit-là d'une spirale infernale qui ne peut aboutir qu'à la même situation que dans les années 30 en Europe et aux Etats-Unis sans d'autre issue possible.

Ainsi, soit ils sont en train de préparer les conditions sociales et politiques de la prochaine guerre, soit ils ont un autre plan en tête qui correspond à l'établissement d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial, sauf que les conditions économiques et politiques qui existent aujourd'hui ne permettent pas d'avancer davantage dans cette voie, la Chine et la Russie (notamment) ne sont pas prêtes.

Ils peuvent essayer de gagner du temps en réalisant leur marché unique transatlantique, en concentrant le pouvoir économique au sein de l'UE, mais sur le plan politique ils se heurtent à un obstacle de taille, le prolétariat organisé en syndicats et partis dans toute l'Europe, les institutions politiques qui demeurent en place dans chaque pays. Apparemment, ils ne sont pas prêts ou ils ont renoncé provisoirement à liquider tout bonnement les différents Etats, leurs institutions, ils se contentent de les affaiblir en les endettant un maximum et leur faisant prendre en charge la politique dévastatrice de l'UE. Cela nous permet de faire le lien avec la charge de Cohn-Bendit contre les partis qu'il est plus facile d'attaquer que les institutions.

- Pour Daniel Cohn-Bendit les partis doivent changer, car *"aujourd'hui l'intervention la plus efficace dans la vie publique ne part pas de là. Un parti, c'est un système refermé sur lui-même, hermétique à ce qui se passe dans la société. Quand on voit le duel Copé-Fillon à l'UMP, où le choc titanesque Aubry-Royal au PS, on se dit qu'il faut être totalement 'hors sol' pour offrir un tel spectacle."* Le Nouvel Observateur 21.02

Si ce ne sont plus des partis qui définissent les politiques qui seront appliquées, qui le fera à leur place, des technocrates qui eux ne sont pas *"hermétique"* aux besoins de l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts, comme en Grèce, en Italie, à Bruxelles, etc.

Le problème avec les partis, c'est qu'ils sont censés représenter des classes sociales au sein du système de production capitaliste, alors que l'oligarchie financière ou les rentiers en constituent une à part en quelque sorte où elle revendique ce statut, supérieur ou au-dessus de toutes les autres, ce qu'incarne Monti ou Draghi par exemple. Or, aujourd'hui, la classe ou la couche des classes dominantes qui concentre le pouvoir est étranger au mode de production, en soi il ne l'intéresse pas, seul le profit qu'elle peut en retirer l'intéresse, peut importe dans quelle condition il sera produit et dans quelles conditions vivront les exploités.

On entre dans une nouvelle ère, plus calculatrice et cynique que jamais, une dictature impitoyable à l'échelle mondiale qui pour exister doit faire table rase de tout ce qui incarne l'histoire passée des peuples et des nations dans lesquelles ils se sont développés, tout ce qui incarne une résistance à un tel bouleversement de la civilisation humaine doit être rabaisé, décrié pour enfin être liquidé. C'est dans cette perspective que se situe la liquidation des partis politiques. Vous me direz qu'à l'allure où l'on va, ils n'auront pas trop d'efforts à faire pour y parvenir puisque nos dirigeants s'y emploient minutieusement de leur côté, et c'est bien là qu'est notre drame.

Titan et tyran.

Le PDG de Titan International *"pointe des anomalies qui ont peut-être existé dans l'entreprise, je ne le sais pas"*, estime Laurence Parisot.

"Par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements qu'il faut que nous corrigions", a-t-elle dit. Reuters 21.02

Extrait de la dernière lettre que le PDG du fabricant américain de pneus Titan International, Maurice Taylor, a envoyé à Montebourg. :

- *«Nous avons juste dit que si on voulait être payé pour sept heures de travail, il fallait en travailler au moins six»*, affirme M. Taylor. AFP 21.02

On ne lui demandera pas combien d'heures de travail il devrait effectuer au tarif horaire d'un ouvrier pour justifier son salaire...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

1.1- Le ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Larayedh, a annoncé jeudi l'arrestation de suspects dans l'assassinat le 6 février de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, qui a plongé le pays dans la tourmente. "*L'enquête a bien progressé au point d'arriver à l'arrestation de suspects*", a déclaré à la presse M. Larayedh, sans préciser le nombre ou l'identité des personnes arrêtées.

"*L'enquête n'a pas abouti encore à l'identification du tueur, de ceux qui sont derrière cet assassinat et de ses mobiles*", a ajouté M. Larayedh, se refusant de donner plus de détails en invoquant le secret de l'instruction. M. Larayedh, qui s'est adressé à la presse en présence du chef du gouvernement démissionnaire Hamadi Jebali, a précisé que ce dernier avait rencontré les cadres du ministère de l'Intérieur pour les exhorter à "*continuer de travailler jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement*".

La famille de Chokri Belaïd avait accusé le parti Ennahda, dont sont issus MM. Jebali et Larayedh et qui dément toute implication dans cet assassinat qui a provoqué des émeutes en Tunisie. Lepoint.fr 21.02

1.2- Le Premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, qui a présenté mardi sa démission, refuse de prendre à nouveau la tête du gouvernement, a déclaré jeudi sa formation, Ennahda.

Le parti islamiste au pouvoir annonce dans un communiqué qu'il va choisir un autre candidat au poste de Premier ministre.

Dans la soirée, Hamadi Jebali a présenté dans une allocution télévisée des excuses au peuple tunisien et lui a demandé de rester uni afin que le pays surmonte la crise politique actuelle.

"*Les Tunisiens devront faire preuve de patience dans les mois qui viennent. Les revendications et les sit-in doivent cesser jusqu'à ce que la révolution l'emporte*", a-t-il déclaré.

Un haut responsable d'Ennahda a déclaré à Reuters que le prochain Premier ministre viendrait de l'aile dure du mouvement islamiste qui refuse d'accorder le moindre rôle aux responsables liés à l'ancien régime du président Zine Ben Ali, renversé le 14 janvier 2011.

Ce responsable a nommé cinq candidats potentiels, tous membres du gouvernement sortant : Nourredine Bouheiri (Justice), Abdellatif Mekki (Santé), Mohamed Ben Salem (Agriculture), Ali Laarayedh (Intérieur) et Abdelkarim Harouni (Transports).

"*Ennahda tiendra une réunion ce soir pour choisir un candidat. Le prochain Premier ministre sera un des noms sur la liste*", a ajouté le responsable.

Une fois formellement désigné par le président de la République, le futur Premier ministre aura deux semaines pour former un gouvernement.

Ennahda, vainqueur des législatives d'octobre 2011, contrôle 42% des sièges à l'Assemblée nationale constituante - 89 sièges sur 217 - chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

Le Congrès pour la République (CPR) du chef de l'Etat, qui a 29 sièges à l'assemblée, a annoncé qu'il était prêt à rejoindre le nouveau gouvernement. "*Notre parti participera au nouveau gouvernement et aura un rôle actif à jouer*", a déclaré Hedi Ben Abbas, porte-parole du CPR, après un entretien avec Marzouki.

A eux deux, Ennahda et le CPR s'assureraient une majorité à l'assemblée avec 118 élus. On ignore si d'autres partis laïques sont prêts à rejoindre la coalition.

Mais un nouveau Premier ministre issu de l'aile la plus conservatrice du mouvement pourrait avoir des difficultés à trouver des alliés laïques dans le climat extrêmement tendu créé par l'assassinat de Belaïd.

La crise politique a également mis en lumière les divergences internes à Ennahda, entre Ghannouchi, revenu d'exil après la chute de Ben Ali, et Jebali, emprisonné sous l'ancien président pour son rôle d'opposant.

Pour le politologue Salem Labyed, la Tunisie, berceau du "*printemps arabe*", est à nouveau à la croisée des chemins.

"*Si Ennahda désigne un de ses faucons, il y aura un conflit avec les partis laïques. A ce moment-là, le climat pourrait devenir très tendu et déborder dans la rue*", dit-il. Reuters 21.02

2- Etats-Unis

Les coupes budgétaires automatiques prévues pour le 1er mars sont la conséquence d'un mécanisme voté en 2011 par le Congrès, avec l'aval de Barack Obama, pour surmonter l'impasse politique à Washington et, enfin, contrôler le déficit public.

Au départ, les coupes automatiques devaient simplement servir de menace pour inciter les deux partis à forger un compromis alternatif.

Mais, comme dans un mauvais film à suspense, ce qui devait arriver arriva: en pleine campagne électorale, ni les démocrates ni les républicains n'ont cédé sur leurs propres exigences. Aucun plan de remplacement n'a vu le jour, et le budget de l'Etat fédéral sera donc coupé "*automatiquement*".

Au menu: une réduction des dépenses de 85 milliards de dollars entre le 1er mars et le 30 septembre, fin de l'exercice fiscal 2013. Et 109 milliards pour chacune des neuf années suivantes, au terme desquelles le déficit serait réduit à 3,6% du produit intérieur brut, contre 5,3% cette année.

La somme, 85 milliards, peut sembler faible sur un budget total de quelque 3.500 milliards. Mais l'impact est localisé sur certains programmes.

La défense sera la plus durement frappée, avec un budget raboté d'environ 8% en 2013. Les militaires sont immunisés, mais les 800.000 civils du Pentagone passeront au chômage partiel un jour par semaine à partir de fin avril --une réduction de salaire de 20%.

La Marine réduira le nombre de jours en mer de ses navires de 30 à 35%. Le déploiement d'un second porte-avions dans le Golfe a été annulé. Et la maintenance des bases et équipements militaires est déjà différée, forçant les sous-traitants de la défense à licencier.

Le reste du budget subira une réduction d'environ 5% cette année, puis d'environ 6 à 7% chacune des neuf années suivantes, selon les calculs du centre de réflexion CBPP à Washington.

Les grands programmes sociaux sont exemptés: la retraite, la santé pour les plus démunis, les bons alimentaires. Mais ailleurs, de l'agriculture à l'éducation et la justice, chaque ligne budgétaire sera touchée.

La Maison Blanche a fait ses calculs: sont menacés 10.000 emplois de professeurs, des centaines de procureurs fédéraux, ou encore les services d'inspection alimentaire. AFP 21.02

3- Syrie

3.1- Les informations contradictoires se succèdent :

Alors que des images vidéos mettent en scène le crash sur les frontières syro-libanaise d'un avion qui selon les sources militaires officieuses est israélien, Time of Israel parle d'un drone abattu par la DCA syrienne! Un missile sol-air, selon les témoins, aurait intercepté l'appareil qui s'est écrasé dans les forêts Al Rachadya. L'agence de presse libanaise avait annoncé la violation de l'espace aérien libanais par plusieurs avions sionistes. french.irib.ir 21.02

Le conseiller du gouvernement américain a fait part de la vaste guerre cybernétique lancée par la Maison Blanche contre la RII, la Chine et la Russie.

Scott Borg, chef exécutif du département des conséquences cybernétiques (US cyber consequences unit) et conseiller du gouvernement US, l'a annoncé, mercredi, sur l'antenne de NBC, ajoutant qu'une course est en cours entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie, pour créer les plus puissants virus, vers, rojan chevaux et d'autres outils de la guerre cybernétique, pour lutter les uns contre les autres, ainsi que contre les pays moins développés. Le conseiller du gouvernement américain a affirmé que la RII est, sérieusement, en train de développer ses capacités, dans son armée cybernétique, pour faire face aux attaques cybernétiques. french.irib.ir 21.02

3.2- Selon des sources militaires syriennes, un chasseur israélien aurait été abattu, mercredi, près des frontières syro-libanaise.

Selon la télévision Al-Jadeeda, "*les rebelles, croyant qu'il s'agissait d'un avion syrien, ont filmé la scène et manifesté leur joie, en criant Allah Akbar*". Or, ajoute la source militaire syrienne, "*c'est un chasseur israélien, qui a été abattu, avec un missile Sam 7 de l'armée syrienne*", et qui "*s'est écrasé, dans les faubourgs boisés de Rashadiya*". L'IRIB n'est pas en mesure de confirmer

cette information. Il y a un mois, l'aviation sioniste a mené un raid contre un centre de recherche de l'armée syrienne, en tuant 7 personnes. La Syrie a promis de riposter, à sa manière. french.tribune.com 21.02

SOCIAL

1- Inde

Les banques publiques et les usines étaient paralysées jeudi en Inde au second jour d'une grève nationale lancée par les syndicats pour protester contre une politique gouvernementale "*anti-travail*", un mouvement qui sonne comme un avertissement à un an des élections générales.

Cette grève lancée par onze organisations syndicales vise à dénoncer une série de mesures ouvrant des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers pour relancer la croissance et réduire le déficit public.

Les grévistes entendent aussi protester contre un taux d'inflation élevé et une hausse des prix du carburant, annoncée à l'automne dernier.

Selon les observateurs, cette grève souligne le mécontentement au sein de la classe ouvrière qui se sent exclue du développement économique du pays au cours des dix dernières années.

Des responsables de deux partis de gauche ont annoncé qu'ils boycottaient l'ouverture de la nouvelle session parlementaire jeudi en signe de solidarité avec les grévistes.

"*La grève reflète la colère contre le gouvernement et ses politiques*", a déclaré Gurudas Dasgupta, le secrétaire général du Congrès indien des syndicats (AITUC), une organisation orientée à gauche.

En début de semaine, le Premier ministre du gouvernement de centre-gauche, Manmohan Singh, a appelé les syndicats à lever leur appel à la grève en mettant en garde contre le risque de pertes pour l'économie, dans un contexte de sévère ralentissement de la croissance.

Pour éviter une éruption de violence dans ses usines, le constructeur automobile Maruti a donné leur journée au personnel, selon l'agence Press Trust of India. En juillet dernier, une violente émeute avait fait un mort et près d'une centaine de blessés parmi les cadres.

Mercredi, des manifestations ont dégénéré dans une ville satellite de New Delhi lorsqu'une foule a lancé des pierres, vandalisé des usines et mis le feu à plusieurs véhicules. AFP 21.02

2- Belgique

Entre 30.000 (selon la police) et 40.000 (selon les organisateurs) personnes ont manifesté jeudi dans le centre de Bruxelles, à l'appel des trois grands syndicats belges, pour dénoncer les politiques d'austérité qui se traduisent notamment par un gel des salaires.

Une importante délégation de travailleurs des sites liégeois d'ArcelorMittal, frappés par une restructuration, et de l'usine Ford de Genk, qui fermera fin 2014, ouvrait le cortège qui a défilé entre les gares du Nord et du Midi.

"*Des pensionnés, des chômeurs, des malades n'ont pas le petit minimum qui leur permet d'ajuster un peu leurs revenus*", a déclaré Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, un des syndicats appelant à cette manifestation.

Les syndicats dénoncent le gel des salaires, l'absence d'augmentation des allocations sociales ou du salaire minimum.

Les syndicats n'ont pas appelé à une grève générale, néanmoins les transports publics ont été perturbés jeudi matin dans la capitale belge, en Wallonie (sud) et en Flandre (nord). En revanche, les trains roulaient pratiquement normalement et les aéroports n'étaient pas perturbés.

La mobilisation a également eu des conséquences dans certaines grandes entreprises, notamment à la Fabrique Nationale (FN) d'armement, en région liégeoise (sud-est), où la grève était totale, ou encore à la Sonaca (construction aéronautique et aérospatiale), dans la région de Charleroi (sud-ouest).

Les syndicats entendaient mettre la pression sur le gouvernement dirigé par le socialiste Elio Di Rupo --mais qui compte également des libéraux et des démocrates chrétiens-- qui a imposé un gel des salaires pour réduire les déficits et renforcer la compétitivité des entreprises.

Les représentants des travailleurs sont également engagés dans un bras de fer avec le patronat, avec lequel il ne parviennent pas à conclure un accord permettant malgré les balises mises par le gouvernement d'améliorer les conditions de travail.

La Fédération des Employeurs de Belgique (FEB), qui plaide pour la modération salariale et des allègement de charges, a sans surprise condamné jeudi la manifestation. "*Il est grand temps d'arrêter de mener des actions et d'opter résolument pour des solutions opérationnelles*", a déclaré son directeur, Pieter Timmermans. AFP 21.02

Haut de page ↗

Le 23 février

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets d'actualité faute de temps. Demain et lundi ce sera service minimum pour cause de santé.

Je n'ai eu ni le temps ni le courage de corriger mes causeries et de les formater en pdf. Je dois faire face à de nouveaux problèmes personnels très graves, dont je ne vous parlerai pas pour une fois.

J'ai mis en ligne une dizaine d'articles de sources diverses. Nouvel avertissement. Ne prenez surtout pas les analyses ou les conclusions qu'ils contiennent pour argent comptant !

Relevé rapidement dans deux articles parcourus en diagonale, je crois qu'il va falloir que je lise tous les articles avant de les mettre en ligne, en réalité, j'en lis un sur dix par manque de temps, car certains posent vraiment problèmes, ils sont à la limite de la falsification, le second ici le prouve.

Titre : Les grands absents du Lincoln de Spielberg : 4 millions d'esclaves.

Et dans cet article : les raisons de l'assassinat de Lincoln passent aussi à la trappe, les mêmes que JFK ou un certain Kadhafi, ce nom doit vous dire quelque chose...

Titre : Fourest et les complotistes : posons les bonnes questions sur la manipulation de l'info.

On peut y lire : "*Affirmer que la guerre en Libye était prévue depuis 10 ans (...) a été suscité par la CIA est stupide*"...

On dispose du témoignage vidéo du Général Wesley Clark qui dément cette affirmation frauduleuse : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

Le Général Wesley Clark précisait même que la Libye faisait partie d'une liste de 7 pays (Afghanistan, Irak, Soudan, Libye, Syrie, Liban et Iran), si vous n'avez jamais visionné cette vidéo, écoutez attentivement ce qu'il dit, il relate une discussion qui a eu lieu 10 jours après le 11 septembre 2001 dans son bureau au Pentagone. Si vous n'avez pas encore regardé cette vidéo, faites-le sans tarder, elle dure 2 minutes et 18 secondes, vous ne perdrez pas votre temps.

Une grande partie de cet article est du même tonneau. Je le mets en ligne pour info uniquement, pour prouver ce que j'avance ici et ci-dessous. Il est le fait de journalistes qui soutiennent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, en réalité Rumsfeld, contre ceux qui la dénoncent (les "*complotistes*" ou "*conspirationnistes*", aujourd'hui entre 30 et 50% des Américains soit dit en passant, à croire qu'ils seront les derniers à soutenir l'administration américaine, le Pentagone et la CIA !), ce qui fait d'eux des complices ou des agents inconsciemment ou malgré eux de la politique guerrière (pour lutter contre le terrorisme) mise en oeuvre par l'impérialisme américain à la suite du 11 septembre 2001 et qu'ils prétendent combattre par ailleurs, partant de là, autant dire que les arguments qu'ils avancent sont totalement inoffensifs ou confinent à l'impuissance.

Il est à noter, que cet article mis en ligne par le portail de Michel Collon, a été publié à l'origine dans un blog du Nouvel Observateur, un magazine atlantiste ou bien connu pour son accointance avec les néo conservateurs américains.

Cet article devrait finalement satisfaire C. Fourest et le club de l'Oratoire, Le Siècle, etc., la même famille que le Nouvel Observateur.

Avant j'avais rédigé ces quelques lignes, je crois qu'il n'y a rien à retrancher.

Les intellectuels (écrivains, journalistes, philosophes, historiens, etc) en général sont vraiment minables, ils ont un état d'esprit épouvantable. Je ne devrais peut-être pas le dire de cette manière-là, mais je m'en tape complètement, je n'ai aucun lien avec eux et je ne tiens pas à en avoir dans ces conditions-là, car finalement ils ont un esprit étroit et borné au possible, non pas parce qu'ils ne partageraient pas mes idées, ce serait prétentieux de ma part, absurde ou grotesque, mais tout simplement parce qu'ils se refusent à réfléchir honnêtement aux questions qu'on leur soumet, pire, ils occultent ou falsifient les faits quand ils les dérangent, du coup toute discussion avec eux est rendue impossible.

Ils sont comme les philosophes enfermés dans le système qu'ils ont créé et ils sont incapables d'en sortir, ils sont tout juste bon à passer leur temps à le justifier, c'est le fond de commerce qui les fait vivre, exactement comme nos dirigeants avec la politique de leurs partis et leurs appareils. On ne pourra pas me reprocher d'attaquer aveuglément les partis, je suis le premier à dire : le parti, encore le parti, toujours le parti, vous en êtes témoins.

Quelques constats.

La brutale politique d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements de l'UE, les guerres impérialistes ou néo coloniales auxquelles ils se livrent, l'endettement sans précédent des Etats, des entreprises et des particuliers dans tous les pays sur tous les continents, les mécanismes financiers plus ou moins occultes dont dispose l'oligarchie financière pour piller légalement les richesses produites à travers le monde, la remise en cause des principes les plus élémentaires de la démocratie ou des droits politiques des travailleurs, la surexploitation du travail en Chine et les pays similaires, la misère dans laquelle ils maintiennent une grande partie de la population, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la mise en coupe réglée des ressources de la planète et la destruction de notre environnement, l'ensemble (combiné) de ces méfaits est dicté uniquement par la crise du capitalisme, qui au-delà de ses fondements a commencé à en saper les bases, qui, s'il s'avérait que le prolétariat mondial était incapable de le stopper dans sa marche destructrice sonnerait le déclin ou la fin de la civilisation humaine telle qu'elle s'est développée jusqu'à nos jours.

Je n'invente rien, je crois me souvenir que Lénine et Trostky étaient parvenus à la même conclusion. Je ne fais que livrer un constat, il n'y a rien d'idéologique ou de doctrinaire dans mon discours. Tous ceux qui seraient tentés de voir un sursaut salutaire à l'occasion de telle ou telle manifestation des masses, qui seraient animés par un optimisme béat suite à tel ou tel événement se mettent le doigt dans l'oeil pour ne pas voir la réalité en face, et quelque part ne craignons pas d'affirmer qu'elle est dramatique pour l'humanité entière. Pourquoi ? Un rappel pour comprendre comment j'en suis arrivé à ce second constat.

En 1917, grâce au parti bolchevik de Lénine et Trotsky et à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat des villes et des campagnes pour la première fois voyait le jour un véritable Etat ouvrier censé rompre avec la spirale sans fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec à terme le règne de la nécessité... Mais voilà, il se trouva qu'au même moment dans les pays les plus industrialisés le prolétariat n'était pas prêt à franchir ce pas et à avancer sur la voie du socialisme. Du coup, c'est la contre-révolution qui l'emporta, réduisant au passage à néant les acquis de la révolution russe de 1917 sans pour autant pouvoir lui infliger un démenti.

A partir du milieu des années 20 au XXe siècle toutes les révolutions prolétariennes furent étouffées dans l'oeuf, échouèrent ou furent confisquées par une caste parasitaire de bureaucrates (Chine, Cuba, etc.) bâtie sur le modèle du stalinisme qui était l'antithèse du bolchevisme, du socialisme ou du communisme, le meilleur allié du capitalisme. Ces contre-révolutionnaires ne s'employèrent pas seulement à faire échouer toutes les révolutions prolétariennes, ils se firent systématiquement les fossoyeurs du socialisme en en donnant une image épouvantable, de telle sorte que les travailleurs qui à travers le monde avaient été conduits à épouser l'idéal du socialisme s'en détournèrent ou finirent par identifier le socialisme à sa contrefaçon immonde le stalinisme.

De leur côté, les capitalistes ne furent pas en reste, ils profitèrent du nouveau cycle du capitalisme ouvert après la Seconde guerre mondiale pour finir de corrompre (et de diviser) le mouvement ouvrier et ses dirigeants, y compris ceux de son avant-garde, de telle sorte qu'au moment de l'effondrement de l'URSS et ses satellites, de la restauration du capitalisme en Chine par la suite, le capitalisme demeura le seul système économique ou le seul modèle de société à l'horizon, le prolétariat et la quasi totalité du mouvement ouvrier y étant désormais plus solidement enchaînés que jamais.

Et si j'ai laissé de côté la lutte de classe jusqu'à présent, c'est volontairement, parce qu'elle a été totalement pervertie pendant cette période par ceux, qui au lieu de la considérer comme autant d'expériences ou d'étapes vers l'émancipation du capital ou dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, qui a bien des égards aurait pu être précipité ou avoir lieu depuis très longtemps, si les dirigeants du mouvement ouvrier ne s'étaient pas employés à troquer la mobilisation des masses pour obtenir satisfaction à leurs revendications, la négociation ou l'ancêtre de ce qu'on appelle aujourd'hui le dialogue social, au bout du compte la lutte de classe à force d'être subordonnée au capitalisme ou de se situer sur le terrain du capitalisme a fini par être incapable de nos jours de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, au point que les idées du socialisme sont devenues totalement étrangères à la classe ouvrière ou aux masses exploitées. Je n'invente rien, on peut en faire le constat quotidiennement, hélas !

Tout cela pour en arriver à un autre constat tout aussi affligeant ou dramatique, je ne noircis par le tableau par plaisir, mais parce que c'est malheureusement la couleur qu'il convient d'employer pour demeurer fidèle à la réalité. Je sais, se la prendre en pleine figure, cela peut faire mal, ne m'en voulez pas, je m'en tiens aux faits et je n'ai pas du tout envie de vous raconter des histoires ou de vous tromper.

Pourquoi j'ai fait ce rappel plus haut, parce que même si dans un pays il existait un parti du type de celui de Lénine et qu'une révolution était victorieuse, il y aurait fort à craindre que par la suite la tournure des événements emprunte celle à laquelle nous avons assisté à partir de la moitié des années 20. Même s'il existait une Internationale ouvrière digne de ce nom faudrait-il encore que ses sections soient aussi puissantes ou développées que le parti bolchevik, or aujourd'hui on ne voit pas trop par quel miracle cela pourrait se produire, c'est impossible et nous préférons regarder lucidement la réalité en face. Nous sommes donc dans une impasse totale, voilà ma conclusion et ce sera mon dernier constat.

Est-ce que nos dirigeants, les cadres et les militants de l'avant-garde qui combattent pour le socialisme en ont vraiment conscience ? Rien n'est moins sûr. Aucun élément ne permet de l'affirmer. C'est le côté profondément tragique de la situation, car on a été incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire et de faire en sorte que le niveau de conscience politique des masses progresse.

Je ne veux accuser personne car l'heure est beaucoup trop grave pour cela. Je ne parviens pas à comprendre quel est l'obstacle qui empêche travailleurs, militants, cadres et dirigeants de renouer avec le marxisme, avec le léninisme, le socialisme, de se rassembler dans le même parti sur cet objectif. Je vous ai toujours dit qu'il fallait être modeste ou humble dans la vie, je crois vraiment que c'est le moment où jamais.

Un dernier mot que je rajoute rapidement samedi matin.

Je serais sur le terrain en France ou je militerais que cela ne changerait absolument rien aux constats que j'ai dressés.

Les intellectuels pourraient en profiter pour dire : voyez, vous dites vous-même qu'il n'y a pas d'issue... Faux, je dis qu'aucun parti se situe (pour le moment) sur le plan du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme, mais cette alternative existe bel et bien, l'humanité n'a aucun avenir si le capitalisme devait demeurer en place, ce serait le chaos, la barbarie qui s'étendrait sur toute la surface de la terre, ce n'est pas la même chose. Rien ne justifie de se situer sur le terrain du capitalisme, à part l'ignorance ou des intérêts individuels que l'on cherche à préserver au détriment du sort du reste de l'humanité...

En fait, ce qui se passe et qui explique pourquoi les conditions subjectives ne sont pas mûres, provient du fait que les conditions objectives ne le sont pas non plus. On ne socialise pas la misère dit-on... Sauf que c'est bien au siècle de la misère humaine que le marxisme vit le jour, que la Commune de Paris eut lieu, que les syndicats et les partis ouvriers furent créés, que se développa la plus intense lutte de classes de l'histoire de l'humanité, on pourrait même ajouter la révolution russe de 1905 et 1917 quand les masses russes étaient en proie à une dictature implacable et une misère effroyable, donc tout cela est incompréhension ou baratin de capitulards ou de renégats, de lieutenants des capitalistes.

Attendons de voir ce qui se passera quand la situation en France, en Espagne et Italie serait similaire à celle qui existe en Grèce et on en reparlera. La majorité des masses en France continue de vivre comme avant, comme s'il n'y avait pas de crise du capitalisme, elle a encore les moyens d'en supporter les conséquences sans remettre radicalement en cause son mode de vie, son niveau de vie n'en est que guère affecté jusqu'à présent. Il faudra sans doute attendre qu'il soit divisé par deux ou par trois pour que l'issue dont nous avons parlé prenne forme, si toutefois un parti la reprend à son compte, sinon aucun changement qualitatif ne se produira, comme c'est malheureusement le cas en Grèce.

L'issue politique à la crise du capitalisme est la combinaison de conditions objectives favorables, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, et du parti qui incarne consciemment l'évolution de la situation jusqu'à poser les bases d'une nouvelle société sur les cendres de l'ancienne, de l'ancien régime. Qu'un des deux éléments fasse défaut et aucune alternative politique ne peut voir le jour, elle demeurera à l'état théorique si l'on veut, mais elle ne pourra se concrétiser dans la pratique, même avec les meilleures intentions du monde. Il est là le côté dramatique de la situation et non dans les coups très durs que les capitalistes assènent aux masses, car nous savons que malheureusement il faut en passer par là pour que les masses se soulèvent, pour que leur niveau de conscience politique mûrisse, les choses sont ainsi, on peut le regretter ou pleurer à chaudes larmes sur les sacrifices que nous devons consentir que cela n'y changera rien. Apprenons avant tout à regarder la réalité en face au lieu de prendre sans cesse nos désirs pour la réalité, c'est le meilleur moyen pour être vraiment utile à notre classe, à notre cause, à notre idéal (A suivre)

[Collaboration de classes. Droit de l'homme ou lutte de classe ?](#)

- Pour un droit à une information pluraliste par le M'PEP - Le 22 février 2013.

- Le contenu du programme du Conseil national de la Résistance n'a pas pris une ride quand il se fixe pour objectif, entre autre, « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères

». En effet la presse, avant la guerre, notamment au moment du Front populaire, puis pendant l'Occupation, était totalement corrompue par des décennies de compromissions. Elle avait fait la démonstration de la servilité de ses propriétaires et d'une grande partie des journalistes. Certains titres de presse étaient devenus les organes de propagande de l'Allemagne nazie et du régime de Vichy. Aujourd'hui, sous des formes différentes, la presse est tout aussi servile, dans des proportions gigantesques, vis-à-vis des classes dirigeantes dont elle est l'agent. D'ailleurs il vaut mieux utiliser l'expression « *les médias* », c'est-à-dire un ensemble de moyens de communication infiniment plus vaste que la seule presse écrite – qui en fait partie – et dans lequel se placent principalement les télévisions, les radios et Internet. Les grands médias sont un instrument d'asservissement au néolibéralisme, chargé de mener la guerre idéologique. C'est pourquoi le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle devient un droit de l'Homme au sens plein du terme.

Rappelons que le programme du Conseil national de la Résistance n'est rien d'autre que l'achèvement du programme du Front populaire ne remettant pas en cause le capitalisme et ses institutions, son Etat, le tout sous couvert d'union nationale entre le PS (SFIO), le PCF, les syndicats et le parti de l'ordre, ce qui n'a absolument rien avoir avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier et le socialisme.

Compatible avec le plan Marshall concocté par l'impérialisme américain pour reconstruire l'Etat bourgeois et refaire démarrer la machine capitaliste après la Seconde Guerre mondiale, il en sera le pendant social marchandé en échange du désarmement des masses en armes à la fin de la guerre, afin de d'endiguer, de trahir la mobilisation révolutionnaire qui s'était développée à cette époque... La nature du programme du Conseil national de la Résistance était contre-révolutionnaire, voilà le constat que l'on peut établir en le replaçant dans son contexte. Il l'est évidemment tout autant aujourd'hui, si ce n'est plus puisque depuis la crise du capitalisme a pris une ampleur inégalée dans le passé.

Lénine expliquait que reprendre à son compte le mot d'ordre de la liberté d'expression consistait à entretenir des illusions dans la régime, qui consisterait à faire croire que toute les classes pourraient en bénéficier à égalité de droit, alors que c'est impossible sous un régime capitaliste puisque les moyens financiers ou matériels dont disposent les différentes classes sont sans commune mesure pour lui permettre d'exister, au profit de la classe dominante et au détriment de la classe sominée. Autrement dit, que cet argument était démagogique et relevait davantage de la propagande officielle pour revêtir le régime d'un vernis démocratique trompeur à destination des masses exploitées.

Lénine se plaçait sur un autre terrain que celui de la bourgeoisie, et donc celui du M'PEP.

Il estimait que la liberté d'expression dont disposait la classe ouvrière devait être inséparable de son combat contre le régime en place, qu'il était partie prenante de son combat quotidien pour son émancipation du capital, que son combat politique en était l'expression, que seule la classe ouvrière et les partis qui la représentent devaient décider du contenu et de la forme, des moyens mis en oeuvre pour mener leur combat, qu'elle ne pouvait conquérir cette liberté qu'à travers sa mobilisation et sa prise de conscience politique des rapports qui existaient entre les classes, et qu'en aucun cas elle ne devait demander au régime en place d'en être le garant, ce qui aurait consisté à en être l'otage ou pire, le complice sachant qu'elle serait toujours limitée et bafouée tant que le régime n'aurait pas été renversé.

Pour Lénine et conformément au marxisme, que ce soit sur le plan économique, social ou politique, la classe ouvrière ne doit arracher des concessions de la classe des capitalistes dans la perspective de son émancipation du capital uniquement pas sa mobilisation ou son combat politique, car c'est seulement par cette expérience si elle est orientée correctement que le prolétariat peut prendre conscience des rapports qui existent entre les classes et en tirer des leçons pour la suite de son combat, condition pour que le fil qui le relie à son idéal ne soit jamais rompu, en l'occurrence cela fait belle lurette qu'il l'a été, ce qui explique pourquoi nous sommes dans une telle situation. Sinon, s'il s'en remet au régime pour améliorer sa condition, il ne parviendra jamais à en comprendre la nature, donc il sera toujours incapable de le combattre efficacement, l'efficacité de son combat se mesurant en terme de construction du parti révolutionnaire et la progression de son niveau de compréhension de la société dans laquelle il vit.

Nos droits dans tous les domaines, on doit les conquérir par la lutte de classe et non en quémandant au régime des concessions ou des faveurs, tel est l'un des enseignements déterminant du marxisme.

Quand on lit que "*la presse est tout aussi servile*" aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, on sourit spontanément, on se dit quelle naïveté, on se demande où les auteurs de ces lignes veulent en venir. Sont-ils frustrés à ce point-là, que le régime ne leur fasse pas une place suffisante dans ses médias ou ne leur accorde un espace suffisant pour s'émanciper "*librement*" ?

C'est aussi manifester de leur part qu'ils ne comprennent pas la nature de la crise actuelle du capitalisme, avancer le programme du CNR le prouvait déjà. Il semblerait que face à cette crise les différents gouvernements pour mettre en oeuvre leur politique de régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, n'ait pas d'autre alternative que piétiner toute forme d'expression de la démocratie, que museler les droits politiques des masses, au point que réclamer "*le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle*" en devient grotesque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chacun son tour, suite.

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - lexpansion.com

Le gouvernement prépare déjà la rigueur pour 2014.

Ce délai accordé par Bruxelles pour réduire le déficit n'est pas pour autant un blanc-seing. La France reste dans l'oeil du cyclone. L'exécutif européen exhorte clairement Paris à poursuivre ses efforts budgétaires. Si aucune réforme n'était faite, le déficit public de la France continuerait d'augmenter en 2014, à 3,9%, en dépit d'une croissance attendue à 1,2, selon la Commission. *"Etant donné les risques liés à une dette publique qui a déjà grimpé au-dessus de 90% et le défi de compétitivité très important auquel fait face l'économie française, il faut que la France poursuive les efforts budgétaires et les réformes structurelles pour la croissance et l'emploi"*, a souligné Olli Rehn. Bruxelles attend notamment de Paris un profond examen des dépenses publiques.

Message reçu à Bercy et à Matignon. Pierre Moscovici a promis ce vendredi que la France poursuivrait ses "efforts" pour rétablir les finances publiques. Il a énuméré les chantiers du gouvernement pour faire des économies de 60 milliards d'euros sur les dépenses publiques en cinq ans: réformes des retraites, de la politique familiale, des aides aux entreprises, etc. Des principes de discipline en matière de dépense des ministères ont été édictés mi-janvier par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault dans une circulaire. Enfin, le gouvernement a avancé de trois mois l'envoi des lettres de cadrage pour l'élaboration du budget pour 2014. Tous les ministères seront mis à la diète. lexpansion.com 22.02

Diable, un vrai bordel !

La rumeur s'emballe, plus folle que jamais. Un vrai "casino", comme disent les Italiens. C'est en effet le "bazar" à Rome depuis la parution hier dans le quotidien de gauche italien La Repubblica d'un article faisant état d'un prétendu réseau homosexuel au Vatican impliquant prélats, séminaristes et prestataires de service tarifés. Telle serait la bombe du fameux scandale du Vatileaks - en sus des finances opaques de la Banque du Vatican. Une bombe dont le pape aurait eu connaissance dès le mois de décembre dernier, et qui aurait fortement contribué à son renoncement. Quelques heures plus tard, on apprenait que le pape allait rencontrer - vraisemblablement lundi prochain 25 février - les trois cardinaux qu'il avait missionnés pour enquêter sur l'affaire au nom de l'Eglise. De là à imaginer que le contenu de leur rapport est aussi explosif que le laisse entendre la presse italienne...

"C'est une montée en puissance du dénigrement dont est victime l'Eglise depuis plusieurs années, répond à l'Express un responsable de la curie. En ce moment, toutes sortes de choses sortent. Le cardinal canadien Ouellet (ndlr: l'un des papabili les plus sérieux) était lui-même visé ces derniers jours par la presse, qui rappelait que son frère avait eu des ennuis avec la justice, et pas pour des babioles!"

L'homosexualité au sein du Vatican est l'une de ces évidences dont tout le monde parle à Rome, mais que nul ne s'aventure jamais à détailler publiquement, de crainte des répercussions. C'est d'ailleurs pour cela que le vaticaniste Marco Politi ne croit pas à la thèse de ses collègues de la Repubblica. *"Dans tous les courants de la curie - conservateur ou réformateurs - on trouve des gens aux moeurs homosexuelles. On ne peut absolument pas envisager un lobby gay qui ferait pression sur le pape, puisque cette pression nuirait à beaucoup trop de personnes! Sans compter que l'article ne comporte aucune citation directe du rapport établi par les cardinaux chargés de l'enquête interne sur Vatileaks. Il faut donc prendre tout cela avec beaucoup de pincettes"*.

Ce nouvel épisode s'ajoute à d'autres informations récentes - certifiées, celles-là- fortement embarrassantes pour le Vatican, telle que l'audition du cardinal américain Timothy Dolan - autre papabile. Le prélat vient d'être entendu dans une enquête sur des abus sexuels commis par des prêtres de son ancien diocèse de Milwaukee alors qu'il était archevêque, entre 2002 et 2009. La polémique enfle autour de la participation au conclave de cardinaux qui auraient pêché par négligence dans les affaires de pédophilie de leur diocèse, tel le primat d'Irlande, Sean O'Brady. Si le pontificat de Benoît XVI fut tout sauf tranquille, son épilogue promet d'être au moins aussi agité. lexpansion.com 22.02

Ne dites surtout pas que la curie est dégénérée, l'homosexualité est à la mode, pour un peu les Grecs s'y adonnant dans l'Antiquité, elle serait même à l'origine de la démocratie, au même titre que l'esclavage qui en était le pendant et dont certains sont nostalgiques, où cela ? mais en Grèce voyons, informez-vous...

Ce qui autrefois constituait un signe évident de la dégénérescence ou de la décadence d'une société est devenu le symbole de sa prospérité... Si, si, puisqu'on vous le martèle sous tous les angles, c'est que la classe dominante y a forcément un intérêt quelque part... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, dans la société les rapports entre les hommes et les femmes, entre les classes, à l'intérieur des classes ne se sont jamais aussi bien portés que de nos jours... Comment cela, vous ne vous êtes pas rendus compte, c'est que vous avez dû passer à côté de quelque chose.

On reviendra plus tard sur la crise qui secoue ce paradis fiscal où les anges batifolent joyeusement. Cela aurait un rapport avec l'oligarchie financière et ses projets politiques criminels à l'échelle de la planète. Je dispose bien d'un ensemble de données qui le prouvent, reste à en connaître les aboutissants, or ils se trouvent que ceux qui détiennent ces informations sont des catholiques orthodoxes, donc on ne peut se fier à leurs analyses forcément partisans.

En aparté.

Je suis tombé par hasard sur un article qui affirme que Barroso serait à la tête d'une organisation néo nazi spécialisée dans les enlèvements d'enfants pour le compte d'un réseau pédophile européen très huppé.

Sur le coup j'ai cru à un canular ou une histoire totalement inventée ou sortie de la tête de complotistes, l'article était très long et je ne l'ai pas lu en entier, sauf qu'à la fin il était question d'une enquête de police, donc quelque chose de consistant et vérifiable, dans laquelle il était fait mention d'un témoin qui aurait été menacé de mort s'il prononçait à nouveau le nom du président de la Commission européenne, or s'il s'agissait d'une simple fabulation d'un témoin écervelé il aurait suffi au parquet de le menacer de poursuite pour diffamation par l'intéressé lui-même. Sauf qu'une telle démarche n'a pas eu lieu, car sans doute elle aurait pu alerter les médias qui auraient pu chercher à en savoir plus, chez ces gens-là il y a toujours d'incorrigibles fouilles merde qui sans le vouloir auraient pu soulevé un lièvre plutôt encombrant pour l'UE. De toutes manières cette personne ne pourra plus témoigner si nécessaire, bizarrement elle est morte depuis, ils ont dû le liquider.

Je vous mets deux extraits de cet article (<http://www.wikistrike.com>) à prendre avec réserves.

- " C'est un journaliste anglais, Christopher Story, qui a sorti l'info: la petite Madeleine McCann aurait été enlevée pour le compte du président de la commission européenne, José Manuel Barroso. Comme avec l'affaire Joris Demmink aux Pays-Bas, on se rapproche furieusement des réseaux d'extrême droite installés après-guerre, mais par l'Allemagne cette fois.

Je vous donne ici un peu les infos brutes sur le sujet, qui restent bien sur sujettes à caution. Toutefois, les mécanismes qui sont dévoilés existent bel et bien, notamment en France. Reprenons.

Maddie a été enlevée à l'Ocean Club Resort de Praia da Luz, au Portugal, le 3 mai 2007. D'après Christopher Story, c'est un groupe néo nazi lié à la Défense allemande et basé à Dachau, appelé le Deutsche Verteidigungs Dienst (DVD), qui a fait le coup. Ceci, à l'instigation de Barroso, le président de la commission européenne, cet instrument de gouvernance fasciste, depuis 2004. Barroso a aussi été premier ministre du Portugal en 2002, franchement atlantiste, et a jeté les bases de la crise économique catastrophique que connaît son pays. D'ailleurs, il a fait exactement la même chose avec l'Europe, à croire que son seul but est de nous ruiner. (...)

Un certain Robert Argiz qui se présente comme un simple citoyen, a écrit en novembre 2009 à Barroso pour le mettre face à ses responsabilités et lui demander de rendre Maddie.

Entre deux petits fours, peut-être qu'il a eu le temps de la lire. Argiz écrit que c'est donc lui, Barroso, qui a ordonné son enlèvement. Il écrit que d'après le rapport du Global Analysis International Intelligence Agency de Christopher Story, « vous avez ordonné l'enlèvement de Madeleine McCann, après avoir vu les photos d'elle qui vous ont été montrée trois jours avant qu'elle soit enlevée, le 3 mai 2007, et elle est aujourd'hui retenue en captivité sous vos ordres. Le rapport d'analyse nous informe aussi que le 7 août 2007, le détective John Shore de la London Metropolitan Police intelligence unit a confirmé que Madeleine McCann a été kidnappée sous les ordres d'un haut membre de la Commission Européenne, via des personnes travaillant pour une organisation pédophile en Belgique, présente également au Portugal, après avoir reçu ses photos en pièce jointe dans un e-mail envoyé depuis Praia de Luz ». Story a expliqué qu'il avait publié le nom de Barroso suite à des menaces de mort qu'il a reçues par un inconnu lui demandant de ne pas citer Barroso. Mais, justement pour se protéger, Story n'a pas eu le choix et a tout balancé. Finalement, Story est mort en juillet 2010, et certains disent qu'il a été empoisonné lors d'une visite aux USA en mars 2010.

De son côté The Telegraph avait publié un mail envoyé par un agent de la police métropolitaine de Londres à la police de Leicestershire (où vit la famille McCann) en mars 2008, dans lequel l'agent explique que Maddie a été choisie sur photo et enlevée par un réseau pédophile basé en Belgique. Il ajoute que la petite a été prise en photo trois jours avant d'être enlevée.

De fait, toutes les pistes sauf celle du réseau pédophile d'élite ont été explorées, y compris la théorie d'un meurtre commis par les parents, qui ont été largement accablés par la presse. Si la piste Barroso est la bonne, on comprend pourquoi il est impératif de détourner l'attention vers les parents."

On dirait que leur monde est encore mille fois plus pourri que ce qu'on savait déjà, non ? Chut, on va peut-être pouvoir le réformer, demandons-lui la permission !

Goodyear : le tyran voulait conserver 500 emplois sur 1200, cela ne faisait pas le compte.

Sur Europe 1, le PDG de Titan se demande pourquoi Arnaud Montebourg l'"embête" sur le dossier Goodyear.

"*Je veux dire: comment peut-il être aussi stupide?*", demande-t-il en expliquant avoir négocié en vain pendant un an avec la CGT pour sauver 500 emplois "*bien payés*". Reuters 22.02

Avant il avait déclaré que les ouvriers devraient travailler six heures pour être payés sept. En passant de 1200 à 500 emplois pour abattre le même boulot, c'est 16 heures payés 7 qu'ils auraient dû travailler, à moins que le PDG de Titan International eut une autre idée en tête, par exemple liquider l'usine en deux fois avec la complicité de Goodyear ce qui aurait été plus simple ou avantageux pour eux...

On ne compte plus les usines qui ont fait l'objet de 3, 4, 5 dégraissages avant de fermer définitivement leurs portes, ils doivent appeler cela la méthode douce. Pour eux, bien sûr.

ACTUALITE EN TITRES

Jean qui rit

- Wall Street finit en hausse, reconsidérant le message de la Fed - AFP
- Les Bourses européennes terminent en hausse - Reuters
- Nouvelle amélioration du climat des affaires en Allemagne - Reuters
- L'Allemagne ne veut pas imposer de diktat à l'Europe, dit Gauck - Reuters
- Les banques remboursent moins que prévu à la BCE, craintes sur l'Italie - Liberation.fr
- L'ex-patron de Novartis s'excuse du niveau de sa rémunération - L'Expansion.com
- Bruxelles limite les bonus des banquiers : impact nul sur leur rémunération globale - Atlantico.fr
- Volkswagen explose encore les compteurs avec 22 milliards de bénéfices - L'Expansion.com -
- Porsche prévoit d'embaucher 3 000 personnes en cinq ans - L'Expansion.com

Jean qui pleure

- Le gouvernement réduira le déficit à 3% en 2014, dit Moscovici - Reuters
- Le non-cumul des mandats sans doute pas en vigueur avant 2017 - Reuters
- La zone euro en récession en 2013, l'économie française dérape - AFP
- Guetté par la récession, le Royaume-Uni privé de son triple A par Moody's - Liberation.fr
- Plus fort recul des ventes au détail en 18 ans en Italie en 2012 - Reuters

Quand la menace se précise

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - L'Expansion.com
- L'Europe annonce une nouvelle année d'effort pour la France en 2014 - LeMonde.fr
- La France doit prendre des mesures concrètes, dit Asmussen - Reuters

Que vont dire les militaires ?

- Pas d'économies dans le budget des Sports, promet Hollande - Reuters

Place au spectacle, priorité à l'opium du peuple !

Les réacs

- Et les fonctionnaires obtinrent la suppression de la journée de carence... L'emprise de la fonction publique sur la société française est-elle devenue insoutenable ? - Atlantico.fr

- Moins d'Etat, une idée qui fait son chemin - Atlantico.fr

- Pour le patron de Titan «l'extrémiste», c'est le gouvernement - 20minutes.fr

- Les dérives du régime chômage des intermittents du spectacle - LeParisien.fr -

- Chômeur, en vacances au Maroc, il remercie Pôle emploi - Le Nouvel Observateur

Moi, j'ai fait plus fort, pendant deux ans j'ai touché les allocations chômage alors que je me prélassais en Inde, c'était lors de mon premier voyage, à l'époque je passais mes journées à la plage. Voilà au moins une expérience que je ne regrette pas.

Plus fort encore, j'ai bossé environ 20 ans, à 60 ans donc dans 2 ans je vais pouvoir faire valoir mes droits à la retraite, selon l'assistante sociale du consulat de France je devrais toucher une retraite d'environ 300 euros par mois, pour commencer en attendant la complémentaire à 65 ans. C'est royal, cela équivaut à 21.000 roupies, hors loyer j'en dépense la moitié ou à peine plus. Voilà, ma fin de vie est assurée, bien joué, non ?

Surtout que je me suis installé en Inde grâce en partie aux ASSEDIC et pour avoir travaillé au noir, on s'est privé et on a économisé sur tout aussi, pendant 3 ans seulement, pour se passer d'un patron le restant de ses jours ce n'est pas un gros sacrifice. Camarades, je ne suis peut-être pas à la hauteur dans tous les domaines, mais question organisation et budget prévisionnel, je suis imbattable !

Intox

- Un chômeur touche en moyenne 980 euros - Le Nouvel Observateur -

- "*Peut-on combattre sa susceptibilité au travail?*" - L'Express.fr

Moi, j'ai renoncé à combattre celle des militants ou des travailleurs qui se connectent sur le site, je n'y prête même plus attention.

C'est peu dire !

- 60% des Français sont pessimistes pour l'avenir de la France - Reuters

- 3 Français sur 4 jugent injuste la politique fiscale du gouvernement - L'Express.fr

Verser des allocations familiales, des retraites exorbitantes à des parasites, c'est scandaleux, effectivement, un gouvernement ouvrier leur couperait les vivres, pas un euro, vendez les biens qu'on ne vous pas a pas encore confisqués pour survivre ou disparaissez !

Le jour où 60% des Français seront pessimistes pour leur propre avenir on en reparlera...

La négociation à coup de canons

- Les armes en Syrie, un moyen de pression pour négocier- LeFigaro.fr

- Une centaine de mort dans l'attentat de Damas- Liberation.fr -

- Des tirs de roquettes font 29 morts à Alep, selon l'OSDH- Reuters

Un jour j'espère qu'on pourra employer les mêmes moyens avec Le Figaro et ses semblables, sans sommations cela va s'en dire, le but n'étant pas de les épargner, voyez ces innocentes victimes en Syrie, merci messieurs Hollande et Fabius pour cette boucherie, on ne vous oubliera pas non plus....

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a accusé vendredi les Etats-Unis de pratiquer une politique de "deux poids-deux mesures" à propos de la Syrie en reprochant à Washington d'avoir bloqué une déclaration du Conseil de sécurité de l'Onu condamnant un attentat à la bombe à Damas.

Cinquante-trois personnes ont été tuées lors de cet attentat commis jeudi dans la capitale syrienne non loin de l'ambassade de Russie et du siège du parti Baas au pouvoir. Reuters 22.02

2- Tunisie

Le président tunisien, Moncef Marzouki, a chargé vendredi le ministre de l'Intérieur sortant, Ali Larayedh, membre de l'aile dure du parti islamiste Ennahda, de former dans les deux semaines à venir le prochain gouvernement.

Le parti de gauche laïque de Moncef Marzouki, le Congrès pour la république (CPR), deuxième groupe à l'Assemblée avec 29 sièges, a dit son souhait de rejoindre une coalition dirigée par Ennahda, comme c'était le cas dans le gouvernement Jebali.

Le choix d'Ali Larayedh est en revanche critiqué par le reste de l'opposition laïque, qui lui reproche de ne pas avoir mis fin aux violences des mouvements salafistes, même s'il a agi avec fermeté contre les militants liés à Al Qaïda.

"Ce choix aggrave la crise car Larayedh a dirigé le ministère responsable du meurtre de (l'opposant Chokri) Belaïd et de la violence qui s'est étendue dans le pays", accuse Zied Lakhdar, un des dirigeants du Front populaire, dont Chokri Belaïd, tué le 6 février, était secrétaire-général.

Mahmoud Baroudi, dirigeant de l'Alliance démocratique, estime de son côté que la nomination de Larayedh va provoquer une nouvelle vague de contestation populaire. "Il est responsable de l'indulgence envers la violence islamiste contre les militants des droits de l'homme", affirme-t-il. Reuters 22.02

SOCIAL

France

1- Sacfom liquidée

Hier, le tribunal de commerce de Bobigny a placé en liquidation judiciaire Sacfom, la centrale d'achat du distributeur de fournitures de bureau Buro + basée à Rosny-sous-Bois. L'activité devrait cesser dès la semaine prochaine pour ses 109 salariés.

Installée sur 20000 m2 dans la ZAC de la Garenne, la coopérative de la Sacfom (Société des achats en commun des papetiers de France et d'outre-mer), avait été créée en 1948 par des fournisseurs du syndicat des papetiers afin de grouper leurs achats.

Selon les salariés, pour la plupart des agents chargés de la logistique mais aussi des cadres administratifs, chefs de produit et marketing, ce sont les conséquences de la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 qui ont précipité la chute de la centrale d'achat. « Nous fonctionnons avec des marges plutôt faibles au regard des autres entreprises et les banques ont refusé depuis trois ans de nous prêter l'argent dont nous avons besoin pour la trésorerie », expliquait fin janvier l'un des salariés de l'entreprise. Le maire de Rosny-sous-Bois a annoncé qu'il allait rencontrer la semaine prochaine une délégation de salariés.

Si l'avenir de la Sacfom semble scellé, le sort des autres filiales du groupe Buro + (300 emplois en tout, 486 M€ de chiffre d'affaires) devrait être connu la semaine prochaine. Les situations d'Hyperburo (7 salariés) et Hyperburo Développement (46 salariés), également basés à Rosny et qui regroupent les hypermarchés de détail, doit être examiné mercredi prochain par le tribunal de commerce de Bobigny. Quant à Buro + Développement, qui emploie 123 personnes et dispose de plusieurs dépôts dont un à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) et un autre dans la région toulousaine, plusieurs offres de reprise ont été déposées. Leparisien.fr 22.02

2- Retraités.

13,2 millions. C'est le nombre de retraités que comptait la France fin 2012, selon les chiffres que la Cnav (Caisse nationale d'assurance vieillesse) a dévoilés jeudi.

La Cnav a ainsi recensé 605 545 nouveaux retraités en 2012, un nombre en baisse de 4% par rapport à 2011. L'âge moyen des retraités est de 73,3 ans.

Hors retraites complémentaires et avant prélèvements sociaux, le montant moyen brut des pensions est de 665 euros pour les retraités de droit direct (hors pensions de réversion, etc.).

Ce montant s'élève à 289 euros pour les retraités de droits dérivés (pensions de réversion par exemple).

Le montant moyen d'une pension au régime général, pour une carrière complète, s'élève en 2012 à 1 040 euros (contre 1 015 euros en 2011 et 993 euros en 2010).

Pour rappel : le maximum que verse le régime général correspond à la moitié du plafond de la sécurité sociale, soit, au 1er janvier 2013, 1 543 euros. Atlantico.fr 22.02

3- Chômeurs.

Les demandeurs d'emploi indemnisés au titre du chômage percevaient en moyenne 980 euros bruts d'allocation par mois en septembre 2011, et près du tiers n'avaient pas eu de droits au chômage ni à une allocation de solidarité dans les dix ans antérieurs, selon une étude du ministère du Travail publiée vendredi 22 février.

Ce montant était de 6 euros supérieur à celui perçu un an auparavant. Indemnisées en moyenne 7 mois, 42% des personnes n'avaient pas entièrement consommé leurs droits quand, pour diverses raisons (reprise d'emploi, fin de droits, retraite, etc.), elles sont sorties du régime d'indemnisation.

Les chômeurs "indemnisables", pouvant prétendre à une allocation s'ils ont travaillé au moins 4 mois dans les 28 mois précédant (36 mois pour les plus de 50 ans), étaient au nombre de 2,7 millions à fin septembre 2011.

Temps partiel

La moitié sont restés avec des droits ouverts plus de 231 jours continus, le plus haut niveau atteint depuis 2011, souligne la Direction statistique du ministère (Dares).

En moyenne, les nouveaux entrants dans le régime d'assurance chômage sont arrivés avec des droits (durée maximale d'indemnisation) moins longs (528 jours contre 541 jours en 2010). Mais un quart des "indemnisables" ne percevaient pas d'allocation, la plupart du temps (80%) parce qu'ils avaient trop travaillé à temps réduit pour pouvoir cumuler revenu et complément d'allocation.

Près de 4 chômeurs "indemnisables" sur 10 travaillaient à temps réduit (39% contre 38% un an avant). Ces chômeurs en activité réduite ont déclaré, en moyenne, 71 heures au cours du mois pour un revenu mensuel d'activité de 893 euros bruts, complété par une allocation de 677 euros.

2,4 millions chômeurs sans indemnité

Mais la Dares s'intéresse aussi, dans une deuxième étude publiée vendredi, aux personnes "non indemnisables" par l'Assurance chômage, 2,4 millions de personnes fin septembre 2011.

Parmi elles, 80% n'avaient droit à aucune allocation de solidarité, dont une grande part (40%) de jeunes de moins de 30 ans. Ainsi seulement 16,7% avaient droit à l'ASS (Allocation de solidarité spécifique), 1,6% à l'Allocation équivalent retraite et 2,3%

une autre allocation. Les trois quarts des personnes ayant ouverts des droits à l'ASS en 2011 (+9% de nouvelles entrées sur un an) avaient épuisé leurs droits au chômage.

Près d'une personne sur trois (29%) sortie du régime d'indemnisation chômage était en "fin de droits" en 2011 et parmi ces personnes arrivées au terme de leur indemnisation, 19% ont basculé directement vers une allocation de solidarité. nouvelobs.com 22.02

ECONOMIE

Zone euro

La Commission européenne a dressé vendredi un sombre tableau de l'économie de la zone euro, qui restera en récession en 2013 avec des pays multipliant les dérapages budgétaires, à commencer par la France, et une explosion du chômage.

Conséquence de ce ralentissement de l'économie, le chômage va s'aggraver et devrait dépasser les 12% de la population active en 2013, soit près de 20 millions de personnes sans emploi. Avec des records pour l'Espagne et la Grèce, autour de 27%.

La dette publique dépassera les 95%, avec des pics à près de 130% en Italie et plus de 175% en Grèce.

"Le retour de la croissance viendra d'abord de la demande extérieure. L'investissement et la consommation devraient repartir plus tard dans l'année et en 2014, la demande intérieure devrait être le principal vecteur de la croissance", a estimé la Commission.

"Nous devons maintenir le cap des réformes", a estimé M. Rehn, au risque selon lui de *"saper le retour de la confiance et de retarder la nécessaire reprise de la croissance et de la création d'emplois"*. AFP 22.02

[Haut de page ↗](#)

Le 24 février

CAUSERIE

Je mettrai ce soir en ligne une trentaine de nouveaux documents. Et puis ce qui n'a pas été fait le sera plus tard.

Les derniers éléments fournis par Thierry Meyssan (voir l'article dans cette page) sont d'une qualité exceptionnelle et corroborent les derniers développements au Moyen et Proche-Orient. On comprend qu'il fasse des jaloux parmi les journalistes qui finalement ne tiennent pas trop à se mouiller. Dernièrement, avant même leur nomination, il avait donné les noms de trois nouveaux dirigeants de l'administration américaine...

Nous n'avons aucun lien avec le Réseau Voltaire et nous ne sommes pas en concurrence puisque nous ne faisons pas le même travail, il nous est donc aisé de demeurer objectif ou impartial. Nous reconnaissons le talent ou la qualité du travail de certains journalistes sur épreuve comme l'on dirait à propos de photographes.

Son analyse qu'il développe depuis déjà plusieurs mois sur un rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie et qu'il confirme ici est d'autant plus intéressante que le Réseau Voltaire avait plutôt de la sympathie pour la Russie de Poutine, ce qui n'est évidemment pas notre cas, et que cette association si elle a dénoncé le 11 septembre 2001 comme une imposture commise par Rumsfeld et Cie., elle ne reprend pas à son compte la théorie de la conspiration dont le cartel des banquiers de la Fed serait les auteurs et ne réalise pas le lien entre les deux, du coup, c'est indépendamment de ce plan consistant à instaurer un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial que Meyssan s'exprime, et qui sans le vouloir confirme que les développements qu'il annonce dans les relations entre l'impérialisme américain et russe pourraient contribuer à faire sauter un obstacle de taille pour réaliser un pas décisif vers l'objectif poursuivi par l'oligarchie financière internationale, ce qui est évidemment une très mauvaise nouvelle pour nous.

En Europe, le terrain est pour ainsi dire déblayé, la voie est libre puisqu'il n'existe pas réellement de forces organisées capables de s'opposer à leur dictature, encore moins de revendiquer le pouvoir, d'ailleurs aucun parti ouvrier ne combat dans cette perspective, ils ont tous abdiqué.

Il ne leur resterait plus qu'à joindre leurs forces pour faire sauter le dernier verrou : la Chine. Ainsi, ce qui apparaissait objectivement impensables serait en passe de se réaliser, les oligarques américains, européens, russes et chinois uniraient

leurs forces pour faire régner une dictature implacable sur le monde en se jouant de la lutte des classes et des contradictions du capitalisme une fois celle-ci annihilées ou réduites au silence, le prolétariat étant dépossédé de tout droit politique pour s'y opposer.

A partir de ce moment-là la civilisation humaine connaîtrait une période de décadence sans fin jusqu'à son extinction finale, confirmant le diagnostic qui avait prévalu autrefois lorsque de brillantes civilisations avait disparu du fait de leur incapacité à passer à un mode de production supérieur, là le même scénario se reproduirait mais à l'échelle de l'humanité toute entière, hypothèse qui n'a rien d'inraisemblable hélas, sauf à nier le processus dialectique qui avait conduit à la disparition de ces civilisations et qui chaque fois s'était reproduit de la même manière, à moins de prêter à cette oligarchie toute puissante de réaliser les objectifs du socialisme, mais là il faudrait être sérieusement atteint du cerveau pour imaginer une chose pareille.

Il nous reste donc peu de temps pour mettre de l'ordre dans nos idées et savoir ce que l'on veut vraiment, cela s'adresse à nos dirigeants, aux intellectuels qui ne font pas ou pas encore partie de l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement s'unir au-delà de leurs désaccords pour mobiliser les masses et vaincre ce redoutable ennemi. Après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus rapidement possible. Si nous attendons que la gangrène nous ait dévoré et affaibli au point de ne plus pouvoir nous dresser pour mener ce combat, autant nous avouer vaincu tout de suite.

En observant l'attitude des dirigeants de tous les partis, on a l'impression qu'ils ont déjà déposé les armes. La plupart ont déjà un âge avancé, certains sont mêmes des vieillards, d'autres sont vieux avant l'âge parce qu'ils n'ont pas à se soucier pour leur avenir, c'est donc aux plus jeunes de prendre la relève et de se rassembler dans le même parti même s'ils manquent d'expérience ou d'assurance, peu importe on ne leur en voudra pas, on les aidera à surmonter tous les obstacles, surtout à ne pas reproduire les erreurs des vieux dirigeants complètement sclérosés ou usés davantage par leur compromission avec l'ennemi que par leur détermination à le combat.

Personnellement on se moque des théories qui entourent le 11 septembre 2001, on se moque de ce prétendu Nouvel ordre mondial, on se moque de savoir s'il existe ou non des institutions opaques ou secrètes où se réunissent les puissants du vieux monde, par contre on sait pertinemment et très précisément ce qui s'est passé ce jour-là, on sait aussi que ce projet de gouvernement mondial existe bel et bien, on sait aussi que ces institutions ont directement un rapport avec l'un et l'autre, on en a suffisamment de preuves matérielles.

On sait aussi que le capitalisme mondial traverse une crise qu'il est cette fois-ci incapable de surmonter par les moyens classiques mis en oeuvre autrefois, une guerre mondiale tournerait au désastre avec l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique, les armes sophistiquées dont disposent les Etats, je ne peux pas l'affirmer avec certitude mais je pense que c'est la raison pour laquelle ils n'osent pas recourir à ce moyen là, quelque part ils sont pris à leur propre piège, il leur faut donc passer par un autre scénario, or il n'en existe pas cinquante, en dehors de celui imaginé par les banquiers sionistes au départ et auquel sont en train de se rallier l'ensemble des oligarques de la planète, ce à quoi correspond l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, la Commission Trilatérale, l'UE, l'ASEAN, le NAFTA, le marché unique transatlantique, etc. et maintenant le rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis...

Souvenez-vous, il y a un ou deux mois, les transactions qui ont eu lieu entre des compagnies pétrolières russe (Rosneft) et britannique (BP), des échanges de bons procédés en quelque sorte au point que je me suis dit : c'est étrange on dirait qu'ils s'entendent comme larrons en foire, alors qu'on les disait à couteaux tirés, il est en train de se passer quelque chose dans notre dos dont on ignore tout encore une fois, puis en repensant à un article de Meyssan sur la Syrie, j'ai réalisé que je n'avais pas rêvé et qu'ils étaient bien en train de s'entendre (temporairement ?) pour se partager le pouvoir au lieu de se faire la guerre, l'impérialisme américain n'en ayant pas vraiment les moyens non plus.

L'exploitation à grande échelle du gaz de schiste aux Etats-Unis n'arrive pas à n'importe quel moment, quand l'exploitation pétrolière en Arabie Saoudite coûte aussi chère ou davantage, tandis que ses réserves ont fondu des trois quart ou plus, stratégiquement si la région demeure déterminante pour l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, sur le plan énergétique elle ne le sera plus dans l'avenir, ce qui lui permettra effectivement de se concentrer sur une autre partie du monde à soumettre à sa botte ou à rallier à son projet politique. Son prochain objectif sera le rétablissement du capitalisme en Chine.

La stratégie de la tension et des provocations va jouer à fond dans cette direction. En s'appuyant sur le Japon, en déstabilisant un peu plus le Pakistan, en multipliant les incidents avec l'Inde, en manipulant les communautés qui aspirent à leur indépendance en Chine même, etc.

Nulle part !

Espagne hier, dans la manifestation à Madrid.

Les commentateurs ont parlé de dizaines de milliers de manifestants, sans doute des centaines de milliers en vérité, ils n'osent plus avancer de chiffres avant que le ministère de l'ordre établi avance les siens.

- *"Dans n'importe quel pays, cela servirait à quelque chose, mais ici, cela ne sert à rien. Le gouvernement ne nous écoute*

pas", affirmait un médecin AFP 23.02

Détrompez-vous, cela ne sert à rien nulle part, voyez les Grecs qui ont déjà manifesté plus de 5200 fois, qui ont fait une bonne douzaine de grèves générales pour finalement rien.

Plus que rien même, en dehors toutefois du fait qu'ils sont toujours plus nombreux à descendre dans la rue, mais cela s'explique davantage parce qu'ils sont rattrapés à leur tour par les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement et les députés que par une prise de conscience ou une élévation de celle-ci, qui en réalité n'a pas progressé, ce qui explique pourquoi le capital peut tranquillement poursuivre son offensive et l'étendre à d'autres pays au fur et à mesure, tous y passeront

Tant que vous ne tournerez pas votre combat contre les institutions, tant que l'Etat des capitalistes ne se sentira pas menacé vos manifestations ne serviront à rien ou presque. Cela dit vous avez raison de continuer à descendre dans la rue, avec un peu de chance il arrivera peut-être un moment où vous trouverez la bonne voie, celle qui conduira à votre émancipation, à condition évidemment que vous vous organisiez dans cette perspective et qu'un parti vous serve de guide pour atteindre cet objectif. Oui, je sais, la chance c'est plutôt aléatoire et cela fait beaucoup de conditions à réunir, certes, mais les expériences et les enseignements du passé nous ont prouvé qu'il fallait en passer par là, sinon point de salut et la défaite est assurée, à vous de choisir votre destin.

A méditer là haut, leur cauchemar.

Peu avant 3 heures du matin dans la nuit de vendredi à samedi, un cortège de 12 tracteurs s'est dirigé vers la maison de M. Le Foll, à Berrien, dans le centre du Finistère. A 150 mètres de la maison, protégée par les gendarmes, ils ont déversé de la terre et plusieurs dizaines de chariots de supermarché.

Dans la soirée et dans la nuit, des manifestants, "*très virulents mais agissant hors des organisations syndicales*", selon Jean-Jacques Brot, préfet du Finistère, ont manifesté dans plusieurs grandes surfaces du département, à Morlaix et Châteaulin notamment, déversant des débris, de la terre, ou endommageant les abris où sont rangés les chariots. Les manifestants ont dénoncé l'attitude de la grande distribution à l'égard des producteurs de lait notamment. "*Même si je comprends le désarroi des producteurs, il s'agit d'actes imbéciles et contre-productifs*", a déclaré le préfet. AFP 23.02

Et si à un moment donné les masses se soulevaient et emportaient tout sur leur passage y compris les organisations syndicales et les partis vendus au capital...

Toujours la même méthode qui a fait des merveilles.

Pour les retraites, "*il y aura une commission présidée par Mme Yannick Moreau qui livrera ses conclusions à l'été. Ensuite il y aura une discussion, une concertation avec les partenaires sociaux pour une application en 2014*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse tenue en marge du salon de l'Agriculture. lefigaro.fr 23.02

- 1- La représentante du capital livre ses conclusions ;
- 2- Discussion sur la base de ses conclusions ;
- 3- Concertation sur la base de ses conclusions ;
- 4- Application de ses conclusions.

Les syndicats participant à cette mascarade qu'ils légitimeront par leur seule présence ainsi que ses conclusions, ils se partageront les rôles comme d'habitude, entre ceux qui hausseront le ton et refuseront de signer cet accord patronal, et ceux qui le revendiqueront et en rajouteront même une louche et le signeront la main sur le coeur.

Fermetures programmées et orchestrées à défaut de s'y opposer par la force si nécessaire, légitime.

Goodyear. Journée d'action bidon.

- A moins de considérer le capitalisme légitime, dans ce cas-là on accompagnera les décisions que ses représentants seront amenés à prendre, c'est l'un ou l'autre.

La CGT de Goodyear appelle à une nouvelle "*journée de lutte*" mardi à Amiens-Nord pour protester contre le projet de fermeture du site et va attaquer le PDG de Titan International en diffamation, a indiqué vendredi à l'AFP le représentant du syndicat, Mickaël Wamen.

La CGT, syndicat majoritaire, invite les salariés à des débrayages de quatre heures par équipe pour prendre part à cette "journée de lutte" : barbecue sur le parvis de la mairie d'Amiens, suivi d'une manifestation dans les rues de la ville. Pour clôturer la journée, "1.173 kilos de pneus usagés" doivent être brûlés, symbolisant les 1.173 salariés menacés par la fermeture de l'usine. AFP 22.02

ArcelorMittal de Florange. Le jaune ne savait pas, non, il ne savait pas lire.

Edouard Martin, le leader CFDT de l'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle), a dénoncé vendredi "le sabotage organisé par la direction" des hauts fourneaux, après que la direction a confirmé l'arrêt de deux tours de chauffe sur les trois du haut-fourneau P3, pour des raisons de sécurité.

Le syndicaliste rappelle que l'accord de Matignon, signé par ArcelorMittal et Jean-Marc Ayrault en novembre dernier, disposait que les outils devaient être maintenus en état jusqu'à l'issue de la procédure d'information. AFP 22.02

Il faut lire : jusqu'à la procédure de ... fermeture.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande et son gouvernement au garde-à-vous ou les zélés serviteurs des banquiers.

- Schäuble : "Paris poursuit ses réformes et va respecter les règles européennes" - LePoint.fr

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, s'est dit "confiant" du "respect" par la France "des règles européennes" et de la poursuite de réformes structurelles par celle-ci, dans un entretien paru aujourd'hui. AFP 23.02

- Hollande réaffirme l'objectif d'un équilibre des finances publiques en 2017 - AFP

- "La Commission relève que nous avons fait un effort considérable", a-t-il fait valoir. AFP 23.02

- Prévisions/PIB: Moscovici prend acte - lefigaro.fr

- Le ministre des Finances Pierre Moscovici affirme qu'il "prend acte" de la révision à la baisse des prévisions de croissance de Bruxelles pour la France en 2013. "Nous en prenons acte" et le gouvernement veut en "tirer les leçons", a déclaré devant la presse le ministre

"Pour tenir l'objectif de 3% en 2014 nous avons déjà décidé un certain nombre de mesures d'économies", explique le ministre.

"Les réformes indispensables ont été repoussées. (...) Notre pays a trop longtemps pratiqué la stratégie de la fuite en avant. Nous devons aujourd'hui prendre nos responsabilités"

"Derrière le Président, le Gouvernement est à la tâche pour redresser nos comptes publics et renouer avec la croissance", a affirmé le ministre. "Je note avec satisfaction que notre effort d'ajustement structurel est reconnu par la Commission", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 22.02

Intox

- Carrefour et Intermarché: 100% de viande française dans leurs plats préparés - L'Expansion.com

Les actionnaires du groupe de presse auquel appartient L'Expansion doivent avoir des parts dans Carrefour et Intermarché !

- Comment la France est devenue paresseuse - Slate.fr

A Slate.fr ils parlent pour eux, ils comptent parmi leurs contributeurs Attali et Copé notamment !

- Il y a en fait deux gauches: la «forte» et la «populaire» - Slate.fr

Comme il existe les deux mains d'un même corps, une sur le coeur et l'autre sur le portefeuille, les deux faisant preuve de la même hypocrisie et du même cynisme en se nourrissant de l'ignorance des masses.

Epiphénomène

- Le Royaume-Uni perd son triple A chez Moody's - L'Expansion.com
- Royaume-Uni: la perte du triple A, une sanction aux effets limités - Liberation.fr

Les agences de notation, c'est le cartel des banquiers de la Fed, et la Banque d'Angleterre est une création des mêmes banquiers, ils sont donc juge et partie...

A quoi rime cette mascarade alors ? Mais à justifier de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs voyons...

Le vent tourne...

- L'opposition syrienne se retire des réunions internationales - AFP
- L'opposition syrienne rompt le dialogue avec ses alliés - Le Nouvel Observateur

... sauf pour la voix de la Ve République

- Pourquoi il faut armer les rebelles syriens - LeMonde.fr

L'autre guerre

- Chine-États-Unis : la cyberguerre est déclarée - LePoint.fr
- Turquie-UE : Merkel favorable à l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociation - LePoint.fr

Tout fout le camp, le vieux monde craque de partout, suite.

- L'Italie menacée d'instabilité politique Philippe Ridet - LeMonde.fr
- Le scrutin égyptien avancé, ElBaradei appelle au boycottage - Reuters -
- Le parti néonazi allemand privé de subventions - Libération.fr

Parce qu'il en percevait jusqu'à présent, c'est toujours bon à savoir... C'est quoi le régime au juste en Allemagne ?

- L'opposition conteste la victoire du parti au pouvoir à Djibouti - Reuters
- Un gendre du roi d'Espagne comparait pour fraude fiscale - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

L'idiot utile du PS remet le couvert. La comédie continue.

(Les sous-titres en caractère gras sont du courant politique La voix de l'Opposition de gauche)

A croire que la politique menée par Hollande ne s'inscrirait pas dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs.

La «comédie» de François Hollande sur «l'amnistie sociale», Jean-Luc Mélenchon en a soupé... «Il faut le dialogue, on l'a eu. On a compris qu'il avait compris et qu'il ne voulait pas comprendre». Ce vendredi matin, au fond d'un café parisien près de la gare

de l'Est, l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle s'agace. Assis aux côtés de Martine Billard, sa coprésidente du Parti de gauche (PG), il a convoqué la presse pour présenter la campagne de sa formation pour soutenir la proposition de loi des communistes examinée mercredi au Sénat. Le texte vise à «*amnistier*» syndicalistes et militants associatifs pour «*des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux*» sous les présidences Chirac et Sarkozy. Mélenchon prévient: «*Ceux qui ne votent pas la loi d'amnistie sociale ne sont pas de gauche.*»

Quand la "**gauche sociale-libérale**" ne serait pas vraiment ce qu'elle est... mais ne peut pas être autre chose finalement.

S'il en veut au chef de l'Etat, c'est parce que, par deux fois, il est ressorti de l'Elysée avec la conviction que Hollande se prêterait à cette «*tradition*» d'amnistie à chaque changement de majorité et qui «*pour le coup (...) ne coûtait pas un euro*». «*Nous avons cru un temps [à une] marque de reconnaissance du nouveau gouvernement et de cette gauche sociale-libérale, regrette Mélenchon. Maintenant nous savons qu'ils ne veulent pas.*»

Quand Mélenchon semble ignorer la véritable nature de Hollande et du PS, normal il y est resté près de 30 ans.

Devant les journalistes, l'ancien socialiste raconte comment Hollande l'a fait «*lanterner pendant des mois*». Première visite: le 5 juin 2012. Alors qu'il est en pleine campagne législative dans le Pas-de-Calais, il est reçu à l'Elysée. «*Je peux en parler aux journalistes?*» demande-t-il à Hollande. «*Oui, oui, ça aidera*», lui aurait répondu le Président. Deuxième entrevue: le 29 novembre. Après avoir causé des préconisations de Lionel Jospin pour réformer la Constitution, Mélenchon se permet un «*piqûre de rappel*» sur l'amnistie sociale. «*Il prend la tête que vous lui connaissez, détaille-t-il. L'air très embêté: "Tu comprends, le problème c'est que je n'ai pas été saisi"*», dit Hollande à son ex-camarade. «*Moi je t'ai saisi, lui répond-t-il. Nous on t'a saisi.*»

A jouer les crétins, plus d'un doit dorénavant penser que Mélenchon l'est vraiment, je me demande si cela lui est venu un instant à l'esprit, pas sûr il est trop imbu de lui-même. Question incongrue. Hollande peut-il être le ministre du Medef, des patrons, et se positionner au côté de la classe ouvrière quand il est pouvoir ?

«*Pourquoi ne fait-il rien? Il a quand même été onze ans premier secrétaire du PS!*», reprend Mélenchon. Pourquoi? Parce que «*le même homme envoie onze de ses ministres à l'université d'été du Medef*», poursuit-il. Et Martine Billard d'abonder: «*On est dans un contexte de répression qui nous fait mieux comprendre pourquoi il n'y a pas l'amnistie, soit pour les militants syndicalistes ou pour les militants qui ont arraché les OGM* »

On va rien voir du tout, une confirmation tout au plus.

«*C'est le Comité des forges qui parle*», attaque Mélenchon. Pour lui, Valls est «*plus à droite que Jules Moch*». Un parallèle avec le ministre SFIO lors de la grande grève des mineurs de 1947 - sévèrement réprimée - déjà fait sur son blog. «*L'amnistie sociale, nous devons l'arracher. Elle ne sera pas concédée*», insiste le député européen pour qui le vote de mercredi au Sénat est un «*test*» pour la gauche. «*On va voir quel est le degré d'indépendance des parlementaires socialistes et d'Europe Ecologie-Les Verts, menace Mélenchon, l'index constamment pointé vers l'avant. Ceux qui ne voteront pas avec nous, on ne les lâchera pas (...). On les pourchassera jusque dans le dernier village de France.*»

C'est généralement la dernière salve avant de s'aplatir.

Pour l'instant, la proposition de loi a été rejeté en commission. Les socialistes et les radicaux de gauche pourraient-ils faire adopter le texte en séance plénière mercredi ? Mélenchon et Billard redoutent leurs amendements. «*C'est leur manière d'humilier*», s'agace l'ancien sénateur de l'Essonne, qui dénonce la «*sale besogne*» des «*cyniques*» et «*roués*» que son, pour lui, ses anciens camarades. «*Ils vont dans la même fosse où se trouvent le Pasok et le parti socialiste espagnol*», s'emporte-t-il avant de faire confiance aux sénateurs PCF, dont leur numéro un Pierre Laurent, pour ne pas se faire piéger: «*C'est pas un alevin, lance Mélenchon. Ils ne vont pas se foutre de lui*».

Mercredi, les partis du Front de gauche accompagnés de plusieurs syndicalistes ont prévu de manifester devant le Sénat pour soutenir cette proposition de loi. Mélenchon y sera: «*Nous sommes dans un monde de luttes de classes, rappelle-t-il. A bon entendeur, salut à M. Cahuzac*». libération.fr 23.02

Pour Mélenchon (notamment) la lutte de classes consiste non pas à mobiliser les masses exploitées contre les institutions, mais à s'adresser en permanence aux institutions pour qu'elles veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, de la même manière qu'il substitue au soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, la révolution par les urnes ou citoyennes qui conduit infailliblement... au maintien du régime en place. C'est le véritable objectif politique du Front de gauche.

Dès lors que les institutions pourraient satisfaire les besoins des travailleurs, à quoi bon se mobiliser, dès lors que les élus

pourraient se substituer aux travailleurs pour qu'un changement politique se réalise, à quoi bon construire un parti dans la perspective de renverser le régime, laissons-nous vivre, laissons-les décider à notre place, plaçons un bulletin de vote dans l'urne et attendons patiemment la suite... qui ne viendra jamais évidemment, c'est le but du jeu pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris.

Demandez le programme ou la "[voie de la vertu](#)"...

Les Français doivent supprimer les 35 heures et repousser l'âge de la retraite, a affirmé vendredi un responsable du parti conservateur de la chancelière allemande, Angela Merkel, dans une interview où il a qualifié la France "*d'enfant à problèmes*" de la zone euro. "*Les Français doivent faire des économies pour gagner des marges de manœuvre. Ils doivent aussi naturellement faire des réformes économiques*", a déclaré à la radio publique Deutschlandfunk Michael Fuchs, vice-président du groupe de la CDU (Union chrétienne-démocrate) au Bundestag (chambre basse du Parlement).

Les Français "*doivent modifier le temps de travail. Vous savez que les Français ont encore les 35 heures. Cela ne peut pas fonctionner quand on travaille 42 heures en Suisse et 40 heures en Allemagne*", a-t-il dit. "*En matière de retraites, les Français ont tout faux. On ne peut pas partir à la retraite à 60 ans. Cela ne fonctionne pas. Les Français doivent y réfléchir*", a-t-il ajouté.

"*Malheureusement, la France est un enfant à problèmes dans l'euro, car d'autres pays ont rempli leurs obligations de façon beaucoup plus intensive, comme l'Espagne et aussi l'Italie sous Monti*", a lancé M. Fuchs. "*Les Français ont cru qu'ils pouvaient y échapper. Cela ne fonctionnera pas*". "*Il est nécessaire que les Français empruntent à nouveau la voie de la vertu. Tout ce que nous avons accompli avec l'agenda 2010 --les réformes du système social et du marché du travail mises en oeuvre entre 2003 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, ndr-- , les Français doivent le mettre en oeuvre. J'espère que Hollande a compris cela*", a-t-il ajouté. AFP 22.02

Et à quoi a-t-il mené en Allemagne ?

Un aveu. La palme du cynisme. Ils ne pourront pas dire : on ne savait pas.

Le ministre allemand du Développement, Dirk Niebel, a plaidé pour redistribuer aux pauvres les produits à base de cheval retirés de la vente après avoir été faussement estampillés boeuf, dans un entretien au quotidien allemand Bild paru aujourd'hui.

"*Plus de 800 millions de personnes meurent de faim dans le monde. Et malheureusement en Allemagne, il y a aussi des gens pour qui c'est difficile financièrement, même pour la nourriture (...)* Je trouve que l'on ne peut pas, ici en Allemagne, jeter de la bonne nourriture", a dit M. Niebel.

C'est la première fois qu'un ministre allemand s'exprime de la sorte. Il emboîte ainsi le pas à un député conservateur, Hartwig Fischer, qui, pour convaincre les nécessiteux, s'est fait photographier en une du journal le plus lu d'Allemagne en train de déguster un plat de lasagne au cheval. "*C'est bon ! (...)* Je ne peux pas voir de différence avec d'autres lasagnes", a-t-il expliqué au quotidien qui compte dix millions de lecteurs. AFP 23.02

Non, parce que voyez-vous les miséreux feraient la fine bouche par dessus le marché, ils feraient les difficiles, pour un peu ayant le ventre vide ils rejeteraient la nourriture qu'on leur propose gratuitement sous prétexte qu'elle ne correspondrait pas à leur standard alimentaire. Bref, les pauvres méritent même pas l'attention qu'on veut bien leur porter, ils sont vraiment méprisables. Dirk Niebel et ses semblables sont une insulte à l'espèce humaine, que dis-je à l'espèce animale, ils ne méritent pas d'exister.

Je ne sais pas mais quand j'en vois faire les poubelles en Inde pour bouffer, dans un pays tropical et hyper dégueulasse je vous laisse imaginer l'odeur pestilentielle des poubelles, je n'ai pas l'impression qu'ils se demandent si ce qu'ils sont en train de bouffer comporte ou non de la viande, du boeuf ou je ne sais quoi encore.

En quoi des lasagnes au cheval seraient plus mauvaises qu'au boeuf, je ne comprends pas, elles seraient même meilleures si j'en juge par le goût de la viande de cheval, je dis cela de mémoire, ici en Inde cela n'existe pas, je parle du cheval.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a défendu aujourd'hui à La Réunion la politique de l'emploi, devant des maires qui l'interpellaient sur la révolte des jeunes chômeurs.

"Le gouvernement conduit une politique qui doit permettre une stabilisation du chômage, et qui prévoit, pour La Réunion, 9.000 contrats aidés en 2013, et 5.000 emplois d'avenir pour les trois prochaines années", a fait valoir la porte-parole. "Ces dispositifs supposent que les collectivités locales fassent un effort financier pour les mettre en oeuvre".

L'association des maires de La Réunion avait indiqué jeudi que la participation des communes au financement de ces emplois précaires représentait une charge trop lourde pour leurs collectivités. AFP 23.02

2- Tunisie

Quelque 3.000 Tunisiens hostiles à la nomination au poste de Premier ministre désigné d'Ali Larayedh, figure historique du parti islamiste Ennahda, ont manifesté samedi dans la capitale.

Ali Larayedh, ministre de l'Intérieur sortant, est contesté par l'opposition laïque qui accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir échoué à réprimer les violences islamistes.

Les manifestants ont défilé sur l'avenue Habib Bourguiba en brandissant des banderoles hostiles à Ennahda et au successeur désigné de Hamadi Jebali. *"Larayedh dehors!"* et *"Le peuple veut la chute du régime!"*, scandait la foule. Reuters 23.02

SOCIAL

1- France

Pôle emploi a organisé en janvier une cérémonie de voeux au Palais des Congrès de Montreuil (Seine-Saint-Denis) conviant 900 de ses cadres et dépensant 75.000 euros, selon des informations du site Médiapart vendredi. Interrogé par l'AFP, Pôle emploi n'a pas souhaité commenter cette information, sans la démentir. AFP 22.02

2- Espagne,

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont défilé samedi dans les grandes villes du pays pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, la privatisation du secteur public et la corruption.

Sous la bannière unifiée de la *"Marea Ciudadana"* (Marée citoyenne), étudiants, médecins, syndicalistes, jeunes familles et retraités ont manifesté dans une Espagne traversant depuis près de cinq ans une crise économique qui ne semble pas avoir de fin.

Les manifestations sont devenues monnaie courante en Espagne, où les plans d'austérité se succèdent pour réduire l'un des plus importants déficits budgétaires de la zone euro.

A Madrid, par une journée ensoleillée et froide d'hiver, les manifestants partis de quatre endroits différents ont convergé vers la place Neptune, haut lieu de la contestation, situé près du parlement sous haute surveillance, de l'hôtel Ritz et de la Bourse.

Les défilés coïncidaient avec le 32e anniversaire du coup d'Etat manqué par des gardes civils qui avaient fait irruption dans le parlement, pris en otages des députés et menacé l'existence de la démocratie, naissante en Espagne après près de quarante années de franquisme. Reuters 23.02

Dont la plupart des institutions sont toujours en place... comme la monarchie qu'il faut balayer...

3- Allemagne,

Commerzbank, numéro deux de la banque en Allemagne, a annoncé vendredi la suppression de 1.800 emplois dans sa branche de détail d'ici fin 2015, première étape d'un vaste plan de restructuration, et n'exclut pas de réduire encore la voilure au cours des prochaines années.

Commerzbank entend supprimer *"1.800 postes dans ses filiales de banque de détail d'ici le 31 décembre 2015 au plus tard"*, a annoncé la société dans un communiqué, ajoutant vouloir éviter les *"licenciements secs"* et procéder à des départs *"à l'amiable"*. Par ailleurs, la banque s'est donnée jusqu'à fin 2014 pour étudier avec les représentants du personnel l'opportunité de procéder

à d'autres réductions de personnel. AFP 22.02

ECONOMIE

Automobile.

Volkswagen a annoncé aujourd'hui un bénéfice d'exploitation annuel sans précédent, des ventes record ayant largement compensé les coûts d'innovations technologiques.

Le bénéfice d'exploitation du groupe a augmenté de 2,1% à 11,5 milliards d'euros, étant exactement conforme au consensus d'analystes de Reuters.

Le bénéfice net annuel a bondi de 86,7% à 6,38 milliards d'euros, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 20,9% à 192,68 milliards d'euros. lefigaro.fr avec Reuters 22.02

[Haut de page ↗](#)

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai mis 30 nouveaux articles en ligne.

Depuis trois jours j'ai levé le pied. Je m'octroie une promenade à pied avec mon chien de 30 minutes le matin après déjeuner et en fin de soirée avant d'aller me coucher deux ou trois heures plus tôt que durant les mois ou les années passées, du coup je fume à moitié moins et je m'en porte immédiatement beaucoup mieux.

A partir de demain je mettrai à votre disposition un questionnaire sous word à me retourner rempli à partir d'une adresse que j'ai créée, joachimrodriguez2013@yahoo.fr, donc vous ne serez pas obligé d'utiliser la vôtre ce qui vous garantira l'anonymat. A la place de votre adresse vous utiliserez celle-ci et vous mettrez comme adresse de destinataire la mienne : milarepa13@yahoo.fr. Si je ne recevais aucune réponse ou en nombre dérisoire, je fermerais le site aussitôt pour me consacrer à une autre activité politique beaucoup moins contraignante.

Bonne semaine à vous tous.

Pour une fois Lutte ouvrière a sorti le 18 février un article que je trouve approprié en direction des masses : *La viande de cheval ne tue pas, mais le capitalisme, si !*

[Vous avez dit mimétisme ?](#)

En France

Peillon : "L'année scolaire s'étale en France sur 35 semaines seulement, alors que dans d'autres pays comme l'Allemagne c'est 40". Voilà une anomalie qu'il faut corriger au plus vite et elle n'est pas la seule.

dans d'autres pays on travaille au-delà de 40 heures par semaine, alors qu'en France on se trimballe les 35 heures, de quoi passer pour des fainéants, my *Taylor is riche* ne vient-il pas de nous rappeler à l'ordre ? (Taylor, le patron américain de Titan)

Dans de nombreux pays la retraite a été repoussée à 65, 67, 68 ans, alors qu'en France on est à la traîne à 62 ans, et dire qu'il y a des Américains, de Japonais, des Indiens, etc. qui travaillent au-delà de 70 ans, c'est une honte d'être Français !

En Italie

L'homologue de Hollande en Italie, M. Bersani, a déclaré au quotidien l'Unità (ex-communiste) : "Les fameux marchés exigent que quelqu'un réussisse à mettre le pays sur une voie sûre" (AFP 25.02), et il se fait fort d'être leur homme pour poursuivre le sale boulot entamé par Monti déjà usé avant l'heure. On n'en a jamais douté.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi ne sont-ils pas normaux ? Un mystère ? Non, ce sont des hominidés plus proches du singe que de l'homme.

- Pourquoi les journalistes parlent bizarrement... - 20minutes.fr

Qui ne s'est pas déjà énérvé en écoutant France Info ou Europe 1, TF1 ou M6 contre les intonations artificielles des journalistes?

Mais pourquoi certains journalistes télé et radio s'expriment-ils avec ces intonations trop marquées, ce phrasé peu naturel, ces respirations et reprises de souffle artificielles?

«*Ce n'est pas nous!*», s'exclame Eric Schings, responsable de la spécialité TV du Cuej (Centre universitaire d'enseignement du journalisme).

Son homologue au CFJ (Centre de formation des journalistes), Olivier Siou, confirme.

Marlene Anconina-Mazaud, la consultante voix et expression orale de l'ESJ (Ecole supérieure de journalisme), confirme.

C'est la médiocratie ou leur ambition dévorante de "réussir" en imitant ce qui "marche" qui en fait des zombis, des produits interchangeable, impersonnels, dématérialisés, anesthésiés, soporifiques, lobotomisés. Ils ont une idée tellement médiocre de la prestation qu'on attend d'eux et des médias, inconsciemment évidemment, sinon ils choisiraient sans doute un autre métier, qu'ils s'emploient à l'être, ce serait la condition pour assurer leur carrière professionnelle. Ils n'ont pas tort quelque part, car leurs chefs reconnaîtront en eux des êtres soumis, vils, zélés et facilement manipulables, généralement et si j'ai bonne mémoire les patrons en raffolent.

- Marlene Anconina-Mazaud : «*J'ai donné des cours dans beaucoup d'endroits, un jour je me suis retrouvée devant des journalistes de M6. Je les écoute et je leur dis: s'il-vous-plaît ne faites pas cela, c'est ridicule, personne ne parle comme cela. Ils me disent "mais c'est les producteurs qui nous le demandent". Comme je savais que le producteur était dans le coin, je suis allée le chercher, et il leur a dit: "mais jamais de la vie, c'est eux qui croient qu'il faut faire ainsi car ce sont des espèces de modulations historiques!"*»

"*Je pense qu'il y a une question de mimétisme, assure Olivier Siou. C'est une espèce de retour du refoulé, lorsqu'ils arrivent dans les rédactions, les étudiants pensent que pour faire pro, il faut faire ce qu'ils estiment être comme tout le monde.*"

Difficile donc de comprendre comment on arrive à des résultats parfois si comiques. Mais Cécile Varin tient à ce qu'on ne se moque pas trop vite. «*Le travail sur la voix est quelque chose de très compliqué. Le naturel demande beaucoup de travail. Le naturel finalement c'est de la convention, c'est du théâtre mais un vrai faux naturel, mais c'est très fragile, cela peut basculer. En dehors des vraies caricatures de grosses voix qui font du suspens artificiel, souvent lorsque le ton énerve, c'est juste que l'exercice est raté!*» 20minutes.fr 24.02

Il y a le mimétisme du singe qui ne dépasse pas le stade de la reproduction de certains gestes ou actes produits par la nature ou ses semblables, il ne sert qu'à satisfaire un besoin immédiat, et il y a celui de l'homme qui lui sert à agir sur son environnement, pour le transformer, donc inconsciemment pour satisfaire des besoins en devenir.

Et dans la mesure où les deux agissent inconsciemment, ils demeurent sous l'emprise du règne de la nécessité, qui peut prendre parfois une tournure ridicule ou grotesque.

En famille. Ce sera à celui qui sera le plus hypocrite.

François Hollande «bat des records d'hypocrisie», le silence de Jean-Marc Ayrault sur les attaques du PDG américain de Titan est «consternant» et le Parti socialiste français est «arrogant et sectaire», déclare Jean-Luc Mélenchon dans Le Parisien Dimanche.

«*Hollande bat des records d'hypocrisie en faisant des discours sur la relance alors qu'il organise l'austérité*», accuse notamment Jean-Luc Mélenchon. Il estime que la politique du chef de l'Etat et de son gouvernement, qui s'efforcent notamment de réduire les déficits publics français, est un «contresens». «*Ayrault et Hollande ont sauté à pieds joints dans les sables mouvants de l'austérité ! Maintenant, plus ils vont se débattre, plus ils vont s'enfoncer !*» déclare-t-il.

Quant au PS, il est «*arrogant et sectaire*», poursuit le dirigeant du Front de gauche, lui-même issu des rangs du Parti socialiste.

«*Cela ne rend que plus odieuse sa politique dure pour les faibles et faible pour les puissants.*» Jean-Luc Mélenchon accuse notamment Jean-Marc Ayrault de complaisance à l'égard des grands patrons et des dirigeants de la finance internationale.

Il qualifie de «*rustre arrogant*» le PDG de Titan International, Maurice Taylor, qui a notamment accusé les salariés français de ne travailler que «*trois heures par jour*», dans un échange acerbe de missives avec le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Jean-Luc Mélenchon impute au Premier ministre la responsabilité d'une telle «insolence». Maurice Taylor «*a vu comment Jean-Marc Ayrault a baissé les yeux devant Lakshmi Mittal*» (PDG d'ArcelorMittal «*Ayrault a donné un signal aux patrons et à la finance mondiale : en France, ils sont les rois !*») déclare le dirigeant du Front de Gauche. «*A ce niveau de gravité, c'est au Premier ministre de monter en ligne. Son silence est consternant.*» Il accuse enfin François Hollande de s'être entouré de «*vautours*» lors de sa récente visite officielle dans une Grèce selon lui «*livrée au pillage*» - «*Un homme de gauche guidant des dépeceurs !*» s'offusque-t-il.

20 minutes.fr et Reuters 24.02

En quoi le discours de Mélenchon est-il hypocrite et ne tient pas ?

Parce qu'il sait pertinemment qu'il est impossible de faire une autre politique sans s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière et des capitalistes, aux institutions, et qu'une telle politique déclencherait un déchaînement de la réaction devant laquelle lui-même reculerait, car il n'appellerait pas les masses à se soulever pour l'affronter et imposer cette politique, il reculerait jusqu'au moment où de concession en concession, acculé, il jetterait l'éponge et la réaction reprendrait les rênes du pouvoir.

Depuis les années 30, on ne compte plus les situations de ce genre qui ont toutes connues le même dénouement et Mélenchon n'est pas sans l'ignorer.

Mais alors pourquoi tient-il ce discours ? Mais parce qu'il est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au-delà avec l'UE et l'ONU, il en est un représentant voilà tout, au même titre que l'ensemble des dirigeants syndicaux et des différents partis qui refusent d'engager le combat sur cet axe politique.

Mélenchon fait de la politique parce que c'est son gagne-pain et rien d'autres, c'est une façon d'exister comme une autre, son horizon s'arrête-là en vérité. Il n'a ni conviction ni idéal ni scrupule d'ailleurs, cela peut paraître exagéré de l'affirmer ou incroyable, mais quand on sait ce qu'il sait, vous avez une autre explication cohérente pour expliquer son comportement ?

Dimanche, à propos du PDG de Titan international, Maurice Taylor.

«*C'est une espèce de caricature de "yankee", insultant, grossier, vulgaire, comme la plupart des dirigeants nord-américains le sont en général avec leurs colonies. Ils parlent comme ça aux Latino-américains d'habitude (...)*», a lancé Mélenchon lors de l'émission Dimanche +. «*Pourquoi ce type qui est quand même un primate ignorant se croit autorisé à parler comme cela à la France?*», a-t-il ajouté.

«*Ce type se croit capable de nous insulter. Pourquoi? Jean-Marc Ayrault récolte le fruit de sa pleutrerie. S'il avait traité Lakshmi Mittal comme il fallait, personne n'aurait osé moufter après dans le monde*», a-t-il dit.

«*Maintenant tout le monde sait qu'on peut se foutre des Français et se moquer de leurs dirigeants parce qu'ils baissent les yeux*», a-t-il poursuivi. libération.fr 24.02

Ce que dit Mélenchon est exact, mais ne le savait-il pas avant mai et juin 2012, alors qu'il a roulé pour Hollande puis les candidats du PS ? On peut lui renvoyer les compliments qu'il adresse à Hollande, Ayrault et Taylor, il a eu le même comportement avec le PS en pratiquant systématiquement un double langage.

ACTUALITE EN TITRES

77 % d'ignorants et ce n'est qu'une estimation.

- 77 % des consommateurs font confiance aux agriculteurs - LePoint.fr

Masochisme. Réversibilité.

- Pourquoi les automobilistes détestent les cyclistes - Slate.fr

Et quand les mêmes automobilistes deviennent des cyclistes, ils détestent les automobilistes. Comme les vieux qui n'aiment pas les jeunes qu'ils ont été un jour...

[Réaction. Parole de sclérosés.](#)

- Le remède pour la France nécrosée : donner leur chance aux individus - Atlantico.fr

Si l'individualisme forcené était le remède à tous nos maux, on se demande pourquoi le patronat est si puissamment organisé en lobbies, partis, syndicats, etc.

[La palme de la question débile](#)

- Education: "Réussir pour être motivé, ou l'inverse?" - L'Express.fr

[Elle y est laisse son âme, ainsi soit-il.](#)

- L'Italie perd sa jeunesse dans les urnes - LeFigaro.

[Médiastases](#)

- Elections italiennes: le rôle démesuré de la télévision - Slate.fr

[Message de Washington](#)

- Ultime Angelus de Benoît XVI: "Dieu m'a demandé de me dédier à la prière" - AFP

[Bientôt l'âge de départ à la retraite](#)

- Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

... et en 2040

- A 101 ans, ultime tour de piste pour le «plus vieux» marathonien du monde - 20minutes.fr

Comme quoi on est parfaitement encore en état de bosser à cet âge !

[Euphémisme angélique](#)

- Le chef de l'Eglise catholique d'Ecosse accusé d'"actes inappropriés" - L'EXPRESS.fr,

Les quatre plaignants du diocèse de St Andrews et Edimbourg, en Ecosse, ont affirmé au nonce apostolique en Grande-Bretagne, l'archevêque Antonio Mennini, que Mgr O'Brien avait commis des "actes inappropriés" il y a 33 ans, précise le journal britannique.

L'un des prêtres se plaint d'avoir été la victime d'attentions non désirées de la part du cardinal à l'issue d'une soirée très arrosée. Un autre prétend que Mgr O'Brien profitait de prières nocturnes pour avoir des contacts inappropriés. [lexpress.fr 24.02](#)

Commentaire avisé d'un internaute.

- "L'accusation vient de l'Observer/Guardian, quotidien de gauche qui, comme toute la grosse presse britannique, n'a jamais évoqué de son vivant les viols commis sur des dizaines d'enfants par l'immonde pédophile Savile, coqueluche de la BBC et des média, dont le décès récent a permis de révéler les complicités actives ou passives dont cet individu avait bénéficié. Tout doit inciter à la prudence dans cette attaque médiatique contre le cardinal O'Brien: le moment choisi pour révéler les "faits" (33 ans après! ... et juste avant l'élection d'un nouveau pape), et la personnalité du cardinal (bête noire du gros média pour sa fermeté doctrinale)."

Il semblerait que les maîtres du monde ait besoin d'un autre pape pour mener plus efficacement leur croisade contre tous les

peuples et leur imposer une religion unique, qui sera le pendant du marché comme seule valeur universelle encore en lice... Ils ont pour objectif de détruire toutes les religions, ils vont désormais s'employer à les dénaturer, ils considèrent qu'elles reflètent encore trop les rapports entre les classes, les riches et les pauvres, à l'heure où leur projet consiste à empêcher par tous les moyens que cette opposition puisse s'exprimer, même de manière déformée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afghanistan

Lors d'une conférence de presse à Kaboul, le porte-parole de Hamid Karzaï, Aimal Faizi, a fait état de plaintes formulées par des villageois de la province de Wardak à propos d'opérations menées par les forces spéciales américaines et un groupe d'Afghans travaillant avec elles.

"Le ministère de la Défense a reçu pour mission de s'assurer du retrait de la totalité des forces spéciales américaines de cette province d'ici 15 jours", a-t-il dit.

"A l'issue d'une discussion approfondie (au sein du Conseil national de sécurité présidé par le chef de l'Etat, NDLR), il est devenu clair que des individus armés désignés comme appartenant aux forces spéciales américaines stationnées dans la province de Wardak se livrent à des actes de harcèlement, de torture, voire de meurtre de personnes innocentes".

Il y a quelques jours, Hamid Karzaï avait pris un décret interdisant à l'ensemble des forces de sécurité afghanes de demander des frappes aériennes de l'Otan dans les zones habitées de manière à limiter les pertes civiles. Reuters 24.02

2- Israël

Israël a demandé dimanche à l'Autorité palestinienne d'enrayer la recrudescence des manifestations anti-israéliennes avant la visite officielle du président américain Barack Obama, prévue le mois prochain.

Un haut conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas n'a pas indiqué si l'Autorité, dont la marge de manoeuvre est limitée en Cisjordanie occupée, lancerait un appel au calme, rejetant la responsabilité de la flambée des émeutes sur Israël.

La mort d'un détenu palestinien dans une prison israélienne samedi et la grève de la faim de quatre autres détenus ont alimenté les tensions en Cisjordanie, où des manifestants ont de nouveau affronté dimanche des soldats israéliens en leur jetant des pierres.

Selon le ministre palestinien des Prisonniers, Issa Qaraqäë, citant le médecin-légiste palestinien qui a participé à l'autopsie dimanche, le jeune homme est mort de *"tortures"*.

Les résultats préliminaires de l'autopsie *"prouvent qu'Israël l'a assassiné"*, a déclaré M. Qaraqäë. Le ministre a divulgué des détails de l'expertise, mentionnant des blessures et des contusions sur le dos et à la poitrine, des traces de torture sur le haut de l'épaule gauche ainsi que deux côtes cassées.

De son côté, le ministère israélien de la Santé a estimé que les premières constatations n'étaient *"pas suffisantes"* pour déterminer la cause de la mort.

Arafat Jaradat, un activiste du parti nationaliste Fatah, avait été arrêté le 18 février pour être interrogé par le Shin Beth à la suite de heurts près de la colonie de Kiryat Arba, à proximité d'Hébron (sud de la Cisjordanie), au cours desquels un Israélien avait été blessé le 18 novembre 2012.

Il doit être inhumé lundi matin dans son village natal de Sa'ir, à côté d'Hébron, des funérailles qui pourraient donner lieu à de nouveaux affrontements.

Près de 3.000 prisonniers ont jeûné dimanche après la mort du prisonnier, provoquée par une attaque cardiaque selon Israël. Une version que contestent les responsables palestiniens.

"Israël a transmis à l'Autorité palestinienne une demande sans équivoque pour restaurer le calme sur le territoire", a déclaré

un responsable du gouvernement, ajoutant que le message avait été délivré par l'un des hauts conseillers du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Des heurts ont éclaté vendredi en Cisjordanie occupée et à Jérusalem entre l'armée israélienne et des centaines de manifestants palestiniens. Les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers qui ont répliqué en lançant des grenades à percussion et des gaz lacrymogènes.

Selon des sources médicales, trois Palestiniens ont été blessés par balles lors d'une manifestation aux alentours de la prison militaire d'Ofer, près de Ramallah, et l'un d'eux, touché à la poitrine, se trouvait dans un état grave.

Des correspondants de l'AFP ont fait état de heurts également dans les secteurs d'Hébron, Naplouse et Jénine.

Des marches de solidarité ont également eu lieu dans la bande de Gaza.

Le président américain Barack Obama se rendra en Israël et dans les Territoires palestiniens dans le courant du mois de mars. Ce sera sa première visite dans la région depuis qu'il est devenu président des Etats-Unis en janvier 2009. Reuters et AFP 25.02

SOCIAL

Bulgarie

Le Mossad et Obama ou encore Fabius, n'ont pas osé déclarer que c'était un coup monté du Hezbollah !

- Des dizaines de milliers de Bulgares ont défilé dimanche dans une trentaine de villes du pays pour protester contre la pauvreté et exprimer leur colère contre les élites politiques, une mobilisation d'une ampleur sans précédent organisée par des groupes de la société civile.

"Ras-le-bol des factures élevées, des revenus bas, de la corruption partout, ras-le-bol des promesses des hommes politiques", s'empare Mariana Rachkova, 50 ans, à Sofia.

"Notre dernière facture d'électricité est de 400 leva (200 EUR), alors que je suis au chômage et que mon mari touche 700 leva (350 EUR). Nous aidons en plus ma mère handicapée qui a une pension de 160 leva (80 EUR)", se plaint-elle.

Un peu plus de 10.000 personnes sont descendues dans la rue à Sofia, selon une estimation de l'AFP, brandissant le drapeau national et scandant *"Les partis dehors!"* ou encore *"Nous sommes nombreux, nous sommes forts!"*.

Sur leur banderoles, on pouvait lire *"Unité contre le pillage"* ou encore *"Stop à la mafia"*.

Le président Rossen Plevneliev, apparu devant les manifestants, a été accueilli par un concert de sifflets, alors qu'il les remerciait de *"leur position civile active"*.

Il a invité des représentants des manifestants, avec ceux des syndicats et des employeurs, à *"discuter des problèmes importants devant le pays"* dès la semaine prochaine à la présidence.

M. Plevneliev doit former un cabinet d'experts chargé d'organiser des élections anticipées au printemps.

La foule était pour le moins hétéroclite et les revendications disparates: des écologistes réclamant une préservation des parcs naturels, aux étudiants indignés de la hausse de leurs frais de scolarité, en passant par les personnes mécontentes des banques ou de l'état des hôpitaux ou encore les mères dénonçant la faiblesse de leurs allocations familiales.

Mais tous s'accordaient à rendre responsables de leurs maux une classe politique jugée plus que jamais corrompue.

"La corruption n'a jamais cessé de gouverner, pendant ces 23 ans depuis la fin du communisme. J'ai été licenciée pour avoir essayé d'exercer un contrôle sur des entreprises appartenant aux oligarques", affirme à l'AFP Nikolina Koleva, ancienne employée du fisc.

"Il faut un changement total du système, mais les hommes politiques ne se laisseront pas faire", estime-t-elle, redoutant "une guerre civile".

Des manifestations se sont également tenues, toujours dans le calme, dans une trentaine de villes de province. La plus importante s'est déroulée à Varna (est), avec la participation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, selon les médias locaux.

Il s'agit des plus grands rassemblements en Bulgarie sans la participation des partis politiques, les manifestants s'organisant sur les réseaux sociaux.

Dans la deuxième ville du pays, Plovdiv (sud), qui a vu défiler environ 10.000 manifestants, un texte de la constitution a été brûlé.

Les manifestants ont de nouveau réclamé une nouvelle constitution garantissant "*une participation plus active de la société civile dans les institutions de l'Etat*".

La trentaine de groupes de la société civile bulgare, à l'origine de la mobilisation populaire entamée il y a quinze jours, s'était réunie samedi à Sofia et à Sliven (est) pour essayer d'unifier leurs revendications.

Ils veulent pèle-mêle une représentation civile de 50% au parlement et la possibilité de faire perdre aux députés leur immunité et leur siège avant la fin de leur mandat.

Ils exigent aussi un moratoire sur le paiement des factures d'électricité, une suppression de la TVA sur l'énergie électrique, ainsi que l'ouverture d'enquêtes sur la privatisation d'entreprises bulgares et sur l'utilisation des fonds européens. AFP 25.02

[Haut de page ↗](#)

Le 26 février

CAUSERIE

J'ai mis en ligne hier soir le questionnaire au format word que je vous demande de remplir et de me renvoyer selon la procédure indiquée qui garantit votre anonymat, d'ici fin mars. Vous comprendrez que la disproportion qui existe entre le travail de forçat que je produis quotidiennement et le traitement dont je fais l'objet ne pouvait pas durer indéfiniment, j'ai besoin de savoir si ce sacrifice sert ou non à quelque chose. C'est très ingrat de travailler sans savoir pour qui et surtout pour quoi. Si vous n'êtes pas capables de le comprendre tant pis.

Environ 1.000 militants ou travailleurs différents se connectent sur le site chaque mois, c'est une estimation basse qui cependant peut varier d'un mois à l'autre, peut-être plus. Personnellement, je peux très bien me passer de ce portail. Si je ne recevais que quelques dizaines de réponses je fermais le site et je ferais autre chose, la suite ne vous regardant pas à partir de ce moment-là.

Quand j'observe la manière dont se comportent les dirigeants des différents partis et ceux qui gravitent autour, j'ai l'impression d'être dans une cour de récréation d'une école maternelle ou dans un asile d'aliénés, je sais, je ne devrais pas le dire même si je le pense, mais je m'en fous, je n'ai rien à perdre ou à gagner, c'est un truc qu'apparemment vous n'avez pas encore saisi ou très peu d'entre vous, ce questionnaire va me permettre de le savoir avec précision, partant de là, je n'ai absolument aucune raison d'entretenir la moindre illusion sur ce qui nous attend à court terme.

Je vis en Inde et je n'ai pas l'intention d'en bouger au regard de la tournure des choses. Ma situation est stable, je me suis arrangé pour assurer mes arrières, au prix de sacrifices certes, mais je ne le regrette pas, c'est payant à l'arrivée, j'ai fait les bons choix, j'ai de quoi vivre confortablement, mes besoins sont inférieurs à mes revenus, de toute évidence je suis confronté à beaucoup moins de problèmes que mes semblables en France ou si j'étais reparti en France, je serais sans doute dans une merde noire, j'ai eu l'intelligence jusqu'à présent de m'éviter le pire, même si la vie en Inde n'est pas particulièrement une partie de plaisir, je me contente de peu comme en toutes choses, je n'ai pas les moyens de prétendre à mieux donc je n'y pense même pas, je n'ai jamais vécu à crédit ou sur le dos des autres...

J'ai voulu mettre à profit la liberté (et le temps, etc.) dont je bénéficiais pour me mettre au service de notre cause, apparemment en vain. J'en prends acte. Il arrive un moment où il ne sert à rien d'insister dans une voie qui ne mène nulle part, c'est à vous qu'il revient d'en juger maintenant.

Ce sera mon dernier mot, dorénavant je me bornerai au service minimum, à l'actualisation des rubriques du site.

Le questionnaire figure dans la partie *Documents disponibles dans cette page*.

Suivez le guide.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry est en tournée. La liste des pays où il fera escale pour délivrer la bonne parole, les besoins de l'impérialisme américain, suffit à établir celle de ses principaux alliés.

- Après Londres, son agence européenne, M. Kerry se rendra ensuite à Berlin puis, successivement et jusqu'au 6 mars, à Paris, Rome, Ankara, Le Caire, Ryad, Abou Dhabi et Doha. Liberation.fr 25.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Ne serait-il pas plus simple d'exproprier les actionnaires et de prendre la direction cette entreprise ?

Besancenot sur les traces de Mélenchon. A-t-il dit annulation du plan social ? Lisez, cherchez. En quoi la démission de Montebourg changerait quelque chose ? En rien, un Montebourg en cache un autre et ainsi de suite. Parce le petit notable de province Montebourg serait plus efficace dans un autre gouvernement ? Dirigé par le NPA, quel aveu !

- Olivier Besancenot (Nouveau Parti anticapitaliste) a appelé lundi à boycotter le lait Candia dont des salariés luttent contre une menace de fermeture d'usine dans la Sarthe. Sur France 2, l'ex-candidat trotskiste à l'Elysée a brandi une brique de lait de cette marque, en évoquant les employés de l'usine du Lude, près du Mans, *«qui m'ont demandé d'appeler au boycott»*.

«Ceux qui s'apprêtent à boire du lait, vous pouvez faire un geste tout simple, militant à sa façon, arrêter de boire du Candia en ce moment parce qu'ils sont 190 à voir leur usine fermer, à lutter contre leur plan social», a fait valoir le responsable d'extrême gauche. *«Chacun peut le faire, et chacun peut être un peu plus efficace que le gouvernement en la matière»*, selon Olivier Besancenot.

Selon Jean-Baptiste Froville, porte-parole de Candia, *«la restructuration de l'entreprise est liée à des difficultés et le groupe joue sa survie, ce qui nécessite un plan de restructuration»*.

L'usine du Lude est, avec celles de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et Saint-Yorre (Allier), l'un des trois sites que le groupe coopératif Sodiaal - maison-mère de Candia - compte fermer dans le cadre de sa restructuration.

Olivier Besancenot avait auparavant estimé que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, *«s'il croit à ce qu'il raconte, il faut qu'il assume qu'il n'a pas les moyens d'agir dans ce gouvernement et qu'il parte»*. Interrogé sur l'échange épistolaire entre Arnaud Montebourg et le PDG américain de Titan, il a jugé la lettre de ce dernier *«grotesque, ordurière, mais la réponse de Montebourg c'est "on joue à savoir qui pisse le plus loin", qui est le plus compétitif»*.

«Sauf que la possibilité d'un repreneur Titan» pour l'usine Goodyear d'Amiens, *«c'est le gouvernement qui l'a mise sur la table, les travailleurs n'y ont jamais cru»*, a fait valoir Olivier Besancenot. libération.fr 25.02

Un aristocrate à la direction du Medef ?

- Geoffroy Roux de Bézieux se lance à la conquête du Medef - Liberation.fr

Au Medef s'expriment de violents désaccords, à l'UMP s'expriment des lignes politiques divergentes, mais quand vient le moment d'affronter la classe ouvrière, leurs intérêts collectifs de classe l'emportent sur tout le reste, ils se rassemblent et ils forment un front unique pour que leur politique soit appliquée.

De notre côté, nous connaissons de profonds désaccords, nous développons des lignes politiques opposées, et quand vient le moment de nous rassembler pour affronter le patronat et son gouvernement, au lieu de placer les intérêts collectifs de notre classe au-dessus de tout, et bien on continue de se déchirer pour qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique. On peut le constater quotidiennement depuis des lustres.

C'est la marque de fabrique de nos dirigeants et de leurs partis ou syndicats. Ils défendent d'autres intérêts que ceux de notre classe, les leurs, ceux des couches qu'ils représentent et dont ils sont issus le plus souvent, ou ceux de leurs appareils.

Question : Pourquoi sont-ils incapables de réaliser l'unité contre l'accord du 11 janvier, contre les licenciements, contre la remise en cause des retraites, contre le TSCG, contre l'intervention de l'impérialisme français en Syrie, au Mali, etc ? Quand l'un propose

une action, il s'arrange pour la présenter de telle manière que les autres la rejettent et c'est ce qui se passe à chaque fois.

Cependant et c'est ce qui permet en partie de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, ils ont tous un point en commun : aucun refuse de rompre avec le PS et accessoirement avec le PCF, c'est le loup qui figure dans la bergerie et qu'ils n'ont jamais voulu chasser. Quand on dit rompre avec le PS, c'est-à-dire avec un parti qui incarne les institutions, le régime en place, et son idéologie que partage le parti de l'ordre, l'UMP. C'est par ce biais notamment qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime.

Pour faille cailler du lait il suffit d'introduire une seule goutte de citron, et bien là c'est la même chose. Il suffit de maintenir le citron à l'écart du lait et vous pourrez préserver votre lait ou le consommer comme tel, sinon il se transformera en autre chose et ne sera jamais plus du lait, même si vous lui donnez ce nom ou que vous voulez le faire passer pour du lait. C'est ce qui est arrivé au mouvement ouvrier. Il a caillé, il a filé un mauvais coton, il est gangrené et ne peut donc plus servir à combattre pour notre objectif. Il doit être refonder sur de nouvelles bases renouant avec sa tradition révolutionnaire, socialiste et internationaliste.

ACTUALITE EN TITRES

[La guerre du Mali aurait-elle été inutile ?](#)

- La Finlande enfonce l'EPR d'Areva - Liberation.fr
- Un régulateur tchèque valide la décision de CEZ d'écarter Areva - Reuters

Il y en dans nos rangs qui ont déjà sorti leurs mouchoirs...

[Un champignon hautement contagieux](#)

- Aide à Chypre: FMI et Europe veulent éviter un scénario à la grecque - AFP

[Double confirmation](#)

Je l'annonçais hier...

- Grande-Bretagne: Osborne maintient le cap, la Bourse ignore la perte du triple A - AFP

... ce qui n'a pas empêché le laquais de service de faire du zèle...

- Moscovici "*console*" Londres après la perte de son triple A - L'Expansion.com

On a ainsi (si nécessaire) une idée assez précise de la médiocrité et de la mentalité misérable de ce philistin. Ils sont tous à vomir au PS. Vous pouvez vous dire qu'une personne qui n'a pas davantage de dignité que cela, qui n'en a pas du tout en vérité, fera feu de tout bois. Les dirigeants du PS sont ainsi.

[A combien se monte la contrefaçon politique ?](#)

- 49 milliards de dollars : la valeur du marché de la contrefaçon alimentaire - Atlantico.fr

La valeur de la contrefaçon politique s'évalue en centaines de millions de morts, en dix fois plus de malheureux dont ils ont pourri l'existence et celle de leurs familles...

La contrefaçon politique s'appliquant principalement aux partis qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs ou le socialisme, et qui en réalité ne sont que des supplétifs du parti de l'ordre et les combattent.

[Une épidémie, une pandémie ? Le vieux monde, tout simplement.](#)

- Enquêtes sur des fraudes dans la production d'oeufs en Allemagne - Reuters

Trois régions d'Allemagne ont ouvert des enquêtes visant quelque 200 exploitations agricoles soupçonnées de fraudes à

grande échelle aux règles de commercialisation d'oeufs portant le label de l'agriculture biologique. Reuters 25.02

- Médicament détourné: Le cytotec va-t-il créer un nouveau scandale? - 20minutes.fr

Il s'agit d'un médicament normalement prescrit pour les ulcères et maladies de l'estomac est aussi utilisé par certaines maternités pour déclencher les accouchements. 20minutes.fr 25.02

Qui est en cause ? Des médecins de l'hôpital de Poissy (Yvelines) et Necker (Paris).

Résultat : des nouveaux-nés souffrant de malformations, un au moins sera handicapée à vie, des femmes mutilées, utérus déchirés, traumatisés, etc.

Pourquoi ces médecins ne sont-ils pas radiés à vie immédiatement ?

[En guise de désespoir...](#)

- PSA : Le syndicat Sud demande en justice la suspension du plan social - L'Expansion.com

On leur signalera au passage que le pape est toujours en fonction...

[Il faudra bien y venir, non ?](#)

- Hollande prépare l'opinion à une marche arrière sur ses grands objectifs - AFP

- Déficit, chômage, impôts: comment Hollande s'est libéré de ses promesses - L'Expansion.com

- Face à la conjoncture, François Hollande prépare la marche arrière - LePoint.fr

[La voix de son maître](#)

- Au pied du mur : mais qu'attend donc l'Espagne pour demander de l'aide à la BCE ? - Atlantico.fr

- Bartolone (PS): "*la priorité va à la réduction des dépenses*" - AFP

- Moscovici: le budget 2014 sera "*construit*" avec l'objectif des 3% - AFP

[Attention, la surpopulation carcérale pourrait brutalement augmenter.](#)

- Le contrôleur des prisons s'intéresse aux EHPAD - LeFigaro.fr

Jean-Marie Delarue souhaiterait visiter les maisons de retraite. La ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie appelle à la prudence.

EHPAD : Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

[Vos études, votre vie, votre idéal : une vulgaire marchandise, un simple produit commercial.](#)

- Un diplômé sur quatre veut mettre les voiles - LePoint.fr

En recherche d'emploi depuis 4 mois, en moyenne 38% des diplômés n'ont décroché aucun entretien. Un chiffre en hausse de 7 points. LePoint.fr 25.02

[Un aveu.](#)

- Michèle Delaunay: '*Les aides publiques seront davantage orientées vers ceux qui en ont le plus besoin*' - LeMonde.fr

Pourquoi, parce que ce n'était pas le cas jusqu'à présent ? Mais alors qui en profitait, les copains, leur électorat ?

La spirale infernale

- Le Portugal, éprouvé par l'austérité, à nouveau sous la loupe de ses créanciers - AFP

- Grèce: la reprise dépend "*de la poursuite*" du plan de rigueur - AFP

L'Oscar à la propagande de guerre : Hollywood !

- L'Oscar du meilleur film étranger attribué à "*Amour*" - Reuters

Les médias iraniens ont qualifié lundi de "*politique*" l'attribution de l'Oscar du meilleur film à "*Argo*", le long-métrage de Ben Affleck qui porte sur la crise des otages américains de 1979, critiquant l'apparition pour l'annoncer de la Première dame Michelle Obama.

La 85eme cérémonie des Oscars de dimanche soir était "*la plus politique de tous les temps*", a estimé la télévision publique iranienne en évoquant l'Oscar d'"*Argo*".

"*Argo*" a récolté une moisson de récompenses à travers le monde.

Surprise de taille lors de la cérémonie des Oscars, c'est l'épouse du président américain, Michelle Obama, qui a ouvert l'enveloppe et annoncé, en duplex vidéo depuis la Maison Blanche, le film vainqueur.

Pour la télévision iranienne, cette intervention "*renforce les doutes que la récompense du film avait des motifs politiques*". AFP 25.02

Obama : pire que Bush père et fils et Reagan réunis. Non, on ne vous n'avait pas dit ? Nous, si, sur Hollande aussi...

- Israël a réussi un test de défense antimissile - Reuters

- Affaire Merah : les juges en appellent à Israël, au Pakistan et à l'Égypte - LePoint.fr

Trois Etats au-dessus de tout soupçon !

Pas vue pas pris : trop petit!

- Sarkozy sur la blague de Hollande : "*C'était tout petit !*" - LePoint.fr

Les "*amis*" de Hollande-Fabius-Le Drian sont de grands démocrates, si, si, la preuve.

- Un universitaire refoulé des Émirats pour avoir critiqué le régime de Bahreïn - LePoint.fr

- Qatar: 15 ans de prison en appel pour un poète critique du régime - AFP

Et viva Italia ! Revue de presse.

- Le scénario d'un Parlement bloqué se dessine en Italie - Reuters Italie : sous l'effet de la vague Grillo, risque d'ingouvernabilité - AFP

- Une «*situation très délicate*» en Italie - Liberation.fr

- Instabilité en vue après les élections en Italie - LeFigaro.fr

- Sans majorité au Sénat, l'Italie risque d'être ingouvernable - LeMonde.fr

- Qui pour gouverner l'Italie ? - Le Nouvel Observateur

- Fumée noire sur l'Italie - LePoint.fr

- Italie: le désarroi de la gauche face au casse-tête du résultat des élections législatives - L'Express.fr

Et la vérité sur la soi-disant gauche...

- Les premiers sondages sur le scrutin dopent les marchés italiens - Reuters
- Les marchés saluent la victoire de la gauche en Italie - L'Expansion.com
- La Bourse de Paris en forte hausse, la gauche donnée en tête en Italie - Liberation.fr

... et la douche froide aussitôt après :

- L'incertitude politique en Italie gâche la joie des marchés - L'Expansion.com

La guigne !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

La puissance du vote protestataire aux élections de dimanche et lundi en Italie, après une année de politique d'austérité, menace le pays d'une impasse politique, aucune alliance ne semblant assez forte pour former un gouvernement stable.

Après dépouillement de plus des deux tiers des bulletins de vote, les projections donnent le centre gauche de Pier Luigi Bersani légèrement en tête à la Chambre des députés, devant le centre droit de Silvio Berlusconi qui fait un retour en force inattendu.

Mais aucun des deux blocs ne semble en mesure d'avoir une majorité au Sénat, la chambre haute du Parlement, dont le rôle en Italie est aussi important que celui de la Chambre des députés.

Ce vote de protestation est aussi un camouflet pour le président du Conseil sortant, l'ancien commissaire européen Mario Monti, dont l'alliance centriste n'arrive qu'en quatrième position, loin derrière le Mouvement 5 Etoiles du populiste Beppe Grillo, qui a axé sa campagne sur la dénonciation des "*élites*" pro-européennes et d'une classe politique "*corrompue*".

Selon des résultats encore partiels, il obtiendrait entre 24 et 25% dans chacune des deux chambres, devenant le deuxième parti politique italien, derrière le Parti démocrate, la première force de gauche.

Ce scrutin marque aussi une forte déconvenue pour Pier Luigi Bersani, qui était donné grand favori à la fin de l'an dernier, avec à l'époque une avance de plus de dix points sur Silvio Berlusconi.

Le "*Cavaliere*", à 76 ans, fait un étonnant retour, alors que ses adversaires l'avaient pratiquement enterré fin 2011, quand le technocrate Mario Monti l'avait remplacé au palais Chigi.

Son alliance de centre droit, qui réunit le Peuple de la liberté (PDL), son parti, et les fédéralistes de la Ligue du Nord, est donnée en tête au Sénat, mais pas suffisamment pour avoir une majorité.

A la Chambre des députés, le centre gauche de Bersani devancerait les amis de Berlusconi d'environ un point de pourcentage. Une maigre avance mais suffisante pour y avoir la majorité car la formation ou l'alliance arrivée en tête au palais de Montecitorio se voit automatiquement attribuer une majorité de 340 des 630 sièges de députés.

Au Sénat, les choses sont différentes. Les projections de la RAI, la télévision publique, donnent au centre droit de Berlusconi 112 sénateurs, et 105 au centre gauche. Les amis de Beppe Grillo rafleraient 64 sièges et ceux de Monti, après une campagne décevante, seulement vingt. La majorité au Sénat est de 158 sièges.

Au Sénat, la loi électorale en vigueur depuis 2005 prévoit également une prime au parti arrivé en tête, mais sur une base différente, régionale et non nationale. Les 315 sièges sont attribués région par région en fonction du poids démographique.

Les projections montrent que plus de la moitié des électeurs se sont ralliés aux plates-formes anti-européennes de Berlusconi et de Grillo.

La gauche et le centre ont souligné qu'un tel résultat risquait de rendre le pays ingouvernable - avec à la clé de nouvelles élections dans un avenir proche.

"*Ces projections laissent à penser que nous nous dirigeons vers une situation ingérable, un pays ingouvernable*", a dit Mario Secchi, l'un des candidats de l'alliance centriste de Mario Monti.

Pour Stefano Fassina, économiste du centre gauche, même constat: "*Il ne pourra pas y avoir de gouvernement stable et nous devons revoter*", a-t-il dit.

"*C'est sûr que s'il y a une majorité à la Chambre et une autre au Sénat, il n'y a pas de gouvernement*", a constaté avec dépit Stefano Fassina, l'économiste du Parti démocrate.

Et les modestes 17/20 sénateurs prévus pour le camp Monti ne suffisent pas pour former une alliance majoritaire.

"*Un pays ingouvernable, politiquement mais aussi techniquement avec peu d'issues fondées sur des alliances presque impraticables et numériquement insuffisantes*", a commenté Massimo Razzi dans La Repubblica.

Pour lui, la seule solution sera de retourner voter, soit pour tout le Parlement soit seulement au Sénat.

Mais le numéro deux du Parti démocrate, Enrico Letta, a rejeté cette idée. Pour lui, la formation arrivée en tête à la Chambre des députés doit tenter de former un gouvernement. "*Quel que soit le vainqueur, celui-ci a la responsabilité de faire les premières propositions au chef de l'Etat*" Giorgio Napolitano, a-t-il dit. "*Un retour aux urnes se semble pas aujourd'hui la meilleure option à suivre*", a-t-il ajouté.

Si les prévisions se confirment, le seul moyen de sortir de l'impasse serait peut-être une "*grande coalition*" entre la gauche et la droite, comme celle que Mario Monti a menée pendant un an, sous l'étiquette d'un gouvernement de "*techniciens*", mais qui a finalement cédé sous les coups de boutoir des amis de Berlusconi qui accusaient le "*Professore*" d'être au service de la chancelière allemande Angela Merkel et de sa politique de rigueur.

Un tel scénario de "*grande coalition*" a toutefois été écarté pendant la campagne par les intéressés. Reuters 25.02

2- Etats-Unis

Alors que le secrétaire d'Etat John Kerry commence une tournée internationale,....

... axée sur la situation en Syrie, la Russie multiplie ses critiques de l'attitude ambiguë et de la politique des deux poids deux mesures des Etats-Unis. Pourtant, Washington avait lancé des signaux sur un changement de politique, essentiellement illustrée par la décision du président Barack Obama de remplacer le trio belliciste composé de Hillary Clinton, Leon Panetta et David Petraeus.

Sur le plan diplomatique, les Américains multiplient les déclarations sur la nécessité de trouver une solution à la crise syrienne sur la base de l'accord de Genève, qu'ils tentent de vider de son sens en interprétant arbitrairement certaines de ses clauses. Ils multiplient les mises en garde sur le danger que constitue le Front qaïdiste al-Nosra, mais dans le même temps ils continuent de diriger la guerre en Syrie et d'appuyer les groupes terroristes, comme si rien n'avait changé dans cette crise, d'où ils essaient de s'extirper.

Toutes les données sur le terrain prouvent que les Etats-Unis poursuivent leur guerre contre la Syrie en collaboration avec leurs partenaires occidentaux, la Turquie et leurs auxiliaires arabes. Les Turcs et les qataris continuent d'apporter soutien matériel, logistique, financier, médiatique et politique aux terroristes, avec l'appui actif de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de Bahreïn.

La seule solution réaliste au problème syrien reste le plan de sortie de crise proposé le 6 janvier par le président Bachar al-Assad. Mais ce plan est conditionné par la mise en place de mécanismes d'arrêt de la violence qui passent, impérativement, par l'assèchement des sources de financement des terroristes, l'arrêt des livraisons d'armes et de munitions et la fermeture des camps d'entraînement installés en Turquie. De même qu'il est nécessaire de démanteler les filières de recrutement et d'acheminement des terroristes du monde entier en Syrie.

Malgré leurs agissements ambigus, les Américains ont émis des signaux qui constituent un aveu de l'échec de leur objectif initial qui consistait à renverser le régime du président Assad. Ils ont concédé avec résignation que le dialogue avec le chef de l'Etat syrien est l'unique voie susceptible d'aboutir à une solution de la crise. Cela ne les empêche pas de manœuvrer dans l'espoir d'améliorer les conditions des négociations. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit la "*décision*" de l'opposition syrienne qui

a annoncé samedi qu'elle suspendait sa participation à plusieurs rencontres à l'étranger pour dénoncer le "*silence international sur les crimes*" commis par le régime. Dans le même temps, la Coalition de l'opposition a annoncé la prochaine création d'un gouvernement en zone occupées en Syrie.

La colère exprimée par la Russie face à toutes ces tergiversations montre une fois de plus que seule les développements sur le terrain seront capables de débloquer la situation. C'est donc l'Armée arabe syrienne qui aura le dernier mot. french.irib.ir 25.02

3- Tunisie

Un homme soupçonné d'avoir tué l'opposant Chokri Belaïd et son complice présumé ont été arrêtés lundi, selon des sources policières qui ont affirmé que les suspects de ce crime ayant plongé la Tunisie dans une profonde crise politique appartenaient à la mouvance salafiste.

Le tueur présumé est un artisan de 31 ans spécialisé dans les meubles en aluminium et été arrêté à Carthage, dans la banlieue de Tunis, selon deux sources policières interrogées par l'AFP.

Le deuxième homme est soupçonné d'être le motard qui a permis la fuite du tireur le matin du 6 février après que Chokri Belaïd, opposant virulent aux islamistes d'Ennahda au pouvoir, a été abattu à bout portant en bas de son domicile à Tunis.

Les deux sources interrogées ont indiqué que les deux suspects appartenaient à la mouvance radicale salafiste et que leur arrestation avait été facilitée par le témoignage d'une femme qui a été placée sous protection policière.

L'un de ces sources a précisé que le tueur était actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR), une milice brutale pro-islamiste, du Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

Plusieurs médias tunisiens ont aussi indiqué que deux militants salafistes présumés avaient été arrêtés pour le meurtre de l'opposant, citant aussi des sources sous couvert de l'anonymat.

Selon la radio Mosaïque FM, le tueur "*a déjà avoué son implication dans le meurtre de Chokri Belaïd et a confié qu'il a exécuté une fatwa qui appelait au meurtre*" de cet opposant qui dirigeait un petit parti appartenant à une alliance de plusieurs mouvements de gauche et nationalistes, le Front populaire.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur n'a pas répondu aux multiples tentatives de l'AFP de le joindre. AFP 25.02

C'est à croire que le nouveau Premier ministre connaissait le nom des assassins de Chokri Belaïd... Il les balancerait pour tenter d'enrayer la crise politique qui secoue la Tunisie et se donner une certaine légitimité, gagner du temps tout au plus...

4- Syrie

Huit terroristes ont été tués, et quelques autres, blessés, en pleins travaux de préparation d'un missile, avant même son lancement, dans la région d'Al-Bachiriya, à Rif/Idleb.

Selon Farsnews, les forces syriennes ont attaqué une ambulance immatriculée en Turquie, et qui transportait des rebelles blessés, près des régions de Hich et Maarat al-Neman, tuant les personnes à bord. A Idleb, nombre d'ambulances que l'on voit, dans les rues, sont immatriculées, en Turquie. Elles transportent les rebelles blessés aux hôpitaux de fortune, installés, sur la frontière turque, avant de les re-transférer, une fois reçus les traitements nécessaires, à différentes régions de la Syrie, et de les réintégrer, dans la lutte, contre le gouvernement syrien. french.irib.ir 25.02

SOCIAL

France

1.1- Crédit agricole va supprimer 1.400 postes.

Les caisses régionales du groupe Crédit agricole prévoient plus de 1.400 suppressions de postes à la faveur du non remplacement de tous les départs au sein de la banque, rapporte lundi le journal Les Echos.

Selon le quotidien, qui dit s'être procuré un document interne de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), le Crédit

agricole prévoit pour cette année le départ de 4.125 salariés et n'entend recruter que 2.707 personnes, "un mouvement qui se traduirait donc par la suppression de 1.418 postes."

"Au total, les effectifs des 39 caisses régionales et de Crédit agricole Titres passeraient ainsi sous la barre des 65.000", poursuit le journal. Reuters 25.02

1.2- Pixmania va supprimer 150 emplois

Le site d'e-commerce Pixmania a fermé ses 10 magasins en France et se retire de douze des 26 pays européens a-t-il annoncé lundi. Le site, contrôlé à 99% par le britannique Dixons, a procédé à ces fermetures depuis samedi.

Pixmania a vu en 2012 son chiffre d'affaires reculer de 10% à 843 millions d'euros, enregistrant une perte de 25 millions d'euros. Un plan social est engagé pour les 150 personnes que Pixmania employait dans ses magasins français. Le distributeur emploie près de 1000 salariés dans le monde. L'Expansion.com 25.02

Comme le prétendent Hollande, Ayrault et Sapin, amorcer une baisse du chômage d'ici la fin 2013, c'est possible : la preuve... du contraire !

2- Espagne

La première banque en Espagne par les actifs, CaixaBank, a annoncé lundi un plan social qui prévoit la suppression de "quelque 3.000 emplois", soit environ 10% des effectifs actuels, dans un contexte de restructuration du secteur en crise.

Fin 2012, CaixaBank comptait 32.625 employés, soit 5.632 de plus qu'un an auparavant, et 6.342 succursales (environ un millier de plus que fin 2011) en raison des acquisitions de la banque.

Comme prévu par la loi espagnole, la direction de la banque a donc entamé "une période de dialogue et de négociation avec les syndicats, qui pourrait se poursuivre jusqu'à fin avril", précise Caixabank dans son communiqué.

Sur le plan social, le secteur bancaire, jugé surdimensionné par rapport à la taille du pays, a perdu plus de 28.000 emplois entre 2008 et 2011, passant de 270.855 à 243.041 salariés, selon la Banque d'Espagne. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

Selon les syndicats, 20.000 emplois devraient être supprimés dans le secteur sur les cinq prochaines années, dont 4.500 chez Bankia. La quasi-faillite de la banque issue de l'union de grandes caisses d'épargne a précipité une aide européenne au secteur bancaire espagnol de plus de 40 milliards d'euros. AFP 25.02

[Haut de page ↗](#)

Le 27 février

CAUSERIE

J'ai ajouté un article en ligne dans la rubrique politique : *Russie-USA : Vers une révision du rapport de force ?* (french.irib.ir) (27.02.13)

Quand l'opportunisme se fait populiste.

Il y en a qui vont encore faire leur choux gras de cette femme qui est morte en se rendant aux urgences, parce que voyez-vous même les habitants de villages ou de maisons isolées au fin fond du Jura, des Vosges, des Alpes de Hautes Provence, des Pyrénées, de la Creuse, de la Bretagne, de l'Ariège, etc. devraient disposer d'un hôpital à moins de 15 minutes de chez eux, si, si, un bureau de poste, une mairie, une école, la totalité des services publics, en cas de cyclône, en moins d'une heure l'électricité devrait être rétabli jusqu'au chalet isolé situé en haute montagne, en cas de forte chutes de neige, la moindre route départementale ou le moindre chemin vicinal devrait être dégagé aussi rapidement, imaginez un peu qu'une personne soit victime d'un malaise à ce moment-là et que la route soit impraticable pour l'emmener aux urgences et qu'elle décède.

En fait, il faudrait décréter que les décès accidentels pouvant avoir un rapport même très éloigné avec autrui sont désormais prohibés et seront requalifiés en crimes, leurs auteurs ou complices dénoncés, poursuivis et condamnés. Bref, nos procureurs généraux ou dictateurs en herbe ne risquent pas de se retrouver demain au chômage...

Au populisme se mêle désormais le cynisme le plus sordide, c'est à la mode, tout le monde doit donner dedans, c'est le niveau de conscience où se situe la majorité de la population, donc celui des militants qui se traînent à sa suite, c'est le seul plan sur lequel on leur reconnaîtra qu'ils ne sont pas coupés des masses, pour le pire et non pour le meilleur hélas !

A moins qu'ils n'embraient sur la crise politique en Italie qui n'est qu'une mauvaise farce à laquelle est lié un humoriste médiocre. Le dénommé Beppe Grillo s'en prend en effet pêle-mêle à tout ce qui bouge, il est sur la même ligne politique que le très réactionnaire Cohn Bendit pour lequel il faudrait en finir avec les partis politiques, et dans sa diatribe vénimeuse cet ex-comique en rajoute une couche en s'attaquant systématiquement aux syndicats, nous aussi mais pas vraiment dans la même perspective, lui c'est parce qu'il estime qu'ils sont inutiles, nous parce que nous estimons qu'il faudrait en créer un autre sur les bases du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, donc notre critique se situe aux antipodes de cet idiot utile du régime qui fait le jeu de la réaction à l'arrivée.

En France, il ne faut pas critiquer les syndicats vendus au capital. Pourquoi ? Parce que tous s'en accommodent finalement. Nos syndicalistes ne sont pas des révolutionnaires mais des corporatistes, dans le sens où ils ne luttent que pour défendre leurs propres intérêts, du même coup ils favorisent ou laissent le champ libre à une autre forme de corporatiste qui en est le prolongement, et qui conduit au fil du temps à transformer les syndicats en institutions associées à la gestion du capitalisme pour le compte des capitalistes. Si vous leur demandez ce qu'ils pensent de cette analyse qui somme toute n'est qu'un constat, ils se mettront à hurler à la calomnie, c'est pratique pour mettre fin à toute discussion avant même qu'elle eut commencé, c'est leur conception de la démocratie, laissons-leur.

En Italie au cours des 50 dernières années il a dû y avoir plus de 40 changements de gouvernement ou de majorité, donc autant de crises politiques sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée. Prenez l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce ou la France, depuis l'après-guerre tous ces pays ont connu une multitude de changements de majorité au Parlement, des gouvernements dits de droite, de gauche, de technocrates, sans que cela ne change quoi que ce soit.

Un autre élément commun à tous ces pays mais aussi à tous ceux de l'UE que je n'ai pas nommé ici, dans aucun pays n'a émergé un nouveau parti ouvrier ou un nouveau syndicat digne de ce nom, dans aucun, tout du moins au point de s'ancrer profondément dans les masses et de devenir incontournable. Pourquoi insister sur ce dernier point ?

La liste de ce triste comique en Italie a réuni 25,5% des suffrages exprimés. Imaginez maintenant qu'un véritable parti communiste soit parvenu à ce résultat, ce serait un formidable levier pour renforcer ou développer ce parti, intervenir dans la lutte des classes de telle sorte qu'il pourrait modifier le cours des choses, la situation, dans la perspective de la prise du pouvoir qui demeure notre objectif politique, non pas par les urnes mais par la mobilisation révolutionnaire des masses, son succès électoral ne servant qu'à renforcer son implantation dans tout le pays, il pourrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, se lancer à sa conquête et balayer la bureaucratie pourrie des syndicats ou créer immédiatement un nouveau syndicat ruinant l'existence des syndicats corrompus.

Voilà ce que nos dirigeants ignares, bornés, sclérosés, dogmatiques et j'en passe n'ont pas été foutu de faire en plus d'un demi-siècle, et ce n'est pas demain la veille qu'ils y parviendront, tout simplement parce que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils sont incapables de comprendre la situation et les rapports entre les classes, ils ignorent la psychologie des masses, comment elles fonctionnent, ils en ignorent tout ou presque. Et ne comptez pas sur le Front de gauche, tout comme en Grèce les travailleurs n'ont rien à attendre de Syriza qui vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain.

Il nous manque un dirigeant de la trempe de Lénine, qui ait ses capacités et son charisme, qui comprenne comment il faut s'adresser aux masses pour les gagner, sans rien renier de nos principes ou notre programme cela va de soi.

La crise politique en Italie pose une seule et unique question qui est également valable en Grèce et dans tous les autres pays, celle de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire en rupture avec le capital et ses institutions, les partis qui les composent et les appareils corrompus des syndicats, l'UE et l'ONU...

C'est le seul enseignement à tirer de cette crise politique qui s'inscrit dans le prolongement de la crise du capitalisme qui demeure sans issue, qui en est la traduction sur le plan politique. Maintenant que vous avez lu ces lignes, voyez quel parti va reprendre ou plutôt partager cette analyse, à mon avis aucun, on prend les paris ? C'est la clé de la situation, qui seule pourrait permettre de la dénouer favorablement, passer à côté, c'est faussée l'analyse qu'on en donne puisqu'on oublie ou occulte un de ses éléments essentiels...

Ils construisent tous des partis pour mettre du beurre dans les épinards, alors qu'il nous faut construire un parti pour prendre le pouvoir et changer la société, vous aurez tout de suite compris pourquoi cela ne fonctionne pas et ne fonctionnera jamais sur ce modèle-là, ils ne sont pas à la hauteur de la tâche que nous avons à accomplir, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités tout court.

En complément la réaction d'un internaute.

- "" *Le vote protestataire plonge l'Italie dans l'impasse..* " Ah bon ? *la démocratie ça pose un problème alors ? Le réveil des peuples ça fait peur visiblement ...* "

Effectivement, l'expression la plus élémentaire, étroite ou déformée de la démocratie est incompatible avec la crise du capitalisme dont la politique d'austérité des différents gouvernements constitue la seule réponse possible, disons dans l'immédiat, le pire restant à venir...

La crise du capitalisme, s'il est relativement facile d'expliquer en quoi elle consiste, il n'est pas certain que les travailleurs et la plupart des militants en saisissent vraiment l'ampleur et la portée. Elle n'a rien de comparable avec les crises antérieures de par son ampleur. On se répère, on ne fait que cela à la longue, en vain.

Pour employer une métaphore et un langage populaire, ils ne se sont pas contentés de bouffer la dernière récolte jusqu'à la dernière graine, de faire les greniers et de vider les derniers silos, de réduire les stocks à zéro, ils ont été jusqu'à dévorer en grande partie les semis nécessaires à la prochaine récolte, mieux encore, ils l'ont hypothéquée sur une base haute impossible à réaliser dans de telles conditions.

Il ne reste donc pratiquement plus rien à distribuer aux producteurs qui devront dans l'avenir se satisfaire du minimum vital pour survivre, renouveler leur force de travail, tout ce qui se situait au-delà doit être systématiquement raboté, éliminé, il faut l'oublier, ils le considèrent comme superflu, inutile, nuisible même, de façon à ce que la part qui leur revient ne tombe pas en dessous du seuil au-delà duquel leur propre existence serait à leur tour menacée, c'est toutefois ce qui leur pend au nez, pas seulement à eux, à l'humanité entière puisque c'est leur terrain de jeu.

Ils peuvent cependant encore espérer s'en tirer, car si leur politique a conduit à l'épuisement des sols ils peuvent escompter qu'il se remettra à produire davantage dans quelques années, mais rien n'est moins sûr, à quel prix, et puis ils ne se sont pas contentés de l'épuiser, ils l'ont fortement pollué et là c'est plus grave, irréversible parfois, alors que les besoins de la population ne cessent de croître. Maintenant il est vrai qu'un esclave présente l'avantage d'avoir des besoins réduits au minimum, s'ils parvenaient à réduire la population mondiale en esclavage la production pourrait alors être suffisante pour satisfaire leurs besoins (des nantis) sans même avoir à se faire violence pour les réduire.

Voilà leur (prochain) objectif, faire en sorte que d'ici là il n'existe aucune alternative au capitalisme et pour y parvenir que les masses ne disposent plus d'aucun droit politique, c'est en bonne voie avec l'UE, cela pourrait aussi leur éviter de recourir à une troisième guerre mondiale.

C'est dans ce contexte et dans cette perspective qu'il faut analyser le résultat des élections en Italie, sachant que pour combattre un ennemi organisé en partis, les capitalistes, l'Etat et les institutions fonctionnant sur la base de partis politiques, on a absolument besoin d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Beppe Grillo s'inscrivant en opposition à tout parti politique vient finalement en aide à notre ennemi, à la réaction, il est à la fois le produit et la caricature du mouvement ouvrier et de sa décomposition.

ACTUALITE EN TITRES

[On se soutient et soulage comme on peut.](#)

- Etats-Unis: pour Bernanke, la Fed doit encore soutenir la reprise à plein régime - AFP
- JPMorgan Chase va supprimer entre 16 000 et 19 000 emplois d'ici 2014 - Liberation.fr
- Wall Street rebondit avec les propos de Bernanke - Reuters
- Journée noire sur les marchés européens, angoissés par le sort de l'Italie - AFP

[Les caisses sont vides :](#)

- Mali. L'opération française coûte déjà "*plus de 100 millions d'euros*" - Le Nouvel Observateur

[Toujours plus haut, toujours plus bas, bravo !](#)

- Chômage : La France proche d'un triste record ! - LePoint.fr

- Logements neufs: la France continue de s'enfoncer dans la crise - AFP

Intox

- Paris veut un gouvernement italien "*stable*" et minimise l'effet des élections sur la zone euro - LePoint.fr

- Montebourg s'en prend à Merkel après le vote italien - Reuters

- Montebourg: les Italiens ont rejeté "*la politique imposée par les marchés*" - AFP

- Barroso appelle les Européens à ne pas céder au populisme - Reuters

- Les pompiers de Bruxelles veulent éteindre l'incendie italien - LePoint.fr

Il y a sa place : à la niche !

- Montebourg : '*Les peuples ne sont pas prêts à passer sous la table*' - LeMonde.fr

... les multinationales non plus, la preuve :

- Coca-Cola, un nouvel allié pour Arnaud Montebourg - Slate.fr

Pas de bol !

- Bruxelles contredit Moscovici et exige un déficit "*nettement sous les 3%*" en 2014 - L'Expansion.com

Réaction. Sionisme, xénophobie et néo conservatisme.

Atlantico.fr : La menace.

- Ces menaces insidieuses qui rognent la liberté de penser en France - Atlantico.fr

Parole de sioniste :

- Pourquoi cela n'a pas de sens de parler d'une troisième intifada - Atlantico.fr

Le bouc émissaire, l'étranger :

- L'Europe et ses systèmes de santé déstabilisés par l'émigration des jeunes des pays en crise vers les pays "*sains*" - Atlantico.fr

Les consommateurs évidemment :

- Industriels, consommateurs, régulateurs : qui sont les vrais responsables des dérives de l'industrie agroalimentaire ? - Atlantico.fr

Le péril jaune :

- Voilà comment la Chine profite de la crise pour acheter à bas prix nos connaissances technologiques - Atlantico.fr

Confirmation

- Syrie: Kerry et Lavrov tentent un rapprochement - AFP

- Nucléaire : les 5+1 proposeraient à l'Iran un allègement des sanctions - LeMonde.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie se trouvait mardi dans une impasse politique inquiétante pour le reste de l'Europe, sans vainqueur clair aux législatives, comme l'a reconnu le chef du centre gauche Pier Luigi Bersani qui a entrouvert la porte au mouvement protestataire de l'ex-comique Beppe Grillo.

Dans l'après-midi, le candidat de la gauche au poste de Premier ministre s'est exprimé pour la première fois depuis l'annonce des résultats et a amorcé un geste d'ouverture envers le Mouvement 5 Etoiles, qui s'est adjugé à la surprise générale un quart des suffrages au parlement.

M. Bersani a évoqué des thèmes chers à cette formation, comme la réforme des institutions, les coupes dans les coûts de la politique, la moralité et la défense des plus défavorisés, appelant Beppe Grillo à dire "*ce qu'il veut pour le pays*".

La gauche soumettra ses propositions au Parlement, "*où chacun devra assumer ses propres responsabilités*", a averti M. Bersani.

Pour l'instant, le Mouvement 5 Etoiles ne souhaite s'allier avec aucune autre formation mais envisagera au cas par cas de voter des réformes, a fait savoir de son côté Beppe Grillo.

"*Nous allons voir, réforme par réforme, loi par loi. S'il y a des propositions qui sont compatibles avec notre programme, nous allons les évaluer*", a-t-il dit en ajoutant: "*maintenant ce n'est pas le moment de parler d'alliances*".

Ces diverses déclarations laissent penser à un possible soutien au vote de lois présentées par un gouvernement de gauche, sans un accord formel de coalition avec le centre gauche, qui dispose d'une solide majorité à la Chambre. Additionnés à ceux de la gauche, les 54 sénateurs de Beppe Grillo permettraient d'avoir une majorité au Sénat.

L'expert politique Stefano Folli a cependant jugé "*extrêmement vague*" la proposition de Bersani, qui risquerait d'aboutir "*à un gouvernement minoritaire exposé à tous les vents au parlement et aux mains de Beppe Grillo*".

Un véritable casse-tête donc. "*Nous sommes conscients du caractère dramatique de la situation et des risques encourus par le pays*", a reconnu M. Bersani.

Les marchés financiers ont réagi très négativement à cette impasse sur le futur gouvernement de la troisième économie de la zone euro: la Bourse de Milan a connu une journée noire, s'effondrant de près de 5% à la clôture.

L'Europe était aussi dans les affres: la Commission européenne a assuré avoir entendu le "*message d'inquiétude*" envoyé par les citoyens italiens, tout en demandant à Rome d'"*honorer ses engagements*" budgétaires et de réformes.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a souhaité mardi soir que l'Italie se dote d'un "*gouvernement stable*", tout en se disant "*pas franchement réjou*" par le résultat des élections. Auparavant, la chancelière Angela Merkel s'était voulue plus rassurante: "*L'Italie trouvera sa voie*", avait-elle confié à son entourage.

Pour le directeur de la revue politique Micromega, Paolo Flores d'Arcais, la gauche a "*la possibilité de faire un accord avec Grillo en lui donnant la présidence d'une des chambres et de proposer un gouvernement avec beaucoup de techniciens*" qui appliquerait un programme "*commun aux aspirations traditionnelles de la gauche*".

Mauro Calabresi, directeur du quotidien La Stampa, ne voit pas d'autre solution que de "*trouver des convergences entre les partis traditionnels et les nouveaux parlementaires Cinq Etoiles. Ils doivent être traités comme une ressource, pas comme des ennemis*".

Le sort politique de l'Italie est en fait entre les mains du président Giorgio Napolitano qui pourrait juger une telle situation trop instable et lui préférer la mise en place d'un nouveau gouvernement technique de transition avant de nouvelles élections. AFP 26.02

2- Tunisie

2.1 - La veuve de Chokri Belaïd, l'opposant tunisien tué par balles à Tunis le 6 février, a déclaré qu'elle voulait savoir qui avait commandité l'assassinat de son mari, en réagissant mardi pour la première fois à l'annonce de l'arrestation du tueur

présumé lundi à Tunis.

"C'est beau de savoir qui a exécuté mais pour moi c'est très important de savoir qui a commandé, comme cela a été fait, car c'est un crime très organisé", a déclaré Basma Belaïd sur Europe 1.

"On demande un procès et on demande de pousser l'enquête et de tout savoir", a-t-elle affirmé.

Le tueur présumé serait actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR) une milice brutale pro-islamiste, au Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

La LPR a été accusée à de nombreuses reprises par l'opposition d'orchestrer des attaques contre des opposants ou des associations pour les intimider.

Ces ligues sont "protégées par le système", a accusé la veuve de Chokri Belaïd qui a demandé "immédiatement" leur dissolution. "Toute la société tunisienne n'a pas arrêté de demander depuis des mois la dissolution de ces ligues", a-t-elle souligné.

"La responsabilité politique d'Ennahda est impliquée", a répété Mme Belaïd, qui a accusé à plusieurs reprises le parti islamiste au pouvoir d'être responsable de l'assassinat de son mari.

"La moindre des choses est d'assurer la sécurité des citoyens. Ennahda est le parti au pouvoir (...), c'est à elle de protéger les citoyens", a-t-elle déclaré, alors que le parti islamiste est régulièrement accusé de faire preuve de laxisme vis-à-vis de sa frange radicale et de la mouvance salafiste. AFP 26.02

2.2- L'opposant tunisien Chokri Belaïd a été tué par un groupe de la mouvance salafiste, ont annoncé mardi les autorités, précisant que le meurtrier présumé a été identifié mais est en fuite et que quatre complices sont sous les verrous.

"Le tueur a été identifié et il est pourchassé", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Ali Larayedh, lors d'une conférence de presse.

"Les quatre autres suspects ont été arrêtés. Ils appartiennent à un courant religieux radical, (...) ils sont de nationalité tunisienne", a ajouté M. Larayedh, en évoquant "la mouvance salafiste".

Selon le ministre, qui est appelé à former le prochain gouvernement tunisien, les complices ont effectué le repérage en vue de ce crime, qui a plongé la Tunisie dans une profonde crise politique, et l'un d'entre eux "a avoué avoir accompagné le tueur" le 6 février, jour du meurtre.

M. Larayedh n'a pas révélé les identités des personnes arrêtées et a refusé de se prononcer sur l'éventuel commanditaire ou sur un groupe salafiste en particulier. AFP 26.02

3- Egypte

Un tribunal du Caire a jugé mardi que les autorités égyptiennes devaient détruire la totalité des tunnels reliant la péninsule du Sinaï à la bande de Gaza, qui alimentent en armes et en denrées de première nécessité l'enclave palestinienne victime du blocus israélien.

On estime que 30% des biens importés par la population gazaouite (1,7 million d'habitants) le sont via ces tunnels qui permettent de contourner un blocus mis en place par l'Etat hébreu il y a plus de sept ans.

Les Frères musulmans désormais au pouvoir au Caire sont idéologiquement proches des islamistes du Hamas au pouvoir à Gaza mais de nombreux Egyptiens craignent que l'enclave ne présente un risque pour la sécurité du plus grand Etat arabe, notamment pour le Sinaï.

Au début du mois, les forces de sécurité égyptiennes avaient entrepris de noyer une partie de ce labyrinthe que l'armée israélienne bombarde sporadiquement. Reuters 26.02

4- Israël

Le PM sioniste se heurte, désormais, à l'une des crises les plus aiguës de son mandat :

la révolte incontrôlable, dans les territoires palestiniens, déclenchée, suite à la mort du prisonnier palestinien, Arafat Jeradat. Netanyahu a convoqué une réunion d'urgence de son cabinet sécuritaire, pour savoir comment faire face aux manifestations et à la grève de la faim de 3.000 prisonniers palestiniens. Il a même contacté Tony Blair, au sein du Quartette sur

le Proche-Orient. Il a évoqué le test du missile "Arrow", lundi, n'écartant pas l'hypothèse d'en faire usage, pour assurer la sécurité d'Israël! french.irib.ir 26.02

SOCIAL

France

1.1- La "**croissance**"... du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine a bondi en janvier à son plus haut niveau depuis juillet 1997, sous l'impact d'une modification du système de radiation des chômeurs qui a pour effet d'accroître sensiblement leur nombre.

La forte baisse des sorties enregistrées par Pôle emploi a néanmoins contribué pour moitié à la hausse de 1,4% sur le mois, soit +43.900 personnes, du nombre des chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

A 3.169.300, ce dernier atteint son plus haut niveau depuis plus de 15 ans et demi et frôle le record enregistré en janvier 1997 (3.195.500 selon la nouvelle méthode de comptabilité).

Sur un an, sa hausse est de 10,7% et janvier a été le 21^e mois consécutif de progression du nombre de chômeurs en catégorie A.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,3% le mois dernier, soit 60.800 personnes, pour atteindre 4.680.200, soit une augmentation de 9,8% sur un an. En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.967.500.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Michel Sapin a estimé que les dernières prévisions de la Commission européenne anticipant pour 2013 une hausse du chômage (taux de 10,7% contre 10,3% fin 2012), qui se poursuivraient en 2014 (11,0%), n'invalidaient pas l'objectif du gouvernement d'inverser la courbe du chômage "*d'ici la fin de l'année*".

Le ministre a relevé que la progression de janvier, corrigée des effets de la réforme, était inférieure à l'évolution moyenne constatée sur le second semestre 2012 et tenait "avant tout" au recul de l'activité sur la fin de l'an passé.

Les entrées à Pôle emploi sont restées stables en janvier, celles consécutives à des licenciements économiques diminuant même de 2,3%.

Mais dans le même temps, le nombre de sorties de Pôle emploi a reculé de 10,0% en France métropolitaine sous l'impact d'une baisse de 11,5% des entrées en stage et d'une chute des radiations administratives (-58,1%), dont le nombre avait fortement augmenté en décembre.

Les demandeurs d'emplois de moins de 25 ans (+0,5% en catégorie A et +0,7% en A, B et C) ont été les moins affectés par la hausse de janvier, alors que les 50 ans et plus ont été une nouvelle fois à la peine (+1,8% en catégorie A, +1,4% en A, B et C).

Les demandeurs d'emploi de plus d'un an (+1,9% en janvier et 13,9% sur 12 mois) ont progressé eux aussi plus vite que la moyenne, leur part dans les inscriptions à pôle emploi atteignant 39,5%, soit 0,2 point de plus qu'en décembre et 1,4 point de plus qu'en janvier 2012.

Les offres d'emplois collectées par Pôle emploi ont enfin reculé de 10,6% en janvier, leur baisse sur un an atteignant 19,7%. Reuters 26.02

1.2- Mouvement social chez Express-Roularta

A l'appel des organisations syndicales CGT-CFDT-Sud-SNJ-FO, une journée de grève a été décidée pour ce mardi 26 février 2013 au sein du groupe Express-Roularta en réponse au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé la semaine passée par la direction du groupe. Ce plan prévoit la suppression d'environ 80 postes sur quelque 780 emplois. Selon la direction, "*priorité sera donnée à un plan de départs volontaires*". En outre, le magazine L'Entreprise pourrait passer exclusivement sur support numérique et les mensuels Maison française et Maison magazine pourraient fusionner en un seul titre. L'Expansion.com 26.02

1.3- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse : 180 emplois supprimés

Motorola Mobility va fermer fin mai son site de Toulouse, qui emploie environ 180 personnes, a déclaré mardi une porte-parole du fabricant de combinés mobiles, filiale de Google, qui a engagé un processus de réduction de ses effectifs dans le monde.

Motorola était installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. Reuters 26.02

1.4- Il cumule 287 CDD et personne n'avait rien vu !

La Sotrema, société chargée du ramassage des ordures sur la région mantaise, est attaquée par ses éboueurs pour avoir abusé des CDD. L'un comptabilise 287 CDD (contrat à durée déterminée) en cinq ans. Un autre a multiplié les contrats d'un jour ou deux. Un troisième avait été embauché pour remplacer le remplaçant d'un salarié en CDI...

Quatre salariés ont déjà déposé un dossier.

Mais, selon Michel Forestier, responsable local du syndicat, ils seraient encore plus nombreux. « *Nous en avons compté une dizaine. Ensemble, ils totaliseraient au bas mot près d'un millier de contrats courts. C'est du jamais-vu* », témoigne le représentant.

Si le procédé est, dans certains cas, illégal, il flirte souvent avec les règles du Code du travail et perturbe le quotidien des éboueurs. « *Certes, on a du travail, témoigne l'un d'eux. Mais ces contrats ne nous offrent aucune visibilité. Je galère pour trouver un appartement.* »

Des discussions sont en cours entre les représentants du personnel et la direction afin de régulariser la situation d'au moins trois éboueurs. L'inspection du travail suit l'affaire de près.

Société d'économie mixte, détenue en partie par la communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines, la Sotrema aurait l'habitude de compter sur de nombreux CDD.

« *C'est une façon de travailler, assure Philippe Geslan, son président, également vice-président de la Camy. Nous faisons appel à eux en cas de surcroît d'activité. On a toujours essayé d'embaucher quand nous pouvions le faire. Mais, si c'est pour embaucher maintenant et licencier demain, c'est dommage.* » LeParisien.fr 26.02

Evidemment cela durait depuis des années et absolument personne n'était au courant... Au fait, ils servent à quoi les représentants du personnel dans une entreprise ?

ECONOMIE

Banque

La prochaine crise bancaire viendra du système bancaire parallèle, qui n'est pas soumis aux mêmes règles que le système bancaire classique, a estimé mardi le président du directoire de la Banque Postale, Philippe Wahl.

"*Il y aura une nouvelle crise bancaire, nous le savons*", a affirmé M. Wahl lors d'une conférence organisée par le magazine The Economist.

"*Et nous savons d'où elle viendra*", a-t-il ajouté, mentionnant le secteur bancaire parallèle, qui regroupe l'ensemble des acteurs non bancaires qui offrent des services de nature bancaire, le plus souvent des solutions de financement.

Ce secteur aux contours flous comprend notamment les fonds monétaires, les assureurs et les fonds alternatifs (hedge funds).

"*Il est moins régulé, moins taxé, il croît et, selon moi, il représente la prochaine crise*", a martelé le dirigeant de la Banque Postale.

"*Nous devrions essayer de préparer l'avenir et voir comment nous pouvons empêcher cette nouvelle crise financière*", a-t-il ajouté, qualifiant le secteur bancaire parallèle de "*terra incognita*".

Lors de son intervention, plus tôt, le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, avait également insisté sur le caractère "*essentiel*" du renforcement de la régulation du secteur bancaire parallèle.

Il avait rappelé l'estimation du Conseil de stabilité financière (FSB), qui évalue les actifs gérés par le secteur bancaire parallèle

à 50.000 milliards de dollars. AFP 26.02

En voilà encore un qui aurait mieux fait de se taire! Car Philippe Wahl en avouant que pour lui le secteur bancaire parallèle était "*terra incognita*", il signifiait pas là qu'il n'avait rien à en dire. En fait, ce qui est inconnu, c'est le niveau auquel se montent les manipulations et malversations de ces gangsters de la finance et contrairement à ce que laisse entendre leur larbin de service, Barnier, qui sont connues et qui agissent en toute impunité, toute nouvelle mesure étant contournée avant même qu'elle entre en application, ce sont les intéressés eux-mêmes qui le clament sur tous les toits.

Quand je dis que Philippe Wahl aurait mieux fait de se taire, dans son propre camp on a déjà dû lui rappeler, car au passage il a avoué qu'ils savaient pertinemment que l'aristocratie financière bénéficiait de privilèges extraordinaires dont elle usait et abusait en toute légalité, tranquillement, puisque droite et gauche sont gagnées à l'ultra libéralisme, leur seul ennemi étant le prolétariat dans son immense majorité inorganisé et donc réduit à l'impuissance.

Là où son discours leur est utile cependant, c'est quand il parle de la prochaine crise, comme si celle-ci devait se terminer un jour, vous aurez remarqué au passage que c'est le discours de tous les gouvernements, de la BCE, etc. bon, cela dépend des jours, alors que tout démontre le contraire : comment des actifs échappant à tout contrôle équivalents au PIB mondial (60.000 milliards de dollars, il ne nous a donné qu'un chiffre officiel) et servant à la spéculation mondiale à une échelle qui se situe là à des centaines de milliers de milliards de dollars (le marché des produits dérivés) n'alimenteraient-ils pas en permanence la crise actuelle ?

A quoi sert alors ce discours ? Ils demandent aux travailleurs de faire de nouveaux sacrifices en prévision de la fin de la crise en leur annonçant des jours meilleurs qui viendront par la suite et qu'en réalité ils ne verront jamais, elle est là l'astuce, un peu grotesque, mais cela marche à merveille, la plupart y croient à défaut de conscience ou de perspective politique, c'est l'essentiel et ainsi de suite. Qui pousse l'analyse jusque là et leur dit la vérité, quel parti ? Aucun.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 février

CAUSERIE

Rectificatif.

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe :
adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

Vous devez donc vous connectez sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahho.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site. Je préfère ne rien ajouter.

[Accord du 11 janvier, retraites, loi d'amnistie sociale, élections en Italie, etc. les grandes manoeuvres ou l'enfumage général continue.](#)

Comment camoufler le plus longtemps possible ses réelles intentions, inavouables, indéfiniment est impossible évidemment, car il arrive toujours un moment où l'on est rattrapé par la réalité, lorsqu'il faut passer aux actes ou lorsque l'heure des décisions a sonné, quand les faits s'étalent sous nos yeux et que plus personne ne peut en nier l'existence...

Gagner du temps, laisser s'écouler un certain temps histoire que l'embrouille joue à plein, laisser le doute s'installer ou creuser son sillon dans les têtes, c'est tout un art !

Le sachant, dès lors on a le choix entre : attendre ce moment-là pour dénoncer un fait ou une décision et les combattre, quand il sera trop et qu'il n'y aura plus rien à faire pour s'y opposer généralement, cela présente l'avantage qu'on aura à en parler le moins longtemps possible, de faire oublier quel rôle précis on a tenu ou que personne ne s'y attarde, comptant comme un allié sur

la mémoire courte, déficiente ou très sélective des travailleurs et des militants, leur difficulté à faire le lien entre cause et effet, ou alors informer immédiatement de ce qui se cache derrière ces manoeuvres pour que les uns et les autres puissent se poser des questions, s'en saisir, s'organiser, etc.

L'accord du 11 janvier ils ont eu plus de trois mois pour le préparer en coulisse, la loi d'amnistie sociale elle a été évoquée depuis plus de quatre mois, le résultat des élections en Italie ne faisait aucun doute, tous les gouvernements en Europe qui ont mis en oeuvre une politique d'austérité ont été sanctionnés, balayés depuis quatre ans, sans que cela résolve quoi que ce soit, dans tous ces pays le pouvoir des partis dits de droite ou de gauche sont contestés, bref, tout ce qui s'est passé était prévu depuis le départ, les uns et les autres savaient pertinemment à quoi s'attendre, on peut ajouter l'élection de Hollande et celle des députés en juin 2012, le vote du TSCG, de la "règle d'or", du budget d'austérité de 2013, etc. pour parfaire le tableau on peut encore ajouter la prochaine contre-réforme des retraites et du financement de la protection sociale qui sera le résultat d'un processus identique avec un résultat semblable, c'est-à-dire défavorable aux travailleurs...

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'en n'est plus en présence que de partis uniquement capables de se comporter en commentateur de commentaires après coup et qui osent se poser en avant-garde, oui, c'est plus que grotesque mais ils en sont là, dans son dernier éditorial paru hier D. Gluckstein n'a pas eu à se donner beaucoup de peine pour le confirmer.

Il démarre très fort : "*Que les élections italiennes marquent un rejet de l'Union européenne symbolisées par la défaite cinglante de Monti, tous les commentateurs en conviennent*", quelle chance dites-donc ! le reste est dans le même registre. Puis il cite "*un dirigeant du Parti démocrate*", puis c'est au tour de "*France Info, ce mardi matin, ce commentaire*", il y revient plus loin "*et la radio publique ne s'interroge même pas*", quelle horreur, elle manque à tous ses devoirs, pour ne pas être en reste, voilà le tour des appareils derrière lesquels il se range "*l'appel des confédérations CGT et CGT-F/O*", envolées leur nature et leurs réelles intentions, leur responsabilité dans l'accord du 11 janvier, le POI n'a eu de cesse de l'occulter pour préserver les appareils pourris de ces syndicats, la culture des illusions c'est le fond commun de tous les opportunistes et traîtres, ce qui lui fait dire plus haut que "*l'Italie sort ingouvernable de ces élections*", ce qui est totalement faux, une falsification des faits comme vous pourrez le lire plus loin, il n'aura pas fallu 24h pour confronter Gluckstein, c'est terrible, c'est cruel mais c'est ainsi.

Je rajoute ici un extrait de l'article sur la situation en Italie que vous pourrez lire plus loin, car je tiens à confronter Gluckstein sur le champ, je ne voudrais pas que vous manquiez cela si vous ne lisez pas la suite.

- Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"*L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets*", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. "*J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout*", "*je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables*", ont-ils écrit.

Pour parler comme lui, l'idiot du régime Beppe Grillo ouvre sa grande gueule pour ne pas perdre la face, mais il va être très vite rattrapé par la réalité et ses colistiers qui ont maintenant envie d'en croquer. Etait-ce si difficile à concevoir que Gluckstein serait passé à côté, à qui veut-il faire croire cela ? Pourquoi pas après tout, on en a vu d'autres dans le passé avec Lambert.

Dès lors, que faut-il penser de l'analyse de la situation et de la politique proposée par Gluckstein ou le POI, reposent-elles sur des éléments aussi foireux, des manipulations inavouables de la réalité ou pire encore ? On vient de le prendre une nouvelle fois en flagrant délit, on est quand même en droit de se poser cette question, non ? Qui est-ce qui outrepassa ses droits ici, qui se fout du monde, moi ou lui, je vous pose la question ? Il y en a plus que marre ! Un minimum d'honnêteté intellectuelle ne les étoufferait pas !

Poursuivons.

Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour que l'accord du 11 janvier passe, notamment en participant aux pseudo négociations dont il est sorti, et voilà qu'un coup de baguette magique, totalement blanchis ils se transformeraient en opposants zélés du gouvernement et du Medef pour interdire sa transcription dans la loi, ils devraient prendre la direction de la mobilisation contre le gouvernement et le Medef, contre le gouvernement c'est moi qui l'ai ajouté, car eux ils continuent de l'épargner... Très très fort décidément, et il y a des militants pour gober cela, c'est tellement monstrueux qu'on en vient à se demander ce qu'ils ont dans la tête, pour quoi combattent-ils vraiment ?

Quant à la loi d'amnistie sociale concoctée par le Front de gauche, elle consiste finalement à reconnaître la légitimité du régime et des institutions que des militants auraient enfreints presque malgré eux, et pour lesquels ils demandent aux législateurs de faire preuve de clémence ou de leur pardonner ce moment d'égarement malheureux, d'inconscience, promis juré, ils ne recommenceront plus. Pourquoi ? Parce que les syndicats et les partis ouvriers refuseraient d'en prendre en charge les conséquences (financières ou matérielles), c'est vrai que la solidarité a ses limites et que ce n'est pas vraiment leur fort, leurs conceptions de la lutte de classe et du mouvement ouvrier sont tellement déformées qu'ils en sont incapables, ils ne peuvent pas être solidaires du régime et de leurs militants, encore moins quand ce ne sont pas les leurs.

Opportunisme ou socialisme ?

Pour le POI, c'est "*Dehors l'Union européenne ! Dehors la troïka !*", pour nous ce sera : dehors le gouvernement, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Je ne vais pas perdre mon temps à me répéter, je retranscris la causerie du 27 janvier qui suffira amplement à répondre à toutes les questions politiques que la situation pose.

On pourrait rajouter la Constitution que j'avais omise dans le cadre de laquelle toutes ces décisions ont été prises ou ces votes ont eu lieu, conformément à l'esprit de la Constitution fondée par des représentants (de Gaulle - Debré) du capital pour les besoins du capital parmi lesquels figurent le TCSG, d la "*règle d'or*", le budget 2013, l'accord du 11 janvier, l'accord à venir sur les retraites, etc.

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "*règle d'or*" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial ! Fin

J'ajouterai que le même constat et la même ligne politique sont valables pour les travailleurs dans tous les pays de l'UE.

De plus l'appel du bureau national du POI s'emploie sciemment à entretenir des illusions dans le gouvernement quand ils écrivent : "*Force est de constater que pour l'heure, le gouvernement Hollande-Ayrault est engagé sur la voie de la soumission totale*", vous avez noté, "*pour l'heure*", car demain il pourrait peut-être en être autrement c'est inclus implicitement, alors qu'il n'y a aucun doute à avoir sur ses réelles intentions, ce qui signifie qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime et qu'ils sont incapables de le couper, d'où leur incapacité à axer résolument leur combat contre les institutions de la Ve République avec lesquelles finalement le POI s'accommodent.

Pas très futés et toujours très pressés !

Plus de 90% des mots de passe utilisés par accéder à différents services comme un compte en banque, des mails ou encore les réseaux sociaux via un ordinateur, une tablette ou un téléphone, sont vulnérables en raison de leur répétition, assure une étude de l'entreprise Deloitte. Publié mardi au Panama, le rapport assure qu'avec les 1.000 mots de passe les plus communs pour les utilisateurs (parmi les six millions observés pour l'étude), il est possible d'accéder à 91% des services théoriquement protégés.

"*Le problème le plus grave des mots de passe est leur réutilisation. L'être humain, pour une question de mémoire, retient cinq, six, sept mots de passe, et naturellement, on les utilise pour tout, ce qui les rends très fragiles*", a expliqué à l'AFP Francisco Martin, responsable de Deloitte au Panama. "*Cela ne serait pas si grave si au moins on prenait le temps de mettre des mots de passe qui ne soient pas si aisément déchiffrables*", a-t-il ajouté. Selon cette étude, 9,8% des usagers utilisent la combinaison "*password 123456 ou 12345678*", 8,5% "*password ou 123456*" et un 4,7% "*password*".

Le rapport signale également que les mots de passe créés sur des terminaux mobiles ont tendance à être moins sûrs que ceux créés sur ordinateur, en raison de la différence d'accessibilité aux caractères spéciaux. En outre, il faut 4 à 5 seconde pour taper un mot de passe sûr sur un ordinateur de bureau, contre 7 à 30 secondes sur un écran tactile. L'étude portait sur les principales tendances dans l'univers de nouvelles technologies dans 15 pays d'Europe et d'Amérique, en plus de l'Afrique du Sud. L'Expansion.com avec AFP 27.02

'est vrai que passer quelques secondes de plus pour taper un mot de passe plus sûr, en voilà un exercice insurmontable. On se demande dans quel monde on vit et ce que les gens ont dans la tête, si j'en juge par les nombreuses réponses que j'ai reçues à mon questionnaire, le constat est effrayant !

La "*juridiction internationale*", l'OIT, n'a aucun pouvoir coercitif !

Lors d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu mercredi que son syndicat «traduira» la France devant les juridictions internationales si le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, en «infraction aux normes internationales du travail» selon lui, n'était pas revu.

Selon la CGT, les dispositions sur les licenciements contreviennent à la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et celles sur la mobilité des salariés à la charte des droits sociaux fondamentaux. libération.fr 27.02

L'OIT est composé en majorité de représentants des Etats et du patronat, je vous invite à lire ou relire ses statuts qui figurent dans le site pour le vérifier. Vous ne croyez tout de même pas qu'ils allaient se tirer une balle dans le pied en s'imposant des mesures contraires à leurs intérêts, il faut être un crétin ou un abruti pour le croire un instant, ce doit être ce que pensent des

militants et des travailleurs Thibault et tous ceux qui en appellent à l'OIT, eh oui, vous nous excuserez de dire les choses crûment mais c'est ainsi !

A force de le croire, on finira par l'oublier : impossible !

Le ministre du Travail Michel Sapin a affirmé mercredi sur Canal+ que le chômage "sera vaincu tout au long de l'année" et réaffirmé l'objectif présidentiel d'inverser la courbe avant fin 2013. AFP 27.02

Ils en sont là !

On ne peut pas parler raisonnablement d'un syndicat ouvrier.

Question au-delà de laquelle toutes les autres sont superflues, inutiles, tellement les choses sont parfaitement claires : Un syndicat ouvrier s'adresserait-il au parti de l'ordre (UMP-UDI) pour lui demander de rejeter un accord scélérat concocté par le syndicat des patrons, le Medef, conformément à leurs besoins ?

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 février 2013. Extraits.

- Nous poursuivons nos rencontres avec les groupes parlementaires concernant l'ANI du 11 janvier et sa transposition législative. Nous avons ainsi développé nos positions devant les groupes PS, UMP et UDI de l'Assemblée nationale, RDSE du Sénat, et nous le ferons prochainement devant les groupes PS et EELV de cette dernière assemblée.

Autant il appartient aux élus de la nation de voter les lois –ce n'est pas du ressort des interlocuteurs sociaux–, autant il est indispensable qu'ils le fassent en toute connaissance de cause, c'est-à-dire en ayant entendu toutes les positions des uns et des autres.

Nous allons donc continuer sur notre ligne «non à l'accord et à sa transposition». Les manifestations du 5 mars, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres, contribueront à accroître la pression.

La vérité, c'est qu'ils s'en foutent totalement. Inutile d'ajouter un commentaire, les dirigeants, cadres et militants de partis ouvriers qui collaborent avec l'appareil de FO sont des traîtres à la classe ouvrière.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sa "capacité d'indignation" était limitée par... sa soumission au capital.

Stéphane Hessel, l'auteur en 2010 du manifeste "*Indignez-vous*", dont l'immense succès mondial a inspiré les jeunes "*indignés*" occidentaux en rupture avec le système établi, est mort dans la nuit de mardi à mercredi à l'âge de 95 ans.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Il dénonçait notamment l'écart croissant entre les très riches et les très pauvres, le traitement fait aux sans-papiers et aux immigrés, ainsi que la dictature des marchés financiers.

Ses prises de position pro-palestiniennes lui ont valu des critiques acerbes d'une partie de la communauté juive. Plusieurs organisations ont eu mercredi des mots très durs à l'annonce de sa mort, lui reprochant d'être antisémite.

"Son grand âge, son sourire, son apparente ingénuité, son indignation focalisée et ses poèmes surannés évoquaient un monde angélique, mais pavaient la route, certainement sans qu'il le voulût lui-même, aux véritables criminels tapis derrière l'enfer des bonnes intentions", écrit Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France". (La haine des sionistes est sans borne. -Ndlr)

"Ne jugeons pas Hollande sur les trois premiers mois. Il a dit des choses justes, il fait déjà un certain nombre de choses essentielles, utiles, qui vont dans le sens de ses engagements. Laissons-lui le temps", disait-il. Reuters 27.02

Il ne pourra plus le dire à ceux qui vivent dans le dénuement absolu, la misère noire, l'angoisse permanente du lendemain...

L'indignation ne mène à rien en soi, il le savait lui qui n'est parvenu à rien, sinon à vivre juqu'à 95 ans, c'était quelque part faire preuve d'un manque cruelde dignité.

ACTUALITE EN TITRES

Une épidémie qui ressemble à un épiphénomène

- Wolfgang Schäuble craint la contagion après le scrutin italien Reuters -

Die Linke, Syriza, le Front de gauche, les Indignés et maintenant M5S de Beppe Grillo en Italie, effectivement une "*contagion*" de mouvements ou formations qui ont toutes pour objectif d'empêcher la classe ouvrière et la classe moyenne de se rassembler dans un parti ouvrier révolutionnaire pour affronter le régime en place.

Profession : affairistes, laquais.

- Paris "*favorable*" à un accord de libre-échange transatlantique Reuters

Crise oblige !

- Vivendi et SFR: parachute doré de 3,9 millions pour les présidents Lévy et Esser - A FP

- Volkswagen va verser une prime de 7.200 euros à 100.000 salariés allemands - AFP

- EADS voit ses profits bondir de 19% en 2012 - L'Expansion.com

Le cri de l'impuissance !

- L'indignation comme impératif - Liberation.fr

Qui sont les "**casseurs**", les "**terroristes**", qui "**menace** qui ?

- La loi d'amnistie sociale est un "*appel au cassage*", dit Parisot - Reuters

- Les Occidentaux débattent de l'opportunité d'armer la rébellion syrienne - LeMonde.fr

- La réunion sur le nucléaire iranien s'achève sans accord - Reuters

- Israël appelle à menacer militairement l'Iran - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement protestataire de l'ex-humoriste Beppe Grillo a semblé refuser mercredi toute entente avec la gauche de Pier Luigi Bersani, accroissant l'incertitude en Italie, qui a cependant réussi un premier test post-électoral sur le marché obligataire.

"Le M5S ne votera pas la confiance au Parti démocrate (PD, gauche), ni à d'autres", a tranché Beppe Grillo, le chef du M5S, dont les élus (un quart des parlementaires) sont très courtisés en l'absence de majorité claire au Sénat. En revanche, il répète que son mouvement "votera les lois qui reflètent son programme, quel que soit celui qui les propose".

Ces déclarations sont intervenues à un moment où l'une des hypothèses avancées pour sortir l'Italie de l'impasse politique serait un gouvernement de gauche majoritaire à la Chambre et minoritaire au Sénat qui bénéficierait d'un soutien au coup par coup des élus estampillés 5 Etoiles.

Le chef du PD Pier Luigi *"Bersani nous harcèle politiquement. Depuis des jours, il importune le M5S avec des propositions indécentes au lieu de se démettre, comme le ferait n'importe qui à sa place"*, a écrit Beppe Grillo sur son blog, en réaction à un geste d'ouverture la veille de M. Bersani.

Ce dernier avait évoqué un programme commun a minima qui aurait contenu des réformes chères au M5S comme tailler dans les coûts de la politique (nombre des élus, financements accordés aux partis) et des mesures pour les chômeurs et les travailleurs en situation précaire.

Piqué au vif, M. Bersani a répliqué par communiqué à l'attaque en règle du chef du M5S : *"Ce que Grillo a à me dire, y compris les insultes, je veux l'entendre au Parlement. C'est là que chacun assumera ses propres responsabilités"*.

Les déclarations de Beppe Grillo ont accru l'incertitude en raison de leur virulence, mais aussi de leur imprécision.

En parlant de vote de confiance, le dirigeant du M5S n'a pas dit s'il s'agirait du premier vote de confiance au Parlement, permettant l'entrée dans ses fonctions du gouvernement, ou s'il pense aux questions de confiance qu'un gouvernement peut poser sur les lois pour en accélérer l'adoption.

Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. *"J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout"*, *"je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables"*, ont-ils écrit.

L'impasse politique n'a pas empêché ce pays de passer avec succès un test de confiance sur les marchés en réussissant une émission obligataire.

Le Trésor italien a levé 6,5 milliards d'euros à moyen et long termes, le maximum prévu, à des taux plus élevés que la précédente opération similaire mais en-deçà des craintes des analystes.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est, pour sa part, dit *"confiant"* mercredi soir dans la *"stabilité politique"* de l'Italie *"dans l'intérêt de l'Italie et de l'Europe"*. AFP 27.02

2- Guinée

Les forces de l'ordre guinéennes ont tiré des grenades lacrymogènes contre des milliers de manifestants d'opposition mercredi à Conakry, au cours d'affrontements qui ont fait une cinquantaine de blessés, rapportent des témoins.

Cette flambée de violence résulte des tensions dans le pays à l'approche des élections législatives de mai, que l'opposition estime truquées par le gouvernement du président Alpha Condé et qu'elle a décidé de boycotter.

"On ne sait pas d'où c'est parti mais les forces de sécurité ont chargé la foule et lancé des gaz lacrymogènes", a dit Ousmane Camara, un habitant de Conakry présent sur place.

L'opposition a lancé un appel à la poursuite des manifestations dans la capitale.

Les élections prévues le 12 mai devraient marquer la dernière étape de la transition vers un régime civil. Une junte militaire a dirigé le pays pendant deux ans après la mort du président Lansana Conté en 2008. Reuters 27.02

3- Syrie

3.1- C'est à juste titre que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a exprimé sa vive émotion après la mort du photo-journaliste français Olivier Voisin, à Idlib, au cours de combats opposant l'Armée arabe syrienne à Al-Qaïda.

Le ministre a tenu à rappeler qu'« *il revient aux États d'assurer la protection des journalistes, y compris dans les conflits armés* ». Selon son habitude, il entendait de cette manière faire porter la responsabilité du drame au gouvernement syrien.

Cependant, Olivier Voisin était entré illégalement en Syrie. Il travaillait pour le compte de Reporters sans frontières, une association française financée par la NED —vitrine légale de la CIA—, et il était « *embedded* » dans une unité d'Al-Qaïda. Réseau Voltaire 26.02

3.2- Les Etats-Unis vont accroître leur aide à l'opposition syrienne afin d'accélérer le départ du pouvoir du président Bachar al Assad, a annoncé mercredi la Maison blanche.

"*Nous réexaminons en permanence la nature de l'aide que nous fournissons à la fois au peuple syrien, sous la forme d'une aide humanitaire, et à l'opposition syrienne sous la forme d'une aide non létale*", a dit Jay Carney, porte-parole du président Barack Obama.

"*Nous allons continuer à fournir une aide au peuple syrien, à l'opposition syrienne, nous allons continuer à accroître notre aide dans le cadre des efforts pour permettre l'avènement d'une Syrie post-Assad*", a-t-il ajouté.

A la veille d'une réunion des "Amis de la Syrie" jeudi à Rome, un dirigeant de l'opposition syrienne, Riad Seïf, a déclaré que les rebelles allaient demander à la communauté internationale "*un soutien politique et humanitaire*" ainsi qu'"un appui militaire qualitatif".

"*Nous demandons à nos amis de nous apporter tout leur soutien pour que nous parachevions nos avancées sur le terrain et pour nous aider à parvenir à une solution politique en position de force, non de faiblesse*", a dit à Reuters ce responsable de la Coalition nationale syrienne (CNS).

Le Washington Post a rapporté mardi que les Etats-Unis, qui refusent jusqu'à présent d'armer les rebelles cherchant depuis deux ans à renverser Bachar al Assad, pourraient revoir leur position et fournir des gilets pare-balles, des véhicules équipés d'armes et des formations militaires aux insurgés.

En visite à Paris, le nouveau secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a déclaré mercredi que Bachar al Assad "*doit savoir qu'il ne peut pas s'en sortir par les armes, donc nous devons l'en convaincre et je pense que l'opposition a besoin de plus d'aide afin d'y parvenir*".

Il n'a pas précisé la nature de cette aide.

Lundi à Londres, il avait dit que Barack Obama réfléchissait à de nouvelles mesures pour répondre aux "*obligations (des Etats-Unis) à l'égard du peuple innocent*".

John Kerry rencontrera les représentants de l'opposition syrienne jeudi à Rome à l'occasion de la conférence des "Amis de la Syrie". Reuters 27.02

4- Slovénie

Le pouvoir a changé de mains mercredi soir en Slovénie, le centre gauche ayant évincé le Premier ministre conservateur,

Janez Jansa, personnellement mis en cause pour corruption, avec le vote au Parlement d'une motion de défiance.

Ce changement de cap politique permet aussi pour la première fois de l'histoire de la Slovénie à une femme de devenir Premier ministre, Alenka Bratusek, âgée de 42 ans, du parti de centre gauche Slovénie Positive.

La motion de défiance, soutenue par deux anciens partenaires de la coalition gouvernementale de centre droit, a recueilli 55 voix sur 89 des 90 députés présents, 33 ayant voté contre et un s'étant abstenu.

C'est Alenka Bratusek, mère de deux enfants, plutôt novice en politique mais spécialiste des questions budgétaires en tant qu'ancien haut-fonctionnaire au ministère des Finances, qui a la délicate tâche de former un gouvernement susceptible d'être investi au Parlement et cela d'ici au 14 mars.

Aussitôt après avoir prêté serment et avoir été félicitée par Janez Jansa, Alenka Bratusek a dit sa volonté de "*rassembler et a tendu la main à tous*", affirmant que "*telle est la volonté des citoyens*".

Dans le débat au Parlement, Alenka Bratusek a annoncé qu'il fallait "*stimuler le développement économique et revenir à la croissance*". "*Nous stabiliserons les finances publiques et nous nous mettrons d'accord avec les partenaires sociaux pour les nécessaires baisses de salaires et la hausse très provisoire de certains impôts*", a-t-elle indiqué.

Elle a également précisé que son gouvernement ratifierait l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

Pour le politologue Vlado Miheljak, professeur à l'Université de Ljubljana, interrogé par l'AFP, "*il sera difficile pour Alenka Bratusek de former un gouvernement compte tenu des réticences de la Liste civile et du Parti populaire slovène*", mais "*c'est la seule voie pour sortir de la crise*" et "*peut-être que nombre de députés de ces deux partis n'ont pas envie d'affronter le verdict des urnes*".

La crise politique en cours intervient à un moment délicat pour ce petit pays de deux millions d'habitants, membre de la zone euro depuis 2007, très dépendant des exportations, et qui devrait rester en récession en 2013 cependant que son secteur bancaire, lourdement endetté, est au bord de l'implosion. Cette situation fait de la Slovénie un candidat potentiel à une aide financière d'urgence de l'Union européenne, après l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Et le futur gouvernement devra aussi compter avec un mouvement civique de grande ampleur, mobilisant dans la rue des dizaines de milliers de personnes, protestant tant contre l'impopulaire politique d'austérité de Janez Jansa que contre "*la corruption de la classe politique*" en général. AFP 27.02

SOCIAL

1- Birmanie

Un policier birman a été tué et 42 personnes blessées mercredi au cours d'une manifestation de paysans contre l'expropriation foncière dont ils disent avoir été victimes il y a dix ans au profit d'une entreprise agricole privée.

Vingt-sept membres de forces de l'ordre font partie des blessés au sixième jour de manifestation dans le village de Maletto, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Rangoun, dans le delta de l'Irrawaddy.

Le couvre-feu imposé depuis mardi n'est pas respecté, a dit à Reuters un policier. Les paysans réclament que leurs terres leur soient immédiatement rendues.

Les manifestations sont un phénomène nouveau en Birmanie depuis la relative ouverture démocratique concédée par le pouvoir issu de l'ancienne junte militaire, qui a encouragé les Birmans à faire valoir leurs droits.

Les autorités avaient brutalement réprimé l'an dernier des manifestants qui dénonçaient un projet d'extension d'une mine de cuivre du nord-ouest du pays, via la confiscation "*illégalement*" de plus de 3.000 hectares de terres. Reuters 27.02

2- Allemagne

Ils soignent l'aristocratie ouvrière.

Après avoir enregistré un bénéfice net record de presque 22 milliards d'euros en 2012, le constructeur automobile

allemand Volkswagen a annoncé mercredi qu'il allait verser une prime de résultat de 7.200 euros par personne à environ 100.000 salariés allemands.

L'an dernier, la prime avait atteint un niveau record de 7.500 euros.

M. Winterkorn touchera 14,5 millions d'euros pour 2012, et devrait donc rester le patron le mieux payé du Dax. AFP 27.02

ECONOMIE

Etats-Unis

Le gouvernement du cartel des banquiers de la Fed.

Le Sénat américain a approuvé mercredi la nomination de Jack Lew pour diriger le département du Trésor, malgré ses liens avec Wall Street durant la crise financière.

Comme secrétaire d'Etat, Jack Lew jouera un rôle majeur dans la mise en place des nouvelles lois de régulation financières visant à éviter une nouvelle crise.

A l'été 2011, Jack Lew a joué un rôle clé dans les négociations avec le Congrès, lors desquelles ces coupes ont été imaginées comme un remède forcé pour réduire le déficit. Les finances publiques sont le fil rouge de sa carrière. Ex-bras droit du président à la Maison Blanche et expert du budget, il a piloté le retour des Etats-Unis aux excédents budgétaires à la fin des années 1990 sous la présidence de Bill Clinton. A l'arrivée du républicain George W. Bush au pouvoir, en 2001, il part dans le privé, à la direction de l'université de New York (NYU) puis au sein de la banque américaine Citigroup en 2006.

Il perçoit à son départ de Citigroup un bonus de près d'un million de dollars, juste avant de rejoindre l'administration de Barack Obama en janvier 2009, un fait révélé pendant l'examen de sa candidature par le Sénat. Pour les élus républicains, dont Jeff Sessions, le bonus est incompréhensible au vu des pertes abyssales de la banque pendant la crise, et ne s'explique que par la volonté du groupe bancaire de s'acheter les faveurs d'un homme influent à Washington.

Mais les allers-retours entre le gouvernement et le monde financier sont monnaie courante. Beaucoup de ses prédécesseurs ont, comme lui, travaillé à Wall Street avant de prendre leurs fonctions au Trésor. Henry Paulson, en poste de 2006 et 2009 pendant le second mandat de George W. Bush, avait officié 32 ans dans la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

Avant d'être secrétaire au Trésor sous Bill Clinton (1995-1999), Robert Rubin avait, lui, passé 26 ans dans cette même banque et avait rejoint Citigroup après avoir quitté l'administration. libération.fr 27.06

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2013

CAUSERIE

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe :
adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

- Le formulaire à renvoyer au site avant fin mars : Pour ou contre la continuité de ce portail ? (modifié le 28.02)

Vous devez donc vous connecter sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahoo.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Vous pouvez utiliser votre propre adresse ou une autre anonyme pour me renvoyer ce formulaire.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site.

Les articles de février seront classés dans les différentes rubriques d'ici quelques jours, rien ne presse...

Le site a reçu un peu plus de 4.000 visites en février, vous avez été 13 à télécharger ce formulaire, en janvier j'ai eu la preuve qu'il y avait eu environ 1.000 internautes différents qui s'étaient connectés au site, j'attends donc entre 300 et 500 réponses pour voir si cela vaut la peine ou non de continuer.

Je sais que ce que je vous demande là consiste en un exercice extrêmement dangereux pour vous, votre famille, vos propres et même votre chien si vous en avez un, et qu'il réclame de votre part de fournir un effort vraiment titanesque, incommensurable, que voulez-vous dans la vie il faut savoir ce que l'on veut à un moment donné !

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mars 2013

CAUSERIE

Le site sera à nouveau actualisé mais pas avant la fin de la journée. Je vous tiendrai au courant de la suite. Si vous n'avez pas réussi à me renvoyer le questionnaire, c'était peut-être à cause d'une erreur dans l'adresse, yahoo et non yahho, j'ai corrigé. J'attends votre soutien, je ne parle pas financier.

Bon week-end à tous.

Quelques camarades m'ont renvoyé le formulaire que j'ai mis en ligne il y a quelques jours, ils militent ou ont milité au PT ou au POI (CCI). Tous sont d'avis de continuer l'ensemble des rubriques. Un extrait de ce qu'ils m'ont écrit, ma réponse ensuite.

1- Bon courage et bonne continuation. J'attends la fin de la grève.

2- Merci de bien vouloir continuer.

3- Continue stp camarade, ton site est une étoile dans nos jours sombres pour ceux qui cherchent à comprendre et ce positionner politiquement sur le terrain de la lutte de classes. Tu es celui qui nous montre le chemin à suivre. Je contribuerai dès que mon crédit voiture sera terminé en juin à la hauteur de 5 euros par mois.

4- C'est clair que tu fais beaucoup de travail et que tu devrais un peu lever le pied. Mais je pense que c'est un travail très utile. Je me connecte sur ton site tous les jours.

Je pense qu'il serait vraiment dommage d'arrêter en ce moment, où la révolution frappe à la porte, pour la première fois en Europe peut-être depuis un siècle. Les choses peuvent aller très rapidement et s'il est un moment où les révolutionnaires ne devraient pas baisser les bras, c'est justement aujourd'hui.

Ton travail est très utile, en plus de la revue de presse quotidienne que je n'ai pas le temps de faire moi-même et qui n'a pas d'équivalent quotidien, il y a des liens qu'il m'arrive de faire suivre à des camarades à l'autre bout de la France, ou encore des éléments que je peux utiliser dans des réunions ou des articles.

Bref, je ne connais pas actuellement de site pouvant remplacer le tien, et je ne sais pas si une organisation pourrait le faire comme cela. C'est plutôt un travail de « publiciste », comme si Marat était là, au 21^{ème} siècle.

Nb : tu as toujours la possibilité d'ouvrir un compte paypal si tu veux recevoir de l'argent plus simplement.

Pourquoi Marat ? Pourrais-tu préciser ? Comment lever le pied quand on a une activité par définition quotidienne, c'est mon problème.

Mon problème n'est pas une question d'argent, je n'y ai pas pensé, mais de soutien. Je trouve étrange que la plupart ne le comprennent pas. Maintenant je comprends qu'ils sont face à une situation inédite qui pose de nombreuses questions. Hier encore Internet n'existait pas, donc quels rapports doit-on entretenir avec des gens qu'on ne connaît pas et qui animent des portails qui nous intéressent mais dont on ne partage pas toutes les idées ? Apparemment j'ai cru comprendre que vous ne partagiez pas vraiment non plus les idées de votre propre parti ou syndicat, les camarades sont tous syndiqués aussi.

Et puis, je crois que vous me connaissez bien, beaucoup mieux que vos propres dirigeants d'ailleurs, à moins que vous pensiez que je vous raconte des blagues. Entre nous, à ma connaissance quand je vous parle de moi il arrive souvent que ce ne soit pas vraiment à mon avantage, oui je pousse la sincérité jusque là, de la même manière que je ne vous épargne rien, je ne vous flatte pas, je vous respecte et j'estime que c'est suffisant, ce qui n'est pas toujours bien compris. La vie est dure, non, alors on a parfois des rapports un peu rugueux, un peu secs, mais l'intention n'est jamais mauvaise. Il peut m'arriver d'être maladroit je le reconnais, mais, et cela va vous faire marrer, c'est volontaire en général, c'est pour obtenir une réaction sans que je sache si l'effet escompté sera atteint puisque vous ne m'écrivez pas ou jamais, donc en fait vous ne me facilitez pas la tâche, alors que ma situation ne l'est pas, mon isolement en Inde présente des avantages mais aussi des inconvénients.

Comment voulez-vous que je sente le terrain si personne ne me dit : voilà ce qui se passe en ce moment selon moi, à moi ensuite de comparer ce que chacun me dit, de procéder par recoupement, etc. pour avoir une idée la plus précise possible de la situation. Je comprends que vous ayez du mal à vous mettre à ma place, j'ai quitté la France en 1996 et à part quelques semaines passées à visiter ma famille, la dernière fois en 2002, je ne suis pas censé être au courant de l'évolution de la société, je n'ai qu'Internet pour m'en faire une idée, autrement dit un piège ou plus à chaque page. Parfois je me demande si je ne suis pas à côté de la

plaque, de quel droit je peux parler de la situation, non mais c'est un véritable cas de conscience, oui, je suis bourré de principes et j'ai conscience de mes responsabilités en animant ce portail, c'est quelque chose que j'ai en permanence à l'esprit, pour être tout à fait sincère avec vous, je n'y pense même plus tellement c'est profondément ancré en moi. Comme quoi j'aurais fait un piètre dirigeant, c'est que je ne sais pas mentir ou manoeuvrer ou si mal que je donne à mon interlocuteur les moyens de s'en apercevoir aussitôt, et si je dois commettre une erreur je saute à deux pieds joints dedans, je corrige par la suite et cela ne me pose pas de problèmes. J'ai parfaitement conscience que vos dirigeants n'agissent pas de la sorte et c'est bien dommage car peut-être qu'on aurait pu arriver à se comprendre à défaut de tomber d'accord. Mon modèle, c'est Marx (Engels) et Lénine, ils s'étaient tracés une voie et ils n'en ont jamais varié, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas évolué au fil du temps. C'est difficile de tout prendre en compte et de mettre chaque chose à sa place, d'une personne à l'autre cela varie forcément, il faut donc se concentrer sur l'essentiel qui demeure stable, ne jamais perdre le fil...

Dans mes cours de sciences du langage, j'avais lu que la plupart des échanges entre les hommes provenaient du fait que la communication entre eux était imparfaite ou qu'ils n'interprétaient pas de la même manière un discours, dans la cas contraire ils n'auraient pas grand chose à se dire si chaque fois qu'ils ouvraient la bouche s'était pour produire une vérité définitive...

Je poursuivrais ces précisions demain ou lundi. Pour se marrer, j'ai joué un bien vilain tour à ceux qui avaient cru que j'allais la fermer, le type qui me harcèle depuis des années et que je ne nomme plus s'est d'ailleurs empressé de m'envoyer un courriel que je n'ai pas ouvert et qui a été directement dans la poubelle.

Au fait, j'ai oublié de vous dire quelque chose d'important, je me dois de le dire ici. Hier soir quand j'ai dit à mon épouse que j'allais continuer ce boulot, elle m'a engueulé, à ce moment-là je n'avais reçu que le courriel de Ph., elle m'a dit de lui demander si je devais sacrifier ma vie et la sienne pour une seule personne, je lui ai répondu que les autres devaient penser comme lui mais n'osait pas m'écrire ou se faire connaître

Ouvrir le parti ou prôner un parti des travailleurs, c'est exactement prendre les problèmes à l'envers.

Au contraire, les travailleurs et les militants ont besoin d'un axe de combat, de focaliser leur attention et leur combat sur un objectif précis... Le pire, c'est encore de faire preuve d'indécision, de manque de précision, de s'aligner sur les autres partis sous prétexte de briser son isolement, c'est aux démocrates, aux républicains, aux intellectuels, aux syndicalistes de rejoindre le programme de la révolution socialiste et non l'inverse qui conduit à le diluer au point d'en perdre sa substance, de se transformer en son contraire, finalement de ne plus combattre pour l'objectif qu'on s'était fixé. Tous les partis qui ont procédé de la sorte au fil du temps sont complètement décomposés ou ont disparu ou ils ont renié le socialisme, le POI en fait déjà la démonstration, tout comme le NPA, dans une autre mesure le PCF et avant lui le PS, il y a fort longtemps, jadis ! (A suivre)

Je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux articles que j'avais téléchargés dans mon disque dur.

[Allez on passe à l'attaque, à cheval !](#)

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question, pourquoi tout ce battage sur l'histoire du cheval mélangé à du boeuf, aucune religion, philosophie ou culture ou je ne sais quoi encore ne s'oppose à la consommation du cheval chez les carnivores que nous sommes, non ?

Où est le problème ? Vous avez une idée ? Créer un état de psychose général ? Ne faites plus confiance aux étiquettes, à qui que ce soit ? On pourrait commencer par celles des partis politiques, le PS et le PRG en tête, ensuite le PCF, le Front de gauche !

[Comment pourrait-il en être autrement aujourd'hui... comme demain !](#)

Les Français sont de plus en plus mécontents des mesures économiques du gouvernement Ayrault. Près de trois quart des Français (73%) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié ce jeudi. L'Expansion.com 28.02

A quoi sert le battage idéologique sur l'écologie ? Réponse.

Interrogés sur la proposition de la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, qui souhaite progressivement aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence, 43% des sondés estiment que "*c'est une bonne chose*" tandis que 56% pensent que "*c'est une mauvaise chose*". L'Expansion.com 28.02

L'écologie a été développée en opposition au socialisme puisqu'elle ne remet pas en cause les rapports sociaux qui existe en régime capitaliste. De ce point de vue-là, c'est une idéologie réactionnaire.

Quant aux ONG, elles ont pour modèle la CFDT et le PSU, la cogestion ou l'autogestion en régime capitaliste, leur nature est corporatiste. Elles ont été conçues pour mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme, les éloigner le plus possible du

socialisme. Elles sont complices du capitalisme, en cela contrairement à ce que certains intellectuels prétendent, elles ne remplissent pas un rôle progressiste, au contraire, elles accompagnent la régression sociale sans fin dont sont victimes les travailleurs et les peuples. Elles les soulagent de certaines souffrances créées par ceux qui les financent et souvent les administrent ou les ont créées, tandis que les gouvernants peuvent tranquillement continuer d'appliquer leur politique antisociale. Il est bon parfois de remettre les choses à leurs places.

S'agissant des intellectuels, ceux qui ne sont pas en contact avec la classe ouvrière (journalistes, écrivains, historiens, anthropologues, etc.), c'est la place qu'ils occupent au sein des rapports de production qui déterminent leurs liens ou leur subordination au capitalisme, pour qu'ils basculent du côté de la classe ouvrière il faut qu'ils parviennent à concevoir ou comprendre que c'est la seule classe qui produit les richesses ou qui remplit un rôle progressiste au sein de ces rapports et de la lutte des classes, bref, un exercice de modestie auquel ils ne sont pas vraiment préparés. Si certains nous lisent et se disent prêts à franchir ce pas sans y parvenir malgré leurs efforts, ils peuvent toujours consulter un psychanalyste freudien qui leur expliquera la démarche à suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

[La véritable nature du PS et du gouvernement. A la solde du cartel des banquiers de la Fed.](#)

- Les économistes Michel Aglietta et Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques - L'Expansion.com

Michel Aglietta, professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au CEPII, a été nommé par le président du Sénat, Jean-Pierre Bel. Jean Pisani-Ferry, directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, a été nommé par le président de l'Assemblée, Claude Bartolone.

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS) a nommé Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques et celui du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), Michel Aglietta, ont-ils annoncé dans des communiqués jeudi 28 février.

Le Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud, et dont le principe a été voté en novembre par une loi organique, doit veiller au respect de "*la règle d'or*" d'équilibre des finances publiques: un déficit budgétaire "*structure*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Michel Aglietta est professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Jean Pisani-Ferry est un économiste français, directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine. L'Expansion.com 01.03

Qu'est-ce Bruegel (think tank) ?

Bruegel est un centre de réflexion indépendant (think tank) créé en 2004 et dont l'activité a commencé en 2005 à Bruxelles. Il est actuellement présidé par Jean-Claude Trichet et dirigé par Jean Pisani-Ferry. Mario Monti président de 2005 à 2008, et Leszek Balcerowicz président de 2008 à 2012 en sont présidents honoraires.

Les travaux de Bruegel couvrent l'ensemble du champ des politiques économiques, notamment politique monétaire, politique commerciale, politiques industrielles, politiques de développement, politiques budgétaires, régulation financière, ainsi que les aspects économiques des politiques énergétiques ou environnementales.

Bruegel est dirigé et financé sur la base d'un système de gouvernance original associant des États membres de l'Union européenne et des multinationales. (wikipedia.org)

On trouve dans son CV : - Expert pour la Commission européenne et le FMI. (wikipedia.org)

Quant à Michel Aglietta il revendique un budget fédéral pour l'UE calqué sur celui des Etats-Unis. (wikipedia.org)

Rappelons au passage que Jean-Claude Trichet a participé à plusieurs reprises aux réunions du groupe Bilderberg, on ne le présente plus, tout comme Monti l'homme de Goldman Sachs

Quant à Leszek Balcerowicz, son palmarès n'est pas mal non plus, en Pologne, il "*fut l'auteur et le responsable de la mise en œuvre d'un processus de transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché intitulé « thérapie de choc », aussi appelé Plan Balcerowicz.* (source : wikipedia.org) un farouche antisocialiste tout comme Jean-Pierre Bel et Claude Bartolone.

Dis-moi qui te dirige et qui te finance, je te dirai qui tu es.

Cela se passe de commentaires. Il y en a qui vont découvrir jour après jour à quel point le PS est pourri, lié organiquement au capital. Attention, cela fait près d'un siècle ! Mais alors, la politique de nos dirigeants en direction de ce parti réactionnaire, le front unique, etc. c'était quoi au juste, quelle en était la véritable nature ? La même.

Mais on ne comprend pas et ces dirigeants qui ont mené ou mènent encore cette politique en direction du PS, ses élus, qui nous ont appelé à voter Mitterrand, PS pendant des décennies, etc. quelle est leur véritable nature, leurs véritables intentions, devinez ? C'est clair, non, il faudrait vous faire un dessin en plus ? Mais c'est impossible, on ne veut pas le croire ? Croire ou ne pas croire n'est pas la question, les faits, rien que les faits camarades, vous les avez sous les yeux, cela ne vous suffit pas, vous voulez quoi de plus, hein, dites-nous ? Il vous faut quoi comme preuves pour comprendre ?

L'UE est illégitime et doit disparaître. Mélenchon aussi ?

Le coprésident du Parti de gauche et eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a déclaré jeudi sur BFMTV-RMC qu'il souhaitait être candidat aux européennes de 2014. AFP 28.02

Mélenchon va ravalier sa salive, la véritable nature du Front de gauche ou sa fin.

Sa fin, cela m'étonnerait, les représentants du capitalisme ont compris depuis le départ quel profit ils pourraient en tirer, voyez en Allemagne ou en Grèce...

- La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier les faits commis lors de mouvements sociaux et revendicatifs a été adoptée mercredi au Sénat. Elle a provoqué une violente passe d'armes au sein du Front de gauche entre le Parti communiste et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, ce dernier ayant menacé, vendredi dernier, de *«tordre le bras de François Hollande en espérant que ça lui fasse assez mal»*. Histoire de le convaincre de l'importance de cette amnistie. Des propos dont le PCF s'est très vite désolidarisé par le voix de son porte-parole Olivier Dartigolles. Au Sénat, la sénatrice communiste Éliane Assassi, présidente de son groupe, s'était aussi agacée des propos de l'ex-candidat à la présidentielle.

(Au PS, on les appelle les bras-cassés quand ils prétendent représenter les travailleurs. - Ndlr)

Sénateur socialiste et responsable des relations avec les partis de gauche au sein du PS, Luc Carvounas considère que le vote de ce texte, *«dont les amendements ont été portés par la sénatrice PS Virginie Kles»*, est *«extrêmement important»* et *«représentatif de la bataille quotidienne menée par François Rebsamen - président du groupe PS au Sénat - pour construire des liens avec le Front de gauche»*. Une façon de renouer des liens, dit-il, *«avec nos amis communistes qui ne sont pas dans le bon chemin au Sénat en associant leurs voix avec celles de la droite alors que l'exécutif se trouve dans une période extrêmement difficile»*.

(Il s'agit d'alimenter l'illusion que le PS serait au côté des travailleurs, alors qu'il les combat quotidiennement. Ils ménagent les staliniens dont ils savent la base à cran, bref, ils se ménagent mutuellement. -Ndlr)

Mais le vrai coupable de cette dérive du Front de gauche, pour Luc Carvounas, proche de Manuel Valls et de Harlem Desir, c'est Jean-Luc Mélenchon, *«petit Robespierre de mauvaise facture»* qui *«éructe»* des propos *«violents et outranciers contre le président de la République»*. *«Il devrait savoir plus qu'un autre qu'il n'y a pas d'autre gauche possible, soutient Carvounas, sinon une autre droite qui s'installera au pouvoir»*.

(S'il se permet ce rappel à l'ordre à Mélenchon, c'est parce qu'il connaît ses véritables intentions qui ne vont pas au-delà de ceux de Die Linke ou Syriza. Syriza en venant de faire allégeance au FMI a démontré que finalement il appartenait au même panier de crabes que le PASOK, dit de gauche, la même gauche qui est à droite en réalité puisqu'incapable de rompre avec le capital et ses institutions politiques, dont l'UE et l'ONU. - Ndlr)

Luc Carvounas déjeune vendredi avec le nouveau responsable aux élections du PCF, Pascal Salvoldelli, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne, avec qui, dit-il, il entretient de *«très bonnes relations»*. *«Pas une feuille de papier à cigarette ne peut être glissé entre nous»*.

(S'il le dit, on le croira sur parole, en famille on peut tout se dire ! - Ndlr)

La direction du PCF en revanche ne semble pas plus goûter les propos de Luc Carvounas que ceux jugés outranciers de Jean-Luc Mélenchon, particulièrement sur ce dossier de l'amnistie. Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles a dénoncé les propos de Jean-Luc Mélenchon. *«Mélenchon pense qu'il a plus à gagner à un chaos, à une dégradation du climat économique et social pour en récolter les fruits, glisse-t-on à la direction du PCF qui se dit soucieuse du rassemblement de toute la gauche, mais le problème en Europe ces temps-ci, c'est que le mouvement du balancier ne se fait pas dans le bon sens.»* lefigaro.fr 28.02

(La mangeoire camarades, la mangeoire, on comprend, il faut bien qu'ils tirent profit des services qu'ils rendent au régime, c'est aussi leur seule manière d'exister. Mélenchon se ferait bien gauchiste s'il pouvait en espérer personnellement quelque chose. Il ne faut pas oublier que ce type-là a toujours adapté ses idées en fonction de sa carrière de sous-fifre de la Ve République après avoir accepté d'être le ministre de Chirac et Jospin, dans un gouvernement champion des privatisations, encore un bourré de principes et de scrupules, à croire qu'on ne partage pas grand chose avec lui, surtout pas la morale. - Ndlr)

Vivre pour travailler à en crever !

'A l'horizon 2040, il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' du départ à la retraite, explique Laurence Parisot, le 1er mars dans un entretien au Monde. Pour la présidente du Medef, *'la désindexation des pensions n'est pas souhaitable sur les moyen et long termes, même si l'on pourrait être amené à l'utiliser dans l'urgence pour les retraites complémentaires'*. Elle envisage également une durée de cotisation qui *'pourrait passer en 2020 à 43 annuités'*.

Mme Parisot préconise, par ailleurs, pour *'restaurer la compétitivité de la France'*, *'une profonde réforme du financement de la protection sociale'*. Dans ce cadre, *'il faudrait que nous nous accordions sur un plancher de prestations sociales sous lequel on ne descendrait pas, car ce ne serait pas conforme à notre modèle social ; et qu'à l'inverse, nous ayons un plafond, un maximum de cotisations, à ne jamais franchir pour que nos entreprises restent compétitives'*. lemonde.fr 01.03

PS. Le violence d'Etat ou patronal, de l'exploitation : "**potable**". La lutte des classes... des capitalistes seulement.

Le patronat et l'opposition sont vent debout contre l'amnistie sociale pour les syndicalistes votée mercredi au Sénat dans laquelle ils voient un chèque en blanc à la violence, tandis que les socialistes s'efforcent de recadrer le texte.

Le texte prévoit d'annuler les condamnations pénales et les sanctions disciplinaires pour les atteintes aux biens commises entre le 1er janvier 2007 et le 1er février 2013 et passibles de cinq ans de prison au maximum.

Mais les faucheurs anti-OGM ne peuvent pas prétendre en bénéficier et les menaces contre les personnes dépositaires de l'autorité publique en ont été exclues.

"Le gouvernement sur ce sujet a toujours dit qu'il fallait respecter un équilibre entre la légalité républicaine - évidemment toutes ces actions doivent s'inscrire dans le respect de la loi - et en même temps le droit syndical", a expliqué vendredi Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, sur France 2.

Les députés socialistes ont fait savoir pour leur part qu'ils seraient vigilants. *"Il y a eu un bon travail des sénateurs socialistes pour rendre le texte 'potable'. Il est possible que nous devions le compléter"*, a dit Philippe Martin, vice-président du groupe PS, au Figaro.fr.

Le texte sera examiné à l'Assemblée nationale le 16 mai, dans le cadre de la prochaine niche du groupe communiste et Front de gauche.

Mais Jean-Luc Mélenchon a exprimé sa colère, estimant qu'il a été vidé de son contenu.

"Ce que j'ai vu au Sénat m'a consterné. J'ai vu des socialistes et des radicaux - c'est eux les plus épouvantables - à vouloir mégoter, retirer de la loi ceci ou cela", a-t-il dit jeudi sur BFM TV.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, avait d'emblée dénoncé mercredi la proposition de loi, y voyant *"un appel à encourager la destruction et le cassage"* et un obstacle au dialogue social.

Elle est revenue à la charge vendredi sur Europe 1, jugeant *"stupéfiant d'imaginer qu'il puisse y avoir une amnistie pour un petit nombre de personnes qui ont commis des délits, qui ont été constatés par la police."*

Elle a été suivie par la CGPME, dénonçant un texte scandaleux et demandant que, s'il devait être maintenu, il soit étendu aux dirigeants d'entreprises condamnés pour délit d'entrave.

A l'UMP, l'indignation est également manifeste. *"C'est un texte absolument clientéliste, un texte d'injustice et de lutte des classes"*, a dit Hervé Mariton, député de la Drôme.

Vendredi, l'ancien ministre UMP du Budget Eric Woerth a estimé que *"le Sénat avait pris une décision ahurissante avec la garde des Sceaux"* Christiane Taubira.

"C'est un chèque en blanc à la violence alors que souffle dans le pays un vent de colère absolument considérable et c'est une gifle au dialogue social", a dit le député de l'Oise sur Europe 1. Reuters 01.03

Vous appelez cela encore un syndicat ouvrier ? Moi j'appelle cela un syndicat patronal.

Les syndicats du constructeur automobile Opel accepteront la fermeture de l'usine de Bochum -que réclame sa société mère General Motors- en 2016, a annoncé jeudi Wolfgang Schäfer-Klug, président du comité d'entreprise, à l'agence dpa.

Steve Girsky, vice-président de GM, avait donné jusqu'à la fin du mois de février aux syndicats pour accepter un plan de restructuration d'Opel.

IG Metall, le principal syndicat du secteur, avait déjà prévenu qu'il accepterait la fermeture de l'usine et s'appliquerait ensuite à négocier la manière dont la décision serait appliquée. Reuters 28.02

Un puissant facteur de subordination au capital. Leur modèle : la multinationale Coca Cola.

Sur les dix dernières années, la sensibilité de l'opinion publique à la responsabilité sociale et environnementale (RSE) s'est confirmée de façon continue. Dans l'esprit des individus, l'engagement environnemental et sociétal fait désormais partie intégrante de l'identité de l'entreprise. Mais une bonne politique de RSE doit savoir tirer parti des exigences de proximité et de création de richesse.

Le public est-il réceptif aux engagements sociaux et environnementaux pris par les entreprises? Tout indique aujourd'hui que c'est le cas, si bien que la RSE apparaît de moins en moins comme une lubie de chefs d'entreprise un peu fantasques.

En 2008, le cabinet de conseil Towers Watson publiait l'une des premières études mondiales sur le sujet. Dans ce document intitulé Global Workforce, on pouvait lire que l'engagement sociétal et environnemental des entreprises s'élevait déjà au troisième rang parmi les facteurs d'engagements des employés. Le pouvoir d'attraction de la RSE sur le marché de l'emploi se dévoilait alors.

L'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur

En 2011, c'est le cabinet d'audit et de conseil Deloitte qui fournissait des informations complémentaires à ce sujet. Dans son étude Millennial Survey 2011, Deloitte confirmait ainsi les découvertes de Towers Watson, mettant en avant que 70% des jeunes de 18 à 26 s'étaient déclarés influencés par la qualité de l'engagement d'une entreprise au moment de décider d'y travailler ou non. Depuis, toutefois, l'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur.

D'autres recherches ont en effet permis de confirmer et de préciser l'intérêt de l'opinion publique pour l'engagement sociétal et environnemental des entreprises. En octobre 2012, Capitalcom publiait son Observatoire de la Performance Intégrée. Cette étude réalisée sur un échantillon de la population française révélait notamment que seulement 5% de la population interrogée n'accordait aucune importance à la RSE pour juger d'une entreprise. Un tiers des sondés considéraient cette donnée comme étant d'une importance "limitée". En revanche, 43% et 13% des sondés ont respectivement déclaré que l'engagement sociétal et environnemental était un facteur de "grande" et "très grande" importance dans leur perception des entreprises.

La RSE s'est donc imposée dans l'opinion publique française comme un standard entrepreneurial. C'est d'ailleurs sans surprises que les Français attendent de la part des entreprises, une information en conséquence sur ce sujet: 84% d'entre eux "souhaitent que les entreprises communiquent davantage sur leurs réalisations", explique Capitalcom.

Il apparaît que l'intérêt du public pour les démarches de RSE traduit avant tout une aspiration à voir les entreprises faire évoluer leur mode de production. Sept Français sur dix, selon cette même étude de Capitalcom, considèrent la RSE comme "parfaitement compatible avec la performance économique". Aussi, certaines entreprises ont-elles très tôt compris comment l'engagement sociétal et environnemental pouvait être une source de qualité et de création de richesse nouvelle.

La RSE s'inscrit directement dans la définition du business model de cette entreprise.

Mais il n'y a pas que sur la création de valeur que les entreprises sont attendues au tournant: les actions de proximité suscitent l'intérêt de l'opinion publique qui témoigne d'un intérêt particulier pour des politiques portant sur "la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail" ou encore "l'emploi et l'insertion professionnelle". En ces termes, "proximité" ne veut pas dire "sans envergure".

Et qui mieux qu'une entreprise mondiale telle que Coca-Cola Bottling pour l'illustrer. Le succès international du programme 5x20 de cette entreprise s'inscrit en effet dans cette dynamique. Avec ce programme, le géant américain envisage de recruter cinq

millions de jeunes femmes d'ici 2020, dans ses implantations situées dans le monde en développement. Le programme 5X20 peut être considéré comme une utilisation originale et pertinente de la politique de recrutement en faveur de la RSE. L'originalité de cette démarche a d'ailleurs permis à Coca-Cola d'obtenir le soutien de la fondation Bill & Melinda Gates, mais aussi des Nations Unies à travers le programme UN Women.

Ainsi, si la société civile donne la faveur aux démarches de RSE déployée dans l'environnement immédiat de l'entreprise, cela ne les empêche pas de contribuer à un chantier plus vaste. C'est ce qu'illustre Coca-Cola avec le développement humain et la promotion de la parité.

Proximité, création de richesse, et lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace

Proximité, création de richesse, et bien sûr lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace. Il semblerait que l'opinion publique ait atteint un stade de réelle maturité quant à sa façon d'appréhender la RSE. Celle-ci n'est plus une vue de l'esprit, et les consommateurs y portent désormais un intérêt particulier. Sans pour autant parler de "recettes", il existe indéniablement des principes qui conditionnent la réussite d'une politique de responsabilité de l'entreprise. Ce sont là autant d'éléments à méditer pour les entreprises soucieuses d'évoluer avec succès vers les standards sociaux contemporains. lexpansion.fr 02.03

Sans rire, avec les politiques d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements et le saccage de la législation du travail encore favorable aux travailleurs on a une idée assez précise de ce que signifie pour les patrons " *les standards sociaux contemporains*".

L'objectif du RSE au-delà de la participation des représentants du personnels au comité d'entreprise qui sont amenés à se prononcer sur la gestion des entreprises, à proposer des mesures pour augmenter l'exploitation, il s'agit d'associer les travailleurs à la marche du capitalisme en dehors de l'entreprise, de leur rôle de producteur ignorant des rapports réels de production, comme consommateur, bref, de les enchaîner un peu plus solidement au capitalisme.

[Facebook : le culte de l'individualisme accompli ou l'antiparti par excellence.](#)

26 millions. C'est le nombre d'utilisateurs "actifs" -ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous bien réels...- du réseau en France, selon les chiffres de l'été dernier rapportés par Gizmodo.fr.

5 heures par mois. Tout seul, le nombre de membres du site n'a pas beaucoup de sens. Plus surprenant, il y a le temps qu'ils y passent chaque mois: 5 heures et 18 minutes en France selon les chiffres de juillet 2012 de Nielsen mis en images par Zdnet.fr. C'est déjà presque autant que le temps mensuel consacré au sport (environ 8 heures selon l'Insee)!

52%. Soit la proportion d'utilisateurs qui se connectent "au moins une fois par jour" sur le bébé de Mark Zuckerberg selon une étude BVA-Le Parisien de septembre dernier. Si parmi eux certains se diront peut-être prêts à débrancher une journée ou deux dans l'année, cela reste une (très) légère concession sur leur addiction.

150. C'est le nombre "d'amis" moyen que compte un membre de Facebook. Et dans la vie réelle? Ce serait plutôt quatre, selon Gizmodo.fr. Reconnaissons-le: le réseau reste un bon moyen de donner des nouvelles, d'envoyer des photos et des commentaires, voire de "stalk" (espionner) tous ces gens qui gravitent autour de nos vies sans les inviter à boire un verre.

Vous doutez encore de l'addiction des Français envers le réseau social? Un dernier élément statistique pour la route: près d'un inscrit sur deux (44%) a envisagé un jour de quitter le site ou de fermer son compte. Problème: ceux qui passent à l'acte restent marginaux. Et ce malgré les couacs et les doutes sur la protection des données privées... et toutes les "journées sans Facebook" du monde. lexpress.fr 28.02

A relativiser, je ne suis jamais parvenu à annuler mon inscription à Facebook malgré tous mes efforts, si un camarade sait comment faire, je lui envoie mon mot de passe et il s'en charge. Je ne suis inscrit nulle part ailleurs, sauf YouTube, car je comptais ajouter des commentaires après certaines vidéos en incluant l'adresse du site, mais je n'ai jamais trouvé le temps de le faire. Si quelqu'un voulait s'en charger, un camarade qui a un peu de temps, un retraité ou un chômeur par exemple.

[Voilà à quoi conduit leur politique ultra libérale.](#)

- Etats-Unis: Detroit, au bord de la faillite, menacée d'une mise sous tutelle AFP

Le gouverneur de l'Etat du Michigan Rick Snyder devrait nommer un tuteur dans les jours qui viennent afin d'empêcher une faillite du berceau de l'industrie automobile américaine, surnommée "Motor City".

Cette décision d'un gouverneur républicain et blanc de prendre le contrôle d'une ville essentiellement noire et démocrate a généré d'intenses critiques.

"*L'Etat du Michigan est-il devenu le nouveau Mississippi?*", a indiqué le révérend Wendell Anthony, responsable local de l'Association pour l'avancement des gens de couleur (NAACP), invoquant l'histoire des attaques sur le droit de vote des noirs dans le sud du pays.

Detroit a besoin d'un partenaire "*et non d'un superviseur*", a-t-il ajouté mardi lors d'une conférence de presse.

Une mise sous tutelle par l'Etat serait fondamentalement anti-américaine, a estimé John Philo, directeur de l'association de défense des droits des travailleurs Sugar Law Center for Economic and Social Justice, qui a intenté des poursuites pour bloquer les mesures d'urgence.

Les tuteurs ont le pouvoir de décider unilatéralement de fermer des départements entiers de la municipalité, de modifier les contrats de travail, de vendre des actifs de la ville et de réécrire des législations.

Alors que de tels superviseurs contrôlent actuellement quatre villes du Michigan plus petites que Detroit ainsi que trois circonscriptions scolaires, leur taux de réussite est loin de faire l'unanimité.

Les partisans des mesures d'urgence affirment toutefois que c'est la seule solution.

Pour Sandy Baruah, directrice de la Chambre de commerce régionale, "*le rythme des changements doit être beaucoup plus rapide que la structure politique actuelle ne le permet et un gestionnaire d'urgence pourra changer cette dynamique*".

La ville, jadis la quatrième aux Etats-Unis, a vu sa population passer de 1,8 million de personnes en 1950 à 713.000 personnes actuellement.

Les tensions raciales nées avec le mouvement des droits civiques, notamment des émeutes dévastatrices en 1967, ont généré un exode de la classe moyenne blanche vers la banlieue. Les entreprises ont suivi, privant la ville de l'essentiel de ses revenus.

S'en est suivie une détérioration des services municipaux, incitant toujours plus de gens à partir, avant le coup de grâce: la crise de l'automobile, qui a débouché sur une douloureuse restructuration du secteur ces dernières années, accompagnée de dizaines de milliers de licenciements.

Detroit, entre-temps, est devenue un repaire de gratte-ciels art déco en ruine, d'usines désaffectées et de maisons abandonnées. La criminalité est endémique. L'argent est devenu si rare que les pompiers avaient commencé à acheter leur propre papier toilette... Jusqu'à ce que le Detroit Free Press le dévoile et que des montagnes de rouleaux leurs soient donnés.

La municipalité, surendettée, est à court de liquidités. Elle devrait finir son exercice fiscal avec un déficit budgétaire de 100 millions de dollars et un passif de plus de 14 milliards de dollars. AFP 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne lâcheront rien.

- La création d'un CDI dans l'intérim en questions - L'Expansion.com

Si les grandes entreprises du secteur ont proposé de créer un contrat à durée indéterminée pour l'intérim, c'est d'abord pour échapper au renchérissement des cotisations chômage sur les contrats courts, acté par l'accord sur l'emploi. L'Expansion.com

Encore une de leurs farces !

- Le rapport Sirugue sur les lobbies à l'Assemblée nationale - lexpansion.com

S'il pouvait dire vrai !

- Loi sur l'amnistie sociale : "*Un chèque en blanc à la violence*" - Le Nouvel Observateur

Un grand moment de sincérité.

- Ne réduisons pas le budget de la défense - LeMonde.fr
- Parisot : 'Il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' de départ à la retraite - LeMonde.fr

Mais l'âge voyons ! Ou plutôt le capitalisme !

- Et revoilà les retraites : mais quels verrous faire sauter pour enfin les sauver ? - Atlantico.fr

Jusqu'où l'ignorance va-t-elle se fourrer !

- Un quart des Français ont renoncé aux plats cuisinés au boeuf - Reuters

Ils vont faire des économies et passeront moins de temps sur Fesse bouc, c'est toujours du mouton ou de la chèvre, les Indiens ne font pas la différence !

Le zèle récompensé.

- Natalie Nougayrède à la tête du quotidien "Le Monde" - LePoint.fr

Qui est-elle ?

Pour Madame Nougayrède la culpabilité de l'Iran ne fait aucun doute, et les travaux de l'AIEA, tout comme le rapport du NIE sont nuls et non avendus. Le 22 Janvier 2008, elle écrivait :

« *La diplomatie piétine aussi parce que, ces dernières semaines, l'administration Bush, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, se sont consacrés à réparer les dégâts causés par le rapport des agences de renseignement américaines, publié le 3 décembre 2007.* » (nous soulignons)

Le 10 février, elle s'inquiétait à nouveau du rapport qu'allait remettre le directeur de l'Agence. « *Le rapport de M. El Baradei est important car il pourrait entraver le processus de sanctions contre l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Mme Nougayrède a donc choisi depuis longtemps déjà de privilégier l'option des sanctions voire de la menace militaire, et de déplorer les progrès enregistrés par l'AIEA. C'est son droit absolu, comme c'est aussi le nôtre que d'être partisan des solutions diplomatiques et de l'ouverture d'un dialogue entre l'Iran et les USA comme le préconisait le rapport de l'Irak Study Group en 2007.

Mais lorsque ce parti pris conduit à ignorer la réalité des faits, les lecteurs du Monde – et les autres – sont en droit de s'interroger. (<http://news2.reopen911.info/2008/03/03>)

La bulle ou endettez-vous sans relâche !

- Chute de 3,6% des revenus des ménages américains en janvier - Reuters
- Ventes d'automobiles en hausse de près de 4% sur un an aux USA - Reuters

Les ventes automobiles ont totalisé un volume annuel de 15,38 millions de véhicules en février aux Etats-Unis, soit une hausse de près de 4%, suivant les données publiées vendredi par Autodata. Reuters

Non, elle est encore trop payée !

- Une secrétaire mérite-t-elle d'être moins payée qu'un technicien? - L'Express.fr

Pour nous, un balayeur mérite le même salaire qu'un médecin ou un astronaute. De quel droit, qu'est-ce qui peut légitimer qu'ils n'auraient pas les mêmes droits, les mêmes besoins, les mêmes aspirations ? Absolument rien.

Ces gens-là ont une conception étriquée, plus que limitée de la démocratie. Nous, la nôtre consiste à la pousser au point où le

concept de démocratie lui-même disparaît ou n'a plus lieu d'être.

Confirmation.

- Etats-Unis: profusion d'appels à la Cour suprême pour légaliser le mariage gay - AFP

Ne cherchez plus d'où est partie cette offensive en Europe, vous avez la réponse. Je vous l'annonçais il y a quelques mois, vous vous en souvenez ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Les policiers coupables d'avoir traîné derrière leur véhicule un Mozambicain décédé ensuite au commissariat ont été arrêtés vendredi en Afrique du Sud, où la police est sous le feu des critiques pour sa violence et son manque de respect des droits fondamentaux.

"*Les huit policiers ont été arrêtés dans les locaux du commissariat de Benoni*", dans la banlieue est de Johannesburg, a indiqué dans l'après-midi à l'AFP un porte-parole de la police des polices, Moses Dlamini (IPID). Il seront présentés lundi à un juge.

Le chef du commissariat a, pour sa part, été relevé de ses fonctions et muté pour ne pas compromettre l'enquête.

L'affaire, survenue dans une township proche de Johannesburg, aurait-elle eu cette résonance si les médias locaux n'avaient pas diffusé la vidéo amateur montrant l'incident? Difficile à dire. Mais le scandale provoqué par ces images de policiers menottant le chauffeur de taxi mozambicain mal garé, puis le traînant au sol derrière leur véhicule devant une foule médusée, a obligé les autorités à réagir vite.

Le chauffeur de taxi Mido Macia, 27 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule deux heures environ après l'incident. L'autopsie a révélé qu'il avait succombé à un traumatisme crânien et une hémorragie interne. Le jeune homme, qui avait émigré en Afrique du Sud à l'âge de dix ans, "*n'avait jamais posé de problème dans la population et était toujours prêt à rendre service*", a témoigné une voisine sur un média local.

En 2010-11, près de 800 personnes sont mortes en garde à vue ou du fait de la police, selon l'autorité de contrôle de l'institution, et en 2011, la mort en direct d'un manifestant torse nu et non armé, Andries Tatane, frappé à mort, avait déjà mis le pays en émoi.

"*Le coeur de notre action, c'est la lutte contre le crime. Que ce soit dans les rangs de la police ou à l'extérieur, nous devons nous y attaquer*", a martelé vendredi la patronne de la police, qui n'avait pas brillé par sa compassion pour les victimes lors du dernier scandale impliquant ses services, lorsque les policiers avaient abattu 34 mineurs grévistes à Marikana en août 2012.

Interrogée par l'AFP en marge de la conférence de presse, Mme Phiyega a cependant semblé trouver normal que la police, un corps de 200.000 hommes, soit contaminée par la violence de la société sud-africaine: "*La police est une énorme institution, alors ce type d'incidents (...) ça arrivera toujours. Et parce que ça arrivera toujours, la grande question est: comment y remédier?*".

"*Que la police ait fait cela en public, alors que des gens filmaient avec leur portable, ça donne la mesure de l'impunité*", a commenté vendredi pour l'AFP Frans Cronje, chercheur à l'Institut pour les Relations entre les Races.

Les criminologues expliquent les comportements violents des policiers par leur niveau de stress, dans un pays où des agents en service sont régulièrement abattus par des malfaiteurs. "*Lorsque vous voyez un criminel pointer une arme vers vous, ne souriez pas. Le canon n'est pas une caméra. Tirez les premiers pour protéger votre vie*", avait préconisé en 2011 un ancien chef de la police lors de funérailles de policiers.

"*Depuis des années, explique M. Cronje, les policiers ont appris qu'ils peuvent avoir les comportements les plus brutaux. Quand ça arrive aux oreilles des médias, la seule chose qu'ils risquent, c'est une tape sur les doigts, ou alors on étouffe l'affaire discrètement (...) je crois que ce à quoi nous assistons là est une conséquence à long terme*" de cette culture de violence impunie, ajoute le sociologue. AFP 01.03

2- Syrie

Le représentant du secrétaire général de l'ONU a mis en garde contre toute aide militaire aux opposants syriens.

"*Cet acte pourrait conduire à l'exacerbation des tensions et à l'aggravation de la situation, en Syrie*", a ajouté Eduardo Del Buei, le représentant officiel de Ban Ki-moon, en ce qui concerne les aides militaires aux opposants au gouvernement syrien, a indiqué aujourd'hui, la Voix de la Russie. Il a, également, mis l'accent sur la nécessité d'une solution diplomatique, pour mettre fin à la crise, en Syrie. Ces déclarations sont intervenues, quelques heures après la décision de l'UE de livrer des blindés non-armés et d'autres équipements aux opposants syriens.

Hier, jeudi, lors d'une conférence de presse conjointe, à Rome, avec le Président de la Coalition des opposants syrien, Moaz al-Khatib, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a fait part de la multiplication par 2 des aides américaines aux opposants au gouvernement syrien. "*En plus des précédentes aides aux opposants syriens, Washington octroiera une autre aide de 67 millions de dollars*", a affirmé John Kerry. "*La coalition des opposants au gouvernement syrien ne peut pas, à lui seul, assumer la responsabilité du transfert du pouvoir, dans ce pays, et a besoin des aides étrangères*", a-t-il souligné. french.irib.ir 01.03

3- Chine

La Chine a accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir procédé l'an dernier à une majorité des 144.000 attaques informatiques dont ont été victimes chaque mois les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée.

Dans un rapport publié la semaine dernière, la société de sécurité informatique américaine Mandiant a indiqué qu'une unité secrète de l'armée chinoise, basée à Shanghai, était à l'origine de multiples opérations de piratage informatique qui ont notamment visé les Etats-Unis.

La Chine a formellement démenti, en estimant au contraire être la première victime des piratages. Et elle a fourni pour la première fois jeudi des éléments sur ce qu'elle considère être une attaque informatique généralisée de la part des Américains.

"*Les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée sont confrontés depuis leur création à une menace sérieuse d'attaques de hackers. Le nombre de ces attaques a régulièrement augmenté ces dernières années*", a déclaré le porte-parole du ministère, Geng Yansheng.

"*Selon les adresses IP, les sites ont été attaqués de l'étranger en 2012 en moyenne 144.000 fois par mois, les Etats-Unis comptant pour 62,9% dans ces attaques*", a-t-il ajouté. "*Nous espérons que la partie américaine pourra expliquer et clarifier cela*", a dit encore le porte-parole.

Il a fait ces déclarations lors de sa conférence de presse mensuelle, interdite à la presse étrangère, mais dont le compte rendu a été publié sur le site internet du ministère. Reuters 28.02

SOCIAL

1- France

1.1- Quand les distributeurs se goinfrent

Michel-Edouard Leclerc n'a pas la cote auprès des agriculteurs. La FNSEA, les Jeunes Agriculteurs et la Fédération Nationale Bovine (FNB) accusent le patron du groupe de grande distribution d'être le "*Saigneur des filières agricoles*".

Dans un communiqué commun publié jeudi 28 février en marge du Salon de l'Agriculture, les trois organisations "*dénoncent cette dictature des prix les plus bas imposée aux abatteurs, transformateurs, au mépris des réalités économiques des entreprises qui peut conduire à des comportements délictueux injustifiables dont le consommateur est la première victime*".

"*Nous dénonçons cette compétitivité fondée sur le seul prix qui ne répond pas aux attentes diverses du consommateur, saigne les filières jusqu'aux éleveurs et compromet leur avenir*", insistent-elles. Les trois organismes réagissaient des propose tenus par M. Leclerc, attaquant "*les terribles magouilles*" sévissant selon lui dans la chaîne agroalimentaire.

Pour les agriculteurs, "*Monsieur Michel-Edouard Leclerc a entonné la +complainte de l'innocent-vertueux face aux forces du mal + entend sûrement faire oublier ses propres responsabilités dans la situation actuelle*".

Les éleveurs sont confrontés à la flambée des céréales et du soja qui a augmenté le prix de l'alimentation animale. L'Expansion. com 01.03

1.2- Scop n'est pas un scoop !

1.2.1- Le projet de Scop (coopérative) annoncé mardi par la CGT de Goodyear à Amiens-Nord pour sauvegarder l'usine menacée de fermeture est une "farce", un "projet illusoire" qui "trompe les salariés", estime jeudi le syndicat CFE-CGC.

"Pourquoi la +Scop+ Amiens est-elle une farce qui va illusionner les salariés?", questionne la CFE-CGC (minoritaire), en préambule d'un communiqué, deux jours après l'annonce surprise par la CGT (majoritaire) d'un projet de création de Scop après le retrait du groupe américain Titan international.

"Tout d'abord, il faut un vendeur de la marque, des outils, des brevets, des capacités de recherche et de développement, des réseaux commerciaux, notamment", or "Goodyear, à ce jour, n'est pas vendeur", rappelle le syndicat.

"Ce projet illusoire de Scop trompe les salariés", poursuit la CFE-CGC, lui opposant le projet du groupe Titan, "techniquement fiable, financièrement solide et contractuellement lié socialement".

"Si la notion de Scop apparaît à ce moment du dossier, ceci signifie que la position de la CGT Amiens-Nord s'affaiblit et que les issues possibles se réduisent les unes après les autres", considère la CFE-CGC, assimilant cette annonce à "une fuite en avant organisée par la CGT", proche "de l'impasse finale". AFP 28.02

La CFE-CGC oublie de dire que sur les 1.173 salariés menacés de licenciement, Titan ne s'était engagé qu'à en reprendre que 500.

Ensuite, non pas dans le cadre d'une Scop qui est évidemment une farce, mais dans celui d'une expropriation, Goodyear n'aurait rien "à vendre", on ne lui demanderait pas son avis, on lui prendrait tout !

1.2.2- La Cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé jeudi la troisième mouture du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) proposée par la direction de l'entreprise Fralib, spécialisée dans le conditionnement des thés Lipton et des infusions Eléphant.

La Française d'Alimentation et de Boisson (Fralib) est une filiale d'Unilever installée à Gémenos (Bouches-du-Rhône) dont la direction a annoncé la fermeture en septembre 2010, une fermeture refusée par les salariés.

"C'est une nouvelle victoire, la loi s'applique", a déclaré à Reuters Olivier Leberquier, délégué CGT du site.

Dans un communiqué, Unilever a dit "prendre acte" de cette décision, et en "examiner le contenu".

"Tout au long de ces deux ans et demi, notre seul credo a été le reclassement et la recréation d'emplois pour les salariés du site. Il est regrettable que la Cour d'appel stoppe brutalement le processus d'accompagnement, alors qu'à date 76% des 167 salariés qui avaient déjà quitté Fralib ont retrouvé une solution d'emploi et sont déjà tournés vers l'avenir", a commenté Frédéric Faure, DRH d'Unilever France et président de Fralib.

"Je rappelle que des projets et des emplois locaux avaient été validés dans le cadre de la convention de revitalisation signée avec l'Etat", a-t-il ajouté.

La production de thé Lipton et d'infusions Eléphant a été arrêtée sur le site durant l'été 2011 pour être transférée en Belgique et en Pologne. Il reste actuellement 72 salariés sur le site, sur 182.

Le Tribunal de Grande Instance de Marseille avait validé cette troisième version du PSE de Fralib en avril 2012, mais les syndicats CGT et CFE-CGC avaient fait appel.

"La justice a annulé cette troisième version. C'est énorme, cette décision est à la hauteur du dossier", a déclaré à Reuters Me Dany Cohen, avocat des salariés de Fralib.

Les salariés proposent un projet de reprise de l'activité infusion sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production, la Scop TI. La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a d'ailleurs racheté le terrain de l'usine en août dernier et Unilever a cédé les machines pour un euro symbolique.

Dans ce cadre de ce projet de Scop, les salariés demandent à Unilever la cession de la marque Eléphant et des volumes de commande les premières années, ce qu'Unilever a toujours refusé. Reuters 28.02

1.3- General Electric va supprimer 200 postes.

General Electric a annoncé jeudi son intention de supprimer 200 postes d'ingénieurs et de cadres dans son activité de turbines à gaz en France, a-t-on appris de source syndicale.

Quatre-vingt-cinq des salariés concernés sont employés en sous-traitance.

La direction a révélé lors d'un comité d'entreprise extraordinaire à Belfort un plan de départs volontaires assorti d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui touchera les sites de Belfort et Bourogne, dans le Territoire de Belfort, ainsi que celui de Chonas dans l'Isère.

L'entreprise américaine justifie son projet par la baisse de son chiffre d'affaires, lié au ralentissement de l'activité économique mondiale, a précisé à Reuters un élu de CFE-CGC.

L'activité Turbine à gaz de General Electric emploie près de 2.000 personnes en France. Reuters 28.02

2- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières en Italie a atteint son plus haut niveau en 21 ans, à 11,7% pour le mois janvier, selon des données officielles publiées vendredi.

Le taux de chômage chez les jeunes s'inscrit également en hausse à 38,7%, un nouveau record, contre 37,1%.

En janvier, 97.000 postes ont été supprimés par rapport à décembre et 310.000 comparé à l'année précédente. Reuters 01.03

3- Belgique

Le groupe américain Caterpillar, numéro un mondial des engins de chantier, prévoit de supprimer 1.400 emplois sur son site belge de Gosselies, près de Charleroi, en raison du niveau élevé des coûts et de la faiblesse de l'activité en Europe, a annoncé jeudi sa filiale locale.

Le site, l'un des plus importants du groupe en Europe avec 3.700 salariés, produit des excavateurs hydrauliques, des véhicules de chargement et des pièces détachées.

"Même si elles sont douloureuses, ces mesures sont indispensables pour nous permettre d'être compétitifs et de donner une chance de survie à notre usine", a déclaré Nicolas Polutnik, le directeur général de Caterpillar Belgique.

Le syndicat FGTB a quant à lui parlé de *"catastrophe"*.

Ce plan social intervient après l'annonce le mois dernier par le sidérurgiste ArcelorMittal de son intention de fermer plusieurs lignes de production sur son site de Liège, ce qui pourrait le conduire à supprimer quelque 1.300 postes.

En octobre, le constructeur automobile Ford Motor avait annoncé un plan de fermeture de son usine de Genk, dont dépendent 4.000 emplois.

Le taux de chômage avoisine 20% dans la région de Charleroi, soit le double de la moyenne nationale.

Pour justifier sa décision, Caterpillar explique que les coûts sont si élevés qu'il serait plus avantageux d'importer les machines concernées que de les produire en Belgique.

Caterpillar employait au total plus de 125.000 personnes dans le monde fin 2012. Reuters 28.02

1- UE - Banques

Les dirigeants des banques européennes pourraient voir leurs primes strictement encadrées dès l'année prochaine après l'accord conclu jeudi à Bruxelles entre responsables européens, soucieux de répondre au vif mécontentement du public à l'égard du secteur financier.

L'accord provisoire, annoncé dans la nuit par des responsables politiques et par des négociateurs, prévoit que les primes versées aux banquiers ne puissent dépasser le montant de leur salaire.

Ce seuil pourra être relevé, dans la limite du double, si une majorité d'actionnaires s'y dit favorable.

L'accord doit s'appliquer à toute banque présente en Europe, quelle que soit sa nationalité, ainsi qu'à toute filiale d'une banque européenne à l'étranger.

"Il n'y aura pas d'exception", a dit Othmar Karas, élu autrichien au Parlement européen qui a participé aux négociations. "Cela vaut pour toutes les banques, dans et en dehors de l'Union européenne et pour toutes les banques étrangères dans l'Union européenne."

"Pour la première fois de l'histoire de la régulation des marchés financiers de l'Union européenne, nous allons limiter les bonus des banquiers", a-t-il ajouté.

Cet accord représente un échec pour le gouvernement britannique qui s'est longtemps prononcé contre l'instauration d'un tel plafonnement pour ne pas froisser la City, qui fait travailler près de 700.000 personnes.

"Le Royaume-Uni l'a mauvaise", a dit un parlementaire, en privé.

Après avoir atteint un pic en 2008 à 11,5 milliards de livres (13,27 milliards d'euros), le montant total des primes distribuées à Londres a fondu de plus de moitié à 4,4 milliards, selon des chiffres du Centre for Economics and Business Research. Il devrait avoisiner en 2013 1,5 milliard de livres et encore diminuer dans les années à venir.

Il est également prévu d'encadrer les gratifications versées autrement qu'en numéraire et étalées sur le long terme afin d'éviter que le système soit contourné.

Pour l'Irlande, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne, l'accord annoncé jeudi est une *"avancée majeure"*. Il faudra encore qu'une majorité d'Etats se prononcent en faveur de ce texte pour que l'accord soit finalisé, ce qui implique aussi que Londres ne pourra pas le bloquer seule.

Il n'est par ailleurs pas exclu que certains éléments du texte soient amendés en raison des réserves émises par les représentants d'un certain nombre d'Etats, selon un parlementaire européen.

L'encadrement des primes des banquiers est sans doute l'élément le plus visible de la refonte de la législation européenne sur les banques et le plus emblématique.

Il pourrait toutefois n'avoir qu'un impact limité sur la fiche de paie des intervenants financiers, à Londres notamment, où les salaires annuels approchent parfois 5 millions de livres.

"Si le plafond est instauré, cela pourrait se traduire par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques soucieuses de rester concurrentielles à l'échelle mondiale", a déclaré à Reuters Alex Beidas, spécialisé dans ces questions au sein du cabinet juridique Linklaters.

Ce n'est pas la première fois que l'Union européenne cherche à encadrer ainsi le système des primes. Dans la foulée de la crise financière, les banques ont été contraintes d'étaler sur cinq ans le versement des primes, ce qui les a incitées à relever les salaires de base.

Prévue pour les banques, la législation ne s'appliquera ni aux fonds spéculatifs ni aux firmes de capital-investissement, qui pourraient toutefois faire l'objet d'une autre série de mesures dans le courant de l'année.

Cet encadrement des primes proprement européen ne sera sans doute pas imité aux Etats-Unis. "Certains aux USA penseront que ce serait une bonne idée de faire pareil", dit Nicolas Veron, du Peterson Institute for International Economics, à Washington. *"Mais la plupart diront ici que légiférer sur les salaires sera contourné par les banques et en définitive portera préjudice à l'économie."* Reuters 28.02

Ce qui est pratique avec eux, c'est qu'on n'a pas besoin de se casser la tête pour comprendre qu'ils se foutent de nous, il suffit de les lire attentivement pour connaître leurs véritables intentions, là en l'occurrence il est dit que "*les primes versées aux banquiers ne (pourront) dépasser le montant de leur salaire*" (des banquiers), pas de problème, il leur suffira d'augmenter leur salaire fixe comme ils l'ont déjà fait auparavant, soit cela se traduira "*par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques*" et le tour est joué ! C'est le casino et guignol quoi !

Et puis, il ne s'agit que de la partie visible, disons destinée aux masses pour leur rendre les banquiers plus présentables et justifier leurs sacrifices, ceux des travailleurs bien entendu, équité oblige, car si les banques et les multinationales font transiter des dizaines de milliers de milliards de dollars par les paradis fiscaux, qu'est-ce qui les empêchent de rémunérer discrètement leurs dirigeants de la même manière, sur des comptes anonymes, sans taxes ni impôts ? Rien, et puis c'est légal, les paradis fiscaux sont légaux, le système capitaliste devenu mafieux est tout à fait légal, alors pourquoi devraient-ils se priver de cette opportunité franchement ?

2- Espagne

2.1- Bankia

La banque espagnole Bankia, issue de la fusion en 2010 de sept caisses d'épargne très largement exposées à l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, a rapporté jeudi une perte nette de 19,2 milliards d'euros au titre de 2012.

Bankia -qui dit par ailleurs avoir constitué 26,8 milliards d'euros de provisions l'an dernier- et sa société mère BFA ont demandé l'an dernier 18 milliards d'euros d'aide européenne pour reconstituer leurs capitaux.

L'ensemble du groupe Bankia-BFA a enregistré une perte après impôt de 21,2 milliards d'euros en 2012. Le groupe a précisé que la perte baisserait à 19,4 milliards si un bénéfice de trading lié à un échange en cours de titres hybrides étaient pris en compte. Reuters 28.02

2.2- Fuite des capitaux

L'Espagne a fait peur aux investisseurs. Le volume des capitaux retirés d'Espagne a beaucoup plus que doublé en 2012, avec 179,2 milliards d'euros contre 73,4 milliards en 2011.

En décembre, l'Espagne a ainsi enregistré une entrée nette de capitaux pour le quatrième mois consécutif depuis septembre, avec 18,68 milliards d'euros face aux 32,454 milliards d'euros sortis en décembre 2011. L'Expansion.com 28.02

3- Allemagne

L'Office allemand des Cartels enquête sur une entente présumée sur les prix pour la fourniture d'acier à l'industrie automobile en Allemagne, a annoncé ThyssenKrupp jeudi. Reuters 28.02

En 1933 quand Hitler était au pouvoir et que les usines d'armement allaient tourner à plein régime ? Ah, non en 2013...

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 42 nouveaux documents issus de sources diverses.

J'ai également cessé d'informer des portails quand certains de leurs documents présentaient des problèmes de formatage ou des erreurs d'écriture, je ne mets pas en ligne ces documents ou je les reformate en passant par word avant de les transformer en documents pdf.

Leurs auteurs non plus ne supportent pas la critique, apparemment ces intellectuels sont des démocrates qui ne supportent que les idées qui sont conformes aux leurs, autrement dit ils se comportent comme les détenteurs de la vérité ou de la parole divine tout en s'en défendant évidemment, on a l'habitude de ce genre de situation avec nos dirigeants.

De mon côté, en mettant leurs documents en ligne je démontre qu'on peut avoir une conception de la démocratie plus étendue sans que cela ne remette en cause nos principes et convictions, il n'y a que ceux qui sont incapables de les défendre ou qui n'y tiennent pas vraiment ou encore tiennent à camoufler leurs véritables intentions, qui se réfugient dans une conception de la démocratie étriquée ou bornée correspondant finalement à leur étroitesse d'esprit ou leur capacité intellectuelle limitée.

Leur conception de la démocratie ne vaut guère mieux que celle qu'ils dénoncent par ailleurs chez les autres sans qu'ils en aient conscience, parce que leur activité intellectuelle est axée sur eux-mêmes en réalité, ils sont le centre, l'axe autour duquel le monde gravite. Ils sont animés par la même force centripète qui conduit le capitalisme et la société à la putréfaction, qui les a conduits à deux reprises au XXe siècle à la barbarie et à l'autodestruction à une échelle inégalée dans le passé, qui les y préparent une troisième fois sous nos yeux, après avoir continué de semer la désolation derrière lui sur tous les continents au cours des 67 ans qui viennent de s'écouler.

Nous, nous serions plutôt animés par une force centrifuge qui nous conduit à entrevoir la société et le monde au-delà du capitalisme. Nous, nous avons une conception ouverte de la démocratie, capable d'une évolution ou porteuse d'une évolution, tandis que la leur est fermée, elle pue le renfermer, d'ailleurs si vous lisez ces documents vous pourrez constater qu'ils en arrivent tous à une impasse, ils tournent sur eux-mêmes, ils n'ont pour seule perspective que les institutions du capital, pour les uns c'est l'UE, pour d'autres ou tous plutôt, c'est l'ONU.

On a dit que c'était des gens à l'esprit étroit et borné, on peut le vérifier si nécessaire à travers un exemple.

Vous pouvez constater que ceux qui s'en remettent à l'ONU sont les mêmes qui pour la plupart rejettent l'idée que le cartel des banquiers internationaux auraient planifié d'instaurer un Nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial, alors qu'eux-mêmes au fil du temps ne s'en cachent plus vraiment, dans une certaine limite seulement, évidemment, du fait que certains intellectuels américains ou canadiens n'ont cessé de les harceler pendant des décennies jusqu'à les débusquer dans leur tanière et rendre public leur existence, Internet a aussi permis à des voix anonymes de s'exprimer et de fournir des informations tenues secrètes jusque là, le recoupement des deux permettant de mettre chaque pièce du puzzle à sa place et de compléter le tableau qui présente une cohérente remarquable, claire, et bien ces intellectuels, remarquez bien tout comme les porte-parole des néo conservateurs qui sont les représentants politiques ou médiatiques de l'oligarchie financière, estiment que tout cela serait une pure invention qui aurait germé dans l'esprit détraqué d'autres intellectuels en mal de reconnaissance qui aurait développé une théorie du complot avec laquelle ils tiennent à garder leur distance, mieux qu'ils dénoncent rendant service à la pire réaction qui soit.

C'est ainsi qu'à défaut de pouvoir concevoir la société débarrassée du capitalisme, ils s'en remettent à l'ONU, ce gouvernement mondial conçu et présidé justement par l'oligarchie financière, autant dire se jeter dans la gueule du loup. L'ONU qui a couvert ou justifié toutes les guerres depuis 60 ans ! Ils s'en remettent à notre bourreau, au bourreau de tous les peuples, extraordinaire, non ? C'est énorme, grotesque au possible, quand on les lit on n'en croit pas ses yeux, comment faire preuve d'une telle crasse ignorance est possible en 2013, on se demandera spontanément ce que ces intellectuels ont dans la tête, s'ils ont vraiment toute leur tête, comme dirait Marx, en réalité ils marchent dessus.

Ce sont les faits, rien que les faits. Qu'il s'agisse de la dette, des guerres, des maux qui accablent les peuples, si les analyses commises par ces intellectuels présentent un certain intérêt, leurs conclusions sont à rejeter en bloc, catégoriquement, en aucune manière nous ne les soutenons, nous les dénonçons et nous les combattons puisqu'elles consistent à subordonner les masses au capitalisme et à ses institutions politiques, nous, nous combattons pour les renverser, pour le socialisme.

Le jour où ces intellectuels auront compris que seule la classe ouvrière est progressiste et peut changer la société dès lors qu'elle est organisée et dispose d'un parti révolutionnaire pour vaincre, et non de bonnes intentions, des idées, un bulletin de vote, etc. ils feront enfin oeuvre utile, pour le moment l'impasse à laquelle conduisent leurs analyses ne fait que conforter l'idée qu'il n'existerait aucune issue à la crise du capitalisme, ils servent davantage les intérêts du régime en place que notre cause. Qu'ils se mettent au matérialisme dialectique et peut-être pourront-ils enfin progresser.

Autre chose.

J'ai reçu deux nouvelles réponses au formulaire, d'un camarade syndiqué qui a quitté le POI et un enseignant inorganisé.

Le premier camarade a écrit, extrait : - *"Il reste que certaines analyses m'ont certainement influencé, ou m'ont aidé à réfléchir. Par exemple : sur la quasi-absence, dans les batailles politiques conduites par le POI, de la référence au socialisme ; et aussi, sur le jeu de pouvoir mené par le courant trotskiste au sein des appareils, et sur sa manière d'utiliser ses militants comme masse de manoeuvre dans ce contexte. Ceci dit, j'ai quitté, il y a 4 ans, précisément sur une question relevant de la démocratie dans le parti."*

Le socialisme est tabou, il est réservé à Hollande, Ayrault, Fabius, Sapin, Valls, Rocard...

La réaction et les médias à ses ordres réalisent un amalgame entre stalinisme et communisme, avec le socialisme c'est plus délicat, car ils ont besoin des partis de l'Internationale social-libéral-impérialiste. On peut donc sans problème utiliser le terme socialisme, je veux dire sans être immédiatement diabolisé, mieux encore puisque le socialisme est une science sociale, socialisme scientifique.

Le capitalisme ne peut pas revendiquer cette valeur scientifique puisqu'il est l'aboutissement d'un processus inconscient, les tripataillages désespérés de l'aristocratie financière pour tenter de surmonter les contradictions du capitalisme en sont le meilleur témoin sous nos yeux, les hommes ayant fait l'histoire inconsciemment jusqu'à nos jours. Alors que le socialisme repose sur la prise de conscience et la maîtrise, le dépassement des deux forces motrices à l'origine du développement de la civilisation humaine, les forces productives et la lutte des classes, les rapports qui en sont issus, pour s'émanciper du règne de la nécessité et entrer dans celui de la liberté.

Autre chose.

Hier on a vu qu'un camarade disait que la révolution frappe à la porte, enfin, et qu'il ne faudrait pas louper cette occasion, en effet, cela pourrait nous être fatal ! Mais qui dit révolution ou plutôt situation révolutionnaire ne dit pas forcément révolution, encore moins révolution victorieuse. Il n'a pas lu ou il a déjà oublié ce que j'ai écrit ces derniers jours à ce sujet. Sommes-nous à affronter cette situation ? Dans quel pays les masses sont-elles prêtes ? Aucun en vérité, la situation est pire que dans les années 10 ou 30 ou même 40 ou 50 au siècle dernier.

Effectivement la situation peut évoluer très rapidement, mais on ne peut pas construire le parti et l'Internationale d'un coup de baguette magique ! Ils n'existent pas, et au POI tout au plus il y aurait 3.000 militants pour former la base d'un parti révolutionnaire, et encore, une grande partie d'entre eux sont des vieux ou des vieillards, et tout démontrent que les dirigeants du POI-CCF ne seraient pas en mesure de constituer les cadres d'un tel parti, soit qu'ils n'en auraient pas la volonté, soit qu'ils n'en auraient pas la capacité ou les deux à la fois, cela ne s'improvise pas du jour au lendemain.

Je ne sais pas ce qu'ils vous racontent, j'ai l'impression qu'ils refont le monde entre quatre murs loin de la réalité qu'ils n'ont jamais comprise. Ils se gargarisent ou se retranchent derrière des formules, des principes, mais quand on examine la réalité, on s'aperçoit immédiatement que cela ne correspond à rien, ce n'est que pure dogmatisme, pure fiction ou fantasme, ils vivent dans un monde théorique, virtuel.

Vous n'avez pas encore compris qu'ils n'avaient jamais été capables de renouer avec le fil du marxisme, que prétendre le contraire était une supercherie, pendant 30 ans P. Lambert a soutenu que la situation allait déboucher sur une situation révolutionnaire au point qu'on l'attendait tous les quatre matins, alors qu'en réalité elle a débouché sur une nouvelle période de 30 ans de réaction sur toute la ligne, du milieu des années 80 à 2013, franchement, un peu de sérieux, il était difficile d'imaginer pire dirigeant pour incarner la continuité du marxisme, cela vaut pour la LCR et LO évidemment, là on tombait dans la caricature ou le pire sectarisme.

Evidemment, un jour ou l'autre le capitalisme finirait bien par s'effondrer et la révolution pointerait son nez, sans être marxiste il suffisait de consulter l'histoire du capitalisme depuis ses débuts pour en arriver à cette conclusion. C'est ce genre de tautologie ou de lieu commun qui a servi à faire illusion à Lambert et sa clique de théoriciens ou historiens à cent balles.

La question était à partir de la réalité et non d'une projection dans un futur indéterminé, des conditions objectives, des rapports entre les classes, de déterminer quelle politique mettre en oeuvre pour accompagner le mûrissement des conditions subjectives, à la fois construire le parti, organiser les masses et leur permettre d'élever leur niveau de compréhension de la société, le tout en participant à la lutte des classes. On pourrait ajouter que les masses auraient malgré tout progressé, qu'en absence d'une orientation consciente à leur combat et à leur mouvement, elles ne pourraient pas vaincre.

Ce qui s'est passé, c'est qu'au lieu de subordonner la tactique à la stratégie, ils ont procédé exactement à l'inverse. Observez où ils en sont et vous pourrez le vérifier par vous-mêmes. Ils se comportent comme des trade-unionistes pour lesquels seul le mouvement spontané des masses compte à leurs yeux, les seules tâches qu'ils sont capables de se fixer se réduisent à des objectifs immédiats sans lendemain, impossible à atteindre évidemment, ils passent de l'un à l'autre sans lien, ils sont totalement incapables de se fixer des objectifs politiques, de développer les idées du socialisme, cela en devient grotesque, ils veulent virer la troïka alors que ce n'est pas elle qui applique la politique réactionnaire que nous subissons mais le gouvernement, les députés du PS associés à ceux de l'UMP et de l'UDI, ils ne sont même plus capables de désigner à leurs militants l'ennemi à combattre, en passant, la SFIO avait déjà atteint le même degré de décomposition avant le 4 août 1914 et s'employa à le prouver.

Bon, on ne va pas perdre son temps davantage. Je ne sais pas si vous lisez *Informations ouvrières*, il n'y a rien de plus creux, c'est tout au plus une feuille syndicale réformiste. Cela dit je n'appelle pas les militants à quitter leur parti mais à résister à l'intérieur en attendant des jours meilleurs.

Hier soir j'avais rédigé le passage suivant.

Qu'est-ce qu'un "congrès ouvert" ? En fonction de la taille du parti, une huître ou une baleine qui ingurgite tout ce qui passe à sa portée, recrache ce qu'elle n'a pas pu digérer quand cela ne lui a pas été fatal !

"Congrès ouvert du POI", ils veulent faire par là la preuve que leur parti serait plus démocratique que les autres, alors qu'en réalité il n'en est rien, l'éclectisme servant ici davantage à couvrir leur incurie politique légendaire qu'à prouver qu'ils ne sont pas sectaires, épreuve à laquelle ils ne risquent pas de se frotter puisqu'ils sont également incapables de confronter leurs idées aux nôtres par exemple.

Quelle est la nature du mouvement ouvrier, du prolétariat aujourd'hui, quelle est son orientation politique ? Pas de réponse, d'ailleurs ils ne posent pas la question, ils ne se la sont jamais posées : « *La situation politique mûrit dans ce pays* ». Cela nous fait une belle jambe ! Elle mûrissait en 1918, en 1923, au début des années 30 en Allemagne ou ailleurs, et vous avez vu le résultat ? J'ai pris l'Allemagne comme exemple parce que les conditions objectives étaient mûres.

Ils ne sont même plus en mesure d'analyser les conditions objectives et subjectives avec précision, d'en fournir une évaluation, encore moins leur orientation. Ils se contentent de commenter au jour le jour la situation avec les sempiternels mots d'ordre sans lendemain et sans perspective alimentant des illusions qui mènent droit dans une impasse politique : « *Comment bloquer la politique du gouvernement et de l'Union européenne ?* », ils traduisent ainsi qu'ils sont également toujours incapables de subordonner leur politique à la construction du parti qui est le seul objectif dont aujourd'hui (comme hier) un parti devrait être comptable, accessible, sauf à s'aligner sur les appareils et à reprendre à leur compte leurs objectifs. Cela leur évite aussi de dire : A bas le gouvernement et le Parlement des capitalistes ! C'est le mot d'ordre que je vous propose d'associer à celui du rejet de l'accord patronal du 11 janvier lors de la grève et des manifestations du 5 mars.

Ils nous ont fait le coup sur les licenciements, les retraites, la Sécu, le TSCG, etc. et ils remettent cela, reproduire à l'infini la même erreur, être incapable d'en tirer des leçons politiques, à ce niveau-là c'est incurable. Comment peut-on prendre au sérieux de tels dirigeants ? Ils sont totalement sclérosés et ne cessent d'en fournir la preuve.

Involontairement pour l'avoir employé à plusieurs reprises, c'est bien l'incapacité de ces dirigeants à assumer leur responsabilité qui les caractérise le mieux et qui est à l'origine de la crise de la direction du mouvement ouvrier, qui s'exprime ici.

On a besoin d'autres dirigeants et d'un autre parti. (A suivre)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter plusieurs sujets, ce sera pour demain.

J'attends toujours que vous me renvoyez le questionnaire en ligne ou un simple courriel. A ce jour je n'ai reçu que 6 réponses, c'est très insuffisant.

- Obama ordonne le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics. (Attendre la réaction du département de la Défense...)
- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique. (à mettre en rapport avec l'éjection de Panzer le XVIe...)
- L'Asie championne du monde des milliardaires. (Et du nombre de pauvres qui se comptent en milliards...)

Je voudrais ajouter un mot à la suite de mon intention de fermer le site.

C'était quelque part conforme aux conclusions auxquelles j'étais arrivé, à savoir qu'on était plus barré que jamais, pour être totalement sincère que je ne voyais pas comment nous pourrions vaincre, dit autrement que la quasi totalité des conditions requises faisaient défaut, et que le refus que j'avais rencontré de la quasi totalité des lecteurs du site d'y collaborer malgré les qualités que de nombreux militants lui reconnaissent, démontrait que j'avais raison de le penser ou confortait mon analyse. Pour apprécier ma décision il fallait prendre en compte ma position, le fait que je vis à 10.000 kms de la France et que par conséquent je ne pouvais rien attendre de plus de mon activité politique, là non plus je ne me suis jamais fait d'illusions.

Si en développant un outil permettant au plus grand nombre de progresser ou de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, je ne rencontrais pas l'adhésion de militants pour y participer, c'est que cela ne valait pas la peine de continuer à se casser la tête à passer mes journées entières devant un écran et à y laisser ma santé. De plus par les commentaires que

m'ont envoyés une poignée de militants, j'ai pu constater une nouvelle fois que, soit ils ne partageaient pas mes analyses et mes conclusions, soit ils ne les comprenaient pas, alors à quoi cela sert-il que je continue ? Pour qu'ils fassent autre chose ou l'opposé de ce que je prône ? Sérieusement, cela signifie qu'on en est toujours au même point et que mon travail ne sert strictement à rien, car si je ne demande pas que les militants adhèrent à mes idées ou me fassent aveuglément confiance, convaincu sincèrement des idées que je défends le but de ma contribution politique était quand même que le plus grand nombre parviennent à les partager, si ce n'est pas le cas autant arrêter tout de suite.

De mon côté, à travers les centaines de questions que j'ai abordées et les réponses que j'y ai apportées après avoir étudié et épuisé autant d'hypothèses, en y revenant parfois des dizaines de fois en 8 ans sous des angles différents, en les étayant avec une multitude de faits ou arguments, si c'est à l'arrivée pour aboutir au constat que les militants n'y ont rien compris ou pas grand chose, alors que j'ai employé un langage simple et dépouillé, évitant les citations ou les références historiques, les sous-entendus, bref, tout ce qui pouvait constituer des obstacles à la compréhension de mon discours, je me dis que c'est à désespérer, qu'il existe peut-être entre nous un obstacle que je ne suis pas en mesure de discerner et de faire sauter, je suis donc en droit de considérer cette expérience comme un échec, donc il est inutile de le reproduire indéfiniment.

J'avoue ne plus savoir quel langage et quelle méthode utiliser. Il est certain qu'un échange de vive voix aurait sans doute permis d'apporter des éclaircissements autres que ceux qui me viennent à l'esprit, puisque j'ai dû faire sans cesse les questions et les réponses à défaut de savoir ce que les militants avaient vraiment dans la tête, à quels problèmes ils étaient réellement confrontés. Je me suis vraiment torturé la tête pour essayer de vous aider, j'ai même peut-être été jusqu'à inventer des problèmes que vous n'aviez pas, j'ai perdu un temps considérable à me poser toutes ces questions, jusqu'à l'épuisement physique, plus que moral car même si je considérais notre combat comme perdu d'avance, rien ne pouvait justifier de le mener jusqu'au bout effectivement, mais dans mon cas d'une autre manière qu'en me collant devant un écran 14 heures par jour 7j/7, par exemple en consacrant mon temps à la rédaction de brochures ou de livres que j'aurais pu éditer moi-même en Inde à mes frais.

On continuera plus tard cette explication.

Tenez, en cassant la croute à midi très rapidement, je me suis fait la réflexion suivante en rapport avec l'actualité, comme quoi pas une minute je ne cesse de penser à notre cause.

On a vu lors d'une précédente causerie que les principaux membres du gouvernement étaient franc-maçons, certains diront qu'on s'en fout, pas moi et je vous explique pourquoi. Car il se trouve qu'ils sont aussi sionistes, et quand on repense au fait que les franc-maçons et les sionistes ont la même vision sur la religion, rappelons au passage que les sionistes sont les pire antisémites et que le judaïsme ne sert qu'à couvrir à la fois leurs crimes et leurs véritables intentions politiques, en réalité les uns et les autres développent la même idéologie et poursuivent le même objectif à l'échelle mondiale qu'incarne l'instauration d'un gouvernement mondial auquel travaille le cartel des banquiers sionistes de la Fed notamment, flanqués de monarchies et d'autres banquiers internationaux, le modèle de société auquel ils aspirent ressemblant étrangement à celui de l'Ancien Régime, la place de l'Eglise en moins pour cause de concurrence au niveau mondial avec d'autres religions dont l'islam qu'il leur faut également éradiquer.

Dans nos rangs aussi et ce n'est pas nouveau il y en a qui ont troqué la faucille et le marteau pour l'équerre et le compas. Ceci expliquerait-il cela, là où nous en sommes ?

A propos de la Grèce, je me suis dit en réfléchissant encore à la situation, qu'ils recourront à la dictature une fois que Syriza aura été porté au pouvoir sans pouvoir faire refluer la mobilisation des masses, pour cette fois l'écraser dans un bain de sang.

Le blog économique Liesi a fermé ses portes, il était animé par des traders genre Pierre Hillard, monarchiste catholique. Inutile de vous dire que nous n'avons aucun rapport avec eux. Il semblerait qu'ils n'aient pas digéré la fin du "CDD" (P. Hillard) de Panzer le XVIe, à croire comme disait Prévert qu'ils ne savent pas compter au-delà, dans l'au-delà c'est autre chose !

L'évolution de la situation mondiale ou la marche en avant à la barbarie en déroute plus d'un et en rend malade un grand nombre, nous en faisons partie évidemment.

Le marxisme n'a rien avoir avec un optimisme béat ou stupide à l'image de nos dirigeants qui chaque matin se rendent à leurs bureaux pour vaquer à leurs petites occupations comme si finalement tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous, au contraire, on a en permanence à l'esprit le cauchemar que vivent au quotidien des centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et qui tend inexorablement à s'étendre à des couches de plus en plus nombreuses de la population, on est encore loin du compte. C'est la première pensée qui nous vient à l'esprit en ouvrant les yeux, tandis que le soleil projette ses premiers rayons jusque sur mon lit après avoir traversé une végétation luxuriante et majestueuse, réveillé par le chant des oiseaux... C'est ainsi que je commence la journée tous les matins, idyllique, n'est-ce pas ?

Je pourrais me dire : voilà une magnifique journée en perspective, la vie est belle, pourquoi ne pas en profiter, alors que je n'en verrai pas grand chose en la passant devant mon écran... Vous comprendrez que je me pose la question : pour quoi en deux

mots, pourquoi en un mot je devrais me sacrifier quand ceux à qui je m'adresse ou qui profitent de mon travail ne sont même pas foutus de m'envoyer un petit mot de soutien, même le minimum ils n'en sont pas capables, sachant qu'à ma place la plupart d'entre eux auraient une toute autre attitude que la mienne, je ne me fais aucune illusion sur la nature humaine et ses faiblesses. Ma famille, mes proches, tout le monde me prend pour un fou de ne pas profiter de la chance que j'ai et qu'eux n'ont pas. Est-ce que vous pouvez comprendre cela ? Apparemment non. C'est très préoccupant, effrayant même, car qui pourraient le comprendre alors ? Après s'être élevée à un certain niveau de développement, la civilisation humaine serait-elle donc condamnée à périr et disparaître ? Serait-elle condamnée au chaos à défaut de s'être donnée les moyens de conquérir la liberté ? Après tout, il n'était écrit nulle part qu'elle devrait forcément connaître un dénouement heureux, ni le contraire... Je n'ai pas le temps ici de développer, mais il est certain que le développement exponentiel de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle n'a pas vraiment constitué un facteur favorable à son émancipation du règne de la nécessité sous lequel elle ploie de plus en plus et dans laquelle elle est en train de crever sous nos yeux. Cela n'a fait que multiplier les obstacles à sa libération tout en donnant un répit à ses fossoyeurs...

En réalité de très nombreux militants ont déjà baissés les bras, tandis que les autres sont bourrés d'illusions, ils en reviendront bientôt, très bientôt maintenant. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et ne s'en faire aucune. Le pire dans la vie, ce n'est pas ce qu'on subit mais d'ignorer pourquoi on le subit, vos dirigeants s'emploient minutieusement à vous empêcher d'en prendre conscience, donc si vous avez quelqu'un à juger commencez par eux, car eux ont le pouvoir de changer les choses, moi je n'ai pas ce privilège, ce qui change totalement la manière dont vous devez apprécier notre démarche et activité respective, si je dois continuer ou non d'actualiser ce portail.

Autre chose.

Éric Toussaint, professeur en sciences politiques à l'Université de Liège, est président du CADTM, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, et membre du conseil scientifique d'ATTAC France.

- "La Grèce doit suspendre unilatéralement le remboursement de sa dette" - 28 février - mondialisation.ca

Il a écrit : *"Je suis d'accord avec vous qu'en Grèce les classes dirigeantes et les gouvernements détruisent la démocratie à plusieurs niveaux. Ils ne respectent pas le vote du peuple, ils ont imposé des protocoles d'accord et traités sans consultation démocratique, ils dégradent le pouvoir législatif, et cherchent à détruire la capacité de la classe ouvrière à négocier collectivement. Ainsi, vous êtes face à un défi majeur et la capacité de Syriza à donner une réponse vraiment radicale à cette attaque est en effet cruciale. Si Syriza adopte des politiques et des propositions plus modérées, les conséquences qui en découleront peuvent être énormes."*

La première partie de son analyse est juste, ensuite cela se dégrade et tourne au constat du spectateur impotent face à un drame qui se noue sous ses yeux, pour finalement s'avouer impuissant à proposer la moindre issue politique pour y mettre un terme puisque Syriza vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain, ce que Éric Toussaint n'est évidemment pas sans savoir, mais qu'il occulte volontairement.

Syriza a indiqué qu'il ne romprait pas avec l'UE et l'euro, encore moins avec le capitalisme et les institutions grecques, ainsi Syriza ne sera jamais en mesure de dresser la majorité des masses grecques contre l'Etat, dès lors leurs ennemis conserveront le pouvoir de le renverser quand il sera au pouvoir ouvrant la voie à une dictature militaire ou civil s'appuyant sur l'armée, comme en Tunisie ou en Egypte par exemple. Retenez bien ce diagnostic et on en reparlera dans quelques mois, ok ?

[Quelques infos en vrac \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Quand l'Etat finance sa propagande.

- Notre lecteur Axel Roffi a vu ceci : *"Vous pointez souvent la servitude des médias envers le pouvoir politique. Pour comprendre pourquoi ils sont tellement à plat ventre, je vous envoie le rapport de la cour des comptes sur la presse écrite. Pas obligé de le lire en entier, je vous fais le résumé en sortant les phrases les plus probantes"*:

"Sur la période 2009-2011, le plan d'aide s'est donc traduit par plus de 450 M de dépenses budgétaires supplémentaires. En prenant en compte le coût de l'avantage du taux de TVA à 2,1 % par rapport au taux normal de TVA à 19,6 %, le total cumulé des aides directes et indirectes accordées au secteur de la presse écrite sur cette même période peut être estimé à 5 Md"...

Pour un secteur avec 80.000 employés et la moitié de journalistes... Si on compte par journaliste... 5mds sur 3 ans, donc 1,6 mds, si on divise encore par le nombre de journalistes, soit 40.000, on arrive presque à des aides de 40.000 euros par an par journaliste, si on compte l'ensemble du secteur. Avec les 80.000 employés, on est dans un secteur subventionné à hauteur de 20.000 euros par an par employé...

Le Monde aidé à hauteur de 18,5 millions par an... Le Figaro 17, 3 millions par an et Libé 7,9 millions euros ... Je comprends

mieux leur révérence... Chaque journaliste touche directement et indirectement 40.000 euros d'argent public par an, quand on est payé par l'Etat, on est un fonctionnaire. Bien sûr le lendemain de la publication du rapport, les journalistes ont pointé les aides aux buralistes et ont bien sûr passé sous silence les aides à la presse écrite". du 18 au 22 février 2013

Appauvrissement de la classe moyenne aux Etats-Unis.

- Bloomberg et Zero Hedge rapportent que la méga chaîne de magasins américains Wal-Mart "a enregistré le pire mois de ventes jamais vu depuis 2006... *Wal-Mart shares are plunging as the firm reports a 'total disaster' in its February sales ... The worst start to a month I have seen in my 7 years with the company*". Point 1: les clients des Wal Mart sont les Américains moyens. Point 2: En 2013, l'Américain moyen n'a plus un dollar en poche. Point 3: la crise a commencé en 2007 et nous sommes en 2013... Point 4: il y a moins de gens qui ont un emploi en 2013 qu'en... 2006. Du coup cela ne vous étonnera pas d'apprendre qu'un nouveau record a été battu avec le nombre d'Américains au "food tickets". Bientôt ils vont dépasser les 50 millions... pour une population de 320 millions!!! du 18 au 22 février 2013

Un paradis fiscal au coeur de l'UE qui se porte bien.

- "Record pour les fonds luxembourgeois: 2383 milliards d'euros, c'est le niveau atteint en 2012 par les fonds domiciliés au Grand-Duché, soit une hausse de 13,7% sur un an. L'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) a annoncé ce mercredi des chiffres records pour les fonds luxembourgeois qui ont atteint 2383 milliards d'euros en 2012. Un chiffre historique qui représente 30% des actifs européens" du 18 au 22 février 2013

L'UE mise devant le fait accompli.

- ... le jeudi 7 février 2013, l'Irlande a été en défaut de paiement et que la perte sèche pour la BCE a été de 20 milliards d'euros. "Le pays a bénéficié d'une aide de 85 milliards d'euros pour le sauvetage de ses banques en 2009. Mais en décembre dernier, le gouverneur de la banque centrale d'Irlande avait clairement fait comprendre que les échéances ne seraient pas tenues: "le délai de remboursement devrait être considérablement allongé " expliquait-il sur le ton du "c'est ça ou rien ". Coincée, la BCE a accepté (le 7 février) un rallongement des échéances moyennes (qui passent de 7 à 34 ans) et une baisse des taux d'intérêt. Ce faisant, la BCE renonce à 20 milliards d'euros d'intérêt sur 10 ans. Un sacré cadeau quand on sait que pour la Grèce elle avait fait une croix sur 8 milliards d'euros d'intérêts. Le premier remboursement du principal aura lieu en 2038 et le dernier en 2053, ce qui laisse le temps à d'autres "discussions". Bien joué Dublin !" du 18 au 22 février 2013

Offensive idéologique du gouvernement mondial. Après Drahi et Monti, au tour du pape.

- Le lendemain de la démission du pape, Visa et Mastercard ont aussitôt reconnecté les 50 terminaux de paiement carte de crédit dans les diverses boutiques du Vatican au réseau interbancaire... B-16 n'avait pas voulu être le pape qui porterait la responsabilité de sa faillite financière. Tous ceux qui suivent cette page savent que la JP Morgan avait fait un communiqué de presse "mondial" pour annoncer qu'elle fermait le compte du Vatican dans sa filiale italienne. du 14 au 16 février 2013

[Les charrettes du 18 au 28 février \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- le groupe de presse Roularta va sabrer 70 salariés

- Pixmania ferme toutes ses 11 boutiques physiques en France.

- Phonehouse est au bord du gouffre

- La Banque Nationale de Grèce va virer 2.000 employés

- Siemens Allemagne prépare son personnel à 7000 nouveaux postes supprimés

- Caixabank prépare 4000 licenciements

- Le méga casino d'Atlantic City qui a fermé ses portes moins d'un an après son ouverture, ne pouvant rembourser ses mensualités de son prêt de 1,5 milliard de dollars - Volvo licencie 1000 ouvriers et cadres

- United Technologies, énergie, vire tout de suite 3000 salariés

- Commerzbank va supprimer 1800 banquiers de plus

- Les emballages Amcor virent 300 personnes en... Australie !!!
- Le papetier NewPage se sépare de 300 salariés,
- Les pages jaunes et blanches d'Australie virent 700 salariés
- Je vous l'avais annoncé ici, mais cette fois c'est sûr Danone vire 900 cadres dont 236 en France
- Coop Alsace va supprimer 120 postes
- Rona, le Jardiland canadien, va sabrer 200 postes
- Le distributeur de matériel électrique toulousain TOUTELEC risque de perdre 100 postes
- Le promoteur immobilier espagnol Reyal Urbis a déposé le bilan
- Miss Espagne dépose le bilan. Il n'y aura pas de Miss Espagne dans les mois prochains parce que le promoteur était son financier
- L'usine Farcor risque de fermer à Lumbin et 22 salariés sont dans le viseur
- La coopérative maritime à Douarnenez a été placée en liquidation
- Le verrier Libbey sabre 200 salariés et délocalise une partie au Mexique
- Telecom New Zeland va licencier au moins 200 personnes
- Abbott (catheters et outils médicaux) vire 200 salariés en Irlande et 450 aux US Times
- La chaîne de grands magasins JC Penney vire 300 personnes dans son QG
- Les aciers canadiens Timet virent 77 ouvriers
- Transports Bruaux en faillite, 29 personnes licenciées
- Les 70 salariés de Daniel de Gryse, BTP, en colère. "Ce jeudi 21 février, une cinquantaine de ces salariés en colère ont manifesté à Vervins afin de réclamer le versement de leur salaire du mois de janvier.", lire ici le journal local La Thiérache où on apprend aussi que mr Ballade les a reçus à la préfecture...
- Confirmation: les meubles Pierson licencient 27 salariés
- Le Washington Post vire 40 journalistes et administratifs le jour de la St Valentin
- Le groupe media italien RCS ("*Corriere della Sera and of Spain's El Mundo, is also planning to sell two of its Milan offices*") vire 800 personnes
- La compagnie Air Bahrein (!!!!) immobilisée pour dettes et face au dépôt de bilan
- Woodbine, le PMU canadien, licencie 109 personnes
- Chicago, la ville d'Obama, veut fermer 129 écoles communales, plus de 1.000 enseignants se retrouveront au chômage
- L'aéroport de Bâle vire 30 personnes
- L'aéroport de Spa ... 40 personnes ?
- La grève des employés de sécurité en Allemagne s'est poursuivie vendredi, pour le 2e jour consécutif à l'aéroport de Hambourg tandis que Cologne Bonn a "remplacé" Düsseldorf. Près de 179 annulations de vols à Hambourg, soit environ la moitié du programme de vol.

- L'assureur polonais PZU sabre 630 Polonais
- Iberia licencie 3800 personnes
- Thomson Reuters (département Finances) vire 2500 personnes
- Westinghouse se débarasse de 665 salariés
- Après Doux, c'est Gad, l'un des principaux abatteurs de porc breton, qui se place en redressement judiciaire. Cette filiale de la Cecab (D'Aucy) emploie 1.700 salariés dans deux abattoirs, dont au moins un devrait fermer ses portes.
- Hop, hop, hop, dehors, ING vire 2400 personnes
- Barclays Bank ajoute 1200 (aux 2500 déjà annoncés) total 3700 personnes
- JP Morgan, oui la banque, vire 200 personnes en Angleterre
- La Société Générale va fermer une dizaine d'agences
- La filiale luxembourgeoise de BNP, Bgl Paribas
- La compagnie de tankers Maersk fait partir 58 naviguants
- Orange Suisse vire 140 Suisses
- Orange Pologne va virer 1700 Polonais
- Le géant de l'auto-radio Pioneer sabre 800 personnes
- Kraft Food Suisse licencie 57 personnes
- Valve informatique, 25 postes
- La chaîne de jeux video GameStop ferme 250 boutiques, 800 personnes sur le départ
- La chaîne de boutiques culture Harmonia Mudi ferme 15 boutiques en France, 40 personnes seront licenciées ("*Le chiffre d'affaires (39,7 millions d'euros) a baissé de 9% au cours des 2 dernières années.*")
- Oxbow, vêtements de surf, vire 35 personnes à Mérignac
- Carat Duchatel supprime 34 emplois en Belgique
- L'imprimerie du Basler Zeitung ferme et 72 Suisses seront mis au chômage
- Scooter Store (scooters et fauteuils handicapés) vire 100 personnes de plus après les 200 virées en septembre 2012, soit 300)
- Hudson City Savings sabre 384 personnes
- Homeward Residential Credits vire 325 salariés
- Imation (les cassettes Memorex entre autres) vire 200 personnes
- Northrop Grumann aéronautique sabre 60 personnes de plus
- Le célèbre Forrester Research sabre 30 chercheurs
- Le boulanger industriel Awrey ssabre 200 boulangers

- Symbole: La Hollande ferme son Centre Culturel à Paris, le gouvernement n'ayant plus d'argent. " *Tous les employés ont eu la surprise d'un licenciement général, malgré une volonté de leur part de faire des concessions pour que l'institut ne soit pas fermé.*"
- Huntsman Chimie supprime 63 postes sur 330
- Sovigel, découpe de viande, en Bretagne a perdu 30 personnes
- En France, l'emploi intérimaire a baissé de 8,7% en 2012,
- Zalco (anciennement Pechiney) a mis la clé à la porte (480 salariés + 130 intérim) l'été dernier

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le PS ou les aristocrates du régime passent à l'offensive au côté du gouvernement du Medef- CFDT contre la classe ouvrière.

Le palme de la duplicité, de l'hypocrisie sans fond revient logiquement au parti qui sous l'étiquette du socialisme n'a eu de cesse de le combattre depuis un siècle en se faisant le chantre de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 qui consacre la liquidation du contrat de travail.

Le PS n'a aucune légitimité pour s'exprimer au nom de la démocratie sociale qu'il n'a eu de cesse de piétiner depuis qu'il est revenu au pouvoir.

Avec 45% d'abstention (votes blancs et nuls) PS n'a recueilli que 25% des voix des inscrits en juin 2012, il est donc ultra minoritaire dans le pays. Les syndicats CFDT-CFTC et CGC qui ont signé l'accord du 11 janvier 2013 avec le Medef sont minoritaires également au sein du mouvement ouvrier.

- Plus de 68% des Français déçus par Hollande - Le Nouvel Observateur 02.03

Cet accord antisocial concocté par et pour le patronat pour bénéficier d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci avec la complicité des dirigeants syndicaux, constituerait la pire régression sociale enregistrée par le prolétariat depuis plus d'un demi-siècle s'il était retranscrit dans la loi par le législateur représentant les intérêts des capitalistes.

Hollande et le PS ont maintenu en place l'ensemble des institutions dans le cadre desquelles leurs prédécesseurs n'ont eu de cesse de mener des politiques antisociales, anti-ouvrières, liberticides, réactionnaires. Etait-ce un hasard ? On s'aperçoit que non. Pourquoi, sinon parce qu'ils s'apprêtaient à poursuivre leur politique dictée par les besoins de l'oligarchie financière et les capitalistes, l'amplifier sur le modèle de celle appliquée par tous les gouvernements de l'UE.

Question : Avions-nous eu tort de caractériser le PS comme un parti capitaliste et réactionnaire et de lui refuser tout soutien ou d'avoir des rapports avec ce parti, ses dirigeants, ses cadres, ses candidats, ses élus ? Avions-nous eu tort de dénoncer et de refuser tout front unique avec ce parti profondément réactionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste ? Les faits nous donnent raison, hélas bien tard, peut-être trop tard.

Nous avons refusé d'appeler à voter pour Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en juin 2012, et nous avons mis en garde travailleurs et militants sur les illusions qu'auraient forcément accompagné un tel soutien, ainsi que ce qui les attendait, à savoir que Hollande et son gouvernement, les parlementaires du PS s'appliqueraient fort du soutien des appareils syndicaux traîtres ou jaunes qui les soutenaient à aller encore plus loin dans les attaques contre les acquis sociaux de la classe ouvrière.

C'est exactement ce qui s'est produit depuis le mois de juin 2012 avec l'adoption du TSCG, de la "règle d'or", du budget 2013 d'austérité, le blocage des salaires des fonctionnaires, le projet de loi Peillon, et maintenant cet accord patronal infâme conduisant à la liquidation du contrat de travail, avant de s'attaquer une nouvelle fois à nos retraites et à la Sécu.

Ce qu'ils appellent une «nouvelle démocratie sociale» consiste en réalité à prendre en charge les besoins des capitalistes qui représentent une minorité de parasites improductifs dans la société, et à piétiner ceux des travailleurs qui constituent la majorité de la population et produisent les richesses. Le PS partage ainsi la conception de la démocratie qu'en ont tous les dictatures qu'elles soient parlementaires ou militaires.

Il s'agit d'une escroquerie, d'une supercherie, d'une imposture qui a pour objet de renforcer la dictature du capital.

Elle intervient à l'heure où le capitalisme subit la plus gigantesque crise de son histoire qu'il est dans l'impossibilité de résoudre autrement que par la destruction de tous les acquis sociaux et politiques des masses exploitées pour finalement les réduire en esclavage ou renvoyer la civilisation humaine plusieurs siècles en arrière, à l'époque de l'Ancien régime quand la plèbe soumise ne disposait d'aucun droit politique, d'aucun moyen pour s'opposer à la dictature féodale que recourir à la violence, à une révolution sociale et politique pour conquérir son émancipation.

C'est celle-ci qui est à l'ordre du jour pour renverser le règne de la dictature du capital qui conduit l'humanité à la guerre et au chaos, à la barbarie.

Face à un Etat, ses institutions et ses partis PS-UMP-UDI-UC à la solde des banquiers et des rentiers qui nous promettent un avenir toujours pire, les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que se rassembler dans la perspective de le renverser, former leur propre gouvernement, leur propre Etat, une République sociale où le capitalisme et ses représentants n'auront pas leur place, auront été matés, leur capacité de nuisance réduite à néant, leurs prétentions à l'impuissance.

Aujourd'hui, l'immense majorité de la population est constituée des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, du secteur public et privé, l'Etat et ses représentants leur interdisent de décider librement leur destin, ce droit légitime est bafoué, le peuple travailleur est en droit de le revendiquer, de s'en saisir, de se lever, de prendre le pouvoir pour l'imposer, il n'a pas d'autre voie que celle du socialisme pour renouer avec la paix, le progrès social et conquérir sa liberté.

Le PS a choisi le camp de la réaction, celui des ennemis mortels de la classe ouvrière, ce n'est pas nouveau, aujourd'hui il le revendique ouvertement, gare à ceux qui maintiendraient la moindre illusion sur ses intentions. Le PS s'est la voix du corporatisme qui a ouvert la voie à la guerre et au fascisme en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. au XXe siècle. Contrairement à ce qu'on a pu vous enseigner ici ou là, il n'a jamais été porteur de progrès social ou alors ce fut toujours au détriment de couches entières du prolétariat en France ou ailleurs dans le monde, parce que ces réformes étaient compatibles avec l'existence du capitalisme. Aujourd'hui, celle-ci est gravement compromise comme jamais, au point qu'il a déjà hypothéqué et consommé les richesses que les générations futures produiront, pour en s'attaquant à notre niveau de vie préparer les conditions d'exploitation et d'oppression terribles auxquelles il entend nous soumettre ainsi que les générations à venir qui devraient être réduites en esclavage, ce sont les conditions de sa survie auxquelles le PS s'est soumis volontiers parce que ce parti est organiquement lié au capital, à l'oligarchie financière, il en est aujourd'hui le porte-parole, le porte-drapeau, jusqu'en Syrie ou au Mali.

On en veut pour preuve qu'une partie de ses dirigeants ou ministres (Kouchner, Fabius, Guigou participe à la Commission Trilatérale, etc.) ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg qui est l'ordonnateur de la politique du capitalisme mondial et pilote l'ensemble de ses institutions internationales, ONU, FMI, OTAN, Banque mondiale, OMC, OCDE, UE, BCE, etc. Leurs dirigeants ont parfois été nommés à la direction de ces institutions (DSK, Lamy, etc.), tandis que d'autres participent à des think-tank ultra réactionnaires ou encore sont banquiers (Attali, notamment) ou viennent de grandes banques faisant partie de la Fed... Au côté du PS figuraient dans l'Internationale social-libérale des partis de dictateurs ou tyrans africains ou d'Amérique latine. Bref, si on ajoute la colonisation et les guerres soutenues par le PS (ou la SFIO), on a là un terrible tableau de chasse dans lequel les pires réactionnaires pourraient s'y reconnaître tout à fait. Voilà le parti qu'on vous a présenté comme étant un parti ouvrier ou ayant un lien avec la classe ouvrière ce qui revient au même.

Inutile de dire que nous considérons tout rapport avec ce parti impossible. Le PS est la copie conforme du parti de l'ordre, en pire dans la mesure où il couvre ses crimes du masque du socialisme dont il est l'ennemi.

On jugera au passage le degré de décomposition ou d'opportunisme atteint par les partis ou les dirigeants syndicaux qui avaient placé leurs espoirs dans les élus du PS pour rejeter l'accord patronal du 11 janvier, en réalité tous les partis ou mouvements qui se réclament de la classe ouvrière ou du socialisme. S'adresser au PS, c'était s'adresser à notre bourreau disions-nous, avons-nous eu tort de l'affirmer ?

- Appel de 100 de parlementaires socialistes à «une nouvelle démocratie sociale» - 20minutes.fr 03.03

Une centaine de parlementaires socialistes appellent dans une tribune à favoriser l'avènement d'une «nouvelle démocratie sociale» en transcrivant notamment dans la loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord sur l'emploi conclu entre les partenaires sociaux...

(Ils parlent d'"équilibre", alors qu'il est totalement en faveur du patronat. Celui-ci est un partenaire antisocial. - Ndlr)

Après les négociations marathons entre organisations syndicales et patronales, la «sécurisation de l'emploi» arrive au coeur de la bataille parlementaire.

(La distinction entre ces organisations n'a pas lieu d'être à ce niveau-là, puisque accepter d'y participer c'était ouvrir la voie à

cet accord patronal. -Ndlr)

Donner *«une chance à la démocratie sociale dans notre pays»* (Une "chance", en réalité un cauchemar pour les travailleurs ! - Ndlr)

«L'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier entre les partenaires sociaux marque une nouvelle ère pour le dialogue social en France. Grâce à cette méthode, la démocratie s'enrichit de la participation des acteurs sociaux à notre objectif commun de lutte contre le chômage», écrivent les élus dans cette tribune à paraître dimanche dans le JDD.

(Le patronat qui a à son actif 1.000 chômeurs de plus par jour depuis 2008 aurait pour "objectif commun de lutte(r) contre le chômage", ce ne peut être que des représentants du patronat pour tenir un tel discours. -Ndlr)

«Parlementaires de la majorité, nous soutenons cette méthode parce qu'elle donne enfin une chance à la démocratie sociale dans notre pays», ajoutent les signataires parmi lesquels figurent les députés Patricia Adam, Patrick Bloche, François Brottes, Elisabeth Guigou, Christian Eckert, Catherine Lemorton ou Jean-Jacques Urvoas.

(Elisabeth Guigou est membre de la Commission Trilatérale. Non, vous n'êtes pas la majorité, 75% des électeurs n'ont pas voté pour vous ou n'ont pas voté du tout. - Ndlr)

«Cette méthode repose sur le dialogue, la concertation et la responsabilité. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que peut être mise en mouvement la société toute entière», font-il valoir.

(Ils assument leur responsabilité, alors il faut les chasser du pouvoir ! - Ndlr)

«Aucune réforme économique ne peut s'inscrire dans la durée sans un dialogue social permanent» et *«la qualité de ce dialogue est un élément essentiel de la compétitivité du pays»*, soulignent-ils également.

(C'est le discours du Medef, du FMI ou de la BCE. -Ndlr)

«La méthode revendiquée de la négociation pose, certes, sans arrêt les questions sur le rythme des réformes et sur les concessions accordées ou les arbitrages rendus, mais elle permet de mobiliser toutes les forces et les énergies du pays pour ancrer le changement dans la durée. La culture du dialogue favorise l'accord, elle permet à chaque représentant, syndical ou patronal, de prendre ses responsabilités et de trouver des compromis», ajoutent ces parlementaires.

(A bas le dialogue social, à bas le corporatisme, on ne dialogue pas avec l'ennemi, on le combat, on le terrasse, on l'élimine ! - Ndlr)

«Rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale».

(C'est bien connu que le patronat serait légitime pour représenter et prendre en compte la "justice sociale". A bas le Medef et les capitalistes, il faut les exproprier ! - Ndlr)

Ces élus socialistes, qui disent avoir *«fait le choix de la démocratie sociale»*, expliquent ne pas avoir pour autant renoncé à leur pouvoir de parlementaires.

(Normal, leur conception de la démocratie politique va de paire avec celle qu'ils ont de la démocratie sociale qui consiste à nier ou spolier les droits politiques des travailleurs. -Ndlr)

Mais, disent-ils, *«notre pouvoir, c'est d'abord celui de respecter la voie choisie par les partenaires sociaux en transcrivant dans la Loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord qu'ils ont conclu»*.

(La CFDT-CFTC et CGC sont minoritaire, cet accord est illégitime, il doit être abrogé. -Ndlr)

«Notre pouvoir de parlementaires, ajoutent-ils, ce sera aussi, dans les semaines qui viennent, d'encadrer les négociations à venir en application de l'accord pour peser dans le rapport de forces et rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale».

(Autant dire qu'ils sont prêts à continuer leur sale boulot jusqu'au bout. Une seule réponse : Dehors, dégagez, à nous de prendre le pouvoir et vive le socialisme ! - Ndlr)

Selon eux, l'accord sur l'emploi conclu entre partenaires sociaux *«marque la naissance d'un nouveau modèle social»*. 20minutes. fr avec AFP 03.03

Complément

Je n'ai pas eu le temps de traiter l'article suivant :

- La loi sur l'emploi «*permettra de sauver immédiatement des emplois*», selon Sapin - 20minutes.fr

Ils généraliseront le travail à temps partiel qui soulagera la trésorerie des entreprises, la différence sera payée par l'Etat, via la dette, via les intérêts réglés aux marchés, la dette augmentant qui servira à faire pression sur le gouvernement pour qu'il taille davantage à la hache dans les budgets sociaux, un bon prétexte pour alimenter cette spirale sans fin.

Puis « *il portera tous ses fruits lors de la reprise de la croissance* » pour devenir « *un accélérateur à la création d'emploi* », assure le ministre, traduisez : "les fruits" ou le profit seront pour les actionnaires ou les patrons, quant à "la croissance" elle coïncidera avec la mise en oeuvre des nouvelles conditions de travail imposées aux travailleurs incluses dans cet accord infâme, la croissance de l'exploitation et de la précarité quoi.

Et les mains sales d'ajouter que : quand il songe à un plan social « *l'employeur ne pourra plus décider seul* », explique le ministre, le gouvernement et les syndicats y mettront la main à la pâte.

ACTUALITE EN TITRES

Pas suffisamment endetté

- BNP veut doper l'activité banque d'investissement en Afrique - Reuters

UE, sa vraie nature, ses contradictions, sa finalité aussi :

- Europe: un trait d'union politique entre les peuples et les marchés - Slate.fr

Décrits alors à tort comme ennemis, marchés et peuples auraient en réalité partie liée pour faire progresser conjointement l'intégration européenne.

Le début de gouvernement économique qui a été arraché devrait permettre d'éviter qu'un pays ne coule (le Mécanisme européen de stabilité) ou qu'une grande banque fasse une faillite «*systémique*» (l'union bancaire), mais il n'a résolu en rien le déficit de croissance et d'emploi. (Entre nous, le système capitaliste a dépassé depuis longtemps le stade de la faillite, endetté comme jamais... -Ndlr)

La solution qu'on peut appeler «*américaine*» et qui est soutenue par le FMI trouve de plus en plus d'adeptes. Slate.fr 03.03

C'est effectivement ce sur quoi la réaction se rassemble, ce qui lui assure une certaine cohésion. Ils ont du bol. Nous de notre côté c'est l'inverse, c'est la collaboration avec l'ennemi, la décomposition, la débâcle, la lâcheté, l'incurie politique de l'ensemble de nos dirigeants qui ont renoncé à combattre pour le socialisme.

Quel cauchemar ! Cela s'appelle aussi le marché unique transatlantique...

Le plus zélé remporte la mise, normal non.

- Comment l'Allemagne a transformé l'Europe en un désert économique - Atlantico.fr -

- Comment l'Allemagne d'Angela Merkel a tiré profit de la crise qui ravage ses voisins - Atlantico.fr -

Propagande. La réaction parle aux Français...

- Lagarde, Le Pen et NKM, les trois femmes qui comptent pour les Français - Liberation.fr

C'est Ifop qui a réalisé ce sondage pour le Journal du dimanche. Dommage, il manque Parisot !

Expropriations des banquiers, des patrons !

- Le juge Duchaine: "*Il faut frapper les criminels au portefeuille*" - L'Express.fr

[La révolution attendra encore un peu en France...](#)

- Embouteillages sur la route des vacances - LePoint.fr

[Ils se partagent les rôles](#)

- BCE: contrairement à Montebourg, Moscovici loue son "*rôle positif*" - AFP

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

[Le Figaro s'inquiète](#)

- Nétanyahou ne parvient pas à former un gouvernement - LeFigaro.fr

[Propagande. L'agresseur déguisé en victime.](#)

- Israël, victime collatérale de la guerre en Syrie - LePoint.fr

[Bof, ce n'était que des enfants !](#)

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite

La police saoudienne a arrêté vendredi 176 personnes, dont 15 femmes, qui manifestaient pour demander la libération de prisonniers islamistes à Bouraïda, dans le centre du royaume, a rapporté l'agence officielle SPA. "*Cent soixante et un hommes, accompagnés de quinze femmes, ont été arrêtés après avoir refusé de mettre fin à leur rassemblement devant le siège des services des investigations et du procureur de Bouraïda*", a indiqué tard vendredi l'agence, en citant un porte-parole de la police.

Le porte-parole a rappelé l'interdiction de manifester en Arabie saoudite et assuré que les forces de sécurité veilleraient à prévenir tout rassemblement.

Selon l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), 30 000 personnes seraient actuellement détenues dans le royaume pour appartenance à des groupes islamistes radicaux. Le Point.fr 02.03

SOCIAL

1- Portugal

Une marée humaine a déferlé samedi sur le Portugal, Lisbonne en particulier, à l'appel d'un mouvement citoyen apolitique qui a réalisé ainsi une mobilisation exceptionnelle contre les mesures d'austérité, exigées par les créanciers du pays, sous assistance financière.

"*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants.

"*Qui s'endort dans la démocratie, se réveille dans la dictature*", "*Bandits, rendez-nous notre argent*" clamait de petites

affiches. *"Aujourd'hui je suis dans la rue, demain ce sera toi"*, lisait-on sur une autre à côté d'un portrait du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho.

Selon le mouvement apolitique *"Que la Troïka aille se faire voir"*, organisateur des rassemblements à Lisbonne et dans une trentaine de ville du pays, quelque 500.000 personnes ont défilé dans la capitale où le cortège avait démarré au son de la chanson *"Grândola Vila Morena"*, reprise en coeur par les manifestants, la voix tendue d'émotion.

Cette chanson, fréquemment entonnée par des contestataires au passage de membres du gouvernement, est devenue le symbole de la contestation au Portugal après avoir été l'hymne de la Révolution des Oeillets de 1974 qui a permis l'instauration de la démocratie.

A la fin des manifestations elle a retenti au même moment du nord au sud du pays dans toutes les villes où des rassemblements ont eu lieu : de Porto, la grande ville du nord, où selon les organisateurs 400.000 personnes ont manifesté, à Faro la station balnéaire du sud.

En fin de soirée les autorités n'avaient communiqué aucune estimation du nombre de manifestants.

"C'est le peuple qui est souverain", une phrase correspondant à un des vers du chanteur engagé José Afonso, créateur de la chanson *"Grândola Vila Morena"*, était le principal mot d'ordre des rassemblements.

La cible principale a été l'inspirateur des mesures d'austérité du gouvernement, c'est-à-dire la *"troïka"* (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, actuellement à Lisbonne pour un nouvel examen des comptes du pays.

Très actif sur les réseaux communautaires, *"Que la Troïka aille se faire voir"* a réussi samedi à rééditer son succès du 15 septembre 2012 quand il avait mobilisé à travers le pays des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays.

"Ce genre de comptabilité n'est pas important", a toutefois estimé un des responsables du mouvement, Nuno Ramos de Almeida. *"Ce qui l'est, a-t-il dit à l'AFP, c'est que les gens s'opposent à cette politique"*, en ajoutant : *"Le gouvernement ne peut gouverner contre le peuple et je crois qu'il va tomber"*.

"Cette manifestation est un signal clair que 'la troïka' et le gouvernement sont de trop dans ce pays", a estimé de son côté le chef du Bloc de gauche (extrême-gauche) Joao Semedo.

La manifestation de samedi a ainsi donné une nouvelle dimension au mécontentement populaire contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, en contrepartie du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011.

A Lisbonne, le défilé a été d'autant plus important que de nombreux militants du principal syndicat portugais, la CGTP, y ont participé.

Le cortège principal a également été rejoint par plusieurs *"marées"*, c'est-à-dire autant de manifestations organisées par des enseignants, des professionnels de la santé, ou des retraités, parmi les plus touchés par les coupes budgétaires.

Même des militaires se sont joints au défilé qui s'est terminé vers 18H30 GMT face au Tage, sur la majestueuse et monumentale Place du Commerce, noire de monde. AFP 03.03

Chasser la troïka et le gouvernement, et après ? En quoi cela constitue-t-il une issue politique ? En aucune manière. Ce sont les institutions, l'Etat qu'il faut balayer pour en construire un sur ces ruines, social...

Est-ce qu'un *"mouvement citoyen apolitique"* pourrait se donner cet objectif ? Non, puisqu'il est politique. Sans une orientation politique correcte et consciente, aucun changement politique ne peut intervenir. C'est ce dont doivent se doter immédiatement les masses, un parti révolutionnaire qui les rassemble et incarne cet objectif politique : la prise du pouvoir politique, condition préalable à l'abolition des fondements du capitalisme, une fois ses institutions politiques détruites, parlement, justice, police, armée...

2- Grèce

Plus d'un millier d'enseignants du secondaire ont manifesté samedi à Athènes contre les coupes dans l'éducation et la rigueur, imposées pour la quatrième année consécutive par les créanciers de la Grèce, l'Union Européenne (UE) et le Fonds Monétaire International (FMI).

"La pauvreté est la plus grande violence", proclamait une banderole déployée devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre

des manifestations massives ces dernières années, a constaté l'AFP.

"*Deux étudiants morts, on nous tue*", lisait-on sur une banderole qui faisait allusion à la mort des deux étudiants jeudi à Larissa (centre) tués par des émanations d'un chauffage de fortune dans leur domicile.

En raison de la hausse des taxes sur le fioul, plusieurs ménages grecques ont dû cet hiver recourir à des solutions moins onéreuses pour se chauffer.

"*Chassons la troïka (UE-BCE-FMI), les mémorandums (mesures de rigueur) et les néonazis*", scandaient les manifestants, qui ont organisé un concert à Syntagma escortés par d'importantes forces anti-émeutes.

Le syndicat des enseignants du secondaire (Olme) a dénoncé "*la propagande*" dans les écoles des néonazis de l'Aube dorée. Ce parti a fait son apparition pour la première au parlement lors des élections en juin avec 7% des voix.

L'Olme a aussi protesté contre le projet de loi sur la fusion des établissements universitaires, le manque de chauffage dans les écoles et "*les tests d'évaluation*" des professeurs, qui seront appliqués pour la première fois cette année.

Selon l'Olme, "*ces tests ne visent qu'à supprimer des postes dans les écoles où le manque de professeurs est déjà patent*".

Cette manifestation intervient un jour avant l'arrivée dimanche à Athènes des hauts responsables de la troïka pour effectuer le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts UE-FMI à la Grèce. AFP 03.03

Certes on assiste à un mûrissement politique des masses, on serait tenté de dire que la situation est favorable à la construction du parti à condition qu'il axe son combat contre l'Etat qu'il faudra renverser...

ECONOMIE

Chypre

Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, a mis en garde contre la sortie de Chypre de la zone euro, estimant que tous les pays membres de l'Union économique et monétaire (UEM) avaient la même importance systémique.

"*Même si l'on appartient à un grand pays de l'Union européenne, il faut avoir conscience de l'importance systémique de chaque membre de la zone euro*", déclare-t-il, cité dimanche par le journal Der Spiegel.

Il adresse ainsi une critique à peine voilée à Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand, qui s'est interrogé sur l'importance systémique de Chypre, l'une des plus petites économies de la zone euro.

Wolfgang Schäuble a déclaré que la précipitation ne sera pas de mise lors de la réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles pour se pencher sur la question d'une aide financière de 17 milliards d'euros demandée par Chypre.

L'île méditerranéenne a besoin de huit à dix milliards d'euros pour recapitaliser ses banques, très exposées à la crise de la dette grecque, et sept milliards supplémentaires pour rembourser des prêts et financer des dépenses publiques.

"*Si Chypre devient insolvable de manière désordonnée, ceci entraînera vraisemblablement une sortie de la zone euro*", estime Olli Rehn.

Les dirigeants européens sont divisés sur la manière de venir en aide à Chypre, avec d'un côté un groupe emmené par l'Allemagne préconisant de faire participer ceux qui détiennent des dépôts dans les banques chypriotes au financement d'un plan de sauvetage.

D'autres Etats européens estiment qu'une telle disposition risque de conduire à un mouvement panique de retraits d'argent, ce qui ne fera qu'aggraver le problème.

L'Eurogroupe entretient une étroite concertation avec la Russie qui est intéressée au problème chypriote dans la mesure où les banques du pays détiennent de nombreux avoirs d'investisseurs russes.

Moscou envisage de prolonger un prêt à cinq ans de 2,5 milliards d'euros et l'Allemagne doute de la détermination de Nicosie à

lutter contre le blanchiment d'argent en particulier de fonds russes.

Olli Rehn a répété que la Commission européenne était opposée à un échange de dette ainsi qu'à l'imposition de pertes sur les banques chypriotes et leurs épargnants.

"Nous ne voulons pas impliquer les épargnants. Je suis persuadé que nous allons trouver une solution permettant de prendre en compte les doutes de tous les pays de la zone euro", poursuit-il.

Wolfgang Schäuble a affirmé être confiant dans la possibilité de trouver "une solution appropriée" qui, selon lui, ne sera ni facile ni sans douleur pour Chypre.

De manière générale, Olli Rehn a appelé les pays européens à poursuivre la mise en place de mesures d'austérité, au vu d'un endettement *"qui dépasse en moyenne les 90% du produit intérieur brut (PIB) dans l'Union européenne"*.

Il a notamment estimé que la France devait réfléchir aux moyens de limiter des dépenses publiques jugées excessives, estimant que la deuxième puissance économique de la zone euro avait à ce stade trop mis l'accent sur la hausse de la fiscalité au détriment de coupes dans les dépenses. Reuters 03.03

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir j'ajouterai 17 nouveaux articles.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles de février ont été actualisées, j'y ai passé 3 heures et je n'ai pas terminé. Il reste les infos sociales et les vidéos à actualiser. Il faut aussi que j'ajoute les adresses des vidéos qui figureraient dans les causeries de février, ce serait dommage de les égarer.

Les articles sur le 11 septembre 2001 et la Fondation Bertelsmann du dossier consacré aux infos internationales ont été transférés dans le dossier Nouvel ordre mondial, question de cohérence.

[Un scandale qui vient à point ? A qui profite le crime, suivez le guide.](#)

Eurofins a annoncé lundi avoir atteint avec un an d'avance ses objectifs de chiffre d'affaires en signant en 2012 des revenus supérieurs à un milliard d'euros. Le spécialiste de la bioanalyse indique précise dans un communiqué qu'il entend désormais doubler son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. *"Notre prochain objectif est de doubler notre chiffre d'affaires pour atteindre deux milliards d'euros d'ici 2017, tout en atteignant et maintenant une marge d'Ebitda ajusté supérieure à 20%",* déclare Gilles Martin, le PDG du groupe, cité dans le communiqué.

"Eurofins prévoit aujourd'hui d'investir environ 500 millions d'euros en investissements d'équipement au cours des cinq prochaines années en vue de se doter des laboratoires, des technologies d'analyse et des systèmes d'information les plus modernes", souligne le groupe. A la Bourse de Paris, l'action Eurofins a clôturé vendredi à 153,90 euros. Depuis le début de l'année, le titre a gagné plus de 25% après avoir bondi de 117% en 2012. Reuters 04.03

C'est une piste ou une explication, il y en a peut-être une autre plus pertinente je n'en sais rien.

Ils voulaient peut-être aussi tester le degré de dépendance de la politique à leur propagande, cette opération serait du type manipulation psychologique des masses, peut-être en prévision d'une autre annonce plus catastrophique, une pandémie à grande échelle qu'ils auraient orchestrée de déclencher le moment venu en combinaison avec d'autres facteurs, genre effondrement de l'économie et guerre civile par exemple, ou guerre tout court, qui sait avec ces cinglés dont la détermination n'égale que leur cynisme illimité.

[Nouvelles des nantis.](#)

Selon Bercy, la fameuse taxe sur les transactions financières adoptée en août rapportera entre 600 et 800 millions d'euros en 2013, au lieu de 1,6 milliard prévu. Atlantico.fr 04.03

À propos de la crise, les bénéficiaires des entreprises du CAC40 ont reculé de 27% en 2012 par rapport à 2011 pour atteindre, en cumulé, 53 milliards d'euros. Atlantico.fr 04.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation classe contre classe pour ou contre casser le contrat de travail.

1- Mobilisation générale contre l'accord patronal du 11 janvier

La CGT et Force ouvrière appellent à des manifestations et rassemblements partout en France mardi pour dénoncer l'accord national sur la sécurisation de l'emploi, que les deux syndicats jugent destructeur du droit du travail.

Les deux centrales ont mis de côté leur réticence historique à défilier ensemble pour entrer en résistance, avec le soutien de la FSU et de Solidaires, contre ce texte, qui sera présenté mercredi en Conseil des ministres.

Des manifestations et rassemblements sont annoncés dans 200 villes pour faire pression sur les députés et des arrêts de travail sont prévus, mais les perturbations seront a priori limitées.

Le Front de gauche compte lui participer en force à la mobilisation contre le projet signé le 11 janvier par trois centrales - CFDT, CFTC, CFE-CGC - et le patronat. Il promet une bataille à coups de centaines d'amendements. Reuters 04.03

2- Ce qu'il faut en attendre. Ils ont déjà acquis une certaine expérience en la matière en Espagne, dont les effets sont conformes à leurs objectifs.

Laissons la parole au journaliste de l'AFP qui dresse un constat et constitue un aveu :

- L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

3- L'oligarchie financière par la voix de l'agence de notation Standard and Poor's adopte l'accord du 11 janvier 2013.

Selon le Medef, la réforme saluée par l'agence financière Standard and Poor's va à la fois "*flexibiliser et sécuriser le marché du travail*". AFP 04.03

Cet accord est donc celui du Medef, donc du patronat, des agences de notation, donc de l'oligarchie financière, du PS, de l'UMP et de l'UDI qui devraient le voter, donc des partis de la réaction, auxquels il faut ajouter les syndicats jaunes ou patronaux CFDT, CFTD et CGC.

4- Le gouvernement patronal est pressé.

Le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, qui doit être présenté mercredi en conseil des ministres, sera applicable début mai, a déclaré lundi Michel Sapin.

"*Point par point, chacune des dispositions est bonne*", a déclaré lundi le ministre du Travail sur BFM TV et RMC. Reuters 04.03

Le 2 mars, comme de nombreux internautes j'imagine, j'ai reçu une lettre du Premier ministre :

Bonjour à tous,

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous parler d'un sujet essentiel au redressement économique de notre pays : notre compétitivité. La compétitivité, c'est l'emploi.

Nos entreprises ont perdu en compétitivité depuis une dizaine d'années, ce qui explique l'augmentation du chômage et notre important déficit commercial.

Pour y remédier, le gouvernement a adopté les 35 mesures du Pacte de compétitivité, à la suite du rapport que m'a remis Louis Gallois.

(suivait une vidéo que je n'ai pas visionnée, dans laquelle il nous en présentait deux)

Il n'y a pas de fatalité. La France a de grands atouts, à commencer par le dynamisme de nos salariés et de nos chefs d'entreprises, grandes, moyennes ou petites.

Ensemble, nous sortirons de la crise et nous retrouverons notre place dans la compétition mondiale. Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous. Fin.

Nous lui répondons que si pour être compétitif il faudrait accepter les mêmes conditions de travail, de rémunération et d'existence que dans les pays où la législation du travail est quasi inexistante, où les droits syndicaux et politique des travailleurs sont inexistantes, ce sera sans nous.

Nous estimons que dans ces conditions, c'est aux travailleurs de prendre le pouvoir politique et économique, de décider eux-mêmes leur propre destin, nous déniions ce droit aux capitalistes et à ses représentants politiques dont vous faites partie. La seule issue politique à la crise du capitalisme : c'est la fondation d'une République social sur les cendres de celle que vous représentez, le socialisme auquel vous êtes totalement étranger pour en être un ennemi.

Tous les partis ont reçu cette lettre. Croyez-vous qu'ils auront le courage et l'intention d'y répondre dans les mêmes termes que ceux que je viens d'employer ? Nulle illusion à avoir en la matière, ils en sont totalement incapables. Pourquoi ? Devinez ?

5- Le PS en gardien des intérêts des capitalistes.

Les parlementaires socialistes se doivent de transcrire "le plus fidèlement possible" dans la loi l'accord du 11 janvier sur l'emploi et dont un projet de loi sera présenté mercredi en Conseil des ministres, a déclaré aujourd'hui Frédérique Espagnac, porte-parole du PS. AFP 04.03

6- Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour minimiser la mobilisation contre cet accord patronal.

Le préavis de grève déposé par la CGT et FO ne devrait pas chambouler la circulation des métros, trains, RER, tramways et autres bus en région parisienne lefigaro.fr 04.03

Les fonctionnaires ne sont pas concernés, quand ils se mobilisent c'est uniquement pour leur bout de gras, les syndicats les ont formatés ainsi, il ne faut pas en vouloir aux fonctionnaires qui ne savent même pas qu'ils ont le même employeur que leurs petits camarades du secteur privé.

7- Réactions syndicales.

- CGT. *"Dans cette négociation, très vite, le Medef a pris la main et l'a gardée"*, dénonce Thierry Lepaon, une nouvelle fois lundi dans Libération. (Quel aveu ! - Ndlr)

"D'un gouvernement de gauche, on peut tout de même attendre autre chose que ça", disait Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, la semaine dernière devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS).

"Ce serait quand même un comble qu'on soit amené à traduire le gouvernement, l'Etat français, devant des juridictions internationales au motif qu'il adopterait des textes en infraction avec les normes du droit international", ajoutait-il.

Le dirigeant cégétiste, qui avait appelé à voter François Hollande, souligne le paradoxe de devoir, moins d'un an après, *"en appeler à la mobilisation parce que les projets du gouvernement sont considérés comme néfastes"*. Reuters 04.03

- FO. *"Cet accord entérine beaucoup de mesures de flexibilité que le patronat demandait depuis longtemps. On pourra licencier beaucoup plus simplement demain"*, a regretté Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO, sur RMC. Reuters 04.03

- CFDT. Le patronat et la CFDT exigent que le texte soit voté en l'état et le gouvernement a prévenu qu'il n'était pas question

de toucher à l'équilibre du texte, ce que le gouvernement dit avoir fait en écrivant le projet de loi. Reuters 04.03 Parole de jaune, quoi.

8- Des réactions politiques.

- PS. "*Nous voulons respecter un accord qui est issu du dialogue social*", a dit Harlem Désir sur France Info.

Les représentants du courant "*Maintenant la gauche*" iront ainsi saluer mardi les leaders syndicaux en tête du cortège, sans toutefois défiler eux-mêmes.

- PG. "*C'est une addition de reculs sans précédent pour le monde ouvrier*", estime le président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon, pour qui François Hollande n'imposera le texte "*qu'en violant l'opinion et les corps intermédiaires*".

- EELV. Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé dit de son côté attendre "*la présentation de la transcription de ce texte en projet de loi*".

"*Nous présenter un accord (...) minoritaire chez les salariés et le transcrire mot pour mot, je pense que ça n'a pas de réalité*", a-t-il dit sur Radio Classique et Public Sénat.

- UMP-UDI. Le gouvernement peut compter sur l'appui des groupes de l'opposition, les centristes notamment.

Le sénateur UMP Jean-Pierre Raffarin a annoncé qu'il voterait le texte et le sénateur UDI (centriste) Jean Arthuis a dit lundi sur LCI qu'il ferait "*vraisemblablement*" de même. (source : Reuters 04.03)

Quand on dit qu'ils ne défendent que leur petite boutique.

Le syndicat allemand IG Metall a demandé lundi des revalorisations salariales allant jusqu'à 5,5% dans les secteurs de la métallurgie et de la construction électrique, un chiffre inférieur à ses demandes de l'an dernier mais toujours supérieur à l'inflation.

IG Metall, qui donne traditionnellement le ton des négociations salariales en Allemagne, représente quelque 3,7 millions de travailleurs.

L'approche des élections législatives en septembre enhardit les syndicats allemands, qui espèrent des gestes politiques à l'endroit de leurs adhérents.

La semaine dernière, IG Metall avait revendiqué une revalorisation de 5,5% des salaires dans le Bade-Wurtemberg, Land pilote dans les négociations. Sa revendication se trouve maintenant étendue à tout le pays, mais le syndicat souligne que l'accord salarial ne devrait avoir qu'une durée de 12 mois en raison des incertitudes économiques. Reuters 04.03

Ouf ! Ensuite ils négocieront en sens inverse la baisse des salaires de 5,5% ou plus si affinité avec les marchés qui le réclament.

Un paradis fiscal montré en exemple.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a estimé lundi que l'initiative suisse limitant les rémunérations abusives des patrons des sociétés cotées constituait une "*excellente expérience démocratique*" et qu'il fallait "*s'en inspirer*".

C'est "*une excellente expérience démocratique où les Suisses montrent la voie et, personnellement, je pense qu'il faut s'en inspirer*", a déclaré M. Ayrault, à la sortie d'un séminaire sur l'emploi à l'Élysée. AFP 04.03

Qu'en est-il au juste ?

- Le Parlement, qui n'avait pas donné de consigne de vote, a mis au point un contre-projet, moins réformateur et permettant d'opter pour des dérogations dans le cas des indemnités de départ.

Si le texte de M. Minder est adopté, il faudra encore attendre plus d'un an avant sa mise en oeuvre. Le gouvernement devra d'abord rédiger un projet de loi respectant les principales dispositions de l'initiative, puis la faire approuver par le Parlement. Faute de majorité, c'est le contre-projet qui entrerait directement en vigueur.

Les experts s'attendent à de longs débats, en raison de la technicité du sujet et des différents politiques, puisque seuls le Parti socialiste et les Verts ont soutenu l'initiative. AFP 03.03

C'est encore prendre les masses pour des abruties, car cette loi ne concernera que les grandes entreprises, or elles ont toutes des comptes off shore dans des paradis fiscaux et il leur sera toujours possible sous couvert de l'anonymat de distribuer autant d'argent qu'elles le voudront à leurs zélés administrateurs.

Elle ne servira en réalité qu'à justifier la stagnation ou la baisse des salaires des travailleurs, au nom de l'équité ou de l'intérêt général.

Je ne croyais pas si bien dire en apportant cette précision rédigée hier soir :

AFP 14.03 - Rupert Hoogewerf, le président et directeur de recherches de Hurun Report, estime toutefois que le nombre réel des milliardaires à travers le monde pourrait être trois fois plus élevé, alors que beaucoup d'entre eux dissimulent leur richesse. "*Certaines personnes font délibérément de leur richesse un secret car... elle est accumulée par des moyens illégaux*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, ajoutant que "*d'autres préfèrent simplement garder un profil bas*". (l'article est en entier dans cette page)

Propagande de l'oligarchie internationale. Au tour de la religion.

- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique - Lexpress.fr 02.03

Qui a réalisé ce sondage ?

L'Ifop de Parisot a tendance néo conservatrice, dont l'idéologie a été fondée par les sionistes, ce sont eux-mêmes qui le revendiquent, qui ont pour objectifs la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société, sa base culturelle, d'où l'inexistence d'un ministère de la Culture aux Etats-Unis par exemple, dont la famille et les religions (en plus des syndicats et des partis ouvriers), sous couvert d'un judaïsme ou d'un catholicisme de façade exacerbé.

Qui a été appelé à s'exprimer dans ce sondage, qui ont-ils interrogés ?

L'Ifop s'est livré à une manipulation fraudeuse pour parvenir à ce résultat qu'il dévoile lui-même, cela en dit long sur leur état d'esprit qui consiste à penser qu'ils sont d'ores et déjà devenus les maîtres du monde et que plus rien ne peut leur résister, exactement comme dans tous les autres domaines si vous observez attentivement leur comportement, ils agissent ouvertement en dictateur délivré de tout complexe ou scrupule, autant dire que ce qu'ils nous font subir aujourd'hui n'est rien à côté de ce qu'ils nous ont réservé.

Je pense qu'il fallait apporter cette précision pour comprendre dans quel contexte intervient ce sondage, dans le prolongement de la liquidation d'un pape jugé par eux encore trop progressiste ou tout simplement, parce qu'ils ont décidé de passer à une nouvelle étape de leur offensive sur le plan idéologique et qu'il n'avait été élu sur cette base ou formaté dans une telle perspective.

Un paradoxe. L'église conservatrice incarne le vieux monde tel qu'on l'a connu jusqu'à nos jours. Le vieux monde où s'exprime des oppositions entre les classes, société dans laquelle des rapports quasi figés depuis des millénaires entre exploités et exploités malgré le développement des forces productives qui ont donné lieu à différents modes de production, dans le sens où les dominants ont conscience d'appartenir à une classe autant que les intérêts qui vont avec, tandis que les dominés demeurent une masse inconsciente d'elle-même, de ses droits et du destin que lui a réservé ce développement historique...

Société où l'homme incapable de saisir consciemment sa propre nature, ses rapports à son environnement, au monde, à son évolution, les a interprétés de façon déformée ou fantasmagorique ce qui a donné lieu à la naissance des différentes religions, qui au fil du temps ont inscrit parmi leurs principes un certain nombre de valeurs morales, d'obligations que devaient respecter, accomplir ou remplir leurs fidèles... Ces principes ou valeurs étaient en harmonie ou correspondaient à la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ils constituaient un ensemble de devoirs que les uns étaient censés accomplir envers les autres, et de droits que tous devaient respecter qu'ils soient pauvres ou riches, pour faire bref.

Ainsi était codifié un ensemble de rapports quasi institutionnalisés auxquels chacun devait se soumettre, disons théoriquement, mais auxquels chacun pouvait faire référence pour rappeler à l'ordre ceux qui les enfreignaient, de telle manière qu'on pouvait avoir l'impression qu'il régnait sur terre (comme au paradis !) une sorte d'équité ou tout du monde que la société tendait vers cet idéal, de respect des uns envers les autres qui devaient empêcher toute dérive autoritaire ou barbare, bien que l'histoire jusqu'à nos jours se résume à des guerres incessantes ponctuées de périodes de paix (armées).

Aujourd'hui, il semblerait que rappeler à l'ordre les puissants qui piétinent plus que jamais ces principes et ces valeurs qu'incarnent les extraordinaires inégalités auxquelles nous assistons, soit incompatible avec l'évolution future, à court terme maintenant du capitalisme mondiale qui ne peut nous promettre comme avenir que la pire barbarie qui soit. Aussi ces principes et valeurs dont certaines sont universelles et soutenables, tandis que d'autres sont discutables ou totalement insupportables forment un tout, dont les maîtres du monde ont décidé de se débarrasser, car ils constituent à la fois un point de ralliement à la résistance de certaines couches d'exploités et l'espoir d'un monde meilleur, plus équitable sur terre et non dans les cieux qu'il faut leur ôter.

de l'esprit.

Le dominé doit se faire à l'idée désormais ou s'attendre demain à connaître des jours toujours pires que la veille sans aucun espoir d'amélioration et s'en contenter, s'en estimer heureux même, ce qui est incompatible avec toute forme de générosité ou de compassion telle que les religions peuvent les enseigner à leurs ouailles. Le marché, la loi du marché doit être la seule religion, la seule philosophie, la seule idée, le seul concept, le seul idéal devant laquelle nous devons nous prosterner pour assurer nos survivie misérable d'esclave. Toute autre interprétation, référence, repère, le passé, l'histoire, tout cela doit être déclaré obsolète, dépassé, inutile, toutes nos pensées doivent en être imprégnées profondément, tous nos gestes ou actes doivent y être subordonnés et ceux qui ne l'accepteraient pas seraient tout bonnement éliminés.

Pour la masse des esclaves de demain toute connaissance ou progression intellectuelle, toute élévation spirituelle, est à bannir, donc tout doit être fait pour leur interdire, toute institution qui aurait pour fonction un tel objectif doit disparaître, il en va ainsi de l'école publique, des religions, y compris l'apprentissage de l'écriture cursive (déjà aux Etats-Unis, un article de l'Associated Press, et du Washington Post relayé par *Le Figaro* du 28 novembre 2012. Tout doit être sous leur contrôle, les hommes et leurs pensées, et ne doit servir que le dessein qu'ils ont défini. Ce n'est qu'une perspective, une tendance, une orientation à laquelle ils oeuvrent quotidiennement, comme la construction de l'UE, le marché unique transatlantique, le gouvernement mondial, certes, mais personne ne niera qu'ils ont réalisé d'immense progrès dans cette voie puisqu'il n'existe plus à ce jour de partis révolutionnaires ou d'Internationale ouvrière pour s'y opposer efficacement.

On en est loin pensez-vous, pas si sûr, 45 États américains ont décidé de remplacer le stylo par le clavier et les conséquences ne se sont pas faites attendre, certains enfants ne sont même plus capables d'écrire !

- Eldra Avery doit réapprendre à ses élèves de terminale l'attaché, pour qu'ils réussissent mieux leurs examens de fin d'année. *«Ils doivent écrire trois rédactions en deux heures. Ils ont besoin d'aller vite. La plupart ont appris l'écriture cursive en CE1 et l'ont oubliée. Leur calligraphie est déplorable».*

Les dégâts sont là. Sur 32 élèves de CM1, seuls trois écrivent en attaché, note Dustin Ellis, enseignant à l'école élémentaire Big Springs, à Simi Valley en Californie. Si cela ne tenait qu'à lui, il limiterait le programme à l'apprentissage de la lecture des lettres attachées, pas à leur écriture. *«Les élèves peuvent réussir aussi bien avec les lettres d'imprimerie»*, affirme Dustin Ellis. lefigaro 28.11.12

L'homme devient ainsi esclave de la machine au point de perdre son identité, sa personnalité qui sera standardisée, il ne doit plus en avoir, le système en place remplira cette fonction et tous en seront totalement dépendant, ce qui signifie qu'au lieu d'avancer vers le règne de la liberté on va s'enfoncer un peu plus chaque jour dans celui de la nécessité au point de ne plus jamais être capable d'en sortir ni même pouvoir concevoir que cela pourrait se réaliser un jour.

Après cette longue digression revenons à notre sujet du jour.

En quoi a consisté la manipulation de l'Ifop ?

Lexpress.fr - Mais, note l'Ifop, ces résultats masquent cependant la tension entre, d'un côté, des pratiquants plus crispés sur ces sujets qu'il y a quatre ans, et de l'autre, des non-pratiquants plus nombreux à souhaiter ce changement.

Autrement dit, ils sont parvenus à ce résultat en questionnant principalement des croyants non-pratiquants pour lesquels l'évolution de l'église catholique dans le sens où le souhaitent les tenants de l'idéologie néo conservatrice les laisse indifférents de même que sa décomposition.

Attention, nous ne prenons pas la défense de l'église catholique, nous expliquons comment ils s'y prennent pour la dénaturer, la détruire en somme et pourquoi, dans quel objectif, contrairement aux catholiques genre Pierre Hillard qui en sont littéralement malades.

On pourrait donner quelques réponses contenues dans ce sondage.

- 79% des catholiques se prononcent aujourd'hui en faveur d'une évolution de la position de l'Église sur l'avortement. Quelque part c'est une bonne chose. Ils ne sont que 45% chez les catholiques pratiquants, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut.

- 62% des catholiques qui demandent une inflexion de l'Église sur l'homosexualité. C'est une bonne chose aussi. 44% seulement chez les catholiques pratiquants.

91% soutiennent la contraception et 82%le remariage des divorcés. Une bonne chose aussi.

Bref, l'Eglise catholique est condamnée à évoluer et à disparaître si plus rien ne la distingue d'autres institutions spirituelles ou sectes

ACTUALITE EN TITRES

[Les statistiques du chômage vont commencer à baisser dans 2 mois...](#)

- Hollande: un chômeur sur 2 devra se voir proposer une formation dans les 2 mois - AFP

... et la précarité aussi

- Le cap des 10.000 emplois d'avenir est franchi - L'Expansion.com

[Le PS : le parti de l'ordre.](#)

- Les ministres rappelés à l'ordre par le Parti socialiste - LeFigaro.fr

- Aggravation des peines pour atteinte aux forces de l'ordre : une demande récurrente de la Place Beauvau LeMonde.fr -

- Atteintes aux policiers : Valls fait-il du Sarkozy ? - Le Nouvel Observateur

- Le parachutiste blessé par Merah décoré - LePoint.fr

Comment on ne vous avait pas dit que voter Hollande et PS, c'était voter Sarkozy et UMP ? Non, sans blague ?

[Populisme. Plus elles sont exploitées surtout](#)

- Plus les femmes sont instruites, moins leurs enfants ont faim, selon l'ONU - AFP

[Quand il reste 1700 milliards d'euros à éponger](#)

- Michel Barnier : les contribuables qui payent pour les banquiers, ça suffit ! - LePoint.fr

A l'entendre on croirait que c'est terminé !

[L'esclavage généralisé.](#)

- Contre la crise, une zone de libre-échange - Liberation.fr

[Quel sera le plus antisocial ? Renchérissement.](#)

- Le Guen préconise "*le passage à la retraite à 62 ans dès 2015*" - LePoint.fr

[Ils détiennent au moins des records](#)

- Liliane Bettencourt, femme la plus riche du monde - Le Nouvel Observateur

- De plus en plus de très très riches - LePoint.fr

- Le monde compte un nombre record de milliardaires, Carlos Slim toujours 1er - AFP

- 2013, année faste pour les milliardaires - Liberation.fr

- Espagne: nouveau record du nombre de chômeurs en février, à plus de 5 millions - AFP

- Près de 2,7 millions de chômeurs indemnisés en janvier, en hausse de 1,2% - L'Expansion.com

Apartheid

- Israël met en place des bus réservés aux Palestiniens - Reuters

Un fléau

- ONU: Les Etats-Unis s'attaquent au problème des... diplomates ivres - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Barack Obama a ordonné vendredi soir le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics après l'échec d'une ultime réunion avec les chefs de file des groupes parlementaires pour tenter de dénouer la crise budgétaire.

Cette mesure automatique a été adoptée en 2011 pour pousser le Congrès à trouver un compromis sur la réduction du déficit budgétaire, mais démocrates et républicains ne sont pas parvenus à s'entendre, ce que la Maison blanche a jugé "*profondément destructeur*" pour l'économie et la sécurité nationales.

La moitié de ces coupes, qui s'appliqueront entre samedi et le 1er octobre, concerne le budget de la Défense et Chuck Hagel, nouveau numéro un du Pentagone, a estimé qu'elles allaient mettre en péril toutes les missions de l'armée américaine.

Un accord entre la Maison blanche et le Congrès peut encore permettre le déblocage des crédits gelés, mais les deux camps ne semblent pas en prendre le chemin.

De nombreuses confrontations sur les questions budgétaires ont été résolues à la dernière minute, ces dernières années, souvent sous la pression des marchés financiers. Cette fois, Wall Street n'a pas même réagi à ce nouvel épisode du psychodrame qui agite Washington depuis des mois.

L'impact immédiat devrait être très limité, mais la Maison blanche a expliqué ces derniers jours que l'ensemble des administrations seraient touchées, du contrôle aérien aux gardes-côtes en passant par l'éducation, la santé et l'immigration.

Pour sortir de l'impasse, Barack Obama exige le démantèlement de niches fiscales qui profitent essentiellement aux plus hauts revenus ainsi que l'abrogation d'exonérations accordées aux compagnies pétrolières et des avantages fiscaux des fonds de pension.

Après avoir accepté à contre coeur un alourdissement de la fiscalité dans le cadre de l'accord de décembre sur le "*mur budgétaire*", les républicains excluent quant à eux toute concession.

Comparée au budget total des Etats-Unis, qui atteint 3.700 milliards de dollars, les coupes prévues dans le cadre de cette mesure appelé "*séquestre*" représentent peu de choses. Puisque les dispositifs essentiels tels que l'assurance maladie sont à l'abri, ce sont les fonctionnaires et qui paieront le plus lourd tribut.

Avec 2,7 millions de salariés, la fonction publique est le premier employeur des Etats-Unis. Si les coupes s'appliquent pleinement, 800.000 d'entre eux verront leur heures de travail et leurs salaires diminuer entre mars et septembre.

Des notes d'information sur d'éventuelle mises en disponibilité ont d'ores et déjà été adressées au personnel de certaines agences gouvernementales et à leurs syndicats.

Près de 115.000 fonctionnaires du ministère de la Justice ont ainsi été les premiers à les recevoir. Les envois se sont multipliés vendredi lorsque la perspective d'un accord de dernière minute s'est dissipée.

Pour le Congressional Budget Office, un organe indépendant, 750.000 emplois pourraient être supprimés en 2013 dans une fonction publique qui s'apprête à se serrer la ceinture.

"Les gosses n'iront pas chez le dentiste, il se peut qu'ils n'aillent pas chez le médecin. On ne dépensera pas d'argent dans les restaurants ou les cinémas du coin", averti Paul O'Connor, président du Metal Trade Council, qui représente 2.500 salariés des chantiers navals de Kittery, dans le Maine. Reuters 02.03

On aura compris la finalité de cette mascarade : réduire le nombre et le salaire des fonctionnaires. Certes ils sont en proie à des contradictions, mais sur l'essentiel ils sont tombés d'accord.

1.2- Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a promis lundi à Ryad de continuer à renforcer l'opposition syrienne sans l'armer, tout en donnant implicitement son aval aux livraisons d'armes aux rebelles "modérés" effectuées par des pays du Golfe.

Le nouveau patron de la diplomatie américaine a aussi profité de son passage en Arabie saoudite pour réaffirmer que le temps de la diplomatie avec l'Iran pour son programme nucléaire n'était pas "infini" et pour déjeuner avec le président palestinien Mahmoud Abbas.

A Ryad, M. Kerry a rencontré séparément les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays du Golfe, qui avaient exprimé dimanche soir leur soutien à un règlement négocié en Syrie, mais réclamé une résolution contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Les Etats-Unis s'engagent à continuer d'oeuvrer (...) à renforcer l'opposition syrienne", a dit M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue saoudien, le prince Saoud Al-Fayçal.

Mais le secrétaire d'Etat, dont l'administration refuse d'armer les rebelles syriens, a répété qu'il n'y avait *"pas de garanties qu'une arme ou une autre ne puisse pas tomber pas dans de mauvaises mains"*.

Toutefois, prenant acte du fait que des armes sont envoyées aux rebelles par l'Arabie saoudite ou le Qatar, M. Kerry a expliqué que l'opposition syrienne avait *"maintenant la capacité de s'assurer que ce qui va à l'opposition modérée et légitime lui parvient effectivement"*.

Son hôte saoudien a pour sa part souligné *"le droit du peuple syrien à se défendre"* et réclamé un *"embargo sur les armes à destination du régime syrien (...) et de sa machine à tuer"*.

Les six pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), alliés des Etats-Unis, reprochent à Washington son refus d'armer l'opposition syrienne et estiment que son attitude à l'égard de l'Iran n'est pas assez ferme.

"Pas de laps de temps infini"

Sur ce programme nucléaire iranien controversé, *"nous préférons tous les deux (les Etats-Unis et l'Arabie saoudite) le choix de la diplomatie, mais la fenêtre pour une solution diplomatique ne peut simplement pas, par définition, rester ouverte indéfiniment"*, a réaffirmé M. Kerry.

"Il n'y a pas un laps de temps infini", a-t-il martelé.

Le prince Saoud, dont le pays redoute les ambitions du voisin iranien, a dit espérer que les négociations entre l'Iran et les grandes puissances aboutiraient *"à une solution radicale"*.

M. Kerry a également déjeuné avec le président palestinien Mahmoud Abbas, arrivé la veille à Ryad. Il a précisé que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait été mis *"au courant"* de cette rencontre.

M. Kerry, qui a également rencontré le prince héritier saoudien, Salman ben Abdel Aziz, mais n'a pas été reçu par le roi Abdallah, devait poursuivre sa route lundi soir vers Abou Dhabi. AFP 03.03

1.3- Au cours de sa prochaine visite, en Israël le président américain demandera à Netanyahu de fixer un calendrier bien précis pour le retrait des sionistes des territoires occupés en Cisjordanie. C'est World Tribun qui fait état de l'intention d'Obama d'exiger aux Israéliens de préparer leur retrait de la Cisjordanie.

Selon le journal, le président Obama projette de créer un Etat palestinien dès 2014 en Cisjordanie. Obama a très clairement fait comprendre à Netanyahu que sa visite ne vise pas à organiser des spectacles devant le personnel de la presse mais qu'il veut parler de l'Iran et de l'Etat palestinien. Ceci veut dire que si Netanyahu ne met pas sur la table un plan viable pour la Palestine, c'est Obama lui-même qui va entrer en action. french.trib.ir 04.03

2- Egypte

Cinq personnes, dont deux policiers, ont été tuées dans des violences nocturnes entre des habitants et les forces de l'ordre à Port-Saïd, signe des tensions persistantes dans cette ville du nord-est de l'Egypte, qui s'ajoutent à un climat politique difficile dans le pays.

Dimanche, les manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov contre un poste de police de Port-Saïd, où une grève générale est entrée dans sa troisième semaine. La police a répondu par des tirs de gaz lacrymogène, selon un responsable de la sécurité. Le trafic des navires sur le canal de Suez n'était pas affecté par ces troubles, a précisé l'organisme chargé de gérer cet axe qui relie la Méditerranée et la mer Rouge, stratégique pour le commerce mondial.

Des heurts nocturnes se sont aussi produits au Caire, près de la place Tahrir, entre policiers et manifestants. La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule qui s'approchait d'un hôtel de luxe sur la corniche du Nil, qui a été vandalisé en marge de heurts en février, selon un responsable de la sécurité.

Le calme était revenu sur place dans la matinée, selon des responsables.

L'Egypte a régulièrement été agitée par des violences parfois meurtrières ces derniers mois, souvent en marge de manifestations contre le président islamiste Mohamed Morsi, élu en juin, accusé d'avoir "*trahi la révolution*" et de ne pas parvenir à faire face aux problèmes économiques.

En visite dimanche en Egypte, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est entretenu avec M. Morsi et a demandé au pays de redoubler ses efforts pour rétablir la stabilité politique et de remédier à sa profonde crise économique.

Au nord du Caire, la région du delta du Nil a aussi été le théâtre de violences avec une campagne pour la désobéissance civile dans la province de Daqahliya.

Une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées dans des heurts pendant le week-end entre policiers et manifestants à Mansoura, la capitale de cette province. AFP 04.03

3- Syrie

3.1- The Independant reconnaît la mort d'un premier britannique en Syrie où il combattait aux côtés des terroristes salafo wahhabites.

Le journal affirme qu'il s'agit d'un jeune de 21 ans, déjà parti en Libye, et qui s'appelle Ebrahim al Mezwaqi. "*Mezwaqi fait partie de ces 80 ressortissants britanniques qui se sont militairement engagés aux côtés des rebelles en Syrie. il a terminé en 2012 ses études à Hertfordshire et parti faire le jihad en Syrie*"!! Daily Telegraph avait déjà confirmé la présence des terroristes britanniques en Syrie mais c'est la première fois qu'un journal en précise le nombre. La Grande-Bretagne tente par tous les moyens d'obtenir une levée d'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie. french.irib.ir 04.03

3.2- Le membre de ma commission de l'agriculture du parlement irakien, Karim Alivi a annoncé l'intention de Bagdad de porter plainte contre la Turquie auprès de l'ONU pour avoir détourné l'eau de l'Euphrate, "*ce qui a littéralement provoqué une catastrophe agricole pour les cultivateurs des provinces irakiennes.*" la Turquie a fait ériger des barrages le long de l'Euphrate et empêche l'eau de fleuve de couler. "*Il s'agit d'un réel acte de chantage et Erdogan veut en user pour faire pression sur l'Irak*" s'est indigné le député. Le gouvernement turc fait donc chanter l'Irak comme il le fait aussi avec la Syrie! french.irib.ir 04.03

3.3- Après la Jordanie, la Turquie d'Erdogan se salit par un nouvel acte atroce : la vente aux enchères des femmes réfugiées syriennes !

C'est le numéro deux du principal parti d'opposition "*république populaire*" qui le confirme et le dénonce. "*les droits de l'homme sont bafoués dans les camps des réfugiés en Turquie où se rendent les cheikhs arabes et achètent pour une somme modique les êtres humains*" le numéro deux du parti républicain a également dénoncé le fait que le gouvernement turc autorise les "*enfants de ces camps d'être entraînés aux armes et de combattre*" selon le HCR 75% des réfugiés syriens en Turquie sont des femmes et des enfants. french.irib.ir 27.02

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé les cinq millions de personnes en février, un record qui pourrait à nouveau être battu au cours des prochains mois, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère espagnol de l'Emploi, la quatrième économie de la zone euro a enregistré en février 59.444 chômeurs de plus que le mois précédent (+1,19%), atteignant le chiffre historique de 5,04 millions de demandeurs d'emploi. Sur un an, les statistiques du ministère ont enregistré 328.124 chômeurs de plus, soit une progression de 6,96%.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi en Espagne frôle même les 6 millions de personnes si l'on se réfère aux chiffres de l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte. Selon l'INE, qui publie des chiffres trimestriels, le pays comptait 5,97 millions de chômeurs à fin décembre, soit 26,02% de la population active, le taux le plus haut de la zone euro après la Grèce.

L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

2- Chine

La Chine, où les nouveaux riches aiment s'afficher au volant d'une Audi ou d'une Porsche, pourrait dès 2016 dépasser les États-Unis sur le marché des voitures de luxe, selon une étude du cabinet de conseil McKinsey publiée lundi. "*Les Chinois veulent monter en gamme et désirent acheter des voitures figurant dans le haut du secteur*", a expliqué à l'AFP Sha Sha, la principale rédactrice du rapport.

L'an dernier il s'est vendu en Chine 1,25 million de voitures haut de gamme (contre 1,7 million aux USA), d'une valeur unitaire comprise entre 200.000 et 1,2 million de yuans (25.000 à 150.000 euros). Ce nombre devrait atteindre 2,25 millions de voitures en 2016 et 3 millions d'ici 2020 (contre 2,3 millions aux USA), selon l'étude de McKinsey qui ne s'intéresse pas aux véhicules "*super luxe*", encore plus chers.

Avec plus de 400.000 voitures vendues en 2012, la Chine est ainsi devenue le premier client du constructeur allemand haut de gamme Audi, filiale du groupe Volkswagen. Daimler, avec sa marque Mercedes-Benz, a de son côté annoncé en décembre dernier la création d'un nouveau poste au sein de son directoire uniquement consacré au marché chinois.

Quant à Porsche, il a enregistré en 2012 une nouvelle année record en termes de ventes, notamment grâce au dynamisme du marché chinois, où il a écoulé plus de 30.000 unités. La Chine avait déjà dépassé en 2009 les États-Unis pour devenir le premier marché automobile mondial, quelque 240 millions de véhicules étant en circulation sur les routes chinoises fin 2012. Plus largement la Chine représentera d'ici 2015 un tiers du marché mondial des produits de luxe, estimé à 175 milliards de dollars, avait déjà prédit fin 2012 McKinsey. AFP 04.03

Vive le maoïsme ! On plaint de tout coeur les maoïsmes, la réalité est décidément bien cruelle !

L'autre jour j'ai cru reconnaître le bruit du moteur d'une Porsche, autrefois adolescent j'étais mécanicien et fan de bagnoles, je n'en croyais pas mes oreilles, en une fraction de seconde je me suis retourné et j'en ai eu confirmation, en Inde... Et j'ai continué ma promenade avec mon chien sur le chemin en terre qui longe cette route à quatre voies en compagnie... de vaches errantes !

3- Colombie

Plusieurs axes routiers ont été bloqués lundi en Colombie à la suite de mouvements sociaux lancés par les producteurs de café et les chauffeurs de camions pour protester contre la baisse de leurs revenus.

Des centaines de camionneurs, appelés à manifester leur mécontentement, ont stationné leurs poids-lourds en travers des routes, afin de réclamer notamment une baisse du prix du carburant ainsi que du tarif des péages.

"*C'est une grève, un rassemblement pacifique, qui est dû à la passivité du gouvernement vis-à-vis des prix du carburant. Nous exigeons une baisse. Le prix que nous payons, c'est vraiment un plafond*", a affirmé à l'AFP Andres Villegas, responsable dans la région de Cali (sud-ouest) de l'Association colombienne des Camionneurs, qui regroupe environ 19.000 conducteurs.

"*Beaucoup de collègues arrivent seulement aujourd'hui de leur lieu d'origine et la mobilisation va s'intensifier*", a ajouté M.

Villegas, assurant que l'objectif n'était pas de "paralyser les voies". Des réunions étaient prévues lundi avec le ministère colombien des Transports.

Quelque 350.000 poids-lourds circulent en moyenne par jour en Colombie, selon la fédération nationale des transporteurs.

Déclenché par l'annonce de la hausse des prix du carburants la semaine passée, ce mouvement, suivi partiellement par la profession, survient une semaine après celui des producteurs de café qui paralysent également certains axes routiers.

Ces producteurs réclament une revalorisation de leurs revenus pour faire face à la chute des cours mondiaux du café (-35% en 2012), combinée au renchérissement du peso par rapport au dollar (+10% en 2012). La production du café, troisième poste dans les exportations, est aussi en baisse (-1% en 2012 et 12% en 2011), en raison de plusieurs saisons de pluies intenses.

Quelque 95% des 560.000 familles de cultivateurs et de récoltants de café sont de petits producteurs. Le gouvernement colombien a annoncé le week-end dernier une augmentation des subventions, jugées insuffisantes par une partie du secteur. AFP 04.03

ECONOMIE

1- Banque

Le « système bancaire de l'ombre »

Par Pascal Roussel - Une différence majeure entre le monde des entreprises et l'univers financier est le degré d'interdépendance qui lie les différents acteurs. Pour l'illustrer, imaginons un scénario purement hypothétique et supposons que le même jour, en Allemagne, la compagnie aérienne Lufthansa (120 000 employés, € 28 milliards d'actifs), le constructeur automobile BMW (100 300 employés, € 88 milliards d'actifs) et le groupe industriel ThyssenKrupp (177 350 employés, € 41 milliards d'actifs) fassent faillite. Cela signifie que le même jour, 400 000 personnes perdraient leur emploi et € 157 milliards d'actifs partiraient en fumée. Une catastrophe économique et sociale sans précédent en Allemagne avec probablement un fort impact dans les autres pays Européens et un impact nettement plus modéré dans le reste du monde.

En comparaison, si une banque systémique allemande (101 000 employés, € 2164 milliards d'actifs) devait faire faillite, le système financier dans chaque pays du monde serait entièrement paralysé.

Comment, dans un pays, la faillite d'une banque systémique peut-elle avoir de telles conséquences ? A cause de ce qu'on appelle le « système bancaire de l'ombre » (shadow banking system), dont une des composantes sont les dérivés.

Commençons par expliquer de la manière la plus simple qui soit, ce qu'est un "dérivé". Un dérivé est un pari entre deux entités. Dans la vie de tous les jours, nous faisons des paris pour spéculer sur l'avenir : « je parie avec toi, 10 euros que telle équipe de foot va gagner le prochain match ». Mais il existe également une autre forme de pari : l'assurance. Ainsi par exemple, d'une certaine manière celui qui assure sa voiture fait un pari avec sa compagnie d'assurance. La compagnie d'assurance parie que le conducteur n'aura pas d'accident et le conducteur parie le contraire. L'assureur gagne le pari et empêche la prime du conducteur, aussi longtemps que le conducteur n'a pas d'accident.

Dans le monde la finance, un dérivé est un pari entre deux entités, soit dans un but spéculatif, soit comme couverture (assurance). Observons que dans un pari, il y a toujours un gagnant qui doit payer et un perdant qui reçoit l'argent.

Imaginons une banque A qui parie avec une banque B (ou un fonds) que le dollar va se renforcer dans 3 semaines face à l'euro. Les deux banques conviennent que le gagnant empochera une somme de 1 million d'euro. Mais dans l'univers des dérivés, le montant du pari est habituellement exprimé comme un pourcentage d'un montant notionnel. Ainsi les banques A et B diront, par exemple, qu'elles parient 1% du montant notionnel de € 100,000,000 (soit € 1,000,000).

Dans cette situation, ces deux banques sont exposées à une perte de 1 million d'euro. Pour limiter ce risque, une banque peut choisir de faire le pari inverse avec une autre banque. Ainsi, par exemple, la banque A va parier 900 000 euros avec la banque C que le dollar va s'affaiblir dans 3 semaines face à l'euro. Ainsi le risque (et le gain) net de la banque A ne sera plus que de 100 000 euros.

Supposons maintenant que 3 semaines plus tard, le dollar soit plus faible face à l'euro. La banque A perd son pari avec la banque B mais le gagne avec la banque C. Elle utilisera les 900 000 euros qu'elle va recevoir de la banque C pour les donner à la banque B et rajoutera 100 000 euros qu'elle puisera dans sa trésorerie.

Naturellement il s'agit d'un exemple assez simple mais il illustre deux choses très importantes, dans le monde des dérivés :

- Il faut faire la différence entre l'exposition brute (€ 1,000,000) et nette (€ 100,000).
- L'interdépendance est considérable. Le réseau bancaire mondial forme une véritable toile d'araignée, les dérivés agissant comme une colle qui lie les banques entre elles.

Que se passe-t-il si « *l'impensable* » se produit et que la banque C ne paye pas les € 900,000 à la banque A ? Celle-ci va devoir puiser dans sa trésorerie non pas € 100,000 mais dix fois plus. Comme elle ne l'a pas anticipé, elle n'a pas mis d'argent de côté et devra donc vendre des actifs en catastrophe pour éviter, elle aussi, le redoutable défaut de paiements. Or le défaut de la banque C va inquiéter le marché et la banque A va se retrouver face à un marché fortement vendeur, ce qui rendra très difficile la vente de ses actifs à bon compte. Ce simple exemple illustre le risque majeur du monde des dérivés : le risque de défaut d'une contrepartie. Dans ce cas, l'exposition brute devient l'exposition nette !

Comment une banque se protège-t-elle contre le risque de défaut d'une autre banque ? La plupart du temps en achetant un produit dérivé « *assurance défaut de paiements* » (CDS) émis par une autre banque. C'est le serpent qui se mord la queue.

Une autre méthode de protection consiste à demander un gage à la contrepartie. Reprenons l'exemple simple ci-dessus et imaginons qu'une semaine après le début du pari, le dollar commence à s'affaiblir et donc que la banque A est bien partie pour perdre son pari. La banque B peut lui demander de « *mettre sur la table* » un gage que la banque B pourra saisir, si le jour venu la banque A fait défaut et ne peut pas payer le montant du pari. Ce gage (souvent appelé collatéral) se présente sous la forme de cash ou de titres financiers (actions, obligations). Le montant gagé est bien souvent nettement inférieur à l'enjeu du pari.

Quels sont les véritables montants en jeu (juin 2012) ?

- L'ensemble des montants notionnels est de 639,000 milliards d'USD. Cela donne une idée du marché mais ne représente pas les montants en jeu (cela correspond aux 100 millions de l'exemple ci-dessus).
- l'exposition brute est de 25,000 milliards d'USD (cela correspond au 1 million de l'exemple ci-dessus).
- l'exposition nette est de 3700 milliards d'USD (cela correspond au 100,000 de l'exemple ci-dessus) ; Le collatéral en place pour « *couvrir* » cette exposition nette est de seulement 600 milliards d'USD.

Face à ces montants et sachant que le monde des dérivés gravite autour d'une dizaine de méga-banques dans le monde, j'invite le lecteur plein de bon sens à se poser deux questions en cas de faillite d'une banque systémique :

- 1) Doit-il craindre des conséquences douloureuses pour sa propre banque et son épargne ?
- 2) Quel Etat ou quelle institution pourrait faire quoique ce soit ?

Source : http://www.bis.org/publ/otc_hy1211.pdf et <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2012/sdn1212.pdf>

Pascal Roussel, auteur de « *Divina Insidia, le Piège Divin* », chef d'unité au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le 25 février 2013. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la BEI ou de son management. Liesi 26.02 (C'était le dernier article disponible sur ce portail -ndlr)

2- Chine

La Chine a annoncé une importante progression en 2013 de son budget militaire, qui va très probablement renforcer les inquiétudes chez ses voisins, au vu notamment des graves tensions territoriales avec Tokyo. M. Wen Jiabao doit être remplacé par Li Keqiang à la fin des travaux de l'Assemblée nationale populaire (ANP, parlement) le 17 mars.

Ce budget de la défense chinoise -deuxième plus élevé du monde mais nettement derrière celui des Etats-Unis- augmente cette année de 10,7%, à 720,2 milliards de yuans (88,8 milliards d'euros). Le Pentagone et des experts occidentaux assurent toutefois que les dépenses militaires réelles de Pékin dépassent largement ce montant. Pékin a également annoncé mardi un objectif de croissance de 7,5% de son PIB en 2013.

Interrogé mardi par l'AFP, Rick Fisher, de l'International Assessment and Strategy Center, estime ainsi que la Chine mobilise désormais plus de 300 milliards de dollars (230 milliards d'euros) pour son Armée populaire de libération (APL), la plus grande du monde avec 2,3 millions de soldats. Ceci notamment en raison du programme spatial contrôlé par les militaires et de l'entretien de son arsenal nucléaire. "*Une telle hausse à deux chiffres n'est pas surprenante*", commente de son côté Arthur

Ding, un expert de l'armée chinoise basé à Taïwan. "*La croissance économique de la Chine lui permet de soutenir une hausse à deux chiffres de son budget de défense*". lefigaro.fr 05.03

Haut de page ↗

Le 6 mars 2013

CAUSERIE

Une bonne nouvelle ici, il pleut enfin ! Oui on attendait cela depuis octobre et on n'a pas eu de mousson, c'est très grave, il y a quelques 200 millions d'habitants dans le sud de l'Inde et une moisson a sauté, le prix du riz va s'envoler. Je sais, c'est très loin de vos préoccupations.

Evidemment plus d'électricité et quand il se met à flotter, on ne sait jamais quand cela va s'arrêter, quel jour quoi.

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce soir si l'électricité revient. Demain si possible je mettrai en ligne le contenu du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier. J'ai réussi à le copier entièrement en réalisant 72 captures d'écran avec Corel, il me reste à raccorder les bouts, plusieurs heures de boulot ! Il n'est pas disponible sur le Net, j'ai regardé ce matin.

Quelques sujets de réflexion à creuser.

1- La notion d'effort pour progresser et comprendre, un truc avec lequel les militants et pas seulement sont fâchés, sauf qu'on n'a rien sans rien... Il faut se faire violence, c'est ingrat, chiant tout ce qu'on veut, un peu de discipline quoi, ensuite je vous garantis qu'on ne le regrette pas. C'est aussi une question d'habitude d'étudier tout au long de sa vie, c'est un plaisir aussi, non ?

2- L'économie : pas intéressant... Sauf que lorsqu'on ne comprend pas l'économie, on ne peut rien comprendre ou presque, surtout sur le plan politique, dès lors comment militer, sur quelle base, des sables mouvants, au petit bonheur la chance, les bonnes intentions sont insuffisantes hélas...

3- L'engagement politique, non merci... Sauf que l'issue à la crise du capitalisme ne peut être que politique, donc si on met de côté l'engagement politique on rame forcément dans le vide ou on brasse du vent, vous me direz qu'on a toujours l'impression de faire quelque chose ou d'être utile, cela reste à voir, on est en droit d'en douter fortement. Voyez en Italie.

4- La quantité des infos tuerait-elle la qualité du raisonnement ? C'est à croire, autrefois on parvenait à avoir une idée juste de la situation en possédant mille fois moins d'infos, à croire qu'on se creusait davantage le cerveau pour saisir le tendance ou l'orientation qui se dessinait à travers les infos qu'on possédaient... Au début du XXe siècle les analyses de Lénine était plus juste que celles de nos dirigeants, à croire qu'ils ne fonctionnent pas vraiment de la même manière ou qu'ils n'ont pas vraiment les mêmes qualités, un euphémisme !

J'ai l'impression que du fait qu'on est submergé d'infos et d'analyses, on en arrive à être saturé et ne plus se poser de questions, un peu comme si elles avaient toutes été posées.

Il y a quand un problème dans tout cela que T. Meyssan avait pointé très justement en 2002, lors de son passage à l'émission d'Ardisson, dans un registre similaire à celui que j'ai abordé : l'information, elle existe, mais elle est éparpillée, et pour comprendre la situation il faut rassembler toutes les pièces du puzzle, P. Hillard dit la même chose dans une vidéo, quelle horreur des monarchistes catholiques, qui ne disent pas que des conneries ou des saloperies, mais pour rassembler ces pièces, il faut les chercher, il faut se demander où les trouver, il faut s'être posé au préalable un tas de questions, c'est un peu comme en mathématiques, où l'on dit que la solution figure dans l'énoncé faut-il encore être capable de le lire correctement....

5- Euthanasie..... encourager ou faciliter le suicide, pourquoi pas... société tellement pourrie, qui n'y a pas pensé un jour...

6- Rendre les gosses aveugles dès la primaire en les foutant devant un écran d'ordinateur.....projet eugéniste...

- Chute de 30% des ventes de surgelés à la viande- Le Nouvel Observateur 05.03

- Boeuf peut-être que la population avait tendance à dépenser moins en achetant des produits congelés, non pas que les produits frais seraient plus chers..... des produits congelés dont les profits allaient à des traders au lieu d'atterrir dans les caisses de l'Etat sous forme de taxes par exemple..... Pourquoi faire dépendre la consommation de produits alimentaires de la population de produits frais ? Pour mieux l'affamer par la suite car ils seront limités en quantité, donc leurs prix augmenteront ?

Vous allez penser : il est fou ce mec de se poser toutes ces questions, c'est mon côté borné, je veux savoir, comprendre ce qu'ils trament. Pour tout je me pose un tas de questions, pas vous ? Entraînez-vous, vous verrez qu'ensuite tout vous semblera d'une clarté déconcertante.

Je me suis posé toutes ces questions entre 20h hier soir et 9h ce matin, à croire que même en dormant la machine tourne à plein régime, pas celle du capitalisme, j'y ai échappé, pas entièrement, disons que je ne lui réserve pas le meilleur de moi-même et j'échappe à l'humiliation quotidienne d'un patron ou d'un petit chef qui se prend pour un dictateur. Allez, on attaque.

Au fait, ne me dites pas que Pierre Jovanovic est un réac, je suis au courant merci, un adepte de la révolution nationale si vous ne le saviez pas, je ne vous fais pas un dessin, dans son blog il a écrit récemment que les sarrazins étaient aux portes de Paris, les musulmans au Moyen-Age, bref, il en tient une sacrée couche... On s'en tape, ce qui nous intéresse ici ce sont les infos, le reste je l'éjecte.

Vous trouverez plus loin la dernière liste des charrettes qu'il a publiée. En passant, pourquoi aucun syndicat ou parti n'est capable de faire ce boulot ? Vous croyez que cela ne me fait pas chier de devoir me connecter à des blogs réacs pour obtenir des infos, et encore, j'en connais d'autres sur lesquels je n'ai pas le temps d'aller mais où je sais que figurent des infos disponibles nulle part ailleurs, oui c'est un comble, une honte pas pour nous, pour ceux dans notre camp qui ne font pas leur boulot, qu'est-ce qu'ils foutent tous ces retraités (je ne parle pas pour toi P.) des différents partis, voilà un boulot qui ne demande ni un effort physique ni un effort intellectuel ?

[Quelques infos en vrac \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Comment, la Fed et le cartel des banquiers ce serait la même famille, non ?

REGARDEZ BIEN COMMENT LA FED ESCROQUE LE PEUPLE (ET C'EST DANS LE NEW YORK TIMES) du 4 au 8 mars 2013 : Gretchen Morgenson a levé un beau lièvre dans le New York Times où elle montre comment la Bank of America a payé la Fed (si,si) pour que celle-ci vienne témoigner en sa faveur au tribunal où elle était accusée de fraude!!!! Mais oui, chers lecteurs, nous se sommes que bien peu de choses. Quand les politiques couchent avec les banquiers... Ne vous étonnez pas qu'aucun banquier n'ait été mis en prison. Cela revient à ce que la BNP ait payé Bercy pour que celui-ci vienne témoigner en sa faveur dans une affaire de CDS pourris vendus comme l'affaire du siècle...

LES BANQUES VOLENT BIEN LA DEMOCRATIE AVEC L'AIDE DE L'ETAT. "The agreement spells out the terms of a deal in which the New York Fed received \$43 million from Bank of America's Countrywide unit. The money changed hands to settle a narrow dispute involving cash flows on several mortgage securities held by an investment vehicle, known as Maiden Lane II. That vehicle was created by the New York Fed as part of the rescue of A.I.G., which had held the Countrywide securities. The previously confidential agreement released Bank of America from all litigation claims on the securities held by Maiden Lane II. But in exchange for that \$43 million, the New York Fed did something else for Bank of America. It agreed to testify on behalf of the bank in its legal battle against A.I.G. over fraud claims.". Bravo Ben Bernake... Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, les gouvernements français et belge continueraient de renflouer les banques, non ?

LE FOUTAGE DE TETE CONTINUE: DEXIA NE PERD "QUE" 3 MILLIARDS !!!!! du 4 au 8 mars 2013 : Les Merdias, quand ils en parlent, en rajoutent une couche pour faire passer la pilule auprès du public. Nouvelle "*Perte nette de 2,9 milliards d'euros pour Dexia, une "amélioration"...* La situation s'améliore néanmoins fortement, si l'on compare à la perte de 11,6 milliards d'euros subie à l'exercice 2011". C'est autant de milliards de pris sur les impôts et non disponibles pour le bien commun social... Seuls les banquiers peuvent voler le peuple en plein jour sans avoir la police aux trousses... Avec la bénédiction des politiques.

Presque trois milliards d'euros, ce sont 362.500 Twingo neuves à 8.000 euros qui auraient pu être commandées à Renault !!!!! 362.500 voitures !!! Vous imaginez??? Et savez vous où vont ces milliards? En partie dans les comptes de la JP Morgan grâce aux swaps mortels!!! (voir plus bas) Le peuple européen est traîné dans la boue en plus d'être volé. Merci aux européistes et à Bruxelles.

PS: Belfius verse 4 millions d'euros par an au syndicat pour qu'il la boucle, merci à Mr Hardy. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, le PS serait le champion des impôts et taxes, comme Obama par exemple, non ?

LES NOUVEAUX IMPOTS DU PS: SUR LE LIVRET A du 4 au 8 mars 2013 : Ah les enfoirés... Après l'idée de taxer les prestations familiales, voici que le PS veut taxer l'argent que vous avez mis sur votre Livret A... "*Le gouvernement envisage de taxer le livret A. Pour renforcer les futures recettes fiscales, le gouvernement étudie à nouveau la piste de l'épargne réglementée. Et pourrait décider de soumettre le livret A aux prélèvements sociaux. Mais pas pour tout le monde...*" Ajoutez à cela la taxe sur vos indemnités kilométriques, et bientôt une taxe de plus sur le Diesel parce qu'il est trop polluant... Rien de tel pour que la

colère s'amplifie encore plus. Ajoutez y la hausse de la TVA à 20,5% ! La TVA va passer à 20,5% juste pour payer la dette de la France créée de toutes pièces par la loi du 3 janvier 1973. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

En Espagne les militaires commencent à perdre patience.

LES GENERAUX ESPAGNOLS MENACENT LES POLITIQUES D'UN COUP D'ETAT du 4 au 8 mars 2013 : J'ai déjà rapporté ici la nervosité des militaires espagnols, bien plus préoccupés par la déliquescence de leur pays que les militaires français. "*Le pays est-il plus important que la démocratie ?*". L'un de nos lecteurs en Espagne m'a envoyé ce lien sur El Pais du 27 février. Dans une Espagne détruite par la crise et écrasée par des mesures d'austerité appliquées par un gouvernement totalement corrompu, un militaire a donné un sérieux avertissement, expliquant que l'intégrité du pays est plus importante que la démocratie, autrement dit, aucune région ne fera sécession sous prétexte de vote démocratique.

Le message est clair. Voici ce qu'il a dit et qui a été salué par un tonnerre d'applaudissements: ""Si los mecanismos de defensa del orden constitucional no funcionan, por acción u omisión, entonces...", concluyó. La única autoridad que pareció resistir su revisión constitucional fue la del Rey, convertido, como en el 23-F, en mando efectivo de las Fuerzas Armadas" ce qui vous donne, pardon pour les fautes, ""*Si les mécanismes de maintien de l'ordre constitutionnels ne fonctionnent pas, par acte ou omission, alors...*" a-t-il dit. La seule autorité qui semble résister à un examen constitutionnel est le roi, devenu, comme dans le 23-F, le commandant effectif des Forces Armées. Si Chicharro voulut être ambigu, le public lui ne l'a pas interprété de cette façon: son discours a été accueilli par une ovation debout, ponctuée par des "Bravo! Bravo!"".

TRADUISEZ: le peuple espagnol n'y verra aucun mal si l'Armée prenait le pouvoir dans le pays pour maintenir l'Espagne intègre. Le roi ne pourra qu'y souscrire et aller tuer quelques pauvres éléphants. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Qui seront les premières victimes du consensus entre les démocrates et les républicains, devinez ?

LES US VONT SABRER 600.000 PERSONNES DU PROGRAMME FOOD TICKETS du 4 au 8 mars 2013 : L'austérité américaine va frapper. A partir de maintenant, ce seront "*600.000 food stamp recipients who will be cut from the program*". Mr Stauffer nous dit: "*Les choses sérieuses commencent aux USA: fin des allocations repas pour des centaines de milliers de personnes, diminution de l'indemnité chômage, fermeture de 100 tours de contrôle dans les aéroports, ça va valser...*". On se demande comment ces 600.000 personnes vont se nourrir... Le crime va exploser. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

[Les charrettes du 4 au 8 mars 2013 \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- La fin des boulangers: 33 boulangeries en redressement ou en liquidation dans les Côtes d'Armor !!!
- Une célèbre marque de nougat de Montélimar en liquidation judiciaire, 50 emplois en attente d'un repreneur
- Biscuiterie Lor, agroalimentaire, 70 salariés
- Les stylos Waterman vivent 70 personnes... merci aux lecteurs et à Mr Videira qui nous dit: "*Suite à un propos de l'un de vos lecteurs sur le blog sur la perte de ce qui nous lie à la civilisation humaine...*"
- Magro, le groupe de distribution valaisan, qui exploite 11 supermarchés en Suisse romande (Hyper Casino, Super Casino et Distrigros), a déposé une demande de sursis concordataire auprès du Tribunal de Monthey,
- Et maintenant les éleveurs de dindes, Le Clezio et TDI, 250 personnes,
- Le Crédit Agricole va supprimer 1400 emplois... La banque prévient et prépare le personnel en utilisant le... conditionnel lire ici Reuters. Un lecteur nous dit: "*ça c'est juste pour les 4 milliards perdus et il y en a encore une quinzaine dans les tiroirs donc mais au moment où j'écris ces lignes la radio annonce que la banque plonge de 5%! Donc fermeture d'agences et licenciements supplémentaires en prévision Et cette banque fait de la pub pour nous dire que elle est locale et investit dans nos régions! On dépasse l'indécence.*"
- La Poste française n'a pas renouvelé 4.800 postes en 2012, autant de suppression de postes indirectes
- La banque JP Morgan supprime 15.500 postes dans sa branche de banque de détail et 4.500 dans la banque de Blythe
- La Rabobank va aussi licencier en masse, 6.000 postes, lire ici les Echos, merci à Damien. "*Après un recul de 20 % de son résultat 2012, la banque néerlandaise va supprimer d'ici 2016 plus de 6.000 postes*".
- La banque Goldman Sachs vire 5% de son personnel, soit 900 personnes,

- La banque Caixa va licencier 3000 personnes
- En France, 63.000 pme vont déposer le bilan en 2013
- Le secteur associé à l'automobile risque de licencier 75.000 personnes,
- Le géant australien de l'assurance QBE vire 700 salariés - Horrible POLAROID d'une région de la Belgique vu par notre lecteur sur le journal L'Avenir, liste du tribunal de commerce de Tournai.
- À Péruwelz, le propriétaire du débit de boissons "*Le Ryadh*" en la rue de Blaton a fait faillite sur avenue.
- À Tournai, les établissements Pottiez proposant de l'outillage en l'avenue de Maire ont fait avenue de faillite.
- Idem pour le conseiller en assurances Xavier Legrand au boulevard des Combattants et Erik Paillez proposant de la consultance d'entreprise dont le siège se trouvait à la rue Sainte-Catherine.
- À Bléharies, c'est l'épicerie "*L'univers alimentaire*" en la rue des Combattants qui a fait avenue de faillite.
- À Anvaing, l'agence de pub "*Graphix Media*" a aussi fait faillite sur avenue.
- Du côté de Ploegsteert, une faillite sur avenue a été prononcée à l'égard de la station-service Total.
- À Lessines, c'est le vidéoclub de la rue de l'Hôtellerie qui a mis la clé sous la porte.
- À Herseaux, c'est le café "*Le Bienvenu*" situé en la rue du Crétinier qui a fait avenue de faillite.
- Enfin, à Quevaucamps, c'est Immobilière de Quevaucamps qui a fait faillite par citation à comparaître.
- Caterpillar, BTP, annonce 1400 licenciements en Belgique
- Le surfwear Kana Beach a été liquidé à Bordeaux
- Bruckheimer games ferme
- Pim Industries, 83 salariés, industrie électronique métallique et plastique
- Devilca, 75 salariés, réservoirs pour Caterpillar.
- Renault Pugnac, 32 salariés, automobile
- La fonderie DMI, 168 salariés
- Confirmation: SFR va fermer 150 de ses boutiques
- Confirmation: le PDG de SFR a reçu presque 4 millions de parachute doré, - La banque Monte dei Paschi "*encourage*" 600 salariés à partir plus tôt que prévu et les syndicats donnent leur accord "*Banca Monte dei Paschi signs deals with unions on jobs, 660 employees to leave the Co. voluntarily*".
- Logitech vire encore, cette fois 140 personnes
- En Belgique 923 entreprises ont fait faillite en février 2013, un nouveau record
- Walor à Legé 26 suppressions de poste et délocalisation (pardon, "*colocalisation*" qu'il faut dire Maintenant) de quelques machines en Roumanie
- Delphi délocalise vers la Pologne, ce qui va entraîner près de 160 suppressions de postes en France, merci à Mr Antoine qui nous dit "*En 5 mois "officiellement" 16.000 pertes d'emploi qui vont se rajouter à tous les autres exclus.... d'autre parle de 17.000*"

"l'année 2012"

- Un sans emploi sur trois a des soucis dans sa tête
- Rythme and Hues est en faillite, minimum 200 personnes seront virées. Mr Prévot nous dit: *"Créée en 1987 elle a reçue entre autre un Oscar cette année pour Life of Pi... un collègue me rapporte que de nombreux graphistes ayant travaillé dans cette boîte entre 2011 et 2012 n'ont toujours pas été payés, alors que le réalisateur de "Life of Pi" qui n'est autre que Ang Lee a quand a lui été grassement arrosé de dollars, sans oublier que le film a engranger 470 millions de Dollars au Box Office! Il s'agit "seulement" de 200 postes dans un premier temps, mais la société compte 1400 personnes potentiellement sur un siège éjectable..."*
- J'en ai déjà parlé, mais c'est confirmé 350 graphistes virés chez Dreamworks
- Le laboratoire de Genève Addex Addex vire 37 personnes
- La province catholique de Chicago vire 75 personnes et ferme 5 écoles catholiques
- General Electric France va supprimer 200 postes
- Marvejols, l'un des mes coins favoris en France, voit la fermeture d'une pme locale, Lupus Electro
- Le magasin d'électroménager, hi-fi et multimédia Le Centre Electronique de Charleroi va être mis en liquidation, 30 salariés sur le carreau
- Confirmation de Kraft Food qui supprime des postes en Belgique
- Grand licenciement collectif chez VBH (quicaillerie) en Belgique
- Les syndicats d'Opel acceptent que Bochum ferme en 2016
- Le fabricant de glaces Belgian icecream vire 128 personnes sur 335
- La société Carolo annoncera la suppression de 850 emplois. Un nouveau coup dur pour l'industrie wallonne.
- Les pme qui fabriquent des ethylotests risquent de virer 1500 personnes
- Swissmetal: l'usine de Dornach pourrait entrer au rayon souvenirs
- Verbinnen Poultry Group vire 450 personnes
- La chaîne US Best Buy vire 450 personnes dans son QG du Minesotta
- Oubli: Cemex France (filiale du cimentier mexicain) située à Rungis sera aussi victime en partie des 1500 à 2000 suppressions de postes au niveau mondial via des externalisations des services comptables, DRH et informatique qui seront donnés à IBM
- La ville de Detroit en faillite, gestion confiée à l'Etat
- Martin Lockheed, avions militaires, vire à nouveau, cette fois 70 personnes au Texas
- Diamond Aircraft vire 150 ingénieurs
- Boeing va licencier 300 ingénieurs et ouvriers de plus à cause des soucis du 787
- Saputo annonce la fermeture de son usine en Allemagne et propose la fermeture de son usine au Royaume-Uni, environ 140 employés seront affectés
- BuzzMedia, une société qui fabrique du "buzz" pour une centaine de marques vire 50 personnes
- Vitalité health va virer 400 personnes au Canada. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITÉ DU JOUR

Un accord patronal soutenu par un gouvernement patronal, des députés patronaux, des syndicats patronaux.

Bon, compte tenu que la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le Front de gauche, le POI, le NPA, LO et une multitude d'organisations ou groupes appelaient à la journée de mobilisation du 5 mars contre cet accord, l'ensemble représentant plus de 2,5 millions d'adhérents ou militants, alors que le nombre de manifestants éparpillés dans tout le pays a été inférieur au douzième de leurs effectifs ou moins encore puisque des travailleurs non syndiqués ou inorganisés ont participé à ces manifestations, je ne m'attarderai pas à en donner un aperçu.

Je m'attendais évidemment à ce résultat pour ne pas avoir évoqué cette journée d'action sans lendemain lors de mes dernières causeries. Il y en a marre de marcher dans leurs combines de merde, ils prennent vraiment les militants pour des abrutis, je ne fais même plus semblant, je ne peux plus, j'ai plus que ma dose, je laisse cela à ceux dont c'est apparemment la vocation, vous devinez de qui je veux parler.

Cela vous avait-il échappé que Thibault et Mailly ne demandaient pas le retrait ou le rejet de cet accord ?

Vous aurez noté au passage la discrétion de nos dirigeants sur ce point précis, leur complicité avec les appareils est totale.

- La CGT et FO, "*ne demandent pas le retrait du texte*", mais "*demandent la possibilité de pouvoir l'amender, de pouvoir le rééquilibrer éventuellement*", temporise M. Guedj, parlementaire de l'aile gauche du PS. AFP 05.03

Mais, c'est ce qu'ils font avec application !

- "*C'est aux parlementaires de faire la loi, pas au Medef*", tonne Jean-Luc Mélenchon.

Et qu'est-ce que vous croyez, ils font la loi... du Medef pour le patronat. Comment cela Mélenchon a oublié de le préciser, non, pas possible...

J'ai réalisé une sorte de revue de presse. Je n'ai pas eu le temps d'intégrer certaines déclarations

Point de vue patronal

1- UMP

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr

L'opposition apporte un soutien critique sur le projet de loi mais se fait très discrète sur la question, soucieuse de ne pas donner un satisfecit à l'exécutif - LeMonde.fr 05.03

- L'ancien ministre UMP Benoist Apparu, aujourd'hui dans l'opposition, a dit sur Radio Classique qu'il voterait "*très probablement*" le projet de loi, même s'il le juge "*trop faible*" et "*trop timide*" pour résoudre la crise du chômage. "*Une bonne partie des parlementaires du groupe UMP va voter ce texte*", a-t-il ajouté. (Reuters 05.03)

2- Patrons des PME

Un sondage TNS-Sofres pour le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables relève que 55% des patrons de PME estiment que l'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier est plutôt une bonne chose pour les entreprises. La Tribune.fr 05.03

3- Les Echos

La négociation sur la sécurisation de l'emploi s'est achevée sur un succès inespéré. (...) l'accord constitue un évènement majeur aussi bien au regard de son contenu que sur le plan politique.

Le texte ouvre des possibilités de flexibilité pour l'emploi et d'anticipation des restructurations pour les grands groupes. L'accord majoritaire en entreprise devient le socle de référence du dialogue social. lesechos.fr 05.03

Retour en arrière, autres précisions.

(...) le gouvernement veut aller plus loin et appelle formellement à reprendre les discussions sur les accords dits de « *compétitivité* » engagés début 2012 sous l'impulsion du gouvernement Fillon. Les mots sont différents, le terme de *compétitivité* hérissant FO et la CGT, mais le principe reste le même : il s'agit de moduler le temps de travail et de faire baisser les salaires sans passer par une modification du contrat de travail, et donc sans avoir à demander l'accord individuel du salarié. lesechos.fr

4- Le contrat de travail c'est terminé ! Confirmation

- L'adaptation des salaires et du temps de travail via les accords de maintien dans l'emploi, la modification par accord majoritaire des obligations liées au PSE, la sécurisation du dispositif de mobilité interne ou la fixation de l'ordre des licenciements selon le critère de la compétence professionnelle sont incontestablement des avancées qui apportent plus de flexibilité aux entreprises. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Le pendant de la flexibilité accordée aux négriers serait plus de "*sécurité*" pour les travailleurs, il s'agirait d'un accord "*gagnant-gagnant*" (Marie-Ségolène Royal), qu'en est-il en vérité ? Admirez le cynisme :

- "*Le Medef a eu tort de clamer je ne sais quelle victoire dans cet accord*", a-t-elle déclaré sur France 2. "*Ce qui est aujourd'hui sur la table, c'est un accord gagnant-gagnant.*" (Reuters 05.03)

Quand on gagne sur toute la ligne, on ne le crie pas sur tous les toits enfin ! Quelle ordure !

- Le pendant de la flexibilité, c'est la sécurisation des parcours professionnels dont l'objectif sous-jacent est bien de maximiser les chances de ceux qui perdent leur emploi pour qu'ils en retrouvent un nouveau. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Vous avez bien lu, cet accord n'a pas pour objet de "*maximiser les chances*" des travailleurs de conserver leurs emplois, mais de retrouver un boulot une fois qu'ils ont été jetés à la rue alors qu'il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays.

Le dernier paragraphe est savoureux si je puis dire, dans le sens où il confirme l'ampleur de l'attaque qui est portée contre le contrat de travail. Vous avez en mémoire que je n'ai cessé de dire que cet accord scélérat scellait la fin du contrat de travail, j'ai eu un moment d'hésitation avant d'employer cette formule radicale, je me suis demandé si ce n'était pas exagéré, oui l'air de rien c'est le genre de questions que je me pose avant d'écrire, je n'écris pas n'importe quoi, et bien vous en avez ici la confirmation, la parole est à un représentant du patronat.

Nul ne se refusera à saluer un accord qui est une avancée incontestable et constitue une bonne nouvelle pour le dialogue social et l'emploi. (...) Certes, la refonte des contrats de travail ne permettra pas à elle seule d'inverser la courbe du chômage. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Effectivement, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, il va falloir que le gouvernement, celui-ci ou le prochain s'emploie à baisser le niveau de vie des masses, s'attaque violemment à celui de la classe moyenne, car c'est uniquement une fois que leur niveau de vie aura diminué de 25 à 50% qu'ils pourront imposer de nouvelles conditions de travail et de rémunération intégrant le contenu de cet accord ou sur la base de cet accord.

5- La Tribune

La Tribune - Que pensez-vous de l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la réforme du marché du travail, conclu le 11 janvier?

Guillaume Sarkozy (délégué général de Malakoff Médéric) - Je n'en pense que du bien. latribune.fr 05.03

5- Un rappel

La presse étrangère salue l'accord [14/01/2013]

Sécurisation de l'emploi : l'OCDE salue un accord «*d'envergure*» [15/01/2013]

Comment ils subordonnent la lutte de classe des travailleurs et leur destin aux institutions de la Ve République.

S'adressez aux parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI qui sont les représentants des intérêts des capitalistes et qui n'ont

cessé d'en faire la démonstration depuis juin 2012, témoigne de la part de ceux qui entreprennent cette démarche leur propre subordination au capitalisme, démarche que nous dénonçons et combattons.

Au-delà, s'adresser à des parlementaires pour qu'ils résolvent à leur place les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, c'est les dessaisir de leur propre combat, de leur propre responsabilité, c'est leur interdire de prendre conscience qu'ils ne doivent compter que sur leur propre mobilisation, que leur destin en dépend. C'est aussi les diviser sur les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir pour le compte du patronat.

Mailly (FO Hebdo) daté du 5 mars - *"Comme je l'indiquais la semaine dernière, nous poursuivons complémentirement nos interventions auprès des groupes parlementaires."*

Finalement, elle consiste à demander aux bourreaux d'épargner leurs victimes qui n'en ont que faire. Au nom des intérêts des travailleurs cela consiste à se faire les complices de leurs bourreaux, de la part de Thibault et Mailly on ne pouvait pas s'attendre à mieux.

Dans son dernier éditorial (FO Hebdo) Mailly en rajoute une couche avec un cynisme qui égale celui de Ayrault ou Sapin, car il nous refait le coup de celui qui ignore le contenu du projet de loi qui sera présenté en Conseil des ministres dès aujourd'hui et transmis au Parlement en avril, alors que Sapin a déclaré lundi sur BFM TV et RMC que *"point par point, chacune des dispositions est bonne"* et figureraient dans ce projet de loi, Hollande et Ayrault s'y sont engagés auprès du Medef et n'ont cessé de le martelé.

Maily - *"Dès la connaissance du contenu de ce projet, nous l'analyserons et ferons connaître nos positions. "*

Alors qu'est-ce que cela signifie ? Que le 5 mars devait être sans lendemain, une journée d'action bidon comme les milliers d'autres que nous avons connues au cours des décennies précédentes. C'est pour cette raison que nous avons refusé de nous focaliser sur cette perspective contrairement à la confrérie des opportunistes réunis, POI en tête. Allons plus loin.

Cela signifie que malgré tout Mailly tout comme l'ensemble des dirigeants syndicaux vendus, il ne compte pas rompre ses relations avec le Medef et le gouvernement, qui fort de ce succès vont pouvoir tranquillement reprendre la même méthode sur la formation professionnelle, les retraites et le financement de la protection sociale ou la Sécu.

Tout le monde connaît parfaitement le contenu scélérat, antisocial, réactionnaire de ce texte, il s'agit donc pour ces lieutenants de la bourgeoisie de laisser pourrir la situation jusqu'au mois d'avril afin d'accompagner en douceur l'adoption de cette loi.

Les dernières infos.

Reuters 05.03 - Le gouvernement dit avoir fidèlement retranscrit l'accord du 11 janvier (...) et dernière provocation qui montre bien qu'au gouvernement ils connaissent parfaitement aussi les intentions des Thibault et Mailly : Il sera en vigueur le 1er mai, a assuré lundi le ministre du Travail Michel Sapin.

AFP 05.03 - Le projet de loi sur "la sécurisation de l'emploi", transcription fidèle par le gouvernement d'un accord paraphé le 11 janvier par le patronat et trois syndicats dont la CFDT, sera présenté au Conseil des ministres mercredi.

Je vous fais grâce du reste de son éditorial, dans lequel il démontrait qu'il était parfaitement au courant de la situation économique et sociale et qu'il agissait par conséquent ainsi délibérément, conformément à l'idée qu'il se fait de son mandat de représentant des capitalistes, c'est sa manière d'incarner son indépendance... vis-à-vis de la classe ouvrière. Les dirigeants du POI voteront une énième la prochaine résolution du bureau confédéral rédigé par Mailly qui entérine cette politique.

Bon, j'espère que vous ne vous attendiez pas à autre chose.

[A propos de la situation politique en Italie.](#)

1- Fabio Liberti, directeur de recherche à l'Iris chargé du suivi de divers aspects du fonctionnement et du développement de l'Union européenne, interviewé par 20 Minutes le 5 mars. Extrait.

- Une précision: le président de la République nomme le chef du gouvernement après des tractations entre les partis, l'Italie étant une république parlementaire, et non une république présidentielle comme en France. Tant que ces tractations politiques ne sont pas terminées, on ne peut tirer aucune conclusion sur ce que deviendra le gouvernement italien. Aujourd'hui, nous sommes au tout début de ces négociations politiques, et il n'y aura pas de décision avant la mi-mai. Et s'il y a un nouveau vote des Italiens, dans le cas où il y aurait une dissolution parlementaire, la formation du gouvernement n'interviendra pas avant fin juin-début juillet. En attendant, le gouvernement s'occupe des affaires courantes.

Il y a deux options. Ce pourrait être tout d'abord un gouvernement de coalition, dirigé par une figure institutionnelle, comme Anna Maria Cancellieri, ministre de l'Intérieur du gouvernement Monti, ou encore le gouverneur de la Banque italienne. Mais dans ce cas, alors que les électeurs viennent de voter pour des candidats contre le système, il est difficile de penser qu'il accepterait la figure d'un banquier. L'autre possibilité, c'est un retour au vote pour les Italiens. 20 Minutes.fr 05.03

Scénario peu probable qui aboutirait au même résultat.

2- M5S, les inconnus de Beppe Grillo - Slate.fr 03.03

Margherita Nasi, journaliste à Slate.fr. Extrait.

- Edoardo Greblo, auteur de La Filosofia di Beppe Grillo. Il Movimento 5 Stelle, évoque ces inconnus:

«Les élus M5S ne sont pas des politiques de profession et ne souhaitent pas le devenir, du moins si on croit leurs déclarations. Ils ont des professions normales – employés, techniciens, ingénieurs, professeurs, souvent précaires. Ce sont des inconnus parce qu'ils n'ont pas voulu, ou pu, participer aux talkshows politiques.»

Alberto di Majo, qui a écrit Grillo for President, parle lui aussi de *«personnes normales: ceux qu'on rencontre dans le bus ou au supermarché, des femmes au foyer, des enseignants, des employés, des petits entrepreneurs»*.

Une autre caractéristique des élus du M56 est le tropisme informatique: *«Il y a un pourcentage significatif d'ingénieurs ou consultants informatiques, voire de personnes passionnées par le Net»*, dit Alberto di Majo.

Son groupe parlementaire peut se vanter d'avoir la moyenne d'âge la plus basse: 37 ans (33 ans à la chambre des députés et 46 ans au Sénat).

Quant aux orientations politiques de ces élus M56, elles sont variées. Alberto di Majo évoque *«une grande partie de personnes proches de la gauche, de partis comme le PD, Italie des Valeurs, Gauche Ecologie Liberté ou Refondation Communiste; mais aussi des gens proches de Berlusconi tout comme de la Ligue du Nord»*. Roberto Castiglioni, maire M5S de Sarego (province de Vicence) par exemple est un ancien militant de la Ligue du Nord. Alors même que le M5S exploite de nombreuses idées traditionnellement de gauche... Slate.fr 03.03

Cet article se poursuivait en expliquant qu'en devant s'intégrer aux rouages des institutions, à défaut de les liquider, c'est moi qui le précise, ces élus risquent de s'y adapter pour finalement ressembler à ceux qu'ils ont critiqués et qu'ils ont remplacés.

Bref, il y a une grande part d'aventurisme et encore plus d'inconscience dans cette expérience qui risque de leur coûter très cher à l'arrivée, face aux rouages de l'Etat auxquels est liée la classe dominante ils vont se faire récupérer ou broyer à un moment ou un autre. Il n'y a pas de place en politique pour le sentimentalisme, le romantisme ou les bonnes intentions déconnectés de la réalité, ils vont rapidement l'apprendre à leurs dépens, c'est une certitude.

Selon les dernières infos, le masque serait déjà en train de tomber, sur son blog Beppe Grillo envisage la formation d'un cabinet *«technique»*. Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. (lefigaro.fr 05.03)

3- Le président Giorgio Napolitano pourrait désigner un nouveau gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Italie depuis les élections qui n'ont pas permis de dégager une majorité parlementaire stable.

Alors que Beppe Grillo, leader du mouvement anti-système et populiste 5 Etoiles (M5S), se montre intraitable dans son refus de collaborer avec les partis traditionnels, Napolitano préfère donner du temps au temps.

Le chef de l'Etat a indiqué mardi ne pas vouloir précipiter le processus de consultation et a indiqué ne pas pouvoir avancer la date d'ouverture de la session du Parlement fixée au 15 mars.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens. Reuters 05.03

4- En attendant, Monti est toujours aux commandes, bien qu'illégitime et sorti laminé de ces élections, il pourrait passer le témoin à un de ses semblables, le dénouement au point n°5.

Dans la configuration actuelle, c'est le M5S, grand vainqueur d'élections marquées par une poussée de fièvre contestataire, qui détient la clé d'une solution.

Bersani a bien lancé des appels à la raison mais Grillo, dont le mouvement dispose de 163 élus, tous nouveaux venus en politique, refuse de passer une quelconque alliance.

L'ancien comique a consulté ses parlementaires et a écarté l'option d'un gouvernement de techniciens pour succéder à celui de Mario Monti, l'ex-commissaire européen nommée en novembre 2011 pour engager l'Italie dans une politique d'austérité.

A moins de s'allier dans un cabinet d'union nationale, gauche et droite ont besoin de l'appoint du mouvement populiste 5 Etoiles pour contrôler la chambre haute.

Le Parti démocrate a écarté l'idée d'une alliance avec Berlusconi et a prévu de se réunir mercredi pour discuter d'un programme de réformes envisageables et examiner les prochaines étapes avant l'ouverture de la session parlementaire.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens.

Lundi, les ministres des Finances de l'Eurogroupe réunis à Bruxelles se sont dit optimistes et confiants de voir le prochain gouvernement italien assumer ses responsabilités en matière de rigueur budgétaire au sein de la zone euro. Reuters 05.03

En réalité, le gouvernement de "*techniciens*" présidé par Mario Monti était déjà un gouvernement de crise, non ? N'ont-ils pas réussi à s'en sortir après le départ de Berlusconi ?

En lisant les commentaires ici ou là, on a l'impression que l'analyse politique se réduit à l'interprétation du jeu ou des manœuvres institutionnelles, témoignant ainsi que leurs auteurs se prosternent devant les institutions, la légalité, pour finalement être incapables de proposer une issue politique en rupture avec ces institutions qu'ils refusent par ailleurs de placer au centre de leur combat politique, ceci expliquant cela.

5- Une semaine après son succès lors des élections générales italiennes, l'humoriste Beppe Grillo commence à se dévoiler.

Sur son blog, il vient de se déclarer «opposé à tout gouvernement comprenant des partis politiques» et envisage la formation d'un cabinet «*technique*». Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. lefigaro.fr 05.03

ACTUALITE EN TITRES

[Ah ben alors, mon grand dadais, encore une crise politique !](#)

- Belgique: démission du ministre des Finances - AFP

A ceux qui passent le temps en s'en gargariser, pour qui le capitalisme, les institutions vont s'écrouler demain matin, ou pour qui la révolution frappait à la porte au début des années 80 depuis quelques décennies. Pas bol, toutes leurs analyses étaient foireuses !

Au fait, ils ont déjà trouvé un remplaçant...

[Le piège de la bulle](#)

- Les taux d'intérêt immobiliers touchent un nouveau plus bas historique - L'Expansion.com

[Ils ont de quoi se réjouir.](#)

- A Wall Street, le Dow Jones bat son record historique - L'Expansion.com

- Les principales Bourses européennes clôturent en forte hausse - Reuters

- L'UE donne son feu vert au contrôle des budgets nationaux - LePoint.fr

- L'UE se donne du temps pour plafonner les bonus bancaires - Liberation.fr

[Ils y sont intégrés, ils y sont chez eux !](#)

- "*Ne chassons pas les lobbies de l'Assemblée nationale, intégrons-les aux débats dans la transparence*" - L'Express.fr

[Demandez la suite du programme !](#)

- Retraites : comment le gouvernement prépare un nouveau tour de vis - LePoint.fr

La France doit trouver de l'argent. Accélération de la réforme de 2010, désindexation des pensions : les propositions fleurissent, même au PS. - LePoint.fr

- L'exécutif prépare une nouvelle cure d'austérité pour 2014 - LeMonde.fr

Vous n'avez pas remarqué qu'en Grèce, en Espagne et Portugal les travailleurs descendent dans la rue par centaines de milliers mais pas en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne. A croire qu'ils sont mieux lotis. Cela confirme qu'il faudra que la majorité des masses exploitées soient prises à la gorge pour se soulever, sinon pas de révolution, comme quoi rien n'a changé sur ce plan-là depuis un siècle ou davantage.

Donc nous ne larmerons pas sur les malheurs qui nous accablent comme le font nos dirigeants qui finalement s'accommodent très bien du capitalisme ou n'ont rien compris au processus dialectique de la lutte des classes. Nous aurons nos martyrs, nos sacrifiés sur l'autel du combat pour notre émancipation et le socialisme, c'est aussi l'une des conditions pour vaincre notre ennemi.

Comme disait Marx, plus ils taperont sur la classe plus elle sera poussée à se mobiliser pour chercher une issue, allez-y frapper, frapper plus fort disait-il en s'adressant à Bismarck, force est de constater que là aussi Marx avait raison. Lui (et Engels), il connaissait la nature humaine, ses faiblesses et ses qualités, nos dirigeants non. Si besoin était, nous dirions qu'on a là la preuve que le fil du marxisme a été rompu le 20 août 1940 et que depuis on n'a jamais réussi à renouer avec lui.

[Trois confirmations \(en référence à nos précédentes causeries et affirmations\).](#)

1- Un milliardaire à la fortune sous-évaluée éreinte Forbes - Le Nouvel Observateur

Le prince Alwaleed bin Talal est crédité d'une fortune de 20 milliards de dollars alors qu'il estime sa fortune personnelle à 29,6 milliards de dollars. lesechos.fr 05.03

2- La prospection offshore en Birmanie ouverte aux sociétés 100% étrangères - AFP

3- Victimes collatérales : en visant les grosses banques, la nouvelle réglementation américaine tue surtout les petites - Atlantico.fr

[Après l'Etat corrompu, mafieux, guerrier, terroriste, assassin, et maintenant l'Etat maquereau.](#)

- Quand le Pôle emploi allemand propose de devenir escort-girl - Le Nouvel Observateur

Question : Le Pôle emploi allemand ira-t-il jusqu'à radier les femmes qui refuseront de répondre à cette proposition d'un goût plus que douteux, comment dire, orduier ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Le président vénézuélien Hugo Chavez est décédé mardi à Caracas à 58 ans des suites d'un cancer diagnostiqué en juin 2011, mettant un point final à 14 années de pouvoir sans partage et laissant le pays aux mains de son vice-président Nicolas Maduro en vue d'élections anticipées prévues d'ici 30 jours.

Le ministre des Affaires étrangères Elias Jaua a confirmé dans la soirée que M. Maduro serait président pendant l'intérim et qu'un scrutin présidentiel serait organisé dans les 30 jours, conformément aux instructions du président. Sur la transition, les interprétations de la Constitution divergent entre le gouvernement et certains opposants qui réclament un intérim du président de l'Assemblée nationale Diosdado Cabello et non du vice-président.

Peu après l'annonce du décès de Hugo Chavez, la capitale a plongé dans un silence pesant. De nombreux commerces et l'ensemble des transports publics ont immédiatement cessé de fonctionner alors que des centaines de partisans du "comandante", visiblement incrédules, sont spontanément sortis dans la rue.

Devant l'hôpital militaire de Caracas où il était soigné, plusieurs centaines de personnes ont improvisé une manifestation, brandissant des portraits du président et chantant des slogans à sa gloire. "*Chavez au panthéon!*", "*Nous sommes tous Chavez!*", scandaient certains.

Après avoir annoncé le décès du président, M. Maduro a lancé plusieurs appels au calme et annoncé que l'armée et la police avaient été déployées dans le pays "*pour accompagner et protéger notre peuple et garantir la paix*". Peu après, le ministre de la Défense Diego Molero, accompagné de plusieurs hauts-gradés, a assuré que les forces armées restaient "*unies pour respecter et faire respecter la Constitution*".

Un haut responsable militaire, le général Wilmer Barrientos, a assuré une heure plus tard que la "*pleine normalité*" régnait dans le pays aux plus importantes réserves mondiales de brut.

Vainqueur de toutes les élections auxquelles il était candidat depuis son arrivée au pouvoir en 1999, Hugo Chavez est mort alors qu'il avait été réélu pour un nouveau mandat de six ans, le 7 octobre 2012. AFP 05.03

SOCIAL

1- Grèce

Quelques milliers d'agriculteurs ont manifesté mardi dans le centre d'Athènes à l'appel du parti communiste KKE contre un tour de vis fiscal et l'augmentation de leurs coûts de production, a constaté l'AFP.

Le rassemblement, devant le ministère de l'Agriculture, intervient après plus d'un mois de mobilisation paysanne dans le centre agricole du pays, qui n'a pas fait reculer le gouvernement, tandis que la police anti-émeutes est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher des barrages routiers.

"*Le gouvernement ne nous a rien donné, n'a rien cédé pour nous aider à être compétitifs*", a lancé à la foule Pantélis Moschos, président de l'association des maraîchers de Grèce.

Les protestataires, qui devaient défiler jusqu'au parlement, contestent notamment les hausses des prix de l'électricité et des taxes frappant le fioul, et de récentes mesures durcissant leur régime fiscal et de retraites.

"*Nous ne demandons pas la charité, mais que nos retraites soient protégées, pour ne pas être réduits à la mendicité*", a affirmé à l'AFP un producteur crétois, Iannis Psarakis, 56 ans. AFP 05.03

2- Bulgarie

Les mineurs, les cheminots et les ouvriers des centrales électriques ont défilé mardi à Sofia pour protester contre des

coupes salariales envisagées dans leurs secteurs, qui viennent s'ajouter aux manifestations de rues qui ont renversé le gouvernement en février.

Aucun parti ne semble en mesure de remporter une majorité claire lors du prochain scrutin. Le Premier ministre ayant souhaité ne pas vouloir participer au prochain gouvernement, une nouvelle coalition sera difficile à mettre sur pied et de nouvelles élections pourraient être organisées pour sortir de l'impasse politique.

Le chef de l'Etat, le président Rosen Plevneliev, a annoncé la création d'un comité consultatif de 35 membres chargé de conseiller le futur gouvernement intérimaire et de représenter les intérêts de la population. Reuters 05.03

ECONOMIE

Roumanie

Après Florange en France, Liège en Belgique, la sidérurgie européenne souffre d'une nouvelle plaie ouverte: en Roumanie, la vente expéditive par le géant russe de l'acier Mechel de cinq unités pour 52 euros à une société quasi inconnue menace des milliers d'emplois.

Mechel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine, a vendu cinq usines réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 850 millions d'euros à Invest Nikarom, société déficitaire spécialisée dans le commerce d'équipements qui compte à peine trois salariés et un chiffre d'affaires de 340.000 euros.

Les quelque 4.000 salariés ont appris la vente par la presse.

La production sidérurgique roumaine a chuté de cinq à trois millions de tonnes entre 2008 et 2012. 10.000 emplois ont disparu.

Même si les usines Mechel en Roumanie, dont la production est suspendue depuis décembre, accumulaient des pertes de dizaines de millions d'euros, *"la transaction soulève des questions car la société Nikarom n'a pas la puissance financière pour faire repartir ces combinats"*, souligne le quotidien économique Ziarul Financiar.

Les annonces du ministre de l'Economie roumain, Varujan Vosganian, indiquant que Nikarom compte faire repartir l'activité le 10 mars à Targoviste et Buzau n'ont pas réussi à rassurer.

D'autant que le flou demeure sur le sort de Campia Turzii et Braila, déjà rongées par des vagues de licenciements.

"Nous craignons qu'Invest Nikarom soit un paravent qui permette à Mechel de licencier à la pelle puis de démembrer les usines pour vendre de la ferraille comme ils ont commencé à le faire sans assumer aucune responsabilité sociale", indique à l'AFP Constantin Iarca, chef de file du syndicat Metal 94 au laminoir de Braila.

Invest Nikarom est contrôlé par Viktor et Svetalana Chumakov, les parents de la représentante de Mechel en Roumanie.

A Braila, un laminoir qui a livré dans le monde entier des produits métallurgiques de pointe pour les chantiers navals depuis 1920, ne compte plus que 380 employés contre 600 en 2011.

"Comment je me sens? Comme un homme qui craint de perdre l'emploi qu'il a depuis 33 ans et qui ne sait pas de quoi sera fait demain. A 55 ans qui voudra m'engager?", confie à l'AFP Gheorghe Serbanescu, un ouvrier qui s'inquiète de ne plus pouvoir payer les études de sa fille.

Son collègue Victor Mazilu, 56 ans, entré lui aussi au laminoir en 1980, partage la même angoisse.

"On ne touche pas nos salaires à temps alors que les échéances des prêts, les factures de chauffage ne peuvent pas attendre", souligne-t-il.

L'entretien se fait dans un café, la direction refusant l'accès aux locaux syndicaux.

De Braila à Campia Turzii, syndicats et salariés dénoncent une volonté de Mechel de *"couler"* les usines.

"Nous pouvions être rentables mais Mechel a fait porter les pertes sur le laminoir: les matières premières étaient achetées à une filiale, Mechel Services, à un prix plus élevé que sur le marché puis ce que nous produisions était acheté par une autre filiale de Mechel, Mechel Trading, à un prix sous évalué avant d'être revendu", dénonce M. Iarca.

"La préfecture, le maire, les responsables politiques répondent que c'est une affaire privée", regrette M. Serbanescu.

Une réponse également donnée par le Premier ministre social-démocrate, Victor Ponta.

Pour M. Iarca, les autorités devraient toutefois vérifier le respect des contrats de privatisation, signés avec des promesses mirifiques dans les années 2000 mais aussi sanctionner les violations des obligations sociales comme le droit à l'information des salariés.

Malgré le chômage technique, M. Serbanescu se rend tous les jours au laminoir: "c'est plus fort que moi, il faut que j'y aille. J'espère qu'un investisseur sérieux viendra car nous sommes prêts à travailler". AFP 05.03

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mars 2013

CAUSERIE

Hier soir pour préparer la mise en forme du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier, sans parler des 30 minutes que j'ai mis à charger chaque page, parfois par morceaux de page, c'était un truc complètement tordu, j'y ai passé 3h30, donc 4 heures au total, au point de m'en fatiguer les yeux et en sortir exténué sur les coups de minuit.

Ensuite, je n'ai pas pu dormir de la nuit et je me suis résolu à me lever à 5 heures, entre 11 heures et midi j'ai fait un somme, donc j'ai actualisé au minimum le site. Ce soir j'irai me coucher après manger pour récupérer. Bon, ce n'est pas une vie.

J'ai quand même pris le temps d'ajouter une vingtaine de nouveaux documents, sans les lire, pas le temps.

Quand on nous parle du capitalisme on nous vante volontiers ses bienfaits et on passe sous silence ou on sous-estime ses méfaits, on les oublie, l'homme a souvent le vilain défaut d'avoir une mémoire particulièrement sélective. Il en va ainsi de tous les chefs d'Etat, toute ressemblance avec l'un d'entre eux en particulier ne serait que pure coïncidence.

Bon, à 58 ans je suis claqué, à demain... peut-être !

[Comment ils maquillent la réalité pour justifier leur politique.](#)

Informations ouvrières n°241, hebdomadaire du POI.

Avant de lire cet article vous pouvez lire ceux de l'Actualité du jour ou le relire ensuite.

- "Le 5 mars, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester dans tout le pays contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDT du 11 janvier sur la flexibilité."

Faux, ils appelaient à manifester contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDT du 11 janvier telle qu'il figure dans le projet de loi, mais non contre l'accord lui-même qu'ils n'ont appelé au rejet ou au retrait, mieux, ils espèrent toujours que les parlementaires vont l'améliorer.

Donc en réalité, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester le 5 mars pour que les parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI, puisque ces trois formations ont déjà fait savoir qu'elles voteraient cette loi, veuillent bien se placer au côté des travailleurs pour revoir cet accord, autant demander à la main du bourreau qui a signé l'arrêt de mort du contrat de travail de bien vouloir revoir sa copie ou l'épargner.

On baigne décidément en plein surréalisme.

- Yan Legoff : "Le gouvernement, affaibli mais tenaillé par les exigences du capital financier, va droit au choc. Pour le conjurer, ils misaient sur un « compromis historique ». Mais pour l'instant, il n'y en a pas."

Vraiment ? Vérifions-le en reprenant le scénario à zéro.

- Pendant trois mois les 5 syndicats se livrent à de pseudo négociations avec le patronat sachant pertinemment quelle en sera l'issue. Durant toute cette période, ils feignent de n'en rien savoir et refusent de mobiliser contre un accord qui s'annonce dévastateur pour le droit du travail, évidemment ils refusent de rompre leurs relations avec le Medef. Ils vont prétendre qu'il faut attendre de voir ce qu'il en sortira pour passer à l'action si nécessaire.

- Le couperet tombe le 11 janvier 2013, et conformément au scénario habituel les uns signent cet accord et les autres non, l'essentiel étant qu'il existe et que dès lors il se trouve suffisamment de syndicats pour le signer, c'est chose faite.

- Pendant près de deux mois, les deux syndicats non signataires ne vont pas davantage mobiliser contre cet accord, ils attendront la dernière ligne droite, une dizaine de jours avant que cet accord soit transmis au Conseil des ministres pour appeler à une journée d'action, le 5 mars, sans appeler à une journée de grève nationale ni même à une manifestation centrale à Paris.

Ils se seront donc employés à faire en sorte que la colère des travailleurs et des militants qui étaient palpables dès le 11 janvier au soir retombe au cours de ces deux mois, tandis que les uns et les autres multiplieront les manoeuvres, petites phrases, le double langage ambigu habituel qui a le don de décourager et de diviser, bref ils ont fait en sorte de laisser pourrir la situation pour que la mobilisation du 5 mars soit la plus faible possible, pari réussi.

- Dès le 5 mars, donc sans perdre de temps, Mailly de son côté annonce qu'il va falloir prendre le temps d'examiner le projet de loi du gouvernement, il n'en connaîtrait pas la teneur voyez-vous, pas de bol, dès le lendemain je le trouverai sur le portail des Echos et je le mettrai en ligne dans la soirée.

- Le gouvernement semble pressé mais pas tant que cela puisque ce projet de loi ne sera présenté au Parlement que dans un mois environ, en avril, ce qui veut dire qu'il va encore s'écouler un mois, le temps nécessaire pour que la mobilisation même faible qui s'est exprimée le 5 mars tombe un peu plus bas, du coup on peut prédire que Thibault et Mailly vont attendre d'être fixés sur la date où le projet de loi sera présenté au Parlement pour appeler à une nouvelle journée de mobilisation la veille.

Avec un peu de chance, cela tombera la veille ou en pleines vacances scolaires, ainsi ils pourront justifier la faible mobilisation, eux n'y seront évidemment pour rien, ainsi la boucle sera bouclée.

Vous voyez, j'aurais pu faire carrière à la CGT ou à FO... comme mes petits camarades, fastoche, non ?

Bien entendu, on ne peut être que satisfait que l'unité se réalise entre syndicats et partis ouvriers luttant contre le patronat et le gouvernement, mais ce n'est pas une raison pour nous raconter des histoires à l'eau de rose monsieur Gluckstein, ce n'est pas l'unité syndicale qui permettra d'en finir avec le régime en place, rassurez-nous monsieur Gluckstein c'est bien l'objectif du combat du POI, n'est-ce pas ? Malheureusement en vous lisant on aurait plutôt tendance à en douter fortement :

- *"Car la voie de l'action, dans l'unité des organisations ouvrières indépendantes, est la seule possible, sauf à être condamnés à l'avenir de misère, de désolation et de destruction que veulent imposer l'Union européenne et les gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent ses plans et directives."*

Il ne peut pas s'empêcher de passer la brosse à reluire aux appareils, on ne se refait pas. Si la CGT et FO ont adopté cette position, c'est après avoir participé à de pseudo négociations qui ont permis qu'un accord puisse exister, ce que le POI passera toujours sous silence car il remet en cause la soi-disant indépendance de ces syndicats liés au capital, et puis c'est uniquement par la base de ces syndicats ne pouvait que rejeter massivement un tel accord qu'ils ne l'ont pas signé, nous ne sommes pas dupes.

Dans son éditorial Gluckstein va s'employer à lier les masses et les militants aux appareils des syndicats, leur mobilisation et leur sort, allant jusqu'à sortir le grand jeu en rappelant la *"nature (des) deux confédérations, issues du même mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, comme si depuis la CGT n'avait pas définitivement tourné le dos au *"mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, FO étant une création de la bourgeoisie pour diviser et briser le mouvement ouvrier, le subordonner au capitalisme sous prétexte de l'émanciper du stalinisme, passons sur son anticommunisme viscéral et sans cesse remis au goût du jour, FO étant également le chantre du dialogue social qui constitue sa marque de fabrique appelé hier politique contractuelle consistant à négocier avec le patronat et le gouvernement au lieu de mobiliser les travailleurs, oui, c'est le point de départ du corporatisme. Si ces syndicats sont indépendants, c'est bien du *"mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle avec lequel ces syndicats n'ont rien à voir, ce qui n'est évidemment pas forcément le cas de leurs militants.

Donc à travers l'unité de façade des appareils de la CGT et de FO, ce serait *"toute la question de l'indépendance du mouvement ouvrier, refusant de se soumettre aux diktats de l'Union européenne et à ses exigences de flexibilité relayées par*

le gouvernement Hollande-Ayrault, qui est ici posée", parce que ces syndicats ne seraient pas soumis au capitalisme, mais si par hasard ils l'étaient, cela en serait fini de *"la question de l'indépendance du mouvement ouvrier"*, cela expliquerait peut-être pourquoi il est si gangrené, décomposé, non ? Non, la réponse est ailleurs, mais où ? Mystère !

La question de l'indépendance du mouvement ouvrier ne dépendrait-elle pas plutôt de l'organisation des masses dans des comités ouvriers ou de résistance contre la régression sociale, appelez-les comme vous voudrez, intégrant travailleurs syndiqués et non-syndiqués dans les entreprises, au niveau des localités intégrant travailleurs des secteurs privés et publics qui contrôleraient leur mouvement, qui prépareraient ensemble les prochaines mobilisations, qui interdiraient aux dirigeants syndicaux de négocier quoi que ce soit dans leur dos, qui exigeraient qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement...

Oui, mais là c'est une autre conception de la lutte de classe qui intègre l'ensemble de la classe et ses organisations et partis, c'est l'unité de la classe réalisée et qui prend conscience de sa force invincible quand elle est rassemblée, prête à livrer le combat jusqu'au bout contre l'ennemi de classe. Surtout pas, tout mais pas cela s'écrient nos dirigeants !

Qui d'autre que la classe peut garantir l'indépendance des syndicats, qui d'autre que la classe peut garantir que l'orientation politique des syndicats est conforme à leurs intérêts, qui d'autre que la classe permet de garantir qu'ils ne s'écarteront pas de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc du capitalisme ?

Décidément Gluckstein n'a pas de bol, il ne peut pas faire une citation sans la tronquer là où cela l'arrange, il écrit : "« *Dehors la troïka et ses plans !* », ont crié ce week-end plus d'un million de manifestants au Portugal.", tandis que l'AFP précisait le 3 mars (voir la causerie du lendemain) : - "*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants. AFP 03.03. Gluckstein a fait sauter "le gouvernement dehors", apparemment ce n'est pas à l'ordre du jour en France et pour le POI. Ceci explique cela.

L'intégralité de son éditorial a été consacré à nous vendre les appareils pourris de la CGT et de FO qui se seraient refaits soudainement une vertu. On n'en veut pas de votre camelote avariée, les étiquettes et le contenu n'ont rien à voir avec la réalité : "*L'indépendance des organisations ouvrières, refusant toute allégeance aux plans dictés par l'Union européenne et par les différents gouvernements : cette question sera au centre de la conférence ouvrière européenne qui s'ouvrira à Tarragone le 15 mars prochain.*", inutile d'en attendre quelque chose sur une telle orientation politique. Désolé.

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord sclérérat du 11 janvier 2013. Il faut aller à l'affrontement.

S'exprimant dans la cour de l'Élysée à l'issue du Conseil, Jean-Marc Ayrault, a fait valoir que ce texte était la traduction du "*premier accord de cette importance depuis 30 ans*".

"*Aujourd'hui, c'est le succès d'une méthode, celle du dialogue social, celle de la négociation, celle de la recherche du compromis*", a affirmé le Premier ministre, souhaitant que le projet de loi soit adopté "*très vite*" au Parlement.

Ce texte sera présenté en procédure accélérée (une lecture par assemblée) le 2 avril à l'Assemblée nationale et le 17 avril au Sénat.

Le chef de l'État a vanté un texte qui instaure une "*double-sécurité*" pour les salariés et employeurs, a-t-elle précisé.

"*On ne peut pas réformer le pays uniquement par conflit, par affrontement. On peut le faire aussi (par) des accords, des négociations. (...) Cela sera la même chose pour les retraites, pour la formation professionnelle*", a fait valoir M. Ayrault. AFP 06.03

Voilà, c'est déjà plié ! Cela n'empêchera pas vos dirigeants de reprendre le même refrain...

Pour nous, le salut est dans le conflit, l'affrontement direct, mais nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe, la nôtre est héritée des marxistes et des enseignements de la lutte des classes, pas celle de vos dirigeants faillis ou corrompus.

Ce que ne vous disent pas vos dirigeants, c'est que cette méthode de collaboration de classes ne date pas d'hier, en réalité elle existe depuis l'après-guerre, avant même, vérifiez-le, il existe une multitude de documents, d'accords, de faits qui le prouvent, dans un autre contexte économique ils s'en accommodaient puisque cela se soldait par des concessions de la part du patronat, ce que Bergeron appelait du "*grain à moudre*", c'est de la sorte qu'ils ont pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat par la même occasion qui pouvaient s'imaginer qu'il en irait toujours ainsi, du même coup personne apparemment ne s'est interrogé sur cette politique et ses conséquences désastreuses à l'arrivée.

Aujourd'hui, 40 ans environ après être entré dans une nouvelle crise mondiale, le capitalisme pour retarder son effondrement a hypothéqué les richesses produites par les générations actuelles et à venir en mettant au point des instruments financiers sophistiqués leur permettant de les accaparer avant même qu'elles soient produites et de les dilapider, de telle sorte qu'il leur faut pour trouver à court terme de quoi faire face à la monstrueuse montagne de dettes qu'ils ont créée et qui risque à tout moment d'engloutir tout leur édifice, tout en continuant de se gaver toujours plus évidemment, il leur faut trouver de nouvelles sources de profits, rogner sur les budgets des Etats qu'ils détournent ainsi à leur profit via le service de la dette, s'attaquer à tous les acquis sociaux des travailleurs, récupérer la part de plus-value qu'ils avaient dû leur céder au cours des décennies précédentes, dès lors il n'y a plus rien à gratter, sauf en faveur de l'aristocratie ouvrière et certaines couches d'exploitées qu'ils tiennent à favoriser encore histoire de ne pas trop déstabiliser le régime politique en place, et encore, mais petit à petit ils vont s'y attaquer aussi ainsi qu'à la classe moyenne, comme en Grèce et dans d'autres pays de l'UE...

Evidemment dans ce contexte cette politique apparaît au grand jour comme particulièrement criminelle, le voile de l'illusion selon lequel par la négociation il était possible d'améliorer son niveau de vie s'est définitivement envolé, seule demeure la désillusion des travailleurs et des militants qui n'y comprennent rien, qui se demandent comment on a pu en arriver là, et bien demandez des comptes à vos dirigeants, leur responsabilité est engagée, je peux même vous assurer qu'ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, vous pouvez en déduire ce que vous voulez y compris le pire, parfois il est salutaire de regarder la réalité en face...

Pour se marrer car on a besoin de se détendre, on étouffe dans ce climat de trahison nauséabond, cyniquement, je n'ai rien d'autre qui me vient à l'esprit désolé, la "double-sécurité" dont parle Hollande me fait penser à un cardiaque déjà très âgé à qui on aurait affirmé qu'en disposant d'un parachute à déclenchement automatique il ne risquait rien. Sauf une crise cardiaque fatale, mais bon, on n'était pas non plus obligé de lui dire !

Renault. Capitulation sur toute la ligne des syndicats vendus.

La CFE-CGC et FO Renault ont donné leur aval au projet d'accord visant plus de compétitivité et de flexibilité dans les sites français du constructeur, premier accord du genre au niveau d'un groupe, qui pourrait devenir une référence en la matière. "C'est un accord hors du commun (...) Il vaut mieux qu'une régression programmée. Il vaut mieux prendre le risque d'un avenir que de ne pas avoir d'avenir du tout", a expliqué Laurent Smolnik, délégué central FO. Le texte permet "d'avoir désormais une vision de l'activité sur nos sites jusqu'à 2016, voire 2020 pour Douai", dit-il.

Salaires, mobilité et temps de travail figurent parmi les principaux points de l'accord pour plus de compétitivité prévu pour le groupe Renault et dont les principales mesures sont à durée indéterminée.

Emploi: Les effectifs vont diminuer de plus de 15% d'ici fin 2016 pour atteindre 37.142 à en 2016 avec à la clé une économie sur les frais fixes de l'ordre de 400 millions d'euros. Renault va s'appuyer sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC, signée en 2011), et qu'elle prolonge jusqu'en 2016. Outre les 5.700 départs naturels non renouvelés prévus entre 2013 et 2016, la direction envisage 1.800 départs supplémentaires en prolongeant et élargissant la dispense d'activité des carrières spécifiques (DACS) --qui accompagne certains salariés en fin de carrière -- à quasiment tous les collaborateurs sans critère de pénibilité. Pendant ces trois ans avant la date légale de départ à la retraite, les salariés restent dans les effectifs et touchent 75% de leur salaire.

Mutualisation dans les sites industriels: Renault va regrouper ses sites de fabrication et logistiques en deux pôles régionaux pour permettre "une plus grande fluidité des mouvements de personnel": le pôle Nord-Est (dont Douai et Sovab), le pôle Vallée de la Seine (dont Andouville, Cléon et Le Mans) et "mutualiser" les métiers non liés à la production.

Mobilité: L'accord veut renforcer la mobilité pour un "équilibre entre les sites", entre ceux en sous-activité et ceux en forte activité. Le prêt de main d'oeuvre entre sites existait déjà entre les sites, mais faute de volontaires suffisants, la direction voulait le rendre obligatoire. Sous la pression de syndicats, elle a fait marche arrière. Les compensations financières sont fixées à un demi-mois de salaire pour 6 mois de prêt, un mois au-delà de 6 mois.

Temps de travail: Tous les sites de production vont s'aligner sur les 35 heures hebdomadaires, pour atteindre un temps de travail effectif de 1.603 heures annuelles, les temps de pause sont de 20 minutes par jour. Certains sites perdront aussi des jours de RTT. Enjeu: 65 millions d'euros d'économie. Le projet d'accord prévoit une réforme des comptes épargne temps et épargne formation pour une économie recherchée de 75 millions d'euros: le compte épargne temps sera ainsi plafonné à 10 jours. En cas de charge de travail exceptionnelle, la durée maximale de travail peut être portée à 12 heures, sur la base du volontariat, hors activités de fabrication. L'accord permet aussi de réduire exceptionnellement à 9 heures la durée consécutive de repos entre deux séances de travail pour faire face à une hausse d'activité.

Salaires: Contrairement à ce que voulait la direction, les salaires ne seront gelés qu'en 2013, et leur augmentation éventuelle sera discutée lors des négociations annuelles obligatoires en 2014 et 2015. L'accord met l'accent sur un renforcement de l'intéressement et de l'actionnariat salarial. L'Expansion.com avec AFP 06.03

Bon, on a compris que c'était un accord patronal sur le modèle de celui du 11 janvier 2013, à rapporter aux déclarations de Mailly du 5 mars. Bref, tout ce que nous avons affirmé depuis des mois se réalise. Si vous êtes militants du POI, demandez donc à vos dirigeants comment se fait-il qu'ils votent comme un seul homme les résolutions du bureau confédéral de FO, pourquoi ils ne rompent pas leurs relations avec ces bureaucrates pourris.

Dans cet accord il est dit que Nissan produira en France, or c'est un faux, la preuve.

Il y a 6 semaines :

Renault produira pour Nissan en France si accord de compétitivité ...
fr.news.yahoo.com/renault-produira-pour-nissan-en-france-si-accord... - 18 janv. 2013.

Il pourrait être intéressant pour Nissan de produire en France chez ...
lexpansion.lexpress.fr/.../renault-pourrait-il-vraiment-fabriquer-des-n... - 18 janv. 2013.

Il y a 1 mois

Nissan ne produira pas en France mais en - Autojournal.fr - Auto ...
news.autojournal.fr/.../Arnaud-Montebourg-Barcelone-Production-Ni... - 5 févr. 2013.

Il y a 2 jours :

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant
www.jta.eu/.../nissan-n-a-pas-le-projet-de-produire-en-france-pour... - Il y a 2 jours.

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant (dirigeant)
www.journalauto.com/lja/depeche/-/id/12037 - Il y a 2 jours.

Vous avez les adresses, vérifiez-le vous-même.

[Retraites complémentaires : ce que les dirigeants syndicaux corrompus acceptent.](#)

Le cadre.

- Syndicats et patronat doivent se retrouver jeudi matin pour sauver les régimes des retraites complémentaires de la banqueroute. Évolution des pensions inférieure à l'inflation et hausse des taux de cotisation sont au menu.

Leur rôle.

- Compliquées, les négociations le sont d'abord à cause du contexte. Le gouvernement, qui prépare sa réforme du régime général des retraites, aimerait bien les laisser déminer le sujet des complémentaires et prendre les premiers des décisions douloureuses. Pour, ensuite, leur emboîter le pas en imitant leur exemple sur le régime général.

Qui fixe le cap ? Le patronat comme toujours.

- Pour ne rien arranger, les syndicats sont divisés face aux propositions du patronat pour redresser les comptes.

Consensus patronat syndicats contre les travailleurs.

- Côté dépenses, ils se résignent tous à l'idée, mise sur la table par le représentant des employeurs, Jean-François Pilliard, de sous-indexer temporairement les pensions des retraités, autrement dit de les faire progresser moins vite que l'inflation. Mais, côté recettes, la hausse des cotisations concédée pour l'instant par le patronat ne fait pas l'unanimité. En effet, il propose, sous condition, une hausse du taux d'appel à partir de 2015, mesure qui revient à faire cotiser plus employeurs et salariés, mais sans créer davantage de droits à la retraite.

Ils proposent une hausse des cotisations versées par les travailleurs.

- Le patronat suggère de limiter les dépenses en gelant partiellement les pensions des 11 millions de retraités concernés (hors fonctionnaires, commerçants, artisans, agriculteurs, etc.) Les syndicats eux, réclament une hausse des cotisations, acquittées à la fois par les employeurs et les salariés. (20minutes.fr 06.03)

Inutile de dire qu'ils ont déjà capitulé.

- (...) quelques-uns préparaient ces derniers jours le terrain à des concessions. «*Si on se revoit, c'est que des évolutions sont possibles*», déclarait d'ailleurs dès l'issue de la dernière séance, mi-février, Jean-François Pilliard. Pour sa part, Philippe Pilhet, de FO, ne se dit «*pas opposé à un mélange entre hausse du taux contractuel d'abord, pour combler les déficits, et hausse du taux d'appel ensuite, pour maintenir les réserves à un niveau suffisant*». La CFDT voudrait bien de son côté reconsidérer une hausse du taux contractuel. Pour que les négociations aboutissent, il faut que trois syndicats signent sur les cinq présents autour de la table. lefigaro.fr 06.03

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu !

- La zone euro s'est enfoncée dans la récession au 4e trimestre 2012 - AFP
- A Varsovie, Paris et Berlin font de la crise le moteur de l'Europe de la défense - AFP

Parti mafieux.

- L'ambiance à l'UMP? "*Entre Borsalino et le Parrain*", selon Baroin - L'Express.fr

Dehors le gouvernement du chômage !

- Le chômage s'envole à 10,2% en métropole, comme en 1999 - AFP
- Menace et tentative de suicide dans deux agences de Pôle emploi - L'Express.fr

Poser la question c'est y répondre.

- L'accord sur l'emploi est-il identique à ce que proposait Sarkozy ? - LeMonde.fr -
- Projet de loi sur l'emploi: régression ou avancée sociale? - L'Expansion.com

... et pour cause :

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr
- Parisot appelle majorité et opposition à voter l'accord sur l'emploi - AFP

Il ne devrait pas.

- Le gouvernement s'agace des critiques de Sarkozy - Liberation.fr
- Sapin: l'accord compétitivité à Renault est "*un bon accord*" - AFP
- Allonger la durée de cotisation retraite, «*c'est une des pistes*» selon Sapin - Liberation.fr

Liquidé !

- Italie : enquête sur la mort du chargé de communication de BMPS - LeMonde.fr

A bas le sionisme !

- Israël: un rapport accablant de l'Unicef sur le sort des enfants palestiniens détenus - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des heurts entre manifestants et policiers se sont produits mercredi pour la quatrième journée consécutive dans la ville égyptienne de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez sur la Méditerranée, et des affrontements ont également eu lieu au Caire, la capitale.

Depuis dimanche, les affrontements ont fait six morts, dont trois policiers, et plus de 400 blessés.

Des soldats en armes ont tenté mercredi de s'interposer entre les policiers et les centaines de manifestants. Un soldat a été évacué en ambulance après avoir inhalé des gaz lacrymogènes, a rapporté un témoin.

"*Le peuple veut renverser le régime*", scandaient les manifestants qui demandaient la libération de leurs camarades arrêtés mardi. Ces slogans étaient les mêmes que ceux utilisés lors du renversement du président Hosni Moubarak il y a deux ans.

Au Caire, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre près de la place Tahrir, symbole de la révolution de 2011.

Le long du Nil, près de l'ambassade des Etats-Unis et d'un hôtel de luxe, des groupes de jeunes ont affronté les policiers.

Dans le faubourg de Gizeh, dans le sud de la capitale, un véhicule de la police a été incendié par des manifestants qui réclamaient des compensations pour les familles des victimes de la bousculade du stade de Port-Saïd l'an dernier, rapporte l'agence de presse Mena. Reuters 06.03

SOCIAL

1- Portugal

Le trafic ferroviaire portugais était fortement perturbé mercredi en raison d'un débrayage des salariés des Chemins de fer portugais (CP) dont la mobilisation s'inscrit dans un mouvement de grève tournante du secteur des transports sur l'ensemble du pays durant toute la semaine.

L'adhésion des travailleurs à la grève est "*quasiment totale*", a affirmé José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats de transports et communications (FECTRANS), à l'agence Lusa, dressant un premier bilan de la mobilisation.

L'ensemble des billetteries sont fermées et "*seulement une demi douzaine de trains circulent dans le cadre du service minimum*" aux voyageurs, a-t-il poursuivi.

En revanche, le trafic des trains de marchandises est "*totalemment paralysé*" depuis minuit, a-t-il précisé.

Le mouvement des chemins de fer portugais est le point d'orgue d'une série de grèves initiées lundi par la FECTRANS dans l'ensemble du secteur des transports qui se terminera samedi.

"*C'est une semaine pour la défense de la négociation collective, pour l'augmentation des salaires, le respect des accords d'entreprises (...), contre la réduction du paiement des heures supplémentaires et contre les atteintes aux droits*" des employés, énumère l'organisation syndicale dans un communiqué.

Depuis le début de la semaine, les actions se succèdent à travers le Portugal. Lundi, des salariés de la TAP ont livré un billet d'avion aller simple pour le Canada au ministre des Transports, Alvaro Santos Pereira, où il était auparavant professeur, en signe de protestation contre le licenciement de manutentionnaires qualifiés.

Au nord du pays, la circulation dans la ville de Porto a été fortement affectée mardi en raison d'un arrêt des transports en commun de 8h à 16h.

La capitale portugaise devrait connaître de nouvelles perturbations les prochains jours. Les sociétés d'autobus de Lisbonne et sa couronne, la Carris et les Transports du sud du Tage, prévoient des actions syndicales et manifestations, respectivement jeudi et vendredi. AFP 06.03

2- Allemagne

Le gouvernement allemand accusé de cacher la gravité de la pauvreté

Tout juste publié, le rapport sur la pauvreté en Allemagne réalisé par le gouvernement est critiqué par l'opposition de gauche et les médias, l'accusant d'avoir enjolivé la situation sociale dans le pays.

Ce "*rapport sur la pauvreté et la richesse en Allemagne*" pour la période 2007 à 2012, le quatrième de ce type depuis 2001, fait état d'une évolution positive des revenus disponibles des ménages, conséquence directe de la bonne santé du marché du travail dans la première économie européenne.

Toujours sur la foi de chiffres du DIW, le texte affirme que "*l'inégalité de répartition des revenus est à l'heure actuelle en recul*". Selon la presse allemande la version initiale du rapport, élaborée à l'automne 2012, arrivait au constat exactement inverse. "*Les revenus privés sont répartis de manière très inégale en Allemagne*", constatait notamment le rapport dans sa première mouture, selon le quotidien conservateur *Die Welt*.

Dès novembre, la presse avait fait état de réserves notamment du ministre libéral (FDP) de l'Economie, Philipp Rösler, à l'égard de certaines formulations du rapport, et de ses tentatives pour y substituer un message plus positif.

Le ministre a apparemment eu gain de cause, et s'en vantait mercredi matin sur les ondes d'une radio régionale. "*Je trouve que l'on doit mettre en avant le fait que chez nous tout va bien*", a-t-il dit, qualifiant de "*manoeuvre électorale*" les critiques de l'opposition. Celle-ci, relayée par les syndicats mais aussi des associations caritatives, reproche au gouvernement d'avoir manipulé le rapport en l'édulcorant.

Le texte approuvé mercredi en Conseil des ministres constate tout de même que l'exposition à la pauvreté, mesurée par le taux de risque de paupérisation, n'a pas reculé. Depuis 2007, ce taux est "*relativement constant entre 14% et 16%*" de la population. Un constat à mettre en parallèle avec le fait que "*près d'un quart des actifs salariés perçoivent un salaire horaire brut relativement faible, inférieur à deux-tiers du salaire horaire moyen*". L'Expansion.com avec AFP 06.03

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas oublié les infos en bref, rien d'intéressant à se mettre sous la dent voilà tout.

Deux nouvelles vidéos.

1- 6 millions de morts de la 3ème guerre mondiale - YouTube (4'59")
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=6udCZF9FaBw

Le témoin : John Stockwell, ancien chef de commando de la CIA ayant participé à trois guerres secrètes de contre-intelligences (et non contre-espionnages il n'y a pas d'erreur) et a occupé un poste au Conseil national de sécurité des Etats-Unis. Il explique ici pourquoi il y a une troisième guerre mondiale depuis 40 ans dont le nombre de victimes peut-être évalué à 6 millions de morts. En réalité depuis 1947.

Il explique aussi très brièvement que la CIA et les généraux ont confisqué la démocratie aux Etats-Unis, ont pris le contrôle de la société.

2- Les Principes du pouvoir : l'Empire - Le Film - YouTube(1.35.43)
<http://www.youtube.com/watch?v=t159G1kNIJc>

A montrer à ses enfants et petits-enfants après avoir jeté tous les manuels scolaires d'histoire selon les internautes qui l'ont

visualisée, je suis seulement en train d'essayer de la télécharger. Que faut-il penser des professeurs d'histoire, des historiens en général ? En anglais avec sous-titres en français. Comme toujours analyses à recadrer sur l'ex-URSS et la référence au communisme, les auteurs de cette vidéo ne comprenant rien et faisant l'amalgame entre stalinisme et communisme.

Pour revenir rapidement sur une réflexion que je me suis faite ces derniers jours.

C'est vrai qu'autrefois il suffisait de lire le journal, plus tard d'écouter la radio et de lire des bouquins trouvés chez de bons libraires ou dans les bibliothèques municipales pour se faire une idée de la situation et imaginer dans quelle direction elle pouvait évoluer. J'ai dit imaginer volontairement à partir des faits et non en partant d'extrapolations ou de rêvasseries.

De nos jours on dispose en plus de centaines de chaînes de télévision, Internet, des milliers de portails et blogs et on n'est pas foutu de comprendre davantage dans quel monde on vit, encore moins de définir la tendance principale qui s'en dégage.

Qu'est-ce que cela signifie ? On est bien obligé de se poser cette question, apparemment tout le monde ou presque semble paumé, les intellectuels en premier lieu qui nous sortent des lieux communs à longueur de temps ou qui s'apitoient sur les horreurs du vieux monde.

Je propose comme explication, que partant du fait qu'on est submergé d'informations et d'analyses en tous genres, toutes les questions qu'on pouvait se poser l'ont été, et qu'il n'est plus nécessaire de réfléchir, de s'en poser d'autres, cela ne nous viendra pas à l'esprit, pourquoi fournir un tel effort, on fait avec ce qu'on a en piochant ici ou là des idées qui semblent conformes à notre attente sans pour autant résoudre notre problème, il est là le problème justement.

Peut-être que toutes les questions qu'on devait se poser n'ont pas été posées ou qu'elles nous sont demeurées inaccessibles, car même sur le Net il faut les dégouter, 90% des blogs ou des portails sont parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, ils ne font que se copier les uns les autres, médiocrement le plus souvent.

En réalité, seuls quelques facteurs sont déterminants, donc posséder des infos sur ces facteurs et leur évolution devrait nous suffire. C'est ce que j'ai essayé de mettre en place avec ce portail, très modestement car il aurait fallu toute une équipe pour faire le boulot à fond, vous ne voulez pas m'aider, soit, mais ne me reprocher rien ni à d'autres qui font un boulot comparable.

C'est comme avec les connaissances en général ou notre formation politique, on a le choix entre lire des milliers de livres écrits par des maîtres dans leur domaine respectif ou par leurs disciples, par leurs élèves dont la qualité des travaux présentent des lacunes ou de graves erreurs, bref, une fois de plus être incapable de faire la part des choses et se noyer sous une masse de données qui au bout du compte sera inexploitable, vous savez c'est comme les têtes trop pleines des intellectuels qui ne sont pas foutus de changer une roue ou de réparer une prise de courant.

Personnellement, dans tous les domaines je recherche l'excellence, les maîtres incontestables, ce qui existe de meilleur, les plus forts, talentueux, les génies, le reste ne m'intéresse pas, pas de temps à perdre avec eux, désolé. En musique, par exemple je suis fan de Beethoven, Coltrane ou Hendrix, je ne vais pas écouter un mec qui pianote dans son coin ou gratte une guitare en regardant où il met ses doigts après 20 ans d'expérience, genre J-L Aubert et Cie, ces mecs-là n'ont jamais rien apporté à la musique, ce sont des pures produits du système, des pauvres types qui savent à peine se servir d'une guitare, j'ai téléchargé une vidéo de Steve Ray Vaughan, un concert qu'il avait donné au festival de jazz de Montreux il y a 10 ans, du blues principalement, ce gars-là est génial, il peut jouer à la vitesse de la lumière la guitare dans le dos sans produire la moindre fausse note et en plus c'est harmonieux, pareil pour Michael Angelo Batio... Ils jouent et composent, leur musique est originale et ce sont des musiciens d'exception, qu'est-ce qu'on peut demander de mieux quand on aime le rock, le hard rock, le heavy metal, le blues ?

C'est la même chose en politique, anthropologie, psychanalyse, économie, littérature, théâtre, cinéma, photo, sculpture, architecture, dans toutes les sciences et tous les arts, s'agissant des arts c'est plus facile, il suffit d'ouvrir ses yeux ou ses oreilles, tandis que lorsqu'on aborde un sujet qui se rattache à une science on ne peut pas accéder à ce qui se fait de mieux parce qu'on ne possède pas les connaissances de base, on se contentera très souvent d'ouvrages de vulgarisation destinés au grand public comme l'on dit, il en existe qui sont formidables, certains maîtres, chercheurs ou scientifiques en ont rédigé eux-mêmes et ils sont abordables par le plus grand nombre, il y a juste à connaître dans chaque discipline lesquels sont les meilleurs.

Notre temps libre est limité, il faut donc aller à l'essentiel pour s'instruire ou prendre du plaisir, car la vie c'est cela aussi et non pas seulement réfléchir, je parle pour moi qui y consacre trop de temps contrairement à nos contemporains.

Bon, on s'est quelque peu écarté de notre sujet comme très souvent.

Se poser des questions nous permet de gagner du temps, surtout quand on obtient des réponses satisfaisantes. Cela ne vient pas forcément spontanément, il faut en vouloir, il faut avoir une disposition d'esprit particulière, le type qui se croit très intelligent ou plus malin que les autres, prétentieux, hautain, méprisant, sclérosé, borné, bref le crétin, lui il en sera incapable, de même que le sectaire ou le dogmatique, le mec qui vous dit qu'il a l'esprit ouvert et qui en réalité autour duquel le monde gravite, au-delà

duquel rien ni personne n'existe, il en impose il est grand dans la médiocrité et ne s'en rend même pas compte, ce sont eux qui nous donnent des leçons en général...

Et il ne faut pas croire que se poser plusieurs fois la même question serait une perte de temps, bien au contraire, plus on se la posera et plus on prendra conscience de notre propre ignorance, je vous garantis que cela force le respect et nous encourage à être plus modeste par la suite si on ne l'était pas précédemment, c'est un excellent exercice à consommer sans modération car chaque fois on découvre quelque chose de nouveau qu'on ignorait et pour le coup on peut se dire qu'on est un peu moins con, c'est aussi une source de plaisir qui n'a rien de malsain puisque nous partageons nos connaissances avec nos semblables.

Tout se tient, on en revient à notre idéal humaniste, le plus élevé qui soit et qui est synonyme de liberté.

[Le voile tombe. Cruelle désillusion. Une trahison permente à remplacer la révolution permanente.](#)

- Flexisécurité : FO fait le grand écart - LeParisien.fr 07.03

FO manifeste le 5 mars contre l'accord du 11 janvier 2013 et signe un accord similaire chez Renault le lendemain, bravo on n'en attendait pas davantage de ces lieutenants de la bourgeoisie !

Il y a peu, répondant à une question d'un journaliste L. Berger (CFDT) avait précisé avoir de bonnes relations avec tous les syndicats "*réformistes*", y compris avec FO avec lequel il continuait de discuter... J'avais gardé cela sous le coude en attendant la première occasion pour le ressortir. Effectivement, c'est la même boutique. Au moins maintenant plus aucun militant ne pourra dire qu'il ne savait pas quel contenu il fallait donner à la soi-disant "indépendance" de FO, et les militants peuvent aussi sérieusement s'interroger sur les véritables intentions des dirigeants de partis ouvriers qui se font les relais de cette escroquerie politique, qui la couvrent, dont ceux du POI, désolé pour nos petits camarades de ce parti qui nous lisent.

Pourquoi FO devrait-il rompre avec le patronat et le gouvernement, avec sa tradition de syndicat soutenant le régime en place et le capitalisme, puisque finalement aucun parti engagé dans ce syndicat n'entend rompre avec lui, dont le POI ? Pour les dirigeants traitres ou jaunes des syndicats, selon les syndicats, le soutien au régime l'emportera toujours sur toutes autres considérations car cette attitude est conforme à leur véritable nature d'agents du capital au sein du mouvement ouvrier. Il en va de même des dirigeants du PS (pour ceux qui le considèrent comme un parti ouvrier) et du Front de gauche.

En procédant de la sorte, ils témoignent si besoin était qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière et que leur réel commanditaire était leur ennemi de classe, celle des capitalistes, le régime auquel leur existence était liée. Les origines, les apparences, les illusions, le double langage, les discours radicaux, les bonnes intentions, les effets d'annonce, etc. il arrive toujours un moment où tout cela s'effondre, éclate, s'envole, la réalité enfin reprend ses droits et nous donne raison en l'occurrence, la vérité est certes révolutionnaire mais il faut généralement un certain temps avant qu'elle s'impose, nous y travaillons sans relâche.

On ne peut pas vaincre un ennemi en refusant de le combattre, en étant lié à lui, en refusant d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour l'abattre, c'est aussi simple que cela. Oui, il est bon de rappeler que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour partager le pouvoir avec lui ou lui concéder quoi que ce soit. C'est un combat à mort dans lequel nous sommes engagés, et si vous n'en êtes pas convaincus, allez demander aux peuples afghan, irakien, palestinien, syrien, etc. ce qu'ils en pensent, eux ils en ont forcément conscience.

Certes, il faut faire la part des choses, faire preuve de mesure, on sait parfaitement cela et on en tient compte quotidiennement contrairement peut-être aux apparences qui sont très souvent trompeuses ici comme ailleurs, mais entre rester strictement sur notre terrain de classe et faire des incursions sur celui de notre ennemi il y a une limite infranchissable et non négociable que tous les partis ont franchi depuis très longtemps, ce qui explique en partie pourquoi nous en sommes là.

Quand on a mélangé de l'eau à du vin, il est ensuite impossible de retrouver l'aspect et l'arôme du vin originel. Quand un vin a tourné au vinaigre, il est devenu inbuvable, dès lors on a le choix entre le boire jusqu'à la lie ou en changer. Nos dirigeants ont décidé que nous devrions crever d'un ulcère à l'estomac, à vous de voir si vous acceptez ou non. Un vin éventé produit le même effet, le prochain congrès du POI sera ouvert à tous les vents, à nos petits camarades de ce parti de savoir s'ils vont accepter ce triste sort auquel les convient leurs dirigeants. Moi je ne bois plus de vin, trop cher et je peux m'en passer, je suis abonné au château la pompe, la cuvée du jour qui n'a pas le temps de s'éventer !

Un dernier mot.

Vous n'avez pas été nombreux à télécharger la retranscription de l'accord du 11 janvier qui figure dans le projet de loi que j'ai mis en ligne avant-hier, or il contient les centaines de modifications qui seront apportées à la législation du travail dès qu'il aura été adopté, il est si élaboré qu'il figurera sans doute à très peu d'exception près tel quel dans la loi.

Mailly a dit ne pas encore être en possession de ce texte avant-hier, à mes camarades du POI, ne faites pas comme Mailly,

n'attendez pas et rejeter le rapport d'activité qui vous sera présenté par vos dirigeants dans le cadre de votre congrès, car il y figurera cet accord scélérat, notamment. Si vous ne voulez pas vous faire éjecter ou qu'ils vous poussent à démissionner, vous n'êtes pas obligés de motiver votre vote. Vous pouvez aussi dissocier vos critiques de votre vote.

Ce parti est si peu démocratique, là encore contrairement aux apparences, vous pourriez proposer une boîte aux lettres dans laquelle les délégués déposeraient leurs propositions ou contributions réduites à quelques lignes ou questions de façon anonyme, demandant à la direction sortante et au congrès de les examiner et d'y répondre, ainsi ils ne pourraient pas étouffer certaines questions que les militants du POI se posent, ils ne pourraient pas dire qu'ils ignoraient qu'elles existaient, votre congrès s'enrichirait de discussions auxquelles certains de vos dirigeants ne tenaient pas vraiment, cela les forcerait à sortir du bois, vous y gagnerez en clareté théorique et politique... et en démocratie. Et puis ce serait autre chose qu'un congrès syndical ou de maires de petites communes, il y a les congrès des syndicats et celui des maires de France pour cela, n'est-ce pas ?

[Interview pour l'Expansion de Laurent Smolnik, secrétaire fédéral de FO Renault](#)

- Pourquoi FO a signé l'accord compétitivité chez Renault - l'Expansion.com

Au nom de la "**nécessité**", des concessions à hauteur de 500 millions d'euros. Merci patron !

"La CGT reproche le gel des salaires et le plan de départ de 8 200 personnes au total mais il était nécessaire de faire des concessions."

Un précédent.

"Notre position n'était pas très confortable puisque, contrairement à la CGT, nous étions signataires de l'ensemble des accords locaux sur l'aménagement du temps de travail et notamment les 35 heures qui seront maintenant imposées à tous les sites de production. Il fallait donc prendre une décision en respectant nos engagements précédents."

Il le sait et s'en tape :

Question de L'Expansion : En terme d'emploi justement, le texte ne semble pas palier à la baisse des effectifs. N'est-ce pas dangereux pour l'avenir des salariés Renault ?

- *"Outre les 5700 départs naturels qui ne seront pas remplacés, il y a en effet environ 2000 départs de prévus. "*

"On sait que dans le secteur de l'ingénierie, l'objectif de la direction est une restructuration faisant passer de 10 500 à 8 500 le nombre de salariés."

Mieux encore, il a signé un texte en s'engageant sur un volet dont la direction dévoilera le contenu... fin avril !

- *"Pour le moment nous n'avons pas d'autre information à ce sujet mais rien n'est figé dans l'accord d'aujourd'hui. Les mesures concernant les baisses d'effectifs dans l'ingénierie ou la mutualisation des ressources ne seront débattues que lors du comité central d'entreprise (CCE) de fin avril. "*

Et la suite est du vent car personne ne peut dire que la consommation (croissance, sic !) permettra de maintenir un tel rythme de production dans les années à venir. En réalité, cet accord est un premier (ou second) pas dans un engrenage conduisant à des concessions sans fin au patronat, il le sait et s'en fout, c'est un vendu !

"Et puis en s'engageant sur l'augmentation de la production pour les prochaines années, Renault sera forcé de conserver et peut-être même d'augmenter le nombre de ses employés à l'avenir."

Le jaune joue ensuite sur les mots, il n'y aura pas baisse mais stagnation des salaires, mais avec la hausse du coût de la vie cela revient à accepter une baisse de niveau de vie des travailleurs pour que les actionnaires réalisent 500 millions d'euros d'économie qu'ils se partageront par la suite.

Au fait, mais où avais-je la tête, il a bien employé le mot "*concession*" pour réaliser ces 500 millions d'euros d'économie afin d'être plus "*compétitif*", alors pourquoi n'a-t-il pas exigé que les actionnaires qui avaient reçu des milliards d'euros au cours de la dernière décennie casquent à la place des ouvriers ? Ah parce que ce ne sont pas des ouvriers, merde, on n'y avait pas pensé !

Question de L'Expansion : Alors que FO rejette l'accord sur l'emploi au niveau national, vous acceptez cet accord de compétitivité chez Renault, n'est-ce pas contradictoire ?

- "Un amalgame a été fait entre les deux accords. Le seul dispositif qui avait été repris de l'accord national interprofessionnel (ANI) dans le projet d'accord Renault était ce principe de "mobilité obligatoire". Il a fallu plus de 15 réunions de concertations et de négociations pour faire sauter ce dispositif. Il est évident que FO n'aurait pas signé l'accord dans sa présentation initiale. Il n'y a donc plus d'amalgame à faire avec l'accord sur l'emploi à l'échelle nationale. De plus l'ANI parle de baisse de salaire alors que notre accord avec Renault se limite à un gel des salaires en 2013 et pas au-delà."

Ce n'est pas une ordure à part cela, il a repris la même méthode, le même argument employé par les syndicats CFDT-CFTC-CGC pour signer l'accord du 11 janvier : sans une concession sur la taxation des contrats de travail courts nous n'aurions pas signé, laissant passer l'essentiel qui profite aux patrons.

Plus loin vous trouverez un article de presse sur le même sujet.

[Austérité. Le gouvernement des capitalistes.](#)

Les lettres de cadrage du projet de budget 2014 que s'apprête à envoyer Bercy à tous les ministères intégreront un effort d'économies supplémentaires "légèrement" supérieur à quatre milliards d'euros, a déclaré jeudi le ministre délégué en charge du Budget, Jérôme Cahuzac.

Le gouvernement a déjà prévu des économies annuelles de 10 milliards d'euros sur les dépenses publiques jusqu'à la fin du quinquennat. L'effort supplémentaire prévu doit servir notamment à financer une partie du crédit d'impôt compétitivité emploi. Reuters 07.03

Ah ben alors, si c'est pour faire cadeau aux patrons, on s'incline, leurs besoins sont prioritaires !

En 1981, l'OCI (ex-POI-CCI) avait soutenu le mot d'ordre gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes, Lambert avait oublié de nous dire que les ministres PS étaient des capitalistes ?

Question : Quelle était la véritable nature politique de Lambert et de son "héritier", Daniel Gluckstein, de leur parti ? Vous avez là la réponse. Et le trotskisme alors ? C'est comme le socialisme au PS, le communisme au PCF, l'indépendance à FO ou à la CGT... Facile à comprendre, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

[Renault : front unique avec le patronat !](#)

Trois syndicats, représentant plus de 64% des salariés, signeront l'accord de compétitivité proposé par Renault en échange de l'attribution à ses usines françaises de volumes de production supplémentaires.

La CFDT, troisième syndicat du constructeur automobile, s'est prononcée à son tour jeudi en faveur du projet.

"Après consultation de nos équipes et vérification juridique de l'accord, nous allons donner un avis favorable", a déclaré au téléphone à Reuters Fred Dijoux, représentant de la CFDT.

"Il sera utile à l'entreprise et permettra à l'outil industriel français de concurrencer des usines comme en Espagne ou en Grande-Bretagne", a-t-il ajouté.

Avant la CFDT, qui représente 19,1% des voix, la CFE-CGC, principal syndicat de Renault avec 29,7% des voix, et Force Ouvrière (15,6% des voix), ont déjà annoncé leur intention de signer l'accord de compétitivité.

La CGT, deuxième syndicat de Renault avec 25,2% des voix, a pour sa part toujours dit jusqu'à présent qu'elle ne signerait pas, notamment parce qu'à ses yeux la réduction d'effectifs envisagée risquerait de fragiliser Renault au sein de l'alliance avec le constructeur japonais Nissan.

L'accord de compétitivité, sur lequel direction et syndicats planchent depuis l'automne dernier, prévoit notamment un allongement du temps de travail, un gel des salaires cette année et 8.200 suppressions d'emplois sur la durée de l'accord, qui court jusqu'en 2016, via les départs à la retraite et les démissions.

En échange, Renault s'est engagé à maintenir tous ses sites français sur la durée de l'accord et à leur attribuer des volumes de production supplémentaires pour le compte de partenaires, notamment Nissan. Au total, la production annuelle du groupe en France pourrait s'en trouver accrue de 180.000 véhicules pour atteindre 710.000 véhicules environ en 2016. Reuters 07.03

Reuter a utilisé le conditionnel à bon escient, "*la production annuelle du groupe en France pourrait*" augmenter... ou diminuer encore en fonction de la conjoncture économique, les signataires ont oublié de préciser que c'était une des clause de ce contrat de dupes. (voir la causerie d'hier sur les intentions réelles de Nissan.)

ACTUALITE EN TITRES

[Envers les banquiers... Leur plan se passe comme prévu.](#)

- La BCE va poursuivre sa politique monétaire accommodante - L'Expansion.com
- La BCE revoit à la baisse ses prévisions de croissance en zone euro LePoint.fr -

Accommodant prend deux "m", oui, je fais des fautes d'inattention mais je passe aussi mon temps à corriger celles des médias et des internautes.

[Le capitalisme ne serait pas à vomir, on va vous aider à y venir :](#)

- Il trouve une souris dans sa boîte de haricots verts - 20minutes.fr
- Carrefour France aurait ouvert une enquête, selon «*Le Parisien*»...
- Viande de Cheval: un anti-inflammatoire interdit dans des produits vendus au Portugal par Auchan - L'Express.fr

Un anti-inflammatoire dont l'utilisation est interdite sur des animaux destinés à l'alimentation humaine a été détecté dans de la viande de cheval retrouvée dans des hamburgers et des boulettes de viandes vendus au Portugal par l'enseigne française. L'Express.fr

Chez Ikéa ils auraient trouvé des excréments (de je ne sais pas quoi) dans certaines préparations, des pizzas je crois. Le recyclage commence par là, il n'y a pas de petits profits...

[Enfin un objet identifié.](#)

- Hollande veut rassembler la gauche avec la journée de la Femme - Reuters
- Hollande: "*La France est au Mali parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie*" - L'Express.fr -
- 78% des Français sont favorables à la journée de la femme - L'Express.fr

Nous, nous sommes farouchement contre toute opération consistant à mettre en lumière une couche de la population, les vieux, les enfants, les handicapés, les orphelins, etc. en réalité à les dresser les uns contre les autres en tentant de culpabiliser le reste de la population qui serait finalement responsable de leur situation, alors que les gouvernants piétinent leurs droits, les ignorent, les affament, les exploitent.

[Raison de plus pour s'attaquer résolument aux rapports sociaux de production.](#)

- Les pathologies psychiques de l'individu naissent de tensions sociales - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui en est à l'origine, qu'est-ce qui est pathologique ? Le capitalisme, le système économique d'exploitation et d'oppression qu'il nous faut liquider.

[Message de nos geôliers](#)

- Les adieux de l'Etat à Stéphane Hessel, un «*homme libre*» - 20minutes.fr

- Hommage à Hessel : Hollande salue "*un homme libre de sa vie*" - Le Nouvel Observateur

La pompe à fric

- L'assurance-automobile coûte encore plus cher en 2013 - LeFigaro.fr

- Stationnement gênant: les PV vont-ils passer de 17 à 35 euros? - L'Express.fr

L'immobilier et l'automobile s'écroulent et le capitalisme s'effondre...

Que craint-il à part le socialisme ?

- Thierry Lepaon de la CGT craint une dérive à l'italienne - Reuters

Bonnes nouvelles de l'Empire.

- Etats-Unis: plus forte poussée du déficit commercial depuis deux ans - AFP

- La productivité trimestrielle américaine à un plus bas de 4 ans - Reuters

Voilà à quoi servent les ONG complices et porte-parole des chefs de guerre de l'OTAN.

- MSF lance un appel pour sortir du «*chaos*» humanitaire en Syrie - Liberation.fr

Confirmation.

- Le porte-parole de la banque Monte Paschi retrouvé mort - Reuters

- Italie : enquête sur une mort suspecte en marge d'un scandale bancaire - LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars 2013

CAUSERIE

Les voiles tombent et ce n'est qu'un début.

Le PS est monté en première ligne pour incarner les intérêts de l'oligarchie financière, rien de plus normal. Il n'a pas encore montré de quoi il était capable. Il figure dans le camp de la réaction et remplit parfaitement le rôle du parti de l'ordre, Valls s'emploie à le rappeler.

La CFDT, la CFTC et la CGC ont confirmé qu'ils méritaient amplement leur caractérisation de syndicats jaunes ou patronaux.

FO qui ne vaut guère mieux, mais qui pour être issu de la CGT avait conservé le masque d'un parti ouvrier n'a cessé d'employer un double langage couvert par les trotskistes corrompus par le capital vient à son tour de rejoindre le camp des syndicats jaunes en signant l'accord de compétitivité chez Renault.

La CGT et le Front de gauche en profitent pour se présenter comme les véritables et seuls représentants de la classe ouvrière sans pour autant constituer un danger pour le régime, puisque ni l'un ni l'autre n'axe sa politique sur la rupture avec le capital, les institutions de la Ve République et l'Union européenne, cette perspective ne fait pas partie de leurs programmes.

Leur rôle à travers un discours radical consiste à récupérer les couches de la classe ouvrière qui veulent en découdre pour les mener dans une impasse, les neutraliser, les démoraliser afin de briser leur résistance pour le compte du régime.

Tous les autres partis (POI, NPA, LO) refusant de rompre avec ces partis et les appareils vendus des syndicats, avec le gouvernement, les institutions, l'Etat et le capitalisme, remplissent le même rôle à des degrés divers sans être capable de proposer la moindre issue politique aux masses exploitées.

Pour briser ce cycle infernal, il faudrait rompre avec cette conception de la lutte de classe dont la principale caractéristique réside dans le fait qu'elle ne se situe pas strictement sur le terrain de classe du prolétariat, et qui pour cette raison a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est de renverser le capitalisme et de passer au socialisme.

Il est clair que sans théorie et programme révolutionnaire une révolution prolétarienne ne peut pas vaincre.

Les masses peuvent se mobiliser par millions comme en Espagne, au Portugal, en Grèce, demain en Italie, en Belgique, en France ou dans d'autres pays de l'UE, elles peuvent se soulever, mais sans une claire conscience des tâches politiques qu'elles doivent accomplir et des objectifs qu'elles doivent se fixer, sans une claire conscience des moyens qu'elles doivent développer pour venir à bout des obstacles qui se dresseront sur leur chemin, elles seront défaites, d'où le rôle déterminant du parti révolutionnaire incarnant au plus haut degré cette conscience de la situation et des rapports entre les classes, et la direction dans laquelle ils doivent s'orienter peut les éclairer ou les guider pour finalement avancer vers leurs objectifs et vaincre, prendre le pouvoir politique.

La dictature implacable du capital qu'incarne le gouvernement et les partis PS-UMP-UDI au Parlement, le Medef et les syndicats qui se sont placés délibérément dans le camp du patronat, la mise en oeuvre de leur politique réactionnaire qui consiste à s'attaquer systématiquement à tous les acquis ou droits sociaux de toutes les couches d'exploités est incompatible avec l'exercice même élémentaire de la démocratie qu'ils piétinent quotidiennement en employant à longueur de temps un discours démagogique pour couvrir la formidable régression sociale et politique à laquelle nous assistons. Dans ces conditions, en attendre quelque chose de positif pour les travailleurs serait entretenir les pires illusions qui soient et les trahir, se faire les complices de leurs bourreaux.

Du coup, il est raisonnablement impossible d'envisager une amélioration fondamentale et collective du sort des travailleurs ou d'espérer un retournement de la situation sans poser non seulement la question de la rupture des relations avec le capitalisme et ses représentants, avec l'Etat et les partis qui participent aux institutions, les appareils des syndicats qui en sont les lieutenants au sein du mouvement ouvrier, sans mettre à l'ordre du jour la question du pouvoir que les travailleurs doivent conquérir, donc le renversement de l'ordre établi et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, ce qui pose comme devoir et responsabilité à chaque militant la tâche urgente de construire un parti ouvrier révolutionnaire qui incarne les droits ainsi que les besoins et les aspirations légitimes des travailleurs.

Quand on se retrouve face à un mur en apparence infranchissable, on a le choix entre s'asseoir à ses pieds en attendant qu'il veuille bien tomber de lui-même, or le capitalisme peut une nouvelle fois s'effondrer jamais il ne disparaîtra de lui-même, l'expérience des multiples crises qu'il a connues depuis deux siècles le prouve amplement, soit on le fait sauter au moyen d'une révolution organisée, disciplinée et consciente qu'elle n'est qu'une première étape, indispensable, vers notre émancipation finale qui ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale.

Croire qu'il suffirait de bonnes intentions ou d'être anti-impérialiste à la manière de certains intellectuels pour accomplir cette gigantesque tâche et entraîner la majorité des masses au combat relève de l'ignorance ou de la charlatanerie. La plus grande rigueur et discipline sont indispensables pour à la fois vaincre le scepticisme des indécis ou le doute qui s'est emparé des masses, à juste titre d'ailleurs puisqu'elles ont été sans cesse induites en erreur ou nos dirigeants ont manqué singulièrement de détermination à défendre le socialisme.

C'est vers toutes les couches d'exploités qu'il faut se tourner, du professeur d'université à l'ouvrier travaillant à la chaîne, nous devons leur proposer cette perspective et ce programme politique en rupture avec la soumission intolérable à la dictature du capital, leur salut, celui de leur classe, de la société toute entière en dépend.

Toute autre voie consisterait à s'accommoder du régime en place, à accompagner sa décomposition, sa décadence, à se rendre impuissant à le combattre en attendant qu'il nous broie à notre tour, conformément au processus qu'il a enclenché depuis maintenant plus de 40 ans et qui au lieu de se solder sur le plan politique par davantage de démocratie s'est traduit par sa destruction avec la construction de l'UE, l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble des institutions politiques aux Etats-Unis et ailleurs. En guise de bien-être, c'est le chômage de masse et l'exploitation effrénée des masses qui a eu lieu. En guise de paix et d'harmonie entre les peuples, il a semé la haine, la mort et la destruction, la désolation sur une grande partie du monde à travers d'innombrables guerres.

Ce processus n'a cessé de s'amplifier avec la crise du capitalisme mondial qui a pris une tournure permanente depuis le début des années 70. Il a ainsi signifié que ce système économique ne pouvait plus être que synonyme de guerre et de destructions, de souffrances sans nombre pour tous les peuples. Il doit donc disparaître le plus tôt possible, nous devons le renverser, le vaincre, cela doit être notre seul et unique objectif.

Nous devons nous rassembler sur la base de cet objectif et adopter impérativement le principe qu'on ne pourrait accepter de passer le moindre compromis avec lui, de faire preuve de la moindre collusion d'intérêt avec lui, de lui accorder le moindre répit ou d'émettre des réserves sur ses réelles intentions, de manifester la moindre illusion à son encontre, de lui accorder des circonstances atténuantes, refuser de participer à ses institutions, refuser d'être financé par lui, refuser même sa clémence, etc. nous devons rejeter catégoriquement tous liens ou rapports avec le capitalisme, ses représentants, ses institutions. Et si nous sommes présents dans des syndicats ou d'autres organisations, c'est uniquement pour pouvoir y mener ce combat, sur la base de cet objectif et aucun autre qui serait forcément de nature corporatiste.

Quand on combat un cancer, on s'emploie à suivre un traitement qui consiste à tuer les cellules cancéreuses pour empêcher qu'elles ne prolifèrent et s'attaquent à des organes vitaux ce qui serait nous fatal. C'est la même chose avec le combat que nous livrons au capitalisme, un combat à mort. Si maintenant on s'emploie à détruire les cellules cancéreuses et qu'à côté on facilite la prolifération de nouvelles cellules cancéreuses, notre combat est perdu d'avance. A chacun ses responsabilités.

Chavez. Parole d'internaute.

*- "Dictateur? Les médias occidentaux sont d'une d'impartialité sans égal.
Honte à la gauche européenne pour sa lâcheté (aucun haut représentant).
Lâché par les partis de gauche européen il s'est trouvé des alliés peu fréquentables.
Ses adversaires politiques vénézuéliens on un passé des moins recommandable.
Les droites sud américaine ont été des régimes les plus impitoyables du siècle dernier."*

Il arrive un moment où la quantité se transforme en qualité et où la gauche n'a plus rien à envier à la droite ou devient le bras armé de la droite, éventuellement se substitue au pouvoir au parti de l'ordre pour faire le même sale boulot au nom du socialisme. Le jour où vous l'aurez compris, vous aurez fait un grand pas en avant... pour l'humanité.

Nous vous signalons au passage que ce sont les partis de l'Internationale socialiste et les partis staliniens en Amérique latine qui ont ouvert la voie aux dictatures militaires, Chili, Argentine... Comme précédemment en France, Espagne, Allemagne, Italie, Grèce...

Apparemment certains l'ont partiellement compris, parmi les masses et non parmi les partis dits ouvriers, leurs dirigeants.

*- "Même dans cette situation notre cher président aura été minable et pitoyable!
Pour quelqu'un qui se dit représenter la gauche bravo!!!!!!
Un vague ministre pour représenter la France!
Honte à notre président! président de droite!!!!!"*

Ils ne savent même pas ce que c'est que c'est au PS tellement ils sont pourris !

- "quand je pense que le président français ne va même pas aux funérailles; c'est quand même un peu la honte."

Non, Hollande et le PS sont pareils à eux-mêmes, ils haïssent tout ce qui n'est pas conforme aux intérêts de l'impérialisme américain et sioniste.

- "Je serais curieux de connaître le nombre de personnes qui suivront le cercueil de mimolette, alias Hollande, repose en paix Raphael Hugo Chavez Fria, les crapules qui te dénigrent crèveront seuls, comme des chiens."

S'il vous plaît, pas d'amalgame, du respect pour les chiens !

- "Chapeau Chavez, les médias français aux bottes de l'ordre ont essayé de te salir, ton peuple a honoré ta mémoire."

- "Chavez el fenomeno. Au moins on ne dira pas qu'il a mis l'arme sur la tempe de 2 millions de vénézuéliens pour le pleurer. C'est sûr on ne pouvait pas faire ce qu'il a fait et plaire au bourgeois qui aurait monopolisé la richesse pétrolière comme cela se voit en Afrique où 2 % de de la population essentiellement la classe politique possède 98% des richesses du pays. Il aurait échoué s'il n'avait pas redistribué les richesses et investi pour la population. Il n'aurait pas réussi ce qu'il a fait sans le pétrole, mais nombreux sont ceux qui ont les richesses minières et le pétrole qui n'ont pas fait 2% de ce qu'il a fait. Alors ne le détestons pas."

ACTUALITE EN TITRES

[Le pire est à venir...](#)

-Incertitude politique et récession: l'Italie sanctionnée par l'agence Fitch - AFP

- Pour 42% des Autrichiens, les choses n'étaient pas si mauvaises sous Adolf Hitler -

Le programme économique et social du régime nazi financé par le cartel des banquiers de la Fed, la BoE et les banquiers français

[Qui contrôle la BCE, l'UE ? Le FMI, l'oligarchie financière.](#)

- La BCE doit baisser ses taux, estime Christine Lagarde - Reuters

"L'amélioration du sentiment économique ne provoque pas automatiquement une hausse de l'emploi ou des salaires", a-t-elle jugé. "Elle aide peut-être les marchés, mais elle n'aide pas encore les gens." Reuters 08.03

Ouf, nous voilà soulagé !

[Propagande et manipulation des masses.](#)

- Les Français approuvent la réforme du marché du travail - L'Expansion.com

- Moscovici promet un effort "*juste et équilibré*" pour le budget 2014 - AFP

[Parole de réacs.](#)

- Et si l'on s'inspirait du système américain de coupes automatiques dans les dépenses publiques pour réduire les déficits ? - Atlantico.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Egypte

Des milliers d'Egyptiens sont descendus de nouveau vendredi dans les rues de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez, pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements avec la police et contre le verdict rendu par la justice en janvier dans l'affaire de la bousculade meurtrière au stade de la ville.

Au Caire, des échauffourées ont eu lieu entre des dizaines de manifestants et les forces de police sur un pont sur le Nil près de la place Tahrir, épicentre de la contestation en 2011.

La confirmation des sentences rendues par la justice est attendue samedi au Caire et risque de provoquer de nouveaux troubles à Port-Saïd mais aussi dans la capitale.

Les autorités ont d'ailleurs renforcé la sécurité à Port-Saïd et au Caire en prévision de cet arrêt de justice, et elles déploieront 2.000 policiers aux abords de l'école militaire du Caire, où aura lieu l'audience, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena, qui cite une source au ministère de l'Intérieur.

Vendredi, un manifestant blessé par balle cette semaine dans des heurts avec la police est mort à Port-Saïd, a-t-on appris de source médicale. Un autre manifestant est mort durant la nuit, à la suite des violences survenues jeudi.

Les manifestants agitant des drapeaux ont scandé "*Nous te sauverons par notre sang, Port-Saïd!*" et "*Le peuple veut la chute du régime!*". Ils ont également repris des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et réclamé le retrait des cordons de police.

Huit personnes au moins, dont trois policiers, ont été tuées au cours des violences à Port-Saïd cette semaine. Reuters 08.03

2- Tunisie

L'islamiste Ali Larayedh a annoncé vendredi la composition du nouveau gouvernement de Tunisie, un cabinet reconduisant une alliance sortante élargie à des indépendants qui aura la lourde tâche de sortir le pays, avant la fin de l'année, d'une crise politique et sécuritaire.

Après deux semaines de négociations "*marathon*", le ministre de l'Intérieur sortant a présenté son équipe, qui reconduit l'alliance entre le parti islamiste Ennahda au pouvoir et ses deux alliés laïcs, le Congrès pour la république du président Moncef Marzouki et Ettakatol, faute d'avoir réussi à l'élargir à d'autres forces politiques.

Il a refusé de s'avancer sur le calendrier électoral, assurant qu'il s'agissait d'une prérogative de l'Assemblée nationale constituante (ANC), tout en évoquant les mois "d'octobre-novembre" prochains.

Sur son compte Twitter, Ennahda a souligné que ses membres ne représentaient plus que 28% du nouveau cabinet (40% dans le précédent), alors que les indépendants détiennent désormais 48% des portefeuilles.

Sans surprise, les ministères régaliens ont été confiés à des personnalités indépendantes, le parti islamiste ayant cédé fin février à cette revendication de longue date de ses partenaires et de l'opposition.

Le ministère de l'Intérieur est confié à un procureur, Lotfi Ben Jeddou, celui des Affaires étrangères à un vétéran de la diplomatie tunisienne, Othmane Jarandi, la Défense et la Justice revenant à Rachid Sabbagh et Nadhir Ben Ammou. Ces quatre hommes ne sont pas connus du grand public.

Le cabinet doit désormais obtenir la confiance des députés dans les trois prochains jours afin de mettre un terme à la crise gouvernementale qui s'est ouverte le 6 février avec l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Le Premier ministre Hamadi Jebali avait alors tenté de former un cabinet apolitique, mais face à l'opposition de son propre parti Ennahda, il avait démissionné.

Si la coalition devrait trouver sans mal la majorité requise de 109 députés à l'ANC pour gouverner, ce soutien est largement insuffisant pour pouvoir définitivement régler la crise qui mine le pays depuis des mois.

L'assassinat de Chokri Belaïd n'a fait qu'exacerber les problèmes existants. Ainsi, la vie politique est paralysée depuis des mois faute de consensus sur la nouvelle Constitution, sans laquelle aucune élection ne peut être organisée.

Une majorité des deux-tiers de l'ANC est requise pour adopter la loi fondamentale, mais Ennahda n'a même pas trouvé de compromis avec ses alliés sortants sur la nature du futur régime.

Le maintien de la troïka sortante a d'ailleurs été vivement critiqué avant et après son annonce.

"Ce nouveau gouvernement ne va pas être meilleur que le précédent et va avoir le même destin par ce qu'il a été formé avec la même mentalité partisane", a déclaré à l'AFP l'opposant de gauche Hamma Hammami, chef du Front Populaire et proche de Chokri Belaïd.

"*Le chef de ce gouvernement et ses anciens membres maintenus malgré leurs échecs sont de retour*", a-t-il ajouté.

Et le pays reste déstabilisé par des conflits sociaux à répétition, dans la mesure où aucun remède n'a encore été trouvé au chômage et à la misère, causes majeures de la révolution de 2011. AFP 08.03

3- Syrie

Découverte en Syrie de matériel israélien d'espionnage.

Une unité électronique d'observation et de transmission, dissimulée dans de faux rochers, a été découverte sur le littoral syrien. Il s'agit d'un matériel israélien qui permettait à Tel-Aviv de renseigner des jihadistes sur les mouvements de troupes de l'armée arabe syrienne. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

France

1- Goodyear : expropriation !

La violence, c'est le chômage, la précarité, la pauvreté, l'exclusion, la discrimination, c'est l'Etat, le patronat et son gouverneùent.

- Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a condamné jeudi soir la "*violence*" ainsi que les "*nombreuses provocations*" et "*agressions*" contre les policiers après la manifestation qui a fait plusieurs blessés parmi les salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-nord et les policiers à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Cette violente manifestation a eu lieu devant le siège du fabricant de pneus à Rueil-Malmaison, à l'occasion d'un nouveau comité central d'entreprise (CCE) sur le projet de fermeture du site.

Le ministre a déclaré qu'il "*tient à rendre un hommage appuyé aux forces de l'ordre*". Les forces de l'ordre, ajoute-t-il, qui "ont fait preuve, une nouvelle fois, d'un grand professionnalisme et d'un sang froid constant face aux très nombreuses provocations et agressions dont elles ont été l'objet durant plusieurs heures". "*Pleinement conscient du désarroi et de la détresse de nombreux salariés*", poursuit-il, "*le ministre de l'Intérieur rappelle cependant que rien ne saurait justifier que les forces de l'ordre soient les cibles de violences*". "*La violence n'est pas la voie du dialogue*", conclut le ministre en déplacement en Guyane où il est arrivé ce jeudi.

Le Nouveau parti anticapitaliste a accusé Manuel Valls d'être un "*bon petit soldat du capital*". "*Pour quelques oeufs, bombes à peinture lancés, et des pneus brûlés, Manuel Valls, chef des flics d'un gouvernement qui se porte garant des intérêts du patronat, vitupère contre les salariés de Goodyear, dénonce les agressions contre les forces de l'ordre et promet même des sanctions*", s'indigne le parti trotskiste dans un communiqué. "*Face aux quelques centaines de salariés qui avaient fait le déplacement depuis Amiens, le déploiement des forces de l'ordre était démesuré*", selon la formation d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou, qui juge "*légitime*" la révolte des salariés de Goodyear. Lexpress.fr 08.03

2- Enseignant : en grève le 28 mars

Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé vendredi, dans un communiqué, à une nouvelle grève nationale, le 28 mars, pour exiger l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires et l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail.

La Ferc-CGT, la Fnec-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) réclament l'abrogation du décret sur la réforme des rythmes scolaires, instituant le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 (ou 2014 par dérogation). La réforme n'apporte "*aucune amélioration significative pour les élèves et dégrade un peu plus les conditions de travail des personnels*", selon les organisations.

Elles demandent «un autre projet qui réponde aux besoins des élèves», et l'ouverture de «réelles négociations sur les revendications des personnels», notamment en matière de salaires. Les organisations syndicales s'opposent également au projet de loi pour la refondation de l'école, soumis à l'Assemblée nationale à partir de lundi.

Le texte "*va dans le sens d'une territorialisation de l'école et d'un éclatement du cadre de référence nationale avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions*», ainsi que "*le transfert aux collectivités locales de missions dans le premier et le second degré*", ajoute le communiqué.

A Paris, les syndicats particulièrement remontés contre le projet prévu par le maire (PS) Bertrand Delanoë, présentent un front uni pour exiger un report de la réforme à 2014. L'intersyndicale SNUipp-FSU, FO, SE-UNSA, Sud, CGT et CNT appellent les enseignants à une nouvelle grève le 25 mars, jour où le Conseil de Paris devrait se réunir sur le sujet. liberation.fr 08.03

3- Quick : "*patron gangster*".

Le gérant d'un restaurant Quick de Villeneuve-sur-Lot, dont la fermeture prochaine avait été annoncée, a fait changer les serrures de l'établissement dans la nuit de mercredi à jeudi, en plein conflit social autour des conditions de licenciement de salariés, a-t-on appris de sources concordantes.

"*Mon manager a découvert ce matin à 8h00 qu'il ne pouvait plus ouvrir les portes. Les serrures avaient été changées et un écriteau affiché sur la porte indiquait +restaurant fermé+*", a déclaré à un correspondant de l'AFP le directeur du Quick, Sylvain Milhouet, précisant qu'aucune explication n'avait été donnée par le gérant.

Il a dénoncé une méthode de "*patron gangster*". Les 16 salariés du restaurant ouvert en septembre 2009 avaient reçu courant février un courrier les convoquant pour des entretiens préalables de licenciement, prévus les 20 et 21 février et finalement reportés. Depuis, les employés, opposés à la fermeture du site, ont procédé à trois débrayages pour obtenir des négociations. L'Expansion.com avec AFP 08.03

4- Les salariés de JPM d'Avermes se mobilisent.

Les salariés de l'entreprise de serrurerie JPM d'Avermes, près de Moulins, se sont lancés dans un difficile bras de fer contre le propriétaire de leur entreprise, le géant suédois Assa Abloy, qui entend regrouper ses usines françaises à plus de 300 kilomètres de là.

Le site de JPM Avermes (Allier), 162 salariés, 33,5M d'euros de chiffres d'affaires, a commencé mercredi une grève illimitée pour lutter contre sa fermeture annoncée par sa maison-mère, le leader mondial des systèmes d'ouverture de portes, le suédois Assa Abloy, 42.000 salariés 5,23 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

En 1997 le groupe suédois est devenu leader mondial de ce secteur en rachetant des entreprises dans tous les continents, y compris en France, dont JPM, Vachette et ses trois filiales Laperche, Bezault, et Litto en Belgique.

"Aujourd'hui le groupe Assa Abloy est le leader mondial au niveau serrurerie et détient des marques de prestige en France et dans le monde entier, nous ne comprenons pas sa démarche car la santé de l'entreprise est saine et très, très profitable", a souligné vendredi Eddy Lamartine, délégué syndical CGT du site.

Il manifestait vendredi devant le site avec environ 250 personnes dont de nombreux élus et salariés mobilisés contre ce projet de fermeture prévu à l'été 2013. Les salariés dénoncent aussi des licenciements boursiers.

La direction de JPM avait annoncé le 21 juin le transfert de l'intégralité de ses activités à Sainte-Savine (Aube), près de Troyes, ce regroupement devant permettre selon elle de sauvegarder la compétitivité. Cette "*délocalisation*" concernerait à la fois les équipements, mais également une partie du personnel.

Le groupe suédois a aussi motivé la fermeture de l'usine d'Avermes par la perte par JPM de près de 23% de son chiffre d'affaires et d'environ 25% de ses volumes de ventes depuis 2008.

Sur les 160 salariés de l'usine, 58 emplois seraient transférés à Sainte-Savine et une soixantaine seraient redéployés dans d'autres entreprises du groupe, notamment dans l'Aube.

"Aujourd'hui le groupe met 20 millions d'euros sur la table pour supprimer 160 emplois et là nous pensons qu'en mettant un quart de cette somme, non seulement on peut pérenniser le site mais aussi maintenir l'emploi, pour l'industrie locale, c'est quelque chose de primordial", a fait valoir Eddy Lamartine.

Les salariés ont présenté un projet alternatif de sauvegarde, comme repositionner l'offre dans le haut de gamme, mais selon le délégué CGT *"la direction a posé un ultimatum, celui d'accepter avant ce vendredi un plan d'indemnité de départ de 75.000 euros par personne ainsi qu'un congé de reclassement de 9 mois"*.

Face à la grogne, la direction a sursis à son ultimatum et une rencontre est prévue mardi 12 mars à 14H00 avec les représentants du personnel. AFP 08.03

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mars 2013

CAUSERIE

On rajoutera quelques nouveaux articles ce soir ou demain, en fait je n'ai pas envie de bosser.

[Horsegate. Une piste ?](#)

Les Européens devraient diminuer leur consommation, notamment de viande, afin de réduire leur empreinte "*terres*", soit le nombre d'hectares nécessaires pour satisfaire leurs besoins, selon un rapport de l'ONG Les Amis de la Terre Europe.

"Réduire l'empreinte terres de l'Europe implique une baisse radicale de l'ensemble de nos consommations, à commencer par celle de la viande", écrit l'ONG dans un rapport intitulé "*Terres volées*", qui souligne l'utilisation grandissante des terres mondiales pour l'agriculture et l'élevage, parfois au détriment des cultures locales. AFP 09.03

Toujours aussi réactionnaires ou rétrogrades ces ONG ! Est-ce qu'ils sont au courant qu'il y a en France et en Europe des millions

de travailleurs qui n'ont pas de quoi s'acheter de la viande ou du poisson ou tout simplement de manger à leur faim ? Il nous rendrait vulgaire et violent ces parasites, quelle saloperie ! Commencez donc par vous attaquer au capitalisme ! Les tiers-mondistes nous emmerdent !

[A l'heure où l'on peut lire ici ou là des articles sur la bataille de Stalingrad.](#)

Qui l'a remportée, quel fut le véritable vainqueur de la Seconde Guerre mondiale ? Staline ? Pas vraiment ! L'armée Rouge ? C'est mieux déjà, les valeureux combattants d'Octobre 1917. Mais qui créa et organisa l'armée Rouge ? Léon Trotsky. N'aurait-il pas été assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940 pour qu'il ne vienne pas ternir sa "victoire", notamment ?

Autre question. Pourquoi l'impérialisme a-t-il décidé de débarquer en Europe ? Pas spécialement pour vaincre le régime nazisme qu'il avait financé.

Pour endiguer la crise et le chômage persistant aux Etats-Unis, c'est une partie de l'explication, rien de telle que l'économie de guerre pour relancer le capitalisme, Hitler en avait fait la démonstration peu de temps auparavant.

Pour se soumettre l'économie et les institutions européennes (à venir, et mondiales), c'est une autre partie de l'explication, apparaît comme une puissance incontournable y compris sur le plan politique.

Il reste une autre explication, pour empêcher que l'armée Rouge avance jusqu'à Calais et qu'elle réalise la liaison avec la résistance du peuple en arme en France et que s'instaure une nouvelle Commune de Paris, c'est aussi la raison pour laquelle après la reddition des Allemands ils ont bombardé Berlin et Dresde notamment, toute idée de révolution socialiste qui pouvait germer dans la tête du prolétariat français, allemand ou italien devait être anéantie dans l'oeuf, les masses désarmées, l'ordre capitaliste (l'Etat) rétabli au plus vite.

C'est le genre d'arguments ou de faits qu'on aura du mal à trouver dans la plupart des articles publiés sur ce sujet ou les vidéos qui circulent sur le Net, ou alors de manière disparate et sans lien entre eux, l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde étant le fil conducteur.

[Leur justice. Putréfaction de leur société. Patron de droit divin, empoisonneur : libre !](#)

Brochettes de poisson pané, crustacés, poissons entiers... avariés, périmés depuis 2007 pour certains produits. C'est cette marchandise douteuse qu'un grossiste de Gennevilliers stockait dans ses entrepôts.

La quantité de crevettes et autres filets de colin impropres à la consommation est hallucinante. Elle représente au moins 200 kg. Pour la Direction départementale de protection des populations, ex-service de la répression des fraudes, l'affaire a démarré grâce à une indiscretion.

Crevettes, langoustines et surimi congelés détruits

Un connaisseur de l'entreprise, située non loin du port de Gennevilliers, s'est ému du non-respect des conditions d'hygiène chez ce grossiste, qui approvisionnait quelques marchés locaux, notamment Asnières et Bois-Colombes, et des entreprises de restauration collective. Le comité départemental de lutte contre les fraudes (Codaf), coprésidé par le préfet et le procureur de la République, a piloté le contrôle organisé en début de semaine. Sur place, policiers et enquêteurs spécialistes de la fraude ont découvert trois conteneurs de 1200 litres chacun, pleins de produits de la mer invendables. Ainsi qu'une quinzaine de palettes sur lesquelles s'entassaient crevettes, langoustines, surimi congelés. Tout aussi impropres à la consommation. Le tout a été détruit par les services vétérinaires à la suite du contrôle, opéré entre lundi et mercredi.

La marchandise avariée découverte dans cette entreprise familiale, créée depuis plusieurs décennies et dirigée par un homme de 48 ans, représente quelque 25000 €. Les investigations se poursuivent, avec notamment la vérification d'autres stocks.

Le grossiste a été interrogé mais pas placé en garde à vue. Il pourrait s'en tirer avec une grosse amende. LeParisien.fr 09.03

Commentaire d'un internaute.

- "Une grosse amende qu'il ne payera pas c'est tout!!!! en liberté il est comme Servier, il peut tout brouiller, tout détruire et hop blanchi, au fait il sponsorise quel parti politique? Car depuis 2007 et avant avec de tels produits livrés dans les cantines (scolaires?) il mérite simplement d'être obligé de manger sa merde jusqu'à ce que mort s'ensuive."

Vous vous trompez, il la paiera et il s'en fout, elle n'équivaudra jamais le fric qu'il s'est fait en vendant des produits avariés. J'ai travaillé dans une quarantaine de boîtes à une autre époque et je peux vous garantir que les patrons étaient déjà des ordures.

Un gouvernement ouvrier l'aurait exproprié, aurait saisi tous ses biens et l'aurait envoyé en prison en attendant son jugement. Nous proposerions que ses droits civiques lui soient retirés pendant une période probatoire de 10 ans, qu'il lui soit interdit à vie de diriger une entreprise ou de devenir cadre dans une entreprise, nous lui imposerions un emploi d'ouvrier dans une entreprise contrôlée par l'Etat en délivrant aux syndicats et aux représentants du personnel une copie des délibérés de son jugement.

Les patrons resquillent sur tout ce qui peut l'être, sur la nature des produits qu'ils commercialisent, sur la manière dont ils sont entreposés, leur conservation, leur provenance, la qualité d'un service qu'ils vendent, ce que le client est tenu d'en attendre, sans oublier la législation du travail qu'ils violent à tour de bras...

Et avec la division du travail à l'échelle mondiale qui concerne tous les secteurs d'activité pratiquement aucun contrôle n'est possible. Je donne deux exemples.

J'ai acheté chez Leclerc une râpe à fromage en acier inoxydable il y a plus de 18 ans, elle a commencé à rouiller un peu mais on peut encore l'utiliser. Mon épouse en a acheté une l'année dernière dans une boutique où on trouve de tout à 1 ou 2 euros, elle est tellement rouillée qu'il n'y a plus aucune trace de chrome dessus. La différence, le pourcentage de nickel mélangé à l'acier.

En Inde, si vous achetez un gobelet ou une assiette plate en acier inoxydable vous pourrez la garder pendant 20, 30 ans ou plus, ils ne présenteront aucune trace de rouille. Par contre si vous achetez une moto ou une voiture vous pourrez constater qu'elles comportent déjà des points de rouille. Le conseil d'administration de la SNCF. La collation de classes à un prix. Salaire : 7.000 euros par mois. (récemment). Y figurent trois représentants de la CGT (majoritaire), dont Véronique Martin, et trois, respectivement de l'Unsa, de la CFDT et de Sud, complètent le conseil au titre des administrateurs élus des salariés. La principale fédération des usagers de transports (Fnaut) reste représentée par son responsable juridique, Marc Debrincat. Deux parlementaires font leur entrée. Il s'agit du sénateur-maire PS de Strasbourg, Roland Ries, et du député socialiste de l'Indre, Jean-Paul Chanteguët, qui préside la commission du développement durable de l'Assemblée nationale. AFP 08.03 Pas mauvaise la soupe à ce tarif-là !

Un scoop !

- François Hollande est-il en train d'inventer le social-libéralisme ? - Atlantico.fr

De tergiversations en hésitations, François Hollande a modifié sa stratégie et va donc carrément changer son fusil d'épaule. Beaucoup l'attendait sur le terrain de la social-démocratie, on va le retrouver sur celui du social-libéralisme.

La social-démocratie est morte le 4 août 1914 souvenons-nous. Depuis, ceux qui s'en réclamaient n'ont cessé de s'adapter au social-libéralisme jusqu'à l'adopter selon les critères qu'on retient, avant ou juste après mai 1981.

La financiarisation croissante de l'économie ne consistant pas à résoudre la crise du capitalisme s'amplifiant par ailleurs, le PS (et ses semblables dans le monde) s'est transformé en porte-parole des besoins de l'oligarchie financière jusqu'à en épouser tous les plans ou le programme, la dépense de la Banque de France vis-à-vis des marchés financiers (1973) que Mitterrand ne remettra pas en cause, l'UE dans sa dernière mouture supranationale avec Maastricht (1992), la BCE et l'euro, sa participation au groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed (et BoE), à la Commission Trilatérale dirigée par Rockefeller, sa participation à la direction d'institutions du capital contrôlées par les mêmes banquiers internationaux, le FMI, l'OMC, notamment, l'adoption de tous les traités de l'UE jusqu'au TSCG en passant par le MES, etc.

La même soumission constante et sans faille à l'impérialisme américain, britannique et allemand s'est manifestée sur le plan politique, avec de plus en plus de zèle comme on a pu l'observer ces derniers temps avec le cas de la Syrie ou du Mali, et voilà que Hollande le sioniste menace directement l'Iran d'une guerre, ce qui devrait satisfaire les généraux du Pentagone et la CIA qui en rêvent quotidiennement depuis des années.

Tout cela à part la guerre contre le Mali était connu depuis des lustres et n'a cessé d'être confirmé année après année. Ce qui est marrant, c'est qu'un portail ultra réactionnaire feint de le découvrir tout comme nos dirigeants qui se demandaient encore hier ce que ferait Hollande et son gouvernement, mais le sale boulot qui correspond à l'idéologie qu'ils ont épousé et qu'ils incarnent, pourquoi, aurait-il fallu en attendre autre chose ?

J'ai encore reçu un courriel du sale type qui me harcèle depuis des années, que j'ai effacé sans même l'ouvrir, cela a le don de me rendre encore plus vindicatif.

Mais dites-nous, vous passez votre temps à vous foutre littéralement de nous et de vos militants. Qu'est-ce que cela signifie ? Hier vous faisiez passer Mitterrand décoré par Pétain de la fançisque pour un homme de gauche (POI - Stentor dans IO), vous appeliez à voter Mitterrand en 1981 sur la base de bonnes intentions sans lendemain évidemment, vous louiez la IVe République (POI- Sandri) en réalité un gouvernement d'union nationale, vous appeliez au front unique avec le PS en

refusant finalement de le caractériser conformément à sa nature de parti bourgeois, de parti de l'ordre, vous n'avez eu de cesse de vous adresser aux dirigeants et élus du PS qui une fois au pouvoir ont voté tous les textes ou traités réactionnaires préparés par leurs prédécesseurs (RPR-UDF-UMP) sans jamais abolir les lois anti-ouvrières adoptées depuis 1958, vous avez refusé de prendre en compte ou vous avez passé sous silence le rôle criminel du PS avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, son engagement dans la colonisation et son soutien aux guerres du Vietnam et d'Algérie, vous vous êtes employés à taire l'existence d'institutions parallèles ou occultes tel le groupe Bilderberg (1954) qui a largement influencé le cours de la politique mondiale pendant plus d'un demi-siècle, qui a présidé à la création de la quasi-totalité des institutions économiques et politiques internationales du capital à l'échelle européenne et internationale, excusez du peu, etc. le tout en faisant un parti épouvantable réactionnaire, infréquentable, notre bourreau, notre ennemi à abattre.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir ses réalisations politiques ou sociales positives, on pourrait se livrer à la même démonstration avec l'UDR-RPR-UMP, et si finalement il est si facile au PS et à l'UMP de se livrer à cette mascarade, c'est bien parce qu'ils remplissent un rôle complémentaire et que rien ne permet de les distinguer fondamentalement. Vous disiez avant-hier que les institutions de la Ve République avaient été fondées pour un seul parti, le parti de l'ordre qu'incarnait de Gaulle, et bien comme elles vont comme un gant au PS et que les bonapartes sont interchangeable sans que s'ouvre une crise des institutions, cela signifie que la véritable nature du PS c'est d'être un parti de l'ordre similaire à l'UMP, l'autre face de la même pièce, seul le masque change.

Notre combat politique contre le PS doit consister à faire tomber un masque, démonter une apparence, faire envoler une illusion. Et la plus grande imposture politique qui a eu lieu dans les rangs du trotskisme depuis 1940, dans les rangs du mouvement ouvrier depuis le stalinisme, a consisté à systématiquement maquiller ou occulter la véritable nature non pas de ce masque mais de ce qui se tenait derrière. Ils ont fait en sorte que les militants se focalisent sur ce masque sans s'attaquer à la question essentielle qui était la véritable nature de ce parti. Que vous a-t-on dit, qu'il fallait combattre les illusions sur le terrain des illusions, n'est-ce pas, mais sans finalement aller au-delà d'un simple constat une fois le masque tombé, ce qui ne servait strictement à rien. Ils disent qu'ils sont socialistes, on fait tomber le masque et on s'aperçoit qu'ils ne le sont pas, oui, et après, ils sont quoi alors, dites-nous, ils sont quoi alors, répondez, allez-y répondez, ils sont quoi, tout ce que j'ai décrit plus haut et qui ne figure absolument jamais depuis plus de 70 ans dans l'argumentation portée à la connaissance des masses par ces trotskistes de salon.

Comment montrer le vrai visage hideux d'un Mitterrand et ses véritables intentions et ensuite appeler à voter pour lui poser la question c'est y répondre. Il est vrai qu'on disait aux travailleurs qu'ils ne devaient pas se faire d'illusions sur lui, mais sans plus, il y avait une grande part d'inconsistance et d'hypocrisie dans notre comportement, car comme toujours on ajoutait que l'essentiel c'était en premier lieu de chasser le locataire du Palais et on s'occuperait la suite plus tard, tu parles, la suite, une honte sans fin, une capitulation sur toute la ligne qui s'est terminée par la liquidation du PCI.

Quelque part ce fut encore pire envers le stalinisme qui n'était pas le communisme, mais alors qui était quoi, qui venait d'où, qui était rattaché à quelle idéologie, combien de militants parmi nous pouvaient répondre à ces questions, un sur mille, comme nous n'étions que quelques milliers au total, en somme uniquement nos dirigeants, les militants en étaient totalement incapables et le sont toujours aujourd'hui pour la plupart d'entre eux.

Si vous prenez en compte tous ces éléments, la défaillance dans l'argumentation pour combattre le PS et le PCF et la liquidation du PCI qui a abouti aujourd'hui au POI, les appels en direction de leurs dirigeants et élus, à voter pour leurs candidats, le front unique, etc. vous vous apercevez que tout est lié par la volonté de ne pas construire un véritable parti révolutionnaire, le même constat peut être fait avec le NPA et LO.

En conclusion, il est démontré que refuser de rompre avec les partis institutionnels qui se sont succédés au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, avec l'Etat, les appareils vendus de syndicats, le capital et ses représentants, ses institutions internationales (y compris l'OIT ou l'UNESCO qui sont des agences de l'ONU), c'est finalement s'interdire de se donner les moyens de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire ou communiste.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande le sioniste va-t-en-guerre, un danger pour la paix entre les peuples. Il menace l'Iran.](#)

Le président français s'est entretenu, vendredi, avec le président de l'Entité sioniste, et fait montre d'un zèle, sans précédent, pour dénoncer le danger d'un Iran nucléaire :

"Un Iran nucléaire n'est pas, seulement, un danger, pour Israël, mais pour les pays du golfe (Persique), de l'Europe et du monde entier" (...) "Ce n'est pas à Israël, mais à la communauté internationale, d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme atomique.... Les Iraniens jouent un jeu dangereux, et il est possible qu'ils perdent la dernière occasion que leur a accordé la communauté internationale" ! Le Président socialiste Hollande rivalise de zèle avec son prédécesseur, quand il s'agit d'attaquer

l'Iran! french.irib 09.03

A bas le gouvernement social-libéral-impérialiste et sioniste !

Opération destinée à faire pression sur le gouvernement.

- Les Français refusent la rigueur pour les retraites, selon Ifop - Reuters
- Encore un effort pour réformer les retraites? Les Français disent non - L'Expansion.com
- Retraites : fini, les efforts ! - LePoint.fr
- Retraites: les Français contre un effort supplémentaire - Liberation.fr

Les Français se montrent majoritairement hostiles à tout nouvel effort supplémentaire concernant la réforme des retraites, le refus le plus net (60%) concernant un nouveau recul de l'âge de départ au-delà de 62 ans, selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche.

L'opposition est forte également sur l'allongement de la durée de cotisation au-delà des 42 annuités, avec 57% de "pas favorables". L'opinion est un peu plus partagée pour ce qui est de l'augmentation des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés, 48% de "favorables", 52% d'"opposés". AFP 09.03

C'est une façon de mettre Hollande au pied du mur : soit vous obtenez aux ordres du marché et nous ne passerons pas à l'offensive contre votre gouvernement, soit vous êtes à l'écoute des masses et nous allons déclencher un déluge de feu qui va vous forcer à plier et à vous soumettre à notre ordre.

Hollande et le PS vont sortir laminer, briser de ce quinquennat, s'ils parviennent jusqu'au bout... L'UMP se prépare déjà à prendre la relève, ils ne cessent de parler du retour possible de la Talonnette...

Inutile de vous dire qu'ils peuvent attaquer le gouvernement à aucun moment nous ne prendrons sa défense, entre la peste et le choléra nous avons décidé de combattre pour une République sociale...

Cela n'a jamais fait un socialiste.

- Lurel (PS) s'enflamme pour Chavez : «C'est De Gaulle plus Léon Blum» - LeParisien.fr

Qu'a-t-il dit au juste de si insupportable pour la confrérie réunie des réactionnaires ?

- *"Toute chose égale par ailleurs, Chávez, c'est de Gaulle plus Léon Blum. De Gaulle parce qu'il a changé fondamentalement les institutions et puis Léon Blum, c'est-à-dire le Front populaire, parce qu'il lutte contre les injustices."*

Les médias faussaires ont tout simplement tronqué sa citation en omettant la réserve qu'il avait formulée au début de sa déclaration.

Il a poursuivi ainsi : *"Moi, je dis, et ça pourra m'être reproché (...), que le monde gagnerait à avoir beaucoup de dictateurs comme Hugo Chávez, puisqu'on prétend que c'est un dictateur. Il a pendant ces 14 ans respecté les droits de l'homme."*, disons qu'il a été élu et réélu démocratiquement, et la réaction ne supporte pas qu'il ait nationalisé en partie l'industrie pétrolière et d'autres secteurs économiques à l'heure où l'ultra libéralisme ou le néoconservatisme ultra réactionnaire devrait être la seule politique en vigueur sur toute la planète. (source : Lepoint.fr 09.03)

Commentaire d'un internaute.

- *"Une dictature ? Je l'ai parfois entendu dire, mais jamais vérifié par moi même. Si le Venezuela est une dictature, alors je me demande ce qu'est la France."*

Une dictature, cela vous avait-il échappé ?

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben alors si rien n'y fait !

Pourquoi laisser les actionnaires décider des niveaux de rémunération de dirigeants ne les fera pas baisser, au contraire - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Une querelle s'est transformée en un affrontement armé entre les soldats de l'armée américaine et les forces de sécurité afghanes, sur une base militaire américaine, dans l'Est du pays, a déclaré, ce vendredi, le site Internet Khaama Press. Deux personnes, une de chaque côté, ont été tuées.

Il s'agit d'une deuxième attaque contre les forces de sécurité de l'Afghanistan contre les soldats de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). 73 soldats des troupes étrangères ont péri, en Afghanistan, dans de tels incidents. french.irib 09.03

SOCIAL

1- Grèce

Environ 15.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique (nord de la Grèce) contre un projet canadien de mine d'or, qui, selon ses opposants, causerait des dégâts irréversibles à l'environnement.

Les manifestants (9.000 selon la police) ont parcouru le centre de la deuxième ville du pays en scandant des slogans hostiles au gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Soutenus par le parti de gauche Syriza, deuxième au Parlement, les opposants dénoncent le projet mené par Hellenic Gold, filiale du groupe canadien Eldorado Gold, pour l'exploitation d'une mine dans la péninsule d'Halkidiki.

M. Samaras a déclaré au journal économique Axia de samedi qu'il n'était pas question de revenir sur le feu vert du gouvernement donné en 2011.

En revanche, il a indiqué que le gouvernement n'avait pas encore statué sur la demande d'Eldorado Gold pour une deuxième concession dans la province voisine de Thrace, qui se heurte également à une forte opposition.

Le maire de Thessalonique et les autorités locales soutiennent le projet d'Hellenic Gold en faisant valoir qu'il permettra de créer des centaines d'emplois alors que la Grèce est en proie à la crise économique et à un taux de chômage record de 26%.

Les opposants assurent de leur côté que l'exploitation de la mine contaminera les nappes d'eau et l'atmosphère avec du plomb, du cadmium, de l'arsenic et du mercure.

La péninsule boisée d'Halkidiki est un haut-lieu touristique qui attire notamment des visiteurs russes et des pays des Balkans voisins.

Un autre groupe canadien, TVX, avait commencé à exploiter l'or à Halkidiki il y a une vingtaine d'années, avant de se retirer en 2003. AFP 09.03

2- Allemagne

Les quelque 800.000 employés des services publics de 15 Etats régionaux allemands ont obtenu une hausse de salaire de 5,6% en deux étapes, a annoncé samedi 9 mars le syndicat des services Verdi, soit le premier grand accord salarial conclu cette année dans le pays.

Une première hausse des salaires de 2,65% sera effective rétroactivement au 1er janvier 2013, et une seconde augmentation

de 2,95% aura lieu le 1er janvier 2014, a détaillé le syndicat dans un communiqué.

Verdi avait réclamé au départ une hausse de salaire de 6,5% sur 12 mois et les négociations avaient été émaillées de plusieurs grèves d'avertissement dans toute l'Allemagne ces dernières semaines, perturbant le fonctionnement de l'administration, des écoles ou encore des transports publics.

L'accord salarial concerne tous les Länder allemands, à l'exception de la Hesse (ouest), qui n'est pas membre de la convention collective.

Un accord de branche n'a pas été trouvé pour le personnel enseignant des Länder. Les salaires de ces 200.000 employés, fixés unilatéralement par les employeurs, sont très variables selon les régions et leur harmonisation est un sujet de discorde depuis des années.

Dans le secteur privé, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall veut obtenir pour sa part des hausses de salaires allant jusqu'à 5,5% pour les 3,7 millions d'employés du secteur métallurgique, qui comprend notamment le puissant secteur automobile.

Cette semaine, environ 75.000 employés dans la sidérurgie du nord-ouest de l'Allemagne ont obtenu seulement une hausse de 3% sur 15 mois. Le Nouvel Observateur avec AFP 09.03

3- Suède Le premier journal suédois, Dagens Nyheter, va supprimer 80 emplois, soit un cinquième de ses effectifs, pour tenter d'équilibrer ses comptes en 2013. "Un cinquième des salariés de Dagens Nyheter vont partir. La réduction des effectifs concerne environ 80 postes", a indiqué le quotidien sur son site internet. DN a invoqué "la mauvaise conjoncture et les problèmes structurels de la presse.

DN, considéré comme le journal de référence en Suède, a été diffusé à 292.100 exemplaires par jour en 2012, et revendique 810.000 lecteurs quotidiens, soit 8,5% de la population suédoise. Il appartient à un groupe familial suédois qui contrôle de nombreux médias, Bonnier. AFP 07.03

ECONOMIE

1- Téléphonie

Le nombre de téléphones multifonctions (smartphones) dans le monde va tripler d'ici à 2018, pour atteindre 3,3 milliards, a estimé vendredi le numéro un mondial des équipements en téléphonie mobile, Ericsson. "Le nombre d'abonnements avec un smartphone était de 1,1 milliard fin 2012 et nous estimons qu'il atteindra 3,3 milliards d'ici à la fin 2018", a indiqué le groupe suédois dans son rapport annuel.

D'après Ericsson, les smartphones ne représentent aujourd'hui que "15 à 20%" des téléphones portables en usage dans le monde. Mais ils vont être de plus en plus répandus et être de plus en plus gourmands, pris individuellement. "Le trafic mobile de données augmente de manière exponentielle": il "a doublé" en 2012, et "devrait selon les estimations être multiplié par 12 entre 2012 et 2018", poursuit Ericsson.

"Le plus grand contributeur à la hausse du trafic de données est la vidéo", qui "représente aujourd'hui en moyenne 25 à 40% du trafic sur les réseaux mobiles", d'après le groupe suédois. Si 50% de la population mondiale est actuellement couverte par un réseau 3G, cette proportion devrait grimper à "85% d'ici à la fin 2017". Et à cette date, 50% de la population devrait profiter d'un réseau 4G, plus performant. "De plus en plus, la qualité du service devient une manière de se différencier pour les opérateurs" en téléphonie mobile, explique Ericsson. AFP 08.03

La machine capitaliste ne doit cesser de consommer, de produire de nouveaux besoins inutiles, nuisibles parfois, la course à l'abîme est lancée.

J'habite à vol d'oiseau à moins de 5 kilomètres des faubourgs de Pondichéry et je ne suis pas en mesure de regarder une vidéo sur mon ordinateur, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas. Pour télécharger une vidéo de 100Mo, il faut plus d'une heure, donc je crois qu'ils nous racontent des blagues ici.

Ce matin un de mes beaux-frères est passé à la maison, il était venu chercher mon épouse en moto. Je lui ai fait remarqué que le pneu avant était usé jusqu'à la corde, que la selle était déchirée, que le feu arrière était cassé... Mon épouse m'a répondu : "il n'a pas d'argent", c'est sûr, ils sont quatre et ils possèdent deux portables plus un smartphone qu'il a payé 2.500 roupies. Bon, ce n'est pas mon problème, c'était juste un constat.

2- Hongrie

L'économie hongroise s'est contractée de 2,7% sur un an au quatrième trimestre 2012, selon des chiffres définitifs publiés par le Bureau central des statistiques. Reuters 08.02

3- Espagne

La production industrielle espagnole a poursuivi son repli en janvier, en baisse de 5% sur un an, à un rythme toutefois légèrement moins rapide qu'en décembre, plombée par la chute de la production de biens de consommation, selon les chiffres officiels publiés vendredi. AFP 08.03

4- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu une forte croissance pour le sixième mois d'affilée en janvier, où sa hausse s'est accélérée, selon des chiffres publiés par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays a augmenté de 7,0% en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières, après avoir bondi de 6,6% en décembre (chiffre révisé en hausse de 0,3 point), indique la Réserve fédérale sur son site Internet. AFP 07.03

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars 2013

CAUSERIE

Entre nous, je suis de moins en moins motivé pour continuer ce boulot, surtout avec la chaleur qu'il fait ici. Je n'ai reçu à ce jour que 6 réponses à mon questionnaire... Du coup depuis plus d'un mois je n'ai pas formaté mes propres causeries, je n'en ai pas le courage.

Il y a des gens qui font un travail plus intéressant que le mien, plus important quelque part aussi même s'il ne mène à rien, car ce n'est pas les idées qui mènent le monde et permettront de le changer mais l'action, vérité élémentaire qui échappe aux professionnels de la masturbation intellectuelle dont le mode de vie agit comme un obstacle pour se poser ce genre de questions.

On y reviendra demain avec les conclusions auxquelles est parvenu l'auteur d'un long article, qui à elles-seules, en 9 ou dix points, résumant l'impasse à laquelle aboutit toute analyse qui ne se situe pas dans la perspective du socialisme ou sur le terrain de classe du prolétariat, qui rejette les conclusions du marxisme. Tout y figure, ensuite on pourra considérer avoir fait le tour de cette question et se concentrer sur des questions politiques et économiques.

J'ai dégoté par hasard un nouveau portail dédié à l'Union européenne, j'ai chargé au format pdf une cinquantaine de ses articles que je mettrai demain en ligne dans un dossier spécial consacré à l'UE.

[Pour commencer la semaine dans la bonne humeur deux vidéos :](#)

1- Vivre sans électricité, une réalité quotidienne en Grèce

http://www.dailymotion.com/video/xxl6ix_vivre-sans-electricite-une-realite-quotidienne-en-grece_news#.UT1vCTccBac

2- Bruxelles Business - Mais qui contrôle vraiment l'Europe ? (Documentaire Arte)

http://www.youtube.com/watch?v=3_8h3poYfoA

Connaissiez-vous La Table ronde des Industriels européens?

La Table ronde des Industriels européens (European Round Table, ERT) est un groupe de lobbying créé en 1983 par Étienne Davignon auprès de la Commission européenne, le Conseil des ministres ou encore le Parlement européen. Il rassemble les 45 plus grandes entreprises européennes, situées dans 18 pays de l'UE.

L'ERT s'est donnée pour objectif de « stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne », notamment en prônant la baisse du salaire minimum, la réduction des dépenses de sécurité sociale et la privatisation de services publics.

L'ERT a nettement influé sur le texte de l'Acte unique européen de 1986 et sur le texte du Traité de Maastricht de 1992, traité fondateur de l'Union européenne. Ces faits illustrent de façon flagrante que, par rapport à la masse des citoyens, les lobbies industriels (dont les moyens financiers sont incomparablement plus élevés que ceux des ONG supposées représenter les citoyens) bénéficient d'une relation privilégiée auprès des pouvoirs législatif et exécutif de l'UE. (enigmes-tv.com)

Tiens donc, comme c'est bizarre, Étienne Davignon, monsieur le vicomte s'il vous plaît, qui est également le Président honorifique du groupe Bilderberg. Mais alors qu'est-ce que cela signifie que la Table ronde des Industriels européens que l'on nous présente comme un lobbying, un think-tanks, un puissant groupe de pression ayant des rapports quasi incestueux avec la Commission européenne serait en réalité l'agence européenne des multinationales liées au cartel des banquiers de la Fed et de la BoE (Banque d'Angleterre) ?

C'est au regard du programme et des objectifs qu'ils se sont donnés et qui sont exposés ici qu'il faut analyser la politique et les discours du gouvernements pour en comprendre les tenants et les aboutissants, tout le reste est du vent destiné à détourner l'attention des masses de l'essentiel, selon le principe, on s'occupe de tout dormez tranquille braves gens.

Au fait, si l'ERT a pignon sur rue et rend public une partie de ses travaux ou documents, ses projets et ses objectifs, il n'en demeure pas moins que ses relations avec les membres de la Commission européenne et les ministres des différents Etats de l'UE ainsi que les moyens pour y parvenir demeurent occultes, ce qui permet de caractériser ou d'assimiler cette pratique à un complot sciemment ourdi contre tous les peuples de l'UE.

On reviendra sur ce sujet dans les jours à venir.

Faites tomber les masques, suite.

Un masque tombe ou vous faites tomber un masque et un autre vient assurer la relève et ainsi de suite. Masque socialiste, masque anti-fascisme, masque anti-colonial, masque anti-raciste, masque féministe, masque écologiste, masque républicain, masque démocrate, masque de l'égalité des droits, masque de l'équité et de la justice sociale, etc. la liste n'est pas exhaustive, c'est ce qui me vient spontanément à l'esprit à vous de la compléter.

Chaque fois il s'agissait d'éviter d'aller à la racine de cette tromperie, de caractériser la véritable nature de classe du PS (et du PCF ou du Front de gauche qui depuis lui a emboîté le pas) pour justifier de ne pas rompre avec ce parti du capital lié aux institutions de la Ve République, les appareils des syndicats dans lesquels il est également présent ou sur lesquels il exerce une influence.

Un masque en remplace un autre tout comme la mauvaise herbe repousse quand on ne s'est pas attaqué à sa racine, on est incapable de comprendre sa véritable nature, donc ses rapports avec le régime et le régime lui-même. Aller au bout de notre analyse conduit à rompre avec ce parti et le régime en place, sinon c'est impossible ou c'est se livrer à une escroquerie qu'on s'emploiera à camoufler à notre tour en recourant à un masque, celui du marxisme, du trotskisme par exemple.

Comment expliquer autrement que des militants trotskistes en dehors des aristocrates du régime tel Jospin se retrouve un jour au PS, y restent ou le quittent plus tard peu importe, comment une telle dérive politique peut s'expliquer autrement que ces militants n'ont jamais véritablement compris la nature contre-révolutionnaire, profondément réactionnaire du PS. Nous avons de l'estime pour ces militants comme pour tous les militants en général car nous savons parfaitement qu'ils n'ont jamais acquis les moyens théoriques disons à un degré suffisant, leur permettant de faire consciemment la part des choses.

On avait réservé un autre traitement au PCF qui devait contribuer à en détourner définitivement les militants, ce fut en partie une réussite pendant toute une période, ce constat doit depuis être révisé également au regard des relations plus ou moins avouables que les différents partis ont entretenu avec son appareil, on traitera cette question une autre fois.

Le PS valait-il mieux que le PCF, méritait-il un traitement privilégié quand on observe au quotidien ce qu'il est réellement, Cahuzac vient de déclarer que les nouvelles coupes budgétaires prévues en 2014 seraient "douloureuses" mais étaient "nécessaires" imposée par les marchés auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil parce que le PS y est intimement lié depuis des lustes, officiellement depuis 1983, en réalité depuis un siècle, la vérité c'est que le PS est un parti du capital et rien d'autres, tout le reste nous ramène à un vulgaire jeu de rôle où il enfle un masque usé jusqu'à la corde pour avoir tellement servi au point d'en laisser paraître son véritable visage réactionnaire.

Qui sera dupe, qui se laissera berné par une politique destinée à l'épargner, à épargner le gouvernement, les institutions, le régime car tout est lié ? La démagogie et le cynisme des dirigeants et des ministres du PS sont sans limite, de plus en plus grotesques, insupportables au même titre que l'était Sarkozy et l'UMP, Hollande vient de déclarer devant le président de l'Etat sionisme qu'il était inutile de continuer à discuter du volet nucléaire avec les autorités iraniennes et qu'il allait falloir passer à autre chose, à la phase supérieure, c'est-à-dire militaire, alors que même Obama hésite à avancer sur ce terrain, ce qui fait de Hollande le porte-parole des ultra réactionnaires néoconservateurs américains et du Pentagone.

Dans ces conditions, comment peut-on organiser des délégations en direction de Hollande et ses ministres pour qu'ils veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, on croit rêver, on se demande dans quel monde vivent ceux qui avancent de telles initiatives, de quoi ils sont faits vraiment, quelles sont leurs véritables intentions, oui il est légitime que les militants que nous sommes se posent ces questions et nous n'inventons rien malheureusement. A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont sans se soucier des conséquences, ceux qui refusent cette discussion sont des capitulards ou des renégats, des lieutenants du régime en place qu'ils en aient conscience ou non n'y changeant rien, peut-être n'y comprennent-ils rien, c'est parfaitement possible aussi, on ne veut pas les accabler, on leur demande simplement d'ouvrir les yeux et de ne surtout pas les refermer.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Si vous en trouvez le temps, reprenez le fil de l'histoire depuis le congrès de Tour de 1920, voyez ce que disaient Lénine et Trotsky de la SFIO et du PCF, de leurs dirigeants et leurs politiques, quels rôles ils ont joué avant, pendant et après le Front populaire de 36 ouvrant la voie à Pétain, puis pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale comment ils se sont comportés en commis zélés de l'Etat, le rôle de la SFIO dans la scission de la CGT, plus tard comment ils ont préparé le terrain à de Gaulle et l'avènement de la Ve République, véritable dictature de par les pouvoirs exorbitants qu'il s'est octroyé à en rendre jaloux les dictateurs africains, les institutions les plus antidémocratiques d'Europe, le rôle du PS dans les syndicats étudiants et enseignants, comment le PS se fondit en 1981 dans le moule de la Ve République bonapartiste comme si elle avait été conçue spécialement pour lui tellement les similitudes avec le parti officiel de l'ordre sont grandes, l'apothéose ayant été atteinte lors de la première cohabitation (1986) entre les deux partis RPR et PS, puis dans l'autre sens en 1997, signifiant qu'en réalité les deux partis étaient en tous points interchangeables et remplissaient exactement les mêmes fonctions, la mimique était parfaite, qui oserait affirmer le contraire ou le nier ?

C'est encore un chef d'Etat issu du parti de l'ordre, Chirac, qui s'opposa à la participation de la France à la guerre contre l'Irak, comme ce fut un chef d'Etat du parti de l'ordre, de Gaulle, qui mit un terme à la guerre d'Algérie et octroya l'indépendance à cette ancienne colonie, ni entre 1936 et 1938, ni entre 1946 et 1958, ni entre 1981 et 1995 un président (de la République ou président du Conseil) issu du PS (ou SFIO) n'a osé s'opposer au lobby militariste et boursier, et si je ne me trompe pas c'est encore de Gaulle qui fut le premier à reconnaître la République démocratique chinoise, la IVe République en ayant été incapable tout en poursuivant la guerre d'Indochine. Il ne s'agit pas là de vanter les mérites du parti de l'ordre ou de de Gaulle, mais de montrer que jamais finalement le PS (et le PCF) n'a véritablement oeuvré pour le socialisme, ni en France ni nulle part dans le monde bien au contraire il en fut en permanence le fossoyeur et l'ennemi.

Pour ceux qui s'en souviennent encore, on nous avait bien dit que le jeu qui consistait à faire tomber les masques devait nous conduire à démasquer l'ennemi qui se cachait en dessous, et bien c'est l'exercice auquel nous venons de nous livrer, nous n'avons fait qu'accomplir notre devoir en demeurant fidèle à notre cause, le socialisme.

Que cela nous vaille insultes ou calomnies on s'en moque éperdument autant le dire tout de suite aux amateurs ou plutôt aux professionnels en la matière.

ACTUALITE EN TITRES

[La palme de la désinformation et de la démagogie.](#)

- Démocratie et croissance économique sont-elles antinomiques ? - Atlantico.fr
- Contre les idées reçues : et non, l'Europe n'est pas responsable de l'austérité ! - Atlantico.fr
- Les records à Wall Street reflètent-ils vraiment l'état de l'économie américaine ? - Atlantico.fr

[La question qui a tué 19.000 Japonais innocents.](#)

- Les scientifiques auraient-ils pu prévoir Fukushima? - Slate.fr

[La justice sélective](#)

Ils sont dans l'impossibilité d'intervenir quand des locataires porte plainte car ils se font rackettés par des voyous qui bloquent le hall d'entrée de leur immeuble.

- L'efficacité des pouvoirs publics est limitée - LeParisien.fr

Par contre quand le ministère de l'Intérieur organise sciemment une provocation contre les travailleurs qui défendent leurs emplois,

là ils réagissent au quart de tour.

- Goodyear: la justice sera saisie suite aux violences - AFP

[Le PS est à droite, c'est la droite et il fraie la voie à l'extrême droite.](#)

- Guéant sur Valls: "Son succès repose sur un discours qui n'est pas de gauche" - AFP

Un discours et des méthodes de droite. S'il le dit et s'en félicite, il sait de quoi il parle, c'est son registre...

... la preuve...

- Retraites: "des efforts" seront demandés aux Français, prévient Touraine - AFP

Le même discours et la même politique que Sarkozy, que la droite.

... ou encore...

- Dray avertit Mélenchon: "Jamais une gauche n'a triomphé contre une autre" - AFP

C'est pour cette raison que le Front populaire contre la gauche, la vraie, les travailleurs, a remis le pouvoir à Daladier, la IVe République à de Gaulle, Mitterrand et Jospin à Chirac, etc.

... et qui a une mémoire sélective...

- Pour Dray, Mélenchon "table sur la défaite" de la gauche - LePoint.fr -

- Dray accuse Mélenchon de creuser le sillon de l'extrême droite - L'Express.fr

Alors qu'il s'est employé minutieusement à la faire monter avec SOS racisme !

... des réactionnaires qu'ils affectionnent....

Après les propos de Lurel sur Chavez : Anne Hidalgo, dimanche matin, interrogée dans le Grand rendez-vous Europe 1/i-télé/«Le Parisien» - «Aujourd'hui en France», candidate PS à la mairie de Paris, a jugé le propos du ministre «un peu rapide, abusif, excessif». (...) « Et puis il y a des aspects de sa personnalité que je condamne totalement, notamment ses amitiés avec le chef de l'Etat iranien ou ses positions sur Israël», ajoute-t-elle. LeParisien.fr 10.03

Mais quand Hollande reçoit notamment les chefs des djihadistes sanguinaires, l'émir du Qatar et le plutocrate dégénéré d'Arabie Saoudite, ils rencontrent des "amis" de la France, de grands démocrates. On peut d'ores et déjà vous garantir que vous n'aurez plus aucune voix à aucun scrutin. Personnellement, à part en 1976 sous influence de l'OCI j'ai voté au municipal pour un candidat du PS, depuis je n'ai jamais voté pour un de leur candidat, idem pour le PCF évidemment.

Ils ne seraient pas sionistes en plus d'être réactionnaires (c'est un lapsus) ?

Pour les sionistes, critiquer Israël est un acte répréhensible, antisémite, ce qu'était forcément Chavez, nous aussi du même coup. On reconnaît au premier coup d'oeil l'influence des néoconservateurs ultra réactionnaires américains dont justement l'idéologie a été constituée... par les sionistes, tout se recoupe encore une fois.

... et qui sont encouragés à passer à l'offensive.

Dès lors, la dame de fer du Medef peut tranquillement en rajouter une couche puisque son discours recevra un bon accueil au gouvernement, son gouvernement.

- La présidente du Medef, Laurence Parisot, a, à son tour, dénoncé, sur France 3, une déclaration «choquante»: «Comment peut-on dire d'un homme qui était un dictateur, un démagogue, qui incarne le populisme dans toute son horreur, puisse avoir les qualités que prétend notre ministre?» liberation.fr 10.03

On lui rend bien la haine qu'elle porte à la classe ouvrière.

La vraie...

- Tension entre Karzaï et les USA en pleine visite de Hagel - Reuters

... et la fausse info.

- Une conférence de presse américano-afghane annulée pour "*raisons de sécurité*" - LePoint.fr

L'édifice de la Ve République en tremble déjà !

- Budget : le Front de gauche menace de voter non - LeParisien.fr

Traduire : Il avait seulement été manipulé par les services de renseignement.

- Manuel Valls: Mohamed Merah n'avait pas été recruté par la direction du renseignement intérieur - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

De la sueur, du sang et des larmes.

1- Retraites

La ministre de la Santé et des Affaires Sociale Marisol Touraine a prévenu dimanche que des "*efforts*" seront demandés à "*tous les Français*" pour la prochaine réforme des retraites et déclaré que la question de la durée de cotisation devait "*être examinée*".

"Il nous faudra trouver des mesures de financement à court terme, ces mesures supposeront des efforts de la part de tous les Français, il faut qu'ils soient justement répartis", a déclaré la ministre sur le plateau du Grand jury RTL-LCI-Le Figaro.

"A partir du temps où nous vivons plus longtemps, la durée de cotisation doit être examinée", a-t-elle ajouté, jugeant que le "*débat était trop centré sur l'âge légal*".

Alors que la commission sur l'avenir des retraites est chargée de proposer des pistes de réforme d'ici fin mai, Marisol Touraine a jugé qu'il était "*prématuré et biaisé de mettre en avant une mesure ou une autre*". Et d'enchaîner: "*Je serais bien étonnée qu'on aboutisse à une seule mesure, le simplisme n'a pas lieu d'être dans ce dossier*".

Interrogée sur l'hypothèse, pour le régime général, d'une désindexation sur l'inflation, au coeur de la négociation sur les retraites complémentaires dont l'ultime rendez-vous est prévu mercredi, elle a qualifié cette option de "*pas incontournable*". AFP 10.03

Marisol Touraine a forcément une inspiration de gauche avec un tel passé :

- En 2009, elle appartenait au Club Avenir de la santé, un groupe de pression financé par GlaxoSmithKline, le numéro 2 mondial du secteur.

Elle fut également présidente du club de réflexion socialiste À gauche, en Europe. Marisol Touraine s'est acquittée de l'Impôt sur la Fortune en 2011 au titre du patrimoine 2010.

Club Avenir de la santé.

Le conseil d'orientation du club comprend plusieurs personnalités européennes (extrait) :

Massimo D'Alema (ancien Président du Conseil des Ministres et ancien ministre des Affaires étrangères d'Italie) ;

Joaquín Almunia, aujourd'hui vice-président de la Commission européenne et commissaire à la Concurrence.

Josep Borrell-Fontelles (ancien Président du Parlement européen)

Kemal Dervis, administrateur du "PNUD" est le troisième plus important fonctionnaire de l'ONU après le Secrétaire général Ban Ki-Moon et le vice-secrétaire général des Nations unies Asha-Rose Migiro. De 1977 jusqu'en 2001, il travaillera à la Banque mondiale . (wikipedia.org)

2- Austérité généralisée

Le redressement des comptes publics est douloureux mais nécessaire pour que la France conserve la maîtrise de ses finances publiques, déclare le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, dans un entretien au Journal du Dimanche.

Le gouvernement, qui vient d'abandonner son objectif de réduire les déficits à 3% du PIB cette année, vise 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2014 sur le seul périmètre de l'Etat et cherchera 6 milliards de recettes nouvelles pour maintenir le niveau des prélèvements globaux.

Pour trouver 5 milliards l'an prochain, *"tous les crédits sont potentiellement visés"*, ajoute-t-il. *"Il n'y a pas de ministère intouchable. Mais l'Education nationale, la police et la gendarmerie sont exemptées d'effort sur leurs effectifs."*

"Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire. Nous pouvons agir avec discernement", poursuit Jérôme Cahuzac. *"Sans cet effort, notre pays perdrait le contrôle de ses finances. Il n'aurait plus les moyens d'investir pour sortir de la crise."*

Quant aux 6 milliards d'euros de prélèvements nouveaux en 2014, *"aucune décision n'est prise sur le détail"*, dit-il.

"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français", ajoute le ministre du Budget, *"car plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire"*.

Le gouvernement doit présenter dans les prochaines semaines la nouvelle trajectoire prévisionnelle des finances publiques, qui doit selon lui atteindre l'équilibre structurel fin 2017. Reuters 10.03

Quand il dit *"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes..."*, il signifie par là qu'il en a reçu l'ordre et qu'il s'exécute, il fait l'aveu qu'ils ne sont que des pions qui gèrent la société conformément aux ordres qui leur sont donnés par l'oligararchie financière dont la troïka est le porte-parole.

Appelez à voter PS, c'était placer notre destin entre leurs mains ou se dessaisir des moyens de lutter pour le prendre en charge nous-même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

La police égyptienne, secouée par un mouvement de contestation sans précédent, a décidé de ne plus obéir aux ordres, ayant le sentiment d'être instrumentalisée par le pouvoir en place.

Accusés d'usage excessif de la force par l'opposition et les jeunes manifestants hostiles au président islamiste Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, les policiers se sentent détestés par leurs concitoyens alors qu'ils assurent respecter simplement les consignes.

"Nous suspendons notre travail sine die car nous refusons d'assumer la responsabilité des erreurs du gouvernement qui veut nous impliquer dans le conflit politique", affirme à l'AFP Hassan Mostafa, un colonel de police à Port-Saïd.

"Toute la société est contre nous, elle considère les manifestants (tués dans les heurts) comme des martyrs, alors que nous n'avons même pas le droit de nous défendre", ajoute-t-il.

Dans le journal al-Chorouk, le général Hefni Abdel Tawab, du QG de la police à Alexandrie, explique que les policiers *"font les frais de conflits politiques, alors qu'ils risquent des poursuites judiciaires (si des manifestants meurent) ou d'être tués"* dans les heurts.

Les policiers veulent une loi établissant clairement leurs pouvoirs et leurs devoirs, et réclament des armes pour faire face aux manifestations violentes qui se multiplient depuis novembre.

Le mouvement a débuté il y a plusieurs semaines par des manifestations isolées, mais depuis jeudi, des milliers de policiers se sont mis en grève à travers le pays.

Pour essayer d'apaiser les tensions, le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim a limogé vendredi le commandant de la police anti-émeutes et a nommé un nouveau chef.

"Nous poursuivrons notre grève jusqu'à ce que le gouvernement accepte nos revendications, à savoir éloigner la police de la politique (...) et limoger le ministre de l'Intérieur", a répliqué le colonel Mohamed Fawzi, du QG de la police au Caire, dans le journal al-Chorouk.

Ces derniers jours, la contestation s'est étendue aux Forces de la sécurité centrale (FSC, forces anti-émeutes).

A Ismaïliya, sur le canal de Suez, les FSC ont refusé de se rendre dans la ville voisine de Port-Saïd, où les heurts entre policiers et manifestants ont fait une cinquantaine de morts, dont trois policiers, depuis fin janvier. M. Morsi a dû faire appel à l'armée pour assurer la sécurité à Port-Saïd.

Il s'agit du premier mouvement de contestation de cette ampleur au sein des FSC depuis 1986.

La police est mal vue depuis des décennies par une bonne partie de la population. Et malgré la chute début 2011 de Hosni Moubarak, qui s'appuyait sur un appareil policier brutal et tentaculaire, elle est toujours considérée comme un instrument de répression.

Selon les organisations locales de défense des droits de l'Homme, plus de 70 manifestants ont été tués depuis novembre 2012.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur a estimé que les grévistes étaient une minorité au sein de la police. Il a aussi défendu les policiers, affirmant que ces derniers n'avaient pas *"effectué un seul tir"* sur des manifestants depuis le début du soulèvement populaire de 2011.

Pour certains commentateurs, cette grève est une réelle menace, alors que le président Morsi est fortement contesté par une partie de la population.

"Le ministère de l'Intérieur est sur le point de s'effondrer (...) et je ne vois d'autre solution qu'une élection présidentielle anticipée", a affirmé Abdel Rahmane Youssef, un éditorialiste islamiste modéré, dans al-Chorouq. AFP 10.03

2- Hongrie

«La Constitution n'est pas un jeu !» pouvait-on lire sur de nombreuses affiches ce week-end à Budapest. Plusieurs milliers de Hongrois ont protesté dans la capitale contre de nouveaux changements dans leur Constitution. Jeudi, ils avaient assiégé le bâtiment du Fidesz, le parti conservateur au pouvoir. Des amendements, qu'ils jugent contraires aux libertés individuelles, devraient être adoptés lundi par le Parlement, où ce parti détient une majorité des deux-tiers. Au grand dam aussi des institutions européennes qui ne cessent de batailler avec le Premier ministre Viktor Orban, le chef de proue de cette dérive, qualifiée d'autoritaire, par ses détracteurs.

Une nouvelle Constitution très controversée est déjà appliquée depuis le 1er janvier 2012. *«Si le quatrième amendement est adopté (lundi, ndlr), cela vaudra dire la fin de l'autonomie des universités, l'ancrage des contrats-étudiants (obligeant les jeunes diplômés détenteurs d'une bourse d'Etat à travailler en Hongrie après la fin de leurs études, ndlr), la persécution des SDF, l'exclusion de la définition de la famille des couples vivant en concubinage, sans enfants ou du même sexe»*, ont estimé les organisateurs de la manifestation, à savoir une douzaine d'ONG, dont Amnesty International ou encore TASZ (Association pour les droits de l'homme).

Les Hongrois protestaient aussi contre un texte limitant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle, qui ne sera plus autorisée à se référer à sa jurisprudence et devra désormais statuer sur la forme et non plus sur le fond. Même le médiateur de la République a exhorté le président Janos Ader à ne pas signer l'amendement au cas où le Parlement l'adopterait. *«Cette situation pourrait mettre en péril l'équilibre du fonctionnement démocratique des institutions d'Etat »*, explique-t-il, selon hu-lala.org, un site en français consacré à la Hongrie. AFP 10.03

3- Malte

Le Parti travailliste maltais, dans l'opposition depuis 15 ans, a remporté une nette victoire sur le Parti nationaliste (PN) du Premier ministre sortant Lawrence Gonzi, lors des législatives de samedi 9 mars.

Joseph Muscat, 39 ans, ancien journaliste et ancien député européen, a affirmé dans sa première et brève réaction qu'il ne s'attendait pas à une victoire aussi "écrasante" et a appelé ses partisans à garder le calme. "*Je ne m'attendais pas à une victoire aussi écrasante pour le Labour. Nous devons tous rester calmes, demain est un autre jour*", a dit M. Muscat dans sa première réaction.

Selon les premiers résultats provisoires, son parti est crédité de 55%, contre 43% au PN et 2% à un petit parti des Verts. Le jeune leader de l'opposition, dont le modèle est le président américain Barack Obama, avait fondé une grande partie de sa campagne électorale sur la promesse de réduire de 25% les tarifs de l'électricité et il prévoit la construction d'une centrale électrique à gaz avec une participation de capitaux privés à hauteur de 425 millions d'euros. Il a promis de parvenir à ces résultats en deux ans, faute de quoi il présenterait sa démission.

Le taux de chômage est de seulement 6%, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) en 2012 a été estimée à 1,5% en 2012, selon les dernières statistiques disponibles, et le déficit public n'est que de 2,3% du PIB. Lexpress.fr 10.03

Avec un tel modèle, Obama, son parti mérite le nom de Labour (travailleur) !

4- Chine

Les Etats-Unis sont à l'origine de plus de la moitié des cyberattaques ayant visé la Chine au cours des deux premiers mois de 2013, écrit dimanche l'agence de presse Chine nouvelle, sur fond d'escalade de la tension entre Pékin et Washington à propos de l'utilisation d'internet.

Pékin et Washington se disputent depuis des mois sur la question des cyberattaques, chacun accusant l'autre de s'en prendre à des sites internet gouvernementaux "sensibles".

Sur les deux premiers mois de l'année, 2.196 serveurs de contrôle américains ont "contrôlé" 1,29 million d'ordinateurs hôtes en Chine, ce qui fait des Etats-Unis le premier pays à s'attaquer à des serveurs et à des ordinateurs hôtes en Chine, affirme l'agence de presse officielle.

En février, le ministère chinois de la Défense a déclaré que deux grands sites internet militaires chinois, dont celui du ministère de la Défense, avaient été la cible de 144.000 cyberattaques par mois l'année dernière, dont près des deux tiers provenaient des Etats-Unis. Reuters 10.03

Autant dire qu'avec nos ordinateurs d'amateurs, quand on nous demande si on accepte une nouvelle protection, c'est davantage pour mieux nous contrôler qu'autres choses, là encore ils nous prennent pour des demeurer. Vous aussi avez-vous remarqué qu'ils passaient une bonne partie à cela ?

5- Etats-Unis

La Commission sénatoriale permanente du Renseignement a terminé la rédaction d'un rapport monumental de 6 000 pages, incluant 35 000 notes de bas de page référant plus de 6 000 000 de documents, relatif au programme de torture de la CIA.

L'enquête a permis d'établir que le programme était d'une ampleur gigantesque, sans commune mesure avec ce qui a été évoqué publiquement jusqu'ici. La torture était utilisée soit pour conditionner des individus, soit pour leur extorquer des renseignements. Dans ce cas, les informations obtenues, loin d'aider l'Agence dans son travail, l'ont aiguillée dans de mauvaises directions.

Nombre de ces faits ont été traités par le Réseau Voltaire au cours de la dernière décennie, mais déniés jusqu'ici par les institutions et ignorés par les médias dominants.

De l'avis de personnalités ayant eu accès au rapport, sa publication serait de nature à provoquer une onde de choc comparable aux scandales en chaînes qui suivirent les publications des rapports Church (1975) et Pike (1977). Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis ont été au cours de la dernière décennie l'État avec le pire bilan en matière de droits de l'homme. Cependant, la Commission hésite à déclassifier le rapport.

La Commission, qui a déjà auditionné le candidat à la direction de la CIA, John Brennan, voudrait interrompre le processus de confirmation pour lui demander des explications. M. Brennan était en effet le numéro 3 de l'Agence durant la période sombre de George W. Bush Jr. D'ores et déjà, les proches de M. Brennan ont fait savoir qu'il nierait toute implication dans ces crimes. Il devrait plaider qu'il avait été tenu à l'écart de ce programme et qu'il avait été désinformé à ce sujet par ses collègues et

supérieurs. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

Espagne

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche en Espagne, notamment à Madrid et Barcelone, pour protester contre le chômage et l'austérité, et réclamer des réformes politiques, à l'appel des grands syndicats du pays.

Aux cris de "*Gouvernement, démission*", le défilé madrilène a parcouru le centre de la capitale, rassemblant quelques milliers de fonctionnaires, employés du transport, médecins et infirmières qui manifestent depuis des mois pour la défense de la santé publique. (Je ne suis pas sûr que ce cri parvienne jusqu'aux oreilles de D. Gluckstein ! - Ndlr)

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et Comisiones Obreras (CCOO), appuyés par des collectifs de citoyens, avaient convoqué des rassemblements dans 60 villes, notamment à Barcelone, "*contre le chômage et pour le renouveau de la démocratie*".

"*Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus que par des changements politiques*", affirmait une infirmière de 52 ans, Pilar Gomez, qui manifestait à Madrid enveloppée dans un drapeau républicain rouge, jaune et violet.

"*Ils frappent violemment les citoyens avec ces coupes budgétaires dans l'éducation, la santé, les services sociaux*", ajoutait cette manifestante. "*C'est un motif suffisant pour manifester tous les jours, mais nous devons être plus nombreux*".

"*Du pain et un toit à un juste prix*", réclamaient de petites pancartes dans la foule.

A l'appel des syndicats ou des mouvements de citoyens, ces manifestations, diversement suivies, se multiplient en Espagne contre la politique d'austérité menée depuis plus d'un an par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

L'objectif des ces manifestations "*est de provoquer un changement radical et urgent dans l'orientation de la politique économique tant en Europe qu'en Espagne*", a affirmé le syndicat UGT dans un communiqué. AFP 10.03

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser le dossier sur l'UE, ce sera pour demain et d'autres nouveaux articles.

Ce qui suit à titre d'info, je n'ai pas eu le temps non plus de présenter cela autrement, j'ai des problèmes de coupures électriques et ce matin j'ai changé la bâche qui couvre la pièce principale de la maison en prévision des prochaines pluies, l'ancienne était percée, donc c'était une affaire urgente à régler. Aujourd'hui il y avait une nouvelle journée de grève générale. Pas le temps de causer.

[Revue de Presse par Pierre Jovanovic à partir du 11 mars](#)

AU VIOL DES PEUPLES S'AJOUTENT LES CRACHATS DES TRADERS (ou: LE DOW JONES BAT DES RECORDS) du 11 au 15 mars 2013 : Du jamais vu dans l'histoire humaine... Ben Bernanke a balancé aux banquiers et financiers pour 2.000 milliards de dollars de planches à billets depuis 2008. Deux mille milliards vous imaginez, ce qui a permis au Dow Jones de soi disant battre ses records historiques selon les crétins, pardon, journalistes économiques que voyez causer dans le poste. Des records qui vont en effet de pair, parfaitement synchronisés même, aux licenciements massifs que l'on voit depuis début 2008 et qui se poursuivent sans cesse depuis mai 2012.

Mais la presse vendue vous dit que tout va bien dans l'économie puisque le Dow Jones a battu son record... Elle a juste oublié ce qui s'est passé 6 mois après ce fameux record. Wall Street a tout simplement explosé!! Il n'y a que les "*experts*" pour ne pas voir l'évidence... Il se trouve que Zero Hedge et le FT ont eu la même réaction outrée que votre serviteur. ZH a même comparé les principaux indicateurs de 2007 vs 2013 et là, on voit bien LA GRANDE ESCROQUERIE DES AMERICAINS et aussi celle des journalistes économiques (et bien sûr des députés et ministres complices) qui laissent faire sans rien dire.

- GDP Growth: Then +2.5% - Now +1.6%
- Regular Gas Price: Then \$2.75 - Now \$3.73
- Americans Unemployed (in Labor Force) - Then 6.7 million - Now 13.2 million
- Americans On Food Stamps: Then 26.9 million - Now 47.69 million
- Size of Fed's Balance Sheet: Then \$0.89 trillion - Now \$3.01 trillion
- US Debt as a Percentage of GDP: Then 38% - Now 74.2%
- US Deficit (LTM): Then \$97 billion - Now \$975.6 billion
- Total US Debt Outstanding: Then \$9.008 trillion - Now \$16.43 trillion

Au fait Monsieur Toutou, Bozo, Langlais, etc., comment expliquez-vous que, comme le Dow Jones, le CAC40 n'ait pas battu son record, environ 6200 points, de 2007? Hmmm? Pourquoi il se traîne à 3700 points? Comment expliquez vous que le chômage ait explosé des deux côtés de l'Atlantique, malgré la (pseudo) bonne santé outrageuse du monde financier? Comment expliquez vous qu'au moins 30 HEDGE-FUNDS américains n'aient pas explosé après que le cours d'Apple se soit effondré de presque 40%?

La réponse est simple: parce que sur ces 2000 milliards, la Fed n'a balancé aux Européens que quelques milliards de dollars, juste pour mieux les endetter et leur garder la tête hors de l'eau, en réalité juste de quoi respirer... Tout le reste a sauvé les établissements US. Au passage, le peuple européen paye une partie du rétablissement de Wall Street avec du vrai argent, puisqu'il n'y a pas de vraie planche à billets européenne.

PS: Vous avez remarqué que la presse éco française se garde bien d'utiliser le terme "*planche à billets*"... ça ferait désordre. Les caniches utilisent "*assouplissement*", si, si, genre Soupline, voyez?, que Madame verse dans sa machine à laver (c'est aussi une manière inconsciente de nous dire qu'ils nous servent bien de la soupe et pas de l'info)

PS2: le Telegraph non plus n'est pas tombé dans le panneau. "*Central bank money printing and the mystery of soaring shares. Why did nobody see it coming?*", the Queen asked four years ago on a visit to the London School of Economics, a brilliantly faux naïve question that cruelly exposed the failings of modern economics"... ha ha ha: "1) One reason is zero interest rates, allowing companies which, in a conventional recession, would have gone bust, to stay in business. At the same time, banks have been bailed out, so that bad debts have in effect been nationalised. Taxpayers rather than investors are being made to pay the price for past excesses. The insolvency problem has been transferred from the private to the public sector ... It's labour rather than capital which has been most damaged by the downturn ... 2) The other related explanation is central bank money printing".

PS3: Lisez cet article de ZH "*Fed Injects Record \$100 Billion Cash Into Foreign Banks Operating In The US In Past Week*"... pour que certaines banques bien de chez nous ne fassent pas faillite... ça ferait désordre au Dow Jones. Vous avez vu d'ailleurs que le cours du Crédit Agricole est monté? Faut-il y voir l'intervention de la FED??? ha ha ha... Le monde est entré dans un Weimar planétaire, et tout va sauter à un moment donné ou à un autre.

PS4: Lisez surtout ce papier de Caldwell dans le Financial Times ici "*What looks like a rally may just be the effect of elites passing money among themselves. The Dow Jones rallied beyond 14,300 points this week, passing the highs it reached in 2007 just as the world economy was starting to wobble*"... qui vous explique que tout ceci n'est qu'une cavalerie géante menée par nos politiques, sur le dos du peuple, c'est à dire vous et moi. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

L'EMIR DU QATAR ACHETE 6 ILES GRECQUES ET CONVOITE CELLE D'ULYSSE du 11 au 15 mars 2013 : Alors là, le monde est vraiment en train de changer de mains. L'un de nos lecteurs a vu comme moi que les propriétaires historiques grecs, sous le poids des nouveaux impôts, ont été obligés de vendre leurs îles. Mais il y a quelque chose de mieux, et c'est notre lecteur Christophe Certain qui parle: "*Le bateau de l'émir mouille près de l'île d'Ithaque, et il a annoncé vouloir racheter en fait tout l'archipel, y compris donc Ithaque, celle d'Ulysse! L'émir du Qatar se positionne donc symboliquement comme "prétendant" à la main de Pénélope et à la souveraineté sur l'île. On n'ose imaginer que les Grecs vendent cette île! Imagine-t-on la France vendre le Mont-St-Michel ou les arènes de Nîmes aux Chinois? En tout cas, dans la légende, se positionner comme prétendant au trône d'Ulysse n'a pas été une bonne stratégie quand celui-ci à fini par rentrer chez lui! A la place de l'émir du Qatar, je me méfierais donc du réveil des Grecs !*"... Oui, en effet. Ils se vendent sans scrupules par la force de l'Union Européenne et des Américains. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

LETTRE D'UN POLICIER + SUICIDES DANS LES COMMISSARIATS du 11 au 15 mars 2013 : "Souvent , lors de vos interventions à la radio ou lors de vos interviews (cf la dernière du 08 mars par exemple), vous stipulez que les policiers ne font pas de Maintien de l'Ordre et ne sont pas formés pour cela....). Il faut que vous sachiez que les CRS sont un corps issu de la Police Nationale et spécialisé dans le Maintien de l'Ordre ... Les gendarmes aussi disposent de Gendarmes Mobiles spécialisés dans le Maintien de l'Ordre....C'est ainsi que vous pouvez voir des "Robocop" Policiers ou Gendarmes lors de manifestations... Aucune différence entre la manière d'agir de ces deux groupes...

Je ne sais pas combien de temps les collègues (CRS) tiendront d'un point de vue "psychologique" (cf Goodyear récemment) car parmi ces gens qui manifestent leur désarroi, il y a des membres de la famille de ces mêmes policiers et gendarmes.

Une chose est sûre , lorsque nous avons manifesté notre mécontentement et envahi (nous Policiers) Saint-Michel en mai dernier

suite au mécontentement des collègues concernant la mise en examen pour homicide volontaire d'un collègue par les magistrats de Bobigny, ce sont les gendarmes qui nous ont empêché d'accéder à La Préfecture de Police...

Cet "antagonisme" Police/Gendarmerie" sert le gouvernement pour le moment car quand les uns manifestent leur mécontentement, les autres s'interposent et vis et versa... Jusqu'à quand? Une chose est sûre, pour avoir moi-même fait du "Maintien de l'ordre", je peux vous dire que les collègues ne tiendront pas longtemps lors de futures manifestations sociales virulentes, car les policiers dans leur ensemble n'en peuvent tout simplement plus (sous-effectifs, pression hiérarchique, mauvaise ambiance généralisée, population hostile à notre égard, et très peu de possibilité de mutations offertes aux collègues afin de rejoindre leur famille le plus souvent restée en Province...)

Les suicides sont en constante augmentation, (jusqu'à 2 par semaine parfois, voire 4 en 8 jours en décembre dernier par exemple) et les actes de violence le plus souvent perpétrés par une "même partie" de la population envers les forces de l'ordre ne cessent d'augmenter en France... Sans que les collègues ne puissent agir (ordres répétés de ne pas intervenir notamment dans les cités).

Moi-même comme des centaines de collègues, je ne compte pas rester au sein de cette administration et il faut que vous sachiez que le nombre de demandes de "mises en disponibilité" explosent et se transforment parfois en démission pure et simple... J'étais rentré dans l'institution par conviction, j'en ressortirai dégoûté et triste pour mon Pays..." Revue de Presse par Pierre Jovanovic

[Licenciements de la semaine du 11 au 15 mars 2013 : tous les records battus !](#)

La Barclays Bank a décidé de se transformer en banque d'automates et va virer 40.000 personnes DE PLUS, et cela afin que les bénéficiaires soient encore plus grands pour les seuls actionnaires. La banque veut arriver à 100.000 salariés seulement dans le monde. Les banques transforment le monde en une société inhumaine dans laquelle seuls les profits corporate comptent, à l'américaine. La Bête Argent détruit tous les tissus de la société... Ajoutez là dessus 50.000 postes au sein de l'Armée Française qui vont disparaître l'année prochaine pour répondre à l'exigence de l'axe Washington-Bruxelles appelée Union Européenne et vous avez 90.000 emplois qui disparaissent sur 2013-2014 juste avec... deux entités. Imaginez le reste...

- Ericsson, sous-traitant d'Orange Suisse, vire 29 personnes. Mais le mieux, c'est qu'ils leur demandent de former leurs remplaçants roumains en... Roumanie!!!! Aucun scrupule les mecs d'Ericsson...

- le seul bon signe de la semaine: le parc d'attraction Mini-Europe ferme, youpi, (hélas Océade aussi) 120 emplois qui disparaissent, les deux fermeront définitivement le 31 août 2013. Ceci annonce l'explosion de l'UE...

- Prémaman supprime 80 postes en Belgique

- Barclays Bank va virer 40.000 personnes de plus, pour devenir une banque d'automates: "*Barclays chief executive Antony Jenkins has suggested that up to 40,000 jobs could be cut at the bank as customers switch to automated banking, according to reports.*"

- Armée Française risque de perdre entre 30.000 et 50.000 personnes. Youpi... Le Point écrit: "*Dans sa quête d'économies, Bercy prévoirait une baisse de 11% du budget de la Défense soit près de 50.000 emplois menacés*"

- La Fédération hospitalière de France annonce 20.000 emplois supprimés en 2013 si les choses ne changent pas lire ici L'Humanité , merci aux lecteurs

- Thomas Cook licencie encore, cette fois ce seront 2.500 voyageurs lire ici , merci à Sacha

- L'assureur Grass Savoye 1er courtier en assurances de personnes en France et 10e courtier mondial, supprime 300 postes. Zut, déjà qu'ils ne répondaient jamais au téléphone...

- Bridgestone Italie ferme une usine de pneus, 950 salariés virés

- Le suédois Vattenfall supprime 2500 emplois

- Le constructeur de wagons de marchandises FreightCar America vire 250 personnes

- IBM délocalise au Mexique encore des licenciements à venir

- La chaîne JC Penney vire 1500 personnes de plus...

- Fermeture du serrurier JPM à Avermes,
- Belgique: 2.800 emplois perdus dans la construction en 2012, stat de mars
- Boxal Suisse ferme son usine à Belfaux
- Google-Motorola vire 1200 personnes de plus
- Inside Secure, informatique, se trouve en difficulté et annonce un plan de réorganisation de ses activités avec 20% des salariés licenciés.
- L'Eglise protestante suisse veut réduire ses effectifs de 30%!!! "Un plan de redressement drastique sera présenté les 14 et 15 mars prochains au Consistoire"
- "La nouvelle direction du magazine gay et lesbien Têtu prévoit le licenciement des 16 personnes et la sous-traitance du site web, Têtu.com"
- Macopharma va virer 67 personnes sur ses sites de Tourcoing, Mouvaux et Neuville-en-Ferrain. La Voix du Nord ,
- Eon France, *"qui emploie plus de 800 personnes en France, veut fermer plusieurs centrales dont celle de Lucy. Cela entraînera la suppression de 215 postes sur la base d'un plan de départs volontaires (dont 67 emplois en Saône-et-Loire)."*
- Bretagne Céramique Industrie vire 12 personnes
- Globe, le grand magasin de Mulhouse en redressement

Merci à Mr Iborra qui nous donne un Polaroid de ce qui se passe, aussi, en Espagne:

- Ibercaja négocie le licenciement de 592 employés et 187 dans les bureaux
- Licenciements massifs chez le tout operator Orizonia (2300 personnes concernées ??)
- Canal 9 vire 1.100 personnes
- Les grandes entreprises espagnoles ont annoncé plus de 20.000 licenciements en janvier et février Kaosenlared
- Gol et Tam virent en Espagne 350 personnes
- Un parti politique veut commencer le licenciement des fonctionnaires en 2013
- Race (l'assistance routière espagnole) veut tirer 168 personnes soit 20% des employés
- General Electric Spain vire 700 personnes
- Un journal semble avoir des soucis et supprime des sections
- Licenciements dans les studios Time Gate
- Roca notifié 476 licenciements à Alcalá de Henares Alcalá de Guadaira
- Serco Group vire 480 salariés dans le Maryland
- Hausse du chômage en Flandres de 6.6% en février 2013 soit 215.177 personnes (+ 13 257). merci à Mr Antoine
- GE Power and Water supprimerait de 150 à 200 emplois
- Bioware San Francisco, l'entreprise de jeux vidéo en Flash, filiale de Bioware et éditée par Electronic Arts, vient de fermer ses portes en licenciant par la même occasion 25 à 30 employés

- La Poste suisse et Nestlé suppriment 30 et 20 personnes
- GL Bijoux supprime 269 postes après son redressement
- "La communauté urbaine de Strasbourg annonce la suppression de plusieurs journées d'absence payées ... Les syndicats parlent de "confiscation pure et simple d'acquis sociaux" et de "recul social historique".
- J'en ai déjà parlé, mais voici les conséquences chez nous: "Chez Levi's France, sur 155 salariés, le plan social est en route pour 22 personnes, ils regroupent aussi les équipes de Docker's et Levi's (1+1 ne feront pas 2) le siège social Europe de Levi's en Hollande saute (270 personnes) alors que la société n'a jamais fait autant de marge, l'entité Europe est à 66% de marge brute, et la rentabilité est la meilleure de toutes les filiales de Levi's Monde...".
- "Etap Verlichting, pme de l'éclairage, supprime 26 postes en Belgique" Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Hollande aussi impopulaire que Sarkozy. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Pas d'effervescence pour l'accueillir (lors de son déplacement à Dijon - Ndlr), beaucoup de doléances d'habitants en difficulté et même quelques cris de colère. M. Hollande a ainsi été pris à partie par trois personnes qui lui ont demandé sans aménité où en étaient "ses promesses" avant d'être écartées sans ménagement par le service d'ordre. *"On aurait préféré que ce premier déplacement se passe plus calmement (...) les consignes seront plus explicites à l'avenir pour éviter ces excès de zèle"*, a-t-on concédé dans l'entourage du président.

"J'appelle l'ensemble de la gauche à faire pack autour du président et, comme lui, aller partout expliquer le sens de cette politique pour redresser notre pays", a pour sa part lancé le premier secrétaire du PS Harlem Désir lundi matin sur BFMTV et RMC.

Alors que Jean-Marc Ayrault tentera mardi de rassurer les élus locaux en leur proposant un *"pacte de confiance et de responsabilité"*, le président devrait lui aussi faire de la câlinothérapie auprès des représentants des collectivités locales, fortement mises à contribution pour la réduction des déficits. Mardi, il rencontrera ainsi des élus ruraux de Côte d'Or.

M. Hollande a achevé la journée par *"un dîner républicain"* auquel étaient conviés les parlementaires du département (5 députés, 3 sénateurs) toutes couleurs politiques confondues. AFP 11.03

Là il avait endossé le masque du républicain, en famille s'il vous plaît.

Retraites. Populisme et tautologie.

Henri Emmanuelli, lors d'un entretien sur France Info le 26 février dernier : *"La biologie fait qu'il faut quand même se poser la question de la durée de cotisation"*, lançait alors le député des Landes, que l'on a aussi pu entendre expliquer : *"Je vois des gens qui auront passé plus de temps en retraite que dans la vie active. C'est une situation qui ne peut pas perdurer"*.

Henri Emmanuelli considère que la question urgente ne porte pas sur les retraites : *"La vraie solution est en amont. Le problème numéro 1, c'est l'emploi."* nouvelobs.com 11.03

Répondant à la polémique qui s'en est suivie avec Mélenchon, il a précisé qu'il avait parlé d'un instituteur qui prend sa retraite à 55 ans. Qu'est-ce que cela change, pourquoi un prof devrait-il travailler jusqu'à 70 ans ou plus ? Certes, ils ont des avantages que n'ont pas les ouvriers, mais ils ont un travail usant, harassant et de plus ingrat exerçant leur métier dans des conditions de plus en plus déplorables, rien à voir avec celle d'un élu rentier du régime.

La vraie question serait plutôt de se demander pourquoi depuis toujours les ouvriers et les employés, les travailleurs du secteur privé toutes catégories confondues y compris les cadres ne partent pas à la retraite à 55 ans. Parce que c'est un deal que les syndicats corrompus ont passé avec le régime. C'est certain, et au-delà aujourd'hui plus aucun n'ose aller sur ce terrain parce qu'ils se sont tous convertis à l'économie ultra libérale qu'incarne la politique du gouvernement que par ailleurs ils soutiennent, ne tiennent pas à mettre en difficulté.

Quant à la question de l'emploi, le chômage de masse a démarré sous Mitterrand, le modèle d'Emmanuelli et de Mélenchon,

pour devenir permanent puis ne plus cesser de progresser, l'un et l'autre l'ont oublié évidemment, nous non.

Pour résoudre la question du chômage il faut renverser ce gouvernement et les institutions de la Ve République, les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et instaurer une République sociale qui mette hors la loi le capitalisme. Il n'existe pas d'autre voie. En France comme dans tous les autres pays, c'est sur cette base et dans cette perspective qu'il faut construire le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

En famille.

Le Haut conseil de la famille estime qu'il faudra réduire de 2,2 milliards d'euros les prestations familiales d'ici 2016 pour redresser les comptes de la branche famille de la sécurité sociale, écrit lundi le journal Les Echos sur son site internet.

Selon le quotidien économique, le rapport qui sera présenté jeudi au Haut conseil de la famille - chargé de proposer des économies au gouvernement - ne donne pour l'instant pas de piste précise mais souligne que les classes moyennes et supérieures bénéficient largement de la politique familiale.

Le déficit de la branche famille devrait atteindre 1,7 milliard d'euros en 2016, auxquels il faut ajouter les hausses de prestations annoncées en décembre pour lutter contre la pauvreté et qui coûteraient 400 à 500 millions d'euros à cette date, poursuivent *Les Echos*.

Le Haut conseil de la famille dévoilera ses propositions d'économies fin mars. Reuters 11.03

Cet organisme est illégitime et doit être dissout !

Question : qui en fait partie, qui y collabore ? Répondre à cette question va nous aider à comprendre pourquoi le gouvernement joue sur du velours, comme sur les retraites, la Sécu, etc. (<http://www.hcf-famille.fr/spip.php?article11>)

Le Haut Conseil de la Famille réunit 60 membres, représentant l'ensemble des acteurs de la politique familiale.

- Président M. Bertrand FRAGONARD, Président de Chambre honoraire à la Cour des comptes

- Seize représentants des assurés sociaux et des employeurs 2 CGT 2 CFTD 2 CGT-FO 1 CFE-CGC 1 CFTC 1 FSU 1 UNSA
2 MEDEF 1 CGPME 1 UPA 1 FNSEA 1 UNAPL

S'ajoute à cela

- Quatorze représentants du mouvement familial
- Deux députés
- Deux sénateurs
- Trois représentants des collectivités territoriales
- Trois représentants des organismes de sécurité sociale
- Huit représentants de l'Etat
- Dix personnalités qualifiées
- Deux représentants d'organismes intervenant dans le champ de la petite enfance

Nous sommes donc en présence d'un organisme de collaboration de classes auquel participent les syndicats et les partis dits frauduleusement ouvriers présents au Parlement. J'imagine qu'ils sont grassement rémunérés pour remplir cette fonction.

Tout comme au COR (retraites) ou à l'OIT (ONU), leur présence (minoritaire) ne sert qu'à légitimer l'existence de ces organismes, ainsi que les rapports qu'ils produisent sur la base de l'état de la société qui est le produit de la crise du capitalisme, donc à la prendre en charge, à prendre en charge tous les rapports qui en découlent, et en conclusion les décisions antisociales qu'ils sont amenés à prendre conformément aux besoins du capitalisme puisqu'il s'agit pour eux d'assurer la pérennité de la société telle qu'elle existe, autrement dit le capitalisme auquel nos propres besoins doivent être subordonnés, ainsi la boucle de la collaboration de classes est bouclée.

Vous pouvez en reprendre une à une toutes les étapes et vérifiez qu'il n'en manque pas, c'est le même schéma ou la même méthode qui est mise en oeuvre systématiquement dans tous les organismes appelés à remplir la même fonction : associer les soi-disant représentants des travailleurs au bon fonctionnement de la société capitaliste. Voilà ce que les dirigeants d'absolument tous les partis ont accepté.

Pour notre part, si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, jamais nous n'aurions accepté de participer à de tels organismes ou d'avoir des rapports avec les appareils des syndicats ou des partis qui y participaient. Il faut choisir son camp quand

on prétend combattre un ennemi pour le vaincre et non pour s'en accommoder.

ACTUALITE EN TITRES

Son de cloches.

- La confiance dans le nucléaire se rétablit d'après Areva - L'Expansion.com
- Batho : la France «*aura durablement besoin d'une part de nucléaire*» - LeParisien.fr

Tiens donc !

- La crise de l'euro n'est pas terminée... et donne même d'inquiétants signes de rechute - Atlantico.fr

La question inutile par excellence.

- Les riches sont-ils rentables pour la société ? - Atlantico.fr

Le système économique capitaliste est miné à la base.

Cause...

- Pourquoi le nombre de «*super-riches*» augmente-t-il ? - Liberation.fr

... conséquence...

- L'austérité aggrave la récession en Europe du Sud - L'Expansion.com -
- Le PIB du Portugal recule de 1,8% au 4e trimestre - Reuters
- Contraction du PIB italien de 0,9% au 4e trimestre - Reuters -
- La production industrielle française a reculé de 1,2% en janvier - L'Expansion.com

Antisocial tout azimuth

- 2,2 milliards d'économies prônées sur les prestations familiales - Reuters
- "*D'accord pour participer à l'effort sur les retraites si on supprime 30% des fonctionnaires*" - L'Expansion.com

La meilleure formule face aux classes surchargées.

- Peillon veut diminuer le nombre de redoublements - LeFigaro.fr

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'avais appris que les élèves ne pouvaient pas redoubler au-delà de la 6e, donc même s'ils avaient des résultats en dessous de la moyenne ou qu'ils étaient franchement nuls en 5e, 4e, 3e, etc. ils devaient automatiquement passer dans la classe supérieure, ce qui voulait dire qu'un élève qui avait commencé à décrocher en 5e devait quand même passer en 4e quitte à ce qu'il décroche totalement et finisse l'année avec une moyenne de 4 ou 5 sur 20, puis passe en 3e où là il serait totalement largué, etc.

Bref, tout était fait pour qu'il soit tellement dégoûté des études pour qu'il quitte l'école.

Le gouvernement sioniste agite de nouveau la menace du musulman

L'AFP ou l'agence de presse officielle du régime donne le la...

- Le groupe de Marignane était capable de commettre un attentat, ses membres déferés - AFP

... ensuite les médias aux ordres prennent le relais et amplifient le message. La menace est permanente...

- Terrorisme : le groupe de Marignane était prêt à agir - Le Nouvel Observateur

- Terrorisme: le groupe de Marignane projetait un attentat imminent - L'Express.fr

- Marignane: les islamistes préparaient un attentat - LeFigaro.fr

- Les interpellés de Marignane auraient pu commettre un attentat bientôt - Liberation.fr

- Le groupe de Marignane comptait passer à l'action «*dans les jours à venir*» - 20minutes.fr

... une nouvelle preuve si besoin était...

- Explosion à la prison de Réau: le parquet antiterroriste se saisit de l'affaire - L'Express.fr

... et pour y remédier, renforcer le contrôle de la population.

- Le logiciel de surveillance qui manque aux enquêteurs antiterroristes - LeMonde.fr

[Etrange question, non ? En êtes-vous bien sûr ?](#)

- Affaire Merah: "*Ce n'est pas la DCRI qui a ouvert le feu sur les victimes du tueur*" - L'Express.fr

... oui, cela aurait pu être n'importe quel musulman finalement...

- Islamisme: Pas de «*profil type*» de djihadistes en France - 20minutes.fr

[Quand les Frères musulmans mis en place par Doha et choyés par Paris font dans la dentelle.](#)

- Tunisie: un député d'Ennahda qualifie l'excision de chirurgie "*esthétique*" - L'Express.fr

[OTAN en emporte... la guerre](#)

- Un rapporteur de l'ONU accuse la Corée du Nord de crimes contre l'humanité - LePoint.fr

- Le dirigeant de Corée du Nord désigne une première cible sud-coréenne - LeMonde.fr

- La Corée du Nord de Kim sur le sentier de la guerre - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis vont tenter d'assécher les rentrées de devises de Pyongyang - AFP

- Chine-Japon, guerre froide en Asie - LeMonde.fr

[Cocus, loosers, la risée.](#)

- Syrie : Fabius évoque une levée de l'embargo sur les armes - LePoint.fr

- Paris et Berlin s'opposent sur les armes aux insurgés syriens - Reuters

- Assad se sert de milices pour commettre des massacres, dit l'Onu - Reuters -

Il existe apparemment un axe Washington-Londres-Berlin et accessoirement Moscou et Téhéran, contre un autre axe Paris-Riad-Doha pour régler la question syrienne. Devinez quel est le ticket gagnant, si on peut dire ? L'axe Washington-Londres-Berlin, on y reviendra depuis le XIXe siècle...

L'UMP plus sûrement.

- "Les échecs de la gauche augmentent la probabilité de voir le FN au pouvoir" - L'Express.fr

Déjà parler de la gauche s'agissant du gouvernement, c'est se livrer à une falsification puisqu'il poursuit et amplifie la politique réactionnaire du gouvernement précédent. Si la droite se trouvait dans l'impossibilité de revenir au pouvoir pour poursuivre ou imposer cette politique, dans ce cas ce serait à l'extrême droite de s'en charger, pendant que la droite l'aiderait en sous-main quitte par la suite à la poignarder dans le dos pour camoufler son alliance avec l'extrême droite.

Ce qu'on constate, c'est que dans les trois cas de figure, c'est la même politique qui est appliquée pour le compte de la même classe, celle des capitalistes.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Plus de 1000 Athéniens se sont rassemblés hier soir devant le Parlement grec, sur la place Syntagma avec le slogan "Ça suffit !", pour protester contre les politiques budgétaires du gouvernement et les mémorandums imposés par la troïka, l'UE et du Fond Monétaire International. Avec 2 arrestations très musclées et des gaz lacrymogènes, il semble que le gouvernement grec ne souhaite pas voir le mouvement des indignés reprendre en Grèce.

Environ 200 policiers de la MAT (brigade antiémeute) ont été déployés pour vider la place Syntagma avec des gaz lacrymogènes et les habituelles violences des policiers. okeanews.fr 11.03

1.2- Une bombe artisanale a explosé hier soir vers 23h devant un bureau de poste de la compagnie Swift Mail, dans le quartier de Pangrati, à Athènes, brisant des vitres et faisant quelques dégâts matériels mineurs. Il n'y a aucun blessé, selon la police.

Les fonctionnaires de police ont indiqué que la bombe se composait d'au moins cinq bonbonnes de gaz (probablement de type camping gaz) et d'un système d'explosion. L'entreprise était fermée à l'heure de l'explosion.

La société Swift mail, dans des forums sur internet, est accusée de coopérer avec la police dans ses enquêtes. okeanews.fr 11.03

1.3- Une femme menace de sauter d'une sculpture en acier située sur la place Omonia.

Un évènement semblable s'était produit en Novembre, quand une femme avait été encouragée à descendre de la structure par les pompiers.

Une ambulance, la police et les pompiers sont à Omonia et essayent d'encourager la femme à ne pas sauter. Ils ont placé un tapis de réception pour sa sécurité. okeanews.fr 11.03

2- Tunisie

Le parti de Chokri Belaïd a annoncé lundi qu'il allait demander au Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'enquêter sur l'assassinat de cet opposant laïque aux islamistes au pouvoir en Tunisie.

Le Parti des patriotes démocrates dit ne pas avoir confiance dans le système judiciaire tunisien.

"Nous sommes convenus (...) d'aller devant le Conseil des droits de l'homme à Genève pour demander une enquête sur le meurtre de Belaïd car nous avons des doutes au sujet de l'appareil judiciaire tunisien", a dit l'un des responsables de cette formation, Zied Lakhdar, à Reuters.

"Nous pensons que l'enquête n'a pas été menée de manière sérieuse et qu'il y a beaucoup de doutes et d'ambiguïtés", a-t-il ajouté. Reuters 11.03

Autant s'adresser à son bourreau ! Avec d'autres partis laïques vous devriez exiger qu'une commission indépendante enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd dont les membres seraient nommés parmi les partis laïques et le syndicat de la magistrature indépendamment des partis présents au gouvernement. Ou alors vous pourriez vous en charger vous-même en assurant la protection armée des enquêteurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mars 2013

CAUSERIE

Mardi soir.

Le convertisseur de courant qui permet d'avoir de l'électricité par le biais des batteries a encore brûlé, du coup je ne peux plus travailler quand le courant est coupé. Il va falloir sans doute quelques jours avant qu'il soit réparé, aussi le site ne sera que partiellement actualisé pendant cette période. Avec la remontée de la température, ils recourent le courant de 6h à 10h tous les matins, parfois en début d'après-midi, tous les soirs entre 18 et 19h et à nouveau de 21h à 22h, ensuite de minuit à 1h du matin, bref, quand ils ne coupent pas toute la journée de 6h à 18h.

Je vais voir pour acquérir un second convertisseur de courant, c'est un investissement, mais franchement cela me fait chier de me retrouver plongé dans le noir le soir comme il y a 20 ans quand je m'éclairais avec une lampe à huile. Et puis sans ventilateur je ne peux pas dormir.

Hier après l'un des ventilateurs de l'ordinateur qui avait lâché, c'est le lecteur de CD qui était bloqué, bref, c'est bien simple je ne remets plus les vis du carter qui permet d'accéder à l'intérieur de l'unité centrale car régulièrement je dois enlever et remettre les connecteurs pour qu'il fonctionne normalement, et l'été je l'enlève carrément pour qu'il refroidisse en installant un ventilateur dans sa direction, ma hantise c'est qu'il claque avant que j'ai sauvegardé mes fichiers.

Ici on peut dire que tout est fait pour pourrir littéralement la vie de la population au quotidien. On peut comprendre que les Indiens prennent les choses avec un brin d'insouciance qui peut paraître étrange à première vue à un étranger, ils y sont contraints par la force des choses car sinon il y a vraiment de quoi péter un plomb, c'est nécessaire pour supporter ce qu'ils doivent endurer. Dans ce sens on peut dire que leur bonne humeur est forcée, ils n'ont pas le choix sinon ils passeraient leur temps à se cogner la tête contre les murs, il faut bien se donner les moyens de continuer à vivre malgré tout. On a du mal à s'imaginer une vie aussi épouvantable du premier au dernier jour, cela nous semble inconcevable et pourtant c'est bien le cas et je vous garantis que je n'exagère pas, ce n'est pas le genre de sujet que j'ai envie de traiter à la légère. En réalité le tableau est beaucoup plus noir que ce que je décris mais je ne veux pas vous démoraliser.

Ce qui m'attriste le plus et me préoccupe, c'est d'observer que la société en France et en Europe est en train de s'effondrer pour ressembler de plus en plus à ce que je vis en Inde, alors que le salut de l'humanité ne peut venir que des pays les plus avancés en terme de lutte des classes. Chaque fois que des Indiens m'interrogent sur ce qui se passe en France, ils sont suspendus à mes lèvres en espérant que je leur raconte de belles histoires ou que je leur donne de bonnes nouvelles, une sorte de fenêtre laissant entrevoir qu'un avenir meilleur est possible puisqu'un monde meilleur existe ailleurs, et quand je leur raconte ce qui se passe réellement ils sont abattus, ils n'en croient pas leurs oreilles, ils me demandent comment une telle régression est possible et je peine à leur expliquer parce qu'ils n'ont aucune expérience de la lutte des classes que je ne peux pas leur résumer en deux minutes, je suis obligé de leur dire de me croire sur parole ou je dresse un parallèle avec la situation en Inde.

Bon, je vais me coucher pour essayer de m'endormir avant qu'ils coupent le courant, à demain.

Mercredi.

Je n'ai pas fait le reste du boulot prévu, pas le courage pour ne pas en dire davantage...

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité, comme lors du vote du TSCG.

Faut-il en déduire qu'ils sont tous de droite, qu'ils représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, d'après vous, qui hésitera encore à répondre positivement à cette question, existerait-il l'ombre d'un doute ?

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé à vous faire croire le contraire, c'est cruel pour ceux qui l'ont cru, on les invite à revoir au plus vite leur copie.

Sachant que ce projet de loi sera adoptée par la majorité PS-UMP-UDI, qu'est-ce que signifie alors s'adresser aux députés ? C'est faire allégeance, faire acte de soumission aux institutions de la Ve République ni plus ni moins. Mais alors peut-on encore parler de syndicats et de partis ouvriers, d'après vous ?

L'UDI a déclaré qu'elle ne voterait certainement pas la contre-réforme sur l'école bien qu'elle estime qu'elle aille dans le bon sens selon sa direction, parce qu'elle ne va pas assez loin dans le saccage de l'école publique. Il en va ainsi chaque fois que l'UMP ou l'UDI votent contre un texte présenté par le PS, non pas parce qu'il serait contraire à leurs convictions ou les intérêts qu'ils représentent mais parce qu'il n'est pas encore assez antisocial, hypocritement évidemment, car eux-mêmes n'oseraient pas aller plus loin généralement.

Donc, il ne faut pas être dupe, le PS et l'UMP se partagent les rôles selon qu'ils sont majoritaires ou minoritaires au sein de l'Assemblée nationale pour finalement appliquer ou soutenir la même politique depuis 1958, l'essentiel étant qu'ils gèrent la société pour le compte du capitalisme en assurant la stabilité et la pérennité du régime, toute le reste est secondaire.

On ne caractérise pas un parti à la marge mais sur le fond, or sur ce plan-là, ils sont foncièrement réactionnaires. Pour porter une autre appréciation sur le PS il faut avoir cessé de combattre pour le renversement du régime et le socialisme. Quand on prend en considération cet objectif ou qu'on l'a à l'esprit en analysant pas à pas la politique du PS depuis près d'un siècle, on ne peut que partager ce constat et il est impossible d'émettre une autre conclusion, sauf à avoir abandonné soi-même le combat pour le socialisme. L'intérêt de regarder la réalité en face en toutes circonstances permet d'éviter toute confusion en la matière ou de se fourvoyer lamentablement.

Dès lors faut-il s'étonner de la situation inextricable dans laquelle nous sommes ? Quand on pose les questions essentielles à chaque étape de la lutte de classe, quand on en a le courage ou la volonté même dans les moments les plus difficiles, on trouve toujours une réponse satisfaisante que l'on traduira en terme de tâches pratiques sans renier ses principes et son programme. Depuis l'après-guerre nos dirigeants en ont été incapables manifestement au regard de leur bilan catastrophique, les militants ne sont pas obligés de les imiter, jusqu'au jour où une nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier émergera, le plus tôt serait le mieux.

ACTUALITE EN TITRES

L'étranglement.

- L'UE veut réduire les délais de paiement à 30 jours - L'Expansion.com

Les 27 pays européens devront d'ici le 16 mars avoir introduit une législation qui forcera les entreprises privées et publiques à payer leurs fournisseurs dans un délai maximal de 30 jours. L'Expansion.com

Déjà usagé.

- L'opération reconquête débute mal pour François Hollande Reuters

Un "gouffre" entre Hollande et les Français, selon Jacob (UMP) - AFP

53% des Français préfèrent Nicolas Sarkozy à François Hollande - Liberation.fr

Selon un sondage Ifop, seuls 44% des Français interrogés ont répondu préférer l'actuel président de la République, marquant un renversement de tendance. Liberation.fr 13.03

Ils préfèrent l'original à la copie !

De préférence limiter le droit à la santé uniquement aux nantis serait moins coûteux, ce sont les moins nombreux.

- Royaume-Uni: faut-il privilégier l'accès aux soins des personnes qui ont une vie saine? - L'Express.fr

A condition toutefois que les plus nombreux paient à leur place, qu'ils cotisent sans avoir accès au soin, comme la retraite quoi.

Une affaire qui marche à merveille...

- Google verse près de 15 millions de dollars de bonus à 4 de ses dirigeants - AFP

[L'exploitation de l'homme par l'homme est à la base de la violation de tous nos droits.](#)

- "La violence contre les femmes est la violation la plus courante des droits fondamentaux" - L'Express.fr

[A la neige !](#)

- Si je tombe dans une rue enneigée, à qui puis-je faire un procès? - Slate.fr

Il n'y a que des psychopathes pour poser ce genre de questions.

[Quand on vous dit qu'ils ont un sexe à la place du cerveau...](#)

- Le désir sexuel peut se lire dans le cerveau - LePoint.fr

[Faites tomber les masques.](#)

- Les hommes de Hollande veulent un PS plus offensif - LeFigaro.fr

Au côté du Medef s'entend.

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

Ils s'en foutent en fait.

[L'hécatombe ou lucifer rattrapé par le mauvais oeil !](#)

- Afghanistan : cinq soldats de l'OTAN tués dans un crash d'hélicoptère - LeMonde.fr

- Un hélicoptère de l'armée israélienne s'écrase, 2 pilotes tués - Reuters

- RDC: quatre Russes meurent dans un accident d'hélicoptère de l'ONU - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Le projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel \(ANI\) signé le 11 janvier est pour ainsi dire adopté, qui en doutait ?](#)

La fronde qui menaçait à la gauche du Parti socialiste semble s'être calmée. Mardi 12 mars, au premier jour de l'examen en commission des affaires sociales du projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier entre des partenaires sociaux, le travail de déminage en amont du gouvernement sur ce texte délicat avait déjà payé.

Le ministre du travail, Michel Sapin, qui avait suivi pratiquement minute par minute les négociations pour aboutir à cet accord, a poursuivi son minutieux travail de service après vente auprès des députés socialistes qui l'ont reçu mardi matin, lors de leur réunion de groupe hebdomadaire à l'Assemblée. Une audition "très intéressante", selon le député Jérôme Guedj (Essonne), figure de l'aile gauche qui était pourtant allé saluer les cortèges de FO et de la CGT lors de la manifestation contre l'ANI, le 5 mars. (Quel engagement politique aller "saluer"... ses semblables ! - Ndlr)

"Michel Sapin a confirmé que le projet de loi était relativement différent de l'accord (...). Il avait lui-même corrigé des béances, clairement en faveur des salariés", a reconnu l'ancien assistant parlementaire de Jean-Luc Mélenchon au Sénat. Un "bon travail en amont qui a permis de désamorcer, de déminer", a également confirmé le rapporteur du budget, Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), selon qui "le groupe n'est pas aussi clivé qu'on pourrait le penser" car "beaucoup ont estimé que le projet de loi est amélioré par rapport à l'accord". (A la bonne heure -ndlr)

"Les députés avaient des demandes de précisions, des questions techniques", a relaté le président du groupe socialiste, Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), juste après l'audition du ministre, soulignant que "Michel Sapin prend le temps nécessaire pour répondre, pour démontrer en quoi chaque mesure sera favorable à l'emploi". (Parole, parole, parole... - ndlr)

L'exercice du ministre a relevé du numéro d'équilibriste pour rassurer les députés socialistes sans inquiéter les signataires du texte (le Medef, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC). "Nous ne sommes pas des greffiers, mais nous sommes des garants", a résumé dans une formule M. Sapin en commission des affaires sociales. (Pensez-vous ! - ndlr)

Par ailleurs, M. Le Roux a annoncé qu'un "groupe de travail de suivi au jour le jour de la réalisation concrète de cet accord dans les entreprises" sera mis en place à l'Assemblée, comme le souhaitait le rapporteur du texte, Jean-Marc Germain (Hauts-de-Seine). D'ailleurs, la nomination de ce proche de Martine Aubry comme rapporteur – au lieu du président de groupe lui-même, comme cela avait été d'abord évoqué – avait déjà permis de donner des gages à l'aile gauche du PS. (Aubry qui n'a cessé de marcher dans les pas de Delors, on aura tout entendu dans cet article. -ndlr)

Mais M. Guedj rappelle toutefois que tout n'est pas complètement clos et que M. Sapin "a confirmé la possibilité d'amender sans perturber l'équilibre général". Plus question pour lui de parler d'un texte "déséquilibré" mais le député de l'Essonne "continue à penser qu'il faut l'amender". "Le code du travail doit être fait pour 100 % des salariés", insiste-t-il, le livre en question sous le bras. (Il voulait dire "refait -ndlr")

Si le texte devrait donc ne pas poser trop de problème au sein du groupe socialiste, les députés du Front de gauche ne comptent pas tempérer leur opposition et les écologistes, qui sont divisés, ont décidé d'attendre la fin de leurs auditions des partenaires sociaux et le choix du parti lors de leur conseil fédéral des 23 et 24 mars pour arrêter leur position. (Rien à foutre du FdG, la coalition PS-UMP-UDI a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. - ndlr)

Enfin, après l'Assemblée, où le texte sera débattu en séance entre le 2 et le 5 avril, le projet de loi devra encore passer l'épreuve du Sénat où la majorité est beaucoup plus fragile et où la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (PS, Paris), à la gauche du parti, pourrait elle aussi donner de la voix. (Rien à foutre du Sénat, c'est le vote à l'Assemblée nationale qui prime en dernier ressort. -ndlr)

Reste que l'examen du texte devrait se faire de manière assez apaisée, et ce d'autant plus que les députés UMP ne cachent pas leur soutien au projet de loi. "Cet accord est important et intéressant. Nous le voterons s'il est respecté", a ainsi assumé Gérard Cherpion, le porte-parole du groupe UMP. lemonde.fr 12.03 (Une confirmation. -ndlr)

A la bonne heure, vous avez raison, vous n'auriez pas fait mieux !

Mais alors cette soi-disant gauche du PS, c'est quoi ? Mais du vent, rien que du vent, une apparence, une illusion, vous ignoriez encore que c'était le fondement de la ligne politique de vos dirigeants ?

[Lepaon rassure le Medef en passant son oral aux Echos : on ne se refait pas, ouf !](#)

Thierry Lepaon, qui prendra la tête de la CGT lors de son Congrès la semaine prochaine, ne veut "pas d'une CGT qui se contente de dire non" et affirme que la centrale "n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche".

"La question n'est pas de choisir entre négociation et contestation, mais de rester pragmatique et efficace. Je ne veux pas d'une CGT qui se contente de dire non, et cette image est caricaturale", a dit M. Lepaon dans une interview aux Echos à paraître mercredi.

"La CGT n'est pas opposée au changement, elle le prouve au quotidien en signant des accords dans les entreprises. Mais, elle, elle ne signe que les bons accords, pas n'importe quoi... C'est la même chose au niveau interprofessionnel", a-t-il ajouté.

Le CGT se repolitise-t-elle? : "Absolument pas. La CGT n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche", a répondu M. Lepaon.

Selon lui, la mobilisation du 5 mars de la CGT et de FO contre l'accord sur l'emploi "a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte". Mais, "il faut du temps pour bien faire comprendre les dangers réels du texte", selon lui

"Les députés commencent eux aussi à mesurer la portée réelle du texte, on le sent clairement quand nos militants vont à leur rencontre", a-t-il dit. AFP 13.03

La preuve :

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

- L'UMP prête à voter l'accord emploi, sous conditions - L'Expansion.com

Les dirigeants de la CGT et du PCF sont tous bâtis sur le même modèle : un niveau intellectuel limité qui ne s'use que si on s'en sert et dans leur cas pour éviter l'épuisement vaut mieux y recourir le moins souvent possible, un brin crétin sur les bords tout en ignorant qu'ils le sont au point qu'ils le revendiquent comme une qualité qu'ils n'hésitent pas à mettre en avant jusqu'au ridicule, leur naïveté apparente qui sert à camoufler une grotesque manoeuvre leur tient lieu de qualité suprême qu'ils cultivent non sans en tirer profit, c'est la seule trace d'intelligence qu'on discernera chez eux, malsaine et cynique.

Une fois leur trahison passée et qu'ils contestaient encore hier, il leur faut s'en vanter, ils sont comme cela. Vous vous demanderez peut-être à quoi cela rime, c'est psychologique, prenons l'exemple que nous avons sous les yeux pour l'expliquer.

La mobilisation du 5 mars a été un baroud d'honneur, une simple balade pour prendre l'air quoi, c'était conçu comme tel dès le départ mais il y a de gros malins qui n'ont pas voulu en tenir compte et qui ont prétendu y voir ou en faire autre chose, peine perdue évidemment. Bref, l'espoir était encore là, certains y croyaient, maintenant que cette mauvaise farce est passée, il faudrait peut-être passer aux choses sérieuses et cesser d'y croire, encaisser une nouvelle défaite et désillusion, enfoncer le clou quoi histoire de finir d'achever le moral des militants. Rien de tel que de leur balancer qu'on s'est bien foutu d'eux en les laissant croire n'importe quoi alors qu'on savait dès le départ que cette journée bidon ne servirait à rien.

C'est à sa manière ce que leur explique Lepaon en disant que la journée du 5 mars "*a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte*" comme un soufflé qui monte en cours de cuisson et fait bon effet et qui retombe quand la température redescend, car finalement rien n'a changé du tout, après une période d'agitation médiatisée, la soi-disant aile gauche du PS a ravalé sa salive avant de serallier au gouvernement. C'est ainsi que les choses se passent chaque fois.

Le militant doit arriver à la conclusion qu'il n'y avait rien d'autres à faire et que ses dirigeants ont été parfaits, dès lors il a le choix entre les suivre aveuglément ou cesser de militer dans ce syndicat ou de militer tout court. Ce qui fait qu'il ne reste que des bénis oui-oui ou des ignares pour la majorité d'entre eux dans la CGT et plus généralement dans tous les syndicats, ce qui explique que depuis des lustres la même caste de bureaucrates corrompus les dirigent et les contrôlent.

Derrière la question du journal patronal, à savoir est-ce que la CGT se repolitise, en répondant négativement Lepaon donne un gage au patronat qu'il s'engage à ne rien faire qui remette en cause son pouvoir, et qu'à travers son discours en apparence radical il ne fallait pas y voir une remise en cause du capitalisme, cela fait partie de la manoeuvre pour embobiner les naïfs ou couvrir ses trahisons futures et rien d'autres.

Et quand il dit que la CGT ne signe que les "*bons accords*", je n'ai pas le temps de faire des recherches pour prouver le contraire, il n'en demeure pas moins qu'en participant au dialogue social la CGT fait en sorte de le légitimer ainsi que les accords qui le soldent selon un partage des rôles savamment orchestré avec les autres syndicats.

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité.

Ajoutons que le "*pragmatisme*" commande aux vendus de participer à des centaines d'organismes (comités, hauts conseils, conseils d'administration, institutions diverses, etc) au côté du patronat et/ou des membres des différents partis politiques afin de collaborer à leur analyses et de légitimer leurs conclusions qui déboucheront sur des mesures pratiques, des accords, des lois. Participation rémunérée grassement cela va de soi.

Pour négocier, il faut à la base un accord minimum, si vous réclamer 1% d'augmentation de salaire vous avez une chance que votre patron accepte cette base de négociation, si maintenant vous exigez 5% qui est déjà très modeste, vous êtes sûr d'essuyer un refus et alors il n'existe aucune base de négociation, c'est facile à comprendre. Si maintenant vous êtes du genre à brader vos revendications vous pourrez trouver un terrain d'entente avec votre patron aux alentours de 1,5 ou 2% maximum moyennant à côté quelques concessions car ce sont des requins. Si vous vous en tenez à vos 5%, pas de négociation possible et vous allez directement à l'affrontement, la mobilisation, la grève, sinon à quoi bon être délégué syndical.

Moins vous ferez preuve de détermination et moins le personnel vous suivra ou sera tenté de se mobiliser et plus le patron sera porté à camper sur sa position de départ et à se montrer intransigeant.

[Boire l'ultra libéralisme commandée par l'oligarchie financière jusqu'à la lie.](#)

Etre "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises : à 100%, au côté des capitalistes.

Le sénateur-maire PS de Lyon, Gérard Collomb, a invité François Hollande à être "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises, déplorant des "*messages parfois contradictoires*" dans ce domaine, et a prôné un "*socialisme de l'offre*", dans

une interview au Monde. *"Il est impératif d'avoir un langage clair et de fixer un cap"*, a déclaré le maire de Lyon, interrogé sur le contexte actuel de crise. *"Les messages sont parfois contradictoires. Il (François Hollande) veut réindustrialiser le pays, mais une partie de la gauche continue de signifier aux entreprises qu'elle ne les aime pas. Comment y arriver dans ces conditions?"*, a-t-il lancé.

Le *"socialisme de l'offre"*, c'est le social-libéralisme épousant le néoconservatisme.

"Je ne défends pas les patrons, je défends un socialisme de l'offre. Pas par une vision idéalisée de l'entreprise, mais parce que si on ne stimule pas le goût de l'innovation, on ne s'en sortira pas", a ajouté Gérard Collomb. *"A chaque fois que cela n'allait pas, a-t-il appuyé, on relançait par la dette, gauche et droite confondues. On est arrivé au bout du système"*. *"On aurait pu assumer plus tôt"*, a également estimé le sénateur-maire de Lyon, interrogé sur les mesures en faveur de la compétitivité adoptées depuis le début du quinquennat.

Il faut assumer la flexibilité et remettre l'Etat aux mains du marché.

"J'ai l'impression qu'on construit, à marche forcée, la réflexion qu'on n'a pas menée pendant les cinq années précédentes. François Hollande a dû partir de ce qu'était la vulgate socialiste pour atterrir en urgence, une fois confronté à la réalité", a-t-il poursuivi. *"C'était objectivement une difficulté dans un moment où il faut agir très vite, ce qui suppose d'être au clair sur ce que l'on pense"*, a relevé le sénateur-maire. *"Si le principal défi est l'adaptation de nos entreprises, je ne comprends pas pourquoi la flexibilité est toujours considérée comme un gros mot à gauche. Et si l'investissement est la clé, il faut assumer la coopération public-privé"*, a-t-il ajouté. *"Je le vois à Lyon où, quand je mets un euro d'argent public, nous générons 6 euros d'argent privé"*, a-t-il conclu. lefigaro.fr 12.03

J'ai lu dans un article financier que pour produire 1 dollar de PIB la Fed en était à dépenser 6 dollars et qu'à ce rythme-là le gouffre qui sépare l'économie productive ou réelle de l'économie financière ou spéculative ne cessait de se creuser de sorte qu'un point de non retour a été atteint en attendant l'effondrement final de tout l'édifice totalement vermoulu. Apparemment Collomb a tout compris à l'envers ou rien du tout ce qui ne serait pas étonnant. Son raisonnement est non seulement faux, il oublie de dire où va en réalité l'argent privé généré par l'injection d'argent public

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Trois explosions provoquées par des bonbonnes de gaz se sont produites mardi à Thessalonique où elles visaient les bureaux du ministre-adjoint de l'Environnement et ceux de deux députés du parti au pouvoir.

La police a précisé que les explosions qui se sont produites peu après 20h00 (18h00 GMT) n'avaient provoqué que de dégâts matériels sans faire de victime.

Six personnes ont été évacuées par les pompiers en raison des émanations de fumée dans les locaux.

"Le gouvernement ne se laissera pas décourager par des actes de terrorisme", a déclaré un porte-parole du gouvernement grec faisant référence à la multiplication des attaques commises récemment alors que le pays connaît sa sixième année de récession. Reuters 13.03

2- Israël

Premier président israélien à s'exprimer devant le Parlement européen en près de 30 ans, Shimon Peres a plaidé lundi en faveur de l'intervention d'une force de la Ligue arabe en Syrie "pour mettre fin au massacre", dans un discours appuyé contre le terrorisme et pour la paix.

(Sans rire. - ndlr) Au cours de son intervention qui a duré environ 45 minutes, Shimon Peres s'est livré à un plaidoyer pour la paix au Proche-Orient.

La paix passe toutefois par la lutte contre le terrorisme, a souligné le dirigeant israélien âgé de 89 ans, faisant notamment porter la responsabilité de l'instabilité dans la région sur le mouvement chiite libanais Hezbollah et son principal soutien, l'Iran.

"L'Iran soutient le terrorisme dans le monde entier. Son principal nœud, le Hezbollah, mène des attaques terroristes et menace la stabilité de la région", a-t-il déclaré.

"Le régime iranien constitue la plus grande menace contre la paix. (...) Personne ne menace l'Iran. L'Iran menace les autres. Il met en danger l'indépendance des pays arabes et l'existence même de l'Etat hébreu", a ajouté M. Peres.

Si les Iraniens demeurent insensibles aux sanctions "d'autres options sont sur la table", a averti le président israélien.

M. Peres, prix Nobel de la paix en 1994, a demandé aux Européens de placer le Hezbollah sur la liste noire des organisations terroristes, ce qui requerrait l'unanimité des 27 Etats de l'UE.

"Le Hezbollah est une organisation terroriste, pas un mouvement politique", a-t-il insisté. "Le Hezbollah est en train de détruire le Liban", a mis en garde le dirigeant israélien.

"Dans le monde, il y a eu récemment 20 tentatives d'attentats de la part du Hezbollah", a poursuivi M. Peres, rappelant notamment l'attentat commis le 18 juillet à l'aéroport de Bourgas, en Bulgarie, qui a fait six morts - cinq touristes israéliens et un chauffeur de car.

Les autorités bulgares ont indiqué le 5 février qu'elles avaient la preuve d'une implication du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas, mais l'UE doit encore certifier l'enquête bulgare avant, éventuellement, de prendre une décision. AFP 12.03

Cela ne vous rappelle pas le discours de Hollande (ou plutôt l'inverse) ?

3- Liban.

L'irruption des Etats-Unis dans l'arène politique libanaise a coïncidé avec deux développements, régional et local. Sur le plan régional, les événements en Irak semblent prendre une tournure dangereuse entre le Premier ministre chiite et les forces sunnites, à un tel point que Nouri al-Maliki a mis en garde contre l'éclatement de guerres civiles en Irak et au Liban en cas de chute du régime syrien. Ces propos se sont accompagnés de pressions sunnites sur le gouvernement irakien et d'une attaque, la première en son genre, contre l'armée régulière dans une région sous influence de l'opposition sunnite. Sur le plan libanais, l'aggravation de la crise liée à la loi électorale augmente les dangers sécuritaires qui ont atteint le seuil critique, avec un risque de confrontation sunnite-chiite à partir de Saïda. Certes, les mesures adoptées ont réussi jusqu'à présent à contenir le phénomène du cheikh Ahmad al-Assir. Mais le danger ne réside pas seulement dans le mouvement de ce dignitaire.

Des éléments extrémistes terroristes s'infiltrent dans des régions libanaises sensibles et commencent à construire une infrastructure, selon des rapports diplomatiques occidentaux. Ces rapports ajoutent que les pressions exercées par l'Armée syrienne libre (ASL) contre le Front al-Nosra, à la demande des Américains, ont poussé des cadres de cette organisation à trouver refuge en Irak et au Liban. La présence de ces cellules terroristes ne tardera pas à transformer le Liban en champ d'opérations, comme c'est le cas en Irak. La multiplication ces derniers temps des attaques à mains armées contre les banques est un indice, car il est connu que ces organisations procèdent à ce types de méfaits pour se financer.

C'est dans ce contexte que la diplomatie américaine s'est activée pour exercer des pressions afin que les élections soient organisées à la date prévue. Le collège électoral a alors été convoqué et l'ouverture du délai de dépôt de candidatures a été jugée comme une pression supplémentaire sur les partis chiites et chrétiens hostiles à la loi de 1960. C'est pour cela que le président du Parlement, Nabih Berry, a mis en garde contre toute tentative de «coincer» le camp opposé à cette loi. En d'autres termes, le chef du Législatif avertit que si les pressions se poursuivent, il serait contraint de convoquer une séance plénière pour voter le projet orthodoxe. Des sources bien informées affirment que la priorité des Américains n'est pas d'organiser les élections en juin mais d'obtenir des garanties que le scrutin aura lieu avant mai 2014, c'est-à-dire avant l'élection présidentielle. french.irib.ir 12.03

4- Syrie

David Cameron a laissé entendre mardi que la Grande-Bretagne pourrait livrer des armes aux insurgés syriens en contournant l'embargo décrété par l'Union européenne.

"J'espère que nous réussirons à convaincre nos partenaires européens et que si de nouvelles modifications (à l'embargo en vigueur, ndlr) se révèlent nécessaires, ils seront d'accord avec nous", a déclaré le Premier ministre britannique devant une commission parlementaire.

"Mais s'ils ne le peuvent pas, alors il n'est pas totalement exclu que nous soyons obligés d'agir à notre façon. C'est possible", a-t-il dit.

Lors du Conseil des affaires étrangères de l'UE, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé que la question d'une levée de l'embargo devrait "être reposée très vite car on ne peut pas admettre qu'il y ait un tel déséquilibre qui aboutit au massacre de toute une population".

Mais à l'issue de la réunion des Vingt-Sept, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, a déclaré que semblable mesure pouvait favoriser une prolifération d'armes dans la région et déclencher une guerre par procuration.

Seuls deux Etats dans le monde approvisionnent, croit-on savoir, les rebelles syriens: la riche Arabie saoudite et l'émirat gazier du Qatar. Reuters 12.03

SOCIAL

France

Médicaments : Requip, le nouveau scandale

Un pudique "*augmentation de la libido*" : voilà la ligne ajoutée en 2004 sur la notice du Requip, médicament prescrit contre les effets de la maladie de Parkinson. Le désir réactivé : mais qui s'en plaindrait ? Derrière la formule, la réalité est autrement plus scabreuse. Par une sorte d'effrayante répétition de l'histoire pharmaceutique des vingt dernières années, on a mis une fois de plus sur le marché un traitement en omettant d'informer médecins et patients sur la nature potentiellement gravissime des effets secondaires.

C'est à la persévérance d'un avocat du barreau d'Angers que l'on doit de savoir aujourd'hui que le Requip entraîne pour 15% des malades une addiction au jeu ou au sexe, quand ça n'est pas les deux. Il faut le voir, Antoine Béguin (1), filmé en train d'affronter devant la cour d'appel de Rennes quatre avocats imperturbables, dépêchés par Glaxo Smith Kline (GSK), fabricant du Requip.

Deux cernes profonds sur un visage ouvert, la force fébrile de l'avocat qui sait que son dossier est imparable et le cynisme d'en face à son apogée, Me Béguin a obtenu la condamnation de GSK et 207.000 euros pour Didier J. en prouvant que la multinationale a tenu secrètes les informations sur le risques d'effets secondaires.

(Un documentaire, diffusé ce soir sur France 5, revient sur le combat d'un avocat contre le labo GSK, qui a tu les effets secondaires d'un traitement contre la maladie de Parkinson.) nouvelobs.com 12.03

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une dizaine (ou plus) de nouveaux articles. Je n'ai pas récupéré mon convertisseur de courant donc je ne peux plus travailler entre 6h et 10h du matin et entre 21h et 22h en raison de coupures de courant.

En signant des accords entérinant la suppression de dizaines de milliers de postes de travail, les syndicats votent pour le maintien du chômage de masse. Accord chez PSA, chez Renault, accord du 11 janvier, accord sur les retraites complémentaires, etc. le patronat engrange les succès, le prochain en juillet sera sur les retraites et le financement de la Sécu, quelle aubaine franchement ce gouvernement !

On vous avait averti, après les élections les syndicats et tous les partis se coucheraient devant ou plutôt coucheraient avec le gouvernement qui lui même dormirait dans le même lit que le Medef et l'UMP, l'inceste est légal quoi, et ne dites pas que cela témoignerait de la décomposition de la société, non, c'est le témoignage que le progrès social est en marche.

Ne vous marrez pas, on nous a fait : attendons de voir de quoi il va retourner avec ce gouvernement, entendez par là qu'on aurait dû en attendre autre chose, Mélenchon à remis le couvert hier à propos du nouveau pape, à lire plus loin, c'est édifiant ou révélateur, pour nous cela confirme tout le bien qu'on en pensait.

Nous sommes les empêcheurs de tourner en rond, les emmerdeurs professionnels, on a envie d'être vulgaire car ces gens-là sont trop polis ou propres sur eux pour être honnêtes et franchement on ne le supporte plus. Nous sommes des gauchistes parce que

nous refusons de marcher dans la combine qui consiste finalement à s'adapter à leur société décadente et de plus en plus réactionnaire, à la pensée unique qui finalement se joue des frontières entre la droite et la gauche pour envahir tout l'espace politique et médiatique, les deux sont inséparables chez eux.

Hier soir, j'ai regardé ou plutôt écouté avec intérêt la dernière vidéo de Michel Collon, ils nous livrent quelques précisions sur lesquelles je reviendrai demain. Plus le temps de causer, j'ai une course urgente à faire et il est déjà 17h10.

UE et médias. Propagande et manipulation des masses.

- Le Parlement européen rejette l'accord des 27 sur le budget - Reuters

- Révolte du Parlement de Strasbourg contre le projet de budget européen - LeMonde.fr

Incroyable : le Parlement européen se rebiffe, une révolution... Quand on vous dit que c'est une institution démocratique qui défend l'intérêt général, des peuples évidemment...

Qu'en est-il au juste ? Les faits.

Question : Ils se rebiffent contre qui ?

Réponse : Contre le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat en place des 27 pays de l'UE.

Ces chefs d'Etat (et leurs gouvernements) doivent gérer au quotidien une contradiction entre satisfaire les besoins insatiables et de plus en plus pressants des marchés financiers, crise du capitalisme oblige, auprès desquelles ils ont fait acte de soumission, et la situation sociale explosive dans chacun de leur pays qui risque de s'embraser à tout moment. Dans cette partie de poker menteur, les positions qu'ils adoptent sont dictées par les marchés qui les attendent au tournant en pouvant exercer de puissants moyens de rétribution à leur encontre s'ils ne s'exécutaient pas jusqu'à entraîner leur chute, on l'a vu récemment avec Berlusconi par exemple.

Les parlementaires européens sont également tiraillés par une contradiction. Ils sont le relai de la Commission européenne sous l'influence des lobbyistes des multinationales, ils agissent pour leur compte, ce qui est d'autant plus évident pour les groupes parlementaires de droite qui sont ultra majoritaires au Parlement européen.

Donc en règle générale, quand une majorité de parlementaires européens s'opposent à la Commission européenne ou au Conseil de l'Europe, c'est parce qu'ils estiment que leur politique n'est pas suffisamment droitrière ou manque de hardiesse... Bref, ils estiment qu'il faudrait aller plus loin et plus vite dans le saccage de tous nos droits politiques et sociaux puisque c'est de cela uniquement qu'il s'agit. Encore faut-il y mettre la manière, c'est sur cette question que porte leur désaccord

D'un autre côté, contrairement aux membres de la Commission européenne ou de la BCE qui ne sont pas élus, ils sont susceptibles de devoir rendre des comptes à leurs électeurs ou plutôt il leur faut vendre l'UE et ses décisions pour avoir une chance d'être réélus, ils sont en contact avec la population qui supporte de moins en moins la politique réactionnaire de l'UE. Chacun tente donc d'obtenir des concessions ou des miettes pour rendre supportable la situation aux couches qu'ils représentent. Cela dit cela ne change rien au fait qu'ils sont tous fondamentalement soumis à l'UE et ne remettront jamais en cause son fonctionnement ou pire son existence.

Ils sont tentés de défendre des positions favorisant le pays qu'ils représentent, alors que l'orientation de l'UE est de passer outre cette question purement nationale, niant même qu'ils puissent exister à terme des intérêts nationaux, l'UE et les régions se substituant aux Etats une fois totalement vidés de leurs prérogatives ou réduits à l'impuissance. C'est ce qu'a rappelé le laquais des multinationales Cohn-Bendit, co-président du groupe Verts/ALE, qui s'en est pris à ces élus issus de partis politiques nationaux qui *"ne doivent en aucun cas devenir les courroies de transmission des gouvernements nationaux. C'est l'intérêt général européen qui doit prévaloir"* (nouvelobs.com 13.03)

Question : Qui a rejeté quoi?

Réponse : Cinq groupes politiques, dont les conservateurs (PPE), les socialistes (S&D) et les libéraux (ALDE) ont estimé que le budget européen n'avait pas été *"conçu pour garantir le financement durable des grandes politiques européennes, le cadre pluriannuel empêche désormais tout financement de vraies politiques communes"*, selon le président de la commission des Budgets, le Français Alain Lamassoure (PPE). Ils ont rappelé que leur stratégie était de discuter d'abord sur les *"priorités politiques"*

Question : qui détient le pouvoir la Commission européenne et le Conseil de l'Europe ou le Parlement européen ?

Réponse : En vertu du traité de Lisbonne, le Parlement européen doit désormais approuver le budget, ce qui n'était pas le cas pour les exercices pluriannuels précédents. Les eurodéputés n'ont pas le droit de l'amender, juste de l'accepter ou de le rejeter. Le vote doit intervenir en juillet. (nouvelobs.com 13.03)

Demain ou à terme la même situation prévaudra dans chaque pays du fait qu'ils ont accepté que le pouvoir de la Commission européenne soit étendu à l'élaboration des budgets nationaux. Ainsi, aujourd'hui le Parlement européen est placé sous la dictature d'une institution non élue, la Commission européenne, tous les partis qui y participent ont accepté de se plier à cette règle, et demain cette règle sera étendue aux parlements nationaux, dont les représentants ne seront plus que des relais ou des pions de Bruxelles, de l'oligarchie financière et des multinationales.

En attendant, les parlements nationaux existent encore et il faut les renverser. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

[Vases communicants. Il faut bien qu'il y en ait qui s'en tirent mieux de d'autres.](#)

- Les marchés européens ont limité leur recul grâce aux stats US - Reuters
- Pas de rebond immédiat en vue dans la zone euro - Reuters
- France. La production industrielle baisse en janvier en zone euro - Reuters
- La grande déprime des Français menace les réformes - Reuters
- Impôts, retraites, politique familiale : comment les classes moyennes vont être contraintes de payer le prix fort - Atlantico.fr

[D'un monarque à un autre.](#)

- Hollande félicite le nouveau pape François 1er - AFP

[Quand les syndicats font le bonheur des actionnaires.](#)

- Efforts des salariés contre maintien des usines: un accord de compétitivité signé chez Renault - AFP
- Retraites complémentaires: le patronat fait un geste envers les syndicats - AFP
- Retraites complémentaires: un accord entérine une baisse de pouvoir d'achat - AFP

[Ne dites pas qu'il en est une ou le coup du boomerang.](#)

- Afghanistan: Karzaï ne veut pas être une "marionnette" des Etats-Unis - AFP

[Faire table rase du vieux monde, une nécessité impérieuse qui se précise...](#)

- Bulgarie: 4e immolation par le feu contre la pauvreté - AFP
- Tunis: le jeune vendeur qui s'est immolé par le feu est décédé - L'Express.fr -
- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - Reuters

[Déclat de cerveaux lobotomisés](#)

- Le clic de la souris fait-il maigrir? - Slate.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Régimes de retraites complémentaires. Un nouvel accord patronal.

Les négociations patronat-syndicat pour redresser les comptes des régimes de retraites complémentaires du secteur privé ont débouché mercredi soir sur un protocole d'accord qui prévoit de limiter pendant trois ans l'augmentation des pensions en dessous du rythme de l'inflation.

Le texte publié au terme de sept séances de négociations prévoit en outre pour les 18 millions de salariés et les entreprises une hausse de 0,1 point des cotisations à l'Agirc et à l'Arrco en 2014 puis en 2015, une concession de la partie patronale qui permettra sans doute d'arracher l'accord d'une majorité de syndicats.

Selon le texte transmis à la presse en fin de séance, les retraites complémentaires des cadres du privé (Agirc) augmenteront de 0,5% à cette date et celles de tous les retraités du privé (Arrco) de 0,8%.

La CGT a motivé son refus par la fin de l'indexation des prestations sur l'inflation, indiquant qu'elle ne pouvait accepter un recul du pouvoir d'achat des retraités.

Pour Danièle Karniewicz (CFE-CGC), un effort est *"demandé à tous les retraités, de façon importante" en particulier "aux classes moyennes"*.

"L'effort n'est pas équilibré" et "pour moi ce n'est pas suffisant", a-t-elle jugé.

Elle a dénoncé de son côté un accord par trop déséquilibré en défaveur des retraités, qui contribueront pour 2,3 milliards d'euros à l'amélioration de la situation des caisses via la désindexation des pensions, et plus particulièrement les cadres.

Ces points *"étaient en dehors de mon mandat"* de négociation, a-t-elle dit.

Philippe Pihet (FO) a rappelé pour sa part que l'Agirc et l'Arcco s'étaient déjà sortis de situations difficiles au début des années 90 par des mesures impopulaires comme le gel du point de pension. *"A l'époque, cela avait permis de reconstituer les réserves et c'est ce qui va se passer maintenant s'il y a assez de signataires"*, a-t-il indiqué.

"Il y a des mesures d'une efficacité relative", et *"nous repoussons l'échéance de quelques années. C'est utile, je ne suis pas sûr que ce soit suffisant"*, a dit de son côté Jean-Louis Malys (CFDT).

"Il nous semblait essentiel de pouvoir dire à ceux qui ont une retraite déjà moindre qu'ils auront quand même une revalorisation", a souligné Pascale Coton (CFTC), se disant *"plutôt optimiste"*.

Au total, ces mesures permettront d'économiser environ 3 milliards d'euros à l'horizon 2017, faisant passer le déficit des régimes de 8,6 milliards à 5,5 milliards cette année-là, selon Jean-François Pilliard, le représentant du Medef.

"On repousse le danger qui nous guettait à l'horizon 2017 et 2020" avec l'épuisement des réserves annoncé des deux caisses, a fait valoir Jean-François Pilliard.

Pour le négociateur du Medef, la signature de l'accord montrerait que les partenaires sociaux ont su prendre leurs responsabilités *"dans un contexte particulièrement difficile"*.

"Cette prise de responsabilité est un appel au gouvernement pour que lui-même apporte sans tarder, à l'occasion de la réforme générale, des éléments de réformes structurelles", a-t-il dit.

Le protocole d'accord prévoit la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir un *"dispositif de pilotage sur le long terme"* des régimes de retraites complémentaires, qui sera notamment chargé d'étudier les conditions de la transposition de la réforme du régime général prévue cette année.

La CFTC donnera sa réponse lundi, tandis que la CFE-CGC attendra le 25 mars et FO le fera "dans les prochains jours. AFP et Reuters 13.03

Le partage des rôles habituels pour distraire la galerie.

En famille. La pauvreté demeure et les illusionnistes passent...

Jean-Luc Mélenchon : *"L'élection de Jorge Mario Berloglio comme nouveau pape n'est pas une bonne nouvelle pour les progressistes du monde chrétien ni pour la révolution citoyenne en Amérique du sud. Silencieux sous la dictature militaire puis à l'heure des jugements des militaires criminels, opposant connu aux gouvernements argentins de Nestor puis de Christina Kirschner, tendre pour l'Opus Dei, hostile aux prêtres progressistes, le nouveau chef de l'église catholique devra prouver qu'il n'a pas été élu pour déstabiliser les régimes progressistes de l'Amérique latine ni pour poursuivre les persécutions contre la théologie de la libération. Compte tenu de l'affichage favorable aux pauvres, il faut espérer qu'il soit plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique et dans le christianisme amérindien"*, a-t-il tranché. lepoint.fr 13.03

Mélenchon a pour fonction de se faire le porte-parole de *"l'affichage favorable"* trompeur de l'ONU au Vatican.

Le voilà à formuler un espoir, à *"espérer"* quelque chose dans le nouveau pape. Le mouvement ouvrier va aller loin avec de tels représentants, c'est sûr !

Et voilà notre libre penseur pourfendeur de soutanes qui enfle le costard du croyant ou de l'obscurantiste enclin à placer son destin entre les mains d'un espoir béat ou sans objet, en fait céleste, divin ! Il s'excuserait presque de ne pas être croyant ou d'avoir critiqué François, on ne sait pas lequel puisque le Vatican a fait savoir que le nouveau pape s'appellerait François tout court !

Hollande n'a pas tenu un autre discours, à moins que ce soit Mélenchon qui s'en soit inspiré : - Le président français François Hollande a félicité mercredi le nouveau pape François Ier assurant que *"la France poursuivra"* un *"dialogue confiant"* avec le Saint-Siège. (AFP 13.03)

Comme quoi Mélenchon est déconnecté de la réalité ou il est complètement largué, si Panzer le XVIe a été poussé à démissionner par JP Morgan, c'est parce que l'heure n'est plus pour l'église catholique ou toutes les religions d'ailleurs d'incarner des valeurs universelles qui dans la pratique se traduisent par des devoirs pour les pauvres et des droits pour les riches, mais à la liquidation de ces valeurs au profit du marché qui devient la seule et unique religion universelle.

De la même manière que la lutte des classes est devenue un obstacle à la mise en oeuvre de la politique ultra réactionnaire de l'oligarchie financière, l'existence même de ce concept est à leurs yeux intolérable et doit être féroce combattue. Ce à quoi nous assistons quotidiennement dans les médias à travers leurs discours haineux envers tout ce qui incarnent de près ou de loin le progrès social, l'anti-impérialisme, etc. L'émission de C. Fourest ou le déchaînement de haine envers Chavez en témoignent par exemple, au-delà doit s'imposer la nécessité de liquider les droits politiques limités dont disposent les masses exploitées pour qu'elles ne soient plus en mesure de s'opposer à la dictature de la gouvernance mondiale qui est en train de se mettre en place... L'heure est à l'union à l'échelle mondiale de toute la société sans distinction de classes (de pays ou de continent) au service de la compétitivité des entreprises qui sont les garants de la croissance de l'économie, l'avenir de l'humanité, sans lesquelles le bien-être et la démocratie sont impossibles à réaliser ou menacer, l'intérêt général dicte d'accepter quelques sacrifices pour faire vivre ces valeurs, etc. tel est le message que tous les représentants du capital reprennent en boucle relayé par les médias, l'élite intellectuel au service de l'oligarchie financière.

Le rôle des religions ne doit plus être d'opposer les pauvres aux riches, pire, de fustiger ces derniers qui seraient responsables des pires injustices ou inégalités, mais de les rassembler dans un effort commun pour que la justice divine se réalise sur terre sans qu'on sache en quoi elle consiste sinon reproduire pour l'éternité ces injustices et ces inégalités. Et si effectivement elle s'avère injuste, il ne restera plus qu'à prier pour qu'elle ne le soit pas dans l'au-delà, puisque qu'il est vain dorénavant d'espérer qu'il pourrait en être autrement un jour sur terre, les hommes étant responsables de leur propre destin doivent le supporter humblement sans se rebeller et sans manifester la moindre haine envers leur prochain, soyez digne, souffrez en silence et réjouissez-vous de cette occasion exceptionnelle qui vous est donnée de racheter vos péchés, aimez-vous les uns les autres, amen.

Les partis politiques traditionnels issus du mouvement ouvrier et leurs satellites, les (intellectuels) opposants au capitalisme, les syndicats ouvriers, les ONG, les religieux, les membres des autres partis, des syndicats, des institutions, en dehors dans le monde d'une poignée de militants conscients et fidèles au socialisme personne ne réclame la fin du système économique capitaliste ou ne s'y oppose vraiment, il est donc normal que ne demeure sur terre qu'une seule et unique idéologie...

Les maîtres du monde.

- Google, Coca-Cola, General Motors : les vrais maîtres du monde - lenouvelobs.com 13.03

La mondialisation a créé de nouvelles superpuissances, les multinationales, qui imposent leur loi face à des gouvernements naïfs ou complices.

"Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique", affirmait en 1953 Charles Wilson, le PDG du constructeur

automobile. A cette époque et jusque dans les années 1970, "les multinationales étaient conçues comme un instrument de puissance des pays d'origine", rappelle l'économiste Frédérique Sachwald. Personne n'a, depuis, inventé un terme plus moderne pour désigner ces géants de la finance, de l'industrie et des services qui, dans les années 1980 et 1990, sont devenus les fers de lance de l'économie mondialisée.

Depuis, le paysage a radicalement changé. Loin de n'être que les bras armés des nations, ces firmes sont devenues de grandes puissances à part entière. Dès l'an 2000, sur les 100 premières puissances économiques mondiales, 55 étaient des entreprises, selon la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced). Aujourd'hui, la valeur en Bourse du numéro un, ExxonMobil, le classe entre les PIB de l'Autriche et de la Belgique !

Les géants mondiaux non financiers ont acquis un pouvoir démesuré sur nos vies quotidiennes. Ce sont eux qui dictent les mouvements et les valeurs respectives du capital et du travail. Eux qui influent sur ce que l'on mange et la manière dont on se soigne. Eux enfin qui, avec l'avènement du numérique, gèrent nos données personnelles et notre accès aux réseaux sociaux et aux oeuvres culturelles.

Par leur puissance de lobbying, les multinationales circonviennent le politique, neutralisent la critique, évitent la transparence, influencent normes et règlements... quand elles ne coécrivent pas carrément les lois... lenouvelobs.com 13.03

Je ne suis pas abonné au Nouvel Observateur donc nous ne pourrons pas lire la suite.

Il n'est pas dit ici que les multinationales sont contrôlées par un cartel de banquiers internationaux. Quand on évoque les grandes banques et les multinationales, en réalité il s'agit de la même oligarchie financière qui dirige et contrôle le monde, plus ou moins, de plus en plus, leur objectif étant de le contrôler totalement et définitivement via la gouvernance mondiale ou le Nouvel ordre mondial...

Le capitalisme est passé de la concurrence entre capitalistes aux monopoles, puis à la concurrence entre monopoles à la tentative actuelle de réduire cette concurrence pour aboutir à des monopoles planétaires, ce qui nécessite qu'ils concentrent également le pouvoir politique, c'est en bonne voie mais ils ne sont pas au bout de leur peine car ils n'ont pas pu réduire la lutte des classes, l'existence des Etats, leurs institutions et leurs législations, leur histoire, etc.

Pour qu'ils s'entendent, les obstacles à abattre ou les sources de conflits ne manquent pas, il leur faudrait admettre un juste partage du gâteau (marché mondial) en fonction de principes sur lesquels ils ne sont pas d'accord, leurs richesses, le rapport de forces établi entre eux ou leur puissance respective, leur apport ou leur contribution à ce projet, etc.

En tout cas, c'est l'orientation du capitalisme mondial. S'ils n'en font pas un secret, force est de constater qu'il continue d'exister des institutions au fonctionnement opaque qui y travaillent, alors que la population l'ignore totalement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Finlande

Le gouvernement finlandais prévoit des mesures de rigueur budgétaire supplémentaires, a annoncé mercredi la ministre des finances Jutta Urpilainen, sans toutefois révéler de chiffres précis.

Les ajustements à venir pour réduire le déficit budgétaire pourraient "être supérieurs" aux 500 millions d'euros déjà annoncés deux semaines auparavant, a déclaré Mme Urpilainen lors d'un discours à Helsinki.

Le gouvernement de coalition, au pouvoir depuis 2011, doit décider la semaine prochaine de coupes dans les dépenses pour les deux années à venir. Elles s'ajouteront aux 5 milliards d'euros des plans d'économie déjà décidés en 2011 et 2012.

Ces mesures sont nécessaires face à l'affaiblissement de la conjoncture depuis le début de l'année, les mesures antérieures étant basées sur les prévisions économiques de décembre, ont précisé des sources au ministère à l'AFP. AFP 13.03

SOCIAL

Espagne

Les syndicats d'Iberia ont annulé leur appel à la grève pour la semaine prochaine, après avoir accepté les propositions d'un médiateur sur le plan social de la direction, a annoncé mercredi la compagnie aérienne espagnole.

"Iberia et les syndicats représentant 93% du personnel se sont mis d'accord pour accepter et mettre en route les propositions du médiateur Gregorio Tudela sur le plan de viabilité de la compagnie", a expliqué Iberia dans un communiqué.

La signature de cet accord *"entraîne l'annulation immédiate de la grève prévue pour la semaine prochaine, du 18 au 22 mars, ainsi que le retrait du plan social proposé par l'entreprise"*, a précisé la compagnie, détenue par le groupe britannique IAG.

Lundi, *"la majorité des syndicats"* s'était *"prononcée en faveur d'une signature"* du compromis, à l'issue d'une réunion avec le médiateur.

Le plan de Gregorio Tudela, nommé par le gouvernement espagnol pour tenter de trouver une issue au conflit social chez Iberia, implique de réduire de 3.800 à 3.100 le nombre d'emplois supprimés, d'améliorer l'indemnisation des personnes licenciées et de limiter la baisse des salaires des employés restant dans le groupe à 7% pour le personnel au sol et 14% pour le personnel navigant.

Affirmant avoir besoin de plus de temps pour examiner la proposition, le syndicat des pilotes Sepla n'a pas signé l'accord. Il ne prévoit toutefois pas de grève la semaine prochaine.

Le syndicat minoritaire du personnel navigant Stavla s'est pour sa part prononcé mardi contre l'accord, estimant qu'il ne résolvait pas le problème d'Iberia.

L'accord intervient après deux semaines de grève menées par les salariés d'Iberia du 18 au 22 février puis du 4 au 8 mars. AFP 13.03

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mars 2013

CAUSERIE

Demain j'ajouterai encore une trentaine de nouveaux articles. J'en ai mis en ligne une dizaine aujourd'hui, plus ceux sur l'UE.

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui. Je n'ai pas encore récupéré mon convertisseur de courant, donc service minimum forcé sans électricité une bonne partie de la journée.

Quelques vidéos

Inégalité des richesses aux Etats-Unis

http://www.youtube.com/watch?v=gLT1V7lfz1c&feature=player_embedded

En dehors du fait que l'intervenant ignore ce qu'est le communisme qu'il évoque en passant en affirmant que cela ne marche pas et conduit à faire une société de fainéants, malgré la description qu'il fait du capitalisme il doit préférer une société réduite en esclavage, hormis cette réserve cette vidéo très courte est intéressante.

La leçon de Chavez à l'Empire (2012)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2Nm68LRZco8

Hugo Chavez : le FMI dirige l'Europe (14 novembre 2011)

<http://www.youtube.com/watch?v=WxXp8IXJY>

Hugo Chavez donne une leçon de démocratie à l'Empire Anglo-Saxon sur la BBC (Juillet 2010)

<http://www.youtube.com/watch?v=fQdDEpOd1wc>

ACTUALITE EN TITRES

Zélé serviteur de l'oligarchie financière.

- Pour Hollande, la France est le "*bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire - L'Express.fr

Vous savez ce qu'on dit dans ce cas-là généralement : peu mieux faire encore ! Ne vous tracassez pas, il va s'y atteler, il a été formaté pour cela comme tous les aristocrates du régime sortis des grandes écoles.

Le gouvernement vous promet de la sueur, du sang et des larmes

- Après les retraites complémentaires, vers des efforts pour le régime général - AFP

- Retraites: Fillon pour "*augmenter la durée d'activité*" jusqu'à 65 ans - AFP

Qui dit mieux, qui va renchérir, la Fondation Bertelsmann a déjà placé la barre à 69 ans en Allemagne...

Le sang, c'est pour le peuple syrien, libanais, iranien...

Racket de l'Etat

- Les premiers radars mobiles de nouvelle génération déployés - AFP

La voix du seigneur est impénétrable...

- Mélenchon demande l'abrogation du délit d'offense au chef de l'Etat - AFP

... miracle, l'oracle s'est réalisé !

- La CEDH condamne la France dans l'affaire de l'affichette "*Casse-toi pov'con*" - AFP

Diantre, en voilà une institution fort démocratique s'écriera le bouffon !

Pauvres : qu'ils le restent !

- '*Le pape François a une conception traditionnelle du pauvre*' - LeMonde.fr

- Le pape François, un conservateur proche des pauvres - L'Express.fr

Traduire : pour que la conception traditionnelle du pauvre soit conservée, rien de tel qu'un pape conservateur...

Au paradis fiscal des banquiers.

- 20 millions d'euros : le montant du "*golden hello*" qu'UBS va accorder à un de ses nouveaux dirigeants Atlantico.fr

- Le directeur général d'UBS a perçu 7,2 millions d'euros en 2012 - AFP

Colonisation. Le pillage continue.

- Immigration : le gouvernement veut attirer les talents étrangers - LeMonde.fr

Ils soufflent le chaud et le froid

- Obama : l'Iran aura l'arme nucléaire "*dans un peu plus d'un an*" - Le Nouvel Observateur

- Paris et Londres veulent armer les rebelles - AFP

- Syrie : Israël se prépare au pire - LePoint.fr

- Syrie : La France prête à livrer des armes aux rebelles et à agir seule si besoin - L'Express.fr

- Syrie: Paris et Londres livreront des armes aux rebelles même sans accord à l'UE - 20minutes.fr

Contrairement à Meyssan qui depuis s'interroge sur les apparentes hésitations ou contradictions de l'impérialisme américain, je pencherai davantage pour la poursuite coûte que coûte du programme établi par le Pentagone en 2001 visant la vassalisation, la balkanisation ou le dépeçage de la Syrie, puis du Liban avant de s'attaquer à l'Iran. En en faisant payer le prix à ses alliés occidentaux ainsi qu'au Qatar et à l'Arabie Saoudite, tandis qu'il s'occuperait de la Chine et de la Russie....

Je me base sur les derniers éléments fournis (et disponible dans le site) sur l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis, qui relèverait d'une vaste escroquerie car son coût serait faramineux pour un résultat médiocre ou aléatoire.

[La gouvernance mondiale sera féodale, totalitaire et barbare ou ne sera pas.](#)

- Le Qatar pourrait fortement investir en Grande-Bretagne - AFP

- «*Il ne faut pas avoir peur du Qatar*» - LeFigaro.fr

[Propagande des prédateurs.](#)

Côté cour

- La Grèce a été maltraitée par l'UE et le FMI, juge le gotha bancaire mondial - AFP

- A Bruxelles, un sommet européen sur fond de contestation de l'austérité - L'Expansion.com

Côté jardin

- Etats-Unis: feu vert de la Fed aux projets de dividendes de 16 grandes banques - AFP

- Réformes: la Grèce a fait des progrès mais des questions demeurent - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le masque est tombé. Hollande "**le bon élève**" de l'Europe. Un gouvernement de droite, réactionnaire sur toute la ligne est aux commandes.](#)

- Le président François Hollande a estimé jeudi soir que la France était "*le bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire, lors d'une conférence de presse à la fin de la première journée du sommet européen, sur les moyens de relancer la croissance dans l'UE. Reuters 14.03

1- La dictature du TSCG, sous contrôle d'un organisme illégitime.

Hollande et les candidats du PS s'étaient présentés aux électeurs en 2012 comme les défenseurs des intérêts de la population dont l'immense majorité est composée de travailleurs, depuis ils ont remis leur destin entre les mains des représentants de l'idéologie néoconservatrice ultra réactionnaire, les plus farouches ennemis de la classe ouvrière.

- La composition (paritaire) du Haut Conseil, dont les dix membres ne sont pas rémunérés, confirme qu'il devrait se montrer inflexible. Cinq d'entre eux ont été nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et de leur commission des Finances (deux UMP), ainsi que par le président du Conseil économique, social et environnemental. Il s'agit de l'économiste Mathilde Lemoine, qui dirige les études économiques de la banque HSBC France ; de Marguerite Bérard-Andrieu, ancienne inspectrice générale des finances, directrice générale adjoint de BPCE et ancienne directrice de cabinet de Xavier Bertrand au ministère du Travail ; de Jean Pisani-Ferry, strauss-kahnien et président du think tank européen Bruegel ; de Philippe Dessertine, professeur à Paris-X et farouche partisan d'une réduction des dépenses et des déficits publics, et de Michel Aglietta, professeur spécialiste de la finance et de la monnaie, le seul clairement marqué à gauche. Les autres, dont

le président, le socialiste Didier Migaud, sont des magistrats de la Cour des comptes.

Le Haut Conseil des finances publiques évaluera notamment le respect d'un indicateur primordial depuis l'adoption du traité budgétaire : le déficit structurel, c'est-à-dire le déficit récurrent d'année en année, une fois retirés les effets des variations de la conjoncture sur les finances publiques. Cet indicateur de bonne gestion ne pourra dépasser 0,5 % du PIB, d'ici quelques années, sauf en cas de "*circonstances exceptionnelles*".

Une tâche loin d'être neutre politiquement. Aucun organisme international ne s'accorde sur son calcul ! Pour l'estimer, il faut d'abord s'accorder sur ce que les spécialistes appellent "*le PIB potentiel*". En clair, la richesse que la France serait capable de produire du fait de son volume de capital (nombre d'usines...), de travail (nombre de travailleurs, leur qualification, productivité...) et du progrès technique. Cela permet ensuite de constater l'écart entre le PIB potentiel et le PIB attendu. Cet écart de production est assimilé aux effets de la conjoncture (environnement économique international). Plus l'écart entre le PIB potentiel par rapport au PIB observé est élevé et plus les éventuels déficits publics sont assimilés aux effets de la météo économique. Au contraire, plus il est réduit et plus le déficit est jugé structurel.

Selon certains, la composition du Haut Conseil des finances publiques pose donc problème. Ses membres pourraient être tentés de gonfler artificiellement la part structurelle du déficit.

"*La politique budgétaire sera contrôlée par un cénacle de onze personnes, dont neuf estiment que la France doit fortement réduire ses dépenses publiques et doit tout sacrifier pour respecter des engagements européens sans fondement économique et qui contribuent à enfoncer la zone euro dans la récession. Fallait-il qu'un gouvernement de gauche mette en place cette tutelle ?*" s'interroge ainsi Henri Sterdyniak sur son blog de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Quoi qu'on en pense, le budget 2014 s'annonce bien difficile à boucler. Cette fois, le gouvernement ne pourra plus différer l'ajustement des dépenses publiques. Il va devoir tailler dans le vif. Comme jamais auparavant. Le Point.fr 14.03

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas particulièrement les coups que les travailleurs vont prendre, mais qu'ils soient le fait d'un parti qu'on a présenté pendant des décennies et des décennies comme un parti ouvrier, comme un parti avec lequel il fallait réaliser un front unique, un parti dans lequel les travailleurs pourraient attendre quelque chose de bon dans certaines circonstances, alors qu'en réalité il était solidement ancré à droite depuis près d'un siècle et le demeurera quoi qu'il arrive.

Il existait des milliers d'éléments et de faits le prouvant au cours du XXe siècle. Alors comment se fait-il que l'on n'ait jamais pris en compte sa véritable nature de parti de l'ordre ? Comment se fait-il que ceux qui se réclament du trotskisme n'aient jamais rompu avec ce parti réactionnaire ? C'est question s'adresse à tous les partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui sont dans le même cas sans aucune exception.

2- Destruction du droit à l'école pour tous, le PS en rajoute une couche.

Pour réaliser les économies que la troïka réclament et dont le gouvernement se fait le porte-parole, il faut liquider la totalité des acquis ou droits sociaux des travailleurs, dont le droit à l'instruction, à poursuivre des études. Pour réduire le nombre d'élèves scolarisés et par conséquent le nombre d'enseignants, de classes, d'écoles, il a décidé qu'il fallait interdire aux élèves connaissant des difficultés scolaires, ceux des couches les plus défavorisée en général, de redoubler, ce qui conduirait à rapidement mettre un terme à leur scolarité ou à forcer leurs parents à les inscrire dans des écoles privées ou encore à les obliger à se diriger vers l'apprentissage, pire, à traîner dans la rue et à sombrer dans le désespoir...

Le PS et ses élus, auquel certains partis ne cessent de s'adresser ignorant sa véritable nature anti-ouvrière, ont amplifié l'attaque contre le droit à l'école pour tous contenue dans le projet de loi du gouvernement.

- Éducation : le redoublement devra être exceptionnel - lepoint.fr 14.03

Le redoublement d'une année scolaire devra être exceptionnel, en vertu d'un amendement PS au projet de loi sur la refondation de l'école voté jeudi à l'Assemblée nationale, avec le soutien du gouvernement. Les députés ont ainsi décidé d'aller plus loin que le texte initial du rapport annexé au projet, qui recommandait de "*poursuivre la réduction progressive*" du nombre de redoublements, pratique coûteuse plus développée en France que dans les autres pays et à l'efficacité pédagogique peu probante.

La France a le taux de redoublement le plus élevé au monde mais cette pratique "*très coûteuse*" de plus de deux milliards d'euros par an a des effets "*loin d'être probants*" et engendre "*même pour certains élèves plus de difficultés*", rappellent ses signataires.

Cet amendement "*précise opportunément*" le texte, a estimé le rapporteur du projet de loi, Yves Durand (PS). Avis favorable également du ministre de l'Éducation Vincent Peillon. La coprésidente du groupe écologiste Barbara Pompili a aussi soutenu cette précision, jugeant notamment que "si le redoublement était rendu exceptionnel, cela entraînerait une évolution des pratiques pédagogiques". lepoint.fr 14.03

3- Le droit à la retraite repoussé signifie sa liquidation pure et simple.

Les travailleurs sont exploités, une part de leur force de travail est littéralement volée par les capitalistes, ils sont contraints de la vendre pour survivre au quotidien ainsi que leur famille, ainsi ils sont les seuls à produire les richesses et à assurer le développement et le fonctionnement de la société, en principe afin de satisfaire aux besoins ou aspirations de l'ensemble de la population, sauf que, non seulement ce principe a toujours été bafoué en régime capitaliste, en plus il faudrait qu'ils travaillent sans relâche jusqu'à leur dernier souffle pour permettre aux rentiers et parasites de pouvoir satisfaire les leurs.

Le mécanisme qui consiste à faire cotiser toujours plus les travailleurs pour une retraite qu'ils devraient prendre toujours plus tard réduisant du même coup à la fois leur durée de vie et la durée pendant laquelle ils pourront enfin profiter de leur retraite est criminelle, c'est une imposture qui consiste à vous obliger à cotiser pour un droit dont finalement vous ne profiterez jamais ou peu de temps seulement, c'est une escroquerie digne d'une dictature, de l'esclavage auquel ils veulent réduire les travailleurs.

- Même si le gouvernement s'en défend, les efforts demandés aux actifs comme aux retraités pour sauver les retraites complémentaires constituent inévitablement un signal pour la réforme du régime général, et pourraient ouvrir la voie à de nouveaux sacrifices.

Mercredi soir, les partenaires sociaux, qui gèrent les régimes de retraite complémentaire, sont parvenus à un protocole d'accord pour assainir la situation financière délicate de l'Agirc (cadres du privé) et de l'Arrco (tous les salariés du privé).

Le gouvernement s'est félicité de cet accord jeudi, Jean-Marc Ayrault saluant "*l'esprit de responsabilité*" des partenaires sociaux

Les efforts demandés aux retraités et aux actifs sur les complémentaires semblent faire écho aux déclarations de François Hollande en début de semaine, qui avait annoncé des "*choix courageux*" à venir.

La ministre de la Santé et des Affaires sociales Marisol Touraine avait elle-même affirmé peu avant que "*des efforts*" seraient demandés "*à tous les Français*".

Jeudi, la ministre a remis à Yannick Moreau, présidente de la Commission pour l'avenir des retraites, un cahier des charges pour élaborer des pistes de réformes d'ici juin.

Les trois leviers permettant de faire des économies y sont détaillés: durée d'activité, cotisations et pensions.

Le gouvernement pourrait être tenté de cibler cette fois les actifs, par exemple à travers un allongement de la durée de cotisation qui est "*évidemment sur la table*" selon M. Sapin et "*doit être examiné*", selon Mme Touraine.

De son côté, l'ancien Premier ministre François Fillon (UMP) a plaidé jeudi pour un recul de l'âge légal de départ à 65 ans. AFP 14.03

[A ceux qui considèrent le SPD comme un parti ouvrier et qui n'ont eu de cesse de le soutenir tout comme le PS \(le POI notamment\)](#)

Pendant des décennies on nous a répété que le PS, le PSOE, le PASOK, le SPD, etc. étaient des partis ouvriers et que bien que plus ou moins dégénérés et passés définitivement de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, comme par miracle il pourrait encore en sortir quelque chose de bon, en quelque sorte qu'il suffirait de remplacer quelques dirigeants à leur tête pour que l'affaire soit réglée. Sauf que les choses ne se sont jamais passées de la sorte, pas de bol pour nos furieux opportunistes. En fait ceux (dont l'auteur de ces lignes, ex-militant de l'OCI) qui ont milité dans les partis qui soutenaient une telle théorie ont milité le plus souvent sans le savoir uniquement pour porter le PS au pouvoir en France notamment, c'était l'objectif avoué du dénommé Lambert, son seul et unique objectif...

Le PS parvenu au pouvoir, faisant la même politique que l'UMP (l'UDR ou le RPR) et n'étant pas décidé à en changer, il ne restait plus qu'à adresser des suppliques stériles à ses dirigeants et élus en faisant croire aux militants et travailleurs que cela pourraient changer quelque chose, en réalité cela ne changea rien du tout, au contraire le PS devint encore plus droitier ! En Allemagne Schröder ayant quitté son poste de Chancelier et de président du SPD, vous alliez voir que les choses allaient changer, via l'éternelle soi-disant gauche de ce parti du capital. Pas de bol, le SPD resta fidèle à lui-même, tout comme le PS.

La suite, vous l'avez sous les yeux quotidiennement. C'est le résultat de cette politique, qui d'opportuniste, il faudrait peut-être caractériser un jour de traître, puisque apparemment en observant attentivement le déroulement des événements jusqu'à nos jours, semble correspondre finalement aux véritables intentions de ses dirigeants.

- Gerhard Schröder semble être redevenu la coqueluche d'un monde politique qui l'a longtemps ignoré après son départ du pouvoir

en 2005. A l'occasion du 10ème anniversaire de l'Agenda 2010, un train de réformes radicales qu'il avait annoncé au Bundestag le 14 mars 2003, tout le monde veut le citer, l'interviewer, le recevoir.

Tout particulièrement la direction de son propre parti, le SPD, qui orchestre le retour de l'enfant prodigue, pourtant initiateur de réformes jugées responsables de l'appauvrissement de millions d'Allemands et de la désaffection d'une bonne de l'électorat social-démocrate. Lundi, le président du SPD Sigmar Gabriel s'est en tout cas déclaré "*fier*" de "*cette performance historique*" à l'origine, selon lui, de la bonne santé de l'économie allemande et du fort recul du chômage.

"*Nous allons réduire les aides de l'Etat, exiger de chacun qu'il donne plus et se prenne plus en charge*", clamait Gerhard Schröder en 2003 à la tribune du Bundestag. "*Toutes les forces de la société devront participer: les entrepreneurs et les travailleurs, les indépendants et aussi les retraités. Nous allons devoir fournir un formidable effort collectif pour atteindre notre objectif*", ajoutait-il avant de détailler un agenda qui allait secouer l'Allemagne.

Celui-ci a conduit à l'explosion des emplois à bas salaires (1 salarié sur 4 aujourd'hui), à la fluidification du marché du travail et au renforcement de la modération salariale. En quelques années, le pays retrouvait sa compétitivité au prix d'une explosion de la précarité.

Cette potion peu égalitaire a profondément divisé le SPD. Mais elle a ravi la droite et les patrons. "*Je voudrais remercier personnellement le chancelier Schröder d'avoir, grâce à son Agenda 2010, ouvert la porte avec courage et détermination*", déclarait ainsi Angela Merkel lors sa première déclaration de politique générale, en 2005. En 2008, c'est le patronat allemand qui suppliait le gouvernement de ne surtout pas revenir sur "*les réformes importantes et justes*" de l'Agenda 2010.

Aujourd'hui que le taux de chômage a enregistré un recul historique et durable, et à l'approche des élections législatives, le SPD a lui aussi choisi de se réapproprié le "*grand oeuvre*", aussi pour montrer que le parti a plus que sa part dans les succès de l'économie nationale.

Pour autant, dix ans plus tard, le pays est toujours divisé sur les effets réels des réformes de Schröder. L'économiste Gustav Horn, président de l'Institut de recherches macroéconomiques et conjoncturelles, proche des syndicats, estime que "*la bonne progression de l'emploi est à mettre sur le compte d'une bonne conjoncture et la flexibilité du temps de travail*" négociée par les partenaires sociaux dans des milliers d'accords collectifs. Il évoque surtout le recours massif au chômage partiel et aux accords sur la sécurité de l'emploi signés par les mêmes en 2009/2010. "*L'Agenda 2010 ne suffit pas à lui seul à expliquer le miracle de l'emploi*", conclut-il.

Pour le champion Gerhard Schröder, qui aime à rappeler que ses réformes ne sont tout de même pas "les dix commandements" et qu'il n'est pas "*Moïse*", tous ces détails ne comptent plus. Aujourd'hui, il revient sur le devant de la scène le temps d'une campagne électorale en soutenant l'idée défendue par plusieurs économistes: le lancement d'un Agenda 2020! Celui-ci mettrait par exemple l'accent sur les investissements dans la recherche et l'éducation mais aussi, pourquoi pas, sur le passage de l'âge de la retraite à 69 ans. Enfin, pour rattraper les "*bêtises*" du passé, il propose, tout comme le SPD, la création d'un modeste salaire minimum de 8,50 euros de l'heure.

Les principales mesures de l'Agenda 2010

Economie et fiscalité : allègement de la part patronale sur les cotisations maladie, assouplissement de la protection contre le licenciement pour les petites PME, baisse des taux d'imposition plancher (16% à 15%) et plafond (45% à 42%)

Marché de l'emploi : création des mini-jobs (400 euros pour 15 heures/semaine), libéralisation de l'intérim, fusion de l'allocation chômage longue durée et de l'aide sociale (Hartz IV), réforme de l'Agence fédérale pour l'emploi, aide à la création de micro-entreprises.

Education : Développement de l'école primaire toute la journée (4 milliards d'euros)

Retraites et santé : introduction d'un facteur de "*développement durable*" pour freiner la progression des cotisations retraite, introduction et augmentation du ticket modérateur pour les visites médicales et séjour à l'hôpital. lexpansion.lexpress.fr 14.03

[Le PCF a deux saints François !](#)

Jeudi matin, le PCF publie un communiqué qualifiant l'élection de "*moment important pour les catholiques de toute la planète*" et se réjouissent de cette nomination "*sans préjuger de la suite*".

Les communistes ne commentent pas non plus le passé flou de Jorge Mario Berloglio sous la dictature argentine et préfèrent se concentrer sur son avenir en tant que pape. Un futur qu'ils veulent construire avec "*tous ceux et toutes celles qui veulent faire grandir la justice et la paix, qui sont épris de dignité humaine et d'égalité des droits pour toutes et tous*".

Selon le porte-parole du PCF, *"il est présenté comme voulant être exemplaire quant aux dérives de la curie romaine. Il semble vouloir changer les choses"*. Les communistes sont partagés sur la personnalité du pape François. *"Il peut suivre deux cheminements, soit réorienter l'Eglise soit poursuivre l'héritage de Benoît XVI"*, décrypte Olivier Dartigolles. Mais pour l'instant, l'idée est d'attendre la suite avant de le condamner.

Le seul point d'accord entre le PCF et le PG est l'engagement de Jorge Mario Berloglio contre la pauvreté. Jean-Luc Mélenchon espère que le nouveau pape sera *"plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique"*. Tandis que les communistes soulignent *"la priorité aux pauvres qui semble avoir marqué le parcours du nouveau pape soulève une espérance"*.

Mais l'idée d'une fracture entre le PCF et le PG sur cette élection agace les communistes. Pour Olivier Dartigolles, *"cette différence de discours"* n'est d'ailleurs pas du tout un handicap: elle *"fait la richesse du Front de gauche"*. lexpansion.lexpress.fr 14.03

Alors que des voix dans le monde s'élèvent pour dénoncer la collusion entre la dictature militaire argentine des années 70 et Jorge Mario Berloglio, le PCF estime qu'il pourrait oeuvrer à *"la justice et la paix"* dans le monde sans dire évidemment au profit et au détriment de qui, devinez ? On soutient les pire régimes même 40 ans plus tard, c'est cela le Front de gauche flanqué de la racaille stalinienne.

La *"richesse du Front de gauche"* repose sur l'ignorance, mieux la rupture de ses militants avec le socialisme, ses dirigeants sont des manipulateurs professionnels. Le double langage, la dichotomie entre la théorie et la pratique, entre la parole et l'action qui permet de tout dire et de faire exactement le contraire. Tromper délibérément travailleurs et militants, c'est la seule chose qu'est capable de faire avec persévérance le Front de gauche.

Avec l'amplification de la crise du capitalisme on assiste à la radicalisation des partis traditionnels de droite, à la droitisation de tous les partis dits à tort ou à raison de gauche. Ces derniers à défaut de se placer sur le terrain de la classe ouvrière se placent de plus en plus ouvertement sur celui de la réaction.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La guerre en Irak a coûté 1.700 milliards de dollars (1.311 milliards d'euros) aux Etats-Unis, auxquels il faut ajouter 490 milliards de dollars de prestations à verser aux anciens combattants, selon une étude publiée jeudi.

Le Watson Institute for International Studies de l'Université Brown estime que ces dépenses pourraient atteindre au total 6.000 milliards de dollars (4.630 milliards d'euros) sur les quatre prochaines décennies avec les intérêts.

Ce rapport, qui est le résultat du travail d'une trentaine d'experts et d'universitaires, a été publié en vue du 10e anniversaire de l'invasion de l'Irak le 19 mars 2003.

Il s'agit également d'une actualisation d'un rapport de 2011 du Watson Institute rédigé en vue du 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, évaluant le coût en dollars et en vies humaines des guerres en Afghanistan, au Pakistan et en Irak qui ont suivi.

Selon cette étude de 2011, le coût total de ces guerres s'élevait à 3.700 milliards de dollars au moins, sur la base des dépenses effectives du Trésor américain et des engagements de dépenses, telles les prestations médicales et pensions d'invalidité des vétérans américains.

Cette estimation a été portée à près de 4.000 milliards de dollars dans la nouvelle version actualisée.

Le coût total estimé ne prend pas en compte les milliers de milliards de dollars d'intérêts que les Etats-Unis devraient avoir à payer au cours des 40 prochaines années.

Les intérêts de la dette contractée pour faire face aux dépenses de la guerre en Irak pourraient atteindre 4.000 milliards de dollars sur cette période, estime le rapport. Reuters 14.03

2- Israël

2.1- Le nouveau cabinet est plus laïque que les précédents: pour la première fois depuis dix ans, les partis ultraorthodoxes juifs n'en font pas partie. Mais il n'est, en revanche, pas plus pacifiste: les colons et leurs partisans y tiennent les postes clefs et s'emparent même de certains ministères cruciaux.

Les deux hommes forts du nouveau cabinet sont Yair Lapid, la vedette de la télévision, dont le parti est arrivé deuxième aux législatives, et Naftali Bennett, le jeune colon millionnaire. Nétanyahou a tout tenté pour ne pas les intégrer dans son cabinet. Il a échoué face à l'alliance indéfectible des deux hommes, et a dû leur céder des portefeuilles importants.

La pilule est amère pour le premier ministre, et son gouvernement ressemble avant même son entrée en fonction à un attelage difficile à diriger. Nétanyahou est à la tête d'un cabinet qui sera à la merci de ses deux encombrants partenaires, plus jeunes que lui, et qui ne cachent pas leur intention de lui succéder un jour.

«La question est de savoir si cet enfant, né d'un viol, sera apte à exister», ironisait Nahum Barnea, l'éditorialiste du quotidien Yedioth Ahronoth. *«Bennett et Lapid vont occuper des hautes fonctions dans un gouvernement dirigé par un premier ministre qu'ils méprisent ouvertement. La paranoïa a tendance à se développer rapidement dans ce genre de cabinets. Il n'existe pratiquement pas de figure d'autorité vers laquelle se tourner. Ce qui est sans conséquence quand il s'agit de définir l'allocation aux écoles talmudiques, devient problématique quand le sujet est l'Iran ou le Hezbollah.»*

Les nouveaux partenaires de Nétanyahou ne vont toutefois pas le contraindre à faire des concessions aux Palestiniens. Même si Lapid a exigé que les négociations reprennent, et si Nétanyahou a fait entrer Tzipi Livni dans sa coalition en la chargeant expressément des pourparlers, le nouveau cabinet est aussi à droite que le précédent.

Les Affaires étrangères sont sous son contrôle, avant de repasser ou non sous celui de l'ultranationaliste Lieberman. Le nouveau ministre de la Défense, Moshe «Buggy» Ya'alon, ancien chef d'état-major, est un dur du Likoud. Le ministère du Logement revient à un colon, Uri Ariel, dont la nomination revient selon certains commentateurs à donner au chat la garde du pot de lait. Lapid lui-même, sous des dehors plus urbains et moins idéologiques, n'a jamais été très pacifiste et s'oppose à la division de Jérusalem. Quant à Bennett, il est à la tête du parti nationaliste religieux Foyer Juif, l'un des fers de lance de la politique de colonisation. lefigaro.fr 14.03

2.2- 24 heures après son appel aux pays arabes, pour qu'ils lancent une offensive militaire commune contre la Syrie, Israël a lancé un vaste chantier de construction de routes, sur les hauteurs du Golan.

Selon Al-Alam, des équipements lourds sont, sur place, dans des localités frontalières du Golan avec l'Est du Liban, et des bulldozers du régime sioniste continuent à construire une route, dans la localité de Al-Vazani. Un char surveille les opérations. La route est, vraisemblablement, destinée à envoyer davantage d'armes aux terroristes syriens. french.trib.ir 14.03

3- Tunisie

Plusieurs centaines de personnes ont participé aux funérailles jeudi du vendeur à la sauvette qui s'est immolé cette semaine à Tunis, une procession qui s'est transformée en manifestation contre le parti islamiste au pouvoir, Ennahda, selon une journaliste de l'AFP.

Les obsèques d'Adel Khazri, 27 ans, ont eu lieu dans la petite localité déshéritée de Souk Jemaa, dans le nord-ouest de la Tunisie, le jour où le nouveau gouvernement de l'islamiste Ali Larayedh doit prendre ses fonctions et s'atteler à résoudre une crise politique, sociale et institutionnelle.

Les proches et voisins de la famille du défunt hurlaient leur colère d'abord devant la petite maison de la mère d'Adel Khazri puis lors de la procession.

"Avec notre âme et notre sang nous nous sacrifions pour notre martyr", "Ennahda dégage" ont notamment scandé les habitants de ce village difficilement accessible et situé sur une colline au bout d'une piste boueuse.

Plusieurs dizaines de jeunes sont ensuite montés à bord de voitures dans le but d'aller manifester dans la capitale régionale, Jendouba, contre la misère et le chômage dans cette région très pauvre.

Adel Khazri, qui subvenait aux besoins de sa famille en vendant des cigarettes à la sauvette, s'est immolé par le feu mardi sur l'avenue Habib Bourguiba de Tunis, haut lieu de la révolution de janvier 2011, une révolte qui avait été déclenchée par l'immolation d'un autre marchand ambulancier excédé par la misère.

Deux ans plus tard la pauvreté et le chômage continuent de faire des ravages en Tunisie. Dans ce contexte, les grèves, les manifestations et les conflits sociaux se sont multipliés ces derniers mois. AFP 14.03

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers d'étudiants espagnols ont manifesté jeudi à Madrid contre les coupes budgétaires qui frappent les écoles et les universités, défilant derrière une grande banderole où était écrit: "*Notre éducation ne paiera pas votre dette*".

"*Ils privatisent l'éducation, ils augmentent les frais universitaires, ils coupent dans les budgets de la recherche et il y a de plus en plus d'étudiants par classe*", lançait Jorge Barrio, un étudiant ingénieur de 20 ans, dans le défilé qui a traversé le centre de Madrid jusque devant le ministère de l'Education.

"*C'est une honte. La seule solution que je voie, c'est de partir étudier et travailler à l'étranger*", ajoutait le manifestant, prêt à rejoindre les milliers de jeunes Espagnols qui partent chercher du travail à l'étranger, alors que le taux de chômage chez les 16-24 ans dépasse les 55%.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé il y a un an son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à assainir les finances publiques.

Les régions, qui gèrent ce budget comme celui de la santé, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50%, passés en moyenne de 1.000 à 1.500 euros, et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Mais selon le Syndicat des étudiants, qui appelait à manifester "*pour la défense de l'université publique*" et "*contre le chômage des jeunes*", cinq milliards d'euros ont déjà été économisés sur le budget de l'éducation et 80.000 postes supprimés chez les enseignants. AFP 14.03

2- Cambodge

Le royaume a attiré les grands marques mondiales, au prix de salaires désespérément bas et de cadences infernales.

De plus en plus d'entreprises internationales délocalisent leur production de textile à la recherche, encore et toujours, de meilleurs coûts.

Mais des scènes d'évanouissements collectifs ont tiré la sonnette d'alarme. Et la colère monte, tandis que sous-traitants et grandes marques se renvoient la balle sur leurs responsabilités respectives.

Ou Nin, 25 ans, semble épuisée. Elle fabrique des vêtements pour une marque américaine pour à peine 4 euros par jour. "*Ils impriment des T-shirts. L'odeur y est très désagréable, c'est insupportable*", confie-t-elle à l'AFP en attendant le camion qui la ramène chez elle.

Avec primes et heures supplémentaires, les ouvrières arrivent à gagner en moyenne 60 euros mensuels. Pour survivre, elles dépassent souvent la limite légale des soixante heures hebdomadaires, au risque de se mettre en danger.

"*Il fait souvent chaud à l'intérieur de ces usines. Il arrive aussi qu'elles inhalent des substances toxiques*", explique Moeun Tola, responsable du programme ouvrier du Community Legal Education Centre, qui leur apporte un soutien légal.

Surmenage, sous-alimentation et mauvaise ventilation expliquent "*les évanouissements de masse qui ont eu lieu dans les usines depuis 2010*", estime-t-il.

L'an dernier, elles seraient 1.100 ouvrières à avoir perdu connaissance dans les usines de confection.

Soey Eao, qui travaille depuis 5 ans dans le textile, n'arrive pas à s'en sortir. Elle habite derrière l'usine dans une cité dortoir, où des centaines d'ouvriers cohabitent dans des logements en béton sans eau ni électricité. Elle partage 6 mètres carrés avec trois autres collègues, pour 15 euros par mois.

"*On travaille douze heures par jour, parfois 7 jours sur 7 pour gagner plus*", dit-elle. A 24 ans, elle reverse un tiers de son salaire à

sa famille. *"Je ne peux même pas bien manger car j'essaie de mettre de l'argent de côté, j'achète juste le minimum pour survivre"*.

Avec les évanouissements, les grèves et manifestations se sont multipliées. Certaines ont même dégénéré comme en février 2012, lorsque trois ouvrières ont été blessées par un homme qui a ouvert le feu.

Certains des 650.000 ouvriers du textile - dont 400.000 pour des sociétés exportatrices - se sont regroupés dans des syndicats pour exiger une hausse du salaire minimum - au moins 75 euros par mois.

Mais beaucoup n'ont pas franchi le pas. Soey Eao regrette ainsi que *"beaucoup d'ouvriers ne sachent même pas qu'ils ont des droits"*.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui inspecte régulièrement les usines du pays, appelle à un nouvel accord de branche entre gouvernement, patrons d'usine et syndicats.

"A part le Bangladesh, le Cambodge est l'un des endroits les moins chers au monde pour produire des vêtements", estime Jill Tucker, en charge d'un programme de l'OIT au Cambodge. *"Il est évident que si l'on paye mieux les ouvriers, il y aura moins d'évanouissements"*.

Mais usines et marques se renvoient la balle à l'infini.

"Ce sont les marques qui contrôlent combien nous gagnons (...). Nous n'avons aucun pouvoir de décision sur la marge que nous réalisons car nous sommes des sous-traitants", assure Ken Loo, secrétaire général du Gmac, association des patrons d'usines du textile.

"Si nos salaires étaient équivalents à ceux des usines vietnamiennes, les investisseurs viendraient-ils dans notre pays ?"

Les grandes marques, quant à elles, se défendent de tirer les salaires vers le bas. Le groupe suédois H&M, accusé l'an passé dans un documentaire de chercher à maintenir des salaires de misère dans le pays, affirme ne pouvoir agir directement dans les usines.

"Ils fabriquent des vêtements pour différents clients, mais les employés sont payés le même montant quelle que soit la marque", a indiqué Malin Bjerne, un porte-parole du groupe, dans un courriel à l'AFP.

Quant à l'Américain Levi Strauss and Co, il dit financer des initiatives locales pour prévenir les évanouissements. *"Tout le monde a droit à un salaire décent"*, a assuré un de ses représentants AFP 14.03

No comment, leur cynisme ne connaît pas de limite.

ECONOMIE

1- Armement.

Les dépenses militaires des pays d'Asie ont été pour la première fois en 2012 supérieures à celles des pays d'Europe en valeur, dit l'Institut international pour les études stratégiques (IISS).

D'après l'IISS, les dépenses de la Chine en matière de défense ont augmenté en volume de 8,3% en 2012. Pour l'ensemble de l'Asie, la hausse a été de 4,94%.

En revanche, les dépenses militaires des pays européens de l'Otan sont retombées en valeur à peu près à leur niveau de 2006. En volume, l'IISS constate même une baisse de 11% sur cette période sous l'effet des politiques d'austérité conduites dans ce domaine notamment en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et en Espagne.

"La hausse des dépenses en Asie a été si rapide et l'austérité conduite par les pays européens en matière de défense si rigoureuse, que les dépenses en volume de l'Asie en 2012 (287,4 milliards de dollars) ont excédé les dépenses totales officielles de défense non seulement des membres européens de l'Otan mais aussi de l'ensemble de l'Europe, y compris en tenant compte des pays européens non membres de l'Otan", écrit l'IISS.

Les Etats-Unis conservent de loin le plus important budget militaire au monde, leurs dépenses représentant 45,3% du montant total mondial.

L'IISS juge que l'exacerbation des rivalités diplomatiques en Asie, continent en pleine expansion économique, contribue à une course aux armements entre les différents pays de la région.

L'Inde, qui dépend fortement de ses importations dans le domaine militaire, s'efforce ainsi de s'armer pour concurrencer le Pakistan et la Chine.

Le Japon et la Corée du Sud, pour leur part, tentent de renforcer leurs capacités en raison des programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Reuters 14.03

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi avoir approuvé les plans d'utilisation du capital de seize des plus grandes banques américaines, mais n'avoir donné qu'un feu vert "*sous conditions*" à deux d'entre elles, Goldman Sachs et JPMorgan Chase.

Sur les dix-huit plus grandes banques qui avaient soumis à l'autorisation de la Fed leurs projets de versements de dividendes ou de rachats d'actions, deux ne sont pas parvenues à l'obtenir: Ally Financial et BB&T.

Il s'agit d'American Express, Bank of America, Bank of New York Mellon, Capital One, Citigroup, Fifth Third Bancorp, KeyCorp, Morgan Stanley, PNC Financial, Regions Financial, State Street, SunTrust, US Bancorp et Wells Fargo.

L'examen des plans de Goldman Sachs et JPMorgan, deux banques emblématiques des excès de Wall Street, a en revanche révélé "*des faiblesses dans leur processus de prévision de l'utilisation du capital*" en dépit du fait que ces deux établissements aient fait la preuve de leur capacité à maintenir les ratios de solidité financière réglementaires, indique la Fed dans un communiqué.

En conséquence, précise la banque centrale, ils peuvent commencer à mettre en oeuvre leurs projets, mais devront apporter des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par la Fed d'ici à la fin du troisième trimestre, sous peine de voir leurs projets bloqués.

Dans un communiqué, JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*". Laconique, Goldman Sachs a dit sa satisfaction de pouvoir "*continuer [...] à distribuer du capital [à ses] actionnaires*".

Ally, en revanche, a critiqué la méthode de la Fed, et lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*".

Parlant sous le couvert de l'anonymat, un responsable de la Fed a indiqué que, dans l'ensemble, les plus grandes banques américaines avaient redistribué 19% de leurs bénéfices en 2012 et qu'elles comptaient augmenter cette proportion dans les années à venir.

BB&T a indiqué que la Fed l'autorisait à reverser pour chacun des quatre trimestres à venir un dividende égal à celui qui sera versé pour les trois premiers mois de l'année et qui marquait une hausse de 15% par rapport à la moyenne pour 2012. AFP 14.03

Goldman Sachs est satisfait et JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*", en réalité ceux qu'ils ont définis eux-mêmes et imposés aux autres banques dont Ally qui ne comprend pas pourquoi la Fed lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*" tandis que le cartel des banquiers de la Fed en est incapable, normal puisque ce sont eux qui fixent la règle du jeu !

En attendant ils vont pouvoir se goinfrer, puissent-ils en crever!

3- Chine

La découverte cette semaine de 6.000 carcasses de porcs dans le Huangpu, rivière qui alimente le circuit d'eau courante de Shanghai, a attiré l'attention sur les conditions de l'élevage en Chine et sur les risques sanitaires qu'elles représentent.

Un virus porcin a été décelé sur plusieurs de ces animaux, dont les éleveurs se sont probablement débarrassés en les jetant à l'eau, dit-on dans le milieu agricole.

Il n'y a pas de mécanisme permettant aux éleveurs de porcs d'obtenir des compensations de la part du gouvernement en cas d'épizootie, explique Feng Yonghui, directeur général de Soozhu.com, un centre de recherches sur le sujet.

Qui plus est, les assureurs refusent de couvrir ce risque, qu'ils jugent trop élevé, poursuit-il.

Le porc est la viande la plus consommée en Chine, dont le cheptel s'élevait à 475 millions de têtes fin 2012. Les marges des éleveurs sont réduites et les eaux du Huangpu sont une alternative tentante à l'incinération coûteuse.

"C'est manifestement le problème des autorités locales (...) Elles ne contrôlent pas bien l'activité porcine", estime Lin Rongquan, un expert vétérinaire de Shanghai.

Dimanche, le gouvernement central a présenté un projet de réforme qui prévoit notamment de placer plusieurs organes sous la tutelle d'une agence sanitaire dotée d'un statut ministériel.

Si cette mesure va dans le bon sens, estime Wang Xiaoyue, elle ne réglera pas du jour au lendemain les problèmes liés aux additifs alimentaires, aux antibiotiques et à la pollution.

Beaucoup s'en plaignent, mais certains n'hésitent pas à en rire. Lorsque l'envie de fumer le prend, un internaute pékinois explique qu'il lui suffit d'ouvrir la fenêtre. " *Quand on ouvre le robinet, on a de la soupe aux travers de porcs*", lui répond un habitant de Shanghai. Reuters 14.03

Un traitement délirant et cynique de Reuters, pour un peu ils se réjouiraient de cette situation épouvantable. Bref, vivre en Chine c'est l'horreur absolue, sauf pour les multinationales occidentales !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne les articles annoncés, ce sera pour demain, mon histoire de courant n'est pas encore réglé, je suis tombé sur des abrutis.

Deux courriels reçus

1- Ce site est très bien fait et renseigné. Compliments et merci pour ce travail de titan.

Entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle avec les moyens dont ils disposent...

2- Je vous remercie pour votre site. Vous abordez des questions ou des sujets que des partis se prétendant représentatifs de la classe ouvrière n'osent aborder. C'est une des raisons de ma rupture avec ces partis. Continuez, vous n'êtes pas isolé.

Personnellement je préférerais que vous soyez organisé dans un parti, mais je vous comprends, mille fois hélas !

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un mot sur Chavez parce que je n'ai pas suivi la situation au Venezuela et je n'ai pas le temps de m'y mettre aujourd'hui. Apparemment il avait les rapports avec les masses que je préconise depuis des années et il a prouvé que cela fonctionnait.

Lui il était aux commandes, c'était plus pratique. Un Mélenchon qui a voulu l'imiter, disposait d'une fenêtre médiatique à défaut de pouvoir, mais par sa démagogie malade il a démontré qu'il n'était pas à la hauteur et bon nombre de ses électeurs ou partisans lui ont tourné le dos rapidement, le gain qu'il pouvait attendre d'une telle expérience s'est transformée en son contraire jusqu'à devenir grotesque. Les charlatans ou les comiques finissent tous ainsi en politique. Celui qui sévit en Italie n'en a plus pour très longtemps, il se disait féroce anti-médias aux ordres jusqu'à leur refuser des interviews pour finalement en donner à de grands médias américains dont CNN !

La sincérité et l'honnêteté ne paient pas toujours, si l'on est à contre-courant on le reste quoi qu'on fasse, il ne faut pas se leurrer, mais quand des jours meilleurs pointent à l'horizon on peut engranger des succès qui en appellent d'autres et ainsi de suite, il faut juste que le mécanisme soit enclenché, la suite arrive tout naturellement car les travailleurs (et les militants) ne sont pas des demeurés même s'ils sont ignorants de beaucoup de choses.

Je remercie leurs auteurs, continuez à m'en envoyer cela m'encourage, j'en ai franchement besoin. En échange je vous ai rédigé un article la nuit dernière qui ne devrait pas vous laisser indifférents. Il y a des moments où on est plus inspiré que d'autres. Et pourtant en ce moment je croule sous les emmerdements ! N'hésitez pas à m'envoyer vos commentaires, vous pouvez utiliser l'adresse et le mot de passe que je vous ai donnés.

Je pense que c'est la meilleure réponse que l'on puisse apporter à ceux qui ne veulent voir qu'un aspect de la réalité ou que ce qui les arrange ou encore uniquement ce qu'ils ont compris jusqu'à présent, sans faire l'effort d'aller voir au-delà du capitalisme.

J'ai commencé à écrire cet article à 4h20 du matin ne parvenant pas à m'endormir et après avoir eu une étincelle comme l'on dit. Je l'ai terminé d'un trait à 8h45, moins une pause pour aller chercher des cigarettes à 5 minutes de chez moi et grignoter une tartine en buvant un café.

En fait il existe deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et en concurrence sur le plan politique. Jusqu'à présent je m'étais acharné à trouver un lien économique entre les deux et c'était en partie une erreur, car ils fonctionnent indépendamment l'un de l'autre, même s'il existe des interférences entre eux.

Le premier fonctionne selon le capitalisme classique et ses lois que Marx et Engels ont décrites, il est voué à connaître crise sur crise et à s'effondrer, ses moteurs demeurent les forces productives et la lutte des classes, il ne peut y échapper, c'est un système qui fonctionnent selon ses propres lois (et contradictions).

Le second fonctionne comme un parasite qui est venu se greffer sur le capitalisme pour en ponctionner tout le profit sans rien y apporter, contrairement au capitalisme classique qui réinvestit une partie de la plus-value produite dans la production. C'est un corps issu du capitalisme qui en est devenu étranger et qui le combat pour en soutirer l'essentiel du profit produit au risque de le déstabiliser, de l'assécher, de le détruire et par là même la société et la civilisation. C'est la définition de l'oligarchie financière à distinguer de l'industrie financière liée à l'industrie productive.

Tandis que le capitalisme classique repose sur l'extraction de la plus-value produite au cours du procès de production par les travailleurs, une partie ira aux travailleurs, une autre au capitaliste dont une partie sera réservée à la reproduction du cycle du capital et l'autre sera consacrée à satisfaire ses besoins personnels, le parasite ou vampire de la finance profite uniquement du privilège extraordinaire qui lui a été accordé de battre la monnaie et d'en contrôler la quantité en circulation autant que les destinataires qui en profiteront, ceux qui en sont les dépositaires au sein des banques centrales qui sont des banques privées commerciales. Ce qui signifie que les banquiers disposent de la planche à billets et peuvent en produire autant qu'ils le souhaitent et se les distribuer sans que personne ne puisse remettre en cause ce pouvoir exorbitant. Partant de là ils vont acquérir une richesse extraordinaire en grande partie créée à partir de rien, illimitée s'ils le souhaitent, sans rien produire (cette affirmation est à compléter).

Là où les choses vont se compliquer pour eux, c'est qu'ils ne sont pas les seuls sur la place, d'autres banquiers et institutions financières existent à travers le monde, d'autres capitalistes se sont forgés des fortunes, des millions d'entreprises existent qui fonctionnent selon les lois du capitalisme classique et qui ne peuvent pas s'en émanciper, ces capitalistes pour continuer d'exister doivent produire de la plus-value et réinvestir dans la production une partie des profits produits sinon ils disparaissent, or ils n'en ont pas l'intention, pour cela ils doivent trouver en permanence des financements pour leur trésorerie, leur recherche, leur modernisation, etc., les banques doivent leur accorder des crédits qui plus est à des taux d'intérêt acceptables, or les banques qui ne sont pas ou pas totalement dans le giron de l'oligarchie financière dominante, qui disposent encore d'un minimum d'autonomie (plus pour très longtemps avec l'union bancaire en perspective) ont tendance à être asphyxiées par cette dernière, elles doivent se soumettre à leur dictature pour avoir encore le droit d'exister. On assiste donc à une lutte à mort au sein même de l'oligarchie financière entre celle des parasites qui occupent une position dominante et a accès à la planche à billets, et l'autre dominée liée à l'économie capitaliste classique ou productive.

Lutte à mort non pas pour le contrôle total de l'économie, qui d'une certaine manière est déjà assuré autant que faire se peut, car il est impossible au cartel des banquiers dominants d'exercer un tel contrôle à l'échelle mondiale, ils contrôlent le cours des monnaies et des marchés, les taux d'intérêts, mais ils ne peuvent pas s'impliquer dans le détail dans le fonctionnement de toutes les banques et des grandes entreprises ou exercer une influence sur leurs décisions, ils seraient plutôt enclins à réduire leurs effectifs par dizaines de milliers, donc lutte à mort pour le pouvoir politique qui doit leur permettre d'influencer les politiques des gouvernements et des différentes institutions internationales en faveur des capitalistes qu'ils sont également à travers leurs multinationales, sans se soucier des dégâts qu'elles peuvent créer aux autres capitalistes conduits à la faillite par milliers et milliers, le désastre social qui les accompagne en étant le pendant et dont ils ont parfaitement conscience.

Ces deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et interfèrent l'un avec l'autre se livrent une lutte à mort sur le plan économique et politique. Ils sont également dans une relation de dépendance. Les vampires de la finance sont les plus cyniques, faut-il s'étonner que G. Soros ait trouvé des circonstances atténuantes aux djihadistes, lorsqu'ils jettent leur dévolu sur un secteur économique, ils conduiront les plus faibles ou ceux qui n'auront pas accepté leur diktat à l'agonie et si besoin ils se feront un plaisir d'achever leurs proies. Si un gouvernement leur résiste ils organiseront une croisade contre lui pour le faire chuter, s'il s'agit d'un dirigeant politique en particulier, ils utiliseront les médias qu'ils contrôlent pour organiser une cabale contre lui pour le salir, le briser, le contraindre à se soumettre ou à abdiquer, à se retirer. Cela en occident, sous d'autres cieux, ils les feront exécuter tout simplement. Nous sommes donc en présence de deux systèmes économiques qui sont en guerre. Alors où est la faille direz-vous, je vous sentais impatient d'y venir.

La faille, elle provient du fait qu'en affaiblissant encore davantage le système économique capitaliste classique déjà en

crise, paradoxalement ils sont en train d'en précipiter l'effondrement et prennent ainsi le risque de disparaître avec lui. On n'a pas encore expliqué pourquoi il existait ces deux systèmes économiques.

Celui qui est venu se greffer sur le premier est le produit de la crise du capitalisme classique, il s'est développé à partir des années 70, sa particularité, outre qu'il fonctionne en grande partie indépendamment de l'économie productive, c'est qu'il est fait pour durer, comment cela, normal direz-vous, pas tant que cela en réalité, jamais par le passé des banquiers n'avaient réussi à mettre longtemps la main sur la planche à billets, il fallut 6 ou 7 tentatives lors des 70 années qui ont précédé la création de la Fed en 1913 pour que la dernière soit la bonne, puis certains présidents ou congressistes ont été une nouvelle fois tentés de remettre en cause ce privilège extraordinaire accordé aux banquiers, JFK le paya de sa vie notamment, il fallu attendre 1992 pour que les banques centrales des pays candidats à l'adoption de l'euro perdent leur souveraineté au profit de la BCE contrôlée en réalité par des banquiers privés européens et américains, dans de nombreux pays comme la Chine, la Russie ou l'Inde c'est encore l'Etat qui bat la monnaie et non des banquiers privés, donc pour l'oligarchie financière dominante il est impératif de s'assurer que ce pouvoir exorbitant qu'elle possède de contrôler la monnaie ne sera jamais remis en cause dans le futur, ce qui doit constituer le gage de la pérennité de son pouvoir, l'argent étant le nerf de la guerre, pouvoir économique qu'elle doit garantir en s'emparant du pouvoir politique qui doit être pour cette raison absolue. On en arrive au dernier volet de notre petit exposé et on arrêtera là pour le moment. Il est 5h50 du matin. Oui, je suis un peu lent, on s'y est mis à 4h20.

Si le système capitaliste classique est voué à s'effondrer, celui qu'ils ont mis en place en parallèle pourrait s'effondrer aussi, disons plutôt qu'il disparaîtrait à la manière d'un mirage, que pourrait-il arriver d'autre au quelque 650.000 milliards de dollars (c'est une estimation qui monte au million de milliards) de produits dérivés, CDS, etc. ? Une précision avant d'arriver à cette dernière partie. On pourrait imaginer que, puisque ils fabriquent autant de dollars qu'ils veulent pourquoi n'en déverseraient-ils pas des masses colossales pour soulager l'économie productive en proie aux contradictions du capitalisme et en grave danger. Mais c'est ce qu'ils ne cessent de faire avec le résultat qu'on peut observer quotidiennement, la dislocation du marché mondial (à terme) ! Et puis il faut se représenter l'économie globalement, il est impossible d'agir à grande échelle sur l'un de ses facteurs sans que cela n'agisse sur d'autres ou les déstabilise à leur tour, ils ne peuvent pas faire n'importe quoi où ils veulent quand ils veulent, elle est là notamment la faille dans leur mécano.

Quand on dit que l'économie financière ou spéculative pompe toutes les richesses produites par l'économie réelle ou productive et l'assèche, c'est vrai et faux à la fois ou insuffisant, ce sont les capitalistes de l'économie réelle qui se goinfrent aussi sans modération. Imaginez que vous disposiez de la planche à billets dans votre garage ou votre appartement, vous avez besoin de monnaie, vous en fabriquez autant que nécessaire, vous n'allez pas aller braquer une banque ! Qu'il y ait un transfert de richesses de l'économie productive vers l'économie spéculative, c'est un fait, mais ce facteur est loin d'expliquer la situation actuelle et pourquoi ces deux systèmes existent.

En réalité le second est appelé à se substituer au premier sur le plan politique plus que sur le plan économique dès lors qu'il est garanti de continuer de contrôler la monnaie. Ils ont volé au secours de l'économie productive en crise pour lui éviter de s'effondrer, après avoir contribué à l'affaiblir de manière à ce que les Etats soient obligés de recourir à leurs services moyennant la mise en oeuvre de politiques d'austérité drastiques qu'ils hésitaient à mettre en oeuvre depuis des décennies, qui non seulement sont destinées à s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, mais aussi à affaiblir les Etats qui maîtrisent de moins en moins leur économie, leur budget devant même dorénavant recevoir l'aval de Bruxelles, en les coupant de plus en plus de leur population dont ils ignorent les besoins en contradiction avec les promesses électorales des partis parvenus au pouvoir, au profit de l'UE politique que contrôle l'oligarchie financière.

En résumé, les institutions politiques nationales sont censées refléter les rapports au sein du capitalisme tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne dans les entreprises, les administrations ou la société en général et oeuvrer au bien-être général (sic!), alors qu'en réalité elles sont devenues des rouages d'institutions supranationales aux mains ou aux ordres de l'oligarchie financière (dominante) et oeuvrant pour ses intérêts. Du coup les masses tendent à se détourner de l'Etat ou ses institutions réduites à l'impuissance, mais conservent toutefois tous leurs pouvoirs, car c'est seulement leur totale soumission au diktat de la troïka qui donne l'impression qu'elles seraient dépouillées de leurs pouvoirs, un parti ouvrier révolutionnaire parvenu au pouvoir pourrait décider unilatéralement de rompre avec la troïka et sa politique antisociale, d'où la nécessité d'orienter le combat du mouvement ouvrier contre l'Etat et les partis qui participent aux institutions, toute politique qui consiste à l'en détourner se fait en réalité le complice de la troïka.

L'affaiblissement politique progressif des Etats au profit d'institutions supranationales en Europe ou ailleurs dans le monde contrôlées par l'oligarchie financière correspond au projet d'établissement d'un gouvernement mondial une fois les masses dépossédées de tous droits politiques, étant donné qu'il leur est et leur sera impossible d'exercer un contrôle ou d'influer sur le cours de la politique mise en oeuvre par ces institutions supranationales, dont une grande partie des membres n'ont pas été élus, et qui fonctionnent donc en violation des principes les plus élémentaires de la démocratie.

La remise en cause du système capitaliste classique pourrait entraîner la remise en cause de ses institutions politiques dont dépend l'existence de l'oligarchie financière et les pouvoirs exorbitants qu'elle a acquis, donc s'assurer dans un premier temps leur neutralité, bienveillance ou complicité était indispensable mais insuffisant, les neutraliser était donc l'objectif politique que s'était fixée les maîtres de la finance et qui est en cours de réalisation avec la construction de ces institutions supranationales antidémocratiques et illégitimes sur tous les continents.

On aura compris qu'à terme ils visent la neutralisation de la lutte des classes. Ils sont engagés dans une course de vitesse effrénée pour y parvenir avant que le capitalisme classique ne s'effondre et les masses se soulèvent, d'où l'urgence, la priorité absolue à la construction de partis révolutionnaire et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire avant qu'ils ne soient parvenus à déposséder les masses de tout pouvoir politique, qui de manière déformée, c'est un euphémisme, s'exprime encore de nos jours par l'existence d'institutions politiques indépendantes dans chaque pays.

Observez attentivement de quelle manière ils ont procédé aux Etats-Unis. Ils ont littéralement détruit le mouvement ouvrier et corrompu ce qu'il en restait au point que dans un pays qui possède une population de plus de 310 millions d'habitants il n'existe même plus de parti ouvrier, deux partis aux ordres de la Fed et Wall Street se partagent les voix des électeurs et se succèdent au pouvoir, au congrès et à la chambre des représentants depuis un siècle déjà, sans que la classe ouvrière n'ait le moindre élu défendant ses intérêts, comme si ces centaines de millions de travailleurs n'existaient pas.

Si vous observez la composition de l'Assemblée nationale en France, vous remarquerez qu'on n'est plus très loin de cette situation, le PS et ses satellites figurant dans le camp de la réaction. L'accélération de l'Europe politique pourrait s'expliquer aussi par la crainte que de nouveaux partis viennent troubler leur jeu sur le plan national, ce qu'il leur sera impossible au sein de l'UE ou du Parlement européen. Ces partis le savent, mais s'en accommodent parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, ainsi qu'avec ces institutions supranationales qu'ils voudraient "réformer" ou "réorienter" sans tenir compte de leur nature et de leur fonctionnement qui l'interdisent.

On aurait pu ajouter que l'effondrement du capitalisme classique était déjà en train de se réaliser sous nos yeux : baisse du PIB, baisse du niveau de vie de la population, chômage de masse, précarité généralisée, prolétarisation de pans entiers de la classe moyenne, pauvreté étendue à de nouvelles couches du prolétariat, perte de crédibilité des institutions, montée de l'extrême droite et de la violence aveugle, xénophobie, racisme, remise en cause de la législation du travail, gouvernement ultra minoritaire parmi la population, rejet de tous les partis institutionnels, bref, on retrouve là tous les facteurs caractérisant une profonde récession ou une crise du capitalisme et ses institutions qui a deux reprises au XXe siècle s'est soldée par une guerre mondiale.

Le coup de force de l'oligarchie financière dominante s'accompagne de la destruction de toutes les valeurs que la civilisation humaine avait acquises au fil du temps, valeurs parfois ou souvent teintées de l'étroitesse d'esprit qui habitait la classe dominante qui fut progressiste à une autre époque, dont la destruction est présentée comme une avancée démocratique, alors qu'en réalité la dictature de la finance est incompatible avec l'exercice de la démocratie, une contradiction à côté de laquelle ils passent parce que l'idéologie dominante à largement pénétrée dans leur tête jusqu'au sommet de leurs partis.

Il n'est pas étonnant que ceux qui sont tombés dans ce piège qui leur avait été tendu, soient les mêmes qui s'adressent à ses représentants au sein de l'UE ou de l'ONU pour qu'ils respectent la démocratie, confirmant qu'ils n'ont rien compris à la situation mondiale et à la nature de ces institutions qui émanent de l'oligarchie financière ou qui n'existent que par sa volonté.

Des pans entiers du capitalisme et des classes moyennes devraient être broyés par le rouleau compresseur de la dictature des oligarques. En Europe, les Etats devraient perdre leur souveraineté au profit de l'UE qui concentrerait tous les pouvoirs économiques et politiques au point qu'ils ne soient plus possibles de s'y opposer.

Face à cette terrible menace qui relèguerait le socialisme au rang d'utopie, pour reprendre une expression de Trotsky que nous n'avons pas voulu ou su écouter, on a le choix entre s'arc-bouter pour défendre des Etats complètement vermoulus et décomposés, voués à la disparition d'une manière ou d'une autre, des institutions qui sont inféodées à l'UE et dans lesquels il sera impossible de faire entendre notre voix ou de s'en servir comme tribune pour exposer notre politique aux travailleurs, ou axer résolument notre politique contre ces institutions pour les renverser pendant qu'il en est encore temps. Il y a urgence à en décider.

Epilogue.

Après avoir préparé l'actualisation du site j'ai repensé à cet article en cassant la croûte à midi.

J'ai trouvé une objection à ma démonstration, d'autres me viendront sans doute plus tard à l'esprit. Pourquoi l'oligarchie financière a-t-elle investi dans des multinationales alors qu'elle pouvait tranquillement engranger autant d'argent qu'elle voulait par ailleurs ? Tout d'abord nous avons dit qu'elle n'était pas uniforme, ce n'est que le sommet de la hiérarchie de l'oligarchie financière, une poignée de banquiers, qui dispose de la planche à billets.

ExxonMobil est entre les mains de Rockefeller, si ce n'était pas lui qui avait mis la main sur une grande partie du pétrole du Moyen et Proche Orient il serait tomber en d'autres mains, pire entre ceux d'Etats qui auraient pu imposer leurs conditions. Pour être sûr de conserver ses privilèges dont celui de contrôler la monnaie, le dollar, personne ne devait un jour être assez puissant pour le revendiquer, ainsi il lui faut maintenir à tout prix son hégémonie sur des pans entiers de l'économie mondiale.

Effectivement, il aurait pu se contenter de rouler en Rolls, de se payer un yacht à 100 millions de dollars, un jet privé ou même un boeing 747 pour lui tout seul transformer en palais volant, de se payer un château et de le garnir de toiles de maîtres, etc. Sauf qu'il vit dans un monde en constante transformation et non sur une planète qui lui appartiendrait et dont il serait le monarque absolue, c'est ce à quoi il tend avec ses semblables notez bien. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance et la concurrence fait rage, y compris avec ces Etats qui à une autre époque ont eu la curieuse idée de nationaliser le pétrole, le gaz, l'électricité, les mines, la sidérurgie, le secteur automobile, les transports en commun, la flotte marchande, les communications jusqu'aux moyens d'information et j'en passe, imaginez un peu que demain des Chavez ou Morales fassent tâche d'huile, pour un peu ils seraient tentés de lui retirer son jouet, la planche à billets, le contrôle des marchés financiers, du cour des matières premières, pour un peu notre milliardaire qui aspire à un pouvoir totalitaire se retrouverait à poil !

Donc en multipliant les sources d'enrichissement et en tissant sa toile sur le monde à partir de quelques dizaines de multinationales, il est assuré de conserver un pouvoir de nuisance suffisamment important pour renverser tout prétendant au trône suprême qu'il brille lui-même. C'est un parfait mégalomane qui a les traits d'un tyran à côté desquels les dictateurs africains sont des enfants de coeur, ils sont d'ailleurs les anges gardiens qui veillent sur son fabuleux trésor au détriment de leurs peuples qui croulent sous la misère.

ACTUALITE EN TITRES

Cela leur apprendra !

- Les associations de chômeurs en colère après leur rendez-vous avec Michel Sapin - AFP

ACI, MNCP, Apeis, CGT chômeurs et SNC sont ressorties vendredi en "colère" de leur rencontre avec le ministre du Travail Michel Sapin, déçues de n'avoir obtenu aucune des mesures d'urgence qu'elles réclament face à la "*détresse profonde*" des chômeurs, toujours plus nombreux. AFP 15.03

Ils espéraient quoi, des brioches ? Qu'ils leur offrent avec les subventions que leur verse l'Etat ou les régions...

Cahuzac aussi !

- 34 % : la part des Français qui se disent prêts à recourir à la chirurgie esthétique - Atlantico.fr

Les pompiers vêtus de jaune.

- La CGT dénonce le fait que des militants aient brûlé un drapeau CFDT - Liberation.fr

Aristocratie ouvrière oblige, on ne touche pas ou si on touche gros!

- 7630 euros de prime pour les ouvriers de BMW - L'Expansion.com

Les nantis en ont rêvé, la BCE l'a réalisé.

- Inflation faible et salaires donnent de la marge à la BCE - Reuters

... et bravo !

- Espagne: nouveau record de la dette publique à 84,1% du PIB fin 2012 - AFP

- Banco Popolare accroît ses pertes en 2012 - Reuters

- Pertes géantes chez JP Morgan: des dirigeants sur le grill au Congrès - AFP

La peste a encore frappé !

- Pas d'accord à Bruxelles sur les pesticides nocifs aux abeilles - Reuters

Après le redoublement jugé illégitime, ils veulent vous mettre à pied !

- Faut-il rendre les pneus neige obligatoires en hiver?- L'Express.fr

[A Paris ils n'ont pas manifesté contre ceux à qui ils veulent livrer des armes en Syrie ?](#)

- Des milices islamistes apparaissent en Égypte - LeFigaro.fr

- Egypte: manifestation au Caire pour un retour de l'armée au pouvoir- AFP

- Egypte : plaidoyer des Frères contre l'égalité des femmes- LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Touché, coulé !

L'enquête préliminaire aurait validé la bande sonore mettant en cause le ministre du Budget quant à un compte en Suisse non déclaré.

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03

On se souvient que la lessiveuse européenne, le fisc suisse, avait blanchi Cahuzac. A sa demande, là vous êtes mauvaise langue, la Suisse n'est pas sujette à la corruption, bon, il y a bien eu quelques affaires pas claires avec USB, l'or des nazis, etc. mais bon, vous savez ce n'est pas facile d'être muet comme un coffre-fort et de ne pas commettre quelques erreurs, involontaires bien sûr.

Alors, il démissionne, non la chirurgie esthétique ne lui sera d'aucun secours pour camoufler les apparences, les faits semble-t-il qui sont contre lui

Les godillots.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de jeudi à vendredi l'article 1er du projet de loi sur la refondation de l'Ecole définissant les grandes orientations du texte. AFP 15.03

Sa Saleté le pape.

Michael Lowy, sociologue et bon connaisseur de l'Amérique latine, analyse les relations du pape François à la théologie de la libération.

- A l'époque de la dictature militaire en Argentine, qui a fait de 1976 à 1983 des dizaines de milliers de morts et de disparus — dix fois plus que sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili—, Jorge Mario Bergoglio s'est distingué par une grande discrétion. Il n'a émis aucune condamnation ni même aucune critique de la dictature. Pire, Jorge Mario Bergoglio était le supérieur de l'ordre des jésuites et a, à ce titre, retiré, en mai 1978, la licence religieuse à deux jésuites qui avaient pris des positions très engagées sur les droits des pauvres. Peu après, ces deux jésuites, ayant perdu la protection de l'Eglise, ont été arrêtés et torturés dans la sinistre école militaire ESMA. On a accusé Bergoglio d'avoir dénoncé ses deux anciens collaborateurs aux militaires, mais il a toujours réfuté cette accusation. Le fait reste qu'en retirant le soutien de l'Eglise, il a permis aux militaires d'intervenir.

La position de Jorge Mario Bergoglio est celle, traditionnelle, de l'Eglise : les pauvres sont considérés comme un objet d'attention, de compassion et de charité. La conception catholique traditionnelle du pauvre se traduit en actes de charité, par l'assistance sociale et par des aides diverses aux plus démunis. Cela peut aller jusqu'à une critique des conditions économiques qui sont responsables de la pauvreté. On retrouve de telles critiques chez Jean Paul II et aussi chez le cardinal Bergoglio.

Non seulement les jésuites, mais tout le clergé, sont censés ne pas prendre de positions politiques. Bien entendu, cela n'a jamais empêché l'Eglise et les jésuites de prendre des positions conservatrices, et de soutenir des régimes monarchiques, des dictatures... La nouveauté a été l'apparition de la théologie de la libération, avec des religieux, des religieuses, des jésuites ou des prêtres – et parfois même des évêques – qui ont pris position en faveur de luttes sociales, de syndicats ouvriers ou paysans, ou même en faveur de mouvements révolutionnaires.

De même, l'appartenance à la Compagnie de Jésus n'a pas empêché de nombreux jésuites de s'engager pour l'émancipation

des pauvres, pour les droits de l'homme ou contre les dictatures. Ignacio Ellacuria, le grand théologien jésuite (1930-1989) a pris position pour la paix au Salvador dans les années 1980 et fut assassiné par le régime militaire de ce pays.

Jorge Mario Bergoglio lui-même n'a pas hésité à s'engager dans une bataille politique contre le gouvernement argentin de gauche de Cristina Kirchner, en opposition à une loi autorisant le mariage des homosexuels. Cette opposition frontale du cardinal Bergoglio au gouvernement de Cristina Kirchner sur des questions comme l'avortement ou le mariage gay est elle aussi politique. le monde. fr 15.03

Bon, il ne faut pas trop en demander à un sociologue désigné par Le Monde, comparer ou mettre dans le même sac le soutien à une des pires dictatures militaires et s'opposer au gouvernement de Cristina Kirchner, il fallait oser le faire...

Commentaire d'un internaute.

- " *Disons que ce jésuite ne s'est levé contre César que lorsqu'il était un président ou une présidente élus démocratiquement. Lorsque c'était une junte militaire arrivée au pouvoir par un coup d'état, il est resté plus discret. Tout le monde ne peut pas être héroïque.* "

Syrie. Offensive pro-impérialiste. La voix de la réaction.

Un millier de personnes, dont plusieurs personnalités, se sont rassemblées vendredi soir devant le Panthéon à Paris pour manifester leur solidarité avec le peuple syrien et dire "stop" aux massacres de civils au deuxième anniversaire du début du conflit, a constaté l'AFP.

Organisée pour la deuxième année consécutive, cette "vague blanche pour la Syrie" a également été suivie dans une soixantaine de villes en France et dans le monde, notamment à Genève, Dakar, Moscou, Londres, Bruxelles, Washington, ou New York, selon les organisateurs.

"Depuis deux ans que le peuple syrien s'est soulevé, le peuple de Paris est à ses côtés, car ce qui se passe dans ce pays est absolument barbare", a déclaré le maire de Paris Bertrand Delanoë. "+Stop+ c'est pour stopper la souffrance du peuple syrien qui est absolument insupportable", a-t-il ajouté. (Pour stopper " la souffrance du peuple syrien" arrêter de soutenir le Qatar et l'Arabie Saoudite, pourriture ! - ndlr)

La manifestation avait été précédée par la diffusion par des médias français et francophones d'une vingtaine de courts métrages réalisés à partir d'images tournées par des citoyens syriens. Ces films étaient présentés par les voix de personnalités.

Robert Badinter, Emmanuelle Béart, Jane Birkin, François Cluzet, Daniel Cohn-Bendit, Bertrand Delanoë, Mgr Jacques Gaillot, Stéphane Hessel - décédé fin février - Michel Piccoli y ont notamment participé. AFP 15.03

Où sont passés les partis ouvriers, pourquoi sont-ils incapables d'organiser une manifestation en soutien à l'intégrité et à la souveraineté de la Syrie face à cette agression impérialiste ? Seraient-ils tous en crise ou tellement décomposés qu'ils seraient devenus incapables de mobiliser leurs propres troupes ?

Commentaire d'internaute

1- *D'après la communauté Syrienne de France, le seul Syrien était le représentant de l'opposition syrienne désigné par la France. D'ailleurs, il est Anglais !*

2- *C'est à peine croyable, tous ces génocidaires bien-pensants. Ils nous ont fait le même coup en Bosnie, au Kosovo...*

3- Lu dans Le Figaro : "*Lors du dernier sommet des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le ministre luxembourgeois avait interpellé son homologue français en ces termes: "Vous combattez les rebelles islamistes au Mali ; pourquoi donc cherchez-vous tant à les aider en Syrie?"*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Une juge américaine a ordonné vendredi au FBI de cesser d'utiliser des lettres dites "*de sécurité nationale*", jugeant que cette méthode employée pour surveiller secrètement des utilisateurs sur internet, au nom de la lutte contre le terrorisme, était anticonstitutionnelle.

Le "*Patriot Act*", adopté après le 11 septembre, autorise le FBI à envoyer de telles lettres à des groupes privés pour obtenir d'eux les renseignements nécessaires pour surveiller des comptes internet, tout en leur interdisant de révéler que de telles demandes ont été faites.

Google a récemment indiqué qu'il avait reçu du gouvernement entre zéro et 999 demandes, de 2009 à 2012. Ces demandes concernaient chaque année entre 1.000 et 1.999 comptes, à l'exception de l'année 2010, au cours de laquelle les demandes visaient entre 2.000 et 2.999 comptes, selon Google, qui a précisé ne pas publier de chiffres précis à la demande des autorités. Dans son jugement rendu vendredi, la juge d'une cour de San Francisco, Susan Illston, note que des éléments suggèrent que des dizaines de milliers de ces demandes sont envoyées chaque année et que, dans 97% des cas, elles sont accompagnées d'une interdiction de mentionner leur existence.

"*L'utilisation généralisée de ces ordres de non-divulgence (...) met en lumière un risque pour la liberté d'expression alors que ce n'est pas nécessaire*", écrit-elle dans sa décision. L'interdiction qu'elle a prononcée entrera en vigueur dans 90 jours pour laisser le temps aux législateurs américains de faire appel, "*étant donné l'importance des questions constitutionnelles et de sécurité en jeu*", ajoute-t-elle.

Ce jugement faisait suite à une plainte déposée en 2011 par un groupe de défense de la liberté d'internet, Electronic Frontier Foundation (EFF), au nom d'un groupe de télécoms qui est resté anonyme. "*Nous sommes très satisfaits que la cour ait reconnu les défauts de (ce système) par rapport à la Constitution*", a commenté Matt Zimmerman, d'EFF. lepoint.fr 16.03

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du dernier trimestre 2012, établissant un nouveau record à 84,1% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels le pays emprunte sur les marchés.

La dette espagnole a augmenté de 14,8 points de pourcentage au cours de l'année 2012, dont 6,8 points sur le seul quatrième trimestre, une hausse attribuable tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 884,4 milliards d'euros à la fin de l'année dernière, également le niveau le plus élevé de la série statistique, contre 736,5 milliards un an plus tôt.

Les chiffres publiés ce vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, ne tiennent pas compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol.

Le gouvernement prévoit que la dette publique continue à augmenter en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB. La Commission L'Expansion.com avec AFP 15.03

A la bonne heure !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars 2013

CAUSERIE

Très vite. Mon épouse Magueswary vient juste de repartir en France. Je viens de vivre un véritable cauchemar au cours des 4 derniers mois pendant sa présence en Inde. A plusieurs reprises je me suis posé des questions sur sa santé mentale, pour arriver à la conclusion qu'effectivement elle était gravement atteinte.

Elle devait partir à l'aéroport de Chennai en voiture avec son frère sur les coups de 14h, il faut plus de deux heures pour faire le trajet et son vol était à 19h. Hier soir elle a décidé d'aller au mariage d'une vague connaissance de la famille que je n'avais jamais vue, pour ne rentrer que ce matin sur les coups de 11h ce matin. Elle a pris une douche puis elle est repartie faire des courses à Pondichéry pour ne rentrer qu'à 14h.

Bien évidemment, elle n'avait pas préparé sa valise. Elle s'y est mise dans un désordre indescriptible, si elle avait pu elle aurait vidé la maison, elle a même emmené du sucre, de l'huile, etc. c'était complètement dingue ! A l'arrivée j'ai dû hurler et lui mettre une tape sur la tête en jetant plusieurs sacs, car alors qu'elle avait déjà atteint les 40 kilos de bagages autorisés, il ne lui restait plus qu'un sac à main de 10 kilos à remplir et tout ce qu'elle envisageait d'emporter en plus devait atteindre plus de 40 kilos, la moitié étant constitué de bouffe dont 15 kilos de riz, je l'ai pesé ! Elle avait bouclé le dernier sac de 10 kilos quand il restait encore plein de linge, ses médicaments et tous ses papiers, plus encore un tas de bricoles. Du coup, elle a rempli quatre autres sacs en jetant dedans tout ce qui lui tombait sous la main, des sacs en plastique et en tissus qu'on utilise ici pour aller au marché, c'est fou, puis au tout dernier moment elle a ramassé ses papiers qui étaient éparpillées à même le sol, la pièce était dans un état indescriptible, un bordel monstre, au point qu'elle a oublié ses lunettes et son livret de famille plus des papiers importants et deux sacs de médicaments, elle a jeté les clés de son appartement en France dans un sac plastique, puis elle s'est mise à chercher son passeport et son billet d'avion, les ayant trouvés, elle m'a embrassé rapidement puis elle est montée dans la voiture sans même se demander si elle n'avait rien oublié, sans se changer, sans manger ou boire un verre, vêtue d'un simple sarie et des tongues, comme prise de furie, son frère et sa mère regardant la scène sans rien dire.

Je pense qu'elle va au-devant de très graves problèmes et moi avec car elle est seule en France. Je soupçonne un médicament de la mettre dans cet état ou alors c'est en relation avec son hémorragie cérébrale. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen de la calmer que d'hurler dessus, alors que ce ne correspond pas du tout à mes principes. Elle me traite de tous les noms, puis elle se calme, ce qui ne l'empêche pas de faire une nouvelle connerie cinq minutes plus tard. Soit elle se laisse complètement aller, soit elle fait ce qu'elle veut comme si elle était seule au monde, surtout à la maison.

J'ai peut-être une autre explication mais elle me semble moins crédible. Cette femme est toujours aussi profondément arriérée, depuis qu'elle s'est débrouillée (dans mon dos) pour s'installer en France, elle a pris du poil de la bête et se croit plus intelligente que tout le monde, elle est devenue autoritaire et n'entend plus qu'on lui dicte quoi que ce soit ou tout simplement qu'on lui donne des conseils, qu'on lui évite de faire de grosses conneries, elle m'a fait le coup de la femme malade et fatiguée et ce qu'elle vient de supporter les derniers 24h prouve plutôt le contraire et elle s'apprête à faire un voyage d'une quinzaine d'heures épuisant, donc je me demande si elle ne joue pas la comédie, mais la dernière scène décrite plus haut ne colle pas avec cette hypothèse, je n'ai jamais vu quelqu'un voyager dans de telles conditions, cela tient du délire, de la perte de contrôle de soi, mais bon, après tout pourquoi pas.

Je ne sais quelle tournure vont prendre nos relations, cela va s'avérer très compliqué pour moi. Je bosse tellement pour le site que je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir. Hier sa plus grosse connerie a été de vider le réservoir d'eau, ce matin en me levant je suis aperçu qu'il était vide, il contient 1500 litres d'eau. Quand elle revenue ce matin je lui ai dit, elle n'avait rien à me répondre, puis elle m'a dit qu'elle avait arrosé le jardin, elle a dû l'arroser en prévision que je ne le ferais pas pendant son absence !

Bon, comme dirait l'autre j'ai épousé la misère du monde pour le meilleur mais surtout pour le pire, c'était une connerie, je ne lui en veux pas, je suis très inquiet pour elle car on vit dans un monde de prédateurs, et je ne suis pas sûr que les gens feront preuve de la même patience ou compréhension à son égard.

Passons à la politique pour nous changer les idées. Bordel, comment avoir la tête à cela !

Evidemment je n'ai pas trouvé le temps de mettre en ligne la trentaine de documents annoncés et j'ai laissé de côté d'autres sujets, ce sera pour demain. J'ai encore un sérieux ménage à faire chez moi et pleins de tâches ménagères...

[Il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme.](#)

L'ennemi serait la troïka pour les uns, accessoirement le gouvernement qui en est le porte-parole, car attention, uniquement à ce titre, pour les autres ce serait l'impérialisme américain mais pas toutes ses agences, pour d'autres encore ce serait la fatalité ou la faute à pas de chance, bref, on baigne en pleine confusion ou opportunisme.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain, mais qui refusent de rompre avec l'ONU dominée par l'impérialisme américain et en appellent à l'esprit de la Ve République.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, mais qui refusent de rompre avec l'ONU et en appellent à quelque chose qui pourrait ressembler à une République sociale sans toutefois mener le combat contre la Ve République et rompre avec celle-ci.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'OTAN mais qui refusent de rompre avec l'UE et l'ONU et en appellent à une VIe République, en réalité une contrefaçon de la Ve République relookée ou rendue plus présentable tout en conservant la majorité de ses institutions.

Il y a ceux qui face à la destruction programmée des Etats-nations veulent rompre avec l'UE, l'ONU et l'OTAN, mais défendent la République une et indivisible qui se confond avec la Ve République et ses institutions qu'ils se refusent à combattre pour cette raison, non avouée évidemment. Leur modèle serait en réalité la IVe République ou l'union nationale, à la tête de laquelle se trouveraient le PS et le PCF avec lesquels ils sont incapables de rompre.

Pour un peu avec un marteau qui a été conçu pour enfoncer des clous il serait possible de scier un morceau de bois ! Nous sommes en présence d'alchimistes d'un fort mauvais goût, d'escrocs, de charlatans, d'aventuriers, de traîtres, au choix.

Contrairement aux marxistes du XIXe à la mort de Trotsky en 1940 qui partageaient le niveau et le mode de vie médiocre des masses laborieuses, ces gens-là bénéficient de conditions de vie particulièrement avantageuses, le combat qu'ils mènent n'est pas vraiment inspiré par leurs conditions d'existence confortables et se trouvent totalement déconnecté de ce que vivent au quotidien les masses qu'ils ne peuvent que se représenter que théoriquement ou intellectuellement.

Du coup, leur combat est davantage le produit d'un concept ou d'une réflexion intellectuelle, de leur propre interprétation du monde, que ce qu'il est en réalité et la manière dont les masses le vivent au quotidien. Ils doivent mener un combat permanent pour saisir l'état d'esprit et le niveau de conscience des masses qui leur est totalement étranger, du fait que leurs rapports à la situation ou à la réalité ne sont pas franchement les mêmes. Ils doivent faire l'effort de se représenter comment les masses qui sont fort hétérogènes se représentent la société et de quelle manière cette représentation évolue, quel contenu elles lui donnent, dans quelle direction.

On aura compris que cela fait beaucoup de conditions à remplir pour se mettre au diapason des besoins des masses, et définir pas à pas de la lutte des classes une politique qui soit conforme aux tâches historiques qu'elles ont à accomplir, dont l'objectif politique coïncide finalement avec l'avenir de l'humanité toute entière.

Conditions qu'on leur prête par défaut, car la plupart s'en moquent éperdument, admettons que d'autres en aient plus ou moins conscience.

Il paraît évident que lorsqu'on partage la situation difficile que les masses vivent au quotidien, il sera plus facile d'avoir ou de conserver à l'esprit en permanence l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, tandis qu'on aura tendance à s'en écarter ou à l'abandonner quand on vit confortablement, dans ce cas-là notre combat ne se situera pas dans la perspective du renversement du régime en place mais consistera à s'y adapter, à s'en accommoder, en profitant de ses contradictions ou faiblesses en certaines occasions pour en soutirer quelques avantages partiels ou limités qui ne changeront rien fondamentalement à la condition des exploités, avant que leur situation ne s'aggrave à nouveau ou bien pire encore.

Le refus de défendre et de diffuser les idées du socialisme, l'abandon du combat pour le socialisme n'est pas une fatalité, mais le produit de la faillite politique des dirigeants du mouvement ouvrier, et en premier lieu de ceux qui se prétendent être son avant-garde.

Ce qui suit n'est pas négociable, ne peut faire l'objet d'aucune concession, d'aucun arrangement, d'aucune entaille, y retrancher quoi que ce soit et la moindre faille suffirait à laisser pénétrer l'idéologie de notre ennemi et aboutirait à dénaturer notre combat, à notre propre faillite politique, le mouvement ouvrier en a fait suffisamment la démonstration au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour qu'on ne reproduise pas cette erreur tragique.

On nous taxera sans doute de gauchiste, d'extrémiste ou je ne sais quoi encore, peut-être de dogmatique ou de sectaire, car défendre le socialisme est devenu archaïque, un réflexe d'illuminés ou de militants sclérosés restés figés dans le passé, alors que les uns et les autres cherchent en réalité à perpétuer l'ordre établi en panne d'une vision objective sérieuse et cohérente pour l'avenir de notre classe et de l'humanité, qui puise dans les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, rejetant l'idée et la perspective, la nécessité que nous revendiquons de faire table rase du passé qu'incarne la société à laquelle ils se raccrochent désespérément. Effectivement, sur ce plan-là tout nous sépare et il est normal que règne une profonde incompréhension entre nous, cela dit nous ne céderons sur aucun principe, nous revendiquons cette intransigeance et cette rigueur qui est inséparable de notre combat quotidien et de notre objectif politique : permettre aux masses exploitées de s'emparer du pouvoir politique.

Rompre avec les institutions de la Ve République, ses partis, autrement dit tous les partis institutionnels de droite et dits de gauche, les appareils de tous les syndicats vendus au capitalisme et qui sont des parasites, des corps étrangers venus se greffer sur la classe ouvrière, l'Union européenne et la totalité de ses institutions, sa monnaie, l'euro, l'ONU et l'OTAN, dans la perspective d'une République sociale, maillon de la fédération des Républiques sociales d'Europe, que seule pourra réaliser la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées avec à leur tête un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire, dont le programme sera bâti sur la base de la rupture avec le capitalisme, la totalité de ses représentants et de ses institutions nationales, européennes et internationales, se donnant ainsi les moyens de changer la société et de mettre un terme à toutes les difficultés et souffrances dont sont victimes les travailleurs et leurs familles, réorganisant la production et la distribution des richesses produites uniquement à partir des besoins et aspirations du peuple travailleur, eux seuls en décidant avec leurs organisations, leurs partis et les institutions politiques qu'il aura fondé afin d'en diriger et contrôler l'ensemble du processus

pour mener à bien ce programme social et politique une fois l'ennemi de classe renversé, vaincu.

En guise d'épilogue.

Il est normal de défendre tous nos acquis ou droits sociaux, il n'existe pas de revendications sociales illégitimes, seuls le capitalisme et ses institutions le sont. Le plus souvent nos combats se soldent par une défaite, ce qui est également dans l'ordre des choses, plus encore aujourd'hui qu'hier du fait de l'état permanent de crise dans lequel le capitalisme est entré et qui distingue notre époque.

Pour autant à partir de ce constat, de l'analyse que l'ont fait de la situation mondiale, il est clair que prétendre qu'il serait possible à un moment donné d'inverser le cours des choses au profit des travailleurs relève de la crasse ignorance ou constitue une supercherie politique, imaginez que le gouvernement pourrait satisfaire une revendication sociale collective, donc à valeur politique, c'est entretenir l'illusion que le régime aurait la capacité de le supporter, c'est finalement le soutenir.

Il en va ainsi du POI dont le IVe congrès qui aura lieu fin mai dont la politique tourne autour d'une seule et unique question : "*Quoi faire, comment faire, quels sont les obstacles à l'unité pour inverser le cours de choses*", complétons, dans le cadre du régime en place.

Or la réponse à la question qui ressort de la situation et qui est posée aux travailleurs en France comme partout en Europe, se situe au-delà du régime en place contre lequel il faut concentrer le combat pour l'abattre, ainsi nous avons la réponse à la question posée par le POI, quoi faire, comment faire, organiser les travailleurs dans la perspective du renversement du régime, c'est-à-dire construire le parti qui servira de guide à la révolution.

Quant à celle de l'unité elle n'a pas lieu d'être posée puisqu'elle renvoie aux appareils traitres ou étrangers à la classe ouvrière avec lesquels les dirigeants du POI ne veulent pas rompre, signifiant ainsi que la politique du POI se situe bien dans le cadre de l'ordre établi et qu'ils sont incapables de concevoir qu'il faut en sortir, et que c'est seulement une fois posée cette perspective politique qu'il est possible de concevoir de pouvoir inverser le cours des choses qu'incarne cet objectif politique, la prise du pouvoir politique.

Le POI souhaiterait pouvoir "*inverser le cours de choses*", autrement dit, qu'il soit possible de satisfaire nos revendications sociales dans le cadre du régime en place, c'est son seul objectif politique, inavoué, il démontre une fois de plus qu'il a abandonné le combat pour la révolution socialiste et qu'il est totalement subordonné au capitalisme qu'il verrait bien réaliser les objectifs du socialisme.

De nos jours, "*inverser le cours de choses*" ne peut signifier autre chose que se lancer à l'assaut de l'Etat et le renverser pour instituer une République sociale sur ces cendres. Où avez-vous lu cela dans Informations ouvrières ? Nulle part.

- En Grèce, les masses ont participé à 12 grèves générales et plus de 5.000 manifestations à l'appel de leurs organisations ou partis, à quel moment ont-elles été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ?

- En Espagne et au Portugal, les travailleurs sont descendus dans la rue par millions depuis 3 mois, à quel moment ont-ils été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ? Idem en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne...

- En France quelque 3 millions sont descendus dans la rue contre la remise en cause de leur retraite, à quel moment ont-ils été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ?

Qu'est-ce qui leur a manqué chaque fois, le soutien d'un parti du capital, le PS, PSOE, PSP, PASOK, le POI le suggère, avec lequel l'unité était possible ? Quel autre parti sinon ? Quelle politique appliquent-ils quand ils sont au pouvoir, quelle politique ils soutiennent quand ils n'y sont pas, les intérêts de quelle classe incarnent-ils, représentent-ils, défendent-ils ? Celle de notre ennemi. Voilà à qui et à quoi le POI livre le sort des travailleurs, aujourd'hui, comme hier et demain. Peut-on soutenir un tel parti et une telle politique ? Jamais, jamais, comme dirait Marx on y perdrait notre âme.

Qui a dit ?

«*Comme je voudrais une Église pauvre et pour les pauvres!*»... avec JP Morgan comme parrain !

La petite phrase de François, lequel ? au choix, ils sont faits pour s'entendre...

Pour mémoire, JP Morgan avait pour ainsi dire bloqué les comptes des prélats du Vatican, et il les a débloqués dans la foulée de l'annonce de la démission de Benoît XVI et la nomination d'un nouvel administrateur de la banque du Vatican, un aristocrate allemand !

ACTUALITE EN TITRES

[Chypre. Sauver les banques. Pillage !](#)

- Dix milliards d'euros pour sauver Chypre Liberation.fr -
- Les Chypriotes stupéfaits que leur épargne soit ponctionnée - Reuters
- Les habitants de Chypre sous le choc après l'accord financier Libération.fr - Liberation.fr
- Sauvetage de Chypre: pourquoi la population crie au vol - L'Expansion.com -
- Comptes bancaires taxés : les Chypriotes pris de panique - LePoint.fr
- Consternation à Chypre après l'accord avec l'UE sur le plan de sauvetage - L'Express.fr

[La France va les armer, la CIA les liquider !](#)

- Syrie - Alain Chouet : "*Ce n'est pas en armant des salafistes qu'on trouvera une solution*" - LePoint.fr

Alain Chouet, ancien chef de poste de la DGSE à Damas, puis cadre supérieur des services secrets ... LePoint.fr 16.03

- La CIA envisage d'utiliser des drones pour liquider les islamistes syriens - L'Express.fr
-

ACTUALITE EN TITRES

[Syrie. La voix de l'ONU : c'est la voie de l'impérialisme. Stop à la réaction !](#)

Une nouvelle manifestation a dénoncé le régime de Damas, ses "*massacres infinis*" et l'inaction des Nations unies, samedi à Paris lors du deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre civile en Syrie.

"*Bachar, casse toi, la Syrie n'est pas à toi*", ont scandé les deux cents à trois cents manifestants -estimation AFP- en quittant la place de la République avec des drapeaux syriens.

"*Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies et la conscience internationale se taisent-ils face aux massacres infinis du régime d'Al Assad?*", lisait-on sur une banderole sur un camion en tête du cortège.

Amnesty International, ainsi que des partis de la gauche française (Ecologiste, Nouveau parti anticapitaliste) ont pris part au cortège, 24 heures après une précédente manifestation à Paris où un millier de personnes avait dit "*stop*" aux massacres en Syrie. AFP 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*Une fois Bachar parti, iront-ils en Syrie manifester leur soutien aux islamistes?*"

Mais c'est déjà ce qu'ils font !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Des milliers de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis contre le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda, qu'ils jugent responsables de l'assassinat de l'opposant laïque Chokri Belaïd le 6 février.

Sur le modèle des slogans de la révolution de l'hiver 2010-2011, qui a abouti au renversement de Zine Ben Ali, les manifestants ont scandé "*Ennahda dégage*", "*Le peuple veut la chute du régime*" ou encore "*Le peuple veut une nouvelle révolution*".

Il s'agissait du plus grand rassemblement en Tunisie depuis les manifestations ayant suivi la mort de Chokri Belaïd.

"*Ils ont tué Chokri mais ils ne peuvent pas tuer les valeurs de liberté qu'il défendait*", a déclaré samedi la veuve de Chokri Belaïd, Basma Khalifaoui, devant la tombe de son époux. Reuters 16.03

La veille aussi il y a eu une telle manifestation marquant la fin des 40 jours de deuil. J'ai vu une photo et effectivement il y avait beaucoup de monde dans la rue. A bas le gouvernement semi-féodal islamo-capitaliste, place à la République social (et laïque) !

2- Syrie

La CIA recueille actuellement des renseignements sur des islamistes radicaux en Syrie en vue de les liquider ultérieurement par des frappes de drones, rapporte vendredi soir le Los Angeles Times. Citant d'actuels et d'anciens responsables américains, ayant gardé l'anonymat, le quotidien indique que le président Barack Obama n'a pas encore autorisé des attaques de drones en Syrie, mais que le service de contre-terrorisme de la CIA y a récemment affecté plusieurs agents à la surveillance de militants extrémistes.

Les agents "*chargés de les cibler*" ont formé une unité avec leurs collègues ayant suivi les opérations menées par al-Qaïda en Irak.

Les combattants islamistes jouent un rôle croissant dans la lutte contre les forces gouvernementales syriennes, indique le Los Angeles Times, ce qui a entraîné un regain d'intérêt à leur égard pour la CIA, ajoute le journal.

Le département d'Etat américain croit que l'une des plus puissantes milices syriennes de l'opposition, le Front Al Nusra Front, est une organisation terroriste qu'il est impossible de distinguer de l'organisation al-Qaïda en Irak, relève le Times. L'Express.fr 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*On les forme, on les endoctrine, on les arme, on les utilise pour déstabiliser des pays, renverser des régimes gênants, et on les tue...*"

SOCIAL

1- France

1.1- Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer la baisse des loyers et l'arrêt des expulsions locatives tout au long de l'année, alors que le gouvernement a prolongé de quinze jours la trêve des expulsions en raison du froid.

"*C'est pas 15 jours de répit que l'on demande mais toute l'année*", a expliqué à l'AFP Jean-Baptiste Eyraud, le porte-parole de Droit au Logement (DAL), qui appelait à la manifestation avec une trentaine d'associations, syndicats et partis, réunis au sein de la "*Plateforme logement des mouvements sociaux*".

Des manifestations avaient lieu dans une vingtaine de villes. Selon une estimation du DAL et de la CNL "*entre 3.000 et 4.000 personnes ont défilé dans toute la France*". AFP 16.03

1.2- Environ 3.000 personnes selon les organisateurs, 2.000 selon les gendarmes, ont participé samedi à Landivisiau (Finistère) à une "*manifestation pour l'emploi*", dénonçant notamment le "*dumping social*" en Allemagne, après la mise en redressement judiciaire, fin février, des abattoirs Gad SAS, a constaté l'AFP.

Après une brève prise de parole devant l'abattoir de Lampaul-Guimiliau qui emploie environ 800 des 1700 salariés de la société, les manifestants ont défilé dans les rues de Landivisiau, scandant en particulier "*dumping social en Allemagne, mort de l'abattage*".

en Bretagne".

Des éleveurs, des élus locaux et parlementaires de gauche et de droite étaient présents aux côtés des salariés venus parfois en famille. Des représentants de la filière avicole, également en difficulté, ont apporté leurs soutiens aux salariés de l'agroalimentaire.

"On pense au bien-être animal, mais l'ouvrier est oublié dans cette histoire", a dit à l'AFP Pascal, salarié chez Gad depuis 11 ans, qui brandissait une pancarte disant "merci à l'Europe".

"Une délégation sera reçue le 27 mars par les ministres (Stéphane) Le Foll et Guillaume Garot", respectivement ministre de l'Agriculture et délégué à l'Agroalimentaire, a indiqué lors d'une prise de parole Olivier Le Bras, délégué FO de Gad, qui a dénoncé "des distorsions de concurrence" en Europe.

Des éleveurs présents dans le cortège ont dénoncé "un contexte concurrentiel très dur, avec des contraintes réglementaires et environnementales qui découragent des éleveurs". AFP 16.03

2- Hongrie

Les Hongrois vivant dans les campagnes subissent de plein fouet la récession et les mesures d'austérité concomitantes du gouvernement conservateur de Viktor Orbán, souvent, ils ne peuvent plus manger à leur faim, alors que toutefois les enfants sont protégés par l'obligation pour leurs écoles de fournir trois repas par jour.

"La proportion des enfants atteints de malnutrition en Hongrie est attristante: 14,1%", a estimé l'Institut national de la santé des enfants (OGYI) lors de la publication d'un rapport fin 2012.

Dans le nord-est du pays, une des régions les plus pauvres de l'Union européenne, la situation est alarmante: la région est la plus touchée par le chômage qui atteint 32% -- contre 11% pour la moyenne nationale -- et peut s'élever jusqu'à 80 ou 100% dans les plus petits villages.

Elle était un centre industriel et agricole, avec la société des chemin de fer MAV, une importante usine métallurgique à Ozd et les nombreuses coopératives agricoles.

Depuis la chute de la dictature communiste en 1989, toutes les usines de la région près du village de Gemzse ont fermé : "Il y a un peu de travail journalier, surtout l'été, avec les champs de tabac. Je peux ainsi gagner sept à huit euros par jour. Mais, l'hiver, il n'y a rien du tout ici", a expliqué à l'AFP Ferenc Balogh, un habitant rom du village. "Nous vivons de l'allocation familiale, mais ça ne suffit pas. Alors nous empruntons aussi de l'argent à des usuriers. Le problème c'est que quand ils nous prêtent 10.000 forints, on doit en rembourser 20.000. C'est malheureusement notre seule solution pour continuer à vivre", a précisé sa femme, Erzsébet.

Pour éviter que les bénéficiaires des aides distribuées par le gouvernement ne les dépensent dans les bars, elles sont distribuées en coupons. Or, une partie des magasins n'acceptent pas ces coupons et les plus démunis -- faute de voiture ou d'argent pour les transports en commun -- n'ont pas les moyens d'y accéder: les usuriers leur achètent leurs coupons à un tiers de leur valeur.

Aujourd'hui, 210.000 familles auraient du mal à se nourrir dans le pays, d'après la banque alimentaire hongroise Elemiszerbank.

Et, principale conséquence de la pauvreté: les enfants ne mangent pas tous à leur faim, ils n'ont accès à des repas chauds qu'à l'école.

Les enfants concernés ne mangent à leur faim que dans les écoles des villages. A Gemzse, l'école de la communauté des frères évangéliques de Hongrie, une branche de l'église méthodiste qui administre six écoles dans la région depuis plus d'un an, fournit ainsi trois repas par jour aux enfants scolarisés.

Depuis une loi votée en 2011, les enfants scolarisés qui vivent dans des familles où le revenu mensuel par personne n'atteint pas les 37.000 forints (130 euros) reçoivent les repas gratuitement.

"La malnutrition, on s'en rend vraiment compte après les vacances et surtout après les week-ends: on voit à quel point les enfants ont faim. Pendant la première leçon, ils sont incapables de se concentrer. Ils n'attendent que la récréation, quand on leur sert leur premier repas de la journée", a expliqué à l'AFP l'enseignant Istvan Molnar.

Cette situation précaire des campagnes conduit les pauvres à manifester: ainsi, des "marches contre la faim" ont été lancées à travers le pays pour protester contre la réduction des aides sociales décidée par le gouvernement conservateur.

"Si on est pauvre, on n'a plus le droit de vivre en Hongrie. L'Etat fait comme si tout allait bien. Et pourtant, certaines provinces de

"est ou du sud décrochent du reste du pays", a souligné à l'AFP Imre Toth, un des initiateurs fondateur des "marches contre la faim".

Mi-février, un millier de manifestants, souhaitant alerter le gouvernement sur les problèmes de pauvreté en Hongrie, sont arrivés à Budapest après une marche de près de 300 km en deux semaines.

Coupes dans les budgets sociaux, loi punissant les sans-logis... les mesures d'austérité frappent les plus pauvres. Avec une économie en récession (recul du Produit intérieur brut de 1,7% en 2012) et une dette publique qui se monte à plus de 80% du PIB, l'Etat hongrois cherche à faire des économies. Et les premiers touchés, comme dans d'autres pays, sont d'abord les plus vulnérables. AFP 16.03

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles provenant notamment du Réseau Voltaire et d'Investig'Action, si je n'ai pas repris certains de leurs articles c'est notamment parce qu'ils présentaient un problème de formatage et je n'ai plus ni l'envie ni le courage de reformater ces articles ou de les contacter pour qu'ils corrigent ces erreurs, puis retourner voir sur leurs portails s'ils sont disponibles...

Si vous rencontrez des problèmes avec des polices (caractères) et que vous possédez Adobe Acrobat, au moment d'imprimer au format pdf, il faut ouvrir la fenêtre propriété, ensuite décocher la case : (rely on system fonts only ; do not use document fonts), utilisez que les polices de votre système et n'utilisez pas ceux du document, car il peut arriver que votre système ne supporte pas la version du logiciel utilisé par l'éditeur d'un article ou certaines polices, ce que j'ai du mal à m'expliquer dans mon cas car je travaille avec le version 8 d'Adobe Acrobat et la version 11 d'Acrobat Reader, mais bon, je ne suis pas informaticien et je n'ai pas le temps de me prendre la tête avec ces histoires de compatibilité, j'ai assez à faire avec mon épouse !

A propos de ma compagne dont je vous ai parlé hier. Après le viol d'une jeune femme à Delhi, il y a quelques mois, qui a défrayé la chronique internationale qui découvrait que l'Inde était un pays arriéré, un soir elle regardait les infos en tamoul et voilà qu'elle s'exclame : "surtout pas, ils sont fous, ce sera pire", je lui demande de quoi elle parle, elle me répond que le gouvernement envisage en guise de réponse aux mauvais traitements subis par les femmes de donner plus de pouvoir aux femmes et que c'est une folie parce qu'elles sont encore plus arriérées que les hommes.

Heureusement que c'est une femme indienne qui formule ce genre de propos et qui sait de quoi elle parle, car dans ma bouche cela aurait mal passé, il aurait fallu encore une fois que je me justifie et parte dans des explications interminables. Hier j'ai été un peu léger en parlant de mon épouse et je me suis dit que j'allais encore m'attirer les foudres des féministes, qui entre nous sont davantage féminisés qu'aptes à représenter la cause des femmes travailleuses, je voulais simplement dire qu'en présence d'une personne arriérée, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme d'ailleurs, on est en droit de s'attendre au meilleur ou au pire, et que si on est convaincu d'être moins arriéré qu'elle il vaut mieux en général prendre les décisions importantes et ne pas lui laisser le soin de décider à votre place ou de vous embarquer dans des emmerdements à n'en plus finir. C'est comme la classe qui est capable du meilleur comme du pire, de pencher du côté de la révolution ou d'aller grossir les rangs du lumpenprolétariat, par exemple ces djihadistes.

A ce propos, à ma connaissance on n'a pas entendu cette caractérisation, alors qu'ils agissent comme des milices fascistes, ceux que soutient le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en Syrie par exemple.

En Syrie, l'opposition à Assad à tout intérêt à soutenir momentanément le régime en place qui assure l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre ces bandes fascistes armées, car c'est dans ce cadre une fois cette guerre terminée que le mouvement ouvrier syrien pourra continuer le combat contre Assad pour faire valoir ses droits politiques et sociaux... Dans le cas contraire, si la Syrie perdait sa souveraineté et était balkanisée en passant sous la domination de l'impérialisme américaine, il lui faudrait commencer par combattre pour chasser l'impérialisme de la Syrie et donc s'allier avec ceux qui combattent également pour le rétablissement de son intégrité et de sa souveraineté, l'ennemi avec lequel il avait justement refusé la veille de s'associer contre l'impérialisme.

Et si le régime a tenu après deux ans d'harcèlement, de destructions et de massacres continus perpétrés par les mercenaires de l'OTAN, c'est uniquement parce que l'immense majorité des Syriens ont compris que le combat pour l'intégrité et la souveraineté du pays était prioritaire et qu'ils ne pourraient gagner cette guerre qu'en s'alliant avec le régime en place qu'ils ne portaient pas particulièrement dans leur coeur ou jugeaient durement par ailleurs, ils ont eu cette intelligence, ce réflex extraordinaire, et ce courage aussi, car ils le paient très cher en sacrifices humains. Et dire qu'avant-hier le NPA a manifesté contre eux, avec l'impérialisme, quelle honte pour leurs dirigeants ! et nous plaignons sincèrement les camarades de ce parti qui se connectent sur notre portail. Vous avez là sous les yeux la véritable nature politique de ces dirigeants, de ce parti qui ne changera jamais.

On comprend les militants qui désertent ces partis. Cela nous pose un problème par ailleurs, car nous sommes dans l'impossibilité de leur proposer une autre structure où s'organiser. J'espérais que des cadres ou quelques dirigeants partageraient mes analyses et mes positions, en vain jusqu'à présent. Non pas que je me prendrais pour un dirigeant ou un militant incontournable, irremplaçable auquel il faudrait se rallier, je n'ai jamais eu cette prétention et ce serait prétendre posséder des qualités que je n'ai pas, disons qu'oeuvrant modestement à notre cause, je me disais qu'ils s'en trouveraient bien qui auraient au moins cette qualité pour me contacter et envisager ce qu'on pourrait faire ensemble, mais apparemment cela ne prend pas, nous ne partageons pas la même conception de la lutte de classe et mon discours les indispose ou les laisse indifférent, la confrontation des idées les effraie et ils préfèrent rester bien à l'abri dans leur petite chapelle, qu'y puis-je, rien, notez bien qu'encore une fois je ne fais que reprendre la méthode de Lénine qui ne mâchait pas ses mots.

Sa méthode a fait ses preuves, je m'y tiens, en réalité je n'y pense plus, je ne me pose pas de questions à ce sujet, c'est devenu naturel chez moi, j'adopte ce qui fonctionne et je rejette ce qui ne fonctionne pas, par économie, cela évite de perdre son temps à palabrer avec des gens qui sont convaincus de détenir la vérité et refusent de vous écouter, quitte à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, à adopter ce qui ne fonctionne pas, ils en ont décidé ainsi une fois pour toute, alors je ne vais pas perdre mon temps à essayer de leur démontrer le contraire, c'est peine perdue d'avance.

Cela doit faire plus d'un mois que je ne suis pas aller sur les portails du NPA et LO notamment, et je n'ai pas l'impression d'être passé à côté de quelque chose. Je ne lis pas davantage Informations ouvrières ni même la plupart des articles que je mets en ligne, je me concentre sur l'actualité et les articles qui me servent à actualiser le site quotidiennement. Et je n'ai pas ouvert un bouquin depuis plus d'un mois aussi, je vis sur mes réserves. La solution à nos problèmes, elle est dans la situation, la réalité que nous avons sous les yeux et pas ailleurs. Il est vrai que lorsqu'on est plus jeune on a besoin de se former, donc on doit lire des tonnes de bouquins et s'intéresser à un tas de domaines, en vieillissant c'est moins nécessaire, c'est comme citer les marxistes à tour de bras, c'est un truc que je n'affectionne pas, peut-être parce que je ne suis pas un intellectuel, je suis un ouvrier, je suis plus pragmatique, quand j'appuie sur un bouton il faut qu'il se passe quelque chose et s'il ne se passe rien j'en cherche la raison jusqu'à ce que je comprenne pourquoi et je ne lâche pas le morceau, je ne vais pas chercher ailleurs la solution, elle est forcément sous mes yeux, c'est à moi de les ouvrir et si je n'en suis pas capable je n'accuse personne d'autre que moi, je suis peut-être dur parfois, je le suis encore plus envers moi.

Quand je bossais comme technicien et que j'étais chez un client, sa machine était en panne ou lui causait des misères, il fallait bien que je me démerde pour qu'elle fonctionne à nouveau correctement, il n'y avait personne à côté de moi pour me tenir la main ou me prêter ses yeux ou son cerveau, et bien j'applique la même méthode quotidiennement en politique, démerde-toi, c'est ton problème mon pote. Chavez avait compris ce truc-là et il a été réélu quatre fois, moi je me borne à tenir le cap puisque malheureusement c'est mon seul horizon.

Chacun à son niveau est utile à notre cause, il n'y a pas lieu de culpabiliser parce qu'on a des faiblesses, il faut faire avec tout en les combattant. Il faut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime qui soit, c'est cela l'essentiel dans la vie pour progresser. Personne ne peut le faire à notre place, et c'est parce qu'on en a conscience que nous répudions les procureurs qui sévissent dans nos rangs et ailleurs.

L'anachronisme de ma situation en Inde donne lieu à des quiproquos incessants à mon égard de la part des Indiens, je ne peux ni les contredire ni les conforter à mon sujet, aussi je dois me composer un personnage intermédiaire entre l'une et l'autre attitude tout en restant fidèle à moi-même sans les tromper. Un sacré équilibre à trouver, ensuite tout glisse ou se passe bien. Ils ont une représentation de moi qui est stéréotypée et fautive, mais je ne vais pas me lancer à leur expliquer le boulot que je fais quotidiennement ils n'y comprendraient rien, je l'ai vérifié bien entendu, je me contente de rectifier l'idée qu'ils se font de moi, mariée avec une femme indienne qui par définition est arriérée, c'est que le Français doit l'être aussi ou il n'a pas toute sa tête le malheureux ou encore il est comme tous les autres Blancs, moderne, plein de fric, plutôt mou, manipulable, etc. sauf que le Français en question il a une tête qui fonctionne autrement et quand je leur en fais la démonstration ce sont eux qui sont déstabilisés, et puis je la joue fort en gueule, du coup ils hésitent à la ramener ou à essayer de me rouler, bien entendu je joue un personnage, dans la vie je ne suis pas ainsi, je suis très calme, je parle plutôt à voix basse, bref, je suis discret, je déteste me mettre en valeur, je trouve cela ridicule, minable même. Si j'étais moi-même avec les Indiens, ils me piétineraient comme ils trouvent toujours quelqu'un d'une condition inférieure à la leur sur lequel passer leurs nerfs ou le mépriser.

Tout cela je l'observe en m'amusant, en prenant une certaine distance, je ne me prends jamais au sérieux, je laisse cela à nos censeurs et donneurs de leçons, nous, nous essayons de respecter chacun et de faire en sorte que chacun nous respecte, voilà tout. Cela ne nous garantit pas de meilleures relations, mais cela évite bien des problèmes, on en a déjà assez comme cela, ainsi on est un petit plus heureux que la moyenne, on en a conscience évidemment, ce n'est pas grand chose, j'ai appris à me satisfaire de peu, je n'ai pas les moyens d'être plus exigeant et je réclame rien de plus pour moi, cela suffit à mon bonheur, c'est ténu, très limité, mais je ne le dois qu'à moi-même, de quoi peut-on être satisfait dans la vie à part nos propres réalisations ? Je n'attends ou je n'espère rien de personne, c'est à chacun de se réaliser, de progresser dans la vie, de faire des efforts pour cela, de quel droit on devrait attendre quelque chose de quelqu'un, ce serait violer sa liberté ou empiéter dessus.

Entre nous, c'est la meilleure attitude à avoir pour ne jamais être déçu par les autres, on n'en a pas le droit. J'ai enduré pas mal d'épreuves douloureuses dans ma vie comme chacun d'entre nous, la séparation avec mon ex-compagne et ma fille que j'adorais fut de loin la pire de toutes, je ne l'ai jamais digérée mais je me refuse à la juger et je l'adore comme elle est, ma fille aussi,

je ne regrette absolument rien et si je devais refaire ma vie, ce serait encore avec elle que je voudrais partager mon existence, là aussi il faut aller au bout des choses sinon l'enseignement qu'on tire d'une expérience demeure inachevée et peut prêter à confusion ou à remise en cause pour finalement reproduire les mêmes erreurs. Nous n'avons pas commis d'erreurs, c'est la société qui nous a séparés ou nous étions voués à nous croiser et à nous séparer. J'ai vécu les dix plus belles années de ma vie avec elle et on a produit un joyau, dans leur saloperie de société on ne pouvait guère espérer davantage.

Bon, assez bavardé, cela me détend, j'en ai besoin, et vous me connaissez mieux ainsi. L'air de rien, je vous ai parlé d'un tas de trucs de la vie quotidienne. Lénine aurait peut-être condamné ce penchant qu'il aurait considéré comme une faiblesse, mais Vladimir on ne vit pas à la même époque. La nôtre n'est pas meilleure ou pire, seulement un peu plus complexe au point que plus personne ne s'y retrouve ou presque. Le nouveau pape entend s'adresser aux pauvres d'esprit pour mieux les embobiner, moi je m'adresse à tous les pauvres de la liberté que nous sommes pour la conquérir, tu vois, je ne lâche pas le fil, celui du pape est en soie brodé d'or, le nôtre en acier trempé, le sien lâchera avant le nôtre.

Le saviez-vous ?

Avez-vous entendu parler de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale qui s'est tenue à Berlin ce week-end ? Evidemment non ? Et pour cause la totalité des médias ont totalement occulté cette manifestation des puissants du vieux monde. Et pourtant la Chancelière Allemande Angela Merkel devrait intervenir le vendredi 15 mars lors de la soirée d'ouverture.

Un évènement sans intérêt, quelque 180 banquiers, députés ou ministres en fonction ou occupant depuis d'autres fonctions importantes, les dirigeants des multinationales européennes, américaines, asiatiques et même d'Amérique latine se réunissent pour évoquer l'économie et la politique mondiale et la totalité des médias répond aux abonnés absents, même les médias dits alternatifs, comme c'est étrange ?

Quel était l'ordre du jour de cette réunion ? Mystère. La veille certains avaient émis l'idée qu'elle devait se tenir à l'Hôtel Kempinski Bristol sur le Kurfürstendamm à Berlin sans toutefois obtenir de confirmation officielle, le lieu doit être gardé secret jusqu'à la dernière minute. Qui est intervenu, quel en a été le contenu ? Mystère. Il faut se contenter de la liste des participants (sans doute incomplète comme celle de Bilderberg) qui a été rendue publique, ainsi que quelques notes, cette réunion s'est tenu à huis clos comme toutes les autres sur le modèle de celles du groupe Bilderberg. (source : <http://vigiinfos.canalblog.com> ; sos-crise.over-blog.com ; blogs.mediapart.fr)

1- La Commission Trilatérale, réunie à Berlin : qui en parle ? - 17 mars 2013 - Par Scientia

Ce dimanche 17 mars 2013 se tient toujours à Berlin la réunion plénière annuelle de la Commission Trilatérale. Nous avons déjà consacré à cette réunion l'article de jeudi dernier « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* » sur notre blog *La Science au XXI Siècle*. Comme d'habitude, aucun média « sérieux » n'en parle. Quant aux prétendus « progressistes », les « gauches » participent directement à la Trilatérale (la « socialiste » française Elisabeth Guigou en est membre actuellement), et les « gauches de la gauche » ont besoin des « gauches » pour accéder à un certain nombre de « bonnes places ». Il en résulte un silence spectaculaire. Pourtant, au vu de son site, on ne peut pas reprocher à la Commission Trilatérale une réelle opacité. Bien au contraire, les informations et le matériel considérables qui y sont diffusés s'ajoutent aux rapports commercialisés par la Brookings Institution. (Vraiment ? Lire ma contribution plus loin. - Ndlr)

C'est bien au niveau des médias et du monde politique et syndical, que se fait la censure de l'information. Sans oublier ceux qui crient à la « *théorie du complot* ». Pourtant, il ne semble pas qu'il soit interdit, voire même difficile, de s'informer sur les réunions de la Commission Trilatérale, à en juger par les photos diffusées hier par le site VigilInfos sur l'accueil offert la veille par Angela Merkel à la réunion de Berlin (Question : qui connaissait ce portail ? Réponse pratiquement personne ! - Ndlr) . VigilInfos relève également que l'Agenda international de cette semaine affiché par l'Assemblée Nationale comportait explicitement la mention : « *Commission des affaires étrangères. Participation de Mme Elisabeth Guigou, présidente, à la Trilatérale* ». Il n'y a donc pas de secret, uniquement des silences. Lieu de réflexion commune des représentants du capitalisme mondial, la Trilatérale ne se cache ni ne se renie. « *En face* », on ne peut pas en dire autant... Et quel média français a fait savoir à ses lecteurs que l'ami personnel de longue date de François Hollande qu'est le PDG d'AXA Henri de Castries est en même temps le président des rencontres de Bilderberg ?

2- « La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end »

Notre article du jeudi 14 mars avec le titre explicite « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* », <http://science21.blogs.courrierinternational.com/archive/2013/03/14/la-commission-trilaterale-a-berlin-ce-week-end.html>, présente un bref historique de la création de la Commission Trilatérale il y a quarante ans.

A l'époque, la défaite des Etats-Unis au Viêt Nam s'annonçait clairement et le capitalisme international se trouvait confronté à de nombreux pays se réclamant du socialisme ainsi qu'à un puissant mouvement anticolonial et anti-impérialiste. Au sein même des pays « riches », les mouvements revendicatifs étaient puissants et inquiétaient les détenteurs des capitaux.

C'est dans ce contexte, que les fondateurs de la Trilatérale ont appelé en 1973 à une réflexion stratégique commune des trois pôles du capitalisme de l'époque : Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie (pour l'essentiel, le Japon). L'actuelle mondialisation du capitalisme a très largement émergé de cette initiative à laquelle ont participé, avec le principal fondateur David Rockefeller, des représentants des multinationales et de la grande finance ainsi que des futurs dirigeants politiques au plus haut niveau comme Zbigniew Brzezinski ou Raymond Barre.

L'Acte Unique Européen (Jacques Delors, 1986) ou la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (1994), instaurant la « *libre circulation des capitaux et des marchandises* », sont pour une bonne partie des résultats de cette « *pensée commune* » du capitalisme mondial, dans un contexte bien plus favorable à ses intérêts où l'URSS a cessé d'exister et la République Populaire de Chine a renforcé ses liens avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Qui s'est vraiment opposé à cette stratégie du capitalisme mondial ? C'est un ancien bras droit de Jacques Delors, le « *socialiste* » français Pascal Lamy, qui dirige actuellement l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

A présent, des représentants de la République Populaire de Chine, de l'Inde, de Singapour, de la Corée du Sud, de l'Indonésie, des Philippines... font partie de la Commission Trilatérale.

Dans ces conditions, et alors que l'on trouve aisément dans le « *marché mondial de la main d'oeuvre* » des salaires dix fois plus bas que le SMIC français, et qu'en Europe même les très bas salaires ne font pas défaut, à quoi peuvent servir les « *économies* » mises en place par François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Jérôme Cahuzac... ? La réalité que l'on évite d'exposer aux citoyens est que la véritable dégringolade ne fait que commencer dans des pays comme la France que les capitaux abandonnent à la recherche des plus bas salaires et standards sociaux.

Et c'est de toute évidence une « *excellente raison* » pour ne pas évoquer auprès du « *grand public* » les réunions de la Commission Trilatérale, même si la Trilatérale ne se prive pas de rendre de nombreuses informations parfaitement accessibles sur son site <http://www.trilateral.org> .

3- Ils camouflent leurs véritables intentions. Comment appellent-on cela ?

Le 17 mars également, Boursier.com se réjouit : « *Baisser les allocations familiales n'est plus un tabou !* », et ajoute encore « *L'idée de se serrer la ceinture n'est plus taboue !* ». Mais a-t-on vraiment expliqué aux Français jusqu'où devront-ils « *se serrer la ceinture* » ? La réalité est qu'on n'a rien vu encore.

Le site Atlantico tente de se montrer rassurant dans son article « *Frankenstein : l'Occident inventeur de la mondialisation est-il en train d'en perdre le contrôle ?* ». Mais force est de constater que la politique dite « *d'économies budgétaires* » se traduit d'ores et déjà par un effondrement progressif du niveau de vie des populations des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Très clairement, ce n'est que le début d'une profonde dégringolade.

Pour les populations des pays jadis « *riches* », la véritable question n'est pas de savoir si les grandes multinationales et les milieux financiers parviendront à tirer leur épingle du jeu, mais ce que deviendront leurs acquis sociaux de l'après-guerre.

C'est précisément la perspective d'un anéantissement total de ces acquis historiques de travailleurs et citoyens, qui « *déconseille* » d'informer les populations sur les réunions d'entités comme la Commission Trilatérale ou le Cercle de Bilderberg. Et c'est ce qui rend particulièrement troublants de nombreux silences.

Pourtant, les membres de la Trilatérale ne passent pas sous silence leurs activités. Vendredi, son président européen Jean-Claude Trichet publiait dans le New York Times un article d'opinion intitulé « *The Euro Zone and the Global Crisis* ». A la fin de l'article, il est ainsi présenté : « *Jean-Claude Trichet, former president of the European Central Bank, is the European chairman of the Trilateral Commission* ». Trichet évoque explicitement « *the future of credible European governance* » comme l'un des sujets de la réunion en cours à Berlin.

Quel média français a mentionné cet article de Jean-Claude Trichet ? Quel courant politique a entrepris d'y réagir ?

4- Liste (officielle) des participants français à la Commission Trilatérale

Parmi les 180 membres de la Commission Trilatérale, mars 2013, j'ai relevé (dans leur portail) les noms des Français suivants (la liste complète est en ligne dans le site) :

Alexandre Adler, Scientific Director for Geopolitics, University of Paris-Dauphine; Journalist and Commentator, Paris

Jacques Andréani, Ambassadeur de France, Paris; former Ambassador to the United States

Jean-Louis Boulrangès, Member, State Audit Court (Cour des Comptes), Paris; Associated Professor, Institute for Political Studies in Paris; former Member of the European Parliament, Brussels; former President of the European Movement in France, Paris

Jean-Louis Bruguière, Representative of the French Presidency of the Republic on the EU Equivalent TFTP Project; former EU High Representative to the United States on the Terrorism Finance Tracking Programme (TFTP/SWIFT); Judge, Paris

Patrick Buffet, Chairman and Chief Executive Officer, ERAMET, Paris

François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France; Chairman, FBE International Consultants, Paris; former Chairman, Citi France; former Ambassador to the United States

Patrick Combes, Chairman and Chief Executive Officer, Compagnie Financière Tradition and Viel & Cie., Paris

Michel David-Weill, former Chairman, Lazard LLC, worldwide; Chairman of the Supervisory Board, EURAZEO, Paris

Thierry Déau, Founding Partner, Chief Executive Officer, Meridiam Infrastructure, Paris

Jean-Luc Decornoy, Chairman and Chief Executive officer, KPMG France, Paris

Elisabeth Guigou, Member of the French National Assembly and Chair of the Foreign Affairs Committee; former Minister for European Affairs, Paris

Jean Lemierre, Advisor to the Chairman, BNP Paribas, Paris

Luc Oursel, Chairman and Chief Executive Officer, Areva, Paris

Jean-Claude Trichet, Chairman, Group of Thirty; Chairman, BRUEGEL Institute; Honorary Governor, Banque de France; former President of the European Central Bank; European Chairman, Trilateral Commission, Paris

Quant aux autres participants, les mêmes qu'aux réunions du groupe Bilderberg, les médias étant moins représentés apparemment, avec plus de représentants de multinationales notamment asiatiques. Le tout toujours patronné par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, ce qui ne vous étonnera pas. Ils y sont tous : Goldman Sachs, JP Morgan, Citigroup, Rockefeller, Rothschild, etc.

5- Epilogue

La Trilatérale est en quelque sorte l'internationale des l'oligarques flanquées de quelques larbins de l'élite intellectuelle dont madame Guigou du PS, ce qui ne vous étonnera pas non plus.

Certains intellectuels persistent à prétendre qu'il n'existerait pas de complot des puissants du vieux monde contre tous les peuples, et que leurs institutions fonctionneraient dans la transparence la plus totale, on vient d'avoir un aperçu du contraire et on a le droit de sourire en entendant ce genre de baliveres.

Il est parfaitement évident que les dirigeants du vieux monde vont révéler aux peuples leurs véritables intentions, leurs projets, les objectifs qu'ils poursuivent, les moyens qu'ils entendent mettre en oeuvre pour les atteindre, qui va y participer, les rapports qui existent entre eux et les différentes institutions dans le monde, c'est très vaste cela va des institutions officielles nationales ou supranationales ou internationales aux simples think-tanks ou groupes de pression, promis, juré, vous saurez tout, sauf que ce n'est pas du tout le cas.

Bien malin celui qui a pu se procurer le moindre document lors de la réunion de la Commission Trilatérale qui vient d'avoir lieu ce week-end, ce qu'on appelle le grand public, la population, le bas peuple, les gens n'en sauront absolument rien puisque les médias sont aussi muets que des carpes, et si vous allez sur le portail de la Commission Trilatérale, il vous faudra maîtriser l'anglais pour lire leurs publications, mieux, en réalité n'y figure qu'un nombre insignifiant de documents, par contre si vous voulez vous en procurez d'autres il faudra que vous casquiez auprès de la Brookings Institution Press, on imagine déjà Germaine la caissière, Gérard le livreur ou encore René le soudeur se précipiter sur sa carte bleue pour passer une commande chez ce libraire en ligne, on croit rêver, pour le coup le jour où les conditions seraient réunies pour qu'ils adoptent ce comportement signifierait qu'on a déjà pris le pouvoir et que la Commission Trilatérale serait en voie de rejoindre la poubelle de la préhistoire de l'humanité !

Il est vrai que lorsque l'on avance quelque chose il vaut mieux savoir de quoi on parle ou procéder à quelques vérifications d'usage pour ne pas tromper ses lecteurs. C'est ainsi que pour me marrer, car je m'y attendais, j'ai cliqué au hasard sur un lien renvoyant à une publication disponible à la Brookings Institution Press, The Global Economic Crisis, le prix 15 dollars, on s'en

fout, qui l'a rédigé, figurent cinq auteurs, j'en citerais deux dont les fonctions au sein de certaines institutions font d'eux de féroces adeptes de la transparence la plus complète qu'on puisse exiger :

- E. Gerald Corrigan is chairman of Goldman Sachs Bank USA. He ended a 25-year career with the Federal Reserve System when he stepped down from his position as president and chief executive officer of the Federal Reserve Bank of New York in 1993. Inutile de traduire vous avez compris, un homme de Goldman Sachs et de la Fed, pour rire, en fait les deux institutions n'en font qu'une !

- Paul A. Volcker served as chairman of the board of governors of the Federal Reserve System from 1979 to 1987... La Fed quoi, je vous fais grâce de la suite.

Et ces oligarques seraient aptes à nous livrer le fonctionnement opaque de l'économie mondiale ainsi que la collusion qui existe entre ses dirigeants et ceux des différentes institutions politiques, qui va croire cela ? Personne, ils vont vous donner la version qu'ils ont concoctée et que vous devez gober et pas davantage, en fait ce qu'on sait déjà par d'autres sources ou par recoupement quand on est un peu curieux.

Martelons que nous ne sommes pas des adeptes de la théorie du complot, cela ne nous intéresse pas, mais nous ne sommes pas naïfs au point de croire tout ce qu'on nous dit, contrairement à des intellectuels qui se disent indépendants et dont la liberté d'esprit, l'étroitesse d'esprit devrait-on dire plutôt, ne le permet pas de franchir le monde des apparences dans lequel on veut les enfermer, préférant s'y soumettre plutôt que de faire sauter le voile qui masque finalement la réalité que les maîtres du monde ne tiennent pas à montrer à la face du monde par crainte de perdre la leur qui se confond avec leur misérable ambition de dictateurs.

Pour rappel, un complot consiste tout simplement à agir en contradiction avec ses intentions affichées, pour la bonne raison que nos véritables intentions sont nuisibles à ceux auxquels nous nous adressons et donc par nature inavouables.

Vous me direz qu'en prenant textuellement cette définition, elle s'applique au comportement hypocrite que l'on croise tous les jours ou qui est communément répandu (en politique, en présence d'un patron, d'un boutiquier, etc.), c'est bien la raison pour laquelle nous ne prêtons pas d'attention à cette théorie, sauf quand ce comportement concerne notre classe ou l'humanité entière, là on a quand même le droit de se poser certaines questions n'en déplaisent à certains, disons que cela correspond à un instinct de survie que nous estimons légitime et même conseillé d'avoir parfois. Il me semble que la moindre des choses quand on remplit une fonction publique, même à un niveau insignifiant comme le mien, la moindre des choses c'est d'en avertir ses lecteurs auxquels on souhaite évidemment le meilleur du monde.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Dernières minutes. Je viens de découvrir l'article suivant que je rajoute. Il est daté du 5 janvier 2013. Toujours rien sur le Net sur la réunion du week-end dernier.

6- La tiers-mondisation de l'Europe en marche sur le modèle africain.

Rédigé par 5 auteurs dont Peter Sutherland, PDG de Goldman Sachs International, et Elisabeth Guigou, ex ministre française, présidente de la commission des Affaires étrangères, le dernier rapport de la Commission Trilatérale plaide pour la création aussi rapide que possible d'une communauté euro-méditerranéenne, dans un premier temps, puis euro-africaine.

Pour Peter Sutherland, les printemps arabes ont créé les conditions pour l'établissement d'un grand marché unique EuroMed qui permettra de multiplier par 3,5 à 4 les échanges entre l'Europe et l'Afrique du Nord en conjuguant l'expérience et les moyens de l'Europe avec la jeunesse et le dynamisme d'une population africaine jeune.

Selon les auteurs, ce marché nécessitera une « *Europe ouverte* », ce qui implique quatre libertés fondamentales : libre circulation des biens, y compris agricoles et textiles, des services, du capital et surtout des personnes. C'est sans doute sur ce dernier point de la libre circulation que le projet aura le plus de peine à se réaliser pour des raisons politiques.

Cette libre circulation est pourtant inéluctable aux yeux des auteurs car l'Europe, vieillissante aura de toute façon besoin d'immigration.

D'ici 2050, la population européenne comptera 500 millions d'habitants, tout comme les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Pour Elisabeth Guigou, avec la population de l'Afrique subsaharienne qui rassemblera 2 milliards d'habitants en 2050, un « *bloc euro-africain atteindrait alors 3 milliards d'êtres humains* », c'est-à-dire plus que la Chine et un tiers de la population mondiale. agenceecofin.com 05.01.13

Mais apparemment la situation ne semble pas vraiment évoluer dans la direction indiquée ici car les masses en Tunisie, en Egypte et en Libye se révoltent contre leurs conditions sociales et politiques inacceptables...

Plusieurs portails ont diffusé cet article daté du 5 janvier 2013, dont Faire vivre le PCF, sans en indiquer la date !

Leur monde ne peut pas être le nôtre.

- Les intempéries du début de la semaine ont entraîné une baisse de fréquentation d'environ 2,5 millions de visiteurs dans les centres commerciaux français et un manque à gagner estimé entre 80 et 85 millions d'euros, a annoncé aujourd'hui le Conseil national des centres commerciaux. AFP 15 03

Chaque minute de votre existence, chacun de vos gestes donne lieu à un calcul en terme de chiffre d'affaires ou de profit que vous pouvez leur rapporter, autrement dit c'est le seul facteur qui mérite dorénavant d'être retenu aux yeux de ceux qui entendent contrôler la société décider de votre avenir, en plus du vol de votre force de travail, en dehors du statut de vulgaire consommateur vous n'exitez pas. Voilà leur véritable nature, le vrai visage du monde tel qu'il le conçoit, alors il faut faire table rase et le reconstruire sur de nouvelles bases...

ACTUALITE EN TITRES

La monarchie, c'est l'avenir !

- Le Qatar préparerait une OPA sur Marks & Spencer - Reuters

Quand le populisme se fait modeste.

- La simplicité du Pape soulève les foules - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Flexibilité et sécurisation de l'emploi. Mode d'emploi ou les vases communicants.

1- John Stumpf, le PDG de Wells Fargo & Co, a reçu l'an dernier une rémunération de 19,3 millions de dollars (14,8 millions d'euros) qui en fait un des patrons de banques les mieux payés du pays, selon un avis de la Bourse de New York.

Brian Moynihan, le directeur général de Bank of America, a gagné 12,1 millions de dollars en 2012, un chiffre en hausse de 73%, tandis que le nouveau patron de Citigroup, Mike Corbat, a reçu 12,4 millions de dollars. Le directeur général de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, s'est vu attribuer des actions d'une valeur de 13,3 millions de dollars dans le cadre de son bonus 2012, mais le reste de sa rémunération n'a pas été dévoilé. Reuters 15/03

2- Le conseil d'administration du géant aéronautique américain Boeing a décidé d'augmenter la rémunération pour 2012 du PDG James McNerney de 20% à 27,5 millions de dollars. AFP 16/03

3- Ford Motor a réduit de 29% la rémunération de son directeur général au titre de l'exercice 2012 à 21 millions de dollars. AFP 15/03

Il y a bien un fondement à la baisse des salaires et au saccage de tous nos droits sociaux, aux inégalités croissantes, l'explication est ici : dans les fondements du capitalisme où l'on trouve à un pôle une infime minorité qui bénéficient du privilège de s'emparer légalement des richesses produites, et à l'autre pôle une majorité d'exploités qui sont dépossédés légalement des richesses qu'ils ont produites et auxquels il reste à peine de quoi survivre.

Et contrairement à ce qu'on nous bassine, ce n'est pas la troïka (CE, BCE, FMI) qui justifie sur le plan juridique et politique, ce vol, cette injustice, mais les institutions politiques en place dans chaque pays couronnées par une constitution nationale antidémocratique.

La troïka ne fait qu'utiliser le canal par lequel le capitalisme peut imposer sa dictature, elle sert d'intermédiaire ou d'entremetteur entre d'un côté des gouvernements et des institutions acquis à la cause du capitalisme, et de l'autre les capitalistes. Sa fonction est à la fois de servir de porte-parole à la classe des capitalistes et d'épargner les gouvernements et institutions nationales, qui doivent apparaître comme les victimes innocentes de sa politique ou placés face à un processus qu'ils ne contrôlent pas, et qu'elle présente sous le signe de la fatalité de la crise car elle ne peut pas en montrer l'aspect arbitraire et la boucle est bouclée.

C'est comme si entre la cause et la conséquence ou l'effet ils avaient glissé un intermédiaire pour nous empêcher de réaliser le lien qui existe entre les deux, permettant aux opportunistes de tirer sur cet intermédiaire tandis que les deux faces de la même pièce vauquaient tranquillement à leurs occupations, l'une se consacrant à l'exploitation et à l'accumulation du capital, l'autre se consacrant à l'oppression et si nécessaire à la répression.

C'est dans cette sinistre mascarade ou comédie que marchent ceux qui axent leur politique contre la troïka et qui refusent obstinément de l'axer contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme en dernier ressort.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Législative partielle dans l'Oise: duel UMP-FN au 2nd tour, le PS éliminé - L'Express.fr

Jean-François Mancel, député UMP sortant, arrivé largement en tête dimanche du premier tour de la législative partielle dans la 2e circonscription de l'Oise, affrontera au second tour la candidate du FN Florence Italiani, la candidate PS Sylvie Houssin ayant été éliminée.

M. Mancel, qui a recueilli 40,61% des suffrages, devance Mme Italiani (26,58%). Arrivée en troisième position, Mme Houssin (21,37%) a été éliminée, faute d'avoir obtenu 12,5% des inscrits.

Lors de ce scrutin, le taux d'abstention a atteint 67,21%. lexpress.fr 17.03

Donc votant 32,78 (votes blancs et nuls ?) : $31,78 \times 40,61 : 100 = 13,31\%$, c'est le score réalisé par le candidat de l'UMP arrivé en tête. A ce niveau-là, ils ont quelle légitimité les partis institutionnels ? Aucune, il faut donc liquider les institutions tel est le message des masses.

2- Palestine

Le "*Tribunal Russell sur la Palestine*", qui était parrainé par Stéphane Hessel, a réclamé dimanche que la Cour pénale internationale (CPI) enquête sur les "*crimes*" d'Israël dans les territoires palestiniens, lors d'une séance à Bruxelles concluant quatre années de travaux.

Ce "*tribunal d'opinion*", fondé en 2009 sur le modèle du célèbre Tribunal Russell sur le Vietnam, entend depuis lors attirer l'attention de l'opinion internationale sur le sort des Palestiniens vivant dans les territoires occupés par Israël, qui les soumet selon son "*jury*" à un régime comparable à celui de l'Apartheid autrefois en vigueur en Afrique du Sud.

Au cours de sessions organisées à Barcelone, Londres, Le Cap et New York, ainsi que lors de la rencontre finale de Bruxelles samedi et dimanche, les participants ont également critiqué les "*complices*" de la politique israélienne, dénonçant en premier lieu les Etats-Unis, principal soutien d'Israël, mais aussi les Nations unies et l'Union européenne.

Le Tribunal, qui était parrainé par le diplomate et ancien résistant français Stéphane Hessel, décédé à 95 ans le 27 février, a au cours de ses quatre années d'existence entendu plus de 150 experts et témoins, ont rappelé ses promoteurs lors d'une conférence de presse.

"*Ils peuvent écrire ce qu'ils veulent. Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ce n'est qu'un organisme privé sans poids politique ni légal, et qui n'a d'autorité morale que parmi ses membres*", a réagi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

"*Il s'agit d'un document idéologique de propagande que des gens ont écrit pour leurs amis qui pensent la même chose*", a déclaré M. Palmor à l'AFP.

L'ensemble des conclusions et des recommandations du Tribunal sont disponibles sur le site www.russelltribunalonpalestine.com
AFP 17.03

La Cour pénale internationale (CPI) : elle est une création de l'impérialisme lié à l'Etat sioniste...

3- Hongrie

Trois mille personnes environ ont manifesté dimanche dans Budapest contre les amendements à la constitution adoptés la semaine passé par le Parlement qu'elles interprètent comme un recul de la démocratie.

Les amendements adoptés lundi dernier limitent le droit de la Cour constitutionnelle à contester les lois en se fondant sur les seules questions de procédure, et non plus sur le fond, et abrogent toutes ses décisions rendues avant 2012. Reuters 16.03

4- Chypre. Hold-up des banquiers !

La zone euro et le FMI ont trouvé ce matin un accord sur un plan de sauvetage d'un maximum de 10 milliards d'euros pour Chypre, en échange d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires qui rapportera près de 6 milliards. Nicosie devient ainsi le cinquième pays de la zone euro à bénéficier d'un programme d'aide internationale.

Mais, chose nouvelle, pour réduire leur participation, les bailleurs de fonds ont demandé à Nicosie d'instaurer une taxe exceptionnelle de 6,75% sur les dépôts bancaires en-deçà de 100.000 euros et de 9,9% au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts.

A ces taxes, s'ajoutent des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les bailleurs de fonds de Chypre ont renoncé à un effacement de dette, qui aurait fait subir de lourdes pertes aux créanciers privés et qui était fermement rejetée par Nicosie, mais tous les épargnants seront touchés par ces nouvelles taxes, qu'ils soient chypriotes ou étrangers, en particulier russes. AFP 16/03

SOCIAL

1- France

1.1- Un accord patronal signé chez Air France.

Un nouvel accord collectif a été validé par les syndicats représentatifs des personnels navigants et commerciaux (PNC, hôtesse et stewards) d'Air France, texte dont l'enjeu est d'augmenter leur productivité, a-t-on appris samedi auprès des syndicats.

"Après plusieurs mois de négociations difficiles dans un climat extrêmement tendu, le SNPNC, syndicat national du personnel navigant de cabine, a signé (le) 15 mars 2013 avec la direction d'Air France un accord portant sur la mise en oeuvre du projet Transform 2015 pour les hôtesse et stewards de l'entreprise", a indiqué le SNPNC dans un communiqué.

"L'accord permet de préserver les fondamentaux de notre métier tout en tenant compte du contexte momentanément difficile pour l'entreprise et en évitant les départs contraints d'hôtesse et de stewards", explique le SNPNC. Les deux autres syndicats représentatifs, l'Unac et l'Unsa, ont indiqué sur leur site internet avoir également signé, ce qui permet à l'accord d'être validé. A eux trois, les syndicats représentent 70% des PNC.

L'accord porte sur 2013-2016. Il prévoit notamment le gel des augmentations générales en 2013 et 2014, le gel du changement d'échelon jusqu'en 2016, ainsi que des mesures sur le temps de travail et les congés. En échange de la signature, la direction de la compagnie s'était engagée à *"gérer le sureffectif de cette catégorie de personnels sur la base du volontariat"*. AFP 16/03

1.2- General Electric : 115 postes supprimés.

La direction de General Electric à Belfort (Territoire de Belfort) a confirmé vendredi la suppression d'environ 115 postes dans les prochains mois sur ce site de turbines à gaz, en *"priorité"* par des départs volontaires. AFP 15/03

1.3- Transcom France : 407 licenciements.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels en France et 407 salariés, s'achemine vers la liquidation judiciaire faute d'offres de reprise, selon les syndicats. AFP 15/03

2- Espagne

Plusieurs centaines de médecins, infirmiers et autres personnels de santé ont défilé dimanche à Madrid pour protester contre les coupes budgétaires en Espagne et les projets de privatisation partielle d'hôpitaux et établissements de soin publics.

Le système de santé public espagnol figurait en 2000 à la septième place du palmarès de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce palmarès des systèmes de santé publics dans le monde a été établi une seule fois.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces «*marées blanches*», pour protester contre les tentatives du gouvernement de réduire les coûts dans ce secteur. Liberation.fr 17.03

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mars 2013

CAUSERIE

Depuis le retour en France de mon épouse je n'ai pas de nouvelles.

Plus le temps de causer. Ce soir je rajouterai quelques articles que j'ai trouvés sur Bilderberg et Cie.

J'ai reçu un courriel d'une publication *Lutte des classes* et leur organisation *Workers International*. Ils disent combattre pour la reconstruction de la IVe Internationale, je leur répondrai quand j'en trouverai le temps.

"Nous t'envoyons un journal qui pourrait t'intéresser, tes réflexions éventuels sont les bienvenues. Nous te souhaitons une bonne lecture.

L'air de rîe, plein de petits groupes ou formations se connectent sur le site, des militants de tous les partis ouvriers en France et dans le monde, dans plus de 70 pays, et le site n'est pas connu, à moi tout seul je rivalise avec l'Entente des travailleurs, je plaisante.

Une réflexion à creuser qui ne viendra pas à l'esprit de nos dirigeants :

- L'Etat est affaibli, l'armée va être encore plus affaibli, les électeurs se réfugient de plus en plus dans l'abstention, ils désertent tous les partis institutionnels, ils tournent le dos aux institutions, en voilà des bonnes nouvelles, qu'on ne sera pas foutus d'exploiter évidemment, sinon c'est intéressant dans la perspective de l'assaut final contre le régime.

Chypre. Parole d'internaute.

- "*Frédéric Bastiat (1801-1850), économiste politique* "Quand le pillage devient un moyen d'existence pour un groupe d'hommes qui vit au sein des élites de la société, ce groupe finit par créer pour lui-même tout un système juridique qui autorise le pillage, et un code moral qui le glorifie. " "

J'ajouterai une précision : en règle générale ces régimes finissent par étouffés, quand ils ne sont pas renversés par une révolution, ou complètement sclérosés ils pourrissent sur place, parfois ils sont vaincus par des barbares moins évolués qu'eux qui renvoient la civilisation humaine des siècles en arrière et ils disparaissaient.

De brillantes civilisations qui étaient en avance sur d'autres ont connu ce tragique destin, demain ce sera le tour de l'humanité entière si on ne prend pas le pouvoir et on ne passe pas au socialisme...

Les charrettes en France et en Espagne du 18 au 25 mars. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

- HSBC bank va rajouter 5.000 licenciements de plus à sa liste déjà très longue

- Les vêtements Calvin Klein et Tommy Hilfiger, groupe PVH, va licencier 1.000 salariés - Gategroup supprime 1200 emplois, "*en conséquence de la crise du transport aérien en Europe. Ces coupes ne touchent pas la Suisse. Le prestataire zurichois de services de bord entend réduire ses coûts de 35 à 40 millions de francs d'ici à la fin de l'année*".

- Continental Maritime vire 185 personnes

- En Allemagne tout va bien sauf que Daimler vire 1000 ouvriers
- Baxter Biotech licencie 400 salariés dans son usine de Puerto Rico
- La chaîne d'hôtels Marriott va virer une centaine de salariés de ses divers établissements aux US
- Union des Banques Suisses va virer 140 banquiers de plus
- Entertainment Book, fabriquant de livres avec des milliers de coupons de réduction pour les ménagères économes a fermé et a viré tous ses 210 salariés du jour au lendemain
- Le système judiciaire de la ville de Los Angeles va virer 511 personnes par manque de budgets
- L'Espagne bat son record de chômeurs: 5 millions
- Fran Finance Société Générale va fermer des agences
- La Lloyds Bank vire 550 personnes de plus en Angleterre
- En Grèce, 150.000 fonctionnaires vont être mis à la porte d'ici 2015
- Transcom France, trois centres d'appels et 407 salariés va vers la liquidation judiciaire, donc 407 chômeurs
- Notre lecteur Mr Colondon nous dit que *"2.400 emplois sont sur la sellette en Provence Côte d'Azur avec des fermetures, attentes d'un repreneur, réduction d'effectifs. Paca est une région qui résiste. Et avec elle, son industrie. Pour autant, les dossiers ne manquent pas. Voici les plus significatifs. 1200 postes de Lyondell Basell avec 370 postes immédiats. Kem One chlorochimie est en danger, Lfoundry a 720 personnes, Minoterie de Méditerranée va perdre 68 postes, Fralib va en perdre 72 et Texas Instruments veut virer 517 des 541 emplois de Villeneuve Loubet"*.
- La Papeterie Caillette est en RJ *"Fin février, les employés de la papeterie n'auraient pas touché leur salaire pour le deuxième mois consécutif"*
- La chocolaterie Jacques risque de virer 130 personnes
- L'usine Sony vendue, 200 postes sur la sellette
- Unilever France va licencier une nouvelle fournée, 152 personnes
- Correctif: Coop Alsace va licencier 210 personnes et pas 120, merci à Denys
- Juy SA a été liquidée par le tribunal de commerce de Compiègne et 117 salariés sont au chômage. Juy SA avait été rachetée il y a un an par Guido Dumarey, PDG de Punch Metals International
- En redressement depuis octobre 2012, Shelbox France, dont l'usine est située aux salles du Gardon, a été placée en liquidation judiciaire le 5 mars, 59 emplois supprimés
- Louisiane, 32 licenciements seront effectifs en mars 2013 dans les Côtes d'Armor
- Montauban, centre d'appels mis en liquidation, 32 licenciements
- Environ 60 emplois menacés à la fonderie des Ayvelles
- Les 1500 employés de l'Institut dermatologique Immaculée Conception, à Rome, s'impatientent. L'établissement, géré par la Congrégation des fils de l'immaculée conception, est au coeur d'un vaste scandale financier: plus de 500 millions d'euros (665 millions de dollars canadiens) auraient été détournés par des membres de la congrégation. Résultat : fournisseurs et employés n'ont pas été payés depuis le mois d'août. L'établissement menace de licencier 400 employés afin de redresser ses finances.

- Notre lecteur Olivier nous dit "*Suite à ces licenciements, 3 boîtes travaillant dans le même domaine que CARRIER, 50 emplois, mais de façon complémentaire vont licencier aussi: ALSER 50 licenciements, RASEC 19 et STAAL (pas encore de chiffres). Ces usines travaillent dans l'agencement de supermarchés! Il est à noter que les grandes surfaces de Romorantin marchent bien la première semaine du mois et après c'est désert... La crise est derrière nous dixit le directeur de la France*"

- Les travailleurs Roca commencé une grève de la faim
- Fermeture CosmoCaixa avec 50 mises à pied
- Zeta groupe de presse vire 47 personnes et salaires diminués de moitié
- Telepizza va licencier 145 personnes et fermer les 5 boutiques
- NH groupe hôtelier annonce des licenciements sur 38 hotels de 5.500 employés au total,
- Polytex va licencier 301 personnes,
- Seda comité annonce 73 licenciements
- Ercros Madrid veut licencier 198 personnes
- Ence (papier) y Cellulose des Asturias veut licencier 144 personnes
- Isofoton (panneaux solaires) veut licencier 380 personnes
- L'équipementier automobile Johnson Controls veut supprimer 98 postes de La Ferté-Bernard qui emploie 540 personnes. La direction évoque la crise du secteur automobile en Europe Lepage
- Clear Edge Power, batteries high tech, vire 40% de ses salariés, soit 170 personnes Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITE EN TITRES

[Le Vatican et ses courtisans.](#)

- Ayrault et Fabius représenteront la France à l'intronisation du pape - AFP

Question qui me vient à l'esprit à la dernière minute et à creuser : si vous consultez des ouvrages, lisez des articles ou visionnez des vidéos, écoutez des témoignages, vous pourrez lire ou entendre que les franc-maçons et la religion ne font pas bon ménage, ce serait même la marque de fabrique de cette obscure organisation. Mais dans la réalité il en est tout autrement. C'est comme les sionistes qui se disent les plus fervents adeptes du judaïsme, de pieux juifs qui défendent corps et âme cette religion et leur peuple "élu". Mais dans la réalité ils en piétinent allègrement les principes les plus élémentaires allant même jusqu'à financer, soutenir, armer le régime nazi de Hitler, c'est pour dire, martyriser les Palestiniens qui sont des sémites.

Comment comprendre ? De troublantes coïncidences, non ? Jusqu'à leurs symboles qui se recoupent. Cela va loin alors, leurs liens ne remontent pas à hier ? Plus que cela encore...

Les uns se disent athées et ils ne le sont pas, en réalité ils croient en ce qui les arrangent, c'est leur religion qui peut éventuellement s'accommoder de celles qui existent par ailleurs, ce qui va dans le sens de leurs intérêts matériels ; tiens c'est marrant, cela coïncide tout à fait avec le comportement de Hollande et ses ministres, vous l'avez remarqué aussi, bravo! Les autres se disent les plus fervents défenseurs des juifs et leur religion et en réalité ils sont athées, les pires antisémites qui soient et matérialisme dans le mauvais sens du terme, le pire aussi, ils cumulent la pourriture...

Ne serait-ce pas la meilleure façon de se faire passer pour le contraire de ce qu'on est en réalité ? Vous vous dites profondément athée, personne n'osera vous accuser d'entretenir des liens compromettant avec des religieux. Vous vous dites matérialiste jusqu'au bout des ongles, personne n'osera vous taxer d'idéaliste. Vous vous dites prêt à mourir pour défendre la cause juive, personne n'osera imaginer que vous êtes antisémites et liés aux exterminateurs des juifs.

C'est bien la raison pour laquelle nous rejettons toute étiquette, n'importe qui peut se déclarer ceci ou cela et agir en totale contradiction avec les convictions trompeuses qu'il affiche. Marx l'avait dit quelque part et j'ai aussi retenu cette leçon, une toute petite leçon qui tenait en quelques mots, pas besoin d'avoir fait l'ENA ou maths sup pour la comprendre et s'en souvenir. Quand on lit un tas d'ouvrages, on tombe régulièrement sur ce genre d'enseignements qui a valeur de principe, de repère utiles pour le restant de vos jours.

[Propagande. La désinformation théorisée, généralisée, idéologiquement correcte.](#)

- Al-Jazeera va lancer une chaîne en français - AFP

Quand on se souvient qu'ils ont été jusqu'à reproduire une place de Tripoli et embaucher un acteur qui devait jouer le rôle de Kadhafi, ça craint grave pour l'information comme disent les jeunes...

[Pratique monarchique](#)

- Amiante: Taubira décharge la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy du dossier de l'amiante - AFP

Christiane Taubira a décidé lundi de décharger la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy de ses fonctions au pôle santé du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, où elle était devenue la magistrate emblématique du dossier de l'amiante.

[A droite toute !](#)

- Accord sur l'emploi: "*Un texte que la droite ne veut pas voir réduit à néant*" - L'Express.fr

- Londres garde le cap de l'austérité, accroît ses dépenses - Reuters

- Hongrie : Viktor Orban met l'extrême droite à l'honneur - LeFigaro.fr

- Le nouveau gouvernement israélien poursuivra la colonisation - Reuters

[Rue89 directement visé !](#)

- J'aimerais que Rue89 installe un détecteur à vieux cons - Rue89

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Faites tomber les masques \(suite\). Le lendemain de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale à Berlin.](#)

- Angela Merkel et François Hollande rencontrent le patronat européen - L'Expansion.com

Relancer la croissance en Europe, tel était le thème du dîner qui a réuni lundi à Berlin François Hollande, Angela Merkel, José Manuel Barroso et des chefs d'entreprises invités à réfléchir sur la compétitivité dans l'Union européenne.

Quatre thèmes étaient au menu du dîner entre les dirigeants européens et une quinzaine de patrons de l'European round table (ERT, table ronde européenne d'industriels), club influent présidé par Leif Johansson, patron du groupe suédois Ericsson: politique de concurrence, politique énergétique, flexibilité du marché du travail et innovation.

Pour favoriser la croissance qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux depuis son arrivée au pouvoir en mai dernier, "*nous devons tout faire pour que la compétitivité de l'économie européenne soit la plus haute possible*", a dit François Hollande devant les journalistes.

Angela Merkel lui a fait écho en affirmant qu'une Europe compétitive était "*la clé du succès*".

Entre-temps, deux industriels, le Français Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain) et l'Allemand Gerhard Cromme (Thyssen-Krupp) doivent remettre fin avril un rapport sur la compétitivité sur lequel auront aussi travaillé des représentants du patronat des deux côtés du Rhin.

Selon son entourage, François Hollande a émis le souhait d'organiser à Paris une rencontre similaire à celle de lundi.

Paris espère que cette démarche franco-allemande débouchera sur "*des recommandations les plus concrètes possibles*" à l'image de celles du rapport de Louis Gallois sur lequel le gouvernement a fondé le Pacte de compétitivité présenté à l'automne dernier. Reuters 18.03

[Chypre. Braquage de la population par les oligarques. Annulation de la dette ! Pas un euro pour les banksters !](#)

Le Parlement chypriote a reporté à mardi son vote sur le plan de sauvetage européen sur l'île, où les banques ne rouvriront pas avant jeudi pour éviter une ruée aux guichets à cause de la très impopulaire taxe sur les dépôts, qui pourrait être abandonnée en-deçà de 100.000 euros.

Pour tenter de faire revenir le calme, la zone euro a en effet demandé dans la soirée à Nicosie de ne plus taxer les déposants en dessous de 100.000 euros.

"*La zone euro est en faveur de zéro taxe pour les petits déposants*", a indiqué une source à l'issue d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de l'Union monétaire, mais à condition que la taxe continue à rapporter près de 6 milliards d'euros comme prévu.

Selon le communiqué officiel publié à l'issue de plus de deux heures de réunion de l'Eurogroupe, "*les autorités chypriotes vont introduire plus de progressivité en ce qui concerne la taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, à condition que (...) cela ne modifie pas le montant total de l'aide financière des Européens et du FMI*".

La Banque centrale européenne, l'un des trois bailleurs de fonds, s'est dite favorable à des amendements, tandis que Berlin affirmait que la répartition de la contribution de Chypre était "*l'affaire du gouvernement chypriote*".

Moscou a dénoncé comme "*injuste*" une taxe qui coûterait des milliards d'euros aux fortunes russes placées sur l'île, représentant au moins 20 milliards de dollars selon certains experts. Et Washington a appelé à une solution "*responsable et juste*".

Les comptes avec moins de 100.000 euros représentent 30 des 67 milliards d'euros déposés dans les banques chypriotes. Un éventuel abandon de leur taxation obligerait le gouvernement à augmenter fortement, jusqu'à 15%, celle des comptes dépassant 500.000 euros.

Compte tenu des discussions en cours, le Parlement a une nouvelle fois reporté son vote à mardi en fin d'après-midi.

Les débats risquent d'être houleux, le parti communiste Akel (19 députés), et les socialistes de l'Edek (5 sièges) ayant d'ores et déjà rejeté le plan de sauvetage, également critiqué au sein du Diko (centre-droit, 8 sièges), allié du Disy (droite, 20 sièges) du président. AFP 18.03

Commentaire d'un internaute

- "*Quel bel exemple de ce dont ils sont capable de faire! "ils"= la finance, les banques avec la complicité des gouvernements...*"

Vous avez raison. Aujourd'hui on assiste à une opération médiatique de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI qui consiste à faire porter la responsabilité de cette taxe sur les autorités chypriotes et qui pousse l'hypocrisie jusqu'à leur demander de revoir leur copie pour les petits épargnants. Que s'est-il passé en réalité ?

Face au diktat des représentants de l'oligarchie financière euro-transatlantique, littéralement étranglées pour refuser de rompre avec UE et l'euro, il se peut que ce soit les autorités chypriotes qui aient proposé cette mesure que leurs bailleurs de fond ont ensuite adoptée, donc en soutenant ce hold-up sur les économies ou même les comptes courants de la population chypriote, partant de là l'Eurogroupe, la BCE et le FMI s'en sont faits les complices, cela ne les pas gêné le moins du monde de réaliser ce braquage sur le peuple chypriote.

Et le lendemain, devant la mobilisation des Chypriotes qui refusent de se faire dépouiller par les gangsters de la finance, les voilà qui accusent les autorités chypriotes d'avoir opté pour une mesure injuste ou dangereuse, les Chypriotes s'étant rués vers les banques pour vider leurs comptes et échapper à cette taxe inique.

Qui est vraiment à l'origine de ce braque en plein jour de la population chypriote par les gangsters de l'Union européenne ?

1- Extrait d'un article lemonde.fr d'hier.

- (hier soir à la télévision d'Etat) Le président chypriote, Nicos Anastasiades, s'est adressée à un pays encore sous le choc pour expliquer que son gouvernement n'avait tout simplement pas eu le choix.

"L'accord que nous avons conclu n'est pas celui que nous souhaitions mais il est le moins douloureux compte tenu des circonstances", a-t-il dit, assurant avoir "bataillé jusqu'à la fin" au sommet de l'Eurogroupe qui a abouti à l'accord.

Les bailleurs de fonds de Chypre - UE et FMI - ont demandé l'instauration d'une taxe de 6,75 % sur tous les dépôts bancaires de moins de 100 000 euros et de 9,9 % au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts. Cette mesure est censée rapporter 5,8 milliards d'euros selon l'Eurogroupe. En contrepartie, Chypre recevra une aide de 10 milliards d'euros. lemonde.fr 18.03

Il est donc parfaitement clair que ce sont les ministres des Finances de l'Eurogroupe, plus Barroso, Draghi et Lagarde qui sont à l'initiative de ce casse.

2- L'AFP le confirme à sa manière.

- Jörg Asmussen, membre allemand du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a ouvert la porte lundi à des amendements au plan d'aide à Chypre décidé samedi à Bruxelles, tant que son financement était assuré.

"C'est le programme d'ajustement du gouvernement chypriote, pas celui de la Troïka ou d'un autre gouvernement", a déclaré M. Asmussen lors d'une conférence à Berlin. AFP 18.03

Ils ont mis littéralement le couteau sous la gorge du gouvernement chypriote en lui suggérant d'adopter cette mesure, le pays ayant été conduit à la faillite depuis son adhésion à l'UE et à l'euro, quelles autres mesures pouvait-il envisager de prendre ? Aucune ou alors abandonné l'euro et dévaluer sa monnaie, mais le gouvernement chypriote en est incapable, mieux encore refuser de payer cette dette à ses bailleurs de fond, l'annuler unilatéralement.

3- Epilogue.

- Le pays proposerait une taxe exceptionnelle de 3% sur les comptes jusqu'à 100.000 euros afin d'éviter de pénaliser les petits épargnants et de 12,5% pour les dépôts supérieurs à cette somme.

De même source, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat, on précisait que les discussions avaient la "*bénédiction*" de la troïka (UE, BCE et FMI). Reuters 18.03

Même 0,1% ce serait inacceptable, un vol, seule l'annulation de la dette est légitime. Et puis on ne change pas la règle du jeu en cours de partie, les gens ont déposé ou placé leur argent en banque à certaines conditions, elles doivent être respectées. S'ils veulent introduire une taxe, qu'elle concerne les nouveaux dépôts.

4- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie j'ai entendu le journaliste questionner leur correspondant à Bruxelles.

Question : Est-ce que cette taxe a été évoquée lors de la réunion à laquelle participaient les ministres des Finances de l'Eurogroupe ?

Réponse : Tout à fait, elle a été votée à l'unanimité, tous les ministres des Finances l'ont votée, y compris Pierre Moscovici.

La seule réponse, c'est annulation de la dette et abandon de l'euro, sortir de l'UE, ce qui est valable pour Chypre l'est pour tous les pays de l'UE.

Moscovici est ainsi (également) le ministre de ce vol des petits épargnants, de la totalité de la population puisque même les comptes courants sont concernés. Pourquoi sont-ils aussi concernés ? Parce que cela doit être comme en Inde où j'habite, les comptes courants sont rémunérés, en Inde à 4% d'intérêt, à Chypre je n'en sais rien. Ici non plus on ne paie pas de taxe ou impôt sur les comptes de dépôts rémunérés actuellement à 8,50% l'an. J'ai connu une époque où ce taux atteignait 16%. Si vous avez un capital assez important, vous le déposez en banque et vous pouvez vivre sur les intérêts sans avoir besoin de travailler, vous êtes un rentier, un petit rentier mais rentier quand même, c'est mon statut en Inde.

Je l'ai adopté malgré moi, lorsqu'il m'était impossible de vivre avec le salaire misérable que me versait l'Alliance française, et mon impossibilité d'obtenir un emploi à plein temps au lycée français. Quant à devenir patron ou me lancer dans une exploitation agricole comme je l'avais envisagé au départ, la première solution ne correspondait pas à mes convictions, et la

seconde était irréalisable sans m'associer avec quelqu'un et j'ai renoncé à ce projet.

Je dépense actuellement moins du tiers de ce que verse la banque (d'Etat) en intérêt chaque mois, j'économise le reste que je dépose ensuite sur un nouveau compte de dépôt et ainsi de suite, du coup mon capital augmente tout le temps, cela sert à couvrir l'inflation qui est de l'ordre de 20% environ par an, officiellement 8%, les prix flambent, chaque augmentation est à deux chiffres de l'ordre de 15 à 25% chaque année, sauf l'alimentaire et l'habillement, tout le reste explose littéralement, par exemple le prix de ma moto à plus que doublé en 7 ans, elle va sur sa huitième année et du coup je ne la changerais pas.

Pour revenir à notre sujet.

Moscovici a adopté cette mesure scélérate contre le peuple chypriote, Hollande participe à une réunion avec Merkel et les oligarques des multinationales de la Table Ronde Européenne à peine deux jours après la réunion annuelle de la Commission Trilatérale fondée par Rockefeller, la Fed quoi, après s'être engagé à accélérer la concrétisation du marché unique transatlantique (Etats-Unis- UE), après s'être engagé à retranscrire dans la loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui liquide le contrat de travail, après avoir réclamé l'armement des djihadistes qui tentent en vain jusqu'à présent de renverser le régime syrien pour le compte de l'impérialisme américain, après avoir mené une guerre contre le peuple malien, etc. tout cela en à peine quelques mois, tous ces faits signifient que Hollande et son gouvernement sont au moins aussi à droite ou même davantage encore que leurs prédécesseurs.

Question : Etait-ce prévisible ? Parfaitement, nous l'avions pronostiqué, vous pouvez le vérifier en lisant ou relisant les causeries qui ont précédé les élections de 2012. Certains en sont surpris. Pourquoi ? Parce qu'ils en sont restés à une définition du PS qui ne correspond plus à la réalité depuis le 3 août 1914, excusez du peu, il y 99 ans.

Ce qui s'est passé, c'est que selon la situation économique mondiale et plus particulièrement celle de la France, il a pu apparaître comme un parti progressiste quand le capitalisme français se portait mieux et disposait de réserves pour supporter le coût de certains droits sociaux ou encore, quand sa productivité augmentait ou bénéficiait d'un environnement mondial plus favorable (années 50-60), puis tous ces facteurs se sont dégradés ou sont passés au rouge, la crise du capitalisme mondial a violemment refait surface (années 70), à ce stade le PS est monté au créneau, il est même parvenu au pouvoir (années 80), il a lâché quelques miettes avant de faire brutalement machine arrière pour ne plus rien concéder ou presque, vint ensuite la mise en concurrence du capitalisme français avec la Chine et d'autres pays, ceux des ex-pays de l'Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS dorénavant liés à l'Allemagne (années 90-2000), à ce stade rivaliser avec eux était devenu impossible sur le plan de la compétitivité, le PS entre temps adopta Maastricht, la BCE, l'euro, bref, effectua un nouveau tournant à droite, une fois retourné dans l'opposition parlementaire il s'est livré à un consensus sans faille avec l'UMP accentuant encore sa droitisation, à ce stade il était prêt à être le parfait suppléant du parti de l'ordre (années 2002-2012), de retour au pouvoir depuis 10 mois il n'a eu de cesse de le confirmer, avec zèle, au grand bonheur du Medef, des va-t-en guerre de Washington, Londres et Jérusalem, bref il est resté fidèle à sa véritable nature de parti bourgeois, de parti capitaliste, de parti de l'ordre, garant des institutions de la Ve République bonapartistes et antiémocratique, parti de la réaction mondiale, social-libéral ou plutôt néoconservateur, impérialiste et même accessoirement sioniste, conformément à l'appartenance des principaux ministres à la franc-maçonnerie, dont la raison d'être et les objectifs coïncident avec ceux des sionistes, du cartel des banquiers internationaux qui entendent instaurer un gouvernement mondial sur les cendres des Etats et de la démocratie, des droits politiques de la classe ouvrière, une dictature mondiale dénommée Nouvel ordre mondial, voilà la véritable nature, les véritables intentions, les véritables programme et objectifs politique du PS.

Oui, c'est pour ce président et ce parti que certains vous ont appelé à voter en 2012, iront-ils jusqu'à soutenir leurs candidats lors des prochaines élections, en toute connaissance de cause il faut avoir à l'esprit ? Par hasard, vous n'auriez pas comme l'impression que nos dirigeants nous auraient menés en bateau depuis près de 70 ans, ceux du POI (ex-OCI-POI-PT (CCI)), du NPA (ex-LCR), de LO, ou qu'ils auraient été d'une médiocrité politique sans fond ?

Mélenchon. Le bouffon de l'impérialisme

L'objectif du recrutement, de la formation, de l'armement, du financement de dizaines ou plutôt centaines de milliers de mercenaires salafistes, djihadistes, etc. par Washington, Londres, Paris, Jérusalem, Doha et Riad n'a pas d'autre objectif que renverser le régime en place favorable à Moscou, afin de faire main basse sur le gaz et de briser l'axe Téhéran-Islamabad-Pékin, et non d'établir un régime démocratique en Syrie.

Mélenchon a jugé dimanche sur France 5 qu'«*armer des gens auxquels on n'a posé aucune condition politique c'est leur donner les moyens d'une victoire dont nous ne savons rien du contenu*».

«*C'est logique que l'on s'oppose au gouvernement de Bachar al Assad et que l'on veuille la démocratie pour les Syriens mais pas au prix d'un coup de bélier avec des gens dont on ne sait rien politiquement*», a souligné le coprésident du Parti de gauche (PG). Liberation.fr 18.03

Il témoigne là à la fois sa crasse ignorance des intentions de l'impérialisme américain et de la situation en Syrie et dans la région

ou les pays similaires. En politique les charlatans et les aventuriers sont les plus dangereux, car ils procèdent sans cesse à des amalgames qui contribuent à empêcher les travailleurs d'y voir clair ou de comprendre la situation.

Mélenchon confirme qu'il est un pauvre type, un sale type même, car là il soutient une guerre impérialisme.

Je vais enfoncer le clou dans la tête des militants un peu mou du cerveau ou déjà en partie corrompu par l'idéologie dominante qui soutienne le Front de gauche, un mouvement contre-révolutionnaire. Ils trouveront sans doute que cette caractérisation de ce dangereux illusionniste est exagérée, insupportable même... De mon côté ce que je trouve vraiment insupportable, intolérable, inqualifiable, c'est qu'on soutienne une guerre impérialiste.

Maintenant, je vais leur dire un truc à ces militants, vous pourriez être confrontés demain à une situation comparable, plus tôt que vous pourriez l'imaginer : réfléchissez bien, essayez de vous mettre un instant dans la peau d'un Syrien, qui il y a à peine deux ans vivait en paix et n'aurait jamais imaginé que le pays où il vivait aurait pu être ainsi détruit, sa vie brisée ainsi que celle de ses enfants, réfléchissez bien, prenez votre temps et choisissez votre camp, celui du peuple syrien qui soutient Assad qui incarne l'intégrité et la souveraineté de la Syrie parce qu'il n'a pas d'autres alternatives possibles pour vaincre cette armée de mercenaires entraînés par la CIA, le MI6, le Mossad, la DGSE, ou celui de ceux qui ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple pour installer un régime fantoche à la botte de Washington et Jérusalem ; le choix se résume entre un pays dominé, un régime moderne et autoritaire, mais incarnant la souveraineté et l'intégrité d'un pays soutenu par l'immensité de son peuple, et un pays dominant, l'impérialisme américain, les Frères musulmans, salafistes, wahabistes, takritistes, djihadistes tous incarnant l'obscurantisme, un régime politique moyen-âgeux, archaïque, prônant la charia, des barbares sanguinaires, réfléchissez bien avant de prendre position.

Je sais, cela peut faire mal au bide de devoir soutenir un régime comme celui d'Assad, temporairement comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, le temps de cette guerre, je ne pense pas que Marx et Engels aient soutenu Bismarck de gaieté de coeur, pour ensuite reprendre le combat contre lui, la question est de savoir si on est capable ou non de faire la part des choses et de déterminer ce qui est essentiel et ce qui est secondaire dans une situation donnée, une situation et des rapports qui nous sont imposés.

Pourquoi martelons-nous qu'il faut impérativement regarder la réalité en face et partir de cette réalité ? C'est juste pour ne pas se fourvoyer ou se tromper de camp, certes inconsciemment, vous admettez que c'est quand même mieux de soutenir une position conforme aux intérêts des travailleurs, non ? Vous n'êtes pas d'accord, vous préférez céder aux sirènes médiatiques ou de l'OTAN, de Mélenchon ? Nous, nous ne céderons rien ! Regardez ce que sont devenus ceux qui ont cédé sur ceci ou cela, voyez où ils en sont rendus, notre salut serait dans l'UE pour les uns, dans l'ONU pour les autres, d'autres encore estiment qu'il faudrait en revenir à un gouvernement d'union nationale, la IVe République... qui a ouvert la voie à la Ve ! d'autres encore s'adressent aux élus, aux députés, aux ministres d'un parti, le PS, qui en réalité est notre bourreau et celui du peuple syrien, malien, libyens, etc., leur point commun, leurs compromis et reniements successifs, leur faillite politique les a conduits à renoncer au combat pour le socialisme, tout ce qu'ils sont capables de nous proposer, c'est finalement d'aller nous jeter dans les bras de notre ennemi, vous comprendrez pourquoi dans ces conditions-là on ne les suivra pas, mieux on continuera de dénoncer et combattre leur politique opportuniste. Entre nous pour se marrer, comme quoi j'ai quand même retenu quelque chose du *Programme de transition* de Trotsky.

[Accord patronal du 11 janvier. Quand les appareils de la CGT et de FO le soutiennent en s'en remettant aux institutions de la Ve République.](#)

Eh oui, pas de bol pour ceux qui soutiennent les appareils corrompus de la CGT et de FO et qui appellent les travailleurs à faire front derrière, la réalité est cruelle décidément ! Fallait-il s'attendre à autre chose ? Bien sûr que non et nous l'avions annoncé. D'autres, dont le rôle principal depuis des lustres est d'alimenter chez les travailleurs et militants des illusions dans le PS, le PCF et les appareils des syndicats, on voulu nous faire croire qu'il aurait pu en être autrement, comment ? dans le cas des miracles généralement la réponse tarde à venir, donc ne cherchez pas une réponse à cette question grotesque, il n'y en a pas.

Lepaon vient d'annoncer que la CGT organisera une " *journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*", il aurait très pu choisir les sièges du PS et de l'UMP que cela aurait été du pareil au même puisqu'ils voteront en chœur ce texte de loi.

Que fait-il en affirmant qu'"il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales" ? Ce que j'ai indiqué plus haut, il s'emploie à entretenir l'illusion que le gouvernement pourrait à la fois soutenir les banquiers et les travailleurs. Si demain il y avait une crise politique et qu'un gouvernement d'union nationale se mettait en place vous n'auriez pas besoin d'en chercher bien loin l'origine, elle est ici.

A l'opposé de cette politique de capitulards ou traitres, de jaunes, appelez cela comme vous voudrez, nous appelons les militants et travailleurs à se mobiliser et à s'organiser contre le gouvernement des capitalistes et le patronat pour leur imposer nos revendications ou dans la perspective de le renverser et de les exproprier s'ils s'y opposent.

L'unité des masses exploitées de tout le pays, des travailleurs des secteurs public et privé, ne peut se réaliser sur une orientation politique correcte, que si elle est axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, contre l'Etat capitaliste qui est l'employeur des fonctionnaires, contre les institutions qui sont la représentation politique des intérêts de la classe des capitalistes que les travailleurs du secteur privé combattent, dans la perspective d'une République sociale qui satisfera l'ensemble des revendications sociales des travailleurs des secteurs public et privé. Il n'existe pas d'autre voie.

- Thierry Lepaon a proposé lundi à Toulouse, à l'ouverture du Congrès de la CGT, une nouvelle journée d'action contre l'accord sur l'emploi dans la semaine du 2 au 5 avril, alors que s'ouvrira le débat sur ce projet à l'Assemblée. «*Je propose que le Congrès décide d'une journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*», a-t-il dit dans son discours d'ouverture au Congrès.

«*Il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales . Il va falloir aussi que les salariés interviennent massivement et dans la durée*», a-t-il dit. Selon lui, la première journée d'action, le 5 mars, rassemblant la CGT, FO, Solidaires et la FSU, était «*un point d'appui pour la suite*».

«*Le 2 avril va s'ouvrir le débat parlementaire, il ne peut se tenir sans l'intervention des salariés*», a lancé Lepaon. Liberation.fr 18.03

C'est le meilleur moyen de subordonner les travailleurs et militants aux institutions politiques du capital.

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

La majorité des élus du Comité central d'entreprise de PSA a donné lundi son feu vert aux plans sociaux prévus pour l'usine de Rennes et celle d'Aulnay, qui est vouée à la fermeture en 2014 et dont les salariés en grève ont une nouvelle fois manifesté pour contester les projets de la direction.

A grand renfort de pétards, fumigènes et pneus enflammés, environ 200 manifestants, essentiellement des salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois en grève depuis le 16 février et sous tension, ont donné le ton en début d'après-midi devant le siège parisien du constructeur automobile: ils restent farouchement opposés au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévu pour le site de Seine-Saint-Denis et revendiquent toujours "*un CDI pour tous et une pré-retraite dès 55 ans*".

Les élus du CCE étaient consultés sur le projet d'accord concernant les mesures d'accompagnement pour les salariés d'Aulnay et pour les 1.400 suppressions de postes à Rennes. En décembre, les syndicats avaient donné un avis défavorable (CGT et CFDT s'étaient abstenus).

Lundi, les élus du CCE des syndicats FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA ont voté en faveur du plan, soit 15 des 20 élus. Les deux élus CGT (1er syndicat avec 23%) ont voté contre. Pour la CFDT, deux ont voté contre, un s'est abstenu.

Par ailleurs, les syndicats du groupe FO, CFE-CGC, CFTC, SIA-GSEA et y compris la CFDT ont indiqué qu'ils signeraient le projet d'accord. Des dissensions au sein de la CFDT sont apparues : au niveau du groupe, la CFDT va donner son aval au plan, alors que la CFDT d'Aulnay conteste depuis des mois --aux côtés de la CGT et SUD -- les mesures prévues.

L'accord est "*très largement majoritaire*" avec la signature prévue de cinq organisations syndicales représentatives (sur six) qui représentent 76% des salariés, a dit à la presse Denis Martin, directeur industriel.

Ce qui n'empêchera pas les salariés d'Aulnay de "*se battre jusqu'au bout*", a lancé aux manifestants Jean-Pierre Mercier (CGT). "*Ce n'est pas aux délégués centraux de décider pour les salariés d'Aulnay et de donner à la direction l'autorisation de nous licencier*", a renchéri José Dequeiroz, délégué du personnel CFDT d'Aulnay.

Après d'ultimes consultations, la validation du plan social devrait intervenir dans la deuxième quinzaine d'avril.

Selon Philippe Julien, secrétaire CGT d'Aulnay, "*les 3.750 postes de reclassement évoqués par la direction, c'est du flan! S'ils ont vraiment des possibilités de postes, que la direction les mettent dans l'accord et que le gouvernement contresigne*". AFP 18.03

ECONOMIE

Chine

La Chine est devenue le cinquième exportateur d'armes mondial à la place du Royaume-Uni, a annoncé lundi un institut suédois spécialisé, ce qui représente son classement le plus élevé depuis la Guerre froide.

Le volume de l'armement exporté par la Chine entre 2008 et 2012 a augmenté de 162% par rapport à la période précédente de cinq ans, sa part du commerce mondial des armes passant de 2% à 5%, indique le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) dans son rapport.

Les places de numéro un et deux sont occupées par les Etats-Unis et la Russie, qui représentent 30% et 26% des exportations d'armes, précise le rapport. L'Allemagne et la France sont troisième et quatrième.

Le Pakistan représente 55% des exportations d'armes chinoises, la Birmanie 8%, le Bangladesh 7%. Reuters 18.03

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mars 2013

CAUSERIE

Une vingtaine de nouveaux articles seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, je n'ai plus le temps de les intégrer dans le site, ce qui nécessite plus de 30 minutes de travail.

[Un patron au-dessus de tout soupçon, comme Cahuzac quoi !](#)

Ils disent tous cela jusqu'au jour où ils sont pris la main dans le sac.

- 750 tonnes de cheval, c'est la quantité que Spanghero est soupçonné d'avoir écoulé.

- 57 tonnes de viande de mouton britannique interdite à la vente ont été découvertes chez Spanghero ;

Cité par RTL, le président de Spanghero, Barthélémy Aguerre, a estimé que sa société "*n'y était pour rien*" et avait été "*une nouvelle fois trompée par son fournisseur*". Reuters 19.03

Au regard de la quantité énorme sur laquelle portait cette fraude, soit les dirigeants de cette entreprise ne procédaient à aucune analyse des marchandises qui leur étaient livrées par souci d'économies, ils la commercialisaient les yeux fermés comme si aucun risque n'existait quant à leur nature et éventuellement quant à leur état et les conséquences qui pouvaient en découler sur la santé des consommateurs, ce qui était totalement irresponsable au point qu'on a du mal à retenir cette hypothèse, soit ils ont soupçonné qu'il y avait quelque chose d'anormal derrière les prix avantageux qui leur étaient concédés par certains de leurs fournisseurs mais par souci d'engranger plus de profits ils n'ont pas cherché à en savoir davantage ce qui nous renvoie à l'hypothèse précédente, à moins qu'ils étaient parfaitement informés, préférant plaider l'ignorance ou le manque de précaution, une simple faiblesse ou légèreté plutôt que la complicité d'escroquerie en cas de problème dans le futur et qui ferait l'objet d'un traitement judiciaire beaucoup plus dur et plus coûteux, bref, ils comptaient bien s'en sortir quoi qu'il arrive.

Au pire l'entreprise disparaîtrait, mais avec l'argent qu'il a empoché au cours des décennies précédentes, son patron ne devrait pas vraiment être dans le besoin dans l'avenir, ce qui ne sera pas le cas des 300 salariés qui risquent de finir à la case chômage.

ACTUALITE EN TITRES

[Escroc, menteur, leur morale, leur conception de la dignité.](#)

- Montebourg salue "*l'attitude digne*" de Cahuzac - [LePoint.fr](#)

Une odeur de fin de règne

- Mis en cause par la justice, Jérôme Cahuzac démissionne - LeFigaro.fr
- La fédération PS des Bouches-du-Rhône mise sous tutelle - LePoint.fr
- Après le cheval, 57 tonnes de mouton prohibé retrouvées chez Spanghero - AFP
- Mediator: L'agence du médicament mise en examen pour homicides et blessures involontaires - 20minutes.fr
- Un RER attaqué par une vingtaine de jeunes à Grigny - 20minutes.fr
- Nouvelle affaire en Espagne autour du roi Juan Carlos - Reuters

A bas l'école, vive l'exploitation !

- Royal tacle Peillon : pourquoi la France ne veut-elle pas admettre que la réussite sociale peut passer par autre chose que les études ? - Atlantico.fr
- Le travail rend les jeunes plus lucides - 20minutes.fr

Cela s'adresse aux jeunes des couches les plus défavorisées qui doivent se mettre du plomb dans la tête, ainsi lourdement lestés leur insouciance naturelle qui se confond avec leur aspiration légitime à la liberté et à un avenir meilleur que celui de leurs parents sera battue en brèche, brisée, espérant qu'ils deviendront de dociles esclaves rampant devant l'ordre établi.

La "réussite sociale" qui ne passe par les études vous conduira à la condition de prolétaire jusqu'à la fin de vos jours, vaut mieux vous y préparer le plus tôt possible. Que voulez-vous il faut bien des têtes et des jambes dans la société, les têtes vivant confortablement, les jambes étant vouées à la précarité généralisée pour tout juste survivre, normal, non ?

Le fin mot de l'histoire.

- François Kalfon : « *Le redressement productif doit dépasser la lutte des classes* » - Causeur.fr

Causeur.fr est un portail ultra réactionnaire animé notamment par la sioniste Elisabeth Lévy. Dans les pages infos de Yahoo figurent des centaines de titres en provenance d'une quinzaine de sources, c'est là que j'ai trouvé ce titre au relent corporatiste.

Dépasser ou liquider la lutte des classes, c'est la condition à remplir que ce sont fixés les promoteurs d'un gouvernement mondial pour parvenir à leur objectif, cela va donc beaucoup plus loin que la simple évocation du corporatisme, cela correspond à un programme politique destiné à instaurer une dictature mondiale au profit de l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle dont certains médias sont les relais, ce portail en fait partie.

L'UE n'est pas une "**marâtre**", mais une mère maquerelle !

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters -
- Chypre: l'Europe risque d'être vue comme une "**marâtre**", dit le patronat italien - AFP

Sionisme et impérialisme ne font qu'un.

- Un an après Merah, Valls promet un combat sans merci contre l'antisémitisme - AFP
- Tableaux volés à des familles juives: restitution émouvante à Paris - AFP
- Des élus UMP refusent de célébrer la commémoration des victimes de la guerre d'Algérie - 20minutes.fr

Qu'il s'enfonce, s'effondre !

- L'inflation britannique à son plus haut niveau en neuf mois - Reuters

- Espagne: le taux de créances douteuses des banques remonte à 10,78% en janvier - AFP

- Les ventes de voitures en Europe ont chuté de 10,5% en février - L'Expansion.com

- Dexia: la recapitalisation pèsera sur le déficit 2012 en Belgique et en France - AFP

[La question indécente.](#)

- Ménages «*aisés*», acceptez-vous de voir vos allocations divisées par deux? - 20minutes.fr

Et puis quoi encore, vous faites quoi de l'égalité, de la République, hein ? Et la démocratie, vous en faites quoi ?

[Cela doit coïncider avec le nombre des membres des conseils d'administration des multinationales](#)

- "3600 groupes criminels actifs dans l'UE" - LePoint.fr

[Un aveu... tardif qui ne coûte rien.](#)

- Irak : vague d'attentats antichiiites à la veille des dix ans de l'invasion - LeMonde.fr

Tiens donc, il s'agissait d'une "*invasion*", franchement qui l'aurait cru, il aura fallu 10 ans au journal Le Monde pour s'en apercevoir ? Et en Syrie aujourd'hui, il s'agit de quoi ?

L'air de rien c'est de la sorte que les médias s'auto-blanchissent. Bush n'a-t-il pas avoué récemment qu'il avait été trompé, que le rapport qui lui avait été remis sur l'Irak comportait de graves lacunes ? C'est la même méthode destinée à redorer son blason terni par des années de mensonges à destination des esprits faibles.

Comment cela, vous osez nous accuser de collusion avec l'impérialisme américain ? Et la plupart des intellectuels ou les têtes pensantes de la classe moyenne, si, si, ils sont capables de penser, s'en accommodent. Cela doit être leur bonne conscience qui leur recommande modestement d'accepter quelques entailles à leurs principes à géométrie variable qu'ils qualifient volontiers de faiblesses, quand ils ne les mettent pas sur le compte de leur ignorance...

Fautes avouées à moitié pardonnées ou plutôt aussitôt enterrées, volatilisées, ce qui permet de les reproduire à l'infini ou de ne rien changer et ainsi de suite. Les apparences sont sauvées, c'est l'essentiel. Pour ces gens-là la bonne conscience, la morale, les principes, etc. n'est pas une exigence liée à leurs conditions de vie relativement confortables, c'est un divertissement intellectuel comme un autre, un sujet de conversation comme un autre avant de passer à autre chose, ils n'ont finalement rien à envier au café du commerce qu'ils méprisent.

Et puis, ils comptent sur l'amnésie des gens, le temps passant, qui se souvient encore des titres et des articles pro impérialistes du Monde des années 2003 et suivantes ? Personne ou presque. Qui en tiendra compte ? Encore moins de gens, au bout du compte tranquillement ils peuvent écrire tout et son contraire sans qu'on leur en tienne rigueur et la vie continue comme avant.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Quand le régime bat de l'aile de tous côtés.](#)

1- Cahuzac. Le 16 mars nous avons titré "***Touché, coulé !***"

Question : parmi les grands bourgeois du PS, combien sont-ils dans le même cas ? En cherchant du côté des banquiers, collectionneurs de montres, de tableaux, d'objets d'art, de propriétaires de villa ou appartement de luxe, d'associés dans des SCI, de modestes contributeurs à l'ISF, de participants à des think-tanks liés au lobbying européen ou transatlantique, d'ex-collaborateurs de grandes banques ou multinationales, etc. les juges ont de quoi faire et décapiter la direction du PS, au passage celle de l'UMP et de l'UDI, accessoirement du FN pour n'oublier personne.

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est d'observer la solidarité exemplaire qui existe entre les députés de ce qu'ils appellent la droite et la gauche, à lire plus loin.

On a là la nature du régime, des institutions, des partis qui les composent et qui sont totalement étrangers à la classe ouvrière et à ses besoins, c'est un euphémisme de le préciser, mais il le faut bien puisque jusque dans nos rangs il y en a qui soutiennent encore le PS, cherchez l'erreur. Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler car ce n'est pas drôle du tout, c'est que ceux qui tiennent à se démarquer des différents partis POI, NPA ou LO reproduisent en réalité les mêmes erreurs et sombrent dans le même opportunisme.

Qu'ils nous permettent de ne pas être de la partie, car nous estimons qu'il ne peut y avoir de véritable indépendance politique sans rupture avec le PS et ses satellites, les institutions du capital, la totalité de ses représentants, prétendre le contraire est une escroquerie politique ou faire preuve d'ignorance. Trotsky disait qu'il ne fallait pas craindre d'apparaître comme une secte parce qu'on ne mangeait pas de ce pain-là, la suite des événements ne devrait pas tarder à trancher. Trotsky ajoutait qu'on devait se foutre de savoir qui avait raison ou tort à l'arrivée, que nous ne devons pas entrer dans ce genre de considérations qui relevait d'un état esprit méprisable et que seule l'adhésion du plus grand nombre à nos positions importaient, la victoire de notre cause. Trotsky avait assurément développé un niveau de conscience politique supérieur à celui de nos dirigeants. Nous les invitons à s'en inspirer au plus vite s'ils en sont encore capables.

- La démission de Jérôme Cahuzac après l'ouverture à son encontre d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale a asséné mardi un coup de massue au gouvernement français et à sa majorité socialiste, sur fond d'impopularité de l'exécutif.

La réaction ultra-rapide de François Hollande, qui s'est immédiatement séparé du ministre du Budget et l'a remplacé par un fidèle, Bernard Cazeneuve, pourrait cependant lui permettre de limiter les dégâts, estiment des analystes politiques.

Jérôme Cahuzac continue de nier catégoriquement avoir détenu un compte bancaire en Suisse, comme l'en accuse le site internet Mediapart. Mais le parquet de Paris a jugé nécessaire, au vu des investigations menées jusqu'ici, de passer à une nouvelle étape.

"L'Elysée avait à mon avis anticipé toutes les hypothèses possibles", estime Christian Eckert, rapporteur socialiste à la Commission des finances de l'Assemblée nationale. *"La rapidité de la démission montre qu'il y avait eu au moins une réflexion."*

L'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire est tombée en pleine séance des questions d'actualité à l'Assemblée, juste avant le vote solennel sur la loi Education.

"Quand on est sortis tout à l'heure de l'hémicycle, les députés, à gauche comme à droite, pensaient que ce n'était plus possible. Tout le monde disait, c'est terminé, il faut qu'il démissionne", raconte un parlementaire socialiste.

La démission de ce ministre clef d'un gouvernement contraint de serrer les boulons budgétaires à tous les étages, qui avait acquis une forte autorité et négociait pied à pied avec ses collègues de nouvelles économies, tombe a priori au plus mauvais moment pour le chef de l'Etat et son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, au plus bas dans les sondages de popularité.

"C'est un très bon ministre dans un moment très important", estime un député PS, membre de la commission des finances. *"On va avoir le programme de stabilité budgétaire à remettre à la Commission européenne à la mi-avril, donc toute la trajectoire budgétaire à refaire en fonction des nouvelles données en matière de croissance et déficits."*

"En plus demain (mercredi), on a la motion de censure de l'UMP. Ça tombe vraiment très mal", renchérit un autre.

Pour l'analyste politique Jean-François Doridot, de l'institut Ipsos, tout n'est cependant pas totalement noir dans ce nouvel épisode d'une affaire déclenchée en décembre par des révélations du site internet d'information Mediapart.

"François Hollande a fait preuve d'autorité, il a montré qu'il ne transigeait pas avec un certain nombre de principes et qu'il pouvait trancher tout de suite", estime-t-il.

Un avis partagé par un haut responsable du PS, pour qui il fallait à tout prix empêcher que l'affaire Cahuzac devienne un élément perturbateur de plus pour le gouvernement.

"Actuellement, le gouvernement a des difficultés à faire émerger un message clair et tout élément qui viendrait perturber ce message serait un handicap", explique cet élu. *"Ce n'est pas tout à fait la même chose d'être au coeur d'une polémique lancée par un organe de presse et d'avoir la justice qui enquête sur votre cas."*

La démission rapide de Jérôme Cahuzac devrait permettre à François Hollande de préparer plus sereinement l'intervention télévisée qu'il doit faire dans les prochains jours. Reuters 19.03

2- Un parti corrompu jusqu'à l'os.

Les membres du Bureau national du PS réunis mardi 19 mars ont approuvé "à l'unanimité" la proposition du premier secrétaire du parti, Harlem Désir, de mettre sous tutelle jusqu'en mars 2014 la fédération des Bouches-du-Rhône, déchirée depuis des mois par des affaires et des rivalités internes, dans la perspective des élections municipales. [Lemonde.fr](http://lemonde.fr) 19.03

Le PS est un parti d'affairistes, ceux qui issus de différents partis l'ont rejoint et qui ont gravi les échelons au sein de son appareil pour y faire leur carrière, l'ont parfaitement compris. Leur participation aux différents échelons des institutions, du simple maire au président de la République, a fait d'eux des représentants et des serviteurs de l'ordre établi, ils ont pour devoir de faire respecter la Constitution à la population. Vous admettez que remplir une fonction aussi ingrate mérite compensation sonnante et trébuchante.

Qu'ensuite ils s'accrochent à cette fonction leur semble tout à fait naturel, puisqu'ils procèdent tous de la même manière, à l'exception toutefois des maires des petites communes qui finalement n'ont aucun pouvoir ou comptent pour du beurre. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'ils ont une espérance de vie largement supérieure à la moyenne de la population, rarement en dessous de 85 ou 95 ans, on a envie de dire malheureusement.

3- Un cynique euphémisme. Tous complices.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), anciennement Afssaps, a été mise en examen mardi en tant que personne morale pour homicides et blessures involontaires dans l'affaire du Mediator, apprend-on de source judiciaire.

Les juges chargés du dossier reprochent à l'ANSM des "*fautes de négligence commises entre 1995 et 2009*", dit l'agence dans un communiqué. Reuters 19.03

Peu importe la période retenue, il faut seulement avoir à l'esprit que l'UMP, l'UDI, l'UC, le PS et ses satellites, aujourd'hui comme hier ou avant-hier sont étroitement associés à la gestion de la société. Ils participent ensemble au fonctionnement des commissions parlementaires ou sénatoriales ou d'autres organismes qui couvrent la totalité des aspects de la vie économique et sociale du pays. Il en va de même au sein des institutions de l'UE.

Donc s'il y a eu négligence ou faute, ils en partagent la responsabilité, mieux, la complicité, car ils ne sont pas sans savoir que certaines institutions ou certains organismes ont un fonctionnement quasi opaque et couvrent des activités douteuses ou frauduleuses, illégales. En prenant leur fonction, ils en assument pleinement la responsabilité, en se disant sans doute que puisqu'elle est partagée avec tous les autres parlementaires, finalement quoi qu'il arrivera ils ne risqueront rien et c'est bien ce qui se passe chaque fois, qu'on se souvienne de l'histoire du sang contaminé, tous les ministres mis en cause à l'époque s'en sont très bien sortis, dont Fabius.

Les puissants trusts pharmaceutiques font la loi et le législateur s'y plie docilement en l'adoptant, voilà la réalité. Donc dans cette affaire criminelle, c'est autant Servier (Mediator) que les institutions et l'ensemble des partis qui y participent qu'il faut juger.

[Amalgame. Le ghetto du sionisme est la tombe des juifs, un acte antisémite .](#)

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a promis la tolérance zéro en matière d'antisémitisme au terme d'une journée de recueillement à Toulouse en mémoire des victimes juives tuées il y a un an par Mohamed Merah.

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé "*un nouvel antisémitisme, né dans un certain nombre de nos quartiers, né de la haine du Juif, d'Israël, de la France et de nos valeurs*".

Plus de 500 personnes, la communauté juive, les élus et les corps constitués, ont assisté à mardi soir à la cérémonie, qui s'est achevée par une prière pour la République. AFP 19.03

L'antisémitisme naît de la haine de l'Etat sioniste, il fallait oser le dire, ainsi les choses sont parfaitement claires.

Critiquer la politique du gouvernement israélien serait faire preuve d'antisémitisme, il faudrait donc l'approuver même quand il massacre des populations innocentes, pas seulement dans les territoires palestiniens, au Soudan ou en Syrie par exemple.

Décidément sionisme et impérialisme sont bien liés, mieux complémentaire, l'un sert à justifier l'autre.

[La preuve que les masses rejettent les institutions et leurs partis.](#)

Sept Français sur dix ne font pas confiance aux responsables politiques. Dix mois après la présidentielle et les législatives, la

défiance des Français envers leurs représentants et les partis est générale selon un sondage exclusif Harris Interactive-Institut Montaigne-LCP-Tilder.

L'alternance entre la majorité de droite et la nouvelle majorité de gauche renforce vraisemblablement ce sentiment auprès des personnes interrogées qui ne se reconnaissent ni dans la politique menée par Nicolas Sarkozy, ni dans celle conduite par François Hollande. Alors que la crise économique perdure et que le chômage poursuit sa montée, 88 % des personnes interrogées qui se déclarent «sans préférence partisane» annoncent ne pas faire confiance aux responsables politiques.

Ce rejet n'est cependant pas propre aux sympathisants des partis contestataires puisque 83 % des électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 et des sympathisants de l'UDI de Jean-Louis Borloo affichent leur défiance envers leurs représentants. Les seuls Français qui se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique se trouvent parmi les sympathisants du PS (51 %) et d'Europe Écologie Les Verts (53 %). lefigaro.fr 19.03

Quels enseignements politiques vont en tirer nos dirigeants ? Aucun, ils en ont été incapables jusqu'à ce jour. Vous savez pourquoi ? Parce qu'au lieu de se tourner vers l'immense majorité de la classe ouvrière qui rejettent les institutions et leurs partis, ils se tournent vers les couches supérieures minoritaires qui "*se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique* et qui se trouvent être parmi les sympathisants du PS. C'est leur fond de commerce sans lequel leurs partis seraient réduits à une poignée de militants, leur appareil disloqué... Ils sont le flanc gauche des appareils qui entretiennent des illusions dans le régime, qui leur accorde encore parfois quelques miettes en reconnaissance de leur soutien.

Il faut davantage "**sécuriser**" l'accord patronal du 11 janvier 2013.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a demandé mardi au gouvernement de "*modifier*" le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, jugeant que certains points n'étaient "*pas conformes à l'esprit de l'accord*" entériné par les partenaires sociaux le 11 janvier.

Pour la présidente du Medef, il y a des "*éléments qui, selon nous, devraient encore être modifiés par le gouvernement avant d'entrer à l'Assemblée*".

Mme Parisot a notamment pointé la question des modalités de la généralisation des complémentaires santé à tous les salariés, des ambiguïtés sur les délais préfix, qui encadrent les procédures judiciaires, et "*les dispositifs liés à la mobilité interne ou aux accords de maintien dans l'emploi*", qui ne lui "*paraissent pas sécurisés juridiquement*".

Et d'ajouter: "*Tout n'est pas perdu (...). J'espère que tout le monde comprendra qu'il en va de l'esprit du dialogue social et du paritarisme, et de l'introduction du concept de flexisécurité dans notre pays*". AFP 19.03

Elle a raison, plus le gouvernement recule et plus il est possible d'en obtenir quelque chose...

Tiens donc, le "*paritarisme*" serait-il à l'origine du dialogue social ? Quel aveu ! Merci madame Parisot de confirmer ce que nous n'avons de cesse de marteler et qui est à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Nous sommes résolument contre le paritarisme, la gestion de quoi que ce soit par les syndicats au côté du patronat et du gouvernement, qu'il s'agisse des organismes sociaux ou de leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées (SNCF par exemple).

Sauver nos retraites ou sauver le régime, d'après vous de quel côté penche naturellement FO ?

FO reprend à son compte l'argumentation, le chantage exercé par le patronat, si vous n'acceptez pas de nouveaux sacrifices cela en sera fini des retraites, du système par répartition, il le revendique comme vous pourrez le lire plus loin.

Certes les sacrifices peuvent paraître minimes, mais l'essentiel est ailleurs, c'est qu'en mettant le doigt dans cet engrenage infernal, à la fin c'est la main et tout le reste qui y passera puisque vous aurez habitué les travailleurs à accepter la remise en cause de leurs droits.

C'était au gouvernement et au patronat de prendre seuls la responsabilité de ce recul social et non à un syndicat dit ouvrier de brader nos acquis sous prétexte que pèserait une plus grande menace encore sur les retraites, c'est une question de principe non négociable selon notre conception de la lutte de classe, que cela ne soit pas celle des dirigeants de FO dont ceux du POI ne nous étonne pas.

Ils bradent nos acquis dans l'espoir que les masses conserveront tout de même de quoi supporter la crise du régime pour ne pas en venir à se poser la question de sa remise en cause. Au passage, bien des couches n'en sont déjà plus capables depuis un

certain temps. Peine perdue, leurs conditions d'existence ne cesse de se dégrader et ce n'est qu'un début. Ils entretiendront jusqu'au bout l'illusion qu'ils pourront y échapper de telle sorte que lorsque cela leur tombera sur la tête, elles seront complètement sonnées, elles n'y comprendront rien, et pour ne pas y avoir été préparées elles seront incapables de trouver la voie pour affronter le régime, voilà le scénario complet auquel nous allons assisté, les dirigeants de FO le savent, ils feignent de l'ignorer, ce qui compte à leurs yeux c'est avant tout soulager le régime auquel ils sont liés.

Que l'on comprenne bien, si cet accord et bien d'autres n'avaient pas été signés, qu'est-ce qui se serait passé ? Le patronat aurait fait valoir ses revendications auprès du gouvernement, celui-ci se serait exécuté et la situation sociale serait encore pire que ce qu'elle est. Si les dirigeants syndicaux signent ce genre d'accords ce serait pour épargner aux masses davantage de souffrances, mais leurs véritables intentions sont tout autres comme on l'a relevé plus haut, il s'agit de procéder par étapes pour ne pas que la machine s'emballer et continuer de contrôler leurs troupes et la classe ouvrière.

La crise du capitalisme nous conduit tout droit à l'abîme, les Grecs, les Portugais et les Espagnols sont en train d'en faire l'amère expérience, les autres suivront infailliblement, c'est à l'ordre du jour de l'OCDE, de l'UE et du FMI. Maintenant ils tiennent à maîtriser ce processus de régression sociale (et politique) sans fin, il doit se réaliser selon un plan qu'ils ont arrêté, en y associant les différents acteurs dont les gouvernements, les parlementaires, les syndicats et les partis ouvriers, tout ce beau monde doit resté à sa place et remplir le rôle que leurs maîtres attendent d'eux, tout doit se dérouler avec le minimum de désordre, de mobilisation, tous doivent reprendre à leur compte l'argumentation qui a été mise au point et à leur disposition par les représentants de l'oligarchie financière, à chacun ensuite de se débrouiller pour le faire avaler à ses troupes, en entier ou par petites doses, l'essentiel étant d'avancer dans la direction qui a été fixée et de ne pas s'en écarter, force est de constater que FO n'est pas sorti des clous, tout comme les autres syndicats avec lesquels il se partage les rôles.

Ils veulent faire croire aux militants et aux travailleurs qu'en procédant de la sorte, sans leur livrer leurs véritables intentions évidemment, qu'ils échapperont au pire, que la formidable régression sociale qui a frappé le prolétariat de plusieurs pays, tous en réalité à des degrés divers, la misère s'étend en Hongrie par exemple, en Grande-Bretagne le droit à la santé ou aux études n'est plus qu'un souvenir, etc. ne les concernera pas, or c'est totalement faux, leur faire croire est criminel.

Soutenir le régime dans la perspective d'épargner le pire aux travailleurs, c'est cette politique de renoncement continu qui a pavé la voie à tous les régimes autoritaires ou les dictatures dans le passé après avoir désarmé politiquement les travailleurs, les avoir induits sciemment en erreur, pour finalement les abandonner à leur triste sort.

A l'opposé, on devrait refuser toute collusion ou compromis avec le régime en place quitte à ce qu'il durcisse sa politique anti-ouvrière, il en prendrait seul la responsabilité, alors qu'ici elle est partagée avec les syndicats et les partis qui en sont partie prenante, c'est donc leur indépendance qui est remise en cause ou qui n'existe que théoriquement en fait, refuser tout compromis ce serait à la fois garantir l'indépendance des organisations et des partis ouvriers indispensables pour la suite de notre combat, condition indispensable pour espérer vaincre notre ennemi, et ouvrir la voie au rassemblement de la classe contre le régime pour l'abattre.

Ceux qui se prétendent indépendants du capitalisme et des institutions sont en réalité des renégats, des traîtres qui livrent notre classe à l'ennemi, morceau par morceau, voilà la leçon qu'on peut tirer de cette expérience.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 mars 2013.

- Le Bureau confédéral a décidé, à l'unanimité, de signer l'accord sur les retraites complémentaires.

Comme les autres régimes sociaux, les régimes complémentaires sont victimes de la crise et de l'austérité qui plombent les recettes. Depuis quelques années, s'agissant des retraites complémentaires, nous puisons ainsi dans les réserves.

Les régimes paritaires, gérés par accord interprofessionnel entre syndicats et patronat, sont donc en difficulté financière. Ne rien faire, c'est se retrouver sans réserves en 2016 à l'AGIRC, en 2019 à l'ARRCO. Ce qui imposerait soit une baisse drastique des pensions versées, soit la fin des retraites complémentaires, deux schémas inacceptables. Ne rien faire, c'est ouvrir en grand la porte à une réforme globale ou systémique des retraites, ce à quoi nous sommes opposés. (...)

Nous avons accepté une revalorisation temporaire un peu moins forte par rapport à l'inflation.

Ce n'est pas la première fois. Dans les années 1994 à 1997 ce fut déjà le cas, y compris à l'époque avec deux années de gel pour l'AGIRC.

D'aucuns en tirent pour conséquence que le gouvernement pourrait s'en inspirer pour les retraites de base (ce qu'il n'avait d'ailleurs pas fait dans les années 1990). Nous ne sommes pas d'accord, tout simplement parce que les plus petites retraites sont dans le régime de base (retraite maximale de 1.400 euros mensuels), les retraites complémentaires, comme leur nom l'indique, viennent en complément!

Ce qui peut valoir pour elles temporairement ne le vaut donc pas pour les retraites de base.

S'agissant des retraites complémentaires, contrairement à ce qu'on lit ou entend ici et là, il n'y a ni baisse des pensions, ni gel.

Concrètement en 2013:

- Pour la plus petite retraite ARRCO, il y aura une revalorisation mensuelle inférieure à 42 centimes à ce qui aurait pu être fait;
- Pour une retraite moyenne ARRCO, la différence sera de 1,82 euro;
- Pour une retraite AGIRC moyenne, l'écart sera de 3,82 euros.

Attachée au paritarisme –rempart contre l'étatisation et la privatisation–, attachée aux régimes par répartition, opposée à toute réforme dite systémique qui s'apparente à une implosion des régimes des retraites et pensions, Force Ouvrière prend en toute liberté de comportement ses responsabilités, comme elle l'a toujours fait pour assurer l'objectif de pérennité des retraites complémentaires.

Le paritarisme, c'est la cheville ouvrière de la collaboration de classes... Si pour sauver notre classe le capitalisme doit s'effondrer, qu'il s'effondre. FO n'y tient pas, on l'aura compris.

Notre classe ne parviendra pas à son émancipation sans subir d'importants sacrifices à côté desquelles les misérables calculs d'épicier de FO sont grotesques. Quand elle sera durement frappée et que les conditions (objectives) mêmes de sa survie seront menacées, elle se mobilisera contre l'Etat, et c'est au cours de cette période que sa conscience de classe progressera et que nous pourrons construire le parti révolutionnaire, si toutefois nous nous y sommes préparés nous-mêmes, je parle de l'avant-garde consciente, ce qui à ce jour n'est pas le cas.

[Annulation de la dette, à bas la troïka et le gouvernement chypriote des banksters !](#)

On vient d'apprendre que "*les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%*", ce n'est pas un canular, la source est un diplomate européen qui a souhaité demeurer anonyme, on le comprend.

Quand on rappelle de quoi ils sont capables, on nous tourne le dos, on se refuse à regarder la réalité en face jusqu'au jour où on ne peut plus l'éviter et on se la prend violemment en pleine figure, mais là très souvent il est trop tard pour réagir. Nous ne sommes ni des extrémistes ou des provocateurs, nous partons tout simplement des faits et rien que les faits, n'en déplaisent à nos détracteurs.

Cela rappelle les dépressions des années 20-30 lorsque des millions de petits épargnants furent ruinés en 24 heures ou quelques jours suite à un coup d'Etat des banquiers. La suite sera à l'avenant...

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters

Les députés chypriotes ont rejeté mardi soir à une très large majorité le projet de loi sur la taxation des comptes bancaires, remettant en question le déblocage d'une aide financière européenne de 10 milliards d'euros.

Face à la colère des épargnants, le gouvernement avait modifié son projet de loi, exonérant les dépôts inférieurs à 20.000 euros et prévoyant de taxer à 6,75% les sommes situées entre 20.000 et 100.000 euros et à 9,9% les comptes de plus de 100.000 euros.

Mais le Parlement, où aucun parti ne dispose de la majorité absolue, s'est prononcé contre le projet de loi par 36 voix contre et 19 abstentions (les députés du parti au pouvoir; le 56e député n'a pas pris part au vote).

A Francfort, la Banque centrale européenne (BCE), a "*pris acte*" de la décision du Parlement chypriote et souligné qu'elle était en contact avec ses partenaires de la troïka, l'UE et le FMI. Dans son communiqué, elle "*réaffirme son engagement à apporter des liquidités si nécessaire et dans le cadre des règles existantes*".

L'annonce du rejet de la taxe sur les comptes bancaires a été saluée dans la liesse par la foule réunie devant le Parlement. "*Chypre appartient à son peuple*", ont scandé les manifestants.

On ignore pour l'heure ce qui va advenir du plan négocié à Bruxelles, mais l'Union européenne avait clairement indiqué avant la décision des députés chypriotes qu'il n'y aurait pas d'aide financière sans contribution des titulaires de comptes bancaires et, à Paris, le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici déclarait que la zone euro et le FMI n'iraient pas au-delà de dix milliards.

"Nous ne pouvons pas prêter plus. Aller au-delà de 10 milliards d'euros, ça fait exploser la dette de Chypre", a-t-il dit lors d'une rencontre avec des journalistes, à Paris. Reuters 19.03

- Chypre: la taxe sur les dépôts bancaires que personne n'assume - L'Expansion.com avec AFP

- Quatre jours après la mise au point du plan d'aide pour Chypre qui comprend une ponction sur les dépôts bancaires, les partenaires européens se rejettent la responsabilité de l'initiative.

Deux jours après avoir ficelé l'accord en contrepartie d'une aide internationale de 10 milliards d'euros, Nicosie dénonçait un "chantage" de ses bailleurs de fonds. "Le président Nicos Anastasiades s'est démené pour ne pas arriver à une telle issue qui a été imposée par ceux qui tentent de justifier leur décision", s'est défendu le gouvernement chypriote.

"Ce que nos bailleurs cherchaient à faire était de fermer les deux principales banques du pays, transférer les dépôts en-dessous de 100 000 euros dans une banque saine et tirer un trait sur tous les autres dépôts. Cela se serait traduit par une perte de valeur de 40% sur les dépôts, selon le FMI, et les comptes auraient été bloqués pendant 5 à 10 ans", a dénoncé lundi dans un communiqué le porte-parole du gouvernement chypriote. C'est pour éviter ce scénario catastrophe que les autorités chypriotes auraient accepté le principe d'une taxe sur tous les dépôts.

Un tableau simpliste que réfutent certains observateurs. Chypre aurait une lourde responsabilité, selon un diplomate, pour qui le président Anastasiades a refusé de taxer les dépôts au-dessus de 100 000 euros "avec un taux à deux chiffres", afin de protéger l'attractivité de sa place financière. D'où le seuil de 9,9% retenu pour les gros dépôts. En contrepartie, il a accepté d'imposer un taux important aux épargnants moins fortunés pour que la taxe rapporte 5,8 milliards d'euros comme prévu. Ce que Nicosie dément.

Selon une source diplomatique européenne qui s'exprime sous couvert d'anonymat, "les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%". "Il y a eu des mises en garde mais ils n'ont pas voulu écouter. Le comble maintenant est qu'ils n'assument pas", s'emporte-t-elle.

Malgré ces craintes, le gouvernement allemand, tout comme le FMI, a proposé une solution qui protège les petits épargnants, a assuré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, mettant en cause à la fois le gouvernement chypriote, la Commission européenne et la Banque centrale pour avoir mis en place la taxe qui touche tous les déposants, sans exception. Ce sont "eux qui ont choisi cette solution et ils doivent maintenant s'en expliquer auprès du peuple chypriote", a-t-il affirmé à la télévision allemande. Protéger les petits dépôts est "la position que j'ai défendue vendredi face à des positions beaucoup plus dures", a renchéri le ministre français Pierre Moscovici.

Selon des sources concordantes, la Commission européenne a travaillé sur l'hypothèse d'une taxe pour tous les déposants mais a proposé des taux moins pénalisants, autour de 3%, pour les moins fortunés. C'est la zizanie en Europe. L'Expansion.com avec AFP 19.03

Ce qu'il faut retenir de cette partie de poker menteur, c'est que la taxation imposée à la population chypriote, le racket des banquiers, a été votée à l'unanimité vendredi, par la BCE, le FMI et l'ensemble des ministres de l'Economie et des Finances de l'Eurogroupe, ce que ne précise pas l'auteur de cet article, et pour cause cela mettrait en lumière le véritable nature ou les véritables intention de ces institutions supranationales illégitimes qui n'auraient pas pu être fondées sans l'accord des banquiers de la Fed et leurs alliés européens dont ils servent les intérêts, ainsi que la collusion permanente qui existe entre ces institutions et la totalité des gouvernements de l'UE et ceux qui les ont précédés.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Un parti régional indien a annoncé mardi son retrait de la coalition au pouvoir, affaiblissant davantage le gouvernement qui ne dispose que d'une minorité au parlement, même si un ministre a démenti toute crise politique.

Le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), deuxième parti plus important de la coalition, avait fait pression, en vain, sur le gouvernement de centre-gauche dirigé par le parti du Congrès pour condamner le Sri Lanka, accusé de crimes de guerre contre la minorité tamoule lors du conflit ethnique achevé en mai 2009.

Le chef de ce parti basé dans l'Etat du Tamil Nadu (sud), Muthuvel Karunanidhi, a annoncé lors d'une conférence de presse à Chennai (sud, anciennement Madras) que son parti allait quitter la coalition de l'United Progressive Alliance (UPA), au pouvoir depuis 2009.

A moins d'un compromis de dernière minute, cette annonce accroît la probabilité d'élections générales plus tôt que la date prévue mi-2014, l'UPA ne jouissant que d'une minorité depuis le retrait d'un parti régional clé en septembre l'an dernier.

Depuis la fin du sanglant conflit au Sri Lanka, Colombo a été accusé à maintes reprises d'exactions commises par les forces gouvernementales lors des derniers mois. Mais le Sri Lanka dément toutes allégations de crimes de guerre et refuse l'ouverture d'une enquête internationale.

Le conflit entre l'armée sri-lankaise et la guérilla tamoule, qui se battait pour obtenir un territoire indépendant, a duré de 1972 à mai 2009. Il a fait, selon des estimations de l'ONU, environ 100.000 morts.

Des organisations de défense des droits de l'homme estiment que 40.000 civils ont été tués au cours des derniers mois par les forces gouvernementales. Les rebelles tamouls ont aussi été accusés d'exactions et d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains.

Le ministre des Finances, P. Chidambaram, a toutefois démenti que le gouvernement avait perdu le gouvernail: "*Le gouvernement est stable, le gouvernement va continuer*", a-t-il déclaré devant des journalistes. "*Il n'y pas de crise*", a-t-il ajouté.

P. Chidambaram a aussi estimé que le chef du DMK pourrait revenir sur sa décision si le parlement adoptait une résolution condamnant le Sri Lanka: "*Il révisera sa décision si cette résolution est examinée par le gouvernement*", a-t-il espéré.

Un porte-parole du parti DMK, T.K.S. Elangovan, a indiqué à l'AFP que les ministres du DMK allaient démissionner.

Mais il a aussi laissé entendre que l'annonce du parti pourrait être une tactique pour contraindre le parti du Congrès à durcir ses critiques à l'égard du Sri Lanka: "*Les ministres n'ont pas encore présenté leur démission*", a-t-il ainsi souligné. AFP 19.03

Le DMK a été laminé aux dernières élections législatives en 2012, il lui fallait trouver un os à ronger pour ses troupes. C'est un parti bourgeois.

Muthuvel Karunanidhi est la troisième ou quatrième plus grande richesse de l'Etat du Tamil Nadu (sud) qui compte 60 millions d'habitants, c'est un gangster, ces rejetons sont impliqués dans des assassinats et des extorsions de fonds... Vous savez comment il a appelé son fils aîné amené à lui succéder ? Staline, je ne déconne pas.

SOCIAL

1- France

1.1- La papeterie de Condat va supprimer 150 emplois.

Plus de 150 emplois, sur un total de 658, sont menacés de suppression à la papeterie de Condat en Dordogne, a-t-on indiqué lundi de source syndicale, alors que la direction a dit envisager un "*projet de réorganisation*" avec des "*conséquences pour l'emploi*". Selon Guy Bretou, délégué CGT à la papeterie Condat, la direction a convoqué un comité d'entreprise pour "*annoncer la fermeture de la ligne 6 de fabrication de papier*" à échéance de juin prochain, ce qui signifierait la perte de 144 emplois, entre les "*gens travaillant sur la ligne et ceux derrière*".

En prenant en compte dix départs en retraite non remplacés début 2013, ce sont 154 emplois au total menacés de suppression, selon le délégué syndical, qui a évoqué un "*coup de poignard*", une annonce "catastrophique" pour le site situé sur le Lardin Saint-Lazare et Condat-sur-Vézère, dans l'est de la Dordogne. AFP 18 03

1.2- Ce qu'ils ont fait de la société : un monstre !

Samedi vers 22h, entre 20 et 30 personnes ont attaqué un RER stationné en gare de Grigny-Centre. Ils sont entrés dans la rame et s'en sont pris aux gens qui s'y trouvaient pour les forcer à leur remettre portables et argent, a expliqué une source policière. Une dizaine de personnes ont été agressées. "*J'étais dans le RER en direction de Corbeil-Essonnes, et à Grigny nous avons entendu beaucoup de bruits et de cris et nous avons vu des gens courir sur les quais*", a déclaré à l'AFP un jeune homme sous couvert d'anonymat.

«Une attaque de diligence de l'époque moderne»

Après avoir tiré le signal d'alarme, les jeunes gens, qui avaient le visage dissimulé, sont passés de wagon en wagon et ont attaqué «le plus de monde possible», a-t-il expliqué. «Moi j'ai pris un coup de poing et du gaz lacrymogène dans les yeux. Ils ont arraché le sac à main de mon amie et m'ont pris mon argent. C'était rapide, violent et cela avait l'air très organisé», a ajouté ce jeune homme, étudiant à Evry. «Cela ressemble à une attaque de diligence de l'époque moderne», a estimé la source policière. «De cette ampleur, ce n'est pas habituel.» 20minutes.fr 19.03

2- Italie

Les journalistes du principal quotidien italien Il Corriere della Sera sont en grève mardi et mercredi pour protester contre un plan de restructuration prévoyant 110 suppressions d'emplois sur un total de 355, selon un communiqué syndical visible mardi sur son site internet. Suite à ce mouvement, le site du journal ne sera pas mis à jour mardi et mercredi et la version papier sera absente des kiosques mercredi et jeudi. lefigaro.fr 19 03

3- Allemagne

La rémunération moyenne des patrons allemands du Dax s'est élevée à 5,33 millions d'euros l'an dernier, un chiffre en hausse de 3% par rapport à l'année précédente, selon une étude publiée aujourd'hui. AFP 19 03

ECONOMIE

1- UE

Le Parlement européen et les Etats de l'Union ont abouti mardi à un accord pour confier à la Banque centrale européenne (BCE) la supervision de l'ensemble des banques de la zone euro, une évolution censée prévenir de nouvelles crises dans la région.

Cet accord marque l'aboutissement du projet lancé l'an dernier pour confier à la BCE les pouvoirs lui permettant d'encadrer dès la mi-2014 toutes les banques de la région, un premier pas vers la création d'une véritable union bancaire au sein de l'UE.

L'accord prévoit que la BCE supervisera toutes les banques dont les actifs dépassent 30 milliards d'euros ou 20% du produit intérieur brut (PIB) de leur pays d'origine. La prochaine étape de la construction de l'Union bancaire devrait être la création d'un mécanisme et d'un fonds uniques de "résolution" destiné à gérer le démantèlement éventuel d'établissements en grande difficulté en lieu et place des Etats. Mais la réticence de plusieurs pays, Allemagne en tête, à alimenter un tel fonds pourrait poser problème. Pour Paul De Grauwe, économiste à la London School of Economics, le projet de taxation des dépôts à Chypre illustre d'ailleurs le manque de soutien de certains Etats à la mutualisation des ressources nationales.

"C'est un coup presque fatal porté à l'union bancaire", a-t-il dit. "L'élément clé de l'union bancaire, c'est un système qui permet de s'aider mutuellement et de partager les coûts quand une crise bancaire se produit dans un pays donné. Mais la volonté d'y parvenir est absente." Reuters 19 03

2- France

La croissance restera bien proche de zéro cette année en France, faisant dérapier les déficits, mais le gouvernement doit multiplier les réformes structurelles sans pour autant durcir la rigueur budgétaire, estime l'OCDE dans un rapport publié mardi.

L'organisation rejoint la Commission européenne dans son diagnostic, et le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a assuré mardi qu'il s'agissait là d'une "base de travail" pour la prévision gouvernementale attendue dans les prochains jours.

"Le calendrier politique offre une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie ambitieuse de réformes permettant d'accroître l'efficacité et de réduire le coût des politiques publiques", insiste le club des pays riches. Les récentes mesures en faveur de la compétitivité et sur le marché du travail "constituent des signaux encourageants" à ses yeux.

Ses experts publient tout un catalogue de mesures susceptibles, selon eux, de diminuer le niveau des dépenses publiques, dont la France détient le record au sein de l'OCDE juste derrière le Danemark.

Parmi les recommandations, certaines sont déjà à l'étude (amélioration de la formation professionnelle, réforme des retraites...) mais d'autres risquent de déplaire à la majorité de gauche, comme la simplification du licenciement ou la fusion des petites

communes et la suppression du département. AFP 19.03

3- Espagne

Le taux de créances douteuses dans les banques espagnoles a repris sa hausse au mois de janvier, à 10,78% du total des créances contre 10,44% en décembre, selon les données publiées mardi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 170,69 milliards d'euros en janvier, contre 167,45 milliards d'euros en décembre. lefigaro.fr 19 03

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars 2013

CAUSERIE

A tous les lecteurs, amis et camarades francophones dans le monde qui se connectent sur le portail.

J'ai dressé une liste des villes d'où vous vous connectez, j'ai laissé de côté la France et l'Europe occidentale, ceux que j'ai oubliés m'excuseront. C'est en anglais puisque la société qui héberge le portail les a inscrites dans cette langue qui nous est familière. J'ai relevé 55 pays, si on ajoute les pays de la zone euro on atteint les 70 annoncés hier.

Au passage, si vous avez des articles ou des infos qui peuvent intéresser nos lecteurs sur la situation, les luttes sociales ou politiques qui se déroulent dans le pays où vous êtes, n'hésitez pas à me les envoyer.

United States-Bellevue
United States-Minnetonka
United States-Kansas City
United States-Houston
United States-Phoenix
United States-San Francisco
United States-Mountain View
United States-Madison
United States-Woodstock
United States-Spirit Lake
United States-Las Vegas
United States-San Diego
United States-Venice
United States-Lewiston
United States-Renton
United States-Payette
United States-Hailey
United States-Atlanta
United States-Elfers
United States-North Miami Beach
United States-Tampa
United States-El Paso
United States-Ann Arbor
United States-Windermere
United States-Houma
United States-Dallas
United States-Albuquerque
United States-Philadelphia
United States-North Andover
United States-Boston
United States-Dunn Loring
United States-Bloomington
United States-Bluefield
United States-Rockford
United States-Cottonwood
United States-Bakersfield
United States-Boise

United States-Marina Del Rey
United States-Lombard
United States-Edison
United States-New York
United States-Arlington
United States-Evanston
United States-Ripley

Canada-Longueuil
Canada-Quebec
Canada-Mississauga
Canada-Sherbrooke
Canada-Scarborough
Canada-Shawinigan
Canada-Val-Morin
Canada-Ottawa
Canada-Dorion
Canada-Laval

Mexico-Mexico City
Mexico-Culiacan
Ecuador-Quito
Venezuela-Caracas
Brazil-Canoas
Brazil-Campinas
Brazil-Belo Horizonte
Brazil-Apucarana
Brazil-Sao Paulo
Brazil-Rio de Janeiro
Brazil-Uberlandia
Brazil-Pocos de Caldas
Brazil-Brasilia
Brazil-Goiania
Chile-Santiago
Chile-Providencia
Chile-Concepcion
Colombia-Medellin

Martinique-Fort-de-France
Guadeloupe-Pointe-a-Pitre
Haiti-Port Au Prince
Reunion-St-Denis
Reunion-Le Port

Algeria-Setif
Algeria-Algiers
Algeria-Annaba
Tunisia-Tunis
Morocco-Casablanca
Morocco-Agadir
Morocco-Rabat
Morocco-Ifrane
Morocco-Marrakech
Spain-Las Palmas de Gran Canaria
Mauritania-Nouakchott

Cameroon-Yaounde
Cameroon-Douala
Nigeria-Lagos
Togo-Lome
Cote d'Ivoire-Abidjan
Senegal-Dakar
Benin-Cotonou
Rwanda-Kigali
Burundi-Bujumbura

Burkina Faso-Bobo Dioulasso

Niger-Niamey

Mali-Bamako

South Africa-(not set)

Madagascar-Antananarivo

Kuwait-Kuwait

Israel-Rosh Haayin

Israel-Tel Aviv

Iran-Yazd

Qatar-Doha

Lebanon-Beirut

Turkey-Izmir

Turkey-Istanbul

India-Chennai

India-Mahape

India-Bangalore

Indonesia-Medan

Malaysia-Kuala Lumpur

Singapore-Singapore

Thailand-Nakhon Si Thammarat

Thailand-Bangkok

China-Shenzhen

China-Beijing

Japan-Shibuya

Japan-Tokyo

South Korea-Seoul

Russian Federation-Aleksandrovsk-Sakhalinskiy

Russian Federation-Tolyatti

Russian Federation-Penza

Russian Federation-Stupino

Russian Federation-Moscow

Russian Federation-St Petersburg

Russian Federation-Tomsk

Russian Federation-Samara

Ukraine-Kharkov

Ukraine-Kiev

Ukraine-Vinnitsa

Ukraine-Sevastopol

Ukraine-Odessa

Ukraine-Nikolayev

Ukraine-Ternopil

Ukraine-Chernigov

Moldova-Chisinau

Lithuania-Vilnius

Estonia-Tallinn

Slovenia-Ljubljana

Poland-Krakow

Poland-Nowa Huta

Poland-Wroclaw

Czech Republic-Prague

Romania-Constanta

Romania-Bucharest

Romania-Timisoara

Romania-Botosani

Romania-Arad

Hungary-Budapest

Finland-Oulu

Sweden-Stockholm

Sweden-Lund

Sweden-Bromma

Sweden-Karlskrona

Sweden-Halmstad
Norway-Oslo
Norway-Kristiansand
Denmark-Odense

Australia-Melbourne
Australia-Victoria Point
French Polynesia-Papeete
New Caledonia-Noumea

La suite demain.

Je ne suis pas satisfait de ma contribution d'aujourd'hui, je suis complètement crevé, ils ont recommencé à couper le courant toutes les heures la nuit. Mon convertisseur de courant avait brûlé parce qu'il était alimenté en 290 volts au lieu de 220.

[Le destin qu'ils nous préparent si on les arrête pas.](#)

Connaissez-vous le slogan qui accompagne le sigle de l'OCDE ? *Des politiques meilleures pour une vie meilleure*, alors qu'ils s'emploient méticuleusement à nous la pourrir ! J'ai ajouté plusieurs articles de l'OCDE dans la rubrique économie qui le confirment.

- Seules les politiques structurelles peuvent nous permettre de forger une croissance plus forte et plus durable. Elles comprennent le renforcement des filets de sécurité sociale et l'investissement dans le capital humain, dans des pays à développement rapide comme le Brésil, la Chine, le Mexique et l'Afrique du Sud, et des actions pour rétablir le dynamisme des économies avancées en soutenant les marchés, en renforçant la concurrence et en réformant les finances publiques et les systèmes fiscaux, sans parler des stratégies d'innovation.(<http://www.oecd.org/fr>)

Les "*politiques structurelles*" consistent à réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes d'appareil répressif, justice, police, armée, les taxes et impôts ponctionnés sur les travailleurs servant à son fonctionnement, tandis que l'ensemble des services sociaux sont livrés au marché et servent ainsi à "*forger une croissance plus forte et plus durable*", autrement dit, les besoins élémentaires ou vitaux de la population sont devenus une source de rente garantie puisqu'elle ne peut pas s'en passer.

Ce qu'ils entendent par "*filets de sécurité sociale*" destiné aux travailleurs des pays cités consisterait dans l'obligation de cotiser à des organismes sociaux privés genre fonds de pension et non le développement d'un service social public collectif. Idem pour "*l'investissement dans le capital humain*" qui serait géré par des organismes privés dont les fonds pourraient être ponctionnés sur les travailleurs eux-mêmes ou sur le budget de l'Etat.

Quant au sort réservé aux travailleurs des "*économies avancées*" il ne serait guère meilleur puisqu'il serait également totalement subordonné au diktat des marchés, l'exploitation serait aggravée du fait du "*renforçant (de) la concurrence*" et la "*réforme*" des "*finances publiques et (des) systèmes fiscaux*" se traduirait par davantage encore d'inégalités, l'affaiblissement ou la liquidation de la classe moyenne.

Leurs véritables intentions et les objectifs de leur politique se situent à l'opposé extrême de ceux qu'ils affichent, ce qui rend leur combat d'autant plus difficile que les masses éprouvent un culte envers les institutions en général ou tout ce qui représente le pouvoir en place.

Leur modèle de société infâme repose sur la marchandisation de tous les besoins de la population qui doivent être une source de profit pour les capitalistes, la mise en compétition ou concurrence de l'ensemble de la société favorisant ainsi les nantis, les couches les plus favorisées, les inégalités entre les classes et les différents couches d'exploités devenant la règle, l'individualisme poussé à l'extrême.

Car seuls ceux qui seront issus de milieux privilégiés ou qui disposeront de dispositions physiques ou de conditions favorables à leur développement intellectuel pourront bénéficier de conditions d'existence relativement normales ou confortables, tandis que l'immense majorité croupira dans la précarité et la misère, sera livrée à elle-même pour parvenir à survivre, à la violence aveugle et durement réprimée dans un climat de guerre civile larvé permanent.

A l'opposé nous proposons aux travailleurs une société débarrassée du capitalisme, du marché, des banquiers et autres rentiers, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux qui accablent les travailleurs, de la décomposition de tous les rapports, des guerres, une société où chacun pourra s'épanouir librement, une société à laquelle chacun participera en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins et aspirations, où les peuples vivront en paix et en harmonie, nous proposons aux travailleurs une société, un monde débarrassé de toutes les institutions du capital qui ont été fondées pour dresser les hommes les uns contre les autres, les peuples à s'entretuer au seul

profit d'une infime minorité de misérables privilégiés cyniques et criminels, assoiffés de pouvoir, un monde où les hommes et les femmes ne seront plus livrés à une compétition ou une concurrence concourant à les opposer sans cesse entre eux, à créer une atmosphère délétère, angoissante, insupportable, qui fera leur malheur, nous leur proposons un projet de société profondément humaniste, un terme totalement exclu de la société qu'ils vous préparent et dont on peut déjà percevoir les contours dramatiques quotidiennement à travers la barbarie qui s'étend à l'humanité entière.

Ce que nous venons de vous décrire porte un nom : le socialisme, le communisme.

La compétitivité, c'est l'apologie des inégalités et des injustices

Une fois n'est pas coutume, en guise de causerie je vous propose un excellent article daté d'octobre 2012 du portail belge Les dessous de Bruxelles, mais qui est toujours d'actualité, il traite de la compétitivité.

Il faut briser cet engrenage au nom duquel tous nos droits sociaux et politiques sont broyés. Il faut développer une argumentation simple, concise et précise qu'on pourra utiliser dans notre agitation pour faire prendre conscience aux masses de l'antagonisme qui existe entre leurs droits légitimes et la compétitivité qui en est la négation au profit des nantis.

Cet article est bien fait mais il y manque deux volets ou deux questions qui ne sont pas abordées. La première, la compétitivité par rapport à quoi, la seconde comment se traduit-elle sur le plan économique?

Qui dit compétitivité, dit compétition, mise en concurrence entre des éléments réputés de même nature. Là en l'occurrence il s'agit de mettre en concurrence des entreprises à travers le monde qui ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales, fiscales, parfois technologiques ou environnementales. Certaines seront avantagées sur plusieurs plans par rapport à d'autres, tandis que toutes doivent se plier à la réglementation en vigueur dans le pays où elles sont implantées. Le seul élément variable sur lequel individuellement elles peuvent jouer réside dans les conditions de travail et de rémunération des travailleurs, la durée et le coût du travail qu'elles imposent à leurs salariés, donc leur nombre en fonction des marchandises qu'elles se destinent à produire ou service qu'elles doivent rendre à leur clientèle.

Avec la division du travail internationale qui concerne pratiquement tous les secteurs économiques, la concurrence entre les entreprises favorisent celles qui pratiquent des bas salaires et des journées de travail plus longues, qui bénéficient d'une législation du travail particulièrement avantageuses au détriment des travailleurs, ce qui permet aux capitalistes ou actionnaires d'engranger un maximum de profit. Dans ces conditions pourquoi des entreprises devraient-elles accepter de continuer de produire dans certains pays où les conditions leur sont défavorables, ce qu'elle peuvent par ailleurs produire dans d'autres pays dans de meilleures conditions, leur permettant de rivaliser avec la concurrence ? Il y a quelques années déjà j'avais abordé la situation sous cet angle-là, cette question se pose dorénavant avec acuité, elle est même devenue quasi omniprésente. Ceux qui n'avait pas compris la ligne politique que je défendais la comprendront peut-être mieux maintenant.

La compétitivité signifie donc rechercher le coût du travail le plus bas pour une journée de travail la plus longue possible ou l'utilisation des installations industrielles non pas à 60 ou 70% mais proche de 100% quand le marché le réclame, moins quand il reflue, d'où la nécessité pour les capitalistes d'introduire des éléments de flexibilité maximum dans les contrats de travail au point de rendre la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. La seconde question a directement un rapport avec la première que nous venons d'aborder, elle en est le complément, on vient de l'effleurer, l'augmentation de la productivité, de l'exploitation. Elle peut se réaliser par l'augmentation de la journée de travail mais aussi par la formation du personnel qui sera amené à accomplir des tâches nouvelles sans que sa qualification ou sa rémunération évolue en conséquence. Un employé administratif sans qualification remplissant une fonction donnée et percevant un salaire de 1.300 euros brut pourrait se voir proposer une formation en gestion par exemple, à l'issue de laquelle il rejoindrait le service de la comptabilité pour remplir une nouvelle fonction moyennant une augmentation de salaire de 100 euros, alors que ses collègues sont rémunérés 1.800 euros brut. Il n'aurait pas le choix, s'il refusait il serait licencié et n'aurait aucun recours après l'accord scélérat du 11 janvier 2013.

Jusqu'à présent, que l'entreprise ait des commandes ou non et du travail à donner ou non à ses salariés elle devait les conserver sur place et leur payer intégralement leurs salaires. Dorénavant la donne va changer, ils viendront travailler et seront rémunérés par l'entreprise quand elle aura du travail à leur donner, sinon ils resteront chez eux et ils verront leur rémunération diminuer à moins que l'Etat ou la région prennent en charge tout ou partie de la différence si une convention a été signée avec eux, dans tous les cas, les capitalistes seront gagnants, car l'Etat ou la région sont financés avec les impôts et les taxes que paient les travailleurs, exactement comme ce qui se produit déjà avec les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises compensées par l'Etat.

Dans tous les cas de figure les travailleurs seront perdants, c'est ce que les syndicats ont accepté de signer à travers différents accords.

Nous allons réfléchir plus à fond à cette question pour apporter une réponse sous la forme d'un mot d'ordre contre la compétitivité, en montrant la nature barbare puisqu'elle consiste à dresser les travailleurs les uns contre les autres dans une course effrénée au profit, tout en encourageant un individualisme enragé qui est l'antithèse des principes humanistes les plus élémentaires.

La compétitivité, ou la loi des multinationales (ellynn.fr/dessousdebruxelles - octobre 2012)

Après avoir annoncé un nécessaire « *choc de compétitivité* » appelé des vœux de la droite et du MEDEF, le gouvernement souhaite désormais construire un « pacte de compétitivité » sur l'ensemble du quinquennat de François Hollande. Une préoccupation bien ancrée dans l'air du temps : la « *compétitivité* » est désormais sur toutes les lèvres, omniprésente dans le débat public. Sans qu'on se donne la peine de se demander : d'où vient, au juste, cet impératif de compétitivité ?

Depuis les années 90, la compétitivité est devenue le maître mot du discours politique, un véritable mantra. Aujourd'hui encore, depuis le Parti socialiste jusqu'à la droite, la compétitivité serait l'unique voie de sortie de la crise. Pourquoi au juste ? Parce qu'il n'y a pas le choix. Dans un contexte de libéralisation et de concurrence généralisées, la compétitivité, c'est l'équation gagnante : compétitivité des entreprises = croissance = créations d'emploi.

Cette simple équation permet de comprendre comment la compétitivité s'est imposée comme un objectif ultime, un modèle « gagnant-gagnant » : les entreprises, les salariés et les gouvernements, tout le monde y gagne ; c'est la fin de la lutte des classes, sous la bénédiction bienveillante du capitalisme financier.

Cette potion magique ne s'applique pas seulement à l'économie, mais à la société toute entière. Bien entendu, sur le plan économique, il faut plus de libre-échange, moins de régulation, moins d'impôts pour les (grandes) entreprises, moins de droit du travail, moins de cotisations sociales... Mais il faut aussi mettre l'école, la recherche, les services publics, l'écologie, la culture, nos villes, nos régions... et nous-mêmes au service de la compétitivité.

Sauf que, sauf que... appliquées depuis plus de 20 ans, les bonnes recettes de la compétitivité n'ont jamais tenues leurs promesses. Loin d'apporter des perspectives pour les économies européennes, ces mesures ont en grande partie préparé la crise financière de 2008, puis elles ont contribué à l'empirer [1].

Pourtant, la quête de la sacro-sainte compétitivité n'a pas été en pertes pour tous. Les privatisations, dérégulations, et autres flexibilisations du marché du travail, menées au nom de la compétitivité semblent finalement aboutir aux mêmes conséquences : les bénéfices de quelques-uns ne cessent d'enfler, au détriment des conditions de vie de la majorité. Alors, quid de la compétitivité ? Un petit retour historique s'impose.

Le rêve des industriels

En 1967, le premier ministre Georges Pompidou donnait déjà les premiers éléments de ce que va devenir le discours de la compétitivité : la menace de la concurrence sera l'occasion de sortir la France et ses industriels de la léthargie, de la paresse dans laquelle l'ont plongée les protections douanières.

Si Pompidou laisse entendre que l'effort d'ajustement coûtera aux industriels, l'économiste de la CGT Jean Duret percevait déjà en 1956 la feinte derrière les velléités de libéralisation du marché commun européen : « *On invoquera les dures lois de la compétition internationale pour démontrer qu'un niveau d'emploi élevé ne pourra être assuré que si les travailleurs se montrent "raisonnables" [2]* ».

C'est pourtant à partir des années 80 que prend forme une véritable doctrine européenne de la compétitivité, sous l'impulsion décisive de la Table ronde des industriels européens (European Round Table ou ERT), puissant lobby industriel rassemblant quelques 45 dirigeants de grands groupes européens [3].

La Table ronde se donne pour objectif d'influencer la structure même de la construction européenne, pour la rendre favorable au développement de l'industrie. Elle est bien implantée dans les réseaux de pouvoir bruxellois puisque fondée à l'initiative de deux commissaires européens dont Etienne Davignon, futur dirigeant... de la Société générale de Belgique [4].

Ses premiers succès ne se font pas attendre. Le lobby industriel participera activement à l'élaboration de l'Acte unique européen, qui détaillait les barrières commerciales et réglementaires à supprimer pour permettre l'émergence du marché unique. Le traité se basait sur le Livre Blanc publié par la commission Delors en 1985. Ce document était, comme le reconnurent ses auteurs, lui-même directement inspiré du rapport « *Europe 1990* » rédigé par le lobby industriel [5].

Le marché unique sera un premier pas dans l'imposition de la compétitivité comme impératif catégorique [6]. Ce n'était qu'un début : lorsque Delors rend en 1993 son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, il remercie les industriels pour leur soutien lors de sa préparation [7]. Une semaine plus tôt, il avait pris part à la conférence de presse de la Table ronde des industriels qui présentait son dernier rapport, selon lequel la compétitivité était LA solution pour « *vaincre la crise* ».

Ce n'est donc pas une surprise : le Livre Blanc approuvé par les gouvernements européens reprend les analyses et préconisations des industriels. Cette séquence témoigne de l'« *alliance objective* » qui voit le jour pendant les années Delors entre

la Commission et les milieux d'affaires. Elle permettra notamment la construction du marché unique face à des gouvernements parfois peu enthousiastes, et se poursuivra après le départ de Delors.

Les termes de cette relation « *gagnant-gagnant* » semblent se résumer ainsi : la Table ronde appelle à plus d'intégration européenne et de nouveaux pouvoirs pour la Commission, et celle-ci, de son côté, contribue à promouvoir la doctrine des industriels au sommet de l'agenda des politiques européennes [8].

Pas d'alternative à la compétitivité

La stratégie de Lisbonne proposée par la Commission et adoptée en mars 2000 apparaît comme l'aboutissement de cette symbiose entre la commission et le lobby industriel. Elle sacrait pour 10 ans la compétitivité comme objectif n°1 de l'Union européenne, appelée à devenir « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010* ».

Pour les lobbies industriels comme l'ERT, le rêve se réalisait : l'Union européenne, dévouée toute entière au bien-être des grands groupes privés. Cette orientation sera confirmée en mars 2010 avec la stratégie « *Europe 2020* » qui reprenait avec quelques ajouts les recettes pro-compétitivité promues dans le cadre de la stratégie de Lisbonne [9].

Dans le cadre de cette croisade pour la compétitivité, la commission préconise d'accroître la concurrence dans le marché intérieur. Au programme, la déréglementation des marchés, et notamment du marché des services, une politique de libre-échange exacerbée, et la libéralisation et privatisation des services publics, notamment l'énergie et le transport. Autant de mesures que l'on retrouve à nouveau dans le « Pacte de croissance » promu en juin par le Président Hollande [10].

En fait, ces politiques de concurrence sont la seule voie possible pour les gouvernements souhaitant stimuler l'économie, puisque, côté macro-économique, les politiques « *alternatives* » sont exclues : on impose un carcan sur les salaires (« *modération salariale* ») pour assurer d'une part la compétitivité du coût du travail, et de l'autre la stabilité de la monnaie unique.

Dans le même temps, la mise en place de la monnaie unique empêche tout ajustement par dévaluation de la monnaie. Une perspective qui n'est pas sans déplaire à l'économiste Bulchadani, de la banque Morgan Stanley, qui expliquait en 1998 : « *Si l'on supprime la devise nationale comme soupape de sécurité, les gouvernements devront se concentrer sur les changements concrets à effectuer pour devenir plus compétitifs : impôts plus bas, flexibilité du marché du travail et cadres réglementaires plus favorables à l'industrie.* »

Les gouvernements doivent par ailleurs renoncer à toute politique budgétaire ambitieuse : obligés d'emprunter sur les marchés financiers, ils doivent désormais faire preuve de « *rigueur* » budgétaire. Et plus question d'augmenter les impôts... là encore, compétitivité oblige.

Dès lors, comme disait Margaret Thatcher, « *il n'y a pas d'alternative* ». Les élus n'ont plus le choix : comme de bons entrepreneurs, ils doivent s'assurer de garantir partout, à tous les niveaux de décision, un contexte « *favorable aux entreprises* » (business friendly). Le principe avait été décrit par Jean Duret un demi-siècle auparavant : « *Les capitaux auront tendance à désertier les régions et les pays où les salaires seront relativement élevés, où certaines lois sociales seront susceptibles de gêner une exploitation trop éhontée.* [11] »

A l'échelle des Etats, des régions, des villes, les élus deviennent des « *managers* », et leurs performances sont comparées à l'échelle européenne (le « *benchmark* ») pour déterminer les « *bonnes pratiques* ». A l'aune... de la compétitivité, bien sûr. C'est le triomphe du nouveau management public, qui se traduit en France par la RGPP (revue générale des politiques publiques).

La compétitivité s'impose partout

Depuis 2000, la commission emboîte le pas aux lobbies industriels, pour qui presque tout finit par se rapporter à la compétitivité, y compris les politiques écologiques et sociales. C'est la raison pour laquelle l'ERT encourage l'« *évaluation comparative* », c'est-à-dire l'utilisation de la comparaison quantitative des effets des politiques de compétitivité pour déterminer les nouvelles mesures à adopter. L'évaluation comparative, cela signifie « *scruter le monde afin d'y découvrir ce que les autres ont de meilleur, où que ce soit, pour ensuite, essayer de l'égaliser ou de le surpasser* [12] »

A commencer par l'aménagement du territoire. Les élus locaux deviennent des « *managers* » de territoire qui doivent désormais tout faire pour attirer entreprises et investissements privés. Fiscalité aux petits oignons, partenariats publics-privés, infrastructures adaptées... Les grands projets d'infrastructures, autoroutes, lignes à grande vitesse, aéroports (comme celui de Notre-Dame des Landes) deviennent des éléments essentiels de l'« *attractivité* » des régions [13].

L'université et la recherche n'y échappent pas : elles doivent, elles aussi, se soumettre au dogme de la compétitivité. La stratégie de Lisbonne, puis la stratégie « *Europe 2020* », stipulent que l'université doit permettre de former une main d'œuvre adaptée

aux demandes du marché du travail, c'est-à-dire des entreprises. La commission en appelle même à enseigner « *l'esprit d'entreprise* » dès le plus jeune âge [14]. La recherche doit, elle, se focaliser sur l'« *innovation* », et donner aux entreprises européennes des avantages compétitifs.

Les politiques écologiques sont elles aussi soumises à l'impératif de « *compétitivité* ». Face aux enjeux climatiques, la commission en appelle à une « *croissance verte* » fondée sur le développement des « *technologies vertes* » (dont certaines controversées, comme les biocarburants, par exemple). Les mécanismes de compensation comme la « *finance carbone* » sont censés inciter les industriels à modifier leurs comportements... alors que toute régulation contraignante sur le changement climatique ou les produits chimiques des industries polluantes est exclue... là encore, compétitivité oblige.

Enfin, la protection sociale doit, elle aussi, se mettre au service de la compétitivité : il faut, d'une part, flexibiliser le droit du travail, en finir avec le CDI et les conventions collectives pour faciliter les licenciements – et ainsi permettre aux entreprises de mieux s'adapter aux fluctuations des marchés et mettre en œuvre la « *modération salariale* ». De l'autre part, il faut « *activer* » les politiques de l'emploi, c'est-à-dire inciter les chômeurs à accepter des emplois qu'ils n'accepteraient pas spontanément en durcissant les règles ou en diminuant les allocations. Enfin, la sécurité sociale, dont le financement pèserait trop sur les entreprises, doit être confiée aux assurances privées.

Une équation truquée

En stipulant que toute mesure en faveur des entreprises allait automatiquement réduire le chômage et donc bénéficier à tous, l'« *équation magique* » de la compétitivité a contribué à propager l'idée que les mesures politiques qui vont dans l'intérêt immédiat des plus grandes firmes internationales sont également, par transitivité, dans l'intérêt de tous.

En voyant, encore aujourd'hui, la quasi-totalité de la classe politique sauter comme un cabri en criant « *compétitivité ! compétitivité !* », on ne peut s'empêcher de se dire que les lobbies industriels ont bien joué leur coup. Et on ne peut qu'être perplexe en se demandant comment tout ce beau monde peut-il tomber dans un tel panneau si facilement.

Car il est pourtant évident que cette équation est truquée.

Tout d'abord parce que la centralisation de la production et de la distribution catalysées par le Marché unique ont permis aux multinationales de diminuer les coûts en réduisant considérablement leur main-d'œuvre. Les mesures de concurrence, le libre-échange et la dérégulation du marché du travail censément prises pour stimuler la « *compétitivité* » ne font qu'accentuer cette tendance.

Sur une durée de cinq ans à partir de 1989, la compagnie d'électronique hollandaise Philips a réduit son personnel de 22 % – environ 68 000 emplois [15] ; British Telecom a pu se glorifier d'avoir réduit son effectif de 235 000 à 125 000 entre 1985 et 1996 [16]. À la fin des années 1990, une nouvelle vague de fusions, d'acquisitions et de restructurations industrielles a encore eu pour résultat d'engendrer à la fois des bénéfices record et d'importantes suppressions d'emplois [17].

Le discours orwélien des industriels atteint des sommets, lorsqu'un rapport de la Table ronde des industriels explique que lutter contre les plans de licenciements, c'est lutter contre l'emploi : « *lutter contre la restructuration revient simplement à faire obstacle au changement et à la création d'emplois* [18] »

Le dogme de la compétitivité exclut toute mesure structurelle qui pourrait être prise pour endiguer le chômage : la modération salariale, la rigueur budgétaire pèse sur l'activité et maintient un taux de chômage élevé. Dès lors, la « *lutte contre le chômage* » mise en œuvre par les gouvernements européens relève au mieux du trompe l'œil. Au pire, elle contribue à flexibiliser davantage les conditions de travail, à développer les contrats précaires et à accroître les contraintes sur les chômeurs à travers « *le durcissement des critères d'éligibilité, la réduction des montants et des durées d'indemnisation, [et] le renforcement des contrôles* [19] ».

La conclusion est donc claire. La compétitivité, ce n'est pas l'emploi : c'est le chômage, la précarité, et l'explosion des inégalités. Tout ce que l'on nous a imposé depuis plus de vingt ans.

Un modèle de société

C'est Georges Pompidou qui vend la mèche, dans l'interview citée plus haut. La doctrine de la compétitivité, qui s'impose à toutes les strates de la décision publique, contribue à forger, par le biais d'une menace permanente, une société sous tension. Dans la même veine, Laurence Parisot se demandait en 2005 dans le Figaro : « *La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail ne serait pas précaire ?* ».

Cette tension est inhérente à nos sociétés « *compétitives* ». Elle n'a de cesse de s'accroître, et avec elle les profits des grands groupes. A mesure que les prétendus « *remèdes* » prouvent leur inanité, on les prescrit avec d'autant plus de force.

Georges Pérec avait donné une image qui pourrait illustrer ce modèle : une île, W, où les habitants sont des athlètes contraints à la compétition et qui deviennent obsédés par la victoire - condition de leur survie. Une société toute entière tournée vers la « *compétitivité* »... où l'on découvre finalement que les performances des athlètes sont dérisoires :

« *Il faut voir fonctionner cette machine énorme dont chaque rouage participe, avec une efficacité implacable, à l'anéantissement systématique des hommes, pour ne plus trouver surprenante la médiocrité des performances enregistrées : le 100 mètres se court en 23"4, le 200 mètres en 51" ; le meilleur sauteur n'a jamais dépassé 1,30m [20].* »

La farce a assez duré. Il est grand temps d'en finir avec la « *compétitivité* », et d'inventer un autre imaginaire... plus vivable.

[1] La modération salariale a été un des facteurs déclencheurs de l'endettement des ménages, la consommation étant "dopée" à la dette (notamment aux Etats-Unis). La dérégulation, censée donner un coup de fouet à la compétitivité de l'industrie (y compris financière et bancaire) a permis le développement des produits dérivés incriminés dans la crise des subprimes. Le détricotage de la régulation bancaire a contribué à l'ampleur de la crise bancaire. Enfin, le dogmatisme néolibéral qui préside aux politiques de compétitivité n'a pas permis de mettre en place les mesures pour relancer l'activité après la crise : poursuite accrue des politiques d'austérité, pas de relance publique, on préfère invoquer et favoriser en vain des investissements privés... mais les surplus enregistrés par les grands groupes grâce aux mesures "pro-compétitivité" alimentent les dividendes et la spéculation.

[2] Jean Duret, « *Que signifie le Marché commun dans une Europe capitaliste ?* », Cahiers internationaux, n°78, juillet 1956, p.19-30, cité dans le Plan B n°13

[3] Lire la présentation de la Table rondes des industriels européens : <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[4] Lire Quand le Vicomte Davignon privatisait la Commission <http://ellynn.fr/dessousdebruxelles...>

[5] Bastiaan van Apeldoorn et Otto Holman, « *Transnational Class Strategy and the relaunching of European Integration : The Role of the European Roundtable of Industrialists* », 35e convention de l'International Studies Association, Washington, 28 mars-1er avril 1994, p. 21.

[6] Delors déclarera en 1986, devant ses collègues socialistes : « *J'ai toujours pensé, en France, qu'il n'y avait pas assez de marché et que l'Etat était, pour des raisons historiques, omniprésent et trop souvent étouffant ou dominant. La plupart des Français n'ont pas encore acquis cette mentalité d'ouverture au monde sans laquelle nous ne pouvons pas édifier une économie compétitive* » (Jacques Delors s'adressant à ses camarades socialistes, 1986, cité dans « *Delors...* » de Charles Grant)

[7] Agence Europe, 12 décembre 1993 ; cité in Bastiaan Van Apeldoorn, op. cit., p. 246.

[8] « *Nous sommes en train de réduire les prérogatives de l'Etat et du secteur public en général de par les privatisations et la dérégulation... [...] L'unification européenne progresse, et elle favorise les entreprises internationales telles que les nôtres* », expliquait le président de l'ERT Daniel Janssen - "The Pace of Economic Change in Europe", 2000 Tokyo Meeting, Trilateral Commission.

[9] L'Europe des industriels n'est pas en panne <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[10] 5 recettes socialistes pour réorienter l'Europe <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[11] Jean Duret, op.cit.

[12] ERT, Benchmarking for Policy-Makers : The Way to Competitiveness, Growth and Job Creation, Bruxelles, 1996.

[13] Sur le marketing territorial, lire : <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[14] Lire Esprit d'entreprise : consultation sur les actions futures au niveau de l'UE : <http://europa.eu/rapid/press-releas...>

[15] Nicholas Hildyard, Colin Hines et Tim Lang, « *Who Competes ? Changing Landscapes of Corporate Control* », The Ecologist, vol. 26, n° 4, juillet / août 1996, p. 131.

[16] Competitiveness Advisory Group, « *Capital Market for Competitiveness : Report to the President of the European Commission, the Prime Ministers and Heads of State* », juillet 1998.

[17] La compagnie Ericsson, membre suédois de l'ERT, a par exemple annoncé début 1999 son projet de supprimer 11 000 emplois – soit 10 % de sa main-d'œuvre mondiale. Pilkington, géant de la verrerie et membre de l'ERT, basé au Royaume-Uni, a supprimé 9 000 emplois en 1998 et prévoit finalement de diminuer de moitié sa main-d'œuvre par rapport à 1990. Annonçant ces suppressions, Paolo Scaroni, directeur exécutif de la compagnie, a expliqué que cette mesure faisait partie du processus de « restructuration » en cours pour diminuer les coûts et augmenter les profits. À la même époque, il déclarait fièrement à la presse que Pilkington empochait un minimum de 20 % de bénéfices sur ses investissements de capitaux et 12 % sur les ventes (lire Magnus Grimond, « *Pilkington lops 1500 job in costs drive* », Associated Newspapers Ltd, 29 octobre 1998)

[18] ERT, « *La création d'emplois et la compétitivité par l'innovation* », Bruxelles, nov.1998.

[19] Florence Lefresne, « *Regard comparatif sur l'indemnisation du chômage : la difficile sécurisation des parcours professionnels* », Chronique internationale de l'IRES, n° 115 : Indemnisation du chômage : débat sur les réformes, novembre 2008, p. 3-28, <http://www.ires-fr.org/IMG/File/C11....>

[20] Georges Pérec, *W ou le souvenir d'enfance*, Gallimard coll. "l'imaginaire", 1993, 219p. lire : <http://www.ouvrir.info/zinc/spip.p...>

Ils ont décidé de liquider l'agriculture et l'élevage en France.

- Des pesticides dans les pâtes, les céréales et les biscuits - LePoint.fr

La PAC coûte trop cher et l'UE est en crise, il faut couper dans les subventions accordées aux agriculteurs et éleveurs, on a là le fin mot de l'histoire qui a démarré avec les "révélations" sur le cheval mélangé à du boeuf dans des plats préparés. Un coup monté de toutes pièces, car ils ont sorti cette affaire au moment opportun, et s'ils savaient quoi chercher pour savoir de quoi il retournait.

Bref, cette escroquerie était un secret de polichinelle dont ils étaient tous complices, du début à la fin de la chaîne en passant par les autorités concernées qui pouvaient suivre à la trace le cheminement des produits incriminés.

Parole d'internaute

1- *"Extraordinaire invention des marchands du Temple appelés banquiers. Ils nous ont obligé à déposer notre argent sur un compte dans leurs établissements afin de l'utiliser à leur seul fin en taxant les dépôts si besoin. Quel talent !"*

L'existence des banquiers peut être assimilé à un coup d'Etat permanent couvert par l'Etat, ce qui justifie qu'il faille liquider à la fois leur Etat et les banquiers.

2- *"Depuis Nicole Notat et l'épuration au sein de la CFDT, celle-ci n'est plus qu'un partenaire du patronat. La CGT a tous les défauts du monde mais elle reste aux côtés des travailleurs. L'ère autogestionnaire de la CFDT, post-68, chrétienne de Gauche, a été liquidée. SUD est né de ces décombres.*

Désormais, sur le terrain, la CFDT sabote toutes les négociations selon une méthode maximaliste bien éprouvée : réclamer l'inaccessible puis signer à la première occasion. Cela permet de se montrer comme la plus offensive puis celle qui a obtenu quelque chose. La CGT qui ne réclame que ce qu'elle juge honnêtement gagnable, se retrouve toujours sur le bas côté, par son refus de brader.

La CFDT n'est plus un syndicat de salariés. Elle est un auxiliaire du patronat."

J'ajouterai que la totalité des syndicats refusant d'inscrire leur action dans la perspective de l'émancipation du salariat sont de ce fait subordonnés au capitalisme. Socialisme ou capitalisme, si l'on ne choisit pas l'un, c'est qu'on a adopté l'autre, CQFD. Comment, ce n'est pas le discours de vos dirigeants ?

Au nom de leur indépendance les syndicats ont refusé de choisir le socialisme, parce qu'en étant attelés au capitalisme voyez-vous ils seraient indépendants, très sérieusement, ne vous marrez pas, c'est ce que prétendent les dirigeants qui vantent l'indépendance des syndicats. Comment est-ce possible, comment en sont-ils arrivés là ? Demandez-leur. Non, là ce n'est pas sérieux, vous allez perdre votre temps...

ACTUALITE EN TITRES

Un patron de droit divin qui l'emportera au paradis.

- Villejuif: Un homme agresse son patron à la hache et tente de se suicider - Par 20minutes.fr

Son patron venait de lui signifier sa mise à pied, il s'est vengé, légitime, non ?

[Le gouvernement des riches, des rentiers et des banquiers : dehors !](#)

- Le Conseil d'Etat pourrait enterrer l'idée de la taxation à 75% - Reuters

- Royaume-Uni: nouveau budget d'austérité malgré une conjoncture sombre - AFP

[Charrette et déboire](#)

- Veolia prévoit de supprimer 1.500 emplois dans l'eau en France - AFP

- Industrie solaire: le géant chinois Suntech se déclare en faillite - AFP

[A bas les banquiers !](#)

- Les Français ne croient pas en leur système bancaire - 20minutes.fr

- Près de 90% des Français satisfaits de leur banque, selon un sondage - AFP

D'après une étude réalisée par le cabinet Deloitte, seul un Français sur trois (34%) déclare avoir confiance dans le système bancaire français. Près de 9 Français sur 10 (88%) se déclarent satisfaits de leur banque. 20minutes.fr 20.03

Jusqu'où va se nicher l'amour propre mal placé !

[Putréfaction de leur société.](#)

- 150 crimes et délits par jour sur le réseau ferré d'Ile-de-France - LePoint.fr

[Les supporters du sionisme donnent de la voix.](#)

- Barack Obama en Israël : *'Notre alliance est éternelle'* - LeMonde.fr

- Hollande dénonce l'antisémitisme sur les réseaux sociaux - lemonde.fr

[Tout de suite les grands mots !](#)

- Irak, dix ans après: «*On aurait pu éviter cette guerre illégale*» - 20minutes.fr

On ne vous pardonnera jamais de l'avoir couverte ainsi que tous les crimes de l'impérialisme américain, notamment.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Au garde-à-vous devant leur maître : la Commission européenne.](#)

"*Il n'y aura pas de cassure*", souligne-t-on, jugeant que Bernard Cazeneuve, bien au fait des négociations européennes, pourra présenter sans problème les engagements de la France en matière de finances publiques à la Commission européenne. Reuters 20.03

Quoi qu'il en soit, c'est tout de même (encore) un ministre du gouvernement de la France qui prépare le budget, et c'est lui qui accepte de passer sous les Fourches Caudines de la Commission européenne, c'est donc contre le gouvernement qu'il faut axer notre politique, car s'il y avait un gouvernement ouvrier il refuserait de se soumettre à cette instance illégitime, il commencerait par rompre avec l'UE et l'euro.

Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas.

Jean-Marc Ayrault, mercredi à la tribune de l'Assemblée nationale, a opposé sa volonté d'un "*compromis historique*" pour "*réarmer le pays*" et remporter la "*bataille*" de l'emploi.

"*Je sais combien les efforts que je demande sont difficiles. Je sais que, pour ceux qui souffrent, aucun changement n'est assez rapide. Ce que je veux, c'est que chaque Français soit partie prenante du redressement*", a-t-il expliqué, formulant le vœu de "*réveiller l'espoir*".

S'engageant à une "*fiscalité stable*" et "*juste*", il a réitéré l'engagement de ramener les comptes publics à l'équilibre en 2017, essentiellement par un "effort sur la dépense publique". Reuters 20.03

C'est vrai que pour les familles qui finissent à la rue "*aucun changement n'est assez rapide*", que voulez-vous on ne peut pas faire cadeaux de dizaines de milliards d'euros aux capitalistes, épargner les riches et satisfaire tout le monde, on a des priorités à respecter, on prend nos responsabilités...

Maintenant ils veulent mettre la main sur les retraites des Chypriotes.

La BCE a versé en début d'année 1.000 milliards d'euros aux banques de l'UE, mais il lui est impossible de trouver 5,8 milliards d'euros préférant racketter la population chypriote.

Vous lirez plus loin que Hollande n'a pas été en reste en affirmant la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen, autrement dit que le gouvernement mette à contribution les Chypriotes pour renflouer un Etat que l'UE a conduit à la faillite.

- Les dirigeants chypriotes sont appelés à se prononcer jeudi sur un "*plan B*" destiné à empêcher une faillite de l'île après le rejet par le Parlement d'un plan d'aide européen prévoyant une taxe sur les dépôts bancaires.

Le président de Chypre, Nicos Anastasiades, a réclamé mercredi qu'une décision soit prise "jeudi au plus tard" par les élus chypriotes sur une version amendée du plan de sauvetage européen, selon l'agence de presse chypriote CNA.

Selon la chaîne publique de la télévision chypriote, ce Plan B, débattu par le gouvernement et qui devrait être présenté aux partis politiques jeudi matin, pourrait comprendre un prélèvement sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros. La première version du plan prévoyait une ponction sur tous les comptes.

M. Anastasiades a convoqué une réunion des chefs de file parlementaires à 07H30 GMT.

En raison des discussions en cours, les banques chypriotes, fermées depuis cinq jours, le resteront cinq jours encore.

A Nicosie, le gouvernement s'est à nouveau réuni mercredi en fin d'après-midi.

Selon la radio publique, les autorités chypriotes envisagent une loi restreignant les sorties en liquide du pays une fois les banques rouvertes, et scindant les établissements en deux catégories, bonnes et mauvaises banques.

Les établissements financiers, qui n'ont pas réouvert après le week-end pour empêcher une ruée aux guichets de clients inquiets et une fuite massive de capitaux, vont rester fermer jusqu'à mardi, a indiqué la Banque centrale.

S'il est encore possible de retirer de l'argent aux guichets, tous les virements sont bloqués.

La Commission européenne a souligné que Nicosie devait présenter une solution garantissant que la dette publique chypriote reste soutenable -- or si Chypre sollicitait un prêt plus important que celui accordé par la zone euro et le FMI, sa dette publique dépasserait mécaniquement le seuil de 100% du PIB en 2020 retenu dans le plan de sauvetage initial.

Le président français François Hollande a souligné lors d'un entretien avec M. Anastasiades la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen.

Selon un porte-parole du gouvernement chypriote, une éventuelle nationalisation des fonds de pensions d'institutions publiques et semi-publiques pourrait rapporter 3 milliards d'euros. Une autre solution pourrait être la fusion des deux principales banques pour réduire le montant de la recapitalisation nécessaire.

Autre piste: une aide de la puissante Eglise orthodoxe de Chypre. Son chef, l'archevêque Chrysostomos II, a déclaré que l'Eglise était prête à mettre son énorme patrimoine foncier et ses avoirs à la disposition de l'Etat, sous forme de garantie.

Nicosie pourrait aussi jouer la carte énergétique grâce aux réserves de gaz récemment découvertes au large de ses côtes, qui laissent présager des revenus massifs d'ici une décennie.

Selon le quotidien russe Vedomosti, la banque russe Gazprombank, détenue à 41% par le géant public gazier Gazprom, a proposé à Chypre une aide financière en échange de licences d'exploitation du gaz naturel. AFP 20.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

L'administration Obama a franchi mercredi un nouveau pas vers le lancement des négociations sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne en informant formellement le Congrès de ses intentions.

"Nous avons l'intention de lancer les négociations sur ce nouvel accord après un délai de 90 jours à partir de cette notification", a écrit le représentant au commerce extérieur américain par intérim, Demetrios Marantis, dans un courrier adressé aux chefs de file du Congrès et communiqué à la presse.

Le président américain, Barack Obama, et la Commission européenne veulent créer entre les Etats-Unis et l'Europe une des plus importantes zones de libre-échange. Bruxelles doit encore officiellement donner son aval. AFP 20.03

2- Venezuela

Le Venezuela a suspendu le *"canal de communication"* établi fin 2012 avec les Etats-Unis pour tenter de normaliser les relations entre les deux pays, a annoncé mercredi le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Elias Jaua.

"Ce canal de communication reste suspendu tant qu'il n'y aura pas de message clair identifiant le type de relations que veulent les Etats-Unis avec le Venezuela", a annoncé M. Jaua après une nouvelle série de crispations diplomatiques entre les deux pays.

"Cela n'a pas de sens de continuer à perdre du temps", a encore estimé M. Jaua, évoquant des *"ingérences"* américaines dans les affaires intérieures, en écho à de récentes accusations de *"tentative de déstabilisation"* formulées à l'encontre du président américain et de deux ex-diplomates par le président par intérim Nicolas Maduro.

Ce dernier, candidat du parti au pouvoir à la prochaine présidentielle du 14 avril, a accusé le président Barack Obama de fomenter un plan secret avec l'ex-ambassadeur américain Roger Noriega et l'ancien responsable du Département d'Etat pour les Amériques (et également ex-ambassadeur au Venezuela) Otto Reich.

Selon M. Maduro, ce plan viserait à attenter à la vie du chef de file de l'opposition Henrique Capriles aux fins de déstabiliser le pays.

Mercredi, M. Jaua est allé encore plus loin dans ces accusations en assurant que MM. Noriega et Reich *"recrutaient des mercenaires"* en Amérique centrale pour mener ce plan à bien.

Lundi, les Etats-Unis ont nié avec insistance être impliqués dans une tentative d'assassinat du chef de l'opposition vénézuélienne pour créer le *"chaos"* avant le scrutin du 14 avril.

L'expulsion de deux attachés militaires américains par Caracas le 5 mars, jour du décès du président Chavez, avait jeté un nouveau coup de froid sur les relations entre les deux pays. Ces deux hommes ont été accusés d'avoir voulu conspirer contre le gouvernement vénézuélien.

Une semaine plus tard Washington annonçait l'expulsion de deux diplomates vénézuéliens *"en réponse à l'action du gouvernement vénézuélien"*.

Les deux hommes ont été décorés mercredi par le chef de la diplomatie vénézuélienne. AFP 20.03

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2013

CAUSERIE

Jeudi, 22h10.

Avec un peu d'avance, je vous livre le travail brut que j'ai effectué entre 20 h et 22h. Bonne lecture et à plus tard.

Je vais écouter un peu de musique pour me détendre un peu. Def Leppard, Ted Nugent, Juda Priest, Metallica, de quoi faire péter en éclats le vieux monde ! Je ne sais pas pourquoi je vous dis cela, ce que vous allez lire est très sérieux et je m'emploie à passer pour un rigolo, comme si je tenais à briser par avance la confiance que vous pourriez me manifester, peut-être parce que je n'ai rien de plus à vous proposer et que j'en suis désolé. Un jour peut-être qui sait ?

Le discours de l'OCDE décrypté. Il s'agit d'extraits commentés des trois documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

- La France doit faire davantage pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois - 19/03/2013

- ... appelle la France à s'attaquer aux goulots d'étranglement persistants qui ont limité sa croissance économique et maintenu le chômage à un niveau élevé ces dernières décennies.

Alors que c'est la subordination concertée entre les différents gouvernements qui se sont succédés en France et les institutions du capital tel l'OCDE de l'Etat au marché pour se financer qui a conduit à son endettement massif. A les entendre ils regretteraient le niveau atteint par le chômage alors que c'était l'objectif qu'il s'était fixé pour faire accepter aux travailleurs n'importe quelle condition de rémunération et de travail, c'est directement le résultat de la politique qu'ils ont préconisée.

- « L'économie française possède de très nombreux atouts et un potentiel considérable, mais une réglementation excessive et une fiscalité élevée érodent progressivement sa compétitivité », a déclaré M.Gurría

La réglementation excessive, c'est celle du travail qu'il faut liquider, quant à la fiscalité élevée, elle est relative aux impôts sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus des plus riches, il faudrait les diminuer pour que les nantis et plus riches le soient encore davantage.

- " À l'heure actuelle, la France a une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie vigoureuse et ambitieuse de réformes".

Entendez par là qu'il faut profiter qu'un parti se prétendant socialiste parvenu au pouvoir pour aller encore plus loin dans la remise en cause de tous acquis, ce que n'aurait pas pu envisager de faire le parti officiel de l'ordre, le PS au pouvoir est une aubaine pour eux, merci on l'avait compris avant le 6 mai 2012.

Ensuite l'OCDE "*félicite*" le gouvernement français pour les avancées importantes réalisées au cours des derniers mois, c'est peu dire que sa politique a été entièrement tournée contre la classe ouvrière.

- Une réduction des dépenses publiques s'impose pour diminuer le déficit budgétaire et permettre la baisse des prélèvements sur le travail et les entreprises – une composante essentielle des futurs programmes en faveur de la compétitivité.

Le budget de l'Etat ne doit plus servir à financer des services sociaux mais doit être entièrement destiné aux entreprises, exonérations de cotisations sociales, aide à la recherche et subventions de tout ordre qui participent à la baisse du coût du travail. D'autant plus que c'est faire d'une pierre deux coups, puisque ce sont les travailleurs à travers les impôts et taxes qu'ils paient à l'Etat qui contribueront à la baisse de leur niveau de vie.

- Des réformes du marché du travail – notamment une nouvelle définition du licenciement économique, la simplification des procédures de licenciement et l'amélioration de l'efficacité de la formation professionnelle et des services d'accompagnement vers l'emploi – sont indispensables pour stimuler la création d'emplois.

Tout cela est contenu dans l'accord pourri du 11 janvier 2013. Il faut entendre dans leur bouche par "*services d'accompagnement vers l'emploi*" l'obligation pour un chômeur d'accepter n'importe quel emploi sous peine de perdre ses droits. Dès lors la "*création d'emplois*" sera possible une fois que ces conditions auront été remplies, sinon le chômage de masse persistera, il s'agit là d'un chantage.

- Le renforcement de la concurrence dans le secteur des services et la rationalisation des politiques du logement seront essentiels pour augmenter le pouvoir d'achat, créer des emplois et améliorer la compétitivité.

La privatisation des services et la gestion des parcs HLM par des sociétés privées aboutit en réalité à l'effet inverse de celui qui est indiqué là puisque les ponctions sur les assurés sociaux augmentent pour une couverture moindre et les loyers augmentent, les sociétés privées du secteur de la santé et du bâtiment engrangent ainsi davantage de profit qu'ils peuvent réinvestir en partie dans leur activité respective ce qui peut se traduire effectivement par des créations d'emplois sur le modèle qui a été défini plus haut, le profit supplémentaire à en attendre tombant évidemment dans l'escarcelle des capitalistes. - Une réforme du système de prélèvements et de transferts est essentielle.

Ils visent à la liquidation du système de retraite par répartition.

- Une réforme de l'indemnisation du chômage contribuerait à réaliser des économies et à stimuler l'emploi.

On a évoqué cette question plus haut, pour eux il faudrait réduire les allocations que perçoivent les chômeurs ou la durée pendant laquelle ils les perçoivent.

- Le maintien du rythme d'amélioration des finances publiques est nécessaire L'Etat doit continuer de tailler à la hache dans tous les budgets sociaux, de réduire le nombre de fonctionnaires, etc.

- Les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes imposent d'entreprendre des réformes de grande ampleur.

Il faudrait les contraindre à accepter une formation ou un emploi inférieur au smic. Lire la suite.

- Le niveau élevé du salaire minimum français évince les jeunes les moins qualifiés du marché du travail.

Désormais, un jeune sans qualification ne devrait plus bénéficier d'un salaire minimum, le smic c'est encore trop.

Perspectives de l'économie française - 19 Mars 2013

- l'OCDE préconise : l'assainissement des finances publiques, le redressement de la compétitivité des entreprises et la réforme du marché du travail. C'est la seule façon de ramener la confiance et de sortir de cette crise.

Mettez-vous au diapason des entreprises qui exploitent le plus leurs travailleurs et engrangent un maximum de profit et vous pourrez "*sortir pour de bon de cette crise*", encore faudrait-il que le marché mondial soit extensible à volonté, car en multipliant les entreprises proposant les mêmes produits et les mêmes performances en terme de compétitivité à l'échelle mondiale, ces entreprises vont certes se retrouver en concurrence les unes avec les autres selon des critères semblables, mais cela ne multipliera pas pour autant les clients potentiels ou solvables, tout au plus cela renforcera la concurrence féroce qui s'exerce entre les entreprises et alimentera les tensions politiques entre les différents pays.

- ... il faut garder le cap de l'assainissement des finances publiques au-delà de 2013, et concentrer cet effort sur la réduction des dépenses. Suite à une hausse quasi-ininterrompue depuis plusieurs décennies, ces dépenses atteignent en effet un niveau très élevé, le second des pays de l'OCDE en pourcentage du PIB. Cette situation est due en particulier à l'accroissement des dépenses de retraite, de santé et, dans une moindre mesure, de celles liées aux politiques familiales.

Ils annoncent la suite du programme que Hollande va mettre en oeuvre en s'attaquant dès juillet aux retraites et au financement de la Sécu.

- L'enjeu est donc de réaliser partout des gains d'efficience, ceci afin de préserver le haut niveau de protection sociale cher aux Français.

En réalité cette politique réactionnaire sur toute la ligne aboutit à l'objectif exactement inverse.

- En termes de réformes structurelles, l'adoption récente du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et l'accord de janvier entre partenaires sociaux sur le marché du travail sont des signaux bienvenus et très importants.

L'OCDE vote l'accord scélérat du 11 janvier 2013, normal. Cependant cela ne sera pas suffisant, on s'y attendait.

- Ils contribueront sans aucun doute à redresser la compétitivité de l'économie française et créer de nouveaux emplois. Cependant,

il faudra poursuivre ces politiques afin d'assurer une croissance plus robuste.

On a là la confirmation que le redémarrage de l'emploi s'il se produisait est conditionné à la remise en cause des conditions de travail et de rémunération actuelle. A mon avis, il n'en sera rien au regard de la situation prévalant en Grèce, ils vont réclamer d'autres mesures encore plus brutales.

- Il faudra aussi continuer à atténuer la dualité des contrats de travail.

Le CDI doit totalement disparaître, même fortement édulcoré avec l'accord du 11 janvier 2013, l'idéal serait une main d'oeuvre jetable.

- Dans un souci d'équité, mais aussi pour accroître la mobilité professionnelle, un régime universel de retraite - par points ou en comptes notionnels - devrait également être mis en oeuvre.

En guise d'équité, ce serait l'inégalité devant le droit à la retraite qui serait consacrée. Tu es usé par le boulot ou par la vie dans leur société de merde, tu décides d'arrêter de bosser, tu n'as pas assez de points pour prétendre à une retraite décende, tant pis pour toi tu finiras ta vie dans la misère, c'est cela qu'ils appellent leur "*souci d'équité*". On devine tout de suite quelles couches de travailleurs en seront les premières victimes. Et si malgré tout, bien que tu sois usé jusqu'à la corde tu continues de gratter pour accumuler des points supplémentaires, tu as toute les chances ou la malchance de crever peu de temps après avoir pris ta retraite. C'est injuste, c'est dégueulasse, c'est toute leur société qui est à vomir, quand on dit qu'il faut faire table rase on n'exagère vraiment pas, on pense aussi à nos gosses, nos petits-enfants et à nos vieux.

Ensuite ils versaient une larme sur la jeunesse qu'ils ont délibérément sacrifiée, je vous fais grâce de ce passage qui est à pleurer de rage.

Ils ont pondu un troisième article dans lequel ils reprenaient les thèmes qui viennent d'être abordés, ils ont toutefois ajouté quelques précisions qui méritent d'être relevées et qui sonnent comme un avertissement, elles confirment ce que j'ai pu évoqué dans des causeries précédentes, à savoir que le capitalisme s'était effondré même si jusqu'à présent cela n'a pas pris la forme brutale d'une violente ou soudaine dépression et qu'ils tentaient d'atteindre les mêmes objectifs sur le plan social et politique sans recourir pour le moment à une guerre ou ayant mis ce scénario de côté provisoirement, objectif social qui se résume à l'acceptation par les travailleurs de n'importe quelle condition de rémunération et de travail pour survivre, et objectif politique dans la mesure où la construction européenne progresse et la mise en oeuvre du marché unique transatlantique est dans les rails notamment.

Les réformes structurelles plus importantes que jamais pour le retour d'une croissance forte et équilibrée
- 15/02/13

- Le chemin menant à une forte reprise reste parsemé d'embûches. Néanmoins les mesures prises en Europe et aux Etats-Unis permettent d'écarter la probabilité d'un scénario-catastrophe, a ajouté M. Gurría.

Nous venons d'évoquer par quoi se traduirait "*un scénario-catastrophe*" qu'ils ont écarté pour le moment.

- Depuis son lancement en 2005, Objectif croissance présente chaque année les grandes réformes à entreprendre en priorité pour stimuler l'activité économique et rehausser le niveau de vie dans chacun des pays de l'OCDE.

Les Grecs, les Irlandais, les Portugais, les Espagnols principalement qui ont vu leur niveau de vie diminué parfois drastiquement apprécieront. Ici ils se trahissent car la réalité apporte un démenti cinglant à cette affirmation, la crédibilité de l'OCDE atteint le niveau zéro. On s'en félicite évidemment. Il faut le faire savoir. Quelle est l'origine de la situation sociale dans ces pays ? Ils le disent et s'en vantent, comme quoi s'était bien l'objectif recherché :

- (le rapport Objectif croissance publié par l'OCDE) Il révèle que le rythme des réformes s'est accéléré là où c'était le plus nécessaire – dans les pays européens les plus durement touchés par la crise de la dette souveraine, tels que l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal – alors qu'il est plus modéré dans d'autres pays de la zone euro, notamment ceux qui affichent un excédent des paiements courants comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

Partant de là, la menace hypothétique évoquée plus haut est d'autant plus crédible qu'ils avouent faire face à des obstacles qu'ils n'auraient pas prévus, le chômage massif qui s'est installé pour durer, alors qu'en réalité ils devaient apparaître inévitablement, ils ne pouvaient pas ne pas y avoir pensé, même le New Deal de Roosevelt n'en était pas venu à bout, seule l'économie de guerre et la perspective de la guerre permettront de réduire le chômage de masse aux Etats-Unis qui s'était développé dans la foulée de la grande dépression qui avait suivi le krach d'octobre 1929.

- Affronter les conséquences de la crise sur le marché de l'emploi est sans doute le plus grand défi auquel sont actuellement confrontés les pays membres de l'OCDE et du G20, d'après les auteurs de l'étude.

Le chômage de masse est source d'instabilité politique ou d'explosion sociale incontrôlable, et donc particulièrement dangereux pour eux, à l'heure où tous les partis institutionnels sont rejetés dans tous les pays de l'UE.

Il ne manquerait plus que les travailleurs se rassemblent et axent leur combat contre les institutions pour que la coupe soit pleine. On les rassure, aucun parti n'a décidé de les organiser dans cette direction. Entre nous, ils le savent et s'en réjouissent.

La suite de vendredi après-midi

Bon week-end à tous, ne soyez pas activistes, vous allez gaspiller votre temps et votre énergie en pure perte, prenez le temps de lire, de réfléchir tranquillement à la situation, de vous distraire, occupez-vous de vos enfants et ne négligez pas votre compagne ou compagnon.

Au passage, j'ai mis en ligne deux excellents articles dans la rubrique International :

- *Les chiffres invraisemblables sur la destruction programmée de l'Irak*
- *Libye : ce sont les rebelles qui bombardaient, pas Kadhafi* (michelcollon.info)

[La véritable nature de la direction de la CGT. On n'en veut pas de votre unité frelatée, fondée sur la braderie de nos droits.](#)

On nous a toujours dit qu'il fallait distinguer les dirigeants des militants ou des adhérents, qu'il s'agisse d'un syndicat ou d'un parti. On aurait dû ajouter les travailleurs, oui, les travailleurs qu'ils n'organisent pas, vous savez ceux qui sont les plus nombreux, beaucoup plus nombreux puisque syndicats et partis n'organisent qu'une infime minorité d'entre eux. Sauf que voilà, on a commis l'énorme erreur de les oublier.

Comment cela direz-vous, c'est impossible et vous auriez raison de le penser, car en réalité ils se sont arrangés pour qu'on ne pose cette question en les réintroduisant par la petite porte, en affirmant qu'ils les représentaient, ainsi toute discussion était close avant même d'avoir commencé, et nous, nous sommes tombés dans le panneau de ce tour de passe-passe, involontairement ou inconsciemment cela va de soi.

Ce qu'on a pu constater depuis des lustres s'avère en totale contradiction avec le postulat que nous avons posé au début, en réalité les militants ou adhérents des syndicats (et des partis) ne sont pas différents de leurs dirigeants ou pas autant qu'on a voulu nous le faire croire, et on a (encore) eu la démonstration avant-hier au cours du congrès de la CGT lorsque la résolution n°1 sur les «responsabilités du syndicalisme aujourd'hui» a recueilli 83,5% des suffrages exprimés, nouvelle mouture du "syndicalisme rassemblé" avec la CFDT, ce qui témoigne d'une part que la caste de bureaucrates corrompus qui contrôlent la CGT n'a pas changé depuis que les staliniens ont mis le grapin dessus au milieu des années 20, d'autre part, que l'immense majorité de ses adhérents ignorent ou ont rompu avec l'objectif de l'émancipation du capital qui était celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire du début du XXe siècle, objectif et mouvement ouvrier auquel sont étrangers les dirigeants de la CGT depuis cette époque jusqu'à nos jours.

On pourrait objecter à cette analyse qui s'appuie sur les faits, que les délégués qui se sont succédés aux congrès de la CGT pendant près d'un siècle, les dirigeants mis en place à la tête des différentes instances du syndicat, n'auraient fait qu'incarner une classe ouvrière qui s'était embourgeoisé et détournée du socialisme, qu'en cela ils n'auraient pas failli ou trahi, ils auraient tout simplement suivi la classe, ils n'auraient fait qu'exprimer ou incarner le niveau de conscience politique des masses, aussi il ne faudrait pas leur en vouloir, sauf que la question n'est pas celle-ci, nous ne sommes pas des procureurs adeptes de la chasse aux sorcières, la question consiste à mettre en évidence que ce syndicat a cessé depuis belle lurette d'incarner consciemment le processus historique devant conduire à la chute du capitalisme et à la prise du pouvoir par les travailleurs, qu'il a rompu avec les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour ne plus représenter que l'aristocratie ouvrières ou les couches supérieures du prolétariat, tendance qui n'a cessé de s'accroître au cours des dernières décennies, qui de par leurs conditions privilégiées par rapport au reste de la classe sont les plus aptes à se soumettre, s'accommoder ou s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre. La signature d'accords pourris avec les gouvernements successifs ou le patronat, l'alliance (intersyndicale) avec la CFDT en est l'expression la plus visible ou éloquente. Partant de là, le reste est à l'avenant et on va le vérifier immédiatement.

En réalité, il aurait fallu s'orienter vers la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire dès l'après-guerre ou profiter de la création de FO, une occasion qu'on a laissé passer. On y reviendra une autre fois, passons à l'actualité.

Nos dirigeants passent leur temps à cirer les pompes de Mailly et Thibault, à épargner leurs appareils en camouflant leurs véritables intentions, à les croire les dirigeants de la CGT et de FO combattraient pour le rejet ou le retrait de l'accord du 11 janvier 2013, des naïfs ou crétins ont été jusqu'à le croire.

Hier lors du congrès de la CGT, Lepaon a réitéré que la CGT ne demandait "*pas le retrait*" du projet de loi (AFP 21.03). Il l'a "*réitéré*", cela signifie qu'il l'avait affirmé précédemment, or, on nous l'avait caché, personnellement je n'ai pas eu le temps d'aller sur le portail de la CGT ou de lire autre chose que les infos disponibles quotidiennement sur le Webb.

Lepaon n'exige "*pas le retrait*" du projet de loi, car il ne veut pas d'"*une mauvaise loi*" pour les salariés (AFP 21.03), il y tient autant que ceux qui sont à l'origine de cette démarche, car voyez-vous, rédigée par le Medef et son gouvernement, cette loi pourrait finalement être favorable aux travailleurs, c'est ce que prétend Lepaon, Mailly aussi de son côté.

Au passage, il confirme ce que nous n'avons cessé de marteler, à savoir que dès le départ ils s'étaient entendus sur un partage des rôles entre dirigeants syndicaux qui devrait aboutir à cet accord patronal ensuite retranscrit par le législateur. Car que dit Lepaon : maintenant qu'on y est et que cet accord est sur le point de se transformer en loi, d'être gravé dans le marbre, ce n'est pas le moment de reculer ou de caner, il faut boire la lie de la trahison jusqu'à la dernière goutte, pas question de se battre pour son retrait, ce qui signifie, et l'essentiel à retenir est ici, que quel que soit le contenu que devrait avoir cet accord puis cette loi, ces pseudo négociations devaient coûte que coûte se concrétiser par un accord puis une loi puisque le patronat le réclamait, autrement dit la direction de la CGT (et de FO) n'ont fait qu'incarner du début jusqu'à la fin que les intérêts du patronat.

Effectivement, ce sont bien des lieutenants du capital infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier, ils sont bien étrangers à la classe ouvrière. A défaut de pouvoir les en chasser, il faut les démasquer, démonter le personnage qu'ils jouent, démolir pièce par pièce l'argumentation qui leur sert de couverture, combattre leur politique en exposant la nôtre est une chose, mais c'est insuffisant. Il faut aussi en exposer les tenants et les aboutissants, à chaque occasion il faut déterminer son origine et son véritable objectif, c'est seulement ainsi qu'on pourra briser le lien qui existe entre ces militants et délégués dociles ou corrompus avec les dirigeants des syndicats, faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs syndiqués ou non.

On admettra que c'est impossible pour les dirigeants des partis politiques qui sont subordonnés aux appareils pourris des syndicats, où dont leurs propres appareils sont liés organiquement à ceux des syndicats. En fait d'indépendance, leurs discours ne servent qu'à masquer l'absence d'indépendance de leurs partis vis-à-vis des appareils des syndicats inféodés au régime en place, c'est valable pour le POI, le NPA et LO.

Lepaon a également dit : "*On peut envisager un 1er mai dynamique et unitaire*", avec la CFDT évidemment, en réalité ils s'entendent comme larrons en foire, il l'a confirmé en ajoutant qu'il y a aussi "*des sujets d'accord*" avec la CFDT notamment sur "*les salaires, les retraites*" (AFP 21.03). Sur les salaires, alors que l'accord du 11 janvier servira à les tirer vers le bas, comme quoi le signer ou non n'avait aucune importance, les retraites alors que la CFDT a signé tous les accords les bradant, il se démasque ici et confirme tout ce qui a été dit plus haut.

Pour revenir sur ce qui a été dit plus haut sur l'attitude à avoir avec les appareils et dirigeants des syndicats, après avoir été faire des courses et grignoter un morceau à midi j'ai un dernier mot à ajouter.

L'attitude de nos dirigeants pose la question de savoir s'ils ont véritablement une conscience, je m'explique.

Quand j'ai obtenu un poste de cadre en janvier 1990 avec une rémunération d'environ 3.000 euros bruts, il y a 23 ans, aujourd'hui elle devrait tourner aux alentours de 5.000 ou plus, j'ai été embauché dans des conditions précises et mon patron a changé la règle du jeu six mois plus tard. Je devais diriger un service (SAV) selon certains critères et objectifs bien définis et assumer toutes les décisions. Bien, je m'y suis appliqué consciencieusement et le service fonctionnait correctement. A un moment donné mon patron a estimé qu'il y avait trop de techniciens et qu'il fallait que j'en licencie au moins deux ou trois sur une douzaine. Je lui ai remarqué que dans ce cas-là il ne serait plus possible d'intervenir dans un délai inférieur à quatre heures comme il l'avait exigé, objectif que nous tenions jusqu'à présent. Il m'a expliqué que ce serait à moi de me débrouiller quitte à suivre à la trace chaque technicien, à les harceler, à me transformer en flic quoi, sauf que je n'avais surtout pas été embauché dans cette perspective. Je lui ai tenu tête, il m'a viré.

Quand j'ai atterri dans un village de pêcheurs en juillet 2000, j'étais plein de bonnes intentions et j'envisageais de m'investir dans la vie du village. Rapidement j'ai compris que j'étais tombé dans un village particulièrement malsain dominé par des familles de voyous. Cela dit, tous les pêcheurs de ce village n'étant pas des malfrats je leur ai apporté mon soutien pendant des années, notamment contre les autorités et la police. Malheureusement nos rapports ne cessant d'empirer, je m'en tins par la suite à des relations minimums, uniquement avec un de mes ex-élèves de l'Alliance française histoire de savoir ce qui se passait dans le village et que je pourrais utiliser plus tard contre eux en cas de nécessité. La situation devenant insupportable nous décidâmes de tout faire pour quitter ce village, donc de revendre notre maison. Pour avoir de bonnes relations avec eux il aurait suffi que je leur verse un peu d'argent, que j'organise des beuveries chez moi et que j'accepte la présence de prostituées, que je les aide à dépouiller quelques étrangers de passage et là nous aurions eu les meilleures relations du monde, mon cauchemar aurait pris fin immédiatement. Sauf que je m'y suis refusé et j'ai préféré aller vivre ailleurs, quelque part quitter un endroit idyllique, je vivais sur une plage et mon terrain était recouvert de cocotiers.

J'ai relaté ces deux exemples pour montrer que lorsqu'on a une conscience, des principes et des convictions il est possible de s'y tenir et de s'en sortir, pour peu qu'on saisisse la bonne occasion au bon moment.

Quand j'étais cadre, j'étais promis à un avenir sans souci matériel, à une vie confortable, j'aurais très bien pu accepter les nouvelles conditions que m'imposait mon patron et m'en foutre de licencier deux ou trois techniciens et rendre la vie infernale à ceux qui devaient rester, j'aurais pu me dire, au diable tes principes, pense à toi, un autre à ta place aurait agi ainsi, ne déconne pas tu ne retrouveras jamais un tel poste, et c'est bien ce qui se produisit et qui me décida à quitter la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, quatre mois après avoir été viré. Pour solde de tout compte j'avais reçu un misérable chèque de 25.000 francs. Nous avons fait des économies avant, c'est cela qui nous permis de tenter notre chance en Inde, nous partîmes avec une somme dérisoire, à peine 150.000 francs.

Quand nous avons quitté ce village de pêcheurs, nous ne sommes pas partis sans rien puisque nous avons revendu notre maison et le terrain 4 millions de roupies, ils en valaient le double mais il nous manquait un document pour le vendre à ce prix-là, un document que ce village refusa toujours de nous donner car il espérait tout simplement nous piquer notre terrain, ils échouèrent et nous nous en sommes bien tirés. Depuis je vis tranquille et j'ai en principe de quoi vivre pendant encore un bon moment.

En ce qui me concerne, à aucun moment quelle que soit la situation dans laquelle je me suis retrouvé, quelles que soient les difficultés ou les expériences éprouvantes que j'ai dû affronter, jamais dans la vie quotidienne ou dans ma vie professionnelle je n'ai accepté de brader mes principes, mes convictions, mon idéal, jamais, jamais je n'ai sombré dans la facilité qui aurait consisté à les mettre de côté même provisoirement, il était facile de le justifier, de se raconter des histoires pour garder bonne conscience, parlons-en, quelle conscience, quelle conscience reste-t-il à nos dirigeants ?

Alors pourquoi devrions-nous accepter de brader nos principes pour soutenir des appareils syndicaux pourris, ne serait-il pas possible de mener la lutte de classe dans les syndicats et de les combattre sans avoir à se compromettre avec eux. Qu'est-ce qui nous en empêche, le fait qu'on ne parviendrait pas à s'immiscer dans les instances des syndicats, à obtenir des postes, pendant qu'ils continueraient de soutenir le patronat et le régime... Alors dites-nous, à quoi servirait-il que vous vous compromettiez ainsi si ce n'est pas pour rendre aux syndicats leur véritable mission, et cela au bout de 70 ans de relations sans relâche avec leurs appareils, à part en tirer profit personnellement ? Quel est le bilan de votre refus de rompre avec eux, de votre refus de fonder un nouveau syndicat ? Votre bilan on l'a tous les jours sous les yeux, il est misérable, un échec total, une faillite politique complète, pire, vous vous êtes totalement salis, compromis, déshonorés en agissant de la sorte, vous ne méritez pas l'estime ou la confiance de vos militants, vous n'avez absolument rien apporté à notre classe et au mouvement ouvrier, vous avez contribué à les pourrir avec les illusions que vous n'avez cessé de colporter dans les appareils et le régime, derrière vos belles intentions qui n'engageaient que vous et les ignorants qui vous croyaient sur parole et que vous avez délibérément abusés.

Et surtout n'allez pas nous dire que vous avez contribué à maintenir le niveau de vie des travailleurs, vos semblables aujourd'hui seraient bien en peine de le dire en Grèce, au Portugal ou en Espagne, c'est avec ce genre d'arguments que vous voulez une nouvelle fois tromper travailleurs et militants, rien ne vous arrête en vérité, nous, nous le savons, finalement si vous vous êtes accommodés de ces rapports avec les dirigeants syndicaux pendant si longtemps, c'était peut-être que vos intentions étaient plus proches des leurs que de la cause que vous prétendez défendre.

A eux de démontrer le contraire s'ils ne sont pas d'accord avec cette analyse, nous les mettons au défi. Oui nous sommes des jusqu'au boutistes, nous le revendiquons, nos principes ne sont pas négociables, l'objectif de notre combat n'est pas négociables, nos convictions non plus, notre programme et notre drapeau non plus, notre combat contre l'opportunisme non plus.

Nous combattons pour construire un nouveau parti révolutionnaire, nous revendiquons le pouvoir politique pour les masses exploitées, c'est l'objectif de notre combat politique et syndical, nous terminerons par une simple question dont la réponse à elle-seule donne une indication sur la nature de ces dirigeants et leurs partis, où est-ce que cela figure tel quel dans votre journal et non de manière édulcorée, vos publications, vos tracts, vos déclarations, où dites-nous, où ? Nulle part, absolument nulle part.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent

- Nike fait mieux que prévu avec un bénéfice pour le troisième trimestre en hausse de 55% - AFP
- Hermès brille avec une nouvelle année de résultats records en 2012 - AFP

Dictature du capital

- Chypre: SP abaisse la note d'un cran à "CCC" et redoute un défaut de paiement - AFP
- La zone euro adresse un ultimatum à Chypre - Reuters

- GM condamne l'usine Opel de Bochum après un vote des salariés - Reuters

- Le Haut Conseil des finances publiques mis en place - Reuters

[Le pouvoir, l'argent et le sexe à la place du cerveau.](#)

- Financement communautaire: et pourquoi pas dans le porno ? - L'Express.fr

- L'Essonne relance l'idée controversée d'assistants sexuels pour les handicapés - AFP

[Une simple question de survie](#)

- "La sécurité de l'emploi est en tête dans presque tout le Vieux Continent" - L'Express.fr

- Alimentation: le prix, premier critère d'achat des Français - AFP

[Il faut savoir saisir l'occasion.](#)

- A Chypre, «l'Europe n'a rien fait pour nous, il est temps d'en sortir» - Libération.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Effet d'annonce et cadeaux au patronat](#)

- François Hollande dévoile un plan d'urgence pour le logement - Reuters 21.03

En 2012, le Venezuela a construit 350.000 logements sociaux, le gouvernement français propose d'en construire 150.000 pas à partir de ... 2017, question : qui était le dictateur ?

Sans entrer dans le détail, la réaction du patronat et ses représentants après l'annonce de ces mesures.

- "C'est bien qu'il y ait une prise de conscience", a dit à Reuters François Bertière, PDG du promoteur Bouygues Immobilier, qui a cependant déploré un manque de précision.

- La Fédération française du bâtiment (FFB), qui représente les deux-tiers de l'activité de ce secteur en crise s'est pour sa part félicitée de l'intervention de l'Etat.

- Le député François de Mazières, porte-parole du groupe UMP (opposition) à l'Assemblée nationale en matière de logement, a pour sa part salué "le pragmatisme des mesures annoncées" mais regretté qu'il n'y ait rien sur l'accession à la propriété. Reuters 21.03

Ils sont satisfaits, ils sont servis ! Des dérogations au plan d'occupation des sols leur ont été aussi accordées...

[Encore plus impérialiste.](#)

Depuis plusieurs semaines, la France livrerait des armes aux rebelles syriens, malgré l'embargo imposé par l'Union européenne, qui interdit de telles livraisons, selon Vincent Jauvert, du Nouvel Observateur:

«Selon une source fiable au sein de l'appareil d'Etat français, François Hollande a décidé mi-décembre de livrer des armes à l'Armée syrienne libre à des groupes sélectionnés par les services de renseignement. Cette décision a été prise en concertation avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis, qui, selon cette source, ont fait le même choix. Elle fait suite à la visite à l'Elysée le 17 novembre du président de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, que les autorités françaises ont, trois jours auparavant et à la surprise générale, reconnu comme "le seul représentant du peuple syrien".»

Les premiers envois auraient eu lieu début janvier selon le site de l'hebdomadaire.

Quant aux Etats-Unis, Business Insider rapportait dès décembre 2012 que les Etats-Unis envoyaient ouvertement des armes lourdes depuis la Libye aux rebelles syriens. lenouvelobs.fr 21.03

Nous aurons au passage une bien triste pensée pour ceux qui estiment que les conflits internationaux devraient être réglés dans le cadre des institutions internationales telle l'UE ou l'ONU. Ils n'ont pas de bol décidément, à peine ont-ils eu le temps de formuler leur exigence, et patatras la réalité leur joue un vilain tour en démontrant que les puissances impérialistes se moquent de ces institutions et des engagements, des traités qu'ils ont bien pu signés eux-mêmes.

Croyez-vous qu'ils rectifieront le tir et changeront de position ? Evidemment non, car quelle autre position pourraient-ils bien adopter sinon se ranger à la nôtre et condamner l'ensemble des institutions politiques internationales du capital, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils adoptent le socialisme, franchement un peu de sérieux, cela vaut pour le Réseau Voltaire, le Comité Valmy et une multitude d'intellectuelles finalement incapables de rompre avec l'impérialisme américain. Certains y viendront, plus tard, espérons-le.

Pourquoi y a-t-il une telle différence entre vous et eux ? Chez eux leurs convictions partent de la tête, les nôtres viennent du ventre quand il est vide, et voyez-vous c'est une impression qu'on ne peut pas vraiment se représenter sans l'avoir vécu soi-même, je parle en général.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- L'armée libanaise a lancé une vaste offensive contre les terroristes armées positionnant sur les frontières libano-syriennes.

Selon Al Mayadeen, l'armée libanaise a procédé à des dizaines d'arrestations de terroristes près des frontières, de là où les "*mercenaires armés lancent des attaques contre le sol syrien*" mercredi les accrochages entre les opposants et les partisans d'Assad au nord du Liban ont fait un mort et quatre blessés . Le 14 mars envoie des armements aux terroristes salafistes en action en Syrie. french.irib 21.03

2- Est-ce un Igoure issue de cette province de Xinjiang sur laquelle les américains comptent beaucoup pour lancer leur "*printemps chinois*"?

Quelle que soit la réponse, toujours est-il que la photo figure sur un compte facebook appartenant aux terroristes salafistes en action en Syrie. Les terroristes annoncent d'ailleurs en grande pompe l'adhésion de ce "*combattant chinois*". Al Nosra a renforcé son action de recrutement des "*combattants*" de presque dans tous les pays musulmans et la province démunies de Xinjiang ne semble pas avoir été épargnée : les petrodollars qataris et saoudiens se sont avérés bien efficace face au laisser-aller de Pékin à investir mieux dans ses provinces musulmanes. french.irib 21.03

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le nouveau directeur général d'AstraZeneca a annoncé jeudi 2.300 suppressions de postes supplémentaires dans les fonctions administratives et commerciales suivant une nouvelle stratégie censée raviver la croissance du groupe pharmaceutique.

Cela signifie que le groupe pharmaceutique supprimera au total 10% environ de ses effectifs, soit 5.050 emplois, d'ici 2016, en réponse à la baisse des ventes provoquée par la perte de brevets de plusieurs "blockbusters", ses médicaments à gros chiffre d'affaires.

L'ensemble des programmes prévus débouchera sur une charge exceptionnelle de 2,3 milliards de dollars et doit procurer des gains annuels de l'ordre de 800 millions de dollars d'ici 2016.

Beaucoup d'analystes estiment qu'AstraZeneca pourrait facilement dépenser 20 milliards de dollars en acquisitions, compte tenu d'un trésor de guerre dépassant les sept milliards de dollars et de sa capacité d'emprunt reposant sur de solides cash flows à

court terme. Reuters 21.03

2- Allemagne

2.1- Grève chez Lufthansa

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa a annulé plus de 670 vols prévus jeudi en Europe en raison d'une grève d'avertissement de son personnel au sol dans les aéroports allemands, a déclaré à l'AFP un porte-parole.

La grève, à l'appel du syndicat Verdi, vise à faire pression sur la direction avant l'ouverture de nouvelles discussions vendredi sur des revendications salariales.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur 12 mois pour quelque 33.000 salariés au sol de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Mais d'après la responsable des négociations au sein du syndicat, Christine Behle, citée par l'agence de presse allemande DPA, les discussions s'annoncent longues et difficiles et aucun accord ne devrait être trouvé vendredi. AFP 21.03

2.2- Les salariés rejettent le plan de restructuration chez General Motors

Les salariés de l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, ont rejeté un plan de restructuration négocié par les syndicats et la direction, ce qui conduira la filiale européenne de General Motors à y cesser toute production fin 2014, a annoncé jeudi la direction.

Celle-ci avait proposé de maintenir l'activité du site pendant deux années supplémentaires, soit jusqu'à fin 2016, puis de conserver sur d'autres sites 1.200 salariés sur un total de plus de 3.000 en échange d'un report des augmentations salariales.

Mais 76% des salariés ayant pris part au vote ont rejeté cet accord, a annoncé le syndicat IG Metall. Des représentants syndicaux ont expliqué que les salariés jugeaient trop vagues les engagements de la direction.

Opel prévoit donc d'arrêter définitivement à la fin de l'an prochain la production de la Zafira Tourer sur le site.

"Je considère le résultat comme un vote clair de défiance envers la direction d'Opel", a déclaré le secrétaire régional d'IG Metall Knut Giesler.

Opel a pour sa part regretté le rejet de ses propositions. Reuters 21.03

3- Etats-Unis

Coca-Cola a annoncé jeudi qu'il supprimerait 750 postes aux Etats-Unis dans le cadre d'un passage en revue des activités du numéro un mondial des boissons non alcoolisées.

Ces suppressions représentent environ 1% des effectifs du groupe en Amérique du Nord.

"Nous devons devenir un groupe nord-américain plus intégré. Cela passe par l'amélioration de nos structures, de nos procédures et de nos systèmes", lit-on dans la note. Reuters 21.03

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mars 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer. Je suis à la recherche de portails économiques intéressants, les deux ou trois que je consultais régulièrement ont fermé ou ne sont plus actualisés ou ont sombré lamentablement.

[L'esclavage condamné à sourire](#)

En entretien d'embauche, «il faut toujours sourire» - 20minutes.fr

Il faut sourire, être bien coiffé, bien habillé, éviter le genre relax, être très poli, il faut mentir, surtout il faut dire ce que votre interlocuteur à envie d'entendre, ne s'attendant pas à ce que vous procédiez ainsi vous le bernerez facilement, d'autant plus qu'il est certain de sa supériorité et de posséder les qualités d'un fin psychologue. Entraînez-vous, avec un peu d'expérience cela devient un jeu d'enfant de les tromper. Pour bien faire, avant un entretien d'embauche renseignez-vous sur Internet sur le secteur d'activité de cette entreprise, si vous trouvez des éléments sur cette entreprise même, sortez-en quelques bribes lors de votre entretien, ce sera du meilleur effet, faites comme si vous étiez déjà un salarié de cette entreprise, montrez à votre interlocuteur que vous témoignez un intérêt sincère dans celle-ci, son histoire, le formidable destin qui l'attend, vous voulez en être et c'est pour cela que vous avez posé votre candidature, sinon à quoi bon, il faut s'investir à fond...

Oui, c'est cela, il faut sortir le grand jeu, mais pas n'importe comment, il faut être crédible, dites les choses simplement comme si c'était naturel chez vous, et je vous garantis que vous pouvez tromper le DRH du plus grand cabinet de recrutement de France. Si vous rencontrez des difficultés, contactez-moi, j'ai une solide expérience en la matière, je vous aiderai.

Votre lettre de motivation doit être parfaite, sans faute évidemment, une merveille, je ne déconne pas, si elle doit être manuscrite votre écriture doit être aussi belle que celle des écrivains publics du XVIe siècle, vous devez mettre toutes les chances de votre côté, cela compensera peut-être les faiblesses que présente par ailleurs votre candidature. Personnellement je les rédigeais à la manière de Diderot ou Voltaire, ouais de la prose je leur servais à ces crétins, la syntaxe et les tournures de phrases devaient être absolument parfaites, tellement parfaite que les phrases s'enchaînaient au point de faire entendre à celui qui devait la lire une petite musique agréable à l'oreille, je ne déconne pas, et je ne gribouillais pas 10 lignes, je leur servais au minimum une pleine page ou plutôt deux à ces fainéants qui généralement ne prennent pas le temps de les lire jusqu'au bout et les foutent avant à la poubelle, soit je m'étais appliqué et je leur donnais envie de la lire entièrement et j'avais une bonne chance de décrocher un rendez-vous, soit j'étais tombé sur un crétin qui ne savait même pas lire et c'était foiré.

Ces gens-là, il faut les surprendre, ce n'est pas si difficile qu'on le pense, ils sont imbus de leur médiocrité, ils n'ont que mépris pour les pauvres types qui cherchent désespérément un boulot, ils vous méprisent, donc pour attirer leur attention il faut apparaître différent des autres, sortir du lot, se distinguer de la masse des candidats. Vous pouvez être handicapé par votre expérience ou votre formation professionnelle par rapport à d'autres candidats qui eux aussi auront leurs faiblesses, il ne faut donc pas s'avouer vaincu d'avance, sinon on ne peut pas s'en sortir.

Je me suis retrouvé au chômage une quarantaine de fois alors je sais de quoi je cause. C'était plus facile dans les années 70-80, plus difficile par la suite, mais bon, je me présentais tiré à quatre épingles pour une place d'aide-magasinier, en costard cravate et pompe impeccable, sans chewing-gum dans la bouche, sans renifler ou me mettre un doigt dans le pif ou les mains dans les poches, bien droit, solide, prêt à l'emploi quoi. Parfois je cachais certains emplois que j'avais occupés ou mon véritable niveau d'études, en maths sup et électronique, parfois au contraire j'en rajoutais une couche, il faut être malin, rusé, bref posséder toutes les qualités de nos dirigeants et que je me refuse à utiliser en politique, mais face à un patron, cela doit être la règle absolue, on est en guerre pour trouver un boulot, sinon on va finir dans la rue merde, et si on a des gosses, c'est toute la famille qui va vivre un vrai cauchemar, alors tous les coups sont permis contre cette saloperie de patrons, on n'a pas le choix.

Ne leur dites pas que vous êtes aux abois, soyez digne, ne leur demandez pas d'avoir pitié de vous, ils en sont incapables, prenez votre courage à deux mains et donnez le meilleur de vous-même, et dites-vous que si cela n'a pas marché cette fois-ci, cela marchera un jour, c'est certain, sinon c'est que vous avez vraiment la poisse ou que vous ne faites pas tout ce qu'il faut pour y arriver. Maintenant il doit y avoir des cas désespérés, des travailleurs qui cumulent tellement d'handicaps qu'ils ne peuvent pas s'en sortir dans cette jungle, car c'est bien ce qu'ils ont fait de la société. Dans ce cas-là, on comprendra qu'ils s'en sortent comme ils peuvent en bravant la légalité, cette putain de légalité devant laquelle nos dirigeants ne cessent de se vautrer au point d'être indignes de parler en notre nom.

Chinoiserie indo-américaine

- Crimes de guerre : le Sri Lanka sous pression de l'ONU - Liberation.fr

Ici tous les jours les manifestations se succèdent contre le Sri Lanka accusé des pires méfaits sur les Tamouls dans sa lutte pour liquider le LTTE. Accusation sans doute justifiée, en réalité rien de plus que les atrocités qui ont lieu en temps de guerre. Alors pourquoi toute cette agitation entre l'Inde et le Sri Lanka ?

L'Inde craignait que le Sri Lanka échappe à son ère d'influence et passe sous le contrôle d'un pays ennemi, soutenu pas les Etats-Unis, il faut donc chercher l'ennemi ailleurs, dans la région, son principal concurrent, la Chine, la Chine qui a justement livré des armes aux autorités de Colombo pour en finir avec le mouvement tamoul séparatiste LTTE, on a vu que le résultat n'avait pas tardé et le LTTE a été quasiment liquidé en un rien de temps alors que cette guerre durait depuis les années 70.

Entre temps Delhi avait cessé d'armer le LTTE, depuis l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, mais apparemment il avait trouvé d'autres sources d'approvisionnement en armes, ce qui ne fut pas suffisant manifestement, du coup, au fur et à mesure son stock d'armes a diminué et ainsi très affaibli il était devenu à la portée des autorités sri lankaises d'en venir à bout

définitivement. On peut aussi penser que les nouvelles couches de la bourgeoisie sri lankaise voulait solder ce conflit et jouir de ses privilèges en paix, disons que c'est plus confortable et cela prête moins à polémique qu'en temps de guerre.

Evidemment les Américains ont vu d'un mauvais oeil ce rapprochement avec Pékin allié du Pakistan, et l'ouverture de la dictature birmane qu'ils soutenaient n'avait eu pour objectif que d'en conserver le contrôle afin d'éviter que le Birmanie se tourne à son tour vers la Chine pour résoudre ses problèmes économiques.

Autre élément d'explication, la présence en grande quantité de thorium dans le détroit de Palk entre la pointe sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka nommé le Pont d'Adam, thorium qui pourrait remplacer l'uranium, sauf que Delhi ne veut pas en entendre parler, le parti du Congrès préfère que l'Inde dépende de l'étranger pour alimenter ses centrales nucléaires, chaque contrat faisant l'objet de commissions occultes considérables qui tombent dans l'escarcelle de ses principaux dirigeants ou alimente sa trésorerie, la corruption étant généralisée en Inde.

Un Indien m'a expliqué que la navigation était restreinte dans le détroit de Palk et que le gouvernement de Delhi avait donné son feu vert aux Américains pour y effectuer des manoeuvres militaires, mais pour qu'elles puissent avoir lieu il l'avait aussi autorisé à draguer le fond de la mer à cet endroit. En réalité, il serait agi de disperser le thorium concentré à cet endroit-là pour justifier l'achat d'uranium à l'étranger, sans doute à des sociétés américaines ou sous tutelle américaine, cela reste à vérifier. Sauf que voilà, le principal adversaire du Parti du Congrès, le BJP, un parti bourgeois nationaliste au relent d'extrême droite flanqués de deux alliés hindouistes orthodoxes le VHS et le RRS ont mis en avant qu'une telle opération était contraire au Ramayana, texte mythologique qui avec le Mahabarata constitue la bible des hindouistes, qu'elle détruirait le pont qui existe entre la pointe sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka qu'avait emprunté jadis Hanuman (le dieu à tête de singe) et son armé pour délivrer Rama prisonnier à Sri Lanka, j'ai oublié les détails, bref, briser ce pont qui existerait toujours serait porter atteinte à l'hindouisme, ils ont fait un tel bordel que le gouvernement a dû annuler son projet.

Quel que soit la bonne explication, dans les deux cas les Américains sont impliqués, c'est ce qu'on peut retenir de certain. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Au chevet des institutions antidémocratiques.](#)

- Le Sénat adopte à son tour la réforme bancaire en la durcissant légèrement AFP -
- Noël Mamère appelle Sarkozy à démissionner du Conseil constitutionnel - AFP
- «*On peut pas faire de politique quand on aime trop l'argent*» - LeFigaro.fr
- Le Conseil d'Etat enterre la 'taxe à 75 %', le gouvernement en prend acte - LeMonde.fr
- Jean-Luc Mélenchon rêve d'un "*changement de gouvernement*" - L'Express.fr

[Le Second empire s'est déjà trouvé un nouveau Bonaparte : Hollande.](#)

- La mise en examen de Nicolas Sarkozy compromet son éventuel retour en politique - 20minutes.fr
- Après le porno chic, halte à la prostitution chic - Liberation.fr

[Il aurait bien besoin de le prouver...](#)

- La CGT restera «*un syndicat exigeant*», promet Thierry Lepaon - Liberation.fr

... on comprend mieux pourquoi

- CGT : Thierry Lepaon tend la main à la CFDT - Le Nouvel Observateur

[L'élégance d'un vaurien](#)

- Patrick Balkany à l'avocat de l'ex-majordome de Liliane Bettencourt : "*Je vous emmerde*" - 20minutes.fr

Fermer comme une huître qui protège sa perle, son trésor

- Espagne : l'ancien trésorier du parti de Mariano Rajoy refuse de répondre au juge - LeMonde.fr

On devrait le foutre en prison pour l'aider à changer d'avis, non ? Il est protégé par les institutions héritées du franquisme que le PSOE n'a pas aboli...

Condescendance et mépris.

- "*La reconnaissance du travail des salariés est un élément essentiel de leur motivation*" - L'Express

- "*Vendre aux pauvres: les limites de la microfinance*" - L'Express.f

Du vol légal de notre force de travail à l'escroquerie généralisée, le vrai visage du capitalisme

- Viande de cheval: le directeur de fait de Spanghero a été écarté - L'Expansion.com

- «*Chevalgate*»: Le scandale s'étend aux boîtes de conserve - 20minutes.fr -

- Viande de cheval : nouveau scandale en Angleterre - LePoint.fr

L'argent n'a pas d'odeur. Si : elle pue !

- Mexique: «*En Europe et aux Etats-Unis, les banques acceptent l'argent du narco-trafic*» - 20minutes.fr

- République dominicaine : démantèlement d'un réseau de trafic de drogue vers la France - LeMonde.fr

Sans doute des relations à Didier Schuller, au clan Pasqua... Saint-Domingue, Neuilly, Levallois, les Hauts-de-Seine, c'est la même banlieue... Bettencourt, Servier, Sarkozy, simple coïncidence...

Tiens donc, encore une guerre totalement "*désintéressée*" ... La preuve.

- Mali, la nouvelle ruée vers l'or - LeFigaro.fr

Incroyable, n'est-ce pas ?

L'encerclement de la Syrie se renforce.

- Netanyahu et Erdogan soldent le contentieux de la flottille de Gaza en 2010 - AFP

- Turquie: Öcalan appelle les rebelles kurdes à déposer les armes - LePoint.fr

Tous les besoins doivent être satisfaits... sauf les besoins sociaux élémentaires.

- Assistance sexuelle: «*Oui, une personne de 80 ans, hémiplegique, a aussi besoin de sexualité*» - 20minutes.fr

D'ailleurs c'est bien simple : elle ne pense plus qu'à cela !

Ces gens-là sont frustrés sexuellement, ils ont un sexe à la place du cerveau, ce sont des psychopathes. Et dire qu'on leur donne la parole, cela en dit long sur l'état de putréfaction de la société.

Besoin d'un travail (correctement rémunéré), pour quoi faire ? La mendicité est légale !

Besoin d'un logement qui ne soit pas insalubre, pour quoi faire ? Un taudis ou un bout de trottoir peu faire l'affaire!

Besoin de me soigner, pour quoi faire ? Nous sommes tous programmés pour mourir un jour !

Ils racontent vraiment n'importe quoi :

- Le prix moyen d'une voiture neuve atteint des sommets - LeFigaro.fr

...mais, mais les temps sont durs alors, pas vraiment :

- L'achat d'oeuvres d'art est "accessible à tous les budgets" - L'Expansion.com

Dans un pays où il y a officiellement plus de 10 millions de travailleurs pauvres et leurs familles... Où avais-je la tête, pour l'Expansion ces couches de la population n'existent tout simplement pas, elles ne font pas partie de leurs lecteurs, assurément et elles ont bien raison, c'est un torchon...

Les charrettes.

- Boeing supprime jusqu'à 2.300 emplois liés aux programmes 787 et 747 - AFP

- Bosch tourne à son tour la page du photovoltaïque, 3.000 emplois en jeu - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Bas les masques : vive les riches !

Le Conseil d'Etat a scellé le sort de la "taxation à 75 %" des très hauts revenus. La section des finances de la haute juridiction administrative, dont l'avis est consultatif, a recommandé au gouvernement s'oppose à une taxation marginale cumulée des revenus supérieure à 66 %. Le ministère de l'économie et des finances en déduit que le taux marginal d'imposition des revenus, hors prélèvements sociaux, ne doit pas dépasser pas 60 %, suivant l'avis du Conseil d'Etat.

Le gouvernement a "pris acte" de ces limitations et prévient, prudent : "Ces contraintes encadrent fortement les marges de manœuvre". Dans un communiqué, le ministère de l'économie et des finances affirme étudier "l'ensemble des options techniques envisageables". "Les mesures retenues seront mises en œuvre au plus tard dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014", précise-t-il. lemonde.fr 22.03

En famille. Le Parti de Gauche prêt à gouverner avec un président social-libéral-impérialiste-sioniste.

"On lâche rien." Tel est le mot d'ordre du Congrès du Parti de Gauche qui s'est ouvert ce vendredi après-midi à Bordeaux. Ce congrès "vise à affirmer une stratégie autonome et indépendante de la politique du gouvernement", montrer "que nous sommes une alternative à gauche", précise Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche.

Jean-Luc Mélenchon, co-président du parti, va un cran plus loin dans cette "confrontation de deux lignes possibles pour la gauche", dans une interview accordée à L'Humanité: "C'est une réorientation générale qui est à l'ordre du jour avec un changement de gouvernement! Le Front de gauche est prêt à y parvenir. (...) Nous sommes candidats au pouvoir", ajoute l'ex-candidat à l'élection présidentielle qui n'a jamais manqué d'interpeller François Hollande depuis dix mois.

"Dans le contexte politique et social actuel, il faut montrer que les propositions portées par le Parti de Gauche sont possibles", précise Martine Billard, co-présidente du parti. "Nous ne sommes pas juste une force de contestation, nous savons comment gouverner le pays", ajoute Eric Coquerel.

Pendant trois jours, "près de 800 congressistes vont renouveler leurs instances et revoir les statuts du Parti qui aujourd'hui compte 12 118 adhérents (dont un tiers de femmes)", selon le parti qui participe au Front de Gauche. "Nous avons beaucoup de jeunes et une arrivée très notoire de syndicalistes" parmi les adhérents, souligne Martine Billard. "Il y a un côté éducation populaire pour ce congrès", explique Eric Coquerel, secrétaire national du PG. l'express.fr 22.03

Après avoir été ministre de Chirac qui avait présidé le parti de l'ordre avant de devenir chef de l'Etat, Mélenchon s'est tellement compromis qu'il n'est plus à cela près. Il fait partie de ces gens sans principe que la honte ne peut pas atteindre, on comprend aussi pourquoi il a pu rester 30 ans au PS, au près de ceux qui sont justement au gouvernement aujourd'hui.

Et il faudrait faire confiance à de tels dirigeants, un tel tel parti, le Parti de gauche, un tel mouvement, le Front de gauche ? Jamais, désolé !

50e congrès de la CGT : rien n'a changé, l'appareil demeure inamovible, monolithique.

- L'appareil pourri conforté : plus de 80% des délégués ont voté le bilan de la direction sortante et son document d'orientation, tout le reste est secondaire, du baratin.
- Toujours en quête de reconnaissance par le bonaparte de service : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy.*" Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"
- L'unité à tout prix, même avec les jaunes ou au prix d'une capitulation : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (...). Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" a rappelé Thibault.
- Pour Lepaon le désaccord avec CFDT sur l'accord scélérat du 11 janvier "*c'est une mini fracture*", autrement dit il minimise le contenu de cette formidable régression sociale, qui serait finalement une pacotille, "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai oblige.
- Pas question d'exiger le retrait de cet accord patronal signé par des syndicats minoritaires, car "*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*", a dit Lepaon, il a été signé par le Medef et trois syndicats c'est suffisant pour exiger son retrait, c'est même plus facile que de faire abroger une loi par la suite, on en a la preuve quand on observe que le gouvernement social-libéral n'a abrogé finalement aucune loi anti-ouvrière ou liberticide majeure adoptée sous Chirac ou Sarkozy.

Comme d'habitude certains se gargariseront des prises de parole de délégués opposés tout ou en partie à l'appareil qui finalement ne représentaient que 15% des délégués (lire plus loin), beaucoup de bruit et de gesticulation sans direction politique précise. Si vous avez des infos qui apportent d'autres précisions, elles seront les bienvenues.

1- Thierry Lepaon, à peine élu à la tête de la CGT, a été confronté au Congrès de Toulouse à la première fronde de la part de délégués qui ont exigé qu'il se prononce clairement pour "le retrait" de l'accord sur l'emploi.

La salle reprend en chœur "*retrait, retrait*"

Au dernier jour du Congrès, la direction a proposé le vote d'une résolution proposant une journée de grève et de manifestation contre le projet sur l'emploi, "*dans la première quinzaine d'avril*" pour "*empêcher la transposition dans la loi de l'accord*". Le texte de la résolution ne mentionne pas expressément le retrait du projet de loi. Mais des délégués sont montés au créneau pour demander que le mot retrait soit clairement écrit dans le texte tandis que la salle reprenait en chœur "*retrait, retrait*".

La résolution adoptée malgré tout

Finalement la résolution, présentée par Agnès Naton, membre de la nouvelle direction, a été adoptée par un vote à main levée avec une forte minorité d'opposants. La veille devant la presse, Thierry Lepaon avait affirmé que la CGT ne demande "*pas le retrait*" du projet de loi - car ce serait "*revenir à l'ère Sarkozy*"- mais qu'elle ne voulait pas d'"*une mauvaise loi*".

Le 1er mai unitaire contesté

Thierry Lepaon avait également souhaité "*un 1er mai dynamique et unitaire*", malgré les désaccords avec la CFDT. Un délégué a enflammé les congressistes en s'écriant: "*le 1er mai, je manifesterai contre le projet de loi sur l'emploi (...) je ne défilerais pas avec la CFDT*", sous les applaudissements de la salle qui a longuement sifflé la proposition d'un 1er mai unitaire.

Par ailleurs, un couac est survenu concernant la journée d'action contre l'accord emploi: alors que M. Lepaon avait ouvert le Congrès lundi en annonçant une journée d'action début avril, des fédérations lui ont fait remarquer que le délai était trop rapproché pour déposer des préavis de grève. "*Malheureusement, on n'est pas en mesure de donner la date*" de cette mobilisation, a concédé Mme Naton. "*Pour créer les conditions de réussite de cette mobilisation*", elle a "*proposé de laisser le temps*" pour que "*l'ensemble des professions déposent les préavis de grève*". "*Le principe est arrêté de la première quinzaine d'avril*" et "*la date sera choisie lundi*", a-t-elle conclu. L'Expansion.com avec AFP 22.03

2- "*Nous avons certains points de désaccords, mais nous ne voulons pas renouer avec le repli identitaire*", a-t-il affirmé lors de la conférence de presse qui a suivi la clôture du cinquantième congrès de la CGT, à Toulouse. "*Nous ne sommes pas d'accord avec la CFDT sur le texte réformant le marché du travail, mais c'est une mini fracture*". Thierry Lepaon a même souhaité un "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai. Pas question non plus de demander le retrait de ce texte : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy. Et puis, nous avons déjà obtenu quelques modifications*". Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"

François Hollande, "*« je le rencontrerai sans doute prochainement pour lui réaffirmer le besoin de changement*», a-t-il déclaré devant

la presse à l'issue du 50e congrès de la CGT.

Le nouveau numéro 1 a par ailleurs répondu à la fronde, vendredi matin, de militants lui demandant de se prononcer «*clairement*» pour le «*retrait*» du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi : «*Notre position est claire (...), tout ce que nous pourrions faire bouger dans le projet existant, nous le ferons bouger.*» Mais «*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*», a-t-il ajouté.

Une «*fracture existe bien*» avec la CFDT, signataire de l'accord emploi, «*mais notre volonté de travailler avec les autres organisations syndicales reste intacte*», a-t-il affirmé alors que cette ligne a été critiquée au congrès.

Ce «*désaccord*» ne doit «*pas contraindre*» la CGT à «*un repli identitaire*», et «*nous allons essayer de construire un 1er mai le plus unitaire possible*», notamment avec la CFDT, a-t-il réitéré, alors que cette proposition avait recueilli des sifflets. «*Il y a eu parfois des débats vifs*», mais «*la feuille de route est maintenant tracée*» et l'approbation (à plus de 80%) du bilan de la direction sortante et du document d'orientation sont «*encourageants*» après la crise de succession qu'a connue la CGT en 2012, a-t-il estimé.

Bernard Thibault a tenu à préciser : plus de la moitié des intervenants représentait seulement 15 % des délégués présents à Toulouse.

La fin du congrès a par ailleurs été marquée par un moment fort émouvant. Bernard Thibault, en larmes, a remercié les participants, et ceux, absents, qui lui ont fait confiance. Avec deux remarques, à l'intention des thuriféraires de la CFDT : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (...). Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" lenouvelobs.fr et libération.fr 22.03

3- La CGT reporte de quelques jours la journée d'action qu'elle envisageait entre le 2 et le 5 avril contre l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la réforme du marché du travail, a annoncé vendredi une de ses dirigeantes, Agnès Naton.

Elle a justifié ce report par la difficulté rencontrée par certains syndicats composant la CGT pour déposer un préavis de grève dans les délais légalement requis.

Le bureau exécutif de l'organisation devrait annoncer la date précise de cette journée d'action lundi prochain. Reuters 22.03

Il va bientôt leur falloir un mois pour déclencher une grève, à croire qu'ils n'y tiennent pas vraiment ou font tout pour qu'elles soient un échec.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le Parlement chypriote a adopté vendredi soir les premières mesures liées au plan de sauvetage que l'île méditerranéenne, paralysée depuis une semaine, doit conclure avant lundi avec ses partenaires européens pour éviter la banqueroute.

Signe de l'importance du dossier pour l'Union européenne, le sommet UE-Japon prévu la semaine prochaine a été officiellement reporté, et les ministres des Finances de la zone euro vont se réunir dimanche en fin d'après-midi à Bruxelles pour trouver une solution à la crise chypriote, selon plusieurs sources.

Sur l'île, où les banques sont fermées depuis le 17 mars et où tous les virements sont interdits, la situation devenait critique pour nombre d'entreprises, incapables de payer leurs fournisseurs ou d'être payées. Et dans le reste de l'UE, l'énerverment des partenaires de Chypre se fait de plus en plus palpable.

Réunis en séance extraordinaire vendredi soir, les députés chypriotes ont approuvé un restructuration du secteur bancaire du pays, la création d'un fonds de solidarité et une limitation des mouvements de capitaux pour éviter une trop forte pression sur les banques à leur réouverture, prévue mardi.

Les députés se sont séparés peu avant minuit (22H00 GMT), sans fixer de date ou d'heure pour l'examen des autres textes prévus, dont le plus controversé doit établir une taxe exceptionnelle, qui pourrait s'élever à 15% selon la télévision publique, sur les dépôts bancaires à partir de 100.000 euros.

Des manifestants, en particulier des employés des banques menacées, se sont rassemblés vendredi soir devant le Parlement, où une trentaine de jeunes au visage cagoulé ont brûlé un drapeau européen devant les barricades de la police aux cris de "*La taxe c'est du vol*".

Chypre doit trouver d'ici lundi 7 milliards d'euros -- plus du tiers de son PIB annuel --, pour débloquer l'aide internationale et obtenir que la Banque centrale européenne (BCE) continue de fournir des liquidités d'urgence aux banques chypriotes, dont certaines feraient alors immédiatement faillite.

La restructuration des banques vise à séparer des bonnes dettes des mauvaises au sein des banques menacées, en particulier de la Popular Bank (Laiki en grec), deuxième banque commerciale du pays.

Selon un responsable du parti de M. Anastasiades, elle permettra de garantir tous les dépôts à hauteur de 100.000 euros, mais que ceux dépassant ce montant pourraient devoir attendre des années avant de récupérer tout leur argent.

"Le Parlement va bientôt être invité à adopter des décisions difficiles. Certains aspects seront douloureux, mais il faut sauver le pays", a prévenu le président chypriote Nicos Anastasiades dans un tweet vendredi, tandis que son porte-parole assurait que Chypre resterait dans l'euro.

La taxe sur les dépôts semble d'autant plus inévitable que l'option d'une aide russe, caressée par Nicosie afin d'obtenir une partie de l'aide nécessaire, s'est refermée.

Après deux jours de discussions à Moscou avec le ministre chypriote des Finances Michalis Sarris, la Russie a indiqué ne pas être intéressée par les propositions de Nicosie. Le Premier russe Dmitri Medvedev a assuré cependant que la Russie "*ne fermait pas la porte*" à un soutien à Chypre, mais que Nicosie devait trouver avec l'UE une issue à la crise.

Du côté de l'Union européenne et de la zone euro, dont Chypre fait respectivement partie depuis 2004 et 2008, l'énervement monte, en particulier à Berlin.

La chancelière allemande Angela Merkel a prévenu vendredi matin qu'il ne fallait "*pas abuser de la patience des partenaires de la zone euro*", selon des propos rapportés par des députés de sa coalition, à qui elle s'est adressée lors de réunions fermées à la presse.

Le fonds de solidarité voté vendredi soir doit utiliser en particulier les liquidités des fonds de retraites de la fonction publique, et pourrait également être garanti sur les revenus à venir dégagés par l'exploitation, encore à l'étude, du gaz naturel récemment découvert au large des côtes de l'île.

Mais l'Allemagne refuse une implication des fonds de pension dans le plan d'aide. Selon un porte-parole du ministère allemand des Finances, la troïka avait déjà rejeté une telle proposition le week-end dernier.

A Nicosie, où l'activité semble tourner au ralenti, de nombreux cafés, restaurants ou stations-service refusent désormais les paiements par carte de crédit ou par chèque.

"Durant ces trois derniers jours, j'ai constaté une baisse de 70% de la fréquentation. Généralement, les réservations sont complètes le vendredi et durant le week-end. Mais je n'ai presque aucune réservation pour les jours à venir. Je ne sais pas si je vais ouvrir la semaine prochaine", a ainsi déclaré Demos Strouthos, le gérant d'un restaurant dans le centre de Nicosie. AFP 22.03

2- Russie-Chine

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping ont affiché des relations au beau fixe entre les deux pays qui ont conclu d'importants accords dans le pétrole et le gaz pour le premier déplacement à l'étranger du nouveau chef de l'Etat chinois.

"Nous pouvons vraiment dire que c'est une visite historique avec des résultats positifs", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse commune au Kremlin, au cours de laquelle aucune question n'a pu être posée par les journalistes.

MM. Poutine et Xi ont rivalisé d'amabilités au cours de cette rencontre marquée par l'approfondissement des liens économiques et stratégiques entre les deux pays qui veulent développer leur partenariat.

Le géant pétrolier russe Rosneft a signé des accords prévoyant de doper ses ventes de pétrole au chinois CNPC, avec qui il va en outre coopérer sur huit bloc d'exploration dans l'Arctique russe.

"*Actuellement, nous fournissons 15 millions de tonnes par an, et 50 millions de tonnes n'est pas un objectif inaccessible*", a déclaré le président de Rosneft, Igor Setchine, soulignant qu'il s'agissait d'un "*marché prioritaire*".

En échange de cette augmentation des livraisons, Rosneft va bénéficier d'un crédit chinois de deux milliards de dollars, a-t-il précisé.

De son côté, le géant gazier russe Gazprom a signé avec CNPC un accord en vue de livrer à la Chine à compter de 2018 un volume de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an et jusqu'à 60 milliards de mètres cubes par la suite .

"*Nous sommes reconnaissants de votre décision d'avoir choisi notre pays pour votre première visite à l'étranger*", a déclaré M. Poutine à M. Xi, investi la semaine dernière comme président de la République populaire après avoir pris les rênes du Parti communiste en novembre.

"*Les relations entre la Russie et la Chine n'ont jamais été aussi bonnes*", a souligné pour sa part le président chinois, qualifiant M. Poutine de "*vieil ami, bon ami*".

M. Xi, qui a entamé une visite de trois jours en Russie avant de se rendre en Afrique, était accompagné par son épouse Peng Liyuan.

Samedi, le président chinois doit s'entretenir à Moscou avec le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, avant de rencontrer des sinologues russes, des étudiants apprenant le chinois et des journalistes.

Au cours des deux dernières décennies, les échanges économiques ont dominé la relation sino-russe, Moscou fournissant à Pékin des technologies militaires et spatiales ainsi que du pétrole, tout en important massivement des produits de consommation courante chinois.

"*Au cours des 20 dernières années, les échanges commerciaux bilatéraux ont été multipliés par 14 et ont atteint l'année dernière la somme record de 88,2 milliards de dollars*", a souligné M. Xi dans une interview à des médias officiels russes.

Les deux pays entendent porter le volume des échanges à "*100 milliards de dollars dans un avenir proche*", a déclaré M. Poutine lors de la conférence de presse.

"*Les projets économiques vont raviver nos liens qui ont connu une stagnation ces dernières années*", a déclaré à l'AFP Sergueï Sanakoïev, secrétaire de la Chambre sino-russe pour la promotion du commerce de produits industriels d'innovation.

La Russie cherche à diversifier ses livraisons d'hydrocarbures en dehors de l'Europe.

"*Les Chinois sont pragmatiques, pour eux l'économie l'emporte sur tout le reste*", a indiqué l'analyste Dmitri Trenine, du centre Carnegie à Moscou.

La Syrie, dont les deux pays sont alliés, et la Corée du Nord, qui a effectué le mois dernier son troisième essai nucléaire, étaient également au menu des entretiens des deux dirigeants.

M. Xi a souligné que les deux pays avaient les mêmes points de vue sur les grands dossiers internationaux. AFP 22.03

3- Liban

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a démissionné vendredi en raison d'un désaccord avec le Hezbollah sur les préparatifs des élections législatives et sur le prolongement du mandat d'un haut responsable de la sécurité.

"*J'annonce la démission du gouvernement, qui est peut-être le seul moyen pour les principaux blocs politiques libanais d'assumer leurs responsabilités et de se rassembler pour sortir le Liban d'un tunnel d'incertitude*", a-t-il déclaré à l'issue d'un conseil des ministres infructueux. Najib Mikati a en outre prôné la formation d'un gouvernement d'union pour mettre le Liban à l'abri des "*feux de la région et (...) des divisions internes*".

Le Premier ministre avait pris ses fonctions en 2011 après la chute du gouvernement d'union emmené par Saad Hariri, déjà précipitée par les chiïtes du Hezbollah et leurs alliés.

Lors du conseil des ministres qui a précédé sa démission, le Hezbollah s'est opposé à la création d'une commission chargée de superviser les prochaines élections législatives et à la prolongation du mandat du général Achraf Rifi, directeur général des Forces de sécurité intérieure.

Comme le Premier ministre, cet officier supérieur, qui doit prendre sa retraite au début du mois prochain, est un sunnite de Tripoli auquel le Hezbollah ne fait pas confiance.

Durant ses deux années au pouvoir, Najib Mikati s'est efforcé de protéger le Liban des débordements de la guerre civile qui fait rage en Syrie voisine.

Le conflit a toutefois attisé les tensions entre les différentes communautés, provoquant notamment des violences dans les rues de Tripoli, la grande ville du Nord. Il a en outre mis le chef du gouvernement en porte-à-faux avec le Hezbollah qui l'a porté au pouvoir et qui soutient fermement le président syrien Bachar al Assad.

Les législatives doivent avoir lieu en juin, mais l'absence d'accord sur le code électoral et la chute du gouvernement pourraient entraîner leur report.

"Il semble que la nouvelle loi électorale ne sera pas adoptée dans un délai qui permette la tenue des élections parlementaires à la date prévue", a ajouté Najib Mikati. Reuters 22.03

SOCIAL

1- Espagne

Plus de 75.000 Espagnols surendettés ont été expulsés en 2012, soit 16,7% de plus que pour l'année 2011. L'Andalousie, la Catalogne et Valence sont les régions les plus touchées.

Les expulsions de propriétaires ou de locataires surendettés ont connu un nouveau record en 2012 en Espagne, en hausse de 16,7% par rapport à 2011, portant leur nombre à près de 253.000 depuis 2008, selon les chiffres publiés vendredi par les autorités judiciaires.

Depuis 2008, 415.117 ordres d'expulsion ont été prononcés et 252.826 ont été exécutés, soit près de 61%, a annoncé le Conseil général du pouvoir judiciaire. Ces chiffres concernent les locataires et propriétaires de logements ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. L'Expansion.com 22.03

2- Canada

La police de Montréal a interpellé près de deux cents manifestants vendredi 22 mars lors d'une marche déclarée illégale, organisée par deux associations étudiantes, à l'occasion du premier anniversaire de la plus grande manifestation du 'printemps érable'. Deux groupes d'une centaine de personnes chacun ont été encerclés en début de soirée par les policiers anti-émeute dans le centre ville. Les manifestants 'ont tous été identifiés, se sont vu infliger une amende et ensuite ont été libérés', selon un responsable de la police. Il n'y a eu aucun incident ni aucune arrestation, selon la même source

Une militante du parti d'opposition de gauche Québec solidaire, Manon Massé, citée par Radio-Canada, a réaffirmé la demande de sa formation de mettre en place une commission d'enquête publique indépendante sur le comportement de la police lors des manifestations. La marche avait été organisée par une association de la faculté de sciences politiques et de droit de l'université du Québec à Montréal (UQAM) et par le syndicat radical étudiant ASSE, qui demande la gratuité complète des études.

Les manifestants entendaient protester contre l'indexation des droits de scolarité, soit une augmentation de 3 % par an, décidée par le gouvernement provincial de Pauline Marois. lemonde.fr 22.03

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mars 2013

CAUSERIE

Le portail grec OkeaNews.fr a décidé de faire payer ses lecteurs, autrement dit ses articles ne seront plus libres d'accès. Pour une presse indépendante, c'est le comble ! Son auteur entend vivre de son activité, on peut le comprendre, il n'accepte pas qu'il y ait quelque 17.000 connexions à son portail pour une donation autour de 600 euros. Moi je fais mieux, je récolte 0 euro par an ! C'est ainsi. C'est un boulot ingrat qui procure peu de satisfaction pour celui qui s'y colle.

La différence entre lui et moi, c'est que ses articles ou les infos qu'ils délivrent seront en ligne via Reuters ou des blogs 24 ou 48h plus tard, alors que mes analyses ne figureront nulle part ailleurs que dans mon site, et si je le fermais les militants et travailleurs en seraient privés. Il est vrai que si je récoltais un peu d'argent cela me faciliterait la vie, il n'irait pas dans ma poche ou n'améliorerait pas mon quotidien, je n'en ai pas besoin, par contre je pourrais le consacrer à rémunérer une femme de service pour me soulager des tâches ménagères, balayer la maison et laver le sol une fois par semaine, nettoyer le jardin et l'arroser, faire les poussières et plein de petites choses encore que je ne fais pas faute de temps, je ne vis pas pour autant dans la crasse et le désordre, je suis un adepte de l'ordre et j'ai ma dignité, mais il est vrai que je dois sans cesse cavalier, j'ai une vie de dingue et mon épouse ne le supporte plus, les militants n'en ont pas conscience ou s'en foutent, il faut bien dire les choses comme elles sont, aussi parfois je me laisse aller, je n'ai pas le choix ou je devrais actualiser le site à moitié ou un jour sur deux ou trois. Parfois cela me fait mal au coeur et je dois me faire violence pour ne pas y penser, je crois que mettre les lecteurs au pied du mur précipiterait la fermeture du site, ce qui arrivera sans doute à OkeaNews.fr, je ne leur souhaite pas, mais il fait fausse route.

Je vais vous dire un truc, je ne me connecte jamais à Mediapart, je ne suis pas abonné évidemment, et je m'en passe très bien, ce qui me fait dire que les dizaines de milliers qui s'y sont abonnés étaient décidément trop riches ! Si demain il n'était plus possible d'accéder aux articles que je me mets en ligne ou que j'utilise pour actualiser le site, je n'aurais pas d'autre alternative que vous demander de participer financièrement au portail pour que je puisse payer les abonnements aux différents médias, et si vous vous y refusez, dans ce cas-là je n'aurais pas d'autre solution que fermer le site, car je me refuserais de payer des centaines d'euros par an, et si vous ne le compreniez pas tant pis, de mon côté pour continuer à m'informer à bas coût, il me suffirait de m'abonner à l'Alliance française de Pondichéry pour pouvoir avoir accès aux principaux journaux et magazines. Evidemment je ne me verrais pas scanner des pages entières pour actualiser le site, ce serait un travail de dingue, ce n'est plus 12 ou 14 heures par jour que je devrais y consacrer mais 18 ou 20, impossible matériellement.

A ce jour je ne vous demande rien, je n'ai pas besoin de votre argent, mais si un jour je vous demandais de contribuer financièrement au site, sachez que ce serait parce que je n'aurais plus le choix, ensuite ce serait à vous de voir si le portail vous semble vraiment indispensable ou si vous pouvez vous en passer. Vous aurez compris que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette affaire, que des sacrifices à endurer et des emmerdements à la clé en guise de récompense, peu de satisfaction en retour.

Il s'est trompé de cour.

Il est sorti de sa talonnette pour menacer un juge qui avait osé le mettre en examen.

La petite frappe de Neuilly qui est sortie des dessous sulfureux du Sac pour passer par la jet-set pour finalement atterrir dans les bras d'une Barbie fortunée n'en finit plus de se la jouer, mais la partie est bien finie pour le petit monarque déchu, renvoyé à ces petites affaires minables au bout d'une mandature, la honte suprême.

La bande de cloportes et de courtisans nazillons qui lui sert de garde rapprochée n'a pu s'empêcher de déverser sa verve nauséabonde tout droit sortie des entrailles putrides du régime qu'incarne l'ectoplasme de leur maître qui hante les couloirs du Château.

C'était inévitable que ces oiseaux malfaisants crachent leurs venins, tant ils sont animés par une haine vengeresse et sourde qui les rongent telle une gangrène purulente et puante qu'ils parviennent difficilement à contenir ou camoufler. Ils transpirent la haine féroce de la justice des misérables dictateurs.

En costards cravate de luxe, trop propres sur eux pour être honnêtes, la plèbe aura à coeur de découvrir que ceux qu'elle prenait pour des gens respectables ne méritaient même pas qu'on les méprise, le moment approche où elle ne s'embarrassera pas de manières chics et distinguées pour les juger à sa façon, pragmatique et expéditive, sans pitié pour cette racaille infâme.

Parole d'internaute

- " Jusqu'en 1975 tous les grands pays avaient un taux d'imposition marginal de 75% (USA, France, RFA, RU etc.) et c'est bizarre les Etats n'avaient pas de dettes, l'argent rentrait dans les caisses. Ce sont les néolibéraux qui ont ensuite vidé les caisses des Etats en baissant les impôts et en imposant le crédit privé (cher) aux états et le crédit quasi gratuit aux... banques qui se sont mises à spéculer et à créer une économie artificielle.....qui conduit à la ruine de l'économie "réelle" comme ils disent. Dehors les néolibéraux qui en sont arrivés à actionner la planche à billet du désespoir et même à confisquer les dépôts bancaires à Chypre, du jamais vu depuis 1929....."

Il faut donc mettre dehors l'UMP et ses satellites, le PS, ses satellites et ses alliés qui soutiennent le gouvernement de l'extérieur, l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE, la Fed, car la planche à dollars et à euros il a bien fallu que quelqu'un valide son fonctionnement, le justifie, ferme les yeux, et le pouvoir des marchés, de la finance, de l'oligarchie financière, des banquiers, il a bien fallu que quelqu'un leur donne, tous les gouvernements et les partis qui se sont succédés au pouvoir au cours des 40 dernières années, il faut faire table rase, les chasser du pouvoir, abattre les institutions qui leur servent de caution juridique, de façade légale et démocratique, prendre le pouvoir et changer les bases de la société...

Brève réflexion sur la situation.

L'insulte, la surrenchère des petites phrases, la radicalisation du verbe ne fait pas un programme et ne change pas un parti ou son orientation politique. Le spectacle médiatique, la mise en scène de comédiens professionnels, l'agitation, la gesticulation de marionnettes actionnées pour distraire la galerie à l'état d'esprit morose ou en peine de bonnes nouvelles, qui rêvent discrètement d'une sourde vengeance sans oser le dire parce que le courage leur fait défaut, portés par la situation qui fait des vagues avant de retomber comme un soufflé ou rentrer dans le rang en ordre bien sagement, tout cela fait partie de la règle du jeu et des contradictions que les uns et les autres cultivent, tandis que le bon peuple observe ces guignols amusé ou avec une pointe d'amertume, car il a la fâcheuse impression qu'on se fout de lui et qu'on ne lui a pas tout dit, surtout pas la vérité qu'il découvre effaré et impuissant, pour le moment, le temps qu'il reprenne ses esprits, hier le peuple chypriote dont personne n'avait jamais entendu parler et qu'on croyait apathique a soudainement fait irruption, où, dans la rue, sur la scène politique au point d'occuper tout l'espace et de devenir incontournable.

Et pas n'importe comment, devant le palais présidentiel et le siège du gouvernement, devant le Parlement, contre le Parlement, il exige que sa souveraineté soit respectée, la sienne pas celle du Parlement, il s'en prend directement aux institutions qu'ils accusent d'être les complices de la troïka, des gangsters de l'oligarchie financière, voyez-vous cela, quelle audace, quelle perspicacité, il menace même par une grève quasi insurrectionnelle de paralyser le pays et de faire chuter le régime en place, de balayer les institutions, d'imposer la rupture avec l'euro et l'UE qui ont fini par l'étrangler complètement.

Quelle belle leçon à tirer pour le mouvement ouvrier en Europe, non ? Le peuple chypriote indique la direction dans laquelle il faut axer notre combat pour prendre le pouvoir politique, c'est notre seul objectif. Nos dirigeants doivent en faire des cauchemars les faits confirment notre analyse. Maintenant sans parti révolutionnaire il ne pourra pas vaincre, mais il aura courageusement résisté et montré la voie à suivre à tous les exploités.

Après avoir voulu faire main basse sur ses petites économies déposées en banque, le gouvernement a affiché son intention de taper dans ses caisses de retraite, et voilà que maintenant il s'apprête à les licencier tout en continuant de menacer de les taxer. Trop c'est trop, c'est le régime capitaliste et ses institutions politiques qu'il faut licencier pour avoir fait faillite, c'est aux travailleurs de prendre leur destin entre leurs mains et personne d'autres à leur place, et de créer leurs propres institutions pour réorganiser la société en fonction de leurs besoins et non pour engraisser une minorité de parasites avides de profit et de pouvoir. C'est la voie du socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Pourquoi insistons-nous en disant que c'est la voie du socialisme ? Parce que sans théorie révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, sans le fil pour nous guider vers notre objectif il est impossible d'arriver à bon port ou que le processus parvienne à son terme, on a besoin de cette boussole pour être conscient au fil des étapes qui se succèdent de la direction à prendre et aller de l'avant, se rapprocher de notre objectif, balayer les obstacles qui se dressent sur notre chemin et définir les tâches pour atteindre l'objectif suivant jusqu'à la victoire finale, car nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour en obtenir des concessions.

Et pour mener ce combat à bien, on dispose du socialisme qui est un outil extraordinaire, irremplaçable, qui concentre plus d'un siècle et demi d'enseignements de lutte de classes contre le capitalisme. Il n'existe pas d'équivalent, vous pouvez chercher partout, vous ne trouverez rien, rien d'aussi efficace que le marxisme pour analyser, interpréter et tirer les conclusions pratiques, conscientes du processus de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme, des transformations qu'a subies la société et le monde.

Malheureusement les idées du socialisme, nos dirigeants les ont rangées soigneusement au fond d'un tiroir, apparemment en espérant ne jamais avoir à s'en servir, il faut donc les violenter et les ressortir au grand jour pour que les masses s'en saisissent à nouveau. Bon, ils vont prendre le train en marche et s'épancher en grands discours pour faire bonne figure, ils oseront même prétendre qu'ils avaient prévu ce qui se produit sous nos yeux puisque rien ne les arrête, mais les militants ne sont pas dupes, certains m'ont écrit qu'ils avaient fait le même constat que moi, alors il va falloir redoubler de vigilance et surtout ne pas prendre à la lettre leurs déclarations.

Hier Mélenchon et d'autres dirigeants du PG ont fait les pîtres lors du congrès de leur parti, comme je l'ai dit plus haut, ils peuvent traiter de "salopards" les 17 ministres de l'Economie et des Finances de la zone euro, cela ne change rien aux rapports établis entre le PG et l'UE avec laquelle ils ne veulent pas rompre mais réformer, autrement dit nous empêcher de briser cette camisole de force dans laquelle nous étouffons...

La situation sociale empire de jour en jour dans tous les pays, France, Portugal, Belgique, la situation politique et les rapports entre les classes se tendent également, Grèce, Espagne, Italie, dans l'UE mais aussi dans bon nombre de pays du Maghreb et d'Afrique, Tunisie, Egypte, Liban, Mali (journalistes) en Asie aussi, Vietnam, Cambodge, Inde, Bangladesh, bref, c'est le vieux monde capitaliste qui craque de partout. Ce serait encourageant si nous disposions de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Lucien Gauthier a relevé dans un article du n°243 d'Informations ouvrières, page 16 (une info qui vient du Nouvel Observateur) :

"En 2 000, 500 firmes accaparaient 70 % du commerce mondial, employaient directement 90 millions de personnes et produisaient 25 % du PIB de la planète.

En 2012, les 2 000 premiers groupes mondiaux génèrent 36 000 milliards de dollars de chiffres d'affaires, 2 640 milliards de profits et valent 37 000 milliards en Bourse."

Il suffirait donc d'exproprier ces 500 firmes ou ces 2 000 multinationales ou holdings sans leur verser un centime évidemment, pour que le capitalisme soit en voie d'éradication sur la surface de la planète. Je suggère donc que cela figure au programme de l'Internationale ouvrière socialiste et que tous les partis qui y adhèrent l'inscrivent à leur programme. Cet objectif étant inséparable du combat pour l'émancipation du capital, l'incarnant, il est non négociable.

Il est 4h30 du matin et je viens encore de me taper une nuit blanche, avec tous les emmerdements que j'ai eu ces derniers mois à cause de mon épouse, plus les coupures de courants intempestives, je suis complètement détraqué, donc pour parler légèrement parce que je suis crevé, c'est fastoche d'écrire le programme de l'Internationale ou les quelques points essentiels qui serviraient de ligne directrice à son action. Vous comparez ce qui vient d'être écrit avec la déclaration adoptée à l'issue de la conférence que le POI vient d'organiser, et vous n'aurez plus besoin de vous demander ce qui nous sépare, nous ne combattons pas pour le même objectif, voilà tout.

Hier on disait que les masses (les couches les plus déterminées) étaient en avance sur les militants, et les militants sur les dirigeants, maintenant il faudrait affirmer que l'écart n'a cessé de se creuser entre eux et qu'ils sont à des années lumières en avances sur eux.

"Le Parti ouvrier indépendant, qui prépare son IVe Congrès, ouvre la discussion : comment aider à réaliser la mobilisation de millions qui interdira que notre pays connaisse le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal ?

Pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe !"

C'est quand même beau la liberté en régime capitaliste ! C'est marrant, j'avais cru retenir de Marx et Engels qu'elle ne profitait qu'à la classe des privilégiés, j'ai même cru le constater de mes propres yeux, j'en suis même totalement convaincu.

20 ans avant Maastricht je n'ai jamais eu l'impression d'être libre. Issu d'une famille d'ouvriers pauvres, j'ai préféré ou plutôt, j'ai été poussé à arrêter mes études à 16 ans pour me retrouver dans un centre d'apprentissage avant d'aller bosser. Franchement, vous ne croyez pas que j'aurais pu mieux faire, n'avais-je pas les capacités pour poursuivre mes études et avoir un autre avenir que celui que je me suis coltiné, la précarité tout au long de ma vie en fait, pour finalement me retrouver dans ce trou en Inde ? Quelle liberté !

Si des peuples peuvent se dire libres en étant enchaînés au capitalisme, pourquoi devraient-ils combattre pour briser ces chaînes ? Ils s'y adaptent ou font en sorte qu'elles soient desserrées et l'oiseau en cage à le sentiment d'être libre, le sentiment seulement, pour la liberté il lui faudra encore attendre, un clin d'oeil à Prévert. Il y a des couches d'exploitées plus favorisées qui ont apparemment moins d'efforts que d'autres à fournir pour faire naître ce sentiment ou cette impression.

Des nations libres qui se livrent à une guerre économique sans merci dans le cadre de la concurrence du marché mondial, tu parles d'une liberté. Elles ont la liberté de se faire ou non la guerre !

Le POI veut mobiliser les travailleurs pour qu'ils ne connaissent pas une situation comparable à celle des travailleurs en Grèce, en Espagne ou au Portugal. C'est extraordinaire, ils ont oublié Chypre, sauf que voilà il leur faut justement être confrontés à une telle situation pour se soulever contre le régime...

Partant de là on est en droit de se poser la question suivante : qui des travailleurs ou du régime le POI tient donc à épargner, devinez ? Tout le POI tient ici. Maintenant vous connaissez les réelles intentions de ses dirigeants qui sont opposés au socialisme, en réalité ils le combattent. Voyez-vous ils sont trop intelligents pour avoir fait une si grossière erreur, c'est délibérément qu'ils mènent cette politique qui conduit infailliblement dans une impasse politique ou tout droit à la défaite.

Nous, nous souhaitons ardemment que la situation en France devienne aussi critique ou tendue qu'en Grèce, car c'est dans cette situation que l'on peut construire le parti, que la conscience des masses se radicalisent, qu'elles sont tentées de se soulever et de faire voler en éclats le régime, c'est bien nos objectifs n'est-ce pas ? Si on prétend épargner aux masses cette situation, c'est leur interdire qu'une révolution se produise. En fait ils prennent le problème à l'envers, il faut aider les travailleurs à se préparer à affronter le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal qu'ils vont connaître à un moment donné dans la perspective de la mobilisation de millions qui renverseront le régime en place et prendront le pouvoir, c'est mieux ainsi, n'est-ce pas ? Il est clair ici qu'on ne poursuit pas le même objectif et qu'on n'assigne pas les mêmes tâches aux masses, bref, notre politique s'inscrit en totale opposition à celle du POI. Question : qui est fidèle au socialisme ?

On imagine qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal, les organisations similaires au POI, les sections de leur IVe Internationale fantôme ont tenu le même discours aux travailleurs, colporté les mêmes illusions en fait, car rien ne pouvait empêcher les différents gouvernements d'appliquer la politique qui a conduit à la situation actuelle, les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, absolument aucun facteur n'était favorable aux travailleurs, on peut s'en désoler et être tenté de travestir la réalité parce qu'elle nous est insupportable, nous, nous préférons procéder autrement et la regarder en face, la prendre telle qu'elle est, ce n'est pas facile mais pour influencer sur elle ou la changer un jour à notre connaissance c'est préférable. Vous entendez le bruit du canon qui résonne au loin et se rapproche et vous vous exclamez qu'il faut se mobiliser pour interdire la guerre, ce n'est pas sérieux, elle a déjà commencé, combattons ceux qui l'ont déclenchée pour y mettre fin le plus tôt possible ce sera mieux, non ?

Le capitalisme va s'effondrer, il est en train de s'effondrer, alors aidons-le à s'effondrer totalement pour reconstruire une société meilleure sur ses cendres, au lieu de gémir et tenter d'éviter que la situation en arrive là. Diable, faites donc confiance à la classe, faites enfin votre boulot et nous serons sûrs de vaincre, cela ne fait aucun doute.

Les Grecs sont profondément malheureux et nous le sommes avec eux, ils ne le méritent pas, le plus triste c'est qu'ils le sont sans savoir réellement pourquoi, pour rien, c'est cela l'aspect tragique de la situation, les choses étaient faites de telle sorte que c'était inévitable qu'ils connaissent un jour ou l'autre ce sacrifice, alors qu'au moins cela serve à leur émancipation du capital, à leur liberté, oui elle est la liberté et pas ailleurs. J'ai écrit tout cela à des Grecs qui malheureusement sont sourds. Il est 6h du matin et je vais essayer de dormir un peu.

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos du congrès du Parti de gauche.

Quand on prend le train en marche, c'est qu'on avait l'esprit ailleurs.

"*Qu'ils dégagent tous*", "*salopards*", "*échec du gouvernement*"... le vocabulaire utilisé samedi lors du 3e Congrès, à Bordeaux, du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a traduit une radicalisation provoquant de vifs débats avec le PS.

Durant ces assises qui s'achèvent dimanche, et qui ont été largement dirigées contre les "*politiques d'austérité*" du gouvernement et de l'Europe, les dirigeants du PG s'en sont en particulier pris au ministre de l'Economie Pierre Moscovici provoquant un échange acerbe avec le PS.

François Delapierre, secrétaire national, a dénoncé "*les 17 salopards de l'Europe*" faisant référence à l'attitude des 17 gouvernements de la zone euro à l'égard de Chypre. *Dans ces 17 salopards, il y a un Français, il a un nom, il a une adresse, il s'appelle Pierre Moscovici et il est membre du Parti socialiste*", a-t-il dit vivement applaudi par les 800 délégués.

"*Une très belle expression*", dit en souriant aux journalistes Jean-Luc Mélenchon, en qualifiant le ministre de "*petit intelligent qui a fait l'ENA*" et qui "*ne pense pas français, qui pense finance internationale*".

(Lui, il pense Union européenne. - Ndlr)

Ces propos ont été qualifiés "*d'inacceptables*" par le 1er secrétaire du PS, Harlem Désir, qui a demandé à M. Mélenchon de les "*retirer*". "*C'est un vocabulaire des années 30 que l'on ne pensait plus entendre de la bouche d'un républicain et encore moins d'un dirigeant de gauche*", a dit M. Désir à l'AFP.

(C'est pour dire depuis quand le PS (SFIO) a abandonné cet horrible "*vocabulaire*" qui incarne le combat à mort classe contre classe, pas le combat que mène le PG, pas de confusion. Cela conforte ma position sur le PS. Il est formidable Désir, si, si, on devrait lire attentivement toutes ses déclarations. Je m'y attendais quand ils l'ont nommé premier secrétaire du PS, je ne sais pas, il porte cela sur lui, il ne respire pas une intelligence débordante. En réalité, c'est le 3 août 1914 que le PS (SFIO) a cessé d'utiliser ce vocabulaire, quand il a rejoint le camp des "*salopards*". - Ndlr)

"*Une diversion, à la méthode socialiste habituelle : insulter et insinuer plutôt que de répondre sur le fond*", a répondu Jean-Luc Mélenchon. Harlem Désir "*ferait bien de nous dire ce que pense le PS du vote des ministres français sur Chypre*", a-t-il ajouté.

(La radicalisation du PG n'est que verbiage, c'est aussi une manière de faire diversion. Désir pourrait lui renvoyer que Die Linke ne fait pas mieux en Allemagne et que Syriza a donné des gages de bonne conduite au FMI et à l'impérialisme américain récemment. Ils sont tous sortis du même tonneau, alors pourquoi le contenu devrait-il être différent ? - Ndlr)

"On a un congrès qui ressemble à ce qu'on croit nécessaire de faire. La situation se tend, on va accompagner le mouvement", avait prévenu plus tôt Jean-Luc Mélenchon. "On est dans une époque où les citoyens cherchent des réponses claires et fermes", justifie Martine Billard qui coprésède le parti avec M. Mélenchon.

(Il vont "accompagner le mouvement", dit autrement cela s'appelle prendre le train en marche et faire de la récupération. Pour le compte de qui, devinez ? - Ndlr)

Pour François Delapierre, le gouvernement "emmène la France à la catastrophe" et "chaque jour prépare le terrain et facilite la tâche à l'extrême droite". "On ne veut pas laisser le FN être le seul à parler fort", ajoute Martine Billard pour qui il s'agit "d'une course de vitesse avec le FN". (Mais pas jusqu'à rompre avec l'euro et l'UE. - Ndlr)

"On est plus radicaux parce que le coup de bambou en face (au gouvernement) a changé de nature", ajoute Pascale Le Neouannic, secrétaire nationale. "Nous créons le conflit partout, le conflit crée la conscience", répète Jean-Luc Mélenchon.

(C'est le seul mérite qu'on leur concède, et encore, les conditions du conflit existent malgré eux. -Ndlr)

La situation de Chypre a constitué "la goutte qui fait déborder le vase", souligne Eric Coquerel, secrétaire national. "Il faut incarner de manière très claire la rupture avec la politique social-libérale", ajoute-t-il.

(Des paroles sans lendemain et qui ne coûtent rien. - Ndlr)

"Chypre c'est un franchissement, c'est un acte de guerre", estime M. Mélenchon qui décrit un euro "censé être le fluide qui unit les pays" et qui "au contraire est le moyen de serrer la gorge". "Hollande a tout lâché, il a tout faux. Il a peur", ajoute-t-il. AFP 23.03

(Tiens donc, depuis quand l'euro aurait-il été conçu pour briser nos chaînes ou participer à notre émancipation du capital ? Jamais, Mélenchon s'est pris à son propre piège, se vend, il signifie ici qu'il a participé à cette illusion ou qu'il y a cru lui-même, excellent. Non, Hollande est pareil à lui-même. Pourquoi fallait-il en attendre autre chose par hasard ? Ah encore un de vos tour d'illusionniste de l'avoir fait croire, vous êtes formidable monsieur Mélenchon quand vous êtes spontané, vous découvrez vos véritables intentions. - Ndlr)

Euro et BCE. Les alchismistes entrent en action.

Vendredi soir devant les délégués de son Parti de gauche (PG) réunis en congrès au parc des expositions de Bordeaux, Jean-Luc Mélenchon a mis un certain doute dans les têtes d'une partie de ses militants sur la question de l'euro. «En substance, il nous a dit qu'on allait tout droit vers une sortie de l'euro, raconte Sébastien, adhérent du PG dans les Landes. Demain, il y a un meeting, il semblerait qu'on aille vers là.» «Je trouve cette démarche dangereuse, s'inquiète Christophe Batardy, dirigeant PG en Loire-Atlantique. Ce serait s'inscrire dans une ligne nationaliste».

(Ils sont tellement subordonnés à l'UE qu'en sortir ce serait faire preuve de nationalisme, comme sortir du capitalisme ce serait faire preuve de socialisme, quelle horreur ! - Ndlr)

Depuis la crise chypriote, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle convient d'une évolution dans sa perception de l'euro. «S'il faut choisir entre la souveraineté des Français et l'euro allemand, nous n'aurons pas peur de choisir la souveraineté», explique-t-il ce samedi dans Sud-Ouest. Dans un communiqué publié mercredi soir, Mélenchon parlait de la monnaie européenne comme d'«un luxe merkélien coûteux, mais aussi un dangereux moyen d'action contre la souveraineté du peuple». Et interrogé vendredi après une rencontre avec des ostréiculteurs sur le bassin d'Arcachon, il a convenu qu'il était prêt au «bilan des faits»: «Il y a des colères qu'il faut savoir épouser à temps», confiait-il.

(En fonction des circonstances ou des interlocuteurs qu'il a en face de lui il tient un discours différent. -Ndlr)

Alors, Mélenchon va-t-il annoncer dans son meeting de dimanche matin qu'il souhaite voir la France sortir de l'euro comme le pensent certains de ses militants? «L'Europe a fait la démonstration avec l'exemple de Chypre qu'il y a des moments où on aura à choisir entre la souveraineté du peuple et l'euro. Je choisis la souveraineté du peuple», répond-t-il Mais dans son discours de dimanche, «je n'irai pas plus loin», assure-t-il. «Je ne vais pas dire "sortie de l'euro", sinon c'est une capitulation devant l'Allemagne», justifie-t-il.

(Quel tartuffe ! C'était juste histoire de causer, il témoigne ainsi qu'il est enchaîné à l'euro, fer de lance de ce qu'il appelle lui-même la remise en cause de la "souveraineté du peuple", comme quoi il s'en fout complètement en fait, c'est un bouffon et rien d'autres. - Ndlr)

Et un risque d'assimilation avec le Front national et Marine Le Pen? «Le FN a une longue tradition de capitulation devant

l'Allemagne», ironise le député européen. «La grande différence entre nous et le FN, c'est qu'on veut transformer l'euro, poursuit Guillaume Etievant, président de la commission économie du PG. On ne veut pas être dans une position de repli, ni laisser le FN maître du jeu sur le sujet avec ses réformes simplistes. Le retour au franc n'apporte rien.»

(Ce sont les alchimistes du XXI^e siècle, les fourvoyeurs des sciences, dont la science sociale par excellence : le marxisme. On aura compris qu'ils sont lancés dans une course poursuite avec le FN pour savoir lequel des deux est le plus populiste, on leur laissera le trophée ! - Ndlr)

Ce jeune responsable détaille le plan de route qu'aurait le Front de gauche s'ils étaient au pouvoir pour arriver à modifier les statuts de la Banque centrale européenne (BCE) et s'attaquer à l'euro fort - au PG on parle désormais d'«euro Merkel»: «*La méthode classique de négociation ne suffira pas. Le rapport de force doit se mener par la désobéissance européenne», dit Etievant. La BCE ne veut pas prêter directement aux Etats? «Ce qu'elle refuse de faire, nous pourrions le faire en France avec la Banque de France», explique-t-il.*

(Toujours les alchimistes à l'oeuvre, après l'euro, c'est au tour de la BCE. En réalité leur VI^e République est du même tonneau, ils ne veulent pas liquider les institutions du capital, ils n'y tiennent pas du tout, mais pas du tout. Autrement dit, il ne faut pas compter sur le PG pour briser nos chaînes. - Ndlr)

Au risque d'être exclu de la zone euro? «D'autres pays du sud de l'Europe pourraient nous suivre et on aurait alors deux zones euros, une au nord et une au sud», répond-t-il. Et une dernière «extrémité» possible: «Avoir une monnaie commune à l'échelle européenne où chaque pays garderait sa propre monnaie nationale», conclut Etievant.

(Ils en arrivent à tout dire et son contraire, ainsi vous ne pourrez pas les accuser de ne pas vouloir rompre avec l'euro et vous ne pourrez pas les accuser de vouloir rompre avec lui. C'est la définition même du populiste qui cherche à vous enfumer. - Ndlr)

Pourtant, samedi matin, lors de la discussion générale des délégués sur leur «plate-forme de synthèse», plusieurs intervenants ont fait par de leurs doutes. «Que la monnaie soit un problème, je comprends. Mais on ne peut pas se retirer de la bataille, lance un jeune congressiste. J'ai envie de me battre pour que l'euro soit une monnaie sociale. Qu'est-ce qu'on propose? L'euro franc? Qu'est-ce ça veut dire?» «Nous ne pouvons nous passer d'un projet européen clair, surtout à un an des élections européennes», poursuit une militante de Bruxelles.

(Ah la gamelle ! Il serait capable d'inventer le banquier social, l'oligarque humaniste ! - Ndlr)

Dans les couloirs du congrès, d'autres ne comprennent pas trop pourquoi cette question sur l'euro est remise en débat. «*Cela n'a pas été préparé, s'étonne Thierry, venu de région parisienne. Sur plusieurs points, je trouve qu'on se rapproche des positions du FN.» «La ligne du PG, ce n'est pas la sortie de l'euro, rétorque Dominique, de Paris. Je suis contre l'euro fort. Et si la France dit non, ils ne peuvent pas faire sans nous! Même Hollande peut le faire s'il montrait plus de détermination.»*

(Ah ben alors, encore un petit effort, pensez-le très très fort et Hollande va le faire ! On est en présence de charlatans. - Ndlr)

«Beaucoup de camarades sont arrivés il y a un an et demi après que l'on a eu nos discussions et nos débats sur l'euro, fait valoir Martine Billard, coprésidente du PG. Il faut qu'on reforme nos militants sur cette question.» Et Mélenchon va s'y employer dimanche matin: «Il ne faut pas une monnaie allemande pour les Français, ça ne convient qu'aux Allemands.» libération. fr 23.03

(Ils martèlent qu'il ne faut pas prendre une position qui un relent nationaliste et ils ne cessent de parler de l'Allemagne comme un ennemi à abattre, comme si c'était encore le "boche" l'ennemi, c'est terrible, ils seraient prêts à voter les crédits de guerre contre l'Allemagne ces dangereux aventuriers. -Ndlr)

J'allais oublier de le caser : mais au fait Mélenchon a déjà fait partie d'un gouvernement de l'euro et de la BCE ou je m'abuse, la loi de 1973 s'appliquait, le traité de Maastricht aussi, cela ne lui a pas vraiment posé de problèmes, sa mission de ministre, il l'a bien assumé dans ce cadre-là, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Gouvernement chypriote et représentants de la troïka se sont mis d'accord samedi sur la création d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros de nature à satisfaire les attentes des pays de la zone euro avant la réunion des ministres des Finances, dimanche à Bruxelles.

Le ministre chypriote des Finances, Michael Sarris, a fait état de "*progrès significatifs*" dans les négociations avec les créanciers internationaux.

L'accord prévoit un prélèvement de 20% sur les dépôts supérieurs à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus, principale banque du pays et une taxe de 4% sur les comptes affichant un solde identique gérés par les autres institutions bancaires, a indiqué un haut responsable chypriote.

La nationalisation des fonds de pension, mesure adoptée vendredi par le Parlement chypriote, ne fera pas partie de l'accord nécessaire à la mise en oeuvre d'un plan de sauvetage européen de Chypre, a-t-il précisé, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat.

Les autorités chypriotes, qui continuent de négocier avec les représentants de la troïka, avaient envisagé de taxer à hauteur de 25% les comptes en banque présentant un solde supérieur à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus.

Les ministres des Finances de la zone euro ont prévu de se réunir dimanche à 18h00 GMT à Bruxelles pour examiner à nouveau le dossier chypriote.

Chypre a jusqu'à lundi pour trouver le moyen de lever 5,8 milliards d'euros nécessaires pour compléter le plan de sauvetage de 10 milliards négocié avec la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

"*Nous poursuivons nos importants efforts. J'espère que nous aurons une solution rapidement*", a commenté le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis à peine un mois, est également attendu dimanche à Bruxelles, a-t-on appris de sources européennes et à Nicosie.

Il doit y rencontrer Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso, présidents du Conseil et de la Commission européenne, ainsi que Christine Lagarde, directrice générale du FMI.

"*Nous espérons que demain à Bruxelles, nous aurons l'accord de nos partenaires*", a commenté Averof Neophytou, vice-président du Rassemblement démocratique au pouvoir.

Le Commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a estimé que Chypre devait se préparer à un avenir très difficile à court terme mais que le pays devait prendre les mesures qui s'imposaient en l'absence de solution idéale.

Rehn a estimé qu'il était indispensable que les ministres des Finances de l'Eurogroupe parviennent à un accord lors de leur réunion dimanche soir.

"*Malheureusement, les événements des derniers jours ont conduit à une situation dans laquelle il n'existe plus de solution idéale. Il ne reste aujourd'hui que des choix difficiles à faire*", a déclaré Olli Rehn dans un communiqué.

Une autre loi permettra au gouvernement de contrôler les capitaux bancaires afin d'éviter des retraits massifs à la réouverture des banques, prévue mardi après plus d'une semaine de fermeture forcée.

Les banques chypriotes gèrent 68 milliards d'euros de dépôts bancaires, dont 38 milliards sur des comptes présentant un solde supérieur à 100.000 euros - des sommes énormes pour un pays de 1,1 million d'habitants qu'expliquent les dépôts massifs de ressortissants étrangers, notamment russes, dans les banques chypriotes. Reuters 23.03

Complément lenouvelobs.fr 23.03

Des centaines d'employés de banques ont manifesté samedi 23 mars dans l'après-midi à Nicosie et menacé de se mettre en grève si les autorités chypriotes, engagées dans une course contre la montre pour sauver les banques et l'île de la faillite, ne garantissaient pas leur avenir.

Parti du siège de l'Union chypriote des employés de banques (Etyk), le cortège s'est rendu devant le palais présidentiel puis devant le Parlement, avant de commencer à se disperser dans le calme, même si la colère était palpable.

"Si vous ne garantissez pas nos fonds de pension, nous nous mettrons en grève à partir de mardi", date prévue de la réouverture des banques fermées depuis le 17 mars, a lancé Loizos Hadgicostis, président d'Etyk.

"Nous reviendrons manifester demain [dimanche, NDLR] devant le Parlement et cette fois-ci ce ne seront pas seulement les employés de banques, mais tous les Chypriotes", a-t-il ajouté, pendant que la foule scandait "Honte au Parlement" et "Nous allons faire la grève".

"Ce que la troïka (UE-BCE-FMI) fait est horrible. C'est un complot, pas seulement pour prendre notre argent mais aussi nos emplois. Nous sommes contre ce plan de restructuration des banques", a déclaré Andreas, un manifestant, tout en se disant d'accord pour le prélèvement sur les gros dépôts.

Les manifestants, qui craignent pour leur emploi en cas de faillite ou de restructuration des banques, portaient des pancartes proclamant "Pas touche aux fonds de pension", "Non à la banqueroute de Chypre" ou encore "Laissez-nous rêver".

A Bruxelles, plusieurs sources proches des négociations ont indiqué que le plan comprenait la restructuration de la Bank of Cyprus et de la Popular Bank (Laiki en grec), qui "doivent disparaître". Une nouvelle banque serait créée avec les actifs sains des deux banques.

La mesure doit être complétée par une décote sur les actifs sains tirés des deux banques. La fourchette en négociation varie entre 15 à 20%.

La Laiki Bank emploie à elle seule plus de 8.000 personnes à Chypre, soit 1% des 840.000 habitants, ce qui illustre la disproportion du secteur bancaire que l'Union européenne dénonce dans l'économie chypriote. lenouvelobs.fr 23.03

2- Centrafrique

La France a envoyé des troupes en Centrafrique pour sécuriser l'aéroport de Bangui face à l'avancée des rebelles du Séléka qui affirment être entrés dans la capitale et disent se diriger vers le palais où se trouve le président François Bozizé.

"Une compagnie a été envoyée pour renforcer et sécuriser l'aéroport de Bangui. L'aéroport est désormais sécurisé", a dit une source diplomatique française à Paris.

quelque 250 soldats français se trouvaient dans la capitale centrafricaine avant l'arrivée du nouveau contingent militaire.

Les rebelles centrafricains du Séléka sont entrés samedi dans la capitale Bangui et, selon leur porte-parole, ils progressent vers le palais présidentiel tout en menant des combats contre les forces gouvernementales.

Selon les habitants de la capitale, l'armée régulière conservait samedi soir le contrôle du centre ville où se trouve le palais présidentiel.

"Le président Bozizé est toujours au pouvoir", a indiqué à Reuters le porte-parole du gouvernement Crépin Mbolli-Goumba. "Bangui n'est pas encore tombée", a-t-il ajouté.

Avec la tombée de la nuit, les combats semblaient avoir cessé à Bangui où l'électricité demeurerait coupée après la prise de la centrale de Boali par les insurgés.

Les rebelles ont relancé les hostilités cette semaine dans le pays et se sont fixé pour but de renverser le président François Bozizé qu'ils accusent de ne pas avoir respecté un accord de paix conclu en janvier, prévoyant leur intégration dans les forces armées.

Un journaliste de Reuters, présent dans les faubourgs nord de la capitale, a vu les combattants du Séléka repousser les unités de l'armée régulière et prendre position dans le quartier autour de la résidence personnelle de Bozizé.

Un responsable a indiqué que le chef de l'Etat se trouvait dans le palais présidentiel situé dans le centre de la ville.

Nelson Ndjadder, porte-parole du mouvement, a confirmé l'information, ajoutant qu'un hélicoptère de l'armée utilisé depuis vendredi contre les insurgés avait été abattu.

"Nos deux colonnes se dirigent maintenant vers le palais présidentiel", a-t-il déclaré à Reuters.

Un membre de la force africaine de maintien de la paix ayant requis l'anonymat a lui aussi fait état de combats entre les rebelles et l'armée à Bangui et indique également qu'un hélicoptère de combat a été abattu.

"Les rebelles pourraient s'emparer de Bangui ce soir", a-t-il reconnu, précisant que les casques bleus s'occupaient de la sécurité de l'aéroport. "Les combats se poursuivent mais il y a des résistances".

Le Séléka, qui regroupe différents groupes d'insurgés, avait réussi une avancée jusqu'aux portes de Bangui l'an passé reprochant à Bozizé de ne pas avoir honoré un engagement de fournir du travail et un salaire aux combattants en échange de l'arrêt des combats.

L'Afrique du Sud a dépêché quelque 400 soldats pour entraîner l'armée centrafricaine et selon des sources au sein de la force de maintien de la paix, les Sud-Africains se battraient aux côtés de l'armée régulière.

La radio sud-africaine a rapporté vendredi que Pretoria avait l'intention de renforcer son soutien militaire après une rencontre entre Bozizé et le président Jacob Zuma. Reuters 23.03

3- Burkina Faso

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara, président du Burkina Faso depuis le 4 août 1984, était assassiné à Ouagadougou. Les circonstances du complot qui aboutit à son élimination au profit de Blaise Compaoré, toujours au pouvoir à la tête du Burkina, n'ont jamais été élucidées. Étant donné la personnalité de Sankara, son rayonnement international, ses positions révolutionnaires, il est évident que ce complot débordait les frontières du Burkina. Houphouët Boigny, qui redoutait la contagion des idées sankaristes dans sa population, très liée à celle du Burkina – les deux pays n'ont longtemps formé qu'un seul territoire au sein de l'Afrique Occidentale Française – était intéressé au premier chef à la disparition de Sankara.

La France, puissance tutélaire, alors sous la présidence de François Mitterrand, était offensée par les paroles et les actes d'un président qui avait toutes les audaces. Le Burkina venait de voter à l'ONU pour l'inscription de la Nouvelle Calédonie dans la liste des territoires à décoloniser. Le pacte néocolonial était bafoué.

La famille, les amis et les partisans de Thomas Sankara, soutenus par Survie, n'ont pas renoncé à faire la lumière sur cet assassinat. Pour la deuxième fois une demande de commission d'enquête sur l'implication de la France vient d'être déposée à l'Assemblée Nationale, signée de députés du Front de Gauche et de Europe Écologie-Les Verts. Elle ne peut guère aboutir sans l'accord du Parti socialiste majoritaire.

Interrogé à ce sujet par Médiapart, Pouria Amirshahi, apparatchik socialiste, député et secrétaire de la commission des affaires étrangères, a eu des propos curieux : « *la création d'une commission d'enquête parlementaire implique l'existence préalable d'éléments probants car il s'agit de l'engagement d'une institution républicaine qui ne se fait pas à la légère* ». Si on comprend bien, on enquêtera sur l'implication de la France si celle-ci est d'abord démontrée, ce qui rendrait cette enquête inutile. Tout en prétendant ne pas vouloir « *s'immiscer dans les affaires du Burkina Faso* », l'apparatchik socialiste n'hésite pas à affirmer que « *Thomas Sankara est un personnage à double face [...] qui a aussi été tenté par la violence* », sans apporter aucun élément susceptible d'étayer ce procès d'intention. Ces propos sonnent comme un aveu : quel besoin de tenter de dégrader ainsi l'image de Sankara, sinon pour justifier sa liquidation ?

L'aveu est confirmé par l'éloge de Compaoré : « *il ne faut pas être binaire, il a aussi été stabilisateur dans la région* ». Étrange façon de « *stabiliser* » cette région que de soutenir la rébellion de Charles Taylor au Liberia, celle de Sierra Leone, celle des milices du nord en Côte d'Ivoire, celle du MNLA au Mali. On ne saurait mieux reconnaître que le remplacement de Sankara par Compaoré a été une bénédiction pour les intérêts français, qui sont bien les seuls à avoir été « *stabilisés dans la région* ».

En dépit des habituelles promesses de rupture, rien n'a changé. La France de 2013 s'oppose à ce qu'on dévoile les agissements de celle de 1987. L'apparatchik socialiste répète les arguments des apparatchiks gaullistes pour justifier les exactions françaises : les grands leaders africains admirés par les grandes âmes n'auraient pas manqué de révéler le monstre sanguinaire qu'ils portaient en eux si nous n'y avions pas mis le holà en les remplaçant par nos garde-chiourme.

En 2001, à l'issue des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur la mort de Patrice Lumumba, les députés belges avaient conclu à la « *responsabilité morale* » de l'État belge, arguant notamment du fait que des fonds secrets avaient financé l'opposition à Lumumba. Ils avaient également recommandé la conservation et l'ouverture de toutes les archives et l'approfondissement des recherches historiques, pour « *exorciser le passé* ». Rien de tel en France, où tout ce travail de mémoire est stigmatisé du nom de « *repentance* ». C'est précisément la raison pour laquelle le fantôme de Sankara y restera vivant. survie.org 13.03

Haut de page ↗

Le 25 mars 2013

CAUSERIE

La situation sociale et politique se tendant un peu plus chaque jour dans bon nombre de pays, nous sommes bien obligé d'en tenir compte, sans en rajouter, nous ne sommes pas du tout dans le même cas de figure que l'illusionniste Mélenchon, il va falloir que les âmes sensibles en prennent conscience ou s'y habituent rapidement. Quant aux bonnes nouvelles, il faudra se contenter de peu ou attendre des jours meilleurs, c'est ainsi.

Nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires, pour noircir le tableau, on a déjà notre dose et ce n'est qu'un début, ni pour présenter la situation sous un angle avantageux ou faire preuve d'un excès d'optimisme qui n'a pas lieu d'être. L'espoir existe toutefois, tout comme parfois la chance ou ce qu'on appelle le hasard penche de notre côté, sans plus, soyons lucide, regardons la réalité en face, c'est là que se trouve la solution à nos difficultés, et surtout ne nous berçons pas d'illusions qui pourraient nous être fatales.

Manipulation des masses et propagande. Instrumentalisation, diabolisation, amalgame, identification.

Comme toujours, ce sont les imposteurs parlant au nom des travailleurs qui fournissent force arguments à la réaction pour se mobiliser contre la classe ouvrière comme si les occasions lui faisaient défaut.

En quoi affirmer selon Mélenchon que Moscovici aurait "*le comportement de quelqu'un qui ne pense pas français, qui pense finance internationale*", serait faire preuve d'antisémitisme, faudrait-il taire aussi par exemple que les principaux banquiers de la Fed sont des sionistes, les pires antisémites qui n'aient jamais existé ?

Il s'agit là d'un amalgame qui vise à interdire toute critique de l'oligarchie financière, de la dictature de la finance internationale dont on se fout de savoir si elle compte parmi ses membres des juifs, de la même manière que toute critique du gouvernement israélien ou du comportement en général d'un juif devrait être proscrite pour être immédiatement assimilée à une manifestation antisémite, le "*peuple*" juif étant supérieur à tous les autres, "*élu*" pour régner sur la terre, tandis que le peuple palestinien et les Arabes appartiennent à une espèce inférieure qui ne mérite même pas d'exister, qu'il faut dominer, contrôler, espionner, intimider, réprimer par la force à défaut de pouvoir les éliminer. On est en présence de schizophrènes, de dangereux criminels psychopathes.

Ce sont ceux qui retiennent ce critère, l'antisémitisme, qui ont rappelé que Moscovici était juif et non Mélenchon à notre connaissance (confirmation plus loin).

Pour notre part nous ne retiendrons qu'une chose, deux dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet, sont montés au créneau pour défendre le ministre des Finances du PS et sa politique économique et antisociale, qui effectivement aurait tout à fait sa place dans leur parti puisqu'il applique la même politique.

L'UMP par là procède à un autre amalgame entre ce qu'elle appelle l'extrême gauche, Mélenchon, le PG, le FdG, et l'extrême droite, qui a une autre époque dénonçait un complot judéo-maçonnique fomenté par la finance internationale dominée par des banquiers juifs comme responsable de la situation économique du pays et dépeignant les juifs en général comme rongés par la cupidité et l'avarice, la pire vermine à exterminer.

Voilà de quoi ils accusent Mélenchon, visant en réalité la classe ouvrière, ses organisations et partis qu'il faudrait museler pour que le gouvernement puisse tranquillement appliquer la politique dictée par l'oligarchie financière dont la troïka est le porte-parole. C'est un procédé utilisé par les dictatures, comme le sont effectivement les institutions de Bruxelles et de Washington, ajoutons le gouvernement israélien qui martyrisent le peuple palestinien depuis plus d'un demi-siècle.

Comme beaucoup j'imagine, je ne savais pas que Moscovici était juif et on s'en fout totalement. Ma compagne est noire et je n'ai jamais remarqué sa couleur de peau. Ces gens-là sont ignobles, pour le coup il est parfaitement légitime de faire table rase du vieux monde pourri qu'ils incarnent et de se débarrasser de cette vermine. Non, on ne se trompe pas en affirmant que les sionistes sont les pires antisémites, les pires ennemis de la classe ouvrière internationale, ils viennent une nouvelle fois d'en administrer la preuve.

En complément de cet article rédigé hier soir.

Mélenchon cite la Bible, pris à son propre piège il se sent obligé de s'expliquer parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse et expliquer qu'on est en présence de sionistes et qu'ils sont les pires antisémites et ennemi du prolétariat, du socialisme, et la mise en avant de la religion juive ou leur appartenance à la communauté juive ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions politiques, leur véritable nature.

Mélenchon obligé de s'expliquer est sur la défensive, parce qu'il a des comptes à rendre au PS qu'il le veuille ou non puisqu'il n'a pas réellement rompu avec lui, les élections de 2012 l'ont démontré si nécessaire, celles de 2014 le confirmeront.

Jésuitisme ou quand l'hypocrisie sert de principe pour gouverner.

Rappel. Le samedi 16 mars, à Bruxelles, lors de la réunion de avec les autorités grecques de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI, à l'unanimité était votée la taxation de tous les dépôts bancaires, donc Moscovici l'avait votée.

Le dimanche 24 mars Pierre Moscovici a estimé qu'il n'était pas raisonnable de songer à taxer les dépôts bancaires chypriotes de moins de 100.000 euros. (Reuters 25.03)

Quand celui qui est à la fois l'assassin et le bourreau se pose en victime.

- Pierre Moscovici lui-même, qui est d'origine juive, a déclaré dimanche que M. Mélenchon "*est en train, par détestation de la social-démocratie, par détestation du parti socialiste, de franchir certaines bornes*". "*Il y a des choses auxquelles on ne touche pas*", a dit le ministre lors de l'émission Dimanche+ sur Canal+.

(On ne touche pas à la dictature du capital qu'incarne le pouvoir exorbitant acquis par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"*J'ignorais quelle était la religion de Pierre Moscovici et je n'ai pas l'intention d'en tenir compte dans l'avenir, pas davantage que dans le passé*", a dit dimanche M. Mélenchon lors du meeting de clôture du congrès. "*Mais si un jour parce qu'il est juif*", Pierre Moscovici était menacé, "*il nous trouverait tous, comme un seul corps, pour le défendre*", a-t-il ajouté.

(Quelque part cela va de soi, mais il faut aussi tenir compte de la personne qui tient un tel discours, Mélenchon qui a un autre point commun avec les dirigeants du PS et les principaux ministres, peut-être Moscovici aussi je n'en sais rien, c'est d'être franc-maçon, une compromission de plus, il les accumule après s'être allié au squelette du stalinisme. - Ndlr)

"*Harlem Désir instrumentalise l'antisémitisme et de façon insupportable*", a-t-il déclaré quelques minutes plus tard aux journalistes.

(Il le peut parce que vous ne dites rien sur la véritable nature du sionisme. C'est vous monsieur Mélenchon qui l'autorisez à se servir de cet instrument de propagande parce que vous menez en permanence un double langage, parce que vous avez une double nature, ce qu'ils savent parfaitement, en réalité une seule puisque vous êtes incapable de rompre avec la franc-maçonnerie et les institutions du capital, l'UE, l'ONU, l'euro. - Ndlr)

"*Un coup, une blessure*", a admis au sujet de cette polémique Jean-Luc Mélenchon qui trouve les propos du premier secrétaire du PS "*très offensants et humainement spécialement blessants de la part de quelqu'un qui a milité avec moi pendant des années*".

(On ne peut se sentir "*blesser*" que de la part de quelqu'un qui se situe dans le même camp que vous, dont on est proche, qu'on estime, qui fait partie de votre famille politique, mais non de la part de quelqu'un que l'on caractérise comme notre ennemi. D'où l'importance de caractériser très précisément le PS, avis à ceux qui s'y refusent ou lui trouvent des circonstances atténuantes pour ne pas le situer dans le camp de notre ennemi. - Ndlr)

Durant la journée de dimanche, les réactions se sont succédé, notamment celles de plusieurs ministres, Manuel Valls, Arnaud Montebourg ou Nicole Bricq condamnant les déclarations de M. Mélenchon. Pour la ministre de l'Environnement, Cécile Duflot (EELV) le co-président du PG "*n'est pas antisémite*" mais "*il flirte avec le dérapage à chaque instant, notamment sur les questions de nationalisme*".

(Les chiens aboient et la caravane passe ! -Ndlr)

Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) ont également fustigé les propos de Jean-Luc Mélenchon sans toutefois accuser explicitement le coprésident du parti de gauche d'antisémitisme.

(Eux ils assument le camp dans lequel ils sont, les dirigeants du PS n'en sont pas capables et l'on comprend pourquoi, toute la différence est là, pour le reste, c'est la même pourriture. - Ndlr)

Mélenchon. "*Il (le gouvernement) ne pense qu'à cajoler la finance*", a-t-il lancé sur scène.

(Ne le saviez-vous pas avant d'appeler à voter pour Hollande ? - Ndlr)

"*Si le président de la République ne se réveille pas, s'il ne comprend pas qu'il n'est pas dans un congrès permanent du PS à la tête de l'Etat (...) bientôt il verra que les autres n'en ont rien à faire de sa gentillesse et de ses blagues*", a-t-il dit.

(Et c'est reparti avec son numéro d'illusionniste, il est là le double langage permanent de Mélenchon (et de Laurent). Hollande pourrait se "*réveiller*", il pourrait "*comprendre*" que le PS et l'Etat sont deux choses différentes, car voyez-vous, s'il est endormi et réalise cette confusion, ce serait malgré lui ou eux, une simple erreur qu'il pourrait corriger, non, cela n'a rien à voir avec sa nature, la classe dont il représente les intérêts et qu'il ne trahira jamais, c'est ainsi que Mélenchon épargne Hollande et soutient le régime. - Ndlr)

"*La finance internationale a fait son cahier de brouillon en Grèce, elle en fait un deuxième à Chypre, c'est nous les suivants*", a affirmé l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle pour qui "*l'affaire de Chypre a été un franchissement*".

(Erreur, le "*brouillon*" a eu lieu il y a fort longtemps, aux Etats-Unis, au pays du cartel des banquiers qui ont acheté littéralement les institutions et liquidé l'essentiel des droits politiques de la classe ouvrières et la démocratie au passage, qui a servi de modèle à l'UE, à la BCE, à l'euro, la même dictature se mettant en place des deux côtés de l'Atlantique. Au passage, voilà une autre faiblesse de Mélenchon qui ne met pas en avant cet argument.

La différence entre nous et monsieur Mélenchon, c'est que nous avons une vision globale, universelle de la situation, à 360°, alors que lui il en a une vision étriquée, ethnocentrique. La nôtre englobe le passé, le présent et le futur, la sienne se limite au présent, et l'on comprend pourquoi, se pencher sur son propre passé pourrait s'avérer particulièrement douloureux, et le futur pourrait lui être fatal car il n'en aura pas comme il est parti. C'est là aussi qu'on s'aperçoit que nos analyses et nos positions sont libres de tout intérêt individuel ou ambition personnelle, alors que les siennes sont liées à sa petite personne. Cela permet également de comprendre pourquoi lui et ses semblables du Front de gauche sont finalement dans l'impossibilité de représenter et défendre les intérêts collectifs de notre classe. - Ndlr)

"*Nous ne sommes pas en train de dire que nous proposons de sortir de l'euro*", a-t-il toutefois précisé. "*En sortir, serait accepter +l'euro Merkel+*", a dit M. Mélenchon qui souhaite "*un euro des peuples*".

(Encore heureux que vous ne souhaitez pas "*sortir de l'euro*", autant vous compromettre jusqu'au bout sinon vos mentors ne vous le pardonneraient pas.

Sérieusement que dit ici Mélenchon ? Rompre avec l'UE, la BCE, le FMI, serait leur donner raison, alors autant collaborer avec eux pour qu'ils se mettent au service des peuples au lieu de servir la finance. Il n'est pas sorti du même tonneau que Hollande, Moscovici, Fabius et Cie pour rien, et il y a fort à parier que replacer dans le contexte des années 30, il aurait adopté les mêmes positions que leurs semblables, autant face aux banquiers qu'au régime nazi, c'est le même poison qu'il nous sert en vérité derrière son discours qui se veut radical en direction des naïfs ou des privilégiés qui espèrent ainsi maintenir leur niveau de vie confortable de petits-bourgeois. Les affronter, Mélenchon, le PG et le FdG en sont incapables, voilà une autre leçon à retenir. - Ndlr)

"*L'infecte propagande du parti solférinien va se mettre en route*", a-t-il annoncé, en parlant du PS, dont le siège est rue de Solférino.

Un "*parler cru et dru*", qu'a revendiqué sur scène Jean-Luc Mélenchon "*fier d'être tribun*". "*Je ne leur reconnais aucune suprématie intellectuelle parce que ma manière de parler les dérange, parce que j'appelle un chat, un chat et mon camarade, un salopard, un salopard*", a-t-il lancé sous les applaudissements d'une salle pleine.

(Plus la crise du capitalisme s'aggrave, plus les rapports entre les classes se tendent et plus les uns et les autres doivent radicaliser leurs discours en direction de leurs troupes pour donner le change, sans que cela change quoi que ce soit à leurs véritables intentions ou à leur action, car c'est à cela qu'on les juge en dernier ressort, les paroles s'envolent seuls les actes comptent ou demeurent. En la matière, Mélenchon refuse de rompre avec l'UE, l'euro et l'ONU, on en restera là, tout le reste n'est que baratin. - Ndlr)

"*Dans la Bible, il est écrit que Dieu vomit les tièdes*", a-t-il rappelé. AFP 24.03

Au-delà des apparences, Mélenchon pataude dedans ! Si elle "*vomit les tièdes*", on imagine le sort qu'elle réserve aux faibles : l'enfer de l'exploitation de l'homme par l'homme de l'esclavage de l'Antiquité aux temps modernes en régime capitaliste, que justifient ou légitiment toutes les religions.

Les intellectuels, qui en général sont des gens fort modestes, c'est bien connu, s'imaginent qu'ils peuvent se passer de penser ou réfléchir avant de parler comme si tout ce qui sortait de leur bouche était forcément sensé ou parole divine, ce qu'on peut discerner quand on se penche attentivement sur leurs discours. On n'en a pas toujours le temps, il faut dire.

Mélenchon est misérable et méprisable quelque part, car il répond à ses adversaires ou ennemis sur le terrain qu'ils ont choisi pour l'attaquer, celui de la religion, une concession ou une faiblesse (de plus) qu'ils pourront exploiter par la suite, car ils savent autant que nous à quoi s'en tenir à propos de cet histrion après avoir décrypté son double langage, sans parler qu'ils ne sont pas sans savoir que c'est un renégat du marxisme, une proie facile qu'ils peuvent utiliser ou manipuler à leur guise selon les circonstances.

On ne peut comprendre ces joutes médiatiques ou ces polémiques que si on prend en compte les qualités et les défauts de chacun des acteurs en scène au-delà de leurs réelles intentions, leur nature sociale respective, leur place et leur rôle au sein des institutions...

Vous estimerez peut-être que je passe trop de temps sur ce genre de sujets. Je pense au contraire que je n'y consacre pas suffisamment de temps. Car l'air de rien j'applique une méthode d'analyse critique que bien des militants ne maîtrisent pas et qui leur sera fort utile pour analyser par la suite tout un tas de questions, événements, articles, déclarations ou discours. Si je ne suis pas utile à grand chose ou que je n'ai rien de plus à vous proposer, à mon niveau je peux au moins faire oeuvre de pédagogie pour servir notre cause. Après cela vaut ce que cela vaut, je n'ai aucune prétention en la matière, j'explique les choses telles que je les comprends aussi simplement que possible.

Tenez, je vais vous avouer un truc. Personnellement je considère Mélenchon et les siens comme des gens fort malhonnêtes, qui trichent et mentent comme des arracheurs de dents, ils me dégoûtent profondément. Pour moi un simple mensonge vaut une condamnation sans appel, définitive, c'est insupportable, détestable, indigne de la moindre confiance, en politique j'entends, moins dans la vie quotidienne en admettant que chacun puisse connaître un moment de faiblesse puisqu'il nous faut subir bien des difficultés que la société nous impose et qu'on n'a pas choisis.

En politique, c'est forcément en connaissance de cause, délibérément qu'on adopte un certain comportement, qu'on se complait dans certains rapports, on n'emploie pas par hasard ou par caprice un double langage, un discours radical, une posture d'opposant virulent, d'ennemi juré du capital pour finalement s'en accommoder, on ne s'allie pas avec l'ennemi juré du léninisme, de la révolution socialiste internationale, les restes putrides du stalinisme en déclarant qu'on ne sent rien de tel, non, non et non, il ne faut avoir aucun principe ou alors à géométrie variable, aucune conviction ou si peu assurée qu'on est prêt à les brader au plus offrant, aucun idéal ou alors qui se réduit à la bonne conscience qui agit comme un somnifère pour ne pas faire de cauchemar la nuit pour croire une chose pareille.

On a besoin d'un parti bâti sur le modèle du parti bolchevik et de dirigeants irréprochables, qui fassent preuve d'une honnêteté absolue, dont les faiblesses ou imperfections sont somme toute aussi naturelles que pour chacun d'entre nous ne constituent pas des handicaps pour assumer leur mandat, il leur faut donc pour les compenser posséder des qualités exceptionnelles, car dans le cas contraire pour justifier leur politique à un moment donné ils seront tentés de mentir, tricher, manoeuvrer, de recourir à des méthodes détestables, etc. et une fois mis le doigt de cet engrenage infernal, c'est tout le parti qui sera gangrené et y passera, il sera foutu pour notre cause. Engels disait que dans ce cas-là il est irrécupérable et il faut impérativement en construire un nouveau avec d'autres dirigeants... L'expérience à montrer amplement au cours du XXe siècle qu'il ne s'était pas trompé, hélas, mais c'est ainsi. On ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Sarkozy: le juge Gentil accusé de manque d'impartialité - AFP
- Mariage homo: Boutin demande la démission de Valls - AFP
- Débordements à la manifestation anti-mariage gay: la tentation de la radicalité - L'Express.fr

Où, à Doha, Jérusalem, Saint-Domingue ?

- Sarkozy a encore un avenir politique pour 63% des Français - AFP -

En famille.

- Copé et NKM condamnent les propos de Mélenchon sur Moscovici - AFP
- Julien Dray «peut comprendre la colère» de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi se permettent-ils une telle arrogance ?

Des centaines de milliers d'opposants au mariage gay et à l'adoption par les couples homosexuels se sont rassemblés dimanche à Paris contre le projet de loi sur le "*mariage pour tous*" en voie d'adoption par le Parlement.

Ils étaient 300.000, estime la préfecture de police, selon laquelle les chiffres définitifs ne seront connus qu'en début de semaine. Les organisateurs revendiquent pour leur part 1,4 million de participants.

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants qui tentaient de franchir des barrages interdisant l'accès à l'avenue des Champs-Élysées.

Les forces de l'ordre "*ont été contraintes de faire usage ponctuellement de gaz aérosols compte tenu du comportement très agressifs de certains manifestants*", a expliqué à la presse le directeur de cabinet du préfet de police, Laurent Nunez.

Des manifestants, parfois des pères ou mères de familles, ont vigoureusement protesté contre l'usage de ces gaz. Certains ont commencé à scander "*Hollande démission !*"

"*C'est inacceptable d'envoyer des gaz contre des enfants. Est-ce qu'il est normal qu'on ait des forces de l'ordre dans la République qui tirent sur des familles et des enfants ?*" s'est indigné l'ancien ministre UMP Laurent Wauquiez.

"*Un gouvernement républicain ne peut pas rester sourd à une mobilisation pareille*", a renchéri Henri Guaino, qui avait lancé un appel à "*censurer le gouvernement dans la rue*". Reuters 24.03

Mais alors, comment un "*gouvernement républicain*" a-t-il pu rester "*sourd*" quand des millions sont descendus dans la rue pour manifester contre la remise en cause de leur droit à la retraite ? Ah, là c'était pour la bonne cause, ce n'était pas les mêmes couches de la population ou la même classe qui étaient concernées, on comprend, on comprend, la démocratie ne peut exister qu'à condition de la confisquer à la majorité de la population, n'appellerait-on pas cela une dictature ?

Et puis les voilà qu'ils rouspètent les pauvres chéris, les forces de l'ordre se sont retenus et ont fait usage "*ponctuellement*" de "*gaz aérosols*", voyez-vous cela pour un peu ils ont utilisé du désodorisant pour désinfecter les abords de vos quartiers chics, et vous vous plaignez, en fait il s'agissait d'un pesticide, franchement, ils ne sont jamais contents les nantis, à côté les ouvriers de chez Goodyear n'ont pas vraiment bénéficié du même traitement de faveur, s'ils avaient pu il les aurait tout simplement gazés !

Cela lui fait les pieds à cette vermine, à ces réacs pourris, je ne suis pas pour le mariage pour tous, je suis contre le mariage tout court, mais j'ai par dessus tout en horreur cette saloperie immonde, que la bête meurt et l'humanité, notre planète sera sauvée !

Chypre. L'arnaque. Coup d'Etat de l'oligarchie financière.

Les discussions étaient très tendues dimanche soir à Bruxelles entre les autorités chypriotes et les bailleurs de fonds internationaux sur le sauvetage de Chypre, sous la menace d'une faillite et d'une sortie de l'euro.

"*Les négociations continuent. Nous faisons le maximum pour Chypre*", a indiqué en début de soirée le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Il a même mis sa démission dans la balance. "*Vous voulez me forcer à démissionner?*", a-t-il demandé aux responsables de la troïka des bailleurs de fonds (UE, BCE, FMI), selon l'agence de presse CNA, citant des sources au palais présidentiel. "*Si c'est ce que vous voulez, dites-le moi*", a-t-il ajouté.

"*Je vous fais une proposition, et vous ne l'acceptez pas. Je vous en donne une autre et c'est la même chose. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse?*" a-t-il lancé.

M. Anastasiades s'était entretenu toute l'après-midi avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, de la Commission, José Manuel Barroso, de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, ainsi que la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ces discussions, dont l'objectif était initialement de faciliter une "*solution pour Chypre*" avant l'Eurogroupe convoqué dans la foulée, sont devenues centrales pour trouver un accord permettant le déblocage des 10 milliards d'euros que doivent octroyer l'UE et le FMI.

Les ministres des Finances de la zone euro, qui attendaient l'issue de ces tractations, ont débuté leur réunion vers 22H00

(21H00 GMT), avec plus de quatre heures de retard, selon plusieurs sources diplomatiques.

Mais la confusion régnait dans l'immédiat, un diplomate chypriote affirmant que la réunion n'avait en fait pas commencé. Selon des sources diplomatiques, elle pourrait être interrompue et reprendre lundi.

"J'espère qu'on arrivera à un résultat", a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "Mais cela suppose que les Chypriotes voient la situation de façon réaliste(...). La décision est dans leurs mains", a-t-il insisté à son arrivée à Bruxelles.

Pour le Français Pierre Moscovici, "les paramètres d'une solution existent mais le diable est souvent dans les détails". Il a insisté sur la nécessité de taxer les dépôts les plus importants à Chypre et de mettre fin à ce qu'il qualifie d'"économie-casino". "Sinon c'est vous, c'est moi, c'est nous qui allons payer la facture", a-t-il ajouté.

En cas d'échec des discussions, le bras de fer entre Nicosie et ses potentiels bailleurs de fonds pourrait précipiter la banqueroute du pays et sa sortie de la zone euro. Chypre est sous la menace directe de la BCE, qui coupera les vivres à ses banques dès lundi faute d'accord.

"Nous avons une obligation de trouver un accord cette nuit car il faut assurer la stabilité de la zone euro", a prévenu le ministre luxembourgeois, Luc Frieden. Son homologues espagnol, Luis De Guindos, ministre d'un pays fragile, a souligné qu'en cas d'échec, il pourrait y avoir "contagion" de la crise chypriote à d'autres pays de la zone euro.

Samedi, des négociations-marathon ont eu lieu à Nicosie entre des représentants de la troïka -UE, BCE et FMI- et les autorités chypriotes sur les moyens de réunir les 5,8 milliards d'euros exigés en échange d'un prêt international de 10 milliards.

Cette somme devait provenir d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, même les plus modestes. Mais ce plan, qui a mis le feu aux poudres, a été rejetée mardi par le Parlement chypriote. Nicosie devait également combler ses besoins financiers en procédant à des privatisations et en augmentant son impôt sur les sociétés pour atteindre un total de 7 milliards d'euros.

Selon un haut responsable du gouvernement chypriote, cité par l'agence CNA, les tractations butent notamment en raison de l'attitude "rigide" du FMI, qui formule "chaque demi-heure une nouvelle exigence". AFP 24.03

Je vous laisse apprécie l'hypocrisie qui transpire à travers ces déclarations, évidemment, ils ignoraient que l'"économie-casino" était la règle à Chypre. J'ai comme l'impression qu'ils ont décidé de faire d'une pierre deux coup, réaliser un hold-up sur les dizaines de milliards d'euros déposés dans les banques par des oligarques russes et mettre ainsi à bas l'économie du pays, pour ensuite justifier de saigner à blanc les masses chypriotes. A suivre.

En Grèce, il n'est pas question de récupérer les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont planqué dans des banques à l'étranger ou dans des paradis fiscaux. Idem pour l'Espagne et demain d'autre pays. Mais où sont donc passés les 1.000 milliards d'euros que la BCE a versé généreusement aux banques en début d'année ? A côté les quelques milliards d'euros qui manquent à Chypre, c'est de la pacotille. Pourquoi ces arguments ne sont-ils pas repris par les opposants déclarés à ces régimes ? Cherchez l'erreur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Le chef de l'opposition syrienne Ahmed Moaz al-Khatib a annoncé dimanche sa démission et la principale composante de la rébellion a désavoué le "Premier ministre" rebelle, illustrant publiquement la difficulté des opposants à unifier les rangs face au régime de Bachar al-Assad.

Ces annonces coup sur coup montrent aussi l'âpre rivalité des parrains des opposants, notamment le Qatar et l'Arabie saoudite, qui entendent garder la main sur ceux qui pourraient un jour parvenir au pouvoir en cas de chute de l'actuel président syrien, selon des sources politiques.

En revanche, sur le terrain les rebelles ont poursuivi leur offensive, en prenant dans le sud du pays le contrôle d'une bande de 25 km allant de la Jordanie à la ligne de cessez-le feu avec Israël sur le plateau du Golan, a affirmé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A la tête depuis novembre de la Coalition nationale de l'opposition, groupe reconnu comme le représentant légitime du peuple syrien par des dizaines de pays et d'organisations internationales, M. Khatib a annoncé qu'il démissionnait pour "*pouvoir oeuvrer avec une liberté que je ne peux pas avoir au sein d'une organisation officielle*".

Cette annonce est survenue deux jours après l'échec des pays européens à se mettre d'accord sur l'envoi d'armes aux rebelles syriens, un projet défendu par Londres et Paris.

De plus, la communauté internationale n'arrive pas à s'entendre sur les moyens de régler le conflit déclenché le 15 mars 2011 par une révolte militaire qui s'est militarisée face à la rébellion. L'Occident veut le départ de M. Assad et la Russie, alliée du régime, refuse toute ingérence dans la crise.

Mais l'opposition syrienne n'est pas non plus à l'abri des divisions.

Selon des opposants, M. Khatib aurait voulu démissionner depuis un certain temps car il était opposé à la nomination d'un Premier ministre rebelle d'intérim, Ghassan Hitto, élu le 18 mars pour former un gouvernement chargé de gérer les territoires sous contrôle rebelle.

Et selon l'un d'eux, il reprochait "*à certains pays, notamment le Qatar, de vouloir contrôler l'opposition*" et d'avoir imposé l'élection de M. Hitto, soutenu par les Frères musulmans.

En visite à Bagdad, le secrétaire d'Etat américain John Kelly a affirmé que sa démission n'était "*pas une surprise*". "*C'est un homme que j'aimais et dont j'appréciais le leadership*".

M. Hitto a été élu à Istanbul par 35 voix sur 49 après 14 heures de discussions à huis clos. Des membres de la Coalition, dont son porte-parole Walid al-Bounni, ont gelé leur appartenance après cette élection.

Dimanche, l'armée syrienne libre (ALS), la principale composante de la rébellion, a annoncé son refus du nouveau "*Premier ministre*".

"*Avec tout notre respect pour Ghassan Hitto*", nous ne le reconnaissons pas comme Premier ministre car la Coalition ne l'a pas choisi par consensus", a déclaré à l'AFP, Louaï Moqdad, un responsable de l'ASL.

Selon un politologue syrien qui requis l'anonymat, cette crise "*illustre la rivalité entre le Qatar, qui s'appuie sur les Frères musulmans et est opposé à tout compris avec le régime, et l'Arabie saoudite et les Etats-Unis qui souhaitent une solution pour mettre fin à la guerre*".

Ces annonces ont pris de court les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis à Doha, qui ont évité de se prononcer sur une participation de l'opposition syrienne au sommet de Doha mardi. AFP 25.03

2- L'armée du régime sioniste vient de frapper une base de l'armée syrienne, dans la localité de "*Tal Fars*", sur les hauteurs du Golan, en réponse à des tirs contre une patrouille militaire israélienne.

Selon *Russia Today*, c'est le journal "*Yediot Aharonot*", qui rapporte cette information, sans être en mesure de confirmer si l'attaque a fait ou pas des morts ou des blessés. La chaîne 10 de la télévision israélienne avait annoncé, quelques heures plus tôt, l'attaque contre une patrouille de l'armée israélienne, attaque qui n'a pas fait de victime. Les terroristes d'Al-Nosra auraient joué, sans doute, le rôle d'informateur, dans cette attaque. c'est la seconde fois, depuis le début de la guerre contre la Syrie, qu'Israël entre, directement, en action.

L'aviation sioniste a bombardé, il y a quelques semaines, un centre de recherche militaire, dans la banlieue de Damas. Les terroristes de l'ASL et d'Al-Nosra, qui ont conclu, récemment, un accord avec Israël, pourraient, aussi, être à l'origine des tirs contre une patrouille sioniste. Après tout, le schéma a été le même, sur les frontières syro-turques ! french.irib.ir 25.03

3- Le courant Bana al Dola , opposition interne accuse Ghassan Hitto de vouloir démembrer la Syrie à l'aide de la Turquie .

Quiconque veuille décrocher un siège au sein de la Ligue arabe et d'autres instances internationales par des moyens aussi pervers est complice des courants qui cherche la désintégration de la Syrie, le courant accuse les parties internationale d'avoir foulé au pied la déclaration de Genève et cherché à bloquer toute solution politique de la crise .

La Ligue arabe a exercé d'intenses pressions sur le CNS pour qu'il forme vie Hitto un cabinet d e transition et pour qu'il puisse occuper le siège syrien au sein de ce conseil... ce cabinet s'il venait à voir le jour ne sera qu'un jouet entre les mains des puissances régionales et internationales et l'administration des régions du nord de la Syrie est un prélude à la désintégration. Le Qatar succède à l'Irak à la tête de la Ligue et il a invité Hitto en lieu et place de l'Etat syrien. french.irib.ir 25.03

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 25 articles supplémentaires.

Précision. L'adresse qui figure dans la page d'accueil à la suite des titres des différents articles est celle des portails à partir desquels j'ai téléchargé ces articles, mais pas forcément celle du portail qui les a publiés à l'origine, cette précision figure dans l'en-tête ou à la fin des articles en question.

J'avais prévu plusieurs sujets de causerie et puis je viens d'apprendre que mon épouse a eu un malaise (A Aubagne en France où elle est toute seule), elle a atterri aux urgences puis a été mise en soins intensifs il y a deux jours, apparemment elle serait sauvée. Je dois aller en moto à Pondichéry pour l'appeler. A demain.

1er avril

A la suite du scandale, le gouvernement britannique avait inséré des dispositions dans la loi sur les services financiers qui doit entrer en vigueur le 1er avril, afin que le Libor puisse être contrôlé. Sa fixation ne sera plus du ressort de l'Association des banquiers britanniques (BBA) mais d'une nouvelle institution qui doit encore être nommée. AFP 25.03

Nommé par qui ? La Banque d'Angleterre dont le nouveau gouverneur est issu de Goldman Sachs ?

Le saviez-vous ?

Le Royaume-Uni, la Suisse, l'Irlande ou encore le Luxembourg ont refusé l'application de la taxe sur les transactions financières imposée par la Commission européenne et soutenue par la France notamment. Reuters 25.03

Ils font ce qu'ils veulent, la Commission européenne ne les met pas en demeure de respecter cette réglementation européenne, ne les menace pas de représailles ?

Non, parmi ces pays il y a au moins trois paradis fiscaux, trois et demi puisque l'Irlande se distingue par une législation particulièrement avantageuse en terme d'impôts sur les bénéfices des entreprises, qui en réalité déclarent ce qu'elles veulent.

ACTUALITE EN TITRES

L'amalgame de trop.

- Mélenchon : « *Irresponsable* » mais pas « *antisémite* » - LeFigaro.fr

- Mélenchon, la colère d'un frustré - LePoint.fr

- Valls: le mot "*salopard*" pour Moscovici est "*inacceptable*" - AFP

Manipulation. Comment faire monter le FN. Mode d'emploi médiatique.

Les faits.

- Juin 2012, la participation dans la 2ème circonscription de l'Oise a été de 58,82% au premier tour et de 59,75% au second. L'abstention avait été de 41,18% au premier tour.

- 24 mars 2013, la participation a été d'à peine 35%, au second tour et de 32% au premier tour.

- En juin 2012 la candidate du FN Florence Italiani a récolté au premier tour 11 185 voix.

- En mars 2013 au second tour où elle était présente 13.120 voix.

Cela qui signifie que sur quelque 86 000 électeurs inscrits, le FN a progressé de 1935 voix, soit une progression tout a fait vertigineuse et présentant un danger extrême de 2,25% !

Titres de la presse à grand spectacle avide des jeux du cirque de l'Antiquité dans sa version moderne genre extermination en masse.

- Dans l'Oise, le FN fait trembler l'UMP - LeParisien.fr

- L'UMP accuse le PS de faire le jeu du FN - LeFigaro.fr

- Le FN vante les mérites de sa "*victoire*" dans l'Oise - L'Express.fr

- Oise: 40% des voix du PS se seraient reportées sur le FN - Slate.fr

- Municipales : le FN veut des alliances locales avec l'UMP - LeFigaro.fr

Ce qui menace le PS et l'UMP, c'est l'abstention massive, le rejet de leur politique dont les électeurs comprennent qu'elle sont finalement identiques, et si certains votent davantage FN que FdG, ce n'est pas par conviction mais parce qu'ils estiment que le FN est plus sérieux ou présente mieux à leurs yeux, le FN incarnant le pouvoir et la société ou les rapports auquel ils sont subordonnés, tandis que le FdG incarne la classe dominée, leurs propres faiblesses ou contradictions dont ils ne comprennent pas la nature.

[Le petit notable de province est un cabotin.](#)

- Arnaud Montebourg se réclame de Roosevelt mais est-il bien conscient du vrai bilan du "*New Deal*" ? - Atlantico.fr

Il est dorénavant admis que le "*New Deal*" n'avait pas réalisé le miracle tant attendu, et que c'est seulement la perspective de l'entrée en guerre des Etats-Unis et sa reconversion à l'économie de guerre qui a permis d'endiguer (provisoirement) le chômage de masse.

[La palme du populisme du jour.](#)

- Laurence Parisot : "*Certains voudraient faire du patronat un outil de combat systématique*" - LePoint.fr

- Pourquoi vouloir taxer les riches revient toujours à taxer les pauvres - Atlantico.fr

[Les dictateurs font des envieux.](#)

- Les autres Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne, selon Schäuble - AFP

- Le plan pour Chypre est «*équitable pour tous*» selon Berlin - Liberation.fr

[Evident, non ?](#)

- L'âge de la déflation : les économies mondialisées sont-elles condamnées à la spirale dépressive ? - Atlantico.fr

Depuis quand le capitalisme pourrait-il échapper à la crise, ne pas s'effondrer ?

[Les charrettes.](#)

- TNT Express supprime 4.000 postes après l'échec de sa reprise par UPS - AFP

- Gary Klesch va liquider une partie de Kem One - AFP

- Saint-Gobain va fermer une usine belge de pare-brise: 263 emplois supprimés - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de rapine internationale de l'oligarchie financière de Kaboul à Bamako en passant par Nicosi, Damas, Athènes, Tripoli, Madrid, Bagdad...

Annulation de la dette, à bas le gouvernement à la solde des banquiers et complice de la troïka, grève générale du secteur bancaire contre les licenciements annoncés.

Les porte-parole de l'oligarchie financière transatlantique viennent de décider du démantèlement d'une banque d'Etat dans un pays souverain et d'imposer du même coup des milliers de licenciements. Ce n'est pas seulement sur les dépôts des riches qu'ils vont faire main basse mais aussi sur une partie des économies de la classe moyenne. Au-delà ils ont prévu d'imposer des privatisations à ce pays, ainsi que des réformes structurelles qui se traduiront par des coupes drastiques dans les budgets sociaux de l'Etat, comme dans tous les pays de l'UE.

Toutes ces mesures décidées par la troïka avec l'accord à l'unanimité des ministres des Finances de la zone euro, dont le Français Moscovici, ainsi que le gouvernement chypriote, ont été prise en violation de la souveraineté du peuple chypriote qui de toute évidence était plus théorique que réelle, en recourant à un artifice juridique rendant seul le gouvernement responsable de ces mesures, grâce à ce tour de passe-passe elles ne feront même pas l'objet d'un vote à son parlement de crainte qu'elles soient rejetées, ce qui constitue un coup d'Etat de la finance et du gouvernement contre le peuple chypriote dont les droits politiques sont piétinés.

Mieux encore, le président de l'Eurogroupe a déclaré au Financial Times que des mesures similaires pourraient être appliqués dans n'importe quel pays de la zone euro après l'avoir sciemment conduit à la faillite. Ainsi la dictature de l'Union européenne contre les peuples s'étale au grand jour ainsi que celle de tous les gouvernements qui la compose.

S'organiser, se mobiliser dans la perspective d'abattre ces gouvernements, les institutions de ces pays pour rompre avec la troïka et le capital, telle est la seule voie pour s'émanciper du joug de cette dictature et pendre le pouvoir politique, reconstruire la société sur la base de nos besoins et non plus sur celle de la compétitivité et du profit qui ne profite qu'à une minorité de parasites qu'il faut dépouiller de tous leurs pouvoirs afin de les neutraliser.

Au passage, nous venons de l'évoquer mais il faut insister sur le fait qu'à Chypre comme en France notamment, on a fait croire aux travailleurs qu'ils vivaient dans une démocratie, qu'ils avaient des droits politiques, qu'ils s'exprimaient à travers les institutions et la Constitution qui en étaient les garants, pour s'apercevoir à l'arrivée, quand il était trop tard, que tel n'était pas le cas en réalité, que c'était une supercherie que tous les partis s'étaient minutieusement employés à couvrir en participant à ces institutions, aux différentes élections, etc.

On nous a reproché de vouloir axer notre combat politique contre les institutions parce que ce combat n'était soi-disant pas à l'ordre du jour ou en décalage par rapport aux préoccupations des travailleurs, en réalité avec l'idéologie dominante qui a fini par empoisonner tous les esprits et empêche les dirigeants des différentes formations politiques de penser librement sur le terrain de classe du prolétariat.

A les écouter, il faudrait attendre le jour où les travailleurs se verraient ouvertement spolier tous leurs droits politiques pour orienter leur attention et leur combat contre les institutions, sauf que dans la plupart du temps pour ne pas dire toujours, quand on s'y prend de la sorte il est trop tard et les travailleurs préfèrent encore supporter de nouveaux sacrifices que de prêter l'oreille à un discours auquel ils n'ont pas été préparé, ils demeurent incapables de faire le lien entre l'issue politique qu'on leur propose et les difficultés qui leur sont imposées, ils restent sourds à tout changement politique radical qui pour eux s'avèrent impossible à envisager, et préfèrent encore s'accrocher au régime moribond en place qu'ils détestent que de se lancer dans une aventure à laquelle ils ne se sont pas du tout préparés. Comme disait Lénine ou Trotsky, le sort d'une révolution dépend en grande partie du niveau de conscience acquis par les travailleurs au moment où elle éclate. Leur niveau aujourd'hui est proche de zéro, donc ce serait se leurrer d'en attendre grand chose.

Passons aux dernières infos sur la situation à Chypre.

- Après avoir initialement annoncé une réouverture mardi, sauf pour les deux plus grosses banques du pays, Laïki Bank et Bank of Cyprus, la Banque centrale chypriote a finalement repoussé l'ouverture à jeudi, dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi.

Actionnaires et créanciers obligataires de la Laiki Bank, fondée en 1901 à Limassol, perdent tout. Et les 2488 salariés de la banque, dont une partie manifestait vendredi devant le Parlement, risquent de se retrouver au chômage. Ils ne disent pas merci

à l'Europe.

Le texte, approuvé peu après par les ministres des Finances de la zone euro, prévoit le démantèlement de Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois, et le transfert à Bank of Cyprus des dépôts inférieurs à 100.000 euros.

Les comptes dont le solde dépasse 100.000 euros seront gelés et utilisés pour payer des dettes de Laïki et pour recapitaliser Bank of Cyprus par le biais d'une conversion en capital.

Les avoirs bancaires supérieurs à 100.000 euros à la Bank of Cyprus vont subir une ponction d'"environ 30%", selon les termes de l'accord conclu par Chypre avec les bailleurs de fonds européens, a annoncé lundi le porte-parole du gouvernement chypriote.

Les autorités chypriotes vont également signer dans les prochaines semaines avec la troïka (UE, Banque centrale européenne et FMI) un protocole d'accord prévoyant des réformes structurelles, des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les syndicats, eux, menacent d'une grève pour protester contre les plans de restructuration du secteur, imposé par la "troïka" (Banque centrale et Commission européennes, Fonds monétaire international).

Quelques réactions.

- Merkel : "*Je crois que nous avons trouvé une répartition juste des charges*" (AFP 25.03), le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble : "*Le résultat (des négociations) est équitable pour tous les intéressés*", les 2 000 salariés de la banque Laïki qui risquent d'être licenciés apprécieront.

- Le texte, approuvé par les ministres des Finances de la zone euro réunis à Bruxelles, prévoit de liquider Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, provoquant ainsi des milliers de suppressions d'emplois.

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage

- Dans un entretien à Reuters et au Financial Times, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a déclaré que le choix de faire participer les déposants et les créanciers obligataires au renflouement des banques chypriotes pourrait servir de modèle à l'ensemble de la zone euro.

- La Russie va étudier les conséquences pour ses intérêts du plan conclu lundi à Bruxelles entre Chypre et ses bailleurs de fonds, qui va ponctionner les gros dépôts des deux premières banques de l'île, a indiqué le Premier ministre Dmitri Medvedev. "*Il nous faut comprendre ce que va donner cette histoire et quelles en seront les conséquences pour le système financier et monétaire international, ainsi que pour nos intérêts*", a déclaré le chef du gouvernement russe, cité par les agences. AFP, Reuters, lefigaro.fr lemonde.fr 25.03

Elle peut revendiquer son bilan.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, dénonce, dans un entretien aux Echos lundi, ceux qui veulent faire de l'organisation patronale «*un outil de combat*».

«*Certains voudraient (...) se servir du patronat pour en faire un outil de combat systématique, quitte à risquer la paralysie de notre pays ou à favoriser le populisme*», a-t-elle déclaré. Selon la patronne des patrons, «*certains voudraient une opposition frontale au gouvernement et aux syndicats*».

Elle tient à rappeler que «*d'autres*», dont elle fait partie, «*préfèrent, tout en restant très fermes sur nos valeurs, un travail coopératif, constructif avec les syndicats et le gouvernement*» .

«*Nous ne concevons pas le patronat comme un club fermé qui devrait jouer la confrontation, nous devons avancer*», ajoute Laurence Parisot. Lefigaro.fr 25.03

Pourquoi changer une équipe qui gagne, franchement ?

Entre Parisot et les délégués syndicaux, c'est une vraie histoire d'amour, face à une femme de caractère la plupart des hommes sont des lavettes, chez ceux-là c'est tellement naturel qu'il faudrait être idiot pour ne pas en profiter un maximum, n'est-ce pas ? Messieurs du Medef, la conscience de classe doit l'emporter sur tout autre considération...

INFOS EN BREF

SOCIAL

Belgique

1- BNP Paribas Fortis va supprimer 1.800 postes.

BNP Paribas Fortis fermera d'ici 2015 quelque 150 de ses 936 agences en Belgique -diminuant ses effectifs de 1.800 "équivalents temps plein"- dans le cadre d'un plan d'économies de 300 millions d'euros, a indiqué aujourd'hui la première banque belge. Ces réductions d'effectifs se réaliseront "via la mobilité interne et les départs naturels", précise dans un communiqué la première banque belge, propriété à 75% de groupe français BNP Paribas et à 25% de l'Etat belge. AFP 25.03

2- Saint-Gobain Sekurit va supprimer 263 emplois

La société Saint-Gobain Sekurit, spécialisée dans les pare-brise pour l'automobile, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer son usine d'Auvelais, dans le sud de la Belgique, avec la suppression prévue de 263 emplois, en raison de la chute des commandes. Attendue par les syndicats, l'annonce de "*arrêter toute activité et de fermer*" l'usine proche de Namur a été faite au cours d'un conseil d'entreprise extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, selon les syndicats.

La décision est liée "*à la profonde dégradation du marché automobile en Europe*", avec une chute des immatriculations de voitures neuves de 24% en cinq ans), a expliqué la direction dans un communiqué. "*En Belgique particulièrement, des arrêts de lignes d'assemblage des constructeurs ont été récemment annoncés*", a-t-elle ajouté, faisant ainsi allusion à la fermeture annoncée de l'usine Ford à Genk (nord), l'une des clientes de Saint-Gobain Sekurit. AFP 25.03

ECONOMIE

France

A qui profite le crime... organisé ?

L'action Eurofins Scientific signe aujourd'hui à la mi-journée la meilleure performance de l'indice SBF 120 à la Bourse de Paris, le spécialiste de la bioanalyse ayant été retenu par la Commission européenne pour un programme de quatre ans portant sur la détection d'allergènes alimentaires. A 12h04, le titre s'octroie 4,12%

"*Le groupe profite du contexte pour faire sa publicité*", ajoute-t-il en référence au scandale de la viande chevaline, dont Eurofins est l'un des principaux gagnants. Le groupe, valorisé 2,5 milliards d'euros en Bourse (+36% depuis le début de l'année), se paye 22,9 fois ses résultats attendus sur les 12 prochains mois (PE) et 5,3 fois sa valeur comptable (PB), contre en moyenne un PE de 16,5 et un PB de 3,2 pour les autres groupes pharmaceutiques équivalents, selon des données Thomson Reuters.

Eurofins a annoncé au début du mois avoir atteint avec un an d'avance son objectif de chiffre d'affaires avec des revenus 2012 supérieurs à un milliard d'euros. Et le spécialiste de la bioanalyse a indiqué viser désormais un doublement de son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. Reuters 25.03

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mars 2013

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

Hier soir je suis allé à Pondichéry pour téléphoner à la clinique où mon épouse est hospitalisée depuis trois ou quatre jours. Je me rends en moto dans la boutique Internet située à 10 kilomètres de chez moi, je me tape les embouteillages. Je tombe sur une boîte vocale : si vous voulez un rendez-vous répondez par oui ou par non, je réponds non, si vous voulez parler à un patient répondez par oui ou par non, je réponds oui, veuillez patienter on va vous mettre en contact avec une hotesse, puis cela sonne, je laisse sonner quelques minutes, rien, je raccroche et je suis rentré chez moi, j'ai perdu 1h15.

Je vais réessayer cet après-midi du consulat sur proposition de l'assistante sociale que j'ai eu au bout du fil hier après-midi, un médecin Indien francophone devrait demander à parler à son cardiologue pour savoir dans quel état elle est au juste. Je suis inquiet évidemment.

La pauvre femme ne supporte plus son existence depuis la pose de ces deux prothèses cardiaques mécaniques, le tic-tic incessant de ces deux valves qui s'ouvrent et se ferment la rend folle, à chaque instant elle se demande si elle est vivante et ne va pas mourir, il faut se mettre à sa place, c'est à devenir dingue ! Elle est devenue insomniaque évidemment, sa vie est complètement détraquée, du coup pour compliquer les choses elle pète les plombs et fait n'importe quoi, c'est grave parfois, elle m'a rendu deux fois malades pendant son dernier séjour en Inde et elle a failli tuer le chien, et je ne parle pas de la porte du congélateur laissée ouverte ou le chauffe eau, le gaz, un robinet, et quand elle fait des courses elle achète n'importe quoi, j'ai une réserve de papier toilette pour un an au moins, du sirop d'orange pour six mois, etc. le réfrigérateur étant plein à craquer, elle a dû laisser dehors des légumes qui ont fini par pourrir, etc. Elle avait ramené tellement de bouffe de France que je me suis goinfré littéralement pour ne pas en jeter ou le moins possible, du coup j'ai repris les 6 kilos que j'avais perdus en son absence. J'ai dû jeter de la bouffe, en Inde, cela m'a rendu malade. Je lui avais dit que je n'avais besoin de rien, rien du tout, rien n'y a fait.

Ce qui se passe aussi, ce qui a changé depuis qu'elle vit seule en France, c'est que je n'ai plus aucun pouvoir sur elle et c'est une catastrophe parce qu'elle est arriérée et agit avant de penser, elle se fout, elle me fout dans une sacrée merde parfois. Il y en a qui ne vont pas comprendre cela, ceux qui n'ont jamais vécu dans un tel milieu, je leur dit ceci : c'est comme avec un gosse, s'il prend le dessus sur ses parents, c'est foutu, il risque de faire d'énormes conneries, vous ne pourrez plus rien en tirer, il va vous pourrir la vie et mettre parfois la sienne en danger, c'est grave, c'est le lot des masses les plus arriérées que je connais bien, je suis moi-même issu de ce milieu-là, toute la famille était arriérée au possible et n'a jamais évolué, qu'ils aient 20, 40 ou 90 ans ils en sont toujours restés au même point, ah c'est quelque part effrayant à voir, je suis l'exception dans la famille, un peu le paria aussi du même coup, vous savez le mouton noir.

Depuis que ma compagne a pris le dessus sur moi, j'ai l'impression de revivre ce que j'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans chez mes parents, c'est terrible, je ne m'attendais pas à cela. Bon maintenant elle partage ma vie je ne vais pas la jeter ce serait dégueulasse de ma part et je ne me le pardonnerais jamais. Il a suffi d'une occasion pour que cela se produise, il en faudrait peut-être une autre pour que je reprenne le dessus, mais merde, ce n'est pas mon truc de me battre pour m'imposer à quelqu'un, oui mais c'est pour la bonne cause, certes, je le comprends bien, c'est pour son bien aussi, surtout qu'elle n'a jamais été malheureuse avec moi, mon ex-épouse non plus d'ailleurs, j'avoue ne pas savoir comment m'y prendre pour résoudre ce problème, là elle a fini aux urgences, la prochaine fois cela pourrait être pire, elle me dit souvent qu'elle veut mourir, qu'elle aurait mieux fait de mourir lors de sa dernière opération, cela me fait mal au coeur et me rend profondément triste, je crains de ne pas avoir de solution, et je ne peux pas la forcer à rester en Inde, elle dit ne plus supporter la chaleur écrasante de l'été, je vais y réfléchir.

Un dernier mot.

J'ai failli mettre un article du portail wikistrike au contenu particulièrement réactionnaire, qui confirme tout le bien que l'on pense de ces intellectuels qui ont pour conscience de classe le capitalisme, on verra cela demain avec d'autres articles qu'il me faut lire avant. Eux aussi il faut les démasquer et les combattre. Vive le socialisme ! A demain et bon courage, il en faut.

Passons à la politique. Quelques réflexions.

1- L'argent que vous déposez en banque a été honnêtement gagné à la sueur de votre front, vous ne l'avez volé à personne. Je parle pour ceux qui ont les moyens.

Selon la législation en vigueur, le pays, la banque dans laquelle vous déposez votre argent, il est sécurisé, personne ne viendra vous le voler, en principe, mieux, dans certains pays ou établissements bancaires vos dépôts sont rémunérés. Là en l'espèce, à Chypre par la volonté de la troïka, une partie vous sera volé pour secourir les banquiers qui ont plumé l'Etat, légalement. Que faut-il en déduire ?

Qu'on est en présence d'un système mafieux dont les banquiers sont aux commandes et dont leurs hommes de main de la troïka exécutent leurs ordres pour faire main basse sur vos économies à défaut de trouver de quoi éponger leurs propres dettes ou plutôt les profits qu'ils se sont octroyés frauduleusement via des mécanismes financiers et la spéculation.

2- Ils font de la compétitivité un dogme, un idéal qui s'inscrit en contradiction avec les principes élémentaires que l'on prête à l'humanisme. C'est abaisser la morale à la quête d'un vulgaire gain matériel, individuel, la soumettre à cet objectif qui à lui seul devrait guider tous nos gestes et pensées.

3- Le capitalisme souffrirait-il d'une malformation congénitale qui le condamnerait à la putréfaction ou la disparition ou serait-il en proie à une déformation qui le mettrait en péril et qu'il suffirait de corriger pour assurer le bien-être de l'humanité ? Les philistins et opportunistes de tous poils optent pour la seconde version qui a l'avantage d'exclure d'emblée toute confrontation directe et violente avec lui. Ce sont des couards en général.

Il en va ainsi de ceux qui estiment qu'il faudrait établir un moratoire sur la dette des Etats, dissocier celle qui serait légitime de celle qui ne le serait pas et que les travailleurs devraient régler coûte que coûte, alors qu'en réalité ils sont les seuls à l'origine de la création des richesses dont ils sont sans cesse spoliés. Les véritables créanciers, les bailleurs de fonds, de richesses, ce sont les travailleurs et pas les rentiers, ces parasites qui vivent sur leurs dos.

Les mêmes intellectuels prétendent que tous les maux dont souffrent la société proviendraient du libre échange, alors que les crises antérieures du capitalisme se sont produites alors qu'il n'existait pas et cela depuis la moitié du XVIIIe siècle.

J'avais rédigé un article particulièrement polémique contre ces intellectuels, puis je me suis ravisé pour les attaquer sous un autre angle plus incisif encore mais moins personnel si l'on veut, ils auraient estimé que je les méprisais, dans la mesure où je leur offre la possibilité de corriger leur erreur sans les condamner d'une manière définitive.

Il consacre tout un article à cette question en passant à côté de celle qui est essentielle selon nous. Voici en quoi elle consiste, une question en entraînant une autre comme très souvent quand on a l'habitude de s'en poser librement : pourquoi le capitalisme mondial a dû recourir au libre échange? Pourquoi à un moment donné la financiarisation de l'économie est-elle devenue la règle ? Pourquoi ont-ils créé tous ces mécanismes économiques si complexes que même les banquiers ne s'y retrouvent pas ? A quoi voulaient-ils ainsi échappé ? Qu'ont-ils ainsi voulu éviter ? Pourquoi ? N'étaient-ils pas les maîtres du monde ? Apparemment pas tout à fait encore.

Vous avez peut-être deviné à quoi cela nous ramène : aux fondements et aux contradictions du capitalisme qui demeurent incontournables et alimentent la lutte des classes et que nos intellectuelles occultent systématiquement, consciemment ou non, ne leur jetons pas la pierre pour une fois, soyons charitable et admettons qu'ils ont aussi leurs faiblesses.

C'est le seul facteur qui permet de comprendre la situation mondiale et les mises en scène auxquels se livrent les uns et les autres pour nous en détourner autant que pour tenter de surmonter ces contradictions sans jamais y parvenir définitivement, les apparences faisant long feu, la crise serait terminée, patatras quelques jours, quelques semaines ou mois plus tard ils sont obligés de convenir du contraire et que le chaos menace l'UE et le monde. Depuis 2008, quasiment toutes les semaines on assiste à ce genre de pitrerie et nos intellectuels n'en ont pas encore saisi l'origine, c'est incurable ou maladif, ou alors ils ne sont pas à la hauteur de la situation, ce qui revient au même. A suivre.

[Les charrettes et autres régressions sociales annoncées cette semaine. \(Source: blog de Jovanovic\)](#)

- Environ 80 sous-préfectures seront supprimées. Les Français devront faire entre 50 et 150 km de plus,
- Avoir les licenciements, DreamWorks baisse les salaires
- AstraZeneca supprime 5.050 emplois au total entre demain et 2016
- Bosch sort du solaire et 3.000 postes vont passer à la trappe
- Veolia licencie 1.500 personnes
- ST Ericsson disparaît et 1.600 postes passent à la trappe
- Boeing vire 2.300 personnes de plus
- Alerte: BlackRock va virer 300 personnes. Même eux
- Macopharma veut supprimer 67 emplois sur 3 de ses sites, sur un total de 1 370 emplois
- Veolia Eau prévoit la suppression de 1.500 postes en France

- Coca-Cola va supprimer 750 postes aux Etats-Unis
- "Siemens is preparing to eliminate 1.200 to 1.400 jobs at three sites of its energy and infrastructure businesses". J'en ai déjà parlé, mais là le pire est arrivé: Scooter Store a décidé de virer 1800 personnes d'un coup, plutôt que de les mettre au chômage technique
- L'Anglais HomeServe vire 300 british
- Les vraies pertes via PSA, lettre de Mr Harnist: " Je viens de parler à un ami qui travaille pour un sous-traitant (qui fait des sièges des voitures) sur le site de Peugeot Sochaux Il circule que d'après le plan social, fin juillet de cette année, donc juste pour les vacances, ce sont 23.000 personnes qui auront perdues leur emploi. Eh oui, les intérimaires ne sont pas comptés dans le plan social Peugeot... Ils ne sont pas licenciés, pour le moment ils ont du travail! Ils ne seront juste pas renouvelés après les congés=>Une équipe sur deux va être supprimée rien que sur le site de Sochaux! Donc résumé de la situation, Peugeot aura détruit, à lui seul, 23000 emplois en France avant début septembre. La rentrée s'annonce musclée, parce que les intérimaires concernés ne seront apparemment pas averti (du moins officiellement) avant leur fin de mission (donc fin juillet!)"
- L'Insee prévoit 74.000 destructions d'emplois au premier semestre. Pour une fois, l'Insee de bidouille pas les chiffres
- Le journal Equipe supprime 40 postes
- American Express Voyages d'Affaires va virer 250 personnes, 18% de son effectif. Les cadres ne voyagent plus.
- Avec la fermeture en série de 30% des écoles aux US, ce sont 50% des chauffeurs qui sont virés dans les entreprises de remassage scolaire, soit environ 3000 personnes depuis le début de l'année - Apicil va virer 40 personnes
- La Liechtensteinische Landesbank, connue comme LLB, vire 250 banquiers,
- La destruction des PME: 15 en liquidation dans le Morbihan
- EDF Luminus 100 emplois menacés
- Les US ferment 150 tours de contrôle pour cause d'absence de budget
- Transcom est bien mort et 400 personnes au chômage
- Condat Papeteries vire 154 personnes au total
- Terra Lacta (lait) va supprimer 100 à 150 emplois
- Et maintenant les journalistes régionaux français!!! Mr Martinet: "On connaissait les délocalisations de construction de voitures, d'usines de chaussures dans des pays où la main-d'oeuvre est à moindre coût. A l'heure d'internet, c'est maintenant l'info qui se délocalise. Plusieurs sites d'informations locales en France sont en réalité écrits depuis la... Tunisie. Lorsqu'il fait une recherche sur le nouveau pont ouvert Chaban-Delmas inauguré le week-end dernier à Bordeaux, ou sur Airbus à Toulouse, le lecteur toulousain ou bordelais est loin de s'imaginer que ces deux articles sont écrits...depuis Tunis. C'est pourtant le cas. Une agence basée à Tunis travaille en réalité pour plusieurs médias d'information locale en France : Bordeaux.actu.fr, Lyon.actu.fr, et Toulouse.actu.fr. En lisant les mentions légales de ces sites, tout en bas, on découvre en effet l'adresse de leur rédaction : "Hi-Content SARL 2 rue Mahrajène 1082, cité Mahrajène, Tunis""
- Socoval vire 50 personnes
- RDM Sparcraft en sursis
- Nouveau plan social en vue chez Goss, 160 personnes risquent de perdre leur emploi.

ACTUALITE EN TITRES

[Vous vous sentez menacé...](#)

- Italie: la récession fait peser un "*risque*" sur le système bancaire, selon le FMI - AFP

... on vous rassure...

- Hollande érige la garantie des dépôts bancaires en "*principe absolu, irrévocable*" - AFP

La garantie des dépôts est un "*principe essentiel dans l'Union bancaire*", à savoir que "*ceux qui mettent de l'argent dans les banques de la zone euro ont une garantie sur les fonds qui sont déposés*", a insisté François Hollande. AFP 26.03

... et pourtant il n'y a pas de quoi l'être...

La solution retenue de la taxation des dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros à Chypre était toutefois, selon Hollande un "*traitement qui ne pouvait être qu'exceptionnel, spécifique, unique et qui néanmoins devait être fait*". AFP 26.03

On aura compris que cette "*garantie*" ne vaut pas davantage qu'un traité qui peut être violé à la première occasion. Ou un "*principe*" adopté, une preuve supplémentaire.

- Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était "*une affaire de semaines*".

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

Ils violent régulièrement, que dis-je quotidiennement le traité de Maastricht... Chut s'écrient en chœur nos dirigeants : c'est pour la bonne cause, pour éviter que le système s'effondre ! Ah oui, c'est vrai qu'on l'aime tellement qu'on n'a pas vraiment envie qu'il disparaisse... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, cesser de nous calomnier, c'est pour votre bien andouille, évidemment, je n'y avais pas pensé ; là ce n'est pas l'enfer mais le paradis qui est pavé de bonnes intentions... qui s'avèreront tôt ou tard avoir été particulièrement criminelles. A suivre.

[Comment ils se foutent du monde. Parce que Bruxelles ou les banquiers ce ne serait pas la même chose.](#)

- Bruxelles veut que les contribuables arrêtent de payer pour les banques - AFP

Alors il faut annuler immédiatement et sans condition la dette de tous les Etats de l'UE.

[Chut ! Il y a des choses qu'on ne dit qu'à huis clos ou à voix basse.](#)

- Selon la BCE, Dijsselbloem "a eu tort" de présenter le sauvetage de Chypre comme modèle - L'Expansion.com

[Qu'ils s'étripent !](#)

- Chypre s'angoisse, l'Europe s'empigne - Liberation.fr

- Élection au Medef : l'ambiance s'envenime - LePoint.fr

[Quelle saloperie !](#)

- 26 000 : le nombre de bactéries présentes sur un seul billet en euro - Atlantico.fr

[Le dictateur.](#)

- Selon Schäuble, les Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne - LePoint.fr

... il n'y a vraiment pas de quoi...

- Après le sauvetage de Chypre, l'Allemagne renvoyée à son passé nazi - L'Expansion.com

[Ce n'est pas nouveau...](#)

- "Les classes populaires n'attendent plus rien de François Hollande" - L'Express.fr

... mais le pire est à venir...

- Les Français broient du noir, inquiets pour leur niveau de vie - L'Expansion.com

C'est dans le noir qu'on cherche la lumière...

[Il a raison. Sur la forme seulement.](#)

- Le peuple a besoin de dirigeants qui parlent «*dru et cru*», selon Jean-Luc Mélenchon - 20minutes.fr

Sur le fond, c'est là que les choses se gâtent. Autrefois dru voulait aussi dire gai, joyeux, comme les fables que nous sert Mélenchon.

[Bonnes nouvelles.](#)

- La Banque du Portugal aggrave sa prévision de récession pour 2013 - AFP

- Espagne: récession et chômage en hausse en 2013, prédit la Banque centrale - AFP

[Qu'ils aillent manifesté avec le MEDEF ou l'UMP !](#)

La CFDT ne veut pas d'un défilé commun avec la CGT le 1er mai - L'Expansion.com

[Le linge sale se lave en famille. Il ne sait même pas ce que cela veut dire.](#)

- Péresse : "L'honneur de Sarkozy sera rapidement lavé" - LePoint.fr

[Qui leur vend les armes ?](#)

- Syrie: Les pays arabes s'accordent le droit d'armer les rebelles - 20minutes.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Chypre](#)

1- Le président de la première banque de Chypre a remis sa démission mardi et plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Nicosie, où les banques sont restées fermées pour le 11e jour consécutif au lendemain d'un plan de sauvetage qui s'annonce douloureux.

Après s'être réunis devant le Parlement, les manifestants se dirigeaient en fin de matinée vers le palais présidentiel en scandant notamment en anglais: "*Troika out of Cyprus*", "*ceux qui ont volé notre argent doivent payer et aller en prison*" ou "*nous devons nous battre car ils boivent notre sang*".

"*Nous ne savons pas ce que sera notre avenir, nous sommes en colère car les choses ne s'arrêteront pas à ces mesures, d'autres seront prises*", dit Christos, 16 ans.

"*Nous devons être tous ensemble pour sauver notre pays, il ne s'agit pas seulement de nos parents, c'est aussi notre avenir*" qui est en jeu, dit un autre adolescent également prénommé Christos.

En passant sous les fenêtres du ministère du Travail, les jeunes, sac sur le dos et capuche sur la tête, ont été applaudis par des fonctionnaires venus aux fenêtres, les manifestants les applaudissant en retour.

Dans l'après-midi, environ 200 employés de Bank of Cyprus inquiets pour leur avenir ont manifesté devant le siège de la Banque centrale à Nicosie, avant de se rendre au siège de leur banque, où ils ont été reçus par un haut responsable. «*Nous*

sommes là pour apporter tout notre soutien aux dirigeants de la Bank of Cyprus pour qu'ils gardent le contrôle de la banque. Nous ne voulons pas quelqu'un de l'extérieur qui prenne des décisions pour nous sans nous consulter», a déclaré une manifestante, Soderoula Papaiohanou. AFP et libération.fr 26.03

2- Les agences bancaires ne rouvriront que jeudi à Chypre et toutes les transactions financières resteront ensuite strictement encadrées pour empêcher une fuite des capitaux.

Selon une estimation de Reuters, quelque 3.000 lycéens et étudiants ont défilé devant le parlement, première manifestation de la colère populaire depuis l'accord conclu lundi matin à Bruxelles, qui doit sauver le système bancaire chypriote mais implique sans doute des années d'austérité.

Le président de Bank of Cyprus, Andreas Artemis, a quant à lui remis sa démission, a-t-on appris d'une source au sein de la banque.

"Il a envoyé ce matin une lettre de démission qui va être étudiée en conseil d'administration cet après-midi", a précisé la source, qui a requis l'anonymat.

Un administrateur judiciaire, Dinos Christofides, a déclaré à Reuters avoir été désigné dans la nuit par la banque centrale pour superviser *"la restructuration de la banque et l'absorption d'une partie de Cyprus Popular Bank"*.

Les conditions exactes de l'encadrement des mouvements de capitaux -*"très temporaire"* selon Nicos Anastasiades- ne sont pas encore clairement définies.

Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était *"une affaire de semaines"*.

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

3- A Chypre, il y aurait deux poids, deux mesures. D'un côté, les clients chypriotes faisant des files d'attente interminables devant les banques. De l'autre, des clients VIP utiliseraient des techniques pour retirer leur argent et le placer en-dehors des banques chypriotes. Pour rappel, sur l'île les banques sont fermées depuis plusieurs jours. Des rumeurs, reprises notamment par le site belge l'Express citant Reuters, affirment en effet que de l'argent a pu sortir des banques.

"Personne ne sait exactement combien d'argent est sorti des banques de Chypre, ni où il est allé. Les deux banques au centre de la crise, Cyprus Popular Bank, aussi appelée Laiki, et Bank of Cyprus, ont des succursales à Londres qui sont restées ouvertes tout au long du weekend et qui n'ont fixé aucune limite pour les retraits. Bank of Cyprus possède également 80% de la banque russe Uniastrium Bank, qui n'a pas fixé non plus de restrictions sur les retraits exécutés en Russie" explique une source à l'Express.

De même, la Tribune affirme qu' *"une partie de l'argent russe placé à Chypre aurait ainsi été déplacé, principalement vers la Lettonie. Plusieurs responsables de la BCE ont ainsi contacté leurs collègues lettons pour les mettre en garde contre l'argent russe qui pourrait chercher refuge dans les banques locales, soulignant que cela pourrait mettre en péril le processus d'intégration à la zone euro du pays"*. Toujours selon le quotidien économique *"Bruxelles serait en train de faire des recherches pour savoir quelles sont les quantités d'argent russe qui auraient pu quitter en l'espace d'une semaine Chypre. Le ministre des Finances allemand a tenté de minimiser le problème en déclarant que cette fuite de capitaux serait infime comparé aux chiffres en jeu"*. Mais trop tard, le problème existe. Et ce ne sont donc pas les oligarques russes qui vont subir la crise chypriote de plein fouet. mais bel et bien les citoyens ordinaires. Atlantico.fr 26.03

Ce qui expliquerait pourquoi Poutine et Medvedev se soient faits plutôt discrets après des déclarations tonitruantes contre l'UE. Ce ne sont pas seulement les riches russes qui ont retiré leur magot des banques chypriotes... Quand on voit qu'un simple appartement ou une modeste maison vaut plusieurs centaines de milliers d'euros, on peut estimer que c'est surtout la classe moyenne chypriote qui va être ainsi dépouillée, ainsi que des étrangers issus de la même classe ou plus modeste qui avaient déposé leurs économies dans les banques chypriotes.

Imaginez un ouvrier britannique qui avait acheté une petite maison ou un appartement en Grande-Bretagne il y a 30 ans, et qui parvenu à la retraite s'est retrouvé avec de quoi à peine survivre, son habitation valant aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'euros, il a très bien pu décider de la revendre et prendre son argent pour aller vivre dans un pays où il pourrait mieux vivre ou encore où le coût de la vie était beaucoup plus bas, lui aussi il va être dépouillé.

Personnellement, c'est un peu ce que j'ai fait en revendant ma maison en Inde il y a 20 mois car j'avais tout juste de quoi survivre et que demain le gouvernement Indien décidait de me piquer le fric que j'ai déposé dans une de ses banques d'Etat qui me verse des intérêts annuels de 8,75% (taux actuel). Je serais dans une sacrée merde entre nous et voué à la misère le restant de mes jours... que j'écourterais sans doute dans ces conditions-là.

J'ai placé tout mon argent en banque, que faire d'autres, je n'ai ni salaire ni retraite ? Vous mettre à contribution, en voilà une bonne idée, et je retire mon argent de la banque, j'achète de l'or à la place que je planque dans mon jardin, mais vous ne voulez pas contribuer financièrement au fonctionnement du portail, je ne peux pas vous y forcer, comme dirait l'autre à chacun ses responsabilités.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne.

David Cameron a annoncé lundi une série de mesures destinées à limiter les droits des immigrés en matière d'aide au logement, d'indemnité chômage et de couverture maladie. Le premier ministre a estimé que le système actuel était trop laxiste et qu'il ne devait pas être «*un droit automatique*».

Selon les nouvelles règles, les immigrants ne pourront prétendre à un logement social qu'après cinq ans dans le pays. Ceux qui sont d'origine extracommunautaire pourraient être bannis du système de santé national gratuit et devront souscrire une assurance privée. «*Soyons clairs: nous avons un service de santé national (National Health Service, NHS), ce n'est pas un système de santé international*», a déclaré David Cameron, dénonçant le «*tourisme médical*».

Le gouvernement entend également priver d'indemnités chômage (plafonnées à 85 euros par semaine) les Européens sans emploi depuis au moins six mois s'ils n'ont pas une réelle chance de retrouver un travail.

Avec la montée de l'United Kingdom Independence Party (UKIP), parti souverainiste désormais crédité de 14 % d'intentions de vote, la question de l'immigration s'est imposée au centre du débat en Grande-Bretagne.

Les trois partis traditionnels se sont récemment prononcés pour un contrôle plus strict des arrivées. Même le libéral-démocrate (centriste) Nick Clegg a évoqué la semaine dernière l'idée d'exiger une caution de 1000 livres pour les demandeurs de visas en provenance de pays «*à risques*». «*Ils jouent sur notre terrain maintenant*», s'est amusé Nigel Farage, leader de l'UKIP.

Des chercheurs soulignent que les immigrés contribuent plus à la richesse nationale du pays, notamment par leurs impôts, qu'ils ne lui coûtent en prestations sociales. Selon une étude de l'University College London, le surplus était de 37 % en 2009, contre un déficit de 20 % pour les Britanniques de souche. Sur 2,2 millions d'immigrés venus d'Europe de l'Est depuis 2004, seuls 12.850 touchaient une allocation chômage il y a un an. Et les étrangers sont, proportionnellement, moitié moins nombreux que les Britanniques parmi les bénéficiaires de logements sociaux. lefigaro.fr 26.03

Il a reçu le soutien de la Le Pen, en famille c'est la moindre des choses. Comment cela, Cameron ce n'est pas l'extrême droite ? Ah bon ! il fait bien la politique de l'extrême droite, non ?

Espagne

Un troisième ancien trésorier du Parti populaire, au pouvoir en Espagne, a été inculpé mardi de blanchiment d'argent dans l'enquête sur une affaire de corruption qui touche la droite espagnole et fragilise le gouvernement de Mariano Rajoy.

Angel Sanchis sera entendu le 10 avril par le juge Pablo Ruz, magistrat instructeur à l'Audience nationale.

Le juge veut entendre ses explications sur les accusations selon lesquelles il aurait aidé Luis Barcenas, un autre ex-trésorier du PP, à dissimuler jusqu'à 38 millions d'euros sur des comptes bancaires ouverts en Suisse.

Barcenas est inculpé de corruption passive, d'évasion fiscale et de blanchiment via des sociétés écrans.

Un autre ex-trésorier du parti de droite, Alvaro Lapuerta, est lui aussi poursuivi pour son implication présumée dans ce réseau de corruption.

Le quotidien El País a publié fin janvier des documents présentés comme les " *carnets de Barcenas*", des extraits d'une comptabilité occulte qu'il aurait tenue entre 1990 et 2009 et qui démontrerait que le Parti populaire a bénéficié de commissions versées par des entreprises, notamment du BTP, en échange de l'attribution de marchés publics.

Cette "caisse noire" aurait financé des compléments de salaires en liquide à des permanents du parti, dont Mariano Rajoy.

Le président du gouvernement a rejeté ces allégations. "Tout ce qui a été dit et tout ce qu'on a pu insinuer est faux", a-t-il affirmé début février, quelques jours après la publication des "carnets de Barcenas". "Il est faux de dire que nous avons reçu des sommes en liquide que nous aurions dissimulées au fisc."

Luis Barcenas dément lui aussi toute malversation. Il a récemment entamé une procédure contre le Parti populaire pour licenciement abusif. Reuters 26.03

SOCIAL

France

1- Le gouvernement du chômage de masse.

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté pour le 22e mois consécutif en France en février et n'est plus qu'à quelques milliers d'unités du record établi en janvier 1997, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) a augmenté de 18.400 le mois dernier en France métropolitaine (+0,6%) pour atteindre 3.187.700, proche du record de 3.195.500.

Sur un an, la hausse est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6% le mois dernier, soit 26.500 personnes, pour atteindre 4.706.700, soit une augmentation de 9,8% sur un an.

En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.997.600 personnes, proche du chiffre symbolique de 5 millions.

En pourcentage de la population active, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail s'est établi à 10,2% au quatrième trimestre 2012 en métropole et 10,6% avec les départements d'Outre-mer, au plus haut depuis 1999, selon les chiffres publiés début mars par l'Insee.

En février comme en janvier, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 0,9% en catégorie A en métropole (+16,6% sur un an) et de 0,9% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 0,6% en A, et de 0,4% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,0% et 9,9% sur un an.

"Pour les demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie A, cette hausse est marquée depuis février 2008 avec, sur cinq ans (60 mois), huit mois de baisse et 52 mois de hausse", poursuit le ministère. "Pour les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A+B+C, la hausse est ininterrompue depuis mai 2008, soit depuis 57 mois."

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014. Reuters 26.03

1- Journée d'action bidon et lâchés de ballons le 9 avril.

La CGT et FO appellent à des manifestations et des rassemblements contre l'accord sur la sécurisation de l'emploi le 9 avril, jour du vote de ce projet de loi en séance publique à l'Assemblée nationale.

"Après la forte mobilisation du 5 mars qui a réuni 200.000 manifestants, la CGT appelle l'ensemble des salariés du privé comme du secteur public, des retraités et des privés d'emploi, à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 9 avril" pour "empêcher la transposition dans la loi du contenu de l'accord du 11 janvier", indique la centrale dans un communiqué.

La CGT "va poursuivre les rencontres avec les parlementaires dans les tout prochains jours afin de leur démontrer la nocivité de l'accord pour les salariés et son inefficacité en matière économique", ajoute-t-elle.

Dans un communiqué, Force ouvrière "*appelle ses structures et militants à participer aux rassemblements et actions qui auront lieu le 9 avril*" et estime que "*l'accord du 11 janvier, comme le projet de loi actuel, constituent une régression des droits sociaux*".

FO poursuivra aussi ses "*démarches auprès des parlementaires*".

L'union syndicale Solidaires appelle également salariés et chômeurs à "*participer massivement*" à la journée d'action du 9 avril : "*Il s'agit d'amplifier et d'élargir la mobilisation après la réussite de la première étape du 5 mars pour montrer notre détermination au gouvernement*", indique Solidaires dans un communiqué. AFP 26.03

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mars 2013

CAUSERIE

Mercredi 14h30.

J'ai terminé ce que j'avais à faire chez moi, et comme il me restait un peu de temps avant d'aller au consultat, j'ai rédigé l'article suivant. La suite ce soir et demain.

On croir rêver.

1- La face cachée du libre-échange - 25 mars 2013 - (<http://michelcollon.info>)

- "*Pour sortir des crises actuelles, nous avons besoin d'un renforcement de la démocratie, ce qui passe par un renforcement des politiques de solidarité et un encadrement beaucoup plus strict des activités des multinationales...*"

Ils veulent mieux "*encadrer*" les multinationales qui ont toutes des comptes off shore dans les paradis fiscaux...

Est-ce que ces intellectuels se rendent compte des grosses conneries qu'ils écrivent et colportent, ce qui est le pire ? On a l'impression que non.

Les multinationales, de deux choses l'une, soit on les laisse faire ce qu'elles veulent parce qu'il est impossible de faire autrement dans la situation actuelle, soit on mène le combat dans la perspective de les exproprier, c'est l'un ou l'autre et il n'existe pas d'autres alternatives, de juste milieu, de demie mesure ou de compromis possible.

2- Ce que l'accord de libre-échange entre l'UE et les USA pourrait changer - 25 mars 2013 - (<http://michelcollon.info>)

- "*Condamnant le marché transatlantique (ainsi que les projets européens ou américains similaires menés avec d'autres pays), nous voulons que nos responsables politiques se positionnent clairement contre ce projet et y mettent un terme en exigeant des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement) ...*"

Vos "*responsables politiques*", ils sont tous subordonnés à ce projet et n'ont eu de cesse de soutenir le capitalisme depuis des décennies et des décennies, pourquoi demain devraient-ils changer de camp ? C'est une pure vue de l'esprit, pure fabulation ou invention. On est en présence de charlatans, d'aventuriers ou de prétendants au trône, ce sont des Belges, une fois, et on leur signale au passage que la place est déjà prise ! On a quand même envie de leur donner une occasion de rectifier le tir et c'est le but de cet article.

On atteint là le comble de la confusion, de l'incohérence, quand ils s'en remettent à nos bourreaux, ceux qui sont justement chargés de mettre en oeuvre cette politique antisociale et liberticide pour le compte de l'oligarchie financière et les actionnaires des multinationales. Ils auraient voulu nous démontrer que finalement ils ne comprenaient rien ou presque à la situation et aux rapports entre les classes et leurs différentes institutions qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Nous, nous n'exigeons rien des institutions de l'UE, nous combattons pour leur abolition pure et simple, contrairement à ces intellectuels au cerveau décidément bien mal formaté ou déformé par l'idéologie dominante, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité, en aucun cas elles ne peuvent représenter les intérêts ou aspirations des travailleurs dans la mesure où elles ont été fondées par son ennemi de classe pour défendre exclusivement ses intérêts.

Un peu de sérieux, cet organisme supranational conçu par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux est par nature réactionnaire, il a pour unique fonction de broyer tous nos droits sociaux et politiques dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dont il devrait être à terme l'institution transatlantique réunissant l'Amérique du Nord à l'Union européenne englobant les pays du Maghreb et éventuellement l'Afrique, ce qui va s'avérer beaucoup plus compliqué pour ce dernier continent, les Brics revendiquant sa part du gâteau...

Tournez-vous donc vers la classe ouvrière au lieu de vous tourner vers celle des capitalistes, vous verrez que dans ce cas-là il est beaucoup plus facile d'envisager un avenir meilleur pour le monde, le capitalisme appartenant au passé.

En vous tournant vers la classe qui représente le passé, une époque révolue, vous ne pouvez qu'épouser ses thèses réactionnaires, quoi que vous en pensiez il en est ainsi.

A l'opposé, la classe ouvrière qui produit les richesses représente le futur, l'avenir de l'humanité débarrassée du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, puisque cette classe n'en a engendré aucune autre et n'en exploitera pas une nouvelle une fois qu'elle aura pris le pouvoir politique et économique. Même le stalinisme (dans ses différentes représentations) n'a pas été capable d'en engendrer une nouvelle, l'avez-vous seulement remarqué ? Il avait confisqué le pouvoir à la classe ouvrière pour le remettre finalement aux mains de la bourgeoisie, à l'oligarchie russe d'aujourd'hui.

Pourquoi ne lui faites-vous pas confiance ? Elle est la plus nombreuse, elle représente la majorité de la population, il faut entendre par là l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés, rassemblée, unie, elle est invincible, rien ne peut lui résister et elle a eu l'occasion de le montrer au cours de révolutions dans le passé, il lui faut juste un cadre pour s'organiser, un guide pour l'aider à surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son émancipation, une lumière qui éclaire la voie qu'elle doit emprunter pour atteindre son objectif.

Cet outil irremplaçable, c'est son parti de classe, qui incarne son combat révolutionnaire pour briser les chaînes du capitalisme qui est la cause de tous ses maux et malheurs.

Sans théorie révolutionnaire, sans parti révolutionnaire, sans une Internationale révolutionnaire, jamais nous ne pourrions vaincre le capitalisme.

La suite de jeudi après-midi

Je n'ai pas le temps de causer ni l'envie non plus, je vous renvoie au commentaire que j'ai inséré à la suite de l'article de presse que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

J'ai enfin pu avoir mon épouse au téléphone hier après-midi, dans la clinique où elle est hospitalisée. Elle m'a dit en pleurant qu'elle voulait mourir et que la société, le monde était trop pourri, qu'elle n'en pouvait plus... Je n'ai pas trouvé les mots, pour quoi au fait, la convaincre du contraire, lui dire qu'elle se trompe et que nous vivons dans un monde merveilleux, je n'en ai pas trouvé la force, à lire ce qui suit on aurait plutôt envie de vomir, le pire étant encore les partis censés parler en notre nom sur lesquels on ne peut pas compter à moins de ne pas avoir toute sa tête, être lucide et regarde la réalité en face à un prix, on le paie très cher mais on n'a pas le choix.

Combien sont-ils dans le cas de mon épouse les malheureux dont tout le monde se fout éperdument, des centaines de millions, tenez, cela pourrait peut-être la reconforter, elle se sentirait moins seule la pauvre femme. Allez donc vous adresser à ces ordures du PS et leurs satellites, y compris le Front de gauche, qui nous pourrissent la vie, nous, nous avons juste envie de leur faire la peau, apparemment on ne vit pas vraiment la même chose, on ne vit pas dans le même monde et on ne représente certainement pas les intérêts de la même classe.

[On croir rêver. \(suite\)](#)

Social-patriotisme ou front unique derrière les banquiers et capitalistes chypriotes.

Chypre: Un universitaire demande au peuple de prendre lui-même les commandes des banques - mardi 26 mars 2013 - (<http://www.wikistrike.com>)

- *"Dans une lettre ouverte à ses compatriotes, un universitaire chypriote les exhorte à faire preuve de patriotisme et à retrousser leurs manches afin de sauver eux-mêmes leur système bancaire. Car il faut tourner la page du plan d'aide négocié le 25 mars à Bruxelles au plus"*

- *"En fait, si nous nous sommes retrouvés au bord du gouffre, c'est en grande partie à cause de nos fautes."*

- "C'est pour cela que je veux, à travers ces lignes, m'adresser à mes compatriotes, aux gens simples, et leur demander d'inscrire dans leur vie cet objectif de redresser notre système bancaire afin d'obtenir le départ de la troïka et la redéfinition de nos liens de solidarité. C'est maintenant qu'il faut montrer notre patriotisme."

- "Il faut aider notre Etat à se relever"

L'absence de conscience de classe est cruelle et fatale pour celui qui en est dépourvu, elle le conduit à remettre son destin entre les mains de son ennemi de classe qui n'en demandait pas tant.

L'Etat, celui des capitalistes qui a conduit le pays à la banqueroute, il fallait l'abattre pour en construire un autre basé exclusivement sur les besoins de la population, telle était la tâche de la classe ouvrière chypriote.

Cet universitaire chypriote fait acte de soumission devant les mesures qu'impose l'oligarchie financière. De très nombreux portails ou blogs se présentant comme de gauche ou animés par des anticapitalistes ou anti-impérialiste colportent les mêmes illusions envers le capitalisme parce que leurs auteurs ne sont pas prêts à sauter le pas et à adopter le socialisme.

Je ne mettrai pas cet article en ligne, vous pouvez le lire en entier dans le portail cité.

ACTUALITE EN TITRES

L'aube du féodalisme ou le retour à l'Ancien Régime

- Des investisseurs qataris seuls propriétaires du Printemps d'ici juillet - AFP

- Le Koweït engrange 60 milliards de dollars d'excédent budgétaire en dix mois - AFP

Les conditions objectives sont en train de mûrir.

- Baisse historique du pouvoir d'achat en 2012, année sans croissance - AFP

Le pouvoir d'achat des Français a baissé en 2012 pour la première fois depuis près de 30 ans, en raison notamment des augmentations d'impôts au deuxième semestre, témoignant d'une année sans croissance et augurant mal d'une reprise en 2013. AFP

- Les Français sacrifient les sorties au restaurant - LeFigaro.fr

Pacotille de nantis, bien d'autres sacrifices seront nécessaires pour qu'ils se soulèvent, nous sommes des millions à connaître une situation cent fois pire, nous sommes prêts pour le combat, mais il n'y a personne pour nous organiser et nous proposer une perspective politique qui correspond à notre attente...

Bientôt l'effondrement.

- L'Espagne contrainte de réviser le déficit 2012 à presque 7% - AFP

Les hommes de main du parti de l'ordre à l'oeuvre.

- Le juge Gentil a reçu des menaces de mort, selon le Syndicat de la magistrature - LeMonde.fr

Le juge Jean-Michel Gentil, qui a mis en examen Nicolas Sarkozy pour abus de faiblesse dans l'affaire Bettencourt, a reçu mercredi un courrier contenant des menaces de mort et des cartouches à blanc, annonce le Syndicat de la magistrature. LeMonde.fr 27.03

On sait ce que valent les "bonnes" intentions.

- Chypre doit rester un cas unique disent Hollande et Rajoy - Reuters

- Zone euro : Hollande souhaite que la garantie des dépôts bancaires soit "un principe irrévocable" - Atlantico.fr

- Chômage : Hollande a "*la volonté*" d'inverser la courbe à la fin 2013 - Atlantico.fr

[Confirmation. Bien joué !](#)

- Mariage gay : la Cour suprême des Etats-Unis pour l'égalité des droits - LeMonde.fr

Et l'une des institutions les plus réactionnaires que compte le monde serait progressiste, décidément on aura tout vu et entendu !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Union nationale au grand complet.

Le Sénat a infligé mercredi un camouflet au gouvernement en votant contre son avis, à la quasi-unanimité, un texte UMP prévoyant la suppression des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire aux familles qui ont perdu la garde de leurs enfants par décision de justice.

La proposition de loi (PPL) de Christophe Béchu et Catherine Deroche prévoit que lorsqu'un enfant est placé auprès des services d'aide à l'enfance, le juge peut décider du maintien partiel des allocations -seulement à hauteur de 35% maximum de leur montant-, et d'autre part que le versement de l'allocation de rentrée scolaire soit automatiquement attribué au service d'aide à l'enfance.

La PPL a été adoptée par 330 voix contre 16 à l'issue d'un débat vif où la ministre de la Famille Dominique Bertinotti, opposée au texte, a été durement critiquée y compris par les sénateurs PS. Seuls le groupe écologiste et quatre socialistes ont voté contre.

Un amendement du sénateur PS Yves Daudigny prévoyant la suppression des allocations au bout d'une "*période d'observation*" de 3 mois après le placement a été adopté.

Les communistes, applaudis par la droite, ont également soutenu le texte UMP mettant en garde au passage le gouvernement contre toute suppression des allocations même pour les plus riches.

C'est la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir qu'un tel mouvement de mauvaise humeur des élus locaux s'exprime ainsi au Sénat.

"*Il y a des jours où on peut être fier du Sénat*", a conclu l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin.

La députée UMP Valérie Pécresse s'est réjouie en début de soirée du vote du Sénat. AFP 27.03

Voilà les institutions pourries jusqu'à l'os auxquelles s'adressent les dirigeants syndicaux et plusieurs partis dits ouvriers au lieu de rompre avec elles et de les combattre dans la perspective de les renverser. Camarades, ils ont déserté le combat de classe, ils ont abandonné notre classe à son triste sort, ce sont des vendus ! Aucun ne combat véritablement pour le socialisme, voilà la réalité.

Oui, le Front de gauche a mêlé ses voix à cette racaille. L'UMP ou le PS aurait proposé de fixer le smic à 2.000 euros que Marx et Engels vivant à notre époque auraient appelé à voter contre, cherchez l'erreur.

Mais dans quel camp sont vraiment les uns et les autres ? Certainement pas dans celui de Marx et Engels qui incarnaient la classe ouvrière et le socialisme. Leur attitude ou leurs positions étaient subordonnées à l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, construire le parti ouvrier (social-démocrate à l'époque) dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, tandis que celles de tous les partis aujourd'hui sont subordonnées à d'autres objectifs qui n'ont rien à voir avec le socialisme de Marx et Engels.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) du contestataire Beppe Grillo a répété mercredi qu'il n'accorderait pas sa confiance à un gouvernement de coalition dirigé par Pier Luigi Bersani, chef de file d'un centre gauche majoritaire à la Chambre des députés mais pas au Sénat.

"Il n'existe aucune condition qui nous permettrait de voter la confiance à un gouvernement composé de ces partis, car ils n'ont aucune crédibilité", a déclaré Vito Crimi, président du groupe M5S au Sénat, à l'issue d'un entretien avec Pier Luigi Bersani.

La fin de non-recevoir des partisans de Beppe Grillo complique singulièrement la tâche de Pier Luigi Bersani, que le président Giorgio Napolitano a chargé de trouver une hypothétique majorité parlementaire.

Le M5S exclut également d'apporter un soutien au coup par coup aux réformes d'un gouvernement formé par le centre gauche.

Dans la journée, Beppe Grillo a publié sur son blog un billet dans lequel il traite entre autres Pier Luigi Bersani et Silvio Berlusconi de *"vieux michetons"* (*"Padri Puttanieri"*) ayant abandonné la jeune génération et *"qui se foutent chaque jour allègrement du monde avec leurs appels à la gouvernabilité"*.

Faute d'accord, le chef de l'Etat pourrait charger une personnalité respectée de former un gouvernement d'experts avant de renvoyer les Italiens aux urnes. Reuters 27.03

2- Syrie

Le Qatar est le principal soutien du terrorisme dans la région, a estimé l'agence officielle syrienne. SANA en condamnant, aujourd'hui, mercredi, l'attribution du siège de la Syrie au sein de la Ligue Arabe aux groupes terroristes, a qualifié le Qatar de plus grand fonds de soutien aux terroristes dans la région, a indiqué al-Youm al-Sabaa. Cette décision a été prise lors du sommet arabe, qui a, récemment, eu lieu à Doha, capitale qatari, dans le but de renverser l'Etat de Bachar al-Asad, a ajouté cette agence.

La Ligue Arabe agi en faveur des intérêts de l'Occident et non pas de ceux du peuple arabe et le cheikh Hamed Ben Khalifa Al-e Thani a violé, en demandant à la coalition des opposants syriens d'occuper le siège de la Syrie au sein de cette instance, la charte de cette Ligue, a affirmé SANA. Lors du 24 sommet de la Ligue Arabe le siège de la Syrie a été remis à Moaz al-Khatib, président de la coalition des opposants syriens. french.irib.ir 27.03

3- Qatar

Selon des rapports de services secrets arabes, le Cheikh réputé, Yusuf el Karadawi, influent théologien, d'origine égyptienne, basé au Qatar, serait un agent du Mossad, et parlerait, couramment, l'hébreu, il aurait rencontré et cotoyé, en 2010, de nombreux agents des services de renseignements israéliens.

Qaradawi aurait reçu un certificat d'appréciation du Congrès américain, qui représente la majorité juive américaine, ainsi que des fonds, pour la mise en œuvre de ce rôle, pour le succès des plans élaborés, dans les chambres occultes de la Knesset, et exécutés, dans le monde arabe, d'où l'insistance de l'Emir du Qatar à exploiter sa fonction religieuse, dans la Ligue islamique mondiale. Ce Cheikh de malheur a lancé une fatwa contre Mouammar kadhafi, le guide de la Jamarihyia libyenne, demandant aux Musulmans de l'assassiner... french.irib.ir 27.03

4- Bahreïn

Le silence de la communauté internationale et le soutien des gouvernements occidentaux ont permis au régime dictateur des Al-e Khalifa de poursuivre la répression musclée de ses citoyens. Lundi, un Bahreïni, touché par les gaz toxiques que les forces du régime utilisent contre les manifestants, est mort.

L'Association islamique du Wefaq (opposition) a annoncé, dans un communiqué, que plus de 50 citoyens ont été tués, jusqu'à présent, par les gaz toxiques que les forces de sécurité utilisent contre les manifestants. Par ailleurs, de nombreux contestataires ont été tués ou blessés, sous la torture. Depuis deux ans, les forces de sécurité bahreïniennes, épaulées par les militaires occupants saoudiens, répriment, avec violence, les citoyens, qui exigent, pacifiquement, des réformes politiques et sociales. Les gouvernements occidentaux ne cessent de soutenir les crimes que le régime des Al-e Khalifa commet contre les contestataires.

Récemment, la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain a demandé au régime de Manama d'avoir recours à des méthodes plus musclées, pour mettre fin aux protestations populaires. Le Comité bahreïni des droits de l'Homme a publié des documents concernant la situation déplorable des prisonniers politiques, et a demandé au représentant du Haut-Commissariat

des Nations Unies, pour les droits de l'Homme, au Moyen-Orient, de réagir, avec plus de sérieux, aux crimes, que le régime bahreïni commet contre les prisonniers.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, ce comité a demandé la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, dont le militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab. En tout état de cause, les protestations se poursuivent contre la dictature, et les protestants ne reviennent pas sur leur position de principe, qui consiste à demander des changements démocratiques, à Bahreïn. french.trib.ir 27.03

SOCIAL

1- France

Quelques éléments sur l'emploi et le chômage.

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Février 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 211 700, 45,4 % des sorties des listes
- Radiations Administratives (les punis) : 36 400, 7,8 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 50 700 10,9 % des sorties. soit 298 800 radiés des listes (64,1 %) pour autres motifs que :
- Stages parking : 36 100, 7,7 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 34 100, 7,3 % des sorties.
- Reprises d'emploi déclarées : 97 700, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

- A : 3 187 700 + 0,6 % (+ 10,8 % sur 1 an)
- B : 624 400 - 0,1 % (+ 9,8% sur 1 an)
- C : 894 600 + 1 % (+ 6,4 % sur 1 an)
- D : 261 200 + 0,2 % (+ 9,7 % sur 1 an)
- E : 351 200 - 0,7 % (- 4,7 % sur 1 an)

TOTAL : 5 319 000 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,7 % sur 1 an, + 24 300 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 742 000 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :

- Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 11 % sur 1 an
- Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,3 % sur 1 an
- Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (51,3 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 135 214

Le + scandaleux, les demandeurs d'emploi invisibles, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 280 600 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 819 400 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chômage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous êtes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'age pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 millions demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. (www.wikistrike.com 27.03 source : Dares mars 2013)

2- Allemagne

Près de 16% des habitants en Allemagne vivent sous le seuil de pauvreté, plus qu'en France, mais moins que la moyenne européenne, selon des données publiées ce mercredi par Destatis.

La France se situe en-deçà de la moyenne européenne, avec 14% de la population sous ce seuil, le même niveau qu'en Suède. La part des habitants sous le seuil de pauvreté est la plus faible en République tchèque (9,8%), aux Pays-Bas (11%), en Autriche (12,6%), au Danemark et en Slovaquie (13%).

A l'autre extrémité du tableau figurent la Bulgarie (22,3%), la Roumanie (22,2%), l'Espagne (21,8%) et la Grèce (21,4%).

Selon une définition européenne, une personne risque de tomber dans la pauvreté quand son revenu (incluant les aides sociales) est inférieur à 60% du revenu moyen de la population d'un pays, rappelle Destatis. Pour l'Allemagne, ce seuil était évalué pour 2010 à un revenu annuel de 11 426 euros, soit 952 euros par mois. Pour la France, il s'élevait à 11 997 euros sur une année. L'Expansion.com 27.03

ECONOMIE

1- Grèce

La Bourse d'Athènes s'est effondrée pour la deuxième journée consécutive, perdant 6,83% à la mi-séance, dans le sillage du règlement par l'UE et le FMI du cas chypriote, dont la Grèce craint des retombées sur son économie.

A 13h10 GMT, l'indice général réduisait toutefois légèrement ses pertes, à -5,16% (839,29 points), avec des valeurs bancaires relativement épargnées, subissant une chute limitée à 2,71%. Les craintes suscitées par la situation à Chypre avaient déjà fait chuter mardi la place d'Athènes de 4,9%, les économies des deux pays étant très interconnectées. lexpansion.com et lejournalduusiecle.com 27.03

2- Chypre

Pendant que les Chypriotes faisaient la queue devant les distributeurs automatiques pour retirer quelques centaines d'euros, certains non-résidents ont-ils réussi à siphonner leurs comptes bancaires de plus de 100 000 euros en toute discrétion ?

C'est le scénario choquant qui se dessine alors que le nouveau plan de sauvetage européen, annoncé dans la nuit de dimanche à lundi, vise précisément à taxer lourdement les comptes bancaires les plus garnis des banques en difficulté, détenus, pour la plupart, par des non-résidents attirés par la faible taxation des entreprises.

Malgré la fermeture des banques chypriotes depuis le 16 mars dernier et le gel des transactions bancaires, certains détenteurs britanniques, libanais, grecs et des ressortissants des ex-Républiques soviétiques auraient en effet trouvé la parade pour récupérer leur argent jusqu'au 25 mars.

Selon Jacques Sapir, spécialiste de la finance, qui dit obtenir ses informations par un réseau de "correspondants", notamment d'anciens élèves, dans les deux capitales, il existe d'autres moyens qu'un simple transfert de fonds entre la maison mère et sa filiale. "Prenons l'exemple d'un Libanais installé à Londres. Il va voir la filiale de sa banque chypriote et lui demande de lui faire un prêt du montant de son compte bancaire. Il lui suffit d'apporter en collatéral les dépôts sur son compte pour l'obtenir. Il n'a aucune intention de rembourser ce prêt, la filiale se servira directement sur le compte", explique le directeur d'études à l'EHESS.

Une manoeuvre, selon lui, à la limite de la légalité, mais que les autorités ne peuvent pas empêcher. "La Banque centrale européenne ne peut légalement pas s'y opposer, car les mouvements effectués à l'intérieur d'un groupe bancaire ne sont pas considérés comme des transactions." Les clients des deux banques chypriotes à Londres et à Moscou auraient aussi utilisé d'autres méthodes de contournement comme les exceptions au gel des comptes instaurées pour le commerce de produits humanitaires, de médicaments ou encore d'approvisionnement de jets en carburant. Les entreprises confrontées à des demandes de remboursement pouvaient aussi se voir accorder des fonds pour honorer leurs appels de marge sur certains contrats. lepoint.fr 27.03

3- Finlande

La Finlande a appelé mardi à épargner les contribuables de la zone euro dans les plans de sauvetage des banques européennes à l'avenir, estimant que la facture devrait être imputée aux actionnaires et créanciers.

« Partout en Europe nous devrions passer à une économie de marché normale, où les propriétaires et les investisseurs accusent des pertes en cas de débâcle de banque », a déclaré mardi le Premier ministre Jyrki Katainen lors d'un discours à Helsinki sur l'Europe.

Il a souhaité que l'union bancaire européenne, en cours de création, en fasse un principe fondateur, sinon nous resterons dans la situation actuelle où le contribuable paie les crises bancaires et a dit vouloir que les décisions sur l'union bancaire soient prises dans l'année. AFP et lejournalduisiecle.com 26.03

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne plus tard une vingtaine de nouveaux articles. Jeudi on a explosé le compteur avec 266 connexions sans que je puisse en déterminer la raison. Les autres jours on tournait à une moyenne de 150 connexions. J'ai corrigé l'actualité en titre du 23, j'avais oublié de formater une partie.

Ce week-end je vais encore m'occuper de mes affaires personnelles que j'ai trop tendance à délaissier. Mon épouse va mieux, elle va être transférée dans une maison de repos à la Ciotat en attendant qu'on lui trouve un appartement salubre, avec du chauffage.

Hier matin comme tous les jours j'ai visionné l'actualité économique, social et politique, j'ai téléchargé 17 articles seulement et quelques-uns la veille au soir. En les lisant je n'ai rien trouvé d'intéressant, je n'avais pas pris connaissance du contenu de la prestation télévisée de Hollande.

Du coup j'ai profité de ma journée pour faire ce que j'avais à faire chez moi depuis des semaines, une journée épuisante sous une chaleur écrasante. J'ai transféré mon bureau d'une des chambres de la maison dans une pièce beaucoup plus grande séparée de la pièce centrale ou patio par une double porte coulissante que je laisse ouverte quand je travaille ce qui me donne une vision sur un espace beaucoup plus vaste qu'avant. Du coup j'ai moins l'impression d'être enfermé dans un bunker, je ne supporte plus d'être confiné entre quatre murs, j'ai l'impression d'étouffer, cette pièce devait faire à peine 12 m², alors que celle où je suis installé fait presque le double et le patio trois fois plus. Et puis je ne supporte pas longtemps que les meubles soient à un endroit, il faut que cela bouge, il y a quelque chose de pas naturel dans notre sédentarisation forcée, elle a peut-être été propice au développement de la civilisation mais elle pourrait bien être aussi sclérosante à la longue. Tous les grands penseurs du passé étaient aussi de grands voyageurs, les artistes aussi.

La politique est un art aussi ne l'oublions pas ! Reproduire la réalité aussi fidèlement possible à partir d'éléments épars fournis par différentes source l'est assurément. Pas toujours facile. A défaut de maîtriser un art, hélas, je n'ai jamais cultivé suffisamment

mon imagination pour cela, je me contenterai de la politique et d'apprécier celui des autres, c'est plus aride, plus ingrat, mais peut-être pas plus difficile à vivre, car la source de mon inspiration ne risque pas de s'éteindre puisque c'est la réalité.

Beaucoup de gens après s'être laissés aller à passer des heures et des heures devant la télé en passent autant ou plus devant l'écran d'un ordinateur. Je ne sais pas comment vous fonctionner, mais moi je suis le plus disponible pour réfléchir à une question quand je fais totalement autre chose, en arrosant le jardin ou en préparant le repas du chien, sur la moto en allant faire des courses ou plus simplement encore avant de m'endormir le soir. J'en déduis qu'on pense mieux ou plus librement quand on est déconnecté des médias ou de toute influence d'où qu'elle vienne. Dans mon cas, j'en ai acquis la conviction par expérience, je ne pense jamais mieux que par moi-même, je ne me reconnais pas dans la manière dont on nous présente les choses quelle que soit la source en général. Assez bavardé.

J'ai quand même bossé toute la matinée pour notre portail, notre cause quoi.

J'ai ajouté quelques articles extraits d'un portail que j'ai découvert avant-hier. Les thèmes abordés ou la manière dont leur contenu est présenté pourraient rebuter certains lecteurs, ce serait regrettable ou une méprise, comment cela voici ce que son auteur écrit à la fin d'un article consacré à la crise du capitalisme, je pense qu'il vous enlèvera un fâcheux doute de l'esprit:

- *"Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autre programme valable face à la crise de l'économie capitaliste qu'une politique visant à détruire ce système économique, c'est-à-dire la révolution sociale. Est-ce utopique ? Certainement pas plus que de croire qu'en restant dans le cadre du capitalisme, il est possible d'éviter la catastrophe !" (http://lereveilmondial.over-blog.com)*

J'ignore qui est l'auteur de ces lignes, j'aurais pu les écrire et j'y souscris évidemment. Et ailleurs il reprend à son compte une citation stupidement anticommuniste, mais bon, le monde ne s'est pas fait en un jour !

Ce blog est apparemment spécialisé sur l'économie et la monnaie, une chance cela nous manquait dans la panoplie de nos sources.

Qui a dit ?

- *« M. le Président, nous avons dans ce pays une des institutions les plus corrompues que le monde ait jamais connu. Je fais référence au Conseil de la Réserve fédérale et aux Banques de la Réserve Fédérale [...] (qui) ont ensemble coûtées à ce pays assez d'argent pour payer la dette nationale plusieurs fois. [...] Cette mauvaise institution a appauvri et ruiné le peuple des États-Unis [...] a pratiquement mis en faillite notre Gouvernement. Elle l'a fait par les défauts de la loi conformément à laquelle elle fonctionne [...] et par les pratiques corrompues des vautours argentés qui la contrôlent [...] (les Banques de la Réserve Fédérale) sont des monopoles de crédit privés qui font du peuple des États-Unis leur proie pour leur bien et celui de leurs clients étrangers ; spéculateurs et escrocs domestiques et étrangers ; et riches prédateurs bailleurs de fonds. »*

Réponse : Congressiste Louis T. McFadden, discours à la Chambre des Représentants (10 Juin 1932)

Depuis ces banquiers ont étendu leur pouvoir de nuisance au monde entier, en particulier en Europe dont ils sont les véritables maîtres, dictateurs.

Manipulation. Lu à la page 2 du n°244 d'Informations ouvrières.

- *"Au niveau de l'Union européenne, cela ne va guère mieux : il a suffi, le 19 mars, que la petite île de Chypre, sa population et son Parlement, refusent le plan élaboré par Bruxelles et le FMI, pour provoquer un affolement mondial. La preuve est faite qu'il est possible de rejeter la politique de destruction de l'Union européenne."*

L'auteur de cet article passe volontairement sous silence que les mesures finalement imposées au peuple chypriote par la troïka avec l'accord du gouvernement de ce pays ne feront pas l'objet d'un vote au Parlement chypriote, l'eurogroupe, la troïka et le gouvernement chypriote ayant affirmé que ces mesures étaient uniquement du domaine du secteur bancaire et ne relevaient pas dès lors du mandat du Parlement ainsi contourné sans que celui-ci ne réagisse puisqu'il est inféodé au capital et la boucle est bouclée. Les Parlements en Europe (et ailleurs), les institutions des différents pays de l'UE ne servent plus qu'à cautionner la politique néolibérale impulsée par la troïka aux ordres de l'oligarchie financière.

Ils n'ont pas de bol décidément les dirigeants du POI, chaque fois qu'ils se saisissent d'un fait ou d'un argument pour justifier leur politique, il tombe à l'eau ou ils doivent violer la réalité, mentir effrontément à leurs militants qu'ils prennent pour des crétins. Nous aurons une pensée toute particulière pour nos camarades du POI qui se connectent sur le site, et qui à force d'avaloir des couleuvres risquent de finir empoisonnés à leur tour par le venin de l'opportunisme que ne cesse de leur inoculer leurs dirigeants. Vous connaissez ainsi leur véritable nature, Hollande n'a rien d'un socialiste, eux n'ont rien à voir avec le trotskisme.

La preuve.

Pour rappel, dans l'actualité du jour du 26 mars, d'agences de presse :

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage.

Au POI ils tiennent tellement aux institutions qu'ils sont prêts à leur prêter un beau rôle, on soutient le régime comme l'on peut. Quand nous affirmons qu'ils prétendent vouloir abolir la Ve République sans la combattre vraiment, franchement, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non vient d'être fournie ici.

Ce sont des fervents défenseurs de la légalité et de l'Etat (des capitalistes) au point de se vautrer dans le pire opportunisme qui soit. Leur défense de l'Etat-nation, de la République une et indivisible, les a rendue aveugles au point qu'ils doivent manipuler les faits pour justifier leur théorie foireuse.

Nous, nous affirmons que le meilleur moyen de lutter contre les institutions, contre le mondialisme qui conduit effectivement à la destruction des Etats-nations, consiste à lutter pour un Etat ouvrier, une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe, une République sociale universelle, ce qui nécessite de rompre immédiatement avec les institutions de la Ve République et l'ensemble de ses représentants politiques et syndicaux, ce à quoi le POI se refuse.

Cet épisode chypriote est intéressant, puisqu'il valide notre ligne politique, qui hélas n'est reprise par aucun parti. Les faits, rien que les faits comme ils savent si bien dire et si peu respecter. On serait presque désolé d'avoir raison !

Pourquoi leur laisse-t-on le champ libre ?

J'ai écrit cet article en m'y reprenant à plusieurs fois, il est un peu désordonné et présente des répétitions, je n'ai pas le temps de le réécrire correctement.

Titre : Une gouvernance mondiale de plus en plus urgente - Libération.fr 28.03

Avant-propos

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Nous sommes en présence de trois thèmes : 1- la crise du capitalisme ; 2- le néolibéralisme ; 3- l'ONU.

L'auteur va s'employer à articuler sa critique et entraîner le lecteur dans une direction qui n'est pas précisée ici, mais qu'il nous révèle à la fin une fois le conditionnement opéré, en principe.

Autant dire d'emblée que nous sommes en présence d'un article de propagande en faveur d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, puisque à aucun moment il ne sera question de le renverser.

Pour lire cet article je vous propose une grille de lecture que vous adopterez, modifierez ou rejetterez, à vous de voir, qui consiste à dire, à partir du constat que l'ONU correspond à un projet inachevé, que l'auteur se destine à définir les moyens qui permettraient de lever les obstacles ou les résistances qui s'y opposent afin d'en venir à bout sans jamais révéler ses véritables intentions et l'on va comprendre tout de suite pourquoi, le tour de passe-passe ou la supercherie consistant à vouloir faire croire au lecteur que les institutions supranationales ou intergouvernementales (G5 à G20) pourraient se libérer de la tutelle de l'oligarchie financière, alors que leurs représentants ont été désignée par elle pour en être les porte-parole.

Sa démonstration repose également sur une contrevérité ou une interprétation frauduleuse du rôle de l'ONU depuis sa création, qui consiste à faire croire au lecteur qu'il fut une époque où cette institution fonctionnait selon un certain nombre d'"idéaux et de valeurs" auxquels ses participants auraient adhéré, et que par la suite seulement sa mission aurait été dévoyée par le néolibéralisme, alors qu'en réalité depuis 1947 elle n'a jamais respecté ces "idéaux ou valeurs", la preuve en étant qu'elle s'est accommodée du refus d'Israël de se soumettre à la centaine de résolutions qu'elle a votées avec le soutien de l'impérialisme américain. Une dernière précision ou rappel, le néolibéralisme est une pure création idéologique du sionisme.

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Remettons les choses à leur place. Ce constat est erroné pour au moins deux raisons.

Un, la crise existait avant le néolibéralisme. Deux, ceux qui ont recouru au néolibéralisme n'ont jamais envisagé de réduire cette crise, mieux, comme elle leur profitait, ils n'ont cessé de développer des mécanismes financiers qui allaient l'alimenter et l'amplifier (à des fins politiques...). Il y a donc là une profonde confusion, avant même d'aborder la première ligne de cet article. A moins que nous ne soyons pas en possession de tous les éléments pour en juger, après tout, son auteur ne regretterait-il pas que le néolibéralisme ait échoué ? Pas à pas nous allons en avoir confirmation. Et quand vous lirez dans l'épilogue quelle organisation est l'origine de cet article vous n'aurez plus l'ombre d'un doute sur la réponse à apporter à cette question.

En aparté, la crise, la dette, la banqueroute menaçant l'Etat, ne serait-ce pas (notamment) ce qui a précipité la chute de la monarchie en France et la Révolution française ? Tous les intellectuels qui par ailleurs nous ramènent à 1973, à la Banque de France battant monnaie, qui voit le diable dans le libre-échange, dans le néolibéralisme, dans la financiarisation de l'économie, etc. produisent des analyses incohérentes qu'il ne faut surtout pas croire sur parole, car les faits quand on les examine de plus près les contredisent.

Ils se sont servis de cette crise en poursuivant un autre objectif, politique cette fois. Ils n'ont pas cherché à la réduire parce qu'ils savaient depuis le début des années 70 que ce serait impossible sans recourir au moyen employé déjà à deux reprises au XXe siècle : la guerre. Arrêtons-nous là. Cela ne vous fait-il pas penser à un sujet évoqué récemment dans notre portail ? Un Nouvel ordre mondial qui se jouerait des contradictions du système capitaliste une fois maîtriser la lutte des classes qu'elles alimentent en permanence.

On a l'habitude d'aborder ce sujet avec une certaine légèreté ou désinvolture, avec mépris même, de considérer qu'il s'agit tout au plus d'une lubie ou d'un caprice de maniacs illuminés tellement fortunés qu'ils se voient déjà en maîtres du monde. Sauf que les institutions supranationales qu'ils ont contribué à fonder sont bien réelles et concentrent de plus en plus de pouvoir, j'entends celles qui sont reconnues comme telles, l'ONU, l'UE, le FMI, etc. Le projet d'établissement d'un marché unique transatlantique s'inscrit dans cette perspective. Les entreprises financières et les multinationales qui contrôlent l'essentiel du marché mondial également.

Quant à l'ONU, leur création, de l'impérialisme américain et ses vassaux, elle a parfaitement fonctionné en soutenant toutes les guerres contre les peuples confortant l'hégémonie américaine, première puissance mondiale qui avait les mains libres pour agir à sa guise et contourner aussi bien le fonctionnement de l'ONU que toute opposition ou obstruction à sa politique internationale. Mais qui était à l'origine de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE ? Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, les mêmes qui ont constitué le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR...

L'ONU s'est très bien adaptée au néolibéralisme qu'elle a adoptée. Toutefois, elle n'est pas parvenue à venir à bout des résistances qui existaient en Europe et chez les ennemis d'hier des Américains, les Russes et les Chinois, en Amérique latine aussi, les particularités économiques et politiques, historiques, ainsi que les disparités et les différents degrés de développement entre ces pays et d'autres dans chaque continent constituant des freins à cette entreprise qui devait servir de modèle économique universel qu'un gouvernement mondial viendrait consacrer. Pour la troisième fois on y revient, cet article doit avoir un rapport avec ce qu'il faut bien appeler ce complot mondial de l'aristocratie financière internationale, complot car le travailleur lambda ignore tout, soit qu'on lui a tout caché, soit qu'on lui a menti sur toute la ligne.

On pourrait ajouter que le développement économique et l'intégration de l'ex-URSS et de la Chine dans le marché mondial va précéder (accélérer) l'alignement de ces puissances sur le modèle économique adopté par les Américains, leur appartenance à différentes structures supranationales le préfigure déjà, institutions qui seront intégrées dans le gouvernement mondial au titre de la région qu'ils administreront. A ce titre, l'ONU et son conseil de sécurité limité à une dizaine de membres est obsolète et ne répond plus aux tâches et aux objectifs du capitalisme mondial passé sous le contrôle de l'oligarchie financière, elle est même devenue l'obstacle à abattre pour cette dernière, ce dont l'auteur de cet article se fait le porte-parole. Avec l'affaire syrienne, on a assisté à la paralysie de l'ONU, du coup Poutine et Obama agissent chacun de leur côté ou de concert comme si elle n'existait déjà plus.

L'établissement du néolibéralisme à l'échelle de la planète n'a pas pu se réaliser dans les pays émergents ou sous-développés qui rassemblent plus des trois quart de la population mondiale, car il aurait conduit à un appauvrissement pire encore de centaines de millions de travailleurs et leurs familles et aurait été une source d'instabilité sociale et politique incontrôlable pas seulement dans ces pays, mais au niveau mondial en offrant un spectacle effroyable de misère noire qui n'aurait fait qu'accélérer sa condamnation dans les pays où il avait été adopté. Il pourrait s'agir de le réaliser ainsi que ses conséquences une fois les conditions réunies, cet article participerait à cette entreprise criminelle.

On ne va pas citer ici toutes les contradictions qui sont à l'origine des difficultés que rencontrent le néolibéralisme pour s'imposer à l'humanité, on peut retenir que la démographie mondiale qui a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle constitue le principal obstacle au néolibéralisme (et menace la survie du capitalisme) et qu'il lui sera impossible dorénavant d'en venir à bout. Ils peuvent déclencher des épidémies, des guerres, mettre en place des régimes dictatoriaux ou des institutions supranationales qui confisquent à leur profit le pouvoir politique aux peuples, mais ils ne peuvent pas réduire les 7 milliards d'hommes, femmes et enfants dans des proportions gigantesques, qui de leur côté font valoir de façon pressante leurs besoins et leurs droits

légitimes, pour cela il leur faudrait déclencher une guerre mondiale nucléaire qui de toute manière les emporterait aussi, nous savons qu'ils sont animés par une détermination sans faille et un cynisme sans fond, cependant ils ne peuvent pas franchir une certaine limite.

Ils sont contraints de faire avec des contradictions qui les, qui nous ramènent aux fondements du capitalisme, à son fonctionnement et à son développement historique qui met à l'ordre du jour la nécessité de passer à un mode de production permettant de libérer les forces productives prisonnières du carcan du capitalisme et se transforment en forces destructrices, afin de pouvoir satisfaire les besoins et les droits sociaux de l'humanité entière. Nous sommes plus de 7 milliards à frapper à la porte avec nos droits, nos besoins, nos aspirations, contre quelques millions de nantis qui à travers le monde captent l'essentiel des richesses et doivent accroître encore la pauvreté dans le monde pour conserver leurs privilèges exorbitants.

C'est cette extraordinaire inégalité de besoins (et de droits) qui existe entre une infime minorité de privilégiés qui possèdent les moyens de production, en réalité qui concentrent tous les pouvoirs économiques et politiques, et cette masse gigantesque d'exploités qui en est dépossédé, spolié, aliéné qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre quand ils ne sont pas voués au chômage, qui estiment que leurs besoins sont légitimes, qui combattent inlassablement pour qu'ils soient satisfaits, qui mine le capitalisme, qui l'a condamné dès le premier jour, qui va finalement l'emporter, cédant la place au socialisme, puis au communisme, et enfin au règne de la liberté une fois conquise définitivement, certes, après avoir subi de terribles sacrifices, subi de lourdes pertes humaines, mené un âpre et long combat, etc. un faible prix inévitable à payer à côté duquel la survie du capitalisme et ses méfaits monstrueux, le sort qu'il réserverait à l'humanité si elle s'avérait incapable de se libérer de ses chaînes, des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme, serait incommensurablement plus lourd à supporter, terrifiant par la nature de la dictature mondiale qu'ils projetaient d'instaurer et d'imposer à tous les peuples. Les auteurs de cet article ont bien conscience que sans mettre fin aux fondements de ces inégalités, elles ne vont cesser de se développer pour prendre une tournure dramatique, ce n'est pas leur problème parce qu'ils se situent du "*bon*" côté, ils représentent l'élite intellectuelle qui a pour tâche de présenter sous un angle avantageux les projets de leurs maîtres pour qu'ils finissent pas s'imposer, c'est leur mission et ils sont rétribués pour cela.

Deux voies sont possibles, celle que nous propose l'auteur de cet article qui consiste à vouloir "*réformer*" l'ONU, ce qui revient en fait à se jeter dans la gueule du loup, à faire en sorte que les tenants du néolibéralisme parviennent à leur fin, car c'est le véritable objectif du néolibéralisme, l'instauration d'une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie financière internationale assistée d'une élite intellectuelle qui lui soit entièrement soumise, et celle à l'opposé qui consiste à combattre pour sa liquidation et l'instauration d'une République sociale universelle basée uniquement sur les besoins et aspirations de la population mondiale, ce qui implique de se débarrasser du capitalisme à l'échelle de la planète entière. Je n'avais pas encore consulté leur site Internet que j'avais deviné où ils voulaient en venir, parmi eux Rocard, Kouchner, feu-Hessel, Morin, Virilio, Passet et je vous passe la liste des ex-présidents de la République, chancelier, ministres, économistes, philosophes...

Je ne vais pas aborder l'intégralité de cet article, on va continuer en commentant les passages les plus savoureux qui confirment notre analyse et mettent en lumière la confusion savamment distillée à laquelle se livre son auteur, son incapacité à penser le monde au-delà du capitalisme puisque sa fonction officielle est d'en être le porte-parole.

Il se fait volontiers l'agent de cette gouvernance mondiale que le groupe Bilderberg appelle de ses vœux, relayé par les chefs d'Etat de Bush père et fils à Sarkozy, Merkel, Barroso, Hollande, etc.

- Or, une gouvernance mondiale est incontournable pour pouvoir surmonter la répétition de crises financières de plus en plus graves ou répondre à la crise systémique résultant de l'enchevêtrement des dérèglements de dimension planétaire qui s'accroissent dans les domaines interconnectés de l'environnement (traités de manière parcellaire par des conférences spécialisées ou divers organismes: PNUE, OMI, PNUD, Banque mondiale...), financiers (à peine effleurés par le FMI, la BRI ou le G20), commerciaux (OMC) et sociaux (BIT)?

A l'entendre la "*répétition de crises financières*" ou la "*crise systémique*" résulterait des différentes "*dérèglements*" mis en oeuvre au cours des 40 dernières années par les maîtres du monde, alors que cette dérèglementation avait pour objet de contourner cette crise du système capitalisme, de continuer à vivre et s'enrichir malgré elle, quitte à l'amplifier, ils n'avaient pas le choix étant dans l'impossibilité de l'affronter, d'affronter directement le prolétariat, de lui imposer des mesures qui auraient pu palier à ses conséquences, pas sur les travailleurs, mais pour eux les nantis, mesures qui s'avèreront toujours insuffisantes comme on peut l'observer quotidiennement.

Quand on connaît la nature exacte de leur projet de gouvernance mondiale, qui consiste à instaurer une dictature mondiale une fois tous les droits politiques des travailleurs liquidés, autrement dit une fois la lutte des classes muselée, réduite à néant ou à l'impuissance, on conçoit très bien qu'un fois parvenus à cet objectif il ne serait plus correct d'évoquer une crise à proprement parler puisque toute opposition ou résistance aurait disparu, toute opposition de classes à l'origine des crises appartenant au passé.

Poursuivons la lecture de cet article.

- D'aucuns estiment que l'impasse dans laquelle se trouve la communauté internationale résulte de la prégnance du

système wesphalien de l'État-Nation, lequel n'est plus adapté et devrait d'autant plus être remis en cause que les gouvernements nationaux sont désormais dépassés par le capitalisme de marché du fait des forces autonomes de l'économie et de la technologie.

Il ne remet pas en cause l'État-Nation. Il nous explique ensuite que l'impuissance de l'ONU à remplir son rôle, selon la définition qu'il en a donnée, proviendrait du fait que les représentants des États-Nations auraient privilégié d'autres institutions internationales (G5 au G20) qui à leur tour n'auraient pas respecté non plus leur mandat (lequel, donné par qui ?) se subordonnant au néolibéralisme que les États-Nations auraient finalement adopté également. Bref, tout ce beau monde aurait opté pour le même modèle économique sans trop savoir ce qu'il faisait, sans savoir qui faisait quoi, qui représentait qui, le tout sans lien entre eux, au point de défendre l'ONU, c'est dans l'ordre des choses, et de vanter le mérite des réunions intergouvernementales (G5 au G20) dont il aurait fallu attendre quelque chose de positif pour les peuples.

On ne nous avait pas encore fait ce coup-là, combiner à la fois la défense des États-Nations, de l'ONU et du G20 !

- Il est vrai que l'on peut déplorer l'absence tragique de résultats tangibles du système onusien depuis plusieurs décennies en raison de l'absence de volonté politique ou du double langage des États, mais aussi parfois du fait de la logique propre à des institutions tant intergouvernementales qu'internationales désireuses avant tout de protéger leur pré carré et le pouvoir de leur technocratie? Mais la cause essentielle de cet échec réside dans le fait que les dirigeants les plus influents des États occidentaux - subjugués par la doctrine néolibérale que la presse dite sérieuse a d'ailleurs embrassée sans aucun recul ni état d'âme - ont sciemment organisé cette dépossession de pouvoir des organisations intergouvernementales, comme des États, au profit d'institutions financières privées et de groupes multinationaux.

- Les palinodies des G5, G7, G8, G20, censées pallier la carence de l'ONU, ont démontré la vanité, l'incompétence, l'inconscience ou l'hypocrisie de leaders dépassés par les événements dramatiques qu'ils ont contribué à déclencher depuis le début des années 80. Aucun de ces forums aussi prestigieux qu'intermittents n'a été capable de régler les problèmes qui se posent à la planète de manière plus efficace qu'un Conseil économique et social des Nations Unies ou qu'une Cnuced qui avaient le mérite d'être au moins plus structurés, plus représentatifs et plus démocratiques.

On retiendra que l'ONU a failli, les G5, G7, G8, G20 ont failli, les dirigeants les plus influents des États occidentaux ont failli, dites-le, donc, ce sont les mêmes qui siègent à la tête des différents États-Nations, à l'ONU, à l'UE, il faudrait peut-être faire table rase et s'en débarrasser, je parle de ces institutions et ces représentants du capital. Au profit de quoi, de qui ?

Et l'auteur de cet article, à quelle conclusion est-il parvenu, que nous proposent-ils ? Rien, à absolument rien, à part le « *nouvel ordre économique mondial* » ! Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

- Par égoïsme ou par arrogance, ils ont raté l'occasion de négocier les conditions d'un développement équilibré et d'une transition ordonnée dans le contexte du « *nouvel ordre économique mondial* » lorsqu'il était encore temps, pour succomber à la tentation du « *veau d'or* » que représentait le mythe du marché roi, la remise en cause du rôle de l'État et le dogme de la dérégulation. Les nouvelles puissances, qui ont vu le jour au Sud veulent désormais profiter de la nouvelle donne, seront demain des interlocuteurs plus agressifs et sûrs d'eux sans avoir cédé dans l'intervalle à la mode du moins d'État ou de la concurrence débridée.

Comment, dans ce contexte, revenir aux idéaux et valeurs qui ont permis de créer cet outil irremplaçable et lui permettre de se réinventer ? C'est le défi majeur des années à venir alors que le temps est compté ! Fin.

Le temps de qui, du capitalisme ? Pourquoi ? Parce que 7 milliards d'exploités frappent à la porte et s'impatientent, réclament leur dû ? Les "idéaux et valeurs" en question sont ceux des puissants qui les ont définis pour devenir les maîtres incontestés du monde, non seulement on ne peut les partager, on doit les combattre. Ils s'inquiètent de la part grandissante des "nouvelles puissances" sur le marché mondial face à l'impérialisme transatlantique dont l'hégémonie est contestée, engluée dans une dette abyssale. Qu'ils se rassurent, la Russie et la Chine, l'Asie n'a jamais compté autant de milliardaires en dollar, chacun aura sa place au sein de la gouvernance mondiale selon le rapport de force existant entre les différentes institutions supranationales qui la composeront... s'ils parviennent à l'imposer à tous les peuples.

Finalement le rôle de cette élite d'intellectuels corrompus ou conquis à l'idéologie néolibérale contrairement à ce qu'ils affirment, consiste à reprendre à leur compte les idéaux et les valeurs chers à tous les peuples, à tous les humanistes, au socialisme pour mieux creuser leur tombe au profit de leurs maîtres de la finance internationale, de la même manière que Bush et Obama ensuite guerroyaient à travers le monde pour la paix et la démocratie, le bien-être de l'humanité.

Ils font usage dans leurs discours de ces idéaux et valeurs de paix et de justice sociale pour les confisquer, les vider de leur substance, les détourner de l'objectif pour lesquels ils ont vu le jour à l'aube du capitalisme alors qu'il est entré en putréfaction et ne peut survivre qu'en les piétinant.

Ce discours est du domaine de la propagande pour tromper les masses ignorantes qui ne comprennent pas ce qui se cache

derrière les mots, dans quelle orientation politique ils s'inscrivent. Décrypter leur discours, démasquer leurs véritables intentions, tel est notre devoir, tel devrait être celui d'un parti ouvrier révolutionnaire.

En guise d'épilogue.

Vous constaterez que le "*creuset politique*" qu'ils appellent de leurs vœux et qui devrait concentrer le pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale ne procéderait pas d'un processus démocratique. Il existe déjà et ils ne sont pas sans l'ignorer, il s'appelle le groupe Bilderberg, sont également présents à ses réunions "*des représentants de la société civile et des autorités morales, intellectuelles et scientifiques*", dont dans le passé certains participants à cette organisation dénommée Collegium International, un think-tank atlantiste ou néoconservateur, néolibéral. Hollande vient d'affirmer qu'il n'était plus socialiste, ce sont de soi-disant socialistes dont Rocard qui ont fondé cette organisation mondialiste. Voici comment ils présentent leur projet, un programme de guerre contre tous les peuples.

La mise en œuvre effective suppose :

- de réaffirmer l'ensemble des droits fondamentaux des individus présents, de les étendre aux générations futures et d'en renforcer l'application dans les limites nécessaires, dans une société démocratique mondiale, au respect de l'ordre public national et supranational ;

(Des "*droits fondamentaux des individus*" conçus par les dictateurs du gouvernement mondial dans des "*limites nécessaires*" fixées par eux, on en a déjà un aperçu avec le moins social qui sert de référence à l'Union européenne. Qui plus est serait soumis à l'ordre "*supranational*", c'est-à-dire à leur pouvoir exclusif une fois les peuples dépossédés de tout pouvoir politique comme c'est également le cas de l'UE. Ils confirment que leur projet consiste bien à instaurer une dictature mondiale. - Ndlr)

- de reconnaître que la détention d'un pouvoir d'échelle globale, qu'il soit économique, scientifique, médiatique, religieux ou culturel, implique le corollaire d'une responsabilité globale, c'est-à-dire étendue à tous les effets de ce pouvoir ;

(Ils confirment une nouvelle fois que leur pouvoir serait absolu sans qu'il soit possible de le contester ou de le remettre en cause. C'est la seule réponse qu'ils ont trouvée à la crise du capitalisme, une dictature implacable qui s'accompagnera d'un contrôle totale sur les populations. - Ndlr)

- d'inciter les Etats souverains à reconnaître la nécessité d'intégrer l'ordre public supranational à la défense des valeurs et intérêts communs dont ils sont l'indispensable support ;

(Les Etats qui n'auront plus de souverain que le nom ou dont la souveraineté ne sera plus qu'un lointain souvenir, doivent "*intégrer l'ordre public supranational*", donc disparaître en tant que tel, c'est ainsi que les peuples seront dépossédés de tout pouvoir politique, n'ayant aucune emprise que cet "*ordre supranational*" au pouvoir tentaculaire, absolu. - Ndlr)

- de favoriser le développement des institutions représentatives des communautés internationales régionales, en même temps que de renforcer la Communauté mondiale et l'émergence d'une citoyenneté globale afin d'élaborer une politique commune pour la régulation des flux ainsi que la prévention des risques et la répression des crimes.

(Ces "*nstitutions représentatives des communautés internationales régionales*" ne sont rien d'autres que l'UE ou la Commission Trilatérale, l'ASEAN, le NAFTA, le MERCOSUR, etc. qui seraient intégrées ou constitueraient les agences régionales du gouvernement mondial constitué et dirigé par l'oligarchie financière. - Ndlr)

Signataires, membres du Collegium International :

Edgar Morin, Michel Rocard, Mireille Delmas-Marty, Richard von Weizsäcker, Milan Kucan, Stéphane Hessel, Fernando Henrique Cardoso, René Passet, Peter Sloterdijk,

Bernard Miyet, Patrick Viveret, Ahmedou Ould Abdalah, Ruth Dreifuss, William vanden Heuvel, Michael W. Doyle, Ricardo Lagos.
En attente d'autres signataires.

Dans d'autres documents, il figure beaucoup d'autres noms, dont celui de Kouchner et de Cohn Bendit. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs

- Le secteur de la prise en charge de la dépendance ne connaît pas la crise - AFP

Medica, Orpea, Korian: trois gestionnaires de maisons de retraite ont dévoilé cette semaine des bénéfices en hausse de 7% à 21% pour 2012 et présenté de solides perspectives pour 2013, illustrant la bonne santé d'un secteur qui ignore la crise. AFP

- Louis Dreyfus, le géant français qui revendique 9% des échanges mondiaux de produits agricoles - L'Expansion.com

Louis Dreyfus Commodities a dégagé en 2012 un bénéfice net record de 1,1 milliard de dollars. L'Expansion.com

- Le marché du chocolat attend Pâques avec impatience - LeFigaro.fr

L'obscurantisme ne fait plus recette

- Le catholicisme poursuit son érosion - LePoint.fr

Dans 20 ou 30 ans, les catholiques seront probablement moins nombreux que les "sans religion" en France, estime l'institut CSA.

- La jeunesse allemande veut en finir avec les interdits chrétiens - LeFigaro.fr

Le patronat et Hollande jubile.

- Représentativité syndicale: "*La CFDT renforcée, une bonne nouvelle pour le gouvernement*" - L'Expansion.com

Ils l'entretiennent.

- Dette publique : elle atteint 90,2% du PIB fin 2012, soit 1 833 milliards d'euros - Atlantico.fr

Manqué...

- Désir (PS): Hollande "*a été au rendez-vous de la vérité*" - AFP

... la preuve

- Deux tiers des Français pas convaincus par la prestation de François Hollande - LeFigaro.fr

... du coup...

- Matignon remanie son service com - Le Nouvel Observateur

- Le PS nomme 2 nouveaux porte-parole pour "*être plus efficace*" - Lexpress.fr

C'est bien connu qu'il arrive un moment où les masses se bouchent les yeux et les oreilles et n'en font plus qu'à leur tête, quoi que les gouvernants disent ou fassent...

ACTUALITÉ DU JOUR

Un secret de polichinelle.

Jeudi soir, sur France 2, François Hollande confie : « *C'est mon rôle, non pas simplement parce que je suis un président socialiste, d'ailleurs maintenant je ne suis plus président socialiste, je suis le président de tous les Français, le président de la France.* »

C'est dans un entretien croisé avec Sigmar Gabriel, le président du SPD, publié dans Libération le 26 mars 2012, que le candidat avait été le plus affirmatif. Il s'agissait alors pour lui de nier être un véritable social-démocrate :

« *Mon projet est socialiste et je suis socialiste. Je ne suis ni sensible aux sirènes du néolibéralisme ni partisan d'un Etat qui décide de tout au-dessus de la tête des citoyens, des forces sociales et des partenaires sociaux. Je ne suis ni un socialiste modéré ni modérément socialiste. Je suis socialiste, c'est tout.* » politis.fr 29.03

Un secret de polichinelle que ceux qui ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS aux législatives se sont bien gardés de mettre en lumière, trompant délibérément les travailleurs ou les militants qui avaient encore des illusions dans ce parti.

En famille. Numéro d'illusionnisme "**sans surprise**". Les fossoyeurs du socialisme.

Sans surprise, le président du Parti de gauche a pilonné l'interview télévisée de François Hollande, estimant que «*l'Élysée (était) enlisé*», dressant le portrait d'un président «*désincarné, presque déshumanisé*» et accusant celui-ci de ne pas être à la hauteur face à la crise. «*Il s'est totalement trompé de diagnostic, il le dit lui-même: "Je ne savais pas que la crise serait aussi dure et qu'elle durerait autant"*. Ce qui montre bien qu'il ne comprend rien aux mécanismes de la finance», a accusé vendredi sur Europe 1 l'ancien candidat à l'Élysée.

(Pour Mélenchon, Hollande aurait dû s'attaquer à la crise du capitalisme. Hollande feint de ne pas savoir où il a mis les pieds et le bouffon le prend au mot ! - Ndlr)

Sur le fond, les réactions sont tout aussi dures dans le camp socialiste, à l'aile gauche du parti. «*Quand on s'est appelé après l'émission, on était tous consterné, raconte la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. D'ailleurs, on n'a pas réagi tout de suite.*» Ne demandez surtout pas à l'ex-ministre du Logement de François Mitterrand comment elle va. «*Ça va comme une socialiste dont le président n'est plus socialiste*», répond Lienemann. Elle ajoute: «*Jamais le président François Mitterrand n'a dit qu'il n'était pas socialiste.*» lefigaro.fr 29.03

Parce qu'il l'était ? Autant que les membres du PS tous courants confondus.

Qu'avions-nous expliqué, qu'en 1983 le PS s'était officiellement rallié au marché, au capitalisme et qu'il lui faudrait aller toujours plus loin dans sa subordination au capital jusqu'à apparaître au grand jour comme un parti bourgeois ou du capital, ce que Hollande revendique aujourd'hui. Ce qu'il était déjà depuis près d'un siècle et que les partis ouvriers représentants les intérêts de couches privilégiées du prolétariat liées au capital se sont employés à nier pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, pour préserver leurs appareils et leurs liens avec le PS ou les appareils des syndicats dans lesquels il était présent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Les banlieues : pour eux c'est un Etat de non-droit ou tout s'achète et se vend, même les voix.

- Une information judiciaire a été ouverte à Paris sur des soupçons d'achat de votes à Corbeil-Essonnes (Essonne) lors de la campagne municipale de 2010 remportée par le successeur de l'industriel Serge Dassault (UMP), a-t-on appris vendredi de source judiciaire, confirmant une information de *L'Express*.

Cette instruction a été ouverte pour achat de votes, corruption, blanchiment et abus de biens sociaux, selon la source judiciaire. Ces soupçons de pratiques électorales illégales faisaient auparavant l'objet d'une enquête préliminaire menée par la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Paris, à la suite d'un signalement par l'agence anti-fraude Tracfin.

L'industriel Serge Dassault a dirigé la commune de Corbeil-Essonnes de 1995 à 2009. Son successeur désigné, Jean-Pierre Bechter (UMP), a été élu en décembre 2010 après invalidation de son élection en octobre 2009.

Le Canard Enchaîné avait rapporté début décembre qu'une somme de 1,7 million d'euros en liquide aurait transité par le Liban avant d'arriver dans les mains d'intermédiaires, quelques semaines avant l'élection municipale de 2010, chargés de distribuer cet argent aux militants et aux électeurs.

L'hebdomadaire mentionnait des vidéos de jeunes d'un quartier de la commune estimant n'avoir pas touché leur dû et la voix de Serge Dassault évoquant une transaction avec un intermédiaire.

En 2009, plusieurs personnes avaient témoigné par écrit au Conseil d'Etat sur des dons d'argent dont ils accusaient Serge Dassault. Ils s'étaient finalement rétractés. Le Conseil d'Etat avait invalidé en juin 2009 la municipale de 2008.

A Paris, outre l'enquête préliminaire sur des achats de votes présumés, ont été ouvertes une information judiciaire pour appels téléphoniques malveillants et tentative d'extorsion de fonds, ainsi qu'une enquête préliminaire pour extorsion en bande organisée, ouverte après des plaintes des enfants Dassault. 20minutes.fr et AFP 29.03

SOCIAL

1- France

Des salariés d'une société d'édition en difficultés retenaient ce vendredi leur directeur et le PDG de leur maison-mère néerlandaise dans les locaux de l'entreprise à Cabestany, au sud-est de Perpignan, a-t-on appris auprès de leurs représentants.

L'entreprise compte 37 salariés dont 19 sont en cours de licenciement en raison de la situation économique de la société, a expliqué à l'AFP la secrétaire du comité d'entreprise, Danielle Casanovas. *"Ce matin, ils sont venus nous dire que les licenciés ne toucheraient ni leurs indemnités légales de licenciement ni une prime négociée par les représentants du personnel parce qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses. Les gens se sont mis en colère"*, a-t-elle dit. AFP 29.03

2- Portugal

Des centaines de jeunes ont défilé à Lisbonne, déguisés en bagnard, pour protester contre le plan de rigueur, qui a entraîné une montée du chômage et de la précarité du travail.

Certains manifestants portaient un masque à l'effigie du Premier ministre Pedro Passos Coelho.

«Le problème, pour moi, et pour toute la jeunesse portugaise, c'est le niveau élevé du chômage. Cela affecte 1,4 millions de Portugais, sachant que 40% d'entre eux ont moins de 35 ans», souligne un manifestant.

«Toutes les manifestations ont le même objectif : nous voulons être entendus pour que les choses changent. On ne se taira pas tant qu'on aura pas atteint cet objectif», ajoute une jeune femme. Euronews 28.03

ECONOMIE

Chypre

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a averti jeudi que l'économie du pays allait connaître une *"chute libre"*, avec une récession pouvant atteindre 20% dans les deux prochaines années.

Le Fonds monétaire international (FMI), un des trois bailleurs de fonds de l'île, a reconnu que la mise en oeuvre du plan d'aide ouvrait une période *"difficile pour les Chypriotes pendant un certain temps"*.

"Nous en sommes conscients mais cela débouchera au final sur un modèle économique qui sera plus viable et plus porté sur la croissance", a précisé porte-parole du Fonds, Gerry Rice.

Mais au-delà des difficultés économiques, les Chypriotes jugent aussi avoir été injustement traités par leurs partenaires de la zone euro.

"Je me refuse à parler de solidarité. L'Europe prétend nous aider mais le prix à payer est trop élevé", a déploré le chef de la diplomatie, qui dénonce *"rien moins que la destruction brutale"* du modèle économique de l'île, basé en grande partie sur le secteur bancaire.

Ce dernier génère environ un tiers du PIB chypriote et emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus, l'autre banque visée par la restructuration, 3.300.

"Chypre est en train de pâtir de tous les coûts liés (...) à l'euro, sans avoir aucun des bénéfices", a sévèrement jugé le chef économiste de l'IIF, Philip Suttle, évoquant la "dépression" économique qui s'annonce.

Le lobby mondial des banques juge en conséquence qu'il y a une "réelle possibilité" de voir Chypre sortir de la zone euro après son sauvetage financier controversé. Le président chypriote Nicos Anastasiades a toutefois assuré vendredi que Chypre ne quitterait pas la zone euro, que l'île a rejointe en 2008. AFP 29.03

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars 2013

CAUSERIE

J'ai créé un nouveau dossier (dossier4) où seront archivés les 500 ou 600 nouveaux articles à venir de sources diverses, à l'exception des infos économiques. Le dossier3 créée en début d'année comptait déjà 587 articles ou fichiers. Au total le portail contient environ 7.000 documents archivés.

Je n'ai pas eu le temps d'intégrer de nouveaux articles au site à part 4, ce sera pour demain. J'ai reçu un article de Grèce bien pourri comme on les aime, tendance proche de Syriza, le clone du Front de gauche ou Die Linke, à la gloire de la troïka. Il s'agit d'une association qui se veut apolitique ou quelque chose comme cela, qui entend se faire le porte-parole des besoins et aspirations des peuples en Europe.

Je vous livre leur présentation et leur objectif, le reste figure dans plusieurs documents que j'ai commencé à épilucher et que je commenterai d'ici quelques jours, cela pourra vous servir d'arguments (supplémentaires) contre la troïka.

- "Nous, le peuple, sommes l'Union européenne ! L'Europe nous appartient et ne peut nous être confisquée. Nous sommes reconnaissants à nos prédécesseurs d'avoir osé concevoir un projet politique ambitieux après-guerre basé sur l'état de droit." (Robert Schuman, Jean Monnet, Paul-Henri Spaak et Jacques Delors seraient fiers de leurs progénitures ! La dictature européenne, un Etat de droit, très fort ! - Ndlr)

- "Nous vous demandons, membres de la Troïka (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International, Commission Européenne) et gouvernement grec, de revoir les politiques d'austérité actuelles et de mettre l'humain au cœur de vos réflexions et décisions." (On croirait du Mélenchon, non ? Ils causent comme de serviles domestiques dont le sort dépend du bon vouloir de leurs maîtres, vous ne trouvez pas ? L'horreur quoi ! - Ndlr)

Je vous avais avertis, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère ! On va les broyer et disperser leurs cendres dans la mer Egée ou le Gange c'est moins loin pour moi ! En attendant je vous donne l'adresse de leur portail : <http://www.avantieurope.eu>

Nos dirigeants au lieu de passer leur temps à se masturber avec leurs syllogismes ou leurs sophismes feraient mieux de s'attaquer à cette saloperie qui ambitionnent de pourrir l'esprit des jeunes de l'UE, consciemment ou non n'est pas notre problème, quand un type braque un fusil sur nous on ne se demande pas à quelle classe il appartient ou s'il a conscience de son geste, on sauve sa peau en premier et on se pose ce genre de questions après si on estime que c'est nécessaire. C'est la guerre de classe, à mort ! (A suivre)

Bon dimanche et lundi à tous.

[Voilà ce qui justifie l'existence du capitalisme.](#)

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus au détriment de la majorité de la population laborieuse ? Par cupidité, mais aussi par mégalomanie.

1- Le magnat australien de l'industrie minière, connu pour son excentricité, Clive Palmer, qui avait annoncé le mois dernier à New York sa volonté de faire naviguer un "Titanic II", a indiqué avoir commandé une centaine de grands robots animés de dinosaures de Chine pour les exposer dans un parc à thème en Australie. "Nous aurons la plus grande exposition de dinosaures dans le monde avec 165 modèles," a dit M. Palmer. AFP 30.03

2- La rémunération du PDG de Total Christophe de Margerie a grimpé de 18% l'an dernier, atteignant près de 5 millions d'euros, peut-on lire dans le document de référence mis en ligne jeudi par le groupe pétrolier français. AFP 28.03

- Le PDG de la banque James Gorman devrait gagner au total, au titre de 2012, en incluant salaire et diverses primes, 10,7 millions

de dollars. La directrice financière Ruth Porat va toucher pour l'an dernier 8,1 millions de dollars. Le directeur de la division de gestion d'actifs et de gestion de fortune 8,275 millions de dollars. AFP 29.03

Combien de centaines de millions de travailleurs à travers le monde doivent-ils être spoliés de leurs droits sociaux et vivre un cauchemar au quotidien pour que ces parasites continuent d'engranger de telles rémunérations, en toute légalité évidemment ?

[A propos de la dette des Etats.](#)

La dette et le service de la dette un puit sans fond qui profite aux marchés et qui ne risque pas de s'épuiser. Qui a aussi le mérite de justifier les coupes dans les budgets sociaux des Etats, la réduction du nombre de fonctionnaire, les privatisations, etc. la politique néolibérale que tous les gouvernements appliquent.

1- A propos des Pays-Bas, mais c'est valable pour tous les autres pays. "*La dette a augmenté plus que la valeur du déficit car l'Etat a fourni de l'argent à des pays qui en avaient besoin via le fonds de soutien européen FESF et via le dépôt de capitaux dans le nouveau fonds de soutien MES*", a précisé le CBS. L'Expansion.com avec AFP 29.03

2- A propos de l'Italie, mais c'est valable pour tous les autres pays, on vient de le voir avec la France et la Belgique avec la banque Dexia. Banca Monte dei Paschi di Siena a publié jeudi une perte annuelle plus lourde qu'attendu après avoir inscrit dans ses comptes d'importantes provisions et subi des pertes massives sur des produits financiers dérivés qui lui valent une enquête sur des soupçons de fraude.

Au total, la troisième banque italienne affiche au titre de 2012 une perte de 3,17 milliards d'euros. En 2011, sa perte nette avait atteint 4,7 milliards.

Monte Paschi, qui a reçu le mois dernier quatre milliards d'euros d'aide de l'Etat italien. Reuters 29.03

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entreprises mafieuses. Les instituts de sondage sont une source d'enrichissement illégal, de détournements de fonds publics.](#)

- Les sondages de l'Elysée se sont évaporés - libération.fr

Où sont passées les enquêtes d'opinion commandées par Nicolas Sarkozy depuis l'Elysée en 2011 et 2012? Mystère... Ces sondages n'«*ont pas été conservés par la présidence de la République*», selon Sylvie Hubac, directrice de cabinet de François Hollande. Dans un courrier révélé cette semaine par Marianne et adressé mi-janvier à Raymond Avrillier, Hubac assure qu'il n'y a aucune trace de telles enquêtes. Ni au «*service des archives*» ni au «*service financier*». Envolées ! L'ancien chef de l'Etat en était pourtant grand consommateur : près de 900 000 euros en 2008 - sans compter les 1,5 million versés sans appel d'offres à la société de son conseiller très droitier Patrick Buisson -, plus de 680 000 euros en 2010 et près de 800 000 euros en 2011.

Les derniers sondages du quinquennat ont-ils fini à la broyeuse avant le départ de Sarkozy ? «*Soit ils n'ont jamais existé - ce que je ne crois pas -, soit ils ont disparu. Et, dans ce cas-là, pourquoi ? s'interroge Me Jérôme Karsenti, avocat de l'association anticorruption Anticor. On peut douter de la nature de ces sondages. Devaient-ils entrer dans les comptes de campagne ?*»

Dans son dernier rapport sur l'Elysée, la Cour des comptes s'interrogeait déjà fin décembre sur le «*rattachement de ces dépenses à l'activité présidentielle*». Le président-candidat Sarkozy aurait-il utilisé des enquêtes payées avec l'argent public pour sa propre campagne ? Si oui, le Conseil constitutionnel ne pourrait que confirmer le rejet de ses comptes de campagne. Privant de facto l'UMP d'un remboursement de 11 millions d'euros...

Marianne révélait en octobre que la ligne «*conseil en communication*» du compte de campagne du candidat Sarkozy était... vierge. A titre de comparaison, en 2007, il avait dépensé dans ce domaine près d'un million d'euros en sondages et communication. Bizarrie qui devrait intéresser le juge d'instruction Serge Tournaire. Ce magistrat enquête depuis janvier sur la régularité des marchés conclus sous Sarkozy entre l'Elysée, neuf instituts de sondage et la société de conseil de Buisson. libération.fr 29.03

[L'engrenage infernal.](#)

- PSA: discussions en vue sur une augmentation du temps de travail - lenouvelobs.com

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën va engager des discussions avec les syndicats pour améliorer la compétitivité de ses sites de production français où il envisage d'augmenter la durée du travail, affirme le Figaro dans son édition du samedi 30 mars.

Une des pistes de réflexion consisterait à augmenter le travail dans la journée tout en supprimant le travail de nuit, plus onéreux, affirme le journal en citant "*une source interne*".

Ces deux mesures pourraient être proposées sur le site de Poissy (Yvelines) qui produit des DS3, des C3 et des 208, selon la même source.

Le directeur industriel du groupe Denis Martin compte lancer les discussions si possible en mai, peu après la fin de la validation du processus de restructuration, qui comprend la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), affirme Le Figaro.

La direction demandera dans un premier temps aux salariés des idées pour économiser 600 euros par voiture fabriquée en France, ajoute le quotidien. lenouvelobs.com 30.03

Je vous fais grâce de la réaction du délégué syndical de la CGT Mercier qui a accompagné la mise en oeuvre du plan de la direction de liquidation de plus de 11.000 emplois et la fermeture d'Aulnay.

Adoubés par leurs pairs

Une élue écologiste et un syndicaliste CGT ont été nommés au collège de la Commission de régulation de l'énergie, en dépit d'un avis négatif d'une commission sénatoriale pour la première, selon un décret présidentiel publié vendredi au Journal officiel.

Il s'agit d'Hélène Gassin, actuellement vice-présidente EELV du conseil régional d'Ile-de-France en charge de l'environnement, ancienne responsable de la campagne énergie chez Greenpeace France et qui s'était impliquée aussi dans la création du fournisseur d'électricité d'origine garantie renouvelable Enercoop. Le 2e nouveau membre est Jean-Pierre Sotura, responsable du collectif développement durable de la CGT et ancien ingénieur nucléaire chez EDF.

La commission des affaires économiques du Sénat avait donné mercredi un avis (purement consultatif) négatif à la nomination de Mme Gassin, tout en approuvant celle de M. Sotura, avait indiqué une source parlementaire à l'AFP. En revanche, les deux nouveaux membres avaient été adoubés par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. AFP 29.03

Quand vos factures d'électricité ou de gaz augmenteront vous saurez au moins qui vous devrez remercier ! En participant à cette commission, les syndicats cautionnent, légitiment toutes ses décisions.

Nous sommes farouchement contre la collaboration de classes, la participation à toutes formes d'institution, organisme, comité, haut conseil, commission, etc. au côté du patronat et/ou du gouvernement. Notre combat, c'est classe contre classe, sans collusion ni compromis avec l'ennemi. Sans indépendance de classe, pas de combat de classe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Jean-François Copé a balayé vendredi les accusations de deux journalistes qui, avec leur livre "*Le Coup monté*", ravivent les soupçons au sein de l'UMP en affirmant que le rival de François Fillon a ourdi une manipulation pour s'arroger la présidence du parti.

Dans ce livre paru jeudi, Bruno Jeudy et Carole Barjon décrivent avec force détails ce qu'ils présentent comme le "*putsch*" du 18 novembre 2012, date de l'élection à la présidence du premier parti d'opposition.

Ils citent notamment Patrice Gélard, l'ex-président de la commission de contrôle des opérations électorales (Cocoe) de l'UMP, qui leur aurait déclaré avoir été "*enfumé*" par l'entourage de Jean-François Copé.

"*On ne m'enlèvera pas de l'idée que c'est un coup monté*", déclare le sénateur de Seine-Maritime, qui avait proclamé la victoire de Jean-François Copé avec 98 voix d'avance le lundi 19 novembre, avant de reconnaître deux jours plus tard "*l'oubli*" de trois fédérations d'outre-mer dans le décompte des résultats.

Cette omission, avait-il alors concédé dans un communiqué, aurait abouti "*vraisemblablement à une inversion du résultat final*".

Patrice Gélard a démenti jeudi avoir tenu ces propos, affirmant qu'ils avaient été "*déformés*" par les auteurs, fin connaisseurs de la droite française.

L'ouvrage conforte ceux qui à l'UMP, notamment dans le camp des "*fillonistes*", militent ardemment pour une nouvelle élection en septembre, comme les deux protagonistes en sont convenus par un accord signé le 17 décembre dernier qui a instauré une direction paritaire (copéistes-fillonistes) à la tête du parti.

Des "*copéistes*", principalement, mais aussi d'anciens partisans de l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy, s'efforcent d'instiller l'idée de l'inutilité d'un nouveau scrutin.

"*Les militants ne veulent pas d'une nouvelle élection*", assure un proche de Jean-François Copé. "*Ils ont quelqu'un qui est bien là, qui fait le job de l'opposition*". Reuters 30.03

2- Allemagne

SPD = CDU/CSU ? Chut, c'est un tabou, il ne faut surtout pas le dire !

A un peu moins de six mois des législatives allemandes du 22 septembre, l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder fait l'éloge de son successeur conservateur, Angela Merkel, estimant qu'elle a "*assuré avec retenue le leadership*" de l'Union européenne.

Dans une interview au magazine Der Spiegel, Schröder félicite Angela Merkel de ne pas avoir hésité à prendre le leadership de l'Europe lors de la crise de la zone euro.

Schröder, qui a 68 ans et a été chancelier de 1998 à 2005, a estimé en outre qu'elle faisait du bon travail à la tête de l'Allemagne actuellement.

"*Mme Merkel a avec un certain retard pris les bonnes décisions quant aux efforts de sauvetage et de solidarité au sein de l'Union européenne*", déclare Schröder. "*Cela, sans aucun doute, a alourdi la note des efforts de sauvetage de l'euro. Mais elle ne s'est pas dérobée en ce qui concerne le rôle de leadership de l'Allemagne. Et, à mon sens, c'est une bonne chose.*" Reuters 30.03

SOCIAL

Belgique

Quelque 5000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à Liège samedi matin pour une "*marche pour l'emploi et contre l'austérité*" à l'initiative des syndicats FGTB et CSC, peut-on lire sur le site Internet du Soir.

"*Les marcheurs portaient des banderoles affichant "Bloquons la machine à exclure", "C'est la finance qui nous prend en otage, pas les grévistes" ou encore "Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un ballon"*", rapporte le site belge. lefigaro.fr 30.03

Ils les ont baladés, quoi ! Il faut bien briser leur détermination... En France, ce sera le 9 avril prochain le prochain lâché de ballons !

ECONOMIE

1- France

Le déficit public de la France s'est élevé à 4,8% du produit intérieur brut en 2012 (-98,2 milliards d'euros) contre 4,5% prévu par le gouvernement, selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés vendredi par l'Insee. La dette publique s'élevait à 90,2% du PIB fin 2012, soit 1.833,8 milliards d'euros. AFP 29.03

2- Belgique

Le gouvernement belge a décidé samedi de procéder à 1,4 milliard d'euros supplémentaires d'économies et de procéder à la vente d'un milliard d'euros de biens de l'Etat pour atteindre les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne et éviter d'être attiré dans la crise financière de la zone euro.

Les 1,4 milliard d'euros d'économies, qui s'ajoutent aux réductions budgétaires déjà annoncées l'an dernier pour 2013, vont contribuer à réduire le déficit structurel du budget de l'Etat d'un point de pourcentage, a indiqué le gouvernement.

Les mesures portent sur une réduction des dépenses (baisse de la masse salariale dans la fonction publique, Défense et Coopération...), sur une augmentation des recettes (prix du tabac, soins de santé), ainsi que des recettes non fiscales, notamment les dividendes tirés de la Banque nationale de Belgique. En revanche, le gouvernement a voulu favoriser les investissements dans les PME en réduisant la taxation sur les dividendes.

"Le gouvernement réaffirme sa volonté de ramener son budget à l'équilibre structurel en 2015. Il s'agit là d'une mesure nouvelle, importante, pour atteindre cet objectif", a déclaré le Premier ministre belge, Elio Di Rupo, lors d'une conférence de presse.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn avait donné le feu vert la semaine dernière à la Belgique pour que son déficit budgétaire en 2013 dépasse les 2,15% du PIB prévus, a-t-on déclaré de source gouvernementale. Reuters et AFP 30.03

3- Chypre

3.1- Les détenteurs de gros dépôts à la plus grande banque de Chypre, Bank of Cyprus, pourraient enregistrer des pertes allant jusqu'à 60%, plus que ce qui était d'abord envisagé dans le cadre du plan de sauvetage, ont indiqué samedi des responsables.

Les détenteurs de dépôts de plus de 100.000 euros verront au moins 37,5% de leurs fonds transformés en actions, et 22,5% en plus qui sera immobilisé jusqu'à ce que les autorités sachent si elles peuvent remplir les conditions du plan de sauvetage, a indiqué samedi soir la Banque centrale.

«La première estimation a été que 37,5% des dépôts au-delà de 100.000 euros seront convertis en actions», a également indiqué à la presse le ministre des Finances Michalis Sarris.

«Pour être sûrs -une fois que tous les calculs auront été faits sur le montant de la somme dont on a besoin-, 22,5% a été mis de côté», a-t-il ajouté.

La Banque centrale a indiqué que la décision finale sur le pourcentage à déduire serait faite et le reste serait rendu au dépositaire.

A la question de savoir si la ponction pourrait être supérieure à 60%, Mario Skandalis, un expert et cadre de la Bank of Cyprus, a indiqué que c'est «une possibilité mais je dirais qu'elle reste assez lointaine».

Selon Marios Mavrides, député de Disy, le parti de droite du président Nicos Anastasiades, les 40% restants seront placés *«dans un compte bloqué pendant six mois pour empêcher les gens de retirer tout leur argent»*, mais doivent au final revenir à leur propriétaire, a ajouté M. Mavrides, tout en rappelant que ce délai de six mois menaçait la survie de nombreuses entreprises.

De façon générale, la restructuration drastique du paysage bancaire va avoir des conséquences dramatiques pour l'économie, ont prévenu de nombreux experts.

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a estimé que le pays allait connaître une «chute libre», avec une récession pouvant atteindre 20% sur les deux prochaines années.

Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. Mais plusieurs personnes citées ont démenti tout favoritisme ou délit.

A ce sujet, le ministre des Finances a indiqué que les *«banques, de temps en temps, font le choix de récupérer ou non l'argent qu'elles ont prêté»*. *«Ces pratiques ne sont pas rares»*, a-t-il ajouté. libération.fr 30.03

La banque vous octroie un prêt et puis décide si elle le souhaite que vous ne lui devez plus rien avant même que vous ayez fini de rembourser votre prêt, elle n'est pas belle la vie à Chypre ! Question : Pour qui, car on imagine que ce n'est pas le pauvre type du coin ou le travailleur lambda qui profite de telle largesse ?

Ce qui est extraordinaire, c'est que le ministre des Finances l'avoue ouvertement, quoi, mais la corruption qui profitait aux nantis voyons. Et ce brave Parlement, il en dit quoi ? Rien, ses membres sont tout autant corrompus. Non, sans blague, on a voulu nous faire croire le contraire...

Ceux (POI notamment) qui refusent de combattre contre les institutions en place, sont toujours prêts à la première occasion à redorer leur blason, à y participer aussi. Vous avez ici le contenu politique qu'aurait une Assemblée constituante que certains appellent de leurs vœux, et dans quel cadre devrait se réaliser l'« union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe » (POI). Qu'y aurait-il de changer pour les travailleurs par rapport à la situation actuelle ? Rien !

Une autre fois on reviendra sur cette question en partant de trois cas de figure : des institutions auxquelles participent de véritables partis ouvriers ou déformés mais dans lesquels les travailleurs se reconnaissent encore, des partis ouvriers complètement dégénérés et qui n'ont plus d'ouvrier que le nom, dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent plus, et enfin, quand une fois évacué le ou les partis ouvriers devenus des partis bourgeois, demeurent des partis ouvriers nouveaux ou anciens dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent pas non plus. On pourrait multiplier les cas en tenant compte de leur participation ou non au pouvoir dans le passé.

Les institutions et les partis qui y participent reflètent le rapport de forces qui existent entre les classes sur le plan national et international, qui a son tour dépend de plusieurs facteurs, dont notamment la situation économique et le niveau atteint par la conscience de classe du prolétariat, le déroulement de la lutte de classes, son contenu et son orientation. Cela pour dire qu'on ne peut se prononcer sur cette question qu'après avoir pris en compte un certain nombre d'éléments et de rapports, de quelle manière ils agissent les uns sur les autres, leur évolution, etc.

Partant de là, il serait fort improbable qu'un principe unique soit suffisant ou prévale pour définir une position qui serait en quelque sorte gravée dans le marbre et valable en toutes circonstances. C'est ce qu'on voudrait nous imposer et c'est ce que nous rejetons. On vient de voir où cela conduit, à soutenir (aveuglément) des institutions antidémocratiques. Le combat contre l'Union européenne est indispensable, mais il ne doit pas nous mener à soutenir des Etats dont en réalité les représentants en sont les complices, auquel cas on ne peut lutter efficacement ni contre l'UE ni contre ces Etats, on défend une ligne politique qui ne peut mener qu'à une impasse, qui se traduira par l'impossibilité de construire le parti ouvrier révolutionnaire.

3.2- Les autorités chypriotes se sont engagées ce samedi à enquêter sur l'effacement présumé de dettes contractées par des personnalités politiques de l'île, après la publication dans la presse d'une liste de prêts octroyés à ces personnalités, qui n'ont pas été remboursés. *"En réaction à des informations de presse au sujet d'effacements de dettes par des banques au bénéfice d'hommes politiques, le gouvernement réaffirme sa volonté d'enquêter pleinement sur tous les aspects de la crise dans le secteur bancaire"*, a fait savoir Christos Stylianides, porte-parole du gouvernement.

Il a assuré que l'enquête couvrirait aussi *"l'octroi, l'effacement ou la réduction de prêts (...) ou d'autres services fournis par les banques de la République à la fois à Chypre et à l'étranger"*. Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. AFP 30.03

A quelques jours d'intervalle seulement on a pu observer à quel point l'ensemble des institutions chypriotes sont gangrenées, corrompus, y compris le Parlement. En attendre quelque chose, c'est comme demander grâce à votre bourreau.

4- Etats-Unis

Un tribunal de New York a rejeté hier une *"part importante"* des accusations portées contre plusieurs grandes banques aux États-Unis, dont Bank of America ou la britannique Barclays, dans le scandale de la manipulation du taux interbancaire du Libor. *"Cela peut sembler inattendu que nous rejetions une part importante des accusations portées par les plaignants (...) mais cette décision est bien moins infondée qu'il n'y paraît"*, écrit la juge Naomi Buchwald dans un jugement consulté par l'AFP.

Des établissements financiers américains locaux associés et les États de New York et du Connecticut avaient saisi la justice, estimant avoir été lésés par la manipulation du Libor, un taux interbancaire central dans la finance mondiale et influençant un grand nombre de produits financiers grand public comme les prêts étudiants.

Tout en reconnaissant que certaines banques incriminées ont déjà accepté de payer des amendes aux régulateurs pour échapper aux poursuites, la juge Buchwald ajoute que *"seules quelques accusations"* portées par les plaignants pourront être examinées par la justice. Dans sa décision, la juge a notamment rejeté ainsi les accusations de violations de lois fédérales antitrust et de racket, estimant que ces griefs ne reposaient pas sur des bases légales assez solides.

Plusieurs des banques impliquées dans le scandale du Libor ont ces derniers mois versé d'importantes amendes pour éviter d'être poursuivies en justice par les autorités de régulation. AFP 30.03

Non, cela n'a rien d'"*inattendu*", c'est normal, logique, dans le cadre de ce scandale ces banques ont versé des amendes insignifiantes de quelques centaines de millions de dollars dans les caisses de l'Etat qui finiront dans celles des banquiers de la Fed, tandis que les différents États, dont ceux de New York et du Connecticut, continueront de ponctionner, de racketter leurs citoyens pour éponger leurs dettes contracter auprès des mêmes banquiers et la boucle est bouclée, n'est-ce pas aux travailleurs, à la classe moyenne de les payer ?

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2013

CAUSERIE

Il est 0h40, j'attends qu'il remette le courant pour que la climatisation démarre et que je puisse enfin aller dormir, du coup j'ai formaté et mis en ligne une quinzaine de nouveaux articles. Avant j'ai regardé Thalassa en mangeant, puis un film sur TV5Monde Asie : Montarnasse Pondichéry. Comme j'ai réorganisé la maison, c'est plus agréable. Je compte bien en tirer profit pour mon boulot. Progresser, aller de l'avant, une obsession.

J'ai pris ma retraite aux environs de 40 ans et je ne le regrette pas. Il paraîtrait qu'on se ferait chier à la retraite, j'ai plutôt l'impression que les journées sont encore trop courtes... pour s'emmerder ! La solitude, c'est autre chose. Quand on pense, on n'est jamais seul, sauf si on pense à soi, alors vaut mieux penser aux autres. Pas besoin de religion pour y arriver. A plus tard.

Lundi matin.

Il y a eu 5.000 connexions au portail en mars et vous avez téléchargé 6.100 documents. La causerie de mars est en ligne au format pdf, 251 pages. Les infos en bref de mars en pdf + index, demain.

Qui a dit ?

1- *"Le travail du journaliste consiste à détruire la vérité, à mentir sans réserve, à pervertir, à avilir, à ramper aux pieds de Mammon et à vendre son pays et sa race pour gagner son pain quotidien. Vous le savez comme je le sais, alors qui peut parler de presse indépendante ? Nous sommes les pantins et les vassaux des hommes riches qui se cachent derrière la scène. Ils tirent les ficelles et nous dansons."*

Réponse : John Swinton, ancien chef du personnel du New York Times, dans un discours à ses collègues journalistes.

2- *"Le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire."*

Réponse : John Kenneth Galbraith, économiste.

3- *"Le problème récurrent au cours des siècles derniers, et qui devra être réglé tôt ou tard, est celui du conflit qui oppose le peuple aux banques."*

Réponse : Lord Acton, Lord Chief Justice of England, 1875.

4- *"Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant qui fut jamais inventé. Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité et sont nées dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-leur, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer l'argent, d'un petit coup de plume ils créeront assez d'argent pour la racheter ... Otez-leur ce grand pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront comme elles devraient le faire, et alors nous aurions un monde meilleur où il ferait meilleur vivre. Mais si vous voulez continuer d'être les esclaves des banques et de payer le coût de votre propre esclavage, laissez les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler le crédit."*

Réponse : Sir Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre (1928-1941, réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque).

Voilà deux thèmes qu'il faut développer parallèlement à l'axe politique contre les institutions de la Ve République pour une République sociale : démasquer et combattre les médias aux ordres, soumis à la finance, conquis à l'idéologie néolibérale, acquis au gouvernement mondial, donc ses institutions, et expliquer comment fonctionne la société sur le plan économique, rendre accessibles aux travailleurs les bases de l'économie sur lesquelles reposent le capitalisme et la manière dont l'oligarchie financière s'y prend (dette, crédit, banque, consommation, monnaie...) pour les enchaîner à leur système économique qui conduit la société et le monde au chaos, à la guerre.

Ces trois axes de combat présentent l'avantage de comprendre l'ensemble des acteurs et des rapports qui existent dans la société, leurs représentations, dans la perspective du renversement de l'ordre établi, d'une société meilleure et plus juste, du socialisme.

J'arrête là, je vais consacrer quelques heures à faire du rangement dans mon disque dur. On fera un nouveau point sur la situation dans quelques jours.

ACTUALITE EN TITRES

[La solution à la crise : baisser le salaire minimum, mieux, le supprimer.](#)

- Non, le salaire minimum ne protège pas du chômage les plus défavorisés : la preuve - Atlantico.fr

Si l'on combine un salaire minimum trop élevé avec des subventions étatiques payées à ceux qui ne travaillent pas, du style RSA, alors le résultat est certain : le chômage augmente.

Si le salaire minimum est fixé trop haut, les moins compétents et/ou les moins bien formés, c'est-à-dire souvent les plus défavorisés, ne peuvent trouver un travail puisque leur "coût" pour les entreprises est supérieur à leur rentabilité. - Atlantico.fr 31.03

[Enfumage. La fumée s'est déjà dissipée.](#)

- Réforme des retraites : il va falloir travailler plus longtemps - LePoint.fr

Après Hollande, Ayrault annonce qu'il ne touchera pas à l'âge légal du départ en retraite. Mais il va jouer sur la durée de cotisation. LePoint.fr 31.03

[Celui permanent de la troïka.](#)

- La crise économique peut-elle entraîner des coups d'Etat en Europe ? - Atlantico.fr

[L'honneur perdu.](#)

- 563 décorés de la Légion d'honneur pour Pâques - Libération.fr

[Antisocialisme.](#)

- Le chef du SPD allemand prend la défense de Hollande - AFP

L'émir des talibans.

- Bureau des talibans à Doha: entretiens de l'émir du Qatar avec Hamid Karzaï - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril 2013

CAUSERIE

Notre portail est internationaliste... et francophone avec de nombreux articles en provenance de Belgique, du Canada, des Etats-Unis, d'Amérique latine et d'Afrique, de Syrie et d'Iran aussi. Normal, son auteur vit en Inde, citoyen du monde... En restant en France entre Français j'aurais l'impression d'étouffer.

Soyons de bonne humeur. Le bureaucrate se connecte sur Internet et fait le tour du monde sans lever les fesses de son fauteuil par crainte que son centre de gravité situé au niveau de son nombril ne se déplace ou tombe plus bas, nous, nous avons une fesse assise sur chaque continent et du coup c'est cet équilibre qui assure notre indépendance ou notre liberté d'esprit.

Je vous conseille la lecture (téléchargement dans le dossier : Néo conservateurs, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group. Goldman Sachs...) de l'article suivant : *La monnaie, le système bancaire et le système de la Réserve Fédérale*. Présentation rapide.

- L'article d'origine est intitulé "*Money, Banking, and the Federal Reserve: the Complete Transcript*". Il s'agit du texte en anglais complet d'une vidéo visionable sur Youtube.

L'auteur de ce fichier écrit : L'article suivant est le meilleur qu'il m'ait été donné de lire sur le sujet de la monnaie, des banques et de la Réserve fédérale. Certaines situations et déclarations peuvent être mises en parallèles avec ce qui se passe aujourd'hui, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi chez nous. (<http://lereveilmondial.over-blog.com>)

Les analyses que contient ce document ne correspondent pas à celle que nous faisons du capitalisme et n'explique pas ou sont contredites par les crises qu'il engendre inexorablement ainsi que son effondrement. Mais il est bourré d'informations fort utiles pour comprendre comment fonctionnent la monnaie et la Fed et au-delà pour ceux qui ont en tête les contradictions du capitalisme...

Un courriel reçu

"Résistance, collectif de membres du Parti Communiste Français (fédération du Nord, section de Lille), souhaiterait vous inviter à faire partie de ses fidèles lecteurs. Fraternelles salutations."

Bien à vous, nous ne sommes pas sectaires et nous saluons tous les militants qui se connectent sur notre portail d'où qu'ils viennent. La confrontation des idées ne peut être que salutaire à la cause commune pour laquelle nous nous battons, ne la craignons pas, ne craignons pas le socialisme.

Comme disait je ne sais plus qui, l'essentiel n'est pas de savoir qui a raison ou tort mais d'aller de l'avant. Laissons la lutte des classes déterminer quelle position ou ligne politique était correcte et évitons de nous ériger en procureur, nous pourrions nous-même un jour ou l'autre être la victime d'un tel procédé détestable dans nos rangs.

Je me suis couché de bonne heure, à 21h30, parce que j'étais crevé, du coup je me suis levé à 4h ce matin. J'ai encore fait le cauchemar qui revient très souvent : j'étais perdu, quelque temps avant j'étais en compagnie de gens qui ne m'avaient pas attendu et je me suis retrouvé en pleine nature sur une route à l'entrée d'un village où il y avait un château genre château de la Loire, quand j'étais gosse avec mes parents on s'en était fait un paquet, j'ai continué plus tard avec mon ex-épouse, par contre on avait délaissé les cathédrales et les églises, en Inde du Sud, à part des temples il n'y a pratiquement rien à visiter.

Bref, je me suis réveillé tellement dépaysé et transporté plusieurs siècles en arrière, un peu comme en Inde quoi, que des idées me sont venues immédiatement à l'esprit pour alimenter notre causerie du jour.

Le beauf est dans le pré. L'amour vache pour tous n'attend pas : camarades salopards (FdG) unissons-nous pour le meilleur, pour nous, pour le meilleur pour les autres ! Ils ont le sens de l'équité et de la solidarité : un pour tous, tous pourris. Quant à la liberté, il faudra encore attendre, ils l'ont confisquée. Ce pourraient être des idées anarchisantes j'en conviens, à ceci près que la liberté n'appartient à personne, dans le cas contraire elle n'existe tout simplement pas.

Puis j'ai téléchargé les articles de presse de la journée et j'ai bu un deuxième café. J'ai fait griller du pain avant qu'il devienne impropre à la consommation, je l'ai acheté avant-hier et il commençait à fermenter. En cassant la croûte m'est venue une autre idée.

Les ONG ont trouvé un terrain favorable pour se développer dès le début, aux alentours des années 70-80, parce que déjà à l'époque les services sociaux de l'Etat étaient déficients, leur cher Etat devant lequel ils se prosternent a toujours laissé pour contre des couches de travailleurs, pas celles dont leurs représentants font acte de soumission envers lui à la moindre occasion, plus généralement parce que les droits les plus élémentaires de millions de travailleurs n'ont jamais été satisfaits, ne serait-ce que celui de percevoir un salaire permettant de vivre normalement.

Je l'ai vécu, je m'en souviens, c'est gravé dans ma chair et ma tête, et si aujourd'hui je bénéficie d'un niveau de vie relativement confortable, je ne peux m'empêcher de me mettre quotidiennement à la place de ceux qui n'ont pas cette chance.

Cette idée m'est venue à l'esprit parce que j'ai failli m'engueuler avec l'assistante sociale du consulat de France à Pondichéry qui au lieu de m'écouter m'a conseillé avec insistance de dire à mon épouse de s'en remettre à l'assistante sociale de la clinique où elle était hospitalisée. Or, en sept ans, cette personne n'a jamais aidé mon épouse en quoi que ce soit, là elle lui a conseillé de monter au 4e étage en rééducation pendant trois mois, autrement dit de faire gagner du fric à cette clinique de malheur, mon épouse a refusé, elle s'est engueulée avec elle et le médecin, elle a signé une décharge et elle a quitté la clinique sur le champ, elle a préféré rentrer chez elle, sans chauffage. Entre assistante sociale, c'est le corporatisme qui domine, voilà ce que j'ai pu constater une nouvelle fois. Voilà pour l'Etat.

C'est donc le Secours populaire qui va aider mon épouse, pour remplir ses papiers et faire de nouvelles démarches pour obtenir un logement décent. C'est pitoyable d'en arriver là. Mon épouse est une brave femme, elle a parfois des comportements stupides, qui n'en a pas entre nous, mais il lui faut être utile aux autres, c'est un trait de sa personnalité, sinon il lui manque quelque chose dans la vie, du coup elle se sent à l'aise dans cette association. Je me suis passé de critiquer cette démarche puisqu'elle est animée de bonnes intentions. Elle n'est pas seulement bénévole trois jours par semaine, elle participe à leurs réunions et m'en touche deux mots parfois, du coup je sais un peu ce qui s'y passe, le meilleur et le pire évidemment. Ce sont eux qui ont appelé les pompiers quand elle s'est évanouie dans leurs locaux il y a 10 jours. Les pompiers d'Aubagne la connaissent, ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Le lendemain de sa sortie, il a fallu qu'elle aille à la caserne les remercier. Hier elle est allée à l'église, elle est hindoue, alors qu'en Inde elle ne fout pratiquement jamais les pieds dans un temple, elle a prié pour les pompiers d'Aubagne m'a-t-elle dit au téléphone. Je lui ai répondu que c'était bien. Staline a martyrisé les croyants (un reportage en Sibérie hier soir aux infos de TV5Monde Asie), nous les bolcheviks nous leur permettrions de pratiquer leur religion aussi longtemps qu'ils le souhaiteraient.

Pour revenir à l'assistante sociale du consulat, je pensais avoir à faire à une personne ouverte, comment dire, évoluée ou à l'écoute des misérables citoyens que nous sommes, pas de bol, elle est de la région d'Aubagne ou peut-être même d'Aubagne et elle connaît l'assistante sociale de la mairie pour avoir prononcé son nom devant moi alors que je ne l'avais pas citée, je sais dorénavant que je n'ai plus rien à en attendre pour mon épouse qui n'a pas d'autre alternative que de se tourner vers le Secours populaire.

Pour conclure je vais vous dire ce que cela m'inspire : on est les otages de ces gens-là, ces fonctionnaires agissent comme des potentats locaux, ils ont le pouvoir de vous aider ou non, de débloquer ou non une situation, au gré de leur humeur, de leur état d'âme, de considérations (corporatistes) qui n'ont rien à avoir avec leur mission, au bout du compte ils favoriseront telle ou telle personne selon qu'elle leur revient ou non.

Pourquoi mon épouse lourdement handicapée et qui était correctement logée a été mise en demeure de déménager dans un logement insalubre où venait d'avoir lieu un suicide ? Ils ont même menacé de l'expulser si elle refusait. Je vais vous dire un truc, j'ai posé cette question à l'assistante sociale, elle n'a pas voulu m'écouter, selon elle la question n'est pas là, et bien moi je vais y répondre : par favoritisme pour loger à sa place une personne que connaissait je ne sais pas qui, le maire, un de ses adjoints ou l'assistante sociale de la mairie d'Aubagne.

J'arrête là je tombe de fatigue, je n'arrive même plus à garder les yeux ouverts, il est 13h15.

ACTUALITE EN TITRES

Hésitation, que craignent-ils ?

- La France a-t-elle réussi sa réforme du marché du travail ? - L'Expansion.com

- Pourquoi il est absurde de penser qu'on pourrait aujourd'hui importer à l'identique les réformes Hartz de Schroeder en France

- Atlantico.fr

Une obligation et un devoir.

- Retraites : on va devoir travailler encore plus longtemps - LeParisien.fr

On va devoir rien du tout, mais au fait quel parti ou syndicat emploie ce langage aujourd'hui, défend la retraite à 50 ou 55 ans ? Ah ben non, si déjà on arrivait à sauver la retraite à 65 ans au lieu de 70 ce serait déjà une sacrée avancée sociale ! Voilà sur quelle ligne ils sont : la capitulation en rase campagne, la soumission complète au capital. On aura l'occasion de le vérifier une nouvelle fois en juillet prochain.

Un syndicat ouvrier aurait eu cette attitude : voilà nos revendications, sur quelle base nous voulons bien discuter avec vous, vous n'êtes pas d'accord, alors la discussion est terminée, nous allons en rendre compte aux travailleurs, ensuite nous nous mobiliserons...

Bonne nouvelle d'Espagne.

- Madrid reverrait à la baisse la variation 2013 de son PIB à -1% - Reuters

- Baisse de 14% des ventes de voitures neuves en mars en Espagne - Reuters

Provocation. Après le hold-up sur la classe moyenne, légalisons officiellement le casino !

- Chypre envisage casinos et avantages fiscaux pour son économie - Reuters

Parole d'escroc...

- Chypre : l'enquête sur la crise n'épargnera personne, promet le président - LePoint.fr

... la preuve :

- Délits d'inités à Chypre : des noms de sociétés et les montants retirés dévoilés - protothema.gr / Le Journal du Siècle 01.04

Les transferts d'argent qui représentent très souvent des montants astronomiques ont eu lieu 15 jours avant la fermeture du système bancaire, soit entre le 1er et le 15 Mars 2013. Ces sociétés semblent donc avoir eu des informations sur une taxation imminente des dépôts situés dans les banques chypriotes.

Le gouvernement de Nikos Anastasiadis est fortement exposé, puisque dans certains cas les transferts de fonds vers l'étranger ont été faits par des sociétés et des personnes proches ou liées directement au Président de la République, comme Loutsios, qui, trois jours avant la décision de ponctionner les dépôts, transféra 21 millions d'euros sur un compte bancaire britannique.

Voici les listes avec les noms des sociétés et individus qui ont retiré leurs dépôts de Chypre au cours de la période du 1er au 15 Mars. Pour la première colonne, il s'agit des noms des entreprises et des particuliers, puis des montants retirés, la balance des paiements ensuite, la monnaie utilisée et la date du transfert. (figurait ensuite les listes en question, avec les montants et les dates, disponible à l'adresse suivante : <http://lejournaldusiecle.com>)

Et ce brave Parlement tant chéri par certains, il en dit quoi, il fait quoi ? Yan Legoff répondez, allez on attend votre réponse. Mais voyons, il parle, il parle, comme ces bavards qui l'admirent ! Entre nous, il est mouillé jusqu'à l'os leur cher Parlement. Chut ne perturbez pas la petite vie tranquille des bureaucrates !

Au fait, et en Grèce ont-ils rapatrié les quelque 300 milliards d'euros qui ont fui le pays depuis 2008 ? Bien sûr que non. Et en Espagne, en Italie ? Même réponse. Elles sont chouettes les institutions dans ces pays, on a vraiment envie de les garder, non ? Ah ces révolutionnaires, des bras cassés ! Vous n'y tenez pas, nous non plus, une République sociale débarrassée de cette vermine ferait notre affaire.

En Grèce comme en Espagne il fallait faire campagne sur ce thème, ne pas lâcher le morceau, cela permettait de mettre en relief la corruption des institutions, de dévoiler leur véritable nature, un argument accessible à tous les travailleurs qui posait les bases d'un véritable combat contre les institutions, de rassembler les militants et les travailleurs sur cet axe dans la perspective de les liquider, d'un gouvernement ouvrier... Au lieu de balader les travailleurs à Bruxelles, Frankfurt ou Washington.

Un marché sordide et juteux

- L'Inde refuse une demande de brevet de Novartis - Reuters

Entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, une avocate a dit que le traitement coûterait environ 70 dollars par mois à un patient au lieu de 4.000 si la demande de Novartis avait été validée.

A Pondichéry, le salaire minimum mensuel est d'environ 5.000 roupies, 70 dollars, cela fait 4.900 roupies, 4.000 dollars cela donnerait 28.000 roupies, dans tous les cas de figure ce traitement anticancer demeure inaccessible à la majorité de la population car il vient en complément d'autres médicaments.

La Sécurité sociale n'existe pas ici. Il est possible cependant d'obtenir des médicaments gratuitement en passant par les hôpitaux publics, ils sont distribués au coup par coup lors de chaque consultation après des heures ou des jours d'attente. La Cour suprême indienne n'est pas philanthrope pour autant, ce marché est évalué à 20 milliards de dollars d'ici 2020, elle défend les trusts pharmaceutiques indiens.

Les prédateurs haineux de la troisième multinationale pharmaceutique mondiale n'ont pas tardé à réagir de la pire des manières.

- «*Cette décision est un revers pour les patients et cela va freiner les progrès médicaux pour des maladies sans options de traitement efficace*», a dénoncé le groupe qui a enregistré un bénéfice net de 9,6 milliards de dollars (7,4 mds EUR), en 2012. liberation.fr 01.04

Pour éviter de "*freiner les progrès médicaux*" à venir, il existe une solution : on les exproprie sans leur verser un centime et l'affaire est entendue.

ACTUALITÉ DU JOUR

La collaboration de classes doit être la norme, la règle.

Interview lexpansion.com du 1er avril. Extraits.

L'accord sur la sécurisation de l'emploi est-il une réponse à la crise sociale que traverse le pays?

Laurent Berger - il donne "*plus de place au dialogue social*"...

Pourquoi la CFDT a-t-elle accepté une réforme de la procédure des plans de sauvegarde de l'emploi?

Laurent Berger - Pour donner, là aussi, plus de poids au dialogue social. lexpansion.com 01.04

Syndicats et travailleurs doivent monter au créneau pour sauver le capital

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Qatar

C'est l'histoire de la petite grenouille, qui veut être aussi grosse que le boeuf, et qui finit par éclater ! Alors que le Qatar nourrit des ambitions impériales, les querelles de pouvoir, qui déchirent, depuis des années, la dynastie Al-eThani semblent prendre une tournure très dangereuse. Les deux extrémités de cette guerre impitoyable, pour le pouvoir, sont l'émir, lui même, et son ministre des A.E. Selon "Al-Akhbariya", qui se réfère aux vidéos et aux images, Cheikh Hamad ben Khalifa Al-e Thani est, gravement, malade, et son ministre des A.E, profitant de cet situation, le regarde comme une proie prête à être consommée.

Dans le camp d'en face, l'émir qui hait, de plus en plus, le ministre Jassem, ne cesse de le harceler : il vient d'ordonner l'arrestation

de 16 des conseillers et proches de son MAE, au sein des services de renseignements, qui "ne travaillent pas bien, puisque Assad est toujours au pouvoir"! Hamad a dépossédé Jassem d'une partie de ses prérogatives et veut le limiter encore plus, dans l'exercice de ses fonctions. Selon "Al-Akhbar", les querelles entre le vieux (Hamad) et le jeune loup (Jassem) n'est pas prêt de finir et les entre-déchirements s'approfondissent, de jour en jour. french.ir 01.04

2- Syrie

Une ex-journaliste de la chaîne américaine CNN fait d'intéressantes révélations. Amber Leon affirme que la chaîne en question ne cesse de falsifier "*les réalités liées à l'Iran et à la Syrie*", et s'est fixée, pour mission, celle de nourrir les campagnes d'intoxication contre ces deux Etats. Amber Leon a été licenciée, pour avoir osé couvrir les événements de Bahreïn, et avoir publié un rapport, sur les cas de violation des droits de l'Homme commis par la police américaine.

Cette journaliste, primée trois fois, de 2006 à 2008, pour avoir produit les meilleurs reportages, dénonce "*l'orientation politique imposée par les directeurs de la chaîne, aux journalistes et aux reporters*". "*Ce sont ces mêmes directeurs, qui dictent que dire de l'Iran et de la Syrie et comment le dire*". "*Cette manière de faire est destinée à justifier, auprès de l'opinion publique, les pressions que subissent la Syrie et l'Iran, de la part des Etats Unis et de leurs partenaires*". "*Le même scénario a été suivi, avant l'invasion de l'Irak, en 2003*". Leon a traité CNN de chaîne, qui produit, sur ordre et dans le sens des intérêts et des objectifs de l'OTAN. french.ir 01.04

Messieurs les valets de l'impérialisme américain, Hollande, Ayrault, Le Drian et Fabius, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas.

3- Turquie

Kemal Kiliçdaroglu, Le leader du Parti républicain du peuple, en Turquie, CHP, le plus grand parti d'opposition du gouvernement, dans ce pays, a déclaré que les critiques augmentent, de jour en jour, contre le gouvernement d'Erdogan, en raison de ses soutiens aux groupes armés, en Syrie.

Selon Press TV, Kemal Kiliçdaroglu a critiqué les politiques du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, envers la crise syrienne, avant d'ajouter que les paramilitaires, soutenus par les étrangers, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad passent leurs formations, sur le sol turc. Le leader du CHP, en réitérant que la Turquie envoie des armes, pour les terroristes, a indiqué que le parti de la Justice et du développement, (AKP), importent les groupes armés d'autres pays, puis, les envoie, en Syrie. french.ir 01.04

SOCIAL

1- Tunisie

Les centres d'appels en Tunisie du géant français Téléperformance tournaient au ralenti lundi, premier jour d'une grève de 72 heures en raison d'un conflit entre la direction et ses employés.

"*La grève est suivie à 80%*", a déclaré à l'AFP Mongi Ben Mbarek, qui dirige la section poste et télécommunications du principal syndicat du pays, l'Union générale tunisienne du travail.

Réagissant à cette affirmation dans un communiqué, Téléperformance a de son côté souligné que "*le taux de suivi (de la grève) à 14H00 était de 53% dans les centres (...) et non 80% comme indiqué par les syndicalistes*".

Les grévistes réclament une hausse des salaires, l'annulation des licenciements d'une demi-douzaine d'employés en février dernier et l'application d'une convention de 2010 sur l'évolution des carrières. Une réunion de conciliation a échoué le 29 mars.

Les syndicalistes appellent par ailleurs à une manifestation mardi à 13H00 GMT devant le siège de l'entreprise à Tunis. AFP 01.04

2- Egypte

Les autorités égyptiennes ont relevé lundi de 60% le prix de la bonbonne de gaz butane à usage domestique 48 heures avant l'arrivée au Caire d'une délégation du Fonds monétaire international chargée de négocier les conditions d'un prêt de 4,8 milliards de dollars au plus grand pays du monde arabe.

Pour les entreprises, le prix de la bonbonne augmentera de 100%.

La bonbonne de butane passe désormais à huit livres égyptiennes (1,18 dollar) pour les ménages. Bien qu'il s'agisse d'une forte hausse, les Egyptiens s'étaient habitués à payer jusqu'à 50 livres la bonbonne l'an dernier au marché noir. Depuis, ces chiffres sont tombés entre dix et 15 livres pièce, d'après les médias égyptiens.

Le gouvernement du président Mohammed Morsi, issu des Frères musulmans, fait l'objet de pressions de la part du FMI pour qu'il allège les subventions d'Etat au secteur de l'énergie. Ces dernières grèvent lourdement le budget, au risque de déclencher un nouveau soulèvement dans une population déjà durement éprouvée par la crise économique.

L'augmentation du gaz butane, la première depuis deux décennies, s'inscrit dans le cadre d'un plan gouvernemental visant à réduire le coût des subventions au secteur de l'énergie, a indiqué un responsable du ministère des Approvisionnements.

Une délégation du FMI est attendue mercredi dans la capitale égyptienne pour une nouvelle série de discussions sur l'octroi d'un prêt massif à l'Egypte. Reuters 01.04

En Inde, à Pondichéry elle est de 7 dollars environ, très chère.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril 2013

CAUSERIE

Il fait trop chaud pour en faire plus... et ce n'est pas un grossier mensonge !

Le boeuf était du cheval, la bouffe en général, les médicaments, les vêtements, les cosmétiques et même les jouets contenaient des produits chimiques hautement toxiques pour le cerveau et le fonctionnement de certains organes...

Non, pas possible, dans quel monde vivons-nous ! Ah qui le dites-vous ma bonne dame, on ne cesse de dire qu'il faut faire table rase mais personne ne veut nous écouter !

On a été élevé dans le mensonge, on a grandi dans le mensonge, c'est même les pires mensonges qui ont fait les grands hommes et les plus petits, si, si. Quand on affirme que le capitalisme repose sur le vol, on nous traite de menteur. Mais qui au fait ? Des menteurs. Mais alors, c'est peut-être la vérité, la vérité avec laquelle on fait les révolutions.

- Et les institutions au service de l'intérêt général et non des capitalistes, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et la guerre contre l'Irak, l'Afghanistan, la Serbie, la Libye, la Syrie, le Mali, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et Hollande, un président socialiste, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et le PS un parti ouvrier, proche des intérêts des travailleurs, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et tout ce qu'on peut lire dans la presse nationale ou entendre à la télévision, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et tout ce qu'on a appris en cours d'histoire à l'école et à l'université, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et le socialisme que l'on identifie au stalinisme, le communisme au régime de la Corée du Nord, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Dévastateur ce scandale pour peu qu'on sache l'utiliser, qu'on ait la volonté de l'utiliser pour servir notre cause, là c'est une autre histoire. Mensonge ou vérité ? A vous d'en juger.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir refaire une peau neuve au PS ?

- L'UDI demande l'exclusion de Cahuzac du PS - LePoint.fr

Attendez, il faudrait tous les exclure pour imposture ces antisocialistes !

Il a manqué d'imagination le 1er avril !

- Aveux de Cahuzac : Jacob a "du mal à imaginer que Hollande et Ayrault n'aient pas été au courant" - LePoint.fr

Avant la tête...

- Affaire Cahuzac - Montebourg : "Les bras m'en tombent" - LePoint.fr

Pris à leur propre piège...

- Sonnés, les socialistes se sentent «trahis» par Jérôme Cahuzac - LeFigaro.fr

Lestons-le un peu plus pour qu'il coule.

- Affaire Cahuzac : climat très lourd sur le bureau national du PS - LeMonde.fr

600.000 euros à ce prix-là on peut se permettre tous les remords du monde.

- «Dévasté par le remords», Jérôme Cahuzac reconnaît avoir détenu un compte en Suisse - LeFigaro.fr

Un leurre qui couvre un grossier mensonge

- Le débat lèvera les «incompréhensions» sur l'accord travail, estime Sapin - Liberation.fr

Lobotomie et eugénisme au programme.

- Barack Obama lance un programme de recherches sur le cerveau - Reuters

Mensonge mondial

- La Banque mondiale veut faire disparaître "l'extrême pauvreté" d'ici à 2030 - AFP

Quant à la pauvreté, on s'en accommodera, normal, elle est amenée à se généraliser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur moral et la nôtre. Défendre l'indéfendable ou la spirale de l'infâmie perpétuelle.

Cahuzac, l'homme ou ce qu'il en reste, ne nous intéresse pas, je n'ai pas de microscope sous la main pour examiner et disséquer cette vermine, sorte de protéine primitive informe et dégénérée.

Chirurgien ou médecin est sans doute l'un des plus nobles métiers du monde, que nombreux malheureusement épousent non par vocation ou humanisme mais pour se faire un nom, une réputation, un statut social, et s'enrichir évidemment. Je dirais même qu'au fil du temps, les plus vertueux d'entre eux finissent corrompus et cèdent à l'idée que leur service si indispensable à la population n'est pas rétribué à sa juste valeur, bref, que la société ou l'être humain est bien ingrat à son égard.

L'homme est ainsi fait qu'il ne peut rien concevoir ou faire très longtemps sans en attendre quelque chose en retour, qu'il le reconnaisse ou le nie n'y changeant rien d'ailleurs. Même lorsqu'il bénéficie d'un statut confortable et enviable par une grande partie de la société, il vient toujours un moment où il ne peut plus s'en contenter, il se lasse le malheureux, on pourrait l'admettre,

mais à condition seulement qu'il l'assume honnêtement.

Il en va ainsi dans une société basée sur les inégalités et l'injustice, et où le pouvoir et la richesse corrompent tous les esprits ou presque qui bénéficient de ce privilège qui finit par leur monter à la tête, leur pourrir l'existence paradoxalement.

Il y a fort longtemps, je suis sorti avec une fille dont le père était capitaine à bord d'un yacht d'un milliardaire basé à Cannes, qui pour tuer le temps en était arrivé à passer des après-midi entières à regarder des matchs de football allongé dans une chaise longue sur le ponton de sa modeste embarcation. J'avais 20 ans et je n'avais pas encore développé une conscience politique, cependant spontanément je me suis dit que notre bonhomme devait avoir un sérieux problème dans sa tête pour être aussi riche et perdre son temps dans une activité aussi insignifiante, j'étais très pauvre et sans avenir et je me suis dit : quel gâchis, quelle injustice ! Ma copine m'a largué peu de temps après, j'étais trop pauvre pour elle, elle n'a même pas voulu me présenter à son père.

Si la plupart des nantis finissent par verser dans l'excès, accumulation démesurée de richesses, luxure, perversité où sont souvent liés drogue, sexe, et trafic en tout genre, le néolibéralisme a amplifié cette tendance innée au capitalisme en se libérant de toute réglementation, de tout principe, y compris moraux, psychologique ou individuel, il a fait sauter les obstacles à tous leurs fantasmes, il l'a banalisé, normalisé en quelque sorte au point qu'il soit obligatoire d'y souscrire sous peine de passer pour ringard ou archaïque.

De la même manière, il est de bon ton de s'afficher, d'attirer l'attention des médias, d'avoir une vie publique bien remplie comme ils disent, de faire partie ou de s'afficher avec la jet-set ou d'embrasser une carrière politique qui à défaut de réhausser votre statut social vous permettra de vous distinguer du lot, vous avez besoin d'exister et que l'on parle de vous, à votre avantage de préférence, car la richesse ne peut pas suppléer à l'oubli et à la solitude. Par dessus tout, il manque toujours un petit quelque chose à ces gens-là pour qu'ils soient véritablement heureux, et la vie tumultueuse ou trépidante qu'ils peuvent mener ne leur fait jamais oublier très longtemps le désert sentimental qui les entoure avant que la lassitude ne les étreigne à nouveau, le cauchemar qui les mine, les ronge, leur font commettre des folies aussi.

Cela s'applique davantage aux petits riches comme notre chirurgien député et ex-ministre, les très riches et les hyper riches vivent dans un autre monde à part, plus discrets ou réservés, leur pouvoir de domination et de nuisance sur le monde suffit à leur bonheur, ils passent leur temps à l'entretenir et à l'accroître, c'est leur raison de vivre.

Tout était donc faux. Propos relévéés de Cahuzac.

- *"Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomnieurs. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais"*, insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

- Il s'agit (l'idée de taxer en France les expatriés - ndr), a expliqué le ministre délégué au Budget "d'éviter que ceux qui décident de vivre en dehors de nos frontières s'exonèrent par là-même des obligations fiscales que ces personnes ont à l'égard de leur pays dans lequel elles sont nées, elles ont grandi, elles ont été éduquées, formées, le plus souvent où elles ont rencontré la prospérité sinon la fortune". *"Bref un pays auquel elles doivent beaucoup et dont elles ont tort, me semble-t-il, de s'exonérer des charges que celui-ci leur demande d'acquitter afin d'être redressé"*, a-t-il ajouté. publicsenat.fr 21.12.2012

- *"compte tenu de la faiblesse de la conjoncture actuelle, il n'est pas question de demander d'efforts nouveaux aux Français"*,

- *"Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire."*

- *"plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire"*.

- *"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français"*. Reuters 10.03

Que dire encore ?

N'allez pas croire qu'il y en aurait un seul qui vaudrait mieux que les autres au sein des partis institutionnels, car pour camoufler autant de vérités et soutenir autant de mensonges quotidiennement dans différents domaines, sur les guerres, les banques, les origines de la crise du capitalisme, etc. pour adhérer à la pensée unique qui appartient à la droite comme la gauche, relayée pas les médias officiels, les uns et les autres agissant hypocritement ou par facilité, dans certains cas pour éviter la polémique ou d'avoir à justifier des positions inconfortables, dans d'autres cas pour les renier aussitôt, finalement motivé avant tout par la soif du pouvoir et agissant pas pure cupidité, intérêt personnel, ils sont à l'image du capitalisme, du régime et de la société en décomposition, et il ne peut pas en être autrement pour occuper la place qui est la leur de serviteur de l'ordre établi. Il peut exister des degrés dans l'infâmie sans toutefois la transformer en son contraire

Qu'on se souviennent que l'ordre établi repose principalement sur l'ignorance des masses, ignorance savamment entretenue à coups de mensonges quotidiens, mille fois reproduits à la fois par ceux qui sont au pouvoir et son opposition officielle, ceux qui se relaient au pouvoir depuis que le capitalisme existe, les hommes ou les représentants officiels et officieux du capital passent, le capitalisme demeure et les générations de travailleurs exploités et opprimés se succèdent. Ainsi l'infâmie est partagée et permanente entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui y aspirent.

On savait qu'Obama était le clone de Bush, nous avions prévu qu'Hollande serait celui de Sarkozy, chaque fois en pire puisque la crise du capitalisme et la situation internationale ne cessent de s'approfondir et de se tendre. Cela valait pour leur entourage. En régime capitalisme, le détenteur du sceau de l'infâmie se tient au sommet de l'Etat, sans qu'il en soit forcément celui qui en fait le plus grand usage, mais les exceptions sont exceptionnellement rares.

Quand vous êtes lancé dans une féroce compétitivité avec vos concurrents pour vous enrichir ou vous élever à un statut social supérieur, votre conscience personnelle s'efface, pour peu que vous en ayez eu une un jour, disparaît au profit de ce principe qui guide dorénavant vos pensées, vos faits et gestes, et ce principe pour être sordide, cynique, vous serez pris dans un engrenage infernal qui vous forcera à tout justifier, à recourir aux pires trahisons si nécessaire, tous les rapports que vous entretenez avec votre entourage ou le monde extérieur seront faussés et porteront désormais la marque de cette infâmie que rien ni personne ne peut excuser ou pardonner.

Tous menteurs comme des arracheurs de dents.

On ne va reproduire les déclarations des uns et de autres tous plus hypocrites les uns que les autres, on en relèvera une qui l'est peut-être plus que les autres. Quand ils ne sont pas menteurs, ils sont amnésiques ou font preuve d'une mémoire très sélective, qui les arrange. Ils mentent aussi pas omission. Nous avons à faire à des professionnels dans l'art de mentir et tromper les travailleurs et les militants, c'est leur véritable profession, de foi.

- Mélenchon sur Twitter et sur RTL : "*Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ?*" lepoint.fr 02.04

Mélenchon a milité pendant plus de 30 ans au PS, et il ne savait rien de l'histoire épouvantable de ce parti passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages il y a 99 ans.

Il a été jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, mais il ignorait qu'il appartenait au parti de l'ordre.

Il a raison en ce qui le concerne et ses semblables, "*la chaîne du mensonge*" est sans fin pour s'être allié avec les restes nauséabonds du stalinisme.

Quand il a rejoint le PS après avoir quitté l'OCI, il ne pouvait pas prétendre qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du PS, le même verdict sans appel est valable pour son alliance avec le PCF. Pour ces gens-là qui partagent les principes et la morale de nos ennemis, le passé est le passé, il faut l'enterrer, il n'a plus aucun rapport avec le présent, on n'en parle plus et on passe à autre chose, comme s'il n'avait jamais existé, leurs analyses sont purement livresques et sans rapport avec la réalité qu'ils s'emploient quotidiennement à falsifier.

Ce sont des caméléons qui pensent ainsi duper toute le monde, ils se trompent lourdement et la réalité ne cesse de les rappeler à l'ordre à intervalles réguliers, d'ailleurs si le caméléons change de couleur de peau selon les circonstances, celles-ci se reproduisant il reprend aussi sa couleur initiale, ainsi les traîtres et les renégats pris à leur propre piège sont démasqués.

Leur démocratie au rabais s'est toujours accommodée des pires mensonges, vous nous excuserez de ne pas nous apesantir inutilement sur ce sujet que nous traitons quotidiennement, laissons cela à ceux qui ont mauvaise conscience et vont s'en faire des gorges chaudes.

Les mêmes vont embrayer sur le délitement des institutions qui selon eux sont à l'agonie depuis 1958 et que cette affaire révèle une nouvelle fois. Il faut dire qu'il était pratiquement impossible à la justice ou aux autorités suisses de faire disparaître toute trace d'un compte qui a été ouvert pendant 20 ans sans prendre le risque d'être elles-mêmes touchées par ce scandale.

Hollande, Ayrault, le gouvernement ne savaient pas ? La preuve du contraire.

En janvier, l'ex-élu RPR Michel Gonelle avait remis à la police un enregistrement attribué au ministre du Budget et dans lequel ce dernier disait à un interlocuteur avoir un compte en Suisse.

L'ancien maire avait contacté un conseiller de l'Elysée fin décembre pour assurer que cette bande était authentique. Il s'est vu conseiller de saisir la justice s'il avait "des éléments tangibles" à l'encontre du ministre du Budget. LePoint.fr 05.02

Merdia.

- Selon Le Nouvel observateur, qui a révélé l'information, ce document (de la banque UBS. -Ndlr) montre que le ministre n'a pas fermé de compte à l'UBS en février 2010, comme l'a affirmé le site d'informations Mediapart.

D'autres recherches, apparemment tout aussi négatives, seraient remontées jusqu'à l'année 2006 pour des raisons de prescription. Mais selon une source judiciaire, il s'agit d'une "*interprétation inexacte*" de ce document. LePoint.fr 05.02

INFOS EN BREF

SOCIAL

UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 12,0% de la population active, un nouveau record, selon les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le taux de chômage des moins de 25 ans est ressorti à 23,9% dans la zone euro, avec des taux en Grèce et en Espagne restant au-dessus de 50%.

Cette envolée du chômage est surtout la cause des mesures d'austérité prises depuis trois ans dans la zone euro pour endiguer la crise de la dette. Reuters 02.04

ECONOMIE

1- France

Un contrôle sanitaire aléatoire a permis de découvrir une fraude à l'emballage dans le rayon boucherie d'un supermarché Super U de Langeac, en Haute-Loire. Une enquête a été ouverte.

La combine était simple: de la viande fraîche étant arrivée à sa date de péremption était reconditionnée puis ré-étiquetée. Une fois sous un nouveau film protecteur, on attribuait aux barquettes de nouvelles étiquettes, avec nouvelles dates d'emballage et de consommation. Ni vu, ni connu, le tout repartait remplir les rayons.

Cette viande périmée s'est donc retrouvée dans les paniers des clients et a été consommée. La remise en vente d'aliments périmés est d'autant plus grave qu'ils sont considérés comme impropres à la consommation et donc nuisibles à la santé des consommateurs.

Différentes investigations sont en cours, menées par les inspecteurs de la Direction des services vétérinaires. Selon les premiers éléments, *«cette pratique était bien organisée et se déroulait depuis un certain temps»*.

Mais le secret est bien gardé autour de cette affaire: rien n'a filtré sur la durée exacte de cette fraude, ni pour l'instant sur l'identité des auteurs. Si l'on ne sait pas non plus si des clients ont été malades, le parquet a affirmé ne pas avoir eu connaissance de complications médicales.

La justice prévoit des suites puisque cette fraude relève du délit, ce qui signifie que cette affaire pourrait tout à fait se terminer devant le tribunal correctionnel. lefigaro.fr 02.04

Et le gérant de ce supermarché n'est pas encore en prison ? Ah ben non, le "*secret est bien gardé*" !

2- Grande-Bretagne

La farce financière du jour. Attention, ce n'est pas une recette !

La Grande-Bretagne s'est dotée à compter de mardi de deux nouveaux régulateurs financiers en lieu et place de la défunte

Financial Services Authority (FSA), espérant que ce système bicéphale s'avérera plus efficace dans la prévention des crises bancaires et la protection des épargnants.

Le nouveau système bicéphale s'articule autour d'une Autorité de régulation prudentielle (PRA), chargée de vérifier la bonne santé des banques, et d'une Autorité de bonne conduite financière (FCA), chargée surtout de protéger le consommateur.

"Les réformes entrées en vigueur aujourd'hui lancent le redémarrage du système de réglementation financière de notre pays", a déclaré mardi le ministre des Finances George Osborne.

"Elles représentent un changement radical dans la manière dont les services financiers seront réglementés à l'avenir".

La PRA, une émanation de la Banque d'Angleterre, doit vérifier que les 1.700 banques, compagnies d'assurance et sociétés de crédit immobilier sous sa tutelle ont suffisamment de fonds propres et respectent les règles en matière de primes et de gestion du risque.

La FCA, une autorité indépendante qu'abritera l'ancien siège de la FSA à Canary Wharf, surveillera le comportement de l'ensemble des établissements financiers, soit 26.000 entreprises au total. Elle sera dotée pour cela de pouvoirs et de capacités de sanction renforcés.

Les autorités espèrent que la nouvelle structure sera capable de mieux anticiper les risques afin que le contribuable n'ait plus à mettre la main au porte-monnaie à l'avenir.

En sus de ces deux nouveaux organismes, le Comité de politique financière de la Banque d'Angleterre définira les orientations de la politique de supervision et surveillera les risques menaçant la stabilité du système financier, telles les bulles immobilières.

Ce comité est présidé par le gouverneur de la banque centrale. Les patrons des deux nouveaux organes de régulation y siègent également.

Les experts pensent que la nouvelle structure ne sera réellement mise à l'épreuve que lorsque l'économie sera à nouveau prospère, entraînant de probables excès. Reuters 02.04

On a compris que c'est la Banque d'Angleterre qui est au sommet de cet organigramme, dont le gouverneur est un homme de main de... Goldman Sachs. Et ils envisagent déjà les prochains "*probables excès*" des banquiers, lire escroqueries. C'est ce qu'on appelle se foutre du monde ouvertement, ils peuvent ils détiennent tous les pouvoir et il n'existe pas d'alternative politique à ce jour, vous avez entendu parler de l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire en Grande-Bretagne ? Pas plus qu'en France, Grèce, Espagne, Portugal, Italie...

3- Chypre

Le plan de renflouement financier de Chypre annoncé mardi prévoit un vaste programme de privatisations et d'austérité visant à un retour à l'excédent budgétaire en 2016.

Un programme de privatisations qui touchera notamment les télécoms, l'autorité portuaire et l'électricité, devrait rapporter au moins 1,4 milliard d'euros sur la période 2013-2016.

Côté rigueur, les retraites du secteur public seront gelées et l'âge du départ à la retraite retardé de deux ans. En outre, les taxes sur le tabac, l'alcool et les carburants vont être relevées, de même que le taux de la TVA.

La taxe sur les bénéfices des entreprises passera à 12,5% et celle sur les intérêts et les dividendes à 30%.

Parallèlement, la banque centrale continue d'assouplir peu à peu les restrictions sur les mouvements de fonds. Pour les entreprises, les transferts sont libres jusqu'à 25.000 euros, au lieu de 5.000 jusque là, et il est désormais possible d'émettre des chèques allant jusqu'à 9.000 euros.

Pour les particuliers, les retraits sont limités à 300 euros par jour et par personne. Les virements bancaires restent impossibles vers l'étranger et limités vers Chypre même. AFP et Reuters 02.04

Mais au fait ce programme de guerre contre les travailleurs chypriotes, il va être validé par le Parlement. Ce brave Parlement dont certains ont chanté les louanges. Comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie...

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril 2013

CAUSERIE

L'actualité est si chargée aujourd'hui que j'ai eu du mal à savoir par quelle bout la prendre. J'ai dû traiter en coup de vent chaque sujet, on complètera par la suite au fil des jours si nécessaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Affaire d'Etat Cahuzac.

Avant-propos

Cela rappelle les frasques de l'obsédé sexuel DSK que tout le monde connaissaient à la direction du PS et de l'UMP mais que tout le monde avait tus, les uns parce qu'il figurait dans leur parti, les autres pour mieux s'en servir un jour contre lui et le PS et c'est ce qui se produisit.

Apparemment, depuis 2008 au plus niveau de l'Etat, donc sous le mandat de Sarkozy, on savait que Cahuzac se livrait à des malversations fiscales, et ce n'est pas un hasard si c'est un rival UMP de Cahuzac qui a sorti le lièvre. Reste à savoir pourquoi maintenant. Osons une première explication à chaud.

Pour fragiliser un peu plus Hollande et le gouvernement pour qu'ils se droitisent un peu plus en échange du soutien de l'UMP et de l'UDI ? Cela coïncide avec l'élection à la présidence du Medef et précède de quelques mois l'ouverture de nouvelles "négociations" devant aboutir à un nouveau coup contre les retraites. Il semblerait que ce soit la branche la plus exigeante, intransigeante, extrémiste du Medef qui soit sur le point de l'emporter.

On sait pas expérience que chaque fois que le PS (ou la SFIO et le PCF) a été au pouvoir et s'est retrouvé en difficulté, il a accordé à la réaction tout ce qu'elle réclamait allant même jusqu'à lui abandonner le pouvoir. On y reviendra dans les jours qui viennent.

Réduire cette affaire à une abstraction.

Tout faire pour réduire cette affaire à un cas individuel qui révèle la pourriture du régime en place, qui frappe et affaiblit les institutions, alimente la crise de tous les partis sans exception, dont les contradictions ne vont pas manquer une nouvelle fois de se manifester au grand jour. Enfin une bonne nouvelle !

La vérité est révolutionnaire, ensuite, tout est une question de patience, de détermination, de persévérance.

- Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve a estimé jeudi que le scandale causé par les mensonges de son prédécesseur Jérôme Cahuzac autour d'un compte secret détenu à l'étranger n'était "*pas une affaire d'Etat*" mais reflétait le "*manquement grave*" d'un homme.

"*C'est un manquement individuel très grave. Ce n'est pas la mise en place d'un système de corruption qui atteindrait un parti, un groupe, un Etat*", a déclaré M. Cazeneuve sur la radio Europe 1. AFP 04.04

La vengeance n'est pas toujours un plat qui se mange chaud, réchauffée elle peut être encore plus dévastatrice.

Michel Gonelle, l'ancien maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) détenteur de l'enregistrement audio dans lequel Jérôme Cahuzac évoquait un compte en Suisse, a estimé mercredi que ce compte avait pu être identifié dès 2008, donc sous le gouvernement de droite précédent, mais "mis sous l'éteignoir".

"*Selon ce que je sais de bonne source et qui m'a été rapporté, un haut fonctionnaire des Douanes avait identifié le compte en 2008*", a déclaré à l'AFP l'ancien maire RPR et rival politique de l'ex-ministre du Budget en Lot-et-Garonne.

Ce haut fonctionnaire "est élu d'une ville de l'Oise", selon M. Gonelle, qui l'a invité à "se faire connaître des magistrats instructeurs".

M. Gonelle, invoquant cette bonne source, assure que ce haut fonctionnaire "a transmis les informations qu'il avait recueillies aux services de renseignements qui ont eu l'enregistrement bien avant tout le monde, l'ont décrypté bien avant tout le monde, et tout ceci a été mis sous l'éteignoir".

Pour M. Gonelle, à l'exception du député UMP Laurent Wauquiez, "toute la classe politique et une grande partie des médias ont contribué à soutenir M. Cahuzac, et à stigmatiser Mediapart" et lui-même.

"Un cordon sanitaire a été fait autour de M. Cahuzac pour le protéger", accuse M. Gonelle, le "sommet" étant selon lui la demande d'entraide administrative adressée à la Suisse par le ministre des Finances "qui était destinée à blanchir" l'ex-ministre et "dont nous n'avons jamais su la question qui avait été posée".

M. Gonelle a aussi rappelé mercredi qu'il avait contacté une de ses connaissances à l'Elysée dès le 15 décembre, à propos de l'enregistrement en sa possession.

"Le président a été mis au courant par moi-même dès le 15 décembre et j'ai expliqué très longuement comment cet enregistrement m'est parvenu fortuitement. Celui qui m'a entendu a très bien compris la sensibilité de mes propos et les a transmis fidèlement. Mais on n'a pas voulu croire ce que disait Mediapart et ce que je disais", a-t-il déploré.

M. Gonelle, avocat et ex-maire de Villeneuve-sur-Lot, où M. Cahuzac (PS) l'avait battu en 2001, avait découvert sur son répondeur, fin 2000, des propos de M. Cahuzac adressés à une tierce personne, qui évoquaient son compte à la banque suisse UBS.

Cet enregistrement, dont il avait une copie, avait été publié début décembre par Mediapart. M. Gonelle assure que ce n'est pas lui qui l'a transmis au site d'informations en ligne. AFP 03.04

Le Front national mouillé jusqu'au cou également.

Un nouveau personnage apparaît dans l'affaire Cahuzac. Selon les informations du Monde, le compte suisse dont l'existence a été reconnue par l'ancien ministre du budget a été ouvert par Philippe Péninque, un proche de la présidente du Front national, Marine Le Pen.

C'est lui qui, en 1992, a ouvert à la banque UBS un compte dont l'ayant-droit économique était M. Jérôme Cahuzac, a-t-on appris de source proche de l'enquête. Ce n'est qu'en 1993 que ce compte a été récupéré en nom propre par l'ancien ministre, via la société financière Reyl and Cie, basée à Genève, qui ne possédait alors pas de licence bancaire.

Plus tard, en 2009, le compte aurait été transféré à Singapour dans la filiale locale de la banque helvétique Julius Baer. Le compte était alors toujours sous gestion de la société Reyl.

M. Péninque a reconnu avoir entretenu des relations amicales avec M. Cahuzac, qui était alors médecin. Il a affirmé ensuite : "Ce qui est illégal c'est de ne pas déclarer un compte, pas d'aider à l'ouvrir. Jérôme Cahuzac avait besoin d'un compte, je l'ai aidé à l'ouvrir."

Marine Le Pen était-elle au courant de ce scénario ? M. Péninque prétend en avoir informé la présidente du Front national : "Je lui ai dit que j'étais ami avec Cahuzac et peut-être que dans le cadre de mon activité professionnelle, j'avais ouvert ce compte."

Philippe Péninque, 60 ans, n'est pas un inconnu pour ceux qui suivent les affaires de l'extrême droite. Cet ex-membre du GUD, un syndicat étudiant d'extrême droite radicale, connu pour sa violence, est aussi ancien membre fondateur d'Égalité et réconciliation. Il fait aujourd'hui partie des conseillers officieux de Marine Le Pen. En 2007, il avait réalisé l'audit du Front national. lemonde.fr 03.04

Aux manettes, c'est guignol ! Qui tire les ficelles ou comment redorer le blason d'un parti qui est une imposture.

La réaction émue et scandalisée à la télévision de @gerardfiloche, membre du bureau national du PS, mardi, aux aveux de Jérôme Cahuzac, a été largement saluée sur Twitter où les internautes ont tour à tour mis en ligne la séquence vidéo tout en faisant part de leur empathie. "Je n'aurais pas dit mieux, merci Gérard Filoche", écrit @Bazz_Ra tandis que @BratzzyB souligne "une réaction saine. Rassurante, aussi". "Beaucoup de respect envers Monsieur Gérard Filoche. Preuve d'un engagement vrai au service des français", estime pour sa part @GaetanAchenza, pourtant un sympathisant de l'UMP. Tout en s'adressant à M. Filoche, @CASI51100 conclut : "Si tous les hommes politiques étaient comme vous, je retournerais voter". AFP 03.04

Il sort du même tonneau putride que Mélenchon.

Comme quoi le PS n'est pas ce que vous croyez, comme quoi aller voter pourrait être utile... Pour qui roule-t-il les Filoche et Cie. ? Vous avez la réponse : pour le régime dont le PS est un des piliers au sein des institutions.

Quand l'état d'esprit du vil serviteur se double d'illusions grotesques.

Interview leexpress.fr, extraits. Vincent Drezet, secrétaire national du syndicat Solidaires finances publiques.

Question : Quelle est votre réaction à la suite de la mise en examen de Jérôme Cahuzac, ancien ministre du Budget, pour blanchiment de fraude fiscale ?

Réponse : C'est plus que de la déception. On a un sentiment de colère, de frustration devant l'ampleur du scandale et de la consternation. C'est absurde que l'ancien ministre du Budget, responsable de l'administration fiscale ait recours à l'évasion fiscale alors qu'il est censé lutter contre. Pour nous, c'est un choc émotionnel, on vit cette affaire comme une trahison. (...) Il nous a tous trahis.

Question : Les actions du gouvernement sont-elles suffisantes pour lutter contre la fraude fiscale? Que recommandez-vous?

Réponse : Il faut que le gouvernement nous montre son réel engagement, les déclarations ne suffisent plus. On attend vraiment de voir comment ils vont renforcer la lutte contre la fraude fiscale. L'intention est affichée mais n'est pas encore traduite. (...) Les agents qui font du contrôle fiscal et se déplacent sur le terrain avec leur propre véhicule ne sont pas remboursés intégralement. Ils payent pour travailler! Enfin, concernant les moyens juridiques, il y a eu des avancées. Mais aujourd'hui, il faut passer la seconde! leexpress.fr 03.04

Ce syndicaliste est aussi misérable que son ministre, qui n'a jamais été le nôtre, c'est là l'essentiel qui permet de distinguer un syndicaliste d'un serviteur du régime. Explication. Le ministre n'a trahi que ceux qui se reconnaissaient en lui. Il attend que le gouvernement "*montre son réel engagement*, après avoir adopté le TSCG, la "*règle d'or*", un budget d'austérité, fait cadeau de 20 milliards d'euros aux patronats, et s'appretant à retranscrire dans la loi l'accord scélérat du 11 janvier dernier, etc, et il faudrait encore avoir des doutes sur ses réelles intentions, vous n'êtes pas digne de votre mandat syndical. Solidaires, Sud, des syndicats différents des autres, vraiment ? Il démontre là le contraire.

Il y a eu des "*avancées*" sur les moyens juridique et juste avant il précisait "*nous avons perdu 25.000 postes à la direction générale des finances publiques depuis 2002*", ce qui signifie que les agents de ce ministère ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre ces "*avancées*" juridiques qui réclament davantage de moyens.

Bon, il a tenu ce discours comme il aurait pu en tenir un autre, il s'en fout quoi, il vit bien, il a un emploi garanti jusqu'à la retraite, un statut privilège envié de nos jours, vous ne voudriez pas non plus qu'il devienne révolutionnaire !

Comment LO, le NPA et le POI ont rendu compte de cette affaire.

LO - L'affaire Cahuzac, un symptôme de la pourriture capitaliste (Nathalie Arthaud)

Elle fustige la classe des capitalistes qui ont les partis qu'ils méritent, mais pas un mot sur les institutions vermoulues de la Ve République que ce scandale ébranle un peu plus.

NPA - Cahuzac la main dans le sac : crise majeure de la Ve République - 2 avril

Révéléateur de la crise du régime, pas besoin d'être un fin analyste pour arriver à ce constat.

La suite et fin relève de la soumission aux institutions et révèle au passage la véritable nature du NPA

- "*C'est le symbole de la crise de régime de la Ve République. Pour empêcher ces voyous d'opérer, il est temps d'imposer l'interdiction du cumul des mandats, la limitation des revenus, le contrôle direct et la révocabilité des élus par la population.*"

Dans le cadre des institutions de la Ve République qu'il suffirait de réformer, de remodeler pour qu'elles puissent enfin se mettre au service de la classe ouvrière.

De notre côté, nous combattons pour une République sociale issue du mouvement révolutionnaire des masses exploitées une fois les institutions de la Ve République renversées, abolies.

Le NPA est ni un parti anticapitaliste ni un parti révolutionnaire.

NPA - Contre la république du fric et des menteurs, une démocratie réelle maintenant ! - 3 avril

- "Il faut une alternative politique qui annule la dette et garantisse les droits de la population en particulier son droit de contrôle sur la société et l'Etat."

Il confirme qu'il ne s'agit pour ce parti ni de changer la société, autrement dit de mettre un terme aux rapports sociaux qui existent dans la société au profit de la classe dominante, de les inverser, ni l'Etat qui en est issu et les incarnent, donc les institutions, ce qui nécessiterait une révolution sociale et politique qui porterait la classe ouvrière au pouvoir.

POI - La palme de l'opportunisme lui revient.

Vous aurez eu l'occasion de remarquer à plusieurs reprises qu'il leur était possible d'inclure les derniers développements de la situation dans leur hebdomadaire Informations ouvrières jusqu'à la veille de sa parution, or dans le numéro paru hier, rien, absolument rien sur cette affaire d'Etat. Par acquis de conscience je suis allé voir s'il y avait un article sur leur portail national, rien, absolument rien, l'affaire Cahuzac n'existe pas, n'a jamais existé.

Ces manoeuvriers professionnels procèdent souvent par non-dits ou par omission quand une question les embarrasse. Comment traiter cette affaire sans s'aliéner telle ou telle courant qui traverse contradictoirement le POI, sans s'aliéner des pans entiers de leurs militants restés fidèles au socialisme, comment ne pas rompre avec le PS, le régime, les institutions qu'il soutient à bout de bras, comment faire pour ne pas se couper des appareils des syndicats (CGT et FO principalement) qui sont embourbés jusqu'au cou dans le dialogue social tout en essayant de faire croire le contraire au moment où Hollande à besoin d'eux plus que jamais ?

Le prochain numéro d'Informations ouvrières répondra sans doute à ces questions, nous nous en délectons par avance.

[Tous au chevet de la démocratie, en réalité du vieux monde capitaliste de plus en plus contesté dans le monde entier.](#)

J'ai lu dans un article relatif à la situation en Grèce que la démocratie était en danger, parce que les deux partis qui alternent au pouvoir ou se le partagent comme en ce moment, seraient minoritaires et discrédités auprès de la population. Mais finalement, il n'existerait pas d'autres alternatives que s'en remettre à ses fossoyeurs de la démocratie.

Quelle est la signification politique d'une telle analyse ?

Que si vous êtes démocrates ou que vous avez adopté les principes de la démocratie, vous n'avez pas d'autres alternatives que vous en remettre impérativement à l'un de ces partis, le parti officiel de l'ordre ou son supplétif, les deux constitutants les piliers des institutions ou garantissent la pérennité du régime en place.

Quelle est la signification politique d'un tel postulat ?

Qu'il vous faut absolument soutenir les institutions en place, le régime, l'ordre établi, qui en passant sont responsables de la situation sociale actuelle, mais ces gens-là ne sont pas à une contradiction près, au lieu de les combattre pour les renverser et reconstruire la société sur de nouvelles bases.

Quelle conclusion politique faut-il en tirer ?

Que vous devez vous soumettre à la société telle qu'elle existe, aux institutions, et qu'il est inutile d'envisager un changement politique radicale de la situation, car le régime en place est après tout le meilleur qu'on puisse imaginer et il est fait pour durer pour l'éternité. Prenez votre mal en patience, éventuellement rejoignez l'extrême droite qui vous promet un avenir meilleur ou mettez-vous une balle dans la tête, ce qui revient pratiquement au même, mais surtout ne vous tournez pas du côté du socialisme, le véritable socialisme, circulez il n'y a rien à voir de ce côté-là.

C'est à peu de choses près le même discours qu'on peut entendre dans tous les pays, y compris de la part de ceux qui prétendent incarner (officiellement) le socialisme, tous ceux qui se vautrent aux pieds des institutions et refusent de les combattre.

[Le dialogue social, la bouée de sauvetage du régime.](#)

On comprendra qu'à vouloir trop charger une embarcation de fortune, elle finit inexorablement par chavirer à son tour, et ses naufragés par être engloutis par les flots déchainés qui s'acharnent sur eux.

Au cours des derniers mois nous avons rédigé plusieurs articles de fond sur le dialogue social qui peuvent servir de référence aux militants pour le combattre.

Nous avons précisé que le dialogue social était la négation de la lutte des classes, l'antithèse de l'indépendance de classe du prolétariat, l'antichambre du corporatisme. Nous avons été extrêmement précis et détaillé dans notre argumentation, nous avons essayé de ne rien laisser au hasard pour ne laisser aucune faille dans laquelle l'opportunisme pourrait se glisser.

Constatant que des petits malins animés sans aucun doute des meilleures intentions du monde s'étaient ingénués à présenter la CGT et FO, autrement dit leurs dirigeants comme des opposants au dialogue social ou par le biais de tournures rhétoriques recourant à des sous-entendus le laissant entendre ou deviner à des lecteurs ou un auditoire assez naïf pour être porté à le croire, il m'a semblé nécessaire de revenir une nouvelle fois sur un aspect essentiel du mécanisme du dialogue social, la manière dont il est déclenché ou quelles conditions sont nécessaires pour qu'il puisse avoir lieu, car comme tout rapport, pour qu'il existe il faut au minimum être deux ou que différents acteurs acceptent au départ d'y participer.

On a tendance à oublier que le dialogue social, s'il est le produit d'un rapport, un autre le précède qui ne fait l'objet d'aucune discussion, par principe on l'accepte, l'affaire est entendue, les différents protagonistes en ont convenu ainsi, un accord tacite ou sous-entendu le rend possible et lie ses participants comme s'il existait une sorte de connivence entre les deux parties qui en acceptent par avance les règles. C'est en réalité très malicieux, tordu, sournois, c'est du domaine de la manipulation.

Avant même d'aborder le contenu du dialogue social, il faut préciser en quoi consistent ces règles. Pourquoi est-ce si important ? Parce que c'est ici que s'expriment ou que sont définis les rapports entre les représentants des différentes classes, en théorie puisque ceux de la classe ouvrière sont vendus. On comprend aisément pourquoi cette phase n'est pas abordée par les différents partis ouvriers, elle est déterminante.

Si vous êtes sur une ligne politique intransigeante face au patronat et que votre conception de la lutte de classe coïncide avec la mobilisation des travailleurs sur leurs revendications, vous ne pouvez pas accepter cette règle du jeu qui implique dès le départ que vous êtes prêts à consentir des concessions au patronat, ce qui pour vous est inenvisageable. Votre combat consiste à obtenir des concessions du patronat et non l'inverse, à le placer dans une situation qui l'obligera à lâcher quelque chose, sans rien lui céder cela va de soi.

Dans ce cas-là un tel rapport est impossible puisque les conditions ne sont pas requises, il faut que vous soyez dans une position de renoncement à vos revendications pour qu'il existe, que vous acceptiez d'emblée de vous placer sur le terrain du patronat, rappelons-le avant même que la première réunion ait lieu.

On s'aperçoit ici qu'avant même que le dialogue social ne débute, pour qu'il ait lieu cela implique que les représentants des travailleurs doivent se placer dans le cadre d'un rapport de forces qui quoi qu'il arrive par la suite leur sera défavorable, c'est la condition sine qua non, autrement dit, ils doivent s'avouer vaincus, cela signifie que le dialogue social est synonyme de capitulation en rase campagne devant le patronat, avant même qu'il ait débuté, quel que ce soit l'accord qui en sortira et qui le signera ou non, y participer, c'est accepter de se retrouver dans une position de faiblesse, c'est déjà trahir.

Je ne sais pas dans la vie comment vous gérez vos relations, personnellement quand je sais que je n'ai rien de bon à attendre d'une relation avec une personne, je m'abstiens de la rencontrer ou d'avoir des rapports avec elle, par économie de temps et précaution. Vous me direz que je dois avoir peu de relations, la vie se charge de m'en imposer que je n'ai pas choisi et cela me suffit amplement.

Et bien ici c'est le même principe qui devrait s'appliquer. Sauf que dans ces rapports les dirigeants syndicaux ne mettent pas en cause leurs propres intérêts mais ceux des travailleurs dont ils n'ont rien à faire et qu'ils sont toujours prêts à brader au patronat.

Donc accepter de participer au dialogue c'est accepter au départ un certain type de relations, c'est légitimer un rapport de forces qui ne fait que reproduire celui existant entre les classes dans le pays, la classe dominante fixant les règles, la classe dominée s'y soumettant ou les subissant, ici leurs représentants respectifs. Partant de là on comprend immédiatement qu'il est impossible d'en attendre quelque chose de bon pour les travailleurs, on doit le rejeter ou refuser d'y participer. On pourrait dire encore que les dés sont pipés, la règle est faussée en faveur de la classe dominante dès l'annonce qu'un dialogue social va avoir lieu.

Dès lors on pourrait s'attendre à ce que les partis ouvriers lancent une campagne nationale pour s'y opposer, en développant les arguments qui viennent d'être énoncés, sauf qu'ils s'y refusent tous au nom des liens organiques qu'ils ont tissés avec les appareils pourris des syndicats, ce dont ils ne se vantent pas évidemment, c'est aux militants de le deviner ou de le comprendre.

Tout ce que l'on peut ajouter ensuite sur le dialogue social après qu'il ait débuté est secondaire ou présentera peu d'intérêt, qui a dit ou fait quoi, signé ou non, peu importe, le mécanisme est lancé et ira à son terme, accord ou non entre les parties en présence, puis ce sera au législateur de rentrer en piste pour clôturer le bal, la messe était dite avant même que le vin soit tiré, il faudra le

boire jusqu'à la lie.

Se ranger derrière des appareils qui ont permis à ce scénario d'avoir lieu tient lieu d'une trahison ou d'une complicité de trahison, c'est enchaîner les victimes à leur bourreau pour qu'ils ne lui échappent pas. On peut combattre tout accord ou loi sans se vautrer dans une pitoyable soumission envers les appareils pourris des syndicats, sans colporter de nouvelles illusions sur l'issue de notre combat.

On mène un combat parce qu'on estime qu'il est légitime, pour défendre un droit légitime, c'est suffisant, tout autre justification est à nos yeux insupportable et indigne d'un militant ouvrier. On essaie d'organiser travailleurs et militants de toutes tendances ou courants sur un objectif qu'on a défini, tout en le reliant à la situation et à l'issue politique que nous proposons pour mettre fin à la crise du capitalisme, qui consiste à mettre un terme au régime en place et à avancer vers le socialisme.

Mais pour cela il ne faut pas s'en tenir au rôle du syndicalisme qui sur le plan politique revient à se vautrer dans le trade-unionisme, ce que font tous les partis. Ce n'est pas le niveau de nos propres forces qui détermine les tâches qu'on doit se fixer, encore moins celles que le prolétariat doit accomplir, mais le développement de la situation sociale et politique en rapport avec l'objectif de notre combat politique auquel tous les autres sont subordonnés.

Je crois qu'un grand nombre de militants n'ont pas compris qu'un militant d'un parti politique qui se cantonne au rôle d'un syndicaliste ou ne combat pour aucun objectif politique se comporte en fait comme un de ces dirigeants syndicaux qui accompagnent le capitalisme au lieu de le combattre.

Je viens de recevoir un journal par Internet et en le parcourant j'ai constaté qu'au cours de discussions entre militants ou avec des travailleurs, il est question exclusivement de questions syndicales, sociales partielles, nulle part les questions politiques ne sont abordées, autrement dit il est inutile. En Grèce et en Espagne malgré ce qu'ils subissent ils en sont encore là, ce qui signifie qu'il est impossible de s'en sortir par cette voie-là. Pourquoi croyez-vous que la troïka se permet-elle de frapper aussi fort, sinon parce qu'ils savent qu'en face le combat politique est quasi inexistant. Continuons dans cette voie et nous courrons tout droit au désastre.

C'est dommage car des millions de travailleurs sont disposés à entendre un autre discours, révolutionnaire, encore faudrait-il être capable de s'adresser à eux dans un langage qu'ils comprennent.

J'avais commencé à rédiger la suite hier soir, mais par manque de temps j'ai dû abandonner. Je vous renvoie aux articles précédents qui traitaient de cette question.

A propos de l'accord patronal du 11 janvier et du dialogue social.

1- Thierry Mandon porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, avant-hier.

- *"il y aura beaucoup moins de votes contre ce texte, s'il y en a, qu'il n'y en avait eu contre le traité budgétaire européen"*, contre lequel avaient voté en octobre 20 des 297 députés PS ou apparentés (outre neuf abstentions), a pronostiqué Thierry Mandon lors d'un point presse.

- *"Nous chercherons à améliorer le texte tout en acceptant la logique de l'accord, et en ne soumettant que des amendements acceptés par le gouvernement"*, a expliqué le député PS de l'Essonne, après avoir annoncé le dépôt, en séance, d'une cinquantaine d'amendements par son groupe. lepoint.fr 02.04

Tout est cadenassé par le gouvernement, on est donc bien en présence de députés du PS godillots. Bon, on le savait.

2- Il faut se placer sur le terrain du patronat, il n'y pas d'autres alternatives.

Marylise Lebranchu, la ministre de la Fonction publique, a reconnu mardi sur Radio Classique les réticences des certains parlementaires socialistes.

"Je pense qu'ils vont essayer d'améliorer ce texte comme ils le veulent. Quand on est socialiste et qu'on reconnaît l'action des syndicats comme un élément essentiel, alors on encourage les accords qu'il peut y avoir", a-t-elle dit.

"Je sais qu'il y a une majorité pour soutenir le gouvernement et je sais qu'il y a une majorité convaincue des effets profondément bénéfiques du projet de loi issu de l'accord", a dit le ministre du Travail Michel Sapin, mardi sur RTL.

"Nous avons une position a priori favorable", dit-on au groupe UDI (centriste), alors que le groupe UMP attend pour sa part *"l'évolution du texte au cours du débat"* avant de se prononcer.

Le gouvernement espère que cet accord ouvrira la voie à d'autres accords entre partenaires sociaux, notamment sur les retraites, appliquant ainsi sa méthode de la concertation. Reuters 02.04

Il a raison Sapin, il existe une majorité PS-UMP-UDI au Parlement pour soutenir tous les textes anti-ouvriers, comme hier quoi.

On admirera au passage le courage et le style sibyllin de Lebranchu qui en déclarant : "*on encourage les accords qu'il peut y avoir*" sans en préciser le contenu, la nature, l'orientation, vaut mieux pas !

Dans le registre tous menteurs, tous pourris.

Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge

Le Grand Rabbin de France Gilles Bernheim a reconnu mercredi un plagiat et un mensonge, admettant avoir réagi "*avec maladresse*" quand les premières accusations sont apparues à l'encontre de son ouvrage "*Quarante méditations juives*".

"*Les plagiats démasqués sur Internet sont avérés*", a-t-il avoué dans un communiqué daté de Jérusalem, alors que le doute montait au sujet de l'originalité de l'ouvrage publié en 2011 chez Stock.

Gilles Bernheim ajoute "*regretter*" ses dénégations initiales: "*Ma réaction devant la première évidence de plagiat a été émotionnelle, précipitée et maladroite. Je l'analyse rétrospectivement comme du déni.*"

Sur son blog "*archéologie du copier-coller*", l'universitaire Jean-Noël Darde a porté le coup de grâce. En croisant des recherches sur internet et en bibliothèque, il retrouve des extraits entiers des "*Quarante méditations juives*" dans des livres écrits bien avant les années 80 par Jean-Marie Domenach, Jean Grosjean, Élie Wiesel "*et probablement d'autres*".

"*D'habitude, les plagiaires s'inventent des excuses. Si le plagiat avait été moins grossier, Bernheim aurait pu s'en sortir. Là, il n'avait pas le choix*", commente M. Darde.

Pour cet enseignant de l'université Paris VIII, qui s'intéresse surtout aux plagiats académiques, "*le plus grave, c'est le mensonge*" du Grand Rabbin. Et pas seulement le communiqué de dénégation. "*A la sortie du livre, Gilles Bernheim a expliqué avoir un +fort désir d'écrire+ qui le tient éveillé la nuit et a assuré que ses Méditations étaient de loin son oeuvre la plus personnelle*", rappelle-t-il.

Deux ans plus tard, le Grand Rabbin a demandé à son éditeur de retirer l'ouvrage des librairies et de sa bibliographie. Il a également présenté ses excuses à Dolorès Lyotard, la veuve du philosophe, et à Elisabeth Weber, ainsi qu'aux autres auteurs plagiés et à ses lecteurs. AFP 03.04

Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée

L'infante Cristina, fille du roi d'Espagne Juan Carlos, a été inculpée mercredi dans le cadre d'une enquête pour détournement de fonds visant son mari, a-t-on appris de source judiciaire.

Le juge d'instruction Jose Castro, chargé du dossier, a convoqué Cristina de Borbon y Grecia, 47 ans, pour une audition le 27 avril, ajoute-t-on, confirmant des informations de presse.

Elle sera interrogée sur des détournements d'argent public et des fraudes fiscales d'un montant de six millions d'euros commis par son mari, Inaki Urdangarin, lorsqu'il dirigeait l'organisation caritative Noos.

On ignore quelles charges ont été retenues à l'encontre de la princesse qui faisait partie de l'organisation.

Le juge Castro, qui a pu consulter des courriers électroniques dans lesquels Inaki Urdangarin demandait à sa femme des conseils dans la gestion d'affaires, a dit disposer d'éléments démontrant la complicité de la princesse.

Des experts judiciaires ont expliqué que le magistrat construisait un dossier qui pourrait déboucher sur un procès impliquant le couple.

"*La loi est la même pour tous*", a affirmé le juge dans un bref communiqué à l'appui de son ordonnance, reprenant les propos du roi Juan Carlos dans son allocution de Noël en 2011.

Le magistrat a précisé avoir décidé d'inculper Cristina afin de s'assurer qu'elle témoignera en personne et ne s'abritera pas derrière la loi espagnole pour échapper à une comparution.

Pour Manuel Villoria, spécialiste des questions de corruption et professeur de sciences politiques à l'université Juan Carlos, ces charges sont "*dévastatrices*" pour la famille royale espagnole.

"Il (le juge) affirme considérer Cristina comme complice et que (Urdangarin) n'aurait pas pu agir sans son aide. Elle était au courant et elle ne l'a pas empêché", a expliqué Villoria.

Inaki Urdangarin a comparu fin février devant un tribunal de Majorque pour répondre des accusations de fraude fiscale et de détournement d'argent qui pèsent contre lui, un scandale qui a fortement écorné l'image de la monarchie espagnole.

Cet ancien joueur de handball professionnel est accusé d'avoir utilisé ses relations afin de remporter des contrats publics pour organiser des événements sur l'île de Majorque et ailleurs en Espagne. Reuters 03.04

Offensive du Medef. Ils en veulent toujours plus, normal face à un ennemi faible et corrompu.

Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a annoncé dans un entretien au Figaro sa candidature à la présidence du Medef pour "*la défense des entreprises*" et "*un dialogue social renforcé*".

"Je suis candidat" à la présidence du Medef, déclare M. Bernasconi, en faisant valoir son "*engagement fort depuis huit ans*" à la tête de la FNTP et "*une expérience de négociateur au Medef*". Interrogé sur son projet, M. Bernasconi répond qu'il "*croit en un dialogue social renforcé, d'abord au niveau de l'entreprise, pour améliorer la compétitivité*".

Le président de la FNTP estime que dans les entreprises "*le vrai sujet c'est la compétitivité et le poids des charges des entreprises, et donc les dépenses publiques et sociales*". "*On ne peut pas laisser les entreprises avec un tel niveau de charges*", dit-il encore. M. Bernasconi se déclare "*totalelement solidaire du bilan*" de Laurence Parisot, présidente du Medef depuis 2005, mais ajoute qu'il n'était "*pas solidaire de sa démarche visant à modifier la gouvernance*".

Dans le domaine des statuts du Medef, il préconise de passer à deux mandats de quatre ans pour le président, au lieu d'un mandat de cinq ans suivi d'un de trois. Enfin, en matière de rémunération des grands patrons, il se prononce pour "*la transparence*". Il révèle qu'il gagne dans son entreprise "*5 000 euros net par mois, sans prime ni dividende*". lemonde.fr 03.04

Et il ne s'est pas effondré en 5,6 secondes ?

Tchéchénie: un gratte-ciel de 40 étages ravagé par le feu à Grozny - AFP

La façade d'un gratte-ciel de 40 étages était ravagée par le feu mercredi soir à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, dans le Caucase russe.

Selon des photos et vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, le feu a embrasé de bas en haut tout un flanc du bâtiment, et s'est propagé rapidement à la façade principale par les matériaux d'isolation, dont des fragments enflammés tombaient de temps à autre.

La télévision russe a montré à 21H00 locales (17H00 GMT) des images de l'immeuble, dont la façade continuait d'être la proie des flammes dans la nuit.

Près de 300 hommes étaient mobilisés sur place et un hélicoptère bombardier d'eau devait rejoindre Grozny à partir d'une république voisine. AFP 03.04

Le 11 septembre 2001, après avoir été ravagée partiellement par un incendie pendant à peine 1h30, la tour n°7 de 42 mètres de haut, qui n'avait été percutée par aucun avion, située à une encablure des tours du WTC, s'effondrait à son tour sur elle-même à la manière d'une démolition contrôlée en 5,6 secondes.

La version officielle a ce jour explique que ce serait cet incendie qui en aurait été la cause, les produits inflammable utilisés dans la construction de cette tour et le matériel de bureau et du simple papier en se consumant aurait suffit à élever la température au point de fondre des poutrelles en acier de 10 centimes d'épaisseur, 1600°C. Bien entendu, pas un seul architecte ou ingénieur en construction métallique sérieux ne croit à cette version farfelue.

Afghanistan. Quand l'imérialisme américain remet le pouvoir aux talibans

La guerre en Afghanistan a été présentée par les gouvernements des puissances occidentales comme une guerre contre le terrorisme pour instaurer la démocratie dans ce pays. C'était un grossier mensonge, la preuve (si nécessaire).

- Le Président afghan, Hamed Karzaï, vient de l'annoncer : le chef des Talibans est autorisé à se porter candidat, pour le scrutin présidentiel de l'année prochaine! Karzaï, en réitérant son appel de désarmement, à l'adresse des Talibans, les a invités à s'investir en politique et à devenir un parti politique.

Trop démocratisant, le président, qui accordait un entretien à la presse allemande, a affirmé que le chef des Talibans avait, "parfaitement, le droit de se présenter aux présidentielles, et que le peuple afghan en avait autant, pour voter pour ou contre lui". Karzaï s'est lancé, ensuite, dans une diatribe contre l'Occident, qui considère l'Afghanistan, "non pas comme un allié, mais comme un ennemi". Les Talibans, qui ont motivé l'invasion, puis, l'occupation de l'Afghanistan, par les Américains et leurs alliés, en 2001, viennent d'ouvrir un bureau, à Doha. Les Etats Unis, qui s'apprentent à quitter l'Afghanistan, en 2014, ont des contacts réguliers avec "leurs ennemis numéro 1".

La perspective d'un Afghanistan dirigé par le "Président Mollah Omar" est, sans doute, le démenti le plus solide apporté aux prétentions démocratisantes des Etats Unis, quand ils ont envahi l'Afghanistan. french.irib.ir 03.04

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le système capitaliste d'exploiteur est devenu mafieux.](#)

- Un ex-courtier de Goldman Sachs arrêté pour une fraude à 8 milliards - AFP
- Des actionnaires de RBS réclament quatre milliards à la banque - Reuters

Un groupe d'actionnaires de Royal Bank of Scotland a porté plainte contre la banque britannique et quatre de ses anciens dirigeants au nom de pertes qu'il affirme avoir subi lors de sauvetage de l'établissement. Reuters 03.04

[Ainsi va leur monde](#)

- Grèce: reprise des discussions avec la troïka - AFP
- Chypre doit refonder son économie sur un socle incertain - Reuters
- Italie: "probable" recul du PIB de 1,5-1,6% cette année - AFP
- Chute de 17% des ventes automobiles en mars en Allemagne - Reuters
- L'aide aux pays pauvres a connu en 2012 sa plus forte baisse depuis 1997 - AFP
- Les usurpations de plaques d'immatriculations explosent encore en 2012 L'Expansion.com -

[Tous pourris, le ver était dans le fruit !](#)

- Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge - AFP
- «On peut se demander si la catégorie du mensonge s'applique au politique» - Liberation.fr
- Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée - Reuters
- "L'affaire Cahuzac renforce l'idée que les politiques sont tous pourris" - L'Express.fr
- Moscovici : "Je n'ai jamais eu la volonté de blanchir Jérôme Cahuzac" - LePoint.fr

Déclaration inutile, dorénavant plus personne ne vous croira. Je pense qu'on a là la leçon essentielle à tirer de cet événement. Voilà une excellente occasion pour aider à les travailleurs à y voir plus clair. Vous aviez des doutes, vous vous posiez des questions, vous vous demandiez si les uns et les autres ne vous cachaient pas la vérité, vous aviez raison et vous étiez très loin du compte...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud camarades, il faut enfoncer le clou, on peut ainsi aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes. Oui vous valez mieux que cette pourriture, bien entendu que vous êtes capables de décider vous-mêmes votre destin, de gérer la société, vous ne ferez pas pire, c'est impossible, etc...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite.

1- Les "**amis** de la France (Sarkozy, Hollande, Fabius) sont des barbares.

Selon les journaux saoudiens, Ali al-Khawahir avait 14 ans quand il a poignardé l'un de ses amis dans le dos, causant sa paralysie. Après une décennie passée en prison, il risque maintenant d'être à son tour paralysé, sur demande de sa victime, s'il ne parvient pas à payer 1 million de riyals (environ 200.000 euros) de dommages et intérêts. Selon le site Arabian Business, la somme originale était deux fois plus importante, mais aucune raison n'a été évoquée pour justifier cette baisse.

Le système pénal saoudien, qui applique la loi islamique, autorise la qisa (ou loi du Talion). La victime peut ainsi demander aux juges que son assaillant subisse le même sévice qu'elle. Le plus souvent, ce genre de cas se règle grâce à la diyya, une compensation financière, comme ça a déjà été le cas dans une affaire similaire en 2010. A l'époque, la Haute cour de la province de Tabuk avait rejeté la demande de la victime, suivant les recommandations d'Amnesty International.

Pour Ann Harrison, directrice adjointe d'Amnesty International au Moyen-Orient, *«il est temps que les autorités saoudiennes respectent leurs engagements internationaux et retirent ces punitions de leur système de lois. Paralyser quelqu'un en guise de punition s'apparente à de la torture, et il serait choquant qu'une telle sentence soit prononcée»*.

Selon l'ONG, la loi du Talion saoudienne a déjà donné lieu à un florilège de sévices corporels, parmi lesquels l'arrachage de dents, l'énucléation ou la mort. Le vol est toujours passible d'une amputation de la main droite, et le «*braquage sur autoroute*» peut valoir une amputation croisée (main droite et pied gauche). Si la sentence de paralysie devait être appliquée, elle irait à l'encontre de la Convention contre la torture des Nations unies, convention dont l'Arabie saoudite est signataire depuis 1997. slate.fr 03.04

Un modèle de démocratie à exporter en Syrie et partout dans le monde.

C'est une petite victoire pour les Saoudiennes. La Commission de promotion de la vertu et de prévention du vice du pays a accordé aux femmes l'autorisation de faire du vélo, rapporte l'agence américaine United Press International. Désormais, monter à bicyclette ne sera plus un délit, ni une activité exclusivement réservée aux hommes. Néanmoins, ce changement ne va pas sans certaines conditions.

Les femmes devront être entièrement voilées et accompagnées d'un homme de leur famille. Le vélo doit seulement servir à se divertir ou faire du sport et non être utilisé comme moyen de locomotion. De plus, elles ne pourront circuler dans les zones de forte affluence. elle.fr 03.04

[Haut de page ↗](#)

Le 5 avril 2013

CAUSERIE

Je m'excuse pour la médiocrité de mes causeries des derniers jours ou mon manque d'a propos parfois, je suis complètement crevé toutes les nuits de 23h à 4h du matin toutes les heures ils nous coupent le courant pendant une heure, et avec la chaleur qu'il fait ici il m'est impossible de dormir sans la climatisation. Cet après-midi il fait 38°C dans le bureau.

Je rencontre aussi de gros problèmes avec ma connexion Internet qui me fait perdre énormément de temps, le réseau est saturé, la ligne est très lente ou se bloque sans cesse, elle ne fonctionne normalement qu'à partir de minuit !

Je viens de réussir à consulter les statistiques du site, hier on a explosé le dernier record avec 449 connexions, j'imagine que certains vivant aux quatre coins du monde voulaient en savoir plus sur le scandale qui secoue le régime en France.

Affaire d'Etat Cahuzac

J'avais commencé à rédiger cette partie hier soir, elle est un peu décousue, je n'ai plus le temps de remettre de l'ordre, vous m'en excuserez.

On vient d'apprendre que le trésorier de la campagne présidentielle de Hollande était actionnaire de sociétés offshore aux îles Caïmans, mais uniquement pour y faire des affaires clament-ils, le choix d'un discret paradis fiscal était fortuit évidemment !

Le déballage continue, il se retrouverait dans l'équipe Hollande d'anciens salariés d'EuroRSCG, et souvent à des postes de choix : d'Aquilino Morelle, conseiller politique du président, à Gilles Finchelstein, qui veille sur les "*discours et les questions de stratégie*" de Pierre Moscovici, en passant par Sacha Mandel, conseiller en communication du ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, ou Viviane Nardon, son alter ego auprès du président de l'Assemblée, Claude Bartolone. (Le Monde 03.04)

Le lobbying a pénétré et gangrené toutes les institutions jusqu'au sommet de l'Etat.

Le PS est un parti de grands bourgeois et d'affairistes qui n'a rien à voir avec le socialisme qu'il combat en réalité.

Alors au programme, qu'est-ce qu'on propose aux travailleurs, de faire table rase ou non, en commençant pas les institutions, l'Etat et ses partis corrompus ?

Il faut bien faire comprendre aux travailleurs que la société se délite ou se décompose à tous les niveaux parce qu'elle est complètement gangrenée au sommet. La sève qui atteint la cime de l'arbre part de ses racines. Et quand la partie émergée d'un système atteint ce degré de pourriture nauséabonde, c'est parce que la partie immergée est entrée en putréfaction depuis déjà un long moment.

La politique est le concentré de l'économie, alors il est normal que le système capitaliste parvenu à un stade de décomposition avancée finisse par dégager une odeur putride sur le plan politique. Le sommet de l'Etat, le chef de l'Etat, le Parlement, l'ensemble des institutions de la Ve République, tous les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis l'avènement de la Ve République et tous ceux qui gravitent autour ou les soutiennent, y compris les dirigeants syndicaux, sont les représentants d'une seule et même classe, celle des capitalistes, des banquiers, des rentiers, des parasites, de la vermine qui nous pourrit la vie, qui est responsable des milles difficultés et souffrances que rencontrent au quotidien des millions et millions de travailleurs et leurs familles.

On nous dit qu'il faut s'en accommoder, en se bouchant le nez sans doute, qu'il faut avoir des relations avec eux, en mettant en sourdine nos principes sans doute, qu'il faut s'adresser à eux, en y mettant la forme sans aucun doute, il faut négocier avec eux, en faisant abstraction de leur véritables intentions sans doute, voyez-vous, la maladie dont ils sont porteurs ne seraient pas contagieuses, sauf qu'on a sans cesse pu observer exactement le contraire. Ah les faits, la réalité est bien cruelle envers ceux qui passent leur temps à vouloir la tordre dans tous les sens pour justifier leur politique !

Comme je n'ai pas le temps de consacrer ma journée à l'affaire d'Etat Cahuzac, on se contentera de trois nouvelles réflexions sur ce sujet, et plus loin vous trouverez les derniers développements.

Plusieurs aspects de cette affaire et ses conséquences doivent encore être abordés.

La plupart des commentateurs ne s'attardent pas trop sur l'élément déclencheur de cette affaire : le recours à la délation, uniquement pour assouvir la soif de vengeance personnelle d'un homme animé par une rancune tenace, féroce, procédé détestable s'il en est qui témoigne d'une bassesse infâme. Sur le plan morale, son auteur et sa victime se situent au même niveau d'ignominie, que l'un soit à l'UMP et l'autre au PS était finalement dans l'ordre des choses.

Ensuite, quand on observe les louanges qui sont adressées à Mediapart, déjà au regard du procédé employé on est pris par des haut-le-cœur, puis quand on réfléchit davantage, on se dit que qu'ils seront les seuls bénéficiaires de cette affaire à l'arrivée, comment cela, c'est simple à comprendre. Revenons en arrière.

Au départ et tout au long de cette affaire les différents protagonistes n'ont été animés que par des intérêts purement individuels, espérant en tirer profit, à chaque instant c'est leur conscience personnelle ou plutôt leur absence de conscience personnelle qui les a guidés, à aucun moment il n'ont été animés par une conscience de classe, au point qu'il est facile à Hollande et ses ministres de proclamer aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une affaire strictement personnelle qui n'engageait ni le PS ni l'Etat, et ceux qui les accusent de collusion avec Cahuzac, c'est encore à titre personnel, à aucun moment et personne ne le relève, il s'agirait de faire le procès du PS et des institutions, donc également de l'UMP, y compris du FN qui est lié à cette

affaire. Chacun des protagonistes de cette affaire est intervenu strictement pour défendre des intérêts individuels, matériels sans relation avec une quelconque notion de conscience d'aucune sorte.

Dans le cas de Mediapart, on est en présence du même scénario sordide, cette affaire va leur faire de la pub et ils vont gagner encore plus de fric, partant de là ils n'ont pas l'intention d'analyser à fond ce que révèle cette affaire car ils devraient en arriver à la conclusion que le régime est tellement gangrené qu'il faut le renverser, ce qui n'est pas leur objectif, ils perdraient du même coup leurs sources d'information, leur fond de commerce s'épuiserait et ils devraient fermer boutique.

Et quant aux conséquences que cette affaire pourrait avoir sur le PS, c'est mieux encore, ils cherchent à tout prix à l'épargner, seuls les ignorants ou les naïfs y verront là une contradiction, ils ont oublié ou ne savent pas qui est Plénel et d'où il vient, son parcours politique et professionnel. Un membre du PS (?) intervenant sur un de leurs blogs le résume bien, il explique que toute cette affaire devrait profiter au PS pour se refaire une santé, un nouveau masque quoi, pour pouvoir continuer longtemps à tromper les travailleurs et les militants qui ont placé leurs illusions dans ce parti, mais surtout, pour continuer à jouer son rôle de pilier du régime en place en espérant qu'il épargnera la classe moyenne à laquelle ces gens-là appartiennent en échange de quoi, ils continueront à assurer le rôle de serviteur du régime et la boucle est bouclée, la manoeuvre consistait uniquement à se servir du PS, à faire pression sur lui éventuellement, afin de maintenir leur niveau de vie somme toute confortable et rien d'autre.

- *"Il est plus que temps que mes amis socialistes tournent une page, remette au premier plan les idées, les valeurs qui ont fait de la France une grande nation. Il est temps que le Parti Socialiste reprenne les valeurs socialistes dans ses pratiques, pas comme un slogan électoral pour "conquérir" des sièges de pouvoir."* (<http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413/jerome-cahuzac-le-parti-socialiste-se-doit-de-tourner-une-page>)

Un tel degré d'illusion ou d'ignorance est affligeant, on croit rêver en lisant ces lignes. On se dit que ces gens-là font feu de tout bois, il utilise là la même méthode que celle qu'il dénonce par ailleurs, soit il n'en a pas conscience, soit il s'en moque. Crasse ignorance qui ne concerne pas seulement le PS et sa nature, mais la situation, la profonde crise économique dans laquelle se trouve plongé le capitalisme, on croirait que l'auteur de ces lignes en ignore tout, qui ne laisse aucune marge de manoeuvre au gouvernement quel qu'il soit du moment qu'il demeure subordonné à l'oligarchie financière, au capitalisme, or, il est totalement impossible que le PS rompt un jour avec eux, il n'a cessé d'en faire la démonstration pendant près d'un siècle, mieux il en est le produit.

C'est cela qu'ils ne peuvent pas, qu'ils ne veulent pas, qu'ils s'interdisent de comprendre, les dirigeants du PS sont tous sortis des mêmes grandes écoles (ENA, ESSEC, HEC, Science Po, etc.) qui fabriquent les aristocrates de la cour qui siège au Palais, flanqué de grands bourgeois, banquiers et autres affairistes fortunés, où le locataire n'est qu'un pantin entre les mains des monarques de la finance qui en sous-main depuis Bruxelles ou Washington dirigent le pays et une grande partie du monde. Comment ces parasites pourraient-ils incarner les *"valeurs socialistes"* qui leur sont totalement étrangères et qui doivent être le cauchemar de leur vie en vérité !

Ces Plénel et Cie. sont-ils atteints de sénilité précoce, des crétins finis, ils semblent avoir démontré le contraire. Alors que sont-ils ? Corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, de toute évidence leur conscience de classe est liée au sort du régime, du PS qui l'incarne.

L'inconsistance, l'incohérence, le laxisme, le dilettantisme, leur ignorance aussi les atteint dès lors qu'ils sont confrontés à une question qui nécessite de rompre résolument avec le régime en place, leurs intérêts particuliers ou individuels prennent le dessus ou parlent à leur place jusqu'à trahir les valeurs ou principes qu'ils prétendaient défendre ou représenter. Leur conscience politique s'arrête là où leurs intérêts individuels sont en danger ou remis en cause, et lorsqu'il n'existe apparemment aucune issue politique à la crise du capitalisme ils vont plus loin encore en sabordant toute conscience personnelle, hypocritement, maladroitement.

Quand Mediapart avait organisé une sorte de conférence sur la dette de l'Etat, il avait invité une dizaine d'économistes critiques, cela fit l'objet d'une vidéo. Ces grosses têtes s'employèrent finalement à la légitimer et pas un ne cita la loi de 1973 qui en était à l'origine et qu'il faudrait abroger immédiatement, normal, puisque d'une manière ou d'une autre il faudrait bien la régler aux banquiers selon eux. Mediapart avait mis en scène la question de la dette pour finalement voler au secours des banquiers. Et bien là nous avons assisté au même scénario apparemment bien rodé.

Une simple *"faute"*, cela se rachète, s'oublie, s'excuse, qui n'en fait pas ?

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayraut et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui *« la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart »*.

- Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. *"Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac"*. (Europe1.fr 04.04)

A mon avis, Hollande savait depuis longtemps que Cahuzac avait eu un compte en Suisse à USB, il a dû penser à tort quand il l'a nommé ministre, que dès lors qu'il avait été transféré à Singapour sa trace serait définitivement perdue ou qu'il faudrait des années pour la retrouver, et que d'ici là Cahuzac ne serait plus ministre et lui plus président.

Mais c'est bien sûr !

"Mais évidemment, qu'il a un compte en Suisse !" C'était le 12 décembre 2012, au tout début de "l'affaire Cahuzac". Le spécialiste des questions de sécurité Alain Bauer, qui connaît aussi bien le monde du renseignement que la Rocardie et la franc-maçonnerie, lâche la confiance au Monde, au détour d'une conversation.

Proche de Nicolas Sarkozy, Alain Bauer n'a jamais conseillé Jérôme Cahuzac. Mais comment imaginer que cet intime de Stéphane Fouks, le patron d'Havas Worldwide (ex-EuroRSCG), n'ait pas évoqué avec ce dernier le cas du ministre du budget ? Qu'il n'ait pas échangé un mot du sujet avec son autre ami de trente ans, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, étrangement silencieux depuis le début de cette affaire ? lemonde.fr 03.04

Toute la place de Paris était au courant pour un peu !

En guise d'épilogue très rapidement.

Qu'a donc fait Mélenchon pendant plus de 30 ans au PS, sinon le légitimer, le régime avec ?

- "Marine Le Pen savait pour le compte suisse de Jérôme Cahuzac, elle qui ne dément pas les affirmations de son conseiller Péninque, qui assure avoir ouvert le compte en 1992 et en avoir fait part à la présidente du Front national", explique le PG.

"Qu'a donc fait Marine Le Pen depuis tout ce temps? Rien, sinon vociférer pour faire le bruit de fond et pour ne pas gêner un système dont elle est l'un des pions serviles", ajoute le parti de M. Mélenchon. AFP 04.04

Dans le registre pas très sérieux.

J'ai reçu un journal de deux pages d'une organisation que je ne nommerai pas, de jeunes militants je veux croire, qui ne semblent pas avoir compris que la lutte de classes était un combat à mort, et que face à un ennemi qui veut sauver sa peau toute hésitation ou tergiversation pouvait être fatale

- "Il n'y a pas de place pour des suppliques à l'égard du PS, aucune lettre à leurs dirigeants, aucunes prières mais il faut un avertissement sérieux et le dernier. Se sont tout de même des énarques et non des enfants de coeur !"

On croit rêver une fois de plus, depuis 1914 le PS a eu des milliers d'occasions de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, il a démontré qu'il en était incapable, cela ne vous suffit pas, vous n'avez pas encore compris qu'il est impossible de transformer le plomb en or ?

Un rappel ou une info au passage. Le PS est à vomir.

- Mais cet exemple vient conforter d'autres "scandales" qui discréditent le Parti Socialiste Le cas "Théo Balalas". Cet ancien membre de l'OAS (toujours adhérent à l'ADIMAD-OAS), condamné pour son activité dans cette organisation criminelle, terroriste avait créé "Ordre nouveau" à Marseille, puis le Front National, avant de rentrer au Parti Socialiste, avec Gaston Deferre. Il est resté une bonne trentaine d'années responsable du recrutement dans les Bouches du Rhône. A la suite de ma lettre du 16 septembre 2006 au secrétaire du PS de l'époque, un certain François Hollande, j'ai bien l'accusé de réception, mais pas de réponse mais ce personnage est resté en fonction. Et quand Le Pen vient à Marseille, très régulièrement, ils se retrouvent au restaurant ensemble. (source : <http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413>)

A l'époque de Gaston Deferre, Mélenchon était au PS, ne vous marrez pas, lui et Dray, ils luttèrent déjà contre l'extrême droite ou le FN !

[Suite à un courriel adressé au Réseau Voltaire, j'ai reçu la réponse suivante :](#)

- Toute personne cherchant à se connecter à Voltairenet.org voit s'afficher une page de mise en garde accusant ce site de vouloir lui transmettre des virus.

Cette annonce provient de "Stop Badware" (<http://www.stopbadware.org>), une association, créée à Harvard par Google et PayPal, et subventionnée par la CIA via deux sociétés qu'elle a acquises.

En août 2011, Google avait déjà interrompu notre référence et annulé unilatéralement le contrat de publicité que nous avons avec lui (Google Ad) en nous accusant de propager des messages de haine. En définitive, Google a accepté de nous référencer à nouveau, mais a refusé de reprendre son contrat Google Ad.

Nos techniciens et juristes tentent de se faire expliquer les motifs réels de l'initiative actuelle de "Stop Badware" et de les contraindre à cesser leur action contre nous.

Thierry Meyssan

[Les dernières charrettes annoncées. \(Revue de Presse par Pierre Jovanovic\)](#)

- Le groupe TNT supprime 4000 postes
- BNP supprime 1800 postes et ferme 150 agences bancaires
- T-Mobile, l'opérateur télécom américain a viré au moins 260 personnes
- Cinq usines de Kem One mettent 1300 salariés sur la sellette
- Annoncé: Caterpillar se débarasse tout de suite de 300 personnes aux US
- Les salariés français de Ricoh en grève, en particulier pour les 35 heures...
- Plus de 260 postes seraient supprimés chez St Gobain sekurit pour cause d'effondrement des ventes de voitures
- La société Van Gansewinkel, déchets industriels, étudierait un plan de licenciement de 700 personnes d'ici fin 2013, une logique de ses annonces de 2012,
- A Séverac ce seront bien 220 emplois qui seront supprimés chez Confort et Systèmes
- Suite: la direction du groupe chimique Kem One, 2600 personnes en France, s'est mis en redressement et au moins 400 personnes risquent d'y perdre leur emploi
- Plus de 250 ouvriers de la voirie de New York vont être licenciés le 3 avril
- Le maire de la ville veut acheter les canapés « Atmospheres Interiors » pour sauver l'emploi de 191 personnes de sa ville
- Schneider: 52 emplois sur 87 seront bel et bien supprimés sur le site de Dison
- Tecumseh Europe va virer 62 personnes
- Calaire chimie à Calais supprime 51 postes
- Lynda.com, spécialiste de la formation à distance va se séparer de 45 personnes
- Hôpitaux Sud Ardennes, 12 postes supprimés et 30 « redéployés »
- Alliant Techsystems, espace, a viré de nouveau 150 personnes
- Le journal de sports US Sporting News a viré 12 journalistes d'un coup dans l'espoir de sauver le titre et le Boston Phenix a fermé
- Sioen Industries vire 13 emplois à Mouscron
- Hazemeyer à Gauchy vire supprime 15 personnes
- Metal Industrie déménagement: seuls 5 emplois sont conservés sur 25
- Hazemeyer vire 16 salariés
- Lupus Elktro va virer 40 personnes sur 117

ACTUALITE EN TITRES

[Alors qu'il la piétine en France, il ne doute de rien : dégage !](#)

- Hollande salue "*les pas décisifs*" du Maroc vers la démocratie - AFP

[Grandeur et décadence d'un régime](#)

- Le trésorier de la campagne de Hollande a des investissements offshore - AFP
- Le frère Cahuzac bientôt suspendu du GODF - L'Express.fr
- Nouvelle mise en examen à Marseille pour Alexandre Guérini - Reuters

[Les chiens aboient et la caravane passe...](#)

- Investissements offshore du trésorier d'Hollande: le FN ironise sur la "gauche Caïman" - AFP
- Affaire Cahuzac: le PG dénonce les "*aboiments de Marine Le Pen*", "*caniche fidèle*" - AFP

Commencez par en haut !

- A Paris, la chasse aux rats de la préfecture de police - AFP

En famille. Jaune, imposteur et traître.

- Chèreque : '*C'est toute la gauche réformatrice qui est humiliée*' - LeMonde.fr

Alors que l'Union européenne héberge des paradis fiscaux !

- Cahuzac : Martine Aubry est '*hallucinée*' - LeMonde.fr

Quand Delors en était le parrain !

- Offshore Leaks: Bruxelles exhorte les pays européens à agir contre l'évasion fiscale - L'Expansion.com

Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir !

- Les Espagnols perdent patience face aux affaires de corruption - Reuters

- France. «Les politiques ne mesurent pas le niveau d'écœurement des citoyens» - Liberation.fr

La blanchisseuse à l'oeuvre.

- Bettencourt : le parquet défend un non-lieu pour Sarkozy - LeFigaro.fr

- L'UMP prône une amnistie fiscale en pleine affaire Cahuzac - Reuters

Leur voler tout simplement !

- Quelles solutions pour orienter davantage l'épargne des Français vers le financement de l'économie ? - Atlantico.fr

Le chef d'un gang a parlé

- Copé: "*François Hollande est en train de devenir le chef d'un clan*" - AFP

Leur justice

- Fin du suspense pour Georges Ibrahim Abdallah qui reste en prison - AFP

- Drogue : Valls veut frapper les acheteurs au portefeuille - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Plusieurs milliers de fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont manifesté jeudi à Paris à l'appel de Force Ouvrière (FO) pour dénoncer «*l'austérité*» et «*la casse*» des services publics.

Venus de toute la France, les fonctionnaires FO, au nombre de 1 900 selon la police, 6 à 7 000 selon les organisateurs, ont formé un long cortège rouge et blanc, aux couleurs de leur centrale, entre la gare Montparnasse et la place Vauban, non loin du ministère de la Santé.

Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont des inquiétudes différentes mais des revendications communes: revenir sur le blocage des salaires, résultat du gel du point d'indice, améliorer les conditions de travail, arrêter les suppressions d'emploi.

Les territoriaux FO redoutent les conséquences du futur projet de loi de décentralisation, qui va entraîner, selon eux, un recul du service public. «*On nous dirige vers des statuts locaux*» a affirmé Yves Kottelat, secrétaire général-adjoint de la Fédération FO ses services publics.

«*Ils se servent de l'intercommunalité pour supprimer des emplois*», a dénoncé Thierry Rocton, employé à Nantes (Loire-Atlantique) dans le service municipal des espaces verts. Dans la ville longtemps dirigée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le gardiennage de nuit et la fourrière ont été privatisés, le Château des Ducs de Bretagne est devenu une société d'économie mixte, et «*on a des craintes pour le Musée des Beaux-Arts*», énumère-t-il. libération.fr 04.04

2- Chypre

Des salariés des banques ont manifesté jeudi à Chypre pour réclamer une protection de leurs fonds de pensions et de leurs emplois, mis en péril par le plan de sauvetage de l'île au bord de la faillite.

Sur l'île, les salariés des banques ont observé une grève de deux heures à l'appel de leur syndicat Etyk avant de manifester pour réclamer le maintien des emplois et des fonds de pension dans les deux plus grandes banques du pays, Bank of Cyprus et Laïki.

Plus d'un millier de salariés des banques ont défilé jusque devant le Parlement, malgré les assurances apportées la semaine dernière par le président Nicos Anastasiades que tout serait fait pour protéger les fonds de pension des deux banques en cours de restructuration.

"*Pas touche à nos emplois, pas touche à nos fonds de pension*", pouvait-on lire sur les banderoles déployées par les manifestants.

"*Nous voulons des engagements écrits sur la protection de nos fonds de pension et de nos emplois*", a déclaré George Georgiou, 35 ans, qui travaille dans la banque depuis 14 ans.

Le secteur bancaire emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus 3.300.

Il n'y avait pas eu de mouvements sociaux jusque là à Chypre, en récession depuis deux ans.

Mais le plan de sauvetage est assorti de conditions draconiennes, prévoyant des réformes douloureuses dont une hausse des impôts, une baisse des effectifs de la fonction publique, des privatisations et une diminution soudaine et drastique du secteur bancaire, qui pèse très lourd dans l'économie de l'île.

La première banque du pays, Bank of Cyprus, est en cours de restructuration, et la deuxième, Laïki, en cours de liquidation. Les gros comptes de Bank of Cyprus doivent subir une ponction qui pourrait aller jusqu'à 60%, et ceux de la Laïki resteront gelés pendant des années, avant qu'un éventuel solde ne soit versé à leur titulaire une fois la banque dissolue.

Parmi les autres mesures d'austérité que Chypre doit encore mettre en oeuvre figure une hausse de l'impôt sur les sociétés de 10% à 12,5%, une hausse des impôts sur les intérêts à 30% et une hausse de la taxe foncière.

Le nouveau ministre chypriote des Finances Haris Georgiades a assuré mercredi que son pays appliquerait "*entièrement*" toutes les mesures prévues par le plan de sauvetage européen, assurant que le gouvernement ferait "*tout ce qu'il faudra pour remettre en état nos finances publiques*". AFP 04.04

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté hier quelques articles dans la rubrique économie.

[A propos du système capitaliste mafieux.](#)

Mémorandum réalisé à partir des premiers éléments rendus publics par le consortium de journalistes d'investigation international, surnommés les Offshore Leaks.

Alors que les institutions de l'Union européenne et des différents gouvernements des pays de l'Union européenne sont infiltrés et plus ou moins sous le contrôle du cartel des banquiers de la Fed, d'institutions comme la Table ronde des industriels européen.

- Selon la Commission européenne l'évasion fiscale coûtait « plus de 1.000 milliards » d'euros par an à l'Europe..

Un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

-Selon « Le Matin » (Suisse), 300 personnes et 70 sociétés en Suisse sont touchées par le scandale des « Offshore Leaks ».

Tandis qu'ils ont saigné le peuple grec.

- Grèce. 103 sociétés offshores inconnues des services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'enquête.

Le modèle de la BCE ou l'antichambre de l'évasion fiscale

- Le Süddeutsche Zeitung révèle ainsi que la Deutsche Bank, le plus grand établissement bancaire allemand, a créé 309 sociétés écran et trusts via sa filiale à Singapour jusqu'en 2010.

La direction de la Deutsche Bank, bien qu'elle fasse ouvertement de la publicité pour ses filiales des îles anglo-normandes, Caïmans et Maurice et soit déjà l'objet d'une enquête pour fraude fiscale depuis l'an dernier, nie en bloc. (slate.fr 05.04)

Tous les banquiers sont des gangsters.

- Les banques françaises BNP Paribas et Crédit agricole ont supervisé la création de sociétés offshore dans des paradis fiscaux à la fin des années 1990 et tout au long des années 2000, écrit vendredi le quotidien Le Monde.

"En participant activement à la création de ces sociétés offshore, les banques françaises contribuent à l'opacité financière internationale", affirme Le Monde.

Le Crédit agricole a aussi déclaré respecter les lois et réglementations des pays où il est implanté.

"A ce jour les activités de banque privée dans ce qui est communément appelé les paradis fiscaux sont fermées ou en cours d'extinction." Reuters 05.04

Un "en cours" qui pourrait s'étaler sur une durée indéfinie. La preuve.

- Dans son enquête, Le Monde explique que depuis 2009, après le sommet du G20 à Londres notamment, les banques françaises ont commencé à répondre aux autorités politiques en se retirant des paradis fiscaux considérés comme les plus opaques ou les moins coopératifs.

"Mais, depuis, ce mouvement de retrait a marqué le pas", ajoute Le Monde. Reuters 05.04

Les deux banques ont assuré qu'elles respectaient la loi. BNP Paribas s'est défendu en expliquant que les sociétés en question ont depuis été fermées et que sa politique était de n'ouvrir ce genre de service qu'à des clients non européens.

Mais les fichiers d'«Offshore Leaks» mentionnent une famille d'armateurs grecs qui a eu recours à la BNP pour ouvrir une IBC.

Pour sa part, le Crédit agricole n'a pas souhaité commenter dans le détail, au nom du «secret bancaire». Liberation.fr 05.04

Sachant pouvoir agir en toute impunité parce qu'ils sont les véritables maîtres du monde, ils poussent la provocation jusqu'à révéler l'étendue de leurs crimes sans doute largement sous-évaluée.

- La Stolen Asset Recovery Initiative (<http://star.worldbank.org/star/about-us/our-vision>), un programme de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies, a estimé que les flux transfrontaliers des recettes mondiales des crimes financiers totalisaient un montant annuel estimé entre 1.000 et 1.600 milliards de dollars.

A côté la liste des fortunes des milliardaires rendue publique fait pâle figure, je l'avais pointé il y a quelques semaines en affirmant qu'il était impossible que Rockefeller ne possède que 2,5 milliards de dollars, une somme désirable pour le banquier le plus riche du monde au début du XIXe siècle.

- Une étude (http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf) réalisée par James S. Henry, ancien économiste en chef au sein de McKinsey & Company, estime que les personnes riches ont entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars en patrimoine financier privé niché dans les paradis offshore - à peu près l'équivalent des économies américaine et japonaise additionnées.

Il faut se serrer la ceinture pour sauver les banques...

- Ses recherches montrent, par exemple, que les actifs gérés par les 50 plus grandes "banques privées" du monde - qui utilisent souvent des paradis fiscaux pour servir leurs clients à "valeur nette élevée" - sont passés de 5.400 milliards de dollars en 2005 à plus de 12.000 milliards de dollars en 2010.

La Grande-Bretagne est bien un paradis fiscal, on le savait déjà. Et les Etats-Unis ? Le premier a servi de modèle au second.

- Les Îles vierges britanniques -ci auraient aidé des dizaines de milliers de personnes à créer des sociétés et trusts offshore ainsi que des comptes en banque difficiles à tracer.

L'opacité est la norme.

- Les clients offshore sont servis par une industrie d'intermédiaires grassement rétribués. Des comptables, des avocats et des banques qui leur procurent un abri et leur montent des structures financières et des actifs aléatoires en leur nom.

Le secret est la règle. Qui a dit qu'il ne fallait pas parler d'un complot au fait ?

- TrustNet se décrit comme un «guichet unique» (<http://www.portcullis-trustnet.com/en/home/>) - son personnel comprend des avocats, des comptables et autres experts qui peuvent façonner des "packages" secrets pour s'adapter aux besoins et aux valeurs nettes de ses clients. Ces forfaits peuvent être simples et pas chers, comme une société à affrétée dans les îles Vierges britanniques.

Profession : faussaire.

- Quand ils créent des entreprises pour leurs clients, les entreprises de services offshore nomment souvent de faux administrateurs et actionnaires - des procurations qui font office de "stands-in" lorsque les véritables propriétaires d'entreprises ne veulent pas que leur identité soit connue (<http://www.gao.gov/assets/250/249637.html>). Grâce à la prolifération d'administrateurs et d'actionnaires de paille, les traqueurs de blanchiment d'argent et autres crimes financiers se retrouvent souvent dans des impasses quand ils essayent de découvrir qui se trouve réellement derrière les sociétés offshore.

Recherche homme de paille.

- Une analyse (<http://www.guardian.co.uk/uk/datablog/2012/nov/26/offshore-secrets-companies-sham-directors>) menée de concert par l'ICIJ, la BBC et le Guardian a identifié un groupe de 28 administrateurs de paille qui ont servi en tant que représentants sur le papier de plus de 21.000 entreprises entre elles. Ces administrateurs représentant 4.000 entreprises chacun. <http://www.lesoir.be> 04.04

On est bien en présence d'un gigantesque système économique mafieux généralisé, parallèle et parfaitement légal, couvert par tous les gouvernements. Plus personne ne pourra affirmer le contraire et dire je ne savais pas.

Cela pose un tas de questions évidemment. Nous avons pris les devants il y a quelque temps déjà pour ne pas être pris au dépourvu le jour où ce scandale mondial éclaterait. Cependant il va nous falloir pousser notre analyse plus loin au regard des derniers éléments en notre possession ou modifier notre appréciation de la situation sociale et politique.

Quand on nous raconte qu'un trou de 10 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat chypriote mettrait en péril l'économie mondiale alors que les plus fortunés de la planète ont accumulé ou possèderaient (officiellement) entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars, on cherche à comprendre, on se dit qu'il y a comme un problème quelque part. La question serait de savoir d'où proviennent ces 21.000 ou 32.000 milliards de dollars, à quoi ils correspondent vraiment.

Seraient-ils le produit de la spéculation mondiale, de montages financiers frauduleux bâtis sur le modèle de la chaîne de Ponzi ? La chute de Bernard Madoff aurait-elle préfiguré celle de l'économie mondiale bâtie sur le même modèle ?

Une grande partie de cette somme reposerait sur du vent ou serait fictive, elle n'existerait qu'à partir du moment où la plus-value qui y correspond serait ponctionnée (en permanence) dans l'économie réelle, en partie seulement car les possesseurs de ces fortunes n'en ont pas besoin en totalité simultanément, une partie seulement de ces capitaux circulent, elle servirait à couvrir uniquement certaines transactions, mais l'accumulation de richesses étant exponentielle, il leur est impératif de pomper toujours plus dans l'économie réelle sous peine que tout l'édifice s'écroule, jusqu'au moindre dollar ou euro, du coup 10 milliards d'euros par ci, 20 par là, des centaines au total suffisent à alimenter le mécanisme et empêcher qu'il se grippe, autrement dit qu'il s'effondre . Je pense qu'on tient là un élément de réponse important à notre question.

Une autre partie reposerait sur les profits qu'ils ont engrangés via leurs multinationales, leurs banques (intérêts d'emprunt à leur client et facturation de services).

Les sommes astronomiques qu'ils ont détournées du fisc par le biais des paradis fiscaux proviendraient de cette seconde source, toutes les banques et multinationales possédant des compte offshore ainsi que leurs principaux dirigeants.

L'info du jour tient du surréalisme au regard des éléments qui viennent d'être évoqués quand on n'en connaît pas l'origine.

- L'Union européenne (UE) continue de faire peser un "risque" sur les perspectives économiques mondiales comme l'a rappelé le cas de Chypre, a affirmé vendredi un haut responsable du Trésor américain.

"Le risque d'instabilité financière en Europe reste un risque pour notre reprise et pour les perspectives économiques mondiales", a déclaré sous couvert de l'anonymat ce responsable alors que le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, entame lundi une tournée dans l'UE.

"Les événements récents à Chypre (sauvée de la faillite par un plan d'aide international, nldr) nous rappellent que l'Europe se fraye un difficile chemin vers la réforme budgétaire et financière", a ajouté ce haut responsable, estimant que Chypre, plombée par son secteur financier, était une situation "unique".

Le responsable américain a toutefois souligné l'important poids économique de "nombreuses banques" européennes et appelé les autorités à "avancer" vers un mécanisme institutionnel de "recapitalisation" et de "restructuration" afin de se doter d'un "filet de sécurité commun". AFP 05.04

Question : à partir du moment où le capitalisme mondial a mis au point un système économique parallèle mafieux, parasite, qui permet aux capitalistes de monopoliser et d'accumuler des richesses à leur seul profit en toute impunité, puisque par le biais des institutions politiques qu'ils contrôlent également ils ont décrété qu'il était légal, ce n'est pas seulement la légalité du capitalisme qui est remise en cause mais aussi la légitimité des institutions qui sont à son service. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Référendum en famille avec le PS

- Référendum Alsace: Bayrou appelle les Alsaciens à se mobiliser pour le "oui"- AFP

- Référendum en Alsace: Copé appelle les militants UMP à voter oui - AFP

Pour nous se sera non !

[Ils partagent tous la même idéologie, le nier est déjà un grossier mensonge.](#)

- Affaire Cahuzac - Marisol Touraine : "La faute d'un seul homme" - LePoint.fr

- Cahuzac: "Pas une crise de régime, une crise de confiance", selon Cambadélis - AFP

- Tous pourris, non ; tous menteurs, oui ! - LePoint.fr

[Le coup du balais sans manche.](#)

- Jean-Luc Mélenchon appelle à donner un grand coup de balai - Reuters

- Pierre Laurent (PCF) préfère le «*coup de braquet à gauche*» au «*coup de balai*» - Liberation.fr

[Ils sont déjà socialistes... sans le savoir !](#)

- 73% : la part des 15-30 ans qui aimeraient devenir fonctionnaires - Atlantico.fr

[Les charrettes ou suppressions d'emplois.](#)

- Société générale: réorganisation en vue avec "*des centaines*" d'emplois supprimés - AFP

La Société générale envisage de supprimer d'ici à fin 2013 "*plusieurs centaines*" de postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales, l'une d'elles évoquant une fourchette de "*600 à 700*" donnée par la direction. AFP 05.04

- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 postes - Reuters

[La chaîne de ponzi sur le point de casser.](#)

- L'Europe fait peser un "*risque*" sur l'économie mondiale, selon le Trésor américain - AFP

[Pas trace de l'Etat d'Israël !](#)

- Le grand rabbin Gilles Bernheim n'a jamais eu l'agrégation de philosophie - lemonde.fr

Gilles Bernheim étant né en 1952, L'Express a donc épluché les palmarès du prestigieux concours, entre 1968 (en imaginant qu'il aurait obtenu le diplôme très jeune, comme certains l'indiquent) et 1986. Bilan : "*Pas la moindre trace de son nom. Selon nos informations, la mention de cette agrégation n'apparaîtrait pas non plus dans les fichiers administratifs du ministère de l'éducation nationale*", écrit le magazine. lemonde.fr 05.04

Et l'histoire du "*peuple élu*" et tout le reste, ne serait-ce pas non plus un mensonge ?

[A bas l'occupation du Mali !](#)

- Paris propose de garder une force de 1.000 hommes au Mali - Reuters

[Au tour du Liban ! \(suite\)](#)

- Liban: un député d'opposition en passe de devenir Premier ministre - AFP

Un député de l'opposition soutenue par Washington et Ryad est en passe d'être désigné Premier ministre au Liban, Tammam Salam, deux semaines après la démission du gouvernement au sein duquel le Hezbollah pro-syrien et ses alliés étaient très influents.

D'après les experts et les médias, c'est l'Arabie saoudite, poids lourd au Liban, qui a poussé en faveur du député de Beyrouth.

Tammam Salam, qui appartient à l'une des grandes familles politiques du Liban, est le fils de Saëb Salam qui a été six fois Premier ministre entre 1952 et 1973.

Il a été élu député de Beyrouth en 1996 et 2009 sur les listes de Rafic Hariri (assassiné en 2005), puis celle de son fils Saad Hariri. AFP 05.04

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La décomposition du régime au grand jour, suite.](#)

Le "*séisme*" politique provoqué par l'affaire Cahuzac n'est peut-être pas fini, a estimé vendredi Edwy Plenel, fondateur du site

internet Mediapart.

"*Nous avons diverses informations qui nous parviennent (...) sur lesquelles nous travaillons*", a déclaré à Reuters l'ancien directeur de la rédaction du quotidien Le Monde.

"*Je pense que cette question de la fraude et de l'évasion fiscale n'est pas terminée pour la classe dirigeante française dans son ensemble*", a-t-il ajouté.

Dans une émission enregistrée jeudi par la chaîne de télévision France Ô pour diffusion dimanche, il juge nécessaire un "*sursaut démocratique et social*" en France.

(Le seul "*sursaut démocratique et social*" possible consisterait à liquider les institutions de la Ve République et exproprier banquiers et capitalistes, y êtes-vous prêt monsieur Plénel ? Tout le reste ne peut être que du baratin. - Ndlr)

"*On ne peut pas continuer à être dirigé par des gens qui se croient au-dessus des lois qu'ils votent*", explique-t-il.

Prié de dire, dans cet extrait, si la France se dirige vers un "*scandale d'Etat*", il répond : "*Vers un scandale républicain parce que c'est toute la République qui est concernée*".

Dans un entretien avec Reuters, Edwy Plenel a cependant précisé que les informations en possession de Mediapart devaient d'abord être recoupées et vérifiées avant d'être publiées.

"*Je ne peux pas en être sûr à cette date. Mais vous avez Cahuzac. Vous avez déjà Jean-Jacques Augier (l'ex-trésorier de la campagne du président François Hollande-NDLR) dans un paradis fiscal, vous avez toutes les histoires Sarkozy qui peuvent rebondir*", a-t-il poursuivi.

"*Dans l'affaire Takieddine, il y a des paradis fiscaux partout (...) Supposez que demain, après-demain, on ait de nouvelles informations sur un responsable politique quel qu'il soit, le séisme républicain est là*", a-t-il ajouté.

L'ancienne majorité, qui multiplie accusations et attaques contre le gouvernement socialiste depuis les aveux et la mise en examen de Jérôme Cahuzac, est "*oublieuse*", dit Edwy Plenel.

Des élus ont émis l'hypothèse que la détention par l'ex-ministre du Budget d'un compte secret en Suisse, puis à Singapour, était non seulement connue de l'actuel gouvernement mais aussi du temps où l'UMP dirigeait le pays.

L'UMP Michel Gonelle, ancien rival de Jérôme Cahuzac dans le Lot-et-Garonne, a ainsi déclaré jeudi sur Europe 1 que des informations douanières en faisaient état depuis 2008.

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a lui aussi accredité l'idée que la droite savait, affirmant dans Le Parisien que "*la rumeur parisienne était constante*".

Le député écologiste Noël Mamère a suggéré que le précédent exécutif connaissait la situation de Jérôme Cahuzac quand, alors député socialiste, il a été nommé en 2010 à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale sur proposition du PS mais avec l'accord de Nicolas Sarkozy.

"*J'entends beaucoup la droite interpellier le président de la République et le Premier ministre sur le thème : 'Comment ? vous ne saviez pas ?' Mais on peut poser la même question à Nicolas Sarkozy qui a laissé Jérôme Cahuzac devenir président de la commission des Finances*", a-t-il dit. Reuters 05.04

On ne retiendra qu'un élément dans ce discours pour rester fidèle à la cause que nous défendons, n'en déplaise à ceux qui se satisfont facilement de la superficialité des choses. Monsieur Plénel réclame que les lois qui ont été votées soient appliquées ou respectées par tous, alors que nous exigeons leur abrogation car nous estimons qu'elles sont antisociales, anti-ouvrières, liberticides pour certaines et finalement réactionnaires.

De toutes évidences nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, un simple constat.

Monsieur Plénel nous est sympathique évidemment, tout comme Mélenchon, mais nous ne sommes pas là pour former une bande de bons copains, encore moins pour rafistoler le régime, nous pensons à ces millions de travailleurs pour lesquels la vie est un cauchemar au quotidien et qui chaque matin en se réveillant se demandent quand il prendra fin, s'il prendra fin un jour, vous voyez l'affaire est très sérieuse, grave et dramatique, du coup vos petits calculs institutionnels ou vos extrapolations politiques à deux balles dont l'issue ne changera rien à la vie de ces travailleurs au bord du désespoir, nous semblent fort déplacés.

Non, la pourriture n'est pas "intrinsèque" mais à la racine, il faut l'arracher !

Jean-Luc Mélenchon a sonné vendredi le rassemblement à Paris le 5 mai, pour dénoncer un «système» qui «révèle sa pourriture intrinsèque». Un système, a expliqué sur France Info le coprésident du Parti de gauche, «qui a combiné les effets d'une monarchie quinquennale avec une irresponsabilité se diffusant à tous les étages par la concentration du pouvoir et le néolibéralisme avec les flots d'argent qui circulent.»

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre» que les socialistes sont, selon Mélenchon «des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite»... «La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!», tempête-t-il.

(Monsieur Mélenchon, ils ont voté (TSCG, etc.) comme un seul homme depuis 11 mois à l'Assemblée nationale, vous l'avez déjà oublié, votre mémoire vous joue là un bien vilain tour, c'est regrettable.

"La chaîne du mensonge" commence également au FN dans la mesure où c'est un parti bourgeois qui se nourrit des inégalités entre les classes, qui les exploitent pour le compte du capital, tout comme le PS, vous nous excuserez de pas retenir son origine ouvrière qui lui est totalement étrangère. - Ndlr)

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre» que les socialistes sont, selon Mélenchon «des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite»... «La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!», tempête-t-il. lefigaro.fr 05.04

Sa VIe République ne remet même pas en cause l'existence du Sénat ou s'accommode de l'Union européenne, une escroquerie politique. Monsieur Mélenchon, vous êtes sortis du même tonneau que ces "milliers de militants socialistes", du raisin n'a jamais donné que du vin et non du jus de pomme. Il faut briser le tonneau, en prendre un autre et en changer le contenu pour qu'il en sorte autre chose. Sur le plan pédagogique vous avez plus de lacunes qu'il n'y paraît ou vous vieillissez, mal.

Les élus du PS sont illégitimes.

Un conseiller municipal de Perpignan, Frédéric Gonano, a décidé de démissionner du PS à cause du mensonge, aussi dévastateur selon lui que celui de Jérôme Cahuzac, de la part des socialistes sur le non-cumul des mandats, a-t-il indiqué vendredi.

Dans la lettre de démission envoyée jeudi à Harlem Désir, Gonano écrit que le mensonge de Jérôme Cahuzac a suscité une juste indignation et occulté le report du non-cumul. «C'est oublier que nombre de députés socialistes élus en juin 2012 ont également usé du mensonge devant les Français» en s'engageant à démissionner de leurs mandats locaux avant le 30 septembre 2012. «Comment ne pas y voir un parallèle détestable et ravageur» avec l'affaire Cahuzac, demande-t-il. Liberation.fr 05.04

Monsieur Gonano, entre nous, il n'y a personne pour nous écoutez ici, dites-moi, en réalité tous les élus du PS sont dans le même cas puisque le PS est une imposture, il n'a rien de socialiste, n'est-ce pas, ni aujourd'hui ni hier, ni demain ?

Vendu. Le ministre du CAC40 ou de Wall Street, c'est la même chose.

Après la réussite de la vente par l'Etat d'actions de l'équipementier aéronautique Safran la semaine dernière, Arnaud Montebourg a annoncé vendredi que ce type d'opérations pourrait se multiplier afin de contribuer à l'assainissement des finances publiques.

"Dans le cadre de la restructuration budgétaire et la modernisation des politiques publiques, nous réfléchissons en effet à un changement de nos participations, a déclaré le ministre du Redressement productif dans une interview au Wall Street Journal (WSJ). Nous n'excluons pas ce genre d'action, mais nous ne voulons pas perdre notre influence sur les entreprises".

Les prochaines opérations pourraient servir plus directement à éponger le déficit. Parmi les importantes participations publiques, on compte des parts très majoritaires dans EDF (84,4% estimés à près de 23 milliards d'euros) ou Areva (si on y ajoute la participation du Commissariat à l'énergie atomique) ou Aéroports de Paris, ainsi que des participations minoritaires dans France Télécom (13,4% représentant près de 3 milliards), Air France-KLM, GDF Suez (36,71% pesant près de 13 milliards) ou encore Renault (15,1% à près de 2,3 milliards). La liste complète des participations de l'Etat est disponible ici. Le montant total du portefeuille public était estimé au 18 mars à 57,5 milliards d'euros. L'Expansion.com 05.04

Que voulez-vous, c'est cela la gauche du PS, je ne mets pas de guillemets volontairement pour ceux qui continuent de colporter l'illusion qu'elle existerait. Quelle mesure peut prendre la gauche d'un parti du capital, sérieusement, répondez ? Des mesures réactionnaires. Non, pas possible.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le gouvernement portugais a subi vendredi un sérieux revers de la part de la Cour constitutionnelle qui a rejeté plusieurs mesures du budget de l'Etat pour 2013, élément clé du plan de sauvetage négocié avec les créanciers internationaux du pays.

La Cour constitutionnelle a jugé non conforme à la Loi fondamentale la suppression des 14e mois de salaires versés aux fonctionnaires et aux retraités, ainsi qu'une mesure instaurant un prélèvement sur les allocations chômage et maladie, a annoncé son président Joaquim Sousa Ribeiro dans une déclaration à la presse.

"Ce sont les lois qui doivent se conformer à la Constitution et non pas l'inverse", a-t-il déclaré en précisant que la décision de la Cour concernait l'ensemble de l'année et avait donc une valeur rétroactive.

La Cour constitutionnelle avait été saisie au début de l'année par le président Anibal Cavaco Silva, pourtant du même parti social-démocrate que le Premier ministre Pedro Passos Coelho, et par l'opposition de gauche.

Le verdict rendu par les juges, sans possibilité d'appel, met le gouvernement en difficulté car il complique singulièrement la réalisation de son objectif de ramener le déficit public à 5,5% du PIB à la fin de l'année, les mesures retoquées ayant un impact budgétaire net d'environ 860 millions d'euros, selon les estimations.

Il lui sera vraisemblablement difficile de compenser ce montant sans de nouvelles mesures d'austérité, d'autant plus qu'il s'est d'ores et déjà engagé à réduire les dépenses publiques de manière "*permanente*" à hauteur de 4 milliards d'euros d'ici 2015.

Une nouvelle dose d'austérité risque toutefois de renforcer les critiques de l'opposition socialiste qui réclame une renégociation du plan d'aide. Elle risque aussi d'accroître le mécontentement populaire qui a culminé début mars quand des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le Portugal contre la politique dictée par ses bailleurs de fonds.

Après la décision de la Cour constitutionnelle, M. Passos Coelho, selon divers commentateurs, pourrait procéder à un vaste remaniement ministériel. Un Conseil des ministres exceptionnel a d'ailleurs été convoqué pour samedi à 14H30 GMT.

Les décisions de la Cour risquent en outre de brouiller l'image du Portugal auprès des marchés au moment où le gouvernement, après avoir réussi fin janvier sa première émission de dette à moyen terme depuis sa demande d'aide internationale, envisage de réaliser son premier emprunt à 10 ans depuis son sauvetage financier.

Pour le gouvernement, la situation est d'autant plus délicate que les mesures d'austérité, qu'il met en oeuvre sous la tutelle de la "*troïka*" (UE-FMI-BCE) représentant ses créanciers, ont aggravé la récession tandis que le chômage frappe désormais près de 17% de la population active.

Tenant compte de ces difficultés, la "*troïka*" a allégé récemment les objectifs du gouvernement lui accordant jusqu'à 2015 pour ramener le déficit au dessous de la limite des 3% du PIB fixé par Bruxelles.

L'attente de la décision de la Cour a considérablement tendu le climat politique. Certains médias ont même avancé un scénario catastrophe selon lequel le Premier ministre pourrait démissionner, entraînant le pays dans des élections législatives anticipées au cas où les décisions de la Cour lui seraient trop défavorables.

La pression sur le gouvernement a été d'autant plus forte qu'il a dû faire face mercredi au Parlement à une motion de censure du Parti socialiste, la principale formation de l'opposition qu'il a néanmoins surmonté grâce à la confortable majorité dont il dispose à l'Assemblée.

M. Passos Coelho a également subi un autre revers avec la démission de son ministre adjoint Miguel Relvas, également en charge des Affaires parlementaires, qui a quitté ses fonctions après des mois de polémique sur l'obtention de son

diplôme universitaire. AFP 05.04

La confrérie des opportunistes réunis va-t-elle en profiter pour chanter les louanges de la Cour constitutionnelle garante des institutions que les masses exploitées doivent abattre pour fonder leur propre Etat, une République sociale ?

Le gouvernement va contourner ce verdict de la Cour constitutionnelle en prenant de nouvelles mesures d'austérité et on n'en parle plus... On ne va pas perdre son temps avec ce sujet.

2- Jordanie

Il ne fait pas bon être amateur de heavy metal en Jordanie. Cinq étudiants d'une université du nord d'Amman, coupables de nourrir un culte pour la musique rock et de l'afficher dans leurs choix vestimentaires, ont été inculpés, le 26 mars, pour "*incitation à la division confessionnelle et doctrinale*". Cibles d'une campagne de diffamation quasi hystérique, alimentée par quelques boutefeux islamistes, les jeunes gens sont accusés, sans la moindre preuve, d'avoir profané un Coran et de s'être livrés à "*l'adoration de Satan*" sur le campus de leur fac.

Les faits remontent au 12 mars. Ce jour-là, quatre garçons et une jeune fille sont pris à partie et molestés par plusieurs dizaines de leurs pairs dans l'enceinte de l'université Al al-Bayt, non loin de la frontière syrienne. La rumeur les accuse d'avoir organisé un rituel "*démoniaque*" au cours duquel un exemplaire du livre saint de l'islam aurait été déchiré et brûlé.

L'intervention d'amis et de la direction de l'établissement les soustrait à la mauvaise humeur de leurs congénères. Mais pas aux calculs politiques de la monarchie. Car en quelques heures, par le biais des réseaux sociaux, l'incident s'est transformé en controverse nationale. Flairant la bonne affaire, le chef de file du courant salafiste djihadiste jordanien, Abou Sayaf, a décrété qu'il était permis de tuer ces "*infidèles*". "*J'espère que leur punition interviendra bientôt*", a-t-il ajouté. Soucieuses de ne pas prêter le flanc aux critiques des radicaux, les autorités ont alors décidé de maintenir les cinq malheureux en prison.

"*Parce que mon fils s'habille en noir, il est devenu un suppôt de Satan, grimace la mère de l'un d'eux. On l'accuse d'adorer le diable du fait de ses goûts musicaux et de sa coiffure qui ne plaît pas à tout le monde.*" La soeur de l'étudiante mise en cause a confirmé à Human Rights Watch, qui fustige l'impunité dont jouissent les agresseurs d'Al al-Bayt, que les compagnons d'infortune étaient des fans de rock.

Plutôt punk, gothique, hardcore ou garage ? L'histoire ne le dit pas. Dans un pays conservateur comme la Jordanie, il en faut de toute façon peu pour faire désordre : "*Notre société n'a guère de tolérance pour l'altérité, constate l'analyste politique Amer Sabaileh. Les rumeurs de comportements déviants lui montent vite à la tête.*"

Mais cette fois-ci, comme le montrent l'arrestation et l'inculpation des zazous jordaniens, le gouvernement a pris parti. Est-ce pour les protéger, "*parce que leur vie est en danger*", comme l'assure Marwan Shehadeh ? Ou bien "*parce que les autorités doivent déjà faire face à assez de difficultés avec l'affaire syrienne et la hausse des prix*", comme le suggère Amer Sabaileh ? Quelle qu'en soit la raison, le pouvoir a choisi de sanctionner, offrant aux pyromanes salafistes une victoire inespérée. lemonde.fr 05.04

Oui il s'agit bien des mêmes féodaux dégénérés, ceux qui sont alliés de Paris, Londres et Washington, sans oublier Jérusalem, ceux qui entendent importer la "*démocratie*" en Libye, en Tunisie, en Egypte et maintenant en Syrie.

Je vais me faire une soirée heavy metal et hard rock en solidarité avec ces jeunes jordaniens. Les puritains, les dogmatiques, les donneurs de leçons et les procureurs en tous genres sont les pires ennemis de la liberté de penser, de la liberté tout court.

Les plus jeunes n'ont pas connu cette époque, mais les anciens s'en souviennent sans doute encore, dans les années 60 en France (notamment), dans certains milieux et plus généralement dans la société, si vous écoutiez les Beatles ou les Stones vous étiez considérés comme des voyous, des vauriens, des fainéants, si vous prenaient la mauvaise idée de les imiter et d'avoir les cheveux longs et on vous traitait de gonze, de petite pédale, si vous en rajoutiez en portant un jean et des santiags, vous étiez bon à être enfermé !

SOCIAL

Italie

Un triple suicide provoqué par des difficultés financières choque l'Italie qui peine à trouver un gouvernement susceptible de sortir le pays de la crise et de la récession.

Romeo Dionisi, 62 ans, et sa femme Anna Maria Soprani, 68 ans, ont été retrouvés pendus vendredi à Civitanova Marche, sur la côte adriatique, a annoncé la police. Ils ont laissé une lettre demandant pardon pour leur geste désespéré.

En apprenant le suicide de sa soeur, le frère d'Anna Maria Soprani, Giuseppe, âgé de 72 ans, s'est jeté à la mer et s'est noyé. Son corps a été retrouvé un peu plus tard.

Fortement endetté, le couple Dionisi vivait d'une maigre retraite que touchait Anna Maria. Romeo, ouvrier du bâtiment, n'arrivait pas à trouver du travail, rapporte la presse locale.

Le maire de la ville, Tommaso Claudio Corvatta, a précisé que le couple, par fierté, avait préféré se suicider plutôt que demander de l'aide. Reuters 05.04

Les ouvriers ont leur dignité à l'inverse d'un Cahuzac, Hollande, Désir ou Cambadélis qui ignorent même pas ce que cela signifie.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril 2013

CAUSERIE

Pas le temps et trop chaud pour causer, 37°C dans le bureau !

Ce qui est effarant et très inquiétant, c'est qu'il peut se passer n'importe quoi dans ce pays, on nous sert toujours les mêmes discours : pas touche aux institutions ! Inutile d'en dire davantage ce serait perdre son temps. Et c'est la même chose partout dans le monde. J'ai ajouté 28 articles de sources diverses.

ACTUALITE EN TITRES

[Leur justice.](#)

- "*Le vol en supermarché est réprimé sévèrement, mais pas l'évasion fiscale*" - L'Expansion.com

Le premier récupère ce qui lui appartient, le second joue avec ce qui ne lui appartient pas...

[La choc.](#)

- Fraude fiscale et austérité, cocktail explosif pour la politique en Europe - AFP

Quelle issue politique ?

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le régime s'effondre.](#)

Faux et usage de faux.

- Jérôme Cahuzac a menti à une banque suisse, selon un quotidien - AFP

L'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac, a "*menti*" à une banque suisse, la banque Julius Baer, en fournissant un "*certificat fiscal falsifié*", écrit samedi le quotidien zurichois Tages Anzeiger, citant ses propres sources.

En 2009, après que la Suisse s'est déclarée prête à accorder l'aide judiciaire en cas d'évasion fiscale, Jérôme Cahuzac a estimé

que la situation devenait trop dangereuse à Genève et a demandé à Reyl & Cie de transférer les fonds sur un compte omnibus à Singapour, auprès de la filiale de la banque Julius Baer .

La banque Julius Baer a réagi avec prudence, écrit le journal. Elle a réclamé à Reyl & Cie, bien que rien ne l'y obligeait, un formulaire appelé "*formulaire A*", qui fait apparaître le nom du détenteur des fonds.

Lorsque les banquiers de Julius Baer ont vu qu'il s'agissait d'un homme politique, ils ont demandé un document certifiant que les fonds avaient bien été déclarés au fisc compétent.

Selon des recherches effectuées par le Tages Anzeiger, Jérôme Cahuzac "*a présenté un certificat fiscal falsifié*". Il a également assuré que ces 600.000 euros provenaient de son activité de chirurgien esthétique, ajoute le journal. En conséquence, Julius Baer a autorisé l'opération de transfert de fonds. AFP 06.04

Les institutions... des paradis fiscaux.

- Le trésorier de la campagne de Hollande primé par les députés - Reuters

Jean-Jacques Augier, trésorier de la campagne présidentielle de François Hollande mis sur le devant de la scène pour avoir ouvert des sociétés aux Iles Caïmans, un paradis fiscal, a reçu samedi le Prix des députés 2013 pour un livre sur la Chine.

Renaud de Spens, co-auteur de ce "*Dictionnaire impertinent de la Chine*", partage avec lui ce prix, remis par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Reuters 06.04

En adoptant l'économie de marché, le capitalisme, ils ont aussi adopté les paradis fiscaux puisqu'ils en sont inséparables. Pourquoi ne pas déclarer illégaux les paradis fiscaux, tout simplement ?

Evasion fiscale à grande échelle, patrons du CAC40, actionnaires rentiers, UMP, UDI, PS même pourriture.

- L'établissement bancaire Reyl et Cie aurait servi "*d'officine*" à de nombreux Français tentés par l'évasion fiscale, révèle "Le Monde".
- Lenouvelobs.com

Reyl et Cie, une banque suisse au cœur du scandale. Outre Jérôme Cahuzac, d'autres responsables politiques - de droite comme de gauche - ainsi que de grands industriels auraient profité des services de cet établissement bancaire suisse établi à Genève, révèle "Le Monde" dans son édition du dimanche 7 avril.

Le quotidien raconte ainsi que la perquisition des locaux de la banque, menée par la justice suisse le 22 mars dernier, révèle que cette banque est prisée depuis plusieurs dizaines d'années des VIP français pour faire dormir leur argent au chaud.

Face à de telles informations, le juge français Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier Cahuzac, pourrait de fait faire "*des demandes complémentaires*" aux autorités suisses pour démasquer d'autres fraudeurs français.

Selon les documents "*Offshore Leaks*" révélés entre autres par "Le Monde", un intermédiaire de la banque Reyl aurait organisé le transfert de plusieurs fonds vers des établissements singapouriens, dont celui de Jérôme Cahuzac.

La justice française, au-delà du simple cas de l'ancien ministre du Budget, s'intéresse désormais à d'autres possibles fraudeurs qui auraient suivi le même itinéraire que lui, puisque qu'une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour.

"Le Monde" révèle par ailleurs qu'un certain Hervé Dreyfus, conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, serait aussi le gestionnaire de fortune de Jérôme Cahuzac, et qu'il aurait pu jouer le rôle occasionnel de porteur de valises entre la Suisse et la France. Lenouvelobs.com

Et pendant ce temps là les dirigeants syndicaux signent des accords pourris bradant les droits acquis des travailleurs chez PSA, Renault, etc.

Que disions-nous, que martelons-nous sans cesse depuis des années ?

Aucun compromis, aucun recul social, aucun sacrifice, aucun effort supplémentaire, nous refusons tout discussion qui aurait pour objectif de légitimer une régression sociale au nom de la crise, du sauvetage d'emplois, nous rejetons toutes les analyses, tous les diagnostics "*partagés*", tous les prétextes avancés par le patronat et le gouvernement pour faire porter sur les travailleurs la responsabilité et les conséquences de la crise du capitalisme, nous refusons tout dialogue social, nous considérons que

si l'existence du capitalisme est devenu incompatible avec la satisfaction de nos besoins élémentaire, nécessite de remettre en cause systématiquement tous nos acquis ou droits sociaux il doit disparaître, et il faut engager le combat dans cette perspective politique aussi bien dans les syndicats que dans les partis ouvriers, l'émancipation du salariat étant inscrit à leurs programmes et constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Le combat pour défendre chacun de nos droits doit se situer impérativement dans cette perspective, dans le cas contraire inévitablement le mouvement ouvrier sera amené à s'adapter aux exigences du capitalisme en crise et tous nos droits finiront par disparaître. Il ne suffit pas de l'écrire dans un programme ou de le faire figurer dans une déclaration ou de le proclamer dans un discours, il s'agit de le faire figurer dans chaque tract, chaque bulletin ou journal, dans l'agitation et la propagande quotidienne, voilà en quoi consiste le combat de militants ouvriers révolutionnaires.

On a le choix ici entre deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques, l'une part du postulat que c'est le capitalisme qui doit disparaître pour céder la place au socialisme, au pouvoir des travailleurs, à un Etat ouvrier, une République sociale, l'autres que ce sont nos acquis ou droits qui doivent disparaître au nom de la préservation du capitalisme.

Nous rejetons tout compromis avec l'ennemi aux abois, toute discussion ou rapport avec lui, notre combat consiste à aider les travailleurs à prendre conscience de la situation, à les organiser, à favoriser leur mobilisation pour défendre bec et ongle la plus petite parcelle de leurs droits, aucune faiblesse, aucune hésitation, aucun recul, aucun reniement ne peut être toléré, c'est un principe non négociable.

Veut-on vaincre ou être broyé, telle est la question dorénavant qui se pose à chaque militant face au rouleau compresseur de la réaction mondiale.

Ils sont aux abois.

La succession de scandales touchant des responsables politiques ou économiques accentue un peu plus la défiance des citoyens européens vis-à-vis de leurs élites, notamment dans les pays soumis à des politiques d'austérité, comme en Italie avec la montée du populisme.

En France, l'affaire d'évasion fiscale touchant l'ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac va renforcer "*la vision un peu dominante d'un rejet des élites politiques, que l'on retrouve un peu partout en Europe*", craint Eddy Fougier, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). "*Tout concourt à ce que cela conforte les thèses populistes, la thèse du +tous pourris +*", s'inquiète-t-il. AFP 06.04

Parlez pour vous, l'Iris est gangrené par les néoconservateurs.

Le moment ne serait-il pas propice à la construction du parti ? N'est-ce pas notre analyse, notre programme, notre théorie, notre perspective politique qui se trouvent ainsi vérifiés, confortés ? Tous pourris, cela signifie, les institutions, les partis qui y participent, le capitalisme, le régime, faisons table rase...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- L'affaire des sondages de l'Elysée prend de l'ampleur. Après une longue bataille juridique, le juge d'instruction Serge Tournaire, chargé d'enquêter sur les enquêtes d'opinion commandées durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, décoche ses premières flèches. Première victime, Patrick Buisson, l'ancien conseiller du président de la République, dont le domicile et le bureau ont été perquisitionnés jeudi matin. Les enquêteurs cherchent à mettre la main sur une partie des sondages commandés par l'Elysée en 2011 et 2012, qui semblent avoir disparu des archives de la présidence de la République.

La procédure, qui porte sur d'éventuels faits de «favoritisme» et «détournements de fonds publics», a été lancée suite à une première plainte déposée en 2010 par l'association Anticor, qui veut lutter contre la corruption. Elle visait une convention commerciale signée en 2007 par l'ex-directrice de cabinet du président Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon, avec la société de conseil Publifact de Patrick Buisson. En 2009, la Cour des comptes avait épinglé ce contrat, passé sans qu'«*aucune des possibilités offertes par le code des marchés publics pour respecter les règles de la mise en concurrence (...) n'ait été appliquée*».

Dès mars 2011, le juge Tournaire avait estimé qu'il y avait matière à enquêter sur ce contrat, mais le parquet avait fait appel. Huit

mois plus tard, la cour d'appel de Paris s'était opposée à l'enquête, estimant que le juge risquait de remonter jusqu'au chef de l'Etat et de porter atteinte à l'inviolabilité de ce dernier. Après une longue procédure menée par Anticor, la Cour de cassation a finalement autorisé en décembre dernier le juge Serge Tournaire à enquêter. L'enquête a été élargie en janvier à l'ensemble des sondages commandés sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy aux sociétés Publifact, PubliOpinion - les deux sociétés de Patrick Buisson - Giacometti-Peron, Ipsos, Ifop, OpinionWay, Sociovision, TNS Sofrès et CSA.

Les prestations de la société du sondeur Pierre Giacometti, conseiller et ami de Nicolas Sarkozy, ont quant à elles été facturées à hauteur de 2,5 millions d'euros. *«En tant que prestataire, nous nous assurons de la légalité des contrats que nous signons»*, se défendait l'ancien directeur d'Ipsos France fin 2011 dans Le Monde. Patrick Buisson, lui, ne s'est jamais expliqué sur ces commandes.

Si Anticor s'interroge sur d'éventuelles surfacturations, les thèmes de certains sondages commandés par l'Elysée posent également question: des enquêtes sur DSK, l'affaire Bettencourt, le mariage de Nicolas Sarkozy avec Carla Bruni ou les candidats socialistes potentiels à la présidentielle de 2012. Autant de sujets qui *«ne relèvent pas de la conduite de l'État»*, selon Anticor. Selon l'avocat de l'association, Me Karsenti Nicolas Sarkozy lui-même pourrait être rattrapé par cette affaire. Si la justice établissait que *«les sondages commandés répondaient à une initiative partisane ou personnelle [...] ces actes [seraient] détachables de la fonction présidentielle»*, expliquait-il au Monde fin 2012. L'immunité de l'ex-chef de l'Etat serait alors caduque. lefigaro.fr 04.04

On se demandera comment de vulgaires sondages peuvent coûter des millions d'euros... Quoi que non, on connaît la réponse.

Détournement de fonds publics, commissions, corruption et enrichissement personnel, demandez le programme !

1.2- Au moins, des dizaines de Takfiris français, combattent, dans les rangs d'Al-Nosra, l'Etat et l'armée syriens. Selon le centre international d'études de l'extrémisme, ICSR, affilié au collège Kings, à Londres, *"au moins, 600 ressortissants européens, se trouvent, dans des camps d'entraînement, près des frontières syriennes. Sur ces 600 personnes, 90 ont la nationalité française. Toujours, selon l'enquête réalisée par l'ICSR, au moins, 11% des "rebelles", qui combattent, en Syrie, sont des étrangers. 441 ressortissants européens s'entraînent, actuellement, aux armes, dans ces camps"*, de l'aveu des chercheurs de ce centre.

Damas a, à plus d'une reprise, dénoncé la présence des étrangers, dans les rangs des terroristes. Le retour de ces Takfiris, dans leur pays d'origine, est l'une des principales raisons, pour laquelle l'Europe reste sceptique à l'idée de la levée de l'embargo, sur la livraison d'armes, à destination des rebelles. La France insiste, toutefois, pour que ces terroristes soient armés, au risque de mettre en péril sa propre sécurité. Ce seraient les relations privilégiées de la France avec le Qatar qui expliqueraient cette insistance. french.irib.ir 04.04

2- Syrie

2.1- A en croire l'hebdomadaire "Times", *"le Hamas entraîne les rebelles de l'ASL, pour qu'ils combattent le régime syrien"*.

Interrogé, à ce sujet, par le journal libanais, "Al-Akhbar", Ezzat al-Rachgh, membre du bureau politique du Hamas, a rejeté *"cette allégation infondée"*. *"Les informations concernant l'implication de la branche armée du Hamas, dans l'entraînement des membres de l'ASL, sont fausses et sans fondement"*. *"S'il est vrai que le Hamas compati aux souffrances du peuple syrien et souhaite sa dignité et sa liberté, il n'en reste pas moins vrai qu'il campe toujours sur sa position de neutralité et qu'il évite de s'ingérer, en Syrie"*. Ossameh Hamdan, représentant du Hamas, au Liban, s'est insurgé contre cette fausse accusation : *"C'est une allégation factice, car les membres des brigades Qassam ne se trouvent pas, en Syrie"*. *"Seuls les civils palestiniens sont, en Syrie, regroupés, dans des camps"*. Le "Times" avait prétendu que els brigades d'al Qassam, branche militaire du Hamas entraînaient l'ASL. french.irib.ir 06.04

2.2- On a pu voir dernièrement la photo d'un enfant soldat syrien posant cigarette au bec entre deux barbus en treillis engagés dans la lutte armée contre le régime en place et pour qui sa présence semble normale.

Ce gamin s'appelle Ahmed, il a huit ans et ses parents auraient été tués dans un bombardement de l'armée syrienne sur Alep. Son père était lui-même engagé dans la guérilla contre le gouvernement. Ahmed est bien sûr incapable de se servir réellement du fusil de guerre dont on l'a doté mais ce ne sont certainement pas les occasions de risquer sa vie que lui refuseront ses deux camarades de combat.

On trouve d'autres images d'enfants soldats enrôlés par les forces hostiles au gouvernement, en général un peu plus âgés.

Et on apprend que, non contents de recruter des enfants soldats en Syrie, on en recrute maintenant à l'étranger, comme cet adolescent parti de Ceuta pour lutter sur le *«sentier de Dieu»* contre le régime syrien.

Comme si c'était le régime syrien qui avait incarcéré son père !

Les parents de Nourdine ont déposé plainte ce dimanche

Lundi, ils ont reçu un appel de leur fils leur confirmant qu'il était en Turquie

Par Ignacio Cembrero & Rocio Abad Madrid / Ceuta, El Pais (Espagne) 3 avril 2013 traduit de l'espagnol par Djazaïri

Jusqu'à présent, seuls des adultes espagnols et musulmans s'étaient rendus en Syrie pour participer à la lutte armée contre le régime dictatorial de Bachar al-Assad, mais depuis la fin de la semaine dernière est venu s'ajouter un mineur, Nourdine âgé de 16 ans, selon des sources des services de sécurité espagnols.

Nourdine a franchi, sans doute dans la soirée de samedi, la frontière avec le Maroc et c'est le lendemain matin que ses parents, Ahmed et Toria, ont découvert qu'il n'avait pas dormi dans leur maison du quartier du prince Alonso. Dans la soirée de ce même dimanche, ils ont déposé plainte au commissariat de police.

Lundi dernier, les parents ont reçu un appel de leur fils qui leur a expliqué les raisons de son départ. «*Il nous a demandé pardon plusieurs fois, dit qu'il était en Turquie et qu'il allait en Syrie et qu'il n'allait pas rentrer,*» a raconté le père au journal El Faro de Ceuta. Le jeune avait ajouté au téléphone qu'il «*... allait combattre sur le sentier de Dieu.*»

La surprise a été énorme parce que, selon ses parents, Nourdine était un adolescent tranquille qui n'avait jamais parlé du conflit syrien à la maison. Ahmed, son père, avait été lui-même arrêté et emprisonné en 2006 au cours de l'Opération Dune ordonnée par Baltasar Garzón qui était à l'époque juge de l'Audience nationale dans le cadre de la lutte antiterroriste. Nourdine était le plus petit des quatre enfants de la famille.

Le délégué du gouvernement à Ceuta, Francisco Antonio González, a reconnu aujourd'hui devant la presse que des réseaux salafistes sont présents dans la ville, mais que l'adolescent a été pris en charge à Castillejos, la localité marocaine frontalière. Il a affirmé ne pas savoir combien d'habitants de Ceuta ont demandé à aller en Syrie pour se sacrifier et il a attribué son ignorance aux négligences du passé de la part de l'administration de l'Etat dans la traque des réseaux de recrutement.

En juillet 2013, trois autres musulmans de Ceuta, dont Rachid Wahbi, 32 ans, père de famille et chauffeur de taxi, s'étaient eux aussi rendus en Syrie en passant par le Maroc où ils avaient été recrutés puis par la Turquie. Ils avaient fait le trajet en compagnie d'au moins une demi-douzaine de Marocains, selon des sources sécuritaires. Tous trois sont morts si on en croit des appels téléphoniques de condoléances en provenance de Syrie reçus par leurs proches à Ceuta. La police marocaine a démantelé plusieurs réseaux de recrutement de djihadistes, le plus récent l'ayant été le 19 janvier dernier selon un communiqué.

Coïncidant avec l'annonce du départ pour la Syrie d'un adolescent de Ceuta, le Centre International d'Etudes de la Radicalisation, qui dépend du King's College à Londres a rendu public un rapport dans lequel il assure que depuis début 2011, entre 135 et 590 – la fourchette est très large – musulmans européens ont rejoint l'insurrection en Syrie. Ils représentent de 7 à 11 % du total des combattants étrangers parce que la majorité de ces derniers vient de pays musulmans.

La majorité d'entre eux [des combattants venus d'Europe] qui sont allés en Syrie sont partis du Royaume Uni, des Pays Bas, de France, de Belgique et d'Allemagne. L'Espagne figure en queue de peloton avec seulement six djihadistes, un chiffre qui a doublé depuis le départ des trois hommes partis de Ceuta pour la Syrie à l'été 2012. <http://mounadil.wordpress.com/> (french.trib. ir 04.04)

3- Algérie

Le Parti des travailleurs, dirigé par Louisa Hanoune, qualifie de «dangereux» le théologien Youssef Al-Qaradawi qui s'immisce dans les affaires internes de l'Algérie. Dans un communiqué sanctionnant les travaux du bureau politique, cette formation accuse directement le prédicateur rémunéré par le Qatar de vouloir «*manipuler*» les jeunes du Sud en profitant de leur détresse sociale. Elle cite, comme argument, son appel qu'elle juge «*indécent*» destiné aux jeunes chômeurs du sud algérien pour les encourager à «*réclamer le changement politique*» dans leur pays.

S'étant déjà exprimé sur la question du chômage au sud du pays et ayant toujours réclamé des mesures exceptionnelles pour l'enrayer, Mme Hanoune, qui a signé ce communiqué, dénonce vivement ces «manœuvres malsaines» vivant la stabilité du pays et lance un appel à l'endroit de ces jeunes chômeurs à faire échouer «ces tentatives de manipulation de leur mouvement de protestation», menées par «*ce véritable prédicateur au service de la politique de dislocation des nations, qui vient d'adresser un appel à la révolution de jeunes du sud de l'Algérie*».

Pour Mme Hanoune, ce prédicateur a bien franchi les limites de la bienséance et de la courtoisie, lui qui a été accueilli en fanfare en Algérie par le président de la République et bien d'autres hauts responsables du pays. Al-Qaradawi n'est pas à sa première

frasque du genre. Il s'est maintes fois illustré par ses prêches appelant notamment les Arabes à s'entretuer au point de se faire détester par une bonne partie des musulmans. french.trib.ir 06.04

4- Cisjordanie

Cisjordanie : L'emir Al Thani immolé!!

Les étudiants palestiniens ont mis le feu ce jeudi à l'effigie de l'emir Al Thani en signe de protestation contre les politiques de Doha dans la région. selon Al Alam , Mahmoud Abbas , paniqué, aussitôt condamné cette démarche des étudiants , liés au fatah . *" Cette démarche est une démarche isolée et ne regarde ni le gouvernement ni le peuple palestinien"* a affirmé Mahmoud Abbas. *"Ce n'est pas notre position, ni celle du Fatah ni celle de l'AP que de mettre le feu à l'effigie de l'emir du Qatar. les étudiants noncé peu avant et au cours d'un débat universitaire les politiques du Qatar dans la région. Les relations entre la Palestine et le Qatar sont solides et ce genre de démarche ne leur porte pas préjudice. les palestiniens ont toujours regardé avec gratitude les dirigeants arabes"*. french.trib.ir 04.04

5- Israël

Selon les sources israéliennes, la cinquième unité du dome de fer est désormais opérationnelle . le système est en état d'alerte et son centre de commandement prêt à passer à l'action mais le lieu où il devra être déployé n'est pas déterminé. deux des quatre systèmes déjà opérationnels sont déployés près des frontières syriennes et le troisième se trouve installé à l'aéroport. le système est peu performant à en juger son efficacité minime au terme de la guerre de huit jours. french.trib.ir 03.04

6- Liban

Selon le site Al Ahd, *"l'ambassade US, à Beyrouth, mène des patrouilles de sécurité, dans les différentes villes libanaises, au mépris de la souveraineté de l'Etat libanais"*!

"En effet, le fait que les agents de sécurité liés à l'ambassade patrouillent à l'intérieur du bâtiment situé, dans la localité de Aoukar, est, plus ou moins, acceptable, car c'est une norme, au Liban, pour toutes les représentations diplomatiques, que de veiller, avec soin, à la sauvegarde de leur sécurité. Mais l'extension de ces actions sécuritaires, au-delà de l'ambassade, et à l'échelle de toute une région n'est, ni acceptable, ni rationnel. " Les patrouilles que mènent les forces de sécurité de l'ambassade autour de celle-ci viole l'intégrité territoriale et la souveraineté libanaise. Pire, cette mauvaise habitude semble avoir fait des émules et les autres représentations diplomatiques occidentales ont de plus en plus tendance à emboîter le pas aux Américains.

Selon le site, *"il s'agit d'un sentiment de supériorité affiché, à l'égard des Libanais, un sentiment, à la fois, humiliant et méprisant"*. *"Les Libanais se sentent surpris et vexés, à chaque fois qu'ils voient le convoi de l'ambassadrice et ses compagnons américains et libanais sillonner les rues, en perturbant la circulation, comme si l'ambassadrice cherchait à faire peur aux Libanais ou à les intimider"*! french.trib.ir 04.04

7- Grèce

En utilisant une loi de 1937 votée pendant la dictature de Metaxas et sous prétexte qu'ils ne remplissent pas les conditions de permis, la Mairie d'Athènes prévoit de fermer au moins 35 espaces culturels dans la capitale. Parmi eux, plusieurs sont de petits espaces alternatifs, comme des troupes théâtrales expérimentales, qui devront payer une amende très lourde afin de rouvrir et sont donc condamnés à disparaître. Malgré le fait que la capitale s'appauvrit au niveau culturel et adopte une orientation vers le loisir de masse, beaucoup de jeunes artistes doivent faire face à la perspective du chômage.

Les institutions et les artistes concernés ont réalisé une assemblée lors de laquelle ils ont décidé des mobilisations et des initiatives légales, en demandant que leurs espaces restent ouverts et que le cadre juridique soit mis à jour.

De son côté, la Mairie d'Athènes prétend avoir contrôlé 89 espaces culturels dont au moins 50 fonctionneraient illégalement et suite aux réactions, elle assure être en train de chercher un compromis provisoire. okeanews.fr 06.04

[Haut de page ↗](#)

Le 8 avril 2013

CAUSERIE

La faillite morale qui accompagne l'enrichissement personnel, quel que soit le niveau auquel ils se situent, témoignent de

l'attachement à l'idéologie bourgeoise justifiant ou légitimant au niveau supérieur ou s'accommodant au niveau inférieur des inégalités et des injustices que la société a engendrées, autrement dit à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de l'existence des classes sociales et dont les rapports entre dominant et dominé impose leur empreinte à tous les rapports dans la société.

Vous pouvez rendre public votre patrimoine, publier les relevés de vos comptes en banque, c'est du domaine de la gesticulation ou du grand spectacle car l'essentiel est ailleurs : l'idéologie que vous incarnez et défendez, en l'occurrence s'agissant des guignols des partis institutionnels, l'idéologie bourgeoise.

L'avantage de se référer à ce facteur, c'est que parce qu'il est le produit d'une conception des rapports entre les classes, il englobe toutes les formes, tous les masques, toutes les dénominations qui ont cours pour les représenter, capitalisme, impérialisme, libéralisme, néolibéralisme, conservatisme, néoconservatisme, fascisme, réformisme, etc. au-delà toutes les institutions nationales et internationales qui les incarnent, dont notamment les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Pourquoi les représentants de la réaction dénoncent un discours idéologique dès lors qu'on s'attaque aux privilèges de la classe qu'ils incarnent ? Parce que la question idéologique nous ramène à l'origine des rapports qui existent dans la société, donc aux fondements du capitalisme qu'ils protègent. Vous aurez remarqué que plus personne ne s'aventure sur ce terrain, absolument aucun parti.

Pourquoi Marx et Engels avaient-ils fait figurer dans le Manifeste du parti communisme la nécessité d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme ? Certainement pas parce qu'elle aurait été à l'ordre du jour à la moitié du XIXe siècle, je veux dire par là que les conditions objectives auraient été réunies pour que le prolétariat accomplisse cette tâche, ce n'était pas le cas et ils en avaient parfaitement conscience. Ils avaient signifié par là que le développement historique du capitalisme, des forces productives et de la lutte des classes tendaient vers cet objectif, permettraient de le réaliser sous certaines conditions objectives et subjectives, ils indiquaient aussi que le combat contre l'idéologie bourgeoise pour être efficace devait s'inscrire dans la perspective de briser ou plutôt d'éliminer ce rapport qui en est le fondement.

Pourquoi est-ce si important et pourquoi les représentants de la réaction de droite comme de gauche diabolisent, tournent en dérision, finalement fuient comme la peste tout débat idéologique ? Parce que ne pouvant pas lutter directement contre les fondements du capitalisme, nous n'avons pas les moyens de mettre dehors demain matin notre patron ou de saisir ses avoirs ou encore de fermer la Bourse, on est bien d'accord, du coup le combat contre la représentation moderne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme, ne peut prendre que la forme d'actions dans le cadre de ce rapport, même s'il tend à le dépasser quand on fait grève par exemple, une fois la grève terminée c'est bien ce rapport qui domine à nouveau, rien n'a changé fondamentalement. Par contre, dans le discours, l'agitation et la propagande, on peut aller beaucoup plus loin et remettre en cause jusqu'aux fondements de l'idéologie bourgeoise, la démasquer, mettre à nu ce qu'elle recouvre, mettre à nu le capitalisme en réalité, donc montrer sa véritable nature avec ses faiblesses et ses contradictions, ce qui permet de démystifier l'image avantageuse que ses représentants en ont donné et qui est profondément incrustée dans le cerveau des masses, de dévoiler et de faire le lien entre sa raison d'être, son fonctionnement, son objectif, qui sont étrangers au bien-être de la population en général, à l'intérêt général qui se réduit à leur misérable profit.

Finalement, leur idéologie pour exister doit entourer du voile de l'illusion aussi bien les rapports sur lesquels elle repose que leurs véritables intentions, à ce titre elle est une escroquerie permanente qui nécessite que les masses en demeurent ignorantes. Cependant il leur arrive de faire référence ouvertement à ces rapports qu'ils estiment légitimes, en cela ils ont le soutien de toutes les religions, parce que les masses sont si ignorantes qu'elles les acceptent, n'est-ce pas non plus ce qu'on leur a enseigné à l'école ou à l'université, à travers l'éducation que leurs parents leur ont transmise ?

Quand maintenant on observe que nos braves révolutionnaires de tous courants politiques en sont réduits à jouer les ramasses miettes syndicaux pour leur propre compte ou à défendre les oripeaux nationalistes d'une République aux relents impérialistes, on ne s'étonnera pas que l'idéologie bourgeoise pavoise, se montre provocante, menaçante, guerrière, puisque tous ses détracteurs sérieux ont déserté le combat idéologique ou sont de minables critiques accrochés à ses basques.

Défendre le socialisme, les enseignements du marxisme, relancer le combat idéologique au plus haut niveau, oser remettre au premier plan notre idéal, voilà la tâche (notamment) que tout militant ouvrier devrait se fixer.

Je travaille moins pour le site dorénavant, quatre heures de moins par jour en moyenne, je me désengage progressivement de cette activité compte tenu des rapports que j'ai avec les personnes ou les militants qui se connectent sur le portail et qui ne me conviennent pas. Dans le fichier consacré aux articles de presse de chaque mois ne figurera plus la page des titres, pas le temps de la réaliser au regard de la quinzaine d'internautes qui téléchargent ce fichier chaque mois.

Quoi qu'on dise ou fasse, cela ne change rien, j'en prends acte.

J'étais tellement absorbé par la rédaction d'un article que j'ai oublié de le sauvegarder, j'y avais passé plus d'une heure, puis planté, un problème électrique a eu raison de mon onduleur et de mon système de secours, ordinateur éteint brutalement, du coup j'ai

perdu tout ce boulot, merde et remerde ! Je travaille dans des conditions difficiles l'air de rien. Ce sera pour demain, nous verrons comment le POI a présenté la "victoire" du non au référendum en Alsace, due en réalité uniquement à l'abstention, au rejet des institutions, ce qu'il ne précise pas évidemment, un modèle de manipulation de l'info, on y ajoutera la façon dont ils ont présenté la proposition de Mélenchon et Laurent d'une marche le 5 mai ou comment tronquer une citation et ce que cela recouvre.

La rupture.

- Dans l'entourage du chef de l'Etat, certains voient mal comment sortir de l'impasse. "*Ce ne sont pas les mesures de moralisation qui vont changer quoi que ce soit. La population a été ébranlée dans ses profondeurs, il y a aujourd'hui une rupture de confiance avec le monde politique*", affirme ainsi un de ses conseillers. AFP 07.04

C'est le pire des scénarios pour eux, car c'est lorsqu'elles perdent toute influence sur les masses qu'elles sont portées à chercher une solution à leurs difficultés et qu'elles sont tentées de se soulever contre le régime.

L'Union européenne est un paradis fiscal pour les riches.

Evasion fiscale: le Luxembourg prêt à réduire son secret bancaire - AFP

Pourquoi cultivent-ils le secret ? Auraient-ils quelque chose à cacher ?

Les paradis fiscaux ont prospéré ces dernières décennies dans le monde pour atteindre le nombre de soixante treize, sans compter les Etats qui en sont à eux tout seul comme le Luxembourg ou la Grande-Bretagne. Ce sont les grandes puissances impérialistes occidentales qui en sont à l'origine.

Elles ont décrété que leur existence était légale pour organiser et couvrir des opérations financières frauduleuses ou illégales qui consistent à permettre à leurs citoyens les plus aisés, outre le fait de détourner d'énormes sommes d'argent du fisc de leur pays d'origine qui ainsi échappent à l'impôt, de se livrer à toutes sortes de trafics ou de blanchir, de recycler l'argent qui en est issu, cela va du trafic de drogue, d'armes, de fausse monnaie, d'êtres humains, etc. aux commissions occultes versées à des intermédiaires lors de la réalisation de contrats commerciaux ou pour service rendu en tant qu'agent d'un lobby.

Ce système financier parallèle et opaque, et par définition échappant à tout contrôle ou pouvoir populaire, n'a cessé d'enfler pour prendre des dimensions monstrueuses dès lors que les mêmes puissances économiques ont décidé de déréglementer la finance mondiale au cours des années 90, ces paradis fiscaux abritant dorénavant des capitaux supérieurs à ceux dont disposent les Etats. Parvenu à ce stade, ce régime devenu mafieux dispose de pouvoir tel qu'il est en mesure d'influer directement sur l'économie de chaque Etat et de leur dicter sa loi, partition que les institutions financières officielles du capital (FMI, Banque Mondiale, etc.) ont pour mandat de mettre en musique ainsi la boucle est bouclée.

Pour parfaire leur ouvrage, sur le plan politique, ceux qui tirent les ficelles, les plus riches, donc les banquiers de la Fed et leurs associés occidentaux, se réunissent régulièrement à huis clos (Bilderberg notamment) avec la coterie qu'ils ont soigneusement sélectionnée parmi l'élite intellectuelle qui a adopté leur idéologie néolibérale, afin de préciser à ses membres leur mandat ou l'orientation politique, les objectifs vers lesquels devra tendre leur action, et éventuellement leur distribuer les postes ou fonctions qu'ils seront amenés à occuper à court terme au sein des institutions politiques ou économiques, ainsi la boucle est bouclée.

Bref, cela ressemble au casting d'un film réunissant autour de quelques monarques les aristocrates et leur cour au service d'une même cause ou d'un projet de gouvernement mondial dont ils seraient les maîtres absolus.

Cela, c'est le monde tel qu'ils l'ont imaginé, tel qu'ils l'ont organisé, jusqu'à un certain point seulement, car en réalité ils sont loin de maîtriser tous les facteurs qui entrent en ligne de compte et qui peuvent parfois leur réserver de mauvaises surprises. Le scandale Cahuzac en fait partie tout comme l'économie capitaliste avec ses contradictions, à ce niveau-là on ne peut pas parler d'un détail mais d'un ensemble de rapports qui leur échappent, parce qu'il leur est impossible de prévoir les réactions du peuple et d'empêcher que sa conscience politique finisse par mûrir à force de le matraquer.

S'ils ne pouvaient pas compter sur la corruption des syndicats et des partis ouvriers (Front de gauche), et surtout sur l'incapacité de l'avant-garde de renouer avec le marxisme, leur sort ainsi que celui du vieux monde avec lequel ils s'identifient serait scellé.

ACTUALITE EN TITRES

A court d'argument, il ne leur reste que l'amalgame ordurier.

- Pour Sapin, Mélenchon "*joue dans la même cour*" que Le Pen - Le Nouvel Observateur
- Cette pourriture voudrait faire oublier que c'est le PS qui a remis en selle le FN dans les années 70-80.

Ils creusent leur propre tombe, aidons-les à la rejoindre le plus tôt possible.

- Affaire Cahuzac: Le «*Tous pourris*» progresse dans l'opinion - 20minutes.fr
- Le fossé se creuse entre les Français et les politiques - LeFigaro.fr -
- Le centre-gauche italien divisé sur une alliance avec Berlusconi - Reuters

Les mains sales. Qui remportera la palme du plus menteur ?

- Jérôme Cahuzac a-t-il menti sur le montant de son compte en Suisse? - AFP
- Cahuzac : Pierre Laurent espère que Hollande n'était pas au courant - LeFigaro.fr
- Moscovici : «*Jusqu'au jour des aveux de Jérôme Cahuzac, je ne sais rien*» - LeParisien.fr
- Wauquiez (UMP) : après Cahuzac, "*il faut une opération mains propres*" - LePoint.fr

Charogne. Etre capitaliste ne serait pas "*un choix de style de vie*". Leur larbin non plus !

- David Cameron: vivre des aides sociales est "*un choix de style de vie*" - lexpress.fr

Plus dure sera la chute.

- Le Brésil ouvre une enquête judiciaire pour corruption contre l'ex-président Lula - LeMonde.fr
- Espagne: la popularité du roi en chute libre, selon un sondage - AFP

Le crime international organisé a encore frappé

- Onze enfants tués dans un raid aérien de l'Otan en Afghanistan - Reuters

Resserer les boulons avant la prochaine offensive guerrière.

- Kerry en Turquie pour confirmer le coup diplomatique d'Obama - Reuters
- John Kerry presse la Turquie de normaliser ses relations avec Israël - AFP
- Israël redemande une ligne rouge pour le nucléaire iranien - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur politique est forcément guidée par "*l'intérêt général*".

À en croire la télévision publique suisse (RTS), l'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac aurait cherché à placer 15 millions d'euros en Suisse en 2009.

«*Il aurait tenté de placer cet argent dans un établissement de gestion financière à Genève, mais l'établissement aurait refusé par crainte de complications ultérieures, Jérôme Cahuzac étant une personnalité exposée politiquement, selon des informations bancaires recueillies par la rédaction de la RTS.*» De son côté, Le Monde affirme que cet établissement de gestion

serait une banque basée à Genève dans laquelle la fiduciaire Reyl a ses habitudes.

Un peu plus tôt, Darius Rochebin, journaliste pour le média helvète, a indiqué que, «*selon beaucoup de sources, Jérôme Cahuzac aurait détenu beaucoup plus d'argent*» que les 600.000 euros avancés par l'ancien ministre lors de ses aveux du 2 avril. Il ajoute que «*l'on revient souvent à cette somme de 15 millions d'euros*». D'ailleurs, ce montant avait déjà été avancé par le site Mediapart .

Le journaliste explique sur i-Télé qu'il tient ces informations de banques privées genevoises qui veulent rester discrètes. «*Elles se sont méfiées car Jérôme Cahuzac faisait partie de ce que l'on appelle les PEP, les "personnes exposées politiquement", elles ont donc refusé car c'était trop sensible pour elles. C'est pourquoi M. Cahuzac s'est retourné vers cette structure qui s'appelle Reyl et qui a finalement organisé le montage*», explique le journaliste.

Mais ce montant paraît très modeste aux yeux de nombreux spécialistes, compte tenu des frais facturés pour de telles opérations. Darius Rochebin explique ainsi que pour «*tous ces montages financiers, on dit que le ticket d'entrée est d'un million au minimum. Pour organiser un montage à Singapour et que cela vaille la peine d'un point de vue financier, 600.000 est de l'avis général une somme trop modeste*». lefigaro.fr 07.04

Les paradis fiscaux n'existent pas !

1- Le cas du Luxembourg, membre de l'Union européenne.

Le Luxembourg est prêt à modifier les règles régissant le secret bancaire et à coopérer plus étroitement avec les autorités fiscales étrangères, a annoncé son ministre des Finances, Luc Frieden, une déclaration saluée par son homologue allemand.

"*Le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal*", a assuré Luc Frieden dans un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, un journal allemand.

Le Luxembourg et l'Autriche sont aujourd'hui les deux seuls Etats de l'Union européenne qui refusent de communiquer aux autres pays membres l'identité des titulaires étrangers de comptes bancaires dans leurs établissements financiers. Reuters 07.04

Si un pays dont les détenteurs de comptes bancaires peuvent être anonymes n'est pas un paradis fiscal, cela signifie qu'il n'existe pas de paradis fiscaux sur terre, peut-être dans les cieux, même pas au Vatican !

2- Le cas de la Suisse, à l'origine des paradis fiscaux et qui leur a servie de modèle par la suite.

Plusieurs sources indiquent que Reyl & Cie, dotée d'une licence bancaire depuis novembre 2010, est l'"*officine*" à laquelle des dizaines de "VIP" français – hommes politiques de droite comme de gauche, grands industriels et entrepreneurs – se sont durant des décennies adressés, en toute confiance.

Pour le fondateur, Dominique Reyl, 75 ans, un Français diplômé d'HEC qui dispose d'un large carnet d'adresses dans l'Hexagone, et son fils François, qui a pris le relais en 2002, les dégâts d'image sont déjà considérables.

Dans ce contexte explosif, les documents obtenus par Le Monde et le consortium ICIJ, dans le cadre de l'opération "*OffshoreLeaks*", enfoncent encore plus le clou. Ils permettent de retracer la manière dont la banque a mis en place des parades pour protéger ses clients non déclarés. Ceci alors que le secret bancaire helvétique s'amenuisait de jour en jour, à la suite du scandale UBS aux Etats-Unis et des pressions des pays du G20 pour que la Suisse abandonne le secret bancaire en matière d'évasion fiscale.

Ces documents montrent aussi comment Reyl & Cie a organisé la transhumance hâtive des comptes "*problématiques*" à Singapour, dont celui de M.Cahuzac, déposé là-bas dans la filiale de la banque privée suisse Julius Baer.

Si aucun nom ne figure sur ces données pour l'instant, on y apprend que, entre septembre 2008 et mars 2009, Reyl a créé six sociétés aux Seychelles. Ces entités (Wind Charm Corporation, Fame Eagle Corporation, Oceania City International Inc., Sunny Ridge Group Limited, Jade Green Investments Limited, Moonlite Overseas LTD), qui masquaient des comptes, étaient détenues via des actions au porteur, un dispositif dénoncé par l'OCDE qui empêche toute identification de leur ayant droit économique. Interrogée sur ces montages offshore, la banque Rey a fait savoir, par sa chargée de communication, qu'"*elle ne commente pas l'actualité quand cela part dans tous les sens comme aujourd'hui*".

Un expert, familier du fonctionnement de Reyl, a accepté de décrypter ces données sous couvert d'anonymat. Il explique que "*ces structures achetées aux Seychelles ont été mises à disposition des clients qui ne souhaitent pas voir leur compte déménager à Singapour*". D'autres sociétés, qui ne figurent pas dans les données informatiques récupérées, auraient également été créées

aux îles Vierges britanniques, à Panama et au Costa Rica.

Le but, avec ces sociétés, était aussi de permettre aux clients d'échapper à l'impôt à la source sur les revenus de l'épargne : seuls les comptes nominaux étant concernés, abriter les comptes dans des sociétés permettait d'échapper au fisc.

Pour les clients qui ont accepté de déplacer leur fortune non déclarée en Asie, Reyl a ouvert en mars 2009 une filiale à Singapour (Reyl Singapore PTE LTD), dix jours avant la décision historique de la Suisse d'adopter les standards de l'OCDE en matière d'échange fiscal.

Le 13 mars 2009, Berne acceptait ainsi de lever le secret bancaire en matière d'évasion fiscale, pourvu qu'une autorité fiscale en fasse la demande.

En août 2009, une convention révisée de double imposition était signée avec la France, permettant dès le 1er janvier 2010 ces échanges d'informations. *"Une course contre la montre s'est alors déclenchée pour évacuer tout ce qu'on ne pouvait pas garder à Genève. Durant trois mois, toute l'équipe a été mobilisée. François Reyl a fait lui-même le tour des clients non déclarés"*, raconte l'expert.

N'ayant jusqu'alors aucune présence à Singapour, Reyl a d'abord fait appel à Swiss-Asia Financial Services Limited, une *"plate-forme de booking"* (un prestataire proposant des adresses et des locaux), dirigée par d'anciens banquiers suisses.

Tous les comptes gênants ont été clôturés à Genève, dans les différentes banques dépositaires de Reyl (dont UBS, Julius Baer et Credit Suisse). Et les ponts avec Reyl ont apparemment été coupés. *"Officiellement, c'est Swiss-Asia qui gérait les comptes, mais elle continuait à recevoir des instructions d'investissements de la part de Reyl, sans traces écrites"*, poursuit l'expert.

En juin 2010, face au nombre important de comptes à transférer, Reyl & Cie a été contrainte de demander une licence de gestion de fonds à Singapour. Les comptes des clients ont alors été reversés dans diverses banques, dont des établissements singapouriens.

Il ressort des documents *"OffshoreLeaks"* qu'un certain Charles Bok a supervisé l'opération de repli vers la place financière asiatique, alors considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide que la Suisse. Selon nos informations, il s'agit d'un gestionnaire de fortune belge, arrivé une année auparavant chez Reyl, avec de nombreux clients belges non déclarés.

Sur son site Internet, Reyl sert un tout autre discours pour expliquer cette ruée vers l'Asie au moment de la levée partielle du secret bancaire suisse. Elle explique que ce développement est essentiellement motivé par le fait de se mettre au service des fortunes asiatiques, et de profiter *"de l'essor économique et de la création de richesse dans cette zone"*. Une explication qui fait sourire l'expert : *"La raison principale c'est que Reyl ne pouvait plus garder toutes ces patates chaudes à Genève."*

Ce grand déballage a de quoi donner des sueurs froides aux clients non déclarés de Reyl. Car la justice ne compte pas s'arrêter en si bon chemin: une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour. Et, comme l'a appris Le Monde, un banquier genevois, témoin privilégié entendu à Annecy, le 13 février, par la police judiciaire dans le cadre du dossier Cahuzac, a récemment été contacté par le service national de la douane judiciaire française.

Les douaniers s'intéressent à la manière dont des mallettes d'argent *"cash"* ont pu être transportées entre la Suisse et la France, dans le cadre d'opérations de compensation. Le banquier a déjà désigné Hervé Dreyfus, le gestionnaire de fortune de M. Cahuzac, demi-frère de Dominique Reyl, et également conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, dans le rôle de porteur occasionnel de valises. Il est aussi prêt à évoquer le rôle d'autres apporteurs d'affaires pour le compte de Reyl, dont certains avocats français agissant au nom de prestigieux clients.

Des observateurs s'attendent à ce que de nombreux clients de la filiale de Reyl en France quittent précipitamment le navire.

Par ailleurs, il est apparu que le publicitaire Jacques Séguéla a confié depuis des années la gestion de sa fortune à Dorothée Marty, la présidente de Reyl France. Contacté par Le Monde, M. Séguéla a confirmé cette relation financière, précisant toutefois que son argent était déposé à la Barclays à Paris. Il assure n'avoir jamais eu de compte en Suisse, et avoir *"le cœur tranquille"*. lemonde.fr 06.04

Nous retiendrons de cet article, que chaque fois les banquiers couvrant les opérations illégales de leurs clients ont été informés à l'avance des modifications à venir dans la réglementation financière internationale, de telle sorte que cela leur laissait le temps d'organiser *"la transhumance hâtive"* de ces comptes vers d'autres paradis fiscaux encore plus opaques, *"considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide"* de la police judiciaire de certains pays ou encore, moins sur les feux de la rampe de l'actualité et ainsi de suite.

[Les institutions rejetées.](#)

Les sous-titres sont du site.

Pourquoi ce titre, parce que contrairement aux opportunistes qui vont se faire une gorge chaude de ce résultat pour justifier leur politique, il est avant tout le fait de l'abstention massive, il exprime le rejet de toute proposition politique venant de l'exécutif, de l'Etat, des partis institutionnels, car chacun avait le choix entre deux réponses opposées, se prononcer pour ou contre cette fusion de ces deux départements.

L'UMP explique le contraire, mais que vaut une analyse de ce parti qui était engagé jusqu'au cou dans le oui à ce projet de fusion, les "*débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens*" ? De son point de vue il n'a pas tort, les questions institutionnelles n'intéressent pas les citoyens quand ils estiment qu'ils n'ont rien de bon à attendre dans un sens ou un autre, mais maintenant proposons-leur une politique qui rompt radicalement avec ce qu'ils ont toujours connu ou les discours des uns et des autres et dans laquelle ils se reconnaîtraient et il y a fort à parier qu'ils s'y intéresseraient vivement pour qu'elle triomphe.

Tout a toujours été fait pour écarter les travailleurs de toutes les questions politiques relevant de la Constitution ou des institutions, alors qu'elles remplissent un rôle décisive dans leur vie de tous les jours, ce qui est quand même extraordinaire, on peut observer quotidiennement qu'absolument tous les partis s'emploient minutieusement à en détourner les travailleurs, alors que l'issue à la crise du capitalisme se situe là et pas ailleurs.

Quand ils l'abordent, c'est sur un plan purement nationaliste, souverainiste, populiste, ainsi ils offrent sur un plateau à certaines ordures (Sapin) la possibilité de se livrer à un amalgame avec l'extrême droite qui se situe effectivement sur le même terrain, la défense de l'Etat bourgeois tel qu'il existe face à l'Union européenne. Nous, nous ne tombons pas de ce piège en situant tout rejet des mesures politiques proposées par l'Etat dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme, de la révolution socialiste, terrain sur lequel on ne risque pas de se retrouver en concurrence avec l'extrême droite.

Voilà ce qui arrive à ceux qui refusent ou qui ne sont plus capables de mener le combat politique le drapeau de la révolution socialiste déployé.

Nous ne disposons que des résultats partiels de ce vote(il est 14h en Inde) , il ressort que c'est uniquement l'abstention qui a fait gagné le non, à tel point que le M'PEP qui s'est empressé de titrer *Victoire de la démocratie en Alsace !* n'a pas fourni le moindre chiffre dans son article, misérable manipulation de staliniens repentis aux méthodes réchauffées... A suivre.

La fusion du conseil régional d'Alsace avec les deux conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin n'aura pas lieu. Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte.

Il fallait, pour faire passer le projet, que les votes positifs représentent plus de la moitié des suffrages et au moins 25 % des électeurs inscrits dans chacun des départements. Or la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin.

Des sondages sur mesure.

Censé, selon ses partisans, renforcer le poids de l'Alsace, le "oui" partait pourtant favori. Un sondage publié début mars donnait près de trois-quarts de "oui" pour un quart de "non", même si le camp des opposants était déjà plus fort dans le sud de l'Alsace.

Quelle chance pour vous et votre camp !

"Quand on a des débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens. Quand on vote pour une personne ou un parti, ça intéresse davantage", a commenté à Strasbourg le président (UMP) du Conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel.

Le PS regrette que l'UMP n'ait pas fait son boulot.

Le Parti socialiste a estimé dimanche soir que ce rejet était "la conséquence d'un manque de dialogue". "La 'majorité alsacienne' conduite par l'UMP n'a pas su fédérer autour de ce projet excluant de fait plusieurs territoires et familles politiques", a commenté dans un communiqué Alain Fontanel, secrétaire national du PS chargé des fédérations. lemonde.fr 07.04

Les Corses, interrogés sur une fusion identique en 2003, à l'initiative du gouvernement, avaient voté "non" à près de 51%. Reuters 07.04

Les partisans de cette fusion ont mis ce résultat sur le dos de la crise, du chômage et de l'affaire Cahuzac, ce n'est pas faux, ils sont les révélateurs de la pourriture d'un régime qui ne peut pas vraiment inspirer confiance.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

De l'eau radioactive semble avoir fui d'un autre réservoir de stockage souterrain de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima Daiichi, a annoncé dimanche son exploitant, la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco).

La fuite semble ne pas être trop importante, précise Tepco. Samedi, la compagnie avait annoncé que 120 tonnes d'eau radioactive étaient susceptibles d'avoir fui d'un autre réservoir situé à proximité de celui-ci.

La centrale a subi ces derniers temps une série de fuites et de problèmes de refroidissement.

Vendredi, Tepco avait annoncé que le mécanisme de refroidissement du réacteur n°3 avait cessé de fonctionner pendant trois heures. Reuters 07.04

SOCIAL

1- Portugal

Le Premier ministre du Portugal, Pedro Passos Coelho, a annoncé dimanche soir que les dépenses publiques seraient réduites pour compenser l'invalidation par la Cour constitutionnelle de plusieurs mesures de son plan d'austérité et respecter les objectifs budgétaires du pays. Reuters 07.04

2- Espagne

Des jeunes Espagnols ont manifesté par centaines dimanche à Madrid, dans plusieurs autres villes d'Espagne et devant des ambassades à l'étranger, contre le chômage qui les oblige souvent à s'exiler pour chercher un emploi.

Au rythme des sifflets et des tambours, des centaines de manifestants ont défilé à Madrid derrière une grande banderole portant les mots : "*Nous ne partons pas, ils nous jettent dehors*"; et en criant : "*Nous ne voulons pas partir*".

"*Nous voulons dénoncer l'exil forcé auquel sont contraints les jeunes espagnols à cause du manque de travail*", a expliqué Mikel Revuelta, un porte-parole de Juventud sin Futuro.

Le collectif a rassemblé plus de 7.000 courts témoignages d'Espagnols qui pensent quitter le pays ou sont déjà partis, accessibles sur une carte du monde interactive publiée sur internet.

Ils racontent par exemple l'histoire d'un médecin qui travaille comme serveur et guide touristique en République dominicaine, ou celle d'un moniteur de ski en Islande.

Alors que l'Espagne affiche un taux de chômage de 26%, les jeunes sont très durement frappés, avec un taux de 55% chez les 16-24 ans.

La difficulté à trouver du travail conduit de très nombreux jeunes Espagnols, souvent diplômés, à partir tenter leur chance à l'étranger, notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne ainsi qu'en Amérique Latine.

70 pour cent des Espagnols de moins de 30 ans pensent partir s'installer à l'étranger, selon une étude publiée en février par le Real Instituto Elcano, un institut de recherche. AFP 07.04

ECONOMIE

Japon

Après la planche à dollars et euros, voilà le temps venu de celle à yens !

La Banque du Japon (BoJ) devrait acheter pour 1.200 milliards de yens (9,5 milliards d'euros) d'emprunts d'Etat japonais la semaine prochaine en ciblant des titres dont l'échéance est distante de plus de cinq ans, rapporte dimanche le quotidien économique Nikkei.

La banque centrale prévoit de procéder en avril à cinq achats d'un montant total de 6.200 milliards de yens. Par la suite, elle réaliserait chaque mois pour environ 7.500 milliards d'achats en six opérations, précise l'article, qui ne cite pas ses sources.

La BoJ a annoncé jeudi une refonte de sa politique monétaire avec pour objectif d'injecter près de 1.100 milliards d'euros de liquidités en deux ans dans l'économie nipponne par le biais d'achats d'obligations d'Etat. Reuters 07.04

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à archiver les articles de mars dans les différentes pages d'accueil du site, c'est ingrat, long, laborieux. J'ai retiré de la page d'accueil les titres de mars, histoire qu'on y voie plus clair, mais ils ne sont pas tous archivés, d'ici deux jours. J'ai beaucoup de mal à travailler avec la chaleur et la nuit précédente ils n'ont pas arrêté de couper le courant... Mais bon, il y a pire sur terre...

Tout ce que compte le vieux monde de pourritures rend hommage à Thatcher, l'article de presse que j'ai mis en ligne en est l'illustration. On y reviendra peut-être demain, quand les dirigeants du PS auront séché leurs larmes. J'ai téléchargé un témoignage qui vaut son pesant d'or, vous pouvez ajouter dur, signé Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Élysée sous François Mitterrand. Quand le clan de la réaction perd l'un des siens, c'est un jour de fête pour tous les opprimés de la planète !

Personnalité insignifiante et inconnue, elle fut invitée à participer à une réunion du groupe Bilderberg, trois ans plus tard elle devenait Premier ministre et appliquait d'une main de fer la politique néolibérale définie par ses pairs.

[POI. Les opportunistes démasqués.](#)

Titre : Les électeurs ont refusé la collectivité unique d'Alsace (7 avril)

- *"Échec retentissant pour le référendum sur un projet de fusion des collectivités départementales et régionale d'Alsace. Les résultats pratiquement définitifs ont montré que les électeurs du département du Haut-Rhin ont massivement rejeté le projet. Dans le département du Bas-Rhin le oui l'a emporté, mais sur la base d'une très forte abstention.*

Qu'en est-il vraiment ? Le POI a la manoeuvre.

En réalité, l'abstention a été du même ordre de grandeur à 1% près ! En définitif, 2,07%, info parvenue plus tard il faut préciser.

Le Monde du 8 avril : " la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin."

Les faits.

Même source : "Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte."

J'ai réussi à me procurer les résultats définitifs par l'AFP : 35,11 % de participation dans le Bas-Rhin et 37,18 % dans le Haut-Rhin .

A l'arrivée, le département du Haut-Rhin a voté non à 55,74 %. Le département du Bas-Rhin a voté pour à 67,53 %, mais n'atteint

pas le chiffre des 25 % d'inscrits favorables (23,71 %). Le projet ne verra donc pas le jour.

On a bien confirmation que le taux d'abstention a été sensiblement le même dans les deux départements.

Allons plus loin et enfonçons le clou. 1 267 703 d'électeurs étaient inscrits en Alsace, se répartissant ainsi. (source : www.lalsace.fr) :

- Le Haut-Rhin qui comptait 519 575 électeurs inscrits a voté non à 55,74 %. Participation : 37,18 %.

- Le Bas-Rhin qui comptait 748 128 électeurs inscrits a voté oui à 67,53 %. Participation : 35,11 %. (22,90% des inscrits)

Si la barre de participation fixée à 25% des voix exprimées n'avait pas existé, au total des voix exprimées le oui l'aurait emporté.

Pour m'en assurer je me suis livré à un calcul de CM1 qu'un dirigeant du POI pourra vérifier :

Haut-Rhin

Non - $519\,575 \times 37,18\% \times 55,74\% = 107677$ voix

Oui - $519\,575 \times 37,18\% \times 44,26\% = 85500$ voix

Bas-Rhin

Non - $748\,128 \times 35,11\% \times 32,47\% = 85288$ voix

Oui - $748\,128 \times 35,11\% \times 67,53\% = 177379$ voix

Total oui : 262879 voix

Total non : 192965 voix

Dans le Haut-Rhin, 25% des inscrits représentaient 129893 voix

Dans le Bas-Rhin, 25% des inscrits représentaient 187032 voix

Soit au total : 316925 voix

Comme dirait l'autre, il n'y a pas photo ! Accablant, non ?

En réalité, c'est uniquement l'abstention, le rejet de toute mesure relevant des institutions et soutenue par ses principaux partis qui est le véritable vainqueur de ce référendum. Ce qu'il ne faut surtout pas ébruiter, car cela va à l'encontre de la politique opportuniste du POI qui refuse obstinément d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République. Au bout du compte, qu'il s'agisse de la politique, des méthodes, de leurs dirigeants, POI, NPA, LO et FdG sont tous à mettre dans le même sac.

Désolé sincèrement pour nos petits camarades du POI, vos dirigeants sont de sacrés manipulateurs et ils viennent une nouvelle fois d'en faire la démonstration, il leur faut par n'importe quel moyen justifier leur politique, ils sont ainsi, demandez-vous pourquoi, ce que cela recouvre, vous allez tomber de haut, c'est un certain Pierre Lambert qui leur a enseigné...

Et le M'PEP n'avait pas hésité à titrer : *Victoire de la démocratie en Alsace !*, avec une telle conception de la démocratie il y a de quoi s'inquiéter sur la nature de ce mouvement et ses véritables intentions.

En conclusion, je ne remets évidemment pas en cause cette bataille à laquelle il fallait participer, toutefois sur une autre ligne politique, ce que je dénonce c'est la présentation des résultats de ce référendum, sciemment tronqués, et l'interprétation qui en a été donnée à la limite de la falsification (POI) ou purement frauduleuse (M'PEP), car il aurait fallu souligner, non seulement qu'au total des voix exprimés le oui l'avait emporté, mais que sans l'affaire Cahuzac qui a éclaté quelques jours plus tôt, il est quasi certain que la barre des 25% d'inscrits aurait été franchie.

La manière dont le POI et le M'PEP ont rendu compte de ce référendum n'est pas franchement à leur avantage, cela ne vous fait pas penser aux médias que nous ne cessons de dénoncer, dont les masses se méfient comme la poisse au même titre que tous les partis, les institutions ? A juste titre.

Nous sommes les otages de ces dirigeants qui ont confisqué le socialisme et les partis ouvriers pour leur propre compte et dont les intentions et les objectifs politiques ne peuvent pas être les mêmes que les nôtres.

La réalisation de cet article m'a pris trop de temps pour m'occuper d'un autre sujet le "*coup de balais*" de Mélenchon, la réponse

de Laurent et la manière dont le POI l'a présentée, ce sera pour demain. Mais est-ce bien nécessaire ? Vous avez l'article de Libération paru le même jour (le 5 à 16:41), en voici le titre : *Pierre Laurent (PCF) préfère le « coup de braquet à gauche » au « coup de balai »*, il s'agissait d'une interview de Laurent, il vous suffit de comparer son contenu avec l'article qui figure dans le portail national du POI où ils ont interprété une citation qu'ils ont tronquée.

En deux mots parce que cela me démange, je ne supporte pas les manipulateurs, ils me dégoûtent, ils ont titré : *Mélenchon propose une « marche citoyenne pour la VIe République » et pour « une Constituante » le 5 mai*, puis vient la citation de Laurent laissant à penser qu'il est sur la même longueur d'onde que Mélenchon, qu'il est favorable à son "coup de balai", pas du tout, il dira "Ce n'est pas l'expression que je privilégie. Je préfère un grand coup de braquet du gouvernement vers la gauche pour organiser un nouveau contrat politique.", quant à la tarte à la crème de la Constituante, il enfoncera le clou en précisant "On peut engager un processus constituant immédiat sans appeler à une dissolution de l'Assemblée nationale", bref, une bien mauvaise farce, on le savait depuis longtemps.

Pour finir, une précision importante, je tiens à préciser que la citation qui a été reprise par le POI est extraite de cette interview, je vous invite à le vérifier vous-même, j'y tiens, on ne traite pas des dirigeants de manipulateurs sans preuve, et je refuse qu'on me fasse confiance sur quoi que ce soit, j'y tiens aussi. C'est si facile de tromper les militants, de se faire passer pour ce qu'on n'est pas, pour ce qu'on voudrait qu'on nous prenne, c'est franchement dégueulasse, répugnant. Bon, je n'aurai pas à écrire cet article demain.

ACTUALITE EN TITRES

[Milton Friedman, Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Georges Bush : c'est leur modèle idéologique.](#)

- Le thatchérisme, une idéologie radicale devenue la norme - Reuters
- Pourquoi l'héritage politique de Margaret Thatcher est tout sauf réductible à son libéralisme économique - Atlantico.fr
- Thatcher: symbole d'un ultralibéralisme qui a mené à la crise actuelle - AFP

[Un ennemi insaisissable qui n'en est pas un.](#)

- La lutte contre le secret bancaire peine à passer à la vitesse supérieure - AFP
- L'Autriche risque l'isolement sur le secret bancaire - Reuters
- Loi américaine contre l'évasion fiscale: difficile à appliquer - L'Expansion.com

[Toujours plus fort.](#)

- Record de faillites en Espagne au premier trimestre - Reuters

[Les charrettes du jour.](#)

- Liquidation de deux sites de fabrication de meubles - Reuters
- 280 emplois menacés par le dépôt de bilan du constructeur automobile Heuliez - 20minutes.fr
- Plan social en vue chez Virgin Megastore, en l'absence d'une reprise globale - AFP

[Normal, il avait le choix entre 73 paradis fiscaux !](#)

- Affaire Cahuzac: son avocat dément les 15 millions d'euros en Suisse - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le portefeuille est à droite, que l'on partage l'idéologie de la droite, on est de droite, pas de gauche.

Le ministre délégué à la Consommation, Benoît Hamon, a condamné lundi l'appel à une manifestation "*coup de balai*" par le leader du parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, estimant qu'elle visait à diviser la gauche et risquait de favoriser une montée de l'extrême droite.

(La montée de l'extrême droite, c'est votre politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de l'UMP qui la favorise, politique qui est de droite. - Ndlr)

"*La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les traditions, toute l'histoire de la gauche*", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

(Ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas ou de ce qui vous est étranger, s'il vous plaît. Mais si vous y tenez, la gauche dont vous parlez était corrompue par le capitalisme depuis près d'un siècle au point de ne jamais l'avoir réellement combattu, encore moins vaincu, au point que cette gauche est devenu l'un des principales piliers du régime en place qu'il nous faut renverser. - ndlr)

Une telle manifestation de protestation contre le gouvernement "*divise la gauche et, en divisant la gauche, on peut être sûr du résultat : A la fin, ceux que nous sommes censés représenter dans l'espace politique, les classes populaires, ceux qui vivent avec 1.000 euros, ceux qu'ont pas de boulot, seront les dindons de la farce*", a souligné le ministre. AFP 08.04

Basta, bas les pattes, vous ne nous représentez pas ! Alors que chaque jour des travailleurs sont jetés à la rue avec la bénédiction de ce gouvernement, assez, dehors ce gouvernement des capitalistes !

A vous dégoûter d'être de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, alors soyez révolutionnaire et combattez pour le renversement des institutions de la Ve République, pour une République sociale, pour le socialisme !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le Portugal entend maintenir le cap de l'austérité fixé par ses créanciers internationaux en dépit des critiques provoquées par l'annonce de nouvelles coupes budgétaires, qui doivent compenser les mesures du budget 2013 que la Cour constitutionnelle vient de rejeter.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

La Cour constitutionnelle a censuré vendredi la baisse programmée des primes de vacances dont bénéficient les fonctionnaires et les retraités. De même, les diminutions des indemnités-maladie et des indemnités-chômage ont été jugées contraires à la Constitution. Les hausses d'impôts d'une ampleur sans précédent ont en revanche été validées.

Cet arrêt risque de creuser le fossé entre une fonction publique qui semble protégée et un secteur privé mis à mal par une récession sans précédent depuis les années 70.

Bien que leurs traitements aient baissé plus vite que ceux des salariés du privé, les fonctionnaires gagnent encore deux fois plus en moyenne.

Tous pâtissent néanmoins d'une hausse sans précédent de la fiscalité mise en oeuvre depuis janvier et la plupart des économistes tablent sur de nouvelles mesures d'austérité qui risquent d'aggraver ou de prolonger la récession.

La parade trouvée par le Premier ministre consiste à accélérer les coupes dans les budgets de la Santé, l'Éducation et la

Sécurité sociale, a déclenché un flot de critiques de la part de l'opposition de gauche et des syndicats, qui craignent que ces réformes ne sonnent le glas de l'Etat-providence.

Les partenaires européens du Portugal - notamment le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble - se sont empressés de rappeler la nécessité de maintenir le cap de la rigueur et donc de prévoir de nouvelles réductions des dépenses publiques.

La Commission européenne a quant à elle invité le Portugal à rester fidèle aux mesures d'austérité prévues par ses créanciers internationaux s'il veut disposer de plus de temps pour rembourser les prêts liés à son plan de sauvetage.

Si elle l'a fragilisé, la décision de la Cour constitutionnelle n'a toutefois pas causé la perte du gouvernement. *"L'essentiel, c'est qu'il n'y a pas de crise politique, que le gouvernement reste en place et qu'il n'est pas prévu de renégocier les objectifs du plan de sauvetage. Les choses auraient pu tourner beaucoup plus mal"*, souligne Filipe Garcia, directeur d'Informação de Mercados Financieros, une société de conseil de Porto.

Les observateurs évoquent le gel des investissements dans le système hospitalier et la réduction des remboursements, qui permettrait de dégager des centaines de millions d'euros.

"Le fossé budgétaire qui s'ouvre est assez large, mais pas impossible à combler avec d'autres mesures", écrivent quant à eux les analystes de Citi, selon lesquels l'arrêt de vendredi pourrait toutefois retarder le retour du Portugal sur les marchés. AFP et Reuters 08.04

[Haut de page ↗](#)

Le 10 avril 2013

CAUSERIE

Apparemment je m'étais planté dans les dates des causeries des derniers jours, j'avais préparé le boulot sur plusieurs blocs-notes et j'ai mélangé les dates. Nous sommes bien le 10 avril !

Les réflexions que m'a inspiré hier soir le mouvement ouvrier, après avoir pris connaissance de l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier 2013.

J'appelle tous les militants à refuser de participer à toute campagne en direction des élus du PS ou d'autres partis, de Hollande et son gouvernement, pétition, adresse, lettre, délégation, à rejeter tout mot d'ordre dans leur direction, toute politique les associant, toute perspective qui les incluerait, aucun soutien à leurs candidats aux prochaines élections, pas une voix.

(En me relisant mercredi après-midi, j'ai supprimé deux paragraphes trop explicites et violents pour être compris par les militants.)

S'adresser aux élus ou aux députés du PS témoigne de la formidable régression politique du mouvement ouvrier qui a été orchestrée par tous les partis depuis 70 ans. On atteint le niveau théorique et politique zéro !

Quand on arrive à un tel constat, on se pose des questions sur les moyens dont on dispose pour remédier à cette situation, est-ce encore possible, on peut en être profondément choqué et sombrer dans le désespoir devant l'immensité de la tâche qui nous attend, en même temps on se dit qu'il suffit parfois de peu de chose pour qu'une situation qui semblait désespérée bascule dans son contraire, que la magie de la dialectique opère favorablement, s'il est vrai qu'on est davantage habitué au pire, on sait aussi que le meilleur peut également se manifester au détour d'une expérience, d'un évènement révélateur qu'il existe autre chose que les désirs ou les illusions auxquelles on se raccrochait naïvement ou inconsciemment jusque là, je ne vous raconte pas d'histoire, cela se produit au cours de la vie de chacun d'entre nous pour peu qu'on soit apte à saisir ces moments et à en tirer des enseignements.

Tout cela n'est pas sérieux, c'est faire preuve de crasse ignorance de l'histoire de la lutte des classes au XXe siècle ou baigner en pleine inconscience que d'attendre quelque chose de partis qui n'ont eu de cesse de creuser notre tombe, cela tient du délire, aucun travailleur censé ne devrait faire confiance à de tels militants ou partis.

Quand je travaillais en France, en dehors de mon salaire que j'attendais à la fin du mois, jamais je n'ai espéré quelque chose d'autres d'un patron. Quant à l'Etat et ses institutions, ses partis, en dehors des impôts qu'ils me réclamaient, je n'en ai jamais attendu davantage non plus. Dans tous les cas, je savais que je ne devais compter que sur moi-même pour m'en sortir ou améliorer mon sort, et lorsque ce n'était pas possible je me disais que tel était le sort que m'avait réservé leur société et qu'il en serait ainsi temps qu'elle existerait. Si on avait inculqué les mêmes rapports aux travailleurs et aux militants, on n'en serait sans

doute pas là aujourd'hui.

Parfois on se demande à quoi bon dépenser tant d'efforts, passer autant de temps, déployer autant d'énergie, sacrifier une partie importante de son existence à expliquer en long en large et en travers, sous tous les angles possibles et imaginables quelque chose d'aussi simple à saisir sans résultat, en vain.

Je vous parle très simplement, je ne tourne pas autour du pot, je suis direct, je vous livre ce que m'inspire la situation en me disant que je ne dois pas être le seul à penser ainsi. J'ai les ressources suffisantes pour dépasser ce constat et me projeter au-delà, mais ce n'est pas le cas de bien des militants qui dépriment gravement, qui n'y croient plus, certains capitulent, d'autres cessent le combat tout en observant ce qui se passe d'un oeil distrait, c'est compréhensible et bien triste.

Je vais leur dire un truc qui ne va peut-être pas leur remonter le moral mais qui ne les achèvera pas en tous cas. Ceux qui s'adressent aux élus du PS et au gouvernement, à Hollande, ils sont une infime minorité, ils ne représentent pas la classe ouvrière qui les méprisent, je parle des dirigeants du PS, les travailleurs refusent de marcher dans cette combine pourrie qui consiste à s'adresser à leurs bourreaux, ce sont eux qui formeront le gros des troupes qui le moment venu se lanceront à l'assaut des institutions, gardez confiance en eux en toute occasion. N'oublions pas que la "majorité" PS à l'Assemblée nationale n'a été élue qu'avec 25% des voix des électeurs inscrits en 2012. On pourrait faire un parallèle avec le référendum qui vient d'avoir lieu en Alsace ou le oui n'a pas franchi la barre des 25%. La majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans ce parti, et aucun autre, ils le rejettent, ils ne se déplacent même pas pour leur signifier, ils les méprisent, les institutions avec.

Pour se détendre un peu et on terminera par là, en balayant le jardin cet après-midi (mardi) une formule m'est venue à l'esprit que je ne pense pas avoir lue quelque part et qui m'a fait sourire, ouais tout seul dans le jardin, moi aussi on va me prendre pour un dingue !

Quotidiennement quand j'ai terminé d'actualiser le site, après j'ai encore un certains nombre de corvées qui m'attendent, je suis crevé mais je dois m'y coller, je n'ai pas le choix. En voyant les feuilles mortes qui parsemaient le jardin, j'ai été pris de découragement, je me suis dit : merde aujourd'hui je n'enlèverai que les feuilles de tecks, elles sont énormes, c'est rapide en cinq minutes ce sera bâclé. Puis commençant à les ramasser, cela m'a fait chié de voir qu'il y avait plein de feuilles mortes et de fleurs fânées partout, je me suis dit que cela faisait dégueulasse, du coup avec mon balais indien j'ai finalement tout nettoyé, et c'est là que cette formule a surgi de nulle part : qu'est-ce qu'un anarchiste adepte de l'ordre et de la discipline : un communiste ! Elle est courte mais elle me plaît bien. Et elle est juste surtout. Je la dédie à tous les camarades communistes, spécialement à l'un d'entre eux à qui je pense toujours.

Qui a dit ?

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

1- "*Le vote de ce texte fera date. C'est une petite révolution. La démocratie représentative et la démocratie sociale ont réussi leur mariage*"

Réponse : Annick Lepetit, porte-parole du groupe PS.

2- "*Ce texte est dans la ligne de ces grands moments qui ont marqué de grands progrès*"

Réponse : Michel Sapin.

Ils sont bien de droite, le cynisme c'est la marque de la pourriture extrême, du mépris.

Parole d'internaute

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

- "*Ca, c'est pour ceux qui croyaient que le Pingouin était de gauche, même Sarko ne l'avait pas fait et bien... Hollande et Ayrault, eux, sans aucun scrupule, vous la glisse bien profond. Dorénavant vous toucherez moins en travaillant plus pour essayer de sauver votre entreprise en difficulté pour finalement finir par vous faire virer quand même à la fin.*"

C'était couru d'avance, nous le savions, vous enfoncez des portes ouvertes, il faut aller plus loin maintenant et en tirer des enseignements politiques, c'est la moindre des choses, c'est élémentaire.

Pas à la manière du Front de gauche, du POI, du M'PEP et bien d'autres organisations ou groupes opportunistes qui continueront de s'adresser au PS, à ses élus, ses ministres comme si rien ne venait de se produire, rien depuis plus d'un demi-siècle en

réalité. C'est révélateur, c'est très intéressant car cela confirme ce que nous disions qu'ils étaient incapables de tirer la moindre leçon politique de la lutte des classes, qu'ils étaient sclérosés, à la remorque du PS, qu'ils étaient incapables de concevoir une issue politique dans laquelle le PS ne remplirait pas le premier rôle, quand ce n'est pas au niveau politique, c'est au niveau syndical.

Le PS incarne le régime en place et rien d'autre, il ne cesse d'en faire la démonstration quotidiennement, c'est un parti de droite profondément réactionnaire, s'en remettre à lui d'une manière ou d'une autre, c'est soutenir le régime.

- *"La différence avec l'UMP, c'est que l'UMP eux affichaient clairement être du côté du Medef!"*

Mais voyez-vous pour les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier, il suffisait que le PS fasse croire le contraire, même maladroitement, pour qu'ils lui prêtent des vertus socialistes, progressistes, humanistes et j'en passe. Pourquoi ? Mais parce que cela allait de pair avec leurs propres intérêts, voyons.

- *"Si la droite avait juste fait le tiers de ce que la gauche a fait depuis 11 mois, il y aurait eu la révolution. Avec la gauche, on brade les acquis sociaux sans problème. Normal cela touche le privé, les fonctionnaires et les régimes spéciaux ne sont pas concernés."*

Toutes les couches sont touchées par la politique d'austérité, mais vous avez raison de soulever qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne et que l'Etat épargne autant qu'il peut les fonctionnaires, ce sont eux qui assurent la stabilité du régime en place. Et cette différence de traitement permet de maintenir la division qui existe dans la société entre travailleurs des secteurs privé et public, c'est un élément essentiel de leur dispositif. Dans le secteur privé, c'est l'aristocratie ouvrière qui remplit le même rôle. Ainsi le prolétariat est profondément divisé et pendant ce temps-là les capitalistes vaquent tranquillement à leurs occupations.

Rien ne dit qu'il y aurait eu une révolution comme vous dites, regardez en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, ce sont des gouvernements dits de droite qui continuent de tailler à la hache dans les acquis sociaux des travailleurs et vous n'avez pas l'ombre d'une révolution à l'horizon. Il en faudra plus que cela de nos jours, Trotsky l'avait bien compris 75 ans plus tôt...

- *"Ces socialistes sont vraiment des ordures."*

Si vous le dites, on n'osera pas vous contredire, et encore, vous ignorez le millième de ce qu'ils sont vraiment, ce qu'ils trafiquent dans votre dos, sans parler de leur passé.

- *"Socialistes, CFDT, MEDEF même combats bande de pourris !"*

Votre liste est incomplète, mais vous avez raison d'employer le pluriel, il s'agit d'une association permanente de malfaiteurs...

- *"Le Pouvoir décide froidement de ses propres intérêts le Peuple n'est en rien concerné, il subit, donc le Peuple doit aussi créer son propre pouvoir par des réseaux d'entraides, opposer un Pouvoir contre un autre voilà la solution."*

Que dit-il ? Inconsciemment qu'il n'existe pas ou plus de contre-pouvoir dans ce pays. Ce n'est pas totalement faux, hier on aurait pu se demander où étaient passés les deux millions d'adhérents de la CGT, de FO, de la FSU, de Sud, du PCF et du Front de gauche, du POI, du NPA, de LO, à peine 120.000 ont manifesté dans toute la France selon la CGT, en réalité disons 80.000 à tout casser, par contre quand il s'agit d'une contre-réforme concernant les fonctionnaires ils sont un ou deux millions dans la rue, cherchez l'erreur. C'est donc délibéré ? D'après vous ? Qui produit la plus-value, le secteur public ou privé ? Les fonctionnaires aussi sont exploités par l'Etat, mais ils n'ont même pas conscience d'avoir un employeur !

On vous sent crispé monsieur, détendez-vous, la question que vous abordez est mal posée mais elle ne manque pas d'intérêt. En Syrie, les puissances occidentales alliées de Riad et Doha ont mis sur pied tant bien que mal un gouvernement alternatif à celui d'Assad en prévision de la chute de ce dernier à laquelle ils travaillent depuis deux ans. Apparemment cette opération relève davantage de l'aventurisme parce qu'elle n'a pas le soutien de la population syrienne. On ne crée pas de toutes pièces une situation de double pouvoir, cela ne se décrète pas.

Si vous entendiez pas là quelques bricolages du type missions humanitaires, les ONG et autres associations en tous genres sont déjà à pied d'oeuvre pour venir en aide aux plus déshérités. Sur le plan politique, c'est une autre paire de manches.

Dans le cadre du combat classe contre classe (ce qui n'est pas le cas en Syrie), opposer un pouvoir à un autre pose la question politique fondamentale du rapport entre les classes, son inversion en faveur de la classe dominée, ce qui ne peut être rendu possible que par une révolution renversant les institutions en place qui ont été fondées pour que la classe dominante exerce son pouvoir sur la classe dominée, celle des exploités, la dictature du capital cède la place à la dictature du prolétariat.

On peut concevoir cette perspective politique, c'est même fortement recommandé. Quand on dit *"le pouvoir décide"*, il faut être plus précis et déterminer de quelle manière s'exerce ce pouvoir, par le biais des institutions en place dont la Constitution est le

garant. Donc remettre en cause le pouvoir en place n'est possible que dans la mesure où on envisage de liquider les institutions qui existent. Cela signifie que tout contre-pouvoir qu'on projetterait de construire, avant même qu'il surgisse au cours de la révolution, devrait s'inscrire dans cette perspective, ce serait à la fois la base de son programme politique et l'objectif de son combat sur le plan stratégique. Reste encore une question à aborder, déterminante.

Pour qu'on envisage d'abroger les institutions, cela doit reposer sur une autre motivation que politique, on doit se poser une question ou revenir à la précédente. Les institutions incarnent des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la classe des capitalistes, leur raison d'être est de permettre aux capitalistes d'exploiter les producteurs de richesses et s'emparer de l'essentiel de ces richesses produites, donc la seule motivation qui peut justifier le renversement des institutions c'est de mettre fin à ces rapports de production, au capitalisme, il faut donc être convaincu de la nécessité de son abolition parce qu'il n'est pas en mesure de satisfaire l'ensemble des besoins et aspirations des masses laborieuses, il ne l'a jamais été d'ailleurs.

C'est donc à partir de cette analyse du développement historique du capitalisme qu'on arrive à la conclusion qu'il est condamné comme système économique à disparaître, il doit céder la place au socialisme. Précision que cette analyse et cette conclusion reposent uniquement sur des faits et les rapports qu'ils entretiennent, il n'y a rien de mystérieux là-dedans ou de subjectif, la part d'interprétation est réduite à sa plus simple expression et ne se traduit qu'en terme de perspective politique. Si on ne procède pas à cette analyse ou qu'on ne la partage pas, on ne peut pas parvenir à cette conclusion et on continue d'entretenir des illusions dans le capitalisme.

Ensuite seulement on analyse de quelle manière sur le plan politique le capitalisme est parvenu à se maintenir en place, de quelles structures juridiques et institutionnelles il s'est doté pour justifier son existence ou la légitimer de façon à imposer ces rapports aux exploités, de telle sorte qu'ils coïncident avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société, permettant ainsi à l'illusion que l'intérêt général était inséparable de la défense de ces rapports de s'imposer, d'où le constat que c'est l'ignorance de ces rapports et cette confusion entretenue par les partisans du régime qui seules assurent la pérennité du capitalisme.

Parvenu à ce stade de notre analyse, il n'est plus possible de concevoir la liquidation du capitalisme sans abolir ses institutions politiques, son Etat, et poser seule la question de liquider les institutions ne nous viendra même pas à l'esprit tant elle est incongrue ou un non-sens, absurde. La classe ouvrière ne pourra jamais prendre le pouvoir sans liquider le cadre juridique ou institutionnel qui permet aux rapports de classes basés sur la domination de classe du capitalisme d'exister.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Ce que l'on ne parvient pas à comprendre, c'est qu'à ce stade de l'évolution du capitalisme, il est impossible de réaliser ce qu'on appelait autrefois le programme minimum, en gros réaliser la satisfaction de nos revendications sociales immédiates, sans mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste, c'est-à-dire liquider l'Etat bourgeois et s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on supprimera du jour au lendemain le capitalisme dans tout le pays, mais on sera maître des institutions politiques et économiques qui permettront d'anéantir sa capacité de nuisance tout en lui dictant notre politique, ce qui nous permettra de supprimer les inégalités les plus criantes, de les réduire de telle sorte que chaque travailleur et sa famille pourra vivre dignement de son travail une fois débarrassé définitivement des difficultés matérielles qu'il a toujours connues ou de l'angoisse de l'avenir qui rongait son existence.

ACTUALITE EN TITRES

[Alors qu'il l'a voté des deux mains !](#)

- Pour Montebourg, l'austérité mène l'Europe à «*la débâcle*» - Liberation.fr

[La tyrannie déguisée...](#)

- Dialogue social: Le pragmatisme en réponse aux crispations - 20minutes.fr

... le résultat :

- L'austérité en Europe rend l'accès aux soins difficile pour les plus pauvres - L'Expansion.com

[Encore un petit effort...](#)

- France. Le déficit de l'Etat se creuse de 2,9 milliards en février - L'Expansion.com

- Grèce: première baisse des prix à la consommation en 45 ans - AFP

- Espagne: le PIB reculera de 0,5% à 0,6% au premier trimestre 2013 - AFP

- La Slovénie doit assainir d'urgence son secteur bancaire - LePoint.fr

- Portugal: le gouvernement gèle les dépenses non essentielles - AFP

[UMP-UDI-PS-FN : à Cayenne !](#)

- "Il faut établir un délit de fraude fiscale en bande organisée" - L'Expansion.com -

[Objectif atteint : 999.999 euros](#)

- Le PDG d'Orange prêt à réduire son salaire pour le faire passer sous 1 million d'euros - AFP

[Bruxelles la lessiveuse de Goldman Sachs et Cie.](#)

- Secret bancaire: les grands pays européens demandent à Bruxelles d'agir - AFP

[Délation, climat nauséabond.](#)

- Bordeaux: une campagne de pub pour poster des photos de dealers sur Facebook - L'Express.fr

[Le vrai visage du Hamas : archaïque, féodal.](#)

- Gaza: le Hamas sévit contre les chevelures masculines "indécentes" - AFP

Les services de sécurité du Hamas, au pouvoir à Gaza, ont interpellé des jeunes hommes à la chevelure jugée "indécente" pour leur couper les cheveux de force, a affirmé le Centre palestinien pour les droits de l'Homme (PCHR), basé à Gaza. AFP 09.04

Ce n'est pas pour rien la branche palestinienne des Frères musulmans.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils soutiennent le régime

Trois déclarations qui viennent à point nommé en soutien au gouvernement et aux institutions.

- Le patron de la CGT ne manifesterait pas avec Mélenchon le 5 mai - LePoint.fr

Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a déclaré mardi qu'il ne participerait pas à la manifestation proposée par Jean-Luc Mélenchon le 5 mai à la suite de l'affaire Cahuzac. "Ce n'est pas le rôle des syndicalistes de régler des questions de rapport entre les partis politiques même si ces questions nous intéressent", a expliqué le leader de la CGT sur Canal+.

- Bové pousse un "coup de gueule" contre Mélenchon - AFP

Le député européen José Bové a poussé mardi un "coup de gueule" contre Jean-Luc Mélenchon et son appel à donner un "grand coup de balai" politique, en soulignant le peu d'assiduité de M. Mélenchon au Parlement européen.

A "un moment, quand on dit: +tous pourris d'un côté, coup de balai, le peuple doit reprendre le pouvoir+, la moindre des choses, c'est que soi-même, on n'ait rien à se reprocher", a-t-il dit. AFP

Tous les deux ex-trotskistes, deux renégats sous le coup du boomerang.

C'est sûr que le peuple va "reprendre le pouvoir" au Parlement européen !

L'Assemblée nationale a adopté mardi le projet de loi sur l'emploi, salué comme inédit par le gouvernement.

Le projet qui transcrit dans la loi l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé en janvier par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) mais rejeté par la CGT et FO, a été voté par 250 voix pour et 26 contre.

Le PS a très majoritairement voté pour - 6 députés socialistes ont toutefois voté contre, comme René Dosière, et 35 se sont abstenus, dont Jérôme Guedj. Les radicaux de gauche l'ont adopté "*dans leur majorité*", 3 étant contre.

Les 16 écologistes se sont abstenus. Abstention aussi de l'UMP, à l'exception de trois députés qui ont voté contre, dont Henri Guaino. Les 30 élus centristes de l'UDI se sont également abstenus. Le Front de Gauche a voté contre ce "*texte de casse sociale*", après avoir ferrailé une semaine entière dans l'hémicycle. Les deux députés du Front national ont également voté contre.

Le projet, qui accorde plus de flexibilité aux entreprises tout en créant de nouveaux droits pour les salariés, est désormais soumis au Sénat qui l'examinera à partir du 17 avril en procédure accélérée.

Pour contrer le projet, qui à leurs yeux "*sécurise les licenciements et non pas l'emploi*", plusieurs milliers de salariés (120.000 dans toute la France selon la CGT) sont descendus dans la rue à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires dans de nombreuses villes, selon les bureaux régionaux de l'AFP. Les quatre syndicats avaient déjà organisé des manifestations le 5 mars.

"*Messieurs et mesdames les parlementaires, ne votez pas cette réforme injuste*", exhortait la grande banderole déployée par 6.000 manifestants (selon le chiffre de la police), rassemblés aux abords de l'Assemblée nationale avec à leur tête les numéros un des confédérations.

(Le terme est correct, il s'agissait bien de misérables exhortations qui témoignent que leur politique ne peut mener que dans une impasse, volontairement évidemment puisque ce sont des vendus. - ndlr)

"*Ce n'est pas du tout un accord donnant-donnant!*" mais "*un accord donnant-perdant*", a affirmé le leader de la CGT Thierry Lepaon qui reproche au gouvernement d'avoir "*une oreille droite bien ouverte*" aux revendications du Medef et "*une oreille gauche un peu bouchée*".

(C'est marrant, on avait cru qu'il avait deux oreilles à droite, à droite toute quoi comme sa politique le démontre depuis 10 mois. - ndlr)

Son homologue de FO, Jean-Claude Mailly a lancé un avertissement aux députés: "*C'est une piqûre de rappel, une façon de vous dire que dans quelques mois, quand la loi se sera appliquée, c'est vous qui en porterez la responsabilité*".

(Entre nous, qu'est-ce qu'ils en ont à foutre ! Mailly aussi. - ndlr)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, est "*plutôt satisfaite*". AFP 09.04

Comment le mouvement ouvrier ne serait-il pas pourri, quand on constate que lors de chaque mobilisation ils lui donnent une orientation réactionnaire, là en l'occurrence il s'agissait de subordonner la classe aux institutions, aux élus du PS qui ont voté (notamment) le TSCG, dont l'accord patronal du 11 janvier est le complément ou l'application antisociale naturelle.

Temps qu'on ne voudra pas admettre que le PS est un parti de la réaction, le parti de l'ordre bis, on n'avancera pas d'un millimètre. Je l'ai affirmé il y a quelques années déjà, cela se confirme ici.

Tartufferie.

Un accord de principe est intervenu mardi au niveau européen pour obliger les entreprises travaillant dans le secteur des industries extractives à rendre publiques les sommes qu'elles paient aux gouvernements des pays où elles sont présentes, a annoncé sur Twitter la présidence irlandaise de l'UE.

"*Cet accord va faire naître une nouvelle ère de transparence dans une industrie trop souvent entourée de secret, et contribuera à combattre l'évasion fiscale et la corruption, tout en créant un cadre pour qu'à la fois les compagnies et les gouvernements puissent être tenus responsables de l'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles*", a-t-il ajouté.

Les compagnies concernées devront publier les paiements effectués auprès des gouvernements sous forme d'impôts et taxes, royalties ou droits d'exploitation, pays par pays et projet par projet.

Pour Oxfam, il s'agit "*d'une énorme avancée pour combattre la corruption*", mais le texte aurait dû aller plus loin encore et

"inclure d'autres secteurs comme les télécommunications ou la construction".

Les ministres français de l'Economie Pierre Moscovici et du Développement Pascal Canfin se sont félicités de la conclusion de cet accord.

Dans un communiqué, ils soulignent que "*l'Europe se dote ainsi des règles les plus exigeantes puisque la directive européenne va au delà de la réglementation américaine en incluant le secteur forestier ainsi que les sociétés non cotées*"

"*La France relaiera au sein du G8 et du G20 cet engagement en faveur de la transparence du secteur extractif*", ajoutent-ils, précisant que la France soutiendrait également "*l'élargissement de la transparence au secteur financier*". AFP 09.04

Toutes ces compagnies ou trusts disposent de centaines de milliards de dollars et de comptes dans les paradis fiscaux, donc d'une comptabilité occulte et d'une caisse noire, et on voudrait nous faire qu'elles vont déclarer les sommes qu'elles versent aux différents gouvernements, pourquoi pas le nom de leurs intermédiaires et des porteurs de valises pendant qu'ils y sont.

Les Américains sont à l'initiative de Bâle III, mais ils ne l'appliqueront pas, ainsi ils concoctent un tas de réglementations contraignantes pour tous les Etats sauf le leur, dans d'autres cas ils leur permettent d'exercer un meilleur contrôle sur des secteurs entiers de l'économie mondiale afin de pouvoir mieux préserver leurs parts de marché. Bien entendu l'UE se soumet volontiers à ce principe.

C'est ce même principe sélectif ou préférentiel qui a été adopté dernièrement par l'ONU sur la réglementation des ventes d'armes, seuls les Etats alliés et les organisations de mercenaires accréditées par les puissances occidentales, en premier lieu par les Etats-Unis, se verront livrer des armes par ces Etats marchands de canons ou dont la stabilité économique repose en grande partie sur l'économie de guerre pour ce qui est des Etats-Unis. On comprend pourquoi la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord s'y sont farouchement opposés, et d'autres pays comme la Chine ou la Russie ont refusé de le ratifier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

1.1- Les masques tombent.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH, proche de l'opposition) s'en est pris mardi à une unité d'insurgés qui, selon lui, torture et vole des habitants d'Alep, grande ville du nord de la Syrie.

La torture, les enlèvements et les exécutions sommaires sont devenus monnaie courante dans le conflit civil qui ensanglante la Syrie depuis deux ans.

Mais l'OSDH, organisation basée en Grande-Bretagne qui s'appuie sur un réseau de militants à travers la Syrie, se dit mardi obligée de dénoncer les actes du bataillon des Martyrs de Badr, une unité des Hommes libres de la brigade Syrie (Ahrar Souriya), après avoir recueilli un grand nombre de témoignages montrant qu'elle recourt fréquemment à des incarcérations et à la torture.

"*Ce genre d'actes est de plus en plus courant des deux côtés, malheureusement (...). Des actes de ce genre nuisent à la révolution qui a commencé*", a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'OSDH, dans une interview téléphonique. Reuters 09.04

1.2- Al-Qaïda allié des opposants au régime.

Al-Qaïda en Irak a reconnu pour la première fois mardi que le Front al-Nosra, en première ligne dans le combat contre le régime de Damas, était une branche de son groupe et avait pour objectif la fondation d'un Etat islamique en Syrie.

Classé "*organisation terroriste*" par Washington, al-Nosra s'était d'abord fait connaître en Syrie par des attentats suicide, avant de devenir une redoutable force armée combattant aux côtés des insurgés contre le régime de Bachar al-Assad.

Le département d'Etat américain a estimé que cette annonce "*confirm(ait) ce que nous savions depuis longtemps: le Front al-Nosra est la branche syrienne d'al-Qaïda en Irak, une franchise d'AQ*".

La France a dit vouloir discuter avec ses partenaires européens et au Conseil de sécurité de l'ONU d'un éventuel classement de ce groupe comme "organisation terroriste".

"De facto, vous avez une partie du pays dirigée par Bachar al-Assad et une autre partiellement gérée par les gens d'al-Qaïda", a commenté Aaron Zelin, du Washington Institute for Near East Policy.

Al-Qaïda en Irak et al-Nosra, formé de combattants syriens et de volontaires étrangers, seront désormais fédérés sous l'appellation Etat islamique en Irak et au Levant, a indiqué al-Baghdadi dans un message sur des sites jihadistes.

Abou Mohammad Al-Joulani a été choisi comme chef d'al-Nosra, a affirmé Al-Baghdadi.

Al-Nosra a pour ambition d'instaurer une gouvernance islamique dans la Syrie de l'après-Assad, ce que rejette l'Armée syrienne libre (ASL), principale composante de la rébellion.

"Nous ne soutenons pas l'idéologie d'al-Nosra (...) Personne n'a le droit d'imposer aux Syriens la forme de leur Etat", a ainsi réagi Louaï Meqdad, responsable de la communication pour l'ASL, assurant que les rebelles luttaient pour un "Etat démocratique".

Il a cependant reconnu que "certaines brigades de l'ASL coopéraient avec eux dans certaines opérations" vu que qu'al-Nosra était "financé et armé". "C'est une coopération tactique et ponctuelle".

Pour l'agence officielle Sana, "ce parrainage est un test pour la crédibilité de l'ONU, du Conseil de sécurité et des pays indépendants: ils doivent choisir entre l'alignement sur le terrorisme représenté par al-Qaïda et le droit du peuple syrien et de son gouvernement à combattre le terrorisme". AFP 09.04

2- Arabie Saoudite

Quand l'Arabie Saoudite perpétue un attentat en Syrie.

Turki Hassan, l'officier retraité de l'armée syrienne et expert des questions militaire s'est scandalisé par le fait que la chaîne saoudienne ait pu prédire l'attentat suicide lundi à Damas, attentat qui a fait des dizaines de morts et de blessés. " Al Arabiya a annoncé la nouvelle de cette explosion quelques heures avant qu'elle n'ait eu lieu , ce qui montre que ces attentats sont oeuvres des partis étrangers" . french.irib.ir 09.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2013

CAUSERIE

J'ai des affaires personnelles à régler, aussi je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux documents en ligne ce soir ou demain, plus le temps maintenant.

L'équipe du Qatar (PSG) éliminée en quart de finale de la Ligue des champions, voilà une bonne nouvelle !

Déjà qu'ils avaient triché au match allé, sans doute l'émir avait-il acheté les arbitres pour accorder un but alors que deux joueurs étaient manifestement hors jeu. Je ne m'intéresse pas au sport, j'avais entrevu cela sur TV5Monde Asie, j'avais allumé la télévision pendant que je préparais mon dîner lundi, il y avait une émission consacrée au football, j'ai jeté un oeil du côté de l'écran, voilà tout.

A ce propos, les programmes de TV5Monde Asie sont de plus en plus médiocres, ils ont supprimé toutes les émissions à caractère politique et polémique en semaine, et le samedi soir, à la place d'On n'est pas couché du Ruquier qui avait succédé à Tout le monde en parle d'Ardisson, dorénavant on a le droit à un match de football en direct, du coup je n'allume plus la télé le samedi soir.

Je me demande si je vais renouveler mon abonnement début mai, cela me couche cher pour pas grand chose, disons que cela me changeait un peu d'Internet, la solitude me pèse parfois.

[Réflexions inspirées par la situation en France](#)

L'impression qui se dégage spontanément de Hollande quand on l'observe et l'écoute, c'est spontanément qu'il ne croit pas un mot de ce qu'il dit, son discours est plaqué, monocorde, il ne fait même plus l'effort de le cacher, il est fini.

Il était bien l'homme de la situation, de passage, sans saveur ni talent particulier, tout juste bon à gérer les affaires courantes tandis que les ordres venaient d'ailleurs, du Medef, de la Bourse, de la BCE, de Berlin ou Washington, laissant la place à des ministres zélés de gérer les différents dossiers. Incapable d'assumer ses responsabilités à l'intérieur, comme un homme complexé, frustré et inférieur, il se venge violemment à l'extérieur en se prenant pour un chef de guerre contre un ennemi avec lequel il avait pactisé précédemment, autrement sa lâcheté s'exprime en s'en prenant brutalement à un de ses homologues qui ose défendre la souveraineté de son pays, ce qu'il serait incapable de faire, il est trop faible, d'ailleurs il s'en moque, il lui faut déjà trouver les moyens de survivre politique et cela l'accapare entièrement. Qu'il soit en phase avec tous les éléments en décomposition de la société ne tient pas non plus du hasard, cela coïncide avec sa propre personnalité et au-delà son existence personnelle qui n'est qu'un tissu de mensonge et d'imposture au point qu'il doit peiner à s'y reconnaître lui-même.

Je me demande toujours comment on peut prétendre faire le bonheur d'un peuple tout en oeuvrant quotidiennement à son malheur, pour agir de la sorte, il ne faut pas seulement manquer de conscience, il ne faut plus en avoir du tout. C'est sans doute le comportement le mieux partagé entre tous les élus ou presque ; l'exception ne concerne que ceux qui ne disposent en fait d'aucun pouvoir ou dont la fonction les met en rapport avec peu d'administrés, entre les dirigeants des différents partis à quelques exceptions près, on voudrait y croire, qui à force de s'arranger avec leur conscience, de mentir et de se livrer à toutes sortes de manoeuvres inavouables et détestables finissent par ne plus en avoir non plus, d'où l'expression : on ne se refait pas.

Je ne suis pas un puritain de la morale, je sais seulement que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage du mensonge, de la manipulation ou de la falsification, ensuite tout le reste y passe, il faut donc s'interdire d'adopter cette attitude qui va finalement à l'encontre des intérêts pour lesquels nous nous battons et qui donnent un sens à notre vie aussi. Chacun fait comme il l'entend dans la vie, je ne me pose pas en donneur de leçons, j'en ai horreur, je vous cause simplement, sincèrement entre amis, collègues, camarades voilà tout.

Que dans le camp de notre ennemi ils aient absolument besoin de mentir pour cacher aux travailleurs leurs réelles intentions, on peut le comprendre, ils n'ont pas vraiment le choix, sauf sous une dictature, mais dans le nôtre, c'est incompréhensible, indigne.

J'ai écrit ce passage ce matin, ce qui suit la veille au soir, je me demandais si j'allais trouver la transition, c'est fait.

Le pouvoir qui fuit la réalité en prétendant l'affronter tout en la déformant, qui se réfugie dans la démagogie la plus éhontée en employant des mensonges usés jusqu'à la corde, qui ne peut supporter la moindre concession, la moindre critique, est un régime aux abois, coupé du peuple, qui flirte avec la tyrannie. C'est le régime qui existe aujourd'hui en France.

Hollande et son gouvernement ont pris le relais de Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire, c'était prévisible, c'était inscrit d'avance dans le calendrier, nous l'avions prédit, c'était inévitable. Quand près de 30 ans de régression sociale continue n'a pas suffi à endiguer la crise du capitalisme qui a surgit dès le début des années 70, il ne faut pas s'étonner si les coups qui s'abattent sur les travailleurs sont de plus en plus violents.

Ils y ont été mal préparés par des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont cessé de reculer et de capituler devant le rouleau compresseur de la réaction pour finalement abdiquer en rase campagne et désertier le terrain du combat politique pour le socialisme. Le lien avec le marxisme a été rompu à la mort de Trotsky et nous ne sommes jamais parvenus à renouer avec lui. Voilà le rapide constat que l'on peut dresser aujourd'hui.

Tous les jours on peut lire des articles provenant d'une multitude de sources dénonçant les méfaits ignobles du capitalisme à travers le monde, mais aucun ne remet en cause son existence ou celle de ses institutions politiques et la nécessité de se rassembler pour mener le combat dans cette perspective.

Chaque fois leurs auteurs dénoncent un ou des aspects du capitalisme pour aussitôt s'en remettre à ceux qui seraient porteurs d'espoir ou de progrès social, alors qu'en réalité ils appartiennent déjà au passé ou servent de caution à d'autres destructions encore plus massives ou dévastatrices.

Dans d'autres cas, ils dénoncent l'une ou l'autre de ses institutions internationales économiques ou politiques pour aussitôt en légitimer d'autres qui seraient plus présentables ou fréquentables, comme si en dernier ressort elles ne faisaient pas toutes partie d'un seul et même ensemble bien ordonné, guidé par les mêmes intentions au profit des mêmes commanditaires qui tirent les ficelles.

Une autre variante qui concerne les partis, consiste à définir une ligne politique qui épargne les institutions nationales et qui mènent systématiquement dans une impasse, parce que tous les partis refusent de rompre avec les partis et les appareils des syndicats qui soutiennent les institutions et de combattre strictement sur la base du programme de la révolution socialiste qu'ils ont abandonné. La relation de cause à effet est facile à établir et le résultat est sans appel.

On a envie de dire : quel gâchis car tout combat politique est difficile, se heurte à des obstacles, qu'avez-vous gagné au bout du compte à renier le marxisme et le léninisme, à quel résultat êtes-vous parvenu, quel est votre bilan ? Nulle part, il est nul, voilà la réalité en face de laquelle il faut mettre nos dirigeants, car eux seuls en portent la responsabilité, et quelle responsabilité, le sort de l'humanité entière ! j'ignore si nous sommes nombreux à en avoir conscience.

Cela ne veut pas dire qu'ils sont tous bons à jeter, je sais que cela arrange certains militants de le penser, je ne partage pas cette manière de voir, qu'on se comprenne bien je ne fais qu'établir un constat, je ne porte pas un jugement sur les uns ou les autres, je me situe exclusivement sur le terrain du combat politique et j'estime que manifestement ils n'ont pas été à la hauteur des tâches qu'ils avaient à remplir, reste à savoir lesquelles et pourquoi sans accabler personne, et j'ose prétendre depuis la disparition de Trotsky pour remettre les pendules à l'heure plus facilement, tout reprendre à zéro depuis cette époque, vous comprendrez aisément que je ne me situe pas sur un plan personnel ou sur celui de la lutte de pouvoir au sein d'un parti, je ne suis adhérent à aucun parti, j'ai cessé de militer dans un parti depuis 32 ans et je vis depuis 1996 à 10.000 kilomètres de la France, donc franchement je n'ai absolument aucune ambition ou intérêt personnel dans cette affaire, j'étais sincèrement, honnêtement, de faire avancer les choses, sans plus.

Il y a quand même quelque chose qui m'inquiète, je vous livre le fond de ma pensée, c'est peut-être un tort, mais au point où nous en sommes on ne risque plus rien, on a peut-être au contraire tout à y gagner, je crois en la puissance de la sincérité, c'est peut-être naïf de ma part, je suis ainsi et on ne me changera pas. Je me dis qu'on a à faire à des dirigeants intelligents ou qui sont habitués à réfléchir en principe, à côté et sans fausse modestie je dirais que je joue dans le registre inférieur, quand on m'explique quelque chose que je n'avais pas compris ou avec laquelle je n'étais pas d'accord, si j'estime que l'argumentation ou la démonstration de mon interlocuteur est sérieuse et cohérente, je suis prêt à adopter l'interprétation qu'il me propose sans me demander d'où elle vient ou je ne sais quoi, je m'en tiens strictement au terme de notre échange.

Je vais vous dire un truc, en visionnant des vidéos dans lesquels des réacs intervenaient, j'ai non seulement appris un tas de choses que j'ignorais sur différents sujets, je leur ai même piqué certains éléments de leur raisonnement qui me servent depuis, par exemple la dualité que les gouvernants ont entretenue et exploitent quotidiennement pour justifier leur propre politique. C'est Pierre Hillard qui avait insisté sur ce rapport, on a pu observer qu'à peine l'URSS disparu, il a fallu que l'impérialisme américain s'invente un nouvel ennemi pour justifier sa nouvelle croisade coloniale par exemple, la guerre incessante contre le terrorisme qu'il a créé de toutes pièces.

Ce rapport ne m'était pas étranger, mais en m'en servant pour analyser la situation j'ai pu plus facilement comprendre la connexion qui existaient entre différents facteurs ou acteurs. J'ai progressé et ce fut pour moi l'essentiel, sans partager évidemment les positions ou les conclusions politiques de Pierre Hillard. Marx sans la dialectique de Hegel, n'aurait jamais été Marx, c'est une leçon que j'avais retenue il y a fort longtemps. Alors pourquoi certains dirigeants ne seraient pas capables de procéder de la même manière. C'est plus compliqué quand on milite au sein d'un parti, quand on fait partie d'un appareil, mais à un moment donné c'est notre conscience qui nous commande de passer à l'action, de poser les vrais problèmes sans se soucier des conséquences

Enfin, Thatcher n'était pas si infréquentable que cela.

Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Elysée sous François Mitterrand (de 1982 à 1991). Interview du 8 avril, Le Nouvel Observateur. Extraits.

Jean-Louis Bianco : C'était une femme qui avait le sens de l'Etat, de l'intérêt de son pays.

(Rectifions : l'intérêt de la classe des privilégiés après avoir brisé la grève des mineurs. - ndlr)

Jean-Louis Bianco : Ce qui m'a marqué, c'est que malgré les grandes divergences politiques avec François Mitterrand, elle ne s'est finalement pas si mal entendue que ça avec lui.

(Quel aveu ! Mais avec qui ne pourriez-vous pas vous entendre à part les véritables socialistes ? - ndlr)

Jean-Louis Bianco : A partir du moment où elle a fait des réformes qui sont acceptées et irréversibles, elle a obligé les travaillistes à se redéfinir. Finalement, elle leur a rendu service en les obligeant à revoir leur ligne idéologique et à la moderniser.

(On aurait l'impression d'entendre parler un dictateur espagnol, chilien ou argentin, jamais les travailleurs n'ont accepté ces contre-réformes, et prétendre qu'elles seraient irréversibles révèle qu'il serait prêt à les défendre par n'importe quel moyen, y compris en recourant à l'armée.

L'idéologie des travaillistes est la même que celle à laquelle le PS a adhéré il y a près d'un siècle, à l'époque le Labour Party était déjà complètement gangrené par le réformisme bourgeois, pro impérialiste, etc., que l'ensemble des partis de l'Internationale antisocialiste, ce qu'il voulait dire par là, c'était que dorénavant le Labour Party s'alignerait systématiquement sur

les besoins exprimés par les banquiers de la City, et que toute référence à la lutte des classes et au socialisme appartenait à un passé lointain avec lequel ils avaient définitivement rompu. - ndlr)

Le plus cocasse ou le comble du cynisme comme on voudra, c'est qu'il termine cet interview en dénonçant le néolibéralisme que Thatcher incarnait, alors que le PS y adhère également, ce qu'il démontre à travers la politique qu'il met en oeuvre ou toutes ses prises de positions sur l'UE, l'euro, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Ah bon ! Mais pourquoi...

- Pression accrue sur les banques pour plus de tranparence - Reuters

... la réponse, non, pas par là....

- Secret bancaire : Hollande cherche la clé - Liberation.fr

... pas par là, n'insistez pas....

- Hollande: création d'un parquet financier avec compétence nationale - AFP

- Le monde judiciaire sceptique sur les annonces de François Hollande - LeMonde.fr

... par là :

- Zone euro: il faut assainir les banques, voire en fermer, selon Lagarde - AFP

Nous y voilà !

Tout cadenasser, changer de masque

- François Hollande : "*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique conduite*" - LePoint.fr

L'imposture suprême : l'antisocialisme déguisé.

- Hollande sur la moralisation: «*Nous devons être exemplaires*» - Liberation.fr

- Hollande décrète "*une lutte implacable*" pour la moralisation de la politique - AFP -

- François Hollande en croisade contre les paradis fiscaux : les mesures annoncées peuvent-elles changer la donne ? - Atlantico.fr

Auraient-ils quelque chose à cacher par hasard ?

- Pour Claude Bartolone, publier le patrimoine des élus s'apparente à du "*voyeurisme*" - L'Express.fr

- Les ONG satisfaites des propositions de François Hollande - Liberation.fr

- Moralisation de la vie politique: Transparency International salue les annonces de Hollande - L'Express.fr

Transparency International a été fondée à Berlin par Peter Eigen en 1993, qui fut directeur de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et l'Amérique latine de 1975 à 1991. Il en fut le président jusqu'en 2005, date à laquelle lui a succédé la canadienne Huguette Labelle.

La section française a été créée en 1995 et est présidée depuis 2005 par Daniel Lebègue, haut fonctionnaire et économiste.

Son financement.

... l'organisation s'interdisant toute subvention publique , bien qu'elle reçoive tout de même des fonds de la Commission européenne. Certaines entreprises et associations participent également à alimenter le budget.

Précision ou confirmation.

Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « opaque » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « *ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique* . »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes.

Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (source : Wikipedia)

On a les soutiens qu'on peut. Flanqué d'un tel soutien Hollande est bien lesté... pour mieux couler !

[L'oligarchie financière flanquée d'un troupeau de moutons.](#)

- Ayraut sur l'affaire Cahuzac: "*Il y a toujours des brebis galeuses*" - L'Express.fr

- Le trésorier de Jean-Marie Le Pen actionnaire d'une société offshore - LeMonde.fr

[Parole des porte-parole des banquiers et leurs zélés serviteurs.](#)

- Moralisation : la presse pointe les effets pervers d'un "*grand déballage*" - LePoint.fr

[Parole de patrons](#)

- Hollande rejette les appels à un changement de cap économique - Reuters

- Hollande rappelle à l'ordre les ministres anti-austérité - L'Expansion.com

- Ryanair critique la gestion "*communiste*" des aéroports français - Reuters

- Christian Noyer pour le gel des retraites et prestations sociales - Reuters

[Pillage en règle](#)

- Chypre va vendre de l'or pour financer son sauvetage - Reuters

- Chypre: Cyprus Airways en quasi-faillite poursuit ses vols, pour le moment - AFP

[Ah la crise !](#)

- Un indicateur de l'efficacité de la politique monétaire japonaise : + 40% sur les ventes de Ferrari au Japon - Atlantico.fr

- Le luxe européen retrouve les vertus du marché américain - Reuters

[Enfin, des bonnes nouvelles.](#)

- Le FMI voit une faible hausse de la croissance mondiale en 2013 - Reuters
- Commerce: l'OMC révisé une nouvelle fois à la baisse ses prévisions - AFP
- Les Etats-Unis abaissent leurs prévisions de croissance 2013-2014 - AFP
- L'Italie relève ses prévisions de dette pour 2013 et 2014 - Reuters
- Dette: la France épinglée par l'UE - AFP
- Bruxelles inquiète pour l'Espagne et la Slovaquie - AFP

L'"**erreur**" à éradiquer : le sionisme !

- Révélation d'un nouveau plagiat du grand rabbin Bernheim - LeFigaro.fr

Excusez du peu.

- Pays-Bas: 50.000 tonnes de boeuf vendues en Europe "*pourraient*" contenir du cheval - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, quand on aime... le fric, on partage les mêmes relations.

Ce 23 mars (2007), Eric Woerth et Patrick Devedjian, en pleine campagne présidentielle, sont venus à Genève lever de l'argent pour Nicolas Sarkozy auprès des quelque 100.000 électeurs français résidant en Suisse. Ils courtisent votes et capitaux, lors d'une réunion à l'hôtel Crowne Plaza et une fin de soirée très select à la Caviar House, selon l'enquête d'Yves Steiner dans "l'Hebdo".

Entre les deux "*Sarko boys*" pose ce jour-là un certain Pierre Condamine-Gerbier, alors président de l'UMP en Suisse, mais aussi - ce qui était passé inaperçu à l'époque - associé de Reyl & Cie.

Enthousiasmé par le programme pro-business du candidat, il a "*ressuscité*" une délégation moribonde, qui ne compte que 23 adhérents quand il prend les commandes. Ce militant convaincu arrive un an plus tard à en recruter 500, plus 500 sympathisants. Ce qui en fait, explique-t-il, la "*plus grande délégation UMP à l'étranger*". Au total, il estime entre 500.000 et 1 million de francs les dons récoltés par l'UMP suisse pour cette présidentielle...

D'où sa colère quand, une fois au pouvoir, Nicolas Sarkozy et son ministre du Budget, Eric Woerth, se lancent dans une stigmatisation des exilés fiscaux, qui connaîtra son apogée avec la "*liste HSBC*". Les chèques de ces "*mauvais patriotes*", pourtant, n'avaient pas d'odeur !

Désertant l'UMP à la fin de 2008 pour rejoindre l'éphémère Alternative libérale, Pierre Condamine-Gerbier accuse alors Eric Woerth de "*cracher dans la soupe dans laquelle il a été ravi de tremper ses lèvres !*".

Les family offices, c'est la spécialité de Pierre Condamine-Gerbier. "*Il s'agit de secrétariats étendus, spécialisés dans les services personnalisés aux grandes fortunes*", explique-t-il. Typiquement, les patrimoines qui pèsent moins de 100 millions d'euros s'adressent à des multi-family offices, qui ont plusieurs clients.

Comment gérer actifs immobiliers, objets d'art, jets et yachts, oeuvres philanthropiques ? Comment organiser sa sécurité ? Où mettre les enfants à l'école ? Ces questions n'ont plus de secret pour Pierre Condamine-Gerbier, qui les pratique depuis près de vingt ans. François Reyl, rencontré à Londres, lui propose, en 2006, de venir à Genève lancer le Reyl Private Office.

En 2002, François intègre Reyl & Cie, dont il devient directeur général en 2008. Le décollage est spectaculaire : outre le Private Office, il crée une gamme de fonds de placement pour les institutionnels, ouvre un bureau à Paris, qui gère plus de 300 millions d'euros avec une douzaine de personnes. Reyl Paris vient de recruter Virginie Robert, une ex de Lazard et de Raymond James Asset Management, où travaille actuellement... Hervé Dreyfus.

Viennent ensuite des antennes au Luxembourg, à Singapour et à Hongkong. Officiellement pour solliciter l'argent asiatique. En

fait, parce qu'il oriente ses clients vers des coffres-forts plus discrets. En effet, selon les documents d'"Offshore Leaks" révélés par "le Monde" du 8 avril, Reyl aurait, à partir de 2008, monté une série de sociétés dans des paradis fiscaux exotiques : Seychelles, îles Vierges britanniques, Panama, Costa Rica...

Alors qu'elle n'était jusque-là que société de gestion, Reyl & Cie obtient à la fin de 2010 une licence bancaire en Suisse. En 2011, elle acquiert à Zurich une structure dédiée aux clients américains ; début 2013, elle ouvre à Londres et Iorgne sur le Moyen-Orient... Reyl & Cie emploie actuellement plus de 125 personnes et gère quelque 7,3 milliards de francs (8,8 milliards d'euros). Ses avoirs ont été multipliés par sept en six ans : "La croissance a dépassé 60%" sur la seule année 2012, se réjouissait François Reyl dans une récente interview à l'Agefi.

"Reyl & Cie est emblématique des boutiques qui ont profité de la transparence forcée des grandes banques, explique un conseiller fiscal français. Alors qu'à partir de 2008, les UBS, HSBC et autres Crédit suisse - dans le collimateur des autorités américaines et européennes - faisaient le ménage dans leurs comptes non déclarés, les clients éconduits se sont rabattus sur ces maisons familiales moins regardantes."

Pierre Condamain-Gerbier a-t-il - comme Hervé Dreyfus, que l'on dit ami d'enfance de Cécilia Sarkozy et très introduit à l'UMP - drainé ses amis politiques dans sa banque ?

Non. Mon activité politique n'avait rien à voir avec mon activité professionnelle, qui elle-même était distincte de la banque privée", nous répond-il. Pour ce conseiller juridique genevois, pourtant, "Reyl est connue pour être l'un des réceptacles de l'argent français offshore...". Reste à savoir si les juges français souhaiteront faire explorer les livres de Reyl & Cie, au-delà du dossier Cahuzac.

En tout cas, les mailles du filet se resserrent sur les centaines de boutiques similaires. "Le secret bancaire suisse est mort", tranche l'avocat genevois Philippe Kenel, de Python & Peter. Certes, le gendarme suisse de la finance - la Finma - tolère encore que les grandes banques ignorent l'identité des ayants droit finaux, s'ils sont clients de sociétés de gestion helvétiques qui ouvrent des comptes groupés opaques. Comme Reyl l'avait fait pour Cahuzac à l'UBS... D'où le "chou blanc" de la demande de renseignement administrative de Bercy.

Mais la dissimulation sera de plus en plus risquée : "Le non-déclaré ancien était toléré; il le sera de moins en moins", dit un conseiller juridique. lenouvelobs 10.04

Risquée mais possible, les paradis fiscaux ayant essaimé la planète au cours des dernières décennies, il leur suffira de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier, de multiplier les intermédiaires et autres hommes de paille ou sociétés bidons et le tour sera joué.

L'avocat Philippe Kenel ne dit-il pas que le secret bancaire est mort mais qu'en réalité il ne l'est pas, il ne cesse de renaître de ses cendres.

On peut se dire que s'ils ont plus de difficultés à planquer leur fric, qu'il va leur falloir payer plus d'impôts, ils vont se venger en réclamant des gouvernements des politiques encore plus brutales contre les travailleurs pour accroître leurs profits, la pression de l'oligarchie financière va s'accroître sur eux. A suivre.

Que le PS, l'UMP et le FN baignent dans ces histoires occultes de fric ne surprendra personne, tout en conservant les nuances d'usage, c'est la même classe sociale qu'ils représentent ou dont ils font partie, à laquelle ils ont voué leur destin.

En famille. Le grand bourgeois Fabius soigne ses intérêts personnels ou l'art du service "gagnant-gagnant".

Les "apporteurs d'affaires" de la banque suisse Reyl & Cie se nichent jusque dans les plus grands cabinets d'avocats parisiens. Le Monde a ainsi appris que l'avocat d'affaires Alain Maillot, de Darrois, Villey, Maillot et Brochier (DVMB) avait, lui aussi, joué un rôle important pour Reyl & Cie. "J'ai vu à de nombreuses reprises Alain Maillot, dans les locaux de Reyl & Cie à Genève. Il a amené de très gros clients", certifie un gestionnaire de fortune qui a été témoin de cette relation nouée depuis au moins 2006.

En 2001, Alain Maillot avait été mandaté par le ministère de l'économie, alors conduit par Laurent Fabius, pour défendre ses intérêts face à l'administration américaine dans le cadre de l'affaire Executive life. Puis il a été l'un des fiscalistes français les plus consultés, lors de la mise en place, en décembre, 2009, de la "cellule de dégrisement", sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Bercy avait durant huit mois ouvert un guichet pour permettre aux contribuables de régulariser leurs avoirs cachés à l'étranger, après paiement d'une grosse amende. Trois mille dossiers avaient été traités.

Interrogé sur le fait que son associé Jean-Michel Darrois est aujourd'hui l'avocat et l'ami proche de Laurent Fabius, il assure ne pas connaître personnellement le ministre des affaires étrangères, même s'il le voit, chaque année, à l'anniversaire de son associé. Lors du dernier dîner, il avait été placé à la même table que M. Fabius. Il l'a également croisé sur deux dossiers

importants, en sa qualité d'avocat d'EADS : la première fois en 2000 quand le grand groupe d'aéronautique demandait des agréments fiscaux ; et la seconde fois en 2012 au moment du projet de fusion entre EADS et BAE. 09.04

Que Fabius et Sarkozy fassent appel au même avocat est tout à fait normal quand on en est si proche.

[En famille. La palme. Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco...](#)

C'est le site Internet du Nouvel Obs qui révèle les faits. Bernard Tapie multiplierait les sociétés à l'étranger éparpillant sa fortune entre Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco. "*Nous avons consulté les comptes de ses sociétés enregistrées à Paris, Londres et Bruxelles. Verdict : ses entreprises n'ont pas payé d'impôts en 2009, 2010 et 2011*", explique le site.

L'ex-patron de l'OM ne se priverait pas non plus, par la même occasion, de s'acheter yacht, villas et jets privés à travers ces entités étrangères.

Le site estime la fortune de l'homme d'affaires aujourd'hui à 400 millions d'euros. Pour étayer ses affirmations, il aurait pris contact avec l'ancien ministre de la Ville qui aurait répondu : "*A quoi cela sert que je réponde aux questions ? De toute façon, tu es de mauvaise foi. Je préfère te laisser écrire ton article, et puis j'enverrai un droit de réponse. D'ailleurs, je t'emm...*" Clic. Fin de la conversation. [...] LePoint.fr 10.04

[Le monarque de la blanchisserie.](#)

François Hollande déclare la guerre aux "*dérives de l'argent*" - Reuters

François Hollande a dévoilé mercredi son plan pour moraliser la vie politique française, qui inclut la création d'un office central de lutte contre la fraude et d'un parquet financier dédié aux affaires de corruption et de grande fraude fiscale.

Cette affaire révèle "*la nécessité d'une lutte implacable contre les dérives de l'argent, la cupidité et la finance occulte*", a dit le président. "*Elle appelle des réponses fortes que les Français eux-mêmes exigent parce que l'exemplarité de la République, c'est la condition de son autorité.*"

Une haute autorité "*totalelement indépendante*" contrôlera les déclarations de patrimoine et d'intérêt des ministres, des parlementaires, des responsables des exécutifs locaux et des grandes administrations, dont le Conseil constitutionnel.

Présidée "*par une personnalité nommée en conseil des ministres, après avis du Parlement*", cette instance comptera "*six membres issus de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat, et de la Cour des comptes*", précise Matignon dans un communiqué.

Dans le troisième volet de son intervention, François Hollande a redit sa détermination à lutter contre les paradis fiscaux, un combat qui ne peut toutefois être mené qu'au niveau européen, au minimum.

"*Les paradis fiscaux doivent être éradiqués en Europe et dans le monde*", a-t-il affirmé. "*Je n'hésiterai pas à considérer comme un paradis fiscal tout pays qui refusera de coopérer pleinement avec la France*".

Le chef de l'Etat a demandé que "*les banques françaises et les grandes entreprises déclarent à l'avenir leurs filiales partout dans le monde*".

Les grands groupes français publient déjà dans leur rapport annuel la liste de leurs filiales dans le monde. C'est notamment le cas de BNP Paribas, de la Société générale, d'Axa ou encore de Total.

François Hollande a aussi opposé une fin de non-recevoir aux ministres et à la gauche de la majorité qui réclament un changement de cap économique pour ne pas céder à l'austérité imposée par l'Union européenne.

"*Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité*", a-t-il affirmé. "*Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas*".

"*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité*", a-t-il insisté. Reuters 09.04

[Dire la vérité, faire preuve d'honnêteté : c'est à bannir, cela favorise le "populisme" !](#)

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone s'est dit mercredi opposé à la publication du patrimoine des élus,

après l'annonce de mesures par François Hollande sur la moralisation de la vie politique.

Les 37 membres du gouvernement de Jean-Marc Ayrault doivent publier d'ici lundi leur patrimoine, après la démission de l'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui a admis posséder un compte clandestin à l'étranger.

"Je suis réservé quant à la publication du patrimoine des élus. La dérive individuelle de M. Cahuzac ne doit pas déboucher sur une culpabilité collective. Je mets en garde contre toute initiative qui viendrait alimenter le populisme", a déclaré Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, au quotidien Le Figaro.

"Déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence. Rendre public, c'est du voyeurisme", ajoute-t-il dans Le Figaro daté de jeudi, utilisant les mêmes termes que l'opposition. Reuters 09.04

Parce que voyez-vous, il faudrait leur faire confiance les yeux fermés : laissez tomber, on va s'en charger, ben voyons ! Je trouve très bien de les harceler, de leur pourrir la vie, après tout n'est-ce pas ce qu'ils font subir aux travailleurs quotidiennement, tout en étant dans une situation plus confortable ?

C'était d'ailleurs l'orientation du discours de Hollande hier matin, il n'avait pas d'autres objectifs, on va faire notre cuisine entre nous en créant une énième haute autorité, patati patata et l'affaire est réglée, quelle affaire au fait ?

[En famille, on ira tous aux paradis... fiscaux.](#)

Jean-Marie Le Pen dans la même position que François Hollande. Le trésorier de campagne du président d'honneur du Front national, tout comme le trésorier de campagne du président de la République, a utilisé les services de plusieurs sociétés offshore comme le révèle Mediapart.

L'éditeur Jean-Pierre Mouchard, vieil ami du fondateur du FN et ex-trésorier du micro-parti Cotelec, a opéré dans les années 1990 des virements internationaux à travers Overseas Property Services Limited à Gibraltar, pour renflouer l'une de ses maisons d'édition française, Magellan. C'est la société fiduciaire Isola et Isola, également située à Gibraltar, qui gère les opérations de l'éditeur liées à Overseas Property Services Ltd, mais aussi celles liées à la société panaméenne Hadret Al-Raiss, dont Jean-Pierre Mouchard est actionnaire. lemonde.fr 10.04

[La voix des banquiers ou la politique du gouvernement... des banquiers.](#)

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé mercredi que la France devait faire 40 milliards d'euros d'économies d'ici 2014 pour réduire son déficit et mener à bien nombre de mesures pour relancer la croissance attendue proche "de zéro" cette année.

Interrogé sur Europe 1 sur les efforts à faire pour parvenir à la limite des 3% de déficit public autorisé par le Traité de Maastricht, M. Noyer a expliqué qu'il fallait *"faire en 2014 le même niveau de dépenses qu'en 2012"*.

"Par rapport à la tendance spontanée qui serait une augmentation des dépenses en deux ans de 40 milliards, il faut faire 40 milliards (d'euros) d'économies", a-t-il précisé.

"Ce qu'il faut faire ce sont des mesures qui sont tout à fait à notre portée", a insisté le gouverneur de la Banque de France.

Concrètement, *"il faut geler les dépenses au niveau atteint en 2012. Cela veut dire qu'il faut faire un effort partout" et notamment "geler les retraites, continuer à geler les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales..."*, a poursuivi le gouverneur de la Banque de France.

Mais il a récusé le fait que le gouvernement soit engagé dans une cure d'austérité pour le pays dont la croissance en 2013 sera *"faible"*, proche de zéro.

"On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important", a poursuivi le responsable.

"D'une façon générale, on n'a pas le choix. On ne peut pas continuer pendant des années à creuser les déficits, creuser la dette, à rejeter la dette sur les générations futures", a-t-il martelé.

Par ailleurs, M. Noyer a estimé que le pays avait besoin *"de doper la croissance"* par des réformes structurelles comme celle du marché du travail. AFP 10.04

INFOS EN BREF

SOCIAL

Turquie

Le syndicat turc de l'aéronautique a appelé les salariés de la compagnie Turkish Airlines (THY) à faire grève pour dénoncer la décision de leur direction de ne pas réintégrer 305 employés licenciés après un mouvement de grève l'an dernier, a annoncé mercredi l'un de ses responsables.

"Nous allons annoncer aujourd'hui (mercredi) notre décision de faire grève car il n'y a eu aucune avancée dans les discussions entamées le 16 janvier", a déclaré à l'AFP Mustafa Yagci, le secrétaire général de Hava-Is, seul syndicat du secteur aérien en Turquie.

Le mouvement ne débutera concrètement que d'ici "une dizaine de jours" pour laisser une dernière chance à la négociation avec la direction de l'ex-compagnie nationale, a toutefois précisé M. Yagci.

Le ministre turc des Finances Mehmet Simsek a immédiatement dénoncé la décision du syndicat. "Nous ne permettrons pas que les activités de THY soient perturbées, surtout pas avant la saison touristique", a-t-il menacé.

En mai 2012, les salariés de THY avaient cessé les travail plusieurs jours pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et, surtout, l'adoption par le Parlement turc d'une loi interdisant la grève dans plusieurs secteurs jugés stratégiques par le gouvernement islamo-conservateur, du pays, notamment le secteur aérien.

La compagnie avait alors procédé au licenciement de 305 salariés grévistes, qu'elle refuse depuis catégoriquement de réintégrer. Le secrétaire général du syndicat Hava-Is a précisé mercredi que le nouvel appel à la grève était "parfaitement légal" au vu d'une modification la loi votée en novembre.

Sur les 15.900 salariés de THY, 14.000 sont membres du syndicat.

Contrairement à la quasi-totalité des ses concurrentes européennes, Turkish Airlines, récompensée deux fois d'affilée du titre de meilleure compagnie du vieux continent, affiche une forte croissance et multiplie les dessertes dans le monde entier.

THY a ainsi transporté en 2012 près de 39 millions de passagers, en hausse de 20% par rapport en 2011.

Elle envisage de multiplier par deux sa flotte actuelle de 215 avions, après deux récentes commandes géantes de 117 Airbus mono-couloirs de la famille A320 et 95 exemplaires de son concurrent de chez Boeing, le 737. Aux prix catalogue, ces deux commandes sont facturées, options comprises, à près de 20 milliards de dollars. AFP 10.04

[Haut de page ↗](#)

Le 12 avril 2013

CAUSERIE

Première partie rédigée jeudi soir.

A propos du site.

J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai archivé tous les articles de mars hier soir. Rien que pour la rubrique International cela m'a pris 1h30. Cela prend tellement de temps que je pensais abandonner toute ces rubriques, du coup cela m'a forcé à réfléchir et j'ai réussi à trouver un moyen pour gagner un peu de temps sans rien sacrifier. Je n'avais pas prévu que le site prendrait une telle tournure, je n'ai pas pensé à formater les pages d'accueil des différentes rubriques exactement de la même manière, en informatique cela ne pardonne pas, ce qui me pose des problèmes maintenant et me force à faire de nombreuses corrections, à rajouter ou supprimer des espaces pour que l'alignement des titres soit correcte, avec IE, avec Mozilla j'ai abandonné, il y a un problème de compatibilité entre les deux navigateurs que je ne suis pas parvenu à résoudre.

Ce qui me détruit la santé, ce n'est pas le boulot ou la chaleur mais le manque de sommeil. Hier après-midi, après avoir terminé l'actualisation du site, je me traînais tellement que j'ai été faire une sieste, la nuit précédente je n'avais pas dormi plus de 4 heures, et cela fait des semaines que cela dure, je tiens au café et à la clope, ce qui n'arrange rien évidemment. Si cela continuait, je serais forcé de réduire mon activité aux causeries et infos en bref et je dormirai une partie de la journée, le reste du temps j'essaierai de faire un peu d'exercice pour perdre les kilos en trop que j'ai pris, c'est dû à ce foutu manque de sommeil.

Je pense que si je me concentrais sur l'actualité et peaufinais mes analyses tout en lisant davantage d'articles, on n'y perdrait pas au change. L'air de rien, tous les jours je bosse en cavalant littéralement, je bâcle les causeries, j'ai à peine le temps de réfléchir à ce que j'écris, c'est très risqué, et souvent je m'aperçois après coup que j'ai oublié de traiter un volet important d'un sujet. Heureusement que je ne suis pas distrait par des discussions aussi inutiles qu'interminables, mon isolement est un avantage, sinon jamais je ne pourrais être aussi disponible pour faire ce boulot.

Signalons au NPA et à LO que la Ve République existe toujours.

Enfin, à petit pas, un peu tard, peut-être avant de passer à autre chose, l'affaire Cahuzac remet au premier plan les institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre pour construire sur ses cendres un nouvel Etat, une République sociale, socialiste, ce qui ne nécessite que les masses révolutionnaires se soulèvent et se dotent de leurs propres organismes de pouvoir politique indépendants sur lesquels elles exercent un contrôle permanent, d'un programme mettant à l'ordre du jour la refonte de la société sur la base de nouveaux rapports de production et de distribution des richesses qui doit avoir comme contenu l'expropriation des banquiers et des capitalistes du CAC40, des grandes et moyennes entreprises...

Liquider les institutions politique du capital est indispensable pour s'attaquer ensuite à la racine du mal, au capitalisme lui-même. Ces deux objectifs sont liés et inséparables, ils constituent les deux piliers autour desquels la classe doit se rassembler, s'organiser, l'unité de la classe peut se réaliser sur cette base-là, dans cette perspective, quel formidable horizon s'ouvre à elle, quel puissant espoir il va faire naître chez chaque travailleur, et dès lors rien ni personne ne pourra les diviser.

Si nous avançons dans cette voie et que nous trouvons les bonnes formules, le langage qui convient pour nous adresser aux travailleurs, demain ils seront des millions à répondre à cet appel, à briser les chaînes qui les retenaient de passer à l'action, l'illusion du régime et du capitalisme, tout puissant et invulnérable, en réalité corrompu et failli volant en éclats.

Quand l'heure de la confrontation générale approche tout devient plus limpide et plus simple, plus accessible à comprendre, soudainement tous les masques et illusions tombent et s'envolent, ils servaient à entretenir le doute, à alimenter le pessimisme, dorénavant ce sont des certitudes qui les remplacent, le régime est corrompu, pourri, il faut le balayer, le capitalisme n'est porteur que que misère et milles souffrances, il faut qu'il disparaisse, un nouvel horizon apparaît que l'on distingue encore à peine, c'est à nous d'aider les travailleurs à y donner forme, de la substance pour qu'il se matérialise, pour que finisse de mûrir l'idée qu'une autre société meilleure et plus juste est possible pour peu qu'on se mobilise et qu'on balaie les obstacles que notre ennemi a dressé sur le chemin de notre combat libérateur. S'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, se libérer de la tyrannie, de la dictature du capitalisme, voilà l'objectif de notre combat.

Chaque militant peut le mener dans l'entreprise ou l'administration où il travaille, dans sa localité. Depuis de longues années déjà on entend dire un peu partout dans le pays : cela va péter, cela ne peut plus durer, la situation est devenue insupportable, tout fout le camp, etc. et on a perdu beaucoup de temps à mener des batailles qui se sont toutes soldées par des échecs, les rares exceptions sont discutables selon moi, on a refusé de les situer dans une perspective politique car soi-disant elle aurait été un obstacle à l'unité, alors qu'il était impossible de vaincre, donc en pure perte, au contraire il fallait donner à cette exaspération qui jaillissait du plus profond de la classe ouvrière un contenu et une orientation politique pour lui donner un sens, un espoir, une certitude qui se serait traduite un jour ou l'autre, pour en avoir douté on n'a pas voulu avancer dans cette voie.

Avancer la rupture avec la Ve République tout en refusant de rompre avec le PS qui en est un des piliers et ses élus, c'est pratiquer le double langage, c'est inacceptable, insupportable. S'adresser à Hollande pour lui demander de "*faire respecter le suffrage universel*", demander de le rencontrer, c'est non seulement refuser de prendre en compte les millions et millions de travailleurs qui ne se reconnaissent pas en Hollande, c'est tenter de transformer cette première prise de conscience en illusion dans le régime au-delà de Hollande, faire régresser le niveau de conscience de ces travailleurs, les tirer en arrière, c'est contre-révolutionnaire. Les faits ont plus de valeur que les discours qui n'engagent que ceux qui les prononcent et les naïfs qui leur accordent plus d'importance qu'ils n'en ont.

Seconde partie vendredi

Une réflexion à creuser qui m'est venue à l'esprit : Mélenchon, le Pablo du XXIe siècle...

Je mettrai en ligne les 30 nouveaux articles ce soir. La chaleur monte, on crève !

[Achever le régime, abattre ce qui reste de leur République moribonde et corrompu, liquider de fond](#)

en comble les institutions de la Ve République, fonder une République sociale sur ses cendres.

Cahuzac, "*toute honte bue*" écrit *Informations ouvrières* (IO n°246, page 4), parce qu'il pourrait éprouver ce sentiment ? C'est marrant on aurait plutôt observé que tout indiquait le contraire.

La preuve avant-hier il s'est encore posé la question de savoir s'il reprendrait sa place à l'Assemblée nationale comme si rien ne s'était passé : "*C'est trop tôt, je n'ai pas encore pris ma décision*", a-t-il déclaré jeudi la Dépêche du Midi (Reuters 10.04)

Cahuzac, c'est l'ordure finie qui assume l'être devant ses pairs, ne serait-ce pas parce qu'il serait en bonne compagnie à l'Assemblée nationale ou que les autres élus lui ressembleraient ? Maintenant ils peuvent très bien le chasser de leurs rangs pour qu'on n'en vienne pas à se poser cette question.

J'exagère, attendez Bernard Cazeneuve sur France Info a estimé possible son retour à l'Assemblée nationale, je n'invente rien, précisant que "*c'est un dialogue qu'il doit engager avec lui-même, avec sa conscience*", parce qu'il en aurait une, même son de cloche qu'au POI, et oui il y a des signes qui ne trompent, du plus mauvais effet, révélateur, ravageur.

Les uns et les autres veulent sauver ce qu'ils osent encore appeler la démocratie, laquelle, inutile d'en préciser la nature, c'est entendu, entre eux, d'ailleurs le POI et le PS partagent les mêmes préoccupations. Claude Jenet veut "*réconcilier le peuple et les élus*", réconcilier signifie que précédemment il existait un rapport de confiance entre eux, des élus de partis étrangers à la classe ouvrière il faut préciser, ce qui permettait d'assurer la stabilité du régime en place, confiance qui incarnait en réalité les illusions des masses ou leur profonde ignorance des institutions, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais au lieu de souhaiter que les masses reproduisent ces rapports on souhaiterait plutôt qu'elles prennent leur sort en main, qu'elles rejettent tous ces élus, oh là pas si vite, car si cela se déroulait dans le cadre de "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine*", cela changerait la donne du tout au tout. Tiens donc, ces élus deviendraient-ils des révolutionnaires par miracle, car ce ne serait pas vos candidats qui seraient davantage élus, dites-nous comment votre parti composé de quelques milliers de militants pourrait-il faire entendre sa voix plus qu'aujourd'hui, alors que les médias acquis au régime demeureraient en place, l'inégalité des moyens matériels et financiers dont dispose les partis resterait inchangée, expliquez-nous comment vous comptez vous y prendre, à moins que Laurent (PCF) ait lâché le morceau le 5 avril en affirmant que pour un peu il n'y aurait même besoin de dissoudre l'Assemblée nationale pour que l'Assemblée constituante se mette en place, eh hop, on change d'étiquette, on passe un coup de vernis et le tour est joué.

Le Figaro du 8 avril se préoccupait aussi de "*l'avenir de notre République*", autant dire que nous ne mêlons pas nos voix à un tel concert de bonnes intentions qui passent sciemment à côté de l'essentiel, un tel discours est inaudible ou ne peut prêter qu'à confusion. Leur République agonise, qu'on l'achève, place à une République sociale ou socialiste, mot d'ordre que ne pourront pas reprendre Le Figaro, Mélenchon ou Laurent

L'heure n'est pas à la "*refondation de la République*" (bourgeoise), pas même à la "*rupture avec la Ve République*" qui même moribonde pourrait continuer d'exister ou des pans entiers des institutions, soyons clair, l'heure est au combat pour abattre les institutions de la Ve République, ensuite seulement une fois cet objectif atteint, il sera possible d'envisager une République sociale ou socialiste.

"Du point de vue de la classe ouvrière et de la démocratie, la crise du régime appelle la liquidation des institutions de la Ve République et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine jetant les bases d'institutions authentiquement démocratiques, permettant qu'un gouvernement prenne les mesures d'urgence qu'appelle la situation : l'interdiction des licenciements, la (re)nationalisation des secteurs clés de l'industrie, le rétablissement des services publics, etc."

Dans son éditorial D. Gluckstein y vient, à ceci près, d'une part qu'il oublie de préciser qu'aucune mesure d'urgence ne pourra être prise sans au préalable exproprier les banquiers, rompre avec l'euro ou que l'Etat se réapproprie le monopole de la création monétaire (et du crédit, du commerce extérieur), d'autre part, il évoque cette perspective (liquider la Ve République) pour aussitôt dans la pratique l'oublier, car si elle figure dans une déclaration, elle ne constitue pas l'axe du combat politique du POI, pire, il ne peut se défaire de l'illusion que l'unité des travailleurs pourrait se réaliser sur un autre objectif, pour retomber aussitôt dans le travers qui consiste à privilégier le combat sur le plan social et syndical et à colporter de nouvelles illusions sur la possibilité qui existerait de "*stopper net les contre-réformes et (les) mesures d'austérité*", ruinant ainsi l'espoir que l'issue politique qu'il avait proposée pouvait faire naître chez les travailleurs.

"Cet objectif est indissociable de l'action pratique pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, pour stopper net les contre-réformes et mesures d'austérité que le gouvernement Hollande en crise prétend continuer à asséner."

Une pure coïncidence.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer Interrogé sur Europe 1 le 10 avril.

"On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important", a poursuivi le responsable. AFP 10.04

Hollande à la télévision le 10 avril.

"Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité", a-t-il affirmé. "Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas". AFP 10.04

ACTUALITE EN TITRES

De quelle année ?

- Cahuzac : l'Élysée alerté dès le 15 décembre - LeFigaro.fr

Les droits pour les aristocrates, les devoirs pour les serfs.

- Tous ces moyens légaux qui permettent de contourner sans problème l'opération vérité sur les patrimoines - Atlantico.fr

Le roquet aux abois se venge aveuglément...

- Evasion fiscale : Paris menace l'Autriche de liste noire - LeMonde.fr

... et se ridiculise...

- Lutte contre les paradis fiscaux: Hollande a annoncé une mesure déjà votée - L'Expansion.com

... la réponse :

- L'Autriche dénonce les paradis fiscaux américain et britannique - Reuters

Les bouffons du régime

- L'arrêt des hauts-fourneaux de Florange entériné - Reuters

- Florange : les syndicats en appellent au gouvernement - LePoint.fr

Coupez-donc le cordon ombilical avec votre bourreau ! A bas le gouvernement des banquiers et des capitalistes, tout le pouvoir aux travailleurs !

Au pinard, citoyen !

- Alcool : les Français boiraient 86 litres de vin par an, contre 257 litres en 1961 - Atlantico.fr

La charrette du jour.

- Siemens va supprimer plus de 3.000 postes dans sa division industrie - AFP -

Pire qu'avant-guerre !

- Le chômage en Grèce atteint le taux record de 27,2% - L'Expansion.com

- Les "découragés" redoublent le niveau réel du chômage en Italie - Reuters

Il fallait écrire double et non redouble.

[Le pouvoir, le fric et le cul, ils ne pensent qu'à cela.](#)

- Le G8 conclut un accord "*historique*" pour lutter contre les violences sexuelles en zone de guerre - LePoint.fr

- Le Montana dépénalise la sodomie entre homosexuels - LeMonde.fr

- La taille du soutien-gorge épinglée en Suède - Liberation.fr

Ces titres figuraient dans la page infos internationales de Yahoo, je n'ai pas été les chercher sur un site porno, je précise !

[Qui l'aurait cru ?](#)

- Des rebelles syriens refusent l'État islamique prôné par Al-Qaeda - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

Bien mal acquis

Les élus français manifestent leur malaise à l'idée de publier leur déclaration de patrimoine, le président de l'Assemblée décelant lui-même un risque du "*voyeurisme*" dans cette mesure annoncée par le gouvernement pour moraliser la vie politique.

Se faisant pour l'occasion le porte-parole d'élus de droite comme de gauche, Claude Bartolone a fait part de ses "*réserves*" au Premier ministre, qui consulte jeudi présidents et chefs de groupe de l'Assemblée et du Sénat sur cette idée annoncée mercredi pour éteindre l'incendie allumé par l'affaire Cahuzac.

L'Elysée admettait jeudi que le sujet "*ne passe pas*" chez les parlementaires, y compris socialistes.

"*Dans le contexte actuel, il ne sera pas facile de les faire voter*" en faveur de la loi attendue d'ici l'été, a reconnu un conseiller de François Hollande.

Publier les patrimoines, "*ce n'est pas forcément la bonne solution pour permettre un lien de confiance entre les élus et la population*", a dit Claude Bartolone à la presse à Matignon. "*Une nouvelle fois, cela envoie un signal 'vous devez vous méfier des élus'*".

"*Je ne voudrais pas que dans cette volonté de lutter contre toute dérive, on donne une nouvelle fois le sentiment que les élus sont condamnables a priori, ce serait une mauvaise chose pour la démocratie*", a-t-il fait valoir.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a elle aussi invité sur RMC à "*ne pas basculer dans un moralisme qui pousserait à une espèce de surenchère et conduirait à laisser croire aux Français que ceux qui exercent des fonctions, qui s'engagent sont tous corrompus, malhonnêtes*". Reuters 11.04

Ils sont tous corrompus par la même idéologie se déclinant sous différents masques, celle que défend et qu'incarne madame Parisot, elle, elle ne peut pas le cacher, mieux, elle en est fière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

Un million de dollars d'amende et dix ans de prison pour avoir diffamé l'émir ou la religion: le projet de loi du gouvernement koweïtien aura de quoi faire réfléchir les journalistes et les blogueurs. Le texte qui, selon des journaux koweïtiens, s'appliquerait aux médias imprimés ou électroniques ainsi qu'aux réseaux sociaux, doit être voté par le Parlement, où le pouvoir dispose d'une confortable majorité.

Si la mesure est adoptée, elle durcira encore un Code pénal déjà sévère. D'après les ONG de défense des droits de l'homme, au moins 25 personnes sont en ce moment détenues pour avoir «*offensé*» l'émir Sabah al-Ahmad al-Sabah sur Twitter ou sur Facebook. Certains prisonniers ont déjà été condamnés à cinq ans de prison.

Désormais, ils risqueraient deux fois plus, ainsi que la ruine financière. Le ministre de l'Information n'a pas confirmé les chiffres, mais il a reconnu l'existence du projet qui, selon lui, n'est pas destiné à museler la liberté d'expression mais à «*maintenir la stabilité*» et à «*ajouter de la valeur aux médias.*»

Cette polémique met en lumière une révolte relativement oubliée. Le Koweït connaît aussi son «*printemps arabe.*» Il a même commencé avant ceux des Tunisiens et des Égyptiens. Grâce, paradoxalement, à l'avancée de la démocratie dans le richissime émirat pétrolier. Le Koweït possède un Parlement depuis 1960, et depuis plusieurs années, les revendications montent pour demander une monarchie constitutionnelle.

L'émir ne l'entend pas ainsi. Après avoir annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition, il a finalement obtenu une Chambre favorable, après avoir modifié la loi électorale. Depuis, les manifestations se succèdent, parfois violentes. La dernière a rassemblé des centaines de Koweïtiens, dont d'anciens députés, devant le palais de justice. Les manifestants demandaient la libération des blogueurs emprisonnés. Si le projet de loi est confirmé, il semble que l'émir n'est pas prêt à les entendre. lefigaro.fr 11.04

Pour Le Figaro, "*le richissime émirat pétrolier*" devant lequel il bave est un bastion de "*l'avancée de la démocratie*" au Moyen-Orient, la preuve, il a "*annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition*", belle exemple de démocratie qui inspira d'autres souverains.

On sait maintenant quel régime inspira l'UE, qui, insatisfaite du vote non en Irlande, imposa un nouveau vote pour faire passer le oui au projet de TCE, ou encore le tour de passe-passe employé par Sarkozy pour parvenir au même résultat. Il n'eut même pas besoin de modifier la loi électorale, il la contourna en utilisant un artifice antidémocratique contenu dans la Constitution de la Ve République.

SOCIAL

1- Italie

Environ trois millions d'Italiens sans travail ont abandonné leur recherche d'emploi, ce qui alourdit considérablement la situation reflétée par la méthode officielle de calcul du taux de chômage, peut-on constater dans des chiffres publiés jeudi par l'institut national de statistiques Istat.

Le taux de chômage italien a atteint 11% en 2012, soit 2,7 millions de personnes, ce qui le place dans la moyenne de l'Union européenne et bien en-dessous de l'Espagne (25%) et de la Grèce (24,3%).

Comme dans le reste de l'UE, cette méthode de calcul ne prend cependant en compte que les personnes qui ont effectué au moins une démarche de recherche lors des quatre semaines précédant l'enquête, ou celles qui sont sur le point d'accepter une offre d'emploi.

Les "*découragés*", terme qui se réfère à ceux qui ont abandonné leur recherche d'emploi, sont donc trois millions en Italie, soit 11,6% de la population active, ce qui constitue un niveau sans équivalent dans l'UE. Cette proportion est par exemple de 4,7% en Espagne, 1,8% en Grèce, 1,3% en Allemagne et 1,0% en France.

La majorité des analystes jugent d'ailleurs que le taux de chômage est peu significatif de la situation italienne, et que c'est le taux d'emploi, qui mesure la proportion de gens qui travaillent par rapport à la totalité de la population en âge de le faire, qui doit être privilégié.

A 56,4% en janvier, le taux d'emploi de la troisième économie de la zone euro est lui dans le bas du classement de l'UE et se trouve en-dessous des chiffres espagnols et grecs. Reuters 11.04

Selon certaines sources, aux Etats-Unis la même situation qu'en Italie prévaudrait...

2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 27,2% au mois de janvier, contre 25,7% (révisé) en

décembre, selon les chiffres de l'agence de la statistique grecque (Elsat) publiés jeudi. Reuters 11.04

ECONOMIE

1- Autriche

L'Autriche a répondu aux critiques sur son secret bancaire en invitant jeudi le Royaume-Uni et les Etats-Unis à réprimer les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sur leurs propres territoires.

A la veille de rencontrer ses collègues de l'Union européenne réunis à Dublin pour débattre entre autres de la question, la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter, n'a pas exclu de suivre l'exemple du Luxembourg, qui a annoncé la suppression du secret bancaire pour les ressortissants de l'UE à partir de janvier 2015.

Mais elle a souligné que ce ne pouvait être "à sens unique", accusant Londres et Washington de ne rien faire pour supprimer leurs propres paradis fiscaux dans le Delaware ou les îles anglo-normandes.

"Le Delaware et le Nevada sont des paradis fiscaux et des centres de blanchiment d'argent dont il faut parler aussi", a-t-elle dit dans une interview au quotidien Die Presse. Quant à la Grande-Bretagne, accuse la ministre, c'est "l'île des bénis de l'évasion fiscale et du blanchiment".

Maria Fekter propose pour sa part que la Grande-Bretagne et des territoires associés comme les îles anglo-normandes, dont la principale est Jersey, soient tenus de suivre les règles que l'UE a imposées à Chypre pour empêcher des particuliers de prendre anonymement le contrôle de sociétés ou de fondations.

"Ce que nous exigeons de Chypre, une petite île, nous l'exigeons aussi du Royaume-Uni", dit la ministre conservatrice dans son interview à Die Presse.

Dans un autre entretien au tabloïd Kurier, elle ajoute : "Nous voulons un registre des fondations pour les îles anglo-normandes mais aussi pour les pays où la loi britannique s'applique comme les îles Caïmans, les îles Vierges ou Gibraltar (...) Ce sont des territoires qui sont des paradis pour ceux qui fuient les impôts."

Le chancelier Werner Faymann, qui est social-démocrate, a déclaré cette semaine que son pays était prêt à négocier avec Bruxelles tant que le secret bancaire continuerait de protéger les ressortissants autrichiens.

La Commission européenne a averti Vienne lundi que refuser de modifier ses règles en matière de secret bancaire risquait de la placer dans une position "isolée et intenable".

Les Etats-Unis, qui ont lancé ces dernières années une vaste traque aux évadés fiscaux, doivent entamer des négociations prochainement avec l'Autriche.

L'UE l'a prévenue qu'elle prendrait des mesures de rétorsion si Vienne fournit des informations sur les comptes bancaires des ressortissants américains et refuse de le faire pour les autres pays de l'UE. Reuters 11.04

Sauve qui peut ! Le grand déballage et quand ils s'étripent entre eux, on en redemande. Au fait Maria Fekter est social-démocrate, comme Hollande, et elle défend un paradis fiscal ? Normal, non ? Oui, bon d'accord.

Ce qui est formidable ici, c'est que l'UE vole ouvertement au secours "des ressortissants américains" mais pas d'autres pays ou continents, et se comporte ainsi comme le 51e état des Etats-Unis d'Amérique, pardon, le 52e après Israël.

Quand ils parlent habituellement des paradis fiscaux, les uns et les autres évoquent volontiers des îles aux noms exotiques qui laissent à penser qu'ils se situeraient à l'autre bout du monde, plantés en plein océan protégés uniquement par un récif corallien et un troupeau de requins prêts à dévorer tous ceux qui s'en approcheraient pour peu qu'ils seraient habités de mauvaises intentions à leur égard, sorte de superpuissances microscopiques d'où tout le monde ignorerait l'origine de leur pouvoir quasi-surnaturel, divin quoi.

Du coup, on s'imagine que pour que ces paradis fiscaux édictent leurs propres règles en matière financière, c'est qu'on doit être en présence d'Etats souverains et indépendants auxquels il est impossible d'imposer un contrôle sur son fonctionnement bancaire, franchement quel pays dans le monde accepterait de s'y soumettre, n'est-ce pas ? On pourrait ajouter à part les Etats vassaux des Etats-Unis : l'Union européenne.

Généralement on ne cherche pas plus loin, on se dit que ces Etats isolés ont dû trouver le secret de la pierre philosophale pour transformer un vulgaire caillou planté en pleine mer en or, voilà tout.

Sauf que voilà, cette histoire aux relents exotiques qui tiendrait du miracle après que le paradis céleste se soit répandu soudainement sur terre, relève de la fable destinée aux pauvres types enclins à se libérer par n'importe quel artifice de la grisaille de sa vie quotidienne.

Non seulement la plupart de ces îles ne sont pas des Etats souverains et indépendants, elles appartiennent à de puissants Etats qui les ont colonisées autrefois, et parmi ces paradis fiscaux figurent même ces Etats en tant que tels, effectivement, la Suisse, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc. Hormis le privilège de battre monnaie qu'ils ne possèdent pas, le fonctionnement des paradis fiscaux est copié sur celui des grandes banques centrales, la Fed, la BoE, la BCE qui n'ont de comptes à rendre à personne.

Prenons les îles Vierges qui appartiennent à l'empire britannique, elles n'existent comme paradis fiscal que par la volonté de la Banque d'Angleterre qui n'est pas une banque d'Etat ou publique, mais commerciale contrôlée par un cartel de banquiers, banquiers qui ont également le monopole de la création monétaire, ils sont propriétaires de la planche à billets (livre), donc ils contrôlent l'ensemble de l'économie du pays.

Ils détiennent le pouvoir et ils ont édicté des lois que les citoyens britanniques doivent respecter, à l'exception des plus fortunés qui peuvent en partie y échapper grâce aux paradis fiscaux qu'ils ont créés à cet effet. Soustraire leur fortune à l'impôt, s'en servir pour se livrer discrètement à toutes sortes de trafics parfaitement illégaux ou financer des activités politiques criminelles à l'échelle internationale, voilà en gros la raison d'être de ce système mafieux qu'ils ont conçus avec l'aval des institutions de leur pays qui leur étaient acquises, et qu'aucun gouvernement dans le monde n'a osé remettre en cause à ce jour.

Ils ont ainsi acquis un pouvoir extraordinaire sans contrôle de la population qui en ignore tout ou presque, qui leur permet d'imposer leur dictature à tous les peuples, de conduire l'humanité au chaos et à la guerre.

2- Chypre. Le coup de grâce : le silence est d'or.

2.1- Chypre devra finalement trouver 13 milliards d'euros, soit six milliards de plus que prévu initialement, dans le cadre d'un plan de sauvetage international de l'île, déjà sous le choc de mesures sévères visant son secteur bancaire.

En effet, le porte-parole du gouvernement Christos Stylianides a annoncé jeudi que la dette du pays avait été revue à la hausse, à 23 milliards (mds) EUR, dont 10 seraient fournis par les bailleurs internationaux et le reste assuré par les Chypriotes eux-mêmes.

"C'est un fait, le mémorandum de novembre parlait d'environ 17,5 mds de financements nécessaires. Ce chiffre est désormais de 23 mds d'euros", a-t-il dit.

Cette annonce intervient à la veille à Dublin d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro qui doivent se prononcer sur les mesures que doit mettre en oeuvre Nicosie pour bénéficier de l'aide internationale et recevoir comme prévu un premier versement début mai. Ils devraient a priori donner *"un feu vert politique"*, selon un diplomate européen.

En échange, le pays devait trouver initialement 7 milliards d'euros, une somme évaluée désormais à 13 mds, soit plus de 75% du PIB. La majeure partie viendra de la restructuration du secteur bancaire, qui comprend une ponction sur les plus gros créanciers, y compris les déposants; 10,6 milliards d'euros au lieu des 5,8 milliards annoncés au départ.

Pour expliquer le passage de 17,5 à 23 mds EUR, une source proche du dossier a souligné que les besoins de Chypre avaient évolué.

Selon elle, même si la restructuration du secteur bancaire doit désormais être largement financée par le secteur privé, les besoins prévus de financement de l'Etat ont augmenté en raison d'une récession plus forte que prévue qui assèche ses recettes. Les 23 mds EUR comprennent à la fois les contributions publiques et privées, alors que les 17 mds ne prenaient en compte que le financement public.

Le projet chypriote de vendre les réserves excédentaires d'or du pays afin de participer au financement de son plan de sauvetage, peut constituer un précédent pour les pays les plus endettés de la zone euro, comme l'Italie ou le Portugal.

Même si le gouvernement chypriote a rappelé jeudi que la décision reviendrait à la banque centrale du pays, un document de la Commission européenne affirme que Nicosie a pris des engagements afin de lever environ 400 millions d'euros par la vente de son surplus d'or.

"Cela pourrait changer la donne pour les marchés", estime un négociant en or. "Sachant que le Portugal a rejeté (une partie) du dernier plan d'austérité en date, et qu'il possède 90% de ses réserves de change en or, cela veut-il dire que l'on va lui demander d'en vendre une partie?"

L'or représente 90% des réserves de changes du Portugal et 78% de celles de l'Italie, qui en détient à elle seule 3.230 tonnes. A titre de comparaison, l'Inde possède moins de 10% de ses réserves en or.

Malgré l'ampleur de ces chiffres, la vente d'or ne permettrait qu'un allègement limité des problèmes de financement de la zone euro. Les réserves d'or de l'Italie ne valent par exemple que 95 milliards d'euros, au cours actuel du métal, alors que l'encours de la dette du pays avoisine les 1.685 milliards.

Néanmoins, l'exemple chypriote montre que la vente d'or permettrait à Nicosie de lever une part non négligeable de 3% des 13 milliards d'euros que le pays doit réunir en complément de l'aide de 10 milliards versée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Le cours de l'once d'or a plongé après l'annonce de la vente éventuelle des réserves excédentaires chypriotes. Les marchés craignent que cette décision accentue la pression sur d'autres banques centrales.

Si d'autres pays européens emboîtaient le pas à Nicosie, cela provoquerait une baisse des prix du métal précieux, alors que la demande en or des banques centrales a été l'une des rares à augmenter en 2012.

L'article 7 du protocole du Système européen de banques centrales garantit toutefois l'indépendance des institutions nationales, notamment par rapport aux gouvernements, ce qui signifie en théorie qu'elles ne peuvent pas être obligées de vendre leurs réserves d'or.

Même si elles le désirent, l'Accord des banques centrales sur l'or, qui en est à sa troisième version depuis sa signature en 1999, limite la vente d'or totale par ses signataires à 400 tonnes par an.

Ce plafond est pour le moment bien supérieur à la réalité des échanges, les banques centrales signataires n'ayant vendu que 4,2 tonnes d'or depuis la signature de la dernière mouture de l'accord en septembre 2012.

La dernière vente d'ampleur a été réalisée au premier semestre 2009, quand la Banque de France en avait cédé 17,4 tonnes. L'ensemble des banques centrales sont passées de vendeuses nettes à acheteuses nettes d'or en 2010. Reuters 11.04

Après le racket et le hold-up sur les comptes bancaires de la population, pillage en règle de l'or de l'Etat...

2.2- Pour Jonathan Loynes, analyste de Capital Economics, "*l'augmentation spectaculaire de la taille du programme souligne la profondeur des problèmes auxquels est confronté le pays, et pose de nouvelles questions sur l'impact de futurs sauvetages dans la zone euro sur les déposants et les créanciers*".

Dans ce contexte, le Produit intérieur brut de Chypre devrait se contracter très fortement pendant deux ans. Dans le détail, le PIB devrait chuter de 8,7% en 2013 et encore de 3,9% en 2014, avant de repartir timidement à la hausse en 2015 (1,1%).

Chypre a déjà mis en garde qu'elle pourrait être à très court terme en difficulté car elle a besoin de 75 millions d'euros pour payer ses fonctionnaires et les retraites en avril. AFP 11.03

[Haut de page ↗](#)

Le 13 avril 2013

CAUSERIE

31 nouveaux articles en ligne. Je me suis refusé de mettre en ligne deux articles publiés sur le portail mondialisation.ca dont un faisait l'apologie du capitalisme.

L'auteur à la fin d'un long article qui se voulait savant par le nombre de citations ou de références qu'il contenait, révélait au lecteur dans une formule lapidaire le postulat sur lequel reposait sa démonstration et avec lequel correspondait son objectif, démontrer que "*la domination de l'homme par l'homme est donc la quintessence de l'économie*", et qu'elle est évidemment indépassable, éternelle, comme le capitalisme, tandis que le socialisme et le communisme sont morts et enterrés à jamais.

Ce n'est ni le premier ni le dernier article de ce genre qui sera rédigé par des intellectuels incapables de concevoir la société au-delà du capitalisme à partir de son développement historique qui leur demeure incompréhensible. Je vous passe la débauche de moyens malhonnêtes qu'il a dû déployer pour parvenir à cette conclusion sur fond de confusion de la première à la dernière ligne, en versant occasionnellement dans le nihilisme pour réfuter les travaux de Marx et Engels, la prétention de l'homme à atteindre la connaissance serait surfaite ou une escroquerie.

C'est le genre d'articles qui fait appel à des connaissances que 99,99% des lecteurs ne possèdent pas, ce qui les conduit automatiquement à suivre la pensée de son auteur qui les guide dans une direction précise pour qu'ils y adhèrent ou semer le doute dans leur esprit, c'est l'objectif de ce procédé qui appartient au registre de la manipulation.

Pour analyser sérieusement cet article de 6 page, il faut être rompu à la polémique et maîtriser la dialectique, cela nécessiterait d'y passer plusieurs jours en comptant les recherches de documents, je n'en ai pas le temps. Si un militant veut s'y coller, l'article portait le titre : La métamorphose du capitalisme.

L'autre article portait sur Gramsci que je n'ai jamais lu ou pour le peu que j'en ai lu ne m'intéresse pas, les critiques de Marx ou Lénine qui ne sont pas capables d'aligner deux arguments sérieux ne peuvent être qu'une perte de temps, ce qui nous fait le plus cruellement défaut.

Aller à l'essentiel en toute chose est un principe de base, ce qui ne signifie pas sacrifier ce qui est secondaire, personne plus que Marx n'a pris en compte les aspects secondaires des questions qu'il a traitées. S'agissant des intellectuels ou des penseurs, c'est leur capacité à ne pas confondre ces deux aspects de la réalité ou au cours de leur travaux sur un thème précis qui décidera de leur valeur, de leur talent à discerner les rapports qui existent entre les différents facteurs en présence, dès lors qu'ils ont reconnu et recensé ces derniers. Ce qu'on retient ou nous sert d'instrument de mesure pour juger ou jauger la qualité d'un intellectuel ou d'un penseur, c'est la profondeur de ses analyses, sa capacité à les mener jusqu'au bout, à étudier ou vérifier toutes les hypothèses qui lui viennent à l'esprit, et s'il n'en est pas satisfait en chercher d'autres, ce qui est incompatible avec l'emploi d'arguments à l'emporte-pièce ou le recours à des vérités assénées sans preuve...

En règle générale, une question que l'on pose qui n'en amène pas une autre dans la foulée ne mérite pas qu'on s'y arrête, cela signifie qu'elle a été mal posée. Car une question correctement posée ne pouvant pas recevoir une réponse unique, simple, définitive ou satisfaisante spontanément ou se réduire à quelques mots, appellera automatiquement une ou plusieurs autres questions et ainsi de suite, et c'est l'ensemble des réponses que nous aurons apportées à toutes ces questions qui nous permettront d'épuiser notre sujet et constituera la réponse à notre question initiale.

En présence d'un processus dynamique ou dialectique, on ne peut le saisir qu'en utilisant la même méthode sur le plan intellectuel, c'est le génie de Marx et Engels de l'avoir parfaitement maîtrisée et théorisée. C'est cela que les intellectuels leur reproche, d'avoir rendu accessible l'interprétation du monde, de la société, de la nature, de l'homme en reproduisant ou en employant la méthode qui était à l'origine de leur existence et rapports.

Et vous savez pourquoi un ouvrier est plus apte à la saisir qu'un intellectuel ? Parce que l'ouvrier est en contact avec la matière, au premier coup d'oeil il perçoit qu'elle n'est jamais la même, qu'elle est vivante, alors qu'un intellectuel ne manie que des idées, des concepts et qu'il est incapable de saisir spontanément cette transformation de la matière, il doit se la représenter intellectuellement. Il y a des intellectuels qui sont aussi des travailleurs manuels, par exemple un chirurgien. Dans leur cas, pour devenir des travailleurs manuels ils ont dû consacrer tellement de temps à leurs études qu'ils ont fini par tout intellectualiser, par concevoir que la société fonctionnait de la sorte aussi, par devenir des machines à penser déconnecter de la réalité matérielle. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer, ces lignes ont été écrites hier soir vers 1h du matin, et ce samedi après-midi, je n'ai plus le temps, j'ai du boulot chez moi.)

[Constitution. Cour des comptes et Conseil d'Etat, des institutions illégitimes.](#)

- Migaud : l'effort structurel sur le déficit ne doit pas être relâché - LePoint.fr

- EDF autorisé à limiter le droit de grève - Reuters

Le Conseil d'Etat a reconnu vendredi la possibilité pour EDF de limiter le droit de grève dans ses centrales nucléaires, comme l'électricien, devenu une société privée, l'avait fait lors des mouvements sociaux de 2009. Reuters 12.04

Alors, on l'abolit ou non la Constitution antidémocratique de la Ve République ?

Attention, on abolit du même coup la police, l'armée, le parquet, on en voit qui en tremblent déjà d'effroi : mon dieu, mon dieu, avec tous ces voyous, ces délinquants, ces trafiquants, ces terroristes, ces djihadistes qui trainent partout, qu'est-ce qu'on va devenir ? Rien de moins, si vous êtes déjà des loques vous ne descendrez pas plus bas, on vous rassure, ressaisissez-vous,

ouvrez les yeux, en face ce sont des poltrons, des planqués (fiscaux et autres), ils se sentent forts et se croient tout permis parce que vous êtes faibles, relevez la tête et vous verrez qu'il vous faudra la baisser pour vous situer à leur hauteur...

Qui d'entre tous les travailleurs vaut moins qu'un Cahuzac ? Personne ! Alors au combat !

Les ennemis et les fossoyeurs du socialisme.

Absolument rien du côté du PS, du PCF et leurs satellites.

- Que reste-t-il du socialisme ? - LePoint.fr

Quel bonheur ! Mais faites donc, ne vous retenez pas !

- '*Malheureusement, je pense à quitter le PS presque tous les jours*' - LeMonde.fr

Réfléchissez deux secondes : vous croyez encore ces escrocs, ces imposteurs, ces menteurs, ces voleurs ?

(*" Quarante députés et sénateurs possèdent ou ont possédé des comptes à l'UBS"*)

Un internaute.

- "*On comprend mieux ainsi.*

On comprend la réticence de certains députés socialistes à mettre sur la place publique leur patrimoine.

C'est drôle de vouloir traquer les riches, et être soi-même un socialiste se méfiant de la France à un tel point, que le besoin de mettre son pognon à l'abri en Suisse ou ailleurs. C'est drôle qu'appeler les autres au patriotisme économique, et être soi-même un évadé fiscal.

Heureusement il y a la famille, l'épouse les enfants, les parents, enfin tous ceux à qui l'on peut faire confiance afin de diluer son patrimoine avant d'être obligé de le publier.

C'est beau le socialisme, mais c'est vachement trompeur."

Ce qui est "*trompeur*", ce sont ceux qui s'en réclament alors qu'ils y sont étrangers, le socialisme ne peut pas vous avoir trompé puisque vous ignorez de quoi il s'agit, vous venez de l'avouer.

Le socialisme, c'est avant tout la prise du pouvoir politique par les travailleurs qui imposent leur programme social aux capitalistes, à ceux qui n'ont pas été expropriés, pouvoir politique qu'ils exercent à travers l'Etat ouvrier qu'ils ont constitué une fois celui de leur ennemi détruit. Sans cet Etat qui concentre leur pouvoir, il leur est impossible d'imposer leur programme social aux capitalistes ou de satisfaire leurs revendications sociales élémentaires, de mettre fin aux inégalités et les injustices les plus insupportables qui existaient dans la société, sans toutefois à ce stade les éliminer complètement.

C'est seulement à l'échelle mondiale une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la planète ou en voie d'éradication, qu'il sera possible de supprimer toutes les inégalités liées aux rapports sociaux de production de l'ancien régime qui avaient dicté l'ensemble des rapports dans la société, le statut social des différentes couches de travailleurs manuels et intellectuels légitimant un traitement matériel inégal ou des conditions matérielles d'existence inégales entre elles qui n'avait pas lieu d'exister. Pourquoi un médecin, un professeur, un ingénieur devrait-il bénéficier de conditions d'existence meilleures qu'un cantonnier, un ouvrier agricole ou à la chaîne dans une usine, qu'est-ce qui peut le légitimer, le justifier, absolument rien en réalité, sauf que c'est la norme en régime capitaliste. Cette différence étant ancrée dans les cerveaux depuis des siècles, il est impossible d'en venir à bout d'un seul coup sans provoquer une réaction violente de la part des couches privilégiées dont nous avons aussi besoin pour vaincre notre ennemi, qu'il faut gagner au socialisme. C'est une partie de l'explication.

Le socialisme, la révolution socialiste, la classe des exploités a besoin de l'Etat pour maintenir son pouvoir sur la classe des capitalistes qui n'a pas encore totalement disparu dans le pays et encore moins dans le monde. Par quel moyen le capitalisme légitime-t-il son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat, de l'Etat bourgeois ou capitaliste. Par quel moyen le socialisme doit-il légitimer son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat qu'il a fondé, un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Sans cet outil, la classe ouvrière ne pourra conserver le pouvoir ou vaincre définitivement son ennemi de classe, outil qui hier servait

à la réprimer, qui demain servira à réprimer la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'un nouvel Etat, car l'outil qui a été forgé par la classe dominante pour réprimer la classe dominée ne se mettra jamais au service de cette dernière pour réprimer la classe des capitalistes, il doit être dissout. Aussi longtemps que le capitalisme existera à la surface de la terre, les capitalistes refuseront d'admettre leur défaite et organiseront la résistance, le sabotage de l'économie, etc. pour tenter de reprendre le pouvoir, d'où la nécessité impérieuse que la classe ouvrière dispose d'un Etat qui aura pour tâche notamment de les mater, de les neutraliser, tâche permanente et non d'un jour.

Voilà qui explique pourquoi les partisans du capitalisme ou les plus farouches ennemis du socialisme s'attaquent à l'Etat, y compris en régime capitaliste. L'Etat incarne le rapport de forces qui existe entre deux classes antinomiques au profit de la classe dominante qui détient aussi le pouvoir économique. On perçoit tout de suite quel danger son existence représente pour les capitalistes. Que ce rapport s'inverse et ils perdent tous leurs pouvoirs, alors que si l'Etat n'existe plus cette question ne se pose plus ou plus de cette manière, pour un temps le plus grave danger qui pèse sur leur pouvoir est écarté. Au passage on comprend la finalité de leur projet de gouvernement mondial, mais là n'est pas notre sujet.

Voici quelques exemples que j'ai relevés qui témoignent de leur rage à combattre le socialisme sous cet angle.

- ... la pratique totalitaire du volontarisme étatique qui est le marqueur du socialisme (contrepoints.org cité par french.irib.ir le 12 avril)

- Le socialisme était donc pour Marx une étape nécessaire permettant de socialiser la production tout en conservant la forme du travail salarié. Dans ce système, l'état joue un rôle clé et organise un capitalisme centralisé. Les tentatives de mise en place d'un état socialiste redistributif ont cependant échoué, et, n'ont réussi qu'à accentuer les inégalités, à l'exemple de la Russie et la Chine. (<http://www.mondialisation.ca/la-metamorphose-du-capitalisme>)

Ici l'auteur se livre à un amalgame entre socialisme et stalinisme ou maoïsme qui en était l'antithèse, la caste parasitaire de bureaucrates au pouvoir ayant joué le même rôle que les capitalismes en accaparant l'essentiel des richesses produites par les travailleurs, l'Etat représentant un mode de production socialiste gangrené par la corruption et un mode de distribution de type capitaliste au profit des cadres du parti stalinien, ce que feint d'ignorer l'auteur de cet article.

Quand on évoque l'Etat, il faut toujours se poser la question de savoir quelle en est la nature, qui le dirige ou le contrôle, la classe des capitalistes par l'intermédiaire de ses représentants au sein des institutions, une caste de bureaucrate issu d'un parti, ou les travailleurs eux-mêmes. Poser ainsi cette question permet d'éviter bien des confusions, et on s'aperçoit qu'en réalité il n'a jamais réellement existé d'Etat socialiste, son embryon en URSS ayant été détruit par Staline après la mort de Lénine, et en Chine dès le premier jour c'est une caste de bureaucrates a spolié les masses exploitées du pouvoir politique.

Il y a quelque temps déjà le philosophe Onfray avait été aussi catégorique ou expéditif que l'auteur de l'article précédent en décrétant que finalement le capitalisme avait toujours existé, donc qu'il était éternel, et que par conséquent il était inutile et vain d'envisager sa disparition, substituant l'arbitraire à l'analyse, qui permet au contraire d'envisager son dépassement en se basant sur son développement historique.

L'auteur de l'article précédent en arrive à expliquer que le capitalisme réalise à sa manière le socialisme sur le plan de la production, confirmant au passage l'analyse de Marx qui voyait dans la concentration et la rationalisation de la production à l'échelle mondiale, une tendance générale inhérente au capitalisme confirmée de nos jours. Evidemment, toutes les contradictions qui accompagnent cette évolution et que Marx avait décrites sont également présentes, elles explosent mêmes au visage des capitalistes qui sont impuissants à les contenir, qu'ils combattent en mettant en oeuvre de brutales politiques de régression sociale, ce qui une fois de plus nous renvoie aux fondements du capitalisme et pose la question de l'expropriation des capitalistes.

L'Etat socialiste concentre le pouvoir économique au profit de la classe des producteurs au détriment de la classe des capitalistes, en poussant à fond ce processus, ce sont les classes qui sont amenées à disparaître, donc également l'Etat dans la forme où on le connaît ou l'Etat socialiste tel qu'on le décrit.

Aujourd'hui à quoi assistons-nous ? Une poignée de capitalistes concentrent le pouvoir économique à leur profit au détriment de la classe ouvrière, en poussant à fond ce processus, la classe ouvrière disparaît en tant que classe tandis que demeure uniquement une poignée d'oligarques qui dirigent le monde, et parallèlement pour mener à bien ce projet ou atteindre cet objectif, on s'aperçoit qu'ils s'emploient à affaiblir la place des Etats, donc ce qui incarne les rapports entre les classes, les classes elles-mêmes, de manière à ce que la classe des exploités ne dispose plus d'aucun droit politique pour contester leur domination de classe qui doit être dans l'avenir absolue et définitive.

Tandis que le même processus économique conduit à l'extinction des classes, des Etats, de l'argent au profit de l'humanité toute entière en régime communiste ou ce qui lui succèdera, avec les capitalistes au pouvoir il conduit au despotisme, à la tyrannie, à une dictature mondiale, à la mise en esclavage de l'humanité entière.

Ce qui trouble la plupart des intellectuels, c'est que nous sommes en présence d'un processus pour ainsi dire symétrique qui aboutit

à un résultat diamétralement opposé qu'ils confondent, parce qu'ils ne l'ont pas suffisamment étudié ou en ignorent presque tout.

Notons au passage que c'est le facteur politique qui fait la différence, le processus économique (dialectique) poursuivant son chemin depuis deux siècles (ou plus).

[Les charrettes en France et ailleurs de la semaine du 8 avril \(Source: Blog de Pierre Jovanovic\)](#)

- Société Générale va virer entre 600 et 700 salariés... "*Cultivons l'esprit d'équipe*" nous rappelle Mr Lacoste
- La Bank of America a viré 469 personnes dans son siège de Newark et 1.320 dans l'Etat de New York
- RBC va supprimer 210 postes au Luxembourg
- La Roma Bank vire 57 salariés
- Barclays Bank va virer 243 personnes en France
- La distribution automobile craint 15.000 suppressions d'emplois
- Les gâteaux Papy Brossard caassent leur pipe, et 90 salariés risquent de se retrouver à Pôle Emploi
- Les polos Lacoste licencient en Espagne
- US Cellular vire 600 personnes
- Caterpillar va virer 460 salariés de plus
- Bls Cargo (transit ferroviaire entre Italie et Allemagne via la Suisse) licencie du personnel "car une dizaine d'aller-retours par trains ont été supprimés par jour, signe d'un gros ralentissement du commerce intra européen" nous dit notre lecteur François,
- Thomas Cook France va virer 150 salariés et supprimer la marque Thomas Cook pour ne garder que Jet Tours
- Aprochim (groupe Chimirec) va supprimer 21 emplois
- Saintronic pourrait licencier 47 salariés
- La société d'éoliennes Novéol tombe, avec 9 personnes,
- Walt Disney ferme sa société Lucas Art avec 150 licenciements
- Rien ne vaut mieux que d'être dans une banque: les salariés du Crédit Immobilier de France payés depuis juin 2012 à ne rien faire.
- Licenciement de 40 personnes dans l'industrie du jeu vidéo chez High Moon
- Moncigale supprime 74 postes
- Darty va fermer ses 43 magasins en Espagne, 650 emplois vont disparaître
- Sega ferme ses studios en Australie
- Il était une fois en Picardie: alors que le Conseil régional de Picardie, comme chaque année, célèbre le printemps de l'industrie, à grand coût de communication, c'est plutôt en hiver que se situe l'industrie. Le mois de mars 2013 a enregistré de multiples plans sociaux. - Le 1er mars, les 60 derniers salariés de l'ex-entreprise STILL à Montataire ont été licenciés. - Le 13 mars, les 117 salariés de Juy SA à Crépy-en-Valois ont été licenciés. - Le 15 mars, les 242 salariés de Merck à Eragny-sur-Epte ont reçu leur lettre de licenciement. - Le 27 mars, 320 employés de l'usine Goss de Montataire sont menacés par une fermeture envisagée par le propriétaire du groupe Shangai Electric. Ce désastre économique s'accompagne bien sûr d'un véritable désastre social et humain dans un département où le chômage ne cesse de grimper plus vite que la moyenne régionale et nationale.
- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 emplois
- Gascogne Woods supprime 23 emplois
- Walt Disney va licencier dans sa division de produits dérivés et de ses studios d'animation
- La chaîne de restaurants américains Texas De Brazil va virer 85 personnes pour compenser le manque de clients
- Aar Mobility Systems vire 130 personnes et Ansell HwakEye (défense)
- Brilljent Communication licencie 100 salariés sur 200 lire ici [lbj.com](#)
- Kmart licencie 76 personnes avec le début de fermeture de magasins
- Ciba Vision Corp va virer 260 personnes
- Laval. 56 emplois sont menacés à l'association familiale d'aide à domicile
- Mr Schneider, conseiller de salariés, nous dit: "*Augmentation de questions sur les procédures collectives. Je viens d'être contacté 7 fois en l'espace de 3 semaines. Du jamais vu, autant de licenciements!*".
- Le New York Observer vire 11 journalistes
- Fisker Automotive va virer 75% de ses salariés, soit 150 salariés
- United Space Alliance licencie 68 autres ingénieurs
- La fermeture de presque 30% des écoles aux US entraîne en ce moment des milliers de suppressions d'emplois de chauffeurs de bus (ramassages scolaires) et des centaines de petites pme qui ferment.
- Vlaemynck, mobilier de jardin, terrasses et piscines, a été placé en redressement judiciaire.
- Tecumseh Europe vire 62 personnes
- Rhône-Alpes: le bâtiment craint une perte de 4.000 emplois en 2013

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va l'oligarchie financière et ses zélés serviteurs

- JPMorgan Chase affiche un bénéfice en hausse au 1er trimestre - Reuters

- Le Portugal multiplie les signaux pour rassurer ses créanciers - AFP
- La Slovénie va présenter des réformes à l'UE en mai et lancer des privatisations - AFP

[Nous aurions exécuté Servier et ses complices.](#)

- 1 300 à 1 800 morts à long terme devraient être dues au Mediator - Liberation.fr

[Un de plus.](#)

- Allemagne: l'ancien président Christian Wulff inculpé pour corruption - AFP

[Ils sont si proches, si complémentaires...](#)

- Silvio Berlusconi se dit ouvert à un président de centre-gauche - Reuters

[Ainsi va le vieux monde](#)

- Egypte: l'armée a donné l'ordre d'opérer des manifestants sans anesthésie - L'Express.fr
- Manifestation dispersée à Bahreïn avant le Grand Prix de F1 - Liberation
- Etats-Unis: "fermez Guantanamo!", clament des manifestants américains - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Et ailleurs ?

Xavier Kemlin, héritier du groupe Casino qui vit dans le canton de Genève, client d'UBS qui lui a parfois demandé de l'accompagner dans des manifestations huppées à l'étranger.

À ces occasions, le millionnaire a pu recueillir quelques confidences. "J'ai appris qu'au moins 40 députés et sénateurs de droite comme de gauche possèdent des comptes rien qu'à l'UBS. Ces titulaires devraient se méfier car, à trop recevoir de coups, Jérôme Cahuzac risque, lui aussi, de faire des révélations", ajoute l'exilé fiscal, qui se déclare proche de Manuel Valls et de Claude Bartolone. Au cours de l'entretien, Xavier Kemlin donnera au Point.fr le nom d'un ministre titulaire, selon lui, de plusieurs comptes non déclarés à l'UBS, sans pouvoir en apporter la preuve. Le Point.fr 12.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- A Athènes, la conférence de presse organisée par le comité contre la torture policière s'est tenue le Mardi 9 avril 2013, avenue Sofias. Le lieu choisi est un symbole fort : il s'agit d'un ancien poste de police de la junte, la sinistrement célèbre dictature des colonels (1967-1974). C'est aujourd'hui un musée de la résistance démocratique contre la dictature.

Pour accéder à la salle de conférence, il faut passer devant les cellules où furent torturés les opposants au régime : « Ici fut torturé le héros Spiros Michalakopoulos », dit la pancarte sur laquelle repose une gerbe de fleurs desséchée.

Le long du couloir, d'interminables séries de photographies de visages en noir et blanc. « Morts » (NEKPOI en grec), répète l'écriteau au-dessus de chaque série. Mais dans ces lieux, l'horreur cohabite avec l'espoir : « liberté ! », peut-on lire sur les murs. Avant même que les intervenants s'installent, la tension dans la salle est déjà palpable. La conférence sera donnée en grec, mais une traduction anglaise est proposée aux journalistes étrangers, très majoritairement représentés. La salle est

comble, beaucoup restent debout ou s'assoient par terre, mais on ne compte que deux médias grecs.

Zoe, militante au comité contre la torture policière fait les présentations. Une pétition circulera à la fin, elle contient déjà plus de 1500 signatures et parmi ceux qui se sont joints à leur cause, on dénombre d'imminentes personnalités, des scientifiques, des acteurs, des artistes en tout genre.

Le premier intervenant est Dimitris Katsaris, l'avocat des 15 antifascistes arrêtés suite à une manifestation contre le fascisme et le racisme. Ce qu'il a vu, il ne peut le tolérer, « *pas en 2012* » répète-t-il sans cesse. Il dit avoir « *subi un choc* ».

Et puis il raconte : le refus systématique qu'oppose la police à ses demandes d'entretien avec ses clients pendant plusieurs jours. Les humiliations subies par les 15 antifascistes. On les a battus, insultés, humiliés pendant des heures. Lui et ses confrères avocats ont tout fait pour rendre l'affaire publique. Mais la presse grecque est restée muette. Pourtant, « *Les coups ont été répétés et continus, en particulier chez les femmes. Le comportement était totalement humiliant.* » précise-t-il.

Il a fallu attendre que les photos des torturés soient publiées dans « *The Guardian* » pour que l'affaire éclate en Grèce. Réaction des pouvoirs publics : « *Ce sont des mensonges. Tout ça n'est jamais arrivé* ». Le ministre de l'ordre public Nikos Dendias à même menacé The Guardian de poursuites.

Comme si l'audience avait à son tour subi un choc, un silence de plomb fut l'unique réaction de la salle.

Yannis Bourzoukos prend ensuite la parole : « *Je crois que la torture, ce n'est pas l'affaire d'une partie de la population mais c'est l'affaire de toute la population. On ne doit pas la combattre qu'en Grèce, ni même qu'en Europe, mais dans le monde entier* ». Le reste de son intervention est bouleversante. Le fils de Yannis est l'un des quatre jeunes anarchistes arrêtés après un hold-up et torturés il y a quelques semaines et dont la police avait diffusé les photos retouchées. « *Ils se sont rendus sans résistance.* » précise Yannis.

Une fois fois transférés à la station de police de Veria, ils l'ont fait s'agenouiller, une cagoule sur la tête. Ils lui criaient : « *On veut jouer les fortes têtes, hein ?* » Ils l'ont frappé pendant quatre heures et ne se sont arrêtés que parce qu'ils étaient fatigués. Et quand ils l'ont envoyé se nettoyer, ils lui ont dit : « *Ne prends pas peur en te regardant dans la glace* ». Par deux fois, une dizaine d'hommes cagoulés sont venus à leur domicile. Ils s'en sont pris à sa fille, ils réclamaient des informations sur son fils. Une femme, blonde, imposante, s'est avancée et a dit à sa fille : « *Allez, dis au patron, sinon on a d'autres méthodes pour te faire parler.* » Yannis Bourzoukos conclut par l'importance d'étendre la lutte contre les tortures policières à l'ensemble du monde.

La salle l'applaudit à tout rompre, comme pour lui signifier sa solidarité.

« *Il faut que ça s'arrête !* »

Puis, c'est un jeune homme de 30 ans, Dimitris Kopanas, qui prend la parole. Après son arrestation, il indique qu'il a d'abord été retenu pendant trois jours sans qu'il ne se passe rien, puis il a été placé dans une autre cellule où il a été battu sans arrêt. Les policiers n'ont laissé ni sa famille ni son avocat le voir pendant près d'une semaine, parce qu'il était trop amoché. Quand ils ont enfin levé l'interdiction, le 6ème jour, son avocat a demandé des explications sur son état physique. Ils ont dit qu'il était tombé dans les escaliers. « *Comment j'aurais pu tomber dans les escaliers alors que je n'ai pas quitté ma cellule ?* » S'indigne Dimitris. Dents cassés, contusions partout sur son visage et calculs rénaux furent le résultat de son séjour en prison dans laquelle il a vu des étrangers se faire torturer et tabasser jusqu'à tomber dans le coma. Il insiste pour parler des cellules bleues du service psychiatrique de la prison. Il y a passé 4 jours, nu, à subir la climatisation qui passe du chaud au froid toutes les 15 minutes. « *Il faut que ça s'arrête !* » sera son mot de la fin.

« Les droits de l'homme sont l'affaire de tous »

Enfin, Paulos Klavdianos, journaliste torturé par la junte pour avoir écrit un article sur la torture prend la parole. « *Quand on s'est retrouvés en prison avec mes confrères et mes compagnons, on se disait qu'après la dictature ça serait la fin des tortures. On pensait qu'après la dictature, les gens se rendraient compte que même s'il ne leur été rien arrivé personnellement, ils étaient concernés par la torture et que ça ne se reproduirait plus* ». D'un air dépité, il conclut qu'aujourd'hui les gens se comportent de la même façon, que s'ils ne se sentent pas directement concernés, ils ne s'en mêlent pas, et c'est, d'après lui, précisément cela qui doit changer. Il faut que les droits de l'homme soit une évidence pour tous. Qu'ils soient respectés sans faire de distinction entre les Hommes, et que c'est l'affaire de tous.

Les quatre intervenants assis à la tribune s'étant exprimés, d'autres prirent la parole, les premiers étant inscrits sur la liste officielle des intervenants, les derniers s'exprimant spontanément. Dimitris Christopoulos, le président de la ligue des droits de l'Homme a ainsi déclaré : « *Il semble que la violence policière raciale ou ethnique a cédé sa place à une violence de classe et une violence politiquement orientée. Nous voyons que l'idéologie de l'extrême droite entre dans la police. L'évolution de certaines pratiques devient la règle.* ».

Aphrodite Babassi fait partie d'une association qui aide les détenus : « 13000 prisonniers vivent dans des conditions terribles de surpopulation et de violations des droits de l'homme. Ces derniers jours, le ministère de la Justice a décidé de mettre l'EKAM [forces spéciales anti-terroriste] de Dendias [le ministre de l'ordre public] à l'intérieur des prisons et de procéder à des inspections inopinées au cours desquelles les détenus sont déshabillés et battus tout en étant menottés. Nous craignons que cette coopération va encore aggraver la situation. Il faut continuer à donner la parole aux prisonniers anonymes dans les prisons grecques et les centres de détention. ».

Yannis Mouzalas, de Médecins du Monde, un universitaire de l'université de Londres, une docteure qui avait été appelée auprès des émigrés en camp de détention, diverses associations et un autre journaliste torturé durant la junte ont manifesté leur indignation vis-à-vis de ces pratiques policières et du silence des médias grecs à ce sujet, tous faisant bloc d'une seule et même voix.

Les anciennes générations, qui avaient connues la junte, et les nouvelles se confondaient à tel point que le journaliste qui avait été torturé, tenant à tout prix à remercier les participants et « surtout le jeune Dimitris », s'est tourné vers lui et lui a dit : « Nous avons connu la même prison. C'est comme si tu étais avec moi en 1967. ». okeanews.fr 10.04

1.2- Depuis samedi dernier, plus de 1000 immigrés auraient commencé une grève de la faim pour protester contre les conditions de détentions en Grèce. Depuis la mise en place de l'opération "Xenios Zeus" (Zeus, l'hospitalier...) en août 2012, les commissariats et les centres de détentions sont surpeuplés. Les conditions de détentions avaient déjà été pointées du doigt par le bureau du haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme qui avait conclu après une visite en janvier dernier : " Dans la plupart des établissements de détention visités par le groupe de travail, les conditions sont bien en deçà des normes internationales des droits de l'homme, y compris en termes de surpopulation". Le front antifasciste de la région du Pirée a publié une lettre qui revient sur une action des citoyens actifs du Pirée le 27 mars dernier. Suite à leur mouvement de protestation devant le commissariat de Drapetsona, le commissaire a autorisé une équipe de 5 personnes à entrer dans les cellules et discuter avec les détenus. Le constat est accablant et depuis, sur les réseaux sociaux et sur les blogs, on ne parle plus de camps de détention mais de camps de concentration.

Le texte a été traduit par Marie-Laure Coulmin-Koutsaftis et Frédéric Bendali.

Traduction du texte de Yorgos Karistinos daté du 28/03/2013

Après le passage à tabac, par des policiers du poste de police de Drapetsona, de migrants détenus là, comme ils nous l'ont affirmé, en rétorsion à la grève de la faim qu'ils ont commencée, et après la tentative de suicide du détenu Palestinien de 28 ans Ibrahim Faraz, nous, citoyens actifs du Pirée, avons effectué le 27/3 un rassemblement de protestation et de solidarité (à l'appel de l'Initiative Antinazis du Pirée). Quand nous sommes arrivés devant le Commissariat, le Commissaire s'est mis devant le rang des CRS (MAT en grec), qui avaient pris position, il nous a informés et il a autorisé une équipe de cinq personnes à entrer et à discuter avec les gens retenus dans les cellules.

L'image à laquelle nous avons été confrontés alors était insupportable : dans les 70 mètres carrés environs de la cellule d'enfer du poste de police, 100 personnes étaient entassées, enfermées là depuis 9 mois, depuis le début de l'opération « Xenios Dias » (« Zeus hospitalier ») (en référence au dieu protecteur des étrangers, en réalité un plan de ramassage et de rétention des migrants en situation irrégulière). Détenus sans droit de promenade, sans voir le soleil ou respirer d'air pur (rappelons qu'il s'agit d'un poste de police), dans des conditions d'hygiène lamentables, souffrant de maladies de peau et autres du fait des conditions de détention, désespérés, au bord du suicide. Personne ne pourrait rester là 9 mois, ni même 9 heures. C'est une violation flagrante des Droits de l'Homme, c'est la disparition de toute notion d'humanité et de société légale.

Nous nous sommes effondrés, lorsque nous avons vu un homme se déchirer les chairs et se couvrir de sang de haut en bas, quand il nous a vus, ne trouvant que cette solution pour sortir de cet enfer où il est détenu et où il subit des tortures depuis 9 mois. Au détenu qui s'était ainsi blessé, il a été annoncé qu'il serait libéré, ainsi qu'au Palestinien qui avait tenté de se suicider.

Le message est clair : vous ne sortirez d'ici que si vous vous suicidez, et si vous êtes chanceux peut-être qu'à l'hôpital ils réussiront à vous sauver...

En tant que citoyens actifs du Pirée nous demandons :

- Que le Conseil Municipal, les corps de métier, les syndicats et toutes les institutions de la région élargie du Pirée prennent officiellement position et qu'ils fassent pression pour que cesse cette situation inhumaine.

- Les travailleurs dans les structures compétentes de l'état (policiers, administratifs, psychologues etc.) en mesure d'exercer leurs facultés de jugement et leur humanité doivent mesurer leurs responsabilités. Ils ont le devoir de réagir.

- Que soient fermées les cellules de la police où sont détenues les victimes de l'opération « Xenios Dias » (« Zeus hospitalier »). Elles sont une insulte à notre humanité et font honte au Pirée.

Nous nous battons contre la barbarie, le fascisme et le cannibalisme social.

Nous exigeons que cesse l'opération inhumaine « *Xenios Dias* » (« *Zeus hospitalier* ») menée par la police et l'état grecs.

Nous réclamons l'évidence. Le respect des Droits de l'Homme. Une vie décente pour nous toutes et tous.

Front antifasciste de la région du Pirée okeanews.fr 12.04

2- Palestine

Grande émotion en Palestine où Israël vient de kidnapper Thaer Halahla mercredi à l'aube, à son domicile de Ramallah, après l'avoir saccagé. Cet ancien prisonnier, libéré en juin dernier, avait fait une grève de la faim de 77 jours, pour dénoncer sa détention administrative. Thaer, qui est de la région d'Hébron s'est installé depuis 3 mois à Ramallah et participe à la solidarité envers les prisonniers politiques palestiniens, ce que ne peut supporter Israël.

Son appartement a donc été saccagé hier à 2 H du matin par une cinquantaine de soldats israéliens, qui ont d'abord pris en otage l'un de ses voisins, lui ont bandé les yeux et s'en sont servis comme bouclier humain pour pénétrer chez Thaer, qu'ils ont violemment frappé et embarqué, les yeux bandés sans lui permettre de s'habiller et sans donner la moindre raison pour son arrestation.

Sa femme Shirin, qui a perdu connaissance, a dû être hospitalisée. Sont restés dans la maison leurs deux enfants de 3 ans et de 20 jours, veillés par la soeur de Thaer.

L'armée a également encerclé au même moment le domicile de ses parents dans le village de Kharas près d'Hébron.

Thaer Halahla, 33 ans, a été arrêté 8 fois par Israël et a passé 6 ans et demi en prison au total, sans la moindre inculpation, précise l'association Addameer. La dernière fois il a avait été incarcéré du 26 juin 2010 au 5 juin 2012. Et il avait dû subir deux interventions chirurgicales après sa grève de la faim, et continue à être sous traitement médical.

Thaer est actuellement en train de subir un "*interrogatoire*" dans le célèbre centre de torture "*russe*" de la Moscobiya à Jérusalem.

Tous les Palestiniens s'inquiètent pour sa santé déjà très fragile, sachant que ce n'est pas dans les geôles israéliennes qu'il pourra bénéficier des soins dont il a besoin.

UN ENFANT DE 14 ANS EN DANGER AUX MAINS DES TORTIONNAIRES

Parallèlement Addameer et Defence for Children International s'inquiètent de l'arrestation et des mauvais traitements subis par Mohammad K, 14 ans, arrêté dans la ville de Silwad, suspecté d'avoir jeté des pierres. Il a été embarqué après avoir été menotté et brutalisé, tandis que ses parents se voyaient interdire de l'accompagner au centre d'interrogatoire.

Mohammad, qui se trouve avoir une double double nationalité américaine, a été interrogé sans pouvoir bénéficier de la présence d'un avocat et est maintenant incarcéré à la prison d'Ofer. Un tribunal militaire a demandé la prolongation de son interrogatoire le 7 avril dernier, alors que Mohammad s'est plaint au juge de mauvais traitements pendant son arrestation et son interrogatoire.

Sa famille s'inquiète d'autant plus que leur fils a un souffle au coeur depuis sa naissance.

POUR RAPPEL : MERCREDI 17 AVRIL SERA LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS PALESTINIENS. ORGANISEZ DES MANIFESTATIONS PARTOUT OU JOIGNEZ-VOUS A CELLES PREVUES PRÉVUES DANS NOMBREUX PAYS ET VILLES !

CAPJPO-EuroPalestine (french.irib.ir 12.04)

3- Afghanistan

La production d'héroïne a été multipliée par quarante en Afghanistan depuis l'intervention de l'OTAN, en 2001. Ces chiffres alarmants ont été avancés par Viktor Ivanov, directeur du service fédéral russe de contrôle des narcotiques, dans son discours tenu à Vienne le 11 mars 2013 à l'occasion de la 56èmesession de l'office de Nations-Unies contre la drogue et le crime. Une bonne occasion pour rappeler qu'un peu plus d'un million de personnes ont perdu ces dix dernières années la vie en raison de l'abus de stupéfiants. Le trafic mondial de la drogue

Viktor Ivanov a avancé qu'un des principaux facteurs d'instabilité en Afghanistan était encore représenté par l'héroïne : « *tout observateur impartial doit admettre la triste réalité que la communauté internationale n'a pas réussi à stopper la production d'héroïne en Afghanistan depuis l'arrivée des troupes de l'OTAN* ». Au cours de la dernière décennie, la place de l'opium dans l'agriculture a fait un bond de 18%, passant de 131.000 hectares cultivés à 154.000. Au point de pouvoir dire sans se tromper que sa production est devenue centrale dans l'économie du pays.

Peu de temps avant l'intervention de l'OTAN, les talibans avaient pris des mesures d'interdiction de l'opium, le déclarant contraire aux lois islamiques, et avaient réussi à abaisser notablement le niveau de production. Mais la production redémarra de plus belle depuis l'occupation occidentale, et Kaboul couvre désormais 90 % du marché mondial de l'héroïne dont une grande partie se retrouve dans les rues des villes des États-Unis, de Russie et d'Europe.

Ivanov en a profité pour rappeler comment il tentait de convaincre la population locale qui doit souvent sa survie à la culture du pavot, et aussi comment il espérait couper le financement des talibans qui sont fréquemment en mesure de trouver des fonds provenant de la vente de l'opium à des marchés étrangers. Ce qui n'est pas une mince affaire quand on sait qu'environ 15 % du produit national afghan sont directement issus des exportations de drogue, dont le montant est estimé à quelque 2,4 milliards de dollars par an.

Afghanistan. La production d'héroïne a été multipliée par quarante depuis l'intervention de l'OTAN

Les États-Unis et l'OTAN n'ont visiblement pas l'intention de faire table rase des champs d'opium, ce qui soulève de nombreux doutes car en Colombie, le gouvernement local et l'Oncle Sam ont détruit près de 150.000 hectares de coca en 2011. Une broutille à côté des 2.000 plans d'opium déracinés dans le même laps de temps.

Une raison à cela selon la chaîne d'information Russia Today : les banques internationales tireraient avantage de cette situation. La drogue serait ainsi devenue pour elles aussi importante que le pétrole ou le gaz naturel. french.irib.ir 12.04

SOCIAL

France

Juchés sur des tracteurs et accompagnés de leurs bêtes, plus de 15.000 éleveurs ont manifesté vendredi à travers la France selon la FNSEA, à l'appel du mouvement, disant craindre de "*finir sur la paille*" faute de mesures d'urgence face à la hausse de leurs charges et au blocage des négociations avec la grande distribution.

"*Nous exigeons la revalorisation du prix du lait dès la paie d'avril*", a lancé le président de la FNSEA. Le premier syndicat agricole français et son allié des Jeunes Agriculteurs demandent que les éleveurs puissent notamment répercuter la flambée des prix de l'alimentation animale due à la hausse des prix des céréales.

Les producteurs de lait réclament par exemple une hausse de 3 centimes sur le litre de lait, pour compenser la hausse des charges (de 30 euros pour 1.000 litres, soit près de 10% du prix de vente, en 2012). Le sujet est en négociation mais bloqué pour l'instant sur la proposition de certaines enseignes de la grande distribution. AFP 12.04

ECONOMIE

1- FMI. Les paradis fiscaux, un problème, pourquoi donc ?

Les paradis fiscaux ne menacent pas la stabilité financière et la lutte contre ces territoires opaques ne règlera pas le "*sujet crucial*" de l'optimisation fiscale, a indiqué vendredi à l'AFP une porte-parole du FMI, interrogée sur les révélations de l'"Offshore leaks". Priée de dire si le FMI considérait les paradis fiscaux comme une menace sur la stabilité financière, cette porte-parole a répondu: "*Ce n'est pas notre opinion*". "*Bien entendu, c'est un sujet que d'autres agences et nous-mêmes suivons avec attention*", a-t-elle toutefois précisé.

Selon la porte-parole du FMI, qui se réfère aux "*travaux*" de l'institution, les "*progrès récents*" obtenus sur les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent ont permis de s'attaquer à l'évasion fiscale et "*doivent se poursuivre*".

Mais ils ne règlent pas la "*question cruciale*" de l'optimisation fiscale, qui permet d'échapper légalement à l'impôt par des

montages financiers plus ou moins complexes, a ajouté la porte-parole.

"Des mesures permettant de s'attaquer à l'optimisation fiscale qui seraient à la fois politiquement acceptables et techniquement cohérentes sont difficiles à identifier et doivent encore être davantage explorées", a conclu cette porte-parole du Fonds monétaire international. wikistrike.com, source : latribune.fr 07.04

S'ils ne sont pas un problème, c'est peut-être parce qu'ils sont la solution, à quoi, pour qui, devinez ?

2- Slovénie

La Slovénie, considérée par les marchés comme un candidat potentiel à une aide internationale, va présenter d'ici le 9 mai à l'Union européenne (UE) un plan d'action pour lutter contre la crise, a annoncé vendredi le Premier ministre Alenka Bratusek.

"Nous allons préparer notre programme de stabilité et de réformes d'ici le 9 mai et l'enverrons immédiatement à Bruxelles", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse.

Son gouvernement de coalition de centre gauche va proposer parallèlement au Parlement dans les deux semaines à venir un projet de privatisation *"d'une ou deux grandes entreprises publiques"*, probablement une banque, *"car cela enverrait un message positif aux marchés internationaux"*, a-t-elle également annoncé.

Dans un rapport publié mardi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait de son côté recommandé au gouvernement de lancer un programme de privatisations.

Le secteur bancaire est le problème numéro un du petit pays de la zone euro. Les banques slovènes -dont les trois principales sont aux mains de l'Etat- croulent sous les créances douteuses, évaluées à 7 milliards d'euros par le Fonds monétaire international (FMI).

Elles vont de nouveau devoir être recapitalisées, ce qui pèsera davantage sur les finances du pays, confronté par ailleurs à une récession et qui a de plus en plus de mal à se refinancer sur les marchés.

Les taux d'intérêt des obligations slovènes arrivant à maturité à 10 ans ont encore augmenté vendredi, atteignant 6,84%, se rapprochant dangereusement de la barre des 7%, jugée intenable à long terme pour un pays.

Le petit Etat issu de l'ex-Yougoslavie prévoit de creuser son déficit à 4,2% du Produit intérieur brut (PIB) cette année, après 3,7% en 2012. AFP 12.04

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril 2013

CAUSERIE

1- En régime capitaliste, plus particulièrement à notre époque, la démocratie est synonyme de démagogie, elle se caractérise par la collaboration de classes, directe ou rampante et plus discrète, qui aboutit à la négation de l'indépendance de classe du prolétariat, au corporatisme et à la confiscation du pouvoir politique au profit de l'oligarchie financière. L'actualité politique italienne en fait la démonstration, lire plus loin.

On peut l'insérer dans notre discours en précisant sa nature, à condition que les rapports entre les classes soient inversés au profit de la classe dominée, celle des masses exploitées. Doit-on défendre la démocratie, la République ? Nous rejetons cette question. Dans quelle perspective politique peut-on les défendre ? Voilà qui est déjà mieux.

2- Le hold-up réalisé par les banquiers via la BCE sur les comptes bancaires chypriotes devait demeurer une exception, juré, craché ; en passant, un précédent avait déjà eu lieu lors de la faillite de banques en Grèce et en Espagne, les épargnants ayant acquis des actions de ces banques ayant perdu leurs économies, tandis que parallèlement elles allaient être renflouées par l'ensemble des contribuables européens, il fallait bien que quelqu'un casque franchement, la dette des Etats augmentant et donc les intérêts qu'ils versent au marché, à ceux qui ont orchestré la faillite de ces banques. Voilà qu'ils y reviennent, cette fois au niveau de l'ensemble de l'UE, à lire dans cette page.

Ils pourraient mettre la main sur les comptes des épargnants au-dessus de 100.000 euros.

Si demain vous vendez le modeste appartement dont vous avez hérité de vos parents ou que vous aviez acheté 500.000 francs il y a 20 ou 30 ans dans une grande ville et qui vaut aujourd'hui 250 ou 300.000 euros, attention, ils vont mutualiser les pertes des banques, c'est l'une des vertus de l'union bancaire qu'ils ont dans les tiroirs et saisir tout ce qui dépassera 100.000 euros. Qui sait, ils pourraient aller plus loin, ils utilisent le conditionnel...

Suite de la causerie d'hier.

Nous avons dit hier que la concentration, la rationalisation et la socialisation des moyens de production sont inhérents à l'évolution du capitalisme. Elles constituent aussi les bases matérielles ou les conditions objectives du socialisme.

Les intellectuels qui s'opposent au socialisme ou le rejettent, parce qu'ils en ignorent tout ou presque, sont déroutés par tant de similitudes entre le capitalisme et le socialisme au point parfois de les confondre.

On a du mal à imaginer quelle idée ils en ont vraiment, apparemment fantasmagique ou lui attribuant une origine mystérieuse, qui serait dans le meilleur des cas le produit d'une interprétation erronée ou falsifiée de la réalité, car lui témoignant du mépris au lieu d'en étudier sérieusement les fondements, ne disposant pas des qualités requises pour la mener à son terme, ce dont on les soupçonne fortement au regard des efforts désespérés et souvent mahonnètes qu'ils déploient pour le réfuter, en vain. Nous laisserons de côté les intérêts personnels qui les portent à adopter ce comportement et qui nous écarterait de notre sujet.

Revenons rapidement sur quelques notions de base.

Tout rapport exprime le lien, la combinaison ou l'influence qu'exerce différents facteurs entre eux. Et tout processus est le produit de rapports ou prend sa source à l'origine de rapports qu'il traduit ou exprime, développe pour donner à son tour naissance à d'autres rapports et ainsi de suite, en cela c'est un phénomène dynamique ou vivant.

L'étude de la composition de ces rapports et de leur évolution ou transformation relève de ce qu'on appelle la dialectique, qui n'est pas un concept, une interprétation dans laquelle une part de subjectivité viendrait se glisser pour déformer éventuellement la réalité plus ou moins consciemment, une idéologie, une théorie ou une doctrine, mais la simple observation des faits dans leur déroulement, en cela elle est une science exacte à l'échelle historique telle que nous pouvons la concevoir de nos jours. A ce titre le marxisme ou matérialisme dialectique mérite la mention de science sociale ou socialisme scientifique que lui ont attribué ses fondateurs et qui n'est pas usurpée.

N'ayant pas le temps de rédiger un article de fond, contentons-nous de revenir sur quelques aspects de l'évolution du capitalisme d'hier et d'aujourd'hui.

- Sur quoi reposa le développement du capitalisme au XIXe siècle, qu'est-ce qui l'accompagna sinon l'absence d'organisation de la classe ouvrière privée de tout droit politique. Hormis en Grande-Bretagne où le capitalisme pris son essor en premier en Europe, il a fallu attendre la seconde moitié ou la fin du XIXe siècle pour que la classe ouvrière commence à se doter de syndicats et de partis ouvriers. Le développement du capitalisme se traduit par l'exploitation forcée du prolétariat, des hommes, des femmes et des enfants, accompagné d'une répression féroce de toute rébellion (organisée) contre l'ordre établi. La tyrannie à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, comme de nos jours, guerre de rapine et colonisation hier, installation de régime fantoche et pillage des ressources de pays dominés aujourd'hui. Le tout avec le soutien des masses exploitées embourgeoisées et des organisations du prolétariat corrompus subordonnées à l'impérialisme, aujourd'hui comme hier en plus accentué car depuis tous les pays ont rejoint ou copié la Grande-Bretagne.

- A quoi avons-nous assisté avec la Chine à la fin du XXe siècle, sinon au même processus sous couvert de la dictature du parti maoïste : surexploitation du prolétariat et absence d'organisation indépendante des travailleurs pour défendre leurs droits sociaux et politiques.

- Cette surexploitation avait pour but de palier une des faiblesses (contradiction) du capitalisme, la baisse tendancielle du taux de profit ; le capitalisme réalise aussi son profit au niveau du volume, de la masse de la plus-value produite pour faire simple et bref, d'où la nécessité de produire toujours plus, à l'unité son profit s'érode sans cesse, d'autant plus qu'il faut le prendre en compte à l'échelle mondiale et non à celle d'un pays ou d'un secteur d'activité ; la part du capital variable, de la force de travail mis en oeuvre dans la réalisation de la plus-value ne cesse de décroître par rapport à la somme du capital constant, fixe ou engagé dans le procès de production, or c'est l'unique source d'où le capitalisme tire son profit, il lui faut donc réduire le coût de cette force de travail, les salaires, allonger la durée du travail et faire travailler les ouvriers plus longtemps. Par tous les moyens possibles il faut que la part de la plus-value produite qui lui revient augmente et que celle de l'ouvrier diminue, il peut aussi baisser les salaires, augmenter les cadences, moderniser son installation et produire autant avec moins de main d'oeuvre, l'idéal étant pour lui d'avoir un effectif flexible qui réponde uniquement à ses besoins, en fonction de son carnet de commandes, les pseudo négociations qui ont débouché sur l'accord patronal du 11 janvier 2013 avait pour fonction de le réaliser (en partie), d'avancer dans cette voie.

- Plus le coût du travail diminue, plus la valeur de la force de travail décroît, plus le niveau de vie des ouvriers baisse, plus le chômage augmente, plus le nombre de travailleurs endettés et insolvable croît. L'idéal pour les capitalistes, ce serait que les travailleurs soient en permanence surexploités, que le coût de la force de travail soit le plus bas possible, qu'ils soient obligés de s'endetter pour consommer une partie des marchandises qu'ils produisent ou améliorer sensiblement leur qualité de vie, de telle sorte qu'il leur reste chaque mois tout juste de quoi assurer leur survie ou couvrir leurs besoins vitaux, ce qui les oblige à la fois à accepter les conditions de travail et de rémunération qu'on leur propose et à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une grève pour tenter de les améliorer.

- Le capitalisme se trouve face à trois défis insurmontables : le développement exponentiel de la démographie mondiale, le vieillissement de la population, l'augmentation des besoins de la population.

Autrefois l'entretien d'un ouvrier se résumait à se procurer des vêtements, de quoi se nourrir et cuisiner, se chauffer, se loger, quelques meubles, un vélo pour se déplacer et quelques bricoles, un fer à repasser et un poste de radio par exemple. De nos jours, il faut ajouter à cette liste une multitude de biens d'équipement, réfrigérateur, machine à laver, appareil photo, téléviseur, chaîne hifi, téléphone, ordinateur, et bien entendu la bagnole, liste loin d'être exhaustive, on pourrait ajouter en option : machine à laver la vaisselle, machine à repasser, lecteur de DVD, caméscope, magnétoscope, magnétophone, sèche linge, vélo, scooter, sky, planche à voile, etc. il ne manque plus que le parachute, car la chute sera plus dure ! En Inde, il faut ajouter le ventilateur, mieux le climatiseur, qui, s'il ne coûte pas une fortune à l'achat, est une ruine au niveau de la facture d'électricité.

Pour posséder ces biens d'équipement qu'il faut remplacer régulièrement, il faut vendre sa force de travail un certain prix, il est même préférable que sa valeur augmente, or tout indique qu'elle aurait tendance à baisser, à diminuer de moitié comme en Grèce par exemple, demain ou déjà en Espagne, au Portugal, à Chypre. On n'a pas évoqué la qualité de vie ou le bien-être qui a progressé et qui a un coût aussi, les loisirs, les sorties, les vacances, la culture, etc. On aurait pu ajouter l'éducation et la santé, la retraite, l'accès à une meilleure alimentation...

Tous les travailleurs aspirent légitimement à conserver l'accès à ces biens d'équipement qui font partie de leur vie quotidienne, ainsi que la qualité de vie qu'ils ont acquise en échange de leur contribution à la société par leur travail, par la lutte de classe, et ceux qui en sont privé ou subissent des conditions de vie médiocre ou effroyable y aspirent légitimement également à travers le monde.

Si demain les 7 milliards d'habitants de notre planète faisaient valoir leur droit légitime à accéder aux meilleures conditions de travail et de rémunération qui existent dans le monde, à une qualité de vie supérieure, au niveau de vie leur permettant d'accéder à tous les biens ou services évoqués plus haut, la fortune des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros dans le monde n'y suffirait pas, et une fois qu'on leur aurait confisquée il leur serait impossible de la reconstituer, cela suffirait à peine à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population mondiale dans un premier temps, le complément serait assuré par la suite grâce à l'adoption d'un mode de production encore plus performant, qui éliminerait les monstrueux gâchis du mode de production capitaliste tout en ménageant les ressources de notre planète que l'on respecterait.

La question qui est posée à chaque travailleur, militant, intellectuel est de savoir si oui ou non ce droit qui vient d'être exprimé est légitime, et s'il l'est, ce que nous affirmons, celui du capitalisme à continuer d'exister ne peut pas l'être puisqu'il en est la négation, il doit donc disparaître et notre devoir est d'engager le combat afin d'atteindre cet objectif.

Il faut expliquer aux travailleurs et particulièrement aux intellectuels au lieu de les endormir avec de longs discours, qu'effectivement nous avons des droits, nous les défendons et nous revendiquons de nouveaux droits et c'est bien naturel, parfaitement légitime, mais aucun droit ne se réalise spontanément ou n'est descendu un jour du ciel, pour qu'ils se réalisent il faut avoir à l'esprit qu'il est de notre devoir d'agir, de nous organiser pour les conquérir.

Droits et devoirs sont intimement liés dans la société, ce que les travailleurs ignorent, si demain vous ne vous organisez pas pour défendre vos droits, tôt ou tard il ne vous restera que des devoirs à subir, vous serez réduit en esclavage, jetez un oeil sur ce qui se passe dans le monde, ce ne sont pas les exemples qui manquent et qui le prouvent malheureusement.

On n'a pas le droit de bercer les travailleurs d'illusions, de les encourager à persister dans leur comportement irresponsable au nom d'un ouvrierisme nauséabond et criminel, chacun à sa mesure doit prendre conscience de la place et du rôle qu'il joue dans la société, de sa responsabilité à agir pour qu'elle s'améliore ou change au lieu d'observer impuissant sa lente agonie annonciateur des pires calamités qu'on n'a pas du tout envie de subir, ainsi que nos enfants et petits-enfants.

En guise d'épilogue.

K . Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

- L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va

être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires, et leurs conditions de travail, en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques, usurpateurs par la masse.

Il faut être riche pour être légitime.

Plus de six Français sur dix estiment nécessaire la publication du patrimoine des hommes politiques, même si sept sur dix seraient indifférents s'ils apprenaient qu'un ministre ou un député était très riche, selon un sondage IFOP dans le Journal du Dimanche.

De toute façon, 85% des sondés pensent que les responsables politiques sont plus riches que l'ensemble des Français (56% beaucoup plus riches et 29% un peu plus riches), contre 12% qui les considèrent ni plus, ni moins riches et 2% moins riches (1% sans opinion). AFP 13.04

Rien d'étonnant, chez les masses profondément arriérées et bien au-delà on pratique le culte du riche, du puissant. Si vous êtes riche, c'est que vous le méritez, c'est que vous avez été assez intelligent pour le devenir ou le rester, vous méritez le respect et qu'on vous fasse confiance. Dans ma famille d'ouvriers arriérés, jamais un professeur, un chercheur ou un scientifique ne l'emportera sur un patron ou un homme politique réputé riche. Un militaire ou un policier bénéficie du même statut, ils sont les gardiens de l'ordre. La pauvre est avant tout pauvre par son ignorance, et jusqu'à preuve du contraire, celui qui l'est moins l'est tout autant.

Ceux qui veulent aborder les travailleurs en les épargnant, en ne leur reconnaissant aucune responsabilité se font de graves illusions ou ne les connaissent pas, je n'ai jamais pu parler avec mon père en y mettant ou non les formes, pour lui j'étais un pauvre type, il vouait un culte à son patron et quand il parlait c'était son patron qui s'exprimait pas sa bouche, je n'avais plus qu'à la fermer.

Les travailleurs sont soumis à un complexe d'infériorité, dans le cas contraire ils auraient confiance en eux, dans leur force et la situation serait différente. A l'opposé des ouvriéristes qui flattent leurs faiblesses ou défauts, je leur dis qu'ils valent mieux que tous les patrons ou riches du monde, à l'époque je n'ai pas su tenir ce discours à mon père et je le regrette, depuis qu'il est mort j'ai repensé à nos rapports et j'en ai tiré des leçons, trop tard, personne n'est parfait, n'est-ce pas ?

Les travailleurs estiment qu'ils sont redevables de quelque chose à leurs patrons, à ces élus qui passent leur temps à les exploiter ou leur mentir. C'est le vieux monde de la servitude humaine qui les a rendu ainsi, seul le combat pour leur émancipation les aidera à abandonner ce comportement.

ACTUALITE EN TITRES

La comédie...

- Devant les militants PS, Ayrault et Désir dénoncent les "conservateurs" européens - AFP

... qui tourne court, le masque tombe :

- PSA: Montebourg met en garde contre toute radicalisation - AFP

Même plus besoin de masque. Prêt à tout...

- Bersani prêt à un accord avec Berlusconi sur la présidence - Reuters

Le chef du centre gauche italien Pier Luigi Bersani a réaffirmé samedi qu'il chercherait à conclure un accord avec Silvio Berlusconi sur l'élection du président de la République, tout en continuant à rejeter la perspective de gouverner avec son rival. Reuters 13.04

Le partage des postes, des fonctions, des prébendes, des rôles entre ce qu'ils osent appeler la droite et la gauche pour mieux tromper les masses.

... le carnaval est permanent en Italie :

Le mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo a organisé un premier tour de scrutin sur internet pour sélectionner dix candidats à la présidence. Un deuxième tour aura lieu lundi pour désigner le candidat final.

Et savez-vous qui figure parmi ces candidats : Romano Prodi, toujours membre du Parti démocrate, ex- président de la Commission européenne (1999-2004), ex-président du Conseil (2005-2008), ex-président du nouveau Parti démocrate (2008), et avant cela, membre de la Démocratie chrétienne (DC), ministre de l'Industrie sous le gouvernement de Giulio Andreotti (1978-1979), président du Conseil des ministres italien du 18 mai 1996 au 9 octobre 1998.

Quel palmarès ! Sous sa présidence de l'Union européenne.

- Il a été le président de la Commission européenne du mois de septembre 1999 au 22 novembre 2004. Sous sa présidence il y a eu, entre autres innovations; la mise en circulation des billets et pièces libellés en euro, le 1er janvier 2002 pour douze pays de l'Union européenne. L'entrée de dix nouveaux pays au sein de l'Union le 1er Mai 2004: Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie. La signature, à Rome le 29 octobre 2004, du traité établissant une Constitution pour l'Europe. (source Wikipédia)

Le masque est tombé, place au corporatisme

- En cas d'absence d'accord entre Bersani et Berlusconi sur un candidat, le Parti démocrate pourrait joindre ses forces à celles du M5S pour élire un président sans l'appui de Berlusconi.

De leur côté, la Confindustria, le patronat italien, et les principaux syndicats de salariés ont annoncé samedi lors d'une conférence à Turin qu'ils demanderaient une série de réformes et la formation immédiate d'un gouvernement.

"Nous devons passer un accord et nous unir pour appeler à une seule chose: la gouvernabilité", a déclaré Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CISL. Reuters 13.04

Et la boucle est bouclée !

Parole d'internaute

- "Thatcher sera jugée par l'histoire comme une authentique criminelle contre l'humanité : son néolibéralisme est à l'origine du chaos du monde actuel avec la faillite irrémédiable mais catastrophique du capitalisme financier anglo-US et avec la surexploitation des ressources pour l'appât du gain, édiflée en vertu par cette folle et ses suiveurs : "il n'y a pas de société, il n'y a

que des individus", "je veux retrouver mon argent" (dans l'UE), "il n'y pas d'alternative" (TINA), etc., manifestations d'un esprit psycho-rigide malade, profondément dépravé. Pour célébrer dignement sa mort, je choisis moi aussi la chanson du Magicien d'Oz : "Ding Dong, the Witch is dead !"... mais dans l'interprétation du regretté Klaus Nomi : un morceau d'anthologie à revoir sur YouTube..."

Dans cette vidéo un passage est dédié au Magicien d'Oz, à la version de 1939, suite au hold-up sur l'or des Américains perpétrés par la Fed, les pantoufles de Dorothy ne seront pas en argent comme dans la version originale, mais en rubis, le scandale de l'argent étant passé par là...

La crise économique ? Explications et comment y remédier.

<http://www.youtube.com/watch?v=Jsk-FdJwL60>

Certains vous parlent parfois de la loi 1973 par laquelle l'Etat français est devenu tributaire du marché pour se financer moyennant des intérêts. D'autres vantent le miracle de l'étalon or auquel était adossé le dollar après la Seconde Guerre mondiale. Ont-ils entendu parler du "crime de 73" ? Apparemment non, vous non plus je suppose. Cette vidéo remet les pendules à l'heure sur l'or, un rappel qui renvoie ces économistes critiques à leurs chères études.

En 1873, pour contrôler l'économie américaine, la Banque d'Angleterre décréta du jour au lendemain que le dollar argent qui avait cours aux Etats-Unis devait céder la place à l'or... Rappelons que la Banque d'Angleterre était déjà la propriété du cartel de banquiers qui allaient fonder la Fed 40 ans plus tard, les mêmes banquiers ou leurs descendants qui les contrôlent toujours un siècle plus tard.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran.

C'est le président de l'Entité sioniste qui se le promet : Shimon Peres est sûr et certain qu'en cas d'échec des pourparlers Iran/5 +1, "Obama va attaquer, militairement, l'Iran". Le site Aroutz Sheva publie l'interview de Peres avec le journal "Israel Hayom", au seuil du 65ème anniversaire du régime sioniste, où il affirme n'avoir "aucun doute. Obama va frapper l'Iran, si les négociations n'aboutissent pas".

Peres répondait, en effet, à ceux, en Israël, qui prônent une action unilatérale sioniste contre l'Iran. Peres a tenté, ensuite, de consoler cette frange de la population sioniste, en affirmant que "le temps joue contre la RII, puisque la situation économique va de mal en pis et que le régime iranien va s'effondrer". Cela fait 34 ans que les autorités du régime sioniste, à commencer par Peres, lui même, parle de l'effondrement imminent du "régime iranien". french.irib.ir 13.04

2- Syrie

C'est la chaîne d'information CNN, qui rapporte cette information : "les Etats Unis projettent d'attaquer, militairement, la Syrie. Les commandants de haut rang, au sein de l'état-major de l'armée US, ont des plans d'attaque militaire contre la Syrie, qui seront annoncés aux troupes, dès la semaine prochaine". "Une partie de ces plans prévoit des frappes aux missiles de croisières contre la Syrie. Parallèlement à ces frappes, les Etats Unis enverront des avions géants et bourrés d'aides humanitaires ravitailler la population (!!!)".

Les Etats Unis avaient, déjà, annoncé des plans d'aides militaires aux "rebelles", mais ces plans n'ayant pas été réalisés, leurs alliés leur reprochent d'avoir fait faux bond. french.irib.ir 13.04

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril 2013

CAUSERIE

On est lundi, c'est en principe mon jour de repos, mais j'ai oublié ce que cela voulait dire.

Pour se détendre. Connaissez-vous Olive ? La compagne de Popeye assurément, la femme que je croise tous les soirs en promenant mon chien cela m'étonnerait. C'est sa version ébène, disons 1,70m pour 35 à 40 kilos maximum, d'une maigreur cadavérique, le visage ravagé par la variole et un sourire tout aussi ravageur, les dents rougies par le pan (feuille de bétel, noix d'arc et chaux) qu'elle mâche à longueur de journée, deux énormes boucles de nez en or, un sac en plastique au bout d'un bras, l'autre main tenant le tas de bois posé sur sa tête, le tout enveloppé dans un sari bon marché. Cela fait plus d'un an que je la croise tous les soirs, on échange quelques mots amicaux en tamoul. Elle est accompagnée de sa vieille mère toute frippée, plus petite mais à la démarche assurée. Elles travaillent dans une propriété, elles passent la journée debout à balayer les feuilles mortes, à nettoyer les allées courbées en deux. Le soir il leur faut faire environ 3 ou 4 kilomètres à pied pour rentrer chez elles.

Olive doit avoir environ 40 ans, elle a deux enfants, ils vont à l'école m'a-t-elle dit. Son mari les a abandonnés, les gosses grandissant il fallait dépenser du fric dans l'école et le transport, le coup classique. Olive n'a été gâtée ni par la nature ni par la société, ainsi vous ne pourrez pas me soupçonner de la draguer. Je ne connais ni son nom ni l'endroit où elle habite, je ne lui ai pas demandé, elle, elle connaît le nom de mon chien dont elle a peur, Yvan le terrible ! C'est elle qui me l'a demandé, cela devait la rassurer, en cas d'attaque soudaine du molosse, elle devait penser qu'en l'appelant par son nom il l'épargnerait ! J'ai déjà dit à Yvan, et il en a convenu, qu'elle n'avait que les os sous la peau, mais bon, vous savez ce que c'est les chiens, ils aiment bien les os en général et en voyant Olive dans son petite cerveau il peut facilement l'identifier à un gros os !

Olive est courageuse, elle ne m'a rien demandé, elle a eu le bon réflexe entre nous. Une fois sa journée de boulot terminée, elle doit encore se farcir ces kilomètres à pied avec son fagot de bois sur la tête et son sac, le bois c'est pour cuisiner et son sac contient la vaisselle de son déjeuner, le matin avant se cogner ces 3 ou 4 kilomètres, elle doit s'occuper de ces gosses et surtout cuisiner, et le soir rebelote complètement crevée. La pauvre femme est épuisée, l'autre jour elle pleurait, elle avait mal aux jambes, c'est là qu'elle m'a raconté que son mari s'était fait la male. Sa maigre paie passe dans l'école et le bus, l'entretien de ces gosses, ils habitent dans une cabane en feuilles de cocotier.

Dimanche, oui, j'ai oublié de vous dire qu'il lui arrive souvent de travailler 7j/7, elle s'arrête visiblement épuisée, je la rejoins et je lui demande si elle sait faire du vélo, elle me répond oui, je lui demande si ce ne serait pas mieux de faire ce trajet en vélo et pourquoi elle n'en a pas, elle me répond que oui mais qu'elle n'a pas d'argent pour en acheter un. Et bien qu'à cela ne tienne je vais vous en offrir un lui déclarai-je, ne dites rien, tout le plaisir est pour moi, non, non, ne me remerciez pas. Je pensais en moi-même que cela ne me coûtait rien et que cette scène était lamentable, c'est plutôt leur société qui est misérable, je la hais autant que cette femme doit la haïr.

Je peux vous raconter cette petite histoire parce que je sais qu'elle ne me lira pas. Parfois auprès de certains d'entre vous, j'ai dû passer pour un monstre par la dureté de mes propos vis-à-vis de notre classe, je tenais à vous assurer que cela ne pouvait être que le fruit d'un malentendu regrettable entre nous. Mes beaux-frères ont abusé de moi, ils peuvent aller se faire foutre dorénavant, la plupart sont des fainéants, au contraire cette femme est courageuse et digne, il était donc normal, comment dire, que je fasse un petit quelque chose pour réparer l'injustice dont elle est victime, cela ne servirait à rien que je lui achète une mobylette, elle n'aurait pas d'argent pour acheter de l'essence et l'entretenir, payer l'assurance...

Passons à la politique

Un sujet que nous aborderons une autre fois, les rapports entre droits sociaux et droits politiques et lutte de classe, quels sont leurs rapports à l'Etat, aux différentes classes.

Infos de dernières minutes.

Le chef de l'Etat par intérim Nicolas Maduro, dauphin d'Hugo Chavez, a remporté de peu l'élection présidentielle de dimanche au Venezuela avec 50,76% des voix contre 49,07% à son rival de l'opposition, Henrique Capriles, selon le résultat officiel proclamé par la commission électorale nationale. Reuters 15.04

[Le chiffre du jour : 20,79 %.](#)

C'est le taux de participation enregistré dimanche aux premières élections européennes en Croatie. Cette formalité devait précéder l'adhésion de ce pays à l'UE, le 1er juillet. Leurs 12 députés s'ajouteront aux 754 que compte le Parlement européen.

Question : Quelle légitimité auront-ils ? Réponse : Aucune.

Ces députés qui ont été "élus" ont récolté chacun sur leur candidature au mieux à peine des 10% des électeurs inscrits. De quelle légitimité peut-on se prétendre quand on représente à peine 10% des électeurs ? Aucune.

Le taux de participation moyen aux élections européennes a été de 43 % enregistrée dans les 27 pays membres de l'UE lors du scrutin européen de 2009. (lemonde.fr 15.04), ce qui confirme qu'il s'agit bien d'une institution antidémocratique dès lors qu'ils décrètent que la majorité se situe en dessous de 50%, elle n'est plus absolue mais relative, il n'y aurait que 10% de votants

que l'élection serait validée.

On peut se poser encore deux questions.

En imaginant qu'ils représenteraient réellement les besoins de leur population, comment 12 députés d'un pays pourraient-ils faire entendre leurs voix dans un hémicycle comportant 766 élus ? C'est totalement impossible. Cela est valable pour l'ensemble des députés de tous les pays présents au Parlement européen.

Question : Mais alors les lois ou directives qui sont adoptées par ce parlement, quels intérêts représentent-ils, qui décident de leur contenu ? La Commission européenne non élue, dont les représentants sont désignés par les chefs d'Etat qui peuvent être de droite ou de gauche, ce qui n'a aucune espèce d'importance ou conséquence puisque eux-mêmes représentent les intérêts des capitalistes pour avoir adopté leur idéologie.

Cela signifie qu'en réalité les députés européens n'ont absolument aucun pouvoir, leur pouvoir est dilué, noyé au sein d'une assemblée dont la majorité leur échappera toujours. Cette majorité coïncidera toujours avec la politique proposée par la Commission européenne puisque leurs représentants partagent la même idéologie, sont issus des mêmes partis.

Cela signifie que la voix ou les intérêts, les droits des travailleurs sont totalement absents du Parlement européen, qu'il est impossible qu'un jour ils constituent la majorité, et que ceux qui seraient tentés d'y participer ne feraient que légitimer les fondements antidémocratiques et réactionnaires de cette institution, la confiscation des droits politiques des travailleurs par un parlement aux ordres des banquiers et des multinationales.

Ne devrait-on pas tirer les mêmes conclusions du fonctionnement des institutions nationales de chaque pays ?

Non, car dans le cas de l'UE, si la Commission européenne est désignée par les chefs d'Etat et dispose seul du droit de constituer, de faire les lois, les députés sont seulement amenés à se prononcer sur ces lois, ils peuvent les adopter ou les rejeter, au mieux proposer des amendements à la marge, et comme il se trouvera toujours une majorité parmi eux pour les adopter, finalement la Commission européenne obtient toujours gain de cause quoi qu'en disent les députés.

Dans le cas des institutions nationales dans chaque pays, c'est le parti qui a obtenu la majorité aux élections législatives qui va gouverner, des rangs duquel sera désigné le Premier ministre qui sera chargé de former le gouvernement. Dans l'UE, les députés du Parlement européen sont amenés à se prononcer sur le candidat à la fonction de président de la Commission européenne proposé par les chefs d'Etat, sur les candidats à la fonction de commissaires européens proposés par le président de la Commission européenne, mais en aucun cas ce sont eux qui le ou les désignent.

Les députés européens sont dans un rapport de subordination à une autorité supérieure, non élue, la Commission européenne, alors que les députés des parlements nationaux sont dans un rapport de subordination envers le Président de la République qui a été élu au suffrage universel et qui désigne le Premier ministre parmi la majorité, d'où le caractère bonapartiste de la Constitution.

Dans le cas de l'UE, entre les électeurs et les députés vient s'intercaler une institution non élue, la Commission européenne qui dispose du pouvoir de constituer, du même pouvoir qu'un gouvernement, inamovible il faut préciser, alors que dans le cas d'un pays ou Etat, le rapport est direct entre électeurs d'un côté, et chef d'Etat et députés de l'autre, de plus les députés disposent du pouvoir de faire tomber un gouvernement, d'imposer de nouvelles élections législatives, le chef de l'Etat, tel un monarque dispose également de ce pouvoir, ce qui n'est pas le cas des députés européens qui sont les otages (complices en vérité) de la Commission européenne.

Si les structures politiques d'un Etat et de l'UE sont similaires, chef de l'Etat, gouvernement, Parlement, par contre la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les différentes institutions sont différents.

Dans l'UE, il est impossible aux députés européens de destituer les chefs de l'Etat (dans la plupart des pays non plus, sauf conditions exceptionnelles) qui désignent le président de la Commission européenne et les commissaires européens, il leur est également impossible de faire chuter son gouvernement, la Commission européenne, alors que c'est possible dans chaque pays, d'où le pouvoir discrétionnaire, totalitaire, hors de tout contrôle que nous prêtons à la Commission européenne. Ajoutons, qu'au cours des décennies qui viennent de s'écouler, que quels que soient les chefs de l'Etat, les présidents de la Commission européenne ou les commissaires européens en place, de droite comme de gauche comme ils disent, la même politique antisociale avait été appliquée, la même orientation réactionnaire avait été imposée à tous les peuples de l'UE avec la constance d'un métronome.

L'UE est une institution supranationale dictatoriale, parce que les peuples n'ont finalement absolument aucune emprise sur ces dirigeants, les travailleurs ne disposent d'aucun droit politique sur les instances de l'UE.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la subordination des Etats à l'UE se réalise par le biais de la spoliation des droits politiques

des travailleurs, c'est une des conditions politiques nécessaires à la construction de l'UE, et que c'est également l'objectif politique que se sont donnés les promoteurs de l'UE, pour avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'UE serait l'agence européenne attelée aux Etats-Unis dans le cadre d'un marché unique transatlantique.

La négation des droits politiques des masses exploitées est la pierre angulaire sur laquelle repose la réalisation de leur projet de dictature mondiale pour contrecarrer ou contenir la crise du capitalisme. Dans l'impossibilité de réduire cette crise, ils ont échafaudé le plan suivant : une fois le prolétariat neutralisé ou ses droits politiques anéantis, ses organisations et partis muselés, corrompus, liquider les uns après les autres tous ses droits sociaux, abaisser drastiquement son niveau de vie, faire en sorte que la vente de sa force de travail coïncide avec le coût de son entretien réduit au minimum une fois éliminés une partie de ses besoins jugés superflus, de telle façon que la majeure partie de la plus-value tombe dans leur escarcelle au lieu d'être dilapidée en salaire et avantages sociaux, qu'elle vienne combler la tendance à la baisse du taux de profit qui caractérise la crise du capitalisme, et assure ainsi une relative stabilité des contradictions inhérentes au capitalisme, qui artificiellement et arbitrairement (dictature) seraient sous contrôle, le contrôle de la population, la mise sous tutelle des droits politiques des exploitées en constituant la meilleure (et seule) garantie.

ACTUALITE EN TITRES

La menace...

- L'Europe s'empare de la lutte contre l'évasion fiscale - AFP

... ouf !

- Banques: la Suisse persiste dans son refus de lever le secret bancaire - AFP

- Pas de levée du secret bancaire en vue, dit le président suisse - Reuters

Le modèle économique anglo-saxon ?

- Le ministre allemand de l'Economie appelle Paris à des réformes - AFP

- Berlin veut modifier le traité de Lisbonne pour l'union bancaire - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour une République sociale espagnole!

Plus de 8.000 manifestants ont défilé dimanche 14 avril dans le centre de Madrid pour réclamer l'avènement d'une IIIe république en Espagne et dénoncer une monarchie à l'image ternie par plus d'un an de scandales dans un pays en crise.

Agitant des milliers de drapeaux républicains rouge, or et violet, les manifestants, la plupart des républicains convaincus de longue date, criaient "*L'Espagne, demain, sera républicaine*" et "*Le Bourbon, au travail*", en direction du roi d'Espagne Juan Carlos.

Comme tous les ans, ils avaient été convoqués, sous le slogan "*A bas le régime monarchique, pour la IIIe république*", pour marquer la date anniversaire de la IIe république, proclamée le 14 avril 1931 et suivie par près de 40 ans de dictature franquiste après la guerre civile (1936-1939). Le Nouvel Observateur avec AFP 14.04

Vous feriez mieux de cesser de compter, vous risquez de ne pas en voir le bout, ne comptez que sur vous-même cela vaudra mieux !

La liquidation de la monarchie, des institutions héritées du franquisme, l'instauration d'une République sociale sur leurs cendres s'attaquant aux fondements du capitalisme, voilà la tâche à laquelle doit s'atteler le prolétariat espagnol, le prolétariat dans toute l'Europe.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une douzaine de nouveaux articles.

Ils sont prolifiques, ils ne manquent décidément pas d'imagination pour justifier leur enrichissement ou leur statut social privilégié... au détriment du reste de la société. Pour un peu il serait naturel, un don du ciel ! Légitimer le marché, le capitalisme, l'existence des riches et des pauvres relève de la même idéologie, des bourgeois et leurs serviteurs grassement rémunérés pour leurs services, des nantis parfois richissimes, des esclavagistes de toutes les époques.

On a beau vieillir, chaque jour qui passe nous donne un peu plus envie de vomir leur société, leur monde. Pour le supporter je vais remettre son vélo à Olive, je suis allé l'acheter hier, cela représente pour elle l'équivalent d'un mois de salaire (4.000 roupies), pour moi, moins de 5% de mes revenus mensuels. Je ne sais pas comment les nantis peuvent vivre et comment ils font pour s'enrichir toujours plus sans en perdre le sommeil. Plus tu as de fric pour vivre, dans mon cas le fric de ma maison que j'ai vendue et placée à la banque à 8,75% d'intérêts par an, plus tu peux avoir une vie confortable, plus les inégalités de la société te sont insupportables, injustes, quand tu compares comment tu vis avec ce que vivent les pauvres tu en es malade, même si tu n'en es pas responsable et que tu combats leur société, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser. Cela ne me pourrit pas la vie, cela me stimule.

Parfois il y a des gens qui vous disent qu'il ne faut pas penser à cela, qu'on y est pour rien et que cela ne sert à rien de se gâcher la vie : profitez-en disent-ils, on n'en a qu'une, prenez du bon temps, laissez-vous vivre, ce n'est pas vous qui allez changer le monde, vous vous torturez l'esprit inutilement, la vie est belle quand même... Certes, elle est magnifique, pas pour tout le monde, loin de là hélas ! Il est vrai qu'on ne demandera pas à chacun de penser à la misère du monde en permanence, c'est à finir en dépression, d'y penser parfois et d'agir en conséquence surtout.

Leur monde. Raison de plus pour ne pas vous ressembler !

"*Bien sûr qu'on peut être riche et de gauche ! Etre de gauche, c'est une position philosophique, une conception de la société*", a dit Eva Joly ne sur Europe 1. Reuters 15.04

Une "*conception de la société*" : s'enrichir !

C'est marrant, j'ai bossé dans une quarantaine de boîtes, du bas jusqu'au haut de la hiérarchie, et à cause de ma "*conception de la société*" je ne suis jamais parvenu à m'enrichir, c'est qu'on ne doit pas vraiment avoir la même, je crois même me souvenir que c'est ma "*conception de la société*" qui m'a conduit à redescendre presque en bas de l'échelle sociale, certains diraient qui m'a perdu, je pense au contraire qu'elle m'a sauvé.

En Inde aussi depuis 20 ans, on m'a proposé une multitude de fois d'investir pour m'enrichir une ou deux décennies plus tard, et j'ai toujours refusé au nom de ma foutue "*conception de la société*". Camarades, vous disposez d'un bien immobilier de quelques centaines de milliers d'euros, vendez-le, venez en Inde, achetez quelques terrains dans les faubourgs d'une grande ville, dans 10 ou 20 ans vous pourrez les revendre 50 à 100 fois plus chers, voire beaucoup plus que le prix que vous les aurez acquis, fastoche, si à l'époque j'avais investi mes 100.000 balles aujourd'hui je serais millionnaire en euros, un terrain (un acre) qui valait 250.000 roupies en 1991 en vaut entre 30 et 50 millions en 2013, faites le calcul.

Le dernier placement juteux qu'on m'avait proposé remonte à 5 ans en arrière environ, il consistait à acquérir des parts d'une clinique privée en construction qui depuis marche du tonnerre de dieu, ses actionnaires s'enrichissant comme c'est pas possible sur le dos du peuple qui doit se sacrifier pour se faire soigner. J'en ferais des cauchemars, je ne pense pas que ce soit le cas d'Eva Joly ou de Michèle Delaunay.

ACTUALITÉ DU JOUR

Narcissisme. Encore heureux qu'ils ne détestent pas les riches !

La ministre aux Personnes âgées Michèle Delaunay a déclaré pour son couple un patrimoine de 5,4 millions d'euros.

Michèle Delaunay, cancérologue et ancien chef de clinique, déclare pour son couple marié en communauté de biens 5,4 millions,

dont 3,1 millions d'immobiliers avec deux maisons à Bordeaux, une à Arcachon (Gironde), une à Hossegor (Landes). Son patrimoine comporte notamment 200 000 euros de meubles et tableaux anciens, 15 000 de bijoux. Selon Sud Ouest. Son époux haut fonctionnaire, un couple sans enfant, qui plus est.

"Je ne déteste pas les riches, mais le comportement et l'aura que s'attribuent les riches du fait de leur richesse. Je ne sais que travailler, comme mes parents" a-t-elle déclaré. Lepoint.fr 15.04

Elle ne déteste pas les riches, il ne manquerait plus que cela, parlons-en de votre comportement. Quand on n'a pas d'enfant, alors pourquoi posséder ou conserver quatre maisons et une telle fortune ? Par cupidité ? Si s'enrichir en pratiquant la médecine, ce n'est pas dégueulasse, qu'est-ce qui l'est alors ? Rien, c'est normal.

Commentaire d'internaute

- "Qui, sans enfants, accumule ses richesses et ses épargnes en biens immobiliers... Pour qui ? Pour quoi ? Pour se sentir en sécurité ? La peur de trop dépenser ?

On n'a pas à la juger mais cependant comment pourrait-elle comprendre en profondeur le "petit peuple" ? Les réels soucis financiers des "petites personnes âgées" ?

Son besoin de cumul ne laisse guère de place à l'empathie devant la pauvreté et la misère."

Elle s'en fout !

Les pauvres passent leur temps à compter pour survivre, les riches passent leur temps à compter pour s'enrichir, ils sont méprisables. Ils n'ont qu'une seule manière de se racheter ou d'y échapper : épouser la cause de la révolution socialiste, je ne pense pas que ce soit le cas d'un seul ministre, d'un seul député ou sénateur, d'un seul membre du PS, c'est même une certitude.

- "Ce qui est choquant ce n'est pas sa "fortune" (il y en a d'infiniment plus importantes au PS...) mais l'expression qu'elle emploie : "je ne me suis jamais vécue comme riche"... Avec un tel patrimoine, c'est une insulte aux pauvres ! Car je doute en sus qu'elle vive comme les 80 % de Français modestes et pauvres !

Elle ne sait en fait pas ce qu'est la pauvreté, le souci du lendemain, la crainte de "manquer" et de n'avoir rien à donner à manger à sa famille !

Et madame Delaunay ne s'"est "jamais vécue comme riche" ? Dame ! On s'en serait douté... La pauvre."

Même si elle le savait, elle s'en contrefout !

Moi j'ai de quoi vivre confortablement sans être riche, quand je m'achète un nouveau short, si celui à 150 roupies me convient, je ne vais pas acheter celui à 280 roupies, je raisonne comme un pauvre, et à côté de cela je craque 4.000 roupies pour acheter un vélo à une femme misérable qui bosse et que je ne connais même pas, et dire que je ne suis pas allé au resto depuis au moins deux ans parce que je trouve que leurs tarifs ont trop augmenté, là encore je pense raisonner comme un pauvre, en solidarité avec ma classe qui souffre terriblement, pas comme un riche qui se serait contenté de la plaindre ou de lui donner l'aumône en espérant en tirer profit dans l'au-delà en plus ! Ils me font horreur !

[Sacrée fatalité ! Ce serait inné, naturel chez eux. Le bal des hypocrites.](#)

- Publication de patrimoine : *"En désacralisant les élus, on va gagner en démocratie"* - LePoint.fr

C'est pas mal à l'heure où elle est piétée quotidiennement, quand justement ces élus se font les complices des banquiers et autres rentiers en appliquant une politique antisociale afin de satisfaire leurs besoins au détriment de ceux des travailleurs.

La personnalisation de la politique a pour fonction de détourner les masses ignorantes de son contenu réel, de son origine et de son objectif.

Comment ça marche ? Mode d'emploi.

Moi, ministre, député, sénateur, maire d'une grande ville, je suis élu et j'ai un train de vie de nantis, je l'avoue humblement, vous me croyez, n'est-ce pas, alors quand je vous dis que tous ces sacrifices qu'on vous impose sont indispensables pour venir à bout de cette foutue crise, vous me croyez aussi n'est-ce pas, vous venez de m'accorder votre confiance, de convenir que

j'étais parfaitement honnête bien que riche ou aisé, pourquoi vous mentirais-je maintenant, hein dites-moi, pour quelle raison, vous ne pouvez pas répondre, vous voyez que j'ai raison et la boucle est bouclée le pauvre bougre est enfumé !

Le consensus droite gauche existe depuis un siècle, la compatibilité entre eux est totale en effet. Pourquoi ? Parce qu'ils partagent la même idéologie.

- Riche et de gauche: "*tout à fait compatible*", estime Le Foll - AFP

Pauvre et de gauche est apparemment tout à fait incompatible puisqu'on ne trouvera pas un seul ministre, député ou sénateur qui le serait. Alors où doivent-ils se situer les pauvres ? A l'extrême droite, à l'extrême gauche, nulle part ? Les oublier, les abandonner, les faire disparaître... Qui les représente, quel parti, quel parti compte dans ses rangs disons 20 à 30% d'ouvriers ou d'employés appartenant aux couches les plus défavorisées du prolétariat ? Aucun.

Qui dit couches les plus défavorisées ne dit pas forcément les plus arriérées politiquement, j'ai donné l'exemple de mon qui l'était, mais j'aurais pu donner l'exemple inverse de Pierrot l'éboueur que nous avons recruté à l'OCI à la fin des années 70. On a déserté ces couches de travailleurs au profit des couches supérieures ou moyennes, des intellectuels, de l'artocratie ouvrière, qui par leurs situations sociales ou leur mode de vie et donc de pensée, sont portées à s'adapter au capitalisme, accélérant la dérive droitiste des partis ouvriers depuis incapables de s'adresser à ces couches les plus défavorisées, coupés d'elles.

Autrefois, jadis devrait-on dire, les partis ouvriers se construisaient par le haut, on y trouvait des bourgeois ou des membres de la classe moyenne, des professions intermédiaires ou libérales on dirait aujourd'hui, mais à la différence de nos partis, ils se mettaient aussitôt au service de la classe ouvrière à l'époque largement inculte, sachant à peine lire, écrire et compter, pas toujours, insistons, ils s'adressaient à des ouvriers dont les connaissances ou le niveau intellectuel était cent fois, mille fois inférieur à celui des ouvriers du XXI^e siècle, ils parvenaient à s'en faire comprendre et à en recruter. Au XIX^e siècle leurs conditions de travail et d'existence étaient effroyables, aujourd'hui ils sont voués à la précarité et à la pauvreté à vie, souvent au chômage de longue durée...

Si nous sommes incapables de les organiser, c'est parce que nos rapports à ces couches de travailleurs, l'idée qu'on s'en fait est forcément erronée, notre conception de la lutte de classe qui est adaptée à d'autres couches et situations ou encore rapports n'est pas adaptée à ces travailleurs pour les recruter. Vous me direz que les différents partis ne sont même pas capables de retenir les travailleurs qui les avaient rejoints à un moment donné. Effectivement, chacun a pu le constater, cela provient selon moi du fait qu'on leur a raconté des histoires ou qu'on les a laissé entretenir des illusions dont ils ont fini par se lasser.

On ne rejoint pas un parti combattant en principe pour le socialisme et la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans l'espoir que ces objectifs se réalisent à court terme ni même de notre vivant. Or, inconsciemment c'est souvent le cas, ou alors on se dit que ce mouvement va se développer, le processus ou la mobilisation qui a conduit à notre propre engagement politique, que le régime est à l'agonie, la Ve République vacille, le capitalisme va s'effondrer, bref on s'attend à ce que se produise enfin quelque chose, quoi, on n'en sait rien au juste, tout cela se passe dans notre tête, naïvement on est plein d'espoir, sans raison apparente, peu importe, on ne s'en rend pas compte, on passe son temps à se leurrer soi-même et on y est encouragé, on veut y croire et dans le parti dans lequel on milite aussi, pour motiver leurs troupes les dirigeants rajoutent une grosse couche d'optimisme béat qui repose sur du vent, du jour au lendemain tout serait possible, pour un peu même les miracles, jusqu'au jour où toujours inconsciemment on s'aperçoit que c'était un mirage, on est déçu, démoralisé, on décroche.

Dans d'autres cas, on se dit que c'était juste une expérience comme une autre et on passe à autre chose sans autre procès, on se dit encore que cela ne mène nulle part, ce que personne ne sera en mesure de contredire efficacement puisque depuis le début vous vous êtes trompé et vous êtes demeuré dans l'erreur, pas forcément d'adresse ni de chemin, mais d'histoire et de timing, le passage du capitalisme au socialisme est une nécessité dont il est impossible de connaître l'heure et l'endroit exacts, nécessité qui ne peut se réaliser qu'une fois certaines conditions objectives et subjectives réunies, il correspond à l'aboutissement d'un développement historique et votre engagement politique devait coïncider avec la compréhension de ce processus dialectique davantage que son objectif, j'ai envie de dire arrêter de penser au socialisme pensez davantage au capitalisme pour mieux le comprendre et le combattre, pour que votre engagement politique ait un sens il faut que vous preniez conscience qu'il s'inscrit dans une direction conforme à l'évolution du capitalisme qui mène au socialisme ou à la barbarie, c'est le seul moyen d'être parfaitement en phase avec l'époque à laquelle vous vivez, d'être conscient, état que vous n'aviez pas le jour où vous avez rejoint le parti, qu'il ne vous sera jamais donné d'avoir spontanément, qu'il vous faut acquérir pas à pas, puis cultiver, entretenir, intellectuellement mais aussi en intervenant dans la lutte des classes.

On ne milite pas dans le but d'obtenir un résultat individuel ou collectif, mais avant tout parce que c'est une nécessité, une nécessité absolue.

Les générations passées se sont pas battue pour obtenir la réduction de la durée du travail par nécessité avant tout, car il était infernal de travailler 14 ou 16 heures par jour 7j/7. Et bien, on l'a oublié depuis, mais c'est la nécessité qui doit commander notre engagement politique, la conscience de la nécessité de se débarrasser du capitalisme, nécessité qui ne repose pas sur du vent mais sur une analyse du développement historique du capitalisme, de son fonctionnement, ses fondements, des facteurs et

des rapports qui sont à l'origine de son développement jusqu'à nos jours, des tendances vers lesquelles tend son évolution, ses différents cycles économiques, etc.

Nous vivons dans une société où chacun de nos gestes sont commandés par la nécessité, nous n'en avons pas forcément conscience, et bien c'est cette conscience qu'il nous faut acquérir ou nous réapproprier. Sur le plan politique, nous devons observer et étudier de quelle manière cette nécessité opère dans les rapports entre les classes pour en acquérir une conscience la plus parfaite possible, dans quel but direz-vous, de construire le parti, enfin, mais aussi de s'en libérer, se libérer du règne de la nécessité qu'incarne ou qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer au règne de la liberté, liberté qu'on ne peut pas atteindre d'un coup, on en revient ici à notre illusion inconsciente du départ, mais dont notre combat pour la conquérir constitue le premier acte, combat qui est à la fois pratique, politique et théorique.

On ne milite pas pour conquérir la liberté pour soi ou en soi, on milite parce que c'est la seule manière consciente de lui permettre de s'exprimer, d'exister. On pourrait ajouter, de donner un sens à sa vie, qui en nous délivrant de la nécessité nous permet d'échapper à l'individualisme, à la cupidité, au comportement mesquin et hypocrite qui est propre aux nantis et aux ignorants, à ces riches de gauche... par nécessité !

[A chacun son paradis fiscal !](#)

Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a espéré lundi que l'effort dans la lutte contre les "véritables" paradis fiscaux sera aussi forte que la pression exercée sur son pays et l'Autriche pour lever le secret bancaire.

"J'espère que, dans la lutte contre les véritables paradis fiscaux, on agira aussi fermement qu'on l'a fait pour les petits pays de l'Union européenne", a-t-il estimé au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue autrichien, le conservateur Michael Spindelegger.

Jean Asselborn a notamment regretté qu'en ce qui concerne la question des îles anglo-normandes, on discute avec Londres seulement "entre quatre yeux", se déclarant favorable à la transparence sur ce sujet.

"Ni l'Autriche, ni le Luxembourg ne sont des paradis fiscaux", a martelé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, précisant qu'il était favorable à ce que l'Autriche et son pays aillent dans le même sens sur la levée du secret bancaire.

"Nous souhaitons que le secret bancaire soit conservé pour les citoyens autrichiens", a répété lundi le chef de la diplomatie autrichienne. AFP 15.04

ACTUALITE EN TITRES

[Ne vous en faites pas, ils cultivent le culte du riche.](#)

- Michèle Delaunay : *"Un patrimoine difficilement compréhensible pour les Français"* - LePoint.fr

Sur le coup certains seront choqués ou en feront des gorges chaudes, cela va alimenter les discussions au zinc du café du commerce pendant quelques jours, puis l'inertie de l'histoire reprendra le dessus.

Heureusement que les technocrates de Bruxelles sont là !

- Sept Français sur 10 n'ont pas confiance dans les politiciens - Reuters

Certes, mais ils votent pour eux, et quand ils ne votent pas pour eux ils ne votent pas contre eux, leur conscience politique n'est pas mûre, rassurez-vous. C'est bien de savoir ce qu'on ne veut plus, c'est mieux de savoir ce qu'on veut et comment l'obtenir, ce n'est pas encore le cas aujourd'hui.

A qui profite le crime ?

Quel discours tiennent les néolibéraux ? Les Etats et les institutions politiques, les partis politiques sont des obstacles à la liberté et à la démocratie, ils sont source de corruption, de crises et de guerres, etc. il faut donc avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial qui assurerait le bonheur de l'humanité pour tous...

[Il ne manque plus que les Etats-Unis.](#)

- Paradis fiscaux: le Luxembourg pointe du doigt le Royaume-Uni - AFP

[Jusqu'où iront les zélés serviteurs du sionisme ?](#)

- Embarrassantes précautions en marge de la visite de Peres - LePoint.fr

- Filiale SNCF: enquête sur une possible discrimination anti-musulmans - AFP

- Visite de Shimon Peres : la SNCF a-t-elle caché des employés noirs et arabes ? - Rue89

- "*Pas de salariés musulmans*" : discrimination à la gare du Nord ? - Le Nouvel Observateur

- Un incident stupéfiant «à caractère raciste», mettant en cause des personnalités israéliennes de premier plan, s'est produit vendredi 8 mars 2013 à 10H30, à la Gare du Nord à bord du train Thalys en provenance de Bruxelles (Belgique) avec à son bord Shimon Perez.

A l'arrivée du président israélien, sa délégation a fait l'objet d'un singulier traitement assuré sur une «base confessionnelle». La manutention de l'opération avait été confiée à la société Itiremia SAS, une filiale Groupe SNCF, dont le Directeur Général est Sébastien Budillon et le chef de site Patrick Vidal.

L'accès du train a été interdit au chef de bord qui était noir et un conducteur d'un autre train, d'origine maghrébine, a été empêché de rejoindre son poste. (Israël-discrimination raciale : Honte à Simon Perez, Honte à la France - 14 avril, mondialisation.ca)

L'auteur de cet article se trompe à mon avis, ce n'est pas la délégation israélienne qui a imposé ces mesures mais cette filiale zélée de la SNCF qui a pris cette initiative, sur ordres et de qui si ordres il y a eu, je n'en sais rien. Attention, certains auteurs brodent ou en rajoutent quand ils ne connaissent pas exactement les faits, cela discrédite notre combat contre le sionisme.

Récemment, c'était Aubry, qui cédant à la pression des salafistes avait annulé une conférence sur la Syrie à Lille. A part cela, ce ne serait pas le PS qui fraierait la voie au fascisme...

[Les dictatures occidentales toujours sur le pied de guerre.](#)

- Venezuela. Les Etats-Unis réclament un audit des résultats - Le Nouvel Observateur

Et lors de la réélection de Bush ?

- Syrie. Preuves d'attaque chimique : les Occidentaux paralysés - Le Nouvel Observateur

C'est leur nouvelle stratégie, utiliser des armes chimiques via leurs mercenaires djihadistes, et incriminer ensuite le régime pour mieux justifier la menace qu'il représente et une attaque militaire directe contre la Syrie...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril 2013

CAUSERIE

Il fait entre 35 et 40°C, je peine à actualiser le site. Ce qui suit a été rédigé hier soir d'un trait, je n'ai mis aucun article en ligne sur l'or, je les ai tous trouvés mauvais.

[Au royaume des faux monnayeurs.](#)

Je vous communique les infos économiques et financières que j'ai glané ces dernières semaines, puisque apparemment plus personne n'est en mesure de s'y retrouver et de comprendre ce qui se trame et comment cela va finir, on se contentera d'avancer prudemment à tâton.

Tout ce que comporte le monde économique et financier s'affole suite au hold-up réalisé par la troïka à Chypre sur les comptes

des épargnants, de certains épargnants, les mafieux russes y ont échappé comme par miracle. On peut lire des commentaires démentiels sur les mesures qu'elle imposerait aux Etats en cas d'effondrement bancaire. Idem à propos de l'or qui a encore cédé 10% en une seule journée, lundi dernier. Le cours de l'argent est sur la même pente, inversement proportionnel à la demande et a chuté à moins de 25 dollars l'once, ce qui est totalement irrationnel dirait un économiste, en apparence seulement. D'autres évoquent une nouvelle monnaie internationale aux alentours de 2015 à l'initiative des Chinois.

La Fed et la BoJ font tourner la planche à billets à plein régime pour soutenir une économie mondiale rongée jusqu'à la corde par la dette ce qui permet à Wall street et aux principales places boursières de s'envoler ou de battre de nouveaux records, tandis que discrètement certains rachètent leurs propres actions avant qu'elles ne s'écroulent. Tout aussi discrètement, en réalité ouvertement mais personne ne semble en comprendre la signification, les principales banques centrales rachètent de l'or sur le marché, cela tombe bien son cours est à la baisse, une bonne affaire, mais dans quel but. La plupart des matières premières sont à la baisse également, y compris dans le secteur alimentaire, blé, soja, maïs. Le pétrole également, tandis que le dollar remonte, ils s'y raccrochent comme à une planche pourrie en désespoir de cause en se disant que la Fed n'a pas d'autre alternative que de continuer à injecter de la monnaie dans le circuit financier. Pendant ce temps-là tous les indicateurs sont à nouveau au rouge aux Etats-Unis, en Europe et en partie en Chine, mais sont masqués par des annonces frauduleuses destinées à rassurer les investisseurs qui marchent dans la combine, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire si leur confiance venait à faire défaut, ce serait le signal de la débâcle et tout leur édifice s'effondrerait en 24h, ils seraient les premiers ruinés.

Quelque part, c'est une histoire de fous et bien des analystes le reconnaissent. Sur l'or et quelques métaux précieux, on pourrait émettre l'hypothèse suivante, ils s'emploient à en faire baisser le cours pour s'accaparer les stocks mondiaux, forcer les possesseurs à le vendre, ce qui leur permet de l'acquérir à bon marché, pour ensuite en faire à nouveau l'étalon d'une nouvelle monnaie mondiale ou de change, et une fois cet objectif atteint faire flamber leur cours ce qui leur permettrait sans tirer le moindre coup de canon de se rendre maître de l'économie des trois quart de la planète, tandis que le dollar ne vaudrait plus rien, les Chinois qui possèdent quelque 3200 milliards d'obligations en grande partie en dollars n'auraient que leurs yeux pour pleurer ou leur stock d'or comme contrepartie pour préserver leur place sur le marché mondial face à l'alliance des banques centrales américaine (Fed), anglaise (BoE), européenne (BCE) et japonaise (BoJ), ainsi la dette gigantesque des Etats pourraient être épongée en échange d'une plus grande dépendance politique envers les Etats-Unis et ses alliés britanniques et allemand qui possèdent les plus grandes réserves d'or et contrôle le marché des matières premières qui pourraient figurées dans la combinaison d'une nouvelle monnaie.

Si le cours de l'or baisse, il est passé de 1700 dollars l'once à 1340 environ et que les banques centrales en achètent massivement, que l'Allemagne a demandé aux Américains, aux Britanniques et aux Français de lui restituer son stock d'or, ce n'est pas un pur hasard ou pour des prunes, il est clair que cela fait partie d'une stratégie monétaire mondiale avec aux commandes les banquiers de la Fed.

Ils ont sans doute d'autres priorités sur le feu avant d'en arriver là. En Europe, les classes moyennes et au-delà certaines couches de la classe ouvrière disposent globalement en volume d'un patrimoine immobilier et financier gigantesque qui les fait saliver, le tout se chiffre en milliers de milliards de dollars ou d'euros, épargne ou comptes en tous genres, assurance-vie, actions, etc. Ils voient d'un mauvais oeil qu'une masse si importante de la population dispose d'autant de richesses tandis qu'eux doivent se casser la tête à créer sans cesse de nouveaux outils financiers de plus en plus risqués pour pomper l'argent de l'économie réelle vers l'économie spéculative ou rentière de manière à maintenir leur train de vie et couvrir leur position, honorer leurs engagements à terme, etc.

Un simple coup d'Etat, un hold-up, un fric-frac vite fait bien fait présenté comme une fatalité par les médias pour empêcher que tout le système s'écroule, voilà ce qui leur permettrait de souffler un peu tout en mettant la pression sur les possesseurs du bien le plus précieux, l'or et accessoirement l'argent qui pourraient continuer de chuter pour les pousser à s'en débarrasser. Il suffirait que la Fed cesse d'injecter des milliards de dollars sur le marché et que les taux d'intérêts remontent pour que le signal à la baisse sur les place boursière soit déclenché et la spirale infernale de la chute finale s'ensuive, il suffirait par un tour de passe dont Rothschild et Rockefeller ont le secret, que le cours de l'or suive la même pente pour qu'il ne joue plus le rôle de valeur refuge et que les investisseurs le vendent, pendant que nos banquiers le rachètent dans l'arrière salle, ils sont coutumiers du fait et cela marche à tous les coups, les traders sont des guignols. La Bourse monte sans rapport avec l'économie réelle dont tous les indicateurs sont au rouge, du coup des commentaires prévoient que le jour où elle va s'effondrer, la dépression qui s'en suivra sera cent fois plus profonde que celle de 1929, ce qui justifie que rendu à cette situation-là on vende tout ce qu'on possède qui a encore de la valeur, y compris son or. Si les masses ne brûlent pas vivant les banquiers, ils seront devenus les maîtres absolus de la place.

Personnellement je ne donnerais pas cher de leur peau, en attendant on va souffler sur les baisses ardentes de la révolution socialiste réactivées à l'occasion de la nouvelle étape de la crise du capitalisme en 2007 pour être fin prêt au moment de monter le bûcher sur lequel le capitaliste partira en cendres. Nos amis britanniques avaient ces derniers jours une dernière pensée affectueuse pour M. Thatcher, faisons en sorte que

Epilogue

Je rajoute ce matin un facteur que j'avais omis, c'est l'or papier qui est vendu par les investisseurs et non l'or physique qui reste stocké dans les coffres des banques centrales. Et en échange de leur or papier on leur remet de la monnaie de singe, des dollars.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est qu'on assiste à une partie de poker menteur à des fins politiques. Ceux qui possèdent la planche à billets et contrôlent l'économie mondiale, la masse monétaire en circulation, doivent agir d'une part pour contrecarrer les conséquences de la crise du capitalisme, de l'économie productive ou réelle, faire en sorte que le système ne s'effondre pas, pas pour le moment, d'autre part, parallèlement parfaire le dispositif politique qu'ils ont mis en place qui passe par des moyens de pression économiques sur les Etats sans entraîner d'explosion sociale ou pire déclencher des révolutions, dans les deux cas ils marchent sur le fil du rasoir et l'un et l'autre des processus peut échapper à leur contrôle à tout moment.

On voit bien qu'une partie des facteurs sont manipulés et produisent certains effets. On peut s'illusionner sur leur raison d'être et sur leur évolution davantage encore sur leur fin pour certains d'entre eux. Par exemple et ce n'est qu'une hypothèse, l'endettement des Etats leur sert à piller l'économie réelle, à affaiblir les Etats, à renforcer leur contrôle via la troïka. On se dit qu'il leur rend un tel service que la dette n'est pas prête de s'éteindre, d'ailleurs elle ne cesse d'augmenter. Mais qui dit qu'ils ne pourraient pas décider de la liquider si du même coup les Etats perdaient le peu de souveraineté qu'il leur reste, si en contrepartie cela leur permettait de franchir un pas décisif dans l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent, le jeu en vaudrait la chandelle et servirait leur objectif final qui est politique et non économique, bien qu'ils détiendraient dès lors tous les leviers de l'économie mondiale.

Quand on a à l'esprit qu'ils ont financé les deux camps lors des deux guerres mondiales du XXe siècle pour tirer profit des deux côtés et qu'ils en sont ressortis renforcés, on peut et on doit absolument tout imaginer possible de leur part, même le plus invraisemblable ou illogique, illogique quand on ignore leurs véritables intentions ou leur projet, leur détermination et leur cynisme illimitée. A suivre.

L'air de rien, on passe pas mal de temps à suivre l'économie mondiale, plus que la politique parfois, où s'agitent les pantins désignés des véritables maîtres du monde, on privilégie les faits aux discours souvent vides ou creux.

Un dernier mot après avoir lu un nouvel article sur l'or. Preuve de l'incohérence du marché, on y revient juste après :

- Avec la hausse quasi irrésistible depuis le début de l'année du marché américain des actions qui, fort du concours financier énorme de la banque centrale (Fed), a enchaîné une course aux records historiques depuis début mars, les investisseurs tendent à revoir leurs priorités, selon les analystes. *"Les gens se demandent ce qu'est un actif sûr et de plus en plus, ils tendent à aller vers les actions, même si Wall Street n'a pas été très performant aujourd'hui"*, a expliqué un courtier d'une banque italienne. L'Expansion.com avec AFP 16.04

Oui, vous avez bien lu, les actions un *"acte sûr"*, alors qu'on devrait s'en méfier comme de la peste sachant que leur cours a été dopé artificiellement par la mise sur le marché d'une quantité monstrueuse de liquidité par la Fed. Et si soudainement elle décidait de fermer le robinet, elle l'a déjà fait dans le passé. Non, impossible se disent-ils, ils ne vont pas nous jouer un si mauvais tour, non ils vont se gêner, il est connu que le cartel des banquiers de la Fed sont des gens bourrés de principes et de scrupules et que leur morale les incitera à vous prévenir le moment venu, ben voyons, quelle naïveté ! Ils ne pensent tellement qu'à s'enrichir par n'importe quel moyen rapidement, qu'ils en sont aveugles et sourds. Comme disait Lénine, rira bien qui rira le dernier.

La vérité des faits nous suffira amplement.

Libération et d'autres médias se sont empressés de dédouaner la responsabilité de la CIA dans l'attentat de Boston, et tous ce que comptent de vassaux le vieux monde s'est livré à une débauche de témoignages de sympathie envers l'Amérique qui terrorise littéralement le monde depuis le 11 septembre 2001, notamment.

Il est regrettable, mais c'est inévitable, que des illuminés adeptes de la théorie du complot aient saisi cette occasion pour exploiter le moindre indice et se livrer à une analyse sans fondement pour en faire porter la responsabilité à la CIA et au gouvernement, ce qui ne peut que porter atteinte à la crédibilité de cette version si après vérification elle s'avérait exacte, rendant inaudible la vérité qui une fois de plus échappera ainsi à la majorité des Américains et du reste du monde.

N'oublions pas non plus que le peuple américain est la première cible de la politique néolibérale et libéricide mise en oeuvre par le gouvernement.

Un complément à prendre avec des réserves.

http://www.youtube.com/watch?v=UDxs6tSff84&feature=player_embedded

Il y a plus de questions que de réponses entourant la double attaque à la bombe à l'arrivée du marathon de Boston qui a fait au moins trois morts et plus de 130 blessés, le 15 Avril 2013.

L'entraîneur de Cross-Country Ali Stevenson a témoigné sur la chaîne Local 15, affirmant qu'une atmosphère particulière régnait

avant le début du marathon. Il témoigne de la présence de chiens renifleurs de bombes ainsi que des guetteurs sur les toits des immeubles, à la ligne de départ ainsi qu'à la ligne d'arrivée. Alors qu'une explosion avait eu lieu, les autorités ont annoncé aux participants de ne pas s'inquiéter, car il s'agissait juste d'un exercice d'entraînement.

Pour lui, les autorités savaient quelque chose.

Cela peut s'expliquer par les antécédents et les attentats commis par l'extrême droite américaine. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Une info rassurante.

- Goldman Sachs: bénéfice du 1er trimestre supérieur au consensus - Reuters

Charrettes

- Thomas Cook France annonce un plan social de près de 170 postes - AFP

- Angleterre: Axa supprime 450 emplois et arrête les conseils financiers - AFP

Un siège éjectable plutôt confortable

- Le directeur de cabinet de Montebourg propulsé P-DG d'Arianespace - LePoint.fr

Quand on aime, on ne compte pas...

- Le Medef veut un "acte 2" du pacte de compétitivité - Reuters

Le Pack Soupline qui lave plus blanc que blanc.

- Le PS assouplit sa position sur le patrimoine des élus - Reuters

Dialogue imaginé avec Giselle.

- Mais qu'est-ce que c'est que tous ces partis dont les dirigeants sont si riches ?

- Les partis des riches ma bonne dame, non ?

- Vous n'aimez pas les riches jeune homme ?

- Plus si jeune que cela, vous me flattez, je n'aime pas les riches qui aiment les riches et méprisent les pauvres.

- Ils ne seraient pas riches s'ils se méprisait eux-mêmes, vous débloquez mon vieux.

- Ah, j'aime bien qu'on remette les choses à leurs places ! Pourquoi ne pourraient-ils par être riches, disons sans l'avoir forcément recherché eux-mêmes, et épouser la cause des pauvres, du socialisme, à titre individuel qu'est-ce qui les en empêcherait, rien, non ?

- Il est vrai que cela aurait un certain panache, comment dire, ce serait anachronique, dans notre langage, cela aurait de la gueule, un prince rouge quoi.

- Exactement, comme à l'époque des bolcheviks en Russie, jusqu'à y laisser leur fortune et leur peau vous savez.

- Puisque vous le dites, ça c'était de vrais seigneurs, mais franchement, vous imaginez cela à notre époque, dès qu'un petit bouton apparaît sur leur bout du nez ils vont consulter de crainte que cela s'infecte et les enlaidisse, pire, les défigure à jamais, ce ne sont même plus des hommes.

- Nous nous écartons de notre sujet.

- Vous avez raison, ce n'est pas d'être riche qui est une tare, c'est de tout faire pour le rester ou l'être encore plus au lieu de vouer sa vie à ceux qui ne le seront jamais. Si certains d'entre eux adoptaient ce comportement, cela passerait l'envie aux pauvres de devenir riches, quelle connerie entre nous, cela leur servirait d'exemple et ils consacraient leur vie à autre chose.

- A conquérir leur liberté par exemple.

- Bien dit jeune homme, le combat pour la liberté, c'est le combat de toute une vie.

[Le tour du monde des voyous.](#)

- Sénégal: Karim Wade a passé sa première nuit en prison avec six "*complices*" - AFP

- Le scandale Monte dei Paschi rattrape la banque japonaise Nomura - LeMonde.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Sans appel](#)

Relevé dans la déclaration d'hier de Cahuzac sur BFM-TV et RMC.

- Prié de dire si le chef de l'Etat était informé par d'autres canaux, il a eu cette phrase susceptible de relancer les interrogations de l'opposition sur le rôle de l'exécutif : "*J'ignore quel était son degré de connaissance de cette affaire*".

Ce qui laisse entendre qu'il savait, sans préciser quoi et depuis quand, un secret de polichinelle.

- "*J'espère que viendra le moment où le jugement sera moins dur*", a-t-il expliqué. Reuters 16.04

Pourquoi, pour quelle raison, dites-nous ? Vous êtes chirurgien, vous devriez savoir que les abus du passé cause des ravages et qu'avec le temps cela ne s'arrange pas, non ? Et le devoir de mémoire, vous avez dû en entendre parler.

Il doit se dire que cette histoire va se terminer en eau de boudin, qu'elle n'aura servi à rien et ne changera rien, ce en quoi il aurait raison de le penser, dans peu de temps plus personne n'en parlera plus. Il peut compter sur l'inconsistance des hommes, c'est une de leurs terribles faiblesses, il faut sans cesse leur rappeler l'histoire passée qu'ils ont tendance à oublier. Alors de là à en tirer des leçons, il ne faut pas rêver, cela ne concerne qu'une infime minorité qu'on peine même à discerner tellement elle est insignifiante, comme les hommes en général aussi, Cahuzac en fait partie.

Le Medef a réclamé mardi au gouvernement un "*acte 2*" du pacte de compétitivité, avec pour objectif la mise en place d'une véritable "*stratégie*" sur les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises.

La présidente de l'organisation patronale, Laurence Parisot, a estimé que ce cadre était nécessaire pour traiter aussi de questions comme les réformes des retraites et du financement de la protection sociale mais aussi de la transition énergétique.

S'agissant de la réforme des retraites, à laquelle le gouvernement s'attaquera au deuxième semestre, elle a déclaré devant la presse qu'il n'était "pas question" pour les entreprises d'accepter "*la moindre hausse de cotisations, que ce soient des cotisations employeurs ou des cotisations salariés*".

Elle a estimé en outre que considérer que la solution passera par une baisse des pensions via une désindexation, une hypothèse évoquée par certains après l'accord en ce sens conclu sur les retraites complémentaires, relevait "*d'une illusion, pour ne pas dire une tromperie à l'égard de tous les Français*."

Au moment où le gouvernement s'apprête à remettre son programme de stabilité à l'Union européenne et commence à préparer le budget 2014, Laurence Parisot a tiré le signal d'alarme sur le poids des prélèvements pesant sur les entreprises.

Y voyant la première raison qui explique que leur taux de marge soit tombé à des plus bas inquiétants, elle a pressé les

pouvoirs publics d'adopter une véritable "stratégie" en matière de prélèvements obligatoires dans le cadre du pacte de compétitivité lancé fin 2012.

Les enjeux de compétitivité ne doivent de même pas être oubliés dans le traitement des questions énergétiques, a encore dit la présidente du Medef.

"Si la question du mix énergétique, de la transition énergétique n'est regardée que sous l'angle du choix des innovations pour être un peu plus orienté développement durable, alors on commettra des erreurs, on s'empêchera de retrouver des éléments pour une croissance forte et pérenne", a-t-elle déclaré.

Pour cette raison, le Medef avancera des propositions lors d'une conférence de presse le 24 avril au cours de laquelle il entend remettre sur la table le dossier de l'exploration des gaz de schiste.

Laurence Parisot a encore demandé instamment au gouvernement de ramener la fiscalité sur les plus-values de cessions d'actions au niveau de la moyenne européenne.

"Il faut que le gouvernement, la majorité et tant qu'à faire l'opposition aussi comprennent qu'il n'y aura pas de retour possible à la croissance (...) si un signal clair, fort, dépourvu d'ambiguïté n'est pas donné aux entrepreneurs. Ce signal passe par une révision drastique de la fiscalité" sur les actions, a-t-elle dit.

Interrogée sur le sujet, elle a jugé "triste et révélateur" que les patrimoines divulgués lundi par les membres du gouvernement comprennent peu d'investissements en actions.

"Les politiques ont compris qu'il y avait un enjeu de financement de l'économie (...), je pense que la BPI (Banque publique d'investissement) est une institution tout à fait pertinente et prometteuse mais la vraie réponse au financement de l'économie est que chacun devienne actionnaire, que chaque Français investisse dans les entreprises françaises", a-t-elle déclaré. Reuters 16.04

Ce sera sans nous ou alors sans vous.

Ce que réclame Parisot est simple à comprendre : l'alignement de la législation du travail et en matière de retraite, sur le plan de fiscalité des entreprises avec ce qui existe aux Etats-Unis. Gageons que ce qu'ils ne pourront pas obtenir par ce biais, ils l'obtiendront en avançant dans la réalisation du marché unique transatlantique, l'homogénéisation vers le bas calquée sur les Etats-Unis sera la bienvenue, la norme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Le président du Conseil italien Mario Monti et le chef de file du centre gauche, Pier Luigi Bersani, ont progressé lundi vers un accord sur le choix du futur président, étape essentielle pour sortir le pays de l'impasse politique créée par les législatives de la fin février, qui ont accouché d'un parlement bloqué.

Les députés et sénateurs doivent commencer jeudi à élire un successeur au chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, dont le mandat expire le 15 mai.

Mario Monti dit s'être entendu avec Pier Luigi Bersani pour rechercher "les convergences maximales entre forces politiques sur le nom d'un candidat qui fasse autorité et soit à même d'incarner l'unité nationale".

En vertu de la Constitution, le président Napolitano n'a pas le droit de dissoudre le parlement dans la phase finale de son mandat. Cela signifie qu'il incombera à son successeur de trouver une solution à l'impasse politique dans la Péninsule, soit en convoquant des élections législatives anticipées, soit en convaincant les partis politiques de trouver un accord.

Que Monti et Bersani parviennent ou non à trouver un terrain d'entente avec le centre-droit de Silvio Berlusconi et avec le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, un accord entre eux deux serait un pas important car leurs blocs ont ensemble, théoriquement, suffisamment de poids pour permettre l'élection du prochain président.

Mille sept électeurs prendront part au scrutin: les députés et les sénateurs ainsi que des délégués des régions. Le chef de l'Etat est élu à la majorité des deux tiers. Reuters 16.04

1.2- Le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a désigné mardi une journaliste de télévision, Milena Gabanelli, comme candidate à l'élection présidentielle en Italie, à l'issue d'une consultation par internet.

Le choix de cette journaliste d'investigation de la Rai, qui jouit d'une bonne réputation en Italie, ne devrait guère peser dans la lutte engagée entre le centre gauche de Pier Luigi Bersani et le centre droit de Silvio Berlusconi.

Il met fin cependant à l'hypothèse d'un soutien apporté par le M5S de Beppe Grillo, ouvertement hostile à la classe politique traditionnelle, à l'ancien président du Conseil Romano Prodi.

Mardi pourtant, dans un courriel, l'ancien humoriste devenu un symbole de la contestation du système suggère qu'il pourrait se montrer plus conciliant envers la gauche si Bersani appuyait la candidature de Milena Gabanelli à la présidence.

"J'aimerais donner un conseil à Bersani, sérieusement, sans plaisanter. Ce pourrait être un moyen de nous rapprocher: vote pour Gabanelli", écrit Beppe Grillo dans ce message. "Ce serait un signe important."

Beppe Grillo ne va pas jusqu'à évoquer explicitement une alliance avec le centre gauche mais parle d'une éventuelle coopération, ce qu'il n'avait jamais concédé jusqu'ici.

"Ce pourrait être le début de quelque chose, une collaboration, peut-être. Tente le coup, tente le coup et nous verrons", ajoute le porte-parole du M5S.

Dans la consultation organisée sur internet par le M5S, arrivé troisième des législatives derrière les deux grandes coalitions avec un quart des suffrages exprimés, les partisans du mouvement ont placé Romano Prodi en huitième choix sur une liste de 10 personnalités présélectionnées.

Outre Romano Prodi, les personnalités les plus fréquemment citées parmi les favoris sont d'autres anciens présidents du Conseil, Giuliano Amato et Massimo D'Alema, ainsi que l'ex-commissaire européenne Emma Bonino. Aucune d'elles ne semble toutefois faire consensus.

Une majorité des deux tiers est nécessaire dans un premier temps. Reuters 16.04

2- Syrie

Le guide des Frères Musulmans syriens, Mohammad Riad Chakfa, a demandé, lundi 15 avril 2013, que le Front al-Nusra se « *distance des loyalismes étrangers et collabore avec le peuple syrien* ».

Riad Chakfa a vivement critiqué le classement par Washington du Jabhbat al-Nusra (Front de soutien au peuple du Levant) sur la liste des organisations terroristes. Réseau Voltaire 16.04

SOCIAL

1- France

1.1- Le tribunal de commerce de Rouen a sonné mardi le glas des espoirs de reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) en rejetant les deux offres en lice au dernier jour de la date-butoir fixée avant la fermeture définitive.

Au terme d'une année de douches écossaises pour les 448 salariés du site, deux dossiers, ceux des groupes panaméen Netoil et libyen Murzuk Oil, avaient été jugés recevables début avril par les administrateurs judiciaires.

"Le tribunal a jugé qu'aucune des offres examinées (...) ne présentait les capacités financières et techniques suffisantes pour assurer la reprise pérenne de Petroplus", ont indiqué les administrateurs judiciaires dans un communiqué.

Ils précisent que cette décision *"entraîne donc la cessation définitive d'activité de la société (...) et malheureusement le déclenchement dans les jours prochains de la procédure de licenciement collectif des salariés"*, ont-ils ajouté, précisant que le

comité d'entreprise se réunirait le 18 avril.

A l'issue de la décision, les quelques centaines de salariés et de sous-traitants présents devant le tribunal criaient : "*Nationalisation, nationalisation*" mais le fatalisme dominait.

"*On a eu une audience très riche mais clairement les repreneurs n'étaient pas au rendez-vous*", a déclaré l'avocat des salariés Jean-Marie Valentin. "*Les salariés sont allés au bout de ce qui était possible. Il faut raison garder et penser maintenant à l'avenir.*"

En février 2012, l'avenir de la raffinerie de Petit-Couronne, que le candidat François Hollande s'était engagé à sauver, a provoqué des prises de positions contradictoires au sein du gouvernement.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg s'était notamment dit confiant, évoquant des offres "*sérieuses, crédibles, financées, qui demandent à être finalisées*".

Dans un communiqué, Arnaud Montebourg et le ministre du Travail, Michel Sapin, disent dans un communiqué prendre acte de la décision qui, "*associée à l'épuisement de la trésorerie de la société, clôt la période de recherche de repreneurs*".

Quelques minutes avant la décision, les salariés rassemblés devant le tribunal se montraient pessimistes.

"*Bien ou mal, il faut que cela se termine. Je crois qu'il y a peu de gens qui croient à une cession*", ajoutait Bruno Capon, secrétaire CGT du comité d'entreprise, précisant que les premières lettres de licenciement seraient envoyées le 23 avril.

Depuis les années 1970, une quinzaine de raffineries ont fermé leurs portes en France, où l'on compte désormais huit sites en activité - hormis Petit-Couronne - et une installation mise sous cocon près de Marseille.

Elles produisent la moitié du diesel consommé dans le pays, soit 20 millions de tonnes, ainsi que sept millions de tonnes d'essence. Reuters 16.04

1.2- Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a demandé mardi la "*réquisition immédiate*" de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), après que le tribunal de commerce de Rouen a décidé la liquidation de la raffinerie.

"*Ainsi après des mois de vagues hésitations où les personnels ont été baladés de promesses en renoncements, de déclarations d'élus en repreneurs douteux, cette décision apparaît comme irréversible pour les 470 salariés restants et les centaines de personnes concernées, sous-traitants, familles, proches*", ajoute-t-elle

"*Il faut se rappeler que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie en la vendant à Petroplus, spécialiste de la liquidation industrielle*", poursuit Mme Poupin.

"*Aujourd'hui le gouvernement, qui a tout promis et son contraire aux salariés, est au pied du mur. Il doit réquisitionner maintenant pour maintenir les emplois sur le site, avec une production sous contrôle de l'Etat et des salariés, dans la perspective d'un service public de l'énergie*", selon le NPA. AFP 16.04

En voilà encore qui veulent mettre le gouvernement "*au pied du mur*". Le NPA s'adresse à lui comme s'il s'agissait d'un gouvernement ouvrier qui n'appliquerait pas son programme, à notre connaissance ils se trompent à la fois de programme et de gouvernement.

Il fallait dire aux travailleurs que ce serait ce que ferait un gouvernement ouvrier qu'ils auraient porté au pouvoir et qu'ils contrôlerait, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, sauf à entretenir une nouvelle fois des illusions dans ce gouvernement.

2- Italie

Des milliers de salariés italiens se sont rassemblés mardi devant le Parlement pour protester contre le manque de financement public du dispositif de chômage partiel.

D'après les syndicats, le gouvernement de Mario Monti, chargé d'expédier les affaires courantes, doit trouver quelque 1,5 milliard d'euros pour garantir les sommes dues à 700.000 salariés en chômage partiel.

Le programme "*Cassa integrazione*", co-financé par les entreprises et par l'Etat, permet à des entreprises en difficulté de mettre temporairement des salariés en chômage partiel, avec salaire réduit. L'Etat prend à son compte une partie du salaire.

Mais les pouvoirs publics n'avaient pas anticipé le "succès" de ce programme. Depuis le début de l'année, 520.000 salariés italiens ont déjà été renvoyés chez eux et le budget prévu pour 2013 est presque épuisé.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer dans la journée une délégation syndicale mais n'a donné aucune garantie financière.

"Le gouvernement n'a plus d'alibi. Si nous n'obtenons pas de garanties, il y aura davantage de manifestations, nous continuerons d'occuper les places de notre pays", a prévenu Susanna Camusso, de la confédération syndicale CGIL qui représente six millions de salariés.

Les syndicats estiment que le gouvernement pourrait dégager les financements nécessaires en coupant dans les dépenses militaires, en chassant les gaspillages ou en augmentant les taxes sur les actifs financiers.

"Ce n'est pas un conflit qui peut se terminer par un match nul", a souligné Luigi Angeletti, qui dirige le syndicat UIL. *"Si le gouvernement ne trouve pas l'argent nécessaire, nous ferons descendre des centaines de milliers de salariés dans les rues de Rome."*

Au-delà de l'état des finances publiques de l'Italie, dont la dette s'élève à 2.000 milliards d'euros, la situation se complique du fait de l'impasse politique depuis les élections législatives de février. Officiellement, le gouvernement Monti ne peut que s'occuper de *"l'administration ordinaire"*. Reuters 16.04

ECONOMIE

Etats-Unis

Goldman Sachs a fait état mardi d'une hausse supérieure aux attentes de son bénéfice au premier trimestre, de janvier à mars, le bénéfice de la banque d'affaires a progressé de 5,5%. Reuters 16.04

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril 2013

CAUSERIE

J'emploie volontairement un ton léger (ou populaire, un brin vulgaire mais sans plus) parfois histoire de se détendre un peu tellement l'actualité est triste ou à mourir d'ennui, il faut dire qu'elle nous donnera l'occasion de se marrer franchement, à côté de cela on traite très sérieusement tous les sujets, disons qu'on n'a pas envie de rajouter de la gravité à la situation dramatique que vive tant de travailleurs et leurs familles dans le monde, il faut aussi soutenir le moral des militants qui sont des travailleurs comme les autres avec leurs difficultés.

On essaie en maniant l'ironie, l'humour ou la provocation de prendre malgré tout les choses du bon côté, d'entretenir l'optimisme qui va de pair avec notre combat et notre idéal qui finira bien par s'imposer un jour face à la barbarie, la légèreté du traitement de l'actualité n'est pas incompatible avec la rigueur, on essaie seulement de l'aborder, comment dire, entre amis ou collègues de galère, camarades, en faisant sauter les barrières ou les obstacles qui peuvent exister entre nous, sans aucune notion de hiérarchie, le but est d'avancer ensemble, on laisse les calculs et les manoeuvres à ceux qui en ont fait leur profession, ce n'est décidément pas notre truc. Et puis, parfois il est préférable de prendre de la distance pour aborder certains sujets, tant pis pour ceux qui prennent tout au premier degré ou qui sont plutôt coïncés, attention c'est très mauvais pour votre santé et là je ne plaisante pas. Bonne fin de semaine à tous.

Alors quoi de neuf aujourd'hui dans leur vieux monde ?

3 morts dans un misérable attentat aux Etats-Unis et les médias en font un battage planétaire, important séisme en Iran qui fait plus de 40 morts, personne n'en parle ou presque. Et on ne parle même pas des attentats qui ont lieu quotidiennement en Afghanistan, en Irak, en Syrie, et dans d'autres pays que les puissances occidentales se sont employés à déstabiliser politiquement pour mieux contrôler leurs richesses...

Nos amis américains ont perdu leur indépendance il y a un siècle quand fut fondé la Fed. La nôtre, on l'a perdue quand la social-démocratie s'est effondré l'année suivante... Pourquoi ? Parce que depuis les uns et les autres demeurent attachés à

son cadavre, scellant ainsi le destin du mouvement ouvrier qui est bien parti pour prendre le même chemin...

Le saviez-vous ?

- L'entreprise américaine Nobel Energie déjà partenaire de l'exploitation du gaz au large de la côte israélienne- pressentie également pour exploiter le gaz au large de Chypre - à investir dans l'exploitation du gaz syrien.

Ce qui se joue actuellement dans l' Est Méditerranéen c'est une guerre pour mettre la main sur les ressources énergétiques encore inexploitées qui s'y trouvent les principaux prédateurs étant les USA, Israël et la Turquie.

En Syrie c'est via un conflit armé de proxis, à Chypre c'est par le biais d'une guerre économique. french.irib.ir 18.04

Non cette info ne nous a pas été fournie par un grand média français ou une agence de presse occidentale respectable, mais par la radio iranienne d'Etat. Quelle horreur, on va nous accuser de collusion avec les autorités iraniennes !

Tous les jours on voit des guignols qui s'agitent, qui s'affolent et qui se justifient parce qu'ils sont mis en cause sur les "réseaux sociaux" dont les agissements nous font penser à une dictature, pour un mot ou une petite phrase prononcée et immédiatement interprétée dans tous les sens, qui sous-entendrait ceci ou cela, forçant celui qui l'a commis de s'expliquer, à s'excuser, à s'humilier publiquement... Quel avilissement de se soumettre à cet exercice indigne !

Notre réaction : on s'en contrefout, mais alors royalement, on a à faire à des psychopathes, des frustrés, des complexés qui ne supportent la liberté d'expression que lorsqu'elle coïncide avec leurs idées décadentes, qui se veulent ouverts, mais qui révèlent en réalité un esprit étroit et borné, arbitraire, tyrannique.

Nous avons adopté un principe et nous nous y tiendrons jusqu'au bout. Nous avons décidé une fois pour toute de ne pas être sous influence d'où qu'elle vienne, notre indépendance n'est pas à vendre, elle n'est pas négociable.

ACTUALITE EN TITRES

C'était écrit.

- Nouveau record d'impopularité pour l'exécutif - Le Nouvel Observateur
- Présidentielle: Hollande serait aujourd'hui à égalité avec Le Pen, derrière Sarkozy - AFP
- Alain Juppé : "*Hollande fait ce qu'il reprochait à Sarkozy*" - Le Nouvel Observateur

C'est tout ce qu'il lui restait !

- Cahuzac a «*glissé une peau de banane*» sous les pieds de Hollande selon Filippetti - 20minutes.fr

Confirmation. On l'avait annoncé.

- Mittal: pas d'aciérie électrique à Florange, investissements à Fos et Dunkerque - AFP

Il y a quelques mois, je ne sais pas si vous vous en souvenez, nous avons même été plus loin allant jusqu'à annoncer la fermeture à terme du site de Florange.

L'opacité... en guise de transparence, il fallait oser cette avancée sociale !

- Ayrault annonce un geste pour les petites entreprises - Reuters

"*Dès aujourd'hui, nous décidons la suppression de l'obligation de rendre publics les comptes pour 1,4 million de TPE, une charge inutile*", explique le Premier ministre dans un entretien au quotidien économique Les Echos à paraître demain. Reuters 17.04

Même la France est un paradis fiscal.

- La BNP critiquée pour son laxisme en Afrique et à Monaco - Reuters

[Putain de bagnole !](#)

- Les ventes de voitures chutent de 10% en Europe - Reuters

- L'emploi s'effondre dans la vente et la réparation automobiles - Reuters

[Amertume de fort mauvais goût](#)

- Comment redonner aux riches le goût de participer à l'effort national (plutôt que de les punir quand ils fuient) - Atlantico.fr

Franchement quite à choisir, entre s'enrichir en prenant des risques ou s'enrichir en dormant, le choix est vite fait, non ?

Regardez, moi, j'ai choisi la deuxième solution depuis près de 20 ans et je ne m'en porte pas plus mal... Bon, il est vrai que je ne suis pas riche, j'ai de quoi vivre normalement et cela me suffit, et au moins je ne prends pas le risque de me faire virer par un patron parce qu'il ne peut pas me piffrer, je parle de mes idées, merci j'ai déjà largement donné. On m'a proposé d'investir dans des entreprises, à quoi bon, je dépose mon fric à la banque, elle me verse des intérêts et cela me suffit pour vivre. Pour bosser pour notre cause en fait, merci à eux. En attendant, je peux m'imaginer ce que c'est que la vie d'un rentier : c'est dur, houlala, il faut se lever le matin, quelle corvée de se demander ce qu'on va pouvoir foutre aujourd'hui, pour un peu on en serait malheureux... (J'arrête mon bavardage, je suis à la bourre, quel boulot de dingue !)

[A donner le tournis à tous les opportunistes.](#)

- Présidence italienne : gauche et droite soutiennent Marini - Libération.fr

- Italie: gauche et droite soutiendront la candidature de Franco Marini à la présidentielle - AFP

C'est juste pour maintenir l'équilibre et éviter de tomber... Dites-donc, les deux, ce sont bien les piliers du régime, non ? Ne serait-ce pas ce que nous ne cessons d'affirmer ?

[Visez entre les deux !](#)

- Obsèques de Margaret Thatcher : 2 300 invités triés sur le volet - LePoint.fr

- 4000 policiers pour les funérailles de Thatcher - LeFigaro.fr

J'ai lu qu'elles auraient coûté plus de 10 millions d'euros, austérité oblige s'il vous plaît.

[Comme ces gens-là sont modestes...](#)

- L'économie américaine poursuit sa croissance modeste, dit la Fed - Reuters

[Enfin quoi, en voilà qui se prendraient bien pour l'administration américaine !](#)

- Etats-Unis: des plaignants nigériens contre Shell déboutés par la Cour suprême - AFP

[Enfin une bonne nouvelle.](#)

- Bank of America: bénéfice multiplié par 4 - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Prostitution. Quand ils n'ont même plus les moyens de l'opium du peuple \(foot\) et des bobos \(tennis\).](#)

La compagnie aérienne de Dubaï, Emirates, est devenu ce matin le nouveau partenaire de Roland Garros. L'information a été confirmée ce matin lors d'une conférence de presse organisée en présence de Jean Gachassin, le président de la FFT, et de Tim Clark, le président d'Emirates.

Le contrat porte sur cinq saisons, jusqu'en 2018, et son montant est supérieur à 3 millions d'euros par an, ticket d'entrée minimal pour devenir sponsor de Roland-Garros. La société sera visible en panneautique sur le central, où elle remplacera Adidas, et sur les terrains annexes et bénéficiera d'un espace dédié "RG Lab". lefigaro.fr 17.04

[Tout de suite les grands mots !](#)

Le ministre australien des Finances, Wayne Swan, a fustigé mercredi une "*austérité stupide*" en Europe qui pèse sur la relance de l'économie mondiale et en fait supporter l'effort à l'Asie, au Wall Street Journal avant la réunion des ministres des Finances du G20 jeudi et vendredi à Washington. [Lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) 17.04

Il a raison, bon on sait que les entreprises du CAC40 continuent d'engranger des milliards de profits, quant aux autres, il existe bien des moyens de les rendre plus compétitives, par exemple elles pourraient vendre à perte histoire de se mettre au niveau du marché et écouler leur camelote... Mais elles couleraient direz-vous. Non, pas forcément, il suffirait que les banques acceptent de réhausser leur niveau d'endettement ou de leur accorder de nouveaux prêts... Oui mais ce serait fort risqués, voire irresponsables si à terme elles n'étaient pas solvables... Peu importe, par un jeu d'écriture comptable il suffirait que les banques inscrivent ces prêts dans la ligne dépréciation d'actifs (à risque) ce qui leur permettrait de les déduire des bénéfices qu'elles déclarent et de payer moins d'impôt, à la limite cela augmenterait leur propre endettement... Peu importe, à dire vrai ce serait même une aubaine pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse un nouveau geste envers les banques, la BCE n'y serait pas opposé du moment que ce serait les contribuables qui paieraient l'addition...

Il a raison monsieur Swan, avec un peu de bonne volonté et quelques tours de passe-passe on peut toujours s'en sortir. Mais quel serait l'avantage d'une telle magouille comptable ?

En permettant aux entreprises de produire plus, cela permettrait de maintenir un niveau d'emploi plus élevé, donc de doper la consommation de la population, de permettre au cycle du capital de s'achever, donc aux capitalistes de retrouver leur capital de départ augmenté du profit qu'ils ont extorqués au passage aux travailleurs.... Peu importe que ce soit sur des bases viciées ou pourries, en mutualisant les dettes sur le dos de l'ensemble de la population, en fait les plus nombreux, les travailleurs, le poids de la dette qui pèse sur chaque capitaliste est ainsi dilué ou atténué, sans pour autant disparaître... Bon, il ne faut pas non plus demander l'impossible, la dette des entreprises, des banques et des Etats continuera d'augmenter, l'essentiel est de trouver un équilibre qui empêche tout le système de se gripper, puis de s'effondrer, de façon à ce que nous capitalistes nous puissions continuer de vivre comme avant, au-delà, c'est comme les question existentielles, il vaut mieux ne pas se les poser ou y penser...

Et puis, n'oublions pas que pendant ce temps-là, la pression étant maximum sur le gouvernement, il pourra ainsi justifier de prendre des mesures antisociales qui permettront d'accroître la compétitivité et les profits de nos entreprises, du coup même la bonne conscience des banquiers s'en trouvera d'autant soulagée, leur prise de risque justifiée, en fait ils n'avaient fait qu'anticiper sur la politique du gouvernement, vous voyez qu'on peut encore s'en sortir...

Ce n'est là que quelques aspects de la situation.

[Pocker menteur. Le silence est d'or.](#)

Vous les croiriez sur parole, vous ? Il faudrait être fou !

Le début de la manœuvre.

- L'or, qui valait 250 dollars l'once il y a 12 ans sur le marché au comptant, a depuis augmenté chaque année pour atteindre 1.668 dollars fin 2012. Le record avait été atteint en 2011 à 1.920 dollars l'once.

La crise du capitalisme ayant pris une sale tournure depuis 2008, les investisseurs ont diversifié leurs placements en renforçant leur position sur l'or réputé pour être une valeur refuge.

L'impasse de la dette nécessitera un réajustement monétaire mondial.

- Les experts n'ont pas vu venir le plongeon de 13% des cours de l'or en deux jours, du jamais vu depuis 30 ans, qui suscite aujourd'hui des interrogations sur sa valeur dans les portefeuilles des investisseurs.

Ce serait intéressant de savoir qui a vendu (du papier or), qui a conservé son or, et en cas de vente d'or physique, qui l'a acquis, et pour finir qui a continué de parier à la hausse tandis que d'autres pariaient à la baisse. Question : ceux qui ont parié à la baisse n'ont-ils pas été parmi les premiers vendeurs pour amorcer cette tendance et en tirer par la suite de juteux profits ? Ne serait-ce pas par hasard les mêmes qui auraient acquis l'or physique qui a été vendu ? Les mêmes n'auraient-ils pas spéculé à la fois à la hausse et à la baisse, pour finalement se retirer au bon moment et encaisser d'énormes profits ? Certains ont dû gagner sur tous les tableaux en bernant tout le monde, et d'autres ont perdu des sommes colossales après avoir parié à la hausse.

- En janvier, 37 analystes et experts interrogés par Reuters le voyaient encore battre ses records pendant un an ou deux: des banques comme ANZ, BNP Paribas, Bank of America/Merrill Lynch, Deutsche Bank, Commerzbank, Macquarie, Morgan Stanley, Standard Chartered et Goldman Sachs avaient des prévisions supérieures à 1.800 dollars.

Un indice.

- Si plusieurs banques avaient commencé à corriger leurs prévisions à la baisse, comme Goldman Sachs le 10 avril, la plupart continuaient de recommander l'or comme placement alternatif et comme protection contre l'inflation.

En réalité, Goldman Sachs a donné le top du départ d'une forte "*correction*" à la baisse qui n'a cessé de s'accélérer les jours suivants, dans quelle proportion Goldman Sachs a procédé à ce que ce journaliste nous présente comme une "*correction*" pour un peu anodine ou habituelle, bref qui ne mérite pas qu'on s'y penche pour en savoir davantage, nous n'en savons encore rien.

Une explication qui en cache une autre.

- Bank of America/Merrill Lynch reconnaît que le catalyseur a été la crainte de nouvelles ventes d'or dans la zone euro à la suite du projet chypriote.

Il est clair que si la banque centrale chypriote vendait une partie de son stock d'or sur le marché, de l'or physique, en barres, ceux qui auraient l'intention de s'en porter acquéreur souhaiteraient le faire au meilleur coût possible, on connaît la suite. L'explication donnée par Bank of America/Merrill Lynch ne servait qu'à camoufler leur réelle intention.

Faire croire que l'or serait devenu une marchandise vulnérable comme une autre.

- "*L'effondrement des cours de l'or est difficile à expliquer à l'aune de variables habituelles comme le niveau pondéré du dollar ou les taux d'intérêt, ce qui soulève des inquiétudes sur sa réputation de valeur refuge*", estime l'établissement.

Effectivement, aucun facteur objectif, aucun élément rationnel ou logique lié à la situation économique ou politique ne permet de justifier cette chute brutale de l'or. Il faut donc en déduire que ce serait le produit d'une vulgaire manipulation de quelques banquiers parmi les plus puissants.

On garde à l'esprit que les cours des matières premières, y compris l'or, sont déconnectés de tout lien avec l'économie réelle, ils sont le pur produit de la spéculation mondiale à laquelle se livrent des armées de traders à la solde des puissantes banques occidentales, en premier lieu américaine. Comme ils parient à la fois sur leur cours à la hausse et à la baisse, en fonction des infos que les plus puissantes et influentes d'entre elles diffusent auprès des marchés financiers et des manipulations auxquelles elles se livrent en coulisse, certaines toucheront le jackpot et d'autres subiront d'énormes pertes, les petits porteurs ou les investisseurs qui ne font pas partie du premier cercle des banquiers étant les premiers lésés, il faut bien que des pigeons paient pour les autres dans cette affaire. On assistera bientôt au même processus avec les actions.

L'opération à ce stade aurait pu avoir pour objectif d'inciter les investisseurs ou les possesseurs d'or à douter du rôle de refuge de l'or dans l'avenir pour qu'ils le vendent, sachant qu'en premier lieu ce serait les détenteurs d'or papier qui s'en séparerait, le fin mot de l'histoire consistant à faire chuter son cours au plus bas pour qu'ensuite les banquiers raflent sur le marché l'or physique au meilleur prix.

- "*Je pense que personne n'avait prévu des variations et des volumes pareils. Tout cela a fait énormément de mal à la confiance des investisseurs*", raconte Sean Corrigan, responsable des investissements chez Diapason Commodities Management en Suisse.

Qu'est-ce que c'est que 7 tonnes d'or ? Tout juste une malheureuse pépite !

- Le 10 avril, un rapport de la Commission européenne suggérait que le pays vende une partie de ses stocks d'or, à hauteur de 400 millions d'euros, dans le cadre de son plan de renflouement.

En août 2011, les réserves d'or détenues par les banques centrales à l'échelle mondiale se montaient à 30562,5 tonnes. (wikipédia) Et ce serait la mise en vente de 7 malheureux tonnes d'or qui aurait mis le feu aux poudres ? Vous racontez cela à d'autres.

Cette explication est grotesque.

La preuve.

- Les plus optimistes soulignent que les banques centrales restent attachées à leurs réserves d'or, dont l'exemple chypriote a justement démontré l'importance en temps de crise.

Il s'agit maintenant d'entretenir la psychose qu'ils ont déclenchée.

- Nul ne sait combien de temps il faudra pour que la confiance revienne, d'autant que les anticipations de reprise de l'économie mondiale sont plutôt négatives pour les fondamentaux de l'or.

D'autres préfèrent croire qu'il ne s'agissait que d'un épiphénomène, une brutale correction de son cours, sans lendemain.

- "*Je ne pense pas que le rôle de l'or sera sérieusement remis en cause par ces trois jours d'extrême volatilité*", dit Daniel Brebner, analyste de Deutsche Bank.

"Un certain nombre d'institutions vont certainement réfléchir au bien-fondé d'utiliser l'or comme un investissement, mais seul le temps nous dira si l'or est vraiment devenu une relique des temps barbares". Reuters 17.04

Une question pour conclure : Temps "*barbares*", d'hier ou de demain ?

Un dernier mot pour entretenir le suspense, car finalement on ne sait pas ce qu'ils ont derrière la tête. Les quantités d'or disponibles dans le monde seraient insuffisantes pour servir de garantie aux relations économiques entre Etats et aux transactions financières internationales, pour servir d'étalon à une nouvelle monnaie... (A suivre)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Gauche et droite sont tombées d'accord mercredi pour soutenir la candidature de l'ex-président du Sénat Franco Marini à l'élection présidentielle organisée partir de jeudi au Parlement, une étape clé pour sortir de la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis 50 jours.

Le Parti démocrate (PD, gauche) et le Peuple de la Liberté (PDL, droite) ont annoncé dans la soirée leur soutien à ce politicien de 80 ans, président du Sénat de 2006 à 2008 et qui fait partie de l'aile démocrate-chrétienne du Parti démocrate.

"La candidature de Franco Marini est celle qui est la plus en mesure de réaliser les plus grandes convergences", a déclaré le leader du PD Pier Luigi Bersani, à l'issue de négociations avec la droite de Silvio Berlusconi. *"C'est une personne limpide et généreuse, l'un des constructeurs du centre gauche lié au travail et au social"*, a-t-il ajouté.

Peu après, Silvio Berlusconi a confirmé lui aussi le soutien de son parti, le Peuple de la Liberté (PDL, droite), à la candidature de M. Marini.

"Nous croyons que c'est la meilleure solution possible en ce moment (...). Franco Marini est une personne positive et sérieuse, et pour nous il ne s'agit pas d'une défaite", a-t-il affirmé lors d'une réunion de son parti. *"Marini n'est pas du centre droit, mais il a toujours démontré être au-dessus des partis"*, a-t-il ajouté.

Cette annonce d'un candidat de consensus entre PD et PDL a aussitôt suscité des remous au sein de la gauche. Matteo Renzi, maire de Florence et rival malheureux de M. Bersani aux primaires du PD, a ainsi exprimé immédiatement son désaccord: *"Je crois que de nombreuses personnes ne voudront pas voter pour lui"*, a-t-il dit.

Jeudi doit avoir lieu le premier tour du scrutin présidentiel, où voteront à bulletin secret 1.007 députés, sénateurs et délégués régionaux.

Le président de la République, un rôle habituellement honorifique, est très important dans la phase délicate que traverse l'Italie, et cela fait déjà plusieurs jours que les partis sont engagés dans des pourparlers tous azimuts pour trouver un successeur à Giorgio Napolitano, 87 ans, dont le mandat expire à la mi-mai.

Le but des négociations entre PD et PDL était d'identifier une figure proche de la gauche, forte du plus gros bataillon d'électeurs (495 voix), qui ne soit pas hostile au Cavaliere, angoissé par la menace de condamnations judiciaires dont un chef de l'Etat "ami" pourrait le gracier.

M. Bersani, en tant que vainqueur "*relatif*" des législatives, avait le choix entre s'allier avec M. Berlusconi ou avec le Mouvement 5 Etoiles (M5S) de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

Beppe Grillo a affirmé mercredi sur son blog que le chef de la gauche avait déjà opté "*pour la combine*" avec le Cavaliere, alors que le M5S a choisi officiellement comme candidat le constitutionnaliste Stefano Rodota, issu de la gauche.

Mais un compromis sur le président pourrait résoudre l'équation pour le gouvernement: M. Bersani, après une tentative avortée fin mars, espère se voir confier par le nouveau président les rênes d'un gouvernement qui serait minoritaire mais nouerait une sorte de pacte de non agression avec la droite.

Une ligne qui provoque de fortes tensions au sein du PD de M. Bersani, dont une bonne part perçoit toute entente avec M. Berlusconi comme un pacte avec le diable.

Lors des trois premiers scrutins, la majorité des deux tiers est nécessaire, mais à compter du quatrième vote, la majorité absolue suffit pour être élu.

Parmi les autres noms évoqués des derniers jours figurent aussi l'ex-commissaire européenne Emma Bonino, et l'ex-président de la Commission européenne Romano Prodi, le seul à avoir battu deux fois le Cavaliere. AFP 17.04

2- Chypre

La version définitive du plan de sauvetage financier de Chypre sera soumise à un vote du parlement, une décision inattendue qui crée de nouveau de l'incertitude sur le renflouement du petit pays membre de la zone euro.

Dans un communiqué, le procureur général Petros Clerides a expliqué, Constitution à l'appui, qu'un vote, réclamé par l'opposition, était requis.

Invité de la radio publique chypriote, le porte-parole du gouvernement, Christos Stylianides, a prévenu: "*Quiconque s'apprête à voter contre l'accord de prêt devra simultanément proposer comment trouver ces 10 milliards d'euros.*"

"*Ils devraient aussi proposer comment nous pourrions faire face à des questions comme le versement des salaires et des retraites, et comment nous pourrions faire face au tollé général que provoquerait un possible rejet de cet accord*", a-t-il ajouté.

Le Parlement chypriote, où siègent 56 députés, avait déjà semé l'effroi en rejetant en mars à une écrasante majorité (36 voix contre, 19 abstentions) une première version du plan de sauvetage négocié avec les partenaires européens de Chypre et qui prévoyait de taxer les comptes bancaires dès le seuil de 20.000 euros.

Chypre doit en outre augmenter ses impôts, baisser ses dépenses publiques, et mettre en oeuvre des réformes structurelles pour assainir ses finances publiques.

Le plan de renflouement devrait être déposé à la fin du mois devant le Parlement, une fois entériné par le gouvernement, a dit mercredi à Reuters le secrétaire général du Parlement, Socrates Socratous.

Le vote s'annonce serré.

Les écologistes ont annoncé dès mercredi que leur unique député au parlement voterait contre l'accord. Les communistes de l'AKEL et les socialistes de l'EDEK, qui représentent ensemble 24 sièges, ont publiquement exprimé leur opposition à la nouvelle mouture du plan de sauvetage.

De leur décision - rejet ou abstention - pourrait dépendre l'issue du vote au parlement.

Le Rassemblement démocratique et le Parti démocratique, qui soutiennent le gouvernement, devraient voter pour. Mais ils n'ont pas

la majorité absolue. Reuters 17.04

3- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé mercredi que les Occidentaux jouaient avec le feu en finançant selon lui Al-Qaïda et a laissé entendre qu'il comptait rester au pouvoir jusqu'en 2014, voire au-delà.

Dans une interview d'une heure à la chaîne officielle Al-Ikhbariya, où il est apparu tranquille, M. Assad a prévenu que la guerre dans son pays pourrait gagner la Jordanie voisine, qu'il accuse d'entraîner les combattants rebelles et de faciliter l'entrée de "milliers" d'entre eux en Syrie.

"L'incendie ne s'arrêtera pas à nos frontières, tout le monde sait que la Jordanie est aussi exposée (à la crise) que la Syrie", a-t-il dit, tandis qu'à Washington, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel annonçait un renforcement du dispositif militaire américain en Jordanie, qui dépassera les 200 hommes.

"L'Occident a déjà payé très cher le fait d'avoir financé à ses débuts Al-Qaïda en Afghanistan. Aujourd'hui il fait la même chose en Syrie, en Libye et dans d'autres endroits et il paiera cher au cœur de l'Europe et des Etats-Unis", a prévenu M. Assad.

"L'Occident ne sait pas que ce terrorisme se retournera contre lui", a-t-il précisé. Ils "combattent Al-Qaïda au Mali et le soutiennent en Syrie. C'est la politique de deux poids deux mesures", a-t-il ajouté en référence à l'intervention française dans le pays africain.

M. Assad a souligné dans son interview qu'*"il n'y a pas de terroriste modéré"*, rejetant toute distinction entre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et les groupuscules jihadistes, dont le Front jihadiste Al-Nosra, qui a récemment fait allégeance à Al-Qaïda.

"Al-Qaïda domine (la rébellion) en Syrie", a-t-il souligné.

Le président syrien a affirmé qu'une défaite de son régime face aux rebelles, qu'il a comme toujours qualifiés de *"terroristes"* financés par l'étranger, signifierait *"la fin de la Syrie"*.

"Nous n'avons pas d'autres options que la victoire, car si nous ne sommes pas victorieux, ce sera la fin de la Syrie", a déclaré M. Assad.

Il a lié son départ à une *"décision du peuple"*, laissant entendre qu'il pourrait se représenter à la présidentielle à l'issue de son mandat en 2014.

M. Assad s'en est pris à l'opposition, essentiellement basée à l'étranger, doutant de son patriotisme, minimisant son appui populaire et estimant qu'elle n'était pas à la hauteur pour s'engager dans un dialogue avec Damas.

"Comment êtes-vous patriote si vous avez fui à l'étranger ? (...) Dans tous les pays du monde, l'opposition est une opposition élue et bénéficie d'une base populaire. Où sont les élections sur lesquelles se base cette opposition-là?", a-t-il demandé.

Sur un éventuel dialogue avec l'opposition, M. Assad a affirmé qu'il ne négocierait pas pas ceux qui ont *"encaissé de l'argent pour vendre la patrie"* et *"ceux qui n'ont pas de base populaire"*.

Evoquant une éventuelle intervention humanitaire internationale, dans un pays qui compte désormais selon l'ONU 2,5 millions de déplacés et d'importantes pénuries alimentaires, M. Assad a estimé qu'elle *"viserait uniquement à détruire les Syriens"* en rendant le pays dépendant de l'étranger. AFP 17.04

SOCIAL

1- France

1.1- CFE-CGC

Carole Couvert, 40 ans, a été élue mercredi présidente de la CFE-CGC par le 35e congrès de la confédération des cadres, réuni à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et sera la première femme à diriger le syndicat depuis sa création en 1944.

Mme Couvert, jusque là numéro 2 de la CFE-CGC, l'a emporté sur François Hommeril avec 59,7% des voix. Elle succède à Bernard Van Craeynest qui présidait la CFE-CGC depuis 2005. AFP 17.04

1.2- Des centaines de salariés du groupe Eiffage se mobilisent.

Plusieurs centaines de salariés du groupe Eiffage se sont rassemblés mercredi, en marge de l'assemblée des actionnaires à Paris, pour protester contre des salaires "*misérables*", la dégradation des conditions de travail et la sous-traitance "*abusive*" dans le groupe de BTP, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Depuis l'arrivée du nouveau PDG fin août, Pierre Berger, il y a un changement radical de politique au détriment de l'emploi et des salaires. De plus, il n'y a plus de dialogue social", a déploré Gilles Letort, secrétaire CGT du comité d'entreprise européen. Il a estimé à près d'un millier le nombre de manifestants.

Pour lui, les "*seuls objectifs de la direction sont l'enrichissement des actionnaires et la casse des acquis sociaux*". Il a dénoncé également "*des cadences infernales avec des moyens qui s'amenuisent de plus en plus*".

Les 70.000 salariés du groupe, numéro trois du secteur du BTP derrière Vinci et Bouygues, étaient invités à une "*grande journée d'action*" et de grève à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC. AFP 17.04

2- Espagne

Des milliers de mineurs ont manifesté ce soir dans le nord de l'Espagne, pour protester contre la suppression progressive des aides au secteur charbonnier qui selon eux, condamne l'économie de régions entières. Derrière une banderole portant les mots "*Non à la fermeture des mines de charbon, pour la défense des bassins miniers*," les mineurs, accompagnés de leurs femmes vêtues de t-shirts noirs, ont défilé à Leon, dans la région de Castille-et-Leon, à l'appel des syndicats UGT et Comisiones obreras (CCOO). Une autre manifestation a parcouru les rues de Mieres, une ville des Asturies, autre région minière du nord de l'Espagne.

Les mineurs affirment que la baisse d'activité dans les mines de charbon, liée à la réduction des aides publiques, a placé "*les salariés et les habitants des régions minières de Castille-et-Leon dans une situation sans précédent dans l'histoire des mines en Espagne*", selon un communiqué des syndicats. Les mineurs espagnols avaient fait grève pendant plus de trois mois, entre mai et août 2012, mais ce conflit avait pris fin sans accord avec le gouvernement.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs. Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une chasse au déficit public, a réduit les aides au secteur de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions en 2012. De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. lefigaro.fr avec AFP 17.04

3- Allemagne

Quelque 3.400 salariés de la poste allemande, Deutsche Post, étaient en grève d'avertissement aujourd'hui sur fond de négociations salariales, bloquant la livraison de plus de deux millions de courriers, selon leur syndicat Verdi.

"Environ 2,3 millions de lettres et plus de 100.000 paquets n'ont pas été livrés", a précisé Verdi dans un communiqué, soulignant que notamment les villes de Berlin, Hambourg (nord), Düsseldorf (ouest) et Mayence (sud) étaient touchées.

Le syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6% pour les salariés de Deutsche Post, et au minimum 140 euros de plus par mois, a annoncé son intention de poursuivre le mouvement dans les prochains jours alors que la prochaine séance de négociations avec la direction du groupe doit avoir lieu le 25 avril. AFP 17.04

4- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a rebondi au Royaume-Uni à 7,9% sur la période de trois mois achevée fin février.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a progressé à 2,563 millions a précisé l'ONS dans son bulletin.

Le chômage de longue durée a par ailleurs progressé avec 900.000 personnes au chômage depuis plus d'un an, un chiffre en hausse de 8.000 par rapport au trimestre précédent (septembre-novembre). AFP 17.04

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2013

CAUSERIE

Qui a dit ?

- " ... *c'est dans le milieu économique et non ailleurs qu'il faut chercher les causes des malaises sociaux et des vices humains. Quand un cultivateur veut débarrasser son champ des mauvaises herbes qui l'envahissent, il bouleverse avec la charrue et la pioche le sol où elles plongent leurs racines : pour guérir la société de ces maux et l'homme de ces vices, il faut recourir non aux réformes politiques et aux prédications morales des politiciens et des moralistes bourgeois, mais bouleverser avec la charrue et la pioche révolutionnaires le sol économique qui les engendre. Et c'est pourquoi le Parti ouvrier, le seul Parti politique qui ait une base philosophique, prend pour but de ses efforts une refonte générale de la propriété.*"

Réponse : Paul Lafargue, La base philosophique du Parti ouvrier. (1882)

ACTUALITE EN TITRES

[Autant en emporte le vent. Le doute qui tue.](#)

- Hollande poursuit sa chute dans les sondages dans un climat très tendu - AFP
- Le président confronté aux doutes et à une opposition sociale grandissante - LeFigaro.fr
- Cambadélis : «*La cote d'alerte est atteinte pour le PS*» - LeFigaro.fr

A force de charge la barque, elle finit par couler, normal, non ? Désolé, nous n'avons plus de bouées de sauvetage !

[Décidément, il n'avait pas le don du sacrifice !](#)

- Petroplus: "*L'Etat ne fait pas des miracles*", pour Arnaud Montebourg - L'Express.fr

D'ailleurs, c'est bien parce que les patrons n'y croient pas qu'on leur fait tant de cadeaux. Un Etat ouvrier ne réaliserait pas davantage de miracles, il en finirait avec le capitalisme, mais pour se payer ce cadeau, il va falloir que vous y mettiez du vôtre, que vous rejoigniez notre combat pour le socialisme...

[Haro sur les couches les plus défavorisées, à croire qu'elles sont de plus en plus nombreuses.](#)

- Gaz: l'Autorité de la concurrence préconise la fin des tarifs réglementés - AFP
- Le comité sur la fiscalité écologique pour une hausse du diesel - Reuters
- Le Smic est-il vraiment la cause du chômage en Europe? - L'Expansion.com
- Prix du lait: un "*vrai risque pour l'avenir*" selon les coopératives - AFP

Charrettes

- IBM souhaiterait supprimer 1.200 à 1.400 postes en France - Reuters
- Sabic va supprimer 1.050 emplois, cesser des activités en Europe - Reuters
- Licencié de Veolia pour avoir refusé des coupures d'eau - Le Nouvel Observateur

[Encore une bonne nouvelle, la troisième en quelques jours.](#)

- Morgan Stanley dépasse les attentes grâce à la gestion de fortune - AFP

Mimétisme

- Etats-Unis: Le gouverneur du Maryland taxe l'eau de pluie - wikistrike.com

- Une commune du Nord va taxer les contribuables sur les eaux de pluie - wikistrike.com

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le G20 ou la lessiveuse du capitalisme. Effets d'annonce.](#)

- Le G20 aux prises avec une Europe en panne, veut avancer sur les paradis fiscaux - AFP

Car voyez-vous, ces 20 pays les plus puissants de la planète sont aussi blancs que les cimes des deux versants du Mont Blanc, si, si, et pour cause ils seraient totalement étrangers aux paradis fiscaux qui auraient été fondés un jour d'un coup de baguette magique par on ne sait pas qui au point même qu'ils peinent à savoir ce qui s'y passe vraiment, non mais très sincèrement, nous sommes en présence de personnalités si importantes que personne n'oserait un instant remettre en cause leur honnêteté, pourquoi devrait-on imaginer qu'ils nous cacheraient quelque chose, hein, franchement ?

On a là la méthode et le discours qu'ils destinent aux masses ignorantes prêtes à les croire sur parole puisqu'elles ignorent tout ou presque de l'histoire et du fonctionnement des paradis fiscaux. C'est aussi le message qu'ils adressent à l'élite intellectuelle (médias) invitée à y adhérer les yeux fermés et à le reproduire, ce qui ne nécessitera aucun effort de leur part puisqu'ils font eux-mêmes partie de la maison.

Le G20 ne rassemble pas les plus puissants de la planète, mais seulement leurs représentants politiques. Leur fonction est uniquement de servir de relais entre leurs maîtres, l'oligarchie financière, et la plèbe, leur bonne parole étant relayée par les médias à leur ordre, auxquels on peut ajouter dans chaque pays une armée de fidèles et zélés larbins institutionnels, partis et dirigeants syndicaux notamment.

L'"Europe (est) en panne", ils en parlent comme s'ils n'y étaient pour rien, ce qui est vrai et faux à la fois, vrai parce que ce ne sont pas eux qui détiennent véritablement le pouvoir mais les banquiers, faux, parce qu'ils ont délibérément choisi de remplir cette fonction politique auprès des nantis, d'être leurs porte-parole.

C'est en jouant sur les deux tableaux selon les circonstances qu'ils peuvent tromper les masses qui finalement n'y comprennent rien ou pas grand chose. Cela la liberté de ton suffisante pour présenter la situation sous un certain angle en fonction de l'effet recherché, de tenir un discours qui n'a rien à voir avec leurs réelles intentions sans que personne ne trouve à y redire, tant la mise en scène est bien orchestrée ou rodée.

Si nous avons à faire ici à des pantins, toute l'opération consiste à faire croire que ce sont eux les véritables décideurs du destin des peuples et du monde. Pourquoi ? Voyons, mais pour protéger les véritables responsables de la situation sociale que les travailleurs doivent affronter quotidiennement, au-delà les fondements du capitalisme qui ne doivent jamais être mis à nu, ils en sont les gardiens, les protecteurs. C'est là leur principale fonction, et ils ont été désignés en fonction de leur loyauté indéfectible au capitalisme, en acceptant par avance d'endosser la responsabilité des conséquences dramatiques qui découleraient des décisions qu'ils annonceraient devant le monde pour défendre sa survie, quel qu'en soit le prix en vies humaines innocentes.

C'est ainsi que le travailleur lambda ne peut avoir qu'une image déformée du G20, et interpréter de manière erronée la situation qui lui est servie sur un plateau à partir d'une grille de lecture qui a été conçue pour l'induire en erreur à son insu. Quant à lui demander de reconnaître ce qui est ici véritablement en jeu, la guerre entre les classes, la lutte des classes, la lutte pour le contrôle du pouvoir politique à l'échelle mondiale, il ne faut pas rêver !

La théorie qui justifiait l'austérité : des économistes reconnaissent leur erreur de calcul Atlantico.fr

Voilà encore un effet d'annonce pour camoufler une autre supercherie.

[Hollande 1er : combien de régiments ?](#)

- Les "*Fralib*" écrivent à François Hollande - L'Express.fr

Mais c'est une vraie histoire d'amour ? Attendez, on a mieux en magasin ce matin ou plutôt pire.

J'ai reçu le n°247 d'*Informations ouvrières*, à la page 14 ils ont reproduit un communiqué de presse daté du 10 avril 2013, de la Fédération nationale de la Libre Pensée, un appendice du POI, "*La Libre Pensée a été reçue par le président de la République*"

En comprenant le titre, ils ont donné à pas moins de dix reprises du "*président de la République*", je les ai recomptés à trois reprises parce que je n'en revenais pas. Comme on dit chez nous : trop poli pour être honnête. Remarquez qu'ils n'y étaient pas obligés. Tant de courbettes devant le Bonaparte de service est indigne, humiliant, grotesque. Cela témoigne autant de leur état d'esprit que de leurs véritables intentions qui n'ont pas grand chose à voir avec leur discours politique, davantage quand on y regarde de plus près.

Allez, on compte ensemble, si, si j'y tiens :

- 1- (le titre) La Libre Pensée a été reçue par le président de la République
- 2- (2e ligne) ... la Libre Pensée a été reçue par le président de la République, M. François Hollande
- 3- (16e ligne) ... a fait part de son souhait que le président de la République
- 4- (21e ligne) ... Monsieur le président de la République
- 5- (35e ligne) ... la Libre Pensée a demandé au président de la République François Hollande
- 6- (41e ligne) ... à l'occasion que souhaitera le président de la République
- 7- (57e ligne) ... Le président de la République a écouté avec attention la Libre Pensée
- 8- (64e ligne) ... La Libre Pensée a demandé au président de la République
- 9- (71e ligne) ... La Libre Pensée a informé le président de la République
- 10- (78e ligne) ... Monsieur le président de la République a indiqué

Le compte est bon. Cela ne vous fait pas penser à : Jacques a dit lever le bras droit, Jacques a dit restés assis...

Il paraîtrait qu'ils ont été recus "*dans une ambiance très cordiale*", c'était la moindre des choses...

Ne dites surtout pas que le POI s'emploierait à colporter des illusions dans Hollande, son gouvernement, et quand la situation ne le permet pas ouvertement ou selon les circonstances, dans le régime, les institutions, mais non, mais non, ce serait les calomnier ou se livrer à une interprétation erronée, mensongère, il est vrai qu'on devrait interpréter un tel acte de servitude comme un geste de bravoure...

Hollande 1er : combien de régiments nous demandions-nous en titre. Ecoutez, un pour chaque ministère, est-ce que cela fera votre affaire monseigneur ?

- "*La Libre Pensée a informé le président de la République qu'elle avait sollicité toute une série d'entrevues avec différents ministères pour aborder un panel de dossiers.*" Ils feraient mieux de déménager au Château ou rue de Solférino (siège du PS) histoire de réduire leurs frais de transport qui sont pris sur les cotisations de leurs adhérents, surtout qu'ils se déplacent en taxi le plus souvent.

On ne se refait pas. Tout cela ne tient pas du hasard ou d'une simple maladresse, la preuve.

Il se trouve que dans la même page figurait un article de l'Association pour une Constituante, dans lequel il était précisé qu'"*aucun parti ne peut prétendre incarner et conduire la volonté de changement de système*", autrement dit, le combat politique ne doit pas être subordonné à la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne remplirait qu'un rôle accessoire dans les luttes à venir et la résolution de la question du pouvoir, puisqu'un cartel composé des partis déjà existants ferait très bien l'affaire pour réaliser un "*changement de système*", qui, vous l'aurez bien compris dans de telles conditions n'aura jamais lieu. Au moins leurs intentions sont claires.

Tous ces gens-là ont le don de se moquer des militants en leur proposant pour se battre des couteaux sans lames, c'est marrant mon premier réflexe serait de les placer en première ligne pour voir comment ils vont s'en tirer, après tout pourquoi devrait-on se sacrifier à leur place, ils viennent de montrer qu'ils en étaient indignes.

Ce sont de dangereux aventuriers car pendant ce temps-là la réaction et l'extrême droite se renforcent, eux ils construisent un parti pour prendre le pouvoir. Nous, nous devrions axer notre combat sur la défense de l'indépendance des syndicats.

Foutaise, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce notamment, on pourrait ajouter la Grande-Bretagne, les travailleurs ont utilisé depuis 2008 le canal certes étroit et déformé des syndicats pour se mobiliser contre la politique d'austérité

qui leur était imposée, ils n'ont pas de partis révolutionnaires pour aiguillonner leur combat, encore moins pour diriger leur mouvement ou leur montrer la voie, c'est spontanément que travailleurs et militants s'opposent à la politique de leur propre gouvernement et de la troïka. Même dans les pays scandinaves où les syndicats sont profondément intégrés aux institutions, les travailleurs tentent de les utiliser pour se mobiliser, on en a eu des échos au cours de l'année passée, dans le secteur de la santé, je ne sais plus dans quel pays, en Suède peut-être.

Donc l'axe politique mis en avant par le POI, c'est du vent, charlatanerie, c'est du même ordre d'idée envers les appareils pourris des syndicats que leur témoignage honteux de soumission envers Hollande, le régime le tout mis bout à bout. A côté de cela, ils peuvent tenir tous les discours qu'ils veulent, sortir toutes les déclarations qu'ils veulent, bourrées de contradictions quand on les lit attentivement, les faits, rien que les faits nous intéressent.

Défendons l'indépendance des syndicats, ne combattons pas pour construire le parti, laissons l'hypothétique Assemblée constituante se charger de la question du pouvoir, et sans rire c'est avec cela qu'on va en finir un jour avec les institutions de la Ve République quand on lit l'éditorial de D. Gluckstein, ben voyons !

Un dernier mot. Mon boulot est un peu décousu et je m'en excuse, mais c'est ma journée de travail qui est ainsi, ma journée tout court, je dois me débrouiller pour tout faire tout seul et ce n'est pas facile, surtout entre deux coupures de courant. Bon, on fait ce qu'on peut.

L'état d'esprit habituel d'un militant qui transparaît dans ses articles est révélateur à plus d'un titre, de sa personnalité ou son absence de personnalité, son niveau de conscience politique, le degré de son engagement politique, ses véritables intentions, sa conception du monde aussi, sa manière de l'interpréter, son niveau intellectuel ou ses connaissances, ses qualités et défauts ou lacunes, faiblesses, voilà pour l'essentiel.

Avec un peu d'expérience, quand on a à l'esprit chacun de ses facteurs, lorsqu'on lit un article ou écoute un discours, il est relativement facile de cerner la personne à laquelle on a à faire. Vous me direz que son auteur peut tricher, certes, mais il arrive toujours un moment où il se découvre.

- "*Quelle honte que ce dégradant spectacle de ministres « livrant » leur patrimoine*" (IO n°247, page 2, Lucien Gauthier)

Pour un peu on croirait qu'il est comptable de leurs actes ! Par exemple ici, l'auteur est outré que des ministres se livrent selon lui à un exercice "*dégradant*", on est donc pensé à croire qu'il les tenait en haute estime ou qu'ils méritaient qu'on leur attribue une vertu qui manifestement leur est étranger, se mettre au service désintéressé d'une cause ou d'un idéal. La honte ne peut pas atteindre ces ministres corrompus par l'idéologie bourgeoise qui ne seraient jamais parvenus à occuper cette fonction s'ils n'avaient pas prêté serment de toujours servir la cause du mensonge et de l'hypocrisie, quite à se vautrer dans la fange et être jeté un jour en pâture à la vindicte publique pour assumer jusqu'au bout leurs actes infâmes au service d'une cause inavouable.

L'exercice auquel se livrent les ministres, j'en suis moi-même coutumier sans que je trouve cela dégradant. Vous savez tous comment je vis, je suis un rentier, c'est vulgaire, je sais, mais il faut bien continuer de vivre sans salaire ni retraite, passons sur votre générosité, je ne vous demande rien, combien d'argent je possède en banque, environ 90.000 euros, ce que je possède en biens matériels, rien puisque j'ai revendu ma maison et je loue. Où est le problème dites-nous monsieur Gauthier, on attend que vous en fassiez autant ainsi que tous les dirigeants de tous les partis et syndicats. Assurément vous devez connaître des fins de mois difficiles, vous percevez un salaire de misère, l'épée de Damoclès du chômage suspendue au-dessus de votre tête, endetté jusqu'aux dents, qui plus est mal logé, dans l'impossibilité de vous soigner, bref, vous devez cumuler tellement de difficultés que vous préférez nous épargner de partager votre triste sort, on comprend.

Dites-nous, quelle "*honte*" y aurait-il à cela, on cherche à comprendre, vous savez, nous sommes beaucoup moins intelligent que vous ? Parce qu'on devrait vous croire sur parole ? Mais dans quel monde vivez-vous au juste ? Vous savez pourquoi la journée je suis torse nu, pieds nus et en short ? Pour économiser le prix d'un slip et d'une chemise qui me sont inutiles face à un écran d'ordinateur, et puis je suis plus à l'aise sous 35°C. Vous voulez plus de détails encore, il suffit de demander pour être servi. Il semblerait que nous n'ayons pas vraiment beaucoup de points communs finalement et pas seulement sur le plan politique. Je vais être accusé d'être un exhibitionniste ou un extraverti, le complément de ma mégalomanie rampante, quelle horreur !

Moi, ce qui m'intéresserait que vous nous livriez, ce serait de savoir au juste comment vous pouvez justifier votre politique, votre conception de la lutte de classes, vos rapports avec les différentes classes, les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, vous nous balancez votre politique mais vous ne nous dites pas d'où elle vient, sur quoi elle repose véritablement, on aimerait que vous nous l'expliquiez pour qu'on puisse juger sur pièces, voyez-vous on a horreur des spéculations ou extrapolations dans ce domaine, on est de simples ouvriers qui essayons de comprendre, de réfléchir librement, je ne dirais pas qu'on ne croit que ce qu'on voit, mais en la matière il nous semble préférable de s'en tenir à des faits concrets, c'est notre droit, non ?

Je vais vous dire un truc qui pourrait vous rendre service. Vous devez penser qu'à se découvrir ainsi on en est que plus vulnérable, et que nos adversaires ou ennemis pourraient profiter de cette faiblesse pour nous attaquer ou nous porter de mauvais coups. Qu'ils s'y essaient, au contraire on en ressort encore plus fort, blindé, pour ainsi dire invulnérable. J'irais plus loin encore, je

dirais même que cela pourrait nous être profitable car cela nous forcerait à agir sur nos propres faiblesses, on a parfois tendance à s'en accommoder et à se laisser vivre, ce serait une excellente occasion pour remédier à ce comportement laxiste et renforcer notre armure, nous améliorer encore. Armure s'entend sur le champ de bataille et non sur le plan psychanalytique on pourrait finir schizophrène (W. Reich)

Vous, vous vivez dans la hantise de voir vos forces décliner, de perdre du terrain, vous vous sentez faible et vulnérable, vous craignez toute attaque, de la même manière que vous pleurnichez quand le gouvernement nous assène un mauvais coup, on vous sent à l'aguet, on a l'impression que toute votre énergie est consacrée à assurer votre propre survie contre une menace insidieuse qui vous bouffe littéralement l'existence, vous ne dégagez pas la sérénité ou la tranquillité d'esprit nécessaire à la conduite d'un parti ouvrier.

Nous, nous ne craignons rien en dehors de voir nos forces physiques et nos capacités intellectuelles limitées décliner, si, d'être réduit à la misère et de ne plus pouvoir mener cette activité politique. Qui craindre, notre ennemi, nos adversaires, c'est tout, pas de quoi en faire un cauchemar entre nous. Ni de les envier ou avoir envie de leur ressembler, franchement. Soyez vous-même camarades, pensez par vous-même, c'est le fil qui nous relie à la liberté, c'est sans doute la seule véritable liberté dont nous disposons dans leur société, vous ne supportez pas qu'on vous juge et vous avez raison, alors refusez qu'on vous dicte de quelle manière vous devez penser, alors soyez forts, ayez confiance en vous, sinon comment voudriez-vous aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes ? Nous avons conscience de nos faiblesses, modestement apprenons à vivre avec, sachons nous en servir comme un levier pour relever tous les défis qui nous attendent et nous vaincrons.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal Le gouvernement portugais a annoncé jeudi des coupes budgétaires d'environ 600 millions d'euros pour réaliser les objectifs de réduction des déficits exigés par les créanciers après le rejet de plusieurs mesures d'austérité par la Cour constitutionnelle.

"Le Conseil des ministres a décidé de fixer des limites budgétaires par ministère", a déclaré le secrétaire d'Etat au Budget Luis Morais Sarmento lors d'une conférence de presse.

"Les mesures approuvées affecteront les dépenses en personnel, biens et services, ainsi que des dépenses courantes", a-t-il ajouté sans autres détails.

Les mesures, qui ont été annoncées à l'issue d'un examen supplémentaire des comptes du pays par la troïka (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, devraient être détaillées lors du prochain budget rectificatif qui doit être présenté au parlement en mai.

Le gouvernement, qui s'est engagé à ne pas augmenter les impôts mais à agir du côté des dépenses, a précisé en outre qu'il y avait une marge de manoeuvre pour que ces nouvelles mesures soient négociées avec les partenaires sociaux et l'opposition.
AFP 18.04

2- Bahreïn

Des milliers de personnes ont participé jeudi à une manifestation anti-gouvernementale à Bahreïn, à trois jours du Grand Prix de Formule Un qui sera disputé dimanche sur le circuit de Sakhir.

L'opposition considère cet événement sportif, en raison de son retentissement médiatique, comme un moyen de faire entendre ses revendications.

Entre 2.000 et 3.000 manifestants ont défilé jeudi à Karzakkan, un village proche du circuit de Sakhir, au sud-ouest de Manama, la capitale.

Ils demandaient la libération des détenus politiques et brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "la démocratie est un droit".

"A bas Al Khalifa", scandaient les protestataires, visant la famille sunnite qui règne sur ce petit royaume peuplé majoritairement de chiites.

En 2011, le Grand Prix de Bahreïn avait dû être annulé après des manifestations qui avaient fait au moins 35 morts. L'an dernier, malgré de nouvelles violences, l'épreuve avait pu être disputée. Reuters 18.04

SOCIAL

Grèce

Une trentaine de travailleurs immigrés ont été blessés par balles dans un champ de fraises du Péloponnèse pour avoir réclamé leur paie, illustrant la situation misérable des migrants en Grèce où l'incurie face aux violences xénophobes est récurrente.

Les trois superviseurs d'une exploitation de Manolada, un village de 2.000 habitants à 260 km au sud-ouest d'Athènes, ont tiré à la carabine mercredi soir sur quelque 200 jeunes travailleurs agricoles, pour la plupart bangladais, qui réclamaient leurs salaires, promis par le propriétaire plus tôt dans la journée et non payés.

Parmi eux certains ex-employés réclamaient jusqu'à six mois d'arriérés de salaire. Haut lieu de la production de fraises en Grèce, Manolada est régulièrement le théâtre de violences contre les saisonniers étrangers qui y travaillent dans des conditions misérables.

"*Nous vivons dans des serres ou des baraques de fortune, nous nous lavons dans des tonneaux pour un salaire de 22 euros qu'on ne touche jamais*", a osé dénoncer l'un d'eux jeudi matin sur la radio Skaï.

Mercredi soir, après la fusillade, vingt-huit travailleurs ont été hospitalisés dont sept l'étaient toujours jeudi.

Le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a promis une "*réaction immédiate et exemplaire*" contre cette "*attaque inhumaine*" alors que les ONG de défense des droits de l'Homme épingle régulièrement le gouvernement pour son inertie face à la banalisation des violences racistes.

"*L'exploitation économique de certaines ou de milliers de migrants habitant dans des conditions inacceptables ne peut pas être tolérée par la République hellénique*", a dit le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias.

Son collègue chargé de l'Emploi, Yannis Vroutsis, a dénoncé "*les conditions inhumaines de travail et d'exploitation*" et a qualifié "*l'emploi illégal de crime social*", alors que la plupart des migrants travaillent au noir à Manolada depuis une décennie.

Pour Dimitris Christopoulos, universitaire et responsable de la Ligue des droits de l'Homme en Grèce, ce dérapage sanglant était prévisible: "*Les autorités connaissaient depuis longtemps les conditions esclavagistes dans cette région*", où des débordements ont eu lieu en 2007 et 2009 notamment.

Avec la crise économique, le chômage frappe désormais 27% de la population active et augmente le nombre des sans papiers, selon M. Christopoulos. "*Le gouvernement se précipite pour dénoncer l'incident afin de ne pas laisser la place à Aube dorée, le parti néo-nazi*" pour capitaliser sur les inégalités de la société grecque, estime-t-il.

Les violences contre les immigrés se sont multipliées depuis l'arrivée en juin dernier au parlement d'élus du parti Aube dorée, tandis que le gouvernement de coalition droite-gauche d'Antonis Samaras lançait une vaste opération contre les sans papiers.

Jeudi après-midi des manifestations de soutien aux immigrés ont eu lieu à Athènes et Manolada. Sur les réseaux sociaux un appel à boycotter "*les fraises de Manolada*" (#bloodstrawberries) a été lancé. AFP 18.04

Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est qu'ils ne reviennent pas armés de kalachnikovs pour leur faire la peau, légitime défense, non ? Y compris contre l'extrême droite et demain ceux qui protègent le Parlement, les institutions...

ECONOMIE

France

Une liste de 353 personnes soupçonnées d'avoir détenu un compte en Suisse a été transmise au fisc français par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur les pratiques commerciales d'UBS en France, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Cette demande a été formulée dans le cadre de l'enquête des juges Guillaume Daïeff et Serge Tournaire pour blanchiment de fraude fiscale sur des soupçons de double comptabilité et d'ouverture de comptes non déclarés chez UBS en Suisse.

Le fisc français a sollicité son homologue suisse via une demande d'entraide administrative pour éclaircir la situation de ces personnes, selon le journal Le Monde.

La première banque suisse est soupçonnée d'avoir mis en place une double comptabilité destinée à masquer certains mouvements de capitaux entre la France et la Suisse, et d'avoir permis à ses commerciaux suisses de démarcher des clients sur le territoire français, en violation de la législation.

Une note anonyme transmise à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), consultée par l'AFP, atteste de l'existence de " *carnets de lait* " entre 2002 et 2007, système destiné à enregistrer les ouvertures de comptes non déclarées en Suisse réalisées par les commerciaux.

Elle décrit le rôle présumé de chargés d'affaires en Suisse et en France et de membres de la direction d'UBS France dans cette double comptabilité. AFP 18.04

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une quinzaine de nouveaux articles.

Recyclage. Pillage.

Face à la crise morale et politique, ouvrir à notre peuple une perspective de rassemblement patriotique et progressiste. - vendredi 19 avril 2013.

Auteur : par Les Clubs Penser la France (CPF), Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), Texte du M'PEP. Extraits commentés, cet article figure dans le portail du M'PEP.

Les mots et expressions clés qui démasquent les contre-révolutionnaires infiltrés dans nos rangs.

- "*reconstruire*" (l'appareil productif industriel et agricole ; la nation républicaine)... le capitalisme sur les bases d'un modèle appartenant à un passé révolu, l'Etat sur des bases économiques du passé, notons au passage, pas question d'en finir avec l'un et l'autre, ils y tiennent.

Les différentes phases par lesquelles le capitalisme mondial est passé ne seraient par le produit d'un processus dialectique, mais le produit d'une idée, d'une volonté, du hasard qui fait parfois bien ou mal les choses selon son humeur du moment. Ne cherchez surtout pas à les interpréter en fonction de facteurs matériels et les rapports qu'ils entretenaient entre eux, leur évolution ou transformation, vous pourriez vous égarer... dans le passé forcément nébuleux.

- "*repandre le chemin*" (du civisme, de l'indépendance nationale, du progrès social et de la coopération internationale)... des temps heureux du passé, sans rompre avec l'ONU, qui comme chacun sait, est une institution férocement attachée à "*l'indépendance nationale*" de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie...

Ces gens-là sont des nostalgiques d'un passé que nous ne regrettons pas, parce que nous n'avons pas eu le privilège de bénéficier de ses vertus merveilleuses, à croire qu'il ne faudrait retenir de l'histoire que les temps de paix, et que les période de guerres et les années de terribles souffrances qui les ont suivies n'avaient jamais existé.

Ils sont comme tous ces ignorants ou réactionnaires qui réhabilitent le Moyen-âge, l'époque des seigneurs et des curés qui aurait été synonyme d'un bien-être perdu et d'harmonie dans la société, alors qu'en réalité il n'était fait que d'arbitraire, de tyrannie, de guerres, de famines, de misère et d'indigence, sans oublier l'obscurantisme, la profonde ignorance des masses, les superstitions...

Double langage. Comment ça marche ?

Ils accusent le FdG "de ne pas vouloir remettre en cause le système", pour affirmer immédiatement après que "toute mesure, même superficielle, visant à prévenir les plus gros abus" en matière "de « moralisation de la vie politique » prônée par François Bayrou" "est bonne à prendre" qui n'aurait pour seul objectif de renforcer le système.

Ils affirment qu'aucun parti institutionnel n'est "à même d'apporter une réponse progressiste" aux questions que se posent les travailleurs, pour immédiatement après prôner "une large alliance républicaine s'inspirant, dans les conditions d'aujourd'hui, des principes et du programme du Conseil national de la Résistance", dans lequel figurait justement ces partis institutionnels ou les ancêtres de ceux qui existent aujourd'hui.

Surtout ne pas en finir avec les institutions et le capitalisme.

Ils appellent à "constituer la République sociale, laïque, souveraine, une et indivisible, sur des bases réellement démocratiques", qui reposeraient sur quel rapport entre les classes, entre classe dominante et classe dominée, le même qui existe depuis l'avènement du capitalisme ou sur son inversion une fois les capitalistes dépossédés du pouvoir politique et expropriés donc en faveur de la classe dominée devenue classe dominante ? Quelle signification donnée à l'expression approximative ou volontairement floue pour que chacun l'interprète à sa façon "des bases réellement démocratiques" ?

Exactement la même qu'après-guerre tels que les staliniens la développèrent, lorsque la priorité fut donnée par les partis (et syndicats) qui participaient au Conseil national de la Résistance de "reconstruire l'appareil productif industriel et agricole", de revigorer le capitalisme français affaibli par quatre années de guerre autrefois, mis à mal par la crise du capitalisme et l'emprise croissante de l'oligarchie financière sur l'économie depuis plus de trente ans aujourd'hui, le tout entouré des vertus euphorisantes, anesthésiantes, soporifiques du Front populaire qui n'a jamais eu pour objectif de remettre en cause le régime en place et le capitalisme mais plutôt de leur accorder un nouveau sursis, autant dire qu'un tel programme est étranger au socialisme.

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en oeuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

L'Etat, les institutions, la Constitution reposent et incarnent un rapport de forces entre classe dominée et classe dominante au profit de cette dernière.

En régime capitaliste, c'est la classe qui possède les moyens de production et de distribution qui détient le pouvoir économique et politique, la classe des capitalistes. Sur le plan politique, l'Etat a pour fonction de réglementer, de légiférer, d'organiser les rapports entre les classes de telle sorte que cette domination de classe puisse s'exercer librement, de trouver un équilibre politique qui permette à la classe des capitalistes d'exploiter tranquillement les travailleurs et d'éviter que les exploités remettent en cause aussi bien ce fragile équilibre que le pouvoir de la classe dominante.

En régime capitaliste, ce n'est pas l'Etat qui détient le pouvoir économique, qui possède les moyens de production mais les capitalistes. Les moyens de production appartiennent en France à quelque trois millions de capitalistes si l'on prend en compte la totalité des entreprises de la plus petite à la plus importante. Seules nous intéressent au départ sur le plan de la socialisation ou nationalisation les quelque 4.800 moyennes et grandes entreprises.

Notre objectif n'est pas d'exproprier chaque capitaliste pour les remplacer par un travailleur ou un groupe de travailleurs, parce que les capitalistes seraient de mauvais gestionnaires ou subtiliseraient une part trop importante des richesses produites ou encore seraient incapables de faire prospérer leurs entreprises ce qui se traduirait par des salaires médiocres ou des licenciements, des suppressions d'emplois, etc. Non, notre objectif n'est pas de remplacer de "mauvais" capitalistes par de "bons" capitalistes. Notre objectif repose sur une analyse du développement historique du capitalisme, celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels. Notre objectif prend en compte les fondements du capitalisme, son fonctionnement et son évolution qui le conduit inexorablement à la crise et l'effondrement. C'est la raison pour laquelle notre objectif n'est pas de réformer le capitalisme mais de changer les fondements sur lesquels doit reposer la production, les rapports sociaux de production et le mode de production. Cela ne peut pas se réaliser en transférant les moyens de production d'une main à une autre,

d'un capitaliste à un travailleur ou un groupe de travailleurs qui viendrait prendre tranquillement sa place et ainsi de suite jusqu'à temps que les 4500 moyennes ou grandes entreprises aient été confisquées aux capitalistes, tout en laissant le temps d'organiser leur résistance, de procéder à des sabotages, des faillites fraudueuses, des lock-out, etc.

L'utopie et la faillite autogestionnaire dans un environnement économique dominé par le marché mondial suffit à démontrer qu'une entreprise isolée aussi bien gérée soit-elle, est dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence mondiale, seule la puissance de l'Etat détenant tous les leviers économiques, le monopole de la création monétaire, du crédit, du commerce extérieur et le pouvoir d'orienter la production en fonction des besoins de la population, ce qui signifie détenir ces 4500 entreprises et les profits qu'elles dégagent, peut permettre à la classe ouvrière au pouvoir et à son Etat qu'elle contrôle de résister à la pression du capitalisme mondiale pendant une période plus ou moins longue en attendant que la révolution socialiste balaie toute l'Europe, puis le reste du monde et que le capitalisme soit définitivement vaincu à l'échelle de la planète.

En conclusion, nous avons vu qu'en régime capitaliste le pouvoir économique était réparti entre les mains de quelques milliers de capitalistes et que l'Etat ne disposait pas de ce pouvoir, et pour s'attaquer aux fondements du capitalisme il était indispensable que l'Etat ouvrier concentre entre ces mains le pouvoir économique, ce qui nécessite qu'auparavant la classe ouvrière ait pris le pouvoir politique.

Ce que cela démontre, c'est que définition et le fonctionnement de l'Etat ne sont pas les mêmes selon le régime en place ou la classe qui détient le pouvoir, autrement dit l'Etat des capitalistes ne peut pas remplir les fonctions d'un Etat ouvrier ou socialiste, il doit donc non pas être réformé ou relooker mais disparaître de fond en comble puisque l'on se destine à reconstruire la société sur des bases nouvelles, on peut employer ici le verbe reconstruire puisqu'au préalable on a précisé qu'il fallait impérativement détruire l'Etat des capitalistes de fond en comble.

On reviendra sur la question de l'Etat qui est déterminante pour notre combat. On pourrait ajouter qu'au niveau internationale, si les capitalistes se livrent à une concurrence féroce, c'est toujours par l'intermédiaire d'Etats qu'ils se livrent à des guerres ou signent des traités de paix qu'ils sont toujours prêts à piétiner à la première occasion.

ACTUALITE EN TITRES

Vive le progrès social !

- Medef: Pierre Gattaz pour repousser l'âge de la retraite à 65 ans, voire plus - AFP

Question : pendant combien de temps encore on va les laisser tranquillement déballer leur artillerie sans réagir au même niveau, cela s'adresse à nos dirigeants ?

Ils veulent notre peau bordel, ils l'affichent ces ordures, et nous on se contente de la routine, on n'ose pas prononcer un mot plus haut que l'autre par crainte de déclencher la foudre de la critique ou des médias ou de cette saloperie de "réseaux sociaux" infiltrée ou manipulée par la réaction. Langage feutré, inchangé, réaction molle, rencontre avec le président de la République, quelle honte !

Question à cent balles :

- Secret bancaire: Le G20 va-t-il prendre les mesures nécessaires? - 20minutes.fr

En a-t-il le pouvoir ? Réponse :

- Le G20 appelle à s'attaquer aux racines du secret bancaire - AFP

- Le G20 exhorte la communauté internationale à s'attaquer au secret bancaire - LePoint.fr

Ils "*appellent*" qui, ils "*exhortent*" qui, sinon ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière dont ils sont les porte-parole, les marionnettes, les hommes de paille.

Fichtre, quelle audace ! Non, c'était une blague voyons !

- Après Moody's, Fitch retire à son tour son triple A à la Grande-Bretagne - AFP

La Grande-Bretagne, c'est le 51e ou 52e état américain après Israël, ils se fichent de nous.

Vaincre ou périr, disions-nous.

- L'austérité en Grèce fait exploser le nombre de suicides et de meurtres - AFP

Un espoir bien fondé.

- Les USA espèrent de gros contrats d'armes au Proche-Orient - Reuters

Pourquoi pas Monti ou Draghi ?

- Le centre-gauche italien propose Romano Prodi pour la présidence - Reuters

Parce qu'il s'en fout !

- Pourquoi votre médecin ne sait pas suffisamment ce qu'il vous prescrit - Atlantico.fr

Je vous avais raconté qu'en vérifiant sur Internet la composition et la fonction des médicaments que le médecin avait donnés à mon épouse, il s'était trouvé que trois remplissaient exactement la même fonction, des antidépresseurs ou quelque chose comme cela, on les avait supprimés immédiatement.

A part diagnostiquer des infections communes et visibles, 90% d'entre eux sont des bons à rien. Idem pour les chirurgiens, une fois opéré, si vous avez des complications, c'était imprévisible, ils n'en sont pas responsables, ils ont empoché leur fric, démerdez-vous !

La survie du capitalisme repose sur l'ignorance des masses, l'enrichissement des médecins sur celle de leurs patients, et plus ils sont vieux, plus ils en profitent. Franchement dégueulasse, le mot est faible. Eux aussi ce sont des salopards.

Voilà un formidable métier que j'aurais bien voulu exercer, j'aurais soigné gratuitement les pauvres et j'aurais surtaxé les riches, j'y aurais consacré ma vie en prêtant la même attention à chaque patient sans compter mon temps. Je n'aurais rien pu faire sans le faire à fond.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les rapaces de "*mauvais augure*"

Pour certains analystes, la chute de l'or, qui s'accompagne plus généralement d'un déclin des cours du pétrole et des métaux, reflète l'incapacité de la Réserve fédérale des Etats-Unis et d'autres banques centrales à générer une demande solide, malgré l'injection de vastes sommes de liquidités dans le système financier mondial.

(On ne comprend pas, comment se fait-il qu'il soit impossible de "*générer une demande solide*", alors que le cours des actions s'envolent à Wall Street et d'autres places boursières, en principe cela signifie que les investisseurs tablent sur "*une demande solide*" selon le cycle, production, consommation, profit, profit qui tombera dans leur escarcelle, non ? Qui plus est, qui sont ces investisseurs, les traders des grandes banques qui agissent pour le compte de leurs clients, grandes banques parmi lesquelles celles de la Fed. L'argent versé aux banques par les banques centrales n'atterrirait pas dans l'économie productive ou marchande, et la capitalisation des entreprises non plus, ainsi l'économie mondiale serait au bord de la paralysie. - Ndlr)

La faiblesse de l'or et des matières premières "*témoignent de préoccupations sur la croissance mondiale*", estime Mohamed el Erian, co-investisseur en chef chez Pimco. "*Les matières premières sont les oiseaux de mauvais augure pour la croissance mondiale depuis un moment, et cela s'est encore accentué récemment.*"

(C'est une explication, en effet une grande partie de la population qui avait les moyens de consommer est fortement endettée, l'autre partie n'en a plus les moyens à cause des politiques d'austérité mises en oeuvre, la hausse des prix, le chômage. - ndlr)

La baisse du cours de l'or, qui a été sur la seule journée de lundi la plus importante jamais enregistrée, s'est traduite par plusieurs milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et pourrait être le prélude de déclin dans d'autres classes d'actifs.

(Cela pourrait être le signal que la fin de la partie est proche. - ndlr)

Les prix de l'or avaient déjà baissé de manière importante avant des chocs comme l'effondrement du fonds Long-Term Capital Management en 1998 et la crise financière mondiale entamée dix ans plus tard.

(Le capitalisme carbure à la confiance, qu'elle s'écroule et il s'effondre, reste à savoir si cela se produit sous contrôle ou hors contrôle du cartel des banquiers qui tirent les ficelles. Il serait préférable que ce soit hors contrôle, car là ils pourraient être amenés à commettre de graves erreurs aux conséquences totalement imprévisibles, c'est malheureux à dire, mais aujourd'hui le mouvement ouvrier ne peut tabler que sur le hasard qui ferait bien les choses pour s'en sortir, cela arrive parfois. -ndlr)

Les inquiétudes nées de la chute de l'or ne doivent cependant pas faire oublier que le métal précieux n'était pas à l'abri d'une correction après avoir vu son prix monter sans interruption depuis douze ans, avec un gain de 52% sur les trois dernières années. Reuters 20.04

(Reste à savoir si la baisse est vraiment le pendant de la hausse présentement ou si elle a une autre origine que l'on ignore pour le moment. Qui détient les stocks d'or, qui est propriétaire des mines d'or, qui en décident le cours ? Les mêmes, non ? - ndlr)

Quand le Medef prend le pouvoir.

Le Sénat a supprimé vendredi 19 avril, dans le cadre de l'examen du premier article du texte sur l'emploi, la "*clause de désignation*" qui permet aux partenaires sociaux de désigner l'organisme assureur qui prendra en charge la complémentaire santé que le texte prévoit de généraliser à tous les salariés.

Un amendement UMP, soutenu par les centristes et prévoyant cette suppression, a été adopté à la surprise générale par 171 voix contre 164 grâce à l'abstention des écologistes. Le PS, le CRC (communistes), le RDSE (à majorité PRG) ont voté contre. C'est une revendication du Medef.

Cette clause n'avait pas été incluse dans l'accord du 11 janvier (ANI) que retranscrit le projet de loi pour ne pas irriter les assureurs membres du Medef. "*Deux organisations patronales sur trois et tous les syndicats de salariés, signataires ou non, étaient favorable à la clause lors des négociations*", a plaidé en vain Michel Sapin. "*Il y a des branches plus riches que d'autres. Qu'arrivera-t-il si celles-là prennent en charge l'ensemble des prestations ? Et il n'y aura plus de solidarité interbranche. La complémentaire doit être adaptée à l'entreprise et les entreprises doivent pouvoir choisir*", a déclaré Jean Desessard (EELV) pour justifier l'abstention de son groupe. L'Expansion.com avec AFP 19.04

EELV ou la voix des patrons, ce n'est pas un scoop.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Parti grand favori, l'ex-Premier ministre Romano Prodi a échoué vendredi au quatrième tour de l'élection présidentielle italienne, et Pier Luigi Bersani, leader du centre-gauche arrivé en tête aux élections de février, désavoué, a annoncé sa prochaine, rendant la crise inextricable.

Choisi le matin même par la gauche, qui compte le plus grand nombre d'électeurs, M. Prodi avait recueilli seulement vendredi 395 voix, très loin de la majorité absolue requise (504 voix sur 1.007 électeurs).

101 "*franc-tireurs*" --sur 496 électeurs de gauche-- n'avaient pas respecté la consigne de vote en sa faveur.

M. Bersani a annoncé que son parti s'abstiendrait lors du cinquième scrutin des grands électeurs, prévu samedi matin, et qui s'annonce voué à l'échec, sauf retournement spectaculaire de dernière minute jamais exclu dans le contexte italien.

"*Je n'arrive pas à accepter que la candidature de Romano Prodi ait échoué. Nous avons abouti à une affaire d'une gravité absolue, les mécanismes de responsabilité et de solidarité ont sauté*", a-t-il dit, pour expliquer l'annonce de sa démission, qui interviendra, a-t-il dit, une fois élu le prochain chef de l'Etat.

Selon lui, le PD doit "*reprendre les contacts avec les autres forces politiques*".

La première force de gauche avait déjà échoué la veille à faire élire l'ex-syndicaliste démocrate chrétien Franco Marini, choisi en commun accord avec la droite de Silvio Berlusconi.

Pour protester contre le choix de M. Prodi, dont il est la bête noire, le Cavaliere avait appelé le centre-droit à ne pas participer au quatrième tour, consigne largement respectée par son camp.

Le nom de l'ancien président de la Commission européenne, âgé de 73 ans, est très mal vu à droite notamment parce qu'il est le seul à avoir battu à deux reprises le Cavaliere.

Pier Luigi Bersani avait opté pour celui qui a dirigé le gouvernement à deux reprises (1996-1998 et 2006-2008) pour tenter de ressouder son parti, que l'accord avec la droite sur la candidature Marini avait risqué de faire éclater.

Au moins la moitié des transfuges du PD ont apparemment voté pour le candidat du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Stefano Rodotà, un constitutionnaliste qui fêtera bientôt ses 80 ans.

M. Rodotà a recueilli 213 voix, soit bien plus que les 162/163 votes émanant des "*grillini*" (petits grillons) comme sont surnommés les militants du mouvement de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

"*Il n'y a plus de PD. La gauche est détruite*", a asséné Maurizio Lupi, du Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi, tandis qu'un de ses collègues comparait la situation au roman "*Dix petits nègres*" d'Agatha Christie, où les personnages meurent les uns après les autres.

M. Berlusconi s'est réjoui de la démission annoncée de son adversaire, affirmant que son parti PDL s'abstiendrait lui aussi lors du vote prévu samedi matin s'il n'y avait pas un candidat de consensus entre droite et gauche trouvé d'ici là.

Plusieurs scénarios s'offrent aux partis italiens : l'un est une candidature plus neutre, comme celle de la ministre de l'Intérieur Anna Maria Cancellieri, soutenue par le mouvement "*Scelta Civica*" du président du Conseil Mario Monti selon lequel "*elle pourrait attirer d'autres forces politiques*".

M. Berlusconi a rencontré M. Monti qui devait voir M. Bersani samedi matin.

Ou bien la gauche pourrait se rallier au candidat du M5S, Stefano Rodotà, ancien député européen et surtout ancien président du Parti démocratique de la gauche (PDS, dont le PD est l'héritier).

Le PD peut aussi revenir à une candidature plus susceptible de séduire le camp de Silvio Berlusconi, par exemple l'ex-premier ministre Giuliano Amato. AFP 20.04

2-Grèce

Du premier ministre au bureau de police local, tout le monde connaissait la situation de la région de Nea Manolada, où une trentaine de migrants se sont faits tirés dessus par un des superviseurs de la ferme qui produit des fraises. Selon Infowar, le site de Aris Chatzistefanou, co-réalisateur de *debtocracy* et *catastroika*, "*Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis.*"

Mahmud El Sandan

« *Nea Manolada n'est que la première zone économique spéciale ayant opéré avec succès en... Grande Grèce* »

Dans un article sur son site infowar, Aris Chatzistefanou revient sur les événements de Nea Manolada. Il raconte son expérience personnelle dans la région, puisqu'il s'y était déplacé avec Petros Papaconstantinou, membre du Mouvement "*Unis contre le racisme*". Ils s'étaient rendus chez l'ouvrier Égyptien que ses patrons avaient traîné en voiture sur un kilomètre en lui frappant les mains avec un marteau. Ils lui devaient plusieurs milliers d'euros et, lorsqu'il demanda son dû, "*ils lui firent comprendre ce que signifie le Moyen Âge social en Grèce*".

En passant près des installations où, leur dit-il, il travaillait, les « *musclés* » de la société se lancèrent à leur poursuite. Aris et Petros leurs échappèrent de peu, en arrivant à sauter dans la voiture et, tant bien que mal, atteindre l'autoroute en direction de Patras. Finalement, l'histoire est sortie grâce, aussi, à l'intervention de l'initiative *1againstracism* du Haut-commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, qui présenta une brève vidéo avec l'entretien de Mahmud El Sandani (ici en grec).

Sur infowar, Aris Chatzistefanou explique :

"Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis. Tout le monde était au fait : depuis le premier ministre à l'officier de l'équipe de nuit du commissariat local de police. Des sociétés entières se réveillaient le matin pour envoyer aux champs les esclaves venus du Bangladesh et du Pakistan et, au soir, pour aller jouer avec les vestales prisonnières venues d'Europe Orientale.

Les premiers n'avaient pas de papiers et ne pouvaient se permettre de dénoncer à la police qu'ils se faisaient voler par leurs patrons. Les secondes n'avaient pas leurs passeports pour pouvoir s'évader de cet enfer dénommé Grèce.

À l'époque, leurs employeurs votaient PASOK, Nouvelle Démocratie et LAOS. À présent, ils ont remplacé le troisième pilier par la Gauche démocratique (Dimokratiki Aristera) ou se sont tournés vers l'Aube Dorée pour chercher la protection par rapport à leurs victimes.

Le président de la Communauté pakistanaise avait dénoncé à la caméra d'info-war.gr que les fascistes opèrent comme hommes de main des patrons pour leur éviter de payer les travailleurs étrangers, mais aucune instance de l'État grec n'a jamais voulu enquêter sur les dénonciations.

Quand nous avons donné la vidéo au journal Guardian –parce qu'aucune chaîne grecque n'accepterait, de toute évidence, de la passer sur antenne- des personnalités médiatiques laissaient entendre que le reportage n'était qu'une sorte de vendetta entre le journal et le ministre de l'ordre public. À leur manière, elles ont également voilé les dénonciations."

Aris conclut dans son article : "Et voilà que, à présent, tout le monde est surpris. L'on se bouscule pour enregistrer les déclarations des victimes et exprimer leur fureur et leur indignation. Ne vous inquiétez pas. Ce n'est pas le dernier mot de l'histoire. Nea Manolada n'est rien de moins qu'une zone économique spéciale. Et la prochaine sera : les grecs".

Le quotidien Kathimerini a publié hier une vidéo montrant la situation à la ferme juste après la fusillade. Des images que l'on ne pensait sans doute pas voir un jour dans un pays de l'Europe en 2013. okeanews.fr 19.04

3- Argentine

Un million d'Argentins sont descendus jeudi soir dans les rues de Buenos Aires, pour l'une des plus importantes manifestations antigouvernementales depuis des années, qui illustre l'ampleur de la colère de l'opinion face à la dégradation de la situation économique et les projets de réforme de la presse et de la justice.

La manifestation s'est déroulée dans le calme. Nombreux étaient les participants à frapper des casseroles, forme traditionnelle de protestation en Amérique latine, tandis que d'autres brandissaient des pancartes avec ces slogans: "Argentine, réveille-toi!" et "Cristina corrompue", allusion à la présidente Cristina Fernandez.

Plusieurs personnalités de l'opposition ont pris part à la manifestation, qui avait été soigneusement organisée à l'avance via les médias sociaux.

D'autres manifestations étaient organisées dans les villes du reste du pays.

Cristina Fernandez, dont le mandat prend fin en 2015, est particulièrement critiquée par l'opposition pour son projet de réforme de la justice mais aussi pour un projet de loi sur la presse, destiné selon les analystes à affaiblir le groupe Clarin, empire médiatique qui ne ménage pas ses critiques contre la présidente. Reuters 20.04

Plus haut j'ai écrit cette saloperie de "réseaux sociaux" infiltrée ou manipulée par la réaction, je ne croyais pas si bien dire.

SOCIAL

1- Allemagne

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a déclaré vendredi envisager de saisir la justice après l'appel à la grève lancé pour lundi par le syndicat des services Verdi sur fond de négociations salariales concernant au total 33.000 employés au sol et en cabine.

Verdi a appelé à une grève d'avertissement dans dix aéroports, dont les deux principaux hubs de Lufthansa, Francfort (ouest) - premier aéroport allemand et troisième européen- et Munich (sud), Hambourg (nord) ou encore Düsseldorf (ouest). A Berlin, la grève démarrera seulement à 12H30 heure locale.

Mais pour Lufthansa, au vu de l'ampleur du mouvement, "*très massif*", et du nombre de sites concernés, on ne peut pas parler de grève d'avertissement.

"*Il s'agit d'une grève totale qui va entraîner des dommages pour un montant en millions d'euros à deux chiffres*", a déclaré à l'AFP Claudia Lange, porte-parole de Lufthansa. "*Pour cette raison, nous examinons nos options judiciaires*", a-t-elle ajouté.

Dans un communiqué, Verdi a justifié la grève par l'échec des négociations menées depuis fin février.

"*Le refus sur lequel campent les employeurs a inquiété et contrarié les salariés. Verdi appelle donc à une grève d'avertissement toute la journée du lundi 22 avril*", a-t-il expliqué dans un communiqué.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur douze mois pour quelque 33.000 salariés de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Or selon le syndicat, au terme d'une troisième séance de négociations, Lufthansa n'a proposé qu'entre 0,4 et 0,6% d'augmentation sur douze mois.

"*Cela signifie une perte nette en termes de salaire réel pour les employés et ne peut en aucun cas être accepté*", a déclaré une responsable du syndicat, Christine Behle, citée dans le communiqué.

"*La date de la grève est incompréhensible. Nous avons programmé quatre nouvelles séances de négociations et nous avons fait cette offre mercredi*", a encore déclaré Mme Lange à l'AFP.

Les négociations concernent essentiellement les personnels au sol, mais Verdi compte aussi une minorité du personnel de cabine de Lufthansa parmi ses affiliés. La majorité du personnel de cabine est syndiqué auprès d'une autre organisation, Ufo. Cette dernière est parvenue à un accord en novembre avec la compagnie, qui prévoit une hausse de 4,6% des salaires valable deux ans à compter de janvier 2013. AFP 20.04

2- Grèce

La part disponible des revenus des ménages grecs s'est réduite de 8,3% en rythme annuel au cours du dernier trimestre 2012, en raison des mesures d'austérité budgétaire prises par le gouvernement et du niveau sans précédent du chômage, montrent des chiffres publiés vendredi par l'institut national de statistiques Elstat.

Elstat explique que la baisse du revenu disponible est due à un déclin de 13% des salaires, une réduction de 5% des prestations sociales et une hausse de 8% des impôts sur le revenu et la fortune.

Depuis le début de la crise de la dette en 2009, les revenus disponibles ont diminué nominalement de 22%, et d'environ un tiers en tenant compte d'une inflation de 10% sur la même période.

Le consommation, qui représente trois quarts du produit intérieur brut (PIB), soit la proportion la plus importante dans la zone euro, a elle chuté de 11,2% en rythme annuel à 22,9 milliards d'euros au cours des trois derniers mois de 2012.

Le taux d'épargne des ménages a lui baissé de 5,9% sur cette période, contre un repli de 2,8% au cours du dernier trimestre de 2011. Reuters 20.04

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril 2013

CAUSERIE

Samedi soir.

Qui gouverne aux Etats-Unis ?

Dans une vidéo, une sénatrice américaine demande au représentant du Trésor combien de milliards de dollars provenant du trafic de drogue une banque (HSBC ici) devra blanchir avant que quelqu'un se décide à agir aux Etats-Unis, envisage "l'arrêt des activités d'HSBC aux Etats-Unis. Il lui répond qu'il n'en sait rien et que ce n'est pas de son ressort, donc du gouvernement américain, il "n'est pas autorisé à fermer une institutions financières" mais que ce serait peut-être du ressorte de l'OCC (Bureau du contrôleur de la monnaie) ou de la Fed. Excellent.

Comme la Fed, la CIA et le Pentagone ne font qu'un, et que c'est la CIA qui contrôle le trafic de drogue et son blanchiment pour financer une partie de ses activités illégales dans le monde via les banques installées aux Etats-Unis ou des paradis fiscaux qui sont protégés par la Fed, les banques peuvent continuer encore longtemps à blanchir de la drogue pour les cartels mexicains et colombiens.

Madame Elizabeth Warren a lourdement insisté en demandant au représentant du Trésor quelle était son opinion sur cette affaire, il lui a répondu qu'il n'en avait aucune, elle a alors demandé au sénateur en charge de ce dossier quelle était la sienne, il lui a fait la même réponse laconique en ajoutant que le ministère de la Justice avait fait son travail et appliqué la loi et qu'il n'avait rien à ajouter. Visiblement excédée, elle leur a balancé qu'il suffisait d'être pris en possession d'une once (27 gr) de cocaïne sur le sol américain pour avoir toutes les chances d'aller en prison et en cas de récidive d'y rester pendant de longues années, mais que les responsables du blanchiment de plus d'un milliard de dollars de cocaïne pouvait rentrer chez eux et dormir tranquillement dans leur lit, terminant en disant que "*c'est fondamentalement inacceptable*".

L'Amérique est une grande démocratie, en réalité une tyrannie, une dictature pour le citoyen américain lambda, un Etat mafieux, un paradis pour tous les trafics dont les banquiers sont les actionnaires ou les commanditaires, les lois sont faites par eux et pour eux. G. W. Bush avait dit tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous. Et les banquiers de préciser, la loi est faite nous, alors si vous n'êtes pas banquiers, la loi est faite contre vous.

Elizabeth Warren: "que faut-il faire pour fermer une institution financière ?"
http://www.youtube.com/watch?v=DRZS93v9q-M&feature=player_embedded

A demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 avril 2013

CAUSERIE

Encore une causerie bien fournie, du coup je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une dizaine d'articles, ce sera pour ce soir. Bonne semaine à tous.

Qui a dit ?

- "*La crise a eu un impact dramatique sur des millions de familles, en particulier sur la jeunesse. Il est plus que temps de placer l'humain au cœur de nos politiques afin de créer une croissance qui bénéficie à tous et qui préserve l'environnement.*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, non. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, lors du Forum du Nouveau Monde le 17 avril dernier. (<http://www.oecd.org>)

Angel Gurría doit être un écosocialiste sans le savoir !

"*l'humain au cœur de nos politiques*", en voilà un véritable mot d'ordre révolutionnaire, n'est-ce pas monsieur Mélenchon, tellement révolutionnaire qu'il est repris par le secrétaire général de l'OCDE. C'est quoi au fait l'orientation politique du Front de Gauche ?

Très sérieusement, ils ont eu une "révélation".

- Le fort endettement des États occidentaux ne peut plus être considéré comme une cause de leur faible croissance, mais tout au plus une conséquence.

Cette révélation accrédite une nouvelle fois l'économiste américain Scott Sumner, qui, au cours de l'année 2009, explorait une

voie alors hétérodoxe : la crise serait d'origine monétaire. Atlantico.fr 20.04

Heureusement ou malheureusement que le ridicule ne tue pas ! Eux aussi ils ne doivent pas savoir ce que c'est la honte.

En réalité il s'agit d'une demi-vérité pour un vrai mensonge, vous ne vous attendiez tout de même pas à l'inverse, non, franchement ?

Pour employer leur langage, l'économie étant tirée principalement par la consommation et celle-ci ralentissant, la production a emprunté la même tendance, pendant que le chômage explosait, à cela s'ajoutent les cadeaux divers fiscaux faits aux entreprises, bref, le tout se solde logiquement par la baisse des recettes de l'Etat, son endettement augmente, le service de la dette en conséquence, quelle trouvaille ! Ils sont très forts ces économistes diplômés des grandes écoles ! Et les travailleurs devraient être complexés à côté de ces nuls, ils ne seraient pas capables de gérer la production, la société ?

Ils auraient confondu la cause et la conséquence, rien de moins, décidément ce sont de piètres dialecticiens ! Alors on peut se passer d'eux ? A qui le dites-vous, évidemment. Voilà un argument que chaque travailleur devrait graver dans sa tête.

Pour couvrir leur médiocrité, ils ne peuvent que s'enfoncer un peu plus et recourir à un grossier mensonge : "*la crise serait d'origine monétaire*". Hier c'était la finance, le casino, les banquiers qui détiennent la planche à billets et contrôlent la masse monétaire, donc l'économie, maintenant ce seraient les faux-monnayeurs. Dites-donc, par hasard ce ne serait pas les mêmes ? Vérifions-le

- Le diagnostic monétaire réalisé par Scott Sumner découle d'un simple constat, l'effondrement de la variable primaire qu'est le PIB nominal (somme de la croissance et de l'inflation) est de la responsabilité de l'autorité monétaire d'une économie (la Fed, la BCE etc...). Le PIB nominal n'est de fait rien d'autre que ce que nous pouvons appeler le niveau d'activité au sein d'une économie, la demande.

Les responsables sont nommés, la Fed, la BCE etc., bref, ce sont bien les mêmes. Plus loin, l'auteur de cet article le confirmait ainsi : "*... Sumner poursuit en rappelant que le niveau de demande est justement la variable dont l'autorité monétaire a le contrôle.*"

Poursuivons. Leur nouveau tour de passe-passe va consister à doper artificiellement la demande (ils doivent être de gauche eux aussi ! - Ndlr) . Mais distes-nous, ne serait-ce pas justement ce qui a été à l'origine du déclenchement de cette crise en 2007 ?

- L'observation des années passées révèle que la croissance nominale des économies était stable, aux alentours de 5% aux États-Unis, 4% en Europe. L'année 2008 marque une rupture, cette stabilité s'écroule, et l'Europe est encore aujourd'hui engluée dans cette situation. Pourtant, la stabilité est l'objectif même d'une politique monétaire, et le mandat de maîtrise des prix n'est qu'une méthode pour parvenir à cet objectif.

La politique monétaire n'a rien à voir ici. Quand une partie de la population est endettée jusqu'aux dents, que ses revenus stagnent ou diminuent sous l'effet de la hausse des prix, taxes et impôts ou pire du chômage, cela se traduit automatiquement par son incapacité à maintenir le même niveau de consommation, par l'impossibilité de s'endetter davantage, pire par devenir carrément insolvable.

Les voilà qui enfourchent leur nouveau cheval de bataille : la maîtrise de la demande, la consommation, qui se décrèterait en somme sans se soucier des autres paramètres de l'économie qui devraient y être soumis. Si vous ne consommez pas davantage, ce serait soit que vous faites preuve de mauvaise volonté, soit que vous n'avez pas fait ce qu'il fallait pour ne pas être insolvable car on vous en a fourni l'occasion, au mieux vous êtes un piètre consommateur, au pire un mauvais citoyen. En réalité rien de nouveau, cette théorie est celle du néolibéralisme poussée à l'extrême, généralisée ou appliquée à l'Europe. J'ai vendu la mèche, cela vous aidera à mieux comprendre la suite.

- Après de nombreuses années passées à ne considérer que la seule variable qu'est l'inflation, nous avons négligé qu'une banque centrale maîtrise la demande dans son ensemble et non pas sa conséquence seule qu'est l'évolution des prix. Cet acharnement dogmatique devient la cause même de la crise.

La demande, c'est à la fois le marché intérieur et international. On consomme en fonction de son revenu et de ses besoins de préférence. Voudrait-il dire par là que les salaires seraient trop bas en général, que la population qui en a les moyens épargne trop, qu'elle n'est pas suffisamment endettée ? Retirons la première hypothèse qui est manifestement farfelue, reste les deux suivantes, l'épargne, tiens c'est marrant il semblerait que la troïka lorgne justement dessus depuis le coup de grâce qu'elle a porté à Chypre, l'endettement de la population pour créer une nouvelle bulle du type subprime, en voilà une bonne idée, même que Sarkozy et Lagarde y avaient déjà pensé, permettre aux plus pauvres d'accéder à la propriété sans se soucier de savoir s'ils pourraient régler leurs traites dans l'avenir.

Résumons, voilà ce que j'ai cru comprendre : la crise actuelle viendrait du fait que les pays en crise n'auraient pas appliqué les mêmes remèdes que, je vous le donne en mille, la Fed et la banque centrale japonaise qui font tourner la planche à billets à

plein régime ! La BCE qui s'y est initiée timidement récemment à hauteur de 1.000 milliards d'euros est invitée à leur emboîter le pas. Mais alors, ce qu'il préconise là pour l'UE notamment, c'est la fuite en avant sur le modèle de l'endettement abyssal fédéral américain, bravo vous avez tout compris.

- ... C'est ainsi que lors de l'année 2012, la consécration de la théorie voit le jour, la FED met en place une politique directement issue des analyses du professeur.

Quelques mois plus tard, en décembre 2012, le gouvernement Britannique (ayant consulté Sumner) nomme un nouveau gouverneur, Mark Carney, adepte de la théorie du NGDP Targeting, ou objectif de PIB nominal. Le Japon emboîte le pas et modifie en profondeur la doctrine de la Bank Of Japan sur la base du diagnostic monétaire, les résultats sont immédiats.

2012 ? Il semblerait que ce professeur ait un sérieux retard à l'allumage du côté des neurones. En guise de résultats "*immédiats*", la décision de relancer à tout va la machine à fabriquer du yen sur du vent, histoire de faire baisser artificiellement le cours du yen et de reporter davantage le coût de son gigantesque endettement sur les pays émergents là où dorénavant la plus-value est produite, alimentant au passage l'inflation dans ces pays-là. Du déjà vu, un plat réchauffé et indigeste, c'est pour cela que les idéologues du régime aux Etats-Unis sont si aigris, ils ne connaissent rien d'autres.

Quant à Mark Carney, il est assurément une référence pour légitimer cette "*théorie*" et les réelles intentions de ceux qui s'en réclament désormais, il suffit d'avoir à l'esprit qu'il a travaillé treize ans pour Goldman Sachs, dans ses bureaux de Londres, Tokyo, New York et Toronto, banque qui comme chacun sait n'a que le bien-être de l'humanité comme devise. Ainsi la boucle est bouclée ou presque, il reste le cas de l'UE qui doit leur emboîter le pas.

- La zone euro est aujourd'hui confrontée à un bouleversement doctrinal qu'elle refuse de voir. Malgré une pression internationale qui sera exercée en ce week-end de G20, la prise en compte d'une telle analyse suppose d'accepter le diagnostic lui-même : la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires. Les États-Unis, le Royaume Uni, le Japon ont admis ce que l'Europe est aujourd'hui incapable d'accepter : sa propre responsabilité.

En gros, cela signifie que les Etats de l'UE doivent abandonner le peu de souveraineté qu'il leur reste au profit de l'oligarchie financière internationale qu'incarne en Europe la BCE, que tous les gouvernements doivent faire preuve de davantage de volontarisme en adoptant le "*bouleversement doctrinal*" que représente le néolibéralisme, ils doivent donner plein pouvoir à la BCE de suivre à la lettre la politique monétaire dictée par le cartel des banquiers de la Fed qui se traduira par les mêmes conséquences dans l'UE et dans le monde, dans l'UE par la généralisation de la pauvreté, la précarité et le chômage de masse, le renforcement des inégalités déjà existantes... La BCE devrait baisser son principal taux directeur et inonder les banques de milliers de milliards d'euros une fois le secteur bancaire remodelé à leur convenance, la valeur du dollar et du yen étant réduite à leur coût de production, demain l'euro n'aura pas plus de valeur.

Les Etats-Unis, le Japon et l'UE n'ont pas d'autre alternative que s'endetter toujours plus au détriment de leur propre population réduite en esclavage, tous leurs acquis sociaux et politiques liquidés.

Quelques réactions d'internautes qui fournissent d'autres indications.

1- "*Il faudrait que l'on m'explique en quoi appuyer le bouton "print" de la planche à billet monnaie centrale va améliorer les choses. Lutter contre la déflation est une chose, tout permettre en son nom en est une autre, et notamment plein de papier de dettes qui ne vaudront plus rien. Les conséquences de ceci ne seront certainement pas minces.*

"la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires". Je pense juste que nous sommes en économie de bulle depuis 25 ans, que les bulles n'ont cessé de se multiplier et de gonfler et, qu'à un moment, elles vont éclater."

2- "*Lorsque l'Europe devait financer le seul déficit Américain elle y parvenait, à coup de baisse des salaires, chômage et consommation artificiellement dopée par l'immigration sauvage.*

Lorsqu'il lui a fallu supporter aussi la sous-évaluation (artificielle, elle-aussi) de la monnaie Chinoise, elle a aussi perdu son industrie, encore un peu plus ses emplois et son déficit commercial s'est accru.

Lorsque l'Europe absurde de Maastricht s'est élargi, elle a du financer les nouveaux entrants en se désindustrialisant à leur profit.

Maintenant que le Japon entre dans la danse du QE, la seule qui tienne encore le coup en Europe, l'Allemagne va aussi perdre des parts de marché à son profit."

Au fait, et la réelle cause de cette crise, c'est pour quand ? Allez, ce sera dans la rue, quand les masses auront décidé de s'en charger elles-mêmes.

Un complément de dernières minutes.

Comme quoi on a bien compris.

- Le Commissaire général à l'Investissement, Louis Gallois, souhaite un assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) et des exigences européennes en matière de déficits pour relancer la croissance. (<http://bourse.lesechos.fr> 21.04)

Il a préconisé deux mesures notamment :

1- ... le desserrement des calendriers de retour aux équilibres financiers, qui imposent une cure draconienne d'austérité aux pays les plus endettés.

"C'est ce que les Hollandais ont demandé, c'est ce que le Fonds monétaire international vient de demander à la Grande-Bretagne, c'est ce que les Espagnols vont demander parce qu'ils ne tiendront pas leurs objectifs", a fait valoir Louis Gallois.

2- *"...une politique plus accommodante de la BCE" à l'instar de ce que font les banques centrales du Japon et de Grande-Bretagne et la Réserve fédérale américaine. "Est-ce que la BCE ne pourrait pas (...) mettre plus de liquidité dans l'économie ?" (id)*

Nous y voilà ! Vous parlez d'une nouvelle théorie.

En réalité le cartel des banquiers de la Fed ont commencé à la mettre en oeuvre il y a un siècle, puis depuis le début des années 70 après s'être débarrassé de la tutelle encombrante de l'or, c'est ce qui leur a permis d'étendre, de maintenir et d'amplifier leur hégémonie sur le monde... Que vient faire le Japon là-dedans ? Mais voyons, il est présent au sein de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller. Ah ben alors tout s'explique ! Eh oui !

Les dernières réflexions inspirées de l'actualité à creuser.

1- Le système capitaliste est à la fois un mode de production et de distribution des richesses.

Ces deux volets sont inséparables, et il se trouve des petits malins qui voudraient nous faire croire qu'ils seraient possible de les dissocier, conserver le mode de production ou les rapports sociaux de production du système économique capitaliste et distribuer les richesses plus équitablement entre les classes selon une formule dont ils détiennent le secret.

Une manière de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'accompagne forcément de l'oppression exercée par une classe sur une autre, selon ses *"progressistes"* ou *"humanistes"* qui décidément ne doute de rien.

2- La révolution sera nationale, bourgeoise sur le modèle de celle de 1789 ou socialiste.

Autant dire tout de suite que les deux premières ont comme point commun de ne pas remettre en cause l'existence du capitalisme ni ses institutions politiques que son l'UE ou l'ONU notamment.

3- Chaque fois que le capitalisme mondial est sur le point de s'effondrer, il parvient à s'en sortir, cela signifierait-il qu'il ait trouvé la parade pour se jouer des contradictions qui le minent ?

C'est un constat que chacun peut faire, mais sur lequel peu daignent s'attarder. Pourquoi ? Parce que la réponse à cette question se situe davantage sur le plan politique que sur le plan économique. Comment cela ? Le monopole de la création monétaire et du contrôle de la quantité de monnaie en circulation a été accordé à la Fed en 1913 non pas par une autorité économique, mais politique. Idem pour la BCE par le biais du traité de Maastricht. Dès lors seule une autorité politique peut briser ce monopole. Tel sera la tâche du gouvernement issu du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

S'agissant plus largement du système économique capitaliste en vigueur, ce sont des institutions politiques qui l'ont légalisé et qui s'emploient depuis à le légitimer, sans faille depuis deux siècles en Europe et au Etats-Unis notamment, puisqu'aucun gouvernement dit de droite ou de gauche ne l'a jamais remis en cause.

Le capitalisme s'est doté de constitutions qui étaient toutes bâties sur le même modèle ou les mêmes rapports entre les classes, qui consistaient à répartir le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire au sein d'institutions politiques qui auraient pour unique fonction de servir ses intérêts et d'assurer sa survie, de lui donner les apparences de la légitimer en se prévalant de principes démocratiques soumis toutefois au pouvoir discrétionnaire d'une autorité supérieure selon les pays, chef d'Etat ou Cour

suprême, Conseil constitutionnel, et de se doter d'un cadre juridique qui lui permettrait d'imposer et perpétuer sa domination de classe au nom de l'intérêt général, de telle sorte qu'elle apparaisse légitime et que toute atteinte à celle-ci soit déclarée à la fois infondée ou injustifiée, illégale et illégitime. Ils ont ainsi décrété que le capitalisme était et serait éternel, sur le plan historique il s'agit d'une grossière falsification des faits que chacun peut vérifier, et c'est à cette supercherie qu'adhèrent tous ceux qui refusent de le remettre en cause ou qui s'en accommodent.

Ces institutions politiques fondées par les capitalistes, pour les capitalistes, devaient par la suite leur permettre de créer les institutions ou les instruments économiques et financiers adaptés au fonctionnement et aux besoins du capitalisme et à son évolution dans le cadre du marché mondial. Ce ne se sont pas des banquiers ou des chefs d'entreprises qui ont institué la moindre institution économique qui existe dans le monde, mais bien le pouvoir politique, gouvernement et Parlement subordonnés au capitalisme. Quant aux instruments économiques et financiers, s'il a été accordé aux banquiers le privilège de les créer, encore une fois, c'est suite à une décision prise par le pouvoir politique. Et si le pouvoir politique a perdu le contrôle des instruments financiers imaginés par les banquiers ou ignore même leur existence ou la manière dont ils fonctionnent, c'est après leur avoir signé un blanc-seing.

Ainsi, par n'importe quel bout qu'on prenne notre affaire, on s'aperçoit que le pouvoir politique, les institutions politiques sont à l'origine de la situation économique, sociale et politique, et que sans leur collusion constante avec les capitalistes dont ils partagent l'idéologie, le capitalisme n'aurait pas pu se maintenir et il aurait déjà disparu.

La question du pouvoir politique, la manière dont il s'exerce et les moyens que l'on doit définir pour s'en emparer est déterminante.

Sur le plan économique, le capitalisme pourra toujours s'en sortir désormais, à une seule condition, pour autant que le pouvoir politique lui permette, ce qui signifie que le renversement du pouvoir politique en place, les institutions, doit constituer notre objectif et notre axe de combat politique et qu'aucun compromis dans cette perspective ne peut être toléré.

Hier je n'ai pas actualisé le site mais en réalité j'ai encore plus travaillé que d'habitude, j'ai notamment commencé à rédiger un article dans lequel je développe une argumentation étayant l'affirmation selon laquelle les capitalistes se sont donnés les moyens de s'émanciper des contradictions du capitalisme, sans que cela signifie que celles-ci aient disparu, disons, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, en apparence, qu'ils s'en servent mais à une toute autre fin que celle que nous imaginions, car finalement le pouvoir financier extraordinaire qui leur a été accordé par le pouvoir politique en place leur permet de viser un objectif qui n'est ni économique ni politique, mais uniquement de modeler le monde (dans l'avenir qui commence maintenant) tel qu'ils l'ont conçu, et dans lequel seules une élite d'oligarques et d'intellectuels acquis à leur projet, ainsi que les couches de la population qu'ils auront sélectionnées pour les servir en feront partie, population qui sera forcément très réduite par rapport aux 9, 15 ou 20 milliards d'habitants que la planète devraient supporter d'ici quelques décennies ou un siècle, et qui on l'aura bien compris serait incompatible avec la survie de la civilisation humaine, toutes classes et couches confondues, sans exception, y compris celle de l'oligarchie, la vie sur terre étant devenue infernale, une lutte pour la survie de chaque instant, dans tous les domaines, alimentaire, santé, etc, mais aussi physique, le monde étant condamné à vivre sous un régime de guerre civile perpétuelle.

Il est clair que l'oligarchie ou les maîtres du monde ont compris que leur existence ou leur avenir serait compromis s'ils laissaient le monde prendre une telle direction, qu'il leur fallait agir, mais aussi qu'ils ne devaient pas prendre des mesures qui risqueraient de leur faire perdre le pouvoir politique, d'où ce qu'on analyse comme des contradictions dans le discours changeant de leurs représentants sur l'austérité ou la dette des Etats mais qui n'en sont pas, ils avancent à tâton, sournoisement et prudemment, ils ont bien conscience de marcher sur le fil du rasoir, ils savent aussi que cela prendra encore des décennies, voire un siècle avant que la marche du monde soit en phase avec leur projet et qu'aucun retour en arrière ne soit rendu possible.

Leur objectif est de conserver la planète en suffisamment bon état pour continuer d'y vivre, eux seuls ou presque, ce que contredirait l'épuisement de certaines ressources naturelles ou une guerre thermonucléaire qui pourrait les emporter ou pourrait leur petit paradis terrestre, d'où la nécessité de réduire le niveau de vie de la population, puis de réduire la production et la population mondiale elle-même, le tout progressivement mais sûrement. Cela peut sembler dément et irréalisable comme projet, on est bien d'accord, mais ils s'y accrochent. D'ici là, ils peuvent commettre de graves erreurs, ils ne contrôlent pas tout encore, ce qui nous laisse encore une marge de manoeuvre suffisante pour espérer les renverser, prendre le pouvoir politique et anéantir leur capacité à nuire au destin de l'humanité. Au passage, je vous ferais remarquer que les quelques éléments auxquels j'ai fait référence sont déjà omniprésents dans l'actualité économique et sociale depuis quelques décennies, certains depuis quelques années seulement.

Je ne cède pas ici à une quelconque théorie, je pars des faits et je m'en tiens à ce terrain-là. Si mes conclusions coïncident avec la théorie du Nouvel ordre mondial, c'est un pur hasard, et je tiens à rappeler ici que cette théorie n'a pas été élaborée par des illuminés, des intellectuels en quête de notoriété ou en panne d'inspiration, mais qu'il s'agit d'un plan, d'un projet, d'un objectif qui a été défini par les maîtres du monde dont les gouvernants se sont emparés (Bush père et fils, Sarkozy, Merkel, Barroso, Obama, etc. y ont fait référence dans différents discours et bien d'autres avant eux) ou s'en font fait les porte-parole, et que contrairement à eux, je ne fais pas disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions du capitalisme telles que Marx les a exposées, dont la lutte des classes qui déterminent toujours le sort de l'humanité dans un sens ou dans l'autre, socialisme ou barbarie.

Appelez cela comme vous voudrez, la théorie que je développe ici très rapidement à ceci d'originale qu'elle prend en

compte l'ensemble des facteurs existants ainsi que leurs rapports, contrairement à l'interprétation du capitalisme ou de la société qu'on nous sert, qui occulte ou refuse de prendre en compte certains facteurs parce qu'ils sont incapables de les situer dans une perspective à la fois économique et politique et même au-delà comme je l'ai précisé plus haut.

Je n'ai fait qu'esquisser cette théorie, elle permet au moins de mieux comprendre comment fonctionne la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, pourquoi les gouvernements ou différentes institutions prennent telles ou telles mesures ou leurs discours, pourquoi alors que tous les indicateurs sont au rouge le capitalisme ne s'effondre pas, comment peut-il survivre étouffant sous une montagne de dettes qui vont encore croître ? Je ne l'ai pas encore mentionné, il va de soi que leur plan n'est pas sans comporter un certain nombre d'obstacles ou difficultés à surmonter dans le propre camp des capitalistes, certains seront sacrifiés, d'autres auront du mal à s'adapter à ce nouvel environnement plus hostile et cynique que jamais envers le reste de la population, et il leur reste encore bien des territoires à conquérir, telle la Chine et la Russie et bien d'autres pays qui sont plus ou moins leurs vassaux.

Avant de développer cette argumentation je m'étais fait la réflexion suivante, en fait un constat : ils possèdent le pouvoir économique d'accroître leur richesse dans des proportions illimitées, ils détiennent le pouvoir politique qui leur permet d'exercer leur pouvoir économique, rien ni personne ne menace leurs pouvoirs, ils sont assurés de les conserver puisque la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction (internationale), et malgré tout cela ne leur suffit, qu'est-ce que cela signifie, il leur faut autre chose mais quoi, qu'est-ce qu'à leur place j'aurais besoin demain, en plus, pour continuer de vivre comme un monarque absolu, et bien tout simplement qu'il soit encore possible de vivre sur cette planète. Le paradoxe des paradoxes réside dans le fait qu'ils craignent d'être emportés par la situation, le monde infernal qu'ils ont contribué largement eux-mêmes à façonner. Qu'il les emporte dès maintenant ! Telle est la tâche de la révolution socialiste mondiale, en débarrasser la surface de la terre.

Répétons-le encore une fois, nous ne remettons pas en cause l'interprétation marxiste du développement historique du capitalisme, nous en confirmons le bien-fondé au regard des faits, nous la complétons ou la prolongeons à partir de l'évolution de certains facteurs qu'on ne peut pas ignorer pour mener notre combat politique.

On ne peut pas tout dire en quelques dizaines de lignes, le plus difficile sans doute à comprendre, c'est que nous sommes obligés d'interpréter certaines données sous deux angles différents, le premier sous l'angle du capitalisme disons classique que nous avons connu jusqu'au début des années 90, et le second en intégrant le développement démesuré du facteur financier qui s'inscrit dans une nouvelle stratégie du capitalisme mondial.

Par exemple, la liquidation de nos acquis sociaux participent indirectement à la baisse du coût du travail, les cotisations dites patronales ou ouvrières que les entreprises versent aux organismes sociaux sont déduites du profit réalisé au cours du procès de production tout comme votre salaire, cette partie de la plus-value ou du profit produit échappe au capitaliste, cette cotisation sociale ou salaire différé doit servir notamment à couvrir vos frais médicaux quand vous êtes malade, maintenant ce n'est plus le cas, on vous retient une somme forfaitaire sur chaque consultation, pire, on vous rembourse de moins en moins certains médicaments ou plus du tout, ce qui veut dire que vous avez cotisé pour rien et que vous devez payer en plus pour vous soigner et acheter vos médicaments, vous payez deux fois en fait, il vous faut donc défalquer ces frais supplémentaires de votre salaire qui de fait diminue, vous ne vous en apercevez pas, la somme inscrite au bas de votre feuille de paie demeure la même, sauf que votre niveau de vie baisse puisqu'il vous restera moins d'argent pour vivre une fois déduit ce forfait et l'achat de vos médicaments.

Ainsi, ce n'est pas seulement le coût du travail qui diminue, mais aussi notre niveau de vie qui baisse, pour se soigner, cela ne dépend plus des cotisations que l'on verse aux organismes sociaux, nous ne sommes plus logés à la même enseigne, mais de notre capacité financière individuel, de la somme qui nous reste en poche une fois qu'on a réglé toutes nos charges fixes, traites, loyers, assurances, eau, électricité, etc. Ils ne s'attaquent pas à nos acquis sociaux uniquement pour réaliser davantage de profit, ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent et créditer leur propre compte, mais pour nous rendre esclave d'un système qu'ils contrôlent et dont ils peuvent modifier les règles à leur convenance, allant jusqu'à décider qui a encore le droit de se soigner et qui n'en a plus le droit, pousser ce raisonnement à l'extrême et voyez ce que cela donne : ils décrètent qui a le droit de vivre et qui a le droit de crever. Vous pouvez l'appliquer à l'école, à l'habitation, au travail, à l'alimentation, au cadre de vie, etc. et vous vous apercevrez qu'ils sont en train de sélectionner ceux qui feront partie de leur programme et ceux qui en seront exclus, sachant qu'ils destinent une grande partie de la classe moyenne à venir grossir les rangs du prolétariat, cela fait beaucoup de monde.

On pourrait se poser une autre question : pourquoi n'ont-ils pas procédé plus tôt de la même manière si c'était si simple, en apparence seulement, on peut avancer plusieurs explications : parce qu'ils n'étaient pas encore maître du pouvoir politique, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, plus aucun parti susceptible d'accéder au pouvoir ne se réclame du socialisme, la lutte des classes a changé de dimension, un certain nombre d'incertitudes qui pesaient sur le développement de la lutte des classes se sont estompées ou ont disparu depuis, puis, plus aucune puissance n'est en mesure de rivaliser avec l'impérialisme américain, et la Chine alors, la Chine ramenez son PIB par tête d'habitant et vous vous apercevrez qu'elle a un demi-siècle de retard sur les Etats-Unis ou la France, autre facteur qui leur laisse une marge de manoeuvre plus grande, la construction européenne qui a réalisé d'énormes progrès, la création de l'euro et de la BCE qu'ils manipulent à souhait, n'a-t-on pas appris récemment qu'ils avaient injecté 7 mille milliards de dollars dans les banques américaines présentes sur le marché européen depuis 2008 en

intimant l'ordre aux autorités européennes de ne pas s'y opposer, en conclusion, la situation n'a jamais été aussi favorable pour leur laisser les mains libres d'agir à leur guise dans tous les secteurs de l'économie, y compris en recourant à des méthodes opaques et frauduleuses, sans parler des paradis fiscaux dont ils sont les premiers bénéficiaires.

Et la crise, c'était du bidon diront certains ? Non. En 1914, ils n'ont pas trouvé d'autre moyen de la surmonter (provisoirement) que de recourir à une guerre mondiale... En 1939, ils ont remis cela pour redonner un nouveau souffle au capitalisme. Souvenons-nous aussi que le New Deal avait échoué à résoudre la question du chômage de masse qui accompagnait la crise du capitalisme des années 30 aux Etats-Unis, seules l'économie de guerre et la guerre en viendront à bout, y compris en Allemagne. Depuis, aujourd'hui, ils ont développé de nouveaux marchés, mais ils sont encore trop faibles pour absorber les marchandises produites sur le marché mondial, et reprendre le même scénario qu'au XXe siècle serait trop risqué au regard des armes dévastatrices qu'ils ont mises au point, cependant moyennant quelque magouilles financières additionnelles pour équilibrer la barque, cela suffit pour empêcher le vieux capitalisme de sombrer. A côté et plus discrètement, ils avancent leurs pions et poursuivent tranquillement leur affaire...

On poursuivra une autre fois, peut-être avec l'article que j'avais commencé de rédiger hier, en fait je m'en suis déjà largement inspiré ici. Cependant de nombreuses autres questions méritent qu'on les pose et qu'on y réfléchisse.

4- Les paradis artificiels de la démocratie au XXIe siècle.

Le patrimoine des élus est à l'idéologie qu'il incarne, ce que la fraude fiscale est au néolibéralisme qui incarne un régime économique devenu mafieux : un paravent pour protéger un système économique basé sur l'ignorance et le vol, dans les deux cas une vaste escroquerie, légalé évidemment.

5- Les "**réseaux sociaux**" sont à la liberté (d'expression), ce que l'éclectisme est à la vérité.

La liberté ne peut se concevoir puis se conquérir que collectivement. C'est seulement une fois les éléments les plus conscients de la société rassemblés librement et luttant ensemble dans un parti politique qui incarne cet idéal, qu'elle peut espérer devenir une réalité, condition à remplir pour entraîner l'immense masse des exploités à sa conquête et renverser l'ordre établi qui en est la négation. Voilà pour les enseignements que les marxistes ont tirés de la lutte de classes du XIXe et XXe siècle.

En participant aux "**réseaux sociaux**" (ce qui n'est pas mon cas je rappelle) on a l'impression de bénéficier d'une liberté nouvelle ou supplémentaire, sans se demander et encore moins savoir ni pourquoi ni comment cette soit-disant avancée sociale est devenue une réalité, qui nous l'a accordée si généreusement et dans quel but précis, alors qu'en fait elle consiste uniquement à extérioriser, exposer au grand jour, matérialiser, entretenir, reproduire à l'infini notre propre ignorance que nous sommes privés de liberté sans savoir ni pourquoi ni comment la conquérir.

A tel point que nous percevons cette liberté comme un bienfait tombé du ciel, alors qu'en réalité il s'agit d'un nouveau carcan qu'ont conçu les ennemis de la liberté pour nous empêcher de trouver la voie qui permettrait de la conquérir. Quand on observe qu'on en est à confondre démocratie et dictature depuis déjà de très nombreuses décennies, le cas extrême étant l'appréciation que l'on porte sur le régime américain, on se dit que se méprendre et être incapable de faire la distinction entre le combat pour la liberté et le meilleur moyen de l'étouffer est pour ainsi dire dans l'ordre des choses ou était inévitable.

Il en va ainsi des "**réseaux sociaux**" qui servent de soupapes à une société libéricide rendue invivable pour assurer sa survie, des Ong qui soulagent la misère humaine tout en permettant de la prolonger, de l'action syndicale conçue comme un pansement pendant que la gangrène poursuit son oeuvre, de l'action politique ne consistant plus qu'à gérer ce carcan une fois tombé sous son influence, qui en réalité nous éloigne un peu plus chaque jour de notre émancipation, de la liberté.

Chacun cherche à réinventer la liberté, sa liberté comme on dit sa vérité, comme si elle dépendait de notre volonté ou de notre imagination, alors qu'en réalité elle repose sur des conditions ou des rapports matériels, les rapports sociaux entre les classes, le système économique en vigueur.

La liberté ou plutôt l'illusion de la liberté, l'absence de liberté repose sur des facteurs économiques et politiques, et ils ont voulu faire croire à la population qu'il suffisait qu'elle y pense très fort individuellement pour qu'elle se réalise, il faut admettre que jusqu'à présent ils ont assez bien réussi leur coup, les masses marchent à fond dedans, particulièrement parmi les couches les plus favorisées, tandis qu'en réalité elle est en train de crever et l'étou se ressert autour de son cou, pour dans l'avenir la contenir dans la camisole de force d'un nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu à cet effet.

On dit que l'espoir fait vivre, certes, mais quand on s'en contente, non seulement on s'interdit d'avancer sur la voie qui permettrait un jour de le réaliser, il finit par nous quitter et on en creève.

Triste vie, triste fin, la pire qui soit, alors renouez avec les enseignements du marxisme, avec le socialisme, et si pour une raison ou une autre cela vous semble difficile ou incompréhensible ou encore que vous aviez un a priori négatif sur le marxisme, étudiez

dans le texte la méthode que les marxistes ont utilisée pour interpréter le monde, la société, la nature, l'homme, ensuite vous viendrez logiquement au socialisme, nous en avons la certitude, c'est le seul moyen de conserver intact cet idéal, pour autant que vous parveniez à la compréhension que le parti socialiste révolutionnaire que nous devons construire en est la représentation la plus fidèle et que vous devez y militer.

Vous me direz que ce parti n'existe pas et que c'est bien là le problème, la clé de la situation.

Ce message s'adresse en particulier aux dirigeants du POI, le seul parti qui même de manière déformée ou avec lequel nous avons d'importants désaccords incarne encore notre idéal, faites-leur lire, demandez-leur ce qu'ils en pensent, rejoignez-le sans forcément adhérer à sa ligne politique. Vous savez, quand on milite et qu'on est face à face avec un travailleur ou un autre militant, il n'y a personne pour dicter votre discours ou pour contrôler vos propos, l'essentiel c'est l'orientation dans laquelle se situe votre combat, votre refus de toute compromission avec l'ennemi, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République pour instaurer une République sociale qui s'attaquera aux fondements du capitalisme, permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Des millions de travailleurs perdent littéralement leur temps et gaspillent leur énergie sur les "*réseaux sociaux*", dans des Ong et associations diverses, dans le syndicalisme conçu comme une fin en soi, vous avez le choix entre décider de les imiter en sachant que cela ne mène strictement nulle part ou ne changera absolument rien à la société ou de prendre consciemment une autre voie.

J'ai précisé consciemment parce que c'est là le facteur essentiel qui permet de distinguer ces deux types d'engagements. On pourrait conclure par là, en disant qu'on a l'impression de participer librement à un "*réseau social*", de s'engager librement dans une Ong ou une association alors qu'en réalité ce sont les fourvoyeurs ou les ennemis de la liberté qui les financent, les gèrent, les contrôlent, les administrent, établissent leurs statuts et définissent leur orientation, leurs objectifs, les manipulent, parfois qui les ont créés, ils sont très forts pour le maquiller ou vous faire croire que vous en êtes partie prenante, que cela vient de vous, etc. évidemment tout cela vous échappe, vous n'en avez pas conscience, comment le pourriez-vous puisque vous n'avez pas conscience de leurs véritables raisons d'être, même parfois leurs dirigeants l'ignorent eux-mêmes, ils sont inconsciemment le produit, les marionnettes d'une idéologie, bref, ce qui caractérise le mieux ce type d'engagement c'est l'inconscience, l'ignorance, la même ignorance qui habite les masses, elle en est une des manifestations si l'on veut, à quoi cela rime-t-il au bout du compte, à quoi cela sert-il, on serait bien en peine de le dire, on se fait plaisir en somme, cet engagement est au combat de l'humanité pour se défaire des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ce que la masturbation est au coït.

A l'opposé notre libre engagement dans un parti combattant pour le socialisme, pour la liberté, ne peut être qu'un exercice conscient qui s'appuie sur un processus dialectique dont on peut repérer les différents stades, les différents facteurs, les différents rapports, leur évolution, leur transformation, leur orientation qui reposent uniquement sur l'observation ou la prise en compte des faits, vérifiables et que chacun est appelé à vérifier par lui-même pour en acquérir la compréhension, forger ses convictions, être capable de les étayer et les défendre, de façon à élever son propre niveau de conscience et être à la hauteur de l'idéal pour lequel on combat, démontrer que ce n'est pas une utopie, mais une nécessité historique tout à fait réalisable sous certaines conditions, et que bien qu'étant au départ une aspiration légitime, le seul fait de la poser se passe de toute justification, il n'y a que la tyrannie sous couvert de démocratie qui en a sans cesse besoin pour couvrir ses crimes, pour finalement manipuler ses intentions antisociales, réactionnaires et liberticides.

Deux vidéos à ne pas manquer.

1- Réseau Voltaire. "*La Syrie et le Qatar vus par la 1ère chaîne de TV russe*" - 19 avril 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=r1YWpunShnE&list=UU3TR6S1FgdXmtbBPMvAabYg>

(Pour avoir des sous-titres en français, Appuyez sur "cc")

2- 11-Septembre : Il faut écouter April Gallop

http://www.dailymotion.com/video/xt1hcp_11-septembre-il-faut-ecouter-april-gallop_news?start=0#.UXLQT0ocBac

En 2007, une militaire employée du Pentagone était à son bureau le 11 septembre 2001. Elle témoigne ce qu'elle a vu de ses propres yeux une fois sortie sur la pelouse qui se situait devant la façade qu'un avion avait soit-disant percuté : pas trace de kérozène, de débris d'avion, de sièges arrachés ou calcinés, de bagages, d'effets personnels, de corps humains ou ce qui aurait dû en rester, absolument rien...

ACTUALITE EN TITRES

Préparer le bûcher !

- Secret bancaire: un nouveau pas du G20 sur une route semée d'embûches - AFP

Miracle !

- Cette théorie née sur Internet et qui pourrait sauver l'économie - Atlantico.fr

Inonder le marché européen de liquidité via la BCE. Quelle trouvaille !

La fausse vérité, maheureusement, est omniprésente.

- « *Le vrai mensonge, heureusement, est assez rare* » - Rue89

Etre rentier, cela se mérite !

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP

La pieuvre

- Mis en vente du groupe Darty : Le fonds Knight Vinke, actionnaire à 25%, a mandaté Goldman Sachs. - lefigaro.fr 21.04

ACTUALITE EN TITRES

T'as gueule !

"*Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne*" LePoint.fr

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement*", a estimé dimanche lors d'une interview au Parisien le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement. Dans un gouvernement, il n'y a qu'une seule politique*", ajoute-t-il. LePoint.fr 21.04

Il a raison, il pourrait en dire autant du PS.

Putain de langage tout de même! Et dire que nous faisons des efforts pour ne pas être vulgaire, c'est vrai, tous les jours on doit se faire violence pour ne pas leur balancer crûment ce qu'on pense d'eux, et franchement ce n'est pas beau à entendre.

En famille, la sécurité du régime est notre priorité.

Le Sénat a adopté, dans la douleur, dans la nuit de samedi à dimanche le projet de loi sur l'emploi, le gouvernement ayant décidé d'utiliser un vote bloqué pour faire accélérer les débats ce qui a déclenché la fureur des sénateurs communistes qui ont retiré tous leurs amendements et quitté l'hémicycle.

Le texte a été voté par 172 voix contre 24 à l'issue d'un débat houleux. Le PS, le RDSE et les centristes ont voté pour. L'UMP et les écologistes se sont abstenus. Seuls les communistes ont voté contre ainsi que Marie-Noëlle Lienemann (PS).

«*Ce texte représente un tournant avec la flexi-sécurité à la française*» a déclaré le centriste Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI-UC). «*Le texte est équilibré*» a assuré Françoise Laborde, du RDSE. Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, «*c'est un moment de progrès, ce sont des opportunités nouvelles dans le dialogue social qui s'ouvrent*». liberation.fr 21.04

Ah ben alors, et la gauche du PS, elle a fondu comme une peau de chagrin ! Mais peut-être que ce n'était qu'un mirage, une illusion après tout, non, vous croyez ?

La tarte à la crème du New Deal est rance, moisie, impropre à la consommation.

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables.

- L'aile gauche du PS propose un "*plan de relance écologique et social pour la France et pour l'Europe*" mobilisant 43 milliards d'euros en deux ans, permettant de créer ou préserver 500.000 emplois et destiné à "*s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste*"

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables. "*créer ou préserver 500.000 emplois*" quand le chômage dépasse les 5 millions...

- "*Comme dans les années 30 aux Etats-Unis, la politique économique est redevenue restrictive trop tôt et, comme dans les années 30, il faut s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste pour mettre en oeuvre avec détermination un plan de relance, au moment où il est à la fois le plus nécessaire mais aussi le plus efficace, afin de sortir l'économie de cette spirale récessive*", écrivent-ils.

Ils veulent le sauver à tout prix le capitalisme !

- La relance de la consommation passerait notamment par une amélioration "*temporaire de l'indemnisation du chômage et du chômage partiel dans les entreprises*" et une revalorisation des aides sous condition de ressources" pour les jeunes.

Des chômeurs heureux, encourager le chômage partiel ! Quant aux jeunes, vous êtes dans la misère, rassurez-vous demain vous serez pauvres ! Tout un programme

- La "*réindustrialisation du pays*" serait pour sa part fondée sur "*l'innovation et la qualité*", avec "la construction d'infrastructures de transport (lignes à grande vitesse, canaux, fret ferroviaire, tramways), "*la montée en puissance des filières industrielles nécessaires à la transition énergétique, ou encore de la voiture électrique*" et le soutien du secteur BTP via "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes.

En général, "*l'innovation et la qualité*" sont réservées aux nantis, à la classe moyenne, la leur ; le lobby de la Table ronde des industriels européens ne verraient rien à redire à "*la construction d'infrastructures de transport*", ils en redemanderaient même, ils ont oublié les aéroports dans leur liste ! ; "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes, Sarkozy et Lagarde en ont rêvé, vont-ils le réaliser ? l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, ici c'est la crasse ignorance ou l'inconscience qui prédominent.

La cerise sur le gâteau, à la place de Draghi je saisis la perche qu'ils lui tendent pour mettre d'autorité à contribution les comptes d'épargne de la population.

- Les auteurs précisent que "l'apport de l'Etat pourrait donner lieu à l'émission d'un emprunt national" permettant d'"agir à un moment décisif pour notre économie". AFP 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

en Famille. La démocratie déjà grabataire est enterrée, quel soulagement !

- Le président italien sortant Giorgio Napolitano, 87 ans, appelé à la rescousse par un Parlement dans l'impasse, a été réélu samedi, provoquant la fureur de Beppe Grillo, qui a crié au "*coup d'Etat*" et lancé un appel à une "*mobilisation populaire*".

La réélection, une première dans l'histoire italienne, à une très large majorité de cet ancien communiste qui fêtera ses 88 ans en juin, a été accueillie par une longue ovation debout de la majorité des "*grands électeurs*".

"*Aujourd'hui est une journée importante pour notre République. Je remercie le président Giorgio Napolitano pour son sens du devoir et sa générosité personnelle et politique qui lui a fait accepter de poursuivre son engagement dans un contexte aussi difficile*"

et incertain", a aussitôt réagi le chef de la droite Silvio Berlusconi.

Dans la matinée, de Pier Luigi Bersani (gauche) à Silvio Berlusconi (droite) en passant par le chef du gouvernement sortant Mario Monti, tous étaient venus l'exhorter à se représenter.

Cette fois-ci, *"les rencontres ont permis de faire émerger une large convergence"* des forces politiques en faveur de M. Napolitano, a souligné M. Bersani, chef du Parti démocrate (PD).

Son successeur à la tête du gouvernement, Mario Monti, a lui aussi remercié M. Napolitano pour son *"esprit de sacrifice"*.

Le pape François a félicité M. Napolitano après son élection, lui souhaitant *"de poursuivre son action éclairée et sage soutenu par la coopération"* des partis politiques.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a félicité M. Napolitano pour sa réélection qui intervient à *"un moment décisif pour le processus d'intégration"* européen.

Le président du Parlement européen Martin Schulz s'est dit pour sa part *"confiant que sa stature internationale et son expérience aideraient le pays à sortir de l'impasse et à restaurer la stabilité, la cohésion et la confiance dont l'Italie et l'Europe ont besoin"*, tandis que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, s'est réjoui de pouvoir *"continuer à coopérer avec lui en ces temps difficiles pour l'Italie et l'Union européenne"*.

A l'opposé, l'ex-humoriste Beppe Grillo, chef du Mouvement cinq étoiles (M5S), a estimé que les dirigeants des partis politiques traditionnels étaient *"prêts à tout pour empêcher le changement"*. *"Ils sont désespérés. Un coup d'Etat est en cours"*, a-t-il écrit sur son blog pendant que ses partisans, rassemblés devant la Chambre des députés à Rome, criaient *"Bouffons, bouffons!", "Honte!"*, tout en scandant le nom de leur candidat, le constitutionnaliste Stefano Rodotà

Ce dernier s'est toutefois dissocié de ces manifestations, soulignant *"être opposé à une quelconque marche sur Rome"*. Il a même adressé *"un salut au président réélu"*.

Cet échec cinglant a entraîné un véritable séisme au sein de la gauche.

M. Bersani a annoncé sa démission, de même que la présidente du PD, Rosy Bindi, tandis que M. Prodi retirait sa candidature face à la trahison des membres de son propre parti. AFP 20.04

Les bouffons (POI, PG) qui il y a peu encore tablaient sur la gauche du PS en France pour s'opposer à la politique de Hollande et son gouvernement), oseront-ils récidiver en voyant dans la crise du PD un élément majeur de la crise politique qui secoue l'Italie ?

Dernières infos.

L'ex-comédien Beppe Grillo a qualifié dimanche à Rome la réélection du président italien Giorgio Napolitano de *"petit coup institutionnel rusé"* des partis traditionnels, tempérant ses propos de la veille évoquant *"un coup d'Etat"*. AFP 21.04

Faut-il commenter ? Un misérable charlatan.

2- Chypre

Le président chypriote Nicos Anastasiades a dévoilé vendredi une série de mesures visant à maintenir l'emploi en dépit du lourd coût que fait peser le plan de sauvetage européen sur l'économie de l'île méditerranéenne en récession.

M. Anastasiades, de centre-droit, a prévenu que ceux qui ne cherchaient pas activement de travail ne bénéficieraient d'aucune aide de l'Etat mais que son gouvernement ferait tout pour aider ceux qui cherchent un emploi dans cette île où le chômage se rapproche des 15% et devrait augmenter nettement en 2013 et 2014.

Alors que certains font pression pour que les emplois soient donnés en priorité aux Chypriotes, ce qui violerait les lois européennes, M. Anastasiades a pris soin de préciser que ces plans de création d'emplois seraient ouverts à tous ceux *"qui ont résidé à Chypre de façon légale et permanente ces cinq dernières années"*.

Il a toutefois prévenu que l'île ne serait plus un *"paradis pour émigrés"* et que les aides aux demandeurs d'asile seraient *"largement réduites"*, les allocations pécuniaires étant notamment transformées en coupons pour s'habiller et se nourrir.

M. Anastasiades a promis que l'Etat réembaucherait 800 contractuels et investirait 21 millions d'euros pour subventionner à hauteur de 40% les salaires de 6.000 chômeurs qui seront employés dans le secteur clé du tourisme.

Les entreprises bénéficieront en outre de 25% de réductions d'impôts à chaque nouvelle embauche durant l'année.

"*Sans aucun doute, d'autres tests difficiles nous attendent, c'est pour cela que j'attends de tous patience et compréhension*", a-t-il déclaré.

"*Je veux souligner que réussir à relancer l'économie et sortir de la crise le plus vite possible ne peut se faire qu'en se tenant aux obligations que nous avons acceptées*" dans le cadre du plan de sauvetage, a-t-il ajouté. AFP 20.04

3- Jordanie

Jusqu'à présent prudent face au conflit syrien et après une tentative avortée de négociations avec Bachar el-Assad, le roi Abdallah II a mis deux couloirs aériens à la disposition de l'aviation israélienne. lefigaro.fr 21.04

SOCIAL

France

Avec le beurre, l'argent du beurre, la vache et la fermière se serait tellement mieux !

- Lakshmi Mittal, PDG d'ArcelorMittal, déclare "*regretter*" la fermeture des hauts-fourneaux de Florange (Moselle) tout en estimant que le coût de l'énergie et du travail en France limite la compétitivité du secteur de l'acier dans le pays.

"*Nous voulons créer une production durable et pour cela, il faut augmenter la compétitivité de notre dispositif industriel en France*", ajoute-t-il.

"*Pour augmenter la productivité de nos sites en France, il faudrait que les coûts de l'énergie soient moins chers, comme aux États-Unis ou en Allemagne. En France, le coût du travail est, par exemple, 20% plus élevé qu'en Espagne, et votre droit du travail reste encore trop rigide.*"

La fermeture des hauts-fourneaux de l'usine ArcelorMittal de Florange, qui entraînera la suppression de 629 emplois directs, a été entérinée début avril.

Les propos de Lakshmi Mittal interviennent alors qu'un projet de loi sur la sécurisation de l'emploi est examiné au Sénat. Il prévoit notamment que les entreprises puissent négocier des baisses de salaire en échange d'un maintien des effectifs. Reuters 20.04

ECONOMIE

G20

La "*fin du commencement*" qui n'en finira jamais de durer.

- Quatre ans après une première offensive, le nouveau coup porté au secret bancaire par les pays du G20 pourrait sonner le glas de l'évasion fiscale à condition de surmonter quantité d'obstacles politiques et techniques, selon des experts interrogés par l'AFP.

"*C'est un changement de braquet très important, un saut qualitatif qui signe le retour du politique*", se félicite Pascal Saint-Amans, en charge de la lutte contre les paradis fiscaux à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE).

Réunis vendredi à Washington, les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principaux pays développés et émergents, sont tombés d'accord sur une mesure aux apparences purement techniques mais aux conséquences inédites.

Dans leur communiqué final, ils ont "*exhorté*" la communauté internationale à adopter "*l'échange automatique d'informations*" bancaires et à en faire le nouveau "*standard*" international de la lutte contre l'évasion fiscale.

En clair, les pays seraient automatiquement informés dès qu'un de leurs ressortissants dépose de l'argent à l'étranger, en rupture radicale avec le système actuel.

Réclamée depuis plusieurs années par les ONG, l'échange automatique est désormais dans l'air du temps. Lourdemment endettés, les pays riches lorgnent sur la manne de l'évasion fiscale des particuliers, évaluée par certaines ONG à 25.500 milliards de dollars.

Sous la pression des Etats-Unis, pionniers sur le sujet, un groupe de pays européens, dont la France et l'Allemagne, vient d'appeler à généraliser ce mécanisme et a réussi à convaincre la puissante place financière du Luxembourg.

La patronne du FMI, Christine Lagarde, s'est déclaré jeudi, "à titre personnel", favorable à la fin du secret bancaire.

"En 2009, on a fait une brèche dans le secret bancaire mais aujourd'hui, avec la force politique du G20, c'est le barrage qui est en train de céder", estime Pascal Saint-Amans.

Le processus s'annonce toutefois ardu. Un échange automatique au niveau international requiert des trésors de logistique et un patient travail de définition des données dont l'OCDE a été chargé.

Mais ce n'est pas le seul obstacle.

"La lenteur c'est un peu le problème de ce que tout le G20 décide. Et il se pourrait que certains pays se mettent à traîner des pieds", prévient Eric Lecompte.

Pendant les négociations à Washington, la Chine a déjà fait de la "résistance" et ralenti les discussions, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier.

Selon d'autres associations, c'est la portée même de cette annonce qu'il faut relativiser. Privés des moyens logistiques adéquats, les pays pauvres n'ont pas les moyens de passer à l'échange automatique et pourraient rester sur le bord du chemin.

"C'est un pas important pas mais il doit être étendu aux pays en développement victimes d'une fuite des capitaux qu'ils ne sont pas en mesure de taxer", estime James Henry, de l'organisation Tax Justice Network.

Alors que la mort du secret bancaire a déjà été maintes fois annoncée, M. Henry assure qu'il "reste encore beaucoup à faire" et s'en remet à une citation de Winston Churchill pour résumer son diagnostic: "Ce n'est pas la fin ni même le commencement de la fin mais cela pourrait être la fin du commencement". AFP 20.04

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril 2013

CAUSERIE

J'ai encore dû bâcler une partie de cette causerie pour pouvoir la mettre en ligne avant 17h ici, après je dois absolument m'occuper de mes affaires et c'est comme cela tous les jours ou presque.

Suite de la causerie d'hier

Une objection à la théorie que j'ai exposée hier. Elle ne vient pas d'un lecteur, j'en ai d'autres en magasin, je n'ai tout simplement pas le temps de toutes les traiter en même temps

Ce sont eux qui ont permis à la démographie mondiale et aux forces productives de se développer.

S'agissant de la démographie mondiale ils n'ont pas vraiment eu le choix, et il est vrai que c'est un sérieux obstacle à la réalisation de leur projet, mais je n'ai jamais affirmé qu'ils pourraient le mener à son terme.

Quant aux forces productives on pourrait dire la même chose, à ceci près que leur développement était nécessaire pour parvenir à un niveau de maîtrise scientifique ou technologique compatible avec la gestion des ressources de la planète pour garantir leur survie à long terme notamment.

De plus, maîtres des multinationales et leurs centres de recherches, leurs laboratoires, ceux des universités qu'ils financent et contrôlent également, il leur est donc possible d'agir aussi sur la démographie mondiale, l'état de santé de la population, sa durée de vie, etc. cela peut paraître machiavélique et cela l'est en réalité, on pourrait dire qu'ils détiennent déjà en grande partie le sort à venir de l'humanité dans le creux de leurs mains, je vous renvoie pour le vérifier au pouvoir acquis par des firmes des secteurs pharmaceutique, agroalimentaire, de la chimie, etc. au développement mondial des OGM, à l'emploi colossal dans l'agriculture des engrais chimiques, pesticides, herbicides, dans l'alimentation des animaux consommés d'antibiotiques, d'hormones et autres agents accélérant leur croissance, dans l'alimentation, des colorants, adjuvants, conservateurs, de toutes sortes de matières toxiques employés dans la fabrication des vêtements, literies et autres objets que nous employons tous les jours, sans oublier les vaccins et de très nombreux médicaments dont les effets secondaires sont dévastateurs, etc. etc. etc.

Il y en a qui affirme que la durée de vie de la population devrait croître encore, je serais prêt à parier le contraire, ce qu'on a déjà pu observer en Russie depuis 1991, aujourd'hui en Grèce, demain en Espagne, et ce n'est qu'un début. Ce qu'on ne nous dit pas non plus, c'est que deux personnes sur trois qui parvient à un âge très avancé, disons au-delà de 70 ou 75 ans, se trouve déjà dans un état de délabrement physique et parfois mental épouvantable et de dépendance quasi permanente.

On poursuivra une autre fois.

Parole d'internaute.

- *"C'est après la carrière politique que les dividendes arrivent, pas pendant. Idem pour les hauts fonctionnaires, l'argent arrive après le pantouflage. Les drogués font des carrières politiques longues pour le pouvoir, pas pour les pépettes. Si on limite le nb de mandats, chacun préparera une reconversion juteuse dès le premier jour de la première élection."*

Vous avez vu juste :

- Une conférence à 100.000 dollars ? - LePoint.fr

Nicolas Sarkozy va participer à une conférence pour la banque d'affaires Goldman Sachs. Selon Mediapart, il sera grassement rétribué pour cette prestation. LePoint.fr 22.04

ACTUALITE EN TITRES

[Inutile, l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme : c'est déjà l'extrême droite !](#)

- Copé dit qu'il "n'acceptera aucune collusion avec l'extrême droite" - AFP

[A UE et à dia](#)

- La politique d'austérité a atteint ses limites, selon Barroso - Reuters

- Bruxelles promet que l'exception culturelle ne sera pas négociée avec les Etats-Unis - AFP

- Chypre: le président accuse l'UE d'avoir utilisé son pays comme cobaye - AFP

[Craquements](#)

- Reprise encore lointaine pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal - Reuters

- L'Espagne s'attend à une récession deux à trois fois plus forte que prévu en 2013 - L'Expansion.com

[Suppressions d'emplois à venir](#)

- Sans reprise en Europe, Michelin devra restructurer - Reuters

- GDF Suez dément préparer un plan social - LePoint.fr

[L'UE est bien synonyme de pauvreté et de régression sociale, ils le disent eux-mêmes.](#)

- Allemagne: une hausse des salaires pénaliserait la zone euro, selon Weidmann - AFP

Rappel d'une info d'hier :

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP 21.04

[Manipulation des masses et propagande impérialiste à l'échelle mondiale](#)

Voilà qui mérite qu'on en parle

- De Mohamed Merah à Boston, le terrorisme islamiste de "seconde génération" - Atlantico.fr

Voilà de quoi il est inutile de parler

- Etats-Unis : cinq morts dans une fusillade près de Seattle - Liberation.fr

- Six morts dans une fusillade en Russie - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Au grand complet s'il vous plaît. Union nationale néo coloniale ou impérialiste.](#)

Les députés français ont voté lundi, sans surprise, en faveur du prolongement de la mission d'intervention militaire au Mali où l'armée tricolore a amorcé un retrait de ses quelque 4.000 hommes.

Sa prolongation a été approuvée par 342 voix contre zéro au Palais-Bourbon. L'UMP a voté pour, avec des réserves. Le groupe du Front de gauche, qui avait voté l'envoi de troupes françaises au Mali, a décidé cette fois-ci de s'abstenir. Reuters 22.04

Alors, on les liquide oui ou non les institutions réactionnaires de la Ve République ?

Il y en a qui s'insurgent contre le "*tous pourris*", on est d'accord sur la forme, mais sur le fond, ne vient-on une nouvelle fois d'avoir la démonstration que tous les partis présents à l'Assemblée nationale sont pourris jusqu'à la moelle, franchement qui pourrait encore soutenir le contraire ?

Je vais vous dire un truc, on les connaît comme notre poche, ceux qui s'encanaillent avec cette pourriture le justifieront en ajoutant que ce n'est pas vraiment un problème, parce que la majorité des travailleurs soutient cette intervention militaire, autrement dit, ils verseront dans la démagogie en s'appuyant sur les illusions des travailleurs au lieu de s'en tenir à une position de classe conforme à leurs intérêts et de les combattre.

Après cela on s'étonnera que le prolétariat et le mouvement ouvrier soient réactionnaires ou que leur niveau de conscience politique ne progresse pas, normal, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

[En famille \(elle s'agrandit de jour en jour!\). Faites tomber les masques.](#)

Il a été ministre sous Chirac, il peut l'être sous Hollande, il aura loupé Sarkozy !

- Jean-Luc Mélenchon a déclaré lundi que son objectif était de devenir le Premier ministre de la France.

"*Bien sûr, c'est le but*", a déclaré le co-président du Parti de gauche sur Europe 1.

"*François Hollande avait une chance de faire quelque chose de bien, il l'a ratée. Il peut se rattraper (...) Il peut me nommer*

Premier ministre. Je n'ai pas peur", a-t-il ajouté avant de préciser qu'il n'avait pas été contacté dans la perspective d'un éventuel remaniement. Reuters 22.04

Les nouveaux curés ou l'école le berceau de l'idéologie de l'esclave.

- Morale laïque: "*L'enseignant doit faire de chaque enfant l'honnête homme de demain*" - L'Express.fr

Quand la société sujette à une décomposition accélérée s'inscrit dans une perspective de régression sociale sans fin que traduisent les inégalités et les injustices qui explosent, il est quasiment impossible d'inculquer des valeurs ou des principes humanistes à des enfants, dès lors qu'on est dans l'impossibilité de les faire profiter des acquis matériels et sociaux de la civilisation humaine.

Ces inégalités et ces injustices étant le produit des rapports existant entre les classes, plus ils se tendent, plus ils sont omniprésents dans chacun des rapports mettant en présence des individus, hommes, femmes et enfants de différentes conditions ou classes, catégories sociales, finissant par pourrir tous les rapports dans la société, au sein d'une même famille, entre collègues de travail, voisins de palier, et bien sûr à l'école. Un enfant tend naturellement à reproduire ou copier les rapports qui existent autour de lui, dans la société, dans lesquels il est aussi un des acteurs, au sein de sa famille.

Si ses parents sont non seulement individualistes et sont prêts à empiéter sur les droits des autres pour satisfaire leurs besoins, à leur manquer de respect, ils seront mal placés ensuite pour inculquer à leurs enfants des règles ou des principes qu'ils ne respectent pas eux-mêmes et que pour cette raison leurs enfants auront tendance à reproduire. Ils n'auront aucune autorité sur eux ou petit à petit elle s'affaiblira jusqu'au moment où ils n'auront plus aucune emprise sur eux.

Ces parents, et donc leurs enfants, seront d'autant plus individualistes dans une société qui s'est employée depuis une trentaine d'années à liquider les acquis sociaux ou les repères à caractère collectif qui incarnaient ces règles ou principes humanistes.

Ce sont donc ceux qui ont contribué au niveau de l'Etat à créer cette situation, à influencer ces rapports dans cette direction-là, tous les partis politiques qui se sont succédés au pouvoir, qui en portent la responsabilité, et non les travailleurs ou les enseignants.

L'enseignant n'a aucun moyen d'agir sur ces rapports, sauf à engager le combat politique pour liquider le capitalisme dont la crise est à l'origine de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société.

En Inde où je vis depuis près de 20 ans, les enfants ne reçoivent aucune éducation, leurs parents ne leur enseignent rien. Si un enfant vole, il sera réprimandé, il se fera taper dessus par son père ou sa mère, voilà comment il va acquérir au fil du temps ces règles ou principes de respect d'autrui. Il constatera qu'autour de lui peu les respectent bien qu'ils soient passés par la même expérience que lui, du coup il sera porté à les enfreindre encore et encore quand l'occasion se présentera, surtout lorsqu'il sera devenu adulte et qu'il n'aura plus à craindre les coups de son père, pour aboutir à une société où tous les rapports sont archi pourris.

C'est ainsi que j'ai dû rompre mes relations avec tous mes beaux-frères (devenus adultes) à l'exception d'un seul, ainsi que le reste de la famille de mon épouse, ce qui fait beaucoup de monde vous l'aurez deviné. Et j'ai dû procéder de la sorte avec toutes les personnes avec lesquelles j'avais eu un jour ou l'autre des rapports qui avaient forcément dégénérés. Dans certains cas j'avais pris cette décision pour un autre motif qui finalement avait le même contenu.

Par exemple, dernièrement une personne qu'à une autre époque je voyais régulièrement et à laquelle j'avais rendu quelques services, sa situation matérielle s'étant améliorée elle m'avait oublié, redonna signe de vie deux ans plus tard en me demandant de passer chez elle, ce charmant garçon attend toujours et il risque d'attendre longtemps. J'allais oublier de préciser qu'au téléphone il m'avait raconté qu'il s'était foutu dans un fichu pétrin en empruntant sur 20 ans pour acheter un appartement à Chennai (ex-Madras) et qu'une fois réglé son crédit chaque mois il lui restait tout juste de quoi vivre, je serais prêt à parier qu'il voulait me taper du fric, une relation désintéressée quoi, c'est le seul genre de rapports qui existent en Inde.

Je vous en avais déjà parlé à plusieurs reprises dans des causeries, mais je n'étais pas certain que vous ayez vraiment saisi à quel niveau se situait le problème, je profite de cette occasion pour le préciser.

Ils veulent former les zombies de demain qui devraient se satisfaire du mode de vie médiocre qu'ils leur préparent. L'homme "*honnête*" de demain devrait avant tout être humble et soumis, comme ils disent entre ministres "*fermer sa gueule*" et s'estimer heureux, sans avenir ou perspective... On y reviendra.

A jouer avec le feu, on finit par se brûler les mains.

La politique d'austérité en Europe a atteint ses limites, a déclaré lundi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

"*Tout en pensant que cette politique est fondamentalement juste, je pense qu'elle a atteint ses limites*", a-t-il dit lors d'une conférence.

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", a-t-il ajouté.

Les politiques d'austérité à l'oeuvre notamment en Europe et les efforts d'assainissement budgétaire sont accusées désormais de plomber la croissance.

Le nouveau secrétaire américain au Trésor, Jack Lew, et la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, ont tous deux plaidé récemment pour une modération des mesures d'austérité dans certains pays d'Europe afin de ne pas aggraver la crise économique.

"*Ils prêchent des convertis*", a assuré jeudi dans une interview à Reuters le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. Reuters 22.04

Ils doivent regretter que les gouvernements en place ne parviennent pas à faire entendre raison à la petite-bourgeoisie, à la classe moyenne et aux couches moyennes qui s'accrochent à leur mode de vie privilégié par rapport au prolétariat, qui ne veulent consentir aucun sacrifice...

Attention, ils ne sont pas contre la politique d'austérité qu'ils ont imposée aux travailleurs dans tous les pays de l'UE, ils dénoncent uniquement ses conséquences sociales et politiques qui déstabilisent plusieurs Etats et les obligent à freiner leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, offensive qu'ils vont poursuivre, cela va de soi.

Cette politique a eu un autre effet dévastateur, elle s'est traduite par la perte de confiance de pans entiers de la société dans la capacité du système en place.

C'est ainsi que ceux qui avaient encore les moyens de consommer se sont mis à douter, à craindre d'avoir mangé leur pain blanc et que l'avenir leur réserve de mauvaises surprises, du coup ils ont annulé ou reporté certains achats ou investissements préférant épargner en attendant des jours meilleurs, plombant un peu plus ce qu'ils appellent la croissance.

Au passage on peut se poser une question : si ceux qui ont encore les moyens de réaliser des investissements ou de consommer sans se soucier du lendemain ont levé le pied, qui donc investit en Bourse si ce n'est pas eux ? Certains prétendent que ce sont les banquiers eux-mêmes ou des institutions financières qui leur sont liées... A suivre.

[La CIA se dote d'un nouveau centre de renseignement.](#)

Facebook aurait l'intention d'ouvrir un nouveau datacenter dans l'état de l'Iowa, selon un journal local, rapporte Venture Beat. D'une surface de 130.000 m², il devrait coûter 1,5 milliard de dollars et faire partie des plus grands datacenters mondiaux.

Le réseau social dispose de serveurs dans l'Oregon et en Suède. Pour la construction de celui-ci, il pourrait chercher à obtenir des subventions liées à l'utilisation de l'énergie éolienne pour générer une partie de l'énergie nécessaire au site. L'Expansion.com 22.04

[Qui paie le renflouement des banques, devinez ? La réponse.](#)

Le déficit public de l'Espagne a été nettement supérieur aux prévisions en 2012, montrent les chiffres publiés lundi par Eurostat, qui confirment par ailleurs que la France n'a pas tenu son objectif de réduction du déficit.

Le déficit espagnol ressort à 10,6% du produit intérieur brut (PIB) alors que la Commission européenne prévoyait un chiffre de 10,2% et que le gouvernement de Mariano Rajoy avait annoncé un chiffre de 7%.

L'écart entre ce dernier chiffre et celui publié lundi s'explique par le fait que les statistiques établies par les services de la Commission européenne prennent en compte l'impact des recapitalisations bancaires et d'autres mesures de soutien au secteur financier.

La France, elle, affiche un déficit de 4,8% du PIB pour 2012, un chiffre conforme à celui annoncé fin mars par l'Insee.

Le gouvernement français, qui visait initialement 4,5% de déficit, avait annoncé auparavant que cet objectif ne serait pas tenu si Eurostat décidait d'y intégrer le dernier plan d'aide à la banque Dexia, ce qu'il a fait. Reuters 22.04

C'est chouette quand même d'être banquier : un, l'Etat les renfloue avec l'argent public, du contribuable, ce sont les travailleurs qui casquent ; deux, la dette de l'Etat augmente donc les intérêts versés aux marchés aussi, versés par qui, pardi, par les mêmes, les contribuables, les travailleurs qui ainsi casquent deux fois.

Vous avez remarqué, c'est devenu une sale manie chez eux de nous faire casquer deux fois, pour des cacahuètes ou du vent, soins et médicaments, retraites, chômage, etc. vous cotisez et au moment où vous avez besoin de ce service, soit on vous réclame encore du fric, soit on vous dit que vous n'y avez pas le droit.

Le système capitaliste est devenu mafieux et ceux qui nous gouvernent nous rackettent littéralement, il serait peut-être temps de s'en débarrasser, non ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

Le personnel de la compagnie aérienne Lufthansa a entamé lundi un mouvement de grève pour faire pression sur la direction dans le cadre de négociations salariales tendues.

La grève, qui touche les aéroports de Francfort, le troisième d'Europe, Munich et Hambourg, a entraîné l'annulation de près de 1.700 vols.

La compagnie aérienne, qui a mis sur la table une hausse de 1,2% à partir d'octobre 2013, suivie d'une augmentation de 0,5% par an, redoute que ce débrayage ne lui coûte des dizaines de millions d'euros.

L'organisation syndicale Verdi, qui représente 33.000 membres du personnel de l'entreprise, a qualifié de "*scandaleuse*" l'offre de hausse de salaire faite par la direction.

Elle réclame une hausse de 5,2% pour le personnel navigant et les personnels au sol ainsi qu'un engagement de la compagnie de sauvegarder l'emploi. Reuters 22.04

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2013

CAUSERIE

Détendons-nous un instant.

Mélenchon, c'est le printemps, tralala itou la saison des bourgeons est arrivée, Mélenchon, tralala itou les bouffons sont de sortie, youpi, farces et attrapes nigauds, youp là houp, pétards mouillés et autres attractions coloniales, c'est par là tralala itou...

A Rome aussi le carnavale est sur le point de se terminer, les masques tombent et ce n'est pas pour nous déplaire. Y voir plus clair, voilà ce que les masses ont absolument besoin. Certes, ils ont plus d'un masque à leur panoplie d'illusionniste, vous aurez remarqué qu'ils tiennent de moins en moins longtemps, on les aura à l'usure, on va s'y employer.

" Mon bon ami, toute théorie est grise, mais vert et florissant est l'arbre de la vie "

(Goethe, dans Faust, Méphistophélès provoque les doutes les plus noirs chez l'étudiant Wagner.)

Scléroser. Définition du Grand Robert : Se figer, ne plus évoluer. Dessécher (se), figer, immobiliser (s'). Encroûter (s'). Qui ne peut plus évoluer, qui n'évolue pas; qui n'est plus adapté aux exigences du temps.

Traduction pratique par le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans l'éditorial du n°50 de sa publication « *Combattre pour le socialisme* » datée du 10 avril 2013 (groupe à ne pas confondre avec le CCI-T :

"il faut imposer au PS, au PCF, aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement."

Je ne commenterai cet article, puisqu'ils ont décidé de ne pas le mettre en lecture libre sur Internet, on comprend pourquoi, des esprits mal avisés pourraient avoir l'idée d'en faire la critique.

Sans rire, en dessous du titre de leur publication, ils ont reproduit la formule de Lénine *"On ne peut pas aller de l'avant si l'on n'a pas d'aller au socialisme"*, eux ils craignent la critique, il est vrai qu'avec une telle ligne politique on ne risque pas d'aller bien loin, on comprend.

Pourquoi le PS et le PCF devraient-ils *"rompre leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement"*, puisqu'ils prônent la même politique, puisque le gouvernement ne fait qu'appliquer le programme du PS? Idem pour les dirigeants des syndicats, qui parce qu'ils soutiennent et soutiendront jusqu'au bout le régime ne rompront jamais avec. La preuve, en participant au *"dialogue social"*, tous, signataires et non signataires de l'accord scélérateur du 11 janvier 2013, ont démontré que quelqu'en soit le contenu, ils y participeront, le cautionneront, le légitimeront.

Le seul enseignement qu'il aurait fallu en tirer n'était pas que les dirigeants pourris des appareils devraient rompre avec le gouvernement et le patronat, mais que parce qu'ils avaient fait la démonstration qu'ils en étaient incapables, il fallait en s'appuyant sur cette expérience engager le combat dans les syndicats dans la perspective, la nécessité de rompre avec le capitalisme que le gouvernement, le patronat et les appareils incarnent, ce n'est pas du tout la même chose, ainsi on respectait, on précisait aux militants et aux travailleurs la place et le rôle de chacun occupe, je dirais même que les deux lignes politiques sont opposées, incompatibles, elles définissent et poursuivent des objectifs différents et antinomiques.

La première consiste à cultiver des illusions dans le PS et le PCF, les appareils vendus des syndicats, le gouvernement, le régime, la seconde ne laisse place à aucune illusion, il n'y a pas d'autre alternative possible que s'organiser et engager le combat dans la perspective de la chute du capitalisme et le renversement du régime en place.

Il faut de l'audace et du courage pour soutenir la ligne politique révolutionnaire que nous proposons, il faut situer son combat politique dans la perspective du socialisme.

Le marxisme est une théorie. Cette théorie reposait sur au moins six facteurs, rapports et conclusions : le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont inséparables, les contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, les rapports sociaux de production qui constituent les fondements du capitalisme, basés sur l'inégalité entre la classe qui possède les moyens de production et celle qui ne possède que sa force de travail pour survivre, on pourrait ajouter que c'est par le biais de l'exploitation et de l'oppression de la classe des producteurs, du vol légal d'une partie de sa force de travail que la classe des capitalistes s'enrichit, enfin, le développement du capitalisme conduit à sa propre décomposition, putréfaction, à la barbarie ou au socialisme, à la libération des forces productives, à l'émancipation du règne de la nécessité.

Ces rapports n'ayant pas changé depuis le milieu du XIXe siècle, cette théorie demeure valable. Par contre les rapports à l'intérieur des classes ont subi de profondes transformations, ce qui nécessite d'en tenir compte pour définir notre tactique et notre stratégie, cette partie de la théorie devant forcément évoluer et s'adapter à ces transformations et non l'inverse. D'ailleurs je me demande même s'il est correcte de parler ici de théorie tant elle est appelée à connaître des modifications.

Théoriser ces rapports comme s'ils étaient figés, c'est le propre d'esprits sclérosés ou en panne d'imagination, alors que la réalité nous fournit quotidiennement les matériaux et les expériences nécessaires à l'élaboration de notre ligne politique, dont nous devons tirer aussi (ou surtout) des enseignements.

Nous aurons l'occasion d'y revenir sur le terrain pratique, par exemple lorsqu'il s'agira de se poser la question de savoir quelle attitude adoptée lors des élections municipales, nous verrons sans doute que nous serons amenés à modifier notre tactique, ce n'est pas certain, c'est possible, probable, tout va dépendre de l'évolution d'un certain nombre de facteurs dans les mois à venir, il se peut que nous soutenions un parti ou un mouvement, ni le Front de Gauche et ni le M'PEP, concernant les élections européennes la question est plus simple et réglée, nous avons pris position pour le boycott.

Nous ne confondons pas président de la République, député, sénateur, maire et député d'une institution supranationale européenne, de la même manière que nous évitons de faire un amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats et des partis, sauf dans certains cas s'agissant des partis, notamment le PS dont il est impossible d'ignorer qu'il s'agit d'un parti bourgeois ou capitaliste, idem pour ses satellites.

[Les maîtres du monde peuvent tout se permettre ou presque.](#)

La presse sud-coréenne a peu goûté la décontraction de Bill Gates, qui rencontrait lundi, à Séoul, la présidente Park Geun-Hye.

Veste ouverte, une main dans la poche, Bill Gates l'a joué décontracté. Les Sud-Coréens y ont vu une attitude particulièrement "irrespectueuse" dans un pays régi par d'impérieux codes de bienséance.

La photo du "scandale" s'étale ce mardi en Une de tous les quotidiens nationaux. L'Expansion.com 23.04

Est-il exagéré de les appeler les maîtres du monde ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont parfaitement conscience du gigantesque pouvoir qu'ils ont acquis et que tous les gouvernants du vieux monde sont à leurs pieds, et que celui ou celle qui s'aviserait de les affronter pourrait terminer comme Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, Patrice Lumumba, Mohammad Mossadegh ou encore Abraham Lincoln, John Fitzgerald Kennedy, Salvador Allende...

Mise en garde aux jeunes.

Fumer l'hortensia : le joint à la mode allemande - Le Nouvel Observateur

Contourner l'interdiction du cannabis en fumant des joints d'hortensias... C'est l'option adoptée par de plus en plus de jeunes Allemands, comme le révèle le journal "Die Welt" outre-Rhin.

Les autorités de Bavière font le même constat à chaque printemps : les hortensias des jardins publics sont saccagés. Les feuilles et les pétales de l'arbuste sont arrachés pour être séchés puis consommés sous forme de joints. La plante de bruyère provoquerait des effets hallucinogènes et euphorisants proche de celui de la THC contenue dans le chanvre.

Problème : l'expérience peut se révéler dangereuse, voire mortelle. "Il est strictement déconseillé de fumer les parties aériennes séchées de cette plante", explique Kurt Hostettmann, professeur de pharmacologie à Lausanne et à Genève qui s'exprime sur le site du journal suisse "Le Matin". "Ses effets secondaires sont très néfastes pour la santé : troubles gastro-intestinaux, problèmes respiratoires, accélération du rythme cardiaque, étourdissements".

Plus inquiétant encore, fumées en grande quantité, les substances contenues dans l'hortensia "se transforment en acide cyanhydrique, plus connu sous le nom de Zyklon B, qu'utilisaient les nazis dans les chambres à gaz", poursuit Kurt Hostettmann, ajoutant qu'elles peuvent entraîner "une mort rapide par étouffement". Le Nouvel Observateur 23.04

Si en politique vous n'êtes pas obligé d'emboîter le pas des opportunistes ou des démagogues professionnels, dans la vie quotidienne il est conseillé de faire preuve d'autant si ce n'est plus de discernement et de volonté pour ne pas tomber dans les nombreux pièges que leur société vous tend.

Fumer un stick ou un pétard léger de cannabis permet pendant quelques heures de faire abstraction des emmerdements de la quotidienne qui nous pourrissent la vie ou d'oublier l'absence de perspective dans leur société, de passer une bonne soirée et de se marrer un coup entre potes et copines, cela détend et permet de passer une bonne nuit ensuite, au-delà pas touche, danger, pas de poudre, pas de drogues de synthèse, c'est de la merde. Et si on n'a rien à fumer vaut mieux encore boire un coup, pas trop, pas à s'en rendre malade, juste pour être un peu gai, moins triste.

Je fume très modérément depuis 38 ans et je n'en suis pas mort, parce que j'ai su déjouer ces pièges. J'ai tout essayé quand j'étais jeune, pour voir, juste pour étudier l'effet des différentes drogues, à la façon d'un psychanalyste, je conseillerais à personne d'imiter cette expérience. J'ai beaucoup de potes qui y ont laissé leur peau. Depuis décembre je ne fume plus et je ne m'en porte pas plus mal, il m'est arrivé souvent d'arrêter pendant de longues périodes. Je me servais du cannabis comme stimulant intellectuel quand j'étais plus jeune, et aussi pour son effet euphorisant, devenu vieux il me sert dorénavant davantage de somnifère, cela va vous faire marrer mais c'est la vérité, depuis décembre je dors moins bien, je pense trop si je ne suis pas cassé je continue de penser pendant des heures et des heures, une vodka et un stick ridicule me suffisent à passer une bonne nuit. Et puis je clope deux fois moins quand je fume un stick, donc j'y trouve mon compte, surtout en regardant une vidéo de hard rock, dans ma tête j'ai toujours 20 ans, c'est le reste qui commence à avoir du mal à suivre.

Vous avouerez que je ne pose pas vraiment en donneur de leçons ici comme en politique d'ailleurs, je vous fais partager mes expériences et mes réflexions, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut. Etre jeune hier, ce n'était pas franchement drôle quand on était issu du milieu ouvrier pauvre, depuis c'est encore pire, certains estimeront peut-être que les jeunes d'aujourd'hui bénéficient de davantage de liberté qu'autrefois, en réalité elle est virtuelle ou très superficielle en l'absence de toute perspective politique dans un monde dominé par l'idéologie néolibérale.

ACTUALITE EN TITRES

[Les discours...](#)

- En Europe, l'austérité perd de sa rigueur - Liberation.fr

Face à la crise qui dure, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause le rythme trop rapide des politiques d'assainissement budgétaire. Liberation.fr

Ils n'y renonceront pas évidemment.

... et la réalité

- Espagne: nouvelles coupes budgétaires "*probables*" mais moindres qu'en 2012 - AFP

- Le gouvernement portugais veut baisser l'impôt sur les sociétés - Reuters

[Lobbying. L'UE ou le porte-parole des chevaliers de la Table ronde des industriels \(ERC\).](#)

- L'UE classe une enquête pour cartel sur l'eau en France - Reuters

- Les litiges reçus par le Médiateur de l'eau en nette hausse - L'Expansion.com -

Côté jardin

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters

Côté cour

- Chômeurs: Le record de 1997 pourrait tomber ce jeudi - 20minutes.fr

- Les embauches en CDI chutent de 6% au premier trimestre 2013 - L'Expansion.com

- HSBC supprime 1.149 emplois pour réduire ses coûts - Reuters

- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - Reuters

- Le patron de Spanghero annonce 160 suppressions d'emplois - 20minutes.fr

[Appel à la délation. Tout un département mis à l'index.](#)

- Maltraitance en Seine-Saint-Denis: "*Les enfants ont longtemps couvert leur père*" - L'Express.fr

Les chemise brunes sont de retour...

J'ai été un enfant battu, mon père passait ses nerfs sur moi en rentrant du boulot, même pendant les vacances mais moins régulièrement. Mes parents ont menacé de me placer dans un internat, plus tard ils ont brandi la menace de l'hôpital psychiatrique, et à 20 ans pile, ils ont profité que j'étais parti au service militaire (qui n'a duré que 12 jours, j'ai réussi à me faire réformer) pour donner ma chambre à ma soeur, au retour ils m'ont fait comprendre que je devais dégager, c'est ce que j'ai fait six mois plus tard pour me retrouver dans la misère la plus totale jusqu'à rester sans manger pendant trois jours.

Je n'ai jamais dénoncé les mauvais traitements que mes parents m'ont infligés et que je ne portais pas vraiment dans mon coeur. 20 ans plus tard mon père m'a dit ne rien regretter et que si c'était à refaire il recommencerait à me taper dessus, à mon retour d'Inde la première fois j'ai atterri chez eux malgré moi, cela a tenu huit jours, on a failli se battre mais mon père était déjà affaibli, le soir même sur les coups de 20h ils m'ont foutu dehors, j'avais juste osé lui tenir tête en défendant la jeunesse victime du sida, pour mon père, c'était mérité !

Je vous raconte des tranches de vie, comme cela personne ne pourra dire que je suis un foutu privilégié ou que je l'ai été un jour.

[Intellectuels. Quand la fainéantise rend réactionnaire.](#)

- Parents cancrés et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

C'est forcément la faute des parents et des enfants, pas celle de la société décadente et décomposée à laquelle ces intellectuels collaborent et soutiennent.

Tartufferie

- Florange : la CGT et FO veulent porter plainte contre Mittal - L'Expansion.com

Les bienfaits de la croissance et de la concurrence.

- Philippines: malgré la croissance, la très grande pauvreté ne recule pas - AFP

- Optique : la concurrence s'accroît, les marges aussi - LeMonde.fr

Ils détiennent un nouveau record.

- Nombre record de détenus en avril dans les prisons françaises - LeMonde.fr

La voie tchéchène et kurde pour neutraliser la Russie et attaquer l'Iran

- Washington tergiverse face aux armes chimiques d'Assad - LeFigaro.fr

- Soupçons israéliens sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PCF la cinquième roue du carrosse du régime.

En effet, «*c'est un fait politique*» que le PCF n'hésite pas à s'encanailler avec un parti (bourgeois) qui participe au gouvernement social-libéral-impérialiste, ouvertement contre-révolutionnaire, qui se déclare hostile à un "*coup de balai*" pour en finir avec la Ve République.

Ils étaient faits pour s'entendre après que P. Laurent eut déclaré le 5 avril dernier qu'il y était également hostile, en précisant que la tenue d'une Assemblée constituante ne nécessiterait même pas de dissoudre l'Assemblée nationale.

Mais pourquoi le PCF peut-il se droitiser ainsi ? Mais justement parce que simultanément il ferme les portes à toute issue politique à la crise du capitalisme, dès lors que ce qu'il considère comme un risque est écarté, ses dirigeants peuvent pour ainsi dire tout se permettre et afficher ouvertement qu'ils soutiennent le régime, et la boucle est bouclée.

- Pour la première fois depuis le retour de la gauche au pouvoir, écologistes et communistes se sont vus en tête à tête. Hier, durant près de deux heures au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, une délégation d'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) menée par son secrétaire national, Pascal Durand a échangé avec le chef des communistes, Pierre Laurent et ses camarades.

Des «*échanges sur le fond*», rapporte-t-on dans l'entourage de Durand. Le numéro 1 d'EE-LV a accordé un «*oui de principe*» à une participation de sa formation aux «*assises pour une refondation sociale et démocratique*», organisées par le Parti communiste le 16 juin à Paris. «*C'est un fait politique*, se félicite Olivier Dartigolles, porte-parole communiste. *C'est un élargissement de ceux qui veulent se retrouver et réfléchir.*»

En revanche, Pascal Durand a réaffirmé qu'Europe Ecologie-les Verts ne participerait pas à la «*marche pour la VIe République*» du Front de gauche, le 5 mai. «*Malgré les efforts faits par Pierre Laurent pour réorienter les mots d'ordre, on ne peut pas valider un registre de langage comme celui du "coup de balai"*», assure un proche de Durand. Liberation.fr 23.04

Nous appelons les militants et les travailleurs à participer à cette journée de mobilisation sur le thème : faisons table rase du passé, finissons-en avec la totalité des institutions de la Ve République, avec le régime en place, place au socialisme, à la République sociale débarrassée du capitalisme, de l'UE, de l'euro et de l'ONU !

Ce n'est pas vraiment le programme du Front de gauche, de leur VI^e République, disons que ce serait un vrai "*coup de balai*", à la Lénine !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le gouvernement portugais prévoit de réduire "*nettement*" les taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, a déclaré mardi le ministre de l'Economie, Alvaro Santo Pereira.

Il a également promis que la banque publique CGD débloquerait un milliard d'euros de financements supplémentaires cette année et 2,5 milliards l'an prochain. Par la suite, le gouvernement entend créer une véritable banque de développement dont le financement des PME exportatrices sera l'une des missions premières, a-t-il dit.

"*Nous voulons plus d'investissement et le principal instrument pour y arriver, c'est la réforme de l'impôt sur les sociétés que nous entendons mettre en oeuvre par le biais d'une baisse importante des taux d'imposition, pour rendre l'investissement plus attractif*", a dit Alvaro Santos Pereira.

Le taux de l'impôt sur les sociétés au Portugal est actuellement de 24%.

"*Même si elle est importante, la baisse de l'impôt devra être progressive car nous n'avons pas les moyens d'appliquer une baisse très rapide*", a précisé le ministre de l'Economie.

Il avait auparavant dit souhaiter ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à 10% environ pour les entreprises engageant des investissements productifs.

Une telle baisse ferait de l'IS portugais l'un des plus bas d'Europe. Mais elle devrait être au préalable approuvée par Bruxelles, or le sujet est sensible, l'Union s'efforçant d'éviter le "*dumping fiscal*" entre ses pays membres.

Le plan du gouvernement portugais, a expliqué Alvaro Santos Pereira, devrait permettre de porter la part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) à 50% d'ici 202, contre environ 40% cette année.

En dépit la crise, les exportations portugaises ont augmenté ces deux dernières années, ce qui en fait l'un des rares soutiens à l'activité économique.

La croissance potentielle annuelle du PIB devrait atteindre 2% en 2020 contre 0,7% en moyenne sur la période 2000-2010. Cette année, le PIB devrait reculer de 2,3% après une chute de 3,2% l'an dernier. Reuters 23.04

Au moins cet article a le mérite de dire clairement en quoi consiste vraiment ce qu'ils entendent par "*croissance*" : la diminution du coût du travail couplée à la diminution de l'impôt sur les sociétés qui leur permet d'être plus compétitives sur le marché mondial, au détriment évidemment de celles où les salaires et l'imposition sur les bénéfices sont plus élevés, ce qui permet d'augmenter la plus-value sans forcément augmenter le taux de profit, du moment qu'ils empochent des profits peu importe le reste, chaque chose en son temps.

2- Grèce

Anniversaire de la junte en Grèce : "Si vous connaissiez l'histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter"

Suite à la publication, le jour de l'anniversaire du coup d'Etat du 21 avril 1967, d'un sondage stipulant que 30% des interrogés regretteraient la dictature, beaucoup d'internautes ont pris l'initiative de raconter les injustices commises sous le régime dictatorial et préviennent du danger des amalgames dans cette période de crise.

Dans la nuit du 21 Avril 1967 , les chars des putschistes occupent les quatre cibles principales du centre d'Athènes : le Palais Royal, l'Assemblée, la Radio et la Centrale téléphonique. Le Roi, qui officiellement n'était pas au courant, promulgue un décret diffusé à l'aube à la radio, installant l'État de siège, suspendant les garanties constitutionnelles et créant des tribunaux spéciaux.

Le coup d'État par la Junte militaire réussira et se prolongera pendant les sept années suivantes.

À l'occasion de l'anniversaire du début de la dictature, le quotidien Elefthérotypia a publié une enquête téléphonique réalisée par l'Institut Métron Analysis avec comme question : « *Est ce que les choses étaient mieux sous la dictature ?* ». Les résultats du sondage sont plutôt inquiétants : 30% des personnes interrogées jugeraient que la situation était meilleure sous la dictature. Les nostalgiques seraient répartis sur l'échiquier politique grec avec cependant des pourcentages plus faibles à gauche et au centre. Ainsi 71% des électeurs de SY.RI.Z.A auraient répondu de façon négative à la question alors que les résultats pour les partisans de la majorité Nea Demokratia sont plus mitigés puisque 46% regretteraient le régime dictatorial.

Les résultats de l'enquête nous apprennent aussi que 59% des interrogés seraient d'avis que la sécurité était meilleure sous la dictature et 24% estimerait que le pays avait une meilleure image à l'international.

Cependant, suite à la publication de cette analyse, des réactions négatives se sont faites entendre. Ainsi des voix remettant en cause la fiabilité et la validité de cette recherche se sont élevées. En effet la question peut être jugée trompeuse et cela revient au débat sur l'honnêteté des sondages d'opinion ou dans la plupart des cas (et notamment dans celui ci) le sondé n'a le choix qu'entre deux réponses : oui ou non, face à une question formulée de façon simpliste et nuancée.

Au-delà des doutes sur la méthodologie utilisée, beaucoup soulèvent également le fait que ce genre de sondage risque d'aider à la progression de l'extrême droite. Il est vrai que la crise économique, la montée en puissance du parti néonazi Aube Dorée et les critiques contre un régime corrompu ont fait de l'anniversaire de la dictature une actualité brûlante. Il est vrai aussi que l'on peut voir dans cette enquête le résultat d'une colère qui est certes inévitable mais qui est toutefois mélangée à de l'ignorance - notamment le mythe croissant qu'il n'y avait pas de corruption sous la dictature - et de l'opportunisme.

En effet, il est dangereux, surtout dans les périodes de crise, d'aller chercher de l'espoir dans les moments les plus sombres de l'histoire. À cet égard, il faut également souligner l'initiative de beaucoup d'internautes qui ont mis en place sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook la plate-forme « *écouter une histoire* » pour relater et surtout rappeler ce que certains ont vécu sous la dictature. Beaucoup ont partagé cette devise: « Si vous connaissiez l'histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter ».

Ainsi, il était possible de lire ces types de messages : "*Je me suis rendu deux fois en Grèce durant la junte. Ce n'était certainement pas mieux. Aucune des personnes que j'avais rencontrées n'aimait vivre dans un état policier*". Certains disent "*sous la dictature, nous avions la sécurité*". Ouais, c'est ça. Sauf si vous vous opposiez à eux, "*Mon parrain a passé 5 ans en prison à cause de la junte. Demande lui comment c'était la torture*." ou "*Mes parents ont dû quitter la Grèce avec seulement leurs vêtements sur le dos à cause de la junte*".

L'objectif officiel de la junte, dont on ne sait pas trop si elle a été imposée par des forces extérieures dans un contexte de Guerre froide, était de « *garantir la paix sociale dans le pays* ». La dictature, c'était d'abord la liquidation complète de toute la vie politique habituelle, l'interdiction de quelque trois cents groupements et associations, le pouvoir que le nouveau régime s'est arrogé de prendre n'importe quelle décision en tout domaine, qu'il s'agisse de l'arrestation d'un indésirable ou de la suspension d'un fonctionnaire, d'un règlement sur les transports publics ou d'une révision de la Constitution. Cette « *sécurité* » que certains regrettent signifiait l'exil, l'emprisonnement, la persécution, la disparition de la carte des vues opposées. D'ailleurs pour le seul tribunal militaire d'Athènes, on estime à environ deux cents le nombre de personnes condamnées pour délits contre l'État pour la simple période Avril-Novembre 1967.

A cela s'ajoute une presse contrôlée et censurée : en effet l'Article 14 de la Constitution grecque qui protégeait la liberté de penser et la liberté de presse a été immédiatement supprimée. Finalement pour citer l'un des militaires instigateurs du coup d'État, Stylianos Pattakos : « *La petite peur est nécessaire. Elle fait du bien aux gens* ». Il est également intéressant de rappeler que le dernier des colonels de la junte militaire, Nikolaos Dertilis, mort en janvier 2013, était condamné à prison à vie pour ses actes commis et surtout pour avoir assassiné un étudiant lors de la répression sanglante d'un soulèvement à l'Institut polytechnique d'Athènes en 1967 et bien que la loi lui permettait de demander la grâce et de se repentir, il ne l'a jamais fait.

Durant la campagne électorale, le chef du parti néonazi Aube dorée Nikos Michaloliakos vantait la dictature militaire du pays, dans un discours à Aspropyrgos, près d'Athènes, le 7 Juin 2012. OkeaNews 23.04

Je leur ai écrit pour leur dire que c'était ce qui leur pendait au nez s'ils n'orientaient pas leur combat contre les institutions, l'armée et la police qui fricotent avec l'extrême droite en fait partie, en vain, ils n'ont finalement tiré aucune leçon du passé, ils comptent sur Syriza pour s'en sortir, ce qui précipitera le retour de la dictature...

France

1- Précarité généralisée.

Les déclarations d'embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) au premier trimestre 2013 ont chuté de 6% par rapport au trimestre précédent et de 12,7% sur un an, selon des données publiées mercredi par l'Acoss, la caisse nationale des Urssaf.

Le recul est davantage marqué dans les entreprises de 20 salariés ou plus (-4,7% sur le trimestre, -9,4% sur un an), plus modéré dans les très petites entreprises (-1,4% et -4,2%).

Les embauches de plus d'un mois diminuent sur un an dans la quasi-totalité des régions (sauf Guadeloupe, Guyane et Corse).

Sur un an, le repli concerne pour le cinquième trimestre consécutif tous les grands secteurs d'activité: -9,9% dans l'industrie, -7,5% dans le BTP et -7% dans le tertiaire.

En revanche, les embauches en contrats à durée déterminée (CDD) de moins d'un mois progressent légèrement (+0,9% sur le trimestre, +6,9% sur un an).

Au total, 5,3 millions d'embauches (hors intérim) ont été déclarées auprès des Urssaf au cours du premier trimestre, dont 13,5% en CDI, 18% en CDD supérieurs à 1 mois et 68,5% en CDD de moins d'1 mois. AFP 23.04

Le CDD de moins d'1 mois, c'est le travailleur exploitable et jetable, non ? Voilà la nouvelle norme du travail en régime capitaliste. Gageons que Sapin y voie un "*progrès social*".

2- La pauvreté gagne du terrain.

Le niveau de vie des Français a stagné ou baissé en 2010, mais cette tendance masque une réalité contrastée: les plus modestes ont été particulièrement touchés par la crise, alors que les 5% les plus riches ont tiré leur épingle du jeu, souligne une étude de l'Insee.

Mais si presque tous les Français sont concernés par cette baisse, elle est plus sensible dans le bas que dans le haut de l'échelle de revenus, précise l'Insee. Ainsi, la diminution oscille entre 1,3 et 1,6% pour les 30% les plus pauvres, mais est limitée à 0,3% pour les 10% les plus riches.

Seules les catégories les plus aisées ont échappé à la stagnation ou à la baisse de leur niveau de vie. Ainsi, le niveau de vie des 5% les mieux lotis est reparti à hausse en 2010 (+1,3%) après avoir quasiment stagné en 2009 (+0,2%). Et les revenus des 1% des personnes les plus aisées ont augmenté plus fortement encore.

Conséquence de cet écart, la plupart des indicateurs d'inégalité ont progressé en 2010, ainsi que le taux de pauvreté monétaire, qui a atteint 14,1% de la population (en hausse de 0,6 point par rapport à 2009), rappelle l'Insee. Cela signifie qu'en un an, environ 440.000 personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté.

La hausse a particulièrement touché les familles, avec 2,7 millions d'enfants pauvres et un taux de pauvreté des moins de 18 ans de 19,6% en 2010.

"Depuis le début de la crise, en 2008, le niveau de vie a augmenté pour les Français situés dans la moitié supérieure de l'échelle des revenus alors qu'il a diminué pour les autres", a résumé Jérôme Accardo, chef du département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages, en conférence de presse.

Avec un taux de pauvreté de 10,4% en 2009 (dernier chiffre disponible), les personnes âgées restent en moyenne moins touchées par la pauvreté que les personnes d'âge actif, souligne aussi l'Insee. Mais la pauvreté des seniors reste concentrée et s'est même accrue chez les femmes de plus de 75 ans, souvent veuves et qui, sur les générations concernées, ont peu travaillé et donc moins cotisé pour leur retraite. AFP 23.04

Les pauvres n'intéressent que les curés des différentes religions et autres associations spécialisées dans la vente de miracles ou mirages à consommer sur place, car après il est trop tard ou il n'en reste plus rien.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui il y a plus d'articles de presse en ligne, cela dépend de l'actualité sur Internet.

Un masque, cela se recycle.

Décadence et régression. "**mariage pour tous**" ce sera oui, "**amnistie sociale**", ce sera non.

Je proposerai comme buste de Marianne pour réparer une injustice qui a duré depuis trop longtemps celui de Delanoë, sérieusement, pourquoi pas, il faut assumer jusqu'au bout maintenant.

Il est dit qu'au XXI^e siècle l'émancipation de l'exploitation demeurera la dernière forme d'oppression dont finalement toute les bonnes consciences féministes, homophiles, écologistes, ouvriéristes et tiers-mondistes, humanistes de salon s'accrochent.

Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation humaine, le premier acte par lequel l'homme devient producteur (Engels) a été piétiné au profit de son statut d'esclave des marchés financiers qui dictent dorénavant son mode de vie, de vulgaire consommateur de marchandises, de biens et services au rang duquel sa nature figure et a été abaissée. Procréation in vitro et mère porteuse. Ils avaient déjà poussé la monstruosité jusqu'à déposséder la mère de l'enfant qu'elle allait mettre au monde au profit d'une autre femme. Ainsi les travailleurs se retrouveront spoliés non seulement du produit de leur travail mais aussi de leur progéniture, ils auront tout perdu, jusqu'au fruit de leur semence mâle et femelle. Au vol de leur force de travail vient s'ajouter maintenant le kidnapping institutionnel, légal de leur enfant dans le cadre d'une opération tarifée ou qui fait très souvent l'objet d'un marchandage commercial.

L'adoption du mariage homosexuel a été initié par sept monarchies dégénérées en Europe, du coup on se demande comment des formations politiques dites de gauche ou d'extrême gauche, révolutionnaires, marxistes ou trotskistes ont-elles pu soutenir un tel projet porté par un gouvernement social-libéral-réactionnaire, alors que les monarchies sont réputées pour leur puritanisme maladif, leur pudibonderie archaïque, leur libertinage étant le pendant pour le reste de la société de leur morale liberticide.

Quant à l'alliance de la droite officielle et de l'extrême droite contre ce projet, il est le produit des contradictions qui assaillent les rangs des représentants du capitalisme que les tenants du néolibéralisme de l'autre côté de l'Atlantique peinent à gagner à leur projet de nouvel ordre mondial basé sur la destruction de la famille, des valeurs et principes que les religions ou les philosophies avaient adoptés jusqu'à présent et que le capitalisme avait récupéré pour conforter sa domination de classe au cours de son ascension.

Ce n'est certainement pas un hasard non plus si ces sept pays font aussi partie de ceux qui ont poussé le plus loin le dialogue social, le corporatisme, frayer à une autre époque avec le fascisme ou on mis en oeuvre les politiques d'austérité les plus violentes en Europe, à l'exception de la Grèce. J'ai omis jusqu'à présent le Portugal qui depuis le moyen-âge jusqu'à la chute de la dictature de Salazar n'a fait qu'imiter ou subir l'influence de son voisin monarchiste espagnol.

Les moeurs débridés de l'aristocratie et de la bourgeoisie sont devenus tendance, ils font la une des tabloïds à scandales, people, jet-set, branché, camé, voilà le modèle, l'idéal, baignant dans la luxure, excentrique, gavé des plaisirs de la vie à en vomir, extraverti, perverse, dépravé, rongé par la cupidité, la vanité, la haine, froid, calculateur, cynique, superficiel, insignifiant, médiocre, leur opinion a plus de valeur que la vôtre, on ne vous la demande pas d'ailleurs ou on la piétine.

À l'autre bout de la chaîne on trouve leur pendant misérabiliste, populiste, communautariste, ouvriériste, tiers-mondiste, droit de l'homme collaboracionniste, trade-unioniste, fataliste, impuissant, finalement ils se côtoient, se chevauchent mais parviennent à se multiplier, la science a fait des progrès, ils leur tiennent la chandelle en priant qu'elle ne s'éteigne pas, ils risqueraient de se perdre. Ils en sont fiers, leur amour-propre en dépend, il y ont mis tout leur talent et le revendique, c'est le nouvel engagement militant au nom du progrès social, de l'humanisme, du socialisme, du communisme, du trotskisme, qu'il nous soit permis de ne pas leur ressembler.

Un monde merveilleux, effrayant en vérité.

Parole d'internaute

1- "D'après l'INSEE 1 franc 1972 = 0,89935 euros 2010. Donc le smic à 1000 francs de 1972 équivaut à un peu plus de 900 euros maintenant et pas 1800 euros. Le pouvoir d'achat des Français n'a pas baissé dans les années 80 et 90 mais la création de nouvelles dépenses (télécom, internet, électronique, ...) et l'obsession de la pierre des Français ont augmentés les dépenses contraintes. Pendant longtemps l'état français a emprunté pour soutenir artificiellement le pouvoir d'achat, maintenant il ne peut plus et pour certains Français le réveil est dur..."

Pour les capitalistes aussi, ils ont de quoi s'inquiéter, car les travailleurs n'entendent pas se passer des nouveaux besoins qui ont été créés au cours des dernières décennies ou voir leur niveau de vie baisser...

2- *"Regarder le document de la DGCCRF "Evolution des dépenses contraintes et de " la relation client " sectorielle" datant de décembre 2011. La part des dépenses contraintes dans la consommation totale est passée de 15.1% en 1959 à 33.1% en 2010. La part uniquement lié au logement est passé de moins de 10% en 1959 à plus de 20% en 2010."*

Le commentaire précédent est valable aussi ici.

3- *"Le tout est de savoir si cette étude tiens compte de la défiscalisations des heures supplémentaires qui a touché plusieurs millions de personnes dans les salaires médians. Il faut aussi pendre en compte, le fait que les entreprises ont beaucoup restructuré et qu'elles ont augmenté de façon importante les objectifs individuels et donc certaines parties variables, avec des contreparties non négligeables, en terme d'investissement personnel. Travailler 50H/semaine au lieu de 35, a sans doute permis à certains de gagner plus, mais à quel prix ?*

Cette façon de procéder permet aux entreprises, d'augmenter leur profits, sans augmenter pour autant leur masse salariale, au grand bonheur des actionnaires. Comme quoi il n'est nul besoin d'augmenter vraiment la productivité, dans une période où il est difficile d'écouler les stocks, il suffit de jouer sur la motivation des employés à ne pas se faire licencier, pour non atteinte des objectifs. La carotte certes, mais ils n'oublent pas pour autant le bâton. Ce sont sans doute des critères qui ont échappé à l'analyse finale de cette étude. Mais ce sont ces finesses qui font précisément toute la différence et qui peuvent aussi, autant que celles décrites, expliquer les écarts. Bienvenue dans le privé."

4- *"Tous les constructeurs automobiles de petite et moyenne gammes voient leur production chuter (y compris les japonais), mais Jaguar a augmenté ses ventes de 22% !!! C'est une preuve que les plus riches deviennent encore plus riches, alors que 95% à 97% de la population se serre de plus en plus la ceinture."*

Depuis l'accord scélérateur du 11 janvier 2013, ils appellent cela une ceinture de sécurité !

5- *"Le PIB représente 2000 milliards d'euros annuel ! Le budget global des dépenses de l'État est de 390 milliards d'euros annuel ! Soit 20,00 % du PIB et pas 56.9 % ! La France est déjà en sous-effectif en fonctionnaires pour assurer correctement les services publics à proportion de la population ! Vos commentaires sont incohérents ! Baisser les pensions et les allocations ferait encore plus de pauvres gens ! Il faut relancer l'économie en injectant massivement de l'argent pour investir dans la recherche, lancer des grands chantiers écologiques! lancer un vaste programme de rénovation des logements."*

Alors vous allez me dire qu'il faut de l'argent pour faire tout cela ! mais de l'argent il y en a en masse ! celui qui a été volé à l'état depuis 30 ans et qui est planqué dans les paradis fiscaux ! Les sommes sont tellement considérables que si l'État avait cet argent dans ses caisses la sécu serait à l'équilibre ! Les caisses de retraite seraient pleines à craquer ! Les investissements pour l'industrie seraient au top ! Les BTP auraient des carnets de commandes à perte de vue ! L'État est le 1er investisseur dans le pays il n'est pas responsable comme vous le dite ! ce sont les sommes gigantesque des évadés dans les paradis fiscaux qui sont les responsables de ce désastre Vous faites une mauvaise analyse des situations et désigné l'état comme responsable alors que son budget primaire est à l'équilibre depuis 30 ans !"

ACTUALITE EN TITRES

Charrettes

- IBM envisage la suppression de plus de 1.200 postes en France - AFP

Le géant américain de l'informatique IBM envisage de supprimer "plus de 1.200 postes" sur les 9.700 que compte le groupe en France, a-t-on appris mercredi de sources syndicales, à l'issue d'un comité central d'entreprise.

Une de mes soeurs travaille chez IBM...

- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés - AFP

Inutile, dans votre milieu c'est déjà fait !

- Et maintenant, légalisons la polygamie! - Slate.fr

[Enfin des bonnes nouvelles.](#)

- Bankia annonce un bénéfice trimestriel après une perte record - Reuters

Ils ont nationalisé Bankia histoire de faire payer ses dettes aux contribuables, et une fois redevenue rentable grâce à l'argent public, ils la privatiseront à nouveau.

- Ford augmente son bénéfice de 15% malgré de nouvelles pertes en Europe - AFP

[Question stupide.](#)

- Plaidoyer pour l'union nationale - LePoint.fr

L'union nationale est-elle une idée stupide ? Quand un pays se trouve, comme le nôtre aujourd'hui, devant un mur de problèmes à résoudre, elle apparaît logique. Mais, comme chacun sait, logique n'est pas nécessairement français. LePoint.fr 24.04

Mettre tous ses oeufs dans le même panier présente des risques, tout dépend du contexte. On notera que l'union nationale de droite ou sa version de gauche, le Front populaire, se termine toujours par le retour en force du parti de l'ordre ou pire, la mise en place d'une dictature militaire.

[Que cela ne tienne, la réaction se sent pousser des ailes](#)

La véritable nature du capitalisme s'expose.

- La crise appauvrit les plus pauvres, quand les plus riches s'enrichissent - Liberation.fr

La faute à qui : mais aux travailleurs les mieux lotis pardi...

- Les salaires en France sont-ils trop élevés? - L'Expansion.com

Acceptez donc des sacrifices, chantage à l'emploi.

- Les salaires n'ont pas fléchi en France avec la crise, un risque pour l'emploi - AFP

- Les ventes de PSA chutent encore, la flexibilité s'impose - Reuters

Sans parler de cette armée de fainéants...

- Chômage: une indemnisation allongée ralentit le retour à l'emploi - AFP

- Le surcoût des intermittents - LePoint.fr

Pendant que la précarité se généralise...

- Recul des embauches de plus d'un mois en mars et au 1er trimestre - Reuters

Les négriers sont à pied d'oeuvre

- Sur fond de crise, le Sénat braque les projecteurs sur l'immigration utile - AFP -

En Espagne ils ne sont pas en reste.

- Retraite : l'Espagne envisage de repousser l'âge de départ au-delà de 67 ans - LeParisien.fr

[Le gouvernement du Medef, suite.](#)

- Transition énergétique: Le Medef veut ouvrir le débat sur le gaz de schiste - 20minutes.fr

La culture des illusions gravée dans la pierre.

- Florange: une stèle en mémoire de la "*trahison*" de Hollande - AFP
- «*Viens boire l'apéro à l'Élysée*»: Hollande a-t-il trahi sa promesse? - Slate.fr
- Le gouvernement est contre l'amnistie sociale - L'Expansion.com

Pour trahir un principe ou une idée, il faut auparavant avoir prouvé qu'on l'avait adoptée, qu'on en était digne, que la crédibilité d'un tel engagement ne reposait pas sur des paroles sans lendemain mais bien sur des actes. Or, il se trouve que Hollande et le PS se sont employés à prouver qu'ils en étaient totalement incapables, socialiste version réformiste bourgeois en parole en période électorale, antisocial, impérialiste et réactionnaire en acte une fois aux commandes de l'Etat ou chaque fois que les intérêts supérieurs de la classe des exploités le commandaient depuis 99 ans s'agissant du PS.

Une telle détermination sans faille, une telle constance à soutenir l'ordre établi aurait dû suffire à classer le PS dans le camp des ennemis du socialisme et des travailleurs pour ne jamais remettre leur destin entre les mains de ce parti réactionnaire.

- Amnistie sociale, loi sur l'emploi : le Front de gauche dénonce un "*changement de cap*" - LePoint.fr

Qu'est-ce que cela signifie, de quelle manière le Front de gauche soutient-il le régime en place et s'emploie-t-il à interdire aux travailleurs d'entrevoir la moindre issue politique à la crise du capitalisme ?

On pourrait ajouter à l'argumentation précédente, qu'il s'agit ici de faire croire aux travailleurs que le PS et ses satellites ne seraient pas foncièrement réactionnaires, et que pour cette raison ils seraient capables d'évoluer, de se réformer, c'est à la mode, même que le capitalisme, la finance, les banques en seraient capables, l'UE, la BCE et l'ONU aussi, finalement les partis politiques ne seraient plus les représentants d'une classe sociale en particulier, leur nature sociale aurait un fond idéologique à géométrie variable en fonction du cours de la lutte des classes, ce qui n'est totalement pas faux dans certaines limites, ce qui l'est en revanche c'est qu'ils pourraient rompre avec l'idéologie qui les structure, qui en est leur marque de fabrique en quelque sorte, lorsqu'ils ont adopté l'idéologie bourgeoise aucun retour en arrière n'est possible, pourquoi, parce que c'est le résultat d'un processus ou d'une adhésion consciente, c'est consciemment qu'ils abandonnent l'idéologie à laquelle ils avaient adhéré précédemment et qu'ils combattent désormais, ils vont se reconstruire sur ces cendres, or on ne renaît jamais de ses cendres.

Ces gens-là font feu d'absolument tout bois, ils se foutent totalement d'une expérience qui ne date pas plus loin qu'hier, pour eux c'est comme s'il ne s'était absolument rien passé, il faut l'entendre pour le croire tellement c'est incroyable, nous cela nous choque particulièrement parce que nous tirons une leçon de chaque expérience pour la suite de notre combat ou de notre vie tout simplement :

- "*Les formations de gauche doivent se rencontrer maintenant, il faut une rencontre entre la direction du PS et celle du PCF. Le parti socialiste doit nous dire dans quel chemin il veut s'engager maintenant*", a dit la présidente du groupe communiste du Sénat (CRC) Eliane Assassi. "*Ce que retiennent les gens c'est que ce gouvernement n'est pas celui pour lequel ils ont voté*", a-t-elle conclu. AFP 24.04

En famille, à gauche évidemment. Le PS étant tellement ouvertement à droite, que n'importe quel militant un tant soit peu honnête en déduira que pour être un allié de ce parti, il faut être soit de droite soi-même, je parle de leur parti, soit au minimum soutenir le régime, ce n'est pas possible autrement.

Rencontrer la direction du PS, rencontrer Hollande, mais c'est comme si on demandait à rencontrer le pape ou je ne sais pas, Barroso, Bush, Rockefeller, c'est de la démente pure.

Cela vous fera penser à la causerie d'hier.

Le "*chemin du PS*", il n'en connaît qu'un seul : celui de la réaction !

Vous n'êtes pas capable de développer une ligne politique indépendamment du PS, vous en avez besoin pour aller faire pipi, il faut absolument qu'il vous accompagne, même devenu un grand garçon ou une grande fille, la distinction est devenue inutile excusez-moi, vous ne pouvez pas vous en passer, c'est pire que la cocaïne des traders dites-nous ? Et vous voudriez qu'on vous suive, c'est une plaisanterie n'est-ce pas, vous n'êtes pas encore au courant que le carnaval est terminé, qu'on ne marchera plus jamais dans cette combine pourrie, gravez-vous cela dans la tête, cela s'adresse à tous ceux qui s'adressent aux dirigeants du PS ou à Hollande.

Commentaire d'un internaute à la suite d'un autre article mais qui est adapté à celui-ci :

- "La France est majoritairement à droite quoiqu'on en dise : l'arrivée de la gauche n'est due qu'au système électoral."

Les "gens", les couches (en général) qui ont voté PS en juin 2012 ont une conception tellement déformée ou si éloignée du socialisme, que ce serait commettre une falsification que les cataloguer à gauche, elles ont voté PS uniquement parce qu'elles estimaient que le PS serait plus à même de préserver leurs privilèges. Si demain elles estimaient que l'UMP ou l'UDI était le mieux placé pour remplir cette fonction, elles voteraient majoritairement pour ces partis.

La blague financière du jour

- Une charge de restructuration plombe le profit de Barclays - Reuters

Cela lui évite de distribuer des dividendes aux actionnaires et de payer moins ou pas d'impôt. Et si ce plan de restructuration correspond à des licenciements, cela revient à le faire supporter aux contribuables, à ceux notamment qui seront virés, elle n'est pas belle la vie à Wall Street !

Le visage mercantile et hideux du capitalisme.

- Madrid vend le nom de sa plus célèbre station de métro à Vodafone - L'Expansion.com

- Un homme en Inde vend son petit-fils sur Facebook - L'Expansion.com

Ces morts innocents qui passeront inaperçus de la propagande officielle.

- Irak: 128 morts en deux jours, des combattants prennent une ville - AFP

- Bangladesh: au moins 124 morts dans l'effondrement d'un immeuble - AFP

- Afghanistan: treize morts et des dizaines de blessés dans un séisme - AFP

- Cinq morts dans une fusillade dans l'Etat de l'Illinois - Reuters

Propagande. Ah bon, ce n'était qu'une rumeur, une cynique farce !

- Les USA n'ont pas conclu à l'usage d'armes chimiques par Damas - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Il n'y a que la vérité qui blesse !

- Tollé autour du "mur des cons" du Syndicat de la magistrature AFP -

- «Mur des cons» : malaise dans la classe politique LeFigaro.fr

Qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, l'ensemble des cadres politiques se disent choqués par le «mur des cons». Certains craignent de se voir ainsi désignés à la vindicte des magistrats et s'inquiètent pour l'indépendance de la justice. LeFigaro.fr 24.04

S'ils se sentent tous concernés, c'est qu'ils doivent vraiment l'être !

Il faut savoir que ce "mur des cons" se situe dans un local syndical et non dans le palais de justice à la vue du public.

- Christiane Taubira, interpellée à l'Assemblée (Atlantico a opportunément rappelé que la ministre avait ouvert le congrès du SM en novembre), a estimé que «les personnes qui se trouvent sur ce panneau sont fondées à déposer plainte». Pour Luc Chatel (épinglé parmi les «cons»), il s'agit «d'une remise en cause de l'impartialité de la justice». Mais ce mur se situe dans un local syndical, pas dans un palais de justice. Robert Ménard (estampillé «con»), ex-président de Reporters sans frontière, a annoncé

qu'il portera plainte pour injures. libération.fr 24.04

Dans le cas de Ménard, c'est encore un compliment ! Si tous les cons portent plainte en France, il va falloir créer des dizaines de milliers de tribunaux pour enregistrer leurs plaintes ! La ministre de l'injustice qui les soutient aura le droit de d'inscrire sur la liste.

Au lieu d'un mur, c'est un pyramide géante qu'il va falloir construire pour tous les inscrire, ceux qui n'y figureraient pas pourraient se sentir vexés !

Con. Définition du Grand Robert. Imbécile, idiot, se conduire d'une manière absurde.

Aux Etats-Unis, la juge Marianne B. Bowler qui a inculpé Djokhar Tsarnaev pour les attentats de Boston, le 22 avril 2013, a décrété que les cocottes-minute appartenaient au registre des armes de "*destruction massive*", selon le New York Times.

En France, employer la formule populaire d'imbécile ou d'idiot, con, fera-t-il l'objet de poursuite pour injure, alors qu'il n'est pas possible de porter plainte contre ces falsificateurs de la réalité, ces révisionnistes sans frontière ?

L'autre définition de con qu'il aurait été possible de se prévaloir à leur encontre ne pourra même plus les choquer : pubis de la femme puisque celle-ci a officiellement disparu hier, au même titre que l'homme, sans doute un connard.

[La réaction passe à l'offensive tout azimut contre la classe ouvrière.](#)

Qu'est-ce qui l'encourage à afficher ouvertement la couleur, sinon Hollande et son gouvernement qu'ils savent gagnés à leur cause.

La sécurisation du capitalisme a été adoptée.

L'Assemblée nationale a adopté mercredi soir l'ultime version du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, vivement combattu par le Front de gauche mais soutenu par les centristes, qui ne sera soumis au Sénat que le 14 mai.

Le texte, sur lequel s'étaient mis d'accord mardi les représentants des députés et sénateurs réunis en Commission mixte paritaire (CMP), a été adopté par 141 voix pour, 16 contre et 44 abstentions. AFP 24.04

Il faut rétablir le travail forcé ou STO

Allonger la durée de l'Assurance chômage ralentit le retour à l'emploi sans améliorer la qualité de l'emploi retrouvé, affirme une étude de l'Institut des politiques publiques obtenue mercredi par l'AFP.

Cette enquête, la première menée en France selon l'Institut, évalue les effets tant potentiellement négatifs d'une allocation plus généreuse (dépréciation des compétences, baisse des efforts pour rechercher un emploi) que positifs (incitation à n'accepter que des emplois stables ou bien payés).

Confirmant des observations menées dans d'autres pays, cette étude apporte des arguments aux partisans du retour à une indemnisation dégressive, alors que les règles d'indemnisation des chômeurs doivent être renégociées par le patronat et les syndicats en septembre.

L'enquête conclut en effet à une diminution de 28% du taux de sortie du chômage lorsque la durée d'indemnisation est de 15 mois au lieu de 7 mois. Cet impact équivalait à deux mois et demi de plus de chômage. AFP 24.04

Leur idée est de réduire la durée d'indemnisation des chômeurs pour les forcer à accepter n'importe quel emploi... plus tôt, car ils y sont malgré tout souvent contraint par la force des choses, il faut bien survivre.

Je ne sais pas ce que vous en penser, mais j'ai comme l'impression que ce serait bien là l'origine de la "*croissance*" sur laquelle ils tablent dans l'avenir.

Il faut baisser les salaires trop élevés responsables du chômage

Les salaires nets ont progressé beaucoup plus en France que chez ses voisins depuis le début de la crise en 2008, l'écart croissant avec la productivité risquant de dégrader encore la situation de l'emploi, selon une étude rendue publique mercredi.

Depuis 2008, le salaire réel net moyen - c'est à dire tenant compte de l'inflation -, "*continue de croître à un rythme annuel de 0,8% dans le secteur privé*", notent les auteurs de l'étude du Conseil d'analyse économique (CAE).

La France se distingue de ses principaux partenaires européens: les salaires réels ont ralenti en effet aux Pays-Bas et diminué en Italie, Espagne et Royaume-Uni. L'Allemagne a vu ses salaires se redresser, mais après une forte baisse avant la crise.

Le décalage avec la productivité, qui a eu tendance à stagner, "*laisse craindre une dégradation supplémentaire de la situation de l'emploi*", écrivent Philippe Askenazy, Antoine Bozio et Cécilia Garcia-Penalosa.

Selon les auteurs, cet état de fait s'explique en partie parce que "*les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires*" pour "*préserver la motivation des travailleurs et le climat social*" et par l'"*effet d'entraînement*" des minima de salaires fixés par accords de branche.

Pour retrouver une cohérence entre salaires et productivité, les économistes conseillent au ministère du Travail, qui use régulièrement de son pouvoir pour étendre ces accords à l'ensemble des entreprises de la branche, y compris celles non affiliées aux organisations patronales signataires des accords, d'être "*plus sélectif*".

Les dérogations aux minima de branche doivent également être encouragées pour les entreprises en difficulté, soutiennent-ils.

Ainsi, les accords de flexibilité, facilités par la loi sur la sécurisation de l'emploi qui doit être votée définitivement le 14 mai, devraient aller "*jusqu'au bout*", a expliqué M. Askenazy devant la presse. Ces accords négociés aménageant temps de travail et rémunération devraient pouvoir "*déroger aux minima de branches*" en cas de baisse temporaire des salaires, estime-t-il. AFP 24.04

Il faut réduire les arrêts maladie qui ruinent l'économie.

L'évolution "*préoccupante*" depuis 2000 des dépenses liées aux arrêts maladie nécessite une amélioration des contrôles et une meilleure prise en compte de la santé au travail, souligne un rapport parlementaire publié mercredi.

Les dépenses d'indemnités journalières au titre de la maladie ont connu une "*progression dynamique*", passant de 4,3 milliards d'euros en 2000 à 6,3 milliards d'euros en 2011, indique dans ce rapport la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale (MECSS) de l'Assemblée nationale, qui note toutefois une diminution de ces dépenses en 2012.

Or "*s'agissant de la politique de contrôle menée par l'Assurance maladie, elle est perfectible*", car les contrôles "*s'avèrent peu sélectifs et ne jouent pas forcément leur rôle de dissuasion*", affirme la rapporteure Bérengère Poletti (UMP).

Elle suggère notamment d'étendre le champ des contrôles aux arrêts de moins de sept jours, alors que 90% de ces contrôles concernent des arrêts longs, de plus de 45 jours.

Les médecins gros prescripteurs d'arrêts pourraient être mieux ciblés et les contrôles généralisés dans la Fonction publique, selon elle.

Le rapport pointe par ailleurs "*le niveau trop élevé des dépenses liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles*".

Après une tendance à la baisse observée depuis 1970, les accidents ont été plus nombreux en 2011, par rapport à 2010 (+1,7%). Les maladies professionnelles prises en charge par la CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) sont aussi en hausse sur ces deux années (+8,6%).

La Mecss préconise donc d'accentuer la prévention des risques professionnels et d'améliorer la sensibilisation aux maladies professionnelles. AFP 24.04

Pendant que les gangsters de la finance bénéficient de la clémence du régime.

La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier certains délits commis lors de mouvements sociaux, à laquelle le gouvernement est opposée, a été rejetée de facto mercredi en commission des Lois à l'Assemblée.

Tous les articles de cette proposition de loi, qui avait été adoptée de justesse au Sénat fin février, ont été rejetés l'un après l'autre.

Michèle Tabarot, secrétaire générale de l'UMP, a vu mercredi "*une victoire nette*" pour le pays et un signe de "*la gouvernance erratique*" de François Hollande dans le refus gouvernemental de la proposition de loi d'amnistie sociale.

Le débat viendra le 16 mai dans l'hémicycle, avec l'examen de cette proposition de loi lors d'une journée dite "*niche parlementaire*" réservée à des textes du FG, mais son issue ne fait guère de doute face à l'hostilité exprimée mercredi par le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, et par le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux. AFP 24.04

Ils exultent à l'UMP et au Medef, on les comprend.

On retiendra également que M. Dolez était défavorable à l'amendement portant sur l'amnistie des " *faucheurs volontaires*" de champs d'OGM, M. Dolez qui fut un temps encensé par le PT.

Et Servier (Mediator), Mas (PEP) et ses complices, des escrocs professionnels, des assassins, quelque 1.800 morts, toujours en liberté ?

Les masques sont tombés, le carnaval est terminé, suite.

Le numéro deux du Parti démocrate (PD, gauche) Enrico Letta a été chargé mercredi de former un gouvernement alliant gauche et droite pour mettre fin à la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis deux mois.

Le chef du gouvernement sortant, Mario Monti, s'est "*réjouit*" de cette nomination, se disant certain que M. Letta "*réussira à consolider la crédibilité de l'Italie au niveau international, de même que le rôle*" de son pays dans la définition des "*choix stratégiques de l'Union européenne*".

M. Letta devra allier droite et gauche. Son parti s'y était farouchement opposé jusqu'ici, se refusant à un accord avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi, et préférant rechercher un accord avec le mouvement de l'ex-comédien Beppe Grillo qui lui a claqué la porte au nez à plusieurs reprises.

Enrico Letta est le neveu de Gianni Letta, l'homme de confiance de Silvio Berlusconi, ce qui pourrait mettre de l'huile dans les rouages.

"*Un gouvernement de grande coalition est une pilule amère pour le PD*", a rappelé Stefano Folli, du quotidien économique Sole 24 ore. Mais le temps presse. "*Un conflit permanent est un luxe que l'Italie ne peut pas se permettre*", a analysé Massimo Franco, éditorialiste du Corriere della sera, premier quotidien de la péninsule.

Selon l'organisation patronale Confindustria, deux mois sans gouvernement fort ont coûté à l'Italie un point de PIB.

Le Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi a fait savoir, de même que les centristes de Mario Monti, qu'il soutiendrait le futur gouvernement.

La Ligue du Nord, ex-alliée de Berlusconi, y sera hostile, tandis que le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a promis une "*opposition constructive*".

Selon les experts de la banque Barclays, la nomination de M. Letta "*devrait être accueillie positivement par les marchés*". Mercredi en fin d'après-midi, la Bourse était en hausse de 0,4%.

Youpi !

Quelle crise politique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le gouvernement chypriote a annoncé avoir approuvé mercredi le plan de sauvetage avalisé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international constitué d'un prêt de 10 milliards d'euros et d'une contribution de 13 milliards d'euros que Chypre doit trouver notamment par une mise en liquidation de la principale banque du pays.

"*Le gouvernement a approuvé l'accord de prêt et le Mémoire qui seront soumis au Parlement pour des discussions préliminaires au niveau des commissions*", a déclaré porte-parole du gouvernement Christos Stylianides devant les journalistes.

"*La ratification de l'accord de prêt est prévue après le 26 avril*", a-t-il ajouté.

Alors que cela n'était pas prévu au départ, le Parlement devra se prononcer sur la totalité du plan à la suite d'une décision du procureur général qui l'a jugé comparable à un traité international.

Les députés des partis communiste AKEL et socialiste EDEK ont protesté contre le prix cher que Chypre doit payer dans le cadre de ce plan, qui augmente la pression sur une économie en plein récession. AFP 24.04

2- Grèce

Quelques dizaines de manifestants s'étaient retrouvés pour manifester leur mécontentement via à vis de la censure de l'Etat, suite à la fermeture du site internet indépendant Indymedia Athènes et de la radio Radio98fm par le gouvernement la semaine dernière. Le slogan: "*Raise your voice, fight against State Censorship*" ("*Faites entendre votre voix, lutttez contre la censure de l'Etat*"). Les forces de l'ordre sont intervenues pour arrêter une trentaine de sympathisants au mouvement indépendant, selon des sources sur place. Deux touristes auraient également été arrêtés durant l'opération des forces de l'ordre.

Les forces spéciales de la police auraient demandé à une femme passant près de la manifestation en vélo d'ouvrir son sac et son ordinateur portable. La Police a également menacé plusieurs journalistes qui couvraient l'évènement, dont Marios Lolos, le président de l'union des photo-reporters en Grèce.

Contacté par Okeanews, Marios Lolos a indiqué qu'alors qu'il commençait à prendre des photos des événements, plusieurs officiers de Police sont venus lui demander ses papiers d'identité :

"Ils ne m'ont pas battu, mais m'ont menacé, disant que je n'avais pas le droit de prendre des photos de leurs visages. Je leur ai répondu que je prenais en photos la police dans le cadre de son action, ce qui est le droit du journaliste. Je ne les prend pas en photo quand ils sont un terrasse d'un café avec leur femme... Ils m'ont dit que si ils voyaient des photographies montrant leurs visages, j'aurai des problèmes. Ils me poursuivraient en justice. C'est une menace de leur part pour les prochaines manifestations, ils savent que je suis le président de l'association des photo-reporters. Nous ne sommes plus en démocratie."

La Grèce a chuté de 14 places dans le classement RSF sur la liberté d'expression entre 2012 et 2013, le pays est désormais classé 84ème mondial, juste devant le Kosovo et après le Koweït, le Bhoutan, le Togo ou le Congo. Les événements d'aujourd'hui lancent un nouveau message à ceux qui souhaitent couvrir l'actualité dans le pays. Les cas de censures sont de plus en courant, sans oublier l'absence de réaction de la justice quand un journaliste apprend, enquête à l'appui, qu'un banquier a loué les services de tueurs à gage pour le liquider. Sans oublier les menaces de mort dont le journaliste d'Unfollow a fait l'objet en début d'année suite à une enquête sur la contrebande du pétrole en Grèce.

Une manifestation contre le fascisme est prévue ce soir à Athènes, tandis qu'une contre la censure doit se dérouler demain soir à partir de 18h place Monastiraki, toujours à Athènes.

La semaine dernière, les protestations contre l'interruption du site internet de Indymedia Athènes et du programme de la radio Entassi, suite à une intervention de l'Etat, se sont poursuivies. Lundi 15 avril, une mobilisation s'est déroulée dans l'Ecole Polytechnique, où était hébergé le serveur de Indymedia. Il est intéressant de noter que pendant la manifestation, la connexion internet de l'Ecole Polytechnique était étrangement coupée.

Des mobilisations ont aussi eu lieu dans d'autres villes au cours de la semaine dernière, tandis que jeudi, une émission sur la répression des médias de contre information avait été diffusée depuis le siège du syndicat des journalistes (ESSIEA). Okeanews 24.04

ECONOMIE

Afrique du Sud

La nouvelle classe moyenne et riche d'Afrique du Sud consomme avec frénésie, mais très largement à crédit. Et les médiocres perspectives de croissance font craindre aux économistes une crise de l'endettement qui toucherait gravement la partie économiquement la plus dynamique de la population.

Dans ce pays où les inégalités sont parmi les plus criantes au monde, on voit dans les quartiers huppés ou sur les autoroutes entre Durban, Johannesburg et le Cap une proportion étonnante de BMW, Mercedes, et même de Porsche ou de Ferrari.

Les centres commerciaux sont bondés sept jours sur sept, et les statistiques appuient ces constats: la consommation des ménages

n'a cessé de croître sans interruption trimestre après trimestre depuis la récession de 2009.

Certes, la crise mondiale s'est ressentie dans les ventes du commerce de détail, mais ce secteur a tout de même progressé de 3,8% en 2012.

Tout irait pour le mieux donc si les statistiques de l'endettement ne mettaient pas en lumière une situation désormais dangereuse. Le ratio moyen dette/revenu disponible des Sud-Africains s'élève à 76%, selon John Loos, économiste à la First national Bank. Et l'autorité nationale du crédit note que les demandes d'emprunt ont augmenté de 12% entre septembre et décembre 2012.

Celia Mondy, une infirmière de 40 ans, fait partie de ceux qui empruntent juste pour joindre les deux bouts: "*Mes économies ont fondu. Je n'ai plus d'autre choix que d'emprunter pour subvenir à mes besoins de base*", témoigne cette mère célibataire de deux enfants. "*La quasi-totalité de ma paye passe dans le remboursement de mes achats en carte de crédit, de mes emprunts, et dans l'assurance.*"

Les difficultés de Mme Mondy sont de celles qui inquiètent les économistes, parce qu'elle est justement représentative de la nouvelle classe moyenne noire, qui est devenu le moteur de la croissance sud-africaine depuis la fin du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994.

Mais le système s'essouffle désormais. L'essentiel des emprunteurs ne trouvent plus que des crédits très onéreux, les défauts de remboursement sont en nette augmentation: un cinquième des crédits contractés ne sont plus remboursés au bout de trois mois.

De plus, les coûts de l'énergie, du carburant ou des produits alimentaires ont explosé depuis quelques mois, même si l'inflation sud-africaine reste contenue à 5,9%. Mais les économistes prédisent que la limite des 6%, l'objectif affiché par la banque centrale, sera dépassée au troisième trimestre 2013.

L'électricité notamment, très bon marché pendant des années, a vu son prix doubler depuis quatre ans, et une hausse de 8% par an est déjà programmée sur les cinq prochaines années.

Depuis août 2012 et la crise dans les mines, le rand s'est en outre affaibli face aux monnaies de référence, renchérissant d'autant le prix des produits d'importation.

Selon John Loos, la hausse des taux d'intérêt --le taux de base est actuellement de 5%-- va inévitablement obliger les Sud-Africains à réduire leur consommation. "*La façon la plus efficace de limiter l'endettement des ménages est d'augmenter les taux d'intérêt*", dit cet économiste dans un récent rapport.

Mais avec une croissance du PIB de 2,8% seulement, loin derrière un bon nombre de nations émergentes, et un taux de chômage officiel à 25%, la marge de manoeuvre pour resserrer le crédit est quasi-inexistante. AFP 24.04

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril 2013

CAUSERIE

Pyramide et non piramide, le mur des cons est si escarpé qu'on en perd son latin avant d'en atteindre le sommet !

J'ai ajouté 17 nouveaux articles de sources diverses.

Enfin, on se permet un moment de détente après des mois et des mois d'un laborieux travail. Il faut se les procurer sinon on va devenir dingue, il est interdit de déprimer camarades, on doit se tenir les coudes, admettons une légère entorse à nos principes de rigueur, mais c'est pour la bonne cause.

On ne s'accorde aucun répit et aucune illusion, aucune concession et aucun compromis surtout, alors notre combat est forcément plus difficile, on doit affronter une ribambelle d'opportunistes en plus de l'ennemi que nous combattons, il faut avoir les reins solides, des nerfs d'acier, un moral insubmersible, disons le crûment puisque c'est la vérité, on se prend la réalité en pleine gueule, on y fait face. Parfois on n'a pas les moyens de comprendre la situation du premier coup, il faut s'y reprendre à plusieurs reprises, peu importe, l'essentiel est d'aller de l'avant, parfois de reculer pour mieux avancer ensuite, notre détermination est notre force, l'essentiel c'est de ne pas lâcher le fil qui nous relie à notre objectif, c'est lui qui nous indique la direction, qui nous guide.

[Mélénchon : enfin la vérité...malgré lui](#)

- Front de Gauche : "*C'est le Parti socialiste qui divise la gauche*" - Le Nouvel Observateur

Oui, c'est un désaccord sur la nature et la fonction du PS, sa caractérisation politique, les rapports à ce parti, qui est en grande partie à l'origine de la gangrène qui a pourri et profondément divisé le mouvement ouvrier, au point qu'il ne dispose plus de direction ou n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, d'orientation politique en dehors d'un soutien permanent au régime, il est devenu incapable d'organiser et de mobiliser en masse les travailleurs et de leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme, jusqu'à son avant-garde qui est devenue incapable de se déterminer indépendamment de ce parti de l'ordre.

Ce n'est évidemment pas ce qu'a voulu dire Mélenchon qui situe le PS et ses satellites à gauche, alors que nous les situons à droite, pour nous la gauche consiste dans le Front de gauche, le POI, le NPA et LO.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à rompre avec le PS, qui se caractérise au Front de gauche par son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République dont sa VIe République serait le clone à peine modifié à la marge, avec l'UE, la BCE, l'euro et l'ONU, bref, avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales, européennes et internationales qu'incarne ou dont le PS est le représentant, le porte-parole.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre avec le régime en place et de se fixer comme issue politique de l'abattre. Ce qui manque à la gauche, c'est un programme et une orientation révolutionnaire.

De son côté, le POI par la voix de D. Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°248) confirme ce qui vient d'être dit lorsqu'il écrit : "*Il n'est pas secondaire que six députés PS, se joignant à ceux du Front de gauche, aient voté contre la loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI). Il n'est pas secondaire non plus que trente-cinq autres se soient abstenus*", si cette prise de position sans lendemain ou qui ne coûte absolument rien à leurs auteurs ou à qui que ce soit d'ailleurs, qui ne sert qu'à sauver les apparences ou donner l'impression que le fonctionnement du PS et des institutions ne serait pas aussi monolithique, bonapartiste, antidémocratique que l'on croit, au passage cela laisse entendre qu'ils pourraient peut-être évoluer favorablement, qui sait, dès lors pourquoi faudrait-il rompre avec le PS et avec les institutions, ce serait une erreur politique, en affirmant que ce numéro d'illusionniste "*n'est pas secondaire*", c'est qu'il est son contraire, essentiel, déterminant, que D. Gluckstein privilégie la forme au fond, les paroles ou gesticulations aux actes, ce qu'il confirmera lui-même en les invitant plus loin dans son éditorial à "*travailler, maintenant, tout de suite, à la mobilisation unie des travailleurs (...) pour bloquer toutes ces contre-réformes*", que les mêmes braves députés du PS ont par ailleurs adopté, voté il y a à peine quelques mois, il lui faut l'occulter pour justifier sa ligne politique opportuniste qui consiste finalement à tenir en permanence un double langage. Comment cela ?

Le POI propose une ligne politique qui ne pourrait s'imposer dans le pays qu'à partir du moment où le PS (et le PCF) l'adopterait, la reprendrait à son compte et prendrait la direction de la mobilisation des masses contre le régime du même coup, or chacun sait qu'ils n'en feront rien, et que si malgré eux cette situation devait se présenter ils mettraient toutes leurs forces dans la bataille pour qu'elle reflue et la mener dans une impasse avant de se conclure par une défaite.

Le POI est dans l'incapacité de proposer et défendre une ligne politique indépendante du capital, à laquelle le PS (et le PCF) ne serait pas lié ou partie prenante, leur objectif est que le PS remplisse une fonction en totale contradiction avec sa nature contre-révolutionnaire. C'était déjà le programme et l'objectif de feu P. Lambert en 1972, donc cela ne date pas d'hier.

Le double langage consiste donc à présenter une ligne politique soit-disant indépendante, alors qu'en y associant le PS lié organiquement au régime en place, il est impossible qu'elle le soit, pour qui prend en compte les rapports entre les classes en déduira exactement l'inverse.

Il est parfaitement clair qu'il est impossible qu'une issue politique favorable aux travailleurs se réalise un jour à laquelle le PS (et le PCF) serait associé, au contraire, elle se réalisera contre le PS associé à l'UMP, tous deux piliers de l'ordre établi. Une véritable politique indépendante devrait le préciser et l'expliquer pour que chaque travailleur et militant comprenne bien la place et le rôle de chaque parti.

Le problème du POI et de tous les partis de gauche, c'est qu'ils sont incapables de s'appuyer uniquement sur les travailleurs, ils n'ont pas confiance en eux, au-delà cela démontre qu'ils n'ont pas davantage confiance dans le socialisme, alors il leur faut en permanence s'en remettre à d'autres acteurs qui viendraient combler ce déficit, parce qu'ils sont incapables de développer une politique révolutionnaire en direction des travailleurs, ils leur substituent des élus du PS ou du Front de gauche qui manifestent de temps en temps des états d'âme, qui sont liés au régime et n'ont pas d'autres intérêts puisqu'ils en vivent, contrairement aux travailleurs qui y sont subordonnés mais dont les intérêts coïncident avec la chute du régime, des millions peinent déjà à survivre, alors ils n'ont aucun intérêt à le préserver.

Nous, nous partons du constat que les intérêts des travailleurs sont antinomiques avec la nature du PS, l'idéologie de leurs dirigeants ou élus qui incarnent le capitalisme, par conséquent il est de notre devoir de lutter à la fois contre l'UMP-UDI-FN et le PS-EELV-MRC-PRG, ce qui ne peut se faire efficacement qu'en mettant en avant les rapports sociaux fondamentaux qui

existent entre les classes, qui sont à l'origine des inégalités et des injustices, des crises, des guerres, de la décomposition de la société, etc. qui déterminent tous les rapports dans la société, et que c'est seulement en s'attaquant aux fondements de ces rapports, en les renversant (en les inversant entre classe dominante et dominée) qu'il sera possible de satisfaire nos besoins et aspirations, de vivre en paix et en harmonie, de s'épanouir et de connaître le bien-être, de vivre dans une société meilleure et plus juste pour commencer, voilà ce qui justifie la nécessité de liquider les institutions de la Ve République, de s'organiser et de contruire un parti révolutionnaire rassemblant les travailleurs ayant conscience de ces rapports et de ces objectifs pour les atteindre et vaincre, avancer sur la voie de notre émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, du socialisme, de la liberté.

Pour nous l'essentiel, ce ne sont pas les états d'âme d'une poignée de députés qui n'ont eu de cesse de soutenir le régime depuis le 6 mai 2012, ce sont les rapports sociaux fondamentaux qui existent entre les classes et les antagonismes irréconciliables qui existent entre les classes, dont les contradictions et le combat politique doivent se solder par la prise du pouvoir par les travailleurs et le ou les partis révolutionnaires qui mènent le combat dans cette perspective, voilà ce qui doit structurer et servir d'orientation, d'objectif à notre combat politique.

Un dernier mot.

J'ai lu dans le numéro 248 d'*Informations ouvrières*" que le POI avait refusé de s'associer au "*coup de balais*" du 5 mai proposé par le Front de gauche sous prétexte que l'appel proposé par les organisateurs n'était pas orienté contre le gouvernement, alors que le POI ne cesse d'épargner le gouvernement et les institutions en axant son combat contre la troïka.

On ne peut pas imaginer pire mauvaise foi ou faux prétexte quand on pense que le POI ne cesse de lancer des appels en direction de Hollande et des différents ministères, des élus du PS. Du coup, on comprend qu'il ne puisse pas justifier autrement leur refus de participer à cette mobilisation qu'en recourant une fois de plus à une méthode déloyale, car quoi que dise ou fasse le Front de gauche cette manifestation sera de toute manière tournée contre le régime.

Chacun pouvait y participer sur ses propres mots d'ordre comme l'a rappelé un militant du Front de gauche, nous appelons les militants à y participer sur le mot d'ordre de la liquidation de la totalité des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI et l'ONU, position qui n'est pas celle du Front de gauche.

L'objectif est également en défendant cette ligne politique d'obliger le Front de gauche à se découvrir un peu plus, que les travailleurs et militants prennent conscience que ses véritables intentions ne correspondent pas vraiment avec leurs intérêts. Un parti comme le POI qui est plus proche de nos positions avait tout à gagner à participer à cette mobilisation, son refus ne fait que confirmer que ses dirigeants n'ont pas pour objectif de construire le parti qui pourrait prendre, qui doit prendre la direction du mouvement ouvrier et de la révolution pour porter le prolétariat au pouvoir, ses dirigeants poursuivent manifestement un autre objectif.

ACTUALITE EN TITRES

La bonne nouvelle du jour

- Exxon annonce un 1er trimestre meilleur que prévu - Reuters

A peine dit...

- Amnistie sociale : Mélenchon appelle les parlementaires PS à «*rompre les rangs*» - LeParisien.fr

... que l'écho répond...

- Gouvernement: trois fortes têtes du PS appellent à un changement de rythme - L'Express.fr

...déjà entendu

- Jean-Marc Ayrault: «*Je ne veux pas réformer en passant en force*» - 20minutes.fr

L'usage de la vaseline n'est pas encore aussi répandu qu'on serait porté à le croire... Allez, ils peuvent bien l'avouer maintenant, c'était un bon coup quand même, bravo !

Misérabilisme. De tonnes d'explosifs pour démolir trois tours, ils en sont réduits à une Cocotte-minute...

- Attentat de Boston : les frères Tsarnaev projetaient de frapper New York - LePoint.fr

Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais la Maison Blanche, le département d'Etat, le haut commandement de l'armée américaine, le Congrès et le Sénat, le FBI, la CIA et le Pentagone planchent depuis des mois sur un sujet épineux, à savoir : si autoriser un canif dans les bagages à main des passagers empruntant le transport aérien états-unien ne risquerait pas de remettre en cause la sécurité des Etats-Unis. Ce n'est pas une plaisanterie, il y avait encore ce matin un article traitant de ce sujet.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les cons en famille. Les fondations du régime fragilisées.

Mettez-vous un instant à leur place, c'est franchement rageant, ils déploient tellement d'imagination pour qu'on ne les soupçonne pas de l'être, et voilà que tous leurs efforts tombent à l'eau, c'est, comment dire, laissons la parole à Bartonone qui le dira mieux que nous, il est mieux placé :

- "*Mur des cons*" : "*pas supportable*", pour Bartolone - LePoint.fr

D'ailleurs on se demande encore ce que le régime pourrait supporter, puisque la démocratie est déjà de trop.

Un portail néolibéral et sioniste à l'origine de cette affaire.

Le site Atlantico s'est procuré une vidéo, tournée par un «*juge apolitique et non syndiqué*», dans un local du syndicat de la magistrature (SM) où apparaît un «*mur des cons*». Sur le portail Atlantico tout aussi "*apolitique*" sans doute officie Gilles William Goldnadel, président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières. (causerie du 19 février 2013)

Délation, infiltration, espionnage, des méthodes de dictateur.

La présidente du Syndicat a indiqué sur Francetvinfo que ce mur «*est destiné à rester privé*» et que la vidéo a «*été tournée à (leur) insu, dans un local qui n'a pas destination à recevoir du public*». 20minutes.fr 25.04

Le PS dans le rôle de chien de garde du régime.

Il a suffi que des dirigeants du parti de l'ordre hurlent au scandale pour que le ministre de l'injustice se mette aussitôt au garde-à-vous et saisisse pour avis le Conseil supérieur de la magistrature, mieux, les invite à porter plainte. Le "*mur des cons*" a franchi le stade de la gangrène, la pourriture l'emporte ! Normal, dans ce domaine-là aussi ils se livrent à un concours, une farouche concurrence fait rage, c'est à celui qui se distinguera de ses petits camarades, au jeu de celui qui sera le plus con quoi, le parcours est sécurisé depuis le 11 janvier, selon le principe de la compétitivité, de la productivité, ils sont en pleine croissance !

On est toujours le con de quelqu'un. Ils sont encore plus réacs que Sarkozy !

Si j'ai bonne mémoire, c'est lui qui avait balancé "*pauv'con*" à un visiteur du Salon de l'agriculture qui avait refusé de lui serrer la main, cette personne n'a pas porté plainte, elle ne le pouvait pas, La Talonnette était immunisée par son mandat de chef de l'Etat, mandat qui lui servait d'anticorps et qu'il n'aurait jamais pu acquérir s'il n'était pas con, non ? Entre nous, cela dit, on se demande s'ils ne sont pas moins cons que nous, mais bon, c'est une autre histoire.

Au fait, on a déclaré forfait, on n'est pas de la partie, non vraiment, sans façon, on n'a rien à vous réclamer, on n'attend rien de vous, on ne tient à avoir aucun rapport avec vous, on cède volontiers notre place à ceux que cela intéresse, les volontaires sont nombreux aussi dans nos rangs...

Mais on a tous envie de les exécuter, on ne compte plus la liste est trop longue !

Il existe toujours une distinction ou ne serait-ce qu'un décalage entre les paroles et les actes, entre le moment où on les prononce et le moment où elles peuvent se concrétiser en acte, à l'exception des phrases performatives, par exemple lorsqu'un témoin au tribunal jure de dire la vérité, il produit l'acte qu'il énonce, il y a simultanéité entre les deux, il réalise l'acte en le prononçant.

Il y a aussi des paroles qui ont une valeur symbolique, des paroles qui témoignent de l'état d'âme de celui qui les expriment à voix haute sans qu'elles soient forcément interprétées de la même manière ou saisies avec la même intensité par ceux qui

les entendent. Ils existent aussi des figures de pensée qui ont pour fonction de faire réagir son interlocuteur, sans lesquelles sont attention ne se porterait pas forcément sur l'essentiel de notre discours, il existe aussi des figures de style qui remplissent une fonction similaire, elles servent uniquement à guider le lecteur ou notre auditoire et non à l'orienter ou pire l'abuser, on n'identifiera pas le contenu d'un discours aux figures de style ou de pensée qui auront été employées, une telle confusion rendrait toute compréhension impossible ou alors on se livrerait à un procès d'intention à l'encontre de son auteur, des moyens rhétoriques somme toute classiques qu'il a employés.

Ce n'est pas mon cas, mais il arrive aussi qu'on formule un souhait, un désir, un vœux dans un contexte précis et sachant qu'il a peu de chance de se réaliser ou aucune, cela est davantage du domaine de l'imaginaire ou de l'extrapolation que de la réalité, cela ne porte pas à conséquence, sauf quand cela tombe dans l'oreille d'un juge mal embouché qui en prend ombrage, et qui de toute évidence a franchi "*le mur des cons*".

- Lors d'une émission télévisée, le réalisateur français Bertrand Tavernier a déclaré que le juge chargé de l'affaire Outreau était "*quelqu'un que vous avez envie d'exécuter*".

(On soutient Bertrand Tavernier évidemment contre cette tentative de museler toute parole libre, on va même en rajouter une couche, il n'est pas encore mort ? - ndlr)

Le magistrat Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, va déposer plainte contre Bertrand Tavernier pour "*provocation au crime*", pour les propos tenus par le réalisateur dans une émission de télévision, a annoncé jeudi l'avocat de Fabrice Burgaud, Me Patrick Maisonneuve. Le 10 avril sur le plateau de C à vous, sur France 5, Bertrand Tavernier évoquait le film *Présumé coupable*, dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés, est incarné par Philippe Torreton. Bertrand Tavernier avait notamment déclaré "*c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*".

"*C'est quand même très violent*", a dit Me Maisonneuve, qui va déposer plainte "*dans les jours qui viennent*" et envisage également de poursuivre le réalisateur en diffamation. Ce dernier avait déclaré que le juge a "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". Fabrice Burgaud, dont l'instruction de l'affaire d'Outreau est très controversée, a témoigné pour la première fois depuis son audition devant la commission d'enquête parlementaire dans un documentaire lui aussi controversé, intitulé *Outreau, l'autre vérité*, sorti au cinéma début mars, dans lequel il défend son travail.

Le dossier de pédophilie d'Outreau avait éclaté en février 2001 et défrayé la chronique. Il avait abouti à un fiasco judiciaire, après deux procès aux assises en 2004 et 2005. Treize des dix-sept accusés ont été acquittés, après parfois trois ans de détention provisoire. LePoint.fr 25.04

Le juge Burgaud devrait savoir que c'est l'occasion qui fait le larron, pour le moment il peut dormir sur ses deux oreilles, bon peut-être plus pour très longtemps, le régime peut exploser à chaque instant, qui sait ? Il lui reste sa bonne conscience, c'est l'essentiel.

Sur Internet on trouve toutes sortes d'ordures, paraît-il, je n'ai pas été vérifié, de l'apologie du nazisme à la zoophilie en passant par des portails pornographiques particulièrement crades ou immondes, tout cela le plus légalement du monde, et voilà qu'il suffit de traiter de con une de ses médiocrités politiques qui prétend nous gouverner ou émettre le souhait de débarrasser la société d'une erreur de la nature comme ce juge minable, pour qu'on vous intente un procès, mais c'est que nous sommes en présence d'une dictature qui n'ose pas dire son nom.

Je n'ai pas fait référence à la "*réforme*" de la magistrature qui a sans doute quelque chose à voir avec l'affaire du mur des cons qui nous fait penser à la pyramide de Ponzy

[L'UMP veut créer une "Agence pour le travail"... obligatoire. Le pays transformé en camp de travail forcé.](#)

Face à François Hollande, qui "*a tout essayé contre l'emploi*", l'UMP assure travailler à des réformes "*vigoureuses*" pour résorber le chômage, avec en point d'orgue la fin des 35 heures et un nouveau palier dans la dégressivité des indemnités.

Dans le cadre de ses "*états généraux de la reconquête*", en vue de la présidentielle de 2017, le principal parti d'opposition a décliné une série de propositions en faveur du plein emploi, auquel il dit encore croire.

Sous l'apostrophe "*Travailleuses, travailleurs...*" emprunté à Arlette Laguiller, égérie de l'extrême gauche, l'UMP préconise de supprimer la loi de référence à la durée du travail pour des négociations par branche ou par entreprise. La fonction publique passerait à 39 heures "*sans augmentation salariale à court terme*".

Le parti prône un contrat unique à durée indéterminée qui remplacerait CDD et CDI, la création d'une "*Agence pour le travail*", qui fusionnerait les services publics de l'emploi, la réforme du régime d'indemnisation du chômage.

"*Il faut en finir avec la logique de l'indemnisation passive*", souligne Hervé Mariton.

Au bout de six mois de chômage, l'indemnisation deviendrait dégressive avec des modalités différentes selon l'âge, la rémunération et le niveau de formation. L'UMP se garde pour l'heure d'avancer une échelle chiffrée, consciente du caractère détonnant d'une telle mesure. "Il s'agit d'une phase très préparatoire", dit-on prudemment.

Le parti met également l'accent sur la formation, qui "n'est pas à la hauteur", et émet l'idée de "classes métiers-études", à la manière des "sports-études" pour ouvrir les jeunes sur le monde professionnel. Reuters 25.04

Le dernier "sport" à la mode de Cayenne proposé à la jeunesse : travailleur précaire payer avec un lance-pierres, esclave.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des incidents ont éclaté jeudi soir en plusieurs endroits du centre de Madrid lorsque les policiers, ripostant à des jets de projectiles, ont dispersé à coups de matraque des groupes de jeunes qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement.

A la fin de cette manifestation qui avait rassemblé entre 1.000 et 2.000 personnes, en majorité des jeunes, sous le mot d'ordre "Assiège le Congrès", des manifestants se sont mis à lancer des bouteilles, des pétards et des feux de bengale contre les policiers anti-émeutes qui barraient l'accès au Congrès des députés.

Un imposant dispositif de 1.400 policiers avait été déployé pour cette manifestation, convoquée par une coordination appelant à la "rébellion populaire" et à l'occupation des abords du Congrès à la démission du gouvernement espagnol.

Les principales organisations de la mouvance des "indignés" se sont désolidarisées de ce mot d'ordre.

Rassemblés en trois points du centre de Madrid, les manifestants, criant "A bas l'Etat policier", certains portant le drapeau républicain rouge, jaune et violet, ont convergé vers la place faisant face au Congrès, la chambre basse du Parlement, protégée comme les rues avoisinantes par d'épais cordons de policiers, certains casqués.

"Je ne suis pas d'accord avec la politique que mène le gouvernement, il est soumis aux politiques de la Banque centrale européenne que nous n'avons pas élue", lançait Lorena Perez, une chômeuse de 29 ans du secteur de la communication. "Ils ne défendent pas nos intérêts, mais ceux des banques et de l'Allemagne".

"Je suis venu pour défendre nos droits", affirmait Jesus Seguera, un employé du bâtiment au chômage, âgé de 34 ans.

"C'est une combinaison de plusieurs choses. Ils ne tiennent pas leurs promesses électorales. Et mon foyer est frappé par le chômage et les coupes budgétaires dans la santé", ajoutait ce manifestant venu de Séville, en Andalousie.

D'autres portaient de petites pancartes avec les mots "6,2 millions de raisons", rappelant le nombre record de chômeurs (27,2% des actifs) dans le pays annoncé jeudi. AFP 25.04

2- Islande

L'économie de l'Islande, qui organise samedi des élections législatives, est sortie de la récession et du chômage avec des cicatrices qui ont marqué durablement sa population.

En apparence, avec un chômage enviable (moins de 5%) et une croissance correcte pour l'Europe (1,6% en 2012), l'île s'est bien relevée de la faillite de son secteur financier en 2008. Mais sa campagne électorale est marquée par un mécontentement qui coûtera vraisemblablement le pouvoir à la coalition de gauche (les sociaux-démocrates et le Mouvement gauche-verts).

De 2,5% en juin 2008, celui-ci (le chômage - ndlr) allait dépasser 8% début 2009, culminer à 9% en mai 2010, avant de retomber sous les 5% en février 2013.

Cette chute du chômage est l'un des points forts du bilan du gouvernement sortant. Pourtant, elle laisse sceptiques les Islandais.

Pour l'expliquer, ils citent pêle-mêle l'émigration des jeunes, l'exclusion des chômeurs de très longue durée des statistiques et l'augmentation du temps partiel non désiré et du nombre de bénéficiaires d'allocations handicap.

A en croire les sondages, la coalition gouvernementale sortante devrait être lourdement sanctionnée dans les urnes.

Hannes Holmsteinn Gissurason, professeur de science politique qui fut l'une des inspirations du Parti de l'indépendance (droite), s'en réjouit. Il estime que le gouvernement "a fait l'opposé de ce qu'un gouvernement est censé faire lors d'une crise financière: il a augmenté les impôts, en particulier sur la création de richesse et d'emplois, et il a arrêté tout investissement".

Ces recettes ont été approuvées sinon inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011. Pour l'organisation de Washington, le succès passait par une maîtrise du déficit budgétaire et une restructuration du secteur bancaire. C'est ce qu'a réussi l'Islande.

Si le FMI n'est plus là aujourd'hui, le pays se débat toujours avec les conséquences de la crise. La plus discutée dans cette campagne électorale est l'endettement des ménages.

D'après les statistiques gouvernementales, un ménage sur dix est en retard dans ses loyers ou ses remboursements de prêts immobiliers. Et plus d'un tiers des Islandais (36%) s'estiment incapables de faire face à une dépense imprévue de 1.000 euros.

Beaucoup ont l'impression que leur problème a été ignoré par ceux qui ont dirigé le pays depuis quatre ans. AFP 25.04

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs dans la catégorie phare a battu son record en mars, à 3.224.600, augmentant pour le 23e mois consécutif, selon les chiffres publiés jeudi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé), la plus observée, a augmenté de 36.900 en France métropolitaine (+1,2%). Sur un an, il progresse de 11,5%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,7% le mois dernier, soit 34.400 personnes, pour atteindre 4.741.100, en hausse de 9,8% sur un an.

En incluant les départements d'Outre-mer, il a dépassé la barre symbolique de 5 millions, à 5.033.600 personnes.

"Cette situation est le résultat d'une hausse ininterrompue depuis maintenant 5 ans (58 mois de hausse au cours des 60 derniers mois en catégories A+B+C, 52 mois en catégorie A)", souligne le ministère du Travail dans un communiqué.

En France, le nombre de jours passés en moyenne au chômage a également battu son précédent record en mars, à 485 jours pour les catégories A, B, C.

Comme les mois précédents, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage en mars, et dans une moindre mesure les plus jeunes.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 1,3% en catégorie A en métropole (+17,0% sur un an) et de 1,1% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 1,3% en A, et de 0,8% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,9% et 9,8% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C a augmenté de 1,1% en mars en France métropolitaine (+15,1% sur un an).

Les offres collectées par Pôle emploi ont diminué de 6,0% le mois dernier (-18,2% sur un an).

La vigueur de la démographie française se traduit par une progression régulière de la population active, qui impose au pays de créer quelque 200.000 emplois par an pour faire reculer le chômage, soulignent des économistes, ce qui est impossible tant que la croissance n'atteint pas au minimum 1% à 1,5%.

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014 et le Fonds monétaire international 11,2% et 11,6%. Reuters 25.04

2- Espagne

Le taux de chômage a atteint un nouveau record de 27,2% au premier trimestre en Espagne, où 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi.

"*Ces chiffres sont pires que prévu et illustrent la gravité de la situation économique en Espagne ainsi que le décalage choquant entre l'économie réelle et la finance*", a commenté José Luis Martínez, responsable de la stratégie de la banque Citi à Madrid.

L'éclatement de la bulle immobilière, gonflée pendant une décennie par le crédit facile, a jeté des millions d'employés du secteur du bâtiment au chômage depuis 2009 et entraîné l'ensemble de l'économie espagnole, notamment les services, dans la récession.

La situation a été aggravée par les coupes dans les dépenses publiques et les hausses d'impôts et de taxes décidées par les gouvernements successifs de gauche et de droite pour contenir l'envolée des déficits publics et tenter de rassurer les marchés financiers.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy doit présenter vendredi à la Commission européenne son programme national de réforme, que chaque pays de l'UE doit soumettre en avril.

Face à la colère des Espagnols confrontés aux conséquences sociales des politiques de rigueur, le président du gouvernement a assuré que ce programme ne contiendrait aucune mesure supplémentaire d'austérité.

Les manifestations sont désormais fréquentes en Espagne et des milliers de policiers ont été mobilisés ce jeudi pour encadrer un rassemblement aux abords du parlement.

De nombreux économistes doutent que le programme de réforme de Mariano Rajoy suffise à relancer l'économie espagnole et à créer des emplois. Reuters 25.04

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le chômage des 16/24 ans atteignait 60%. N'y aurait-il pas matière à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire ?

[Haut de page ↗](#)

Le 27 avril 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter toutes les infos du jour, ce sera pour demain.

Juste un petit mot, une précision à propos de la Bourse que je rédige après avoir terminé la causerie du jour.

Wall Street et la plupart des bourses occidentales grimpent parce que les sociétés cotées réalisent une grande partie de leur chiffre d'affaires dans les pays émergents où ils réalisent des profits énormes. De plus, avec la mise en oeuvre de violentes politiques d'austérité en Europe qui ont consisté notamment à abaisser le coût du travail et augmenter les profits des entreprises, ils espèrent bien en tirer rapidement de substantiels bénéfices malgré la faiblesse de la consommation. C'est une partie de l'explication qui complète ce qui a été dit les derniers jours.

Apparemment ils sont aveugles à tous les autres facteurs sociaux et politiques qui risquent à tout moment d'emporter le scénario sur lequel repose leur optimisme ou leur confiance. Faisons en sorte qu'ils tombent de haut et ne puissent pas se relever, préparer ces conditions et y préparer les travailleurs, voilà notre tâche.

[Un article à lire.](#)

Je vous conseille la lecture de l'article suivant (rubrique Tribune libre) : *Pierre Lévy* : « *Les dirigeants européens ne supportent plus la démocratie* ».

Pourquoi ? Parce qu'il est intéressant et pose les bonnes questions, l'auteur aboutit à la conclusion qu'il faut rompre avec l'UE et qu'il n'y a pas d'autre voie possible, et il termine en affirmant que le problème réside dans l'existence même du capitalisme, ce qui nous va très bien.

Cependant il manque un élément déterminant dans sa démonstration, la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois, du capital, les institutions. A l'arrivée sa démonstration aboutit logiquement dans une impasse et il ne pouvait pas en être autrement. Un extrait.

Il écrit :

- "Ce qui est nouveau, ce sont les armes dont il s'est doté pour mieux soumettre les peuples. Si demain l'UE n'existait plus, les problèmes ne disparaîtraient pas pour autant. Ça ne supprimerait pas l'exploitation de l'homme par l'homme et il faudrait continuer à combattre le capitalisme. Mais lorsqu'on parvient à se défaire de l'arme la plus efficace de son adversaire, on a déjà franchi un grand pas.

Il faut donc donner la priorité au combat d'aujourd'hui qui est de faire sauter les carcans. Quand des forces progressistes remettent en cause l'UE, ça offre des perspectives. Mais lorsque des forces censément progressistes continuent à répéter « il faut une autre Europe », ce sont des forces beaucoup moins sympathiques qui s'emparent du combat national. Avec tous les dangers que l'on peut imaginer..."

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'aucun gouvernement ne rompra jamais avec l'UE, le voudrait-il qu'il en serait empêché par la nature même des institutions, la Constitution de la Ve République devant laquelle il se prosternerait, qu'il se refuserait de remettre en cause puisqu'il en serait lui-même le produit, les liquider serait se suicider, perdre toute légitimité ce qui entraînerait immédiatement sa chute. Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre, non ?

De plus l'UE et les différents gouvernements qui la composent, l'ensemble des institutions internationales du capital ne lui permettrait pas, sans parler de Washington qui tirerait les ficelles, il serait renversé par la réaction qui orchestrerait une guerre civile avant même d'avoir pu appliquer le premier décret, d'ailleurs tous les ingrédients sont déjà en place en vue de cette perspective politique.

Le capitalisme tient sa légitimité de la Constitution qui a défini les différentes institutions dans lesquelles est réparti son pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Les capitalistes détiennent la totalité du pouvoir ce qu'on semble ignorer. La totalité des institutions, la justice, la police et l'armée sont à son service. Attenter à sa légitimité, c'est entraîner une réaction immédiate et violente de ces institutions, sans parler des bandes armées ou milices de l'extrême droite, patronales, etc.

C'est la raison pour laquelle seule une révolution prolétarienne peut en venir à bout, les liquider de fond en comble, c'est la condition indispensable pour pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme, rompre avec l'UE, etc, reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales, il n'existe pas d'autres alternatives, seul le peuple en arme guidé par un parti révolutionnaire la réalisera, parce que lui seul en a la capacité, la force et la détermination.

C'est le programme de la révolution socialiste internationale.

On se détend un peu avant d'attaquer la suite.

Pas con la bête. Non mon chien n'est pas con, moins con qu'eux pour sûr et je peux le prouver.

Quand mon épouse est là, elle interdit à Yvan d'entrer dans la maison et la pauvre bête obéit. Le jour où elle est retournée en France, il n'a pas fallu une heure avant qu'il s'installe tranquillement dans la maison parce qu'il savait que je ne lui dirais rien, depuis il y passe ses journées, il a besoin d'être près de moi sinon il s'ennuie.

[La course au plus con est lancée, ils sont sûrs de l'emporter !](#)

Le "mur des cons", voilà la véritable indépendance de la justice, voilà ce qui incommoder les plus réactionnaires. Trois titres pour l'illustrer.

- «Mur des cons»: Christiane Taubira s'en prend à la «liberté d'opinion», selon le Syndicat de la magistrature - 20minutes.fr

- "Mur des cons": le FN porte plainte contre le Syndicat de la magistrature - AFP

- Mur des cons: Morano "demande la dissolution" du syndicat de la magistrature - AFP

Pour s'émouvoir de l'emploi de ce mot banalisé depuis des générations par la chanson populaire, le cinéma ou le théâtre, cela

mérite de l'être et de détenir la palme dans ce domaine, Copé, Morano, Le Pen, Taubira, Bartolone et Cie sont ex æquo et nous ne tenterons pas de les départager. Il faut être d'une hypocrisie sans fond, ces gens-là sont répugnants au possible.

Travailleurs, vous valez mille fois mieux que ces misérables parasites qui passent leur temps à instrumentaliser le moindre bruissement qui sort de leur poubelle, c'est à votre tour de détenir le pouvoir, de gouverner.

J'ai mis en ligne la lettre ou réponse datée d'hier que le Syndicat de la magistrature a adressé à la ministre de la Justice.

Je ne la commenterai pas et j'adhère à son contenu en le soutenant. Effectivement il s'agit d'une opération politique pilotée par le parti de l'ordre, l'UMP, sa branche d'extrême droite, dont le portail Atlantico est l'un des bras médiatiques, contre l'indépendance des magistrats et leur expression syndicale.

Les lecteurs du site connaissent ce portail dont j'ai eu l'occasion de parler à plusieurs reprises, vous avez du bol d'être aussi bien informés pour comprendre la situation...

Aux royaumes des cons, il y a les monarques, leur cour, les courtisans, leurs zélés serviteurs, les bouffons aussi.

Nous ne parlerons pas ici du con banal ou commun qui est trop simple pour ne pas l'ignorer ou s'en moquer, vous aurez reconnu notre milieu, non, on va s'intéresser à ceux du monde d'en haut où qui ont acquis une certaine notoriété et qui ne le supportent pas, bref qui ont l'habitude de traiter ceux d'en bas de con et d'en profiter, sans eux ils n'existeraient pas ou on n'aurait jamais entendu parler d'eux.

Les cons qui s'ignorent sont les plus dangereux : haineux, hargneux, taigneux, revanchards, rancuniers, souvent très déterminés, c'est leur faiblesse, elle les rend aveugle, c'est là qu'on peut les coincer ou en profiter, pour peu qu'on les flatte et qu'on les mette en confiance, ils vont se lâcher et vous livrer des confidences.

Ce sont aussi des gens complexés ou mal dans leur peau, ambitieux, arrivistes, ils parlent très forts aussi. Ils s'écoutent parler en pensant que cela intéresse la terre entière, ils parlent avant de réfléchir et ils ne supportent pas la critique, ils présentent toutes les caractéristiques des tyrans, le monde doit être à leur image et en réalité il l'est, hideux et insupportable, où domine ignorance et dictature.

Parmi eux, il y a ceux qui ne peuvent pas le cacher ou très maladroitement, comme Sarkozy ou Hollande par exemple, et il y a ceux plus sournois qui en ont fait leur passe-temps favori, c'est d'ailleurs ce qui les fait passer pour des gens très intelligents, eux sont davantage faits pour durer, les premiers pour servir et être éliminés ensuite, ils avaient un contrat à durée déterminée à remplir, quand il a atteint son terme ils retournent dans l'ombre ; il arrive cependant qu'ils resservent comme homme de paille, quand ils n'ont trouvé personne pour se sacrifier le plus con reprend du service, avant de sauter cette fois définitivement, il ne faut jamais sous-estimer la détermination des cons de haut vol qui seront recyclés par la suite dans une de leurs poubelles à récompenser les zélés serviteurs du système en place.

Il existe évidemment des nuances entre le con qui en a conscience et l'assume tant bien que mal et celui qui refuse de l'admettre et s'efforce de démontrer le contraire. Il y a ceux par exemple qui se font passer pour cons, qu'ils le soient ou non peu importe ici, ils comptent en tirer un avantage, parce qu'on leur a collé cette étiquette ils s'en servent pour justifier leurs magouilles une fois découvertes qu'on leur pardonne volontiers, ne sont-ils pas simples d'esprit, ils ont agi sous l'impulsion de leur inconscience qu'ils ne contrôlent pas, alors soyons tolérant envers eux.

Vous me direz que je fais une interprétation du con qui dépasse la signification communément admise. Dans certains cas, il est vrai que je l'étends à des gens que l'on n'a pas l'habitude de trouver dans cette catégorie-là, parce qu'au-delà de leur comportement qui peut passer pour cohérent, je prends en compte les effets négatifs ou nuisibles qu'ils vont produire sur la société ou le monde que j'associe à un témoignage de connerie, car je prétends qu'on peut s'appeler Rothschild ou Rockefeller et être les plus riches et les plus puissants de la terre et qu'utiliser ce pouvoir pour faire le malheur de l'humanité n'est pas une marque d'intelligence.

Parole d'internaute

1- *"La caméra cachée d'Atlantico, c'est comme si ils avaient filmé en caméra cachée une conversation de ces syndicalistes autour de la machine à café ou une discussion en soirée où ils se moqueraient de tous ces « cons ». Le procédé s'apparente à du journalisme-poubelle.*

Dans un syndicat s'expriment toujours des avis tranchés et de la dérision envers ses « ennemis », ce n'est pas un scoop. Dans le local de la CGT de Florange ou de Renault ça il ne doit pas en être autrement. Mais comme c'est un syndicat de magistrats, tous les sarkozystes sautent sur l'occasion pour mieux dénigrer une corporation qu'ils ont toujours rêvé de mettre au pas.

Morano parle d'affaire d'Etat, c'est clair elle avait sa place sur le mur."

Vous avez raison, Atlantico est une véritable poubelle, je peux en parler, tous les jours ou presque sur la base de titres prometteurs je visionne plusieurs de leurs articles, je les télécharge, et quand je les lis plus tard je m'aperçois dans neuf cas sur dix qu'ils sont nuls ou ne servent qu'à justifier le néolibéralisme ou défendre l'ordre établi.

2- *"Elle s'est couchée devant la droite dure via Atlantico pour discréditer la justice qui inculpe Sarkozy ! Ce gouvernement est bête à pleurer. Mais cela va renforcé la gauche de la gauche et tant mieux !"*

Ils n'ont pas digéré l'affaire Cahuzac, ils doivent craindre qu'il y ait une suite ou des suites, car il doit être loin d'être le seul dans ce cas-là. Et puis il y a tous ces élus du PS qui sont mis en examen...

[Des psychopathes qui s'ignorent.](#)

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Je les plains !

Il y a cinq jours en Inde c'était la journée des végétariens ou un truc dans ce goût-là, je l'ai découvert en allant au supermarché de Pondichéry. En passant dans une allée, je remarque qu'un rayon a été recouvert de journaux, celui où se trouvent des boîtes de conserves renfermant de la viande ou du poisson, je trouve cela étrange, je mets mes lunettes pour lire l'affichette qu'ils ont scotchée à cet emplacement, ils informaient les consommateurs qu'ils étaient désolés de ne pouvoir accéder à leur demande en raison de ce diktat qu'ils appliquaient à la lettre.

Parmi les Indiens que je connais, je vis ici depuis près de 20 ans, je serais incapables d'en citer cinq qui sont vraiment végétariens, j'en connais deux seulement en fait pour autant que je me souviens. Cela veut donc dire que c'est une infime minorité de tyrans qui imposent à l'immense majorité de la population sa volonté.

Pour revenir à notre sujet, ces dégénérés pourraient nous imposer de nous passer de rapports sexuels un jour par an tout simplement parce qu'ils en auraient décidé ainsi. Nous serions donc tous responsables des graves problèmes psychologiques qu'ils ont dans leurs têtes au point de vouloir nous les faire partager. Mais qu'ils aillent donc consulter un psychologue, un psychiatre ou un psychanalyste, cela vaut également pour une grande partie des homosexuels qui ne supportent pas le sexe opposé pour des raisons diverses et qu'ils laissent vivre ceux qui n'ont pas ce genre de problèmes et qui à ma connaissance constituent l'immense majorité de la population.

C'est un peu fort, c'est à croire que l'on ne penserait qu'à cela et qu'on baiserait 365 jours par an, 366 les années bissextiles, en réalité c'est loin d'être le cas pour la majorité qui est mentalement équilibrée, malgré nous souvent, on fait avec et on n'y pense pas voilà tout.

En réalité, ce sont ces gens-là qui en font une fixation parce qu'ils ont de graves problèmes psychologiques, ils n'assument pas ce qu'ils sont, ils craignent l'autre sexe, tout psychothérapeute honnête vous le dira. On y reviendra un autre jour, on a autre chose à penser et à faire de plus important.

- Ils ne couchent pas le premier soir. Ni le deuxième. Ni ceux qui suivent, d'ailleurs. Et ils veulent le faire savoir. Les membres de l'Association pour la visibilité asexuelle (AVA) organisent, vendredi, une journée pour faire connaître leur mouvement. Comme les hétéros ou les homos, les asexuels ont une attirance sexuelle pour un genre (garçons, filles ou les deux). Mais ils n'éprouvent pas de désir sexuel. *«Nous voulons que l'asexualité soit reconnue comme une orientation sexuelle à part entière, explique Paul, l'un des porte-parole de l'AVA. En parler permettrait à beaucoup de gens de se sentir mieux...»*

Antoine en faisait partie. *«A 18 ans, je n'avais pas le même ressenti que les autres, témoigne-t-il. Je voyais bien que quelque chose clochait sans savoir quoi. Alors, j'ai tout essayé...»*

Avec des filles ou des garçons, ses relations se soldent par des échecs. *«Sauf celles où les rapports sexuels passaient au second plan»*, poursuit-il. Et puis, un jour, il découvre le mouvement asexuel sur Internet. Discute avec des gens que le sexe dégoûte. Avec d'autres qui avouent ne jamais prendre de plaisir et faire l'amour uniquement pour satisfaire leur partenaire... *«Ça m'a rassuré»*, raconte-t-il. 20minutes.fr 26.04

Il faut être malade pour être dégoûter de son propre corps

ACTUALITE EN TITRES

Trop tard, impossible.

- Le patron de PIP demande pardon - Liberation.fr

Trop facile, on ne vous pardonnera jamais tous vos crimes, notre vengeance sera terrible !

Il ne manque plus que l'eugénisme et la boucle sera bouclée.

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Chouette, l'Europe sociale chère à certains enfin réalisée !

- Des mafieux millionnaires grâce à l'argent extorqué à des ex-Yougoslaves du 93 - AFP

- Coups de filet à Paris et Lyon dans les clans de cambrioleurs géorgiens - 20minutes.fr

Les bonnes nouvelles du jour.

- La rémunération de Rupert Murdoch passe de 24 à 28 millions de dollars - LePoint.fr

- Samsung annonce des bénéfices record le jour de la sortie du Galaxy S4 - AFP

Charrettes.

- PSA supprime 850 postes de nuit en intérim à Sochaux - L'Expansion.com

- Spanghero : 160 des 240 emplois menacés à court terme - Liberation.fr

Entre colère et fatalisme

- Les ménages toujours plus pessimistes face à la récession et au chômage - AFP

- 75 % des Français seraient hostiles à une amnistie sociale - LePoint.fr

- Seul un Français sur dix valide les choix économiques de Hollande - Reuters

Mission impossible...

- Comment repenser le travail pour motiver malgré la crise? - L'Express.fr

Motiver par quoi, votre société à vomir? Pourquoi travailler, pourquoi étudier, pourquoi vivre même, hein dites-nous, sans idéal, sans perspective d'amélioration cela n'a aucun sens, il faut faire table rase, ça c'est déjà le début d'un nouvel idéal...

... d'autant plus que...

- Pourquoi vos salaires sont trop élevés - LePoint.fr

Pour vous motiver on va baisser votre salaire, votre niveau de vie...

A quand la chute du régime, quel sera le maillon le plus faible ?

- La récession sera pire que prévu cette année en Espagne - Reuters

- En Espagne, 'sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution' - LeMonde.fr

[Les courtisans du monarque.](#)

- La CGT appelle Hollande à changer de cap - Le Nouvel Observateur

- Mélenchon déçu par Hollande sur l'amnistie sociale - LeMonde.fr

[Parole de gavés](#)

- A Guantanamo, faut-il ou non forcer les protestataires à s'alimenter? - L'Express.f

[Parole de cumulards.](#)

- L'Assemblée rejette un texte prévoyant de cumuler minimum vieillesse et salaire - Liberation.fr

[Laissez-nous donc le temps de familiariser l'opinion publique avec cette idée et de fabriquer les preuves.](#)

- Washington veut "*des faits*" sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

- Syrie: Assad a probablement eu recours à des armes chimiques, dit Washington - AFP

Pourquoi tant de manières, les masses sont manipulables à souhait

- Armes chimiques en Syrie: pourquoi les Occidentaux tergiversent - L'Express.fr

Pourquoi insistent-ils tellement ?

- Des armes chimiques changeraient la donne en Syrie, selon Obama - Reuters

- Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie - LeMonde.fr

Crescendo.

- Londres évoque des «*preuves croissantes*» que la Syrie utilise des armes chimiques - Liberation.fr

Foncez !

- Syrie : pour Washington, Damas a utilisé des armes chimiques - LeFigaro.fr

Le Monde, Libération, Le Figaro, la voix de son maître.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Lettre du Syndicat de la magistrature adressée à la ministre de la Justice le 26 avril](#)

« Madame la ministre,

Suite à la diffusion mercredi 24 avril par le site Atlantico d'une vidéo d'images soustraites à l'intérieur de notre local syndical, vous avez cru devoir saisir le Conseil supérieur de la magistrature pour apprécier s'il y a eu "*manquement à la déontologie*".

Vous avez déclaré, dans un communiqué de presse et devant le Sénat, "*condamner cette pratique*", vous avez exprimé "*votre consternation face à ce comportement*" et considéré qu'il s'agissait "*d'un acte insupportable, stupide et malsain*".

Quelle pratique ? Celle d'un journaliste qui filme en cachette l'intérieur d'un local syndical privé à l'insu de ses occupants ?

Quel acte ? Celui d'un site en ligne, proche de la droite la plus dure, qui décide de diffuser ces images qu'il sait soustraites ?

Quel comportement ? Celui d'une certaine droite prompte à instrumentaliser cette "révélation" à des fins bassement politiciennes pour décrédibiliser ceux qui combattent avec force leurs idées depuis des années ?

Et bien non, tout cela ne semble pas vous avoir choquée ...

Vous avez au contraire cédé à la pression de ceux-ci et choisi de vous en prendre à l'expression en privé d'une opinion – lapidaire et caricaturale certes mais qui n'a rien à envier aux propos publics outranciers de certains à notre égard – concernant ceux dont nous dénonçons les propos, les actes ou les prises de position.

Souhaitez-vous donc régler la liberté d'opinion des syndicalistes, définir les standards de l'affichage autorisé dans les locaux syndicaux, voire même encadrer la liberté des magistrats que nous sommes s'exprimant dans la sphère privée ?

Vous prétendez, dans votre communiqué, que "*le devoir de réserve des magistrats suppose la retenue même dans le cadre de l'expression syndicale*".

Quelle expression syndicale, Madame la ministre ?

Des propos satiriques tenus en privé par des syndicalistes dont personne d'autre qu'eux n'auraient dû avoir connaissance sans cette soustraction d'images ? Cette violation de notre sphère privée syndicale n'est pas "*une expression syndicale*", laquelle est par nature publique. Faut-il vous rappeler que dans nos prises de position publiques nous nous en sommes toujours tenus au débat d'idées ?

Quel devoir de réserve, Madame la ministre ? Celui des magistrats ou celui d'un syndicat ?

Est-il besoin de vous rappeler que "*l'obligation de réserve*" ne s'applique qu'à l'expression publique des magistrats et qu'en tout état de cause, elle ne constitue ni une obligation au silence, ni une obligation de neutralité ?

Mais, au-delà des circonstances de l'espèce, et en raison de l'amalgame qui est fait entre expression privée et action syndicale, c'est bien l'expression publique syndicale et, par conséquent, le fait syndical dans la magistrature que vous remettez en question par votre saisine consternante du Conseil supérieur de la magistrature. Nous attendions plutôt de vous, Madame la ministre, que vous défendiez vous-même cette liberté syndicale.

En plus de 40 années de combats pour les droits des magistrats et les libertés publiques, le Syndicat de la magistrature a dû faire face à de multiples tentatives visant à l'empêcher de s'exprimer.

Vous venez de vous inscrire dans cette longue tradition, nous le regrettons vivement.

Nous vous prions, Madame la ministre, de croire en l'assurance de notre parfaite considération. »

Pour le Syndicat de la magistrature,

Françoise Martres, présidente.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bosnie

Le président de la Fédération croato-musulmane de Bosnie, Zivko Boudimir, et 19 autres responsables de la région ont été arrêtés vendredi dans le cadre d'une opération anti-corruption, a annoncé le parquet général de Bosnie.

Des perquisitions ont été menées dans les bureaux du président Boudimir à Sarajevo et dans les locaux du gouvernement régional à Mostar, dans le sud du pays.

Selon la presse locale, Boudimir est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin en échange de la grâce de plusieurs condamnés.

Le vice-président de la Fédération, Mirsad Kebo, a affirmé vendredi qu'il avait alerté la Cour constitutionnelle sur la légalité de certaines procédures d'élargissement de condamnés ces deux dernières années.

Zivko Boudimir est également depuis l'an dernier à l'origine d'un bras de fer politique après avoir refusé d'entériner un remaniement du gouvernement régional et avoir repoussé la nomination de magistrats à la Cour constitutionnelle.

A la suite des accords de paix de Dayton en 1995, la Bosnie-Herzégovine est composée de deux entités autonomes, la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), ainsi que du district neutre de Brcko.
Reuters 26.04

SOCIAL

Bangladesh

Des heurts ont opposé vendredi au Bangladesh la police à une foule immense de manifestants qui ont attaqué des usines après l'effondrement d'un immeuble construit illégalement dans lequel plus de 300 ouvriers de l'industrie textile ont trouvé la mort, selon un nouveau bilan.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre la foule en colère à Savar, dans la banlieue de la capitale Dacca, où le Rana Plaza, un immeuble de huit étages, s'est effondré mercredi comme un château de cartes.

Il s'agit du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh, un pays pauvre d'Asie du Sud qui a fait de la confection le pivot de son économie.

"*La situation est très instable. Des centaines de milliers d'ouvriers participent à la manifestation*", a déclaré M. Asaduzzaman, un responsable de la police.

Des ouvriers ont attaqué des usines, renversé des véhicules, brûlé des pneus sur la route et essayé de mettre le feu à des échoppes le long du parcours de la manifestation de masse, selon un responsable de la police locale. Ils ont aussi obligé des usines textiles à fermer.

"*Ils exigent l'arrestation et l'exécution des propriétaires des ateliers et du bâtiment qui s'est effondré à Savar*", près de Dacca, a-t-il dit à l'AFP.

Le bilan de la catastrophe s'est encore alourdi, dépassant pour la première fois le cap des 300 morts, dont une grande proportion de femmes.

"*Le bilan est de 304 morts*", a déclaré un porte-parole de l'armée, Shahinul Islam, précisant que plus de 2.300 personnes avaient été sorties vivantes des décombres depuis l'accident.

La catastrophe a relancé la polémique sur la sécurité dans l'industrie textile fournissant des marques occidentales.

L'immeuble abritait cinq ateliers de confection notamment liés à la marque espagnole Mango et au britannique Primark, seules enseignes à avoir confirmé leurs relations avec des ateliers du Rana Plaza où travaillaient quelque 3.000 personnes, dont de nombreuses étaient toujours portées disparues.

Des ouvriers s'étaient publiquement inquiétés la veille de fissures mais leurs responsables ont ignoré les mises en garde, leur enjoignant d'embaucher normalement le jour suivant.

Les Etats-Unis n'ont pu dire si des marques de vêtements américaines se fournissaient auprès des ateliers présents dans l'immeuble mais ont plaidé pour de meilleures conditions de travail dans ce secteur.

L'accident "*démontre qu'il faut que le gouvernement, les propriétaires, les consommateurs et les travailleurs trouvent des moyens d'améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Patrick Ventrell.

Le Premier ministre du Bangladesh a promis jeudi que le propriétaire de l'immeuble, en fuite, serait arrêté et puni.

En novembre 2012, un incendie dans une usine textile fournissant notamment l'américain Walmart avait fait 111 morts à la périphérie de Dacca. AFP 26.04

Je vis en Inde où la situation est identique, vous imaginez mon état d'esprit, s'ils attrapent le propriétaire ils vont le tuer, peut-être le lapider à mort, normal, si je pouvais j'en serais. En France Servier et Mas ne méritent pas autre chose.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui on ne cause pas, hier avec leur histoire de "*journee de l'asexualité*" ils m'ont coupé toute envie !

Bon dimanche à tous... et bon courage pour lundi.

Parole d'internaute.

(Après qu'il eut été révélé que ce serait un journaliste de France 3 qui avait filmé le "*murs des cons*" et l'eut ensuite transmis au portail Atlantico.fr)

- "*Est-il vraiment important de savoir de quel coté est un journaliste pour rapporter une info? Sachant qu'une grande partie est à gauche, l'information n'est pas neutre?*"

L'information n'est pas neutre et il arrive souvent, très souvent que la présentation qui en est faite ne le soit pas non plus, allez toujours ou presque.

Pas plus que les autres couches des masses exploitées les journalistes n'ont conscience d'appartenir à une classe ou de représenter les intérêts d'une classe en particulier, sauf ceux qui sont encartés dans un parti étiqueté à droite ou à l'extrême droite.

Marchandise frelatée ou escroquerie sur la marchandise

Dialogue imaginé avec Gaston ferrailleur de profession. Mais sans arme ou désarmé.

- C'est marrant cela, les journalistes sont à gauche, les médias sont à gauche, les magistrats sont à gauche, le président de la République est à gauche, le gouvernement est à gauche, la majorité des députés est à gauche, la majorité des sénateurs est à gauche, mais en réalité le pouvoir executif, législatif et judiciaire est à droite et la politique qui est conduite dans ce pays est de droite...

Gaston - Ah ben cela alors je n'en reviens pas, en voilà une sacrée contradiction à laquelle je n'avais jamais pensé !

- N'est-ce pas ?

- Mais c'est un numéro d'illusionniste ou quoi ?

- Comprenne qui pourra mon bon monsieur.

- Grand dieu, quel fameux tour de passe-passe, il doit y avoir un lézard quelque part, non ? Vous connaissez la réponse et vous en faites un mystère.

- N'inversez pas les rôles, je ne vous cache rien, moi.

- Vraiment ?

- Je vous assure, d'ailleurs vous brûlez Gaston, la réponse figure dans votre question, étendez votre champ lexical, réfléchissez un peu.

- Je n'y suis pas habitué vous savez, j'ai la tête qui tourne dès que je m'y emploie, et puis si vous employez des mots que je ne comprends pas on n'est pas sorti de l'auberge, il y pousse quoi dans votre champ lexical, soyez généreux et venez à mon secours.

- En réalité, c'est quelque chose de très bête.
- Alors c'est à ma portée.
- Si vous le dites.
- Cela aurait-il un rapport avec un lézard qui gambaderait dans un champ, vous m'avez mis sur la piste en parlant de bête.
- En effet.
- Cessez ces cachoteries, je n'y connais rien en lézard.
- Le caméléon cela ne vous dit rien.
- C'est celui qui change de couleur.
- Tout à fait.
- Mais quel est le rapport avec la chose qui nous occupe ici ?
- Ecoutez. On peut prétendre être de gauche ou avoir des idées de gauche alors que leur contenu ne l'est pas vraiment ou si peu que les idées de droite dominent. Prenez le contenu de votre bouteille de picrate et versez-le dans une bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, placez-là bien en vue sur une étagère, quand une de vos connaissances vous rendra visite en jetant un coup d'oeil sur votre bouteille, elle aura l'impression trompeuse que vous avez dû faire un héritage pour vous payez un vin aussi fameux. Par contre, quand elle sera partie, si vous vous en versez un verre, ce sera toujours la même vinasse qui vous brûlera l'estomac que vous avalerez, et même si vous aviez l'idée de le laissez dormir quelque temps dans un tonneau en chêne, il serait toujours plus proche du vinaigre que d'un grand Bourgogne.
- Et alors, où vouliez-vous en venir au juste? Vous voudriez m'en acheter une bouteille que je ne refuserais pas.
- Pourquoi pas. Tous ces gens de gauche ignorent ce qu'est réellement être de gauche, ce que cela signifie vraiment, ils sont davantage de droite que de gauche, certains l'ignorent et d'autres en ont parfaitement conscience. Sur leur bouteille ils ont écrit à gauche mais le contenu ne l'est pas ou si peu. Je vous vois perplexe, c'est normal ma démonstration était incomplète, je m'y attelle sur le champ et vous verrez qu'ensuite la situation vous paraîtra beaucoup plus claire, sauf si vous n'arrêtez pas de picoler.
- Je vous écoute.
- Imaginez maintenant que votre visiteur ne s'y entende pas en vin, comme vous il n'a jamais bu que de la vinasse, si vous lui servez un verre de votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, à coup sûr il va s'exclamer qu'il n'a jamais bu un aussi bon vin de sa vie. Et bien ces gens qui se disent de gauche sont dans la même situation que votre ami, je parle de ceux qui sont honnêtes et sincères, pas de ceux qui tirent profit de cette supercherie, je ne vous l'ai pas encore dit pour ne pas vous embrouillez davantage, autrefois chez les Anciens le lézard était symbole de fourberie, d'escroquerie, aujourd'hui si le pays est à droite, en réalité gouverné par la droite, c'est en grande partie parce que la distinction entre le droite et la gauche repose ou recouvre une gigantesque supercherie, ceux qui nous gouvernent et se prétendent de gauche sont en réalité des imposteurs, des escrocs, ils sont de droite en vérité. Quant aux autres, ils auraient fait de piètres taste-vin et se leurrent eux-mêmes.
- Je vous entends, mais la gauche elle existe quand même rassurez-moi.
- Elle est ailleurs, et là les choses se compliquent...
- Ah non, n'en rajoutez pas !
- Laissez-moi continuer, ce n'est pas moi qui complique les choses à loisir, c'est ainsi malheureusement, je disais que cette gauche ne l'est pas vraiment non plus, comment vous expliquer cela simplement, voilà j'ai trouvé. C'est comme si au lieu de verser votre vinasse dans votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin vous l'aviez remplie avec un vin de meilleure qualité, du Côte du Rhône par exemple ou un Mâcon, un petit vin comme on dit.
- Mais c'est encore une escroquerie ? Un connaisseur ne s'y laisserait pas prendre.

- Assurément.

- C'est désespérant, laissez-moi me versez un autre verre.

- Faites.

- Et la vraie gauche alors, elle existe oui ou non, bordel ?

- Oui, mais le problème c'est qu'elle est incapable d'accéder au Gevrey Chambertin pour remplir votre bouteille.

- Vous me soulagez, je n'y croyais plus. Et vous pensez qu'il va lui falloir encore beaucoup de temps avant d'en trouver le chemin ?

- Tout dépendra si elle demeure sobre et ne s'égare pas.

- Elle est bien bonne celle-là, vous avez le mot pour rire vous, c'est que vous y avez déjà goûté et que vous aimez cela.

- Pardi !

(J'ajoute un mot, Gaston est en train de cuver!)

Etre capitaliste, c'est être de droite, représenter officiellement les capitalistes, c'est être de droite, les représenter officieusement ou sournoisement aussi, cela ne change absolument rien à ce rapport qu'on se dise de gauche ou je ne sais quoi.

Autrefois était de droite qui était monarchiste et était de gauche qui était bourgeois ou capitaliste ou pour l'abolition de la monarchie pour simplifier. Donc être de droite ou de gauche était déterminé par rapport à l'existence des différentes classes et l'appartenance à l'une d'entre elle bien que cela ne soit pas nécessaire.

Aujourd'hui est de droite qui est capitaliste ou bourgeois, qui légitime l'existence du capitalisme, et est de gauche qui appartient aux masses exploitées, remet en cause la légitimité du capitalisme ou combat pour l'abolition du capitalisme sans forcément appartenir au prolétariat.

Ainsi la ligne de démarcation entre la droite et la gauche est très claire. Il n'y a pas d'embrouille possible, à chacun ensuite de se positionner d'un côté ou de l'autre de cette ligne. Cela signifie-t-il qu'on ne peut pas soutenir le capitalisme et prétendre être de gauche ? Effectivement, c'est impossible, il faut choisir son camp. Oui, il faut remettre les choses à leurs places, sinon on ne s'en sortira jamais. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Plutôt plus que moins quand même.](#)

- Zone euro: l'austérité à marche forcée, "erreur" plus ou moins nécessaire - AFP

Cherchez l'erreur : l'existence de la zone euro, l'euro.

[S'ils pouvaient dire vrai.](#)

- La France pourrait connaître une explosion sociale, estiment 70% des sondés - AFP

Attention, on va vous prendre aux mots !

[Des rats](#)

- Le Parti socialiste français édulcore sa charge contre Merkel - Reuters

Ils appartiennent à cette sous-espèce qu'on ose à peine qualifiée humaine tant elle est cynique et nous répugne, d'hommes et de femmes inférieurs parvenus au pouvoir par une ironie de l'histoire et qui détiennent le destin de tout un peuple entre leurs

mains, qui à la moindre injonction de leurs maîtres courbent l'échine, se répandent en excuses, bref, se comportent en larbins, n'hésitant pas à se contredire à 24h d'intervalle et témoignant ainsi leur absence de toute conscience, scrupule ou morale.

Cela dit en passant, cette "charge" contre Merkel était ridicule, minable, laissons cela de côté pour le moment.

- Italie: un gouvernement d'union entre la gauche et la droite de Berlusconi est né - AFP

- La gauche répétait sur tous les tons ces dernières semaines qu'elle n'accepterait jamais de gouverner avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi. libération.fr 27.04

Vous aurez constaté que leurs homologues italiens ne valent guère mieux, en réalité c'est la totalité des partis affiliés à l'Internationale socialiste dans le monde qui sont ainsi.

Au "mur des cons" vous pourrez ajouter ceux qui ont vu dans le jeu du cirque institutionnel italien une terrible crise politique, qui, comme nous l'avions affirmé ne déboucherait sur rien et connaîtrait une fin heureuse...

Aux travailleurs et militants italiens nous proposons la même orientation politique que celle que nous avons définie pour la France et les autres pays de l'UE : rupture avec les partis institutionnels et combat contre les institutions, l'Etat pour une République sociale.

En passant, le combat contre l'Etat présente l'avantage d'associer, de rassembler travailleurs des secteurs privé et public sur le même objectif.

[Les pourris. Les affaires sont les affaires.](#)

- Affaire Mediator : une ex-sénatrice UMP mise en examen - Liberation.fr

- Nouvelles accusations sur un financement libyen de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr

- Une nouvelle plainte vise Valérie Trierweiler pour «*recol de détournement de fonds*» - 20minutes.fr

- Affaire du Carlton: DSK à la barre? - L'Express.fr

[Atlantico.fr. Un portail ultra réactionnaire. En titres.](#)

(Extraits de quelques titres des derniers jours)

Sur le plan politique.

- Virage politique J-2 : la situation est-elle (enfin) assez grave pour que François Hollande ose affronter l'aile gauche de sa majorité ? - Atlantico.fr

- Bienvenue en Hollandistan, pays en voie de sous-développement - Atlantico.fr

- Gauche flonflon-ronchon : les secrets de fabrication du Mélenshow - Atlantico.fr

- Et un nouveau Bush en piste : d'où vient ce goût particulier des Américains pour les dynasties politiques ? - Atlantico.fr
Mur des cons : le monde de la magistrature consterné par le manque de déontologie de son syndicat - Atlantico.fr

- Les influences de la franc-maçonnerie sur les décisions de François Hollande - Atlantico.fr

Défense du capitalisme, des riches.

- Pourquoi toute politique de relance fondée uniquement sur la consommation est forcément vouée à l'échec - Atlantico.fr

- Budget de la Défense : Bercy est-il parti en guerre contre l'industrie de l'armement ? - Atlantico.fr

- Egalité salariale hommes femmes : les entreprises dernières victimes en date des erreurs de diagnostics gouvernementaux dans la chasse aux discriminations - Atlantico.fr

- L'obsolescence programmée, ce mythe qui révèle à quel point notre rapport aux mécanismes économiques est biaisé - Atlantico.fr

- Comment mettre davantage à profit l'attachement particulier que les plus riches ont à l'épargne ? - Atlantico.fr

Farouchement antisocial, anti-ouvrier.

- Assistanat : les vrais chiffres d'un fléau français - Atlantico.fr

- 47% : l'augmentation des dépenses d'indemnisation en arrêt-maladie en dix ans - Atlantico.f

- 6,3 milliards d'euros par an, la facture des arrêts de travail, ce nouveau visage de la contestation sociale - Atlantico.fr

- Mais qu'est-ce que la loi d'amnistie sociale vise vraiment à apaiser : les relations sociales ou celles entre le gouvernement et ses alliés politiques ? - Atlantico.fr

- Parents cancre et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

La pointe avancée de la réaction.

- Une justice impartiale ? Manifestement, pas pour un certain nombre de juges du Syndicat de la Magistrature - Atlantico.fr

- 79 % des Français opposés à la loi sur le mariage homosexuel approuvent la poursuite de la mobilisation - Atlantico.fr

- Ni bandits, ni terroristes : pourquoi des manifestants anti-mariage homosexuel ont-ils été gardés à vue 48h ? - Atlantico.fr

Son modèle : une dictature, un régime tyrannique, les Etats-Unis.

- Pourquoi les drames n'unifient pas les Français comme ils le font pour les Américains - Atlantico.fr

Pour finir, un aveu.

- Le bonheur est dans le nez (de Pinocchio) : et s'il fallait mentir aux hommes pour les faire progresser - Atlantico.fr

Pas de bol : la vérité est révolutionnaire !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entretien Le Parisien avec la présidente du Syndicat de la magistrature, Françoise Martres, et son secrétaire général, Eric Bocciarelli.](#)

Depuis combien de temps existait ce mur ?

Eric Bocciarelli. Il était là depuis des années, mais il a été, pour beaucoup, alimenté sous l'ère Sarkozy. Sous sa présidence, nous avons été stigmatisés, injuriés publiquement, des décisions de justice ont été remises en cause, des magistrats mutés ou convoqués en pleine nuit... Nous étions sous pression, et ce mur était un exutoire satirique confiné dans un espace privé. Cette droite que nous combattons a vu dans ces images volées le prétexte qu'elle attendait pour nous faire taire.

Deux pères de victimes étaient aussi épinglés...

Françoise Martres. Ce mur s'attaquait aux idées, pas aux personnes. Ces deux hommes ont défendu des positions que nous combattons : l'un était favorable à la suppression du juge d'instruction, l'autre était membre de l'Institut pour la justice, une association qui milite pour davantage de repression. Jamais nous ne les avons visés en leur qualité de victimes. Cet amalgame nous a beaucoup touchés car il n'était pas dans notre intention de faire du mal à qui que ce soit. leparisien.fr 27.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Après deux mois d'impasse, un nouveau gouvernement est enfin né en Italie: une coalition gauche-droite incarnée par le nouveau Premier ministre démocrate Enrico Letta et par son numéro deux, le chef du parti de Silvio Berlusconi, Angelino Alfano.

«*C'était le seul gouvernement possible et sa constitution ne pouvait pas attendre*», a commenté le président de la République, Giorgio Napolitano. Cette alliance permettra au nouveau gouvernement d'obtenir la confiance des deux Chambres, comme le prévoit la Constitution, s'est-il félicité.

Enrico Letta a effectué un rigoureux dosage politique en prenant six ministres provenant du parti Démocratique, six du PDL de Silvio Berlusconi et deux représentants de «*Choix Civique*» de Mario Monti.

Signal très fort de cette «large entente» encore mal acceptée par nombre de militants du Parti démocrate (gauche) de Letta, Alfano, chef du Peuple de la liberté (PDL, droite), parti créé par Berlusconi, sera vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Ce Sicilien de 43 ans est considéré comme le bras droit de Silvio Berlusconi, qu'il l'avait nommé à la tête de son parti, le PDL, en juillet 2011

Le ministère de l'Economie et des Finances va au directeur de la Banque d'Italie, Fabrizio Saccomanni.

Un visage connu fait une nouvelle apparition: celui de l'ex-commissaire européenne radicale Emma Bonino, nommée aux Affaires étrangères. Elle était vice-présidente du Sénat dans la législature précédente. Quant à la Justice, ministère très sensible pour Berlusconi, poursuivi dans plusieurs procès, il revient à l'actuelle ministre de l'Intérieur, Anna Maria Cancellieri. Moavero Milanese conserve son portefeuille aux Affaires européennes. Un des poids lourds de l'équipe Berlusconi, Gaetano Quagliariello, est chargé de la Réforme constitutionnelle.

«*Le Parti démocrate ne réussit pas à digérer l'idée de faire partie d'un gouvernement de large entente avec Berlusconi (...)*», analyse Marcello Sorgi dans le journal La Stampa.

De son côté, Silvio Berlusconi, redevenu indispensable alors qu'on le croyait fini il y a encore quelques mois après maints procès et scandales, faisait monter les enchères. Après l'annonce du gouvernement, il a affirmé avoir agi «*pour la formation du gouvernement sans poser aucune condition, sans exclure des personnes qui avaient été ministres dans de précédents gouvernements*». «*Ainsi, nous avons contribué à faire un gouvernement en peu de temps*», s'est-il réjoui.

Beppe Grillo a vu dans les tractations tous azimuts un «*mépris pour les huit millions d'Italiens*» ayant voté pour lui. libération.fr et lefigaro.fr 27.04

2- Islande

Selon une projection faite par la télévision publique RUV à partir d'un dépouillement partiel dans les six circonscriptions du pays le Parti de l'indépendance (droite) serait en tête devant le Parti du progrès (centriste et agrarien).

M. Benediktsson et M. Gunnlaugsson ont infligé une défaite cinglante aux deux partis de gouvernement. L'Alliance (sociaux-démocrates) perdrait la moitié de sa représentation avec 10 députés, tandis que le Mouvement gauche-verts en aurait 9.

Une comparaison avec les résultats de 2009 montre que les électeurs ont fui la gauche.

Le parti Avenir radioux (pro-UE) aurait 6 sièges. Quant au Parti pirate, si les premières estimations le propulsaient au dessus du seuil des 5% nécessaires pour avoir des députés, celles données par RUV à 0H45 GMT le plaçaient juste en dessous.

Les partis vainqueurs ont bénéficié de la lassitude des Islandais après des années de rigueur budgétaire et de difficultés à boucler les fins de mois.

La campagne électorale a été dominée par la question de l'endettement des propriétaires immobiliers, problème auquel les deux partis vainqueurs ont promis de s'attaquer tout de suite.

Le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès sont habitués à gouverner ensemble. Ils avaient présidé à la libéralisation du

secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques.

"*Les électeurs ont la mémoire courte*", déplorait dimanche Anna Katrin Kristansdottir, électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik.

La soirée était amère pour les membres de la coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise financière en 2009.

"*Nous perdons à l'évidence beaucoup*" de voix, a déclaré sur RUV le chef de file des sociaux-démocrates, Arni Pall Arnasson. "*C'est une grande déception*", a avoué le ministre des Affaires étrangères, Össur Skarphedinsson, social-démocrate europhile.

Le Premier ministre Johanna Sigurdardottir ne se représentait pas, prenant sa retraite à 70 ans.

Après avoir appliqué pendant une bonne partie de son mandat des recettes inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011, elle s'est dite "très triste" de la défaite. [lexpress.fr 28.04](#)

3- Grèce

Le conseil politique du PASOK se réunira la semaine prochaine, normalement mercredi, pour discuter d'un audit sur les finances du parti qui, selon des dernières révélations, comprendraient plus de 100 millions d'euros en liquide n'apparaissant pas dans la comptabilité.

Le quotidien Efimerida ton Syntakton (Le journal des rédacteurs) a rapporté dimanche que le leader du PASOK, Evangelos Venizelos, a fait appel à cinq entreprises de comptabilité (Grant Thornton, Ernst & Young, KPMG, Deloitte and Touche and PWC Greece) pour contrôler les comptes du parti dont la dette s'élève à 114 millions d'euros. Le quotidien avance même que cette enquête pourrait démontrer que 114,5 millions d'euros ont été dépensés entre 2007 et 2010 sans aucune trace dans la comptabilité.

Le parti n'a pas confirmé le rapport qui a dénoncé ces incohérences mais a rappelé qu'un audit avait été mené sur les comptes entre 2004 et 2010. Cet audit serait d'ailleurs arrivé à la conclusion que les découvertes des comptables devraient être discutées avec les membres visés du parti.

Le journal prétend que les comptables ont trouvé que les dépenses n'ont aucun enregistrement en comptabilité, alors que celles ci ont été approuvées par l'ancien responsable et ex-premier ministre George Papandréou, ainsi que par l'ex secrétaire Nikos Athanasakis et le secrétaire général Rovertos Spyropoulos.

Spyropoulos a fait une déclaration avant-hier disant que cette annonce n'avait « *aucun lien avec la vérité* » [okeanews.fr 27.04](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril 2013

CAUSERIE

Ici on crève de chaud et ils recommencent à couper le courant la journée. On attend toujours la pluie depuis octobre. C'est l'anniversaire de ma petite-fille Cassie, elle a trois ans et je l'adore évidemment, comme sa mère et son papa.

J'ai ajouté 11 nouveaux articles. Je crois qu'en avril on va battre le record de fréquentations du site, bravo à vous !

Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat, aux institutions, ils vous broieront !

A mon avis, si je peux me permettre, ce qui confère un intérêt particulier à ma contribution politique, c'est qu'elle a été rédigée sur la base de connaissances acquises et une certaine expérience de la vie sans consulter le moindre ouvrage ou me poser la question de savoir si les idées que je développais étaient bien conformes à telle ou telle théorie ou doctrine, pour me faire passer pour un marxiste par exemple.

Sa valeur, si toutefois elle en avait une, repose sur le fait que je n'analyse pas la situation actuelle à partir des critères, des facteurs ou des rapports qui avaient cours autrefois ou à une autre époque, mais bien à partir de ceux qui existent en 2013, ce qui permet au passage de vérifier la validité de la théorie ou les instruments que j'utilise pour interpréter la situation et les adapter si nécessaire

à l'époque actuelle et non l'inverse, ce qui nous évite de tomber dans le piège mortel du dogmatisme, de tordre la réalité pour qu'elle corresponde à notre théorie transformée en dogme insipide. J'espère que cet exercice vous sera profitable.

A gauche la révolution, à droite la contre-révolution.

Pour que vous vous y retrouviez plus facilement j'ai mis en rouge mon intervention.

Ceux qui sont pour le maintien en place de l'ancien régime sont de droite et ceux qui sont contre sont de gauche, voilà qui devrait délimiter les deux côtés de la barricade. Non, ce n'est pas négociable, pas amendable.

Je vous propose quelques extraits d'articles que j'ai dégotté sur Internet et qui vont nous servir de support pour traiter à nouveau de ce sujet.

1- Le 11 septembre 1789, les députés de l'Assemblée constituante, réunis pour délibérer sur le droit de veto accordé au roi Louis XVI, se répartissent spontanément de part et d'autre du président : à gauche, les opposants au veto, à droite les partisans du roi.

Cette pratique s'enracine lorsqu'à partir d'octobre 1789, les députés délibèrent dans la salle du Manège des Tuileries. Ceux qui sont hostiles à la Révolution ou soucieux de la contenir s'assoient sur le côté droit de la salle, par rapport au président de l'Assemblée (ce côté est dit le « côté de la reine »). Les autres, plus ou moins favorables à la Révolution, s'assoient à la gauche du président (le « côté du Palais-Royal »).

De cette répartition des députés français par affinités datent les clivages entre une droite (réputée conservatrice) et une gauche (réputée révolutionnaire ou réformatrice) qui rythment aujourd'hui encore la vie politique dans toutes les démocraties. (herodote.net)

Aujourd'hui le réformisme est mort et enterré, il ne reste donc plus que les révolutionnaires à gauche et les contre-révolutionnaires à droite.

La révolution est un processus dialectique, elle est permanente, et ceux qui s'y opposent sont des contre-révolutionnaires. Maintenant il faut faire attention par ce qu'on entend par permanente, car certains réactionnaires l'ont totalement dévoyée, ils s'en sont saisis pour justifier des mesures régressives ou contre-révolutionnaires partant du principe qu'il fallait s'adapter à la marche à l'abîme du capitalisme ou s'adapter aux exigences des marchés financiers, comme si le néolibéralisme s'inscrivait dans le prolongement du processus révolutionnaire ouvert en 1789, alors qu'il est le fossoyeur du mouvement démocratique qui lui a donné naissance, il en est le bourreau et non le continuateur ou le descendant légitime. J'ai parlé d'un processus révolutionnaire ouvert en 1789 parce qu'il allait permettre de lever les obstacles au développement des forces productives nécessaire pour mettre un terme au cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour peu que le prolétariat fasse sa révolution et prenne le pouvoir, clôture ce chapitre de la préhistoire de la civilisation humaine.

2- Ce que définit la Constitution, c'est précisément ce qui ne peut être débattu ordinairement. Ce qui ne peut être soumis à l'exercice quotidien de la remise en cause dialectique. La droite, même née de la Révolution, a donc voulu conserver intacts certains pans de la vie politique. Elle est conservatrice. Pas contre-révolutionnaire, mais bien conservatrice. Conserver un état antérieur constitue d'emblée un frein à la Révolution dont le champ d'exercice est, par définition, indéfini.

La révolution est permanente au point d'être sans cesse rappeler ici, c'est l'élément que nous retiendrons.

- C'est donc la gauche qui a l'apanage du progrès révolutionnaire, car dès sa fondation elle en a accepté le caractère illimité et indéfini. La Révolution est de gauche. (...) Personne ne pose de question, n'exige de justification. L'assemblée sait immédiatement ce que l'intervenant veut dire. Cette compréhension instinctive pour l'homme de gauche, la bienveillance commune dont il bénéficie ne sont que le résultat de l'immunité dont bénéficie la Révolution. La gauche est donc héritière de la légitimité, tandis que la droite doit sans cesse chercher à construire ses origines. (...)

Le refus de mettre un terme aux rapports sociaux de production nés avec le capitalisme et qui le définissent, au mode de production capitaliste, exprime le rejet du caractère "illimité et indéfini" de la révolution, c'est une attitude contre-révolutionnaire. Effectivement, le bien-être social, la justice, le droit de disposer des mêmes droits, de vivre en paix, en harmonie avec les autres peuples, de pouvoir s'épanouir dans la société, de pouvoirs satisfaire tous ses besoins et aspirations n'a pas besoin de justification à partir du moment où l'on empiète pas sur la liberté d'autrui, que l'on ne vit pas au détriment d'autrui, que l'on vit de son travail sans exploiter ou opprimer quiconque.

La droite "doit sans cesse chercher à construire ses origines", en vain, et pour cause, en réalité il lui faut sans cesse tenter de justifier l'injustifiable, le règne de l'exploitation et de l'oppression sous lequel nous vivons, les inégalités et les injustices monstrueuses qui accompagnent la survie du capitalisme, le droit d'aller bombarder un peuple pour piller ses richesses.

- Le système est né de la Révolution. La droite représente la famille politique qui, tout en l'acceptant, a voulu y poser des limites. Elle doit donc se justifier. La règle du jeu fixée par la Révolution repose sur la dialectique. Si pour la gauche l'utilisation de cette règle est naturelle, son acceptation est toujours plus compliquée pour la droite. (...)

La gauche qui en réalité a adopté l'idéologie de la droite a abandonné cette dialectique, pire, elle ne s'en sert que pour mieux asservir les masses au régime en place, ce qui en déroute plus d'un. Comment expliquer cela rapidement. Par exemple une même mesure adoptée dans le cadre du régime en vigueur produira un effet inverse de celui qu'elle produirait si elle avait été prise par un gouvernement révolutionnaire une fois débarrassé du capitalisme et ses institutions. Quand ils prétendent agir pour le droit des femmes ou des couches minoritaires dans la société, qui peut croire un instant que leur réelle intention consisterait à lutter contre les injustices ou les discriminations dont ils font l'objet, il faudrait être particulièrement naïf, ils comptent s'en servir pour mieux les exploiter ou mieux monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres afin de conserver le pouvoir, toutes ces inégalités ou injustices sont le produit ou la reproduction des rapports qui existent entre les classes, donc elles ne pourront disparaître que lorsque ces rapports auront été inversés ou auront disparu. Prenez la lutte contre le racisme, elle a favorisé le développement du communautarisme, la ghettoïsation qui existe aujourd'hui dans certaines villes est pire que celle que j'ai connu dans les années 60 quand existaient des bidonvilles à Nanterre, elle s'est banalisée, ils l'ont banalisée au point d'en faire des lieux de non-droit où règnent désormais la pègre, les imams et le désespoir surtout.

Toute mesure progressiste adoptée sous un régime capitaliste se transforme en son contraire. C'est la tombe du réformisme. Dans un régime socialiste la libération sexuelle permettrait à chacun de s'épanouir sexuellement, sous un régime capitaliste elle donne lieu à une débauche de perversités (et violences) sexuelles, de mal être ou de déséquilibres sexuels.

- La droite telle que nous la connaissons actuellement ne s'appelle finalement droite que parce qu'elle est moins à gauche que la gauche. Elle n'est pas à droite du système mais à droite dans le système. Il n'y a pas de différence de fondements philosophiques ni de valeurs, mais une différence de positionnement. La droite, comme la gauche, a accepté le préalable révolutionnaire. (...)

Là on a vraiment envie de se marrer, l'auteur de ces lignes a raison, la droite est moins à gauche que la gauche mais c'est la droite, et la gauche est moins à droite que la droite, mais c'est aussi la droite, là c'est moi que le rajoute, car elle a rompu avec la dialectique de la révolution permanente qui commandait de rompre avec le capitalisme pour passer au socialisme, ce que cette soit-disant gauche est incapable d'envisager, définitivement.

La droite est "*à droite dans le système*" et la gauche est à gauche dans le système, c'est bien qu'on s'évertue à expliquer, en étant dans le système et en étant incapable d'en sortir, il n'y a plus de différences fondamentales entre la droite et la gauche, adopter le système, c'est adopter le capitalisme et ses institutions, c'est être de droite.

La droite a "*accepté le préalable révolutionnaire*" pour mieux le combattre, la gauche pour mieux le brader, ils se complètent.

- Parler de droite et de gauche n'a donc finalement de sens que si l'on accepte le système révolutionnaire, à l'exclusion de toute autre logique politique. Mais alors, il n'y a pas vraiment d'alternative politique au conflit indéfini inauguré par la Révolution. Pour qu'il y ait une alternative, mieux vaut parler de Révolution et de Contre-Révolution que de gauche et de droite. Car c'est bien là qu'est la véritable césure. Il est cependant difficile d'identifier la droite actuelle à la Contre-Révolution. On l'a vu, elle aussi profite de la dialectique et en accepte les règles. Cependant, par son positionnement, elle joue parfois un rôle de frein à la Révolution. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle est née : en prétendant en 1791, défendre la Constitution et poser ainsi un obstacle au déroulement rapide et sans faille de la logique révolutionnaire. (...)

Autrement dit la distinction entre la droite et la gauche existe à condition de ne pas se poser trop de questions, de ne pas entrer dans les détails, de surtout pas se demander si par hasard ils ne feraient pas la même politique, si ils ne seraient pas finalement au service de la même classe, celle des capitalistes.

Il a raison, la "*véritable césure*" réside dans l'alternative de la révolution et de la contre-révolution, révolution qui ne peut avoir comme forme et contenu que celle de la révolution socialiste, il faut donc classer dans le camp de la contre-révolution tous ceux qui y sont opposés.

- Dans cette évolution, quelle est la place de la droite ? Celle d'une force qui vise à conserver l'état antérieur né de la Révolution de 1789-1793, sans que la gauche ne le bouleverse par la révolution permanente. (ichtus.fr)

Conclusion : la véritable gauche, c'est nous, les militants qui combattons pour la révolution permanente définie par Marx, Engels, Lénine et Trotsky, la révolution socialiste internationale. Pour un peu, on n'aurait même pas besoin de le préciser. Vous avouerez que la confusion entre la droite et la véritable gauche a été savamment entretenue pendant de longues décennies et qu'il était relativement facile de clarifier les choses.

ACTUALITE EN TITRES

[Vous avez dit réactionnaires, "ravagés". C'est viscéral, congénital, naturel chez eux.](#)

- A bas l'entrepreneur, vive le fonctionnaire : chronique d'un désamour ravageur - Atlantico.fr

Nos amitiés à tous les fonctionnaires qui se connectent sur le portail de l'Opposition de gauche, qui savent qu'on les aime et les défend, qui comprennent que lorsqu'on les critique c'est pour briser le carcan qui divise la classe ouvrière et permet à la réaction de les attaquer.

[Toute compromission comporte un risque !](#)

- Italie : fusillade alors que le nouveau gouvernement prêtait serment - LeMonde.f

ACTUALITÉ DU JOUR

[On peut toujours choisir de conserver ou de liquider l'Etat des capitalistes.](#)

- *Belgique, le sauvetage des banques* : « 9 milliards de recettes pour 35 de dépenses » - mondialisation.ca - 26 avril 2013

Entretien au journal belge *Le Soir*, le 24 avril 2013, d'Eric Toussaint, Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde de Belgique et maître de conférence à l'ULg. Extraits.

Question : Mais l'État avait-il le choix ?

Eric Toussaint : A mes yeux, la dette que nous connaissons aujourd'hui est frappée d'illégitimité car elle n'a pas respecté l'intérêt général.

Parce que l'Etat serait garant de "*l'intérêt général*", on avait plutôt cru comprendre qu'il agissait en priorité pour le compte de la classe dominante, qu'il en défendait les intérêts qui sont opposés à ceux de la classe dominée, non ? Voilà l'Etat doté d'un statut au-dessus des classes qui ne correspond pas à la réalité.

Qu'il remplisse le rôle de médiateur entre les classes on veut bien l'admettre, il sert à établir un équilibre dans les rapports entre les classes, mais en privilégiant les intérêts de la classe qui détient le pouvoir économique, et en temps de crise, plus la classe des nantis est gourmande et se fait pressante, plus le déséquilibre en faveur de cette dernière s'accroît au point de révéler sa véritable nature sociale d'Etat bourgeois ou capitaliste.

Eric Toussaint : En outre, c'était aussi à la justice de prendre des mesures pour établir les responsabilités de cette débâcle

Lui attribuer un autre statut que le sien est nécessaire quand on refuse de combattre pour l'abattre, CQFD. Il le confirme à sa manière en s'en remettant à son pouvoir judiciaire qui est le pendant du pouvoir exécutif et législatif entre les mains de la classe dominante.

Quelle fâcheuse manie de se prosterner devant l'Etat.

Et puis, comment les travailleurs pourraient-ils être responsables d'un milliardième de la dette de l'Etat dans un système économique reposant sur le vol légal d'une partie de leur force de travail, alors qu'ils sont les seuls à produire les richesses ? En réalité, les travailleurs sont les véritables créanciers des capitalistes depuis que ce système économique existe. Décidément, effectivement dans pratiquement tous les domaines il faut remettre chacun à sa place.

Et ce n'est pas non plus un hasard si nos braves intellectuels ne mettent pas en avant l'annulation de la dette des travailleurs, des ménages comme l'on dit. Si la production était basée sur les besoins des travailleurs et que l'essentiel des richesses produites n'atterrissait pas dans la poche des capitalistes, les travailleurs n'auraient pas besoin de s'endetter. Donc leur dette correspond bien à l'équivalent que les capitalistes leur ont volé, dans ce cas-là ils ne doivent rien à personne, n'est-ce pas ? Cet argument est imparable, alors pourquoi n'y pensent-ils pas, c'est tellement élémentaire ?

Les capitalistes ont tout prévu en instaurant leur Etat, la répartition des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de telle sorte qu'ils demeurent sous leur contrôle quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti qui parviendra au pouvoir.

C'est ce qui a fait dire à Marx et Engels qu'il fallait le "*démolir de fond en comble*" et en rebâtir un autre sur de nouvelles bases, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions ou organes de pouvoir. Comme quoi nos deux compères avaient vu juste. Qui a dit que le socialisme n'était plus d'actualité ? On attend toujours qu'un parti ouvrier en fasse la promotion... Est-ce compliqué, la preuve que non.

Lisez ou relisez aussi à l'occasion L'Etat et la révolution de Lénine, avec un tel armement on est aussi invincible que la classe ouvrière quand elle déferle...

A défaut d'une issue politique : on se suicide !

Les faits

- Près de 4 Français sur 5 seraient favorables à un gouvernement d'union nationale AFP -

...cependant...

- Peillon: un gouvernement d'union nationale n'aurait "*pas de sens*" AFP

...pourquoi ...

- Un gouvernement d'union nationale ne serait "*pas efficace*", pour Sapin Le Nouvel Observateur

... pourquoi sont-ils aussi catégorique...

- Sapin: pas de crainte d'une "*confrontation sociale*" AFP

Et la boucle est bouclée, le carcan sous lequel nous croulons.

Ils auront tout essayé et testé en Europe... ou presque.

- Près de quatre Français sur cinq (78%) seraient favorables à un gouvernement d'union nationale gauche-droite intégrant aussi des personnalités de la société civile, jugé plus efficace notamment pour lutter contre le chômage, selon un sondage Ifop publié dimanche dans le JDD. AFP 28.04

A croire qu'ils n'ont tiré aucune leçon des expériences grecque et italienne, quand Lucas Papadimos avait été nommé premier ministre le 10 novembre 2011 et trois jours plus tard le président Napolitano avait nommé Mario Monti au poste de premier ministre.

En Italie, Napolitano vient de resservir le couvert, tandis qu'en Grèce la Nouvelle démocratie gouverne avec le Pasok.

Au Belgique aussi ils ont un gouvernement d'union nationale, depuis les fermetures d'usines se succèdent à une cadence accélérée, c'est ce qu'ils appellent être "*plus efficace notamment pour lutter contre le chômage*".

Les Français seraient donc sourds et aveugles.

- Las de l'austérité, les Islandais optent pour l'alternance - Reuters

En Islande, le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès avaient présidé à la libéralisation du secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques. Lors des élections législatives de 2009 ils avaient été renvoyés dans l'opposition parlementaire, tandis que de L'Alliance (sociaux-démocrates) et du Mouvement gauche-verts prenaient le relais.

Cette coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise en 2009 ne s'étant pas attaquée au chômage et à l'endettement des ménages, ainsi qu'aux multiples difficultés que rencontrent les travailleurs dans leur vie quotidienne, viennent de remettre aux commandes ceux qui avaient conduit le pays à la banqueroute, ce qui a fait dire à Anna Katrin Kristandsdottir, une électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik : "*Les électeurs ont la mémoire courte*", disons qu'ils ont compris qu'il n'existait aucune issue politique qui leur soit favorable, et que dans ces conditions en portant au pouvoir les partis qui étaient dans l'opposition, peut-être tiendraient-ils au moins une ou deux promesses électorales pour les remercier d'avoir voté pour eux, sans en attendre davantage. (source : Lexpress.fr 28.04)

Au Portugal, la situation est identique, le niveau de conscience politique et l'état d'esprit des travailleurs aussi. Voici la dernière info.

- Portugal : le PS maintiendra la discipline budgétaire s'il arrive au pouvoir - AFP

L'opposition socialiste, qui réclame une renégociation du plan de sauvetage accordé au Portugal en mai 2011, s'engage à poursuivre des politiques de discipline budgétaire s'il gagne les prochaines élections législatives - AFP 28.04

Cela nous ramène à l'article que vous avez pu lire plus haut, les faits ne font que le confirmer, en réalité je pars des faits et non l'inverse, je ne cherche pas à tout prix à prouver que la droite et la gauche appartiennent à la même famille de droite, tandis que la véritable gauche est ailleurs, parmi les partisans de la "*révolution permanente*" qu'incarne aujourd'hui le combat pour la révolution socialiste, la liquidation du capitalisme et ses institutions politiques.

J'ai écrit presque, car il reste la dictature fasciste comme ultime rempart du régime pour contenir les masses et terminer le travail engagé par la droite et que la gauche a continué, la fausse gauche, mais n'a pas été capable de mener à son terme, ce qui nécessite de liquider les organisations et partis ouvriers dans lesquels les travailleurs se rassemblent pour résister et mener leur combat contre le capital et ses institutions.

Pour illustrer ce qui pointe à l'horizon, voyons ce qui se passe en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : la résistible ascension de la droite de la droite - lepoint.fr

Anti-Europe, anti-immigrés, l'UKip pourrait bien faire une entrée fracassante sur le théâtre électoral outre-Manche.

Sur quoi repose son audience ?

- Surtout celle des déçus de la classe politique, ceux qui ne font pas confiance au peu charismatique leader du Labour Ed Miliband pour apporter un vrai changement dans leur vie quotidienne, et ceux qui sont en colère contre le Premier ministre David Cameron, jugé pas assez à droite. Souvent une Grande-Bretagne des champs ou des banlieues, blanche, un peu plus âgée que la moyenne, nostalgique de l'autorité affirmée de Margaret Thatcher, du rayonnement du Commonwealth, inquiète du poids de l'immigration et profondément anti-impôts et anti-Bruxelles. Ces inquiétudes et ces colères s'étendent et se transforment rapidement en convictions politiques en cette période d'austérité et de crise.

La première secousse est arrivée lors d'une législative partielle en février dernier. La candidate Ukip a recueilli 28 % des suffrages, le meilleur résultat de l'histoire du parti dans une élection de ce type, et cela dans une circonscription traditionnellement Lib-Dem, l'équivalent des centristes en France. Cerise sur le gâteau pour les amis de Nigel Farage : leur candidate a humilié les conservateurs en les reléguant à la 3e place à 25 % (le candidat Lib-Dem en tête au premier tour a été élu de justesse au deuxième). Dès lors chacun s'attend à une réplique spectaculaire jeudi prochain lors d'élections locales. Le parti pourrait rafler des centaines de sièges dans tout le pays, si son influence, jusqu'à 17 % dans certains sondages, se confirme. Les candidats Ukip pourront alors mettre le champagne au frais pour les élections européennes de juin 2014, où il pourrait cette fois arriver en tête. Puis enchaîner sur un autre succès au scrutin national de 2015, où l'Ukip pourrait alors raisonnablement espérer faire son entrée au Parlement. Voire devenir la 3e force politique du pays et accéder aux responsabilités en acceptant une coalition.

"Si l'Ukip fait de bons résultats jeudi prochain, tous les paris sont ouverts", confie ce week-end un cadre conservateur au quotidien The Independent. Un vent de panique pourrait souffler, les élus craignant tous pour leur siège. L'aile droite du parti pourrait exiger un nouveau durcissement du ton face aux soutiens de David Cameron. Ceux-ci estiment qu'après la promesse d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne et l'annonce d'une réorientation des aides sociales en direction des nationaux, beaucoup de gages ont déjà été donnés en deux mois. lepoint.fr 28.04

On a le droit au même scénario dans tous les pays.

La surenchère à droite pour tenter de mordre sur l'électorat de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes et arriérées réceptives au discours de l'extrême droite, d'un leader charismatique et excellent orateur, Nigel Farage en Grande-Bretagne, à ce qu'on appelle la gauche, la tentation de s'aligner sur la même politique en donnant des gages supplémentaire à la classe dominante, qu'elle aurait plus à y gagner en associant à sa politique antisociale des pans entiers des syndicats et des partis ouvriers, divisant profondément le mouvement ouvrier ce qui lui permettrait d'aller encore plus loin dans l'application de son programme qui somme toute est identique à celui de la droite.

Du coup, les travailleurs qui ne sont pas si sourds ou si aveugles qu'on veut nous le faire croire se réfugient dans l'abstention, car ils considèrent plus ou moins consciemment que la droite et la gauche c'est du pareil au même, pendant que les couches les plus arriérées qui sont aussi les plus désespérés et à la recherche d'un sauveur suprême pour résoudre leurs problèmes seront tentés par le vote d'extrême droite, bref, la droite comme la gauche s'emploient à faire le lit de l'extrême droite.

Et si nous en sommes rendus là, c'est parce que nous avons été incapables de nous doter d'une nouvelle direction politique, d'un nouveau parti révolutionnaire, d'une nouvelle Internationale socialiste.

Nos dirigeants n'ont pas été capable d'analyser le cours suivi par le capitalisme mondiale qui devait aboutir à la formidable crise que nous connaissons aujourd'hui et qui se traduirait à moyen terme par l'impossibilité d'envisager la moindre nouvelle réforme progressiste ou sociale, pire, aboutirait à la remise en cause systématique de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, qu'il était impératif de clarifier ce qu'on entendait par la droite et la gauche, le camp de la révolution et celui de la contre-révolution, ils ont été jusqu'à abandonner ce langage pour se réfugier dans un discours institutionnel, dans la pratique cela s'est traduit par de multiples tentatives pour associer cette gauche contre-révolutionnaire à leur combat, colportant sans cesse des illusions dans le PS, puis dans son courant soit-disant de gauche qui en réalité n'existe fondamentalement pas, on peut ajouter ses satellites et ses alliés du Front de gauche attelé au char de l'UE et de l'ONU, discours et ligne politique incohérentes et inaudibles à l'arrivée pour finalement proposer une issue politique dans laquelle tous ces partis seraient associés autant dire n'inspirant pas davantage confiance que ces partis liés au régime en place.

Pour avoir tenté de ménager la chèvre et le chou, comme dans la fable les deux finiront par être dévorés.

Tous ont refusé de rompre avec le PS, c'est établi pour le POI et quoi qu'en disent le NPA ou LO qui à chaque élection font du lèche-bottes, tous ont refusé de rompre avec les appareils corrompus des syndicats, tous ont refusé de rompre avec les institutions de la Ve République, quand ils ne ne passent pas leur temps à arpenter les allées du pouvoir, ils participent à chaque élection et quand il leur arrive rarement de ne pas y participer ils se passent bien d'appeler à leur boycott, un mot devenu tabou dans leur bouche, et lorsqu'il s'agit de défendre des droits ou des acquis sociaux ou politique, c'est toujours dans le cadre du régime en place, ils sont totalement incapable de les situer dans une autre perspective, pire ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, encore une illusion, au lieu de situer leur combat dans la perspective de l'émancipation du capital et du socialisme, c'est ainsi qu'ils se font les défenseurs de l'Etat, de ses institutions, du régime, de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre.

Vous ne voudriez tout de même pas que dans ces conditions le mouvement ouvrier et le prolétariat soient révolutionnaires ou trouvent la voie du socialisme, un peu de sérieux, un peu de respect pour les travailleurs et les militants s'il vous plaît, il est temps de remettre chaque chose à sa place et d'appeler les choses par leurs noms sans se soucier que cela plaise ou non à qui que ce soit, cela passe ou cela casse, au diable les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils, de chapelles, la remise en cause de nos acquis ou droits sociaux ou politiques n'est pas négociable, notre programme révolutionnaire n'est pas négociable, nos principes, on peut et on doit les adapter dans la forme mais leur contenu n'est pas négociable, notre objectif politique et les moyens de l'atteindre ne sont pas négociables, notre cause et notre idéal ne sont pas négociables, le socialisme n'est pas amendable ou négociable, quand on dit socialisme ou barbarie cela signifie effectivement quelque chose ou alors rien du tout, au choix.

Comme disait Trotsky, si maintenant s'en tenir à une position, une ligne, un objectif c'est être sectaire, alors nous le sommes, nous devons l'être, nous le revendiquons, j'ajouterais que c'est notre force et que tout autre attitude serait assimilable à un suicide politique.

Les militants ou cadres à qui leurs dirigeants ont fait avaler des couleuvres de plus en plus lourdes à digérer, en passant pour mieux les endormir, c'est le meilleur moyen pour attraper les serpents, qu'ils ont habitué à toutes sortes de compromis qu'ils ne se donnent même plus la peine de justifier tellement c'est ancré dans leur conception de la lutte de classe, vont peut-être rétorquer en lisant cet article que c'est le meilleur de ne pas construire le parti, de demeurer marginaliser, etc. mais dites-moi, votre parti il est parvenu à quel résultat au juste à partir celui-là, en plus vous ne pourrez même pas revendiquer d'avoir aidé les travailleurs à y voir plus clair dans les rapports entre les classes, c'est encore pire, non ?

Et qui vous dit qu'en trouvant le bon discours pour s'adresser aux masses sans rien renier de nos principes, nous n'aurions pas pu construire le parti, dites-nous, qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer ? C'est ce que vos dirigeants répètent à longueur de temps sans doute, mais cela a-t-il vraiment un rapport avec la réalité. A quel moment vous ont-ils tenu le discours que vous trouvez dans ce portail, quand se sont-ils vraiment adressés aux masses sans maquiller la réalité, dites-nous ?

[La tradition des monarchies européennes ayant été séduite par le fascisme est respectée.](#)

- Pays-Bas: l'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima - AFP

L'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima des Pays-Bas: son père a servi un régime militaire répressif.

Fidèle serviteur de la dictature du général Jorge Videla, Jorge Zorreguieta a été successivement son vice-ministre (1976-1979), puis son ministre de l'Agriculture (1979-1981).

Pendant que le père de Maxima siégeait au gouvernement, les opposants au régime disparaissaient à travers le pays. Souvent torturés, parfois jetés depuis des avions. Les organismes de défense des droits de l'homme dénombrent 30.000 disparus. Deux plaintes ont été déposées contre lui pour la disparition d'un médecin et d'une biologiste dépendant de son

ministère, mais il n'a jamais été inculpé par la justice argentine.

De nombreux dignitaires de la dictature ont été jugés et condamnés en Argentine, dont le général Videla, qui purge une peine de prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité.

L'ex-ministre âgé aujourd'hui de 85 ans affirme qu'il ne savait rien des atrocités commises par le régime du général Videla, la plus féroce des dictatures militaires d'Amérique latine. *"Il y a des cas concrets de gens qui lui ont demandé de l'aide pour retrouver des disparus et il ne les a pas aidés"*, affirme à l'AFP Gonzalez Guerrero, co-auteur avec Soledad Ferrari du livre *"Maxima, une histoire vraie"*.

"Le changement de Maxima a été impressionnant et lui fait honneur. Elle a vécu son enfance dans une bulle où on disait qu'il n'y avait pas de disparus en Argentine et que les militaires avaient gagné une guerre contre la subversion. Elle est arrivée aux Pays-Bas en pensant cela et a défendu son père publiquement. Mais il y a eu un déclic et elle a commencé à se poser des questions et à enquêter ce qui s'était passé dans le pays", selon l'auteur argentin.

Pour les auteurs de l'ouvrage sur Maxima, un hommage aux disparus de la dictature a été rendu discrètement lors du mariage princier: 30.000 fleurs -le nombre présumé de disparus- décoraient les lieux où le mariage a été célébré. AFP 28.04

Nous n'avons pas la force de déposer une larme sur les dictateurs et leurs complices pour la plupart toujours libres, mais en aurions assez pour les exécuter si cela était possible. Je sais ce sont des choses qu'on ne dit pas mais que l'on fait, mais à ma place je peux me le permettre.

Soutien et dérapage. "**Murs des cons**", suite

Après le temps des critiques, celui des appuis. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a apporté ce dimanche *"son plus total soutien"* au Syndicat de la Magistrature (SM) mis en cause pour son "mur des cons". *"Une attaque en règle"*

Dans un communiqué, le SNJ, premier syndicat de la profession, *"s'élève contre le mauvais procès fait au Syndicat de la Magistrature"* qui fait *"l'objet d'une attaque en règle qui concerne tout le mouvement syndical"*.

Le SNJ *"rappelle que l'utilisation d'images volées dans un lieu privé, en l'occurrence les locaux du SM, est contraire à la déontologie professionnelle la plus élémentaire"*.

"Or on ne peut que s'interroger sur l'intention qui sous-tend et la publication des photos de ce mur et le traitement qui en est fait dans la presse", demande en outre le SNJ, qui appelle tous les journalistes *"à se poser les bonnes questions, à ne pas céder à la pression de la course à 'l'audimat' et à refuser de participer à une manipulation de l'opinion"*.

Appel inacceptable à la délation.

Quant au SNJ-CGT de France 3 demande que soit traduit en conseil de discipline l'auteur présumé des images de ce mur, Clément Weill-Raynal, un des journalistes judiciaires de la chaîne.

Joy Banerjee, représentant CGT de la rédaction nationale de France 3, a estimé que le journaliste qui aurait capté ces images et les aurait transmises au site Atlantico est coupable *"d'une atteinte à la déontologie. On ne vole pas des images et on ne les donne pas à un autre média que le sien"*, a-t-il dit à l'AFP.

L'auteur présumé des images, un journaliste de France 3, fait l'objet d'une enquête interne, selon la direction de la chaîne.

Atlantico a jusqu'à maintenant affirmé que l'auteur de la vidéo est un *"juge apolitique et non syndiqué"* en visite au syndicat. lepress. fr 28.04

Nous n'avons pas changé de régime, alors ceux qui veulent se lancer à la chasse aux sorcières en seront victimes demain, pire, tous les militants ouvriers sans exception. Quand on dit qu'ils font le lit de l'extrême droite, est-ce qu'on exagère vraiment ou sommes-nous encore en dessous de la vérité ?

Dictature de la finance. Juge et partie. Un précédent qui fera jurisprudence et le tour est joué.

Subprime: accord amiable de Moody's, SP et Morgan Stanley sur 2 plaintes AFP

Les agences de notation Moody's, Standard and Poor's (SP) et la banque d'investissement Morgan Stanley ont passé des

accords amiables mettant fin à deux plaintes datant d'avant la crise financière qui les accusaient d'avoir dissimulé les risques d'investissements liés aux "subprimes", des prêts hypothécaires risqués.

Un document enregistré au tribunal fédéral de Manhattan vendredi soir indique que la plainte de King County, dans l'Etat de Washington (nord ouest des Etats-Unis), et de Abu Dhabi Commercial Bank ont été "abandonnées à la suite d'un accord amiable", dont les montants n'ont pas été dévoilés par les parties.

Le procès aurait été particulièrement crucial pour SP qui fait aussi l'objet d'une plainte déposée en février par le gouvernement américain, qui veut recouvrer quelque 5 milliards de dollars de pertes subies par des investisseurs qui auraient acheté des produits dérivés de crédits hypothécaires très risqués (subprime) sur la foi de notes de S&P excessivement optimistes.

Le département américain de la Justice (DoJ) accuse S&P d'avoir en toute connaissance de cause accordé des notes complaisantes pour préserver sa part de marché dans les produits dérivés. AFP 28.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Merkel: *'Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté.'*

Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté dans certains domaines aux institutions européennes pour permettre au bloc de surmonter la crise et d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers, a déclaré la chancelière Angela Merkel dont les propos ont été rapportés par Reuters. La chancelière, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par la Deutsche Bank à Berlin, et à laquelle était également invité le Premier ministre Polonais Donald Tusk, a également défendu le recours à la politique d'austérité pour faire face à la crise, affirmant que l'Europe devait trouver à la fois une manière de générer de la croissance tout en assainissant ses finances.

« Nous semblons n'être capables de trouver des solutions communes que lorsque nous sommes au bord du gouffre », a-t-elle dit. « Mais dès que la pression se fait moins forte, tout le monde veut suivre sa propre voie. Nous devons être prêts à accepter que l'Europe ait le dernier mot dans certains domaines. Sinon, nous ne pourrions plus poursuivre la construction européenne ».

« Il serait dangereux que d'autres pays en Europe ressentent que l'Allemagne impose son propre modèle économique sur le bloc entier », a poursuivi la chancelière. Nous n'avons pas toujours besoin d'abandonner nos pratiques nationales, mais nous devons être compatibles. Actuellement, c'est le chaos. Nous devons être préparés à rompre avec le passé pour aller de l'avant. Je suis prête à le faire », a ajouté Merkel.

Les dirigeants européens doivent se réunir à Bruxelles dans les deux prochains mois pour discuter des avancées à réaliser pour aller vers une « union fiscale », rappelle Reuters. wikistrike.com 23.04

Elle a raison, il faut balayer le passé, faire table rase et la virer pour commencer, ainsi que l'UE !

2- Grèce

Le parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi une loi sur de nouvelles mesures de rigueur réclamées par la troïka (UE-BCE-FMI) comprenant surtout la restructuration du secteur public et le renvoi de milliers de fonctionnaires.

La loi a été adoptée, à l'issue d'un débat houleux à l'assemblée, par 168 voix sur un total de 292 députés présents. 123 députés ont voté contre tandis qu'un député a simplement voté "présent".

Prévoyant le renvoi d'ici à 2014 de 15.000 fonctionnaires, dont 4.000 en 2013, une mesure inédite, cette loi ouvre la voie à la poursuite des versements de prêts de la zone euro et du FMI à la Grèce, d'un total de 8,8 milliards d'euros.

Les fonctionnaires censés être renvoyés sont ceux sanctionnés pour corruption ou incompétence, ceux poussés au départ volontaire à la retraite ou les victimes de la suppression de leur poste après la fermeture de dizaines d'organismes publics.

Dimanche soir, une manifestation de 800 personnes, selon la police, a eu lieu à l'appel des syndicats du privé et du public sur la

place Syntagma, en bas du parlement, dans le centre d'Athènes.

La confédération des fonctionnaires (Adedy) a dénoncé "*les suppressions de postes et la destruction du service public*" ainsi que "*la procédure d'urgence décidée par le gouvernement*" pour le vote de la loi.

Outre la restructuration du secteur public, la loi adoptée qui ne comporte qu'un seul article, une pratique récurrente pour contraindre les députés de voter l'ensemble des dispositions, prévoit l'extension d'un impôt foncier, imposé en 2011, mais en le réduisant de 15%.

Il prévoit également l'ouverture à la concurrence de nouvelles professions et des facilités de paiement, néanmoins sous de strictes conditions, pour permettre à l'Etat de récupérer des milliards d'euros d'arriérés d'impôts et de cotisations sociales auprès des ménages ou d'entreprises endettés.

Le principal parti de l'opposition, la Gauche radicale (Syriza), a déposé une motion d'anticonstitutionnalité de la procédure d'urgence, qui a été rejeté par le parlement.

Le ministre des Finances Yannis Stournaras a souligné que la procédure d'urgence était nécessaire car l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances de la zone euro) "*doit se prononcer lundi sur la poursuite du versement des prêts (...) dont la Grèce a besoin pour payer salaires et retraites*".

Les partis d'opposition ont dénoncé un amendement déposé à "*la dernière minute*" par M. Stournaras prévoyant la réduction du salaire minimum mensuel à 490 euros contre 580 d'euros actuellement. AFP 28.04

C'est le Parlement qui vous inflige ce traitement insupportable, alors il faut le renverser et prendre le pouvoir, il n'existe pas d'autres alternative politique : tout le pouvoir aux travailleurs et aux organismes politiques qu'ils doivent fonder indépendamment de l'Etat qu'ils doivent renverser, il n'existe pas d'autre voie, le socialisme.

3- Syrie

Le secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) a qualifié de complots contre la Syrie, tous les incidents, dans ce pays.

"*Ce front est prêt à faire face à toute agression étrangère contre la Syrie*", a-t-il affirmé. "*Les activités de ce front se limitent à la défense des camps palestiniens, mais en cas de toute agression étrangère contre la Syrie, les forces de ce front quitteront les camps*", a déclaré Ahmad Jibril. french.trib.ir 28.04

A en croire Nader Moghabele, analyste et journaliste jordanien et animateur du site "*les infos de notre pays*", Poutine est bien trop ferme, dans son soutien à la Syrie. Poutine a annoncé, au cours d'une rencontre privée ceci :

"*même si la guerre atteint les rues de Moscou, la Russie ne renoncera pas à son soutien à Assad*". Le journaliste, qui est connu, pour ses relations privilégiées avec les Russes, cite toujours le président russe, qui aurait rejeté "*l'idée d'un tête à tête avec Obama*", suivant une demande de ce dernier, puisque "*Poutine n'est nullement pressé, pour parler d'Assad avec le chef de la Maison Blanche*". french.trib.ir 28.04

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

160 000 emplois (souvent précaires) pour 9 500 000 privés d'emplois et travailleurs pauvres occasionnels.

Ne vous inquiétez pas pour vos députés de l'assemblée nationale, avec 1 an de RSA par mois, en argent de poche, au black légalisé, alors qu'ils en ont pas besoin, car salaire d'autant déjà, + nombreuses gratuités, ça va pour eux, ça roule ma poule, et la retraite sera pas trop médiocre non plus.

N'écoutez pas ceux qui disent que ça part en partie, pour louer une permanence, c'est eux même ou leurs proches qui empochent les loyers la plupart du temps, et qui seront propriétaires du bien, façon judicieuse de détourner le pognon me direz vous...

Bon si on parlait des millions de personnes, toujours + nombreuses, qui elles doivent très souvent survivre en étant moins de 2 fois sous les seuils de pauvreté, ou les revenus ne couvrent trop souvent, même pas les charges fixes (bah oui, c'est comme ça, ceux au pouvoir, hier comme aujourd'hui, sont des ordures inhumaines, pas un scoop hein ... qu'il faudrait multiplier par 2 les allocs de survie, et non pas de 25 centimes par jour (7.50€ par mois), à bon entendeur ...)

Sans parler des ignobles déchets humains, qui coupent ces mêmes allocs de survie, parfois de façon arbitraire, dans certains départements à des gens déjà dans la merde jusqu'au cou, faudrait je pense les foutre en taule avec ceux qui grugent le fisc, tout ces dangereux dégénérés du bulbe.

Les dégâts humains, maladies, violences, la gestion administrative et répressive de la pauvreté, etc, ça coute de +, bien + financièrement à la collectivité, que de garantir de la non pauvreté avec un revenu universel décent.

Bref revenons froidement aux chiffres :

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mars 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 190 700, 42,5 % des sorties des listes
- Radiations Administratives (les punis) : 39 200, 8,7 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 52 400 11,7 % des sorties.

soit 282 300 radiés des listes (62,9 %) pour autres motifs que : - Stages parking : 36 700, 8,2 % des sorties.

- Arrêts maladie, maternité etc : 35 700, 8 % des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 000, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

- A : 3 224 600 + 1,2 % (+ 11,5 % sur 1 an)
- B : 643 500 + 3,1 % (+ 12,7% sur 1 an)
- C : 873 000 - 2,4 (+ 2,3 % sur 1 an)
- D : 257 100 - 1,6 % (+ 7,6 % sur 1 an)
- E : 350 300 - 0,3 % (- 5,1 % sur 1 an)

TOTAL : 5 348 500 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,6 % sur 1 an, + 29 400 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 718 300 (page 15 du rapport de la DARES)

Quelques chiffres qui parlent :

- Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 12,4 % sur 1 an
- Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,2 % sur 1 an
- Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an
- Offres d'emploi collectées, - 18,2% sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,9 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...) Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 160 242

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 273 500 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 826 500 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein. + 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chômage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous êtes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'age pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels.

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/p...> wikistrike.com 26.04

1.2- Voilà 31,4 milliards d'euros d'économie à réaliser !

En 2008, Nicolas Sarkozy avait programmé la suppression de 54.000 emplois dans la défense entre 2008 et 2015. Selon cette source proche du dossier, le Livre blanc 2013 prévoit la poursuite des baisses d'effectifs prévues jusqu'en 2015 et la suppression de 20.000 postes supplémentaires dans les quatre années qui suivent.

La répartition des suppressions de postes entre les différentes armées et services de la défense sera décidée ultérieurement, lors de l'élaboration de la Loi de programmation militaire (LPM, 2014-2019) qui doit être discutée à l'automne au Parlement.

Par ailleurs, le budget 2014 de la Défense sera maintenu à 31,4 milliards d'euros, comme l'avait annoncé le chef de l'Etat le 28 mars. Et 179,2 milliards en euros constants seront consacrés à la défense entre 2014 et 2019, toujours selon la source proche du dossier. leexpress.fr 28.04

2- Bangladesh

Quatre jours après l'effondrement d'un immeuble de huit étages contenant des ateliers dans la banlieue de la capitale Dacca, au Bangladesh, le pays est toujours en état de choc. Un dernier bilan après cet accident industriel, le pire qu'ait connu le pays, fait état de 376 morts et plus de 900 disparus. Près de 2 500 personnes sont sorties vivantes des décombres du Rana Plaza, mais l'espoir de retrouver des survivants s'amenuise. Dimanche, alors que les sauveteurs pensaient avoir trouvé "*une femme qui était, croyons-nous, la dernière survivante*", un incendie a éclaté, tuant la potentielle miraculée.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'immeuble avait été bâti sur un sol instable et sans les autorisations nécessaires, et plus de 3 000 ouvriers, majoritairement des jeunes femmes, y ont été envoyés quelques heures avant l'effondrement, malgré les avertissements concernant la fragilité du bâtiment.

Après plusieurs jours de recherche, la police a arrêté plusieurs personnes, notamment deux ingénieurs, deux dirigeants d'un atelier et le propriétaire de l'immeuble, appréhendé à la frontière indienne. Elle est toujours à la recherche du copropriétaire, un industriel espagnol du nom de David Mayor.

Le suspect est également directeur général de Phantom-Tac, une société conjointe à parts égales entre Phantom Apparels (Bangladesh) et Textile Audit Company (Espagne). M. Mayor devrait notamment donner davantage de détails sur

le fonctionnement des ateliers, et sur les compagnies occidentales qui y étaient présentes.

Depuis l'effondrement de l'immeuble, la présence de plusieurs marques de vêtements a été constatée. Certaines, comme la société espagnole Mango ou la britannique Primark, ont admis avoir passé des commandes dans ces ateliers. D'autres démentent fermement toute présence. C'est le cas de Benetton, qui assure que "*les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton*". Pourtant, une photographie circule montrant de chemises bleues étiquetées "*United Colors of Benetton*" à l'endroit où le sous-traitant New Wave Bottoms, qui cite la marque au nombre de ses clients sur son site, avait ses ateliers avant la catastrophe.

Le groupe n'a pas non plus répondu à une première demande concernant une copie de documents fournie par la Fédération des ouvriers du textile au Bangladesh portant mention d'une commande de 30 000 articles en septembre 2012. Des étiquettes destinées à la marque américaine de prêt-à-porter féminin Cato ont également été retrouvées sur place.

L'ONG Clean Clothes Campaign, qui défend les ouvriers du textile à travers le monde, affirment que des étiquettes de la marque européenne C & A ont aussi été retrouvées. La société assure ne plus avoir de lien avec des fabricants basés au Rana Plaza depuis octobre 2011. Selon Clean Clothes Campaign, le britannique Bon Marché, l'espagnol Corte Ingles et le canadien Joe Fresh ont reconnu leurs liens avec les ateliers. En revanche, Carrefour a démenti tout lien avec "*des entreprises qui étaient en activité dans cet immeuble*" alors que la Fédération des ouvriers du textile et de l'industrie au Bangladesh dit avoir retrouvé dans les décombres des étiquettes de la marque "Tex".

La colère contre la négligence qui a conduit au drame a provoqué de violentes manifestations depuis mercredi au Bangladesh, deuxième exportateur textile mondial derrière la Chine. Dimanche toutefois, les rues de Dacca étaient calmes. L'opposition appelle à une grève nationale le 2 mai pour protester contre cet accident industriel particulièrement meurtrier, le troisième en cinq mois. Le secteur du textile emploie 3,6 millions de personnes dans le pays, pour la plupart des femmes, dont certaines gagnent l'équivalent de 30 euros par mois.

En Grande-Bretagne, la présence de marques occidentales a été critiquée. Une manifestation a eu lieu devant un magasin Primark à Londres, et une pétition a été mise en ligne pour exiger des sociétés impliquées dans ces ateliers une compensation pour les familles des victimes. L'ONG ActionAid a également lancé une campagne pour que les consommateurs paient volontairement une "*taxe sur les t-shirts*" pour venir en aide aux familles touchées. "*Il me semble que nous avons une obligation morale d'aider, explique au Guardian Victoria Butler-Cole, à l'origine de l'action. Tout le monde possède un vêtement fabriqué au Bangladesh. Ce n'est pas seulement la faute des compagnies qui vendent ces vêtements*".

Quelles bandes d'ordures ces ONG, allez vous faire foutre, seules ces compagnies, les propriétaires de l'immeubles et le gouvernement sont responsables ! La seule "*obligation morale*" que nous avons, c'est de construire le parti de la révolution socialiste pour en finir avec le capitalisme.

ECONOMIE

1- France

Les Pompes Funèbres Générales (PFG) sont-elles à vendre ?

Une pandémie est-elle programmée pour GS s'intéresse à nos morts ?

L'agence Reuters annonce que le fonds d'investissement Astorg Partners (Actuel propriétaire du groupe OGF / PFG) aurait mandaté Goldman Sachs pour l'aider à trouver un investisseur dans le cadre de la cession du groupe de pompes funèbres OGF.

OGF C'est quoi?

Avec les différentes enseignes (PFG, Roblot, Henri de Borniol et Dignité Funéraire, soit environ 1000 agences), le Groupe est présent sur toute la France. La société, leader sur le secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 533 millions d'euros en 2012 (exercice clos en mars 2012, nous attendons les chiffres 2013 avec impatience), soit le un quart du marché français des pompes funèbres en réalisant près de 120 000 obsèques.

Mais aussi:

5 500 salariés
435 funérariums

51 crématoriums en exploitation ou en construction (soit le tiers des installations en France)
430 000 contrats de prévoyance en portefeuille avec une croissance de 15% par an
145 000 cercueils produits
16 000 monuments posés dans les cimetières
3 000 opérations de rapatriement avec PFG rapatriement

Depuis près de 170 ans, les Pompes funèbres Générales sont les leaders des services funéraires et de l'accompagnement des familles en deuil...

Astorg aurait mandaté Goldman Sachs pour vendre le Groupe OGF

Le processus de mise en vente d'OGF, qu'Astorg a acquis en octobre 2007 sur la base d'une valeur d'entreprise de 300 millions d'euros, ne fait que commencer. et avec un résultat brut (Ebitda) réalisé de l'ordre de 100 millions d'euros, la société OGF / PFG pourrait être valorisée entre 800 millions et un milliard d'euros, explique les analystes financiers. La recherche risque d'être moins facile soulignent les spécialistes de levées de fonds du fait de la situation économique en France ... wikistrike.com 22.04

Goldman Sachs dans le rôle de croque-mort est à sa place. Avant que les rôles ne soient inversés, mais nous ne pouvons leur garantir à l'avance que nous ferons preuve envers eux de plus d'égards qu'ils en ont eu envers nous, ni même autant, vous savez, la plèbe est rustre et immorale, elle aussi elle a une mémoire sélective, et puis tout se mérite !

2- Etats-Unis

Les Etats-Unis revoient le calcul du PIB depuis 1929, une bouffonnerie.

Leur mode de calcul du PIB va en effet subir une refonte complète, qui fera techniquement gonfler le PIB américain de 3%, soit environ 470 milliards de dollars.

Ces changements entreront en vigueur au 1er juillet 2013, et les séries statistiques concernant le PIB vont être entièrement recalculées depuis 1929 !

« *Nous allons réécrire toute l'histoire de l'économie !* », a expliqué hier au Financial Times Brent Moulton, chargé des comptes nationaux au bureau des statistiques.

L'objectif annoncé est de prendre en compte dans le PIB des actifs immatériels (Recherche & Développement, royalties, frais annexes...), qui n'ont jamais été comptabilisés jusqu'ici, et que l'ONU a recommandé d'intégrer depuis 2008.

Modifier le calcul du PIB va par ailleurs jouer sur d'autres données, telle l'inflation. C'est un critère décisif qui détermine, notamment, la politique monétaire de la Fed. Il va aussi réduire le niveau de dette par rapport au PIB. La réforme statistique pourrait donc mener à des décisions économiques qu'on ne soupçonne pas aujourd'hui.

Après l'Australie, qui a ouvert le bal, les Etats-Unis sont le premier grand pays à se plier à cette nouvelle règle, qui reflète mieux l'économie moderne, dans laquelle les biens incorporels ont pris un poids considérable. La dernière grande réforme avait eu lieu en 1999, via l'intégration des ventes de logiciels informatiques dans le PIB.

Désormais, les dépenses de « *Recherche et Développement* », qui étaient considérées jusqu'ici comme des dépenses courantes, deviendront des investissements. Les royalties, ou droits d'auteurs (dont ceux du cinéma) et certains frais comme les droits de mutation immobiliers seront aussi considérés comme des investissements, et non plus comme des dépenses courantes.

Cette réforme du calcul du PIB devrait progressivement être appliquée dans le monde, l'Europe ayant prévu de l'examiner en 2014. wikistrike.com 24.04 - Sources : Les Echos

3- Suisse

Poursuivi pour avoir dénoncé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'€ en Europe

Cet ex-informaticien de la banque HSBC est poursuivi par la justice suisse pour vol de fichiers bancaires qui avait permis d'identifier des milliers d'évadés fiscaux.

Devant le tribunal de l'Audience nationale qui débattait de la demande d'extradition présentée par la Suisse, Hervé Falciani a affirmé qu'il n'avait jamais été payé pour divulguer ces données. « *Jamais, en aucun cas* », a-t-il répondu, interrogé pour savoir s'il avait touché de l'argent pour divulguer ces fichiers, qui, récupérés par le fisc français en 2008, avaient permis de découvrir des

milliers d'évadés fiscaux dans le monde et mené au redressement fiscal de fraudeurs français.

L'ex-informaticien a insisté sur le fait qu'il avait d'abord tenté d'alerter les autorités suisses avant de se tourner vers la France, mais que celles-ci n'avaient pas voulu enquêter sur HSBC.

Arrêté à Barcelone le 1er juillet 2012, l'ex-informaticien avait été remis en liberté provisoire en décembre. La Suisse, qui avait auparavant lancé un mandat d'arrêt international contre lui, avait déposé une demande d'extradition auprès du ministère espagnol de la Justice le 5 juillet.

Hervé Falciani est soupçonné d'avoir soutiré des informations à la banque, divulgué des secrets industriels ou commerciaux et violé le secret bancaire. Les fichiers qu'il est accusé d'avoir volés ont permis de découvrir 659 comptes en Suisse pour les seuls clients espagnols, a souligné l'ancien secrétaire d'Etat au Budget, Carlos Ocaña, entendu lundi par le tribunal.

Selon le procureur, ces documents ont révélé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'euros dans toute l'Europe. wikistrike.com 25.04 - Sources : France 2 / Libération

Nous devrions soutenir Hervé Falciani puisqu'il a agit de la sorte de façon désintéressée, il est plus courageux que la plupart de nos dirigeants qui sont des couards.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 avril 2013

CAUSERIE

Lundi 21h30 - heure locale

Avec un peu d'avance sur demain, j'ai mis en ligne quelques nouveaux articles publiés par le Réseau Voltaire. L'attentat de Boston pue de plus en plus la CIA, on s'en doutait depuis qu'on savait qu'il n'avait pas été commis par l'extrême droite américaine. A demain, je vais lire ces articles.

La suite mardi.

J'ajouterai quelques nouveaux articles ce soir, je me dépêche de télécharger le boulot de la journée dans le serveur du site, on n'a pas de courant depuis ce matin et il est déjà 15h50, j'ai vidé les trois quarts des batteries. Et je me suis passé de ventilateur pour les économiser.

On a fini le mois avec plus de 6.100 visites.

Austérité. Hypocrisie générale de la gauche de la droite.

Hier ils étaient tous pour ou s'en accommodaient, au mieux ils refusaient de la combattre, dorénavant ils sont tous contre, en y mettant les formes, certains lui reconnaissant tout de même des vertus, les autres se contentent d'exprimer des réserves à voix haute, pour ensuite affirmer à voix basse que seul le rythme qui avait été imposé par la troïka était en cause, et qu'il ne fallait surtout pas l'abandonner.

L'austérité serait à l'origine de tous nos malheurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. chacun y va de son petit couplet depuis que ses conséquences ont pris une tournure sociale catastrophique, regrettable en esquissant une larme et totalement imprévisible, cela va de soi, chacun aura compris que parce qu'il est devenu impossible de les ignorer ou de les faire disparaître des écrans de télévisions ou d'ordinateurs, mais surtout depuis qu'elles se répercutent sur le plan politique.

On aura observé qu'il devient pour eux urgent de dénoncer cette politique antisociale et profondément injuste qui perturbe jusqu'à l'équilibre politique institutionnel bien huilé et en place depuis des lustres entre la droite et la gauche, qui les oblige à pratiquer une forme d'union nationale parlementaire sur toutes les questions économiques et sociales qui sont soumises aux députés, notez au passage que cette pratique ne date pas d'hier, et quand cela ne suffit pas ils en viennent à se rassembler en famille au sein d'un même gouvernement comme c'est le cas aujourd'hui en Grèce et en Italie.

Tous ou presque pourfendent cette politique antisociale comme s'ils n'en étaient pas les responsables ; la Commission européenne et le FMI s'en émeuvent en chœur à la suite de certains chefs d'Etat ou de gouvernement en Grèce, Irlande, Portugal qui réclament davantage de délais pour remplir les caisses des gangsters de la finance, leurs peuples étant déjà au bord de l'asphyxie

ou au-delà, émigrent, se réfugient dans l'alcool, la drogue, se suicident, etc. tandis que d'autres réclament que la mise en oeuvre de ces violentes mesures antisociales bénéficie également d'un délai, car ils craignent qu'elles ne débouchent sur une instabilité politique telle qu'elle les oblige à dévoiler leur véritables intentions et à recourir à la répression des mouvements sociaux, mettant au passage à nu ou fragilisant un peu plus les fondements du régime, de telle sorte qu'elle pourrait favoriser l'extrême droite et le regroupement de milliers de travailleurs dans des partis ouvriers hostile à toute politique d'austérité et plus généralement au capitalisme et aux institutions en place, ainsi qu'à l'Union européenne qui est le fer de lance de cette politique réactionnaire.

Posons-nous quelques questions.

Quelles sont les vertus de l'austérité, pourquoi ont-ils adopté cette politique ?

La principale vertu de l'austérité consiste à faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme. Et si les mesures prises s'attaquent brutalement au coût du travail et au niveau de vie des travailleurs, cela signifie que cette crise a atteint les fondements du capitalisme, dans la mesure où les rapports établis entre les classes qui permettent à la classe dominante d'exercer son pouvoir économique sur la classe dominée ne le permettent plus tels qu'ils existent. Il est donc nécessaire de rééquilibrer ces rapports en faveur de la classe des exploités, ce qui se traduit par un approfondissement des inégalités sociales, de modifier la répartition de la part de la plus-value (ou des richesses produites) attribuée à chaque classe au détriment des travailleurs, afin d'assurer la survie du capitalisme lui-même.

Nous n'entretrons pas ici dans les détails car cela nous emmènerait trop loin et je n'en ai pas le temps, je vous renvoie à de précédentes causeries ou des articles qui figurent dans le portail dans lesquels cette question a été traitée.

L'austérité est le pendant de l'effondrement du capitalisme, elle est la condition indispensable mais pas suffisante qui précède un nouveau cycle d'expansion du capitalisme. On a pu observer dans le passé que chaque crise avait jeté sur le pavé des millions de travailleurs, avait réduit à la pauvreté, à la misère noire ou à l'indigence l'ensemble de la classe ouvrière des villes et des campagnes, avait ruiné des pans entiers de la petite-bourgeoisie, prolétarisé des couches entières de la classe moyenne, conduit à la faillite des centaines de milliers d'entreprises, d'investisseurs en bourse.

A deux reprises au XXe siècle, ce ne fut pas suffisant pour surmonter la crise du capitalisme, alors ils recoururent à de gigantesques et monstrueuses destructions humaines et matérielles à travers toute l'Europe jusqu'à l'Oural pour qu'enfin provisoirement et artificiellement le cycle de l'accumulation du capital puisse tourner à plein régime, et notez bien chaque fois en recourant au crédit et à la planche à billets, à l'endettement généralisé de la société, ce qui devait infailliblement conduire à une nouvelle crise, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Jusqu'à présent, s'ils n'ont pas eu recours à ce scénario, c'est parce qu'ils sont parvenus à développer de nouveaux marchés, celui de la main d'oeuvre à bon marché principalement, qui leur a permis de rétablir, maintenir ou accroître le taux de profit qui était en chute libre dans les pays capitalistes développés. Cette époque est sur le point de s'achever et ce processus n'est pas sans contradictions ou faiblesses.

Maintenant qu'ils ont réalisé de gigantesques profits en surexploitant la main d'oeuvre asiatique principalement, pour écouler les marchandises produites ils s'attellent progressivement à développer ces marchés, notamment en créant une importante classe moyenne, ce qui a comme inconvénient d'alimenter la lutte de classe du prolétariat, chaque travailleur estimant légitime de pouvoir accéder à ces marchandises ou services qu'ils produisent eux-mêmes, ce qui a pour conséquence de créer de l'inflation et une forte augmentation des salaires, ils augmentent de 20% en moyenne par an depuis quelques années dans les grandes villes ou centres industriels en Chine, mais aussi en Inde ou dans d'autres pays.

Cette marche forcée au développement, outre le fait qu'elle laisse sur le carreau des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dont le niveau de vie est toujours aussi misérable, comporte des limites. Pour que ces marchandises et services soient accessibles et consommés ils doivent être à un prix abordable en rapport avec le salaire ou le niveau de vie des couches de la population susceptible de les acquérir ou d'en faire usage, les capitalistes sont donc obligés de rogner sur leur profit s'ils veulent les écouler, la production est plus anarchique que jamais, la concurrence féroce, de telle sorte que les prix des biens d'équipement sont poussés à la baisse.

Un exemple en Inde. Vous pouvez acquérir une voiture neuve sans déboursier un centime et commencer à la payer l'année suivante, c'est incroyable mais vrai. Vous disposez d'une voiture gratuite pendant un an, déclarez-vous insolvable au moment de payer la première traite, si vous avez perdu votre emploi, que vous ne possédez aucun bien et que votre compte bancaire est vide, que peuvent-ils faire, vous envoyez en prison, ce n'est pas ainsi qu'ils récupéreront leur argent. Et malgré tout les immatriculations ont baissé de 10% au cours des derniers mois. Il semble que l'expansion artificielle par l'endettement de ce nouveau marché ait atteint ou même dépassée la limite qu'il pouvait se fixer.

En Inde, mais en Chine aussi dans des proportions encore plus vertigineuses, des dizaines et dizaines de millions de travailleurs se sont endettés jusqu'au dents pour devenir propriétaires de leur habitation. Il y a trois semaines environ un Indien informaticien

que je connais depuis plus de 10 ans m'appelle, je n'avais plus de nouvelles de lui depuis un an et demi. Il travaille à Chennai, il vient de se marier et il m'apprend qu'il a acheté un appartement. Je le félicite en lui disant que je suis heureux qu'il s'en soit bien tiré, il est issu d'une famille de pêcheurs pauvres dont les parents sont décédés depuis longtemps. Mais là il me dit qu'il a un gros problème, qu'il a fait une grosse bêtise. Diable, quoi donc ? Il m'explique qu'il s'est foutu sur le dos un crédit sur 20 ans, qu'il doit payé des traites de 20.000 roupies par mois et que le coup de la vie a tellement augmenté qu'en fin de mois il ne lui reste plus rien, il ne peut pas économiser une roupie, bref, qu'il ne s'en sort plus et qu'il est étranglé par ce foutu crédit qui pompe les trois quarts de son salaire et lui pourrit la vie. Dommage il avait tout pour être heureux, autant qu'on peut l'être en Inde avec son statut, c'est très relatif en réalité, disons qu'avec son salaire il pouvait avoir une vie très confortable, ce qui demeure inaccessible à 8 ou 9 Indiens sur 10. Pour la petite histoire, il m'a demandé de passer le voir le week-end suivant à la petite maison qu'il possède dans son village natale à quelques kilomètres de chez moi, je n'ai pas donné suite pour le moment, car il pourrait s'être soudain souvenu de moi pour me taper du fric et je serais gêné de lui refuser un prêt qui serait forcément usurié pour être sûr qu'il me rembourse ou que je ne perde pas mon argent à l'arrivée.

Ils sont parvenus à contenir les contradictions du capitalisme en exportant massivement des capitaux pour développer de nouveaux marchés en commençant par surexploiter leur main d'oeuvre, ils ont consacré une partie du capital qu'ils avaient accumulé dans les pays capitalistes développés entre 1945 et le début des années 70 pour financer des délocalisations vers ces marchés, ils ont commencé à profiter du développement du marché intérieur dans les pays émergents, mais surtout ils sont parvenus à mettre en concurrence à la fois la main d'oeuvre, les marchandises et les services du monde entier, rendant obsolète ou inutile car non rentable des pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, des services dans les pays capitalistes développés, principalement les pays de l'UE fortement industrialisés. Cependant comme c'est aussi le marché où le niveau de vie de la population est le plus élevé au monde, où ils écoulent une grande partie de leurs marchandises et services, ils ne peuvent pas s'en passer, pas pour le moment ou pas entièrement en imaginant que cela soit possible un jour, qu'ils s'écroulent et c'est l'économie mondiale qui s'effondre puisqu'une partie importante de l'économie des pays émergents reposent sur les exportations, l'existence aussi de cette nouvelle classe ou couche moyenne qui serait durement frappée, deviendrait insolvable, et ce serait l'économie des pays émergents qui s'effondrerait à son tour, il leur faut donc trouver la parade qui consiste à réduire le coût du travail dans l'UE tout en augmentant la productivité (le taux d'exploitation) de manière à ce que le niveau de vie de la population ne baisse pas ou augmente pour qu'elle continue de consommer comme avant, ce qui nécessite de s'attaquer à la législation du travail, au CDI, à la durée légale du travail, aux retraites, mais aussi à la jeunesse en la mettant de plus en plus à disposition des entreprises sans lui verser de salaires ou une obole.

Là où cela a coïncé et coince, c'est qu'ils n'ont pas pu ou n'ont pas osé jusqu'à maintenant s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de ce point de vue-là l'accord scélérat du 11 janvier 2013 est en effet historique, car il enfonce un coin important dans la législation du travail en vigueur, c'est la porte ouverte à la remise en cause de la totalité des droits collectifs des travailleurs, qui à terme signifierait la dislocation de la classe ouvrière comme classe.

Je n'ai plus le temps de continuer, il est déjà 13h10, je n'ai pas pris ma douche je n'ai pas pris de petit-déjeunée ni déjeuné, je dois faire des courses et je n'ai pas encore commencé à traiter les infos du jour, aussi on s'arrêtera là aujourd'hui.

Pour ne pas vous laisser sur votre faim, mais chacun l'aura compris, si nous n'avons pas eu le droit à une nouvelle guerre mondiale depuis 1945, c'est uniquement parce qu'ils ont recouru à la parade que j'ai évoquée, qui a été facilitée par le recours à la planche à billets de manière quasi illimitée dès lors que le dollar n'était plus automatiquement convertible en or, cela leur offre une marge de manoeuvre infinie ou presque... A suivre.

Vous ne pourrez pas dire que j'avance des arguments ou propose des positions sans les étayer ou ne fournir aucune explication, ce qui ne garantit pas qu'ils soient justes, ce qui vaut pour les autres vaut également pour moi, cela va de soi.

En guise d'épilogue, pour se détendre.

Qui veut sauver Mailly, les travailleurs ou le capitalisme ou les deux à la fois ? Etait-ce possible, leurs intérêts sont-ils compatibles ? Et s'il fallait que le capitalisme s'effondre totalement, ce qui se traduirait fatalement par d'énormes sacrifices pour les travailleurs, pour les sauver du capitalisme, s'en émanciper ?

- Pour Mailly, "à faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro" - AFP

Pas vous quand même ?

Ah ben alors si même ses maîtres le disent, c'est que cela doit être vrai.

- "A faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro, c'est cela que ça signifie. Même les organismes internationaux, que l'on ne peut pas suspecter de gauchisme ou je ne sais quoi, comme le FMI, se posent la question au moins sur le rythme de l'austérité", a déclaré M. Mailly sur i-télé.

Pour un peu il offrirait un brin de muguet à Lagarde le 1er mai ! Vous voyez que le FMI n'est pas ce qu'on dit, franchement, vous

êtes des mauvaises langues.

La chute serait peut-être fatale au capitalisme, alors ne lui souhaitons pas.

- Selon lui, *"nous sommes en train de tomber dans la récession un peu partout, l'Europe est en récession, la Grèce est en dépression et si on continue sur l'austérité, c'est toute l'Europe qui va se casser la figure y compris l'Allemagne d'ailleurs"*.

Quand il dit "tous", "nous" ils parlent au nom de toutes les classes confondues comme si elles avaient les mêmes intérêts, parce qu'il est impossible pour Mailly d'envisager de se passer de celle des capitalistes, de se situer exclusivement sur le terrain de celle des travailleurs il se livre à cet amalgame, c'est inconscient à ce niveau-là, c'est plus fort que lui, c'est congénital, naturel.

Mais que l'Europe se "casse la figure", on n'attend que cela, on ne demande que cela, on devrait s'en réjouir car en principe cela devrait alimenter la lutte des classes, à condition toutefois de proposer une issue politique aux travailleurs, s'agissant des syndicats, la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications qui passe par le renversement du régime en place et l'expropriation des capitalistes. Mailly est contre cette issue politique, il partage donc la crainte des capitalistes et ses représentants que les masses s'emparent de la crise du capitalisme pour la résoudre à leur manière, en faisant leur révolution, quelle horreur !

Pour l'éviter, il leur prodigue de précieux conseils.

- *"Il faut, à la fois au niveau européen, avoir une dynamique de relance --ça signifie pouvoir emprunter au niveau européen (...)-- et il faut redonner du pouvoir d'achat"*, a estimé le leader de FO. AFP 29.04

Finissons par un scoop, une découverte fabuleuse.

- L'austérité est mauvaise pour la santé, disent des chercheurs - Reuters

Vous êtes ouvriers ou modestes employés, vous n'avez pas à en rougir ou à être complexés, ce qui n'est pas le cas de nombreux intellectuels.

ACTUALITE EN TITRES

[La saison du tir aux pigeons, Hollande l'a inaugurée : feu !](#)

- François Hollande, l'ami des «pigeons» - Liberation.fr

Et avec qui François roucoule ? Mais avec Angela voyons !

[Toujours plus haut... plus dure sera la chute](#)

- Wall Street: l'indice élargi S&P 500 à un nouveau record historique - AFP

- Les Bourses européennes en hausse, confortées par le président du Conseil italien - AFP

- La Bourse de Paris nettement dans le vert avant la réunion de la BCE - AFP

- Trimestre solide pour Deutsche Bank et augmentation de capital - Reuters

Comment ils se goinfrent...

- Dividende exceptionnel de 9 euros par action Lagardère - Reuters

- Accor: près de 4 millions d'euros d'indemnité pour le PDG démissionné - L'Expansion.com

... et versent dans la luxure, sans complexe évidemment.

- STX lance son dernier paquebot, du super luxe pour les super riches - AFP

[La question saugrenue](#)

- La BCE doit-elle suivre l'exemple de la banque centrale américaine ? - LePoint.fr

[Les colonisateurs toujours sur le pieds de guerre.](#)

- 150 ans après Camerone, la Légion étrangère "*partout où la France se bat*" - AFP

[Les rats, suite.](#)

Le gros bâton...

- Allemagne: cinglante réplique du camp de Merkel aux critiques venues de France - AFP

... du coup...

- Controverse sur l'Allemagne: la majorité socialiste calme le jeu - AFP

... mieux encore...

- Cambadélis veut la suspension de l'auteur de la fuite sur Merkel - Reuters

- Cambadélis: le PS va présenter un texte "*profondément pro-européen*" - AFP

Du coup, ils en rajoutent une couche. Allez mouche ton nez petit renégat merdeux.

...car...

- Moscovici: l'idée d'une confrontation avec Berlin est "*contre-productive*" - AFP

Lâche, non, complice.

.... résultat...

- Hollande 19%, Sarkozy 34%, Le Pen 23% - Libération.fr

Chouette se dit Sarkozy, je vais être élu avec 82% des voix, je vais pouvoir me lâcher et me venger... ou finir au gibet, qui sait ?

...mais, fatalité oblige

- Pour 48% des Français, Sarkozy n'aurait pas fait mieux que Hollande - Le Nouvel Observateur

...conclusion

- La classe politique exclut un gouvernement d'union nationale - Le Nouvel Observateur

Inutile, l'autre est déjà prêt à prendre le relais.

L'exercice du pouvoir est une course de fond et de relais entre la droite et la gauche, et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris dans nos rangs, c'est désespérant. J'allais oublier de préciser que la ligne d'arrivée était sans cesse repoussée, donc ne la cherchez pas, seules les masses sont capables de siffler la fin de la course et pour le moment c'est plutôt mal barré, d'ici là on va assister à une hécatombe, y compris dans nos rangs. Pour ne pas manquer de souffle camarades, adhérez au socialisme, adoptez le marxisme, c'est une source d'inspiration inépuisable. Tenez le coup, on les aura à l'usure.

[Propagande. Les médias porte-parole de la CIA.](#)

- Attentat de Boston : l'aîné des Tsarnaev était en contact avec des islamistes - LeMonde.fr

- Attentats de Boston: le rôle de la mère en question - L'Express.fr

Ce qu'ils ne diront pas ou pas pour le moment.

- Selon le quotidien russe Itzvestia , Tamerlan Tsarnaev a participé en 2012 à un séminaire de l'association géorgienne Fonds pour le Caucase.

Cette association est une branche de la Fondation Jamestown, une agence de presse créée par la CIA.

Il est trop tôt pour conclure sur ce qui s'est réellement passé à Boston. Une chose cependant est sûre : le FBI ment. - Réseau Voltaire 27.04

[C'était la moindre des choses quand même !](#)

- Le nouveau gouvernement italien bien accueilli par les marchés - L'Expansion.com

[Réactionnaire for ever](#)

- Rejet de l'anglais à l'université : défense de l'exception française ou réflexe archaïque des élites ? - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[«Mur des cons» suite et fin.](#)

- «Mur des cons»: Le journaliste à l'origine de la vidéo assume, France 3 ouvre une procédure disciplinaire - 20minutes.fr

- Clément Weill-Raynal : «Oui, j'ai filmé le "mur des cons" et j'en suis fier» - LeParisien.fr

Etre con et fier de l'être, généralement cela va ensemble !

On a compris le fin mot de cette histoire minable, Atlantico.fr a déclaré que ce n'était pas un journaliste qui lui avait remis ce film mais un "avocat apolitique et non syndiqué", en réalité la soeur de ce journaliste! Explication.

La soeur de Clément Weill-Raynal, Aude Weill-Raynal, est avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel anime un blog nommé Blogdanel dans lequel on trouve une multitude d'articles qu'il a rédigés et qui sont parus dans le portail Atlantico.fr, et à la suite des articles publiés par Atlantico.fr on trouve dans la rubrique "décryptage" la sous-rubrique "La semaine Goldnadel", ainsi la boucle est bouclée de cette vulgaire provocation orchestrée par un des courant néolibéral et sioniste de la droite. (source Rue89)

Un complément pour montrer qu'il ne peut y avoir méprise sur la personne et ses intentions.

- Un procès avait opposé Clément Weill-Raynal au journaliste de France 2 Charles Enderlin, qui avait porté plainte pour complicité de diffamation.

Il était question de l'affaire al-Dura, du nom d'un enfant palestinien mort dans un échange de tirs dans la bande de Gaza, le 30 septembre 2000.

Sous le pseudonyme de Daniel Vavinsky, Clément Weill-Raynal avait signé un article dans le magazine Actualité Juive. Il remettait en cause le travail de Charles Enderlin, convaincu d'une gigantesque manipulation des images. Une thèse qu'il n'est pas le seul à défendre, puisque des théoriciens du complot hurlent à la scénarisation depuis des années.

Dans ce procès, Clément Weill-Raynal est condamné en première instance puis en appel. Il était défendu par sa sœur, Aude Weill-Raynal, avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières.

A l'époque, Rue89 avait rencontré son frère jumeau, Guillaume Weill-Raynal. Brouillé avec le reste de la fratrie, celui-ci accusait

son frère et sa soeur d'avoir dérivé vers la droite dure juive. Déjà convoqué par la direction

Quand Clément Weill-Raynal pense que quelqu'un a été antisémite, il publie une tribune. En 2011, l'une d'entre elles, « *Quand France Inter crache sur les Juifs* » lui vaut un communiqué de la Société des journalistes de Radio France :

« *Le 6 janvier, une trentaine de membres de la Ligue de Défense Juive se sont introduits dans les locaux de France Inter. Pour justifier cette intrusion, ils montraient un texte écrit sur son blog par Clément Weill-Raynal, intitulé " Quand France Inter crache sur les Juifs ".*

Dans ce texte, ce dernier, par ailleurs journaliste à la rédaction de France 3, citait – et tronquait – plusieurs témoignages diffusés le 22 décembre sur notre antenne, témoignages recueillis par notre correspondant à Jérusalem, Frédéric Barreyre. » Rue89 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le parti conservateur d'Angela Merkel a répliqué de manière cinglante lundi aux récentes critiques des socialistes français à l'égard de la politique de la chancelière allemande, accusant le gouvernement en France d'essayer d'occulter les problèmes de ce pays.

Le porte-parole de la chancelière avait pourtant semblé vouloir apaiser les tensions en faisant une claire distinction entre des critiques exprimées par un parti politique et l'action du gouvernement français.

Jugeant la relation franco-allemande "essentielle", le porte-parole, Steffen Seibert, avait souligné que les critiques ayant figuré dans l'ébauche d'un texte rédigée par les socialistes français avant un congrès de leur parti n'avaient rien à voir avec le travail entre les deux gouvernements. "*Ce qui compte pour nous, c'est l'action du gouvernement*" français, a-t-il martelé.

Mais le parti conservateur de Mme Merkel a réagi plus durement, épinglant le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

"*Le gouvernement de gauche (français) ne peut détourner l'attention du fait que la France a besoin de réformes structurelles profondes*", a déclaré Andreas Schockenhoff, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, dans un communiqué.

"*Les attaques infondées de responsables socialistes français de haut rang contre la chancelière sont inhabituelles et inappropriées pour la relation franco-allemande*", a jugé M. Schockenhoff qui préside le groupe d'amitié franco-allemande au Bundestag.

"*Elles montrent avant tout le désespoir dans lequel se trouvent les socialistes français du fait que, même un an après leur arrivée au pouvoir, ils ne trouvent aucune réponse convaincante aux problèmes financiers et économiques de leur pays*", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement allemand a cependant loué la qualité de la coopération franco-allemande. "*Ce qui compte pour nous, c'est (...) la coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres*", a déclaré Steffen Seibert.

Si on regarde cela, "*il se dégage une toute autre image*" de nos relations, a-t-il souligné.

"*Sans cette union étroite entre la France et l'Allemagne, il ne peut y avoir de progrès en Europe, il faut le savoir et la chancelière le sait*", a-t-il insisté.

"*L'Allemagne et la France travaillent à la préparation d'une proposition commune (pour avancer vers une plus grande intégration en Europe) qui puisse être présentée aux partenaires européens*", en vue du sommet de juin, a ajouté M. Seibert, sans donner plus de détails.

Pour le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, "*le débat actuel sur l'avenir de l'Europe n'est pas un conflit entre la France et l'Allemagne, mais une discussion nécessaire entre des écoles politiques différentes sur le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise*".

Dans un entretien à paraître mardi au quotidien allemand régional Kölner Stadtanzeiger, le commissaire européen à l'Energie, l'Allemand Günther Öttinger, a appelé la France à poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public.

L'opposition allemande de gauche a cependant défendu le droit d'attaquer Mme Merkel. *"Les critiques des socialistes français contre la politique rigide d'économie ordonnée par Berlin sont représentatives de la position d'autres partenaires et partis européens et sont dans l'ensemble légitimes et justifiées"*, a estimé Rolf Mützenich, porte-parole du groupe social-démocrate au parlement allemand.

Le président du groupe des Verts, Volker Beck, a estimé que *"nos amis français (avaient) le droit de contredire Merkel"*. *"Ce n'est pas un crime de lèse-majesté"*, a-t-il dit. *"Une politique de rigueur à la Merkel, qui ne fait pas attention aux conséquences économiques, (...) ne conduit pas à la consolidation budgétaire"*, a-t-il plaidé.

Le gouvernement français a pris soin de prendre ses distances envers le virulent projet de texte du Parti socialiste français paru vendredi qui qualifiait Mme Merkel de *"chancelière de l'austérité"* et l'accusait d'*"intransigeance égoïste"*. AFP 29.04

Ils sont tous d'accord sur les objectifs à atteindre, là où ils divergent c'est sur *"le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise"*, empêcher que le capitalisme ne s'effondre totalement, brusquement.

Si vous prenez tous leurs discours, vous aurez remarqué qu'ils sont tous préoccupés uniquement par les aspects économiques et financiers de la crise, les intérêts de l'oligarchie financière quoi, et lorsqu'ils daignent se pencher sur le sort des travailleurs, c'est pour leur taper dessus, *"poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public"*.

Et que la *"coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres"* soit excellente, on n'en a jamais douté un instant.

2- Syrie

2.1- Le secrétaire général du Hezbollah, qui vient d'arriver, à Téhéran, pour participer à la conférence consacrée aux révolutions arabes, avait rencontré, auparavant, à Beyrouth, le vice-ministre russe des A.E Bogdanov. Les analystes affirment que l'axe des conversations avait tourné autour de l'éventuelle intervention armée des puissances occidentales, d'Israël et de leurs alliés arabes et turcs, contre la Syrie.

Les discussions ont duré quatre heures et les parties ont affirmé la nécessité de trouver une solution syro-syrienne à la crise. *"Ni la Russie, ni le Hezbollah, ne permettront que soit utilisée une solution autre que politique, en Syrie. Les deux parties rejettent, fermement; tout recours à la solution militaire et à l'ingérence étrangère; en Syrie"*, a affirmé une source présente aux entretiens.

Bogdanov s'est fait accompagner, au cours de sa rencontre avec Nasrallah, par l'ambassadeur russe. Selon les analystes, le voyage de Nasrallah, à Téhéran, l'une de ses rares visites publiques, à l'étranger, devra se comprendre, dans le sens de la formation d'une alliance impliquant la Russie, l'Iran et le Hezbollah, et qui est destinée à faire face à une éventuelle agression étrangère contre la Syrie. french.irib.ir 29.04

2.2- Selon le journal sioniste, *"Maariv"*, les chasseurs sionistes viennent de frapper un centre de commandement et un centre de recherche, à Damas!

L'aviation sioniste aurait violé, dimanche, l'espace aérien syrien, et bombardé un centre de recherche, sur les armes chimiques syriennes. Toujours, selon ce rapport, l'aviation israélienne aurait, également, frappé un centre de recherche militaire, à Damas. Le journal fait, également, état du survol du palais présidentiel syrien, avant de se heurter au feu nourri des unités de DCA de l'armée syrienne. Les sources israéliennes n'ont pas réagi à cette information, tout comme les sources syriennes. Au mois de janvier, l'aviation israélienne a bombardé, dans la banlieue de Damas, un centre de recherche militaire. Deux personnes ont été tuées, et cinq autres, blessées. french.irib.ir 29.04

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 17 articles en attendant l'actualisation du site d'ici 2 heures maximum.

Le récit suivant n'est pas une blague du 1er avril.

Je me suis réveillé à 5h ce matin, alors que je faisais un rêve étrange. Je me trouvais dans un majestueux palais en marbre, je n'en ai jamais visité depuis que je vis en Inde. Je me tenais en hauteur, surplombant une sorte de fosse à laquelle on accédait par deux escaliers latéraux. Dans cette immense pièce, trois ou quatre personnes conversaient, l'affaire semblait sérieuse. Au milieu était disposé un tombeau également en marbre clair. Il était ouvert, à l'intérieur un homme était allongé, seule la tête était visible, son corps était recouvert d'un linge blanc immaculé.

Soudain un homme pris la parole, il ordonna de passer à ce qui devait être la fin de la cérémonie funèbre, la séparation en deux du corps du défunt. Ce qui devait être un soldat, vu l'uniforme qu'il portait et qui me fit penser à une scène de la Rome antique se leva, il se tenait sur la plateforme qui surplombait cette pièce, il était bien situé à une quinzaine de mètres au-dessus du tombeau, il saisit une gigantesque épée de la même longueur qu'il enfourcha comme on chevauche une monture, il prit place aux pieds du corps du défunt, il disposa la pointe de son épée à égale distance des deux jambes qui étaient légèrement écartées, en touchant le sol elle produisit un son strident qui indiquait aux témoins qu'ils devaient tourner le dos au tombeau, puis d'un coup sec le bourreau traça un grand trait avec son épée qui était restée en contact avec le sol qui fit hurler le marbre à vous glacer le sang, soudain le défunt ouvrit les yeux, remua la tête, il était vivant.

En réalité ce qui venait de se passer, c'est que notre soldat s'était offert un coup d'essai pour être sûr de ne pas manquer sa cible, car déplacer cette immense épée sur une longueur correspondant à celle du corps du défunt nécessitait de disposer d'une force physique hors du commun et de suivre un entraînement intensif, il était donc de coutume que le colosse chargé d'exécuter cette besogne s'exerce avant d'accomplir sa tâche.

Quelle ne fut pas ma surprise en découvrant que l'homme que l'on avait pris pour mort il y a quelques instants seulement et qui maintenant se tenait assis et ayant retrouvé ses esprits conversaient bruyamment avec les témoins de cette scène, qu'il s'agissait de Kadhafi ! Je ne vous raconte pas de blague, je me suis levé aussitôt pour déjeuner et me mettre au clavier pour raconter ce rêve et ne pas en perdre une miette.

Voilà que je cauchemarde sur Kadhafi, elle est bien bonne celle-là ! Je m'en suis voulu de ne pas avoir pris immédiatement position contre le bombardement de la Libye par les puissances militaires occidentales, sans le soutenir cependant, cette erreur

se serait-elle transformée en profond remords, il faut dire que je n'ai cessé d'y penser pendant des mois, comme quoi j'ai été parfaitement sincère et je n'ai pas joué une comédie en condamnant par la suite le bombardement de la Libye quand j'eus pris connaissance de la situation exacte, cela montre aussi que lorsque je commets une erreur, je le reconnais, mais cela reste gravé dans ma tête, je ne me le pardonne pas aussi facilement qu'à un tiers.

Et puis ce qui m'a choqué, c'est la manière dont ils s'en sont débarrassés, en le livrant à une horde de barbares sanguinaires, alors que peu de temps avant ils avaient pactisé avec lui, Blair, Berlusconi, Sarkozy, qui pour avoir agi de la sorte je considère appartenir à l'espèce la plus vile, la plus répugnante qui soit du genre humain. Leur chercher des équivalents dans le passé est difficile, quelque part ils sont pire qu'Hitler, Mussolini ou Franco, il n'y a qu'un homme qui les surpasse tous dans l'infâmie : Staline qui a exterminé ses camarades du parti bolchevik, assurément dans l'histoire il n'a pas d'équivalent dans la félonie. Que certains lui trouvent des circonstances atténuantes est insupportable, indigne d'un militant du mouvement ouvrier. Imaginez que demain je vous trahisse, que je vous traite comme des criminels et que j'ordonne de vous exécuter sans que vous n'ayez commis le moindre crime, vous me pardonneriez ? Quand vous pensez à Staline ou que vous lisez un article sur Staline, pensez-y, que cela demeure gravé dans votre tête à jamais. Mao non plus ne s'est pas embarrassé de scrupules pour liquider physiquement ses camarades de parti qui n'avaient commis pour seul crime d'exprimer des positions différentes des siennes, en cela comme dans bien d'autres domaines il a été un fidèle disciple de Staline.

En attendant je m'étais couché à 1h du matin et je n'ai dormi que 4 heures à peine, je vais encore me traîner toute la journée. Les rêves me passionnent, j'y vois une source intéressante pour analyser la psychologie et le comportement de l'homme, pour mieux le comprendre. Pour faire des économies d'électricité je me suis acheté un réveil disposant d'une sonnerie pour le programmer sur 5h et couper la climatisation, en principe ensuite j'avais prévu d'ouvrir les fenêtres, de mettre en route un ventilateur et de me recoucher jusqu'à 7 ou 8h, je suis complètement crevé et j'ai des années de sommeil en retard, donc il faut absolument que je me raisonne et dorme davantage, ce matin c'était manifestement raté !

Bon, je vous raconte tout cela mais vous en avez peut-être rien à foutre et je vous comprendrais, la causerie me sert aussi de journal personnel comme je l'avais indiqué un jour. Ce que je voulais montrer surtout, c'est qu'on peut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus banale, si ce n'est pas cela l'école de la vie, c'est quoi alors ? Avec un peu d'expérience, il arrive un moment où le cerveau fonctionne à plein régime 24h/24, dit autrement, où l'on prend conscience de plus de choses qu'auparavant sans avoir l'impression de fournir un effort particulier, et entre autres avantages, cela facilite la vie.

On ne regrettera qu'une chose, c'est que la journée ne comporte que 24h, car ce que je viens d'écrire vient de me fournir matière à développement, je pourrais poursuivre sur ma lancée sur plusieurs pages mais je dois arrêter là. Dans le témoignage que j'ai fourni dans le paragraphe précédent, j'ai dit la même chose à deux niveaux différents, dans le premier j'ai parlé du cerveau qui se trouve au niveau élémentaire, dans le second j'ai évoqué la conscience qui se situe au niveau supérieur. Et bien j'en tire une leçon pratique, si on utilisait le premier niveau pour nous adresser aux masses peut-être qu'elles pourraient saisir davantage notre discours... Stop, je mets la machine la haut en veille quelques instants pour passer au boulot de la journée, sinon on y sera encore demain matin.

Ce qui suit a été rédigé hier soir.

[Un mot sur l'Inde.](#)

- Une fillette de quatre ans est décédée lundi soir au Care Hospital de Nagpur, dans l'Etat du Maharashtra (ouest), deux semaines après avoir été violée à maintes reprises par un suspect de 35 ans, à Ghansour, avant de l'abandonner dans une ferme, selon l'agence Press Trust of India.

La victime avait été retrouvée inconsciente par ses parents le 18 avril . AFP 30.04

Plus rien ne m'étonne en Inde.

[Tout s'achète.](#)

Pour quels géants du textile l'usine du Bangladesh travaillait-elle?

Mango, Primark, Benetton, C&A, Tex (Carrefour), etc.

- Le groupe irlandais Primark est pour l'instant le seul à s'être engagé à indemniser les victimes. - Slate.fr 30.04

Une ruine, le prix d'une vie quand on sait que ces ouvrières percevaient en moyenne un salaire de 30 euros par mois, en travaillant 6j/7 et sans doute plus de 8h par jour.

[Les opposants à la guerre au Mali son persona non grata en France, ainsi en a décidé Hollande et](#)

son gouvernement impérialiste

Aminata Traoré, est une militante altermondialiste malienne.

Cameroonvoice : Nous avons appris avec stupéfaction que les autorités françaises ont refusé de vous accorder un visa d'entrée en France pour participer à une réunion publique le 22 avril dernier. Pouvez vous nous confirmer cette information ?

Aminata Traoré : En fait, j'ai été invitée par Die Linke, un parti de gauche allemand, et des militants français. Je devais faire un tour à Berlin et par la suite donner une conférence à Paris et Lille. J'avais un visa de circulation de 4 ans de l'espace Schengen qui a expiré au mois de Février.

Quand je me suis rendue à l'ambassade d'Allemagne pour solliciter un droit d'entrée dans l'espace Schengen, ils m'ont accordé un visa de trois jours uniquement pour leur pays en me notifiant que la France a donné des instructions pour qu'aucun pays de l'espace Schengen ne m'accorde de visa.

Cameroonvoice : Il y avait donc une interdiction de circulation dans l'espace Schengen vous concernant, dont vous ignoriez totalement l'existence ?

Non non, on ne me l'avait pas notifié avant, c'est à la faveur de ce voyage que je l'ai su. J'ai été autorisée à aller en Allemagne et à revenir au Mali directement sans fouler le sol de l'espace Schengen mis à part l'Allemagne. Je ne sais pas si c'était une exception allemande, ou si les autres pays de l'espace Schengen pourront m'accorder la même « *faveur* ».

Ma liberté de circuler est maintenant restreinte. Les consulats européens échangent entre-eux, des listes de personæ-non-grata, et les dispositions changent selon la gravité du délit entre guillemets. En ce qui me concerne, je ne sais pas ce que l'on me reproche. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir cette ouverture de la part de l'Allemagne, mon compatriote Oumar Mariko (Secrétaire général du SADI, Ndlr), lui il n'a pas pu voyager du tout.

Cameroonvoice : Vos prises de position contre l'intervention militaire des forces étrangères au Mali et notamment celle de la France ne seraient pas la cause de cette interdiction ?

Certainement, sinon je ne comprends pas pourquoi, la France et surtout les membres de ce gouvernement de gauche, qui m'ont reçu et qui me connaissent parfaitement le feraient. En principe, nous partageons les même idées. <http://www.michelcollon.info> 29.04, source : Cameroonvoice

Vous savez les principes, ça va ça vient, si vous vous y fiez vous allez finir chèvre ! Et à ménager la chèvre et le chou on sait le destin qui les attend.

A-t-elle toute sa tête ou elle le fait exprès ? On lui dit la vérité ou on la laisse mariner dans son océan d'illusions ? On s'étonnera au passage que ses contacts en Europe ne lui aient pas ouvert les yeux, mais après tout ils sont peut-être aussi aveugles et sourds.

C'est marrant, il y a des gens qui ont les faits sous les yeux et cela ne leur suffit pas, cela ne leur suffit jamais en réalité, il la fuit, la réalité, ils sont incapables d'en tirer une conclusion ou une leçon. Peut-être n'y ont-ils pas intérêt ou que cette conclusion serait contraire à leurs intérêts personnels qui passent en premier à leurs yeux tout simplement. C'est le cas de tellement de gens qu'on ne s'en étonne même plus. Et ce sont les mêmes qui s'étonnent ensuite que les autres bradent leurs principes, elle est bien bonne celle-là ! Vous comprenez pourquoi nous sommes si intransigeants sur nos principes ?

Sérieusement, si le gouvernement était de gauche, si Hollande était de gauche, si le PS était de gauche, cela signifierait que le capital, la Bourse, la banque et le marché sont de gauche.

La culture des illusions

Le Tribunal Russell pour la Palestine a tenu sa dernière session les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles.

Peine perdue ou la culture des illusions dans des institutions inféodées à l'impérialisme américain dont l'Etat sioniste est le 51e Etat.

- Les philosophes Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre avaient fondé, en 1966, un tribunal populaire des consciences afin d'enquêter sur les exactions commises par l'impérialisme nord-américain au Vietnam. Russell tenait à déjouer, selon ses propres mots, « *le crime du silence* ». Le Tribunal Russell pour la Palestine, créé en mars 2009, entend reprendre le flambeau pour dénoncer les injustices et les violations du droit international perpétrées par l'État d'Israël. La dernière session se tenait les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles. (...)

Les sessions, c'est fini. On a abordé tous les sujets que nous voulions traiter et on ne veut pas devenir une ONG. Depuis 2007-2008, c'était clair qu'il y aurait, pour nous, un début et une fin. Mais il serait problématique de s'arrêter maintenant alors qu'on demande à l'Union Européenne, aux États, à l'ONU et la société civile de se mobiliser. <http://www.michelcollon.info> 28.04

L'Union Européenne, les États, l'ONU, aucun n'a pris des mesures coercitives pendant 66 ans pour contraindre l'Etat israélien à appliquer ne serait ce que les résolutions adoptées par l'ONU depuis 1947, et voilà que demain ils pourraient se mobiliser en faveur des Palestiniens, on croit rêver !

Quelle perte de temps et d'énergie, quel gâchis en admettant que les auteurs de ce tribunal étaient sincères ! Eux aussi, ils sont tellement imbibés des idées de la classe dominante qu'ils en perdent la tête, qu'ils sont finalement incapables de penser librement, ils viennent d'en faire la démonstration.

[Infos en bref.](#)

- 1- Nous vous signalons au passage l'unification des groupes Bolchevik et CCI-T qui ont constitué le Groupe marxiste internationaliste (GMI).
- 2- J'ai reçu un courriel et des documents du Parti Communiste International, j'en ai mis un en ligne dans la Tribune libre.
- 3- Ce 1er mai syndical s'apparentant à la célébration d'une défaite en rase campagne ou d'une trahison orchestrée par les dirigeants de tous les syndicats, nous n'y consacrerons aucun article.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Qui est donc Enrico Letta ?](#)

- La confiance arrive des Etats-Unis - 30 avril - mondialisation.ca

Enrico Letta a reçu la confiance : celle du secrétaire d'Etat étasunien John Kerry qui, avant même qu'elle ne soit votée par le parlement italien, s'est félicité de la naissance du nouveau gouvernement. Confiance bien méritée. Enrico Letta, garantit John Kerry, est « *un bon et fidèle ami des Etats-Unis, qui a montré tout au long de sa carrière un engagement solide dans notre partenariat transatlantique* ». Le gouvernement Letta, souligne Kerry, assurera la poursuite de « *notre étroite coopération sur de nombreuses questions urgentes dans le monde entier* ». C'est donc le secrétaire d'Etat étasunien qui traite un thème fondamental que les partis italiens ont effacé du débat et des programmes avec lesquels ils se sont présentés aux électeurs : la politique extérieure et militaire de l'Italie. mondialisation.ca 30.04

Dites donc, quel suspense cette crise politique ! A quoi ça sert alors de s'en gargariser ? Devinez : à ne pas poser les bonnes questions, pardi !

Extrait d'un article publié par le portail italien articolotre.com

- Nel curriculum di Enrico Letta: Bilderberg e Trilateral Commission - articolotre.com

Traduction : Dans le programme de Enrico Letta: Bilderberg et la Commission Trilatérale.

- Bene Enrico Letta risulta tra i presenti alla riunione del gruppo Bilderberg, a Chantilly in Virginia, ai primi di giugno 2012 e soprattutto il premier è un membro della Trilateral.

Traduction : Eh bien Enrico Letta est parmi ceux qui étaient présents lors de la réunion du groupe Bilderberg, à Chantilly, en Virginie, au début de Juin 2012, et surtout le Premier ministre est un membre de la Trilatérale. articolotre.com 29.04, en italien, traduction Google

Encore un qui comme par hasard après avoir participé à une réunion du groupe Bilderberg se retrouve propulsé à la tête d'un Etat (ou d'une institution internationale). Comme Monti, quelle heureuse coïncidence !

A part cela le groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed n'a aucune influence sur le cours de la situation mondiale, il faudrait l'ignorer, s'en désintéresser et se focaliser sur le jeu institutionnel au sein des Etats qui est complètement pipé, la preuve en est.

Au fait, qui osera encore appelez cela la gauche, qui ? Letta est le clone de Monti qui était de gauche, c'est bien cela ? Et même que le siège de Goldman Sachs à New York en est le siège, si, si...

Peut-être ma nièce Nadia Torbol, elle est Italienne, fille de Jacques maçon de son état et ma tante Geneviève femme au foyer, décédée depuis longtemps, ils habitaient dans le quartier des Lilas à Paris autrefois avant de retourner en Italie. Le boujour à nos amis Italiens qui nous lisent au passage.

Bene, bene Entico Letta, quoi, le groupe Bilderberg, c'est quoi ce truc-là, tu as lu cela dans SAS ou un roman de science fiction ma dirait-elle peut-être.

Normal, les masses ignorent tout de ce qui se trame derrière leur dos. En quoi est-ce si important de la savoir ? Parce qu'on ne peut pas appartenir à une élite désignée par des banquiers pour jouer un rôle de premier plan au sein des institutions d'un pays et se prétendre de gauche, c'est incompatible, sauf à cataloguer le cartel des banquiers et les marchés financiers, les monarques et les dirigeants des multinationales à gauche, ce serait absurde, grotesque.

Non, il faut que les masses demeurent ignorantes et continuent de croire que leur destin se joue au sein des institutions auxquelles elles doivent participer en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les 4, 5 ou 7 ans, c'est un moyen comme un autre, disons discret ou sournois, de les subordonner au régime en place.

Parfois les non-dits on plus de pouvoir que les discours.

Au passage, nous remercions au nom de notre classe tous ceux qui gardent le silence (complice) sur l'existence et la portée de ces institutions opaques et qui en réalité dirigent le monde ou influent directement sur le cours du monde.

Qu'ils n'oublient pas, le prochaine réunion du groupe Bilderberg se tiendra début juin... en Italie.

"Murs des cons", épilogue

Le "*murs des cons*" a donné lieu à une foire d'empoigne où certains intellectuels y ont laissé des plumes, se sont découverts. Ils se sont découverts aussi une vocation à défendre plutôt le régime en place que l'indépendance des juges.

En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité de la part de juges d'afficher leur penchant politique ou plutôt idéologique sur un panneau d'affichage situé dans un local syndical ? En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité dans l'accomplissement de leur fonction qui n'a absolument rien à voir ici.

Dès lors qu'une personne est soupçonnée d'avoir enfreint la loi, leur devoir est de rechercher la vérité, de forger leur conviction sur la base des faits et des témoignages recueillis et rien d'autres pour déterminer si cette personne est coupable ou innocente au regard de la législation en vigueur, sur la base du principe de la présomption d'innocence. Bref, leur rôle consiste à faire appliquer la loi, et non à obéir à une idéologie ou doctrine.

Or il se trouve que sous Sarkozy, ils ont dû subir toutes sortes de tracasseries, humiliations, pressions, le petit monarque et sa cour de nazillons et autres zélés serviteurs se considérant au-dessus de la loi, interférant dans le déroulement de certaines affaires, critiquant certaines décisions de justice sur une base résolument idéologique, de telle sorte que certains juges ont estimé que leur indépendance était menacée, et qu'au-delà c'était le principe d'égalité devant la loi ou la justice qui prévalait jusque là qui était remis en cause à travers ces intimidations, sanctions ou attaques.

Il semblerait que ce "*mur des cons*" ait constitué une sorte de remède expiatoire pour extérioriser la pression qu'ils subissaient et qu'ils ne pouvaient pas exprimer autrement, certainement pas dans l'accomplissement de leur fonction. Il y aurait beaucoup à dire sur les signes extérieurs distinctifs que nombreuses personnes arborent comme on affiche ses idées ou ses goûts personnels, qui reflète le besoin de partager ses idées ou de faire connaître aux autres un aspect particulier de sa personnalité. Ils peuvent avoir un contenu ou une signification culturelle, idéologique ou politique, qu'on ne confondra pas avec la fonction que cette personne remplit dans la société et qui ne déterminera pas forcément un comportement donné ni même un caractère, qui ne permettra pas de discerner sa personnalité ou d'en tracer un portrait complet, sauf à extrapoler ou fabriquer en procédant par identification, en généralisant, en appliquant la signification d'un signe à la personnalité d'un individu, à défaut de connaître une personne on exprime le besoin de la cataloguer en lui prêtant une personnalité qui en réalité n'est pas la sienne. C'est une manière très superficielle de voir les choses ou de considérer les gens qu'on ne cherche pas vraiment à connaître ou à comprendre, les sociologues sont souvent des professionnels du genre.

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France) (<http://science21.blogs.courrierinternational.com>)
- 26/04/2013

- N'est-il pas légitime, au vu de ces textes de loi (Les articles 434-24 et 434-25 du Code Pénal), d'attendre des magistrats un comportement en toute circonstance serein et sans agressivité ? A fortiori, à l'égard des personnes physiques.

(Les magistrats seraient des surhommes ou des êtres d'exception qui devraient tout supporter sur un ton monocorde, sans éprouver la moindre tension, même en privé ils devraient se maîtriser, et ne pas être pris parfois de diarrhée ou être constipés comme cela arrive à tout le monde, et tendre gracieusement la joue gauche quand on les a frappés sur la joue droite... En quoi traiter de cons des gens qui vous ont humiliés constituerait-il une forme d'agressivité, indirectement, ni en face ni en public ? Il n'y a pas de pire violence et bassesse que recourir à l'humiliation envers une personne impuissante pour vous répondre. - ndlr)

- Et si un incident de cette nature a pu se produire dans la magistrature, combien de pratiques de stigmatisation d'individus en cercle restreint, certes moins extériorisées mais pas pour autant moins réelles, existe-t-il dans l'environnement des différentes instances d'évaluation que comptent les institutions françaises ? Qui se soucie de la transparence et de l'équité réelle de leur fonctionnement ?

Voilà qu'ils sont pire que la police politique des régimes dictatoriaux, même en privé ou en "*cercle restreint*" il faudrait s'interdire de porter un jugement sur nos bourreaux, ceux qui nous pourrissent la vie, non seulement nous leur souhaitons tout le mal possible, mais nous y oeuvrons quotidiennement, avec détermination, acharnement, férocement, notre intention est bien de leur faire la peau car nous sommes engagés dans une lutte à mort, oui nous sommes enragés mais nous sommes lucides, parfaitement conscients, autant que les familles des quelques 380 travailleuses du textile qui ont été sacrifiées au Bangladesh uniquement pour que des actionnaires cupides, rongés par l'avidité et sans scrupule s'enrichissent toujours plus, victimes d'une "*agressivité*" sourde, aveugle, barbare qui mérite la potence, c'est ce que réclamaient hier les travailleurs dans la rue à Dacca.

De quels "*individus*" parlez-vous, cette racaille infâme qui siège dans les institutions, parlons-en, corrompue, qui ment comme elle respire, hypocrite, populiste, qui passe son temps à camoufler ses véritables intentions, qui cumule toutes les tares ou faiblesses du genre humaine, lâche, fainéante, arrogeante, vaniteuse, cupide, pervertie, pourrie par l'argent, qui a pour idole le marché, la Bourse, la banque.

Comment le fonctionnement des institutions pourrait-il être "*transparent*" quand on sait qu'elles sont gangrenées par les lobbies ? Comment pourraient-elles être élues, gouverner s'ils révélaient leurs véritables intentions ? Ces gens-là vouent un tel culte aux institutions qu'il nous faut abattre, qu'ils les voudraient parfaites, sans doute à leur image. C'est là qu'on devine qu'il y a quelque chose qui cloche dans leur discours. Qui profèrent de telles prétentions à part les dictateurs à qui personne n'osera reprocher le moindre défaut sous peine d'être exterminé ?

Ils sont gagnés par le puritanisme anglo-saxon qui a envahi les institutions américaines, au nom duquel une armada de lois liberticides ont été adoptées depuis le 11 septembre 2001, il existe même une loi qui autorise un agent des forces de l'ordre à vous conduire au commissariat pour subir un interrogatoire si vous avez été surpris à la terrasse d'un café à tenir un discours à votre petit ami jugé dangereux pour la sécurité des Etats-Unis. Autrement dit, en principe dans ce pays transformé en gigantesque camp de concentration la liberté d'expression est garantie par la Constitution, mais en réalité il existe toute une batterie de lois qui la restreint gravement, vous pouvez posséder une armurerie chez vous, mais faire preuve d'agressivité verbale peut vous conduire en prison, vous coûter la liberté.

Ces moralistes, ces bonnes consciences à cent balles sont en réalité extrêmement dangereux, autant que l'extrême droite. Ce blog est hébergé par le site web courrierinternational.com qui appartient au groupe Le Monde, dès lors on comprend pourquoi leur penchant à régimenter la liberté d'expression conduit au pire arbitraire.

Il faut toujours se méfier des apparences, ils se présentent comme un Collectif « Indépendance des Chercheurs », on pourrait penser des intellectuels éclairés ou progressistes, et en réalité on a à faire à de fieffés réactionnaires. Dommage que le Syndicat de la magistrature ait supprimé son "*mur des cons*", ils auraient pu y figurer en bonne place, en fait la facade de l'immeuble aurait fini par être trop étroite pour tous les contenir.

ACTUALITE EN TITRES

[Quand les moralisateurs étaient des pourris.](#)

- Guéant se défend de tout blanchiment d'argent - AFP

... pas de bol

- Des estimations d'art contredisent les propos de Guéant - Liberation.fr

Le peintre flamand Andries van Eertvelt, dont Claude Guéant dit avoir vendu deux tableaux pour un total de 500 000 euros, est un artiste du XVIIe siècle dont le prix record hors frais aux enchères se monte à 140 000 euros, a indiqué mardi à l'AFP la société Artprice.

Le prix médian des œuvres de van Eertvelt, peintre de moyenne envergure, spécialiste des marines et des batailles navales, est de 41 000 euros, selon la société française, numéro un mondial des données sur le marché de l'art. Le chiffre de 500 000 euros pour la vente en 2008 de deux marines de van Eertvelt, évoqué par Claude Guéant, apparaît donc comme «*une anomalie par rapport au prix du marché, au regard des données indicielles et économétriques sur cet artiste*», considère Artprice. liberation.fr 30.04

- Guéant est "un menteur" ou "un voleur", selon Bachelot - Le Nouvel Observateur

Questionné sur les sommes en liquide il évoque deux choses, mais aucune des deux ne semble totalement correspondre à ce qu'il décrit :

1- Nicolas Sarkozy a mis un terme aux primes au mérite à la fin de l'année 2003 et non pas en 2006. Il a alors mis en place une enveloppe de 5 millions d'euros destinée à des primes au mérite, versées sous surveillance des syndicats. Cette prime, officialisée en 2004, était alors déclarée sur les fiches de paye, et non payée en liquide.

2- La seconde hypothèse est celle des "fonds spéciaux". En principe, les collaborateurs des cabinets ministériels ne sont plus rémunérés en liquide depuis longtemps. Précisément depuis que Lionel Jospin a mis fin à cette pratique, en 2001. Un an avant l'arrivée de M. Guéant place Beauvau.

Les ministres ont vu leur rémunération augmenter d'environ 70 %, avec effet rétroactif au 8 mai, date de la nomination du gouvernement, pour compenser la fin des fonds spéciaux.

La déclaration de M. Guéant pourrait donc laisser entendre que, durant cinq ans après le vote de la loi sur les fonds spéciaux, des ministères continuaient de puiser dans ceux destinés au renseignement intérieur pour y prélever, en toute impunité, des primes. Mais les montants de ces fonds ont diminué, de 60 millions à 26 millions d'euros entre 2001 et 2002. En outre il évoque un système limité au ministère de l'intérieur et qui aurait bénéficié non au cabinet mais à "plusieurs milliers de fonctionnaires".

D'anciens membres de cabinets ministériels ont confirmé au Monde que ces pratiques n'avaient plus cours après 2002, du moins dans d'autres ministères. Roselyne Bachelot, qui fut ministre à la même époque, était elle aussi sceptique, mardi, sur cette version, et jugeait que "soit M. Guéant est un menteur, soit un voleur !" Et Daniel Vaillant, ancien ministre de l'intérieur, a démenti tout "système" de ce type, et confirmé la fin des fonds spéciaux après 2002. lemonde.fr 30.04

Autre hypothèse, il se peut qu'avec Sarkozy et sa clique il s'en soit foutu plein les poches, mais dans de telle proportion c'est impossible, sinon Sarkozy devrait avoir beaucoup plus de fric, cette hypothèse ne tient pas.

- Guéant: le PS soupçonne une possible "affaire d'Etat" - AFP

Pour laver celle de Cahuzac ? Pratique la blanchisserie en famille !

Une affaire d'Etat peut en cacher une autre, qui sait ?

Enquête après l'achat par Thomas Fabius d'un appartement à 7 millions - AFP

Selon l'hebdomadaire "Le Point", le parquet de Paris "s'intéresse" aux conditions d'achat du somptueux appartement que le fils du ministre des Affaires étrangères a acheté l'année dernière.

Il indique cependant que Thomas Fabius fait l'objet d'une enquête préliminaire pour "faux" et "tentative d'escroquerie" après une plainte déposée contre lui fin 2011. C'est dans le cadre de ces investigations que les enquêteurs ont trouvé la trace de l'achat de l'appartement.

Ce 280 mètres carrés, ancien pied-à-terre du réalisateur Claude Zidi, a été acquis pour sept millions d'euros en juin 2012. Comment Thomas Fabius a-t-il pu financer cet achat sans être soumis à l'impôt sur le revenu ?, s'interroge "Le Point".

L'homme d'affaires trentenaire a expliqué à l'hebdomadaire avoir acheté son appartement, "comme tout le monde, avec un prêt bancaire". Les revenus générés par TF Conseils, sa société de consulting créée en 2005, auraient suffi selon lui à obtenir ce prêt, toujours selon le "Point". Mais le journal dit n'avoir trouvé trace d'aucun salaire, ni dividende. Thomas Fabius aurait indiqué

à l'agent immobilier chargé de la transaction qu'il comptait financer son achat en partie grâce à des gains au jeu.

Selon l'hebdomadaire, cette transaction aurait déclenché un signalement de Tracfin, l'organisme de Bercy chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale.

Le fils de Laurent Fabius a par ailleurs été condamné en 2011 pour "*abus de confiance*". Le Nouvel - Observateur 30.04

L'argent ne viendrait-il pas tout simplement de son père qui l'aurait détourné ainsi du fisc ? Lui aussi il doit être de gauche !

... plus prosaïque.

- Un proche de Lagarde aurait changé un tracé de TGV pour sa mère - LeMonde.fr

Quel déballage !

J'imagine l'effet que cela puut produire sur un jeune un peu fragile, sans diplôme, sans boulot, qui habite dans une banlieue pourrie, plutôt mal barré quoi, qui peine à imaginer son avenir dans cette société, qui voudrait bien s'en sortir ou vivre comme tout le monde mais qui ne voit pas trop comment s'y prendre, qui peut basculer à tout moment d'un côté ou de l'autre, du mauvais côté, celui de la délinquance ou du gangstérisme, et qui entend jour après jour, mois après mois parler d'affaires de corruption, d'enrichissements colossaux des parasites ou rentiers, mais il y a là de quoi le rendre fou, l'influencer, et si par malheur il fait le mauvais choix, à qui incombera la responsabilité, à lui, à ses parents ou à ceux qui nous gouvernent et l'armée de larbins à leur service ?

Quand on pense à la jeunesse, on a envie de pleurer.

[Le culte de la propriété privée des moyens de production inculqué dès le berceau..](#)

- Entrepreneuriat à l'école: "*Voilà des cours qui vont servir à quelque chose!*" - L'Express.fr

la réponse :

- L'Ecole va-t-elle enseigner la cupidité ? - Le Nouvel Observateur

[Les bonnes nouvelles.](#)

- Carlos Ghosn a touché plus de 11 millions d'euros en 2012 - Reuters

- Rosneft annonce un résultat en recul de 13% au 1er trimestre - Reuters

- Bond de 44% du bénéfice de NYSE Euronext au premier trimestre - Reuters

[Charrettes et suppressions d'emplois.](#)

- The Phone House annonce la fin de ses activités, craintes pour les 1.200 emplois - AFP

- Air France pourrait supprimer de nouveaux postes - LeMonde.fr

Les syndicats ont mis le doigt dans l'engrenage, pour la direction c'était le feu vert pour aller plus loin, normal.

Plus vite aussi, quelle aubaine !

- L'usine PSA d'Aulnay acte sa propre fermeture en validant le plan social - AFP

- A PSA Rennes, le plan social mis en oeuvre à partir du 2 mai - AFP

[Vive l'Europe sociale !](#)

- Nouveau record du chômage dans la zone euro, à 12,1 % en mars - LeMonde.fr

- L'Espagne s'enfonce dans la récession sur fond d'explosion du chômage - L'Expansion.com

- L'Irlande abaisse ses prévisions de croissance - Reuters

[Même survivre devient un cauchemar.](#)

- Plus de six millions de Français peinent à payer leur facture d'électricité - 20minutes.fr

Pour la peine...

- Gaz et électricité : la taxe augmente - Liberation.fr

[La question que seuls des cons pouvaient poser.](#)

- Que ce serait-il passé si le « *mur des cons* » avait été l'œuvre de magistrats de droite ? - Atlantico.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Chypre

Le Parlement chypriote a adopté mardi un plan de sauvetage européen prévoyant un prêt de 10 milliards d'euros en échange de mesures d'austérité draconiennes pour l'île méditerranéenne au bord de la faillite.

L'accord conclu avec la troïka des bailleurs de fonds -Union européenne (UE), Fond monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE)- a été adopté par 29 députés tandis que 27 ont voté contre. Il n'y a pas eu d'abstention.

"C'est un memorandum qui signifie que les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société. C'est la seule manière car ainsi, nous évitons la faillite", a indiqué le président du parti au pouvoir Disy Averoff Neophytou avant le vote.

Le ministre des Finances du gouvernement, Haris Georgiades, a reconnu lundi que les choses seraient *"très difficiles"* pour Chypre en raison des contreparties imposées.

Mais, sans ce programme, Chypre risque de s'effondrer totalement économiquement et d'être contrainte de sortir de la zone euro, ce qui serait *"dramatique"*, a souligné le ministre.

Le président du Parlement, Yannakis Omirou, a qualifié pour sa part le plan de *"coup de force barbare et colonial"*.

George Perdiki, le député écologiste, a dressé un tableau très sombre de l'avenir de l'île.

"Le peuple chypriote aura faim. Il va traverser des temps très durs, jamais connus dans un passé récent. C'est un fait. La génération la plus jeune va émigrer, les problèmes de société vont augmenter et la misère et la tristesse vont prévaloir. Les gens se retrouveront à l'état de mendicité et ruinés. Mais le plus triste, c'est qu'ils seront moralement ruinés", a-t-il dit. AFP 30.04

Quel cynisme : *"les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société"*, normal ce sont les plus nombreux, tandis que la minorité de nantis continuera de manger à sa faim, que dis-je de se goinfrer !

Qui a décidé de sauver les banquiers ? Le Parlement, le gouvernement. C'est quoi le Parlement, le gouvernement ? Les institutions, l'Etat, le pouvoir législatif et exécutif au service des capitalistes. Mais pourquoi est-il impossible de changer de politique dans le cadre des institutions en place ? Mais parce qu'elles ont été fondées pour servir les intérêts d'une classe déterminée, celle des capitalistes et pas une autre.

Donc pour changer de politique et que l'Etat soit au service des travailleurs et non plus des capitalistes, cela signifie qu'il faut en changer, non ? C'est basique, élémentaire, c'est en effet la seule solution.

Mais voyez-vous, c'est beaucoup trop simple pour qu'on puisse l'expliquer aux militants et aux travailleurs, pour qu'ils le comprennent et rompent avec les institutions en place. Ils doivent être bien trop tarés pour qu'on se donne cette peine, c'est ce que doivent penser nos dirigeants. Ils vous répondront sans doute que ce n'est pas à l'ordre du jour, ils veulent toujours avoir le dernier mot ou raison, à les entendre ce ne sera jamais à l'ordre du jour, en réalité ils n'y tiennent pas vraiment. En deux mots ils sont propriétaires de leur parti et ils vous emmerdent, c'est ce qu'on est en droit d'en déduire au regard de leur comportement.

Certains estimeront encore que nous exagérons, nous leur répondrons que pendant des années on nous a accusé d'exagérer, puis au fil du temps les faits nous ont donné raison, je dirais même que parfois on était encore en dessous de la réalité, qu'ils y réfléchissent tranquillement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager une idée ou une conviction qu'il ne s'est pas forgé lui-même, c'est notre méthode, on dit ce qu'on pense que cela plaise ou non, ensuite chacun en pense ce qu'il veut librement, c'est notre conception de la démocratie.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mai 2013

CAUSERIE

[A propos du site.](#)

Avril 2011

- 2 117 visites.
- 1 472 documents téléchargés.

Avril 2012

- 3 020 visites
- 2 632 documents téléchargés.

Avril 2013

- 6 150 visites.
- 11 358 documents téléchargés.

ACTUALITE EN TITRES

[Pas de répit pour la planche à billets.](#)

- Politique monétaire: statu quo de la Fed - Reuters

Les rachats d'obligations du Trésor américain et de titres hypothécaires se poursuivront au rythme de 85 milliards de dollars par mois, a déclaré la banque centrale dans un communiqué publié au terme de sa réunion monétaire.

Les rachats d'actifs se poursuivront jusqu'à ce que le marché du travail s'améliore de manière tangible, a encore indiqué la banque centrale américaine. [lefigaro.fr](#) avec Reuters 01.05

[Pour le meilleur...](#)

- Hollande et Letta s'allient pour le conseil européen de juin - Reuters

... mais surtout pour le pire.

- UE : pour Enrico Letta, la priorité, c'est l'union bancaire - [LePoint.fr](#)
- La croissance mondiale trop faible pour créer des emplois, selon le FMI - AFP

... mais...

- La confiance du consommateur à travers le monde augmente - Reuters

... et pendant ce temps-là, c'est carnaval !

- Des centaines de personnes à Florange pour un "*Festival des entreprises en lutte*" - AFP

[De la mégalomanie à la mythomanie](#). La finance éthique, ça n'existe pas. Et pourquoi pas? - Slate.fr

...la preuve que non, une fois

Microcrédit et crowdfunding : focus sur ces nouvelles alternatives au système bancaire - Atlantico.fr

... deux fois, etc.

Yahoo: 36 millions pour Marisa Mayer - lefigaro.fr

La directrice générale de Yahoo!, Marissa Mayer, a empoché 36,6 millions de dollars en salaire, primes et actions l'an dernier après avoir passé six mois à la tête du groupe internet. lefigaro.fr 01.05

[Nous sommes dans une monarchie héréditaire](#)

- TF1 mise sur Le Lay fils - LePoint.fr

Patrick Le Lay a dirigé TF1 pendant vingt ans (1988-2008) ; c'est désormais son fils, Laurent-Eric Le Lay (photo), qui est profilé pour piloter le groupe. LePoint.fr

Sur le plan politique, cette hérédité passe par les grandes écoles et les universités qui forment les aristocrates qui seront chargés demain de représenter les intérêts des capitalistes au sein des différentes institutions politiques, économiques, sociales ou les différents partis politiques ou encore les conseils d'administration des entreprises nationalisées, ainsi la transmission du mandat de serviteur du régime sera assuré et celui-ci sauvegardé.

[Trou noir](#)

- Marine Le Pen se veut "*la lumière de l'espoir*" des Français - Le Nouvel Observateur

Elle profite que "*la lumière de l'espoir*" ne vienne pas des syndicats et des partis ouvriers qui refusent de rompre avec le capital ou leurs représentants, qui s'emploient à laisser travailleurs et militants dans la pénombre de leur ignorance. Et quand bien même ce ne serait pas tout à fait le cas, ils manquent de charisme, leurs discours sont inaudibles, incohérents, n'inspirent pas confiance, hélas !

[L'écologie en régime capitaliste : un concept réactionnaire.](#)

- La taxe sur les meubles en application lefigaro.fr

La contribution écologique sur le mobilier vient d'entrer en application ce 1er mai. Sur le même modèle que la contribution écologique sur les produits électroniques, cette taxe servira à financer et améliorer le recyclage des meubles usagés, dont les matériaux peuvent servir à créer de nouveaux objets.

Concrètement, l'application de cette contribution se traduit par une hausse plus ou moins importante du prix des meubles : 20 centimes pour une chaise, 18 euros pour une armoire. lefigaro.fr 01.05

A coup sûr ce sont des partis de gauche qui nous imposent cette nouvelle taxe, non mais qu'est-ce que vous croyez, c'est pour la bonne cause...

[C'est une couverture de la CIA.](#)

- Bolivie: le président Morales expulse l'USAID - AFP

[Vous avez dit réac ? Quand le marché fait l'objet d'idolâtrie.](#)

- Et donc, enseigner l'esprit d'entreprise équivaudrait à enseigner la cupidité aux élèves... Mais avant de les insulter, avez-vous rencontré un seul entrepreneur dans votre vie M. Mélenchon ? - Atlantico.fr

Qu'est-ce que c'est "*l'esprit d'entreprise*" sinon le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui justifie l'oppression, la répression nécessaire pour le préserver. C'est aussi le règne de l'individualisme forcené, de la féroce compétition, concurrence que les travailleurs se livrent entre eux pour survivre, qui permet de justifier, de banaliser ou normaliser les inégalités et les injustices, qui conduit à rendre tous les rapports dans la société insupportables, guidés par la cupidité ou la loi du marché ce qui revient au même, et où les principes humanistes n'ont pas leur place, toutes les valeurs sociales sont piétinées, l'indifférence et le mépris, la loi de la jungle ou la barbarie deviennent la norme. Le but de l'existence serait d'exploiter le travail des autres, d'en tirer profit, de se transformer en profiteur, en voleur, que la mentalité qui en découle soit épouvante, pourrie, est imparable, que dans ces conditions le règne de l'arbitraire ou la dictature se renforce serait logique puisque notre comportement reposerait finalement sur des rapports impossibles à justifier, tous les excès seraient possibles, permis, sans avoir de compte à rendre à personne...

C'est aussi le rejet des principes, des règles ou des valeurs collectives qui sont les garants de la satisfaction des besoins ou aspirations individuels de chacun, c'est se livrer à l'apologie du marché, y subordonner l'existence de nos enfants, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, des questions que nous avons abordées en détail au cours des mois précédents, leur projet de gouvernement mondial ou de Nouvel ordre mondial consistant à faire du marché la seule référence, la seule religion, philosophie, le seul idéal auquel toute notre vie serait subordonnée une fois rendu au stade d'esclave sans droit politique et sans défense.

Cette nouvelle religion, philosophie, ce nouvel idéal porte un nom : le néolibéralisme qui a été élaboré par les sionistes. Si vous relisez les précédentes causeries, vous constaterez vous-même que tout correspond.

Le néolibéralisme se distingue du capitalisme classique par le fait que vous ne pouvez assurer votre survie ou satisfaire vos besoins même les plus élémentaires que par votre travail, uniquement par votre travail, vous êtes dépouillé de tous droits sociaux qui dorénavant sont privatisés, marchandisés, qui se monnaient, ce qui vous oblige à accepter de travailler dans les conditions qu'on vous impose pour y avoir droit ou vous en passer et dans certains cas disparaître. C'est le règne de la dictature absolue. A côté les esclaves de l'Antiquité et les serfs du moyen-âge étaient mieux traités.

ACTUALITÉ DU JOUR

Echo du 1er mai en France.

Parole de manifestants.

- "*Contre l'austérité construisons une opposition de gauche à ce gouvernement*", ont scandé les manifestants à Bordeaux. AFP

Nous y travaillons quotidiennement ! Une Opposition de gauche en rupture avec toutes les politiques de compromission avec le capital, ses représentants et ses institutions que tous les partis et syndicats se sont employés à mettre en oeuvre depuis 70 ans.

- A Strasbourg. "*Y a-t-il vraiment des socialistes dans notre gouvernement?*", interrogeaient des pancartes. AFP

Poser la question, c'est y répondre.

Lepaon s'en fout, il fait comme s'il n'avait pas entendu la question.

- "*Le gouvernement est sensible aux arguments du Medef et nous voulons lui rappeler ses engagements: il faut avoir une politique de gauche*", a souligné Thierry Lepaon.

Quel engagement ? Hollande n'a jamais tenu qu'un seul discours : prendre l'engagement de faire une politique de gauche pour faire une politique de droite une fois élu, puisque Sarkozy n'en avait plus les moyens politiques dès lors qu'il refusait de rompre avec le capital et les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Hollande n'a jamais eu qu'un seul et unique mandat : poursuivre la politique de son prédécesseur, ceux qui se sont imaginés

autre chose se sont laissé abuser par leurs propres illusions, leur ignorance ou inconscience, favorisés en cela par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui.

Bénis soient les réformistes qui soutiennent le régime.

-... Jean-Claude Mailly, a précisé depuis Laval (Mayenne) que "*FO est un syndicat réformiste mais n'accepte pas n'importe quoi, on n'est ni des béni oui-oui, ni des béni non-non*". Force ouvrière a rassemblé, comme tous les ans, plus de 300 militants devant le Mur des fédérés à Paris. AFP

Ils ne sont même pas capable de mobiliser leurs propres adhérents. Comme disait Marx ne prenez jamais pour argent comptant ce que les dirigeants ou les partis pensent ou disent d'eux-mêmes, cela n'engage qu'eux et ne leur coûte rien.

Dans le camps des syndicats jaunes.

- ... le numéro un de la CFDT, Laurent Berger a préféré tenir un rassemblement avec ses homologues de deux autres syndicats réformistes, Luc Bérille (Unsa), Philippe Louis (CFTC), sur un terrain de sport de la banlieue de Reims, réunissant quelque 300 participants, selon un correspondant de l'AFP.

"*Cette union représente un front uni des réformistes, c'est le début d'un travail renforcé entre les organisations syndicales et seule l'union peut faire reculer les extrêmes*", a déclaré Laurent Berger.

"*Une autre voie, celle de la négociation et du compromis doit s'ouvrir*", a renchéri Philippe Louis, pour lequel le rassemblement de Reims donne "l'exemple". AFP

La voie de la régression sociale généralisée sans fin pour préserver les profits des capitalistes. On aura compris que les paradis fiscaux est la voie par laquelle se réaliser le paradis sur terre des catholiques collaborationnistes.

Faible consolation, notons que le FN qui s'était promis de damer le pion au mouvement ouvrier a fait un flop en ne rassemblant à Paris que 3.000 personnes, selon la police. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Bureau national, la direction du Parti Socialiste, a adopté ce soir un texte se voulant de "*réorientation*" des politiques européennes en faveur de la croissance et aussi "*de combat contre les droites*" en Europe, a-t-on appris auprès des participants à la réunion.

Après la polémique qui avait forcé Jean-Marc Ayrault à intervenir ce week-end, le texte a été expurgé de toutes les mentions qui s'en prenaient à Angela Merkel. Un premier "*brouillon*" du document qui évoquait "*l'intransigeance égoïste*" et avait fuité dans la presse vendredi avait suscité un vif émoi en France et en Allemagne.

Le texte adopté ce soir, par 26 voix contre 6 et 4 abstentions, va être soumis aux militants socialistes en vue de la Convention du PS sur l'Europe, le 16 juin à Paris, étape dans la préparation de la campagne pour les élections européennes de mai 2014. "*Nous avons adopté un texte de rassemblement des socialistes pour réorienter les politiques européennes, avec en priorité la croissance et l'emploi*", a déclaré à la presse le porte-parole du PS, David Assouline. "*C'est aussi un texte de combat contre les droites européennes qui ont non seulement aggravé la crise par leurs politiques mais qui, avec le verrou de l'austérité, ne permettent pas d'en sortir*", a-t-il ajouté.

Plusieurs représentants de l'aile gauche du PS ont dit à la presse qu'ils avaient proposé de déposer devant le Bureau national un "*texte alternatif*", intitulé "*L'Europe le sursaut*", mais que leur demande avait été refusée. Un seul texte du BN doit être soumis aux militants, a expliqué David Assouline. "*L'état de la discussion, la situation de notre parti dans le moment où nous sommes, l'état du pays, le fait d'avoir pu surmonter plusieurs divergences, tout cela milite pour que nous ayons un seul texte présenté aux militants*", a souligné devant le Bureau national Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS en charge de la convention sur l'Europe avec Catherine Trautmann, cité dans un communiqué.

"C'était une feuille de route pour réorienter la construction européenne avant même les élections européennes de 2014", a expliqué Emmanuel Maurel, du courant "Maintenant la gauche". "On va déposer des amendements (à l'attention des militants) pour réorienter la construction européenne et faire des propositions un peu concrète en termes de calendrier pour les mois à venir. On va le proposer avec ceux qui le souhaitent, je pense aux amis de Benoît Hamon" (du courant "Un Monde d'avance"), a-t-il ajouté. Ces amendements, "un peu clivants", a dit Jérôme Guedj, portent sur plusieurs sujets principaux et notamment "un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité", le refus du nouveau budget européen, "car il est en diminution et ne permet pas une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne", a-t-il ajouté. "On demande que l'euro fort soit mis en débat (...) ainsi que son impact sur la compétitivité et les exportations", a poursuivi Jérôme Guedj. lefigaro.fr avec AFP 30.04

On passera sur l'absence de démocratie dans ce parti, la direction interdisant à ses adhérents de prendre position sur deux textes distincts, ils y sont habitués et ils s'en accommodent très bien. Vous savez pourquoi ? Parce que c'est en lisant l'un en ayant l'autre à l'esprit ou en les comparant que l'on peut discerner plus facilement leurs faiblesses, leurs défauts, leurs contradictions. Tous ceux qui refusent la confrontation des idées le savent très bien.

Pour gommer tout ce qui les distinguait de Merkel, il fallait être assurément de gauche, comme Merkel quoi ! Ouf, c'est fait : la copie est enfin conforme à l'original, l'honneur est sauf !

Le jeu des illusionnistes décrypté rapidement :

- Alors que c'est le lobbying des banquiers et des multinationales qui mène la danse (la Table ronde des industriels européens) : "réorienter la construction européenne", pure fabulation.

- Ne rien changer, étaler les coups sur les travailleurs sur une période plus longue : "faire des propositions (...) en termes de calendrier". Si possible après les élections de 2014 : pas de bol ce sera impossible.

- Une proposition qui va dans le sens des dernières recommandations du FMI et de l'OCDE : "un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité", quel courage !

- Pour quoi faire ? "une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne", chouette alors, les grands travaux qui s'inscrivent dans le cadre de la régionalisation à l'échelle européenne et la perspective du démantèlement des Etats, les chevaliers de la Table ronde vont applaudir des deux mains.

- Pour quoi faire ? Pardi, pour favoriser : "la compétitivité et les exportations". Tout pour les patrons quoi.

En conclusion, cette soit-disant gauche du PS ne s'oppose pas à la politique que leur direction leur propose, ils le disent eux-mêmes en affirmant que leurs amendements sont tout juste "un peu clivants", pas trop quand même par crainte de se faire une nouvelle fois rappelés à l'ordre par leurs chefs.

J'ai pris le temps de commenter rapidement cet article après les avoir traités de rats dernièrement, car c'est bien ainsi qu'ils se comportent tous. Les uns s'excusant d'avoir pu froisser Merkel, les autres courbant l'échine et faisant amende honorable pour bien montrer qu'ils n'étaient animés que de bonnes intentions envers les patrons et l'Union européenne, ils en rajoutent même une couche, ce dont nous n'avons jamais douté.

2- Bolivie

Le président Evo Morales a annoncé mercredi l'expulsion de Bolivie de l'USAID, l'agence américaine pour le développement international, en l'accusant de conspiration et d'ingérence dans la politique intérieure bolivienne.

"Nous avons décidé d'expulser l'USAID de Bolivie. L'USAID s'en va de Bolivie", a lancé M. Morales dans un discours enflammé prononcé devant des milliers de personnes.

Il s'adressait à la foule pendant un rassemblement pour la Fête du Travail sur la place d'Armes de La Paz, devant les bâtiments des pouvoirs exécutif et législatif boliviens.

Les Etats-Unis ont regretté la décision bolivienne et contesté les allégations "sans fondement" du président Morales.

"Le gouvernement américain regrette profondément la décision du gouvernement bolivien d'expulser l'agence américaine pour le développement international. Nous contestons les accusations. (...) L'objectif de l'USAID est d'aider le gouvernement bolivien et d'améliorer la vie quotidienne de la population", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat Patrick Ventrell.

L'USAID, présente en Bolivie depuis 1964, se trouve dans ce pays "pour des objectifs politiques et non pour des objectifs sociaux",

a affirmé M. Morales, une des figures de la gauche radicale latino-américaine.

L'USAID et d'autres institutions liées à l'ambassade des Etats-Unis à La Paz "*conspirent contre le peuple, et particulièrement contre le gouvernement national*", a accusé M. Morales, qui dirige la Bolivie depuis 2006.

"*Plus jamais l'USAID, qui manipule, qui utilise nos frères dirigeants, qui utilise des camarades de la base en leur donnant des aumônes !*", a déclaré le président bolivien.

Dans son discours, M. Morales a critiqué avec virulence le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui avait déclaré en avril, devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, que l'Amérique latine était "l'arrière-cour" des Etats-Unis.

L'expulsion de l'USAID constitue notamment "*une protestation contre ce message du chef de la diplomatie des Etats-Unis*", a dit M. Morales.

"*Sûrement, (les Etats-Unis) croiront toujours qu'ici on peut manipuler politiquement, économiquement*", a dit le président bolivien. "*Mais cela, c'était dans les temps anciens*".

M. Morales a publiquement chargé le ministre bolivien des Affaires étrangères, David Choquehuanca, de communiquer à l'ambassade des Etats-Unis l'expulsion de l'USAID, "*cet instrument (de Washington) qui persiste à avoir une mentalité de domination, de soumission*". AFP 01.05

Morales a confirmé ce que le Réseau Voltaire avait déjà établi.

3- Israël

Les Etats Unis et Israël jubilent ! Le plan qatari "*de compromis avec Israël*" s'est attirés l'approbation enthousiaste de Washington et de Tel aviv. Ce plan prévoit un échange de terre entre israéliens et palestiniens et il a été évoqué au cours des entretiens récents entre le PM qatari Jassem Ben Hamad et le secrétaire d'Etat Kerry. Tzipi Livni , ex ministre sioniste des AE est responsable des négociations de soi disant de paix et elle aussi a qualifié le plan qatari de pas important. "*cela permet aux palestiniens d'entrer en négociations*". Le plan qatari est la version "*optimisée dans le sens des intérêts sionistes*" du plan arabe .

Le Qatar dit que les pays arabes sont prêts dans ce cadre de procéder à un échange de terre avec le régime sioniste ce qui veut dire que ces mêmes pays arabes dont parlent le Qatar sont prêts à renoncer à leur souveraineté sur des territoires occupés depuis 1967 par le régime sioniste. Mais que disent les Palestiniens? Curieusement une partie du Hamas, pro qatarie est absente des débats. Mais la branche combattive et résistante elle dénonce ce plan "*proposé par ceux qui ne se sont sentis jamais lésés par les politiques expansionnistes et maximalistes du régime sioniste*". Le Qatar endosse les habits de "*sauveur de la Palestine*" alors que ses crimes en Syrie prennent chaque jour une nouvelle dimension. L'émir Al Thani fait tout pour provoquer une intervention armée sioniste contre la Syrie . Et cette intervention semble désormais se préciser. french.trib.ir 01.05

4- Russie.

La tentative d'assassinat du premier ministre syrien et le tir de missiles en direction d'un avion de ligne russe alors qu'il traversait le ciel syrien semblent avoir radicalisé les positions : selon Al Nahar, le tir de deux missiles en direction d'un avion de ligne russe avec 200 passagers à bord dans le ciel syrien a poussé les présidents russe et américain à entrer immédiatement en contact et à s'échanger avertissements et mises en gardes ! "*Poutine a rappelé à Obama que Moscou prenait très au sérieux l'attaque contre l'avion civil russe et ferait tout pour saisir toutes les dimensions de cette affaire*". S'en est suivi la mise en garde de Lavrov qui a annoncé que les USA ne pouvaient pas déclencher une guerre contre la Syrie sous prétexte de l'usage par Damas d'armes chimiques. "*Nous ne permettrons pas que le scénario irakien s'applique à la Syrie*".

L'avertissement a été tout de suite pris au sérieux par la France et la Grande-Bretagne, qui, en pratiquant un virage de 180 degrés, ont affirmé n'avoir aucune preuve "*fiable*" sur l'usage par Damas d'armes chimiques. En fait, Londres et Paris se sont distancés d'Israël, Israël qui confirme l'utilisation de la substance chimique par Damas en étayant cette allégation de soit-disant documents qu'il aurait transmis aux services de sécurité intérieur des Etats-Unis.

Au cours de leur contact téléphonique, Obama et Poutine sont tombés d'accord sur la nécessité de résoudre la crise syrienne par voie négociée et ne jamais se diriger vers une option militaire. Mais Obama a saisi l'occasion pour rappeler à Poutine qu'il est inquiet de l'usage possible de l'arme chimique par la Syrie et du fait que ces armes tombent entre les mains des extrémistes. Il a dit vouloir rencontrer Poutine à l'occasion du prochain sommet du G20 en Russie et demandé à ce que les deux parties préservent leurs contacts. Poutine n'a pourtant pas se laisser fléchir par ces assauts d'amabilités et aurait répondu : "*cette affaire de l'avion russe visé par les missiles nous inquiète. Ne plaisantez pas avec nous sous prétexte de la Syrie, Monsieur*"! french.trib.ir 01.05

Jusqu'à preuve du contraire, nous estimons fiables les infos fournies par cette source qu'utilise également le Réseau Voltaire ou qui fournit des infos que d'autres sources partagent et que le Réseau Voltaire utilise. Par déduction et par une simple observation je suis parvenu à cette conclusion. Il y a parfois des fautes dans leurs articles qui sont des traductions en français.

SOCIAL

1- Bangladesh

La palme de l'hypocrisie et du cynisme.

- L'UE a exhorté aujourd'hui le Bangladesh à "*agir immédiatement*" pour faire respecter les normes internationales de sécurité et de santé dans les usines du pays, près d'une semaine après l'effondrement meurtrier de l'une d'entre elles.

"En tant que plus grand partenaire commercial du Bangladesh, l'Union européenne s'inquiète particulièrement des conditions de travail, notamment en matière de santé et de sécurité, en vigueur pour les travailleurs dans les usines à travers le pays", ont déclaré dans un communiqué la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht. lefigaro.fr avec AFP 30.04

D'ailleurs ils s'en soucient tellement qu'ils s'emploient à rendre les conditions de travail dans l'UE de plus en plus infernales, pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail évidemment.

Aucun actionnaire ou dirigeant des multinationales en cause, personne parmi les responsables de l'Union européenne n'étant au courant des conditions de travail épouvantables et des rémunérations misérables au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, à Sri Lanka, en Chine, au Vietnam, aux Philippines, en Tunisie, au Mali, etc. mais aussi dans les pays d'Europe centrale.

D'après les dernières infos, le nombre d'ouvrières tuées devraient s'élever à 570 en tenant compte des 169 encore portées disparues et qu'il n'y a plus aucune chance de retrouver vivantes.

Et nous devrions appliquer le principe de tolérance envers leurs bourreaux et leurs complices, hors de question. Nous les vengerons le moment voulu.

2- Allemagne

Le syndicat allemand Verdi a annoncé mercredi un accord avec la direction de Lufthansa au sujet d'une hausse des salaires pour 33.000 employés de la compagnie aérienne, ce qui éloigne la perspective d'une nouvelle grève.

Les salariés de Lufthansa Cargo et de Lufthansa Technik verront leur salaire augmenter de 4,7% et tandis que ceux des employés de Lufthansa AG seront révalorisés de 3,0%, précise le syndicat.

Ce dernier ajoute que l'accord, qui doit être approuvé par les membres de Verdi d'ici le 14 mai, court sur 26 mois. Reuters 01.05

Donc un peu moins de 2,3 et 1,5% par an, bref Verdi a capitulé, au départ il exigeait 5 ou 6% par an.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mai 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à coucher sur le papier quelques réflexions sur ce que j'appelle pour le moment le réformisme expansionniste tel qu'on peut le trouver à la CGT, FO, SUD, et parfois à la FSU, et le réformisme régressif tel qu'il s'exprime à la CFDT, CFTC et l'UNSA ou encore la CGC. Ils ont comme point commun le renoncement à combattre pour l'abolition du capitalisme, de tourner le dos au socialisme... La suite dans quelques jours.

[Vite débarrassons-nous du capitalisme, car l'argent ne fait pas le bonheur, au contraire, il contribue à un "effondrement" de la personnalité.](#)

C'est juste pour se détendre un instant avant de passer aux choses sérieuses.

- Dans une interview publiée jeudi par le magazine américain Vanity Fair, l'épouse de l'ex-chef d'État français reconnaît être en thérapie et déclare s'être sentie vulnérable après avoir pris 18 kg lors de la naissance de sa fille Giulia en 2011.

Être en thérapie (à 45 ans -ndlr) l'aide à voir clair et à avoir le sens des responsabilités. *"J'aime ce type de travail sur soi parce qu'avec l'âge s'il n'y a pas de philosophie, il n'y a pas de sérénité, pas de sagesse. Il n'y a rien, sinon un effondrement"* LePoint.fr

Il est vrai que d'être passé par Eric Clapton et Mick Jagger pour aboutir lamentablement à Nicolas Sarkozy, il y a de quoi franchement déprimer, quelle régression ! Et puis pour une femme qui attache autant d'importance à son corps, 45 ans, c'est vieux, ça devient laid et avec 18 kilos en plus, c'est carrément repoussant ! Il faut dire que pour être mannequin, c'est comme pour être footballeur, il ne faut pas être trop évolué en général, Jagger à part sa belle gueule, sa réputation et son fric, faire la fête et baiser à-tout-va, il revendique 4.000 maîtresses, il a quoi pour plaire à une femme ?

On va conclure cet aparté en se payant le portail Atlantico.fr néolibéral et sioniste que vous connaissez bien maintenant, il a publié en 2012 un article sur ce couple d'enfer en se livrant à une comparaison entre Jagger et Sarkozy, un bref extrait histoire d'être de bonne humeur aujourd'hui :

- *"En fait, les deux hommes avaient beaucoup de points communs. Ces deux personnalités dynamiques, charismatiques, étaient tous deux des fanatiques de la condition physique, et à leur façon, des sex-symbols",* La Talonnette un "sex-symbol", on en tombe à la renverse et moi je suis Apollon ! Ils méritaient bien de figurer sur le "mur des cons" !

Quand je vous disais qu'on n'avait pas à être complexé par rapport à eux, j'ignorais la portée d'une telle affirmation.

Lecture.

Nos amis belges sont proches de Bruxelles, nos amis canadiens de Washington, normal qu'ils soient à la pointe du combat international contre le capitalisme, l'impérialisme, le gouvernement mondial en gestation, même s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses ou qu'elles ne les conduisent pas à renouer avec le socialisme, souhaitons leur sincèrement d'y parvenir un jour.

L'Europe sociale n'aura pas lieu - François Denord & Antoine Schwartz (2009)

À l'instar de Nessie, le sympathique monstre du Loch Ness, l'Europe sociale soulève les passions sans que jamais son existence n'ait pu être prouvée. Dans les eaux glacées du grand marché, ses chances de survie sont pourtant minces. Sa mythologie n'a qu'une raison d'être : elle insuffle un supplément d'âme à une Europe qui flotte en apesanteur, au-dessus des peuples.

Dès les années 1950, la construction européenne fut l'autre nom donné au rétablissement du libre-échange. Elle prend racine dans un projet conservateur porté par des élites atlantistes soucieuses de dompter sous le fouet de la concurrence les soubresauts du Vieux continent. Cette empreinte s'est avérée indélébile, malgré les élargissements successifs du périmètre de l'Union.

Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes. Ce à quoi invite ce livre qui dissipe bien des illusions et permet de découvrir les possibles écartés sur le chemin de l'histoire. <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr>

A la suite figurait un lien vers un entretien avec l'auteur publié par L'Humanité, ils ont dû se raviser après l'avoir estimé trop compromettant, on comprend :

Entretien — « *L'Europe est prise en étau entre néo et ultralibéraux* », L'Humanité, 02/06/2009.

L'Europe sociale est un tour de "magie" imaginée par les partisans de l'Union européenne telle qu'elle a été fondée, existe et fonctionne.

Conclusion intéressante : *"Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes"*, ce constat s'applique aux institutions nationales dans chaque pays.

Il est impossible de passer à une République sociale, au socialisme, sans liquider l'État, les institutions en place qui ont été fondées pour assurer la pérennité de la domination de classe du capitalisme, les rapports sociaux de production qui ont pour origine les inégalités entre la classe des exploitées et celle des exploités qui représentent une infime minorité de la population et concentrent les richesses entre ses mains.

Toute politique qui ne s'inscrit pas dans cette perspective, qui n'est pas subordonnée à cet objectif est contre-révolutionnaire,

elle oeuvre au maintien de l'ordre établi.

UE. Névrose obsessionnelle.

En 15 minutes? attaque tout azimut de la la Commission européenne contre les différents Etats de l'UE. La preuve. (http://europa.eu/newsroom/press-releases/index_fr.htm)

- La Commission va récupérer auprès des États membres 230 millions € correspondant à des dépenses effectuées au titre de la PAC 02/05/2013 | 12:00 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission invite les Pays-Bas à mettre un terme à l'exonération fiscale sélective dont bénéficient les entreprises publiques 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission ordonne à la France de recouvrer certaines aides incompatibles reçues par la SNCF 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission rouvre une enquête concernant des aides fiscales accordées à EDF suite à un jugement de la Cour 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

Le saviez-vous ?

- *"Le système de la gouvernance économique de l'UE permet d'assurer une conduite et un suivi approprié à l'échelle de l'UE. Chaque année, la Commission analyse soigneusement le programme de réforme nationale de chaque État membre et contrôle si les politiques menées sont en adéquation avec les orientations fixées. Suite à cela, la Commission adopte en mai ses recommandations par pays et les présente au Conseil européen en juin pour les faire approuver. La procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques récemment introduite garantit un suivi renforcé des déséquilibres macroéconomiques, et la possibilité de sanctionner des États membres de la zone euro qui n'apportent pas de réponse à ceux-ci lorsqu'ils deviennent excessifs."* (Crise économique - la réponse de l'UE - http://europa.eu/newsroom/highlights/financial-crisis/index_fr.htm)

La Commission européenne les propose à qui ces recommandations qui ont valeur de diktats ? Au Conseil européen. C'est donc en dernier ressort le Conseil européen qui décide. Et que désigne le Conseil européen, qui le compose ? Les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

Tiens donc, mais alors, je ne comprends pas, on nous dit, répète, martèle que nous sommes victimes de la politique antisociale, réactionnaire, totalitaire de l'UE, la troïka, alors qu'en réalité ce sont les chefs d'Etat qui adoptent cette politique, c'est écrit noir sur blanc, ce sont donc les institutions nationales de chaque pays qui sont directement responsables de cette politique. Non, chut, c'est tabou, on ne touche pas aux institutions, à l'Etat ! L'UE s'en charge ! Cherchez l'erreur.

Comme cela commence tout de même à sentir le roussi en France (et dans la plupart des pays de l'UE), il y a des petits malins qui refusent obstinément d'axer leur combat politique contre les institutions, qui maintenant désignent le gouvernement comme le responsable de la situation, toujours accompagné de la troïka en embuscade, car ils se réservent toujours la possibilité de se rabattre sur elle si le gouvernement se retrouvait vraiment en difficulté, après avoir passé des mois à le ménager, des décennies à faire croire que le PS serait de gauche, la manoeuvre consiste à laisser penser que ce serait une simple affaire de gouvernement et non d'institutions, d'Etat qu'il faudrait liquider purement et simplement, ils évoquent leur abolition en coup de vent dans leur discours pour faire bonne figure et passer rapidement à autre chose, mais nous ne sommes pas dupes, d'ailleurs l'objet de leur combat n'est pas de le faire chuter, mais de le "*bloquer*", pour qu'il se mette aux services des travailleurs, que Hollande respecte son mandat, voyez-vous cela, c'est commettre une grave méprise sur sa teneur.

Ils voudraient réalisé l'unité sur cet unique objectif, "*bloquer*" le gouvernement, sans le relier à une perspective politique, du coup même le travailleur qui n'a pas l'habitude d'analyser un discours politique sent instinctivement qu'il y a un lézard quelque part, que ce n'est pas sérieux, que ce discours manque de cohérence ou qu'il est inconsistant, il reste sur sa faim, normal.

Et pourquoi s'arrêtent-ils en chemin ? Parce que s'ils poussaient le bouchon plus loin, l'unité serait compromise, c'est leur réponse, mais elle l'est dès le départ. L'unité de qui ? Des dirigeants de partis contre-révolutionnaires ou carrément de droite comme le PS et ses satellites. L'unité pour avoir une valeur, elle doit reposer sur cette perspective révolutionnaire à laquelle ces dirigeants n'adhéreront jamais, c'est aux militants ou adhérents, aux travailleurs qui n'en sont pas convaincus aujourd'hui d'y venir, de l'adopter, c'est à eux qu'il faut s'adresser, ce sont eux qu'il faut gagner au socialisme, encore faudrait-il le défendre soi-même, or ce n'est pas le cas.

C'est quand même extraordinaire, on croirait qu'il serait impossible de démontrer qu'il sera impossible de changer de politique dans le cadre des institutions, et qu'il faut s'orienter vers leur renversement parce qu'il n'existe pas d'autre voie ou alternative, on regorge d'arguments pour étayer cette démonstration et voilà qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable, alors on tente de

le contourner pour atterrir dans une impasse, c'est imparable.

Mille fois on a eu l'occasion de saisir (et d'expliquer aux travailleurs) que nos revendications, nos droits ou non acquis étaient incompatibles avec la survie du capitalisme, du régime, des institutions, et au lieu de partir de ce constat pour aller de l'avant, non, on rebrousse chemin, on tergiverse.

Au POI le 1er mai ils en étaient encore à se demander s'ils allaient ou non participer à la manifestation du 5 mai qui sera forcément tournée contre le gouvernement et le régime, même si ses organisateurs freinent des quatre fers. Il faut y participer drapeau de la révolution socialiste déployée, de toutes manières, c'est tellement le bordel dans le mouvement ouvrier français (et ailleurs) qu'il n'y a pas vraiment de direction légitime, pas de direction du tout, chacun fait ce qu'il veut et y va de son refrain, c'est le moment d'en profiter pour faire connaître son programme et confronter nos idées et que le meilleur gagne !

Non, non et non, l'objectif du renversement des institutions n'est pas une option, une sorte de gadget promotionnel que l'on ajoute éventuellement à nos mots d'ordre, un truc qui figurerait dans notre boutique et qui serait secondaire, une sorte d'accessoire qu'on sortirait discrètement mais dont on pourrait très bien se passer, c'est le fil qui permet de donner une orientation, une direction au mouvement ouvrier autre que celle que lui donne tous les autres partis qui soutiennent le régime, qui permet de relier le combat sur chaque revendication aux tâches politiques que les masses ont à accomplir, qui permet de modifier ou changer sa nature qui jusqu'à présent à un contenu bourgeois puisqu'il ne s'inscrit pas dans une perspective au-delà du régime en place, de lui donner enfin un contenu révolutionnaire, de renouer avec sa tradition révolutionnaire, avec le socialisme.

J'ai lu les comptes rendus de quelques meetings du POI qui se sont tenus la semaine dernière. Hier soir, pendant que la climatisation rafraîchissait la chambre avant de m'endormir j'y ai repensé en me disant qu'à la place d'un travailleur ou même d'un militant, excusez-moi l'expression je vais me lâcher un peu, je me serais sacrément fait chier ! Car qu'est ce que cela m'apporte de savoir que tel prof est en bute contre tel problème dans son établissement, que tel facteur a telle difficulté dans son bureau de poste, que telle prime risque d'être supprimée aux cheminots, etc. je ne suis ni prof ni postier ni cheminot, ce sont des questions purement syndicales qui n'intéressent que ceux qui y sont confrontés. Jje vais ressortir de ce meeting en n'ayant finalement rien appris qui puisse me servir pour comprendre le capitalisme, les rapports entre les classes, les institutions, les partis, rien, que dal quoi, le néant, pourquoi le capitalisme ne s'effondre pas, pourquoi cette crise dure et dure encore depuis des années, pourquoi le régime est à l'agonie mais ne s'écroule pas, bordel, ils n'ont abordé aucune de ces questions et j'en suis toujours au même point, je ne comprends toujours rien à rien, je dois être très con et eux trop intelligents pour moi... A suivre.

[Sur le Net quelques jours plus tôt..](#)

Informations ouvrières n°249 page 10

- "Où avez-vous pu prendre connaissance, ailleurs que dans ce numéro d'Informations ouvrières, de l'information selon laquelle les soldats américains ont pris position dans une base en Espagne pour intervenir en Algérie ?"

Réponse.

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika incapable de gouverner : démission ou destitution ou coup d'Etat ? - Mondialisation.ca 29 avril 2013

Une chose est certaine: la France sait ce qu'il en est vraiment, et cautionne ce qui se trame. Les Etats-Unis aussi. Selon le quotidien londonien Al-Qods al-Arabi, généralement bien informé, 800 Marines et 8 avions militaires vont être envoyés sur la base américaine de Moron, en Espagne, en prévision d'un soulèvement populaire en Algérie, pour évacuer le personnel diplomatique et les ressortissants américains qui s'y trouvent.

A Alger, le ministère des Affaires étrangères a qualifié l'article de « *tissu d'inepties malveillantes* » et « *la référence fielleuse faite à la situation politique et à la stabilité en Algérie* » de « *totalement infondée et absurde* ». A voir...

J'ai mis cet article en ligne.

[Une contrevérité fondamentale](#)

Ils ne font pas de politique, la politique doit être absente des syndicats, qui plus est des syndicats qui se prétendent indépendants, pas quand il s'agit de s'attaquer à l'UE qui est une institution politique, mais quand il s'agit de mener le combat contre les institutions de la Ve République, l'Etat.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 2 mai 2013. Extrait.

- "Fondamentalement, ce sont les modalités de la construction européenne qui sont en cause, modalités qui se sont aggravées avec l'adoption du TSCG."

Non, c'est la subordination des institutions de la Ve République à l'Union européenne, à la troïka, au capitalisme, autrement dit, la nature de ces institutions, de l'Etat devant lesquels vous vous prosternez.

Attrape-nigauds.

Le microcrédit pratiqué dans les pays en voie de développement est l'équivalent du crédit à la consommation pratiqué à un taux usuraire.

Qui en bénéficie ? Les plus démunis, pauvres, chômeurs. En fait les organismes qui leur prêter de petites sommes à un taux d'intérêt prohibitif, plus de 20 ou 25% l'an.

Il existe la version crédit collaboratif ou crowdfunding réservée au fanatique d'Internet. En quoi cela consiste ? Des internautes prêtent ou donnent de l'argent via une plateforme pour un projet. Si la somme nécessaire est collectée, le projet se lance. Dans le cas contraire, l'internaute n'est pas débité.

La rétribution ? Là encore, cela dépend des plateformes et des projets, mais elle peut être inexistante, ou prendre diverses formes de rétribution. Début avril, un projet de film tiré de la série Veronica Mars a recueilli 5,7 millions de dollars en quelques jours grâce à la plateforme Kickstarter. Les contributeurs à la levée de fonds ont reçu un Tshirt, et quelqu'un se sont vus offrir un rôle de figuration. (Atlantico.fr 01.05)

C'est le jackpot pour le réalisateur de ce film qui a trouvé un financement gratuit, sur lequel il va se rémunérer évidemment, il ne va tout de même pas travailler gratuitement, et si ce film dégage du profit il pourra se le mettre dans la poche sans rien verser aux naïfs qui auront rendu possible sa réalisation et la boucle est bouclée.

Autre attrape-couillons : PayPal.

"Vous pouvez entreposer sur votre compte PayPal des liquidités dans la limite de 8 000 euros par transfert et sans plafond. Ainsi, vous mettez de l'argent très simplement hors du système bancaire et il reste totalement disponible. Le risque de contrepartie est bien évidemment la société eBay cotée sur la Bourse américaine". (id)

Liste des licenciements, semaine du 29 avril (Source: Blog de P. Jovanovic)

- HSBC lance sa Ne liste de licenciements, cette fois 3.000 personnes... tout en disant qu'il y a aura 1500 embauches, cherchez l'erreur de com (USA)
- Le finnois Outokumpu, sidérurgie, vire 2.500 ouvriers (USA)
- RePower annonce la licenciement de 750 personnes I (USA)
- Le scandale de la viande de cheval fait encore des victimes: Northern Beef vire 108 ouvriers (USA)
- First Data, prcess de cartes bancaires, vire 1.750 personnes dans le monde (USA)
- L'éditeur de jeux video en rajoute 900 Jeux Video
- NH Hoteles réduit la voilure en Espagne: suppression de 410 emplois
- Le journal Express Times vire 12 journalistes lire ici NBC et le Vancouver Sun prépare sa liste aussi
- Kyocera solaire supprime 100 postes (USA)
- SouthWest Airlines vire 300 personnes (USA)
- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois
- Roche dissout Applied Science, et 170 personnes virées (USA)
- Providence Health, hôpitaux privés, vire 150 infirmières et médecins (USA)
- Tower Defence Aerospace vire 190 personnes (USA)
- Lonza a supprimé 141 emplois depuis début 2013
- Volvo automobiles annonce 1.000 suppressions d'emplois en 2013
- Air Transat abolit près de 50 postes
- Danone confirme la suppression de 236 postes en France, tous sur la base du volontariat
- La laiterie de Rozet-Saint-albin ferme ses portes
- Vodafone compte supprimer 500 postes en Allemagne
- Cofpa Albany direction a confirmé la suppression de 200 postes
- L'électricien Fauché va supprimer 80 emplois dans sa branche installation
- Sochaux : PSA va supprimer 800 emplois en intérim
- Le chômage dans la ville de Béziers est (officiellement) à 15.5% soit 21.000 personnes, stat officielle. En vrai, mettez ce chiffre à 35.000
- 300 salariés sur la sellette chez Castel Viandes
- Le CE de Fagor-Brandt espère convaincre le tribunal, saisi en référé, d'ordonner la suspension d'une délocalisation de la

production de lave-vaisselle vers la Pologne, 500 emplois en risque

- Le fabricant des batteries pour voitures à Outarville, sauf repreneur providentiel, fermera définitivement ses portes laissant 120 personnes sur le carreau.

- Le groupe textile Royer compte fermer son usine de Blanquefort

- Liquidation judiciaire pour l'entreprise textile Virtuose

- Fermeture en Belgique pour délocalisation en Estonie, 120 emplois perdus

- Limousin Loctrans, fondé en 1970, en cessation de paiement environ 30 personnes en risque

- Gdf Suez va virer 4.200 postes sur 3 ans !

- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés

- Les salons de coiffure en crise: "Concurrence, notamment de la part des auto-entrepreneurs, baisse du CA et des clients, qui espacent de plus en plus leurs visites... Y a-t-il trop de salons de coiffure en France? Selon Michèle Duval du Centre national des entreprises de coiffure, le syndicat aux 2600 salons adhérents, il perd actuellement 2% de son CA chaque année ...

Soins, lissages et autre renforçateurs sont délaissés au profit du basique shampoing-coupe-coiffage. La fréquentation est passée de 6 fois par an avant la crise à 4,5 fois en 2010.

(Et si tout le monde m'imitait, elle serait passée à 0 ! Depuis plus de deux ans je les laisse pousser et quand ils sont trop longs, je donne un coup de ciseaux, c'est gratuit, rapide, efficace, pas besoin de se déplacer. - note de Tardieu)

- "*Une librairie, Furet du Nord, où je commandais vos livres va fermer... triste constat... je pense à tous ces employés avec qui j'avais sympathisé*"

- Les Espagnols ne vont carrément plus au cinéma syldeg, le pire week-end en 6 ans vient d'être enregistré

- 200 suppressions de postes chez Biomnis, le secteur médical est touché en France

- Au total 8000 emplois vont disparaître dans le secteur de la biologie en France

- Novartis va supprimer 300 emplois

- Cooper Power Systems vire 163 personnes, délocalise au Mexique

- Le constructeur de wagons et de rails Greenbrier vire 200 personnes

- Texas Instruments vire 100 personnes à son siège de Dallas

- Moog aerospace vire 97 personnes

- Une info qui annonce d'autres licenciements vus par Aetos dans le Parisien: "*Commandes en baisse : les chefs d'entreprise n'ont pas le moral*" wikistrike.com 01.05

ACTUALITE EN TITRES

[Pulvérisées les institutions de la Ve République !](#)

- Contre Bachelot, Henri Guaino sort la sulfateuse - Le Point.fr

Déballage de linges sales en famille, ils s'enfoncent... Trop propre, trop poli pour être honnête dit-on...

[C'est vite dit !](#)

- "*Disons adieu au socialisme*", par Dominique Reynié - LeMonde.fr

Dans sa version réformiste qui en est l'antithèse? Si vous pouviez dire vrai, quel soulagement ce serait pour tous ceux qui combattent pour le socialisme.

Lui, président de la République - Gérard Filoche : "*Hollande a donné satisfaction à ceux qui n'ont pas voté pour lui*" - LePoint.fr

Normal, non ? Où se situe le problème, Hollande et le PS auraient-ils soudainement changé de nature ? Il faut être un crétin ou un ignorant pour le croire ou un faussaire pour le prétendre.

[Normal, sa maison mère c'est la Fed !](#)

- Wall Street encouragée par la BCE, l'indice S&P 500 bat un nouveau record - AFP

[Les peuple sacrifiés](#)

- Plus de 60 morts dans l'effondrement d'une mine d'or au Darfour - Reuters

- Somalie: la récente crise alimentaire a fait 258.000 morts, surtout des enfants - AFP

[Nouvelle marotte et vieille recette.](#)

- Commerce équitable: Tomy Mathew, une histoire indienne - Liberation.fr

L'exploitation équitable, cela signifie consentie par les exploités qui ne chercheront pas la voie pour s'en émanciper.

Cette théorie consiste à faire croire qu'il serait possible d'échapper à la loi du marché, d'échapper à l'emprise des banques qui par le biais des produits dérivés fixent le cours des matières premières, se les accaparent sur le marché mondial avant de les revendre en empochant une plus-value, et ainsi de suite jusqu'au destinataire final.

Le commerce équitable constituerait une "*alternative au système de commerce mondialisé qui désavantageait nos producteurs. Nous devons nous immuniser contre les fluctuations de marché !*", quelle naïveté ou ignorance du fonctionnement du marché mondial. On y reviendra plus tard, en y associant l'autogestion. On croirait être revenu à Fourier, Owen et Cie avec toutes ces théories foireuses mille fois réfutées par les faits.

[Comment croyez-vous que nous sommes la première économie mondiale, hein ?](#)

- Bangladesh : l'immeuble textile qui s'est effondré fournissait des entreprises américaines - L'Express.fr

- "*Des sociétés qui travaillaient dans cet immeuble semblent avoir des liens avec de nombreuses entreprises aux Etats-Unis et en Europe et nous continuerons de discuter avec ces entreprises de la manière dont elles peuvent améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Patrick Ventrell. L'Express.fr 02.05

[Un Etat barbare dès l'âge de 4 ans à abattre.](#)

- Les suicides ont explosé depuis 10 ans chez les "*baby-boomers*" aux Etats-Unis - L'Express.fr

Un rapport des autorités fédérales américaines publié jeudi révèle que les suicides ont explosé aux Etats-Unis ces dix dernières années parmi les Américains d'âge moyen. L'Express.fr

- Fusils pour enfant : un business florissant aux États-Unis - LePoint.fr

- Etats-Unis. Un fusil spécialement conçu pour les 4-10 ans - Le Nouvel Observateur

- Etats-Unis: des enfants fous de la gâchette - L'Express.fr

- Kristian Sparks, 5 ans, a abattu sa petite soeur âgée de deux ans par balle alors qu'il jouait avec le fusil que lui avaient offert ses parents. - L'Express.fr

[Syrie. Propagande et intox](#)

- L'opposition signale un nouveau "*massacre*" en Syrie Reuters

- Syrie: les Etats-Unis n'écartent plus d'armer les rebelles - AFP

- Les forces d'Assad à l'offensive, de Damas à la Méditerranée - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Chouette, l'Europe sociale est en marche ?](#)

- L'Europe se mobilise pour la croissance et l'emploi des jeunes - AFP

... pas vraiment :

- Christine Lagarde ne voit pas "*d'alternative*" à l'austérité - L'Expansion.com

A les entendre, l'UE ne serait pas responsable du chômage de masse et en particulier de celui des jeunes. Les différents gouvernements non plus et les banquiers pas davantage que les patrons, bref, ils feraient face à un phénomène naturel inexpliqué et contre lequel il n'existerait aucun remède. A part tout de même augmenter la productivité et le taux d'exploitation, mais cela ils n'en font pas état ici, ils le traitent à part pour que les travailleurs ne comprennent pas les rapports qui existent entre ces différents facteurs.

D'un côté, on apprend que la BCE a franchi jeudi une nouvelle étape dans sa politique monétaire accommodante en annonçant la baisse de son principal taux directeur, baromètre du coût du crédit en zone euro, à 0,5% en faveur des banques. Et de l'autre, que la laiterie Paris-Lait en grande difficulté financière se voit contrainte de déposer le bilan parce qu'aucune banque n'a accepté de s'engager dans un plan de financement, ce qui se traduira par 50 chômeurs supplémentaires.

L'austérité et en particulier le chômage de masse répond à quatre critères au moins :

- la surproduction qui en période de crise se solde par une réduction de la consommation, de la production et la fermeture d'unité de production.
- favoriser la production à bas coût sans se soucier d'autres considérations
- éliminer des pans entiers de l'industrie les moins rentables en terme de profit, accroître la concentration de la production (et du capital) et les parts de marché que contrôlent les multinationales, qui renforcent au passage leur monopole et leur pouvoir.
- accroître la compétition (division) que se livrent les travailleurs entre eux pour faire pression à la baisse sur les salaires.

Pourquoi ne peuvent-ils pas remettre en cause la politique d'austérité et s'attaquer au chômage, le patronat le dit lui-même, quand il explique que la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes, donc une hausse du chômage. (lire plus loin en Allemagne)

Vous voulez travailler, alors acceptez les conditions ou les rémunérations qu'on vous impose. Vous ne voulez pas ? Très bien, on va vous y contraindre en employant les grands moyens, vous n'avez pas le choix, vous devez sacrifier votre niveau de vie ou pour le maintenir sacrifier votre mode de vie, travaillez plus et plus longtemps, et si vous persistez dans le refus, vous serez réduit à la misère et l'indigence, n'oubliez pas, vous avez la liberté d'accepter ou de refuser notre offre, nous sommes en démocratie.

Ils craignent que la jeunesse incontrôlable s'enflamme et donne le signal du combat pour le pouvoir.

- Dans un contexte de hausse quasi-généralisée du chômage en Europe, avec plus de 19 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage des jeunes atteint des records dans les pays les plus fragiles: plus de 59% en Grèce, près de 56% en Espagne, mais aussi 38,4% en Italie et 38,3% au Portugal.

En visite à Lisbonne, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a indiqué qu'il proposerait lors du sommet européen de juin de "*nouvelles mesures pour une action immédiate en faveur de la croissance et de l'emploi, notamment en direction des jeunes*". AFP

A part des emplois précaires, que leur proposent-ils ? Rien, aucun avenir !

Quant à la CES, qui a conscience du danger mortel qui couve, elle ne propose rien d'autre que de mieux enchaîner le destin des travailleurs et jeunes à celui de l'UE dont elle est une émanation.

- Pour la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), Bernadette Segol, il existe actuellement un "*sens de l'urgence sociale en Europe*". Les politiques d'austérité "*ont échoué*" et "*quelque chose doit être fait si on veut que les citoyens restent associés au projet européen*", a-t-elle déclaré à l'issue d'une rencontre entre la Commission européenne et les partenaires sociaux européens. AFP

Ils prétendent s'engager à lutter contre le chômage des jeunes tout en demeurant rivié à l'objectif de réduire le déficit des Etats qui a servi de prétexte à la mise en oeuvre de la politique d'austérité et toute une batterie de contre-réformes qui se sont soldées par l'augmentation du taux de chômage dans toute l'Europe.

Voilà pour les bonnes intentions relayées par les médias aux ordres, mais qui ne peuvent plus cacher leur perplexité face à ce discours de crainte de se couper définitivement de leurs lecteurs.

C'est ainsi que maniant la carotte et le bâton au profit de ce dernier, Barroso s'est dit "*très confiant*" dans le fait que l'Italie puisse sortir dès cette année de la procédure de "*déficit excessif*", en lançant un avertissement à peine voilé au nouveau chef du gouvernement italien, Enrico Letta, que cela dépendait des mesures "*concrètes*" que Rome doit présenter à Bruxelles avant fin mai, qui s'inscriront dans la continuité des mesures antisociales ou favorables au patronat déjà adoptés, ce à quoi l'heureux élu du cartel des banquiers (Bilderberg) a promis "*nous allons travailler afin d'obtenir un résultat positif*", on n'en doute pas monsieur Letta, pour les chômeurs ou les jeunes évidemment.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Un député du parti néo-nazi Aube dorée s'en est pris jeudi au maire d'Athènes, qui avait fait interdire dans la matinée une distribution de nourriture gratuite réservée aux seuls Grecs organisée par ce parti dans le centre d'Athènes, et jugée "*raciste et illégale*", selon une source policière.

Le député Yorgos Germenis a insulté le maire d'Athènes Georges Kaminis dans un bâtiment municipal où se tenait une manifestation municipale à l'occasion de la Pâque orthodoxe fêtée cette année le 5 mai, selon la même source.

Selon certains médias, le député a tenté de frapper le maire et en manquant le coup, il a légèrement blessé un enfant.

Selon des images diffusées par la télévision Mega, deux gardes municipaux ont réussi à immobiliser M. Germenis au moment où il allait physiquement attaquer le maire, en lui demandant l'arme qu'il portait à la ceinture.

L'incident s'est produit deux heures après que les forces anti-émeutes eurent fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs dizaines de membres du parti néo-nazi, arrivés avec un camion sur la place Syntagma en contrebas du Parlement, pour distribuer de la nourriture "*aux seuls Grecs*".

Etaient également présents trois députés du parti Aube dorée, dont le porte-parole Ilias Kassidiaris, qui s'était fait remarquer en juin 2012 en frappant au visage une députée de gauche, et en jetant un verre d'eau sur une autre, durant une émission télévisée.

Le maire a qualifié cette manifestation "*d'arbitraire, raciste et illégale*" et indiqué que le parti n'avait pas demandé d'autorisation pour la mener.

La police est en train de constituer un dossier judiciaire contre certains des membres d'Aube dorée, qui ont "*tenté de conquérir un espace public*", ainsi que pour "*menaces*" et "*insultes*" contre les forces de l'ordre, a-t-on précisé de source policière.

Entré pour la première fois au parlement en juin 2012, avec 7% des voix et 18 députés, le parti Aube dorée, qui affiche un discours xénophobe et antisémite, est impliqué dans de nombreux cas de violences contre les migrants en Grèce.

L'an dernier, le parti avait distribué de la nourriture sur la place Syntagma à ceux qui montraient une carte d'identité grecque, insultant les immigrés qui passaient, suscitant de vives réactions des partis de gauche et d'ONG.

Le parlement a levé en octobre l'immunité parlementaire de M. Germenis et de son collègue Panayiotis Iliopoulos après que ces deux députés ont été accusés de destruction de biens d'autrui suite à des attaques contre des vendeurs immigrés sur un marché près d'Athènes. AFP 02.04

SOCIAL

1- France

Les employés de la dernière laiterie à yaourts d'Ile-de-France, en grande difficulté financière, ont déposé vendredi dernier un préavis de grève reconductible pour aujourd'hui. Une trentaine des 50 salariés de l'entreprise se disent menacés de licenciement.

Chez ces derniers, le sentiment d'avoir été « *menés en bateau depuis plusieurs mois* » ne fait que se renforcer jour après jour : « *On y croyait il y a un an, quand le patron (NDLR : Christophe Gaudy) a repris la société* », affirme Patrick Neuez, qui a appelé à la grève en l'absence du délégué du personnel de l'entreprise, en arrêt maladie.

« *Mais au fur à mesure, on s'est rendu compte que des choses n'allaient pas. Il nous dit depuis le début que les banques ne le suivent pas, alors que dans un dossier de redressement judiciaire, il y a besoin d'un plan de financement, dans lequel apparaît obligatoirement une banque.* » leparisien.fr 02.04

2- Allemagne

Près de 50.000 salariés allemand de la métallurgie et de l'électricité ont cessé le travail jeudi pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé le puissant syndicat IG Metall, ajoutant que d'autres actions seraient menées dans les jours à venir.

La première centrale syndicale allemande réclame des revalorisations salariales pouvant atteindre 5,5% dès le mois de mai pour quelque 3,7 millions de salariés. Une offre présentée par le patronat, qui proposait des augmentations de 2,3% à partir de juillet, a été rejetée.

"*Ce n'est pas suffisant. IG Metall s'attend à une offre susceptible de servir de fondement à un accord. C'est pour cela que nous maintenons la pression*", a déclaré Berthold Huber, le président d'IG Metall.

Les syndicats estiment que les augmentations de salaires auraient des effets bénéfiques pour l'économie, puisqu'il en résulterait une hausse de la consommation.

Pour le patronat, au contraire, la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes.

Les prochaines discussions dans la métallurgie et l'électricité sont prévues le 7 mai dans le Bade-Wurtemberg et le 8 mai en Bavière. Le premier Land où est passé un accord donne en général le la pour l'ensemble du secteur. Reuters 02.05

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mai 2013

CAUSERIE

Rédigé vendredi soir.

Qu'est-ce qu'on a encore bossé au mois d'avril ! Et puis on a encore abordé un tas de questions, sans a priori, j'en ai encore un paquet en magasin, on ne peut pas toutes les traiter à la suite, on profite de l'actualité, c'est plus vivant, cela parle d'avantage aux lecteurs, le site est fait pour cela, pour vous. Personne ne pourra dire qu'on est sclérosé, en se posant autant de questions c'est impossible on finirait par se contredire et raconter n'importe quoi, ce serait intenable. On procède à la fois comme Marx et Diderot, ce sont de bonnes méthodes pour débayer le terrain et avancer.

Demain tous à la Bastille pour en finir avec la totalité des institutions de la Ve République qui comprend le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, souvenez-vous que le premier décret de la Commune de Paris consista à aboier l'armée et à armer le peuple. Désarmer l'ennemi pour le vaincre, cela va de soi, c'est élémentaire n'est-ce pas, c'est trop simple. Ceux qui rejettent cette perspective tiennent un double langage, il faut les démasquer et les placer face à leurs contradictions, leur argumentation est incohérente, il est facile de le démontrer.

Il faut faire table rase du passé, liquider l'ancien régime et passer au socialisme, il n'existe pas d'autre voie et toute demi-mesure ouvrirait la voie à la réaction, à la dictature fasciste, voyez ce qui est en train de se passer en Grèce, souvenez-vous de ce qui s'est passé autrefois au Chili, en Espagne.

C'est le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des 25 pays de l'UE qui va adopter les budgets nationaux des différents Etats une fois passés par le roulerau compresseur de la Commission européenne, budgets nationaux placés sous la tutelle du TSCG qui consisteront à poursuivre les programmes de guerre du capital contre les travailleurs et la jeunesse de toute l'Europe.

Ce sont donc les institutions nationales dans chaque pays qui vont l'adopter et seront chargées de l'appliquer. C'est donc contre ces institutions que doit être impérativement axée notre politique, non pas pour qu'elles en changent, une fois établi le constat

que c'était totalement impossible, pourquoi, tout simplement parce qu'elles ne font que remplir la mission pour laquelle elles ont été fondées, mais dans la perspective de les renverser, de prendre le pouvoir.

Voilà sur quelle orientation politique nous appelons les militants et les travailleurs à manifester le 5 mai, contre le gouvernement, pour l'abolition des institutions de la Ve République, pour la rupture avec l'Union européenne, le FMI et l'ONU, l'OTAN, pour une République sociale issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées portées au pouvoir, conditions politiques indispensables pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et satisfaire nos revendications sociales légitimes, en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté, tous les maux de la société qui ont pour seule origine la survie du capitalisme.

Samedi matin et après-midi.

J'archiverai les articles d'avril ce soir ou demain. Je formaterai (pdf) aussi les causeries et les articles de presse d'avril demain également ou lundi.

Bon week-end à tous et bonne manif demain.

La bonne nouvelle, ce n'est pas que les appareils corrompus de la CGT et de FO ont refusé de signer l'accord du 11 janvier, rappelons que sans leur participation au "*dialogue social*" dans lequel s'est inscrit cet accord, jamais il n'aurait pu voir le jour.

La bonne nouvelle, ce n'est pas non plus que le "*syndicalisme rassemblé*" en aurait pris un coup dans l'aile parce que la CGT n'a pas manifesté avec la CFDT le 1er mai, foutaise, d'ailleurs Lepaon l'a profondément regretté en ajoutant qu'ils se retrouveront sur d'autres dossiers, on n'en doute pas un seul instant.

Dans les deux cas, ces appareils ont opéré un retrait tactique pour conserver le contrôle de leur syndicat, sur ce plan-là il n'y a absolument rien de changé, c'est cela l'essentiel et non les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils auxquels se livrent ceux qui prétendent autre chose. Tenir compte des contradictions qui s'expriment dans les syndicats ou différents partis, les exploiter, d'accord, tout dépend d'une part de quelle manière on les caractérise, ensuite dans quelle perspective politique, ce que l'on compte en faire et là on n'est pas du tout d'accord.

La véritable bonne nouvelle est ailleurs, elle réside dans le fait que plus de la moitié de la population a commencé à comprendre quels étaient les rapports entre le gouvernement, les institutions, les partis, le capitalisme, la finance et les médias au grand dam de ces derniers qui assimilent ce niveau de conscience supérieur à l'adhésion à la "*théorie du complot*".

Vous qui militez dans différents partis, observez quel usage feront vos dirigeants de cette information, s'ils y feront allusion ou non, ce sera révélateurs de leurs véritables intentions.

Diffusez des bonnes nouvelles aux militants et aux travailleurs, on ne demande pas mieux, leur raconter des histoires, on s'y refuse.

Dans chaque pays de l'UE, le gouvernement et les institutions sont les bras armés de l'oligarchie financière, des capitalistes. Couper ces bras revient à leur interdire de nous frapper pour ensuite les terrasser, les vaincre. Orienter les masses vers la troïka revient à soulager, soutenir le gouvernement et les institutions de la Ve République.

ACTUALITE EN TITRES

Bonne nouvelle !

- Vendredi 3 mai : la Bourse de Paris à son plus haut niveau depuis près de deux ans - LePoint.fr

La couleur brune.

- François Hollande, le président qui se voulait caméléon mais qui ne trouvait jamais la bonne couleur - Atlantico.fr

Vive les narco-Etats !

- A Mexico, Obama salue l'émergence d'un "*nouveau Mexique*" - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Question : Pourquoi ne pas y répondre ?

"Nous avons un gouvernement de gauche qui nous a prouvé qu'il est le sponsor officiel des paradis fiscaux", a expliqué à la presse Olivier Besancenot qui venait de pénétrer dans la cour de la Banque de France. "Pourquoi le gouvernement ne retire-t-il pas les accréditations à toutes les banques qui ont des filiales dans des paradis fiscaux ?", a-t-il interrogé. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.05

Question : Comment un gouvernement pourrait-il à la fois être "le sponsor officiel des paradis fiscaux" et être de gauche ? Notre réponse, c'est qu'en réalité il est de droite.

Question : Mais pourquoi Besancenot ne peut-il pas arriver à la même conclusion ? Parce que lui il est incapable de rompre avec le PS, CQFD.

La différence fondamentale, c'est la méthode du socialisme scientifique.

La différence fondamentale qui existe entre Besancenot et bien d'autres ailleurs qu'au NPA et nous, c'est que lui passe son temps à poser des questions sans proposer de réponses, alors que nous, nous nous faisons un devoir d'en proposer étayées sur l'analyse de multiples hypothèses, facteurs, rapports, etc. à partir des faits.

L'art consommé de l'opportunisme, du dilettantisme, que l'on pourrait appeler de l'inconsistance, du charlatanisme ou encore de brasser du vent en donnant l'impression d'avoir analysé à fond une question, consiste à poser une question sans y répondre, à en poser parfois plusieurs et de s'arrêter en court de route, avant la ou les prochaines questions qui, s'il devait y répondre, contrediraient les réponses qu'il a apportées aux questions précédentes ou plus généralement les conclusions qu'il en a tirées, le mettrait en difficulté pour justifier la ligne politique de son parti, sa conception de la lutte de classe, au-delà dévoilerait que son interprétation de la société présente de graves lacunes, ses véritables intentions, etc.

La méthode de Marx consistait à aborder un facteur ou un rapport à partir des faits et de se poser autant de questions qu'il était possible jusqu'à leur épuisement dans le cadre du processus dialectique (dynamique ou historique) dans lequel il s'inscrivait, pour ensuite en réaliser la synthèse ou les formuler sous une forme théorique, incluant leurs tendances principales ou évolution possible permettant de définir de quelle manière on pourrait agir dessus sur le plan pratique ou de les retranscrire sous forme de tâches et d'objectifs politiques. Cette brève définition du marxisme me semble conforme à l'original : un guide pour l'action, pour transformer le monde.

Le marxisme part uniquement des faits qui sont le produit de l'action inconsciente des hommes sur la matière, la nature, la société, les analyse dans leurs rapports dialectiques, pour déboucher sur une conclusion pratique, l'action consciente des hommes sur la matière, la nature, la société et la boucle est bouclée. Ce qui distingue la première phase de la seconde ne vous aura pas échappé.

C'est tout bête en somme, pour que l'homme parvienne à faire son histoire consciemment il lui suffit (aujourd'hui) de partir des faits et leurs rapports et de les analyser dans leur développement ou devenir, c'est ainsi qu'il parvient à cette compréhension, à ce niveau de conscience supérieure.

J'ai rajouté "aujourd'hui", car c'est seulement depuis l'avènement du capitalisme qui a engendré un formidable développement des forces productives, des sciences et des techniques, des connaissances en général, qu'il est possible à l'humanité de satisfaire tous ses besoins matériels, de se libérer du règne de la nécessité, à l'homme de comprendre les facteurs historiques qui ont été à l'origine de la civilisation humaine, se les approprier pour faire consciemment sa propre histoire, ce qu'il ne peut accomplir qu'en se libérant des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme qui sont autant d'entraves à sa liberté et à la compréhension de sa propre nature, de la nature en général.

Parvenu à ce niveau-là, c'est un fait établi, reconnu. Conspirateur, c'est celui qui la dénonce qui l'est ! La preuve.

- Un Français sur deux croit en la théorie du complot - LePoint.fr

La théorie du complot ? La rengaine est vieille, mais toujours d'actualité. C'est ce que révèle une étude de grande ampleur publiée ce vendredi par Le Monde. D'après un sondage réalisé par Opinion Way, mené auprès de 2.500 personnes juste après la présidentielle, 51% des Français approuvent l'énoncé "Ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France. On ne sait pas en réalité qui tire les ficelles". 22% des sondés sont "totalement d'accord" avec ces idées, et 29 % sont "plutôt d'accord".

Ils en ont apparemment quand même une petite idée. (ndlr)

Mais quels groupes spécifiques "*tirent les ficelles*" du monde ? La finance internationale, répondent trois sondés sur quatre, toutes tendances confondues. 45% des Français pensent également que les médias sont aux manettes. 44% des sondés se méfient des "*autres pays qui cherchent à nous dominer*". LePoint.fr 03.05

Voilà une nouvelle plutôt rassurante ! Comme quoi il ne faut jamais désespérer camarades.

L'oligarchie financière dominée par le cartel des banquiers de la Fed et flanquée de son élite intellectuelle comprenant les médias, le tout sous la tutelle militaire du Pentagone et de la CIA, de l'impérialisme américain, bravo, c'est bien le cocktail du Nouvel ordre mondial qui "*tirent les ficelles*" !

Effectivement, la politique appliquée par tous les gouvernements depuis 40 ans et adoptée par les institutions de la Ve République est dictée par l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed ou plus largement des pays occidentaux cooptés au sein du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale et d'autres institutions encore plus opaques.

En réalité, ils contrôlent l'ensemble des institutions internationales économiques et politiques qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ONU, UE, BCE, FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc. Certains le savent depuis longtemps, d'autres l'ont découvert récemment, faisons en sorte que plus personne parmi les travailleurs l'ignore dans un proche avenir. Et tirons sans sommation à boulets rouges sur tous les charlatans ou illusionnistes qui le nient encore.

Le gouvernement en est le complice, il en est le porte-parole, l'exécutant zélé et docile de la politique dictée par le marché, les banquiers via l'UE, d'ailleurs quand on prend la peine d'écouter attentivement le discours des différents ministres (ou dirigeants du PS ou de l'UMP), on s'aperçoit qu'ils ne s'en cachent même plus, ils ne cessent de répéter qu'ils doivent respecter impérativement telle ou telle critère (TSCG, Maastricht, etc.) pour ne pas s'attirer les foudres du marché, ils sont aux ordres quoi, ce sont des laquais, des hommes de paille de la finance qui nous gouvernent, lorsqu'ils n'en sont pas issus directement. Ne jamais perdre de vue qui décide en dernier ressort : le gouvernement et le Parlement, les institutions de la Ve République et non la troïka ou les banquiers.

C'est tellement visible, entré dans les moeurs on pourrait dire, que parler de "*complot*" démontre uniquement que les médias sont totalement inféodés à l'oligarchie financières, d'ailleurs ils appartiennent pratiquement tous à des holdings à la tête desquels se trouvent des banquiers, Le Monde, Le Figaro, Libération, etc.

Là où il y a véritablement complot, c'est justement dans l'attitude des médias et bien d'autres acteurs qui nient les faits, la réalité, qui s'emploient ainsi à empêcher les masses d'en prendre conscience et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent : balayer le capitalisme, exproprier les banquiers et par là couper les vivres aux médias à leur service, briser le lien qui existe entre l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui propage l'idéologie nauséabonde néolibérale, dont l'aboutissement réside dans l'établissement d'une dictature mondiale basée sur le modèle d'une monarchie absolue, d'un gouvernement mondial ou Nouvel ordre mondial une fois les masses réduites en esclavage et dépourvues de tous droits sociaux et politiques.

Si Le Monde et d'autres médias montent au créneau sur ce thème, c'est qu'il y a vraiment péril en la demeure, ils ont conscience qu'ils sont en train de perdre le contrôle des masses et que dès lors tout peut arriver. Ils commettent là une grave erreur, mais il semble qu'ils en aient décidé ainsi parce qu'ils n'ont plus le choix, ils sont acculés, il faut bien comprendre que jamais la rédaction du Monde n'aurait été autorisée à traiter ce sujet de cette manière-là sans autorisation de ses banquiers.

Le problème pour ce qui nous concerne, c'est qu'aucun parti ouvrier n'a pris conscience de la nécessité d'aborder cette question du pouvoir occulte de la finance ou plutôt qu'elle "*tire les ficelles*". Pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas aborder les rapports de la finance avec les institutions, le gouvernement, ce qui les obligerait à tirer la conclusion que le gouvernement ne peut pas être de gauche, pas davantage le PS, et que par conséquent il faut axer le combat politique à la fois contre le gouvernement et les institutions, sauf qu'ils continuent d'entretenir des rapports avec eux, ils se refusent à caractériser le PS pour ce qu'il est, ils ne veulent pas rompre avec le PS et les institutions, leurs petites combines, leurs misérables intérêts d'appareil l'emportent sur la nécessité d'élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du monde.

Cette question est quelque part déterminante parce qu'elle permet aux masses de prendre leur distance ou de rompre avec l'idéologie dominante, condition pour qu'une révolution triomphe. Nous devons encourager tout ce qui permet aux travailleurs de mieux comprendre dans quel monde nous vivons.

De notre côté nous sommes cohérents avec notre engagement en publiant dans le portail des milliers d'articles de différentes sources qui concourent à alimenter la réflexion et à améliorer le niveau de conscience des militants et travailleurs.

[Parole d'internaute.](#)

1- Un pays qui n'a pas le pouvoir de gérer sa monnaie, qu'on vienne pas me dire qu'il s'auto-gouverne. Ce sont les techniciens administrateurs de Bruxelles qui dirigent la France.

2- Cela fait belle lurette que des groupes mafieux ont mis la main sur le système politique français! En particulier, "Le Siècle", une filiale du club de Bilderberg et La French American Foundation, une filiale du Council on Foreign Relations, dont le programme 2008-2013 est connu sous le nom de "Nouvel Ordre Mondial". Comme les responsables de la presse en font aussi partie, l'intox va continuer de plus belle... Résistance!

3- C'est pas la théorie du complot, n'importe quoi... Officiellement 80% des textes de lois votés par le Parlement français = textes rédigés par les techniciens administrateurs de l'Union Européenne. Il n'y a aucun secret, c'est officiel.

Donc comment prétendre que l'Etat français dirige quelque chose ? C'est Bruxelles qui dirige la France, c'est la BCE qui dirige notre économie, c'est l'OMC qui dirige notre politique commerciale.

4- Y'a pas de complot, c'est un état de fait admis par nos élites elle-mêmes.

5- Pour certains journaux, toute information venant d'ailleurs que leur source est une "*théorie du complot*". On dirait que leurs journalistes sont les seuls qui ont avalé la pilule de vérité qui était disponible en stock limité et que par conséquent eux seuls détiennent la vérité.

Bruxelles dirige toute la zone euro comme dans une dictature. Impossible de faire les référendums, impossible d'en sortir librement, on dirait une secte pernicieuse

6- A ce niveau la c'est plus du complot

7- 1 français sur 2 a lu le traité européen, quoi.

8- Il n'y a peut-être pas de complot proprement dit, mais il y a eu réellement un accord tacite sur le système économique, i.e. le modèle capitaliste, à adopter par les dirigeants des pays européens comme contre-partie de leur libération par les Américains juste après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Afin de discréditer les gauches révolutionnaires, des attentats "*terroristes*" meurtriers tels celui du 2 août 1980 de la gare de Bologne, et faisant 85 morts et 200 blessés, ont été perpétrés par des groupuscules d'extrême-droite sous l'oeil plus que bienveillant des Américains dans le cadre de Gladio et dans d'autres pays du réseau dormant de Stay Behind... Ces faits historiques sont malheureusement véridiques.

9- « *Certains croient que nous (les Rockefeller) faisons partie d'une secrète cabale travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, me caractérisant moi et ma famille comme des " internationalistes " conspirant avec d'autres, partout dans le monde pour construire une structure unique mondiale politique et économique, si vous voulez. Si c'est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* » Rockefeller, David - Citation dans ses mémoires, pages 405.

10- Le Monde baptise cela "*la théorie du complot*" pour essayer de discréditer une réalité dont ses propriétaires Niel, Bergé, Pigasse font pourtant partie : les réseaux financiers ou autres, qui sont multinationaux et n'ont rien à faire de nos intérêts nationaux !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le 5 mai : abattre les institutions de la Ve République.

"*Il y a une gauche dans ce pays et vous allez la voir le 5 mai*": Jean-Luc Mélenchon entend dimanche après-midi à Paris, avec ses partenaires du Front de gauche, faire de la marche "contre l'austérité", une démonstration de force, la veille du premier anniversaire de l'accession à l'Élysée de François Hollande.

"*D'échec, il n'y en aura pas, ce n'est pas possible, parce que ce nous sommes en train de faire est une chose inouïe. C'est une manifestation de gauche sous un gouvernement de gauche, contre une politique sociale libérale et pour changer les institutions, c'est énorme, personne n'a jamais fait ça. Et vous allez voir le niveau d'éducation et de conscience populaire qu'il y a dans notre pays*", réaffirmait vendredi Jean-Luc Mélenchon, pour qui "*à 100.000 (manifestants) c'est un triomphe*".

En lançant l'idée de cette manifestation "*contre l'austérité, contre la finance et pour la VIe République*" en plein scandale Cahuzac, le porte-parole du Front de gauche (FG) avait parlé d'un "coup de balai". Une illustration du "*parler cru et dru*" du coprésident du parti de gauche (PG) qui n'avait pas plu à tout le monde. "*Pas la bonne expression*", avait rectifié Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et autre porte-parole du FG.

Plusieurs personnalités qui auraient pu être tentées par cette démarche visant à "*appliquer une autre politique*" ont été refroidies par le "*coup de balai*", un an presque jour pour jour après l'élection de François Hollande et le retour d'une partie de la gauche au pouvoir.

Des écologistes participeront au défilé, dont Eva Joly, ancienne candidate EELV à la présidentielle. "*Eva Joly se met dans une démarche individuelle*", estime Pascal Durand. Elle est cependant entourée de plusieurs élus et militants EELV qui, dans une tribune à Médiapart, ont appelé à manifester dimanche.

Autre allié extérieur au Front de gauche : le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. "*Nous appelons à manifester sur nos propres bases*", a toutefois précisé M. Besancenot, qui n'est pas d'accord avec M. Mélenchon sur la VIe République.

"*On ne change pas les choses en changeant les gens, on mettrait les bons à la place des mauvais ? Il faut changer les règles*", a-t-il dit, estimant que si Jean-Luc Mélenchon devenait Premier ministre ce serait, plutôt qu'un coup de balai, un "*coup de plumeau pour nettoyer le mobilier de Matignon*". "*Il faut un maximum de gens*" dimanche, a toutefois précisé Olivier Besancenot qui souhaite qu'après les manifestation "*de la droite et l'extrême droite*", "*la contestation contre le gouvernement change de camps*"

Lutte Ouvrière (LO) ne participera pas. "*Ce n'est pas notre politique, c'est celle de Jean-Luc Mélenchon*", a déclaré à l'AFP Nathalie Arthaud, porte parole de LO. "*Les grandes formules, les envolées, les airs de tribun, tout cela ne suffit pas*", estime l'ex-candidate à la présidentielle. (Normal, LO ignore même qu'il y aurait des institutions dans ce pays ! On le sait bien que ce n'est pas votre politique, on ne peut pas accompagner le PS à chaque élection municipale et rompre avec lui, on comprend. - Ndlr)

"*Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, cela ne changerait rien pour les travailleurs*", ajoute Mme Arthaud, pour qui "*c'est aller d'illusion en illusion*". Quant à la VIe République, "*on ne se reconnaît pas dans cette étiquette*", dit-elle. (Le 5 mai, la question n'est pas Mélenchon ou le programme du FdG, une question "*d'étiquette*", mais de montrer aux masses l'objectif à abattre : les institutions de la Ve République. Manifestement LO n'y tient pas, on a déjà dit pourquoi. - ndlr)

Des syndicalistes, des militants associatifs, des sympathisants sont également annoncés pour ce grand défilé, de la Bastille à Nation. "*Plus d'une centaine de bus*" étaient déjà prévus en début de semaine selon Marie-Pierre Vieu, responsable de la coordination nationale du Front de gauche.

"*Cela s'annonce comme une grande marche (...) il y aura beaucoup de monde*", prédit Pierre Laurent, dont le parti fournira le gros des troupes mobilisées dimanche. "*Il y a, fait-il valoir, dans le peuple de gauche le sentiment qu'on a besoin de cette remobilisation pour ne pas se laisser enfermer entre l'échec du gouvernement et la montée de la droite et l'extrême droite*". AFP 03.05

[Au-dessus des lois.](#)

Le ministère de la Santé a ordonné jeudi l'ouverture d'une enquête après des révélations sur la commercialisation, par un laboratoire français, de prothèses de hanche non homologuées.

La ministre, Marisol Touraine, a précisé qu'un millier de prothèses avaient été retirées du marché mais qu'il n'était pas question pour l'instant de demander le retrait de celles déjà implantées.

Selon Le Parisien, ces prothèses fabriquées par le laboratoire Ceraver, une PME française, ont été posées sur 650 patients dans une soixantaine d'hôpitaux entre 2009 et 2012.

Interrogé jeudi matin sur plusieurs radios, le directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), François Hébert, a souligné que, à ce stade, les enquêtes n'avaient pas fait apparaître de "*risque sanitaire avéré*".

"*Il s'agit d'un problème d'autorisation administrative qui n'a pas été obtenue*", a-t-il dit sur BFM.

Interrogé par Le Parisien, le PDG de Ceraver, Daniel Blanquaert, reconnaît avoir distribué ces prothèses sans autorisation mais estime que les modifications apportées à ses produits étaient "*mineures et ne justifiaient pas de nouvelle certification*."

L'enquête menée contre Ceraver a par ailleurs fait apparaître que le laboratoire avait effectué des essais sur l'homme de tiges métalliques de prothèses revêtues d'un tissu anti-bactérien sans autorisation.

Ces tiges ont été implantées en 2011 dans le fémur de quatre patients de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne (Hauts-de-Seine). Le Parisien fait état d'essais cliniques de ce revêtement qui se seraient soldés par la mort d'une souris sur deux, ce que conteste Ceraver. Reuters 02.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Le Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a réalisé une forte percée lors des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles et pourrait troubler le jeu politique avant les élections nationales prévues pour 2015.

Avec 26% des voix selon les résultats partiels, cette formation anti-européenne et anti-immigration signe la meilleure performance électorale pour le quatrième parti du pays depuis la Seconde Guerre mondiale.

Présent au parlement européen, l'UKIP n'a pas de député à la Chambre des Communes au parlement britannique, mais son poids croissant risque de peser sur les positions du gouvernement Cameron en ce qui concerne l'Europe et l'immigration.

En outre, l'UKIP est arrivé en deuxième position, devant les conservateurs du Premier ministre David Cameron, dans une élection législative partielle dans le nord de l'Angleterre remportée par le Parti travailliste.

"*Cela démontre que nous sommes un parti sur une trajectoire (ascendante)*", s'est réjoui Paul Nuttall, le numéro deux d'UKIP, à la BBC. "*Les électeurs votent pour nous car nous avons remporté la bataille des idées sur l'immigration et sur l'Union européenne*".

La victoire des travaillistes était attendue dans cette circonscription où ils sont majoritaires depuis 1935 mais, dans le contexte d'une faible participation, le Labour a largement reculé, obtenant à peine plus de 50% des suffrages.

Attendus ce vendredi, les résultats définitifs des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles, où 2.000 sièges sont en jeu, devraient confirmer la bonne tenue de l'UKIP.

"*C'est inquiétant pour les trois partis principaux*", a déclaré Tony Travers, directeur de la London School of Economics, à propos de la percée de l'UKIP. "*Personne ne sait si l'UKIP n'est qu'un feu de paille*." Reuters 03.05

2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé vendredi l'ancien président de Colombie Alvaro Uribe de fomenter un plan pour l'assassiner avec la complicité de certains responsables de la droite (opposition) vénézuélienne.

"*Uribe est à la tête d'un plan pour m'assassiner. Uribe est un assassin, j'ai déjà suffisamment d'éléments (pour affirmer) qu'il est en train de conspirer. Il y a des secteurs de la droite vénézuélienne en communication avec lui dans cette optique*", a affirmé M. Maduro dans un discours face à des employés du métro de Caracas.

Par ailleurs, M. Maduro a de nouveau accusé certains tenants d'une "*droite fasciste*", basés au Venezuela et à l'étranger, de vouloir le "*renverser*" ou le faire "*disparaître physiquement*" aux fins de semer "*l'anarchie*" dans le pays.

Il a même assuré que des hommes armés seraient prêts à entrer sur le territoire par l'Amazonie (sud) pour lancer une attaque contre sa personne. AFP 03.05

3- Jordanie

Le secrétaire général du front Amal islamique de Jordanie (Frères musulmans) a prédit que la Jordanie sera le second pays après l'Egypte à être conquis par la confrérie. Dans une vidéo postée sur le web, Maza Mansour s'exprime devant une université jordanienne. "*Nous avons gagné l'Egypte, nous gagnerons la Jordanie*" ! Ces propos ont suscité l'appropriation et l'enthousiasme des étudiants en majorité partisans des Frères.

Sur les réseaux sociaux les voix hostiles sont toutefois plus audibles que celles des partisans de la confrérie : "*nous soupçonnons les Frères d'avoir un projet universaliste qu'ils comptent mettre en application au risque de renoncer à l'identité nationale*." Les Frères jordaniens font partie d'une des branches les plus extrémistes de la confrérie et revendique des centaines de combattants salafistes en Syrie . Selon les analystes , les Frères jordaniens sont en rapport avec les services secrets britanniques. french.trib.ir 03.05

4- Iran-

4.1- C'est Times of Israel qui le dit : Le secrétaire à la défense Hagel aurait affirmé au ministre de la guerre sioniste que son pays penserait plus sérieusement à l'option de la guerre contre l'Iran et ses conséquences après la présidentielle iranienne.

" *Hagel et ses compagnons auraient promis d'orienter leurs efforts vers une confrontation armée contre l'Iran après la présidentielle iranienne et en cas d'échec de la diplomatie*". Wall Street Journal a révélé l'existence d'une nouvelle génération de bombes anti bunker US, seules capables de détruire des sites nucléaires iraniens. Ces bombes sont aussi promise à Israël s'il n'agit pas seul pour entrer en guerre contre la RII. french.irib.ir 03.05

4.02- Une coalition officieuse composée de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, des Emirats , de l'Autorité palestinienne, de la Turquie et d'Israël a vu le jour pour contrer l'Iran. C'est ce qu'affirme Alex Fishman , analyste militaire sioniste , cité par Al Qods Al Arabi. " *C'est une coalition qui est présenté avec le nom de code 1+4 dans la correspondance du département d'état et dont le principal objectif est de contrer l'Iran et la Syrie et le Hezbollah* ". " *Les Etats-Unis ne parle pas d'une nouvelle Otan et à ce stade des choses, il n'est question que de rencontre et d'échange d'informations et de renseignements sécuritaires entre les responsables de ces pays. une seconde étape vise à neutraliser ce que cette coalition qualifie d'actes terroristes (ndlr: qualificatif paradoxal dans la mesure où cette coalition est le plus grand sponsor du terrorisme salafiste)*" selon le journal ; des difficultés risquent de paraître quand les Américains chercheront à approcher Riyad et Tel Aviv mais de multiples rencontres se déroulent en ce moment entre les deux parties qui partagent de nombreux intérêts et qui peuvnet finalement les rapprocher.

La poignée de main du ministre saoudien de la défense et son homologue sioniste à Berlin et au cours de la conférence des ministres de la défense de l'Otan reste ancrée dans les mémoires. Entre la jordanie et Israël les coopérations sont autant significatives ; les israéliens participent à l'heure qu'il est à la formation des rebelles dans des camps en Jordanie, rebelles qui pertent ensuite pour combattre en Syrie. Quant à la Turquie, l'Iran et la Syrie présentent pour elle une menace au même titre que pour Israël. Outre des relations commerciales très étendues, Ankara et Tel Aviv souhaitent affronter ensemble cette menace commune. Pour les Etats-Unis, l'Egypte n'a qu'un " *demi gouvernement, d'où leur désintérêt pour cet Etat et sa présence au sein de cette coalition anti-iranienne. Par contre, le Qatar et Bahrein sont deux autres emirats que les Etats-Unis aimeraient voir au sein de cette coalition qui a pour l'objectif la mise au pas de l'iran , la rupture totale de ses liens avec la Syrie*". french.irib.ir 02.05

5- Arabie Saoudite

Les autorités saoudiennes ont fait passer à l'interrogatoire 4 membres d'une organisation, nouvellement, instituée, dans le but de fermer cette organisation, a annoncé " *Amnesty international*", en allusion aux tentatives du régime des Al-e Saoud, de fermer les organisations non-gouvernementale de défense des droits de l'Homme, a indiqué, aujourd'hui, l'agence de presse libanaise. " *Les autorités saoudiennes ont accusé 4 activistes des droits de l'Homme de soutenir et de faire de la propagande, pour une organisation non autorisée et d'avoir créé un site, sur Internet, sans en obtenir l'autorisation*", a ajouté " *Amnesty International*", en allusion aux lacunes des législations, en Arabie, sur les modalités de créer des ONG. french.irib.ir 02.05

6- Syrie.

6.1- Mercredi, lors d'un entretien avec la télévision libanaise, Alexandre Zasytkin a affirmé que son pays ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. " *Nous ne voulons pas que l'utilisation des armes chimiques, en Syrie, devienne un prétexte, pour fomenter des complots contre la Syrie*", a souligné Alexandre Zasytkin. " *La propagation de la menace du terrorisme et de l'extrémisme, dans la région, portera atteinte aux intérêts des pays de la région*", a fait savoir l'ambassadeur russe, au Liban, Alexandre Zasytkin, en allusion au fait que la Russie ne souhaite pas que le scénario des armes chimiques, en Irak, se répète, en Syrie. french.irib.ir 02.05

6.2- La Russie a averti le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite contre toute attaque contre les intérêts russes, en Syrie.

Selon le site du quotidien palestinien, " *Al-Manar*", les sources diplomatiques ont déclaré à ce site que les dirigeants russes ont, par écrit, mis en garde ces trois pays en question contre toute atteinte aux intérêts russes, en Syrie, par les groupes terroristes soutenus par ces pays. D'après ces sources, Moscou a averti Ankara, Riyad et Doha que les bandes terroristes avaient essayé, il y a quelques jours, de détruire, en vol, un avion de ligne russe. Moscou a souligné que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite seraient responsables de toute attaque contre les intérêts russes et que la Russie était capable de défendre ses intérêts et ses ressortissants, à travers le monde. french.irib.ir 02.05

SOCIAL

1- Slovénie

Le gouvernement de centre gauche slovène, en place depuis six semaines seulement, prépare fiévreusement un plan d'action pour éviter un recours à une aide internationale, une tache perturbée cette semaine par une sévère dégradation de la note du petit pays de la zone euro.

Pour stabiliser le budget, le plan d'action prévoit de nouvelles coupes dans les salaires de la fonction publique, une augmentation de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore la création d'un "*impôt de crise*" temporaire qui toucherait l'ensemble des citoyens.

Une ou deux entreprises publiques devraient également être privatisées, dont une banque, d'ici à la fin de l'année. AFP 03.05

2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi une série de coupes sévères dans les dépenses publiques pour permettre au pays, sous assistance financière, de respecter ses engagements budgétaires au moment où les politiques d'austérité suscitent mécontentements et doutes à travers l'Europe.

Dans un discours à la nation, Pedro Passos Coelho a annoncé le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein à 66 ans et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures pour les fonctionnaires. Leur nombre devrait être réduit de 30.000 sur un total d'environ 700.000 par le biais de départs volontaires.

Les sévères mesures de rigueur énumérées par le Premier ministre représentent des économies de 4,8 milliards d'euros d'ici 2015, dont 1,3 milliard d'euros rendues nécessaires par la décision prise début avril par la Cour constitutionnelle invalidant plusieurs dispositions du budget de l'Etat pour 2013, caractérisé par des hausses d'impôts sans précédent.

Dans ses prévisions économiques publiées vendredi, la Commission européenne s'est à nouveau inquiétée des "*incertitudes*" créées par le verdict de la Cour constitutionnelle.

Le Premier ministre a par ailleurs assuré qu'il n'augmenterait pas davantage les impôts afin de ne pas "*compromettre les perspectives de reprise économique, de l'emploi et de l'investissement*", alors que l'économie du pays doit reculer de 2,3% cette année et le chômage dépasser le taux record de 18%.

Pressé par ses créanciers, qui voient dans le consensus politique un des éléments clés de la réussite du plan de sauvetage du Portugal, le Premier ministre a appelé au dialogue avec les partenaires sociaux et les partis politiques, visant en particulier le Parti socialiste, principale formation de l'opposition. AFP 03.05

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mai 2013

CAUSERIE

Si vous exigez une hausse de salaire, le gouvernement et le patronat vous sortent que c'est impossible parce que cela menacerait l'emploi, la compétitivité des entreprises, pendant que la moyenne des rémunérations des patrons du CAC40 en 2012 a dépassé 2 millions d'euros, et alors qu'il y a déjà officiellement plus de 5 millions de chômeurs dans le pays, il faut donc en déduire que les salaires des travailleurs sont trop élevés et qu'il faudrait les réduire car ils sont à l'origine du chômage de masse, sans toucher aux rémunérations exorbitantes des patrons qui sont tout à fait légitimes, c'est le sens de leurs discours sur la croissance dans lequel se situe l'accord patronal du 11 janvier 2013 que soutient le gouvernement.

Si vous vous mobilisiez contre la politique antisociale ou d'austérité du gouvernement, vous porteriez la responsabilité de préparer le retour de la droite ou l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, et non cette politique réactionnaire que les masses laborieuses rejettent massivement.

Autrement dit, vous devez subir, vous sacrifier, accepter de vivre toujours plus mal et de voir vos droits politiques piétinés sans réagir. Telle est la conception de la démocratie du PS, dans d'autres pays ou à une autre époque on appellerait cela une dictature.

Sans partager les mots d'ordre des organisateurs de la manifestation à Paris le 5 mai, nous avons décidé d'appeler à y participer avec nos propres mots d'ordre, car en mettant en avant celui d'une VIe République se trouve posée la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République qui incarnent ce régime antidémocratique, cette dictature.

Ceux qui sous différents prétextes ont décliné leur participation à cette manifestation témoignent ainsi leur attachement à ces institutions.

Sans préjugé des intentions des organisateurs que nous connaissons parfaitement et que nous ne partageons pas, nous estimons que cette initiative présentait l'avantage de désigner aux travailleurs l'obstacle à abattre, la tâche politique qu'ils ont à accomplir, la voie dans laquelle ils doivent orienter leur combat pour pouvoir par la suite entrevoir la satisfaction de leurs revendications sociales.

Il est clair depuis déjà de nombreuses années, qu'il ne sera pas possible de stopper l'engrenage sans fin de la régression sociale généralisée mise en oeuvre par le gouvernement et le Parlement sans les renverser et prendre le pouvoir.

La crise du capitalisme exige que cette politique antisociale soit appliquée par le pouvoir exécutif et législatif avec détermination et persévérance et menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques qu'incarne l'Union européenne et demain le marché unique transatlantique, étape déterminante vers l'établissement d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale de la finance.

Les masses exploitées sont très hétérogènes, certaines couches ont commencé à prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ne croient plus aux balivernes que leur racontent le gouvernement et les partis de droite comme de gauche, elles rejettent les institutions ou sont mûres pour rompre avec elles, il est donc de notre devoir de leur proposer une issue politique qui répond à ce rejet et à la question du pouvoir ainsi posée, tandis que l'extrême droite se nourrit de ce rejet ou tente de le récupérer à son profit.

La question n'est pas de savoir si nous avons ou non les moyens de changer le cours des choses ou de modifier la situation ou encore d'empêcher le FN de développer sa politique nauséabonde, nous savons que nous n'en avons pas les moyens, et même si nous les avions cela ne changerait rien au fait que nous sommes uniquement comptable des objectifs que nous pouvons atteindre dès lors qu'on se donne la peine d'exposer la situation aux travailleurs sans leur raconter d'histoires et de leur proposer une politique résolument révolutionnaire, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on se destinerait à renverser le régime demain matin...

L'hétérogénéité des situations et des revendications des masses pose la question de leur convergence vers un même objectif politique qui peut les rassembler ou les unir afin de les aider à se dresser contre le régime pour le vaincre. Le combat pour défendre tous nos droits ou acquis sociaux ne présente un intérêt que s'il se situe dans cette perspective politique, ainsi tout recul du gouvernement serait un appel à continuer le combat jusqu'au bout, sachant que pour une revendication qui serait éventuellement satisfaite cent autres ne le seraient pas, fort de cette expérience le prolétariat serait encouragé à se saisir de cet objectif politique qui incarnerait la satisfaction de l'ensemble de ses revendications. Sinon il est incapable de tirer le moindre enseignement des luttes qu'il mène et il en est toujours au même point.

Vidéo

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie) - Publiée le 22 janv. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFI_I31IQ

Attention : actes de grande cruauté (plus de 16 ans).

Un impressionnant documentaire diffusé sur Russia 24 sur le coût humain du conflit syrien et l'échelle de dévastation atteinte. Pas de politiques, juste le regard de syriens ordinaires.

540

C'est le nombre d'ouvrières mortes dans l'effondrement de l'immeuble où elles travaillaient à Dacca au Bangladesh, deuxième exportateur mondial de textile après la Chine.

Au total 2.437 personnes sur les 3.000 personnes se trouvaient dans cet immeuble au moment du drame, le décompte macabre devrait donc monter à 563 ouvrières sacrifiées sur l'autel du profit des multinationales occidentales.

Selon un responsable de l'enquête, des vibrations dues notamment à de gros générateurs sont à l'origine de l'effondrement de l'immeuble qui était déjà très fragilisé, ont indiqué des témoins.

"Quatre énormes générateurs étaient installés sur les étages supérieurs de l'immeuble en violation de toutes les règles", a déclaré vendredi Uddin Khandaker, un haut fonctionnaire qui dirige l'enquête diligentée par le gouvernement sur la catastrophe.

Une douzaine de personnes ont été arrêtée dans le cadre de l'enquête, dont le propriétaire de l'immeuble du Rana Plaza et les quatre propriétaires d'ateliers de confection. (source : AFP 04.05)

ACTUALITE EN TITRES

[Le monarque, sa cour, ses courtisans, ses serviteurs, ses bouffons...](#)

- Primes : Valls dispose de la plus grosse enveloppe - LeFigaro.fr

Selon les documents budgétaires, le ministère de l'Intérieur est le mieux loti en primes de cabinet. Les proches du ministre toucheraient en moyenne 20.000 euros par an de complément de salaire.

A ce prix-là, on ferme sa gueule et on exécute ! A raser !

[Les laquais de Bruxelles.](#)

- Ni laxisme, ni austérité, la France veut rassurer sur sa conduite budgétaire - AFP

- Pierre Moscovici : "*Il n'est pas question de relâcher l'effort de réduction des dépenses*" - LePoint.fr

- Déficit: des conservateurs allemands mécontents du sursis accordé à Paris - AFP

- Barroso prend la défense de Merkel sur la rigueur budgétaire - AFP

- Déficit - France : la BCE met en garde contre tout relâchement - LePoint.fr

[Remake](#)

Une banale question sans conséquence

- Les chantiers navals de Saint-Nazaire bientôt en vente ? - LePoint.fr

Une réponse qui se veut rassurante.

- STX: L'activité des chantiers de Saint-Nazaire pas «*menacée*», assurent Montebourg et Moscovici - 20minutes.fr

Cependant le danger se précise.

- Le sud-coréen STX envisage de vendre ses chantiers navals en France - 20minutes.fr

Cela dépend pour qui.

- Le gouvernement sera "*toujours aux côtés*" des chantiers de l'Atlantique - Le Nouvel Observateur

Pour finalement s'avérer fatal toujours aux mêmes.

- "*STX France a besoin de commandes, pas d'un nouvel actionnaire*" - LePoint.fr

[Non, tout compte fait vaut mieux pas.](#)

- Wolfgang Schäuble pas pour un accord fiscal avec la Suisse - Reuters

[Waren Buffet a gagné 51% mais pas la lutte des classes !](#)

- Bénéfice en hausse de 51% pour Berkshire Hathaway - Reuters

Le "***mur des cons***" s'étoffe.

Auréolé. Des tâches !

- Est-ce bien raisonnable d'avoir des auréoles sous les bras ? - LeMonde.fr

Dans le miroir

- Un animal grégaire, un être docile, maladif, médiocre, l'Européen d'aujourd'hui - Atlantico.fr

En détresse.

- Séquestré par vos salariés ? Petit kit de survie pour patrons en détresse - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

"Changer la vie des Français "... en pire !

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem : *"Nous, ce dont on parle aujourd'hui, ce sont des réformes pragmatiques qui ont vocation à changer la vie des Français "*

On entend bien, votre seule *"vocation* est de servir les intérêts des capitalistes.

Le spectre de l'extrême droite à laquelle ils fraient le chemin.

- Najat Vallaud-Belkacem *"Si c'est pour renvoyer tout le monde dos à dos, si c'est pour mettre tous les responsables politiques, gauche, droite, dans un même sac, on sait à quoi cela conduit"*

Mais vous y êtes dans le même sac et cela sent très mauvais, vous avez raison ça pue à plein nez la réaction.

- Benoît Hamon, met en garde les manifestants qui s'appêtent à défiler dimanche à l'appel du Front de gauche contre un *"échec de la gauche au pouvoir"*, qui serait *"fatal"*.

- Benoît Hamon- *"Tout ça préparerait le terrain à l'arrivée, non pas d'une autre gauche au pouvoir, mais d'une droite radicale voire de l'extrême droite"*.

Ce qui définit mieux que tout le PS, c'est l'incapacité congénitale de ses dirigeants d'assumer leurs responsabilités, la politique qu'ils appliquent avec toutes ses conséquences.

Si c'est un *"échec de la gauche au pouvoir"* après avoir chassé la droite du pouvoir et que vous considérez que personne d'autre à gauche pourrait faire mieux, sans penser au Front de Gauche en ce qui nous concerne, en suivant son raisonnement cela signifie qu'il n'existe plus que l'extrême droite vers laquelle se rabattre. Remercions monsieur Hamon pour cet exercice de logique imparable !

- Harlem Désir *"... la gauche, ce n'est pas la vocifération, c'est l'action au service de la justice sociale, pour la refondation de l'école"*

Action décriée par les travailleurs et militants qui sont opposés à l'accord scélérat du 11 janvier 2013 et à la réforme de l'école que votre parti veut imposer. Mais vous avez raison, *"vociférer"* ne sert à rien ou ne sera pas suffisant pour obtenir le retrait de toutes les mesures ou lois antisociales que votre parti a adoptées depuis un an et à venir sur les retraites et le financement de la protection sociale, toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides adoptées par les gouvernements précédents et que vous ne comptez pas abolir, contre le gouvernement et les institutions de la Ve République il faut organiser et rassembler l'ensemble des travailleurs pour les renverser et prendre le pouvoir, car il n'existe pas d'autre moyen pour changer de politique, changer la société...

- Harlem Désir : *"On a besoin que toute la gauche, aujourd'hui, se mobilise pour l'action, pour l'emploi, pour la justice sociale (...) Et il n'y a pas une gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon, qui gagnera contre le reste de la gauche"*.

Vous vous mobilisez avec le Medef et les syndicats jaunes, vous vous mobilisez avec la Commission européenne, la BCE, le FMI, etc. qui représentent le capital qui représente la droite, vous ne voudriez tout de même pas après qu'on vous considère comme appartenant à la gauche, il faut être cohérent monsieur Désir et assumer. On va vous dire un truc, la gauche elle

gagnera contre vous, contre la droite

Inversement des rôles.

- Harlem Désir : "*Ses vociférations n'alimentent finalement que l'exaspération*".

Vous prenez vraiment les travailleurs pour des abrutis. C'est votre politique qui les exaspère, non pas qu'ils attendaient forcément une autre politique de votre part, ils la rejettent massivement, voyez les sondages, l'exécutif n'a jamais été aussi impopulaire sous la Ve République en si peu de temps après qu'une nouvelle "majorité" soit parvenue au pouvoir.

On ne vous en veut pas, on ne vous demande rien, on n'exige rien de vous, on n'attend rien de vous, d'ailleurs c'est bien simple, on ne vous adresse même pas la parole, nous menons notre combat en toute indépendance sur le terrain de classe des exploités contre la classe des exploités que vous représentez, vous voyez pas besoin de "*vociférer*".

L'offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre.

Michel Barnier, le membre français de la Commission européenne, a exhorté samedi François Hollande à faire preuve de "*courage politique*" en poursuivant les réformes malgré le répit donné par son institution à la France pour résorber ses déficits.

La France, a-t-il ajouté, doit être en mesure de réduire ses "*frais de fonctionnement*" à un rythme plus lent, comme l'a prescrit sa propre Cour des comptes, et elle en est "*capable comme d'autres l'ont fait, l'Allemagne, les pays nordiques*".

Mais elle doit aussi poursuivre les réformes des retraites et du marché du travail pour améliorer sa compétitivité et inverser la courbe du chômage.

"*C'est aussi un moment de vérité pour le gouvernement qui doit avoir le courage politique de faire ces réformes qui vont parfois être mal comprises, qui vont demander des efforts mais il faut montrer le sens de ces efforts*", a dit Michel Barnier.

On n'en doute pas.

Ce membre de l'UMP a également appelé l'opposition à "*avoir le courage politique de soutenir le gouvernement quand il fera des réformes qui iront dans la bonne direction*".

Message reçu cinq sur cinq par le serviteur zélé de la finance

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'abuserait pas de la liberté donnée par la Commission.

Ce délai de deux ans "*vient consacrer ce que la France a demandé depuis un an : qu'on mette la croissance au premier rang de nos priorités*", a dit le président français.

Il leur a donné des gages.

"*Ne croyez pas pour autant que parce qu'on a cette souplesse, cette liberté, cette capacité qui nous est donnée d'engager notre politique sans avoir une contrainte qui nous empêche d'agir pour la croissance et l'emploi, nous puissions nous dispenser du sérieux budgétaire indispensable*".

En Allemagne, Wolfgang Schäuble a jugé le délai accordé à la France conforme avec les règles du pacte de stabilité réformé "*qui permet une certaine flexibilité*".

"*Mais la Commission a aussi dit, et c'est très important, que des exigences claires pour les réformes nécessaires accompagnent (l'extension)*", a-t-il dit dans l'hebdomadaire Bild am Sonntag à paraître dimanche. Reuters 04.05

Marisol Touraine en a donné un aperçu dans un entretien au journal Le Figaro vendredi, en confirmant que dans le cadre de la réforme des retraites "*un effort sera nécessaire, auquel devront participer tous les Français*". AFP 03.05

Propagande et manipulation des masses. Une arme à double tranchant.

Près de trois quarts des Français se disent hostiles au projet de loi d'amnistie des délits commis lors de conflits sociaux, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest dimanche qui vient confirmer un précédent sondage BVA.

(Normal, ils sont plus des trois quarts à ne participer à aucun conflit social. La conscience de classe des travailleurs n'existe pas dans la même proportion ou n'est guère assurée, en réalité ils partagent davantage celle des bourgeois qui se laissent vivre ou profitent de la société telle qu'elle existe sans se poser de questions ou s'engager pour l'améliorer, encore moins pour la changer. C'est peut-être dure à encaisser pour un militant mais telle est le constat que chacun peut faire, à moins de se leurrer soi-même. Cela dit, lisons la suite. - ndlr)

"Les Français font preuve d'un rejet massif", note l'Ifo, 73% d'entre eux se déclarent défavorables à ce projet de loi, contre seulement 27% qui adhèrent au texte.

(27%, ce n'est pas si mal, puisque cela comprend les retraités, sur la base d'environ 46 millions d'électeurs, cela donne 12 420 000 qui soutiendraient ce texte, dites-donc il y a largement de quoi construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, non ?

S'ils ne condamnent pas l'action violente de travailleurs pour défendre leurs droits, avec un peu d'effort ils ne condamneraient de recourir à une action violente, ils adhèreraient au moyen de la révolution pour renverser le régime en place pour peu qu'il s'incarne dans un programme politique cohérent et sérieux défendu par un parti qui devrait l'être également. Vous voyez que tout n'est pas tout noir. Si maintenant nous ne sommes pas capables de s'adresser à ces millions de travailleurs, de les organiser et de construire le parti, il ne faut s'en prendre qu'aux dirigeants de nos partis et non à ces travailleurs. - ndlr)

Deux sympathisants PS sur trois (66%) se disent également défavorables au projet de loi, 29% d'entre eux se disant même "tout à fait défavorables".

(C'est dans l'ordre des choses, normal pour un parti de droite, et ce n'est pas un hasard si les sympathisants de l'UMP y sont farouchement opposés dans les mêmes proportions, 68%. - ndlr)

L'institut remarque que les interviewés ont tendance à être de plus en plus hostiles au projet avec l'âge. Ainsi, si 39% des moins de 35 ans sont favorables à la loi d'amnistie sociale, cette proportion tombe à 13% chez les 65 ans et plus.

(Normal, les vieux ne se sentent pas concernés, de plus ils sont faibles physiquement et s'identifient aux victimes de cette violence. - ndlr)

"La catégorie socioprofessionnelle émerge également comme une variable lourde d'adhésion au texte", dit l'Ifo : seuls 17% des professions libérales et cadres supérieurs se disent favorables au projet, contre 43% chez les ouvriers.

(Normal, pour les nantis qui ne sont pas foutus de changer une roue par crainte de se faire une entorse au petit doigt ou de changer une ampoule sans craindre de s'électrocuter, partisans de toutes les guerres du moment qu'ils n'entendent pas le bruit du canon ou des gémissements des victimes innocentes agonisantes, toute violence sous leurs fenêtres et qui risqueraient de les atteindre est condamnable.

Pour l'ouvrier au contraire qui est habitué à la dure, à se faire matraquer à longueur de temps par la politique réactionnaires des différents gouvernements, pragmatique par excellence, il considère qu'il arrive un moment où répondre à la violence de l'Etat et du patronat qu'il subit par la violence est légitime. Quelque part, sans en avoir encore conscience il légitime la révolution... - ndlr)

Les catégories franchement opposées se révèlent être les personnes âgées de 65 ans et plus (56%), les catégories socioprofessionnelles supérieures (51%) et les sympathisants de l'UMP (68%).

(Rien de surprenant à cela comme nous l'avons déjà dit. Les vieux aspire à la sérénité, les nantis à profiter de leurs privilèges et les partisans de l'UMP au maintien de l'ordre établi. - ndlr) (source : AFP 04.05)

[Mort il y a 89 ans, c'est encore leur cauchemar !](#)

- De quoi Lénine est-il mort? - slate.fr

Quel mystère ! Ils doivent craindre qu'il se réveille un jour ou qu'il se réincarne !

- Alors que Die Welt vient d'en rappeler la cause : "... il s'agissait des conséquences tardives de l'attentat qu'a commis Fanny Kaplan (socialistes révolutionnaires -ndlr) avec un pistolet contre Lénine en 1918. Une balle est restée logée dans le cou, duquel elle n'a été extraite qu'en 1922. Autrefois le médecin de Lénine imputait ses maux de tête à une infection liée au plomb."

(Le 3 mars 1918, le gouvernement avait signé le traité de paix de Brest-Litovsk avec les Allemands qui déclencha la furie de la branche gauchiste des socialistes-révolutionnaires qui dans le passé s'était livrée à divers attentats ou assassinats de dignitaires de l'ancien régime. De plus le gouvernement venait de renvoyer sine die la tenue de l'Assemblée constituante sur laquelle comptait

les socialistes-révolutionnaires évincés du pouvoir lors de la révolution d'octobre 1917 pour se refaire une santé... Après (comme avant) la victoire de la révolution, les organisations centristes ou démocrates petites-bourgeoises qui ne saisissent pas le développement de la situation pour faire bref, peuvent se transformer en organisations contre-révolutionnaires, d'où aussi la nécessité parfois de les mâter, au même titre que les anarchistes quand ils présentent un réel danger pour le nouvel Etat ouvrier. Et oui, faire la révolution ou être révolutionnaire ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, ni avant, ni pendant, ni après... - ndlr)

Une équipe de chercheurs américano-russes de l'UCLA, en Californie, vient de publier une étude qui soutient la thèse selon laquelle Lénine, décédé en 1924 à l'âge de 53 ans, aurait été atteint d'une mutation génétique rare qui aurait provoqué les trois accidents vasculaires cérébraux dont il a été victime quelques mois avant sa mort et qui l'ont laissé paralysé.

Le rapport de l'autopsie réalisée sur le corps de Lénine à son décès qui a mis la puce à l'oreille aux chercheurs: «*Les artères cérébrales étaient si calcifiées que lorsqu'on les tapota avec des pinces lors de son autopsie, elles retentirent comme si elles étaient de pierre*», écrivent-ils. slate.fr 04.05

Atteint d'une mutation génétique, Lénine était en réalité un mutant ! Etait-il seulement humain dans le sens humaniste le dirigeant du parti bolchevik et de la révolution d'Octobre, était-ce possible ? Avait-il le coeur aussi sclérosé que les vaisseaux de son cerveau, avait-il une pierre à la place du coeur ce monstre ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Le président Hamid Karzaï a révélé avoir parlé en début de journée avec le chef de l'antenne de la CIA à Kaboul pour lui demander que l'agence de renseignement américaine continue de verser des subsides à l'Afghanistan.

"*Je l'ai remercié pour le soutien qui nous est fourni depuis dix ans et je lui ai demandé de le poursuivre*", a déclaré Hamid Karzaï en précisant que ces fonds secrets étaient versés au Directeurat national de la sécurité, qui coiffe les services de renseignements afghans.

"*Dans la situation que connaît aujourd'hui l'Afghanistan (...), (cette aide financière) est extrêmement utile*", a-t-il ajouté.

Selon le New York Times, qui a révélé fin avril l'existence de ces fonds secrets, ces derniers ont pour objectif officiel d'accroître l'influence de la CIA à Kaboul. Mais en réalité, ils alimentent la corruption et donnent plus de pouvoirs aux chefs de guerre locaux, ce qui a pour effet de saper la stratégie de sortie des Etats-Unis du "*bourbier*" afghan. Reuters 04.05

Cela confirme une nouvelle fois les contradictions qui existent au sommet de l'Etat aux Etats-Unis, et le fait qu'une grande partie de la politique étrangère de ce pays échappe à l'exécutif et aux parlementaires, qu'il existe au sein du Pentagone et de la CIA un puissant clan qui agit en dehors de tout contrôle du gouvernement ou des institutions, qui prend ses ordres ailleurs, où d'après vous sinon auprès des créanciers du Trésor américain, le cartel des banquiers de la Fed. Ajoutons, qui blanchissent dans leurs établissements via les paradis fiscaux l'argent du trafic de drogue que contrôle en grande partie la CIA.

Quand ils ne peuvent pas obtenir du Congrès ou du gouvernement ce qu'ils veulent, ils le courtcircuient voilà tout. C'est la raison pour laquelle certains soutiennent qu'il existerait un gouvernement de l'ombre à Washington, cet épisode tendrait à le confirmer pour ceux qui n'en étaient pas encore convaincus depuis le 11 septembre 2001 ou bien avant d'ailleurs. Ce qui est intéressant ici, c'est que ces contradictions s'affichent au grand jour, ce qui témoignent des difficultés que rencontre l'impérialisme américain sur son propre sol.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mai 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir.

Il y a plusieurs façons de s'adresser aux militants et aux travailleurs :

- en fournissant une interprétation tronquée ou sélective de la situation ou des faits de manière à ce qu'elle coïncide avec la ligne politique que l'on défend, sans avoir à la justifier et de manière à influencer le lecteur dans une direction précise plus ou moins à son insu, qui sera déterminée par le degré ou la qualité des éléments implicites ou sous-entendus utilisés portés à sa connaissance ou

- en mettant en relief les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, éventuellement en les replaçant dans un contexte plus général, pour que le lecteur puisse saisir la ou les tendances qui s'en dégagent, ce qui lui permettra de se forger une libre appréciation des faits, ce qui n'interdit pas de lui en proposer une qu'il partagera ou non.

Vous avez dit indépendant : de qui ?

La manifestation du 5 mai à Paris était annoncée contre la politique d'austérité conduite par le gouvernement et tournée contre les institutions de la Ve République. Les travailleurs et les militants qui devaient y participer manifesteraient donc contre cette politique et les institutions, quel que soit le contenu, les mots d'ordre ou l'orientation qui seraient retenus par ses organisateurs, qui à notre connaissance soutiennent le régime et les institutions.

Dès lors, ceux qui ont refusé d'y participer devaient privilégier l'interprétation qu'en donnaient les appareils du Front de gauche (principalement), au détriment de celle contradictoire qu'adopteraient les travailleurs et les militants, animés par un vulgaire et mesquin calcul d'appareil au lieu d'être guidés uniquement par les intérêts des travailleurs en se plaçant à leur côté contre les appareils contre-révolutionnaires du Front de gauche.

Notre seul objectif était de faire de cette manifestation un succès ou une démonstration de force face au gouvernement et à l'UE.

Bien entendu, connaissant les réelles intentions des organisateurs de cette manifestation, on ne s'attendait pas à ce qu'ils créent les conditions de son succès, qu'ils s'y prennent à l'avance et qu'ils organisent les travailleurs, c'est ainsi que c'est au dernier moment qu'ils s'y sont pris pour appeler à la mobilisation, multipliant les discours contradictoires (Mélenchon se déclarant à devenir le Premier ministre de Hollande par exemple) ou de division pour en minimiser la portée, leur objectif étant d'en détourner le contenu pour en faire une manifestation de soutien au régime, ce qui aurait été plus difficile si elle avait été massive.

Franchement, qui pouvait prendre un instant au sérieux le prétendant à la fonction de skippeur du pédalo du locataire du Château ? Personne, ainsi les choses étaient parfaitement claires et il était possible de participer à cette manifestation tournée contre le gouvernement et les institutions sur ses propres mots d'ordre, sans craindre d'être accusé de soutenir le Front de gauche dont les réelles intentions s'étaient au grand jour. Il fallait être d'une mauvaise foi incurable pour prétendre le contraire. En fait les uns et les autres soutiennent le régime chacun à leur manière, ce qui fournit matière à leurs discours sur l'unité, alors qu'en réalité c'est le facteur qui nourrit la division.

La position de LO reflétait ses préoccupations purement électoralistes en vue des municipales de 2014, on comprend. Quant au POI qui se prétend "ouvert" aux autres courants du mouvement ouvrier, il a démontré que cette ouverture correspondait uniquement au développement opportuniste de ses dirigeants, et qu'ils demeuraient aussi sectaires et dogmatiques qu'autrefois, ouvert à tous ceux qui en réalité partagent leurs idées ou positions, et fermé à ceux qui n'en partagent que certaines, les apparences sont souvent trompeuses ou ne trompent que ceux qui sont disposés à se laisser tromper ou à se leurrer eux-mêmes.

Leur attitude a finalement consisté à désertier, à laisser les travailleurs et les militants présents lors de cette manifestation seuls aux prises ou face à l'appareil du Front de gauche, au lieu de défendre leurs propres mots d'ordre et politique. C'est une autre manière de soutenir le régime, plus discrète, sournoise.

Le chiffre du jour. 622

Selon un dernier bilan, la catastrophe survenue au Rana Plaza de Savar, à une trentaine de km de la capitale bangladaise, a fait 622 morts. Reuters 05.05

Par erreur, j'avais situé ce bâtiment à Dacca.

ACTUALITE EN TITRES

[Privatisation et dépeçage en vue.](#)

- Ayrault envisage de réduire la participation de l'Etat dans des entreprises publiques - AFP

[Dire le contraire et ils s'écrouleraient !](#)

- Le milliardaire Warren Buffett optimiste sur l'économie et les marchés - AFP

[En famille. Côté pile et côté face.](#)

- Bayrou pour "un accord d'unité nationale" entre "réformistes des deux rives" - AFP

Merci monsieur Bayrou de signifier que le MoDem appartient à la même famille que le PS. Attention tout de même de ne pas trop en dire monsieur Bayrou, à force vous allez scier la branche sur laquelle repose le régime...

... pour certains c'est déjà fait

- Placé (EELV) "à l'aise" de voir Joly dans la rue et Duflot au gouvernement - AFP

Même le monarque va sur le trône ! Pour les non initiés au langage populaire, trône signifie aussi le siège des cabinets d'aisances.

[Aveu. Sans blague, ce ne serait pas le gouvernement syrien ?](#)

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr

[Réaction. Eugénisme. Mondialisme.](#)

- Il naît beaucoup trop d'humains : pour ceux qui sont en trop, on a inventé l'État Atlantico.fr

Et quand l'Etat n'existe pas ou est trop faible pour leur venir en aide, il devient quoi ce bétail en trop ? Il est voué à la déchéance, à disparaître plus ou moins discrètement, à petit feu ou brutalement, Soudan, Somali, etc. Même en supprimant l'Etat, ce surnuméraire demeure, quelle poisse ! Alors il faudra mettre au point différentes techniques et différents procédés pour les éliminer en masse...

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos de la manifestation du 5 mai

Le Front de gauche (FG) et Jean-Luc Mélenchon ont mobilisé, dimanche à Paris, "contre l'austérité, contre la finance et pour une VIe République", des dizaines de milliers de déçus de la gauche pour dire haut et fort que "le compte n'y est pas" et réclamer "que ça change vraiment".

De la place de la Bastille à celle de la Nation, grand classique des défilés de la gauche en France, une "marche citoyenne" réunissait dans l'après-midi 180.000 manifestants, selon Jean-Luc Mélenchon qui avait affirmé vendredi que ce serait "un triomphe" si le cortège regroupait 100.000 personnes. La préfecture de police l'a évalué à "30.000".

Une divergence de chiffrage qui a mis le feu aux poudres entre M. Mélenchon et Manuel Valls (Intérieur), le premier décrivant le second comme "aux abois" et le second accusant le premier d'être "un théoricien du complot".

Seules les intentions comptent.

Mélenchon (PG) : "Aucun monarque, fut-il républicain, ne nous imposera jamais sa loi".

Pierre Laurent (PCF) : "nous n'acceptons pas d'en rester là, de nous rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'argent".

Chant patriotique.

Mélenchon : "C'est nous qui commençons, avec cette marche citoyenne, cette insurrection dont la patrie républicaine a besoin".

Ils rassurent Hollande, était-ce vraiment nécessaire ?

Sergio Coronado, député EELV : *"ce n'est pas une manifestation contre François Hollande, c'est une manifestation pour que le gouvernement change de cap"*.

Mme Joly a demandé à François Hollande de *"retrouver l'esprit du Bourget, lorsqu'il disait vouloir combattre le pouvoir de l'argent"*.

"La manifestation n'est pas une mobilisation antigouvernementale, elle doit être un point d'appui pour mener une autre politique".

Même langage, chercher l'erreur.

Mme Joly : *"Nous avons chacun nos histoires, nos traditions politiques (...) Mais nous ne nous laisserons pas diviser"*.

Harlem Désir : On *"n'a pas besoin d'une gauche qui se déchire, on a besoin d'une gauche qui se rassemble dans l'action"*.

Cela commence par le combat dans l'unité au quotidien que refuse le NPA.

Besancenot : *"On sait qu'il y a des gens dans les couches populaires, chez les salariés (...) qui sont révoltés contre ce gouvernement et l'objectif (...) c'est de leur donner une perspective politique commune, (...) c'est une grande manifestation de la gauche anti-gouvernementale"*.

Laquelle, abattre les institutions, une République sociale ? Pas vraiment.

La palme revient à Pierre Moscovici, dans l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1->Télé-Le Parisien :

"Toujours, dans notre histoire, quand la gauche a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre et non pas le voisin (...), chaque fois qu'elle a dit que c'était le social-démocrate qui était un social-traître, alors au final, ça a été l'échec" .

Traduisons en remettant chacun à sa place : le PS prétend être de gauche, or c'est bien lui qui *"a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre"*, donc en admettant qu'il serait de gauche, la caractérisation de *"social-traître"* lui va comme un gant.

Quant à *"l'échec"*, tout dépend à quoi on fait allusion. Pour le patronat c'est plutôt une victoire, ne s'est-il pas félicité de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 dont le gouvernement a été à l'initiative ou qu'il a soutenu, qu'il revendique ? Finalement Moscovici confirme que le PS ne peut pas être de gauche, on l'en remercie. (source : Reuters et AFP 05.05)

En complément

En famille. Mélenchon excelle dans le rôle du bouffon du monarque.

A l'entendre il serait possible d'être un jour à gauche et un jour à droite, pour ensuite revenir à gauche avant de repartir à droite et ainsi de suite, parce qu'il ne peut pas admettre que Hollande et le PS sont de droite parce qu'il n'envisage pas de rompre avec eux. Rompre avec le PS signifierait se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, or il en est incapable. Alors sur quel terrain se situe-t-il ? Bonne question qui en appelle une autre, en existe-t-il cinquante ? A notre connaissance il n'en existe que deux, celui de la classe ouvrière ou des capitalistes. Hollande et le PS se situant sur celui des capitalistes et Mélenchon ne voulant pas rompre avec eux, sur quel terrain se situe-t-il ? Poser la question c'est y répondre. Du coup, vous avez la nature précise du Front de gauche qui s'étale sous vos yeux. Vous pouvez reprendre cette démonstration depuis le début, vous verrez qu'il n'y a aucune entourloupe ou manoeuvre malintentionnée de ma part.

- Dans une interview au Parisien dimanche, Le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon demande au président Hollande *"de se remettre à gauche, où il était au moment du vote"* de la présidentielle, il y a un an. *"Comme il refuse d'entendre, j'ai dit que nous, au Front de gauche, étions prêts à gouverner et moi être Premier ministre"*, poursuit-il.

Hollande serait de gauche, il l'est, mais voilà, il a oublié qu'il l'était le malheureux, il doit sans doute être victime d'un fâcheux trou de mémoire, le surmenage vous savez ce que c'est, aussi Mélenchon se fait fort de lui rappeler, quelle grotesque comédie !

- Il explique que ce serait alors une *"cohabitation de gauche"* avec *"un Président qui dit qu'il n'est plus socialiste et un Premier ministre qui confirme qu'il est de gauche"*. Jean-Luc Mélenchon fait valoir que cette tâche de Premier ministre *"peut aussi être confiée à un autre que (lui)"*. Il cite à cet égard Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif.

Avec le complice de Mittal et Peugeot (notamment) comme Premier ministre, c'est sûr que le gouvernement ferait une politique de gauche, mieux socialiste ! Mélenchon se vend ici, c'est un manipulateur, il roule pour le régime, il vient d'en faire la démonstration. Et puis, puisque l'union nationale semble difficile à réaliser, pourquoi ne pas essayer le front populaire qui en est le pendant... de gauche !

La crise du capitalisme ne serait pas à l'origine de la politique menée par le gouvernement, du coup pourquoi ne pourrait-il pas faire preuve de bonne volonté et en changer. Voilà qui témoigne que Mélenchon ne comprend rien à la nature de la crise du capitalisme, au capitalisme lui-même, et qu'il n'a pas l'intention de rompre à la fois avec le gouvernement et le capitalisme.

- Pour Jean-Luc Mélenchon, François Hollande «est l'une des causes de la crise, comme Mme Merkel et les autres dirigeants européens qui ont fait le choix de l'austérité». 20minutes.fr et AFP 05.05

Ils ont seulement fait un mauvais "choix" en somme, mais ils auraient eu le choix, ce qui signifie que sans rien changer fondamentalement aux rapports entre les classes, il serait possible de faire une autre politique, or l'exacerbation des contradictions du capitalisme s'inscrit en totale contradiction avec cette affirmation charlatanesque.

NPA. Titre : Le 5 mai, c'est la rue qu'il faut tenir, pas le balai ! - Vendredi 3 mai 2013

Mélenchon aurait dit "la rue" qu'ils auraient dit le boulevard, l'avenue, la place, l'impasse ferait mieux l'affaire semble-t-il.

Il faudrait qu'"une opposition se fasse enfin entendre", très bien, à quoi, à qui ? Pas au PS car l'affaire Cahuzac aurait révélé " la vraie nature de la politique du gouvernement", mais pas sa nature, celle du PS, surtout pas, imaginez un instant les conclusions qu'ils devraient en tirer.

Pour quoi fallait-il manifester le 5 mai ? Pour "une démocratie réelle qui rompt avec les institutions de la Ve République, qui interdit la concentration des pouvoirs et le cumul des mandats, qui impose le contrôle direct de la population sur les élus révocables, rémunérés à un niveau du salaire moyen...", le problème et toute la difficulté aussi, c'est que c'est impossible sans une révolution prolétarienne ou renverser le régime en place. Il est impensable de passer du régime actuel au socialisme sans une révolution. Mince, j'allais oublier que le NPA était anticapitalisme mais pas révolutionnaire.

Pourquoi ? Parce que c'est uniquement à l'issue d'une révolution prolétarienne victorieuse que les rapports de domination de classe se trouvent modifiés, inversés en faveur de la classe des exploités, parce que c'est seulement au cours de la révolution que les masses se dotent d'institutions politiques indépendantes qui leur servent de point d'appui pour liquider les institutions de l'ancien régime ou ce qu'il en reste, car la révolution ne règle pas tous les problèmes d'un coup, elle n'est que le point de départ du processus politique qui va permettre à la classe qui détient le pouvoir d'exercer sa dictature sur la classe dominée, celle des exploités qui n'a pas disparu d'un coup de baguette magique avec la chute de l'ancien régime... C'est seulement dans ce cadre et une fois ces conditions réunies qu'il est possible d'envisager l'existence d'une réelle démocratie. Or, on ne nous dit pas comment y parvenir. C'est encore une autre manière de soutenir le régime : proposer un objectif sans les moyens pour l'atteindre, ce qui revient à demeurer rivés sur place !

- Mais c'est bien toute la cuisine qu'il faut changer. Les « coups de balai » ne suffisent pas, car le système n'est pas seulement poussiéreux, il est moisi. Il ne s'agit pas seulement de changer de gouvernement, de président ou de personnel politique, en remplaçant les uns par les autres, ou de changer le numéro de la république, il est question de changer toutes les règles du jeu, que la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique. Puisque les politiciens et les riches s'enlisent dans les affaires, il est temps de prendre les nôtres en main.

Mais dans quelles conditions il serait possible que "la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique", pas de réponse, et bien entendu gracieusement les capitalistes accepteraient de tout perdre...

En fait, c'est une mauvaise piste, les masses feraient leur cuisine dans leur coin, tandis qu'en haut ils feraient la leur.

- Nous ne partageons pas la façon de faire, ni les appels cocardiers, souverainistes, voire nationalistes car notre drapeau est à jamais celui de l'internationalisme. Mais, nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible pour mettre en échec la politique du gouvernement, pour ne pas laisser le rue aux réacs homophobes et défendre la perspective d'une démocratie réelle, par en bas, qui mette les financiers et leurs amis politiciens hors d'état de nuire. Voilà pourquoi, le 1er le 5 mai, nous appelons tous et toutes à descendre dans la rue.

On a envie de leur répondre qu'on en a rien à foutre ici de l'internationalisme, la question qui nous était posée consistant à savoir comment en finir avec le régime en place, par des discours ou des votes ou par un soulèvement révolutionnaire des masses. L'internationalisme servait à faire diversion.

Nous y voilà, "une démocratie réelle" serait possible, par en bas, tandis que perdurerait en haut une fausse démocratie animée

par "*les financiers et leurs amis politiques*", et ce serait une confrontation tranquille, pacifique ou électorale qui trancherait leurs différents et que le meilleur gagne, ces derniers acceptant de bon coeur les "*règles du jeu*" qui leur seraient imposées ou défavorables et conduiraient à les mettre "*hors d'état de nuire*, un conte pour grands enfants un peu attardés qui se terminerai bien.

D'un coup de baguette magique une dictature serait remplacée par une véritable démocratie. Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, il semblerait que tous les peuples qui se sont soulevés dans un passé plus ou moins lointain et s'y sont essayés ont échoué, apparemment il leur a manqué quelque chose ou la "*règle du jeu* n'était pas la bonne, peut-être bien "*poussièreuse*" ou "*moisie*"...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler a accusé samedi le président de la Commission européenne José Manuel Barroso d'avoir remis en cause de manière "*irresponsable*" la politique de consolidation budgétaire en Europe.

"C'est irresponsable quand un président de la Commission européenne remet en cause la politique de consolidation budgétaire dans les pays de l'UE", a martelé M. Rösler à Nuremberg (sud) où son parti libéral FDP en congrès doit adopter d'ici dimanche son programme à cinq mois des législatives.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lui défendu la décision de la Commission européenne vendredi d'accorder un délai de deux ans à la France pour atteindre ses objectifs budgétaires, dans une interview à paraître dimanche. M. Schäuble a souligné que le Pacte de stabilité autorisait "*une certaine flexibilité dans l'application des règles*". AFP 05.05

2- Syrie

2.1- Le président de la République arabe syrienne, Bachar el-Assad, a inauguré personnellement une stèle commémorant les victimes étudiantes de l'agression dont le pays fait l'objet depuis deux ans, samedi 4 mai 2013.

Le président s'est offert un bain de foule improvisé dans le campus où plusieurs milliers d'étudiants étaient rassemblés pour la cérémonie.

Qualifiée de « *révolution* » par l'OTAN et le Conseil de coopération du Golfe, l'agression contre la Syrie se caractérise par l'absence de soulèvement des universités et, au contraire, leur attaque par le Front Al-Nosra (Al-Qaïda). RV 05.05

2.2- "*La Syrie a annoncé à la Russie qu'elle ne laisserait pas sans réponse le raid israélien contre son territoire, mais Poutine a demandé à Assad d'éviter toute riposte, avant le contact téléphonique qu'il devait avoir avec Obama*", a affirmé l'ex-député du parlement libanais, Nasser Qandil, cité par Al-Alam. "*Nous sommes entrés dans une guerre totale contre le régime sioniste. Tous nos aéroports, nos bases de missiles ont été visés. Ces attaques ont lieu, alors que l'armée syrienne reprend, les unes après les autres, les enclaves contrôlées par les terroristes.*"

Ces évolutions interviennent, sur fond d'une visite imminente de Kerry à Moscou, le centre de commandement des opérations US est en Jordanie et le raid sioniste n'a, en réalité, aucun lien avec les substances chimiques. Le raid du dimanche matin est un test, pour étendre les attaques à l'ensemble du territoire syrien. Les F-18 ont été employés, pour mener ces raids, avions capables de tirer des missiles à 60 miles. Le raid voulait, aussi, aplanir le terrain à l'avancée des Qaïdistes et d'Al-Nosra entraînés, en Jordanie. ...Poutine a demandé à Assad de faire preuve de retenue..et Assad attend de voir le résultat de ces contacts téléphoniques entre Poutine et Obama. On ne sait pas si Israël finira par se tirer de la guerre ou pas. ... il y a, aussi, des chances, pour que les prédictions du secrétaire général du Hezbollah se réalisent et qu'une guerre globale se déclenche, dans toute la région. french.irib.ir 05.0

2.3- L'armée syrienne attaquera des cibles à l'intérieur d'Israël en cas de nouvelles attaques israéliennes contre la Syrie, rapporte dimanche la chaîne de télévision publique en citant des officiels syriens.

Selon la télévision, l'armée syrienne a reçu l'ordre de répondre à toute attaque sans attendre l'autorisation du commandement suprême.

"Les missiles syriens sont prêts à attaquer des objectifs spécifiques en cas de nouvelles violations", rapporte la télévision syrienne.

Selon la même source, la Syrie a donné le feu vert aux Palestiniens pour "agir contre Israël" à partir des hauteurs du Golan, occupés par Israël. french.irib.ir 05.05

2.4- La présidence égyptienne a condamné, dimanche, l'agression d'Israël contre la Syrie, après des raids de son armée, près de Damas. Ces raids sont une violation des principes et du droit international et sont de nature à ajouter à la complexité de la situation et à menacer la sécurité et la stabilité de la région, a-t-elle affirmé, dans un communiqué. french.irib.ir 05.05

2.5- Le site Dampress rend public les noms des deux pilotes de l'appareil israélien, qui a participé au raid contre la banlieue de Damas. Les sources sionistes ont reconnu avoir perdu contact avec Shamoel Azar et Esson Gary, alors qu'ils survolaient la Syrie. "Nous n'avons aucune information sur le sort de ces deux pilotes", ajoutent les sources sionistes. french.irib.ir 05.05

2.6- Pour le ministre iranien de la Défense, "le raid israélien n'aurait pas pu avoir lieu sans le feu vert des Américains et de leurs alliés." Cette offensive prouve à quel point le régime sioniste se sent désemparé, désœuvré, face aux évolutions, qui se succèdent dans la région, et ses réactions ne font que mettre davantage en péril l'ensemble de la région. french.irib.ir 05.05

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mai 2013

CAUSERIE

Lundi soir à Pondichéry, 21h, avec un peu d'avance sur vous.

J'ai mis en ligne 12 nouveaux articles. Aux webmasters de portail ou blog, FileZilla est très rapide pour télécharger des fichiers, je l'ai adopté. Je gagne 10 à 15 minutes chaque fois, une heure par semaine, 4 heures par mois, la moitié ou le tiers d'une journée de boulot, eh oui il faut tout rationaliser au maximum et calculer sans cesse sinon on ne s'en sort pas, de toutes manières je ne m'en sors pas ! Je vous laisse j'ai du boulot en pagaille.

[Le chiffre du jour. 654.](#)

Le bilan du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh dépasse désormais les 650 morts, a annoncé l'armée lundi, après la découverte de nouveaux corps dans les décombres d'un immeuble du secteur textile qui s'est effondré le 24 avril. Selon un membre de l'armée chargée de coordonner les secours, Manzur Elahi, "le bilan s'élève désormais à 654 morts", après un précédent bilan de 610 morts fourni dimanche. "Le bilan devrait encore s'alourdir", a-t-il prévenu.

Un soldat de l'armée participant au secours, Delwar Hossain, a indiqué dimanche soir à l'AFP que l'odeur nauséabonde se dégageant des ruines suggérait la présence d'autres cadavres toujours pris au piège. Le Point.fr/AFP 06.05

Cette information mérite la "UNE" écrit un internaute. Vous ne voudriez tout de même pas que la majorité de la population qui vit dans l'insouciance ou passe son temps à se donner bonne conscience pour les mieux nantis, soit victime d'indigestion, de migraine ou de cauchemar, franchement.

ACTUALITE EN TITRES

[Pourquoi s'inquiéter, franchement ?](#)

- Mario Draghi exhorte les pays endettés à maintenir le cap - Reuters
- Dette: la Slovaquie présentera son plan d'action à Bruxelles dans les temps - AFP
- Enrico Letta croit à une croissance sans dette pour l'Italie - Reuters
- Schäuble exhorte la France à poursuivre ses réformes - L'Expansion.com

- À Bruxelles, le lobby bancaire donne de la voix - L'Expansion.com

- Quand le privé profite des faiblesses de l'État - L'Expansion.com

Oxymore. Quand une preuve est gênante, elle devient soupçon avant de disparaître.

Négation avec réserve.

- Armes chimiques en Syrie : des soupçons concrets, mais pas de preuves selon l'ONU - LePoint.fr

Négation sans réserve

- Gaz sarin en Syrie: l'ONU n'a pas de preuve d'utilisation d'armes chimiques -L'Express.fr

La sanction tombe.

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters

Le "**mur des cons**"... sans nuance.

- Cheveux gris : des chercheurs mettent au point un traitement - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Pourquoi banaliser un consensus qui existe déjà ? Union de la droite ou la camisole de force.](#)

Le centriste Jean-Louis Borloo a proposé lundi aux groupes parlementaires une série de mesures "*vitales*" afin d'aboutir d'ici fin juin à une "*loi d'union républicaine pour le redressement*" afin de sortir la France de la crise.

Le président de l'UDI a toutefois rejeté la proposition de son rival au centre, François Bayrou, de mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Parmi les mesures proposées figurent l'application dès juin 2013 de l'allègement des charges prévu par le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et l'anticipation au 1er juin 2013 des nouveaux taux de TVA prévus au 1er janvier 2014 pour compenser cette diminution des charges.

Le parti centriste propose également aux groupes parlementaires de s'engager à ne pas augmenter les prélèvements obligatoires d'ici 2017, à anticiper de deux ans l'application de la loi de 2010 sur les retraites modifiée en 2012 et à baisser les dépenses publiques de dix milliards d'euros par an. Reuters 06.05

Bref, que des mesures antisociales contre la classe ouvrière ou des mesures favorables au patronat, normal. Il faudrait juste anticiper leur application.

Mais quel serait pour eux l'intérêt politique d'une telle alliance (ouverte ou au grand jour, revendiquée) entre le PS, l'UDI et l'UMP ?

Borloo l'a dit plus loin : "*Un accord même limité serait un vrai signal pour nos compatriotes*", ce qui signifie qu'il contribuerait à renforcer l'impression ou plutôt la conviction ancrée dans les têtes qu'il n'existe pas d'autre politique possible, qu'il faut s'y faire et accepter de bon cœur de nouveaux sacrifices, inévitables pour éventuellement éviter le pire, qui sait, ainsi le veut la situation dont aucun n'est véritablement responsable ou alors ils le seraient tous, impensable, pas raisonnable, les uns et les autres étant de bonne foi puisqu'ils partagent la même analyse et les mêmes remèdes à la crise et la boucle est bouclée.

Pour faire passer leur politique réactionnaire, ce qui ne présente d'ailleurs aucune difficulté en l'absence d'une puissante opposition organisée, aucun danger ne menace réellement le régime, la faire accepter par la force des choses serait plus approprié, il leur faut serrer les rangs, voler au secours de Hollande et du gouvernement cependant massivement rejetés dans le pays, sachant qu'eux ne feraient pas mieux, sans doute moins, donc vaut mieux encore profiter que le PS est au pouvoir et le soutenir que l'enterrer pour appliquer leur programme, leurs commanditaires, les banquiers et capitalistes l'exigent.

Ils savent qu'ils n'échapperont à la sanction populaire lors des prochaines élections, donc ils ne se disposent pas par rapport à ce facteur. Et puis, par expérience ou en ayant observé ce qui s'était passé dans d'autres pays similaires, ils savent ou ils ont constaté qu'un jour ou l'autre les électeurs reviendront vers eux, d'une part parce qu'ils ont une mauvaise mémoire, et d'autre part parce qu'ils ne sont pas parvenus à développer une conscience de classe, puisque tout a été fait pour qu'ils demeurent subordonnés au capitalisme, autant sur le plan idéologique que leur mode de vie.

Malgré le chômage de masse et la détérioration de la situation sociale au cours des 5 ou 6 dernières années, les masses ne descendent pas dans la rue par millions, il faut donc en déduire que la majorité d'entre elles disposent encore des moyens nécessaires pour faire face à leurs besoins ou qu'elles n'ont pas trouvé la voie qui les conduirait à se dresser contre le régime.

Le régime par le canal de ses partis, ses institutions et les médias à sa botte diffuse sa propagande néo libérale et profite de la confusion extrême des idées qui règne sur une multitude de portails ou blogs parmi les mieux référencés dont aucun ne remet en cause le modèle économique en vigueur, le système capitalisme.

Il sait également que tous les dirigeants syndicaux sont corrompus par le capitalisme et qu'aucun ne le remettra en cause. Quant aux partis qui se réclament du socialisme, ils sont profondément divisés, et les forces de l'avant-garde révolutionnaire sont éparpillées dans une myriade de petites formations qui sont plus prompts à mettre en avant leurs désaccords que ce qui les rapproche. Aucun parti ouvrier n'est crédible ou n'inspire confiance aux travailleurs, de telle sorte que les masses se retrouvent à la merci du régime, dont les différentes composantes se déchirent uniquement sur le meilleur moyen d'appliquer le programme antisocial que finalement ils partagent.

C'est le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois, capitaliste, de droite, le maintien de liens avec ce parti, autrement dit avec le régime dont il est un des piliers, qui a interdit de développer une politique ouvrière authentiquement indépendante de l'Etat et du capitalisme, la recherche constante de l'unité avec le PS, les adresses en sa direction, le soutien à ses candidats en ont été la traduction pratique, qui a trouvé son prolongement dans le refus de rompre également avec les appareils des syndicats et de poser à terme la nécessité de fonder un nouveau syndicat ouvrier, préférant privilégier la thèse selon laquelle une évolution favorable pourrait se produire dans les syndicats, alors que 70 ans plus tard la preuve de l'impuissance à laquelle aboutit cette théorie s'étale quotidiennement sous nos yeux.

Borloo, Copé, Hollande, Désir, Mélenchon, Laurent, Le Pen, Parisot, Barroso, Draghi, tous en ont parfaitement conscience, il n'y a que les travailleurs et surtout l'immense majorité des militants pour ne pas dire la quasi totalité qui l'ignorent, qui refusent de regarder la réalité en face, soit qu'ils prennent leurs désirs pour la réalité, soit qu'ils considèrent les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, la nature des différents partis comme figée, gravée dans le marbre et donnant lieu à une dramatique confusion qui au lieu de se réduire au fil du temps ne fait que s'amplifier semble-t-il. Vous me direz que lorsque dans ce domaine comme dans d'autres, quand les contradictions auront atteint la limite du supportable il finira bien par se produire une étincelle quelque part qui sonnera le glas du retour aux fondateurs du socialisme, on y oeuvre quotidiennement.

Je regrette de travailler seul dans mon coin, car il y a tant à faire, tant de questions importantes que je n'ai pas le temps de traiter et c'est fort dommage. Presque tous les jours ou disons chaque semaine, je lis des articles qui mettent l'accent sur une question qui relève de la propagande en faveur du capitalisme sous un angle particulier, présentée par de soit-disant intellectuels progressistes ou critiques, et je me dis qu'il faudrait s'en saisir et y apporter notre propre réponse, démontrer sur quel postulat repose réellement leur argumentation, car j'imagine qu'elle est posée ailleurs, que ce n'est pas un cas isolé, par exemple, l'économie sociale, présentée par des économistes comme une alternative au néo libéralisme, alors qu'en réalité ils en reprennent tous les principes antisociaux.

A les lire, il s'agirait d'un projet profondément humaniste permettant d'introduire des relations "équitables" entre les classes, de lutter vraiment contre les inégalités et les injustices. De quelle manière, j'ai relevé quelques extraits qui se passeront de tout commentaire.

- *"Sur le marché du travail, la législation et la jurisprudence donnent de faux signaux. Une prétendue protection des femmes, des jeunes et d'autres groupes renchérit l'emploi à tel point que certains d'entre eux ne sont plus engagés."*, on retrouve là l'argument typique du néo libéralisme (Hayet, Friedman)

- Il faudrait *"abolir les lois sociales n'apportant pas vraiment une aide"*, à qui, mais à ceux à qui elles coûtent, aux patrons.

- Il faudrait *"élaguer particulièrement le droit social et du travail et apporter les réformes nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie de marché moderne. Il est important d'accorder plus de liberté de mouvement aux petites et aux nouvelles entreprises dans le domaine du droit social et du travail."*

J'ai trouvé cela sous la plume d'un juriste et professeur d'économie allemand, Eberhard Hamer, dans un article paru dans Horizons et débats et diffusé par le Réseau Voltaire, *Le soutien du «Mittelstand» correspond à l'économie sociale de marché et représente une alternative au socialisme et au capitalisme*, hebdomadaire dont la devise est de *"favorier la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité - Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains"*.

Je m'y suis intéressé car il prétend qu'il existerait une autre alternative que le socialisme au capitalisme, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que ce n'est pas le cas. Ce qui est tout à fait étonnant, c'est que cela ne saute pas aux yeux de son auteur qui se ridicule ainsi, il est aveuglé, littéralement obnubilé par la question de comprendre pourquoi "*on ne peut plus faire fortune en travaillant ou plutôt en exploitant*", cette disposition étant réservée aux investisseurs, aux banquiers, aux riches, très riches, ultra riches, catégorie à laquelle il a le malheur de ne pas appartenir. Au passage, s'enrichir en exploitant le travail d'autrui, voilà justement sur quels rapport sociaux repose le capitalisme.

Je vous passe les détails de cette théorie foireuse qui aboutit à faire de la petite entreprise le modèle social idéal, après que l'auteur se fut livré à une critique acerbe de l'économie financière qui a gangrené toute l'économie, des multinationales qui imposent leurs lois ou vampirisent le marché, petite entreprise qui présenterait l'avantage d'avoir un visage si humain qu'elle permettrait enfin à son patron de s'enrichir en exploitant ses salariés, ce que la finance et les multinationale lui interdisent aujourd'hui.

Ce serait chouette si on pouvait retourner deux siècles ou davantage en arrière à l'époque des manufactures, de la petite industrie naissante dans des ateliers de fortune, au compagnonnage, quand il n'existait aucune loi pour régir les rapports entre les classes, là au moins ceux qui possédaient les moyens de production pouvaient s'en donner à coeur joie, les hommes, les femmes et les enfants travaillaient entre 12 et 15 heures par jours, là au moins la "*législation et la jurisprudence*" ne risquaient pas de donner "de faux signaux" qui auraient "*renchérit (le coût de) l'emploi*", inutile aussi d'"*élaguer particulièrement le droit social et du travail*" il était inexistant, en voilà une alternative intéressante au capitalisme, qu'il nous permette d'y préférer le socialisme.

Vous voyez, on devrait publier cet article, le démonter pièce par pièce, mais je n'en ai pas le temps. Et pourtant c'est très important, chaque fois qu'on nous sort une nouvelle alternative au capitalisme ou qu'une vieille théorie est ressortie d'un placard, notre devoir est de l'analyser sérieusement et de la réduire en poussière, montrer en quoi elle est incohérente ou relève du modèle déjà existant.

Quand je pense à tous ces militants de valeurs ou qui en ont la capacité mais qui perdent leur temps à écrire la même chose que leurs petits camarades à une virgule près ou dans des activités syndicales qui ne mènent nulle part ou que d'autres assument très bien, je les appelle à faire ce travail que je publierai dans le portail, il pourra être lu par plus d'un millier de militants, cela servira notre cause, le socialisme

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai 2013

CAUSERIE

Les articles d'avril des différentes rubriques ont été archivés à l'exception de l'économie.

[Vous avez dit quoi, la gauche ?](#)

L'Etat sioniste bombarde la Syrie pour la seconde fois en quelques semaines, silence complice du gouvernement français (notamment). Normal, il est de gauche !

[Le chiffre du jour. 715](#)

Des centaines de rescapés du pire accident industriel au Bangladesh bloquaient mardi un accès routier central pour réclamer arriérés de salaires et dédommagements tandis que le bilan de l'effondrement de l'immeuble textile se monte désormais à 715 morts.

Lorsqu'il s'est effondré comme un château de cartes le 24 avril, plus de 3.000 ouvriers étaient au travail.

Avec l'arrêt brutal de leur travail, les rescapés du drame demandent maintenant aux propriétaires des ateliers de confection de leur verser de l'argent, correspondant à la fois à leurs salaires et à des dommages et intérêts pour les blessures physiques subies lors de l'effondrement du Rana Plaza.

Les ouvriers scandaient des slogans réclamant "les salaires impayés et des dédommagements", a indiqué à l'AFP un responsable de la police locale, M. Asaduzzaman.

Le vice-président de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), Shahidullah Azim, a assuré à l'AFP que le paiement de salaires n'était qu'une question d'heures.

"Nous allons payer environ 3.400 ouvriers ou leurs bénéficiaires conformément à notre loi du travail", a-t-il dit, ajoutant que la BGMEA, qui représente les 4.500 usines du pays, allait verser l'équivalent de trois mois de salaires.

Elle prend aussi en charge les frais médicaux de plus de 1.000 ouvriers blessés dans le drame et a promis de dédommager les familles des victimes.

Mohammed Ibrahim, un représentant syndical participant au sit-in, a affirmé à l'AFP que les ouvriers avaient été priés de fournir des détails sur leur emploi mais qu'aucun d'entre eux n'avait encore reçu d'argent.

Craignant que les marques occidentales ne se détournent de leurs fournisseurs bangladais, le gouvernement a annoncé lundi la mise en place d'une nouvelle commission d'enquête censée inspecter les milliers d'usines textiles à la recherche d'éventuels défauts de construction.

Le gouvernement avait fait une annonce similaire après un incendie dans une usine textile près de Dacca en novembre dernier, qui avait déjà fait 111 morts. Mais les inspections avaient été jugées nettement insuffisantes pour faire progresser les conditions de sécurité déplorables dans ce secteur industriel.

Le Bangladesh est le deuxième pays exportateur de textile au monde, après la Chine. Cette industrie occupe plus de 40% de la main d'oeuvre du pays et représente 80% de ses exportations. AFP 07.05

En réalité personne ne sait combien d'ouvriers et ouvrières travaillaient au moment du drame, et si le généreux syndicat patronal du textile affirme qu'il va indemniser les familles de 3 400 salariés, sachant que 2.437 sont sortis sains et saufs, le nombre de morts pourrait s'élever à près de 1.000.

En Inde, plus l'entreprise compte de salariés et plus les salaires sont élevés ou tout du moins ils sont entre 3 à 4 fois plus élevés que dans les "work shops" ou petits ateliers.

Si j'ai bien compris des dizaines de petits ateliers fonctionnant comme des sous-traitants se partageaient la superficie du bâtiment qui s'est écroulé au Bangladesh pour le compte d'entreprises plus importantes, ce qui explique les salaires particulièrement misérables, moins de 30 euros par mois.

C'est le niveau de rémunération que l'on peut trouver en Inde principalement dans le milieu rural, sinon chez les femmes sans qualification, employée dans le commerce ou des entreprises qui emploient un grand nombre de femmes, elles sont considérées comme du bétail, leur salaire est inférieur de moitié ou davantage à celui d'un ouvrier.

Leur salaire sert essentiellement à payer les frais scolaires de leurs enfants qui sont placés de préférence dans des établissements privés, l'école public étant réputée pour sa médiocrité légendaire et justifiée. Ce choix est souvent déterminé par le fait que l'enseignement est délivré en anglais ou que l'apprentissage de l'anglais est favorisé, parce que pour poursuivre ensuite des études la maîtrise de l'anglais est indispensable.

J'ai rédigé ces lignes sur la base du témoignage de la famille de mon épouse notamment, deux des épouses de mes beaux-frères travaillent en usine, un de ses oncles travaillaient à l'Anglo-French textile une entreprise de 7.000 salariés, et deux de mes nièces (13 et 16 ans) sont scolarisées dans des écoles privées, elles parlent couramment l'anglais. Régulièrement je demande à des Indiens ou Indiennes que je croise quel est leur salaire pour avoir une petite idée de l'évolution de la situation sociale en Inde.

ACTUALITE EN TITRES

[TSCG oblige : à supprimer !](#)

- Jours fériés, ponts de mai: ce qu'ils coûtent à l'économie - L'Expansion.com

[En douter ne serait pas sérieux !](#)

- Moscovici défend à Berlin le sérieux budgétaire de la France - AFP

[Chose promise, chose due, non : cause perdue!](#)

- Parquet financier: le gouvernement promet l'indépendance, la profession critique - AFP

- Un superparquet financier «illusoire» contre la fraude fiscale ? - Liberation.fr -

[Un risque salubre pour le capitalisme !](#)

- La consommation d'alcool reste un risque majeur pour la santé en France - LeMonde.fr

[Et le pire : c'est que cela marche !](#)

- Quand l'Etat se met en quatre pour nous faire faire des bébés - Slate.fr

Avez-vous entendu parler des recherches qu'ils mènent sur l'utérus artificielle ? Ce n'est pas une blague.

[Les charrettes de la semaine du 6 mai \(Source: blog Jovanovic\)](#)

- Telemraket, le plus ancien livreur de courses à domicile (lancé en 1985 me semble-t-il, avec la vague Minitel) vient d'être placé en redressement, victime de la crise. Les Français ne veulent plus payer cher et être livrés. Ils préfèrent transporter leurs courses et payer moins... Une centaine de personnes sur la selette.

- Le tribunal de Nancy a donné la liquidation judiciaire des librairies Stanislas de Nancy et de Luneville ... 10 personnes iront à Pole Emploi.

- Le groupe Ducher avec 6 librairies papeteries et 90 salariés a été placé en redressement judiciaire par le tribunal de Bar le Duc.

- Rappel: les Librairies Chapitre en mobilisation à Paris contre les 271 suppressions de postes

- Confirmation: le groupe textile Albany va virer au total 200 personnes en France sur deux siteslire ici L'Alsace

- Le Portugal va virer 30.000 fonctionnaires

- Les fonctionnaires portugais qui ne seront pas virés passeront de 35 heures à 40 heures semaine et l'âge du départ à la retraite à taux plein passe de 65 à 66 ans

- Pire que prévu: Phonehouse fermera toutes ses boutiques dans 7 mois, 1200 salariés virés, sans parler des sous-traitants

- Edison (l'Edf de Californie) vire 730 salariés de plus (Los Angeles Times)

- Harris Corp a annoncé le 1 mai qu'il virait 400 ingénieurs et salariés.(Orland journal)

- Ecolab vire 500 salariés (Bloomberg)

- Rose Garden à Portland vire 900 personnes

- Festo, sous-traitant automobile va virer 125 personnes sur 250 aux Etats Unis

- Sutter Health vire 170 personnes (SF business times)

- BuySeasons, vêtements sur le web vire 90 personnes (Journal Sentinel)

- Le bureau du travail de Pennsylvanie vire 100 personnes le 1er main (Post Gazette)

- Le papetier américain The Boise Inc. va virer 265 ouvriers (Minnessota Radio)

- Les hélicoptères Bell virent 140 ingénieurs (Fort Worth Star Telegram)

- Duke vire 585 jobs salariés de la centrale nucléaire Crystal River (Tampa bay)

- Medtronic, équipements médicaux, vire 230 ingénieurs de plus

- Caterpillar vire 300 salariés de plus (ça n'en finit plus...) (Sun Times)
- Tower International, défense, vire 190 ingénieurs (Detroit)
- Fermeture définitive de SI Group chimique à Ribécourt
- Straumann en Suisse vire 200 personnes
- Sidérurgie: Valtimet (Vallourec) annonce la suppression de 32 emplois en Côte-d'Or
- Le Rectorat d'Amiens va supprimer tous les postes d'assistants pédagogiques de Picardie
- Osisko supprime environ 45 emplois (Québec)
- Rio Tinto supprime encore des emplois de bureau à Londres et Johannesburg
- L'usine Godart fermera en 2013
- Le Luxembourg licencie aussi en masse. "Tous les salariés d'Objectif Plein Emploi ont été licenciés."...
- La Poste suisse va supprimer 61 postes (elle est bonne)
- Beaucoup de licenciements passent inaperçus nous dit un lecteur, des enseignes de magasins ferment, notamment l'enseigne "sport mode" à Saint Maximin dans l'Oise. En effet, ceux que je donne ici ne sont que la partie visible de l'iceberg...
- Allons-y gaiement. Air France pourrait supprimer de nouveaux postes
- Un plan de 700 départs volontaires chez Peugeot
- L'équipementier automobile Godart, situé à Fumay, est menacé de fermeture, il y a 81 emplois menacés.
- "Sur l'île de la Réunion des salariés de L'Entreprise Générale de Construction Electrique en grève pour réclamer leur paye de février et mars (voir celui d'avril bientôt) ainsi que leurs tickets-restaurant de novembre 2012 jusqu'en mars 2013... attention, ici le Créole a le sang qui bouillonne d'un coup"
- Le fabricant de tubes en acier Valtimet, filiale de Vallourec, a annoncé la suppression de 32 emplois sur son site de Vénarey-les-Laumes

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, ils ont bien le droit de se traiter de con.

- Le "printemps des cons" de Jean-François Copé hérisse la gauche - Reuters
- La gauche dénonce "l'outrance langagière" de Jean-François Copé - LeMonde.fr

Qu'a-t-il dit ? "Que François Hollande et sa République des camarades prennent bien garde! Car je le prédis, il y aura bientôt un 'Printemps des cons", a-t-il déclaré lors d'un meeting lundi soir à Nîmes. Reuters

Passons sur la menace qui était déjà présente avant le 6 mai 2012. La Le Pen propose de démolir les barres d'immeubles infâmes, les ghettos des banlieues, pour reloger leurs habitants dans des habitations à caractère humain, dans des maisons individuelles, il est plutôt là le véritable danger. Qu'on se souvienne comment les nazis ont procédé pour rassembler la majorité des masses derrière eux, le drame, c'est que plus de 90% des travailleurs et des militants l'ignorent encore.

Si j'ai bien compris, il a voulu dire que Hollande avait fait des promesses aux électeurs lors de sa campagne présidentielle et

qu'une fois élu il ne les a pas tenues, le chômage progresse, etc. bref, qu'il les avait pris pour des cons. C'est la vérité, ce que ne dira pas Copé, c'est que Sarkozy n'aurait pas fait mieux, normal.

De plus, constatant d'une part qu'Hollande avait donné depuis des gages à Bruxelles et à la finance, qu'il s'était engagé dans une politique de droite, et que d'autre part il n'avait pas l'intention d'en faire une de gauche, il lui rend service en faisant pression sur lui pour qu'il accélère la mise en oeuvre de son programme que rien ne distingue de celui de l'UMP, sachant qu'il peut compter sur l'UMP et l'UDI au-delà des apparences, des manifestations verbeuses de Copé qui ne sont faites que pour tromper les naïfs, ainsi l'ignorant sera fondé à penser que Hollande fait une autre politique que celle qu'aurait appliquée Sarkozy et lui témoignera de la sympathie puisqu'il le critique vertement, alors qu'en réalité il n'en est rien, cela fait partie du scénario bien huilé des institutions, entre le gentil et le méchant, les masses soutiennent le gentil ou manifestent leur neutralité à son égard et le tour est joué.

Tout le monde sait que Sarkozy n'aurait pas fait mieux ou pire selon le point de vue où l'on se place, alors ne prenons pas cette déclaration au premier degré, elle est faite pour, c'est un piège, et c'est aussi la raison pour laquelle le PS s'engouffre dedans. La preuve.

- "*Il abaisse le débat politique. C'est un mépris vis-à-vis des choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai. Je lui demande de cesser cette vulgarité*", a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste sur RMC Info et BFM TV. lepoint.fr 07.05

Le premier, le pire, l'incommensurable, l'indépassable, l'impardonnable, le plus dangereux et criminel des mépris consiste à se prétendre socialiste ou de gauche quand on ne l'est pas, ce qui est le cas du PS. Tout le reste est à nos yeux secondaire.

S'il vous plaît, laissez Hollande gouverner tranquillement, ils appliquent les "*choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai*" qui en réalité se sont traduits par l'adoption du TSCG, de la règle d'or, d'un budget d'austérité, 20 milliards d'euros supplémentaires de cadeaux au patronat, l'accord du 11 janvier 2013, la poursuite de la régionalisation, la guerre au Mali, le soutien aux salafistes en Syrie, l'alignement total derrière Washington, Bruxelles, Berlin, Franckfort, autant de "*choix démocratiques*" que partageait l'UMP, j'irai même plus loin, le PS leur a volé la vedette en légalisant le mariage des homosexuels, car en observant ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne qui sont le chanfrein du néo libéralisme dont se réclame Copé, l'UMP y serait venu un jour ou l'autre ou l'aurait revendiqué.

Désir déclare que Copé méprise les électeurs qui ont porté Hollande et le PS au pouvoir, dès lors comment imaginer que Désir, Hollande et le PS les mépriseraient, c'est grossièrement joué car tout le monde a leur bilan en tête et peut en arriver à la conclusion qu'ils les méprisent également, la sortie de Copé témoigne qu'ils sont tous aux abois, qu'ils doivent recourir aux pires expédients pour essayer de faire prendre aux masses des vessies pour des lanternes, qui dans ce pays n'a pas l'impression d'être pris pour un con par ceux qui nous gouvernent depuis des décennies, qui ? Il ne faut donc pas attacher aux mots plus d'importance qu'ils n'en ont, mais voir plutôt ce qu'ils recouvrent, quels rapports existent-ils entre les masses d'un côté et l'exécutif et le législatif de l'autre côté, de quelle manière ils évoluent, dans quelle direction, etc. 48 heures plus tôt, Borloo indiquait qu'après avoir commencé à consulter les responsables des différents groupes parlementaires il était optimiste sur la réalisation d'une "*loi d'union républicaine pour le redressement*", donc on est très loin d'une opposition frontale entre les partis qui se partagent le pouvoir au Parlement.

Quand j'étais gosse mes parents ne prononçaient jamais de vulgarités devant leurs enfants, qu'un merde ou con sorte de ma bouche par mégarde et j'avais la marque des cinq doigts de la main droite de mon père collée sur la figure. Chers parents, n'en voulez pas à vos enfants s'ils vous traitent de cons, que ce soit mérité ou non peu importe. Ce qui n'ai jamais mérité, c'est de taper sur un gosse, même s'il a fait une grosse connerie.

En aparté

Comme m'avait dit il y a quelque temps un dirigeant du PT, "*des cons il y en a partout*", vous aurez deviné de qui il voulait parler. A l'époque j'en avais été extrêmement troublé car il ne me serait jamais venu à l'esprit de parler ainsi des dirigeants de mon ex-parti. Après coup je dois reconnaître qu'il m'a rendu un fier service, car cette réflexion n'étant pas tombée dans l'oreille d'un sourd, je me suis dit ensuite qu'elle devait être motivée et qu'il ne me restait plus qu'à découvrir en quoi sur le plan politique, je m'y attelais et je n'allais pas être déçu effectivement...

Revenons à l'actualité. Puritanisme ou vierges effarouchées, loyalismes.

A la page 16 du n°250 d'"*Informations ouvrières*" (POI), ils se sont offusqués du langage employé par Roselyne Bachelot qui a osé traiter Guéant de "*voleur*" ou de "*menteur*", quelle manque de "*délicatesse*" franchement ! Employer les termes de voleur ou de menteur à l'encontre de l'ex-ministre de la police constituerait un crime pour un peu, voyez-vous cela. On espère qu'au moins vous n'avez pas manqué de lui faire savoir ou à la direction de l'UMP...

Dites-nous, en quoi cela devrait-il nous concerner ? Ah, c'est parce que le POI et le PS seraient du même bord, de la gauche, c'est cela qui vous choque chochette, n'est-ce pas ? On devrait prendre des gants et faire des courbettes quand on parle de ce ramassé d'affairistes corrompus qui osent parler en notre nom, qui passent leur temps à piétiner le socialisme pour en donner

une image détestable aux masses. Dites-donc décidément votre amour-propre est bien mal placé. Ceci explique peut-être pourquoi vous êtes finalement incapable de défendre les idées du socialisme.

On va enfoncer le clou pendant qu'on y est. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle vous n'avez pas trouvé utile de consacrer une seule ligne à la manifestation du 5 mai à Paris contre la politique d'austérité du gouvernement et les institutions.

Quand on est embarrassé pour aborder une question, le mieux encore c'est de la faire passer à la trappe en espérant que les lecteurs et les militants n'y verront que du feu. Elle est belle votre conception de la démocratie, "*ouverte*" comme chacun peut en juger ici, parce que ce serait en escamotant certaines questions, en refusant d'y répondre que la conscience politique des travailleurs et des militants pourrait progresser, en observant le résultat on a plutôt l'impression du contraire.

Cela dit, la vulgarité manifeste souvent un manque de patience... Certes, mais pour bien de nos semblables la patience est un luxe qu'ils ne peuvent pas s'offrir, seuls des nantis peuvent l'ignorer, s'en offusquer. En science du langage, on évoque une forme d'économie du langage qui nous fait employer un mot au lieu d'une paraphrase. A l'usage, on peut tomber dans la facilité ou la fainéantise qui consiste à l'employer à tout va, cela devient une corruption du langage simplifié à l'extrême ou approximatif qui remplacera une expression plus appropriée.

Il y a quelques semaines j'ai été amené à y réfléchir, je ne sais plus exactement dans quelle circonstance, j'en suis arrivé à la conclusion que si les Américains n'arrêtaient pas de dire fuck ou fucking c'était parce que telle était la société pourrie dans laquelle ils vivaient, bien au-delà de ce qu'on imagine très souvent. Voilà que je m'en souviens, c'était mon épouse au téléphone qui pour parler des rapports qu'elle vivait en ce moment à Aubagne avait employé "*enculé*" à plusieurs reprises ; elle ne maîtrise pas parfaitement le français et je lui ai dit de ne jamais employer ce mot détestable en public, ni même d'autres vulgarités qui dans sa bouche seraient très mal prises, j'essaie de la protéger de fâcheux malentendus, des gens peuvent avoir une réaction violente.

Merde, con, ça fait chier passe encore, il faut bien se soulager parfois, il faut être tolérant aussi, on doit endurer tellement de soucis, peines, souffrances, au-delà c'est inutile, contre-productif, pas joli du tout, stupide aussi, cela manque de grâce, de charme et vous passez pour un vaurien, c'est dommage.

Voyez-vous ma chère, il eut été plus sage que vous vous eussiez exprimé en employant un langage chatié et recherché sans vous laissez aller à verser dans un discours emphatique qui eut été du plus mauvais effet, et vous vous eussiez essayé à la prose que l'assistance eut loué vos qualités incomparables sans même rien y comprendre, puisque vous étiez en présence de rustres ou de simples d'esprit que quelques mots eussent suffi à vanter votre génie.

Dorénavant nous nous exprimerons de la sorte dans le portail, faudrait-il encore que je ne commette aucune erreur dans la correspondance des temps et des modes, ce qui m'arrive souvent parce que je ne prends pas le temps de me relire. Je plaisante évidemment. Je n'ai plus le temps de lire, mais je raffole de la littérature des XVIIIe et XIXe siècle principalement.

Jeunesse sacrifiée : la précarité comme seul avenir.

Sapin souhaite étendre au secteur privé les emplois d'avenir - Liberation.fr -

Destinés en priorité aux associations et aux collectivités territoriales, ces contrats en CDD ou CDI sont subventionnés par l'Etat pour trois ans maximum - 75% du Smic dans le non marchand, 35% dans le marchand.

Le ministre du Travail Michel Sapin s'est dit mardi «*favorable*» à «*étendre plus qu'aujourd'hui au secteur privé*» les emplois d'avenir, destinés aux jeunes pas ou peu qualifiés, dont environ 20 000 ont été signés fin avril sur les 100 000 escomptés fin 2013.

Sapin a souligné que ceux auxquels sont destinés les emplois d'avenir «*sont les jeunes les plus en difficulté, ceux qui restent toujours au bord du chemin si on ne s'occupe pas d'eux*», qu'il évalue à 500 000.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, et l'ancien directeur général de Pôle emploi, Christian Charpy, avaient plaidé fin avril, après la publication de chiffres record du chômage, en faveur d'une ouverture de ce dispositif au secteur privé. Liberation.fr 07.05

On l'avait annoncé.

"*subventionnés par l'Etat*", cela signifie d'une part, que les patrons bénéficient d'une ristourne de 35% sur la partie du salaire différé (cotisations sociales) ce qui correspond à une baisse déguisée du coût du travail, d'autre part, que ce sont les travailleurs, par le biais des impôts et taxes qu'ils versent à l'Etat, qui leur font ce cadeau, c'est ce que Hollande, Ayrault, Sapin ou Parisot appellent le "*donnant-donnant*" qui en réalité ne profite qu'au patronat.

Bonapartisme. Comment brider la lutte contre la délinquance financière ?

Le conseil des ministres a examiné mardi le projet de loi créant un super procureur financier, gage d'efficacité contre la corruption selon le gouvernement, qui promet son indépendance.

Pour l'Union syndicale des magistrats (USM), ce futur procureur financier "est un objet judiciaire non identifié, inabouti et potentiellement dangereux".

Le syndicat "s'étonne" en revanche dans un communiqué "du choix précipité de modifier l'architecture du parquet français" en créant ce procureur financier, "a fortiori dans les suites de l'affaire Cahuzac qui, contrairement à d'autres affaires traitées ces dernières années, notamment à Nanterre, a démontré un fonctionnement normal du parquet de Paris".

Il estime que "plutôt que de créer de toutes pièces" ce procureur, "il serait plus pertinent de renforcer les services existants".

De plus, selon l'USM, "la centralisation dans les mains d'un seul magistrat de l'ensemble des poursuites dans les dossiers nécessairement sensibles que constituent les atteintes à la probité en matière financière, est particulièrement inquiétante".

En effet, dit-il, le processus de nomination des procureurs, "même amélioré par l'extension de l'avis conforme du CSM, n'est pas de nature à lever totalement les suspicions et à garantir" leur indépendance.

Le syndicat juge enfin "crucial que soit supprimé le +verrou de Bercy+, qui interdit aux procureurs d'enquêter sur des faits de fraude fiscale sans une plainte préalable de l'administration fiscale".

Mardi matin sur France Inter, la présidente du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Françoise Martres, craignant un "effet d'annonce", avait elle aussi affirmé que ce procureur, nommé "comme les autres par le pouvoir exécutif", ne serait pas indépendant. AFP 07.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

1.1- Qatar. Le gouvernement en proie à une catharsis victime de catarrhiniens

Doha ferait pression sur le gouvernement français pour obtenir plus de vols sur la France pour sa compagnie Qatar Airways, rapporte mardi le site d'information économique la Tribune. Selon le site, Paris ne semble pas vouloir accéder à la demande du Qatar pour ne pas fragiliser davantage Air France, qui a du mal à résister à la concurrence de Qatar Airways et des autres compagnies du Golfe.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem al-Thani, a écrit à son homologue français Jean-Marc Ayrault pour regretter que cette demande ait été refusée et rappeler que les commandes de Qatar Airways chez Airbus soutiennent l'emploi en France, selon la Tribune qui interprète ce rappel comme une menace d'acheter moins d'Airbus.

"Le Premier ministre a bien reçu ce courrier, qui a été pris en compte", a-t-on confirmé à Matignon. La Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a confirmé que Qatar Airways, qui dispose de 21 vols sur la France en vertu d'un accord signé en 2011, en a récemment demandé un de plus, de façon informelle. "Ca a été refusé oralement", a déclaré un porte-parole.

La Tribune rapporte que les représentants de quatre ministères, dont celui des Affaires étrangères, ont déjà débattu de la question sans conclure le 18 avril et doivent se retrouver la semaine prochaine. "Un travail interministériel est engagé, la concertation va se poursuivre mais cela va prendre du temps", a-t-on indiqué dans l'entourage de M. Ayrault. Air France s'est refusé à commenter ces informations. L'Expansion.com 07.05

Traduction du titre, pour se détendre : Ou traumatisme dû à la soumission à un sous-ordre de primates. Ben Jassem al-Thani pourrait racheter Air France ou pourquoi pas le Château, Matignon, les murs seulement suffiraient pour exercer son pouvoir sur le locataire provisoire du fond de commerce...

1.2- Dans l'hexagone nombril du monde, ce n'est guère mieux.

Voyou multirécidiviste ayant pour parrain Chirac, mis en examen une multitude de fois, condamnés à plusieurs reprises, placé plusieurs fois en détention provisoire, il finit toujours par écoper uniquement de peines de prison avec sursis, il parvient même à faire annuler ses peines d'inéligibilité, accusé plusieurs fois de détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts à hauteur de millions d'euros, d'affaires frauduleuses, de corruption passive, de faux et usage de faux etc. il écope d'amende dérisoire ou bénéficie en appel de non-lieux. Assurément, voilà un personnage qui en sait trop pour avoir été ainsi protégé par tous les chefs d'Etat et de gouvernement depuis 20 ans.

Parmi ces affaires : Hôtel de Reginald Flosse, mort du journaliste Jean-Pascal Couraud, affaire des sushis, annuaire de l'Office des postes et des télécommunications, de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui et de la chaîne Tahiti Nui Télévision, emplois fictifs, achat de l'atoll Anuanuraro.

- Le tir à vue sur l'homme politique, à commencer par le premier d'entre eux, le président de la République, est un sport très prisé. Il y a pourtant des matins où l'on éprouve une envie soudaine de retourner l'arme contre l'électeur. Ainsi sont-ils plus de soixante mille en Polynésie française qui ont offert dimanche la victoire à Gaston Flosse, 81 ans, pilier de la chiraquie outre-mer.

"*Le vieux lion*" du Pacifique est sans doute l'homme le plus corrompu de la République. Il est sous le coup de deux condamnations à la prison. Sans parler de celles du passé. En janvier le tribunal correctionnel de Papeete lui a infligé cinq ans ferme pour trafic d'influence et corruption. Il a fait appel. En février, la cour d'appel de Papeete l'a condamné à quatre ans avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour emplois fictifs.

Il s'est pourvu en cassation. Dans l'attente des décisions, il a pu faire campagne. Il n'est pas le premier dont le charisme et l'art du clientélisme sont un défi gagnant à l'intégrité et la vertu naïve de la démocratie. Jacques Médecin à Nice, Jean-Pierre Kucheida à Liévin, ou Jean-Noël Guérini dans les Bouches-du-Rhône, entre autres, ont emprunté les mêmes chemins.

Le cas Flosse, un mois après l'affaire Cahuzac - qui peut-être n'a pas atteint les rivages de Tahiti -, est la claire démonstration que l'arsenal du "*choc de moralisation*" déployé par François Hollande n'est pas le remède approprié. Ce n'est pas une déclaration de patrimoine qui arrêtera un Gaston Flosse. L'interdiction du cumul des mandats et plus encore leur limite dans la durée seraient de meilleurs remparts contre l'appropriation des fonctions électives et les dérives qu'elle peut engendrer. Ou encore des dispositions législatives spécifiques pour protéger les élections et les électeurs de ces prédateurs cyniques aux prises avec la justice et candidats.

Au lieu de quoi Gaston Flosse redeviendra le prochain président de la Polynésie française (il l'a déjà été durant 16 ans). Et quitte à fermer les yeux sur la morale, il n'est pas certain que ce retour ne fasse pas, au moins temporairement, les affaires de l'Élysée. Gaston Flosse, autonomiste, est le garant de la présence et de l'influence française dans le Pacifique.

Celui qu'il vient de battre, Oscar Temaru, indépendantiste, qui a bénéficié du soutien des socialistes hexagonaux, a demandé en début d'année à l'ONU de réinscrire la Polynésie parmi les pays à décoloniser. Il a délégué auprès de l'ONU à New York pour plaider sa cause Richard Tuheiava, sénateur qui siège au Palais du Luxembourg... sous les couleurs du parti socialiste ! Gaston Flosse est un voyou, il achète, il menace, il a fait exécuter de basse besogne. Mais le voyou est parfois utile. charentelibre. fr 07.05

Complément

La liste autonomiste menée par Gaston Flosse est arrivée largement en tête des élections territoriales en Polynésie française avec plus de 45% des voix, devant son rival de toujours l'indépendantiste Oscar Temaru et leur cadet en politique Teva Rohfritsch, selon les résultats définitifs publiés mardi (lundi localement) par le haut commissariat à Papeete. Le taux de participation a été de 72,79%.

La liste du Tahoeraa Huiraatira du vieil ami de Jacques Chirac, l'insubmersible Gaston Flosse, a recueilli 45,11% des suffrages (62.340 voix); celle de l'UPLD du président sortant Oscar Temaru 29,26% (40.441 voix) et celle de A Ti'a Porinetia de Teva Rohfritsch 25,63% (35.421 voix).

Même s'il a réalisé un score tout à fait notable, M. Rohfritsch, 38 ans, n'a donc pas réussi à s'imposer comme la troisième voie, entre les deux adversaires de toujours que sont MM. Flosse (81 ans) et Temaru (68 ans).

Ces élections territoriales, en scrutin de listes, permettent d'élire 57 représentants à l'Assemblée de la Polynésie française. Avec la forte prime majoritaire (19 sièges) attribuée au vainqueur pour assurer une stabilité politique à la Polynésie qui a connu 13 gouvernements en 9 ans, le Tahoeraa disposera désormais de 38 sièges, contre 11 sièges à l'UPLD et 8 sièges à A Ti'a Porinetia.

Le 16 mai, les conseillers territoriaux éliront le président de leur Assemblée, un poste où est pressenti Edouard Fritch, le dauphin de Flosse.

La semaine suivante, ils éliront le président de la Polynésie, chef de l'exécutif qui constituera ensuite son gouvernement. Sauf énorme surprise, Gaston Flosse devrait retrouver le fauteuil (et le palais) qu'il n'avait plus occupé depuis un bref passage entre février et avril 2008, et surtout après un règne sans partage de 1991 à 2004.

Le futur président devra s'attaquer à la grave crise économique et sociale qui affecte cette collectivité à la très large autonomie où il n'existe pas d'assurance chômage, alors que le chômage touche entre 20 et 30% de la population. AFP 07.05

Gaston Flosse, c'est le Charles Pasqua polynésien quoi ! Couvert, blanchi, réhabilité par le parquet, couronné !

Tous les citoyens justiciables ne sont pas égaux devant la loi. La preuve. Si votre casier judiciaire n'est pas vierge, vous ne pouvez pas accéder à certains emplois. Autrefois si vous aviez été réformé du service militaire, vous ne pouviez pas prétendre à un emploi de fonctionnaire.

En France on ne compte plus les ministres, députés, élus en tous genres ou dirigeants de partis politiques (essentiellement au PS et à l'UMP) qui ont été mis en examen ou condamnés, qui ont été mêlés à des affaires criminelles, sordides ou de corruption, sur lesquels pesaient de graves soupçons, et qui sont encore en poste ou l'ont récupéré, parfois qui ont été recyclés dans la haute administration ou les conseils d'administration d'entreprises du secteur privé, employés comme conseillers ou hommes de paille, envoyés en mission en Afrique par exemple ou intermédiaires dans des affaires louches ou occultes, leur état de service ou leur passé peu glorieux leur servant de carte de visite, à croire qu'elle constitue une garantie pour ceux qui les emploient, qui pourront toujours leur faire porter le chapeau en cas de coup dur moyennant indemnité ou commission et surtout leur silence.

2- Syrie

2.1- Rencontre Kerry-Labrov

Au cours de la conférence de presse entre John Kerry le secrétaire d'Etat américain et le ministre des Affaires étrangères russes, Dmitri Labrov les deux pays jusque là en désaccord ont trouvé un terrain d'entente sur la situation les opposant en Syrie

La Russie et les Etats-Unis vont encourager ensemble le gouvernement Syrien et l'opposition au régime à trouver une sortie politique au conflit fratricide. Nous sommes tombés d'accord dans l'obligation d'organiser dès que possible une conférence internationale, peut être avant même la fin du mois. Elle sera organisée dans la lignée de la conférence de Genève tenue en juin de l'Année dernière a déclaré le secrétaire américain. euronews.com 07.05

2.2- Mise en garde.

Suite aux raids israéliens contre la Syrie, le président russe aurait dit, lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netantahu, que Moscou ne permettrait pas la chute du gouvernement d'Assad. "*S'il y a d'autres raids israéliens contre la Syrie, la Russie pourra y riposter*", aurait prévenu le Président Poutine. french.irib.ir 07.05

2.3- Démasqués. Les forces de sécurité et du renseignement syrien disent avoir eu l'accès à des informations classifiées qui révèlent la nature de l'alliance qui s'est nouée entre les dirigeants arabes et les Etats Unis. Selon Al Manar qui paraît à Qods, ces documents sont tombés entre les mains des forces syriennes en cours des opérations de ratissage menées dans différents enclaves repris aux terroristes. "*Le rôle particulièrement nuisible de certains états arabes, leur complicité avec Israël et les Etats unis contre l'Etat et la nation syriens sont révélé à travers ces documents*" selon le journal, "*il s'agit d'un véritable trésor que possède désormais le gouvernement syrien et qui peut révéler à quel point les régimes arabes sont allés loin dans leurs crimes contre le peuple syrien*". "*Les document prouvent également le soutien armé des Etats-Unis et d'Israël aux terroristes pour détruire de façon systématqie les infrastructures du pays, pour commettre le massacre et le pillage des biens privés et publics. Les documents montrent aussi le montant des aides financières de l'Arabie saoudite, du Qatar, et l'implication d'Ankara dans le financement et l'entraînement des terroristes*". french.irib.ir 07.05

3- Israël

Vers un gel de la colonisation en Cisjordanie... C'est ce qui ressort d'informations données aujourd'hui par la radio israélienne. Benjamin Netanyahu, actuellement en visite en Chine, aurait ainsi ordonné un gel des appels d'offres pour les logements dans les colonies juives de Cisjordanie, il a en tous cas fait part de sa décision à son ministre du Logement il y a quelques jours.

Pas de confirmation officielle pour l'instant côté israélien mais on sait que Barack Obama, en visite en mars à Jerusalem, avait fortement insisté auprès du Premier ministre israélien pour un gel des colonisations, élément essentiel de toute reprise des négociations de paix entre Etat hébreu et Palestiniens. Les pourparlers sont à l'arrêt depuis 2010. euronews.com 07.05

SOCIAL

Allemagne

Près de 100.000 employés de la métallurgie se sont mis en grève mardi à travers l'Allemagne pour exiger des augmentations de salaires, a annoncé le syndicat IG Metall.

Ce dernier réclame des revalorisations salariales dès le mois de mai allant jusqu'à 5,5% pour quelque 3,7 millions d'employés. Il rejette l'offre du patronat, qui propose d'augmenter les salaires de 2,3% en juillet.

Les négociations se déroulent région par région. Si un accord est conclu dans un Land, il est ensuite généralement adopté dans les autres Etats du pays.

IG Metall envisage de faire voter à ses adhérents le principe d'une grève illimitée si aucun accord n'est conclu d'ici la Pentecôte, les 19 et 20 mai.

De nouvelles grèves sont d'ores et déjà prévues mercredi dans le Bade-Wurtemberg, siège des constructeurs automobiles Daimler et Porsche, en Bavière et en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Après une décennie de modération salariale, les syndicats allemands exigent des revalorisations avec l'espoir d'être soutenus par les responsables politiques du pays à l'approche des élections législatives du mois de septembre. Reuters 07.05

ECONOMIE

1- FMI

La directrice générale du FMI donnait une conférence à l'université à Amsterdam, mais les étudiants l'ont interrompue :

"Pourquoi la technocratie est meilleure que la démocratie ?", crie l'une d'eux, reprise en chœur par ses camarades dans la salle. Au bout d'un moment, Christine Lagarde a répondu :

"Evidemment ce que nous visons, comme je l'ai dit précédemment, c'est la stabilité, et clairement nous avons besoin en ce moment d'une discussion stable." euronews.com 07.05

"Evidemment"... elle a répondu à côté de la question...

2- OMC

Le Brésilien Roberto Azevedo, un diplomate de carrière spécialiste des relations commerciales, sera le prochain directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a-t-on appris mardi de source diplomatique.

Roberto Azevedo, ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, a été préféré par les 159 pays membres à l'ex-ministre mexicain du Commerce Herminio Blanco. Il sera le premier latino-américain à diriger l'organisation fondée en 1995.

Roberto Azevedo, 55 ans n'a pratiquement pas quitté Genève le siège de l'OMC durant les 16 ans où il a dirigé la délégation brésilienne. Azevedo a bataillé, parfois avec succès contre les subventions des Etats Unis et de l'Union européenne à leurs agriculteurs.

Roberto Azevedo estime que le système commercial est affaibli par la paralysie des négociations commerciales. Il va devoir s'attaquer à la simplification des prises de décisions au sein d'une organisation paralysée.

Le nouveau directeur général prendra ses fonctions le 1er septembre et devra immédiatement s'atteler à la préparation de la "Conférence ministérielle" bisannuelle prévue à Bali, en Indonésie, en décembre.

Ce sommet est censé déboucher sur un accord de standardisation des procédures douanières susceptible, selon ses promoteurs, de favoriser les échanges, donc de soutenir la croissance mondiale. Reuters et euronews.com 07.05

2- Monopole absolu

Apple et Samsung, ce sont 100% des profits de l'industrie du mobile - L'Expansion.com

Apple capterait 57% des bénéfices d'exploitation du secteur, Samsung 43%. Aucun autre constructeur ne gagne d'argent sur son activité de téléphonie mobile, selon des analystes.

Qui capte le plus de profits dans l'industrie du téléphone mobile ? Toujours les mêmes. Apple et Samsung. Et ces deux acteurs ne font pas dans la demi-mesure : ils concentrent 100% des bénéfices d'exploitation du secteur ! C'est en tout cas le calcul des analystes de Cannacord Genuity, pour le premier trimestre 2013. Aucun des autres industriels du secteur ne gagne d'argent. L'Expansion.com 07.05

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mai 2013

CAUSERIE

J'ai dû actualiser sommairement le site car je dois aller au bureau d'immigration en urgence. Je n'ai pas eu le temps de me relire, je corrigerai à mon retour. Je mettrai aussi en ligne des articles de presse et d'autres articles dans différentes rubriques. Sinon demain, car je dois encore retourner en ville cet après-midi pour téléphoner en France, mon épouse est au plus mal.

Rédigé hier soir.

Mon épouse m'a appelé de la clinique Casamance où elle est hospitalisée depuis trois jours après avoir eu un nouveau malaise plus grave, elle crache du sang et m'a demandé en pleurant de l'oublier car continuer de vivre avec le bruit infernal de ses deux valves cardiaques qui lui résonnent dans la tête la rend folle, elle préfère mourir et va le dire au médecin qui doit s'occuper d'elle. Elle a rapidement raccroché parce qu'elle était trop faible pour parler. Pour supporter une telle épreuve il faut être particulièrement équilibré mentalement et si possible intellectuellement, or ce n'est pas le cas de mon épouse. Sans ces valves elles seraient mortes depuis plus de six ans, elle a fait preuve d'un courage exceptionnel et d'une formidable volonté pour survivre jusqu'à présent, je crois que son acharnement à rester seule en France avec toutes les difficultés qui l'attendaient l'aura finalement achevé. Elle aussi elle se bat, elle résiste, mais il y a malheureusement dans la vie des fatalités contre lesquelles on est impuissant. Je ne lui ai pas dit évidemment. Sa vie aurait sans doute été plus facile si je lui avais consacré plus de temps, mais au bout du compte cela n'aurait rien changé, c'est ce que j'avais fait avec mon ex-épouse, j'ai sacrifié bien des choses et elle a quand même fini par partir, dans d'autres conditions mais le résultat aura été le même.

Je ne sais pas quoi dire, je n'avais pas de nouvelles depuis trois jours et je commençais à m'inquiéter, je me dis que je dois me faire à l'idée d'une issue fatale à court terme. Elle m'a dit que le médicament qui régule sa pression sanguine était un poison, elle le prend depuis sept ans, je n'y comprends rien, après les poumons ce serait les reins qui seraient atteints, je ne sais pas qui lui a dit cela, un autre médecin peut-être.

Je suis bien triste et un peu désespéré car je ne sais pas quoi penser, c'est peut-être une fausse alerte. Elle était en colère parce que le consulat avait refusé un visa à son frère pour qu'il la rejoigne en France, il aurait pu la soutenir et elle aurait été moins seule, je n'ai cessé de lui dire de rester en Inde mais elle n'a rien voulu savoir et de mon côté je ne peux pas rentrer en France, ma situation serait invivable. Elle m'a dit de continuer de me battre parce qu'on vit vraiment dans un monde pourri, je lui ai demandé de penser à autre chose, mais elle s'est emportée, je n'ai pas insisté.

Demain je dois aller au bureau d'immigration pour valider mon visa, je devais y aller avant le 8 mai en principe, je croyais qu'il me restait encore un mois, je suis tellement occupé que je ne vous pas le temps passé, le 1er mai dans la causerie j'avais écrit une bafouille en croyant qu'on était le 1er avril, c'est pour dire.

Ici ils ont recommencé à couper le courant toutes les nuits, c'est infernal, on croule de fatigue, on vit sur les nerfs et on est à moitié détraqué, mais le mental ou le moral tient le coup. Et pour tout arranger je croule sous les emmerdements entre mon convertisseur de courant que je n'ai toujours pas récupéré depuis deux mois, la télé qui est tombée en panne, un climatiseur qui est foutu, la moto dont je n'ai pas le temps de m'occuper, mes dents, mon pied gauche, bref je n'ai que l'embarras du choix!

J'arrête d'actualiser le site pendant deux semaines et j'ai le temps de tout régler. Et la guerre en Syrie alors ? J'y pense en permanence, contre l'Iran aussi, ces cinglés sont bien décidés à aller jusqu'au bout, c'est ma conviction. On vit dans un monde dirigé par des dingues et nous sommes une infime minorité à en avoir vraiment conscience, et encore moins que cela encore si j'en juge par les accommodations auxquelles les uns et les autres se prêtent, un tel manque de discernement laisse rêveur de la

part de militants. De mon côté à mon modeste niveau j'aurais vraiment tout tenté, essayé, testé, engagé pour déblayer le terrain et parvenir à y voir clair, en vain, c'est plus que troublant ou consternant, effrayant, terrifiant pour l'avenir, ce soir je ne suis pas disposé à tourner autour du pot, je vous livre ce que je pense réellement. Indirectement j'avais fondé l'espoir que mes analyses permettraient de favoriser le rapprochement entre militants, cadres ou dirigeants, courants ou différentes tendances révolutionnaires, en vain, même sans y être associé directement, j'y aurais vu se concrétiser l'espoir de forger une nouvelle avant-garde sur la base du programme de la révolution socialiste internationale. J'ajouterai sans prétendre que mes analyses aient été toujours correctes, disons que les questions que je posais pouvaient servir de déclic pour en résoudre certaines laissées sans réponse satisfaisantes depuis des lustres et qu'on trimballe comme de vieilles casseroles, les casseroles du mouvement ouvrier, cela n'aura servi à rien.

Personne n'est parfait, j'ai essayé de donner l'exemple en ne me prenant pas trop au sérieux pour que les lecteurs ne se sentent pas obligés de m'apprécier et qu'ils fassent bien la distinction entre la personne qui s'adressait à eux et le contenu de son discours, de telle sorte qu'il concentre uniquement son attention sur les questions que nous abordions et qu'il oublie qui les posait car finalement cela ne présente aucun intérêt, j'ai envie de dire, faites comme si je n'existais pas, c'est plus simple ainsi, cela ne vient pas polluer votre raisonnement. Souvent on a un a priori favorable ou défavorable sur une question en fonction de la personne qui l'aborde ou la traite, consciemment ou non, c'est stupide et cela ne devrait pas entrer en ligne de compte. J'essaie de comprendre comment des travailleurs ou des militants peuvent supporter un ou des dirigeants, alors que leurs discours sont insupportables, par exemple Mélenchon qui soutient l'UE, admettons que ces militants ignorent la nature de l'UE, d'accord, mais quand il en appelle à l'ONU, là le doute n'est pas permis, ou encore quand il se voit Premier ministre de Hollande, on croit rêver, on se dit mais ce n'est pas possible que des militants ouvriers supportent le Front de gauche une minute de plus, c'est plus que grotesque, cela tourne à guignol, on a à faire à un charlatan qui ne prend même plus la peine de le camoufler, comment peut-on prétendre combattre pour le socialisme avec de tels dirigeants prêts à gouverner avec des ennemis du socialisme qui plus est ont déjà gouvernés avec eux, y compris le parti de l'ordre officiel, à ma connaissance Chirac était bien au RPR quand Mélenchon en fut ministre, il faut être tombé sur la tête, n'avoir aucun principe ou avoir une conception du socialisme qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme.

Je ne dois pas être comme tout le monde il faut croire, avant-hier je suis tombé sur un portail que je ne connaissais pas, j'ai découvert des articles et des photos, il y avait aussi des vidéos sur les ravages causés par les bombes à uranium appauvri que les Américains ont balancé sur l'Irak, les mots nous manquent pour qualifier ce crime, c'est monstrueux ce qu'ils ont fait, je suis resté un moment scotché sur ces photos d'enfants difformes, je n'étais pas hébété, je voulais en tirer une leçon, je ne voulais pas ou ne pouvais pas les quitter des yeux sans en tirer profit pour notre cause, la leur ces malheureux, ils sont tous morts depuis, je me suis demandé comment on a pu continuer de vivre après comme avant, comment les masses qui ont eu ces informations sont finalement demeurées indifférentes à cette épouvantable tragédie, pire encore de la part des différentes formations politiques qui ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur une plate-forme d'actions communes contre le régime en place, ce qu'avait réussi à faire autrefois les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks en Russie contre le tsar et son régime féodal, je me suis dit alors que le sort du peuple irakien et des autres en général passait apparemment après leurs misérables intérêts de boutiquiers, que faudrait-il alors qu'il se produise pour qu'ils changent de comportement si face à pareille cruauté ils ne réagissent pas, c'est à se demander s'ils en seront capables un jour, on est en droit d'en douter fortement au regard de cette expérience.

L'abjection du capitalisme qui s'étale sous nos yeux quotidiennement, les bruits des canons qui résonnent continuellement dans nos oreilles devrait être une source de cauchemar pour tout militant ouvrier, la souffrance des peuples sacrifiés, martyrisés ne semble pas parvenir à celles de nos dirigeants. Certains ont le mérite d'appeler à l'unité, leur appel reste vain, cela ne suffit pas, il faut démasquer, dénoncer, matraquer ceux qui s'y opposent, mettre en lumière leur collusion avec l'ennemi et appeler les militants à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires, il faut les harceler, les briser, il n'y a rien à attendre des dirigeants de ces partis, cela fait des lustres qu'ils en font la démonstration, ils ne changeront jamais, ils sont liés au régime en place, cela vaut pour le NPA et LO, aucun de leurs dirigeants n'a les qualités requises pour prendre la direction du mouvement ouvrier, cela explique en partie pourquoi ils ne le revendiquent pas d'ailleurs, ils en seraient incapables.

Autrefois des dirigeants se sont hissés à la tête du mouvement ouvrier alors qu'ils n'existaient ni la radio ni la télévision ni Internet, à croire qu'un miracle se serait produit et pourtant non, ils avaient le charisme, la méthode, le discours ou le langage adapté à leur auditoire, ils inspiraient confiance à des masses en grande partie incultes, on pourra toujours dire que d'une certaine manière cela les favorisa, dans ce cas-là il ne faut pas oublier d'ajouter que d'autres facteurs jouaient en sens contraire, elles étaient superstitieuses et sous l'emprise des curés aussi, moins instruites et moins aptes à réfléchir, plus aptes à agir sur un coup de tête, à favoriser leur état d'âme sous la pression des événements ou d'éléments extérieurs malintentionnés à leur égard, sournois ou fourbes, sans réelles connaissances, il était facile de les rouler dans la farine, et cependant les masses parvenaient à distinguer le bon grain de l'ivraie.

Une fois n'est pas coutume ces derniers temps, j'ai eu à feuilleter le week-end dernier l'Histoire de la révolution russe de Trotsky, non pas que la manifestation de dimanche dernier m'inspira particulièrement mais je m'y suis cependant intéressé, je ne l'ai pas traité avec mépris contrairement à d'autres, je l'ai relaté dans plusieurs causeries. En février 1917 il n'y avait que 15.000 militants au parti bolchevik à Pétrograd, c'était très peu, et pourtant le parti bolchevik pris le pouvoir huit mois plus tard. Si je ne me trompe pas il y avait un peu plus de 100 millions d'habitants en Russie en 1917.

Au lieu de serrer les rangs au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou de conserver l'unité de ces différentes

tendances, Lénine estima que leurs divergences étaient trop importantes pour mener la révolution socialiste à la victoire, et que pour vaincre la révolution nécessitait un parti qui témoigne une détermination sans faille sur la base d'un programme qui ne laisse planer aucun doute sur ses intentions et les objectifs politiques à atteindre... Les faits lui donnèrent raison. Il ne chercha pas à réaliser l'unité à tout prix avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires avant comme après la révolution de février 1917, en réalité à aucun moment depuis celle de 1905.

Les forces du parti bolchevik étaient certes faibles numériquement, mais lorsque la révolution éclata des milliers de militants d'autres partis déçus par la politique de leurs dirigeants se dirigèrent vers le parti bolchevik, de même que des milliers puis des dizaines de milliers de travailleurs, c'est le processus dialectique de la révolution et la détermination de Lénine qui furent responsables de cette formidable dynamique qui allait créer les conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, alors que huit mois plus tôt, même au sein du parti de Lénine pas un militant n'aurait parié un copeck sur ce scénario, souvenez-vous qu'à son retour en Russie en avril 1917, la totalité du comité central avait pris Lénine pour un dément, un fou, qui tout seul voulait se lancer à l'assaut du pouvoir.

Au lieu d'opter pour un parti de type bolchevik ou léniniste, les dirigeants du PCI puis ceux de la LCR opèrent successivement pour le PT devenu POI et le NPA, des partis ouverts à différents courants ou tendances, autrement dit au lieu de partir des enseignements de la révolution russe, considérant que la période ouverte avec la révolution russe était close depuis la chute de l'URSS, il fallait remettre les compteurs à zéro et repartir de la période qui l'avait précédé et ils prirent pour modèle la SFIO ou le parti social-démocrate qui existait au début du XXe siècle, dans l'espoir qu'ils attireraient des militants de différentes tendances qu'ils gagneraient à la leur, peut-être de telle sorte qu'à un moment donné leur tendance révolutionnaire ou trotskiste en sortirait et se transformerait en un nouveau parti communiste.

S'agissant du NPA, c'est plutôt mal barré, c'est même carrément foiré. Quant au POI, on ne peut pas dire que jusqu'à maintenant cela soit un succès, puisque le Courant communiste internationaliste a perdu environ la moitié de ses effectifs et la moitié qui demeure est composé en grande partie de militants âgés. Pire, la présence d'autres tendances dans ce parti sert de repoussoir à bon nombre de militants révolutionnaires qui sont soit inorganisés, soit organisés dans une multitude de groupes ou groupuscules, le tout conduisant l'ensemble à l'impuissance, car la présence de ces tendances qui ne se reconnaissent pas toutes dans la révolution socialiste nécessite de la part des dirigeants de POI de jongler sans cesse avec les contradictions de leur propre parti, trouver un équilibre pour satisfaire toutes ces tendances s'avère périlleux ou même casse-gueule, aventureux, ce qui de l'extérieur n'échappe pas aux militants qui qualifient l'attitude des dirigeants du POI de double langage.

Il est clair que lorsqu'on n'adopte pas la révolution pour avancer vers le socialisme, cela signifie qu'on adopte le réformisme ou le passage progressif au socialisme dans une société qui demeure sous l'emprise du capitalisme, autrement dit le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, ces deux méthodes ou moyens sont antinomiques ou opposés dans la mesure où ils ne partagent pas le même objectif ou plutôt l'un peut permettre de l'atteindre et l'autre non. Quand on a ces deux tendances qui se côtoient dans le même parti, on peut imaginer toutes les contradictions et les tensions auxquelles elles peuvent donner lieu, il faut sans cesse manoeuvrer pour qu'un tel parti n'explose pas ou alors, l'une des deux tendances se couchent devant l'autre, et si ce parti a été spécialement fondé pour permettre à la tendance réformiste bourgeoise de le rejoindre, on n'a plus besoin de se demander laquelle fait carpepe.

Finalement rien ne justifiait de ne pas construire un parti sur le modèle du parti bolchevik en l'adaptant à notre époque évidemment, de ce point de vue-là LO était l'exemple à ne pas suivre, en tenant compte des profondes transformations qu'a connu la société au cours du XXe siècle, il aurait pu servir de ralliement ou de pôle d'attraction à la majorité des militants révolutionnaires, à l'avant-garde... A suivre

[Le chiffre du jour. + de 800](#)

Selon le dernier bilan des autorités, l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection a fait plus de 800 morts. Le Point.fr 08.05

ACTUALITE EN TITRES

[Il doit manquer un chiffre devant.](#)

- 73 millions de jeunes chômeurs dans le monde en 2013 - AFP

Il doit manquer un chiffre devant. Aucune amélioration du marché du travail des jeunes n'est à attendre à moyen terme, avec un taux de chômage mondial des 15-24 ans attendu à 12,8% en 2018 contre 12,3% en 2013, selon une étude de l'Organisation internationale du travail. AFP

En réalité, ils sont totalement incapables de fournir un chiffre sérieux.

En Inde par exemple, plus d'1,2 milliard d'habitants, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, j'imagine que ce n'est pas un cas unique en Asie, qu'en Amérique latine et en Afrique bon nombre de pays doivent être dans le même cas. Qui plus c'est l'économie informelle ou l'agriculture qui fournissent l'essentiel des emplois, or dans ces secteurs économiques les salariés ne sont enregistrés nulle part, ils n'ont ni contrat de travail ni feuille de paie donc pas de solde de tout compte et de certificat de travail, dans ces conditions comment peut-on évaluer avec précision le niveau du chômage ?

Le maître et son disciple.

- G7: Washington veut pousser l'Europe à "*changer de cap*" sur l'austérité - AFP

- Syrie : l'UE "*très satisfaite*" de l'accord entre les États-Unis et la Russie - LePoint.fr

... et histoires pas très sérieuses.

- Bruxelles propose douze mesures pour mieux faire aimer l'Europe - LeMonde.fr

- Bruxelles veut des comptes bancaires accessibles à tous et des banques plus transparentes - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Rencontre Kerry-Poutine sur la Syrie à Moscou avant-hier.

Selon les sources diplomatiques américaines, citées par le quotidien Al Jomhouriyat du Liban, le secrétaire d'Etat John Kerry aurait formulé une double proposition au président Poutine sur le dossier syrien.

" *Les Etats Unis auraient proposé la création d'une zone tampon le nord des frontières nord de la Syrie au lieu d'une zone d'exclusion aérienne, une zone où aucune partie ne tire sur l'autre. et une seconde proposition consiste en la tenue d'une conférence internationale en présence de la personnen d'Assad et de toutes les parties impliquées dans la crise*" L'Iran sera-t-il invité à cette conférence? " *les détails de ces propositions seront rendues public prochainement*". french.irib.ir 08.05

Les médias à la solde ne se sont pas focalisés sur les déboires de M Kerry à Moscou. et pourtant derrière les sourires affichés devant les caméras, le vieu diplomate a du affronter la colère russe, celle de Poutine entre autre qui l'a fait attendre des heures derrière les portes du Krémolin avant de le recevoir !

Mais c'est quoi qui ennerve tant les Russes et les poussent de plus en plus à s'éloigner de Washington ? La Syrie ! Le journal koweïtien Al Siyasa s'intéresse à trois scénarios qui occupent en ce moment la majeure partie du temps des officiels américains et dont aucun ne satisfait pas Moscou : " *le premier scénario toujours envisagé par les Américains consiste à éliminer physiquement Assad, un assassinat qui serait commis par l'un de ses proches pour éviter que la responsabilité n'en incombe pas aux opposants ou aux parties étrangères . Un second sénario prévoit une intervention armée impliquant les Etats Unis , la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et les pays alliés. les pays arabes du golfe Persique et l'ASL soutiennent avec vigueur cette option mais la Jordanie et la Turquie sont plutôt réservées par crainte de voir toute la région embrasée. Et il existe un troisième scénario et qui consiste à attendre 2014 et la fin du mandat d'Assad pour lui demander de se retirer du pouvoir et de quitter le pays sans courir le risque d'être poursuivi sous peine de quoi les Etats Unis et leurs alliés auront recours à la force*".

Or ces trois scénarios ne plaisent pas aux Russes dans la mesure où tous les trois relèvent de la pure ingérence dans les affaires d'un Etat souverain. les dirigeants arabes se rendront bientôt en Turquie où ils débattront avec les Américains et Turcs de ces trois scénarios sur fond d'accusations de l'usage d'armes chimiques qui pèse contre le régime Assad et qui constitue aux yeux des russes plutôt un prétexte qu'autre chose pour déclencher la guerre. french.irib.ir 08.05

Pour Vojislav Motosov, expert russe des question internationales, la visite de Kerry, à Moscou, n'avait qu'un seul objectif, persuader les Russes de la "nécessité de renoncer à Assad" !

" *Et pourtant, il est impossible que la Russie accepte le départ d'Assad, car la politique syrienne de la Russie rejette, d'emblée, toute négociation autour de la personnalité d'Assad ou de la nature du régime, qui devra être celui de la Syrie. La Russie est partisane acharnée du fait que le droit international soit discuté, dans l'objectif de faire respecter les droits des Etats à se défendre. La Russie s'oppose, en ce sens, à toute ingérence, dans les affaires intérieures des Etats. "Ce que prétendent les Américains, au sujet de leur soutien à la déclaration de Genève, est un pur mensonge. La pensée américaine, dans cette affaire, consiste, ni plus,*

ni moins, à pousser Assad vers la porte de sortie, et en cas de refus de ce dernier, à refuser d'accepter toute solution négociée à la crise, à armer ses mercenaires, en Syrie, d'armes sophistiquées et à les envoyer combattre le régime syrien, jusqu'à ce qu'il soit renversé."

"En effet, les Américains ont l'habitude de mettre à profit la faiblesse de leurs adversaires. Si ces derniers font preuve de faiblesse, les Etats Unis continuent leurs pressions, mais dès que le rival se montre ferme, dans ses positions, les Américains finissent par revoir leur ligne de conduite". le stratège russe a rappelé le titre de l'avant texte d'une loi qui s'apprête à être voté, au Congrès, "Stabilité, en Syrie, en 2013" : "l'article phare de ce texte est le soutien armé aux rebelles syriens. Les néocons, les faucons et les lobbies pro-Israélien pressent Obama, pour qu'il accepte ce projet de loi". "La visite de Kerry, en Russie, est une occasion, pour Moscou, de comprendre les évolutions de la politique syrienne de la Maison Blanche. S'il y a des changements ou bien si Washington continue à s'en tenir à son bellicisme anti-syrien. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que si les Etats Unis continuent à accorder leur prédilection à la solution militaire, en Syrie, la Russie va revoir ses accords stratégiques avec le régime Assad, va l'armer de tous les armements nécessaires à la défense de la Syrie, face aux agressions étrangères". french.trib.ir 08.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

Dans sa première réaction au raid aérien de 5 mai d'Israël contre la banlieue de Damas, le secrétaire général du Hezbollah a affirmé réagir immédiatement à toute éventuelle attaque militaire sioniste contre le Hezbollah. selon le journal Al Ray qui cite Nasrallah au cours d'une réunion interpartite, " *il n'existe aucune issue digne de ce nom pour la guerre internationale qui se déroule en Syrie. Aucun signe d'apaisement n'est perceptible. de très profondes fissures existent entre les parties en lice, les sunnites, les chiites, les kurdes et les alaouites, ce qui rend particulièrement difficile une entente* ". Le secrétaire général du Hezbollah met ensuite garde contre les risques d'une extension du conflit syrien au Liban. " *Si cette crise finit par contaminer le Liban, il va sans dire que la situation des musulmans et du pays en général sera déstabilisée et il y a même les risques d'un conflit à caractère confessionnel* " *Le Liban se trouve pleinement engagé dans une période marquée par des découvertes pétro gazières, ce qui pourrait assurer la prospérité et le bonheur de ses citoyens*".

Selon le journal koweïtien, le secrétaire général revient ensuite sur la guerre en Syrie qui " *s'est transformée en une arène où s'affrontent les pays occidentaux et islamiques* " *En Syrie, le Qatar a ses agents, l'Arabie saoudite, les siens et à côté, la France, les Etats Unis et la Grande Bretagne entraînent leurs forces. Personne ne fait attention à ceux qui veulent le dialogue national et la fin de la guerre. Il n'existe pas cet esprit de l'entente qui a précédé le dialogue national libanais en 1989*" *la crise syrienne est une vraie calamité. Tout est désormais possible et chaque possibilité est pire de toutes. La seule solution viable passe par le dialogue et les Syriens ne doivent pas attendre Obama ou Poutine pour se tirer de la crise*" le secrétaire général du Hezbollah réagit aussi au raid israélien en affirmant qu'en cas de la moindre attaque contre les réserves de missiles du Hezbollah, le Hezbollah ripostera immédiatement et sans considération aucune. french.trib.ir 08.05

Jordanie

Le parlement jordanien a voté l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël et le rappel de l'ambassadeur jordanien en poste à Tel Aviv. la décision répond aux attaques multiples de l'armée sioniste contre la mosquée d'Al Aqssa et la nouvelle vague d'arrestation en Cisjordanie. les députés demandent aussi la révision du traité de paix avec Israël. french.trib.ir 08.05

SOCIAL

Bangladesh

Le Bangladesh a fermé 18 usines du textile pour des raisons de sécurité après l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection. De précédentes informations avaient fait état d'un bâtiment de huit étages mais le responsable de l'enquête a ensuite affirmé qu'il y en avait neuf. " *Seize usines ont été fermées à Dacca et deux à Chittagong*", la deuxième ville du pays, a annoncé à la presse le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique, précisant que de nouvelles usines seraient fermées dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité.

Il s'agit des premières fermetures décidées par les autorités depuis le drame, le plus meurtrier de l'histoire industrielle du pays.

Le Point.fr et Reuters 08.05

Allemagne

Près de 400.000 salariés du secteur de la métallurgie en Allemagne ont participé à un mouvement de grève en une semaine pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé mercredi le syndicat allemand IG Metall.

"Jusqu'à présent, plus de 390.000 salariés dans 1.600 entreprises ont participé à la grève +d'avertissement+", a déclaré le puissant syndicat dans un communiqué.

Ce type de grève, connu sous le nom de "Warnstreik" en Allemagne, ne nécessite pas de vote des adhérents et se traduit généralement par des débrayages de quelques heures seulement, afin de faire pression sur l'employeur en période de négociations salariales.

Sur la seule journée de mercredi, quelque 90.000 grévistes ont débrayé, a ajouté IG Metall, soulignant que d'autres actions devaient se dérouler en fin d'après-midi et dans la soirée.

L'Etat régional de Bavière (sud) a été le plus mobilisé, avec environ 33.000 grévistes dans 72 entreprises, dont 12.800 débrayages au sein des différentes usines du constructeur automobile BMW et 1.600 chez le producteur de roulements et de systèmes de lubrification SKF.

Les Etats régionaux de Bade-Wurtemberg (sud-ouest) et de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest) ont également répondu à l'appel du syndicat avec des mobilisations respectives de 32.000 et 15.700 grévistes pendant quelques heures sur la journée.

D'autres mouvements de plus faible ampleur se sont déroulés dans la plupart des autres Länder allemands. A Kaiserslautern, en Rhénanie-Palatinat (sud-ouest), 1.200 salariés ont ainsi cessé le travail dans une usine du constructeur automobile Opel, selon le communiqué.

Interrogé par l'AFP, une porte-parole d'IG Metall a précisé que le syndicat menait mercredi des négociations dans l'Etat régional de Bavière qui, en cas d'accord, pourraient servir de modèle pour les autres régions d'Allemagne.

"Nous sommes confiants, mais hier des négociations dans le Bade-Wurtemberg se sont soldées par un échec", a précisé cette porte-parole, soulignant qu'un nouveau tour de table pourrait s'avérer nécessaire la semaine prochaine.

D'ici là, le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit, a-t-elle encore ajouté.
AFP 08.05

Ils sont décidément très forts ces "syndicalistes", sans rien avoir obtenu ils annoncent déjà que "*le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit*", à la place du patronat je jouerais le pourrissement.

C'est marrant quand on y pense, on se dit que ce genre de syndicalistes auraient pu faire d'excellents représentants patronaux, la preuve en me mettant à leur place je saurais quoi faire pour défendre les intérêts du patronat. Ils ont raté leur vocation !

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mai 2013

CAUSERIE

A ceux qui ont lu les causeries des derniers jours où j'ai encore étrillé Mélenchon et le Front de gauche. J'ai reçu un courriel de l'abruti qui me harcèle depuis des années, sympathisant ou adhérent du POI, il a titré son mail que je n'ai pas ouvert et qui est parti directement à la poubelle : "*au cul de Mélenchon*", parce que j'avais appelé à participer à la manifestation du 5 mai sur des mots d'ordre opposés justement à ceux de ses organisations que j'ai qualifiés par ailleurs de contre-révolutionnaires.

Il n'a pas dû digérer que j'analyse sur quoi reposait le refus de certains de ne pas y participer après avoir mis en lumière leurs vulgaires manoeuvres d'appareils. Cela démontre qu'en fait ils ne sont même pas capables d'assumer leurs positions, c'est très grave évidemment, car on ne peut pas faire confiance à de tels dirigeants ou partis.

Vous avouerez que lorsqu'on est à court d'arguments pour défendre ses positions on verse volontiers dans l'insulte, la

calomnie, l'amalgame, le faux, la falsification, et d'autres procédés indignes pour discréditer les arguments de ses adversaires. C'est franchement misérable.

Réponse à l'article paru dans le n°6 de Lutte des classes : *Il est temps de rompre avec le sectarisme.*

Non, non et non, le Front de gauche n'a pas pour vocation de regrouper les militants qui entendent lutter contre le gouvernement et les institutions, d'ailleurs leurs principaux dirigeants, Mélenchon et Laurent ne cessent de leur donner des gages dans ce sens. Le dernier en date et répété à deux reprises en quelques jours fut d'annoncer qu'il était prêt à devenir le Premier ministre de Hollande et de la majorité parlementaire ayant adopté le TSCG, la "règle d'or" ou encore ayant voté pour l'intervention militaire au Mali, notamment. Mélenchon en devenant le ministre de Chirac avait déjà épuisé tout crédit qu'on pouvait lui accorder, que les travailleurs aient la mémoire courte est une chose, de la part de dirigeants c'est impardonnable.

Quant à Pierre Laurent, le 5 avril, dans une interview à *Libération* il avait clarifié sur quoi reposait la VIe République qui figure dans le programme du Front de gauche, en affirmant que pour qu'une Assemblée constitutane voie le jour il ne serait même pas la peine de procéder à de nouvelles élections et que l'Assemblée nationale telle qu'elle existait pouvait très bien faire l'affaire, autrement dit sur le plan politique cela ne changerait strictement rien. Ajoutons que le Front de gauche n'entend pas rompre avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI ou l'ONU.

Voilà dans quelle impasse le Front de gauche entend mener les militants et travailleurs, l'affirmation selon laquelle la "cette coalition offre une perspective de regroupement politique des travailleurs opposés à la politique de l'offensive européenne de la bourgeoisie" est une vue de l'esprit, en réalité elle s'inscrit en totale contradiction avec les faits, les déclarations, les positions et le programme du Front de gauche. L'objectif politique du Front de gauche est de récupérer pour le compte du régime en place les militants ou les travailleurs qui manifestent le plus de détermination à le combattre, ce qui se concrétise par son refus ou son incapacité de les organiser et de préparer sérieusement les actions qu'il leur propose. Une manifestation comme celle du 5 mai aurait dû faire l'objet de réunions et de meetings dans tout le pays au cours du mois précédent pour mobiliser la classe et y associer les différents partis de gauche ou d'extrême gauche, or il n'en fut rien.

Pour notre part nous avons estimé qu'il était tactiquement possible de participer à cette manifestation, de soutenir Mélenchon ou le Front de gauche dans d'autres circonstances, mais sans aller au-delà. Nous poursuivrons plus tard cette discussion. Quant à se référer à l'entrisme dans le PS dans les années 30 prôné par Trotsky, voilà qui m'a tout l'air de sombrer dans le dogmatisme, de vouloir prendre le contre-pied du NPA et du POI pour tomber dans le même travers. Ne serait-ce pas reprendre la méthode de Pablo qui prônait de faire de l'entrisme dans les PC pour en modifier l'orientation politique, alors que tout indiquait que ce serait toujours impossible, ce que les faits ont amplement démontré depuis le début des années 50. L'entrisme, parlons-en, ceux qui l'ont pratiqué bien au-delà des années 30 ne s'en sont jamais remis, au mieux les uns ont fini par complètement abandonner le marxisme, au pire ils se sont retrouvés dans le parti républicain américain! A suivre

Le chiffre du jour. 912

Le bilan de l'effondrement il y a deux semaines du complexe du Rana Plaza, qui abritait des ateliers textiles, a été porté 912 morts. Reuters 09.05

Qui a dit ?

- " *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et, en un tour de mains, ils créeront assez d'argent pour la racheter. Ôtez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes Fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais, si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits.*"

Réponse : Sir Josiah Stamps, directeur de la banque d'Angleterre 1928 – 1941, réputé 2^{ème} Fortune d'Angleterre à cette époque.

Alors, messieurs Mélenchon et Laurent, on le exproprie ou non les banquiers, les actionnaires du CAC40, des grandes entreprises ? Vous connaissez leur réponse. Que voulez-vous on est de gauche ou on ne l'est pas, on est socialiste ou on ne l'est pas...

- Le rôle des monarchies européennes - euronews.fr 08.05

Question : Pourquoi un tel article ?

Réponse : Partant du constat que l'immense majorité de la population ne possède ni les informations indispensables ni le niveau de connaissances requis pour pouvoir disposer librement de son sort et qui plus celui de tout un peuple, il est normal qu'elle

s'en remet à une autorité supérieure, sorte de sauveur suprême, monarque, empereur, chef d'Etat, qui remplit ces conditions pour gérer à sa place son destin et celui du pays.

On pourrait ajouter de la même manière que sur le plan de la morale, il est normal que ce soit un dieu qui assume cette fonction puisque vous en êtes incapables. Et si un personnage concentre le pouvoir politique dans un pays, on ne peut pas l'accuser d'être un dictateur, car en réalité oeuvrant au bien commun de tous les hommes ou l'intérêt général de la société, sa légitimité est assimilable à un droit divin qu'il ne serait pas davantage raisonnable de contester, amen ou la boucle est bouclée.

Allons plus loin.

Depuis quelque temps on peut observer en Europe que les droits politiques des travailleurs sont spoliés ou anéantis par le biais du pouvoir grandissant de l'Union européenne leur imposant sa dictature. Pouvoir acquis au détriment des parlements nationaux qui ont accepté de se soumettre à cette dictature.

En réalité, en dehors de quelques pays comme la Russie ou la Chine susceptibles de rivaliser avec les pays occidentaux dominants, c'est le monde entier qui se retrouve à la merci d'institutions financières ou politiques qui concentrent le pouvoir et décident du sort de tous les peuples, condition de travail et de rémunération, niveau de vie, emploi, scolarisation, habitation, accès à la santé, etc.

Dans tous les pays existe une constitution et des institutions, une forme de représentation politique disposant d'un vernis démocratique destiné à laisser penser que chaque citoyen aurait les moyens d'influer sur le cours des choses dans son propre pays, alors qu'il n'en est rien puisque ces institutions nationales fonctionnent déjà en grande partie comme des relais nationaux d'une ou plusieurs institutions supranationales créées par l'impérialisme américain, tous les pays en sont membres (FMI, Banque mondiale, UE, ONU, etc.) de gré ou de force, de gré de préférence pour ne pas être sévèrement sanctionnés par les maîtres du monde qui tiennent l'économie mondiale, détiennent le pouvoir militaire et exerce leur hégémonie politique sur le monde.

Les maîtres du monde, l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle à son service n'ont cessé de parfaire ce dispositif politique destiné à spolier définitivement le prolétariat mondial de tout droit politique afin d'établir un gouvernement mondial sur lequel il n'aurait aucune emprise, il serait totalement déposséder du droit d'intervenir sur tous les rapports économiques, sociaux, politiques, culturelles ou questions de société, son mode de vie comme son mode de pensée lui seraient imposés sans qu'ils puissent le modifier ou agir dessus.

Il faut que les peuples se fassent à cette idée ou admettent que s'ils étaient incapables hier de prendre en mains leur destin, ils s'en sont sortis ce fut uniquement grâce à l'action de souverains éclairés et bons, qu'ils le sont toujours autant aujourd'hui, ils doivent l'élévation de leur mode de vie et de vivre en paix à la conduite exemplaire des affaires de leur pays par des chefs d'Etat ayant fait preuve de grandes qualités ou d'une grande sagesse, ils le seront forcément encore demain.

Cependant, la crise, les inégalités, les guerres incessantes, bref les difficultés auxquelles doivent faire face malheureusement tous les peuples démontrent que le monde doit évoluer et ne peut pas rester dans la configuration qu'on lui connaît aujourd'hui, son organisation doit évoluer, l'existence d'Etats-nations est devenue un frein, un obstacle au réglément de tous les problèmes économiques et sociaux qui accablent injustement les populations, ils ont démontré qu'ils étaient incapables de les résoudre ils faut donc avancer rapidement vers une autre organisation à l'échelle des continents et du monde, car c'est seulement à ce niveau qu'il sera possible de venir à bout des égoïsmes nationaux pour le bien de tous les peuples...

C'est guidé par cette bonne intention à votre égard que l'Union européenne se construit, l'Alena, le Mercosur, l'ONU et d'autres institutions qui oeuvrent quotidiennement à votre bien-être, à la prospérité et à la paix.

ACTUALITE EN TITRES

[Des vauriens détiennent le pouvoir](#)

- JPMorgan poursuivie en Californie pour fraudes liées aux cartes de crédit - AFP
- Québec: coup de filet sans précédent contre la corruption dans le BTP - AFP
- Des hackers détournent des comptes bancaires et volent 45 millions de dollars - AFP

[L'austérité a quand même du bon.](#)

- Italie: le FMI prône des coupes dans les dépenses et des baisses d'impôts - AFP
- La Slovénie privatise 15 sociétés et augmente la TVA - Reuters
- Le chômage des jeunes dépasse les 60% en Grèce - Reuters
- Portugal: le chômage grimpe au taux record de 17,7% au 1er trimestre - AFP
- Schäuble : la France est "*sur la bonne voie*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le régime de Damas a annoncé jeudi qu'il répliquerait immédiatement et durement à toute nouvelle attaque d'Israël contre son territoire, au moment où le mouvement libanais Hezbollah assurait que son allié syrien lui livrerait de nouveaux types d'armes.

"*Bachar al-Assad doit s'en aller*". John Kerry le secrétaire d'Etat américain l'a répété ce jeudi à Rome lors de nouvelles discussions sur la Syrie, cette fois avec le chef de la diplomatie jordanienne Nasser Judeh. John Kerry qui confirme la poursuite des préparatifs pour mettre sur pied une conférence internationale. Objectif : trouver une solution politique à cette crise. Et le président syrien n'en ferait pas partie. "*Le ministre des Affaires étrangères jordanien va travailler avec nous pour essayer de réunir toutes les parties autour d'une même table souligne John Kerry. L'objectif est de mettre en place un gouvernement de transition issu d'un consensus, ce qui signifie clairement pour nous que le président Assad ne sera pas une composante de ce gouvernement de transition*". euronews.com 09.05

1.2- Dans un entretien exclusif à l'AFP, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad a affirmé qu'"instruction a été donnée de répondre immédiatement à toute nouvelle attaque israélienne".

"*Nos représailles contre Israël seront dures et douloureuses (...)* En aucun cas la Syrie ne permettra que (les attaques israéliennes) se reproduisent", a-t-il souligné.

Israël a lancé vendredi et dimanche une série de raids dans la région de Damas, qui visaient selon des responsables israéliens des armes iraniennes destinées au parti chiite libanais Hezbollah, ce que Téhéran a démenti.

M. Moqdad a lui aussi qualifié de "*mensonges*" les affirmations d'Israël. "*Il n'y pas de voitures qui transféraient des armes*" vers le Hezbollah, a-t-il affirmé.

Peu après, Hassan Nasrallah, le chef de ce mouvement dont des hommes combattent auprès de l'armée syrienne, a assuré sur la chaîne al-Manar que "*la riposte syrienne aux raids israéliens sur son territoire sera de fournir au Hezbollah des nouveaux types d'armes*".

"*La réponse syrienne est hautement stratégique parce qu'elle implique également l'ouverture du front du Golan (occupé par Israël) aux combattants de la résistance*", a précisé le chef du Hezbollah, qui avait affronté l'Etat hébreu en 2006 lors d'une guerre sanglante et dévastatrice.

Les autorités syriennes ont par ailleurs salué le rapprochement américano-russe en faveur d'une solution politique au conflit en Syrie, en se disant confiant en la fermeté de la position de Moscou, Washington insistant cependant sur un départ négocié du président Bachar al-Assad.

Opposés sur le dossier syrien, la Russie --fidèle allié du régime de Damas-- et les Etats-Unis ont annoncé mardi un accord sur les bases de la réunion de Genève de juin 2012, qui avait appelé à un arrêt des combats et à une transition démocratique sans préciser le sort de M. Assad.

Mais l'opposition a répété mercredi qu'elle considérait le départ du président syrien comme un préalable à toute discussion, portant un coup dur à l'appel américano-russe.

Et le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui s'était montré nettement plus évasif sur le sujet mardi à Moscou, a réaffirmé jeudi à Rome la position de Washington sur la nécessité d'un départ de M. Assad. AFP 09.05

2- Afghanistan

Les Américains veulent garder neuf bases militaires en Afghanistan après 2014 et certains pays de l'Otan envisagent aussi de maintenir des soldats dans le pays, a déclaré jeudi le président afghan Hamid Karzaï, en se disant favorable à la demande américaine.

Les Américains "*veulent neuf bases à travers l'Afghanistan*" et "*nous allons leur donner*" ces bases car "*cela est dans l'intérêt*" du pays, a déclaré M. Karzaï lors d'un discours à l'Université de Kaboul retransmis en direct à la télévision.

Ces bases se trouvent aux quatre coins du pays: à Kaboul, Bagram (près de Kaboul), Mazar-i-Sharif (nord), Jalalabad (est), Gardez (sud-est), Kandahar (sud), Helmand (sud), Shindand (ouest) et Hérat (ouest), a-t-il détaillé.

La Maison Blanche a rapidement réagi jeudi aux déclarations du président Karzaï. "*Les Etats-Unis ne cherchent pas (à avoir) des bases militaires permanentes en Afghanistan*", a déclaré le porte-parole de la présidence, Jay Carney.

"*Toute présence (militaire) américaine serait uniquement à l'invitation du gouvernement afghan et dans le but de former des soldats afghans et de s'en prendre aux derniers éléments d'Al-Qaïda*", a dit M. Carney.

M. Karzaï a par ailleurs assuré que, outre les Etats-Unis, d'autres pays de l'Otan envisageaient de maintenir une présence militaire au-delà de 2014.

"*L'Otan avait l'habitude de dire qu'elle allait partir, mais maintenant ils viennent les uns après les autres nous dire +non nous n'allons pas partir, nous allons rester+*", a-t-il affirmé sans citer de pays ni expliquer quelle serait leur mission. Plusieurs pays de l'Otan contribuent actuellement à la formation des forces afghanes.

Chaque pays concerné devra conclure, selon le président afghan, un "*accord bilatéral*" avec Kaboul sur les modalités de sa présence au-delà de 2014.

L'Isaf combat depuis plus de dix ans au côté des forces afghanes l'insurrection menée par les talibans, qui ont gagné du terrain ces dernières années, au point de pousser les Occidentaux à envisager des discussions de paix.

2014 est aussi l'année où l'Afghanistan doit voter pour désigner un successeur à M. Karzaï, qui ne peut en principe se présenter pour un autre mandat.

"*La seule chose nouvelle dans cette annonce est le nombre de bases que veulent les Américains. Karzaï essaie de voir la réaction du public afghan, du Pakistan, de l'Iran et des autres pays voisins*", a estimé le directeur d'un centre de recherche de l'Université de Kaboul, Waheed Wafa. AFP 09.05

3- Chine

La présence de la petite-fille de Mao Tsé-toung sur une liste de millionnaires a déclenché jeudi en Chine des railleries dénonçant "*l'hypocrisie*" d'un régime qui continue officiellement à prôner l'idéal révolutionnaire du fondateur de la République populaire.

Kong Dongmei, jeune quadragénaire, et son mari Chen Dongsheng figurent au 242e rang d'une liste de riches personnalités établie par un magazine financier chinois, New Fortune. Leurs avoirs sont estimés à 5 milliards de yuans (620 millions d'euros).

Kong Dongmei est la petite-fille de Mao et de sa troisième épouse, He Zizhen. En 2001, elle avait ouvert une librairie à Pékin vantant la "*culture rouge*", celle de la cause révolutionnaire prolétarienne à l'origine de la fondation de la Chine communiste en 1949. Mais de nombreux internautes ironisaient jeudi sur la fortune de Kong Dongmei, estimant qu'elle était bien loin de correspondre aux valeurs de désintéressement de la période maoïste. Ils ont aussi critiqué Kong Dongmei pour avoir apparemment violé la règle de l'enfant unique. Selon New Fortune, le couple aurait trois enfants.

"*Le président Mao nous avait conduits à l'éradication de la propriété privée, mais sa progéniture a épousé un capitaliste et violé la politique du planning familial*", a écrit Luo Chongmin, un conseiller du gouvernement basé dans le sud-ouest du pays. Cette controverse intervient alors que le célèbre cinéaste Zhang Yimou, l'un des principaux personnages culturels officiels de la Chine, est également accusé d'avoir violé à plusieurs reprises la politique draconienne de l'enfant unique. Le réalisateur d'Épouses et concubines aurait au moins sept enfants. LePoint.fr 09.05

SOCIAL

1- Espagne

Manifestations géantes contre le projet de réforme de l'éducation espagnole - euronews.fr

Des milliers de manifestants d'étudiants et de professeurs ont défilé dans les rues catalanes. Leur cible? Le projet de réforme de l'éducation espagnole présentée ce vendredi au Parlement. Parmi les mesures figurent de nouvelles coupes budgétaires, de nouveaux types d'examens et une place plus importante accordée à la religion catholique.

Même scénario à Valence. Sur les pancartes, les manifestants avaient écrit leur refus de laisser passer une réforme considérée comme injuste et discriminative à l'égard des plus modestes. Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants en colère.

D'après les médias espagnols, 60% d'étudiants et d'enseignants auraient ainsi fait part de leur mécontentement à travers le pays. En deux ans, le budget alloué à l'éducation a diminué d'environ 3 milliards d'euros. euronews.fr 09.05

2- Portugal

Le chômage a fortement progressé au Portugal au premier trimestre 2013, atteignant le taux record de 17,7% alors que le pays, sous assistance financière, applique un strict programme d'austérité, exigé par ses créanciers.

Selon l'Institut national des statistiques (INE) le nombre de sans-emploi est de 952.000 ce qui représente une augmentation de 16,2% sur un an avec 132.900 chômeurs en plus.

Pour les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage s'est élevé à 42,1%, tandis que il a augmenté de 19,8% sur un an et de 4% sur un trimestre pour la tranche d'âge 25 à 34 ans, selon l'INE.

Le nombre de personnes bénéficiant d'un emploi a été estimé à 4,4 millions sur une population d'environ 10,5 millions de personnes.

Pour 2013 le gouvernement a prévu un taux de chômage de 18,2% qui devrait passer à 18,5% l'année prochaine alors qu'il a présenté récemment un nouveau programme de mesures d'austérité qui prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000.

La hausse du taux de chômage, qui était l'année dernière de 15,7%, intervient alors que la politique de rigueur a fortement contribué au recul de l'économie. En 2012 la récession a été de 3,2% et devrait s'établir à la fin de 2013, à 2,3%. AFP 09.05

3- Grèce

Le taux de chômage des jeunes a dépassé le seuil des 60% en Grèce en février, conséquence de la récession après des années d'austérité imposée par les créanciers internationaux d'Athènes, montrent les statistiques du chômage publiées jeudi.

Le chômage pour l'ensemble de la population a atteint 27%.

Le nombre de demandeurs d'emploi a pratiquement triplé dans le pays depuis le début de la crise de la dette en 2009 et il atteint des proportions inédites pour les 15-24 ans, malgré des mesures ciblées du gouvernement pour relancer les embauches. Le salaire minimum, notamment, a été réduit de 32% pour les moins de 25 ans, à environ 500 euros par mois.

L'économie grecque en est à sa sixième année de récession, avec une contraction attendue de 4,2% à 4,5% cette année. Reuters 09.05

4- Slovénie

La Slovénie a annoncé jeudi un vaste programme de privatisations et un relèvement de la TVA dans le cadre d'un train de mesures de crise destinées à lui éviter de faire appel à une aide internationale.

Le Premier ministre, Alenka Bratusek, a annoncé que le taux de TVA serait relevé de deux points, à 22%, à compter du 1er juillet. Le gouvernement continue, par ailleurs, de négocier avec les syndicats au sujet d'une baisse des coûts salariaux dans la fonction publique, a-t-elle ajouté.

Le déficit budgétaire doublera pratiquement à 7,8% du produit intérieur brut cette année, contre 4% en 2012, mais le gouvernement compte le faire redescendre à 3,3% dès l'an prochain.

Parmi les 15 sociétés nationales appelées à être privatisées figurent la deuxième banque du pays, Nova KBM Bank, le principal opérateur télécoms, Telekom Slovenia, la compagnie aérienne Adria Airways et l'opérateur de l'aéroport de Ljubljana.

L'Etat ne conservera pas de minorité de blocage dans ces sociétés, a précisé le ministre des Finances Uros Cufer, en chiffrant à un milliard d'euros le produit des privatisations et des autres mesures.

L'ex-République yougoslave doit mobiliser des ressources pour rester solvable et redresser son secteur bancaire, qui croule sous sept milliards d'euros de créances douteuses en raison de la chute des exportations slovènes depuis la crise financière mondiale.

L'Union européenne, à laquelle appartient la Slovénie, presse Ljubljana d'ouvrir son économie encore contrôlée à 50% par l'Etat. Mais le gouvernement de coalition tout juste installé peine à montrer un visage uni et se heurte à l'hostilité des syndicats.

Le gouvernement s'est refusé pour le moment à imposer un "*impôt de crise*" progressif sur les salaires, en estimant que la hausse de la TVA permettra de faire rentrer 250 millions d'euros par an dans les coffres de l'Etat.

Alenka Bratusek a cependant averti qu'elle devrait en arriver à cette extrémité si les syndicats ne s'entendent pas sur une réduction de 250 à 300 millions d'euros des dépenses du secteur public. Reuters 09.05

5- Bangladesh

Huit personnes ont trouvé la mort dans l'incendie d'un site de confection situé dans la zone industrielle de Mirpur, à Dacca, la capitale du Bangladesh, a-t-on appris jeudi de la police et d'une fédération professionnelle.

L'incendie s'est déclaré dans une usine du grand groupe textile bangladais Tung Hai, dans un immeuble de onze étages, alors que la plupart des employés étaient rentrés chez eux.

"*Nous ne savons pas encore comment l'accident s'est produit*", a déclaré Mohammad Atiqul Islam, qui dirige la BGMEA, une fédération d'exportateurs de vêtements.

"*L'usine était fermée et tous les ouvriers avaient quitté les locaux une heure avant*", a déclaré Bhazan Sarker, responsable des services d'incendie.

Le groupe Tung Hai emploie plus de 1.000 salariés et compte parmi ses clients d'importants groupes de distribution occidentaux, comme le Britannique Primark ou l'Espagnol Inditex. Tung Hai fabrique notamment des pulls, des gilets et des pyjamas. Reuters 09.05

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mai 2013

CAUSERIE

Question pour vous occuper le week-end : n'avez-vous pas l'impression ou acquis la conviction qu'on peut arriver à comprendre dans quelle direction évolution le capitalisme mondial ? Bon week-end à tous, ici à Pondichéry on a la journée la plus chaude depuis le début de l'année.

Infos persos.

1- Mon épouse Magueswary est sortie d'affaire provisoirement, elle a fait une hémorragie interne dont les médecins disent ignorer l'origine cinq jours plus tard ou ne tiennent pas à lui dire, je n'en sais rien, elle les a pressés de lui dire la vérité et ils lui ont répondu qu'ils n'en savaient rien, bravo !

Comme chaque fois qu'elle a un malaise elle atterrit à la clinique qui l'a opérée du coeur et dont j'ai appris depuis qu'elle avait une mauvaise réputation, je vais les contacter pour leur interdire de la prendre en charge la prochaine fois et la diriger vers La Timone à Marseille. Quand elle a voulu se faire opérer il lui restait environ 6 mois à vivre et le délai d'attente à l'hôpital (public) était de plusieurs mois, aussi elle a dû se rabattre sur une clinique (privée), hélas !

2- Depuis que j'ai obtenu mon nouveau visa de 15 ans je suis retourné deux fois au bureau d'immigration, lundi cela fera la troisième fois pour leur remettre encore un dossier composé de documents qu'ils possèdent depuis... 17 ans en au moins quadruple exemplaire comme notre certificat de mariage, à ce niveau-là ce n'est plus de la bureaucratie mais de la démenche !

3- Pour que les parents puissent accéder aux résultats des examens de leurs enfants sur Internet, le ministère de l'Energie a ordonné que le voltage soit diminué parce qu'il n'y a pas assez de courant au Tamil Nadu... Résultat, pendant trois jours la tension était trop basse pour que le compresseur de mon réfrigérateur se mette en route, autrement dit je n'avais plus de frigidaire ! Sur le coup j'ai cru à un problème local, quand j'ai appris ce qui se passait j'ai eu l'idée de le brancher à la sortie du convertisseur de courant qui délivre en sortie du 220 volt et ça a marché, sauf qu'en cas de coupure de courant cela déchargerait les deux batteries en un rien de temps et je me retrouverais du coup sans courant, pas de lumière, pas de ventilateur sous 40°C. Bref, voilà à quoi je perds mon temps, à me creuser la tête pour résoudre quotidiennement un tas de problèmes, mais bon nous sommes dans un pays en voie de développement, il ne faut pas désespérer, avant de sortir hier après-midi j'ai débranché la prise du réfrigérateur et quand je suis entré je me suis jeté sur la prise pour la rebrancher, pour ne pas oublier j'avais placé le fil en travers de la porte de la cuisine !

Mise au point.

Il y en a dans les rangs du mouvement ouvrier qui nous gonflent encore avec de Gaulle et le Conseil national de la Résistance, alors qu'en réalité il n'a fait que servir de caution pendant la Seconde Guerre mondiale aux tripatouillages politico-financiers anglo-saxon, français et américain qui ont financé le régime nazi via la BIS dont le siège était en Suisse, aujourd'hui la BRI (Banques des règlements internationaux), et dont il devait être parfaitement au courant, mais qu'il a couvert en échange de son "*indépendance*" qu'ils lui feront chèrement payer par la suite.

Pour nous ce qui a le plus d'importance, ce n'est pas ce qu'il a fait, mais ce qu'il n'a pas fait ou dit dans la mesure où nous continuons d'en subir les conséquences. Staline, le PCF et la SFIO en savaient autant et adoptèrent le même comportement. La sainte alliance contre-révolutionnaire entre la réaction et la soit-disant gauche ne date pas d'hier. Ne la cherchons pas dans les manuels d'histoire, elle n'y figure pas, pas même dans ceux des différents partis.

Si vous avez des enfants scolarisés posez-leur cette question, vous pouvez aussi la poser autour de vous histoire de vous engueuler en famille par exemple : quelles furent les causes des deux guerres mondiales du XXe siècle, un triste hasard, un malheureux concours de circonstances, une brutale fatalité, une mise en scène sordide, un sinistre scénario en partie imprévu ou inévitable et en partie orchestré ? La dernière version était la bonne.

A propos du Front de gauche.

En quoi cela serait-il un mouvement ou une organisation de masse comparable au PC ou à la SFIO d'autrefois ? En rien.

Combien réellement de militants y sont organisés ? Tout au plus quelques dizaines de milliers, enlevez le PCF et il n'y en a plus que quelques milliers à peine, le reste de leur troupe se compose de simples adhérents. Ce ne sont donc pas des organisations de masse.

Le PG compte combien d'ouvriers ou d'employés ? Une poignée. Idem dans ses autres composantes. A noter que le NPA n'a pas été foutu d'organiser une manifestation quand ils comptaient soit-disant quelque 9000 adhérents, le courant qui a rejoint le Front de gauche en serait encore moins capable.

Il reste quoi alors ou qui ? Le PCF sans lequel le Front de gauche serait incapable d'organiser la moindre manifestation. D'où hier la tentation qui m'a pris de comparer l'invitation que des militants nous ont adressée de rejoindre le Front de gauche au coup de force de Pablo au début des années 50 qui avait consisté à entrer dans le PC pour en infléchir la politique, dans l'espoir que ce parti totalement stalinisé ou inféodé à Moscou cesserait de l'être, ce qui était évidemment impensable et s'avéra impossible.

Le PS roule pour le régime en place, le PCF roule pour le PS et le Front de gauche roule pour le PCF, voilà en gros à quelle conclusion j'en étais venu il y a déjà quelque temps sans l'évoquer aussi directement dans mes causeries.

Revenons en arrière et abordons rapidement certaines questions soulevées par l'article de ces militants.

Dans les années 30 il était inimaginable de faire de l'entrisme dans le PC où régnait la chasse aux trotskistes. A cette époque, dix ans après la scission de 1920, la SFIO comptait encore des dizaines de milliers de militants ouvriers, les trotskistes

étaient marginalisés, entrer dans la SFIO pouvait leur permettre de rompre en partie leur isolement, quand à influencer sur sa politique, ils remportèrent quelques victoires qui demeurèrent éphémères avant de se faire exclure, bref on ne peut pas dire que le jeu en valait la chandelle, de là à croire que Trotsky aurait renoué avec son vilain défaut conciliateur que Lénine n'eut de cesse de combattre, il n'y a pas loin, on en retrouvera des traces jusque dans le Programme de transition...

Même en admettant qu'il eu raison, je pense toutefois qu'il s'illusionnait sur l'issue du mouvement révolutionnaire des années 30 en France qui allait déboucher sur le Front populaire(Où va la France ?). Au jeu des citations ou des formules auquel se livrent ces militants pour justifier leur position, on pourrait leur en opposer une autre qui est fameuse dans laquelle Trotsky affirmait en substance qu'il valait mieux qu'on nous accuse de faire partie d'une secte que de brader nos principes, et dans le Programme de transition il borcardait autant les opportunistes que les sectaires, on pourrait continuer longtemps dans ce registre sans parvenir à une conclusion satisfaisante. Vous voulez un autre exemple, il prônait le travail dans les syndicats et ailleurs il affirmait qu'il ne fallait pas hésiter à en sortir si ce travail s'avérait vain, les uns et les autres n'ont retenu que la première version jusqu'à aujourd'hui.

Plus sérieusement, la question est de savoir pour quoi on milite, quel est notre objectif. Si c'est aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société, alors il faut résolument tourner le dos au Front de gauche ou prendre ses jambes à son cou et le fuir au plus vite, car à travers leur double langage leurs dirigeants ne font qu'embrouiller les travailleurs et les militants au lieu de les aider à y voir plus clair. Ils jouent le même rôle que les appareils des syndicats qui prétendent s'opposer au gouvernement ou au patronat, et organisent des journées d'action bidons pour les démoraliser et permettre à leurs mesures de passer. Vous voulez un exemple, leur VIe République.

Se destine-t-elle d'abolir la Constitution de la Ve République, de dissoudre le Sénat, l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, le Conseil économique, social et environnemental, la Cour des comptes, la police, les CRS, le GIGN, l'armée, les renseignements généraux, la DCRI, la justice, de remettre en cause tous les traités signés dans le cadre de l'UE, de l'ONU ou d'autres traités bilatéraux ou multilatéraux signés avec différentes puissances impérialistes, de rompre avec toutes ces institutions ? Vous connaissez la réponse, c'est non évidemment. Autrement dit, c'est une mauvaise farce. Chacun est libre d'y adhérer ou non, en ce qui nous concerne ce sera non définitivement.

L'autre objectif est de construire un parti qui permette de porter la classe ouvrière au pouvoir, ce qui implique le renversement du régime en place par une révolution, un soulèvement révolutionnaire qui pourrait débiter mais sans que cela soit obligatoire, disons qu'il en prendrait automatiquement la forme, une grève générale insurrectionnelle. Un parti qui exprimerait consciemment le déroulement de ce processus révolutionnaire, les tâches et les objectifs politiques qu'il devrait se fixer, les moyens de les réaliser et de les atteindre, un parti qui serait capable d'éclairer les masses, de les guider, de les organiser afin de briser tous les obstacles qui se dresseront sur leur chemin jusqu'à la défaite de son ennemi... Objectif impossible à réaliser sans ce parti. En quoi le Front de gauche correspondrait-il à cette définition ou perspective ? En rien, à moins d'estimer que Mélenchon devenu Premier ministre de Hollande ferait l'affaire, rien que l'énoncé est grotesque, farfelu, pure charlatanerie. Cela ne nous fait même pas sourire tellement c'est débile, méprisant pour les militants du Front de gauche.

Comment serait-il possible de défendre un programme réellement révolutionnaire dans le cadre du Front de gauche alors que le sien s'inscrit en totale contradiction avec le nôtre ? Nous nous retrouvons sur pratiquement aucune question nationale ou internationale, pas même les questions dites de société où le Front de gauche a emboîté le pas de la pire réaction, les monarchies européennes sur la question du mariage des homosexuels qui n'avaient franchement pas besoin de cela pour être stigmatisés. Vous n'êtes pas convaincus, excusez-moi, c'est que vous êtes gangrenés par l'idéologie dominante, ouvrez les yeux, cela fait plus de 30 ans que le PS avec SOS raciste combattent soit-disant contre l'islamophobie, et selon tous les sondages parus ces dernières années, pires ces derniers mois, il n'y a jamais eu autant d'islamophobes en France. Vous savez pourquoi ? Parce que le seul combat qui méritait d'être mené le PS ne pouvait pas le mener, contre le chômage, la précarité et la pauvreté qui nécessitent de s'engager résolument dans le combat pour renverser le régime qui en est responsable.

Nous sommes en désaccord sur la caractérisation du PS, des institutions, sur l'UE, la BCE, l'euro, le FMI, l'ONU, la guerre en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Syrie, sur le mondialisme, la finance, la dette de l'Etat, le sort à réserver au capitalisme, etc. Bref, même sur la question du combat contre la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement nous ne sommes pas d'accord, car elle devrait passer en premier par l'annulation unilatérale de la dette de l'Etat sans laquelle toute relance économique qu'ils appellent de leur voeu aura pour conséquence d'augmenter cette dette que les travailleurs paieront, oui, que vous le vouliez ou non, en dernière analyse la politique du Front de gauche revient à faire payer aux travailleurs la relance de la machine capitaliste, leurs relais dans les syndicats s'en chargent.

Ce sont des comédiens, vous vous faites berner par des comédiens et vous voudriez que l'on participe à ce scénario, trop peu pour nous. Si on poursuivait notre analyse on arriverait à la conclusion que rien ne distingue la politique du Medef, du gouvernement, du PS et du Front de gauche, tous réclament de la croissance pour en finir avec la crise du capitalisme, mais aucun n'entend annuler la dette de l'Etat, rompre avec la BCE et l'UE. Et le PS évidemment.

On pourrait conclure provisoirement en rappelant que les clones du Front de gauche en Allemagne et en Grèce, Die Linke et Siryza sont totalement subordonnés au régime en place et qu'ils n'ont jamais manifesté l'intention de rompre avec lui. Vous vous souvenez peut-être que le principal dirigeant de Siryza s'était rendu à Washington il y a quelques mois à l'invitation du FMI et du ministère des Affaires étrangères qu'ils avaient rassurés au cas où son parti remporterait les prochaines élections législatives,

il continuerait d'honorer la dette aux créanciers internationaux de la Grèce, il ne romprait ni avec l'euro ni avec l'UE, il ne reviendrait pas sur les contre-réformes meurtrières prises par ses prédécesseurs contre les travailleurs, bref voilà une coalition de partis qui se veut progressiste et qui en réalité est réactionnaire.

Vous nous excuserez, mais ce sont là les faits, rien que les faits. Cela vaut mieux que toutes les citations du monde d'où qu'elles viennent.

[Le chiffre du jour. 1038.](#)

Plus de deux semaines après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza, situé dans la zone industrielle de Savar à une trentaine de kilomètres de Dacca, des cadavres continuent d'être extraits des ruines du bâtiment et un porte-parole militaire a annoncé vendredi que le nombre de morts confirmé atteignait désormais 1.038. Reuters 10.05

[OMC. Un "choix tactique".](#)

Kevin Gallagher, de l'université de Boston, spécialiste de la mondialisation et du développement, souligne pour sa part que le choix d'un patron issu des pays émergent, relève d'un calcul tactique. Pour lui, "*comme l'OMC fonctionne sur la base d'un pays un vote, les Occidentaux qui ont fait ce choix espèrent qu'un choix favorable au Brésil entraînera le soutien des Brics (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des autres marchés émergents et en développement.*"

Roberto Azevedo n'a-t-il pas tardé à se positionner sur la question en affirmant que "*Le protectionnisme est largement répandu, cela ne concerne pas deux ou trois membres de l'OMC. Nous devons être vigilant.*" Et d'ajouter "*Le système multilatéral de commerce est un bien commun de tous les pays.*"

Et il insiste encore "*Avec la crise de 2008, des tendances protectionnistes ont émergé, elles sont toujours là. Nous devons les combattre.*" "*Nous sommes de mon point de vue face au risque de perdre un système très valable, un système pour lequel nous nous sommes tous battus, pour le créer et le faire avancer.*" L'Expansion.com avec AFP 10.05

Si c'est un Européen qui s'attaque aux subventions dont bénéficient les agriculteurs en France, ils vont hurler, mais si cela vient d'un Brésilien, un membre d'un pays en voie de développement, ils se verront répondre que ce sont des nantis et qu'ils devraient avoir honte de vouloir conserver leurs privilèges au détriment d'agriculteurs pauvres, alors qu'en réalité il s'agira de privilégier les malheureuses compagnies multinationales implantées en Amérique latine par exemple... Gageons que les écologistes écerclés vont soutenir ce représentant d'un pays en voie de développement.

[Vous êtes pour, nous sommes pour, c'est adopté, c'est vous qui l'avez voulu, vive la démocratie !](#)

Les gouvernants pour appliquer leur programme antisocial, anti-ouvrier, liberticide, réactionnaire et j'en passe utilisent les médias et les instituts de sondage. Comment ?

Ils fabriquent un questionnaire orienté dans une direction précise, ils le soumettent à un nombre limité de personnes, environ 1.000 à chaque fois, et une fois qu'ils ont les résultats qu'ils escomptaient ils le publient, et comme par hasard 9 fois sur 10 ils correspondent à une mesure que le gouvernement avait dans ses cartons ou qu'il s'appêtait à rendre public.

Il ne lui reste plus ensuite qu'à l'adopter en précisant qu'elle est légitime puisqu'une majorité de "*Français*" y sont favorables, il ne l'impose pas puisque ce sont eux qui l'ont réclamée, du coup si vous ne partagez pas leur avis, vous serez catalogué dans la minorité qui doit respecter les aspirations de la majorité, démocratie oblige et la boucle de la manipulation est bouclée.

- Réduction des vacances d'été: Selon un sondage, la proposition recueillerait 63% d'opinions favorables - 20minutes.fr

- Les parents d'élèves sont pour une réduction des vacances d'été - L'Express.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Posture, imposture, illusionnisme, stigmatisation, communautarisme, les vrais coupables épargnés, les vraies questions jamais posées. Mode d'emploi.](#)

1- En France, le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "*profité de l'esclavage*", donc l'Etat, mais pas les riches colons ou capitalistes qui se sont enrichis sur les dos des esclaves.

Nous soupçonnons les auteurs de cette plainte d'être motivés par des intentions inavouables, qui expliquent que parce qu'il ne serait pas possible d'obtenir "réparation" de l'esclavage sur le plan politique, ils auraient décidé de déplacer le "*débat*" sur le plan judiciaire, "*débat*" qui singulièrement prend un contenu sonnante et trébuchant en millions, voire en milliards de dollars, alors que le "*débat*" sur le plan politique ne rapporterait pas un centime, débat parfaitement possible contrairement à ce qu'ils affirment, qui aurait le mérite de faire le procès du capitalisme, mais apparemment le Cran n'y tient pas vraiment, il pourrait aussi mettre en lumière ce qu'on oublie souvent, c'est évidemment valable en Inde où je vis, que les premiers esclavagistes étaient de riches autochtones, des noirs qui avaient réduit en esclave d'autres noirs, ce que les tiers-mondistes blancs ignorent ou occultent.

Ajoutons qu'il est de bon ton à notre époque de s'attaquer à l'Etat à l'instar des néo libéraux ou de l'Union européenne qui projettent d'instaurer un nouvel ordre mondial où les Etats-nations n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir une fois leur souveraineté abolie, non pas que nous défendrions aveuglément l'Etat tel qu'il existe celui des capitalistes, ce qui est le cas du Cran qui n'inscrit pas son action dans la perspective du socialisme en France ou ailleurs dans le monde, nous combattons pour la chute du régime qu'incarne l'Etat dans la perspective d'un Etat ouvrier, une République sociale qui fera le procès politique du capitalisme, donc de l'esclavage et du salariat.

Titre : - Le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "profité de l'esclavage" - AFP

- Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) a annoncé vendredi, à l'occasion de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage, qu'il assignait en justice la Caisse des dépôts (CDC), lui reprochant d'avoir profité de la traite négrière.

"*La CDC est complice d'un crime contre l'humanité*", a déclaré Louis-Georges Tin, président du Cran, qui assigne la CDC et deux de ses filiales devant le tribunal de grande instance (TGI) de Paris parce que la banque avait encaissé les sommes versées par Haïti en contrepartie de son indépendance.

"*Nous assignons en justice la Caisse des dépôts et consignations, la banque d'Etat qui a joué un rôle considérable dans l'esclavage*", a insisté M. Tin, lors d'un point de presse devant le palais de justice de Paris, précisant que l'assignation serait remise lundi à la banque.

Haïti a acquis son indépendance en 1804 contre les troupes de Napoléon Bonaparte, mais la France avait alors exigé un tribut financier pour indemniser ses colons. Haïti a payé de 1825 à 1946 "*des sommes équivalentes à 21 milliards de dollars*", selon M. Tin. C'est la CDC qui a encaissé cet argent, a-t-il souligné.

Selon lui, "*cette rançon a précipité Haïti dans une spirale infernale d'instabilité et de misère*". Après la colonisation, Haïti a été frappé d'"une double peine".

La CDC s'est également "*enrichie grâce à l'exploitation colonialiste*", a ajouté Me Norbert Tricaud, avocat du Cran, qui compte demander à la CDC "*d'abonder à hauteur d'au moins 10 millions d'euros un fonds de dotation pour financer des recherches*" sur l'esclavage.

Plus généralement, l'assignation contre la CDC s'insère dans une campagne du Cran pour obtenir des réparations en raison de l'esclavage. "*Si on fait cette assignation, ce n'est pas pour nous venger, mais pour alimenter le débat*", a expliqué Me Tricaud, qui envisage d'autres actions contre des banques privées ou des groupes sucriers.

"*Faute de solution politique, nous menons le débat sur le plan juridique*", a renchéri M. Tin. AFP 10.05

2- Ceux qui se destinent à toiletter la Constitution pour la rendre plus présentable, seraient les mêmes qui combattraient, c'est un grand mot, pour une VIe République, à croire qu'ils ont du temps à perdre pour se préoccuper ainsi de la préservation de la Ve qu'ils voudraient voir abolie, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est absolument convaincu du contraire. Chacun aura compris qu'il s'agissait d'une supercherie, mais rien n'est moins sûr apparemment.

Les toiletteurs et chiens de garde de la Constitution de la Ve République ont inclus dans leur demande de supprimer le mot "*race*", le préambule de la IVe République auquel fait référence la Ve République. Cela appelle plusieurs remarques.

On ne voit pas en quoi la suppression de ce mot de la Constitution qui aurait servi à "*donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes*", aurait une quelconque influence sur le racisme qui a une origine sociale, économique, sinon de criminaliser les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui se trouvent être également les plus ignorantes, et qui pour ces raisons peuvent verser dans le racisme, y sont encouragées par l'UMP et le FN mais aussi par l'état d'esprit tiers-mondiste méprisable qui règne au sein d'une certaine frange du mouvement ouvrier.

Par cette opération, il s'agirait de faire disparaître l'origine économique et social du racisme qui est liée à la survie et à la crise du capitalisme à laquelle le Front de gauche n'a pas l'intention de s'attaquer, ce qu'il démontre une fois de plus en témoignant

sa subordination à la Constitution de la Ve République, qui de notre côté, n'est ni réformable ni amendable mais doit être abolie.

On pourrait poursuivre cette démonstration, mais je n'en ai pas le temps, on y reviendra une autre fois. Le Front de gauche ayant fait référence au préambule de la Constitution de la IVe République, je leur propose de se pencher sur les passages suivants :

Préambule de la Constitution de 1946, IVe République - 27 octobre 1946

- Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (+ de 5 millions de travailleurs en sont privés)

- Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (les quelque 100.000 clochards du pays bénéficient assurément des "*moyens convenables d'existence*".)

- La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (Serbie, Afghanistan, Irak, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Syrie...)

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'on ne peut pas à la fois être légaliste, se prosterner devant la Constitution et les institutions et combattre en même temps pour les abolir ou les renverser, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois, c'est impossible.

Titre : - Les députés FG proposent de supprimer le mot "*race*" de la législation française - AFP

- Les députés Front de gauche ont présenté une proposition de loi visant à supprimer le mot "*race*" de la législation française, une initiative à laquelle le gouvernement est "*favorable*" tout en soulignant les difficultés de rédaction.

"En supprimant la catégorie juridique de +races+, nous cesserions de donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes et nous affirmerions, enfin, qu'elles s'appuient sur un concept qui n'a aucun fondement scientifique", expliquent les députés. AFP 10.05

En guise de complément les articles en question.

Constitution de la Ve République - 1958

Article premier. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

Cette opération médiatico-politique est d'autant plus misérable que chaque fois que le mot "*race*" apparaît dans ces deux textes ce serait plutôt sous une forme positive, pour affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte du moment qu'on admet cette distinction, distinction qui n'a pas lieu d'être évidemment, mais ici les conséquences de son existence étaient réduite à néant puisque le législateur demandait justement de ne pas en tenir compte. Ces gens-là sont des fouilles merdes qui passent systématiquement à côté des questions essentielles que se posent les travailleurs, à croire qu'ils ont toujours la tête dans une poubelle, on a envie d'ajouter : et pour cause c'est là qu'ils finiront leur sinistre et médiocre carrière politique!

On aurait dire tout simplement : l'art de brasser du vent pour se faire passer pour ce qu'on n'est pas, cela marche les masses sont ignorantes et la plupart des militants le sont tout autant...

Entre nous, lâchons-nous un instant il fait 40°C aujourd'hui et je sens que je vais craquer, ce n'est pas une partie de plaisir de se fader toutes ces conneries, mais c'est indispensable pour que les militants comprennent comment ça marche, comment ils s'y prennent pour les embobiner, qui sont ces gens-là, leurs véritables intentions, cela ne m'amuse pas du tout d'y passer du temps, mais il faut bien que quelqu'un s'y colle à ce boulot...

3- Au Guatemala.

Au Guatemala, la justice a condamné l'ex-dictateur Rios Montt de 86 ans à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre, mais pas l'impérialisme américain qui en sous-main a participé à la guerre civile au Guatemala entre 1960 et 1996 qui a fait 200.000 morts et disparus... Loin de nous l'idée d'innocenter cet ex-dictateur et l'ancien général Rodriguez qui était jugé avec lui, disons qu'à 86 ans et 30 ans après les faits qui leur sont reprochés, le régime en place se donne bonne conscience pour pas cher ou sans prendre de risques tout en évitant de juger les commanditaires de ces massacres. S'il croit ainsi tourner définitivement la page de cette période noire du Guatemala, il fait une grave erreur.

Titre : - Guatemala : l'ex-dictateur Rios Montt condamné à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre - leexpress.fr

- C'est durant sa présidence de 1982 à 1983, courte mais particulièrement dure qu'ont été perpétrés les pires crimes contre les indigènes durant la guerre civile de 36 ans.

Sous l'autorité de cet ancien dictateur (86 ans -ndlr), arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1982 et délogé de la même façon l'année suivante, l'armée a appliqué la politique de "*la terre brûlée*" à l'encontre de communautés indiennes soupçonnées de soutenir les guérillas de gauche, en pleine guerre froide. La guerre civile au Guatemala (1960-1996), a fait 200.000 morts et disparus, selon les Nations unies. leexpress.fr 10.05

Institutions. Le point critique de la folie est atteint !

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, s'est prononcé ce vendredi pour la présence du Front national dans le gouvernement d'union nationale qu'il appelle de ses vœux pour «résoudre les problèmes des Français».

De fait, l'ancien candidat souverainiste à la présidentielle verrait bien un gouvernement d'union nationale «avec Henri Guaino, Jean-Pierre Chevènement, Arnaud Montebourg, et pourquoi pas M. (Florian) Philippot (vice-président du FN, ndlr) et (Français) Delapierre (secrétaire national du Parti de gauche)».

Un tel gouvernement, a-t-il dit, travaillerait «sur une ligne républicaine, pas la ligne du Front national, pas celle du Front de gauche», plutôt une ligne «de salut public pour défendre les emplois, relocaliser, sortir de l'euro, contrôler nos frontières, mettre en place un vrai plan de redressement de nos finances publiques».

Pour Nicolas Dupont-Aignan, «cela aurait plus de gueule que l'union nationale dont on nous parle maintenant, qui consiste à garder ceux qui ont échoué depuis vingt ans».

«Le problème de fond, c'est que c'est "Tournez manège" et (qu') au moment où les Français souffrent tant, ils voient ce monde politique totalement déconnecté de tout, qui ne pense qu'à la place, au pouvoir», a-t-il conclu. 20minutes.fr et AFP 10.05

No comment, ils deviennent fous !

La blanchisserie du régime est toujours en service.

Le parquet de Bordeaux a requis vendredi un non-lieu au bénéfice d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre, mis en examen pour trafic d'influence passif et actif dans l'enquête sur la fortune de Liliane Bettencourt.

L'ancien gestionnaire de fortune de l'héritière de L'Oréal est mis en cause pour avoir embauché en 2007 l'épouse d'Eric Woerth dans sa société de gestion de patrimoine.

Le ministre UMP du Budget lui a personnellement remis la Légion d'honneur l'année suivante, et les juges soupçonnent un échange puisque Patrice de Maistre était membre du club des donateurs fortunés de l'UMP, le "*Premier cercle*".

"Le parquet estime que le lien de corrélation entre les deux faits - condition nécessaire à la caractérisation du délit - n'est pas formellement démontré", écrit vendredi le procureur de Bordeaux dans un communiqué.

"Le parquet a remis, ce jour, son réquisitoire définitif afin que les susnommés soient admis au bénéfice de non-lieux", ajoute-t-il.

Le parquet juge par ailleurs que l'action d'Eric Woerth dans la mise à disposition, en 2009, d'une parcelle de l'Etat pour la réalisation d'un auditorium financé par Liliane Bettencourt, "*n'encourt aucun reproche*". Cette mise à disposition avait été décidée par un arrêté signé par celui qui était alors ministre du Budget.

La décision finale de renvoyer ou non devant un tribunal les deux hommes reviendra toutefois aux juges en charge de l'instruction.

Tout en disant attendre la position des juges, l'avocat d'Eric Woerth a salué vendredi une "*bonne nouvelle*".

"*Nous disions depuis maintenant plusieurs années que cette suspicion et ces hypothèses ne reposaient sur rien, je suis évidemment heureux que le parquet de Bordeaux partage cette analyse qui me paraît évidente*", a déclaré Me Jean-Yves Le Borgne sur i>télé.

"*Je ne doute pas qu'un jour ou l'autre, le bon sens triomphera, et qu'on s'apercevra que rien ne pouvait être reproché à Eric Woerth dans ce contexte*", a-t-il ajouté.

Outre sa mise en examen pour trafic d'influence passif, son client a été mis en examen pour le "*recef*" de 150.000 euros dans un autre volet de l'affaire Bettencourt. Cette somme lui aurait été remise par Patrice de Maistre.

Me Jacqueline Laffont, l'une des avocates de Patrice de Maistre, s'est également dite "*très satisfaite*" de ce réquisitoire.

"*Nous avons déposé une demande de non-lieu démontrant qu'il n'y avait pas le moindre indice d'un trafic d'influence et que cela n'était qu'une construction intellectuelle*", a-t-elle dit à Reuters.

"*On attend maintenant la position des juges d'instruction et on pense qu'elle devrait suivre les réquisitions prises par le procureur de la République de Bordeaux.*"

Dans son communiqué, le procureur de Bordeaux juge par ailleurs que les délits de financements illicites de campagne électorale et de parti politique, pour lesquels Eric Woerth et Patrice de Maistre n'ont pas été mis en examen, "*ne ressortent (...)* nullement caractérisés", et rappelle que ces faits sont couverts par la prescription. Reuters 10.05

Entre nous, les "*cons*" ne le sont pas tant que cela !

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils se goinfrent.

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P 500 battent de nouveaux records - AFP
- UniCredit a renoué avec le bénéfice au 1er trimestre - Reuters
- Le bénéfice net trimestriel de Nissan en hausse de 46% - Reuters
- Panasonic anticipe un bénéfice 2013/2014 en hausse de 55% - Reuters
- Bénéfice trimestriel net de 603 millions d'euros pour Generali - Reuters
- ArcelorMittal confirme ses objectifs malgré un premier trimestre difficile - AFP
- La nouvelle stratégie de Generali commence à porter ses fruits - Reuters

Sans blague ?

- Réforme bancaire: "*La France a accouché d'une loi quasi vide*" - L'Expansion.com

Votre "**échec**", effectivement il faut "**en finir**" : dégagez !

- Violences à Marseille: des élus socialistes dénoncent l'échec scolaire et la pauvreté - AFP

- Marseille - Manuel Valls : " *En finir avec ce climat insupportable !* " - LePoint.fr

[L'émir du Mali a parlé.](#)

- Mali: les élections en juillet doivent avoir lieu sur l'ensemble du territoire, selon Hollande - AFP

[Le gouvernement de "l'ombre ne désarme pas.](#)

- L'administration Obama de nouveau mise en cause sur Benghazi - Reuters 10.05

L'ambassade américaine à Benghazi était en réalité un repère de la CIA, l'ex-ambassadeur américain mort lors de cette attaque aurait été lié à des trafics d'armes via la CIA, il y a fort à parier qu'elle a été orchestrée par la CIA elle-même pour faire disparaître un témoin qui ne faisait pas partie de la maison et qui en savait trop, bien entendu sans en informer Obama ou le département d'Etat qui furent mis devant le fait accompli ou plutôt en les informant de telle manière qu'ils ne puissent pas éviter cette attaque pour ensuite leur faire porter le chapeau...

A force de lire des articles d'auteurs très bien informés sur la situation aux Etats-Unis, pour un peu ce serait comme si on y était. Cela pour dire pour comprendre de mieux en mieux la situation, non ?

[Voilà ce qui s'appelle être pragmatique !](#)

- Un distributeur automatique de billets arraché à la tractopelle en Seine-et-Marne - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

La Russie finalise les livraisons de ses missiles de défense aérienne à la Syrie, a déclaré vendredi à Varsovie le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"La Russie vend (des missiles) depuis longtemps, elle a signé des contrats et est en train de finaliser les livraisons en vertu des contrats signés. Ceci n'est interdit par aucun accord international", a-t-il déclaré devant la presse.

Selon le chef de la diplomatie russe, *"il s'agit d'une arme défensive pour que la Syrie, qui est le pays importateur, ait la possibilité de se défendre contre des frappes aériennes"*.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait estimé jeudi à Rome que la livraison de missiles russes à la Syrie serait *"potentiellement déstabilisante"* pour la région.

De son côté, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle a fait état vendredi à Varsovie d'une *"controverse"* à ce sujet avec son homologue russe et a réclaté l'arrêt des livraisons d'armes à la Syrie.

"Nous sommes convaincus que les livraisons internationales d'armes à la Syrie doivent cesser et que nous devons tout faire pour donner une chance à une solution politique", a-t-il dit à l'issue d'une rencontre tripartite des ministres des Affaires étrangères polonais, russe et allemand.

Ces déclarations sont intervenues au moment où le Premier ministre britannique David Cameron discutait vendredi à Sotchi, en Russie, avec le président russe Vladimir Poutine des *"options possibles"* pour régler la crise en Syrie. AFP 10.05

SOCIAL

1- Espagne

En Espagne, 2012 avait été une année record pour les expulsions. Pour la première fois, un autre chiffre a officiellement été dévoilé, celui des saisies immobilières. Près de 40 000 logements ont été saisis en Espagne l'année dernière à la suite d'impayés, a annoncé la Banque d'Espagne, vendredi 10 mai, alors que les expulsions de propriétaires et de locataires surendettés soulèvent l'indignation dans ce pays en crise.

Selon l'enquête menée auprès d'un ensemble de banques gérant plus de 85 % des crédits immobiliers en Espagne, 39 167 habitations ont été saisies au cours de l'année. Parmi ces logements, 32 490 étaient considérés comme des résidences habituelles, par opposition aux résidences secondaires ou aux logements destinés à être loués.

Plus de la moitié d'entre elles (18 325) ont été remises aux banques de manière volontaire par leur propriétaire, 14 165 sur décision de justice, avec dans 355 cas recours à la force publique, détaille la Banque d'Espagne.

Le Conseil général du pouvoir judiciaire avait lui annoncé en mars que 75 605 ordres d'expulsion avaient été exécutés par la justice en 2012, soit 16,7 % de plus qu'en 2011, qui était déjà une année record. Mais ces derniers chiffres englobent une réalité plus large, celle des locataires et propriétaires de logement ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. lemonde.fr 10.05

2- Afrique du Sud

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum (Amplats), a annoncé vendredi qu'il entendait supprimer 6.000 emplois (au lieu de 14.000 initialement prévus - ndlr) en Afrique du Sud, au risque de susciter une violente réaction des syndicats, quelques mois après les violentes grèves qui ont endeuillé le secteur minier du pays.

Amplats --une filiale à 80% du conglomérat minier Anglo American qui extrait près de 40% du platine dans le monde-- a précisé que son plan social affecterait essentiellement le bassin de Rustenburg (nord).

Cette ville minière située à 120 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg fut l'épicentre d'une vague de grèves sauvages ayant fait une soixantaine de morts dans les mines au second semestre 2012. La mine de Marikana, où la police a abattu 34 grévistes le 16 août, est à une quarantaine de kilomètres.

"*Le principal problème est de faire revenir aux bénéfiques nos opérations déficitaires*", a sobrement commenté le directeur général du groupe, Chris Griffith, lors d'une conférence téléphonique. AFP10.05

ECONOMIE

Japon

Le yen a symboliquement cassé le seuil des 100 pour un dollar sur le marché des changes pour la première fois depuis quatre ans et demi, un nouveau succès pour le Premier ministre japonais Shinzo Abe qui compte sur la dépréciation de la monnaie pour relancer les exportations.

En six mois, le yen a perdu plus de 20% de sa valeur face au billet vert.

Les "*Abenomics*", comme on dit au Japon, consistent en un mélange de politique monétaire ultra-accommodante et de relance budgétaire.

Ce cocktail irrite certains partenaires du Japon, comme la Corée du Sud qui a dû se résoudre à baisser ses taux jeudi, même si le G7 et le G20 prennent acte de la parole de Tokyo selon laquelle la glissade du yen est un effet collatéral et non l'objectif principal de la politique suivie.

Le Japon n'a aucune intention de manipuler les taux de change, a réaffirmé le ministre de l'Economie Akira Amari vendredi, à quelques heures de l'ouverture d'une réunion des grands argentiers du G7 près de Londres.

La Corée du Sud et avant elle l'Australie ont surpris les marchés en réduisant leurs taux directeurs cette semaine, citant dans les deux cas le niveau élevé de leur devise.

La banque centrale néo-zélandaise a fait savoir de son côté qu'elle était intervenue sur le marché pour faire baisser sa monnaie, une démarche rare pour ce pays.

Malgré ces signes d'irritation, les marchés s'attendent à ce que le G7 laisse faire Tokyo, comme déjà le G20 en février, pour ne pas rallumer une guerre des monnaies. Le yen, estiment des analystes, pourrait du coup descendre rapidement jusqu'à 104 ou 105 pour un dollar.

Signe que la baisse du yen commence à jouer sur les exportations, l'excédent japonais des comptes courants a atteint en mars son niveau le plus élevé depuis un an, à 1.250 milliards de yens (9,47 milliards d'euros), grâce à une baisse du déficit commercial et à la hausse des résultats réalisés à l'étranger et convertis en yens, selon des données publiées vendredi.

Le yen faible a d'ores et déjà eu un impact positif sur les bénéfices de grands groupes japonais comme Toyota, tout en mettant sous pression leurs concurrents étrangers, sud-coréens notamment. Le won sud-coréen s'est apprécié de plus de 10% face au yen depuis le début de l'année, contribuant à un recul de 2,1% de la Bourse de Séoul sur ces quatre mois alors que l'indice Nikkei a bondi dans le même temps de 40% à Tokyo, atteignant vendredi un nouveau plus haut depuis janvier 2008.

Autre conséquence de la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ, les investisseurs nippons ont été acheteurs nets d'obligations étrangères au cours des deux dernières semaines, à la recherche de meilleurs rendements qu'au Japon, alors qu'ils étaient vendeurs sur 11 des 12 semaines précédentes.

Mais la baisse du yen n'a pas que des conséquences positives pour le Japon puisqu'elle entraîne un renchérissement des matières premières et de l'énergie dont l'archipel est largement importateur.

"Pour les industriels, la dépréciation du yen favorise les exportations mais augmente aussi les coûts des matières premières", a ainsi tempéré cette semaine Yasuyuki Yoshinaga, le directeur général de Fuji Heavy Industries Ltd.

Ce facteur peut expliquer la relative prudence des entreprises nippones qui, pour la plupart, n'ont que modérément relevé leurs prévisions de résultats pour l'exercice clos en mars 2014. Reuters 10.05

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mai 2013

CAUSERIE

Mon épouse est rentrée chez elle, c'est une secrétaire de la clinique Casamance qui en a décidé ainsi. Un cardiologue qui l'a appris a trouvé cette décision scandaleuse alors qu'elle a fait une hémorragie interne il y a quelques jours, mais il n'est que vacataire et il a tout juste le droit de la fermer.

Bonne nouvelle tout de même, ce cardiologue qui paraît sérieux devrait prendre désormais mon épouse en charge sur Marseille, et si tout ce passe bien elle devrait être admise plus tard à La Timone.

J'ai ajouté quelques articles dans différentes rubriques, j'en mettrai six autres en ligne ce soir, j'ai aussi téléchargé des fichiers que j'avais oubliés de placer dans le serveur du site et qui étaient donc inaccessibles.

.Vous excuserez les fautes d'orthographe ou de ponctuation dans les articles que je reproduis du portail iranien french.irib.ir, tous les jours je corrige des dizaines de fautes ou je dois modifier la ponctuation, mettre en capital la première lettre après un point, mais j'en laisse passer, j'ai autre chose à faire.

Un courriel reçu d'un militant du POI

"Cher camarade perdu en Inde,

Le poi n'est pas monolithique comme vous savez ; on a discuté du 5 mai avant : pour la 6ème : on est d'accord avec vous, contre l'ue et pour tout dissoudre, contre l'austérité c'est trop vague et on n'est pas dans la maj du président à la différence des organisateurs qui l'ont dit ; il y en a qui voulaient y aller ; ils ont pu le faire mais ils n'étaient pas les + nbreux ; moi vu mon âge je n'allais pas me taper 3 h de tgv pour savoir ce que je savais, qu'il faut un objectif précis et on défilera avec tous comme pour le 30/ 09/2012.

Bien à toi"

On se dit tu ou on se dit vous, vous employez les deux, vous je préfère maintenant, j'ai constaté que la proximité n'apportait rien au contraire, sauf entre vieux peut-être, mais là il y a des jeunes qui nous lisent et nous observent.

Je vous remercie de votre courriel qui a demandé moins de temps pour parcourir 10.000 kms que monter à Paris, je vous taquine mais animé de bonnes intentions comme vous allez pouvoir le lire.

Vous avez raison, il ne fallait pas trop en faire et tel n'a pas été mon propos.

D'ailleurs, les organisateurs, en province, à part affréter des cars ou organiser collectivement le départ de leurs troupes en voiture ou en train, ils ne l'ont pas organisée sérieusement cette manifestation, tout du moins d'après ce que j'ai pu comprendre, ils n'ont pas tenu des centaines de réunions ou meetings dans tout le pays pour la préparer. Tout au plus les militants qui étaient sur la région parisienne et les alentours pouvaient y participer sur leurs propres mots d'ordre, c'est tout ce que j'avais voulu dire, pas vraiment le service minimum, y participer sérieusement et de manière organisée.

C'était surtout histoire de faire connaître aux militants et aux travailleurs présents à cette manifestation qu'il existait une autre politique que celle que propose le Front de gauche qui mène dans une impasse.

Quant à ce qu'on pouvait en attendre, certes pas grand chose, à part ajouter quelques milliers de participants à cette manifestation, montrer aux travailleurs que la quasi totalité des partis dits de gauche ou d'extrême gauche en dehors de LO rejettent la politique d'austérité du gouvernement et les institutions (en parole seulement évidemment mais les travailleurs ne sont pas en mesure de faire la distinction donc peu importe), distribuer des tracts à des militants et des travailleurs qui ne connaissaient pas forcément votre parti ou sa politique, prendre des contacts.

C'était aussi une occasion de montrer aux militants des autres partis que sans partager leur politique ou positions, on peut se retrouver sur ce qui nous rassemble.

Tu me diras que c'était justement là que le bas blessait, qu'il y avait un profond désaccord entre l'appel des organisateurs et la politique de ton parti. Je l'avais parfaitement compris. Mais là encore, il s'agissait de bien faire la distinction entre d'une part, les dirigeants du Front de gauche et des autres organisations qui allaient participer à cette manifestation, qui était sur une position finalement de soutien au gouvernement qu'ils voulaient gauchir, comme si on pouvait gauchir la finance ou l'UE auxquels il est inféodé, et d'autre part les militants qui le composent et les travailleurs qui allaient participer à cette manifestation en ayant retenu qu'une chose relayée en boucle par les médias : le 5 mai manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement et accessoirement pour une VIe République, je dis accessoirement parce qu'ils n'ont pas idée de ce qu'on entend par institutions ou Constitution.

Participer à cette manifestation sur des mots d'ordre clairs contre la politique d'austérité du gouvernement dans une perspective révolutionnaire permettait à la fois d'accrocher les participants à cette manifestation et de combattre la politique opportuniste du Front de gauche, sans forcément la nommer, il suffisait de développer sa politique pour que celle du Front de gauche en sorte laminée.

La question était aussi ou surtout de ne pas laisser l'exclusivité du terrain de la lutte (en parole ou en apparence, mais le problème c'est que les travailleurs et les militants s'y font prendre facilement) contre le gouvernement au Front de gauche et aux gauchistes qui en proie à un grand désarroi sont prêts à s'en remettre à la première planche pourrie qui se présentent à eux pour rompre leur isolement, à ce titre la participation du NPA n'a pas eu d'autres significations.

C'était aussi une occasion de faire taire ceux qui vous traitent de sectaires, à moindres frais, et de leur rappeler à d'autres occasions, sans se rallier à l'appel des organisateurs de cette manifestation, j'ai cru comprendre qu'ils n'en avaient pas fait une condition pour y participer puisque de nombreux groupes ou groupuscules y ont participé sur leurs propres mots d'ordre. En définitif, c'était une occasion de ne pas se couper des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'ai cru comprendre également que c'était une préoccupation de ton parti, n'est-ce pas ?

Je comprends qu'on pouvait hésiter à y participer, on ne risquait d'y perdre son âme il ne faut pas abuser, et je persiste à penser qu'en évaluant la situation et en privilégiant nos rapports avec les travailleurs et les militants au lieu d'accorder plus d'importance aux rapports d'appareils, il était possible de participer à cette manifestation.

Au fait, extrême gauche n'est pas un gros mot ou à prohiber, dans l'Histoire de la révolution Trotsky l'avait employé à propos du parti bolchevik et des socialistes révolutionnaires de gauche, il n'y a pas de honte à en faire partie. Personnellement je m'en tape complètement.

Au passage, le bonjour à vos camarades du POI, il ne vous aura pas échappé que je me comporte comme un loyal adversaire et

non comme un ennemi de votre parti ou de sa politique.

Idéologie.

Commentaire ajouté à la suite de l'article : G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique

En réalité, aux Etats-Unis selon les dernières données disponibles sur l'emploi, le déficit public, les recettes fiscales et les dépenses de l'Etat, la croissance du PIB, c'est l'inflexion de la politique économique préconisée depuis des années par la Fed par Obama et son gouvernement qui commence à donner les premiers résultats ou signes de l'amélioration de la situation...

Cet article est intéressant, mais il y règne une grande confusion dans les idéologies qui se côtoient au sein du capitalisme mondial. Par exemple, l'auteur réalise une dichotomie entre néo libéraux et monétaristes qui n'a pas lieu d'être à mon avis, la BCE n'a fait que suivre à la lettre les instructions de la Fed, à ceci près que l'UE n'étant pas un Etat fédéral et la BCE ne disposant pas du même pouvoir que la Fed pour intervenir avec la même efficacité sur la politique des gouvernements des pays de l'UE, elle n'a pas pu arroser le marché de liquidités dans les mêmes proportions que la Fed ou encore la Banque centrale du Japon.

Quant à ceux qu'il appelle Kénésiens, ce sont les conservateurs d'hier opposés aux néo libéraux.

Les premiers demeurent en grande partie partisans de l'économie capitaliste classique ou productive, davantage nationalistes ou souverainistes, adeptes de la mondialisation...

Les seconds, adeptes du mondialisme, sont entièrement conquis à l'idée que seul le marché doit réguler l'économie, le social passant à la trappe, tandis que pour les conservateurs il passe au second plan, le résultat est le même pour les travailleurs dans les deux cas, seuls le rythme et la violence des attaques changent.

Dans tous les pays on retrouve cette ligne de démarcation idéologique au sein des partis (ou coalition de partis) représentant le capital.

En France, à l'UMP, Fillon représente le courant conservateur, Sarkozy et Copé le courant néo libéral. En Allemagne la CDU et la CSU, en Grande-Bretagne les conservateurs et les libéraux, aux Etats-Unis, le parti démocrate et le parti conservateur...

Tous les partis de l'Internationale socialiste étant passés dans le camp du capitalisme, il est normal qu'on y retrouve ces deux idéologies conservatrice et néo libérale.

Au PS, Moscovici et Fabius (notamment) incarne l'idéologie néo libéral, le soi-disant courant de gauche représente l'idéologie conservatrice. Pourquoi pas le kénésonianisme ? Parce qu'il n'a plus d'espace pour exister depuis 30 ou 40 ans, il n'a cessé de se réduire comme une peau de chagrin au fil du temps et que le néo libéralisme s'imposait (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, puis dans tous les pays occidentaux).

Pour empêcher que l'illusion du kénésonianisme ne disparaisse et que le capitalisme apparaisse sous son jour le plus sombre et sans l'ombre d'un espoir d'amélioration à l'horizon, ce qui présenterait l'inconvénient de conduire les masses à s'en détourner ou à rompre avec lui, à chercher une voie en rupture avec le capitalisme, c'est le Front de gauche qui a repris le flambeau, il roule pour le capitalisme, c'est la mission que s'est donné d'accomplir Mélenchon depuis qu'il a quitté le PS et la raison d'être du PG.

Et si vous observez ce qui se passe au niveau des syndicats, vous retrouverez cette même ligne de clivage ou plutôt sous forme de tendances, normal puisqu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, entre les néo libéraux représentés par les syndicats jaunes, CFDT, CFTC, et les conservateurs ou kénésiens la CGT, FO, la FSU, SUD, l'UNSA et la CGC naviguant entre les deux.

Rappel ou appel à l'insurrection, légitime.

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. »

Art. 35 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793

Bon, alors, ce n'est pas idigne de vous qu'il fallait dire, mais soulevez-vous !

Le chiffre du jour. 1.084

A Savar, dans la banlieue de Dacca, l'armée s'apprête désormais à mettre un point final à ses opérations de secours après la découverte de dizaines de nouveaux corps dans les décombres de la cage d'escalier, portant le dernier bilan à 1.084 morts. AFP

ACTUALITE EN TITRES

[Conservateurs contre néo libéraux.](#)

- G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique - Atlantico.fr
- BCE: le patron de la Deutsche Bank critique la politique de taux faibles - AFP
- Le débat entre austérité et croissance divise le G7 - L'Expansion.com

[Pas vraiment comploteurs, pas vraiment conspirateurs, juste adeptes du culte du secret !](#)

- Un frère parle à L'Express : le GO le suspend - L'Express.fr

Parce qu'il a accepté une interview avec une journaliste de L'Express, le frère du GODF (50 000 membres) Dominique Mimi a été suspendu de son obédience pour un an. L'Express.fr

[Atlantico exprime un souhait à haute voix.](#)

- Berlusconi condamné à 4 ans de prison : Pourquoi il n'ira jamais derrière les barreaux - Atlantico.fr

[L'économie pour les nuls, non, par les nuls !](#)

- Nouvel erratum des économistes stars de Harvard - Liberation.fr

[Il suffit juste de le penser très fort... pour que cela devienne la vérité.](#)

- Les attentats en Turquie pourraient être liés à la Syrie - Reuters
- La Turquie soupçonne la Syrie après deux attentats - Reuters
- Turquie: un double attentat fait 43 morts, Ankara accuse Damas - AFP

[Des attentats organisés par les opposants à tout accord.](#)

- Syrie: des experts doutent d'un terrain d'entente entre Washington et Moscou - AFP

[Comment l'Etat favorise le racisme et manipule les masses.](#)

- Sharia4Belgium, le groupe terroriste à l'origine de l'envoi de combattants belges en Syrie - LeMonde.fr

Ils ont pignon sur rue avec la bénédiction des autorités...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Encore une chance que cela ne se décrète pas !](#)

La communauté internationale est en train de faire des "pas de géant" dans la lutte contre l'évasion fiscale, a affirmé samedi le ministre français des Finances Pierre Moscovici, à l'issue d'une réunion du G7 en Grande-Bretagne.

"Un véritable consensus émerge pour prendre des mesures efficaces pour que chacun paie sa juste part de l'impôt", c'est un "impératif de morale" qui permet en outre "plus d'efficacité pour nos budgets", a-t-il souligné.

M. Moscovici a indiqué qu'il allait "insister", avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, "pour que l'UE avance très vite et que la Commission européenne fasse des propositions très vite" en ce sens.

"On ne va pas décréter la fin des paradis fiscaux, mais on a lancé un mouvement pour faire reculer de façon décisive l'évasion fiscale" et "déboucher sur l'obsolescence des paradis fiscaux", a-t-il affirmé. AFP 11.05

L'UE, la Commission européenne, pourquoi pas Rockefeller, Rothschild, Goldman Sacht, JP Morgan et Cie. pendant qu'il y est !

Ah ben si maintenant les "grands argentiers de la planète" seraient capables de respecter un "impératif de morale" autre que le coffre fort des banquiers, c'est vraiment qu'on vit dans le meilleur des mondes, quelle bonheur ! Moscovici, que dis-je, il a bien parlé d'un "consensus" avec Draghi de la BCE et Lagarde du FMI, n'est-ce pas ? Alors c'est qu'ils sont tous de gauche, si, si, comme Moscovici !

Intouchable. Un monarque même déchu demeure de droit divin.

- Mise en examen de Sarkozy: 105 députés UMP soutiennent Guaino contre le juge Gentil - AFP

"Dans une lettre ouverte au procureur de Paris, ils s'étonnent de la décision du parquet d'ouvrir une enquête préliminaire sur les propos de Guaino", écrit le quotidien, soulignant qu'ils reprennent à leur compte les attaques de leur collègue député: "Comme lui, nous affirmons que le juge (...) +a déshonoré un homme, a déshonoré les institutions et a déshonoré la justice+" en mettant M. Sarkozy en examen.

Cette phrase, explique Le Figaro, M. Guaino l'avait prononcée le 22 mars, au lendemain de la confrontation entre le juge Gentil et l'ancien chef de l'État. Pendant près d'une semaine, précise le quotidien, il avait dénoncé dans plusieurs médias une "décision grotesque", "irresponsable", une "salissure pour la France".

L'Union syndicale des magistrats (USM) a déposé plainte pour "outrage à magistrat et discrédit jeté sur une décision de justice" contre le député UMP, proche de M. Sarkozy. Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire.

L'ancien chef de l'Etat a été mis en examen par le juge Gentil pour abus de faiblesse à l'encontre de Liliane Bettencourt. AFP 11.05

Ce qui a été "grotesque", "irresponsable", une "salissure pour la France", c'est d'avoir eu un président de la République aussi médiocre.

Je vous fais grâce des arguments sur la démocratie et l'indépendance de la justice...

Gêné, pourquoi devrait-il l'être ? Quelle dignité, quelle légitimité ? Celle du marché pardi !

- Cahuzac prend la température de l'électorat au marché de Villeneuve-sur-Lot - AFP

L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a fait samedi son marché à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), sa première apparition publique depuis sa démission, semblant ainsi vouloir prendre la température de l'électorat alors que plane le doute sur l'hypothèse de sa candidature à la législative partielle organisée en juin pour le remplacer.

Mardi, interrogé par le Figaro.fr qui lui demandait s'il comptait se porter candidat indépendant à la législative partielle des 16 et 23 juin dans la 3ème circonscription, il a répondu : "Aucune décision prise (...) Je constate une forme d'attente ou d'espérance chez certains".

Le PS du Lot-et-Garonne a largement désigné lundi le chef d'entreprise à la retraite Bernard Barral, 66 ans, comme candidat du parti pour la législative partielle. Mais, au premier tour, il y avait eu 42 bulletins nuls sur 200 votants, et parmi ces bulletins plus de 20 portaient le nom de Jérôme Cahuzac.

Jean-Claude Gouget, son ancien suppléant qui n'a pas souhaité se représenter à la partielle, n'a appris que samedi après-midi que Jérôme Cahuzac s'était rendu sur le marché dans la matinée : "Ca veut dire qu'il va être candidat!", a-t-il d'emblée estimé auprès de l'AFP.

"Il est venu dire bonjour aux Villeneuvois, j'ai trouvé ça gentil", a commenté Mme Catarino, propriétaire de la poissonnerie

des Arcades, sur la place Lafayette, qualifiant M. Cahuzac de "très grand Villeneuvois" et précisant que "ça ne (la) dérange pas s'il est candidat".

Au micro de RTL, une autre Villeneuvoise a considéré ensuite que M. Cahuzac était "gonflé, culotté" d'avoir fait cette promenade "comme si de rien n'était". Mais un autre habitant, auquel l'ex-ministre aurait confié "faire un petit sondage parmi la population", a assuré au contraire lui avoir conseillé : "Allez-y, allez-y".

Bernard Barral, pour sa part, était "profondément choqué" que M. Cahuzac "vienne ainsi parader sur le marché" pour "tâter le terrain".

M. Barral a dit "ne pas craindre du tout" la candidature éventuelle de Jérôme Cahuzac. "Il a reçu un accueil courtois, mais les commentaires en +off+ étaient différents", a-t-il affirmé. AFP 11.05

A sa place, j'aurais utilisé mes talents de chirurgien esthétique pour changer de visage pour qu'on ne me reconnaisse pas dans la rue.

Non, il n'est pas irresponsable, c'est une ordure finie voilà tout, cela nous dépasse, on a du mal à le concevoir parce qu'on ne lui ressemble pas. Et s'il peut parader ainsi, c'est parce qu'il a conscience qu'une grande partie des masses continuent de pratiquer le culte des personnalités qu'elles estiment supérieures à elles, les notables, les patrons, les riches, les gens qui sont propres sur eux et parlent bien, de préférence un langage auquel elles ne comprennent rien, mais qu'on décrypte à leur place de telle manière qu'elles y trouvent ce qu'elles voulaient entendre et le tour est joué.

Pas sûr que cela marche ce coup-là, le contexte social est défavorable, la suite nous le dira, à suivre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

C'est cela qu'Israël redoutait! Le chef d'état-major interarme iranien, le général Hassan Firouzabadi s'est félicité de ce qu'"en Syrie, une résistance vient de naître, de la même nature que celle du Hezbollah, une résistance, qui s'organise, très rapidement". "La victoire, qui est celle la Résistance syrienne, est obtenue, grâce au leadership d'Assad, un dirigeant, qui a su, jusqu'ici, résister à l'Arrogance, aux hordes wahhabo-salafistes. Il a fait preuve de discernement, d'intelligence, et a bénéficié du soutien de son peuple".

Selon le général, "seul, Assad, est à même de réaliser les revendications de son peuple, tout en préservant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie". "Les noyaux de résistance sont formés et agissent, avec force, dans les régions reprises des mains des terroristes", a fait remarquer le général Firouzabadi. french.irib.ir 11.05

2- Liban

Le député libanais Walid Sakriya se félicite de la livraison du système de défense anti aérien à la résistance libanaise : " Equiper la résistance des missiles anti aériens change radicalement le rapport de forces et de dissuasion dans la région " la résistance saura préserver aussi bien le Liban que la Syrie face aux menaces israéliennes ... la guerre de 2006 a établi une nouvelle équation de force israélo-arabes et à l'époque le hezbollah a fait de bons choix stratégiques. depuis la résistance s'est modernisée et s'est équipée de nouveaux armements . Sa puissance balistique s'est multipliée et ceci n'a été possible que grâce à l'aide syrienne" " le fait que la Syrie donne à la résistance la possibilité de franchir des lignes rouges occidentales, de se doter du système de défense anti aérienne va affaiblir sensiblement l'ennemi sioniste , va précipiter le déclin d'Israel ... en 2006 le Liban n'avait pas de défense anti aérienne et cette faiblesse a permis Israël de détruire les infrastructures libanaises. Cette faiblesse ouvre aussi le ciel libanais à l'aviation sioniste qui prend d'assaut la Syrie depuis le Liban. ...les récents propos de Nasrallah ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la résistance. Celle ci deviendra une armée par entière dotés non seulement de missiles de roquettes mais aussi de missiles anti aériens, anti navire.... cet état de fait renforce l'arrière base syrienne et empêche les avions sionistes de trop s'aventurer " le député a de bons espoirs que le Hezbollah acquiert bientôt des missiles sol-sol , anti-navire, anti-char, la technologie de cyberguerre, système radar ... french.irib.ir 10.05

3- Libye

Un groupe de militaires US, déployé, au Sud de l'Espagne, s'apprête à se rendre, en Libye.

La situation sécuritaire va de Charybde en Scylla, en Libye "nouvelle", ce qui donne aux Américains le prétexte nécessaire à

un déploiement de troupes, en Libye. Les GI's sont censés aider à l'évacuation des ressortissants étrangers, en cas de crise sécuritaire majeure. Ces Marine's sont membres des forces d'intervention rapide, qui sont positionnées, au Sud de l'Espagne, en prévision des missions, en Afrique. Le contingent américain, en Allemagne, est, lui aussi, en état d'alerte, et se prépare, à ce même titre, à une intervention rapide.

Sur le terrain, les agences de presse occidentales ne couvrent que, très partiellement, les informations, en provenance de la Libye. Les miliciens, un temps appelés "*révolutionnaires*" ont bloqué les routes menant à l'aéroport, et ils demandent la mise à l'écart de tous les "*résidus de l'ancien régime*", pour se dégager de leurs positions. Les Libyens, eux, victimes expiatoires de la politique expansionniste des Etats Unis, au Nord de l'Afrique, ne cessent de manifester leur mécontentement et de dénoncer l'état de déstabilité permanente, d'insécurité croissante, qui a paralysé la vie, à travers la Libye.

Une seule question vient à l'esprit : et si l'intervention de l'OTAN, en Libye, l'affaire du meurtre de l'ambassadeur Stevens, à Benghazi, n'étaient destinés qu'à justifier un déploiement de troupes US, en Libye? Après tout, l'affaire du film anti-Islam de 2012 et la colère provoquée, chez les Musulmans, et leurs attaques contre les ambassades US, ont permis un déploiement, en catimini, de troupes US, au Yémen? french.irib.ir 11.05

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mai 2013

CAUSERIE

Deux petites histoires pour commencer tranquillement la semaine.

L'autre jour je suis allé chez un avocat Indien francophone pour un affidavit en anglais, une déclaration sur l'honneur quoi. On se connaissait déjà un peu et on discute. Je lui demande s'il connaît un autre avocat que j'avais eu comme élève à l'Alliance française, monsieur Narayanan. Il me répond oui. Je lui demande s'il n'avait pas remarqué qu'il y avait un petit problème dans son comportement. Il me répond que oui, qu'il est un peu frappé, plutôt mentalement déséquilibré.

Je poursuivis en lui demandant comment il avait pu suivre des études et passer son diplôme d'avocat, c'est une question qui me turlupine depuis plus de 10 ans. Il me répond : - écoutez monsieur, c'est très simple, il suffit de se procurer les épreuves des examens des cinq dernières années, d'en apprendre par coeur la moitié et le jour de votre examen vous êtes assuré d'obtenir la moyenne, ce n'est pas plus compliqué que cela. Evidemment je lui réponds, c'est simple comme bonjour, je n'avais pas l'esprit assez tordu pour y avoir pensé, que je suis idiot. Il me dit qu'il comprend mieux pourquoi il parlait si bien le français, parce qu'il m'avait eu comme professeur pendant un an. Et je me souviens qu'il a loupé l'examen final, car là les réponses ne figuraient nulle part !

Mais alors demandais-je à cet avocat, en est-il ainsi dans tous les domaines, en médecine, en technologie, informatique, etc. Il me répond : mais bien sûr, c'est comme cela que cela marche en Inde, c'est pour cela qu'il y a tant de problèmes et que le pays ne progresse pas...

Vous vous souvenez peut-être qu'un jour je vous avais parlé des médecins Indiens qui partaient travailler en France, j'en ai eu trois comme élèves dont un pédopsychiatre, en vous conseillant de les éviter, certains ont peut-être pensés que j'exagérais, en réalité pas du tout et vous savez pourquoi maintenant, sans généraliser bien sûr. Au fait, je me suis fait enlever une verrue sous le pied gauche il y a quelques mois, le boulot a été mal fait et je dois y retourner. Je suis allé trois ou quatre fois chez le dentiste au cours des derniers mois pour colmater quelques dents, le ciment blanc ne tient pas, il faut que j'y retourne à nouveau. Ce n'est pas qu'ils ne sont pas foutus de vous mettre un plombage qui tient, ce n'est pas rentable, vaut mieux laisser les dents pourrir, les couronnes rapportent dix fois plus !

Une dernière très courte.

Ce matin au bureau d'immigration une jeune et jolie femme s'assoie à côté de moi, elle m'adresse son plus beau sourire, on entame la conversation en anglais. J'apprends qu'elle est bangladaise. Je lui demande si elle sait combien d'ouvrières sont mortes dans l'immeuble qui s'est effondré près de Dacca il y a plus deux semaines. Elle me répond qu'elle l'ignore et qu'elle n'était même pas au courant de ce dramatique incident. Bon, eh bien elle l'aura appris en Inde de la bouche d'un Français, il n'est jamais trop tard !

En très bref.

Si vous téléchargez le fichier *Les attentats du Marathon de Boston: Un tissu de mensonge*, vous aurez la surprise de voir une capture d'écran (Boston Globe) montrant Tamerlan Tsarnaev arrêté par la police et parfaitement en vie et apparemment pas blessé, alors que selon la version officielle il aurait été tué lors d'une fusillade par les forces de l'ordre.

J'ai modifié les adresses de plusieurs fichiers figurant dans la rubrique Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Goldman Sachs..., je n'avais pas vu que j'avais laissé un espace entre deux signes, certains navigateurs ne le supportent pas et le téléchargement est impossible.

Bonne semaine à tous.

Au fait, au camarade du POI qui m'a envoyé un courriel avant-hier : je ne suis pas perdu, puisque je suis avec vous !

[Le chiffre du jour. 1.126](#)

Bangladesh. Le bilan de la plus grande catastrophe industrielle du pays a atteint 1.126 morts après l'effondrement d'un immeuble de neuf étages abritant des ateliers de confection dans la banlieue de Dacca, la capitale. AFP

[La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf](#)

- 73% des Français ne voient pas de changement depuis l'élection de Hollande - AFP

Et pourtant, Hollande enfle, il grossit à vue d'oeil !

Une grenouille vit un boeuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant: "Regardez bien, ma soeur;
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs,
Tout prince a des ambassadeurs,
Tout marquis veut avoir des pages.

Jean de La Fontaine - 1668.

Le monarque, les aristocrates et les courtisans du régime tiennent à la fois des pages et des ambassadeurs de l'oligarchie financière qui les engraisse en échange des services qu'ils lui rendent.

Un échange de bon procédé qui ne nuit qu'à celui que la flatterie honore, tandis que les rentiers demeurent étrangers à ces ambitions grotesques et soignent leur santé tout en assurant leur prospérité.

Une fois ces serviteurs de fortune gavés, ils deviendront parfaitement inutiles, alors le moment sera venu de les remplacer par des pages tout aussi gourmands mais moins encombrants.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Constat. Il faut faire table rase !](#)

- Joly : "*Un Kärcher ne suffirait pas à décrocher le système actuel*" - Le Nouvel Observateur

[Qui gouverne l'UE ?](#)

- Berlin voudrait une accélération des réformes dans la zone euro - Reuters

Il suffisait de le demander poliment.

- Le Portugal et ses créanciers d'accord sur le nouveau plan d'austérité - AFP

Le nouveau programme d'austérité de M. Passos Coelho prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000, l'allongement de leur horaire de travail de 35 à 40 heures par semaine et le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein de 65 à 66 ans. AFP

[La tiers-mondisation de l'Europe en marche](#)

- En Espagne, "sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution" - LeMonde.fr

Selon les estimations, le travail au noir représente de 20 % à 30 % de l'économie de l'hôtellerie et de la restauration. LeMonde.fr

Dans un pays dit émergent comme l'Inde, cela doit représenter au moins 80% de l'économie, cela explique le niveau de vie médiocre de la population et les gigantesques inégalités qui existent dans ce pays.

[Ils ne manquent pas d'air !](#)

- La Fed s'inquiète du risque de bulles - LeFigaro.fr

Ben Bernanke, le patron de la banque centrale américaine, prend au sérieux les risques croissants de bulles financières liés à la politique monétaire ultra-accommodante de son institution.

A croire que ce ne serait pas la Fed qui aurait le monopole de la création monétaire et qui contrôlerait la masse monétaire en circulation...

[Dommage que le suicide ne soit pas un réflexe naturel chez les réactionnaires.](#)

- Natalité au plus bas au Japon, en Italie et en Allemagne : le reflet d'une population suicidaire fatiguée d'elle-même ou la somme d'égoïmes individuels ? - Atlantico.fr

Ne serait-ce pas la société qui les fatiguerait par hasard ? Quand on a conscience du monde épouvantable et surpeuplé dans lequel on vit, on devrait être pris de nausée en croisant une femme enceinte dans la rue, pure réflexe humaniste.

[Confirmation.](#)

- Guerre des chefs au Conseil représentatif des associations noires - LeMonde.fr

Le conseil d'administration du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) a envoyé un communiqué de presse désavouant l'actuel président du CRAN, Louis-Georges Tin, au sujet des poursuites judiciaires contre la Caisse des dépôts.

[Quand ils prennent le président syrien pour un demeuré.](#)

- Attentat en Turquie: La Syrie est-elle responsable? - 20minutes.fr

Non, c'est vrai Assad aurait commandité cet attentat sans réfléchir que Washington, Londres, Paris et Ankara s'empresseraient de lui en attribuer la paternité, il a réussi à déjouer toutes les manoeuvres pour le faire chuter depuis deux ans et soudainement il commettrait cette grotesque et fatale erreur, ben voyons.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[A bout de souffle... la "serpillière". L'éternelle recommencement ou le changement dans la continuité.](#)

Cambadélis prédit un "deuxième souffle de François Hollande" après la "serpillière" - L'Express.fr

Débarassée de l'héritage du gouvernement précédent, la gauche a désormais les mains libres. C'est en tout cas la ligne du

député PS Jean-Christophe Cambadélis, qui a assuré ce dimanche que "*le deuxième souffle*" du quinquennat Hollande "*commence*", après une période où il a fallu "*passer la serpillière*" sur les années Sarkozy. L'Express.fr

Dites-donc monsieur Cambadélis, au regard de la société dans laquelle vous nous proposez de vivre après avoir passé la "*serpillière*" pour la décrocher, je ne vous embaucherais pas chez moi pour laver le carrelage par crainte qu'il soit encore aussi dégoulinant après, on comprend que vous ne soyez pas vraiment familiariser avec les tâches manuelles qui sont du ressort des petites gens, un autre monde que le vôtre.

Un ouvrier un peu perspicace s'écrierait : ils ne sont bon à rien décidément ! Il aurait raison, pour ce qui nous concerne ils sont mauvais en tout, même pas bon à passer la serpillière c'est pour dire. Mais alors, si nous prenions le pouvoir à quelle tâche pourrions-nous les affecter ? Quelle casse-tête ! Nettoyer les chiottes des prisons où leurs amis seraient entolés par exemple, et au cas où ils feraient mal le boulot ils n'auraient qu'à leur mettre la tête dedans histoire de sentir à quel point le vieux monde empestait !

Plus sérieusement. Et toutes les lois ou mesures antisociales, liberticides adoptées par les précédents gouvernements, elles n'ont pas le droit au coup de "*serpillière*" ? Ah ben non ! On les conserve, elles font partie de nos acquis, je veux dire par là que ce n'est pas possible... On comprend, comme Sarkozy vous êtes de gauche...

"*Nous ne sommes plus sur la défensive*", a-t-il assuré. Effectivement, le temps de l'offensive est venu.

En réalité "*le deuxième souffle*" sert de couverture aux prochaines attaques programmées contre les retraites et le financement de la protection sociale notamment. C'est une arnaque de plus.

Ce qui est intéressant avec les bavards, c'est qu'ils parlent trop, ils en disent trop ou pas assez mais suffisamment pour se foutre eux-mêmes dans le pétrin ou qu'on comprenne leurs véritables intentions. Nous en sommes friands à vrai dire. Qu'a dit de plus le renégat (ex-trotskiste) ?

"*Aujourd'hui, le débat avec la Commission européenne ouvre la perspective de deux ans plus tranquilles*", a-t-il poursuivi, "*nous sommes dans une nouvelle situation, nous avons la possibilité de desserrer les contraintes imposées de l'extérieur*", a-t-il insisté. l'express.fr 12.05

Excellent, il a affirmé qu'ils avaient pour ainsi dire les mains libres pour faire la politique de leur choix, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ce qui signifie qu'il revendique par avance les prochaines attaquent contre les retraites notamment, là il ne pourra pas se retrancher derrière l'UE ou on ne sait qui.

Au passage, il n'a pas pu s'empêcher de témoigner qu'ils étaient aux ordres de la Commission européenne, Du coup, il faut être sourd ou ne pas savoir lire ou être un fieffé crétin pour ne pas comprendre qu'ils prennent leurs ordres à Bruxelles et qu'ils les appliquent.

En fait, leur fonction consiste à passer la "*serpillière*" sur nos acquis sociaux.

[Le rouleau compresseur en marche.](#)

L'Allemagne pousse en faveur de nouvelles réformes et coupes budgétaires dans les pays de la zone euro en proie à la crise financière, selon un rapport obtenu par le magazine allemand Der Spiegel, dans lequel Berlin passe en revue les progrès réalisés à l'aune des règles budgétaires de l'UE.

Ces règles ont permis de provoquer dans l'ensemble des pays de la zone euro une "*mobilisation générale politique en faveur de réformes structurelles et d'une plus grande compétitivité*", lit-on dans ce rapport, mis au point par le cabinet de la chancelière Angela Merkel, et que cite le Spiegel dans sa livraison de dimanche.

Toutefois, en Italie, il reste "*de la marge pour une libéralisation du marché du travail*" et en Grèce et en Espagne, de nouvelles réformes sont "*essentiels*" pour venir à bout de lois rigides sur le travail.

Afin d'améliorer la tenue de ses finances, la France a accru ses recettes fiscales, mais a dû également réduire ses dépenses, note le rapport.

Les réformes nécessitent du temps, mais des progrès plus rapides sont nécessaires, lit-on aussi dans le rapport. Reuters 12.05

60% des jeunes sont au chômage en Grèce, ce n'est pas encore suffisant...

Ils savent que le mouvement ouvrier est complètement gangrené, ils en profitent.

Lepaon. Récidive. Ce sont les travailleurs qui sont responsables de la situation sociale.

Le discours des révisionnistes et des stalinien de toujours ou la mise en oeuvre du mécanisme qui a si bien fonctionné pour aboutir à l'accord scélérat du 11 janvier, cette fois avec les retraites. Mode d'emploi.

Tous les syndicats participent au Conseil d'orientation des retraites (COR) qui est un organisme de collaboration de classes. Qu'est-ce que cela signifie ? Soyons bref, clair et précis.

Les représentants du capital, Medef et gouvernement, analysent la situation telle qu'elle résulte de la crise du capitalisme ou des rapports entre les classes qui leur sont favorables puisque ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Leur intention n'étant pas de remettre en cause ces rapports de domination de classe, mais plutôt de les perpétuer, les mesures qu'ils préconiseront en matière sociale ne pourront que s'inscrire dans cette perspective, autrement dit ils seront portés naturellement à s'attaquer aux acquis ou droits sociaux des travailleurs qui s'inscrivent en contradiction avec leurs propres intérêts de classe.

En principe, les représentants des travailleurs analysent la situation en refusant de prendre en compte la crise du capitalisme qui résulte de ses contradictions et conduit à son effondrement. Sachant que les rapports entre les classes sont défavorables à la classe dominée, se placer sur le terrain réservé aux représentants des capitalistes ou prendre en compte la crise du capitalisme, partager leur analyse de la situation, accepter de négocier avec les représentants du patronat sur cette base constituerait un arrêt de mort des intérêts de classe qu'ils sont censés défendre une fois abandonnée leur indépendance de classe.

Les revendications sociales que doivent défendre les syndicats ouvriers se trouveront obligatoirement en totale contradiction avec l'analyse et les mesures préconisées par le patronat et le gouvernement, qui refuseront de les satisfaire, de sorte qu'aucun dialogue ou aucune négociation entre eux ne sera possible, sauf si l'une des deux parties en présence abdique et se place sur le terrain de son ennemi. Du coup, les syndicats ouvriers n'auront pas d'autre alternative que d'en appeler à la mobilisation des travailleurs, de recourir à la grève, pour faire valoir les droits des travailleurs.

Mais pour que ces syndicats ouvriers soient crédibles et cohérents et soient perçus comme tels par les travailleurs, ils doivent conserver leur indépendance de classe vis-à-vis des capitalistes, ils doivent rompre avec leurs représentants, refuser de discuter avec eux sur la base d'un rapport qu'ils ont établi et qui devrait servir de cadre à de pseudo négociations et à un accord qui ne pourrait être que favorable aux capitalistes.

Dans le cas contraire, ils introduiront un élément de division dans le mouvement ouvrier, entre les travailleurs qui seront portés à attendre qu'il sorte quelque chose de ces pseudo négociations, donc qui ne se mobiliseront pas, et ceux qui n'en attendant rien de bon seront prêts à se mobiliser, portant un coup à la détermination des travailleurs les plus déterminés car affaiblissant la mobilisation à venir qui ne prendra pas un caractère de masse, ce qui permettra au patronat et au gouvernement de parvenir à leurs fins.

Pour mettre un point d'honneur à leur sale besogne ou camoufler leur trahison, les dirigeants syndicaux corrompus accuseront les travailleurs d'être responsables du recul social enregistré à l'issue de cette mascarade parce qu'ils ne se sont pas mobilisés et la boucle sera bouclée.

Nous accusons Lepaon et Mailly d'être responsables du recul annoncé sur les retraites, car il est parfaitement clair que sans leur participation à cette conférence elle ne pourrait pas avoir lieu. La trahison est établie dès lors qu'on accepte d'y participer.

Je reproduis un large extrait de deux articles de l'AFP et Reuters, lisez-le attentivement tout ce qui vient d'être dit y figure, ils vont nous faire le même coup que le 11 janvier 2013. Ajoutons, avec la complicité de tous les partis ouvriers puisqu'aucun n'entend rompre avec les appareils pourris de la CGT et FO.

- La CGT sera reçue en dernier lundi par Jean-Marc Ayrault au terme d'une journée de discussions qui aura vu se succéder avant elle à Matignon, à partir de 08h30, le Medef, l'UPA, la CGPME, FO, la CFDT, la CFE-CGC, et la CFTC.

"La question des retraites va nécessiter une mobilisation d'ampleur des salariés", a déclaré M. Lepaon lors du Grand rendez-vous Europe1/i-Télé/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

"La question du rapport de force est une question essentielle. Il faut que les salariés s'occupent de leurs affaires", a-t-il ajouté, jugeant que "le résultat d'une négociation, c'est avant tout le résultat d'une mobilisation".

"Il faut que les salariés arrêtent de penser que les syndicats, dans le cadre de négociations, peuvent obtenir des choses s'ils n'investissent pas le terrain social et s'ils ne se mobilisent pas", a-t-il précisé, appelant les salariés à une "irruption sur le terrain social".

M. Lepaon s'exprimait à la veille d'une rencontre entre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et les syndicats pour préparer la prochaine conférence sociale des 20 et 21 juin.

Le numéro un de la CGT a demandé une réforme "*structurelle*" du financement des retraites qui passe, selon lui, par l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance. Refusant une nouvelle adaptation du système actuel, il a prévenu que la CGT n'accepterait ni un allongement de la durée des cotisations ni une baisse du montant des pensions. Faute de quoi, le syndicat appellerait à des manifestations.

"*Si on allait vers un salaire minimum à 1.700 euros, on n'aurait pas de problème de retraite*", a-t-il dit. "*L'autre curseur, c'est l'emploi et donc la croissance*", a-t-il estimé. Selon lui, "si on augmente les salaires et si on augmente le nombre de salariés au travail, on n'a pas de problème de retraite". AFP et Reuters 12.05

Lepaon est un manipulateur professionnel. Il met en avant "*la question du rapport de force (qui) est une question essentielle*", alors qu'en réalité c'est uniquement le rapport qui existe entre classe dominante et la classe dominée qui doit déterminer l'attitude à avoir d'un dirigeant ou d'un militant ouvrier.

Et quand il évoque "*l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance*", qu'est-ce à dire? Que tous les travailleurs devraient espérer obtenir des salaires décents ou un emploi conforme à leur qualification dans le cadre du régime en place, que ces revendications seraient compatibles avec le maintien en place du régime capitaliste, alors que depuis des décennies il n'a cessé de démontrer le contraire, cela signifie qu'il le soutient et qu'il n'a pas du tout l'intention de mener le combat pour le liquider, c'est donc lui (et ses acolytes des autres syndicats) le responsable de la situation sociale à laquelle les travailleurs sont confrontés et non ces derniers.

Avec des "*si*" on mettrait Paris en bouteille... ou en bière le mouvement ouvrier et la classe ouvrière !

Sans parti révolutionnaire socialiste : point de salut !

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche en Espagne pour célébrer le deuxième anniversaire de la naissance du mouvement des "*indignés*", ne parvenant pas à mobiliser autant qu'à l'origine malgré un chômage record et un programme d'austérité historique.

Le mouvement, spontané et apolitique, témoignant du ras-le-bol face au chômage, à la corruption et aux excès du libéralisme, avait il y a deux ans surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque là peu exprimé.

Malgré le malaise social, les "*indignés*", qui répondent à une structure horizontale et refusent de se constituer en parti, ont largement perdu en visibilité, ne parvenant plus à convoquer les foules de leurs premiers mois d'existence. AFP 13.05

Le parti, encore le parti, rien que le parti, c'était la leçon principale de la révolution d'Octobre, tout le monde l'a abandonné ou lui a tourné le dos, il ne faut pas chercher ailleurs le marasme dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier. Le léninisme c'est le parti (bolchevik) disait Trotsky, qui s'en souvient encore, qui s'en soucie de nos jours ? Aucun dirigeant d'aucun parti hélas, mille fois hélas !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le ministre de l'information, Omran Zou'bi, a qualifié les explosions produites hier à Rihaniyah en Turquie d'"*acte terroriste condamné par tous les critères moraux, humains et légaux*", exprimant sa condoléance au peuple turc frère et souhaitant la guérison aux blessés.

"*Toutes les accusations publiques ou implicites lancées par certains responsables turcs à la Syrie sont complètement refusées*", a jugé Zou'bi qui parlait à l'ouverture du colloque intellectuel politique organisé à la bibliothèque d'al-Assad à Damas. Il a assuré à cet effet que la Syrie n'a suivi et ne suivra jamais une telle méthode qui se contredit avec ses valeurs, ses mœurs et sa conduite.

Il a fait noter que le gouvernement turc a transformé les régions frontalières en des centres de terrorisme et facilité l'accès des

armes et des terroristes vers la Syrie et c'est pourquoi il assume la responsabilité morale et politique directe envers les deux peuples turc et syrien et ceux de toute la région. *"Nous connaissons le but de celui qui veut produire des explosions en Syrie, mais pourquoi fait-on des explosions en Turquie quelque jours avant la rencontre entre Erdogan et Obama? Est-ce Erdogan veut provoquer les Etats-Unis, dire qu'il a assez de capacité pour intervenir en Syrie ou bien avorter les efforts russo-américains déployés dans le cadre des arrangements politiques?"*, s'est interrogé Zou'bi.

Il a appelé, à cet effet, la Turquie à se défendre contre le terrorisme et les terroristes et à assumer la pleine responsabilité. french.trib.ir 12.05

1.2- Les membres des forces spéciales de l'armée sioniste viennent d'entrer à Al Quasseir où les terroristes d'Al Nosra et de l'ASL sont encerclés par les soldats de l'armée nationale! selon Al Khabar press, *" des forces spéciales israéliennes arrivent exprès pour venir en aide des terroristes d'Al Nosra. Ils ont traversé les frontières du côté libanais et cherchent à empêcher l'avancée des soldats de l'armée syrienne"*.

Al Quasseir est la principale base des terroristes en action contre l'Etat et l'armée syrien. c'est une ville qui entre dans la cinquième semaine de son siège par les forces de l'armée nationale. Si l'Armée syrienne parvient à entrer dans la ville, l'un des principaux artères d'approvisionnement des terroristes sera coupé au risque de mettre hors jeu le front terroriste d'Al Nosra. french.trib.ir 12.05

1.3- Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont négociés secrètement sur les modalités de l'armement des rebelles en Syrie.

Selon la chaîne Press TV, le but de ces négociations secrètes serait d'intensifier le conflit armé à l'intérieur de la Syrie, suite aux récents raids aériens du régime sioniste contre la Syrie. Cela intervient alors que la Syrie a lancé une guerre sans merci contre les terroristes liés à al-Qaïda. Le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond, s'est entretenu avec le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, sur la possibilité de l'armement des terroristes et des mercenaires qui se battent contre le gouvernement du président Bachar al-Assad. french.trib.ir 12.05

J'ai corrigé plein de fautes dans les derniers articles de ce portail, je pourrais leur demander de me rétribuer pour ce service, ainsi je deviendrais un salariés du régime de Téhéran ! Certains se demandaient pour qui je roulais, eh ben voilà vous avez la réponse : Allah oh Akbar !

SOCIAL

1- Grèce

Les autorités grecques ont menacé les enseignants du secondaire d'arrestation s'ils participent à la grève prévue dans la semaine, qui pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois que le gouvernement d'Antonis Samaras recourt à des mesures d'exception pour ramener des grévistes au travail.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail des enseignants du secondaire et en muter 4.000 dans les zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

L'OLME prévoit en outre un rassemblement lundi à Athènes et invite les autres syndicats du public et du privé à s'associer au mouvement du 17 pour en faire une grève nationale.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là.

Constantine Arvanitopoulos, ministre de l'Education, a jugé la mesure nécessaire pour garantir le *"droit sacré"* des étudiants à des examens sans accroc. Reuters 12.05

2- Bangladesh

Le Bangladesh a mis sur pied une commission en vue d'augmenter le salaire minimum des ouvriers du textile, a déclaré dimanche un ministre après une série de catastrophes mettant en relief leurs mauvaises conditions de travail.

"Nous avons mis en place une commission d'experts chargés d'étudier la question d'un salaire minimum pour le secteur du textile. Nous l'avons fait à la suite de la demande des ouvriers d'augmenter leurs salaires", a déclaré à l'AFP le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique.

Un ouvrier du secteur de la confection au Bangladesh gagne moins de 40 dollars par mois, des conditions que le pape François a comparé à du "travail d'esclave".

La commission d'experts comprendra à la fois des représentants des syndicats et des propriétaires d'usines, a précisé M. Siddique.

"Il n'y a aucun doute que les salaires vont être augmentés", a-t-il indiqué, ajoutant que le gouvernement avait également pris en considération la hausse du coût de la vie. AFP 12.05

3- Niger

Près de 800.000 personnes sont, actuellement, en situation d'"insécurité alimentaire", au Niger, et ont besoin d'aide, 84.000 d'entre elles doivent recevoir "une assistance immédiate", a averti, dimanche, l'ONU. Dans ce pays sahélien, en proie à des crises alimentaires chroniques, "près de 800.000 personnes se trouvent en insécurité alimentaire et ont besoin d'un appui, d'ici la période de soudure, de juin à août", indique, dans son dernier bulletin, le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), à Niamey.

La période de soudure se situe entre l'épuisement des récoltes de la précédente campagne et les nouvelles récoltes, attendues, généralement, en septembre. Sur ces 800.000 personnes, quelque 84.000 "n'ayant plus de réserves alimentaires" ont "besoin d'une assistance immédiate", alerte Ocha. Les sinistrés vivent, dans 13 zones abritant plus de 2,7 millions de personnes, sur une population totale de plus de 17 millions d'habitants. Les régions les plus affectées sont Tillabéri et Tahoua (Ouest) et Zinder (centre-sud), selon l'agence onusienne. french.trib.ir 12.05

Aucune agence de presse occidentale n'a relayé cette info.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mai 2013

CAUSERIE

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de sauvegarder les articles de presse du début du mois, donc ne les cherchez pas dans le fichier de mai.

Dans la fenêtre *Documents disponibles dans cette page* j'ai ajouté un fichier pdf (Acrobat Reader) réalisé à partir d'une capture d'écran (Corel) des statistiques du site d'avril 2013, dans lequel vous trouverez trois pages : 1- le nombre de visites par jours et le total mensuel ; 2- le nombre total de téléchargements et le classement des dix premiers fichiers; 3- une carte du monde montrant les lieux où se situent les internautes qui se sont connectés au site au mois d'avril. En prime vous avez la capture de mon écran de travail quotidien avec en haut les différents liens (icônes) qui me servent à actualiser le site.

D'habitude on commence par ce que j'ai rédigé la veille au soir, aujourd'hui on procèdera à l'inverse parce que ce que j'ai rédigé ce matin qui s'y prête mieux, en réalité je ne savais pas dans quelle direction l'idée que j'avais en tête m'entraînerait, je ne suis pas structuré comme un intellectuel.

Rosa Luxemburg, malgré sa victoire remportée sur les révisonnistes, avait échoué à faire exclure Bernstein du Parti ouvrier social-démocrate allemand, la gangrène dont était atteint ce parti ne cessa de gagner du terrain et atteignit son point d'orgue lors de sa capitulation le 4 août 1914 qui signera son arrêt de mort comme parti ouvrier ou de gauche, la veille c'était la SFIO qui avait signé le sien.

Bien qu'étant passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi, on conserva par la suite l'ancienne division entre partis de droite et de gauche parce que des centaines de milliers d'ouvriers y étaient encore organisés. Depuis, le SPD et le PS (tous les partis de l'Internationale socialiste jaune en Europe) ayant effectué un nouveau virage à droite en adhérant au néo libéralisme, ce saut qualitatif ne permet plus de les caractériser comme des partis de gauche.

Dans ces partis supplétifs du parti officiel de l'ordre, il n'existe plus que deux courants politiques, l'un conservateur, l'autre néo libéral, le premier dit de gauche, le second dit de droite, tandis qu'aucun ne se réclame ou ne peut se réclamer du marxisme ou de la révolution socialiste. Le premier n'est rattaché à la lutte des classes que par sa subordination au capitalisme industriel national et non par les liens qui le rattacheraient historiquement à la classe ouvrière dont il est devenu totalement étranger en théorie comme en pratique. Le second est totalement subordonné au capitalisme financier et ne doit son existence qu'à celle du premier.

Sur le plan social, ils sont rattachés à l'aristocratie ouvrière qui est le pendant de l'aristocratie financière notamment par le biais des syndicats, qui s'en servent comme point d'appui pour lutter contre le reste du prolétariat, le diviser, pour le compte des capitalistes. On peut ajouter leur lien avec la petite-bourgeoisie, qui pour préserver ses privilèges, à défaut d'une autre perspective politique que le capitalisme, estime normale que face à la crise du capitalisme ce soit le plus grand nombre qui se sacrifie à sa place, la classe ouvrière.

S'appuyer sur l'un (conservateur) de ces courants et s'adresser à l'autre (néo libéral) sans tenir compte de leur nature, consiste à la fois à opter pour la peste et le choléra en intruisant un ordre de préférence, alors que ces deux bactéries s'avèrent fatales, au lieu d'en préserver ou prémunir les travailleurs en diffusant les idées du socialisme.

Désertir le combat pour le socialisme aboutit à diffuser le révisonnisme au sein du mouvement ouvrier et à s'associer aux appareils des partis et des syndicats qui en sont les ennemis, donc à l'incapacité de rompre avec eux et les institutions. C'est cette politique qui a été menée pendant 70 ans par la soi-disant avant-garde et qui nous a conduit à la situation actuelle. Le dogmatisme mêlé à l'abandon des fondements du socialisme en sont les principales origines.

Ce qui est tout à fait remarquable et que chacun peut vérifier quotidiennement, c'est que malgré la généralisation de la scolarité, la multitude des moyens et des canaux d'informations qui existent de nos jours, la compréhension des masses du fonctionnement de la société n'a pas évolué depuis le milieu ou la fin du XIXe siècle ou le début du XXe siècle.

Lundi soir.

J'ai plusieurs sujets sur le feu que je voudrais aborder, mais je dois encore les creuser en profondeur avant d'y venir. Avant-hier je crois, j'ai employé l'expression révisonnisme pour réformisme, c'est bien le mot qui convient, plus que jamais, quand Rosa Luxemburg l'avait utilisé pour qualifier la théorie de Bernstein qui remettait en cause les travaux et les conclusions de Marx et Engels sur l'effondrement du capitalisme.

Oui, j'ai réussi à trouver un peu de temps pour lire et je dois dire que c'est une formidable source d'inspiration, à condition de ne pas confondre 2013 et 1893 ou 1913 ! Ce n'est certainement pas en lisant la littérature des partis ouvriers en 2013 mise à la disposition des travailleurs (journaux ou tracts) que je risque de trouver matière à inspiration, c'est vide, creux, nul, archi nul, du point de vue de l'éducation des masses pour les aider à progresser c'est du niveau du commentaire d'une salle de presse ou de la rédaction d'un média national, inutile, le néant, cela en est navrant, désespérant, à croire qu'ils le font exprès.

C'est en fin d'après-midi en promenant mon chien sur un chemin en terre entouré de terrains en friche que je me suis fait cette réflexion. On était au calme, l'horizon était dégagé, tous les soirs je profite de cette atmosphère propice à faire le point en fin de journée pour aborder à nouveau certaines questions, ayant remarqué qu'il n'était pas rare qu'à cette occasion de nouvelles questions surgissent ou que je les aborde sous un autre angle, ce qui me permet d'approfondir ou de nourrir ma réflexion, d'aller toujours plus à fond dans une question particulière. Il y en a qui évitent de se poser des questions, personnellement je fais l'inverse, je vais plus loin encore, je me pose des colles pour me forcer à réfléchir à des questions auxquelles je n'avais pas encore trouvé de réponses satisfaisantes. Je me suis demandé qu'est-ce que j'avais bien pu lire récemment sur l'effondrement du capitalisme sur les portails des différents partis, réponse, rien qui ait retenu mon attention, puis j'ai repensé à ce que j'avais écrit dans la journée sur les syndicats et je me suis posé la même question, réponse, rien, aucun n'aborde ces questions, aucun ne prend la peine d'expliquer aux travailleurs et aux militants ce qui est en train réellement de se passer, c'est terrible, et de fil en aiguille évidemment j'en arrive à me demander qu'est-ce que cela signifie, pourquoi agissent-ils ainsi, délibérément car ce ne sont pas des crétins, ils savent très bien ce qu'ils font et pourquoi ils le font, pourquoi n'expliquent-ils rien finalement aux travailleurs et aux militants, quels rapports ils existent entre différents facteurs, quelle en est la nature, l'origine, la finalité, ce que cela recouvre, leur portée, leur signification politique, etc. ils n'analysent rien ou superficiellement, ce sont des commentateurs, ils vivent dans leur temps et l'accompagne, ils se laissent vivre quoi et accompagnent les différents acteurs de cette mauvaise comédie qui s'accommodent du capitalisme et du régime, rendant compte de leurs singeries à la manière de spectateurs un tantinet désabusés devant un scénario aussi pitoyable, à quoi servent-ils, à rien ; tenez, ils sont comme les spectateurs qui regardent un match de football à la télévision, et qui visionnant après coup une scène au ralenti se rendent compte que les arbitres ont commis une faute d'arbitrage sans que cela ne change le cours du match, à quoi cela sert-il, à rien.

Craignent-ils de se démasquer eux-mêmes, c'est la question à laquelle je suis arrivé. Imaginez un instant qu'en décortiquant une question à la manière de notre camarade Marx muni de son microscope et de son télescope, de son scalpel et de son bulldozer, n'importe quelle question car au point où ils en sont l'analyse de n'importe quelle question peut leur être fatale aujourd'hui tant ils se sont fourvoyés, il arrive un moment où une hypothèse vienne éclairer leur politique sous un jour peu avantageux qui puisse mettre la puce à l'oreille à un observateur attentif ou un tant soit peu curieux, qui saisissant ce fil ne le lâche plus, et bien il y a toutes les chances qu'ils parviennent aux mêmes conclusions que moi et ils n'y tiennent pas vraiment.

Qui, quand, où reprennent-ils la méthode de Marx ? Aucun, jamais, nulle part.

Les rapports entre les partis sont tabous, les rapports entre les partis et les syndicats, c'est tabou, les rapports entre les partis et les institutions, c'est tabou, les rapports entre les classes, c'est tabou, les rapports des fonctionnaires à l'Etat, c'est tabou, les rapports des masses au capitalisme, c'est tabou, les rapports des masses au mouvement ouvrier, c'est tabou, etc. etc. etc. non mais c'est incroyable, c'est le constat que l'on peut faire quotidiennement s'agissant de tous les partis. Ils débitent leur texte qui ne doit pas dépasser du cadre qu'ils se sont fixés un jour, il y a fort longtemps à moins qu'on leur ait soufflé. C'est leur tendance dogmatique qui s'exprime ainsi. Marx était passionné par la méthode d'Hegel, Lénine par celle de Marx et Balzac, ils les ont assimilés, voilà ce qui nous manque le plus aujourd'hui.

Nos dirigeants nous resservent sans cesse le même disque rayé depuis 70 ans et on en a plus que marre !

Lepaon et Mailly s'appêtent une nouvelle fois à brader nos retraites, vont-ils poser la question de rompre ou non avec eux, seulement poser la question, bien sûr que non, ils en sont incapables, ce serait mettre le doigt dans l'engrenage de la question qui en appelle une autre et ainsi de suite, c'est trop compromettant, leur parti exploserait.

Engels et de Rosa Luxemburg décrivaient déjà les syndicats comme des obstacles au socialisme, je l'ai lu hier dans *Réforme sociale ou révolution*, Lénine n'en pensait pas moins, et pour Trotsky les syndicalistes constituaient la tendance la plus droite du parti bolchevik : "*C'est une loi historique que les responsables syndicaux forment la droite du parti. Elle ne connaît aucune exception. C'était vrai dans la social-démocratie, vrai aussi chez les bolcheviks.*" (Oeuvres - Trotsky - juin 40, p.30). Les marxistes considéraient qu'on ne pouvait combattre dans les syndicats sur une ligne de classe sans qu'elle se situe dans la perspective du socialisme. Question : quel parti en 2013 combat sur cette ligne de classe ? Réponse : aucun. Il faut donc en déduire qu'ils combattent tous sur une ligne d'adaptation au capitalisme, car c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Souvenez-vous sur quel principe reposait le révisionnisme : le mouvement est tout, le but n'est rien, vous le retrouvez ici, et si vous examinez attentivement la politique de tous les partis vous constaterez qu'ils sont tous alignés sur ce principe, ils privilégient le mouvement spontané des masses, les revendications immédiates et abandonnent l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir par les travailleurs, à aucun moment ils ne développent les idées du socialisme.

Un autre élément pour alimenter votre réflexion, la dichotomie entre théorie et pratique que l'on retrouve d'ailleurs dans le principe qui vient d'être énoncé.

Le révisionnisme consiste également à les séparer, la théorie devenant une abstraction, pure scolastique à pratiquer au coin du feu les soirées d'automne, que l'on néglige ou marginalise, privilégiant la pratique où on aura forcément du mal à trouver trace de l'objectif politique de notre combat sauf à croire tous les quatre matins que l'heure a sonné de renverser le régime, on imagine mal que cela vienne à l'esprit des travailleurs, seule la théorie en fait mention, or si on la fait passer à la trappe sous différents prétextes, qu'est-ce qui reste comme éléments de formation à la disposition des masses pour élever leur niveau de conscience politique, faire le lien entre leurs expériences, entre les différentes phases de la lutte de classe pour les relier entre elles et rendre ce processus dialectique compréhensible, rien, elles ne tireront aucun enseignement de leurs luttes, elles pourront se mobiliser cent fois sans avoir fait le moindre pas en avant, observez ce qui se passe en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Négliger la théorie, c'est abandonner l'objectif de notre combat, en résumé. N'était-ce pas par hasard par là que le bât blesse du mouvement ouvrier, chez la plupart des militants qu'il ne s'agit pas là d'accabler évidemment ?

Le problème avec la théorie, c'est qu'il faut la reformater au fil du temps, elle n'est pas gravée dans le marbre, elle n'est pas immuable, ce qui implique de comprendre les transformations que subit la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, ce n'est pas facile, c'est une source d'erreurs permanente, oui il faut l'avouer, soyons modeste, d'où la nécessité d'y aller à tâton, d'avancer prudemment, de prendre le temps d'étudier patiemment chaque facteur et rapport, leur évolution, il faut sans cesse tout révéifier et se poser de nouvelles questions, on se trouve parfois face à des situations inédites, c'est donc à nous de chercher les bonnes réponses. A moins d'être un génie comme Marx ou Engels, cela devrait être une tâche collective pour en venir à bout, ne nous leurrions pas.

Dans mes contributions la théorie et la pratique sont étroitement mêlées, je pense que c'est le fil conducteur qui me guide quand j'évoque sans cesse ou très régulièrement la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses et la construction du parti dans laquelle l'une et l'autre se réalisent. Dans l'action l'une ou l'autre peut être privilégiée et c'est normal, il faut seulement avoir à l'esprit qu'elles sont indissociables.

Revenons à cette théorie figée ou devenue un dogme et qui nous coûte si chère.

Et cela fait 70 ans qu'on idolâtre les syndicats ! Les institutions aussi, cherchez bien depuis combien de décennies les partis ouvriers n'ont pas appelé au boycott d'une élection, sauf erreur de ma part, jamais, ils se sont abstenus parfois d'y participer fautes de moyens financiers, de signatures ou pour ne pas faire de l'ombre à un candidat du PS. Le PS et le PCF aussi, ils en redemandent, ils ne peuvent pas s'en passer, c'est pire qu'obsessionnel, c'est congénital ! Mais dans tout cela quel rapport y a-t-

il encore avec le marxisme, le socialisme ? Aucun, absolument aucun.

Quel parti appelle au boycott de la conférence sur les retraites, lequel a appelé au boycott du processus qui a conduit à l'accord patronal du 11 janvier 2013 ? Réponse : aucun. On pourrait se faire provocateur et se poser la question s'il existe encore un parti ouvrier dans ce pays, on répondrait oui, indépendant, on répondrait non, socialiste, on répondrait non, si oui, démontrez-le appelez au boycott de la conférence des 21 et 22 juin prochain, engagez la bataille, engagez toutes vos forces pour contraindre la CGT et FO à ne pas y participer, on vous met au défi.

Chiffre du jour. 1.127.

L'armée au Bangladesh a annoncé qu'elle mettrait fin mardi à la recherche de corps dans les ruines de l'immeuble de neuf étages qui s'est effondré près de Dacca le 24 avril, faisant 1.127 morts. 20minutes.fr13.05

Mise en garde aux jeunes.

- Canada : saisie d'une drogue 40 fois plus forte que l'héroïne - LePoint.fr

Cette drogue vendue sous forme de comprimés était notamment composée de desmethyl fentanyl, un opiacé dangereux, a indiqué la police.

"Ces saisies majeures se démarquent par la présence de produits jamais vus par le service de police de la ville de Montréal : le desmethyl fentanyl, l'ethylcathinone et le pentedrone. Ces produits chimiques (...) peuvent être jusqu'à 40 fois plus forts que l'héroïne. Ils sont extrêmement puissants et dangereux", a précisé la police dans un communiqué.

Certaines des substances étaient si nocives que quatre policiers ont été incommodés alors qu'ils les manipulaient et que l'un d'entre eux a même dû être hospitalisé en urgence avec des symptômes affectant son rythme cardiaque et sa pression artérielle, malgré le fait qu'il portait un masque. Ces drogues étaient mises sur le marché sous forme de comprimés attrayants - l'un d'eux portait le logo de Facebook - et à petit prix. LePoint.fr 13.05

ACTUALITE EN TITRES

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

- Le bonus du PDG de Société Générale augmente de 75% au titre de 2012 - AFP

Au fait, depuis le début de la crise en 2007, vous avez entendu parler des syndicats (ouvriers) des banques ?

Féroce concurrence mondiale.

- Le yen continue de s'enfoncer face au dollar - L'Expansion.com

Les économie japonaise et américaine sont largement liées depuis de nombreuses décennies, ceux qui vont trinqués sont ceux qui ont les mains liées ou le moins de marge de manoeuvre, l'UE en priorité.

Vivre et mourir pour travailler : une fatalité !

- Âge de départ, durée de cotisation: les solutions du Medef pour réformer les retraites - L'Expansion.com

- Le Medef pour relever l'âge légal de la retraite à 65 ans - Reuters Retraites : les Français pourraient cotiser 44 annuités - LeFigaro.fr -

- Retraites : un consensus inaccessible ? - Liberation.fr

- Retraites: les enjeux et les clés d'une réforme impopulaire - L'Expansion.com

- Retraites: une réforme "juste" et "pérenne" assure le PS - AFP

Du moment qu'elle conviendra au patronat, elle sera juste pour le PS, qui démontre une fois de plus qu'il est un parti de gauche.

A 70 ans et usé jusqu'à la corde : au boulot!

- "*Il faut garder un esprit jeune au travail*" - L'Express.fr

Ils liquident leur propre peuple

- Etats-Unis: l'alimentation trop salée responsable de 150.000 morts par an - AFP

La teneur en sel dans les aliments industriels et la restauration rapide reste excessive aux Etats-Unis et provoque quelque 150.000 morts par an, selon une nouvelle étude. AFP

Confirmation.

- Guatemala: l'ancien dictateur Rios Montt hospitalisé après un malaise AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelles taxes à venir.

La mission Lescure préconise d'instaurer une taxe sur les ventes d'appareils connectés (smartphones, tablettes, ordinateurs, TV connectées, consoles...) à un "*taux très modéré*" (par exemple 1%) selon Aurélie Filippetti, pour financer la transition numérique des industries culturelles. L'Expansion.com avec AFP 13.05

Le gouvernement des riches

Il existe en France 11 300 foyers gagnant plus de 100 000 euros par an, qui ne paient aucun impôt sur le revenu ! Qui plus est, le nombre de foyers non-imposables parmi les plus hauts revenus n'a cessé d'augmenter, passant de 3 000 à 11 300 entre 2004 et 2011.

Il y a, en France de plus en plus de riches, et ceux-ci sont de plus en plus riches. Malgré l'augmentation du seuil d'entrée[de 78 000 euros en 2004 à 100 000 en 2011], le nombre de foyers de la tranche des plus hauts revenus est passé de 423 000 à 572 000 entre 2004 et 2011, et leur revenu moyen a augmenté d'un tiers, passant de 138 000 euros à 182 000 euros ! Et non seulement ils sont de plus en plus riches, mais ils sont surtout de moins en moins imposés. Sur la même période, leur taux d'imposition sur le revenu est passé de 22,7% à 17,5% ! Soit une baisse de près d'un quart !

Cette diminution du taux d'imposition pour les plus riches a été constante pendant la période et a continué pendant la crise. Alors que la situation de nos finances publiques, aurait nécessité la mobilisation de tous, on constate que leur taux d'imposition a diminué de 18,9 % à 17,5 %, entre 2008 et 2011, en plein cœur de la crise. Les plus hauts revenus peuvent remercier Nicolas Sarkozy !

Enfin, cerise sur le gâteau, le Conseil des Prélèvements Obligatoires nous précise qu'au-delà d'un certain revenu (4,2 millions d'euros par an), c'est-à-dire pour le 1/100 000e des français les plus riches, le taux d'imposition baisse ! Les 352 foyers les plus riches de France, dont le revenu moyen est de 8,4 millions d'euros, ne paient que 15% d'impôt sur le revenu. Quand l'ensemble des foyers fiscaux gagnants plus de 100 000 euros par an paient 17,5 % d'IRPP. alternatives-economiques.fr 03.05

Bocott ! La collaboration de classes est l'antithèse de la lutte des classes.

Le cadre qu'ils acceptent d'emblée.

- La concertation sociale doit commencer début juin sur la base du rapport-bilan piloté par Yannick Moreau, une ancienne présidente du Conseil d'orientation des retraites (COR), et se poursuivre lors de la conférence les 20 et 21 juin.

La base est viciée, les dés sont pipés, dès lors y participer c'est légitimer ce processus y compris sa conclusion, c'est se placer sur le terrain de notre ennemi de classe, c'est trahir.

Ensuite, peu importe les déclarations et les appels à la mobilisation qui sont du domaine de la gesticulation pour se blanchir par

avance de toute accusation de collusion avec l'ennemi et de trahison. Le scénario est parfaitement réglé comme le partage des rôles.

Se concerter : S'entendre pour agir de concert. (Le Grand Robert)

Comment peut-on imaginer un seul instant que des représentants des travailleurs pourraient s'entendre avec des représentants du capital, qui plus est pour agir de concert ou ensemble, et que les droits des travailleurs pourraient être respectés ? Poser la question c'est y répondre, impossible.

Un accord unanime est inutile, il n'est même pas souhaitable pour le gouvernement et le patronat, il serait entâché de suspicion et sa légitimité entamée, non, ce qui est "douteux" c'est d'aborder cette question sous cet angle. Pourquoi ?

Parce que cela permet justement d'occulter l'accord unanime des syndicats de participer à cette mascarade dont nous connaissons tous l'issue, leur présence (CGT et FO) qui en est la condition préalable, sans laquelle cette conférence n'aurait pas lieu.

Les véritables responsables du bradage de nos acquis ou droits, ce ne sont pas les syndicats jaunes dont il ne faut rien attendre d'autres, non, ce sont la CGT et FO qui par leur participation au dialogue social permettent aux syndicats jaunes de jouer pleinement leur rôle auprès du gouvernement et du patronat, par leur seule présence la CGT et FO cautionnent l'ensemble du processus du début à la fin, y compris ses conclusions.

- Le gouvernement souhaite présenter un projet de loi avant la fin de l'année mais comme pour la réforme du marché du travail, il est douteux que les syndicats atteignent un accord unanime.

Les déclarations des uns et des autres.

- Le nouveau numéro un de la CGT, Thierry Lepaon, a de son côté appelé dimanche à une "*mobilisation de grande ampleur*" à la rentrée pour peser sur la réforme des retraites, nécessaire pour faire face à des déficits du système attendus à plus de 20 milliards d'euros pour la seule année 2020.

- Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a répondu sur un ton tout aussi offensif à la présidente du Medef, Laurence Parisot : "*On n'acceptera pas de bouger l'âge ou de rallonger la durée de cotisation, on ne l'acceptera pas, c'est une évidence*", a-t-il lancé devant la presse.

"*Nous n'accepterons pas une réforme globale dite systémique qui consisterait à tout chambouler pour faire un régime par points*", pas plus que "*bouger l'âge ou rallonger la durée de cotisation*", a-t-il ajouté. FO est tout aussi hostile à une "*désindexation*" vis-à-vis de l'inflation qui reviendrait à "*taper sur les petites retraites*", a-t-il dit aussi.

"*On a toujours dit qu'on était près à regarder, y compris à accepter des augmentations de cotisations à discuter, c'est un problème de recettes*", a-t-il dit.

"*Nous, on défend des droits. Le patronat est dans une autre logique, il défend les droits du patronat. Que voulez-vous que je vous dise, moi ? Cela s'appelle la lutte des classes.*"

- Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a dit que si le recul de l'âge de la retraite n'était pas négociable, l'allongement de la durée de cotisation ne constituait pas un tabou.

- Il a été rejoint de façon aussi prudente par la CFE-CGC.

- la CFTC a jugé que la réforme devrait plutôt passer par une augmentation des cotisations, voire une minoration temporaire des pensions.

"*On refuse de repousser l'âge de la retraite ou même de rallonger les durées de cotisations*", a déclaré Philippe Louis, son secrétaire général. "*Pour le financement, il n'y a pas 36 solutions, il faut effectivement passer par une augmentation, soit des cotisations, soit de la CSG (contribution sociale généralisée), soit par une minoration (des pensions).*"

- Le Medef a d'emblée fait monter la pression en plaidant pour un âge légal de départ à la retraite porté à au moins 65 ans en 2040 et pur 43 années de cotisations dès 2020 pour une retraite pleine.

- Le président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), Jean-Pierre Crouzet : "*On ne peut pas réfléchir à des augmentations des cotisations puisque celles-ci sont déjà aujourd'hui trop lourdes pour faire face à la compétitivité*".

- Le président François Hollande a exclu par avance un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite, qui est passé à 62 ans. Mais il a publiquement admis que l'allongement de la durée de cotisation était une option envisagée.

Selon Europe 1, parmi les pistes envisagées par l'Elysée, figurent un alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs et une désindexation des pensions par rapport à la hausse des prix, comme celle conclue pour deux ans par les partenaires sociaux pour sauver les régimes de retraite complémentaire.

La durée de cotisations pourrait être portée à 44 ans à l'horizon 2035, contre 41,5 ans aujourd'hui, selon la radio.

L'exercice s'annonce délicat pour le chef de l'Etat qui subit les pressions de la Commission européenne.

Celle-ci a cité les retraites comme exemple de réformes qu'elle souhaite voir la France mener en échange du délai de deux ans concédé pour réduire son déficit public.

"**Toutes les pistes possibles**" figurent dans les rapports Moreau, sauf une qui consiste à refuser de faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme qui se traduit par la remise de tous leurs droits sociaux, y compris celui à la retraite.

- Le dossier des retraites sera "*abordé à la conférence*" de juin, puis fera l'objet d'une "*discussion l'été*" et "*d'ici la fin d'année*" il y aura une "*prise de décision de l'Etat, du gouvernement et du Parlement*", a confirmé Jean-Claude Mailly. Selon lui, le rapport de la mission confiée à Yannick Moreau, attendu en juin, va "*lister toutes les pistes possibles sans prendre de position*".

Pourquoi ne pas reprendre une méthode qui a si bien fonctionné ?

Marchander des mesures en faveur de l'emploi et des chômeurs dont on sait ce qu'il en est advenu au détriment du coût du travail en janvier 2013, cette fois au profit du "*pouvoir d'achat*" des actifs au détriment du droit à la retraite.

- Pour la CFDT, la conférence sociale devra en priorité traiter de l'emploi et du soutien aux chômeurs.

Les "*thèmes précis*" de la deuxième conférence sociale "*ne sont pas encore arrêtés. On sait qu'il y aura les retraites, le service public, le redressement productif, on a parlé de la Banque publique d'investissement*", a relaté M. Mailly, qui affirme avoir insisté sur le "*dossier pouvoir d'achat*".

Les thèmes seront arrêtés le 22 mai à l'issue d'une conférence dite de méthode qui réunira à Matignon les protagonistes de la deuxième conférence sociale.

L'art d'enfoncer les portes ouvertes.

- "*Avec le pacte budgétaire européen, on s'est mis dans la seringue de l'austérité (...) on est en plein libéralisme économique*", a dit Jean-Claude Mailly pour qui la France "*n'a pas changé de politique économique globale*" par rapport à la présidence de Nicolas Sarkozy.

Quand aurait-elle changé depuis 30 ou 40 ans ? Jamais, ce qui ne l'empêche pas de tenir toujours le même discours, de conserver la même attitude face au gouvernement et au patronat, on ne se refait pas. (source : AFP et Reuters 12 et 13.05)

La seule position conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le boycott de cette conférence patronale dont l'unique objet est de brader nos retraites et droits, y participer, c'est s'en faire le complice.

On ne peut pas prétendre lutter sur le terrain de classe des exploités, lutter classe contre classe, se prétendre indépendant ni même prétendre défendre l'indépendance des syndicats, sans appeler au boycott et mener bataille sur cet objectif. Avis aux opportunistes. Observez attentivement l'attitude de chaque parti, c'est révélateur de leur véritable nature et de leurs intentions.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Six ans de prison et une peine d'inéligibilité à vie ont été requis lundi contre Silvio Berlusconi pour incitation à la prostitution de mineure dans l'affaire du "Rubygate".

L'ancien président du Conseil, âgé de 76 ans, est accusé d'avoir eu des relations sexuelles tarifées avec une danseuse, Karima El Mahroug, dite "Ruby", alors que celle-ci était encore mineure durant des soirées "bunga bunga" organisées dans sa villa d'Arcore, près de Milan.

Silvio Berlusconi est également accusé d'abus de pouvoir pour avoir fait libérer "Ruby" en mai 2010 dans une affaire distincte concernant le vol d'un bracelet d'une valeur de 3.000 euros.

Une cour d'appel de Milan a déjà confirmé mercredi une peine de quatre ans de prison, dont un ferme, prononcée à son encontre en première instance pour les conditions frauduleuses d'achat de droits télévisés par son empire médiatique Mediaset. Berlusconi s'est pourvu en cassation. Il a en outre été déclaré inéligible pour cinq ans dans le cadre de cette affaire de fraude fiscale.

A Naples, le parquet demande pour sa part que l'ancien président du Conseil soit jugé pour avoir, selon l'accusation, versé en 2006 trois millions d'euros au sénateur Sergio De Gregorio afin qu'il change de camp et affaiblisse ainsi le gouvernement de centre gauche de l'époque, dirigé par Romano Prodi. Reuters 13.05

2- Lettonie

A moins de sept mois de l'adhésion attendue de la Lettonie à la zone euro au 1er janvier 2014, la plupart des habitants de ce pays balte restent opposés à la monnaie commune, selon un sondage publié lundi.

Environ 62% des Lettons sont contre l'adhésion, dont 24% "fermement", alors que seules 36% la soutiennent, selon ce sondage réalisé du 2 au 23 avril auprès d'un échantillon de 1.016 personnes.

Membre de l'UE depuis 2004, Riga a déjà demandé formellement début mars à la Commission européenne et à la Banque centrale européenne (BCE) le feu vert à son entrée dans l'eurozone au 1er janvier 2014. Les deux institutions doivent rendre leur verdict en juillet.

Le gouvernement de Riga estime que, malgré la crise de la zone euro, un petit pays comme la Lettonie avec ses 2 millions d'habitants a tout intérêt à rejoindre le bloc dans lequel se trouvent déjà ses principaux partenaires commerciaux.

L'équipe de centre droit au pouvoir rejette également l'idée d'un référendum sur l'adhésion, réclamé par l'opposition de gauche. AFP 03.05

3- Algérie

Un responsable du ministère algérien vient de confirmer l'apparition d'un courant religieux radical, l'ahmedisme. C'est ce qu'indique, ce 13 mai, le site d'information Liberté Algérie.

Pour le moment, peu d'indications ont été données sur l'ahmedisme. Mais Liberté Algérie revient sur la montée, ces dernières années, de courants religieux radicaux, comme le Salafisme, le Chiisme ou le Takférisme. Des «sectes», qui, selon le ministère algérien des Affaires religieuses, n'auraient pour but que de *«déstabiliser le pouvoir en place, au Maghreb et dans le monde arabe»*.

Pour contrer le phénomène, deux projets de loi visant à réglementer la construction et la hiérarchisation des mosquées sont à l'étude. Et une surveillance plus accrue sera menée, dans les campus universitaires, où, selon les autorités, les Salafistes recrutent. french.irib.ir 13.05

4- Syrie

4.1- Les neuf suspects, soupçonnés d'être mêlés aux attentats de samedi, dans la ville turque de Reyhanli, à la frontière syrienne, sont des citoyens turcs, a déclaré le vice-Président du gouvernement turc, Besir Atalay, à une conférence de presse, dans la province de Khatai. Les autorités turques avaient accusé, initialement, les services spéciaux syriens d'avoir organisé les attentats.

D'après les récentes données, 146 personnes sont mortes et 140 ont été blessées, suite à l'explosion de deux véhicules. Plus d'une vingtaine sont dans un état grave. Omran az-Zoubi, ministre syrien de l'Information avait, fermement, démenti les affirmations de Muammar Guler, ministre turc de l'Intérieur, qui rendait Damas responsable de ces attentats.

"*La politique turque, sur le volet syrien, échoue*", estime Stanislav Tarassov, directeur du Centre du Proche-Orient et du Caucase de l'Institut international des Etats modernes.

La Turquie doit choisir : soutenir les communiqués de Genève, qu'elle a signés, et engager l'élaboration d'une nouvelle feuille de route, ou bien se distancer. Dans ce cas, la Turquie s'avèrera, en marge du processus de paix. Dans cet ordre d'idée, le récent attentat est inspiré, par les forces régionales, en vue de saper une nouvelle conférence internationale sur la Syrie.

Il est possible que les attentats, en Turquie, soient commis par les groupes extrémistes, estime l'expert de l'Institut d'études stratégiques et d'analyse, Serguei Demidenko :

Il est possible que se soient les séparatistes kurdes, les fondamentalistes islamiques, les radicaux de gauche. Dans la situation qui s'est créée Damas n'est guère intéressé à commettre les attentats sur le territoire turc.

L'Acte de stabilisation, en Syrie 2013, est soumis à l'examen du Congrès des Etats-Unis. Il autorise les livraisons d'armes à «*l'opposition armée syrienne*». La Turquie se réserve le droit d'appliquer «*toutes les mesures de rétorsion*», après une série d'explosions à Reyhanli, a déclaré pendant sa visite, à Berlin, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu.,

Les Etats-Unis doivent aménager, en Syrie, une zone d'exclusion et assurer les livraisons d'armements lourds, y compris, de missiles de croisière et de systèmes «*Patriot*» aux forces de l'opposition, a dit à l'ABC, le sénateur John McCain.

Nous pouvons aménager une zone d'exclusion, dans l'espace aérien syrien. Nous pouvons livrer à l'opposition les armes et lui prêter concours, pour mettre fin au massacre insensé.

Selon un représentant de l'OTAN, l'alliance ne sait rien, pour le moment, sur l'initiative turque de convoquer une réunion urgente du Conseil Nord-atlantique. La prochaine séance du Conseil regroupant les ambassadeurs des 28 pays de l'alliance est fixée, au 15 mai, à Bruxelles. french.irib.ir 13.05

4.2- Le président américain Barack Obama et le Premier ministre britannique David Cameron ont dit lundi être décidés à "*accroître la pression*" sur Bachar al-Assad et exhorté Moscou à faire évoluer sa position, sur fond de crise humanitaire "*sans précédent*" dans ce conflit.

"*Ensemble, nous allons poursuivre nos efforts pour accroître la pression sur le régime, pour fournir de l'aide humanitaire aux Syriens souffrant du conflit, pour renforcer l'aile modérée de l'opposition et nous préparer à une Syrie démocratique sans Bachar al-Assad*", a affirmé M. Obama lors d'une conférence de presse.

Le Premier ministre, à l'issue d'un entretien avec M. Obama à la Maison Blanche, a relevé que la Russie et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord la semaine dernière sur l'idée de relancer le processus dit "*de Genève*" pour obtenir une transition politique en Syrie, avec l'espoir d'organiser prochainement une conférence internationale.

Cette conférence, un temps évoquée pour la fin du mois, ne devrait pas pouvoir se tenir avant le début du mois de juin, a toutefois affirmé lundi le département d'Etat, en invoquant les "*nombreux acteurs et pays différents impliqués*".

L'accord conclu le 30 juin 2012 en Suisse entre les grandes puissances ne précise pas le sort de M. Assad et l'opposition syrienne continue de considérer son départ du pouvoir comme une condition préalable à toute discussion.

La Coalition de l'opposition syrienne a annoncé qu'elle discuterait de la proposition russo-américaine le 23 mai. D'ici là, elle consulte ses alliés régionaux, notamment l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, a annoncé lundi son chef par intérim. AFP 13.05

4.3- L'un des commandants des milices liées à Al Nosra s'expriment sur les échecs successifs des terroristes en Syrie. et il en accuse l'Iran et la Syrie. ces accusations sont évidemment bien déconnectées des réalités du terrain . Selon Tabnak, Abdel Ghader Saleh, l'un des commandants des brigades d'Al Towhid en opération à Alep annonce "*la défaite d'Assad*", affirme le journal turc Zaman. "*Assad n'est plus capable de se battre contre nous et ce sont l'Iran et le Hezbollah contre lesquels nous nous battons en ce moment !*" les Iraniens considèrent la Syrie comme leur 35ème province et les responsables iraniens l'ont même ouvertement dit"!!! mais les délires du chef de guerre sont encore allés encore plus loin : "*l'Iran et le Hezbollah coopèrent avec Israël pour soutenir Assad (!) car Assad a protégé pendant 40 ans les frontières d'Israël*"!! ces étranges propos se sont achevés sur un constat encore plus extravagant : "*les récentes frappes d'Israël contre Damas étaient destinés à soutenir le régime syrien, c'était pour empêcher les opposants à avoir accès aux arsenaux du régime Assad. Certains officiers de l'armée syrienne (!) auraient dû désertier et nous aider pour que nous puissions nous emparer de ces armes et c'est pour cela qu'Israël a bombardé Damas*" .

Les délires de ce chef de guerre aux abois sont intéressants en ce sens que l'armée syrienne continue ses avancées fulgurante sur le terrain et les terroristes sont de plus en plus poussés à se replier et à quitter leurs positions. Quant à l'hypothèse d'une

coopération Israël Assad/Iran, le ridicule est trop prenant pour être commenté . Les forces spéciales d'Israël soutiennent sur le terrain les terroristes salafistes et Israël a même dressé des hôpitaux de campagne pour en soigner les blessés... french.trib.ir 13.05

5- Jordanie

L'ex ambassadeur israélien en Allemagne vient de faire des aveux qui ont de quoi donner des insomnies au roi Abdella de Jordanie!

Avi Primor qui s'entretenait avec une chaîne allemande a reconnu d'abord l'assassinat du commandant en chef du Hezbollah Imad Moghniyeh en 2008 commis par Israël avant de se pencher sur le raid israélien du 5 mai contre la banlieue de Damas. " *Je ne crois pas que la Syrie riposte au raid israélien. En 2008 quand le renseignement israélien a tué Imad Moghniyeh , la Syrie et l'Iran ont promis de le venger , or ils n'ont rien fait alors qu'ils avaient promis de commettre des attentats à travers le monde*" interrogé sur le sort des réfugiés palestiniens, Primor s'est ensuite donné à la tâche délicate de révéler les dessous des plans futurs de l'Empire pour le Moyen Orient : " *Israël a des projets pour la Jordanie et les réfugiés palestiniens et il demandera à Abdallah II de changer la nature du régime politique en Jordanie et préparer le terrain à la création de la "Palestine originelle". " Si cette exigence ne se réalise pas , une révolution aura lieu en Jordanie et en provoquera l'effondrement de la monarchie , a dit l'ex diplomate en allusion à peine lavrée aux Frères musulmans de Jordanie. "* Le meilleur choix pour la Jordanie est peut être que le roi accepte de se transformer en une sorte de président allemand , c'est à dire un personnage protocolaire avec des prérogatives limitées ! Change ton royaume en un pays démocratique et permet aux Palestiniens de l'utiliser comme leur propre pays, a-t-il lancé ensuite un historien israélien lui aussi invité à cette émission, un certain Folfozen. french.trib.ir 13.05

ECONOMIE

Grande-Bretagne. Union transatlantique.

La Grande-Bretagne a prévenu lundi que tout devait "être sur la table" des négociations sur l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne, alors que la France veut exclure l'exception culturelle des discussions.

"*Tout doit être sur la table, y compris les questions difficiles, sans exception*", a estimé le Premier ministre britannique David Cameron dans une allocution à la Maison Blanche, à Washington, aux côtés du président américain Barack Obama.

Les négociations transatlantiques visant à créer une des plus grandes zones de libre-échange au monde n'ont pas encore formellement commencé. Le Parlement européen et les Etats-membres doivent approuver le mandat de discussions tandis qu'aux Etats-Unis, un délai lié à la consultation du Congrès doit encore être observé.

"*Il y a une véritable chance que le processus soit lancé à temps pour le sommet du G8 (les 17 et 18 juin en Irlande du Nord, ndlr). Les cinq prochaines semaines sont donc cruciales*", a estimé M. Cameron.

Mais des dissensions commencent déjà à se faire jour.

En première ligne, la France exige que le secteur audiovisuel soit exclu des négociations et a prévenu qu'"elle ne transigerait pas" sur cette question.

"*L'exclusion des services audiovisuels n'est pas négociable*", ont ainsi lancé fin avril les ministres françaises de la Culture Aurélie Filippetti et du Commerce Nicole Briçq, clamant leur attachement au système français qui permet de limiter le libre-échange afin de soutenir et promouvoir leurs oeuvres.

Le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht a pour sa part assuré que "*l'exception culturelle ne serait pas négociée*" avant que son porte-parole ne précise que cela ne signifiait pas que l'audiovisuel serait exclu des discussions.

Cet accord transatlantique, qui vise à contourner les blocages au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), risque également de rencontrer de sérieux obstacles sur la question agricole, et notamment celle des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Cultivés à grande échelle aux Etats-Unis, ils sont strictement réglementés en Europe où seule la mise en culture de deux semences génétiquement modifiées est autorisée.

Fin avril, des parlementaires européens ont demandé dans une résolution que les négociations transatlantiques "*ne menacent pas le +principe de précaution+ européen*".

Là encore, la France et son puissant secteur agricole devraient être aux avant-postes.

Face à ces obstacles, le Premier ministre britannique a jugé que seules "*l'ambition et la volonté politiques*" permettront de prendre conscience des "*immenses bénéfices*" apportés par un tel accord.

En attendant, cette nouvelle prise de position pourrait bien creuser encore davantage les lignes de fracture au sein du Vieux Continent alors que M. Cameron s'est engagé en janvier à organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici à 2017.

A ses côtés à la Maison-Blanche, le président américain a redit lundi qu'il espérait ouvrir les discussions avec l'UE "*dans les prochains mois*".

"*Nous avons une bonne opportunité de baisser les droits de douanes, d'ouvrir les marchés, de créer des emplois et de rendre nos économies plus compétitives*", a détaillé M. Obama.

Les échanges commerciaux entre l'UE et les Etats-Unis se sont élevés à près de 646 milliards de dollars en 2012: les Etats-Unis ont importé pour 380,8 milliards de biens en provenance d'Europe et en ont exporté 265,1 milliards vers le Vieux Continent. AFP 13.05

Le déficit commercial américain avec l'UE est donc de 115,7 milliards de dollars, donc cet accord transatlantique aura pour vocation de remédier à cette situation, mais il ne se ferait pas au détriment de l'Europe clament les Américains...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mai 2013

CAUSERIE

Il est 14h25 heure locale. D'ici 16h je mettrai une vingtaine d'articles en ligne et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Quand dans la rubrique Actualité en titre, j'écris en titre d'une info "*confirmation*", cela signifie que les faits qui surviennent confirment l'analyse que j'avais faite à la suite d'une question d'actualité peu de temps auparavant, parfois à peine 24h avant, histoire de montrer aux lecteurs que je leur avais pas raconté n'importe quoi ou que mon analyse était juste.

Ce n'est pas qu'il faille sans cesse se justifier, mais il est normal que chacun se pose des questions sur le sérieux des analyses qu'on propose puisqu'on ne se connaît pas, après tout je pourrais très bien vous raconter n'importe quoi, là vous avez les éléments pour en juger librement, c'est ma conception de la démocratie ou des rapports que nous devons avoir entre nous, et si je me suis planté, je me dois de corriger.

Confirmation

- Hausse de 27% des actes homophobes en France en 2012 - Reuters

Les insultes et agressions homophobes ont connu une hausse sans précédent en 2012 en France sur fond de vives tensions suscitées par le débat sur le mariage homosexuel, selon le rapport annuel de l'association SOS Homophobie publié mardi.

Selon ce rapport qui s'appuie sur les témoignages reçus par l'association de lutte contre l'homophobie, 1.977 récits faisant état d'un acte homophobe ont été recueillis en 2012, soit 27% de plus qu'en 2011. Reuters 14.05

Comme disait Léon, parfois on a du pif, une merveille de la nature, en fait c'était couru d'avance. (lire les précédentes causeries)

Le Comité Valmy m'a fait parvenir un courriel avec des liens vers de nombreux articles. Je les ouvre et je télécharge ces articles avant de les lire rapidement et voir si je vais les mettre en ligne dans le site. Je tombe sur un article où l'on peut lire :

- "*Le dualisme sociétal a longtemps été l'apanage du Tiers-monde. Il se caractérise notamment par la polarisation riches-pauvres de la société et la grande faiblesse de la classe moyenne. La dynamique néolibérale impose un ajustement structurel qui tend à généraliser au monde entier le dualisme des sociétés sous-développées. C'est ce que je nomme la Tiers-mondialisation de la planète.*"

Il y a deux jours j'écrivais que le tiers-mondisme était en marche dans l'UE, en réalité, je l'avais déjà pronostiqué en 2005.

J'ai également reçu un bref courriel du portail *Les Dessous de Bruxelles*, le bonjour à nos amis Belges.

ACTUALITE EN TITRES

[Youpi !](#)

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P500 battent de nouveaux records - AFP
- Les Etats-Unis devraient réduire leur déficit de plus de 40% en 2013 - AFP

Tandis que la dette fédérale, 16.400 milliards de dollars, devrait continuer d'augmenter...

[C'est à vous donner envie d'être de gauche !](#)

- Le Medef salue "*l'avènement de la flexisécurité à la française*" Reuters

[Mais où ont-ils la tête ?](#)

- Les Français ont perdu foi dans le projet européen - Reuters
- Les produits financiers complexes séduisent un nombre croissant de Français - AFP

[Charrette et suppressions d'emplois.](#)

- Air France : suppression de 500 postes d'hôtesse via des départs volontaires - Atlantico.fr
- Fermeture d'usine à Dieppe, 112 emplois menacés - Liberation.fr

[Rien que d'y penser on est pris de nausée.](#)

- Moscovici se dit «fier» de sa première année à Bercy - 20minutes.fr
- Cahuzac offre une place de suppléant à un élu local - Le Nouvel Observateur

[Stop à la guerre pour cause de chômage partiel !](#)

- Etats-Unis: deux semaines de chômage partiel pour les civils du Pentagone - AFP

[Les barbares que soutiennent messieurs Hollande, Ayrault, Fabius, Le Drian.](#)

- La vidéo d'un rebelle syrien arrachant un coeur provoque l'indignation - L'Express.fr

C'était le coeur d'un soldat syrien. Ensuite il en a mangé des morceaux... Ces mercenaires sanguinaires recrutés par le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie pour le compte des impérialistes occidentaux méritent uniquement une balle dans la tête, discrètement il faut les liquider physiquement.

[Atlantico.fr, vous voilà dans votre élément !](#)

- Cannes : le monde secret (et très rentable) des prostituées du Festival - Atlantico.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

ANI. "Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça" (Laurence Parisot).

Elle est comblée, le Medef et le patronat exultent, cela valait vraiment la peine d'élire un président de la République et une majorité de gauche, quelle aubaine !

Eux non plus ils n'ont pas trouvé utile de modifier leur caractérisation du PS, la même qu'a adopté le mouvement ouvrier depuis un siècle, ce qui apparemment ne pose de problèmes à personne ou presque, et qui malgré l'épreuve des faits témoignait qu'elle était obsolète et devait être révisée sous peine, de quoi, mais de soutenir le régime en place dont il est un des principaux piliers, dans la majorité ou l'opposition les deux se complétant harmonieusement dans le cadre des institutions de la Ve République, et d'alimenter en permanence la gangrène qui pourrit le mouvement ouvrier de l'intérieur, syndicats et partis, l'en extraire ou rompre avec lui était une nécessité absolue sous peine de subir le même sort, ce dont témoigne l'impuissance et l'impasse politique à laquelle en sont réduits tous les partis ouvriers.

Vous l'ignorez peut-être pour avoir écouté vos dirigeants, madame Parisot et les patrons font de la politique, les syndicats font de la politique, ce qui ne les empêche pas d'être statutairement indépendants des partis politiques, et il ne vous aura pas échappé à cette occasion que leurs intérêts politiques se rejoignent, coïncident, les uns ayant appelé à voter Hollande ou s'étant prononcés contre la réélection de Sarkozy ce qui revenait au même, les autres se réjouissant de trouver un président de la République et une majorité parlementaire qui soient à l'écoute des besoins du patronat.

Vous avez là le contenu réel du mandat de Hollande et de sa majorité parlementaire et le patronat ne s'y était pas trompés. Quant à ceux qui expliquent qu'ils auraient été élus sur un autre mandat, ils ne font que prêter une oreille attentive, il faudrait préciser et dire intéressée, aux illusions qui ont pu parcourir certaines couches des masses privilégiées et les plus subordonnées au régime et qu'ils n'ont eu de cesse de colporter ou d'alimenter allant jusqu'à se demander quelle politique Hollande et son gouvernement allait appliquer, comme si l'affaire n'était pas entendue à l'avance. Donc, au lieu d'ouvrir les yeux de ces couches et de s'appuyer sur celles qui avaient refusé de voter aux législatives de 2012 ou de soutenir les candidats du PS, ils ont fait exactement l'inverse.

A l'intérieur des syndicats, ils mènent exactement la même politique refusant de rompre avec leurs appareils vendus au capitalisme et qui soutiennent chacun à leur manière le régime. En se faisant les complices des appareils des syndicats, ils trahissent la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Briser l'alliance des appareils de la CGT et de FO avec le régime, ses partis et ses institutions, en engageant une bataille nationale pour le boycott du dialogue social, pour les forcer à rompre avec le gouvernement et le patronat permettait de montrer aux travailleurs et aux militants la voie à emprunter pour combattre sur une véritable ligne de classe indépendante sans laquelle aucune issue politique à la crise du capitalisme n'est envisageable, cohérente ou crédible. Le POI, le NPA et LO ont préféré ménager ces appareils, leurs montures.

Pour revenir à la causerie d'hier, si les dirigeants de ces partis ne souhaitent pas voir progresser le niveau théorique de leurs militants, c'est parce qu'ils craignent qu'en saisissant les rapports dialectiques qui existent au sein de la lutte des classes ils parviennent à comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité et qu'il n'est plus possible de tenir le même discours, et que les positions qu'on défendait hier nécessitent d'être révisées sous peine de défendre des intérêts contraire à nos objectifs, de révolutionnaires se transformer en réactionnaires ou contre-révolutionnaires.

Ces dirigeants ont rompu avec la dialectique comme avec le marxisme, ils ont cassé le thermomètre de telle sorte que les militants ne soient plus capables d'évaluer le degré de trahison des appareils et n'envisagent de rompre avec eux.

Leur refrain est bien rodé, que disent-ils aux militants ? Qu'il suffirait de déployer sa propre politique pour combattre celle des appareils, qu'il serait inutile et contre-productif de les attaquer frontalement. On est d'accord, mais là encore dans un contexte donné, quand les appareils se contentent de trahir sur le fond, pendant que des avancées sociales sont encore possibles. Or, nous ne sommes plus du tout dans ce contexte social depuis des décennies, où non seulement aucune réforme (politique, à caractère collective) n'a vu le jour, mais où tous nos acquis sont systématiquement bradés, où une formidable régression sociale est amorcée, et dont l'accord scélérat du 11 janvier a signifié justement qu'un nouveau degré venait d'être franchi dans la trahison des syndicats, y compris la CGT et FO qui ont permis la réalisation de cet accord en participant au dialogue social, en refusant de rompre avec le gouvernement et le patronat. Sur les retraites, ils ont tellement augmenté le nombre d'annuités nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein, et ils s'approprient à remettre le couvert, qu'on est en droit d'estimer qu'un degré supplémentaire et fatal a été franchi dans la liquidation du droit à la retraite d'un grand nombre de travailleurs.

Pour nos dirigeants qui ont cassé ou confisqué le thermomètre qui permet d'évaluer à quel moment un stade irréversible a été franchi ou la quantité s'est accompagnée d'une transformation qualitative des rapports entre les appareils et les capitalistes d'un côté, avec les travailleurs de l'autre, au détriment de ces derniers, il serait impossible d'évaluer ces rapports et leurs modifications ou plutôt il serait inutile d'en tenir compte, comme s'il n'existait pas de limite, pas de degré, pas de niveau permettant de les évaluer et d'en tirer des leçons pratiques, non, il faut fermer les yeux et faire comme si rien finalement ne s'était passé, ils se sont d'ailleurs vendus quand ils ont été jusqu'à remettre en cause l'accord du 11 janvier 2013 qualifié d'historique par Hollande, son gouvernement et le Medef, le patronat, avant de faire marche arrière, mais il était trop tard, les militants attentifs et honnêtes

s'en souviennent peut-être encore, on leur souhaite, on vous le souhaite vivement car tout repose sur vous maintenant.

Des militants vont encore estimer que je vais trop loin, alors qu'en réalité je ne fais qu'attaquer le régime en place. Cette confusion n'est pas sans en appeler une autre. Comment cela, vous affirmez qu'aucune réforme progressiste n'aurait vu le jour depuis 30 ou 40 ans, vous débloquez mon pauvre vieux... Voyons cela de plus près en prenant quelques exemples significatifs : le droit à l'avortement pour les femmes, c'était la moindre des choses après que le nombre de femmes (exploitées) au travail eut doublé au cours des décennies précédentes, la cinquième semaine de congés payés, le 13e mois, la retraite à 60 ans, c'était la moindre des choses après que la productivité eut enregistré d'immenses progrès, sans parler des privatisations, les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises, c'était la moindre des choses pour accompagner la collaboration de classes qui allait passer à la vitesse supérieure, etc. etc. Dans tous cela, où est passé l'objectif du combat du mouvement ouvrier ? A la trappe, c'est la principale vertu du réformisme, et tous ceux qui se sont réclamés des réformes étaient en réalité des révisionnistes du marxisme, de faux socialistes ou trotskistes, des agents du régime en place.

Vous trouverez ci-dessous des extraits de deux articles de presse qui confirment ce qui vient d'être dit.

1- Le vote définitif de la loi sur la sécurisation de l'emploi, qui transpose un accord national (ANI) conclu en janvier entre le patronat et trois syndicats, "*marque l'avènement de la flexisécurité à la française*", a déclaré mardi le Medef.

Dans un communiqué, Laurence Parisot, la présidente de l'organisation patronale salue "*un événement dans l'histoire économique et sociale de notre pays*".

Sur le fond, le Medef souligne que le texte donnera aux entreprises des outils pour une "*adaptation rapide et sécurisée aux évolutions de leurs carnets de commande et de la conjoncture*" tout en renforçant la protection des salariés.

Sur la forme, Laurence Parisot y voit "*l'avènement d'une culture du compromis, d'une méthode où la réforme est portée par les partenaires sociaux après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social.*"

La CFDT, qui a joué un rôle moteur dans la conclusion de cet accord, s'est félicitée pareillement du vote des parlementaires et appelé une mise en œuvre rapide des mesures qu'il comprend.

"*Dans un contexte économique et social particulièrement dégradé, le vote de cette loi est aussi une étape importante dans une nouvelle articulation entre démocratie sociale et démocratique politique*", a dit le syndicat dans un communiqué signé par Patrick Pierron, son principal négociateur pour l'accord.

Laurence Parisot avait évoqué le sujet mardi matin lors de son point de presse mensuel, se déclarant "*convaincue que les partenaires sociaux sont les vrais acteurs possibles de la réforme en France, beaucoup plus que les politiques.*"

"*Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça*", a-t-elle ajouté. Reuters 14.05

2- François Hollande a inauguré par cet accord sa méthode de concertation "*à l'allemande*" par laquelle il espère faire passer des réformes, comme celle à venir cette année des retraites, avec l'approbation d'une majorité de syndicats.

Après les députés le 24 avril, les sénateurs ont entériné à leur tour mardi le texte sur la réforme du marché du travail mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat par 168 voix contre 33. Le projet de loi est donc définitivement adopté.

Au Sénat, où la gauche dispose d'une étroite majorité, les élus du Front de gauche, après une longue bataille d'amendements, ont voté contre et le groupe écologiste s'est abstenu.

Le texte a été voté grâce à l'abstention de la majorité de l'UMP et au vote favorable de la majorité des centristes.

A l'Assemblée, le groupe écologiste et 35 députés socialistes avaient joint leurs voix à celles de l'UMP et de l'UDI (centriste) en s'abstenant, provoquant la colère des dirigeants du PS et de l'exécutif. Reuters 14.05

La réaction des "**cons**".

Lancée à l'initiative de Serge Federbusch, président du parti des libertés, un rassemblement de soutien à Clément Weill-Raynal, le journaliste de France 3 qui a révélé le scandale du «*mur des cons*» du Syndicat de la magistrature (SM), a réuni une centaine de personnes devant le siège de France Télévisions ce mardi en milieu de journée.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes, notamment Valérie Boyer et Guy Tessier, tous deux députés UMP des Bouches-du-Rhône ainsi que plusieurs candidats UMP aux primaires parisiennes, Jean-François Legaret, Pierre-Yves Bournazel

et Franck Margain.

L'ancien président de Reporters sans Frontières Robert Ménard dénonçait de son côté «*l'attitude scandaleuse des médias et des syndicats de journalistes qui ont demandé des sanctions contre leur confrère*» au lieu de le défendre. lefigaro.fr 14.05

Le pire, c'est que le Ménard a raison : lui aussi il ferait mieux de la fermer !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Le Premier ministre conservateur David Cameron a tenté mardi de désamorcer la surenchère eurosceptique qui déchire son parti en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Selon ce texte, présenté par les Tories, le libellé de la question posée lors du référendum sera : "*Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne?*"

Le projet de loi, qui précise également que le référendum doit être organisé avant le 31 décembre 2017, est très vraisemblablement voué à l'échec au Parlement en raison de l'opposition des Travailleurs et des Libéraux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale et europhiles déclarés.

Mais ce projet de loi "*va permettre qu'il y ait un débat à la Chambre des Communes (...) et un vote*" sur ce sujet, a expliqué le ministre des Affaires étrangères William Hague.

Alarmés par la percée électorale du parti populiste et anti-européen UKIP, la frange eurosceptique des Tories mène actuellement la vie dure à David Cameron.

Elle réclame que le référendum sur l'UE ait lieu plus tôt ou veut obtenir, au moins, des garanties sur sa tenue, jugeant trop vagues les promesses du chef du gouvernement. Celui-ci avait annoncé en janvier qu'il voulait renégocier d'abord les termes de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE et organiser ensuite, s'il était réélu en 2015, un référendum d'ici fin 2017 sur le sujet.

Des figures du Parti conservateur ont même appelé ces jours-ci à une sortie pure et simple de l'Europe et deux ministres ont déclaré qu'ils choisiraient eux aussi une sortie de l'UE si un référendum était organisé tout de suite.

Pour montrer leur impatience, des députés vont défendre mercredi au Parlement une motion symbolique dans laquelle ils déplorent l'absence, dans le programme législatif du gouvernement présenté le 8 mai, d'un projet de loi scellant l'organisation de ce référendum.

Un porte-parole de David Cameron a déclaré qu'il était "*très heureux*" que le vote ait lieu et a précisé que les ministres avaient été appelés à s'abstenir, niant que la politique du gouvernement était en proie au chaos.

Les eurosceptiques sont galvanisés par les sondages qui montrent un désenchantement croissant des Britanniques vis-à-vis de l'UE.

Selon une enquête publiée le 8 mai, 46% des Britanniques veulent en sortir. Un autre sondage paru lundi montre que 35% des Britanniques sont pour l'organisation immédiate d'un référendum sur l'UE. Et seuls 22% d'entre eux se disent certains de voter pour un maintien dans l'UE.

Ces turbulences ont mis David Cameron dans une position délicate. Il a cependant reçu lundi, lors de sa visite aux Etats-Unis, le soutien inattendu de Barack Obama, qui a trouvé "*logique*" son idée de négocier d'abord avec Bruxelles avant tout référendum : "*dans une relation très importante, on doit d'abord voir si l'on peut réparer ce qui ne fonctionne pas avant d'envisager une rupture*", a fait valoir le président américain, qui voit d'un mauvais oeil une éventuelle sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

David Cameron "*doit montrer qui est le patron. En ce moment, ce n'est pas lui*", a souligné un editorialiste du Times, notant qu'"*un grand nombre de députés Tory avaient cessé d'être loyaux envers lui*".

Ce projet de loi "*ressemble à la dernière réaction de panique*" d'un Premier ministre qui "*a perdu à la fois le contrôle de son ordre*

du jour et le contrôle du parti", a lancé le député travailliste Douglas Alexander.

Mais la concession faite par David Cameron ne semble pas avoir calmé dans l'immédiat les ardeurs des eurosceptiques. A commencer par le député John Baron, initiateur de la motion débattue mercredi au Parlement qui a déjà rallié 78 signataires, dont 67 conservateurs.

Ce dernier a jugé que ce projet de loi était un "pas dans la bonne direction", mais que c'était "un second choix", et il a pressé ses collègues de soutenir son texte mercredi. AFP 14.05

2- Syrie

2.1- Le principal groupe d'opposition armée syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), perd des combattants qui désertent au profit du Front al-Nosra lié à al-Qaïda.

Le groupe extrémiste n'a cessé de croître ces derniers mois et beaucoup pensent que cela est principalement en raison des combattants sunnites étrangers, radicalisés par l'insurrection après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui auraient traversé la frontière pour rejoindre les militants luttant contre les partisans chiites du président Bachar al-Assad.

Mais plus récemment, de nombreux combattants de l'ASL se joignent au Front al-Nosra en raison d'un manque d'armes et de munitions.

Selon un commandant de brigade de l'ASL, quelques 3000 hommes ont déserté au cours des derniers mois et une autre estimation indique que l'Armée syrienne libre rebelle a perdu un quart de ses combattants.

The Guardian-Médiarama french.irib.ir 14.05

2.2- Selon le site israélien Walla " *les services secrets israéliens sont perplexes devant la pugnacité d'Assad au bout de deux ans de guerre, eux qui croyaient pouvoir en finir avec lui au bout de quelques semaines* ". "Les Américains peuvent évidemment supprimer Assad mais ils ont peur d'avoir à affronter un front uni russe chinois après cette élimination en ce sens deux scénarios sont envisageables : l'intervention de l'Occident soutenu par la Ligue arabe, un scénario qui pourrait échouer vu le soutien financier et militaire de la Chine de la Russie de l'Iran et du Hezbollah à Assad, et le second scénario qui consiste à mener une opération spéciale sur le sol syrien à tuer Assad comme on l'a fait pour l'ex-ministre syrien de la Défense. Les terroristes échouent pourtant dans toute leur tentative destinée à pénétrer la capitale. C'est un bastion imprenable. Il ne reste donc que d'essayer d'acheter les proches d'Assad et de le tuer par leur intermédiaire. ". Un autre site sioniste affirme que le Mossad surveille très étroitement le Golan en attente des affrontements qui éclateront bientôt sur le Golan non loin du mur de séparation et qui risquent d'impliquer les nosratistes. Ces derniers désormais pris au piège risquent à tout instant de retourner contre l'allié israélien. french.irib.ir 14.05

2.3- Des sources américaines ont commencé à divulguer les détails de l'entente conclue entre la Russie et les Etats Unis autour de la Syrie.

Cette entente qui sera effective à partir du mois de juin comprend quatre clauses dont l'octroi du commandement de l'ASL à Manaf Tlass, ex bras droit d'Assad et actuel commandant déserteur. Les autres clauses sont les suivantes : fin des combats entre l'ASL et l'armée arabe syrienne, fixation d'un calendrier pour l'ouverture du dialogue entre les parties en lice en Syrie, désignation de Talas à la tête de l'ASL, personnage partiellement consensuel et accepté par les Etats Unis et une partie du régime syrien, élimination physique des groupes takfiris et les salafites wahhabites par Tlass y compris Al Nosra et les brigades Al Chaam, activation de l'ASL dans des zones appelées zones de contact, remise de la direction du conseil suprême militaire à Talas et création d'une délégation militaire pour discuter avec les personnalités politiques en vue de former un gouvernement de coalition. Toujours selon ces sources, " *la conférence Genève officialisera le dialogue intersyrien en présence de certains pays influents* " mais quelles sont les étapes de l'entente à mettre en place ? La création des comités de bataille chargés d'empêcher tout affrontement entre l'ASL et l'Armée arabe syrienne, Talas devra réprimer tout acte violent le cessez le feu, et collecter ensuite les armes et de mettre sous le commandement de l'ASL toutes les milices armées. selon cette information, les Américains ont une entière confiance en Talas. french.irib.ir 14.05

2.4- Selon le journal russe Kommersant, le système de défense anti-missile S300 est en passe d'arriver en Syrie.

Alors que le Premier ministre israélien est attendu ce mardi à Moscou pour s'entretenir avec le président Poutine de la Syrie, ce dernier ne cesse de réaffirmer son intention d'envoyer en Syrie les missiles S300. Au Premier ministre britannique, David Cameron, Poutine a annoncé sa ferme décision de livrer les S300 à la Syrie. Cette insistance a été aussi celle de Lavrov, le ministre russe des AE qui s'est entretenu le 10 mai avec ses homologues allemand et polonais derrière les portes closes et leur a annoncé l'irréversibilité de la décision du Kremlin de doter la Syrie du performant système de défense anti-missile. Netanyahu, lui tentera de prier les Russes au cours de son séjour moscovite de revenir sur leur décision. Poutine n'a pas hésité à mettre en

garde Israël au cours d'un contact téléphonique contre une reproduction du raid mené contre la banlieue de Damas le 5 mai dernier. french.trib.ir 14.05

2.5- Le ministre de l'Information Omran al-Zou'bi a affirmé que le gouvernement syrien a accueilli favorablement les résultats de la réunion du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec son homologue américain John Kerry et exprimé son optimisme, prudent, étant donné que les paroles ne suffisent pas mais qu'elles doivent être suivies d'étapes ultérieures et de discussions des détails.

Dans une interview avec la chaîne al-Manar, le ministre syrien a affirmé que la solution politique de la crise en Syrie et l'engagement d'un dialogue national syrien global qui n'exclut personne sont une initiative déjà lancée par la Syrie dès le début de la crise.

A propos de la participation de la Syrie à la conférence internationale de paix, le ministre syrien a indiqué que cela dépend de savoir les détails et les développements mais la décision politique est claire et axiomatique à savoir, de partir vers une solution politique et l'appui des efforts positifs internationaux, et en même temps faire face au terrorisme.

M. Zou'bi a, en outre, affirmé que la Syrie ne sera absolument pas une partie dans un acte ou un effort politique ou bien dans un dialogue ou une rencontre qui portent atteinte, d'une façon directe ou indirecte, à la souveraineté nationale.

Il a indiqué que la question du président, de la forme du gouvernement et de la constitution sont au cœur même de la souveraineté nationale et que c'est le peuple et les urnes qui décident ces questions. french.trib.ir 14.05

SOCIAL

1- OCDE

Les inégalités de revenus bruts dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont davantage accrues sur les trois années allant de 2008, début de la crise économique, à la fin de 2010 que pendant les douze années précédentes, selon un rapport de l'OCDE publié mercredi.

L'Etat a amorti le choc pour de nombreux individus, mais de nouvelles réductions des dépenses sociales dans les pays de l'OCDE pourraient creuser les inégalités et accroître la pauvreté dans les années qui viennent, prévient l'organisation.

L'écart est le plus important au Chili, au Mexique, en Turquie, aux Etats-Unis et en Israël, et le plus faible en Islande, Slovaquie, Norvège et Danemark.

"Ce constat préoccupant souligne la nécessité impérieuse de protéger les citoyens les plus vulnérables, de surcroît dans une période où les gouvernements poursuivent les efforts requis pour contenir les dépenses publiques", a déclaré le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, dans un communiqué. "Des politiques visant à stimuler la croissance et l'emploi doivent être conçues pour assurer l'équité et l'efficacité. Parmi ces politiques, la réforme des systèmes fiscaux est essentielle afin de veiller à ce que chacun paie sa juste part, et reçoive en retour le soutien dont il a besoin".

Entre 2007 et 2010, les ménages les plus pauvres ont vu leurs revenus diminuer davantage, ou moins progresser, que celui des plus riches. Ainsi, les 10% de ménages les plus aisés ont globalement moins souffert que les 10% les plus pauvres dans 21 pays sur les 33 pour lesquels des données sont disponibles.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté pendant la crise dans la plupart des pays. La fiscalité et les prestations sociales ont contribué à atténuer les hausses globales, mais les différentes catégories de population ont été diversement touchées. La pauvreté a ainsi touché davantage d'enfants et de jeunes, mais moins de personnes âgées. Jusqu'en 2010, dans de nombreux pays, les retraités ont en effet été plus protégés que la population active, leurs pensions ayant été moins affectées par les ponctions fiscales.

Depuis 2007, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans 16 pays de l'OCDE, les hausses dépassant 2 points en Turquie, Espagne, Belgique, Slovaquie et Hongrie. La pauvreté a en revanche baissé de plus de deux points au Royaume-Uni et au Portugal. AFP 14.05

Quand on lit que la pauvreté aurait diminué au Royaume-Uni et qui plus est au Portugal, on ne peut s'empêcher d'émettre des réserves sur le sérieux de ce rapport.

2- Allemagne

Les salariés des sites Amazon de Bad Hersfeld, le plus gros centre logistique du géant américain de distribution en ligne, et de Leipzig, ont cessé le travail. Le syndicat des services Verdi veut obtenir que les 9 000 salariés allemands d'Amazon soient rattachés à la convention collective du secteur du commerce de détail, ce que refuse la direction. Amazon affirme payer un salaire horaire de 9,30 euros la première année, puis de plus de 10 euros. Verdi réclame un plancher de 10,66 euros de l'heure. L'Allemagne n'a pas de salaire minimum généralisé, et les salaires sont négociés par branche par les partenaires sociaux. libération.fr 14.05

3- Grèce

Plusieurs catégories de fonctionnaires grecs, notamment dans l'éducation et la santé, ont cessé le travail mardi pour protester contre l'interdiction d'une grève des enseignants du secondaire prévue en fin de semaine.

Recourant à des mesures d'exception, le Premier ministre Antonis Samaras a menacé de faire arrêter et licencier ceux qui braveraient cette interdiction. La grève prévue vendredi pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois cette année que le gouvernement, soucieux de rassurer les créanciers internationaux, recourt à de telles mesures.

Enseignants, médecins et membres des services administratifs locaux devaient se rassembler dans le centre d'Athènes vers 07h00 GMT. Le personnel des perceptions locales et des services municipaux devait également cesser le travail pour 24 heures.

"C'est notre réponse aux politiques autoritaires du gouvernement contre les enseignants du secondaire. Ces décisions créent une situation explosive dans le secteur de l'éducation, dont les victimes sont les enseignants, mais aussi les étudiants et leurs parents", dit l'Adedy, syndicat du secteur public, dans un communiqué. L'organisation prévoit en outre un débrayage de quatre heures jeudi, auquel le syndicat du privé GSEE s'est associé.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail hebdomadaire des enseignants du secondaire pour le mettre au niveau de la moyenne européenne et en muter 4.000 dans des zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là. Reuters 14.05

Vos avez remarqué que les journalistes citent la "coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie" sans nommer le Pasok, ce n'est pas la première fois, je dirais même que c'est systématique, imaginez un peu, un parti de gauche interdisant une grève... A une autre époque en France ils mitraillaient les ouvriers...

4- Afrique du Sud

Des débrayages mardi à la mine de Marikana, théâtre l'an dernier d'une longue grève meurtrière, faisaient craindre un nouvel embrasement des mines sud-africaines quelques jours après l'assassinat d'un syndicaliste et l'annonce d'importants licenciements chez Amplats, le numéro un mondial du platine.

Quelque 400 hommes se sont réunis sur la colline au pied de laquelle se trouve un mémorial avec des croix blanches en hommage aux victimes du 16 août, face à l'un des puits de Marikana. Ils ont ensuite été rejoints par des centaines de collègues pour un meeting dans un stade voisin.

Des grévistes ont expliqué à l'AFP être furieux que leur entreprise continue de tenir compte du Syndicat national des mineurs (NUM) alors qu'il a été supplanté par Amcu, un syndicat plus radical.

Amcu et le NUM sont quasiment en guerre, le premier accusant le second, proche du pouvoir, d'être trop conciliant avec le patronat, alors qu'une bonne partie des mineurs et de leurs familles vivent dans la misère.

Et la surenchère continue, au moment où s'ouvrent de nouvelles négociations salariales dans la profession.

Amcu, qui a pris de plus en plus d'importance ces derniers mois, a été à l'origine du violent mouvement de 2012, lequel avait fait tache d'huile dans la plupart des mines sud-africaines --dont le poids est très important pour la plus puissante économie du continent.

Selon un pointage publié jeudi dernier par la direction, Amcu représente désormais 70% des mineurs de Lonmin, contre 20% pour le NUM. Mais les négociations sur les modalités de la reconnaissance du nouveau syndicat majoritaire patinent.

"Les travailleurs ne redescendront pas sous terre tant qu'ils n'auront pas une réponse correcte ou que les bureaux du NUM n'auront pas été fermés", a précisé Molisi Phele, un autre mineur.

Des mineurs de Lonmin avaient déjà débrayé pour les mêmes raisons début mars, tout comme des collègues d'Amplats à la mi-février.

Selon le quotidien économique Business Day, les syndicalistes d'Amcu se plaignent aussi d'avoir été tenus à l'écart des discussions autour du plan social annoncé vendredi par le numéro un mondial du platine Anglo American Platinum (Amplats). Il prévoit la suppression de 6.000 emplois --12% de ses effectifs dans le pays--, essentiellement dans le bassin de Rustenburg, à une quarantaine de kilomètres de Marikana.

Tant Amcu que le NUM ont appelé à l'action pour s'opposer à toute suppression d'emplois.

En outre, le week-end a été endeuillé par trois meurtres. A deux pas d'une mines d'Amplats, le coordinateur régional d'Amcu Mawethu Steven --appelé aussi "Steve"--, a été abattu par des inconnus alors qu'il regardait un match de football dans une taverne.

Ce syndicaliste devait témoigner devant la commission d'enquête sur les violences de l'an dernier, qui poursuit ses auditions depuis plusieurs mois à Rustenburg.

"Qui a tué Steve?", ont chanté les manifestants dans le stade.

Les gens du NUM *"utilisent des armes à feu pour tuer nos gens, les membres d'Amcu, et Lonmin les protège"*, a accusé le gréviste Mandisi Dlamini.

"Les choses tournent mal ici, nous ne pouvons pas rester les bras croisés quand nos gens sont tués tous les jours... C'est la faute du NUM", a renchéri Michael Sobantu, un militant d'Amcu.

Le NUM se plaint aussi d'être la cible de violences, deux autres hommes --des jumeaux-- ayant été tués par balles dimanche soir dans un bidonville situé aux portes de la mine de Marikana. L'ancien syndicat majoritaire dit que l'un d'eux était l'un de ses permanents. Des affrontements ont alors opposé la police à des habitants du bidonville.

Amcu avait lancé un appel au calme lundi, alors que la tension est extrêmement vive dans la région.

Les rivalités syndicales, les suppressions d'emplois et les brutalités policières *"pourraient mener à une situation incontrôlable"*, a estimé Peter Attard Montalto, analyste chez Nomura. AFP 14.05

Ils sont très forts les mineurs Sud-africains, ils ont du bol, ils ont réussi à fonder un syndicat qui défend leurs intérêts et à rejeter dans la minorité le NUM lié à l'ANC... Nous, nos dirigeants n'en ont même pas été foutus en 70 ans, à croire qu'ils n'y tenaient pas vraiment...

5- Bangladesh

5.1- Gap et d'autres grandes marques américaines ont refusé lundi d'approuver un accord sur les conditions de sécurité dans les usines textiles du Bangladesh validé par les deux leaders mondiaux du prêt-à-porter, le suédois H&M et l'espagnol Inditex.

Cet accord, soutenu par l'Organisation internationale du travail, des syndicats et d'autres groupes d'influence, était en négociation depuis le 24 avril.

Le syndicat IndustriALL, qui a conduit les négociations, a salué l'engagement de H&M et a souhaité que d'autres marques suivent son exemple avant une date-butoir fixée au 15 mai.

Le groupe espagnol Inditex, propriétaire de l'enseigne Zara, a fait savoir qu'il soutenait cet accord. *"L'accord n'est pas publié mais, comme vous le savez, nous avons joué une part très active dans son développement"*, a précisé un porte-parole.

Un porte-parole d'IndustriALL a dit que l'Américain PVH, qui possède Calvin Klein, et l'Allemand Tchibo, déjà signataire

d'un programme existant au Bangladesh, avaient exprimé leur soutien à l'accord.

Gap, partie prenante des négociations, a dit être prêt à valider l'accord "aujourd'hui" mais réclame au préalable un changement dans la clause relative aux règlements des contentieux devant la justice.

"Grâce à ce simple changement, cet accord mondial historique pourra avancer avec l'ensemble des distributeurs, pas seulement ceux qui sont basés en Europe", a déclaré Eva Sage-Gavin, une cadre de Gap, dans un communiqué.

L'Europe représente environ 60% des exportations textiles du Bangladesh.

Wal-Mart, qui participait également aux négociations, n'a pas communiqué sur l'accord.

Le premier groupe mondial de distribution a en revanche exhorté les autorités bangladaises à faire cesser la production dans une usine qu'il juge dangereuse, Stitch Tone Apparels à Chittagong, et à inspecter un autre site à Dacca, la capitale.

Le gouvernement bangladais a adopté lundi un amendement au Code du travail permettant au Parlement d'autoriser la constitution de syndicats dans les usines de confection sans autorisation préalable des employeurs.

Cette disposition est réclamée de longue date par les organisations internationales du travail et les associations de défense des droits de l'homme.

L'amendement a été adopté au lendemain de la décision du gouvernement de créer une commission chargée d'évaluer les augmentations de salaires pour les ouvriers de la confection.

Le salaire minimal mensuel est de 38 dollars, après une augmentation de 80% en 2010 acceptée au terme de plusieurs mois de violentes manifestations. Reuters 14.05

5.2- Les responsables des usines et certains ingénieurs sont parfois arrêtés et des comités ad hoc sont créés, mais en raison de la corruption endémique (trente des plus grands propriétaires d'usines textiles siègent au Parlement de Dacca et la moitié des députés possèdent directement ou indirectement des usines), ces commissions ferment les yeux sur les conditions de travail et l'état des bâtiments. Cette fois encore, le propriétaire de l'immeuble Rana Plaza était l'un des leaders locaux du parti au pouvoir, l'Awami League.

Le Bangladesh a émergé dans l'industrie de l'habillement à partir des années 1990 grâce à une main d'œuvre abondante et peu coûteuse. Depuis 2009, il figure à la deuxième place des exportations mondiales dans ce secteur, derrière la Chine. Il a largement bénéficié du dispositif "Tout sauf les armes" établi par l'Union européenne en 2001 pour favoriser le développement des exportations des pays les moins avancés, puis a profité de l'assouplissement des règles du Système généralisé de préférences (SGP) en 2011. Résultat du développement de ce secteur, l'habillement représente 80 % des exportations du Bangladesh et ce dernier est depuis 2012 le deuxième fournisseur de l'Europe. L'Union européenne ne peut soumettre ce pays à des sanctions économiques, sous peine de mettre en danger développement progressif du niveau de vie. lemonde.fr 14.05

Mais surtout, l'UE est le représentant des multinationales négrières occidentales, "mettre en danger (le) développement progressif du niveau de vie" de leurs actionnaires serait indécemment...

ECONOMIE

1- Zone euro

La production industrielle de la zone euro a augmenté de 1,0% en mars, sa plus forte hausse depuis juillet 2011, ce qui s'explique principalement par un bond de la production d'énergie.

Ce chiffre meilleur qu'attendu cache toutefois des disparités marquées: en mars, la production industrielle a notamment reculé en France et en Italie alors qu'elle progressait en Allemagne.

La production d'énergie des 17 a augmenté de 3,8% par rapport à février.

La production manufacturière de produits de consommation durables, comme les voitures ou l'électroménager, a augmenté de 1,9% sur un mois. Reuters 14.05

2- France

La consommation alimentaire hors domicile, qui couvre tous types de restauration sur place ou à emporter, a représenté un marché de 86,5 milliards d'euros en France (+0,34%) en 2012, selon une étude de Gira conseil publiée mardi dans le journal L'Hotellerie-Restauration.

Ce chiffre représente "*l'une des plus faibles croissances depuis le début des années 2000*", ajoute l'hebdomadaire de la presse professionnelle, qui donne les "*premières tendances*" de l'étude annuelle.

"*Le consommateur fait attention à ses dépenses et en même temps le marché, ralenti par le phénomène de crise, est tout de même porteur*", a expliqué à l'AFP le directeur du cabinet Gira, Bernard Boutboul.

Le nombre de repas pris hors domicile, que ce soit dans un restaurant commercial, rapide et/ou servant à table, un restaurant collectif, ou chez un traiteur, a progressé de 1,31% à 9,6 milliards d'unités, selon l'étude.

La dépense moyenne des Français par repas est de 9,01 euros, en hausse de 0,96% par rapport à l'année précédente mais en baisse de 2,66% par rapport à 2008.

Le secteur le plus dynamique reste la restauration rapide moyenne et haut de gamme (+3%), "*largement au dessus du marché global*", a précisé M. Boutboul.

En revanche, le secteur de la restauration à table de moyenne gamme est le plus affecté avec une baisse de 1,87%.

Le secteur de la restauration à table haut de gamme n'est lui pas du tout touché. L'Expansion.com 14.05

La majorité de la population, la citadine, se nourrit de plus en plus mal. On notera avec satisfaction que la table de ceux qui se goinffrent sur notre dos se porte bien.

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis devraient faire baisser leur déficit public de plus de 40% au cours de l'exercice fiscal 2013 pour le ramener à 642 milliards de dollars, son niveau le plus faible depuis 2008, selon une étude du Bureau du budget du Congrès américain (CBO) publiée mardi.

"*Etant donné que les recettes doivent augmenter plus vite que les dépenses selon le régime légal en vigueur, les projections de déficits du CBO continuent d'être revues à la baisse*", écrit cet organisme indépendant dans son rapport.

Au terme de l'exercice fiscal 2012, achevé fin septembre, le déficit public américain s'est élevé à 1.087 milliards de dollars et devrait fondre de 40,9% cette année pour atteindre 642 milliards de dollars, d'après le CBO.

En 2013, le déficit public américain ne devrait plus représenter que 4% du produit intérieur brut (PIB), contre 7% en 2012, avant de poursuivre sa décrue jusqu'en 2016, selon le CBO.

Il "*devrait toutefois augmenter dans les années suivantes, pour atteindre 3,5% en 2023*", en raison notamment de la hausse des coûts de l'assurance-maladie et d'un alourdissement de la charge de la dette, indique le rapport.

Dans la même étude, le CBO écrit que le plafond de la dette américaine ne devra être relevé qu'en octobre ou novembre. La limite actuelle (16.400 milliards de dollars) a été atteinte le 31 décembre, mais le Congrès a voté une loi permettant au Trésor de continuer à emprunter jusqu'à ce samedi inclus. AFP 14.05

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mai 2013

CAUSERIE

J'ai au moins trois sujets sur le feu, mais il fait si chaud ici, 40°C ou plus que travailler est une vraie corvée, je n'avance pas. Ce soir j'ajouterais encore de nouveaux articles sur la Syrie et l'Algérie.

Au passage, les agences de presse et les médias multiplient les infos contradictoires, dorénavant cela concerne absolument tous les domaines. Du coup, c'est un casse-tête, faut-il laisser passer un jour ou deux avant de rendre compte d'une info ou cela ne vaut finalement pas le coup, au départ ils vous présentent une info comme quelque chose de très importants, puis la baudruche se dégonfle, bref à force de courir après le scoop, ils délirent ! J'imagine que c'est la même chose dans la version télévisuelle ou radiophonique qu'on écouterait distraitement pour briser la solitude si nécessaire ou papier tout juste bon pour faire du feu quoi.

On se passera des articles du portail grec okeanews.fr puisque "*désormais, les nouveaux articles du site sont accessibles uniquement aux abonnés*", comme je l'avais déjà indiqué, ce ne sera pas une grosse perte étant donné que les agences de presse diffusent gratuitement dans un délai de 24 à 48h l'essentiel des infos qu'on peut y trouver.

Où vont-ils ?

Affronter les appareils des syndicats, vous n'y pensez pas.

NPA. Contre nos retraites, le gouvernement nous fait le coup du dialogue social - Mardi 14 mai 2013

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour imposer un nouveau recul. Face à eux il faut refuser le piège du dialogue social. Il faut discuter d'un plan pour une contre-offensive face à cette politique entièrement dévouée au Medef contre les salariés.

Du niveau de la conversation de salon de thé pour vieilles filles.

LO. Retraites : le gouvernement nous attaque par tous les bouts - mardi 14 mai 2013

Ayrault consulte les confédérations syndicales et le patronat pour décider les réformes sociales qu'il voudrait faire passer à l'Assemblée nationale en septembre.

... ce gouvernement, comme le précédent, soutient les retraites des travailleurs comme la corde soutient le pendu.

A table en famille. Apparemment ils s'en accommodent.

POI. Un "*dialogue social*" indispensable au gouvernement pour faire passer sa réforme.

- "*La réforme des retraites est bel et bien lancée. (...) La « concertation » ou la « négociation » avec les syndicats et le patronat a commencé dès ce lundi 13 mai. (...) Il voudrait donc à tout prix, d'une manière ou d'une autre, obtenir une sorte d'accord des syndicats, et de la CGT et de FO en particulier. C'est la question principale posée aujourd'hui, au centre de tous les enjeux.*"

Il est vrai qu'il est difficile de courir deux lièvres à la fois, la véritable question était le refus de la CGT et de FO de participer à cette conférence afin qu'elle n'ait pas lieu, ce qui aurait contribué à ouvrir une crise entre le gouvernement et les syndicats, mais puisque leurs appareils en ont décidé autrement, cela a force de loi dans le mouvement ouvrier, le POI n'y tient pas vraiment ou pas du tout.

Quant à l'édito de D. Gluckstein (IO n°251), pour le qualifier on reprendra ses termes, ce n'est "*que baratin*", une "*fable*" osant conclure en disant "*Il y a une seule base pour l'unité ouvrière, celle de l'indépendance du mouvement ouvrier*", alors que celle-ci est foulée aux pieds par la CGT et FO en participant à cette conférence sans que le POI le condamne.

Bref, le révisionnisme a bien gangrené tous les partis ouvriers.

A la page 4, ils questionnent un syndicaliste ou plutôt un manchot :

- "*Il (Ayrault - ndlr) fait comme si FO et CGT n'avaient pas refusé cet accord, comme s'il n'y avait pas eu le 5 mars et le 9 avril, comme si FO et la CGT étaient corédactrices de la loi avec la CFDT. (...) Il s'agit de contribuer à ce que les syndicats aient les mains libres pour se battre.*"

Non, Ayrault fait comme si la CGT et FO avaient bien participé à la mascarade sordide qui a débouché sur l'accord du 11 janvier 2013, lui il s'en tient aux faits, la totalité des faits, c'est sa force, il n'est pas comme vous qui ne voyez que ce que vous voulez voir, ce qui vous arrange, c'est votre faiblesse, à moins que vous n'y compreniez rien à rien, les syndicats ne peuvent pas avoir les mains sagement posées au côté de celles du gouvernement et du patronat sur la même table, liées par un processus qu'ils ont accepté et dont ils connaissent les tenants et les aboutissants et avoir les mains libres pour les combattre, un peu de sérieux.

On enfonce le clou ?

Dans la même page : - *Tarragone, mars 2013 : un appel de militants ouvriers de toute l'Europe pour "refuser toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements"...* et pendant ce temps-là les syndicats ouvriers discutent tranquillement en France avec le gouvernement et le patronat à quelle sauce les droits sociaux des travailleurs seront engloutis sans qu'ils appellent au boycott du cycle infernal du dialogue social, et ils osent prétendre qu'ils agiraient contre "*toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements*", si ce n'est pas tenir un double langage, qu'est-ce que c'est alors ?

Avec une nouvelle démonstration d'allégeance au régime la coupe est pleine

"*187 élus, parlementaires, maires, conseillers généraux et municipaux soutiennent la demande d'audience au président de la République*". Cela doit être une histoire d'amour entre eux qui remonte à fort longtemps...

Et le socialisme dans tout cela ? Quoi ? Le socialisme ? Connaît pas, pourquoi je devrais ? Non, c'est en option !

S'il m'arrive assez souvent de mettre l'accent sur une info qui va faire l'objet d'un développement à court ou moyen terme, ce que j'appelle par dérision avoir du pif en hommage à Trotsky, au POI ils n'ont décidé pas de bol ou on ne peut pas dire que ce sens soit très développé chez eux quand ils ne sont pas carrément à la traîne...

En page 16, Michel Sérac écrit : "*Les statistiques de l'Insee sur la pauvreté sont exactes et précises*", patatras dès le lendemain au moins deux médias, Le Point (Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé) et Challenges (Pouvoir d'achat : la baisse de 0,9% annoncée par l'Insee serait en fait de 3,1%) affirment qu'elles seraient erronées.

L'idolâtrie qui entoure la fonction publique chez ces dirigeants eux-mêmes fonctionnaires ou ex-fonctionnaires à la retraite est quasiment pathologique dans la mesure où elle déteint sur leur analyse de l'Etat et de la République au point de déformer les rapports qui existent entre ces différents facteurs et de fournir une analyse de la situation qui n'a finalement qu'un rapport approximatif avec la réalité, tout comme les fonctionnaires de l'INSEE à la solde de leur employeur, celui qui les arrange.

Cette déification des fonctionnaires qui sont le principal fond de commerce des appareils des syndicats et de l'Etat sans que sa nature soit caractérisée ou rappelée, on la retrouve à tous les niveaux de la politique du POI et des formes d'organisation du courant trotskiste depuis le PCI d'après-guerre. Ce qui explique qu'Informations ouvrières tienne davantage lieu d'une feuille syndicale et d'un bulletin municipal plutôt qu'un organe de formation et de combat politique au service des travailleurs et du socialisme. Ils ne rendent pas service aux travailleurs du secteur public, au contraire en flattant leur ignorance du rôle de l'Etat, leur employeur, ils contribuent à mieux les subordonner au régime en place, sournoisement à la façon de trade-unionistes qui ont abandonné le combat pour le socialisme, en défendant les intérêts catégoriels des fonctionnaires ne sont-ils pas à leur côté ?

Les apparences sont trompeuses, les fonctionnaires étant aussi ignorants que le reste des masses, ils s'y fieront, qui plus est puisque cela fait leur affaire et le tour est joué, c'est nous qui passeront pour des empêcheurs de tourner en rond ou pire encore, des ennemis des fonctionnaires, alors qu'en réalité en leur ouvrant les yeux nous les aidons à mieux comprendre le fonctionnement de la société, ce qui n'est pas leur préoccupation principale évidemment, mais c'est la nôtre et c'est celle-ci qui prime, car elle incarne les intérêts de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé.

La différence fondamentale entre nous et ces dirigeants, c'est que nous sommes guidés uniquement par les intérêts collectifs de la classe, par un seul et unique objectif commun à l'ensemble de notre classe sans jamais opposer les intérêts d'une catégorie de travailleurs contre une autre, sans jamais se servir d'une catégorie au détriment d'une autre comme le font sans cesse les dirigeants syndicaux auxquels ces dirigeants sont liés, observer attentivement, cela figurait dans l'accord scélérat du 11 janvier 2013 entièrement tourné contre les travailleurs du secteur privé le gouvernement et le patronat pouvant compter sur la neutralité de ceux du secteur public où sont organisés les trois quarts des syndiqués.

Les fonctionnaires devraient avoir à l'esprit que les flatteurs vivent au détriment de ceux qui les écoutent. On comprendra qu'ils prêtent davantage l'oreille à ceux qui leur promettent des résultats immédiats, plutôt qu'à ceux qui leur tiennent un discours qui les appelle en plus à réfléchir à leurs conditions et à produire un effort pour comprendre comment fonctionne la société et dans quelle direction elle s'oriente. Surtout il ne faut rien dire ou faire qui pourrait les contrarier par crainte qu'ils nous tournent le dos, nourrissons leur susceptibilité, vous êtes parfaits, il faut éviter qu'ils se posent trop de questions, déjà qu'ils sont harcelés par la propagande des appareils, des partis, des médias, d'une multitude de charlatans qui sévissent sur Internet, de l'Etat, alors imaginez un peu l'état de leurs neurones si vous veniez perturber la routine dans laquelle ils sont enfermés, cette camisole de force dans laquelle ils se sentent en sécurité bien qu'elle finira un jour par causer leur perte, c'est d'ailleurs valable pour les travailleurs du privé, ils pourraient devenir complètement paranos, hystériques les malheureux, vaut mieux encore qu'ils se sentent bien comme ils sont, qu'ils ne changent rien, qu'ils ne se doutent de rien, de ce qui les attend...

Nos camarades fonctionnaires auront compris qu'il nous est impossible de souscrire à cette démarche qui creusent leur tombe et celle de l'ensemble de notre classe. Nous soutenons le combat de tous les travailleurs des secteurs public et privé, par contre nous condamnons le contenu et l'orientation politique dans lequel les partis l'inscrivent.

Tenez, j'ai lu qu'ils (le POI) regrettaient que le gouvernement refuse de procéder à la nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire, non ce n'est pas un canular, "Aujourd'hui, entièrement soumis aux exigences de l'Union européenne, le gouvernement Hollande-Ayrault : — refuse toute nationalisation ou même que « l'Etat devienne actionnaire majoritaire » pour sauver les industries essentielles du pays", quelle affaire, pourquoi pas lui demander d'être de gauche, d'être au service des travailleurs alors qu'il est au service des banquiers, d'être socialiste, de plus, les chantiers navals changeraient de propriétaire sans que les rapports sociaux de production n'aient été modifiés, l'Etat capitaliste se substituant à un capitaliste et le tour serait joué, voilà pour leur conception du socialisme, terminant ainsi : "Le comité de Saint-Nazaire du POI réaffirme que la nationalisation du chantier naval est la seule solution efficace pour garantir son avenir et tous les emplois directs et indirects, pour imposer une politique industrielle avec des commandes de navires.", mais dans quelles conditions cela pourrait-il se réaliser, qui et comment cela pourrait-il devenir réalité ? Pas de réponse, mystère ! Vous aurez remarqué au passage, tout cela sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, sans que le rapport entre classe dominante et classe dominée ait été inversé, bref, ils font de la politique sans en faire (ou pour le compte de l'ordre établi, en procédant sournoisement par sous-entendu), en laissant militants et travailleurs totalement désarmés, ils ne sont pas plus avancés, du coup le gouvernement et les patrons peuvent continuer d'appliquer leur politique. Vous avez sous les yeux ce que j'ai expliqué dans une causerie il y a trois jours.

C'est cette orientation opportuniste que je dénonce et que je combat, ou plutôt cet absence d'orientation politique, car au lieu de combattre le régime en place dans la perspective de son renversement, d'un gouvernement ouvrier qui procéderait à cette nationalisation ou socialisation, que proposent-ils ? Rien, un constat, du vent.

L'article de Challenges du 15 mai 2013.

- En 2012, le pouvoir d'achat global des ménages a donc enregistré un recul de 0,9%, selon les dernières données de l'Insee publiées mercredi 15 mai. Un repli plus important que la première estimation réalisée en mars dernier par l'institut statistique, qui tablait alors sur une baisse du pouvoir d'achat global de 0,4%. Cependant, lorsqu'on prend en compte certaines données comme les dépenses contraintes, la chute apparaît bien plus brutale que celle officiellement annoncée. Démonstration.

Pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat, l'Insee compare la progression du revenu disponible brut des ménages à celle des prix à la consommation. Si l'inflation progresse plus rapidement que les revenus, le pouvoir d'achat diminue. Le revenu disponible brut des ménages comprend ainsi selon la définition de l'Insee la somme des revenus d'activités (les salaires), des revenus du capital (dividendes, intérêts de l'épargne ou encore loyers immobiliers perçus hors plus value latentes ou réalisées), des prestations sociales (allocations familiales, chômage, pensions, etc.) ainsi que des autres transferts courants (comme les indemnités d'assurance) auxquels l'Insee retranche les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur les ménages.

Or, en dépit d'une très forte hausse des impôts en 2012 (+10% contre +6,6% en 2011), le revenu disponible brut a continué de progresser (+ 0,9%), passant de 1.326,3 à 1.338,4 milliards d'euros. Le problème c'est que cela ne compense plus la hausse des prix de consommation finale qui a été de 1,9% l'année dernière. Résultat: les Français peuvent s'offrir moins de produits et de services qu'il y a un an, avec une diminution donc du pouvoir d'achat de 0,9% sur l'année. Une situation quasiment inédite en France depuis la deuxième guerre mondiale puisque le pouvoir d'achat global des Français ainsi calculé n'a baissé qu'à deux reprises depuis 1960: en 1983 et en 1984.

La démographie camoufle la perte de pouvoir d'achat

Le problème, c'est que ces données ne prennent pas en compte la démographie. Ce pouvoir d'achat correspond à l'ensemble de la population. Et si cette dernière augmente plus rapidement que les revenus disponibles, cela signifie que chaque personne dispose de moins de revenus. C'est pourquoi l'Insee mesure également l'évolution du pouvoir d'achat par personne. Avec une augmentation de la population d'environ 0,5% en 2012, le pouvoir d'achat par personne baisse alors non pas de 0,9% mais de 1,4%.

C'est encore pire si l'on recalcule le pouvoir d'achat par ménage. En effet, le nombre de ménages français a tendance à progresser plus rapidement que la population du fait du vieillissement de la population (par exemple, des femmes âgées restent seules après la mort de leur mari et comptent toujours pour un foyer) et du phénomène de décohabitation avec les divorces. Ainsi, le nombre de ménages a progressé de 1% en 2012, soit presque deux fois plus vite que la population. Le pouvoir d'achat par ménage recule ainsi de près de 1,9%.

Des dépenses contraintes qui augmentent

Ces données ne semblent toutefois pas suffisantes pour traduire le ressenti des Français quant à leur capacité à supporter le coût de la vie. Cela s'explique notamment par les dépenses contraintes comme le logement qui semblent toujours augmenter plus rapidement que l'inflation. Un indicateur, rarement mis en avant par les autorités, existe pourtant bel et bien pour en rendre compte. L'Insee calcule chaque année ce qu'elle appelle les dépenses de consommation finale "pré-engagées", autrement dit les dépenses contraintes.

Il s'agit selon la définition de l'Insee des dépenses liées au logement, au chauffage, à l'électricité, aux services de télécommunications, aux frais de cantine, à la redevance télévisuelle ou encore aux frais d'assurance. Le reste est considéré par l'institut comme le revenu "*arbitrable*", c'est-à-dire le budget dont disposent réellement les ménages à leur guise.

Et là, surprise: si les revenus bruts disponibles augmentent de 0,9%, le revenu "*arbitrable*" progresse beaucoup moins vite : de seulement 0,2% en 2012. Cette différence s'explique par le fait que les dépenses contraintes ont augmenté de leur côté de plus de 2,8% sur un an.

Du coup, l'évolution du pouvoir d'achat, en dehors des dépenses incompressibles, est encore plus alarmante. Le pouvoir d'achat "*arbitrable*" a ainsi diminué de 2,6% par personne et de 3,1% par ménage. Soit, là encore, la plus forte baisse observée depuis 1984, où cet indicateur avait enregistré un repli de 3,6%. challenges.fr 15.05

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le bonheur des uns fait le malheur des autres.](#)

Côté jardin

- La Bourse de Paris en hausse malgré de mauvaises statistiques économiques - AFP
- Wall Street finit en légère hausse, nouveaux records - Reuters

Côté cour

- Zone euro: la récession se poursuit, la France décroche - AFP
- Crise économique: l'Europe de l'est touchée à son tour - AFP

[En famille.](#)

- La France entre en récession, Hollande promet des réformes à Bruxelles - AFP
- La Commission européenne rassurée par les engagements de Paris - Reuters

[Ah bon ?](#)

- Faire baisser le chômage en pleine récession, le défi impossible du gouvernement - L'Expansion.com

[Pas suffisamment apparemment!](#)

- Le pouvoir d'achat des Français a subi une baisse record en 2012 - 20minutes.fr -
- Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé - LePoint.fr -

[Le capitalisme est un crime contre l'humanité.](#)

- Code pénal : les députés introduisent un crime d'esclavage moderne - LePoint.fr

[Confirmation](#)

- La science informatique bientôt enseignée en primaire - LeFigaro.fr

Il y a quelque temps nous avons reproduit un article dans lequel des enseignants américains expliquaient que l'enseignement à des élèves en bas âge de l'informatique avait abouti au fait qu'ils n'étaient même plus capables d'écrire avec un stylo ou de lire une lettre manuscrite, que sans cette machine qu'est l'ordinateur, à l'aide uniquement de leurs doigts ils ne savaient pas écrire leur nom, l'ordinateur devenant un organe complémentaire à leurs mains sans lequel ils sont impotents. L'homme devenu

totallement esclave de la machine conçue par des hommes qui exercent leur contrôle sur lui...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le président français... de l'Union européenne.

Qui aurait dû en douter ? Personne. Qui ne savait pas que depuis 1957 le PS n'avait cessé de soutenir la construction de l'Union européenne représentant les intérêts des multinationales et des banquiers, avant comme après le traité de Maastricht jusqu'en 2012 ? Tout le monde le savait. Mais étrangement aucun parti ouvrier, aucune formation politique, pas même le moindre groupuscule n'a appelé au boycott de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2012 sachant ce qui se tramait contre les travailleurs.

Tous se sont employés à faire croire aux travailleurs qu'il y aurait eu une différence entre Sarkozy et Hollande, entre l'UMP et le PS, alors que les faits témoignent du contraire. Tous se sont alignés sur les illusions qu'entretenaient les couches moyennes privilégiées et de la classe moyenne dans Hollande et le PS et qui correspondaient à leurs intérêts spécifiques, tandis que ceux de la classe ouvrière devraient être broyés.

Dès lors que Hollande et sa "majorité" parlementaire seraient élus, nous savions qu'ils se plieraient systématiquement au diktat de l'UE pour en avoir été les complices pendant 55 ans, parfois même pour avoir favorisé la mise en oeuvre de sa politique destructrice (Delors, Rocard, Jospin). Donc ce qui se produit aujourd'hui était déjà écrit à l'avance.

De son côté, le patronat savait que l'arrivée au pouvoir de Hollande et du PS favoriserait la mise oeuvre de sa politique antisociale avec le soutien des appareils syndicaux vendus au capitalisme, qu'ils s'emploieraient à cadenciser le mouvement ouvrier et le prolétariat comme ils l'avaient fait avec succès à partir du 10 mai 1981, là encore avec la complicité de tous les partis ouvriers.

Il est clair que seule la rupture avec Hollande et son gouvernement réactionnaire, avec le PS et ses satellites, avec les institutions de la Ve République, avec les appareils pourris des syndicats, pourrait permettre de concevoir une issue politique aux travailleurs conforme à leurs intérêts et de mener le combat à l'intérieur du mouvement ouvrier dans cette direction afin de démasquer les traîtres, marginaliser les jaunes, rassembler les éléments les plus avancés de la classe ouvrière dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et du socialisme.

Mais hélas, aucun dirigeant, aucun parti ne veut entendre parler d'une telle orientation ! Ils sont tous acquis à la cause du régime en place, dans le cas contraire, qu'ils prouvent le contraire et nous les soutiendrons, disons-leur : les militants et les travailleurs vous observent, ils attendent votre réponse, ils jugeront sur pièces.

- La Commission européenne a salué mercredi l'engagement de la France de mener d'ambitieuses réformes structurelles de son économie.

"Nous savons qu'il y a aujourd'hui une volonté de poursuivre des réformes ambitieuses, pour la compétitivité", a déclaré José Manuel Barroso en conférence de presse. "Je suis vraiment rassuré car le président de la France l'a lui-même dit." "Nous partageons la même analyse", a-t-il dit.

"L'économie française doit enrayer sa perte de compétitivité pour créer croissance et emplois", a-t-il ajouté.

François Hollande a confirmé pour sa part que "le temps qui est donné doit être mis au service de réformes de compétitivité et donc de croissance".

Dans son esprit, une consolidation des réformes s'impose "non parce que l'Europe nous le demanderait mais parce que c'est l'intérêt de la France".

"Je soigne l'économie française pour qu'elle puisse repartir", a dit le chef de l'Etat. "Je fais en sorte qu'on puisse prendre les bons instruments, utiliser les bons outils pour qu'on puisse repartir".

Il a cité les réformes de la formation professionnelle, des retraites et de l'indemnisation chômage, qui feront toutes l'objet de négociations avec les partenaires sociaux.

La Commission européenne dira le 29 mai ce qu'elle attend de la France en échange d'un sursis de deux ans.

Décidé de longue date, avant le sursis accordé à Paris pour son déficit budgétaire, le déjeuner avec la Commission a été présenté par François Hollande comme une marque "*d'attachement*" de sa part aux institutions européennes, qu'il avait déjà honorées en venant au Parlement européen en février. Reuters 15.05

Question à cent balles : Qui explique aux travailleurs que ce qu'ils entendent par croissance coïncide avec l'accord patronal du 11 janvier, celui à venir sur les retraites, etc ? Même qu'en Grèce en ayant diminué les salaires de près de 50%, cela ne suffit pas encore et la troïka en redemande.

[Cela doit être ses mensonges qui le font grossir !](#)

- Pour Cahuzac, Hollande serait un plus gros menteur que lui - L'Express.fr

Jérôme Cahuzac concède avoir menti en assurant ne pas avoir de compte à l'étranger. Mais minimise le poids de son mensonge... "*C'est moins grave de mentir pendant quinze secondes devant 577 députés que de mentir depuis un an sur l'état de la France, comme le fait François Hollande...*", aurait-il déclaré à certains de ses anciens conseillers, selon des propos rapportés dans *Le Figaro*, ce mercredi 15 mai.

Un raisonnement sur la hiérarchie du mensonge déjà rapporté début avril par *Le Canard enchaîné*. Jérôme Cahuzac pointait du doigt la politique du gouvernement qui lui aurait ordonné de mentir sur la possibilité de réduire le déficit de la France. "*On me dit que j'ai menti sur ma situation personnelle. Cela veut dire quoi? Qu'il y aurait des mensonges indignes et d'autres qui seraient dignes? Quand on ment sur ordre, et pour des raisons politiques, à l'Assemblée, est-ce digne? A ce compte-là, j'ai menti devant l'Assemblée, sur la possibilité de réaliser 3% de déficit en 2013.*" L'Express.fr 15.05

Il est vrai que question dignité, vous en connaissez un rayon, c'est votre spécialité...

Non, vous auriez menti "*sur ordre*", de qui, de Hollande ? Et Hollande, "*sur ordre*" de qui ment-il ? Barroso, Draghi, Merkel ou son petit doigt, c'est la même chose. A qui ? On le sait, aux crétins qui ne demandent que cela, sinon à quoi bon franchement !

[Un programme "**choc**", de guerre contre les travailleurs.](#)

Roux de Bézieux, candidat au Medef, présente son programme choc - Reuters Geoffroy Roux de Bézieux, candidat à la présidence du Medef, a proposé mercredi une trêve fiscale pour les entreprises, une réforme d'ampleur des retraites et de l'assurance chômage, une TVA-CSG "sociale" et des négociations pour relancer l'emploi.

Le chef d'entreprises, qui présentait ses 90 propositions aux médias, affrontera quatre autres candidats à la succession de Laurence Parisot à la tête du patronat français le 3 juillet : Pierre Gattaz, Patrick Bernasconi, Thibault Lanxade et Hervé Lambel.

"*C'est presque un programme de gouvernement*", a dit l'ancien président de l'Unedic, l'organisme qui gère l'assurance chômage, en précisant avoir écarté les propositions "*totalelement irréalistes*".

Plutôt que de supprimer directement les 35 heures, il souhaite que les partenaires sociaux négocient pour permettre à chaque entreprise de moduler le temps de travail par un accord majoritaire.

Pour redresser les marges des entreprises, plus faibles en France que dans les autres grands pays européens, il demande qu'il n'y ait "*plus aucune nouvelle taxe sur les entreprises jusqu'en 2017*", et la création d'un plafonnement fiscal maximal. Il suggère de fixer ce plafond à 34% en 2014 et de le baisser d'un point par an pour atteindre 29% en 2019, un niveau qu'il estime comparable à la situation allemande.

Afin de réduire le coût du travail, il souhaite que soit relancée la "*TVA sociale*", annulée par François Hollande, en transférant les cotisations familiales sur la TVA et la CSG.

Face à la dégradation continue du marché de l'emploi, il prône une négociation visant à réduire la dualité CDD/CDI, en renforçant les protections associées au premier tout en rendant le second plus "flexible". Une plus grande adaptation de la complexité et du coût des plans sociaux à la taille des entreprises serait d'autre part négociée.

Pour redresser les comptes des retraites, il propose d'augmenter le nombre d'annuités, de reculer progressivement l'âge légal, de désindexer les augmentations de l'inflation et d'aligner, "*à long terme*", les régimes du public et du privé.

Alors que les comptes de l'assurance chômage sont attendus en perte de 5 milliards d'euros cette année, Geoffroy Roux de Bézieux propose de durcir plusieurs paramètres. Il prône une réduction de la durée d'indemnisation, un plafonnement des indemnités à 2.000 euros par mois, une dégressivité des allocations et une réforme des régimes spéciaux, notamment ceux

des intermittents et des frontaliers.

S'il devient président du Medef, il menace à cet égard de ne pas signer à n'importe quelles conditions la prochaine convention d'assurance chômage attendue fin 2013. Reuters 15.05

En 2007 j'avais commis une erreur, j'avais estimé que si Sarkozy était élu et qu'il entreprenait de nous matraquer, l'avant-garde se rassemblerait pour le combattre, tel ne fut pas le cas, chacun étant davantage préoccupé à défendre son appareil ou micro-appareil. En sera-t-il autant si cet aristocrate, Geoffroy Roux de Bézieux, venait à prendre la direction du Medef ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaître : "si le président syrien parvient en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, "un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des élections présidentielles 2014 vient de le confirmer, si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix" "et cette victoire sera d'autant plus probable si un adversaire de poids ne dispute pas ce scrutin avec lui. Assad continuerait ainsi à être au pouvoir jusqu'en 2020." Le rapport de la CIA confirme les victoires sur le terrain de l'armée syrienne et le fait que l'armée arabe syrienne a une nette suprématie sur le terrain qui semble se prolonger jusqu'aux élections de 2014. french.irib.ir 15.05

1.2- Il y a des signes qui ne trompent pas ! Selon le site libanais, Khabar press, des centaines de membres de la milice ASL sont en train de quitter le territoire syrien pour les pays européens. "Les avancées fulgurantes de l'armée arabe syrienne d'une part et l'emprise d'Al-Nosra et d'autres groupes takfiris sur l'ASL de l'autre, ont poussé des dizaines de commandants de l'Armée syrienne libre à quitter les régions nord de la Syrie et partir via la Turquie en Europe". "Ces gens là échappent les règlements de compte des takfiris et le feu nourri de l'armée syrienne, ajoute le site qui souligne une hausse sensible des demandes d'asile politique formulées par les membres de l'ASL auprès des services d'immigration des pays européens dont l'Allemagne." Le site fait une remarque digne d'intérêt : "l'Arabie saoudite comme certains autres pays du golfe Persique ont bien financé et soutenu l'ASL mais ils refusent d'en accueillir sur leur sol les membres. Il en va de même pour les réfugiés syriens. De ce fait les combattants de l'ASL trouvent en Europe une contrée plus sûre et plus digne de confiance." Cette information est diffusée alors que le ministre allemand de l'Intérieur a récemment reconnu la présence des extrémistes salafistes allemands en Syrie et s'est inquiété que ces "éléments ne se transforment pas en une menace contre l'Allemagne dès leur retour". french.irib.ir 15.05

1.3- Trois jours après la diffusion d'une vidéo qui met en scène un terroriste nosratiste cannibal en train d'arracher puis de consommer tout cru le coeur d'un soldat syrien, le département d'état daigne enfin réagir : il condamne mollement cet acte et précise s'en être plaint auprès "des rebelles"!!

"Nous appelons les belligérants à respecter les droits de l'homme et le droit international". Or cette condamnation a du mal à convaincre dans la mesure où les Américains continuent d'armer et de financer ces mêmes terroristes en dépit du fait qu'ils les ont inscrits sur la liste des organisations terroristes. Du côté des médias occidentaux, la radio Osten de Norvège fait remarquer : "il est douloureux pour nous les occidentaux le soutien que nous apportons à des sauvages qui ont prétexté la démocratie pour commettre des pires ignominies. et la douleur est encore plus cuisante de voir que les crimes sont commis au nom de l'Islam. C'est trahir l'Islam, et les enseignements qu'il prodigue à ses disciples. cette personne qui mange de la chair humaine est représentant de la démocratie occidentale en Syrie. il avoue avoir commis ce crime il est membre de l'ASL (brigade Farouh) et nous, en occident on ne fait rien pour la traduire devant la justice." Le site de CNN affirme avoir contacté l'un des amis du cannibale qui confirme effectivement cet incident qui se serait déroulé il y a deux semaines. Le CNN se contente donc de confirmer sans condamner le crime. Le journal Dagbladet de Norvège, sans exiger aucune punition, se contente lui de souligner que cette vidéo "a exposé aux yeux d'un occident plus ou moins ignorant le comble de la sauvagerie des islamistes". french.irib.ir 15.05

2- Turquie

Sur l'ordre direct de l'AKP au pouvoir, l'armée de l'Air turque vient de décider de mettre à la porte ses 700 employés (pilotes, techniciens, ingénieurs...) alaouites !

Le député du parti républicain, Attila Kart qui a annoncé cette nouvelle, a souligné que les licenciements avaient un

caractère exclusivement confessionnel et qu'ils pourraient s'inscrire dans le sens des plans qu'a Erdogan pour une attaque aérienne contre la Syrie. Entre 20 à 25 millions de Turcs sur un total de 75 millions sont de confession alaouite, comme celle d'Assad et de son clan et depuis qu'Erdogan s'est engagé aux côtés des Etats et des régimes arabes dans la guerre contre la Syrie, ils subissent des pires persécutions. french.trib.ir 15.05

SOCIAL

France

La volonté de réduire les coûts pour la Société Générale ne date pas d'hier. Ainsi, en 2011, la banque avait recours massivement aux stagiaires, détenant même un record en la matière, puisqu'elle employait pas moins de 11.214 stagiaires selon une enquête publiée sur BastaMag. Un chiffre qui équivaut à 26,7% de l'effectif total de ses salariés en France. En comparaison, la BNP en comptait 2.766 pour un effectif similaire. La Tribune 14.05

ECONOMIE

1- FMI

Le Belge Jacques de Groot, ancien administrateur du Fonds monétaire international (FMI), répond de blanchiment devant le tribunal pénal fédéral de Bellinzone en Suisse. Les sommes saisies dépassent les 600 millions d'euros. lecho.be 14.05

2- Europe centrale et orientale

Les pays d'Europe centrale et orientale sont peu à peu rattrapés par la crise, certains de ces anciens champions de la croissance comme la Pologne ou l'Estonie, sont en pleine décélération, alors que la République tchèque s'enfoncé dans la récession.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Pologne, poids lourd économique de la région, n'a augmenté que de 0,1% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Un chiffre qui apparaît d'autant plus faible qu'il concerne un pays en rattrapage économique dopé par les fonds de l'UE.

Sur l'ensemble de 2012, la Pologne avait vu son PIB progresser de 1,9%, contre +4,5% en 2011.

Dans la zone euro, la récession s'est poursuivie au premier trimestre, avec un PIB en repli de 0,2%, a indiqué mercredi l'office européen des statistiques, Eurostat.

En Allemagne, la croissance a atteint à peine 0,1% au premier trimestre, selon les derniers chiffres et la France a officialisé mercredi sa récession avec la publication d'un recul de 0,2% du PIB au premier trimestre.

Largement dépendante de la production automobile et des exportations, l'économie tchèque, s'enfoncé dans la plus longue récession de son histoire moderne.

Au premier trimestre, le PIB de ce pays s'est replié de 0,8%, sixième trimestre consécutif de baisse.

"La récession de l'économie tchèque ne se rapproche pas de la fin mais, au contraire, elle s'aggrave", a averti Petr Dufek, analyste de la banque CSOB.

Membre de l'UE depuis 2004 mais pas de la zone euro, la République tchèque est entrée en récession fin 2011. Pour l'ensemble de 2012, son PIB a reculé de 1,2%, après une hausse de 1,9% en 2011.

La Slovaquie voisine, pays membre de la zone euro et dont l'économie repose largement sur la production automobile et électronique, tourne au ralenti avec un PIB en hausse de 0,3% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Sur l'ensemble de 2012, le PIB slovaque avait progressé de 2,0%, après une augmentation de 3,2% en 2011.

L'Estonie, dernier pays entré dans la zone euro, qui caracolait en tête des membres de l'UE avec une croissance record de 8,1% en 2011, voit ses perspectives s'assombrir.

Le PIB de ce pays balte a baissé de 1,0% au premier trimestre et le taux de chômage est reparti à la hausse, à 10,2%, après 9,3% au dernier trimestre de 2012.

En comparaison annuelle, la croissance n'est plus que de 1,0% au premier trimestre après 3,2% en 2012.

Dans la Lettonie voisine, pays qui espère rejoindre la zone euro en janvier 2014, la croissance a ralenti à 1,2% au premier trimestre, après avoir atteint 5,6 sur l'ensemble de l'année dernière, soit le meilleur résultat au sein de l'UE.

En revanche, "*de bonnes nouvelles viennent de Hongrie et de Roumanie*", souligne Capital Economics.

La Hongrie est sortie de la récession qui la frappait depuis la mi-2012, avec une hausse de 0,7% de son PIB au premier trimestre de 2013, et la Roumanie a vu son PIB progresser de 0,5%. AFP 15.05

3- Grèce.

L'opérateur public d'électricité grec DEI (PPC), l'une des principales sociétés contrôlées par l'Etat, sera privatisé d'ici 2016 après restructuration en 2015, a annoncé mercredi le ministère de l'Environnement et de l'Energie.

Le projet gouvernemental pour cette cession prévoit la création d'ici 2015 "*d'une nouvelle entreprise compétitive qui comprendra 30% de la partie productive de la DEI, les mines de lignite et les usines hydroélectriques et de gaz naturel de la société*", a indiqué un communiqué ministériel.

"*La procédure sera complétée d'ici le premier trimestre 2015 et la nouvelle société sera opérationnelle immédiatement*", selon ce texte, précisant que les détails de la privatisation seront examinés par la Commission européenne d'ici fin juin.

L'Etat grec, qui possède actuellement 51% de la DEI, s'est engagé à vendre 17% de la DEI d'ici fin 2015. Des caisses de retraites possèdent 3,8% de la DEI.

L'opérateur de transmission de l'électricité (ADMIE) sera également privatisé, selon le ministère, qui précise que l'ensemble de ces cessions doit être conclu d'ici 2016.

La DEI figure sur la longue liste des sociétés publiques que le pays s'est engagé auprès de ses créanciers UE et FMI à privatiser en échange de prêts de 240 milliards d'euros dont le pays bénéficie depuis l'explosion de la crise de la dette en 2010.

La libéralisation du marché énergétique, dominé depuis des décennies par la DEI, est une condition préalable réclamée par les créanciers pour que le pays continue de bénéficier des prêts. AFP 15.05

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter en ligne quelques articles et les ouvrages de Rosa Luxemburg, ce sera pour ce soir.

Rédigé hier soir

Sans que je puisse en déterminer les raisons, notre portail est en passe d'être fréquenté par de plus en plus de travailleurs et militants, vendredi 10 : 388 connexions ; le 13 : 372 ; le 14 : 533 et le 15 : 483, alors qu'on avait l'habitude de naviguer autour de 100 connexions par jour il y a peu de temps encore. 2.500 connexions en une semaine, le record !

Je suis frustré de ne pas savoir à quoi cela tient, je ne vais pas me focaliser là-dessus, mais c'est un véritable problème, car si je le savais je pourrais réorienter le portail dans une direction plus à même encore de répondre aux attentes des militants ou travailleurs.

Etait-ce en rapport avec l'actualité ? Aurais-je mis en ligne des articles qui seraient répertoriés en bonne place par les moteurs de recherche et qui seraient accessibles facilement à partir de mots clés que de nombreux internautes utilisent ?

A propos de l'actualité, je me suis abstenu d'intervenir sur les Etats-Unis et les difficultés que rencontrent Obama tout en suivant quotidiennement ce dossier, j'attendais de voir si le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca publierait des articles sur ce sujet, car je n'ai pas le temps de m'y attarder. Apparemment la guerre fait rage entre les différents courants qui s'affrontent au sein de l'administration américaine, du département d'Etat et de la Défense, du Pentagone et de l'armée, quant à savoir quelle attitude adoptée dans plusieurs dossiers brûlants dont la Syrie, l'attitude à avoir face à la Russie et Israël, tandis qu'une partie de l'armada russe croise dans la Méditerranée depuis aujourd'hui. A suivre.

Sur le plan social en France rien de nouveau. Sur le plan politique nous avons fait un point dans la journée.

Le trait marquant de la situation, c'est le refus obstiné de tous les partis de rompre avec les appareils des syndicats et d'engager la bataille pour le boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain.

Les uns et les autres sont tombés dans le piège qui leur était tendu, qui consistait à courir après l'actualité qui en grande partie reflète les illusions ou l'ignorance des masses, au point, une fois passée cette camisole de force qui au quotidien est le pendant de la routine abrutissante dans laquelle les masses se débattent, être incapables de relier la réalité aux enseignements de la lutte des classes du passé qui synthétisaient la riche expérience et les connaissances accumulées par le mouvement ouvrier pour mener son combat, intégrer les faiblesses de notre ennemi dans une stratégie qui la briserait.

On ne peut pas penser un instant à la situation en Grèce, au Portugal ou en Espagne, mais aussi en France et bien d'autres pays de l'UE, sans constater que la question de l'Etat ou du pouvoir et de la rupture avec le capitalisme est omniprésente, elle concentre à elle-seule toute la situation et ses contradictions. C'est palpable au quotidien, il n'y a pas une revendication sociale qui n'aboutit pas à la poser directement du fait que chaque fois qu'elle demeure insatisfaite le même argument est avancé : c'est incompatible avec la compétitivité des entreprises, avec l'objectif de la réduction du déficit de l'Etat. La politique d'austérité est imposée par l'Etat, les institutions, le président de la République et son gouvernement, le parlement à sa botte, porte-parole des intérêts du patronat, des capitalistes, de l'oligarchie financière.

Le gouvernement et le patronat mènent une guerre de classe contre la classe ouvrière et plus largement contre la classe moyenne. Eux ils livrent un combat classe contre classe sans s'embarrasser de fioritures pour le camoufler. Et nous de notre côté, on a des syndicats jaunes ou traîtres et des partis ouvriers qui louvoient, tergiversent, se compromettent avec ces appareils. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance, car même si les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils, sans parti ouvrier pour incarner consciemment ces lois, le processus dialectique qui voit les masses se soulevées contre le régime, il est impossible de vaincre, ce qui signifie qu'ils nous livrent à l'ennemi, quelle autre conclusion faudrait-il tirer ? Nous sommes lucides et nous refusons de nous gargariser avec des formules qui finalement utilisées mal à propos desservent notre cause.

Bien que Rosa Luxemburg ait commis quelques erreurs, je vous invite à lire ou relire ses ouvrages que j'ai remis dans la rubrique Défense du marxisme, ils sont très courts et très accessibles. Ensuite, débarrassez-vous de tout a priori, observez l'attitude des différents partis, gardez à l'esprit sa définition du révisionnisme ou notez-la sur un cahier et passez au crible la politique et les positions de ces partis, vous serez stupéfait par la clarté des conclusions auxquelles vous parviendrez. C'est cette lecture qui m'a fait dire les derniers jours : mais où est passé le socialisme, je n'ai pas pu m'en empêcher tellement cela m'avait paru évident. Je le savais, je ne sais pas pourquoi mais à chaque nouvelle lecture des marxistes, je suis stupéfait de constater que le marxisme a disparu de ces partis, qu'il est devenu un fétiche, une icône, un objet digne de figurer à l'état de fossile dans le musée des civilisations anciennes disparues.

Ils s'y prennent tellement bien, que non seulement ils ne sont pas capables d'attirer vers eux les couches les plus avancées de la classe ouvrière, les couches les plus défavorisées du prolétariat non plus, mais aussi la classe moyenne, finalement ils ont tout faux sur toute la ligne.

Qu'on nous permette de poursuivre sur la voie que nous nous sommes tracé et de ne pas en dévier, comme dirait l'autre, les faits trancheront.

Parmi les sujets que j'ai sur le feu il y a l'effondrement du capitalisme, le révisionnisme à notre époque (depuis 1945), la stratégie de la construction du parti (léniniste) intégrant la classe moyenne. Il est déjà 22h50 et je dois aller dormir, j'ai des mois de sommeil à rattraper, aussi nous verrons cela plus tard, chacun de ces sujets posent une multitude de questions auxquelles il faut prendre le temps de réfléchir, surtout que j'ai l'intention de les traiter en repartant de zéro. Je ne sais plus quelle année exactement, Rosa Luxemburg prétendait qu'en raison de l'hétérogénéité de la classe ouvrière il serait impossible dans l'avenir de parvenir à l'établissement d'un salaire minimum, les faits lui ont donné tort et depuis la division du travail s'est encore amplifiée, comme quoi on ne peut pas se contenter de lectures.

Il vaut mieux partir des expériences, des faits et des rapports de nos jours, voir dans quelle mesure ils peuvent s'intégrer dans les enseignements qui nous ont été légués, sinon les compléter ou en tirer de nouveaux enseignements. Vous direz à juste titre que cela pose la question de leur légitimité ou crédibilité. Effectivement, je répondrais à cela qu'on se demande quelle légitimité il y a à s'inspirer d'enseignements du passé qui sont devenus obsolètes ou sans rapport avec la réalité que nous vivons, tout dépend

du sérieux et de la profondeur de notre démonstration et bien d'autres critères qui trouveront toujours matière à critique ou polémique, comme je l'ai dit plus haut, les faits trancheront. Il est tard et je vais vous dire un truc très vite, cela dépend en grande partie de l'honnêteté avec laquelle on mène nos travaux, si on maîtrise notre sujet ou si on cherche à avoir raison en brassant du vent.

1913-2013. Happy birthday la Fed !

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Première guerre mondiale pour procéder à une nouvelle répartition des terres et des richesses en fonction de leur puissance respective acquise...

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Seconde guerre mondiale depuis les Etats-Unis qui se savaient à l'abri de toute destruction pour mettre la main sur le pétrole et le gaz du Moyen et Proche-Orient et redécouper la carte de la région à leur convenance, assurer leur hégémonie sur l'Europe et installer des institutions financières et politiques internationales pour imposer leur plan de gouvernement mondial à la planète entière...

Quant à la Troisième guerre mondiale qui aurait déjà dû éclater, elle se produit sous nos yeux de manière contrôlée, sous la forme d'une contrainte admise ou forcée dans les domaines technologiques et des communications (ordinateur, téléphone portable, jeux vidéos, etc.), de l'agriculture et l'élevage (engrais, pesticides, herbicides chimiques, OGM, propriété industrielle des semences, stérilisation, ionisation, hormones, antibiotiques, virus, etc.), l'alimentation et l'agroalimentaire (préservatif, sucre, sel, additifs chimiques en tous genres, etc), de la santé (vaccins destructeurs, médicaments présentant des effets secondaires ravageurs, pollution de l'eau et de l'air, etc.)

Sur le plan politique en spoliant les peuples de leurs droits politiques au profit d'institutions supranationales non élues (UE, Alena, Mercosur, ONU, etc), leurs parlements nationaux y étant totalement soumis ; en déstabilisant certains régimes jusqu'à entraîner leur chute, liquidant leurs dirigeants pour les remplacer par des pantins à leurs bottes, ils recourent au moyen de la guerre de basse intensité en employant une armée de mercenaires qu'ils liquident à leur tour par la suite... Cette politique définit par l'oligarchie financière qui contrôle banques et multinationale (Bilderberg, Commission Trilatérale) passe ensuite par le relais de l'élite intellectuelle et politique (CFR, think-tanks néo libéraux, médias, etc.) qu'ils ont sélectionnée et qui est chargé de la mettre en oeuvre dans chaque pays.

Sur le plan militaire, ils agissent déjà comme les maîtres du monde, ils disposent de l'Otan ou interviennent unilatéralement quand bon leur semble sans se soucier du droit international ou des accords de Genève qu'ils piétinent ou de l'ONU qu'ils ignorent ou contournent. Nous ne nous réclamons pas de ces institutions, c'est un simple constat.

Sur le plan économique, ils contrôlent la création monétaire et la masse de monnaie en circulation, ils sont propriétaires de la planche à billets, ils peuvent en imprimer autant qu'ils en veulent quand ils le veulent sans qu'aucun gouvernement ne puisse s'y opposer, que le système menace de s'effondrer quelque part, ils interviennent ou non en fonction de leurs intérêts, de leur objectif politique à long terme.

Les Etats européens ont abdiqué leur souveraineté en acceptant de se placer sous la tutelle de la BCE, de la Commission européenne et du FMI, dès lors ils disposent des moyens nécessaires pour leur imposer leur politique d'endettement, puis de restriction budgétaire, d'austérité, exiger des réformes structurelles, de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, faire baisser drastiquement le coût du travail, liquider l'ensemble de ses acquis sociaux, terminer de privatiser ce qui peut l'être encore, le tout devant aboutir à une perte totale de souveraineté sur le plan économique, leurs budgets étant soumis à la Commission européenne, avant la prochaine étape, l'établissement d'un gouvernement économique européen et la réalisation de l'union bancaire qui cadenseront l'activité économique de chaque pays et décidera de leur sort.

Une fois tout droit social et politique aboli, la classe ouvrière ne présentera plus les contours d'une classe, chacun de ses membres étant atomisé dans la société, chacun disposant de droits différents en fonction de son statut particulier, droits totalement arbitraires, inégaux, liés à son statut d'esclave, les conditions indispensables pour organiser sa résistance auront disparu, la lutte des classes aura été abolie, seule demeurera la féroce dictature de monarques concentrant tous les pouvoirs, leur cour distillant la nouvelle religion, l'humanité sera amenée à périr, une fois éliminées les masses inutiles, restreinte à l'armée d'esclaves qui produira les biens nécessaires au bien-être de leurs maîtres...

Ce processus est en marche, il est encore temps de l'enrayer...

La suite demain ou dans les jours qui viennent, comment ils se servent des contradictions du capitalisme qui n'ont pas disparu, qu'ils ont apparemment les moyens de neutraliser ou de contourner en inondant le marché de liquidités...

Depuis 2007, ils ont dû créer ainsi pas moins de 15 à 20.000 milliards de dollars, euros, livres, yens, via les banques centrales, soit directement pour le compte des banques, assurances ou institutions financières, soit en passant par l'intermédiaire des Etats ce qui a permis de gonfler leurs dettes, on peut imaginer qu'une banque "to big to fail" trop grosse pour faire faillite s'écroulerait en présentant une ardoise de centaines de milliards de dollars, que cela ne serait pas vraiment un problème pour eux à côté de

ces milliers de milliards de dollars, il leur suffirait de faire chauffer une fois de plus la planche à billets et le tour serait joué.

Ils peuvent décider de laisser s'écrouler tout le système économique, l'économie mondiale, mais on ne voit pas quel intérêt ils pourraient en tirer puisque le mondialisme est sur les rails, sauf s'ils rencontraient un obstacle insurmontable avec la Russie et la Chine. Mais le jeu en vaudrait-il la chandelle ? Ils ont mis plus de 50 ans pour construire tout cet édifice aujourd'hui contesté un peu partout dans le monde, en réalité ils sont plus faibles qu'on l'imagine, leur pouvoir tient en grande partie à la corruption du mouvement ouvrier (international), prendre le risque de l'affaiblir encore plus pourrait lui être fatal, ils pourraient perdre le contrôle du marché mondial, des institutions des différents pays qui sont aujourd'hui conquis à leur cause...

C'est à nous d'enfoncer le coin si je puis dire pour les faire vaciller puis tomber, personne d'autres ne le fera à notre place, la classe moyenne doit s'allier avec le prolétariat pour les renverser et prendre le pouvoir. Toute compromission avec leurs représentants, gouvernement, partis, appareils syndicaux, institutions, doit être dénoncée impitoyablement, combattue féroce, brisée. On n'a pas le droit à l'erreur, tergiverser serait irresponsable, louvoyer criminel, chacun doit choisir son camp, face à une dictature qui affirme ouvertement ses prétentions, expression dans la bouche du pape hier, il n'existe pas d'autre alternative que d'imposer notre propre dictature à notre ennemi, nous sommes engagés dans une lutte à mort, vaincre ou périr, être réduits en esclavage ou conquérir notre liberté, telle est le dilemme devant lequel nous sommes placés.

Complément

J'ai écrit ces lignes le 14 au soir, une sorte de brouillon dans lequel je me questionnais.

- J'ai en préparation un article sur le capitalisme et le socialisme. Je me demandais si je pourrais trouver quelque part un ou des articles qui correspondent à mon analyse, où, je n'en sais rien, car apparemment je n'ai lu nulle part un article qui inclurait les contradictions du capitalisme que nous connaissons depuis Marx et les derniers développements de l'économie spéculative qui s'en affranchissent ou plutôt les neutralisent, qui en quelque sorte accompagnent l'effondrement du capitalisme pour mieux maîtriser l'orientation que l'oligarchie financière entend donner au monde afin d'en devenir le maître absolu et incontesté.

Cela me pose un problème. Je me dis que ce n'est pas possible que personne d'autres développe cette analyse ou même l'ait développée pour la réfuter, ce qui me servirait à vérifier le bien-fondé de mes conclusions. J'ai déjà évoqué ce sujet dans de précédentes causeries, mais je veux aller plus loin maintenant. Si cette analyse débouchait sur une théorie, il faudrait l'accompagner de son aspect pratique, de quelle manière pourrait-on lutter efficacement contre cette nouvelle configuration du capitalisme mondial une fois vérifié que notre objectif demeure valable. Souvenons-nous que Trotsky avait été amené à affirmer que si certaines conditions venaient à être réunies, le socialisme n'aurait été qu'une "*magnifique utopie*". On ne doit rejeter aucune hypothèse et toutes les étudier à fond.

Pour tout vous dire cela m'aurait bien arrangé que quelqu'un d'autre mène ce travail à son terme, car souvent on se contente de généralités qui débouchent sur une analyse approximative qui ne rend compte qu'imparfaitement de la réalité, or, pour théoriser un phénomène ou des rapports on doit s'appuyer sur des faits incontestables et se livrer à un travail d'historien que je ne peux pas faire car je devrais y consacrer la totalité de mon temps. Je peux tout au plus esquisser une théorie qui reposera sur des faits que j'ai en substance en mémoire qui pourrait donner l'impression d'un travail inachevé ou qui manquerait de sérieux, ce qui serait regrettable au regard de l'importance du sujet traité.

Prétendre que le fonctionnement du capitalisme ne répond plus tout à fait aux lois décrites par Marx mérite des explications précises, détaillées, étayées et sérieuses, c'est la moindre des choses. Maintenant l'arme de la dialectique et de la logique, la mise en rapport de certains faits peut permettre de palier le manque de matériaux pour étayer une démonstration, c'est d'ailleurs souvent le procédé auquel je recourais en m'en remettant en partie à mon intuition à défaut de mieux. Intuition qui repose sur une base matérielle et non subjective. Ce qui ne me pose aucune difficulté puisque je pars d'aucun a priori, ici comme ailleurs j'ai pour principe de démarrer une analyse sans savoir à l'avance où elle va me mener, ainsi je ne cherche pas à l'influencer dans une direction ou une autre et je ne risque pas de me leurrer moi-même et de leurrer les autres par la même occasion. Il y a des questions qui méritent une attention soutenue, de chaque instant, pour ne pas se fourvoyer, se méprendre, s'égarer. C'est le cas de notre sujet s'il en est. On doit aussi admettre qu'on peut se tromper du tout au tout, je ne peux l'ignorer ici puisque je ne connais personne qui ait abordé la situation sous l'angle que je propose d'employer pour l'analyser. Et je ne cherche pas à me distinguer particulièrement, je suis plutôt d'une nature discrète et disciplinée, et chaque fois dans la vie où je dus me mettre en avant ce fut forcé ou contraint, par exemple quand je devins militant ou prof.

Tout cela pour dire qu'il faut bien réfléchir avant de s'aventurer sur un terrain inexploré qui comporte forcément des mines, des pièges, des obstacles qu'on ne perçoit pas forcément au premier coup d'oeil, même en étant très vigilant. Maintenant il est vrai qu'on s'y aventure publiquement que lorsqu'on l'a déminé, on livre le fruit de ses travaux, or j'ai l'habitude, bonne ou mauvaise, de me passer de cette précaution et de faire vivre aux lecteurs l'aventure palpitante qui consiste à déminer le terrain au fil du développement d'une idée, ce qui permet de suivre plus facilement sa progression et de percevoir si l'auteur est à la hauteur de l'ouvrage qu'il a entrepris ou si c'est un charlatan, un simple aventurier qui nous mène dans une impasse ou qui se comporte comme un sophiste.

Chacun a sa méthode, sans doute qu'un intellectuel procéderait autrement, il commencerait par établir un plan, etc. moi je me passe même de brouillon, parfois j'ai jeté sur le papier quelques notes mais cela ne va pas plus loin, il faut que tout sorte d'un jet, que tout soit clair dans ma tête au moment où je me mets au clavier, sinon je remets cela à plus tard, je ne pense pas à une question quand le moment est venu de me pencher dessus, j'y pense en permanence ou à différents moments de la journée, plusieurs jours de suite, pendant des semaines parfois, et c'est quand je suis satisfait du résultat ou que j'estime que le terrain est suffisant déblayé que je me mets à écrire.

Nous aborderons ce sujet dans les jours à venir, je dois encore y réfléchir. Cela me semble tellement important que je me dis que je n'ai pas le droit à l'erreur, bien que si je commettais une erreur cela permettrait à quelqu'un de la corriger au cas où je ne m'en apercevrais pas, ce qui nous permettrait d'avancer, vous voyez, je n'estime pas être le propriétaire des idées sur lesquelles je travaille, j'estime qu'elles nous appartiennent collectivement, c'est bien ainsi que nous nous en sortirons, n'est-ce pas ? Je n'ai pas du tout envie d'avoir raison dans mon coin ou de détenir la vérité, c'est un réflexe qui m'est étranger et que je trouve minable.

Il y a quelques instants, lors d'une pause de quelques secondes, je me suis dit que le socialisme se situait au-delà du capitalisme, et bien si l'effondrement du capitalisme n'a pas encore eu lieu c'est qu'il existe quelque chose au-delà du capitalisme tel qu'on le connaissait depuis Marx qui en est responsable, il faut déterminer quoi, comment cela fonctionne, quelque chose qui est issu du capitalisme mais qui possède aussi ses propres lois de fonctionnement, ses propres contradictions, on en a déjà une idée assez précise, mais ce n'est pas suffisant.

Nous sommes en présence d'une situation inédite dans l'histoire du capitalisme, alors qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il faudrait se contenter du *Capital* de Marx et que tous les rapports dans la société seraient demeurés inchangés. Demain la Fed, la BCE, la BoE et la BoJ ferment les robinets et tout le système s'effondre en 24 heures, c'est infaillible. Cela mérite réflexion, non ? Ils ne le font pas. Pourquoi ? Et qu'est-ce qui se passe sur le plan économique, social et politique pendant ce temps-là dans tel ou tel pays, au niveau des pays dominants, dominés, émergents, sous-développés, voilà ce qui nous intéresse de comprendre en mettant en rapport tous ces facteurs et tous ces rapports entre eux, de quelle manière ou dans quelle direction ils évoluent.

Pour ceux que cela intéresse, ils peuvent se reporter aux causeries depuis le mois de janvier 2013 où nous avons commencé à aborder la situation sous cet angle-là, en procédant prudemment, par élimination, déduction sur la foi de simples constats ou observations. Il nous manque des données, par exemple j'ignore quel est le taux de profit moyen en Chine, dans la zone Euro ou aux Etats-Unis, à l'échelle mondiale, peu importe, on a suffisamment d'éléments pour en saisir la tendance, d'ailleurs on ne cherche pas précisément à décrire de quelle manière la situation va évoluer, saisir les principales tendances de l'évolution de la situation mondiale ou dans telle ou telle pays nous suffit pour déterminer quelle tactique et stratégie adopter, de quelle manière on doit s'adresser aux masses, etc.

Finalement, le sérieux de notre démarche repose sur notre capacité et notre volonté à prendre en compte tous les facteurs et rapports tels qu'ils existent et pas autrement. Ensuite, reste à expliquer simplement ce qui en ressort, les principales tendances, comment le traduire sur le plan pratique, politique pour avancer vers notre objectif qui n'a pas varié d'un millimètre, la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

ACTUALITE EN TITRES

[La restriction est indécente.](#)

- Hollande, un social-libéral (presque) assumé - Liberation.fr

[La bataille de l'emploi est en bonne voie.](#)

- Les destructions d'emploi continuent mais moins qu'attendu - AFP

- François Hollande confirme l'élargissement des emplois d'avenir dans le privé - Le Nouvel Observateur

[Enfin, une bonne nouvelle.](#)

- Le luxe ne connaît pas la crise: 4 à 5% de hausse attendue en 2013 - AFP

- 27 millions de dollars pour un diamant incolore de 101 carats - Reuters

[Voilà ce qu'ils ont fait de leur propre peuple, alors les autres...](#)

- Un enfant sur cinq souffre de troubles mentaux aux USA - Reuters

[Charrettes .](#)

- Plus de 20 000 emplois détruits début 2013 - Liberation.fr

- RBS va supprimer 1.400 emplois au Royaume-Uni - Reuters

[Juge et partie](#)

- L'accord entre le fisc britannique et Goldman Sachs jugé légal - Reuters

[Obama et ses valets](#)

- Syrie : Obama et Erdogan exigent à nouveau le départ d'Assad - Libération.fr

- Paris ne veut pas de Bachar al Assad à la conférence de Genève - Reuters

La France n'entend pas convier le dirigeant syrien, Bachar al Assad, à la future conférence internationale sur le conflit en Syrie, a déclaré jeudi François Hollande. Reuters

[Attiré par l'odeur de la poudre à canon](#)

- Moody's réhausse la note souveraine de la Turquie - LeMonde.fr

[Les amis de nos ennemis sont nos ennemis.](#)

- Au Koweït, pas de malade étranger avant le déjeuner - Libération.fr

[Ils doivent être très forts à Atlantico !](#)

- Les hommes physiquement forts sont plus enclins à avoir des opinions de droite - Atlantico.fr

[Une telle unanimité transpire la manipulation.](#)

- 97,1% : le pourcentage de scientifiques qui concluent à la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique - Atlantico.fr

[Sans doute après vous !](#)

- L'Inde, le Bangladesh et Hong Kong sont-ils les pays les plus racistes au monde ? - Atlantico.fr

[Vive la dictature du prolétariat et de la classe moyenne !](#)

- Le pape François dénonce la "dictature de l'économie" - Reuters

[Intox.](#)

- Bangladesh : l'accord sur la sécurité réjouit les syndicats - Le Nouvel Observateur

- Nawaz Sharif pourra gouverner les mains libres au Pakistan - Reuters

[En proie au gouvernement de l'ombre.](#)

- Etats-Unis: Obama tente de reprendre la main après des affaires qui l'ont affaibli - AFP

- Barack Obama limoge le chef du fisc américain - Liberation.fr

Mais nous sommes des "bêtes" !

- Et si on faisait l'amour comme des bêtes ? - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollanderies, acte II.

- Ami de l'entreprise, partisan d'une politique de l'offre, de l'allègement des contraintes administratives et de la réduction des dépenses publiques : tel est le visage qu'a présenté François Hollande lors de sa conférence de presse, jeudi après-midi. Le président de la République a ainsi confirmé une orientation lisible depuis la fin 2012 et l'annonce d'un crédit d'impôt de vingt milliards pour les entreprises. Sans faire de nouvelles annonces, mais en récapitulant les réformes passées et les projets déjà connus, il a plus que jamais confirmé le virage social-libéral du gouvernement.

Reste que le positionnement social-libéral de François Hollande avait rarement été affirmé de manière aussi claire. liberation.fr 16.05

Voilà qui est rassurant, il nous sera plus facile de défendre le socialisme

- François Hollande s'est décrit comme «*un socialiste qui veut faire réussir la France*».

Oui, mais là plus personne ne le prend au sérieux, heureusement ! On ne confondra pas son échec personnel et le socialisme qui n'y est pour absolument rien. Voilà un bel argument à développer dans un tract contre le gouvernement, en défense du socialisme.

Compromission.

- «*Le premier acte qui doit être à chaque fois posé, c'est de trouver le compromis entre la France et l'Allemagne*», a-t-il expliqué.

- Il a également donné à l'intégration européenne une valeur supérieure aux orientations politiques nationales : «*Le risque de l'Europe, ce n'est pas de passer de droite à gauche, mais que le choix national prime sur l'intérêt européen.*».

Il est vrai que ce "risque" n'en est pas vraiment un, il en est la preuve vivante, la droite et la gauche étant du pareil au même, la distinction une vaste escroquerie.

Cynisme et provocation. A bas la gauche !

- "*La gauche n'est pas là pour dépenser et s'en aller*", a-t-il plaisanté.

Elle est là pour faire le sale boulot que la droite n'avait plus les moyens politiques de faire.

L'oligarchie financière va se doter d'un "**gouvernement économique**" européen.

- Le chef de l'Etat a promis une "initiative" pour "*sortir l'Europe de sa langueur*", qui passera notamment par la mise en place d'un gouvernement économique réuni "*tous les mois autour d'un véritable président nommé pour une durée longue*". Une "*proposition initiale de l'été 2011 de Mme Merkel et de Nicolas Sarkozy*" a rappelé Jean-Louis Borloo. Le patronat, par la voix du Medef, a commenté en ces termes: "*L'engagement résolument européen (...) en direction d'un gouvernement économique de la zone euro correspond à la vision que le Medef promet.*". Sa mission serait de débattre des principales orientations économiques européennes, en particulier fiscales et sociales.

Travailler pour vivre jusqu'à en crever.

- «*Dès lors que l'on vit plus longtemps, parfois beaucoup plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps*», a assuré François Hollande.

Soulager le "**fardeau**" des nantis, oui, celui des travailleurs, ce sera non.

- il refuse de «*reporter sur les générations à venir le fardeau du financement des régimes de retraite*», mais les 1.700 milliards d'euros de dette de l'Etat à mettre au compte des banquiers et du capitalisme, cela ne le gêne pas de «*reporter sur les générations*

à venir (ce) fardeau», normal, il est leur représentant !

Boycott !

- François Hollande a convenu que la réforme des retraites, qui interviendra cette année, ne sera probablement pas la dernière. Le chef de l'État en a fixé les grandes lignes: hausse de la durée d'activité (comprenez de la durée de cotisation et non de l'âge de départ) pour coller à la progression de l'espérance de vie et correction des inégalités existantes. La concertation, qui doit démarrer après la conférence sociale des 20 et 21 juin, durera «jusqu'à la fin de l'été» et se basera sur les recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau.

Nous rejettons cette "base", ces "recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau"

Amalgame entre casseurs et travailleurs défendant leurs emplois.

- Le chef de l'État s'est dit prêt à «regarder» certaines situations qui relevaient de la proposition de loi sur l'amnistie sociale visant des faits syndicaux qui a été renvoyée jeudi en commission des lois de l'Assemblée. Des «cas exceptionnels», a-t-il précisé. «On ne peut pas condamner ce qui s'est passé au Trocadéro ou ailleurs, et dire ensuite, c'est normal que pour d'autres conflits on détruise. Il n'y a aucun conflit qui justifie qu'on détruise», a-t-il jugé, rappelant qu'il était «par expérience et par principe» contre toute loi d'amnistie.

Vous aurez noté "ou ailleurs" et "pour d'autres conflits", quelle pourriture ! Il est dans son rôle de défenseur de la propriété privée des moyens de production, de l'ordre établi.

Il a raison, il n' a "aucun conflit" entre capitalistes en France ou dans le monde "qui justifie qu'on détruise" des vies humaines en jetant des millions de travailleurs à la rue ou en les privant d'emploi, il faut en finir avec les responsables de la casse sociale, les banquiers et les capitalistes.. et leur gouvernement, Hollande dégage et ton gouvernement, ta "majorité" parlementaire PS-UMP-UDI : dégagez !

Détournement de fond, Hollande dans le rôle de chef des banksters.

- «l'assurance-vie sera réformée pour que les fonds puissent être davantage affectés aux fonds propres des entreprises», comme le préconisait il y a deux mois le rapport parlementaire Berger-Lefebvre.

Je n'ai pas souscrit à une assurance-vie et j'ai bien fait, j'aurais engraisé gratuitement ces parasites. A quand une campagne des partis ouvriers ou des syndicats pour dénoncer cette gigantesque escroquerie ? Comment, mais vous n'y pensez pas, les travailleurs ne le comprendraient pas... Ah oui, c'est vrai, j'avais oublié que les partis et les syndicats se servaient des masses les plus ignorantes pour justifier leur opportunisme !

Le camp de la barbarie ou de l'impérialisme américain.

- François Hollande a estimé qu'il fallait convaincre Moscou, soutien du régime syrien, que «son intérêt est d'en terminer avec Bachar al-Assad».

(source : AFP, Reuters et lefigaro.fr 16.05)

[L'ennemi est dans notre propre pays.](#)

Les difficultés économiques de la France s'expliquent avant tout par le contexte économique international, estiment 43% des Français, tandis qu'ils sont 34% à les imputer à la politique du gouvernement actuel, selon un sondage BFMTV-CSA publié jeudi. AFP 16.05

[Ils soutiennent le régime et légitiment la Constitution comme ils peuvent. C'est une "trahison", la pire de toute !](#)

1- Le mot «**race**» banni des textes de loi - Liberation.fr

Les députés ont voté un texte soumis par le Front de Gauche, présenté comme une «première étape» vers une promesse de François Hollande : rayer le terme de la Constitution. Liberation.fr 16.05

On aurait envie de dire, que s'il devait en rester une ce serait celle des cons, et que le Front de gauche est bien partie pour

la représenter !

Des peuples jadis isolés sur les différents continents se sont reproduits en étant soumis à des contraintes naturelles spécifiques qui ont donné naissance à des développements sur le plan biologique ou morphologique permettant de les distinguer beaucoup plus tard et de les répertorier en fonction de leur origine.

Nul racisme ici, je n'ai fait qu'évoquer le développement naturel d'une espèce qui donné naissance à plusieurs races, comme celle des chiens par exemple, qui dans des conditions spécifiques a produit le berger allemand ou le caniche ou encore le teckel, on aurait plus prendre celle des bovidés qui a donné le boeuf, le buffle ou le yak.

Que dit Le Grand Robert du chien : - Mammifère domestique (Carnivores; Canidés), d'une espèce dont il existe de nombreuses races... Le Front de gauche va-t-il aller jusqu'à attaquer en diffamation les auteurs de ce dictionnaire au nom de la protection de l'espèce canine ? Race signifie specimen issu d'une même espèce ayant connu une évolution spécifique et répertoriés comme telles dans l'ordre de la connaissance humaine.

C'est justement à celle-ci qu'il s'agit de s'attaquer ici, car dès lors que cette évolution ne serait plus prise en compte, le processus qui a donné lieu à cette différenciation deviendrait inintelligible, toute distinction devrait disparaître au profit d'une caractérisation générique, en poussant ce raisonnement dans ses retranchements on arrive à la conclusion que toute connaissance deviendrait impossible.

Cette démarche est extrêmement dangereuse et n'a rien d'humaniste, elle est au contraire anti-scientifique et conduit à une déshumanisation de l'humanité, de l'espèce humaine dont justement la diversité des races est sa richesse et le gage de sa survie, au même titre que biodiversité dans la nature.

Il m'est arrivé à plusieurs reprises dans le passé d'affirmer que les races n'existaient pas, c'était une affirmation erronée que j'avais produite par facilité pour ne pas entrer dans une polémique sur un sujet sensible sans avoir le temps de le traiter sérieusement, même de manière très brève. Je corrige donc ici en précisant ma pensée.

J'irai encore plus loin. Sur cette question et bien d'autres pour ne pas dire toutes, ces gens-là sont incapables d'assumer jusqu'au bout leur responsabilité, leur démarche aboutit à gommer l'existence des différentes races pour en fait n'en laisser qu'une dominer les autres, la leur, celle des occidentaux, des blancs, des blancs occidentaux, car il existe aussi des blancs métissés, par exemple aux Etats-Unis ou en Amérique latine.

La reconnaissance des différentes races est au contraire une marque de respect vis-à-vis de chacune d'entre elles qui forment la communauté humaine. Vous avez pu constater à la lecture des articles de la Constitution de la Ve République ou du préambule de la IVe République qui mentionnaient la race que j'avais reproduits dans une causerie, qu'il n'était pas fait référence à une race supérieure à une autre, auquel cas la suppression de cette mention aurait été parfaitement justifiée.

Or, ils se trouve qu'aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, le législateur qui s'apprête à faire disparaître cette mention à la race dans la Constitution, se trouve être justement le porte-parole d'un impérialisme qui n'a eu de cesse jusqu'à aujourd'hui d'exploiter les autres races aux quatre coins du monde, de les considérer inférieures et le projet d'union-transatlantique Etats-Unis-Union européenne en porte la marque, c'est même sa marque de fabrique, et l'intégration de l'Afrique dans ce projet ne fait que le confirmer une fois recoloniser ou totalement sous la coupe des puissances occidentales. La supercherie consiste à faire croire, que la France qui fait partie des pays dominants, en éliminant la distinction entre les races les respecteraient en les intégrant dans un projet commun qui profiteraient équitablement à chacune d'entre elles ou à tous les peuples, alors que c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire, en réalité ils poursuivent la politique de colonisation entamée au XVIIIe siècle mais qu'ils toiletent en surface sur le plan idéologique ou constitutionnel pour mieux la masquer ou la rendre plus présentable.

Le PS s'est employé au nom de la lutte contre le racisme dès les années 70 à stigmatiser en réalité certaines communautés issues de l'immigration, à encourager la discrimination dont elles devaient être victime, à s'en servir pour diviser davantage les masses au moment où une nouvelle crise du capitalisme sévissait, l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme nauséabond qui devait accompagner cette campagne en faveur des populations immigrés et à laquelle la quasi-totalité du mouvement ouvrier à participer n'a eu pour effet qu'accroître le racisme et produire des ghettos où il est même devenu dangereux de s'aventurer. Maintenant qu'ils sont parvenus à alimenter la haine envers principalement les populations issues du Maghreb, d'Europe centrale avec l'aide de l'Union européenne, d'Asie via le mondialisme, à créer un climat propice à la guerre civile entre les différentes couches de la population, à la suspicion généralisée, à la délation, à créer une atmosphère nauséabonde dans le pays, il s'agit de passer à la phase suivante qui va consister sous couvert d'une égalité qui n'existe que sur le papier ou abstraite, de faire en sorte que toutes ces couches s'affrontent entre elles, le législateur s'étant armé ou ayant adopté des dispositions entre temps pour réprimer toute manifestation consistant à porter atteinte aux intérêts des couches minoritaires (homosexuels, immigrés, etc.) qu'il a lui-même désigné à la vindicte publique en renforçant leurs droits, alors que la société sous l'effet de la crise du capitalisme et de la politique antisociale mise en oeuvre par le gouvernement continue de se décomposer à vive allure, ce qui va se manifester par la multiplication des règlements de compte violents ou de haine aveugles, le législateur s'en lavant les mains ou refusant d'en endosser la responsabilité puisque de son côté il a pris soi-disant des dispositions pour éviter qu'un tel cas de figure se

produise, le régime est sain et sauf, c'est l'essentiel, et peu importe si la société est devenue invivable, c'était l'objectif recherché à défaut d'autres solutions pour parvenir à l'objectif qu'ils s'étaient fixés et la boucle est bouclée.

Au fait, on aurait pu commencer par là, mais j'ai préféré développer mon argumentation sans tenir compte des artifices politiques liés à cette question, car on aurait pu m'accuser de vouloir les réfuter à tout prix en tant qu'opposant au régime, auriez-vous perdu de vue que c'était Hollande qui était à l'origine de cette manipulation, le soupçonneriez-vous par hasard d'être animés de bonnes intentions envers les différents peuples qui se trouvent être de races différentes ? Après son aventure au Mali, ce serait impossible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Vous aurez compris qu'une fois de plus le Front de gauche s'illustre de la plus triste et sordide manière en reprenant à son compte un des éléments du programme du candidat Hollande, l'ami des Africains.

Au passage, le Front de gauche témoigne son attachement à la Constitution de la Ve République, inutile ensuite de démontrer que leur VIe République n'était qu'une mauvaise farce puisqu'ils s'y emploient eux-mêmes.

Nous, nous ne sommes favorables à aucune modification de la Ve République, cela ne nous concerne pas, nous ne nous reconnaissons pas dans cette Constitution, la seule chose qui nous concerne, c'est le combat pour son abolition, et non pour la toiletter, la remodeler, la réformer, lui donner un verni démocratique trompeur, pour tromper qui, mais les travailleurs.

Révisionnisme ou socialisme, à vous de choisir votre camp.

2- Mélenchon : le renvoi du texte sur l'amnistie sociale est une "**trahison**" - LePoint.fr

Comment faire passer Hollande et son gouvernement, le PS, qui sont des représentants et des défenseurs de la propriété privée des moyens de production pour ses ennemis alors que c'est évidemment impossible. Voilà la tâche à laquelle s'applique Mélenchon avec constance, sa principale fonction, sa raison d'être politique pour le compte du régime en place.

[Eugénisme. Ils sont sur la bonne voie.](#)

1- Au moyen d'un virus

Deux employés hospitaliers ont été contaminés par le nouveau coronavirus (nCoV) en Arabie saoudite en soignant des patients infectés, a déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le nCoV est proche du virus responsable du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère) qui avait fait plusieurs centaines de morts en Chine en 2003. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) juge désormais probable qu'il se transmet d'humain à humain.

"C'est la première fois que l'infection au nouveau coronavirus est diagnostiquée chez des professionnels de santé après exposition à des patients", a souligné l'OMS dans un point sur l'évolution de la maladie diffusé mercredi soir. Reuters 16.05

2- En rendant folle la population.

Près de 20% des enfants américains souffrent de troubles mentaux et le nombre de pathologies recensées n'a cessé de croître depuis plus d'une décennie, affirme un rapport publié jeudi par le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Cette première étude du CDC sur le sujet a été menée sur des enfants de trois à 17 ans avec le constat que les troubles mentaux coûtent chaque année 247 milliards de dollars en frais médicaux, principalement aux services de l'éducation et de la justice.

Les troubles mentaux sont définis comme de "*graves écarts dans le développement attendu des fonctions cognitives, sociales et émotionnelles*".

De plus, ces enfants sont plus enclins à développer des problèmes chroniques de santé comme l'asthme ou le diabète et peuvent, une fois adultes, souffrir de maladies mentales.

L'enquête montre, d'après les données collectées entre 1994 et 2011, que le nombre d'enfants souffrant de troubles mentaux n'a cessé de croître. Reuters 16.05

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Grande-Bretagne

La justice britannique a rejeté jeudi un recours contre un accord conclu en 2010 entre le fisc et la banque Goldman Sachs, qui a ainsi été dispensée de payer jusqu'à 20 millions de livres sterling de pénalités (23,65 millions d'euros).

Andrew Nicol, juge à la Haute Cour, a déclaré que cet accord était conforme au droit, tout en le critiquant.

"L'accord avec Goldman Sachs ne constitue pas un épisode glorieux de l'histoire (du fisc britannique)", écrit le juge dans ses attendus, avant d'égrener une liste d'erreurs commises par les services fiscaux, le HMRC.

Une enquête menée par Reuters a montré que le montant des impôts versés par les grandes entreprises en Grande-Bretagne avait baissé au cours des 12 dernières années, période pourtant marquée par une hausse de leurs profits, tandis que ceux des particuliers et des petites entreprises avaient augmenté.

Le recours rejeté jeudi porte sur un accord conclu en novembre 2010 entre l'ancien patron du HMRC, Dave Hartnett, et des dirigeants de Goldman Sachs pour régler un différend de longue date au sujet d'une pratique, désormais interdite, consistant à verser des primes à des employés au Royaume-Uni via des paradis fiscaux.

L'organisation UK Uncut Legal Action, à l'origine du recours, affirme que cet accord a permis à Goldman Sachs de payer certes des arriérés d'impôts mais en évitant toute pénalité. Reuters 16.05

SOCIAL

1- France

Le nombre d'emplois a continué à diminuer en France au premier trimestre 2013, selon une étude publiée par l'Insee ce jeudi. Mais le rythme de cette baisse a ralenti : dans le secteur privé, 20 300 postes ont disparu entre janvier et mars 2013, moitié moins qu'au cours du trimestre précédent. Cette baisse de 0,1% n'en est pas moins la quatrième consécutive. Elle est plus marquée dans l'industrie (-0,4%, soit 13 400 emplois de moins) et la construction (-0,3%, 4800 emplois). Au total, sur un an, plus de 133 000 postes ont disparu dans les secteurs marchands, qui emploient 16 millions de personnes environ.

«Paradoxalement, ces destructions sont relativement limitées compte tenu de la faible croissance, souligne Eric Heyer, économiste à l'OFCE. Il n'y a pas de licenciements massifs, les fins de CDD représentent une grande partie des entrées à Pôle Emploi. Mais cela veut dire qu'il y a des sureffectifs dans les entreprises. Et donc que, lorsque la reprise viendra, elle se fera sans création d'emplois, car ces sureffectifs suffiront à absorber la production supplémentaire.»

Le redressement de l'intérim apporte une note plus claire à ce tableau. En baisse depuis mi-2011, ce secteur connaît une légère reprise au premier trimestre, avec 11 400 postes gagnés (+2,2% sur un trimestre). Les plus optimistes y verront le signe annonciateur d'une reprise. *«Contrairement aux années 1990, on ne peut plus considérer l'intérim comme un élément précurseur sur le marché de l'emploi, tempère cependant Eric Heyer. Autrefois, les emplois en intérim annonçaient effectivement de futures embauches en CDI et CDD. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus nombreux et font office de variable d'ajustement, mais leur variation est à prendre avec précaution.»*

D'autant que, toujours selon l'institut statistique, les industriels français ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissement pour 2013, prévoyant désormais un recul de 4% de leurs dépenses d'équipements alors qu'ils anticipaient une stabilité lors de la dernière enquête trimestrielle de l'Insee réalisée en janvier. liberation.fr 16.05

2- Grèce

Les enseignants du secondaire ont annulé une grève de 24 heures prévue vendredi en Grèce, cédant aux menaces d'arrestation et de renvoi adressées par le gouvernement au cas où ils manqueraient à l'appel.

"La majorité des syndicats d'enseignants estime que les conditions ne sont pas réunies pour que la grève puisse avoir lieu comme prévu", a déclaré Nikos Papachristos, secrétaire général de l'OLME, le syndicat des professeurs du secondaire.

Signe d'une certaine lassitude de la population à l'égard des mouvements de grève et de divergences croissantes au sein des syndicats eux-mêmes, les enseignants disent avoir annulé le débrayage par manque de soutien des autres salariés.

Jeudi, seule une douzaine de personnes se sont rassemblées à Athènes pour soutenir les revendications des enseignants. D'après un sondage Kapa/Ta Nea, plus de 70% des personnes interrogées se disent opposées à cette grève. Reuters 16.05

Ils ont eu raison, cette grève avait été programmée pour le jour des examens, une provocation... policière, pardon syndicale !

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mai 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer aujourd'hui, j'ai trop de boulot chez moi. Bon week-end à tous

Une vidéo

La face cachée du Qatar

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ

ACTUALITE EN TITRES

[Hollande et le PS toujours plus réactionnaires et impérialistes.](#)

- Conférence internationale sur la Syrie: Paris refuse la présence de l'Iran - AFP

- Tchad: la France réagit à peine à l'arrestation de plusieurs élus - L'Express.fr

Quelle question incongrue!

- «*Je me pose la question de savoir s'il est possible de condamner des politiques*» - LeFigaro.fr

... la preuve que non :

- Cahuzac perçoit encore ses indemnités de ministre, confirme Moscovici - AFP

Confirmation

- "*Ce n'est pas le mot race dans les textes qui alimente le racisme*" - LeMonde.fr

- Danièle Lochak, professeur émérite de droit public à l'université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, ancienne présidente du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), et auteur de *La race, une catégorie juridique* (Presses de la FNSP, revue Mots, 1992) porte un jugement nuancé sur cette initiative qui ne devrait pas, selon elle, aboutir ensuite à modifier la Constitution de 1958, et encore moins le préambule de 1946.

Etait-il nécessaire de faire disparaître le mot "**race**" de la législation ?

Je suis partagée. D'un côté, les mots ne sont pas neutres. Utiliser un terme – a fortiori dans un contexte juridique – peut lui donner une certaine légitimité : on peut donc comprendre le souhait d'éliminer le mot "*race*" des textes de loi.

D'un autre côté, dans tous les contextes où ce mot apparaît, c'est sur le mode de la dénégation, pour disqualifier les actes et les propos racistes, il est donc difficile d'en tirer la conséquence que les "*rac*es" existeraient.

Le terme, au demeurant, n'est pas tabou dans beaucoup d'autres pays qui, comme la France, ont mis hors la loi la discrimination raciale. Et surtout, on le trouve dans toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme qui interdisent les discriminations fondées – notamment - sur l'origine, ou l'appartenance à une ethnie ou une race. Ratifiées par

la France, elles font à ce titre partie de son droit positif. C'est le cas également de l'article 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), de la Charte européenne des droits fondamentaux et de la directive de 2000 relative à l'égalité de traitement entre les personnes "sans distinction de race ou d'origine ethnique".

L'adoption de ce texte va-t-il entraîner des changements concrets ?

Ce texte a une portée essentiellement symbolique, tout le monde en convient. Car ce n'est pas la présence du mot "race" dans la législation qui alimente le racisme ni même la croyance en l'existence des races. Ce qui est important, c'est de se donner les moyens de lutter contre le racisme – qui suppose entre autres une politique plus respectueuse des droits des étrangers et des droits des Roms. (Dites-nous, comment ce gouvernement pourrait faire une "une politique plus respectueuse des droits des étrangers" alors qu'il brade tous nos droits sociaux et politiques ? - note du site)

Si le texte amendé au cours de la discussion parlementaire aboutit à remplacer systématiquement les mots "en raison de [...] sa race" par l'expression "pour des raisons racistes", de façon à ne pas risquer d'affaiblir la répression du racisme, on notera qu'il laisse subsister dans l'ensemble de la législation les termes d'"ethnie" ou d'"appartenance à une ethnie". Or l'ethnie est en réalité un substitut euphémisé de la "race" mais qui, sentant moins le soufre, peut aboutir à conférer une crédibilité à des distinctions qui sont tout aussi contestables et dangereuses que celles reposant sur la "race".

Notre point de vue.

Le racisme comme la haine envers tout ce qui ne nous ressemble pas a pour origine les rapports sociaux de production basés sur l'inégalité entre les classes (le capitalisme), rapports entre les classes qui en temps de crise tendent à amplifier ces inégalités et à les étendre aux couches (minoritaires) les plus faibles de la société, couches de la société que certains partis s'emploient à manipuler, à mettre systématiquement en avant jusqu'à la provocation, tandis que d'autres en font des boucs émissaires responsables des difficultés que rencontrent les masses pour monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres.

Les partis de droite ou de gauche qui gèrent la crise du capitalisme prétendent lutter contre le racisme, alors qu'ils en portent la responsabilité pour être incapables de résoudre les questions sociales qui en sont à l'origine, tandis que l'extrême droite en tire profit, les uns et les autres se partageant les rôles pour le compte du régime en place. Quant à l'extrême gauche en mêlant sa voix à la gauche qui est complice de la droite, elle ne fait que témoigner son incapacité à développer une politique indépendante des partis qui sont des piliers du régime.

[Chez lui](#)

- Sarkozy en Israël, une rencontre prévue avec Netanyahu - AFP

[Intox](#)

- L'Espagne enregistre son premier excédent commercial depuis 1971 - libération.fr

Titre alléchant, n'est-ce pas, on pourrait en conclure que tout s'arrange en Espagne, pour un peu, la politique du gouvernement était la bonne, sauf qu'il y a un mais.

Mais cet excédent est uniquement dû à la faiblesse des importations par rapport aux exportations, les importations ont chuté de 15% par rapport à mars 2012, tandis que les exportations n'ont augmenté que de 2% durant la même période.

[Chut, c'est le port d'attache de la Ve flotte américaine dans le Golfe !](#)

- Bahreïn: le domicile du plus haut dignitaire chiite "attaqué" par l'armée - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Ils y viennent à reculons... Hollande est de droite et le PS aussi.](#)

- Pour Mélenchon, Hollande mène une politique économique de droite - Reuters

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a commenté l'an II du quinquennat en assénant: "l'an II, c'est l'an pire", jugeant que "oui",

sur "certains domaines", le chef de l'Etat était de droite. Reuters

"Austérité, An II", titre le journal communiste L'Humanité selon lequel "pour des millions de Français (...) le sentiment amer d'avoir été trompés n'a malheureusement pas été dissipé". AFP 17.05

En quoi consiste la manoeuvre ?

Le premier dit que le Hollande serait de droite, alors lorsque le second affirme que ceux qui ont voté pour lui se sont trompés, cela signifie qu'ils ont élu un président de droite en croyant élire un président de gauche, sauf que voilà, personne n'était censé ignorer la nature de Hollande et du PS qui ont fait la démonstration lors d'une multitude d'occasions au cours des décennies précédentes qu'ils étaient de droite, personne n'ignore que le PS a été au pouvoir pendant de longues années sans jamais résoudre par exemple la question du chômage, personne n'ignore non plus qu'il a gouverné avec un président de droite (Chirac), personne n'est censé ignorer le consensus permanent qui existait entre l'UMP et le PS à l'Assemblée nationale, etc. alors si des électeurs sachant tout cela ont malgré tout voté Hollande et pour le PS en juin 2012, c'est qu'ils sont eux-mêmes à droite, bien enchaînés au capitalisme et aux institutions, plutôt réactionnaires que révolutionnaires, il est vrai que si le contraire était vrai cela se saurait et se verrait sur le terrain, or il n'en est rien force est de le constater.

Alors à quoi rime cette gesticulation du PG et du PCF ? A camoufler leur refus de véritablement combattre le gouvernement et sa politique du fait que la majorité des masses sont plutôt à droite, auquel cas ils s'en couperaient ou plus généralement parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au régime.

Vous allez peut-être dire que ma démonstration ne colle pas, puisque le PCF dit que les électeurs ont l'impression d'avoir été trompés. Ils n'en sont pas davantage à gauche pour autant, ceux qui avaient voté Sarkozy en 2007 et qui ont été déçus par sa politique, seraient-ils devenus automatiquement de gauche ? Ils auraient été trompés par Hollande s'il avait véritablement présenté un programme électoral de gauche donc rompant avec le capitalisme, les institutions, l'UE, or à aucun moment il n'a été sur cette ligne politique, il a toujours tenu un discours de droite, sauf à en extraire certains passages pour en tirer des conclusions abusives ou sans rapport avec sa véritable orientation politique, à droite toute.

On pourrait dire encore, qu'une partie des électeurs de Hollande ont pris leurs désirs pour la réalité, se sont leurrés eux-mêmes alors qu'il n'y avait pas matière à cela, laissons de côté ici le fait qu'ils auraient ou non été en mesure d'en décrypter le discours, ils y ont été encouragés par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou à chasser Sarkozy, dont le PG et le PCF. Ils en partagent la responsabilité, c'est peut-être cela aussi qu'ils tentent de faire oublier, bien que rien ne soit moins sûr, ils font partie des gens qui sont incapables de reconnaître leurs erreurs et qui passent plutôt leur temps à les justifier pour qu'on ne les qualifie pas ainsi et ne leur reproche pas, ils les reportent de préférence sur les masses, comme à la CGT Lapaon vient de le faire, elles ont voté Hollande en se laissant abuser, après tout c'est de leur faute, au premier tour elles avaient la possibilité de voter pour le candidat de Front de gauche, ce n'est pas dit ici explicitement, mais c'est sous-entendu dans le discours du PCF, nous, nous n'avons rien à nous reprocher, les travailleurs ont finalement le gouvernement qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

[En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013. Le gouvernement a fourni la table et les chaises, le Medef le papier, Lapaon le stylo, Mailly l'encre... et Berger a signé !](#)

Les numéros un de la CGT et de la CFDT, dont les rapports sont distendus depuis l'accord sur l'emploi avec le patronat, n'ont "rien à se pardonner", a assuré vendredi sur LCI le secrétaire général de la CGT Thierry Lapaon.

Les deux numéros un vont déjeuner ensemble ce vendredi, a confirmé M. Lapaon.

"Nous n'avons rien à nous pardonner Laurent Berger et moi. Il n'a rien à me pardonner, je n'ai rien à lui pardonner. On a eu des positions différentes sur l'accord interprofessionnel", a dit M. Lapaon.

"L'avenir jugera si la CGT a eu raison ou si la CFDT a eu raison. Les faits aujourd'hui, me semble-t-il, nous donnent raison et donc on va en discuter tranquillement avec Laurent au cours d'un déjeuner, ce qui est normal", a-t-il poursuivi.

Ce déjeuner vise à "préparer ensemble la grande conférence sociale. L'enjeu c'est la prise en compte des intérêts des salariés". AFP 17.05

On ne leur souhaitera pas bon appétit !

Bref, ils s'entendent comme larrons en foire et gueuletonnent sur notre dos ! Vous avouerez que ce qui distingue le jaune du traître est aussi fin qu'une feuille de papier à cigarette et ne leur coupe pas l'appétit, nous, ils nous donnent envie de vomir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le FMI ne serait-il qu'un repère de pervers et de corrompus ?

Un nouveau rebondissement dans l'affaire Tapie-Lagarde ? Mediapart a affirmé, vendredi 17 mai, que le Trésor public avait renoncé à réclamer 15 millions d'euros d'impôt à Bernard Tapie. Selon le site d'information, un juge commissaire du tribunal de commerce de Paris a prononcé le 20 octobre 2009 la forclusion de certaines des créances détenues par le Trésor public sur la liquidation de sociétés de l'homme d'affaires. 12 millions d'euros de créances auraient notamment été abandonnées au titre des impôts sur le revenu des années 1992 et 1993, précise-t-il.

Mediapart rappelle que l'affaire Tapie est au centre de trois procédures judiciaires, dont l'une pourrait conduire la semaine prochaine à la mise en examen de Christine Lagarde, l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), par la Cour de justice de la République (CJR). Une procédure visant Christine Lagarde est ouverte depuis l'été 2011 à la Cour de justice de la République, seule habilitée à traiter des délits concernant des ministres dans l'exercice de leur fonction, pour complicité de détournement de fonds publics et de faux. lemonde.fr 17.05

1.2- Affaire Balladur-Sarkozy.

Selon France-Info, le juge Renaud Van Ruymbeke détiendrait la preuve que des rétrocommissions versées dans le cadre de contrats d'armements auraient servi à payer des enquêtes d'opinion pour la présidentielle de 1995.

Selon France-Info, l'enquête sur l'affaire Karachi, portant sur un financement occulte de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, vient de faire un grand pas. Le juge Renaud Van Ruymbeke aurait en effet fait le lien entre les rétrocommissions versées à des intermédiaires étrangers, dans le cadre des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite, et la campagne Balladur.

Le magistrat détiendrait la preuve que Abdul Rahman El Assir, associé à Ziad Takieddine, a utilisé une partie des commissions concédées par le gouvernement Balladur pour acheter deux enquêtes d'opinion au politologue américain Paul Manafort sur la présidentielle de 1995.

Payés 52 000 dollars, ces sondages réalisés en octobre 1994 et janvier 1995 auprès de 800 électeurs français donnaient le candidat Balladur, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole, largement gagnant. lexpress.fr 17.05

2-Grèce

Nouvelle polémique en Grèce impliquant le parti néo-nazi Aube dorée, dont un des députés aurait crié trois fois «*Heil Hitler !*» dans l'hémicycle. L'affaire a eu lieu vendredi lors de la séance des questions d'actualité, juste après que le vice-président du parlement a ordonné l'exclusion de Panayiotis Iliopoulos, député d'Aube dorée, car il avait injurié le chef du Syriza (gauche).

Selon l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle), c'est Christos Papas, considéré comme l'un des idéologues du parti néo-nazi, qui aurait réagi lancé ce sinistre cri. Ce qu'Aube dorée a immédiatement démenti.

Panayiotis Iliopoulos avait provoqué l'incident initial en déclarant: «*Mr Alexis (Tsipras) dort du sommeil du juste et rêve devenir Premier ministre*», selon le débat retransmis par la radio Skaï, une heure après l'incident. Le président de séance lui avait alors demandé de se comporter de façon digne, en le menaçant de prendre «*les mesures*» prévues par le code parlementaire.

«*Syriza est un gang (...) allez-y minables*», a rétorqué le député d'Aube dorée en qualifiant les députés qui applaudissaient l'intervention du président de séance de «*troupeau de chèvres*». Le vice-président a alors ordonné l'expulsion du député, entraînant le départ de tout le groupe parlementaire Aube dorée de la salle. Cette mesure n'avait pas été utilisée depuis vingt ans, selon un responsable du parlement. leparisien.fr 17.05

Confirmation. Cette info était parue partiellement la veille dans le portail okeanews.fr dorénavant payant.

3- Egypte

Des centaines d'Egyptiens manifestaient vendredi au Caire pour réclamer le départ du président islamiste Mohamed Morsi, près

d'un an après son élection.

Des marches sont parties de différents quartiers de la capitale en direction de la célèbre place Tahrir, symbole du soulèvement qui a contraint le président Hosni Moubarak à la démission en février 2011, selon des journalistes de l'AFP et des images télévisées en direct.

En tête de l'un des cortèges, deux grandes banderoles réclamaient "*une élection présidentielle anticipée*" et "*une Constitution unissant tous les Egyptiens*".

Des membres de la campagne "*Tamarrod*" (rébellion, en arabe), qui dit avoir réuni plus de deux millions de signatures pour exiger le départ de M. Morsi, faisaient signer des formulaires aux passants tout en défilant, selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs partis et forces politiques, comme Al-Dostour du Prix Nobel de la Paix Mohamed ElBaradei et le mouvement du 6-Avril, l'un des fers de lance de la révolte de début 2011, avaient appelé à cette manifestation contre le président Morsi et les Frères musulmans dont il est issu.

Ils réclament l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, la libération des militants politiques emprisonnés et justice pour les "*martyrs de la révolution*".

Les opposants de M. Morsi l'accusent de gouverner dans le seul intérêt des Frères musulmans, bien qu'il assure être "*le président de tous les Egyptiens*", et de ne pas avoir su faire face à la grave crise politique et économique que traverse l'Egypte. AFP 17.05

4- Tunisie

Le rassemblement du groupe salafiste Ansar Ashariaa prévu dimanche à Kairouan, dans le centre de la Tunisie, a été interdit par le gouvernement qui a menacé de sévir contre ceux qui défieront l'autorité de l'Etat.

"*Nous avons décidé d'interdire ce rassemblement en raison d'une violation de la loi et de la menace qu'il représente pour la sécurité et l'ordre public*", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

"*Tous ceux qui défieront l'autorité de l'Etat et de ses institutions, ceux qui tenteront de semer le chaos, ceux qui inciteront à la violence et à la haine en porteront toute la responsabilité*", a averti le ministère.

Il a encore menacé de représailles "*tous ceux qui tenteront de s'attaquer aux forces de l'ordre*" et assuré que la police et l'armée étaient "*hautement mobilisées*".

Le chef du parti islamiste au pouvoir Ennahda, Rached Ghannouchi, avait affirmé cette semaine que le gouvernement allait interdire le congrès annuel d'Ansar Ashariaa, le principal groupe salafiste jihadiste, qui en retour avait appelé "*40.000 partisans*" à défier les autorités et à aller dimanche à Kairouan.

Un porte-parole d'Ansar Ashariaa (les partisans de la loi islamique), Seifeddine Raïs, a mis en garde jeudi le pouvoir contre "*toute intervention de la police pour empêcher*" le rassemblement, estimant que le gouvernement serait "*responsable de toute goutte de sang versée*".

Le mouvement n'a "*pas besoin d'autorisation pour prêcher la parole de Dieu*", selon lui.

"*On n'accepte pas les menaces de mort et l'incitation à la haine, on n'acceptera pas de se faire traiter de tyrans*", a rétorqué vendredi le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou.

Il a appelé Ansar Ashariaa "*à la sagesse, à s'intégrer à la vie politique, à accepter l'autre et à renoncer à la violence verbale et physique*".

"*Nous ne voulons pas la confrontation (...) Nous n'avons pas fermé leurs mosquées, nous ne les avons pas empêchés de faire de la prédication. Ce sont eux qui sont passés à la surenchère*", a-t-il souligné.

Vendredi soir, Ansar Ashariaa a diffusé des consignes à ses partisans.

"*Nous conseillons à nos frères qui viennent à Kairouan de se déplacer en groupe et de ne pas se séparer car les agents du tyran bloquent la majorité des carrefours et provoquent nos frères*", a-t-il dit sur sa page Facebook.

La semaine dernière, le chef d'Ansar Ashariaa, Saif Allah Bin Hussein dit Abou lyadh, un vétéran d'Afghanistan ayant combattu avec Al-Qaïda, avait déjà menacé de "*guerre*" le gouvernement et accusé Ennahda de mener une politique contraire à l'islam. Abou lyadh est en fuite depuis l'automne 2012, les autorités le soupçonnant d'être l'organisateur de l'attaque en septembre de l'ambassade américaine à Tunis (quatre morts parmi les assaillants).

Le bras de fer entre le gouvernement et les groupuscules salafistes, jusqu'alors tolérés, s'est accentué après que les autorités ont admis la présence de combattants d'Al-Qaïda en Tunisie.

Les forces de sécurité et l'armée pourchassent depuis fin avril des groupes armés retranchés sur les massifs ouest du pays, près de l'Algérie. Lors des opérations, seize militaires et gendarmes ont été blessés par des mines artisanales sur le Mont Chaambi, près de Kasserine (centre-ouest).

Les salafistes sont responsables de nombreux coups d'éclat et de violences, selon les autorités, alors qu'Ennahda est accusé par l'opposition d'avoir fait preuve de laxisme face à cette mouvance rigoriste de l'islam sunnite. AFP 17.05

5- Syrie

5.1- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a souhaité vendredi que la conférence internationale sur le conflit syrien proposée la semaine dernière par la Russie et les Etats-Unis ait lieu aussi vite que possible.

"*Il ne faut pas perdre la dynamique*" créée par la perspective de cette rencontre, à laquelle doivent être conviés des représentants du régime de Bachar al Assad et de l'opposition, a-t-il souligné à l'issue d'un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"*Le plus tôt sera le mieux*", a estimé ce dernier, répétant que l'Iran devait être représenté, ce qui pourrait ne pas être du goût des Etats-Unis.

Si l'idée aboutit, la conférence devrait se tenir en juin à Genève, mais nombre d'obstacles doivent encore être surmontés, notamment en ce qui concerne la participation de l'Iran.

"*Chez certains de nos collègues occidentaux, il y a un désir de réduire le cercle des participants externes et de lancer le processus à partir d'un très petit groupe de pays dans un cadre qui, essentiellement, fixerait à l'avance les équipes de négociateurs, l'ordre du jour et même peut-être l'issue des discussions*", a dit jeudi Sergueï Lavrov dans une interview diffusée sur le site internet de son ministère.

A Washington, on assure ne vouloir exclure personne. "*Nous ne disons ni oui ni non*", a assuré Jen Psaki, porte-parole du département d'Etat.

"*Nous sommes au courant des remarques russes. Une fois de plus, ce n'est pas une surprise, ils l'ont déjà souligné publiquement par le passé et nous allons faire le nécessaire pour que toutes les parties participent.*"

"*La question de la participation de l'Iran en fait certainement partie, mais il y a un certain nombre d'autres facteurs et, en fin de compte, l'objectif est de créer un climat à même de favoriser une transition politique*", a-t-elle ajouté.

A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

"*En ce qui nous concerne, en tous les cas, par l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. "*La crise syrienne, par contagion, touche toute la zone. Il y a un enjeu de stabilité régionale; on voit mal qu'un pays qui représente une menace pour cette stabilité participe à cette conférence*", a-t-il ajouté.

Lors de sa conférence de presse jeudi, François Hollande s'était étonné que les Russes, "*s'ils parlent d'une conférence, continuent de livrer des armes*" à Damas.

"*Il y a urgence à régler la question sur le plan politique mais tout en maintenant la pression sur le plan militaire*", a estimé le chef de l'Etat français.

Du côté de l'opposition, la Coalition nationale syrienne (CNS), elle-même en proie à de profondes divergences, doit se réunir jeudi prochain à Istanbul pour décider de sa participation à la conférence. Elle faisait jusqu'ici du départ de Bachar al Assad un préalable à l'ouverture du dialogue avec les autorités syriennes, mais les Etats-Unis semblent désormais décidés à laisser son sort aux soins des négociateurs.

La CNS, dominée par les mouvements islamistes, est en crise depuis la démission de son président Moaz al Khatib en mars. Les rivalités entre le Qatar et l'Arabie saoudite, ses principaux mécènes, empêchent l'émergence d'un chef de file crédible à même de négocier au nom de toute l'opposition, dit-on de source française.

Du côté de la Syrie, le ministre de l'Information, Omran Zoabi, a réclamé mardi des détails sur la conférence et exclut toute participation de Damas à une initiative "*qui nuirait directement ou indirectement à sa souveraineté*". Le rôle du président ne relève que "*du peuple syrien et des urnes*", a-t-il souligné.

En juin dernier, sous l'impulsion de l'ex-médiateur international Kofi Annan, les puissances du "*Groupe d'action sur la Syrie*" ont adopté une "*Déclaration de Genève*" qui prévoyait notamment la formation d'un gouvernement de transition à Damas "*sur la base d'un consentement mutuel*".

L'accord est resté lettre morte, en partie parce qu'il laissait de côté le sort de Bachar al Assad.

Les préparatifs de "*Genève II*" doivent se poursuivre la semaine prochaine à Amman, en Jordanie, où se retrouveront les Etats membres du groupe des Amis du peuple syrien, qui réunit les Etats-Unis, la Turquie, des pays arabes et européens mais pas la Russie. Reuters 17.05

5.2- Les tribus arabes en Irak ont réaffirmé leur plein appui à la Syrie face à la conspiration qui la vise.

Lors d'une visite à l'ambassade de Syrie à Bagdad, les chefs de tribus arabes ont condamné l'ingérence étrangère dans les affaires syriennes intérieures et les tentatives d'attiser la sédition entre les Syriens.

Le cheikh Satar al-Waeli, président du rassemblement national des tribus irakiennes, a mis l'accent sur le rôle important de la Syrie, direction, armée et peuple, dans l'affrontement de l'occupation israélienne et des complots occidendo-américains, exprimant son appréciation de l'intrépidité de l'armée arabe syrienne dans sa lutte contre le terrorisme

Il a invité la Ligue arabe et le 1er ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à réviser leurs positions prises contre les intérêts des Arabes.

De son côté, l'ambassadeur de Syrie à Bagdad, Satam Jadaan al-Dandah, a exprimé, dans une conférence de presse tenue au terme de la visite, sa gratitude et ses remerciements aux tribus arabes en Irak pour leurs positions soutenant la Syrie.

A la fin de la visite, le chef dudit rassemblement a décerné à l'ambassadeur syrien le "*bouclier des fidèles*" en signe d'appréciation du rôle national de la Syrie. french.trib.ir 16.05

5.3- La « *grande reporter* » Sofia Amara, est une piètre journaliste qui sait pratiquer à merveille la manipulation, faire cadrer l'information à la ligne éditoriale. Elle s'est rendue célèbre par ses reportages à la gloire d'une opposition militarisée au régime syrien, qu'elle s'est attachée à présenter systématiquement sous les couleurs les plus avenantes.

Or, il apparaît aujourd'hui que l'« *adorable* » et « *charmant* » rebelle qui avait si bien servi sa propagande anti-Assad, n'est autre que le monstre qui vient d'être filmé en train d'arracher le cœur d'un Syrien. Alors Sofia Amara cherche bien évidemment à tirer son épingle du jeu en affirmant au sujet du monstre qu'elle avait pourtant adoré : « *Quand je l'ai rencontré dans le quartier de Baba Amr, à Homs, entre le 16 et le 24 décembre 2011, alors que je tournais un reportage pour Arte intitulé Syrie : Au cœur de l'armée libre (...) c'était quelqu'un de charmant, d'avenant, d'adorable* ». Il aurait entre temps selon Sofia Amara perdu son humanité !

Cela n'est que manipulation. Les nombreux témoignages des habitants de Homs que nous avons recueillis confirment que les « *adorables rebelles* » de Sofia Amara ont commencé de kidnapper, égorger, couper des hommes en morceaux – par le simple fait qu'ils étaient Alaouites – dès mai 2011. Sofia Amara ne pouvait pas l'ignorer. Mais son objectif n'a jamais été de rapporter honnêtement ce qui se passe véritablement en Syrie ni ailleurs. Aller dans le sens du courant, ici démoniser Assad, est tellement plus gratifiant ! Son premier reportage « *Syrie, dans l'enfer de la répression* », acheté par Arte, diffusé le 11 octobre 2011 -repris par toutes les chaînes télévisées- lui a valu le prix de la vidéo au festival du scoop à Lille. french.trib.ir 16.05

5.4- Le courant salafiste djihadiste de Jordanie a annoncé mardi que le front d'al-Nusra pour la population d'al-Cham (Jebhat al-Nusra li-Ahl al-cham) a pris la décision d'affronter les combattants du Hezbollah en Syrie et de placer cette question à la tête de ses priorités.

L'un des principaux dirigeants de ce courant, Mohamed Chelbi al-Mokni, alias Abou Sayef, a déclaré à UPI que "*le Front d'al-Nusra d'al-cham a pris une décision claire d'affronter les combattants du Hezbollah dans les différentes villes de Syrie*". "*Le Front d'al-Nusra d'al-Cham s'est préparé pour faire front aux partisans du Hezbollah qui menacent les adeptes de la Sunna en Syrie*", a-t-il ajouté.

Le courant salafiste djihadiste de Jordanie proche du Front d'al-Nosra pour al-Cham a annoncé récemment que le nombre de ses partisans qui combattent les forces gouvernementales syriennes sur les territoires syriens, a atteint 500 dont 35 ont été tués. Le nombre de combattants du front de la Nosra pour al-Cham qui combattent le régime syrien, avoisine à peu près les 12 mille. Le front compte dans ses rangs des combattants américains, européens, arabes, du Golfe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le Front d'al-Nosra est une organisation salafiste créée à la fin de 2011 avec le début des événements en Syrie. Le Hezbollah est accusé d'entraîner ses éléments dans la bataille entre le régime syrien et les groupes d'opposition armée. Le parti libanais de résistance rétorque qu'il appuie les populations de certains villages syriens où résident des Libanais, pour affronter les menaces des éléments armés. <http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/syrie-le-front-dal-nosra-declare-la-guerre-aux-combattants-du-hezbollah/id-menu-957.html> <http://www.gnet.tn/french.irib.ir> 16.05

5.5- L'armée syrienne a pris d'assaut la localité de Tal Attari à Hasaka où des dizaines de terroristes ont été tués et près de 600 d'autres ont déposé leurs armes avant de se rendre.

Un repaire des terroristes près de Tal Al Assari a été frappé et des terroristes qui l'occupaient ont été tués et blessés. L'artillerie lourde de l'armée a visé Tal Hamas où se concentraient des Nosratistes. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

5.6- Le journal koweïtien Al Qabas affirme avoir appris des "*sources libanaises*" que c'est le Hezbollah qui a joué un rôle décisif dans la victoire de l'armée arabe syrienne à Deraa et à rif de Damas.

" *C'est à l'aide des combattants du Hezbollah que l'armée syrienne a pu reprendre le contrôle de la ville de Karaba Ghazala , localité stratégique située sur la route Damas-Deraa*" écrit le journal. "*Les forces du Hezbollah progressent très rapidement dans les régions du sud de la Deraa vers les frontières jordaniennes qu'elles contrôlent désormais et d'où elles empêchent tout trafic d'armes*". Les médias arabes publient régulièrement les informations sur la présence des combattants du Hezbollah en Syrie. Le secrétaire général du mouvement Nasrallah a confirmé cette présence là sur les lieux saints chiites en Syrie, objets d'assaut des terroristes salafistes. Il y a quelques jours, Assad a affirmé avoir ouvert les portes de la Syrie sur la résistance et faire de la Syrie un pays de la résistance. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

5.7- Al Quasseir est le symbole de la trahison occidentale envers les opposants anti Assad. ! C'est ce qu'affirme l'un des responsables du CN qui a des rapports solides avec les terroristes de l'ASL et du front Al Nosra pris au piège dans la banlieue de Quasseir.

"*Tout le monde nous a tourné le dos, tout le monde nous ment, nous n'entendons que des promesses creuses alors que les bombes et les missiles nous tombent dessus ; nous avons le sentiment d'avoir fait l'objet d'un grand deal, un véritable complot nous attend. Nous sommes face à un choix tuer ou être tué*", dit l'un des terroristes en action à Quasseir cité par AsSafi, journal libanais. Selon asSafir toujours des dizaines de membres de l'ASL et des takfiris cherchent à établir des contacts avec l'armée syrienne pour déposer leurs armes et se rendre . « *Tout le monde nous a trompés et on ne peut plus croire personne, les occidentaux, les arabes, le CN...* » Ce responsable de la coalition des opposants syriens a même menacé de parler un de ces jours devant la caméra et de « vider son sac » : « *Je balancerai tout, révélerai tout et je sais que beaucoup de responsables au sein de l'opposition sont du même avis que moi* » ; Toujours selon le journal, les opposants à Assad refusent l'idée d'une conférence Genève II car ils affirment que « *personne n'a besoin de nous ni les Américains ni les Russes* ». une grande panique s'est également emparée de ces opposants qui sont sûrs que l'entente dit de Genève II visent à éliminer une partie d'entre eux non pas seulement de l'équation syrienne mais physiquement tout court. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

SOCIAL

Chine

La hausse des salaires dans les grandes agglomérations chinoises a ralenti en 2012, comme la croissance globale de l'économie, montrent vendredi les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques.

Dans les villes, les employés de groupes "*non privés*", qui regroupent officiellement les entreprises publiques, les sociétés par actions et celles qui accueillent des investissements étrangers, ont vu leur salaire annuel augmenter de 11,9% à 46.769 yuans (5.918 euros) en moyenne.

Dans les "*institutions privées*", les entreprises contrôlées par un ressortissant chinois, les salaires ont progressé de 17,1% à 28.752 yuans.

Sur les 31 provinces chinoises, 25 ont augmenté leur salaire minimum, de 20% en moyenne. Mais le niveau de ce salaire

minimum varie fortement d'une province à l'autre puisqu'il peut aller de 870 à 1.500 yuans par mois.

La majorité des économistes jugent que les données sur les salaires moyens doivent être relativisées car elles ne concernent que les zones urbaines, où les revenus sont bien plus importants que dans les campagnes.

Les autorités estiment que les revenus sont trois fois plus importants dans les villes qu'en milieu rural et que les employés des secteurs les plus lucratifs gagnent quatre fois plus d'argent que ceux qui travaillent dans les domaines les moins rémunérateurs. Reuters 17.05

ECONOMIE

France

L'enseigne Leclerc était partenaire depuis plus de 10 ans de l'usine textile qui a pris feu au Bangladesh jeudi 9 mai provoquant la mort de huit personnes, selon une information du JDD confirmée à l'AFP par Michel-Edouard Leclerc. AFP 17.05

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'actualiser les Articles de presse, ce sera pour ce soir. J'ai ajouté une vingtaine d'articles hier.

[A propos du site.](#)

Mercredi le nombre de connexions a atteint 561, le record absolu, jeudi 518 et vendredi 434. A la même date en 2012, le 15 mai il y avait eu 92 connexions, 119 le 16 et 108 le 17, en 2011, 65, 82 et 78.

[La dualité du pouvoir n'existe pas.](#)

Les illusionnistes, charlatans, aventuriers et j'en passe s'emploient à mettre en avant qu'il existerait du bon et du mauvais en toute chose pour finalement ne jamais trancher en faveur de l'un ou de l'autre, notez bien qu'ils ne s'en vantent pas forcément, tandis qu'ils s'appuient publiquement sur certains de leurs aspects, pour en favoriser d'autres qu'ils ne révéleront pas, l'interprétation correcte de leur discours ou action réside alors dans le non-dit ou le non-fait qui échappe aux néophytes, laissant de côté au passage ce qui leur tient lieu d'orientation ou ce qu'ils recouvrent.

C'est ainsi que l'on peut vanter tel mérite, telle qualité, tel talent d'un président, d'un ministre, d'un élu ou d'un dirigeant, d'un parti ou d'un courant, pourquoi pas d'un patron, d'un militaire, de l'ONU, de l'OTAN en occultant le rôle qu'il joue ou leur responsabilité dans tel ou tel évènement ou dans la situation actuelle.

Cependant ils tranchent tout de même en faveur du maintien de l'ordre établi, car c'est avec lui qu'ils n'entendent pas rompre.

Le capitalisme a du bon, la religion aussi, la guerre, la bombe atomique, les génocides, les famines, le chômage, la misère humaine sous toutes ses formes, l'exploitation de l'homme par l'homme surtout, bref, toutes les exterminations de masse et ce qui en est à l'origine présentent des avantages qu'il ne faudrait pas négliger sous peine d'être taxé de sectaire ou dogmatique, et sinon les portes des institutions et des médias s'en trouveraient fermées, impensable. Vouloir s'en séparer serait un crime, pas moins, contre l'humanité s'entend, puisque le capitalisme et la religion présentent l'avantage incomparable d'oeuvrer côte à côte au bien-être des hommes sur terre et dans les cieux. C'est bien d'ailleurs pour cette raison que le pape et Merkel se sont rencontrés hier.

Mélenchon, ne le cherchez pas, il est où sont braquées les caméras en ce moment, sur la croisette, pas de bol il flotte à torrent ! Le Festival de Cannes lui a offert l'opportunité une nouvelle fois de sortir une petite phrase en soutien au front populaire qui en serait à l'origine, pas vraiment en réalité et on y reviendra demain en détail. Je vais vous mettre en bouche, la première manifestation eu lieu en 1939 et la première la Palme d'Or fut décernée au film américain de Victor Fleming *Le magicien d'Oz*, qui se déroulait dans un pays imaginaire gouverné... par une monarchie absolue, le bonheur, tout aussi absolu pour ses sujets... Cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ? Dès le départ ce sont les Américains qui par leur soutien et leur présence ont fait la célébrité de ce festival, jusqu'à nos jours d'ailleurs et personne d'autres.

Ah, ces dirigeants "*socialistes et communistes*" ont fait de si grandes choses dans le passé, qu'on en oublierait presque le reste qui fut détestable au possible, là aussi, jusqu'à nos jours ! Il est vrai que pour un peu ils ne seraient pas responsables de la situation actuelle, de la situation dramatique dans laquelle se trouve plonger le monde, pourquoi s'acharner à sans cesse rabâcher ce mauvais côté de leur histoire au lieu de voir leur bon côté que pour notre part nous chercherons en vain, puisque nous ne jugeons pas les actes après les avoir réduits à des abstractions, mais en les intégrant comme manifestations ayant influencé le cours des choses dans une direction précise qui n'a apparemment rien eu à voir avec le socialisme et le communisme.

Nous sommes des empêcheurs de tourner en rond, c'est un vilain défaut, mais qui a du bon, tout dépend ce qu'on en fait, toute la différence est là entre nous et eux, c'est épuisant puisque notre combat ne connaît pas de répit, s'endormir sur ses lauriers et se satisfaire d'arguments superficiels n'est pas notre fort, nous sommes des bêtes de somme, des forcenés de la lutte de classe, on est un peu comme ces bouddhistes qui refusent de connaître le bonheur aussi longtemps qu'un seul homme vivra dans le malheur, on s'interdit d'accéder au nirvana tout en ayant acquis les connaissances nécessaires pour percevoir ce que serait le monde débarrassé de l'exploitation et de la servitude humaine, ce qu'on appelle autrement le socialisme, cela a sans doute quelque chose à voir avec notre conception de la révolution permanente... Si des hindouistes nous lisent, avec le shivaïsme... Je vis en Inde et je connais mes classiques !

[La palme d'or du "*gadget politique*" revient cette semaine au M'PEP.](#)

Ils ont publié le 16 mai un article intitulé *Le mythe néfaste d'un gouvernement d'union nationale*, considérant qu'un tel gouvernement serait "*au service des classes dirigeantes*", alors que le M'PEP fait l'éloge du Conseil national de la résistance qui allait même au-delà d'un gouvernement d'union nationale puisqu'il incluait les syndicats. Est-ce qu'ils se relisent au moins ? Vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : <http://resistance.ftp.free.fr>

Le M'PEP écrit : "*L'idée d'un gouvernement d'union nationale n'est qu'un gadget politique, c'est un nouveau conseil national de la résistance qui est nécessaire.*"

Des militants des différents partis de gauche et d'extrême gauche notamment participent au M'PEP, à la lecture du préambule du programme du CNR que faut-il en conclure : qu'ils ne sont pas vraiment de gauche, comme Hollande et le PS, ce serait une fâcheuse coïncidence, mais qui finalement ne nous surprendrait pas tant que cela, lisez ce qui suit et dites-nous ce que vous en pensez, de Gaulle aurait-il été de gauche sans le savoir le malheureux ?

- "*Mesures à appliquer dès la libération du territoire*

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

1°) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;"

Il est bien précisé "*dès la libération du territoire*", ce qui signifie que les partis SFIO, PCF et la CGT se placeraient sous le commandement du général de Gaulle qui comme chacun sait incarnait le prolétariat, le mouvement ouvrier, le socialisme quoi ! Tout comme le Parti radical.

Ils font décidément très forts nos staliniens défroqués ! Quand on lit cela on n'en croit pas ses yeux, on se demande s'ils ont toute leur tête tellement la manipulation est grossière.

Pas du tout, ils le revendiquent en reproduisant plus loin la composition du CNR, ce sont donc des agents du capitalisme qui s'assument et qui agissent à l'intérieur du mouvement ouvrier pour son compte, comme les staliniens et les révisionnistes de toujours.

La fin du programme du CNR va finir de vous achever pour ceux qui ne le connaissent pas.

- "*L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.*

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président le général De Gaulle !"

Il ne vous étonnera pas qu'une quinzaine d'années plus tard, cela ait débouché sur la Ve République conçue de toutes pièces pour de Gaulle. Le Front populaire, le Conseil national de la résistance et la IVe République ne furent pas l'antithèse de la Ve

République, mais bien son antichambre.

Les masques tombent les uns après les autres.

Quand la droite se radicalise sous l'effet de la crise, la gauche qui est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière et de rompre avec le régime se droitise de plus en plus, cherche à s'allier avec des pans de la bourgeoisie pour sauver les meubles et les apparences, à 70 ans de distance, il y a des petites malins qui s'imaginent que nous n'aurions pas de mémoire et qu'il serait possible de ressortir les différentes moutures de collaboration de classes, Front populaire, Conseil national de la résistance, IVe République, sans que personne en dénonce le contenu contre-révolutionnaire, antisocialiste, et bien c'était là commettre une grossière erreur.

Nous continuerons de combattre toute forme d'union nationale déguisée, toute tentative de lier le sort de la classe ouvrière à celui des exploités qui précipiterait sa perte, son indépendance de classe pour mener son combat politique déterminant sa capacité à se mobiliser et à vaincre son ennemi n'est pas négociable quand on prétend combattre pour le socialisme. Il y a beaucoup de gens qui veulent le bien de la classe ouvrière, mais force est de constater que le socialisme compte bien peu d'amis ou de partisans.

Hollande ayant remplacé Sarkozy, rien n'a changé, la réaction sur toute la ligne qui caractérisait l'ancien gouvernement et l'ancienne majorité parlementaire est plus vivace que jamais. Sans même qu'il soit besoin d'intégrer les syndicats à l'Etat, leur subordination permanente aux besoins des capitalistes qui traduit leur refus de rompre avec le gouvernement et le patronat, suffit à aboutir au même résultat : porter de nouveaux coups à l'indépendance de la classe ouvrière qui à terme pourrait aboutir à sa destruction en tant que classe une fois tous ses droits sociaux (et politiques) détruits, ce processus qui n'est pas sans contradictions est en route, s'amplifie, s'accélère sous la conduite d'un président et d'un gouvernement qui se prétendent de gauche, d'où la nécessité impérieuse de dénoncer cette supercherie et de les caractériser comme des ennemis de la classe ouvrière. On ne combat pas uniquement l'austérité, on combat le gouvernement et les institutions pour une République sociale.

L'humanité est à un tournant de son histoire, il peut signifier son crépuscule et précipiter sa fin ou au contraire déboucher sur son émancipation du règne de la nécessité qu'incarne le marché, pour peu que le mouvement ouvrier renoue avec le socialisme, brise le carcan du révisionnisme qui sévit sous différents masques trompeurs.

Aujourd'hui peu de voix s'élèvent pour défendre cette politique, elles sont marginales, insignifiantes, réduites à l'impuissance, au silence parfois, car de nombreux militants la partagent sans avoir les moyens de s'exprimer, c'est une certitude, il ne nous manque que le cadre organisé pour la faire exister, un véritable parti socialiste révolutionnaire.

On n'a pas envie de faire dans l'incantation, pas plus que larmoyer sur notre sort, on redouble de courage pour maintenir allumée la flamme de la révolution socialiste internationale qui demeure la seule alternative au capitalisme. Je suis en train de réfléchir à une initiative à l'échelle mondiale, dont je pourrais proposer le principe à différents acteurs en attendant de la finaliser s'il s'en trouvait qu'elle intéresse.

En guise d'épilogue.

Il peut nous arriver d'être maladroit ou de donner l'impression qu'on s'accroche désespérément à une position ou un principe, alors qu'en fait on passe son temps à se creuser la tête pour essayer de faire avancer notre cause, c'est une obsession de tous les instants jusqu'à en faire des cauchemars la nuit.

On ne cherche pas à avoir raison à tout prix, parfois on préférerait même s'être trompé tellement la réalité nous paraît effrayante sous certains aspects. J'habite en Inde depuis 1996 et je ne suis plus retourné en France depuis 11 ans, j'ai arrêté de militer pendant 20 ans, entre 1981 et 2001, franchement qu'est-ce que cela pourrait m'apporter d'avoir raison dans mon trou à l'autre bout du monde, quelle satisfaction ou avantage je pourrais en tirer, aucun, au contraire j'y laisse ma santé alors qu'en tant que rentier je pourrais avoir une toute autre vie que je n' imagine même pas d'ailleurs.

Je comprends parfaitement qu'il faille sans cesse se justifier, cela ne me pose pas un problème puisque je suis le premier à revenir cent fois sur les mêmes questions ou sujets, par contre, quand on fait face à des gens sans scrupule ni principe, d'une malhonnêteté intellectuelle sans limite, on a l'impression de s'épuiser en pure perte à leur répondre, je ne cherche pas à les convaincre, ma tâche réside juste à vous mettre en garde contre les pièges que certains vous tendent.

Pour la petite histoire, il est très tard, il est minuit, ils viennent de couper le courant et j'ai encore une heure à attendre avant de pouvoir aller me coucher, donc restons encore un peu ensemble.

Un jour, quand j'étais jeune, on m'a présenté la réincarnation de Trotsky, évidemment immédiatement j'en suis tombé amoureux. Je ne l'ai jamais rencontré, seulement entraperçu, il demeurera pour moi une ombre, un fantôme, une icône, je n'en sus jamais rien et je n'ai jamais cherché à en savoir davantage.

Quelques années plus tard je pris mes distances mais sans rompre avec cet amant qui ignorait même mon existence. Les années passèrent, puis survint un jour où je m'en rapprochai, l'expérience de la vie ayant fait son oeuvre, je n'étais plus disposé à confier mon sort à une ombre, à croire au fantôme, encore moins à adorer une icône, et quelle ne fut pas ma surprise de ne point le reconnaître. Je me demandai terriblement choqué comment j'avais pu me leurrer de la sorte. Mais maintenant que j'y repense, je me dis que c'était normal, n'étant pas différent de mes semblables j'avais sans doute eu besoin d'un sauveur suprême qui incarne en chair et en os l'espoir qui avait jailli peu de temps avant dans ma vie lors de ma rencontre avec Marx et Engels, le socialisme.

Il y a dans la vie des gens qui agissent par esprit de contradiction, il faut qu'ils se singularisent, ils sont mal dans leur peau et il faut qu'ils se prouvent à eux-mêmes qu'ils existent, normal dans une société qui vous broie ou vous ignore. Certains pourraient penser ou le pensent si fort que je l'entends d'ici, que j'appartiendrais à cette catégorie. Or, si c'était le cas je reproduirais plutôt le comportement que je dénonce chez certains dirigeants selon un modèle d'identification bien connu et décrit par les psychanalystes ; au tribunal l'avocat d'un psychopathe justifie l'attitude de son client en rappelant l'expérience douloureuse qu'il a lui-même vécu ou subi quand il était enfant et qu'il n'a fait que reproduire, les parents qui battent leurs enfants ont souvent été battus eux-mêmes par leurs parents.

Depuis plus de 8 ans, plus précisément depuis 2008 où j'ai commencé ces causeries, à de multiples reprises j'ai demandé aux lecteurs de ne jamais prendre pour argent comptant ce qu'ils pouvaient lire dans le site, que je ne leur demanderai jamais de m'accorder leur confiance, que ce n'était pas l'objet de mon travail qui consistait uniquement à proposer des pistes de réflexion, à contribuer modestement à la discussion pour faire avancer notre cause si possible, qu'en aucune manière je me prenais pour un dirigeant, tout simplement parce que je n'en avais pas les capacités.

Donc loin de m'identifier à ceux que je critique, j'ai adopté une attitude à laquelle j'ai réfléchi, consciemment, c'est peut-être la chose que je sais le mieux faire, l'un de mes rares talents dirons-nous, pour avoir pris l'habitude de porter un regard critique permanent sur mon propre comportement ce qui m'évitera de me prendre pour ce que je ne suis pas ou de me leurrer moi-même, sinon à quoi bon se donner autant de mal pour progresser dans la vie.

Il est 1h5 du matin, en fait ils avaient remis le courant à 0h20, parti sur ma lancée et encore en forme je suis allé au bout de ce que je voulais dire ici. Cela me fait de la peine qu'on puisse penser que je serais animé de mauvaises intentions, c'est quelque chose que je ne supporte pas, polémiquer violemment me pèse, ce n'est pas dans ma nature de jouer les méchants ou les durs, bref, je fais ce que je peux, je donne tout, mon seul espoir et mon seul objectif c'est qu'on arrive à s'en sortir, à résoudre nos problèmes pour aller de l'avant, vers le socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils veulent nous saigner les monstres !](#)

- Inde: Standard and Poor's menace de reléguer le pays en catégorie spéculative AFP

Quand on sait à quel point la vie des Indiens est déjà pénible, tous les rapports pourris au-delà de ce qu'on peut imaginer, on se demande ce qu'ils veulent de plus. Plus de pauvreté et de servitude sans doute.

On a aussi la servitude du climat qui pèse lourd sur nos épaules. Le moindre mouvement nous fait transpirer comme une vache, sacrée ou non, comme quoi Visnou n'a pas autant de pouvoir que cela, imaginez alors ce qu'il en coûte à un ouvrier du bâtiment ou agricole, toutes les fenêtres et les portes ouvertes, un ventilateur fonctionnant en permanence, assis face à l'écran à vous écrire, j'ai une serviette posée sur les genoux qui me sert à m'éponger tous les cinq minutes, rien que l'énergie dépensée par les neurones nous accablent, c'est pour dire que personne n'est épargné.

L'Inde pourrait être un bon laboratoire pour observer ce qui va se passer en Chine prochainement, car ici le libéralisme économique a commencé en 1991, il y a donc 22 ans, il a été le produit et il s'est traduit par un endettement massif de la population, ce qui n'existait pas auparavant, ils ont libéralisé le crédit jusqu'à ce qu'un point de blocage soit atteint, d'où la stagnation ou le recul économique qui s'est produit en 2012.

L'Inde est un pays où la corruption atteint tous les niveaux de la société, de plus règne ici une anarchie généralisée dans la production, une grande partie de l'économie est informelle, enregistrée nulle part ou presque, la précision ne vaut que pour la police et les services de renseignement, on ne peut pas parler de dérégulation puisqu'il n'y a jamais eu de régulation de la législation du travail qui doit tenir sur une feuille recto verso, demeure archaïque, qui plus est dans la plupart des cas elle n'est pas appliquée ou inexistante, seuls les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises où il y a des syndicats sont réellement protégés.

Du coup, les banques ont accordé des millions et millions de crédit à des travailleurs sur la bonne foi d'un emploi qu'ils occupaient, précaire, les allocations chômage n'existent pas évidemment, il leur suffisait de déclarer un salaire un jour pour

qu'ils s'endettent des années sans savoir s'ils conserveraient leur emploi ou comment ils pourraient honorer leurs traites s'ils se retrouvaient au chômage. Pour compléter le tableau, l'inflation galopante des dernières années allait encore grever leur budget, les obligeant à supporter de nouvelles privations. Ainsi ils sont pris à la gorge, ils sont endettés jusqu'au cou et ils ne peuvent plus économiser une roupie, donc dépenser ou s'endetter davantage.

Ce que préconise Standard and Poor's consiste donc à les pressuriser davantage, à privatiser ce qui peut l'être qui se traduira par de nouvelles hausses de prix ou de tarif des services. Les Indiens qui n'étaient pas habitués à l'économie capitaliste, qui ne s'étaient jamais endettés par le passé puisqu'ils n'avaient pas accès au crédit se retrouvent pris dans l'engrenage infernal du marché à produire misère et servitude, ils croyaient en être sortis, ils n'ont pas encore compris ce qui leur arrive mais le subissent quotidiennement, la soi-disant liberté qu'ils ont cru que la société leur offrait s'est retournée contre eux, en régime capitaliste c'était inévitable.

Je vous assure qu'ils ignorent totalement dans quel engrenage ils sont pris et qui va les broyer. Je vous ai déjà décrit les rapports archi pourris qui existaient dans ce pays à tous les niveaux et dans absolument tous les domaines, dans celui entre consommateurs et commerçants ou entreprises de biens d'équipements c'est l'arbitraire le plus total, la dictature qui prévaut, je viens encore d'en faire l'expérience moi-même.

Ma télé Samsung LCD est tombée en panne. Un technicien Samsung est venu chez moi pour tenter de régler le problème. Il nettoie un connecteur et le problème a disparu. Il me dit quand même qu'en cas de récurrence il faudrait envisager de changer l'écran et que cela coûterait 9.000 roupies. Il repart, il était 15h30, je laisse la télévision allumée histoire d'en profiter le soir, de crainte que si je l'éteignais le même problème surgisse. La télévision a donc fonctionné normalement pendant 7 ou 8 heures d'affilée. Le lendemain je la rallume, écran noir. J'ai essayé de bidouiller les connecteurs sans succès.

Je laisse passer une semaine, puis mon beau-frère l'emporte au Samsung service center, il travaille dans la même rue. Le lendemain il m'appelle et me dit que l'écran est foutu et que je dois déboursier 9.000 roupies, je souris car je m'y attendais, je me suis dit quelle bande d'ordures. Je m'y rends et je tape un scandale, en vain, ils n'en ont rien à foutre, mieux encore avec la prise en charge et les taxes la facture se montrerait à 12.300 roupies. Il est impossible de la faire réparer ailleurs. Mon beau-frère me dit que la même télé neuve vaut aujourd'hui 15.000 roupies, donc qu'il ne me reste plus qu'à en acheter une neuve, la mienne n'avait que 4 ans et demi et je l'avais payée à l'époque 27.000 roupies.

N'allez surtout pas croire qu'ils ont agi ainsi avec moi parce que j'étais Français, pas du tout, avec des Indiens qui ne connaissent rien à rien, ils en profitent encore plus pour les rouler, ils n'ont absolument aucune conscience, aucun principe, aucun scrupule, aucune morale, ce que je viens de décrire sont les seuls rapports qu'ils connaissent et pratiquent. Je vais vous dire jusqu'où cela peut aller, c'est à mourir de tristesse.

J'ai prêté 90.000 roupies à ce beau-frère pour qu'il termine les travaux de sa maison en attendant d'un chèque du gouvernement, le seul qui ne m'a pas encore volé, à ma connaissance, mais je peux aussi me tromper, je sais qu'il a profité de moi à plusieurs reprises pour se mettre de l'argent dans la poche, c'est lui qui entretient mes climatiseurs. Mon épouse, donc sa soeur m'a dit de lui prêter cet argent à 3% d'intérêt mensuel, 36% l'an, un taux usuraire, c'est lui qui a proposé ce taux car pour lui c'est normal que sa soeur s'enrichisse ainsi sur son dos en échange d'un service, en principe il doit me rendre l'argent d'ici quelques semaines.

C'est pour vous dire à quel point ces rapports sont ancrés dans leur mode de vie. Moi cela me choque terriblement, je n'ai jamais profité des autres, quand il me versera ces intérêts je refuserai évidemment, l'attitude de Samsung ne l'a pas surpris évidemment, rien de plus normal en somme.

Maintenant, ramenez cette pratique à tous les biens d'équipement que des centaines de millions d'Indiens ont acquis au cours des dernières années, cela va d'un ventilateur à une voiture, sous peu si ce n'est pas déjà fait tous les revendeurs vont leur faire le même coup que Samsung m'a fait, parfois ils se seront acquittés entièrement de leur précédent emprunt, parfois non, soit ils pourront en souscrire un nouveau, soit ils devront se passer de cet équipement ou en trouver un d'occasion qui tombera en panne peu de temps après et ainsi de suite.

Alors que cherche Standard and Poor's, les travailleurs indiens ont déjà un statut d'esclave, leur pourrir encore plus la vie ?

ACTUALITE EN TITRES

[Qui en a vraiment ? Certainement pas les intéressés.](#)

- Lutter contre les paradis fiscaux sans semer d'illusions - Liberation.fr

Intox

- Eva Joly refuse une mission sur les paradis fiscaux - leexpress.fr

Il ne s'agit donc pas, chez l'ancienne juge, d'un refus de collaboration avec le gouvernement, mais plutôt d'une exigence de prérogatives plus larges, sur le modèle d'un Haut-Commissariat. leexpress.fr 18.05

Qui finalement aurait abouti au même résultat !

Il s'agissait d'une fausse info doublée d'une vraie qui avait valeur d'intox, très fort !

Et pendant ce temps-là la réaction pavoise.

- Et l'air de rien, venons-nous de vivre la semaine qui a entamé pour de bon la déconstruction de l'Etat-providence hérité de 1945 ?
- Atlantico.fr

Quand la morale des prévaricateurs, des prédateurs et des prédicateurs se rejoint.

- De Smith à Samuelson, ces "*bibles*" de l'économie dictées par la morale - Atlantico.fr

Ah la morale des banquiers et des banquiers sionistes surtout...

- Le pape défend l'éthique devant 200.000 personnes place Saint-Pierre - AFP

L'éthique ou l'étiquette ?

- Merkel parle économie et mondialisation avec le pape François - Reuters

- Les évangélistes séduisent toujours plus de fidèles - LeParisien.fr

- Argentine : l'ex-dictateur Videla a fini ses jours en prison - AFP

Oui, dans son lit, à croire qu'il n'y a décidément pas de justice ou de morale ici bas

Il faudrait écrire un conte pour nos enfants ou petits-enfants : l'histoire du sabre, du goupillon et de la cassette...

Le vent en poupe...

- Revenue à 4.000 points, la Bourse de Paris va tenter de garder le cap - AFP

- Guidée par un optimisme têtu, Wall Street espère de nouveaux records - AFP

... et pourtant...

- Les fusions et acquisitions en baisse de 7% (en Europe) depuis début 2013 - Reuters

- Un an après, l'action Facebook vaut 31% de moins qu'à son entrée en Bourse - AFP

- OMC: Azevedo ne cache pas un "*certain pessimisme*" sur la relance de Doha - AFP

Confirmation.

- Mariage homo: Borloo "*ne croit pas à une abrogation*" - AFP

- Copé : "*Une fois au pouvoir, il nous faudra réécrire le texte sur le mariage gay*" - LeMonde.fr -

J'avais affirmé que si Sarkozy avait été élu, c'est lui qui aurait pris l'initiative du mariage gay, à leur manière Borloo et Copé le confirment. Personne ne s'est aventuré à soutenir une telle thèse, le courage et la perspicacité ne sont décidément pas le fort

de nos dirigeants, à moins qu'ils pèchent par ignorance.

Dites-nous pourquoi les monarchies européennes et les Etats impérialistes qui sont bien connus pour leurs prédispositions naturelles en faveur du progrès social et des libertés y seraient favorables, personne non plus n'a relevé cette anomalie ou plutôt contradiction qui pourtant sautait aux yeux, il ne reste plus que leur chef de file respectif à rejoindre leur rang, la monarchie britannique et l'Etat fédéral américain, la semaine dernière le Minnesota a été le 13e ou 14e Etat à l'avoir adopté aux Etats-Unis, pourquoi le régime décomposé français aurait-il dû rester en marge de ce processus de désintégration de la famille, se distinguer des artisans du Nouvel ordre mondial ?

Non seulement il n'y avait aucune raison à cela, mais on a pu observer à cette occasion à quel point les uns et les autres étaient tombés dans ce piège et avaient eu la naïveté de croire que ce dossier serait soudainement sorti des cartons du PS, sachant d'une part que Hollande et le gouvernement allaient inscrire leur action dans le prolongement de leurs prédécesseurs et d'une, et que toutes les lois, mesures, décrets qui allaient sortir à partir de juin 2012 étaient déjà en attente depuis des années voire davantage dans les tiroirs des différents ministères, n'attendant que le moment opportun pour voir le jour et de deux. Il fallait décidément ignorer le fonctionnement des institutions de la Ve République, CQFD.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le patron de l'agence Gary Pruitt de l'agence de presse américaine Associated Press (AP) a dénoncé lundi une "*intrusion massive et sans précédent*" du département de la Justice américain. Ce dernier se serait secrètement saisi de deux mois de relevés téléphoniques de l'agence et de certains journalistes.

Les faits remontent au printemps 2012 mais AP n'en a pris connaissance que le 10 mai. Une lettre est arrivée du procureur de Washington informant la responsable du service juridique que les relevés de téléphone de certains collaborateurs de l'agence – domicile et portable inclus – avaient été saisis sur une période de deux mois. Vingt lignes étaient concernées, réparties entre les bureaux de l'agence à New York, à Washington, à Hartford (Connecticut) et au Congrès. Une centaine de journalistes pourraient être concernés.

L'agence précise que les relevés d'appels saisis à son insu concerne un article publié en mai 2012 sur une "*opération de la CIA au Yémen qui a empêché au printemps 2012 un complot d'Al-Qaïda visant à faire exploser une bombe dans un avion pour les Etats-Unis*".

Dans un communiqué, le ministère de la Justice ne répond pas à ces accusations. Il dit suivre un certain nombre de lois en vigueur lorsqu'il recherche des relevés ou autres informations émanant d'organisations de presse.

"*Ces réglementations nous imposent de chercher à obtenir nos informations par tous les moyens possibles (...) avant d'envisager de recourir à une requête formelle*" qui autoriserait la saisie de relevés, indique le communiqué. "*Nous devons prévenir l'organisation à l'avance sauf si cela pose une menace importante à l'intégrité de l'enquête*", poursuit-il.

La Maison Blanche a néanmoins répondu n'avoir "*aucune connaissance*" de telles démarches concernant AP.

"*Nous ne sommes pas impliquées dans les décisions prises en lien avec des enquêtes criminelles, puisque ces dossiers sont pris en charge indépendamment par le département de la Justice*", a réagi le porte-parole de Barack Obama, Jay Carney. Russia Today et Le Journal du Siècle 14.05

2- Egypte

Le Front du Salut national, principale formation de l'opposition en Egypte regroupant des libéraux et des partis de gauche, a dénoncé samedi le projet de loi de contrôle des organisations non-gouvernementales visant, selon le FSN, à les étouffer.

Le texte, qui est l'oeuvre des Frères musulmans au pouvoir, a été soumis au Conseil de la Choura, qui fait office de Parlement. Selon le FSN, il est encore plus restrictif que la législation en vigueur à l'époque du régime déchu de Hosni Moubarak.

Le projet, estime l'opposition dans un communiqué, "*cherche à reproduire une police d'Etat en inscrivant dans la loi le rôle des organes de sécurité chargés de contrôler les activités des groupes de la société civile*".

Le texte prévoit que les ONG doivent être soumises à l'approbation d'une commission composée en partie de représentants des services de sécurité et devront obtenir une autorisation officielle pour recevoir des fonds venant de l'étranger.

"Ces dispositions pourraient permettre à ces entités de refuser le financement de groupes de défense des droits de l'homme qui supervisent des élections ou oeuvrent au combat contre la torture", estime ainsi le FSN.

Le président de la commission des lois du Parti de la liberté et de la justice (PLJ, vitrine politique de la confrérie islamiste), Mokhtar al Achry, a de son côté assuré à Reuters que le projet de loi garantirait la liberté de fonctionnement des ONG. Il a aussi affirmé qu'un seul des neuf membres du comité chargé de veiller à leurs activités et à leur financement serait issu des services de sécurité. Reuters 18.05

3- Syrie

La Russie a livré récemment à la Syrie la nouvelle génération des missiles de pointe sol-mer de type Yakhont, équipé de radar sophistiqué, ont annoncé vendredi des responsables américains à Reuters.

La livraison de ces missiles avait été évoquée tout d'abord par le New York Times dans son édition de jeudi. Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major interarmes américain, a estimé que cette fourniture d'armements de pointe risquait d'encourager l'armée régulière syrienne et de prolonger le conflit. Les missiles Yakhont (rubis en français) livrés par Moscou à Damas ont une portée d'environ 300 kilomètres. "Ils sont difficiles à détecter et encore plus difficile à abattre, aussi est-ce un instrument de taille pour tenir les bâtiments de guerre à distance des rivages syriens", a expliqué Nick Brown, rédacteur en chef de la revue IHS Jane's, qui fait autorité en matière de défense. french.irib.ir 18.05

4- Jordanie

Les Jordaniens croient s'être lourdement trompés au sujet de la Syrie.

Leurs calculs ont été simplement faussés et la crise syrienne semble les emporter avec elle. En Jordanie, il est loin le temps où les élites se réunissaient dans des salons et se félicitaient de ce que les Etats-Unis en finiraient très bientôt avec Assad sans que la Jordanie, elle, ait les mains souillées. Une majorité des personnalités politiques jordaniennes se demande désormais: la crise syrienne, est-ce un complot ou une révolution?. Le régime Assad, est-ce un régime génocidaire ou un ordre politique qui se porte garant de l'unité et de l'indépendance de la Syrie? Et l'aide "noire" des pays arabes du sud du golfe Persique aux rebelles syriens, ne constitue-t-elle pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie? Et la Turquie soutient-elle la révolution du peuple syrien ou agit-elle surtout dans le sens d'une renaissance de l'empire ottoman? Des dizaines de ces questions viennent à l'esprit des élites jordaniennes sans qu'ils aient la moindre réponse à fournir.

L'autre facette de la médaille, c'est le gouvernement jordanien qui ne cesse de se plaindre de l'afflux des réfugiés syriens en Jordanie alors que les chiffres qu'il avance sont surévalués. Pour certains analystes, les plaintes d'Amman constituent une méthode de diversion censée pour s'attirer davantage d'aide financière et panser les plaies multiples que porte la société jordanienne. Mais c'était sans compter avec les aléas liés à cette crise. Les Jordaniens semblent désormais reprocher au roi d'avoir tenté de capitaliser une situation qui somme tout n'a guère profité au pays mais qu'au contraire a impliqué la Jordanie dans une aventure sans lendemain. Les élites de Jordanie se demandent avec angoisse si leur pays sera la prochaine victime. Le face à face entre l'axe arabe/turc/USA/Frères musulmans d'une part et l'axe Chine/Russie/Iran/Irak emportera -t-il la Jordanie dans ses tourments?

Tout porte à croire qu'Assad restera au pouvoir en Syrie et que le changement ne viendra que de l'intérieur sans que les puissances étrangères puissent imposer que ce soit. Ce qui veut dire que la Jordanie devra vivre dans ce paysage polarisé, entre deux tendances opposées, une situation particulièrement délicate qui se prête à de multiples lectures. L'axe américano-golfe tend vers le règlement définitif de la question palestinienne en s'appropriant à jeter du lest face à Israël et si ce règlement venait à avoir lieu, ce sera la Jordanie qui sera mise à l'index. Dans ce cas, les Palestiniens, alliés historiques d'Amman, se transformeront en ses pires ennemis jurés. Car c'est en Jordanie que l'Empire a décidé de dresser un Etat palestinien. Cette nouvelle donne fera automatiquement des ennemis historiques du pouvoir jordanien, des amis "stratégiques". L'axe Iran/Russie/ Irak/Liban c'est cet axe qui refuse une patrie alternative pour les Palestiniens et rejette le plan Terre contre terre.

Une autre caractéristique de ce conflit syrien est la suivante : l'axe américano golfe exerce de violentes pressions sur la Jordanie pour qu'elle s'implique dans la crise sécuritaire et politique syro palestinienne. Pour cet axe là, que la Jordanie laisse ses plumes dans cette histoire importe peu. Paradoxalement, l'axe Iran/Russie/Liban/Irak ne demande rien à la Jordanie, si ce n'est sa neutralité. Cet axe là est prêt à coopérer dans tous les domaines que ce soit face au projet de la confédération jordanienne, nouveau pays des palestiniens, ou face aux défis économiques et infrastructurels qui se présentent à la Jordanie.

La Jordanie se trouve aussi confrontée aux prises de positions israéliennes. La confrontation entre ces deux axes bénéficie à

Israël car chaque pays arabe qui tombe, c'est Israël qui gagne en marge de manoeuvre et étend son influence. L'adhésion de la Jordanie à l'axe de la résistance contraindra Israël à revoir sa copie dans la région, à renoncer à l'option armée, à terme à ses politiques non seulement vis à vis de la Jordanie mais aussi à l'égard de la Syrie et du Liban.

Il va sans dire que l'ennemi israélien s'efforce à tout prix de bâtir en Jordanie un pays palestinien. C'est un fait que la Jordanie ne pourra jamais se passer aussi facilement de ses alliés historiques réunis dans le premier axe pour se rallier au second axe composé de l'Iran et de ses alliés. Que peut faire donc la Jordanie? Ce que lui a conseillé le ministre iranien des AE récemment en visite en Jordanie : il a demandé à la Jordanie de préserver sa neutralité ... une majorité de Jordaniens juge cette proposition "*réaliste*", "*compréhensible*" et "*responsable*". french.irib.ir 18.05

SOCIAL

1- Italie

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi à Rome contre l'austérité à l'appel du syndicat italien des métallos Fiom pour exiger notamment "*le droit au travail, à l'instruction et à la santé*".

"*Nous ne pouvons plus attendre*", a déclaré le secrétaire de la Fiom Maurizio Landini. "*Les choix des gouvernement Berlusconi et Monti sont à l'origine de la situation très pesante que nous vivons maintenant. Il faut remettre le travail au centre*" du débat, a-t-il ajouté.

50.000 participants étaient attendus à la manifestation mais ils étaient au moins le double selon les organisateurs. Le cortège a défilé de la place de la République en plein centre jusqu'à la place San Giovanni, lieu traditionnel de rassemblement.

"*Il faut bloquer les licenciements et réformer l'aide sociale (...) en introduisant un revenu citoyen pour lutter contre la précarité*", a affirmé M. Landini.

Le taux de chômage en Italie s'élève à 11,5% de la population active, mais il est de 38,4% chez les actifs de 15-24 ans. AFP 18.05

Pas besoin, vous n'irez nulle part !

"*Ils ne nous arrêteront pas*", affirme Beppe Grillo. "*Nous sommes prêts à gouverner dès demain en cas de chute du gouvernement*".

Un discours aussi "*creux*".

Concernant l'Europe, l'ex-comédien qualifie l'euro de "*mot creux, qui ne signifie plus rien*" car "*euro veut dire mark*", l'ancienne monnaie allemande. Se qualifiant de "*partisan convaincu de l'Europe*", il "*veut que l'on rediscute de la conception même de l'Europe*".

Avec qui vous voulez "*rediscuter*", ils sont tous acquis à l'UE ? Changer la "*conception même de l'Europe*" passe par la rupture avec l'UE, y êtes-vous prêt ? Poser la question, c'est y répondre.

2- Israël

Après l'adoption mardi d'un budget de rigueur pour 2013 et 2014 par le gouvernement, plusieurs centaines d'Israéliens ont défilé samedi 18 mai au soir à Tel-Aviv et dans d'autres villes israéliennes, selon des témoins et les médias locaux. Cette nouvelle mobilisation contre la cure d'austérité prévue par le gouvernement n'a réuni qu'environ 2 000 manifestants à Tel-Aviv, selon un correspondant de l'AFP, contre 10 000 samedi dernier.

Le nouveau ministre des finances, Yaïr Lapid, qui s'était présenté pendant la campagne électorale comme le défenseur des classes moyennes, était toujours la cible principale des manifestants, mais ces derniers s'en sont aussi largement pris au premier ministre Benyamin Nétanyahou épinglé cette semaine par les médias, qui lui reprochent son train de vie. Plusieurs centaines d'Israéliens ont manifesté devant sa résidence à Jérusalem et devant sa résidence privée de bord de mer, à Césarée.

A Césarée, selon les médias, les manifestants ont brandi un matelas gonflable et des pancartes sur lesquelles ont pu lire "*Syndrome du lit volant*", une allusion aux informations de presse selon lesquelles M. Nétanyahou aurait fait installer un lit double dans l'avion affrété pour un de ses récents déplacements, ce qui aurait coûté au contribuable près de 100 000 euros. lemonde.fr 18.05

Travailleurs israéliens et palestiniens même combat pour une République sociale...

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai 2013

CAUSERIE

Petite frayeur ce matin.

J'étais sorti du bureau pour me servir un café, en revenant j'aperçois un serpent dans la pièce, gros comme un doigt mais d'un mètre environ. J'ai été chercher une pelle pour le chasser car je n'allais pas bouziller le carrelage, je ne suis pas chez moi, j'ai réussi à le diriger jusqu'à la porte principale de la maison, après être sorti je l'ai accompagné jusqu'au bout du jardin avant de le saluer en lui disant de ne pas y revenir car je serais plus féroce la prochaine fois, j'aurais pu le tuer, mais à quoi cela m'aurait-il servi franchement ?

Par manque de temps, je reporte à demain trois infos : les morts vont continuer de payer en Israël, Mélenchon et ses derniers états d'âme, Afrique du Sud les mineurs réclament 60% d'augmentation de salaire, ce n'est pas en France que cela arriverait, les syndicats sont trop corrompus, au fait la retraite pour nous, c'est 50 ans, entre 27 et 30 annuités, et ce n'est pas négociable, tout comme le smic ou la retraite minimum à 1.500 euros nets par mois !

Qui a dit ?

- Vous voyez qu'un certain nombre de nos camarades ne se placent pas sur le terrain du but final de notre mouvement. Et c'est pourquoi il est nécessaire de le dire clairement et sans équivoque. C'est actuellement plus que jamais nécessaire. Les coups de la réaction tombent sur nous drus comme grêle. Nous devons répondre au dernier discours de l'empereur. Nous devons déclarer, d'une façon claire et nette, comme le vieux Caton : « *Je pense qu'il faut détruire cet État !* » La conquête du pouvoir politique reste notre but final, et le but final reste l'âme de notre lutte. La classe ouvrière ne doit pas se placer au point de vue décadent du philosophe : « *Le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* » Non, au contraire : le mouvement, en tant que tel, sans rapport avec le but final, le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout !

Réponse : Rosa Luxemburg lors du congrès du du Parti social-démocrate allemand à Stuttgart en 1898

Pour les révisionnistes « *le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* », ce qui s'exprime par la recherche de l'unité à tout prix dans un tout autre but que celui du combat du mouvement ouvrier qui finalement disparaît de leur propagande, pour les marxistes révolutionnaires « *le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout* », ce qui signifie que c'est ce but final qui constitue l'axe de combat de la classe ouvrière autour duquel elle doit se rassembler, son unité doit se réaliser, c'est le fil conducteur qui doit guider son combat pour ne pas se fourvoyer ou se détourner de son objectif, défendre ou conserver son indépendance de classe.

La rupture avec le capitalisme et ses représentants, les institutions, la liquidation du capitalisme incarne ce but final.

Quel parti ouvrier aujourd'hui combat sur cet axe politique, rassemble les travailleurs sur cet objectif ? Quel syndicat combat dans cette perspective ? Aucun. A différents degrés, l'adaptation au capitalisme ou le refus de rompre avec les appareils acquis au capitalisme incarne "*le mouvement comme fin en soi*".

Un mauvais numéro d'acteur.

- En marge du Festival de Cannes, Mélenchon "*en terre de mission*" - AFP

Pour lui, ce déplacement à Cannes est une forme de "*retour*". "*On reprend le terrain partout*", a-t-il ajouté, entouré de militants ou sympathisants du Front de gauche et du Parti de gauche venus assistés au festival "*Visions sociales*" qui se déroule du 18 au 26 mai à Mandelieu-La-Napoule, près de Cannes (Alpes-Maritimes).

"*Le Festival de Cannes a été créé à la Libération par la CGT, les communistes et les socialistes, peu de gens le savent (...), pour répliquer à la Mostra fasciste à Venise. (...) Et on se l'est fait piquer, progressivement, c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", a-t-il dit. AFP 18.05

Il ne manque pas une occasion pour leur lécher les bottes, alors qu'au même moment les braves staliniens de la CGT, "*les communistes et les socialistes*" s'employaient à désarmer le peuple et oeuvraient au côté de de Gaulle pour reconstruire l'Etat

et refaire démarrer la machine capitaliste... Cela non plus apparemment "*peu de gens le savent*" hélas, puisque tout a été fait pour que cela s'efface des mémoires, ne figure pas dans les manuels scolaires, etc. Inutile de rappeler qu'à cette époque le prolétariat était confronté aux pires difficultés pour survivre...

La France ressent dès l'Exposition spécialisée de 1937 le désir de consolider son prestige culturel en organisant une compétition internationale de films. À la fin des années 1930, choqués par l'ingérence des gouvernements fascistes allemand et italien dans la sélection des films de la Mostra de Venise — inaugurée en août par le docteur Joseph Goebbels —, Émile Vuillermoz et René Jeanne soumettent à Jean Zay, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, l'idée d'un festival international de cinéma en France. Jean Zay est intéressé par la proposition, et est encouragé par les Américains et les Britanniques, qui boycottent la Mostra de Venise : Harold Smith, représentant à Paris de la Motion Picture Association of America et Neville Kearney, délégué officiel du cinéma britannique en France, s'engagent à soutenir la manifestation et à y amener des vedettes. Le festival se veut un partenariat franco-américain qui crée le plus grand marché du film mondial. Plusieurs villes sont candidates, notamment Vichy, Biarritz et Alger mais Cannes, dont Henri-Georges Clouzot apprécie l'agrément et l'ensoleillement, est choisie. Philippe Erlanger, associé à l'entreprise, est le premier délégué général du Festival.

En juin 1939, Louis Lumière accepte d'être le président de la première édition du Festival qui doit se dérouler du 1er au 20 septembre. Il avait alors déclaré vouloir « *encourager le développement de l'art cinématographique sous toutes ses formes et créer entre les pays producteurs de films un esprit de collaboration* ».

La première édition du Festival se déroule après la guerre, du 20 septembre au 5 octobre 1946, dans l'ancien casino de Cannes, sur les volontés de Philippe Erlanger, chef du service des Echanges artistiques au ministère des Affaires étrangères, et de la confédération générale du travail dont le réalisateur Louis Daquin est membre. Le Ministère des Affaires étrangères et la ville de Cannes prennent en charge le financement.

Il est un temps question que le Festival de Cannes et la Mostra de Venise aient lieu chaque année en alternance. La France et les professionnels du cinéma ignorent cet accord. En 1946, le Festival est un succès et les cinéastes attendent une nouvelle édition en 1947. Lorsque l'accord est dévoilé, il est vivement critiqué : certains parlent d'une « *capitulation de la France* », d'après le magazine La Technique Française. Le Palais des Festivals et des Congrès, construit pour le Festival en 1979

Le gouvernement refuse de financer un Festival annuel et le Palais des Festivals est construit dans la précipitation par le syndicat pour accueillir l'édition de 1947. Encore aujourd'hui, la Fédération CGT des syndicats du spectacle siège au conseil d'administration du Festival. Cette année, les organisateurs du Festival décident que le jury se compose d'un représentant par pays.

En réalité, le casino qui accueillera le premier Festival de Cannes sera construit par l'architecte Camille Mari, et inauguré le 28 janvier 1907 en présence du grand duc Michel de Russie. En 1930 l'architecte niçois Roger Séassal entreprendra sa modernisation complète.

En l'absence de lieu dédié au festival, la première édition se déroula du 20 septembre au 5 octobre 1946 dans l'ancien casino de Cannes.

Aussi, dès 1946, la municipalité de Cannes décide de construire sur la Croisette un bâtiment pour recevoir le festival. (fr.wikipedia.org)

Une, sans la partition des Américains qui dominaient déjà l'industrie cinématographique mondiale, le Festival de Cannes n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait pas occupé la même place. Deux, ce sont des promoteurs privés et la ville de Cannes qui ont construit les bâtiments dans lesquels s'est déroulé le premier Festival de Cannes en 1939, puis en 1946. Trois, la Palme d'Or au Festival de Cannes de l'année 1939 fut attribuée au film américain Le Magicien d'Oz de Victor Fleming, sorte de conte fantastique qui se déroulait dans un pays imaginaire, le pays d'Oz qui se trouva être... une monarchie absolue !

Je n'ai pas le temps de poursuivre, il aurait été intéressant de comparer le récit de L. Frank Baum avec la manière dont il a été adapté au cinéma. On ajoutera seulement que ce film produit par la Metro-Goldwyn-Mayer a coûté 2,6 millions de dollars, une somme colossale à l'époque, alors lorsque Mélenchon dit que le Festival de Cannes "*c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", une fois de plus il raconte n'importe quoi, c'était déjà le cas en 1939.

Qu'on ne vienne pas nous reprocher d'ergoter sur des détails dans le seul but de déconsidérer ou de ridiculiser Mélenchon, il sait très bien le faire très bien en parlant à tort et à travers de sujets qu'il ne connaît pas ou en travestissant la réalité.

Je vais vous dire un truc, si j'étais à sa place je refuserais de répondre aux journalistes, je me contenterais de leur adresser une déclaration, ce ne serait pas les médias qui décideraient où, quand et comment je devrais m'exprimer et sur quel sujet, c'est aussi cela l'indépendance politique.

ACTUALITE EN TITRES

Confirmation. Hypocrisie congénitale.

- NKM sur le mariage gay: "*On ne pourra pas démarier ou désadopter*" - AFP
- Mariage pour tous : Chatel ne croit pas «*qu'on reviendra en arrière*» - Liberation.fr

Ne le croyez pas, il le sait !

Engels avait décrit la reproduction de l'espèce réalisée à travers l'acte sexuel entre un homme et une femme comme le premier acte de production de l'homme avant de produire plus tard ses propres moyens de subsistance...

Question : Comment voudriez-vous que l'homme se rendent maître un jour des moyens (privés) de production dès lors qu'il ne maîtrise même plus le moyen de se reproduire lui-même, ce qu'un couple homosexuel est incapable de réaliser ?

Le comble du cynisme.

- Jérôme Cahuzac renonce à essayer de redevenir député - Reuters

"*Je ne serai pas candidat. J'espère que chacun comprendra et respectera ce choix douloureux et qui me fut bien difficile à faire*", dit l'ancien ministre socialiste du Budget dans un entretien publié samedi sur le site internet du quotidien régional toulousain La Dépêche.

Donné largement battu dès le premier tour par un sondage Ifop révélé vendredi, Jérôme Cahuzac a entendu en outre François Hollande se déclarer jeudi hostile à sa candidature. Reuters 19.05

Quel drame, pour un peu il faudrait le plaindre !

Heureusement, car s'il s'était présenté, certes il aurait été battu et éliminé au premier tour de la municipale en 2014, mais le candidat du PS aussi. Il rend service au PS, gageons qu'ils trouveront les moyens de soulager sa peine...

Ce serait Chirac encore, on irait volontiers...

- EELV: pour Mamère, les écologistes n'iraient pas dans un gouvernement conduit par Valls - AFP

Confirmation

- Resistance: hommage d'Ayrault et Daniel Cordier à l'héritage social du CNR - AFP

Le M'PEP pourra toujours prendre Ayrault comme Premier ministre ! (lire la causerie d'hier)

Pour séduire, il faut au moins avoir du charme...

- Arthaud (LO) appelle les travailleurs "*écoeurés*" à ne pas se laisser séduire par le FN - AFP

Le Pen n'en a pas plus qu'Arthaud soit dit en passant.

Pourquoi seraient-ils "*écoeurés*" ? Parce qu'ils sont ignorants. Pourquoi sont-ils ignorants ? Parce que tout a été fait pour qu'ils le soient ? Pourquoi ? Parce que dans le cas contraire le régime ne tiendrait pas un jour de plus.

Maintenant, pourquoi ne se dirigent-ils pas vers LO ? Parce que cette organisation ne leur inspire pas confiance. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a jamais trouvé les moyens de s'adresser aux travailleurs. Pourquoi ? Parce que sa conception de la lutte de classe est en contradiction avec l'objectif du combat qu'elle prétend mener. Je vous laisse poursuivre.

L'épouvantail qu'ils agitent pour que les masses soutiennent le régime.

- Election du Lot-et-Garonne: la «*menace du FN*» n'est pas écartée - 20minutes.fr

Voilà que le PS ressort le vote utile, cela va être de plus en plus difficile de tenir ce discours, puisque le PS n'est utile qu'aux ennemis de nos droits sociaux et politiques et a choisi leur camp... C'est lui qui pave la voie qui mène au FN, à la pire réaction. Allons plus loin partant de ce constat. Pourquoi ? Parce que le PS et le FN ont en commun de représenter le capitalisme, vous prenez ce fil à partir du PS, vous tirez dessus et au bout vous arriverez au FN ou à l'extrême droite, on en a fait l'expérience à travers le monde tout au long du XXe siècle.

A ce stade, ce serait plutôt le PS la pire menace pour les masses exploitées et le socialisme, car il sert de repoussoir aux couches de la classe moyenne qui pourraient rejoindre le combat du prolétariat et qui seraient tentées de s'orienter vers le socialisme qu'il passe son temps à dénaturer, salir, le mot est faible.

Intox

- Le Labour dénonce les multinationales qui échappent à l'impôt - Reuters

Une découverte dites-donc, cela daterait d'hier à peine !

- Londres saborde l'enquête sur la mort de l'espion Litvinenko - LeFigaro.fr

Tout simplement parce qu'il s'était suicidé !

La réaction dans tous ses états.

Parce qu'il y a des précédents ailleurs détestables et que cela commence à se savoir...

- Pourquoi il est si difficile d'être libéral en France - Atlantico.fr

Dramatique !

- Cambriolages à Saint-Tropez : où l'on apprend que les caméras du quartier huppé et "ultra-sécurisé" des Parcs ne fonctionnent pas - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le peuple a le gouvernement qu'il mérite ou comment lui concocter. Mode d'emploi.](#)

Question : Qui aurait décidé de placer Aubry à Bercy ?

- Sondage: 70% des Français mécontents de Moscovici, Aubry favorite pour le remplacer - L'Express.fr

- Les Français verraient bien Martine Aubry à Bercy - Reuters

Alors, quelle est la réponse à la question posée plus haut, le PS, sinon qui ?

Ce sondage a été commandé à l'Ifop par le JDD qui appartient au groupe Lagardère.

Essayons d'en apprendre un peu plus sur ce journal.

- Le JDD est le premier journal vendu chez les PDG/gérants (9 %) devant Les Échos puis le Monde (7 %). Les lecteurs du JDD sont principalement des hommes à revenu assez élevé et plutôt de droite. Le journal cible des personnes ayant un pouvoir d'achat élevé.

Le journal a été critiqué pour ses liens avec le pouvoir, sous le mandat de Nicolas Sarkozy .

Le Journal du Dimanche a également été critiqué pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans. (wikipédia)

Ce sont donc les patrons du CAC40 qui poussent Hollande à placer Aubry à Bercy, ils doivent se dire à juste titre d'ailleurs que la fille doit ressembler à son père qu'ils ont adoré, l'ex-président de la Commission européenne, le parrain de la politique d'austérité dans les années 80 sous Mitterrand, J. Delors.

Ce serait Bruxelles qui piloterait directement Bercy, c'est d'ailleurs ce qui est prévu depuis que le budget du pays doit être soumis à la Commission européenne, autant mettre dans la place quelqu'un qui le revendique et en est fier, qui mieux qu'elle pourrait défendre l'héritage de Delors ?

Quant à la critique adressée au JDD pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans, c'est petit, mesquin, ils ont dû changer de direction chaque fois que le vent semblait souffler dans une autre direction, Sarkozy réussira-t-il à se maintenir au pouvoir, sera-t-il réélu, a-t-il une chance, est-ce qu'il ne serait pas déjà usé notre poulain, ajoutez à cela le bordel au PS, DSK rayé de la carte, un de leurs poulains aussi, en réalité ils possèdent toute l'écurie, Hollande fera-t-il l'affaire ou non, qui d'autres en lice, etc. et à chaque réponse un nouveau directeur de conscience, c'est que les patrons en ont besoin pour garder le moral, car ce n'est pas le tout de s'enrichir sur la plèbe, il faut que cela continue, il faut miser sur le bon cheval, solide, sûr, fidèle, un bon bourrin de labour pour creuser un profond sillon dans ce qui reste d'un Etat social en ruine, le saigner jusqu'à rendre grâce, Aubry fait figure de favorite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Va-t-en-guerre. "**Il y a une urgence**", il en va des "**perspectives de demain**"

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a justifié dimanche l'achat par la France de deux drones aux USA en expliquant que la France avait "raté le rendez-vous des drones" et confirmé des discussions également avec Israël pour l'achat d'autres appareils.

"Il y a aujourd'hui deux pays au monde qui construisent des drones, les USA et Israël, nous sommes entrés en contact avec les uns et les autres pour pouvoir en acquérir immédiatement", a indiqué le ministre de la Défense au "Grand rendez-vous Europe1-Itélé-Le Parisien.

La France doit notamment acheter deux drones de surveillance Reaper aux USA pour une livraison avant la fin 2013 afin de soutenir ses opérations au Mali

"La France a raté le rendez-vous des drones (...) ce qui est invraisemblable pour une nation qui a un savoir faire technologique, aéronautique, électronique considérable avec des entreprises majeures qui étaient en situation de pouvoir le faire", a regretté le ministre.

"J'ai constaté en arrivant qu'il était indispensable d'avoir cette capacité-là qui nous permet d'avoir une vision d'un territoire, d'un théâtre d'opération. Donc, c'est un outil indispensable dans les perspectives de demain", a-t-il souligné.

"Seulement, il n'y en a pas. Alors qu'est-ce qu'on fait? on attend que peut-être un jour certains industriels décideront d'agir d'ensemble pour le produire? mais ça sera quand? dans dix ans. Mais il y a une urgence et j'assume cette responsabilité", a lancé le ministre de la Défense tout en précisant qu'il s'agit pour la France d'une solution provisoire. AFP 19.05

2- Grèce

Et si la Grèce abandonnait l'euro, et revenait à la drachme, son ancienne monnaie ? C'est le rêve de Plan B, un nouveau parti politique, qui s'oppose à l'austérité imposée par le gouvernement d'Athènes.

Depuis le début de la crise une sortie de l'euro est un sujet récurrent en Grèce, explication du fondateur de Plan B :

"L'expérience que nous avons tiré de la récession internationale est qu'aucun pays n'a réussi à s'en sortir avec une monnaie chère qui est aussi utilisée par une grande puissance économique comme l'Allemagne, explique Alekos Alavanos. Nous avons besoin d'une monnaie compétitive, pour faciliter les exportations et booster le marché intérieur"

Plan B regroupe 400 membres, dont cet artiste céramiste, Yannis Stavridis: *"Je pense qu'une sortie de l'euro donnera à notre pays*

la possibilité de développer une politique économique indépendante en faveur du peuple. Parce que l'euro est un corset serré qui empêche la Grèce de se développer."

A 75% pourtant, les Grecs n'ont pas envie de revenir à la drachme, persuadés que l'euro, en circulation depuis 2002, est un moindre mal. euronews.fr 19.05

Encore des illusionnistes ou des charlatans ! On y reviendra.

3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien a qualifié de "*terroriste*" le groupe salafiste Ansar Ashariaa, jugé responsable des heurts dimanche à Tunis qui ont fait un mort et une quinzaine de blessés après l'interdiction du congrès de ce mouvement à Kairouan.

"*Ansar Ashariaa est une organisation illégale qui défie et provoque l'autorité de l'État*", a déclaré M. Larayedh à la télévision publique en marge d'un déplacement au Qatar.

Ce groupe "*est en relation et est impliqué dans le terrorisme*", a ajouté ce haut responsable du parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement.

C'est la première fois que M. Larayedh, un ancien ministre de l'Intérieur et bête noire des salafistes, qualifie Ansar Ashariaa de "*terroriste*".

Faute d'avoir pu tenir son congrès à Kairouan, à 150 km de Tunis, bouclée par un impressionnant dispositif de sécurité, Ansar Ashariaa a appelé ses partisans à se rassembler Cité Ettadhamen, un bastion salafiste à 15 km à l'ouest de la capitale.

Des heurts ont éclaté dans ce quartier en début d'après-midi et se sont poursuivis dans la cité voisine d'Intikala, où les centaines de manifestants armés de pierres, d'armes blanches et de cocktails Molotov se sont réfugiés après avoir été repoussés par des tirs, des gaz lacrymogènes ainsi que l'avancée de blindés.

Dans la soirée des heurts sporadiques avaient encore lieu mais la police semblait contrôler ces quartiers.

Le gouvernement, dirigé par le parti islamiste Ennahda, avait interdit le congrès d'Ansar Ashariaa à Kairouan en estimant qu'il représentait une "*menace*".

Ainsi, son chef en fuite Abou Iyadh, un vétéran d'Al-Qaïda en Afghanistan libéré de prison à la faveur de l'amnistie post-révolutionnaire, a menacé le gouvernement d'une "*guerre*" la semaine dernière, accusant Ennahda de mener une politique anti-islam.

Ennahda a longtemps été accusé de laxisme face aux groupuscules jihadistes. Il a considérablement durci sa position depuis que 16 militaires et gendarmes ont été blessés entre fin avril et début mai par des mines posées par des groupes armés liés à Al-Qaïda à la frontière avec l'Algérie.

A Kairouan, le calme régnait dans la soirée dimanche et le dispositif sécuritaire a été levé. En fin de matinée, de brefs heurts y avaient opposé un petit groupe de salafistes à des policiers, puis des manifestants, en majorité des jeunes ne semblant pas appartenir à la mouvance islamiste, ont affronté par moments les forces de l'ordre.

Selon une source sécuritaire sur place, 70 militants salafistes ont été interpellés dans cette ville. Aucun chiffre précis n'a été donné concernant les arrestations à Tunis, le ministère de l'Intérieur avançant "*quelques dizaines d'arrestations de bandits et de salafistes*" dans toute la Tunisie.

Le porte-parole d'Ansar Ashariaa, Seifeddine Raïs, a été arrêté dimanche, selon son organisation et une source sécuritaire.

Enfin, samedi soir, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a exprimé son soutien à Ansar Ashariaa, tout en appelant les militants tunisiens à faire preuve "*de sagesse et de patience*".

"*Ne vous laissez pas provoquer par le régime et sa barbarie pour commettre des actes imprudents qui pourraient affecter le soutien populaire dont vous bénéficiez*", a déclaré Abou Yahia al-Shanqiti, membre du comité d'Al-Charia d'Aqmi.

Depuis la révolution, la Tunisie a vu se multiplier les violences salafistes. Le pays est aussi déstabilisé par une profonde crise politique et le développement de conflits sociaux dus à la misère.

L'état d'urgence est en vigueur dans le pays depuis la chute de Ben Ali. AFP 19.05

Question : Comment dans un pays quadrillé par les services de renseignement, la police et l'armée a-t-il été possible de faire entrer des armes, et qu'un tel mouvement se soit développé, sinon avec la complicité du régime en place ?

SOCIAL

1- France

1.1- Enchaîné. Il n'y a pas une minute à perdre.

PSA Peugeot Citroën compte engager d'ici juin des négociations sur sa compétitivité en France, emboitant le pas à Renault et à plusieurs équipementiers automobiles, tous confrontés à des surcapacités chroniques sur un marché en berne en Europe.

Le premier constructeur automobile français avait jusqu'ici simplement indiqué qu'il souhaitait débiter ces discussions sitôt son plan social entré en vigueur, ce qui est chose faite depuis le 29 avril, et qu'il espérait parvenir à un accord à l'automne prochain.

"Je confirme que dans les semaines prochaines, on aura l'occasion de se voir sur notre sujet (...) d'un nouveau contrat social avec les salariés pour redresser l'entreprise PSA", a déclaré le directeur des ressources humaines Philippe Dorge à des journalistes.

Une source proche du dossier a indiqué qu'une première réunion pourrait avoir lieu dès la fin mai.

Comme les autres, PSA ne pourra pas échapper à des engagements sur sa production et ses investissements en échange de concessions sur les salaires et le temps de travail.

"Vous ne pouvez pas demander un effort à des salariés si vous n'avez pas en face quelque chose à mettre", observe Guy Maugis, président de Bosch France, qui a lui-même conclu un accord de flexibilité le mois dernier à Rodez.

"Et dans une industrie comme la nôtre, ça s'appelle essentiellement un investissement dans une nouvelle ligne de produits avec de la visibilité sur les volumes à terme", ajoute-t-il. "Sinon, vous pouvez toujours dire aux gens qu'il faudrait réduire les coûts pour que l'entreprise gagne plus, mais ça, je ne sais pas faire."

Bosch, premier employeur industriel allemand en France, avait défrayé la chronique en 2004 en imposant une augmentation du temps de travail à Vénissieux (Rhône) pour éviter une délocalisation. Il a promis fin avril une trentaine de millions d'euros pour moderniser son usine aveyronnaise en échange d'une modération salariale et de l'utilisation de jours de RTT pour faire face aux aléas de la demande.

PSA a déjà obtenu l'été dernier des concessions à Sevelnord (Nord) moyennant l'attribution au site d'un nouveau modèle de camionnette. Mais l'accord qu'il s'appête à négocier couvrira l'ensemble de ses sites français, sur le modèle de ce qu'a obtenu Renault fin mars après six mois de discussions.

En échange, Renault a promis d'allouer des volumes de production supplémentaires à ses sites français, notamment la future Micra de son partenaire Nissan qui sera fabriquée à Flins. PSA devra apporter des garanties similaires, notamment sur le renouvellement des gammes Peugeot et Citroën à Rennes, Sochaux et Mulhouse à l'horizon 2016.

Michelin négocie lui aussi actuellement des accords sur la gestion du compte épargne-temps sur ses sites français de pneumatiques.

Quant à Plastic Omnium, c'est le hasard qui a conduit à un accord en janvier à Saint-Désirat. Après l'incendie d'un atelier de peinture, l'équipementier a envisagé un temps de délocaliser l'activité en raison de la facture des travaux, mais s'est finalement engagé à reconstruire l'atelier et à moderniser le site ardéchois pour un montant d'environ 20 millions d'euros.

La France est sur le point de se doter d'une loi sur la sécurisation de l'emploi, qui contient des dispositions sur les accords de flexibilité. Un recours déposé par l'opposition UMP pourrait repousser sa promulgation à la mi-juin au plus tôt.

Interrogé sur l'impact d'un report de la loi sur les négociations chez PSA, Philippe Dorge a répondu : "Ce sont des sujets qui sont liés, mais les deux calendriers ne sont pas strictement dépendants." Reuters 19.05

Savez-vous dans quelles conditions s'est terminée la grève chez PSA Aulnay ?

La direction de Peugeot qui est parvenue à ses fins grâce à la CGT qui n'a jamais appelé à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usine et de suppressions d'emplois, de toutes les sites du groupe, des travailleurs de l'ensemble du secteur automobile, y compris les sous-traitants confrontés à la même situation, elle a versé une rallonge pouvant aller jusqu'à 20.000 euros à chaque salarié pour qu'ils quittent l'usine avant la fin du mois de mai, en 2013 pas en 2014, et elle a annulé les sanctions et les poursuites engagés contre certains salariés, c'était la moindre des choses puisqu'à l'arrivée elle va même pouvoir fermer son usine d'Aulnay avant la date prévue.

C'est qu'hier Arthaud (LO) a appelé une "*grande victoire*"

Cela valait bien un hommage hier d'Arthaud (LO) "*aux ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay qui ont fait grève pendant quatre mois*", le leader de la CGT de PSA-Aulnay, Jean-Pierre Mercier, était membre de LO, les staliniens n'auraient pas fait pire. (source : AFP 19.05)

1.2- Pillage et racket en règle, bulle immobilière en France.

Les prix de l'immobilier en France sont beaucoup trop chers. Ce n'est pas une association de consommateurs en colère qui l'affirme mais le prestigieux magazine *The Economist*. Le classement qu'il établit dans sa dernière livraison sur les prix de la pierre est formel: par rapport aux revenus disponibles dans l'Hexagone, les loyers y sont surévalués de 39 % et le coût des m² à l'achat y est excessif de 34 %. Sur ce plan, la France est le plus mauvais élève de la classe européenne. En Angleterre, les loyers ne sont surévalués que de 19 % ; en Espagne, seulement de 15 %. C'est que, depuis l'éclatement de la crise des subprimes en 2007, les prix de l'immobilier ont reculé dans la majorité des pays européens. Ils ont chuté de 26,5 % en Espagne, de 16,5 % aux Pays-Bas, de 11,4 % en Angleterre. Rien de tout cela en France où ils ont augmenté de 1,1 % sur la période.

Bref, selon *The Economist*, il y a bien une bulle immobilière en France. Mais, si l'on en croit les réseaux d'agences immobilières, elle n'est pas près d'éclater. Après avoir reculé de 1,9 % l'année dernière, les prix de l'immobilier ne devraient pas baisser de plus de 3 % en France selon la Fnaim.

Reste que l'Hexagone n'est pas le pays dans le monde où la bulle immobilière est le plus préoccupante. C'est le Canada qui détient ce triste record. Là-bas, les loyers sont surévalués de 73 % et le coût de la pierre de 32 %. -Hongkong est également dans une situation inquiétante avec des loyers surévalués de 81 % et une augmentation de 109 % du prix de la pierre depuis fin 2007. lefigaro.fr 19.05

2- Espagne

Des milliers de personnes, dont de nombreux médecins et infirmières, ont manifesté dimanche à Madrid contre les coupes dans le secteur de la santé et la privatisation de la gestion de plusieurs hôpitaux madrilènes.

Les manifestants, au nombre de 6.000 selon la police, ont défilé dans le centre de la capitale, précédé par une banderole sur laquelle on pouvait lire : "*la santé ne se vend pas, elle se défend*".

Brandissant des pancartes proclamant "*on brade la santé*" ou "il est criminel de faire des coupes dans la santé", les manifestants ont réclamé la fin des réductions budgétaires dans ce secteur.

Ils ont également demandé que le gouvernement régional conservateur revienne sur sa décision de privatiser la gestion de six des 20 plus grands hôpitaux madrilènes, de même que de 27 centres de soin - sur les 270 que compte la communauté autonome.

Arrivés sur l'emblématique Porta del Sol, les manifestants ont lu un manifeste dans lequel ils affirmaient "*qu'ils n'acceptaient pas la destruction du système de santé*".

Depuis novembre, les syndicats protestent régulièrement contre les coupes budgétaires qui, selon eux, mettent en péril la santé publique. AFP 19.05

3- Etats-Unis

A Chicago, des centaines de parents, d'élèves et de professeurs manifestent depuis samedi pour protester contre la fermeture annoncée d'une cinquantaine d'école pour des raisons budgétaires. Si ce plan d'économie est voté, il affectera 50 000 élèves. Pour se rendre dans d'autres écoles, ils devront traverser des quartiers parfois très dangereux contrôlés par les gangs. euronews.fr 19.05

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les oiseaux de mauvais augure ont beau dire que Wall Street finira bien par subir un mouvement de correction après une hausse de près de 17% du S&P 500 depuis le début de l'année, l'élan qui porte la place boursière américaine ne semble pas près de s'arrêter.

La possibilité d'un repli technique n'a cessé d'être évoquée ces dernières semaines, surtout au vu de l'accélération du "rally" en mai. Depuis le début du mois, le S&P, qui vient d'enchaîner une quatrième hausse hebdomadaire d'affilée, affiche une progression de 4,4%.

Mais cela n'a pas empêché le Dow Jones et le S&P 500 de continuer à inscrire de nouveaux records, amenant ainsi certains à se dire que les craintes d'un recul sont infondées.

"Nous n'avons aucun plafond technique à l'esprit à ce stade. L'élan est vraiment puissant et suivre le mouvement est notre principale préoccupation", a déclaré Cam Albright, chargé des allocations d'actifs chez Wilmington Trust Investment Advisors.

Le S&P 500, qui a dépassé la barre des 1.600 points il y a deux semaines à peine, n'est plus qu'à moins de 40 points des 1.700.

A mesure que les actions poursuivent leur progression, certains intervenants commencent à croire que l'évolution à l'oeuvre n'a rien d'une bulle mais constitue plutôt le début d'un marché haussier.

D'autres estiment au contraire que le bond de Wall Street est détaché d'éléments fondamentaux comme les indicateurs macro-économiques et les résultats d'entreprise et dépend surtout des injections de liquidités des grandes banques centrales. Reuters 19.05

2- Bourse

La manipulation des cours de cotation des marchés boursiers, que ce soit sur les actions proprement dites, sur les matières premières comme le pétrole ou l'or ou encore les denrées alimentaires est désormais à peu près de notoriété publique.

Il y a quelques semaines un des dirigeants de la FED reconnaissait lui même que les cours étaient totalement soutenus artificiellement par les banques et les fonds de pension grâce aux injections continues de la FED. L'utilisation des robots algorithmiques, ou les High Frequency Trading qui permettent aux professionnels d'avoir des informations non accessibles pour le public et aux investisseurs s'apparentent à des délits d'initiés et nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour en demander le contrôle et la régulation.

Il y a deux jours Bruxelles a entamé une enquête pour manipulation des cours du pétrole. A la fois par les pétroliers, mais aussi par les marchés financiers et leurs acteurs.

Dans tous les pays la manipulation de cours est du ressort de la justice pénale car ce n'est rien d'autre que de l'escroquerie pure et simple.

Lorsque des acteurs de la chaîne financière proposent à leurs clients des produits qui peuvent s'arbitrer sur des marchés dont les cotations sont devenues totalement corrompues par les manipulations dont elles font l'objet, ils ne font rien d'autre que ce que ferait un industriel agro alimentaire qui proposerait en toute connaissance de cause, de la viande totalement avariée à ses clients. Ces produits concernent aussi bien des assurances vies, que des produits de placement bancaires ou encore des produits retraites.

Tous les acteurs de la chaîne deviennent complices, du simple gestionnaire de compte au conseiller en gestion de patrimoine, puisque par leur passivité, ils contribuent à maintenir en place un système qui permet de proposer des produits toxiques. Si eux mêmes ne réagissent pas, ils deviennent complices puisqu'ils ne peuvent ignorer les conditions actuelles dans lesquelles s'effectuent les cotations.

Il n'est nul besoin de faire de nouvelles lois sur ces sujets. La plupart des pays Européens interdisent la manipulation de cours de la même manière qu'ils interdisent la diffusion de viande avariée. Il suffit juste de faire appliquer celles qui existent.

Et en attendant que la justice ne retrouve son rôle pour stopper la diffusion de ces produits corrompus, l'information doit circuler. WikiStrike.com 17.05

L'auteur de cet article est naïf, il n'a pas encore compris ou il n'a pas à l'esprit que ces lois existent pour être contournées, que ceux qui en sont les rédacteurs sont justement ceux qui vont les contourner.

Neuf intervenants sur dix qu'il soit journaliste économique ou économiste tient ce genre de discours sans se rendre compte des énormes bêtises qu'ils sortent. Les médias ne font que les reproduire gracieusement.

3- Pétrole

Alerté par un groupe hongrois, la Commission européenne enquête sur la fixation des prix pétroliers. L'UE a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil.

Il s'agit d'une enquête de grande ampleur et on n'avait pas vu cela depuis le scandale du Libor. Un producteur d'éthanol hongrois a dit mercredi avoir alerté la Commission européenne sur le rôle de l'agence Platts dans la fixation des prix pétroliers, contribuant ainsi à inciter les autorités de la concurrence à lancer une enquête auprès de trois grandes compagnies pétrolières.

Pannonia Ethanol, un novice sur le marché européen de l'éthanol, est ainsi devenue la première entreprise à publiquement dire qu'elle s'était plainte auprès de Bruxelles dans ce dossier.

La Commission européenne a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil, soupçonnant une manipulation des prix pétroliers. L'exécutif européen a dit mardi qu'il suspectait les groupes concernés d'avoir passé des accords anti-concurrentiels touchant à la soumission de prix à Platts, leader mondial de l'information sur les prix pétroliers, filiale de McGraw Hill.

Il craint que les sociétés concernées se soient entendues pour transmettre à Platts des informations faussées sur les prix afin de manipuler les prix publiés de certains produits pétroliers et biocarburants. La CE soupçonne par ailleurs un abus de position dominante, empêchant l'émergence de nouveaux participants, toujours dans l'optique de fausser les prix publiés.

Pannonia Ethanol a dit avoir contacté Platts au printemps dernier afin d'avoir accès au système "*market-on-close (MOC)*" de l'agence, une fenêtre journalière d'une demi-heure pendant laquelle elle détermine les prix sur la base des enchères, des offres et des transactions des entreprises participantes.

L'agence d'information sur les prix pétroliers, numéro un mondial de son secteur, a mis en place une procédure contraignante pour les entreprises qui voudraient devenir contributeurs à l'évaluation des prix. "*Nous ne cessons de recevoir de nouvelles choses à faire pour pouvoir entrer dans le système. Platts ne cessait de nous dire qu'elle exerçait une "discrétion éditoriale" et nous a jamais fourni de vraie raison pour ne pas nous laisser entrer*", a déclaré Eric Sievers, directeur général d'Ethanol Europe, société holding de Pannonia Ethanol.

"*Le comportement de Platts nous a paru très étrange et certainement pas du tout professionnel et donc, au bout du compte, nous sommes allés voir la Commission. Elle nous a écoutés et posé beaucoup de question.*" Eric Sievers a précisé que Pannonia Ethanol a dit aux autorités européennes qu'elle vendait souvent de l'éthanol à un prix inférieur à celui qui était échangé dans le système de Platts. WikiStrike.com 16.05

A mon avis, la Commission européenne se livre à une comédie en perquisitionnant les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil histoire de les prévenir qu'à l'avance ils devront être plus prudents quand ils se livrent à des magouilles sur les cours, sinon elle sera obligée de sévir, elle doit conserver l'ombre d'une légitimité, et puis cela en restera là.

4- Japon

Tepco, l'exploitant de Fukushima, souhaite rejeter des dizaines de milliers de tonnes d'eau hautement radioactive dans l'Océan Pacifique. Mais les pêcheurs japonais s'y opposent farouchement, craignant un désastre environnementale.

Tepco souhaite récupérer de l'eau de pluie ainsi que dans les nappes phréatiques du sous-sol de la région de Fukushima, pour la mélanger à l'eau hautement radioactive provenant des systèmes de refroidissement de la centrale accidentée, pour ensuite rejeter cette eau en mer, affirmant qu'elle ne contiendra alors que très peu d'éléments radioactifs.

La société assure ainsi que cette eau n'est pas plus contaminée que celle des rivières environnantes qui finissent dans l'océan. Mais les pêcheurs de la région de Fukushima ne l'entendent pas de cette oreille et redoutent une contamination halieutique.

Lundi, la compagnie a expliqué son plan de pompage aux organismes de pêche de la région, mais ceux-ci estiment à l'heure

actuelle ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour se prononcer.

"Nous avons besoin d'entendre à nouveau des explications de Tepco et de l'État avant de nous concerter et d'émettre un nouveau jugement", a indiqué un représentant de fédération de pêcheurs cité par l'AFP.

Aucune décision ne sera prise avant le mois prochain et Tepco doit parvenir à gérer les 400 tonnes d'eau quotidienne qui arrive sur le site de Fukushima-Daiichi. D'autant que les réservoirs commencent tous peu à peu, à être pleins et que les autres solutions de stockage ne sont pas adaptées.

En effet, les bassins creusés dans le sol ne disposent pas de matériaux pour couvrir le fond avec une étanchéité parfaite. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce problème de l'eau serait le plus grave auquel doit actuellement faire face le site de Fukushima. Le Journal du Siècle 14.05

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mai 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. J'ai ajouté un texte de 1985 de S. Just histoire de rafraîchir la mémoire des militants du Courant communiste internationaliste du POI à la veille du congrès du POI, *Les syndicats, la crise de l'impérialisme et la nouvelle période de la révolution prolétarienne*. Ce texte n'est pas sans comporter un certain nombre d'erreurs selon nous, que l'on retrouve implicitement ou ouvertement dans la politique du POI.

La caractérisation de FO devrait les questionner. L'absence d'une tendance révolutionnaire dans les syndicats pour ne pas embarrasser les appareils, leur laisser les mains libres est une constante jusqu'à nos jours.

Quelques sujets de réflexion à développer.

1- On ne peut pas se satisfaire de revendications partielles ou transitoires, de miettes, cette conception de la lutte de classe est étrangère au marxisme et au socialisme...

2- On entend dire que le capitalisme nous aurait déclaré la guerre, que ses représentants ou porte-parole s'en ferait les relais, les institutions, et les appareils vendus au capitalisme, ne serait-il pas temps de leur déclarer la guerre aussi, à Lepaon et Mailly qui en participant à la conférence sur les retraites en juin prochain cautionne sa tenue, la légitime par leur présence, y compris ses conclusions ou l'accord qui en sortira ?

3- Une nouvelle étape qualitative dans la liquidation de nos droits sociaux, dans l'existence de la classe ouvrière en tant que classe a été franchie le 11 janvier 2013, doit-on en rester là, devrait-on continuer d'avoir les mêmes rapports avec eux comme si rien ne s'était passé ? Telle est jusqu'à présent la position adoptée par le PG, le PCF, le POI, leNPA et LO, franchement, pourquoi envisager de changer des rapports qui débouchent sur d'aussi bons résultats : insupportable, ils en sont les complices !

Obama, Cameron et Hollande veulent à tout prix débarquer Assad. La popularité de Hollande tourne au mieux autour de 25 à 30%. La CIA que l'on ne soupçonnera pas de rouler (sic!) pour le président syrien a fait savoir dans un rapport publié récemment, que si des élections présidentielles devaient avoir lieu demain Assad serait réélu avec un score de 75% des suffrages, un véritable plébiscite quoi, de quoi en faire pâlir Hollande, Cameron et Obama de jalousie.

On comprend le revirement Turc et pourquoi ils sont dépités, il est impossible de vaincre un peuple uni qui résiste à un envahisseur. Vous lirez plus loin que Mélenchon est désespéré, pauvre chéri, comme on le comprend, nous, nous ne le sommes pas, bien au contraire, au côté du peuple syrien nous sommes fiers de son combat contre la coalition des puissances occidentales, il constitue un formidable espoir pour tous les peuples qu'il est possible de vaincre, une extraordinaire leçon de courage et de politique pour les combats à venir en Europe et dans le monde pour conquérir notre émancipation du capital, notre liberté. Voyez-vous monsieur Mélenchon, vous êtes désespéré parce que vous avez choisi le mauvais camp...

Notre seul espoir repose sur les masses, le facteur déterminant qui peut soulever des montagnes, vaincre l'ennemi le plus puissant du monde, sur lequel repose le socialisme, ne pas croire dans les masses, c'est cesser de croire dans le socialisme, ce n'est pas être socialiste.

4- Quel est l'état des liens entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière 94 ans après la publication de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* par Lénine ?

ACTUALITE EN TITRES

Quand vont-ils déclencher la tempête qui sera dévastatrice ?

- La perspective d'un compromis budgétaire s'éloigne à Washington - Reuters
- Goldman Sachs cède le solde de ses parts dans le chinois ICBC - Reuters
- Morgan Stanley vend sa gestion de fortune indienne à StanChart - Reuters
- Un rapport souligne le risque lié à la dette japonaise - Reuters

... et pendant ce temps-là...

- CAC 40 : la Bourse de Paris au plus haut depuis deux ans - Atlantico.fr

A charge de revanche.

- La droite peut-elle aider un président socialiste à faire une politique de droite ? - LePoint.fr

La soi-disant gauche a tellement aidé un président conservateur (Chirac) ou néo libéral (Sarkozy) à faire une politique de droite, qu'il serait normal que la droite ne montre pas ingrate. A-t-elle agi autrement au Parlement depuis juin 2012 ?

- Christine Boutin : "Il y a des lois supérieures à la loi de la République" - LeMonde.fr

Les voix du seigneur sont impénétrables, même la République n'y résiste pas...

Difficile de lier tant de contradictions sans se brûler les ailes.

- 2014 : Bayrou plaide pour des conseils d'union municipale - LeFigaro.fr
- Borloo peine à convaincre avec son « consensus républicain » - LeFigaro.fr

Intox

- 1- Que faire du mariage gay en 2017 ? L'UMP divisée et hésitante - AFP

Le couple des conservateurs et des néo libéraux n'est pas sans contradictions...

- 2- Engagé en Syrie, le Hezbollah subit de lourdes pertes - Reuters

30 morts recensés pour reprendre une ville de 80.000 habitants face à des barbares armés par la France notamment, c'est très peu en réalité.

- 3- Islamophobie : les Etats-Unis épinglent l'Europe - Le Nouvel Observateur

- Poussée mondiale de l'islamophobie et de l'antisémitisme, s'alarme Washington - AFP

Les Etats-Unis se sont alarmés lundi d'une poussée de l'islamophobie en Europe et en Asie et d'une hausse continue de l'antisémitisme dans le monde, dans leur panorama annuel mondial sur les libertés religieuses. AFP 20.05

En réalité les Américains alliés des sionistes à moins que ce soit l'inverse, estiment que les gouvernements traînent les pieds à s'aligner sur leurs positions pro-israéliennes et en faveur de la liberté religieuse accordée aux prédicateurs salafistes, takritistes ou wahhabites qui servent leurs intérêts et ceux de l'Etat sioniste.

La preuve.

- "Les restrictions gouvernementales, qui correspondent souvent à une animosité au sein de la société, ont débouché sur des actions anti-musulmanes qui ont affecté la vie quotidienne de bon nombre de fidèles", écrit encore le rapport annuel du département d'Etat sur les libertés religieuses dans le monde, publié ce lundi 20 mai.

Dans ce rapport exhaustif concernant l'année 2012, Washington fustige également la répression de groupes religieux en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam ou en Birmanie et la poursuite de la montée de l'antisémitisme en Egypte, en Iran et au Venezuela.

Comme les années précédentes, le rapport sur les libertés religieuses dans le monde accorde aussi une large place à la Chine, où le gouvernement a "harcelé, interpellé, détenu, condamné à la prison un certain nombre de fidèles".

Et pour faire bonne mesure et qu'on ne les accuse pas de manquer d'impartialité :

- Le rapport s'en prend aussi à l'Inde pour l'interdiction du port du voile pour des écolières d'Etats indiens où les hindous sont majoritaires. Mais le département d'Etat dénonce également la "répression" contre des branches minoritaires de l'islam dans des pays musulmans à "majorité sunnite ou chiite", citant l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, Bahreïn ou encore l'Iran. Le Nouvel Observateur 20.05

Comment stigmatiser certaines communautés pour faire monter le racisme et l'antisémitisme qui leur sert à diviser les masses et assurer la stabilité de leur régime (et justifier leur soutien à Israël) pendant que la crise sociale dont ils sont responsables fait des ravages.

Tiens, ils ont oublié la Syrie où apparemment depuis des lustres toutes les communautés se côtoyaient et vivaient en paix, jusqu'au jour où ils ont envoyé leurs mercenaires pour les monter les uns contres les autres, ce qui a apparemment échoué, et détruire ce pays, là c'est une réussite.

[Parce qu'ils ne maîtrisent même pas le français.](#)

- "Parlez-vous keuf ?": publication d'un dictionnaire du jargon policier - AFP

[Esclavagisme](#)

- Cambodge: Deuxième accident en quatre jours dans une nouvelle usine textile, 23 blessés - 20minutes.fr

Des grandes marques ou des hypermarchés ont déjà délocalisé une partie de leur production d'Inde ou de Chine vers le Cambodge et le Laos où la main d'oeuvre est encore moins chère.

[Le sionisme ou la haine.](#)

- Israël annule une mission de l'Unesco à Jérusalem-Est - AFP

- Reportage de Charles Enderlin : Israël accable France 2 - Le Nouvel Observateur

On te soutient Charles, cela des décennies qu'il est l'envoyé de France 2 en Israël, ce journaliste a du mérite, je ne le connais pas, mais en l'écoutant chaque fois j'ai remarqué qu'il essayait d'être neutre ou indépendant, il nous est sympathique.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Même pas drôle. Si vous voulez vraiment "mourir", prématurément, le Front de gauche vous ouvre le chemin.](#)

Jean-Luc Mélenchon n'a pas peur de l'explosion sociale. Il l'a souhaitée. Son seul regret, c'est que « nous ne l'aurons pas ». « Parce que les gens ont peur, a-t-il dit vendredi sur RTL, parce qu'il y a de la résignation ». « Pour pouvoir se révolter, il faut déjà pouvoir penser, pas à demain matin, mais à après-demain... »

(Exact, et pourquoi ne pensent-ils pas "à après-demain" ? Faudrait-il encore leur proposer une politique et une perspective, qui éveille chez eux un espoir, un avenir, un idéal, mais comment cela serait-il possible en restant enfermé dans le carcan

du capitalisme que vous monsieur Mélenchon êtes incapable de briser, de dépasser, qui plus est, en vous alliant aux oripeaux contre-révolutionnaires du stalinisme ? Votre crédibilité, celle du Front de gauche est nulle en vérité.

Il y a aussi plusieurs explications au comportement des masses qui sont loin d'être hétérogènes.

Si vous vous concentriez sur ses couches les plus déshéritées au lieu de faire le guignol sur les plateaux de télé, vous verriez qu'elles ne sont pas forcément résignées, mais elles ne vous intéressent pas en dehors des périodes électorales, vous êtes incapable de les organiser ou de les recruter à votre parti.

Pour que les masses se soulèvent, faudrait-il qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, est-ce vraiment le cas aujourd'hui ? A de multiples reprises j'ai abordé cette question en affirmant que ce n'était pas avec le ventre plein qu'on faisait une révolution, j'avais repris le discours d'Engels sur l'embourgeoisement du prolétariat, qui plus est du mouvement ouvrier dans une proportion encore plus importante, donc idéologiquement.

Et en Grèce direz-vous, les conditions objectives sont réunies pour une révolution. Sans doute, mais la situation est encore plus compliquée du fait de l'existence d'une multitude d'auto-entrepreneurs, les Grecs ont la propriété privée chevillée au corps depuis de longues décennies et ils estiment qu'ils peuvent s'en sortir par cette voie qui va les réduire à l'indigence, qui les y a déjà conduits.

Les Grecs comme les Français et tous les peuples de l'UE et au-delà n'ont toujours pas compris comment fonctionnaient la société et les institutions, cette ignorance mêlée à l'amélioration de leur niveau de vie au cours des précédentes décennies ne les a pas du tout préparés à affronter la situation que nous connaissons aujourd'hui, du coup effectivement ils sont désarmés, désarmés, parfois désespérés, mais la faute à qui sinon à ceux qui leur ont caché la vérité, qui ont abandonné ou se sont détournés du socialisme pour les flatter dans le sens du poil (de leurs illusions) en leur faisant croire que finalement le capitalisme pouvait s'accommoder du progrès social, alors que ce n'était pas le cas.

Il dépend des rapports qui existent entre l'évolution des contradictions du capitalisme mondial et la lutte des classes, rapports qui évolueront en fonction de la conscience qu'en auront les différentes classes, qui se traduira en ce qui concerne la classe ouvrière au niveau de sa capacité à s'organiser, et qui déterminera le rapport de forces existant entre elle, d'où émergeront de nouveaux progrès sociaux ou l'inverse, une formidable régression sociale, ce qui est en train de se produire sous nos yeux du fait que le prolétariat, le mouvement ouvrier a été incapable de se doter d'une nouvelle direction pour affronter le capital, après que ses partis traditionnels eurent passé définitivement dans le camp de l'ennemi de classe, ce qu'on lui a soigneusement caché ou qui a été édulcoré en entretenant l'illusion que ces partis pourraient encore servir ses intérêts bien qu'ils n'aient eu de cesse de le trahir, d'ailleurs aucun parti ne propose une issue politique à la crise du capitalisme sans leur faire jouer un rôle déterminant, alors qu'ils ont épousé la cause du capitalisme et sont liés organiquement au régime en place. Mélenchon fait partie de ces gens qui vouent un culte au PS et au PCF, comment voudriez-vous que les gens comme vous dites pensent "à après-demain", alors que vous avez constamment les yeux rivés sur hier, sur un passé qui n'existe plus, des partis qui n'existent plus pour le mouvement ouvrier, qui sont étrangers ou morts pour le socialisme. - NdIrlr

L'ex-candidat à la présidentielle s'est montré plus que jamais désespéré par la politique menée par François Hollande en qui il n'a « aucune confiance ». « Sinon pour appliquer sa ligne politique. » Seul résultat de cette première année: « Une récession généralisée. »

(Encore un aveu qui confirme parfaitement ce qui vient d'être dit. C'était avant le 6 mai 2012 qu'il fallait tenir ce discours, tirez à boulets rouges sur Hollande et le PS comme je l'ai fait jusqu'à présent, il fallait utiliser cette tribune pour les broyer, tout ressortir depuis le 3 août 1914, absolument tout, impossible en étant associé au PCF qui s'était partagé les rôles et le sale boulot avec le PS, Mélenchon a sans cesse tenu un double langage.

Nous, nous disons aux travailleurs et aux militants sans se soucier de l'accueil qu'ils accorderont à ce discours, en politique il en va comme dans la vie, quand on vous a trahi une fois, qui plus est, cent fois, mille fois pendant près d'un siècle, c'est pour la vie, c'est définitif, il faut passer à autre chose, aller voir ailleurs, il n'y a pas de rémission possible sauf à trahir à notre tour les idées que nous prétendons incarner, l'idéal pour lequel nous combattons.

Mélenchon feint ou est un crétin, car comment imaginer un seul instant que Hollande se serait présenté à la candidature suprême du système bonapartiste de la Ve République «sinon pour appliquer sa ligne politique» ? Devions-nous nous attendre à autre chose ? Nous avons refusé d'appeler à voter Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en 2012, à voter tout court sachant à l'avance ce qui nous attendait, à aucun moment nous n'avons colporté la moindre illusion dans ces partis avant et après ces élections, alors que certains disaient : attendons de voir ce qu'ils vont proposer, l'air de dire, qui sait, à croire que les uns et les autres n'avaient finalement pas de programme, qu'ils étaient incapables de se battre sur la base de leur propre programme, voyez ce qu'il en est à un mois de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, que disent-ils sur les retraites, qu'il ne faut pas y toucher, c'est intolérable, nous, nous disons, la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre, car déjà à cet âge-là un ouvrier est usé jusqu'à la corde, à croire qu'ils ignorent tous ce qu'il endure quotidiennement, chaque année supplémentaire de travail le rapproche de son cercueil, c'est une ou deux années qu'il aura en moins à vivre, c'est un crime.

- ndlr)

«C'est l'an II, c'est l'an pire», a-t-il prédit, se disant assuré que «les Français n'avaient pas compris que c'était ça que comptait faire François Hollande». L'eurodéputé souligne que, lui, avait parfaitement pris la mesure de ce qui se tramait: une «politique folle» appliquée «partout en Europe» et qui «conduit au désastre...» «Toute la campagne (présidentielle), a rappelé Mélenchon, j'ai passé mon temps à dire: il faut un débat, il faut qu'on parle, confronte, vérifie...» «Car moi, j'avais expliqué que les objectifs qu'il s'était donnés par rapport au budget, à la réduction du déficit, conduiraient à cet effondrement dans lequel nous sommes.» Pour lui, dans certains domaines, le chef de l'État est «de droite». «Il faut bien appeler les choses par leur nom.» «Nous allons mourir!», a-t-il martelé. «Nous allons avoir 300.000 chômeurs de plus...» Et pour lui, «quand le chômage explose, ce ne sont pas des chiffres sur un papier, mais la vie de millions de gens qui est intégralement pourrie».

(Monsieur Mélenchon fait partie de ces gens qui parlent à tort et à travers, qui sont prêts à discuter ou débattre avec n'importe qui sans que lui vienne un instant à l'esprit qu'en agissant ainsi ils les légitiment, car n'étant pas en principe placés sur le même terrain toute discussion entre eux devrait être impossible, si ce n'est pas le cas, cela signifie qu'il y en a forcément au moins un qui n'est pas à sa place ou qui ne livre pas ses réelles intentions, et les contradictions qui jaillissent lors de ces débats sont là pour en témoigner.

Mélenchon fait aussi partie de ces gens qui passent leur temps à tenir un double langage, à dissocier la parole de l'action de telle sorte qu'il est possible de leur attribuer un contenu différent sans que cela constitue une contradiction, et il y a fort à parier si on lui faisait remarquer, qu'il répondrait qu'on se livre à un amalgame ou qu'on serait victime d'une confusion avec laquelle il n'a rien à voir. Quand un jour Hollande serait acceptable pour monsieur Mélenchon au point de devenir son Premier ministre et quelques jours plus tard à peine déclarer qu'il le désespère, on a là la preuve qu'on est en présence d'un guignol, d'un type qui se fout totalement de notre sort. Cela saute aux yeux, nous éclate au visage, et il se trouve encore des militants pour faire confiance au Front de gauche, mais ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont rien dedans, ce n'est pas possible autrement.

Monsieur Mélenchon sait tout mieux que tout le monde, il peut intervenir spontanément sur tous les sujets qu'on lui soumet, c'est une encyclopédie à lui tout seul, il posséderait une culture phénoménale, il a tout dit et tout prédit avant tout le monde pour finalement nous confier qu'il est désespéré, franchement comment peut-on prendre au sérieux un type pareil ? «Nous allons mourir!», quel drame, on ne meurt qu'une fois, sauf au théâtre monsieur le comédien ! - ndlr)

PS et gouvernement sont agacés par les attaques de Mélenchon. Dimanche, Jean-Yves Le Drian s'est dit persuadé, sur Europe 1, que Mélenchon « *finalement n'a qu'un seul objectif: faire tomber la gauche, et je ne suis pas sûr que cet objectif-là soit une politique de gauche. Donc, je serais tenté de dire qu'il m'indiffère.*

(Le mépris, c'est la seule chose qu'ils connaissent au PS, sauf quand il s'agit de leurs amis d'Arabie Saoudite ou du Qatar, qui eux méritent leur estime, normal, ils sont faits pour s'entendre et le démontrent. - Ndlr)

Au Front de gauche, même si les communistes, par la voix de leur secrétaire national Pierre Laurent, se sont aussi demandés « *si le président de la République fait preuve d'aveuglement ou d'obstination*» - ce qui serait alors «une erreur politique lourde», tout le monde n'est pas aussi alarmiste et pessimiste que Jean-Luc Mélenchon. Le PCF compte ainsi beaucoup sur l'organisation, le 16 juin, d'assises de la « *refondation sociale et démocratique de la République*» pour mobiliser la gauche sur une autre politique. Et pas seulement la gauche radicale. Une trentaine d'organisations (politiques, syndicales ou associatives) se sont ainsi retrouvées lundi autour de la table pour préparer l'événement qui devrait se tenir en Seine-Saint-Denis avec, parmi les présents, des socialistes de la frange gauche comme Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes.

(Pierre Laurent en tient une sacrée couche, non, il est dans son rôle, souvenons-nous qu'ils se les partagent entre Hollande, Mélenchon et lui. Hollande ne fait pas " *preuve d'aveuglement ou d'obstination*", il est à son poste « *sinon pour appliquer sa ligne politique*», fidèle à ses convictions réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. Il commettrait « *une erreur politique lourde*» s'il en changeait, il doit rester pareil à lui-même tout comme le PS, d'ailleurs souvenons-nous, ils ne sont pas capables de faire autre chose, sauf à vouloir se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, c'est sans doute le problème de Pierre Laurent, dans le contexte actuel c'est un exercice des plus périlleux, ils doivent avancer à découvert, sans masque et leur vrai visage est celui de la réaction.

Alors comment tenir un discours aux apparences radicales pour faire bonne mesure auprès de leurs troupes et soutenir en même temps le régime, pardi, en l'enfermant dans un cadre conçu à cet effet, les assises de la « *refondation sociale et démocratique de la République*» feront l'affaire, avec au programme pour divertir la galerie : marionnettistes, prestidigitateurs, illusionnistes, contorsionniste, clowns, numéros de farces et attrapes, etc. le spectacle étant assuré notamment par Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes, Mélenchon dans le rôle de monsieur loyal (envers qui vous avez), Laurent dans celui de réalisateur et metteur en scène et le tour sera joué, la magie du cirque pourra opérer puisque leurs militants ont un niveau théorique médiocre, le numéro de dressage leur sera particulièrement destiné. - ndlr)

Mardi, une nouvelle réunion devrait définir les thèmes de cette journée. Les retraites devraient tenir un rôle central. Le dossier sera quelques jours plus tard au cœur de la conférence sociale des 20 et 21 juin. Les Assises ne cachent pas leur ambition

d'apporter leur propre contribution au débat... « Dans le climat actuel, indique le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, nous devons absolument ouvrir une porte qui permette de construire ensemble et de ne pas désespérer... » lefigaro.fr 19.05

(Absolument ! C'est marrant, pourquoi, la "porte" serait-elle toujours fermée ? Et nous qui avons cru comprendre que vous l'aviez ouverte en proposant une issue politique aux travailleurs, on a dû mal comprendre, cela doit être pour cela aussi que les travailleurs sont désespérés, ne vous donnez pas tant de mal, ils pourraient l'être encore davantage dans le futur, on s'en chargera à votre place. ndlr)

Hollande-Fabius-Le Drian le bastion de la pire réaction impérialiste.

En Syrie.

La Turquie n'est pas opposée à la présence de l'Iran à la conférence de Genève II, a annoncé une source diplomatique sous couvert d'anonymat. « La Turquie a fini par reconnaître le rôle influent de l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie, ainsi que la nécessité de la présence de l'Iran à la conférence de Genève II ». Auparavant, la Russie avait insisté sur la présence de l'Iran à la conférence internationale sur la Syrie, qui aura lieu, à Genève. french.irib.ir 20.05

Pour rappel, causerie du 18.05.

- A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

"En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

Si Erdogan après avoir rencontré Obama à Washington dit que l'Iran participera à cette conférence, c'est que les Américains en ont décidé ainsi avec les Russes, et demain à Paris les nostalgiques de l'empire colonial lui emboîteront le pas aussi sec.

Le Drian, il a dit quoi à propos de Mélenchon, "il m'indiffère, assurément il fera preuve de la même fermeté et tiendra le même langage face à Obama ! Quel bande de minables, le PS quoi !

Au Liban.

Le mouvement de la résistance libanaise le Hezbollah suit de près les agissement de la France qui s'accélérent contre lui !

Cheikh Mohamad Yazbek, président de la délégation religieuse du Hezbollah a dénoncé les tentatives de Paris pour inscrire le nom de la résistance sur la liste des organisations terroristes à titre d'une démarche destinée à palier au régime sioniste. L'info est reprise par le site Al Nachra. Il a mis en garde contre des basses manoeuvres qui "visent à apaiser les craintes d'Israël face à une seule puissance immédiate qui est capable de lui porter des coups à savoir le Hezbollah". " Les Israéliens ont depuis toujours l'habitude. Ils font pleurer les autres pour rire. Mais ce temps des fous rires est révolu et je peux vous dire qu'avant que l'ennemi nous fasse pleurer, nous allons l'obliger à verser de chaudes larmes. Nous en sommes au stade des attaques préventives : avant même qu'Israël puisse nous détruire, nous allons le détruire. Plus aucune trace de l'humiliation et du mépris subis par le passé". french.irib.ir 20.05

En aparté, hier soir j'ai adressé un courriel à ce portail iranien pour leur signaler les nombreuses fautes que comportaient leurs articles.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

Les autorités israéliennes a exigé dimanche de France 2 qu'elle corrige un reportage datant de septembre 2000 sur la mort d'un garçonnet palestinien dans les bras de son père qui avait enflammé les esprits et déclenché une flambée de violences contre l'État hébreu.

Mohammed al Doura, 12 ans, et son père, Djamel, avaient été filmés dans la bande de Gaza par une équipe de la chaîne de télévision publique française terrorisés à l'abri d'un muret, pris sous les tirs croisés entre l'armée israélienne et des activistes palestiniens, au début de la seconde "intifada".

L'enfant avait ensuite été découvert sans vie. Son père avait en revanche survécu, blessé.

Dans un rapport de 36 pages publié dimanche, les autorités israéliennes estiment que l'affirmation de France 2 selon laquelle Tsahal serait responsable de la mort du petit garçon est "*destructive*" et a alimenté pendant des années des attaques par des islamistes radicaux contre des intérêts israéliens et américains.

Cette accusation, lit-on aussi dans le rapport, "*a servi d'inspiration et de justification au terrorisme et à l'antisémitisme*".

A Gaza, Djamel al Doura a contesté le rapport israélien en le présentant comme une "*nouvelle invention*". Interrogé par Reuters, il a exigé la tenue d'une enquête internationale avec participation arabe sur les événements vieux de près de 13 ans.

France 2 a quant à elle réagi au rapport israélien en déclarant dans un communiqué qu'il "*témoigne d'une volonté de participer à une enquête internationale indépendante menée selon les normes internationales*".

La chaîne ajoute être disposée à contribuer à l'exhumation du corps du petit Mohammed "*pour aider à clarifier les circonstances*" de sa mort. Reuters 20.05

Les sionistes respirent, transpirent, scuinent la haine de l'autre, du Palestinien, de l'arabe, du juif, du sémite. 13 après des faits dont plus personne ne devait encore parler, car ils se sont rendus coupables de tellement d'actes de barbarie envers les Palestiniens depuis, ils n'assument toujours pas leurs crimes.

Ils ont dû le ressasser pendant toutes ces années, imaginez un peu le degré de haine qui peut les habiter, cela dépasse tout ce qu'on connaît, en dehors peut-être des mercenaires sanguinaires qui interviennent en Syrie et qu'ils soutiennent, ils ont même mis une infirmerie à leur disposition pour les soigner en Jordanie. Et France 2 qui est à prêt à faire amende honorable face à ces dictateurs, service public oblige pour un peu cela pourrait devenir une affaire d'Etat, ils ont une mentalité de larbin, ils nous dégoûtent.

Pour une fois que des journalistes indépendants font leur travail, cela est à mettre en relation avec l'affaire du "*mur des cons*" déclencher par un portail et un journaliste sioniste, Atlantico.fr, cette fois contre l'indépendance des juges. Au fait, c'est pas cette semaine que Sarkozy devait faire une visite de deux jours en Israël et rencontrer le Premier ministre ?

SOCIAL

1- Portugal

Une large majorité de Portugais est favorable à une rupture ou à une renégociation du plan d'aide international mis en oeuvre au Portugal depuis deux ans, estimant qu'il a aggravé la situation économique du pays, selon un sondage publié lundi dans les médias portugais.

D'après cette étude d'opinion, 82,5% des sondés estiment que le Portugal devrait rompre l'accord avec la troïka représentant les créanciers internationaux du pays ou le renégocier.

Au premier trimestre, l'activité économique au Portugal s'est contractée de 3,9% sur un an, tandis que le chômage a atteint le taux record de 17,7%.

Cette politique de rigueur est de plus en plus contestée par les syndicats et l'opposition, provoquant même des tensions au sein de la coalition au pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, chef du petit parti conservateur CDS-PP, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, s'est en particulier déclaré opposé à un projet de contribution spéciale sur les retraites.

Dans ce contexte, le président portugais Anibal Cavaco Silva a convoqué lundi après-midi le Conseil d'Etat, un organe consultatif composé de 21 membres de sensibilités politiques diverses, afin d'étudier "*les perspectives de l'économie portugaise pour la période de l'après-troïka*".

Pendant cette réunion au palais présidentiel, le mouvement apolitique "*Que se lixe a troïka*" (Que la troïka aille se faire voir) a appelé à une concentration afin de réclamer la fin de l'austérité et la démission du gouvernement. AFP 20.05

2- Bangladesh

La police au Bangladesh a tiré lundi des balles en caoutchouc pour disperser des milliers d'ouvriers du textile en colère réclamant des hausses salariales, sur fond de débat sur leurs conditions de travail après la mort de 1.127 employés dans l'effondrement d'un immeuble près de Dacca.

La police affirme être intervenue après que des ouvriers ont bloqué l'accès à une autoroute dans la zone industrielle d'Ashulia, à la périphérie de la capitale, où sont basées des centaines d'usines de confection travaillant pour des groupes occidentaux comme l'américain Walmart ou le français Carrefour.

Ces usines avaient fermé quelques jours la semaine dernière pour cause de violence d'ouvriers. Elles ont rouvert vendredi, l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA) ayant dit avoir obtenu la garantie du gouvernement que les usines bénéficieront de "*la plus grande sécurité*".

Depuis l'effondrement d'un immeuble du secteur textile le 24 avril, qui a fait 1.127 morts, les ouvriers, parfois payés 38 dollars (30 euros) par mois, ont presque quotidiennement débrayé pour réclamer des hausses de salaire et l'exécution du propriétaire de l'immeuble.

"Ils demandaient de meilleurs salaires. Nous avons tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser car ils sont devenus violents et ont occupé une route", a déclaré à l'AFP le chef de la police d'Ashulia, Badrul Alam.

Selon lui, environ 20.000 ouvriers ont pris part à la manifestation. Selon le chef de la police du district, Mustafizur Rahman, ils étaient 12.000. AFP 20.05

Ils exigent un salaire minimum de 77 euros, l'équivalent de 5.300 roupies indiennes environ, c'est le salaire minimum à Pondichéry.

Mais de nombreux travailleurs ont en réalité un salaire mensuel net entre 3 et 4.000 roupies dans un pays où l'économie dite informelle occupe 3 emplois sur 4. Au lieu d'économie informelle, il vaudrait mieux parler d'économie sans loi ni règle ou statut, totalement dérégulée ; sans contrat de travail, feuilles de paie, enregistrés nulle part, ce sont ainsi les trois quarts ou les trois cinquièmes des 350 à 400 millions de travailleurs indiens qui sont taillables et corvéables à merci, livrés à l'arbitraire de patrons à côté desquels les vôtres en France feraient figures d'humanistes !

3- Burundi

Les enseignants des écoles secondaires publiques du Burundi, réunis au sein du syndicat Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire (CONAPES), ont entamé lundi une grève générale pour s'insurger contre les disparités salariales observées dans la fonctionnaire publique.

Dans des écoles à la mairie de Bujumbura visitées par APA, la grève a été largement suivie. Au lycée municipal de Buyenzi, aucun professeur n'a quitté la salle des professeurs pour aller enseigner.

Le représentant du CONAPES à cette école, Dismas Ntiranyuhura, a indiqué que les enseignants réclament la fin des disparités salariales observées dans la fonction publique.

Selon lui, certaines catégories de fonctionnaires ont bénéficié des grosses primes ou indemnités alors que les autres n'en ont pas eu, notamment les enseignants. Il a cité à ce propos le personnel de la santé qui bénéficie actuellement de 17 indemnités, alors que les enseignants n'en ont que deux.

"Un travailleur qui a deux ans dans ce secteur qui a terminé l'école paramédical (deux ans après la dixième) touche un salaire de loin supérieur au mien. Moi, je viens de passer 17 ans dans l'enseignement. C'est ridicule !", a dénoncé M. Ntiranyuhura, selon qui *"des statuts spéciaux sont élaborés pour certains fonctionnaires, mais pour les enseignants on nous rétorque que nous sommes nombreux ; ceci n'est pas acceptable"*.

Avec la nouvelle ordonnance ministérielle portant modalité de calcul de l'impôt professionnel sur les rémunération qui a porté le salaire imposable à 150.000FBU et plus, M. Ntiranyuhura indique que cela a permis aux petits fonctionnaires comme les enseignants de gagner un peu d'argent. Ainsi, il dit gagner 32.000Fbu. *"Mais, a-t-il dit, les disparités restent et cela doivent disparaître. A diplôme égal, salaire égal"*.

Cette grève arrive presque à la fin de l'année au moment où les élèves se préparaient à passer les examens de fin d'année. apanews.net 20.05

Apanews.net est une agence de presse africaine que j'ai dégotée par hasard. (pour les nuls en orthographe : dégoter ou dégotter, les deux existent, fastoche le français à apprendre !)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mai 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer, actualité trop chargée. J'ajouterai des articles en ligne ce soir.

ACTUALITE EN TITRES

[Hollande en président du conseil d'administration d'une banque ou d'une entreprise, privée cela va de soi.](#)

- Ce que François Hollande aurait dû dire si sa conférence de presse avait été l'assemblée générale de ses actionnaires - [Atlantico.fr](#)

[Ils ne digèrent pas leur défaite.](#)

- Comment Bachar Al-Assad reprend la main en Syrie - [LeMonde.fr](#)

- Syrie: combats à Qousseir, le Hezbollah inquiète Etats-Unis et UE - [AFP](#)

- Hezbollah : sa branche armée "*terroriste*" aux yeux de l'UE ? - [Le Nouvel Observateur](#)

- Syrie : Erdogan dénonce l'"*intervention étrangère*" du Hezbollah - [LePoint.fr](#)

- Londres veut le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes - [Reuters](#)

[Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.](#)

- Guatemala: la condamnation de l'ex-dictateur Rios Montt pour génocide annulée - [AFP](#)

La Cour constitutionnelle du Guatemala a annulé pour vice de procédure la condamnation historique de l'ex-dictateur Efraim Rios Montt, premier ancien autocrate latino-américain à avoir été reconnu coupable de génocide, qui sera renvoyé devant la justice.

La Cour constitutionnelle renvoie également l'accusé devant le tribunal qui l'a jugé, à une date non définie.

Mardi, la défense de M. Rios Montt a également fait part à l'AFP de son intention de le voir comparaître devant d'autres juges que ceux qui ont mené le précédent procès. [AFP 21.05](#)

[Vrai fausse info.](#)

- Grèce: effet caché de la crise économique, chiffre record des suicides - [Atlantico.fr](#)

En 2011, en République hellénique il y a eu 477 suicides, soit une hausse de 26% sur un an, a indiqué mardi auprès du service statistique Elstat.

A l'image de ses voisins du Sud, la Grèce affiche toutefois un taux de suicide plus bas que les pays du nord de l'Europe. [Atlantico.fr](#)

Un internaute a réagi en relevant qu'en France la population était six fois plus importante pour 11 à 12.000 suicides par an.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Confirmation.](#)

- GB : le mariage homosexuel approuvé par les députés, passe devant les Lords - AFP

Les députés britanniques ont voté mardi en faveur du projet de loi autorisant le mariage homosexuel, après une bataille parlementaire difficile pour le Premier ministre britannique David Cameron, accusé au sein de son parti d'avoir perdu le contact avec la base.

Au total, 366 députés ont voté en faveur du projet de loi et 161 s'y sont opposés.

Cette validation ne marque toutefois pas la fin du parcours législatif du projet de loi, qui sera présenté dès mercredi devant la Chambre des Lords. La discussion à proprement parler y prendra place début juin, et pourrait donner lieu à une forte résistance, notamment de la part des évêques.

Si le mariage homosexuel ne suscite quasiment pas de remous dans l'opinion publique, qui lui est majoritairement favorable selon les sondages, le sujet déchire en revanche le parti tory.

Mais au Royaume-Uni, le changement est avant tout symbolique, puisque les couples homosexuels ont déjà les mêmes droits parentaux que les couples hétérosexuels : ils peuvent adopter, recourir à la procréation médicalement assistée et à une mère porteuse, pourvu qu'elle ne soit pas rémunérée. Ils peuvent également s'unir depuis 2005 dans le cadre d'un partenariat civil. AFP 21.05

En fait je m'étais trompé ou plutôt j'avais manqué de précision, donc je rectifie, la monarchie britannique qui depuis la fin du XVIIe siècle est liée à la famille Rothschild entres autres banquiers, plus encore depuis le début du XIXe siècle, n'a pas de retard sur les autres monarchies qui ont déjà adopté le mariage homosexuel, la monarchie en Europe incarnant le progrès social aux XIXe et au XXe siècle cela fut étonnant, quelle méprise de ma part, non, bien au contraire elle les a même devancées, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

La réaction ne peut engendrer que la réaction, un peu comme les chiens ne peuvent pas faire des chats. Le plus étonnant, c'est que des révolutionnaires qui manquent singulièrement de discernement puissent imaginer le contraire sous la pression de l'idéologie dominante qui est devenue envahissante, au point de culpabiliser si on ne la partage pas, de ne même plus avoir le courage de s'y opposer, parce qu'ils procèdent pas abstraction, isolant un fait ou une mesure du contexte dans lequel il intervient et perdant de vue dans quelle direction évoluent la société et le monde, les rapports entre les classes, à moins qu'ils n'en aient pas conscience, ce qui est le plus probable, à qui ils profitent vraiment.

A Doha, gouvernants et intellectuels font preuve de servilité envers un émir dégénéré, et là on constate le même phénomène envers des monarchies qui sont à l'initiative de cette mesure qui conduit à la dislocation du dernier rapport qui avait résisté jusqu'à présent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société engendrée par celle du capitalisme, brisant le rapport associant un homme et une femme en reconnaissant leurs différences sur lequel la civilisation humaine s'était contruite. Les deux seront perdant à l'arrivée, c'était leur objectif. Leur apport à la civilisation humaine étant remis en question, ils ne seront plus considérés comme de vulgaires marchandises ou des consommateurs, et encore, déhumanisés puisque incapables de se reproduire, n'appartenant plus tout à fait à l'espèce humaine, appartenant seulement au marché, ils en sont le produit après tout, il a acquis le droit d'en faire ce qu'il veut avec leur consentement...

En régime socialiste, chacun pourrait vivre librement sa sexualité sans que le législateur n'intervienne, toute discrimination envers les homosexuels serait sévèrement sanctionnée, quant au mariage, notion obsolète et réactionnaire, contre-nature, qui enchaîne deux êtres de sexe opposé ou de même sexe, nous ne l'encouragerons pas, nous ne pourrions pas le supprimer arbitrairement, nous le laisserons dépérir au fur et à mesure que la société se débarrassera des rapports créés sous le capitalisme, les couples auront les mêmes droits, sauf en ce qui concerne la procréation assistée qui sera interdite dans tous les cas de figure, et le droit à l'adoption sera réservé au couple de sexe différents.

Gageons qu'une société respectant les aspirations de chacun et concourant à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population permettra à chacun de se sentir bien dans sa peau, d'assumer le sexe sous lequel il est né, ce qui dans certaines circonstances est impossible sous un régime (capitaliste) construit aussi sur l'opposition entre les sexes au lieu de sa complémentarité, reproduisant l'opposition entre classe dominante et classe dominée, ce qu'on retrouve dans la disparité salariale entre les hommes et les femmes par exemple au détriment des femmes, injustice qui aura totalement disparu dans un régime socialiste.

[En famille du 13e sommet de Doha au Qatar.](#)

Deux sources d'informations (notamment) sur le Qatar

Vidéo. La face cachée du Qatar

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ

124 articles sur le Qatar proposés par le Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/mot113.html?lang=fr>

Dans notre portail vous trouverez 26 articles de sources diverses sur le Qatar.

Les Daladier et Chamberlin du XXIe siècle. La France vassal du Qatar.

Ce qui caractérise notre époque, c'est l'allégeance des gouvernants et de la plupart des intellectuels à un confetti, un "*micro-état, à peine plus grand que la Corse*" dirigé par un ploutocrate mégalomane et sanguinaire, terrotisme d'Etat, chef mafieux d'une cohorte de barbares djihadistes qui terrorisent les populations de Tunis à Damas, leur servilité apparemment sans limite ne peut que nous inspirer le plus profond mépris. Ils incarnent la décadence du capitalisme.

Que parmi les représentants français qui se sont précipités à Doha on trouve des parlementaires de l'UMP, de l'UDI et du PS n'étonnera personne.

Je n'ai pas le temps de rédiger un bel article, bien structuré, etc., aussi on se contentera de quelques éléments que j'ai essayé de classer par thèmes pour couvrir cet évènement qui n'a rien d'anodin. Il est grotesque du début à la fin, c'est peut-être dur à concevoir et à avaler, mais pour être lucide, il nous faut absolument regarder la réalité en face et essayer d'en tirer des enseignements pour la suite de notre combat.

Quand l'émir des djihadistes d'Al Nosra dicte son agenda aux chefs d'Etat du monde entier.

-... l'organisation du Forum est aussi pour le Qatar une manière de mettre ses propres thèmes à l'agenda international. Depuis treize ans, le pays tente de se présenter en hôte privilégié des discussions sur la transition démocratique du monde arabo-musulman. (metrofrance.com 21.05)

Le Qatar profite de cette tribune pour appeler une nouvelle fois à une intervention militaire occidentale en Syrie.

- Pour cette 13e édition, l'intervention en Syrie et la résolution du conflit israélo-palestinien sont au cœur de débat. Venu en personne inaugurer les discussions, l'Émir a accueilli ses invités avec un message sans équivoque. "*Il est regrettable de voir que les initiatives internationales ont échoué à prendre la voie de la conscience*", a-t-il martelé devant un parterre de personnalités. De la même façon, il a réclamé "*le retrait des territoires palestiniens occupés*". (metrofrance.com 21.05)

Une dictature créée de toutes pièces par les puissances occidentales à l'instar de l'Etat sioniste allié du Qatar qui leur rend bien.

- Une stratégie d'influence permise avant tout par la fortune colossale accumulée par le Qatar. Car, si le Forum de Doha fait le plein, c'est aussi parce que l'Émir sait se montrer généreux. Le budget total de la manifestation n'est pas connu, mais les 600 participants sont tous invités. Voyage, hébergement, repas, tout est intégralement pris en charge par l'émirat. Une façon de s'assurer que le Forum de Doha, même s'il n'aboutit à rien, aura au moins fait le plein. (metrofrance.com 21.05)

Parmi les participants à ce sommet.

- Le député (UDI) Maurice Leroy, président du groupe d'amitié parlementaire France-Qatar participe au 13e forum de Doha

20minutes.fr : Le Qatar fait polémique. Qu'en pensez-vous?

Maurice Leroy : Je n'ai pas d'avis à donner. Je n'aime pas les polémiques quelles qu'elles soient.

François Fillon, Hubert Védrine (PS) [ancien ministre des Affaires étrangères] sont venus, Elisabeth Guigou (PS) [qui dirige la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale] a décidé d'envoyer des députés.

Beaucoup plus de députés voulaient venir mais un groupe d'amitié ne peut pas envoyer dans un pays étranger plus de sept de ses membres. C'est réglementé. Par ailleurs, pour la première fois, la commission des Affaires étrangères a décidé d'envoyer une délégation de huit députés à Doha. Je m'en réjouis.

20minutes.fr : Mais ce qui crée le trouble est le soutien du Qatar aux groupes islamistes dans plusieurs pays...

Maurice Leroy : Moi, Maurice Leroy, je n'en sais rien, je ne suis pas aux services secrets. 20minutes.fr 21.05

Il ne sait rien, il n'a d'avis sur rien dès qu'on lui pose des questions embarrassantes sur le Qatar, une loque quoi.

Parmi les intervenants à ce sommet.

- L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ibn Khalifa Al Thani, a donné le la aux travaux de ce forum dont il a présidé la cérémonie d'ouverture. Il a notamment relevé que la treizième édition intervient à un moment crucial de l'histoire du monde arabe marquée par une colère populaire générale contre les inerties et les gouvernances dictatoriales. «Les peuples arabes se sont soulevés pour réhabiliter les citoyens dans leur dignité et liberté. Ces peuples constitueront à l'avenir la pierre angulaire dans l'édification du nouvel ordre mondial», a notamment averti l'émir de l'Etat du Qatar.

Quatre invités ont ensuite défilé à la tribune pour proposer leurs propres perceptions, celles de leur pays ou de leur région à propos des affaires de ce monde.

MM. Gordon Brown, ancien Premier ministre britannique et président du Parti travailliste, François Fillon, ancien Premier ministre français, Peter Maurer, vice-président de l'Argentine, et Wolfgang Ischinger, président de la conférence de sécurité à Munich, ont exposé leur manière et leurs recommandations pour résoudre l'ordre politique, sécuritaire et économique mondial, en proie, selon eux, à d'imminentes et graves menaces. <http://philippehua.com> 21.05

Pour rappel, ce pays est régi par la charia (la loi islamique) et la nouvelle Constitution (2004) n'autorise pas la formation de partis politiques. Le ministre des Affaires étrangères, interrogé plusieurs fois sur cette question, répond que le Qatar est un petit pays et ne peut pas contenir tous les partis politiques. (source : wikipédia)

François Fillon (UMP) invité d'honneur du 13e Forum de Doha

Extrait de son intervention.

- Vous avez développé, ici au Qatar, un modèle exemplaire. En l'espace de quelques années, vous avez ancré votre choix du multilatéralisme. Vous comptez parmi ceux qui s'impliquent sur les grands enjeux globaux, la régulation financière internationale, le changement climatique ou encore l'aide au développement. Bien entendu, cela suscite quelques critiques. Mais la voie que vous avez choisie – celle de conserver votre identité tout en faisant le choix du dialogue des civilisations et du dialogue interreligieux – est la seule possible. Ce facteur religieux est essentiel à la compréhension de notre monde. www.francoisfillon.org 21.05

En Syrie, les mercenaires recrutés, payés et armés par l'émir du Qatar se sont employés à briser, sans succès, l'harmonie qui existait entre les différentes religions dans ce pays. Fillon n'est pas sans le savoir, à moins de prétendre qu'il ne connaîtrait pas l'histoire de ce pays, nous ne lui ferons pas cet affront.

Eric Woerth (UMP)

Membre de la délégation française présente au Qatar pour l'ouverture lundi de la 13e édition de Doha Forum, Eric Woerth explique au JDD que la France doit "*mieux comprendre*" ce qu'est aujourd'hui cet Etat, "*à la fois tout petit en terme de dimension et très grand en terme d'influence*".

"*La question est de savoir pourquoi ce pays a autant d'influence, au-delà de sa manne financière très importante*", affirme l'ex-ministre et député UMP de l'Oise. "*Cette conférence tourne autour du monde arabe mais son avenir nous concerne de très près*", souligne Eric Woerth, qui regrette que le monde politique français soit encore "*beaucoup trop fermé sur lui-même*". <http://www.europe1.fr> 20.05

Il faudrait accorder plus d'importance au Qatar, on a compris le message.

Hubert Védrine (PS)

Depuis le Qatar, l'ex-ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine faisait parties de nombreuses délégations étrangères venues débattre du contexte international et économique à l'invitation de l'Emir du Qatar Skeikh Hamad Bin Khalifa Al Thani.

Les Qataris ont assez habilement réussi à créer quelque chose qui attire beaucoup de personnalités du monde entier. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres événements de cette nature dans le monde arabe. C'est un peu comparable à la politique étrangère du Qatar : ce Forum est original, dynamique et en même temps il bénéficie de la grande absence de la plupart des pays arabes aussi bien sur le plan diplomatique que le sur le plan culturel ou dans le débat des idées. Il y a ici une très grande liberté de ton. Il

y aura notamment des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme, la situation en Syrie ou le développement économique. Ce sommet est assez représentatif du fait que les événements intellectuels et politiques ne se tiennent plus uniquement dans le monde occidental. lejdd.fr 20.05

Que le plus misérable laquais soit un dirigeant du PS n'étonnera personne non plus, ils vont avoir "*des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme*" avec ceux qui sont en train de détruire la Syrie et de massacrer son peuple qui ne leur ont rien fait, qui n'ont agressé personne, aucun Etat, vous êtes un tyran monsieur Védrine.

Le président sénégalais Macky Sall

Visite officielle à Doha : Qatar déroule déroule le tapis rouge à Macky Sall.

Le président de la République, Macky Sall semble accorder beaucoup d'importances aux retombées que sa visite officielle au Qatar peut générer pour le Sénégal.

Le point d'orgue de la visite officielle est la rencontre entre le président de la République du Sénégal, Macky Sall avec son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir du Qatar. Un déjeuner royal est à l'honneur de son hôte. Il est offert par l'Emir. <http://www.le-dakar.com> 20.05

Macky Sall est venu pour lui vendre le Sénégal et son peuple, il n'y en a pas un pour relever l'autre.

Quand les mains sales font le ménage

Le contexte. Ils s'entendent comme larons en foire.

Ils ont favorisé la fraude fiscale à grande échelle des citoyens les plus fortunés, ils ont créé de toutes pièces les paradis fiscaux, toutes les puissances économiques occidentales en possèdent sur leur territoire ou sont alliés par le biais de l'UE ou d'accords économiques bilatéraux à des Etats qui en possèdent, tous possèdent sur leur territoire respectif des banques et des multinationales répertoriées dans les paradis fiscaux, le fisc de ces Etats en est parfaitement informé et estime que c'est légal.

S'attaquer à la classe moyenne supérieure.

- Les Vingt-Sept poussés à aller vite contre la fraude fiscale - AFP
- Strasbourg presse les Etats d'agir contre la fraude fiscale - Reuters
- Fraude fiscale: le gouvernement va alourdir les sanctions pénales - AFP

Ils le savaient tous.

- Cahuzac : le fisc savait depuis 2001, selon Gonelle - liberation.fr

Devant la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire du compte en Suisse, le premier détenteur de l'enregistrement de Jérôme Cahuzac dit avoir alerté l'administration dès 2001, par l'intermédiaire de l'un de ses proches.

C'est en dehors de toute procédure officielle que Michel Gonelle a donc trouvé ce qu'il nomme «*une troisième voie*» : informer, au printemps 2001, un fonctionnaire des impôts, faisant partie de son «*cercle intime*», qui avec son accord, s'est chargé de relayer l'information à la Direction nationale d'enquêtes fiscales (DNEF). liberation.fr 21.05

Ouf !

- Artifices fiscaux des multinationales: la polémique relancée - AFP
- La polémique sur les impôts dérisoires payés par certaines multinationales a beau prendre de l'ampleur, elle ne devrait pas être abordée mercredi lors du sommet européen sur la fiscalité, centré sur la lutte contre la fraude fiscale des particuliers. AFP

Le comble de l'hypocrisie quand on abrite un paradis fiscal : Le Vatican.

- Fraude fiscale: Letta dénonce une "*hypocrisie incroyable au niveau européen*" - AFP

- ... en janvier dernier, la Banque d'Italie a suspendu toutes les activités de paiements électroniques du petit Etat pour manque de transparence, paralysant ainsi les musées du Vatican et les magasins pour touristes, et empêchant le retrait d'argent des deux guichets automatiques de la banque vaticane qui proposent de faire les opérations bancaires en latin !

Les banques italiennes, pour des raisons de normes anti-blanchiment, ne peuvent plus travailler avec la banque du Vatican et, pour ses opérations électroniques, cette dernière travaille désormais avec le soutien d'une banque suisse ! lalibre.be 15.03.13

Et puis cela va prendre du temps...

D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

- Les ministres des Finances des 27 ont décidé mardi de confier un mandat à la Commission européenne pour renégocier les accords fiscaux avec la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Liechtenstein. Mais ils ont échoué à se mettre d'accord sur le point le plus important: faire adopter à l'unanimité la révision d'une loi européenne, en souffrance depuis 2008, sur la fiscalité de l'épargne.

Cette loi prévoit l'échange automatique d'informations de certaines données bancaires. L'idée est à terme de la renforcer et d'en étendre le champ d'application, notamment à l'assurance-vie.

Or, l'Autriche et le Luxembourg, farouches défenseurs du secret bancaire, n'ont pas complètement levé leurs restrictions, contrairement à ce qu'espéraient leurs partenaires, arguant qu'il fallait au préalable des négociations abouties avec les pays tiers comme la Suisse, ce qui va prendre du temps. AFP 21.05

Reposons la question ; D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

Et pendant ce temps-là le Parlement européen se fait le relais... du G20 !

- Dans leur résolution, les députés européens relaient le message du G20, qui a appelé le 19 avril à la généralisation de l'échange automatique d'informations en matière fiscale entre les Etats.

Ils invitent la Commission européenne à imposer aux entreprises multinationales la publication du montant précis des impôts qu'elles versent dans chaque pays où elles opèrent.

Ils estiment que les licences bancaires de tout établissement financier qui favorise la fraude fiscale doivent être suspendues ou révoquées.

Quant aux paradis fiscaux, ils devraient, selon le Parlement, se voir imposer des mesures de rétorsion telles que barrières tarifaires, interdiction d'accès aux marchés publics de l'Union ou non reconnaissance du statut juridique des sociétés qui y sont établies. Reuters 21.05

Commission européenne qui se trouve être sous la coupe du lobby de la Table ronde des industriels européens qui rassemble une cinquantaine de dirigeants de multinationales, une mauvaise blague que croire que la Commission européenne pourrait s'attaquer à leurs intérêts.

[Quand le pape se fait l'écho du G8 et de la Commission européenne.](#)

Ah ce que la vie était belle sous le bon vieux capitalisme des XIXe et XXe siècle !

A droite comme à gauche, on trouve des nostalgiques de l'époque où la plèbe en guenille démunie ou résignée trainait derrière elle sa misère, pendant que les aristocrates et les bourgeois vivaient dans une opulence tapageuse avec la bénédiction des curés et des pasteurs, tandis que les petits-bourgeois et les intellectuels s'épanchaient sur les merveilleux progrès de la société que le capitalisme leur procurait, ce qui leur avait permis de développer un humanisme à bon marché...

Refonder l'Union Européenne en conservant le bon vieux système capitaliste qui avait fait le bonheur des exploités des générations passées, en faire enfin une Europe sociale où chacun pourrait s'épanouir et profiter du progrès social, où la paix et la liberté règneraient, heureux soient les hommes qui placés sous les saints auspices des banquiers et des institutions politiques qui leurs sont dévouées entretiennent un tel idéal de justice et de fraternité...

- Le pape dénonce le "*capitalisme sauvage*" - Reuters

Le pape François a dénoncé mardi, lors d'une visite à une soupe populaire, le "*capitalisme sauvage*" et prêché pour un retour des valeurs de générosité et de charité.

"Un capitalisme sauvage a enseigné la logique du profit à tout prix, du donner pour recevoir, de l'exploitation sans tenir compte des personnes (...) et nous en voyons les résultats dans la crise que nous traversons", a dit le pape François.

La semaine dernière, il avait lancé un vibrant appel à une réforme de la finance mondiale, estimant que l'impitoyable "*culte de l'argent*" et la "*dictature de l'économie*" avaient aggravé la vie de millions de personnes à travers la planète.

"L'argent doit servir, il ne doit pas gouverner", avait-il déclaré aux ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège pour son premier grand discours sur la finance depuis son élection en mars. Reuters 21.05

Celui qui possède le monopole de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation détient le pouvoir, les banquiers des banques centrales. Le pape serait-il disposé à abolir ce monopole pour le remettre au peuple travailleur qui crée les richesses ? Poser la question c'est y répondre.

Pour conserver son emprise sur ses ouailles ou pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de s'écarter du bercail ou qu'ils y retournent s'ils s'en étaient écartés, il lui faut dénoncer les aspects les plus visibles ou violents du capitalisme, histoire qu'ils n'aient pas l'idée de prendre la voie de la lutte des classes les malheureux, ils seraient perdus pour toujours même dans l'au-delà. La ficelle est un peu grosse quand même, non ? Plutôt une corde passée au cou des masses ignorantes parmi les plus défavorisés pour mieux les achever, à moins que le capitalisme s'en charge lui-même, de nos jours ils ne manquent pas de bourreaux pour exécuter sa sentence, y compris dans le mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves le Drian, a appelé, vendredi 17 mai 2013, à un durcissement des « *sanctions décisives* » contre l'Iran. Il a déclaré, lors d'un discours devant l'Institut Carnegie à Washington : « *La double approche sanction-dialogue doit nous conduire à renforcer la pression sur l'Iran dans les mois qui viennent car le programme iranien d'enrichissement continue* ».

Cette déclaration hostile et irréfléchie du ministre français a fait réagir Ahmad Vahidi, ministre iranien de la Défense. « *Les déclarations du ministre français de la Défense témoignent de deux choses. Tout d'abord, la France continue à se comporter comme une puissance colonialiste et il est dommage qu'un État, qui est le berceau de l'une des plus grandes révolutions de l'Histoire, parle et agisse en puissance coloniale. Le second point dont témoignent ces propos, c'est l'inefficacité des sanctions anti-iraniennes. Le fait que ces sanctions restent sans effet pousse l'Occident à en réclamer le durcissement* » a fait remarquer Monsieur Vahidi, avant de revenir au soutien de la France au terrorisme en Syrie, et à ses politiques belliqueuses « *éhontées et déplacées* » en Afrique et au Moyen-Orient.

« *Au lieu de tenir ce genre de discours hostile et inhumain, il vaudrait peut-être mieux que les dirigeants français s'attèlent à la tâche, ô combien urgente, de résoudre les problèmes et les crises domestiques qui rongent la France. [...] Si la France faisait l'objet d'une toute petite portion des sanctions infligées à l'Iran, les Français ne pourraient les supporter, même si la France est l'une des puissances économiques mondiales. [...] Les Iraniens ne reculeront pas face aux pressions. Ils ne renonceront pas à leurs droits et resteront attachés à leurs convictions et à leurs idéaux.* », a ajouté le ministre iranien de la Défense.

En tenant un tel discours devant un think tank (l'Institut Carnegie) favorable au « *choc des civilisations* », le ministre français de la Défense ne fait que défendre la position du lobby sioniste de France, au détriment des intérêts économiques et politiques des Français (fermeture de l'usine Peugeot d'Aulnay-sous-Bois suite aux sanctions économiques infligées à l'Iran !). french.irib.ir 21.05

Sarkozy et Juppé en pire, non ? Normal, qui en doutaient ? Less larbins pour se faire valoir sont souvent plus royalistes que le roi...

2- Arabie Saoudite

Cinq Yéménites ont été exécutés et leurs corps exposés en public le 21 mai dernier dans le sud-ouest de l'Arabie Saoudite. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, les hommes avaient commis une série de vols et assassiné un Saoudien en l'étouffant.

Un sixième homme, un Saoudien, condamné pour meurtre, a en outre été exécuté dans la province de Assir (sud), ce qui porte à 47 le nombre d'exécutions dans le pays depuis le début de l'année.

Les cinq Yéménites, parmi lesquels figurent trois frères, ont été « exécuté et crucifiés » à Jizane. Selon un témoin, l'exécution a eu lieu sur une place devant le campus universitaire de la ville.

Une photo publiée sur Twitter montre les cinq corps suspendus à un câble soutenu par deux grues. Elle ne permet pas de démontrer de façon claire si les cinq personnes ont été décapitées ou tuées par balles. Leurs corps ont été retirés quelques heures après l'exécution.

En Arabie Saoudite, qui applique une interprétation extrêmement rigoureuse de la Charia, le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de la drogue sont passibles de la peine capitale.

Avec 79 décapitations effectuées en 2012, l'Arabie Saoudite se place au quatrième rang des pays qui exécutent le plus de condamnés à mort dans le monde. euronews.fr 21.05

Ah les "amis de Hollande, Fabius, Le Drian... Dites-moi qui sont vos amis, je saurai qui vous êtes. Voilà, tout le monde sait maintenant.

3- Syrie

3.1- Jénine (Cisjordanie). Le front progressiste palestinien du travail étudiant à l'université arabe américaine a organisé hier à Jénine en Cisjordanie un colloque intitulé "*Palestine se solidarise avec la Syrie*".

Lors de ce colloque, l'archevêque Atallah Hanna, archevêque des sébastes des Grecs-Orthodoxes, et l'intellectuel palestinien, Rassem Oubaydate, ont exprimé leur refus du complot tramé contre la Syrie, territoire et peuple et leur solidarité avec elle face au plan barbare visant à la détruire.

Ils ont affirmé leur rejet de toute intervention étrangère dans les affaires du pays. Au terme du colloque, les participants ont organisé une marche silencieuse de solidarité au centre de Zababdiyah.

Les participants ont prié Dieu pour la libération des deux métropolitains, Boulos Yaziji et Yohanna Ibarhim et toutes les personnes enlevées et leur retour sains et saufs à leurs familles, affirmant que cette rencontre intervient pour exprimer la solidarité du peuple palestinien, musulmans et chrétiens, avec la Syrie. french.irib.ir 21.05

3.2- Sofia (Bulgarie). Le comité de solidarité bulgare avec la Syrie, la Communauté syrienne et l'Union nationale des Etudiants de la Syrie, branche de Bulgarie, ont organisé une marche imposante devant l'ambassade de Turquie à Sofia en signe de solidarité avec la Syrie face aux complots qui la visent, et de dénonciation des crimes du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en Syrie.

Les allocutions et les lettres prononcées en deux langues arabe et bulgare ont condamné les crimes odieux du gouvernement d'Erdogan contre le peuple syrien qui compromet, par ses anciens rêves colonialistes son alentour, y compris la Bulgarie elle-même.

Les allocutions ont exprimé l'appui des partis et des forces politiques bulgares à la Syrie qui a le droit de défendre ses terres contre les terroristes qui entrent clandestinement dans ses territoires via les frontières syro-turques avec l'appui d'Erdogan et de son parti.

Les allocutions ont souligné le rôle négatif de certains mass médias bulgares dans la transmission de la vérité de l'entrée dans les territoires syriens des terroristes armés mercenaires via les frontières turques.

Les étudiants et les colonies syriens en Bulgarie ont exprimé leur dénonciation de la politique d'Erdogan qui appuie les terroristes et leur fournit l'arme chimique utilisée à Khan al-Assal, affirmant, par contre, leur appui à l'armée et à la direction syrienne dans leur guerre contre le terrorisme. french.irib.ir 21.05

SOCIAL

France

Malgré les salles d'attente surchargées, malgré les heures d'attente, les Français aiment l'hôpital public. C'est le résultat d'un

sondage TNS Sofres pour la Fédération hospitalière de France publié mardi. Pourtant, les services d'urgence sont débordés (17 millions de passage en 2012).

Au total, 81% des personnes interrogées ont une bonne opinion des hôpitaux publics ("plutôt" à 67%, "très bonne" à 14%).

Dans le détail, les principes les plus importants pour les Français sont l'accessibilité financière (52%) et l'accessibilité géographique (29%). LePoint.fr 21.05

Pour une République sociale qui restaurent tous les services publics, socialise les banques et toutes les grandes entreprises...

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mai 2013

CAUSERIE

J'ai dû aller porter mon passeport au service d'immigration ce matin et cet après-midi j'ai dû y retourner pour récupérer mon visa, enfin je suis tranquille pendant 5 ans, du coup j'ai perdu près de deux heures. J'ajouterai une douzaine d'articles ce soir, hier je n'en ai pas eu le temps. J'ai dû bâcler la fin de l'actualisation du site, il est 18h00 ici.

Pas le temps de causer, l'actualité est trop chargée encore.

On y reviendra demain, une info de dernière minute que je viens de voir sur le Net, Hollande le président de droite et digne héritier de Sarkozy, vient de faire l'éloge de Schröder.

Question : Quand est-ce que le Front de gauche, le POI, le NPA et LO vont se décider à rompre avec le PS, les appareils vendus des syndicats, les institutions ?

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes du travail menées en Allemagne - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail menées en Allemagne par l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, jeudi à Leipzig (est).

"Le progrès, c'est aussi de faire dans les moments difficiles des choix courageux pour préserver l'emploi, pour anticiper les mutations industrielles et c'est ce qu'a fait Gerhard Schröder ici en Allemagne et qui permet à votre pays d'être en avance sur d'autres", a-t-il dit, très applaudi, lors des célébrations des 150 ans du parti social-démocrate allemand (SPD).

"Ces décisions ne sont pas faciles à prendre, elles peuvent faire surgir des controverses, mais rien ne se construit, rien de solide ne se bâtit en ignorant le réel", a-t-il ajouté, en faisant l'éloge de l'amitié franco-allemande comme moteur de l'Europe. AFP

Question : Comment a-t-on pu imaginer un instant que Hollande était de gauche, que le PS était de gauche. Qui a colporté cela pendant des décennies ? Pourquoi ? Dans quel but ?

Qu'est-ce qui lui permet de faire preuve d'une telle arrogance, d'assumer sa politique réactionnaire ? Les besoins du capitalisme en crise, certes, mais aussi le fait qu'en face il n'y a pas de répondants, pas d'ennemis, tous les partis ont abdicqué à leur manière, il a bien conscience qu'aucun parti n'appelle au boycott de la conférence des 20 et 21 juin, il en tire profit, normal, non. Vous lirez plus loin que Matignon l'a déclaré hier ouvertement.

Une fois ce constat réalisé, il faut aller plus loin et se demander ce que sont vraiment ces partis, leurs dirigeants d'aujourd'hui et d'hier, qui étaient-ils, que valaient-ils, ce sont eux qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui et personne d'autres, je vous encourage vivement à faire l'inventaire de leur politique depuis 70 ans et nous en reparlerons plus tard. Vous pouvez lire aussi les anciennes causeries depuis août 2008 qui fourmillent d'indications.

[Le M¹PEP remet en cause l'indépendance de la classe ouvrière. A bas l'union nationale et « les jours heureux » . !](#)

Titre : Journées de printemps du M¹PEP pour le 70e anniversaires du Conseil national de la résistance.

C'est le 27 mai 1943, en pleine guerre, rue du Four à Paris, que s'est réuni pour la première fois le Conseil national de la Résistance.

Il rassemblait des gaullistes, des communistes, des socialistes, des responsables politiques de droite et de gauche, des syndicalistes... Il avait pour but de réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté.

Les fédérations départementales du M'PEP, seuls ou avec d'autres organisations, organisent de multiples initiatives le week-end des 25, 26 et 27 mai. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples.

- « *Comment construire un vaste mouvement pour reconquérir la souveraineté populaire et sortir de la dictature néolibérale mondialisée ?* ».

- « *S'allier pour reconquérir la souveraineté : pour quoi faire ? Avec qui ? Comment ?* ».

- "On boit un pot, on casse la croûte et... on refait le monde ! Afin que reviennent « les jours heureux »."

Les « *les jours heureux* », ce sera le travail aux pièces, les tickets de rationnement jusqu'en 1949 pour les crèves la faim, ce sera l'appel de l'abbé Pierre en 1954 en faveur des millions de mal-logés, ce sera la poursuite de la colonisation en Indochine au Maghreb et en Afrique, etc. etc. etc. Quel bonheur !

A bas le social-patriotisme, A bas la collaboration de classes !

Allier la droite et la gauche, "*réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté*", ce ne serait pas le thème de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain sur les retraites qui rassemblent patronat et syndicats dits ouvriers en présence d'un gouvernement faisant une politique de "*droite*" (Mélenchon) ? En fait, un gouvernement de droite tout court !

En chœur avec le M'PEP : Vive le général-président Charles de Gaulle, vive la France et vive la République !

Conférence antisociale des 20 et 21 juin. La "**forte adhésion au processus des conférences sociales**" peut nous "**faciliter**" le sale boulot.

J'exulte, vous avouerez quand même qu'on est excellent, en fait, c'est à Matignon qu'il faut adresser ce compliment. Les faits me donne raison, hélas !

Première partie

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault réunit mercredi patronat et syndicats en amont de la deuxième conférence sociale du quinquennat qui fixera, en juin, la feuille de route du gouvernement pour les mois à venir.

Cette réunion, consacrée à l'organisation et aux thèmes de la conférence sociale des 20 et 21 juin, permettra à chacun "*de se positionner*" et de "*faire apparaître les points d'accord et de désaccord*", explique-t-on à Matignon, où Jean-Marc Ayrault sera entouré de plusieurs ministres, dont Michel Sapin (Travail), Pierre Moscovici (Economie), Arnaud Montebourg (Redressement productif), Marisol Touraine (Affaires sociales et Santé) et Marylise Lebranchu (Fonction publique).

Alors que les partenaires sociaux appellent le gouvernement à passer à la vitesse supérieure pour stopper le chômage, l'ordre du jour de la conférence des 20 et 21 juin est déjà connu.

Six tables rondes devraient ainsi nourrir les deux jours de débats qu'ouvrira le président François Hollande au Palais d'Iéna: emploi-formation, filières d'avenir, santé au travail, retraites, services publics et Europe sociale.

L'accord sur l'emploi du 11 janvier, violemment combattu par FO et la CGT, avec des soutiens à gauche, a laissé des traces. Les dirigeants de la CGT et de la CFDT commencent tout juste à tenter de recoller les morceaux.

Le fait que cet accord n'ait "*pas réuni toutes les organisations syndicales*", la montée du chômage et l'entrée en récession créent un contexte "*plus difficile*" pour la conférence 2013, reconnaît Matignon, même si on pense qu'à contrario, la "*forte adhésion au processus des conférences sociales*" peut la "*faciliter*". AFP 22.05

Tout est dit ici et confirme notre analyse. C'est bien la participation de la CGT et FO qui leur permet de parvenir à ces accords scélérats.

Question : quel parti à ce jour à engager toutes ses forces pour dénoncer la participation de la CGT et FO à la prochaine conférence (et les précédentes), même campagne sur le thème du boycott ? Réponse : Aucun.

Quelle leçon faut-il en tirer sinon qu'ils en sont les complices et soutiennent le gouvernement, le patronat, le régime, non ? Vous avez une meilleure explication à fournir, n'hésitez pas à nous la communiquer nous la porterons à la connaissance de nos lecteurs.

Seconde partie

- La Commission d'experts chargée de travailler sur l'épineux dossier des retraites met, dans la plus grande discrétion, la dernière main à son rapport qui servira de base à la concertation gouvernement-syndicats, et va être remis aux alentours du 10 juin.

Il est dit clairement que les syndicats participeront à cette mascarade sur la base de ce rapport, qu'ils en ont accepté le principe, d'ailleurs il ne peut pas en être autrement, car s'ils se situaient sur le terrain des besoins des travailleurs sachant que le gouvernement se situe sur celui du patronat ils auraient décliné l'invitation, toute concertation serait impossible.

Dans "**la plus grande discrétion**", mais...

- Les gros traits de la réforme sont déjà connus. Ainsi, il n'y aura ni réforme globale du système, ni nouveau recul de l'âge légal, mais un allongement de la durée de cotisation. Des mesures de justice seront mises en place pour les femmes et la pénibilité devrait être prise en compte.

Il est dit ici que l'allongement de la durée de cotisation fera partie de l'accord final, dès lors s'asseoir à la même table que le gouvernement revient à légitimer cet accord, qu'ils le signent ou non.

La CGT et FO ne pourront pas dire : on ne savait pas de quoi il allait retourner.

- En outre, le président François Hollande a confirmé la semaine dernière que les Français seront appelés à travailler plus longtemps pour combler un besoin de financement de 20 milliards d'euros en 2020.

Et ce n'est que le hors d'oeuvre...

- Le gouvernement entend proposer à l'automne une nouvelle réforme, après celles de 2003 et 2010. Les réflexions de la Commission pour l'avenir des retraites serviront de base à la concertation que va engager le gouvernement avec les partenaires sociaux lors de la Conférence sociale des 20 et 21 juin, visant à préparer cette loi, entre autres.

Sauver les apparences, lier davantage les syndicats à cet accord pourri en vue.

- Pour le gouvernement, le rapport ne sera pas tout à fait du "*clé en mains*" comme l'a été celui de Bertrand Fragonard pour la réforme des allocations familiales, a souligné Mme Yannick Moreau.

Selon la conseillère d'Etat, il faut laisser des marges pour la négociation avec les partenaires sociaux: "*Sur certains points difficiles, il y aura plusieurs scénarios*", ajoute cette haut-fonctionnaire qui connaît le dossier des retraites sur le bout des doigts.

Autour de Mme Moreau des rapporteurs "*prêtés*" par le COR, l'Insee ou encore l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) rédigent le texte. Les neuf membres de la Commission, qui ont été tous choisis par le Premier ministre, discutent point par point, donnent leur avis et leur opinion.

"*On s'est réuni au début tous les 15 jours, puis toutes les semaines et maintenant chaque semaine le matin et l'après-midi*", raconte Mme Moreau.

Ils ne sont pas tous des spécialistes à proprement parler du dossier des retraites mais ont un profil utile pour l'architecture de la réforme que le gouvernement entend mener. AFP 22.05

[A bas le Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République et le drapeau des Versaillais ! Votre République des banquiers et des rentiers n'est pas la nôtre. Vive la République sociale débarrassée du capitalisme !](#)

Le Sénat a décidé d'imposer la devise de la République "*liberté, égalité, fraternité*" et le drapeau tricolore, au fronton des écoles, collèges et lycées, dans le cadre du projet de loi pour la refondation de l'Ecole dont il a commencé mercredi l'examen des articles.

Les sénateurs ont voté un amendement du gouvernement prévoyant que "*la devise de la République et le drapeau tricolore sont apposés sur la façade des écoles et des établissements d'enseignement du second degré publics et privés sous contrat*".

Il stipule également que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 sera affichée "de manière visible" dans les locaux scolaires.

"Aucune disposition législative ou réglementaire ne détermine les conditions de pavoiement des écoles, des collèges et des lycées", a fait valoir le ministre de l'Éducation Vincent Peillon. Il s'agit de "réaffirmer l'attachement de la nation à son école et de contribuer à l'appropriation par les élèves des fondements de la Constitution". AFP 22.05

Les "fondements de la Constitution", c'est la soumission de la classe dominée à la classe dominante, c'est le cadre ou plutôt le carcan juridique et politique qui a été trouvé par le législateur pour tenter de justifier ou de légitimer les inégalités et les injustices qui dominent dans cette société au détriment des masses exploitées, et que les principes de liberté, de l'égalité et la fraternité ont pour seul but de camoufler ou de rendre acceptable aux yeux du peuple.

Les principes retenus par le législateur sont une supercherie destinée à tromper les exploités pour mieux leur faire accepter leur triste sort... La soi-disant liberté et égalité dont bénéficieraient le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le patron ou actionnaire et l'ouvrier ou l'employé, la fraternité qui unirait leur destin est une escroquerie politique qui sert uniquement ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique pour assurer la stabilité et la survie du régime honni par les travailleurs.

ACTUALITE EN TITRES

[L'obligé de l'émir d'Al-Nousra.](#)

- Mohamed Kuwari, ambassadeur du Qatar en France : «François Hollande viendra en visite officiel au Qatar les 23 et 24 juin»
- 20minutes.fr

[Crescendo. Après le coup de la cocotte-minute: le couteau et la machette](#)

- Un meurtre en pleine rue à Londres fait craindre un acte terroriste LeMonde.fr
- Londres : meurtre en pleine rue, la piste terroriste avancée - LeFigaro.fr
- Meurtre «manifestement terroriste» d'un soldat à Londres: la théorie des loups solitaires Slate.fr
- GB: un soldat tué à Londres dans "une attaque terroriste" selon les autorités AFP

Ils sont parvenus à créer les conditions d'une guerre civile pas seulement en Tunisie ou en Syrie par exemple, mais dans tous les pays occidentaux. Comment en manipulant des groupes ou des individus isolés livrés au désespoir par l'intermédiaire de religieux radicaux et d'agents infiltrés dans leurs rangs. Après avoir effectué sur eux un long et patient travail idéologique, au lieu de les décourager de recourir à des actions violentes, ils les légitiment et les poussent à passer à l'acte, si nécessaire ils leur fournissent même le matériel. Parfois ces crimes sont prémédités ou organisés, d'autres fois ils en perdent le contrôle et sont produits à l'improviste.

Dans les deux cas ils servent leur cause, justifier le quadrillage policier du pays, la vidéo-surveillance renforcée, créer une atmosphère de peur ou d'insécurité permanente parmi la population pour qu'elle resserre ses liens avec le régime en place, qui pendant ce temps applique sa politique antisociale et le tour est joué.

[En songe...](#)

- Etats-Unis: la Fed songe à ralentir son aide financière sans tour de vis prématuré - AFP
- Wall Street finit en baisse après la réunion de la Fed - Reuters

[Un Etat mafieux avant l'heure.](#)

- L'insolente santé des banques suisses - LePoint.fr

[La haine est un plat qui se mange froid, 41 ans plus tard.](#)

- Un Irlandais inculpé après un attentat de l'IRA à Londres en 1982 - Reuters

[En famille, un tel engouement a de quoi éveiller les soupçons...](#)

- Le bel avenir du Parti social-démocrate allemand - LeMonde.fr

- Christine Lagarde et la gauche: pourquoi si peu de haine? - L'Express.fr

[Le gouvernement des capitalistes.](#)

Quand la porte-parole du gouvernement se fait la porte-parole de la direction de PSA.

- PSA quitte Meudon mais garde ses salariés - Liberation.fr

«*C'est un simple démenagement*», insiste Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement. Liberation.fr

Quand le ministre du Redressement productif se fait le porte-parole de Bolloré.

Arnaud Montebourg soutient le groupe Bolloré au Niger - L'Express.fr

Il a adressé une lettre à Mahamadou Issoufou, président du Niger, le 26 mars dernier, dans laquelle il vantait les compétences du groupe français pour la construction d'une ligne de chemin de fer au Niger.

Le groupe français est "*crédible et expérimenté*", il a le "*soutien de la France*", écrit le ministre. L'existence d'une telle lettre a de quoi surprendre, alors que François Hollande a dit vouloir rompre avec les vieilles pratiques de la Françafrique, qui fait du continent la chasse gardée politique et économique de la France, feint de d'étonner L'Express. L'Express.fr 22.05

Monsieur Montebourg, vous êtes sur la bonne voie, ne changez rien, vous avez déjà gagné une croisière de trois jours sur le yacht de monsieur Bolloré... en compagnie de son ami Sarkozy...

[Pour un diplôme "*honoris causa*" es sionisme.](#)

- Israël : Sarkozy honoré par une université - LeParisien.fr

[C'est un devoir !](#)

- Enjoliver son CV, un «sport national» français - 20minutes.fr

[Message de ceux qui ont commencé la guerre.](#)

- Syrie: les Etats-Unis appellent Assad à s'engager en faveur de la paix - AFP

- Syrie : John Kerry appelle Al-Assad à «*s'engager pour la paix*» - Liberation.fr

[L'incurie normalisée](#)

- Le mal de dos pourrait être soigné avec des antibiotiques - 20minutes.fr

Si vous êtes victime d'une déformation de la colonne vertébrale ou de l'usure prématurée d'un disque intervertébral, un antibiotique ne pourra pas y remédier, foutaise !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Au nom du socialisme. Il faut les broyer !](#)

La députée socialiste de Marseille Sylvie Andrieux a été condamnée mercredi à trois ans de prison dont deux avec sursis,

une amende de 100.000 euros et cinq ans d'inéligibilité pour des faits de détournements de fonds publics.

L'élue PS a été reconnue par le tribunal correctionnel de Marseille coupable d'avoir fait verser environ 740.000 euros à des associations fictives de sa circonscription pour obtenir les voix d'électeurs entre 2005 et 2008, lorsqu'elle était vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'élue devait faire savoir dans l'après-midi si elle fait appel du jugement.

Des peines allant de 30 mois de prison ferme à six mois avec sursis ont été prononcées à l'encontre des 21 autres prévenus qui ont comparu à ses côtés au mois de mars.

"Cette décision est une reconnaissance des faits. Elle montre que la région a été escroquée, c'est une décision satisfaisante", a estimé Gilles Gauer, l'avocat du conseil régional.

La cour a également accordé à l'institution 716.593 euros de dommages, que les prévenus devront solidairement verser en réparation du préjudice subi.

Durant les trois semaines d'audience, Sylvie Andrieux s'est défendue d'avoir tiré profit des subventions accordées par la collectivité.

Fidèle à son système de défense depuis le début de l'instruction, elle s'est tout au long du procès défaussée sur l'action des fonctionnaires et a minimisé son pouvoir réel face à la puissance administrative.

La condamnation de Sylvie Andrieux fait suite à celle, mardi, à 30.000 euros d'amende pour abus de bien social de l'ancien député socialiste et maire de Liévin (Pas-de-Calais), Jean-Pierre Kucheida.

Lundi, s'ouvrira devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-calais) le procès de Gérard Dalongeville, ancien maire PS d'Hénin-Beaumont, fief de Marine Le Pen, pour faux, usage de faux, détournements de fonds et fausses factures. Reuters 22.05

Les ripoux de Bercy à la manoeuvre. Pas touche à Lagarde, le FMI ne leur pardonnerait pas...

1- Bercy pourrait déposer un recours en nullité contre l'arbitrage rendu en 2008 en faveur de Bernard Tapie, a indiqué mercredi Pierre Moscovici, confirmant une information publiée par Le Point.fr le 5 mars dernier. Le ministre de l'Économie rappelle par ailleurs qu'aucune procédure ne viserait Christine Lagarde, qui *"conserve la confiance des autorités de l'État"*.

"S'il s'avérait que les intérêts de l'État ont été lésés, alors Bercy utiliserait les voies de droit qui sont à sa disposition, parmi lesquelles la constitution de partie civile dans le volet non ministériel du dossier", a ajouté le ministre, précisant qu'il s'agirait d'avoir accès au dossier pour tous les acteurs hormis Christine Lagarde.

Dans un deuxième temps, Bercy envisage, si nécessaire, de déposer un *"recours en nullité"* contre l'arbitrage lui-même, a affirmé Pierre Moscovici. *"Mme Lagarde conserve toute la confiance des autorités françaises et la mienne"*, a répété le ministre. L'actuelle présidente du Fonds monétaire international (FMI) doit s'expliquer jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) sur la décision de l'État de recourir à un tribunal arbitral qui a octroyé 285 millions d'euros à Bernard Tapie (400 millions avec les intérêts) pour solder le litige après la vente d'Adidas.

Ministre de l'Économie entre 2007 et 2011, Christine Lagarde est sous la menace d'une mise en examen. Elle est visée par une enquête pour *"complicité de faux et de détournement de fonds publics"* qui a conduit à la perquisition de son domicile parisien le 20 mars. Elle va devoir justifier la décision, donnée par écrit en octobre 2007 à de hauts fonctionnaires, de recourir à cet arbitrage, sur les montants octroyés et sur le choix de ne pas engager de recours en annulation contre cet arbitrage. Une information judiciaire est également en cours devant le tribunal de grande instance de Paris sur le volet non ministériel de l'affaire, pour *"usage abusif des pouvoirs sociaux et recel de ce délit"*. Le Point.fr 22.05

2- Christine Lagarde est convoquée ce jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) pour s'expliquer sur la décision de l'État de recourir à un arbitrage privé dans le conflit opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais, ex-banque publique, sur la vente d'Adidas.

À l'issue de son interrogatoire, qui est susceptible de se poursuivre vendredi, elle pourrait être mise en examen par les trois juges de la commission d'instruction de la CJR, seule juridiction habilitée à juger les membres du gouvernement pour des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Une issue jugée plus que probable par diverses sources judiciaires.

Le principe de recourir à un arbitrage privé pour un conflit impliquant une structure publique - le Consortium de réalisation, créé pour gérer le passif du Crédit Lyonnais - est contesté. La légalité même de cette procédure est mise en doute. En octobre

2007, Christine Lagarde demanda par écrit à de hauts fonctionnaires de Bercy de recourir à cet arbitrage confié à des juges qui, pour deux d'entre eux, ont été soupçonnés de partialité. Lui est également reproché d'avoir fait modifier le protocole initial d'arbitrage afin d'y intégrer la notion de préjudice moral, qui conduisit à verser 45 millions supplémentaires aux époux Tapie. Enfin, l'ex-ministre devra s'expliquer sur le choix de ne pas exercer de recours contre la sentence arbitrale.

L'avenir de Christine Lagarde au FMI, même en cas de mise en examen, ne paraît pas menacé dans l'immédiat. lefigaro.fr 22.05

Encore un "socialiste" néo libéral.

L'Education nationale ne souffre pas d'un manque de moyens budgétaires ou d'effectifs mais d'une mauvaise organisation et d'une utilisation défailante des dispositifs existants, estime la Cour des comptes dans un rapport publié mercredi.

Les principes de gestion du ministère de l'Education nationale n'ont pas évolué depuis le milieu du XXe siècle et ont des effets contraires aux objectifs affichés, ajoute la Cour, dans une critique voilée de la politique du gouvernement.

"L'effort financier consenti par notre pays se situe à un niveau comparable, voire supérieur à celui des pays qui assurent mieux la réussite de leurs élèves", a dit le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud lors de la présentation du rapport intitulé "Gérer les enseignants autrement".

"Cela montre que le système éducatif souffre avant tout d'une mauvaise organisation, et non d'une insuffisance de ses ressources financières et humaines", a-t-il ajouté.

La France comptait 837.000 enseignants en 2012, soit près d'un fonctionnaire sur deux, représentant une masse salariale de 49,9 milliards d'euros en 2011, soit 17 % du budget général de l'Etat et 2,5 % du produit intérieur brut.

Deux mois après l'adoption du projet de loi de refondation de l'école qui prévoit la création de 60.000 postes, Didier Migaud estime que *"ce qui est en cause n'est pas le nombre d'enseignants mais la façon dont ils sont employés"*.

Le rapport, élaboré à partir d'enquêtes de terrain menées dans cinq académies (Versailles, Lille, Nantes, Bordeaux et Limoges), pointe un système d'affectation des enseignants inadapté aux besoins des élèves et aux exigences des postes.

L'institution préconise notamment d'affecter les professeurs agrégés en priorité dans les voies générales et technologiques des lycées et non en collège.

La revalorisation du métier est jugée *"indispensable pour surmonter la crise d'attractivité"* que la profession traverse. En 2011 et 2012, plus de 20% des postes proposés au concours du Capes externe n'ont pas pu être pourvus dans six disciplines.

"Cette reconnaissance doit se traduire par une réévaluation pécuniaire portant sur le montant des indemnités et non sur celui du traitement indiciaire", peut-on lire dans le rapport. Nicolas Sarkozy voulait moins d'enseignants mais mieux payés.

Selon les chiffres de la Cour des comptes, un instituteur démarre à 1.801 euros nets par mois et perçoit 2.135 euros en milieu de carrière, loin derrière le salaire moyen de l'OCDE.

En collège et lycée, un professeur certifié entre dans le métier avec 1.843 euros et un agrégé 2.268 euros. En milieu de carrière, ils gagnent respectivement 2.473 et 3.216 euros.

Enfin, l'institution recommande d'inclure dans les obligations de service les heures nécessaires aux activités qui entrent dans le cadre de la mission des enseignants.

Pour compenser le surcoût entraîné par cette gestion plus individualisée, l'institution propose de faire des économies en mettant en place une rationalisation de la scolarité au lycée, de développer la bivalence des enseignants au collège et d'annualiser le temps de travail des enseignants.

"Une gestion optimale de cette ressource, a fortiori dans le contexte difficile des finances publiques françaises, est une nécessité", estime la Cour des comptes.

Dans une réponse annexée au rapport, le ministre de l'Education indique ne pas partager le constat sur la mauvaise utilisation des moyens existants.

"L'amélioration de la gestion des ressources humaines est indispensable, elle n'est pas pour autant suffisante à elle seule"

pour améliorer d'un point de vue pédagogique notre système éducatif et des créations de postes sont aujourd'hui nécessaires pour accomplir des missions que nous souhaitons réaffirmer", écrit Vincent Peillon. Reuters 22.05

Ils se partagent les rôles, l'un entend s'attaquer au statut des enseignants, l'autre prétend les protéger... pendant qu'il applique une politique consistant à l'attaquer.

A bas la Cour des comptes, abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République !

PSA. La collaboration de classes, une affaire qui marche avec des syndicats vendus.

Le constructeur automobile PSA Peugeot-Citroën a examiné mercredi un projet de vente de son site de conception et d'ingénierie de Meudon-la-Forêt (Hautes-de-Seine) et annoncé l'ouverture d'une négociation sur la compétitivité dès le 29 mai.

PSA "va ouvrir un cycle de négociations pour construire un nouveau contrat social participant au redressement du groupe", a indiqué la direction dans un communiqué, à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE).

"A travers l'initiative d'un nouveau contrat social, l'objectif est d'engager les salariés, individuellement et collectivement, dans la vision stratégique et les projets d'avenir de l'entreprise et de renouveler et de renforcer le dialogue social pour anticiper, partager et accompagner les projets et le redressement du Groupe", précise le communiqué.

Le groupe a déjà signé un accord de compétitivité dans son usine de Sevelnord (Nord).

"J'aimerais bien que ce soit bouclé à l'automne", avait déclaré en avril le président du directoire Philippe Varin.

PSA emboîte le pas à son concurrent Renault qui a signé en mars un accord de ce type avec trois syndicats.

Pour le délégué FO, "l'examen de ce projet de vente n'avait pas sa place dans un CCE ordinaire". "C'est un peu un passage en force", a-t-il jugé, ajoutant toutefois: "Apparemment, il y a une opportunité de repreneur d'immobilier qui se présente bien". "Cela permet de renflouer les caisses et d'éclaircir la vision sur les dépenses en mutualisant un peu plus l'établissement de Vélizy", a-t-il estimé. AFP 22.05

On écouterait ce discours sans savoir qui en est l'auteur, on penserait qu'il a été prononcé par un membre de la direction qui se réjouit que l'affaire "se présente bien" et "cela permet de renflouer les caisses", le bonheur pour Peugeot d'avoir de tels "délégués syndicaux".

Quand le législateur représentant les intérêts des multinationales et des nantis crient à la fraude.

Il faut donner du temps au temps...

- Fraude fiscale: "les enquêtes sont maîtrisées politiquement", déplore Joly - AFP

- Evasion fiscale : le Conseil européen accouche de bonnes volontés - Le Nouvel Observateur

- La lutte contre l'évasion fiscale : les Européens pour un accord avant fin 2013 - LePoint.fr

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker : "Nous allons abandonner le secret bancaire et nous diriger vers l'échange automatique d'informations, que nous voulons introduire le 1er janvier 2015", histoire de donner plus de 20 mois aux fraudeurs de trouver un autre paradis fiscal, il en existe 73 au dernier recensement, donc il serait étonnant qu'ils n'en trouvent pas un où placer discrètement les sommes qu'ils auront détournées du fisc, CQFD.

En Europe il reste la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin ou le Liechtenstein et surtout la City avec les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, les îles Cook, de Gibraltar, d'Anguilla, de Montserrat, les Iles Turks et Caicos, de Jersey, de Guernesey et l'île de Man, La Barbade.

La législation anarchique leur permet d'organiser discrètement la fraude qui a un statut légal.

- Mathilde Dupré, de l'ONG CCFD-Terre solidaire, donne aussi l'exemple du Royaume-Uni, de l'Irlande et même de la Belgique. Des pays à la fiscalité attractive qui attirent entreprises et particuliers. En Belgique, il n'y a pas d'impôt sur la fortune et la taxation des plus-values de cession est plus faible, ce qui a attiré Gérard Depardieu. En Irlande, l'impôt sur les sociétés n'est que de 12,5% (contre 36,1% en France), ce qui y a attiré Apple. Mais le fisc irlandais est également clément pour les artistes, qui

bénéficient d'une exemption spéciale. Le prix Goncourt Michel Houellebecq en a joui de 2000 à 2012 avant de revenir en France.

Quant au Royaume-Uni, il représente pour Mathilde Dupré un cas particulier. La spécialité britannique des trusts permet de dissimuler la véritable identité des propriétaires des comptes bancaires, ce qui rend l'échange automatique d'informations inopérant. Or ce système de trusts est utilisé par des entreprises comme par des particuliers, et aurait même tendance à se "démocratiser", selon Terre solidaire. Pourtant, solidarité européenne oblige, les membres de l'UE ne sont jamais désignés comme paradis fiscaux par leur pairs, regrette Mathilde Dupré. La liste officielle française n'en contient par exemple aucun.

La solution? Une véritable harmonisation fiscale à l'échelle européenne, improbable serpent de mer alors que les disparités récemment relevées par la Commission européenne demeurent très fortes. Pour Mathilde Dupré, ce nouveau sommet européen risque de ne pas changer grand chose. Les grandes déclarations contre l'évasion fiscale semblent marquer le pas. lexpress.fr 22.05

Monarchie. "**Un système politique médiéval**", ne serait-ce pas par hasard l'objectif politique du Nouvel ordre mondial ?

- Nicholas Shaxson, dans son bestseller intitulé Les Paradis fiscaux : enquête sur les ravages de la finance néolibérale, un ouvrage devenu la bible du mouvement de lutte contre l'évasion fiscale, définit Jersey comme l'association "*de finances délocalisées dignes du futur et d'un système politique médiéval*".

Si la structure politique de cette île est très particulière, son système d'imposition ne l'est pas moins. Les législateurs n'aiment pas les complications, mais ils adorent en revanche les chiffres ronds : 0 % d'impôts pour les entreprises qui ne sont pas des institutions financières, 10 % pour ces dernières et un taux fixe de 20 % sur les recettes au titre des revenus, quel que soit le montant desdites recettes. presseurop.eu/EI País 22.05

Au moment où ils saignent tous les peuples qui rejettent de plus en plus massivement et violemment leur politique d'austérité et néo libérale de régression sociale sans fin, il faut bien qu'ils donnent le change en faisant croire aux masses ignorantes qu'ils luttent aussi contre les capitalistes et la finance dont ils sont les représentants, histoire de les diviser, de les faire patienter, de les déboussoler, pour qu'elles finissent par admettre que le monde va mal et qu'il ne peut pas aller mieux.

Il en ira ainsi temps que les masses n'abandonneront pas le terrain de la classe dominante pour se situer exclusivement sur son propre terrain de classe, rompant avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions politiques ...

[Le pouvoir et l'argent gouvernent le monde.](#)

La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde, devant la présidente brésilienne Dilma Rousseff (2e) et la philanthrope et femme d'affaires américaine Melinda Gates (3e), selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi.

C'est la 3e fois consécutive que Mme Merkel s'impose au sommet du classement des femmes les plus puissantes du monde, et la 8e fois en dix ans.

"C'est la colonne vertébrale de l'Union européenne et elle porte le destin de l'euro sur ses épaules", écrit Forbes.

Les 100 femmes les plus puissantes du monde (www.forbes.com/power-women) travaillent dans la technologie, les affaires, les médias, la politique, le monde du spectacle, dans des organisations caritatives ou sont milliardaires. Leur puissance a été déterminée par Forbes en fonction de leur argent, de leur puissance médiatique et de leur impact.

Elles représentent 26 pays.

Les 24 PDG ou DG de la liste ont généré des revenus combinés pour 2012 de 893 milliards de dollars. Parmi celles qui réussissent dans la technologie, figurent en bonne place Sheryl Sandberg (Facebook, 6e), Virginia Rometty (IBM, 12e) Ursula Burns (Xerox, 14e), Meg Whitman (Hewlett-Packard, 15e) et Marissa Mayer (Yahoo! 32e).

Voici les 9 premières de ce classement :

1. Angela Merkel, chancelière allemande
2. Dilma Rouseff, présidente du Brésil
3. Melinda Gates, co-présidente de la Fondation Bill et Melinda Gates
4. Michelle Obama, Première dame des Etats-Unis
5. Hillary Rodham Clinton, ancienne secrétaire d'Etat américaine

6. Sheryl Sandberg, directrice générale de Facebook
7. Christine Lagarde, directrice générale du FMI
8. Janet Napolitano, secrétaire américaine à la Sécurité intérieure
9. Sonia Gandhi, présidente du parti indien du Congrès (euronews.fr et AFP 22.05)

A vous faire détester les femmes, non, quand même pas, celles-là assurément !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le parquet de Bordeaux avait décidé initialement de requérir le renvoi de l'ancien ministre Eric Woerth devant le tribunal correctionnel avant d'opter pour un non-lieu à la suite d'une concertation avec le parquet général, écrit Le Monde.fr.

Ce "*tour de passe-passe juridique*" a scandalisé les magistrats instructeurs, qui ont été en outre choqués par un communiqué du parquet, qu'ils assimilent à une pression sur la justice dans le déroulement de l'affaire Bettencourt, ajoute mercredi le site du quotidien.

Dans un communiqué, la section locale du Syndicat de la magistrature (SM) s'interroge également sur les raisons qui ont conduit le parquet à publier le 10 mai ce texte dans lequel il expose sa "*vision du dossier*".

Interrogé par Le Monde, le procureur général auprès de la cour d'appel de Bordeaux, André Ride, se défend d'avoir donné des "*instructions formelles*" et affirme que le revirement du parquet est le fruit d'une discussion collective.

"*On a discuté collectivement avec mon avocat général et M. Laplaud. Nous n'étions pas d'accord avec l'analyse de la magistrate du parquet*", explique-t-il.

"*Le réquisitoire a été examiné en collaboration avec le parquet général et le parquet, et le réquisitoire qui a été signé par le procureur est le seul qui fait foi sur la position du ministère public*", confirme pour sa part à Reuters l'avocat général Pierre Nalbert.

Selon le Monde, la magistrate spécialisée du parquet a remis début mai au procureur Claude Laplaud un projet de réquisitoire, dans lequel elle préconise le renvoi des deux hommes devant le tribunal correctionnel.

Mais Claude Laplaud a décidé de consulter son supérieur, le procureur général André Ride, lequel lui a indiqué que les conclusions de la parquetière ne lui convenaient pas.

Devant le refus de la magistrate de modifier ses réquisitions, Claude Laplaud aurait repris lui-même le document et demandé un non-lieu pour les deux hommes, sachant que c'est aux juges d'instruction que revient la décision finale de renvoyer ou pas devant une juridiction.

Or, l'article 36 du code de procédure pénale prévoit qu'un procureur général peut enjoindre par écrit aux procureurs d'engager des poursuites ou de saisir une juridiction mais ne l'autorise pas à ordonner de mettre fin à des poursuites judiciaires, affirme le quotidien.

Les magistrats instructeurs auraient donc manifesté par écrit leur mécontentement auprès de la chambre de l'instruction et de la première présidente de la cour d'appel.

Le Syndicat de la magistrature s'étonne pour sa part de la publication d'un communiqué par le procureur de la République, soulignant qu'il "*ne peut déroger au secret de l'instruction qu'afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public*".

Il peut alors rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure "*ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause*".

Pour le syndicat, Claude Laplaud "*ne se contente pas d'annoncer ses réquisitions*" mais "*commente sa vision du dossier*", avant de conclure que "*le lien de corrélation*" entre la remise de la médaille et l'embauche de Mme Woerth "*n'est pas*

formellement démontré".

"Il y a matière à s'interroger sur les raisons qui ont conduit le procureur de la République à ainsi communiquer à ce stade de la procédure, chose exceptionnelle, alors que tout au long de l'instruction de l'affaire, il s'est contenté de rares communiqués, sibyllins, voire obscurs", insiste-t-il. Reuters 22.05

2- Islande

Les deux partis vainqueurs des élections législatives en Islande en avril ont annoncé mercredi avoir trouvé un accord de gouvernement incluant l'organisation d'un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

"Nous ne poursuivrons pas les négociations d'adhésion avec l'Union européenne tant que n'aura pas eu lieu un référendum", indique la plateforme gouvernementale signée par ces deux partis, le Parti du progrès (centre) et le Parti de l'indépendance (droite), traditionnellement hostiles à une adhésion.

Dans l'immédiat, les discussions avec Bruxelles, qui avaient commencé en juillet 2010 et été suspendues en janvier en vue des élections législatives, ne reprendront pas.

Le nouveau gouvernement a indiqué qu'il devait évaluer leur avancement et les modalités pratiques du référendum.

Les récents sondages sur l'UE montrent tous une majorité d'Islandais défavorables à une adhésion. AFP 22.05

3- Syrie

3.1- Selon Al Nachra, citant un député du parlement libanais, " les officiers français, britanniques, belges, hollandais, qataris ont été arrêtés au cours des combats à Qusseir alors que l'état continue de se resserrer autour les terroristes d'Al Nosra ".

Assam Ghansou , député du parti baas socialiste libanais qui se confiait à Al Nachra , "le nombre de ces officiers étrangers s'élève à des dizaines. Le chef d'Al Nosra Abou al Walid a été tué alors qu'il combattait au milieu de ces officiers étrangers... 36 villages situés dans la banlieue de Qusseir ont été libérés et l'armée arabe syrienne a réussi en deux jours de combats à nettoyer les régions du nord ouest de la ville ce qui veut dire que les voies d'approvisionnement d'Al Nosra depuis Arsal et Homs sont totalement coupées. " Selon ce député libanais, l'armée cherche désormais à libérer l'aéroport Al Zabgha, ce qui lui permettra d'annoncer zones sûres les frontières syro-libanaise. "Des milliers de terroristes se sont rendus et près de 18 libanais, tous des partisans du cheikh Salem Al Rafai, le religieux salafiste libanais ont été arrêtés. Il y a aussi des salafistes libanais tués ou encore arrêtés. chaque famille libanaise qui a envoyé son fils au front du combat contre la Syrie a reçu 50000 dollars. "Le député dément catégoriquement la présence des combattants libanais en Syrie et s'inquiète du retour des dizaines de combattants salafistes au Liban. " Le Liban ne peut pas tolérer éternellement ces éléments sur son sol surtout quand ils sont équipés d'armes et de munition". french.irib.ir 21.05

3.2- Depuis que l'armée syrienne a réussi à bouter les terroristes d'Al Nosra de la vile staréttgque de Qusseir, les israéliens ont perdu le sommeil. les officiels de Telm Aviv ont même menacé de s'attaquer militairement à cette ville si l'assaut de l'armée syrienne se poursuit. Cet assaut se poursuit effectivement mais le plus grand souci du régime sionsiet réside ailleurs. Israël a une présence très active dans cette bastion du qaidisme ! Ses officiers de renseignement, ses équipements d'espionnage et d'écoute, ses armes sont partout présents. Ces menaces d'une action armée contre Qusseir sont-elles donc à être prises au sérieux ?

Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement iranien n'en croit pas un seul mot. " Les propos tenus par les responsables israéliens après la quasi chute de Qusseir sont destinés à remonter le moral aux terroristes qui à l'appui des israéliens et des forces occidentales ont maintenu pendant un an le siège de la ville". " L'armée syrienne a réussi à reprendre une grande partie de cette ville stratégique située près des frontières libanaises . Une grande quantité d'armes et de munitions qui arrive à Qusseir franchit les frontières syro libanaises. Les menaces sionistes visent à amortir les pressions de l'armée syrienne de ce côté là pour empêcher la fermeture de cette principale voie de transit ". "L'armée syrienne poursuit avec force et vigueur le nettoyage de cette localité de la présence des terroristes et en dépit de la dispersion des combats , l'armée a préservé sa cohésion pour pouvoir résister aux offensives ennemies." " Les pays occidentaux et Israël se sont trompés dans leurs calculs en ce qui concerne la capacité de l'armée syrienne à résister. Le think tank qui a élaboré le scénario de la chute d'Assad n'aurait jamais crû que l'armée syrienne puisse tenir le coup dans une guerre d'usure ou encore qu'elle puisse résister face à l'assaut des milliers de terroristes takfiris". french.irib.ir 22.05

3.3- Le chef de la soi-disant Armée syrienne Libre (ASL) Salim Edriss a reconnu lors d'un entretien téléphonique avec le quotidien américain Washington Post qu'il a reçu des tonnes d'armes en provenance de certains pays arabes.

« Je viens de recevoir 35 tonnes d'armes de l'Arabie saoudite. Ces armes sont destinées à nous aider dans la bataille de Qousseir, mais ces armes sont toujours insuffisantes pour faire face aux chars et aux avions du régime syrien", a-t-il dit.

« *Je ne participerai pas à la conférence de Genève si les Etats-Unis et leurs alliés ne réalisent pas un équilibre militaire entre nos forces et le régime syrien* », a ajouté le chef de l'ASL.

« *Nous réclamons de nous fournir des antichars et des armes sol-air. Notre présence serait inutile à la conférence si nous sommes faibles sur le terrain* », a-t-il indiqué. french.irib.ir 22.05

Les compagnies occidentales exploitent en Arabie Saoudite et au Qatar des concessions pétrolifères et gazières, ces pays perçoivent un pourcentage sur chaque baril ou m3 extrait, avec cet argent ils achètent des armes aux pays occidentaux qui les produisent et dont les compagnies exploitent leur pétrole et leur gaz, armes qu'ils envoient ensuite aux mercenaires qu'ils ont recrutés et qui combattent le régime syrien pour le compte de leurs commanditaires occidentaux et la boucle est bouclée.

Mieux encore, au besoin ou à l'occasion, les gouvernements des pays importateurs de pétrole qui imposent une taxe phénoménale sur l'essence et le gaz aux consommateurs dans leur pays peuvent décider de leur fournir gratuitement des armes, autrement dit, ces gouvernements utilisent cette taxe pour payer leur guerre. Ce sont donc les travailleurs en faisant le plein d'essence qui paient les armes que l'Etat achète aux industriels de l'armement qui serviront à massacrer la population civile syrienne qui n'a jamais déclaré la guerre à personne. Bien entendu, sans que l'Etat n'ait consulté la population pour lui demander si elle estimait légitime qu'une partie de son salaire qu'elle lui verse sous forme de taxes serve à des fins criminelles. Leur démocratie est en réalité une tyrannie déguisée.

3.4- Israël est prêt à attaquer la Syrie, en cas de chute du président Bachar al Assad, pour empêcher que des armes perfectionnées ne tombent entre les mains de groupes djihadistes ou du Hezbollah libanais, a déclaré mercredi le chef de l'armée de l'air israélienne.

Dans l'hypothèse où Israël devrait affronter le Hezbollah et ses soutiens iraniens, a ajouté le général Amir Eshel, il faut s'attendre à un conflit long et douloureux.

"*Si la Syrie s'effondre demain, nous devons mener des actions préventives pour empêcher que des armes perfectionnées tombent dans n'importe quelles mains*", a-t-il dit lors d'une conférence à l'Institut Fisher pour les études spatiales et aéronautiques, près de Tel Aviv.

"*Nous devons être prêts à affronter tous les scénarios, avec seulement quelques heures de préavis.*"

Il a ajouté que dans le cas d'un tel conflit Israël pourrait se retrouver engagé sur trois fronts en même temps, ce qui forcerait l'armée de l'air à utiliser "*tout le spectre*" de ses capacités d'intervention.

Un futur conflit, a-t-il souligné, s'annonce difficile.

"*Les gens s'attendent à ce qu'on envoie l'adversaire au tapis, à quelque chose de chirurgical où Israël ne sera pas touché, mais ça ne se passera pas comme ça. L'arrière sera frappé, quoi que nous puissions faire*", a-t-il expliqué, évoquant des attaques de missiles.

"*Si nous partons en guerre dans le Nord, nous pouvons gagner, sans doute, mais les choses seront totalement différentes de ce que nous avons connu dans le passé. Pas question de dire qu'on pourra régler l'affaire en deux mois... C'est bien plus compliqué que cela.*"

Prenant également la parole lors de cette conférence, le ministre de la Défense Moshe Yaalon s'est aussi inquiété des livraisons d'armes aux combattants en Syrie.

"*Il y a des gens qui tentent d'envoyer dans la région des armes susceptibles de nuire à notre suprématie aérienne et navale (...)* On doit empêcher cela de façon responsable et réfléchie", a-t-il dit.

Moshe Yaalon, tout en reconnaissant les récentes avancées des forces d'Assad appuyées par le Hezbollah, a déclaré que le régime de Damas était en déclin.

"*Assad est en train de perdre la Syrie*", a-t-il expliqué. "*Il continue à aller de l'avant grâce au soutien russe mais l'affaire n'est pas jouée - les choses peuvent s'arrêter tout d'un coup ou alors continuer encore pendant des années.*" Reuters 22.05

4- Etats-Unis

4.1- Un interrogatoire qui tourne mal dans l'enquête sur l'attentat du marathon de Boston. Un homme a été tué par l'agent du FBI qui l'interrogeait à Orlando, en Floride, à l'issue d'un "*violent affrontement*", a simplement indiqué la police fédérale. Selon les

médias américains, l'homme était un ami de Tamerlan , le frère aîné Tsarnaev et principal suspect de l'attentat qui a fait trois morts le 15 avril. fr.euronews.com 22.05

4.2- Selon un bilan de l'Association britannique du journalisme d'enquête, les attaques de drones organisées par la centrale américaine du renseignement (CIA) rien qu'au Pakistan ont fait 3.577 morts depuis 2004, dont 884 civils. AFP 22.05

SOCIAL

France

1- Epuration programmée..

Le tribunal de commerce d'Arras a prononcé mercredi la liquidation judiciaire du fabricant de lasagnes Fraisnor qui emploie 110 personnes, en redressement judiciaire depuis le 6 mars, après la crise dite de la viande de cheval. Le tribunal a prononcé cette liquidation avec poursuite de l'activité jusqu'au 31 mai.

La CGT a annoncé pour sa part son intention de bloquer l'usine, ainsi que «d'autres formes d'action dans les jours à venir». *«Le tribunal par sa décision donne raison à la mafia viande et cautionne le scandale des viandes de cheval»*, a regretté Christian Delépine, représentant CGT, à la sortie du tribunal.

Le syndicaliste s'en est pris à la direction *«qui n'a pas fait preuve de la détermination nécessaire pour mettre en oeuvre une stratégie de développement industriel»* et à son *«refus de recapitaliser l'entreprise»*, mais aussi à l'Etat et aux pouvoirs publics. La CGT a dénoncé le refus *«obstiné»* du tribunal de prolonger la période d'observation. Quant à la communauté urbaine d'Arras, elle n'a selon le syndicat pas tenu son engagement de racheter les bâtiments pour renflouer la trésorerie de Fraisnor.

La société fabriquait chaque mois 700 tonnes de lasagnes fraîches, en majorité au boeuf et au porc, vendues dans toutes les grandes et moyennes surfaces françaises, sous marque distributeur.

«Les clients à l'exportation nous ont très vite laissé tomber», a pour sa part déclaré le patron de Fraisnor Alain Leemans, et la production avait chuté subitement de 60 % après le scandale de début d'année.

Depuis le 2 mai, l'usine qui se trouve à Feuchy (Pas-de-Calais), près d'Arras, est à l'arrêt, faute de matières premières. libération. fr 22.05

A l'aide d'un scandale qu'ils ont orchestré, ils ont épuré un secteur d'activité, c'était apparemment le but recherché... Au profit de qui, je n'en sais rien. A suivre.

2- Les patrons sont des voyous.

De plus en plus ciblée, la lutte contre le travail dissimulé (salariés non déclarés, dissimulation d'heures ou d'activité...) s'est avérée plus fructueuse en 2012, année où 7261 actions ciblées ont été menées. *"On a un meilleur rendement des contrôles. Dans le domaine du travail dissimulé, lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse"*, explique Jean-Marie Guerra, directeur de la réglementation, du recouvrement et du service à l'Acoss.

Les redressements pour travail dissimulé ont ainsi augmenté en 2012 de 18%, a indiqué mercredi l'Urssaf, qui chapeaute les caisses chargées de recouvrer les cotisations sociales auprès des entreprises, confirmant une information des Echos. Les chiffres *"quasi définitifs"* fournis à l'AFP montrent que le travail dissimulé a représenté 260 millions d'euros de redressements en 2012, contre 220 millions en 2011. La hausse de 18% est équivalente à celle constatée en 2011.

Pour expliquer ce nouveau bond des redressements pour travail illégal, Jean-Michel Guerra avance *"trois leviers"*: des équipes *"permanentes dédiées et spécialisées"* installées désormais dans chaque région, le *"partenariat"* avec les autres acteurs (gendarmerie, police, justice, services fiscaux et directions régionales du travail), et enfin des *"croisements d'information"* améliorés pour démonter *"les grosses affaires avec montages transnationaux"*.

Les redressements de l'Urssaf ne se limitent pas au travail au noir. L'ensemble des redressements opérés à la suite de fraudes, négligences ou erreurs sont en augmentation de 7,43%, à 1,373 milliard, contre 1,278 milliards en 2011, un nouveau record. Sur cette somme, 181 millions ont été des restitutions aux entreprises, selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss), la caisse des Urssaf.

Au total, si l'on tient compte des opérations effectuées par les Urssaf pour le compte d'autres partenaires (Assurance chômage, Caisse nationale des industries électriques et gazières), les régularisations ont atteint 1,685 milliard d'euros en 2012 (+14%), précise l'Acoss qui publiera comme chaque année son bilan définitif et détaillé au début de l'été.

En matière de contrôle régulier des entreprises, le taux de redressement des cotisations se situe "à 2,75% de la masse des cotisations contrôlées" en 2012 (contre 2,5% en 2011). Dans ce cadre, 65% des contrôles ciblés aboutissent à un redressement. En 2012, environ 150 000 actions de contrôle ont été réalisées, un peu moins qu'en 2011, dont 87 000 "sur place" dans les entreprises et près de 60 000 "sur pièces", précise-t-il. L'Expansion.com avec AFP 22.05

"lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse", 80% de patrons voyous, bref, les exceptions confirment la règle : une classe à éradiquer quoi !

ECONOMIE

1- Multinationales.

Pour être un consommateur conscient, il faudrait pouvoir connaître le prix réel d'un article. Sur base des bilans des sociétés, il apparaît que le coût de la main d'œuvre est dérisoire. Si l'on prend l'exemple d'une chaussure de sport vendue chez nous en magasin à 100 euros, on s'aperçoit que la main d'œuvre ne coûte que 40 centimes. Les coûts de fabrication au Bangladesh tournent autour de 20 euros. La publicité et la recherche reviennent à 17 euros. Le poste le plus important est le chiffre d'affaires du fournisseur, du magasin, qui s'élève dans ce cas à 50 euros. La multinationale empoche, elle, 13 euros.

"Produire n'apporte quasiment plus aucune valeur"

"Aujourd'hui, la conclusion que l'on peut en tirer c'est que produire n'apporte quasiment plus aucune valeur. Ce qui crée de la valeur, c'est la création de la marque, la recherche et le développement. Donc, tout ce qui est en amont de la production. Et tout ce qui est en aval, c'est la mise sur le marché. Et dans les pays développés tels que la Belgique, c'est là que se trouve la valeur et plus du tout dans la production où les multinationales font des appels d'offres en disant qui peut me produire le moins cher et jouent entre les pays. Bangladesh, Vietnam, Chine. Et elles vont sourcer, c'est le terme utilisé, la production qui est la moins chère pour leurs produits", explique Bruno Wattenbergh, économiste, au micro de Jean-Pierre Martin.

Les bénéficiaires très peu touchés.

La plus-value d'un article se fait donc dans les pays de consommation. L'amélioration des conditions de travail dans les ateliers du Sud-Est asiatique n'affectera que très peu la marge bénéficiaire. Les multinationales auront tendance à chercher de nouveaux fournisseurs moins regardants. rtl.be/wikistrike.com 20.05

Cet article est intéressant mais pas suffisamment précis pour exploiter les données qu'il fournit, il faudrait savoir à combien se monte la masse salariale ou le coût du travail de chaque poste pour en faire le total et le comparer à l'ensemble du capital mis en oeuvre hors salaires, ensuite une fois établi le rapport entre capital variable et capital constant, faudrait-il encore pouvoir le comparer sur une période de 10 ou 20 ans pour en étudier l'évolution, ou le comparer avec ce qui se fait dans d'autres pays.

Cela dit si la multinationale empoche 13 euros sur chaque paire de chaussures vendues, reste à savoir combien elle a investi et combien de paires de chaussures elle vend ou compte vendre pour en tirer des enseignements en terme de marge, bénéfice ou profit.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que 80% du prix de vente de cette paire de chaussures ne se retrouvera pas dans le pays qui l'a fabriquée.

Par contre, c'est une erreur de dissocier ce qui se situe en amont et en aval de la production et la production elle-même. En réalité le procès de production est complexe et comprend l'ensemble de ces étapes jusqu'à la commercialisation du produit final. Le capital peut prendre une forme abstraite au point de le rendre méconnaissable et de penser qu'il échapperait aux lois qui s'appliquent lors de la transformation de la matière, or ce n'est pas le cas, il faut intégrer dans le coût de la paire de chaussures le coût de la force de travail qui a été mise en oeuvre lors de chaque étape, de sa conception à sa commercialisation afin que le produit soit mis à la disposition d'un acquéreur potentiel et que le cycle du capital soit bouclé et se reproduise s'il trouve preneur sur le marché.

Le développement de la publicité, du marketing et d'une multitude d'intermédiaires ou services rend difficile l'évaluation ou l'évolution des rapports qui existent entre les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans le capital, à partir d'un

simple article de presse c'est impossible, il faudrait consulter les rapports établis par les chambres de commerce ou des syndicats des différentes corporations qui fournissent des éléments chiffrés précis ou arpenter des bibliothèques comme l'avait fait Marx à une autre époque.

Les multinationales, les entreprises et les hypermarchés qui semblent s'enrichir le plus se contentent de fournir un modèle ou un cahier des charges à des fournisseurs dans des pays où le coût de production est très bas, donc sans pratiquement investir un centime ou si peu, qui se chargent de produire des marchandises pour leur compte.

On a vu qu'au Bangladesh des ateliers misérables installés dans un bâtiment de fortune suffisaient pour produire T-shirt, chemise, jupe, pull-over, etc. donc sans que les multinationales n'investissent un euro dans la construction d'une usine et l'achat de machines, leur profit était maximum

2- Chypre

L'économie chypriote continue à courir des risques substantiels, et la récession annoncée pour le pays pourrait être plus grave que prévu, a estimé aujourd'hui Panicos Demetriades, gouverneur de la banque centrale.

Selon lui, Chypre, qui a obtenu en mars un plan "d'aide" de dix milliards d'euros de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), fait face à des risques "inhabituellement élevés" au niveau macroéconomique et sur son secteur bancaire.

"La récession pourrait être plus grave que prévu avec un impact négatif sur les finances publiques, y compris la dette souveraine", a-t-il estimé dans un discours préparé pour une conférence à Nicosie et qui a été lu par un responsable de la banque centrale qui le représentait.

Le produit intérieur brut (PIB) de Chypre devrait se contracter de 8,7% en 2013. Le gouverneur de la banque centrale a souligné les risques consécutifs aux pertes imposées aux plus gros déposants des deux principales banques du pays, dans le cadre du plan d'aide qui prévoit également un mécanisme de contrôle des capitaux. lefigaro.fr et Le Journal du Siècle 22.05

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mai 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté une douzaine d'articles, six autres à venir ce soir.

Encore un boulot monstrueux aujourd'hui, j'espère ne pas avoir commis trop de fautes. Ici il y a deux ventilateurs qui tournent à fond fenêtres et portes ouvertes, on crève, c'est dur de bosser, surtout à 57 ans ! A 50 ans je me sentais déjà fatigué, alors bosser jusqu'à 70 ans, c'est criminel, il faut les arrêter par n'importe quel moyen.

Excusez-moi, il y en a qui ont dû tomber sur le cul en entendant hier Hollande faire l'éloge de Schröder et sa politique ultra libérale, moi cela ne m'a pas choqué, j'ai plutôt trouvé cela génial.

La suite que j'ai écrite hier soir.

Contrairement aux uns et aux autres qui demeurent incapables de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, de droite, témoignant ainsi qu'ils demeurent subordonnés au révisionnisme ou au stalinisme ou un cocktail des deux, nous n'avons pas besoin d'entretenir des liens et d'alimenter des illusions dans le PS et leurs relais dans les syndicats pour légitimer et définir notre politique qui est et demeure indépendante du capitalisme et ses représentants.

A ce titre, il nous faut préciser que nous rejetons l'opportunisme de Lutte ouvrière, qui par son sectarisme à géométrie variable et son dogmatisme grossier et de façade entretient l'illusion que nous serions en présence d'une organisation qui incarne le léninisme, alors qu'ils en sont une caricature grotesque ou les fossoyeurs.

On peut commettre l'erreur en analysant le comportement des dirigeants des courants, groupes, organisations ou partis se réclamant du trotskisme de croire qu'ils seraient animés par un idéal très élevé, alors qu'en réalité leurs analyses et leurs activités sont uniquement déterminées par les intérêts des couches auxquelles ils appartiennent et auxquelles ils s'adressent en priorité, qui se trouvent être justement les plus enclines à se pencher vers le PS avec lequel ils partagent le même fond de commerce, cela leur suffit à entretenir leurs appareils ou micro-appareils et à satisfaire leur soif de pouvoir ou leur mégalomanie qui les porte à

croire qu'ils détiennent la vérité, et peu importe que les faits démontrent l'inanité de leurs théories ou mettent en lumière leur incurie politique puisque les militants sont trop faibles sur le plan théorique pour les contredire, voilà d'où ils tirent leur légitimité.

Nos analyses et nos conclusions pratiques s'inspirent et s'inscrivent dans la continuité de celles de Marx et Engels qui furent confirmées par la révolution russe de 1917, et que depuis l'épreuve de la lutte des classes n'a cessé de confirmer également. Concernant notre méthode d'analyse, nous avons adopté celle de Marx qui consiste à analyser à fond chaque question que pose l'actualité, la situation, le développement de la lutte des classes, les transformations que subissent la société et le monde. C'est seulement avoir épuisé l'ensemble des questions relatives à un fait ou une situation et être parvenu à apporter une réponse satisfaisante à chacune d'entre elles, que l'on estime un sujet traité suffisamment sérieusement pour en tirer les premières conclusions théoriques ou pratiques, confirmer ou infirmer celles qui existaient déjà si le cas se présentait.

Notre démarche ne consiste pas à mettre en oeuvre une théorie ou une doctrine qui existerait, elle consiste à partir des faits pour forger une théorie qui se traduira ensuite sur le plan pratique et organisationnel. Ainsi notre méthode est-elle conforme à celle employée par les fondateurs du socialisme scientifique, le matérialisme dialectique et historique.

Notre méthode, dans la mesure où elle part des faits et rejette d'emblée tout a priori ou idées préconçues, dans la mesure où elle est incompatible avec le principe selon lequel il ne faudrait pas se poser certaines questions, autrement dit que certaines questions seraient tabous, il sera très difficile, voire impossible à nos détracteurs de nous accuser d'être sclérosé, de défendre des principes gravés dans le marbre pour l'éternité ou de pratiquer une forme de dogmatisme, puisque notre théorie est vivante et s'adapte à la réalité, dans le sens où elle s'en inspire, en tire son origine, le socialisme ne reposerait-il pas sur le capitalisme et son développement ?

On va vous faire le coup que Hollande et le PS sont pire que ce qu'on pensait, en réalité pas du tout, ils sont demeurés fidèles à eux-mêmes.

Les militants ont été entraînés à la remorque de la social-démocratie dégénérée par leurs dirigeants, cela concerne tous les partis depuis 70 ans, trade-unionisme et parlementarisme, ouvriérisme, tiers-mondisme, antiracisme, écologisme, féminisme, européisme, mondialisme, et maintenant homophobie, ils vous auront tout sorti, tout fait et la plupart auront sauté les deux pieds joints dans le piège.

J'en vois d'ici certains qui vont dire : pas moi ! Comment cela pas vous, il y en a bien un dans lequel vous êtes tombé, réfléchissez bien, et bien cela suffit, c'est un de trop, le ver est dans le fruit, vous comprenez ? Peut-être préférez-vous ne pas comprendre, il n'est jamais trop tard et il n'y a pas de honte à avoir, toute la honte retombe sur nos dirigeants.

Je vais vous dire un truc qui va vous sembler incompréhensible à coup sûr, juste pour vous montrer le décalage qui existe entre la situation réelle et l'état de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on est plus qu'à la bourre, on a des années-lumière de retard, on n'a pas de parti ouvrier digne de ce nom, pas d'Internationale évidemment, il n'existe pas la base d'un parti de type léniniste, il n'existe pas de courants révolutionnaires dans les syndicats, aucun syndicat digne de ce nom non plus, vulgairement, on est à poil quoi, les poils qui servent à camoufler la nullité politique de nos dirigeants, les adresses du POI en direction de Hollande et des dirigeants du PS, l'alliance temporaire mais répétée du NPA avec les dirigeants du PS, quant à LO son sectarisme qui a pris l'allure de phobie de vieilles filles effarouchées confine à l'impuissance, pendant que les capitalistes se livrent tranquillement à des activités totalement illégales, mafieuses, ils en ont même fait leur règle, ils ont conçu des lois de telle sorte qu'elles sont inadaptées, inapplicables, détournées, contournées, les institutions et l'UE les couvrant, mieux édictant des lois pour les légaliser, aussi bien sur le plan économique ou financier que sur le plan politique et militaire, etc. alors je vais vous dire à quelle conclusion j'étais parvenu il y a déjà quelque temps partant de ce constat, si nous avions un parti ouvrier révolutionnaire, il se pourrait qu'il ne se serait pas contenté d'actions légales pour combattre un ennemi invisible, sournois, sans foi ni loi, sans principe ni scrupule, qui use de tous les stratagèmes pour parvenir à ses fins.

Vous me direz que cela signifierait que notre politique en direction des masses serait un échec pour recourir à une telle méthode (que je décrirai pas ici), pas forcément, il ne faut pas oublier que nous ne combattons pas à armes égales, notre ennemi estime que tous les coups sont permis et nous nous devrions refuser de mener notre combat au même niveau, en employant des méthodes comparables, qu'est-ce qui le justifierait, rien à nos yeux.

Mais bon, tel n'est pas le sujet à l'ordre du jour ne nous méprenons pas, c'était juste pour vous montrer à quel point nous sommes démunis face à un ennemi surarmé et prêt à nous broyer et que peu d'entre nous en ont véritablement conscience. Continuons de jouer dans la cour de récréation institutionnelle avec le FdG, le POI, le NPA et LO et notre avenir, celui de la société et du monde est scellé d'avance. L'autre voie consiste à revenir au socialisme.

[Le racket du jour. 8 millions d'euros.](#)

- Les onze radars feu rouge que compte la capitale ont rapporté près de huit millions d'euros depuis le début de l'année.

Résultat: entre les mois de janvier et d'avril, la dizaine de poteaux longilignes couleur réverbère a permis de flasher 58.732

chauffards. Figaro.fr 23.05

ACTUALITE EN TITRES

Enfin un avenir radieux !

- L'ONU revoit encore à la baisse la croissance mondiale pour 2013 et 2014 - AFP
- Chine: l'activité manufacturière se contracte, la croissance fragilisée - AFP
- Le Portugal annonce "*un super crédit d'impôt*" pour les sociétés - AFP

Pas suffisamment compétitif ?

- 4e : la place qu'occupe Paris dans le classement des villes les plus attractives pour les investisseurs au monde - Atlantico.fr
- L'Unedic prévoit un chômage en hausse en 2013 et 2014 - Reuters
- Sapin : le chômage va encore augmenter avant de s'inverser - LePoint.fr

Des "*abus*" inévitables, légalisés.

- Stages étudiants : les députés encadrent la loi pour éviter les "*abus*" - LeMonde.fr

Au côté de la famille Le Pen ?

- Najat Vallaud-Belkacem présente aux célébrations de Jeanne d'Arc: Certains catholiques intégristes enragent - 20minutes.fr

Un modèle de démocratie pour Obama, Cameron et Hollande.

- Abou-Dhabi : dix mois ferme pour quelques tweets - LePoint.fr

Un jeune citoyen des Emirats a été condamné pour avoir évoqué un procès en cours sur son compte Twitter. LePoint.fr 23.05

Et Hollande-Ayrault-Fabius n'ont pas encore exigé sa libération immédiate ? Incroyable !

Ils s'éclatent à l'UMP !

- Raffarin redoute l'«*éclatement*» de l'UMP - Liberation

Intox

Au-dessus de lois.

- Google, Starbucks, Amazon et cie : l'Europe parviendra-t-elle à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales ? - Atlantico.fr

Hors la loi

- Europe : les grands groupes bientôt obligés de dévoiler les impôts qu'ils paient - Atlantico.fr

Cynisme.

- Le Parlement européen s'inquiète pour les ouvriers des usines textiles au Bangladesh - L'Expansion.com

Les légumes ne sont pas ceux qu'on croit !

- Les enfants ne reconnaissent plus les légumes - LeFigaro.fr
- Alimentation: un écolier sur trois ignore ce qu'est un poireau - AFP
- Une betterave? Près de neuf enfants sur dix ignorent de quoi il s'agit - 20minutes.fr

L'égalité, la liberté, l'indépendance des femmes tant revendiquées par les ouvriéristes et les féministes de tous poils dont Rothschild et pour cause, en régime capitaliste se traduit en réalité par le malheur des hommes et leurs enfants et des femmes. On paie et on va payer très très cher 70 ans de compromission, d'opportunisme, l'abandon du socialisme.

Incomestible, dégueulasse !

- Les rayons frais des supermarchés veulent reconquérir les consommateurs - L'Expansion.com

Grotesque !

- L'obésité, un mal mondial en hausse - 20minutes.fr

Liberticide

- Fumer, boire, manger, jouer... : faut-il (et peut-on) davantage taxer les comportements ? - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas le PS et l'Internationale social-libérale-impérialiste !

1- Intox. Ils ne savent plus quoi inventer pour imposer leur politique antisociale.

- L'Allemagne, pays le plus apprécié, selon un sondage de la BBC - 20minutes.fr

L'Allemagne est le pays le plus apprécié du monde, selon un sondage publié jeudi par la BBC, et recueille de nombreux suffrages en Espagne et en France malgré la fermeté de la chancelière Angela Merkel sur l'austérité. 20minutes.fr

- La veille : La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde (...) selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi. AFP 22.05

2- Schröder-Hollande : aussi réactionnaires et antisocialistes que Merkel et Sarkozy.

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes du travail menées en Allemagne - AFP
- "Il faut analyser la politique de François Hollande à la lumière du socialisme" - L'Express.
- Le «bras d'honneur» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.
- «Plus le PS fait comme le SPD en Allemagne, moins il est socialiste» - Liberation

3- En famille. La véritable nature du PS et ses semblables : le camp de la réaction.

- Les partis politiques, l'autre atout du modèle allemand - LeFigaro
- 150 ans du SPD: Hollande fait l'éloge du modèle allemand - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail allemand et plaidé pour plus d'intégration européenne, lors des célébrations jeudi à Leipzig des 150 ans du parti social-démocrate (SPD), en présence de la chancelière Angela Merkel.

François Hollande estime désormais que sur le chômage des jeunes, il partage un "langage commun" avec la chancelière. AFP 23.05

Sur le coup en lisant ces lignes je me suis demandé si je n'avais pas rêvé, Angela Merkel de la CDU invitée du SPD, après tout tout est possible de leur part me suis-je dit, si le journaliste l'a écrit je suis tenté de le croire, puis à l'écran j' ai vu une photo de Schröder assis avec à sa droite Merkel tous les deux en train de se marrer, et à sa gauche Hollande qui ne pipant mot les regardait d'un air idiot.

On aura compris qu'ils n'ont pas besoin de réaliser l'union nationale en Allemagne, elle existe déjà dans les faits depuis des lustres, depuis l'après-guerre en réalité. Et en France ? D'après vous ? Sous une forme plus feutrée, plus discrète, plus sournoise, l'UMP ex-RPR ou ex-UDR participent avec le PS (ses satellites et le PCF) à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, au sein de tous les ministères ou de l'administration, dans les différentes institutions, il y a élus ou des technocrates affiliés à l'UMP et au PS, tout ce beau monde travaille ensemble et dans la bonne humeur à peaufiner la même politique et cela depuis des lustres.

Oui quand on vous envoie vous adresser à des élus du PS, on se fout bien de vous en réalité, on vous prend pour des crédules, des ignares qu'on peut manipuler à merci, après cela demandez-vous quelle considération ces dirigeants peuvent avoir pour leurs militants à part du mépris ?

4- Opération camouflage, quand les fossoyeurs et ennemis du socialisme changent de masque.

- Le SPD déserte l'Internationale socialiste et crée un "club" parallèle - LeMonde.fr -

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand a profité de la célébration, à Leipzig, de son 150e anniversaire, le jeudi 23 mai, pour lancer la veille "*l'Alliance progressiste*", un "*réseau*" social-démocrate appelé, selon lui, à prendre le relais de l'Internationale socialiste (IS). Pour le SPD, cette organisation, créée à Paris en 1889 et relancée en 1951, a été incapable de penser la crise du capitalisme financier et a trop longtemps accepté dans ses rangs la présence de "*camarades*" peu recommandables comme Daniel Ortega ou Laurent Gbagbo, le président du Nicaragua et son ex-homologue de Côte d'Ivoire. Il est donc temps de tourner la page.

L'invitation lancée par le SPD a été couronnée de succès : quelque 80 partis étaient représentés. Les partis sociaux-démocrates et socialistes européens mais aussi des partis africains, sud-américains, asiatiques et même le Parti démocrate américain. Le représentant de celui-ci, Howard Dean, a d'ailleurs fait preuve d'un "*euro-enthousiasme*" qui manquait singulièrement aux Européens. "*L'Europe a les meilleures lois de protection du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamental*", a déclaré M. Dean.

Si le Parti démocrate, tout comme le Parti du Congrès indien et le Parti des travailleurs brésilien n'adhéreront pas formellement à l'Alliance progressiste, ils en suivront les travaux. Contrairement à cette dernière, l'Alliance progressive n'est dotée d'aucun secrétariat ni d'aucun permanent. Il a été décidé à Leipzig que ses membres se réuniront en octobre à Stockholm puis, au début 2014, en Tunisie.

L'objectif de cette structure est d'être "*la plate-forme qui trouvera les réponses communes et progressistes aux défis internationaux tels que le renforcement de la dimension sociale de la globalisation et du progrès durable, la bataille contre le changement climatique, le renforcement des droits de l'homme, y compris les droits de la femme, et de la démocratie mais aussi de la paix et de la sécurité*". Autre différence avec l'IS, l'Alliance peut accueillir des syndicats et des organisations non gouvernementales. A Leipzig, mercredi, c'est d'ailleurs Michael Sommer, le président de la confédération syndicale allemande, le DGB, qui a prononcé le véritable discours d'ouverture au cours duquel il a déploré un "*recul*" des idées progressistes depuis une trentaine d'années.

L'initiative allemande a fait grincer des dents. Quelques heures avant la rencontre de Leipzig, on apprenait que le président de l'Internationale socialiste, le Grec Georges Papandréou, et l'inamovible et tout-puissant secrétaire général, le Chilien Luis Ayala, avaient écrit aux membres de l'organisation pour se plaindre de l'initiative du SPD qui, à leurs yeux, divise la gauche mondiale. Invité à Leipzig, M.Papandréou ne s'y est pas rendu. En revanche, le président du Parti socialiste grec, Evangelos Venizelos, était lui, bien présent.

Le Parti socialiste français était représenté par une délégation emmenée par le premier secrétaire Harlem Désir. Contrairement au SPD qui a réduit de 95 % sa contribution à l'IS, où il n'a plus qu'un statut d'"*observateur*", le PS a, lui, réduit sa cotisation de moitié mais entend rester membre à part entière. "*L'Internationale socialiste est une organisation qui a toute une histoire, qui joue un rôle important en Afrique et qu'il faut réformer mais que nous n'abandonnons pas*", explique M. Désir, qui juge les deux structures "*complémentaires*". Le Monde 23.05

Leur "*plate-forme*" reprend à son compte les thèmes et l'orientation qui ont été adoptés dès les années 90 par l'impérialisme américain, ce qui a fait dire au représentant du Parti démocrate américain. : "*L'Europe a les meilleures lois de protection*

du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamentale", qui avec l'union transatlantique est une pièce maîtresse du gouvernement mondial pour lequel ils oeuvrent.

Les sociaux-démocrates allemands ont voté avec le parti de la chancelière tous les plans de sauvetage de la zone euro, depuis le début de la crise, même s'ils n'ont eu de cesse de critiquer la politique d'austérité imposée, selon eux, par Angela Merkel.
LeMonde.fr -

Un toilettage tellement ils sont sales, ils font peu neuve mais rien de changer à l'intérieur, cela pue toujours autant l'imposture, un "réseau" qui sera ouvert, c'est à la mode, à des syndicats tout aussi subordonnés qu'eux au capitalisme. S'ils se débarrassaient de toute référence au socialisme, cela nous rendrait service. On y reviendra plus tard.

Pendant des décennies l'OCI-PCI, puis le PT ont soutenu le SPD, le POI continue. Ne soutiendrait-il pas Hollande par hasard ? De quelle manière ? On vous a déjà fourni suffisamment d'éléments pour le savoir, on en ajoute encore quelques-uns un peu plus loin.

5- La soi-disant gauche du PS priée de ravalier sa salive et de servir leur maître, cela tombe bien ils ont la mentalité de serviteurs.

- Le «*bras d'honneur*» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.

Pour eux (la "*gauche*" du PS - ndr), les réformes allemandes sont un épouvantail qui ne peut en aucun cas être ou devenir un modèle pour la France. Certes, l'Allemagne a désormais des finances publiques saines, mais à quel prix, disent-ils. «*Schröder, c'est l'explosion de la précarité, c'est la multiplication des mini-jobs sous-payés et ce sont des réformes qui n'ont pas été couronnées de succès d'un point de vue électoral*», s'énerve le vice-président de la région Ile-de-France, Emmanuel Maurel, un des chefs de file de l'aile gauche du PS. Il ajoute: «*En faisant l'éloge des réformes allemandes, François Hollande fait un bras d'honneur à de nombreux socialistes. De mémoire, son discours du Bourget n'était pas une apologie du schroëderisme. Il parlait alors d'un socialisme fidèle à ses valeurs. Là, on n'y est plus.*» «*J'ai bien vu les déclarations de l'ex-camarade Hollande. C'est consternant*», réagit, entre colère et ironie, la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann.

Alors que Hollande assure être «socialiste» et non social-démocrate, beaucoup pointent au contraire le changement de doctrine présidentielle. «*À quoi joue-t-il? Franchement, je ne sais pas bien. Je crois que son obsession aujourd'hui, c'est avant tout de rassurer les marchés et la Commission européenne*», confie un élu. Pour Lienemann, Hollande veut avant tout «*donner des gages de gestion au patronat*».

Le président enterre surtout les années Jospin. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le premier secrétaire François Hollande n'avait de cesse de répéter que les socialistes français devaient trouver leur voie, être une alternative aux positions du Britannique Tony Blair et de l'Allemand Gerhard Schröder. Il était sur la même ligne que le premier ministre Lionel Jospin.

Du reste, les relations n'ont jamais été très chaleureuses entre Hollande et Schröder. Interrogé pour savoir s'il allait rencontrer François Hollande à l'occasion de son séjour parisien de décembre 2011, l'ex-chancelier allemand répondait alors au Figaro : «*Non, et je n'ai pas prévu de le faire. En tant que premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a travaillé très étroitement avec Oskar Lafontaine (rival de Gerhard Schröder au SPD, qu'il quittera en 2005 pour fonder Die Linke, un parti « antilibéral », NDLR). Pas avec moi. C'est pourquoi il n'existe pas de relation entre nous.*» Dans cet entretien, Gerhard Schröder se montrait bien plus ouvert vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. Manifestement, Hollande a passé l'éponge. Le voilà prêt à vanter la politique qu'il critiquait naguère, à faire l'éloge d'un Schröder de plus en plus critiqué au sein du SPD.

Rue de Solferino, on veille à ne pas donner trop d'importance à l'éloge de Schröder. «*Discours offensif et résolument européen de François Hollande à Leipzig, salué par une standing ovation de nos camarades allemands!*», écrit sur Twitter le premier secrétaire Harlem Désir, présent en Allemagne. Il fut pourtant très critique vis-à-vis de l'ex-chancelier. «*Ce n'est pas vraiment un éloge sur Schröder, c'est un éloge sur la capacité à réformer et à mettre le pays au travail*», tempère-t-on à la direction du parti. Décidément très optimiste, ce représentant de la direction ajoute: «*Pour nous, les positions de Hollande sont un élément de cohésion du parti. Le cap est ferme et il y aura un effet centrifuge. Sans compter que cela va affaiblir la gauche du parti, notamment Hamon, qui ne pourra pas se positionner contre le président.*» lefigaro.fr 23.05

Ces gens-là mentent comme ils respirent, se contredisent sans cesse, changent de masques tous les quatre matins, le pire ce sont ceux qui refusent d'en tenir compte et de s'en tenir à leur véritable nature : réactionnaire.

Les Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann et Cie en demeurant au PS cautionnent la politique de Hollande, ils servent le régime, comment, en donnant l'impression par leur impuissance que finalement il n'est pas possible d'aboutir à une majorité pour faire une autre politique, entendez par là qu'il n'y aurait pas en France une majorité de travailleurs favorable à une autre politique, c'est ce qu'il faut faire entrer dans la tête des travailleurs, une autre politique qui est effectivement impossible dans le cadre du PS ou avec le PS qui est un parti du capital.

Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale. (suite)

La France va proposer que la branche militaire du Hezbollah soit inscrite sur la liste des groupes terroristes de l'Union européenne en raison de son soutien au régime de Damas, a déclaré mercredi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius en déplacement à Amman.

"Compte tenu des décisions qu'a prises le Hezbollah et le fait qu'il a combattu très durement la population syrienne, je confirme que la France proposera d'inscrire la branche militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes" de l'UE, a déclaré M. Fabius à des journalistes.

"Vous avez vu que le Hezbollah non seulement s'est engagé pleinement en Syrie mais qu'il a aussi revendiqué son engagement", a encore noté le ministre dans la capitale jordanienne.

"Comme il y a en plus d'autres éléments qui concernent ce qui c'est passé en Bulgarie et dans d'autres endroits, nous considérons que c'est un point qui devrait faire l'accord de l'ensemble des européens", a estimé M. Fabius.

Il faisait allusion à l'attentat anti-israélien du 18 juillet 2012 à Bourgas, en Bulgarie, qui avait fait sept morts - cinq Israéliens, l'auteur présumé de l'attentat et un Bulgare. Le gouvernement bulgare de l'époque avait imputé la responsabilité de l'attentat au Hezbollah.

A la question s'il avait informé le Liban de la position de la France sur ce point, M. Fabius a répondu: "c'est un point que le Liban connaît." AFP 22.05

L'émule de G. Bush traite les autorités libanaises avec mépris. La responsabilité de l'attentat au Hezbollah n'a jamais été prouvée, une reconstitution devait avoir lieu qui aurait pu la confirmer ou l'infirmier, apparemment plus de nouvelles, mais pour Fabius l'affaire est entendue puisqu'il en a décidé ainsi ou plutôt à Washington.

Il ne lui viendrait pas à l'idée d'inscrire sur la liste de Etats terroristes le Qatar et l'Arabie Saoudite qui soutienne le front Al-Nosra en Syrie puisqu'ils servent ses intérêts.

Sarkozy et ses acolytes on pouvait les qualifier de nazillons sans que personne ne trouve à redire, ils appartenaient au parti de l'ordre officiel, pour un peu ils passeraient pour des enfants de chœurs à côté des Hollande, Ayrault, Le Drian, Fabius et Cie. Aux Etats-Unis, le dictateur a revêti un masque de couleur pour camoufler son visage de tyran, en France il a revêti celui du socialisme.

Croissance + de profits = précarité - de salaire.

En France.

Le Premier ministre Français, Jean-Marc Ayrault, a annoncé jeudi que 20.000 emplois d'avenir avaient été signés et que des négociations de branche avaient été lancées en vue de la signature de contrats de génération.

Le chef du gouvernement a présidé un séminaire sur l'emploi qui a réuni une dizaine de ministres à Matignon.

"En six mois, sur les 100.000 emplois d'avenir prévus, nous avons déjà atteint le chiffre de 20.000 emplois, nous sommes maintenant dans la période de montée en puissance", a-t-il déclaré à la presse. "Nous avons levé tous les obstacles, les incompréhensions qui pouvaient exister". Reuters 23.05

Le France à l'heure de l'union transatlantique et de la législation du travail en vigueur en Allemagne...

Au Portugal

Le gouvernement portugais espère favoriser l'emploi et relancer son économie en berne depuis que le pays est sous assistance financière internationale, grâce notamment à "un super crédit d'impôt" pour les sociétés, a annoncé jeudi le ministre des Finances.

L'une des mesures phares de ce programme prévoit un crédit d'impôts pour les sociétés, pouvant atteindre les 20%, pour des investissements jusqu'à 5 millions d'euros réalisés au second semestre de cette année.

"L'impôt sur les sociétés, pour des entreprises qui investissent en 2013, pourront s'élever à 7,5%", contre un taux de

25% actuellement, a expliqué Paulo Nuncio, secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales.

"*Cette mesure sans précédent*", selon M. Gaspar, doit favoriser "*la création d'emplois chez les jeunes, ce qui est une priorité du gouvernement et de l'Europe*". AFP 23.05

Le Portugal à l'heure de l'union transatlantique et des règles fiscales en vigueur aux Etats-Unis...

Le verni démocratique de la dictature de l'UE.

Le Parlement européen a approuvé jeudi l'ouverture de négociations entre Bruxelles et Washington sur un accord de libre-échange, demandant toutefois que les services culturels et audiovisuels, y compris en ligne, en soient exclus.

Cette résolution qui correspond aux souhaits de la France a été adoptée à Strasbourg par 460 voix contre 105 et 28 amendements. Les groupes des Verts et de la gauche communiste ont voté contre.

Washington et Bruxelles entendent lancer d'ici fin juin les négociations qui pourraient durer jusqu'à deux ans.

Selon la Commission européenne, un accord de libre-échange entre deux partenaires qui génèrent ensemble près de la moitié des richesses mondiales, pourrait apporter 0,5% de croissance supplémentaire à l'UE et 0,4% aux Etats-Unis à l'horizon de 2027.

Les Vingt-Sept doivent se mettre d'accord à la majorité qualifiée avant le 14 juin sur le mandat de négociation qui sera accordé à la Commission européenne.

Cette dernière, tout en s'engageant à défendre l'exception culturelle et la réglementation européenne dans divers domaines, lors des négociations avec Washington, souhaite, qu'aucun secteur ne soit exclu a priori.

"*Nous devons à tout prix éviter d'enlever des objets de la table avant le début des négociations. Ça ne signifie pas qu'il n'y aura pas de lignes rouges*", a plaidé jeudi soir, lors d'un débat, le commissaire européen au commerce, Karel de Gucht. Reuters 25.05

Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.

Je n'ai plus le temps, ce soir ou demain je mettrai en ligne trois documents du Parlement européen qui prouvent le contraire.

Alors il faut balayer le "système" : abolition des institutions de la Ve République !

Quand c'est un membre influent de l'UMP qui le dit, on ne va pas faire la fine bouche...

- Interrogé sur "France Inter", Pierre Condamine-Gerbier, qui était associé-gérant de la banque Reyl qui s'était occupée du compte de Jérôme Cahuzac avant son transfert à Singapour, entre 2006 et 2010, affirme qu'"il n'y a pas qu'un Jérôme Cahuzac. Ce n'est pas juste le mensonge d'un homme. C'est le mensonge d'un système". Responsable de la délégation UMP en Suisse en 2007 et 2008, il dénonce "*le double discours et l'hypocrisie de la classe politique française*".

"*Il y a des Cahuzac à droite, il y a d'autres Cahuzac à gauche. Il y a des Cahuzac sur l'ensemble de l'échiquier politique*", affirme-t-il.

"*L'ensemble de l'échiquier politique est concerné*", affirme ce témoin-clé, pour qui la situation est un "*secret de polichinelle*".

Le banquier évoque non seulement des fraudes mais aussi un possible "*financement politique*". "*Si la justice va au bout, cette affaire peut aller très loin*", prévient-il. Le Nouvel Observateur. fr 23.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Le parti de centre droit arrivé en tête des législatives en Bulgarie a renoncé jeudi à constituer un nouveau gouvernement, ouvrant

la voie à la formation par ses rivaux socialistes d'un cabinet de technocrates pour sortir le pays de l'impasse.

Le président Rossen Plevneliev a immédiatement transmis le témoin aux socialistes, qui ont terminé en deuxième position du scrutin du 12 mai derrière le GERB et pourraient soumettre leur gouvernement au vote du Parlement en début de semaine prochaine.

Les socialistes souhaitent former un gouvernement de techniciens chargé d'élever le niveau de vie en Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union européenne. Ils proposent qu'il soit dirigé par Plamen Orecharski, ancien ministre des Finances d'un gouvernement socialiste, mais qui n'est pas membre du parti.

Il manque un siège aux socialistes et à leurs alliés traditionnels du DPS, le parti représentant la minorité turque de Bulgarie, pour détenir la majorité absolue au Parlement. Selon les experts, la formation d'un gouvernement de technocrates devrait leur permettre de bénéficier du soutien ou de l'abstention de députés d'autres partis, notamment des nationalistes. Reuters 23.05

2- Kirghizistan

Le président kirghize a réaffirmé sa volonté de fermer la base militaire américaine de Manas, tête de pont pour la guerre en Afghanistan. Le projet de loi aurait déjà été présenté au Parlement. Payant soixante millions de dollars par an, les Etats-Unis étaient prêts à faire monter les enchères. La base abritant 1500 soldats américains devrait fermer en juillet 2014. euronews. fr 23.05

SOCIAL

1- France

1.1- Enseignants et de chercheurs exige le retrait du projet de loi Fioraso

Plusieurs centaines d'enseignants et de chercheurs ont défilé, mercredi 22 mai entre le Panthéon et l'Assemblée nationale, pour réclamer le retrait du projet de loi Fioraso de réforme de l'université, réclamant des "moyens".

Le cortège, réuni à l'appel d'une intersyndicale composée de la FSU, de la CGT, FO, Solidaires et des collectifs Sauvons la recherche (SLR) et Sauvons l'université (SLU), s'est ébranlé peu après 14 h 30 derrière une banderole "Abandon du projet de loi enseignement supérieur-recherche. Des moyens pour le service public".

Les manifestants, dont certains portaient des blouses blanches de laborantins, ont scandé "Non, non, non à la loi Fioraso", "Des postes pour l'enseignement supérieur et la recherche" ou encore "Titularisation de tous les précaires". "Il y avait une attente extrêmement forte" de la communauté universitaire qui s'est transformée en "très grosse déception, parce qu'on se retrouve devant un projet de loi qui reprend les mêmes orientations" que celles prises par le précédent gouvernement, a dit à l'AFP Claudine Kahane, cosecrétaire générale du Snesup-FSU, premier syndicat du secteur.

Mme Kahane a également déploré "l'absence de garantie sur les moyens budgétaires, alors que les universités sont dans de grandes difficultés budgétaires". "Certaines universités sont en déficit et doivent geler des postes", a-t-elle expliqué.

Jean-Luc Antonucci, représentant de la FERC-Sup CGT, a critiqué un texte qui "inscrit dans le marbre la loi LRU sur l'autonomie des universités". "Une de nos premières revendications est que la masse salariale soit gérée au niveau national, et non plus local, comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui donne des pouvoirs exorbitants aux présidents d'université", a-t-il souligné.

"La précarité grignote de plus en plus l'emploi dans nos laboratoires", a déploré Daniel Steinmetz, du SNTRS-CGT. "Le gouvernement espère qu'on va se substituer à l'industrie, en introduisant comme nouvelles priorités pour les laboratoires le transfert de leurs résultats vers l'industrie", a-t-il notamment dénoncé. Les syndicats réclament l'abrogation des lois de 2006 sur la recherche et de 2007 sur l'autonomie des universités. lemonde.fr 22.05

1.2- Manifestation et grève contre le coût de la vie à Nouméa.

Le port autonome de Nouméa est bloqué par des militants de l'intersyndicale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, en grève générale depuis le 15 mai, a constaté jeudi l'AFP.

Les deux dépôts de carburant de la zone industrielle de Ducos sont également bloqués.

Plusieurs centaines de syndicalistes, avec banderoles et drapeaux, sont regroupés devant les accès au port de Nouméa, dans le cadre d'actions successives sur le terrain pour dénoncer le coût de la vie dans l'archipel, près de 35% plus élevé qu'en Métropole.

"*Le port c'est l'importation, les marges excessives, les taxes. On s'attaque aux symboles*", a déclaré David Meyer, secrétaire général de la Fédération des Fonctionnaires.

Depuis le 15 mai, l'intersyndicale a multiplié les manifestations, les rassemblements devant les hypermarchés ou le gouvernement local, affirmant "*ne rien vouloir lâcher tant qu'elle n'aura pas obtenu une baisse effective des prix*". Des internats scolaires sont fermés tandis que la compagnie domestique Aircal a annulé tous ses vols jeudi.

Mardi, une marche a rassemblé selon les chiffres de l'intersyndicale "10.000 personnes" à Koné, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie faiblement peuplé. La gendarmerie a compté 2.500 manifestants.

"*Ce qui s'est passé dans le nord est exceptionnel. Il y a une exaspération profonde des gens et on sent que depuis la marche de Koné, notre mouvement est pris au sérieux car la vie chère expose le pays à des risques graves*", a déclaré à l'AFP David Meyer.

Il a indiqué que sous l'égide de l'Etat, des réunions pourraient avoir lieu ce week-end entre les présidents des institutions locales, les groupes politiques du Congrès, les acteurs économiques et les syndicats.

Le gouvernement local, qui a organisé plusieurs rencontres avec les importateurs, la grande distribution et les industries locales, a proposé une baisse de 10% des taxes sur les produits importés hors UE.

Il a également annoncé une révision du barème de l'IRPP "*en faveur des classes moyennes*" ainsi que des mesures de défiscalisation pour le logement intermédiaire.

Qualifiées de "*mesurettes improvisées*", ces annonces n'ont pas satisfait l'intersyndicale, qui réclame une baisse des prix et une réforme structurelle de l'économie. AFP 23.05

2- Bangladesh

Bangladesh ont décidé jeudi à Genève de mettre en oeuvre le plus rapidement possible l'accord signé la semaine dernière sur la sécurité des usines textiles dans ce pays, selon la confédération syndicale UNI Global Union.

"*Les entreprises aux côtés d'IndustriALL Global Union (une autre confédération syndicale, ndlr) et UNI Global Union se sont mis d'accord pour immédiatement faire avancer une mise en oeuvre de l'accord*", a indiqué UNI Global Union dans un communiqué.

"*L'objectif est d'avoir des inspecteurs de la sécurité sur le terrain aussi vite que possible afin de commencer à résoudre les problèmes les plus urgents*", ajoute-t-il.

IndustriALL qui revendique 50 millions de travailleurs dans 50 pays et UNI Global 20 millions avaient lancé ce projet d'accord dès 2012.

Parmi les signataires de l'accord atteint la semaine dernière au Bangladesh, figurent l'italien Benetton, l'espagnol Inditex (Zara), le suédois H&M et le français Carrefour.

La liste a également recueilli les signatures de l'américain PVH (Tommy Hilfiger et Calvin Klein), l'allemand Tchibo, ainsi que de Tesco, Primark, El Corte Ingles, jbc, Mango, KiK, G-Star, Aldi, New Look, Mothercare, Loblaw's, N Brown Group, Stockman, WE Europe, Esprit, Next, Lidl, Switcher, Charles Vögele, et A&F. AFP 23.05

Surexploités dans de meilleures conditions pour qu'on n'en entende plus parler... Dans un pays où la corruption est généralisée, un inspecteur de la sécurité cela s'achète une bouchée de pain ou se liquide si nécessaire.

ECONOMIE

1- France

Cherchez l'erreur.

1.1- Le nombre de défaillances en France a été de 20.625 entre janvier et avril 2013, en baisse de 3,9% par rapport à la même période en 2012, selon le baromètre de printemps de l'assureur-crédit Coface présenté jeudi.

En tout, entre mai 2012 et avril 2013, 59.630 entreprises ont fait faillite en France, en très léger repli par rapport à l'année précédente (-0,1%). Ce chiffre est proche de celui atteint en 2009 (63.204 cas), au plus fort de la crise.

"La stabilisation observée pourrait être provisoire, les entreprises sont en effet fragilisées par la récession en cours qui s'est confirmée au premier trimestre 2013", estime dans un communiqué la Coface.

L'assureur-crédit prévoit que le nombre de faillites augmente de 2% en 2013 par rapport à 2012, atteignant 61.500 entreprises contre 60.461 l'année dernière.

Les petites et moyennes entreprises (PME) qui emploient entre 20 et 249 salariés, sont les plus touchées par ces défaillances, en augmentation de 3,7% sur un an. De la même manière, 43 entreprises de taille intermédiaire (ETI, entre 250 et 4.999 employés) ont fait faillite entre mai 2012 et fin avril 2013, un "nombre élevé" pour la Coface.

Les très petites entreprises (TPE) ont en revanche bien résisté avec une baisse de 30% des défaillances par rapport à janvier-avril 2012. AFP 23.05

1.2- Le nombre des défaillances de PME a continué de progresser au premier trimestre en France et celui des entreprises de taille intermédiaire (ETI) s'est stabilisé à un niveau élevé, selon une étude publiée jeudi par l'assureur crédit Coface.

Sur les douze derniers mois à fin avril, le nombre d'entreprises en redressement ou liquidation judiciaire est resté quasi stable (-0,1%) par rapport à un an plus tôt, à 59.630, juste sous le record enregistré en 2009 (63.204). Il recule même de 3,9% sur le premier trimestre.

Mais ce repli est uniquement dû aux segments des entreprises individuelles (11 à 19 salariés) et des très petites entreprises, alors que les sociétés commerciales ont enregistré une hausse de 3,1% de leurs défaillances.

Par taille d'entreprises, les PME (entre 20 et 249 salariés) sont les plus touchées (+3,7% sur un an), particulièrement les plus importantes, alors que les défaillances d'ETI (250 à 5.000 salariés) restent à un niveau élevé. Reuters 23.05

Réponse : l'AFP est une agence de presse française, Reuters est une agence presse américaine, la première a davantage avantage à enjoliver la situation....

2- Chine

Le gouvernement d'Abe est fermement engagé à poursuivre sa politique visant à stimuler l'économie à coup de politique à taux zéro, d'assouplissement monétaire et de dévaluation du yen.

Dans l'est de l'Asie, cette politique suscite la méfiance et un bloc "yuan" s'est déjà formé : six des 10 pays de la région (Corée du Sud, Indonésie, Taiwan, Thaïlande, Malaisie, Singapour) ont d'ores et déjà fixé leur taux de change plus par rapport à la monnaie chinoise qu'en fonction du dollar. Seuls Hong Kong, le Vietnam et la Mongolie continuent de suivre le dollar.

La part du commerce de la Chine avec l'Asie du sud-est est passée d'environ 2% en 1991 à 22% actuellement. Pour les voisins de la Chine, la République populaire est devenue le plus grand partenaire commercial. Ainsi l'arrimage de leur monnaie au yuan leur assure l'équilibre des relations commerciales avec le plus grand exportateur du monde dont ils profitent considérablement.

Dans l'Asie du sud-est, l'arrimage à la monnaie chinoise a donc déjà remplacé l'arrimage au dollar. Conclusion : la fragile structure du système monétaire d'Extrême-Orient est de nouveau secouée par la tourmente. Toutes les banques centrales de la région n'ont officiellement qu'une petite part d'or dans leurs réserves. Atlantico.fr 23.05

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai 2013

[CAUSERIE](#)

Sauf si l'actualité s'emballait, demain ce fera day off, relâche, je dois m'occuper de ma maison.

Tomorrow it'll be a day off, may be next week we up to date our webb site in English, no, don't worry it was just a joke teasing you. Have a good day dear comrades.

J'ai actualisé le site à trois reprises aujourd'hui, ci-dessous la dernière partie, les deux autres à la suite.

Troisième et dernier jet de la journée

Je ne savais pas si bien dire en publiant ce matin la première partie de l'actualisation du site que j'avais préparée hier soir, on n'avait pas de courant, donc pas de climatiseur et j'ai dû attendre 1h du matin pour aller me coucher, j'en ai donc profité pour bosser. Je me suis levé à 6h.

Avouez qu'on devient bon quand même. Ah le pif Léon ! Le pif vaut mieux que les formules apprises par coeur et répétées comme des moulins à prières, n'est-ce pas madame Arthaud ?

Madrid

- Le Royaume-Uni a payé l'Espagne pour qu'elle reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale - leparisien.fr

La raison invoquée ne correspond pas à la réalité. Franco était acculé financièrement, qui pouvait lui fournir de l'argent frais ? Les banquiers qui ont financé les Etats des deux camps avant et pendant la guerre.

L'internationale des monarchies orchestrées par les bailleurs de fonds, les banquiers de la Fed et de la BoE, les mêmes en réalité, via la BIS (aujourd'hui BRI) en Suisse, tout est dans l'ordre des choses. En fait ils ont utilisé le même canal qui leur avait servi quelques années plus tôt pour financer discrètement le régime nazi, c'est prouvé les documents figurent dans le site.

Même sous Franco, l'Espagne demeurait une monarchie, en sommeil dirons-nous, comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas notamment. Or même si les monarchies lorgnaient du côté du régime nazi, il ne fallait pas que cela s'ébruite ou tout du moins que cela ait un caractère officiel qui pourrait apparaître plus tard dans les manuels scolaires ou passer à la postérité, cela aurait contrecarré leur plan qui était de les associer à la suite du programme : Bilderberg, l'Union européenne... L'article est en entier dans cette page

Londres

- Itinéraire londonien d'un « *loup solitaire* » - Libération.fr

- Les tueurs présumés de Woolwich, figures "périphériques" de la mouvance islamiste - AFP

- Meurtre d'un soldat à Londres: le MI5 aurait tenté de recruter un des suspects - L'Express.fr

Un ami de Michael Adebolajo, l'un des deux hommes arrêtés pour le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé à la BBC que les services de renseignements britanniques avaient auparavant tenté de le recruter.

Les services de renseignements intérieurs britanniques ont tenté de recruter Michael Adebolajo, qui a revendiqué le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé vendredi soir à la BBC un de ses amis qui a été arrêté après son interview télévisée.

Selon lui, Michael Adebolajo a rejeté l'offre du MI5 (services de renseignements intérieurs britanniques) de travailler pour eux. Ils n'ont cessé de l'appeler, après un séjour au Nigeria. "En gros, il a été harcelé par le MI5, c'est quelque chose qu'il m'a précisé dit", a déclaré Abou Nusaybah qui a fait la connaissance de Michael Adebolajo en 2002.

Les services de renseignements intérieurs voulaient lui demander s'il connaissait certaines personnes, a-t-il raconté à la chaîne de télévision britannique. "Après leur avoir dit qu'il ne connaissait pas ces personnes et ainsi de suite, ils lui ont demandé s'il ne voulait pas travailler pour eux", a précisé Abou Nusaybah. La BBC a indiqué que ce dernier avait été arrêté après son interview. L'Express.fr 24.05

Stockholm

- Des renforts de police étaient attendus vendredi à Stockholm afin d'empêcher une sixième nuit d'émeutes après les violences qui ont secoué durant cinq nuits la banlieue de la capitale suédoise.

Les troubles auraient pour origine la mort à Husby, un quartier défavorisé de la capitale, d'un habitant âgé de 69 ans abattu par la police. La police a dit avoir été incapable de raisonner cet homme qui avait brandi une machette et a plaidé la légitime défense. AFP 24.05

Il y a un truc que je ne comprends pas, un type vous menace avec une machette, vous avez un flingue sur vous et au lieu de lui tirer dessus pour le neutraliser s'il s'avère réellement dangereux, vous l'abattez froidement, j'appelle cela un meurtre.

Bon, si un jour la police débarque chez moi et qu'elle se fait menaçante, je sors l'artillerie lourde et je les dézingue à la façon des Tonton flingueurs, légitime défense !

Solidarité ! Tiens, et dire qu'on aurait pu croire que Schivardi avait été victime d'une injustice.

Secrétaire national du principal parti d'opposition (UMP - ndlr), il avait été candidat aux législatives de 2012 dans le Xe arrondissement. Mais son compte a été rejeté en janvier par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, en raison notamment de paiements directs de certains frais, au lieu de passer par un mandataire financier.

"*Eu égard, d'une part, au caractère substantiel de l'obligation méconnue, dont M. Tieu ne pouvait ignorer la portée, et, d'autre part au montant et à la part des dépenses ainsi acquittées, il y a lieu*", en application du code électoral, "*de prononcer l'inéligibilité de M. Tieu à tout mandat pour une durée d'un an à compter de la date de la présente décision*", déclare le Conseil dans sa décision. Il ne pourra donc pas être candidat aux municipales de mars 2014.

Sanction. La monarchie n'avait qu'à pas perdre sa tête !

- Législatives : Charles-Philippe d'Orléans déclaré inéligible - LeFigaro.fr

Le second jet, j'ai actualisé les **Articles de presse**, la suite d'ici 1h30 environ, il est 14h30 ici.

Le premier jet de la journée, la suite viendra dans 5 ou 6 heures. J'ai ajouté quelques articles.

Bon week-end à tous.

Quelques thèmes de réflexion ou à développer.

1- Comment ils ont fait de simples jeunes travailleurs désespérés des lumpenprolétaires.

A partir du 11 septembre 2001, les néo libéraux américains ont développé une stratégie à laquelle les néo conservateurs ont adhéré, qui consistait d'une part à utiliser le réseau Al-Qaïda que la CIA avait créé comme base logistique et à puiser dans les millions de déshérités et désespérés sans avenir au Moyen et Proche-Orient pour l'alimenter, d'autre part à fournir aux jeunes musulmans sans repères dans les pays occidentaux et ailleurs dans le monde, principalement en Afrique dominée par la pauvreté, une base idéologique en apparence conforme à l'islam à laquelle ils pourraient adhérer par le biais d'un prosélytisme effréné réalisé par des imams radicalisés et conquis à la théorie de la guerre des civilisations, manipulés par l'Arabie Saoudite et le Qatar notamment, de telle sorte que ces jeunes prolétaires devenus malgré eux des lumpenprolétaires fanatisés deviennent des terroristes à la solde de la CIA où aillent servir la cause de l'impérialisme américain comme mercenaires dans différents pays, Libye hier, Syrie aujourd'hui, ainsi ils officieraient à la place des soldats américains, se feraient tuer à leur place, et une fois que la fin du conflit approcherait, procèderait à leur liquidation physique, à moins qu'ils puissent les transférer sur un autre terrain d'opération.

Bien entendu, tous les jeunes mais aussi des moins jeunes qui ont été contaminés par l'idéologie guerrière et fanatique que les imams salafistes ou wahhabites dans les pays occidentaux, l'ont été à des degrés divers, il ne se sont pas tous enrolés pour aller guerroyer en Syrie. Certains sont sous contrôle dans ce qu'ils appellent des cellules "*dormantes*" prêtes à être activées en cas de besoin, mais un certain nombre ne le sont pas. Certains ont constitué leur propre cellule terroriste, et parmi eux il y en a qui décident de passer à l'action à l'improviste, on vient d'en avoir un exemple à Londres, selon toute vraisemblance. Les groupes les plus importants et les mieux organisés sont infiltrés par des agents de la CIA ou des services secrets de différents pays ou plutôt des agents qu'ils ont recrutés pour remplir cette mission.

Leurs chefs qui ont été formés en Afghanistan ou au Pakistan ou encore au Yémen sont sous contrôle, ils reçoivent leurs ordres directement de leurs maîtres, à l'origine, de Washington.

J'ai laissé de côté ici l'usage qu'ils pouvaient faire de ces masses désespérées qu'ils ont idéologiquement armées et fanatisées pour déstabiliser des régimes ou entraîner une division de la population sur une base confessionnelle, Tunisie, Egypte, venir en aide

à des régimes en proie à une crise politique et sociale qu'ils sont incapables de régler. Je n'ai pas évoqué non plus la manipulation d'individus isolés par la CIA ou les services secrets qui consiste à pousser un individu à passer à l'acte, qui échouera ou non, pour ensuite exploiter cet événement monté en épingle par les médias sur le plan politique.

On pourrait terminer provisoirement sur ce sujet en notant qu'en procédant de la sorte, ils ont introduit un ferment de guerre civile dans tous les pays occidentaux eux-mêmes en proie à une crise sociale au bord de l'explosion, qu'ils exploiteront le moment venu, ce qu'ils ont déjà peut-être commencé à faire puisqu'il demeure des zones d'ombre dans l'affaire Merah, ce qu'ils nous ont raconté ne colle pas, les témoignages directs, de visu, qui se recoupent, ont fait état d'une personne qui ne ressemblait pas du tout à Merah, corpulence, cicatrice ou tatouage sur le visage, etc.

La base du racisme est sociale, seule la révolution sociale (et politique) en viendra à bout, tout le reste est du baratin de dangereux charlatans, de colonialistes qui ont soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies, cela s'adresse au Front de gauche mais aussi au NPA, nous leur disons, en choisissant le camp de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Israël dans la guerre contre le peuple syrien, vous avez opté pour le camp des ennemis de la classe ouvrière qui nourrissent et instrumentalisent le racisme au lieu de le combattre, au côté du PS vous faites le lit de l'extrême droite en France, de la réaction.

Sauf revirement de dernière minute et bombardement de la Syrie par l'impérialisme américain, l'intégrité de la Syrie et de son peuple sort victorieuse de cette guerre que vous avez perdue, décidément le terme de looser vous colle à la peau. Choisissez le camp de la révolution socialiste, vous ne serez jamais perdant.

2- 1913 - 2013. Happy birthday la Fed !

Si, si, on y tient !

1913 : un cartel de banquiers parvient après 70 ans d'efforts et d'intrigues à reprendre le monopole de la création monétaire, la Fed ou Réserve fédérale était créée. Les mêmes banquiers anglo-saxons détenaient déjà la Banque d'Angleterre.

1914 : Première Guerre mondiale dans un contexte de crise économique qui va permettre aux banquiers de s'enrichir davantage...

1939-1945 : le cartel des banquiers sionistes américains (et anglo-saxons) après avoir orchestré la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis qui leur a permis de s'enrichir encore plus et avoir conduit l'Allemagne à la faillite, puis avoir financé le régime nazi qui précipitera la Deuxième Guerre mondiale, tireront profits des deux protagonistes engagés dans cette guerre sur le plan économique et politique pendant et après la guerre. Les Etats fortement endettés auprès de ces banquiers pour financer leur guerre, les autres étant ruinés, ils se tourneront vers ces banquiers qui leur dicteront leurs conditions.

1944 Création du FMI

1945 Création de la Banque Mondiale

1945 Création de l'ONU

1954 première réunion du groupe Bilderberg présidée par le cartel des banquiers de la Fed. A l'ordre du jour (notamment) de cette réunion : l'Union européenne.

1957, soit à peine trois ans plus tard, le Traité de Rome lançant officiellement la construction de l'Union européenne était signé, ses pères fondateurs européens dit-on officiellement auront été en réalité des admirateurs du régime nazi, au même titre d'ailleurs que les monarques européens présents à la réunion du groupe Bilderberg trois ans plus tôt, les banquiers de la Fed ayant de leur côté financé le régime nazi et la montée de Hitler au pouvoir. Ainsi la nature de cette institution ne peut laisser aucun doute sur ses intentions ou ses objectifs politiques. Tous les faits qui viennent d'être rappelés sont rigoureusement exacts et il est possible à chacun de le vérifier en consultant les documents qui figurent dans le site. Ceux qui veulent "réformer" l'UE les ignoreront-ils ? Si tel était le cas, ce sont des ignorants et des ignorants ne sont pas habilités à parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité.

1971 : Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. Le cartel des banquiers de la Fed qui possède la planche à billets deviennent virtuellement les maîtres du monde.

1972 : La Commission Trilatérale présidé par Rockefeller voyait le jour.

1973 : La Banque de France, donc l'Etat français, remettait aux mains du marché son destin qui devenait son créancier.

1992 : Traité de Maastricht instituant la BCE et l'euro, les Etats de la zone euro et de l'UE abdiquaient leur souveraineté. A la

même époque les banquiers développent de nouveaux outils financiers qui vont leur permettre de transférer la plus-value de l'économie productive vers l'économie spéculative, de contourner la réglementation en vigueur.

2001: le capitalisme traverse une crise économique profonde... C'est à ce moment-là que se produisent les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, ils ont été commandés par les néo libéraux parmi lesquels figurent les banquiers sionistes de la Fed. Leur objectif : franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial qu'il dirigerait en sous-main. Cette fois, c'est sur le plan politique que les Etats européens doivent abdiquer leur souveraineté et se placer comme un seul homme au service de l'impérialisme américain qui refuse de voir remis en cause son hégémonie sur le monde.

2008 : la crise mondiale du capitalisme sert de prétexte à l'effondrement de Lehman Brothers qui aurait pu être évité, tout comme le crash de 1929. La crise des subprimes en est le véritable révélateur sur le plan social, elle permet de comprendre que le capitalisme est en situation de survie artificielle. Elle va surtout permettre aux banquiers de la Fed d'inonder le monde de milliards de milliards de dollars, entre 12 et 15.000 milliards de dollars dont la majeure partie atterrira dans leurs poches, à peine 2 ou 3.000 milliards de dollars servira à secourir les institutions financières en difficulté aux Etats-Unis, cette somme d'argent colossale va servir en grande partie à spéculer contre les Etats européens pour briser leurs dernières résistances à leur plan qui consiste à les placer sous la tutelle de la Commission européenne et la BCE acquises à leur cause.

Début des années 2010 : Obama annonce que l'union transatlantique est leur prochain objectif économique mais aussi politique.

2013 : Les négociations qui devraient aboutir en 2015 à l'établissement d'un marché unique EU-UE sont officiellement annoncées, elles devraient débuter dans les mois qui viennent, en réalité elles sont déjà bien avancées. Ce sont les mêmes banquiers flanqués de leurs semblables dans les pays de l'UE qui sont aux commandes, ils ne les ont jamais lâchées en réalité depuis... 1913. Happy birthday la Fed ! Y en a-t-il beaucoup dans nos rangs sur le web qui leur ont fait leur fête ?

Question : De tels rapports de cause à effet, de telles coïncidences à répétition seraient-ils dus au hasard ? Qui dirige le monde ? Depuis quand ? De quelle manière ? Quel est leur objectif ?

Vous aurez remarqué avec quelle détermination sans faille, quelle persévérance exemplaire ils ont mené leur combat pendant plus d'un siècle, à côté nous sommes des dilettantes, de frileux plaisanciers, normal qu'ils en soient récompensés, on aurait envie de dire qu'on y tiendrait particulièrement si on n'avait pas au même moment à l'esprit les ravages effroyables et les souffrances épouvantables qu'engendre leur politique à l'échelle mondiale et la poursuite de leur plan.

On aura constaté qu'à l'origine de chaque événement ou dénouement important au XXe siècle on trouvait les banquiers (sionistes) de la Fed associés à des monarchies (Grande-Bretagne et Pays-Bas principalement, mais aussi plus discrètement scandinaves, belge, espagnole...), à l'Allemagne et une élite intellectuelle servile. Au passage bien peu savent que la monarchie britannique a une origine germanique, ceci aide à comprendre cela, les liens privilégiés qui existent entre les banquiers (sionistes et anglo-saxons) de la Fed et l'Allemagne, mais aussi à comprendre la question palestinienne...

[Le Parlement européen est la verni démocratique de la dictature de la Commission européenne.](#)

Trois exemples datant du 23 mai 2013 prouvent que le Parlement européen sert de vitrine démocratique à la dictature de l'UE contrairement à ce qu'affirmait avant-hier un journaliste de Reuters qui avait écrit : "*Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.*"

Le Parlement européen dans le meilleur des cas doit se prononcer entre la lèpre et le choléra concocté par la Commission européenne. De plus 100% des députés sont acquis à la cause de l'Union européenne, aucun ne combat pour son abolition et s'ils s'en trouvaient, ils seraient tellement minoritaires qu'ils leur seraient impossibles de faire entendre leur voix, aussi la participation à cette institution supranationale antidémocratique est une escroquerie politique qu'il nous faut combattre. Nous appelons au boycott des élections européennes de 2014, tout parti qui y participerait serait complice de la dictature de l'UE.

1- Renforcer la démocratie et la solidarité dans la gouvernance économique

(Session plénière Union économique et monétaire - 23-05-2013)

Introduction

- Le Parlement a accueilli, avec réserve, les prochaines étapes de l'union économique et monétaire proposées par la Commission. Selon la résolution, la mise en œuvre des règles en matière de gouvernance doit être prioritaire sur toute nouvelle proposition. Les députés plaident également en faveur de davantage de contrôle démocratique et de nouveaux outils pour traiter les préoccupations sociales.

Il écrit que "*les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (sont) proposées par la Commission*" et non par le Parlement.

Le Parlement ne propose aucun texte ou aucune loi, cette prérogative ou ce monopole est du ressort de la Commission. La preuve.

- La résolution sur les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (UEM) a été adoptée jeudi par une large majorité de 484 voix pour, 107 contre et 13 abstentions. Ce texte a été voté en plénière un mois après la présentation de la Commission européenne de deux communications relatives aux nouvelles mesures visant à mieux coordonner les programmes de réformes économiques et à améliorer la convergence et la compétitivité des économies européennes.

Ensuite vient une demande adressée par le Parlement à la Commission témoignant de l'ordre hiérarchique qui règne au sein de l'UE, de la soumission du premier au second.

- Les députés demandent à la Commission de garantir la pleine mise en œuvre des mesures de gouvernance économique...

Pour se couvrir alors que le budget des différents Etats va être soumis à l'approbation de la Commission, les députés européens demandent à celle-ci que les parlements nationaux soient plus impliqués dans ses décisions, autrement dit qu'ils abdiquent leur souveraineté au profit de la Commission tout en prenant en charge les décisions de celle-ci, c'est un modèle du genre, c'est la raison pour laquelle j'en reproduis de larges extraits.

- La résolution rappelle que les parlements doivent être pleinement impliqués lors de transferts de souveraineté. Les députés critiquent les projets de la Commission qui cherchent peu de contrôle démocratique, soulignant que la légitimité est possible seulement si les décisions sont prises de manière démocratique.

2- Négociations UE Etats-Unis: impliquer le Parlement dans le processus

(Session plénière Commerce extérieur/international - 23-05-2013)

Ce n'est pas le Parlement européen qui va négocier avec les Américains mais la Commission européenne.

- Cette résolution constitue la contribution du Parlement au mandat de négociation de l'UE.

- Les députés ont donné leur feu vert au début des pourparlers...

- ... ils (les députés (Ndlr) espèrent que la Commission européenne cherchera à obtenir le plein accès aux marchés publics des Etats-Unis...

Si cela ne suffisait pas, voilà qui le confirme :

- Le Conseil des ministres de l'UE projette d'autoriser l'ouverture des négociations et d'approuver les directives en juin.

Les pourparlers pourraient ensuite débiter en juillet et la Commission espère les conclure d'ici fin 2014.

3- Incendies et effondrement au Bangladesh: le Parlement demande davantage de mesures préventives

(Session plénière Développement et coopération / Politique de l'emploi - 23-05-2013)

Dans les grandes comme dans les petites choses, le Parlement européen n'est que le laquais de la Commission, il n'a absolument aucun pouvoir.

- Ils (les députés - Ndlr) appellent la Commission à promouvoir la responsabilité des entreprises européennes à l'étranger...

- Ils (id) demandent à la Commission d'examiner le respect de ces conventions par le Bangladesh...

Au fait, à propos de l'"accord" entre les multinationales du textile et les syndicats du Bangladesh dont le Parlement européen s'est réjoui, vous aurez remarqué qu'il n'y figurait pas un mot sur les salaires, la durée du travail, la précarité sociale des salariés.

Normal, la surexploitation ne doit pas connaître d'entraves, c'est cela aussi le colonialisme qui a donné satisfaction aux députés du Parlement européen, tout est dans l'ordre des choses.

ACTUALITE EN TITRES

[Coupable mais pas responsable. Le contraire fut plus que surprenant.](#)

- Christine Lagarde en témoin assisté, le FMI rassuré - Liberation.fr
- Affaire Tapie: Christine Lagarde échappe à la mise en examen - AFP

Christine Lagarde a été placée vendredi sous le statut de témoin assisté par les magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) dans l'enquête sur le règlement en 2008 du litige avec Bernard Tapie après la vente d'Adidas. AFP

[Gangstérisme de haut vol.](#)

- Le président d'UBS France entendu par les juges - Reuters
- Démission du principal négociateur suisse sur la fiscalité - Reuters
- Offshore Leaks : le patron de Raiffeisen Bank offre sa démission - LeMonde.fr
- Espagne: nouvelle enquête sur Bankia, colère des petits actionnaires - AFP
- Accusé d'évasion fiscale, le DG de Raiffeisen offre sa démission - Reuters
- Espagne : l'infante Cristina de nouveau dans le viseur de la justice - LePoint.fr

[Vos services en savent quelque chose !](#)

- Manuel Valls: Même quand ils agissent seuls, les terroristes ne sont pas des «*loups solitaires*» - 20minutes.fr

[Un record détestable...](#)

- Détenus français: nouveau record de 67.839 personnes incarcérées début mai - AFP

... une place honorable

- 4e : la place qu'occupe la France dans le classement des pays comptant le plus d'athées au monde - Atlantico.fr

[Au bout de deux ans, c'est impossible.](#)

- L'opposition syrienne en quête de crédibilité avant Genève - Reuters

[La voix de la réaction décomplexée](#)

- Réformes structurelles et sacrifices individuels : quels efforts les Européens sont-ils prêts à consentir pour sortir de la crise ?
- Atlantico.fr

Aucun !

[Au secours la planète se réchauffe !](#)

- 3,7°C ce vendredi matin à Paris, la température la plus basse depuis 1887 - 20minutes.fr

[Gaz à effet de serre oblige, ils vivent dans un carcan !](#)

- Les Français ne consomment pas assez de féculents - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Toujours plus à droite les sociaux-libéraux-impérialistes

Le président des patrons

- Salaire des patrons : la promesse de Hollande qui a fait long feu - LeMonde.fr
- Rémunération des patrons: L'exécutif s'est-il dégonflé devant le lobby patronal? - 20minutes.fr
- Pas de loi sur les salaires patronaux : "*camouflet pour la gauche*" - LePoint.fr

Le président des va-t-en-guerre

- François Hollande pour une nouvelle étape de l'Europe de défense - Reuters

Sur fond de menaces terroristes persistantes, Paris souhaite élargir ses coopérations au-delà de son lien traditionnel avec le Royaume-Uni, l'autre puissance nucléaire européenne, qui envisage les coopérations de défense de manière bilatérale.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a mis l'Europe de la défense au menu du sommet de décembre, une initiative saluée à Paris, qui voit d'un bon oeil l'ouverture à une coopération avec des pays de l'Est comme la Pologne.

"*La France veut ouvrir une nouvelle étape de l'Europe de la défense*", a déclaré le président français à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

François Hollande appelle de ses vœux une coopération renforcée avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne mais aussi les pays du groupe de Visegrad, qui regroupe Pologne, Hongrie, Slovaquie et République tchèque.

"*L'Europe de la défense, ça doit être l'Europe tout entière, y compris celle qui était hier de l'autre côté*", a-t-il dit.

François Hollande a évoqué un ajustement des équipements "*à la réalité des menaces d'aujourd'hui et de demain*".

Il a évoqué la commande, "*trop longtemps différée*", de "*drones de surveillance et de combat*", d'avions de transport A400M et de ravitaillement en vol MRTT, de frégates multirôles Fremm, de véhicules blindés VBMR et de missiles anti-navires légers, en coopération avec les Britanniques.

Pas question non plus de freiner les programmes en cours concernant les avions de combat Rafale, les hélicoptères d'attaque Tigre et de transport NH90, les sous-marins Barracuda. Reuters 24.05

Vous avez suivi, Herman Van Rompuy lui a soufflé, il reprend la balle au bond, c'est tout ce qu'il sait faire Hollande, si vous voulez savoir ce qu'il va déclarer ou annoncer dans les jours ou les semaines à venir, écoutez ce que disent les porte-parole officiels des banquiers et des actionnaires des multinationales...

Le président d'un parti d'affairistes et de loques. Quand on adhère à un parti de droite : on assume !

C'est une nouvelle couleuvre pour l'aile gauche du PS et pour la -gauche radicale. Une couleuvre qui sera sûrement bien difficile à avaler.

Après l'enterrement de l'amnistie sociale, après l'éloge des réformes "*courageuses*" à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, François Hollande a récidivé -vendredi en faisant annoncer par son ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, qu'il n'y aurait finalement pas de loi pour limiter les -rémunérations des patrons. Le gouvernement privilégie désormais "*l'autorégulation exigeante*" mais promet de "*légiférer*" si les "*décisions annoncées ne sont pas à la hauteur*". Voilà ce que l'on appelle un enterrement de première classe.

Dans les rangs du PS, la déception est palpable. Le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis n'en fait pas mystère: "*Ce n'est pas une reculade, mais, à l'évidence, on n'est pas au niveau que nous nous étions nous-mêmes fixé.*" Interrogé sur i-Télé pour savoir si l'aile gauche du parti ne risque pas de se déchaîner, le député socialiste répond: "*Se déchaîner, je ne pense pas, le regretter, certainement.*"

En réalité, l'aile gauche du PS est bel et bien vent debout. «*On en a ras le bol*», s'énerve un des membres de cette frange du parti. «*Le terme très libéral d'autorégulation me fait penser à la main invisible du marché*», s'étonne un autre élu. «*L'orientation actuelle du président de la République est de faire toutes les concessions possibles au patronat pour qu'il relance l'économie, s'agace le PS Gérard Filoche. Mais on sait bien que ça n'a jamais marché.*» Il ajoute, visant les réformistes socialistes qui raillent l'aile gauche: «*Je ne me sens pas du tout minoritaire dans le parti.*» lefigaro.fr 24.05

Ah si au moins cela marchait de faire "*de faire toutes les concessions possibles au patronat*" ! Rien que d'y penser en dit long sur le degré de corruption de Filoche, car le seul fait de militer au PS qui est un pilier du régime, c'est déjà faire une concession au régime, le soutenir.

Et puis, les pauvres chéris, voyez-vous cela, ils sont "*déçus*". Cambadélis, le renégat, a le mot pour rire, enchaînés comme ils sont au capitalisme et aux institutions, ils ne risquent pas de "*se déchaîner*", ils vont exprimer un "*regret*", vous savez c'est comme le pauvre type qui vient d'apprendre à 50 ans qu'il allait perdre son boulot en sachant qu'il n'était pas près d'en retrouver un, il est juste pas content, un peu triste mais sans plus, pour un peu il s'en fout, si, si, ces gens-là sont comme cela, c'est leur nature, sans scrupule ni principe ni morale en dehors de leurs intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime qu'ils soutiennent, ils nous font horreur.

Que dire des militants d'autres partis dont les militants n'ont eu de cesse de soutenir le PS, de le présenter sous un angle avantageux, de le couvrir pendant 70 ans pour le porter au pouvoir (interview de P. Lambert en 1972, il y a 41 ans, hier quoi !), ce ne sont plus des couleuvres qu'ils vont devoir avaler mais des boas, des anacondas !

Hier soir je me suis encore interrogé et je me suis demandé si cela n'avait pas été une erreur d'affirmer devant les militants de ces partis que finalement il était possible de continuer de militer dans ces partis, car s'ils avaient pris la décision de les quitter en masse, peut-être que certains de leurs dirigeants en auraient profité pour créer un nouveau parti sans tâche plutôt qu'eux aussi continués d'avalier des couleuvres... Que ces partis s'effondrent et qu'il en naisse un autre, c'est peut-être le seul moyen de parvenir à construire le parti, je deviens shivaïsme, je plaisante !

A ce propos, lu dans le n°252 d'*Informations ouvrières*. (en ligne dans la Tribune libre)

Comment ils cherchent à épargner Hollande, le régime.

Le titre et la petite phrase de trop, qui en dit trop ou pas assez. A propos de Hollande :

Titre : "*A Bruxelles, "le chef, c'est lui !"*".

- "*Et pour bien souligner qui dirige selon lui, il a annoncé le lendemain, lors de la deuxième conférence de presse de son quinquennat, à l'Élysée*", qu'est-ce que cela signifie, que ce ne serait pas Hollande, le président de la République et son gouvernement qui dirigerait le pays en s'appuyant sur la "*majorité*" parlementaire PS, conformément à la Constitution de la Ve République ? Y aurait-il un problème quelque part dans ce constat pour les dirigeants du POI ?

Ah, il ne collerait pas avec la politique du POI, il ne permettrait pas de la justifier, pas de bol en effet, ce n'est pas monsieur Barroso qui est le chef de l'Etat du pays ni même le Premier ministre, mais bien un membre du PS, parti qui poursuivant, amplifiant la politique antisociale et réactionnaire de l'UMP témoigne qu'il fait partie du même camp, du côté des ennemis de la classe ouvrière, le camp de la réaction.

En quoi ce constat devrait-il vous gêner monsieur Yan Legoff ? Parce que votre mot d'ordre «*Non à la dictature de la troïka !*» ne correspond pas à la réalité, l'expression "*la dictature de la troïka*" figure trois fois dans l'*Appel du comité de liaison national pour l'unité et la résistance*, on y cherchera en vain la dictature des institutions de la Ve République qu'incarne le chef de l'Etat et le Parlement.

Vous allez voir ce que vous aller voir

Yan Legoff : ... "*imposer aux travailleurs ces réformes de « compétitivité » meurtrières.*

Et là, c'est une autre affaire..."

Tu parles, avec votre aide puisque vous refusez de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui par leur participation rendent possibles des conférences patronales qui débouchent toutes sur des accords remettant en cause nos acquis sociaux.

Mais qu'on se le dise :

Marie Stagliano : "*Les choses sont loin d'être jouées*", ben voyons, toujours à propos de l'issue de la prochaine conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain, on ne voit pas pourquoi puisque la CGT et FO divisent et désarment les travailleurs en participant à cette conférence, ils passent un noeud autour du cou des travailleurs au lieu de les mobiliser.

C'est marrant, parce que ces adeptes du front unique de la base au sommet laissent en réalité le sommet, les appareils faire ce que bon leur semble, ils les ménagent et prétendent les combattre, et pendant ce temps-là les militants cavalent, une très mauvaise plaisanterie, le double langage habituel.

Il fallait déterrer la hache de guerre contre les appareils avant le 11 janvier 2013, si la hauteur des attaques du patronat contre la classe ouvrière ne le mérite pas à leurs yeux, ne vous attendez à ce qu'ils la déterrent un jour, cela signifie qu'ils ont complètement capitulé.

Mieux encore, si, si, c'est possible après s'être encore adressé récemment à Hollande, je crois même qu'ils sont dans l'attente d'un rendez-vous avec lui, autant demander un entretien avec Schröder ou Merkel, mais rien ne les arrête au POI.

- "*Acte III de la décentralisation : Appel CGT-FO-FAFPT (1) à un rassemblement devant le Sénat le 30 mai.*"

Ce serait le Front de gauche ou je ne sais pas qui qui aurait avancé une telle initiative qu'ils l'auraient dénoncée, hier c'était une trahison, aujourd'hui c'est la voie de la révolution et du socialisme, qu'on se le dise.

Ils le revendiquent et font du zèle.

- Un responsable du SPD s'en prend au projet de taxe financière - Reuters

Un haut responsable social-démocrate allemand, Nils Schmid, s'en est pris vendredi au projet actuel de taxe européenne sur les transactions financières, jugeant qu'en l'état, il risquait de plomber les comptes des banques.

Tout en réaffirmant dans sa lettre qu'il soutient le principe d'une telle taxe, il pointe le fait qu'un prélèvement de 0,1% sur la valeur des transactions financières risque de grever les propres coûts d'emprunt des banques.

Le ministre des Finances de Merkel, le conservateur Wolfgang Schäuble, est lui aussi partisan d'une telle taxe. Reuters 24.05

[D'un Front à l'autre. En capitulant devant le régime le Front de gauche ne combat par l'extrême droite.](#)

- Marseille : une ex-candidate communiste se présente sous les couleurs du FN - Libération.fr

Le Parti communiste s'est dit «*scandalisé*», vendredi, par le choix d'une de ses candidates aux dernières législatives dans les Bouches-du-Rhône de rejoindre le Front national pour être candidate à l'élection municipale de Marseille en 2014.

«*Les communistes sont profondément scandalisés par le choix d'Anna Rosso-Roig de rejoindre les rangs du FN. L'incompatibilité est totale entre nos valeurs et ce que porte l'extrême droite xénophobe et ultra-conservatrice face à laquelle nous menons un combat sans concession*» a déclaré le secrétaire départemental du PCF, Pierre Dharréville, dans un communiqué. «*Aujourd'hui, Anna Rosso-Roig renie le combat qu'elle a mené à nos côtés. Nous avons cru à la sincérité de son engagement*», a-t-il ajouté.

«*C'est un épiphénomène sur fond d'ambition personnelle. Elle n'avait manifestement pas sa place chez nous. Ce n'est pas une grande perte pour le PCF*» juge-t-on à la direction du PCF. «*A force de bouffer à tous les râteliers, attention à ne pas frôler l'ingestion*» ajoute-t-on plus crûment place du Colonel-Fabien. (Ils en connaissent un rayon en la matière les staliniens ! - ndlr)

L'intéressée, passée aussi par le PS et longtemps militante CGT, avait été candidate communiste aux législatives de juin 2012 dans la 6ème circonscription des Bouches-du-Rhône qui couvre le 9ème arrondissement de Marseille et une partie du 10e. C'est dans ce secteur notamment, où elle vit, ou celui des 1er et 7ème arrondissements, qu'elle pourrait se présenter aux municipales en mars 2014, comme l'a révélé le site internet d'information Marsactu. Libération.fr 24.05

Passée par le PS, le PCF pour atterrir au FN, beau parcours ! Logique quelque part, car à défaut de définir l'ennemi de la classe ouvrière, le capitalisme, les institutions et d'engager résolument le combat contre, d'autres se chargent de leur trouver des boucs émissaires. A force de capituler, ils poussent les masses vers l'extrême droite... On traîne derrière nous une expérience d'un siècle qui le prouve, vérifiez-le vous-même avant de hurler à la calomnie.

[Parasite : l'honneur, c'est comme la dignité, cela se mérite !](#)

- Peut-on qualifier le président portugais de "clown" ? C'est ce que la justice portugaise va devoir déterminer. Elle a en effet ouvert une enquête vendredi 24 mai pour déterminer si une telle insulte méritait des poursuites pour injure au chef de l'Etat.

"Nous avons déjà un clown. Il s'appelle [Anibal] Cavaco Silva." Cette phrase, qui s'étale vendredi à la "une" du quotidien économique *Jornal de Negocios*, a été prononcée par le journaliste et écrivain Miguel Sousa Tavares.

L'écrivain répondait ainsi, dans une interview au journal, à une question sur l'éventualité de voir apparaître au Portugal une personnalité semblable au comédien et homme politique italien Beppe Grillo.

Etre traité de "palhaço" ("clown") n'a pas plu au président, qui quelques heures après la parution du journal a demandé au procureur général de la République de déterminer si cette insulte pouvait être assimilée à "une offense à l'honneur" du chef de l'Etat. Une enquête a aussitôt été ouverte.

"L'offense à l'honneur" du président est passible d'une "peine de prison de trois ans maximum, ou d'une amende", selon l'article du Code pénal que M. Cavaco Silva a invoqué pour formuler sa demande.

M. Sousa Tavares a toutefois rapidement admis, dans des déclarations à l'agence Lusa, avoir été "excessif" dans ses paroles. "Je n'ai aucune considération politique pour Cavaco Silva mais j'en ai pour le chef de l'Etat quel qu'il soit", a-t-il déclaré.

Le président portugais, dont le rôle est essentiellement protocolaire, fait parfois l'objet de moqueries de la part de ses compatriotes. Récemment, il a été raillé pour avoir déclaré qu'une "intervention de Notre-Dame de Fátima" avait sans doute permis que le Portugal, sous assistance financière, obtienne un nouveau satisfecit de ses créanciers.

Commentaire d'internaute

- "Dire que c'est grâce à N.D. de Fatima que le Portugal a eu un répit de ses créanciers vraiment, c'est de l'obscurantisme économique. Pas étonnant, qu'il soit ridiculisé par une partie des Portugais."

- "Le pauvre... Depuis quand insulte-t-on ceux qui affament leur propre peuple ?"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Damas se dit prête à participer à une éventuelle conférence de paix internationale à Genève.

Reçu à Moscou ce vendredi, le vice-ministre syrien des affaires étrangères a donné son accord de principe à la proposition russo-américaine.

Selon Moscou cependant, le terrain a été miné par es autres initiatives internationales.

"Les réunions de Madrid et Istanbul ne sont pas prometteuses. Elles posent comme condition préalable à la participation de l'opposition syrienne à la conférence internationale dite "Genève 2", la démission de Bachar al-Assad, et la formation d'un gouvernement sous supervision des Nations unies," a déploré Alexander Lukashevich, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères.

Réunie à Istanbul, l'opposition syrienne doit se prononcer aujourd'hui sur sa participation.

"Nous aimerions savoir si la délégation de Damas est mandatée pour prendre des décisions, y compris sur le transfert des pouvoirs à un gouvernement par interim, un gouvernement de transition qui aura les pleins pouvoirs décisionnels. Ce n'est pas clair," a estimé Louay Safi, membre de la coalition nationale syrienne.

La réunion d'Istanbul intervient alors que l'opposition est en difficulté sur le terrain. Epaulée par le Hezbollah chiite libanais, l'armée syrienne avance sur Qousseir, une ville stratégique de l'ouest aux mains des insurgés. euronews.fr 24.05

2- Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, ont à nouveau évoqué ensemble, vendredi, l'organisation d'une conférence de paix sur la Syrie.

Moscou et Washington semblent faire chacun de leur côté pression sur le régime et sur l'opposition pour qu'ils acceptent une telle initiative.

John Kerry et Sergueï Lavrov, qui s'étaient rencontrés le 7 mai à Moscou à ce sujet, se retrouveront lundi à Paris pour un entretien privé, a-t-on appris de source américaine autorisée.

L'insistance de Washington et Moscou à organiser cette réunion n'est semble-t-il pas du goût de tout le monde, en particulier de l'Arabie saoudite, un des principaux soutiens des rebelles sunnites contre le pouvoir alaouite - une branche du chiisme.

"L'Arabie saoudite n'est pas contente que la conférence de Genève n'ait pas l'air de se diriger vers un départ immédiat d'Assad", a confié à Reuters un dirigeant de la CNS.

Mais la CNS elle-même ne parvient pas à s'entendre sur un plan de transfert du pouvoir crédible.

Dans une nouvelle tentative, Moaz al Khatib a publié sur sa page Facebook un plan en 16 points qui appelle Bachar al Assad à transférer ses pouvoirs à son vice-président ou à son Premier ministre, puis à partir à l'étranger avec 500 membres de son entourage.

Mais cette proposition n'a semble-t-il pas soulevé l'enthousiasme des autres membres de la Coalition.

"(Moaz al Khatib) a le droit de faire des propositions, mais celle-là va terminer directement dans la poubelle de l'Histoire. C'est un succédané de sa précédente proposition qui n'avait mené nulle part", a réagi l'un d'eux.

Autre difficulté pour l'opposition : résoudre rapidement ses divisions internes en se trouvant un nouveau chef et élargir sa composition pour contrebalancer l'influence des islamistes, une demande insistante des pays occidentaux.

"La communauté internationale marche un peu plus vite que l'opposition. Elle veut voir une liste complète de participants du côté syrien pour Genève et cela veut dire que la Coalition doit mettre en ordre ses affaires", note un diplomate européen.

Outre Bourhan Ghalioun, plusieurs opposants sont pressentis pour succéder à Moaz al Khatib : Ahmed Toumeï Kheder, originaire de la province de Daïr az Zour, frontalière avec l'Irak; Louay al Safi, un professeur qui a enseigné aux Etats-Unis; ou encore le président par intérim de la CNS, Georges Sabra, un chrétien qui avait pris la tête des manifestations pour la démocratie au tout début du soulèvement. Reuters 24.05

3- Le journal britannique annonce la défaite imminente des "rebelles" à Alep et dans la banlieue de Damas. Deux journalistes de daily Telegraph qui se trouvent sur le front des combats à Alep et à Rif de Damas brosse un tableau assez réaliste de ce qui se passe réellement en Syrie : *"le chaos règne au sein des opposants à Assad et il faut reconnaître que l'armée syrienne a réussi de prendre le contrôle du coeur stratégique de ces deux villes " " les portraits d'Assad sont ces jours ci accrochés aux murs de Damas avec plus de fierté que jamais" " dans le temps les rebelles sont parvenus à s'emparer de certaines localités du nord de la Syrie faisant dire aux analystes que Bachar va échouer. or Assad est désormais dans un état qui fait dire à ces mêmes experts qu'il peut porter le coup de grâce à ses opposants" fait remarquer Ruth Sherlock. " M. Assad a ouvert les voies de communication de Deraa sur la route de la Jordanie et il a ainsi mis un terme aux acquis sporadiques des rebelles" " Sherlock relève ensuite les troubles dans la banlieue de Damas et le nouveau rapport du renseignement allemand. le renseignement allemand avait prédit la chute d'Assad en 2012 mais il vient de reprendre le contrôle du sud de la banlieue de Damas "* french.trib.ir 24.05

ECONOMIE

Espagne

La banque espagnole Bankia est revenue vendredi au centre des attentions, avec l'ouverture d'une enquête boursière sur la chute du titre, qui s'ajoute à la procédure judiciaire en cours sur de possibles malversations, dans un climat de colère des petits actionnaires.

"Voleurs", "délinquants": ainsi ont été accueillis, dans la matinée, les patrons des trois plus grandes banques du pays (Santander, BBVA et CaixaBank), entendus comme témoins à l'Audience nationale, où les attendait une poignée de petits épargnants furieux d'avoir perdu une partie de leurs économies.

Car à la rage de ces derniers d'avoir vu la valeur de leurs titres fondre depuis l'entrée en Bourse de Bankia à l'été 2011 s'est ajouté un nouveau motif de colère: en une seule séance, celle de jeudi, les actions de la banque ont chuté de 51,43% à 0,68 euro.

Cette situation a intrigué l'autorité boursière CNMV, qui a ouvert jeudi soir une enquête.

"En raison du volume élevé d'actions Bankia négocié (jeudi), de 49,39 millions d'actions en comparaison avec un capital de 19,93 millions d'actions, la CNMV va analyser en détails l'activité de la séance afin de vérifier si la norme légale en vigueur a été respectée, en particulier en matière de fonctionnement du marché", a expliqué le régulateur dans un communiqué.

"C'est une très bonne nouvelle que la CNMV ouvre une enquête pour bien comprendre ce qui s'est passé hier, parce que c'est difficile de comprendre, moi je ne comprends pas du tout", a réagi le président de Bankia José Ignacio Goirigolzarri, sur la radio Cope.

"Mon opinion (...) c'est qu'il y a eu des investisseurs institutionnels qui ont vendu les actions à découvert, je crois que c'est ce qui s'est passé", a-t-il ajouté, reprenant une hypothèse largement relayée par la presse espagnole.

Le journal El Mundo expliquait ainsi que plusieurs banques avaient vendu jeudi un grand nombre d'actions à découvert, c'est-à-dire en misant sur une chute du titre la semaine prochaine, quand sera menée une nouvelle augmentation de capital.

En revanche, les petits actionnaires qui ont, selon les médias, été nombreux à appeler leurs agences bancaires pour tenter de vendre leurs titres devant la chute de l'action, se sont vu répondre qu'ils ne pouvaient le faire avant mardi.

"Les particuliers auraient pu (vendre dès jeudi) mais ils ne connaissent pas ces pratiques, les investisseurs institutionnels sont eux beaucoup mieux informés de toutes ces possibilités", explique Soledad Pellon, stratège à la maison de courtage IG Markets, pour qui *"c'est quelque chose de légal"*.

Les analystes de Link Securities estiment eux que la pratique *"n'est pas légale selon la norme espagnole"* et soulignent que *"cette forte chute met en conditions d'infériorité les petits actionnaires, qui ne peuvent vendre et font maintenant face à de lourdes pertes"* quand ils voudront vendre leurs titres mardi.

Ce jour-là, Bankia bouclera une augmentation de capital de 15,54 milliards d'euros, qui entraînera une perte moyenne de 36 à 38% pour les épargnants. La séance de jeudi accentue donc ces pertes alors qu'on leur avait promis une valeur d'action de 1,35 euro. Elle vaut désormais la moitié.

L'annonce de la CNMV survient alors qu'une enquête judiciaire est déjà en cours sur les conditions de l'introduction en Bourse de Bankia en juillet 2011, la justice soupçonnant 33 responsables de la banque de délits d'*"escroquerie"*, de *"détournement de fonds"* et de *"falsification des comptes annuels"*. AFP 24.05

En une seule séance *"les actions de la banque ont chuté de 51,43%"*, mais c'est pire qu'en octobre 1929 aux Etats-Unis. Attendez qu'ils fassent le même coup à Wall Street, Londres, Paris, Frankfort, Rome, Madrid... C'est programmé.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mai 2013

CAUSERIE

Je ne voulais pas travailler aujourd'hui, j'arrête à 14h30 heure locale, je dois laver toute la maison. Je mets juste en ligne l'article que j'ai rédigé ce matin. Ce soir je mettrai en ligne 13 nouveaux articles.

Trois infos qui nous interpellent

1- Une supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle, beaucoup trop longtemps, dans laquelle tous ont donné.

Droite gauche, droite gauche, droite gauche, droite gauche, soldats, rompez les rangs !

- Italie: nouveau duel gauche-droite pour des élections locales très disputées - AFP

C'est valable en France et tous les pays de l'UE (et au-delà), droite et gauche se partagent les voix des électeurs à quelques pour

cent près d'écart entre les deux à chaque élection, et la Constitution, les institutions sont ainsi faites qu'à tour de rôle à intervalle régulier ou non c'est la droite ou la gauche qui gouverne pour le compte des capitalistes.

On entend souvent des gens désabusés dire : voter à droite ou à gauche : pour ce que cela change ; un coup c'est la droite qui passe, un coup c'est la gauche et c'est toujours pareil ; droite ou gauche : cela revient au même, ils sont de mèche, etc.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la majorité des travailleurs en ont parfaitement conscience depuis des lustres, il n'y a que les intéressés de droite et de gauche qui prétendent le contraire pour que la comédie continue et être récompensés pour leur contribution à cette mauvaise farce, on sait pourquoi, la stabilité du régime et sa survie en dépendent.

Ils ne sont pas les seuls, en réalité toutes les formations politiques y participent volontiers de l'extrême droite à l'extrême gauche. Dans ces conditions, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir confiance dans un parti plutôt qu'un autre, puisque finalement personne ne tient compte du constat qu'ils dressent que la droite et la gauche font la même politique et les ignorent ?

Si vous disiez hier que droite et gauche c'était du pareil au même, en tant que militant ouvrier vous étiez traité d'ignorant ou de gauchiste, on vous accusait de faire le jeu du régime ou d'être un ennemi des travailleurs, chacun a en mémoire la célèbre formule anarchiste conspuée par les institutionnalistes : élections pièges à cons, apparemment les cons ne sont pas ceux qu'on croyait, alors qu'en réalité ce sont ceux qui ont refusé d'écouter ce que disaient les travailleurs et qui ont entretenu cette supercherie qui n'ont eu de cesse de les ramener ou de les maintenir dans le jeu institutionnel duquel ils n'avaient rien à attendre, puisque la droite ou la gauche étaient étrangers à leurs intérêts fondamentaux.

La gauche, hier composée de révisionnistes (réformistes bourgeois) et de staliniens, incarnait les thèses défendues à la fin du XIXe siècle et au début du XXe par Bernstein, Düring, etc. qu'Engels, Luxemburg et Lénine avaient violemment combattus dans la social-démocratie, puis Trotsky, l'une consistant à nier les analyses, les conclusions et les enseignements du marxisme sur le capitalisme pour finalement abandonner le socialisme, voilà pour le révisionnisme, l'autre niant le caractère permanent de la révolution socialiste à l'échelle mondiale, de telle sorte qu'il serait possible de construire le socialisme dans un seul pays, pour finalement maintenir isoler la révolution russe jusqu'à sa liquidation programmée et orchestrée, voilà brièvement pour le stalinisme. Inutile de dire, que révisionnistes et staliniens devaient s'entendre pour étouffer ou liquider toutes les révolutions à venir dans le monde.

L'un et l'autre étant étrangers au prolétariat et au mouvement ouvrier, ils allaient s'appliquer minutieusement et avec détermination à mieux enchaîner les masses au capitalisme en manipulant leur combat et en les détournant systématiquement du socialisme. Tel fut le contenu et l'objectif qu'ils assignèrent au combat du mouvement ouvrier au cours de la période allant de l'expansion économique d'après-guerre jusqu'à la crise des années 70, en réalité jusqu'à la fin des années 70. Ils eurent 35 ans pour parfaire leur oeuvre et pourrir littéralement le mouvement ouvrier, au point qu'il en oublie jusqu'à ses origines ou ait totalement rompu avec sa tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. C'est ainsi qu'en 2013 si vous demandez à un militant d'un parti ou d'un syndicat ce qu'est le socialisme, sur quoi il repose et quel est son but, vous serez surpris (ou non) de constater qu'il n'en sait rien ou qu'il en a une idée totalement déformée.

A vouloir ménager la chèvre et le chou, on a perdu l'un et l'autre, on a finalement tout perdu, jusqu'à l'avant-garde qui est elle-même totalement gangrenée par l'idéologie dominante, qui s'est largement compromise avec ces partis, qui a tenu à les ménager au point d'être devenue à son tour incapable de défendre le socialisme, voilà quelle pourrait être la morale de cette histoire dramatique.

Pour un plat de lentilles ils ont vendu leur âme pour s'être détournés ou avoir abandonné le marxisme qui reposait sur l'effondrement du capitalisme et qui posait comme condition à la révolution ou la prise de pouvoir par la classe ouvrière, que les conditions objectives devaient être réunies, autrement dit que les conditions matérielles d'existence des masses soient devenues insupportables, or pendant 35 ans leur combat a consisté à leur rendre le capitalisme plus supportable, ils considérèrent que mener le combat dans la perspective du socialisme constituait un obstacle à l'unité, ils ne visaient que des objectifs immédiats, alimentaires, notamment dans les syndicats, ils adiquèrent face aux révisionnistes et aux staliniens et ils ne permirent à aucun moment aux travailleurs et aux militants de comprendre réellement la situation et les rapports qui existaient entre les classes et à l'intérieur des classes, de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

C'est cette grossière illusion et tromperie que nous allons payer très chère maintenant, voyez les Grecs où ils en sont, ils sont retournés 40 ans en arrière sur le plan social, non seulement ils ont combattu pendant 40 ans pour rien, ils ont tout perdu, ils ne comprennent rien à ce qui leur arrive et ils ne disposent même pas d'un parti pour leur expliquer et les aider à aller de l'avant.

Devrions-nous à notre tour faire preuve de faiblesse et de complaisance envers les Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud qui n'ont eu de cesse d'entretenir cette criminelle distinction (illusion) entre la droite et la gauche, qui ont refusé de rompre avec le PS et le PCF, avec les appareils vendus de la CGT et de FO ?

Nous ne faisons le procès de personne, mais d'une politique qu'on se comprenne bien, s'agissant du PS on le classe dans le rang de nos ennemis au même titre que les dirigeants du PCF.

Nous sommes favorable au front unique en direction de l'ensemble des militants du mouvement ouvrier pour les associer au combat pour en fournir avec le capitalisme et ses institutions politiques, mais nous sommes farouchement contre le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF qui ne ferait que contribuer à entretenir l'illusion dont il a été question plus haut. Ce qui ne signifie pas qu'on les ignorerait pour autant ou qu'on laisserait leurs militants se débrouiller avec eux, cela c'est l'argument des manipulateurs du POI-CCI, j'y avais été sensible quand je militais à l'OCI quand j'étais jeune, maintenant j'en ai tiré les leçons, pas du tout, on mène un combat féroce pour mettre en lumière leur véritable nature d'agents du capital et contre leur politique au service du régime, afin que les militants rompent avec ces partis et leur idéologie et de dissuader les travailleurs de les rejoindre.

2- Ils seront impuissants face aux contradictions qu'ils ont eux-mêmes créées.

Il se pourrait bien que la gratuité du Net -qui ne l'est pas tout à fait, ne soit plus qu'un souvenir prochainement, les principaux médias réservant l'accès à leurs articles aux seuls abonnés, c'est déjà le cas partiellement, mais ils envisagent tous d'en réduire encore l'accès gratuit, YouTube parle de rendre payant l'accès aux vidéos musicales et l'offre d'applications gratuites que l'on trouve sur la toile pourrait encore se restreindre. Ils ont fait en sorte de rendre accessible Internet à un maximum de personnes faisant croire qu'un irrésistible vent de démocratie soufflait sur la planète (alors que la guerre fait rage, c'est très fort !), et maintenant qu'ils ont amarré la planète entière à Internet, il s'agirait de passer aux choses sérieuses, la récréation est terminée.

Ils ont fait en sorte que chacun puisse librement y placer les informations qu'il souhaitait de façon à ce que chacun y trouve ce qu'il y cherchait en fonction de ses goûts, penchants, préoccupations, idées, convictions, etc. Nous accorder une telle liberté ne pouvait être que suspect à nos yeux, sachant à quel point la diffusion de l'information et l'élévation du niveau de connaissance de la population sont contradictoires avec leurs intérêts et leurs objectifs politiques.

Surtout s'agissant d'informations contredisant les leurs ou leurs conclusions. Il serait donc tenté de siffler la fin de la partie et de s'attaquer en premier lieu aux agences de presse ou aux journalistes des médias qui révèlent au grand public dirons-nous des informations trop compromettantes, alors qu'ils sont censés être aux ordres. Ils s'occuperont par la suite des sites indépendants, encore que cela semble impossible, tant ils sont nombreux dans le monde, d'où aussi la nécessité qu'ils se multiplient.

Nous ne dirons pas qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, mais qu'elles comportent des contradictions parfois inattendues et que l'on ne peut pas contrôler, ils sont en train d'en faire l'expérience. C'est ainsi par exemple que les maîtres du monde croyait en finir avec la Syrie en quelque mois pour être finalement sur le point d'encaisser une cinglante défaite deux ans plus tard, ce dont on se réjouit, il y a donc parfois loin de la coupe aux lèvres. Au passage cette victoire sera à mettre au compte de la résistance et du formidable courage du peuple syrien, tandis que la défaite sera à mettre à celui de tous ceux qui l'ont combattu, y compris le Front de gauche et le NPA en tête. Vous voyez, on ne perd pas une occasion de dire les choses telles qu'elles sont, ne serait-ce pas Mélenchon qui dernièrement à propos de la politique de Hollande a affirmé qu'il fallait appeler les choses par leurs noms, nous nous les remettons à la place qui leur convient.

Puisque dans l'extrait qui suit il est question de complot, on pourrait encore ajouter un mot sur ce sujet que nous avons abordé sans a priori dans d'autres causeries.

S'il y a complot, hormis les mythomanes ou illuminés adeptes de la théorie du même nom, cela tient à la propension des médias à refuser de diffuser certaines informations de façon à ce qu'elles ne soient pas accessibles au grand public, médias, presse et télévision, qui sont régulièrement invités aux réunions du groupe Bilderberg ou font partie de think-tanks néo libéraux ou néo onservateurs ou se côtoient banquiers et patrons de presse, directeurs de l'information ou chefs de rédaction, s'ils agissent de la sorte, c'est parce qu'ils en ont reçu l'ordre.

On lira que provocation et complot font bon ménage à la CIA, on a ainsi la preuve que ceux qui s'attaquent aux journalistes indépendants qui dénoncent des complots menés à partir de la Maison Blanche ou du Pentagone, en sont les propres auteurs.

- Lundi l'AP a révélé que les enregistrements téléphoniques saisis par la justice pouvait impliquer 100 employés qui ont utilisé les lignes de téléphones sur lesquelles porte l'enquête – qui semble ne concerner qu'une seule information de l'AP datant du 7 mai 2012 selon laquelle la CIA avait déjoué un complot d'Al-Qaida dans la péninsule arabique visant à faire exploser en vol un avion de voyageurs en route pour les États-Unis. Pourtant il s'est avéré plus tard que le complot était en réalité un piège monté de toutes pièces par la CIA. Comme l'a récemment confirmé le directeur de la CIA, John Brennan, *"Nous avons le contrôle du complot qui n'a jamais représenté une menace pour le public étasunien."*

Alors pourquoi l'administration Obama cible-t-elle des reporters et des chefs de la rédaction qui ont travaillé sur une nouvelle qui selon l'aveu même de la CIA n'avait rien à voir avec un réel danger pour la sécurité nationale ? *"Il y a une guerre plus large contre [ceux qui révèlent] des informations"* a répondu Radack. *"Les lanceurs d'alerte, les hackers et tous les dissidents. C'est une attaque en règle contre ceux qui contrôlent l'information"*. (Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir 24 mai - mondialisation.ca)

3- L'Empire promet aux peuples du monde entier des décennies de guerres.

Et dire qu'il s'en trouve encore qui n'ont pas encore compris que les "attentats" du 11 septembre 2001 avaient été commandités par ceux qui les exploiteraient ensuite ou en tireraient profit pour justifier le régime de terreur qu'ils imposeraient sur tous les continents au nom de la "guerre contre le terrorisme", dont ils étaient en réalité les chefs d'orchestre. Il leur fallait un prétexte pour intervenir militairement partout dans le monde, ils l'ont créé de toutes pièces, sans contrôle démocratique dans leur pays, piétinant la souveraineté des Etats, et dire que certains appellent encore ce régime une démocratie, il s'agit de la même supercherie que celle dénoncée plus haut, parvenue à un stade supérieur puisque pouvant se passer de toute représentation politique de la classe ouvrière, ses droits politiques ont été détruits avec la quasi-disparition de ses partis, dans un pays où finalement n'existent plus ou s'affrontent conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux. Au passage, c'est l'objectif de l'Union européenne et de l'union transatlantique qui ne se limitera pas à des mesures économiques et sociales. Le modèle politique de l'Union européenne disions-nous il y a déjà quelques années : ce sont les Etats-Unis. C'est aussi le modèle du gouvernement mondial ou du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer. On remerciera au passage les partis ouvriers qui en participant aux élections européennes en 2014 soutiennent leur sinistre projet.

- Témoignant devant la Commission du Sénat américain sur les Forces armées, jeudi, des responsables du Pentagone ont affirmé que les lois sur la « *Guerre contre le terrorisme* » leur accordent des pouvoirs étendus pour mener des guerres partout dans le monde, y compris aux États-Unis, sans l'autorisation du Congrès.

Le vice-ministre de la Défense Michael Sheehan, a affirmé que la loi AUMF d'Autorisation de l'usage de la force armée, votée en 2001 par le Congrès après les attentats du 11 septembre, constitue une autorisation effective du Congrès pour les prochaines guerres menées dans le cadre de la « *Guerre contre le terrorisme*. » De son point de vue, le Pentagone peut continuer sa campagne mondiale d'assassinats par drones et lancer de nouvelles guerres tant qu'elles sont classées dans la catégorie « *guerre contre le terrorisme*, » sans avoir besoin d'une nouvelle autorisation du Congrès.

« *Pour le moment, tout va bien avec l'AUMF, telle qu'elle est actuellement*, » a dit Sheehan. « *Présentement [...] cela fait l'affaire.* »

Sheehan a clairement dit qu'il croyait que cette autorisation de guerre s'étendait jusqu'à un avenir indéfini. Il a dit, « *De mon point de vue, cela va continuer pendant un bon moment, oui, au-delà du deuxième mandat du président [...] je pense que ce sera au moins pour 10 ou 20 ans.* »

(Le Pentagone dit au Sénat américain que les guerres vont continuer durant des dizaines d'années - 21 mai - mondialisation.ca)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mai 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à rédiger une causerie hier soir mais je dois encore la compléter, ce sera donc pour demain.

On abordera le congrès du POI et la question du mot d'ordre d'indépendance des Etats sous un angle, comment dire, politiquement incorrecte, je vous mets l'eau à la bouche, Chine, Etats-Unis, Inde et demain Union européenne, des Etats fédéraux vastes et fortement peuplés dont comparables au moins sur ces trois plans, qui sentent franchement mauvais la dictature et l'absence de droits politiques pour la classe ouvrière, faut-il les conserver tels qu'ils sont ou oeuvrer à leur dislocation dans la perspective de constituer des Républiques sociales qui seront intégrées dans de nouveaux Etats fédéraux débarrassés du capitalisme ? C'est la question que je me suis posé qui en a entraîné une multitude et à laquelle nous tenterons de répondre demain ou après-demain au plus tard.

En attendant, bonne semaine à tous, courage camarades, tout n'est pas perdu, prenons appui et exemple sur l'héroïque combat du peuple syrien et vive le socialisme !

[Le saviez-vous ?](#)

- Dans la réserve des Indiens Dakota à Pine Ridge, S.D., le second comté le plus pauvre des États-Unis, l'espérance de vie d'un homme est de 48 ans. C'est la plus basse espérance de vie de l'hémisphère occidental en dehors de Haïti. Près de 60% des maisons de Pine Ridge, dont la plupart sont des huttes en tourbe, n'ont pas d'électricité ni d'eau courante ni d'isolation ni d'égouts. Dans les vieux camps miniers du sud ouest de Virginie, l'eau, l'air et le sol sont si empoisonnés que le cancer y est endémique. Il n'y a pas de travail. Et les montagnes Appalaches d'où provient l'eau d'une grande partie de la côte est, sont parsemées d'énormes bassins artificiels remplis de métaux lourds et de boues toxiques. Pour pouvoir respirer les enfants vont à l'école avec des inhalateurs.

Les habitants, coincés à l'intérieur de villes en ruine, souffrent d'une misère et d'une violence assortie d'emprisonnements de masse si grandes qu'ils sont brisés émotionnellement et psychologiquement. Et les travailleurs agricoles de la nation, qui n'ont droit à aucune protection légale, sont souvent obligés de travailler sans être payés, comme des serfs. Voilà comment se décline l'épouvantable domination des multinationales. C'est ce qui nous attend tous. Dans cette course accélérée vers l'abîme, nous finirons tous serfs ou esclaves.

(Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir - 24 mai 2013 - mondialisation.ca)

Non, il ne s'agit pas du scénario d'un film de science-fiction ou d'anticipation présenté au Festival de Cannes, mais la stricte et triste réalité aux Etats-Unis, terrible n'est-ce pas. Si vous militez au Front de gauche, au POI, au NPA ou à LO, gravez-vous ces lignes dans la tête avant de lire la suite, cela vous sera utile, tout du moins on ose l'espérer. Faites-en une copie pour vos dirigeants en leur disant qu'on en a plus que marre de leurs manigances d'appareils.

[La Palme d'or à une formidable manipulation.](#)

- Cannes : la Palme d'or à une passion brûlante entre deux jeunes femmes - AFP

Une passion brûlante entre deux jeunes femmes, " *La vie d'Adèle*" du Franco-tunisien Abdellatif Kechiche, a remporté dimanche la Palme d'or du 66e festival de Cannes, une première pour un film qui parle aussi ouvertement et crûment d'homosexualité. AFP 26.05

Le président de la République François Hollande a estimé que la Palme d'or récompensait "*le talent des artistes, la liberté du réalisateur, son audace et la confiance qu'il porte dans la jeunesse*". AFP 26.05

Le talent, la liberté, l'audace et la confiance consisteraient à être incapable d'assumer le sexe que la nature nous a donné à la naissance, extraordinaire, on imaginera difficilement pire renoncement, pire reniement des origines de la civilisation humaine.

La paresse intellectuelle est devenue un "*talent*".

Passons sur le "*talent*" de ceux qui sont tombés à pieds joints dans le panneau, ils n'ont toujours pas compris que cette opération était pilotée à l'échelle mondiale par les tenants du mondialisme, à croire qu'ils sont sourds et aveugles.

On retrouve ici la mentalité du petit bourgeois ou du militant placé sous l'influence de l'idéologie dominante, qui flatte l'air de rien son individualisme, encourage ses lubies ou caprices et qui ne s'en aperçoit pas, parce que cela correspond à ses idées (et à son statut social), idées que la classe dominante lui a soufflées tellement fort dans les oreilles qu'ils les a adoptées sans même s'en rendre compte, inconsciemment, croyant bien faire parce qu'il est généreux et épris de justice, ce qui est parfaitement louable par ailleurs, sans réfléchir un instant aux rapports de classe existant, parce que finalement il n'a même pas le niveau politique pour réfléchir sur ce plan. Comment le pourrait-il quand il ignore que ce sont des monarchies qui ont ouvert le bal, tandis que le PS a pris le relais, parti tout aussi réactionnaire que les monarchies mais qu'il continue de classer à gauche, c'est là qu'on se rend des méfaits catastrophiques de cette monstrueuse escroquerie politique dont sont coupables tous les partis. Il a oublié ou abandonné ou n'a jamais possédé cette conscience de classe qui consiste à poser toute question sous cet angle-là (de classe) pour ne pas être manipulé. On ne lui en veut pas, comme on n'en veut pas à un élève d'être un cancre mais à ceux qui nous gouvernent, à ses dirigeants qui l'ont induit en erreur ou n'ont pas fait leur boulot, d'ailleurs on se demandera si ceux (POI) qui ont fait preuve d'un black out absolu sur le mariage homosexuel ne lui auront pas rendu le plus mauvais service, à croire que la lâcheté est devenu aussi un "*talent*".

ACTUALITE EN TITRES

[Dictature. Société placée en liberté surveillée.](#)

- Militaires pris pour cible: Comment assurer leur sécurité ? - 20minutes.fr

Placez un militaire derrière chaque militaire, un flic derrière chaque citoyen, une caméra à chaque coin de rue, dans chaque hall d'immeuble, chaque ascenseur, chaque recoin, ou alors faites comme aux Etats-Unis, armez la population, non, je me trompe d'époque...

[Intox.](#)

- Soldats agressés à Londres et Paris: piste terroriste des deux côtés de la Manche - AFP

Notre "**cauchemar**", c'est le terrorisme d'Etat.

- Les islamistes autoradicalisés, cauchemar de l'antiterrorisme - LeFigaro.fr -

[Normal, en Allemagne les rentiers s'enrichissent grâce au dumping social nommé Hartz !](#)

- Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale entre Chine et UE - AFP

On peut ajouter les entreprises allemandes qui ont délocalisé une partie ou la totalité de leur production dans les ex-pays de l'Est où le coût du travail est aussi bas... qu'en Chine ! Ils sont donc faits pour s'entendre.

[Les patrons ripoux, suite.](#)

- Le conseil du sidérurgiste italien Ilva démissionne - Reuters

Le conseil d'administration d'Ilva a démissionné, a annoncé samedi le sidérurgiste italien, à la suite de la saisie de huit milliards d'euros d'actifs de sa maison mère dans le cadre d'une enquête judiciaire...

[Ils ont perdu une bataille... mais pas la guerre.](#)

Syrie

- Syrie: Damas participera à Genève-2, Beyrouth entraînée dans le conflit - AFP

- Syrie: l'opposition, bloquée par ses divisions, ne peut se prononcer sur Genève 2 - AFP

- Israël s'accommode du maintien de Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

Palestine

- Le temps des décisions difficiles approche, dit John Kerry - Reuters

- Un plan de 4 milliards de dollars pour développer l'économie palestinienne - AFP

- Shimon Peres: "*réelle possibilité*" de paix entre Israéliens et Palestiniens - AFP

[Une bombe à retardement permanente qu'ils avaient sous-évaluée.](#)

- Le défi de gérer les attentes des populations du printemps arabe - Reuters

Coucou, ici aussi en Inde et chez nos voisins Chinois, Pakistanais, Bengladais, etc. "*les attentes*" de la population et de la jeunesse en particulier sont immenses, tous veulent leur part du gâteau et profiter du progrès social.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Il nous reste deux ans.](#)

- UE: Moscovici veut faire avancer l'Union politique dans un délai de deux ans - AFP

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a plaidé samedi à Paris pour qu'"*un contenu*" soit donné à l'Union politique européenne "*dans un délai de deux ans*", citant notamment un gouvernement économique et une capacité budgétaire propres à la zone euro.

Rappelant que Berlin avait exprimé plusieurs fois son souhait d'aller vers une Union politique, il a affirmé vouloir le "*prendre au*

mot" pour "donner un contenu à cette Union politique et (se) fixer un délai de deux ans pour y parvenir".

Il a répété la proposition de François Hollande le 16 mai de créer un "gouvernement économique" qui se réunirait tous les mois et serait doté d'"un véritable président".

Outre les décisions de politique économique, ce gouvernement serait chargé de l'harmonisation de la fiscalité et d'un début de convergence sociale. M. Moscovici a plaidé pour la formation à ce titre d'un "Eurogroupe social". AFP 25.05

Non seulement le PS est aussi pourri que l'UMP, mais en plus ils font du zèle. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'ils triment le boulet de leur appartenance à un parti réputé socialiste même s'il y est totalement étranger, il leur faut montrer pattes blanches, donner des gages à leurs maîtres, à chaque instant ils doivent témoigner de leurs réelles intentions, c'est cette contradiction, ce fardeau qui les obligent à aller plus loin encore que le parti officiel de la réaction, à être encore plus réactionnaire quoi.

Bon, alors camarades du POI, quand est-ce qu'on se fait un front unique avec le PS ? Je vous sens un peu refroidis ces derniers temps, il ne faut pas, vous savez votre avenir passe par le PS, c'est feu Lambert qui n'a cessé de le répéter pendant 50 ans et Gluckstein a pris le relais... Comment, vous oseriez remettre en cause sa stratégie ? A la bonne heure, vous êtes sur la bonne voie, rejetez toute compromission avec l'ennemi et soyez dignes de l'Opposition de gauche... Je ne sais pas si vous avez bien lu, le temps presse, deux ans, c'est très court et en même temps une éternité... au cours d'une révolution...

[Mystification. Comment le Parti de gauche roule pour l'UE... et l'établissement d'un gouvernement mondial. Mode d'emploi.](#)

Un rappel pour commencer.

Le Parti mal nommé de gauche se reconnaît dans l'UE, il en est même partie prenante directement au Parlement européen. Il se reconnaît aussi dans l'euro et dans la BCE. Pour lui, toute rupture avec l'UE est impensable.

A ce stade il légitime l'existence de l'UE sans se soucier de sa nature, de quelle manière et par qui elle avait été fondée, de son fonctionnement, ce qui est conforme à son alignement sur l'ONU fondée également sous auspices américaines, ce qui a amené le Fdg à soutenir toutes guerres entreprises ou orchestrées par les Etats-Unis jusqu'à celle contre la Syrie ou encore contre le Mali au côté du PS, de l'UMP et de l'UDI.

Ainsi s'il existe un lien depuis leur fondation entre l'ONU et l'UE, c'est bien l'impérialisme américain, plus particulièrement le cartel des banquiers de la Fed qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, d'où le rapprochement ou l'intégration logique des E-U et de l'UE dans une "union transatlantique" qui consisterait à soumettre tous les peuples de l'UE aux mêmes conditions politiques qui prévalent aux Etats-Unis où le prolétariat ne dispose pratiquement plus de droits politiques, conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux se partageant le pouvoir.

Ainsi le refus du Fdg de rompre avec l'UE était inscrit dans son refus de rompre avec l'ONU, sa servilité congénitale face au capital qui tient lieu de lien idéologique avec le PS lui interdit de remettre en cause ses institutions politiques, rien de plus logique en somme.

D'où ce nouveau coup de poignard dans le dos des travailleurs qui consiste à travers un référendum à prendre la défense de l'Union européenne au lieu de nier sa légitimité à signer un traité avec l'impérialisme américain. Cette opération consiste donc à subordonner davantage les travailleurs à l'UE pour finalement lui laisser les mains libres d'agir à sa guise après lui avoir témoigné le soutien de la principale composante du mouvement ouvrier, car on imagine que le FdG va adopter l'appel du Pdg, en réalité après l'avoir muselé ou cadenassé.

Cet appel est doublement criminel, car en prétendant que "ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis", cela signifie que ce ne serait pas déjà le cas, ce que le Pdg ne peut pas admettre sinon sa position en faveur de l'existence de l'UE n'y résisterait pas, la manipulation qui consiste à présenter l'UE comme autre chose qu'une machine de guerre concoctée par l'oligarchie financière américaine contre le prolétariat européen apparaîtrait au grand jour. Le Pdg prend ouvertement la défense de l'UE contre laquelle tous les travailleurs sont en train de lutter aujourd'hui. Rien de changer en cela non plus.

Il l'assume pleinement quand ils prétendent que ce traité serait "contraire à nos intérêts", tandis que l'UE oeuvrerait pour les intérêts des travailleurs, c'est bien connu !

Cerise sur le gâteau, on aurait pu commencer par le dessert, mais il nous fallait passer par le plat de consistance pour mieux cerner la nature du Pdg et du Fdg ou la mettre en évidence de façon à ce que les militants comprennent bien leur nature contre-révolutionnaire, leur véritable objectif, en réalité quand on lit attentivement cet appel, on s'aperçoit qu'ils "exigent" un référendum mais en aucun cas ils appellent au rejet ou au retrait de ce projet de traité transatlantique.

Cela rappellera aux militants toutes les fois où le Fdg a refusé de mener le combat dans l'unité contre le gouvernement en opposant à cette proposition qui aurait pu permettre de rassembler de larges masses un appel à un référendum qui devait consister à dresser ceux qui y étaient favorables à ceux qui étaient contre, de manière à diviser nos forces et faire en sorte que les mesures du gouvernement soient appliquées plus facilement sans avoir jamais appelé à leur retrait ou leur rejet pur et simple il faut préciser.

L'impression qui ressort de tout cela, c'est que Mélenchon et sa bande de bras cassés regrettent de ne pas avoir été associés à la rédaction de ce texte dont finalement il partage l'orientation, l'objectif politique, car ne nous y trompons pas, le volet économique de ce traité est une chose, celui politique en est une autre que le Pdg passe soigneusement sous silence.

Croire que le cartel des banquiers de la Fed et leurs acolytes européens ne s'intéresseraient qu'aux questions économiques serait une terrible erreur, fatale, car souvenons-nous que c'est dans la foulée des accords de Bretton Woods qui donnèrent naissance au FMI qu'ils créèrent l'ONU, son pendant politique qui allait leur fournir le cadre politique et juridique dans lequel ils allaient dorénavant intervenir afin d'assurer ou plutôt légitimer leur hégémonie politique sur le monde, justifier toutes leurs guerres avec ou sans l'aval de l'ONU, puisque participer à cette institution internationale revenait pour les Etats à se soumettre à la domination de l'impérialisme américain et ses alliés européens, on pourrait même aller plus loin et affirmer que le cours de l'histoire l'a amplement confirmé au regard de l'évolution de la situation en URSS, ses ex-satellites, en Chine ou Cuba qui finalement prennent le même chemin en adoptant à leur tour le capitalisme, on pourrait encore citer la centaine de résolutions adoptées par l'ONU à l'encontre de l'Etat sioniste qui sont restées lettres mortes sans qu'aucun Etat ne trouve à y redire ou décide de se retirer de l'ONU, tous sans exception, y compris la Russie et la Chine.

Et la manière dont les Russes (et les Chinois) ont abordé la question syrienne à l'ONU ne remet pas en cause le consensus qui existe entre eux et les Américains, elle a consisté à profiter des difficultés économiques américaines pour rééquilibrer la balance en leur faveur tout en se partageant les rôles, car si les Américains ont besoin des richesses du Proche et Moyen-Orient pour assurer leur développement, les Russes (notamment) en ont également besoin. Maintenant que cela ait fortement déplu à l'aile néo libérale qui siège au gouvernement et au Pentagone et qui serait partante pour une confrontation militaire avec la Russie qui entraînerait une Troisième guerre mondiale est accessoire, apparemment elle a été mise en minorité ou elle a dû admettre qu'une telle aventure n'était pas sans risque, alors qu'Obama a planté la prochaine étape de leur programme de gouvernement mondial, l'union transatlantique E-U- UE justement, ce serait donc dommage de tout flanquer par terre pour une question relativement secondaire au bout du compte de répartition des pouvoirs à l'échelle mondiale entre puissances, puisqu'elles seront toutes associées à leur projet de Nouvel ordre mondial, qui ne pourra pas se réaliser sans le concours de la Russie et de la Chine.

Tout cela n'est pas sans contradictions, observons qu'elles sont sous contrôles jusqu'à présent, car le seul grain de sable qui pourrait bloquer cette mécanique monstrueuse ou la faire dérailler, la lutte de classe du mouvement ouvrier, il est réduit à l'état de poussière ou à l'impuissance, le Pdg et le Fdg s'appliquant à la disperser de telle sorte qu'il ne s'en remette pas, la liquidation de tous les repères dans la société fait partie de ce combat idéologique, c'est leur manière de contribuer à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial.

On comprend dès lors que les médias se prêtent volontiers au jeu et rendent compte des moindres éruptions ou gesticulations de Mélenchon et les dangereux charlatans qui l'entourent, ils partagent les mêmes objectifs politiques.

Au fait, dans quel journal d'un parti trouvez-vous ce genre d'analyses accessibles à tous qui permet de mieux comprendre la situation mondiale en prenant en compte l'ensemble de ses facteurs ou acteurs ?

- Le conseil national du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réuni dimanche, a exigé un référendum sur le projet de Grand marché transatlantique (GMT), instaurant un libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

"Ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis", selon un communiqué du PG, dans lequel il réclame un "référendum sur le grand marché transatlantique".

Pour le parti coprésidé par Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard, "c'est le renoncement officiel et définitif à une Europe indépendante de l'impérialisme américain".

"Ce traité renforce la domination de celui-ci sur un +bloc+ occidental au service d'une guerre économique avec la Chine et les autres puissances émergentes, lourde de danger et contraire à nos intérêts. Par là même, il tourne également le dos à toute idée d'une Europe au service de rapports internationaux basés sur la coopération avec les pays du sud", ajoute le PG.

"Nous ne voulons pas d'une Europe américaine. Le +GMT+ est un texte aussi décisif pour les peuples que les traités de Rome, de Maastricht et du TCE. Ce texte a été préparé en catimini, il s'appête à être adopté de la même manière: il ne peut en être question !", selon le parti membre du Front de gauche.

C'est pourquoi le conseil national du PG "exige" un référendum "avant même toute ouverture de négociations officielles avec les

Etats-Unis".

A cette fin, le PG propose "une campagne unitaire large en faveur du référendum avec les partis de gauche, associations, syndicats qui partagent (leurs) critiques". AFP 26.05

"une campagne unitaire sous le signe de la soumission à l'UE en refusant d'avancer le mot d'ordre de retrait qui inclut le refus de reconnaître une quelconque légitimité à l'UE pour décider de notre sort, est un fervent de division, nous dénonçons et rejetons catégoriquement cette initiative dont l'objectif s'inscrit en totale contradiction avec le but prétendument affiché.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, près du palais présidentiel, pour réclamer la démission du gouvernement dont la politique d'austérité, exigée par les créanciers du pays, a considérablement aggravé la récession et le chômage.

"Changer de politique!", "Le gouvernement dehors!", "Contre l'exploitation et l'appauvrissement!", étaient les principaux mots d'ordre de la manifestation convoquée par la CGTP, le principal syndicat portugais qui avait affrété plusieurs dizaines d'autocars pour amener ses sympathisants jusqu'à la capitale.

"Il faut faire tout ce qui est à notre portée pour nous débarrasser de ce gouvernement", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos.

La manifestation était soutenue par le mouvement apolitique "Que se lixe a troika" (Que la troïka aille se faire voir) qui en mars a rassemblé contre l'austérité plusieurs centaines de milliers de personnes à travers le Portugal.

"L'austérité punit les pauvres mais profite aux riches", "Voleur, voleur", pouvait-on lire sur de petites affiches ornées du portrait du Premier ministre Pedro Passos Coelho, brandies par des manifestants parmi lesquels des fonctionnaires, des chômeurs, et des retraités. Nombre d'entre eux agitaient des drapeaux rouges.

"Le gouvernement doit démissionner tout de suite", déclarait Maria, une Lisboète de 57 ans, au chômage depuis plusieurs mois comme son mari et sa fille. "Ne sommes venus à Lisbonne pour dire +assez+. Le gouvernement coupe tout, même les retraites. Le président doit le renvoyer", renchérisait Antonio Amoreira, venu de Porto, la grande ville du nord du pays.

Le président Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est essentiellement protocolaire, peut dissoudre le Parlement et convoquer des législatives anticipées, comme le souhaitent actuellement 57% des Portugais, selon un sondage, publié samedi par le journal Publico. AFP 25.05

D'un président à un autre, d'un gouvernement à un autre, de droite ou de gauche ou de droite tout court puisqu'ils font la même politique d'Athènes à Lisbonne... Ce sont les institutions qu'il faut renverser et prendre le pouvoir...

1- Italie

Les Italiens ont voté ce dimanche aux élections municipales dans des centaines de villes, dont la capitale, un scrutin test un mois après la formation d'un gouvernement de large alliance où cohabitent la droite et la gauche.

Dimanche vers 17H00 gmt la participation était en forte baisse par rapport au scrutin municipal précédent, se situant autour de 37% contre 45% en 2008 à la même heure, selon le site du ministère de l'intérieur. Mais le scrutin se poursuit jusqu'à 20H00 dimanche et reprend lundi jusqu'à 13H00 gmt.

Les regards sont tournés vers Rome où le maire sortant, l'ex-néofasciste Gianni Alemanno, du parti de Silvio Berlusconi, affronte Ignazio Marino, candidat du principal parti de gauche, dont est issu le chef du gouvernement Enrico Letta.

Selon les derniers sondages publiés, les deux hommes se partageraient chacun entre 33 et 35% des voix. Viendrait derrière (15%) Marcello de Vito, candidat du Mouvement Cinq étoiles (M5S) de l'ex-comique Beppe Grillo qui s'était adjugé un quart des

voix aux dernières législatives de février, mais semble avoir perdu du terrain.

Au total 7 millions d'Italiens sont appelés à voter dans 564 communes. AFP 26.05

Abstention massive, droite et gauche minoritaire, M5S ou la caravane passe et le régime reste en place, rien de nouveau quoi.

2- Guinée

Troisième jour de violences à Conakry et au moins cinq personnes sont mortes. Dans les rues de la capitale guinéenne, des opposants au régime font face aux forces de l'ordre.

Une manifestation pour réclamer des élections législatives libres et transparentes a été fortement réprimée jeudi par la police.

Depuis, les banlieues de Conakry s'embrasent et samedi, la police a fait des raids dans plusieurs quartiers réputés favorables à l'opposition.

Les hôpitaux sont envahis de blessés par jets de pierres, battons et armes blanches mais aussi par des blessés par balle. Les médecins craignent que le bilan s'alourdisse.

L'opposition accuse le président Alpha Condé de vouloir manipuler le scrutin des élections. Depuis son accession au pouvoir en 2010, la date des élections législatives a toujours été repoussée. Elles sont actuellement fixées au 30 juin. euronews.fr 26.05

3- Egypte

La Haute Cour constitutionnelle égyptienne a invalidé samedi une partie de la nouvelle loi électorale rédigée par les islamistes au pouvoir, ce qui pourrait repousser à nouveau les élections législatives prévues en octobre.

Critiquée par l'opposition laïque, qui menaçait de boycotter le scrutin, la loi électorale avait été adoptée le mois dernier par la Choura, la chambre haute du Parlement, l'Assemblée du peuple (chambre basse) ayant elle-même été dissoute il y a près d'un an sur décision de la Cour constitutionnelle.

Quatre articles de la loi ont été jugés non conformes à la constitution, a-t-on appris de sources judiciaires. Le texte va être renvoyé au Parlement.

Cette décision illustre le bras de fer qui oppose depuis un an le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, au pouvoir judiciaire, que les islamistes accusent d'être dominé par des magistrats fidèles au président déchu Hosni Moubarak.

La Choura, largement dominée par les islamistes, débattait d'ailleurs samedi d'une proposition de loi controversée visant à abaisser l'âge du départ à la retraite des juges, réforme qui pourrait se traduire par la mise à l'écart de quelque 3.000 magistrats. Reuters 25.05

4- Syrie

4.1- Selon le journal libanais As-Safir, " *le Qatar tente de sauver de la mort certaine des centaines de terroristes salafistes retranchés dans les régions du nord de Qousseir et il compte pour ce faire utiliser ses mercenaires syriens et libanais!* "

Doha a mis de grosses quantités d'armes à la disposition de ses acolytes au Liban et ces derniers sont appelés à franchir les frontières syro-libanaises et à acheminer ces armes aux terroristes pris au piège. "Les mercenaires libanais du Qatar projettent d'attaquer les villages frontaliers du Liban pour briser le siège et parvenir au nord de Qousseir". Le journal relève par ailleurs l'appel lancé par le chef de la coalition des opposants syriens, George Sabra qui sans peur du ridicule, a demandé à l'ASL de se mobiliser et de se converger vers Qousseir. Dans le même temps Lawa al Towhid, la branche militaire des Frères musulmans syriens a publié une vidéo où il met en scène un convoi de trente véhicules partant d'Alep vers Qousseir. L'armée arabe syrienne est parvenue à entrer dans la ville par trois axes de l'est, de l'ouest et du sud et à reprendre le contrôle de cette ville stratégique transformée depuis des mois en un bastion qaidiste. french.irib.ir 25.05

4.2- L'armée du régime sioniste vient de donner son feu vert à ce que les colons israéliens s'arment et s'attaquent aux intérêts libanais et syriens. C'est l'information reprise par Haaretz qui évoque la situation critique dans le Golan : " *l'armée israélienne a décidé de livrer des armes légères aux colons résidant dans le Golan et ils ont l'ordre de tirer sur des soldats syriens ou libanais* ". Le journal affirme que l'armée sioniste est en état d'alerte au Golan. Depuis le 5 mai, date à laquelle l'aviation israélienne a tiré des missiles contre la banlieue de Damas, la Syrie a décidé de mettre un terme au cessez-le-feu avec Israël au Golan. Certaines informations font état de la formation des brigades de résistance palestinienne dans cette région et de tirs de

roquettes fréquents que les médias israéliens ne couvrent pas tellement par crainte de susciter la panique parmi les colons. french. irib.ir 25.05

4.3- Syrie : pourquoi les USA soutiennent-ils les terroristes?

Stephen Walt, analyste de Foreign Policy se pose cette question essentielle et tente d'y répondre dans son dernier article : L'auteur dénonce les politiques hypocrites et les cachoteries de l'administration US dans le dossier syrien. " *En Syrie deux axes s'opposent l'axe Qatar/Arabie saoudite/ USA/Turquie et l'axe Iran /Hezbollah/Russie. Washington croit que la crise syrienne lui offre la meilleure occasion pour affaiblir l'Iran et changer dans le sens de ses intérêts les rapports de force à l'échelle de la région*". Selon l'auteur, la politique d'Israël dans la région est complexe et pluridimensionnelle : alors certains dirigeants israéliens disent ne pas souhaiter la chute d'Assad, d'autres font en sorte que l'armée israélienne mène des raids contre le territoire syrien. Israël veut porter atteinte aux intérêts iraniens dans la région et semer la discorde entre les pays islamiques. Et tout ceci sur fond de la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens.

Walt ne peut s'empêcher de souligner les ressentiments que nourrissent les populations du Moyen-Orient envers l'administration US et fait remarquer : " *Obama a montré qu'il ne souhaitait pas s'impliquer davantage en Syrie . C'est peut être parce qu'il cherche à faire croire que son pays n'est pas belliciste mais c'est peine perdue. Au Moyen-Orient toutes les nations haïssent le bellicisme US et n'importe quel état qui se rapproche de Washington perd de sa popularité. Et c'est pourquoi Washington ne pourra pas établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie*". En effet " *les Etats-Unis ne peuvent pas envoyer directement des bateaux bourrés d'armes pour des rebelles syriens d'où leur recours à leurs alliés qataris et saoudiens qui se chargent bien de cette tâche. Depuis son arrivée au pouvoir, Obama a agi toujours dans l'ombre et a préféré des méthodes en coulisses, peu couteuses et loin des regards à tout autre méthode . C'est pourquoi les agents et les instructeurs de la CIA entraînent les rebelles au lieu de s'engager directement sur le terrain*".

L'auteur estime qu'Obama poursuivra son scénario de guerre lavrée contre la Syrie : " *je ne sais pas à quel degré ce scénario est réalisable, tout ce que je sais c'est que je ne veux pas que ce scénario se réalise au nom des intérêts suprêmes des Etats Unis et de l'impératif de la paix et de la sécurité pour la société américaine. Les citoyens américains ne devront pas permettre que des bateaux d'armes soient acheminés pour les terroristes en Syrie ou que ces terroristes bénéficient des instructions des agents de la CIA puisque tout ceci rend encore plus compliquée la situation*". french.irib.ir 25.05

4.4- Pour contrer les menaces sécuritaires, le régime israélien envisage d'installer des mines anti-personnel et anti-char.

Marcil Afif, responsable du secteur de mine au ministère de la Guerre d'Israël, parle de deux millions de mines qui seront installées sur les frontières de la Palestine occupée avec la Syrie et le Liban. « *Pour l'heure, un million de mines anti-char et anti-personnel sont installées sur les frontières avec le Liban et il existe un million de mines au Golan* », d'après Marcil Afif. french.irib.ir 25.05

5- Liban

5.1- Les autorités libanaises ont obtenu des informations au cours de ce mois, selon lesquelles l'émir de l'organisation Jabhat al-Nusra en Syrie, Abu Mohammad al-Golani, avait récemment visité le camp de réfugiés palestiniens de Ein el-Hilweh au Liban.

Les informations rapportent aussi que al-Golani a tenu des réunions avec des groupes salafistes qui soutiennent son action, et plus particulièrement avec les organisations du Fatah al-Islam et du Jund al-Sham, pour aboutir à un accord sur des opérations militaires contre le Hezbollah et la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Selon des sources bien informées, l'information a été transmise par des sources occidentales, et les détails qui s'y rapportent sont actuellement vérifiés.

Une source militaire des services de renseignement libanais, a déclaré à Al-Monitor qu'il y avait des raisons de croire que la personne qui a visité le camp était un représentant de Golani, et non pas Golani lui-même. Toutefois, les informations à la disposition des organismes de sécurité libanais - à la fois les organismes officiels et ceux appartenant au Hezbollah - ont à leur disposition des informations et des rapports indiquant que Jabhat al-Nusra pourrait commettre des attentats contre le Hezbollah et ses sites, en réponse à la participation militaire de ce dernier dans la bataille de Qusair.

Les informations obtenues par les services de sécurité libanais correspondent à celles venues des services de renseignement étrangers - dont deux proches de l'opposition syrienne - et indiquent que Jabhat al-Nusra en Syrie a décidé d'étendre les combats au Liban, en adoptant des règles d'engagement différentes de celles en Syrie. Le but est de lancer des représailles contre le Hezbollah, et d'aller progressivement vers une guerre totale contre celui-ci.

Cette information est basée sur des changements politiques et militaires importants qui se sont produits à l'intérieur de camp de Ein el-Hilweh au cours des dernières semaines, avec entre autres initiatives le lancement d'une campagne d'entraînement pour les Palestiniens déplacés, par le Fatah al-Islam et le Jund al-Sham. La campagne d'entraînement est organisée sous la responsabilité d'Oussama Shehabi (un militant de l'un des groupes takfiris [radicaux fondamentalistes] liés à Al-Qaïda). D'un autre côté, Mahmoud Issa, également connu sous le nom de « *Al-Lino* » - un commandant du Fatah qui a une relation compliquée avec la direction de son mouvement à Ramallah - a lancé une campagne d'entraînement parmi les réfugiés pour

son propre groupe.

La concurrence entre « Al-Lino » et les forces islamistes affiliés à Jabhat al-Nusra réflète une partie d'un conflit larvé entre le Qatar et les Émirats arabes unis, lesquels mettent indirectement en œuvre un programme saoudien. Le Qatar encourage les chefs de Jabhat al-Nusra à contrebalancer la défaite de Qusair par une riposte au Liban, en enflammant le front de Jabal Mohsen-Bab al-Tabbaneh dans le nord et en étendant l'influence des forces salafistes dans le camp de Ein el-Hilweh.

En revanche, les Émirats Arabes Unis sont impliqués dans ce même camp par l'intermédiaire de Mohammed Dahlan, un ancien responsable de la sécurité au sein du Fatah avant ses désaccords avec l'Autorité palestinienne (AP) de Mahmoud Abbas. Selon nos informations, Dahlan se préparerait à déclarer un nouveau mouvement militant à l'intérieur du camp de Ein el-Hilweh. Il est donc prévisible qu'il y ait une tension accrue dans ce camp. Cela fait partie d'une lutte d'influence pour contrôler le camp, entre des puissances régionales qui sont divisées sur qui doit représenter l'opposition et qui doit être à l'avant-garde d'un processus de transition en Syrie. Cela montre que tous les éléments du conflit en Syrie se sont étendus au Liban. Un officiel du ministère français des Affaires étrangères a estimé qu'il faudrait un miracle pour que le conflit en Syrie ne s'étende pas au Liban..... french.irib.ir 25.05

5.2- Le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, a déclaré que l'institution militaire « n'acceptera plus qu'elle ou le Liban soient pris pour cibles » et qu'elles prendront « dorénavant des mesures qui correspondent à la gravité de la situation interne ».

S'exprimant dans le cadre de l'ordre du jour qu'il a adressé aux militaires à l'occasion du treizième anniversaire de la libération du Liban-Sud, le général Kahwaji a souligné la difficulté de la conjoncture interne et régionale et a relevé que la situation au Liban a empiré à cause des événements de Tripoli. Il a rappelé que l'armée a tenté au cours des dernières années à assumer sa mission « en silence et à travailler sérieusement, mais fermement, tantôt à travers le dialogue, tantôt en faisant valoir à l'autodéfense ». « Mais il semble, a ajouté le général Kahwaji, que certains ont pris pour de la faiblesse notre silence et notre penchant pour le dialogue. Ils ont essayé de porter atteinte à notre unité et de faire jouer la fibre confessionnelle. » « Nous sommes toujours disposés à consentir des sacrifices, mais nous refusons catégoriquement que l'armée soit utilisée comme bouc émissaire en fonction des caprices de certaines parties libanaises ou régionales », a-t-il poursuivi en faisant assumer à celles-ci, mais sans les nommer, la responsabilité de la détérioration de la situation dans le pays. french.irib.ir 25.05

5.3- M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région. Comme l'avait prévu il y a longtemps le président Bachar al-Assad, la crise syrienne est devenue un véritable conflit régional où interviennent presque tous les acteurs régionaux et internationaux. Alors que la presse occidentale fait état de l'envoi d'armes saoudienne pour les rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad, la réunion des onze ministres des Affaires étrangères arabes, occidentaux et turc accuse l'Iran et le Hezbollah libanais de présence militaire en Syrie pour défendre le gouvernement du président Bachar al-Assad. Les aides du Hezbollah libanais au gouvernement syrien pour se battre contre les terroristes dans la région d'al-Qusseir est devenu un prétexte pour que les ennemis de la Syrie accusent l'Iran et le Hezbollah d'aider Damas à se battre contre les rebelles et d'intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, s'est dit inquiet du rôle du Hezbollah dans les évolutions intérieures de la Syrie, lors d'un entretien avec le président libanais, Michel Sleimane. De même, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont décidé d'intégrer le nom du Hezbollah libanais dans la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne. Il s'agit en réalité, d'un complot commencé il y a quelques semaines par les lobbies pro-israéliens dans les pays européens.

Le président syrien, Bachar al-Assad, a annoncé récemment que pour combattre les terroristes il n'a pas besoin du soutien militaire du Hezbollah libanais ou de la République islamique d'Iran. Pourtant les ennemis de la Syrie ont sauté sur l'occasion pour profiter de la situation actuelle pour porter atteinte à la position du Hezbollah dans la région et à l'intérieur du Liban.

M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région.

- Le Hezbollah libanais a annoncé que ses combattants ont aidé l'armée syrienne à nettoyer la région d'al-Qusseir. Ne croyez-vous pas que cette action du Hezbollah donnerait un prétexte aux pays occidentaux de prendre des mesures hostiles contre le mouvement libanais ?

Morteza Nematzadeh : Dès sa création dans les années 1980, le Mouvement du Hezbollah libanais a essayé toujours d'éviter d'entrer dans les conflits politiques internes, afin de pouvoir concentrer toute son énergie à lutter contre l'expansionnisme du régime sioniste. A présent, et en ce qui concerne la crise syrienne, le Hezbollah obéit en fait à la même logique. Le Hezbollah a annoncé qu'il n'interviendrait pas dans le conflit intérieur de la Syrie. La présence des combattants du Hezbollah aux côtés des soldats de l'armée syrienne s'explique dans le cadre des efforts conjoints des deux parties dans la lutte contre les complots du régime sioniste, et pour renforcer la position de la résistance anti-israélienne. Cette présence se concentre autour deux axes : la défense des Libanais qui vivent dans les régions frontalières entre la Syrie et le Liban, la défense de la position de l'axe de

la Résistance, sans intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

- Le Hezbollah a remercié récemment le gouvernement syrien pour l'envoi d'armes sophistiquées aux combattants de ce mouvement libanais. Pourquoi les hauts responsables du Hezbollah libanais annoncent publiquement cette livraison d'armes dans le contexte actuel ?

Morteza Nematzadeh : L'existence des liens entre le Hezbollah libanais et le gouvernement syrien au niveau d'armements et de stratégie militaire n'est pas un secret. Cette coopération s'est établie pour renforcer la position de la Résistance face au régime sioniste. En annonçant cette nouvelle dans le contexte actuel, le Hezbollah veut rappeler à tout le monde que la Syrie est un rempart important de la résistance contre l'expansionnisme du régime israélien, et pour montrer que les rebelles et les terroristes qui se battent contre le gouvernement syrien sont des mercenaires des Etats-Unis, d'Israël et des gouvernements arabes.

- Récemment une délégation américaine a visité le Liban et a demandé au gouvernement de Beyrouth d'organiser les prochaines élections à la date prévue. Quelles sont les vraies raisons de la visite de cette délégation américaine au Liban ?

Morteza Nematzadeh : Les adversaires du Hezbollah à l'intérieur du Liban souhaitent pouvoir bénéficier de la crise intérieure de la Syrie pour affaiblir la position du Hezbollah au Liban. Les différends qui existent à présent à l'intérieur du Liban portent sur la loi électorale. Les différents partis politiques cherchent à imposer leur interprétation de cette loi pour en tirer profit au moment de la répartition des sièges du Parlement libanais. Les Etats-Unis et leurs alliés s'inquiètent de la place qu'occupe le Hezbollah dans la sphère politique du Liban. Le but de la visite de la délégation américaine au Liban est d'empêcher le Hezbollah de réussir aux prochaines élections libanaises. french.irib.ir 26.05

6- Turquie

6.1- Une source européenne citant un responsable israélien fait un aveu assez révélateur du rôle néfaste de la Turquie dans la région : " *La Turquie est l'unique pont qu'Israël peut emprunter pour se conduire vers la victoire face à l'Iran*".

" Les bases aériennes en Turquie joueront un rôle axial dans nos futures frappes contre l'Iran surtout dans le contexte actuel où les iraniens continuent à faire avancer leur nucléaire . des chasseurs israéliens sont déployés dans des bases aériennes turques . ces chasseurs effectuent constamment des vols d'essai . des équipes sécuritaires et militaires israéliennes se trouvent en permanence en Turquie et ce sont elles qui sont en charge d'une station d'écoute sur le sol turc. " la source israélienne poursuit : " *la Turquie a bien prouvé qu'elle s'estime bien liée par les accords sécuritaires signés avec Israël car tout au long de la longue brouille avec Tel Aviv, Ankara ne s'est jamais soustrait de ses engagements. les bases aériennes turques sont disponibles*". Les patriotes déployés sur les frontières turques visent à protéger Israël contre la Syrie, affirment les analystes. french.irib.ir 25.05

En voilà une bonne raison d'intégrer la Turquie dans l'UE...

6.2- La persistance de l'ambiguïté sur les auteurs réels des explosions, survenues, à Reyhanli, situé dans la région frontalière de la Turquie avec la Syrie a élargi le cercle des spéculations et des accusations mutuelles des Partis et des groupes politiques turques. Selon certains rapport parvenus, un groupe de hackers en diffusant des documents sur les explosions de Reyhanli vient de révéler que le groupuscule terroriste al-Nosra en Syrie a organisé ces explosions de quoi était conscient l'appareil sécuritaire turc. L'appareil sécuritaire turc, conscient des actes éventuels terroristes dans les régions frontalières avec la Syrie, a négligé d'empêcher la survenance de tels actes, a écrit le quotidien turc Melliyat. Une vague qui, semble-t-il, pointé le gouvernement d'Ankara, dirigé par Recep Tayyip Erdogan, pour discréditer, lui et son gouvernement. Par contre, Erdogan a annoncé, lors d'une visite à Reyhanli, disposer des documents établissant l'implication du Parti d'opposition « *républicain du peuple* » (CHP) dans ces explosions. La visite d'une délégation du CHP en Syrie et leur rencontre avec Bachar al-Assad constituent l'un de ces documents a déclaré Erdogan. En toute état de cause, la vague visant à porter des accusations mutuelles en Turquie ne semble pas prendre fin et un rapport détaillé sur les résultats des enquêtes menées sur les explosions à Reyhanli et ses raisons et auteurs réels n'est pas encore mise au point. Une telle ambiguïté et un tel égarement sur les motivations de ces incidents sont, de l'avis de certains observateurs politiques, le résultat de la confrontation de deux points de vue dans ce pays.

La plupart des hommes d'Etat turc ont la conviction que la crainte de la contagion de la crise syrienne à l'intérieur des frontières de leur pays a amené Ankara à s'ingérer, activement, dans les évolutions syriennes. C'est pourquoi certains partisans de cette approche sont d'avis que des forces de l'extérieur de la Turquie, notamment en Syrie, souhaitent mettre Ankara aux prises avec des questions internes et l'éloigner de ce qui se passe en Syrie. Ces partisans ont la conviction qu'avec la fourniture des moyens pour le déplacement des terroristes vers la Syrie, la Turquie tombera, finalement, elle-même, dans le piège des jeux politiques des opposants syriens. Ils estiment que les groupes takfiris en Syrie en s'appuyant sur la question des explosions à Reyhanli, cherchent à faire basculer les Etats-Unis dans une intervention militaire contre Assad. La confrontation de ces points de vue pourrait, selon les observateurs politiques, en grande partie, déterminer les évolutions internes turques.

Sur la scène de la politique étrangère turque, un autre événement politique est en train d'apparaître, c'est-à-dire, le nouveau tour de consultations menées par la Turquie pour faire avancer les plans américains visant à résoudre la crise syrienne. A titre

d'exemple, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmed Davutoglu a récemment annoncé qu'en cas d'échec de la conférence dite Genève, la Turquie et les Etats-Unis passeront au plan B alternatif. french.trib.ir 26.05

SOCIAL

1- France

Un accord a été trouvé lundi matin au terme de négociations marathon entre élus locaux, organisations patronales et intersyndicale permettant de mettre un terme à la grève générale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, a-t-on indiqué de source officielle.

L'accord porte notamment sur la baisse des prix immédiate de 10% de 300 produits alimentaire et d'hygiène, le gel des prix jusqu'à décembre 2014 et la mise en place d'une Taxe générale sur l'activité (TGA), qui doit remplacer une série d'autres taxes. AFP 26.05

2- OGM

Deux millions de personnes dans le monde ont manifesté contre les OGM selon les organisateurs. Objectif de "La marche contre Monsanto", obtenir plus de contrôle sur les semences génétiquement modifiées produites à 90% par le géant américain Monsanto.

"Les gens ont le droit de savoir ce qu'ils mangent, dit Anne McGregor, activiste du mouvement "Move to Amend", mais ce droit ne sera jamais confirmé tant que les entreprises pourront dépenser des quantités illimitées d'argent pour influencer les résultats des élections."

"Ils n'ont pas le droit de jouer avec notre nourriture, rajoute Christine Parr, venue manifester, de transformer les aliments en expérience de laboratoire."

Les manifestants demandent notamment aux gouvernements d'imposer un étiquetage obligatoire des OGM. En Europe il est obligatoire pour la nourriture contenant plus de 0,9% d'OGM. 71% des Européens sont inquiets à propos des organismes génétiquement modifiés. euronews.fr 26.05

3- Grèce

Le gouvernement grec vient de déposer au Parlement un projet de loi pour le moins insolite, qui n'a qu'insuffisamment attiré l'attention : les citoyens devant plus de 5 000 euros au fisc seraient passibles d'une peine d'emprisonnement d'un an.

Avec l'engrenage des différentes pénalités pour défaut de paiement, la croissance exponentielle du chômage et la mécanique infernale des intérêts, la barre des 5 000 euros sera vite atteinte.

La sanction serait effectuée non pas dans une prison classique, mais dans des casernes militaires reconverties pour l'occasion en sorte de « camps de travail » (on n'ose dire « de rééducation » ou « de concentration »...). Variante : des « prisons agricoles », dans lesquelles chaque journée de travail rachèterait deux en prison. Inutile de préciser que ce projet continue de susciter la polémique.

Le travail gratuit imposé aux contribuables défaillants fait penser aux corvées des serfs et autres manants du régime seigneurial du Moyen Age. Mais cette régression d'ampleur s'appréhende encore mieux par un retour à l'histoire grecque de l'Antiquité.

La loi de la « remise du fardeau »

En 594 av. J.-C., Solon devient archonte de la cité d'Athènes, en proie à de grosses difficultés économiques et sociales. Les paysans endettés sont alors réduits en esclavage par les riches propriétaires auprès desquels ils ont dû emprunter à des taux usuraires (à l'époque, le concept de marché financier n'existait pourtant pas, pas plus que les banques privées modernes ou la troïka).

L'équilibre socio-politique de la cité, qui reposait sur la solidité d'une classe de petits et moyens paysans propriétaires de leurs terres, s'en trouvait de facto menacé.

Solon décida alors une mesure radicale pour faire face à l'urgence de la situation : la « *seisachteia* », terme qui peut se traduire par « *remise du fardeau* ». Les dettes furent effacées, la servitude pour dette interdite, la contrainte par corps prohibée.

« *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* »

Solon est considéré comme l'initiateur de la démocratie athénienne qui allait s'épanouir au siècle suivant, du moins de certaines de ses bases. Le ballon d'essai lancé par le gouvernement grec constitue bien une tentative de retour en arrière, que nous aurions été bien en mal d'imaginer il y a quelques années.

Nous nous contenterons de lancer un appel au plus profond d'une Histoire, dont nous sommes collectivement les héritiers et devrions de manière semblablement collective être les dépositaires. Un appel : « *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* ».

La dette ne doit pas être un perpétuel prétexte à saigner toujours plus les peuples. Plus que jamais, une « *seisachteia* » s'impose. Qui peut raisonnablement croire que les dettes des Etats seront un jour entièrement remboursées ? C'est aussi une invitation aux peuples européens à reprendre en main leur destin. wikistrike.over-blog.com/Rue89 23.05

ECONOMIE

1- Grèce

La rigueur imposée ne devait-elle pas servir à réduire la dette de la Grèce ? Normalement oui. Mais le FMI et les dictatures financières ont roulé tout le monde dans la farine, aujourd'hui, le peuple grec en subit les conséquences: les services publics sont à l'agonie, le pays est entré dans la pauvreté, l'extrême droite Aube dorée s'émancipe, et les politiques vont voter armés au Parlement.

Y a-t-il pire qu'une dictature ? re-oui, la "*financiture*".

La dette grecque a augmenté de 29 milliards d'euros, passant de 280,3 milliards en mars 2012 à 309 milliards en mars 2013, l'efficacité des plans d'austérité montre ici ses limites dont une étude récente montre qu'elle a été acceptée suite à une erreur informatique (mais qui n'en est pas une pour certains)

L'agonie grecque est brutale, et au vu des chiffres de la dette, elle est loin de se terminer. Le pire semble pour demain. wikistrike.over-blog.com 24.05

2- Russie

Les dirigeants et hauts responsables de nombreux pays ont attéris ces deux dernières semaines en Russie dans l'espoir de trouver une sortie de crise en Syrie. l'un des vœux le plus cher de tous ces dirigeants aura été le fait d'être reçu par Poutine : Kerry, Cameron, Netanyahu, Ban Ki Moon se sont ainsi succédés au Kremlin car aux yeux de tous ces gens, la clé de la crise syrienne passe par la Russie. dans ce dossier, les Etats-Unis et l'Europe se focalisent un peu trop sur le Moyen Orient. Ils devront peut être jeter un petit coup d'œil du côté de la Méditerranée pour comprendre mieux l'attitude moscovite. le refus obstiné de Poutine à "*coopérer*" est devenu un énigme pour l'Occident car à aucun moment de l'Histoire, la Russie n'a fait montre d'une telle obsession pour protéger un allié même moyen oriental. Pourquoi la Russie défend-elle avec un si grand acharnement la Syrie? La réponse n'est pas difficile à trouver : A travers les lunettes russes, la région de la Méditerranée contient les intérêts les plus vitaux de la Russie. la stratégie maritime de Moscou et les exportations énergétiques de Russie se jouent en Méditerranée. Aux yeux des géostratèges russes, la Syrie ne fait pas partie du Moyen Orient mais de la région méditerranéenne.

Le Moyen-Orient arabe occupe une place moins importante dans la diplomatie russe que la Méditerranée surtout la région orientale de cette mer. Au cours de la saison froide alors qu'une majorité de ports russes sont impraticable du fait du froid intense, les ports de la mer noire servent de principale voie de transit pour les exportations pétro gazières russes. Le transport maritime de la Russie ne pourra pas avoir lieu sans encombre. la présence de la flotte russe en Méditerranée offre ainsi une ombrelle protectrice aux activités de transport de la Russie dans cette région. la flotte russe dans l'est de cette mer fait autorité et assure la présence sans partage des russes sur les marchés pétrogaziers de la Turquie, de l'Italie et de la Grèce. Les Russes cherchent activement à asseoir leur assise sur le marché gazier grec israélien. A Chypre les investissements russe se chiffre déjà à des centaines de millions de dollars .

La Russie tient d'étroits liens avec les immigrés russes qui sont largement présents dans les pays de l'est méditerranéens : en Israël qui compte plus d'un millions citoyens d'origine russe ces liens ne sont pas à sous-estimer. les américains et leurs alliés pensent peut être ces jours ci à faire des concessions aux Russes, à réduire les pressions sur la Syrie. A raison car la Russie possède de larges influences dans certaines régions du monde, une influence qui peut être retournée contre les USA ; Bush en a

fait l'expérience il a rejeté la demande russe de ne pas reconnaître le Kosovo et la Russie a tôt fait de s'en venger au cours d'une guerre contre la Géorgie. La Syrie est plus qu'un simple allié . et dans toute entente , les USA ne doivent pas oublier cet aspect.... french.irib.ir 24.05

3-Iran

L'Inde ne souhaite nullement interrompre le cours des importations du brut iranien.

Au seuil de la visite à la Nouvelle Delhi du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, son adjoint Vandy Sherman a fait part de la prolongation du délai des importations indiennes du brut en provenance de l'Iran. En tant que l'un des principaux producteurs du brut, l'Iran joue un rôle déterminant dans la fourniture du pétrole aux plusieurs pays dont les économies émergentes asiatiques comme la Chine et l'Inde. Malgré leur dépendance vis-à-vis du pétrole iranien les clients dont les pays asiatiques sont sous pression de la part des Etats-Unis, pour arrêter leur achat du pétrole iranien. Par ailleurs les autorités indiennes ont à maintes reprises annoncé avoir besoin d'importer du brut iranien. Constatant l'inefficacité des sanctions et menaces contre les importateurs du brut iranien, Washington a eu recours au stratagème d'encouragement.

Tenant compte de la réalité du marché pétrolier et de la place incontournable d'Iran sur ce marché, le congrès américain a ajouté une clause dans les lois interdisant les importations du brut iranien, ce qui permet au gouvernement américain d'exempter certains clients du pétrole iranien. Sur ce fond les pays qui réduisent leurs importations du brut en provenance de l'Iran, jouiront d'une exemption de 180 jours. A la suite de cette décision prise par les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et le Japon ont réduit leurs importations pour pouvoir ainsi empêcher le gel du cours des importations de brut iranien. L'Inde a réduit l'achat du pétrole iranien de 18 millions de tonnes en 2011-2012 à 13 millions de tonnes pendant l'exercice 2012-2013. C'est la 3ème fois que l'Inde bénéficie d'exemption. En raison de la dépendance des clients vis-à-vis du pétrole iranien l'interruption des importations en provenance de l'Iran serait impossible, c'est pourquoi les Etats-Unis se servent d'une nouvelle ruse pour faire pression sur les partenaires commerciaux de l'Iran.

Ce que nous devons prendre en considération dans ce processus, c'est que les multiples capacités sans égales de l'Iran lui permettant de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations du pétrole, ont fait de ce pays une forteresse invincible. Bien que ces 3 dernières décennies qui se sont écoulées depuis la victoire de la Révolution islamique, l'économie iranienne ait vécu des sanctions, la guerre et la reconstruction, la résistance du peuple et les mesures sages prises pour surmonter les difficultés ont toujours garanti au peuple la voie sans obstacle vers le progrès. Les progrès et les innovations réalisées par les spécialistes iraniens dans différents domaines technologique, scientifique sont dû à la volonté ferme du peuple iranien pour couper la dépendance aux autres pays. Dans ce droit fil la réduction de la dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers est une priorité du pays pour que cette manne reste à la disposition des générations futures. french.irib.ir 25.05

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mai 2013

CAUSERIE

J'actualiserai les Articles de presse plus tard, plus le temps, actualité trop chargée. J'ai corrigé quelques fautes dans la causerie d'hier, vous m'excuserez, je n'ai plus le temps de tout vérifier.

Le chiffre du jour. 2%.

- Apple a réussi à négocier un statut fiscal particulier avec les autorités irlandaises lui permettant de payer un impôt sur les sociétés représentant moins de 2% de ses bénéfices sur les dizaines de milliards d'euros de bénéfices qui ont transité par ses filiales irlandaises. Reuters 27.05

Apple, Google, Pfizer et d'autres multinationales américaines implantées en Irlande sont plébiscitées par les investisseurs à Wall street, on comprend pourquoi : les impôts qu'elles ne paient pas vont aller dans leurs poches !

Parole d'internaute

1- *"Le Qatar pays des arriérés qui du jour au lendemain sont devenus riches. Comparons deux pays pétroliers : le Qatar et la Malaisie. Les princes ignorants du Qatar investissent sans compter dans le bling bling, quand la Malaisie investit dans l'éducation, la science, l'industrie... La Malaisie par exemple commence à concevoir ses propres voitures (de marque PROTON) et va certainement devenir un des leaders en hautes technologies (comme leurs voisins)... les Qataris claquent leurs pétrodollars et ils le montrent : imbéciles heureux !"*

Mais c'est ce dont rafoient les dictateurs ou les maîtres du monde.

2- *"Le Qatar c'est Israël mais en version arabe."*

Il n'existe tous les deux que par la grâce des Etats-Unis, ce sont des créatures immondes produites par le cartel des banquiers anglo-saxon sionistes de la Fed.

3- *"Beaucoup de journalistes frisent la débilité en affichant un QI souvent inférieur à celui de certains primates. Sinon comment convulser et oser exceller dans la bêtise du mensonge. A titre d'exemple un gaz classique comme celui appelé "Moutarde" utilisé en seconde guerre mondiale, s'il est utilisé pourrait tuer instantanément et mettre hors d'état des milliers de personnes en seulement quelques minutes. En conséquence, si Assad avait utilisé un gaz, il se serait instantanément débarrassé de la vermine d'Al Nosra avant même que l'auteur de cet article mette en ligne ce communiqué, apparemment faxé par la Centrale Terroriste de Propagande, sis à Londres. Mais contre vents et marée le peuple syrien viendra à bout de la vermine terroriste."*

4- *"Heureusement que ces 2 journalistes du Monde sont là! Ni la CIA, ni la DST, ni le MI6 ou ni la BNB ni le Mossad n'ont des preuves (crédibles j'entends) mais 2 apprentis journalistes ont filmés 3 barbus et ils appellent ça des preuves! A mourir de rire !"*

Ou mourir tout court sur le champ de bataille...

5- *" Deux journalistes qui en savent plus que tous les services spécialisés de renseignements qui enquêtent sur le sujet ! Tous revenus en forme ? Pas très efficace les " armes chimiques"!"*

Hélas, la vermine a la peau dure !

ACTUALITE EN TITRES

[Ils en tremblent déjà, ils ont dû prendre modèle sur l'Etat.](#)

- Le gouvernement promet de sévir contre le "racket au CICE" des grands groupes - L'Expansion.com

- «*Certaines entreprises se livrent à du racket pur et simple*» - Liberation.fr

Béni soit l'Etat proclament nos révolutionnaires de salon sans se poser d'autres questions...

[Un pour tous, tout pour l'Allemagne.](#)

- UE-Chine: Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale - AFP

- Solaire: l'UE se divise sur des sanctions contre la Chine - AFP

Dix-huit pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, refusent d'imposer des sanctions à la Chine pour protéger l'industrie photovoltaïque, contraignant la Commission européenne à chercher une solution négociée avec Pékin...

C'est que l'enjeu est autrement plus important dans d'autres secteurs clés de l'économie.

- La Chine lance une procédure antidumping contre les chimistes européens - L'Expansion.com

[Dialogue social ayant conduit à l'accord du 11 janvier 2013. La boîte de Pandore offerte par les syndicats au patronat](#)

Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse. Après une vaste restructuration, PSA ouvre le chantier de la compétitivité - AFP

[Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse.](#)

- Les médicaments causeraient au moins 18 000 morts par an - Liberation.fr

[Les envoyer au bagne ou au boulot, c'est la même chose !](#)

- Que faire des collégiens virés de leur école ? - LePoint.fr

[Les marques de fabrique d'une monarchie.](#)

- Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française - AFP

Ce compliment formulé par l'un des rois de Hollywood (Steven Spielberg -ndlr), temple du libéralisme et de la concurrence, avait déjà été lancé durant le festival par un autre nabab de la Mecque du cinéma, le producteur américain Harvey Weinstein.

La ministre française de la Culture, Aurélie Filippetti, n'a pu que savourer le compliment de Steven Spielberg.

Le Centre national du cinéma (CNC), un établissement public français, n'a pas manqué non plus de souligner à quel point la sélection, et les lauréats, du festival, étaient redevables au système de l'exception culturelle.

L'oeuvre ayant raflé la palme d'or, "*La vie d'Adèle - Chapitre 1&2*", d'Abdellatif Kechiche, "*a été soutenue par le CNC au titre des aides automatiques et sélectives en partenariat avec le fonds Eurimages et la région Nord Pas-de-Calais*", relève le CNC. AFP 27.05

Nos compliments iront à ceux dans nos rangs qui ont voulu se faire plus royalistes que le roi...

[Vont-ils l'interpeller et le mettre en garde à vue avant de comparaître devant un juge ?](#)

- Guaino confirme qu'il ne se rendra pas à sa convocation - Le Nouvel Observateur -

ACTUALITÉ DU JOUR

[La voix de la contre-révolution.](#)

M'PEP, les Clubs « Penser la France » et le PRCF. titre : Distinguer les vrais et les faux amis de l'"esprit de 45" - 27 mai 2013

Après avoir dénoncé la récupération politique du PS et du FN des acquis sociaux concédés par le capital dans le cadre de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat à la fin de la Seconde Guerre mondiale en échange de sa liquidation et son désarmement par les membres du Conseil national de la Résistance (CNR), PCF et CGT en tête, au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois et du redémarrage de la machine capitaliste, le programme du CNR coïncidant avec les éléments du programme du Front populaire qui n'avaient pas été appliqués avant guerre suite à la capitulation de la SFIO et du PC, ne remettra pas davantage en cause la domination de classe de la bourgeoisie, témoignant de leur abandon du socialisme et de leur soumission total au capital et à son représentant, le général Charles de Gaulle. Au passage, quand on nous dit que les rapports entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière que nous connaissons aujourd'hui seraient l'oeuvre de transformations relativement récentes, datant tout au plus du début des années 80, on a la preuve ici qu'ils remontent 68 ans en arrière en réalité, donc les différents courants trotskistes qui nous ont raconté cette fable pour justifier leur politique devront trouver d'autres arguments pour nous expliquer pourquoi ils ont toujours été à la traîne des révisionnistes et des stalinien.

Le stalinisme n'est pas mort, la preuve.

Sans rire, "*l'heure est à la contre-offensive du monde du travail*" sous le drapeau du CNR dont le programme "*unissait les communistes, les gaullistes et des républicains de toutes sensibilités, de droite et de gauche, des royalistes, des syndicalistes*", tout ce beau monde luttant ensemble comme un seul homme car possédant les mêmes intérêts de classe "*pour reconquérir l'indépendance nationale, rétablir la République et reconstruire la France*", ainsi soit-il aurait dit Koba, le "*Petit père des peuples*", ils auraient été fiers de ses disciples.

Nous disons aux membres de la classe moyenne, aux millions de capitalistes des petites et moyennes entreprises qui sont en bute à la dictature de l'oligarchie financière, qui en sont les otages, auxquels elle n'offre pas d'autre alternative que de leur emboîter le pas et se transformer en tyran pour assurer leur survie, ce que nombre de prétendants à devenir patrons n'avaient pas envisagé, nous comprenons les contradictions et les difficultés innombrables auxquelles ils doivent faire face, la plupart d'entre eux sont voués à disparaître ou à rejoindre les rangs du prolétariat ou à partager leur mode de vie avec toutes ses conséquences désagréables

ou dramatiques, nous les appelons à rejoindre le combat de la classe ouvrière dans la perspective d'une République sociale, qui une fois qu'elle se sera débarrassée des prédateurs de la finance et du CAC 40 leur apportera tout son soutien pour qu'ils puissent continuer leurs activités dès lors qu'elles correspondent aux besoins de la population et qu'ils sont en mesure de les satisfaire, dans le respect de la législation sociale établie par la nouvelle République, le socialisme ne consistant pas à égorger les petits patrons mais à s'attaquer à l'origine des inégalités entre les classes qu'incarne les propriétaires des moyens de production qui concentrent les richesses entre leurs mains et exploitent toutes les autres classes y compris les couches les plus vulnérables du capitalisme.

Nous leur disons qu'ils n'ont pas d'avenir sous un régime néo libéral placé sous la tutelle de l'impérialisme américain, ils seront broyés ou leur indépendance compromise, seul le socialisme est en mesure d'assurer la pérennité de leurs entreprises ou de leurs droits sous la forme d'un contrat social garanti par l'Etat.

L'article du M'PEP est un chef d'oeuvre à mettre au compte de la littérature stalinienne, contre-révolutionnaire, je vous invite à le lire sur leur portail, à chaque paragraphe ils s'attaquent aux ennemis déclarés ou officielles de la classe ouvrière pour mieux couvrir les crimes de ses partis traditionnels, dont le PCF et les dirigeants de la CGT, comment ils procèdent, c'est très simple, par la méthode du non-dit, ils escamotent totalement leur responsabilité, leur politique social-patriote, nationaliste, de collaboration de classes avant, pendant et après 1945, que l'on retrouve justement dans le CNR et qu'ils revendiquent, c'est donc très maladroite, mais logique quand on connaît les staliniens et on sait de quoi ils sont capables, ils assument leur politique, ce qui est le plus désarmant ou déroutant pour un jeune militant, c'est pourtant la réalité, lisez attentivement leur article pour le vérifier, c'est une manière de donner l'apparence de l'honnêteté intellectuelle, de mettre en confiance le lecteur ou son auditoire, alors qu'ils l'embarquent sur une voie opposée à ses intérêts de classe. Pour ne pas se faire manipuler, il faut apprendre à décrypter ces articles, c'est un conseil d'ami.

A l'imposteur, au fossoyeur du socialisme : fermez-là !

- Hollande critique l'emploi du vocabulaire de la Résistance par les anti-mariage gay - LeMonde.fr

La réaction a même employé celui des révolutionnaires de 1792 et de mai 68, on comprend pourquoi il n'y a pas fait référence...

Avec vous au pouvoir, le futur ne peut que "*terrifier*".

- "*Bien sûr qu'il y a des doutes, que le présent peut être difficile, que le passé peut parfois terrifier*", a-t-il souligné. "*Mais nous devons toujours avoir ce sentiment que demain peut être meilleur qu'aujourd'hui*". Reuters 27.05

Qui y croit encore ? Personne. Mais il a raison de s'exprimer ainsi, il faut l'encourager persévérer dans le même registre, car il se coupe un peu plus des travailleurs qui n'en croient pas un mot. Le M'PEP nous promet des "*jours heureux*" sous les auspices du régime capitaliste, c'est merveilleux, rien de tel pour en détourner les militants.

[Cela urge ! Barroso avait "*mal communiqué*".](#)

- Course contre la montre pour la supervision bancaire unique - Reuters

Tout cadenasser ou finaliser le plus vite possible dans l'UE pour éviter toute explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe...

... pendant que..

- Malgré les discours, l'austérité reste de mise dans l'UE - Reuters

- Malgré la confiance affichée par Paris dans sa fronde contre l'austérité et les propos récents de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne sur les "limites" de ces politiques, les pays de la zone euro ne sont pas sur le point de changer drastiquement de stratégie pour adopter des mesures de relance.

Qu'est-ce que cela signifie ? Double langage, contradiction, hésitation ? Pas vraiment, ce qu'ils veulent dire, c'est que la stratégie qui consiste à réduire le coût du travail et liquider les droits sociaux des travailleurs, leur imposer une formidable régression sociale, faire exploser le chômage, bref s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière durant la période couvrant les trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe est l'objectif qu'ils se sont fixés afin selon les cas d'augmenter la part des profits qui iront dans la poche des capitalistes ou de tenter d'enrayer la baisse du taux de profit dans des secteurs économiques fortement concurrentiels sur le marché mondial, ce qui devrait se traduire uniquement par l'augmentation de leur marge de négociation qui leur permettront toutefois d'augmenter leurs profits en volume, le tout se traduisant par une baisse générale du niveau de vie des masses au profit des nantis qui s'enrichiront davantage encore, les inégalités entre les classes auxquelles ce processus devrait aboutir étant calqué sur le modèle américain.

C'est seulement une fois qu'ils seront parvenus à un résultat satisfaisant sur le plan social que le chômage refluera, quand ils seront parvenus à imposer aux travailleurs des conditions de travail et de rémunération moins avantageuses avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers, ce jour-là ils pourront clamer les bienfaits de l'austérité qui a permis à la croissance de redémarrer.

Cela a une autre signification ou soutient une autre modification importante, jusqu'à présent ce qu'il appelle la croissance reposait à hauteur d'environ 70% sur la consommation dans le pays, mais en appauvrissant les masses, surtout qu'il faut prévoir que le chômage de masse ne sera pas près de disparaître, cet objectif est intenable ou sera impossible à réaliser puisque les conditions auront disparu pour l'atteindre, ce qui signifie qu'un autre facteur, extérieur au pays va prendre le relais, les classes moyennes situées dans les pays émergents qui se comptent par centaines de millions et qui elles-mêmes sont soumises à des conditions d'exploitation effroyables, mais dont le développement et le niveau de vie en progression constitue les bases d'une croissance économique à bon marché puisque dans ces pays le prolétariat est également surexploité, qui plus est sans droit, la lutte des classes y est aussi peu développée que la conscience tout court de la population, une aubaine quoi, une alternative alléchante au marché européen comportant trop de contraintes et de réglementation, trop politique, sûre, relativement stable, de quoi rassurer les investisseurs...

En Inde, la croissance signifie asservissement des masses laborieuses au capitalisme, c'est le droit d'entrée qu'il faut accepter de payer pour avoir accès au marché, améliorer son niveau de vie, devenir un consommateur de biens d'équipement, accéder au crédit, ce qui nécessite d'en finir avec un mode de vie insouciant qui consistait à se satisfaire de peu sans avoir besoin de trop travailler, tout en restant en dehors du marché, en endurant bien des souffrances mais en disposant d'une certaine liberté et joie de vivre qui a depuis disparu au profit de nouvelles difficultés et souffrance dues à l'engrenage sans fin dans lequel les masses sont tombées ou plutôt qui leur a été imposé en leur faisant miroiter monts et merveilles, les mêmes mirages ou illusions qui habitent les masses en occident et dont elles sont devenues les esclaves.

J'ai connu les deux époques que je décris ici, j'étais en Inde lorsque cette transition s'est effectuée. Au niveau des transformations intervenues dans les rapports sociaux, on pourrait dire brièvement qu'on est passé de rapports féodaux qui laissaient une certaine liberté aux serfs qui étaient relativement solidaires entre eux, à des rapports capitalistes où cette liberté a totalement disparu puisqu'ils travaillent six jours sur sept tout au long de l'année sans aucun droit, et à leur atomisation accompagnée d'un individualisme féroce qui s'est développé, au point que les membres d'une même famille que j'ai connus plus jeunes liés comme les cinq doigts de la main sont devenus totalement étrangers à leur sort ou témoignent entre eux une indifférence.

Cet article se poursuivait ainsi :

- Pierre Moscovici, ministre français de l'Economie et des Finances, s'est félicité fin avril du terrain gagné par "*le climat anti-austérité*" auprès de la communauté internationale.

Peu de temps auparavant, José Manuel Barroso, partisan de longue date de la rigueur budgétaire, avait estimé de manière inattendue que les politiques d'austérité avaient atteint leurs limites, même s'il avait souligné que ces mesures étaient "*fondamentalement justes*".

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", avait-t-il dit.

Un responsable européen, en lien régulier avec des dirigeants nationaux, a expliqué à Reuters que le président de la Commission européenne avait "*mal communiqué*" et qu'il n'était pas possible de renoncer à l'austérité.

"*Il est trompeur d'annoncer la fin de l'austérité et un retour à une relance par les déficits budgétaires*", a dit le responsable. "*On peut reporter de manière marginale les mesures d'ajustement budgétaire d'un an ou deux, mais ce n'est pas une vraie réponse.*"

"*Il ne s'agit pas d'abandonner les politiques d'austérité*", note Carsten Brzeski, économiste chez ING. "*Il s'agit simplement d'adapter le rythme des ajustements et de se concentrer sur les réformes structurelles pour éviter de subir un cercle vicieux de l'austérité.*" Reuters 27.05

Ils tiennent leur proie et ne sont pas près de la lâcher, CQFC !

Une fois réduit à l'état de pauvreté et la précarité étant généralisée, sans droits sociaux devenus une marchandise comme une autre accessibles uniquement à ceux qui en ont les moyens financiers, cet état étant devenu la norme, évoquer l'austérité n'est plus à propos puisqu'elle est ancrée dans la société ou dans le mode de vie des masses.

[Crime prémédité par étouffement financier.](#)

- L'IGF tire la sonnette d'alarme au sujet de la santé financière des hôpitaux -20minutes.fr -

L'Inspection générale des Finances veut limiter les capacités d'emprunt bancaire des hôpitaux, dont la dette a triplé en moins de dix ans sous le poids des investissements, affirment Les Echos à paraître mardi.

Mandatée par le gouvernement, l'Inspection générale des finances souligne dans un rapport consulté par le quotidien que *"l'encours des prêts de moyen et long terme est passé de 9 milliards d'euros en 2003 à plus de 24 milliards en 2011 sous le poids des plans d'investissement"*.

Face à cette situation, l'IGF préconise de *"limiter fortement"* le recours des établissements de santé aux emprunts bancaires de court terme, affirment Les Echos.

L'importance de cette dette *"a rendu d'autant plus problématiques les conséquences de la crise bancaire et financière de l'automne 2008 pour le secteur hospitalier"*, observe l'IGF.

Le journal cite ainsi le cas du CHU de Caen, contraint *"de retarder des paiements courants, faute de trésorerie"*.

Dans ses colonnes, le patron de la Fédération hospitalière de France, furieux contre la préconisation de l'IGF, juge que *"l'hôpital risque l'embolie avec la multiplication des normes"*. AFP 27.05

En faillite : Privatisons-les !

Une seule solution : l'annulation de leurs dettes, pas un centime de plus pour les marchés financiers qui asphyxient les hôpitaux, sortie de l'UE et de l'euro, une République sociale qui concentre tout le pouvoir, la création monétaire, la banque et le crédit...

[Ils en sont les porte-parole. Un aveu.](#)

- François Hollande appelle à lutter contre *"la haine"* et *"l'intolérance"* - LePoint.fr

- Au Crif, Roger Cukierman repart tambour battant contre l'antisémitisme - AFP

- Combattre le terrorisme sans violer les droits, demande l'Onu - Reuters

Haine de la classe ouvrière, intolérance envers ses droits, les sionistes champions de l'antisémitisme, le terrorisme d'Etat qui viole les droits des peuples malien et syrien...

- Chercher à combattre le terrorisme en limitant les droits individuels et en maltraitant les suspects risque d'avoir des effets pervers et d'aggraver encore le problème, a déclaré lundi le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, la Sud-Africaine Navi Pillay.

"De telles pratiques vont à l'encontre du but recherché. Les mesures qui violent les droits de l'homme ne détruisent pas le terrorisme, elles le nourrissent", a-t-elle souligné. (Elle ne pensait sans doute pas si bien dire, mais elle est encore en dessous de la réalité, puisque le terrorisme est la créature de la CIA et du Pentagone. - ndlr)

"Le maintien en prison de nombre d'entre eux (à Guantanamo - ndlr) relève de la détention arbitraire, en violation du droit international, et une telle injustice est devenue un outil de recrutement idéal des futurs terroristes", a estimé la diplomate sud-africaine. Reuters 27.05

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les Américains et leurs alliés occidentaux ont fondé l'ONU qui fonctionne comme une dictature : les Etats membres sont appelés à adopter la politique internationale qu'ils ont concoctée pour eux, de leur côté ils ont les mains libres pour agir comme bon leur semble, sauf quand la Chine et la Russie s'emmêlent, et encore quand cela empiète sur leurs intérêts, sinon ils laissent faire. L'ONU est bien une machine de guerre contre tous les peuples, y participer, s'y soumettre, la légitimer comme le fait Mélenchon, c'est se faire le complice de l'impérialisme américain.

[Mise en scène et témoignages fabriqués. Le Monde spécialiste en documents et vidéos falsifiés à la rescousse.](#)

- Syrie: Le Monde témoin d'attaques chimiques contre les rebelles près de Damas - AFP

- Deux reporters du «*Monde*» témoignent de l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne - 20minutes.fr

Un internaute ajoutait que cette info fabriquée de toutes pièces allait être reprise pas une vingtaine de réactions... Normal, elles sont toutes réactionnaires ! Et puis, qui va les contredire, quel parti, quel syndicat, aucun ils sont tous vendus, seul le POI a pris position au côté du peuple syrien, va-t-il condamner l'armement des djihadistes par le gouvernement français et l'Union européenne, on le saura en lisant Informations ouvrières demain.

Sur quoi repose ces "témoignages" : "*les soldats rebelles toussaient, avaient les yeux qui brûlent, les pupilles rétractées. Cette exposition provoque vomissements et perte de connaissance.*", normal quand on est exposé aux vapeurs produites par les explosions d'obus et autres projectiles, sans parler de la poussière ambiante causée par les destruction quand on vit en permanence dans des quartiers réduits à l'état de gravats.

S'ajoute à cela la fatigue, des conditions de vie qui mettent à rude épreuve les organismes les plus solides, surtout au bout de deux ans de guerre, la mauvaise alimentation, le manque de sommeil, d'hygiène, de soin, tout est fait pour vous anéantir quand vous êtes harcelé de tous côtés, car l'immense majorité des syriens sont au côté du régime.

Et puis, apparemment, il ne s'agit que de malaises ou de maux bénins et passagers qui ne touchent que quelques malheureux mercenaires sanguinaires sur le sort desquels s'apitoient ces "*journalistes*". Cette manipulation est grossière, ils n'ont pas osé mettre en scène la population syrienne qui passeraient au travers des gaz, ce n'est pas là la seule contradiction de ces "*témoignages*", le gaz répandu dans l'air choisirait ses victimes, un peu comme le nuage de Tchernobyl qui s'était arrêté au frontière de la France en 1986, on a souvenir d'un village kurde gazé par Saddam Hussein, 5.000 morts officiellement et pas âme qui y ait survécu, au minimum l'emploi de gaz devrait se solder par des centaines ou des milliers de victimes, or ce n'est pas le cas en Syrie.

Il leur faut un prétexte pour bombarder la Syrie et chasser Assad du pouvoir, ils n'ont pas désarmé, la seule chose qui pourrait les arrêter ce serait qu'Israël s'emmêle et que la confrontation dégénère avec le Hezbollah, les Palestiniens et l'Iran, ce qui enflammerait toute la région au point que le conflit pourrait devenir incontrôlable et menacer l'existence de l'Etat sioniste, tout en déstabilisant un peu plus des régimes déjà fragiles en Tunisie ou Egypte par exemple, mais aussi à Barhein ou en Arabie Saoudite, en Jordanie, au Yemen, bref du Maghreb à la Corne de l'Afrique.

Ces "*journalistes*" sont des spécialistes en armement en tous genres, ils sont diplômés d'universités ou ils ont fait des études de chimie tellement poussées dans le domaine des gaz toxiques qu'au premier coup d'oeil ils sont capables de déterminer la nature de ceux qui auraient été employés par le régime syrien, qu'on se le dise.

- «*La gravité des cas, leur multiplication, la tactique d'emploi [...] montrent qu'il ne s'agit pas de simples gaz lacrymogènes utilisés sur les fronts, mais de produits d'une autre classe, bien plus toxiques*», affirment les journalistes. 20minutes.fr 27.05

Ces faux témoignages sont d'autant plus grotesques que chacun à en mémoire le précédent irakien, et que sans être un spécialiste en géopolitique n'importe quel individu normalement constitué comprendra spontanément que les puissances occidentales n'attendent qu'un faux pas d'Assad pour le liquider, et le président syrien est suffisamment intelligent pour savoir que l'emploi de tels gaz lui serait fatal.

Ce que ces pourritures n'ont pas l'air de comprendre, c'est que plus personne ou presque ne le les croit, et plus une information est ouvertement orientée dans une direction qui correspond aux intérêts du gouvernement ou à sa politique et reprises en chœur par la quasi-totalité des médias, plus la population s'en méfie et tend à la rejeter d'emblée sans même en vérifier la véracité tellement ils l'ont abreuvée de promesses et de mensonges.

[Le droit à la paresse, les syndicats suisses sont contre.](#)

- Un référendum en suisse pour le revenu minimum à vie - libération.fr

Voilà une «des initiatives les plus décoiffantes jamais présentées» au vote des Suisses, comme l'a écrit le journal le Matin Dimanche. «Voulez-vous recevoir une rente de 2 500 francs suisses [2 100 euros, ndlr] par mois sans condition et jusqu'à la fin de votre vie ?» Telle est la question qui va être posée aux Helvètes, en vertu d'un projet de votation qui a réuni les 100 000 signatures requises.

Inspiré des thèses de l'utopiste français Charles Fourier, ce revenu de base inconditionnel (RBI) «*supprime les contrôles avilissants*» auxquels doivent se soumettre les bénéficiaires d'allocations sociales, selon le comité B.I.E.N. - Suisse, à l'origine de l'initiative. Le plus curieux est que le vote - prévu d'ici deux ans - risque d'être négatif, les syndicats et le monde des affaires, dénonçant cette «*prime à la paresse*» qui ruinerait l'Etat et ferait exploser les impôts... libération.fr 27.05

Les syndicats sont devenus réactionnaires, le mouvement ouvrier est bourgeois et réactionnaire, le prolétariat aussi, apparemment

les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'ils redeviennent révolutionnaires, dans certains pays cela tient aux conditions objectives qui ne sont pas mûres, en France ou en Allemagne par exemple, alors qu'elles le sont en grande partie en Grèce et au Portugal, tandis que les conditions subjective font partout défaut, il n'existe plus aucun parti combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale, quand on dit qu'ils ont abdiqué ce n'est pas de gaité de coeur, cela nous rend malade en vérité pour ne pas dire qu'on en est épouvanté tellement c'est dramatique.

Tenez, la preuve que les conditions objectives ne sont pas mûres en France, elles le sont ou sont même entrées en putréfaction pour certaines couches défavorisées du prolétariat : - L'assurance-vie va bien. Ce produit d'épargne bien aimé des Français a généré une collecte nette positive (versements supérieurs aux retraits) pour le cinquième mois de rang en avril à 1,9 milliard d'euros, selon les chiffres publiés lundi par l'Association française de l'assurance (Afa). Sur les quatre premiers mois de l'année, la collecte nette s'est établie à 9 milliards d'euros, a souligné l'Afa, qui regroupe les deux principales fédérations d'assureurs. C'est toutefois moins que le Livret A et le LDD qui ont enregistré une collecte nette de 20,66 milliards d'euros sur la période. L'Expansion.com 27.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Seul près de 68% des votants ont fait le déplacement en Italie pour les municipales dans plus de 500 villes du pays. Le taux de participation est encore plus catastrophique à Rome où à peine un électeur sur deux s'est prononcé. euronews.fr 27.05

2- Egypte

Obtenir la destitution du Président Morsi, tel est l'objectif du "Mouvement Rebelle", en Égypte. Le mouvement d'opposition créé il y a un mois par de jeunes activistes estime que le chef de l'État, issu des Frères musulmans, ne répond pas aux exigences de la révolution.

La principale arme de ces insurgés d'un nouveau genre, une pétition. Ils entendent recueillir 15 millions de signatures pour obtenir le départ de Mohammed Morsi.

"En Égypte, les gens de la rue sont maintenant très déçus. Le président n'a apporté aucun des changements promis durant la révolution. Il y a même une nouvelle phase de violence. Notre défi est important. Il s'agit de ramener la révolution dans chaque rue, chaque quartier, chaque village, de manière aussi pacifique qu'à ses débuts", explique le porte-parole du mouvement, Mahmoud Bader.

Le mouvement aurait déjà recueilli plus de deux millions de signatures en moins de deux semaines. euronews.fr 27.05

3- Syrie

3.1- Les 27 pays membres de l'Union européenne sont finalement parvenus à s'entendre, lundi soir à Bruxelles. Au terme d'une journée de négociations, les ministres des affaires étrangères européens ont décidé de lever l'embargo sur les armes pour les rebelles syriens. Les ministres ont par ailleurs maintenu le reste de l'ensemble des sanctions prises depuis deux ans contre le régime de Bachar al-Assad.

Dans les faits cependant, cette décision ne devrait rien changer pour les rebelles qui font face à l'offensive de l'armée syrienne, en particulier autour de la ville stratégique de Qousseir. Car les 27 "se sont engagés à s'abstenir d'exporter des armes à ce stade et, en tout état de cause, à appliquer un certain nombre de critères stricts à d'éventuelles exportations futures", a expliqué le ministre luxembourgeois, Jean Asselborn.

Le ministre britannique, William Hague, principal défenseur du texte, a ainsi précisé à l'issue de la réunion que la Grande-Bretagne n'envisageait pas dans l'immédiat de livrer des armes aux rebelles. *"Bien que nous n'ayons pas de plan immédiat pour envoyer des armes en Syrie, la levée de l'embargo nous donne la flexibilité de le faire à l'avenir si la situation continue à se détériorer",* a déclaré M. Hague.

Aucune arme ne devrait ainsi être livrée d'ici au 1er août, date avant laquelle les ministres ont prévu de "réexaminer" leur position. Ce délai devrait leur permettre de dresser un premier bilan de la conférence internationale "Genève-2" prévue en juin à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie.

Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'UE, a insisté sur le fait que la fourniture d'armes était "*destinée à la protection des civils*". Elle sera en outre "*soumise à un certain nombre de conditions*", notamment en terme de contrôles sur leurs destinataires, afin qu'elles ne puissent tomber entre les mains de groupes radicaux. Le Monde.fr 27.05

3.2- Le sénateur McCain est en colère contre les succès flagrants de l'armée syrienne à Qusseir et il ne va pas par quatre chemins pour la manifester : "*en cas d'échec de Genève II, les Etats Unis interviendront pour détruire l'aviation syrienne*"!! Membre de la commission des forces armées au sénat us, McCain qui s'exprimait en marge du forum économique de la mer morte à Amman (!!) a menacé l'Etat syrien d'une action militaire si la conférence dite Genève II n'aboutissait pas aux résultats concrets.

"En cas d'échec, nous allons accroître notre aide aux rebelles syriens et la chute d'Assad sera alors inévitable.. l'aviation syrienne a un rôle décisif et les missiles de croisière pourront très bien être utilisés pour détruire l'Armée de l'Air syrienne. C'est ainsi que l'aviation d'Assad sera anéantie". " Il y a deux ans on croyait que son régime allait s'écrouler rapidement mais cette chute rapide n'a pas eu lieu ". McCain s'est ensuite livré à l'analyse du raid israélien du 5 mai contre la banlieue de Damas : "*les raids israéliens ont bien prouvé que l'option militaire est parfaitement applicable contre la Syrie . Je trouve honteux que l'administration américaine n'ait pas élargi son aide à l'adresse de l'opposition syrienne, ne l'ai pas encore dotée d'armes lourdes. C'est en raison de cette scandaleuse position US qu'Assad a remporté la guerre jusqu'ici*". McCain a prescrit une intervention militaire contre la Syrie à l'exemple de ce que "*nous avons fait en Bosnie et au Kosovo*"!!!! french.trib.ir 27.05

4- Turquie

« Tu ne peux pas comprendre la situation de la ville de Reyhanli ni celle de ses habitants. Tu entraînes les terroristes et tu les envoies en Syrie. Tu es le chef des terroristes en Syrie » c'est en ces termes que le chef du parti républicain du peuple, Kamal Kilichdaroglu s'est adressé au Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. *« Erdogan, je sais que tu vas dire que tu vas porter plainte contre moi, devant le tribunal. Mais, moi, je n'abandonne pas mon chemin quoi qu'il m'advienne »*, a-t-il souligné.

Le parti républicain du peuple estime que la politique du gouvernement d'Ankara envers la Syrie est la principale cause du massacre du peuple de ce pays ainsi que l'insécurité dans les villes frontalières turques. french.trib.ir 27.05

SOCIAL

Inde

Des dizaines de fonctionnaires ont manifesté ce lundi dans la ville de Srinagar, dans le Cachemire indien. Ils protestaient pour réclamer des hausses de rémunérations ainsi que la titularisation de plusieurs agents contractuels.

La police a fait usage de canons à eau pour disperser les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. euronews.fr 27.05

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la causerie que j'avais en préparation et puis on a encore des coupures de courant, depuis ce matin 9h, il est 15h40, il fait entre 35 et 40°C, je crève et pas le courage d'en faire plus. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaine de nouveaux articles.

La gauche, l'Opposition de gauche, c'est ici.

[Hollande et Cameron cherchent à torpiller la conférence internationale sur la Syrie prévue en juin.](#)

- La Russie a regretté mardi la fin de l'embargo de l'Union européenne sur les armes à destination de la Syrie et estime qu'elle met en péril la conférence internationale en préparation. Reuters 28.05

Ce que craignent les gouvernements français et britannique, c'est que l'accord passé entre les Américains et les Russes débouche sur une solution politique où ils seraient les principaux perdants, aussi bien sur le plan économique que politique.

Apparemment c'est la saison des pigeons ou des cocus, lire plus loin.

[Le chiffre du jour. 7.](#)

Selon une étude de l'Institut français de gouvernement des entreprises publiée aujourd'hui, le montant des dividendes versés par les entreprises françaises a été multiplié par sept entre 2002 et 2010. Atlantico.fr 28.05

[Un couronnement royal s'il vous plaît.](#)

A propos du mariage homosexuel et de la Palme d'or du Festival de Cannes décernée à un film mettant en scène des lesbiennes.

Hier j'ai loupé le coche comme on dit, suite à l'article de l'AFP "*Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française*", cette opération lancée par des monarchies, la reine des Pays-Bas en tête, monarchie pas tout à fait comme les autres puisqu'elle fut choisie pour accueillir en mai 1954 à l'hôtel de Bilderberg à Oosterbeek la première réunion du groupe portant depuis le même nom, le prince Bernard de Hollande étant davantage associé que concurrent à Rockefeller au Moyen-Orient dont ils pillèrent ensemble le pétrole (Shell et Exxon Mobil), a été couronnée par des "rois", ceux de Hollywood, Hollywood qui se trouvent être également une machine de propagande au service de la CIA, (lire à ce sujet les articles qui figurent en ligne dans le site), ainsi le protocole a été respecté du début à la fin, et ne cherchez pas où sont passés les cocus de cette histoire, la postérité retiendra qu'ils n'avaient pas été invités au festin, royal cela s'entend, et qu'ils furent simplement remerciés pour avoir parfaitement joué le rôle de figurants qui leur avait été destiné.

Un petit complément pour confirmer ce qui a été dit sur les Pays-Bas.

- Les Pays-Bas sont les premiers à avoir, en 2001, ouvert le mariage aux couples de même sexe. Le 1er avril 2001, à minuit, quatre couples deviennent les premiers mariés homosexuels. Slate.fr 29.05

Un courant politique qui fournit ses sources, qui étaye ses arguments, qui analyse la situation ou développe une théorie à partir des faits, qui étudie chaque hypothèse, qui tire un enseignement de chaque expérience, un vrai bonheur, non? Je plaisante, je ruisselle de sueur mais je suis de bonne humeur, parfois il faut se faire violence pour l'être.

Soit dit en passant, je préférerais la compagnie de la transsexuelle Amanda Lear, bien qu'un peu défraîchie, plutôt que Christine Boutin, histoire de me réconcilier avec mes petits camarades qui ont franchement manqué de perspicacité sur ce coup-là. J'ai une petite histoire indienne à propos de transsexuelle, mais ce sera pour une autre fois.

[Nous ne reconnaissons qu'une seule résistance, celle à la barbarie capitaliste pour le socialisme.](#)

Nous rejetons la résistance de 1945 sur fond de collaboration de classes, de capitulation et de trahison devant le capital qui a oeuvré à maintenir l'ordre établi avant la guerre. L'avènement de la Ve République en 1958 devait parachever logiquement ce processus destiné à maintenir au pouvoir la classe des exploités et à redonner le pouvoir à son représentant le général Charles de Gaulle. C'est ainsi que pendant les 11 années suivantes la France sera gouvernée par un militaire.

La Constitution qui avait été rédigée pour permettre au Bonaparte ou au monarque de service d'exercer son pouvoir (exorbitant) est toujours en vigueur plus d'un demi-siècle plus tard, tandis que l'ensemble des institutions lui sont soumises. En cela, il ne représentait pas seulement le sommet de l'Etat, il incarnait la continuité de l'Etat bourgeois qui caractérisait la domination de classe des exploités sur les exploités, ainsi il était le représentant de la classe qui détenait le pouvoir et pour laquelle il gouvernait.

Voilà quelle est la véritable et unique fonction de Hollande.

C'est en ayant ce constat à l'esprit qu'on devait ou devrait analyser les discours et les positions des différents partis qui se réclament du mouvement ouvrier. La réalité est cruelle pour ceux qui s'en sont écartés ou ont préféré fermer les yeux pour appeler à voter Hollande ou soutenir les candidats du PS en juin 2012. Quand la théorie qui inclut ou part des faits ne sert plus qu'à justifier ses propres analyses ou positions au lieu de servir un objectif politique pratique conforme aux intérêts des travailleurs, on en vient à soutenir les institutions et le régime en place qu'incarnent certains candidats ou partis.

De compromission en reniement, on finit par s'enfoncer dans l'erreur, à la théoriser, à tenter de la justifier par des méthodes détestables qui finissent par nous rendre aveugles et incapables de supporter la confrontation des idées, toute discussion devient impossible.

Avez-vous observé ce qui vient de se passer lors des élections municipales partielles en Italie ? L'abstention a atteint environ 44%, plus de 50% dans certaines grandes villes, en recul de plus de 20% par rapport aux dernières élections municipales. Cela signifie que la majorité des masses ont rejeté tous les partis qui se présentaient dans le cadre des institutions et de

la Constitution existantes.

En France, absolument tous les partis sont déjà en piste pour les élections municipales de 2014, autrement dit, aucun ne tirera les leçons des élections législatives de juin 2012 en France qui avaient enregistré un taux d'abstention record, autant dire qu'ils se foutront éperdument des résultats des élections municipales italiennes, quand bien même les travailleurs se détournent des institutions, eux ils y demeurent fermement enchaînés, tel est un enseignement que l'on peut tirer.

Pour revenir à ces élections municipales italiennes, j'ai noté que le M5S de l'ex-humoriste Beppe Grillo avait enregistré une cinglante défaite, son score a été divisé par deux par rapports aux dernières législatives, cela proviendrait selon L'Express qui se fait l'écho des premières réactions sur place en Italie: Pour beaucoup, l'effondrement du M5S vient de son refus d'une alliance avec le PD pour former un gouvernement après les législatives. "Nous avons raté le train", a regretté Rosolino, un militant. Pour Stefano Folli du Sole 24 Ore, "un message confus, l'incapacité à mettre sa force au service d'une vraie dynamique réformatrice et les modestes". lexpress.fr 28.05

Cela signifie que ce mouvement n'était qu'un feu de paille comme nous l'avions analysé, mais surtout que ses voix se sont reportées sur le Parti Démocrate qui a enregistré un très bon score, ce sont donc les couches de travailleurs privilégiés, les couches moyennes, les fonctionnaires, toutes celles qui ont plus à perdre que les autres qui elles se sont réfugiés dans l'abstention, qui ont été votées, qui ont manifesté leur soutien à des candidats d'un parti bourgeois semblable au PS en espérant qu'ils contribueront à maintenir leurs avantages ou à régler les problèmes qu'ils rencontrent dans leur commune, témoignant de leurs illusions dans ce parti et de leur subordination aux institutions. Et c'était bien là la signification de la participation à ces élections comme candidats ou électeurs.

Mais un véritable parti ouvrier, devrait-il définir sa politique et s'appuyer sur les couches manifestant le plus d'illusions dans les partis qui représentent le capital même drappés des oripeaux du socialisme et témoignant leur subordination aux institutions, ou au contraire devrait-il s'adresser et prendre appui sur les millions et millions de travailleurs qui les rejettent et sont prêts à rompre avec le capital et ses institutions politiques ?

Tous les partis (et les syndicats) ont opté pour la première réponse et se sont détournés des couches dites populaires, tandis que certains osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui récolte de plus en plus de voix de ces couches populaires, autrement dit, ils participent bien à faire le lit de l'extrême droite et leur mise en scène ou gesticulations grotesques ne servent qu'à le camoufler.

N'étant pas obnubilé par le jeu institutionnel, nous attendront de voir comment va se développer la situation en France lors des prochains mois avant de prendre position sur les élections municipales, contrairement à tous les partis qui apparemment n'en tiendront pas compte, comme quoi leur politique est dictée par autre chose que les faits, par des intérêts d'appareil, ils en font encore ici la démonstration.

Et oui, je suis désolé pour les militants de ces partis, je ne fais que dresser un constat que chacun peut vérifier.

ACTUALITE EN TITRES

Charrettes.

- Goodyear: pas de repreneur pour Amiens-Nord, les syndicats vont en justice - AFP
- 240 emplois supprimés chez Spanghero - Reuters
- Près de 200 emplois menacés par la vente de l'usine Sony en Alsace - AFP

Il paraîtrait que c'est un chiffre magique

- 7 : par combien ont été multipliés les dividendes des entreprises françaises entre 2002 et 2010 - Atlantico.fr

Medef-CFDT : vive le capitalisme. CGT : Vive l'armée !

- La CGT dénonce le livre blanc de la Défense - L'Expansion.com

Même combat !

[Quand on vous disait qu'ils avaient un problème de ce côté-là.](#)

- Sexualité: Pas si facile de prendre son pied - 20minutes.fr

[Ceci est la cause de cela](#)

- Chômage et pouvoir d'achat: le moral des Français à son plus bas historique - AFP

- Le moral des Français s'effondre sous un seuil historique - LePoint.fr

- Les Européens n'ont jamais autant pris de drogue - Le Nouvel Observateur

[La voie de son maître.](#)

- Banque de France : petit manuel de libéralisation à l'usage de Hollande - LePoint.fr

- La Cour des comptes appelle à des "*économies structurelles*" - LeMonde.fr

[Et dire que la baisse de la TVA devait créer des milliers d'emplois...](#)

- La restauration a perdu 10% d'emplois en deux ans - AFP

[Pas une dictature ?](#)

- Le ministre de la justice américain a approuvé la surveillance de Fox - LeMonde.fr

[Il faut bien les ménager, ils vous rendent de si précieux services...](#)

- Prison avec sursis pour avoir attaqué l'ambassade américaine de Tunis - Libération.fr

L'attaque de septembre dernier avait été orchestrée par la mouvance salafiste jihadiste, selon les autorités locales. Libération.fr

[Syrie. Partie de poker menteur](#)

- L'UE lève l'embargo sur les armes aux rebelles Libération.fr - Liberation.fr

- Syrie : Washington soutient la décision européenne - LePoint.f

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - LeMonde.fr

- Syrie: Moscou insiste pour livrer des missiles au régime - AFP

[Rompre le silence, briser les institutions !](#)

- Résistance: minute de silence au parlement pour le 70ème anniversaire du CNR - AFP

[Les zélés serviteurs et les cocus](#)

- Record de non-remplacement des fonctionnaires en 2012 - LePoint.fr

Le taux de non-remplacement s'est établi à 61,3 % en 2012. Le taux le plus élevé sous l'ère Sarkozy avait été de 50 % en 2011. LePoint.fr 28.05

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

Mélenchon dans le rôle de ministre des Affaires étrangères d'un président aux idées de "droite".

Mélenchon se serait-il rangé au côté du peuple syrien qui lutte pour son auto-détermination contre les mercenaires jihadistes de 35 pays soutenus par la coalition militaire américano-franco-britannique qui détiennent tout le pays ? Pas vraiment. Décyptage.

Au début de son intervention on pourrait croire qu'il condamne la décision d'Hollande d'envoyer des armes aux assassins du peuple syrien, alors qu'ils leur en fournissent sous le manteau via Doha, Riad et Istanbul, cela il ne le dira pas évidemment.

- "*François Hollande et le gouvernement viennent de commettre une faute lourde contre la paix en faisant pression avec la Grande-Bretagne pour que l'Union européenne lève son embargo sur les exportations d'armes en Syrie*", écrit l'eurodéputé dans un communiqué.

En réalité pas du tout, son soucis n'est pas le sort du peuple syrien dont il n'a rien à foutre, il le démontrera plus loin, mais la "*puissance diplomatique*" de la France qui pourrait être affaiblie, où, mais en Afrique et dans la région pardi, là où l'impérialisme français a des intérêts (au Mali par exemple) et dont Mélenchon se fait le représentant ici, au passage vous aurez noté sa véritable nature, franchement réactionnaire.

- "*En commettant les mêmes erreurs en Syrie (qu'en Libye - ndr) , François Hollande expose la France à de nouvelles menaces et affaiblit notre puissance diplomatique*".

Mélenchon en porte-parole de la "*puissance diplomatique*" de l'impérialisme français, c'est beau, encore un dirigeant de gauche, vendu oui ! Pour finalement déplorer que le gouvernement français s'aligne sur Washington, ce qui est faux, officiellement tout comme la France et la Grande-Bretagne, les Américains ne fournissent pas d'armes aux jihadistes, et soutenir l'Union européenne qui se rangeront derrière les Américains. C'est qu'il l'aime l'Union européenne Mélenchon, ils sont inséparables.

"*Cette levée de l'embargo aligne l'Europe sur les États-Unis et l'empêche de peser en faveur d'une résolution politique du conflit syrien. Cette surenchère militaire en Syrie conduit tout le Moyen Orient à une impasse*", dit-il. AFP 28.05

En conclusion, Mélenchon reproche à Hollande d'avoir abandonné la ligne de conduite qu'il avait adoptée et qui lui avait été dictée par les Américains. C'est bien Mélenchon qui a affirmé récemment que Hollande avait des idées de "*droite*", il faut croire que Mélenchon les partage, mieux, il s'en fait le garant, comme du régime quoi.

Quand je dis que ce type-là est un charlatan, un pauvre type en vérité, je ne lui fais pas un procès d'intention, il vient de le démontrer une nouvelle fois en prêtant aux Américains une position qui n'est pas la leur, c'est significatif et très grave. Cette grossière erreur montre qu'il parle à tort et à travers en se donnant un air intelligent, ce qui a sans doute le don d'épater la bande de bras cassés qui lui sert de cour, car en principe, un dirigeant d'un parti qui doit s'exprimer publiquement sur un sujet important doit le maîtriser ou savoir de quoi il retourne, pour cela il suffit qu'il se réunisse avec les autres dirigeants de son parti ou ceux qui sont censés suivre l'actualité politique internationale pour être parfaitement informé de la situation, ce qui n'est manifestement pas le cas de cet histrion. Pour qui roule Mélenchon ? C'est clair, non ?

Front unique Medef, CGPME, UPA , CFDT, CFTC et CFE-CGC contre les travailleurs

Trois organisations patronales - Medef, CGPME, UPA - et trois syndicats - CFDT, CFTC, CFE-CGC - ont publié mardi un rapport commun pour relancer la croissance, un texte dont s'est dite "*fière*" la présidente du Medef Laurence Parisot et qui constitue un nouveau "*cap*" pour le dialogue social selon le leader de CFDT Laurent Berger.

Le rapport de 165 pages, intitulé "*réinventer la croissance*", a été présenté mardi soir du siège du Medef par les six organisations.

"*Ce soir, je suis fière d'être avec les représentants syndicaux pour présenter ce que j'appellerai un livre*", a affirmé Mme Parisot en vantant les mérites du "*dialogue social*" pour "*faire avancer le pays*" et "*sans lequel on n'aboutit à rien*".

Mme Parisot a mis en garde contre les "*dangers*" qui menacent la méthode du dialogue social qui "*a beaucoup d'adversaires*", à la fois "*à gauche et droite*", parmi le patronat et parmi les syndicats, a-t-elle dit en allusion à la CGT et à FO qui ont refusé de prendre part aux débats pour l'élaboration de ce rapport.

De son côté, Laurent Berger a souligné que le dialogue social, "*facteur de progrès*" est "*en train de passer un cap*" et a rappelé l'interdépendance entre l'économique et le social. Le rapport, a-t-il dit, sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*".

Dans ce rapport, le patronat et les syndicats souhaitent notamment une nouvelle "*gouvernance économique*" qui suppose une meilleure définition du champ d'intervention de "*l'Etat*" qui devra être "*stratège*" et "*respectueux des avis des partenaires sociaux*".

Pour Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC, "*l'originalité première*" de ce texte est que syndicats et patronat ont "*fait ensemble un constat commun et des propositions communes*".

Le rapport juge notamment qu'il ne faut pas fermer la porte au gaz de schiste et suggère de poursuivre la recherche sur la sécurisation des techniques d'exploitation.

Il s'agit du deuxième texte économique commun des six organisations après celui sur la compétitivité en 2011. AFP 28.05

La CGT et FO ne pourront pas dire qu'ils sont tombés dans un piège les 20 et 21 juin prochains, qu'ils ne savaient pas de quoi il retournait, ce qui servirait de support à cette mascarade, s'ils y participent, c'est qu'ils la cautionnent, sachant par avance également que l'accord qui en sortira reposera sur ce rapport.

Ils ont refusé de participer à l'élaboration de ce rapport, ils doivent maintenant refuser de participer à cette conférence basée sur ce rapport, sinon à quoi bon. AFP 28.05

En complément.

- Le Medef, la CGPME, l'UPA et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC appellent en outre à une plus grande coordination des politiques économiques en Europe et à davantage d'harmonisation.

Les signataires prônent par ailleurs un renforcement de la politique économique européenne, avec une "*véritable gouvernance économique à l'intérieur de la zone euro*", une meilleure coordination des politiques budgétaires, une plus grande harmonisation de la fiscalité et des normes, l'achèvement du marché unique, une "*convergence sociale*", et une stratégie industrielle européenne. Reuters 28.05

Autant dire que les syndicats ne font pas de politique, l'Union européenne n'est pas une institution politique comme chacun sait.

Ils se font les relais de l'oligarchie financière et de sa politique conduisant à l'intégration définitive des Etats des 27 pays dans l'Union européenne une fois abandonnée leur souveraineté ou indépendance au profit de cette dictature calquée sur le modèle américain.

Ils ont franchi un nouveau "*cap*", effectivement une nouvelle étape qualitatif qui les rangent définitivement parmi les syndicats patronaux ou jaunes, anti-ouvriers. Ils se sont placés eux-mêmes en dehors du mouvement ouvrier qu'ils combattent au côté du patronat. Aucun front unique (ou intersyndicale) ne doit être appelé en leur direction ou ne pourra être toléré avec ces syndicats.

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet plus à fond, on y reviendra. Juste un mot très bref.

Que fallait-il penser de la déclaration du POI qui prétendait que le front CGT-CFDT se serait brisé le 11 janvier 2013 suite à la résistance des militants, mieux encore, des braves appareils de la CGT et de FO, alors qu'en réalité cette rupture était le produit d'un virage ultra droitier de la CFDT, CFTC et la CGC volant au secours du capitalisme en crise et du gouvernement, on en a ici la preuve. Ils se partagent les rôles, c'est comme les partis qui soutiennent le gouvernement de l'intérieur et ceux qui le soutiennent de l'extérieur, ainsi le mouvement ouvrier est complètement cadencé ou presque.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'un des trois juges du tribunal arbitral qui a octroyé 403 millions d'euros à Bernard Tapie en 2008 et l'avocat de l'homme d'affaires ont été placés en garde à vue, a-t-on appris mardi de source proche de l'enquête.

Le magistrat Pierre Estoup, l'un des trois juges du tribunal privé qui a soldé le litige opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la cession d'Adidas, est en garde à vue depuis lundi matin, a précisé cette source.

L'avocat de l'homme d'affaires, Me Maurice Lantourne, a de son côté été placé en garde à vue mardi, a-t-elle indiqué, confirmant

une information de Mediapart.

Le trio-arbitral était composé de Pierre Estoup, premier président honoraire de la cour d'appel de Versailles à l'époque, d'un ex-président du Conseil constitutionnel, Pierre Mazeaud, et de l'avocat Jean-Denis Bredin.

Trois juges du pôle financier parisien, Serge Tournaire, Guillaume Daïeff et Claire Thépaut, conduisent depuis septembre 2012 une information judiciaire pour usage abusif de pouvoirs sociaux, recel de ce délit, détournement de fonds publics et faux dans le volet non-ministériel de cette affaire.

Le tribunal arbitral avait condamné en juillet 2008 le Consortium de réalisation (CDR), structure créée en 1995 pour gérer le passif du Crédit lyonnais après sa quasi-faillite, à verser à Bernard Tapie 285 millions d'euros d'indemnités, dont 45 millions à titre de préjudice moral (403 millions d'euros avec les intérêts).

L'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, qui avait choisi en 2007 de solder par un arbitrage privé le litige judiciaire, a été entendue jeudi et vendredi par la Cour de justice de la République. Elle a été placée sous le statut de témoin assisté. Reuters 28.05

Lagarde n'a pas été mis en examen, il fallait bien des lampistes...

2- Etats-Unis

Le ministre de la justice américain, Eric Holder, a personnellement approuvé la décision de faire saisir les détails de communications téléphoniques de la chaîne de télévision Fox News, dans le cadre d'une enquête sur des fuites relatives à la Corée du Nord. Ce feu vert signifie que l'Attorney General est davantage impliqué dans cette affaire que ne l'a reconnu officiellement le département de la justice.

James Rosen a rapporté en juin 2009 que les services de renseignement américains redoutaient de nouveaux essais nucléaires nord-coréens à la suite de sanctions adoptées par les Nations unies contre le régime de Pyongyang. Stephen Kim, un ancien analyste du département d'Etat soupçonné d'être la source de James Rosen, doit comparaître en procès en 2014 pour infraction à la législation sur le contre-espionnage. James Rosen lui-même n'est pas poursuivi.

L'administration américaine est déjà soupçonnée de porter atteinte à la protection des sources des journalistes dans une autre affaire, portant sur la saisie de détails de communications téléphoniques de journalistes de l'agence de presse Associated Press. lemonde.fr 28.05

3- Syrie

3.1- Selon l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine, plus de 500 bandes terroristes opèrent dans différentes localités de la Syrie et elles sont composées à 85% de délinquants, de criminels non syriens. Les sponsors de ces bandes terroristes, soit Riyad/Doha/Washington/Tel-aviv financent et organisent ces bandes à l'effet de tuer les syriens, de détruire la Syrie. french.trib.ir 28.05

3.2- « *Le contrat de vente des missiles S-300 à la Syrie est, tout à fait, légal. La Russie exécutera ce contrat et ces missiles seront livrés à la Syrie* » a déclaré, l'ambassadeur de Russie à l'Otan, Alexandre Grouchko. Ce dernier a souhaité que les pays occidentaux évitent d'armer les rebelles syriens. Pour sa part, l'ambassadeur de Syrie à Moscou a déclaré que la Russie, restant attachée à ses engagements, n'a pas stoppé les livraisons de ces systèmes de missiles antiaériens à la Syrie. french.trib.ir 28.05

3.3- Le sénateur néoconservateur US McCain, membre de la commission de la défense au sénat, s'est rendu en l'espace de quelques heures en Syrie via les frontières turques pour rencontrer les chefs de l'ASL, Salim Edriss à Alep. Outre Edriss, d'autres chefs terroristes dont le nom n'a pas été divulgué ont rencontré McCain. Aucune information n'a filtré sur la teneur des discussions.

McCain a menacé dimanche la Syrie de frappes aériennes massives en cas d'échec de la conférence Genève II. L'Europe vient de son côté décider d'une levée de l'embargo sur la livraison d'armes à destination des rebelles. french.trib.ir 28.05

3.4- Selon des sources proches au bureau du Premier ministre irakien disent que Washington insiste sur la nécessité d'un rôle central de l'Irak dans le règlement de la crise actuelle en Syrie. La visite du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Muallem à Bagdad est intervenu d'après un programme prévu d'avance. Cette visite a été reporté en raison de la situation intérieure de l'Irak, mais il est à noter que les autorités irakiennes et syriennes ont des contacts et des rencontres réguliers soit à Bagdad soit à Damas.

Cette fois-ci, les responsables irakiens ont arrangé la visite de Walid Muallem à Bagdad de sorte qu'il arrive à la capitale irakienne après la conversation téléphonique du vice-président américain Joe Biden avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Ainsi, la Maison Blanche a demandé à la partie irakienne de véhiculer un message secret de Washington au président syrien Bachar al-Assad.

Cela montre que la Maison Blanche a décidé de donner à Bagdad un rôle central dans le règlement de la crise intérieure de la Syrie. Selon les sources proches du bureau du Premier ministre irakien, le message secret de Joe Biden au président Bachar al-Assad porte sur un point important : la Maison Blanche demande à Damas de se servir convenablement de l'occasion créée par la tenue imminente de la conférence internationale de Genève II. Pourtant tout le monde s'accorde à dire à Bagdad que jusqu'à présent, les Etats-Unis ont agi différemment car ils ont tout fait pour soutenir l'opposition syrienne qui se bat pour renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Le fait que les Etats-Unis insistent à ce que la partie syrienne participe à la conférence internationale de Genève II peut montrer que selon les dirigeants américains, le conflit ne se résume pas entre le gouvernement de Damas et de l'opposition syrienne installée à l'étranger. C'est pourquoi Washington demande au gouvernement syrien de créer des ponts entre Damas et les autres puissances régionales et internationales pour approfondir les négociations.

En outre, les sources bien informées à Bagdad disent que dans sa conversation téléphonique avec Joe Biden, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a mis l'accent sur les effets néfastes que la crise syrienne peut avoir à l'intérieur de l'Irak, notamment en ce qui concerne les activités des courants salafistes.

La Maison Blanche a bien compris que l'opposition syrienne installée à l'étranger n'a aucun poids sur les évolutions sur le terrain à l'intérieur du pays. Washington a compris aussi que les courants salafistes soutenus par certains pays de la région deviennent de plus en plus forts aux rangs des opposants armés au gouvernement du président Bachar al-Assad. Dans ce cadre, le vice-président américain, Joe Biden a demandé au Premier ministre irakien Nouri al-maliki de dire au président Assad que la Maison Blanche lui donnera assez de temps pour nettoyer les éléments salafistes.

Il est à noter que le ministre syrien des Affaires étrangères n'était pas seul dans sa mission à Bagdad, il a été accompagné par le colonel Mohammad Nassif, officier de liaison qui occupe le poste de vice-Premier ministre et joue le rôle d'intermédiaire entre la Syrie d'une part, et l'Iran et l'Irak de l'autre.

Selon des sources bien informées à Bagdad, dans sa conversation téléphonique avec le Premier ministre irakien, le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden a demandé au gouvernement irakien de prendre une position neutre vis-à-vis des évolutions qui se produisent à l'intérieur de la Syrie. Autrement dit, Washington demande à Bagdad de prendre pour exemple le comportement du gouvernement libanais à l'égard de la crise syrienne. Selon ces sources, le vice-président américain a demandé aussi au Premier ministre irakien d'empêcher la formation d'une région autonome sunnite à l'intérieur de l'Irak, car selon les autorités américaines, la création d'une telle zone en Irak permettra aux éléments liés à al-Qaïda de trouver un nouveau refuge dans la région du Moyen-Orient. french.trib.ir 28.05

4- Iran

L'Iran a accédé mardi à la présidence de la conférence de Genève sur le désarmement.

L'ambassadeur iranien Moshen Naziri Asl a affirmé qu'il va insister sur le désarmement nucléaire pendant les quatre semaines de son mandat. Plusieurs délégations, dont Cuba, la Syrie, le Pakistan, la Russie, la Chine, l'Algérie et l'Egypte, se sont félicitées de l'arrivée de l'Iran à la présidence de la conférence et ont exprimé leur soutien à Téhéran.

La présidence est assurée par tournus selon l'ordre alphabétique des pays. Les délégations occidentales, qui ont exprimé des réserves précédemment sur l'éventualité d'une présidence iranienne, n'ont pas pris la parole. L'ambassadeur iranien a affirmé que le désarmement nucléaire a toujours été la priorité absolue de l'Iran. french.trib.ir 28.05

5- Israël

5.1- Selon la chaîne 10 de la TV israélienne, les exercices militaires "*Plaque Tournante 7*" ont littéralement échoué. La chaîne reste avare de commentaire sur cet échec mais laisse entendre que les divergences de vue entre les responsables militaires du front intérieur israélien d'une part et de l'autre les services de sécurité israéliens ont empêché que les manœuvres réussissent.

Les exercices militaires en question visaient en effet à préparer Israël à faire face à des milliers de missiles que le Hezbollah, la Syrie et Gaza tireraient en direction d'Israël en cas de guerre. french.trib.ir 28.05

5.2- C'est l'ex ministre israélien des AE , Avigdor Liberman qui répond par affirmative à cette question !

Selon Jerusalem Post qui cite l'actuel président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset , *"le Hezbollah possède des armements qui sont capables d'atteindre n'importe quel point en Israël" " Eu regard des menaces émanant de l'axe radical (ndlr: Iran/Hezbollah/Syrie) , ce dont nous avons besoin en ce moment c'est la résistance et la détermination " . " L'Iran va droit vers la fabrication de la bombe atomique " a -t-il dit avant de se liguer sur le discours des ennemis arabes d'Assad en accusant ce dernier d'avoir utilisé des substances chimiques contre les rebelles.* french.trib.ir 28.05

SOCIAL

Chili

Une manifestation d'étudiants chiliens réclamant un changement du système d'éducation pour un enseignement gratuit et de qualité s'est achevé mardi en affrontements avec la police dans les rues de la capitale chilienne.

La marche, convoquée par la Confédération des étudiants du Chili (Confech), regroupant les principales universités du pays, avait été autorisée par la police mais avec un parcours n'incluant pas la principale artère de la capitale, la Alameda, qui passe notamment devant le Palais de La Moneda, siège de la présidence chilienne.

Sous des trombes d'eau qui ont provoqué des inondations, la fermetures des écoles primaires de la région et des coupures d'électricité, quelque 2.000 étudiants selon les médias - 600 selon la police - se sont massés sur une place de Santiago pour demander une restructuration du système éducatif.

Les heurts se sont produits lorsque la police a refusé au cortège l'accès de la Alameda et a fait usage de gaz lacrymogènes et de lances à eau.

"Ils veulent rendre invisible notre mobilisation pour cacher l'échec du gouvernement", s'est plaint sur Twitter Andres Fielbaum, président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili.

Les étudiants chiliens ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 pour demander au gouvernement de Sebastian Piñera (premier président de droite depuis la fin de la dictature en 1990) une réforme du système éducatif, cher et inefficace, selon eux.

Le système actuel, faisant la part belle au privé, est hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Le gouvernement chilien a présenté plusieurs projets de loi à destination du système universitaire, prévoyant notamment de diminuer le coût des crédits contractés par les étudiants pour financer leurs études, mais sans parvenir à calmer la fronde. AFP 28.05

ECONOMIE

Etats-Unis

Ils empiétaient sur nos plates-bandes

-La justice new-yorkaise a annoncé mardi l'inculpation de l'émetteur de monnaie numérique Liberty Reserve et de sept de ses responsables, pour avoir blanchi six milliards de dollars en sept ans, après ce qui serait la plus vaste enquête internationale menée en matière de blanchiment.

Basée au Costa Rica, Liberty Reserve, créée en 2006, était une plateforme de paiement électronique utilisant la monnaie numérique du même nom (LR), permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent de n'importe qui, n'importe où dans le monde, en dehors de toute réglementation.

Elle est accusée par les autorités judiciaires américaines d'être devenue *"la plaque tournante financière de la cybercriminalité"*, avec plus d'un million d'utilisateurs, dont 200.000 aux Etats-Unis, qui en sept ans ont passé 55 millions de transactions *"dont presque toutes étaient illégales"*.

Au total, six milliards de dollars auraient ainsi été blanchis, selon le procureur fédéral de Manhattan Preet Bharara.

Le Trésor américain a également mis Liberty Reserve à l'index comme étant *"une institution dont le but premier est de blanchir"*

de l'argent". C'est la première fois que le Trésor prend des mesures contre une plateforme de paiement électronique ou "de monnaie virtuelle".

"Le Trésor est déterminé à protéger le système financier américain des cybercriminels et d'autres acteurs mal-intentionnés agissant dans le cyberspace, spécialement des institutions étrangères qui facilitent la criminalité en ligne et espèrent échapper aux règles", a indiqué le sous-secrétaire au Trésor chargé de la lutte contre le financement du terrorisme, David Cohen.

En tout sept responsables ou ex-responsables de Liberty Reserve ont été inculpés: cinq ont été arrêtés vendredi dernier en Espagne, au Costa Rica et à Brooklyn (New York), et deux autres sont toujours recherchés au Costa Rica.

Le fondateur de la plateforme Arthur Budovsky, 39 ans, habitant aux Pays-Bas, a notamment été arrêté en Espagne, et le co-fondateur Vladimir Kats, 41 ans, à Brooklyn.

"Liberty Reserve était devenue la plaque tournante financière de la cybercriminalité, facilitant un grand nombre d'activités criminelles en ligne, dont les fraudes à la carte bancaire, les vols d'identité, les investissements frauduleux, le piratage informatique, la pornographie infantile et les trafic de drogue", selon l'acte d'accusation.

Les transactions y étaient "anonymes et impossibles à tracer". Et pour ajouter à l'opacité, les utilisateurs de la plateforme ne pouvaient pas y virer directement des fonds, mais devaient passer par un site "tiers".

L'enquête a impliqué les forces de l'ordre de 17 pays et serait "la plus grande enquête internationale jamais menée en termes de blanchiment d'argent", selon M. Bharara.

Les autorités ont également saisi cinq noms de domaine, dont celui de Liberty Reserve et de quatre sites "tiers" contrôlés par les inculpés. 35 autres sites font l'objet de procédures civiles. En outre, 45 comptes bancaires ont été saisis ou gelés. AFP 28.05

La CIA a vraiment besoin de fric !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mai 2013

CAUSERIE

Mercredi soir avec un peu d'avance sur demain... ou de retard, j'ai ajouté plus de 20 articles, je teste l'adresse du fichier sur les retraites au format Powerpoint (.pps ou .ppt ou .pptx) car je ne sais pas quel extension fonctionne. Il est 22h45, dans 10 minutes l'extension correcte devrait fonctionner.

Jeudi

En raison de l'actualité encore très chargée, j'ai laissé tomber tout le reste provisoirement. Ici on attend la pluie qui pourrait nous rafraîchir un peu, bien que ce soit une autre source d'emmerdements puisqu'ils coupent le courant, mais bon, il faut essayer de prendre les choses du bon côté. Si le site n'était actualiser demain ou les jours suivants vous sauriez pourquoi, on ne sait jamais, un cyclone ou un gros coup de vent, c'est vite arrivé !

Nous, nous ne pratiquons pas "l'ouverture" nous n'avons rien à brader, et puis nous sommes ouvert naturellement, la preuve : nous ne craignons pas la confrontation des idées.

Je vais vous raconter mon dernier cauchemar, la nuit dernière. (vous pouvez zapper et passer à la suite si cela ne vous intéresse pas.)

J'étais technicien et j'avais été envoyé par ma boîte aux Etats-Unis, à New York, pour participer à un stage semble-t-il. Très vite j'ai été pris de panique parce que je ne comprenais rien à l'anglo-américain, sorte d'anglais dégénéré ou les prépositions et les conjonctions sautent, les mots s'enchaînent à toute vitesse, apocopes et aphérèses se succèdent...

Mon malaise allait s'amplifier au contact d'une ville déshumanisée, grise et laide, tout me semblait superficiel ou plutôt irréal, irrationnel aussi ou dont je ne parvenais pas à en saisir le sens. Un matin, je suis sorti de ma cage au 27e étage pour essayer d'aller à la rencontre d'Américains dans des quartiers où vivaient des minorités qui devaient partager mon malaise ou qui devaient être différents des Américains que j'avais rencontrés jusque là. Je tombais sur des immeubles moins élevés et même des maisons individuelles assez anciennes, des petites rues et des places qui me faisaient penser à un village mexicain, peut-être à cause d'une modeste église toute blanche plantée au beau milieu de l'une d'elles. En fait j'allais croiser des gens au regard

hagard, d'autres semblaient lobotomisés et se déplaçaient comme des d'automates, certains marchaient en titubant ou penchaient d'un côté avant de se redresser et de continuer leur chemin, c'était leur état normal.

Effarer par un tel spectacle qui me remplit d'une tristesse infinie, moi aussi j'allais devenir fou. J'avais quitté la périphérie du quartier des affaires où mon employeur m'avait logé et qui m'avait donné cette impression désagréable de folie permanente ou ambiante, en m'enfonçant dans les bas-fonds de New York, j'allais forcément craquer, ma nature psychologique étant fragile. A force de déambuler pendant des heures dans ce quartier, parfois il m'arrivait de faire une pause pour me reposer et reprendre mes esprits, je sentais que quelque chose était en train de vaciller en moi, je finis par m'égarer, par ne plus en trouver la sortie au point de m'en sentir prisonnier, tétanisé.

C'était le début de la fin ou le démarrage d'un mécanisme psychologique infernal que je connaissais bien sans jamais être parvenu à le maîtriser, au bout duquel j'allais sombrer complètement. Plus je cherchais à retrouver mon chemin, plus je perdais mon identité au point de ne plus pouvoir prononcer un mot et de ne plus savoir qui j'étais ni d'où je venais, et en croisant des zombis qui avaient l'impression d'être dans le même cas que moi ou plus atteints encore, cela ajoutait à la terreur qui s'emparait de moi, puis plus rien.

C'est à ce moment-là que je me suis réveillé. Tombé dans le coma sur un trottoir, en fouillant dans mes poches la police m'avait identifié comme étant un ressortissant Français et avait averti l'ambassade de France, c'est là que je trouvais à mon réveil après avoir passé plusieurs jours dans le coma dans un hôpital de la ville.

Voilà ce dont j'ai eu souvenir ce matin en ouvrant les yeux. A part cela j'ai fait une bonne nuit et je suis dispo pour bosser. Ce qui est intéressant dans ce rêve, c'est qu'il revient constamment, seule la mise en scène change mais le contenu psychologique est identique. Je pense avoir percé le secret ou les rouages de ce mécanisme qui à la base repose sur un complexe d'infériorité, une profonde humiliation subie autrefois, sans doute quand j'étais enfant pour avoir été battu très souvent par mes parents, parfois tous les jours, au point d'être traumatisé à l'idée de rentrer à la maison après l'école, c'est quelque chose dont je me souviens parfaitement.

C'est l'impuissance et l'incompréhension face à cet abus de pouvoir et cette injustice ressenties par l'enfant qui crée chez lui un traumatisme qu'il risquera de trimpler durant toute sa vie, car il va profondément le refouler tout en développant un comportement qui en sera influencé, à son insu puisqu'il n'en aura pas conscience. Par la suite cela se traduira par des excès ou des emportements car il aura tendance à reproduire ce qu'il a lui-même subi, des manifestations violentes spontanées ou inattendues qu'il ne maîtrisera pas, il pourra avoir un caractère irascible, développer des lubies, être capricieux, etc. en réalité, il développera une multitude d'artifices par crainte de voir ressurgir la ou les phobies qu'il avait profondément enfouies dans son inconscience.

Dans le cas de ce rêve qui a pris la forme d'un cauchemar, c'est la résurgence de cette ancienne phobie identifiée à ce profond malaise qui va conduire à cette perte d'identité qui fait sombrer notre personnage dans le coma, parce qu'il ne la supporte pas davantage qu'autrefois, pour en ignorer la nature et l'origine, il est dominé par son inconscience qui finit par l'emporter. Et quand il se réveille, il ignore tout de ce qui lui est arrivé, il ne peut donc en tirer aucun enseignement, il est incapable de remonter le fil jusqu'à la source de cette frustration, de ce complexe d'infériorité qui le mine et qu'il n'est pas en mesure d'identifier.

Si le catalyseur de cette phobie a été les coups qu'il a pris quand il était enfant ou les mauvais traitements qu'il a subis, c'est à la fois son impuissance et son ignorance qui les accompagneront qui donneront naissance à cette frustration qui se traduira à son tour par le développement d'un puissant complexe d'infériorité et marqueront son caractère pour le restant de ses jours le plus souvent, car une fois devenus adultes bien peu de gens sont capables de se livrer à une telle analyse de leur comportement. En fait, ils adoptent la même attitude que sur le plan social où ils se laissent vivre, et ne cherchent pas davantage à comprendre comment fonctionne la psychologie humaine que la société.

A 20 ans je voulais devenir infirmier psychiatrique pour devenir ensuite psychanalyste, cela a bien failli se produire, mais sans diplôme ce fut hélas impossible, j'avais énormément étudié, certainement plus qu'un étudiant suivant un cursus universitaire, j'étais passionné et totalement absorbé par mon sujet, autant qu'aujourd'hui en politique. Mais bon, ces études me serviront le restant de mes jours, donc je suis comblé. Je ne suis pas de nature à prendre les choses (ou les gens) du mauvais côté, j'ai appris à tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime, et je dois dire que je m'en sors bien ainsi, je viens d'en fournir la preuve en analysant ce cauchemar, vivre ou travailler à New York, c'est bien pire qu'un cauchemar en réalité !

Vous comprenez au passage pourquoi je n'ai aucune difficulté à aborder n'importe quelle question, je n'ai aucun a priori, aucun tabou, car lorsqu'on procède autrement ou à l'inverse il est impossible d'analyser une question à fond, de venir à bout d'un problème ou d'une difficulté, il faut que la frontière entre la conscience et l'inconscience ait disparu ou plutôt soit suffisamment poreuse pour aller voir au-delà de la superficialité ou l'apparence des choses telles qu'elles se présentent à nous ce qui s'y passe.

C'est Socrate qui disait connais-toi toi-même je crois, cela ne résout pas les problèmes de la société contrairement à ce que disent certains (le portail Wikistrike par exemple qui en a fait sa devise) qui tiennent justement à culpabiliser les travailleurs, en réalité, mieux les enfoncer, mais cela nous rend d'infinis services et contribue à améliorer notre productivité de militant

ouvrier socialiste révolutionnaire, pour parler comme les patrons du Medef et de la CFDT.

En conclusion, pour se libérer d'une frustration ou d'une phobie profondément ancrée dans notre inconscient, il faut la revivre intensément, il faut vivre cette pulsion avec la même charge émotionnelle qu'autrefois, et simultanément en prendre conscience pour l'orienter dans une autre direction ou la sortie, Freud disait la sublimer, ainsi sans pouvoir faire disparaître totalement cette phobie de la même manière qu'on ne peut pas réécrire le passé, on peut le revivre sous une forme ou une autre mais on ne peut pas l'effacer, cette phobie deviendra supportable ou ses effets seront atténués, maîtrisés, pour reprendre notre exemple, de telle sorte qu'on ne développera plus un complexe d'infériorité sans pour autant en développer un de supériorité, on deviendra un être mentalement équilibré, dans le marxisme on parle de conscience supérieure, je pense qu'en psychologie l'expression s'applique aussi.

Nous sommes parvenus à résoudre un problème, parce que nous avons associé conscience et inconscience, sinon nous n'aurions pas pu mener notre analyse jusqu'au bout, c'est là notre secret et la puissance incomparable de notre méthode qui ne diffère guère du matérialisme dialectique quand on y regarde de plus près, cela en est une application en réalité, au lieu de s'intéresser à ce qui est enfoui dans notre inconscience pour y associer notre conscience, on se penche sur les liens ou rapports qui existent entre des faits appartenant au présent et au passé, c'est en cela que le marxisme est incomparable comme méthode pour analyser ou interpréter la marche du monde, s'en écarter ou l'abandonner, c'est être voué à trébucher dans l'obscurité ou l'obscurantisme, voyez où nous en sommes...

Vous aurez remarqué que je me suis inspiré de la méthode de Freud, mais à aucun moment je n'ai eu besoin de ramener ce cauchemar à un traumatisme d'ordre sexuel vécu lors de mon enfance. Les ennemis de Freud ne lui reprochent pas d'avoir ramené à la sexualité chaque expérience traumatisante, phobie ou tendance mentale pathologique vécue ou développée par la suite par une personne, non, c'est à sa méthode d'analyse qu'ils s'en prennent, car elle permet d'atteindre ou de faire remonter à la surface les expériences traumatisantes qu'ils ont vécues eux-mêmes autrefois et qu'ils ne supportent pas, en gros, ce sont des psychopathes et ils désirent le rester ou ils ne souhaitent pas que le monde se porte mieux, qu'on retrouve dans leur démarche les ingrédients classiques de la réaction la plus noire n'est pas vraiment une surprise.

Sur ce, j'espère que vous ne sortez pas traumatisés de cette analyse. Pour la prochaine consultation gratuite, disons au prochain cauchemar !

ACTUALITE EN TITRES

[Il en tremble déjà !](#)

- Rail: le gouvernement présente sa réforme sous l'oeil inquiet des syndicats - AFP

[Halte à la dictature du gouvernement européen des banques et des multinationales !](#)

- Ce que Bruxelles recommande à chacun des pays de l'UE - L'Expansion.com

- La CE prône les réformes en zone euro au nom de la croissance - Reuters

- Bruxelles exige de la France des réformes en échange d'un délai - AFP

- Bruxelles demande à la France de réformer ses retraites dès cette année - AFP

- Déficit: la Commission donne 4 mois à la Belgique pour rentrer dans les clous - AFP

- La Commission européenne recommande la sortie du déficit excessif pour l'Italie - L'Expansion.com

Et Intox

- «L'Europe est en passe de devenir une maison de redressement» - Liberation.fr

- Hollande renvoie la Commission européenne dans ses cordes - L'Expansion.com

- Hollande : "La Commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire" - LePoint.fr

Avec zèle, s'il vous plaît

- La réponse de Ayrault à Bruxelles: "*nous ferons les réformes à notre manière*" - L'Expansion.com

- Bruxelles: "*la France est souveraine pour décider des réformes*" dit le PS - AFP

"*La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement*", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP.

Le président Hollande a déclaré mercredi à Rodez que "*la Commission (européenne) n'a pas à dicter*" à la France ce qu'elle a "*à faire*", après que Bruxelles eut demandé à Paris d'entamer la réforme des retraites dès cette année.

"*Sur le fond*", a ajouté le porte-parole, "*les socialistes rappellent que si la nécessité de rétablir nos comptes publics est un impératif, la façon d'y arriver n'est pas unique*". AFP29.05

Mais Barroso n'en doute pas, personne n'en doute d'ailleurs !

La preuve

- Le chômage continuera à augmenter en 2014 selon l'OCDE - AFP

- Vers une gratification minimale pour tous les stagiaires ? - Liberation.fr

436,12 euros mensuels, c'est beaucoup trop, comment le budget de la fonction publique territoriale, hospitalière ou celui des associations va-t-il pouvoir supporter une telle charge ? Mais non, qu'on est bête, ils occupent des emplois de fonctionnaires ou de salarié qui sinon seraient rémunérés au Smic, une super aubaine en fait. Vive Schröder, la croissance et la misère sociale !

[Les provocateurs ou dangereux irresponsables](#)

- Mariage gay: le pionnier Mamère "*fier*" mais inquiet de l'homophobie "*libérée*" - AFP

- Valls souhaite «*incriminer davantage les actes homophobes*» - Liberation.fr

- Mariage homosexuel: "*Fallait-il en faire autant?*" - L'Express.fr

Les sionistes sont les plus dangereux pour les sémites, et les homophiles les plus dangereux pour les homosexuels.

[Liberticide. Pousse au crime de lèse-majesté.](#)

- Pierre Charon jugé pour avoir traité Yannick Noah de «*délinquant*» - 20minutes.fr

Si traiter quelqu'un de délinquant c'est se rendre coupable du délit de diffamation, autant dire que la liberté d'expression doit être réduite à flatter les charlatans ou les aventuriers qui tiennent des discours abracadabrants. Nous accusons Yannick Noah de servir les intérêts du législateur qui n'attend qu'une occasion pour restreindre davantage la liberté d'expression.

[Confirmation. RSF jusqu'au FN](#)

- Béziers : le FN pourrait apporter son soutien à Robert Ménard - Le Nouvel Observateur

[Totalement à la solde de l'impérialisme américain](#)

- Corruption en Iran: Total verse 400 millions de dollars à Washington - AFP

- Le Canada impose un embargo commercial quasi-total à l'Iran - AFP

[Syrie, poursuite du poker menteur.](#)

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - Le Monde

Le régime estime que cette décision montre que l'UE a pour but de "soutenir et d'encourager les terroristes en leur procurant des armes". Le Monde 29.05

- Syrie : l'armée syrienne s'empare d'un aéroport-clé près de Qousseir - LePoint.fr
- Armes chimiques en Syrie: Pour Damas, la France est une «*menteuse*» - 20minutes.fr
- Washington somme le Hezbollah de quitter la Syrie - LePoint.fr
- L'opposition syrienne ne négociera qu'une paix sans Assad - Reuters
- Syrie: L'ONU s'inquiète de la prise de pouvoir des islamistes au sein de la rébellion - 20minutes.fr
- Armer les rebelles syriens, la seule solution envisageable - LeMonde.fr

Ainsi les intentions du journal Le Monde sont parfaitement claires.

Je l'avais dit il a deux ans environ, ils ne lâcheront pas le morceau, quitte à foutre le monde entier à feu et à sang, on se veut optimiste, mais en même temps on imagine mal qu'ils acceptent une défaite politique contre la Syrie qui remettrait en cause toute leur stratégie de remodelage du Moyen et Proche-Orient. En cas de défaite, il est clair qu'il leur faudrait abandonner l'idée d'attaquer l'Iran, et cela renforcerait la position de l'opposition à leur politique néo coloniale ailleurs en Afrique.

Leur tentative de déstabiliser la Russie de l'intérieur a échoué. Reste à savoir si Poutine aurait les moyens de mener une guerre contre les Etats-Unis et l'Union européenne, guerre qu'on a du mal à envisager tant les conséquences économiques pour l'UE seraient désastreuses, précipitant tous les pays de l'UE dans une grave crise sociale alors qu'ils peinent à maintenir un semblant de stabilité politique croulant sous un chômage de masse, grâce à la complicité des syndicats corrompus et les partis dits de gauches notamment, équation qui peut exploser à tout moment cependant, car les masses peuvent passer à l'action une fois libérées du carcan des appareils traîtres du mouvement ouvrier.

On voit bien que les uns et les autres hésitent, soufflent le chaud puis le froid, font marche arrière pour ensuite reprendre un discours encore plus guerrier.

La pire réaction est encore Hollande et Fabius qui prônent la guerre à tout prix contre la Syrie, le Liban et l'Iran. Tout parti qui ne rompt pas immédiatement avec le PS et le gouvernement doit être considéré à son tour comme porte-parole et complice de la réaction, c'est déjà le cas du Front de gauche et du NPA, avis aux amateurs. On est désolé pour leurs militants de dresser un tel constat, mais il faut bien qu'ils comprennent qu'il s'agit d'une guerre et non de misérables revendications alimentaires, de guerre, entendez-vous, de guerre, c'est une question de vie ou de mort pour des millions de nos confrères et consœurs en Syrie, cela nous prend aux tripes voyez-vous. Si cela ne vous dit rien, allez donc passer un week-end en Syrie, peut-être que vous en reviendrez blindés contre ceux qui soutiennent le gouvernement français impérialiste. Ici, l'Inde reste discrète, elle achète du pétrole à l'Iran...

[Le FBI assassin.](#)

- Boston: L'homme tué par le FBI lors d'un interrogatoire n'était pas armé, selon la presse américaine - 20minutes.fr

L'homme d'origine tchétchène tué la semaine dernière en Floride lors d'un interrogatoire avec le FBI au sujet de ses liens présumés avec les auteurs de l'attentat de Boston. Il a en outre été abattu après des heures d'interrogatoire. 20minutes.fr

Il devait trop en savoir, ils l'ont liquidé froidement...

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille. La Commission européenne "**exige**", le gouvernement s'exécute et ses larbins tiennent la traîne.](#)

Face à la violence des exigences de la Commission européenne et à l'amplitude de l'offensive qui se dessine contre la classe ouvrière et la classe moyenne, les uns et les autres se devaient de réagir bruyamment pour mieux camoufler leur collusion avec l'UE.

Hollande, le gouvernement et le PS n'avaient pas d'autre alternative qu'affirmer dans un premier temps qu'ils n'avaient pas d'ordres à recevoir de Bruxelles, pour ensuite faire amende honorable et réaffirmer qu'ils appliqueraient à la lettre les recommandations de la Commission européenne formulées sous la forme d'une "exigence" (Barroso), leur désaccord portant uniquement sur le délai pour y parvenir.

Les différents acteurs dont les déclarations sont reproduites plus loin présentent un point commun : ils critiquent l'attitude Hollande et du gouvernement, mais pas un n'envisage de rompre avec l'UE ou avec la CES pour ce qui est des syndicats. Du coup, entre les paroles et les actes, chacun sait que ce sont ces derniers qui comptent en dernier ressort, ainsi tous soutiennent le gouvernement et l'Union européenne. La voie est libre. A moins que...

- La zone euro doit privilégier la réforme des marchés du travail et des services et elle peut se donner un peu plus de temps pour réduire son endettement, a annoncé mercredi la Commission européenne, prenant ainsi ses distances avec les politiques d'austérité.

Dans ses recommandations aux Etats membres, l'exécutif européen a insisté sur l'urgence d'agir tout en soulignant la nécessité de poursuivre l'assainissement des comptes publics.

Les pays de la zone euro déjà surendettés ne peuvent se permettre de relancer la croissance par la dépense publique. Ils doivent donc engager des réformes structurelles souvent douloureuses, en comblant les carences du marché du travail, des régimes de retraite et des services publics.

La CE insiste sur la nécessité de rendre le marché du travail plus souple et sur l'ouverture totale des marchés des biens et services ; ouverture de certaines professions en France, comme les notaires ou les taxis. Elle souhaite aussi que Paris supprime les tarifs réglementés sur le gaz et l'électricité et ouvre le secteur du transport ferroviaire domestique des passagers.

"Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

Dans un autre domaine, elle demande à Paris de poursuivre ses efforts de simplification de la fiscalité: élargir la base de l'impôt sur le revenu, ramener les taux de TVA proches de la moyenne européenne, transférer une partie de la fiscalité sur le travail vers l'environnement et la consommation.

"C'est un message d'exigence", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme.

Mais c'est surtout la France qui a retenu son attention: pour l'exécutif communautaire, Paris doit réformer son marché du travail et son système de retraites - avec pour objectif de le ramener à l'équilibre financier d'ici 2020 - pour regagner le dynamisme économique perdu tout en réduisant la dépense publique. La Commission prône aussi une réforme de la fiscalité permettant de rendre ses entreprises plus compétitives.

"Ce délai supplémentaire doit être employé à bon escient pour s'attaquer à la compétitivité déclinante de la France, les entreprises françaises ayant souffert d'une perte inquiétante de compétitivité au cours de la dernière décennie, et même, pouvons-nous dire, au cours des 20 dernières années", a dit José Manuel Barroso.

Un message que s'est fait fort de relayer le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn.

"Il est dorénavant primordial que la marge de manoeuvre créée par un rythme de consolidation ralenti soit employé par les Etats membres à la mise en oeuvre des réformes économiques indispensables à la réalisation de notre potentiel de croissance et à l'amélioration de notre capacité à créer de l'emploi", a-t-il déclaré.

Les recommandations de la CE, une fois adoptés lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement fin juin, deviendront contraignantes. Elles sont notamment censées influencer la préparation des budgets nationaux dès 2014.

Les réactions.

François Hollande : "la commission n'a pas à dicter ce que nous avons à faire", en matière de réformes structurelles.

Jean-Marc Ayrault a lui promis des réformes que la France fera à sa "*manière*" tandis que le ministre des Finances, Pierre Moscovici, moins offensif, a répété "*son engagement déterminé à poursuivre sa stratégie de sérieux budgétaire, au bon rythme*".

Jean-Luc Mélenchon : "*La France doit refuser d'appliquer ces recommandations et désobéir*", a-t-il protesté.

(Mais lui non ! Extraordinaire, quel tartuffe ! - Ndlr)

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF : "*Cela confirme ce qu'on avait vu venir, opine, après la caresse du report des deux ans, ce sont des recommandations particulièrement féroces que propose la Commission européenne. C'est une opération de chantage*."

(Les staliniens semblent toujours tomber des nus ! Imposteurs ! - Ndlr)

Pour Emmanuel Maurel, vice-président de la région Ile-de-France, leader de l'aile gauche du PS : "*la Commission veut que la France se livre à un exercice de vandalisme social*". "*On dit parfois que les commissaires sont des arbitres : ce ne sont en réalité ni plus ni moins que des hooligans, des casseurs*", a-t-il lancé.

(Il ne rompra pas pour autant avec le PS ou l'UE, c'est un arriviste, c'est son gagne-pain ! - Ndlr)

"*J'ai noté avec satisfaction que le président de la République a redit que la question des retraites serait traitée dans le cadre de la conférence sociale*", s'est réjoui Pascal Durand, secrétaire national d'EELV

(Oui, l'affaire est déjà entendue, c'est Laurent Berger qui l'a affirmé avant-hier, en disant à propos du rapport cosigné par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGC qu'il sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*" (AFP 28.05), conférence patronale qui reprendra justement les recommandations de Bruxelles. - ndlr).

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a résumé la situation ainsi : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent. [...] En contre-partie du délai de deux ans accordé à la France, la Commission attend des décisions douloureuses et elle nous ressort des antiennes libérales sur les retraites*", dit-il.

(Non monsieur Mailly, voilà qu'il nous fait le même coup que les staliniens, la Commission ne "*ressort (pas) des antiennes libérales sur les retraites*", elles ont toujours été sur la table, pourtant vous êtes bien placé pour le savoir pour avoir participé à toutes les réunions sur cette question au cours des dernières années, votre assiduité a d'ailleurs été remarquable à ce sujet. Mais vous avez raison : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent*" et vous vous la cautionnez en y participant, on n'en attendait pas davantage de votre part entre nous. Vous nous confirmez bien que vous serez de la prochaine partie, n'est-ce pas ? Avec la bénédiction des dirigeants du POI. - Ndlr)

La réponse de Hollande ne trouve pas grâce à ses yeux. "*C'est de la communication, à partir du moment ou les deux ans*" de délai pour atteindre les déficits de 3 % "*sont accordés avec des engagements de réforme, les thèmes sont déjà arrêtés*", a-t-il souligné sur Europe 1.

(Vous vous vendez ! Vous lâchez le morceau, vous dites que vous savez de quoi il retourne et vous y participez, alors ne venez pas dire que vous ne saviez pas et qu'on vous ferait un mauvais procès, un peu de décence si vous en êtes capable. - ndlr)

Vous vous demanderez peut-être comment est-ce possible qu'ils livrent ainsi le pot aux roses ? Mais parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de répondants, les militants n'y comprennent rien ou les soutiennent aveuglément ou encore ils sont totalement gangrenés par l'idéologie dominante qui a pourri le mouvement ouvrier, partis et syndicats. Et puis, il leur faut être à la hauteur des exigences du capital et sa crise, à la limite ils sont prêts à saborder leur syndicat et leur parti si nécessaire pour assurer la survie du régime. Ont-ils agi autrement depuis 70 ans ? Car enfin, ce ne sont plus à proprement parler des syndicats ou des partis ouvriers, il faudrait peut-être un jour arrêter de se raconter des histoires, ils se foutent tous ouvertement de nous et je suis poli.

(source : Le Monde, Reuters et AFP 29.05)

[Schizophrénie. Manipulation des masses. Le terrorisme d'Etat étendu à Internet. Le ministre des jihadistes en Syrie a dit](#)

- Terrorisme : "*la traque sur internet doit être une priorité*", selon Valls - LePoint.fr

- Les gendarmes dans des McDo' pour sensibiliser les jeunes aux «*dangers*» de l'internet - 20minutes.fr

- Les députés pointent les faiblesses du renseignement français face au terrorisme - L'Express.fr

"Internet est devenu un vecteur de propagande, de radicalisation et de recrutement pour le terrorisme d'inspiration jihadiste. C'est également un lieu d'échange pour les terroristes", souligne le Ministre.

(Il a écrit "un lieu d'échange pour les terroristes", qui ne sont pas forcément des jihadistes, cela peut donc être des militants d'extrême gauche français ou de différentes nationalités catalogués comme terroristes dans leur pays d'origine. Demain, cette notion pourrait être étendue à tout opposant au régime. - Ndlr)

Selon Manuel Valls, "internet fait l'objet d'une veille très active de la part de nos services. Internet est un moyen discret de communication qui laisse toutefois des traces exploitables par les services spécialisés. Donc cela doit être une priorité pour nous." Comme "la détection précoce des signes de radicalisation", ajoute Manuel Valls. "Des signaux peuvent alerter lorsqu'ils convergent : rupture dans les parcours individuels, changements brutaux de comportement, radicalisation du discours, coupure avec l'environnement familial ou professionnel. Il est essentiel de savoir capter ces signes avant-coureurs", juge Manuel Valls.

(Ils ont mis en place un système de communication qui permet toutes les dérives possibles et inimaginables, et ensuite ils s'en inquiètent et répriment. C'était un formidable moyen pour fichier tranquillement la totalité de la population sans que personne n'y trouve à redire, puisque finalement c'est compris dans le concept d'Internet. Avez-vous remarqué que le comportement qu'il décrit correspond à peu de chose près au mien ? Hélas, je n'ai pas les moyens de me transformer en terroriste ou d'appartenir à un parti qui aurait une branche clandestine (comme la CIA, MI6, etc.) , pas dans le genre de ceux qui opèrent un peu partout, mais tel que les marxistes pouvaient le concevoir autrefois. - Ndlr)

Si le ministre de l'intérieur reconnaît que des "erreurs d'appréciation ou d'analyse existent", il précise que "le renseignement c'est avant tout la difficulté de bien cerner des individus." "L'utilisation des sources humaines a permis à plusieurs reprises de déjouer des complots terroristes. Comme le risque zéro n'existe pas, cela veut dire qu'il faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel", conclut Manuel Valls. Le Nouvel Observateur avec AFP 30.05

(Au diable les bavures qui sont inévitables, une vie brisée, qu'est-ce que c'est franchement ? En disant qu'il "faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel", cela veut dire que nous sommes tous concernés. De notre côté, chaque banquier, actionnaire ou patron d'une grande entreprise, chaque représentant du capital "représente un danger potentiel" pour chaque travailleur qui a un emploi, pour chaque famille ouvrière qui a des enfants. - Ndlr)

PSA. Union patronale des collabos.

Le groupe PSA Peugeot Citroën a ouvert mercredi avec les organisations syndicales un cycle de négociations visant à leur faire partager sa vision stratégique et à renforcer le dialogue social pour redresser l'entreprise et préserver son ancrage en France, face à un marché en berne.

Ce cycle de réunions se déroulera du 6 juin à octobre, à un rythme hebdomadaire, a annoncé Philippe Dorge, directeur des ressources humaines, selon un communiqué publié à l'issue de la première réunion ouvrant ce chantier.

La réunion s'est tenue en présence du président du directoire Philippe Varin qui a défini les objectifs de ce "nouveau contrat social". Il s'agit pour lui de "mieux associer les salariés et leurs représentants à la vision stratégique et aux projets d'avenir de l'entreprise, d'identifier ensemble les leviers qui contribueront au redressement du Groupe et lui permettront de maintenir ses bases fortes en France et de renouveler et enrichir le dialogue social pour anticiper les projets et les transformations du Groupe en cherchant à sécuriser l'emploi et les compétences", indique le communiqué.

"Nous n'entamons pas aujourd'hui la négociation d'un simple accord de compétitivité", a précisé Philippe Dorge. "C'est une stratégie sociale novatrice visant à engager davantage les salariés sur la vision et les projets", a-t-il souligné. A l'issue de ce cycle, "c'est un large consensus que nous souhaitons obtenir autour du contrat social", a-t-il dit.

Les organisations syndicales se sont, dans leur majorité, félicitées de la présence de M. Varin à cette réunion.

Pour Franck Don, élu CFTC, "c'était important qu'il puisse venir". Selon Christian Lafaye, représentant FO, la présence de M. Varin qui a "pris au sérieux" cette réunion s'avère "encourageante" pour les partenaires sociaux tandis que la CFE-CGC a "constaté avec satisfaction" son "engagement fort".

"Nous préférons le gagnant gagnant au perdant à coup sûr", estime pour sa part la CFE-CGC dans un communiqué, qui affirme aborder ces négociations "dans un esprit d'ouverture" (C'est à la mode dans le mouvement ouvrier ! -ndlr) , tout en précisant sa volonté de camper également sur des "incontournables".

Selon FO, il y aura des contreparties pour les salariés en termes de volumes sur les sites et en termes d'investissements. "On pourrait revenir à une situation normale à partir du moment où on ferait meilleure fortune", a indiqué Christian Lafaye.

Le représentant de la CGT, Bruno Lemerle, a jugé, quant à lui, que "*derrière les mots de dialogue social renouvelé, M. Varin a fait planer le chantage à l'emploi*". "*Son leitmotiv, c'est réduire les coûts en France*", a-t-il dit. Pour la CGT, "*la qualité du travail passe par des salariés formés, avec des emplois stables, une bonne rémunération, une qualité de vie qui va à l'inverse des notions de flexibilité ou de mobilité imposées*". AFP

La CGT tient un discours et dans la réalité fait exactement l'inverse, quant aux autres syndiats, on se demandera lequel est le plus à droite, apparemment la concurrence est rude, tous vendus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba ont approuvé lundi la proposition d'organiser un sommet qui va être consacré à la sécurité sur le continent. L'objectif qui sera assigné à la rencontre est celui de parvenir à la constitution d'une capacité africaine de réponse immédiate aux crises pouvant survenir en Afrique.

La nécessité de doter l'Union africaine d'une telle capacité a été depuis longtemps posée au sein de cette organisation. Son urgence s'est imposée au constat que faute d'un instrument à disposition, l'Afrique et son organisation interétatique ont dû systématiquement compter sur les partenaires internationaux pour régler en leur lieu et place les conflits et crises survenus sur le continent. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Ramtane Lamamra, a eu parfaitement raison d'estimer que la décision de constituer une capacité africaine de réponse aux crises « *est un développement de portée historique* » qu'il faut maintenant concrétiser.

La réserve qu'inspire cependant la décision des chefs d'Etat et de gouvernement africains d'organiser ce sommet est qu'ils lui ont fixé comme lieu de sa tenue Paris, la capitale française. Leur choix est incontestablement une erreur au plan de la symbolique. En tout cas, les Africains ne comprendront pas pourquoi leurs dirigeants vont se rencontrer à Paris pour discuter de la constitution d'une force d'intervention propre au continent. Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, ou toute autre capitale du continent sont mieux indiquées si effectivement l'objectif est de doter l'Afrique d'un instrument destiné à lui permettre de ne pas compter uniquement sur la contribution étrangère pour le règlement des crises continentales et faire face à la menace terroriste dont la région est devenue le théâtre privilégié.

L'engagement de la France dans certains des conflits auxquels est confronté le continent, sa participation aux côtés d'Etats africains en butte à la pieuvre du terrorisme ne justifient pas la « délocalisation » de leur sommet sur la sécurité entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Cette malencontreuse initiative confortera chez beaucoup la conviction qu'ils ont de ce fait accordé à la France un « *droit de regard* » dans la définition par l'Afrique d'une stratégie de prise en charge des conflits qui surviennent chez elle et un statut de « *leadership* » dans la conduite des actions pour les résoudre.

Peut-être que certains chefs d'Etat africains ont estimé que par ce geste le continent exprime une « juste reconnaissance » à l'égard de la « *solidarité* » que la France a manifestée au continent à l'occasion de la crise malienne et d'autres que l'Union africaine n'a pu prendre en charge faute justement d'une force d'intervention adéquate. Cela ne les exonère pas pour autant du soupçon qu'en l'occurrence ils restent favorables et acquis au maintien d'une relation spécifique entre la France et l'Afrique. Une relation qui pourtant a démontré qu'elle n'est pas exempte de la vénéneuse conception néocolonialiste qui consiste à faire valoir que l'Afrique et ses Etats indépendants ont toujours besoin du tutorat de leurs ex-puissances colonisatrices. french.irib.ir 29.05

2- Turquie

Zubeir Khan, célèbre écrivain et journaliste pakistanais affirme que la Turquie " *a creusé sa propre tombe*" en se faisant l'allié de l'Arabie saoudite dans son projet de transfert des terroristes salafistes saoudiens vers la Syrie.

" *La Turquie a commis en 2012 la même erreur envers l'Etat syrien que le Pakistan dans les années 80. Absorbés par ses rivalités avec l'Afghanistan, le Pakistan a servi de pont aux takfiris saoudiens qui sont partis par milliers vers l'Afghanistan communiste. Quel en est le résultat aujourd'hui? La province de Waziristân est aujourd'hui le nid de terroristes takfiris est la conséquence de ce grand faux pas stratégique*". " *L'Arabie saoudite et les Etats-Unis coopèrent actuellement pour propulser au sommet du pouvoir syrien un régime salafiste et la Turquie, leur complice, n'aura pas un meilleur avenir que ce que vit aujourd'hui le Pakistan. Les takfiris sèment haine et destruction contre toutes les confessions, chiites, soufis, sunnites. les chiites pakistanais sont aujourd'hui leurs principales victimes. En Turquie les chiites constituent 25% de la population et ils*

vivent aujourd'hui un génocide. ... Il est temps que les Turcs s'élèvent contre le gouvernement qu'ils se sont choisis avant qu'il ne soit trop tard."

"La Turquie évacue les qaidistes pakistanais depuis la province de Waziristân du nord vers les frontières turco syrienne. Un vol 709 de la compagnie Turkish Air a été le premier à avoir transféré les takfiris à la province de Hatay . Ces 93 takfiris étaient de nationalité pakistanaise, koweïtienne, yéménite, afghane. Le renseignement turc collabore avec le renseignement saoudien et qatari dans ce domaine". " Les takfiris pakistanais utilisent même la ligne aérienne sioniste EIAI pour se rendre en Turquie!" french. irib.ir 29.05

3- Syrie

3.1- Le président américain a demandé au Pentagone de mettre en œuvre les plans consistant à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie.

Cette demande avait été faite par la Maison Blanche avant la visite, de la semaine dernière, du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, au Moyen-Orient, ont annoncé deux autorités américaines sous le sceau de l'anonymat, cité par Press TV citant le Daily Beast. Obama poursuit une double stratégie, qui d'une part soutient la voie politique pour mettre fin à deux ans de crise en Syrie et de l'autre il présente en même temps des plans pour une intervention militaire dans ce pays. La crise syrienne a débuté en mars 2011 au cours de laquelle un grand nombre de civils, des forces de sécurité et de soldats ont été tués. french.irib.ir 29.05

3.2- Des activistes présents en territoire syrien ont accusé mercredi l'opposition en exil de saper l'insurrection, un indice du désarroi qui prévaut dans le camp des adversaires de Bachar al Assad et qui complique un peu plus les chances de succès de "Genève II".

Réunis depuis près d'une semaine à Istanbul, les 60 membres de la Coalition nationale syrienne (CNS) n'arrivent pas à s'entendre sur leur participation à la future conférence, pour laquelle le gouvernement de Damas a donné son accord.

La Russie, principale alliée de Bachar al Assad avec l'Iran, a de son côté lancé une nouvelle mise en garde aux Occidentaux, et notamment aux Etats-Unis, accusés de mettre en péril par leurs initiatives la future conférence de Genève.

Consternés par *"la discorde persistante"* qui mine la Coalition, quatre groupes d'opposition basés en Syrie et regroupés dans un Mouvement révolutionnaire ont estimé que la réunion d'Istanbul constituait *"une timide tentative d'ajouter des personnes (...) qui n'ont aucun impact réel sur la révolution."*

Ils exigent que la moitié au moins des organes de direction de la Coalition soit composée de membres des *"forces révolutionnaires."* Dans un *"dernier avertissement"*, ils déclarent *"ne pouvoir accorder une légitimité à un organisme politique qui trahit la révolution."*

Le communiqué du groupe des quatre a provoqué un débat au sein de la Coalition. *"On commence à réaliser avec effroi que la Coalition doit se reprendre, sinon le camp Assad va nous encercler"*, a estimé l'un des délégués présents à Istanbul.

Le conflit entre islamistes et nationalistes dans la CNS est exacerbé par les ambitions diverses des soutiens à l'opposition, que ce soit les monarchies du Golfe, les Etats-Unis ou l'Europe.

La rivalité est notamment forte entre le Qatar, qui appuie les membres islamistes de la coalition, et l'Arabie saoudite, inquiète de l'influence grandissante des Frères musulmans.

Les délégués de la CNS, dominée par les islamistes, se déchirent aussi sur l'ouverture de leur instance à d'autres courants soutenus par les pays occidentaux.

L'idée de départ était d'inclure vingt nouveaux membres issus du courant libéral, mais la Coalition actuelle n'a proposé que cinq sièges à ce mouvement dirigé par le chrétien Michel Kilo.

"Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la Coalition n'ont pas assumé leur responsabilité de représenter la révolution du grand peuple syrien", ajoutent les quatre groupes d'opposants.

Ils estiment que l'impasse actuelle facilite *"l'ingérence flagrante"* des puissances extérieures au conflit. Des représentants saoudiens sont arrivés à Istanbul pour tenter de faire avancer les choses. Ils ont été rejoints par des délégués qataris, américains, français et jordaniens.

Le ministre russe des Affaires étrangères a vivement critiqué un projet de résolution des Etats-Unis qui condamne le gouvernement syrien, jugeant que pareille initiative nuira aux efforts déployés pour mettre un terme à la guerre civile

S'exprimant avant un débat mercredi du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, où la résolution devrait être soumise, Sergueï Lavrov a estimé que les Etats-Unis "*faisaient activement la promotion d'une initiative extrêmement malsaine*".

Le chef de la diplomatie russe a qualifié le projet de résolution d'"unilatéral et odieux", le comparant à une résolution similaire adoptée mi-mai par l'Assemblée générale de l'Onu.

Sergueï Lavrov a réitéré en outre le souhait de la Russie de voir l'Iran invité à la conférence, ce à quoi s'oppose la France, et estimé que les opposants au président Bachar al Assad devaient être convaincus de participer aux négociations "*sans conditions préalables*".

Son homologue français, Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur.

"Genève II" devrait théoriquement se dérouler à la mi-juin mais le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Levent Gumrukcu, a estimé mercredi que la conférence ne pourrait avoir lieu "*avant la fin du mois de juin*". Reuters 29.05

3.3- Selon l'hebdomadaire palestinien Al-Manar, plusieurs officiers saoudiens ont été arrêtés en Syrie au cours des opérations de nettoyage de ces derniers jours à Qousseir.

"L'armée syrienne continue ses avancées sur le terrain au prix de susciter la colère des soutiens occidentaux et arabes des terroristes. Des centaines de terroristes blessés sont évacués dans des hôpitaux israéliens à l'aide des réseaux saoudiens, turcs et qataris". "Dans des régions "nettoyées", l'armée nationale a découvert des stocks d'armes, d'équipements logistiques made in Israël, des équipements d'écoute, armes et munitions" et le journal d'ajouter : "*les forces syriennes ont arrêté vendredi dernier trois officiers de renseignement saoudiens, qui opéraient sur ordre direct de Bandar Sultan, chef du renseignement saoudien ... au cours d'interrogatoire, ces officiers ont avoué avoir pour mission d'établir des contacts avec les agents de sécurité israéliens, de leur transmettre les renseignements au sujet des centres de recherche, des centres militaires syriens.*"

Al Manar affirme : "*ces officiers travaillaient étroitement avec les miliciens liés à Saad Hariri et à Samir Geagea... de l'aveux de ces officiers, l'un des proches adjoints de Bandar Sultan s'est rendu lui même à Qousseir pour gérer le trafic d'armes à destination des rebelles et ce, sous la supervision directe des bandes liées à Hariri et à Geagea*". "*Les officiers saoudiens ont confirmé l'existence des groupes sécuritaires qatari-saoudiens qui ont pour charge d'exécuter les terroristes qui veulent fuir les combats et quitter la Syrie.*" french.irib.ir 29.05

3.4- Le Hezbollah et les forces spéciales de la garde républicaine syrienne, les mieux entraînées des troupes syriennes, ont envoyé des renforts vers Qousseir pour prendre le dernier carré de cette ville défendu avec acharnement par les groupes takfiris, selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé et soutenu par Londres.

Le Hezbollah, "*ainsi que les forces spéciales de la garde républicaine qui sont les mieux entraînées de l'armée syrienne ont envoyé des renforts à Qousseir*", a indiqué Rami Abdel Rahmane.

Comme le Hezbollah, les unités spéciales de la garde républicaine sont entraînées à la guérilla urbaine, selon lui.

"Les préparatifs montrent qu'ils préparent une opération d'envergure", ajoute Abdel Rahmane.

Mercredi matin, la ville était la cible de bombardements aériens, "*notamment sur le nord et l'ouest de la ville*" (où sont retranchés les groupes takfiris), selon Abdel Rahmane.

"Si Qousseir tombe aux mains du régime, cela sera un coup dur pour les rebelles car la frontière libanaise, par laquelle transitent les armes, leur sera fermée", explique M. Abdel Rahmane.

"Si Qousseir n'était pas stratégique, les rebelles ne se seraient pas battus jusqu'à la mort et le régime et le Hezbollah n'auraient pas mis tout leur poids", ajoute-t-il.

"Une chute de Qousseir sera aussi un revers moral pour les insurgés" qui combattent depuis plus de deux ans les troupes syriennes, ajoute le directeur de l'OSDH. (Al Manar) french.irib.ir 29.05

4- Iran

Téhéran est aujourd'hui, mercredi 29 mai, hôte de la Conférence internationale sur la Syrie, avec pour devise « le règlement diplomatique et la stabilité régionale ».

La Conférence de Téhéran a pour objectif d'aider à faire avancer l'idée de trouver un mécanisme politique pour régler la crise syrienne, a souligné le porte-parole de la diplomatie iranienne, Abbas Araqtchi, qui a souhaité que toutes les parties présentes à la Conférence de Téhéran travaillent pour plus d'entente afin de parvenir à un règlement politique acceptée par tous les Syriens. De figures saillantes d'une quarantaine de pays, d'instances régionales et internationales participeront à la Conférence de Téhéran, a indiqué Araqtchi.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian a pour sa part vu en la Conférence de Téhéran, un pas vers la réalisation d'un règlement politique, basé sur l'arrêt des violences et l'ouverture du dialogue national.

Des représentants de la Chine et de la Russie assisteront également à la Conférence de Téhéran, a précisé Amir Abdollahian. french.trib.ir 29.05

SOCIAL

1- France

1.1- Chez Candia le personnel se rebiffe.

Une soixantaine de salariés de l'usine laitière Candia (groupe Sodiaal) de Saint-Yorre (Allier), menacée de fermeture, bloquent depuis le milieu de l'après-midi plusieurs responsables de l'entreprise, dont la DRH du groupe, les empêchant de sortir de l'entreprise, a constaté l'AFP. Les salariés, qui se sont mis en grève en début d'après-midi pour exiger l'annulation de la mise à pied en vue d'un licenciement de deux de leurs collègues, bloquent l'entrée du site avec des véhicules et des palettes. Ils empêchent la sortie des deux véhicules dans lesquels se trouvent la DRH et un huissier, venus de Paris, pour l'un, et le responsable régional des Ressources humaines pour l'autre.

Le mouvement de colère des salariés a éclaté après que deux salariés, avec respectivement 6 ans et 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise, se sont vu signifier leur mise à pied immédiate en vue de leur licenciement. Selon Sylvie Salgado, une déléguée du personnel qui accompagnait l'un des deux salariés, "le responsable d'exploitation est venu le chercher sur son lieu de travail en lui disant qu'il était convoqué à un entretien préalable. La DRH lui a dit qu'il était mis à pied jusqu'au 12 juin et qu'on lui signifierait ce jour-là les faits qui pourraient lui être reprochés", a-t-elle dit à l'AFP.

"On leur a dit que cela allait mettre le feu aux poudres mais ils ont dit qu'ils assumeraient", a poursuivi la représentante du personnel. "Ils ont choisi la manière forte, ils devaient se douter que cela allait exploser", a déclaré à l'AFP Jean-Louis Borie, l'avocat des salariés. Vers 18H00, le blocage de l'usine se poursuivait dans un climat assez tendu, tandis qu'une vingtaine de gendarmes avaient pris position près de l'usine. Interrogée par l'AFP, un porte-parole de Candia a indiqué qu'il n'avait pas de commentaire à faire. L'Expansion.com avec AFP 29.05

1.2- ArcelorMittal, fin de la récréation pour les jaunes.

Quelque 500 salariés et représentants syndicaux d'ArcelorMittal ont manifesté mercredi devant les bureaux de l'usine de Florange (Moselle).

Ils se sont réunis alors que se tenait la troisième réunion de négociations sociales devant décider du sort de 629 salariés de l'ancienne usine "à chaud" (hauts fourneaux) de Florange.

"Nous sommes ici pour faire passer un message à la direction: jamais, jamais, jamais, on ne laissera brader votre avenir", a martelé le leader local CFDT Édouard Martin devant plusieurs centaines d'ouvriers de l'ancienne usine à chaud avant d'entrer dans la salle de réunion.

"Après ce que nous avons vécu pendant 23 mois et la suppression de 790 emplois avec la fermeture de la filière liquide, la direction a le culot et l'audace de faire des propositions qui sont tout simplement inacceptables. Nous sommes là pour dire +Non, vous devez revoir votre copie+", a-t-il ajouté. AFP 29.05

Impressionnant, Mittal va en faire une jaunisse !

2- Chili

Bravant le déluge, ils ont de nouveau défié les forces de l'ordre hier à Santiago pour réclamer un changement du système éducatif avec un accès gratuit et de qualité. Les étudiants qui ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 exigent la fin de la suprématie du privé héritée de l'ère Pinochet. euronews.fr 29.05

3- Argentine

Un mouvement syndical contre la politique économique du gouvernement argentin a entraîné mercredi 29 mai le blocage de nombreux accès routiers à Buenos Aires, aggravant les habituelles congestions du trafic dans la capitale.

Sous la consigne "*contre l'ajustement et pour un salaire digne*", l'aile d'opposition de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), appuyées par des organisations sociales et politiques de gauche, a appelé à une grève de vingt-quatre heures incluant des barrages de rues, avenues et autoroutes, ainsi qu'un rassemblement sur la place de Mai, face au palais présidentiel.

"L'objectif est la modification de la distribution de la richesse, en partant de la discussion sur les revenus des travailleurs", a expliqué José Rigane, secrétaire adjoint de la CTA dans un communiqué. Le syndicat, qui regroupe principalement des fonctionnaires et des enseignants, a souligné que "cette grève est [menée] pour une meilleure équité et contre l'idée que le salaire est un bénéfice auquel on applique un impôt alors qu'il n'existe pas d'impôt sur la rente financière ou sur les jeux en Argentine".

La CTA réclame notamment un salaire minimum de 5 000 pesos (environ 946 dollars au change officiel) et des mesures pour freiner l'inflation, estimée par le gouvernement à 10 % par an, mais qu'analystes et opposition situent à 25 %, niveau prix en compte lors des négociations salariales paritaires. La CTA, centrale minoritaire de centre gauche, est scindée entre deux tendances, qui s'opposent sur le soutien ou non à la politique de la présidente Cristina Kirchner. lemonde.fr 29.05

ECONOMIE

Suède

Des sociétés suédoises ont exporté près de deux cents tonnes de saumon interdit en raison de leur taux de dioxine. Ces poissons, pêchés en mer Baltique en 2011 et 2012, ont été interdits à l'exportation par l'Union européenne depuis 2002. Stockholm autorise sa vente tout en mettant en garde les consommateurs contre les éventuels dangers. Du coup certains pêcheurs ont choisi de vendre leurs produits illégalement, en majorité à la France :

"C'était la seule alternative. Ce saumon est impossible à vendre en Suède. Les gens n'en consomment pas. Il doit être rosé et avoir un bon aspect. Donc c'était la seule façon. La France était la seule à vouloir acheter, avec le Danemark", explique le revendeur suédois Per Ahlgren.

L'affaire a été révélée par un documentaire diffusé en Suède. Des témoins affirment que ce saumon a également été vendu en Allemagne, ou encore en Grande-Bretagne. Un produit dangereux pour la santé, surtout pour les enfants et les femmes enceintes. Les autres ne devraient pas en consommer plus de trois fois par an. internationalnews.fr 24.05

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mai 2013

CAUSERIE

Jeudi soir

Le mois de mai s'achève, nous n'avons pas eu le temps de consacrer quelques lignes à la Commune de 1871, mais le coeur y était au côté du peuple syrien qui combat courageusement contre la barbarie impérialiste. Nous n'avons pas eu le temps de traiter bien des sujets, l'intervention française au Niger par exemple.

Quelle misère l'ignorance humaine ! C'est difficile d'admettre qu'on pourrait avoir une vie merveilleuse et qu'ils s'emploient à nous la pourrir quotidiennement, cela dépasse l'entendement. Ceux qui gouvernent méritent-ils encore le statut d'êtres humains, ce n'est pas moi qui pose cette question ou plutôt qui dresse ce constat où l'on perçoit la réponse, mais un ex-ministre de Reagan, incroyable n'est-ce pas ? Paul Craig Roberts, qui n'est pas n'importe qui, prend un énorme risque en condamnant avec une violence extrême le régime américain qui pour lui est une infâme dictature qu'il faut abattre par tous les moyens dit-il. Oui,

on n'entendra pas un tel discours dans la bouche d'un dirigeant du mouvement ouvrier. Il y en a qui voudraient que le PS et le PCF fasse une politique contraire à leur nature qu'ils n'ont jamais faite et qu'ils ne feront jamais, on nage en plein délire, c'est de la démente pure. Quand on lit cela on comprend pourquoi les masses sont au bord du désespoir, on le serait à moins.

Les travailleurs ne sont pas à blâmer, nos dirigeants sont faibles, lâches et minables, ce sont des incapables. Ils passent leur temps à se gargariser de formules, de principes, de théories, de citations, de petites phrases apprises par coeur qu'ils répètent comme des crécelles d'un air satisfait en fuyant la réalité qu'ils se refusent à regarder en face. Les lire et vous sombrez irrésistiblement dans un profond désespoir, car il n'existe pas l'ombre d'une lueur d'espoir dans leur discours. Nul, creux, vide, le néant, voilà l'impression qui s'en dégage.

L'humanité court à sa perte à vive allure, quand on y regarde de plus près on se dit que c'est terrifiant, cela devrait nous interpeller, nous révolter, nous enragier, nous donner envie de prendre les armes, eux se résignent à préparer les prochaines élections ! Chaque jour c'est un travail vraiment ingrat de traiter l'actualité tant elle relaie le comportement misérable d'affairistes en tous genres, de personnages petits, mesquins, arrogants qui détiennent le pouvoir de dicter notre sort, tandis que nous sommes réduits à l'impuissance pour les combattre.

Nous sommes les otages de dirigeants qui n'ont pas été foutus de construire ne serait-ce qu'un parti qui inspirerait confiance, sans qu'il soit parfait, on ne lui demanderait pas puisque c'est impossible, mais qui au moins se serait élevé au-dessus de la médiocrité ambiante, apparemment c'était trop leur demander. Ils ont failli, ils peuvent changer le nom de leur parti, nous promettre des changements, à l'arrivée le résultat est toujours pire que la veille ! S'en rendent-ils seulement compte ? Pourquoi n'avons-nous pas un parti dont nous serions fier, comme être fier d'être marxiste, communiste, léniniste, bolchevik ?

Dans la vie on a le choix entre avancer dans une voie en faisant preuve d'honnêteté et de respect envers les autres (et soi-même) ce qui nous procure certaines satisfactions ou emprunter un chemin parsemé de coups tordus, d'hypocrisie et de mensonges, qui finalement ne mène pas plus loin ou plutôt nulle part, j'ai l'impression qu'en politique on s'évertue à choisir la deuxième solution.

Cela me fait penser à ce que je vis en Inde depuis bientôt presque 20 ans, à savoir que puisque tout le monde ment, il faut mentir, tout le monde vole, alors il faut être un voleur, sinon tu passes pour un pigeon ou un couillon et tu es perdant. J'aurais plutôt tendance à penser qu'en agissant de la sorte tout le monde est perdant car il est impossible de faire confiance à personne et les relations sont détestables, donc on se pourrit nous-même la vie, la société est un cauchemar, c'est stupide.

Moi j'ai décidé de ne rien changer à mon comportement et je ne m'en porte pas plus mal, je dirais même beaucoup mieux que les gens que je connais, j'ai cent fois moins de problèmes qu'eux, et quand je suis perdant, je n'en fais pas un drame parce qu'à côté je suis gagnant, j'ai cela en plus qu'ils n'ont pas, la satisfaction d'être honnête en toute circonstance, cela n'a pas de prix, et cela n'est pas une question de statut social puisque les plus crapules sont les plus aisés, comme partout.

Non, c'est vraiment un mauvais calcul de construire un parti sur des bases faussées à l'origine, le résultat sera forcément faussé aussi et il partira en vrille un jour ou l'autre, c'est écrit. J'ai peut-être la naïveté de croire que l'intelligence humaine l'emporte sur ses faiblesses pour peu qu'on est capable de la mettre en valeur, je pense que cela fait aussi partie de notre conception du socialisme, sinon comment avoir confiance dans les masses.

Je voulais arrêter là, il est plus de minuit et ils ont coupé le courant, donc je ne peux pas aller me coucher, cela recommence tous les jours. Vous voyez, j'en tire partie pour écrire au lieu de me morfondre.

C'est cela, soyons positif, lucide mais positif, on doit souvent trouver le courage en soi-même. Si vous avez le moral à zéro, pensez au peuple syrien qui mène un combat héroïque, les Kurdes qu'Erdogan a voulu acheter viennent de se retourner contre l'ASL, voilà une bonne nouvelle, les Kurdes à la frontière turque, le Hezbollah à la frontière libanaise, les deux routes d'approvisionnement en armes des jihadistes sont coupées, il ne reste plus qu'à les liquider. Je comprends les Syriens qui s'engagent dans les milices populaires que le régime a armées et qui ne craignent pas d'y laisser leur peau, ils n'ont plus rien à perdre.

Je partage leur état d'esprit et je suis bien loin de celui qui prévaut en France. Du coup je traite les questions sociales en France comme si on était sur un champ de bataille, on doit mener un combat à mort contre le gouvernement, le patronat et les syndicats jaunes. C'est cet état d'esprit qu'il faut inculquer aux militants, des millions de travailleurs sont prêts à suivre ou à s'enroler dans la bataille pour peu qu'on leur montre l'exemple et qu'on leur ouvre la voie.

Les sceptiques ou les frileux sont des nantis, parce qu'ils ne partagent pas le sort de ces millions de travailleurs défavorisés ils sont incapables de ressentir ce qu'ils vivent au quotidien. Ils le pourraient s'ils n'avaient pas des dirigeants qui se détournent de ces travailleurs. Ils ont opté pour une position défensive alors que le patronat passe à l'offensive ou plutôt la poursuivent, l'amplifient, de recul en recul, on finit laminés. Si on ne dresse pas des obstacles sur son chemin, il continue d'avancer, le premier obstacle aurait été de rompre avec les appareils traitres de la CGT et de FO, mais ils s'y refusent, cela aurait créé un séisme dans ces syndicats et leurs dirigeants seraient obligés de réagir. Au lieu de cela, il y en a qui appellent les appareils à rompre avec le gouvernement et le patronat, ce n'est pas la bonne méthode, c'est en engageant partout le combat, dans chaque entreprise et dans chaque administration, en dressant les masses contre eux qu'il faut briser leur alliance avec eux, cela a

une toute autre valeur et portée pour la suite de leur combat qui doit avoir un contenu politique. C'est aux masses de faire sauter le carcan des appareils et notre boulot est de les y aider, de les organiser dans cette perspective. Si simultanément on brisait le consensus qui existait dans les syndicats avec leurs appareils, ils se retrouveraient doublement affaiblis.

J'arrête là, il est 1h10 du matin et ils viennent de remettre le courant.

Vendredi 16h

Les infos qui tombent depuis un certain temps démontrent que les banquiers, les patrons, les ministres, les principaux élus, tous les membres des institutions, les dirigeants des partis institutionnels sont des menteurs, des fraudeurs, des délinquants, des voyous, des hypocrites, bref de la racaille, en col blanc, de haut vol, qui vont à l'église le dimanche matin ou jouent de l'équerre et du compas, comme compassion quoi, jurent la main sur le coeur, pardon, sur le portefeuille, qu'ils sont honnêtes et sincères, alors qu'ils s'emploient à pourrir la vie des honnêtes gens qui en suent et plus encore pour survivre dans une société qui nous donne la nausée, d'ailleurs si on les prenait au mot, cela voudrait dire qu'on y serait condamné, quelle terrible perspective pour la jeunesse, pour l'humanité !

Vous savez pourquoi le patronat et la réaction se sentent pousser des ailes ? Parce qu'il n'y a personne pour dire : stop ! Parce que voyez-vous pour dire stop, il faudrait dans le même temps s'attaquer à tous ceux qui soutiennent le régime, c'est-à-dire quasiment tous les partis et tous les syndicats, tirer à boulets rouges dessus, les étriller, les laminer, les broyer... Quelle horreur !

Dire : voilà ce qu'ils disent, voilà ce qu'ils font, voilà ce que cela signifie, voilà ce qui se passe dans les faits, prendre à témoin les travailleurs qui ne pourraient que confirmer, personne n'y tient apparemment, curieux non, là il n'y a plus personne, pas un seul parti n'en a le courage, ce sont eux qui creusent la tombe du mouvement ouvrier.

Aux intellectuels partout dans le monde qui entendent combattre le capitalisme, pour son abolition.

Le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, rejoignez les rangs des militants qui combattent pour la révolution socialiste. Si vous n'en êtes pas convaincus, faites-en l'expérience, adoptez-le, soyez les garants de l'intégrité du socialisme scientifique pour que personne ne le confisque, ne le dévoie ou parle en son nom en lui tournant le dos, engagez-vous, assez de discours, pourquoi ne pas fonder l'Association internationale des travailleurs pour l'abolition du capitalisme (AIPAC) ?

J'ai commencé à rédiger le plan de ce qui pourrait être un appel au mouvement ouvrier et aux intellectuels du monde entier à fonder une telle association, mais je n'ai pas trouvé le temps de le finaliser, un texte aussi concis et précis que possible dans lequel figurerait l'essentiel, il faut y réfléchir à tête reposée à partir de toutes les prises de positions que j'ai relevées depuis plus d'un an, l'air de rien c'est un boulot colossal. La difficulté, c'est de ne rien oublier pour sortir un document cohérent et de combat, qui, lorsqu'on a fini le lire donne envie de l'adopter, que l'on ne soit pas là à dire qu'à tel endroit tel passage prêterait à confusion, que tel autre comporterait un sous-entendu, etc. C'est peut-être trop ambitieux de ma part et c'est la raison pour laquelle je ne me focalise pas dessus pour le moment, mais je me dis que si personne ne tente quelque chose on n'arrivera à rien.

J'ajouterai ce soir une quinzaine de nouveaux articles. Dimanche je vous donnerai les statistiques de fréquentation du site du mois de mai, on a pulvérisé notre record, le parti des 10.000 : c'est nous, et attendez, on n'a rien rogné !

Bon week-end à tous.

[Le chiffre du jour. 12.000 milliards de dollars](#)

- Les dix principaux dispositifs d'exonération fiscale aux Etats-Unis priveront les caisses de l'Etat fédéral de 12.000 milliards de dollars (9.260 milliards d'euros) au cours des 10 prochaines années, ce dont bénéficient grandement les revenus les plus élevés, montre une étude du Congressional Budget Office mercredi.

En 2013, plus de la moitié des 900 milliards de dollars de recettes dont l'Etat se privera iront aux 20% d'Américains aux revenus les plus élevés, souligne le CBO, organisme non partisan équivalant à la Cour des Comptes.

Le centile des revenus les plus élevés, autrement dit les ménages qui gagnent au moins 450.000 dollars par an, en recueilleront à eux seuls 17%. Reuters 30.05

Il s'agit bien de 12 000 milliards de dollars et non de 12 milliards.

Le "*CBO, organisme non partisan équivalant à la Cour des Comptes*" qu'on nous permette d'en douter, disons qu'au sein de l'administration américaine il y en a qui comprennent que si l'orientation politique actuelle de l'Etat ou du gouvernement devait être maintenue dans les années à venir, ils courraient à la catastrophe.

Parole d'internaute

A propos des mercenaires jihadistes soutenus et armés désormais par le gouvernement français détruisant la Syrie et massacrant son peuple.

- *"Ces groupes de mercenaires, payés et équipés d'armement Occidentaux (de très haute qualité) sont responsable pour au moins 80% des morts civils et militaires Syriens... Ne parlons pas des armes chimiques et de haute technologie, qui sont elles distribuées par les forces spéciales (SAS) et la Turquie..."*

C'est juste un crime contre l'Humanité, qui se cache derrière un sois disant "printemps Arabe"... Sans la Russie, ce petit pays serait déjà démembré, et sa population massacrée par "les libérateurs"."

Précision.

"Les AK 47 et le RPG 7 foisonnent, mais les FAL en calibre 30 NATO équipaient la Grande Bretagne, jusque dans les années 1990, on en voit beaucoup trop... Et il est très fréquent de voir des M16 dans leurs différentes versions historiques. Des SAS et des éléments de la DGSE sont en Turquie..."

Reconnaitre de l'armement, fut mon métier... Direction Technique des Armements terrestres... Fut entre autres mon employeur.

Heureusement que la Russie veille, pour empêcher les "coupeurs de têtes" que nous armons (l'argent des Émirats nous motive) de massacrer les pauvres Syriens... L'Armée Arabe Syrienne est une armée de conscription, elle n'est pas composée de mercenaires, des jeunes gens y font leur service militaire, qui dure un an..."

ACTUALITE EN TITRES

Que des surprises !

- Nouveau record de chômeurs en avril en France - AFP
- «Les banques utilisent les filiales offshore pour leur propre évasion fiscale» - Liberation.fr
- La taxe Tobin risque d'être fort édulcorée - Reuters
- Etats-Unis: hausse surprise des inscriptions au chômage, le PIB revu en baisse - L'Expansion.com

Intox.

- Bartolone (PS) s'en prend à Sapin et aux "bureaucrates européens" - AFP
- Front de Gauche: les raisons de la fracture avec Hollande - L'Express.fr

Cons et voyous

- Nicolas Sarkozy, la droite, et "les deux connards" Copé et Fillon - L'Express.fr

L'ancien président orchestre son retour, estimant "que ni Jean-François Copé ni François Fillon - 'les deux connards' comme il les a qualifiés récemment devant un député UMP - ne sont à la hauteur". L'Express.fr

On va le faire à la Audiard :

- Si le branque qui les traitent de connard est un pauvre con, c'est que tous ces caves triment pour les mêmes pinces l'oseille qui tirent les ficelles et encaissent le pognon, t'as pigé ? Et l'enflure de service qu'ils ont placé au Château pour remplacer le pauvre con est une perle dans le genre raclure. Excusez-moi monsieur, diplômé es école nationale d'administration des coups pourris où sont formés les salopards qui en croquent pour nous baiser. C'est un métier paraît-il, dites plutôt une vocation !

T'as pigé, c'est leur taf, ils jactent bien, ils t'enflent et engraisent pendant que leur boss entasse les lingots et partouze sur un yacht au soleil au beau milieu de l'océan Pacifique. Mais il faut leur reconnaître au moins une qualité, c'est qu'ils se font chiés pour mériter leur pourliche de garçon de café, la haut ils les méprisent, s'ils leur accordent le statut de Kleenex c'est par faiblesse, et quand tu lorgnes leurs tronches d'abrutis tu te dis que c'est encore généreux de leur part...

- Une "*bande organisée*" en cause dans l'affaire Tapie/Lagarde ? - Le Nouvel Observateur

Comment cela, l'Etat dirigé par une bande mafieuse, qui l'aurait cru franchement ? Et ce serait nouveau, si, si, car hier l'Etat était un modèle de démocratie, même qu'ils se bousculent au portillon dans les rangs du mouvement ouvrier pour nous le faire croire, inutile de donner des noms vous les connaissez très bien. Mais alors, est-ce que cela signifierait, qu'on nous aurait raconté des histoires depuis des lustres ? Non, non, pourquoi cela ?

[Il fallait le tuer à la naissance ou stériliser ses parents !](#)

- Alexandre, "*musulman radical*", aurait-il pu être empêché de nuire? - L'Express.fr

C'est la question qu'on devrait se poser à propos du capitalisme et ses représentants...

[Profession : rentier](#)

- Être occupé sans être trop pressé, voilà la recette du bonheur - Atlantico.fr

[Déjà grillé !](#)

- Beppe Grillo du succès aux échecs - Slate.fr

Les ONG, c'est grillé, les réseaux sociaux, c'est grillé, les Indignés, c'est grillé, M5S, Die Linke, c'est grillé, leur clone sont les prochains sur la liste dont le Parti pirate, le Front de gauche, il va rester quoi alors ? Je ne sais pas, le parti, le parti de Lénine par exemple, on n'a pas encore essayé, ah merde, il n'existe pas, pas de bol ! La faute à qui ? Devinez.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[L'Etat et le gouvernement des banquiers.](#)

Spécialiste du système bancaire, l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran a été auditionnée ce mercredi par la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale. Elle souligne que l'implantation des banques dans les paradis fiscaux ne sert pas seulement les intérêts de leurs clients : les groupes bancaires eux-mêmes utilisent leurs filiales offshore pour «*optimiser*» leurs impôts, dont le taux implicite est en baisse par rapport aux années 1990.

En matière fiscale, les banques sont-elles de bonnes élèves ?

L'analyse de la contribution des banques aux recettes fiscales révèle que celle-ci n'a fait que s'affaiblir depuis le milieu des années 1990. De cette date à la veille de la crise, l'imposition des banques a été multiplié par 1,5. Mais leurs profits, eux, étaient multipliés par dix, en raison du fort développement de leurs activités. On a donc un taux d'imposition «*implicite*» en baisse. Et l'une des principales raisons de cette optimisation fiscale, c'est l'implantation des banques à l'étranger, et notamment dans les paradis fiscaux. L'autre explication, c'est le recours à la déductibilité des intérêts d'emprunts, à laquelle les banques ont beaucoup recours. Mais c'est en contradiction avec la volonté des régulateurs de sécuriser le système financier.

Il y a donc une «*double utilité*» aux filiales offshore ?

Tout à fait : ces implantations servent en partie les clients des banques, en partie les banques elles-mêmes. Pour les clients, cela ne devrait pas changer grand-chose en théorie, puisqu'ils sont censés déclarer leurs revenus en France – sauf à être en fraude sous couvert du secret bancaire. Mais les banques, comme les autres entreprises, peuvent tirer profit des différences de fiscalité entre les pays pour payer moins d'impôts.

Quelle est la solution ?

Il faut automatiser les échanges internationaux d'informations bancaires, au lieu du système «à la demande» qui prévaut aujourd'hui. Cela permettrait d'y voir clair quant aux comptes de particuliers et d'entreprises – y compris de banques – dans les paradis fiscaux. Mais pour ces dernières, il n'est pas forcément illégal de profiter des différences de fiscalité, via la création de filiales offshore. Tant que ces écarts existeront, les entreprises en profiteront. La transparence ne réglera donc pas tout : il faut aussi œuvrer à la convergence des systèmes d'imposition. Aux Etats de tirer les conséquences. libération.r 30.05

On aura compris que les banquiers tirent profit de tous les côtés et que le peuple est le pigeon qu'ils plument. On aura compris aussi pourquoi les paradis fiscaux ont de beaux jours devant eux puisque toutes les banques en profitent.

Il n'y a pas d'autre alternative que les exproprier sans leur verser un centime, de saisir tous leurs avoirs, biens ou richesses... Il n'y a pas de demi-mesures possibles. Mais c'est radical ? C'est radical, il faut extraire le mal à la racine, c'est comme avec une dent pourrie ! Mais elle ne repoussera pas ? Heureusement encore !

Parole de banquier. Haro sur les salops de pauvres qui s'enrichissent au Smic et sont responsables du chômage !

Dans sa lettre annuelle adressée au président de la République, mardi 28 mai, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer s'inquiète que entreprises françaises soient de moins en moins compétitives par rapport à leurs concurrentes allemandes.

Les entreprises françaises font moins en moins de marge, ce qui se fait sentir au niveau des investissements : « *Confrontées à la concurrence étrangère, en France comme sur les marchés d'exportation, les entreprises ont cherché à compenser un coût de travail élevé en restreignant leurs marges [...] Elles ont réduit leur capacité à investir, et à financer la recherche-développement, diminuant peu à peu le contenu en innovation de leurs produits, et affaiblissant donc leur compétitivité hors-coût.* »

Après avoir donné un bon point au gouvernement Ayrault (notamment pour le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), il avertit : « *Il importe que des hausses discrétionnaires du SMIC ne viennent pas à l'avenir remettre en cause cet avantage* ». Donc en gros, il appelle à geler le SMIC, c'est-à-dire à faire baisser encore un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs les plus pauvres...

Christian Noyer prône une désindexation des pensions par rapport à l'inflation pour éviter que l'effort soit uniquement à la charge des actifs. Wikistrike.com 30.05

Allez-y, il y a de la marge ! C'est ce qu'ils doivent se dire.

Quand je tombe sur une info sur la France, je la lis de l'étranger puisque je suis à 10.000 kilomètres de chez vous, je ne vois pas que la France d'ici, je vois l'Europe, le reste du monde, je vois surtout la Grèce, le Portugal ou l'Espagne... Eux aussi ils portent le même regard, mais pas sous le même angle, eux c'est parce qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière, ils voient le monde à travers les lunettes des banquiers de la Fed, de Wall Street, de leur constat découle ce qu'on vient de lire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Ziad Takieddine a été placé en garde à vue jeudi à Paris dans le cadre d'une information judiciaire ouverte début mai par le parquet de Paris des chefs de corruption d'agents publics étrangers et escroquerie, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Les enquêteurs soupçonnent l'homme d'affaires franco-libanais d'avoir voulu quitter la France alors qu'il fait l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire, indique une source policière, confirmant une information de Mediapart.

Mis en examen dans le volet financier de l'affaire Karachi et impliqué dans l'enquête sur d'éventuels financements libyens de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, Ziad Takieddine aurait acheté un passeport diplomatique de la République dominicaine, précise-t-on de même source.

Ce passeport aurait coûté 200.000 dollars (environ 154.000 euros), selon une source proche de l'enquête.

Deux hommes d'affaires soupçonnés d'avoir servi d'intermédiaires dans l'achat de ce passeport ont également été placés en garde à vue jeudi. Reuters 30.05

2- Etats-Unis

2.1- James Comey ayant servi au département de la Justice sous George W. Bush devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter le FBI en septembre.

Le président américain Barack Obama a décidé de nommer à la direction du FBI un républicain ayant servi au département de la Justice sous la présidence de George W. Bush, selon le New York Times. James Comey, 52 ans, est un ancien gestionnaire de fonds spéculatif qui enseigne actuellement à l'École de droit de l'université de Columbia. Il devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter la direction du FBI en septembre. The Times cite deux personnes ayant connaissance du choix du président, mais la Maison-Blanche a refusé de commenter cette information mercredi soir.

Selon le journal, la date de la nomination du prochain directeur est inconnue. Robert Mueller était entré en fonction au FBI après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, et sous son influence, l'agence qui était vouée principalement à la lutte contre la criminalité en col blanc et le trafic de stupéfiants est devenue un instrument des services secrets et du contre-terrorisme. James Comey a été conseiller général pour un important fonds spéculatif, Bridgewater Associates, dans le Connecticut, et son expérience devrait profiter au FBI qui doit faire face à des coupes de budget. LePoint.fr 30.05

2.2- Le père d'Ibraguim Todachev, un jeune homme d'origine tchétchène tué en mai par le FBI pendant son interrogatoire sur les attentats de Boston, a déclaré jeudi qu'il voulait que les agents fédéraux américains soient jugés pour avoir "exécuté" son fils.

Ibraguim Todachev, 27 ans, avait été abattu le 22 mai après deux heures d'interrogatoire par les agents fédéraux dans son appartement d'Orlando alors qu'il tentait -apparemment- d'attaquer un enquêteur.

Son père, Abdoulbaki Todachev, a montré jeudi à des journalistes à Moscou des photos d'un corps criblé de balles, affirmant qu'il s'agissait de son fils. Sur ces photos, il est visible qu'une des balles a été tirée dans l'arrière de la tête.

"Aujourd'hui je veux la justice. Je veux une enquête, que ces gens (le FBI) soient poursuivis selon les lois américaines", a-t-il déclaré.

"Ce ne sont pas des agents du FBI. Ce sont des bandits et ils doivent comparaître en justice", a-t-il poursuivi.

Il a expliqué que les photos lui avaient été envoyées par Internet par la communauté musulmane de Floride.

Le FBI a affirmé que ses agents avaient tué le jeune homme en état de légitime défense alors que le suspect avait sauté sur l'un d'eux.

Mercredi, le Washington Post a rapporté qu'Ibraguim Todachev n'était pas armé.

M. Todachev a dit que la balle tirée dans la tête prouvait que le FBI avait tué délibérément son fils.

"Ce n'est pas un tir que l'on fait quand on est attaqué. C'est un tir pour exécuter quelqu'un", a-t-il déclaré.

"Ils ne pouvaient pas juste le menotter? Au moins, ils auraient pu le blesser au pied ou à l'épaule. Là il a été tué à la manière d'une exécution", a-t-il dit, ajoutant qu'il devait avoir des informations que les agents voulaient garder secrètes.

"Donc ils l'ont réduit au silence", a-t-il estimé. AFP 30.05

Vous avez tout compris, les Etats-Unis sont entre les mains d'assassins au-dessus des lois.

3- Equateur

Le président d'Equateur, Rafael Correa, a accusé la Grande-Bretagne de commettre la "pire violation" envers le fondateur du site Internet WikiLeaks, Julian Assange, réfugié depuis près d'un an dans l'ambassade du pays latino-américain à Londres.

"Quelle pire violation des droits de l'homme peut subir une personne qui n'a pas la possibilité de sortir d'une ambassade, alors qu'un État lui a accordé l'asile politique", a lancé M. Correa lors d'un entretien à la radio équatorienne Majestad.

"C'est même un manque de considération pour l'État qui lui a accordé cet asile politique", a-t-il souligné.

"Imaginez un instant l'inverse. Qu'une personne, pour divers motifs, se soit réfugié à l'ambassade britannique ou américaine en Equateur et que, pendant un an, nous refusions de lui accorder un sauf-conduit", a poursuivi le chef de l'État, investi la

semaine dernière à Quito pour un nouveau mandat de quatre ans.

En conflit ouvert avec les groupes privés de médias, qui le taxent régulièrement d'autoritarisme, il a reproché à la presse d'opposition de passer cette affaire sous silence, l'accusant de *"double morale"*.

Son intervention intervient au lendemain de l'annonce par le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patiño de son intention de rendre à Londres pour y rencontrer M. Assange et remettre aux autorités britanniques un dossier en faveur d'un sauf-conduit.

"Tout dépend désormais de la Grande-Bretagne, de la Suède et de l'Europe" car *"l'Equateur a fait tout ce qu'il fallait"*, a insisté M. Correa. AFP 30.05

4- Syrie

4.1- Le président syrien Bachar al Assad a prévenu jeudi que tout accord de paix qui pourrait être conclu à la conférence de Genève devrait être approuvé par référendum.

Lors d'un entretien diffusé par la chaîne de télévision libanaise Al Manar, proche de ses alliés chiites du Hezbollah, le chef de l'Etat syrien a confirmé son accord de principe à la participation de Damas à la conférence internationale que tentent d'organiser la Russie et les Etats-Unis.

A la question de savoir s'il posait des conditions préalables à sa participation, Bachar al Assad a répondu: *"La seule condition, c'est que tout ce qui sera mis en oeuvre sera soumis à l'opinion publique syrienne et à un référendum syrien."*

Le président syrien a par ailleurs assuré que Moscou honorerait les contrats de vente d'armes signés avec Damas avant le début du conflit, notamment celui qui porte sur la livraison de missiles antiaériens S-300, très critiquée par Israël et les pays occidentaux.

"Les contrats avec la Russie ne sont pas liés à la crise et la Russie s'est engagée à honorer ces contrats", a-t-il dit.

"Tout ce sur quoi nous sommes tombés d'accord avec la Russie sera appliqué, et une partie a déjà été appliquée." Reuters 30.05

4.2- *« L'équilibre des forces a, totalement, changé en faveur de l'armée »* a affirmé, le Président syrien, dans un entretien avec la chaîne al-Manar, qui sera diffusé, ce soir. *« L'armée a remporté de nombreux succès dans sa bataille contre les groupes armés et les équilibres militaires sont, totalement, changés en faveur de l'armée »* a souligné, le Président Assad. Interrogé au sujet de la présence du Hezbollah libanais, le Président Assad a affirmé que la Syrie et le Hezbollah se trouvent sur le même axe. *« Certains groupes d'effectifs du Hezbollah sont présents sur les régions frontalières avec le Liban. Mais, c'est l'armée syrienne qui mène et dirige le combat contre les groupes armés et ce combat se poursuivra jusqu'à l'élimination des terroristes »*, a martelé le Président Assad. Il a par la suite dénoncé le rôle de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui soutiennent, financièrement et militairement, les groupes armés, qui sont venus, par des centaines de milliers se déployer, en Syrie.

Le Président Assad a confirmé l'accord de principe de la Syrie pour la participation à la conférence de Genève II, tout en exprimant ses doutes quant aux résultats de cette conférence. Interrogé au sujet des raids israéliens, le Président syrien a déclaré que son pays ripostera, avec fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.trib.ir 30.05

4.3- L'armée gouvernementale syrienne a reçu une première livraison de missiles russes S-300, rapporte jeudi 30 mai le journal libanais Al Akhbar citant une interview télévisée du Président Bachar al Assad. *"La Syrie a reçu une première cargaison de missiles anti-aériens russes S-300. Le reste de la cargaison arrivera prochainement"*, déclare le président syrien dans cet entretien, cité par le journal et que doit diffuser la chaîne de télévision Al Manar.

Les autorités de Moscou avait fait savoir mardi qu'elles ne renonceraient pas à la livraison de missiles sol-air à la Syrie en dépit des objections occidentales. Le gouvernement russe a également accusé l'Union européenne de mettre en péril la tenue d'une conférence internationale à Genève sur la Syrie en ayant de fait levé son embargo sur les armes à destination des rebelles syriens.

Selon Al Akhbar, Bachar al-Assad affirme dans son entretien à la chaîne Al Manar qu'il prévoit de se rendre lui-même à Genève tout en doutant de la réussite d'un tel forum. Il réitère sa volonté de combattre les groupes armés. Le président syrien, selon le journal libanais, souligne également les liens étroits existant entre ses forces et le Hezbollah. *"La Syrie et le Hezbollah font partie du même axe. L'armée syrienne est celle qui se bat et qui mène les combats contre les groupes armés, et ce combat se poursuivra jusqu'à ce que tous ceux qui se nomment terroristes soient éliminés."*

Dans le même temps, Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov avait justifié mardi la livraison prévue des S-300 à Damas en estimant que ces missiles visaient à dissuader toute velléité d'intervention extérieure dans le conflit. Mais Israël

a averti qu'il réagirait en cas de livraisons de ces missiles. " *Si par malheur, ils (les S-300) arrivent en Syrie, nous saurons quoi faire*", avait affirmé le ministre israélien de la Guerre Moshé Yaalon. Israël a mené début mai deux raids aériens sur des cibles militaires près de Damas, en prétendant vouloir empêcher un transfert d'armes au Hezbollah. Dans son interview avec la chaîne al-Manar, le Président syrien a mis en garde le régime israélien, en martelant que son pays ripostera, avec force et fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.trib.ir 30.05

3.5- Israël ne veut pas provoquer d'escalade militaire avec la Syrie mais ne permettra pas le transfert d'armes stratégiques, notamment au Hezbollah libanais, a affirmé jeudi le ministre de l'Eau et de l'Energie, Sylvan Shalom. Il n'y a pas lieu de provoquer une escalade, il n'y a pas de raison de réchauffer le front avec la Syrie, cela n'a pas été notre objectif et cela ne le sera pas, a déclaré Shalom à la radio publique.

Interrogé sur la fourniture par la Russie à la Syrie de S-300, des systèmes sol-air sophistiqués capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles téléguidés, Shalom s'est voulu rassurant. Depuis des années, la Syrie dispose d'armes stratégiques, le problème se poserait si ces armes étaient susceptibles de tomber dans d'autres mains et d'être utilisées contre nous. Dans ce cas nous devrions agir, a-t-il ajouté. french.trib.ir 30.05

4.5- Selon les analystes politiques, l'une des pires erreurs stratégiques de l'ASL aurait été son offensive contre les régions kurdophones d'Alep!

L'attaque d'envergures contre les villages kurdes du nord d'Alep, la mort des dizaines de kurdes syriens ont décidé ces derniers à prendre clairement position en faveur de l'armée arabe syrienne. C'est le village Aqiba situé à 16 kilomètres du nord d'Alep qui a été le théâtre de violents affrontements entre l'ASL et les kurdes syriens, affrontements qui ont coûté la vie à des dizaines de kurdes et ont provoqué l'exode des habitants. Une autre ville où les combats ont mis face à face l'ASL et les kurdes syriens est Afrin.

Depuis ces affrontements, les kurdes syriens se sont engagés aux côtés des soldats de l'armée nationale et se multiplient désormais pour couper la ligne d'approvisionnement des terroristes depuis la Turquie voisine. Ainsi, les projets d'Ankara visant à la débarrasser du PKK, à l'installer dans le nord de l'Irak et à rallier les kurdes syriens avec eux et tout ceci par l'intermédiaire de ses milices de l'ASL vient d'échouer. french.trib.ir 30.05

5- Iran

A l'issue de la conférence des "vrais" Amis de la Syrie à Téhéran, le vice ministre iranien des AE, Ami Abdollahiyan a tenu un point de presse et a répondu aux questions des journalistes.

" *Nous ne permettrons pas que l'Etat syrien tombe! Le monde ne sera pas le témoin de la fin de l'Etat en Syrie car nous allons poursuivre notre soutien aux syriens*". Interrogé sur la position d'Ankara dans ce dossier, Amir Abdollahiyan a émis "l'espoir de voir la Turquie adopter une position plus modérée dans ce dossier". Le vice ministre iranien a fait état de la formation d'un groupe de contact composé des pays arabes, africains, asiatiques et du Moyen Orient pour faciliter l'amorce du dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition. La seconde mission de ce groupe de contact c'est "d'œuvrer afin d'obtenir la fin des violences". french.trib.ir 30.05

SOCIAL

1- France

1.1- Le nombre de chômeurs a enregistré en avril en France son 24^e mois consécutif de hausse pour toucher un nouveau record à 3.264.400 pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (qui n'ont pas travaillé), a annoncé jeudi le ministère du Travail.

Avril a été marqué par 39.800 demandeurs d'emplois de plus en France métropolitaine, soit une hausse de 1,2% par rapport à mars et de 12,5% par rapport à un an plus tôt.

Leur nombre a progressé de 568.000 depuis le début du mouvement de hausse actuel et de 336.800 depuis l'élection il y a un an de François Hollande, qui a néanmoins réitéré son objectif de faire reculer le chômage d'ici fin 2013, même si les économistes estiment qu'il relève de l'impossible.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a aussi progressé de 1,2% le mois dernier, pour atteindre 4.799.200, sa hausse sur un an atteignant 10,8%. Avec les départements d'Outre-mer, il s'élève à 5.095.700 personnes.

Schröder a parlé.

"Je maintiens malgré ces chiffres, malgré ce qu'il représentent sur le plan individuel, familial pour beaucoup de Français, je maintiens l'objectif de l'inversion de la courbe du chômage avant la fin de l'année", a dit François Hollande, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel, en rappelant les dispositifs mis en place par le gouvernement comme les contrats de générations et les emplois d'avenir.

Sur un an, les 50 ans et plus représentent la plus forte progression (+17,4%), contre +12,7% pour les moins de 25 ans et +10,8% pour les 25-49 ans.

Dans le même temps, la proportion de chômeurs inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi a progressé de 0,1 point, pour atteindre 40%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis juin 2000.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estime que le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A augmentera de 178.700 en 2013 et de 128.700 en 2014, même si son président n'exclut pas un palier de stabilisation à la fin 2013, avant qu'il ne reparte à la hausse. Reuters 30.05

1.2- La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) a demandé jeudi des «mesures exceptionnelles» pour l'emploi, dont la possibilité de renouveler librement les CDD ou une exonération de cotisations patronales pendant 4 ans pour «tout premier nouvel emploi» durable dans les petites entreprises.

Pour «maintenir des emplois existants», l'organisation patronale réclame ainsi d'abord «la possibilité de renouveler librement et sans contrainte les CDD successifs, dans le cadre de la durée maximale autorisée», 24 mois dans le cas général.

Elle a également proposé, «pour ne pas passer à côté d'emplois potentiels», de «suspendre le seuil de 50 salariés qui déclenche 35 obligations administratives et financières supplémentaires». Selon la CGPME, ce seuil est un frein à l'embauche qui explique qu'on compte en France «2,4 fois plus d'entreprises de 49 que de 51 salariés».

Parallèlement, la CGPME a demandé au gouvernement d'exonérer de charges sociales patronales, pendant 4 ans, tout premier nouvel emploi pérenne créé dans les entreprises de moins de 20 salariés». 20minutes.fr 30.05

2- Portugal

Méto en grève, entreprises à l'arrêt, assemblées et meetings: la CGTP, le principal syndicat portugais, a organisé jeudi une journée de protestation contre l'austérité, exigée par les créanciers du pays, sous assistance financière depuis mai 2011.

"Le bilan est très positif", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos qui a parlé "d'une adhésion totale" à la grève du méto et s'est félicité de nombreux arrêts de travail des employés de la poste qui protestaient aussi contre des projets de privatisation.

Cette journée de mobilisation était considérée par la CGTP comme un test en vue d'"une lutte plus générale".

La CGTP, proche du Parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste, envisagent d'appeler à une grève générale au mois de juin, après celles organisées l'année dernière en mars et novembre.

La CGTP avait choisi le 30 mai -la Fête-Dieu - pour sa journée de protestation car pour la première fois cette année ce jour n'était pas chômé, faisant partie des quatre jours fériés que le gouvernement a décidé de supprimer dans le cadre de ses efforts pour redresser ses finances.

Comme dans d'autres pays d'Europe, l'austérité a provoqué une hausse sensible du mécontentement populaire. Au Portugal la grogne sociale s'est manifestée par des grèves à répétition et des manifestations qui jusqu'à présent se sont déroulées de manière pacifique.

Bruxelles a confirmé mardi les objectifs concertés avec la "troïka" et selon lesquels le Portugal doit ramener le déficit public à 5,5% du PIB, puis à 4% l'année prochaine et 2,5% en 2015, sous de la limite des 3% fixée par la Commission.

Ils semblent pourtant difficiles à atteindre et, dans ses dernières estimations, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est montrée plus pessimiste que le gouvernement, prévoyant un déficit à 6,4% du PIB en 2013 et à 5,6% l'année suivante.

Même si le gouvernement continue d'affirmer que les objectifs sont à sa portée, le Premier ministre Pedro Passos Coelho n'en a

pas moins récemment admis qu'il pourrait solliciter de la troïka un nouvel allègement.

Alors que la CGTP protestait contre l'austérité le gouvernement a annoncé avoir approuvé en Conseil des ministres un budget rectificatif pour 2013 afin de compenser des mesures de rigueur rejetée en avril dernier par la Cour constitutionnelle.

Ce budget rectificatif, qui doit être voté la semaine prochaine au Parlement, où la coalition de centre-droit au pouvoir dispose d'une confortable majorité, prévoit notamment de réduire les budgets de fonctionnement de tous les ministères à hauteur de 0,5% du PIB. AFP 30.05

3- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi au Pays basque espagnol lors d'une grève générale convoquée par plusieurs syndicats nationalistes pour protester contre la politique d'austérité menée par le gouvernement régional.

Derrière une grande pancarte blanche réclamant "*Un travail décent, des droits sociaux. Pour un modèle propre à Euskal Herria*" (Pays basque), plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Bilbao ainsi que dans les autres villes basques et la région voisine de Navarre.

"*C'est à cela que sert la grève générale. A nous opposer à l'appauvrissement social et économique auquel on nous soumet*", affirmait dans un texte lu en fin de manifestation le syndicat ESK.

Les députés de la coalition indépendantiste de gauche EH Bildu ont apporté leur soutien à la grève générale et participé aux manifestations aux côtés de dirigeants de la gauche indépendantiste.

EH Bildu, avec 21 députés au Parlement basque sur 75, était devenue la deuxième force régionale aux élections du 21 octobre 2012, derrière le PNV (27 députés). Ces deux partis nationalistes avaient ainsi devancé les deux grands partis espagnols, le Parti socialiste (16 députés) et le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (10 députés).

Cette huitième grève générale au Pays basque depuis mai 2009 a été qualifiée de "*succès*" par ses organisateurs qui ont estimé la participation entre 30% et 70% selon les entreprises. AFP 30.05

ECONOMIE

Espagne

L'économie espagnole s'est contractée de 0,5% au premier trimestre de cette année par rapport au précédent, durant lequel il avait déjà reculé de 0,8%, montrent les chiffres officiels publiés jeudi, qui confirment l'estimation initiale pour janvier-mars.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est contracté de 2,0% au premier trimestre, conformément aux attentes. Reuters 30.05

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain.

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser entièrement le site aujourd'hui, ni de terminer plusieurs causeries en préparation. On pourrait évoquer un sujet sous forme de question à laquelle chacun pourrait réfléchir tranquillement avant de l'aborder.

Aujourd'hui nous combattons pour la souveraineté ou le maintien de l'indépendance des Etats face à l'UE. S'ils parvenaient à leur fin et à réaliser l'union politique de l'UE qui aurait une structure fédérale plus ou moins comparable aux Etats-Unis, l'Inde ou la Chine : faudrait-il continuer à lutter pour l'indépendance des Etats de l'UE ? Si la réponse était négative, quel mot d'ordre et quelle stratégie adopter ? Si la réponse était positive, l'UE comme les pays déjà cités couvrant un vaste territoire et comportant des centaines de millions d'habitants, cela signifierait-il que dans ces pays il faudrait lutter pour l'indépendance de chaque Etat ou province ?

Pourquoi ce qui a constitué un progrès économique et politique dans ces pays-là à une certaine époque ne serait-il pas transformé en un obstacle à tout progrès social et politique ou plutôt au combat des exploités pour leur émancipation ? Pourquoi devrait-on éviter de se poser cette question ? Ne serait-elle pas légitime quand on voit dans quelle impasse nous sommes ? Peut-être que la réponse à cette question pourrait déboucher sur une issue politique, pourquoi pas ?

Jusqu'à présent on nous a expliqué que ce serait réactionnaire, demain sera-t-il réactionnaire de lutter pour l'indépendance de la France vis-vis de l'UE ?

Le chiffre du jour. 256 000.

C'est le nombre de nantis en France possédant au moins 1 million de dollars d'actifs, selon une étude du Boston Consulting Group, occupant la 10e place dans le monde. Atantico.fr 31.05

256 000 à exproprier, on leur prend tout et ils vont gratter à l'usine, à la chaîne, et s'ils résistent on leur passe les fers.

OCI, PCI, MPTT, PT, POI, l'"ouverture" ou la dissolution permanente

Le POI est à l'initiative d'une délégation d'élus qui a demandé une audience à Schröder, pardon, à Hollande, on croit rêver. Mais

dans quel monde vivent-ils ? Pas dans celui qui n'a rien à attendre de Hollande et qui ne lui demande rien.

Vous avez là le sens de "*l'ouverture*" sous lequel le POI a placé son congrès, certainement pas en direction de la classe ouvrière. Comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance aux travailleurs ?

Le slogan ou l'ordre du jour du congrès "*ouvert*" du POI :

« *La situation est grave. (Sans blague !)*

Comment s'en sortir ? (Impossible !)

Comment aider à réaliser l'unité pour bloquer les plans du gouvernement ? » (Impossible !)

Ensuite ? Rien. Un intervenant dans un meeting ose évoquer la grève générale, il se fait remettre à sa place immédiatement par un militant du POI, on est là pour discuter, discuter des moyens pour réaliser l'unité, on ne discute pas d'autres choses, cela fait 70 ans qu'ils sont sur la même ligne, le résultat se passe de commentaires.

Voyez-vous, le mot d'ordre de grève générale n'est à l'ordre du jour nulle part en Europe.

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, ils ont le chic de dire une chose qui se trouve immédiatement contredite, ils doivent le faire exprès. Le Portugal n'est pas la France, d'accord, mais on peut quand même discuter oui ou non, apparemment, non.

- Portugal : le principal syndicat appelle à la grève générale - LeMonde.fr - 31.05

[Intox. Cinéma.](#)

Oliver Stone : « *Alexis Tsipras va faire la différence dans le monde entier* »

Le réalisateur américain oscarisé Oliver Stone n'a fait qu'encenser Alexis Tsipras, le chef du Syriza, qu'il a rencontré en marge du festival international de Zagreb. okeanews.fr

Rappel. (Début février 2013)

Ne craignez rien, nous ne sommes pas "*réellement radicaux*".

- Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]... Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assurait à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Un agent de la troïka qui ne risque pas d'en faire trop ou de devenir "*complètement fou*".

- Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérité passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* » « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

Syriza est "*de plus en plus social-démocrate*", un compliment d'un représentant du FMI, pour mémoire le FMI catalogue Schröder et Blair comme des sociaux-démocrates.

- Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de Syriza.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après le Journal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « *souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grèce et est plus acceptable vue de l'étranger.* »

Pas de risque non plus qu'il soit "gauchiste", droitier assurément.

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « *Dans un pays où les gauchistes ont historiquement été incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture.* »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis.

Les 40 millions d'Américains qui n'ont pas accès aux soins et réduits à l'indignence, les millions qui ont perdu leur maison, les 15 à 20 millions de chômeurs, etc. une vue de l'esprit pour Tsipras.

- « *L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce,* » a-t-il dit. « *Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008.* » (Un article du portail WWS publié par Mondialisation.ca du 2 février 2013 : Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. Diponible en entier dans les articles de presse de février du site La voix de l'Opposition de gauche)

J'ai refusé de m'abonner au portail okeanews.fr devenu payant, je leur ai fait parvenir l'article de WWS par courriel en ajoutant une note ironique sur leur soutien à Syriza qui roule pour le régime en Grèce. Je ne laisse rien passer. Je leur ai dit qu'au lieu de se prétendre indépendants, ce qui ne voulait plus rien dire tant cette notion a été galavaudée, valait mieux affirmer être objectif et tout publier, même les articles qui ne nous plaisent pas forcément, c'est ce que je fais dans le portail quotidiennement, à quelques exceptions près que je me refuse à publier.

ACTUALITE EN TITRES

L'orientation est claire, non ?

- 256 000 : le nombre de millionnaires que compte la France - Atlantico.fr
- La taxe sur les transactions financières a du plomb dans l'aile - LePoint.fr
- Jean-Marc Ayrault tente de ménager les autoentrepreneurs - Reuters
- Zone euro: nouveau record du chômage qui frappe violemment les plus jeunes - AFP
- Perspective : un travail à tout prix - euronews.fr

Un monde de voyous !

- Pierre-Yves Bournazel (UMP) : «*J'attends du conseil des primaires le courage moral de reconnaître qu'il y a des fraudes*»
- 20minutes.fr

Depuis vendredi l'UMP organise des primaires pour départager ses candidats à la mairie de Paris en 2014...

- La banque belge KBC poursuivie pour escroquerie - Reuters

A bas les OGM, autodétermination des agriculteurs !

- Du blé OGM américain alarme le Japon et l'Europe - Liberation.fr

- Monsanto fait marche arrière sur les OGM en Europe - Reuters

[Dictature, danger.](#)

- La vidéoprotection s'impose en 2013 - LeFigaro.fr

- En première ligne, les policiers municipaux réclament des armes - LeFigaro.fr

[Secrets de polichinelle.](#)

- L'étude qui montre que les nouvelles normes qui forcent les banques à détenir plus de capital ne les rendent pas plus sûres
- Atlantico.fr

Surtout quand on sait qu'elles transfèrent une partie de leurs capitaux dans les paradis fiscaux en toute légalité !

- Scandale Liberty reserve : la lutte contre le blanchiment d'argent reproché aux monnaies virtuelles cacherait-t-elle d'autres motifs moins avouables ? - Atlantico.fr

[Intox criminelle.](#)

- Pas de risque élevé de cancer dans les régions de Fukushima - Reuters

[Pentagone, CIA, FBI, FED : le crime organisé.](#)

- Attentat de Boston : malaise autour de l'enquête - Le Nouvel Observateur

[Trop rock, trop jeune, trop cher...](#)

- France 2 supprime "Taratata" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment Mélenchon vole au secours du gouvernement et de l'Union européenne.](#)

Autres titres possibles.

- Défendre la légitimité du gouvernement pour mener à bien la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains.

- Le coup du boomerang ou le pot aux roses dévoilé aux ignorants qu'ils ont manipulés. Un mensonge qui vaut bien une vérité.

Quel régal ! La sortie de Barroso, puis celle de Hollande qui a entraîné la réaction de Mélenchon et la tentative des courtisans du monarque de rattraper le coup est un vrai bonheur, car cette tragi-comédie met en lumière à la fois la collusion qui existe entre tous ces acteurs et leur véritable nature.

Pour analyser les faits qui ont pris ici la forme de déclarations, nous allons commencer par reprendre celle de Barroso, puis nous évoquerons le contexte, et pour finir nous reproduisons un article de Reuters d'hier dans lequel figurent des passages des déclarations de Hollande, sa cour et son bouffon et nous ajouterons une déclaration du PS.

Avant cela rappelons les rapports qui existent entre les différents acteurs de cette mauvaise comédie.

L'UE est une création (made in USA) du capital par le capital pour le capital, une institution destinées à détruite les droits sociaux et politiques des travailleurs pour les réduire en esclavage dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière. Se réclamer de l'UE, lui attribuer une quelconque légitimité, lui trouver des avantages ou vanter ses bienfaits, vouloir la réformer, c'est comme espérer que la coalition Medef-CFDT-CFTC-CGC se place un jour sur le terrain de classe du prolétariat, c'est se placer dans le camp de la contre-révolution, de la réaction.

L'UE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui désignent la Commission européenne, ce sont eux qui la mandatent pour s'attaquer à tous nos acquis sociaux et droits politiques. A ce titre il faut noter que les Etats n'ont pas abdiqué leur pouvoir politique au profit de l'UE, ils lui ont confié le pouvoir de les subordonner à la dictature de l'oligarchie financière qui de fait à terme détiendrait seule le pouvoir politique, c'est l'objectif final qu'ils se sont fixés.

Pourquoi cette précision ? Pour rappeler qu'à tout moment n'importe quel (chef d') Etat peut décider de rompre avec l'UE, et que s'ils ne le font pas, c'est uniquement parce que leurs représentants sont en réalité des porte-parole de l'oligarchie financière, peu importe qu'ils l'admettent ou non, le masque ou la posture qu'ils adoptent, seuls les faits comptent. Cette précision est doublement importante, car elle permet de situer et de comprendre le jeu que jouent les différents acteurs qui sont en scène ici dont aucun n'entend rompre avec l'UE. Autrement dit, ils sont tous complices et jouent le même scénario, chacun ayant un rôle particulier à tenir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la déclaration de la Commission européenne en mettant en lumière la subordination de Hollande et son gouvernement à l'UE porte atteinte à sa légitimité dont il a absolument besoin pour pouvoir jouer son rôle lors de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, apparaître comme le représentant des intérêts de la nation ou de l'intérêt général, oeuvrant en toute indépendance par rapport aux différents protagonistes en présence, le patronat et ce qui est censé être les représentants des travailleurs, principe intenable à soutenir en apparaissant ouvertement comme le porte-parole de l'UE sachant que la majorité des travailleurs et des militants ont parfaitement compris que l'UE est au service de la finance et des multinationales, leur ennemi quoi.

Finalement, contrairement à ce que pouvait laisser penser son intervention, l'illusionniste Mélenchon ne s'adressait pas à Hollande mais à Barroso qu'il a rappelé à l'ordre, à savoir qu'à vouloir se mêler de trop près des rapports entre les représentants du capital qu'incarnent Hollande flanqué du Medef et des syndicats jaunes, il risquait de faire capoter la conférence antisociale de juin et d'ajouter des obstacles supplémentaires sur leur chemin pour mener à bien leur offensive anti-ouvrière.

L'ordre des choses est respecté.

Le PS comme tous les partis de droite soutient la construction de l'UE, et de son côté le Front de gauche n'entend pas rompre non plus avec l'UE quelle que soit sa politique ou son orientation, finalement ils sont dans le même camp, de la même manière que tous se félicitent de la tenue de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains, aucun ne la dénonce, comme aucun ne dénonce la légitimité de Hollande ou son gouvernement, de leur côté, aucun syndicat n'entend rompre avec la CES qui est une création de l'UE, avec le patronat ou le gouvernement, ainsi la boucle de la réaction est bouclée, le sort des travailleurs est scellé puisque aucun parti, absolument aucun n'entend rompre avec le PS, le gouvernement, les institutions, les appareils vendus des syndicats. Entre nous, ne serait-ce pas la définition d'un complot ?

Barroso, président de la Commission européenne.

"Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

"C'est un message d'exigence", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme. AFP 29.05

Vous aurez remarqué que l'imposteur Mélenchon n'a pas relevé que Barroso avait parlé d'une "exigence", un diktat, un ordre, ce qui ne laissait aucune doute sur la soumission totale de Hollande à la Commission européenne, il faudrait plutôt dire au capital, car il ne faut jamais oublier que la Commission européenne est une émanation des chefs d'Etat et que les donneurs d'ordres sont les banquiers.

Le PS.

- Bruxelles: *"la France est souveraine pour décider des réformes"* dit le PS - AFP 29.05

"La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP. AFP 29.05

Ce qu'il fallait entendre par là, c'était qu'il n'était possible pour les syndicats dits ouvriers de "négocier" qu'avec un gouvernement souverain, donc qui peut se prévaloir d'être légitime, dans le cas contraire ce serait encore plus compliqué, voire impossible de les associer directement à sa politique antisociale.

L'article de Reuters du 31 mai.

- Jean-Luc Mélenchon a estimé vendredi que François Hollande mentait en affirmant que les détails des réformes à mener en France relevaient de sa souveraineté et ne pouvaient être imposés par Bruxelles.

Je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement sur ce point précis, il faut absolument que ce soit Hollande qui prenne en charge la politique antisociale qu'il entend poursuivre par le biais du dialogue social, il doit l'assumer pleinement pour qu'elle puisse être menée à son terme, Mélenchon y tient, c'est cela qui est remarquable ici, car l'histriion se fait le porte-parole de Barroso, en tant que dirigeant d'un parti politique en France, il estime avoir la légitimité de rappeler Hollande à son devoir, lequel devoir consiste à appliquer les contre-réformes concoctées par la Commission européenne, c'est tellement tordue comme manoeuvre que neuf militants sur dix vont applaudir Mélenchon et le tour est joué !

- La Commission européenne a demandé à Paris de faire des réformes de structure, notamment en matière de retraites, tout en lui accordant deux ans de plus, jusqu'en 2015, pour parvenir à ramener son déficit public à 3% de son produit intérieur brut.

Le président français a dit respecter ces recommandations mais estimé que la Commission ne devait pas dire "à la place des Etats ce qu'ils doivent faire".

"François Hollande ment quand il dit 'Bruxelles n'a pas à me dire ce que je dois faire', c'est faux", a déclaré vendredi sur France 2 le co-président du Parti de gauche.

"Tous les ans, la France donne son projet de budget à l'Europe grâce à François Hollande, et la Commission européenne dit à la France ce qu'elle doit faire grâce à François Hollande, après quoi François Hollande prend la posture de dire 'on ne me dira pas ce que je dois faire', mais si mon bonhomme", a-t-il ajouté. "C'est exactement le genre de pantalonnade que je veux dénoncer."

Embourbé dans ses contradictions le charlatan en vient forcément à libérer quelques vérités qui ne lui coûtent rien, il faut bien aussi qu'il défende sa propre légitimité ou apparaisse comme un opposant au gouvernement. Il ne va pas toutefois jusqu'à faire le lien entre la Commission européenne et les chefs d'Etat qui l'ont investie. Si on recoupe ses déclarations, on s'aperçoit qu'un coup Hollande a le pouvoir de décider sa politique, un coup il ne l'a pas. En réalité il l'a en permanence, et quand il semble ne plus l'avoir c'est parce qu'il a abdiqué devant l'UE, les banquiers.

- La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a réaffirmé de son côté la ligne défendue jeudi par le président. "C'est évidemment François Hollande le chef d'orchestre", a-t-elle dit sur France Info.

Car sans "chef d'orchestre" il serait impossible de jouer la partition du dialogue social, CQFD.

- Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone a quant à lui estimé que la Commission avait "rendu un très mauvais service à l'Europe."

"C'est insupportable que la Commission européenne demande à la France une réforme des retraites d'envergure. Ce n'est pas son rôle", a-t-il dit sur BFM TV. "Son rôle est de dire 'vous avez pris des engagements en ce qui concerne le respect des normes de votre budget', (...) s'ils veulent désespérer les amoureux de l'Europe, qu'ils continuent comme ça." Reuters 31.05

Traduisons : ce n'est pas à la Commission européenne de nous demander d'appliquer des contre-réformes, c'est à nous d'en prendre l'initiative, on est capable d'assumer nos responsabilités, c'est vrai et c'est faux, pure hypocrisie, puisque le reste du temps ils se servent de l'UE pour couvrir leur politique réactionnaire en affirmant qu'ils se conforment à ses recommandations. UE qu'il faut préserver aussi, c'est ce qu'il dit à sa manière en se faisant le porte-parole des "amoureux de l'Europe".

L'UE a pour fonction de servir de bouc émissaire aux Etats afin de détruire les droits sociaux des travailleurs, en tant qu'Etats-nations ils lui sont utiles temps que cet objectif n'a pas été atteint, tandis qu'ils ont déjà confisqué leurs droits politiques en légiférant à la place des Etats-nations, il ne leur reste plus qu'à les intégrer totalement avec la collaboration des partis et syndicats du mouvement ouvrier corrompus pour que les travailleurs n'aient plus aucun moyen de s'opposer à la dictature qui sera en place, ainsi leur oeuvre sera achevée, leur objectif atteint.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- UE

Sensibiliser les jeunes européens à l'action politique, et notamment aux élections européennes de 2014, c'est l'objectif de la Ligue des Jeunes Electeurs, dont le lancement officiel a été suivi de l'envol d'une montgolfière en présence du président de la Commission européenne à Bruxelles. euronews.fr 31.05

Merci monsieur Barroso, vous confirmez ce que nous avons dit : participer à ces élections, ce sera vous soutenir, vous êtes formidable, si, si, peut-être un peu fatigué ces derniers temps... Avis aux amateurs.

2- France

L'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, déjà poursuivi dans l'affaire Karachi, a été écroué vendredi soir après une nouvelle mise en examen, notamment pour corruption d'agent public étranger et escroquerie, a annoncé à l'AFP une source judiciaire. AFP 31.05

On en connaît un que cela doit bien faire marrer... (La Talonnette qui a voulu le mouiller...)

3- Kirghizstan

L'état d'urgence a été décrété vendredi dans un district du Kirghizstan où des troubles ont éclaté après une manifestation pour la nationalisation d'une mine d'or -une des principales ressources de ce pays très pauvre d'Asie centrale- exploitée par le groupe canadien Centerra Gold.

Alors que des affrontements se sont produits dans la matinée entre forces de l'ordre et manifestants près de la mine de Kumtor, à 350 km à l'est de la capitale Bichkek, le président kirghiz Almazbek Atambaïev a signé un décret instaurant l'état d'urgence jusqu'au 10 juin dans le district, avec un couvre-feu de 21h00 à 06H00 locales.

Les troubles avaient débuté dès jeudi près de ce gisement exploité depuis 1997 par Centerra Gold. Des centaines de manifestants se sont dirigés vers la centrale électrique locale et ont coupé dans la soirée l'alimentation en électricité de la mine.

Ces manifestants réclamaient la nationalisation de la mine de Kumtor, poids lourd de l'économie kirghize et plus important investissement étranger dans le pays.

Ils tiennent pour responsables de la concession au groupe canadien les précédents présidents, Askar Akaïev et Kourmanbek Bakïev, tous deux soupçonnés de corruption et renversés par des soulèvements populaires.

La compagnie canadienne a annoncé de son côté vendredi qu'elle fermait temporairement sa mine, tout en continuant "de coopérer étroitement avec le gouvernement" local.

"La compagnie va poursuivre la fermeture ordonnée des installations jusqu'à ce que le calme revienne et qu'un accès sûr (à la mine) soit permis", a indiqué dans un communiqué Centerra Gold, dont l'action a chuté de près de 8% vendredi à la Bourse de Toronto.

Après la coupure de l'alimentation électrique, la police a interpellé 92 personnes, selon le procureur général du Kirghizstan, provoquant la colère de milliers de personnes qui ont réclamé vendredi leur libération.

Environ 3.000 manifestants se sont rendus dans le village où se trouvaient les personnes arrêtées, bloquant les routes, occupant des bâtiments administratifs et retenant pendant quelques heures en otage un responsable régional.

Des heurts ont alors éclaté entre les manifestants et les forces de l'ordre qui ont usé notamment de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour disperser la foule. Celle-ci a lancé des pierres sur les policiers.

Selon un dernier bilan du ministère de la Santé, 55 personnes ont été blessées dans ces affrontements, dont 13 membres des forces de l'ordre. 72 autres personnes ont alors été arrêtées, selon le vice-Premier ministre Chamil Atakhanov.

L'Etat kirghiz a subi une "perte de 1,4 millions de dollars" (environ 1 million d'euros) à cause de la coupure de l'alimentation électrique de Kumtor, a affirmé le gouvernement, en soulignant que la production dans les mines stratégiques comme celle-ci ne devrait pas s'arrêter pour une minute.

"Tous les organisateurs de la manifestation pour Kumtor seront punis sévèrement par la loi. Je garantis cela en tant que président

du pays," a déclaré M. Atambaïev avant de signer son décret.

"Nous ne permettrons pas et ne les laisserons pas ruiner et enterrer le pays", a-t-il ajouté.

Située à 4.000 mètres d'altitude, près du lac Issyk Koul, la mine est l'une des plus élevées au monde. Depuis plusieurs mois, les habitants manifestent aussi contre son impact négatif sur les écosystèmes très fragiles de cette région. AFP 31.05

4- Palestine

Six charniers datant du soulèvement palestinien de 1936 et de la Nakba de 1948 ont été découverts dans le cimetière de Jaffa, a rapporté mercredi Fondation Al-Aqsa pour la dotation et le Patrimoine, mettant à jour des centaines de corps de Palestiniens massacrés par les gangs sionistes.

« Lors des travaux d'entretien et de réparations du cimetière [Kazkhana], nous avons découvert des parties meubles dans le sol où nous avons trouvé des charniers ... avec des centaines de squelettes et de restes humains des rebelles, des martyrs et des civils qui ont péri au cours de la Nakba », a rapporté le responsable du Mouvement islamique à Jaffa, le cheikh Mohammed Najem.

La fondation a pu dater les restes des victimes, tuées dans la guerre de 1948, qu'il s'agisse d'attentats à la bombe et de bombardements de quartiers résidentiels, ou de meurtres perpétrés par des tireurs isolés situés autour de la ville, selon le rapport.

« Le cimetière Kazkhana a confirmé les faits historiques qu'Israël a essayé de cacher et d'effacer durant plus de 65 ans, concernant les massacres commis par les gangs sionistes lors de la Nakba palestinienne en 1948 », peut-on lire.

« Ces charniers ont levé tous les doutes sur la véracité des témoignages oraux recueillis par les historiens auprès des personnes qui ont vécu la Nakba de 1948 et sur les documents relatant la guerre et les massacres dans Jaffa et sa banlieue, » ajoute le rapport.

Certaines des témoignages faisaient état d'un grand nombre de cadavres éparpillés dans tous les quartiers de Jaffa, puis enterrés rapidement dans des fosses communes en raison des circonstances extrêmes qui prévalaient.

Le rapport cite un récit d'un témoin oculaire expliquant comment les habitants de Jaffa ont été forcés de transporter les corps au cimetière et de les enterrer dans des fosses communes, tandis que la ville était bombardée par les gangs sionistes.

« La fondation continuera à mener des recherches et à tester scientifiquement les dépouilles ... et à envoyer des informations au monde entier pour faire savoir qu'Israël est construit sur les ossements du peuple palestinien », a déclaré Abed al-Majid Ighbariya, responsables des données concernant les sites pris en charge par la fondation.

La Nakba, ou « catastrophe » fait référence à l'expropriation et à l'expulsion massive des Palestiniens de leur patrie par les bandes sionistes, en 1948. (30 mai 2013 - al-Akhbar) french.irib.ir 31.05

5- Syrie

Le FBI, cité par les médias outre atlantique a confirmé la mort de l'une de ses espionnes, la dénommée Nicole Leen Mansfield, au cours de combats en Syrie. Née au Michigan, l'américaine s'était convertie il y a trois ans en Islam et mariée à un arabe, naturalisé dès lors américain. Les employés du FBI ont rapporté la nouvelle de la mort de Nicole à sa famille. Les proches de Nicole disent ne pas connaître le nom de son mari qui s'est séparé de sa femme il y a quelques mois, juste avant que celle-ci parte pour la Syrie.

Selon Al Alam, l'Arabie saoudite envoie un grand nombre de leurs ressortissants ayant des tendances extrémistes salafite wahhabites aux Etats Unis pour faire des études ou du commerce. Ces saoudiens une fois installés cherchent en général à se marier avec des américaines et à trouver une assise au sein de la société US pour répandre leurs pensées extrémistes. Cependant, les autorités américaines sont loin de réagir à ce phénomène en dépit de leur prétention de lutte contre l'extrémisme.

Jeudi trois espions étrangers, un britannique, une américaine et un non syrien à l'identité inconnue ont été tués à Idlib alors que les Etats-Unis disent vouloir parvenir à une solution pacifique de la crise syrienne. Les forces de l'armée syrienne ont découvert une grosse quantité d'équipements d'écoute et d'espionnage à bord du véhicule que les espions conduisaient. Ces équipements étaient destinés aux terroristes. french.irib.ir 31.05

1- Portugal

Au lendemain de la journée de protestation contre l'austérité, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), principal syndicat portugais, a appelé à une grève générale pour le 27 juin, vendredi 31 mai. Cette décision intervient alors que le gouvernement a adopté, jeudi, de nouvelles mesures de rigueur destinées à compenser celles rejetées début avril par la Cour constitutionnelle.

Les syndicats entendent protester en particulier contre la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires, l'allongement de leur temps de travail, qui passe de trente-cinq à quarante heures par semaine, et l'augmentation de leurs cotisations sociales. LeMonde.fr 31.05

2- Turquie

Au moins une vingtaine de personnes ont été blessées vendredi lors de l'intervention musclée de la police antiémeutes contre des centaines de manifestants qui campaient depuis quatre jours dans le centre d'Istanbul pour protester contre un projet d'urbanisation controversé.

De nombreux blessés gisaient inconscients après qu'une colonne de policiers a fait abondamment usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour déloger dès l'aube les manifestants du parc Gezi, à Taksim, centre névralgique de la rive européenne de la mégapole turque.

Parmi les manifestants, qui se sont mobilisés contre la démolition et le déracinement d'arbres par les autorités locales, deux ont été hospitalisés pour des blessures à la tête, a observé le photographe de l'AFP. L'un d'entre eux serait un journaliste, selon les médias turcs.

"Ils pulvérisent du gaz sur tout le monde, comme si c'était du pesticide. Enfants, bébés, personnes âgées, touristes, plus personne ne compte", a écrit sur le site de micro-blogging Twitter l'un des manifestants, sous le nom de "@blogcuanne".

Sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes exprimaient déjà leur soutien aux manifestants stambouliotes qui, tous âges confondus, entendent dénoncer le projet d'urbanisation à cet endroit de la municipalité qui prévoit le déracinement de certains des 600 arbres qui constituent le poumon de cette partie de la ville.

Situé à deux pas de la place Taksim, où se déroulent traditionnellement les manifestations, le parc Gezi, construit en 1940, est grignoté par les hôtels de luxe érigés aux environs. Selon le projet de la municipalité, tenue par le parti islamo-conservateur au pouvoir, un centre culturel et un centre commercial, ainsi que des baraques militaires de l'époque ottomane reconstituées devraient y être construites.

Depuis lundi, lorsque des bulldozers ont fait irruption, des habitants de la ville, habitués du parc ou des militants écologistes, ont commencé à monter la garde, soutenus par des députés de l'opposition parlementaire, avec des escarmouches quotidiennes contre les forces de l'ordre, affirmant que les travaux sont *"illégaux"*. Initiée par les écologistes et les urbanistes, la manifestation s'est petit à petit transformée en rassemblement contre le gouvernement et ses méga-projets de construction à Istanbul (nouveau pont sur le Bosphore, 3e aéroport international, etc...), avec la participation de nombreux militants de la société civile, à l'origine d'une *"plateforme Taksim"* sur les réseaux sociaux.

La municipalité d'Istanbul, première ville de Turquie avec ses 15 millions d'habitants, a assuré que les arbres déracinés seraient replantés ailleurs et que les travaux s'inscrivent dans le cadre du projet de rendre piétonnière la place Taksim, projet qui doit être achevé en juin. AFP 31.05

ECONOMIE

1- Suède

Le Fonds monétaire international a déploré vendredi que les ménages suédois remboursent leurs emprunts immobiliers si lentement qu'ils prévoient de le faire en moyenne sur 140 ans.

"La stabilité financière serait [...] renforcée par une réduction constante des échéanciers de remboursement - qui dépassent en moyenne 140 ans", a indiqué le FMI dans un communiqué à l'issue d'une mission en Suède.

Cette statistique avait été révélée en mars par un organisme gouvernemental, l'Inspection du secteur financier. Elle porte sur des emprunts considérés comme relativement sûrs, ceux où l'acheteur immobilier a eu un apport initial égal ou supérieur à 25% de la valeur du bien et verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts.

D'après l'institution de Washington, le marché immobilier suédois est l'un des principaux risques pour l'économie du pays, aux côtés de la crise en zone euro.

"Avec une dette des ménages montée au-delà de 1,7 fois le revenu disponible, une baisse soudaine et non négligeable des prix de l'immobilier pourrait avoir un effet sur la consommation et les banques, faisant monter le chômage et encore baisser l'inflation, et grimper le nombre de prêts non productifs et les coûts de financement des banques", a souligné le FMI.

Le Fonds a donné des projections de croissance qui sont les mêmes que celles du gouvernement, à 0,1 point près. Il table sur 1,1% en 2013 et 2,3% en 2014.

En revanche, en matière de taux de change, il a contesté l'analyse du Premier ministre Fredrik Reinfeldt, qui a estimé à la mi-mai que la couronne était *"très forte"*.

Selon les calculs du FMI, *"en termes effectifs réels, la couronne est toujours légèrement en dessous, mais près de ses fondamentaux à moyen terme"*. AFP 31.05

A retenir : *"les coûts de financement des banques"*... Ils ont endetté les travailleurs sur plusieurs générations, très fort le *"modèle social"* suédois, il fallait y penser... Si l'emprunteur *"verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts"* combien de fois il aura payé son habitation avant d'en devenir propriétaire ? Ils leur ont peut-être fait le même coup qu'aux Africains ou une variante...

2- Chypre

Les autorités chypriotes ont annoncé vendredi le gel de 5,3 milliards d'euros d'avoirs financiers appartenant à trois anciens dirigeants de la banque Laiki, liquidée le mois dernier dans le cadre du plan d'aide de 10 milliards de l'Union européenne et du FMI.

La décision de l'administrateur judiciaire chargé du démantèlement de Laiki (Popular Bank of Cyprus) vise l'homme d'affaires grec Andreas Vgenopoulos et deux de ses compatriotes, Efthimios Bouloutas et Kyriakos Magiras, précise la banque centrale dans un communiqué.

Tous trois ont siégé au conseil d'administration de Laiki, dont le dépôt de bilan s'est traduit par de lourdes pertes pour des milliers de déposants.

Andreas Vgenopoulos, président non exécutif de Laiki jusqu'à son départ du groupe fin 2011, a protesté dans un communiqué contre le gel de ses avoirs qui, selon lui, *"manque totalement de sérieux"*.

La procédure vise aussi à empêcher une société d'investissement grecque, Marfin Investment Group (MIG), présidée par Andreas Vgenopoulos, de verser de l'argent aux trois hommes.

En janvier, MIG avait annoncé son intention d'intenter une procédure judiciaire contre l'Etat chypriote, lui reprochant de l'avoir lésé en nationalisant Laiki l'an dernier.

Andreas Vgenopoulos accuse Nicosie d'avoir causé la faillite de Laiki en acceptant en octobre 2011 le plan de restructuration de la dette publique grecque. Reuters 31.05

On retiendra. Tiens donc les magouilles de Goldman Sachs qui ont conduit à l'éclatement de la crise grecque seraient aussi la cause de la crise chypriote...

3- Inde

L'Inde a enregistré une croissance en 2012-13 de 5%, le pire résultat en dix ans de ce pays émergent qui vise le double pour pouvoir lutter contre la pauvreté, selon les données officielles publiées vendredi.

Un manque de confiance des investisseurs, une forte inflation et une faible demande des pays occidentaux expliquent le ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, habituée depuis des années à d'insolents taux proches de 9%.

Pressée par le milieu des affaires, La Banque centrale indienne (RBI) a réduit en mai son principal taux d'intérêt, sa troisième baisse cette année, tout en prévenant avoir "peu d'espace" pour un nouvel assouplissement.

La RBI continue de garder un oeil inquiet sur l'inflation, qui a toutefois ralenti en avril, passant sous les 5% pour la première fois depuis 2009.

L'indice des prix de gros confirme la tendance suivie par l'indice des prix à la consommation qui reste élevé mais est également tombé en avril, passant sous la barre psychologique des 10%, à 9,39%.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012-13, correspondant aux mois de janvier à mars, la croissance s'est encore effritée à 4,8% sur un an.

Elle est toutefois légèrement meilleure que celle du troisième trimestre (+4,5%).

Parmi la rafale de réformes annoncées l'an dernier par le Premier ministre, Manmohan Singh, certaines sont toujours bloquées par un parlement hostile, notamment la libéralisation du secteur de l'assurance et de l'épargne-retraite et une loi-clé simplifiant l'acquisition foncière.

Nouveau revers pour le gouvernement, l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé ce mois-ci que l'Inde avait "une chance sur trois" de voir la note de sa dette souveraine tomber en "catégorie spéculative".

La note de l'Inde qui est de "BBB-" est déjà la plus basse des pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et son abaissement à la catégorie spéculative augmenterait le coût de l'emprunt de ce pays et l'investissement y serait considéré risqué.

L'OCDE a abaissé cette semaine ses prévisions de croissance 2013-14 à 5,3%, contre 5,9% précédemment.

Plus optimiste, le ministère des Finances table, lui, sur une croissance comprise entre 6,1% et 6,7%.

Si ces chiffres peuvent paraître élevés pour les pays occidentaux à l'anémique croissance, le gouvernement indien estime que la lutte contre la pauvreté ne sera efficace qu'après avoir atteint le seuil de 10% de croissance. AFP 31.05

Ils ne sont pas au bout de leur déconvenue, car ils ne doivent pas prendre en compte tous les facteurs. Ils bradent leur camelote pour trouver des acheteurs, ils la vendent à des clients à peine solvables, mieux, ils ont gonflé les ventes en proposant de partir avec une bagnole neuve et de commencer à la payer dans un an...

A part cela les prix continuent de flamber...

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juin 2013

CAUSERIE

Demain je mettrai de l'ordre dans la page d'accueil du site et je créerai les fichiers de juin, j'ai aussi rendez-vous au consulat de France. Je dois aussi acheter une télévision et j'attends le réparateur pour la machine à laver cette fois.

Il y a six mois elle ne vidangeait plus, un ressort bouffé par la rouille avait cassé. Mon beau-frère s'en était occupé, il l'a remplacé par un ressort qui était aussi rouillé et qui n'a pas tardé à péter à son tour, il ne s'en était pas vanté, je l'ai découvert en démontant la machine à laver, bien entendu j'avais payé pour un ressort neuf plus le déplacement ! C'est le beau-frère à qui j'ai prêté aimablement 90.000 roupies pour finir sa maison. Vous vous souvenez ce que j'ai écrit sur les rapports en Inde, agréables quoi !

J'écris cela pour dire que quoi qu'il arrive il faut garder sa conscience et ne rien changer, c'est tentant de devenir un salop ou de faire n'importe quoi dans la vie, ici c'est la règle, c'est naturel, ils n'ont jamais connu d'autres rapports, en France c'est différent. Je ne suis pas philosophe parce que je vis en Inde, je suis lucide et j'essaie de ne pas être injuste aussi, c'est souvent ce qui arrive quand on juge les autres, alors à bas les procureurs !

Toujours en forme comme vous pouvez le constater et un moral d'enfer ! J'espère que c'est communicatif...

[Quelques réflexions, rédigées samedi soir et dimanche.](#)

1- On fait mieux que le parti des 10.000, sans changer de drapeau ni programme, sans rien renier !

On a atteint 10.367 visites en mai, moins les miennes, 10.336, soit 334 par jour en moyenne. Vous avez téléchargé 20.381 documents, c'est énorme, bravo à vous ! Je mettrai demain dans le site une copie d'écran où vous pourrez le vérifier. Je crois que j'avais mis en ligne 170 nouveaux articles en mai.

Bon, il n'est pas dit qu'on tiendra au même rythme les mois prochains, c'était peut-être un mois exceptionnel ? On ne change rien, on va essayer de s'améliorer encore, on est le porte-parole de l'avant-garde de la classe ouvrière en France et en Europe qui se dresse contre le capital et ses institutions politiques. Reste à orienter son combat contre les institutions politiques nationales dans chaque pays pour les abattre.

Hier les manifestants à Lisbonne scandait "*révolution*", le mouvement mûrit, il faut s'appuyer dessus, l'encourager, l'aider à aller de l'avant. A Francfort hier aussi, sur la banderole en tête du cortège de la manifestation on pouvait lire, en anglais : "*Crisis demand decision : Let's choose communism - Stop crisis - End capitalism*". La crise nécessite des décisions : choisissons le communisme, stop à la crise, fin du capitalisme, je ne sais pas si c'était une manif de gauchistes ou d'altermondialistes, mais cette banderole pouvait nous convenir.

Et dire que nos partis hésitent à se réclamer du socialisme et du communisme, quand ils y font référence c'est en coup de vent, cela leur brûle la langue, à croire qu'ils se dépêchent de passer à autre chose pour se faire pardonner d'avoir commis un affreux péché, honte à leurs dirigeants !

Il ne suffit pas comme l'a fait Gluckstein de reprendre à la fin d'un éditorial la conclusion du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, faut-il encore dans la pratique quotidienne s'en montrer digne, appeler au boycott du dialogue social et de la conférence patronal des 20 et 21 juin prochains, rompre avec les appareils corrompus des syndicats, briser le consensus qui existe entre le gouvernement, le patronat et la totalité des syndicats, car nous ne sommes pas dupes, participer à cette conférence, c'est la cautionner, c'est légitimer son issue, tous les militants le savent. L'unité des appareils avec les appareils, on ne peut pas imaginer pire ligne politique.

Demain on ajoutera trois articles d'auteurs différents consacrés à la rupture avec l'euro. Mais aucun n'entend rompre pour autant avec l'UE et la BCE, encore moins avec le capitalisme, leurs analyses s'arrêtent en chemin parce qu'ils sont incapables de renouer avec le socialisme. Ils n'ont pas compris la nature de la crise du capitalisme ni même ses lois de fonctionnement ou ses contradictions qui conduisent infailliblement à son effondrement, à de nouvelles crises de plus en plus profondes et générales...

Je ne peux pas mettre ces articles en ligne maintenant car au moment de les formater en pdf mon ordinateur s'est bloqué, je dois l'éteindre et le rallumer, or c'est impossible pour au moins deux heures encore, je suis en train de télécharger des vidéos de concerts de Ted Nugent et cela prend des heures avec ma connexion merdique.

Rompre avec l'euro pour revenir aux monnaies nationales dans le cadre du Système monétaire européen, ils n'ont rien trouvé de mieux, comme si avant l'entrée en vigueur de l'euro c'était un vrai bonheur de vivre sous un régime capitaliste, pour certaines couches privilégiées sans doute, mais pour nous l'objectif c'est que pas un seul travailleur reste sur la touche ou ne bénéficie pas du progrès social, car, qu'il en reste un et demain ce sera des millions qui seront dans le même cas, on est en train d'en faire l'expérience, il faut donc être conséquent et en tirer les leçons, il faut exproprier les capitalistes et pour y parvenir il faut s'emparer du pouvoir politique, chasser du pouvoir tous les partis qui gouvernent et interdire à ceux qui les soutiennent de gouverner à notre place, seul un gouvernement des partis et des courants politiques combattant résolument au côté de la classe ouvrière pour le socialisme et issu de son soulèvement révolutionnaire sera à même d'appliquer un programme social et politique conforme aux intérêts de l'ensemble des masses exploitées.

Rompre avec l'euro pour simplement en revenir à la situation antérieure ne ferait que renforcer la concurrence entre capitalistes et exacerber les tensions entre Etats, augmenter le risque de conflits, de guerre... A l'opposé, le combat pour la rupture avec le capitalisme et instaurer une République sociale s'inscrit dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe qui seule garantira la paix.

On poursuivra plus tard sur ce sujet car c'est important. Si les entreprises ne sont pas compétitives face aux Chinois par exemple, par quelle miracle le seraient-elles en échangeant l'euro pour le franc, en dévaluant, en faisant payer cette dévaluation aux travailleurs ?

Pour ainsi dire le système capitaliste se présente à l'échelle mondiale sur deux niveaux différents incluant des coûts de la main d'oeuvre différents, privilégier l'un contre l'autre revient à faire payer aux travailleurs de l'un les avantages que vont en retirer les autres, on ne peut pas marcher dans une telle combine, il faut admettre que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il doit disparaître, qu'on soit un ouvrier chinois, mexicain, américain, français ou tunisien, on a le droit au même traitement social, à la même dignité. Pour combattre efficacement le capitalisme il faut en avoir une vision globale, mondiale, sinon on risque de se comporter en colon ou en réactionnaire.

2- Ce qui a changé avec Internet.

Avant on disposait des médias nationaux que la plupart des travailleurs et des militants ne lisaient pas, la radio et la télévision qui diffusaient en boucle la propagande officielle, les partis qui sortaient leur hebdomadaire qui servaient à justifier leur politique, accessoirement des revues théoriques paraissaient qui servaient le même dessein dogmatique.

La théorie était pour ainsi dire couper de la réalité, ses auteurs avaient eu cent fois l'occasion de malaxer ce qu'ils allaient nous servir avant de livrer leurs épreuves, qui comme par hasard ressemblaient comme deux gouttes d'eau à ce qu'on avait lu auparavant une multitude de fois sous leurs plumes.

Maintenant, il est possible de la confronter immédiatement avec la réalité, d'en vérifier le bien-fondé, et là comme par enchantement nos théoriciens se sont volatilisés, leurs articles sont aussi plats que ceux des chroniqueurs des médias officiels, on y cherchera en vain un début d'analyse débouchant sur une perspective politique.

Nous, c'est ce qui nous intéresse particulièrement, comme quoi nous ne vivons pas dans le même monde ou nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiques apparemment, nous en raffolons, car il n'y a rien de plus gratifiant pour un militant ou un travailleur que parvenir à comprendre sur le champ ce qu'il est en train de vivre et de pouvoir en faire profiter ces petits camarades. Quelque part c'est justifié, car on a l'impression d'être mieux informé ou d'être moins idiot, d'être plus conscient que la moyenne, de tenir en main notre destin ou de pouvoir agir dessus, ce n'est pas rien quand on y réfléchit un peu, cela aide les travailleurs et les militants à avoir davantage confiance en eux. Et puis, il sera beaucoup plus difficile de nous manipuler, de subir l'idéologie dominante que distille à longueur de temps médias et partis.

Notre objectif n'est pas d'avoir raison à tout prix, il n'y a que les minables et les manoeuvriers pour lesquels c'est une préoccupation, non, notre objectif est que chacun puisse se saisir de la méthode d'analyse que nous utilisons pour se faire ses propres convictions, je n'ai jamais demandé à quiconque de partager mes analyses ou mes conclusions, cela ne m'intéresse pas, que chacun progresse à son rythme en fonction de son expérience et de ses capacités, tel est notre seul objectif. Après que l'on soit d'accord ou non, c'est une autre question, cela se discute, selon la même méthode, sans contrainte, librement, c'est la seule manière d'avancer ensemble.

En abordant l'actualité en temps réel, c'est sur le champ que l'on peut vérifier la validité de notre théorie, nos analyses, nos positions, cela ne pardonne pas, chaque erreur est sanctionnée immédiatement et personne n'y coupe, tout le monde en est témoin, c'est terrible pour les imposteurs, les charlatans ou les aventuriers, ils sont démasqués pour ainsi dire avant d'avoir commencé à nuire, plus ils communiquent, plus ils s'enfoncent.

C'est s'exposer et prendre un grand risque que de s'exprimer ainsi quotidiennement comme je le fais également, surtout que mes moyens sont extrêmement limités, c'est un défi que je relève qui révèle mes faiblesses, peu importe, on en a tous, ce qui compte ce sont nos qualités, d'ailleurs elles passent inaperçues et tout le monde s'en fout, moi le premier, je parle aussi bien de mes faiblesses que mes qualités, l'essentiel est ailleurs franchement, ce n'est pas l'avis de tout le monde assurément, entre ceux qui évitent de se livrer à ce genre d'exercice et ceux qui en raffolent aveuglés par leur propre ego ou mégalomanie, qui se piègent eux-mêmes comme Mélenchon par exemple.

En conclusion, le résultat est positif puisque cela permet de mettre la théorie ou la méthode du marxisme à la portée de tous quotidiennement, cela ne peut qu'aider chacun à interpréter le monde librement, en toute indépendance de l'Etat et ses médias, ses partis. Les militants en feront un bon usage lors de leur intervention dans la lutte des classes.

3- Il y a une semaine j'ai eu une conversation essentiellement politique de 45 minutes avec mon ex-épouse, très intéressante ou instructive pour mon combat puisqu'elle a confirmé pratiquement à la virgule près l'appréciation que je portais sur la situation en France, principalement sur l'état d'esprit des travailleurs en relation avec leurs conditions d'existence et la manière dont ils les vivaient. Je ne dirais pas que cela m'a réconforté, mais c'est toujours utile de savoir qu'on ne s'est pas fourvoyé.

4- La mission d'un journaliste, c'est d'informer, or pour la plupart ce serait plutôt de se conformer aux besoins (ordres) de la classe dominante de telle sorte que les informations qu'ils nous délivrent sont au mieux tronquées, déformées, au pire fabriquées (Le Monde sur la Syrie par exemple dernièrement), indignes de confiance, il faudrait boycotter les médias nationaux. Ils se sont transformés en outils de propagande au service de l'oligarchie financière qui tient les cordons de la bourse. C'est l'un des facteurs essentiels sur lequel elle compte pour instaurer sa dictature mondiale.

J'ajouterai demain un article qui relate l'assassinat ces derniers jours d'une journaliste de la télévision syrienne par les djihadistes de monsieur Hollande.

J'ai failli mettre en ligne un article de Wikistrike qui reproduisait une info du portail de Jovanovic, vous savez le très sérieux journaliste économique qui croit aux anges, en le relisant rapidement je me suis aperçu que ce qui était présenté comme un scoop n'avait qu'une valeur toute relative et qui plus est incomplète, à savoir que la Fed avait encore injecté 1.000 milliards de

dollars dans les banques et le marché sans qu'on sache quel jour précisément, entre nous me suis-je dit, 1.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est, un pourboire à côté des 15 ou 20.000 milliards de dollars qu'ils ont déjà déversé dans l'économie pour en fausser les règles ou plus encore, on ne sait pas très bien puisque les infos nous arrivent au compte-gouttes parfois des années plus tard. Bref, je me suis dit que cela valait pas le coup.

5- La radio francophone iranienne avec laquelle j'ai eu un échange de courriels et dont je mets régulièrement en ligne des articles m'a demandé mon adresse postale pour m'envoyer un cadeau, je ne plaisante pas. Je leur ai transmis l'adresse de mon site donc ils savent à quoi s'en tenir à propos de mon engagement politique. Ne m'attendant pas à recevoir un tel courriel, j'en ai informé un journaliste qui les connaît bien qui m'a répondu qu'il n'y avait rien de compromettant là-dedans. Je vais leur donner l'adresse de mon épouse en France et je vous tiendrais informer par la suite. Si un jour je suis expulsé d'Inde et persona non grata en France, j'irais immigrer en Iran ou en Syrie ! C'est mon côté provocateur et curieux à la fois. Mes adversaires pourront dire que je roule pour les mollah à défaut de rouler pour l'UMP !

6- Il n'était pas possible de traiter la dernière polémique entre Mélenchon et Hollande sans faire le lien entre différents facteurs et rapports, c'est d'ailleurs indispensable pour analyser la plupart des questions que nous avons à aborder quotidiennement.

La difficulté consiste à cerner qu'on n'est pas en présence d'un processus logique où tous les éléments s'imbriqueraient mécaniquement ou interviendraient selon un programme bien établi, ils sont au contraire soumis à des contraintes en perpétuelle évolution qui leur donnent un caractère aléatoire, mais dont l'ordonnement importe peu puisqu'elles finissent toujours par répondre à la même obligation ou servir la même cause. Vrai dilemme et fausse contradiction se côtoient au point de les confondre, les différents acteurs s'employant à brouiller les pistes pour qu'on s'y perde et que la trace de leurs véritables intentions s'estompent ou demeurent invicibles, obscures, inaccessibles.

Il faut se demander qui est qui, quelle est sa véritable nature, quelles sont ses positions sur l'UE, l'euro, le capital, les institutions, le socialisme, quelle position a-t-il adopté à telle ou telle occasion, quels rapports entretient-il avec tel ou tel acteur, dirigeant, parti, telle ou telle institution, qu'est-ce qui détermine une mesure politique, en réalité tout ramène à des questions économiques mais pas seulement, il existe un va et vient permanent entre l'économie et la politique, c'est ce qui rend si difficile la compréhension de ce qui est en train de se passer, un jour c'est l'un qui domine ou sert de tremplin pour atteindre un objectif, un jour c'est l'autre, pour comprendre à quoi tout cela rime il faut avoir en tête leur objectif final, sinon c'est impossible de relier tous les facteurs et rapports entre eux, d'en déterminer l'orientation.

Prenons le cas de Hollande, quand on fait l'ENA ou une grande école c'est pour servir l'Etat ou le capital et non pour les combattre, l'ombre d'un doute n'est pas permis sur ses réelles intentions. Un militant du PS qui entend s'élever dans la hiérarchie de ce parti, détenir des mandats, devenir un élu, un député ou un sénateur, un ministre, président de la République, sera amené à cautionner et servir docilement le régime en place, il a pu être un militant ouvrier les premiers jours, puis il a cessé de l'être pour privilégier son ambition personnelle, s'il a fait des études et qu'il souhaite faire carrière dans ce parti, il envisagera d'occuper une fonction qui lui procurera un statut social et une rémunération équivalente à ceux que lui aurait procuré un poste dans une administration ou une entreprise privée, on observe ici que ses préoccupations sont devenues au fil du temps ou très rapidement très éloignées ou étrangères à celles qu'ils avaient en devenant militant, de la cause du socialisme qui pour lui est devenue secondaire ou plutôt qu'il a abandonnée puisqu'il se destine à servir le régime en place dont dépend entièrement son mode de vie.

Dès lors qu'on tire partie personnellement de son activité politique, qu'elle nous procure des avantages en nature ou financier, le plus souvent les deux, elle prend le dessus sur notre engagement politique qui change alors de nature. On est devenu un affairiste ou un vulgaire bureaucrate. Ensuite, il nous faudra gérer cette contradiction plus ou moins habilement, on devra employer toute la panoplie de l'hypocrite pour se justifier et faire en sorte qu'elle n'apparaisse pas au grand jour. Un glissement sémantique progressif ou brutal accompagnera ce processus en conformité avec ce qu'on est devenu, car il arrive un moment où l'on ne s'en cache plus vraiment, le socialisme ou la révolution, c'était à mettre au compte de l'insouciance de la jeunesse, depuis on a mûri, on a davantage pris conscience de la réalité, autrement dit, on se conforme à la société telle qu'elle est sans plus avoir envie de la changer, on ne le dira pas ouvertement mais c'est ce que cela signifie. Ces gens-là ont une conscience à géométrie variable, c'est l'élément d'ajustement structurel sur lequel il joue pour finalement ne satisfaire que leurs intérêts individuels.

Mélenchon est exactement dans le même cas, caricatural : un jour trotskiste, peu de temps après social-démocrate, par la suite ministre d'un président de droite (Chirac), ensuite le voilà flanqué des oripeaux du stalinisme, et pour finir, provisoirement, il se verrait bien Premier ministre d'un président de la République qui a des idées de droite selon lui, il a même été jusqu'à affirmer que Hollande était encore pire que Sarkozy, pour un peu il a loupé une occasion quand Sarkozy était le monarque de service ! S'il y a une constante ou un fil qui relie ces différentes étapes du parcours de Mélenchon, ce n'est certainement pas les idées ou les convictions qu'il avait adoptées puisqu'il n'a cessé de les brader au plus offrant, y compris l'Union européenne dont il est un porte-parole en tant que député, mais bien ses intérêts personnels, sa petite personne.

Quant à l'Union européenne, on connaît parfaitement sa nature, on connaît un peu moins ses objectifs bien qu'elle s'en cache de moins en moins. Pour les comprendre il faut les replacer dans le contexte mondial sur le plan politique, à l'échelle du développement du capitalisme sur le plan économique. Son objectif est de spolier les masses exploitées de tout droit politique afin qu'elles ne puissent plus combattre pour des droits sociaux et qu'elles soient dans l'impossibilité de remettre en cause

le gouvernement mondial dont elle est un des maillons. Elle vise rien de moins que la fin de la lutte des classes qui coïnciderait avec l'instauration d'une dictature mondiale bâtie sur le modèle d'une monarchie absolue.

Et les contradictions du capitalisme, que deviendraient-elles, et le combat pour le socialisme quel contenu aurait-il ?

Je pense qu'on doit être assez peu à avoir pris conscience que la situation que nous connaissons aujourd'hui coïncide déjà avec le contournement à la fois des contradictions (lois de fonctionnement) du capitalisme à coup de dizaines de milliers de milliards de dollars, euros ou yen injectés dans l'économie ou le marché depuis 2008, et de la lutte des classes puisque le mouvement ouvrier est quasiment totalement gangrené ou étranger au socialisme, dès lors que ces deux facteurs déterminants sur lesquels repose la perspective du socialisme sont sous contrôle, on peut affirmer qu'ils ont réalisé d'importants progrès dans la réalisation de leur plan pour nous réduire en esclavage.

Dans ces conditions, c'est seulement l'irruption violente du prolétariat révolutionnaire sur la scène politique en France ou en Europe qui pourrait conduire à une inversion de la donne, encore faudrait-il qu'il soit en mesure de tirer un enseignement politique de chacune de ses expériences afin de renouer avec le socialisme et de se doter d'une direction marxiste révolutionnaire. C'est l'objet de notre combat.

On n'a pas le temps ici d'aborder le volet économique, cependant il y aurait énormément à dire encore, notamment sur l'UE et l'union transatlantique ou marché unique E-U- UE qui correspond à l'objectif de parvenir à un renforcement des monopoles, à une nouvelle concentration du capital, deux objectifs qui découlent ou qui coïncident, qui correspondent ou indiquent généralement qu'on aborde une situation de sortie de crise du capitalisme, alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui, ce qui indiquent bien qu'ils comptent y parvenir en employant d'autres moyens, notamment grâce à la soumission du mouvement ouvrier qui collabore avec gouvernement et patronat à la baisse du coût du travail et à la liquidation de la législation du travail, des droits sociaux des travailleurs. Que cela permette d'augmenter la productivité et leurs profits, d'accroître l'exploitation des travailleurs est somme toute secondaire au regard de leur objectif final qu'il faut situer sur une échelle de temps plus longue que ce qu'on imagine habituellement, qui inclut une baisse importante de la population mondiale, on n'y pense d'autant moins qu'elle ne cesse d'augmenter, c'est aussi là un des obstacles majeur à la réalisation de leur plan qu'il leur faut essayer de gérer au mieux, facteur explosif en réalité. Les maîtres du monde visent une réduction drastique de la population mondiale à long terme réduite à 500 millions ou un milliard d'habitants maximum, afin de réserver les ressources de la planète à la satisfaction de leurs seuls besoins sachant qu'elles ne sont pas illimitées. Réduire notre niveau de vie et nous réduire en esclavage s'inscrit dans cette perspective qui semble surréaliste, mais pourtant tel est bien leur plan.

Dans l'immédiat il leur faut gérer la contradiction qui existe entre la satisfaction des besoins de 7 milliards d'êtres humains et la monopolisation de l'essentiel des richesses au profit d'une poignée de privilégiés. Comme ils savent qu'ils ne peuvent pas s'émanciper des contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, ils tentent de le retarder tout en avançant sur la voie qui conduirait à l'instauration d'un gouvernement mondial, objectif qui s'il était atteint coïnciderait avec l'extinction de ces contradictions qui leur empoisonnent l'existence. On assiste donc à une course de vitesse entre deux scénarios, l'un permettant à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir et de reconstruire la société sur les bases du socialisme, l'autre conduisant l'oligarchie financière à imposer sa dictature sur le monde et à réduire le socialisme à l'état d'utopie.

ACTUALITE EN TITRES

[Leur justice et les lampistes](#)

- Des proches de Berlusconi accusés de prostitution de mineure - euronews.fr

[Et pendant ce temps-là les affaires continuent...](#)

- Plus de 1.000 morts en Irak en mai - LePoint.fr

[Changer la société pour ne pas devenir sourd, fou !](#)

- Halte au terrorisme du niveau sonore ! - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Quelque 9.000 manifestants selon les organisateurs, 3.000 d'après la police, ont défilé samedi dans le centre de Toulouse avant d'écouter un discours de Jean-Luc Mélenchon fustigeant le gouvernement et la finance. " *Vous n'avez pas d'autre horizon que la lutte*", a lancé le coprésident du Parti de Gauche aux militants qui avaient parcouru les artères du centre-ville à l'appel du Front de gauche «*contre l'austérité, la finance et pour la VI^e République*».

Dans le défilé, où se remarquaient des bonnets phrygiens derrière des pancartes «*On va leur couper la tête*», «*Changer le système*» ou encore «*Marx ou crève*», flottaient des drapeaux du Front de gauche, du PCF ou du Parti de gauche. Jean-Luc Mélenchon, qui a pris la parole à la fin de la marche, a estimé que «*la crise était le résultat d'une politique organisée, voulue, délibérée*». 20minutes.fr 01.06

Heureusement qu'on a un "*autre horizon que la lutte...*" pour la lutte : la chute du régime et la prise du pouvoir !

Avec un peu de bonne volonté, même que Hollande pourrait devenir un président de gauche, si, si, même que l'UE, l'euro et la BCE pourraient se mettre au service des travailleurs. La crise du capitalisme en fait, ce serait juste une question de bonne ou de mauvaise volonté de certains acteurs voyez-vous...

Comment avec de telles sornettes travailleurs et militants pourraient-il y comprendre quelque chose ?

2- Portugal

Cartons rouges, chants et sifflements ont marqué les manifestations contre l'austérité qui ont rassemblé des milliers de personnes samedi après-midi à Lisbonne et dans les principales autres villes portugaises contre les mesures d'austérité mises en oeuvre au Portugal depuis deux ans.

"*Basta!*", "*Troika dehors!*" "*Gouvernement démission!*", "*Respect!*", avaient écrit sur des pancartes des protestataires, qui sifflaient et brandissaient des cartons rouges devant la représentation du Fonds monétaire international (FMI) à Lisbonne, sur l'une des principales artères de la capitale où la circulation automobile avait été coupée.

"*Troika, gouvernement dehors!*", "*arrêtons cette politique!*", scandaient également les manifestants contre le programme de rigueur imposé depuis deux ans par la troïka des créanciers du Portugal, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, en échange d'une aide financière de 78 milliards d'euros.

Les protestataires, qui ont défilé à l'appel du mouvement apolitique "*Que se lixe a troika*" ("*Que la troïka aille se faire voir*") et de plusieurs collectifs de citoyens, ont également entonné "*Grandola Vila Morena*" : cet hymne de la révolution des oeillets, qui avait renversé en 1974 la dictature salazariste, est régulièrement repris pendant des manifestations contre l'austérité.

"*Je ne suis pas responsable de leurs erreurs. C'est injuste d'entendre ensuite que certains gardent leurs privilèges tandis que la population doit se serrer la ceinture!*", a confié à l'AFP Manuel Oliveira, agent de sécurité.

"*Il faut que ça cesse. Malheureusement, je crois qu'il ne nous reste plus qu'à faire la révolution. Ces manifestations n'y changeront rien*", a affirmé pour sa part une retraitée lisboète qui tenait une pancarte réclamant le départ de la troïka.

Des représentants des principaux partis d'extrême gauche se sont également joints aux manifestants à Lisbonne.

"*Ce jour a une symbolique et une force particulières car il rassemble des pays européens, les peuples d'Europe, dans la lutte contre le chantage de la finance et la troïka*", a déclaré Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, principal syndicat portugais qui a annoncé vendredi une grève générale pour le 27 juin prochain, a également défilé samedi dans la capitale portugaise.

A Lisbonne, il n'y a pas eu d'évaluations du nombre des manifestants, mais à Porto, la capitale du nord du pays, ils étaient près de mille, selon la police, et 3.000 selon les organisateurs, à battre le pavé contre l'austérité.

A l'instar des principales villes portugaises, des manifestations contre l'austérité ont aussi eu lieu à Francfort, à Madrid et dans plusieurs autres villes européennes. AFP 01.06

3- Allemagne

Plusieurs milliers de personnes -7.000 selon la police- participaient samedi à Francfort à une manifestation contre les politiques d'austérité en Europe, à l'appel du collectif anticapitaliste Blockupy, a constaté un journaliste de l'AFP.

La manifestation devait initialement s'achever par un rassemblement aux abords de la Banque centrale européenne (BCE) alors que le 1er juin marque le 15e anniversaire de la fondation de l'institution.

"Nous voulons clairement dire que la politique de la banque centrale européenne et de la troïka, soumises à l'influence capitale du gouvernement fédéral, n'est pas la solution", a affirmé à l'AFP Roland Süss, porte-parole de Blockupy, collectif réunissant syndicats et organisations de gauche, avant que le cortège ne se mette en mouvement. AFP 01.06

Les mots ont une signification.

La démission du gouvernement pour en mettre un autre à la place qui fera la même politique, ce n'est pas s'attaquer aux institutions, à la Constitution.

Dire que la politique de la BCE (et de la troïka) est mauvaise, cela n'est pas rompre avec la BCE, c'est juste faire pression sur elle pour qu'elle fasse enfin une bonne politique, comme si cela était possible, comme si cet objectif était compatible avec le combat pour le socialisme, évidemment non.

4- Turquie

En Turquie, la police s'est retirée ce samedi après-midi de la place Taksim dans le centre d'Istanbul. Le lieu a été rapidement envahi par des milliers de personnes. Il s'agit notamment de militants d'un parti d'opposition qui a appelé ses partisans à se rassembler là.

Depuis deux jours, les forces de l'ordre empêchaient l'accès à cette célèbre place du centre-ville.

Le lieu est symbolique car il se situe à côté du Parc Gezi, un espace de verdure menacé de disparition. Et c'est là qu'avaient débuté ce vendredi les manifestations qui ont dégénéré en heurts avec la police. euronews.fr 01.06

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin 2013

CAUSERIE

Dimanche soir (2)

Les causeries (265 pages) et les articles de presse (52 pages) de mai sont disponibles au format pdf. (Acrobat Reader) Quel boulot de dingue !

Dimanche soir (1)

J'ai mis en ligne les trois articles sur la rupture avec l'euro dans la rubrique Economie et dans la rubrique Syrie à la date du 28 juin j'ai ajouté : *Yara Abbas, journaliste de la télévision syrienne assassinée par les "rebelles"*, en découvrant le visage de cette jeune femme qui semble si douce et innocente et la vie devant elle, je pense que vous serez comme moi et que vous aurez le coeur serré, c'est à mourir de tristesse, et pourtant nous sommes blindé et pas du genre à pleurnicher. A bas tous les régimes tyranniques qui soutiennent les djihadistes, à commencer par le régime français que nous vomissons !

On doit avancer sur cinq fronts simultanément :

- 1- celui social pour répondre à l'offensive en préparation du Medef flanqué des syndicats jaunes et vendus et soutenus par le gouvernement,
- 2- celui politique orchestré par PS dont le Front de gauche est le pendant,
- 3- celui économique qui consiste à répondre aux allégations farfelues d'économistes dont aucun finalement ne propose de

rompre avec le capitalisme,

4- celui international en soutien à tous les peuples qui combattent pour leur émancipation ou leur autodétermination, syrien en tête,

5- celui institutionnel en France, en Europe et dans le monde, le combat contre L'UE est inséparable à la fois du combat pour abattre la Ve République et contre l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'union transatlantique ou marché unique est la prochaine étape programmée.

Ce devrait être la trame du programme d'action d'un parti révolutionnaire combattant pour le socialisme.

A ma modeste place, tout ce que je peux faire c'est d'aider à armer les militants pour mener ce combat à partir de leur parti respectif, chacun fait pour le mieux.

Lundi.

[C'était déjà écrit, mais personne ne savait.](#)

- Le PDG de Total prédit de nouvelles fermetures de raffineries - Reuters

C'est comme ce qui se passe en Grèce et en Espagne qui attend les travailleurs des autres pays, personne ne savait.

Ou encore, nos acquis ou droits sociaux conquis au cours de la lutte des classes, personne ne savait qu'ils seraient remis en cause un jour, personne n'a voulu considérer ce combat dans la perspective du socialisme, opposant la recherche de l'unité à tout prix à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui a été abandonné en réalité, elle est là la source de l'opportunisme, chez les Lambert, Krivine, Laguiller.

Ils ont fait de l'amélioration immédiat du sort des travailleurs une fin en soi, bradant le contenu et l'orientation de leur combat qui n'avait plus rien à voir avec le marxisme, leur valeureux internationalisme et leur bonne conscience ne s'attardant pas sur l'origine des profits réalisés par les capitalistes français pour financer ces améliorations sociales. Il faut bien se mettre dans le crâne que l'économie mondiale fonctionne selon le principe des vases communicants, d'autant plus de nos jours où la division du travail internationale a été poussée à l'extrême dans tous les secteurs économiques.

Tout aura été fait pour ne pas élever le niveau de compréhension ou de conscience des travailleurs, ce qui va de paire avec l'incapacité de les organiser et de construire le parti, mieux, nos fameux révolutionnaires ont considéré que s'attarder sur ce facteur serait un handicap à leur lutte de classe, alors qu'en réalité en procédant de cette manière ils allaient faciliter celle de leur ennemi, au moment où les travailleurs avaient le plus besoin de comprendre ce que signifiait l'offensive sur tous les fronts de la réaction, période dans laquelle nous sommes, ils se trouveront totalement désarmés pour l'affronter.

Les capitalistes se sont servis des profits tirés de la colonisation qui n'a en réalité jamais cessé réellement pour corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers. Lénine l'avait relevé à la suite d'Engels et Luxemburg il y a près d'un siècle, donc qu'on ne vienne pas nous dire que ce serait un phénomène nouveau, imprévisible, contre lequel il était impossible de lutter. En réalité, ils s'y sont tous adaptés et ce n'est pas terminé. Que cette situation ait été inévitable, c'est un constat que formulait Lénine, sauf que rien nous obligeait de nous y adapter ou de nous en accommoder, toute la différence est là entre marxisme et opportunisme.

Nous ne mettons pas tout sur le dos de ces dirigeants ou de ces partis, nous disons simplement qu'ils n'ont pas été à la hauteur de la situation, qu'ils ont failli et qu'aujourd'hui nous en payons les conséquences dramatiques. Car qui pourrait faire confiance à de tels partis sachant qu'ils couvrent ou justifient les erreurs de leurs dirigeants, qu'ils refusent de les reconnaître et de modifier leur stratégie, leurs rapports avec les syndicats notamment ? C'est au cours de la même période citée plus haut qu'ils ont lié des rapports organiques avec les appareils de la CGT ou FO, pourquoi sont-ils incapables de rompre aujourd'hui avec eux, parce qu'ils sont aussi corrompus, on est tout de même en droit de se poser cette question, non ?

D'où provient l'attitude des intellectuels qui se disent de gauche, quel est leur modèle, qu'est-ce qui inspire leur analyse ?

Ils se disent : finalement on ne vit pas si mal que cela en régime capitaliste, il suffisait de procéder à quelques réformes et la vie serait belle... Ils calquent leur attitude sur les couches les plus favorisées de la classe ouvrières ou qui parviennent encore à s'en sortir, tout en observant que tous les partis sont cette longueur d'onde-là, franchement pourquoi envisager de changer la société puisque plus personne ne combat pour cet objectif, remisons le socialisme au musée des horreurs ou des utopies, on ne va tout de même pas se battre pour un objectif que tout le monde a abandonné...

On les comprend même si on ne partage pas leur conclusion, la responsabilité repose sur ses partis, le POI, le NPA

et accessoirement LO. Ne parlons pas du Front de gauche qui passe ouvertement son temps à soutenir le régime, il est déjà aussi grillé que Die Linke en Allemagne ou Syriza en Grèce.

ACTUALITE EN TITRES

[A bas le racket de l'Etat !](#)

- Des prostituées manifestent à Paris pour la dépénalisation du racolage - L'Express.fr

[La mégalomanie galopante d'un nain.](#)

- La France peut-elle devenir une puissance de l'Asie-Pacifique ? - LeMonde.fr

[En famille. Faites tomber les masques. Aveu ou révélation. Trop poli pour être honnête !](#)

- Désir: Hollande a salué le travail de Schroeder "*simplement par politesse*" - AFP

Une misérable manoeuvre pour rattraper le coup : trop tard !

La phrase entière qui ne laisse aucun doute après avoir affirmé que Hollande n'était pas Schröder, dès fois qu'on serait tenter de commettre l'horrible méprise de les confondre : "*C'était la moindre des politesses que quand même saluer le travail qu'il avait fait*", le sale boulot qu'il a fait quand on se place sur un autre terrain que celui du patronat, ce qui est impensable pour le PS, donc on persiste et signe: Hollande = Schröder, et Hollande=Sarkozy et Schröder= Merkel

Il faudrait dire à l'AFP d'éviter les fautes d'orthographe : Schröder.

[Sur le front du gouvernement impérialiste.](#)

- Hollande souligne "*l'impérieuse nécessité*" d'empêcher Téhéran d'avoir la bombe - AFP

Il faudrait commencer par démanteler l'arsenal nucléaire, biologique et chimique de la France.

- Invité du Grand Rendez-vous Europe1->Télé-Le Parisien, le ministre français des affaires étrangères a réitéré d'autre part l'opposition de la France à une participation de l'Iran à conférence internationale sur la Syrie.

Laurent Fabius a estimé dimanche que cette conférence qu'il a qualifiée de "*dernière chance*" pour le pays, pourrait se réunir en juillet et non mi-juin comme évoqué précédemment de source diplomatique. Reuters 02.06

Ils font tout pour la torpiller pour ensuite justifier une intervention militaire contre la Syrie...

[Généreuse intention. Quand Fabius vole au secours des provocateurs et porte-parole de l'idéologie néo libérale](#)

- Femen jugées en Tunisie: Fabius espère de la «*clémence*» - 20minutes.fr

Réactionnaire sur toute la ligne, normal.

[Un aveu. Dites, la démocratie c'est quoi au juste ?](#)

- Copé : "*A l'UMP, nous apprenons la démocratie, c'est assez nouveau*" - LeMonde.fr

N'en faites pas trop quand même ! Il ne serait pas un peu tard, à tout hasard ?

Intox. Parfois il vaut mieux s'abstenir.

- Bruno Le Maire lance un appel «*pour une révolution démocratique*» - 20minutes.fr Là, vous dérapez !

Parole de manifestants : Erdogan tête de Turc !

- Istanbul: «*Ce sont les arbres qui cachent la forêt du ras-le-bol*» - Libération.fr
- Manifestations en Turquie : «*c'est devenu une guerre* » - Rue89
- Les manifestants turcs ne désarment pas - LeFigaro.fr
- Istanbul : "*Ce n'est que le début, notre combat continue*" - Le Nouvel Observateur

Vous avez dit affairistes, vendus, corrompus, non, sans blague ?

- Grande-Bretagne. Plusieurs parlementaires anglais accusés de corruption - Le Nouvel Observateur

Plusieurs parlementaires britanniques étaient dimanche 2 juin au cœur d'un scandale, après avoir été filmés à leur insu en train de proposer apparemment leurs services en échange d'argent, à des journalistes se faisant passer pour des représentants d'une entreprise privée. Trois membres de la Chambre des Lords ont été filmés en caméra cachée par le "Sunday Times" qui en diffuse des extraits, deux jours après une affaire similaire de trafic d'influence présumé touchant un député conservateur.

Le parti travailliste a suspendu dimanche deux des Lords impliqués, Jack Cunningham et Brian Mackenzie, tandis que le troisième, John Laird, du parti unioniste d'Ulster, a démissionné de son groupe parlementaire, en attendant les résultats d'une enquête.

Ces révélations s'ajoutent aux accusations visant le député Patrick Mercer, qui a démissionné vendredi du groupe parlementaire conservateur après avoir été filmé également à son insu, dans le cadre d'une enquête de la BBC et du "Daily Telegraph". Le Nouvel Observateur avec AFP 02.06

- France. Quand le lobby du tabac offre à des parlementaires un déjeuner à 10 000 euros - L'Express.fr

Le fabricant de cigarettes British American Tobacco (BAT) -Lucky Strike, Dunhill, etc. a récemment invité des parlementaires de droite comme de gauche à déjeuner. Montant de l'addition? 10 000 euros, selon le JDD. L'Express.fr 02.06

Conservateurs et travaillistes, droite et gauche, c'est bien la même famille, non ?

Coup tordu. Le Monde en connaît un rayon...

- Le ministre de la justice, Eric Holder, dans le collimateur des médias américains - LeMonde.fr

... il s'en fait le relais

- Le ministre américain de la justice soupçonné de faux témoignage - LeMonde.fr

Il faut être extrêmement prudent quand on analyse une info provenant des Etats-Unis, car Obama a conservé ou a nommé des républicains dans son équipe, dès lors il est évident que certains d'entre eux lui glisseront des peaux de bananes pour le mettre en difficulté sur certains dossiers où il traîne les pieds, pour qu'il aille plus loin qu'il ne le souhaitait dans la direction voulue par l'aile néo conservatrice ou néo libérale, puisque finalement ils ont la même politique que les conservateurs qu'incarne Obama, ensuite tout est une question de degrés, d'opportunité...

Un scoop !

- Les Espagnols ne croient plus aux partis politiques actuels - Reuters

Pour parvenir à cette conclusion ils ont réalisé un sondage sur 600 personnes seulement, donc nous n'en rendrons pas compte.

L'Etat sioniste, une monstruosité en effervescence

- Israël, la ségrégation au quotidien ? - LePoint.fr

- Netanyahu condamne les actes racistes anti-arabes - LePoint.fr

- Le Liban va protester auprès de l'ONU après des survols israéliens - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Pourquoi ce ne serait pas les assurances qui gèreraient la protection sociale ? Pour votre bien, bien entendu...](#)

L'ancien numéro deux du Medef, Denis Kessler, critique les deux grands accords signés cette année par l'organisation patronale, la réforme du marché du travail et le sauvetage des régimes complémentaires de retraite, parce qu'ils vont augmenter de trois milliards d'euros les charges des entreprises.

Dans une interview aux Echos de lundi, publié sur le site internet du journal, le PDG du réassureur Scor justifie en outre son soutien à Pierre Gattaz pour la présidence du Medef et se défend de prôner une "ligne" dure hostile au paritarisme dans le dialogue social.

"Les deux accords signés par le Medef depuis le début de l'année sur l'emploi et les retraites complémentaires se traduisent par environ 3 milliards d'euros de charges supplémentaires sur les entreprises", déplore-t-il, pour ajouter :

"Et malgré des cotisations très élevées, l'Unedic, l'Agirc et l'Arrco auront accumulé au moins 25 milliards d'euros de déficits de 2009 à 2013 ! Où est le plan d'action du Medef pour redresser ces organismes paritaires ?"

"Cessons d'être frappés de bipolarité : se plaindre des charges sociales et accepter de les augmenter, condamner les déficits publics mais laisser filer les déficits des organismes paritaires ! Si l'on ne parvient pas à les redresser, il faut confier leur gestion à d'autres", poursuit Denis Kessler.

Interrogé sur ceux qui lui reprochent son hostilité au dialogue social, Denis Kessler répond qu'il a signé "plus de cent accords sociaux" dans le cadre de ses responsabilités, mais ajoute aussitôt : "Ceci dit, c'est dans l'entreprise que le dialogue social est le plus responsable et utile."

L'ancien président de la Fédération française des sociétés d'assurances réclame d'autre part que les assureurs soient davantage associés aux négociations en matière d'assurance vieillesse, d'assurance-chômage et d'assurance-maladie car ils "savent gérer ces risques sans générer des déficits insoutenables." Reuters 02.06

Non, ils affichent des profits insolants tandis qu'ils rackettent les assurés, les assurances sont des institutions du type brigandage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le bras de fer entre le président et le pouvoir judiciaire se renforce en Egypte. La Haute cour constitutionnelle a invalidé ce dimanche la chambre haute du parlement, la Choura, en jugeant non constitutionnelle la loi ayant régi son élection. La Choura est largement dominée par les islamistes.

"La Haute cour constitutionnelle a exprimé un jugement historique en statuant que la chambre haute a été élue illégalement, estimait Hamdi el-Fakharany, avocat et ancien membre du parlement. Maintenant le Président doit la dissoudre."

"Aujourd'hui la Cour Constitutionnelle a fait preuve de courage, malgré les pressions exercées par le groupe qui gouverne l'Egypte", a ajouté Wael Hamdy Al-Said, un autre avocat en parlant des Frères musulmans. La Choura ne devrait être dissoute qu'une fois que le nouveau parlement sera élu. Les prochaines législatives sont prévues en octobre.

Ce dimanche, la Haute cour constitutionnelle a également jugé illégale l'Assemblée constituante dominée par les islamistes qui avait rédigé la constitution approuvée par référendum en décembre. euronews.fr 02.06

2- Turquie

Les manifestations contre le gouvernement turc ont continué jusqu'au petit matin ce dimanche. Ici, à Ankara, la capitale, des centaines de personnes ont allumé des incendies dans le quartier de Tunali.

En moins d'une semaine, 1700 personnes ont été arrêtées et 235 manifestations ont eu lieu dans 67 villes de Turquie, a annoncé ce dimanche le Ministère de l'Intérieur turc.

A l'évidence, il n'est plus seulement question d'arbres. Les enjeux ont grossi. *"Bien sûr, le parc est devenu un symbole, analyse Yasar Adanali, activiste spécialiste des questions urbaines et auteur du blog Reclaim Istanbul. Mais c'est un symbole accessible à beaucoup de gens. Un arbre, ça peut parler à tout le monde. A un islamiste de gauche, à un libéral, à un environnementaliste".*

A ce symbole premier, se sont greffés divers éléments : l'exaspération suscitée par la politique de la ville, néo-libérale, pratiquée par le gouvernement.

Alors qu'en trois jours, les manifestations se sont étendues à travers le pays, comme ici à Izmir, l'opposition de gauche nationaliste a accusé le Premier ministre de se comporter en dictateur. Au pouvoir depuis dix ans, Recep Tayyip Erdogan reste l'homme politique le plus populaire de Turquie. Le Nouvel Observateur et euronews.fr 02.06

3- Syrie

3.1- La Russie a bloqué samedi au Conseil de sécurité des Nations Unies une déclaration proposée par le Royaume-Uni, qui s'alarme des affrontements meurtriers dans la ville syrienne de Koussaïr, à la frontière avec le Liban, où la rébellion est assiégée par les forces fidèles au président Bachar al Assad.

Londres, qui préside le Conseil de sécurité, souhaitait exprimer *"les graves préoccupations à propos de la situation à Koussaïr, en particulier les conséquences sur les civils"* des combats entre les soldats syriens, soutenus par les combattants du Hezbollah libanais, et les rebelles.

La déclaration aurait en outre appelé les deux camps *"à faire leur possible pour éviter de faire des victimes parmi les civils"*, et demandé au gouvernement syrien en particulier *"d'assumer ses responsabilités sans la protection des civils"*.

Un diplomate a expliqué que pour Moscou, *"il n'est pas souhaitable de s'exprimer, alors que le Conseil de sécurité ne l'a pas fait lors de la prise de Koussaïr par les opposants"*. Reuters 02.06

3.2- Plus que jamais, le conflit syrien prend une tournure sectaire. Le cheikh Youssef al-Qardaoui, un dignitaire sunnite très influent a lancé samedi sur internet un appel à la guerre sainte en Syrie, en réponse à l'engagement du Hezbollah, qu'il appelle le *"parti de Satan"*.

Au Liban voisin, où les élections législatives viennent d'être reportées de 17 mois officiellement en raison de la situation sécuritaire, les tensions sont croissantes entre chiïtes et sunnites.

"Nous avons combattu dans les rangs du Hezbollah, nous avons résisté à l'armée israélienne. Mais maintenant nous nous sommes rendus compte que l'armée israélienne est plus clémente que le Hezbollah envers les Sunnites syriens." le cheikh sunnite Bilal Masri. euronews 02.06

4- Liban

Les pays du Golfe envisagent de prendre des sanctions contre le Hezbollah libanais qui poursuit son engagement militaire auprès des troupes gouvernementales en Syrie et interfère dans les affaires de la région, a indiqué le vice-ministre bahreïni des Affaires étrangères.

Ghanem al Bouainain a précisé que les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) considèrent la présence du Hezbollah en Syrie comme *"une intervention communautaire"*.

Pour l'instant le CCG, organisation de coopération régionale, n'a pas discuté de l'éventualité de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, une mesure adoptée par Bahreïn la semaine passée.

La Ligue arabe et les Etats-Unis ont appelé l'organisation islamiste à retirer ses combattants de Syrie. *"Le conseil ministériel (du CCG) condamne l'intervention téméraire en Syrie et décide d'envisager des actions contre tous les intérêts du Hezbollah dans les*

pays membres du CCG", a précisé le vice-ministre bahreïni.

Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, les Emirats arabes unis et Oman.

Bahreïn a interdit la semaine passée toutes les organisations politiques du pays d'engager des contacts avec le Hezbollah. Reuters 02.06

5- Libye

Le dirigeant du Conseil de la Cyrénaïque, groupe politique fédéraliste, a proclamé dimanche l'autonomie de cette riche région pétrolière de l'est de la Libye d'où est partie l'insurrection contre Mouammar Kadhafi en février 2011.

Ahmed Zoubaïr al Senoussi, cousin du défunt roi Idris renversé en 1969, n'a cependant aucun mandat officiel et on voit mal comment il compte mettre cette décision en oeuvre sur le terrain.

Le Conseil de la Cyrénaïque, fondé l'an dernier, plaide pour la transformation de la Libye en un Etat fédéral, où les provinces (Tripolitaine à l'ouest, Cyrénaïque à l'est et Fezzan au sud) seraient dotées d'une large autonomie comme c'était le cas dans les années 1950, sous la royauté.

À Tripoli, le Congrès général national (CGN), qui fait office de Parlement, a décidé de former une commission pour examiner la déclaration de Senoussi qui s'est engagé à mettre en place une Assemblée et une force de sécurité autonomes en Cyrénaïque.

"À compter d'aujourd'hui, la Cyrénaïque est une région fédérale dans le cadre de l'Etat libyen", a dit le chef du Conseil de la Cyrénaïque dans un discours dans la ville d'Al Marj. *"La Cyrénaïque va remettre en vigueur la Constitution de 1951 et aura un Parlement."* Reuters 02.06

Il ne s'agirait pas à proprement parler d'une partition du pays, mieux encore, ce serait le retour aux concessions ou comptoirs du XVIIIe et XIXe siècle sous domination coloniale exercée par des multinationales qui pilleraient les richesses (le pétrole et le gaz) du pays pour le compte de leurs riches actionnaires : les banquiers.

Ces comptoirs seraient administrés par des potentats locaux qui pour exercer leur pouvoir, s'appuieraient sur des milices privées armées, formées et encadrés par des instructeurs provenant de sociétés privées occidentales, qui auraient également en charge d'assurer la sécurité des installations pétrolières. Ce serait une sorte d'entité extraterritoriale conçue pour fonctionner selon ses propres lois comparable aux zones spéciales (industrielles) qui existent déjà dans bon nombre de pays... où aux paradis fiscaux.

6- Ethiopie

Quelque 10.000 personnes ont défilé dimanche à Addis Abeba dans la première manifestation antigouvernementale d'importance depuis les violences consécutives aux élections contestées de 2005 qui s'étaient soldées par 200 morts.

Certains manifestants scandaient des slogans en faveur de la justice tandis que d'autres brandissaient des photos d'opposants politiques emprisonnés.

La manifestation autorisée par le pouvoir était surveillée par des forces de l'ordre en nombre limité.

"Nous avons demandé à plusieurs reprises au gouvernement de libérer les prisonniers politiques, les journalistes et ceux qui lui demandent de ne pas intervenir dans les affaires religieuses", a déclaré Yilekal Getachew, président du Parti Semayawi, organisateur de la manifestation.

Il a précisé que les manifestants entendaient également attirer l'attention des autorités sur les questions du chômage, de l'inflation et de la corruption.

"Si ces questions ne sont pas résolues et qu'aucun progrès n'est enregistré dans les trois prochains mois, nous organiserons de nouvelles manifestations. C'est le début de notre combat", a-t-il ajouté.

Le Parlement éthiopien compte 547 élus mais un seul membre de l'opposition. Reuters 02.06

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à un nouveau niveau record en avril, à 12,2 % de la population active, selon les données publiées vendredi 31 mai par l'office européen des statistiques Eurostat. Quelque 19,37 millions de personnes étaient au chômage en avril dans les 17 pays de la zone euro, précise Eurostat dans un communiqué. En mars, le taux de chômage s'était établi à 12,1 % de la population active.

En un mois, 95 000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs au sein de l'Union monétaire et environ 1,64 million en un an. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était à 11 % en avril, comme le mois précédent. Au total, 26,58 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en avril. En comparaison, le taux de chômage était de 7,5 % en avril aux Etats-Unis.

"Un retournement de situation n'est pas en vue, estime un analyste pour la banque ING. Même si la zone euro sort de récession plus tard cette année, le marché du travail risque lui de rester en dépression jusqu'à l'année prochaine."

La situation est particulièrement critique en Grèce et en Espagne, deux pays lourdement frappés par la crise, où le chômage touche plus d'un actif sur quatre et plus d'un jeune sur deux. Le taux de chômage s'est établi à 27 % en Grèce, où les dernières données disponibles datent de février. En Espagne, il est grimpé à 26,8 % en avril et au Portugal, troisième pays le plus violemment touché par le chômage, à 17,8 %.

Conséquence de la crise, la situation s'est fortement dégradée en un an dans les pays les plus fragiles, ceux de la périphérie : le taux de chômage a bondi de 21,9 % à 27 % en un an en Grèce, de 11,2 % à 15,6 % à Chypre, de 24,4 % à 26,8 % en Espagne et de 15,4 % à 17,8 % au Portugal. En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en avril en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,4 %) et au Luxembourg (5,6 %).

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans, qui sera un des principaux thèmes du sommet européen de juin, était à 24,4 % dans la zone euro en avril, avec des pics en Grèce (62,5 %), en Espagne (56,4 %), au Portugal (42,5 %) et en Italie (40,5 %). Dans l'ensemble de la zone euro, cela se traduit par 3,62 millions de personnes sans emploi dans cette catégorie d'âge. le monde. fr 31.05

2- Italie

Quand les utopies de la 2^e moitié du XIX^e siècle refond surface ou la misère sociale autogérée en guise d'avenir. Ne rigolez pas, il y a des révolutionnaires au NPA qui prennent l'affaire très au sérieux.

- *"Considérés comme des rebuts de la société, nous nous sommes recyclés nous-mêmes"*: en banlieue de Milan, des chômeurs laissés sur le carreau par la faillite de leur employeur occupent l'usine abandonnée pour y lancer une activité de récupération de composants.

Le projet de réappropriation de ce vaste site industriel laissé par feu la société Maflow, jadis prestigieux fabricant de composants de climatisation automobile, est illégal, mais toléré par les autorités et par le propriétaire des lieux, une société du groupe bancaire Unicredit.

Le site, après divers rebondissements, a définitivement fermé ses portes à la fin de l'année dernière après avoir licencié 330 personnes entre 2010 et 2012.

L'usine, la devanture bardée de banderoles revendicatrices, abrite à présent deux groupes: l'un, informel, dit "Occupy Maflow", à l'origine cet hiver de l'occupation de la fabrique, et l'autre "Ri-Maflow", qui a pris en mars 2013 une forme légale de coopérative sociale et travaille à sa reconversion en site auto-géré. Soit une cinquantaine de personnes au total.

Le projet, mûri depuis l'été 2012 au fil des luttes pour la préservation de l'usine, n'en est encore qu'à ses débuts mais sa principale activité tournera autour du recyclage et de la réparation d'appareils électriques et électroniques destinés à la casse. Une salle reconverte en atelier accueille déjà des piles de vieilles tours d'ordinateurs, des monceaux de claviers jaunis et quelques outils.

Pour Michele Morini, 43 ans, ancien employé aujourd'hui membre de Ri-Maflow, la démarche du collectif est simple: *"Il n'y a pas de travail à l'extérieur, nous allons donc le concevoir et l'inventer nous-mêmes. Mais nous avons besoin d'un endroit, donc nous sommes revenus sur les cendres de Maflow"*.

"Chercher du travail coûte cher. Après deux ans de recherche, nous nous sommes dit qu'il fallait changer de stratégie. Nous espérons avoir la chance des débutants, réussir à concevoir quelque chose qui ait du sens, d'écologiquement utile, d'assez simple à lancer, et qui n'implique pas l'achat d'équipements coûteux", souligne-t-il, insistant sur la "dignité" retrouvée grâce au travail.

"La valeur ajoutée (du projet) est de ne laisser échapper aucune ressource: la planète à présent est à bout de forces. Les déchets sont des agglomérats de ressources qui doivent être ré-extraits et redistribués", poursuit-il.

Le mouvement Ri-Maflow s'inspire librement des sociétés ouvrières d'aide mutuelle nées dans la 2^e moitié du XIX^e siècle pour pallier le manque de protection sociale, et dont les principes étaient "solidarité, égalité et autogestion". Il se revendique aussi des "fabricas recuperadas" d'Argentine, sites de production repris en main par leurs ouvriers après la crise financière de 2001 et pour certains légalisés depuis.

Le préfixe "Ri" fait référence au mot "renaissance" (rinascita) mais aussi à d'autres "belles choses comme réutilisation, recyclage, réappropriation, révolution", selon le site du mouvement.

"Les perspectives sont bonnes", affirme Pietro Calvi, 46 ans, lui aussi participant au projet. Selon lui, le renforcement attendu des normes européennes pour le recyclage de ce type de déchets risque de mettre en difficultés l'Italie, très en retard en la matière, et devrait donc favoriser l'entreprise.

Michele Morini balaye toute référence politique, mais plaide pour que son cas et celui des Ri-Maflow "fassent réfléchir" sur ce qui apparaît désormais comme une "situation critique, où les voies normales, conventionnelles, banales n'offrent plus de réponse".

"Je n'aurais jamais pensé arriver à ce point. Je n'ai jamais été un révolutionnaire", souligne-t-il, concluant: "Même les modérés doivent emprunter des voies à la limite, risquées, qu'ils n'auraient jamais pensé devoir prendre: c'est très clair, soit ils le font, soit ils ne mangent pas". AFP 02.06

ECONOMIE

Japon

Le Japon a annoncé samedi une aide publique de 10,6 milliards d'euros sur cinq ans pour l'Afrique, à l'ouverture d'une conférence dédiée à ce continent où la Chine, avide de matières premières, accroît considérablement sa présence.

Ce dernier a annoncé ce nouveau plan d'assistance devant une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis à Yokohama (région de Tokyo) pour la cinquième conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad).

Sur ce total, a précisé Shinzo Abe, "le Japon fournira 650 milliards de yens (environ 5 milliards d'euros) en cinq ans pour le développement des infrastructures", insistant sur l'importance des "couloirs internationaux" de transports au sein du continent et sur l'amélioration des réseaux électriques.

D'après des chiffres évoqués à Yokohama, l'Afrique perdrait 2% de croissance par an du fait de ses infrastructures déficientes.

"Lors de la dernière décennie, l'Afrique a connu un taux de croissance moyen de 5%", a pourtant rappelé le président de l'Assemblée de l'Union africaine, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn.

Mais ce développement "a été surtout tiré par les exportations de matières premières", a souligné M. Desalegn, pour qui "cela doit changer dans les années à venir, à mesure que le continent diversifie son économie".

Pour soutenir ce mouvement, il a espéré que les coopérations nouées ces dernières années aboutissent à des résultats probants en terme de construction et d'amélioration de ces infrastructures cruciales.

M. Desalegn a évoqué des "partenariats" engagés avec "différents membres de la communauté internationale", entre autres le Japon, mais aussi bien sûr la Chine dont la présence est devenue incontournable sur le continent, ainsi que d'autres pays émergents comme le Brésil et l'Inde. french.trib.ir 02.06

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin 2013

CAUSERIE

Lundi soir

J'ai encore ajouté 17 articles.

Dans la Tribune libre : *Bas les pattes devant nos retraites ! Dirigeants syndicaux, boycottez la « conférence sociale » !* du Groupe marxiste internationaliste. (ex-CCI-T et Bolchevik)

Sans partager tout à fait l'orientation de cet appel, on peut s'y rallier. J'estime que s'il est correct de dire que les travailleurs doivent s'organiser et se mobiliser pour contraindre les appareils à refuser de participer à cette conférence, s'adresser directement aux dirigeants syndicaux n'était pas nécessaire, on s'en serait bien passé. On ne va pas faire les difficiles, à côté tous les partis ont abdiqué, on soutient donc cet appel.

Autre chose, perso.

Je connais le contenu du colis que va m'adresser la radio fancophone iranienne dont je mets des articles en ligne : une carte postale, un calendrier, un magazine et un drapeau, voilà qui est fortement compromettant, je le sortirai si un hindou orthodoxe me cherche ! C'est sympathique et je n'ai pas à faire de commentaire.

A propos de mes affaires personnelles, suite à la lettre de quatre pages dans laquelle je dénonçais les conditions dans laquelle mon épouse vivait à Aubagne, dans un logement HLM insalubre, elle vient de recevoir une lettre d'Habitat13 l'informant qu'à partir du mois de juin elle ne paierait plus de loyer, ce qui veut dire qu'elle devrait déménager rapidement, ils lui ont même remboursé la moitié du loyer de mai.

Ah c'est que je m'étais appliqué ! J'avais rédigé cette lettre dans la règle de l'art, j'y avais mis tout ce que j'avais, j'y avais passé un après-midi entier, mais qu'est-ce qu'elle était bien tournée, à côté mes causeries sont nulles, de vulgaires brouillons, c'est pour dire. Cela m'a rappelé mes lettres de motivation quand je cherchais du boulot, qui laissaient pantois ceux qui les lisaient, ils auraient crû du Zola, une fois piquée au vif leur curiosité, ils voulaient voir à quoi ressemblait le littéraire et neuf fois sur dix je décrochais le job ! Bon, ils ignoraient à quel emmerdeur ils allaient avoir à faire et j'en rigolais intérieurement.

C'est si rare d'être satisfait de soi-même, en ce qui me concerne, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir tous les jours, c'est comme l'ouvrier qui sort son costard uniquement pour les grandes occasions, c'est pour la bonne cause, je défends le droit de mon épouse d'être logée décentement, surtout dans sa situation, je rappelle qu'elle est d'origine indienne, lourdement handicapée et seule en France.

Bon assez bavardé, à demain.

Mardi 14h.

Actualisation partielle avec quelques nouveaux articles en ligne, politique, Syrie et Tribune libre, l'actualisation complète d'ici 1h30 ou 2 heures.

Dans cette page vous pouvez lire un article sur l'or, ce n'est peut-être pas votre tasse de thé et je peux le comprendre, par contre il est intéressant de comprendre la détermination qui animent les banksters qui se livrent à des manipulations monstrueuses en toute légalité évidemment.

Je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire ici le commentaire que j'ai ajouté à la suite de cet article, car finalement cela m'a bien fait marrer, bon il n'y a pas de quoi puisque d'une certaine manière ils n'ont fait que reproduire à une échelle réduite le mécanisme qui avait entraîné la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis.

Rapidement, ce que j'ai compris, c'est qu'il s'agit d'une formidable arnaque des faux-monnayeurs.

Ils ont mis sur le marché de l'or papier en quantité monstrueuse sans rapport avec les stocks d'or physique. Les acheteurs se sont rués dessus en pensant que c'était une valeur aussi sûre que l'or physique, on leur a vendu comme tel, le résultat a été de faire monter puis chuter le prix de l'or, tandis que les banques centrales rafflaient derrière l'or physique disponible à moindre coût.

Explication. Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont émis et acquis (c'est pratique !) une grande quantité de ces titres (or papier), ce qui a eu pour résultat de faire monter le cours de l'or histoire d'appâter le poisson avide de profits ou de bonnes affaires. Une

fois ferré et les clients se précipitant en masse pour en acheter, le cours a atteint des sommets. Puis ils ont sifflé la fin de la partie, ils ont revendu en masse leurs titres en empochant une grosse plus-value pendant que les cours chutaient brutalement laissant les détenteurs d'or papier avec leur bout de papier tout juste échangeable contre des dollars, les derniers servis étant les dindons de cette farce, puisqu'eux ils n'ont tiré aucun profit de cette opération, pire, ils y ont laissé leur chemise ! Bordel, je n'ai jamais foutu les pieds dans un casino, mais à côté quel ennui cela doit être, là au moins tu peux suivre le mécanisme par lequel tu vas te faire plumer !

Résultat : Les investisseurs jusqu'aux petits porteurs des classes moyennes se retrouvent avec des titres (or papier) qu'ils ne peuvent pas échanger contre de l'or physique, à la place les banquiers se destinent à leur fournir de la monnaie de singe, des dollars qui ne valent déjà plus grands choses et demain que dal ! Vous avez saisi l'arnaque, en échange de dollars on leur a servi un bout de papier, et à ceux qui s'en sont séparés ils ont donné... des dollars. C'est à n'y rien comprendre. Si, si, lisez la suite et vous comprendrez, certains ont tout de même réalisé un beau profit, mais l'essentiel était ailleurs.

Allez, mieux encore.

Derrière tout cela, il y avait autre chose, il s'est opéré un gigantesque transfert d'argent de l'économie réelle ou productive vers l'économie fictive ou spéculative et davantage encore, car l'or papier que les banquiers ont émis, il n'avait pas plus de valeur que les milliers de milliards de dollars qu'ils créent en faisant tourner la planche à billets et qu'ils injectent dans l'économie, par contre l'argent que leur ont versé les clients qui les ont achetés il ne tombait pas du ciel, ils ne l'avaient pas fabriqué la nuit dans leur cave ou leur garage, non, c'était les économies des petits épargnants qui travaillaient, des classes moyennes qu'ils dépouillaient ainsi. Du coup, la monnaie qu'ils avaient fabriquée avec la planche à billets et qui avait acquis la forme fictive d'or papier pour l'occasion et qui n'avait aucune valeur en acquiescrait une par le biais de ce mécanisme, cette opération s'apparente donc à du blanchiment de fausse monnaie. Est-ce clair ?

[Les marques de l'infâmie.](#)

Carrefour (Tex), Auchan et Camaïeu ont refusé de participer au fonds d'indemnisation des 1.127 victimes de l'effondrement du Rana Plaza Savar près de Dacca au Bangladesh, alors que des vêtements portant leurs noms ont été trouvés dans les décombres, contrairement à l'anglo-irlandais Primark, l'espagnol El Corte Ingles, l'italien Benetton ou le canadien Loblaw. Ils estiment que la présence des étiquettes ne constitue pas une preuve. (source : Lexpress.fr 03.06)

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Cran d'arrêt à deux lames](#)

- Fitch abaisse la note de Chypre d'un cran à "B-" avec perspective négative - AFP
- Le FMI réduit de moitié sa prévision de croissance en Allemagne - Reuters

[Au menu de Goldman Sachs.](#)

- Feu vert de Bruxelles au rachat du ketchup Heinz par Warren Buffett - AFP
- Sarkozy invité de marque de Goldman Sachs à Londres - Le Nouvel Observateur

[Allez-y, faites-le, qu'est-ce qui vous retient ?](#)

- Près d'un patron européen sur deux veut réduire ses effectifs - L'Expansion.com

Ah, c'est cela !

- L'Europe est menacée par un fort risque de troubles sociaux - Reuters

C'est un euphémisme !

[Parce que votre société nous angoisse, nous donne la nausée ?](#)

- "*Pourquoi consommez-vous du cannabis avant d'aller travailler ?*" - LePoint.fr

Un patron, quoi !

- "Etre heureux au travail en vivant dans un esprit de pauvreté" - L'Express.fr

L'esclavage des temps modernes.

- Comment l'Allemagne profite des taux de chômage astronomiques des pays d'Europe du Sud - Atlantico.fr

Un scoop !

- L'OIT dénonce la hausse des inégalités de revenus dans les pays riches - L'Expansion.com

Quand on sait quel niveau elles ont atteint aux Etats-Unis et que c'est le modèle néo libéral emprunté par tous les pays de l'UE notamment, on se demande de qui se fout cette agence de l'ONU à laquelle participent les syndicats.

A quoi sert l'OIT ? Organe de collaboration de classes à l'échelle mondiale, elle sert à accompagner le capitalisme et ses méfaits, ses constats ont valeur de fatalité puisque ceux qui les dressent sont justement ceux qui en sont responsables ou coresponsables, c'est son objectif politique.

Intox

- Parti socialiste: L'aile gauche veut réorienter la vision européenne du PS - 20minutes.fr

- A Londres, Nicolas Sarkozy laisse entendre qu'il est prêt à revenir en politique - LeMonde.fr

Vite, courrons nous réfugier derrière Hollande !

Dictature. Repérage, identification, fichage, écoute, inculpation préventive, liquidation...

- Le FBI ne pense qu'à mettre les internautes américains sur écoute - L'Expansion.com

Dictature mondiale et chasse à l'homme planétaire.

- Washington renforce les sanctions contre l'Iran, s'attaque à sa monnaie - AFP

A quand des sanctions contre la dictature américaine ?

- Les Etats-Unis offrent 23 millions de dollars pour retrouver ses ennemis - Libération.fr

C'est peu sachant combien ils sont nombreux, à commencer par les Américains eux-mêmes...

On n'y pense pas, mais le meilleur moyen de soutenir l'impérialisme américain, c'est encore de ne parler que de ses ennemis à l'extérieur en oubliant ceux de l'intérieur, comme si les masses américaines privées de droits politiques vivaient dans un pays idyllique

ACTUALITÉ DU JOUR

Reculer pour mieux... t'enlacer. Tout jeu de mot serait déplacé et vulgaire.

- Transparence du patrimoine: les députés PS font reculer le gouvernement - L'Express.fr

- Quand Manuel Valls enlace Jérôme Cahuzac L'Express.fr

Jérôme Cahuzac, dont l'humanisme doit se situer à la hauteur de sa morale, c'est-à-dire au niveau du sous-sol des égoûts de

Paris, cela se passait au cimetière Montmartre, a participé à la cérémonie funèbre en hommage un ami intime, Guy Carcassonne. Il n'y avait que du beau monde à cet enterrement de premier choix, notamment Valérie Trierweiler, Edouard Balladur, Michel Sapin, Claude Bartolone, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Louis Borloo ou Christiane Taubira, et évidemment Jean-Louis Debré, le président du Conseil constitutionnel, bref droite et gauche bras dessus bras dessous en famille au chevet d'un célèbre constitutionnaliste, ils se devaient d'être reconnaissant envers l'un de leurs pairs qui a passé sa vie à faire acte de soumission devant la Constitution de la Ve République.

Le bon chirurgien qui venait peut-être de perdre un client se tenait à part, seul dans un coin nous dit-on, sanglotant durant toute la durée de la cérémonie, comme c'est émouvant n'est-ce pas, jusqu'au moment où n'en pouvant plus devant tant de souffrance le ministère de l'Intérieur s'est jeté dans ses bras en l'enlassant et l'embrassant affectueusement nous dit le journaliste de L'Express.

Le 2 avril dernier, Manuel Valls avait déclaré sur BFM TV, "*ne plus avoir envie de parler*" à l'homme du compte en Suisse: "*Parce qu'il m'a trahi, parce qu'on se sent sale, parce que la démocratie a été bafouée*", deux mois plus tard c'est déjà oublié, envolé... Ainsi le ministre de l'Intérieur a autant ou encore moins de principes qu'un vulgaire voyou, voici ce dont il vient de faire la démonstration.

Ces gens-là n'ont aucune conscience, c'est ce qui caractérise le mieux le PS et ses satellites et alliés. Et quand il leur arrive d'en faire preuve, c'est pour témoigner par la suite qu'ils n'en ont pas, car chez eux ce ne peut être qu'un état d'âme passager, une sorte de faiblesse qui consiste en réalité à se pencher sur eux-mêmes ou à s'identifier passagèrement aux victimes d'injustices dont il ne faut jamais oublier qu'ils en sont aussi les complices.

Cela vaut pour les victimes des guerres, des discriminations envers toutes les minorités, etc. Nous les jugeons en nous plaçant sur un terrain de classe uniquement, pour nous c'est le seul qui est légitime car il incarne le combat contre toutes les inégalités et injustices engendrées par le système économique qu'ils soutiennent ou dont ils sont les représentants.

Aux plus jeunes qui ne le savent et aux plus vieux qui sont devenus amnésiques ou qui ont une mémoire sélective.

Colonialisme, collaboration, racisme, antisémitisme, misogynie, homophobie, tapez donc ces mots (la liste n'est pas exhaustive) sur Google en y ajoutant le nom d'un parti et par exemple "dans le passé" ou au cours de telle ou telle période, avant, pendant ou après la guerre, vous serez surpris parce que vous découvrirez si vous ne le saviez pas déjà, d'ailleurs on découvre toujours des discours qu'on ne connaissait pas ou qu'on avait oublié, l'essentiel ensuite c'est de conserver en mémoire la nature et les tendances principales de chaque parti, ainsi vous serez fixés sur ce qu'ils sont réellement et ce que vous pouvez en attendre ou non, à vous de voir.

Sachez tout de même qu'un parti ne change jamais (en bien) ou ne s'améliore jamais, ce n'est que pure tromperie, seuls les alchimistes et autres illusionnistes prétendent le contraire, fiez-vous davantage à F. Engels, c'est un conseil d'ami. Ce n'est pas une question de morale, c'est être lucide.

A titre individuel, on peut évoluer ou même changer du tout au tout, à condition de ne pas tirer avantage personnellement de sa situation ou de l'idéologie qu'on a adoptée, sur le plan matériel, financier, du statut social, car dans ce cas-là il faut très souvent les abandonner et peu sont prêts à faire ce sacrifice. Ceux qui militent ou font de la politique ou du syndicalisme en vue d'y faire carrière sont irrécupérables, il faudrait qu'ils se retrouvent sur la touche et n'aient plus rien à perdre pour changer, c'est extrêmement rare, car généralement ils s'empressent de s'enquérir d'une situation qui leur accorde des privilèges comparables. Vous avez entendu dire un jour pourquoi peu de gens méritaient d'être connus...

Cela dit, il ne faut pas juger notre semblable (les autres travailleurs ou militants) qui n'est pas responsable des difficultés qu'il rencontre dans la vie et la manière dont il y fait face, nous ne sommes pas forcément tous solidement armés pour les affronter, loin de là même.

En complément, le beau parcours de monsieur Carcassonne.

- juriste français spécialiste du droit constitutionnel, professeur des universités en droit public à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense.

- membre du cabinet de Michel Rocard lorsque celui-ci était Premier ministre, comme conseiller aux relations avec le Parlement. Il a été son collaborateur au ministère de l'Agriculture (1983-1985) puis à Matignon (1988-1991)

- Son expertise a été requise par le gouvernement de Lionel Jospin et par le Mouvement des entreprises de France (Medef) sur des sujets délicats

- membre du comité directeur de l'Institut Montaigne (think tank néo libéral présidé par Claude Bébéar, groupe Axa) et du comité de rédaction de la revue Pouvoirs.

- En juillet 2007, il est nommé au Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions, mis en place par le président de la République Nicolas Sarkozy.

- Contrairement à son collègue de l'IEP de Paris Olivier Duhamel, qui considère la Ve République comme viciée à la base et s'est rallié à l'idée de la création d'une VIe par révision constitutionnelle, Carcassonne défend la constitution de 1958 et considère qu'elle est suffisamment souple pour permettre toute évolution du système politique. (Wikipédia)

Le Pen en rêve, les sionistes l'ont réalisé.

- Israël va renvoyer des milliers d'immigrés érythréens dans "un pays d'Afrique de l'Est" - LeMonde.fr

Israël a annoncé dimanche avoir conclu un accord avec un pays d'Afrique de l'Est encore inconnu pour y envoyer des milliers d'immigrés clandestins érythréens entrés ces dernières années sur son territoire par sa frontière poreuse avec l'Egypte.

Selon la radio de l'armée israélienne, il s'agit d'un pays qui ne connaît pas de troubles et qui partage des intérêts communs avec Israël, qui pourrait être l'Ouganda, l'Ethiopie ou le Sud-Soudan.

Israël serait par ailleurs encore en discussion avec deux autres pays africains pour conclure des arrangements similaires pour gérer le cas des immigrés soudanais.

Son modèle : le retour des Sud-Soudanais au moment de la déclaration d'indépendance du pays, en 2011. "Tous ceux qui sont rentrés se sont parfaitement intégrés et ont même œuvré pour leur nouveau pays. Avec l'argent, les compétences et les connaissances qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie", a-t-il expliqué. "Les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici", a-t-il ajouté pour défendre son initiative. LeMonde.fr 03.06

Nous avons bien lu que "les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici", donc ils n'ont pas d'économies, mais ceux qui les ont précédés "avec l'argent (...) qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie" de leur pays, on aura compris qu'ils s'en sont débarrassés sans se soucier de ce qu'ils deviendront par la suite et que cet argument n'était qu'un grossier mensonge.

Mieux encore, ils les ont vendus, oui vendus à certains Etats avec lesquels l'Etat sioniste avait passé des accords

En fait d'"arrangements" conclus avec certains Etats africains, en réalité un troc sordide, les sionistes ont procédé à un contrat de type commercial consistant à leur vendre les immigrés dont ils voulaient se débarrasser en échange d'une manne financière qui prendrait est-il précisée la "forme de formation à l'agriculture, de prêts, d'assistance médicale et d'infrastructures dans le pays d'accueil".

Vous croyez que ceux qui prétendent combattre l'extrême droite vont se saisir de cette info ? Allez voir le vérifier sur leur portail pour et vous serez fixé. Par la même occasion vous vérifierez qu'il y figure bien l'article sur 1.400 milliards de dollars que l'Europe à voler à l'Afrique, ce sont des champions de la lutte contre le racisme... Pour nous, elle commence par là.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a lancé dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui leurs lançaient des pierres à Istanbul et Ankara, au cinquième jour de la contestation contre le gouvernement turc. La même technique avait été utilisée plus tôt dans la journée contre les milliers de protestataires, pour la plupart jeunes et étudiants, réunis sur la place de Kizilay, centre névralgique de la capitale.

Les forces de l'ordre, très critiquées pour leur brutalité au début du mouvement, ont également tiré avec des balles en caoutchouc à Ankara, selon CNN-Türk. A Istanbul, elles cherchaient dans la soirée à déloger du quartier de Gümüssuyu (rive européenne) quelque 500 manifestants qui y avaient érigé des barricades et allumé des feux.

Dans les deux villes, d'autres rassemblements de plus grande ampleur se poursuivaient par ailleurs dans le calme malgré l'heure tardive.

Ces violences interviennent après les échauffourées qui ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi entre policiers et manifestants, dont certains ont incendié des bureaux du parti au pouvoir. Selon les médias turcs, environ 500 personnes ont été interpellées à cette occasion.

Partie de protestations contre un projet immobilier qui impliquait la destruction d'un parc au cœur d'Istanbul, la contestation s'est transformée en un vaste mouvement contre le parti le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir depuis 2002, après la répression brutale par la police des premières manifestations. Les manifestants reprochent à Recep Tayyip Erdogan son autoritarisme et l'accusent de vouloir "*islamiser*" la société turque.

L'une des plus importantes confédérations syndicales a annoncé lundi qu'elle appelait à partir de mardi à une grève de deux jours pour dénoncer le recours à la "*terreur*" par l'Etat contre les manifestants qui défient le gouvernement.

Marquée à gauche, la Confédération des syndicats du secteur public, qui revendique 240 000 adhérents regroupés dans 11 syndicats, a également estimé que la brutalité de la répression traduisait l'"*hostilité envers la démocratie*" du gouvernement islamo-conservateur au pouvoir.

A Istanbul, quelque 3 000 personnes ont défilé pour dénoncer le travail partiel et la "*soumission*" des médias au sujet du mouvement de protestation. "*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", a scandé la foule devant les locaux du groupe de médias Dogus Holding, qui détient notamment la chaîne d'information en continu NTV. La timidité de leur couverture des événements est d'autant plus visible que les réseaux sociaux se sont massivement mobilisés dès vendredi pour relayer les appels à manifester dans tout le pays et dénoncer la brutalité des interventions des forces de l'ordre.

En Turquie, la presse écrite et télévisée est largement contrôlée par des conglomérats jugés proches du gouvernement. Seuls quelques journaux et chaînes de télévision affichent leur indépendance ou même leur opposition politique au pouvoir mais subissent, selon les organisations de défense de la presse, des pressions politiques et financières de sa part. lemonde.fr 03.06

"*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", cela s'adresse aussi au journal des banquiers, Le Monde... En fait on n'exige rien de ce journal, on dresse un constat, c'est tout.

2- Syrie

2.1- Le ministre syrien de l'information appelle le premier ministre turc, grand défenseur de la liberté d'expression, "*à respecter les revendications légitimes de son peuple*".

"*Le recours excessif à la force ne peut se justifier en aucune sorte . les manifestants turcs ne sont pas des terroristes et Erdogan a encore le temps pour empêcher que les chose se dégradent de façon irréversible*" a dit le ministre cité par Al Alam. Le ministre a demandé ensuite la libération des centaines de turcs emprisonnés ces derniers jours pour avoir pensé différemment et pas comme Erdogan. "*Il n'existe aucun justificatif pour que autant de manifestants pacifistes turcs soient arrêtés par les policiers. Il vaudrait peut-être mieux que Monsieur Erdogan s'en aille s'exiler à Doha!*". Le Qatar et la Turquie oeuvrent ensemble à la destruction de l'Etat syrien. Un dernier bilan du ministère turc de l'intérieur de près d'une semaine de manifestation en Turquie fait état de 79 blessés et de 1700 arrestations. Human Rights Watch lui dresse un bilan plus lourd : deux morts, 1000 blessés, près de 2000 arrestations. french.irib.ir 03.06

2.2- Après la mort des dizaines de nosratistes dans la banlieue de Qusseir , l'heure est au bilan ! Le commandant du front terroriste d'Al Nosra dans la région de Qusseir s'avoue vaincu : "*tous les axes donnant accès à Qusseir sont tombées. Nous avons barricadé toute cette région depuis deux ans ; des tranchées, des tunnels souterrains, des milliers d'armes et de grosses quantités de munitions tout et tout nous les avons préparés à Qusseir. ... donc votre victoire, chiens d'alaouites, est folle et anormale ... insensée*".

"*J'ai déjà pris part à plusieurs opérations d'envergure en Afghanistan et en Irak . J'ai combattu Kadhafi (!!) mais je n'ai jamais vu des hommes d'une si ferme volonté, si déterminés qui viennent au combat sans peur ni crainte . Ils étaient décidés même à mourir avant nous et dès qu'ils sont arrivés à Qusseir, nos combattants ont déposé les armes et pris la fuite. Nous avons perdu le contrôle de la situation dès que les combattants du Hezbollah sont entrés en scène. Nous avons entendu des choses sur leur compte mais nous n'en croyions pas nos oreilles. J'ai fini par croire tout ce que j'avais entendu.*" Une dernière information fait état de la mort des dizaines de nosratistes à Bekaa et plus précisément dans la région de Belbec. Ils sont tombés dans un guet apen tendu par les forces du Hezbolah alors qu'ils voulaient franchir les frontières libanais! french.irib.ir 03.06

1- Allemagne

Amazon en Allemagne. Des centaines de salariés des sites de Leipzig et de Bad Hersfeld observent une grève de 24 heures pour réclamer de meilleurs salaires au géant américain du commerce en ligne. Emmenés par le syndicat Verdi, les grévistes demandent à la direction d'appliquer les mêmes conditions de travail que les autres entreprises de la distribution, ils souhaitent notamment une hausse du salaire de base et une revalorisation des primes de travail de nuit. Quelque 600 salariés avaient participé aux derniers mouvements sur ces mêmes sites, les 14 et 27 mai dernier. Amazon emploie environ 9 000 salariés en Allemagne. euronews.fr 03.06

2-Afrique du Sud

2.1- La guerre des syndicats miniers continue en Afrique du Sud malgré les appels au calme du gouvernement, faisant un mort et un blessé par balles lundi près d'un puits du groupe britannique Lonmin à Marikana, un an après les violences et les grèves qui avaient bouleversé le pays.

Un responsable du syndicat national des mines (NUM), proche du pouvoir, a été tué et un autre grièvement blessé lundi par des hommes armés dans cette mine de platine, point de départ l'an dernier d'un long mouvement de grèves sauvages pour les salaires dans tout le secteur minier.

La fusillade a lieu moins d'une semaine après un appel solennel du président sud-africain Jacob Zuma à éviter un nouvel embrasement social, notamment dans les mines, première source de revenus à l'exportation, alors que l'économie nationale connaît un inquiétant ralentissement.

Les mines contribuent directement et indirectement environ à 18% du PIB sud-africain. *"S'il faut déployer une force de maintien de la paix, nous le ferons dans tout le secteur minier"*, a menacé lundi la ministre du Travail Mildred Oliphant lors d'une rencontre avec les syndicats.

Le NUM venait tout juste d'obtenir en justice un sursis pour garder ses locaux dans l'entreprise, bien que mis en minorité par une majorité du personnel.

"Lonmin est horrifié par cette violence dénuée de sens", a réagi le groupe britannique, qui a confirmé que les tireurs s'étaient attaqués aux locaux du NUM.

"Nous appelons toutes les parties, en particulier les syndicats, à faire preuve de la nécessaire autorité et à condamner sans ambiguïté le meurtre et l'usage de la violence", a ajouté Lonmin, qui a *"augmenté la visibilité de la sécurité sur tout son site"*. Son action a chuté à Londres.

Selon Mxhasi Sithethi, coordinateur régional du NUM dans la province, *"il n'y a pas eu dispute avant (les tirs). Ils savaient qui ils cherchaient"*, a-t-il ajouté à propos des meurtriers.

La première victime a reçu au moins deux balles dans la tête. Il a tenté de fuir, mais ses agresseurs l'ont pourchassé. L'autre syndicaliste blessé a été criblé de six balles dans le corps, selon la même source.

Interrogé par l'AFP pour savoir s'il soupçonnait un syndicat adverse, le secrétaire général du NUM Frans Baleni a répondu: *"Je ne veux pas spéculer, mais tout est possible"*.

Le NUM et le petit syndicat radical Amcu s'affrontent sans merci depuis 2012, et le décompte des morts --encore trois le week-end des 11 et 12 mai dernier dans la région de Marikana, dont une figure locale d'Amcu-- fait davantage penser à une guerre des gangs qu'à l'exercice normal du droit de grève et de la démocratie dont le président Jacob Zuma s'est fait le chantre dans son discours jeudi dernier.

"Il n'y a eu aucune arrestation et pas une seule condamnation pour tous ces meurtres", a déploré la puissante confédération des syndicats sud-africains Cosatu, critiquant *"l'anarchie"* dans la région entretenant *"un climat d'impunité"*.

Accusé d'avoir développé une mentalité d'apparatchiks défavorable aux intérêts de mineurs, le NUM a été totalement débordé l'an dernier par l'exaspération salariale dans les mines et a perdu sa représentativité dans tout le secteur du platine.

A l'instar du groupe Lonmin, où Amcu est désormais majoritaire à 70% parmi les quelque 28.000 salariés et le NUM obligé en principe de plier bagages.

Dans le secteur de l'or et du charbon, Amcu siège pour la première fois cette année à la table des négociations salariales

centralisées par la Chambre des mines.

Le NUM estime avoir perdu 44.000 adhérents en deux ans, voire 70.000 selon la presse. Mais il refuse toutefois de s'avouer vaincu et cherche à regagner le terrain, répétant que quiconque veut briser son monopole veut la peau du mouvement syndical et nuire aux mineurs.

Chez Lonmin, il a été jusqu'à falsifier des dizaines de cartes d'adhérents selon la presse. Le NUM a aussi saisi les tribunaux pour empêcher la fermeture de ses locaux syndicaux.

Ces multiples conflits alimentent une spirale économique négative: les mines s'embrasent, le rand s'effondre, le pétrole coûte plus cher à l'importation, les prix augmentent et les salariés revendiquent d'autant plus, et ainsi de suite. AFP 03.06

Voilà ce qui attend les jaunes partout dans le monde. Ils ont raison, il faut extraire la vermine qui a pourri le mouvement ouvrier.

Nous soutenons les mineurs et leur syndicat ouvrier Amcu contre le gouvernement et son syndicat jaune, le NUM.

2.2- Le groupe minier Xstrata, propriété de la multinationale suisse Glencore, a licencié un millier de mineurs sud-africains ayant participé à une grève sauvage dans des mines de chrome du nord du pays, a-t-on appris lundi auprès de l'entreprise.

"Ces mille salariés ont été licenciés vendredi et ce week-end. Ils ont jusqu'à mardi pour faire appel. Ils s'étaient mis en grève illégalement", a expliqué à l'AFP Christopher Tsatsawane, porte-parole de Xstrata en Afrique du Sud.

Trois sites voisins sont affectés, Helena, Magareng et Thorncliffe, dans la province du Limpopo (nord). A l'origine de ces débrayages sauvages qui ont débuté mardi dernier, un employé s'est plaint d'avoir été agressé par un supérieur, selon le porte-parole. french.irib.ir 03.06

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juin 2013

CAUSERIE

Je vous conseille le document suivant dans la rubrique Economie : *Rapport sur le développement humain 2013 : des chiffres surprenants* (michelcollon.info) (04.06.13), il comporte des données et des tableaux intéressants.

Je n'ai pas pu ajouter 4 ou 5 articles car ma connexion décroche en pdf, je vais les charger au format html (Internet), ensuite je les transformerai en fichier word puis en pdf, cela me fait du boulot en plus. C'est sur la situation en Syrie.

J'ai lu il y a une heure que Qusseir était entièrement libérée, selon la TV syrienne, on attendra confirmation ce soir. Infliger une défaite militaire à Hollande et Fabius nous donnerait du baume au coeur, qui a dit que la classe ouvrière avait besoin d'une victoire, et bien voilà, on la tient peut-être et pas des moindres.

J'essaierai d'archiver ce soir les articles de mai pour qu'on y voie plus clair dans la page d'accueil du site, je suis crevé et le soir mes yeux fatiguent.

Confirmation de dernière minute.

BEYROUTH (Reuters) - L'armée syrienne a pris mercredi le contrôle de la ville stratégique de Koussaïr, près de la frontière libanaise, signant une importante défaite pour les forces opposées au président Bachar al Assad qui ont confirmé leur retrait.

Nous y reviendrons demain. A bas le gouvernement impérialo-sioniste Hollande-Fabius ! C'est leur défaite !

Discussion sur la Syrie.

J'ai rencontré lundi une Française qui était réceptive à la propagande officielle du gouvernement et à son interprétation de la situation en Syrie. Elle est progressiste ou de gauche pour la situer.

J'avais amorcé la discussion sur la question syrienne avant de laisser la parole à mon interlocutrice. De toute évidence nous n'étions pas sur la même longueur d'onde. Poursuivre en campant respectivement sur nos positions risquait de nous ne mener

nulle part. J'ai rapidement analysé la situation pendant que je l'écoutais.

Puis j'ai eu l'idée de lui sortir un fait, j'ai fait référence au sondage réalisé par la CIA ou dont elle a rendu compte paru dans un grand magazine américain qui indiquait que 75% des Syriens voteraient Assad s'il se présentait demain à des élections présidentielles. J'ajoutais qu'on ne pouvait pas soupçonner la CIA d'avoir trafiqué ce sondage car ses conclusions n'allaient pas vraiment dans le sens de la politique américaine en Syrie.

Mon interlocutrice a été ébranlée par cet argument qui contredisait tout ce qu'elle avait entendu jusqu'à présent, elle ne pouvait pas le nier.

Nous avons alors poursuivi la discussion tranquillement, elle était curieuse d'en savoir plus, qu'est-ce que cela signifiait alors. Précédemment la discussion était partie sur la présence étrangère en Syrie ou l'interférence de pays étrangers dans l'affaire syrienne, elle, elle pensait à l'Iran et au Hezbollah, moi, je pensais aux puissances occidentales et aux pays du Golf, plus Israël. Nous avons repris la discussion en revenant sur ce facteur et elle a convenu que les puissances occidentales intervenaient dans la région "depuis des lustres" dira-t-elle. J'acquiesçais en lui signifiant que dans l'affaire syrienne c'était exactement la même chose, qu'il ne fallait pas chercher d'autres explications parce qu'il n'y en avait pas, ils ont tenté de le couvrir maladroitement en expliquant qu'Assad massacrait son peuple, alors que c'était un grossier mensonge, ensuite ils ont violemment provoqué le régime pour qu'il réponde brutalement, ce qu'il a été obligé de faire, et ensuite tout s'est enchaîné jusqu'à sortir dernièrement l'histoire des armes chimiques comme à propos de l'Irak pour justifier son renversement au nom de la démocratie, tandis qu'en réalité ils sont en train de détruire le pays et de massacrer la population pour instaurer un régime à leur botte qui leur permettra notamment de piller ses richesses au détriment de la Russie et la Chine, avant de s'attaquer à l'Iran et ainsi de suite, tout se tient, il s'agit d'une opération programmée de brigandage qui n'a absolument rien à voir avec les intérêts du peuple syrien, pas plus qu'au siècle dernier au Maghreb, en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient qu'ils ont pillés systématiquement et empêché de se développer.

J'ai procédé ici en partant de l'avantage que mon interlocutrice m'avait concédée suite à l'évocation du sondage en faveur d'Assad, puis j'ai ajouté les derniers développements qui collaient avec son argumentation, elle ne pouvait qu'en convenir, la situation lui semblait plus claire et elle ne cherchait plus à me contredire ou à défendre une position devenue intenable.

Ma démarche était cohérente, persuasive, mon interlocutrice m'a pris au sérieux, je me suis appuyé uniquement sur des faits, à aucun moment je n'ai cherché à défendre une position. J'ai réussi à retourner la situation en ma faveur quand mon interlocutrice au lieu de me couper la parole a manifesté le désir d'en savoir davantage et m'a laissé parler. Elle avait fourni elle-même une partie de la réponse en faisant référence à l'attitude de l'impérialisme occidentale à une autre époque, il m'a suffi d'ajouter un fait et de relier les deux en nous replaçant dans le contexte actuel pour l'amener sur mon terrain et la conduire à admettre que son interprétation initiale était erronée, je ne lui ai pas demandé de l'avouer ou de le reconnaître ce qui aurait été maladroit ou stupide, je me suis contenté d'observer qu'elle n'avait plus aucune argument à m'opposer, cela suffisait à me faire comprendre qu'on était d'accord.

Livrez-vous à ce genre d'analyse quand vous avez une discussion avec un travailleur ou un autre militant, cette femme de 35 ans environ travaille dans le domaine social, vous améliorerez vos performances, votre productivité comme ils disent au Medef ou à la CFDT !

On doit tirer une leçon de chaque expérience, c'est déterminant pour progresser dans la vie.

Je vais vous avouer un truc. Au début de notre discussion j'étais très mal à l'aise parce que j'avais des difficultés pour m'exprimer, car je ne parle à personne à part à mon chien. C'était terrible, j'avais la mâchoire crispée, j'avais du mal à ouvrir la bouche pour articuler, j'ai bien cru que la discussion allait tourner court, j'en ai pris rapidement conscience en mettant cela sur le compte de mon manque d'entraînement à m'exprimer en français et le blocage s'est dissipé au bout de quelques minutes qui me parurent interminables, à ce moment-là je la laissais parler le temps de reprendre mes esprits, car lorsque je m'exprime en anglais ou en tamoul je n'ai pas ce problème là, les Blancs doivent me crispier, je plaisante.

Ce qui me paraît important de retenir, c'est qu'il faut laisser s'exprimer notre interlocuteur, histoire de voir sur quel terrain il se place, comment il perçoit et vit la situation, il faut apprendre à écouter, et si notre interlocuteur n'est pas très loquace, il faut le brancher sur un autre sujet ou aborder notre sujet sous un autre angle, il arrivera bien un moment où il va se lâcher.

Ensuite, il est inutile d'embrayer en lui sortant notre camelote, c'est justement l'erreur fatale à ne pas commettre, cela mènerait nulle part. Non, il faut lui sortir un fait ou deux qui contredit sa démonstration et l'ébranle, le fait douter, ce n'est pas vous qui essayez de le déstabiliser ou de le faire douter, c'est lui qui va faire le constat qu'il se trouve face à une contradiction à laquelle il n'avait pas pensé, il ne faut surtout pas penser à sa place, il faut le laisser avancer tranquillement à son rythme.

Le but est de l'amener sur notre terrain sans le brusquer, il va y venir tout seul, il faut faire en sorte qu'il tire une conclusion des faits qu'on a portés à sa connaissance, ce n'est surtout pas à nous de lui souffler, ensuite il n'y aura plus qu'à constater qu'elle correspond à la nôtre, et à partir de là seulement on pourra embrayer et aller plus loin, aborder d'autres questions politiques,

il sera disponible pour nous écouter, toujours en employant la même méthode, en lui redonnant la parole et en l'écouter attentivement et ainsi de suite, là on a une chance de tisser une relation de qualité et peut-être de mener un combat ensemble ou de le recruter.

Ce sont les faits qui justifient nos conclusions politiques ou nos positions et non l'inverse. Je n'ai jamais dit à mon interlocutrice que je soutenais le peuple syrien et le régime parce que j'estimais que la souveraineté et l'indépendance de la Syrie était légitime, qu'Assad incarnait l'unité de la Syrie, que l'autodétermination du peuple syrien était un droit imprescriptible, etc. ce sont des principes et des positions que je défends mais qui peuvent être contestés, alors qu'il est impossible de contester des faits établis, vérifiables, connus.

D'où l'importance d'être bien informé, de savoir de quoi on parle, c'est notre boulot dans ce portail. Il faut saluer au passage tous ceux dans le monde qui s'emploient à nous informer, journalistes, intellectuels en tous genres, personnalités diverses qui ont occupé à un moment donné de leur vie une fonction politique et qui aujourd'hui combattent le capitalisme à leur manière qui n'est pas forcément la nôtre, peu importe ici, sans eux on serait désarmés face à la gigantesque machine de propagande de la classe dominante. On vit dans un monde rongé par l'injustice, alors ne le soyons pas à notre tour et rendons-leur hommage une nouvelle fois.

Vous voyez que tout n'est pas noir ou à désespérer, il y a encore des gens de par le monde qui ont une conscience, des valeurs et des principes que nous partageons, nous pensons à nos amis belges, canadiens, américains, mais aussi à ceux qui vivent au Proche-Orient et qui risquent leur vie au nom du combat pour la justice sociale, nos droits politiques, la liberté. On écrit ton nom avec le sang de nos innombrables martyrs qui restent à jamais gravés dans nos mémoires. Qu'il n'ait pas coulé en vain, qu'ils se rangent sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale au côté du prolétariat et nous sommes assurés de vaincre notre ennemi.

Ils ont choisi délibérément leur camp.

La preuve qu'ils savent ou en ont conscience, c'est donc délibérément qu'ils refusent d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions, contre l'Etat, l'employeur des fonctionnaires. Mieux encore, ils soutiennent le patronat et s'attaquent au prolétariat pas seulement en France mais dans le monde. Démonstration.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 5 juin 2013

- Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dire «*c'est la faute à la méchante Commission européenne*» (Mais ne vous excusez pas. - Ndlr) . Celle-ci s'inscrit dans les décisions des gouvernements, notamment le traité non renégocié et le pacte budgétaire européen. En quelque sorte, les gouvernements ont fixé les règles du jeu que la Commission doit suivre. Certes, la Commission européenne est d'inspiration très libérale et n'est donc pas bousculée par la logique, mais ce sont bien les gouvernements qui ont accepté les traités successifs.

Au-delà des questions qui relèvent de la communication, on doit constater à la fois que les demandes de la Commission s'inscrivent dans l'austérité économique et sociale et que les calendriers bruxellois et parisiens sont concomitants.

Baisse des «*charges sociales*», réforme de l'organisation territoriale de l'État, réforme de l'assurance-chômage, diminution du coût des dépenses de santé, réduction d'impôts, ouverture de certains services à la concurrence et réformes des retraites et du marché du travail constituent l'essentiel d'un cocktail socialement et économiquement détonant.

Conclusion de Mailly

- En France comme en Europe, nous ne pouvons pas tolérer que la liberté de négociation s'efface derrière la prétendue libre concurrence.

On pourrait se demander à quoi vous servez au juste, la question qu'il ne faut surtout pas que les militants se posent.

Ce que ne tolère pas Mailly, c'est l'évolution "*logique*" du capitalisme mondial, qui face à 7 milliards de ventres à nourrir et les besoins de quelques millions de nantis, doit se donner les moyens de servir ces derniers en priorité, voilà tout. Et pourquoi ne le tolère-t-il pas ? Pardi, parce qu'il n'a pas l'intention de s'y attaquer !

Monsieur Mailly, ce qui n'est pas normal ce n'est pas le cours suivi par le capitalisme qui conduit au néo libéralisme, c'est que vous privilégiez la négociation à la mobilisation des masses, que vous optiez finalement pour la collaboration de classes à la place du combat classe contre classe.

Les capitalistes se sont donnés les moyens grâce à la collaboration des syndicats et le répit que vous leurs avez gracieusement accordé au cours des dernières décennies, de développer des secteurs économiques dans pratiquement tous

les domaines d'activité à moindre coût et plus rentables en Asie et ailleurs dans le monde qu'en France ou dans les vieux pays capitalistes, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se transforment maintenant en philanthropes et qu'ils ne profitent pas de cette aubaine pour s'enrichir encore plus, franchement, un peu de sérieux.

Le problème n'est pas la libre concurrence, c'est un argument réactionnaire monsieur Mailly et je vais vous expliquer pourquoi.

Parce que malgré lui le capitalisme en étendant la division du travail à tous les secteurs d'activité à travers le monde permet à certains pays de se développer, ce qui ne signifie pas que toutes les couches de ces pays bénéficieraient à égalité des retombées du progrès social qui en découle, nous sommes sans doute d'accord sur ce point. Où nous ne le serons pas en revanche, c'est sur la manière de s'attaquer à cette libre concurrence qui nécessite aucun compromis avec le patronat, car il en profite en France pour faire pression sur les travailleurs et leur imposer une baisse du coût de leur force de travail ou une augmentation du taux d'exploitation, la destruction de tous leurs acquis sociaux en passant par le démantèlement de la législation du travail qui leur était favorable jusqu'à présent, le tout au nom de la compétitivité des entreprises face à la concurrence sur le marché mondial, et à l'étranger à travers leurs filiales, les multinationales et bien d'autres entreprises de taille moyenne exploitent la main d'oeuvre bon marché concurrençant celles qui existent en France, de telle sorte que le patronat est responsable de la situation qu'il dénonce et qu'il a créé lui-même, vous nous permettrez d'élargir la notion de patronat ou de capital à l'ensemble des capitalistes des différentes puissances qui ont délocalisé une partie de leur production dans ces pays ainsi que le capitalisme qui s'y est développé à partir de riches acteurs locaux...

Ainsi, en refusant de vous attaquer au capitalisme, vous laissez le champ libre à la concurrence que se livrent les travailleurs du monde entier ; en France, vous affaiblissez leur capacité à résister aux attaques du patronat quand vous ne vous ne vous employez pas à la neutralité en l'enfermant dans la camisole de force du dialogue social auquel vous participez, et quand vous dénoncez la libre concurrence, c'est en réalité le développement de ces pays et l'amélioration du sort de la population qui l'accompagne auquel vous vous attaquez, sachant que le niveau de vie, des prix des biens et des services sont forcément plus bas que dans les pays plus développés comme la France, celui des rémunérations ou le coût du travail l'est forcément aussi, on pourrait ajouter que même si la totalité des travailleurs chinois travaillant dans des entreprises dont la production est destinée à l'exportation percevaient des salaires beaucoup plus importants, ils demeureraient toujours en moyenne en prenant en compte l'ensemble des facteurs entrant en ligne de compte dans la détermination des rémunérations (salaire différé, avantage sociaux, etc.) très inférieurs à ceux qui existent en France.

Sachant que le niveau de vie et les rémunérations en Chine par exemple ne sont pas prêts de rattraper ceux qui existent en France, en dénonçant la libre concurrence, en réalité vous apportez de l'eau au moulin du patronat français qui entend justement réduire cette concurrence en baissant le coût du travail en France, puisque c'est le seul moyen de réduire l'écart qui existe avec le coût du travail de leurs concurrents à l'étranger.

Vous pouvez formuler le vœux que le niveau de vie et de rémunérations des Chinois rattrapent ceux des Français, mais ce n'est qu'un vœux pieux monsieur Mailly, or on ne combat pas le patronat avec ce genre d'arguments qui en réalité lui laisse le champ libre pour s'attaquer aux acquis ou droits des travailleurs, nous ne vivons pas dans un monde virtuel ou imaginaire, chaque jour monsieur Mailly des centaines de millions de travailleurs dans le monde sont confrontés à des difficultés pour assurer le quotidien ou tout juste survivre ou en sont réduits à se demander angoissés de quoi sera fait leur avenir dans ce monde où prédomine les inégalités et les injustices, qui sont à mettre au compte du capitalisme que vous refusez de combattre, pour le faire disparaître, car tel est le problème à l'ordre du jour.

On pourrait dénoncer à cette occasion la présence de votre syndicat au sein de l'OIT, de la CES et de la CSI (Confédération Syndicale Internationale), mais je n'en ai plus le temps.

Rompre les relations avec le gouvernement des capitalistes, avec le patronat, refuser de participer à la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, engager le combat classe contre classe, préparer les masses à se soulever contre le régime pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, telle est la mission d'un véritable syndicat ouvrier, indépendant de l'Etat.

ACTUALITE EN TITRES

[Ainsi va leur monde...](#)

- Solaire: Bruxelles entame un bras de fer avec Pékin - AFP
- LVMH réplique contre Hermès avec le dépôt d'une plainte au pénal - AFP
- Un céréalier du Kansas porte plainte contre Monsanto - Reuters

- Samsung obtient l'interdiction à la vente aux USA de produits Apple - AFP

[Le Talon de fer.](#)

- FMI: en panne de croissance, la France doit maintenir "l'élan" des réformes - AFP

Croissance rime avec régression sociale sans fin...

[La France : "**Avant-garde**" de la réaction mondiale.](#)

- "*La France doit jouer un rôle d'avant-garde de l'OTAN*" - LeMonde.fr

- Laurent Fabius confirme l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, la Maison blanche estime que les preuves sont insuffisantes 20minutes.fr

- Syrie: Pour Laurent Fabius, «*toutes les options sont sur la table*» en réaction à l'utilisation d'armes chimiques - 20minutes.fr

Domage qu'on ne puisse pas encore en dire autant pour régler votre cas...

[Passe-droit. A bas les privilèges : révolution !](#)

- Henri Guaino : «*Toutes les fortunes de France négocient leurs impôts*» - Liberation.fr

[Intox](#)

- Les Français heureux et bien intégrés, selon un sondage - Reuters

Ils sont "*bien intégrés*" dans quoi, la capitalisme ? Ce n'est pas un scoop alors... Mais le capitalisme se désintégrant, l'espoir est permis...

- François Rebsamen (PS) : "*La gauche doit reprendre la bataille des idées*" - LeMonde.fr

Traduction : il faudrait penser à changer à nouveau de masque...

[En famille. Les vases communicants](#)

- Wallis-et-Futuna : un député élu avec le soutien de l'UMP rejoint les bancs du PS - LePoint.fr

[Il faut assumer l'ivresse du pouvoir...](#)

- Un diplomate suisse interpellé après une course poursuite avec la police - LeFigaro.fr

L'ambassadeur suisse auprès de l'OCDE a été arrêté au volant de sa voiture en état d'ébriété. - LeFigaro.fr 05.06

[Eugénisme. Sortez... votre pied à coulisse !](#)

- Les pénis retrécissent - L'Express.fr

- Selon une étude anglaise, la taille du pénis en érection serait passée de 15,4 cm à 12,95 cm en dix ans. - L'Express.fr

D'où vient cette baisse? Selon les scientifiques, les polluants et changements environnementaux qui perturbent le système endocrinien, en sont notamment la cause. L'Express.fr 05.06

Tiens donc ! A ce rythme-là dans un siècle il n'en restera plus rien !

... mais...

Mais que les hommes complexés se rassurent: des chercheurs australiens ont montré que si la taille du pénis est un trait

anatomique qui contribue à séduire les femmes, la taille (du corps) et la silhouette sont également déterminants. L'Express.fr 05.06

C'était juste une info pour se détendre, un peu, pas trop quand même, restons correcte !

ACTUALITÉ DU JOUR

[La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges ! La justice : C'est nous ou rien !](#)

La majorité des personnes mises en examen dans l'affaire Bettencourt ont déposé mardi une requête en suspicion légitime devant la Cour de cassation à l'encontre des trois juges d'instruction, a annoncé l'avocat chargé de les représenter.

La Cour de cassation, qui devrait statuer d'ici 10 à 15 jours, peut considérer que la requête est fondée et décider de dépayser l'affaire et de nommer de nouveaux juges d'instruction, a affirmé Me Patrice Spinosi, avocat à la Cour de cassation, à la presse.

La requête a été déposée à la demande de Nicolas Sarkozy, de l'ex-ministre Eric Woerth, du photographe Francois-Marie Banier, de l'homme d'affaires Stéphane Courbit et de Patrice de Maistre, le gérant de fortune de Liliane Bettencourt, notamment.

Cette procédure permet de saisir directement la Cour de cassation lorsqu'il y a des "éléments objectifs qui permettent de suspecter pour un mis en cause que la juridiction n'est pas impartiale à son égard", a précisé le défenseur.

Cette requête sera signifiée à l'ensemble des parties mercredi, a précisé Patrice Spinosi.

"Ce sont les trois magistrats qui sont ici visés par la requête, le juge Gentil pour les liens spécifiques qu'il avait avec l'expert qu'il a nommé et les deux autres juges pour l'assistance dans les médias qu'ils ont portée à leur collègue", a-t-il ajouté.

Cette contre-attaque de la défense intervient après des révélations selon lesquelles l'un des médecins qui avait procédé à l'expertise de l'héritière de l'Oréal était témoin au mariage du juge Gentil.

Par ailleurs, le parquet général de Bordeaux ne devrait pas requérir jeudi l'annulation de la mise en examen de Nicolas Sarkozy lors d'une audience de la chambre de l'instruction consacrée à l'examen des demandes de nullités de procédure dans l'affaire Bettencourt, a-t-on appris lundi de sources proches du dossier.

Dans ses réquisitions écrites, l'avocat général Pierre Nalbert ne retient pas l'argument avancé par la défense de l'ancien chef de l'Etat concernant la définition de l'abus de faiblesse dont aurait été victime l'héritière.

Me Spinosi a également demandé à la Cour de cassation de "suspendre le cours de l'instruction".

"En l'état de nos informations, il n'y a pas eu de report de l'audience de jeudi mais ça peut changer d'ici demain (mercredi) puisqu'il y a eu un très grand nombre d'éléments nouveaux et une demande spécifique de la part de cette défense à cet égard", a-t-il dit.

"La voie est extrêmement étroite mais rarement dans des dossiers on a autant d'éléments objectifs qui permettent de tenter d'emprunter cette voie étroite", a-t-il estimé. Reuters 05.06

Pourquoi pendant qu'ils y sont ne pas exiger la suspension de la justice, des institutions, de la Constitution et instaurer purement et simplement une dictature, non ?

[Monsanto \(Rockefeller, Gates, etc.\) : empoisonneurs et voyous.](#)

Un céréalier du Kansas a porté plainte lundi contre Monsanto, accusant le géant américain de l'agrochimie de grave négligence après la découverte d'une souche non homologuée de blé génétiquement modifié dans une ferme de l'Oregon.

Ernest Barnes, qui produit du blé dans le comté de Morton, dans le sud-ouest du Kansas, affirme que cette découverte lui a nui financièrement, ainsi qu'à d'autres céréaliers "parce qu'elle a eu un impact sur les exportations et le prix du blé".

Après l'annonce de la découverte par le département américain de l'Agriculture, le Japon a annulé un appel d'offres pour l'achat de blé américain destiné au marché de l'alimentation, tandis que l'Union européenne doit tester ses importations avant de décider d'éventuelles restrictions.

L'avocat du plaignant a promis de nouvelles plaintes. Monsanto a de son côté estimé avoir suivi un programme rigoureux dans ses expérimentations et jugé probablement très limitée la présence de cette souche non homologuée. Le groupe américain a promis de présenter une "défense vigoureuse". Reuters 05.06

Et on n'a pas encore retrouvé mort Ernest Barnes, fauché accidentellement par un chauffard qui passait par là, il ne s'est pas encore pendu ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a rabroué des journalistes le questionnant sur les attaques faites à la société civile russe, notamment via une nouvelle loi forçant les ONG en Russie à se déclarer comme "agents de l'étranger". C'était à l'occasion de la conférence de presse suivant la fin d'un sommet entre l'Union européenne et la Russie.

Vladimir Poutine : "Regardez la loi russe, il ne s'agit nulle part de fermer ces organisations, et encore moins de leur appliquer des sanctions. Il s'agit de divulguer des informations financières, si l'ONG est impliquée dans une activité politique elle doit se signaler comme agent de l'étranger."

En Russie, « agent de l'étranger » est synonyme d'espion, et le terme d' « activité politique » est suffisamment élastique pour donner au Kremlin une très grande marge de manœuvre. Depuis le mois de mars des centaines de descentes ont été organisées dans les bureaux d'ONG. Euronews.fr 05.06

Les ONG visées sont en réalité des agences de la CIA, du MI6 ou liées à des think tanks néo libéraux européens ou américains, autrement, derrière leur façade droit de l'hommiste elles sont infiltrées et financées par ces canaux. Leurs dirigeants présentent les mêmes traits que ceux qu'ils dénoncent dans le régime, ils sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'il arrive souvent qu'ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont manipulés. Ces intellectuels sont frustrés parce que la réalité ne tient pas compte de leurs désirs de petits-bourgeois réactionnaires.

Ces ONG sont du même type que celles que l'on a découvertes en Libye, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Chine, etc. dans tous les pays que les impérialisme américain et sioniste ont décidé de déstabiliser, la Russie en faisant partie évidemment.

Une d'entre elle a donné une interview à cette agence de presse, Groupe Moscou Helsinki, elle s'en remet à l'Union européenne, elle avoue au passage que les travailleurs russes n'ont pas les mêmes préoccupations que leur ONG, qu'ils y sont étrangers en somme, pour finalement s'intéresser au cas d'oligarques et d'opposants connus pour leur liens... avec Washington, un cadeau cette interview qui justifie d'une certaine manière l'attitude de Poutine.

Dans notre bureau d'Euronews à Bruxelles nous accueillons Lyudmila Alexeyeva, une militante des droits de l'homme, à la tête du Groupe Moscou Helsinki. Quelles effets souhaiteriez-vous que le sommet Union européenne-Russie ait dans le domaine des droits de l'homme et des libertés en Russie ?

Lyudmila Alexeyeva :

J'aimerais croire que lors de cette réunion, les homologues européens de nos dirigeants aient été catégoriques sur ces questions. Les simples citoyens russes sont préoccupés par la situation des droits de l'homme et la tournure des relations entre les autorités et la société civile. L'Union européenne a du remarquer que nos dirigeants ont récemment lancé l'assaut sur la société civile avec l'intention, je crois, de la supprimer totalement.

Euronews :

Mais les citoyens ordinaires sont peut-être plus préoccupés par la satisfaction de leur propres besoins matériels... Les relations russo-européennes ne devraient-elles pas être plus focalisées sur la coopération économique laissant les questions humanitaires sur un second plan ?

Lyudmila Alexeyeva :

Vous avez raison sur le fait que le peuple est en priorité intéressé par les problèmes de la vie quotidienne. Mais les militants des droits de l'homme, les politiciens et tous les intellectuels savent que tant que la société est privée de ses libertés civiles et de la possibilité d'influencer le cours des décisions politiques, le peuple ne trouvera pas de solution à ses problèmes de vie quotidienne.

Euronews :

Quelle est l'importance pour vos interlocuteurs européens des cas juridiques de Khodorovsky, Magnitsky, Navalny... ?

Lyudmila Alexeyeva :

Je pense qu'ils sont très importants, non seulement pour les citoyens de notre pays mais aussi pour n'importe quel citoyen européen et citoyen du monde. Car la qualité de vie de ces citoyens dépendra de la direction que choisit de prendre un grand pays comme la Russie. Ce n'est pas un pays démocratique mais il peut aller vers plus de démocratie. Le risque qu'indiquent les événements récents est qu'au contraire il se dirige d'un Etat autoritaire, tel qu'il est actuellement, vers un Etat totalitaire. Si la Russie devient un Etat totalitaire, le monde entier en souffrirait. Tâchons de nous rappeler ce que le monde entier ressentait quand notre pays était l'URSS.

Euronews :

Lyudmila Alexeyeva, merci d'avoir accordé cette interview à Euronews. Euronews 05.06

Mais c'est nous qui vous remercions de mettre en lumière la véritable nature de ces ONG, en détourner les travailleurs fait partie de nos fonctions.

2- Egypte

Une quarantaine d'humanitaires condamnés à de la prison ferme au Caire 27 d'entre eux, étrangers pour la plupart, écopent de cinq ans de détention. La grande majorité de ces étrangers, dont 16 Américains, ont été jugés par contumace. Ils avaient quitté le pays après avoir versé une caution de 330 000 dollars chacun.

La justice leur reproche d'avoir dirigé des ONG non agréées qui auraient reçu des fonds illégaux.

"Ces organisations ont entraîné des cadres dans certaines élections. Tout cela a entravé le travail des organisations dans la société civile", conclut le procureur Abdel Fattah Hamed.

Le Caire reproche notamment à Washington d'avoir puisé dans l'aide militaire qui lui est attribuée pour financer ces ONG.

"La communauté internationale s'inquiète pour l'avenir des libertés individuelles en Égypte. Cette condamnation coïncide avec le début des discussions parlementaires concernant un projet de loi régulant la société civile. Un texte vu par certaines ONG comme un moyen de contrôle administratif supplémentaire sur les gérants du travail civil", souligne notre correspondant sur place Mohammed Shaikh Ibrahim. Euronews 05.06

Dites donc, c'était des Américains fortunés pour déboursier du jour au lendemain 330 000 dollars chacun, à moins que ce ne soit pas eux qui aient payé cette caution. Bref, rien à voir avec les bénévoles qui créent dans leur coin une association pour venir en aide à je ne sais qui.

Les ONG ont pour fonction d'accompagner la liquidation des services publics, de les suppléer de manière à ce que l'Etat n'ait pas besoin d'en créer, voilà sur le plan sociale.

Sur le plan politique, elles ont servi à affaiblir, disloquer le mouvement ouvrier, à ce titre elles figurent parmi nos ennemis, même si parfois dans la pratique il nous faut moduler ou réaliser des compromis avec elles qui ne peuvent être que de circonstance.

Toutes les ONG importantes sont financées par les Etats, les banquiers, les multinationales, chacun peut le vérifier, les données figurent dans le portail Wikipédia ou sur le Net, par notre ennemi, donc partant du principe que les amis de notre ennemi est également notre ennemi, nous les considérons comme tel en règle générale. C'est valable pour le Forum social mondial qui est financé par les mêmes bailleurs de fonds. On ne passe rien, c'est ainsi.

3- Turquie

Les manifestants qui défient depuis cinq jours le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sont retournés dans la rue par

milliers mardi soir à Istanbul et Ankara, malgré les "excuses" du gouvernement aux victimes de brutalités policières.

Face aux manifestants, la police turque a utilisé dans la nuit de mardi à mercredi du gaz lacrymogène et des canons à eau pour tenter de les disperser, ont rapporté des médias locaux.

Les contestataires tentaient de se diriger vers les bureaux du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan dans ces deux villes, ignorant les injonctions des forces de l'ordre qui leur intimaient l'ordre de se disperser, selon des médias locaux et un journaliste de l'AFP.

Mardi, au lendemain d'une nouvelle nuit de violences marquée par la mort d'un deuxième contestataire, le vice-Premier ministre Bülent Arinç avait tenté d'enrayer le mouvement de protestation en qualifiant de "*légitimes*" les revendications des écologistes à l'origine des troubles et invité les mécontents à rester chez eux.

A l'opposé du ton ferme du chef du gouvernement, en tournée au Maghreb jusqu'à jeudi, M. Arinç a dispensé un discours plus conciliant.

Au sortir d'une réunion avec le président Abdullah Gül, il a d'abord présenté ses excuses aux très nombreux blessés civils, à l'exception toutefois de "*ceux qui ont causé des dégâts dans les rues et tenté d'entraver les libertés des gens*".

Sur un plan plus politique, M. Arinç a assuré que son gouvernement respectait "*les différents modes de vie*" des Turcs.

Depuis le début de la contestation vendredi, les manifestants accusent M. Erdogan de dérives autoritaires et de vouloir "*islamiser*" la Turquie laïque.

"*Nous n'avons pas le droit ou le luxe d'ignorer le peuple, les démocraties ne peuvent pas exister sans opposition*", a également souligné M. Arinç, promettant que son gouvernement avait "*retenu la leçon*" de ces événements.

Ce discours a tranché avec l'intransigeance de M. Erdogan qui, sûr de son poids politique, a balayé les critiques et renvoyé ses détracteurs aux élections locales de 2014. "*A mon retour de cette visite, les problèmes seront réglés*", a-t-il lancé, provocant, lundi à Rabat.

Mais le discours de M. Arinç n'a pas convaincu les manifestants, qui ont à nouveau envahi par milliers à la nuit tombée la place Taksim d'Istanbul, où ils ont scandé des slogans réclamant le départ du Premier ministre. Plusieurs milliers de personnes se sont également réunies en soirée à Ankara.

"S'ils font marche arrière, s'ils changent quelque chose en Turquie, le conservatisme et tout ce qu'ils ont fait, alors peut-être la foule pourra-t-elle rentrer chez elle", a dit à l'AFP Didem Kul. "*Mais nous ne pouvons pas rentrer chez nous sans en avoir la preuve*", a ajouté cette étudiante de 24 ans qui "*occupe*" Taksim, "*et même si nous rentrons à la maison, nos sentiments (à l'égard du pouvoir) n'auront pas changé*".

"*Ces excuses, c'est pour limiter la casse et parce qu'ils sont coincés*", a renchéri Baki Cinar, le porte-parole de la Confédération des syndicats du secteur public (KESK), qui a entamé une grève mardi par solidarité avec les manifestants.

Le KESK est entré mardi dans la contestation en appelant à un arrêt de travail de deux jours et sera rejoint mercredi par la Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (DISK), qui revendique 420.000 membres, pour une journée de manifestations.

Après la mort dimanche d'un jeune homme percuté par une voiture pendant une manifestation à Istanbul, un deuxième contestataire, âgé de 22 ans, a été tué lundi soir dans un rassemblement à Hatay (sud-est) de plusieurs "*coups de feu tirés par une personne non identifiée*", a annoncé le gouverneur de la ville, Celalettin Lekesiz.

Le premier rapport d'autopsie rendu public par le procureur a toutefois jeté le doute sur les circonstances de sa mort, assurant n'avoir pas identifié de traces de balles.

Hormis les deux personnes décédées dimanche et lundi, les violences des quatre derniers jours ont fait plus de 1.500 blessés à Istanbul et au moins 700 à Ankara, selon les organisations de défense des droits de l'Homme et les syndicats de médecins.

Ces chiffres n'ont pas été confirmés par les autorités. Le porte-parole du gouvernement a évalué mardi à seulement 64 manifestants et 244 policiers le nombre des blessés.

La brutalité de la répression, largement évoquée sur les réseaux sociaux turcs, a suscité de nombreuses critiques dans les

pays occidentaux. euronews.fr 05.06

Je vous passe les déclarations européennes et américaines hypocrites.

4- Syrie

Israël vient de le reconnaître par voix de Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée israélienne : " *la guerre à Damas est finie et l'armée arabe syrienne y emporte une victoire épique en expulsant totalement les rebelles*" l'armée syrienne contredit ainsi le ministre sioniste de la guerre qui a prétendu le 3 juin que les rebelles contrôlent toujours quatre zones de la capitale. " *Ceux des rebelles qui restent encore dans la ville ne peuvent plus grande chose et ne sont capables ni d'attaquer des bâtiments publics ni l'aéroport de Damas*"; " *les aides matérielles de l'Iran et de la Russie continuent à être déchargées deux après le début des violences à l'aéroport de Damas. Les opérations dans les zones de l'ouest de Damas sont assurées par les bataillons 3 et 4 de l'armée syrienne et un commando du nom de Foji. La plupart des rebelles ont été amenés à quitter Damas et sa banlieue*".

Selon les sources consultées par Debka, " *toutes les voies donnant accès à la capitale sont sous le contrôle de l'armée depuis 4 juin... de même les soldats de l'armée syrienne ressèrent l'étau autour des régions de l'ouest de la ville de Qusseir. Les terroristes sont aussi encerclés à Hama*". " *Le raid du 5 mai d'Israël contre Assad a plutôt bénéficié au régime Assad et Assad en est sorti renforcé*". french.irib.ir 05.06

5- Iran

Selon une source bien informée, proche du ministère iranien des Affaires étrangères, le chargé d'affaires de l'ambassade qatarie à Téhéran a été convoqué par ledit ministère.

« *Puisque l'ambassadeur du Qatar à Téhéran était absent, le chargé d'affaires de ce pays a été convoqué par le ministère iranien des Affaires étrangères, qui lui a fait part des vives protestations de la RII* », a fait savoir la même source. Cette convocation fait, semble-t-il, suite à un communiqué émis par le ministère iranien du Renseignement. Dimanche, le ministère iranien du Renseignement a annoncé dans un communiqué la découverte d'un réseau d'espionnage lié aux ennemis.

« *Le chef de ce réseau avait été embauché, il y a quelques années, par les services d'espionnage du pays arabe le plus rétrograde qui n'est nullement comparable avec l'Iran indépendant et puissant sur aucune dimension ni politique, ni militaire, ni économique et culturelle. Il n'est point surprenant que ce pays, soutenu par l'Occident et le régime sioniste, mène des agissements contre l'Iran* », a indiqué le texte. french.irib.ir 05.06

SOCIAL

1- France

Plus de 400 suppressions de postes en Bretagne ont été annoncées mardi par le numéro un mondial du saumon, le groupe norvégien Marine Harvest, lors d'un Comité central d'entreprise à Landivisiau, a-t-on appris de sources syndicales.

Le groupe a l'intention de fermer au premier semestre 2014 ses sites de Poullaouen (187 CDI et une centaine d'intérimaires), près de Carhaix (Finistère), et de Châteaugiron (125 CDI et une cinquantaine d'intérimaires), en Ille-et-Vilaine, a annoncé la direction, confirmant des informations syndicales.

"*Nous envisageons la fermeture des sites de Poullaouen et Châteaugiron*", a déclaré à l'AFP Siska Bourgeois, responsable relations humaines et communication pour l'Europe.

"*Nous voulons investir, mais de manière efficace, en évitant la dispersion. Nous allons investir 8 millions d'euros sur les deux années à venir à Landivisiau. Nous abandonnons le "premier prix" qui, dans le fumage, n'est pas fiable ni durable en France, pour nous concentrer sur le moyen/haut de gamme*", a-t-elle dit.

Groupe coté à la bourse d'Oslo, Marine Harvest, dont le siège est à Bergen (Norvège), emploie plus de 6.000 personnes dans une vingtaine de pays dans le monde et produit, outre du saumon d'élevage, une large gamme de plats préparés et de préparation à base de produits de la mer.

Le groupe norvégien conserverait cependant en Bretagne pour le saumon fumé l'usine de Landivisiau (Finistère), où une quinzaine de postes seraient supprimés dans les services administratifs. Par ailleurs, une soixantaine de salariés du site de Poullaouen

seraient reclassés à Landivisiau qui emploie actuellement 270 CDI et une centaine d'intérimaires.

"Avec l'arrêt de la gamme premier prix, ça va baisser les tonnages de production qui vont tomber à 5.000 tonnes par an contre 8.500T l'an dernier pour les deux usines de Poullaouen et Landivisiau", a expliqué à l'AFP Jérôme Joffroy, élu CGT de Poullaouen.

Le représentant syndical rappelle que le groupe norvégien se porte bien mais qu'il a racheté récemment le plus grand producteur polonais de saumon. "Il est évident que ça a joué dans la décision de fermer Poullaouen qui n'avait pas bénéficié d'investissements importants depuis une dizaine d'années", a estimé M. Joffroy.

De son côté, la communauté de communes, Poher communauté, s'est étonnée que la direction des deux sites finistériens n'ait pas répondu aux propositions économiques présentées par les élus. "Nous les avons rencontrés à plusieurs reprises ces trois derniers mois mais, depuis que nous leur avons proposé par écrit de réaliser une usine-relais avec un crédit-bail, nous n'avons pas eu d'écho, aucune réponse à nos deux courriers", a déclaré à l'AFP Christian Troadec, maire de Carhaix et président de Poher communauté à laquelle appartient Poullaouen.

"Nous allons demander l'arbitrage d'Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif, ndlr), d'autant que le groupe Marine Harvest gagne de l'argent. On ne peut pas rayer ainsi une usine de la carte et tirer un trait sur la casse sociale avec 300 familles concernées. C'est un coup de massue sur la tête des gens", a ajouté M. Troadec. Créée dans les années 1970 par un habitant de la région, l'usine de Poullaouen est "un site historique" car elle a été la première en France à faire du saumon fumé et a compté jusqu'à un millier de salariés, a rappelé l'élu.

En Bretagne, Marine Harvest dispose également d'un site dans le Morbihan, à Lorient (58 CDI), pour des produits pré-emballés multi-espèces. Un site similaire est implanté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-calais). AFP 05.06

2- Italie

Le groupe italien d'électroménager Indesit prévoit de supprimer 1.425 postes en Italie, soit un tiers de ses effectifs dans le pays, ont déclaré mardi deux syndicats.

L'entreprise a expliqué de son côté, après la présentation du plan aux représentants du personnel, vouloir réorganiser ses activités italiennes et investir 70 millions d'euros dans le pays sur la période 2014-2016.

Pour la FIM-CISL, les suppressions de postes pourraient être le prélude à une délocalisation hors d'Italie d'une partie des activités de fabrication.

De son côté, le syndicat FIOM a expliqué qu'Indesit prévoyait de fermer deux de ses usines italiennes et de transférer une partie de sa production hors de son pays d'origine.

Le groupe compte huit sites de production (trois en Italie, deux en Pologne, un en Grande-Bretagne, un en Russie et un en Turquie) qui emploient au total 16.000 personnes. Reuters 05.06

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2013

CAUSERIE

La position adoptée par Hollande et Fabius envers la Syrie est extrêmement grave et doit interpeller chaque militant et travailleur, ils appellent ouvertement la coalition militaire occidentale à bombarder la Syrie et à liquider celui qui incarne son unité et son indépendance, à briser la résistance du peuple syrien.

Quelque part, oui ils sont pires ou plus réactionnaires si cela était possible que Sarkozy et Juppé, nous le savions, ils en font quotidiennement la démonstration devant le monde entier. Dans le passé il est déjà arrivé que des affairistes parlant au nom du socialisme témoignent qu'ils appartenaient en réalité au camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière et des peuples luttant pour leur émancipation.

Sauf que voilà, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'en ont tiré aucune leçon, ils se sont employés à entretenir les mêmes rapports avec le PS (notamment) comme si finalement rien ne s'était passé, cela paraît incroyable et pourtant nous en avons la preuve sous le nez tous les jours, qu'il s'agisse du Front de gauche, du NPA ou de LO, ou encore du POI, qui par le biais de ses élus a osé demander un entretien "en personne" à Hollande qui contribuera à le légitimer, alors qu'en tant que

représentant d'un parti se dénommant socialiste et osant s'exprimer au nom du socialisme, nous lui refusons toute légitimité, c'est une monstrueuse imposture, c'est un représentant du capital, nous estimons que tout rapport, tout compromis ou toute collusion avec Hollande et son gouvernement, avec les dirigeants de leur parti constituerait une trahison des travailleurs et leurs intérêts, une trahison du mouvement ouvrier, du socialisme.

Vous aviez raison monsieur Mélenchon, il arrive un moment où il faut appeler les choses par leurs noms, quand l'existence de millions de syriens innocents est en jeu et bien au-delà encore, c'est le moment ou jamais. Rompre avec Hollande, son gouvernement, le PS, les appareils vendus des syndicats, est une nécessité impérieuse pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, ce n'est pas négociable.

On nous traitera peut-être de gauchistes ou d'extrémistes, cela nous laisse indifférents, nos adversaires ne se privent pas pour nous caractériser d'ennemis de la classe ouvrière, un rappel à l'adresse de nos camarades du POI, alors qu'il nous soit permis de dire ce que nous pensons sans se soucier de savoir à qui cela plaît ou non.

Sur la question Syrienne. Qui ? A qui profite le crime ?

Tout d'abord les derniers éléments en notre possession.

Le gouvernement français impute l'usage de ce gaz au régime sans apporter la moindre preuve :

- Du gaz sarin a été utilisé en Syrie, selon la France - Reuters

- Invité de la chaîne de télévision France 2, M. Fabius a assuré qu'une "ligne" avait été franchie rapporte Le Monde du 5 mai, ce sont des propos extrêmement grave, car c'est la "ligne" au-delà de laquelle une intervention militaire occidentale se justifierait, s'imposerait selon eux, le bombardement de la Syrie.

De son côté, François Hollande a dit hier à Paris : "*Nous avons fait notre devoir, devoir de vérité car nous avons les éléments qui maintenant permettent de donner la certitude de l'utilisation, à quel niveau nous ne le savons pas encore, des armes chimiques en Syrie*" (AFP 05.06).

Il y a quelque temps déjà à propos d'Alep, ils avaient été tentés de mettre en scène ce scénario puis ils l'avaient abandonné, leur défaite sur le terrain à Al-Qousseir ranime la haine des belliqueux va-t-en-guerre qui ne s'est jamais éteinte en réalité.

Le gouvernement britannique affirme qu'il lui est impossible d'imputer l'usage de ce gaz à l'un ou l'autre des protagonistes, malgré la tentation affichée de l'imputer au régime syrien.

- Londres convaincu de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie - Reuters

Mais :

"*Nous sommes certains que le gaz sarin a été utilisé, nous avons nous-mêmes nos échantillons, nous pensons que c'est très probable que l'utilisateur, c'est le régime syrien, mais nous ne sommes pas au stade de dire que c'est sûr*", a dit, mercredi, Peter Ricketts, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, sur Europe 1. lemonde.fr 05.06

Le gouvernement russe rejette les allégations de Paris et Londres.

- Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a de son côté mis en cause toutes ces allégations, qui s'appuient sur des rapports diffusés par les médias. french.irib.ir 05.06

Il faut préciser que ce sont des mercenaires de l'ASL qui ont remis ces échantillons aux journalistes du Monde

- Syrie : comment les échantillons de gaz sarin ont été rapportés - Lemonde.fr 05.06

Voici de larges extraits d'un article commenté du journal Le Monde, le médias officiel de l'Otan.

Les journalistes du Monde évoquent des "*rebelles*", parmi lesquels il faut rappeler figure celui avait posté sur le Net une vidéo où on le voyait dépecer le corps d'un soldat syrien avant de se livrer à un exercice d'anthropophagie, des gens responsables et d'une intelligence supérieure, qu'il nous soit permis d'en douter. Inutile de rappeler qu'ils se sont livrés à de multiples scènes de massacres de civils innocents depuis deux ans, voilà des gens dont les témoignages sont forcément dignes de confiance selon les barbouzes du Monde.

- Les échantillons du Monde proviennent pour l'essentiel de la même zone : Jobar, un quartier du nord-est de Damas investi par les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) début février, et dans lequel nous sommes arrivés le 2 avril. Quelques jours plus tard, les premières attaques avec un gaz inconnu y avaient lieu, avant de se multiplier pendant une semaine environ.

A Jobar, l'ASL se trouve dans des positions très proches – à quelques mètres parfois – de celles de l'armée syrienne. Il ne semble pas vraisemblable que les rebelles se soient infligé une autoexposition à des gaz dont l'effet est terrible sur les combattants : pupilles rétractées, suffocation, perte de connaissance, pour l'essentiel.

Ils sont assez abrutis ou fanatisés pour croire que ces gaz choisiraient leurs proies et les épargneraient !

- Le premier endroit où des lots nous ont été confiés se trouve à Zamelka, ville à la sortie de Damas, collée à Jobar.

Donc ces journalistes n'ont rien collecté du tout, on leur a remis de soit-disant échantillons qu'ils ont pris comme tels.

- A la mi-avril, on y reçoit presque quotidiennement les mêmes cas d'hommes exposés au "gaz", comme on l'appelle alors.

En réalité l'armée syrienne en ferait un usage massif "quotidien", mais jusqu'à présent personne ne s'en était aperçu, sauf ces journalistes du Monde !

- Les composants chimiques des gaz toxiques se fixent dans le tissu, tout particulièrement si les vêtements sont sales ou humides.

Voilà pour les "échantillons" dont personne ne sait exactement d'où ils proviennent, les victimes de ce gaz ne pouvant pas détecter dans quel quartier ou zone il a été pulvérisé, ni par qui.

- Lorsque des rebelles de l'ASL ont appris que nous nous efforcions de quitter le pays avec l'intention d'emmener ces échantillons jusqu'à un laboratoire certifié, ils nous ont aussi confié d'autres lots similaires.

On se croirait dans un entrepôt !

- Il s'est écoulé du temps entre les prélèvements et leur arrivée en France : entre quatre et cinq semaines pour certains.

Ils parlent de prélèvements sanguins qui s'avèreront inutilisables par la suite. Dites-donc, à votre place dès que j'aurais eu un échantillon valable, je n'aurais pas traîné dans les parages, j'aurais déguerpi sur le champ pour fuir ce pays en guerre, pas vous ?

- Un tee-shirt de combattant isolé dans un sac plastique, et correspondant au même échantillon. Un lot d'habits, enfin, dans un sac plus vaste.

Et en plus vous faites les poubelles, ce n'est pas très sérieux.

- Dans l'un des pays voisins de la Syrie, nous avons donc entamé des discussions avec les autorités françaises. Les échantillons seront analysés par le centre de recherche du Bouchet, qui dépend de la Délégation générale de l'armement (DGA), le Quai d'Orsay s'engageant par écrit à ce que les résultats soient communiqués au Monde.

Mais c'est qu'on vous attendait, vous étiez en mission commandée ou quoi, dites-nous tout ?

- Les analyses menées par le centre du Bouchet fournissent la preuve formelle d'une utilisation de gaz sarin en Syrie.

Ah ben nous voilà bien avancé ! Mais cela ne nous dit pas qui l'a utilisé, Au fait, vous savez que des civils et des soldats de l'armée syrienne ont présenté les mêmes symptômes que vous avez décrits sur vos amis mercenaires ? Ils ont dû se gazer eux-mêmes sans doute.

- D'après les résultats des analyses menées par le laboratoire militaire français, que Le Monde a pu consulter, du gaz sarin a été utilisé dans les deux attaques ayant fait l'objet de prélèvements d'échantillons.

Pure spéculation puisque vous ne savez même pas où ont été trouvés précisément les vêtements qui ont servi à ces analyses, ni même à qui ils appartenaient puisque ce sont des mercenaires de l'ASL qui vous les ont remis, alors qu'ils ne leur appartenaient pas. Mais au fait, si vous vous trouviez dans une zone qui avait été gazée au point de jouer au mariale en revêtissant des masques à gaz, pourquoi n'avez-vous pas donné à analyser vos propres vêtements, ceux des gens qui étaient avec vous ?

- Dans ce dernier cas, les services français assurent avoir pu certifier la chaîne de transmission, par laquelle leur sont parvenus des échantillons de sang et d'urine des victimes directes de l'attaque menée par un hélicoptère gouvernemental qui avait largué, à haute altitude, des projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve diffusant une fumée blanche.

Et vous n'avez pas pu récupérer un de ces "projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve", là cela aurait constitué une preuve infaillible contre le régime syrien, ces boîtes ne se sont pas volatilisées, vous savez où elles étaient tombées, c'était donc facile de les récupérer, pour un peu sur l'étiquette vous auriez même eu le droit à la photo et à la signature d'Assad... Ah il était trop tard, vous n'y avez pas pensé ! On comprend, on comprend...

- Cet utilisateur ne peut qu'être l'armée gouvernementale.

L'arrestation de membres d'Al-Nosra en possession de deux kilos de gaz sarin prouve le contraire, votre affirmation trahit vos réelles intentions qui n'étaient que fournir un prétexte à Washington, Paris et Londres pour bombarder la Syrie et liquider Assad comme en Libye et en Irak. Tout votre argument n'est que mensonge et manipulation.

On veut bien admettre que pour le journal d'un parti ouvrier rédiger un bel article à destination de ses militants et de ses lecteurs qui relate les derniers événements présente un certain intérêt, dans la mesure où y figure une analyse qui tranche avec celle des médias aux ordres. C'est à notre avis très insuffisant.

Il est sans doute tout aussi pertinent de proposer aux lecteurs sous forme de tableau les faits sur lesquels reposent ces analyses contradictoires qui aboutissent à des conclusions diamétralement opposées. J'en ai relevés trois tirés de l'actualité récente.

1- Les armes chimiques.

Hollande-Fabius : ils affirment à la suite du journal Le Monde que le gouvernement syrien auraient utilisé des armes chimiques.

Les faits : la police turque a arrêté plusieurs mercenaires du groupe Al-Nosra en possession de 2 kilos de gaz sarin. Par contre, il n'existe aucune preuve que l'armée syrienne aurait utilisé une telle arme qui n'aurait fait que précipiter une intervention militaire des puissances occidentales.

- Dans le cadre de son enquête sur les attentats de Reyhanli(11 mai 2013), la police turque a procédé, lundi 27 mai 2013, à une série de perquisitions chez des militants du Front Al-Nosra, à Adana et Mersin. 12 suspects ont été arrêtés.

Le Front Al-Nosra est la branche levantine d'Al-Qaïda. Les militants s'apprêtaient à utiliser ce gaz sarin à la fois en Turquie et en Syrie. Le gaz sarin est une arme chimique interdite par les Nations Unies en 1991.

Cette découverte intervient alors que le quotidien français Le Monde, dans son édition datée du 28 mai, la publication d'un reportage en cinq parties de Jean-Philippe Rémy et Laurent Van Der Stockt « attestant » l'usage de gaz par l'Armée arabe syrienne contre la « rébellion » à Jobar (quartier de Damas). (Réseau Voltaire 31 mai)

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr 04.05

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters 04.05

2- Le peuple syrien souhaite le départ du président Assad.

Hollande-Fabius : ils n'ont cessé de répéter avec d'autres qu'il s'agissait d'une révolution démocratique que le régime avait réprimée dans le sang, et que la population syrienne martyrisée par un président tyrannique était engagée dans un combat légitime pour le chasser du pouvoir, d'où le soutien du gouvernement français à l'opposition au président Assad.

Les faits : la CIA a révélé la semaine dernière les résultats d'un sondage dans un grand magazine américain, qui indiquaient que si le président Assad se présentait demain à des élections présidentielles il remporterait 75% des suffrages, un plébiscite. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'affirme le gouvernement français notamment, l'immense majorité du peuple syrien s'est rangée derrière Assad qui incarne l'unité et l'indépendance de la Syrie.

- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaître : "si le président syrien parcipite en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, " un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des élections présidentielles 2014 vient de le confirmer , si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix". french.irib.

ir 15.05

3- Le massacre de civils par l'armée syrienne à Al-Qousseir.

L'ASL : dans un communiqué repris par les agences de presse et les médias, cette instance basée à Londres a affirmé qu'il resterait 20.000 civils dans la ville d'Al-Qousseir (sur 30.000 habitants avant la guerre) et que l'armée en décidant de lancer une offensive allait causer des milliers de victimes civiles, justifiant ainsi son appel à l'aide des puissances occidentales pour intervenir militairement pour empêcher ce massacre.

Les faits : le 5 mai 2013 l'armée syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ville d'Al-Qousseir au mains des djihadistes depuis un an, et le correspondant de l'agence Reuters basé à Beyrouth a affirmé que selon les informations qui lui ont été transmises, la ville était en grande partie détruite, les rues étaient désertes et il n'y avait pas âme qui vive dans la ville, confirmant ce qu'avait annoncé le gouvernement syrien qu'enprévision de cette offensive, il s'était employé à faciliter l'évacuation des civils de cette ville, ce que les faits viennent de confirmer.

- Selon certains (djihadistes. -ndlr), 20.000 civils se trouvaient encore dans Koussaïr lorsque l'offensive a débuté, il y a quinze jours. Reuters 30.05

- Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), de nombreux civils avaient quitté la ville bien avant le début de l'assaut. (AFP 05.06) Là ils se contredisent entre-eux, c'est la pagaille, la débâcle !

- Des images de Koussaïr diffusées par les télévisions mercredi montrent d'importantes destructions, avec des bâtiments en ruine, des rues dévastées et aucun habitant en vue. Reuters 05.06

Dans le commentaire accompagnant une photo prise de Koussaïr par le correspondant de Reuters, il parlera d'une ville "fantôme".

Un internaute apporte un nouvel élément que j'ignorais, à la suite de l'article du Figaro du 5 mai (L'armée syrienne prend le contrôle d'al-Qusayr) :

- *"Depuis presque 2 ans, l'armée tient bon, reste organisée, et commence à regagner du terrain... La population du pays ne bouge pas et soutient le Président du pays. (voir le reportage sur France 2 il y a quelques jours qui a d'ailleurs autant surpris le journaliste du plateau que moi !) Je pense qu'on nous a "enfumés" avec cette fameuse rébellion qui était sensé combattre pour le peuple..."*

C'est un dramatique euphémisme monsieur !

Je n'ai pas pu voir ce reportage de France 2 en étant en Inde.

Dans le premier cas, c'est Carla Del Ponte et la police turque qui contredit les allégations du gouvernement français, alors que la Turquie est un partenaire de la France contre le régime syrien.

Dans le second, c'est la CIA que l'on ne soupçonnera pas d'être favorable au régime syrien, qui révèle à son grand dam que le peuple syrien le soutient.

Dans le troisième, c'est une agence de presse américaine qui contredit les allégations de l'ASL.

Dans les trois cas, ce sont des acteurs indépendants ou plutôt favorables aux ennemis du régime syrien qui par leurs témoignages prouvent qu'on est en présence d'une machination contre le régime syrien sans que ce dernier ait été pris en défaut ou ait cherché à maquiller sa responsabilité ou la situation.

Ainsi à partir des faits la réalité est rétablie et le rôle criminel et sordide de cette guerre de rapine menée par la coalition américano-franco, britannique appuyée par l'Etat sioniste et les Etats du Golfe qui est à l'origine de la destruction de la Syrie et du massacre de son peuple par une armée de mercenaires sanguinaires qu'ils ont recrutés, financés, armés, infiltrés en Syrie, n'est plus à démontrer puisqu'il est exposé ici au grand jour.

Une démonstration balaie tous les doutes qu'on pouvait avoir sur le rôle joué par les différents acteurs de cette tragédie.

En guise d'épilogue.

On ne peut pas être plus clair et précis, on ne peut pas faire plus simple non plus, cette argumentation est à la portée de n'importe quel travailleur ou militant, personne l'ayant lu ne peut dire ensuite : je ne comprends pas, c'est impossible ou on a à faire

à un crétin fini ou quelqu'un de mauvaise foi, auquel cas il vaut mieux ne pas poursuivre la discussion.

Partant de là, ce qui est intéressant de signaler à notre interlocuteur, c'est qu'il en est ainsi dans pratiquement tous les domaines, quand on lui parle de la crise, des retraites, du chômage, de l'école, des hôpitaux, de la situation en général, chaque fois on lui ment, on lui cache la vérité, on lui raconte des balivernes, qui, le gouvernement, les partis institutionnels, les dirigeants des syndicats, les médias évidemment, car pas un ne lui tient ce langage, pas un ne l'aidera à répondre aux questions qu'ils se posent en partant des faits.

Car finalement, la situation est beaucoup plus simple qu'on ne le pensait, il suffit de partir des faits pour que tout soit plus clair immédiatement, encore faut-il que quelqu'un les porte à votre connaissance, ce n'est pas toujours facile d'y accéder même s'ils sont disponibles sur Internet, il faut les rassembler, établir les rapports qui existent entre eux, etc.

Et si nous avions un parti nous poursuivrions en expliquant à ce travailleur ou militant que notre politique repose uniquement sur des faits, que nous sommes des gens sérieux et cohérents. En allant plus loin mais cela pourra faire l'objet d'une autre causerie, parmi ces faits, il y a ceux qui relèvent de différents acteurs à différents niveaux dans la société, mais il y a aussi ceux qui sont relatifs à nos propres besoins et aspirations en tant que travailleur.

Par exemple, si vous dites que vous êtes fatigué et que vous prendriez bien votre retraite maintenant, c'est un fait, un fait qui n'intéresse personne, que personne ne prendra en compte, que la société telle qu'elle est ignore ou plutôt telles que les institutions qui existent ignorent. C'est un fait qui va se traduire sous la forme d'un besoin, d'un droit qui est bafoué, vous avez à peine 50 ans, vous dites que vous êtes déjà fatigué et que vous voudriez bien prendre votre retraite maintenant, mais mon pauvre vieux, où avez-vous la tête, vous n'êtes pas au courant de la situation, etc. vous voyez, c'est la situation qui retient leur attention, vous, vous n'existez pas pour eux ou vous passez après ce qui revient au même, ils ne vous permettront pas de prendre votre retraite demain, vous devrez crever au boulot s'il le faut...

Et bien voyez-vous, notre parti, notre programme, l'objectif de notre combat politique incarne tout ce qu'on vous refuse, nous considérons que vous êtes l'acteur principal dans la société, donc on vous écoute, puis on prend en compte vos besoins ou aspirations qui passent avant toute autre considération, la crise, la compétitivité des entreprises, le sauvetage des banques, la croissance ou je ne sais quoi, parce que nous considérons que tous vos droits sont légitimes et inaliénables et doivent être satisfaits, ce qui n'est pas forcément possible dans cette société, d'où la nécessité de la changer pour une société qui reposera sur vos droits et rien d'autres, on appelle cela modestement le socialisme...

Une info dont la source est non identifiée :

- La DGSE travaille à un nouveau tracé passant par le Niger (voir récentes attaques menées par Bajolet) puis la Tripolitaine où les gazoducs camerounais et oleoducs tchadiens viendraient rejoindre les réseaux sous contrôle de la DGSE, c'est pour cela que les (...) sionistes de la défense à Paris veulent occuper la Tripolitaine et que Bajolet a fait sauter l'ambassade de France à Tripoli. La DGSE frappera l'Algérie par l'Ouest selon le plan de Tel Aviv, car ce nouveau tracé est loin de faire l'unanimité.

Les pigeons et les perroquets

Evolution entre 2002 et 2012 du salaire fixe et bonus, hors stock-options et actions gratuites de neuf patrons du CAC 40.

Henri de Castries : Axa - 2002 : 1 329 146 euros ; 2012 : 3 049 761 euros - Variation : 129 %
Benoît Potier : Air liquide - 2002 : 1 296 000 euros ; 2012 : 2 743 000 euros - Variation : 112 %
Pierre Pringuet : Pernod-Ricard - 2002 : 1 412 140 euros ; 2012 : 2 696 873 euros - Variation : 91 %
Paul Hermelin : Capgemini - 2002 : 1 218 350 euros ; 2012 : 2 187 600 euros - Variation : 80 %
Franck Riboud : Danone - 2002 : 2 400 000 euros ; 2012 : 658 170 euros - Variation : 52 %
Gérard Mestrallet : GDF Suez - 2002 : 2 270 602 euros ; 2012 : 3 088 977 euros - Variation : 36 %
Bernard Arnault : LVMH - 2002 : 3 387 043 euros ; 2012 : 3 519 516 euros - Variation : 4 %
Baudouin Prot : BNP Paribas - 2002 : 1 373 748 euros ; 2012 : 1 418 681 euros - Variation : 3 %
Martin Bouygues : Bouygues - 2002 : 2 432 999 euros ; 2012 : 2 404 970 euros - Variation : - 1 %

Moyenne : 2002 : 1 531 127 euros ; 2012 : 2 867 081 euros - Variation : 87 %

Le 15 mai 2001, la loi NRE (nouvelles régulations économiques) venait de passer, faisant obligation aux grands patrons de révéler toutes leurs rémunérations.

Finies, les cachotteries : les petits actionnaires et la presse allaient pouvoir pointer les abus et contraindre les principaux intéressés à plus de mesure.

Les neuf patrons du CAC 40 aux manettes depuis 2002 et toujours en poste ont vu leurs rémunérations (salaire fixe et

bonus) s'apprécier de 87 % en moyenne, soit, hors inflation, une hausse de 68 %. Au cours de la décennie écoulée, trois d'entre eux parviennent même à doubler leurs émoluments : le président d'Axa, Henri de Castries, ses homologues d'Air liquide, Benoît Potier, et de Pernod-Ricard, Pierre Pringuet, promu grand patron en milieu de parcours.

Comment expliquer les effets pervers et inflationnistes de la transparence ? *"Par le jeu des comparaisons faites à partir de grilles très précises élaborées par des cabinets de consultants. Les patrons les plus performants veulent figurer dans le haut du panier et se rapprocher des standards américains. Les autres ne veulent pas figurer au-dessous de la rémunération moyenne de leurs pairs. Ce serait vécu comme un affront fait au dirigeant par le comité des rémunérations, l'organe du conseil d'administration chargé de proposer les fixes et les bonus"*, explique Pierre-Henri Leroy, patron de Proinvest, cabinet de défense des actionnaires minoritaires. Cette mécanique d'appréciation salariale porte d'ailleurs le joli nom d'"*échelle de perroquet*", dont on gravit les barreaux au vu et au su de tous. L'Express.fr 05.06

Vous aurez compris que les pigeons sont ceux qui estiment normal que les "*perroquets*" se goinfrent sur leurs dos...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande ou le chantre de la réaction mondiale

- "*Pourquoi les alliés de la rébellion syrienne ne lui livrent-ils pas d'armes ?*" - LeMonde.fr

- Syrie. Hollande pousse la communauté internationale à agir - Le Nouvel Observateur

- Syrie : Israël doute de la volonté de Washington d'intervenir militairement - LeMonde.fr

Hollande est encore plus pourri que le président américain et le Premier ministre israélien réunis !

- Comment "*Le Monde*" a obtenu des preuves de l'usage d'armes chimiques - LeMonde.fr

- Armes chimiques en Syrie : la Russie reste muette - LeMonde.fr

Parce qu'il n'y a rien à dire, c'est une fabrication des services secrets français via le journal Le Monde.

Nos sincères condoléances.

- La Lettonie va devenir le 18e membre de la zone euro. - L'Expansion.com

Dites, c'est quoi le crise ? Ouvrez vos yeux et vos oreilles !

- A New York, le boom des tours résidentielles de luxe - AFP

- Le casse du siècle : comment les banques vont parvenir à sortir encore plus fortes de la crise - Atlantico.fr

- Classes moyennes : le 21ème siècle m'a tuer ? - Atlantico.fr

Voilà un portail atlantiste qui porte bien son nom, pour les Américains vous avez un demi-siècle de retard.

- Paupérisation des classes moyennes : un risque économique, social et politique - LeMonde.fr

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, non, pas vraiment...

Pèlerinage néo libéral.

- Taxe sur le solaire: Berlin regrette une "*erreur*" de Bruxelles - AFP

- Dailymotion: Fleur Pellerin veut rassurer les investisseurs de la Silicon Valley - AFP

Intox

- Paradis fiscaux et frais bancaires à nouveau en débat à l'Assemblée - AFP
- Crise grecque: le FMI reconnaît des "échecs notables" - L'Expansion.com
- Retraites : Ayrault promet de laisser du temps à la concertation - LeParisien.fr

Toujours des bonnes nouvelles...

- Espagne: le fabricant de cigarettes Altadis supprime 10% de son effectif - AFP
- L'économie portugaise est entrée dans sa 3e année de récession - Reuters

La palme du cynisme

- Mali: la reconstruction, une chance pour lutter contre le travail des enfants - L'Express.fr
- Les 15-30 ans fument et boivent plus mais se disent "en bonne santé" - AFP

Pendant qu'ils traitent la main d'oeuvre immigrée comme des chiens.

- Arabie saoudite : trente coups de fouet pour une gifle - Liberation.fr

Les féministes vont pouvoir soutenir ce régime barbare...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Pentagone a déjà promis des décennies de guerre, Hollande le confirme... au nom de la "recherche de la paix".

Après Obama, et l'Union européenne, au tour de Hollande, l'imposture normalisée.

- Hollande, chef de guerre, récompensé pour la paix au Mali - AFP

François Hollande a reçu mercredi à Paris le Prix de l'Unesco pour la paix en présence des principaux dirigeants ouest-africains, venus lui rendre hommage pour l'action militaire de la France au Mali, le jour même où des combats reprenaient dans le nord entre l'armée malienne aux rebelles touareg.

"Il peut paraître paradoxal de recevoir une récompense pour la recherche de la paix après avoir porté la responsabilité d'une guerre", a déclaré le président français, qui a insisté sur le soutien apporté à l'intervention française par la communauté internationale, les Africains au premier chef.

M. Hollande a néanmoins admis que "la situation au Sahel reste fragile". "Les terroristes se cachent dans toute la région et frappent aujourd'hui le Niger et peut-être demain se dirigeront-ils ailleurs en Afrique", s'est-il inquiété.

"Le combat n'est pas fini", a dit le président français. "Il y a encore beaucoup à faire au Mali et au-delà. C'est une grande partie de l'Afrique qui est aujourd'hui menacée. L'enjeu, c'est de tout faire pour renforcer les capacités des pays africains pour qu'ils puissent assurer eux-mêmes leur sécurité". AFP 05.06

L'Unesco est une agence de l'ONU, de l'impérialisme américain, ceux qui y collaborent sont des traîtres.

Les vassaux de Washington ou la voie de la guerre contre les peuples syriens, libanais et iraniens.

La Ligue arabe a condamné mercredi l'implication du Hezbollah libanais dans le conflit syrien, a annoncé Nabil Elaraby, secrétaire général de l'organisation.

Dans une résolution adoptée à l'occasion d'une réunion au Caire, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres condamnent toute forme d'intervention étrangère, particulièrement celle du mouvement chiite pro-iranien, a-t-il ajouté, s'adressant à la presse après la rencontre.

Essam al Haddad, conseiller à la sécurité du président égyptien Mohamed Morsi, a jugé mardi l'implication du Hezbollah criminelle et le gouvernement Bahreïni l'a rangé parmi les organisations terroristes, mais la résolution de la Ligue ne va pas aussi loin.

La réunion de mercredi devait permettre d'adopter une position commune en vue de la conférence de "Genève II" qui pourrait avoir lieu en juillet, selon Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu pour la Syrie.

Dans la résolution adoptée mercredi, les Etats membres plaident pour le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'Onu pendant la période de transition envisagée par le plan de paix adopté lors de la première conférence de Genève. Ils réitèrent par ailleurs leur soutien à la formation d'un gouvernement intérimaire dans lequel tous les protagonistes du conflit, y compris l'actuel gouvernement, seraient représentés.

Le président Bachar al Assad ne pourra toutefois exercer aucune fonction exécutive, a souligné Mohamed Kamel Amr, ministre égyptien des Affaires étrangères.

"Le conseil de transition aura tous les pouvoirs. Cela signifie qu'Assad n'aura aucun rôle (...) Toutes les prérogatives seront transférées à l'autorité de transition, défense et sécurité y compris", a-t-il ajouté. Reuters 05.06

La Ligue arabe ne condamnera pas l'implication du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et d'Israël, pas plus que les 35 pays dont des mercenaires ou des militaires ont été tués ou faits prisonniers par l'armée syrienne depuis deux ans, dont des français, des britanniques, des américains, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le régime de Bachar al-Assad et son puissant allié, le Hezbollah libanais, ont pris mercredi aux rebelles la ville clé de Qousseir dévastée par deux semaines de combats acharnés, remportant une importante victoire dans la guerre en Syrie.

L'ONU, les Etats-Unis et la Russie ont tenu à Genève une réunion préparatoire en vue de la conférence de paix internationale voulue par Washington et Moscou -- qui pourrait avoir lieu en juillet.

Les positions jusqu'au-boutistes des protagonistes rendent difficile l'organisation de la conférence de paix internationale.

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont invité mercredi les protagonistes à y participer.

Le régime syrien a donné son accord de principe à cette conférence, tandis que l'opposition exige au préalable la démission du président Assad, l'arrêt des combats et le départ de Syrie de combattants de l'Iran et du Hezbollah.

Une nouvelle réunion préparatoire aura lieu à Genève le 25 juin, a déclaré l'émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie Lakhdar Brahimi, au terme de la réunion de mercredi.

Pour M. Brahimi, cette conférence pourra se dérouler *" espérons-le en juillet "*.

L'objectif est d'amener *" les parties syriennes, sans conditions préalables, à examiner comment elles pourraient appliquer le communiqué "* de Genève, adopté en 2012 par la première conférence internationale, a dit M. Brahimi, admettant que *" les parties syriennes ne sont pas prêtes "*.

La première conférence de Genève avait mis au point un plan de transition sans se prononcer sur le sort du président Bachar Al-Assad.

La porte-parole du département d'Etat à Washington, Jennifer Psaki, a assuré mercredi que les Etats-Unis, la Russie et l'ONU

s'étaient entendus pour que l'objectif de la conférence de Genève-2 soit de "tenter de former un gouvernement de transition" en Syrie dans lequel "aucun pouvoir exécutif (ne serait) laissé au régime" de Bachar al-Assad.

De source diplomatique, on déclarait à Genève que les discussions russo-américaines préparatoires à cette conférence ont buté mercredi sur la question de la participation de l'Iran. AFP et Reuters 05.06

1.2- C'est un rapport israélien repris par l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine qui conclut à la victoire de l'axe de la résistance : les rapports parvenus des services du renseignement israélien, américain et britannique confirment l'échec des parties hostiles au régime Assad. La plupart des agences de renseignement israéliennes croient qu'Assad a bien surmonté la période la plus difficile et que les risques d'un renversement de son pouvoir sont déjà derrière lui.

Ce sont des rapports qui se superposent à ceux élaborés par les renseignements britanniques et américains." *Les efforts contre l'axe "extrémiste" (ndlr: Hezbollah, Iran, Syrie) n'ont pas abouti et ils ont eu plutôt l'effet inverse.* " Le rapport prodigue ensuite des conseils à Israël et à d'autres parties anti-Assad impliquées dans la guerre : " *Le seul moyen pour Israël et ses alliés dans la guerre contre Assad consiste à éviter une intervention armée directe et claire en Syrie . Il ne faut pas céder aux vœux des régimes arabes qui préconisent le recours à n'importe quelle type d'armes lourde et létale pour éliminer Assad. ou au moins il ne faut pas trop insister pour qu'Assad soit éliminé*" et le rapport reconnaît : " *l'insistance des pays hostiles à Assad pour envoyer des armes aux rebelles ne tient pas à leur volonté de voir Assad tomber, ces pays veulent en effet provoquer un maximum de destruction dans les infrastructures syriennes* " le rapport affirme qu'en dépit des succès de l'armée arabe syrienne, " *Israël poursuivra ses efforts pour créer une zone tampon à l'intérieur de la Syrie et de provoquer ainsi son morcellement*" french.irib.ir 05.06

Cela confirme ce que j'ai affirmé à plusieurs reprises qu'il en faudra beaucoup plus pour qu'ils lâchent le morceau. Seule la crainte de perdre le contrôle sur le plan politique en Europe pourrait les arrêter à mon avis.

1.3- Une grande partie des insurgés armés se sont retirés d'Al-Qousseir et enfuis vers les régions Al-Qara et Al-Zaba qui se trouvent toujours sous contrôle des terroristes de Lawa Al-Tawhid.

Selon Fars News, suite à la défaite des terroristes dans la lutte à Al-Qousseir, face à l'armée syrienne, les insurgés armés basés dans cette ville se sont affrontés au groupe terroriste Lawa Al-Tawhid, les deux parties s'attribuant, les uns les autres, la responsabilité de l'échec face à l'armée. Une personne a été tuée et deux autres, blessées, au cours de cet affrontement. french.irib.ir 05.06

1.4- Un commentateur de la télévision israélienne estime que l'Iran serait le gagnant de l'affaire syrienne.

Ehud Yaari, commentateur politique de la télévision israélienne a fait allusion aux acquis obtenus par l'axe de la résistance et aux lourds échecs des groupes armés, soutenus par les Occidentaux, en Syrie, pour dire que tout cela montre la victoire de l'Iran face aux Etats-Unis et aux Occidentaux dans l'affaire syrienne. « *La question qui s'impose est de savoir si Barack Obama et les Occidentaux se résigneront face à l'énorme victoire de l'Iran dans l'affaire syrienne* », a ajouté le commentateur de la télévision israélienne. Ehud Yaari a aussi affirmé que différents pays étaient impliqués dans le conflit en Syrie, ajoutant que la victoire appartient, actuellement, à l'Iran et à la Russie. « *La victoire de l'Iran sera d'ailleurs une catastrophe stratégique pour les Etats-Unis et Israël* », a précisé le commentateur et analyste politique israélien, et d'ajouter : « *Reste à savoir si Obama permettra que l'armée syrienne avance encore sur place ; si c'est le cas, l'Iran et le Hezbollah vont accumuler de grands et sans précédent acquis* ». french.irib.ir 05.06

2- Turquie

Les manifestants ne baissent pas les bras, en fin de journée ils ont envahi la place de Kizilay, dans le centre d'Ankara. Ils étaient plus de 10.000 dans la capitale, ayant répondu à l'appel des syndicats. Les forces de l'ordre les ont dispersés à grand renfort de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Depuis les premiers affrontements vendredi, deux personnes sont mortes et les ONG de défense des droits de l'Homme ont dénombré plus de 2.800 blessés dans les seules villes d'Istanbul, d'Ankara et d'Izmir. Les manifestants attendent désormais le retour de Tunisie ce jeudi soir du Premier ministre Erdogan (affirmation gratuite du journaliste. - ndlr), qui a jusque-là balayé d'un revers de main tous leurs griefs. euronews.fr 05.06

SOCIAL

1- Chine

Les ouvriers d'un abattoir de volailles où s'est déclaré lundi un incendie qui a fait 119 morts n'ont pas trouvé anormal que les portes de l'abattoir soient fermées, alors même que le feu avait déjà pris dans l'usine.

Selon les premiers éléments de l'enquête, des fuites d'ammoniac sont à l'origine de l'explosion, dit le gouvernement chinois. Sont également mis en cause les matériaux de construction inflammables, la mauvaise conception des sorties de secours et le manque de matériel de protection contre les incendies de cet établissement construit il y a quatre ans.

Le verrouillage des portes, dénoncé par les médias officiels, est une pratique fréquente, a déclaré Li.

"Ils craignent que les ouvriers ne sortent, arrêtent de travailler et perdent leur temps. Certaines personnes allaient s'acheter de quoi manger pendant le travail. Ça les inquiétait aussi", a-t-elle dit.

Un autre ouvrier, hospitalisé après avoir inhalé de l'ammoniac, estime quant à lui qu'il n'était pas déraisonnable de laisser les portes fermées.

"Bien sûr qu'ils restreignent nos déplacements. Je ne sais pas pourquoi mais ce n'est pas excessif. Quelle entreprise permet à ses salariés d'aller et venir pendant les heures de travail ?" a-t-il dit, sous le sceau de l'anonymat.

De nombreux employeurs profitent de la corruption pour contourner les règles de sécurité. Reuters 05.06

2- Bangladesh

2.1- Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine textile au Bangladesh sont tombés malades mercredi après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, ont annoncé à l'AFP des sources policière et industrielle.

Un responsable administratif de l'usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, la capitale, a indiqué à l'AFP qu'il pourrait y avoir jusqu'à 600 ouvriers touchés.

Un responsable de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), qui représente les 4.500 usines du pays, a indiqué que l'eau consommée par les ouvriers pourrait avoir été empoisonnée à dessein.

"Nous soupçonnons un acte d'empoisonnement. Il pourrait s'agir de pesticide", a dit S.M. Mannan, le vice-président la BGMEA, interrogé par l'AFP.

"L'usine a son propre approvisionnement en eau qui vient d'une pompe alimentée en profondeur par un puits, donc la contamination est écartée. Quelqu'un a dû mélanger du poison dans l'eau", a-t-il avancé. AFP 06.06

Dans une autre dépêche de l'AFP reproduite par 20minutes.fr on pouvait lire : *«Nous pensons que l'eau de l'usine Starlight Sweaters a été empoisonnée ou contaminée»*, a déclaré à l'AFP le policier chargé du secteur industriel, Mahfuzur Rahman. 20minutes.fr 05.06

L'eau a pu être *"empoisonnée ou contaminée"* a dit ce policier, alors que pour le représentant du syndicat des patrons des fabricants et exportateurs de textile elle a été forcément *"empoisonnée"* dédouanant d'avance la responsabilité du propriétaire de l'usine. Explication, je rappelle que je vis en Inde depuis 1996.

Mais l'eau qu'ils ont bu ne venait pas directement de ce puit, pas plus l'eau que je bois chez moi. Elle passe par un ou deux réservoirs qui doivent être entretenue, nettoyés régulièrement... Dans celui qui est située sous la terrasse devant la porte d'entrée de chez moi, les travaux ayant été mal effectués comme c'est le cas habituellement ici, il reste un passage laissant entrer la poussière et des insectes, cela m'est déjà arrivé d'y trouver des cafards et des lézards morts, comme je dois le remplir tous les jours je jette un coup d'oeil dedans pour vérifier qu'un intrus n'y ait pas tombé, le trou se situe au niveau de la tuyauterie, j'en ai parlé au propriétaire il y a bientôt deux ans, il s'en fout apparemment, c'est un Français de Pondichéry, ex-militaire à la retraite. AFP 05.06

2.2- La police a par ailleurs indiqué avoir tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation de familles de personnes toujours portées disparues dans l'effondrement de l'immeuble.

Des responsables de Savar, la ville où s'est écroulé l'immeuble, ont indiqué qu'un millier de proches de victimes et d'ouvriers s'étaient rassemblés sur le lieu du drame pour demander la publication d'une liste complète des disparus afin que les familles puissent faire valoir leurs droits à des indemnités.

"Il y avait jusqu'à 1.000 manifestants, ils ont bloqué une importante route d'accès et ont organisé un sit-in devant les ruines"

de l'immeuble pendant près de trois heures", a rapporté le policier, Amjad Hossain.

Un autre policier à Savar, Sheikh Farid Uddin, a dit à l'AFP qu'il y avait eu des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants lorsque la police a tenté de débloquer la route, précisant que les manifestants leur avaient jeté des pierres.

"En représailles, nous avons tiré des balles en caoutchouc et utilisé du gaz lacrymogène pour les disperser", a-t-il ajouté. AFP 05.06

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juin 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité politique en France, le site ne sera actualisé que partiellement aujourd'hui. J'ai ajouté une douzaine d'articles hier soir.

[A propos de l'agression de Méric Clément.](#)

J'ai réagi dans cet article en tant que père (et grand-père) et militant ouvrier. Ma contribution est certes modeste mais je ne peux pas nier que des militants, de jeunes militants se connectent sur le site et que j'ai une certaine responsabilité envers eux. Je ne peux et je ne veux pas leur raconter n'importe quoi pour faire plaisir à je ne sais qui.

Je sais d'avance qu'il y a parmi nous des esprits étroits et bornés, complètement sclérosés, hyper dogmatiques, vous savez, ces orthodoxes du marxisme qui peuvent vous sortir des citations en rafales et qui ne sont pas capables de réfléchir autrement qu'à travers le prisme déformé de leurs principes gravés dans le marbre pour l'éternité, amen, et bien je n'en tiendrais pas compte.

Je veux bien admettre que certains militants aient réagi sur le coup de l'émotion, mais en politique ce ne sont pas nos émotions qui nous guident, mais notre état de conscience, plus précisément la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée et la place qu'elle occupe dans le développement de la civilisation humaine ou l'humanité.

Je ne réalise pas ce portail pour engranger un maximum de connexions, j'essaie d'analyser lucidement la situation à partir des faits dans le seul objectif de la rendre compréhensible au plus grand nombre, ensuite chacun en tire ses propres conclusions sans être obligé de partager les miennes.

Question : Qui connaît dans quelles circonstances exactes s'est produite cette agression ? Qui a écouté les différents témoignages rassemblés sur place, depuis le magasin de vêtement où les deux groupes se sont retrouvés en présence ?

Apparemment la maîtrise de soi et le discernement n'est pas le fort des dirigeants du mouvement ouvrier, ils ne sont décidément pas à la hauteur de leurs responsabilités ou de la cause qu'ils prétendent représenter, ceux dont je relate les prises de positions ici qui sont à vomir. Finalement, au risque de vous choquer, je vais vous livrer le fond de ma pensée qui tranchera une fois de plus avec la bonne conscience d'où qu'elle vienne qui s'étale à longueur de médias depuis deux jours.

Ce qui est le plus à craindre, le plus effrayant pour un militant ouvrier, ce ne sont pas les fafs qu'on évitera de provoquer aussi stupidement, mais l'orientation du mouvement ouvrier, sa soumission au capital, aux institutions. On pourrait ajouter le populisme ou la démagogie, le double langage et la manipulation, l'hypocrisie et la provocation auxquels se livrent ses dirigeants, encore une fois cela ne concerne que ceux qui ont mis en scène hier la mort de cet étudiant.

Ce sont eux en dernière analyse les responsables de la mort de M. Clément, ce sont eux qui portent la responsabilité des suicides de travailleurs poussés au désespoir, de jeunes qui se réfugient dans l'alcoolisme, la drogue, qui en viennent à épouser les idées de l'extrême droite, car ce sont bien eux qui interdisent à la classe ouvrière et à sa jeunesse d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme en pratiquant la collaboration de classes, qui ne leur proposent aucune perspective à laquelle ils pourraient se raccrocher, aucun idéal, ils s'emploient à cadennasser le mouvement ouvrier dans le carcan du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent.

Le combat contre l'extrême droite, nous avons eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises, nous ne changeons pas de discours, il commence par s'attaquer et rompre avec le capital et ses institutions politiques, ses partis, les appareils jaunes et traitres des syndicats, l'Union européenne et l'ONU temple de la dictature du capital, de la guerre contre les peuples, de l'impérialisme américain. Aucun des intervenants dont il est fait mention plus loin n'a adopté cette position politique, tous collaborent avec le régime qui effectivement nourrit l'extrême droite, le racisme et toutes les formes de discriminations, donc ils en portent la responsabilité à des degrés divers.

L'engagement contre le fascisme est une escroquerie politique pour certains, Front de gauche, NPA, etc., pour d'autres, les anarchistes principalement, c'est le produit parfois dramatique comme aujourd'hui, d'une profonde ignorance du fonctionnement de la société, du capitalisme, qui conduit (aveuglement aussi) à vouloir s'attaquer aux conséquences d'un mal sans jamais s'attaquer à sa racine, ce qui évidemment est vain ou ne mène nulle part, signifions au passage qu'il nous est impossible d'inverser le processus conduisant au renforcement de l'extrême droite temps que le prolétariat ne s'est pas mobilisé pour infliger une défaite politique au capital, et que la direction du mouvement ouvrier n'a pas manifesté sa détermination à mettre en oeuvre un programme social qui correspond (plus ou moins, c'est une autre question) à ses intérêts...

Aujourd'hui, on ne voit pas comment le prolétariat faiblement organisé et toujours aussi ignorant du fonctionnement de la société pourrait infliger une défaite politique au capital, d'autant plus qu'aucun parti ne combat sur un tel programme qui nécessite pour être cohérent et inspirer confiance à des millions de travailleurs et jeunes, l'expropriation du capital et la liquidation des institutions de la Ve République. Quel parti incarnerait aujourd'hui l'idéal d'une autre société, quel parti combat sous le drapeau du socialisme et s'emploie à faire connaître aux travailleurs le programme de la révolution socialiste ? Aucun.

Si je devais dire un mot personnel, je dirais que c'est pure folie de provoquer les fafs, les skinheads, les Hells Angels.

Quand j'étais technicien, je vous ai déjà raconté que j'avais été amené à réparer des copieurs dans les bureaux du FN à Paris, puis à Saint-Cloud ou encore chez Minutes, et bien avec ma grande gueule, je peux vous dire que je n'en menais par lourd. Chez Minutes, j'étais jeune, j'ai même failli avoir une altercation avec un employé au crâne rasé, parce qu'il ne me lâchait pas des yeux, par curiosité je jetais un oeil un peu partout, il m'a demandé si j'avais besoin de quelque chose, j'ai eu envie de lui demander s'il était de la police, mais au dernier moment j'ai ravalé ma salive, parfois il faut avoir l'intelligence d'estimer la situation et la fermer, instinct de survie et dignité ne sont pas forcément incompatibles.

Plusieurs fois lors de collages (à l'OCI) on s'était retrouvé nez à nez avec des militants du FN, chaque fois on a préféré passer notre chemin au lieu de les provoquer, les fois suivantes on était trois fois plus nombreux par mesure de sécurité, jamais armés, à l'OCI comme au POI ils cultivaient le culte de la légalité. Si demain je devais coller, je serais armé évidemment. D'autres fois, quand je me suis retrouvé seul face à un groupe de types en Rangers qui avaient une sale gueule, j'ai préféré changer de trottoir ou de direction, pourquoi prendre le risque de se faire massacrer inutilement, non ?

Il vaut mieux éviter toute provocation et tout contact, c'est un principe. Maintenant il y a des organisations dont c'est la fonction ou la raison d'être, on a envie de dire à leur risque et péril. Si j'ai bonne mémoire, au tournant du XXe siècle lorsque le frère de Lénine a été exécuté pour acte terroriste, Lénine en a été affecté mais il n'en a pas fait tout un plat, cela n'a eu aucune influence sur son parcours ou son comportement politique.

Venons-en à notre sujet.

On ne peut pas dire que l'appel à manifester hier soir ait soulevé les foules, les organisateurs n'ont même pas été foutus de rassembler leurs adhérents si j'en juge les articles de presse qui en ont rendu compte. On est loin de février 34, n'est-ce pas ? Cela devrait faire réfléchir les militants. Où en est le mouvement ouvrier ?

Un internaute

- "Désir, Bergé, Valls, Ayrault etc... n'ont même pas la décence d'attendre les résultats de l'enquête, sans même parler des résultats du procès, pour se livrer à une récupération politique sans scrupule." Vous avez le droit de compléter cette liste, c'est ce que nous allons faire maintenant.

Les faits, à confirmer toutefois dans les jours qui viennent.

- Mercredi soir, le jeune militant d'extrême gauche, âgé de 18 ans, et trois de ses amis sortaient d'une vente privée organisée dans un appartement de la rue de Caumartin, à Paris, quand ils ont croisé la route de leurs agresseurs. Ils ont été attaqués par un groupe de skinheads, exhibant tatouages de croix gammées et sweat-shirt à la gloire de « *Blood and Honour* », un groupe néo-nazi britannique. Transporté dans la foulée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Clément Méric a été déclaré en état de mort cérébrale. Selon plusieurs témoins, il a été frappé avec un poing américain, une arme blanche dont le port est interdit en France. L'étudiant serait ensuite tombé et sa tête aurait tapé le poteau, selon plusieurs témoignages. AFP

D'après les premiers éléments, Clément et les individus caractérisés comme « *skinheads* » ont eu une première altercation avec échanges d'insultes lors d'une vente privée de vêtements, notamment des marques Fred Perry et Ben Sherman, particulièrement prisées des skinheads mais aussi des antifascistes, rue Caumartin. Ces deux groupes se sont-ils rencontrés de façon fortuite ? Se connaissaient-ils ? 20minutes.fr

Quatre personnes, trois hommes et une femme, ont été placées en garde à vue, a précisé une source policière. L'auteur présumé du coup mortel figure parmi elles. Dans ses premières déclarations, il a indiqué ne pas avoir eu l'intention de tuer le jeune

homme, décédé à l'âge de 19 ans. Le Point

De l'inconscience à la provocation.

Les propos rapportés qui suivent entre guillemets ne sont pas ceux du journaliste, il faut le préciser à ceux qui ne savent pas lire ou lisent ce qu'ils ont envie de lire.

- Clément Méric *"faisait du terrain, du renseignement, de l'agit-prop"*. *"Il portait tout le temps son badge antifasciste"*, précise un étudiant de première année comme lui. *"C'était un militant qui était tout le temps là. Il tractait contre les fascistes, pour le droit des étrangers, pour l'égalité hommes-femmes"*, ajoute Adrien, de 5e année, qui le connaissait.

Clément militait aussi à Brest à la Confédération nationale du travail (CNT), mouvement anarcho-syndicaliste.

En entrant à Sciences Po, Clément Méric avait rejoint les rangs du syndicat Solidaires, mais n'était adhérent d'aucun parti, d'après plusieurs sources. *"Il avait des engagements très divers"*, antifasciste, anticapitaliste, anti-homophobe avec Act Up au cours des derniers mois, a précisé Claire Cosquer, militante Solidaires Sciences Po. Il avait notamment participé ces derniers mois à plusieurs actions pour dénoncer la recrudescence de propos homophobes. Le 17 avril, en marge d'une manifestation de la Manif pour tous, il faisait partie d'un petit groupe d'étudiants brandissant une banderole *"L'homophobie tue"* et criant *"Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos"*. *"C'était quelqu'un de ferme dans ses convictions, mais il n'était pas agressif. On pouvait s'engueuler en assemblée générale, et le lendemain il disait bonjour normalement"*, explique Raphaëlle Remy-Lele, une étudiante qui milite à l'Unef et qui l'a fréquenté.

Selon une source policière, il était connu des services spécialisés comme appartenant à un groupe de militants d'extrême gauche qui recherchaient la confrontation avec des militants d'extrême droite, notamment la vingtaine de skins constituant le noyau dur des JNR (Jeunesses nationalistes révolutionnaires, groupuscule radical), avec qui ils *"jouaient à cache-cache et se cherchent depuis quelque temps"*. Le Point

Le gauchisme peut avoir des conséquences tragiques

- A Paris hier soir. *"Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève"*, ont crié des membres d'Action antifasciste Paris Banlieue, groupe auquel appartenait Clément Méric. AFP

Erreur fatale : on élimine ce qui le nourrit, le régime en place, ensuite il l'aide à crever.

Lu dans un commentaire d'un autre internaute

- Idem pour Hidalgo, qui est une notable du PS, un parti qui fait le jeu du FN en soutenant un gouvernement qui mène une politique dans la continuité du précédent, après avoir promis de s'attaquer à la finance. Hollande est même allé jusqu'à recycler les renégats qui s'étaient mis au service de Sarkozy, comme Jean-Pierre Jouyet.

Cela s'applique au Front de gauche, Mélenchon (PG) et Buffet (PCF) en tant que ministres de Chirac ont mené *"une politique dans la continuité du précédent"* gouvernement *"après avoir promis"* monts et merveilles aux travailleurs.

Récupération politique

Les médias en rajoute une grosse couche dégueulasse, en fait ils se placent au côté des gauchistes, tiens donc, est-ce que le gauchisme ferait le jeu du régime par hasard ?

- il a reçu un coup de poing (américain) et il est mal tombé : *"le tout jeune homme tabassé à mort mercredi soir à Paris par des skinheads"* (Libération)

Tabassé signifie s'acharner sur quelqu'un et le rouer de coups. En réalité, il a reçu un violent coup de poing (américain) et malheureusement en tombant sa tête à taper là il ne fallait pas, certains ont dit un poteau, d'autres ont parlé d'une borne en ciment.

- ses agresseurs sont partis sans avoir conscience de la gravité du choc reçu par M. Clément et ses conséquences, le journaliste leur impute l'intention d'avoir voulu le tuer : *"Son meurtrier s'est marré puis s'est barré"* ; *"frappé à mort"* (Le Nouvel Observateur)

Cela arrange apparemment tout le monde d'émettre l'hypothèse d'un crime, y compris Hollande et Valls, alors qu'il s'agissait d'un tragique concours de circonstance, il se serait tenu à un autre endroit et il serait en vie aujourd'hui et personne n'en aurait parlé.

Un "crime" prémédité.

Valls : *"Incontestablement il y a une connotation politique dans ce crime"*

- Bartolone, a appelé ce jeudi soir à une *"lutte implacable"* contre les *"mouvements ennemis de la République"*.

Si vous parlez de votre République qui bafoue en permanence la démocratie et nos droits sociaux, nous sommes également visés car nous en sommes parmi les ennemis les plus acharnés, nous combattons pour son renversement et l'établissement d'une République sociale, sans le PS évidemment.

- Malek Boutih à Sciences Po. Le député PS de l'Essonne appelle la droite à manifester pour rétablir *"un cordon républicain"*. Selon lui, *"il y a un terreau enrichi par des personnes comme Christine Boutin"*, notamment avec ses propos sur la Palme d'Or à Cannes. *"Toutes les digues ont lâché"*. Le député estime que même si *"les seuls responsables sont les assassins, il y a un contexte qui pousse à la radicalisation de l'extrême droite"*.

Les voilà qui en profitent pour appeler à l'union nationale, quelle pourriture ! Qui fraie la voie au fascisme sinon le PS. Toute son histoire en est marquée.

- Pierre Bergé. *"L'immonde Barjot avait promis du sang, le voilà qui éclabousse la démocratie et la République. Cette manif pour tous se rend elle compte?"*

Quelle démocratie, quelle République, quand un carteron d'affairistes mondialistes flanqués d'ouvriéristes et de petits-bourgeois dégénérés décident que 0,1% de la population doit avoir les mêmes droits que 99.99%, tandis que les droits sociaux et politiques de l'immense majorité de la population sont bafoués ?

- Le président de l'Unef Paul Bernardet à Sciences Po : *"Clément était une personne engagée, son visage a été repéré. Il y a une volonté de mettre à bas tous ceux qui se battent pour l'égalité, la démocratie. Il y a un contexte de haine depuis les débats sur le mariage pour tous. C'est hélas une issue presque logique"*.

Tandis que l'Unef soutient la politique du PS sur les universités, leur privatisation, au nom de l'égalité et de la démocratie évidemment...

Parti de Gauche

- Dans un texte signé de son secrétaire général Alexis Corbière, le Parti de Gauche affirmait que Clément Méric avait été *"violemment frappé au sol par un groupe de plusieurs militants d'extrême droite, manifestement du Groupe JNR (Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires)"*.

Faux.

- Selon les premiers éléments de l'enquête, les skinheads seraient partis et auraient attendu *"avec des renforts"*, dehors, le groupe de quatre jeunes gens. La victime *"a été frappée par l'un des skins qui avait un poing américain et a chuté sur la chaussée en heurtant un plot au passage"*. AFP

Ne donnez pas l'oreille aux provocations du dangereux charlatan Mélenchon.

- *"Aux rassemblements, tenez-vous à distance du #PS qui a trop assimilé @LePG à l'extrême droite. Pas d'amnésie sur l'amnésie"*, a tweeté Jean-Luc Mélenchon. Le Parti de Gauche a initié plusieurs rassemblements en France, dont un à Paris auquel le Parti socialiste a appelé dans la matinée à participer, ainsi que le PRG et LO.

Il a pointé du doigt une *"banalisation des Le Pen complaisamment entretenue en même temps (qu'il a lui-même) été continuellement diabolisé"*. AFP

Le populiste accusé de *"récupération"*.

A Paris, place Saint-Michel. Le Front de Gauche a été interrompu dans son discours par les antifascistes qui ont scandé *"récupération"*. *"Plusieurs gauches se confrontent ce soir"*, analyse Louis Morice, notre journaliste. Dans un discours, le syndicat Sud Solidaires estime que *"l'avancée de l'extrême droite est faite des renoncements"* de l'extrême gauche. (Le Nouvel Observateur)

Complétons ce discours en ajoutant que les dirigeants de Sud emboîtent le pas à la CGT et à FO sur le terrain.

Terminons par quelques titres de presse.

- Méric : Copé demande la dissolution des "groupuscules" violents d'extrême droite comme d'extrême gauche - LePoint.fr

Copé a raison, les gauchistes, populistes et autres ouvriéristes de gauche ou d'extrême gauche vous tendent la perche, allez-y fermer notre portail pendant que vous y êtes, quel pire ennemi pourriez-vous avoir que l'Opposition de gauche qui combat pour la révolution socialiste mondiale ?

Militant agressé : Mélenchon met en cause "la banalisation des Le Pen" - LePoint.fr

Quel triste pitre !

Agression d'un militant : Peillon évoque un climat "intolérable" - LePoint.fr

C'est vous qui l'alimentez avec votre politique social-libéral-impérialiste.

Militant agressé : Désir appelle à un "bloc républicain face aux violences d'extrême droite" - LePoint.fr

Vous serez en famille...

L'homosexualité est aujourd'hui moins acceptée qu'en 2007 en France - LeMonde.fr

N'auront-ils pas tout fait pour en arriver là ? Les ennemis des homosexuels n'étaient pas apparemment ceux qu'on croyait, cela nous fait penser aux juifs qui ont pour pire ennemi ceux qui parlent en leur nom.

- La députée socialiste Anne-Yvonne Le Drain, interrogée par Le Lab Europe 1, s'en prend directement à l'ex porte-parole de la Manif pour tous : "J'accuse Frigide Barjot d'avoir libéré des pulsions violentes qui ont directement conduit à cette agression. Elle a ouvert la porte aux serpents.

Quand elle promet du sang par exemple, il y a des manières de dire les choses qui ont été prononcées qui vont au delà de ce qui est acceptable". LeMonde.fr -

Le venin des serpents ne présente pas le même degré de dangerosité pour l'homme, étant au pouvoir il semblerait que le vôtre soit fatal à la démocratie...

En conclusion, nous sommes profondément écoeurés par le traitement et la récupération politique dont a fait l'objet la mort de cet étudiant.

ACTUALITE EN TITRES

A la bonne heure !

- France. Le chômage continue à grimper - AFP

- Le taux de chômage atteint 10,8 % au premier trimestre - LeMonde.fr

- Surendettement: les dépôts de dossiers en hausse en avril - AFP

- Le taux de chômage en Grèce atteint 26,8% - L'Expansion.com

Comme des chiffonniers.

- Sauvetage de la Grèce: l'UE et le FMI se déchirent à l'heure du bilan - AFP

- Grèce: la troïka a "*bien fonctionné et fonctionne bien*", selon le FMI - AFP -
- Bruxelles et le FMI en désaccord "*fondamental*" sur la Grèce - L'Expansion.com
- Crise grecque : derrière le mea culpa du FMI, le procès de la troïka - LeMonde.fr

[En volà de vrais syndicats... patronaux !](#)

- Les syndicats d'Alitalia acceptent une baisse des salaires - Reuters

Les syndicats d'Alitalia ont accepté une baisse du temps de travail et des salaires dans le cadre d'un accord qui ouvre la voie à un nouveau plan stratégique, a annoncé jeudi la compagnie aérienne italienne. Reuters 06.06

[Un lampiste à l'ombre.](#)

- Espagne: un banquier en prison, symbole du désastre des caisses d'épargne - AFP

[Un gouvernement expert en gaz...](#)

- Un rapport recommande l'exploration en France des gaz de schiste - Reuters
- Christian Bataille (PS): "*Exploiter le gaz de schiste est dans l'intérêt de la France*" - L'Expansion.com

Parisot et le Medef doivent se réjouir.

... jusqu'à l'hystérie.

- Armes chimiques en Syrie : "*Des preuves indiscutables et irréfutables*" - LeMonde.fr
- Prudence à l'Onu après les annonces sur le gaz sarin en Syrie - Reuters
- Gaz sarin en Syrie : Washington étudie les informations de Paris - LeParisien.fr

[Racket](#)

Cigarettes

- Cigarettes: le gouvernement veut une hausse de 40 centimes, selon la presse - AFP
- Hausse du prix du tabac : «*Ça devient infernal*» - LeFigaro.fr
- La contebande de cigarettes dans la ligne de mire de Bruxelles - AFP

PV vidéo

- Colombes passe aux PV vidéo - LeParisien.fr
- Une procédure simplifiée - LeParisien.fr
- Jusqu'à début 2013, pour instaurer la vidéoverbalisation, les communes devaient remplir un dossier spécial. LeParisien.fr 06.06

[Intox](#)

- Lettonie : un miracle économique, grâce à l'austérité - LePoint.fr
- Des milliers de partisans pour accueillir Erdogan à l'aéroport - Libération.fr

Miracle !

- La date de péremption des produits frais pourrait être allongée - LeFigaro.fr

Dictature. Tout un peuple en liberté surveillée

- Le renseignement US a accès aux serveurs de tous les grands acteurs Web - 20minutes.fr

- Etats-Unis: Obama critiqué pour des surveillances téléphoniques héritées de Bush - AFP

- États-Unis : des millions d'abonnés téléphoniques surveillés - LeFigaro.fr

La causerie d'hier soir

A propos de la Syrie.

Puisque le mouvement ouvrier se comporte en laquais du gouvernement Hollande-Fabius sur la Syrie et se vautre dans le trade-unionisme, nous allons amplifier nos efforts au côté du peuple syrien que tous abandonnent lâchement. L'éclectisme est l'ennemi de la détermination à combattre pour l'objectif que nous nous sommes fixés, nos dirigeants et leurs partis qui s'ouvrent à tous les courants y compris les plus droitiers en font la démonstration en étant embourbés dans des contradictions qui les réduisent finalement à l'impuissance.

Poursuivons sur la voie que nous nous sommes tracés. Je vous propose un article du *World Tribune*, un magazine américain paru le 31 mai dernier. J'ai traduit les passages qui nous intéressent et qui confirment ce qui a été dit dans la causerie d'hier en y apportant quelques précisions.

Je pousse le vice, car la vérité ou l'honnêteté est devenue une perversion dans notre société, jusqu'à vous donner la version américaine, les anglophones pourront ainsi vérifier que ma traduction est conforme à l'original.

<http://www.worldtribune.com/2013/05/31/nato-data-assad-winning-the-war-for-syrians-hearts-and-minds/>

- NATO data: Assad winning the war for Syrians' hearts and minds - Friday, May 31st, 2013

Info de l'OTAN : Assad gagne la guerre des coeurs et des esprits des Syriens

- After two years of civil war, support for the regime of Syrian President Bashar Assad was said to have sharply increased.

Après deux ans de guerre civile, le soutien au régime du président syrien Bachar al-Assad a fortement augmenté.

- NATO has been studying data that told of a sharp rise in support for Assad. The data, compiled by Western-sponsored activists and organizations, showed that a majority of Syrians were alarmed by the Al Qaida takeover of the Sunni revolt and preferred to return to Assad, Middle East Newsline reported.

L'OTAN a étudié des données qui confirme une forte augmentation du soutien pour Assad. Les données, recueillies par des militants et des organisations soutenus par l'occident, ont montré qu'une majorité de Syriens ont manifesté leur inquiétude face à l'emprise d'Al Qaida sur la révolte sunnite et ont préféré revenir à Assad, rapporte Middle East Newsline.

- *"The people are sick of the war and hate the jihadists more than Assad,"* a Western source familiar with the data said. *"Assad is winning the war mostly because the people are cooperating with him against the rebels."*

"Les gens en ont marre de la guerre et haïssent davantage les djihadistes que Assad," a déclaré une source occidentale familière avec la situation. *"Assad est en train de gagner la guerre surtout parce que les gens coopèrent avec lui contre les rebelles".*

- The data, relayed to NATO over the last month, asserted that 70 percent of Syrians support the Assad regime. Another 20 percent were deemed neutral and the remaining 10 percent expressed support for the rebels.

Les données, relayées à l'OTAN au cours du dernier mois, a affirmé que 70 pour cent des Syriens soutiennent le régime Assad. 20 pour cent se sont déclarés neutres et les 10 pour cent restants ont exprimé leur soutien aux rebelles.

- They said the data came from a range of activists and independent organizations that were working in Syria, particularly in relief efforts.

Les sources (...) ont affirmé que les données proviennent d'un éventail de militants et d'organisations indépendantes qui travaillaient en Syrie, en particulier dans le domaine humanitaire. (...)

- A report to NATO said Syrians have undergone a change of heart over the last six months. The change was seen most in the majority Sunni community, which was long thought to have supported the revolt.

Selon un rapport de l'OTAN, les Syriens ont manifesté un changement de comportement lors des six derniers mois. Ce changement a été davantage le fait de la communauté sunnite majoritaire, qui a longtemps soutenu la révolte.

- *"The Sunnis have no love for Assad, but the great majority of the community is withdrawing from the revolt,"* the source said. *"What is left is the foreign fighters who are sponsored by Qatar and Saudi Arabia. They are seen by the Sunnis as far worse than Assad."*

"Les sunnites n'ont pas de penchant pour Assad, mais la grande majorité de la communauté renonce à la révolte", a précisé cette source. *"Ce qui demeure, ce sont les combattants étrangers qui sont parrainés par le Qatar et l'Arabie saoudite. Ils sont vu par les sunnites comme bien pire que Assad".*

En complément un extrait de l'article du Réseau Voltaire daté du 5 juin : *L'OTAN admet 70 % de soutien à Bachar el-Assad :*

- Depuis deux ans, les événements en Syrie sont présentés par la presse atlantiste et du CCG comme une révolution pacifique cruellement réprimée par un tyran. Au contraire, la presse syrienne et anti-impérialiste les relate comme une attaque étrangère, armée et financée à coup de milliards de dollars.

Il faut préciser que face à cette guerre déclenchée par les puissances occidentales pour faire chuter le régime syrien et installer un gouvernement fantoche à Damas, la question qui est posée ici est celle de l'unité et de l'indépendance de la Syrie et non la nature du régime de Bachar el-Assad.

Mêler ou traiter les deux questions ou les présenter dans le même article revient à les mettre sur un pied d'égalité, qui laissera le choix au lecteur de privilégier l'une ou l'autre, autrement dit, c'est être incapable d'assumer ses responsabilités, c'est se défilier honteusement, et refuser lâchement de trancher sur l'ordre de priorité dans lequel ces questions doivent être abordées.

Ce fut le cas du Rédacteur en chef d'Informations ouvrières Lucien Gauthier à la page 16 du n° 253 présentant le président syrien comme un tyran, alors que c'était ni le moment ni le lieu le plus approprié, comme le fait quotidiennement Hollande et Fabius pour justifier leur intervention en Syrie au côté de la coalition de mercenaires de l'ASL et d'Al-Nosra ou Al Qaïda :

- *"La presse et les gouvernements dénoncent chaque jour les massacres de l'armée du président syrien Bachar el-Assad. Pendant des années, ils ont reçu et encouragé le président syrien. Rappelons que Sarkozy était assis aux côtés de Bachar el-Assad pour assister au défilé du 14 Juillet à Paris. Tout d'un coup, ils découvrent que le régime syrien réprime son peuple."*

Peu importe ce qu'il écrit par la suite, on a envie de dire que le mal est fait, sournois, car il y en aura encore pour dire qu'on fait tout un plat de ce qui leur semblera peut-être un détail, une maladresse, pourquoi pas, on veut bien l'admettre, je parle de la maladresse mais qui manifeste une nouvelle fois le penchant des dirigeants du POI (CCI) à tenir un double langage, sous une forme suggestive, d'autres fois sous la forme d'un non-dit, comme par exemple sur le mariage homosexuel ou pendant des mois le POI n'a pas produit une seule ligne, pas un mot, rien, le silence absolu, révélateur, non ?

Voilà comment il terminait son article, je reproduis ce passage pour qu'on ne m'accuse pas de vouloir lui intenter un procès d'intention.

- *"Une vidéo circule montrant des opposants syriens de la brigade Omar-al-Farouq tuer un soldat syrien, découper son coeur et le manger ! Précisons que cette brigade ne fait pas partie du Front al-Nostra lié à al-Qaïda, mais bien à l'Armée syrienne libre. Et c'est cette Armée syrienne libre que les grandes puissances soutiennent et que de nombreux groupes de gauche et d'extrême gauche appellent les gouvernements occidentaux à soutenir et à armer au nom d'une prétendue révolution syrienne."*

C'est Al-Nosra et non al-Nostra comme Nostradamus ou pourquoi pas Nostradamus, mais bon une faute de frappe en pleine guerre, on lui passera, mais pas le reste, désolé !

Sur ce plan-là, la position du POI est correcte contrairement au Front de gauche ou au NPA, celle qui figure dans le premier passage reproduit pourrait davantage être celles de militants du POI appartenant à un ou d'autres courants que le POI-CCI auquel appartient Lucien Gauthier. Quelle poisse cette "ouverture", n'est-ce pas !

La suite de l'actualisation demain, si le temps le permet, car il a plu ce soir pendant 4 heures, c'est peu.

Il n'a pas vraiment plu depuis un an et la situation commence à devenir critique dans certains villages de l'extrême sud de l'Inde au Kerala, ils ont foré des puits à 1000 pieds (300 mètres) de profondeur sans trouver d'eau, c'est mon propriétaire qui m'a raconté cela cette après-midi en venant chercher le chèque du loyer.

Merde, il est 23h30 je voulais aller me coucher et ils viennent de couper le courant ! Ah il est revenu ! mais avec une importante baisse de tension, donc pas de climatiseur pour le moment, c'est tous les jours ainsi, on est sur les nerfs, pas de la guerre mais presque ! Ah, là ils ont recoupé, c'est dingue, en lisant ces lignes vous le vivez en temps réel, c'est infernal, n'est-ce pas ? Rien à voir avec le confort de la vie en France, avec bien des difficultés, j'en ai bien conscience, mais quand même pas à ce point-là.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin 2013

CAUSERIE

Pour accéder directement à la causerie de samedi : Samedi

Vendredi soir

[Syrie. Le NPA à la pointe de la réaction au côté du gouvernement Hollande-Fabius.](#)

- Contre les crimes d'Assad, solidarité avec le peuple syrien - Mercredi 5 juin 2013

- *"Les témoignages s'accumulent sur l'utilisation en Syrie d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad. Contre un peuple soulevé depuis plus de deux ans pour la liberté et la dignité, la terreur de masse ne cesse d'augmenter. Aucune « ligne rouge » ne semble infranchissable. Car Assad bénéficie de fait de l'impunité de la « communauté internationale »."*

Vous avez bien lu : le NPA se réclame de la « communauté internationale », c'est-à-dire de l'OTAN et ses bombardiers.

Vous voyez camarades, vous me permettrez de m'adresser directement à vous, je vous prends ici à témoin que je n'exagère pas en affirmant que le mouvement ouvrier a vraiment touché le fond, je suis même en dessous de la vérité comme vous venez de le constater, la soit-disant avant-garde, les "anticapitalistes", les "révolutionnaires" s'avèrent en vérité pire que les chefs de file des impérialismes américain et sioniste qui tempèrent l'ardeur guerrière de Hollande et Fabius. Vous avez là étalé sous vos yeux la nature contre-révolutionnaire du NPA, tout comme l'était la LCR.

Nous appelons les militants à désertir en masse ce parti de la honte, ce parti était déjà mort politiquement en 2002 en appelant à voter Chirac, maintenant qu'il crève ! C'est excessif, non, c'est la guerre !

Il semblerait d'après les dernières informations recueillies qu'Israël en accord avec ses alliés (Etats-Unis, France, et Grande-Bretagne notamment) aurait décidé d'attaquer la Syrie cet été. Toutes les données sur le terrain se recourent effectivement.

[Suite de l'article consacré à la mort de l'étudiant Méric Clément](#)

Le mouvement ouvrier avait déjà largement entamé son crédit du fait de partis et syndicats corrompus, avec ce coup-là leurs dirigeants tentent-ils de lui porter un coup fatal ?

Apparemment pour eux, peu importe les faits, peu importe également que les travailleurs en aient connaissance et les interprètent en conséquence, seuls comptent l'exploitation qu'ils peuvent en faire pour le compte de leurs appareils, partis qui sont tous à la dérive, la palme revenant au POI qui est le seul parti en France à refuser de communiquer le nombre de délégués présents lors de son congrès et son nombre d'adhérents. Les militants du POI qui se connectent sur le site sont témoins qu'à aucun moment je ne les ai contactés pour le demander de me fournir cette information, au point où nous en sommes cela ne nous intéresse plus du tout.

Comment ne pas éprouver le plus profond dégoût envers tous ces partis qui exploitent en réalité un malheureux concours de circonstances.

Je vais vous dire ce que les travailleurs vont en retenir : deux groupes de jeunes extrémistes aux idées apparemment opposées se rencontrent, les insultent fusent, ils en viennent aux mains, un coup part qui fait trébucher la victime dont la tête vient

heurter violemment un bloc de béton qui se trouvait là et qui entraîne sa mort sans que l'auteur du coup n'ait eu l'intention de le tuer, c'est la faute à pas de chance voilà tout.

Quand j'étais adolescent j'ai été amené à fréquenter une bande de voyous qui passaient son temps à se castagner. J'avais 15 ou 16 ans, j'étais un crétin fini, faible, plutôt lâche, au lieu de les affronter, j'ai préféré rejoindre leur groupe. Ils rackettaient les jeunes du collège situé à 300 mètres de chez mes parents, quand cela leur prenait il s'attaquait à n'importe qui dans la rue, leur spécialité c'était les bals, les fêtes foraines, les boums, les boîtes de nuit. Le plus batailleur d'entre eux se nommait Kamel, ils étaient Kabils pour la plupart, il ne mesurait pas plus d'1,55 mètre, mais ses poings étaient des enclumes, il était d'une souplesse incroyable capable de décrocher la mâchoire d'un géant de 2 m avec un coup de pied. Sa spécialité, c'était massacrer les professeurs d'arts martiaux à la sortie des salles de sport. Lui et sa bande ils ont cogné des centaines de types à coups de poing et coups de pompes sans jamais tuer personne et je les ai vus à l'oeuvre pour vous dire qu'ils s'acharnaient sur leurs proies, j'en étais terrorisé évidemment.

Je ne me serais jamais avisé de provoquer les loubards que je connaissais de vue dans d'autres quartiers ou quand on sortait en boîte, moi je ne participais jamais à leurs bastons. J'ai cessé de les fréquenter assez rapidement après les avoir suivis dans une histoire de vol de voiture qui s'est terminée dans un commissariat de police, je n'étais pas fait pour cette vie-là manifestement.

Donc je suis capable de prendre du recul par rapport à ces histoires de confrontation violente entre groupes de jeunes. Entre nous, pour arborer un badge anti-faf et provoquer un groupe de skinheads, il faut être inconscient ou très con, excusez-moi, mais quand vous voyez place Saint-Michel (ou ailleurs) la dégaîne des membres de cette organisation, on dirait les casseurs que l'on retrouve dans toutes les manif et qui provoquent les flics pour qu'ils chargent. Les organisateurs de manif les connaissent très bien et s'en méfient comme la peste, mais là ils ferment leurs gueules, l'hypocrisie est de mise. Ils sont incapables ou plutôt ils ne souhaitent pas affronter le gouvernement, alors n'importe quoi est bon pour faire oublier leur trahison ou leur lâcheté, et cela fonctionne, la plupart des militants vont tomber dans le panneau, comme avec le mariage homosexuel ou la Syrie.

Habituellement c'est nous qui sommes traités de gauchistes, ce qui est intéressant ici, c'est que les opportunistes de tous poils n'hésitent pas à soutenir le gauchisme, comme quoi ils n'ont aucun principe, ils confirment ainsi tout le bien qu'on pensait d'eux. Ils sont à l'union avec le gouvernement, c'est déjà cela de gagner pour le régime, à quelques semaines de la prochaine conférence antisociale dont ils soutiennent tous la tenue, cela tombe bien, mal pour nous, mais qui s'en soucie franchement ?

Vous allez peut-être penser que je critique tous les partis, en effet c'est le cas, mais Lénine avait-il une autre attitude autrefois ? Non et vous pouvez facilement le vérifier, par contre lui il avait un parti, effectivement cela fait une sacrée différence entre nous, vous l'avez remarqué aussi, qu'y puis-je, en quoi j'y serais pour quelque chose, je ne vais pas créer un parti tout seul avec une poignée d'internautes anonymes, il ne faut pas confondre avec une agence de la CIA.

Qu'est-ce que vous voulez que je vous réponde, qu'on n'a pas la même conception de la lutte de classe, qu'on n'interprète pas la situation de la même manière, qu'on n'en tire pas les mêmes conclusions, qu'on n'utilise pas la même méthode pour nous adresser aux militants et aux travailleurs, qu'en réalité tout nous sépare ou presque, dès lors y compris l'objectif du combat que nous menons. C'est un constat que j'assume pleinement.

NPA

- Agression fasciste à Paris: Mobilisation - Jeudi 6 juin 2013

- Clément, un jeune militant antifasciste, syndicaliste étudiant, a été frappé à mort, hier à Paris, par un groupe de l'extrême droite radicale, les jeunesses nationalistes révolutionnaires.

POI

- Le POI condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric. - Jeudi 6 juin 2013

Le Parti ouvrier indépendant condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric.

Le Parti ouvrier indépendant sera présent au rassemblement d'hommage et de protestation organisé ce jeudi 6 juin à 18 h 30, place Saint-Michel à Paris.

Justice doit être rendue à Clément Méric. Les coupables doivent être châtiés.

LO.

- Après l'assassinat d'un jeune militant de gauche par des nervis d'extrême droite

- Des nervis d'extrême droite ont battu à mort, hier à Paris, le jeune militant de gauche Clément Méric, 18 ans.

Lutte Ouvrière s'associe à la protestation qu'entend exprimer le rassemblement de ce jeudi 6 juin à 18h30, place Saint-Michel à Paris.

Je vous donne le délibéré du tribunal qui a jugé cette affaire classée dans la rubrique des fait divers : Monsieur X, vous a été déclaré coupable de coups et blessures sur la personne de Clément Méric ayant entraîné la mort sans intention de la donner, vous êtes condamné à X années de prison avec sursis. Affaire suivante.

Quant à la dissolution des organisations d'extrême droite, ne rêvez pas, n'écoutez pas le charlatan Mélenchon, c'est comme les espions ou les milices, il existe l'équivalent depuis l'Antiquité, sous l'Ancien Régime, depuis que le capitalisme existe, seule la classe ouvrière parvenue au pouvoir réprimera, matera la réaction et en viendra à bout.

[IVe Congrès du POI. Une réunion syndicale adossée à un conseil municipal.](#)

Extraits du n°254 d'*Informations ouvrières*.

Une présentation tronquée des faits qui a valeur de manipulation, falsification de la réalité.

- *"En clair, le gouvernement voudrait réaliser à cette occasion une sorte de « compromis historique » pour démembrer des conquêtes ouvrières essentielles. C'était déjà ce qu'il avait tenté de faire avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier (l'ANI) signé par la CFDT et le Medef, mais que la CGT et FO avaient refusé de soutenir."*

On se demandera en lisant ces lignes si l'ANI a vraiment eu des conséquences désastreuses pour les travailleurs, apparemment non, ils s'en foutent ouvertement, je ne sais pas si vous l'avez relevé, ils parlent au nom des fonctionnaires qu'ils représentent en s'adressant à eux, mais pas aux travailleurs en général ou ceux du secteur privé qui comptent pour du beurre ou dont les acquis bradés servent à mettre du beurre dans les épinars des fonctionnaires, c'est ainsi qu'ils pensent et pas autrement.

Ne cherchez pas une caractérisation politique des syndicats, ne cherchez pas une analyse des rapports entre les différents syndicats d'un côté, le capitalisme et l'Etat de l'autre : il n'y en a pas !

- *"Par exemple : peut-on mettre sur le même plan toutes les confédérations syndicales ? Bien évidemment non : la CFDT a signé l'ANI avec le Medef, et la CGT et FO l'ont dénoncé."*

Cela fait plus d'un demi-siècle qu'ils justifient ainsi leurs liens organiques avec les appareils des syndicats et refusent de s'y attaquer autant qu'à l'Etat. A aucun moment le POI ne dénoncera la participation de la CGT et de FO au dialogue social, encore moins appeler au boycott de la conférence des 20 et 21 juin prochains.

"C'est dire que l'indépendance des organisations syndicales est au centre de toute la situation."

Par là ils témoignent en réalité leur totale soumission aux appareils qui roulent pour le régime

Pour montrer à quel point les dirigeants manipulent les faits et sont d'une malhonnêteté incroyable, l'exemple suivant est un modèle du genre.

- *"Le Sénat serait-il devenu un centre de la résistance à la politique réactionnaire du gouvernement ? Non. Mais le vent de révolte qui, dans tout le pays, dresse les élus contre l'intercommunalité forcée, contre les métropoles et contre l'acte III de la décentralisation, ne pouvait qu'atteindre les sénateurs, eux-mêmes élus par les délégués des communes."*

Les faits.

- La suppression de la métropole de Paris, lors de la première lecture au Sénat du projet de loi de décentralisation, a été saluée mardi par l'opposition UMP du conseil régional d'Ile-de-France.

Les sénateurs ont adopté lundi des amendements de suppression des articles traitant de l'organisation de Paris et de l'Ile-de-France, présentés par l'UMP et les communistes (CRC). Les centristes se sont abstenus, sauf trois qui ont voté également cette suppression, mettant le PS et les écologistes en minorité.

"Les sénateurs ont adressé un véritable camouflet au projet du gouvernement", a affirmé Valérie Pécresse, présidente du groupe

UMP à la région dans un communiqué.

Pour elle, *"l'urgence est à la simplification de la carte administrative pour réduire les dépenses publiques" et non à "marier de force les communes au sein de vastes intercommunalités et à créer une nouvelle strate administrative avec la Métropole de Paris, compétente en matière d'urbanisme"*.

C'est d'ailleurs Roger Karoutchi, sénateur UMP des Hauts-de-Seine mais aussi président de la commission des Finances du conseil régional d'IDF qui est l'auteur de l'amendement qui a supprimé la métropole de Paris. AFP 04.06

De vrais révolutionnaires ces sénateurs de l'UMP pour le POI !

Partant de ce constat :

- *"Alors, avons-nous eu raison de placer le IVe Congrès du POI sous le signe de l'ouverture ?"*

Mais vous avez toujours raison, cela fait plus d'un de mi-siècle que vous avez toujours raison, la preuve, voyez où nous en sommes ?

On en aura compris la nature, merci, pas besoin de nous faire un dessin : droitière, comme toutes les "ouvertures" précédentes, aux anarcho-sindicalistes antimarxistes et anticommunistes, aux ex-élus du PS qui le sont tout autant, à des syndicalistes qui n'entendent pas combattre sur le terrain politique et la boucle est bouclée de la liquidation du PCI en 1985, au PT puis au POI.

Autosatisfaction, alors que c'est le seul parti en France qui à l'occasion de son congrès ne communique pas le nombre de ses adhérents et de ses délégués.

- *"Oui, nous avons eu raison. Ces congrès et ce congrès furent pour cela un succès."*

Niaiserie ou le niveau zéro politique

Malgré la résistance des travailleurs qui se manifeste à travers tout le pays quotidiennement en l'absence de toute issue politique que le POI se gardera bien de proposer aux militants et travailleurs :

- *"Et pourtant, ce gouvernement et ce régime de la Ve République en crise, éclaboussés par les scandales, prétendent continuer."*

Normal, c'est le contraire qui ne le serait pas.

- *"La démocratie est en danger ! Car il n'y a pas de démocratie sans indépendance des organisations ouvrières."*

Surtout sans parti combattant pour la révolution socialiste et incarnant la continuité du marxisme !

Chez eux aussi l'alarmisme est de mise en permanence, entre hystérie et paranoïa aigüe.

Sur le plan pratique, le combat politique ne doit pas être axé contre les institutions de la Ve République...

- *"Le combat pour la rupture avec l'Union européenne, c'est maintenant, tout de suite, le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières, la mobilisation autour de la vieille revendication du mouvement ouvrier : « Ne touchez pas à nos retraites, elles sont partie intégrante de notre salaire différé ! »"*

... il le garde au frais au fond d'un placard sur le plan théorique dans un fourre-tout incohérent, l'essentiel étant comme au NPA de faire bonne figure et que chacun y pioche ce qui l'intéresse, c'est sans conséquence, nous ne sommes pas dupes.

- *"Face à la catastrophe qui menace, le IVe Congrès du Parti ouvrier indépendant réaffirme que le combat doit se mener pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, pour une Assemblée constituante souveraine à même de définir ce que doit être la démocratie et de mettre en place un gouvernement de rupture au service de la classe ouvrière."*

Le premier pas... et le dernier, puisque le POI soutient la tenue de la prochaine conférence patronale avec les syndicats. Les faits sont cruels !

- *"Le premier pas dans cette direction, c'est le combat politique pour la préservation de l'indépendance du mouvement ouvrier,*

contre l'ordre corporatiste qui se profile sous l'impulsion du gouvernement. Cela afin d'ouvrir la voie aux combats de classe pour bloquer les plans du gouvernement et imposer les mesures d'urgence qu'appelle la situation"

On ne va pas s'éterniser sur le congrès de ce parti à la dérive et perdre notre temps. D'après les photos qui figuraient dans le n° 254 d'Informations ouvrières, il s'est tenu dans une salle minuscule et ils ont été jusqu'à remercier les petites mains qui se sont occupées bénévolement du stand de leur journal, à croire qu'ils manquaient de main d'oeuvre pour assumer cette fonction qui habituellement est dévolue à des membres du parti...

La suite de l'actualisation du site samedi dans l'après-midi ou en fin de journée.

Samedi

Qui a dit ?

- "*Je veux que notre parti soit le parti le plus européen de France*".

Réponse : Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir. AFP 06.06

Traduisez : le plus réactionnaire, il entend rivaliser avec l'UMP et l'UDI. On n'en doute pas.

FMI-UE, polémique sur le rythme de la mise en oeuvre de la stratégie qu'ils avaient adoptée et ses retombées.

- Le Fonds monétaire international a estimé qu'au lieu d'attendre 2012, l'Union européenne aurait dû restructurer la dette grecque détenue par des investisseurs privés dès 2010. Selon lui, cela aurait peut-être permis moins d'austérité. euronews.fr 07.06

Traduction : l'austérité en Grèce aurait été imposée dès 2010 nous aurions pu en tirer profit plus tôt, depuis la situation a empiré et elle est devenue plus compliquée...

Réponse de Bruxelles.

- Le rapport du FMI "*ne tient pas compte de l'interconnexion entre les pays de la zone euro*". "*Une restructuration de dette aurait comporté le risque d'une contagion systémique si elle avait été entreprise à ce stade*", a-t-il expliqué.

Traduction : En 2010 sauver les banques était prioritaire.

Conclusion : Un coup pour rien ou presque quoi. Ne s'affoleraient-ils face à l'explosion du chômage de masse qu'ont engendré leurs mesures et qui pourraient à tout moment déboucher sur une explosion sociale en Europe ?

Réunion du groupe Bilderberg juin 2013

Parole d'internaute

- "Dites vous bien que ces gens qui ne représentent que les intérêts financiers du monde des affaires vont donner des "*conseils*" (ordres) à des tas de machins (ONU, Commission Européenne) ou siègent des gens non élus qui vont à leur tour donner des "*conseils*" à des gens élus mais qui, par intérêt partisans, n'en ont rien à cirer de leurs électeurs."

Le Nouvel Observateur.

- Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot : ils considèrent que "*ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France*" et qu'"*on ne sait pas en réalité qui tire les ficelles*". Les "*conspirationnistes*", très actifs sur internet, nourrissent cette croyance en désignant le Bilderberg comme le détenteur du "*vrai pouvoir dans le monde*".

Réponse d'un internaute belge.

"Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot "

Belle preuve d'indépendance d'esprit !

L'humain qui exerce son esprit critique est pour le nouvel obs un "*adepte de la théorie du complot*".

Hors le doute et l'esprit critique qu'est ce qui sépare l'homme de l'animal ?

Dormez bonnes gens, le nouvel obs pense pour vous.

Le nouvel obs média aux ordres de ces gens, se veut juge et partie !

Un Belge psychopathe et complotiste. (du moins dans ce cas précis).

J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique : *Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group, Goldman Sachs...*

[Après l'agression et la mort de Médic Clément.](#)

Je ne vis plus en France depuis 1996 et je n'y suis pas retourné depuis 2002, cependant je suis quotidiennement ce qui s'y passe sans pour autant être à l'écoute de la propagande que les médias diffusent en boucle à longueur de temps et qui atteint vos oreilles, aussi je ne suis pas ou moins réceptif à la manière dont ils conditionnent ce qu'on appelle l'opinion publique. Je veux dire par là à leur façon de présenter ou de monter en épingle certains faits et d'en occulter d'autres, méthode motivée par un ou des objectifs qu'ils se sont fixés d'atteindre et qui sont conformes à l'idéologie qu'ils représentent ou les intérêts matériels qu'ils défendent, sachant qu'ils appartiennent tous à des banquiers ou font partie d'holdings financières. Leur attitude est dictée par l'actualité politique ou figure dans un agenda politique qu'ils se doivent de respecter, et si les dirigeants des principaux médias ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg, c'était pour s'assurer qu'ils avaient bien reçu le message de l'oligarchie financière dont dépend leur existence.

Qu'il existe un climat nauséabond en France n'est ni une surprise ni un fait nouveau, pas plus que l'existence d'organisations d'extrême droite, quant à leur manifestation sur la voie publique ou les agressions auxquelles ils se livrent sur des militants de gauche, il semblerait que cela ne soit pas davantage le cas, sauf qu'on en parle davantage parce qu'elles sont plus médiatisées. Il y a quelque temps déjà, j'avais dénoncé le traitement complaisant que les médias et différents partis réservaient à Marine Le Pen, en expliquant que le FN était demeuré pareil à lui-même, ajoutant que de la part d'une fraction de l'UMP cela servait à justifier certains thèmes racistes commun à l'extrême droite, y compris Sarkozy.

Quand le PS s'est employé à faire monter le FN dans les années 70-80, il n'y avait pas une semaine où ne se produisait pas des agressions d'immigrés. A plusieurs reprises dans le site depuis 2006 j'ai eu l'occasion de relater des agressions envers d'étudiants à la fin de manifestations par des groupes d'extrême droite, j'ai par la suite continué de diffuser ce genre d'informations que j'avais trouvées sur un portail, puis j'ai cessé de le faire car je ne pouvais pas être partout, il fallait bien que je définisse des priorités et que je me concentre sur l'essentiel, c'était une décision arbitraire dans le sens où je n'avais pas le choix, je ne peux pas faire figurer dans le portail tout ce qui se passe en France et dans le monde.

Plus récemment encore, j'ai découvert que des organisations sionistes se livraient également à ce genre d'agressions. Puis ce sont les suicides de détenus qui ont attiré mon attention, il y en a encore eu un la semaine dernière mais là tout le monde s'en fout, après ce fut le tour de salariés poussés au désespoir qui décidaient d'abrégier leurs souffrances, pas plus tard que la semaine dernière pour le plus récent, entre temps j'avais noté que la liste de clochards crevant comme des chiens dans la rue ne cessait de s'allonger, bref, à cela s'ajoutaient une liste impressionnante, pour ainsi dire ininterrompue, de crimes de plus en plus sordides où des familles entières étaient liquidées, y compris les enfants.

En ayant tout cela à l'esprit en permanence et non entre le fromage et le dessert, ce qui ne risque pas de m'arriver puisque je ne mange ni fromage ni dessert, j'ai estimé que l'altercation qui avait eu lieu entre deux groupes de militants d'extrême gauche et d'extrême droite et qui malheureusement à mal tourné, venait s'ajouter à la longue liste que j'ai établie plus haut sans avoir à lui accorder un traitement ou une attention particulière.

Les médias s'en sont emparés immédiatement pour faire monter la mayonnaise, apparemment leur commanditaire devrait en tirer profit au regard de l'exploitation qu'ils en ont fait. Dans un média, c'est le directeur de la rédaction en concertation avec ses dirigeants qui décide quelle place il sera donné à telle ou telle info qui leur a été transmise, s'il la traiteront ou non et de quelle manière, à quelle journaliste ils vont la confier.

Apparemment cela a fait un flop ou n'a pas vraiment atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, à mon avis de réaliser un consensus à l'intérieur de ce qu'ils appellent la gauche en y incluant le PS, car Mélenchon s'est déchaîné contre le PS. A moins qu'ils aient estimé que ce serait un bon moyen de diviser encore plus le mouvement ouvrier à deux semaines de l'ouverture de la conférence patronale sur les retraites notamment, sachant qu'à l'intérieur de ce dernier les différents courants ne pouvaient pas se piffrer, on aura du mal à imaginer l'inverse car ils ne craignent rien autant que l'unité du mouvement ouvrier pour faire front contre le gouvernement et le patronat. Sur ce plan-là cette opération a été un demi-succès, puisque jusqu'à présent on ne peut pas dire que le mouvement ouvrier se soit rassemblé au regard des 15.000 travailleurs et jeunes qui ont manifesté dans toute la France, à moins que le mouvement ouvrier soit tétanisé ou décomposé au point de ne pas réagir à cette agression, ou encore que la majorité des travailleurs et jeunes en aient conclu qu'il s'agissait d'un regrettable accident, une bagarre qui a eu une fin tragique comme cela arrive parfois.

Je ne sais pas si vous avez lu la causerie d'hier, il ressort des différents témoignages que ces militants anti-fafs ont provoqué ce groupe de skinheads ou qu'ils aient répondu à leur provocation, peu importe.

Excusez-moi, mais quand vous vous retrouvez face à un groupe de barbares, il faut vraiment être très con pour les pousser à bout ou aller jusqu'à l'affrontement physique. Les anti-fafs se définissent eux-mêmes comme des provocateurs, ils cherchent donc la cogne et les emmerdements avec des mecs qui n'attendent que cela pour les massacrer, qui sont entraînés au combat de rue.

Les skinheads appartiennent au lumpenprolétariat, ce sont des prolos dégénérés qui sont passés de l'autre côté de la barricade, irrécupérables et endurcis du fait qu'ils appartiennent à une organisation et qu'ils agissent en bande, pour le mouvement ouvrier il est clair que ce sera des cibles à abattre sans se poser de questions. Si au cours de la révolution il y en avaient qui reniaient leur appartenance à cette mouvance en se rangeant sous le drapeau de la révolution, on les accueillerait comme n'importe quel travailleur, de même que lorsque une partie des forces de l'ordre ou de l'armée se rangera à nos côtés et sous nos ordres.

Aujourd'hui ce sont nos ennemis, de dangereux voyous qui ont adhéré aux idées nauséabondes de l'extrême droite, il faut donc éviter tout contact avec eux au risque d'y laisser sa vie inutilement. Il y a d'autres moyens de lutter contre l'extrême droite, sans pouvoir en venir à bout répétons-le, c'est seulement le gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois le régime en place vaincu qui les désarmera et les liquidera s'ils refusent de rejoindre le camp de la révolution socialiste.

Les organisations anti-fafs sont tout aussi dangereuses pour les jeunes et les travailleurs. Leurs dirigeants sont totalement irresponsables, elles véhiculent une théorie utopique qui n'a aucun lien avec la réalité et les rapports qui existent entre les classes, en poussant des jeunes à provoquer l'extrême droite, ils les exposent à un terrible danger dont ces jeunes n'ont pas véritablement conscience, ils les envoient littéralement à l'abattoir, c'est criminel, oui, c'est le mot qui convient parfaitement pour la circonstance. Vous ne pouvez pas venir à bout de l'extrême droite dans les conditions actuelles, donc tout cela ne sert strictement à rien, c'est comme tuer un patron, un président ou un ministre, un autre les remplacera et voilà tout, sauf dans des circonstances exceptionnelles, mais c'est l'exception qui confirme la règle.

Et Mélenchon avec sa grande gueule, n'a-t-il pas poussé à s'attaquer frontalement à l'extrême droite ? Quand je disais qu'il était dangereux, on en a la confirmation aujourd'hui. Ceux qui ne l'avaient pas encore compris vont avoir encore bien des surprises dans les mois qui viennent, des mauvaises surprises évidemment.

Tenez, deux titres d'articles de presse, les uns et les autres cherchent à fuir leur responsabilité dans ce drame.

- Mélenchon accuse le PS d'avoir instrumentalisé l'extrême droite - Reuters

Vous êtes vraiment un individu immonde monsieur Mélenchon.

- Discours de haine: Vallaud-Belkacem pointe la responsabilité des médias - AFP

Des médias font marche arrière après avoir allumé un incendie qu'ils ne contrôlent plus.

- Le Monde 07.06 - Une rixe fortuite avec un groupe de jeunes activistes d'ultradroite, un violent coup de poing, une chute brutale ne font pas un "assassinat", si les mots ont un sens. Mais, au-delà de l'émotion et de l'indignation qu'il suscite, ce drame témoigne, comme l'a dit justement le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, d'une "banalisation de la haine" et de la violence qui sont intolérables.

Comme le chômage de masse, la pauvreté, la précarité sociale... jusqu'au jour où vous y êtes directement confronté, là vous vous réveillez d'un long sommeil, votre insouciance va vous coûter cher car vous ne comprenez rien à ce qui vous arrive, cela peut même vous être fatal... La faute revient à ceux qui vous ont endormis, vous savez ceux qui ne pensaient qu'à l'amélioration de vos conditions de vie immédiates en vous faisant croire qu'il en irait toujours ainsi, après avoir abandonné le socialisme...

- Le Nouvel Observateur -Rue89 - Parler « d'assassinat politique » n'est pas très malin non plus : Clément Méric n'a pas été victime d'un meurtre prémédité – définition d'un assassinat. La situation est plus sauvage : après une altercation verbale, une bande de néonazis a violemment frappé au visage Clément Méric, militant antifasciste, et il en est mort.

Précision ou nouvelle version des faits.

- 20minutes.fr 07.06 - Selon les premiers résultats de l'autopsie, le jeune homme est décédé des suites de plusieurs coups qui lui ont été portés, pas du choc sur un plot métallique, a-t-on appris de sources proches de l'enquête. Selon une des sources, il n'est pas démontré en l'état des investigations que les coups aient été portés avec un coup de poing américain, comme cela avait pu

être évoqué.

La police compte sur l'interrogatoire des suspects, sur l'audition de témoins et l'exploitation de la vidéosurveillance, ainsi que sur l'autopsie de la victime, pratiquée vendredi matin, pour établir les responsabilités dans l'altercation survenue mercredi à la sortie d'une vente privée de vêtements de marques entre deux groupes de jeunes, les uns d'extrême droite, les autres d'extrême gauche.

Ce qui est étrange, on se croirait à Boston, ce sont les versions différentes des faits qui sont diffusées.

Clément Méric n'était pas seul, il était apparemment avec deux copains, quelle est leur version des faits, pourquoi les médias ne les citent pas, pourquoi les font-ils disparaître systématiquement ?

ACTUALITE EN TITRES

[Imposture. Comment faire pour vous dégoûter du socialisme. Mode d'emploi.](#)

Il aura totalement capitulé devant Delors, le chantre du néolibéralisme et de l'Union européenne.

- «*Mauroy, à la fois la continuité et le renouvellement du socialisme*» - Liberation.fr

... qui vaut bien une vérité concernant le PS :

- Mort de Mauroy: "*Il incarnait un socialisme qui n'existe plus*" - L'Express.fr

Pierre Mauroy annonce en juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des prix et des salaires. Un revers économique pour les socialistes au pouvoir depuis un an, qui doivent, en 1983, accentuer le plan d'austérité. C'est le début du "*tournant de la rigueur*", défendu par Pierre Mauroy qui assure alors que "*tout est en ordre*". Lemonde.fr 07.06

L'ordre capitalist règne, quoi !

Comment opposer socialisme et humanisme.

- Robert Badinter : "*Chez Pierre Mauroy, socialisme et humanité étaient indissociables*" - Le Nouvel Observateur

Loyal... envers le capital, c'est Le Figaro qui le dit !

- Mort de Pierre Mauroy, le socialiste loyal - LeFigaro.fr

Il a "**tenu le cap**"... à droite en bloquant les salaires et instaurant l'austérité !

Jacques Delors. "*Il a tenu le cap, la gauche n'avait pas été au pouvoir depuis longtemps*", a-t-il dit sur BFM TV. "*Il a aussi largement contribué à ce que, en 1983, nous restions en Europe, ce qui a permis ensuite d'autres progrès.*" Reuters

[Savez-vous pourquoi ?](#)

- Les sarkozystes se gardent d'ouvrir les hostilités contre Fillon - LeFigaro.fr

Fillon a été invité à la réunion du groupe Bilderberg qui a débuté le 6 juin. Il a donc été choisi pour être le candidat de l'UMP à la présidentielle de 2017.

[Le règne de la nécessité est impitoyable](#)

- De plus en plus de retraités continuent de travailler - L'Express.fr

[Charrettes](#)

- Chantiers navals: dépôt de bilan pour les Chantiers Baudet de Saint-Nazaire - AFP

- Michelin supprimerait 700 postes à Joué-les-Tours - Reuters

[C'est le retour de l'Ancien Régime ou l'impôt des seigneurs imposés à leurs sujets](#)

- Stationnement: le Sénat donne aux maires le droit de fixer le montant des PV - L'Expansion.com

[C'est beaucoup trop tôt, n'y penser pas trop quand même](#)

- Retraites et salaires: les fonctionnaires envisagent une action d'ici octobre - L'Expansion.com

Et les travailleurs du privé ? Non, ils comptent pour du beurre on vous a dit, ils tiennent à maintenir divisés la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

[Conditionnement](#)

- Le déficit de l'Etat plombé par la faiblesse des taxes à la consommation - L'Expansion.com

Il faut donc augmenter la TVA, CDFD

- Retraites: 75% des Français veulent que le calcul des pensions des fonctionnaires soit revu - 20minutes.fr

Il faut donc réduire les pensions des fonctionnaires, CQFD

- Ce que l'épargne solidaire peut apprendre de la microfinance - L'Express.fr

Dépouiller ou endetter les plus pauvres, une merveille de trouvaille !

[Il faut bien que les conditions objectives mûrissent...](#)

- Minés par la crise, les Espagnols limitent leurs emplettes à l'essentiel - AFP

- Consommation: sorties, voyages, vêtements... les Français se serrent la ceinture - AFP

Soyez révolutionnaires, soyez internationalistes, soyez socialistes : pensez à ceux qui connaissent des conditions de travail et d'existence mille fois plus épouvantables que vous. On ne vous a pas habitués à l'être, c'est bien dommage pour tous les exploités...

[Il faudrait savoir :](#)

- Erdogan se dit ouvert aux "*exigences démocratiques*" - Le Nouvel Observateur

La preuve du contraire :

- Erdogan dénonce une "*campagne de mensonges*" - L'Express.fr

[Les banquiers sionistes sont des farouches partisans de l'égalité et de grands humanistes. Comment, vous ne le saviez pas ?](#)

- Gay Pride : des dizaines de milliers de personnes défilent à Tel-Aviv - LePoint.fr

Vincent et Bruno Boileau-Autin, les premiers mariés homosexuels de France, ont été invités par la municipalité de la ville pour les 20 ans de l'événement. LePoint.fr

[Propagande. Les médias de la désinformation.](#)

- "*Barack Obama n'est pas le monstre liberticide que certains veulent présenter*" - LeMonde.fr

La preuve

- Au Texas, vous pouvez tuer une escort girl qui ne veut pas coucher avec vous - Slate.fr
- Les Européens sont-ils les seuls à ne pas voir ce que l'Europe fait de bien ? - Atlantico.fr
- Syrie : on ne pourra plus dire que l'on ne savait pas - LeMonde.fr

Un jour on vous rappellera ces belles paroles, mais il sera trop tard, voyez ci-dessous ce qui peut vous arriver.

[Il y en a même parfois qui y laissent leur tête...](#)

- Coq : des chercheurs expliquent pourquoi l'animal perd son pénis - Atlantico.fr

Décidément, qu'ils en aient ou non, ils ne pensent qu'à cela !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le maître es démolition sociale et ses "amis de Paris".

Lors des célébrations des 150 ans du SPD, fin mai à Leipzig, François Hollande a fait l'éloge des réformes de flexibilité du marché du travail menées par l'ancien chancelier Gerhard Schröder. Au risque de s'attirer les foudres de l'aile gauche du Parti socialiste.

Le discours du président français n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. En réponse, Gerhard Schröder conseille à la France de suivre le modèle de l'Allemagne. "*Aujourd'hui, beaucoup de pays européens, en particulier la France, sont confrontés à des problèmes similaires à ceux de l'Allemagne il y a une décennie*", écrit le prédécesseur social-démocrate d'Angela Merkel, dans une tribune publiée jeudi dans le *Financial Times*.

Dans cette tribune intitulée "*la France devrait copier les réformes de l'Allemagne pour prospérer*", Gerhard Schröder écrit que de nombreux pays, et spécialement la France, font face aux mêmes défis que l'Allemagne il y a une décennie. "*Des réformes structurelles sont nécessaires à cause d'une dette excessive, ainsi que des évolutions démographiques et de la compétition internationale*".

"*De notre expérience avec l'Agenda 2010, nous avons appris que cela prend quelques années pour que les effets (des réformes) aboutissent à des succès visibles*", prévient-il toutefois. Et de conclure : "*J'ai confiance dans nos amis de Paris pour agir comme il se doit*".

Au début des années 2000, Gerhard Schröder, chancelier de l'Allemagne de 1998 à 2005, a lancé un vaste plan de réformes, baptisé Agenda 2010. Ces réformes qui ont flexibilisé le marché du travail sont controversées au sein de la gauche européenne, y compris parmi les sociaux-démocrates allemands. Certains y voient la clé du rétablissement de la compétitivité et de la baisse du chômage ces dernières années en Allemagne. Mais d'autres soulignent qu'elles ont accru les inégalités, développé le secteur des bas salaires et la précarité. L'Expansion.com avec AFP 06.06

Syrie. Nouveau revers pour Hollande, Cameron et l'Etat sioniste.

Le nouveau gouvernement bulgare vient de l'annoncer : vu le manque des preuves, il doute bien de ce que le Hezbollah soit à l'origine de l'attentat qui a frappé un bus de touristes israéliens en 2012 à Bourgas.

"*Puisque des preuves irréfutables n'existent pas, l'UE ne doit pas inscrire le nom du hezbollah sur la liste des organisations terroristes*". "*Il n'existe qu'un seul indice qui paraît bien insuffisant pour accuser le Hezbollah. Nous ne pouvons pas prendre une décision sur foi des documents indirects et de seconde main*". Le nouveau gouvernement bulgare revient ainsi sur une décision que son prédécesseur avait prise sous pressions conjuguées d'Israël et de l'Occident. La demande de Londres pour inclure le Hezbollah sur la liste noire s'est vu apposée une fin de non recevoir mardi par les pays européens qui craignent "*une destabilisation du Moyen Orient*". Cette mesure risque d'affecter les relations de l'UE avec le Liban car le hezbollah fait partie du gouvernement libanais. french.irib.ir 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a des intérêts nationaux de sécurité en Méditerranée, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine. "C'est une importante région stratégique. Nous y avons nos intérêts liés à la garantie de la sécurité nationale de la Russie", a indiqué le chef de l'Etat, en visitant le Poste de commandement central des forces armées du pays. Selon M. Poutine, c'est pour cette raison que la Russie se propose de créer des conditions pour la présence permanente de ses bâtiments de guerre en Méditerranée. french.irib.ir 06.06

2- Syrie

2.1- L'assaut des centaines de terroristes contre un point de passage au Golan et la contre-attaque de l'armée arabe syrienne, des chars israéliens se sont mis en ordre de bataille non loin du Golan occupé. Selon Al Alam, les autorités de l'armée sioniste ont porté plainte auprès des Nations unies contre la Syrie pour avoir positionné ses véhicules blindés et ses chars dans cette zone. Le point de passage Al Quneitara a été jeudi le théâtre de violents affrontements entre les terroristes et les soldats de l'armée syrienne.

Ces accrochages ont eu un premier effet : l'Autriche a annoncé vouloir retirer ses forces du Golan. La plainte israélienne contre la Syrie intervient alors qu'Israël a bombardé à plus d'une reprise ces deux derniers mois la banlieue de Damas et qu'en vertu d'un accord passé avec les terroristes en guerre contre la Syrie, il soigne les miliciens dans ses propres hôpitaux ! Selon certaines sources c'est en parfaite coordination avec Israël et le Qatar, que les terroristes de l'ASL et d'Al Nosra ont kidnappé les casques bleus dans cette région avant de les libérer en réclamant des rançons. french.irib.ir 07.06

2.2- Les Etats-Unis pourraient empêcher la victoire des forces gouvernementales en Syrie par des frappes de missiles de croisière, a déclaré jeudi soir le sénateur américain John McCain. "Nos options sont limitées, mais nous pourrions utiliser des armes à longue portée, par exemple des missiles de croisière, afin de frapper les forces aériennes de Damas et ses lance-missiles", a indiqué le sénateur intervenant à l'Institut Brookings.

Selon lui, le gouvernement de transition syrien devrait travailler dans un endroit sûr et sécurisé. "Nous sommes en mesure de protéger cette zone à l'aide de missiles Patriot. Nous pourrions également procéder enfin à la formation et à l'équipement des forces de l'opposition syrienne", a expliqué M. McCain. french.irib.ir 07.06

2.3- L'armée syrienne a repris le contrôle de Qouneitra, le principal point de passage dans la zone démilitarisée entre Israël et la Syrie située sur le plateau du Golan. Un secteur géré par les Nations unies. Jeudi matin, des rebelles syriens s'étaient emparés de ce poste frontière après des combats avec l'armée de Bachar al-Assad. Deux Casques bleus ont été blessés lors de ces combats, on ignore pour l'heure leur nationalité.

Des affrontements de trop pour l'Autriche qui annonce son retrait de la force de l'ONU déployée au Golan pour faire respecter le cessez-le-feu. Les Autrichiens comptent 380 hommes sur les 1.000 membres de cette force.

L'Etat hébreu occupe depuis 1967 une partie du plateau du Golan, pris à la Syrie lors de la guerre des Six-Jours. Il craint que le Golan ne devienne le point de départ d'attaques contre des Israéliens de la part de djihadistes qui participent aux combats contre le président syrien. euronews.fr 06.06

3- Liban

L'armée libanaise a mis en garde vendredi contre "un complot" visant à entraîner le Liban dans une "guerre absurde" après la multiplication des violences liées au conflit en Syrie voisine, avertissant qu'elle recourrait à la force pour y mettre fin.

"Le commandement de l'armée (...) appelle les citoyens à se méfier des complots visant à faire revenir le Liban en arrière et à l'entraîner dans une guerre absurde", a-t-il indiqué dans un communiqué, prévenant qu'il répondrait "aux armes par les armes".

"Le commandement de l'armée a tenté au cours des derniers mois d'oeuvrer avec fermeté, détermination et patience pour empêcher le Liban de se transformer en un champ de bataille pour les conflits régionaux et éviter le transfert des événements syriens" dans ce pays, poursuit le communiqué militaire.

"Mais ces derniers jours, certains groupes semblent déterminés à créer des tensions au niveau de la sécurité (...) sur fond de

divisions politiques au Liban concernant les développements militaires en Syrie", ajoute le texte, sans désigner explicitement l'une ou l'autre partie.

Le Liban est profondément divisé entre d'une part un camp farouchement hostile à Damas et appuyant la rébellion, et d'autre part un camp partisan du régime syrien de Bachar al-Assad et mené par le Hezbollah chiite, qui participe aux combats en Syrie.

Le communiqué a été publié au lendemain de trois attaques contre des soldats libanais dans le nord et l'est du Liban et plus d'une semaine après que trois militaires ont été tués par des hommes armés à la frontière.

Jeudi, l'armée a été la cible de tirs à Tripoli, deuxième ville du Liban, alors qu'elle saisissait des stocks d'armes dans les deux quartiers rivaux de Bab el-Tebbaneh (sunnite, comme la plupart des rebelles syriens) et Jabal Mohsen (alaouite, branche du chiisme à laquelle appartient le président Assad).

Ces quartiers s'affrontent régulièrement sur fond du conflit syrien, au prix de dizaines de morts, l'armée se déployant à chaque fois pour tenter d'imposer un cessez-le feu.

Mercredi soir, deux hommes armés, dont un Syrien, ont été tués dans des échanges de tirs avec l'armée libanaise à l'entrée de la localité d'Aarsal dans l'est du Liban près de la frontière syrienne, selon l'armée.

Aarsal est une localité sunnite appuyant la rébellion et servant de point de passage, selon des sources de sécurité, pour les réfugiés, les armes et les rebelles entre Liban et Syrie. AFP 07.06

4- Rwanda

Pour le Rwanda de Paul Kagamé il n'est pas question de négocier avec les FDLR ni de participer à un sommet sur la sécurité africaine en France.

Double no de Kigali en marge du dernier sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba. Le premier concerne la suggestion du président tanzanien Jakaya Kikwete de négocier avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qualifiés de « *terroristes* » par le Rwanda. Ibuka, l'influente organisation de survivants du génocide, n'hésite pas à parler d'« *insulte* » et somme Kikwete de se rétracter sous peine de « *saboter* » par avance l'action de la force d'intervention rapide en cours d'installation dans l'est de la RDC - laquelle force est dirigée par un général... tanzanien. Entre le Rwanda et son voisin de l'Est, soupçonné depuis toujours de sympathie pour l'opposition, les relations sont désormais glaciales.

Autre refus : celui qui a répondu à la proposition de François Hollande d'organiser un sommet sur la sécurité en Afrique, le 7 décembre, à Paris. Commentaire d'un proche collaborateur de Paul Kagamé : « *Ceux qui estiment avoir encore besoin de la protection de l'ancien maître colonial se rendront à cette convocation. Ce n'est pas notre cas.* » french.irib.ir 07.06

SOCIAL

1- France

En 2012, 7% des retraités sexagénaires occupaient un emploi, une proportion qui a doublé depuis 2006 et la moitié d'entre eux continue à travailler "car leur retraite ne leur suffit pas pour vivre", selon une étude de l'Insee publiée vendredi.

La moitié de ces retraités âgés de 60 à 69 ans, ayant travaillé après 50 ans, déclarent travailler principalement parce que leur retraite "ne leur suffit pas pour vivre aujourd'hui" et 7% car "cela leur permet de cotiser plus pour améliorer leur retraite de demain".

Quatre sur dix (43%) le font en revanche pour des raisons non financières.

Il est aussi plus répandu parmi les cadres et les diplômés du supérieur. L'Insee avance comme piste d'explication que "ces catégories connaissent des taux de remplacement retraite/salaire plus faibles et peuvent aussi bénéficier d'opportunités accrues de cumul".

Ces retraités qui travaillent occupent deux fois plus souvent que les 50-59 ans des emplois non salariés, notamment de commerçants et de professions libérales (29% contre 14%).

Le travail des retraités pourrait encore se développer : 19% des personnes de 50 à 59 ans interrogées par l'Insee envisagent

de travailler pendant leur retraite, dont plus de la moitié pour des raisons financières. AFP 07.06

2- Portugal

Le Parlement portugais a approuvé ce vendredi un budget rectificatif qui prévoit de nouvelles mesures d'austérité pour compenser celles rejetées en avril par la Cour constitutionnelle et permettre ainsi de respecter les objectifs budgétaires fixés par les créanciers internationaux.

Ce budget a été approuvé sans problème grâce à la confortable majorité dont la coalition de centre droit au pouvoir dispose au Parlement même si le Parti socialiste, principale force de l'opposition, et l'extrême gauche ont voté contre.

Elles prévoient notamment une réduction des budgets de fonctionnement de tous les ministères, un allongement des horaires de travail des fonctionnaires de 35 à 40 heures par semaine, ainsi qu'une hausse de leurs contributions sociales. L'Expansion.com 07.06

3- Grèce

3.1- Le taux de chômage en Grèce a progressé à un rythme ralenti en mars, affectant 26,8% de la population active contre 22,2% un an auparavant.

Plus de la moitié des jeunes de 15-24 ans non scolarisés sont à la recherche d'un emploi (58,4%), tout comme plus du tiers des 25-34 ans, contre des taux respectifs de 53,1% et 30,3% en mars 2012. Le nombre de chômeurs a crû de 19,7% sur un an, à 1,3 million, tandis que la population non-active se chiffrait à 3,3 millions.

Dans un pays qui traverse sa sixième année de récession pour cause de surendettement et rigoureuse cure d'austérité imposée par l'UE et le FMI, les personnes disposant d'un emploi étaient minoritaires, à 3,5 millions, en baisse de 6,4% sur un an. L'Expansion.com 06.06

3.2- *"Notre santé n'est pas à vendre"*, c'est le slogan entonné ce vendredi par les professionnels grecs du secteur sous les fenêtres de leur ministère de tutelle, à Athènes.

Pour réduire les coûts, le gouvernement ferme des hôpitaux, réduit les salaires et les effectifs.

Des professionnels de santé portugais, belges et français se sont joints à la manifestation.

"Nous pensons qu'ils sont en train de tester en Grèce une solution pour toute l'Europe, commente Vladimir Nadeau, salarié dans un hôpital français, à savoir la destruction du système de santé. Nous pensons que le Portugal et l'Espagne sont confrontés à la même situation."

Athènes est en effet le point de ralliement ce week-end de 300 syndicats européens pour un sommet altermondialiste. Tous sont d'accord sur la nécessité d'alternatives à l'austérité.

Et Kostas Tsirikas, le leader de la confédération syndicale des fonctionnaires ADEDY de rappeler : *"le représentant du FMI, Gerry Rice, qualifie la recette appliquée de mauvaise. Les syndicats ont toujours dit que ces politiques étaient injustes pour les travailleurs, et conduisaient à l'impasse."* euronews.fr 07.06

ECONOMIE

Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a reculé de 5,6% en rythme annuel au premier trimestre.

L'économie devrait enregistrer un recul compris entre 4,2% et 4,6% cette année - après une contraction de 6,4% en 2012 - avant une reprise attendue en 2014. Reuters 07.06

SOCIETE

1- Quand l'Etat traque les semences "**clandestines**"

« *Légumes clandestins* » ! L'inscription ironique figure sur les pancartes que des jardiniers et des consommateurs brandissent ce 4 juin sous les fenêtres de la direction régionale de la concurrence et de la consommation à Toulouse. Ils dénoncent la pression sur les petits producteurs qui commercialisent des variétés de légumes non inscrits au catalogue officiel.

Quinze jours plus tôt, le 17 mai, des petits maraîchers ont reçu la visite d'un agent de la répression des fraudes, sur le marché de Lavelanet, en Ariège.

Leur délit : vendre des plants de tomates non inscrites au catalogue officiel et ne pas disposer de la carte du GNIS, l'interprofession nationale des semences et des plants. Ils encourent une amende potentielle de 450 euros...

« *Bien que pour eux qui vendent moins de 10 000 plants par an, cette carte soit gratuite, pour le moment du moins, cette visite a causé un certain émoi, d'autant plus que jusqu'ici cette activité annexe était tolérée et que ces maraîchers ignoraient même que cette carte était obligatoire* », réagissent plusieurs organisations [1] dans une lettre commune. Ces dernières voient dans ce contrôle « *un abus s'inscrivant complètement dans une logique de généralisation du fichage de toutes les activités et de toutes les personnes qui échappent au contrôle des multinationales* ».

L'élu écologiste François Calvet, Vice-Président de la commission agriculture du Conseil régional Midi-Pyrénées, considère également ce contrôle comme « *inopportun* ». « *La vente de plants par les maraîchers peut-être un revenu complémentaire non négligeable, écrit-il. Au moment où l'économie agricole est en crise, il n'est pas acceptable que ces paysans soient mis en difficulté par une application zélée de la réglementation sur la propriété intellectuelle* ».

Plus largement, les organisations associatives et paysannes demandent à « *répondre à la forte demande des jardiniers de pouvoir trouver sur le marché des plants leur permettant de cultiver toute la diversité des variétés paysannes, locales ou exotiques qui ne pourront jamais être toutes inscrites au catalogue.* »

Entre 1954 et 2002, 80 % des variétés potagères auraient été radiées du catalogue selon le Réseau semences paysannes.

Des 876 variétés potagères inscrites en 1954, il n'en restait plus que 182 au catalogue officiel français en 2002.

La raison de ces radiations ? Le poids de l'industrie semencière, qui, depuis cinquante ans, cherche « *à standardiser les semences pour les adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques* », estime le Réseau semences paysannes.

« *Ces contrôles sont effectués avec pédagogie pour protéger les consommateurs mais aussi les producteurs* », assure pour sa part la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, Catherine d'Hervé. Cette action intervient alors que la législation sur la commercialisation des semences et des plants est en cours de révision à l'échelle européenne.

Notes

[1] Confédération Paysanne Midi Pyrénées et de tous les départements de la région, Réseau Semences Paysannes, Amis de la Terre Midi-Pyrénées, Amis de la Terre Périgord, Nature & Progrès Ariège, Nature & Progrès Hautes Pyrénées, Nature & Progrès Quercy Gascogne, Nature & Progrès Haute Garonne, Nature et Progrès Aveyron, Croqueurs de carottes, Collectif anti-OGM31, Pétanielle, Terre en vie 65, ATTAC Toulouse, Toulouse en transition, Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac, Kokopelli, collectif des Faucheurs Volontaires, les herbes folles de Saverdun,... internationalnews.fr 06.06

2- Bruxelles ou le représentant des lobbys de l'industrie agrochimique

Une gigantesque escroquerie est en train de se mettre en place à Bruxelles, aux dépens des abeilles, de la biodiversité... et de tous les citoyens qui se battent depuis des années pour faire interdire les pesticides « *tueurs d'abeilles* » en Europe et dans le monde !

Nous devons la stopper net, avant qu'elle n'ait des conséquences dramatiques sur nos cultures et notre alimentation à l'avenir. Je vous demande de signer de toute urgence la pétition européenne ci-jointe et de la faire circuler autour de vous autant que vous le pourrez.

Il n'y a pas un instant à perdre.

Après des années de lutte acharnée des citoyens et des apiculteurs, la Commission européenne s'est officiellement décidé à interdire 3 pesticides néonicotinoïdes extrêmement dangereux pour les abeilles (1).

Les associations ont crié victoire et baissé la garde. Pourtant...

Le compromis que devrait adopter Bruxelles est en réalité un plan désastreux imposé par les multinationales agrochimiques comme Bayer, Syngenta et compagnie, qui mènent depuis des mois un lobbying effrené et extrêmement agressif pour arriver à ce résultat (2).

Objectif : Contrer la volonté des citoyens européens et empêcher l'interdiction REELLE des pesticides tueurs-d'abeilles - malgré les recommandations expresses des autorités sanitaires françaises et européennes (3)... Pour sécuriser les centaines de millions d'euros de profit annuel que ces produits rapportent aux grosses firmes qui les produisent !

Officiellement, les 3 pesticides les plus dangereux seront interdits pour une durée-test de deux ans à l'issue de laquelle les autorités sanitaires contrôleront si l'interdiction a mis un terme au massacre des abeilles, et s'il faut ou non interdire définitivement les néonicotinoïdes.

Or, cette soi-disant interdiction n'aura aucun effet sur la santé des abeilles !

En fait, les 3 pesticides tueurs-d'abeilles seront interdits seulement quelques mois par an... et largement utilisés tout le reste de l'année - sur près de 85% des céréales, et sur une grande partie des cultures de fruits, légumes et herbes aromatiques - empoisonnant largement les sols et l'eau absorbés ensuite par les cultures soi-disant « *non-traitées* ».

De nombreuses études ont montré que ces substances ultra-toxiques peuvent rester présentes dans le sol jusqu'à trois ans après le traitement (4), et que les cultures non-traitées replantées sur le même terrain révèlent des traces de néonicotinoïdes jusque dans leur pollen... que viennent ensuite butiner les abeilles ! (5)

A la fin de la période-test de deux ans, les multinationales pourront prouver que les abeilles continuent d'être décimées malgré la soi-disant interdiction de leurs produits, et qu'ils n'y sont pour rien. Ils auront réussi à blanchir leurs pesticides et à maintenir leurs profits - et pour longtemps !

C'est un plan diabolique, qui nous promet un désastre environnemental sans précédent.

Nous pouvons encore empêcher ça. MAIS IL FAUT AGIR VITE : d'ici quelques jours, la Commission européenne se prononcera sur sa version définitive du règlement européen concernant ces 3 pesticides tueurs d'abeilles.

Nous devons agir avant, pour exiger l'interdiction REELLE de ces pesticides ! Signez dès maintenant la pétition européenne pour contrer les lobbys en cliquant ici !

Si nous ne faisons rien, voici ce qui va se passer dans les 2 prochaines années :

- les pesticides néonicotinoïdes continueront à être utilisés pour les cultures d'hiver, imprégnant ainsi durablement les sols et l'eau...
- les cultures de printemps et d'été 'non traitées' seront infectées par les résidus de ces pesticides, et empoisonneront les abeilles...
- la mortalité massive des abeilles ne déclinera pas, malgré la soi-disant 'interdiction' des néonicotinoïdes
- Syngenta, Monsanto, Bayer et tous les laboratoires agrochimiques pourront à loisir clamer que leurs produits n'ont rien à voir avec la mortalité des abeilles, et obtenir leur réhabilitation totale sur le marché.

Et là, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer...

Il faut tuer dans l'œuf ce plan démoniaque, et exiger de la Commission européenne qu'elle interdise purement et simplement ces pesticides tueurs d'abeilles, comme elle prétend le faire d'ailleurs !

Pas de compromissions, pas de petits arrangements... Si l'on doit faire un test de 2 ans pour évaluer réellement l'impact de ces pesticides sur les pollinisateurs, alors allons-y franchement !

Les agriculteurs eux-mêmes n'auraient pas à y perdre :

d'après l'INRA, on pourrait réduire rapidement la consommation de pesticides en France de 30 à 40 % - sans aucune perte de revenus pour les agriculteurs - en revenant simplement à un système de rotation des cultures qui permettrait de combattre efficacement les parasites en réduisant durablement l'usage des traitements chimiques (6).

Ca représente tout de même, pour la France uniquement, plus de 20 000 tonnes de substances ultra-toxiques déversés chaque année en pure perte dans nos campagnes !

En fait, les seuls qui seraient ébranlés, ce seraient les chiffres d'affaires des géants de l'agrochimie... Mais la Nature n'a que faire de leurs profits !

Alors s'il vous plaît, aidez Pollinis à créer une véritable onde de choc à travers le pays et l'Europe toute entière, pour que notre pression sur la Commission européenne soit plus forte que celle des lobbys agrochimistes qui sacrifieraient sans vergogne votre santé, votre alimentation et l'avenir même de la Nature pour satisfaire à leurs profits immédiats.

Signez la pétition , et transmettez cet email à un maximum de personnes autour de vous. internationalnews.fr 06.06

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juin 2013

CAUSERIE

Sang froid et lucidité, camarades.

Certains me cataloguent volontiers comme gauchiste, c'est leur problème, on pourrait analyser une autre fois ce que cela recouvre.

En réalité, et je l'ai affirmé à plusieurs reprises, je suis un partisan de l'ordre et de la discipline, de la rigueur, je suis bourré de principes que je m'applique et revendique, c'est la seule manière pour essayer de s'en sortir quand on ne vient pas d'un milieu favorisé ou que le moindre faux pas peut s'avérer fatal. Cela s'applique à notre combat politique évidemment.

Pour accéder directement à la causerie de samedi soir: Samedi

[Clément Méric, suite.](#)

Les derniers éléments

Reuters - Le principal suspect dans la mort du militant antifasciste Clément Méric a été mis en examen samedi soir pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner et placé en détention provisoire, a-t-on appris de source judiciaire.

Au total, quatre autres suspects ont été présentés à un juge samedi et ont été mis en examen, dit-on de source judiciaire.

Trois d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire et le sort du quatrième était encore examiné samedi soir. Le parquet avait requis le maintien en détention des quatre hommes.

Trois jours après "*l'agression mortelle*" de Clément Méric, étudiant de Sciences-Po âgé de 18 ans, Jean-Marc Ayrault a lancé une procédure de dissolution des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), mouvement de jeunesse de Troisième Voie, un groupuscule dont tous les suspects sont des sympathisants.

D'après une source policière, les JNR, composées de 20 à 30 militants, sont le service d'ordre du mouvement d'extrême droite radicale Troisième Voie, qui compte "*4.000 sympathisants et 1.000 adhérents*". Reuters 08.06

D'autres témoignages.

La palme de la désinformation et de la provocation revient au professionnel en la matière : L'Humanité.

L'Humanité - Des "*crânes rasés*" qui auraient délibérément attendu Clément Méric à la sortie d'un magasin. humanite.fr 06.06

Le Point - Un vigile présent sur les lieux du drame est qualifié de témoin "*principale*" par les policiers. L'homme met en cause les

quatre militants du groupuscule antifasciste auquel appartenait la victime, et plus particulièrement l'un d'entre eux. Selon ce témoignage, ce garçon, très remonté, avait des gants de boxe dans son sac et a incité les autres à se battre contre les skinheads, qui, toujours selon le vigile, cherchaient plutôt à éviter l'affrontement et à partir discrètement.

Le témoin a précisé que Clément Méric aurait déclaré à propos des skinheads : "*Ce sont des gens qui ne devraient même pas être vivants.*" Il maintient toutefois que le jeune étudiant n'était pas le meneur, et que si son camarade ne l'avait pas poussé à se battre, rien ne serait arrivé. lepoint.fr 07.06

A Paris hier

Lemonde.fr - "*Cet assassinat est politique*" et "*la montée de l'extrême droite actuelle est une réalité, elle n'est pas fantasmée*", a déclaré Olivier, l'un des membres du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait le jeune homme tué, en tête du cortège parisien. "*On a perdu un frère, un ami, un camarade*", "*un jeune homme qui avait l'avenir devant lui et avait conscience qu'il fallait s'organiser contre la menace fasciste*", a-t-il ajouté avant une minute de recueillement.

Les membres de ce collectif "*antifa*", la plupart vêtus d'un t-shirt noir sur lequel est écrit "*Clément à jamais*", ouvraient le cortège, suivis de quelques milliers de manifestants sans signe d'appartenance politique, comme il était demandé sur la page Facebook du groupe. Lemonde.fr 08.06

1- Ce n'est pas un assassinat, les skinheads n'étaient pas venus à cette vente de vêtements pour bouffer du gauchiste. Ensuite le faf de 20 ans qui a bastonné Clément n'avait pas l'intention de le tuer et passer 20 ans en tôle, foutre sa vie en l'air pour une simple bagare.

2- La montée de l'extrême droite est bien réelle dites-vous, on a envie de dire : prouvez-le. De qui parlez-vous, des gens qui sont engagés dans ces organisations, qui participent à leurs activités, si on en croit le nombre de participants au défilé du 1er mai 2013 du FN à Paris, votre assertion se trouve invalidée, on veut bien croire que l'extrême droite organisée se renforce mais c'est marginal, ou les électeurs qui effectivement se portent plus nombreux sur les candidats du FN, mais là encore attention aux amalgames, pour de nombreux électeurs le FN n'est pas d'extrême droite, de plus ils ne partagent pas forcément les idées les plus répugnantes du FN, loin de là.

3- C'est par connerie pure que vous avez perdu votre pote, oui, connerie pure, c'est bien de cela qu'il s'agit ici, et je pèse mes mots, car de quoi faut-il être conscient pour s'organiser contre une menace qui finalement n'existe pas à proprement parler, sauf à croire dans l'avènement d'un régime fasciste tous les quatre matins, vous êtes atteints de schizophrénie aigue.

Pour ceux qui ne le savent pas la schizophrénie se caractérise notamment par la perte du contact avec la réalité, définition qui s'applique parfaitement ici, jusqu'à se croire plus fort et provoquer un groupe de loubards d'extrême droite réputés pour leur violence.

4- Les membres de ce groupuscule gauchiste se permet de se balader dans la rue ou dans leur école avec un badge bien en vue témoignant de leur engagement "politique", et les participants à ce rassemblement aurait dû s'abstenir de porter des signes indiquant à quel courant politique ils appartenaient, pourquoi, pour ne pas vous faire de l'ombre, parce que vous ne supportez pas les autres courants politiques du mouvement ouvrier ? Il faudrait que le brave peuple qui se fait manipuler quotidiennement par les médias pense que vous seriez les seuls antifascistes de ce pays, les vrais, les purs, les durs, en réalité les plus inconsistants qui soient, et qui plus est, dangereux pour les jeunes qui n'ont pas idée des conséquences parfois dramatiques auxquelles ils s'exposent en vous rejoignant.

Parole d'internaute.

1- "Le procureur n'est pas un méchant et le juge un gentil. Quand un délit grave ou un crime est commis, la police judiciaire est la première saisie et commence ses investigations. Le procureur dirige la police judiciaire (art 12 du CPP).

Au cours des investigations, le procureur par commodités de l'enquête a visé haut en qualifiant les faits de "*d'homicide volontaire*", comme on dit, "*qui peut le plus peut le moins*".

La Police Judiciaire a bouclé son dossier qui a été transmis au procureur qui, comme la loi l'exige quand il y a crime ou délit grave (ici homicide) se dessaisit en demandant la désignation d'un juge d'instruction (réquisitoire introductif d'instance). Le juge désigné demande alors au procureur de lui transmettre le dossier et est maître de l'enquête jusqu'à ce qu'il décide, par ordonnance, soit un non-lieu soit un renvoi devant le tribunal. Le juge, pour mener son instruction, fait appel à des policiers ou gendarmes OPJ nommément désignés par lui, ce qu'on appelle les commissions rogatoires.

Dans le cas présent, le juge d'instruction, à la lecture des pièces du dossier transmis par le procureur, a décidé de requalifier l'infraction en "*homicide involontaire*". C'est donc sur cette base qu'il va travailler dorénavant."

Merci de cette mise au point.

2- "La qualification retenue par le juge d'instruction « *violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner* » paraît logique au vue des premières informations sur ce qui s'est réellement passé. On est loin de l'hystérie du premier jour. Un peu de sang froid ne fait pas de mal et facilite le travail de la Justice et donc le bon fonctionnement de la République."

Cela pose une question qui s'adresse à tous les militants : Comment ceux qui se sont engouffrés dans cette histoire tête baissée, tous les partis, groupes, etc. pourraient-ils, devraient-ils inspirer confiance aux travailleurs et jeunes pour qu'ils les rejoignent ? Ils sont plutôt craignos comme disent les jeunes, je ne sais pas si je leur confierais ma vie, celle de ma fille.

3- "Certes Clément Méric a été tué lors d'un affrontement avec des membres d'un commando d'extrême droite. Il ne faudrait quand même pas oublier qu'il était lui même membre d'un commando d'extrême gauche, qui n'hésitait pas à faire le coup de poing avec ceux d'en face. Cela n'excuse pas le meurtrier."

4- "Je n'aimerais pas être à la place de celui qui a provoqué les skinheads et est tout aussi responsable de la mort de son copain."

Pensez-vous, il doit en être fier !

ACTUALITE EN TITRES

[Monarchie et banquier unis pour le meilleur... et pour le pire](#)

- Mariage royal à Stockholm - euronews.fr

La princesse Madeleine a épousé ce samedi son fiancé Christopher O'Neill, banquier américano-britannique avec qui elle vit depuis trois. euronews.fr 08.06

C'est une constante (historique qui remonte plusieurs siècles en arrière en réalité) sur laquelle on n'insistera jamais assez, dont personne ne parle dans le mouvement ouvrier évidemment. Et ce n'est certainement pas un hasard si le projet du cartel des banquiers sionistes anglo-saxon d'établir un gouvernement mondial ressemble finalement comme deux gouttes d'eau à l'établissement d'une monarchie absolue...

[Hollande, c'est Blair... le pif en moins.](#)

Merkel a dit soutenir Pékin. Quelques jours plus tard son écho lui répond.

- François Hollande veut apaiser la querelle entre l'UE et Pékin - Reuters

Le président français François Hollande a demandé samedi le règlement "*dans la discussion*" de la querelle commerciale entre l'Europe et la Chine, qui sera évoquée lors du prochain Conseil européen. Reuters 08.06

Entre apathie et veulerie.

- Paris soutient l'accord de libre-échange UE-Japon, dit Hollande - Reuters

- Pas de pression française sur le Japon sur le nucléaire - Reuters

[Conditionnement.](#)

- Un jeune sur deux pense qu'il ne pourra pas prendre sa retraite avant ses 70 ans - L'Expansion.com

Donc on peut monter la barre jusque là, CQFD.

- Valls ferait un bon Premier ministre pour 45% des Français - AFP

Donc il pourrait devenir Premier ministre dans les mois à venir, CQFD

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Turquie

En Turquie, la mobilisation anti-gouvernementale ne faiblit pas. Ce samedi soir, de nouvelles manifestations étaient organisées à Istanbul et à Ankara, ce qui a donné lieu à des accrochages avec la police. Dans le quartier de Sultangazi, à Istanbul, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau pour tenter de disperser les manifestants. Plusieurs groupes de supporters de clubs de football sont venus grossir les rangs des protestataires.

Autre théâtre de violence, la capitale Ankara. La police anti-émeute est intervenue pour disperser un rassemblement en centre-ville. Les médias locaux parlent de plusieurs blessés.

De leur côté, les autorités assurent que les choses sont "sous contrôle". C'est ce qu'a déclaré le vice-Premier ministre ce samedi, à l'issue d'une réunion des dirigeants du parti au pouvoir AKP. Une réunion à laquelle participait le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Pour les autorités, pas question d'organiser des élections anticipées, comme certains manifestants le réclament. Cela dit, dans un souci de conciliation, le maire d'Istanbul a déclaré qu'il était prêt à apporter des modifications au projet d'aménagement du parc Gezi, à l'origine du mouvement de contestation. euronews.fr 08.06

2- Libye

Au moins 30 morts et des dizaines de blessés, c'est le bilan encore provisoire d'affrontements ce samedi à Benghazi en Libye.

Point de départ : un rassemblement de manifestants devant le siège d'une milice composée d'anciens rebelles. Les manifestants réclament la dissolution de cette milice, accusée de faire régner sa loi à Benghazi. Pour les protestataires, deux ans après la chute de Kadhafi, il est grand temps que les autorités du pays mettent en place une vraie armée et une vraie police.

Le rassemblement, d'abord pacifique, aurait dégénéré avec échanges de coups de feu, pendant plusieurs heures, aux abords du siège de la milice. Les forces spéciales sont finalement intervenues pour mettre fin aux violences. Le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Mais cela ne règle sans doute pas le problème de l'insécurité qui règne à Benghazi. euronews.fr 08.06

3- Syrie

3.1- Les habitants d'Alep ont eu une première manifestation en guise de soutien à l'armée syrienne et à ses opérations dans différentes régions et villes du pays.

Les manifestants ont tenu à rendre hommage à la victoire de l'armée syrienne à Qousseir, à rif de Homs. Dans une seconde manifestation toujours à Alep, les habitants de cette ville se sont déclarés solidaires avec les contestataires turcs et ont soutenu leurs manifestations de protestation contre le gouvernement Erdogan. french.trib.ir 08.06

3.2- Les terroristes d'Al Nosra ont baissé le drapeau de l'ASL à Alep et l'ont remplacé par leur propre drapeaux. Le drapeau de l'ASL - celui de l'époque coloniale française- a été ensuite piétiné sur la place Al Halvaniya.

Placé sur la liste des organisations terroristes, Al Nosra continue à agir à sa guise à Alep. Les Etats-Unis et leurs alliés arabes fournissent la milice en armements. A Qousseir des centaines de nosratistes combattaient l'armée nationale syrienne . Des centaines d'entre eux ont été tués blessés et capturés. french.trib.ir 08.06

3.3- Dans un récent article, le conseiller pour les recherches défensives à l'institut American Interprise, Pelclat, accuse Obama d'échec subi par le camp américain en Syrie. " A mesure que le temps passe, les forces d'Assad avancent et à chaque étape elles arrivent à marquer des points. Leur victoire est de plus en plus large dans le camp d'Assad. Celui-ci est même parvenu à reprendre la ville stratégique de Qousseir. " L'auteur évoque ensuite la récente réunion des représentants us au sujet de la Syrie, une réunion tenue en présence des membres de la sous-commission des forces armées au congrès pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord. "J'y étais moi-même présent et j'y assistais sur la nécessité d'un engagement direct des Etats-Unis dans

le conflit. Car il faut aider les rebelles dans leur combat contre la régime de Bachar. il y a là une question de crédit et de prestige des Etats Unis" après cette entrée en matière, l'auteur s'attaque à l'Iran et se dit inquiet de la montée en puissance de l'Iran à titre de puissance régionale : " les Etats Unis ont des intérêts énergétiques au Moyen-Orient et des alliés dans cette région. L'Iran aussi... M Obama, je dois vous le dire, même la RII a compris que vous avez optez pour une stratégie de défaite en Syrie".

L'auteur citant les participants à la réunion précitée a dénoncé Obama pour son refus de décréter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie . "Ce refus va dans le sens de l'intérêt de la RII et du régime syrien". Le conseiller s'inquiète surtout du vide du pouvoir que laisserait selon lui la poursuite du refus d'Obama de soutenir efficacement les terroristes, " un vide que rempliront aussitôt le Hezbollah libanais et la RII". Mais quelle solution à cet état? Daniel Pelclat conseille "une coopération étroite entre l'Otan et les régimes arabes pour créer une zone d'exclusion au-dessus de la Syrie et un plus intense trafic d'armements en direction des terroristes. Mais cette intensification d'aide paraît insuffisante vu la taille de l'enjeu : la victoire d'Assad en Syrie préfigure une grande victoire stratégique pour l'Iran. Aussi faut-il l'empêcher à tout prix : outre la livraison d'armes et la zone d'exclusion aérienne, les rebelles pourront être secourus par voie aérienne et à l'aide du système du renseignement turc et jordanien ". french.irib.ir 08.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé samedi à Madrid contre "l'impunité financière", brandissant des pancartes réclamant "jugement et châtement" pour les responsables de la débâcle financière de l'Espagne.

"Contre l'impunité financière, contre l'escroquerie des crédits hypothécaires, pour le droit au logement", proclamait l'immense banderole de tête du cortège qui a défilé devant les bureaux de l'association des banques, la Banque d'Espagne et l'Audience nationale, la cour qui instruit les plaintes contre Bankia. L'un des manifestants portait la banderole grâce à une corde de pendu sur ses épaules.

"Les principaux responsables de la crise sont dans les conseils d'administration des groupes bancaires", a affirmé l'un des organisateurs en lisant un manifeste dans un porte-voix.

Il a aussi rappelé que le système des crédits espagnols a été mis récemment à l'index par la justice européenne à cause de certaines clauses pouvant être abusives.

L'association PAH est à l'origine d'une proposition de loi populaire qui a recueilli 1,4 million de signatures et qui prévoit l'extinction de la dette contre la saisie du logement, le gel des expulsions du domicile principal et la transformation en logements sociaux de tous les logements vides appartenant à des banques.

Près de 40.000 logements ont été saisis en Espagne en 2012 à la suite d'impayés, selon la Banque d'Espagne. AFP 08.06

Samedi soir (ou plutôt dimanche matin, il est 0h45 et pas d'électricité !)

Méric Clément, suite. Le parquet fait le jeu du gouvernement.

Certains suggèrent que le gouvernement exploite ce drame pour faire monter l'extrême droite face à l'UMP à un an d'élections municipales et européennes qui se présentent très mal pour le PS et le gouvernement. C'est une explication qui semble plausible.

On ne peut qu'être surpris par le chef d'accusation retenu par le parquet, comme si les protagonistes d'une bagarre avait eu l'intention de s'entretuer, alors qu'il s'en produit des centaines quotidiennement à travers tout le pays.

Il est confirmé que ce sont les antifascistes qui ont provoqué les trois skinheads, mais apparemment le parquet a décidé de ne pas en tenir compte, mieux, ce sont eux qui les ont menacés ouvertement en disant qu'ils allaient les "attendre en bas", pour quoi faire, leur casser la gueule, ils ont été servis au-delà de leurs attentes.

Ces groupuscules qui s'autoproclament antifascistes agissent à la marge du mouvement ouvrier et ne représentent qu'eux-mêmes. Malheureusement des jeunes se laissent entraîner dans ce genre d'organisations dirigées par des inconscients qui se gardent bien de mettre leur propre vie en danger.

Voilà le message que nous adressons à ces jeunes et à la jeunesse du prolétariat, aux travailleurs et aux militants en général.

Vous êtes antifascistes, anticapitalistes, l'injustice vous fait horreur, nous partageons donc le même combat et nous avons les mêmes ennemis, en Syrie, c'est possible de liquider l'équivalent de ces skinheads, salafistes, takfiristes, wahabistes, djihadistes ou mercenaires armés et sanguinaires en tous genres de l'ASL et d'Al-Nosra, mais voilà en France les gauchistes tout comme la gauche ou l'extrême gauche ont choisi le mauvais camp, celui du gouvernement Hollande-Fabius qui les soutient contre le peuple syrien combattant pour préserver son identité et son indépendance qu'incarne le président syrien Bachar Al-Assad.

Refusez votre soutien au gouvernement Hollande-Fabius, rejetez les partis ou organisations qui le soutiennent, fuyez-les comme la peste car en oeuvrant au côté de l'impérialisme américano-sioniste ce n'est pas seulement le destin du peuple syrien qu'ils entendent ruiner mais votre propre sort, car les deux sont intimement liés.

Nous n'avons pas à vous dire quel parti ou quel groupe de militants engagés au côté du peuple syrien rejoindre, c'est à vous d'en décider librement sachant qu'il ne sera possible de venir à bout de la vermine d'extrême droite qu'une fois le régime en place renversé par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées, perspective politique autour duquel tous les militants révolutionnaires devraient se rassembler et combattre ensemble.

Un complément à titre personnel.

Je mesure 1,65m pour 80 kilos, je suis assez baraqué, j'ai 57 ans, je commence à me faire vieux, je ne me bats jamais, j'ai eu une multitude d'altercations avec des Indiens, j'ai été agressé à plusieurs reprises, une fois j'ai pris une brique en plein thorax, une autre fois une pierre en pleine figure et le visage en sang, un autre fois en me baladant en vélo j'ai reçu un violent coup de poing derrière la tête, j'ai été menacé de mort plusieurs fois dans le village où j'habitais avant, régulièrement je dois affronter des insultes, j'ai connu trois tremblements de terre et trois cyclones plus un tsunami où j'ai failli y laisser ma vie, la mer s'est arrêtée à la hauteur de mon cou, bref, je m'en suis toujours bien sorti et j'ai pris des décisions suite à ces expériences dont j'ai tiré des leçons, j'ai notamment revendu ma maison et quitté le bord de mer pour vivre en sécurité.

Je n'ai jamais provoqué ou insulté qui que ce soit, certes il m'est arrivé de prendre certains risques et certaines situations auraient pu mal tourner, chaque fois j'en ai pris conscience à temps et j'ai su prendre les décisions qu'il fallait, parfois au détriment de mon amour propre que j'ai ravalé, on se trouve parfois confronté à des situations où il vaut mieux faire preuve d'humilité sans que notre dignité en souffre, puisque qu'on a dû agir sous la contrainte, surtout quand l'enjeu ne vaut pas le coup, il ne faut pas être borné et stupide, dans d'autres cas c'est différent. A plusieurs reprises j'ai eu l'occasion de frôler la mort de très près depuis que je suis en Inde. Je ne l'ai pas cherché mais je dois reconnaître que j'y étais quand même pour quelque chose, car il arrive qu'on prenne des décisions sans en mesurer sur le coup les conséquences à venir. Ce qui m'a sauvé ce fut peut-être d'en prendre conscience au bon moment et d'en tirer des leçons. Et pourtant je suis habitué à me poser un tas de questions, comme quoi il arrive qu'on passe malgré tout à côté des bonnes. Cela doit nous conduire à être modeste dans la vie et à ne pas juger les autres comme je le répète souvent, je tiens cela de ma propre expérience et je me l'applique à moi-même.

C'est toujours un terrible malheur la mort d'un jeune. J'ai vu un de mes beaux-frères à peine plus âgé mourir dans un accident de moto à quelques centaines de mètres de chez moi. La nuit venait de tomber, il a dû avoir un instant d'inattention et il roulait trop près du bord de la chaussée, le bas-côté était instable, il a dû par mégarde sortir de la chaussée, il a perdu le contrôle de sa moto et sa tête est venue heurter un poteau en ciment et il est mort pendant qu'on le transportait à l'hôpital. C'est très con, trop con, c'était le cadet, mon épouse pleure chaque fois qu'on prononce le nom de son frère. Je l'avais dissuadé de partir travailler à Dubaï et je l'avais aidé financièrement à s'installer comme carrossier. Pas de bol, car Saktivel était un brave garçon, courageux et honnête ce qui est devenu rare. Il en avait fait des sacrifices pour arriver à s'en sortir, c'est ce qui m'a le plus peiné, pour rien finalement.

Un article de l'agence Reuters qui fournit les derniers éléments d'information.

- Le parquet de Paris a retenu samedi le chef d'accusation d'homicide volontaire à l'encontre d'Esteban, principal suspect dans la mort de Clément Méric, et a confirmé que le militant d'extrême gauche avait succombé aux coups qui lui ont été portés.

Le nombre de coups mais aussi la différence de carrure entre le suspect et la victime - qui mesurait 1m80 pour 66 kg -, de même que la suspicion de l'usage d'un poing américain ont mené au choix du qualificatif d'homicide volontaire, a déclaré samedi le procureur de Paris, François Molins.

Esteban, dont le procureur a refusé de divulguer le nom de famille, a reconnu avoir porté deux coups au militant antifasciste, dont celui l'ayant fait tomber.

"Les auditions, non seulement de témoins mais encore de protagonistes eux-mêmes, attestent d'une scène de violence avec des échanges de coups", a déclaré François Molins.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un ami de Clément Méric a d'abord "*chambré verbalement*" un skinhead qui se trouvait dans la salle de vente. "*Les nazis viennent faire leur course*", aurait-il lancé.

Clément Méric et ses amis auraient continué à provoquer le groupe d'ultra-nationalistes, menaçant de les "*attendre en bas*". Un vendeur a indiqué avoir alors entendu l'un des skinheads appeler du renfort, visiblement pour en découdre.

Les suspects ont tous donné la même version des faits, à savoir qu'une bagarre "*généralisée et désordonnée*" a éclaté, qu'ils étaient en état de légitime défense et qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de tuer le jeune homme, selon des sources policières. Ils disent avoir "*répliqué*", a confirmé samedi le procureur de Paris.

Âgés de 19 à 32 ans, tous ont un casier judiciaire vierge et se disent sympathisants du groupe "Troisième Voie".

Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Des incapacités totales de travail de 3 et 7 jours ont en effet été prononcées à l'encontre des deux amis de Clément Méric présents sur les lieux du drame. L'un dit avoir reçu des coups de poing américains sur les bras, l'autre un coup de poing au visage. Reuters 08.06

Je vais ajouter un mot parce que cela me démange.

Cela devait leur apporter quoi de parler à ces fachos, je voudrais qu'il nous explique la finalité de leur démarche. Se faire tabasser pour ensuite porter plainte contre eux pour qu'ils écopent de quelques mois de prison avec sursis et peut-être une amende ? Je ne comprends pas le but du jeu, cela doit être d'un niveau intellectuel trop élevé pour moi.

En quête d'une tribune, ils se seraient servis du tribunal pour défendre leur cause ? Pour ce qu'en aurait eu à foutre le parquet et les juges franchement ! On cherche à comprendre. Faire parler d'eux dans les médias, c'est réussi, mais à quel prix !

Ils me font penser à des branleurs qui se la pètent et font chier, pas seulement des fachos, mais les gens qui ne pensent pas comme eux, et qui un jour tombent sur des excités qui leur règlent leur compte, ce qu'ils cherchaient depuis longtemps ou ce qui devait leur arriver un jour ou l'autre. Si j'étais procureur, c'est ce que je leur aurais certainement dit.

Quant aux autres dingues, je les enverrais directement au trou en leur rappelant qu'ils devaient garder le contrôle d'eux-mêmes, même face à une provocation ou des propos qu'ils jugeaient injurieux ou déplacés, rien ne peut justifier de frapper une personne qui ne vous a pas agressé physiquement.

Quand j'étais adolescent je me souviens encore comment les bagares commençaient avec mes potes voyous, il suffisait qu'un mec les ait regardés, un d'entre eux s'avançait vers lui et lui disait : tu as vu comment tu m'as regardé ? Qui moi ? Oui toi tête de noeud, et il se prenait un coup de boule. A Paris dans le quartier indien en haut de la rue du faubourg Saint-Denis où on allait faire nos courses tous les samedis, il y avait un local des Hells Angels, on croisait des crânes rasés, et bien j'aurais plutôt été du genre à leur faire des compliments sur leur Harley que de les provoquer !

Quand un militant diffuse ou tracte tranquillement et se fait agresser ou lors d'une manif, on est dans un cas de figure totalement différent, là il s'agit d'une agression politique qui doit être condamnée sans réserve quel que soit le parti ou le syndicat auquel il appartient.

Quelques réactions d'internautes.

1- Homicide volontaire suite à une provocation involontaire, et puis quoi encore ?

Cette justice politique va se retourner contre les bobos parisiens, à voir le nombre de gens qui sont écoeurés qu'une bagarre entre 2 gangs soient tournée en guerre sainte par l'extrême-gauche bien pensante. Apparemment, ce sont les gauchos qui sont allés chercher les skins. Elle est où l'intention d'homicide là ?

Taubira nous doit des explications circonstanciées sur cette décision stupéfiante du Procureur de la République car une bagarre c'est une bagarre et non un guet-apens. On va encore douter de l'indépendance de la justice.

2- Quelqu'un pourrait-il nous éclairer ? Selon les divers articles lus, la rixe semble avoir été provoquée par les amis de Clément Méric. Or, on retient ici l'intention d'homicide volontaire pour les autres. Ca semble contradictoire.

Est-ce, de la part du parquet, le seul moyen de garder en détention l'auteur des coups ?

Le parquet a-t-il connaissance d'une volonté de tuer qu'on ignore ?

Le parquet cède-t-il aux pressions de la rue, même si l'indignation est légitime ?

3- Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Et le tribunal ne tient pas compte du fait que c'est le groupe d'extrême gauche qui a provoqué la bagarre, il ne tient pas compte des témoignages qui le confirment...

4- Là, il y a clairement une volonté de nuire plus que nécessaire par ce chef d'inculpation. Je viens d'entendre les arguments, c'est plus que léger et totalement artificiel.

- Frapper à plusieurs coups dans le visage de la victime qui était moins "baraquée"

- Usage "possible" d'un poing américain : "possible". Ils ne savent même pas si c'est le cas mais ils inculpent pour homicide volontaire sur cette base-là. Et à priori, il n'y avait pas de poing américain utilisé.

Si frapper plusieurs fois dans la tête de quelqu'un correspondait à une tentative d'homicide volontaire, une bonne partie de la France serait en prison suite à des bagarres diverses à l'école, dans les bals, dans les boîtes de nuit, lors de bagarres entre automobilistes, etc... Désormais, ce sont toutes les bagarres qui doivent être considérées comme des tentative d'homicide volontaire, alors !!!

Et ces marches dans toute la France pour la victime. Pourquoi pas des marches pour cette vieille dame égorgée ? Ou des marches dans toute la France pour cette jeune femme poignardée dans le RER ? Et tant d'autres cas encore, des actes immondes mais passés sous silence en plaçant le fait divers ! Pour un extrême gauchiste, c'est plus du fait divers, c'est pire qu'un attentat contre une école.

Là, on a l'impression que c'est le Christ qui s'est fait dessouder.

Tout ça, ça ressemble à un sacré téléguidage politique.

Bien sûr, sans excuser le geste, ça va sans dire.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juin 2013

CAUSERIE

La première partie de la causerie du jour rédigé ce matin et hier soir se trouve plus loin.

J'ai corrigé plusieurs liens erronés vers plusieurs articles sur la Turquie.

Pris par mon travail, j'avais terminé le boulot quand ils ont coupé le courant éteignant mon ordinateur, alors que j'avais oublié de l'enregistrer, j'en ai refait une partie et j'ai laissé tomber le reste, pas le courage de recommencer, il fait une chaleur à crever.

Tenez à propos de crever, hier soir en donnant un coup de balais indien, donc courbé en deux jusqu'au sol, après que mon chien ait mangé, sur la dalle en ciment situer devant la terrasse, je suis encore tombé nez à nez avec un serpent, un jeune, j'ai été tellement surpris que je l'ai envoyé balader en lui filant un coup de balais. Ensuite, j'ai dispersé du DDT en poudre le long de l'entrée sans savoir si c'est efficace ou non comme repoussoir, car il faisait déjà nuit et mon chien dort à quelques mètres seulement.

Au fait, à propos du scandale mondial PRISM, j'avais eu du pif il y a quelque temps déjà en dénonçant les réseaux sociaux et le rôle de Facebook.

Quand vous prenez les noms des dirigeants de Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo, AOL, YouTube, Skype et PalTalk, vous vous apercevez qu'ils participent tous à des think thanks néolibéraux, que plusieurs d'entre eux ont déjà été invités aux réunions du groupe Bilderberg, que les uns et les autres sont membres des conseils d'administration des mêmes multinationales

qui forment un cartel avec celui des banquiers, banquiers qu'on retrouve évidemment dans les mêmes conseils d'administration.

Cela signifie que leur stratégie est globale, mondiale, et concerne absolument tous les aspects de la société ou de notre vie jusque dans les moindres détails, y compris les questions sociétales dont ils sont les maîtres d'orchestre. Bien entendu, comme ils le disent eux-mêmes ou sont obligés d'avouer, c'est top secret et ce serait nous qui tentons de savoir ce qu'ils tramant dans notre dos qui serions des complotistes. Mais s'ils oeuvraient vraiment pour le bien de l'humanité comme ils le prétendent, pourquoi alors tant de mystères ?

Il n'y a que les naïfs, les crétins ou les vendus pour les croire ou pour ne pas rendre compte aux travailleurs et militants de leurs faits et gestes. Quel parti ces derniers jours s'est attardé sur la réunion du groupe Bilderberg qui vient de se tenir en Grande-Bretagne ?

Je vais vous avouer un truc. Parfois on a mauvaise conscience, on se demande si on ne serait pas un peu ou très médisant envers les partis ouvriers, il est légitime de se poser la question, de se demander si on n'en ferait pas trop, pourquoi tant d'acharnement, etc. Puis, presque quotidiennement ce sont eux qui apportent la réponse à cette question en témoignant qu'ils sont encore pire que ce qu'on avait écrit sur eux, on en est même gêné à dire vrai, on se censure, on se demande jusqu'où ils vont descendre. On en est étonné, ils nous surprennent, malheureusement pas dans le bon sens.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment attiser la xénophobie. Personne n'a envie non plus d'être français !](#)

- Mélenchon : aujourd'hui "*personne n'a envie d'être allemand*" - AFP

Et on n'a pas franchement envie de vous ressembler !

L'ennemi il est dans notre propre pays, il s'appelle le capitalisme, ses représentants, ses institutions, son Etat.

L'enfonceur de portes ouvertes à qui les médias offrent gracieusement une tribune.

- Mort de Méric: pour Mélenchon, le FN a "*un lien*" avec les mouvements extrémistes - AFP

Lui il est lié au régime, ils ont au moins un point commun qu'on ne trouvera pas à la Voix de l'Opposition de gauche.

Et la cour suit

- Mort de Clément: "*La dissolution d'un groupe d'extrême droite ne règle rien*" pour Besancenot - L'Express.fr

Besancenot. "*il faut s'attaquer aux racines qui font que l'extrême droite se développe, c'est à dire ce climat raciste et xénophobe*" en pointant "*tous les renoncements de la gauche quand elle est au pouvoir*". L'Express.fr 09.06

La racine vous dites, on va vous dire en quoi elle consiste puisque apparemment vous l'ignorez : elle réside dans le fait de classer le gouvernement et les partis qui y participent à gauche, alors qu'ils incarnent, qu'ils sont liés organiquement au capital, qu'ils en sont les représentants.

La gauche, ce sont uniquement les partis et les courants politiques qui combattent pour en finir avec le capitalisme, ses institutions, son Etat. Je n'ai pas ajouté le socialisme ou la révolution socialiste puisque les anarchistes ne combattent pour cet objectif tout en partageant le reste de nos objectifs politiques.

La droite, ce sont tous les partis ou courants politiques qui se réclament du capitalisme, de l'économie de marché, qui représentent ou défendent les intérêts des capitalistes, qui s'accommodent de l'existence du capitalisme et participent à ses institutions, dont leur existence ou leur survie dépend uniquement du maintien du régime en place.

Ainsi les choses sont parfaitement claires, nettes et précises entre les deux camps en présence, aucune confusion n'est dès lors possible.

Maintenant quand on n'a pas les idées très claires comme c'est votre cas monsieur Besancenot, on a tendance à se fourvoyer ou cela devient une fâcheuse habitude devrait-on dire pour être plus précis, à se tromper de combat ou d'ennemi. Un exemple.

Le NPA soutient le gouvernement Hollande-Fabius qui crèvent d'envie d'aller bombarder la Syrie non pas pour instaurer un régime démocratique en Syrie, mais pour faire main basse sur son pétrole et son gaz, avant de s'attaquer éventuellement à l'Iran, exactement comme l'avait fait avant lui en Libye son prédécesseur Sarkozy. Que l'immense majorité du peuple syrien plébiscite le président Al-Assad au bout de deux ans de guerre ne

vous interpelle pas davantage, confirmant une fois de plus que les faits ou la réalité ne vous intéresse pas. Quand ils contredisent votre position, vous les occulrez, vous les faites disparaître, en fait, vous employez les mêmes méthodes détestables employées par nos ennemis pour conditionner les masses, c'est juste un constat que chaque militant peut faire ou vérifier.

On notera au passage que vous n'avez tiré aucun enseignement de cette expérience (lybienne), répétons-le, les faits, la réalité, cela ne vous intéresse pas plus que les intérêts des peuples que vous prétendez incarner, vous appartenez à cette catégorie de gens à l'esprit étroit ou borné, totalement sclérosé, dans la tête desquels l'idéologie dominante s'est incrustée profondément et vous suivez aveuglément cette idée sans vous soucier des conséquences effroyables qu'elle peut avoir sur le sort de peuples entiers, car ce qui est juste, ce n'est pas le combat que vous menez mais l'idée qui a germé dans votre petite tête de militant rongé par un dogmatisme effréné, hystérique et qui dès lors n'est pas ou plus capable de penser librement.

J'ai rédigé ces lignes à la mémoire du peuple syrien et particulièrement de ce jeune syrien lâchement assassiné par des mercenaires sanguinaires que soutient le gouvernement français, et que vous soutenez donc par voie de conséquence.

- Un jeune Syrien exécuté par des rebelles pour blasphème - lemonde.fr

- Mohammad Qataa, un adolescent syrien de 15 ans a été exécuté en public à Alep par des rebelles islamistes, qui l'accusaient d'avoir tenu des propos jugés blasphématoires.

Mohammad Qataa vendait du café dans les rues du quartier populaire de Chaar. Il s'est disputé avec un individu avant de lancer : *"Même si le prophète Mahomet descend du paradis, je ne deviendrai pas croyant."* Le jeune homme a été capturé samedi par des miliciens de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie puis reconduit encore vivant dimanche aux premières heures sur son étal en bois, son corps portant des marques visibles de coups de fouet.

" Les gens se sont rassemblés autour de lui et un membre de la brigade a déclaré : 'Généreux citoyens d'Alep, ne pas croire en Dieu est du polythéisme et maudire le prophète est du polythéisme. Quiconque blasphème ne serait-ce qu'une fois sera puni de cette façon'. " " Il a alors tiré deux balles avec un fusil automatique devant la foule et devant la mère et le père du garçon, il est monté dans une voiture puis il est parti", poursuit l'OSDH.

Rami Abdelrahman ajoute que la mère a imploré les miliciens, dont l'accent indique qu'ils n'étaient sans doute pas syriens, de ne pas tuer son fils. Selon ses parents, Mohammad Qataa avait participé aux manifestations en faveur de la démocratie à Alep. lemonde.fr 09.06

ACTUALITE EN TITRES

[Les ténèbres ou l'odeur putride de la maléfique bassesse humaine.](#)

- Bernard-Henri Lévy, le Magnifique ! - LePoint.fr

Il a cette capacité, cette hauteur de vue et aujourd'hui, peut-être un peu plus, cette sagesse, qui permettent à la pensée de ne pas disparaître complètement dans un monde qui pourrait facilement plonger dans l'obscurité. Ici, l'intellectuel engagé est dans son rôle de vigie, fouillant l'horizon du regard, Bernard-Henri Lévy, le Magnifique. LePoint.fr

- Convertis au libéralisme ? Et si la crise était en train de changer la vision que les Français ont de l'Etat - Atlantico.fr

[Le produit de la décomposition de leur société](#)

- Des pères séparés manifestent à Paris pour l'égalité parentale - AFP

- Paris: Premier rassemblement canin-citoyen samedi - 20minutes.fr

[Désinformation et manipulation](#)

- Un manifestant tué devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth Reuters

- Liban: un manifestant anti-Hezbollah tué par balles à Beyrouth Serene ASSIR - AFP

Quel manifestant ? Oh le pauvre manifestant ! En réalité, il s'agissait d'une manifestation organisée par les salafistes.

- Selon la chaîne Al Alam, les salafistes syriens infiltrés au Liban ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade iranienne à Beyrouth avant de se heurter à la résistance des partisans d'Assad et du Hezbollah. Les salafistes syriens s'étaient rassemblés à l'appel du parti Al Entema al Libnani. Ils voulaient se manifester devant l'ambassade iranienne. Les accrochages entre pro et anti Assad ont fini par pousser les forces de sécurité libanaises à intervenir et puisque les salafistes étaient armés, les heurts ont provoqué des échanges de tirs. Un salafiste a été tué et 10 autres personnes des deux côtés ont été blessées.

Le calme règne en ce moment autour du bâtiment de l'ambassade ; les heurts au contraire de certaines fausses informations ont éclaté non pas devant l'ambassade mais dans des avenues donnant accès au bâtiment puisque les forces de sécurité n'ont pas permis aux assaillants de se rapprocher du bâtiment. french.trib.ir 09.06

Les infos des journalistes de Reuters et l'AFP sont parfois approximatives ou carrément erronées.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

Les anti-Erdogan ne se laissent pas impressionner. Des milliers d'entre eux ont repris le chemin de la place Taksim ce dimanche à Istanbul. Un rassemblement politique et un concert y ont été organisés. C'est le dixième jour de mobilisation, et les contestataires répondent coup par coup au Premier ministre.

"Il dit qu'une réponse doit nous être donnée dans les urnes, mais les urnes ne seront qu'une justification de ce que fait le gouvernement, dit un manifestant. La vérité, c'est qu'il faut casser les urnes, boycotter les élections et rester dans la rue".

"Je souhaite que les manifestations se poursuivent jusqu'aux élections locales, réagit une manifestante turque. Ce mouvement, qui a commencé comme une lutte environnementale, est devenu une protestation publique. Nous allons continuer de le soutenir, et ce serait parfait s'il se terminait par une action démocratique comme les élections". La place Taksim d'Istanbul devient, au fil des jours, aussi emblématique que la place Tahrir du Caire. Elle sert de quartier général à l'opposition turque, de jour comme de nuit. euronews.fr 09.06

ECONOMIE

Algérie

La nationalisation imminente par l'Etat algérien de la filiale du numéro un mondial de la sidérurgie ArcelorMittal à Annaba (600 km à l'est d'Alger) est le résultat de l'échec de la privatisation de ce complexe, estiment économistes et syndicalistes.

Réclamée à plusieurs reprises par des syndicats et certains partis politiques algériens, la nationalisation d'El Hadjar privatisé en 2001, n'est plus qu'une "affaire de jours", a annoncé samedi à l'AFP l'ancien secrétaire général du syndicat d'entreprise, Smain Kouadria.

Un pré-contrat a été signé cette semaine entre Arcelor, qui détient 70% des parts du complexe d'Annaba et Sider, son partenaire public algérien, a assuré M. Kouadria, qui a participé à l'élaboration de la feuille de route.

"Douze ans après sa privatisation, le complexe sidérurgique d'El Hadjar fait toujours face aux conséquences du sous-investissement, de la dégradation des installations et équipements, de la fermeture des sites de production essentiels", constate Abdelatif Rebah, économiste.

M. Kouadria renchérit : "C'est l'échec de la privatisation : aucun investissement, la réduction des effectifs et pas d'amélioration des conditions de travail".

Le complexe, propriété de l'Etat algérien, avait été racheté à 70% en 2001 par l'indien Ispat, qui appartient au groupe Mittal.

"Lors de la signature de la privatisation le 18 octobre 2001, les effectifs étaient de 11.200, ils ne sont plus que 5.600 travailleurs", rappelle le syndicaliste devenu député.

La feuille de route, dont l'AFP a obtenu une copie et qui devrait être bientôt présentée au Conseil de participation de l'Etat (CPE), prévoit que Sider injecte 100 millions de dollars au capital et ArcelorMittal 56 millions de dollars.

Un plan de développement sera financé par l'apport de 700 millions de dollars d'une banque publique sur la base d'un échéancier et en fonction de la réalisation du plan 2014/2017, selon cette feuille de route.

Il y est précisé que le complexe devrait atteindre sa pleine capacité de production, 2,2 millions de tonnes d'acier, en 2017.

"Cette semaine, les deux parties ont renégocié pour porter la participation de Sider à 120 millions de dollars et celle d'Arcelor à 100 millions de dollars et arriver ainsi à 51/49 % avec la majorité pour la partie algérienne", a affirmé M. Kouadria.

Il a précisé que la somme prévue initialement dans la feuille de route a déjà été versée.

Pour l'économiste Abderrahmane Mebtoul, *"à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2014 et avec les tensions sociales actuelles, le gouvernement n'est pas préoccupé par la rentabilité économique"*.

"La reprise éventuelle par l'Etat algérien d'une fraction des parts d'Arcelor Mittal entre dans ce cadre d'apaisement social", a ajouté M. Mebtoul dans un entretien publié dans la presse algérienne.

"Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien des produits sidérurgiques, a exigé de l'argent frais des banques algériennes pour réaliser ce qui relève de ses affaires d'industrie", analyse M. Rebah, estimant que le groupe faisait "le chantage de l'enfant gâté qui menace de +rompre+ en cas de refus".

L'Algérie importe pour 10 milliards de dollars de produits sidérurgiques chaque année, l'équivalent de 80% de ses besoins en acier.

Le complexe n'a produit que 600.000 tonnes d'acier en 2012, loin de l'objectif de 700.000 tonnes fixé initialement par le groupe.

En 2012, ArcelorMittal Annaba a essuyé des pertes de 33 millions de dollars et ses perspectives de redressement sont limitées, selon la feuille de route.

Cette contreperformance est d'autant plus dommageable qu'elle s'inscrit dans un contexte économique porteur et une demande très dynamique d'acier sur le marché algérien, lit-on dans ce document.

M. Rebah conclut que *"le bilan (de cette privatisation) devrait être rendu public afin que tout le monde puisse juger de la nécessité salutaire de renationaliser ce qui fut jadis le fleuron de l'industrie algérienne"*. AFP 09.06

On en connaît qui vont se jeter tête baissée sur cette info, alors qu'en lisant attentivement on se rend compte que *"Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien"* les années passées va injecter 56 millions de dollars et Sider 100 millions de dollars, tandis que l'Etat, donc le contribuable ou les travailleurs algériens 700 millions de dollars via une banque publique, les pertes seront prises en charge par l'Etat qui les fera payer aux travailleurs, tandis que les actionnaires continueront de se verser des rémunérations royales en attendant de percevoir des dividendes qui seront à n'en pas douter *"substantielles"*.

Lundi matin

J'actualise partiellement le site, la suite dans trois heures environ, je dois aller faire des courses.

Pour accéder directement à la causerie de dimanche soir: Dimanche

[Clément Méric, suite.](#)

Extrait d'une lettre publié aujourd'hui par Libération, d'Amaury Chauoi, professeur d'histoire en classes préparatoires (Lycée Kerichen, Brest) de Méric Clément.

- "*Le jeune homme savait pertinemment que le militantisme politique vise des adversaires pour ce qu'ils font, non pour ce qu'ils sont.*" Libération.fr 10.06

Et ? Partant de là, puisque vous sembliez bien le connaître, quel conseil ou mise en garde lui avez-vous prodigué ? Aucun, comme ses parents sans doute, tous deux également enseignants.

Pourquoi ? Parce qu'en réalité ce "*jeune homme*" n'en savait pas davantage que vous, ce qu'il vous sera difficile, voire impossible à admettre, lui il en est mort !

Mais monsieur la vie n'est pas comme on voudrait qu'elle soit, ne le saviez-vous pas ? C'est grave quand on occupe votre fonction ou quand on est parent.

Quand au hasard de nos rencontres on est amené à croiser des gens que l'on ne connaît pas, qui ne sont pas forcément des "*adversaires*" ou plutôt des ennemis dans le cas présent, il faut se dire ou avoir conscience qu'ils ne porteront pas nécessairement sur les autres le même regard que nous, ils auront peut-être une autre conception que la nôtre des rapports humains ou sociaux. Ce qui vous fait défaut monsieur le professeur, c'est la conscience, oui, la conscience.

Dans le cas de brutes écervelés et endoctrinés à l'extrême droite, l'ignorer ou ne pas y penser, croire qu'ils seraient faits comme nous ou penseraient comme nous peut être une erreur fatale. Ils ne font pas la distinction entre les idées qu'ils combattent ou qui leur répugnent et ceux qui les portent, ils identifient l'un et l'autre, c'est d'ailleurs par ce même procédé d'identification qu'ils deviennent fanatiques et dangereux pour ceux qui ne partagent pas leur idéologie nauséabonde.

Vous interprétez les rapports qui existent dans la société et le comportement des gens à partir de votre propre expérience sans tenir compte qu'il existe une infinité d'expériences qui débordent largement le cadre de votre petite vie paisible et étriquée, et que les gens interprètent les rapports dans la société à partir de leurs propres expériences qui sont différentes de celles que vous avez vécues. En fait, vous commettez l'erreur de leur prêter votre propre interprétation de la société ou des gens.

Si vous remettez constamment en cause vos propres idées ou l'idée que vous vous faites de vous-même, vous devriez parvenir à corriger cette erreur.

La suite plus tard.

Dimanche soir

J'ai ajouté une quinzaine de nouveaux articles. Que l'on soit d'accord ou pas entre nous est une chose, en tout cas personne qui se connecte sur ce portail ne pourra dire par la suite : je ne savais pas ce qui se passait, personne ne m'avait informé. Tout le mérite revient à ceux qui rédigent ces articles je tiens à le préciser.

Pour se détendre ce soir avant d'écouter un peu de musique, on va se la faire cool en ayant une pensée pour la jeunesse, sacrifiée, un peu à la Audiard, je suis un titi parisien, un vrai parigot quoi.

Tous les soirs quand je vais balader mon clébard, une sorte de dogue allemand qui a une démarche de félin, on croise une dizaine de clebs qui traînent dans les allées du lotissement où nous habitons ou sur le chemin en terre que nous empruntons ensuite. Ils les connaissent. Il n'est pas attaché. Dès qu'ils l'aperçoivent ils se cassent presto, pas dingues les bestioles, pas vraiment envie de se faire bouffer par un molosse qui fait deux fois leur taille et pèse trois fois plus lourd qu'eux, il suffirait qu'il leur tombe dessus pour les tuer par étouffement ! Il faut croire qu'un chien a un instinct de survie qui fait défaut à certains humains aussi surprenant que cela puisse paraître.

Yvan n'est pas méchant, il est le plus grand et le plus fort, donc les autres clebs lui doivent le respect, c'est lui le chef quoi. C'est un principe qu'ils respectent parce qu'il correspond à un rapport de forces, c'est la nature qui a fait les choses ainsi, gare à celui qui contrarie la nature ! Le casse-dalle ne va pas aller se mesurer au molosse, ceux qui ont saisi ce principe ne se tirent plus quand ils le voient arriver, ils restent sagement à leur place et lui il passe royalement à quelques mètres sans avoir à rouler des muscles, il ne les regarde même plus, l'ordre des choses est respecté et tout se passe pour le mieux à mon grand soulagement.

Il faut dire que contrairement à certains parents, j'ai fait son éducation, car au début lorsqu'on a emménagé dans ce lotissement, dès qu'un chien le voyait il se mettait à aboyer et cela le rendait dingue. J'étais obligé de le tenir attaché, un jour il a tiré tellement fort sur la chaîne qu'il l'a pétée et j'ai bien failli me rétamer. Je lui ai expliqué que les autres chiens avaient autant le droit que lui de se balader librement et que se battre était inutile, c'est la démocratie mon pote. Mais je ne pense pas qu'il voulait se bastonner avec un de ces minables, car il était arrivé où nous habitons avant de s'être retrouvé face à face avec des clebs pouilleux sans qu'il leur règle leur compte. Il n'est vraiment pas méchant, c'est une brave bête, d'ailleurs il ne montre jamais les crocs et ne grogne pas, il se cabre comme un cheval, bondit, puis s'arrête net devant sa proie sans y toucher, tout ce qu'il demande c'est qu'on fasse preuve d'humilité devant lui, une qualité fort utile parfois.

Chacun aura compris la morale de cette histoire qui s'adresse aux jeunes révolutionnaires qui ne supportent plus cette société de merde, leur monde injuste et pourri, je les comprends j'ai été comme eux. Quand en 1976 j'ai participé à mes premières manifs, je croyais que le but du jeu c'était de casser du CRS et de passer à l'assaut d'un ministère, rien de moins. Puis j'ai compris que c'était la combinaison de conditions objectives et subjectives qui pourraient nous permettre de prendre le pouvoir et de changer la société, et que notre rôle était d'aider les travailleurs à en prendre conscience et les organiser, construire le parti qui nous permettrait d'atteindre cet objectif...

Aujourd'hui le parti, sa place et son rôle sont passés à la trappe, c'est juste un rouage intégré aux institutions, une force d'appoint aux syndicats ou à d'autres partis, une sorte de lobby au service des certaines couches, de préférence les moins défavorisées parmi les exploités, la propriété privée d'une clique de dirigeants avec lesquels leurs intérêts s'identifient, dans ces conditions ils ne peuvent pas servir les objectifs que j'ai cités précédemment, d'où le peu de confiance qu'ils inspirent aux travailleurs et aux jeunes qui n'y trouvent pas leur compte.

On ne prétend pas ici remplacer ce parti qui n'existe pas, on essaie seulement de démontrer qu'il existe une autre manière d'aborder les choses ou la réalité puisque celles qui on été employée nous ont menés dans une impasse, que d'autres rapports sont possibles avec les militants et les travailleurs puisque tous les autres ont échoué, on ne propose pas de recettes magiques ou de raccourcis, on part du principe qu'à partir du moment où on recourt à une méthode qui a fait ses preuves, on doit pouvoir aller de l'avant.

On nous dit que la société se radicalise à droite, qu'elle est plus à droite qu'hier ou avant-hier, mais on pourrait tout autant prouver le contraire, il y a 20 ou 30 ans on n'aurait pas imaginé que des travailleurs prendraient en otage leur patron ou des cadres, menaceraient de faire sauter leur usine, donc qu'on ne nous raconte pas d'histoires.

Je vais vous dire un truc, on n'imagine pas le nombre d'idées reçues du même tonneau que les militants se trimballent, que les partis colportent. Je vous en donne une qui m'est venue à l'esprit il y a trois heures. Le corps enseignant serait à gauche, traditionnellement à gauche. En réalité il penche en majorité du côté du PS qui est... à droite, et cela depuis des lustres ou plus encore. Ils sont progressistes mais politiquement à droite.

Le problème, c'est que tous les partis ont déserté le combat politique, ils sont tous embringués dans des combines de courants dont ils sont prisonniers, ils ont théorisé ce type de parti, aucun retour en arrière n'est possible puisque la survie de leurs appareils en dépend, Marx aurait dit qu'ils ont vendu leur âme au diable et ils sont foutus. Vous voulez un exemple, prenez l'anarchisme, les anarchistes ou les anarcho-sindicalistes. Lénine et les bolcheviks les ont combattus et ils ont eu raison puisqu'après la révolution d'Octobre ils ont rejoint les rangs de la bourgeoisie, ils n'ont eu de cesse de comploter contre la révolution et le nouvel Etat ouvrier. Et bien Lambert-Gluckstein et Krivine-Besancenot les ont intégrés dans leurs partis.

Ce sont des facteurs de dislocation permanents qu'ils ont introduits dans leurs partis, du coup pour empêcher qu'ils se disloquent ils doivent leur faire des concessions, idem avec d'autres courants du mouvement ouvrier qu'ils ont également intégrés jusqu'au moment où leurs partis ne ressemblent plus du tout à celui qu'ils s'étaient destinés de construire, pire, fatalement ils ont abandonné le combat pour l'objectif qu'ils s'étaient fixés et quand ils évoquent le socialisme ils se mordent la langue pour ne pas en dire davantage.

Parce qu'ils ont été incapables de construire un parti semblable au parti bolchevik qui a comporté jusqu'à une dizaine de tendances en intégrant différents courants révolutionnaires, ils se sont rabattus sur des éléments droitiers du mouvement ouvrier ou opposés au marxisme et à la révolution socialiste, qui ne se reconnaissent pas dans les acquis de la révolution russe de 1917, qui y préfèrent la révolution de 1789, d'où par exemple la référence à l'Assemblée constituante opposée au soviét ou comité ouvrier.

Nous, nous estimons qu'il est possible de construire un tel parti, de rassembler dans le même parti différents courants révolutionnaires qui se réclament du marxisme, des enseignements d'Octobre, du léninisme, de la révolution socialiste. Cela pourrait passer par différentes étapes avant d'y parvenir car maintenant chacun a pris des mauvaises habitudes et pensent dans son coin, ce qui ne facilite pas la discussion, voilà à quoi j'invite les militants à réfléchir. Au niveau de dirigeants ou cadres cela nécessite une ouverture d'esprit qui rompt catégoriquement avec la méthode qui consiste à se retrancher derrière des principes ou je ne sais quelle théorie, qui consiste à reprendre la méthode de Marx et Engels basée sur les faits. Partant de là on peut tout analyser, tout interpréter très facilement, venir à bout de tous les obstacles, de toutes les polémiques et de tous nos adversaires, rien ne peut nous résister, n'était-ce pas ce qu'avaient prouvé Marx et Engels à une autre époque ou encore Lénine ? Comment s'était imposé le marxisme à la fin du XIXe siècle ?

La méthode demeure, elle est toujours valable. Certes, nous n'avons pas de Marx, Engels ou Lénine dans nos rangs hélas ! Et bien ayons l'intelligence de mettre en commun notre bonne volonté et nos talents pour les remplacer, faisons preuve à la fois de modestie et de détermination et nous devrions être à la hauteur de notre tâche, du socialisme.

Au fait, Lénine a aussi combattu le gauchisme. Aujourd'hui quel parti le combat ? Dans les déclarations que vous avez lu ces derniers jours ils ont tous emboîté le pas des gauchistes, du Front de gauche, du gouvernement, des médias, du parquet et d'un

juge. Pour se faire piéger aussi facilement par une vulgaire provocation, cela en dit long sur leur degré de décomposition politique. Là encore, il suffisait de partir des faits et de s'en tenir aux faits pour éviter finalement de faire le jeu du régime, car la récupération politique aussi grossière soit-elle est bien réelle. Vous me direz qu'elle était inévitable, certes, mais ce n'était pas une raison pour y participer.

Si vous penchez la plupart des thèmes à caractère social ou sociétal que mettent en avant parfois le PS, plus souvent le Front de gauche et le NPA, mais aussi un tas d'organisations, associations, ong, vous vous apercevrez qu'ils ne tiennent compte ni des faits, ni de la situation économique ou sociale, ni de l'évolution de la société, ni de l'état d'esprit des travailleurs, leur démarche repose uniquement sur l'idée qu'ils en ont, sur des principes ou des valeurs gravés dans le marbre (à géométrie variable !), bref, ils prennent leurs désirs pour la réalité, et ils ajoutent par un tour de passe-passe dont ils ont le secret, que puisque ce serait dans les intérêts des travailleurs ou plutôt certaines couches de travailleurs ou de la société ils seraient légitimes, et toute personne qui estimerait le contraire serait un réactionnaire. Je ne vous en dis pas plus, réfléchissez aux thèmes qu'ils mettent en avant depuis des années.

On décrira une autre fois en détail leur méthode qui est d'une terrible efficacité, puisque à l'arrivée c'est l'ensemble des travailleurs qui sont perdants. C'est très subtil, sournois, mais ça marche, la preuve tout fout le camp !

Dimanche après-midi

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Depuis le début de l'année j'ai laissé tomber l'archivage de certains fichiers par manque de temps. Je viens de passer près de 4 heures à cette tâche ingrate et je n'ai pas terminé.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps, ce soir j'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles.

La causerie rédigée hier soir

Quelques réflexions très vite.

A propos du site.

On a explosé les compteurs : jeudi : 602 visites, vendredi : 999 ; samedi : 825 ; dimanche : 649. 5.156 visites en 9 jours, 9154 documents téléchargés, là vous êtes encore plus enragés que moi, bravo à vous !

Cela doit être dû à la mort de ce pauvre garçon, les militants devaient être curieux de voir comment j'allais traiter cette question, je ne vois pas d'autres explications. La fréquentation du site va sans doute redescendre autour de 300 visites par jour ou un peu moins, je ne m'emballe pas. Cela signifie quand même qu'il y a sans doute plus de mille militants qui s'y connectent à intervalle plus ou moins régulier, pour un seul homme, pardon militant, ce n'est pas mal, c'est trop même car je ne pourrais pas toujours bosser au même rythme, c'est un boulot de dingue.

Si malgré tout la fréquentation du site demeurerait élevée, cela me poserait un problème, car je devrais faire des choix et me concentrer sur l'essentiel, ce qui vous intéresse en priorité, je fais ce site pour vous. Or, tout ce qui s'y trouve me semble important ! C'est un véritable casse-tête. Je dois aussi ménager ma santé que je néglige. Et puis je ne peux pas rationaliser davantage mon activité ou mon emploi du temps, tout est déjà chronométré à la minute près, c'est pire que chez un patron ! J'allais écrire une connerie, le problème c'est que je suis en Inde et personne ne peut m'aider, car je n'ai pas l'intention de rentrer en France, pas pour le moment en tout cas.

Pendant que j'écrivais ces lignes j'ai visionné la synthèse géographique des visites, beaucoup de Canadiens et d'Américains ou des Français qui vivent là-bas, le bonjour à Ottawa et Bluefield. A Panama City et à Taipei aussi.

Mariage homosexuel.

Cela m'avait échappé, je croyais que jusqu'à présent ce qui était plutôt progressiste c'était l'union libre, le refus de l'institution du mariage, mais depuis quelque temps nos révolutionnaires de salon ou de salle de classe se prosternent devant les institutions.

On peut ajouter les divorces qui n'ont jamais été si nombreux, le choix du Pacs au lieu du mariage par de nombreux couples.

Bref, hier le mariage c'était rétrograde et réac, et en un clin d'oeil sous la présidence d'un homme de gauche, ne vous marrez pas, c'est devenu le must, progressiste. Cette conversion soudaine serait-elle isolée ou recouvrirait-elle d'autres reniements politiques ?

Une petite histoire pour se détendre.

Lors de mon premier mariage, nous nous sommes pointés un peu tard, on a garé la dodoche sur le parking derrière la mairie et on s'est demandé si on y allait ou pas en se marrant, on n'en avait rien à taper du mariage, c'était juste pour une raison fiscale à l'époque, la famille était là on ne pouvait pas leur faire un coup pareil;

Lors de mon second mariage, c'était pour la nationalité française de ma future épouse, afin de s'émanciper de la bureaucratie indienne, là aussi ce fut bâclé. J'avais passé une kurta, une grande chemise blanche indienne histoire de ne pas avoir à porter une cravate, Manju était en sarie, ma première épouse avait porté une grande jupe indienne. On avait horreur du formalisme, du bien pensant, alors que Manju était tyrannisée par les coutumes indiennes, c'est pour cela qu'elle ne veut plus vivre en Inde, en France elle se sent libre, je peux le comprendre. En France il existe une autre forme de tyrannie, plus sournoise, on en a eu la preuve plus haut.

Retraites.

Il y a là de quoi faire tomber le régime, car la manière dont le gouvernement et le patronat l'abordent signifie :

- perpétuer le chômage de masses en libérant des millions d'emplois le plus tard possible ;
- promettre au chômage un maximum de jeunes qui seront dans l'impossibilité d'envisager leur avenir, les conduire au désespoir ;
- obliger les vieux usés par une vie de labeur à se tuer au travail, perspective traumatisante ;
- réduire la durée de vie des travailleurs qui ne profiteront pas de leur retraite ou si peu, ils auront cotisé toute leur vie pour rien, c'est du vol pur et simple ;
- paupériser les retraités. Car ceux qui ont déjà une mauvaise santé seront conduits à prendre leur retraite avant d'avoir suffisamment cotisé pour avoir le droit à une retraite à taux plein.

Nous nous disons la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre pour un ouvrier ou un employé, 55 ans pour un cadre s'ils y tiennent. C'est avoir le droit à une retraite à taux plein après avoir cotisé entre 25 et 30 ans maximum selon qu'on a fait des études ou non. Dans tous les cas de figure, la retraite minimum est fixée à 1.700 euros nets par mois. Comment nous financerons ces mesures sociales ? En reconstruisant la société sur de nouvelles bases, sociales et non capitalistes, une fois les rapports de domination de classe inversés.

Voilà notre base de discussion avec le patronat et le gouvernement. Inacceptable pour eux évidemment, insupportable pour le capitalisme : alors qu'il disparaisse ! Engageons le combat politique pour renverser le régime en place et exproprier les capitalistes, prenons le pouvoir politique pour imposer le respect du droit à la retraite de chaque travailleur manuel ou intellectuel.

Un complément

- Dans un communiqué diffusé lundi, les fédérations fonction publique de la CGT, de FO, de Solidaires, ainsi que la FSU, la CFTC et la CFE-CGC disent pour leur part qu'elles n'accepteront "*aucun nouveau recul*", que ce soit en termes de calcul des pensions, de durée de cotisation ou d'âge de la retraite. AFP 10.06

On sait ce qu'il en est de leur "*communiqué*" et de leurs réelles intentions. Lire la suite plus loin.

Le refus de tous les partis et syndicats sans exception à appeler au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, signifie qu'ils ont tous capitulé, qu'il n'y a pas de véritable opposition au gouvernement et au patronat dans ce pays, la gauche est politiquement morte en France.

Et pas seulement en France.

J'ai appris que lorsque Zapatero (PSOE) était Premier ministre en Espagne, il avait été invité à une réunion du groupe

Bilderberg pour présenter son programme de contre-réformes.

Et aujourd'hui à Madrid les manifestants demandent la démission du gouvernement du Parti populaire pour remettre à la place un gouvernement qui serait dirigé.. par le PSOE ! Cherchez l'erreur.

Cela vous interpelle n'est-ce pas, parce que vous avez un esprit libre, vous refusez d'être manipulés par nos dirigeants. Avez-vous remarqué que plus personne ne s'aventure à donner la signification précise de telles situations, comme les deux exemples que je viens de relater, en France et en Espagne ?

Mélenchon a dit que Hollande avait certaines idées de droite, mais il n'a pas dit qu'il était de droite, que c'était un parfait réactionnaire, un représentant du capital. Ce qui laisse la porte ouverte pour qu'il ait des idées de gauche, donc s'il est possible qu'un jour il ait des idées de gauche, c'est qu'il n'est pas de droite, comme Mélenchon. Mais comme c'est impossible, est-ce que cela ne signifierait pas que finalement ils sont du même bord ou partagent la même idéologie ? N'était-ce pas cela qui ne doit pas effleurer l'esprit des militants que la gauche ne serait finalement pas plus de gauche que Hollande ?

Etre de gauche, c'était en 1792 être pour la rupture avec l'Ancien Régime, aujourd'hui c'est être pour la rupture avec le régime en place, Mélenchon se prononce-t-il pour la rupture avec le régime, vous savez tous que non, il le dit lui-même d'ailleurs. Alors il y a quelque chose que je ne comprends pas, on vient de voir que les choses sont parfaitement claires, on sait exactement à quoi s'en tenir vis-à-vis des uns et des autres, dites-moi pourquoi personne ne veut en tenir compte ?

[A propos du groupe Bilderberg](#)

<http://lesmoutonsenrages.fr>

Le Groupe Bilderberg a été fondé en 1954, soit 10 ans après la création du Club le Siècle en 1944 par le Franc-Maçon et homme de l'ombre du pouvoir Français, Georges Bérard-Quélin.

Alors quel groupe est la déclinaison de l'autre ?

La réponse est peut-être bien dans cet extrait du livre magistral de William Guy Carr « *Des Pions sur l'Échiquier* » :

« la réunion initiale de ces planificateurs ès qualité se déroula en 1773 dans la Boutique d'Orfèvrerie de Mayer Amschel Bauer, à Francfort. Celui-ci adopta le nom de «*Rothschild*» ou Rotes Schild, emprunté à l'écu rouge suspendu au-dessus de sa porte et qui signalait son entreprise (l'écusson rouge représente aujourd'hui les armoiries officielles de la Ville de Francfort). Il « n'avait que 30 ans lorsqu'il invita douze autres hommes très riches et très influents à le rencontrer à Francfort. Son objectif était de les convaincre que s'ils acceptaient de mettre en commun leurs ressources, ils pourraient alors financer et contrôler le Mouvement Révolutionnaire Mondial et en faire leur manuel d'action afin d'acquérir le contrôle ultime de la richesse, des ressources naturelles et de la main d'œuvre, dans le monde entier. Une fois cet accord obtenu, Mayer dévoila son plan révolutionnaire. »

« En 1899, J.P. Morgan et Drexel se rendirent en Angleterre dans le but de participer à la Convention Internationale des Banquiers. Lorsqu'ils s'en retournèrent, J.P. Morgan fut nommé à la tête des intérêts de Rothschild aux États-Unis. A la suite de la Conférence de Londres, J.P. Morgan & Company de New York, Drexel & Company de Philadelphie, Grenfell & Company de Londres, Morgan Harjes & de de Paris, M.M. Warburg Company d'Allemagne et d'Amérique et la Maison Rothschild étaient toutes affiliées ».

Ajoutons cet extrait du livre d' Eustace Mullins sous la dictée d'Ezra Pound « *Les secrets de la Réserve Fédérale* » (P.113 et 114 de l'édition Française « Le Retour Aux Sources »)

« Visiblement, ni conscient du lien entre Peabody et les Rothschild, ni que les Morgan avaient toujours été affiliés avec la Maison Rothschild, Carr supposa qu'il avait découvert que cette relation datait de 1899, alors qu'elle remontait en fait à 1835. »

Et si l'Allemagne avait en fait constitué la plus grande Armée du Monde au service de ses intérêt hors sol Allemand et alors même que tout le monde pense qu'elle reçoit ses ordres des USA qui assurent de surcroît une permanence militaire sur son sol ?

En effet aucun traité n'a interdit à l'Allemagne de posséder une armée, mais surtout aucun traité de paix n'a été signé avec ce pays au lendemain de la seconde Guerre Mondiale (Le traité de Paris de 1947 n'inclue pas l'Allemagne) à la différence du traité de Versailles en 1919.

Le fait que la famille Rothschild se soit implantée depuis 200 ans en France expliquerait que le lieu de réunion du premier Think Tank Mondialiste et Internationaliste ne soit pas en sol Allemand mais Place de la Concorde à Paris en France au pied d'une des

plus belles Obélisques du Monde.

On peut ajouter que la réunion préparatoire à la création du Groupe Bilderberg eu lieu à l'hôtel particulier de François de Nervo, dans le 16e arrondissement de Paris en 1952.

On y trouve ce jour là réunis entre autre Antoine Pinay, Président du Conseil et ami du baron de Nervo, Guy Mollet (patron de la SFIO), d'après vous combien de ces trois là étaient membre du club « *Le siècle* » ?

De plus Le baron Léon de Nervo a été un des fondateurs du Mouvement synarchique d'Empire en 1922 et les liens entre le mouvement Synarchique et les Rothschild sont disponibles dans les archives en ligne de la Banque Worms elle-même.

« La Banque Hippolyte Worms est une émanation du groupe bancaire familial Rothschild pour lequel elle exécute certaines opérations. »

<http://www.wormsetcie.com/1944/19440614rapport-sur-la-synarchie.html>

La France serait alors une couverture des plus subtiles et les USA le bras armé de ce qui semble bien être et pour bientôt, le retour du Reich plus conquérant, dominateur et dictatorial que jamais....

Et l'Europe me direz-vous ?

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1179902/Revealed-The-secret-report-shows-Nazis-planned-Fourth-Reich-EU.html>

Un résumé de l'article en Français ce trouve ici :

<http://www.wikistrike.com/article-les-nazis-avaient-planifie-un-4eme-reich-l-union-europeenne-76670146.html>

Fin.

On peut ajouter la famille royale britannique de sang germanique.

On n'est pas obligé de partager les conclusions ou plutôt la formulation de l'auteur de ce portail sur le retour du Reich. On notera que ces rapports sont plus que de simples coïncidences qui ont été corroborés par une multitude d'évènements survenus au cours du XXe siècle, notamment lors des deux guerres mondiales, le krach de 1929 et la faillite de l'Allemagne qui s'en est suivie précipitant la montée de Hitler au pouvoir, la Shoah.

Les liens entre banquiers, monarques et dictateurs ne datent pas d'hier. Ce qui est remarquable, c'est que lorsqu'on les associe, non seulement on comprend mieux le cours de l'histoire des siècles derniers, mais on a là tous les ingrédients qui définissent le Nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer et qu'on voit se mettre en place sous nos yeux, impuissants jusqu'à présent il faut bien l'avouer. Pour le coup tout correspond parfaitement, toutes les pièces du puzzle sont à leurs places, tout s'éclaire ou devient clair.

Au début de l'année je me suis attardé sur cette question dans des causeries pour ceux que cela intéresse. Ce qui pouvait passer pour une idée farfelue, est en réalité le fil qui relie une grande partie des évènements entre eux, en relation avec les contradictions du capitalisme et la lutte des classes.

On ne peut pas lutter efficacement contre notre ennemi si on refuse de prendre en considération ces rapports qui finalement ont une incidence directe sur l'économie et la politique mondiale, d'où le secret absolu de leurs délibérations. Quand on prend conscience de ces rapports et la manière dont ils se sont traduits au XXe siècle jusqu'à nos jours, on est pris par un profond malaise car on s'aperçoit que la plupart de nos connaissances étaient finalement erronées, on ressent même une certaine humiliation de ne pas avoir été capable plus tôt de déjouer ce qu'il faut bien appeler une vaste manipulation ou machination.

Dorénavant ces liens sont gravés dans mon cerveau, et dès que je lis un article sur l'UE, le FMI, l'euro ou les banques ou tout sujet que les médias montent en épingle, j'y pense systématiquement et je me demande si cela à un rapport avec leur projet, si cela le contrarie, etc. et j'attends la suite pour confirmer ou infirmer ce que je crois avoir compris. Quand cela concerne des institutions, ils y sont toujours mêlés de près ou de loin, et c'est facile de le vérifier, il y a des think tanks ou des lobbies qui se chargent de jouer leurs porte-parole et qui nous renseignent sur la véritable nature d'une décision ou mesure politique. Il est vrai que sur ce plan-là on ne peut pas parler de complot, sauf que le travailleur lambda l'ignore totalement, seule la version officielle et fabriquée des fait lui parvient.

Je pense que notre portail peut aider à comprendre tout cela relativement facilement. Quand on pose correctement un problème ou une question, en général on s'aperçoit qu'y figure la solution ou la réponse qu'on recherche ou la bonne réponse, la piste qui

y conduit, la difficulté consiste uniquement à se poser les bonnes questions à bien poser le problème qu'on a à résoudre.

C'est uniquement une question d'entraînement ensuite, de volonté aussi, il faut vouloir progresser et comprendre, et pour cela il faut commencer par apprendre, là je vous mâche le boulot, je ne suis pas le seul à le faire, en principe, tout en restant modeste, si je ne dis pas de bêtise si vous avez lu mes causeries depuis que je me suis attaqué à la question du gouvernement et de l'économie mondiale, le monde n'a plus beaucoup de secrets pour vous ou vous êtes capables de l'interpréter correctement (selon moi), c'est-à-dire en prenant en compte tous les facteurs et rapports qui existent. On peut encore commettre des erreurs, mais on a acquis les moyens de les repérer et de les corriger. Ce qu'il faut saisir ou retenir c'est la tendance générale qui se dégage de la situation et non chaque fait à moins d'avoir une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas mon cas, c'est une horreur et la fatigue n'aide pas. On arrêtera là, il est 0h45 et je suis épuisé.

La causerie rédigée ce matin

Un cas de conscience

Votre conscience vous honore monsieur Edward Snowden, elle tranche singulièrement avec la couardise des dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ose même pas prononcer le mot Bilderberg.

Edward Snowden, 29 ans, a révélé au monde l'existence de deux programmes secrets de la NSA, il est un ancien employé de la CIA, travaillant depuis quatre ans chez des sous-traitants de l'agence de sécurité nationale.

Il expliquait dans une interview qu'il avait donné au journal britannique le Guardian:

"Quand vous voyez tout, quand vous les voyez souvent, vous vous rendez compte que ces choses sont vraiment des abus. Mais avec le temps, vous prenez conscience de ces méfaits et vous vous sentez obligés d'en parler. Et plus vous en parlez, plus on vous ignore, plus on vous dit que ce n'est pas un problème, avant que vous ne réalisiez finalement que c'est au public d'en juger, pas à un employé du gouvernement."

Snowden dit avoir risqué sa vie pour protéger la liberté de chacun et la démocratie. *"Depuis mon bureau j'avais la possibilité de mettre n'importe qui sur écoute, que ce soit vous, votre comptable, un juge fédéral voire même le président..."*, expliquait-il récemment. En fournissant ces données confidentielles à la presse, Snowden dit n'avoir poursuivi qu'un seul but: *"informer le peuple sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui."* euronews 10.06

Effectivement, quand on déroge au code établi du bien pensant quel que soit le milieu dans lequel on se trouve *"plus on vous ignore"*, j'en connais quelque chose, vous avez raison, *"c'est au public d'en juger"*, aux militants et non à leurs dirigeants s'agissant du mouvement ouvrier.

Pendant un moment on s'est demandé si on n'était pas manipulé par Assange, (Wikileaks) certains le prétendaient mais leurs arguments n'étaient pas cohérents ou probants selon moi, j'ai attendu d'avoir un complément d'informations pour me prononcer, apparemment non.

On a appris ce matin que monsieur Edward Snowden avait quitté son hôtel hier midi, et que depuis personne ne sait où il était, c'est préférable pour lui s'il veut rester en vie.

Méric Clément, suite. Qui sont-ils ?

A propos de la polémique née après la mort de Méric Clément, nous avons affirmé que l'existence des skinheads ou de ces organisations d'extrême droite ne datait pas d'hier, que l'existence ou la montée de l'extrême droite non plus, renvoyant le charlatan Mélenchon à ses études, et bien d'autres d'ailleurs. Le rappel ci-dessous le confirme si besoin était. Ils se manifestent plus ouvertement en période de crise. Le PS l'exploite disions-nous, tout cela est confirmé ici.

1- Le groupe Action antifasciste Paris-banlieue né en 2008 et inspiré d'homologues allemands ou du *"Scalp"* français, reprend en fait la plupart des codes et des valeurs qui étaient celles des *"redskins"* des années 1980. Proches politiquement du communisme et des mouvements anarchistes autonomes, les *"antifa"* adoptent des attitudes assez proches de celles de leurs ennemis les skinheads d'extrême droite.

Tous deux sont issus du mouvement skin non politisé apparu dans les milieux populaires et ouvriers de l'Angleterre dans les années 1970, autour du football et de certaines musiques, et qui s'est ensuite scindé entre skinheads d'extrême droite (*"boneheads"*) et *"redskins"* proches de la gauche radicale. En France, les deux tendances sont représentées, entre autres, par les *"jeunesses nationales révolutionnaires"* (JNR, extrême-droite) de Serge Ayoub, alias *"batskin"*, et les *"Red warriors"* (extrême-gauche). Les deux groupes s'affrontaient régulièrement dans le Paris des années Mitterrand.

Les héritiers des "redskins" des années 1980 existent toujours : Action antifasciste, Collectif antifasciste et autres rassemblements sont organisés en petits groupes autonomes, avec une préférence pour l'action directe, voire l'affrontement physique. Le blog Failfaf présente une série de photos récentes du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait Clément Méric, où l'on retrouve les "codes" redskins : environnement urbain, code vestimentaire...

Sur son site, Action antifasciste pose les bases de son fonctionnement : des groupes "autonomes", cooptés de l'intérieur, cherchant à lutter également contre la "culture fasciste". L'organisation s'était engagée en faveur de la loi sur le mariage gay (...) relaie aussi des messages féministes et écologistes, des appels à manifester en faveur de meilleurs logements pour les Roms, ou issus d'ONG comme Human Rights Watch. Lemonde.fr 06.06

Tout ce qui alimente l'opportunisme et divise la classe ouvrière, ils baignent systématiquement dedans, normal quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général.

2- - En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris.

En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris. Comme l'explique Farid (ancien membre du groupe antifasciste Skins des Halles) dans le documentaire Antifa, chasseur de skins, de Marc-Aurèle Vecchione, "tout ce qui conditionnait le look et l'appartenance à une bande à l'époque était d'abord et avant tout dicté par la musique. Chaque musique avait sa tenue vestimentaire et plus ou moins ses comportements." Aux hippies les chemises à fleurs, aux skinheads les polos Fred Perry, entre autres. Ammour ("skin des Halles"), confirme qu'"au départ du mouvement, en 1960, la politique on s'en bat le coquillard. Ce qui compte c'est la zik, les fringues et les potes."

La politisation n'intervient que dans les années 1980. La violence du mouvement skin se transforme alors pour beaucoup en culture de la haine et du nationalisme. En réaction naissent les "antifa" : même uniforme, même comportement violent, mais une idéologie politique diamétralement opposée. Lemonde.fr 010.06

Quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général, on se fourvoie ou on ne comprend pas grand chose en réalité. Un cours sur la dialectique ne leur serait pas inutile. Nous reviendrons sur cet aspect-là, car il permet de comprendre comment ils sont parvenus à gangrener, disloquer, pourrir, détourner le mouvement ouvrier de son objectif.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le gouvernement en tremble : "quelques mobilisations pour peser" et "peut-être grève" ... à contrecœur.](#)

Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, a estimé lundi qu'il "faudra une mobilisation des salariés" avant octobre "pour peser" sur la réforme des retraites, le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, évoquant lui aussi la possibilité de "mouvements sociaux et grèves".

"Sur le dossier des retraites, il faudra une mobilisation des salariés, (il ne faut) peut-être pas attendre octobre, car le calendrier qui nous est donné, c'est que le 20 septembre on aurait un projet de loi qui serait sur la table. Je pense que les salariés doivent se préparer avant à quelques mobilisations pour peser", a déclaré M. Aubin sur RTL.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a lui aussi prévenu sur France 2 que "si le gouvernement prend des décisions du même tonneau que le gouvernement précédent, oui il y aura mouvements sociaux et peut-être grève aussi". AFP 10.06

Le gouvernement a déjà annoncé la couleur, les dirigeants syndicats n'arrêtent pas d'arpenter les allées du pouvoir, mais eux ils ne savent pas les mesures qu'il a décidé de prendre, ils doivent être les seuls dans le pays. Quant à la mobilisation des travailleurs, peut-être ben qu'oui, peut-être ben qu'on, autrement dit ils vont tout faire pour freiner des quatre fers pour qu'elle n'ait pas lieu, tout en affirmant le contraire évidemment.

Tous au poste de combat !

[Le monarque, ses courtisans et ses alliés](#)

- Le PS, affaibli, courtise ses alliés à l'Assemblée - Reuters

- Le Parti socialiste est contraint de faire la cour à ses alliés radicaux de gauche et écologistes après plusieurs défaites aux

élections législatives partielles qui ont quasiment réduit à néant sa majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après la victoire dimanche de l'opposition aux deux élections législatives partielles concernant les Français de l'étranger, le groupe PS et apparentés ne compte plus que 292 membres alors que la majorité absolue est fixée à 289.

Thierry Mandon, le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, reconnaît que la situation est désormais plus tendue pour la majorité, qui devra assurer sa cohésion au moment où des décisions difficiles doivent être prises, notamment la réforme des retraites attendue à la fin de l'année. Reuters 10.06

Peu importe en réalité, puisqu'une partie de l'UDI ou de l'UMP vient en renfort à l'occasion pour que le gouvernement puisse appliquer sa politique réactionnaire. Et ce n'est pas nouveau là non plus.

- Au PS, en cas de perte d'autres sièges, on souligne que ce ne serait de toute manière pas la première fois que la gauche gouvernerait sans avoir de majorité absolue à l'Assemblée, qui a le dernier mot dans le processus législatif.

En 1988, le Premier ministre Michel Rocard, ne détenait qu'une majorité relative et devait compter sur le groupe communiste pour faire adopter ses textes.

Il a ainsi dû compter sur les voix centristes pour faire adopter la cotisation sociale généralisée (CSG), l'une des grandes réformes du second quinquennat de François Mitterrand.

Aux législatives de juin 1997, Lionel Jospin ne disposait pas d'une majorité absolue mais pouvait compter sur la "*majorité plurielle*" avec un groupe communiste fort de 36 élus et d'un groupe de 33 députés regroupant les radicaux de gauche, les écologistes et le Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Reuters 10.06

Vous voyez, on n'invente rien, les faits, rien que les faits suffisaient à caractériser le PS depuis des lustres... Les manipulateurs, les escrocs ou imposteurs, ce sont ceux qui refusent de prendre en compte les faits.

Question : Quel jeu jouent ceux qui s'y sont toujours refusés ? Pour qui roulent-ils vraiment ? Quelle est la nature de leur propre parti ? Quel est leur véritable objectif politique ? Que recouvrent en réalité leurs discours radicaux ou marxisants ?

[En Italie, c'est une minorité qui gouverne... pour une minorité, devinez laquelle ?](#)

Manipulation à venir au sein du mouvement ouvrier : La "*gauche*" a gagné.

- Six millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans seize capitales provinciales et 500 autres municipalités, le premier scrutin depuis la formation laborieuse d'un "*governissimo*", un gouvernement de coalition droite-gauche fin avril, deux mois après des législatives qui n'avaient dégagé aucune majorité claire.

Si elles devaient permettre, à ce titre, de mesurer les rapports de force au sein de la coalition, elles ont surtout montré la désaffection des Italiens pour la politique.

Dans la capitale, seuls 45% des inscrits ont voté, soit le taux de participation le plus faible jamais enregistré. En 2008, ils avaient été 63% à se déplacer au second tour, qui avait vu la victoire de Gianni Alemanno. Au premier tour, il y a deux semaines, la participation s'était élevée à 62%.

Le centre gauche italien s'est imposé dans les seize grandes villes en jeu lors des élections municipales, notamment à Rome, ce qui devrait permettre au président du Conseil Enrico Letta d'affirmer son autorité face au centre droit au sein de la "*grande coalition*" gouvernementale. Reuters 10.06

55% d'abstention à Rome, je ne connais le taux d'abstention au niveau national, le candidat du Parti démocrate (PD) a obtenu 64% des suffrages exprimés, sa "*légitimité*" est donc de 28,8%, moins en décomptant les votes blancs et nuls.

La démocratie qui en principe se situe au-dessus de 50% si l'on se réfère à une règle purement mathématique, n'existe plus, elle est en permanence violée puisque le résultat qui est validé ou retenu par le législateur à la sortie des urnes et qui a une valeur légal sur les plans juridique et institutionnel se situe largement en dessous de la barre des 50%, ce qui signifie que c'est une minorité qui va exercer le pouvoir, principe en contradiction avec la démocratie.

Ensuite peu importe que les travailleurs désertent les élections municipales (ou législatives, européennes), tous les partis en France sont déjà en campagne pour celles de 2014. Ils vont gaspiller l'énergie et le temps de leurs militants pour rien, rien j'entends, en ce qui concerne notre cause qu'on a toujours à l'esprit, leurs appareils c'est autre chose.

Vous n'avez pas remarqué un truc bizarre :

- il y a moins de mariages et le pacs convient à de nombreux couples, d'autres préfèrent l'union libre, il y a de plus en plus de divorces, eux ils plébiscitent le mariage.

- les travailleurs votent de moins en moins, eux ils veulent étendre le droits de vote aux travailleurs immigrés qui devraient être apparemment une catégorie de travailleurs différente des millions de travailleurs qui préfèrent s'abstenir de voter.

- il y a un chômage de masse, eux ils s'en foutent ils font campagne pour la régularisation des sans-papiers, appelant tous les chômeurs d'Europe à venir s'installer en France. Il n'y a pas de crise du logement non plus...

Ce que je veux dire par là, c'est qu'il existe une autre manière d'aborder ces questions, je me contrefous que les homosexuels se marient ou non, ils peuvent vivre en couple ou se pacser, que les travailleurs immigrés aient le droit de vote ou non, pour faire quoi, légitimer les institutions en place, que des travailleurs isolés soient guidés uniquement par des intérêts individuels et se retrouvent face à des difficultés, des millions de travailleurs se trouvent dans le même cas ou pire sans l'avoir cherché ou demandé, sans que l'on soit en mesure de répondre positivement à leurs difficultés que pour notre part nous traitons collectivement sur le plan politique, tout cela fait penser au petit-bourgeois qui a une lubie dans la tête qu'il faut satisfaire à tout prix immédiatement, qui se fout dans la merde et qui après crie au secours ou appelle sa mère, excusez-nous, nous avons d'autres revendications sociales de nature collective à traiter en priorité, cela ne vous plaît pas, désolé nous ne situons pas ces questions à ce niveau-là ou sur ce plan-là.

On s'aperçoit qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité économique, sociale ou politique, pas seulement en France mais dans le monde, leur évolution, pas davantage de l'état d'esprit ou du niveau de conscience des travailleurs, de quelle manière ils peuvent interpréter telle ou telle mesure, si elle va favoriser leur combat ou non, si elle va leur permettre de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier, quel bénéfice ils pourront en tirer ou l'inverse, c'est-à-dire renforcera le régime, le rapport entre les classes les laisse indifférent, tout cela ne les intéresse pas, seuls les principes et leur théories figés les intéressent, il suffit qu'ils aient décidé qu'une cause était juste pour décréter qu'elle l'était une fois pour toute pour l'éternité sans se soucier des circonstances dans lesquelles elle était mise à l'ordre du jour, qui la mettait sur le tapis, pourquoi, dans quel objectif, ils sont au-dessus de ce genre de considération, ils ne veulent pas se poser toutes ces questions, notez bien qu'après cela ils vous diront qu'ils ne possèdent pas la vérité alors qu'en réalité ils agissent comme tel, quand on observe en prenant du recul leur manière d'interpréter la situation à l'emporte-pièce, on est littéralement sidéré par leur manque d'esprit critique, par leur absence de liberté de penser.

En résumé, la référence à l'égalité suffirait à remplacer toute forme de réflexion devenue prohibée, décrétée réactionnaire, rétrograde, la réalité, tous les facteurs et rapports qui existent dans la société. Et bien nous ne partageons pas cette manière arbitraire d'interpréter la situation et nous continuerons de le dire, d'expliquer pourquoi, nous n'exigeons de personne de partager nos idées.

ACTUALITE EN TITRES

[Hystérie. Des psychopathes nous gouvernent.](#)

Le conditionnel est de trop, Bush et Obama sont des tyrans...

- Renseignements américains : un ancien membre de la NSA révèle être la source des fuites - Atlantico.fr

- Etat policier, mode d'emploi (merci Bush et Obama) : ce qu'un tyran pourrait faire du système d'écoutes et d'espionnage numériques mis en place par les Etats-Unis - Atlantico.fr

... et leurs émules...

- Surveillance des données : le Canada a renouvelé un programme secret Le Nouvel Observateur avec AFP - Le Nouvel Observateur

... du coup...

- L'Ellysée annonce un contrôle accru des services de renseignement - AFP

- Vers la création d'une inspection des services de renseignement - Liberation.fr

Il faut des policiers pour protéger (après l'agression de Londres et La Défense en France) et surveiller d'autres policiers ou militaires, il va falloir des agents du renseignement pour surveiller d'autres agents du renseignement, pour le simple citoyen, Google, Yahoo, AOL, Facebook et Cie feront l'affaire...

Confirmation. Grillé !

- Italie : l'état de grâce de Grillo est fini ! - LePoint.fr

Charrettes

- Allemagne: Siemens veut supprimer 1.000 postes de plus dans l'énergie - AFP

- Lafuma lance un plan de restructuration après une lourde perte semestrielle - AFP

- Pas de repeneur pour les abattoirs Gad Sas: près de 1.700 emplois concernés - AFP

Pardi, la BCE est là pour les mener à la faillite !

- La BCE n'achètera pas de dette pour sauver un Etat, dit Draghi - Reuters

Ironie de l'histoire, vous pourriez y être conduit, c'est déjà le cas quelque part, disons provisoirement, temps que vous en avez encore besoin...

La voix des renseignements généraux en France

- Fleur Pellerin: «Avec des citoyens pourvoyeurs d'informations, il est possible d'améliorer la vie de la cité» - 20minutes.fr

Vous avez déjà lu des déclarations fracassantes de Fleur Pellerin, du genre la lutte des classe n'existe plus, elle doit être la pire pourriture de ce gouvernement de droite. Vous verrez qu'on en reparlera un jour, car elle sera forcément amenée à jouer un rôle plus important, elle incarne à elle toute seule le néolibéralisme dans ce gouvernement.

Les ripoux

- Deux ans de prison ferme requis contre Gérard Dalongeville - Reuters

- La secrétaire générale de l'UMP pourrait être menacée par une enquête en Espagne - LeMonde.fr

- Le rapport sur les primes de Claude Guéant transmis à la justice - Reuters

- Arbitrage Tapie: le patron d'Orange Stéphane Richard en garde à vue - AFP

- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur

- Frais d'enquête: Guéant a touché 10.000 euros par mois entre 2002 et 2004 - AFP

Parler de "**qualité** quand on est exploité, c'est déjà trop pour nous.

- Pour une majorité de salariés, la qualité de vie au travail s'est dégradée - L'Expansion.com

Là aussi c'est trop !

- Vingt-trois minutes pour trois repas: Le quotidien des Britanniques - 20minutes.fr

Il ne faut pas croire qu'il n'y aurait que les Japonais ou les Américains pour avoir un mode de vie médiocre, pour avoir atteint un degré de décomposition sans nom...

L'UE néolibérale et sioniste.

- L'UE signe un accord "ciel ouvert" avec Israël - Reuters

D'une dictature à l'autre.

- Condamnée à 11 ans de prison pour avoir critiqué l'émir du Koweït sur Twitter - Liberation.fr

Et encore il a fait preuve de retenu, de clémence !

- France. Un homme gravement blessé lors de son interpellation dans le métro parisien - LeMonde.fr

Ils ont employé un Taser, foudroyé, il est tombé à la renverse dans l'escalier mécanique, il est entre la vie et la mort, pour avoir simplement sauté un portique.

Peu importe que ce soit un délinquant ou non, en utilisant cette arme, c'est une tentative d'assassinat, car imaginez qu'ils emploient un Taser sur une personne qui a un problème cardiaque, ils la tuent net sur place, ce sont des meurtriers.

Question : combien de manifestants dans la rue demain ? Nous posons cette question à la confrérie des opportunistes réunie, à ces brave ouvriéristes, ces furieux dogmatiques devenus incapables de penser par eux-mêmes, ce type va être présenté par les médias comme un voyou, donc pas la peine de se déplacer pour cette racaille... Vous croyez qu'ils défendent vraiment vos intérêts tous ces partis, c'est une blague ou quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Moyen-Orient. OTAN et ses alliés.

Des manoeuvres militaires ont débuté ce dimanche en Jordanie. Plus de 8000 soldats et observateurs de 19 pays différents y participent, mais ces exercices n'ont officiellement aucun lien avec le conflit syrien.

Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils allaient déployer des missiles Patriot, les mêmes que ceux installés en Turquie en février dernier près de la frontière syrienne. Certains de ces équipements pourraient rester en Jordanie à l'issue de l'exercice.

"Je confirme que l'opposition syrienne n'a pas participé et ne participera pas à cet exercice." a précisé le général jordanien Awni Al Adwan. "Voici ce que nous avons négocié à propos de la présence de forces militaires après l'exercice. Aucune force ne restera à moins que le gouvernement jordanien demande de garder les Patriot et les F-16." euronews.fr 10.06

2- Syrie

Dans un entretien accordé à Al Akhbar, le président Assad annonce la défaite de la guerre de l'occident et de ses alliés arabes contre la Syrie.

" La Syrie s'est engagé sur la voie d'une sortie de la crise concoctée il y a deux ans par l'Occident et par ses alliés . le jeu est terminé". " Au contraire de ce qu'ils essaient de faire croire, les Etats occidentaux se sont rendus à l'évidence et ont déjà accepté leur échec. Tout ce qui les occupe en ce moment c'est de s'arroger une plus grande part pour leurs firmes dans la reconstruction de l'industrie, du secteur énergétique syrien. En ce sens, la Banque mondiale qui ne lève même pas le petit doigt sans la permission des Etats Unis vient de faire un offre de crédit d'une valeur de 21 milliards de dollars , une offre sous certaines conditions".

Assad a affirmé avoir décliné cette offre et partant les dépendances qui en découlaient. Interrogé sur les destructions de la guerre, Assad a affirmé : " il faut faire au plus vite quelque chose pour tous ces syriens qui ont perdu leurs biens au cours de la guerre , tous ces gens qui ont quitté leurs maison mais j'ai aussi des inquiétudes autrement plus important non pas seulement pour la Syrie mais aussi pour tout la région. je suis inquiet d'une extention des conflits ethniques et confessionnels à l'échelle de toute la région". " C'est une perspective très sanglant et très dangereux qui s'ouvre devant l'oumma islamique et je lance un appel pressant pour que les esprits se resaisissent et ne se laissent pas bernés". french.irib.ir 10.06

3- Turquie

Dix jours après le début des violents affrontements avec la police turque, les manifestants ne faiblissent pas. Ce matin, ils se sont fait expulser du parc Kugulu à Ankara. Dans la nuit, les forces de l'ordre de la capitale avaient délogé à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau des groupes réunis devant l'ambassade américaine.

Ceux qui protestent contre les dérives autoritaires du gouvernement et qui réclament la démission d'Erdogan sont descendus dans 78 villes du pays. Ce mouvement à l'ampleur inédite, en 10 ans de pouvoir de l'AKP, a fait trois morts et près de 5000 blessés.

Et la fermeté du Premier ministre n'apaise pas les tensions.

Recep Tayyip Erdogan a occupé la scène médiatique hier en tenant pas moins de six meetings devant ses partisans : *"Nous pouvons seulement être remis en question par les citoyens de Turquie, pas par des groupes marginaux, a déclaré le Premier ministre. Et nous pouvons seulement être remis en question par les urnes."*

Recep Tayyip Erdogan a appelé ses partisans à manifester le week-end prochain : l'AKP a d'ores et déjà prévu deux réunions de masse samedi à Ankara et le lendemain à Istanbul, officiellement pour lancer sa campagne pour les élections municipales de 2014.

Des contre-manifestations qui font craindre une fracture plus profonde encore de la société civile turque.

Dans le centre d'Ankara, au moment même où le Premier ministre s'adressait à ses partisans, des opposants descendaient dans la rue pour dénoncer sa dérive autoritaire.

"Le Premier ministre doit comprendre. Ils nous met en colère quand ils nous traitent de pillards et d'ivrognes et ces discours agressifs incitent plus de gens à aller manifester dans les rues. Par exemple s'il n'avait pas fait ce discours aujourd'hui, je ne serai pas là en train de manifester." explique une manifestante.

A Istanbul, ils étaient encore des dizaines de milliers place Taksim dimanche à réclamer la démission du gouvernement. Ils demandent aussi des sanctions contre les responsables de la répression des précédents rassemblements et l'abandon du projet de réaménagement de la place. Pour la troisième nuit consécutive, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre. euronews.fr 10.06

4-Egypte

4.1 - L'Egypte, inquiète du projet de barrage hydroélectrique que veut construire l'Ethiopie en amont du Nil, n'exclut aucune option pour protéger ses intérêts, a déclaré lundi le président Mohamed Morsi, tout en ajoutant que son pays ne voulait pas la guerre.

Dans un discours devant ses partisans au Caire, et retransmis à la télévision, le chef de l'Etat a souligné l'importance du Nil pour l'Egypte.

"Nous ne sommes pas les avocats de la guerre mais nous ne permettrons jamais que soit mise en péril notre sécurité en matière d'approvisionnement en eau", a-t-il lancé.

Le Caire, a ajouté le président, n'est pas hostile *"à des projets de développement dans les Etats du bassin du Nil (...) mais à condition que ces projets ne portent pas préjudice aux droits juridiques et historiques de l'Egypte"*.

Or les études menées par l'Egypte, a-t-il poursuivi, ont montré que la construction du barrage éthiopien aurait des *"conséquences négatives"* pour le pays.

Le projet éthiopien, estimé à 4,7 milliards de dollars, a démarré fin mai avec des travaux de dérivation du cours du fleuve.

Un rapport a été établi par une commission tripartite réunissant des experts égyptiens, éthiopiens et soudanais et a contribué à alimenter les craintes de l'Egypte qui estime que l'Ethiopie n'a pas mesuré toutes les conséquences de son projet.

Le barrage monumental, qui doit être inauguré en 2016, sera le plus grand d'Afrique, avec une capacité de 6.000 mégawatts, selon le gouvernement d'Addis-Abeba, soit l'équivalent de six centrales nucléaires. Il devrait permettre à l'Ethiopie de devenir le premier producteur d'électricité du continent africain.

L'Egypte, qui bénéficie aux termes d'un accord de partage des eaux du fleuve datant de la colonisation britannique d'un quota très avantageux, a par le passé menacé d'entrer en guerre contre l'Ethiopie si celle-ci construisait un barrage sans son

autorisation. Reuters 10.06

4.2- Mohamed ElBaradeï, un des leaders de l'opposition au gouvernement Morsi, a qualifié de despote le président égyptien et a appelé le peuple à s'insurger contre.

Le président du parti al-Dastour et membre du Front de salut national d'Egypte, la plus importante coalition anti-gouvernementale, Mohamed ElBaradeï, a déclaré qu'un ordre échoué et despote tue l'âme de la Révolution. french.irib.ir 10.06

5- Libye

Dans la Libye de Kadhafi, aucune arme n'était en circulation «libre» et encore moins utilisée par des civils dans des règlements de compte meurtriers, entre clans, tribus, milices, bandes, groupes, individus pour des raisons diverses mais en rapport avec la course au pouvoir central ou local. En ce temps-là, la Libye connaissait la paix, la sécurité, la stabilité. Un jour, Sarkozy s'est laissé convaincre par un aventurier au masque de philosophe, appelé Bernard Henri-Lévy, entraînant dans son sillage, pourquoi ne pas les citer, Obama et Cameron, en tout trois chefs de grandes puissances, pour s'acharner sur un petit pays, la Libye, sous prétexte de protéger son peuple, sans lui demander son avis, mais en réalité pour mettre à mort son dirigeant.

Depuis, la Libye a fait un grand plongeon dans le chaos et n'est pas sur le point d'en sortir. Chaque jour, les mêmes informations nous parviennent de ce pays autour d'un même fait : la violence armée. Dernièrement, à Benghazi – «*foyer de la révolution*» disaient les médias au service des intérêts des pays occidentaux –, des affrontements entre Libyens ont fait 31 morts et plus de cent blessés. L'information elle-même traduit l'absence de l'Etat et même d'une quelconque autorité : des manifestants «*anti-milices*» ont tenté de déloger une brigade d'anciens rebelles, pompeusement désignée sous le nom de «*Bouclier de Libye*», et les deux belligérants étant lourdement armés, il s'ensuivit un bain de sang, comme il y en malheureusement en permanence dans ce pays.

L'impact de cette instabilité déborde les frontières libyennes et touche les pays proches : Egypte, Tunisie, Mali, Niger et Tchad. Incidemment, notre pays se trouve aussi sous cette menace. Les pays occidentaux interviendront-ils encore une fois, et jusqu'à quand ? Il ne s'agirait plus, pour eux, de protéger la population mais... les «*autorités légitimes*» qu'ils ont installées par la force et qui sont incapables d'empêcher les groupes terroristes de créer leurs sanctuaires en territoire libyen. Experts et diplomates occidentaux sont arrivés à la conviction que la Libye est bel et bien une base internationale du terrorisme qui agit dans la région. Mais pourquoi s'attaqueraient-ils en Libye à ceux qu'ils soutiennent en Syrie ? (Source : Algérie patriotique) french.irib.ir 10.06

SOCIAL

1- France

Une centaine de salariés du site Amazon de Saran (Loiret) se sont mis en grève lundi pour réclamer des augmentations de salaires et dénoncer leurs conditions de travail, à l'instar de leurs homologues allemands.

Le site de Saran emploie 900 salariés et les syndicats du groupe de distribution de produits culturels sur internet (CGT, FO, CFDT et Solidaires) ont appelé à un autre mouvement de grève sur le site de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

"Amazon Saran, avec un chiffre d'affaires en hausse de 38%, doit revoir sa politique sociale", a déclaré Clément Jamin, du syndicat CGT.

Les grévistes, souvent présents dans l'entreprise depuis moins de cinq ans, dénoncent aussi "une surveillance de tous les instants" par l'entreprise pour imposer des cadences soutenues. Reuters 10.06

2- Bosnie-Herzégovine

Les manifestations en Bosnie entrent dans leur deuxième semaine. Depuis plusieurs jours, étudiants, familles avec enfants, demandent aux députés d'adopter enfin la loi sur le numéro personnel d'identification, indispensable en premier lieu pour les nouveaux-nés. La Bosnie fait en effet face à un vide juridique depuis février, date de l'annulation de la précédente réglementation : résultat, les nourrissons sont sans papiers.

"Vingt ans après la guerre, remarque Enesa Smajic, venue de Travnik, la Bosnie herzégovine n'a pas avancé et même chaque jour elle recule."

Les querelles politiciennes entre les trois communautés empêchent l'adoption de la loi. Sans identification, les enfants nés après février sont privés par exemple de l'accès à l'assurance-maladie. euronews.fr 10.06

ECONOMIE

Grande-Bretagne

Les contribuables britanniques renflouent les banques irlandaises par la petite porte. The Times indique en effet que la Grande-Bretagne a fourni 10 milliards de livres pour le "*renflouement clandestin*" de l'Ulster Bank, une filiale de la Banque Royale d'Écosse qui a été nationalisée à 81%. Il s'agit d'un "*renflouement clandestin*" car le soutien supplémentaire de 10 milliards de livres n'a en effet pas été soumis à l'avis des députés.

La somme est donc plus de trois fois supérieure aux 3,25 milliards de livres donnés à l'Irlande par le gouvernement britannique et approuvés par le Parlement dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'économie irlandaise de novembre 2010 décidé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

L'Ulster Bank a donc reçu 14,3 milliards de livres de la Banque Royale d'Écosse afin de couvrir ses prêts devenus toxiques après l'effondrement du marché immobilier irlandais en 2008. Les experts précisent que les prêts toxiques de l'Ulster Bank représentent 12,7 milliards de livres d'un total de 44,3 milliards détenus par la Banque Royale d'Écosse depuis le début de la crise financière.

Si les contribuables n'avaient pas renfloué la banque, elle n'aurait plus alors pu soutenir sa filiale, ce qui aurait été catastrophique. Pour éviter de transférer au gouvernement irlandais les pertes du groupe bancaire, ce qui aurait dévasté l'économie de l'île, le gouvernement britannique a donc opté pour une mise à disposition de fonds.

Ces informations ont été dévoilées alors que les membres du Parlement de la Commission bancaire indépendante s'apprentent à étudier le futur de la Banque Royale d'Écosse, et notamment décider s'il faut la diviser en deux entités et en vendre une partie au secteur privé, probablement au groupe Lloyds Banking. Atlantico.fr 10.06

On retrouve la même méthode crapuleuse qui a précédé le krash de 1929 ou la main mise sur l'or des Américains quelques années plus tard.

Il nous est arrivé d'évoquer un gouvernement parallèle, de l'"*ombre*" agissant aux Etats-Unis, piloté par le cartel des banquiers de la Fed, etc. apparemment il a fait des émules. En fait si l'Etat sioniste est le 51e Etat des Etats-Unis, la Grande-Bretagne en est, comment dire le 52e, ce ne serait pas historiquement correcte, l'Allemagne davantage, disons plutôt le fondateur, les fondations, le modèle, une monarchie, ce qui convient parfaitement.

En fait, la monarchie britannique dont on nous dit qu'elle n'aurait qu'une fonction honorifique ou d'apparat en cache une autre qui détient réellement le pouvoir, celle des banquiers. Mieux encore quand on y regarde de plus près.

Il s'agit d'une monarchie constitutionnelle, parlementaire, en réalité le parlement n'existe (plus) que pour donner un vernis démocratique à cette monarchie sans réel pouvoir, l'oligarchie financière le détenant puisqu'elle a le monopole de la création monétaire (livre) depuis deux siècles, la Banque d'Angleterre (BoE) étant une banque commerciale privée composée de banquiers.

Maintenant comparez cette structure avec l'Union européenne. Vous vous apercevrez que le Parlement européen remplit le même rôle que le Parlement britannique, la BCE a le même pouvoir que la BoE, quant à la Commission européenne elle remplit une fonction similaire à la monarchie pour le compte de l'oligarchie financière qui tire les ficelles et détient réellement le pouvoir. Extraordinaire, non ?

Vous ne pensez pas que ce serait à nos partis de développer cette démonstration devant les militants et les travailleurs ? Pourquoi ne le font-ils pas ?

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juin 2013

CAUSERIE

Je suis trop fatigué pour tout relire et corriger les fautes.

Je me suis couché à 1h20 du matin, puis j'ai eu du mal à m'endormir, et je me suis levé à 6h, car j'étais invité à l'inauguration de la maison d'un de mes beaux-frères, l'année scolaire a repris hier, sur les coups de 8 heures du matin il y avait de la circulation... et des chars à boeufs sur la route, du coup je me suis tapé des embouteillages monstres en rentrant. C'est l'Inde quoi !

Bon, il est 15h40, j'ai encore plein de boulot chez moi, je vais aller faire une courte sieste. J'ajouterai encore 11 nouveaux articles ce soir j'en ai ajoutés 12 hier soir. Bonne journée à tous.

Qui a dit ?

- Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir, l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée. Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes sociopolitiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepois démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition.

Réponse : En 1949, Albert Einstein écrivait un article fondamental pour le lancement de la revue Monthly Review. Cette article figure en entier dans la rubrique du site Défense du marxisme.

Voilà le véritable antisionisme, l'antidote de l'antisémitisme, la parole d'un des intellectuels juifs, scientifique, socialiste, parmi les plus conscients du XXe siècle.

Einstein avait en tête les enseignements de Marx et Engels et les ravages causés par leur pire ennemi, le stalinisme, quand il a rédigé ces lignes. Il a su ne pas faire l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme.

Il avait raison de mettre l'accent sur "*l'éducation de l'individu*", autrement dit sa prise de conscience du monde dans lequel il vit, conscience qui fit défaut en Russie mais aussi au dehors de la Russie et qui servit de terrain favorable à l'épanouissement du stalinisme, de cette bureaucratie parasitaire qui étouffa la démocratie ouvrière ou véritable démocratie de la majorité née de la révolution socialiste.

C'est la raison pour laquelle au-delà de l'organisation des masses et de la construction d'un véritable parti communiste, notre principale tâche demeure de favoriser l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, pas seulement sur le plan politique, mais en général.

Quand on explique qu'on ne peut pas se borner à un discours purement politique, théorique, doctrinaire, on nous rit au nez, sans blaguer, on nous prend pour des rigolos, des dilettantes pour lesquels la politique ne serait qu'une préoccupation parmi d'autres. J'ai souvent insisté sur le facteur psychologique qui occupe une place importante dans les rapports dans la société à côté du facteur social sur lequel repose nos analyses.

Si tout mène à la politique, tout ne se résume pas à la politique, d'ailleurs l'immense majorité des travailleurs en France ou dans le monde ne pense pas en termes politiques, nous, nous pensons de la sorte en tant que militant et nous commettons l'erreur d'attribuer aux travailleurs notre mode de pensée. Même un militant ne traduit pas en terme politique chacune des expériences qu'il vit en une journée, le prétendre serait commettre un mensonge grossier, de plus ce serait stupide.

La bonne question consiste davantage à se demander si on a acquis, si les travailleurs ont acquis la méthode qui permet d'interpréter la société, le monde, la nature, leur propre nature, tels qu'ils existent dans leurs rapports dialectiques afin d'atteindre un niveau de conscience supérieur permettant d'agir consciemment de telle sorte qu'il soit possible de changer la société et le monde pour qu'ils deviennent meilleurs, tout en préservant notre environnement et en nous épanouissant individuellement.

Cette méthode, c'est le matérialisme dialectique et historique qui à partir des faits et leurs rapports, leur enchaînement, permet

de venir à bout de toutes les questions qu'on peut se poser, les questions qui surgissent à foison spontanément dès lors qu'on a adopté cette méthode d'interprétation de la réalité ou de ce qui a existé à ce jour.

Ce qui est vraiment une expérience passionnante, c'est qu'on cesse littéralement de subir notre existence, que l'on n'a pas vraiment choisi ou si peu en réalité, c'est comme si soudainement il se produisait une rupture avec l'insouciance dans laquelle on baignait jusque là, il se réalisait une prise de conscience de ce que l'on vit en découvrant l'extraordinaire richesse de chaque expérience à côté de laquelle on passait, on atteint un degré de lucidité qu'on n'aurait jamais soupçonné possible avant, on se réapproprie notre propre existence, ce qui d'un coup nous propulse plus près que jamais de notre idéal de liberté, qu'on ne pourra réaliser que collectivement, disons qu'un instant aussi bref qu'un éclair de lucidité on en goûte le nectar qui nous comble de bonheur. Aucune drogue ne peut vous procurer un tel effet qui demeure gravé à tout jamais dans votre cerveau et va nourrir vos futures expériences, l'enrichir, sans effets secondaires néfastes.

Autrefois l'éducation des masses faisait partie des objectifs de notre combat politique, il y a un siècle, depuis on l'a totalement abandonné, je crois même avoir compris que c'était devenu un sujet tabou, un de plus, qui serait assimilable au conditionnement ou à l'endoctrinement des masses, c'est à croire que nos partis ont abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier tout court, le socialisme.

Marx était capable de mettre ses connaissances à la portée des travailleurs, d'aborder n'importe quel sujet avec une simplicité qui déconcertait ses adversaires parce qu'ils ne pouvaient pas tenir la comparaison. Il n'avait pas de secret ou n'employait pas d'artifices, en employant sa méthode il se mettait tout simplement à la portée de son auditoire, c'était comme si sous leurs yeux un phénomène biologique prenait naissance et se développait en passant par différentes phases avant d'atteindre sa maturité.

En quoi réside sa complexité ? Dans sa simplicité ! J'avais noté un jour que pour Marx les transformations que subissaient les différents facteurs qu'il analysait se produisaient naturellement au lieu d'employer le terme de nécessité qui aurait pu laisser penser qu'un facteur extérieur ou supérieur à la nature (ou la société) dicterait les lois qui la régissaient, qui pour un peu serait mystérieux ou inaccessible et n'en permettrait pas la compréhension.

En disant que les choses se produisent naturellement, on peut entendre par là qu'il est possible de remonter à leur origine à condition de ne pas lâcher le fil qui les relie entre elles. La notion de nécessité est moins précise ou elle est plutôt réservée à un usage restrictif, elle est plus subjective, elle remplit une autre fonction, c'est une création de l'homme devenu étranger à sa propre nature, qui s'étant élevé au-dessus de sa condition animale a pour quête de se la réapproprier pour se libérer du règne de la nécessité, ce qui deviendra possible une fois qu'il aura pris conscience de sa nature sociale. A suivre.

Un livre

Wall Street et l'Ascension de Hitler par Antony C. Sutton, traduction : Jean-François Goulon. édition Le Retour aux Sources (30 juin 2012)

En mettant au jour un cloaque de mensonges, de tromperies et de duplicités, Antony Sutton révèle l'un des faits le plus marquant, et pourtant jamais rapporté, de la Seconde Guerre mondiale : que des banques de Wall Street et des grandes entreprises nord-américaines ont soutenu l'ascension de Hitler vers le pouvoir, en finançant l'Allemagne nazie et en faisant des affaires avec elle. En suivant minutieusement la piste de ce secret bien gardé, grâce à des documents et des témoignages incontestables, Sutton parvient à la conclusion que la catastrophe de 1939-45 bénéficia surtout à un groupe privilégié d'initiés financiers. Il donne le compte-rendu détaillé, preuves à l'appui, du rôle abject que jouèrent les Morgan, les Rockefeller, les frères Warburg ou les Ford, directement ou à travers leurs entreprises, et tous ceux qui financèrent les préparatifs de la guerre la plus sanglante et la plus destructrice de l'Histoire. « *Wall Street et l'Ascension de Hitler* » est le troisième volume d'une trilogie consacrée à l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie, l'élection de Franklin D. Roosevelt aux États-Unis et la montée du nazisme en Allemagne. « *La contribution du capitalisme nord-américain aux préparatifs de guerre allemands a été phénoménale et, sans elle, l'Allemagne n'aurait jamais eu la capacité militaire qui conduisit au massacre de millions de personnes innocentes ...* » « *Non seulement ces banquiers et hommes d'affaires nord-américains avaient conscience de la nature du nazisme, mais ils assistèrent le nazisme à chaque fois qu'ils y avaient intérêt en sachant parfaitement que la conséquence probable serait une guerre impliquant l'Europe et les États-Unis.* »

Commentaire

Un internaute a prétendu que ce n'était que tissu de mensonges, on peut admettre que des interprétations soient erronées, comme par exemple "*l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie*", je n'ai pas lu ce livre, il n'en demeure pas moins que l'auteur n'a pas inventé les documents et les témoignages dont il fait mention.

[Normal : La situation aurait-elle changé, auraient-ils réglé quoi que ce soit ? Non.](#)

- Le retour de produits à l'origine de la crise sur les marchés - LeMonde.fr

[Quand l'anarchie et la surproduction rongent leur système économique.](#)

- Un million d'articles de contrefaçon détruits dans toute la France - AFP

[Pardi, c'est un gouvernement patronal !](#)

- Pourquoi le gouvernement ne s'oppose pas aux 700 suppressions de postes chez Michelin - L'Expansion.com

[En réalité, c'est toute l'économie qui est paralysée et menace de s'effondrer.](#)

- Inde: chute de 12% des ventes automobiles - AFP

[L'UE ou la dictature](#)

- Bruxelles présente sa réforme de l'espace aérien, déjà fortement critiquée - AFP

- L'UE veut protéger l'audiovisuel dans ses négos commerciales avec Washington - AFP

- L'UE dévoile un plan de soutien à la sidérurgie - Reuters

[Les jaunes frappent !](#)

- La CFDT pas opposée au rapprochement des régimes de retraite - Reuters

[Déliquescence](#)

- Médias: Hervé Ghesquière devant le tribunal pour diffamation envers un militaire - AFP

- Canteloup dans le viseur de Delanoë - LePoint.fr

Le maire de Paris compte se plaindre au patron d'Europe 1 des imitations de Nicolas Canteloup, qu'il juge homophobes. LePoint.fr

- Pierre Lellouche et l'ambassadeur de Roumanie s'écharpent à propos des Roms - AFP

- La Licra lance une application pour «effacer le racisme» des rues - LeFigaro.fr

- Vatican: le pape François admet l'existence d'un "lobby gay" - L'Express.fr

[Le désespoir !](#)

- Bulgarie: septième décès par immolation par le feu - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[PS. Cynisme, provocation, manipulation... assumés.](#)

Diaboliser le FN pour le faire monter au premier tour et rafler la mise au second des municipales et européennes de 2014.

- Marine Le Pen n'a-t-elle vraiment "aucun rapport" avec les JNR ? - nouvelobs.com

Où comment le PS exploite une bagare qui a tourné au drame.

Ces gens-là sont abjectes, ce sont des affairistes, ils n'ont aucune conscience en réalité, et par exemple ce n'est pas par humanisme qu'ils ont aboli la peine de mort, mais uniquement par calcul politique au moment où ils reniaient tous leurs engagements sur le plan social, tout en contribuant au renforcement de l'Union européenne dans ils ont été l'un des principaux artisans en faisant adopter le traité de Maastrich, donc la BCE et l'euro.

Là encore il s'est agit d'une gigantesque manipulation des masses dans laquelle tous les partis ont donné.

Tout l'art de l'opportuniste ou du capitulard consiste à refuser de relier le particulier au général, à traiter chaque question qui lui est soumis sous la forme d'une abstraction déconnectée du reste de la situation, à réaliser une sorte de dichotomie entre le particulier et le générale qui faussera l'interprétation que l'on sera amenée à faire d'une mesure, finalement en interdira la compréhension. Le particulier peut prendre la forme d'une revendication partielle, d'une couche distincte de la population dont l'intérêt ou les intérêts seront décrétés d'intérêt général, voilà en quoi consiste ce tour de passe-passe. Tandis que les revendications à caractère collective et les intérêts de l'ensemble des masses exploitées passeront à la trappe.

L'essentiel ce n'est pas ce qu'on fait ou ce qu'on est pour ceux qui passent leur temps à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, mais paraître pour mieux tromper les masses, et cela présente l'avantage de fournir un excellent prétexte aux opportunistes pour qu'ils vous soutiennent, ce qu'ils font avec application à travers le front unique qui se transforme alors en une arme extraordinairement efficace contre la classe ouvrière, vous renforcez votre capacité d'action en profitant de cette légitimité ou ce plébiscite inespéré parfois, selon les circonstances, pendant que vos adversaires ou ennemis qui se sont fourvoyés en vous soutenant sortent affaiblis de cette expérience ou n'en tirent absolument aucun avantage sur le plan politique ou organisationnel, bref vous voilà parer pour passer à la suite de votre programme, antisocial, cela va de soi. La méthode est bien huilée et a fait ses preuves, une merveille en somme quand on voit où ils en sont arrivés.

Si j'avais été député, je n'aurais pas voté pour l'abolition de la peine de mort, je me serais abstenu ou j'aurais refusé de participer au vote en expliquant ce qui vient d'être dit, en apportant d'autres précisions en rapport avec la situation de l'époque. Je n'aurais jamais mêlé ma voix à celles des ennemis de la classe ouvrière, car ce qu'ils vous accordent d'une main ils vous le reprennent d'une autre ou encore, ce qui semble être une concession de leur part ne concerne qu'une infime minorité des exploités pour mieux dans la foulée s'attaquer à d'autres couches plus faibles ou aux intérêts de l'ensemble des masses, vous ne voudriez tout de même pas que l'on soit complice d'une telle machination politique, n'est-ce pas ? Il faut être cohérent si l'on veut emporter la confiance des travailleurs. D'où je tiens cela ? De Marx.

Une autre fois je reviendrai sur le front unique et nos rapports au PS et ses satellites, car depuis la dernière fois où je me suis exprimé sur cette question la situation a évolué et de nouvelles questions me sont venues à l'esprit qui nous permettrons d'affiner notre analyse, de régler une fois pour toute cette question. Je considère comme une trahison ou un abandon du socialisme le fait de s'adresser à Hollande et aux dirigeants du PS et ses satellites qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Je vais vous donner un exemple de front unique.

Il consisterait aujourd'hui à s'adresser aux militants et aux partis dits de gauche, Front de gauche, POI, NPA, LO, plus les organisations ou groupes politiques que l'on estime appartenir à la gauche en leur proposant de mener le combat ensemble sur un seul mot d'ordre : boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, afin d'interdire aux syndicats ouvriers d'y participer. Ce serait un des deux axes de notre combat politique.

Le second consisterait à mener le combat sur notre propre programme, celui de la révolution socialiste, c'est-à-dire, contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, pour une République sociale, posant la question de l'Etat et du pouvoir politique, puisqu'aujourd'hui (comme hier) toute lutte nous amène à poser cette question dès lors qu'on l'analyse à fond, partant du constat que le capitalisme ne sera jamais en mesure de répondre à l'ensemble des besoins et aspirations des masses exploitées.

Ainsi, à partir de la situation et de l'évolution du capitalisme on réalise le lien avec son développement historique et les conclusions que les marxistes en avaient tirées, nous demeurons fidèle au socialisme, pas par fétichisme, mais en démontrant que c'est une nécessité historique.

Au passage nous validons ou actualisons la théorie du marxisme, qui inclut son développement au cours de la lutte des classe, le léninisme, qui permet de justifier la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, prendre le pouvoir, notre objectif auquel tous les autres sont subordonnés.

Mauroy. Un héritage tout aussi étranger que le PS au socialisme.

- Hollande invoque le bilan de Mauroy pour calmer l'aile gauche du PS - LeFigaro.fr

Allez, un petit coup de pouce avant la prochaine conférence antisociale

- Sondages : enfin un rebond de popularité pour François Hollande - Le Nouvel Observateur

- La cote de popularité de Hollande fait un bond de six points - L'Express.fr

En rendant hommage à Schröder récemment Hollande n'avait pas hésité à apparaître comme un social-libéral assumé, hier en rendant hommage à Mauroy, il a enfoncé le clou, confirmant son intention de poursuivre son offensive contre la classe ouvrière, ne laissant plus aucune marge de manoeuvre à la soit-disant gauche du PS réduite à s'en accommoder, autrement dit le soutenir.

Du coup les voilà bien empruntés pour réagir, maladroitement forcément, ils se découvrent un peu plus, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'essayer de convaincre la pire réaction en Europe de les écouter, des fois qu'ils se résoudraient à abandonner leur politique d'austérité.

- Le mouvement de la Gauche populaire est remonté au créneau mardi pour demander à François Hollande d'«assumer la nécessité du débat avec les dirigeants conservateurs européens».

Hollande a répondu sur un ton provocateur et cynique à leurs plaintes, il y était d'autant plus autorisé qu'ils se reconnaissent tout dans Pierre Mauroy, Schröder avant l'heure !

- Le président de la République a vanté «le réformisme », «la rigueur » et «le réalisme » de Pierre Mauroy. Hollande est critiqué pour pratiquer une politique de rigueur, pour suivre une ligne sociale-démocrate, pour avoir mis en place le pacte de compétitivité ou l'accord national interprofessionnel? «*Pierre Mauroy assumait le sérieux budgétaire, le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles, des décisions qui lui coûtèrent, surtout quand lui, l'homme du Nord-Pas-de-Calais, il lui fallut fermer le dernier puits de mine*», a répondu le chef de l'État. "*La rigueur, c'était la condition pour poursuivre les réformes, le changement*", a dit François Hollande.

L'engagement de Hollande à gauche est mis en cause? «*Pour Pierre Mauroy, réformer, ce n'était pas renoncer, c'était réussir ; réformer, c'était se défaire de l'illusion des mots pour passer à la vérité des actes ; réformer, ce n'était pas céder à la réalité mais la saisir à la gorge pour la transformer*», a expliqué le président. Sa politique européenne est critiquée? Pierre Mauroy «*avait surtout compris que le destin de la France passait par l'Europe, que faire cavalier seul pourrait finir dans une cavalcade sans lendemain*», a lancé Hollande.

"*Il sut convaincre François Mitterrand avec le concours de Jacques Delors (ministre des Finances) pour rester dans le système monétaire européen et ainsi de préparer la création de l'euro*", a rappelé François Hollande. Lefigaro.fr et Reuters 11.06

Quel rappel ! il confirme ce que j'ai écrit plus haut et me renforce dans ma position de rejeter tout compromis, toute collusion avec le PS.

Hollande s'est livré à un exercice périlleux qui confirme qu'il n'a pas non de marge de manoeuvre ou plutôt le capitalisme dont il est le représentant, qui a consisté à prêter à la ligne politique adoptée par Mauroy des qualités ou des vertus qui toutes allaient à l'encontre des intérêts des travailleurs, "*le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles*" ouvrant la voie à un chômage de masse qui n'existait pas précédemment, la fermeture du "*dernier puits de mine*", jusqu'à l'alignement total sur Bruxelles.

Le Figaro rappelle qu'à "*l'époque, Mauroy avait mis en place la semaine de travail de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et l'abolition de la peine de mort. Pour l'instant, les socialistes n'ont qu'une réforme sociétale à se mettre sous la dent, l'instauration du mariage homosexuel*", des concessions que pouvaient supporter le capitalisme après une augmentation sans précédent de la productivité au cours des trois décennies antérieures, qui plus est, les travailleurs produisant autant en 39 qu'en 40 heures, sans parler que les capitalistes allaient en profiter pour apporter des modifications aux conditions de travail qui ne seraient pas forcément avantageuses pour les travailleurs et permettraient encore d'accroître la productivité ou l'exploitation, la précarité, idem pour la cinquième semaine de congés payés qui fut absorbée sans problème, et quant à la peine de mort, elle ne concernait que les intéressés, pas les travailleurs de toute évidence.

La palme de l'antisocialisme revient logiquement à Pierre Laurent (PCF) : - Mort de Pierre Mauroy : « *il était un grand socialiste* », autant que vous quoi, merci de cette précision.

[La Commission européenne des multinationales](#)

Privatisation du contrôle aérien.

La Commission européenne a fait mardi des propositions pour relancer sa réforme de l'espace aérien qui, avant même d'être présentée, a suscité la colère des syndicats à l'origine d'actions dans onze pays européens pour dénoncer une "*poursuite de la libéralisation*".

Présenté au Parlement européen, le projet de "*ciel unique 2*" a pour objectif de mieux lutter contre l'encombrement de l'espace aérien, qui représente un surcoût de 5 milliards d'euros par an pour les compagnies aériennes et leurs clients, selon la Commission.

Lancé il y a dix ans, le projet de ciel unique européen est en panne, en raison des réticences des Etats. La Commission a décidé d'actualiser les règles de ce paquet législatif pour lui donner un nouvel élan.

La proposition la plus décrite prévoit une séparation complète entre les autorités nationales de surveillance et leurs régulateurs, les organisations de contrôle de la circulation aérienne.

Cela se traduirait en France par l'éclatement des fonctions assurées actuellement par la Direction générale de l'aviation civile (régulation, surveillance et prestations de service de navigation aérienne).

Cela "*est de nature à remettre en cause ce qui fait notre particularisme et notre efficacité*", a réagi le ministre français des Transports, Frédéric Cuvillier, vivement opposé à ce projet. Il en a profité pour dénoncer un excès de réglementation européenne dans le secteur aérien, alors que le premier paquet législatif pour le ciel unique européen n'a "*pas encore porté tous ses fruits*".

La Commission entend également faire appliquer la simplification de l'espace aérien de l'UE, divisé en 27 blocs nationaux, avec pour conséquence que certains vols ne peuvent emprunter un itinéraire direct. Neuf blocs régionaux devaient les remplacer et être opérationnels fin 2012, mais ce n'est toujours pas le cas. La Commission menace donc de sanctionner les Etats membres pour les pousser à agir.

Elle reconnaît toutefois que cette initiative manquait de souplesse et propose d'assouplir la coopération entre prestataires de services au sein des blocs régionaux. Elle souhaite également renforcer le rôle d'Eurocontrol, le gestionnaire de réseau, afin de raccourcir les trajets.

M. Kallas propose également la mise en concurrence des services d'appui aux organisations de contrôle (services météorologiques, de navigation ou de surveillance). Car actuellement "*les services d'appui constituent le principal facteur de coût de la gestion du trafic aérien*", souligne la Commission.

Chaque jour, 27.000 vols contrôlés se croisent dans le ciel européen et 80% de ces vols sont exploités au sein de l'UE dont les 440 aéroports accueillent 800 millions de passagers par an. AFP 11.06

Plan de bataille contre les sidérurgistes et cadeaux énergétiques aux Maîtres des Forges.

La Commission européenne a dévoilé mardi une série de mesures et de recommandations visant à assurer l'avenir de l'industrie sidérurgique en Europe, frappée de plein fouet par le déclin de la demande, une concurrence de plus en plus dure et des coûts énergétiques élevés.

Ce "*plan d'action global pour l'acier*" présenté par le Commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, est la première initiative globale lancée par la Commission depuis 1977 pour tenter d'enrayer le déclin du secteur.

La sidérurgie européenne, explique la CE, "*doit aujourd'hui faire face à d'importants défis: une demande faible, une hausse des coûts de l'énergie, une dépendance vis-à-vis des importations de matières premières, une concurrence rude et souvent déloyale et des exigences environnementales ambitieuses.*"

Face à ces défis, le plan prévoit de s'attaquer aux formalités administratives, de favoriser les programmes d'apprentissage et l'innovation, de garantir une concurrence équitable et de renforcer la compétitivité en abaissant les coûts énergétiques, qui représentent jusqu'à 40 % de l'ensemble des coûts d'exploitation.

Sur le plan social, la Commission préconise de faire appel aux fonds structurels européens et de rationaliser leur utilisation en créant "*une task force interservices qui suivrait les principaux cas de fermeture ou de restructuration importante d'usines sidérurgiques*".

Malgré les objectifs apparemment ambitieux qu'il s'est fixés, ce plan ne fait pas l'unanimité parmi les acteurs de l'acier. Les critiques estiment qu'il comporte assez peu de nouvelles mesures et que des actions plus fortes sont nécessaires pour réduire les surcapacités, remédier à la faiblesse de la demande et améliorer les conditions de financement.

Le plan de la Commission ne propose par ailleurs pas aux Etats d'intervenir pour maintenir en activité les aciéries dont la fermeture a été entérinée, une mesure réclamée par les syndicats. Reuters 11.06

Le Prism déformé de la liberté.

Pendant des décennies, les agences d'espionnage ont surveillé des communications étrangères, cela faisait partie de leur mission. Mais comme le fait remarquer l'envoyé spécial des Nations unies sur la liberté d'expression, dans un rapport sans précédent publié la semaine dernière, les nouvelles technologies ont changé la donne.

Aujourd'hui, des outils accessibles aux gouvernements permettent une forme de surveillance qui n'a jamais été aussi absolue –le tout sous le sceau du secret et sans aucun contrôle populaire– et c'est précisément le danger de Prism. Des entreprises américaines ont été forcées de se plier à l'espionnage américain, rognant les libertés civiles de tous les usagers de leurs services. La surveillance étrangère ne se limite plus à certains canaux spécifiques, comme les communications diplomatiques, ni ne cible des suspects précis –elle est bien plus étendue, capable d'intercepter des millions, si ce n'est des milliards de communications émanant de simples citoyens.

Comme le précise Edward Snowden, l'homme à l'origine des révélations sur Prism, la NSA «cible expressément les communications de tout le monde».

James Clapper, le directeur du renseignement américain, a expliqué jeudi que ses services «s'engageaient à respecter les libertés civiles et la vie privée de tous les citoyens américains». Mais le gouvernement américain affirme aussi agréer à la déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose clairement que tous les citoyens –et pas seulement les Américains– ont le droit de ne pas être l'objet «*d'immixtions arbitraires dans [leur] vie privée, [leur] famille, [leur] domicile ou [leur] correspondance*». Et c'est précisément le problème de la NSA et de son programme Prism: il met le droit universel à la vie privée à la poubelle, et encourage tous les gouvernements du monde à suivre son exemple. slate.fr 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les faits.

Le gouvernement grec a annoncé mardi la fermeture temporaire de la société de radiotélévision publique ERT dans le cadre des mesures d'économies budgétaires, suscitant les protestations des salariés et de certains partenaires de la coalition au pouvoir.

Les trois chaînes de télévision de l'ERT ainsi que la radio publique cesseront d'émettre dès ce mardi à minuit et seront relancées à une date qui n'a pas été précisée, après des réformes prévoyant notamment une réduction des effectifs, a précisé le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou.

"Au moment où l'on impose au peuple grec de lourds sacrifices, il n'est plus question de repousser au lendemain, d'hésiter, d'épargner les vaches sacrées", a-t-il ajouté - justement à la télévision publique.

Après cette annonce, de nombreux employés de l'ERT se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise à Athènes et se sont engagés à combattre cette décision.

L'ERT, qui emploie quelque 2.600 salariés, est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros.

La suspension de toutes ses émissions est l'une des mesures les plus spectaculaires prises par le gouvernement grec dans le cadre du programme d'austérité imposé en échange de l'aide financière internationale accordée par l'Union européenne, le FMI et la BCE.

Pour Simos Kedikoglou, le groupe audiovisuel public était devenu *"un cas typique d'un incroyable gâchis"*.

Les employés de l'ERT toucheront un dédommagement et pourront faire acte de candidature pour retrouver en emploi au sein de la future organisation.

Dès l'annonce, des salariés se sont regroupés devant le siège athénien du groupe, promettant de lutter et appelant à un black-out général des médias en guise de protestation. "*Le journalisme est persécuté. Nous ne permettrons pas que la voix de la Grèce soit réduite au silence*", a dit George Savvidis, qui dirige le syndicat des journalistes POESY.

Des chaînes privées ont interrompu leurs programmes normaux dans le cadre d'un mouvement de solidarité prévu pour durer six heures.

Des unités des forces de police anti-émeutes ont été déployées à l'entrée d'un studio de l'ERT, dans le centre d'Athènes, où des manifestants avaient déroulé une banderole "*A bas la junte, l'ERT ne fermera pas*".

La suspension spectaculaire des émissions de radio et de télévision pourrait aussi avoir des répercussions politiques: deux des partis associés à Nouvelle démocratie, la formation du Premier ministre Antonis Samaras, ont exprimé leur opposition à cette mesure.

"*La radio et la télévision publiques ne peuvent cesser d'émettre*", a notamment dit Yannis Maniatis, un cadre du Pasok, le Parti socialiste, précisant qu'"*une coalition à trois ne peut fonctionner par une politique du 'fait accompli'*".

La décision survient alors que les pouvoirs publics n'arrivent pas à trouver preneur pour sa compagnie gazière DEPA, l'une des compagnies publiques visées par le programme de privatisations en cours. La privatisation de DEPA était censée rapporter un milliard d'euros. Mais le seul candidat pressenti pour cette opération, le russe Gazprom a renoncé.

Selon le plan de sauvetage financier mis au point par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, la Grèce doit lever au moins 1,8 milliard d'euros d'ici fin septembre par le biais de privatisations, avec un objectif d'au moins 2,5 milliards d'euros d'ici la fin de l'année.

"*Cette frappe aveugle contre l'ERT est une diversion après le fiasco DEPA*", analyse le député indépendant Christos Aidonis. Reuters 11.06

1.2- Quelques réactions.

Ni le Pasok ni Dimar ne démissionnent du gouvernement.

"*Nous sommes absolument en désaccord avec les décisions et la gestion du gouvernement dans cette affaire*", a déclaré le Pasok (socialiste). "*Nous réitérons notre ferme opposition à la fermeture d'ERT*", a également dit la Gauche démocratique (Dimar). "*C'est un coup d'État*", a pour sa part déclaré aux journalistes Alexis Tsipras, leader du principal parti d'opposition Syriza (gauche radicale), venu en toute hâte au siège d'ERT. Pasok et Dimar ont annoncé qu'ils ne voteraient pas pour le décret gouvernemental lorsqu'il serait présenté au Parlement pour être validé après son entrée en application. Cette rupture de la solidarité gouvernementale pourrait provoquer une crise politique au sein de la fragile coalition en place depuis un an sous la direction du Premier ministre conservateur Samaras, à un moment où la Grèce est surveillée de près par ses créanciers internationaux.

L'hypocrisie de l'UE alors que ses représentants étaient sur place hier soir.

L'Union européenne de radio-télévision (UER), dans un communiqué publié à Genève, a appelé M. Samaras à annuler la décision de fermer ERT. Le président de l'UER, Jean-Paul Philippot, et sa directrice générale, Ingrid Deltenre, ont appelé dans une lettre le Premier ministre à "*user de tous ses pouvoirs pour annuler immédiatement cette décision*", indique le communiqué. Selon les syndicats, en fermant ERT, le gouvernement remplit d'un coup l'objectif assigné par les créanciers de la Grèce de supprimer 2 000 emplois publics d'ici à la fin juin. C'est une "*solution facile pour répondre aux exigences de la troïka*", estime le syndicat Poesy. La Confédération des fonctionnaires du service public Adedy a qualifié le décret de "*coup d'État*". Les hauts responsables de la troïka ont repris lundi à Athènes l'audit des comptes grecs et le contrôle des réformes, parmi lesquelles figurent la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion ou la suppression des organismes publics. Lundi soir, les responsables de la troïka ont eu un entretien avec le ministre de la Réforme administrative Antonis Maniatis sur la restructuration du secteur public. lepoint.fr Vangelis Demeris, journaliste Vangelis Demeris, ex-correspondant à Bruxelles d'ERT.

Slate s'est entretenu avec le journaliste Vangelis Demeris, correspondant à Bruxelles d'ERT de 2001 à février 2013. Il travaille pour le quotidien Ethnos (deuxième quotidien grec) et pour l'agence de presse grecque.

Quelle était la place de l'ERT dans le paysage audiovisuel grec?

ERT est la source majeure d'information pour l'opinion publique. Le paysage audiovisuel grec est très fragmenté. Les chaînes privées sont détenues par différents groupes, mais elles sont beaucoup moins rigoureuses sur le plan de l'information: elles jouent sur l'impression, pas sur les faits. ERT est très portée sur l'information dans l'ensemble. Il y a différentes chaînes avec différents rôles, mais les JT d'ERT sont très regardés. Les débats autour de la crise économique se sont surtout tenus sur les chaînes

publiques. Personnellement, j'ai aussi travaillé dans le privé, et la qualité des débats n'a rien à voir, c'est vraiment meilleur dans le public. C'est extrêmement grave pour la démocratie. slate.fr 11.06

PCF.

La députée communiste française Marie-George Buffet a fermement condamné cette fermeture. "*Non contente de concerner l'emploi de 2000 salariés, une telle décision révolte ! Pour ce qu'elle représente d'insulte au pluralisme, à la création culturelle*", dénonce l'ancienne ministre dans un communiqué.

"*Voilà où mène l'austérité et le refus de s'en prendre aux marchés financiers et à la spéculation. Voilà où mènent les choix européens de protéger les taux d'intérêt des banques : on décide de s'en prendre au moyen le plus populaire qui existe dans l'accès à la culture : la télévision !*" écrit-elle. .lemonde.fr 11.06

Parti de Gauche.

- Les coups d'état financiers ferment les TV et radios publiques - Mercredi 12 Juin 2013

Le Parti de Gauche dénonce fermement la décision du gouvernement Grec prise par décret de fermer manu militari les chaînes de TV (ERT) et de radios publiques. L'austérité sert à justifier l'atteinte à la liberté d'information et d'opinion. Elle asphyxie la démocratie.

La récession porte en elle la régression sociale et répression démocratique. Ce qui s'est passé hier en Grèce le confirme. Mais que l'Union européenne ne joue pas les Tartuffe : le gouvernement grec n'est que l'exécuteur servile d'une politique voulue et appliqué par la Troïka. C'est avant tout elle que nous dénonçons.

NPA .

- Non à la fermeture de la Télévision publique grecque - Mercredi 12 juin 2013 Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs.

Le NPA dénonce ce coup de force et exprime sa pleine et entière solidarité avec les travailleurs de l'ERT et avec le peuple grec. Il soutient le rassemblement de solidarité qui aura lieu aujourd'hui à 18h30 devant l'Ambassade Grecque à Paris, métro KLEBER, 17 Rue Auguste Vacquerie, à Paris.

POI et LO, pas de réaction, ils devaient tous dormir à cette heure si tardive.

2- France

Meyer Habib, vice-président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Sionistes de France), membre du bureau exécutif du non moins sioniste Congrès Juif Européen, et ancien conseiller du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, vient d'être élu ce dimanche 9 juin député de la 8ème circonscription des Français de l'étranger. Celle-ci comprend des pays du pourtour méditerranéen : Chypre, Grèce, Italie, Malte et Turquie, de même que l'entité sioniste.

L'une des propositions du programme politique de Meyer Habib, qui possède la nationalité israélienne, est pour le moins très étonnante. Il juge en effet important de « *transférer l'ambassade de France de Tel Aviv à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël* » (proposition n°13).

Cette proposition est doublement illégale au regard du droit international. D'une part, parce que la résolution 478 du 20/08/1980 du Conseil de Sécurité interdit aux Etats membres de l'ONU d'établir à la ville occupée d'al-Qods (Jérusalem) des missions diplomatiques. D'autre part, les résolutions de 1968, 1980, 1999 et 2000 déclarent « *nulle et non avenue* » toute décision du gouvernement israélien allant dans le sens d'une modification du caractère et du statut de la ville sainte de Jérusalem, constituant ainsi une violation flagrante de la Convention de Genève.

Par cette proposition, Meyer Habib démontre qu'une fois de plus l'arrogance sioniste n'a aucune limite ! Comment pourrait-il en être autrement, lorsque l'on constate qu'aucune des résolutions promulguées par les instances internationales n'ont eu d'effets sur le processus de « *sionisation* » de cette ville trois fois sainte ?

La volonté des différents gouvernements israéliens d'isoler al-Qods du reste des territoires palestiniens occupés, par des constructions illégales de colonies rendant ainsi toute rétrocession extrêmement difficile, résulte de ce mépris, de cette arrogance du sionisme qui le mènera inexorablement à sa perte.

Quant à l'élection de Meyer Habib, les chiffres parlent d'eux-mêmes et en disent long sur la faiblesse de son programme :

seulement 3% des Français de la 8ème circonscription de l'étranger ont voté pour lui... french.irib.ir 11.06

3- Turquie

3.1- La police antiémeute turque a tiré des salves de gaz lacrymogène et aspergé à coups de canons à eau les milliers de manifestants rassemblés à Ankara pour demander la démission du gouvernement turc, a constaté une journaliste de l'AFP dans la nuit de mardi à mercredi.

L'intervention des forces de l'ordre s'est produite sur une artère du centre-ville, proche de l'ambassade des Etats-Unis, contre une foule de plus de 5.000 personnes qui scandaient "*Gouvernement démission !*" et "*Tayyip (Erdogan, Premier ministre, ndlr) démission*", cible principale de la contestation qui secoue la Turquie depuis le 31 mai.

Brandissant des drapeaux turcs, les manifestants se sont dans un premier dispersés mais beaucoup sont revenus sur les lieux. Au même moment, des affrontements sporadiques se poursuivaient à Istanbul où la police a repris le contrôle de la place Taksim, chassant à 2 reprises à coups de gaz lacrymogènes les manifestants. leexpress.fr 11.06

3.2- La police a pénétré dans l'enceinte du palais de justice d'Istanbul pour interpellier une cinquantaine d'avocats opposés à l'évacuation de la place Taksim . french.irib.ir 11.06

4- Syrie

L'ex secrétaire d'état US , Henry Kissinger met en garde contre les conséquences d'un engagement militaire de Washington en Syrie : "*les Américains n'ont plus aucun appétit pour davantage de guerre , ce qui rend difficile le choix d'un engagement militaire en Syrie. si cette guerre a lieu, cela ne fera que provoquer la fissure au sein même de la société américaine . les autorités devront expliquer à l'opinion américaine et de façon claire quels sont les objectifs d'une intervention militaire contre la Syrie . les Etats Unis ne doivent pas s'impliquer dans un dossier dont ils ne connaissent pas l'issue ni le comment de sa gestion*" french.irib.ir 11.06

5- Irak

Les sources citées par le quotidien libanais Al Mostaqbal font état d'un vaste accord militaire entre l'Iran et l'Irak ! "*c'est un accord qui comprend entre autre l'échange des renseignements sécuritaires et de la technologies militaire liée à la défense aérienne*". Le journal estime que ce nouvel accord est une preuve supplémentaire qui confirme le ralliement de Bagdad à la sphère d'influence "*iranienne*" au détriment de celle des Etats Unis... " Les sources qu'Al Mostaqbal mentionne sont effectivement anonymes. Pour le journal, "*les récentes déclarations du vice premier ministre Hossein Shahrestani qui affirme une riposte irakienne contre Israël au cas où ce dernier utilise l'espace aérien irakien pour attaquer l'Iran ou la Syrie vient à l'appui de ce dire*" Toujours selon le journal, "*la signature de l'accord militaire est intervenu entre le ministre iranien de la Défense et son homologue irakien*"

Le quotidien va encore plus en avant dans ses conjectures : "*nous disposons d'informations fiables qui font état de la livraison sous peu à l'Irak des systèmes de défense anti aériens russes . Il est même possible que ces systèmes aient déjà été livrés aux irakiens.* " La raison de cette décision iranienne est claire : "*ce sera avec la DCA russe que l'Irak devra protéger son ciel contre l'aviation israélienne si celle-ci décide de pénétrer l'espace aérien iranien*" le journal conclut son information, en faisant état, toujours sur foi des sources anonymes, de la présence au mois dernier des experts militaires iraniens en Irak . french.irib.ir 11.06

SOCIAL

France

Une grève des aiguilleurs du ciel, opposés à la libéralisation du contrôle aérien en Europe, s'est traduite mardi par l'annulation de près d'un quart des vols en France et doit se poursuivre mercredi, même si Paris et Berlin ont demandé à Bruxelles de surseoir au projet présenté au Parlement européen.

Le syndicat autonome des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), majoritaire chez les aiguilleurs, avait déposé un préavis de mardi à jeudi. Mais, après l'intervention du ministre des Transports Frédéric Cuvillier, qui a demandé avec son homologue allemand à la Commission européenne de surseoir à ses projets de libéralisation, le SNCTA a salué une "*évolution encourageante*" et a levé son préavis pour jeudi.

Le mouvement doit toutefois se poursuivre mercredi, d'autres organisations ayant également appelé à la grève.

Outre le SNCTA, les syndicats CGT, CFDT, Unsa et FO de la DGAC ont appelé à la grève mercredi, dans le cadre d'une journée d'action européenne, qui concerne 10 autres pays. Hors de l'Hexagone, les transports devraient toutefois être moins affectés qu'en France.

Tous entendent dénoncer le projet de Bruxelles visant à créer un "ciel unique" européen.

Le commissaire européen des Transports, Siim Kallas, lors de la présentation du projet visant à relancer cette réforme dans l'après-midi au Parlement européen.

"*Quel est le problème?*", a-t-il lancé ensuite lors d'une conférence de presse, lorsqu'on l'invitait à commenter la grève en France. "*Nous proposons uniquement des changements modestes qui entreront pleinement en vigueur en 2020*", a-t-il ajouté. "Il y a de la marge pour des changements structurels et nous pensons que cela créera des emplois supplémentaires".

"*Ce qui nous pose problème, ce n'est pas le principe des règlements +ciel unique+ qui visent à harmoniser la gestion de la navigation au niveau européen*", a expliqué de son côté à l'AFP Olivier Joffrin, responsable de l'Usac-CGT. Mais, a-t-il ajouté, "*ce qu'on n'accepte pas, c'est que la Commission utilise ce biais pour privatiser, et pousser à la libéralisation d'un certain nombre d'activités*".

Il a cité notamment les services qui s'occupent de l'entretien des antennes radars, qui "*sont clairement les yeux et les oreilles des contrôleurs*", et dont l'externalisation présenterait un risque pour la sécurité. AFP 11.06

Ils sont formidables ces "*syndicalistes*", il n'est pas pour mais il n'est pas contre non plus...

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

Wall Street a terminé dans le rouge mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la pérennité des mesures de soutien à l'économie apportées par les banques centrales après le statu quo décidé par la Banque du Japon sur sa politique: le Dow Jones a cédé 0,76% et le Nasdaq 1,06%.

La décision de la banque centrale japonaise de ne pas amplifier son récent programme d'assouplissement monétaire destiné à stimuler la croissance du pays a alimenté les craintes des acteurs du marché de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) commencer à revenir sur ses propres mesures de soutien.

"*Ils s'attendaient visiblement à ce que la Banque du Japon aille plus loin*", a remarqué Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates.

"*La question pour eux est maintenant de savoir quand et comment la Réserve fédérale américaine va ralentir son propre programme d'aide à l'économie*", a ajouté l'analyste. La politique monétaire très accommodante de l'institution a en effet largement soutenu l'embellie du marché actions ces derniers mois, notamment via un programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois qui permet d'inonder les marchés de liquidités.

"*La possibilité de voir tout cet argent facile disparaître inquiète fortement les investisseurs et provoque une forte volatilité*", a remarqué David Levy, de Kenjol Capital Management. AFP 11.06

Et nous alors ! Il est tellement dur à gagner qu'en fin de mois on ne se pose pas la question de sa "*volatilité*", il s'est envolé !

2- Russie

La Russie prépare une série de mesures destinées à stimuler la croissance comprenant des projets de construction d'infrastructures, de logements et une politique fiscale favorable aux entreprises, a indiqué mardi à l'AFP à Paris le vice-Premier ministre, Arkadi Dvorkovitch.

"*Nous allons continuer à avoir une politique budgétaire prudente mais, à l'intérieur du budget, nous allons concentrer les dépenses dans des directions qui donneront un résultat maximal en termes de croissance économique*", a indiqué le ministre.

"Je pense avant tout à l'infrastructure, la construction de logements, à la stimulation de la demande d'automobiles de tous types -transports en commun, voitures individuelles et poids lourds", a-t-il expliqué.

Un fonds de prévoyance ainsi que des fonds d'épargne retraite seront mobilisés pour cofinancer des projets dans les domaines ferroviaire et de l'énergie électrique, a-t-il précisé, tandis que des obligations spécialement destinées au financement d'infrastructures devraient être lancées cet été.

Des moyens de "réduire les charges des entreprises" seront mobilisés, notamment des réductions d'impôt sur les bénéfices dans les régions d'Extrême Orient, qui "présentent un bon potentiel", et un "ralentissement du rythme de croissance des tarifs des monopoles naturels", a précisé le responsable.

"Certains programmes mis en oeuvre au moment de la crise en 2009 pourraient également être rétablis", a-t-il ajouté.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en Russie a nettement ralenti au premier trimestre, s'établissant à 1,6% par rapport aux trois premiers mois de 2012, selon des estimations préliminaires publiées à la mi-mai par l'agence russe des statistiques, Rosstat.

Au premier trimestre 2012, la croissance avait atteint 4,8% en glissement annuel, selon des chiffres révisés. Elle avait ensuite ralenti au cours de l'année et n'a plus représenté que 2,1% au quatrième trimestre de l'an dernier. AFP 11.06

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juin 2013

CAUSERIE

J'ai terminé l'actualisation du site, je dis cela pour ceux qui avait lu le premier jet de ce matin, la suite est plus loin. Je n'ai plus le temps de mettre en ligne de nouveaux documents ce sera pour ce soir.

[Grèce. Coup d'Etat politique de la Commission européenne.](#)

Quand les médias protègent la Commission européenne.

Libération - Il y a d'abord la violence, celle de l'écran noir et de 2700 salariés jetés à la rue en pleine nuit. La violence d'une télévision publique éteinte sur une simple décision politique, prise en secret et exécutée comme par des généraux putschistes. L'émoi du peuple grec, qui a gagné toute l'Europe, est à la hauteur d'un acte peu digne d'une démocratie.

S'il est peu probable que la Commission européenne ait ouvertement demandé la fermeture de la télévision et de la radio publiques, la politique d'austérité obtuse imposée à la Grèce en est une des causes. Liberation.fr 12.06

Le journal de gauche des Rothschild, sans rire, se fait ensuite le porte-parole de la Commission européenne reprochant au Premier ministre grec de laxisme : "qui depuis des mois est incapable de mettre en oeuvre les réformes promises", et bien voilà, c'est fait !

Le Point - Grèce - Audiovisuel : l'UE insiste sur la nécessité d'un service public - LePoint.fr -

Et comme très souvent la vérité remonte à la surface malgré eux.

Euronews - "Est-ce que c'est vrai que la Commission européenne a mandaté son représentant de la troïka pour demander la fermeture de la télévision et radio publiques en Grèce ?", interroge un parlementaire européen.

Réponse d'Olli Rehn, le vice-président de la Commission européenne : "La Commission n'a pas demandé la fermeture de l'ERT, pas plus qu'elle ne conteste le mandat du gouvernement grec à gérer le secteur public", a-t-il déclaré", avant d'ajouter : "La Grèce, comme tous les autres pays européens, a besoin d'une pluralité d'offres, de liberté et de qualité des médias. Nous saluons l'engagement du gouvernement grec de lancer un groupe qui remplisse le devoir public de diffusion de manière financièrement raisonnable."

Autrement dit, il se félicite que le Premier ministre grec ait enfin appliqué cette mesure qu'il avait dû lui suggérer, on a appris qu'elle était sur le tapis depuis six mois au moins, afin que la radio et la télévision publiques grecques purgées de ses éléments critiques envers la troïka et le gouvernement, puissent redémarrer avec un effectif réduit et servile qui soutiendra

leur politique, qui vient de conduire le MSCI à retirer à la Grèce le statut de "*pays développé*" pour la ravalier à celui de "*pays émergent*" comparable à celui de la Chine ou de l'Inde. (source : euronews.fr et Reuters 12.06)

Le Monde le confirme :

Le Monde - La Commission a également rappelé la place essentielle du service public dans la démocratie européenne et salue "*l'engagement du gouvernement grec à lancer un service audiovisuel qui remplit le rôle de diffuseur public*". lemonde.fr 12.06

Donc la Commission est satisfaite et elle félicite le gouvernement, rien de plus normal en somme.

Et ce n'est pas terminé, la menace concerne l'ensemble des pays de l'UE.

L'Express - Audiovisuel: la télé publique grecque pourrait ne pas être la dernière victime de la crise - L'Express.fr -

Il n'y a pas qu'en Grèce que la télévision publique est menacée. Italie, France, Espagne, Allemagne... la crise touche l'ensemble de l'audiovisuel public européen. L'Express.fr 12.06

Le Figaro - Dans une interview, question du Figaro au député UMP des Alpes-Maritimes Eric Cotti :

Les syndicats de gauche exercent-ils selon vous un contrôle sur l'information à la télévision publique? lefigaro.fr 12.06

Du coup les néolibéraux se lâchent et se prennent à rêver à haute voix :

Atlantico - Et si la suppression de France Télévisions était le meilleur moyen de sauver la mission d'intérêt général de l'audiovisuel public (et d'éviter un destin à la grecque) ? - Atlantico.fr

Vous avez bien lu, et c'est très intéressant car cela rejoint ou confirme les intentions des autorités grecques et européennes : pour sauver "*l'audiovisuel public*", il faut le supprimer, mais comme c'est impossible, cela signifie que "*l'audiovisuel public*" remodelé n'aura pas une "*mission d'intérêt général*" que l'on pouvait déjà contester par ailleurs mais c'est une autre question, il sera entièrement soumis à des groupes de pressions privés et à la défense de leurs intérêts dont fait partie... la troïka, les banquiers, les multinationales et la boucle est bouclée.

Quelques réactions.

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture: "*C'est un symbole tragique (...) et donc j'espère que cette décision ne sera pas définitive*". On vient de vous expliquer que non, soyez rassuré et dormez tranquille...

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement: "*c'est une décision triste*". N'en faites pas trop quand même. Elle s'en fout, quoi !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: une mesure "*d'austérité*". Rien de politique dans tout cela, non, non, surtout pas...

Marie Georges Buffet, députée du PCF : "*Voilà où mène l'austérité*". Idem

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche: "*Même les colonels n'avaient pas osé fermer la télé! La servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile. De même: à quoi servent les gouvernements et les parlements?*".

S'agissant de vous, on ne se pose même plus la question !

L'histrion s'avilit une fois de plus en recourant à un amalgame infâme. Pour un peu il se réjouirait de cette mesure pour en faire une vengeance personnelle, la Commission vous en sera gré monsieur Mélenchon, on comprend pourquoi vous ne pouvez pas rompre avec l'UE, vous en êtes ici le porte-parole.

Contrairement à ce qu'il affirme, j'ai lu dans plusieurs articles que la télévision publique grecque était le seul endroit télévisuel en Grèce où des discours contradictoires pouvaient encore s'exprimer, ce qui n'existait pas sur les chaînes privées. Je pense qu'on devrait couper la parole à Mélenchon, lui dire de la fermer, est-ce un hasard si les médias aux ordres lui offrent une telle tribune, ils ont reconnu l'un des leurs.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : "*Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie, mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs*". Un coup d'Etat politique, apparemment ils ne savent pas ce que c'est au NPA, jamais entendu parlé.

Souvenez-vous de ce que nous avons évoqué à de nombreuses reprises, leur objectif est d'instaurer un gouvernement mondial qui serait une dictature, et que pour y parvenir il leur faut liquider tous les droits politiques du prolétariat mais aussi des classes moyennes, tous les organismes ou institutions qui sont liés à ces droits politiques ou s'en font le relais, comme la radio ou la télévision publique, et que l'UE est un instrument permettant d'avancer vers cet objectif à partir du moment où les Etats et leurs représentants y collaborent, d'où la nécessité impérieuse de rompre sans condition avec l'UE, la BCE et l'euro...

Les partis ouvriers et bon nombre d'intellectuels ont refusé obstinément de prendre en compte cet aspect-là du combat du capitalisme, sous prétexte qu'il figurait dans la liste des arguments avancés par des illuminés ou des charlatans qui ont justement pour fonction de le galvauder en l'intégrant dans une théorie du complot délirante qui sert de repoussoir pour qu'on ne s'y intéresse pas. Et bien entendu, rongés par le dogmatisme qui les empêche de penser librement, ils ont sauté à pieds joints dans ce piège, consciemment ou non.

Aujourd'hui encore ils pratiquent le black-out sur tout un pan du combat politique que mènent les représentants de cette monarchie absolue (l'oligarchie financière) contre le prolétariat mondial. C'est ainsi par exemple que vous n'aurez pas à chercher le mot Bilderberg après la réunion que ce groupe vient de tenir en Grande-Bretagne du 6 au 9 juin dernier dans le dernier numéro (255) d'Informations ouvrières, il n'y figure pas. J'imagine que le NPA et LO ont également adopté l'omerta, car seul à leurs yeux le jeux institutionnel mériterait une attention.

Ils y sont tellement intégrés (aux institutions) qu'ils sont devenus complètement aveugles à tout ce qui se passe autour. Or, les mesures économiques, sociales ou politiques que prennent les gouvernements, les institutions, sont le produit des décisions qui ont été prises ailleurs, par ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ils l'occultent systématiquement comme s'ils ne voulaient pas que les travailleurs en prennent conscience, ce qui rend leur discours incohérent et inaudible, puisqu'ils sont incapables de faire le lien ou plutôt d'établir les rapports qui existent entre les conséquences de la politique menée par le gouvernement et leur origine avec l'objectif final qu'ils se sont fixés et qu'ils poursuivent.

Rappelez-nous en quoi consistait la méthode du marxisme ?

Partir d'un fait qui avait valeur d'effet ou de conséquence, se poser des questions et étudier une multitude d'hypothèses pour en découvrir la cause, l'origine, remonter jusqu'à la source, analyser tous les rapports intermédiaires, etc. pour parvenir à discerner la tendance principale qui s'en dégageait, son évolution possible, sa direction ou son orientation, etc... Dites-nous, est-ce que c'est la méthode employée par ces partis ? De toute évidence la réponse est négative. A suivre.

Jeudi en fin d'après-midi

[Le chiffre du jour. 500 mille milliards de dollars](#)

Ce serait la somme qui serait manipulée quotidiennement par le biais d'instruments financiers entre les mains d'une poignée de traders travailleurs pour une quinzaine de banques, le scandale du Libor à la puissance 1000, quoi. Je mettrai en ligne ce soir cet article original publié sur le site (américain) de Rolling Stone USA, le 25 avril 2013.

Quand on lit cela, à côté on a l'impression de jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle...

[Monarchie et oligarchie : un lien indéfectible. Pays-Bas. 1954 : Bilderberg - 2013 : le temple des paradis fiscaux.](#)

- Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans les paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Aucun des 50 plus grands groupes européens ne fait exception, avec pléthore d'implantations offshore. Leur paradis fiscal préféré ? Les Pays-Bas. Le Nouvel Observateur 12.06

Qui dans le mouvement ouvrier relate cette alliance, ce relation, ce lien qui dure depuis des siècles déjà entre monarchie et banquiers ? Personne, sauf ici. Etonnant, non ? Vous avez choisi le bon portail, celui de la Voix de l'Opposition de gauche... Faites-le connaître autour de vous, vous oeuvrerez à notre cause.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

Il sera chez lui, c'est son domaine !

-François Hollande s'invite chez « *Capital* » - LeFigaro.fr

En famille.

-Municipales à Paris: Anne Hidalgo tend la main à EELV, au MoDem et au PCF - L'Express.fr

-Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - LeMonde.fr

Le symbole de la monarchie restauré

- Berlin reconstruit le château des Hohenzollern Saint-Paul - LeFigaro.fr

Le nouvel édifice, un centre culturel, sera doté aux trois quarts des mêmes façades baroques que l'ancien palais des rois de Prusse. En ces temps de crise et d'austérité, le coût de cette reconstruction, estimé à 590 millions, fait grincer quelques dents.

-L'Allemagne, le plus grand "borde" d'Europe - LePoint.fr

Après les Pays-Bas quand même.

L'Allemagne et ses banquiers au XVIIe siècle, la monarchie britannique et les Rothschild, la création de la Fed sur le modèle de la Banque d'Angleterre qu'ils détiennent déjà depuis un siècle, la monarchie des Pays-Bas et la première réunion du groupe Bilderberg présidée par Rockefeller, la Commission Trilatérale dont il est aussi le président, le FMI et la Banque mondiale créées à leur initiative, ainsi que l'UE, l'ONU, etc.

C'est marrant, on dirait qu'il existe comme un fil invisible qui les relie à un seul et même objectif.

Ils ont du bol franchement, nous, nous en sommes incapables, nous devons être trop cons, trop vaniteux...

Climat de guerre civile

-Le contrôle d'une femme intégralement voilée dégénère à Argenteuil - 20minutes.fr

- Excédé, le conducteur du bus scolaire force des collégiens à descendre - LeFigaro.fr

-Roland-Garros: quatre anti mariage homo seront jugés le 18 juillet - AFP

-La «salle de shoot» parisienne déchire les riverains - Liberation.fr

-Appel à manifester après le retrait de l'affiche du film "L'inconnu du lac" - AFP

Chez les gangsters.

- BCE-FMI-UE : La troïka censée sauver l'Europe de la crise a-t-elle en fait surtout organisé un énorme hold-up des contribuables européens ? - Atlantico.fr

- La BCE, soutenue par le FMI, continue de se défendre à Karlsruhe - AFP

- Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans des paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Confirmation.

- La Grèce ravalée au rang de pays émergent par MSCI - Reuters

Pour Anastasia Frangopoulou, professeur de français dans un lycée d'Athènes, la démocratie est en danger. «*Ce gouvernement utilise des méthodes que l'on n'avait pas vues depuis la chute de la dictature des colonels en 1974. C'est terrible. Il*

supprime sèchement un des principaux vecteurs d'information impartiale: est-on encore dans un pays européen?», interroge-t-elle.

«Le problème est que cette décision des plus brutales crée un précédent pour tous les organismes publics, estime Ilias Iliopoulos, secrétaire général du principal syndicat de la fonction publique, Adedy. À ce train-là, pourquoi ne fermerait-on pas les hôpitaux? Pourquoi ne pas licencier tous les policiers et boucler toutes les écoles? Nous ne vivons plus dans un État de droit et c'est pour cela que cette affaire va très mal finir. Les Grecs étaient peut-être à bout et ne manifestaient plus autant, mais là, ils ne se laisseront pas faire», prévient-il. lefigaro.fr 12.06

Bon, j'avais évoqué cette situation dans un article dès 2005 je crois, vous pouvez le vérifier.

[Lien de cause à effet](#)

- Au Royaume-Uni, les salaires réels baissent depuis 2008 - L'Expansion.com

- Le chômage à son plus bas depuis deux ans en Grande-Bretagne - Reuters

[A qui vous devez dire merci patron ?](#)

- Inquiétude chez les 700 salariés de LFoundry à Rousset - Reuters

... réponse :

- Arnaud Montebourg salue le sursaut industrialiste de l'UE - Reuters

[Racket de l'Etat](#)

- Hausse du prix du tabac début juillet : entre 6,50 et 7 euros le paquet - LeParisien.fr

- Le prix des paquets de cigarettes pourrait augmenter de "30 à 40 centimes" dès le 1er juillet - AFP

- Le prix du tabac augmente au 1er juillet, satisfaction des anti-tabac - AFP

Au nom de l'égalité sans doute entre fumeurs et non-fumeurs, ce sont des réacs !

[Intox](#)

- Scandale du Libor : des changements annoncés pour éviter les manipulations de taux - Atlantico.fr

- L'UE impose plus de transparence aux industries extractives - Reuters

- "En finir avec la corruption en Afrique" - LeMonde.fr

- Une moitié d'Américains d'accord pour une surveillance limitée - Reuters

[Elle les avait fabriqués elle-même !](#)

- Des dizaines d'attentats évités grâce à la surveillance, dit la NSA - Reuters

[La voix de son maître](#)

- Syrie. Londres et ses alliés doivent être "*prêts à faire plus*" - Le Nouvel Observateur

Tel est le message de William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères à l'issue de sa rencontre avec son homologue américain. Le Nouvel Observateur 12.06

Vous pouvez compter sur eux !

ACTUALITÉ DU JOUR

En Grèce. Il faut "sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement" de coalition.

Mis devant le fait accompli, les socialistes du Pasok et la Gauche démocratique ont demandé mercredi une reprise immédiate des émissions, demande ignorée par Antonis Samaras, qui y a vu une preuve que la Grèce ne doit plus être "un Jurassic Park, le seul endroit sur terre où les dinosaures ont survécu".

"On n'a pas entendu de telles réactions quand des milliers d'entreprises ont fermé et des centaines de personnes perdu leur emploi", a raillé le Premier ministre.

"Ils crient parce qu'ils ne veulent pas perdre leurs privilèges, ils ne crient pas pour défendre les droits des gens (...) C'est un nouvel exemple de l'hypocrisie qui a conduit la Grèce là où elle est aujourd'hui et d'un système qui ne veut pas renoncer à ses privilèges", a-t-il martelé.

Selon une source gouvernementale, Antonis Samaras a cependant accepté de rencontrer ses partenaires "dans les prochains jours" pour aborder la question de la fermeture de l'ERT.

L'ERT est aussi critiquée pour ses privilèges, son clientélisme, et sa mauvaise gestion, que respectée dans les milieux culturels pour l'exigence de son travail, notamment en matière de documentaires. Depuis le début de la crise de la dette en 2010, les salariés du groupe ont beaucoup souffert des coupes imposées sur les salaires, évaluées à 45% par les syndicats.

"L'ERT des privilèges s'est écroulée (...) on ne ferme pas la télévision publique, une nouvelle station sera créée très prochainement", a dit M. Samaras lors d'une conférence à la Chambre de commerce grecque à Athènes mercredi soir.

"L'ERT doit assurément être réformée et restructurée. Elle doit être améliorée mais il est essentiel que cela ait lieu alors qu'elle est en activité. Il est inacceptable que l'ERT reste fermée alors qu'il reste des questions en suspens", a déclaré Fotis Kouvélis, chef de file de la Gauche démocratique, à l'issue d'un entretien avec son homologue du Pasok.

"L'ERT est devenue le catalyseur des questions liées à la démocratie, à l'impartialité de l'Etat et à la stabilité de la voie suivie par le pays", avait estimé un peu plus tôt Evangélos Vénizélos. "Nous ne devons pas provoquer de crise sans raison", avait-il insisté dans un communiqué diffusé après une réunion des cadres du parti socialiste.

Il a affirmé qu'il y avait "une ambiance de crise politique" au sein du gouvernement et appelé M. Samaras, "à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement" de coalition, formé il y a presque un an après les législatives de juin 2012 sur fond alors d'une crise économique et sociale majeure.

Le gouvernement grec s'est justifié en invoquant un "incroyable gâchis" de l'argent public. L'ERT est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros. En audience cumulée, elle représente environ 13% de part de marché.

La version restructurée de l'ERT sera relancée au plus tôt d'ici quelques semaines, a-t-il dit, ou au plus tard cet automne.

Face au tollé, le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a détaillé un projet de loi portant sur la création d'"une nouvelle radio, internet et télévision grecque" qui devrait s'appeler Nerit S.A. et commencer à fonctionner d'ici fin août, avec 1.200 employés au lieu des 2.660 actuellement.

Le syndicat des journalistes a dénoncé un "coup d'Etat" destiné à museler l'information et appelé à des mouvements de grève dans tous les médias grecs.

Un haut responsable du gouvernement grec a noté qu'Athènes était pressé de démontrer aux inspecteurs de la "troïka" qu'il pouvait supprimer 2.000 postes dans la fonction publique, conformément à ses engagements, et que la fermeture de l'ERT était la seule option possible pour tenir cet objectif. Reuters et AFP 12.06

Le drapeau de l'Union européenne brûlé par des salariés de la télévision publique grecque. Plusieurs milliers de personnes se sont réunies devant le siège du groupe audiovisuel à Athènes. euronews.fr 12.06

Qu'est-ce qui permet à Samaras de tenter une telle provocation, un tel coup de force ? La complicité de tous les partis dits de gauche et les appareils syndicaux qui n'appelleront pas à la grève illimitée jusqu'au renversement du régime, pas même du gouvernement.

Mais où est donc passé Syriza ?

Pour Fotis Kouvélis, le chef de file de la Gauche démocratique "*l'ERT doit assurément être réformée et restructurée*", formidable? le Premier ministre s'y emploie. Quant au Pasok, par la voix d'Evángélos Vénizélos, le plus important c'est de préserver la coalition au pouvoir qui applique le programme de la troïka auquel le Pasok souscrit lorsqu'il déclare : "*nous ne devons pas provoquer de crise sans raison*", appelant M. Samaras, "*à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement*" de coalition.

[France. Le PS est un parti de droite avec un courant de gauche qui tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. La preuve.](#)

- Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - Le Monde

La synthèse est arrivée un peu avant minuit. Selon nos informations, les socialistes, réunis mercredi 12 juin en commission des résolutions pour élaborer leur texte d'orientation sur l'Europe qui sera présenté dimanche 16 juin lors de leur convention, ont fini par se mettre d'accord après plus de six heures de négociations.

Dans un communiqué publié peu après, le Parti socialiste indique que son projet européen, intitulé "*Notre Europe*", a ainsi "*réalisé la synthèse du texte, des différents amendements nationaux votés par les militants ainsi que des amendements fédéraux*" pour exprimer "*un soutien fort à la politique conduite par le président de la République et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault pour une relance et une réorientation de la construction européenne*". Cette plateforme doit être le programme des socialistes pour les élections européennes de mai 2014, avec un objectif : "*battre les droites européennes*".

"*L'esprit de responsabilité de chacun a permis de nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe*", explique Jean-Christophe Cambadélis, vice-président du Parti socialiste européen et participant aux négociations. "*On a connu ces derniers jours au PS une sorte de grossesse nerveuse, estime le député parisien. Il y a eu des commentaires maladroits des résultats au lendemain du vote des militants qui n'étaient pas le fait d'Harlem Désir. Le problème n'était pas la victoire du courant social-démocrate sur la gauche du parti, mais le rassemblement de l'ensemble des socialistes derrière François Hollande pour une autre politique en Europe*". lemonde.fr 12.06

La tragi-comédie des derniers jours se termine dans l'opprobre, normal.

Vous admettez donc qu'il n'y a pas plus de courant de gauche que de beurre en branche dans ce parti, on est bien d'accord, ils viennent d'en faire la démonstration pour la énième fois, j'insiste pour les sourds et les aveugles, ceux qui sont un peu lents à la détente ou qui refusent de regarder la réalité en face. Donc tout ce qu'on a pu nous raconter dans le passé à ce sujet n'était que pure fantasmagorie ou invention, demanderez-vous ? Poser la question, c'est y répondre.

Posez-vous une autre question : Quels intérêts avaient ceux qui nous ont menti ou raconté des histoires sur le PS notamment ? Pour quel objectif combattaient-ils vraiment ? Assurément pas pour le socialisme, je vous mets sur la bonne piste...

["Ca y est : j'ai les sous"](#)

Un ancien proche de Bernard Tapie, Benoît Bartherotte, décrit jeudi dans un entretien au quotidien Sud Ouest un Bernard Tapie exultant le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, en mai 2007, déclarant : "*Ca y est : j'ai les sous*".

Benoît Bartherotte, homme d'affaires girondin, a connu Bernard Tapie dans les années 80, alors que lui-même se trouvait à la tête de la maison de couture Jacques Esterel.

Ce soir-là de 20087, Bernard Tapie "*semblait sûr de lui, l'avenir a prouvé qu'il avait raison, mais à court terme*", poursuit Benoît Bartherotte, très connu en Gironde pour son combat contre l'érosion de la Pointe du Cap Ferret, où se trouve sa propriété.

Pour convaincre l'Etat de choisir la voie de l'arbitrage pour régler son différend avec le Crédit Lyonnais, procédure qui lui a rapporté 403 millions d'euros en 2008, Benoît Bartherotte estime que Bernard Tapie, "*tel que je le connais, aura su promettre un arrangement électoral, comme par exemple se présenter à une élection pour bloquer la gauche à un moment décisif*". "*Le problème aujourd'hui ne viendrait-il pas du fait que le contrat n'a pas été rempli?*", s'interroge-t-il.

L'homme d'affaires, qui dit avoir eu quelques démêlés avec Bernard Tapie -- qu'il qualifie de "malin, drôle", mais manquant "*seulement (de) quelques principes moraux*" -- juge que ce dernier a été "*incontestablement*" victime du Lyonnais.

Benoît Bartherotte lui-même avait créé en 1996 l'association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas (APPAVLA), dont les membres s'estimaient aussi grugés par le Lyonnais, et la justice avait condamné la banque, le 7 novembre 1996, à payer une provision de 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) aux liquidateurs des sociétés

de Bernard Tapie.

Dans cette veine, Benoît Bartherotte qualifie la décision d'arbitrage de "*logique mais scandaleuse*". Selon lui, "*les turpitudes du Lyonnais ne font pas la vertu de Tapie*", qui avait "*risqué (...) surtout (l'argent) du contribuable*", puisque "*c'était le Crédit Lyonnais qui avait avancé la majeure partie des capitaux*". lexpress.fr 12.06

On va la faire à la manière des Tontons flingueurs, détendons-nous un instant mais tout en étant très sérieux, c'est parfaitement possible, voyez plutôt.

Au départ Tapie n'avait pas un rond ou presque en poche, mais il avait compris comment fonctionnait le système bancaire frauduleux.

Avec quelques complices qu'il n'aura pas de mal à trouver et corrompre, il allait emprunter du fric pour le placer dans des affaires pourries qui seront amenées à couler ou à être revendues. Les prêts que les banquiers lui avaient octroyés il ne les remboursera pas puisqu'ils s'étaient transformés entre temps en dettes pour les entreprises qu'ils avaient rachetées avant de les couler, par contre à titre personnel il sera indemnisé, faisant valoir que c'était à lui que les banques avaient accordé un crédit et qu'il se retrouvait dans la même situation qu'eux vis-à-vis de ces entreprises, les banques devant s'asseoir sur leurs dettes et Tapie récupérant l'argent qui ne lui appartenait pas puisque c'était les banquiers qui lui avaient prêté. Si ces boîtes étaient devenues insolvables pour rembourser les banques, par contre les banques étaient solvables pour rembourser Tapie et le tour était joué.

C'est un peu comme le mécanisme tordu mais diablement efficace, par lequel l'Etat nationalise les dettes et privatise les profits, celui qui en principe détient les richesses s'appauvrit ou se fait piller, tandis que celui qui ne produit aucune richesse s'enrichit. C'est cela le capitalisme !

Une bande "d'escrocs" à la tête de l'Etat.

L'affaire Tapie a pris une nouvelle dimension mercredi avec la mise en examen de Stéphane Richard, le PDG d'Orange et de Jean-François Rocchi, ex-président du Consortium de réalisation (CDR), pour "*escroquerie en bande organisée*".

L'enquête devrait, dans un second temps, se diriger vers Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy en 2008, qui avait reçu plusieurs protagonistes pour "*valider*", selon eux, le choix de l'arbitrage.

Elle pourrait, en fonction de l'évolution des investigations, remettre en cause le statut de témoin assisté dont bénéficie Christine Lagarde, actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Les enquêteurs s'efforcent de déterminer qui a pris l'initiative de proposer un arbitrage privé pour solder le conflit, s'il y a eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Bernard Tapie et s'il a existé une entente pour biaiser le processus.

Les enquêteurs doivent également déterminer s'il y a eu des instructions de l'Elysée, les protagonistes ayant confirmé la tenue d'une réunion avec Claude Guéant à l'été 2007.

Christine Lagarde a été placée le 24 mai sous statut de témoin assisté dans ce dossier par la Cour de justice de la République.

L'ex-ministre a officiellement lancé la procédure d'arbitrage, assez inhabituelle pour le règlement d'un conflit qui engage de l'argent public et prise contre l'avis des services de son ministère et de plusieurs avocats consultés, qui prévoyaient une lourde facture pour l'Etat.

Christine Lagarde a dit à plusieurs reprises qu'elle assumait le choix de cette procédure, qui a permis à Bernard Tapie d'obtenir 403 millions d'euros avec les intérêts comme compensation pour la revente par le Crédit Lyonnais de son ancienne entreprise Adidas, dans laquelle il se dit floué.

Stéphane Richard a varié pour sa part dans ses déclarations, assurant au Canard enchaîné de la semaine dernière avoir mis en musique des instructions de l'Elysée, alors que Nicolas Sarkozy venait d'arriver au pouvoir.

Interrogé le 5 juin par Reuters, il a démenti toute pression et évoqué un "*consensus*" entre les acteurs du dossier avec "*validation de l'Elysée*". [Reuters](http://reuters.com) 12.06

Bref, il a avoué qu'ils étaient tous complices, dont Sarkozy et Lagarde, c'est suffisant. Alors qu'attend donc le juge d'instruction pour les mettre également en examen puisque les faits sont avérés ?

Crapuleux un jour, crapuleux toujours

Bernard Tapie continue de s'enrichir... grâce à l'administration. En plein coeur de l'enquête sur l'arbitrage de 2008 en faveur de Bernard Tapie dans son litige avec le Crédit Lyonnais, la Cour de cassation a annulé une créance de 3,8 millions d'euros à destination de l'Urssaf, le 4 juin. Une information révélée dans le Canard enchaîné du 12 juin.

Cette affaire remonte aux années 1990. Alors patron de l'Olympique de Marseille, l'homme d'affaire se porte caution de certaines dettes du club. Dont une de près de 3,8 millions, réclamée par l'Urssaf des Bouches-du-Rhône. Deux ans plus, tard Bernard Tapie se déclare en faillite. S'ensuit la mise en liquidation judiciaire du club. L'Urssaf informe le liquidateur de sa créance même si dès lors, il y a peu de chances pour qu'il recouvre ses millions.

C'est contre toute attente qu'en 2008, Bernard Tapie empoche 403 millions d'euros de la part du Consortium de réalisation (CDR), grâce à l'arbitrage - aujourd'hui contesté - de l'affaire qui l'oppose au Crédit Lyonnais, contentieux lié à la vente d'Adidas par l'homme d'affaires.

Une omission qui va coûter cher au contribuable

Dès lors, l'Urssaf des Bouches-du-Rhône a fait valoir sa créance auprès des liquidateurs des sociétés de Bernard Tapie. Seulement, l'Urssaf a négligé un détail de poids. C'est ce qu'indique au Monde l'avocat de Bernard Tapie, Maître Lantourne. L'organisme aurait dû confirmer l'inscription de sa créance auprès du cabinet Pierrel, chargé de la liquidation, dans un délai d'un an. Or cette omission rendrait la dette caduque. Reste au tribunal de commerce de Marseille de confirmer cet arrêt. Si tel est l'épilogue, Bernard Tapie effacera quatre millions d'euros de créances... aux frais du contribuable.

Si la décision était confirmée par le tribunal de commerce de Marseille, l'Urssaf, et donc l'Etat, se verraient contraints de renoncer à 3,8 millions d'euros, au bénéfice de Bernard Tapie. La date de l'audience n'a pas encore été fixée. lexpress.fr 12.06

Pour parler vulgairement, j'ai l'impression que Tapie les a tous baisés, Mitterrand et le PS, Sarkozy et l'UMP, et ils veulent avoir sa peau, ce qui est intéressant, c'est qu'ils risquent tous d'y laisser des plumes, alors on les encourage à persévérer !

Si après toutes ces affaires les travailleurs n'ont pas envie de vomir le capitalisme c'est à n'y rien comprendre... A mon avis, ils n'en peuvent plus déjà.

[L'UMP ou la blanchisserie](#)

Affaire Wildenstein: nouvelle mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale

Liouba Wildenstein, veuve d'Alec Wildenstein, l'un des héritiers de la célèbre famille de marchands d'arts, a été mise en examen mardi pour blanchiment de fraude fiscale, selon les informations recueillies par *L'Express*. L'un de ses avocats, maître Jérôme Casey, n'a pas souhaité confirmer cette information.

Depuis la mort de son mari en 2008, Liouba Wildenstein est engagée dans une bataille avec son beau-frère Guy et le reste du clan. A la mort d'Alec, la veuve hérite en effet d'une dette fiscale de 5 millions euros, qu'elle ne peut honorer. Plusieurs millions d'euros l'attendent pourtant dans un trust aux îles vierges britanniques, argent dont elle ne peut disposer à sa guise, les fonds étant placés sous protection de l'avocat suisse Peter Altorfer, proche de Guy Wildenstein. Son beau-frère lui propose alors un accord: un prêt de plusieurs millions d'euros remboursé avec l'argent bloqué aux îles vierges. Une façon de frauder le fisc français par personne interposée.

Une affaire aux ramifications politiques

Au delà de la bataille familiale, l'affaire Wildenstein a une résonance politique. Guy Wildenstein fut l'un des principaux donateurs de l'UMP, très impliqué dans la campagne de 2007. Suite à une plainte déposée en 2011 par le ministre du Budget François Baroin, Guy Wildenstein a été mis en examen le 24 janvier 2013 pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale. Les ayants droit de Daniel Wildenstein, le père, sont en outre aujourd'hui la cible d'un redressement fiscal d'un montant de 600 millions d'euros, pénalités non comprises, dont 250 millions d'euros sont réclamés à Guy Wildenstein.

Le 28 mai dernier, Paris Match consacrait un dossier de huit pages au destin de Liouba Wildenstein, née Stoupakova. "*Cette femme en guerre contre les survivants du clan doit aussi persuader les autorités françaises de sa totale innocence dans le dossier de fraude fiscale. car elle est pour l'instant soupçonnée au même titre que ses pires ennemis*", concluait l'article. lexpress.fr 12.06

[Quand les trusts pharmaceutiques achètent un député, puis un ministre.](#)

Des détectives mandatés par l'épouse de Jérôme Cahuzac affirmaient dès octobre 2012 détenir une liste de laboratoires

ayant alimenté le compte caché de l'ex-ministre du Budget, a déclaré mercredi l'ancien agent du fisc Rémy Garnier devant la commission d'enquête parlementaire.

Cet inspecteur des impôts du Sud-Ouest à la retraite, un des premiers à avoir évoqué, dans un mémoire à sa hiérarchie, un compte suisse de Jérôme Cahuzac, a affirmé avoir rencontré le 3 octobre, à leur demande, les détectives privés Alain Letellier et Florent Pedebas.

Selon lui, ils étaient mandatés par Patricia Cahuzac, en instance de divorce avec l'ex-ministre. Alain Letellier "*était au courant*" de l'existence du compte caché, a assuré Rémy Garnier, précisant que le détective avait "*apparemment*" été informé par Patricia Cahuzac.

Les deux hommes "*avaient des documents sous les yeux avec une liste de laboratoires qui auraient alimenté le fameux compte*", mais n'ont pas voulu la communiquer à l'ancien agent du fisc, a-t-il ajouté.

"*A un moment donné il a été question de 1,5 million d'euros*", a expliqué Rémy Garnier, tout en soulignant que les détectives lui ont affirmé ne pas avoir les montants des versements laboratoire par laboratoire. AFP 12.06

de 600.000 euros voilà que l'on passe à 1,5 million d'euros, combien de millions en réalité ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- « *Les pays occidentaux, sous la houlette des Etats-Unis, en armant les terroristes opérant en Syrie, sont responsables des crimes et exactions commis à l'encontre du peuple syrien*""", a fait remarquer mardi le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, lors d'une conférence de presse à Moscou. « *Nous sommes témoins du cours continu de l'envoi d'armes de part des Etats-Unis et des pays européens vers la Syrie, en dépit de la présence active des organisations terroristes telles qu'Al-Qaïda et le Front Al-Nosra,* » a déploré Amir-Abdollahian, soulignant que le soutien appuyé de l'Occident aux terroristes actifs en Syrie a fait déborder l'insécurité vers les pays voisins. Il a rappelé qu'aucun des voisins de la Syrie ne resterait exempt de ce débordement de l'insécurité et que la poursuite des soutiens aux terroristes dirigerait l'insécurité vers le régime sioniste. « *La position de la RII consiste à soutenir simultanément le peuple syrien, l'opposition politique et les réformes appliquées par le gouvernement Assad* », a réitéré Amir-Abdollahian. french.trib.ir 12.06

1.2- Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bashar Jaafari accuse certains membres occidentaux du Conseil de sécurité d'atermoiements dans les enquêtes indépendantes internationales sur l'usage des armements chimiques en Syrie, s'inquiétant de la révélation des réalités. french.trib.ir 12.06

2- Egypte

Des affrontements ont éclaté ce soir au Caire, près du ministère de la Culture, où était prévu un sit-in organisé par des artistes et des intellectuels appelant à la démission du ministre.

Des dizaines de manifestants islamistes et des militants anti-gouvernementaux se sont affrontés avant l'intervention de la police.

Plusieurs personnes ont été blessées, selon les rapports d'un journaliste de l'agence France-Presse. Des dizaines d'intellectuels campent devant le bureau du ministre, et l'accusent de vouloir « *islamiser* » la culture, en annonçant qu'ils ne vont mettre un terme à leur mouvement de protestation qu'après sa démission. french.trib.ir 12.06

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné mercredi le retrait d'un communiqué particulièrement conciliant sur le processus de paix avec les Palestiniens, qui devait être publié lors d'une visite en Pologne, ont rapporté les médias.

Ce communiqué conjoint avec le gouvernement polonais, préparé par des membres du Conseil national de sécurité, organisme dépendant du Premier ministre, affirmait que "*les mesures unilatérales prises par l'une ou l'autre partie sont contre-productives pour parvenir à une paix durable*".

Cette formulation correspond à celle des États-Unis lorsqu'ils critiquent les projets de colonisation israéliens.

Le texte proclamait en outre que *"la légitimité de l'État d'Israël et la sécurité de ses citoyens, tout comme le droit des Palestiniens à un État ne doivent jamais être remis en cause"*, sans mention de l'exigence de M. Netanyahu que l'État palestinien soit démilitarisé et reconnaisse Israël comme *"État juif"*.

Selon la radio militaire, M. Netanyahu, qui n'avait pas été consulté par les auteurs du communiqué, en a exigé au dernier moment le retrait.

Cette décision est survenue au lendemain de l'annonce de la constitution d'un groupe de pression d'une quarantaine de députés sur 120 en faveur *"d'Eretz Israël"* (Israël aux frontières bibliques), qui s'oppose à la création d'un État palestinien et prône la relance tous azimuts de la colonisation.

Ce lobby comprend trois ministres de partis favorables à la colonisation juive ainsi que des députés du Likoud, le parti de M. Netanyahu. Trois autres ministres du Likoud ont également envoyé une lettre de soutien, alors que, selon le quotidien Haaretz M. Netanyahu avait interdit aux ministres de son parti de prendre officiellement part à ce groupe de pression.

Selon le correspondant diplomatique du journal, *"la formulation surprenante du communiqué a alimenté des spéculations sur le fait qu'il s'agissait d'une tentative pour dissiper la mauvaise impression faite par les déclarations du vice-ministre de la Défense Danny Danon la semaine dernière"*.

Mais *"le communiqué n'était pas le résultat d'une décision délibérée du Premier ministre d'envoyer un message modéré à la communauté internationale. Il s'agissait plutôt d'une négligence de la part de Netanyahu et ses principaux conseillers"*, estime-t-il.

Un diplomate israélien a affirmé à l'AFP que ce cafouillage illustre *"l'amateurisme ambiant"*, au moment où le personnel du ministère des Affaires étrangères proteste contre la dégradation de son statut et de ses conditions salariales.

"Voilà ce qui arrive lorsqu'on fait de la diplomatie sans diplomates", a commenté ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

M. Netanyahu avait réaffirmé dimanche son engagement à un État palestinien dans le cadre d'un accord de paix, en réponse à M. Danon, lui aussi membre du Likoud, qui avait affirmé que le gouvernement ne soutiendrait pas une solution à deux États.

"Cet accord sera fondé sur un État palestinien démilitarisé qui reconnaît l'État juif, et sur des mesures de sécurité fermes, fondées sur les Forces de défense israéliennes (l'armée, NDLR)", a déclaré le chef du gouvernement au début du Conseil des ministres. AFP12.06

ECONOMIE

1- Grèce

Le fournisseur d'indices MSCI a sévèrement déclassé la Grèce en lui redonnant un statut de pays émergent, avec une pondération bien plus faible que lorsqu'elle avait quitté cette catégorie il y a 12 ans pour intégrer l'indice des pays développés.

Le changement de catégorie pour la Grèce signifie que beaucoup de fonds de pension et, de manière générale, les investisseurs plus prudents cesseront d'investir dans le marché local.

De plus, la Grèce n'aura qu'une pondération minuscule de 0,3% dans l'indice MSCI des pays émergents, moins que celle de 0,4% attribuée au Qatar et aux Emirats arabes unis, promus dans cette catégorie alors qu'ils avaient jusque-là un statut de marchés frontières.

Avant sa promotion en 2001 dans l'indice des pays développés, la Grèce avait une pondération de 5% dans l'indice des émergents. Elle en sera à présent l'une des composantes les plus faibles.

Athènes n'avait qu'un poids symbolique de 0,01% dans l'indice des pays développés mais l'appartenance à cette catégorie, qui pèse un total de 29.000 milliards de dollars, était importante pour son image auprès des investisseurs internationaux.

MSCI a également abaissé la classification du Maroc en faisant passer son indice dans la catégorie des marchés frontières au lieu

des marchés émergents.

La reclassification de la Grèce et du Maroc prendra effet lors des révisions semi-annuelles de novembre 2013 et celle du Qatar et des Emirats en mai 2014, a ajouté MSCI.

MSCI, qui couvre en tout 79 marchés, modifie sa classification en fonction de critères d'accessibilité portant par exemple sur la liquidité.

La Corée du Sud et Taiwan, actuellement dans la catégorie des marchés émergents, restent sous surveillance en vue d'une reclassification dans les marchés développés.

L'annonce de la promotion du Qatar et des Emirats arabes unis dans l'indice des pays émergents a fait bondir la Bourse de Doha de 1,75%, à son plus haut depuis septembre 2008. Reuters 12.06

2- Iran

British Petroleum a placé l'Iran en tête des pays détenteur des réserves de gaz , bien devant la Russie. les réserves gazières du monde qui sont sous-évalués par BP s'établissent à 187.3 trillions mètres cubes fin 2012. Ces réserves seront épuisées au bout de 56 ans.

Selon cette évaluation, la Russie qui occupait pendant plusieurs années le peloton de la production gazière du monde a vu passer ses réserves de 44.6 à 32.9 trillions mètres cubes . Ce qui fait de l'Iran avec 33.6 trillions mètrescubes, le premier détenteur des réserves en gaz dans le monde. Selon les BP les réserves pétrolières de l'Iran et de l'Irak sont en hausse de plusieurs milliards de mètres cubes. Ces deux pays sont ainsi classés troisième et quatrième producteurs pétroliers du monde; Le Venezuela est le premier. french.irib.ir 12.06

3- Inde

La banque centrale indienne est intervenue pour endiguer la chute de la roupie qui a atteint son plus bas niveau face au dollar cette semaine, a indiqué mercredi une source gouvernementale tout en précisant que l'organisme ne défendait "*aucun taux particulier*".

L'intervention mardi de la Reserve Bank of India (RBI) a permis à la devise de se renforcer face au billet vert en s'échangeant mercredi à 58,12 roupies pour un dollar. Avant l'intervention de la RBI, elle s'échangeait à 58,98 roupies

"*Nous ne défendons aucun taux particulier*", a commenté mercredi sur une chaîne de télévision le responsable adjoint de la Commission au plan, Montek Singh Ahluwalia.

"*Mais dans le même temps, la RBI intervient lorsqu'elle pense que les choses vont un peu trop loin*", a-t-il ajouté.

Les analystes estiment que la banque centrale ne peut intervenir de manière importante pour soutenir la roupie car elle doit conserver suffisamment de devises étrangères pour les importations. Elle dispose actuellement d'assez de réserves pour sept mois d'importations, son plus faible niveau depuis 13 ans.

La faiblesse de la roupie rend les produits d'importation plus coûteux, en particulier le pétrole dont l'Inde dépend fortement, et contribue à alimenter un taux d'inflation déjà élevé.

Cette dégringolade survient dans un contexte de sévère ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, qui a enregistré en 2012-2013 sa plus faible croissance en dix ans, à 5%. AFP 12.06

Je l'avais annoncé hier, l'économie indienne s'effondre...

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2013

[CAUSERIE](#)

Il est déjà 0h15 à Pondichéry, je télécharge dans le serveur une vingtaine de nouveaux articles et je vous souhaite une bonne

soirée ou une bonne journée. A tout à l'heure...

[Retour sur quelques infos.](#)

1- Parole d'un serviteur du régime

J'infâme Mélenchon s'est donc félicité de la fermeture de la télévision publique grecque en déclarant que *"la servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile."*

Ainsi on a là la nature de ce sale type, réactionnaire. Il est vrai que les journalistes font preuve d'un manque de perspicacité en France en ne prenant pas en compte votre propre servilité envers le régime, que voulez-vous, vous l'avez dit vous-même, ils sont à votre image ou celle du régime ce qui revient au même.

De notre côté, même si nous n'en pensons pas moins en règle générale sur la télévision publique, nous faisons preuve de retenue, car nous estimons que le moment est fort mal choisi pour la critiquer, de la même manière que nous évitons de critiquer le régime d'Assad en Syrie, le Hezbollah ou l'Iran. Nous le faisons, mais ailleurs, à part, et sans concession bien entendu.

On pourra mettre cela sur le plan tactique à la nécessité de faire avec des paradoxes qu'il nous faut gérer au mieux sans se fourvoyer et en demeurant fidèle à notre engagement politique. Ce n'est pas toujours facile et on prend le risque d'être incompris sans pouvoir y échapper totalement, peu importe, l'essentiel pour nous est de ne pas nous renier.

On a compris que pour Mélenchon ses petites affaires personnelles sont prioritaires et que le combat politique qu'il prétend mener ne sert que ses propres intérêts qu'en dernière analyse. Il n'a rien à envier au PS ou à ces soit-disant opposant au sein de la CGT qui fait l'objet de nos sujets suivants.

2- PS : la menace.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, au PS ils parviennent toujours à réaliser la synthèse des différentes motions ou des différents courants qui s'affronteraient à l'intérieur de ce parti, unité, consensus, ils finissent toujours par se déclarer d'accord sur le fond, ce qui nous fait dire à juste titre qu'il s'agit en réalité d'une grotesque mise en scène. On vient d'en avoir une nouvelle démonstration sur l'Europe.

Pas n'importe comment, ils ont ressorti pour l'occasion le spectre de l'extrême droite après avoir instrumentalisé la mort de ce pauvre garçon, Méric Clément, ils comptent bien l'exploiter pour récupérer des voix aux municipales et aux européennes, prônant la nécessité de *"nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe"* que la politique du gouvernement alimente au quotidien.

Face à cette menace, ne dispersons pas nos forces ou nos voix, rassemblons-nous derrière notre chef bien aimé, le parti qui est au pouvoir qui s'emploie à lutter contre toute forme de discrimination et d'inégalité comme il vient de le démontrer en légalisant le mariage homosexuel...

Le discours et la méthode sont bien rodés, ils datent des années 70-80.

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

Je voudrais ajouter un mot, une précision.

On pourrait nous reprocher de ne pas avoir dénoncé l'agression dont a été victime Méric Clément comme une agression politique, parce que dès le début nous avons compris que ce garçon et ses camarades se sont livrés à une vulgaire provocation qui ne pouvait que tourner à leur désavantage, autrement dit, délibérément alors que le rapport de forces n'était manifestement pas en leur faveur, au lieu de faire marche arrière, ils ont persisté jusqu'à l'absurde qui n'avait plus rien à voir avec la défense d'une cause politique mais bien plutôt avec un règlement de compte personnel, sans oublier qu'ils étaient à l'origine de cette bagarre, or nous ne pouvons pas nous situer sur ce terrain-là sous peine de trouver des circonstances atténuantes à l'autre partie, pour un peu on pourrait nous confondre avec un Mélenchon qui s'accommode de l'UE, de l'euro, de l'ONU, auxquels ils trouvent des qualités.

C'est aussi pour cette raison, et pour ne pas être confondu avec tous les opportunistes larmoyants et pitoyables qui se sont précipités avec leurs mouchoirs pour s'épancher sur le triste sort de ce garçon, que nous nous sommes abstenus d'exprimer tout ce que nous avait inspiré ce drame, nous nous sommes fait violence, nous nous sommes retenu d'exprimer la tristesse et la rage que cette violence aveugle nous inspirait, notre dignité et celle de ce garçon nous l'imposaient. Certains n'ont peut-être pas compris ma réaction, cette précision les y aidera peut-être.

3- Le mouvement ouvrier a déserté, capitulé.

Hier par curiosité mais aussi pour en avoir le coeur net comme l'on dit, je me suis connecté sur plusieurs courants de la CGT pour voir s'il y en avait qui appelait au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juins prochains, en vain, aucun n'y appelle, ce sont tous des guignols, ils ne valent pas mieux que Mélenchon.

Du coup je me suis fait cette réflexion, quand il s'agit de voler au secours d'un gauchiste qui s'est livré bêtement à une provocation au péril de sa vie tout en servant notamment de prétexte au PS pour ressortir le spectre de l'extrême droite, tous ce que comptent d'anticapitalistes le pays répondent tous présents à l'appel, mais quand il s'agit de s'attaquer vraiment, dans la pratique au capitalisme, il n'y a plus personne, sauf le groupe GMI à ma connaissance. J'espère que cela ne vous aura pas échappé. Les faits sont cruels.

4- Une hypothèse hypothéquée

Une idée m'a traversé l'esprit une fraction de seconde, elle est peut-être complètement farfelue, ce qui arrive souvent quand on pense en boucle 24h/24 ou qu'on se pose des centaines et centaines de questions, il y a des déchets.

N'auraient-ils pas projeté de profiter de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse en moyenne de la fécondité dans les pays les plus développés, pour à un moment donné liquider cette couche de la population particulièrement nombreuse faible et vulnérable, les 60 ans et plus devrait atteindre près de 3 milliards en 2100 sur une population totale de 11 milliards ?

Il en resterait encore 8 milliards, beaucoup trop. Ce qui nous fait dire que leur projet eugéniste était soit une supercherie parce qu'il leur sera impossible de le réaliser, alors que nous sommes convaincus de son existence, soit d'ici là de gigantesques bouleversements naturels ou qui seront les conséquences de la survie du capitalisme surviendront.

Sachant que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il ne peut que développer la barbarie à l'échelle de la planète, on a envie de dire qu'ils se livrent à une extrapolation ou une manipulation en envisageant que la population mondiale pourrait augmenter sans cesse et dans une telle proportion jusqu'à la fin du siècle.

Il va arriver un moment, et c'est déjà le cas dans certains pays, où la courbe de l'espérance de vie va s'inverser, du fait de pandémies qui feront des ravages à grande échelle ou de la paupérisation croissante de la population associée à la surexploitation, des conditions d'existence et de travail infernales, on peut ajouter que de plus en plus d'hommes et de femmes vont devenir stériles, que les défenses immunitaires vont diminuer à cause de l'ingérence croissant d'éléments chimiques nuisibles à la santé, provenant de notre environnement, de l'alimentation ou de médicaments, bref, tout porte à penser qu'on s'orienterait plutôt vers une situation inverse à celle qu'ils décrivent.

Et puis va se poser le problème de l'eau, de la nourriture, de l'espace nécessaire pour faire vivre et cohabiter ces 11 milliards de prédateurs de la nature, de la faune et de la flore, des richesses minérales que renferme la planète, participant à des bouleversements climatiques dont on a commencé à prendre conscience, mais dont l'enjeu demeure moins important que le profit des capitalistes, situation avec laquelle finalement la bonne conscience du petit bourgeois écologiste s'accommode parfaitement puisque le capitalisme lui permet d'avoir un niveau de vie confortable.

5- Où veulent-ils en venir réellement ?

Grâce au progrès réalisé au cours des deux dernières décennies dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et des nanotechnologies, ils sont en mesure de fixer le cours de n'importe quelle marchandise dans le monde, matières premières, produit finis, prêts, obligations ou bons du Trésor, bref, tout ce qui s'achète et se vend, sans tenir compte de l'économie productive ou réelle, des marchandises ou des services réellement existant, de leur valeur, etc. de telle sorte qu'ils sont en train de détruire le capitalisme, les bases sur lesquelles il reposait et sur lesquelles reposaient aussi le socialisme, donc c'est extrêmement grave pour l'humanité entière.

Quels sont "*les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe*" demandent le journal *Le Monde*, on vient de les évoquer.

Comment procède-t-il ? Ce serait trop de se lancer ici dans une démonstration pour l'analyser en détail, j'ai déjà eu l'occasion d'aborder cette question dans différentes causeries.

Disons en gros qu'ils substituent au produit né des rapports sociaux de production, la plus-value, dont le taux et le volume varient au rythme ou en fonction de l'évolution des contradictions du capitalisme mondial, dont la lutte des classes, une valeur fictive aux marchandises qu'ils fixent et qu'ils sont les seuls à pouvoir contrôler, de telle sorte qu'ils s'émancipent de tout autre rapport, tous les rapports que génèrent le capitalisme dans la société sont totalement soumis à leur emprise, sans qu'aucun ne puisse contrarier leur domination absolue... Ils ont créé des structures et des instruments financiers qui leur ont permis de

gangrener l'économie réelle au point d'en prendre le contrôle sur le plan politique, puisque leur objectif est politique, l'établissement d'un gouvernement mondial.

C'est ainsi que tous les Etats, les institutions, les partis, les syndicats leur sont acquis à des degrés divers sur les plans national ou international, d'où l'absence de parti ouvrier révolutionnaire et d'Internationale, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas une véritable opposition politique à leur projet, elle est disloquée et ne parvient pas à avoir une vision globale de ce qui est réellement en train de se passer sous ses yeux, elle est à l'image du vieux capitalisme qui se disloque sans que rien en sorte parce qu'elle demeure prisonnière d'une interprétation du monde qui ne correspond plus à la réalité, elle se déchire sans cesse et ne parvient à se rassembler pour constituer un pôle de regroupement pour les millions de travailleurs qui dans chaque pays refusent d'être ravalés à l'état d'esclaves.

"Les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe" consistent à franchir une nouvelle étape dans l'intégration de l'Europe dans ce projet de gouvernement mondiale, d'en rendre dépendant l'Europe au point de ne plus pouvoir en sortir, faire marche arrière. Ce qui signifierait à terme, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, la disparition de toute opposition politique au Nouvel ordre mondiale en construction qu'incarne la dictature de l'oligarchie financière, et donc l'impossibilité dans laquelle nous nous retrouverions de s'y opposer, de le combattre, encore moins de le renverser, c'est l'objectif de ces pseudo-négociations puisque tous les acteurs qui y participent sont gagnés au néolibéralisme ou en sont de fervents partisans, quel que soit l'étiquette politique sous laquelle ils se présentent, la droite et la gauche disparaissant totalement puisque à l'arrivée tous les rapports entre les classes, la lutte des classes devraient avoir disparu.

L'enjeu de ces pseudo-négociations réside dans la tentative d'en finir avec les contradictions du capitalisme qui demeurent persistantes en Europe du fait de la particularité de chaque Etat, d'accélérer la mise au pas des capitalistes récalcitrants dont un grand nombre sont amenés à disparaître au profit des plus puissants qui détiendront le pouvoir économique et politique, l'UE ayant été fondée dans cette perspective, fonctionnant déjà pour atteindre cet objectif...

Reste à savoir si le prolétariat va être ou non en mesure de se doter d'une nouvelle direction à temps, on a envie de dire que c'est très mal parti, mais en même temps on n'a pas le droit d'en douter, je ne sais pas si vous mesurez exactement la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, tout dépend d'eux, on peut préciser sans exagérer l'avenir de l'humanité.

Vous comprendrez ou non je n'en sais rien, qu'en ayant parfaitement conscience de ce qui est en train de se jouer aujourd'hui, nous ne laissons absolument rien passer aux opportunistes, aux traîtres, aux jaunes. Espérons que certains dirigeants sont encore capables d'évoluer, c'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas les juger individuellement, nous combattons leur politique parce qu'elle ne prend pas en compte cette dimension de la situation, nous restons ouverts à la discussion, car c'est uniquement ensemble qu'on pourra s'en sortir ou aller de l'avant.

Ce que je viens d'exposer résume la situation mondiale.

[For ever](#)

- Le directeur technique de la CIA, Gus Hunt, aurait déclaré vouloir collecter des quantités massives d'informations et "*les conserver pour toujours*", rapporte FCW. lemonde.fr 13.06

[Samaras fait un émule : Erdogan.](#)

Les autorités turques, contrôlées par le gouvernement Erdogan, ont infligé de fortes amendes à quatre chaînes de télévision (Halk TV, Ulusal TV, Cem TV et EM TV) qui avaient diffusé des images en direct de la répression place Taksim.

Selon le Conseil supérieur de la radio et la télévision, les images de la dispersion des protestataires « *nuisent au développement physique, moral et intellectuel des enfants et des adolescents* ». Réseau Voltaire 12.06

[Une page Internet et une vidéo](#)

1- Uranium appauvri : les articles et documentaires les plus vus (Iraq, Afghanistan, Gaza, Libye...)

<http://www.internationalnews.fr/article-uranium-appauvri-les-articles-et-documentaires-les-plus-populaires-iraq-afghanistan-gaza-libye-118339637.html>

2- La vérité sur la route de Damas : entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

<http://www.prussia.tv/La-verite-sur-la-route-de-Damas-entretien-avec-M-Mohamed-Najib-Elji-charge-d-affaires-aupres-de->

I-Ambassade-de-la_v273.html

Entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

Nous avons souvent évoqué la situation de la Syrie dans ce journal. Voici deux ans que cet état souverain doit faire face à un mouvement armé terroriste sur son sol, dont 80% des combattants sont des étrangers entraînés, payés et armés par des puissances étrangères dont le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, Israël, les USA et , malheureusement, la France. Le cortège d'horreurs commis par ces mercenaires s'accompagne d'une destruction systématique des richesses patrimoniales de la Syrie. Mais il s'accompagne aussi d'une désinformation continue de la part des médias occidentaux et de la chaîne de propagande qatari, Al Jazira.

Nous sommes donc allé à la rencontre de la représentation diplomatique syrienne à Paris. Mme l'Ambassadrice Lamia Shakkur ayant été expulsée par François Hollande, 15 jours à peine après son élection en mai 2012, c'est M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaire auprès de la délégation diplomatique syrienne à Paris, qui a bien voulu répondre à nos questions. Au cours d'un long entretien de plus d'une heure, nous avons pu aborder avec lui, en toute liberté, la situation militaire, la guerre médiatique, les souffrances du peuple syrien mais aussi sa détermination à conserver sa liberté face à un agresseur qui n'est pas syrien, mais également ses appuis en Russie ou en Iran.

Pour l'anecdote, nous sommes les premiers journalistes en France à avoir demandé une interview à l'Ambassade de Syrie. Depuis 2011, pas un seul journal, pas une seule radio, pas une seule télévision n'a eu l'idée de donner la parole aux représentants légaux du peuple Syrien en France... Enfin, sachez que si en Syrie les chaînes françaises continuent d'être diffusées sans aucune censure, en France, les chaînes syriennes ont toutes été censurées. Des fois que vous auriez eu l'idée de vous informer par vous-mêmes. internationalnews.fr 13.06

ACTUALITE EN TITRES

[Et c'est reparti !](#)

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

[Retraites. Auto-conditionnement.](#)

- Retraites: préférez-vous travailler plus ou cotiser plus? - L'Expansion.com

Ni l'un ni l'autre ! Non, ce n'est pas la bonne réponse :

- Retraites: 52% des Français préfèrent travailler plus longtemps que cotiser davantage - AFP

...tous et pas de jaloux !

- Retraites : les Français veulent aligner public et privé - LeFigaro.fr

Notez bien que c'est fort possible, c'est même probable. Quand le mouvement ouvrier est réactionnaire, vous ne voudriez pas tout de même pas que la majorité des masses ne le soient pas, elles sont paumées, non ? A qui la faute ? Vous avez là la réponse.

[A bas le social à l'origine de la crise !](#)

- La flambée des dépenses sociales plombe le budget des départements - 20minutes.fr

Entre nous, et le pire c'est que c'est vrai quelque part... Quoi donc ? Pardi, que le social est incompatible avec le capitalisme !

[Inhumanité et barbarie.](#)

Chez ces névrosés calculer combien coûte chacun de nos gestes est devenu une obsession.

- Les Français "*travaillent*" 15 heures par semaine en dehors de leur emploi - L'Express.fr

- Les Français ont consacré 57 milliards d'heures à la production "*maison*" en 2010 - AFP

Cuisine, ménage ou bricolage: les Français ont, en 2010, consacré 57 milliards d'heures à la production dite "*maison*", estimée à 959 milliards d'euros, selon une étude de l'Insee à paraître vendredi. AFP 13.06

[Paranoïa grandeur nature pour mieux vous soumettre, vous briser...](#)

- Simulation d'une attaque au gaz sarin à Lyon - euronews.fr

Quelle utilité ? Aucune, la preuve.

- La Commissaire européenne à la coopération internationale, Kristalina Georgieva : "*Il y a peu de chances de vivre une attaque chimique, biologique, radiologique, ou nucléaire*". Vous parlez d'une "*chance*", pour un peu elle le regretterait !

Sauf vous rendre paranoïaque, briser votre résistance, vous affaiblir psychologiquement, ils mènent aussi la guerre sur ce plan-là quotidiennement, sournoisement, comment, en vous poussant à vous résigner à accepter de vous placer derrière le régime, à le soutenir, car votre sort pourrait devenir bien pire dans le cas contraire, ne dit-on pas : on sait ce qu'on quitte mais on ne sait jamais ce qu'on va trouver

- Sidérurgie: l'UE affiche sa détermination face à la Chine et saisit l'OMC - AFP

Après les Etats-Unis...

- La Chine est-elle le plus grand bandit du commerce international ? - Atlantico.fr

Vous pouviez écrire bandit tout court...

[Autorisation carcérale pour la Cnil.](#)

- La Cnil a autorisé l'église mormone à numériser l'état civil français - 20minutes.fr

[Intox](#)

- Contre l'évasion fiscale, le G8, sous pression, progresse peu - Reuters

Lire pas du tout, quand on a à l'esprit qu'ils manipulent quotidiennement les taux sur un montant de quelque 500 mille milliards de dollars, c'est vraiment nous prendre pour des demeurés. Reuters 13.06

- Le sort de l'exception culturelle se joue demain à Bruxelles - L'Expansion.com

Ben voyons, parce que Bruxelles et Washington ce ne seraient pas la même boutique !

Quelle mauvaise volonté, ingrats, fainéants, profiteurs !

- Même formés, les chômeurs ont du mal à retrouver un emploi - L'Expansion.com

[Les sionistes exposent leur oeuvre](#)

- Netanyahu inaugure à Auschwitz une exposition israélienne sur la Shoah - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Vous y passerez tous !](#)

L'ampleur des sacrifices des fonctionnaires, électorat traditionnel des socialistes, est l'une des inconnues du débat qui sera lancé vendredi avec la remise au Premier ministre Jean-Marc Ayrault du rapport de Yannick Moreau.

"J'entends que certains voudraient que la réforme des retraites soit une réforme du secteur public, mais ce n'est pas le seul sujet", affirme Marisol Touraine. "L'effort nécessaire devra être justement réparti sur l'ensemble des Français",

Une autre ministre dénonce "un discours de droite qui voudrait résumer la réforme des retraites au régime des fonctionnaires".

Dans une période de crise majeure où les Français attendent toujours les résultats de la politique engagée, le spectre de 1995 est dans tous les esprits.

Cette année-là, trois semaines de fronde sociale avaient contraint le Premier ministre Alain Juppé à abandonner son plan de réforme des retraites et de la Sécurité sociale qui prévoyait notamment d'appliquer aux fonctionnaires et aux entreprises les mesures imposées aux salariés du secteur privé.

En coulisses, François Hollande a exhorté le gouvernement à éviter toute cacophonie sur ce sujet sensible. "Seuls les ministres directement concernés s'exprimeront dans la presse", a prévenu le président, selon une ministre.

L'exécutif peut aussi craindre une radicalisation de la gauche extrême, sévère à son égard depuis le début du quinquennat, notamment sur les choix budgétaires et européens.

"Nous ne sous-estimons pas la difficulté de la réforme, mais le président de la République et le Premier ministre sont sereins", dit une ministre.

"Il y a un climat qui nous préserve un peu d'une possible mobilisation sociale" estime le ministre. "Mais je suis peut-être trop optimiste".

"Certains annoncent des drames, du sang et des larmes, ce n'est pas du tout la réforme qu'on essaie de faire", déclare un conseiller du président, qui espère recueillir à cette occasion les fruits de sa priorité donnée au dialogue social.

Mais la Commission européenne, qui a accordé deux ans de répit, jusqu'en 2015, à la France pour ramener sous déficit à 3% du PIB, a sommé Paris de procéder à une réforme ambitieuse et risque de mal réagir si le système n'est que retouché.

"Il va mettre tout, de manière à ce que la concertation puisse être engagée avec les partenaires sociaux sur toutes les solutions possibles. Le gouvernement ensuite fera ses choix après concertation", a-t-il déclaré samedi.

Le gouvernement table notamment sur l'appui des syndicats "modérés", comme la CFDT, pour réitérer l'accord conclu en janvier dernier sur la flexibilisation du marché du travail. Reuters 13.06

Travailleurs des secteurs public et privé, même combat, annulation des contre-réformes sur les retraites adoptées depuis 20 ans ! Alignement : oui, du privé sur le public !

[Fabius, chef de guerre djihadiste.](#)

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a demandé mercredi 12 juin 2013 à la communauté internationale d'arrêter la progression vers Alep des troupes du régime syrien, qui préparent un assaut majeur contre cette ville du Nord.

"Il faut qu'on puisse arrêter cette progression avant Alep. C'est la prochaine cible à la fois du Hezbollah et des Iraniens", a déclaré le ministre, interrogé sur France 2. "Il faut un rééquilibrage parce qu'au cours des dernières semaines les troupes de Bachar Al-Assad, et surtout le Hezbollah et les Iraniens, avec les armes russes, ont regagné un terrain considérable."

"Bachar [...] a utilisé de façon scandaleuse les armes chimiques", a-t-il insisté. "Il faut qu'on l'arrête parce que, s'il n'y a pas de rééquilibrage sur le terrain, il n'y aura pas de conférence de la paix à Genève car l'opposition n'acceptera pas d'y venir. Or il faut une solution politique."

"Derrière la question syrienne, il y a la question iranienne", a poursuivi M. Fabius. "Si on n'est pas capables d'empêcher l'Iran de prendre la main sur la Syrie, quelle crédibilité aura-t-on en exigeant qu'elle n'ait pas l'arme atomique ? Donc, tout est lié."

Tout en plaidant pour "que les résistants puissent se défendre, qu'ils disposent d'armes", Laurent Fabius a ajouté :

"Il nous faut respecter la réglementation européenne qui dit que c'est à partir du 1er août que des armes puissantes peuvent être données. Pour le moment, nous n'avons pas encore décidé."

"Les Américains sont en train d'examiner leurs propres positions", a-t-il ajouté, précisant s'être entretenu mardi par téléphone avec son homologue américain John Kerry. "Il y a dans l'administration américaine des positions différentes. Les Américains auraient voulu se tenir à l'écart, mais le conflit n'est plus local, c'est un conflit régional et même international." internationalnews.fr 12.06

Pourquoi pas mondial ?

C'est la Syrie qui est envahie par une armée de mercenaires, et le régime ne devrait pas réagir, ce ne serait pas normal qu'il se défende. Inutile de se demander quelle aurait été l'attitude de Fabius en juin 40 ! Quelle ordure !

[Dites-moi mon cher ami, quel est mon, pardon, je veux dire notre intérêt dans cette affaire ?](#)

- L'ex-proche de Tapie reconnaît avoir «interprété» la phrase «J'ai les sous» - Liberation.fr

- Pour Bartherotte, "il est évident que Tapie avait fait élire Sarkozy" - L'Express.fr

- Arbitrage : "Tout le monde a donné son feu vert", assure Tapie - LePoint.fr

- Affaire Tapie : Richard dit que Tapie s'est rendu à une réunion à l'Élysée, Sarkozy "furieux" - Atlantico.fr

- Arbitrage Tapie: Nicolas Sarkozy charge Claude Guéant - 20minutes.fr

"Nicolas Sarkozy a donné son feu vert à l'arbitrage" mais après de très nombreuses réunions officielles", indique l'homme d'affaires dans le Figaro.

Et d'après Europe 1, l'affaire «obsède» Nicolas Sarkozy qui est «ulcéré» que l'arbitrage soit contesté et qu'il soit, in fine, mis en cause. «Il tourne en boucle» sur le sujet, confie un proche de Nicolas Sarkozy qui a déjà préparé sa défense.

«Je ne suis jamais intervenu», dit l'ex-chef de l'Etat qui charge Claude Guéant, son secrétaire général de l'Élysée à l'époque. D'après la version rapportée par la radio, c'est Claude Guéant qui a apporté cette solution clé en main à Nicolas Sarkozy, lui expliquant que ce litige entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais avait déjà coûté 20 millions d'euros à l'Etat et que cette solution de l'arbitrage privé permettrait de clore l'histoire. Nicolas Sarkozy dit avoir fait confiance à son «cardinal» et avoir choisi cette solution, non dans l'intérêt de l'homme d'affaires mais par soucis de l'intérêt général.

L'ex-chef de l'Etat pointe aussi les juges arbitres qui ne lui seraient pas favorables. Parmi ce trio : Pierre Mazeaud, ancien gaulliste qui ne porte pas Nicolas Sarkozy dans son cœur, et Jean-Denis Bredin, avocat étiqueté à gauche.

Par ailleurs ce jeudi après-midi, Stéphane Richard, l'ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde, alors à la tête de Bercy, a indiqué que Bernard Tapie avait assisté à une réunion à l'Élysée en 2007 pour cet arbitrage - l'intéressé dit ne plus s'en souvenir - . Atlantico.fr et 20minutes.fr 13.06

[Etat mafieux. "une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres" impliqués dans des fraudes fiscales.](#)

Jeudi matin, Pierre Condamine-Gerbier a été auditionné à huis clos par le député socialiste Yann Galut, rapporteur du projet de loi de lutte contre la fraude fiscale. Pierre Condamine-Gerbier, qui fut jusqu'en 2009 (donc pendant la campagne électorale de 2007), directeur de la délégation UMP en Suisse, a affirmé, comme la veille devant la commission d'enquête sur l'affaire Cahuzac, détenir les preuves qu'une quinzaine de personnalités politiques auraient fraudé le fisc français.

Ce banquier de 42 ans a été de 2006 à 2010 associé gérant de Reyl Private Office, une entreprise de gestion de patrimoine qui fait de l'optimisation fiscale, installée sur la rive suisse du lac Léman. Ses déclarations au Sénat sont simples: il dit disposer d'une liste «d'une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres» détenteurs d'un compte en Suisse et estime que Jérôme Cahuzac n'était qu'un «fusible».

«Je n'ai pas fourni de noms de fraudeurs aux enquêteurs pour des raisons de sécurité. Mais mes documents et mes notes sont consignés auprès d'une partie tierce, et ils seront dévoilés quand mon environnement sera plus sûr. Il y a eu des menaces écrites et orales sur mon intégrité physique ainsi que sur celle de ma famille», a-t-il également déclaré au Sénat. lefigaro.fr 13.06

Au fait, c'est avec ces ministres que les partis (POI notamment) et les syndicats entretiennent des relations, réclament des rendez-vous, auxquels ils remettent des pétitions ou des doléances, que font-ils sinon les cautionner ? Et ensuite, ils prétendent défendre nos intérêts, qui peut le croire sérieusement ?

Fraude fiscale, pots-de-vin, corruption en tous genres, des affairistes sont au pouvoir : chassons-les !

Le site accuse ce jeudi l'ex-ministre d'avoir reçu des pots-de-vin entre 1988 et 1991, époque où il travaillait au ministère de la Santé.

Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une "possible corruption" de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

La mécanique décrite par le site Internet est simple: des dessous-de-table auraient été versés à l'époque pour obtenir des décisions favorables du ministère dans l'attribution de scanners et d'IRM (appareils d'imagerie par résonance magnétique) à des établissements de santé.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? "200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM", indique un fonctionnaire retraité à Mediapart.

Jérôme Cahuzac "n'a pas répondu" aux questions des journalistes du site, est-il précisé dans l'article. On ne connaît donc pas, pour l'heure sa ligne de défense sur cette affaire. lexpress.fr 13.06

Tirez-en la conclusion qui s'impose : rompez avec l'UE !

Les Européens se réunissent vendredi pour le lancement de négociations commerciales avec les Etats-Unis. La France a menacé d'utiliser son droit de veto pour garantir l'exception culturelle.

"Je demande que la France s'oppose à l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis en vue d'un accord de marché commun. François Hollande n'a aucun mandat pour engager notre pays dans cette mauvaise aventure. Il n'en a jamais parlé dans sa campagne présidentielle, alors qu'il en savait autant que moi à ce moment-là", écrit M. Mélenchon dans un communiqué.

"Je mets en garde: la défense légitime de l'exception culturelle ne saurait être l'arbre qui cache la forêt des reculs sociaux, écologiques ou sanitaires prévus par ailleurs dans cet accord", poursuit-il, jugeant que "c'est bien l'ensemble du mandat de la Commission européenne qui pose problème" et que "c'est le principe même d'un tel accord qu'il faut faire échouer".

Vendredi, "les ministres de la France ne doivent pas être les passe-plats des Nord-Américains. S'ils acceptent l'ouverture de cette négociation, ils condamnent à mort tout projet d'évolution sociale de l'Europe et toute indépendance de la France", assure l'ex-candidat à la présidentielle. AFP 13.06

Ne sont-ils pas déjà condamnés par l'appartenance de la France à l'UE ? Quel charlatan !

Et puis, il ne peut pas rompre avec l'UE, le Front de gauche éclaterait !

Finalement, que défend Mélenchon sinon l'appartenance de la France à l'UE, donc l'UE, CQFD.

L'"ivresse" d'un mégalomane.

Ah, l'ivresse des bons sondages... Même Jean-Luc Mélenchon y succombe. Alors qu'il n'a cessé, depuis la campagne présidentielle, de critiquer les enquêtes d'opinion, voilà le coprésident du Parti de gauche qui donne de l'importance à celle de l'institut YouGov publiée hier par le Huffington Post et i-Télé.

«Front de gauche à 15 %, ex æquo avec le PS. Pour l'ignorer : voir les médias français ou la télé grecque», a-t-il écrit hier sur Twitter. Ou encore : «Le FN cloué au score de 2012 [soit 18 %, ndr]. Le Front de gauche plus 4 ! Quelle info média ? "Percée du FN." Vivement la télé grecque !» Mélenchon semble très intéressé par ce sondage qui ne porte pourtant que sur... 732 personnes interrogées. Soit une marge d'erreur de près de 3 points. L'enquête a de plus été réalisée via Internet.

Et que disait-il, fin novembre, sur son blog, à propos des sondages en ligne ? «Il n'y a dans ce cas aucun moyen de savoir qui répond, si le répondant ne ment pas dans l'espoir de fournir ce qu'il croit être la "bonne réponse" pour empêcher une hypothétique récompense.»

En mars, lors d'un meeting à Lille, il fustigeait le «PMU politique pour savoir, d'après ce que dit la grenouille, le sondage et le foie des volailles sacrées, où nous en sommes dans la course à l'échalote. Je m'en fous, je m'en moque, je ne m'en occupe pas !» Maintenant, si. liberation.fr 13.06

C'est le genre de type qui passe son temps à tenir un double langage et à se contredire sans cesse, et qui pour qu'on ne le soupçonne pas de recourir à ces procédés indignes d'un dirigeant du mouvement ouvrier accusent les autres d'en user.

On a envie de dire que parmi les militants, il ne bernerait que ceux qui veulent bien se laisser berner pour ne pas avoir davantage de principes que cet aventurier. On les invite à désertier le Front de gauche au plus vite s'ils entendent vraiment combattre pour le socialisme au lieu de cautionner Mélenchon qui en est le fossoyeur en agissant de la sorte, car il participe à l'opération qui tend à donner une image épouvantable du mouvement ouvrier, il ne rend pas service à notre cause, il la dessert au contraire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre rencontrera lundi le dirigeant socialiste et celui de la gauche démocratique Dimar pour tenter de trouver une "solution" à la nasse dans laquelle il s'est fourvoyé en fermant brutalement toutes les télévisions et radios publics du pays sans préavis, en désaccord avec ses deux partenaires au sein de la coalition.

Le conflit avec le Pasok et Gauche démocratique, qui demandent au Premier ministre de revenir sur sa décision, a tourné à la crise politique la plus grave depuis la formation de la coalition en juin.

"Soit une solution se dessine d'ici une semaine, soit des élections sont inévitables", proclame à la une le journal conservateur Kathimerini.

"Le pays n'a pas besoin d'élections, ce serait une erreur colossale. Mais le Pasok n'en a pas peur", a réagi le chef de file de ce parti, Evangelos Venizelos. "Nous sommes en faveur d'une restructuration de fond en comble de l'ERT, mais pas des partisans de l'écran noir." Reuters 13.06

15 000, c'est le nombre de manifestants décomptés à la mi-journée dans toute la Grèce. Pour soutenir leur télévision, fermée brutalement mardi, les Grecs avaient été appelés à une grève générale : les transports en commun à Athènes, les chemins de fer et les administrations à travers le pays ont suivi le mouvement.

La grève générale, déclenchée dans l'urgence par les syndicats après la fermeture des ondes et des écrans, n'a guère mobilisé.

Il n'est en effet pas facile de perdre une journée de salaire pour faire grève dans un pays où les salaires ont été rabaissés depuis trois ans de crise, et où le taux de chômage a atteint 27,4% de la population active au premier trimestre, selon les chiffres publiés jeudi par les statistiques grecques.

Les transports ont été faiblement touchés par la grève, à part les transports urbains d'Athènes. La plupart des banques, des commerces et la poste sont restés ouverts.

Une dizaine de vols intérieurs à Athènes ont été annulés et une cinquantaine ont été reprogrammés, en raison d'un arrêt de travail des aiguilleurs du ciel.

Devant le bâtiment de l'ERT, des milliers d'Athéniens ont répondu à l'appel des syndicats.

La décision de débrancher la radiotélévision publique vient non seulement tester la détermination des employés à sauver leurs antennes, mais elle teste aussi la solidité de la coalition gouvernementale, sérieusement ébranlée par la fermeture de l'ERT.

La fermeture a été décidée en effet seulement par le parti du 1er ministre. Ses partenaires de coalition critiquent cette décision, idem pour Alexis Tsipras, le leader de Syriza, principal parti d'opposition : "Le signal de la télé publique s'éteint seulement quand un pays souverain est conquis par des puissances étrangères, ou bien quand la démocratie bascule vers la dictature."

Les journalistes continuent de proposer des programmes, visibles sur internet. Nassos Athanasiou a été présentateur pendant 30 ans : "Le gouvernement a décidé d'enterrer la télévision publique. Je ne peux pas l'accepter." euronews.fr et AFP 13.06

Mais c'était déjà une dictature, avec laquelle monsieur Tsipras vous vous accommodez assez bien apparemment puisque

vous refusez de rompre avec la troïka, l'euro, non ? Tout comme Die Linke ou le Front de gauche qui en sont les complices.

2- Tunisie

Le rappeur tunisien "Weld El 15" a été condamné jeudi à deux ans de prison ferme pour avoir insulté la police dans une chanson, selon une journaliste de l'AFP, un jugement qui a déclenché des heurts au tribunal.

Le verdict a été annoncé par le juge du tribunal de Ben Arous, une banlieue de Tunis, devant lequel Alaa Yaâcoub, dit "Weld El 15", comparaisait libre. Il a été aussitôt emmené en prison.

Des protestations et heurts avec la police ont éclaté à l'annonce du verdict.

Des cris se sont élevés dans la salle d'audience parmi les partisans du chanteur et la police est intervenue brutalement pour évacuer des artistes et amis du rappeur qui ont assisté au procès.

Certains ont été pourchassés et tabassés à l'extérieur du tribunal par les policiers présents en nombre dès l'ouverture du procès.

Un gaz irritant s'est répandu aux alentours du tribunal, mais il n'était pas possible d'en déterminer l'origine, la police accusant les amis du rappeur d'en avoir fait usage.

"Le jugement rendu est très sévère pour un artiste qui a décidé de se livrer de son propre gré à la justice", a réagi de son côté l'avocat principal de la défense Me Ghazi Mrabet.

"C'est d'autant plus injuste qu'il n'existe aucun texte pour réprimer un travail artistique", a-t-il ajouté.

Le musicien avait été condamné par contumace en mars à deux ans de prison ferme après la diffusion sur Youtube d'un clip intitulé "Boulicia Kleb" (Les policiers sont des chiens).

Selon son avocat, le rappeur a été inculpé notamment de "complot pour commettre des violences contre des fonctionnaires" et "d'outrage à la police".

Quatre autres rappeurs, co-accusés à l'origine dans la même affaire et condamnés à des peines de prison ferme en mars, ont été relaxés en avril lors d'un second procès. AFP 13.06

3- Etats-Unis

Edward Snowden, l'ancien consultant américain à l'origine de révélations sur des programmes de surveillance des communications par les Etats-Unis, détient des documents secrets identifiant des cibles de piratage en Chine, rapporte vendredi 14 juin le South China Morning Post (SCMP). Le quotidien de Hong Kong affirme avoir consulté un extrait des dossiers concernés au cours d'un entretien avec le jeune homme dans la mégapole chinoise où il s'est réfugié le 20 mai après avoir transmis des éléments explosifs au Guardian et au Washington Post. Y figurent notamment les adresses IP (internet protocol, le numéro d'identification d'un appareil connecté) visées et la date des infractions.

Le SCMP n'a pas publié ces adresses ni identifié les personnes ou institutions impliquées. Selon le journal, les documents permettent de savoir si une opération est en cours ou conclue et semblent indiquer un taux de réussite des tentatives d'infraction de 75%.

Parmi les institutions "hackées" par l'Agence nationale de sécurité figure l'Université chinoise de Hong Kong, qui abrite le fameux Internet Exchange Point (IXP) de Hong Kong, dit Edward Snowden dans un entretien au South China Morning Post, quotidien en langue anglaise de Hong Kong, publié jeudi.

Les IXP, très nombreux dans le monde, sont une infrastructure permettant aux fournisseurs d'accès à internet (FAI) d'échanger du trafic internet entre leurs réseaux. Edward Snowden ne cite pas nommément la plate-forme mais ses propos suggèrent qu'elle a peut-être été une des cibles de la NSA.

"Le fait que l'Université chinoise ait été piratée a été sans doute un bon choix", note Charles Mok, membre du Conseil législatif de Hong Kong et spécialiste informatique.

Les révélations d'Edward Snowden se sont jusqu'ici concentrées sur l'ampleur des activités d'espionnage de la NSA à l'encontre des citoyens américains. Ses derniers commentaires sur la Chine et Hong Kong, où il se cacherait, illustre ce que peut faire la NSA

en matière de surveillance d'autres pays.

Selon lui, la NSA a mené plus de 61.000 opérations de piratage dans le monde. "*Nous piratons la colonne vertébrale des réseaux, par exemple les immenses routeurs internet, qui nous donnent accès aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs sans avoir à les pirater un à un*", dit-il au South China Morning Post.

"*J'ignore les informations spécifiques qu'ils cherchaient sur ces machines, je sais seulement qu'utiliser des moyens techniques pour pénétrer sans autorisation dans des appareils civils est une violation du droit et c'est éthiquement douteux*", a déclaré Edward Snowden au quotidien anglophone. L'ancien consultant de la puissante agence de renseignement américaine NSA assure que les Etats-Unis ont accès "*aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs*" y compris à Hong Kong et en Chine.

Le jeune homme de 29 ans, affirme par ailleurs vouloir rester dans le territoire autonome chinois pour y "*combattre le gouvernement américain dans les tribunaux*". Pékin a indiqué jeudi n'avoir "*aucune information à fournir*" sur lui. lemonde.fr et Reuters 14.06

4- Syrie

Washington vient de passer à une étape supérieure dans le dossier syrien. Nul ne sait encore quelles peuvent être les conséquences de cette déclaration, mais la Maison Blanche a estimé jeudi 13 juin que "*des lignes rouges*" avaient été franchies en Syrie, accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques, dont le gaz sarin. La présidence américaine a en outre annoncé un soutien militaire aux rebelles syriens sans donner plus de détails.

La Maison Blanche s'est abstenue de préciser la forme que prendrait cette assistance militaire. Elle n'a pas à ce stade annoncé une décision d'armer les rebelles face au pouvoir du président Bachar al-Assad, évoquant une augmentation de l'aide non-létale et assurant qu'elle prendrait "*des décisions à (son) propre rythme*".

Le conseiller n'est pas allé jusqu'à parler de livraisons d'armes. Mais cette aide sera "*différente tant en nature qu'en échelle, de ce que nous avons fourni jusqu'ici*", a-t-il dit.

Ben Rhodes a par ailleurs affirmé que la Maison Blanche n'était pas encore parvenue à une décision sur l'imposition ou pas d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, alors que le "Wall Street Journal" a assuré jeudi soir que le Pentagone avait présenté un tel plan à la tête de l'exécutif.

Attendu en Irlande du Nord en début de semaine prochaine pour le sommet du G8, Barack Obama y "*consultera ses partenaires*" au sujet de la Syrie, a souligné Ben Rhodes, en évoquant aussi la Russie, soutien jusqu'ici indéfectible du régime Assad, qui a bloqué à l'ONU toutes les résolutions contraignantes contre Damas.

"*Nous avons communiqué les informations sur les armes chimiques aux Russes (...) et nous pensons que la Russie et tous les membres de la communauté internationale devraient être préoccupés*" par un recours à de tels armements, a remarqué Ben Rhodes.

Il a répété la position américaine selon laquelle une transition politique en Syrie devrait inclure "*une démission de Bachar al-Assad*". Mais "*les Russes ne l'ont pas encore accepté*", a-t-il concédé.

Entre 100 et 150 personnes, au minimum, ont été tuées dans des attaques chimiques, a annoncé dans un communiqué Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président.

"*Le président a clairement dit que l'utilisation d'armes chimiques, ou le transfert d'armes chimiques à des groupes terroristes, était une ligne rouge pour les Etats-Unis*", a-t-il expliqué. "*Le président a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*".

"*Nous pensons que le régime Assad garde le contrôle de ces armes. Nous ne disposons pas d'informations solides, corroborées indiquant que l'opposition en Syrie a acquis ou utilisé des armes chimiques*", a-t-il indiqué.

De son côté, le sénateur républicain John McCain avait annoncé au Sénat américain, quelques minutes avant, que des armes seraient bien livrées aux rebelles, citant "*plusieurs sources fiables*", avant finalement de faire machine arrière.

Par ailleurs, un responsable américain de la Défense a annoncé jeudi que les Etats-Unis vont laisser des chasseurs de combat F-16 et des missiles Patriot en Jordanie, pays frontalier de la Syrie, après des manoeuvres communes qui doivent s'achever à la fin du mois.

L'administration américaine, qui étudie la possibilité d'armer l'opposition syrienne mais n'a encore pris aucune décision à ce sujet, devrait également laisser une unité de Marines sur des navires amphibies au large des côtes du pays, a-t-il été décidé après des consultations avec les responsables jordaniens, a précisé ce responsable sous couvert d'anonymat.

Les chasseurs, les missiles antimissiles et les navires avaient été envoyés en Jordanie pour un exercice militaire baptisé "*Eager Lion*", mais les responsables américains ont décidé de les laisser sur place à la demande de la Jordanie, qui craint de voir les violences en Syrie déborder sur son territoire.

"*Il a été décidé qu'ils resteraient sur place*", a déclaré ce responsable américain.

Quelque 2.400 Marines prennent part aux manoeuvres militaires en Jordanie, où ils sont arrivés à bord de trois navires amphibies. Les responsables américains n'ont en revanche pas précisé combien de F-16 avaient été déployés.

En Egypte, d'influents oulémas sunnites venant de plusieurs pays arabes ont appelé à mener le jihad en Syrie contre le régime "confessionnel" de Bachar al-Assad, et dénoncé l'appui fourni par le Hezbollah.

Selon une source occidentale, des représentants des pays pro-opposition vont rencontrer vendredi en Turquie le général Idriss, considéré comme un interlocuteur fiable par les Occidentaux. Il a besoin d'"*argent, de munitions et d'armes*" pour asseoir son leadership et gagner en crédibilité auprès des combattants sur le terrain, selon cette source.

Dans un nouveau rapport, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay a dénoncé "les tueries incessantes" en Syrie.

Le sénateur américain John McCain a loué jeudi la décision de Barack Obama d'accroître le soutien militaire aux rebelles syriens contre le régime de Bachar al-Assad, mais réclamé une nouvelle fois l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et la livraison d'armes lourdes.

"*Ce n'est plus le moment de prendre des mesures faibles. Il est temps d'agir de façon décisive*", a déclaré l'élue, peu après l'annonce de la Maison Blanche. "*Nous avons besoin d'armes lourdes capables de s'en prendre aux chars, et nous avons besoin de missiles sol-air*".

"*La seule chose qui changera l'équation sur le champ de bataille est la destruction de la capacité aérienne (du régime de Bachar al-Assad) et l'établissement d'une zone sûre*" d'exclusion aérienne, a-t-il martelé, fidèle à sa ligne adoptée depuis des mois.

John McCain estime que les défenses aériennes syriennes peuvent être détruites par des missiles de croisière, sans intervention terrestre.

Au Congrès américain, de nombreux responsables parlementaires ont apporté leur soutien à la Maison Blanche.

"*Je soutiens la décision du président d'augmenter l'aide à l'opposition syrienne autorisée, et j'encourage l'administration à commencer, sérieusement, à armer l'Armée syrienne libre*", a dit de son côté Ed Royce, président républicain de la commission des Affaires étrangères de la Chambre.

Le porte-parole du président républicain de la Chambre, John Boehner, a quant à lui estimé qu'il était "*grand temps d'en finir avec le bain de sang du régime Assad en Syrie*".

"*Alors que le président Obama examine ses options, nous espérons qu'il consultera le Congrès avant toute action*", a indiqué Brendan Buck dans un communiqué.

SOCIAL

1- France

La direction de La Poste a fait état jeudi d'un taux de grévistes de 5,88% en France à la suite d'un appel à une journée d'action lancé par la CGT, qui a recensé de son côté 16 à 20% de salariés en grève.

La CGT, premier syndicat chez les postiers avec près de 30% des voix aux dernières élections professionnelles, avait appelé les agents à se mobiliser notamment sur l'emploi et les conditions de travail.

Selon Christian Mathorel, représentant du syndicat, le mouvement était "*inégal selon les régions*", avec des taux de grévistes atteignant 90% dans certaines localités comme à Valenciennes (Nord).

Un rassemblement devant le siège parisien de l'entreprise a réuni quelque 250 personnes, selon Benoît Martin (CGT)

Pour le syndicat, La Poste, qui emploie quelque 240.000 personnes, "*doit rester aux postiers et aux usagers et pas aux financiers*". AFP 13.06

250 personnes devant le siège parisien de l'entreprise pour 240.000 salariés, attendez cela fait combien en terme de participation, 0,1%, c'est un succès camarades, la lutte, la lutte, la lutte, voilà un slogan qui mobilise, qui est utile !

Grèce

Le taux de chômage a continué sa progression au premier trimestre 2013, atteignant 27,4%.

Le chômage dans la tranche d'âge 25-29 ans a progressé pour atteindre 41,2%

"*Le taux d'emploi a été réduit de 2,3% au premier trimestre 2013 par rapport au dernier trimestre 2012 et de 6,3% sur un an*", a indiqué le communiqué d'Elstat.

Il y a un an, au premier trimestre 2012, le chômage affectait 22,6% de la population active et 52,7% des jeunes de 15-24 ans non scolarisés.

Comptant six ans de récession et traversant la quatrième année de l'application d'une politique stricte d'austérité en échange de prêts de l'UE et du FMI, la Grèce continue d'être le pays de la zone euro le plus touché par le chômage. AFP 13.06

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin 2013

CAUSERIE

La seconde partie de l'actualisation du site est plus loin.

En raison d'une actualité encore très chargée, j'actualiserai le site en plusieurs fois, il est déjà 10h20 ce matin et je dois absolument faire des courses pour la semaine prochaine.

Rectificatif.

Grèce. Samaras n'avait pas envisagé de fermer l'ERT il y a six mois comme je l'ai écrit par erreur, mais six semaines, c'était une coquille.

Affaire Méric Clément. Une dernière précision.

Maintenant que chacun a retrouvé ses esprits, je voudrais une dernière fois revenir sur l'affaire Méric Clément.

Dans les heures qui ont suivi tous les partis et syndicats avaient reçu les dépêches des agences de presse les informant des faits. Je les ai lus également. Que disaient-elles ? Rien de plus que ce que nous avons appris par la suite, à savoir qu'un groupe de militants d'une organisation antifasciste avait provoqué des skinheads dans un magasin de vêtements du 9e arrondissement de Paris, que suite à des insultes ils en étaient venus aux mains et que malheureusement un des militants du groupe antifasciste avait été grièvement blessé et se trouvait entre la vie et la mort.

Ensuite les médias s'en sont emparés les premiers pour dénoncer l'agression mortelle d'un militant d'extrême gauche par des militants d'extrême droite, allant jusqu'à parler d'assassinat politique. Il fallait manifestement faire monter la sauce.

Par la suite tous les partis leur ont emboîté le pas comme un seul homme occultant du même coup la version originelle des faits que les médias s'étaient empressés sciemment ou consciemment d'occulter avant eux.

Trois jours plus tard, les médias allaient procéder à un retropédalage en ressortant la version originelle suite aux investigations judiciaires qui elles allaient rétablir les faits dans leur intégralité, qui allaient être corroborés par différents témoignages, confirmant une nouvelle fois la version originelle transmises par les agences de presse.

Bien que le juge en charge du dossier ne soit pas remonté à l'origine de cette bagarre, il ne pouvait plus maintenir la thèse de l'assassinat politique avancé précédemment par les médias, qui du coup temporisèrent en attendant la suite qui serait donnée à cette affaire, on en est resté là.

Qui s'est fait piéger ou a fait preuve d'une hypocrisie monstrueuse et qui est le dindon de cette mauvaise comédie ? Les mêmes !

Les médias se sont dit qu'elles pourraient exploiter cet incident à condition d'en faire une affaire politique, d'où la tentation de présenter les faits sous cet angle-là. Mais les partis partis politiques qui connaissaient dans le détail les faits dont la version n'a pas varié à ce jour il faut le préciser, quel intérêt avaient-ils à déformer les faits, à s'en écarter, sinon à les exploiter à leur tour ?

Et si vous cherchez les dindons de cette farce cynique, c'est de leur côté qu'il faut se pencher, car les médias se sont rétractés depuis en mettant l'accent sur les auteurs de cette provocation qui a mal tourné, tandis que les partis n'ont pas varié de version, ils ont poursuivi et renchéri pour couvrir leur hypocrisie et leur manipulation des faits jusqu'au ridicule, puisque maintenant tout le monde sait que les gauchistes ont été à l'origine de cette affaire, qu'ils l'ont sciemment provoquée.

Finalement les médias s'en tirent relativement bien, ils s'en tiennent aux faits désormais, alors que les partis sont embourbés dans leurs mensonges.

Quand j'ai eu mon épouse au téléphone il y a quelques jours je lui ai demandé si elle en avait entendu parler. Elle m'a répondu que c'était une bagarre entre deux groupes de jeunes qui avait été violente et qu'il y avait eu un mort. Effectivement, c'est ce que le travailleur lambda ou la plupart des travailleurs retiendront. Sur qui retombe le ridicule, devinez. Si vous croyez que c'est en agissant de la sorte que l'on va redorer le blason du mouvement ouvrier, on est franchement mal barré.

Pour ma part, j'ai eu la version originale dans les heures qui ont suivi en me connectant sur Internet. Donc je m'en suis tenu à cette version, j'ai refusé de verser dans l'hypocrisie générale, je m'en suis tenu aux faits, strictement aux faits au lieu de les interpréter à ma convenance ou de les déformer, que cela plaise ou non à certains militants peu m'importe. J'ai trouvé particulièrement abjecte l'exploitation politique qui en a été faite et les déclarations que j'ai pu lire.

Qu'est-ce que vous croyez, moi aussi j'ai pensé à ce pauvre garçon mort bêtement, cela m'a révolté autant que lorsque j'apprends qu'une pauvre fille s'est faite violée dans un parking, c'est dégueulasse, c'est injuste, mais en tant que militant ce n'est pas sur ce plan-là que nous devons réagir, mais sur le plan politique. S'il avait été agressé alors qu'il diffusait par exemple, la situation aurait été totalement différente, donc aurait mérité un autre traitement, on aurait alors évoqué une agression politique.

Quand on se livre à une telle provocation, on sort du cadre du combat politique. Car une bagarre ne peut régler ou venir à bout d'aucun problème politique, on se place sur le terrain individuel qui consiste à en faire une question purement personnelle qui se réduit à un affrontement physique entre deux individus dont le plus fort l'emporte, le plus fort physiquement et non sur le terrain des idées politiques, ce qui démontre bien qu'on ne se situe pas ou plus sur le terrain politique. C'est une erreur de jeunesse qui peut avoir de graves conséquences hélas !

A 57 ans j'ai conservé encore cette envie d'en découvrir tout de suite, sur le champ, donc je comprends parfaitement l'impatience de ces jeunes, si je ne me raisonnais pas je serais volontiers gauchiste ou pire encore, je me verrais bien mettre une balle dans la tête de Fabius qui tient absolument à bombarder la Syrie, j'y ai pensé une bonne partie de la journée, il veut à tout prix "stopper" l'armée syrienne avant qu'elle reprenne Alep, je me suis dit que c'était lui qu'il faudrait "stopper" net, maintenant, et qu'il n'existait pas d'autres moyens, puis l'idée m'est passée parce que je suis totalement impuissant face à cette situation et cela ne résoudrait sans doute rien, j'ai continué mon travail politique avec encore plus d'acharnement, c'était plus sage.

Je suis tout sauf un serviteur soumis aux institutions devant lesquelles tous les partis se vautrent lamentablement et à la légalité que je suis prêt à violer chaque fois que cela est possible et à laquelle les partis font allégeance, respectent scrupuleusement, ce qui entre nous doit bien faire marrer tous ceux qui la violent, assurément on va aller loin avec de tels dirigeants !

[Une méthode particulièrement efficace.](#)

Comment procèdent-ils pour présenter ou faire passer des mesures réactionnaires pour des avantages ou des mesures progressistes (ANI, retraites, UE, accord de libre- échange EU-UE, etc. ?

Préambule.

Comment parvenir à ses fins en mettant en avant un sujet que l'on souhaite traiter, et qui par le seul fait de son évocation ou de

sa signification pose problème ou sera sujet à polémique entre différents acteurs.

Partant de là, tout l'art de la manipulation va consister pour en venir à bout et parvenir à un accord, à soustraire de l'attention et de la discussion les éléments qui portent à controverse et pourrait contier ce projet.

- 1- Dissocier un élément du tout que l'on veut exploiter ou mettre en avant ;
- 2- Lui accorder un statut ou un traitement particulier ou privilégié de telle sorte qu'il suscite un consensus ;
- 3- Occulter soigneusement ou minorer tous les autres qui présenteraient des intérêts contraires ;
- 4- Faire en sorte que l'on ne parle plus que de cet élément isolé ;
- 5- Accorder à l'ensemble les mêmes vertus que cet élément présenterait après traitement.
- 6- Conclure par un accord sur cette base.
- 7- Le présenter comme une avancée sociale et un succès et la boucle est bouclée.

La réalisation d'un tel accord n'est possible entre différents protagonistes qu'à partir du moment où ils sont tacitement d'accord sur le fond, où ils partagent la même interprétation de la situation, où leurs analyses se rejoignent, et finalement leur objectifs qu'ils ont en commun sans le laisser paraître, s'agissant de questions sociales ou politiques, la même idéologie.

On pourrait expliquer ce mécanisme autrement. Au lieu de dire que l'exception confirme la règle, principe qui sera légèrement modifié ici, mais suffisamment pour lui donner une portée totalement différente, selon lequel l'exception permet à la règle de s'appliquer, seule l'exception ayant retenu l'attention et ayant fait l'objet d'un traitement, tandis que la règle sera appliquée les yeux fermés comme si un accord préalable de principe existait déjà entre les différents acteurs.

Dès lors, ceux qui s'acharnent à mettre en avant les différences ou les désaccords qui existeraient entre ces différents acteurs reprennent à leur compte exactement la même méthode qui s'apparente à une manipulation sournoise, méticuleusement mise au point, parfaitement rodée et terriblement efficace au regard de la situation sociale et politique.

C'est important de le comprendre, car c'est notamment en utilisant cette méthode que les capitalistes et ses représentants relayés par les médias diffusent leur propagande dans les masses, et c'est aussi de la sorte que les partis ouvriers et les appareils syndicaux justifient leur politique et qu'ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier, à mieux enchaîner le prolétariat au capitalisme et aux institutions, bien que ces derniers temps de moins en moins en France et en Europe.

C'est la même méthode qui est employée pour isoler et traiter des questions de société ou certains rapports qui concernent en réalité l'ensemble des masses exploitées et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, pour finalement faire en sorte que certaines couches de la population s'opposent les unes aux autres tandis que le régime est épargné puisque les rapports (sociaux de production) qui en sont à l'origine n'ont pas été abordés, font l'objet d'un consensus, l'ensemble des acteurs étant subordonnés au capitalisme, donc cette question ne méritait aucun traitement.

C'est ainsi que sont traitées les droits des femmes travailleuses, les questions environnementales, etc. En réalité toutes questions économiques, sociales et politiques qui viennent à l'ordre du jour. Le résultat ou la condition pour que cela soit possible : que l'imperméabilité ou la frontière qui délimitait ou existait entre les différentes classes en présence ait sauté ou saute, disparaisse, de telle sorte que toutes les questions abordées soient traitées exclusivement dans le cadre du régime en place et n'en sortent pas, au nom de l'intérêt général de préférence, dès lors il est aisé de comprendre à qui en dernière analyse profitera le traitement de ces questions soumis à ce carcan : la classe dominante.

Comment le gouvernement vient-il de procéder concernant l'ouverture de discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans la perspective d'un accord de libre-échange ?

Pas autrement, en mettant en avant l'exception culturelle qui si elle était acceptée suffirait pour accepter l'ouverture de ces négociations. C'est fait !

Qu'a fait de son côté Mélenchon ? Il a employé la même méthode.

A savoir qu'il a mis en avant les inconvénients ou les conséquences qui découleraient d'un tel accord pour "la France", alors qu'en réalité, ce qui permet à cette négociation d'avoir lieu et de déboucher sur un accord réside (en France) dans le refus du Front de gauche de rompre avec l'UE, ainsi il laisse le champ libre à Hollande puisque finalement sur le fond ils sont d'accord

pour reconnaître la légitimité de l'UE. Vous aurez constaté au passage que Mélenchon n'a pas posé comme condition la rupture de Hollande avec l'UE, puisqu'il en est incapable lui-même, il a occulté cette question en utilisant la méthode que je viens de décrire. Efficace, n'est-ce pas ? Tellement efficace que les militants n'y comprennent rien.

La suite de la causerie de ce matin

J'ai encore fourni un boulot de dingue aujourd'hui et je n'ai plus le temps de mettre en ligne des articles de presse et des nouveaux articles dans d'autres rubriques, ce soir ou demain.

Il peut m'arriver d'interpréter une info à contresens parce que je l'ai lue trop rapidement, veuillez me le signaler s'il vous plaît. J'en avais commis un ce matin en ayant lu démocratie au lieu de démographie, je m'en suis aperçu au tout dernier moment, j'ai à peine quelques secondes ou minutes à consacrer à certaines infos, je me relis très rapidement, je vérifie surtout le formatage de la page, c'est vraiment un boulot de dingue, merci d'avance.

Au fait, je ne peux pas vous quitter sans ajouter un mot.

Au Brésil contre la hausse du prix des transports, en Afrique du Sud dans les mines, en Bulgarie, en République Tchèque, en Espagne, en Grande Bretagne (G8) contre la corruption, les banquiers, au Portugal, en Grèce, et bien entendu en Syrie et bien d'autres pays encore, les masses résistent, se battent pour leurs droits, cherchent la voie du soulèvement pour en finir avec le vieux monde, alors courage camarades, gardons le moral, rejoignez le combat pour la révolution socialiste, nous vaincrons, le socialisme vaincra !

Bon wek-end à tous.

[Libor, ISDAfix, WM/Reuters, cours du pétrole. Un système mafieux disiez-vous ? Comme vous êtes encore loin du compte !](#)

Récapitulons.

- Après le scandale du Libor qui a révélé qu'une poignée de banquiers avaient tripoté les prix d'instruments financiers à hauteur de 500 mille milliards de dollars,

- avant-hier on a mis en ligne un article faisant mention d'une autre gigantesque escroquerie sur l'ISDAfix, un indicateur étalon qui permet de calculer à travers le monde les prix des swaps de taux d'intérêt qui concerne les grandes villes, les grandes entreprises et les gouvernements souverains pour gérer leur dette, soit un marché estimé à environ 379 mille milliards de dollars,

- et voilà qu'aujourd'hui on apprend la possible manipulation de l'indicateur de référence de la valeur des devises, le taux WM/Reuters, marché où près de 4,7 trillions (4,7 mille milliards) de dollars sont brassés chaque jour, dominé par quatre banques : DBK, Citigroup Fnc, Barclays Plc et UBS AG. Et ce n'est pas fini.

- on vient d'apprendre que les établissements bancaires auraient pu également manipuler le prix de l'essence. C'est très sérieux puisque c'est l'Organisation internationale des commissions de valeurs irrévocables (OICVI) qui l'affirme dans un rapport préparé pour le G20 et publié en juin. (source : Bloomberg et Atlantico.fr 14.06)

Et vous allez perdre de votre temps à vous demander si telle ou telle revendication sociale serait bien raisonnable, s'il ne faudrait pas faire preuve de mesure et rester dans des normes acceptables, pour qui, pour l'économie capitaliste pardi, patati patata...

C'est franchement du délire, on vous prend pour des abrutis, pendant que de l'autre côté ils piochent à coup de centaines ou milliers de milliards dans la caisse, truandent autant qu'ils peuvent pendant que vous peinez à survivre, ouais, dans votre poche, celles des travailleurs, mais où ont donc la tête les dirigeants des partis ouvriers, dans quel monde vivent-ils, sur quelle planète bordel ?

Vous ne voyez pas la réalité, elle s'étale là sous vos yeux, tandis qu'ils l'ignorent ou feignent de l'ignorer car ils disposent des mêmes informations que vous et moi. Demandez-leur des comptes, c'est votre droit légitime.

[Au Pays-Bas ou au pays du groupe Bilderberg et du Nouvel ordre mondial : et "l'honneur est sauf"!](#)

Vous connaissiez la collusion qui existait entre la monarchie, les banquiers sionistes anglo-saxons et les nazis pendant la Seconde guerre mondiale, en 2013 ajoutez l'extrême droite. Comme quoi on ne racontait pas des blagues.

- Le président du Sénat néerlandais a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi sa démission suite à des accusations selon

lesquelles il aurait tenu le chef de file de l'extrême-droite Geert Wilders à l'écart pendant la cérémonie d'intronisation du roi Willem-Alexander en avril, ont rapporté les médias néerlandais.

Le quotidien de centre-gauche De Volkskrant avait assuré mercredi que Fred de Graaf avait écarté Geert Wilders du petit groupe de députés qui devaient escorter le roi à son entrée dans l'ancienne église où se tenait la cérémonie d'intronisation, retransmise en direct à la télévision.

"*C'est tout à son honneur, il s'agit de la seule bonne décision*", a réagi le chef de file de l'extrême-droite néerlandaise pendant la nuit, cité par l'agence de presse néerlandaise ANP : "*l'impartialité d'un président du Sénat ne doit laisser aucune place au doute et cela n'était clairement pas le cas*".

Selon le chef de file du parti socialiste Emile Roemer, la position de M. de Graaf est devenue "*en tous les cas intenable*" : "*il est clair qu'il a attiré une apparence de partialité sur lui-même et cela est inacceptable de la part d'un président*", a-t-il assuré à l'ANP.

Son parti soutenait le précédent gouvernement avant que celui-ci ne démissionne en avril 2012, Geert Wilders ayant fait échouer les négociations sur la réduction du déficit budgétaire.

Le parti pour la liberté (PVV) de M. Wilders, qui lors de la dernière campagne électorale, s'était attaqué à l'Union européenne, était passé de 24 sièges à 15 à la chambre basse du parlement.

Le chef de file de l'extrême-droite a brièvement rencontré le roi jeudi : "*heureusement, le président du Sénat et maître-manipulateur du VVD n'a pas pu l'empêcher*", avait-il alors écrit sur Twitter.

Geert Wilders, dont le procès s'était ouvert en octobre 2010, avait été relaxé en juin 2011 d'incitation à la haine et à la discrimination envers les musulmans, pour avoir notamment appelé les musulmans à se conformer à la "*culture dominante*" ou à s'en aller. AFP 14.06

Excellent, Emile Roemer, dont le parti est affilié à l'Internationale à laquelle appartient le PS approuve la décision du président du Sénat, autrement dit se range au côté du chef de file de l'extrême-droite.

Les partis de l'Internationale socialiste vous ont donné envie de vomir, ce n'était pas suffisant apparemment puisque aucun parti n'a rompu avec le PS, pourvu que cela elur file une terrible dysenterie, car à la fin on se demande bien ce qui pourrait vousles réagir, en sont-ils encore capables, contactez-nous pour en témoigner, anonymement.

En guise de conclusion : la monarchie est au petit soin avec un nazillon qu'elle reçoit volontiers dans son palais, celui-ci lui rend service en lui permettant de se débarrasser d'un élu qui avait manifesté son opposition à l'UE, la création du groupe Bilderberg auquel la famille royale participe depuis plus de 50 ans, avec l'approbation d'une autre pourriture, le chef du parti dit socialiste.

Tour d'illusionnisme de la CGT.

La CGT estime "*qu'il faut engager la discussion sur d'autres bases avec une prise en compte des propositions alternatives, notamment celles de la CGT*".

Elle entend "*saisir l'opportunité de la conférence sociale des 20 et 21 juin pour porter le débat sur l'ensemble des éléments qui permettraient de relancer une véritable dynamique de progrès social*", affirme la centrale dirigée par Thierry Lepaon. AFP 14.06

Ils veulent discuter de quoi, avec qui, sur quelles bases ? Avec les patrons et leur gouvernement ? Ils ont fixé l'agenda. Vous l'avez accepté. Ils ont fixé les règles du jeu. Vous avez décidé d'y participer. Dès lors l'affaire est entendu, vous cautionner cette mascarade, vous en êtes le complice, vous êtes un agent du capital et rien d'autre, tout le reste est du baratin.

La seule position correcte : boycott de cette conférence antisociale, à bas les jaunes et les traitres, abolition de toutes les contre-réformes sur les retraites des deux dernières décennies ! Il n'y a rien à négocier, nos vies et notre droit à la retraite à 50 ou 55 ans à taux plein n'est pas négociable et si c'est incompatible avec la survie du capitalisme, qu'il disparaisse.

Que le gouvernement et le patronat prennent seuls l'initiative de s'attaquer à nos retraites, de la sorte le mouvement ouvrier aura les mains libres pour le combattre, dans le cas contraire, il aura les pieds et les mains liés pour l'affronter et il n'en sortira rien, nous serons vaincus.

Voilà en quoi consiste véritablement une position conforme aux intérêts des travailleurs et à la défense de l'indépendance des syndicats. Tout autre position les livre à nos ennemis.

Syrie. C'est tellement élémentaire.

- La Syrie a franchi «*la ligne rouge*» en utilisant des armes chimiques contre l'opposition, avertit Washington - 20minutes.fr

Question.

"*Pourquoi le régime de Bachar al-Assad aurait-il eu recours à du gaz sarin contre des rebelles, à petite échelle. Militairement parlant, ce n'est absolument pas rationnel*", estime Alexei Pushkov, responsable de la commission des Affaires étrangères à la Douma.

De leur côté, l'Union européenne et l'OTAN dénoncent toujours l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. euronews.fr 14.06

Ils reçoivent du renfort de leurs amis salafistes :

- Egypte: des milliers d'islamistes défilent au Caire contre le régime syrien - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Soyons «*juste et efficace*» : chassons-les du pouvoir !

- Retraites : Hollande veut une réforme «*juste et efficace*» - LeParisien.fr -

La preuve :

- Rapport Moreau sur les retraites: "*Aux salariés de faire tous les sacrifices*" - L'Expansion.com

... et estimez-vous heureux...

- Retraites - Ayrault : "*Les efforts à faire ne seront pas écrasants*" - LePoint.fr

Faites attention quand même en traversant...

... bien que...

- Retraites : "*Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps*" - LeMonde.fr

La fatalité, vivre pour travailler engraisser un système mafieux...

La Constitution est une une "*zone de non-droit*" : abolition !

- Pas de bouleversement du droit du travail en prison, conforme à la Constitution - AFP

Le Conseil constitutionnel a débouté vendredi deux détenus de Metz qui dénonçaient le travail en prison comme une "*zone de non-droit*", en considérant que l'absence de contrat de travail pour les personnes incarcérées exerçant un emploi en prison ne les privait pas de leurs droits et libertés fondamentales.

Révolution !

- «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» - Liberation.fr

Alors que les ministres du travail allemand, français, italien et espagnol se retrouvent vendredi à Rome sur ce sujet, Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, dénonce la mollesse de l'Europe face au fléau qui ravage le continent. «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» Liberation.fr 14.06

Cette porte-parole de l'UE s'inquiète et elle prévient ses collègues que la révolte gronde, elle fait son boulot quoi, à moins

qu'elle songe à sauver sa peau, je veux dire par là celle de la CES...

Liberticide

- La traque aux fraudeurs des péages est lancée - LeFigaro.fr

Les sociétés d'autoroutes ont désormais accès au fichier des plaques d'immatriculation. LeFigaro.fr 14.06

Hier on apprenait que le CNIL avait livré l'Etat civil aux Mormons, et voilà que ce sont de entreprises privées qui vont disposer de fichiers de police... Aux Etats-Unis, la dictature est déjà assurée par la CIA, le FBI, la NSA... et leurs sous-traitants privés...

Fumisterie

- Interdit de fumer sur les terrasses closes, tranche la Cour de cassation - AFP

Les empoisonneurs et les affameurs.

- L'agroalimentaire, champ de batailles commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne - LeMonde.fr

... du coup...

- Gaspillage alimentaire: la guerre est déclarée - AFP

- Le gouvernement lance la chasse au gaspi alimentaire - Liberation.fr

Cessons de vider les champs et les rayons pour remplir les poubelles: le Plan anti-gaspi du gouvernement signé vendredi par tous les acteurs de l'alimentation doit conduire à réduire de moitié le gaspillage d'ici 2025. AFP 14.06

Vont-ils vous imposer d'installer une caméra au-dessus de votre poubelle, je ne parle pas de votre ordination ou de votre téléphone portable ?

Les affameurs de l'ONU crient à la famine

Le représentant de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation, Laurent Thomas, a ainsi fait valoir que la somme des aliments gâchés dans le monde (1,3 milliard de tonnes - 750 milliards d'euros) suffirait amplement à rassasier les 868 millions d'affamés. AFP 14.06

Message entendu : l'Etat va s'attaquer au repas des cantines scolaires, des hôpitaux, etc.

L'Etat de son côté va inclure progressivement d'ici 2014 des clauses anti-gaspi dans les marchés publics de la restauration collective - taille des portions adaptée aux publics visés et préparation des repas. AFP 14.06

Il ne vous aura pas échappé que la FAO vient à peine de rendre public son rapport, que le gouvernement français a déjà le sien tout prêt et ils correspondent pile-poil. D'après vous qui a rédigé le rapport originel qui a servi aux deux ?

Toujours en quête d'union nationale

- Maltraitance des enfants: Valérie Triewweiler pour une "*grande cause nationale*" - AFP

La méthode dont j'ai parlé, elle est géniale, une vraie boîte à malice !

Qu'on se le dise.

- La participation des écolos au gouvernement mise en cause par les militants - LeMonde.fr

... on s'en fout, on a d'autres chats à fouetter

- EELV : "*Nous sommes plus utiles dans les institutions qu'en les critiquant*" - LeMonde.fr

[Il reste les camps !](#)

- Pour en finir avec les retards au travail - L'Express.fr

[Sauver les banques avec l'argent du contribuable, le vôtre quoi.](#)

- Le MES mettra Etats et créanciers à contribution - Reuters

[Intox](#)

Ne le soyez pas trop quand même, ce sont eux qui vous financent !

- G8: Londres promet un coup fatal aux paradis fiscaux, les ONG sont pessimistes - AFP

Quelle épreuve de force !

- Négociations de libre échange Europe/USA: Bruxelles va tenter de faire fléchir Paris - L'Expansion.com

Comme sur l'UE, le TSCG, la "**règle d'or**", le budget 2014, l'ANI, les retraites, la ligne ne serait-elle pas plutôt jaune des fois ?

- Retraites: Hollande face aux lignes rouges de sa propre majorité - LeFigaro.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Hollande, la voix de Washington ou le porte-parole du gouvernement mondial néolibéral](#)

- Paris accepte des discussions commerciales USA-UE - Reuters

La France a accepté l'ouverture des discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ont annoncé vendredi soir à Luxembourg des responsables de l'UE. Reuters 14.06

Exception culturelle: les Européens parviennent à un compromis - AFP

Qu'en est-il vraiment ?

Réunis à Luxembourg, les 27 devaient se mettre d'accord sur le mandat confié à la Commission européenne pour négocier un méga-accord de libre-échange avec Washington. Ces décisions ont jusqu'ici toujours été prises à l'unanimité.

La ministre française du Commerce, Nicole Bricq, avait annoncé au début des discussions que Paris refuserait le projet de mandat "*en l'absence d'une exclusion claire et explicite du secteur audiovisuel*".

Les ministres du Commerce européens se sont mis d'accord vendredi pour exclure le secteur audiovisuel du mandat de négociations commerciales avec les Etats-Unis, comme la France le demandait pour protéger l'exception culturelle, a annoncé la Commission.

"*Les services audiovisuels ne sont pas dans le mandat pour le moment mais pourraient y être ajoutés plus tard*", a ensuite expliqué le porte-parole du commissaire européen en charge du Commerce, M. De Gucht, au cours d'une conférence de presse, à l'issue de plus de 12 heures de négociations. AFP 14.06

Ni Hollande ni Nicole Bricq ne retiendront cette mise au point lourde de menace pour l'avenir, ils s'en foutent, pour eux seuls comptaient cet accord, ils l'ont ils sont satisfaits et l'oligarchie financière peut sabler le champagne !

[Quand le ministre de l'Intérieur se sucrait](#)

Le parquet de Paris a annoncé avoir ouvert vendredi une enquête préliminaire sur les primes en liquide perçues par Claude Guéant.

L'enquête a été ouverte à la suite de la publication le 10 juin d'un rapport d'inspection selon lequel quelque 10.000 euros mensuels, puisés dans les "*frais d'enquête et de surveillance*" des policiers, ont été "*remis*" à M. Guéant entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. AFP 14.06

Banquiers ripoux

Le parquet de Paris a ouvert le 31 mai dernier une information judiciaire contre X pour blanchiment de fraude fiscale visant la banque suisse Reyl & Cie, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

L'information est également ouverte du chef de blanchiment de fraude fiscale en utilisant les facilités procurées par l'exercice d'une activité professionnelle, notamment celle de banquier, a-t-on précisé, confirmant une information du Monde.

Elle a été confiée au juge Renaud van Ruymbek.

Pierre Condamine-Gerbier, un ancien cadre de Reyl & Cie, qui abritait le compte de Jérôme Cahuzac, a déclaré jeudi devant une commission parlementaire détenir une liste d'hommes politiques français détenant un compte en Suisse.

Après sa filiale française, la maison mère du groupe bancaire suisse UBS a été mise en examen en France la semaine dernière pour "*démarchage bancaire illicite*".

Les représentants de la banque se sont vu notifier le statut de témoins assistés pour des faits de "*blanchiment de démarchage bancaire illicite*" et "*blanchiment de fraude fiscale*". Reuters 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec Antonis Samaras, sous pression, a proposé vendredi de rouvrir partiellement la radio-télévision publique grecque, dont la fermeture brutale mardi soir a suscité un tollé en Grèce et à l'étranger. «*Une commission temporaire bénéficiant d'un large soutien des partis (politiques) peut être nommée pour engager un petit nombre d'employés afin que la diffusion de programmes d'information puisse reprendre immédiatement*», a déclaré Samaras dans un communiqué, publié au quatrième jour de manifestations devant le siège de la radio-télévision publique ERT.

Selon une source gouvernementale, le but de cette rencontre est de rétablir «*le langage commun*» entre les trois formations politiques et «*trouver une solution commune*». «*Cela est faisable car l'objectif des trois partenaires est une télévision indépendante sans les dysfonctionnements qui pesaient sur l'ERT*». Pasok et Dimar réclament l'annulation de l'acte législatif portant seulement les signatures de Samaras et du ministre des Finances Yannis Stournaras, qui a entraîné l'interruption des programmes de l'ERT mardi soir et l'extinction du signal par des forces de l'ordre. libération.fr 14.06

Donc la solution envisagée par le gouvernement, c'est de mettre en oeuvre plus tôt que prévu exactement les mesures qu'il avait programmées, avec l'accord des soit-disant partis de gauche qui font partie de la coalition au pouvoir, des partis de droite comme La Nouvelle Démocratie de Samaras... ou le PS en France.

Le «*le langage commun*» pour «*trouver une solution commune*» fait partie de la méthode que j'ai décrite. Ils ne parlent plus de supprimer la télévision publique ou de la privatiser, mais de faire passer son effectif de 2.600 à 1.200 salariés une fois expurgée des contestataires, opposants déclarés, syndicalistes...

2- Turquie

Ce vendredi, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a consenti à un geste d'apaisement. Il a promis, comme il l'avait fait la veille au soir, de ne pas toucher au parc tant que la justice ne s'est pas prononcée sur ce dossier. Mais en échange, il a demandé aux manifestants de rentrer chez eux.

«*Je dis aux jeunes : 's'il vous plaît, cessez l'occupation du parc Gezi'. Maintenant, si certains groupes veulent poursuivre*

cette occupation de manière illégale, alors, nous allons devoir régler cela. Il faut bien comprendre que ce parc n'appartient pas à quelques-uns, il appartient à tous les Turcs".

Cela suffira-t-il pour mettre fin au mouvement de contestation ? La réponse appartient aux manifestants encore rassemblés dans le centre d'Istanbul. euronews.fr 14.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque Petr Necas luttait vendredi pour sauver son gouvernement après la crise provoquée la veille par une vague d'interpellations sans précédent impliquant sa collaboratrice directe et des personnalités politiques proches du pouvoir.

Le parti social-démocrate CSSD réclame le départ immédiat de M. Necas et de son cabinet et l'organisation d'élections anticipées, les prochaines législatives étant normalement prévues pour le printemps 2014.

"Si le Premier ministre ne démissionne pas dans les heures qui viennent, le CSSD déposera une nouvelle motion de censure", a averti le chef du groupe parlementaire du CSSD, Jeronym Tejč.

La Chambre des députés qui a suspendu les débats jusqu'à mardi, pourrait se pencher sur une motion de censure à la reprise des débats.

"Les élections anticipées représentent l'unique issue logique et démocratique à la situation actuelle", a de son côté affirmé le chef du CSSD Bohuslav Sobotka, après s'être entretenu avec le président Milos Zeman.

"Je pense que des élections anticipées auront bien lieu. Je n'arrive pas à imaginer que la situation actuelle puisse durer encore un an", a estimé la politologue Vladimira Dvorakova, à l'antenne de la télévision publique CT 24.

Le cabinet de centre droit de M. Necas, largement fragilisé par sa politique de rigueur budgétaire et par de nombreux scandales de corruption, a déjà survécu à cinq motions de censure et à trois votes de confiance depuis son installation en juillet 2010, mais il n'a plus de majorité parlementaire depuis 2012.

Sa directrice de cabinet, Mme Nagyova, qui a été interpellée dans la nuit de mercredi à jeudi par la brigade de lutte contre le crime organisé, est mise en examen pour avoir notamment demandé au service de renseignement militaire d'organiser la filature de Mme Radka Necasova, épouse du Premier ministre dont il est en train de divorcer, et deux employés de l'office du gouvernement.

Il lui est reproché d'avoir utilisé *"son influence découlant de ses rapports personnels avec M. Necas"*, selon l'acte de mise en examen.

Sans évoquer le nom de sa collaboratrice, le Premier ministre s'est déclaré vendredi *"profondément déçu"* par l'implication dans l'affaire de trois responsables du service de renseignement militaire, deux généraux et un colonel.

M. Necas a déploré que des gens qui ont participé aux efforts internationaux de stabilisation en Afghanistan soient compromis dans l'affaire actuelle.

"Ce sont des gens qui ont derrière eux trois missions en Afghanistan à l'Hindou-Koush où ils ont combattu les Talibans", a souligné le Premier ministre. Mais par leurs actions récentes, *"ils ont fatalement porté préjudice à la République tchèque"*, a-t-il déploré.

Mme Nagyova et d'autres personnalités, notamment deux anciens députés de l'ODS Petr Tluchor et Ivan Fuksa, ont été interpellées lors d'une vaste opération menée par 400 policiers de la brigade de lutte contre le crime organisé (UOOZ), notamment au siège du gouvernement et au ministère de la Défense.

Sans citer de noms, le directeur de l'UOOZ, Robert Slachta, a fait état d'un *"groupe criminel organisé qui fonctionnait sur la base des liens de clientélisme"*.

L'objectif de ce groupe était un *"gain démesuré"* ainsi qu'une *"certaine part d'influence sur des organismes d'Etat"*.

Entre 120 et 150 millions de couronnes (entre 4,7 et 5,8 millions d'euros) ont été saisis lors des 31 perquisitions, ainsi que des *"dizaines de kilogrammes d'or"*, selon M. Slachta. AFP 14.06

4- Bulgarie

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Sofia pour dénoncer la nomination d'un magnat de la presse, Delian Peevski, à

la tête des services de sécurité bulgares.

En scandant "*Mafia !*" et "*Démission !*", 10.000 manifestants se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays.

Pour les contestataires, la nomination de Peevski est une nouvelle preuve que les institutions publiques sont de plus en plus soumises à des intérêts privés.

Les députés socialistes et leurs alliés du PDS, parti représentant la minorité turque, ont approuvé sans débat et à la majorité simple la nomination de Peevski, lui-même élu du PDS.

Ce vote a eu lieu quelques heures après l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation enlevant au président de la République le pouvoir de nommer les chefs des services secrets.

Le parti de centre droit GERB, arrivé en tête des élections législatives du 12 mai mais qui a refusé de former un nouveau gouvernement, cédant la place à ses rivaux socialistes, a réclamé l'organisation de nouvelles élections. Il a qualifié de "*ridicule*" la nomination de Peevski.

Le président Rossen Plevneliev a même demandé aux députés de revenir sur leur choix. Il a décidé de réunir la semaine prochaine le Conseil de sécurité nationale pour discuter de cette nomination contestée.

En 2007, Peevski avait dû quitter son poste de vice-ministre à la suite d'une affaire de corruption. L'enquête avait ensuite été abandonnée et il avait repris ses fonctions.

Sa mère est propriétaire d'un puissant groupe de journaux et de chaînes de télévision. Reuters 14.06

5- Syrie

Le régime du président syrien Bachar al-Assad, conforté par l'appui russe, a démenti vendredi les accusations des Etats-Unis sur un recours par ses troupes aux armes chimiques, et dénoncé l'intention américaine d'aider militairement les rebelles.

Le démenti syrien a suivi de peu la déclaration de Moscou, allié indéfectible du régime Assad, qui a jugé "pas convaincantes" les accusations américaines et critiqué la décision américaine d'augmenter son aide aux insurgés.

"*La Maison Blanche a fait publier un communiqué truffé de mensonges sur le recours aux armes chimiques en Syrie, en se basant sur des informations fabriquées*", a déclaré un responsable des Affaires étrangères syriennes cité par l'agence officielle Sana.

"*Les groupes terroristes armés actifs en Syrie (rebelles, ndlr) sont en possession d'armes chimiques mortelles et de la technologie nécessaire pour leur fabrication*", a-t-il en revanche insisté.

Régime et rebelles se sont mutuellement accusés en mars d'avoir eu recours aux armes chimiques, mais Damas a refusé une enquête de l'ONU.

Jeudi, les Etats-Unis ont clairement accusé le régime syrien d'avoir eu recours aux armes chimiques, dont du gaz sarin "*à échelle réduite*" contre les rebelles, en faisant état de "*100 à 150 morts*".

Le président américain Barack Obama "*a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*", a prévenu son conseiller adjoint de sécurité nationale, Ben Rhodes, évoquant une "augmentation de notre aide" à la direction des opérations militaires rebelles. Washington s'est jusqu'à présent refusé à franchir le pas de la livraison d'armes et l'ambassadrice américaine à l'ONU Susan Rice a souligné qu'une éventuelle zone d'exclusion aérienne, réclamée par l'opposition pour contrer la force de frappe du régime, présentait des "*inconvenients et des limites*", et qu'aucune décision n'avait été prise à ce sujet.

Le président français François Hollande a affirmé que la position américaine confirmait la nécessité d'"exercer une pression, y compris sur le plan militaire" sur la Syrie.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a estimé que l'augmentation des livraisons d'armes en Syrie n'aiderait pas à résoudre la situation.

"*Il n'y a pas de solution militaire, seule une solution politique peut régler ce problème de manière durable (...)* La voie militaire

mène directement à la désintégration du pays", a-t-il martelé.

Comme l'Otan et l'Union européenne, M. Ban a insisté sur l'urgence d'envoyer une mission de vérification de l'ONU en Syrie.

"La décision américaine d'armer les groupes terroristes armés démontre (...) l'implication directe des Etats-Unis dans le bain de sang syrien", a insisté pour sa part le responsable syrien cité par Sana.

A Londres, le chef de la diplomatie William Hague a dit partager "l'analyse" américaine sur le recours aux armes chimiques et souligné que le sommet du G8 lundi et mardi en Ulster débattrait de "la réponse forte et déterminée" à apporter.

En marge de ce sommet, M. Obama et son homologue russe Vladimir Poutine ont prévu un entretien bilatéral sur la situation en Syrie, a annoncé le Kremlin.

Le conseiller diplomatique du Kremlin Iouri Ouchakov, a estimé que l'aide militaire de Washington aux rebelles compliquerait les efforts de paix, alors que les deux puissances tentent avec grande peine de réunir une conférence internationale.

En Turquie, des responsables américain, français, britannique et saoudien ont rencontré vendredi le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), Sélim Idriss, pour discuter d'une "mise en oeuvre concrète" de l'aide à la rébellion.

Sur le terrain, l'armée tentait de prendre les quartiers rebelles du vieux Homs, assiégés depuis un an et à la périphérie desquels de violents combats ont éclaté, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 14.06

6- Israël

L'Entité sioniste applaudit les islamistes qui mettent la Syrie à feu et à sang.

Dans son commentaire du jour, l'analyste militaire du quotidien israélien Yediot Aharonot, Alex Fishman, a exhorté le gouvernement de son pays à «laisser les Arabes s'entretuer tranquillement», parce que, estime-t-il, la moindre intervention israélienne pourrait les unir à nouveau contre leur ennemi historique. «Les doigts de Netanyahu le démangent, " écrit-il. Celui qui l'a vu cette semaine faire des menaces au ministère des Affaires étrangères, devant la commission de la Défense à la Knesset, "a vu un chef avec le doigt sur la gâchette.»

L'auteur énumère tous les drames qui déchirent le monde arabe : «Chaque jour, quelque 400 à 500 personnes sont tuées dans les pays qui nous entourent. A Tripoli, au Liban, des combats ont lieu tous les jours entre les quartiers de Djabel Mohsin et Bab Al-Tabani."

En Syrie, 80 personnes sont tuées chaque jour. Les Kurdes dans le nord de la Syrie ont coupé avec l'Etat.» Et d'enchaîner : «Chez les Palestiniens, il n'y a pas de solution en vue au désaccord entre le Hamas et l'Autorité palestinienne. En Egypte, c'est le chaos économique et constitutionnel, et, dans les rues, c'est la débandade totale. Les Egyptiens sont préoccupés par le projet de construction d'un barrage par l'Ethiopie sur le Nil bleu, qui fournit 80% de l'eau à l'Egypte.» Plus à l'ouest, «en Libye, les tribus et les milices armées se massacrent les unes les autres. Là, les morts ne se comptent plus. Les grandes villes de la Tunisie entrent dans un état de couvre-feu tous les soirs. Des soldats tunisiens sont tués en combattant les salafistes à la frontière avec l'Algérie». Quant à l'Irak, «il est déjà divisé en trois, et la guerre civile reprend de plus belle, sans parler de ce qui se passe en Somalie, au Tchad, au Soudan, au Yémen et au Bahreïn». Et l'auteur d'en tirer une conclusion des plus cyniques, mais qui laisse méditatif : «Depuis deux ans, le monde arabe brûle et s'anéantit sans aucune intervention extérieure, et cela pourrait continuer encore pendant de nombreuses années. Alors, pourquoi devrions-nous, nous Israéliens, en raison de quelques généraux trublions et un Premier ministre à la gâchette facile, donner aux Arabes l'occasion de s'unir autour du seul dénominateur commun qu'ils ont : la haine d'Israël ?» french.trib.ir 14.06

SOCIAL

1- Brésil

Ils ne digèrent décidément pas la hausse des prix des transports publics. Ce 4ème jour de contestation à Sao Paulo a fait plus de 55 blessés, tandis que plus de 160 personnes ont été interpellées.

La police, qui a cherché à disperser les manifestants rassemblées dans le centre-ville, estime qu'ils étaient environ 5000 sur l'avenue Paulista, la principale artère de Sao Paulo, soit le même effectif que mardi.

L'augmentation des prix des billets de bus, de métro et de train se chiffre à 7%.

Les dégâts matériels s'accumulent : bus incendiées, vitrines brisées, alors que doit s'ouvrir dans deux jours la coupe des confédérations.

La situation est loin de s'apaiser; hier les employés du rail ont lancé un mouvement de grève, rendant la, la circulation encore plus chaotique à Sao Paulo, mégapole de 20 millions d'habitants. euronews.fr 14.06

2- Afrique du Sud

Plusieurs milliers de mineurs sud-africains ont cessé le travail vendredi, organisant un sit-in dans une mine exploitée près de Rustenburg (nord) par le groupe Anglo American Platinum (Amplats) pour protester contre la suspension de quatre leaders syndicaux, a-t-on appris de source syndicale.

"Ils ne veulent pas sortir du puits car ils réclament que la suspension de leurs responsables soit levée", a indiqué à l'AFP George Tyobeka, un dirigeant du nouveau syndicat AMCU, dont quatre responsables ont été suspendus par la direction pour avoir triché sur les chiffres d'adhésions dans un contexte de rivalités syndicales qui ont fait de nombreux morts dans ce bassin minier. french.trib.ir 14.06

J'ai préféré cet article à celui d'euronews qui ne précisait à quel syndicat appartenait les quatre responsables ont été suspendus.

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du premier trimestre 2013, établissant un nouveau record à 88,2% du PIB.

La dette du pays a augmenté de 15,2 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 922,828 mds d'euros au premier trimestre 2013, un record absolu depuis l'année 2000, contre 774,926 milliards un an plus tôt.

La dette de l'administration centrale (Etat et Sécurité sociale) atteignait 796,817 milliards d'euros au premier trimestre, soit 76,2% du PIB, contre 655,365 milliards un an auparavant.

La dettes des régions qui inquiètent le gouvernement après avoir largement contribué au dérapage des comptes publics, a bondi de 29,51% à 189,589 milliards d'euros, soit 18,1% du PIB.

Les municipalités affichent elles une dette de 42,795 milliards d'euros, soit 4,1% du PIB, en hausse sur un an de 16,1% sur un an.

Les chiffres publiés vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, tiennent compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol, a précisé à l'AFP une porte-parole de la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique du pays, qui s'alourdit mécaniquement avec la hausse des déficits, devrait s'envoler à 91,4% en 2013, 96,2% en 2014, 99,1% en 2015 et 99,8% en 2016. AFP 14.06

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur, ce sera pour ce soir, à moins qu'on ait un orage, hier soir on a eu de fortes pluies, le bonheur, et aujourd'hui un soleil radieux ! Je n'en ai

pas profité puisque j'ai encore bossé comme un dingue. Bon, il va falloir se calmer...

[Une vidéo](#)

Interview d'Edward Snowden, l'auteur des révélations sur le système de surveillance de la NSA

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=RMfR0VQDqww

[Parole d'informateur](#)

1- *"Les banksters manipulent tous les prix!*

Un de leur trucs : vendre à découvert toutes les compagnies aériennes, et avec les milliards libérés, acheter du kérosène pour en faire monter le prix, ce qui fait baisser les compagnies aériennes! Et à la fin, on revend le kérosène très cher aux compagnies aériennes, et avec les milliards, on rachète les compagnies aériennes bon marché!"

2- *"Faudrez vous réveiller les journalistes..."*

Vous croyez qu'en 2008 quand le prix du pétrole est monté à 180 dollars c'était par l'action du saint esprit!

Il ne fait aucun doute que les banques avaient anticipé des pertes sur les subprimes et ont spéculé sur les matières premières, ce qu'ils font et feront toujours.

Sinon il faut savoir que ce petit jeu de spéculation sur les matières premières affament et tue près de 50 millions de personnes par ans, voir "Les nouveaux maîtres du monde" de Jean Ziegler.

Oui une guerre mondiale par an sous l'autel du libéralisme, tel est le bilan."

Et alors, quelle conclusion vous en tirer, on le garde ou on le fait disparaître le système capitaliste ?

Merci pour cette contribution, car je n'avais pas pensé à ce facteur ou plutôt j'y avais pensé mais je ne l'ai pas développé, le fait qu'ils *"tuent près de 50 millions de personnes par ans"*. Il est vrai qu'à ce compte-là ils peuvent se passer d'une Troisième Guerre mondiale, bien que d'autres facteurs entrent en ligne de compte, à mon avis cela ne fait pas le compte en terme de destruction de forces productives... ; et puis, ils sont sur la bonne voie ou ils avancent à grand pas dans leur projet de gouvernement mondial, ce serait franchement dommage de ne pas s'entendre (avec les Russes et les Chinois) et de tout foutre par terre...

[Une analyse sur le syndicalisme et la situation](#)

A la fin des années 60 et au début des années 70 ils ont commencé à s'attaquer à des pans entiers de la classe ouvrière, mine, textile, métallurgie, électroménager et biens d'équipement, etc, qui annonçait la direction qu'était en train de prendre le capitalisme dans le cadre du développement de l'Union européenne, orientation qui serait confirmée et attaque qui serait amplifiée au cours des décennies suivantes. C'était donc à cette époque qu'il aurait fallu changer de stratégie et rassembler nos forces pour créer un nouveau syndicat ouvrier qui cette fois aurait été indépendant de l'Etat et révolutionnaire.

Comment m'est venue cette réflexion ce matin que je m'étais déjà faite depuis un moment sans trouver le temps de l'approfondir ? En observant la situation à laquelle nous sommes confrontés et l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons. Je sais qu'il y en a qui affirment que tout serait possible d'un coup de baguette magique, moi je préfère m'en tenir aux faits et demeurer lucide au lieu de vous raconter des histoires, à vous de juger quelle est la meilleure méthode pour faire avancer notre cause, vers le socialisme.

Je me suis dit voilà ce qui se passe dans les entreprises : un beau matin votre patron ou le représentant des actionnaires vient vous annoncer la fermeture de l'usine ou qu'ils vont licencier en masse. Face à cette situation, les travailleurs étant désarmés pour l'affronter vont tentés de résister, se mobiliser, en vain, comme chacun sait dans 99% des cas, patron ou actionnaires vont parvenir à leur fin.

Vous pouvez soumettre l'idée qu'il faudrait les exproprier et prendre le contrôle de l'usine, les salariés ne suivront pas parce qu'ils n'y ont pas été préparés, on a fait en sorte pendant des décennies qu'ils soient solidement enchaînés au capitalisme, ce n'est donc pas du jour au lendemain qu'ils pourraient briser ces chaînes.

Imaginons maintenant qu'il ait existé un véritable syndicat ouvrier qui pendant des décennies ait oeuvré à saper les bases

du capitalisme comme avait su le faire avec succès le parti bolchevik de Lénine, qu'il soit parvenu à se développer et à s'imposer dans nombre de grandes et moyennes entreprises en menant une politique conforme au socialisme, gageons qu'il aurait attiré vers lui les éléments les plus conscients de la classe ouvrière (ce qui aurait aussi permis de construire le parti), certains syndicats ouvriers auraient été obligés de se radicaliser sur la gauche, tandis qu'en réaction d'autres se seraient radicalisés à droite tout en perdant de l'influence dans le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Ce syndicat ouvrier révolutionnaire n'aurait pas attendu d'être mis devant le fait accompli pour réagir, possédant des informations données par la direction projetant la fermeture prochaine de l'usine ou de procéder à des centaines de suppressions d'emplois, il aurait réuni le personnel en assemblée générale et lui aurait soumis la proposition de prendre le contrôle de l'usine et d'exproprier ses propriétaires avant que ces derniers les jettent à la rue. Il va de soi qu'il est impensable d'imaginer que ce processus soit initialisé de l'extérieur, que des militants débarquent dans une entreprise pour soumettre une telle proposition aux salariés, cela ne marcherait pas, il faut que les salariés y soient préparés, que leur niveau de conscience politique se soit élevé au niveau qui leur permette de saisir cette proposition, de comprendre et d'accepter tout ce qu'elle inclut, sinon c'est du gauchisme.

Cette proposition n'aurait pu être portée à la connaissance du personnel qu'à partir du moment où son niveau de conscience politique aurait évolué en présence de ce syndicat, y compris au niveau national et d'une multitude d'entreprises, des millions de travailleurs étant influencés par sa politique et celle du parti ouvrier révolutionnaire, ainsi il ne se serait pas retrouvé isolé dans son combat comme c'est le cas aujourd'hui, les salariés de cette entreprise aurait reçu le soutien de syndicats à différents niveaux, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs dans le pays, du parti, etc.

A l'inverse, aujourd'hui qu'est-ce qui se passe, lorsque les travailleurs sont confrontés à cette situation, ils sont totalement désarmés, anéantis, ils disposent de syndicats vendus ou corrompus par le capitalisme, ils le sont eux-mêmes et ils n'ont plus qu'à subir le sort que le patron ou les actionnaires leur ont réservé, après avoir résisté, certes, mais en vain. Quels enseignements ils en tirent ? Aucun évidemment.

Ce n'est pas là de la politique fiction comme l'interprèteront ceux qui pratiquent le culte de la personnalité, les trois organisations ou partis trotskistes OCI-PCI, LCR et LO sont responsables de l'absence d'un tel syndicat et du parti.

Fonder un nouveau syndicat ouvrier s'imposait d'autant plus que vers le début ou le milieu des années 70 les syndicats existants étaient appelés à devenir marginaux au sein même de la classe ouvrière, ils allaient perdre leurs bastions traditionnels les uns après les autres du fait même de l'évolution du capitalisme mondial et des rapports politiques qui allaient connaître d'importantes transformations, la disparition de l'URSS et ses satellites s'inscrivant dans cette perspective à court terme désormais, l'incapacité de saisir l'opportunité et la nécessité de créer ce syndicat a été le produit de l'incurie politique de ces dirigeants, de leur incapacité à analyser la dynamique qui se dégageait de l'ensemble de la situation pour finalement être incapable d'en prévoir les développements. Ils en sont toujours au même point, ils n'ont pas évolué d'un millimètre depuis cette époque.

Le dogmatisme est aussi mortel que le gauchisme, pire même, puisqu'il agit sur une autre échelle...

[Passer de 37,5 annuités à 41, un détail. Après le "piège", la "ruse". Ecoutez maître renard.](#)

Pendant des années pour épargner ou soulager les appareils de la CGT et de FO, les dirigeants du PT puis du POI ont prétendu que les braves dirigeants syndicaux étaient tombés dans les "pièges" que leur aurait tendu le gouvernement. Ils viennent d'en donner une version actualisée, la "ruse" remplaçant le "piège", ce n'est pas un canular, ce qui montre au passage qu'ils seraient capables d'évoluer...

Extrait du n°255 d'*Informations ouvrières*, page 2.

- "*Pour tenter de faire passer la pire contre-réforme des retraites jamais osée par un quelconque gouvernement avant lui, le gouvernement Hollande ruse.*"

Et après cela ils reprochent au gouvernement de dramatiser la situation, ils font exactement la même chose, notons au passage, ils en sont coutumiers en fait. C'est tellement grotesque qu'on se demandera si l'auteur de ces lignes ne se livre pas à un concours avec Hollande. En réalité, la méthode est bien rodée, elle a fait ses preuves, nulle "ruse" là-dedans.

- "*(Hollande) ... il organise une « concertation » avec les confédérations syndicales et le patronat, qui doit commencer dans une semaine, lors de la conférence sociale, pour se poursuivre tout l'été.*"

Il semble que certains soient disposés, les yeux grands ouverts, à plonger la tête la première dans ce stratagème."

En effet, vous aussi, elle est là la "ruse" : attirer l'attention sur le PCF alors que le POI n'appellera pas au boycott de cette conférence patronale, en cela on se demandera quelle est le plus hypocrite des deux sachant parfaitement à quoi s'en tenir à

propos du PCF. C'est pas mal joué, mais un peu éculé comme méthode pour nous duper.

- "(le gouvernement) Sans « concertation », il se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu !"

Plus cynique sera difficile à trouver. Ce qui signifie que c'est sciemment que le POI refuse d'appeler au boycott pour obliger la CGT et FO à refuser de siéger à cette conférence, sachant que sans leur participation effectivement Hollande ou plutôt ce processus "se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu" ou perdrait toute légitimité, ce que Yan Legoff se passera bien de préciser ; au POI (au NPA ou à LO), ils ne sont pas censés aider les militants à comprendre la situation ou les rapports qui existent entre les appareils, cela vaut mieux pour eux on l'aura compris, encore moins à développer une analyse quand elle risque de contredire leur politique.

Pas de bol décidément, après trop tard à la soupe, être contredit immédiatement par les faits, voilà que vos contradictions vous trahissent, on n'a même pas besoin de les interpréter, les faits se suffisent à eux-mêmes.

Et je ne sais pas si les militants du POI s'en sont rendus compte, Yan Legoff s'en vante, il se contrefout littéralement de ce que vous pouvez penser, parce que eux, les patrons du POI S.A. l'ont décidé ainsi, il le confirme dans un second article : "*Bref, tout repose sur la « concertation » avec les « partenaires sociaux », qui sera officiellement lancée lors de la conférence sociale la semaine prochaine et qui se poursuivra tout l'été.*" Et quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons ! Si vous attendiez autre chose de leur part, c'est que vous ne les connaissez pas encore, on va vous aider.

Là vous venez d'avaler une belle couleuvre, rassurez-vous, vous aurez tout l'été pour la digérer, mais ce n'était qu'un amuse-gueule, passons au boa en guise d'entrée qui devrait vous tenir en haleine : "*Le gouvernement sait bien qu'il n'obtiendra pas la signature des syndicats. Il ne la cherche même pas*", c'est vrai, il s'en tape et le POI aussi, c'est cela la meilleure, c'est comme aux Jeux Olympique, l'essentiel c'est de participer et ils le savent tous. Passons au plat de résistance, ah il est aussi consistant qu'un anaconda, allez ne soyez pas ingrats ce sont vos dirigeants qui régalent : "*Ce qui est capital, pour le gouvernement Hollande, c'est d'associer d'une manière ou d'une autre les organisations syndicales*", vous aussi, que vous ayez encore faim ou non, vous devez vous farcir ce repas indigeste et vénimeux qui prend sur la fin la tournure de la dérision, ne vous marrez pas, c'est de vous dont il se moque, de nous, il l'avait annoncé dès l'entrée, il l'a confirmé par la suite et il a terminé en enfonçant le clou, si vous n'êtes pas mort politiquement après cela, c'est que vous êtes des supers résistants, bravo !

Epilogue, oui car il y a un dessert, c'est compris dans le menu ne vous bilez pas : "*Et le gouvernement pourra alors présenter son texte de loi fin septembre, en se vantant d'avoir écouté tout le monde*", on croirait lire un article du Parisien ou de Paris-Match ! Et après, nous insistons, quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons, vous êtes bouchés ou quoi, il commente l'actualité et puis voilà, il a fait son boulot Legoff, lui aussi il vous a "écoutés", à vous de jouer dans votre coin pour stopper Hollande, le patronat, Bruxelles, Washington, on compte sur vous camarades ! Et bon courage !

Quand on manque à ce point de discernement ou de perspicacité, on fait autre chose Yan Legoff, je ne sais pas par exemple on va diffuser le dimanche matin sur un marché ou on se lève à six plombes pour tracter devant une usine... Plus sérieusement.

Quand il dit "*tout repose sur la « concertation »*", qu'est-ce que cela signifie "*tout*" ? Il répond que Hollande pourra se vanter "*d'avoir écouté tout le monde*", mauvaise réponse. En participant à cette conférence, en réalité les syndicats bradent plus que nos acquis, ils bradent leur indépendance, celle de la classe ouvrière, à terme, jusqu'à son existence comme classe.

Pourquoi Legoff ne peut-il pas le dire ? Parce que l'appareil du POI est lié à ceux des syndicats qui selon lui sont indépendants, il a besoin de les présenter comme tels pour justifier ce lien organique. Il ne peut donc pas dénoncer leur participation à cette conférence comme une remise en cause de leur indépendance sans remettre en cause du même coup la conception qu'ils ont de l'indépendance des syndicats. Vous savez, c'est comme les philosophes qui créent un système, puis qui passent leur temps à le justifier en brochant sur les brillantes idées qu'ils ont conçues et qui ont un rapport inversé à la réalité ou pas du tout selon les cas. Allons plus loin.

De quelle manière les dirigeants syndicaux (notamment) bradent l'indépendance des syndicats ? En cautionnant cette "*concertation*" par leur simple participation ils légitiment les acteurs qui en sont à l'initiative, le gouvernement et le patronat qui était demandeur, partant de là ils délégitiment toute action qui serait entreprise par la suite pour s'opposer aux mesures qu'ils auraient adoptées, soyons plus précis, ils délégitiment ceux qui seraient tentés de s'y opposer, les travailleurs, ils les désarment ou les neutralisent, et c'est la raison pour laquelle Lepaon et Mailly évoquent une future mobilisation, après l'avoir plombée à l'avance, ils feront tout pour empêcher qu'elle soit massive et la mener dans une impasse. Si le gouvernement est légitime, c'est que les travailleurs ne le sont pas, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie et que le travailleur lambda retient.

Vous me direz que nous sommes en présence de contradictions successives, que c'est à n'y rien comprendre ou que cette démonstration n'est pas cohérente. Détrompez-vous, chez eux une contradiction n'en est pas vraiment une, ils s'en sortent en en développant une autre et ainsi de suite, c'est dans cette suite de contradictions qui vous sembleront incohérentes que se trouve précisément la cohérence de la méthode qu'ils utilisent à la fois pour parvenir à leur fin et pour que personne n'y comprenne quoi que ce soit ou ne puisse les contredire. C'est très subtil, vous ne pouvez comprendre un tel mécanisme ou un système qu'en le pénétrant pour le faire exploser, de l'extérieur vous n'avez aucune emprise sur lui, cependant c'est de

l'extérieur qu'il vous faut agir, car si vous êtes pris vous-même par ce système, vous êtes cuit. Bref, c'est dialectique comme aurait dit le père Karl lorsqu'il n'avait pas envie d'en dire plus, contentons-nous de cette brève analyse pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en acceptant de participer à cette "concertation", ils acceptent de se placer sur le terrain du patronat et du gouvernement, quoi qu'ils puissent dire ou faire à côté, du coup, comment voudriez-vous que les travailleurs et les militants se placent sur un autre terrain, cela est rendu beaucoup plus difficile, souvent impossible. C'est dès l'instant où ils acceptent de se placer sur le terrain du capital ou de se soumettre à son agenda que l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations est remise en cause. En acceptant de se placer dans le carcan du dialogue social, c'est la lutte des classes qui disparaît. Ensuite ils appellent à la mobilisation pour la faire renaître de ses cendres, quelques foyers s'allument ici ou là et puis le feu s'éteint, la contre-réforme est passée.

S'il n'existe aucun argument pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'en existe aucun non plus pour justifier cette supercherie. Il n'existe aucun argument qui résiste à l'épreuve de la critique pour justifier sur le plan tactique ou stratégique ou encore politique le refus d'appeler au boycott de cette conférence.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tartufferies

1- Commerce: la France gagne son bras de fer sur l'exception culturelle - AFP

Les 27 ont accédé aux demandes de la France, mais le compromis final prévoit que l'audiovisuel pourra être ajouté "plus tard" dans le mandat de négociations, a indiqué le commissaire européen en charge du Commerce, Karel De Gucht, qui militait pour n'écarter aucun domaine des discussions avec les Etats-Unis de peur qu'ils fassent de même.

La Commission se réserve donc la possibilité de réviser les termes du mandat, et donc d'inclure le secteur audiovisuel. AFP

2- L'agroalimentaire préservé dans l'accord avec les Etats-Unis - Reuters

"En ce qui concerne les préférences collectives (OGM, promoteurs de croissance, décontamination chimique des viandes et clonage animal), la France a obtenu la préservation des acquis européens et la non-remise en cause des législations nationales", ajoute-t-il. Reuters

Explication.

Un échec des discussions vendredi aurait jeté une ombre sur la réunion du G8 qui se tient la semaine prochaine en Ulster. Les négociations pour établir l'accord de libre échange entre l'UE et les Etats-Unis devraient y être officiellement lancées. AFP

Comment réagissent les médias ? Mode d'emploi.

La France crie victoire sur l'exception culturelle face aux Américains L'Expansion.com - il y a 20 heures

... et 9 heures plus tard, changement de ton, la manip était un peu trop grossière.

Exception culturelle: la France peut-elle vraiment crier victoire? L'Expansion.com - il y a 11 heures

Jusqu'à l'os... et dans l'os !

Qui a dit :

- "Personne ne conteste le bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac. Il a fait une erreur, mais il a reconnu les faits. Ici, je sens beaucoup plus de déception que d'amertume. Mais les gens commencent à tourner la page". Reuters 15.06

Réponse : Bernard Barral, candidat du PS à la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) qui a lieu aujourd'hui, qui se dit optimiste pour le résultat final, car finalement la seule chose qui compte pour lui et le PS : les postes et les prébendes qui vont avec.

Rappel à mettre au compte du " **bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac**"... pour s'enrichir :

1- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

Le 23 avril, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles des milliers de contribuables français ont ouvert des comptes non déclarés en Suisse chez HSBC, pratique révélée en 2009 par un ex-informaticien de la banque, Hervé Falciani. Le Nouvel Observateur

2- Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une "possible corruption" de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? "200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM", indique un fonctionnaire retraité à Mediapart. Lexpress.fr 13.06

Pour la crapule Barral, Cahuzac aurait seulement "fait une erreur", alors qu'en réalité on est en présence d'un parrain de la criminalité financière en bande organisée.

A ceux qui s'emploient à trouver des circonstances atténuantes au PS ou pire à le couvrir, qu'ils nous excusent de rendre compte quasi quotidiennement des faits qui démontrent à quel point il est pourri jusqu'à l'os et même au-delà.

Au fait, ce n'était pas une "erreur", mais une sale manie d'un ripou.

Ah ces « progressistes » autoproclamés... des réactionnaires !

Le PS est entrée en campagne pour les élections européennes, vous avez dû le remarquer à l'occasion de l'exploitation politique qu'ils ont fait de la mort de Méric Clément. Cette élection tout comme les municipales s'annonçant particulièrement dévastatrices pour ce parti, il lance donc une vaste opération d'enfumage auprès de la population pour masquer leur engagement (indéflectible) au côté du capital, de l'UE.

Comment procèdent-ils ?

C'est simple, il faudrait plutôt se demander comment se présentent-ils et comment les médias les présentent :

- A Paris, les « progressistes » s'en prennent à l'euro-austérité Liberation.fr

Vous avez la réponse, ce seraient des « progressistes » qui en réalité ne font que poursuivre la politique du précédent gouvernement en l'aggravant et ils demeurent fidèles à la ligne politique réactionnaire définie par la Commission européenne, et lorsqu'on les observe attentivement, on s'aperçoit qu'ils auraient même tendance à en rajouter pour témoigner leur totale soumission à l'idéologie néolibérale de leurs maîtres.

L'affaire du mariage homosexuel qu'ils ont monté de toutes pièces avait justement pour objectif de les faire passer pour des « progressistes », alors que nous sommes en réalité en présence de furieux réactionnaires sur le plan sociale et politique, avouons que cette opération a fonctionné à merveille puisqu'ils ont réussi à se rallier l'ensemble de l'extrême gauche, sauf notre courant politique, qui s'est totalement déconsidérée.

Ces « progressistes » viennent de célébrer les obsèques de P. Mauroy qui justement inaugura à l'instigation de J. Delors la mise en oeuvre d'une politique d'austérité qui est toujours en place, qui s'est amplifiée au cours des dernières années, et que Delors prétend dénoncer, estimant sans doute que militants et travailleurs avaient la mémoire courte, ce qui n'est pas totalement faux d'ailleurs, à ceci près que le gouvernement Hollande-Ayrault n'a pas rompu avec cette politique depuis qu'il est installé, ce qui nous fait dire qu'avec ce tour de passe-passe ils ne tromperont que ceux qui veulent bien se laisser berner par leur discours démagogique, autrement dit ceux qui en ont encore les moyens, ce qui exclut les millions de travailleurs qui peinent déjà à survivre.

Car en effet, pour la majorité des travailleurs, ce qui compte c'est la dure réalité à laquelle ils sont confrontés quotidiennement qui les conduit à rejeter ce genre de discours et se traduit par une abstention massive à ce genre d'élections. Pour notre part, nous situant à leur côté, nous appelons au boycott des élections municipales et européennes de 2014 qui ne peuvent servir qu'à légitimer les institutions de la Ve République et l'existence de l'Union européenne, des institutions qu'il nous faut abolir pour pouvoir mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

- Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation samedi à Paris, autour de Harlem Désir, pour « rompre avec les politiques d'austérité » des « conservateurs » qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples, et prôné la relance, à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

Etaient présents notamment à ce Forum, organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'Etudes Progressistes (Feps) Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce), Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie), et Martin Schultz, le président du Parlement européen, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les « idées néo-libérales ».

« Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte d'avoir moins de salaire et s'il accepte qu'il y ait moins de conditions pour le chômage, le système est sauvé. Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents », a-t-il lancé, devant une assistance ravie. libération.fr 15.06

C'est le comble de l'hypocrisie, et au final cet exercice consiste uniquement à émettre des souhaits qui ne seront jamais suivis d'effets.

C'est très fin sur le plan psychologique. Car en formulant ces souhaits ils ne font que reprendre ceux des masses qui rejettent l'austérité, ils se les approprient sans que cela ne leur coûte rien puisqu'ils ne rompent pas avec cette politique, c'est juste une manière de détourner les travailleurs des partis qui proposent une autre politique, et fort de ce soutien, ils peuvent continuer à appliquer leur politique antisociale et la boucle est bouclée.

C'est assurément machiavélique, il faut être animé par une détermination sans faille à soutenir le capitalisme et faire preuve d'un cynisme sans fond pour recourir à un tel procédé, ce sont les "qualités" qu'Aaron Russo avait discernées chez son ami Rockefeller (voir la vidéo) qui l'a sans doute fait assassiner.

[Ce qui les inquiète tous : les résultats des élections européennes de 2014 et le rejet massif de l'UE](#)

Euronews interview. Anibal Cavaco Silva, président du Portugal:

Anibal Cavaco Silva- Les plans de sauvetage ne peuvent éluder les questions prioritaires de la croissance et de l'emploi. Dans le cas contraire, il y aurait un fossé grandissant entre les citoyens européens et leurs dirigeants. C'est une source d'inquiétude à l'approche des élections de 2014.

... d'après toutes les informations dont je dispose (...) si le Portugal devait traverser une autre crise politique, nous serions dans une situation plus grave que celle que nous vivons actuellement.

Euronews : Au regard de l'état désastreux dans lequel se trouve le Portugal sur les plans économique et financier et de la gestion ruineuse des compagnies publiques, on ne voit pas beaucoup de personnes responsables, rendre des comptes devant la justice. Pourquoi? Y a-t-il un problème avec le système judiciaire?

Anibal Cavaco Silva : Je pense donc que ce que vous dites n'est pas correct. Euronews.fr 15.06

ACTUALITE EN TITRES

[Une variante perverse de coupable mais pas responsable.](#)

- Carlton : DSK "bénéficiaire" mais "pas proxénète" pour le parquet - AFP

Je sais mes perfidies,
Enone, et ne suis point de ces femmes hardies
Qui goûtant dans le crime une tranquille paix,
Ont su se faire un front qui ne rougit jamais.
Racine, Phèdre

[Intox](#)

- G8: accord de Cameron avec ses outre-mer contre l'évasion fiscale - AFP
- Scandale du Prism: Facebook et Microsoft jouent la transparence - L'Expansion.com
- Qatar: l'émir devrait céder le pouvoir à son fils - AFP

En réalité, il y est contraint par les Américains (lire l'article du Réseau Voltaire)...

[Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Dites, et cela rapportera combien ?](#)

- Montebourg complimente Vuitton : "*la France a besoin de vous*" - Le Nouvel Observateur

Il doit déjà penser à se recaser...

[Harcèlement psychologique. Psychose.](#)

- Royaume-Uni: l'armée escorte un avion d'Egyptair après une note suspecte - AFP

Une passagère du Boeing, Nada Tawfik, qui travaille pour la BBC, a expliqué sur la chaîne de télévision en continu avoir trouvé dans les toilettes de l'appareil une note sur laquelle était inscrit "*Je vais mettre le feu à cet avion*".

"*Ca ressemblait presque à l'écriture d'un enfant ou alors il s'agissait d'une personne à l'écriture peu soignée, mais c'était très inquiétant surtout à cette période où tout le monde se préoccupe de la sécurité aérienne*", a-t-elle ajouté. AFP

Cette employée de la BBC, elle ne travaillerait pas aussi pour le MI6 comme certains journalistes ?

Qu'ont-ils trouvé d'autre ? Rien !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU - Sahel

L'ONU invite les pays du Sahel à renforcer leurs systèmes d'alerte, échanger des informations et coordonner leur surveillance des frontières pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé, dans un rapport visant une "*stratégie intégrée*" pour la région.

Le texte, dont l'AFP a obtenu une copie, a été élaboré par les services de l'envoyé spécial pour le Sahel Romano Prodi et transmis vendredi par le secrétaire général Ban Ki-moon aux 15 membres du Conseil de sécurité.

L'ONU, indique le rapport, veut aider les pays du Sahel à "*établir des mécanismes coordonnés pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé afin que police, garde-frontières, armée, douanes (. .) travaillent ensemble de manière cohérente et dans le respect des droits de l'homme*".

Parmi les nombreuses idées avancées figurent une "*réunion régionale des services de renseignement pour échanger des informations sur la menace d'al-Qaïda et de ses affiliés*".

L'ONU propose aussi une "*aide technique*" aux policiers et magistrats des pays concernés et invite ceux-ci à se concentrer davantage sur le financement des activités illégales.

Un des points évoqués est "*l'échange d'informations (...) entre les aéroports en Amérique latine, Afrique de l'ouest, Sahel, Maghreb et Europe pour contrer les trafics à la source, à destination et en transit*". french.irib.ir 15.06

Guantanamo à l'échelle de l'Afrique...

2- Grèce

Quatrième jour de fermeture de l'ERT, la radio-télévision publique grecque, et quatrième jour de protestation. Pour les syndicats et les partis de gauche, pas question d'une réouverture partielle comme le propose le Premier ministre. Antonis Samaras a en effet suggéré une réouverture provisoire durant deux mois, avec des effectifs réduits. Et d'appeler ses partenaires de coalition à la responsabilité sur le sujet. Cette proposition a donc été rejetée par les socialistes du Pasok et par le Dimar, petit parti de la gauche démocratique.

Les résultats des trois instituts de sondage Metron analysis, Kapa research et VPRC publiés sur le site internet d'information Tvxs.gr montrent que respectivement 68%, 64,4% et 65% des personnes interrogées s'opposent à la fermeture de l'ERT, décidée unilatéralement par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, à la tête depuis un an d'un gouvernement dans lequel sont présents, aux côtés de son parti (Nouvelle Démocratie), les socialistes (Pasok) et la Gauche démocratique (Dimar) qui ont exprimé leur désaccord sur le sujet.

Seuls un peu moins d'un tiers des sondés (29% pour Metron analysis, 32,1% pour Kapa research, et 27% pour VPRC) sont d'accord avec cette décision.

"Ce que fait le gouvernement Samaras est inacceptable", commente Kostas Karpouzos, réalisateur à l'ERT. "On n'a jamais vu ça ailleurs dans le monde. Mais les gens vont empêcher cela, ils ne vont pas permettre le lancement d'une nouvelle chaîne".

A terme, le Premier ministre envisage une profonde restructuration de l'audiovisuel public, en coupant notamment dans les effectifs.

Mais pour l'économiste Stavros Papayannis, le gouvernement risque de se heurter à une levée de bouclier de la population. "On a le sentiment, dit-il, que les autorités veulent céder les chaînes publiques, les fréquences de ces chaînes à des groupes privés. Ces médias privés seraient plus à même de servir les intérêts du gouvernement".

Dans une tribune publiée samedi dans le quotidien libéral Kathimérini, le Premier ministre défend sa décision, qui, selon lui, illustre *"la volonté politique et la détermination"* de son gouvernement de lutter contre *"les bastions d'opacité et de gaspillage"* pour faire avancer les réformes et sortir la Grèce de la crise.

"On ne peut faire d'omelette sans casser des oeufs", écrit-il.

Le ministère des Finances a demandé au Parquet chargé des affaires de corruption d'ouvrir une enquête sur d'éventuels délits concernant la fourniture d'équipements ou l'attribution de la production des programmes de l'ERT.

M. Samaras assure que les 2.700 employés du groupe, dont le licenciement est programmé, seront *"généreusement indemnisés"*, et même que *"certains vont être embauchés dans la nouvelle radiotélévision"*, dont les effectifs seront d'environ 1.200 personnes.

Le Conseil d'Etat doit se prononcer, également lundi, sur la suspension de l'acte législatif concernant la fermeture de l'ERT après un recours du syndicat du personnel de l'organisme dans ce sens.

Une réunion sur le sujet est prévue lundi soir entre le Premier ministre et les chefs des partis qui composent la coalition au pouvoir. En l'absence de solution, le gouvernement pourrait être obligé de démissionner, ce qui pourrait entraîner des législatives anticipées.

"Dur poker sur fond d'élections", titrait samedi le journal Kathimérini, estimant que la réunion de dimanche *"sera déterminante"* pour l'avenir de la coalition gouvernementale.

Selon le sondage de Kapa research, la majorité des Grecs, 57,1%, ne veulent pas d'élections anticipées contre 40,1% qui disent le contraire.

"Les citoyens souhaitent une stabilité politique et des changements sur la base des institutions démocratiques (...) le pays n'a pas besoin d'élections", a dit M. Vénizélos dans un entretien à paraître dimanche dans l'hebdomadaire Real News, soulignant toutefois la nécessité d'*"un consensus"* au sein de la coalition. euronews.fr et AFP 15.06

Vous avez là tous les éléments pour comprendre les rapports qui existent entre les différents partis cités ici qui finalement partagent la même politique : nécessité de restructurer l'ERT, stabiliser les institutions, réaliser un consensus, ainsi ils appartiennent donc bien à la même famille : celle de la réaction.

A ceux qui n'en sont pas convaincus. Ne dites surtout pas qu'on exagère, ils en font la démonstration sous nos yeux, vous voulez quoi de plus pour les caractériser telles qu'ils sont ? Vous cherchez quoi au juste, vous voulez protéger qui, quoi, quels intérêts défendez-vous réellement ? Dites-nous le, cela nous intéresse.

3- Egypte

Les Frères musulmans ou la voix de Washington.

- Le président égyptien Mohamed Morsi a annoncé samedi la rupture complète des relations diplomatiques avec le régime de Bachar al Assad et a exigé le départ des combattants du Hezbollah de Syrie.

S'exprimant devant des dignitaires sunnites réunis au Caire, le président égyptien, issu des Frères musulmans, a déclaré: "*Nous avons décidé aujourd'hui de rompre complètement les relations avec la Syrie et avec l'actuel régime syrien.*"

Mohamed Morsi a aussi adressé une mise en garde au Hezbollah, mouvement chiite libanais combattant aux côtés des forces gouvernementales syriennes contre les insurgés cherchant à renverser Bachar al Assad.

"*Nous nous opposons au Hezbollah dans son agression contre le peuple syrien*", a-t-il dit. "*Le Hezbollah doit quitter la Syrie et ce ne sont pas des paroles en l'air. Il n'y a pas de place pour le Hezbollah en Syrie.*"

Mohamed Morsi a aussi exhorté la communauté internationale à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie afin de favoriser les rebelles contre les forces gouvernementales, qui disposent de la maîtrise des airs. Reuters 15.06

4- Syrie

De violents affrontements ont eu lieu entre deux milices terroristes à Rif d'Idlib . Les brigades Seyr Hanaou et les brigades des aigles de Saqlayn se sont mis à s'entretuer . La querelle a éclaté sur une cargaison d'essence détournée depuis les boulangeries de la ville et que les terroristes voulaient trafiquer en Turquie. Quatre terroristes ont été tués et des dizaines d'autres ont été blessés.

Les tirs de roquettes ont détruit plusieurs repaires où se réfugiaient les terroristes des deux côtés. Les terroristes de la première milice Hanaou se sont emparés des positions des "aigles" et se sont mis à vider leurs stocks d'armes et de munitions; les chefs terroristes Ayman Janhoun, Fadi Moussa , Abou Mansour et Hamour al hamimi ont été contraints de fuir. Les terroristes ont par ailleurs réussi à couper la route de liaison Al Aboudiya entre la Syrie et le Liban au niveau de Divsiyah. french.irib.ir 15.06

5- Iran

Le religieux modéré Hassan Rohani a créé la surprise samedi en remportant dès le premier tour la présidentielle iranienne avec 50,68% des voix, une victoire qui marque le retour des modérés et réformateurs au gouvernement après une longue traversée du désert.

M. Rohani a promis durant la campagne plus de souplesse dans le dialogue avec l'Occident, mais sa victoire ne marquera toutefois pas une rupture dans la politique de la République islamique, les dossiers stratégiques comme le nucléaire ou les relations internationales étant sous l'autorité directe du Guide suprême Ali Khamenei.

Samedi soir, dans un message lu à la télévision d'Etat, le nouveau président a salué "*la victoire de la modération sur l'extrémisme*", mais insisté pour que la communauté internationale "*reconnaisse les droits*" de l'Iran en matière nucléaire.

M. Rohani a "*obtenu 18,6 millions de voix sur un total de 36,7 millions de votes exprimés*", a déclaré le ministre de l'Intérieur Mostafa Mohammad Najjar à la télévision d'Etat.

Il a ajouté que "*la participation avait atteint 72,7%*", sur les 50,5 millions d'électeurs appelés aux urnes, contre 85% en 2009. AFP 15.06

6- Turquie

Les protestataires du parc Gezi à Istanbul ne désarment pas. "*Nous allons poursuivre notre résistance contre toute injustice dans notre pays*", indique dans un communiqué le collectif Solidarité Taksim, qui chapeaute les manifestants. La promesse du Premier ministre turc de suspendre la destruction du parc en attendant le verdict de la justice n'a donc pas suffi à désamorcer la crise.

"*Nous n'avons aucune confiance ni en Recep Tayyip Erdogan, ni dans le maire d'Istanbul*" réagit ce manifestant. "*Ils nous avaient dit qu'aucun assaut ne serait lancé et ça n'a pas été le cas*".

La police turque a évacué samedi soir les milliers de manifestants qui occupaient le parc Gezi d'Istanbul, deux heures après un nouvel ultimatum du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan les sommant de vider les lieux. Les forces de l'ordre ont

pénétré dans le parc, le bastion de la fronde antigouvernementale qui agite depuis deux semaines la Turquie, et l'ont vidé de tous ses occupants par des tirs de grenade lacrymogènes.

Des tentes détruites et des manifestants interpellés

De nombreuses tentes dans lesquelles les occupants s'apprêtaient à passer une nouvelle nuit ont été détruite lors de l'intervention, et plusieurs manifestants interpellés, ont constaté les journalistes de l'AFP. Peu auparavant, les forces de l'ordre avaient évacué, d'abord avec des canons à eau puis avec des gaz lacrymogènes, plusieurs manifestants qui s'étaient réunis sur la place Taksim pour scander des slogans hostiles à Recep Tayyip Erdogan. euronews.fr et 20minutes.fr 15.06

7- Libye

Au moins six soldats des forces spéciales libyennes ont été tués lors de combats avec des manifestants. Des manifestants qui réclament la dissolution des groupes armés issues de la révolution contre Kadhafi et désormais plus ou moins intégrées aux forces de sécurité libyennes. Des échanges de coups de feu nourris ainsi que des explosions ont résonné plusieurs heures notamment près du QG des Forces spéciales.

Le nouveau pouvoir en Libye n'a pas réussi à désarmer et à dissoudre les groupes d'ex-rebelles. Certains font la loi dans le pays malgré l'opposition d'une grande partie de la population. euronews.fr 15.06

8- Qatar

L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, se prépare à céder le pouvoir à son fils dans ce riche Etat gazier qui joue un rôle diplomatique primordial sur la scène arabe, ont indiqué des responsables qataris et des diplomates.

Selon plusieurs sources politiques, le Premier ministre, un cousin de l'émir, pourrait perdre le portefeuille des Affaires étrangères qu'il détient depuis 1992, voire perdre sa fonction de Premier ministre qu'il occupe depuis 2007.

"Ce changement pourrait intervenir assez vite, après la visite du président François Hollande" la semaine prochaine au Qatar, a ajouté cette même source.

Ces informations interviennent alors que le riche Etat gazier du Golfe a pris depuis les soulèvements arabes qu'il a encouragés une importance primordiale sur la scène politique arabe.

Le Premier ministre a joué un rôle central dans la politique étrangère volontariste du Qatar, qui a participé à l'intervention armée en Libye, et soutient activement les rebelles contre le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Quant au prince héritier, cheikh Tamim, il occupe des fonctions de plus en plus importantes, notamment dans les dossiers internes. Selon un responsable qatari, son père lui aurait déjà transféré "*plus de 60% de ses prérogatives dans les domaines de l'armée et de la sécurité*".

Né en 1980, cheikh Tamim, deuxième fils de l'émir et de cheikha Moza, sa deuxième épouse, est le commandant en chef adjoint des forces armées et le chef du comité olympique.

L'émir, qui a pris le pouvoir en 1995 à la faveur d'une révolution de palais contre son père, a affirmé récemment à plusieurs diplomates qu'il a rencontrés qu'il souhaitait passer le pouvoir à son fils.

"Il souhaite ainsi marquer une première dans le monde arabe", où son pays a appuyé les soulèvements contre des autocrates qui sont restés des décennies au pouvoir, a indiqué l'un d'eux.

Ces diplomates ont estimé que cette décision pourrait être liée "*aux développements dans la région*", où la politique du Qatar semble se heurter à l'indécision des Etats-Unis sur le dossier syrien, plutôt qu'à son état de santé.

Cheikh Hamad, âgé de 61 ans, souffre en effet de problèmes rénaux, "*qui le forcent à réduire son activité mais n'influent pas sur sa capacité à diriger le pays*", selon un responsable qatari proche des cercles du pouvoir.

Des responsables qataris interrogés ont cependant souligné que la décision de l'émir de confier le pouvoir à son fils pourrait ne pas avoir lieu dans l'immédiat. "*Si cheikh Tamim est immédiatement nommé émir, cela signifierait que son fils aîné, âgé de quatre ou cinq ans, deviendrait prince héritier*", souligne l'un d'eux en privé.

"Il faudrait dans ce cas procéder à un amendement constitutionnel pour nommer un des frères de cheikh Tamim comme prince héritier", ajoute-t-il.

Formé comme son père à la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst, c'est un francophile et parfait francophone.

Quatrième fils de l'émir, il a été nommé prince héritier le 5 août 2003 après le désistement en sa faveur de cheikh Jassem, son frère aîné, également fils de cheikha Moza.

Cheikh Hamad est l'artisan du Qatar moderne et a fait de cet Etat qui détient les troisième réserves en gaz naturel de la planète un acteur incontournable sur la scène internationale. AFP 15.06

9- Israël

Normalement, l'arrestation en Europe du chef d'un réseau de trafic d'organes humains aurait dû faire les gros titres des journaux.

Il n'en a pourtant rien été avec l'arrestation d'un certain Gedalya Tauber le 6 juin dernier à l'aéroport de Rome. On ne trouve que quelques références sur cette affaire sur internet comme cet article du journal Sud-Ouest, un des plus détaillés de ce que la presse francophone a à nous offrir:

Italie. Un Israélien arrêté à Rome pour trafic d'organes - Faits divers vendredi 07 juin 2013.

Gedalya Tauber, un ex-officier israélien de 77 ans à la tête d'un trafic international d'organes humains a été arrêté jeudi à l'aéroport Leonard de Vinci de Rome, a annoncé vendredi la police italienne. L'homme était recherché depuis octobre 2010.

Recherché par toutes les polices du monde et fiché par Interpol, l'ancien militaire a été identifié à l'aéroport par deux agents, dont le responsable de la police de l'air et des frontières, Rosario Testaiuti.

« Nous avons arrêté Gedalya Tauber qui est visé par un mandat d'extradition à la suite d'une condamnation à la peine de prison à perpétuité en Israël », a déclaré Antonio Del Greco, un responsable de la police à l'aéroport.

Cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël Israélien résident au Brésil, Gedalya Tauber avait été arrêté en 2010 pour trafic d'organes, avec son partenaire Eliezer Ramon et six autres Brésiliens, à Recife, au nord-est du Brésil. Considéré comme le cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël, il organisait des opérations à l'hôpital de Sainte Augustine de Durban, en Afrique du Sud.

Son groupe enrôlait des Brésiliens provenant des quartiers pauvres de Recife et payait entre 3 000 et 10 000 dollars pour un rein, qui était ensuite transplanté à l'acheteur. Tauber s'occupait aussi bien de trouver les donneurs que les bénéficiaires, ces derniers tous Israéliens. Selon les médias il aurait organisé plus de 35 opérations illégales dans l'hôpital de Sainte Augustine.

Gedalya Tauber est donc un ressortissant de l'entité sioniste, ancien officier de l'armée de surcroît, deux bonnes raisons d'être discret car ne sommes-nous pas là devant ce qu'on appelle des circonstances atténuantes?

Et puis, nous apprend la presse sioniste, Gedalya Tauber a aussi été chef de la police de Tel Aviv et, surtout, c'est un survivant de l'holocauste

Je ne sais pas pourquoi la presse française a tu ce détail pourtant crucial qui devrait valoir l'indulgence à ce trafiquant devant n'importe quel tribunal qui a tiré quelque leçon des méfaits ineffaçables du nazisme. french.trib.ir 15.06

SOCIAL

1-Bราซิล

Un millier de manifestants étaient rassemblés samedi aux alentours du stade Mané Garrincha de Brasilia, à quelques heures du coup d'envoi de la Coupe des Confédérations et étaient maintenus à distance par les forces de l'ordre, a constaté une journaliste de l'AFP sur place.

Pour la plupart des jeunes, les protestataires s'insurgent contre les dépenses gouvernementale faites pour organiser ce tournoi ainsi que le Mondial de football dans un an alors que le pays est déficitaire dans beaucoup de secteurs.

"*Je renonce à la Coupe, je veux plus d'argent en santé et éducation*", scandaient les manifestants qui se sont donné rendez-vous à travers les réseaux sociaux.

Vendredi, ce sont 400 militants du mouvement des "Sans toit" qui avaient bloqué l'accès du stade de la capitale et brûlé des pneus pour réclamer des logements décentes et décerner un "*carton rouge à la Coupe*".

Selon les organisateurs de la manifestation, 1.000 personnes ont répondu à l'appel tandis que la police avance le chiffre de 500. AFP 15.06

2-Pérou

Des heurts ont éclaté vendredi soir entre la police et des étudiants manifestant contre une réforme de l'éducation. french.irib.ir 15.06

ECONOMIE

Afrique

Réunir des décideurs politiques et économiques pour penser l'avenir du continent africain. C'est l'ambition affichée par le New York Forum Africa, qui tient sa deuxième édition à Libreville au Gabon. Un événement à l'initiative du président gabonais Ali Bongo Ondimba et du publicitaire et homme d'affaires Richard Attias.

Parmi ses nombreux invités, l'entrepreneur, Ivor Ichikowitz à la tête du groupe Paramount Afrique du Sud, un leader mondial de la défense et de l'armement : "*pendant longtemps, on a parlé de l'essor de l'Afrique, et c'est un petit peu ce qui s'est passé. Et maintenant c'est une réalité, la réalité c'est que les Africains aujourd'hui sont responsables de leur avenir. Le fait que tout le monde vienne en Afrique en est la preuve*".

Faire des affaires en Afrique, mais aussi permettre au continent de se prendre en main, c'est aussi le credo d'un autre participant, Henri-Claude OYIMA, PDG du groupe financier gabonais BGFIBank : "*L'Afrique a une population jeune, très importante, a des ressources minières importantes. Donc à partir de là, l'émergence de l'Afrique, ce n'est pas un choix mais une nécessité. Une nécessité parce que la jeunesse africaine, parce que les Africains, doivent vivre en Afrique et donc par ricochet développer l'Afrique par leurs propres moyens*". euronews.fr 15.06

Ah ben si c'est un "*leader mondial de la défense et de l'armement*" qui se penche sur le sort de l'Afrique, les Africains sont mal barrés !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin 2013

CAUSERIE

Je vais préparer une causerie qui démontrera qu'en refusant de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, la gauche et l'extrême gauche en lui emboitant le pas au cours des quatre ou cinq dernières décennies se sont rendus coupables en alimentant la xénophobie, le communautarisme, le racisme, l'homophobie, en participant à la liquidation des valeurs ou principes dits républicains, etc. tout en prétendant les combattre au nom de l'égalité sous un régime capitaliste, préparant ainsi les conditions politiques de la désagrégation, non pas de la société dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, mais de la civilisation humaine.

Ce qui m'a conduit à envisager de m'attaquer à cette question, c'est en observant que chaque fois que le PS met un sujet en avant, tous systématiquement se lancent à la suite, chacun à sa manière, on verra cela en détails. Sachant que ce parti est en réalité un des porte-parole de la réaction et que ses intentions sont uniquement guidées par les besoins de la classe dont il incarne les besoins et non par des préoccupations humanistes, on devinera sans mal que les questions qu'il porte à l'ordre du jour serviront de toutes autres fins que celles affichées, et que leur traitement ne profitera pas vraiment à ceux qui semblaient concernés, pire encore, ils en seront les principales victimes, il en va ainsi des femmes travailleuses, des immigrés, des homosexuels notamment.

C'est un terrain glissant ou pourri par excellence, j'en ai parfaitement conscience, aussi je ne m'y aventurerai que lorsque je pourrai affirmer que la boucle est bouclée, formule employée par je ne sais plus quel marxiste autrefois qui signifie qu'on a analysé à fond une question ou qu'on en est venu à bout.

Une petite histoire indienne pour se détendre en début de semaine, on a bien besoin. Je l'ai rédigée hier soir.

Ce soir, lors de notre promenade quotidienne sur le chemin en terre qui est situé à l'extérieur du lotissement où nous habitons, avec mon chien nous marchions lorsqu'un jeune Indien venant en sens inverse à une trentaine de mètres de nous fait un écart. Spontanément je me dis qu'il préfère s'écarter que de se retrouver au contact d'Yvan. Pas du tout, c'était pour se soulager, devant moi, cela ne le gêne pas et moi non plus. Je continue ma route en regardant devant moi sans faire attention à lui. Yvan marchait à un mètre derrière moi. Arrivés à la hauteur de l'Indien, je dis à Yvan de ne pas bouger. J'avais à peine dit cela que le voilà qui à son tour sort du chemin pour aller se planter à quelques mètres de l'Indien, il lève la patte et se met à pisser !

Ah, mais c'est que la bête a de l'humour me suis-je dit ! Et je l'ai félicité, ce qui a bien fait marrer l'Indien. Ensuite j'ai dit à Yvan qu'il devrait vivre vieux, car l'humour est bon pour la santé.

A propos d'humour, la politique est un domaine tellement aride ou sec, qu'il faut en user parfois pour se détendre, c'est ce que j'essaie de faire avec plus ou moins de bonheur en choisissant des titres aux actualités en titre ou du jour, je n'ai malheureusement pas le temps d'y consacrer plus que quelques instants, cela me vient à l'esprit ou non et on fait avec.

Cela contraste avec l'actualité qui est souvent triste ou angoissante, ou le traitement soporifique que les uns et les autres lui réservent. On essaie de mettre de la bonne humeur ou un peu de bonheur dans le cœur des militants ou des travailleurs qui nous lisent sachant que le monde dans lequel nous vivons n'a vraiment rien de drôle. Parfois on en a besoin pour garder le moral ou confiance dans l'avenir.

En regardant la réalité en face, je ne vous épargne rien et j'en ai bien conscience, c'est dur, mais c'est nécessaire pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, il est ainsi, aussi on a bien le droit à quelques fantaisies pour supporter cette épreuve. Nous ne sommes pas que des machines à penser ou à militer, nous sommes aussi de fragiles êtres humains avec nos difficultés, nos états d'âme, nos faiblesses, etc. Nous pouvons nous le permettre parce que nous sommes d'une rigueur absolue sur les principes, c'est cela notre force, qui nous autorise cette souplesse.

Bonne semaine à tous.

Rectificatif.

Dans la causerie du 15, j'ai évoqué la manipulation du prix de l'essence par les banquiers en présentant cette info comme nouvelle, alors qu'elle datait du 17 juillet 2012. Le contenu de l'info était correct.

"Il faut sortir du système capitaliste."

L'article (en ligne dans le site) d'Eric Toussaint (président du CADTM Belgique), publié le juin 12 sur le portail mondialisation.ca : « *La solidarité européenne n'a jamais existé dans le cadre de l'UE. Il faut une solidarité entre les peuples européens* » est intéressant, car l'auteur dans une interview se débat avec des contradictions qu'ils partagent encore en partie ou qu'ils essaient de surmonter, pour finalement au tout dernier moment nous livrer sa conclusion : "*Il faut sortir du système capitaliste.*". Effectivement, il n'existe pas d'autres alternatives.

Bravo monsieur Toussaint, vous faites honneur aux intellectuels belges que nous saluons à nouveau !

On l'encourage à approfondir son analyse du fonctionnement du capitalisme en remontant jusqu'à ses fondements, il ne lui restera plus qu'à partager les conclusions pratiques (politiques) des marxistes et rejoindre leur combat pour la révolution socialiste, le seul moyen d'en finir avec le capitalisme.

Parole d'internaute

A propos de PRISM

- "*Certes, ces dérives de surveillance généralisée des citoyens est inquiétante, mais on peut douter de l'utilité d'alerter les citoyens du monde de ce danger.*

En effet, ceux-ci on prit l'habitude, depuis des années, de s'exhiber publiquement sur les réseaux sociaux, sur les forums, de poster leurs photos intimes, leurs relations, leurs orientations religieuse et sexuelle et bien d'autres choses encore.

Pour nombre de nos concitoyens (dont probablement moi-même), tout ce qui pourrait être connu l'est déjà, disponible publiquement, sans avoir à faire du DPI ou du PRISM. Du coup, ils doivent se dire que tout ça, c'est pas si grave que ça, et si

ça permet d'arrêter des terroristes, c'est toujours ça de prit."

Vous avez raison, les gens sont profondément conditionnés, de telle sorte qu'ils croient être à l'origine d'un besoin dont ils ne peuvent plus se passer et qu'on a créé spécialement pour eux, dans un but qu'il ignore et à leur insu.

ACTUALITÉ DU JOUR

Election législative partielle de Villeneuve-sur-Lot. Quand la réalité vous rattrape au galop : Dégage !

Hier nous titrions : *Jusqu'à l'os... et dans l'os !* C'était écrit, trop fastoche !

Le candidat du PS avait quant à lui osé soutenir vendredi dernier que Cahuzac avait fait du "*bon boulot*", cela lui a été fatal, car effectivement "*les gens commencent à tourner la page*", c'est fait, ils l'ont éliminé dès le premier tour !

Du coup, comme reste seuls en lice les candidats de l'UMP et du FN, le PS s'est précipité pour appeler à voter pour le candidat de l'UMP au second tour, en famille quoi, qu'il ne compte pas sur nous pour l'imiter. Gageons que d'autres vont lui emboîter le pas, à suivre donc.

- Le Parti socialiste a essuyé un nouvel échec dimanche soir dans l'ancien fief de Jérôme Cahuzac lors du premier tour de la législative partielle visant à le remplacer à l'Assemblée nationale, coiffé au poteau par l'UMP et le FN.

Le maire UMP de Fumel, Jean-Louis Costes, est arrivé en tête avec 28,71% des voix, suivi du Front national, Etienne Bousquet-Cassagne (26,04%), selon le décompte des voix dans la troisième circonscription du Lot-et-Garonne, comprenant Villeneuve-sur-Lot, Fumel et 115 autres communes.

Bernard Barral (PS) a obtenu 23,69%, représentant seulement 10,35% des inscrits, score insuffisant pour être qualifié au second tour (12,5% des inscrits sont requis pour se maintenir).

Le président de la République François Hollande a estimé que ce résultat devait être analysé comme une "*séquelle*" de l'affaire Cahuzac, sans vouloir en tirer d'autres conclusions, estimant que "*c'est quand il n'y a plus d'espérance qu'il y a des votes extrêmes*".

Après ce scrutin également marqué par un taux d'abstention très élevé -- 54,12% des voix contre 37,31% en 2012, lorsque Jérôme Cahuzac l'avait emporté haut la main avec plus de 61% de suffrages-- les socialistes conservent la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec trois sièges au-dessus de la barre fatidique.

Le PS a immédiatement appelé à "*faire barrage*" au FN au second tour, qui arrive en outre en tête à Villeneuve-sur-Lot, la ville dont M. Cahuzac fut maire.

Bernard Barral a suivi les consignes nationales, en appelant lui aussi à un "*front républicain*", qui soutiendrait le maire UMP de Fumel, 49 ans, contre le jeune Etienne Bousquet-Cassagne, 23 ans.

Bernard Barral a aussi dénoncé "*la division de la gauche*", alors qu'il a manifestement souffert de l'éparpillement des voix à gauche, le candidat des Verts Lionel Feuillas et la candidate du FG, Marie-Hélène Loiseau, obtenant respectivement 2,78% et 5,08% des suffrages. AFP 16.06

Erreur monsieur, la "*gauche*" ou ce que par commodité on appelle ainsi s'est opposé à un candidat qui soutient la politique social-libéral-impérialiste du gouvernement, de droite et qui s'appelait Bernard Barral.

Et quel aveu de la part de Hollande ! Car il est vrai qu'il "*n'y a plus d'espérance*" et vous en êtes responsable avec bien d'autres.

Vous avez un avant-goût de ce qui va se passer aux municipales et aux européennes de 2014.

Hollande. La méthode : "*le dialogue social dans tous domaines*".

Le "*le dialogue social*" ne démarre pas autour d'une table, mais dès lors que vous en acceptez le principe qui est l'antithèse de la lutte de classe. Voilà ce qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit. Surtout pour la suite.

Dans la vie, pour évaluer la situation ou le rapport de forces quand vous vous retrouvez face à une personne excitée qui profère des menaces à votre rencontre ou qui se situe parmi vos ennemis déclarés, on dit que si elle est disposée à discuter avec vous, vous avez une chance qu'elle vous épargne et ne vous frappera pas, elle considère que vous vous trouvez en position de faiblesse en acceptant de l'écouter, et non l'inverse comme on pourrait l'interpréter par erreur...

Et bien là dans la confrontation entre des représentants de deux classes aux intérêts opposés et inconciliables (théoriquement), c'est à peu près la même chose. Vous connaissez les intentions du gouvernement et du patronat, dès lors :soit vous discutez avec eux et la partie est gagnée pour eux, vous vous retrouvez en position de faiblesse, et quoi que vous fassiez par la suite, ils savent qu'ils n'ont rien à craindre ; soit vous frappez directement en rejetant toute discussion avec eux et vous mobilisez toutes vos forces pour les vaincre, autrement dit, vous restez sur le terrain de classe des exploités au lieu de vous situer sur celui des exploités ou leurs représentants.

Ceux qui refusent d'appeler au boycott sont des conciliateurs, des lâches ou des vendus ou encore des jaunes, à vous de voir dans quelle catégorie vous situez chaque parti et syndicat.

Retraites.

En disant que les syndicats sont "*clairvoyants*", "*conscients*", Hollande a parodié Sarkozy et Fillon qui les avaient félicités pour avoir fait preuve de "*responsabilité*" en laissant passer la contre-réforme des retraites qu'ils avaient initiée. Hollande sait qu'il peut compter sur eux.

Dans Capital dimanche, s'agissant des retraites et de la conférence des 20 et 21 juin, Hollande a été affirmatif, l'une des principales mesures a déjà été décidée par le gouvernement, le nombre d'annuités nécessaires pour partir à la retraite et bénéficier d'une retraite à taux plein va encore augmenter, ce qui est totalement inacceptable pour les travailleurs.

Partant de ce constat, il n'y a rien à négocier, sauf à accepter un nouveau recul social pour les travailleurs en participant à cette conférence, et c'est bien la seule signification qu'aurait la participation des syndicats, puisque le cadre fixé se confond désormais avec son objectif qui est connu de tous, Hollande l'ayant exposé clairement, dès lors la seule position conforme aux intérêts des travailleurs devrait être de refuser de participer à cette conférence, de la boycotter.

Agir autrement, c'est légitimer Hollande et les mesures qui seront prises pendant ou à l'issue de cette conférence par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par le patronat. C'est dans ce cadre que Lepaon et Mailly appellent à la mobilisation, après avoir manifesté leur soutien au régime ou avoir trahi les travailleurs.

- Retraites: la durée de cotisation va augmenter, confirme Hollande - AFP

- François Hollande a confirmé dimanche que le gouvernement augmenterait la durée de cotisation pour obtenir ses droits à la retraite, afin de "*suivre*" l'évolution de l'espérance de vie.

"*Dès lors que nous vivons plus longtemps, notre durée de cotisation doit suivre (...) pour le moyen et long terme*", a-t-il dit dans l'émission Capital sur M6. AFP 16.06

Au moins vous savez pourquoi vous vivez plus longtemps : pour travailler plus longtemps... afin que le capitalisme vive plus longtemps aussi.

Si vous réfléchissez un peu, vous vous rendez compte que tout ce qui est présenté comme un progrès sous un régime capitaliste, toute mesure ou réforme sociale adoptée en régime capitaliste se retourne systématiquement contre les exploités. C'est la raison pour laquelle les marxistes combattent pour des réformes sociales uniquement dans la perspective du renversement du régime capitaliste, qu'ils refusent de soutenir toute réforme qui serait prise à l'initiative du parti de l'ordre ou ses suppléants.

Ce combat a été abandonné par tous les partis qui se réclament du marxisme ou du socialisme, vous ne trouverez pas un seul syndicat en France qui diffuse dans les entreprises ou les administrations les oeuvres des marxismes sur le capital, l'Etat, le syndicalisme. Réforme sociale ou révolution, socialisme ou barbarie, telle est l'alternative.

Poursuivons la lecture de cet article de l'AFP.

- Les partenaires sociaux vont dire "*leurs préférences, leurs interdits, leurs tabous mais je ne me laisserai pas empêcher, ainsi que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Si je leur demande ce qu'ils veulent la réponse ce sera +rien+*", a observé le chef de l'Etat.

Il enfonce le clou, il n'y a RIEN à négocier ou à attendre de cette conférence pour les travailleurs, les syndicats y participeront donc sur le terrain fixé par Hollande, celui du capital, ce qui revient ouvertement à bafouer les besoins des travailleurs et à prendre

en charge ceux du patronat.

- Toutefois, a estimé François Hollande, *"les partenaires sont tout de même clairvoyants - les syndicats sont conscients..."*

"Je veux qu'un jeune puisse se dire qu'il aura une retraite s'il travaille, qu'une personne de 55 ans sache les conditions de son départ en retraite. Et je veux dire aux retraités qu'on ne touchera pas à leur retraites et qu'on sécurisera leur retraite", a-t-il conclu. AFP 16.06

Admirez le cynisme ! Traduisons.

- Un jeune *"aura une retraite s'il travaille"*, mais comme un sur deux sera bientôt voué au chômage comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, voire en Italie, etc. il sera privé de retraite à l'arrivée, où il sera tellement vieux au moment de la prendre qu'il n'en profitera pas ou quelques années seulement, s'il ne crève pas avant ! Il aura aussi le *"choix"* et partir plus tôt à la retraite, dans ce cas-là il sera réduit à la misère.

En résumé le message de Hollande aux jeunes se résume ainsi : soit vous prendrez votre retraite si vieux que vous n'en profiterez pas, soit vous prendrez votre retraite plus tôt et c'est une fin de vie misérable à laquelle je vous soumetts.

- Si maintenant vous avez 55 ans, malheur à vous, vous pensiez partir à la retraite d'ici quelques années, Hollande va faire durer votre martyr plus longtemps en augmentant le nombre d'annuités qu'il vous faudra pour pouvoir la prendre à taux plein, vous pourrez toujours partir à la retraite plus tôt en étant réduit à l'indigence.

Sur le chômage.

- Il a affirmé qu'il s'y *"accrocherait comme un mort de faim"*. AFP 16.06

Domage qu'il parle de ce qu'il ne connaît pas ! C'est une provocation insupportable envers les millions de travailleurs qui sont au chômage.

Sur le Smic

- Il a en tout cas exclu *"pour l'instant"* un coup de pouce pour le Smic qui sera donc revalorisé au 1er juillet prochain strictement à ce que prévoit la loi, c'est-à-dire une indexation sur l'inflation.

"La loi, pour l'instant c'est la loi", a affirmé M. Hollande, rappelant que le gouvernement avait donné ce fameux coup de pouce l'an passé (0,6 point sur 2% de revalorisation). AFP 16.06

Pendant que ses amis banquiers et autres actionnaires du CAC40 continuent de se goinfrer, normal, il est leur représentant.

Bon, alors toujours sur la ligne du *"front unique"* en direction des dirigeants du PS, des syndicats ?

En aparté, il y en a même qui ont trouvé le moyen de pousser l'abjection jusqu'à instrumentaliser la mort de Méric Clément pour appeler au front unique des syndicats pour que justice lui soit faite. On se demande jusqu'où ira leur décomposition politique.

Néolibéralisme : "la voie du succès" !

- Grèce: la fermeture de la ERT ouvre la voie à la réduction du secteur public - AFP

Mme Merkel, qui s'est entretenue au téléphone dimanche après-midi avec M. Samaras, *"a exprimé son respect et son soutien pour la politique de réformes claire du gouvernement grec"*, selon le communiqué.

"La Grèce a déjà fait de sensibles progrès et est déjà aujourd'hui dans une situation bien meilleure, sur beaucoup de points, qu'il y a encore quelques mois", indique le porte-parole du gouvernement allemand dans le communiqué.

"Maintenant, il est particulièrement important de mettre en oeuvre tout ce qui a été convenu avec la Troïka (des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce --UE-BCE-FMI--, ndr), aussi en ce qui concerne le service public, pour continuer sur la voie du succès", ajoute-t-il.

Dimanche, M. Samaras avait indiqué que la fermeture soudaine de la radiotélévision publique ERT, entraînant le licenciement d'environ 2.700 employés, s'inscrit dans le cadre des engagements de la Grèce pour poursuivre les réformes et réduire

le secteur public. AFP 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation des masses.

- Le président défend le rythme de ses réformes - LeFigaro.fr
- Une majorité de Français juge que Hollande réforme trop lentement - Reuters
- Selon un sondage CSA, 64 % des Français jugent le rythme des réformes trop lent. - Reuters 16.06

En réalité les "*Français*" attendent des réformes et non des contre-réformes et ils s'impatientent...

De zélés serviteurs

- Les chômeurs vont battre le pavé - LePoint.fr

De quoi s'agit-il au juste? Une mobilisation de masse des chômeurs en vue ? Pas vraiment.

- ... les associations de chômeurs (MNCP, Apeis, AC!), soutenues par deux syndicats de Pôle emploi et Attac, contestent le refus du gouvernement de les associer à la conférence sociale qui se tient jeudi et vendredi. LePoint.fr 16.06

Eux aussi ils veulent être de la partie, il faut bien qu'ils justifient les subventions que leur octroie généreusement le régime, non ? Ne vous bilez pas, Hollande sait que vous le soutenez...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

Deux semaines après le début de la contestation en Turquie, deux des principaux syndicats turcs, le KESK et le DISK, ont appelé à une grève générale ce lundi dans tout le pays. Ils veulent ainsi protester contre le déferlement de violences à l'encontre des manifestants opposés au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Cet appel à la grève générale a été lancé dimanche, alors qu'au même moment, les partisans du Premier ministre turc s'étaient réunis pour un meeting géant à Istanbul. Devant des dizaines de milliers de soutiens, Recep Tayyip Erdogan a justifié l'intervention de la police, samedi soir sur la place Taksim, pour déloger à coup de gaz lacrymogènes et des canons à eau les manifestants. Cette évacuation a provoqué de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les protestataires.

«*J'ai dit que nous étions arrivés à la fin. Que c'était devenu insupportable. [Samedi], l'opération a été menée et [la place Taksim et le parc Gezi] ont été nettoyés (...) c'était mon devoir de Premier ministre*», a notamment lancé Recep Tayyip Erdogan à la foule.

«*Nous n'abandonnerons pas cette place aux terroristes*», a-t-il également souligné, en référence aux drapeaux ou aux banderoles de certains mouvements politiques interdits qui avaient été déployés sur la place Taksim.

«*Ce pays n'est pas une terre ordinaire. Vous ne pouvez pas organiser de rassemblement partout où vous le souhaitez. Vous pouvez le faire là où c'est autorisé*», a également souligné le chef du gouvernement. Lors de son discours, le Premier ministre a donné rendez-vous aux contestataires aux élections municipales de mars 2014. 20minutes.fr 16.06

2- Russie

Vladimir Poutine s'est interrogé dimanche sur les raisons qui poussent les Occidentaux à vouloir armer des rebelles syriens qui, à

en croire le président russe, "*dévoient les entrailles de leurs semblables*".

Prenant la parole à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre britannique David Cameron à la veille du sommet du G8 en Irlande du Nord, il a déclaré qu'aussi bien le gouvernement que les insurgés syriens étaient à blâmer pour le bain de sang dans leur pays.

"*Vous n'allez pas nier qu'on ne peut vraiment pas venir à l'aide de gens qui non seulement tuent leurs ennemis, mais les éventrent pour dévorer leurs entrailles publiquement et face aux caméras. Ets-ce vraiment ceux-là que vous voulez soutenir?*", a-t-il demandé.

"*Est-ce à eux que vous voulez donner des armes? Si c'est le cas, cela n'a alors que très peu de choses à voir avec les valeurs humanitaires qui sont prêchées en Europe depuis des siècles*", a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat russe faisait allusion à une vidéo très perturbante mise en ligne sur internet où l'on voit un combattant rebelle manger ce qui semble être le coeur d'un soldat gouvernemental. Reuters 16.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque de centre droite Petr Necas a annoncé dimanche soir qu'il démissionnerait lundi, reconnaissant sa responsabilité dans un scandale de corruption politique et d'abus de pouvoir touchant sa plus proche collaboratrice, tentant toutefois de sauver la coalition.

"*Je démissionnerai demain (lundi) du poste de Premier ministre. Je suis conscient de ma responsabilité politique*", a déclaré M. Necas, au cours d'un point de presse tenu au terme d'une réunion des chefs de la coalition gouvernementale.

"*Je suis un homme combattif. Mais je me rends parfaitement compte aussi que le moment est venu de partir*", a-t-il affirmé.

M. Necas a plaidé pour la continuation de l'actuelle coalition tripartite de centre droite jusqu'aux législatives normalement prévues en mai 2014, mais avec un nouveau Premier ministre qui serait proposé par son parti ODS.

Pour devenir réalité, la solution proposée par M. Necas doit nécessairement obtenir le feu vert d'au moins 101 députés, au sein d'une chambre basse de 200 sièges.

Composé des partis de droite ODS et TOP 09 du chef de la diplomatie Karel Schwarzenberg ainsi que de la petite formation centriste LIDEM, la coalition au pouvoir depuis 2010 ne dispose toutefois pas de majorité parlementaire, depuis 2012.

L'opposition de gauche s'oppose avec véhémence à cette solution "hors réalité" selon elle et continue de réclamer l'organisation d'élections anticipées. AFP 16.06

4- Koweït

La Cour constitutionnelle du Koweït a invalidé dimanche les dernières élections législatives, qui avaient été boycottées par l'opposition, et dissous le Parlement, tout en approuvant une réforme du mode de scrutin vivement contestée par les opposants.

Le président de la Cour, Youssef al-Matawa, a annoncé cette décision qui n'est pas susceptible d'appel au terme d'une audience de plusieurs heures.

C'est la deuxième fois que le Parlement est dissous en un an. En juin 2012, la Cour avait dissous la chambre, alors dominée par l'opposition, pour vices de forme. L'actuelle chambre est dominée par les partisans du gouvernement, l'opposition ayant boycotté les élections de décembre pour dénoncer la réforme électorale.

La Cour constitutionnelle était appelée à se prononcer sur la constitutionnalité d'un décret pris par l'émir en octobre modifiant la loi électorale de 2006 et limitant le choix des électeurs à un seul candidat, contre quatre auparavant.

Ce décret avait accentué une grave crise politique qui secouait l'émirat depuis 2006, provoquant une vague de manifestations de rue parfois violentes, l'opposition estimant que l'émir avait outrepassé ses pouvoirs et que la mesure favorisait une manipulation du scrutin.

La cour a statué que le décret était "*conforme à la Constitution*", servait "*l'intérêt national*" et donnait une chance aux minorités d'être représentées au Parlement.

Les juges ont cependant invalidé le scrutin de décembre, ordonnant de nouvelles élections : ils ont évoqué l'inconstitutionnalité d'un deuxième décret de l'émir ayant institué la Commission nationale des élections, selon le texte de l'arrêt publié dimanche.

"La décision (de la Cour) prouve que le Koweït est un Etat dont les institutions sont régies par la Constitution et la loi. J'en appelle à tous les Koweïtiens à respecter ce jugement et à s'y conformer", a déclaré à la télévision l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, qui s'était engagé par avance à accepter la décision de la Cour constitutionnelle.

Le gouvernement, réuni en session extraordinaire, a pour sa part ordonné la mise en oeuvre de cet arrêt.

Mais les opposants islamistes, nationalistes et la plupart des groupes d'opposition libéraux ont appelé dimanche à boycotter les prochaines élections.

Le dirigeant de l'opposition et ex-président du Parlement Ahmad al-Saadun a déclaré que ces opposants avaient formé au cours d'une réunion dimanche un comité qui décidera d'une série d'actions contre ce jugement "*qui a pratiquement mis fin à la Constitution*".

Avant même que la Cour ne tranche, plusieurs chefs de l'opposition avaient déjà estimé qu'une confirmation du décret sur le nombre des candidats à choisir nuirait profondément au système parlementaire dans l'émirat, première monarchie du Golfe à s'être dotée dès 1962 d'un Parlement élu.

"C'est la pire des décisions", a commenté l'ex-député de l'opposition Walid al-Tabtabaï, prédisant, comme d'autres opposants, une persistance de la crise.

L'ancien parlementaire Moubarak al-Waalan a prévenu qu'un retrait du décret était "*le seul moyen de sortir de la crise actuelle*", alors que l'ex-député Mohamed al-Kundari a déploré sur Twitter que la Cour constitutionnelle ait "*donné raison au régime*".

En revanche, un groupe de l'opposition libérale, le Bloc de l'Action nationale, a annoncé dans un communiqué respecter la décision de la justice.

Le ministre de l'Information, cheikh Salman Humoud al-Sabah, a salué la décision, assurant dans un communiqué qu'elle allait "*consolider la pérennité du système démocratique*" au Koweït.

En décidant de la dissolution du Parlement, la Cour a précisé que les lois votées par la chambre depuis son élection restaient valides.

Le président du Parlement dissous, Ali al-Rached, a précisé que les prochaines élections se dérouleraient "*sur la base de l'amendement à la loi électorale*".

Les groupes de l'opposition avaient prévenu en mai qu'ils ne participeraient à aucun scrutin qui ne soit pas organisé sur la base de la loi de 2006, et avaient réaffirmé cet engagement mercredi. AFP 16.06

5- Israël

Selon le site Alahd, les militaires sionistes ont chargé l'équipe de presse de la chaîne russe Russia Today. Les journalistes tournaient un reportage sur le chemin de retour des manifestants rassemblés à l'appel des associations des villages d'Al Taroun quand les militaires sionistes ont attaqué la manifestation et ont usé de grenades du gaz lacrymogène.

Les soldats sionistes ont également chargé les activistes étrangers et les journalistes à bord de véhicules et ont brisé les vitres de leurs voitures. Idem pour le car qui transportaient les pacifistes. Les militaires israéliens ont bloqué la route à ce bus en mettant le feu aux pneus. french.irib.ir 16.06

6- Libye

Un juge a été abattu dimanche matin à la sortie du tribunal de Derna, ville de l'est de la Libye considérée comme un bastion des islamistes, ont annoncé les autorités libyennes.

"Une voiture s'est arrêtée et des hommes lui ont tiré dessus", a dit Mansour al Hassadi, élu de Derna à l'Assemblée nationale libyenne. "*Il est mort sur le coup*."

Le tribunal de Derna vient tout juste de reprendre un fonctionnement normal après les perturbations liées à la révolution de 2011 ayant abouti au renversement de Mouammar Kadhafi.

"Les tribunaux viennent seulement de reprendre leurs activités et cela peut contrarier ceux qui appellent ouvertement à l'instauration de la loi islamique à Derna", a dit un proche du juge tué.

Les habitants de Derna ont fait état de plusieurs manifestations ces derniers mois de partisans de l'application de la charia, sous la conduite de représentants de milices islamistes.

Cette ville du littoral méditerranéen est considérée dans cette partie de la Libye comme un pôle de recrutement de combattants pour l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie. Reuters 16.06

Voilà ce qu'ils veulent faire de la Syrie.

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté à Madrid dimanche contre la politique d'austérité et le taux de chômage record, exhortant le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy à se concentrer sur la création d'emplois pour sortir le pays de la récession.

Au son des tambours et des sifflets, les manifestants ont défilé dans les rues du centre de la capitale espagnole sous un soleil de plomb, agitant des drapeaux aux couleurs rouge et blanc des syndicats, et brandissant des pancartes sur lesquelles était écrit: "*L'austérité ruine et tue*" et "*Les coupes budgétaires sont du vol*".

Les manifestations ont eu lieu simultanément dans 28 autres villes espagnoles, dont Barcelone, seconde ville du pays, et Vigo, plus grande ville de Galice (nord-ouest), au bord de l'Atlantique.

Elles étaient organisées par les trois plus importants syndicats espagnols: la Commission des travailleurs, l'Union générale des travailleurs et la Fédération syndicaliste des travailleurs. AFP 16.06

2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a promulgué samedi la loi sur le contrôle des armes qui condamne notamment le port de celles-ci à 20 ans de prison dans un pays qui affiche le taux le plus élevé d'homicides d'Amérique du Sud.

"*Je promulgue la loi sur le désarmement pour la paix de la patrie*", a déclaré le président Maduro lors d'un déplacement dans l'Etat de Vargas dans le nord du pays.

Début juin, l'Assemblée nationale du Venezuela avait voté à l'unanimité cette loi prohibant le port d'armes pour les civils.

Le texte prévoit des peines de sept à 20 ans de prison pour les civils portant une arme ou en faisant le trafic. En outre, le texte restreint la vente aux particuliers d'armes et de munitions et interdit l'exhibition d'armes dans les lieux publics.

La loi régit également l'usage de leurs armes par les forces de l'ordre et les tireurs sportifs. Elle impose également que les munitions légales soient marquées.

En février, le gouvernement avait entamé une opération de recensement des armes en circulation. Des campagnes incitent en outre les détenteurs d'armes à les remettre volontairement aux autorités, en échange d'autres biens.

Selon le gouvernement, 3.400 homicides ont été enregistrés au 1er trimestre 2013, et 16.000 en 2012. Avec un taux d'environ 55,2 meurtres pour 100.000 habitants, le Venezuela affiche un record dans ce domaine en Amérique du Sud.

Une évaluation officielle remontant à 2009 évoque la présence dans ce pays de 29 millions d'habitants de neuf à 15 millions d'armes, légales et illégales, pour 40.000 ports d'armes officiellement accordés. AFP 16.06

3- Bangladesh

Plus de 140 employés, principalement des femmes, de deux usines textile près de Dacca, la capitale du Bangladesh, sont tombés malades dimanche après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, a annoncé la police.

Au moins 141 personnes ont été hospitalisées à Joydevpur, une ville industrielle au nord de Dacca, a déclaré à l'AFP l'inspecteur de police Humayun Karbir.

"*Nous soupçonnons en priorité une contamination de l'eau*" fournie aux employés par les usines, fermées pour la journée, a-t-il ajouté.

Ces usines travaillent pour des marques occidentales, ont précisé les autorités, qui n'ont pas indiqué lesquelles dans l'immédiat.

Début juin, 600 ouvriers d'une usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, étaient aussi tombés malades après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail. AFP 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps, et ce matin je n'ai pas trouvé d'article satisfaisant sur la Turquie et la grève générale lancée par les syndicats, on a seulement appris qu'Erdogan menaçait de faire appel à l'armée, et hier ils ont organisé des rafles dans tous le pays d'opposants au régime, à suivre

A propos du site

Avant-hier soir, en utilisant le logiciel FileZilla j'ai pu contrôler que tous les fichiers dont j'ai fourni les adresses depuis début 2012 figuraient bien dans le serveur du site. Il en manquait une trentaine environ. Au total le site comporte désormais quelque 8.000 fichiers.

Avant-hier également avant de mettre de nouveaux articles en ligne, j'en ai parcouru quelques-uns rapidement et j'en ai laissé plusieurs de côté qui ne valaient rien ou qui étaient des doublons. Apparemment cela se produit souvent sur le portail Mondialisation.ca, ils laissent aussi passer des articles franchement réactionnaires, le problème c'est que je n'ai pas le temps de tous les lire.

Je vais sans doute arrêter les infos en bref, car je ne peux pas passer ma vie devant un écran d'ordinateur, je dois absolument me libérer au moins une heure par jour pour m'occuper de mes affaires, me reposer un peu et faire autres choses, lire par exemple, cela me manque terriblement, au cours des 37 dernières années, c'est la première fois que je ne prends plus le temps de lire.

Il faut nous concentrer sur l'essentiel.

Le travail que nous avons fait au cours des 5 dernières années nous a permis de progresser. On a actualisé un grand nombre de questions théoriques, on a vérifié ou étudié un certain nombre d'hypothèses, on est parvenu à rassembler l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation mondiale sur le plan économique et politique, on a procédé à de nombreuses analyses que nous avons essayé de pousser le plus loin possible, nous sommes parvenus à dégager une ligne politique cohérente, à caractériser les différents acteurs politiques, nous avons fait en partie l'inventaire de la lutte des classes depuis 1940, on a essayé de se réapproprié la méthode du marxisme, d'y demeurer fidèle sans en faire un fétiche, bref, sur tous les fronts nous avons avancé, c'est en tout cas ma conviction ou le constat que je dresse modestement car il nous reste encoé un énorme travail à faire.

On a commis quelques erreurs qu'on a corrigées par la suite, peut-être qu'on est passé à côté de certaines, c'est possible, je n'en sais rien, l'avenir nous le dira. En attendant, en mettant en oeuvre la méthode du marxisme, on a pu vérifier ensemble qu'elle fonctionnait à merveille, dans le cas contraire, c'est moi qui n'ait pas été à la hauteur. Maintenant je ne dois pas me laisser prendre dans l'engrenage de l'actualité et en devenir esclave, il faut aussi consacrer son temps à d'autres activités qui seront autant d'ouverture d'esprit et nourriront ma réflexion. Si la vie est la meilleure école qui soit, passer sa vie devant un écran, ce n'est pas la vie, on ne peut pas la réduire à cette activité.

Et puis, il faut revenir à la vocation première du site qui n'était pas de faire de la propagande pour des idées ou de défendre des positions, bien que cela en fasse partie, l'essentiel était de diffuser une méthode pour interpréter le monde, de montrer qu'elle fonctionnait, qu'elle était efficace, redoutable pour nos adversaires et nos ennemis, de faire en sorte que les militants se l'approprient ou la maîtrisent autant que faire se peut pour se forger librement leurs propres convictions, j'espère y avoir contribué, inutile d'ajouter modestement puisque tout le mérite revient à ceux qui ont fourni cet effort, j'aime bien que les choses ou les êtres soient à leurs places, c'est plus sains comme rapports.

La fatigue et le manque de temps m'ont joué de mauvais tours parfois, mon entourage aussi, donc pour éviter de finir par créer moi aussi une sorte de système dans lequel je m'enfermerais pour ensuite passer mon temps à le justifier, ce qui finalement n'apporterait plus rien à personne, je préfère me lancer de nouveaux défis, je ne sais pas encore comment je vais m'y prendre, je dois encore y réfléchir. La question qui me taraude est de gagner en efficacité, en crédibilité, le problème c'est que je ne sais pas exactement qui se connectent sur le site.

Les différents partis ou formations politiques en tant que tels ne m'intéressent pas, je considère qu'ils ont tous faits faillite. Il me semble plus productif de se pencher sur les contradictions des différentes analyses du capitalisme et ses institutions qui nous sont proposés par les partis et une multitude d'acteurs, des intellectuels essentiellement, qui ont pignon sur rue comme l'on dit, sur les méthodes mises en oeuvre par les médias et les instituts de sondage pour conditionner les masses et les tromper, bref, s'attaquer aux différents aspects de l'idéologie dominante qui sont parvenus à s'ancrer dans la tête des dirigeants des partis ouvriers, des militants, des intellectuels et des travailleurs, puisque finalement c'est un des piliers sur lequel repose le régime, on n'est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Cela demande une grande disponibilité d'esprit et de réfléchir à tête reposée, car il peut arriver qu'on commette aussi des contresens quand on se précipite sur un article pour l'interpréter, cela m'est arrivé parfois. C'est le genre d'erreur qui ne pardonne pas, car des lecteurs en déduiront que vous avez tenté de les manipuler, alors que je n'en ai jamais eu l'intention. Il faut donc se libérer du temps pour se consacrer sérieusement à cette activité. Je pense au formidable travail qu'avaient effectué Marx et Engels pour se débarrasser de toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque, nous nous en servons encore aujourd'hui mais pas suffisamment, il faut donc aussi du temps pour relire leurs ouvrages et d'autres auteurs parmi les plus fameux dans leur domaine.

Et puis, pour conclure il ne faut pas oublier que je ne suis pas un intellectuel, cela me demande un énorme effort de concentration quotidiennement pour faire ce travail, cela ne vous dit peut-être rien, je n'en sais rien, mais c'est harassant, car c'est spontanément que je dois trouver les ressources pour traiter à la suite pendant environ 10 à 12 heures par jour un tas de questions dans une multitude de domaines.

Il arrive forcément un moment où on arrive à saturation, je le sens, je peux l'observer et cela me contrarie, car la qualité de mon travail s'en ressent obligatoirement. C'est comme pour faire une bonne digestion. Il est recommandé de ne pas se gaver et de laisser un espace vide dans l'estomac pour que les sucs gastriques se mélangent bien aux aliments, afin que la digestion ne soit pas contariée ou qu'elle ne soit pas ralentie, dans le cas contraire on peut être incommodé, voire pire, libérer des toxines qui passent dans le sang.

[Les "jours heureux". Pour qui ? Pardi, par pour les malheureux !](#)

A l'époque des tickets de rationnement, des soupes populaires, des sans-abris et des bidonvilles, sans rire car on n'en a pas du tout envie :

- Appel pour que reviennent les jours heureux !

Appel lancé par les Clubs « Penser la France » (CPF), le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF).

On retrouve ici le même principe et la même méthode, qui consiste à s'accommoder du capitalisme à défaut de lutter pour le renverser sous prétexte que l'amélioration des conditions de vie serait une priorité pour finalement abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Rappelons au passage que ces "jours heureux" coïncidèrent avec la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français sous l'égide du PCF, avec la trahison du mouvement révolutionnaire se développant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Thorez décrétant face aux masses en arme qu'il ne pouvait y avoir en France d'"*un seul Etat, une seule police, une seule armée*", ceux des capitalistes, tandis que les dirigeants de la CGT décrétaient que la grève était "*l'arme des trusts*", condamnant et brisant les grèves spontanées qui éclataient, et que les initiateurs ou les premières signataires de cet appel en faisaient justement partie ou en sont les héritiers.

Vous voudriez qu'on vous fasse confiance ? Cela doit être une plaisanterie.

[Admirez le timing.](#)

- du 6 au 9 juin dernier se tenait la réunion annuelle du groupe Bilderberg .

- le 17 juin, les Etats-Unis et l'Union européenne entamaient officiellement les négociations pour l'établissement d'un marché de

libre-échange transatlantique

- le même jour se tenait un nouveau sommet du G8

Quelques sujets de philosophie du bac sur lesquels planchent actuellement les lycéens.

- Le langage n'est-il qu'un outil?

Non, c'est aussi un signifiant.

- La science se limite-t-elle à constater les faits?

Heureusement que non, sinon l'homme n'aurait jamais évolué !

- Peut-on agir moralement sans s'intéresser à la politique?

La morale est le produit de la lutte des classes.

- Le travail permet-il de prendre conscience de soi?

Il permet de prendre conscience des rapports sociaux de production qui existent dans la société et de la place qu'on occupe.

- Que devons-nous à l'Etat?

Rien répondra un exploité, dans la mesure où il incarne les intérêts de la classe dominante.

- Interprète-t-on à défaut de connaître?

C'est l'inconscience qui nous guide à défaut de connaissance ou de conscience.

Que des bonnes nouvelles !

- Bulgarie : le gouvernement recule après un week-end de manifestations - euronews

- La tension est à son comble à Ankara - euronews

- Éclaboussé par un scandale de corruption, le chef du gouvernement tchèque démissionne - euronews

- Québec: 14 chefs d'accusation contre le maire de Montréal - euronews

- Indonésie: manifestation contre la hausse du prix des carburants - AFP

- Des milliers de Brésiliens dans la rue - Libération.fr

Comment ils pourrissent la société et font le lit de la réaction. Quelques exemples tirés de l'actualité.

1- Gifler son enfant n'est pas anodin, selon une campagne publicitaire - 20minutes.fr

J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, donc je serais porté spontanément à condamner l'emploi de la violence envers un enfant. C'est ce que je pensais il y a peu encore, depuis en observant l'évolution de la société qui se délite de partout à une vitesse affolante j'ai changé d'avis.

Si les parents n'ont pas atteint un niveau de conscience leur permettant d'exiger quelque chose de leur enfant d'une autre manière qu'en lui administrant une gifle ou en le punissant, j'y suis favorable si cela est efficace, car dans le cas contraire cela signifierait que les parents n'auraient absolument aucun moyen de se faire obéir par leurs enfants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences comme on peut le constater tous les jours.

Quant aux conséquences de cette violence maîtrisée envers un enfant, elles peuvent être dépassées par la suite, je crois en avoir

fait la démonstration en revenant de très très loin et en étant parfaitement équilibré sur le plan mental, sentimental ou sexuel notamment. Je ne préconise pas cette méthode évidemment, mais je ne la condamne pas. On ne compte plus les gosses qui échappent au contrôle de leurs parents, à tout contrôle même.

Et au passage on emmerde les sentimentalistes à la noix qui sortent du même tonneau que les ouvriéristes ou les tiers-mondistes qui voudraient faire partager leur manque de rigueur et de cohérence à la terre entière, quitte à la pourrir pour encore avoir raison.

Contrairement à la façon d'agir de mes adversaires, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à nos principes, mais nos principes qui doivent évoluer en fonction des transformations que connaît la société. Eux ils sont bornés ou sclérosés, moi j'estime avoir un esprit libre.

2- Exception culturelle: Barroso qualifie la France de "**réactionnaire**" - AFP

Alors qu'il est le porte-parole de la pire réaction : le néolibéralisme. S'il peut se permettre cette sortie, c'est parce que le PS et la gauche sont amarrés à l'UE, sont empêtrés dans leurs contradictions et finalement aussi réactionnaires que lui.

Ils ont adhéré au mondialisme au-delà de la mondialisation, Barroso le sait, ils doivent en assumer les conséquences jusqu'au bout. Barroso est logique ou cohérent, ce sont ses adversaires qui ne le sont pas et qui n'ont absolument aucune crédibilité auprès des masses.

3- Lot-et-Garonne: Bousquet-Cassagne (FN) tend la main à la "**gauche populaire**" - AFP

Parce que le FN prétend être progressiste, les progressistes étant devenus des réactionnaires en ayant abandonné le combat pour le socialisme, ils lui ont cédé le terrain et il en profite.

Barroso traite Hollande le "**socialiste**" de réactionnaire, et le FN se voudrait de "**gauche**" pour un peu, vous ne vous demandez pas ce qui cloche, comment on a pu en arriver-là ? Un conseil, ne cherchez pas du côté de Barroso ou du FN.

4- Face au FN, Dati refuse "**le front républicain**" - AFP

En cela, alors qu'il devrait profiter à l'UMP, elle témoigne son attachement à un ou des principes, alors que le PS et la gauche sont prêts à brader les leurs et apparaissent comme des traîtres. Là encore ce sont les réactionnaires qui apparaissent vertueux, le comble ! Je rejette évidemment ce "**front républicain**" en faveur d'un candidat du parti de l'ordre, agir autrement serait le comble de l'avilissement, comme appeler à voter Chirac en 2002, par exemple.

Ce serait un candidat du PS face un du FN que je n'appellerais pas davantage à voter pour le candidat du PS. Je n'ai pas à me faire le complice d'un parti réactionnaire parce qu'il arborerait une étiquette socialiste. Si une étiquette l'emporte sur les faits, autant dire qu'on est prêt à brader nos principes et nos convictions à la première occasion ou plutôt qu'on n'en a pas vraiment. Trop peu pour nous.

5- Il faut se pencher sur la montée du FN en milieu rural, déclare Hamon - AFP

La population du milieu rural serait davantage à l'écoute du FN, alors que la gauche et l'extrême gauche en exploitant honteusement la mort de Méric Clément poussent les masses vers le FN dès lors que la seule alternative demeure l'UMP ou l'abstention.

L'hypocrisie et le refus de tenir compte des faits coûtent finalement très très cher au mouvement ouvrier et au prolétariat, et ce n'est pas fini. Vous avez là la réponse au point n°3.

6- Gérard Filoche : "**C'est nous, socialistes, qui sommes le problème**" - Le Nouvel Observateur

En réalité, le problème c'est plutôt que vous vous prétendez socialiste alors que vous ne l'êtes pas, ainsi vous agissez en fossoyeur du socialisme en son nom, vous servez de repoussoir aux travailleurs ou militants qui pourraient se porter vers le socialisme.

Là encore, en prétendant être ce qu'ils ne sont pas, la réaction pourra sans difficulté leur reprocher et apparaître fidèle à ses idées, une valeur sûre quoi, dans laquelle la population peut avoir confiance à défaut de partager ses idées.

En guise d'épilogue très vite.

Vous pouvez reprendre toutes les questions qu'ils ont été traitées depuis 40 ans, vous vous apercevrez qu'ils ont chaque fois procédé de la même manière pour aboutir exactement au même résultat, du féminisme à l'homophobie, en passant par

l'antiracisme, l'écologie et bien d'autres thèmes encore. Tenez l'écologie : l'air qu'on respire n'a jamais été aussi pourri, le monde n'a jamais été une telle poubelle et ce qu'on bouffe n'a jamais été aussi dégueulasse ! Alors à quoi cela a-t-il servi ? Mais mon enfant, à assurer la survie du régime et à mieux diviser ceux qui entendaient le combattre.

Ce matin j'ai repensé à un truc en me marrant. Autrefois tous les jours on entendait les mots tapette, pédé, pédale, mon père traitait mes potes de pédales parce qu'ils avaient les cheveux très longs, quand je les ai laissé pousser à mon tour il m'a dit que j'étais une gonzesse, un compliment quoi ! Mais à l'époque il y avait en réalité très rarement des agressions contre les homosexuels, moins qu'aujourd'hui, idem pour le racisme, des gens se défoulaient verbalement et cela n'allait pas plus loin, il n'y avait pas plus de ségrégation qu'en 2013, on n'en faisait pas tout un plat, pour mon père les Algériens étaient crouilles, des bougnoules, des ratons, du coup j'en ai fait mes potes pendant un moment, ils en croisaient toutes la journée sur les chantiers où ils travaillaient comme menuisier, puis il est devenu un adepte du couscous chez le cousin du coin, un Algérien qui tenait un resto, il ne l'a jamais traité de crouille et a sympathisé avec lui, mon père n'était pas raciste, il était ignorant tout simplement. C'est vous les antiracistes qui auraient pu en faire un raciste, oui, je vous accuse de ce crime.

Alors qu'on arrête de nous emmerder avec ces conneries j'ai envie de dire, ce sont ces abrutis avec leur bonne conscience à cent balles qui sont à l'origine du communautarisme, qui ont manipulé les militants à la suite du PS et ses satellites, qui ont monté ces problèmes en épingle avec l'aide des médias de tels sortes qu'ils sont devenus incontrôlables, le régime s'en régale, il est aux anges, la provoc marche à fond, le législateur en profite pour renforcer son arsenal répressif et liberticide, c'est génial, pour nous c'est un cauchemar.

Au fait, je me suis laissé pousser les cheveux, je suis devenu une petite pédale pour emmerder encore feu mon père et j'en suis fier. On n'en peut plus messieurs les impuissants anticapitalistes ou les révolutionnaires. Je ne dis pas cela méchamment, je me fais provocateur ici pour leur montrer à quel point ils sont débiles ou à côté de la plaque, réfléchissez un peu si c'est encore possible, vous vous êtes égarés semble-t-il, le socialisme, c'est par là, La voix de l'Opposition de gauche.

ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement mondial en gestation !](#)

- Le G8 exhorte l'Europe à mettre en place l'union bancaire - Reuters

[En famille.](#)

- Rémunération des patrons : Hollande choisit la même voie que Sarkozy - LePoint.fr

- Le futur président du Medef salue le code sur les salaires patronaux - Liberation.fr

[Bravo !](#)

- France: 67.977 détenus au 1er juin, un nouveau record - AFP

... et ce n'est pas terminé...

- Valls muscle le renseignement en créant une direction générale - LeFigaro.fr

[Question perverse.](#)

- Le capitalisme est-il devenu trop vicié pour survivre ? Et c'est l'âme damnée de Reagan qui a lancé le débat - Atlantico.fr

[Non, sans blague !](#)

- Comment l'argent influence notre morale - Atlantico.fr

[Intox](#)

1- Quelle audace !

- Retraites: la CFDT est contre un rapprochement des modes de calcul entre le privé et le public - L'Expansion.com

... mais vraiment dans le sens où vous l'entendez :

Il a réitéré que "*la CFDT est pour une remise à plat*" du système des retraites pour aller "*vers une réforme systémique*"...
L'Expansion.com 17.06

On comprend mieux, on est soulagé !

2- Tiens, donc :

- Affaire PRISM: Apple a reçu 5000 requêtes des autorités en six mois - L'Expansion.com

Et alors ?

"*Quelles que soient les circonstances, nos équipes juridiques évaluent chaque demande et, uniquement si cela est approprié, nous fournissons les informations les plus limitées possibles aux autorités*", ajoute le communiqué d'Apple. L'Expansion.com 17.06

Ben voyons !

Pas si sûr que cela.

- Syrie : l'objectif du G8 est de "*trouver une solution politique*" - LeMonde.fr

En insistant sur le départ du président Assad, la Grande-Bretagne et les autres puissances occidentales ont bloqué toute initiative régionale ou internationale pour un règlement pacifique de la crise en Syrie. french.irib.ir 17.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Cinéma.

Le ton est brusquement monté lundi entre la France et la Commission européenne après des commentaires virulents de José Manuel Barroso sur la prétendue attitude "*réactionnaire*" de ceux qui défendent l'exception culturelle.

"*Cela fait partie d'un agenda antimondialisation que je considère comme complètement réactionnaire*", a dit José Manuel Barroso dans une interview publiée lundi par l'International Herald Tribune, un journal américain publié à Paris.

"*Certains se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", a ajouté le président de l'exécutif européen qui, tout en se déclarant partisan de l'exception culturelle européenne, souhaitait qu'aucun sujet ne soit tabou dans les négociations commerciales qui vont s'ouvrir avec les Américains.

Le président de la République François Hollande, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti et de nombreux responsables politiques, de droite comme de gauche, de Rachida Dati (UMP) à Sylvie Guillaume (PS), ainsi que de nombreux artistes comme Jean-Michel Jarre ont dénoncé les propos "*consternants*" et "*inacceptables*" de M. Barroso.

Visiblement embarrassé, le porte-parole de M. Barroso à Bruxelles, Olivier Bailly, a tenté de rassurer les responsables français. Le terme "*réactionnaire*" ne visait pas la France, a-t-il assuré.

"*Le président Barroso a toujours affirmé son attachement à l'exception culturelle*" et "*il n'y a aucune divergence sur le fond entre la Commission et le gouvernement français sur ce point*", a affirmé le porte-parole.

En fait, a-t-il expliqué, M. Barroso avait dans sa ligne de mire ceux qui ont lancé "*des attaques personnelles (...) souvent violentes et injustifiées*" contre sa personne et la Commission.

M. Barroso n'a semble-t-il guère apprécié les déclarations fracassantes du cinéaste Costa-Gavras qui, lors d'une conférence de presse la semaine dernière au Parlement européen à Strasbourg, a affirmé que "*M. Barroso est un homme dangereux pour la culture européenne*". Il a peu goûté également la lettre ouverte signée par plusieurs cinéastes européens dont l'Espagnol

Pedro Almodovar et le Portugais Manoel de Oliveira dénonçant "*un homme cynique, malhonnête, méprisant qui nuit aux intérêts européens*".

Mais, tout en cherchant à minimiser le différend avec Paris, le porte-parole a confirmé les positions intransigeantes de la Commission.

Le secteur audiovisuel pourra être remis sur le tapis pendant les négociations commerciales avec les Etats-Unis, a-t-il assuré. "*Il est clair que la Commission peut à tout moment dans la négociation (avec Washington) revenir vers les Etats membres pour proposer une révision de ce mandat sur toute question*", a-t-il insisté.

C'est hors de question lui a répondu fermement le chef de l'Etat français. L'exception culturelle "*est un principe qui a toujours été évoqué et à chaque fois écarté des négociations commerciales*" conduites par l'Union européenne ces dernières décennies, a dit M. Hollande en marge du sommet du G8 en Irlande du Nord.

"*Il n'y a pas de raison que ça change cette fois-ci dans la discussion avec les États-Unis*", a-t-il martelé.

"*Ce que je demande au président Barroso, c'est maintenant de mettre en oeuvre le mandat qui a été décidé par les négociateurs au niveau des gouvernements*", a souligné François Hollande.

En fait, c'est une véritable crise de confiance qui s'est ouverte entre Paris et Bruxelles. Une source européenne à Bruxelles a confié à l'AFP que les autorités françaises ont demandé dès la publication de l'interview "des explications" à la Commission européenne.

M. Barroso "*doit revenir sur ses propos ou partir!*", a prévenu Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS chargé des questions internationales et européennes.

Selon M. Barroso, les négociations pour conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis pourraient durer deux ans. Le mandat de la Commission dirigée par M. Barroso expire à l'automne 2014.

Le négociateur européen, le Belge Karel De Gucht, est également sur la sellette. Le commissaire au Commerce a dit qu'il discutera audiovisuel avec les Etats-Unis malgré le mandat donné à la Commission par les ministres européens.

M. De Gucht "*devrait respecter la démocratie et le droit!*", a affirmé l'eurodéputé socialiste Catherine Trautmann en demandant "de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?". AFP 17.06

Monsieur Barroso a utilisé le procédé du renversement de la charge de la preuve à l'encontre de ceux qui refusent d'inclure la culture dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne pour l'établissement d'un marché unique transatlantique, dont le gouvernement français qu'il a traité au passage de "*réactionnaire*", ce qu'il est évidemment, à lui de prouver maintenant qu'il ne l'est pas, alors que toute sa politique en porte le sceau. On y reviendra plus loin.

Ce qu'ils appellent le principe de "*l'exception culturelle*", s'il n'est pas réactionnaire, il n'est pas forcément non plus progressiste. Ne perdons pas de vue que nous vivons sous un régime capitaliste et que sans le financement des banques et les subventions de l'Etat bon nombre de créations artistiques ne verraient pas le jour, et que celles qui en bénéficient servent à maintenir l'illusion que nous serions en démocratie et non sous une dictature du capital, banquiers et Etat n'étant pas vraiment des philanthropes.

Ce qui se joue ici, c'est uniquement un plus grand accès au marché européen de la culture qui représente des centaines de milliards d'euros et sur lequel les Américains lorgnent avidement.

Quant à la culture en soi, les uns et les autres s'en désintéressent totalement ou disons qu'elle passe au second plan, la culture américaine ayant déjà largement envahi l'espace européen depuis de nombreuses décennies, qui, au-delà des arts concerne également le mode de vie des Européens, et donc de penser, leur objectif étant de les soumettre à leur idéologie néolibérale, ce qui est justement le thème et l'objectif de ce marché unique de libre-échange entre les E-U et l'UE qui a un caractère et un objectif éminemment politique sur lequel les uns et les autres évitent de s'attarder et pour cause, ils en connaissent parfaitement la teneur.

Ce qui est intéressant ici, c'est que Barroso qui est un ultra réactionnaire a visé directement le gouvernement, donc le PS en affirmant que "*certaines se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", on serait presque porté à lui donner raison s'il ne l'était pas lui même et si le projet qu'il porte ne l'était pas non plus.

Cependant, on ne tombera pas dans le piège qui consisterait à déterminer lequel des deux est le plus ou le moins réactionnaire, pour se ranger derrière celui qui le serait le moins tout du moins en apparence, c'est la position adoptée habituellement par les opportunistes de tous partis sur pratiquement toutes les questions qui leur sont soumises ou viennent à l'ordre du jour.

Notre position consistera au contraire à condamner et rejeter en bloc ce processus de négociations transatlantiques qui a pour fonction de franchir un nouveau pas vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale sous commandement de l'oligarchie financière américaine notamment dans laquelle serait intégrée l'UE.

Maintenant Hollande et le PS confrontés aux illusions des intellectuels et artistes qui ont voté pour eux et les considèrent toujours comme progressistes, doivent ménager leur base électorale, les quelques pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent encore, aussi il leur faut témoigner qu'ils ne seraient pas réactionnaires en résistant aux injonctions des Américains dont Barroso est le porte-parole, alors que quotidiennement sur le plan social ils démontrent qu'ils le sont.

Vous avez pu observer avec quelle promptitude ils ont violemment réagi pour préserver les apparences sur lesquelles reposent finalement le gouvernement et le régime en place. Qui peuvent-ils encore espérer tromper sinon ceux qui veulent bien se laisser berner parce qu'ils y trouvent leur compte ? Ils sont nombreux dans ce cas-là dans le milieu culturel. Qu'ils ne se fassent aucune illusion, qu'ils écoutent ce qu'a dit M. De Gucht, il a vendu la mèche.

Quant à la sortie de Catherine Trautmann qui a demandé "*de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?*", mais voyons, avec le même "*droit*" et la même "*légitimité*" que vous accordez à l'Union européenne, les commissaires européens et leur président sont bien nommés par les chefs d'Etat, non, vous l'auriez oublié, dites-nous que nous nous trompons ou que vous seriez disposée à rompre avec l'Union européenne, on ne vous posera même pas la question, on connaît d'avance votre réponse.

Moralité de cette histoire : toute vérité n'est pas bonne à dire, par n'importe qui, n'importe quand.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

En plein lancement du G8, voici que Londres est soupçonné d'avoir espionné le G20, en 2009. Dernier épisode de la tourmente orchestrée par l'ex-agent de la CIA Edward Snowden, dont le Gardian vient de publier des nouvelles allégations.

Selon les documents produits par Snowden, cette année-là, les Britanniques auraient utilisé un système d'écoutes et d'interception des télécommunications lors de deux rencontres internationales portant sur la crise économique mondiale et rassemblant les principaux pays développés et émergents. Les délégations turque, sud- africaine ainsi que le président russe auraient fait l'objet de surveillance toute particulière.

C'est le centre d'écoutes des services secrets britanniques, le GCHQ, partenaire de la NSA américaine, qui était chargé de cette surveillance, 45 personnes auraient été mobilisés 24 heures sur 24. La semaine dernière, Londres avait déjà dû se défendre de toute collusion illégale avec les services américains :

"On a suggéré que le GCHQ utilise notre partenariat avec les USA pour obtenir des informations qu'il ne peut avoir légalement, c'est une accusation sans fondement" avait martelé William Hague, qui a sous sa tutelle les services secrets britanniques.

Selon les révélations de Edward Snowden, le centre d'écoutes britannique s'appuierait sur le programme américain Prism depuis au moins juin 2010. euronews.fr 17.06

2- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec, Antonis Samaras, a de nouveau proposé lundi à ses deux partenaires de la coalition gouvernementale la réouverture "*transitoire*" de la radio-télévision publique sous la houlette d'une commission tripartite, selon une source gouvernementale.

Une commission composée de représentants des trois partis de la coalition sera chargée "*d'embaucher un nombre de journalistes chargés de faire fonctionner de nouveau la radio-télévision publique*" jusqu'à ce que soit adopté un nouveau projet de loi sur l'audiovisuel public, a-t-on indiqué de même source.

"Des conseillers étrangers, de la BBC, ou d'autres groupes européens vont aider à la constitution du nouvel organisme", a souligné cette source.

Parmi ces points, figure un prochain remaniement ministériel, d'ici à la fin juin, selon cette source.

Une réunion ministérielle était en cours lundi soir entre M. Samaras et les dirigeants du Pasok (socialiste) et du Dimar (gauche démocratique), Evángelos Vénizélos et Fotis Kouvélis respectivement, pour tenter de trouver une solution et sortir de l'impasse provoquée par la fermeture de l'ERT.

Des manifestations contre la fermeture de l'ERT se poursuivaient pour la septième journée consécutive devant le siège de la télévision publique dans la banlieue nord de la capitale grecque et sur la place Syntagma en face du Parlement, où le chef de l'opposition, Alexis Tsipras a prononcé un discours pour fêter à sa manière le premier anniversaire du gouvernement Samaras, péniblement sorti vainqueur des élections du 17 juin dernier. Selon ce dernier, la fermeture d'ERT, décidée sans préavis et sans concertation, sera le "chant du cygne" du gouvernement Samaras. AFP 17.06

Parce que si au moins il y avait eu "préavis" et "concertation", sans doute que cette décision aurait été acceptable, CQFD

3- Maroc

La justice marocaine a condamné lundi un journaliste à deux mois de prison avec sursis pour diffamation. Il avait rapporté l'organisation par un ministre marocain d'un "sommptueux" dîner privé lors d'un déplacement à l'étranger.

Au bout de cinq mois de procès, le tribunal d'Aïn Sebaâ, près de Casablanca, a condamné Youssef Jajili, directeur de la publication de l'hebdomadaire Al-An, à une amende de 4500 euros.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Abdelkader Amara avait porté plainte l'année dernière à la suite de la publication d'un article par Al-An qui affirmait qu'un dîner "*fastueux*" avec champagne avait été organisé par le ministre en marge d'un déplacement officiel au Burkina Faso. Ces "*allégations*", pour le ministre, équivalait à un acte visant à "*attenter à son honneur et sa dignité*".

Au cours du procès, le journaliste a maintenu ses affirmations mais a refusé de mettre en danger ses sources. euronews.fr 17.06

4- Bulgarie

Week-end de manifestations en Bulgarie. Les opposants au gouvernement formé il y a seulement deux semaines se sont de nouveau rassemblés ce dimanche à Sofia et en province. Ils demandent la démission du Premier ministre de centre gauche, Plamen Orecharski.

Selon la police, plus de 15000 protestataires ont sillonné les rues de la capitale bulgare, et ce, pour la troisième journée consécutive. Les manifestants reprochent au chef du gouvernement d'obéir à "*l'oligarchie*".

Le Premier ministre s'accroche. Moins de trois semaines après sa prise de fonctions, il a écarté dimanche l'hypothèse d'une démission estimant que cela serait "*extrêmement irresponsable en raison d'une nouvelle déstabilisation du pays*".

Le mouvement de contestation a éclaté vendredi dernier. Des milliers de personnes étaient alors descendues dans les rues de Sofia pour dénoncer la nomination de Delyan Peevski, membre du parti de la minorité musulmane turque, à la tête de l'Agence nationale de sécurité qu'ils voyaient comme une nouvelle preuve de la soumission des institutions à des intérêts privés. L'homme n'a en effet pas d'expérience et est lié à un grand groupe de médias et à une banque.

Face aux injonctions de la rue, le député controversé a dû renoncer au poste ce samedi. Le chef du gouvernement a admis que "*cette candidature était inacceptable pour la société*" tout en confiant qu'il cherchait "*une personnalité forte qui puisse combattre avec résolution les pratiques de fraude fiscale*".

Mais les protestataires ne décolèrent pas. Dimanche ils étaient encore plus de 10 000 à manifester, soit près du double que la veille. euronews.fr 17.06

5- Canada

Fraudes, corruption, complot, abus de confiance au total 14 chefs d'accusation ont été rédigés contre le maire par interim de la ville de Montréal Michael Applebaum.

Il a été emmené vers 6h ce matin heure locale par les l'unité anticorruption de Québec dans un poste de police. Il devra répondre d'accusations portant sur des projets immobiliers situés dans l'arrondissement de notre Dâme-de-Grâce.

Deux autres personnes, un conseiller municipal et un haut fonctionnaire sont également impliquées dans ces affaires de corruption qui remonterait à la période 2006-2011.

Michael Applebaum assurait l'intérim pour achever le mandat de Gérald Tremblay démissionnaire jusqu'aux prochaines élections en novembre prochain. euronews.fr 17.06

6- Russie

La Russie ne permettra pas l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, hypothèse proposée selon la presse américaine par des responsables militaires à Washington, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Nous avons vu avec l'exemple de la Libye la manière dont une telle zone est mise en place et la façon dont de telles décisions sont appliquées. Nous ne voulons pas la répétition d'un tel scénario en ce qui concerne le conflit en Syrie. Je pense qu'en principe nous ne permettrons pas un tel scénario, a dit Alexandre Loukachevitch lors d'une conférence de presse. french.irib.ir 17.06

7- Palestine

Il ne fallait pas se fier aux promesses d'aide et d'alliance du Qatar !

Les dirigeants du bureau politique du Hamas ont annoncé vouloir quitter le Qatar dans la foulée de la crise politique grave qui secoue l'émirat gazifère. selon Al Manar, " *l'instabilité politique dont est victime ces dernières semaines le Qatar a poussé les dirigeants du Hamas de s'apprêter à élire domicile dans un autre pays étranger que le Qatar!!! Amman, Khartoum et Le Caire , c'est entre ces trois capitales que Mechaal et ses compagnons comptent s'installer.* "

La crise de plus en plus aigüe qui secoue le pays a plongé le Qatar dans un climat de répression et de tension sans précédente, ce qui a poussé le Hamas à penser à s'installer dans un autre pays étranger. mardi les sources d'information ont fait état de l'échec d'un coup d'état fomenté par le premier ministre Hamad Ben Jassem contre l'Emir Al Thani. Le prince héritier Tamim devra bientôt prendre la tête de l'exécutif . Après avoir joué le rôle moteur des révoltes "formatées" dans les pays, révoltes soldées par l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, l'Emir Al Thani a été prié par les Américains de quitter le pouvoir et de céder la place à son fils qui se dit un libéral convaincu et hostile aux excès des salafistes. french.irib.ir 17.06

SOCIAL

Brésil

Il s'agit des plus grosses mobilisations depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Mello, qui avait démissionné durant son procès politique devant le sénat.

La manifestation de Rio, la plus importante du pays, a réuni lundi 100.000 personnes, d'abord pacifiquement, contre l'augmentation des tarifs des transports publics et les dépenses somptuaires engagées pour préparer le Mondial-2014 de football, avant de dégénérer dans la violence à la nuit tombée.

Un groupe de quelques dizaines de manifestants a pris d'assaut le parlement de l'Etat de Rio. Les policiers anti-émeutes les ont finalement dispersés dans la nuit.

Des hommes du bataillon de choc de la police militaire, arrivés sur place à bord de véhicules blindés, ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre ce groupe de manifestants et procédé à plusieurs arrestations.

Ces manifestants avaient tiré des cocktails molotov et des pierres contre le bâtiment. Certains avaient même essayé de s'y introduire par des fenêtres.

Les protestataires s'étaient donné rendez-vous sur les réseaux sociaux et ont rassemblé plus de 200.000 personnes dans tout le pays. Il s'agit en majorité de jeunes "qui ont perdu confiance dans les partis politiques", selon des analystes entendus à la chaîne de TV en continu Globo news.

A Brasilia, cinq mille manifestants ont protesté dans le quartier des ministères, symbole du pouvoir. Quelque 200 d'entre eux ont réussi à grimper sur le toit du parlement où ils ont entonné l'hymne brésilien avant d'en redescendre spontanément.

"Nous sommes arrivés dans la maison du peuple. C'est le premier pas pour montrer que nous ne sommes pas morts; ils pensaient que l'on s'arrêterait pour voir le football mais le Brésil n'est pas seulement ça", a déclaré à l'AFP Bruno Pastrana, un étudiant de 24 ans, assis sur le toit du Congrès National.

A Sao Paulo, où 65.000 manifestants ont défilé sur l'avenue Paulista, un groupe a essayé d'envahir le parlement local mais a été arrêté par les gaz lacrymogènes de la police.

Des scènes similaires se sont répétées à Porto Alegre, Curitiba, Belo Horizonte notamment, en pleine Coupe des Confédérations de football, répétition générale en miniature du Mondial dans un an.

"Nous ne permettrons pas que des manifestations perturbent les événements que nous nous sommes engagés à réaliser", avait averti quelques heures plus tôt le ministre des Sports, Aldo Rebelo.

Dans une apparente volonté d'apaisement, la présidente Dilma Rousseff a rectifié le tir quelques heures plus tard, affirmant que "les manifestations pacifiques sont légitimes et propres à la démocratie".

"C'est le propre de la jeunesse de manifester", a-t-elle ajouté dans un communiqué. Reuters 18.06

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles ce soir et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Aux lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps.

Ce soir en mangeant ma salade de crudité qui tenait lieu de repas, après m'être sifflé deux cocktails quand même pour tenir le coup jusqu'à 23h ou minuit, entre deux rafales de vent et coupures de courant j'ai eu une pensée pour les lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps et qui ne me connaissent pas forcément. Entre nous j'ai horreur d'Internet pour son anonymat, mais c'est bien utile quand même si on peut l'utiliser pour faire avancer notre cause.

On peut facilement se méprendre sur les gens et leurs intentions, comme on peut facilement commettre des contresens, personne n'est parfait, ni vous ni moi. Je parle souvent de ma vie pour que vous me connaissiez mieux, cela me semble légitime, maintenant n'allez pas croire pour autant que je serais du genre extraverti. Pas du tout, en fait je ne parle jamais de mon passé aux gens que je rencontre, il n'y a qu'une ou plutôt deux personnes au monde à qui je me livre, ma fille et sa tendre mère, pourquoi, parce qu'elles me connaissent tellement bien qu'elles sont en principe capables de me comprendre.

Ce soir (mardi) on va un peu de détendre.

J'espère qu'il ne vous est pas venu à l'esprit que je pourrais être homophobe et je vais vous raconter pourquoi je ne peux pas l'être. J'avais 10 ou 11 ans lorsque j'ai eu une expérience homosexuel avec un garçon de mon âge, notre relation a duré deux ans environ, avant que mes parents déménagent de Paris à Rueil (92) et que je change d'école. Bien plus tard, j'ai vécu l'époque androgyne des années 70-75 avec Bowie et Ziggy Stardust. Avec mes potes, on écoutait Rod Stewart, Alice Cooper, Queen, Bowie, Lou Reed, Pink Floyd, Deep Purple, Led Zeppelin, les Who, etc, on portait les cheveux longs, on se maquillait même quand on sortait au Golf Drouot ou au Gibus à Paris ou dans d'autres boîtes, tout en s'éclatant à coup de pétards tous les soirs et plus encore...

J'avais des potes qui étaient homosexuels, d'autres qui marchaient à voile et à vapeur, moi je suis resté hétérosexuel tout en ayant un faible pour Bowie, ce n'était pas un sujet tabou, on n'en parlait jamais, chacun faisait sa vie comme il l'entendait, à aucun moment ce fut un problème entre nous, parfois un mec faisait une avance à un autre histoire de tâter le terrain, cela se faisait ou non, peu importe, chacun respectait l'autre c'était tout. Voilà pourquoi aujourd'hui quand j'observe le tapage qui est fait sur cette question, je me dis qu'il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette société, elle a régressé en réalité, alors qu'on nous présente les dernières mesure comme une avancée, on se moque de nous, de vous, car à aucun moment je n'ai marché dans leur combine. Quant aux manifestations exubérantes du type Gay pride, c'est le comble de la décomposition et de la décadence de la société qui s'expose au grand jour, de gens qui ont un sexe à la place du cerveau, ce qui n'était pas le cas des homosexuels que j'ai connus.

Pourquoi je ne peux pas être raciste. Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre, j'ai fréquenté des kabyles, mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Amid, Kader, etc. puis j'ai eu des potes d'un milieu plutôt petite bourgeois mais aussi ouvrier parmi lesquels il y avait des homosexuels ou des bisexuels, j'ai vécu pendant plus de 10 ans dans la ville qui concentrait le taux d'immigrés le plus important de France, Clichy-sur-Seine. J'avais de si bonnes relations avec les commerçants arabes du coin qu'ils m'appelaient cousin, je n'ai jamais eu aucun problème avec un immigré à Clichy. Depuis plus de 24 ans je partage ma vie avec une femme noire d'origine indienne, j'ai déjà passé plus de 18 ans en Inde, pas dans l'ex-quartier colonial blanc où se terrent les expatriés, mais parmi la population locale. Et pour finir, j'adore Dany le compagnon de ma fille qui est de la Réunion et qui est encore plus foncé que mon épouse ainsi que ma petite-fille Cassie, sans parler de ma soeur qui vit avec un Algérien, l'autre qui vit avec un Portugais, mon oncle Jacques qui était Italien, bref, à nous tous on couvre tous les continents, alors me prêter un instant l'idée que je pourrais être raciste serait le comble de la stupidité, cela m'est arrivé en lisant des courriels il y a quelques années de cela.

Et quand je parle du milieu ouvrier, je suis né dedans et je n'ai cessé d'y baigner, en France comme en Inde, on pourrait m'accuser de parler de ce que je ne connais pas parce que je vis désormais à 10.000 kms de la France, sauf qu'en ayant travaillé dans plus de 45 entreprises différentes en France et en Inde, je sais de quoi je cause. J'ai déménagé plus de 25 fois, j'ai voyagé, j'ai vécu sur plusieurs continents, ce n'est pas seulement mes idées que je n'hésite pas à remettre en cause pour en vérifier la validité, mais mon existence. J'ai bossé dans le privé avec en permanence l'épée de Damocles du chômage suspendu au-dessus de la tête parce j'ouvrais toujours ma gueule, cela m'a donné le goût du défi, de ne pas le craindre, je ne dirais pas le goût de l'aventure car je ne suis pas un aventurier, c'est par accident ou par hasard que j'ai été amené à autant bouger la plupart du temps, la société me l'a imposé, cela donne l'occasion d'enrichir ses connaissances à travers une multitude d'expériences et de rencontres qui finalement vous façonnent et vous transforment.

Maintenant quand j'observe en 2013 comment se comportent ceux qui parlent en notre nom, je m'interroge, je ne me reconnais pas du tout dans leurs discours ou leurs positions, je crois qu'en dehors du boycott de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains adopté par le groupe GMI, je ne partage absolument aucune position adoptée par les partis ouvriers et d'autres formations politiques sur toutes les questions qui ont été soulevées depuis des années, chaque fois j'ai constaté une déviation opportuniste plus ou moins prononcée sur les plans théorique ou politique, à aucun moment j'ai pu me dire, là cette fois je peux reprendre ce discours à mon compte ou soutenir sans réserve une position exprimée.

Du coup, je n'en tiens absolument plus compte, je ne lis qu'après coup ce qu'ils ont écrit, je préfère m'informer directement à la source, voir en quoi consiste les faits, ensuite je les analyse et si nécessaire j'en tire des enseignements. Le travail des dernières années m'a permis d'acquérir cette autonomie, cette liberté qui est à ce jour ce que j'ai de plus cher. Dès que j'aborde un sujet, c'est sous un aspect critique que je le traite, car c'est sous cet angle-là que les idées me viennent spontanément au cerveau.

Prenez le féminisme.

On nous a raconté que la situation des femmes s'était améliorée, que dorénavant la société leur donnerait les moyens de s'épanouir; etc. Comment cela, en régime capitaliste, les femmes s'épanouir? On ne doit pas penser ou parler des mêmes alors... Immédiatement je détecte une contrevérité qui en réalité sert à camoufler une autre réalité, mais surtout un objectif non avoué que notre ennemi poursuit et qu'il me faut exposer au grand jour.

Le must, cela doit être ses femmes isolées et livrées à la solitude, la famille monoparentale où la femme se retrouve seule à élever un ou plusieurs enfants avec toutes les difficultés qu'on imagine. Quel bonheur, quel progrès ! Au moins, elles travaillent, comme dirait le farouche féministe Rockefeller, elles se font exploitées et elles en redemandent, alors profitons-en, il n'y a pas de raison ! (Zntretien avec Aaron Russo, voire la vidéo en ligne)

Quelle aberration ! Il en existe des dizaines et des dizaines du même genre, c'est incroyable, et nos valeureux anticapitalistes ou révolutionnaires trouvent cela très bien, cela leur convient ! Quand on n'a pas d'idéal, la télévision, le téléphone portable, la console de jeu, etc que l'on change tous les quatre matins pour le dernier modèle le remplace, on appelle cela le progrès paraît-il. On ne pense qu'à soi, ses lubies, ses petits caprices de petits-bourgeois qui deviennent cause nationale, voire internationale, internationalisme oblige !

Sur le racisme.

Il y a environ deux mois avant que ma télé claque, ils passaient sur TV5Monde Asie un téléfilm sous forme de feuilletons appelé Aïcha. En le regardant, je me suis aperçu qu'il faisait la promotion du communautarisme. Je n'ai vu que les quatre premiers épisodes. En gros, il s'agissait d'une fille d'origine algérienne qui vivait dans une cité de la banlieue parisienne et qui était éprise d'un garçon, un Français de souche on va dire. Pour fréquenter ouvertement cette fille et pouvoir éventuellement l'épouser, il devait absolument se conformer aux coutumes et au rite de la religion musulmane de son père principalement, sa mère étant plus tolérante, et bien entendu, cela était présenté de telle sorte que le garçon devait s'y plier, c'était normal. Par contre, une situation opposée où cela aurait été à cette fille de se plier aux règles ou principes disons républicains en vigueur en France ne se posait même pas, impensable. Je vous passe l'épisode où l'on voyait un groupe de femmes converties à l'islam réclamant que la piscine municipale soit réservée exclusivement aux femmes un jour par semaine.

Quand j'ai rencontré mon épouse qui est hindouiste en 1989, à l'époque je ne militais plus. Son oncle qui me l'avait présentée était disposé ainsi que les parents de mon épouse pour que l'on fasse une cérémonie très simple non religieuse, sans la présence d'un brahman, c'est moi qui est insisté pour qu'elle ait un caractère religieux puisque ma future épouse était croyante et cela ne me posait aucun problème. En fait, nous nous passerons du brahman et la cérémonie a été en partie conforme à la tradition hindouiste sans plus, plutôt païenne d'ailleurs, aucun dieu n'étant de la fête. Depuis je ne suis astreint à aucune obligation religieuse par mon épouse ou sa famille et cela fait 24 ans.

Maintenant quand vous comparez mon expérience avec ce téléfilm, vous vous dites qu'ils alimentent le communautarisme, qu'ils en sont à l'origine, qu'ils l'ont encouragé. J'ai un autre souvenir à raconter.

Cela devait être en 1972 ou 1973, je devais avoir 17 ou 18 ans, c'était l'époque où je fréquentais mes pote kabyles. J'avais fait connaissance d'Abiba, une fille de mon âge d'origine algérienne, très simple, douce et ravissante, nous nous fréquentions en copain seulement. Elle m'invitait à déjeuner chez elle, je connaissais ses parents. Le temps passait et on se voyait de plus en plus souvent, quand on n'était pas ensemble, je pensais à elle, elle me manquait. Puis un jour nous en sommes venus à parler de nos rapports, et là elle m'a dit en face : écoute Jean-Claude, entre nous cela n'ira jamais plus loin, c'est uniquement de l'amitié, on est différent, tu comprends, ce n'est pas possible, il ne faut pas y penser, moi de mon côté j'étais prêt à faire ma vie avec elle, je me moquais bien qu'elle soit d'origine algérienne ou musulmane, mais j'ai parfaitement compris son discours et je n'ai pas insisté, je ne voulais pas qu'on se dispute. Et quelque temps plus tard nous nous perdîmes de vue.

Cette fille et sa famille n'étaient sans doute pas disposées à passer outre certains principes qui leur étaient chers et ils y restèrent fidèles sans envisager de me les imposer, ce qui n'aurait d'ailleurs rien changé à mon origine et à ce qui m'avait été inculqué au titre de mon éducation qui étaient différents des leurs, en rester là valait mieux pour tout le monde, que le contraire qui aurait consisté en un reniement forcé de nos convictions qui aurait pu demeurer entre nous ou se traduire par des tensions par la suite ou une rupture, un échec.

En observant ce qui se passe en France, j'en conclus que ce sont les minorités ou des couches particulières qui dorénavant imposent leurs lois à la majorité, je ne pense pas en particulier à une communauté issue de l'immigration, c'est valable pour les femmes, les non-fumeurs, les homosexuels, les écologistes, etc. tous les lobbies organisés qui agissent comme des moyens de pressions sur le législateur, la population, la société pour leur imposer leurs droits au détriment du droit collectif qui se retrouve réduit au rang d'exception, dont la portion diminue de jour en jour. La nation implose, elle explose de l'intérieur.

Ils forcent le droit ou le cadre juridique à évoluer plus vite que l'économie (qui devrait passer au socialisme), à s'adapter à des conditions économiques et sociales (en régression) qui ne permettent pas de régler les problèmes qu'ils prétendent résoudre, du coup ils favorisent le développement d'un ressentiment au sein de la population encore plus fort envers certaines communautés, comme si leur objectif était la dislocation de la société ou créer une atmosphère de haine qui précède une guerre civile, c'est déjà le cas dans certains quartiers ou certaines cités. C'est là-dedans que donne la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, c'est pitoyable et effrayant.

Fondamentalement, aucun des problèmes soulevés ici ne peut trouver une solution satisfaisante sous un régime capitalisme, qui plus est de nos jours où il est la proie d'une gigantesque crise ou est entrée en putréfaction. Je ne dis pas qu'il ne faut pas lutter contre le racisme, etc. mais en lui donnant un contenu politique qui soit orienté vers le socialisme... Je ne sais pas si vous avez pris conscience de l'ampleur du problème, tous ces gens-là prétendent le contraire, cela viendrait de la droite traditionnelle, ils hurleraient à la supercherie ou à la manipulation, à la réaction, mais comme cela vient du PS ou ses satellites, ce serait progressiste, il faut les soutenir et y participer, à part cela ils sont indépendants du PS, tu parles, autant que du régime ou de l'Etat ! Vous aurez encore l'occasion de le juger aux prochaines élections municipales et européennes.

On se fout littéralement de nous, voilà la vérité. Nous sommes face à une gigantesque supercherie qui conduit au chaos et à la barbarie.

Ils n'ont pas seulement importé en France les contradictions de l'impérialisme américain, ils ont importé les contradictions auxquelles sont confrontés les pays émergents et au-delà les pays dominés, sous-développés, qui ont quasiment un statut de colonie ou de comptoirs comme au XIXe siècle, et qui font face à un développement inégal ou à de gigantesques inégalités sociales. Ils en usent pour dresser les différentes communautés les unes contre les autres comme on peut l'observer au Moyen et au Proche-Orient par exemple, on retrouve le même phénomène dans certaines banlieues ou villes en France. Ici ils se servent de la religion, là ils utilisent les différentes origines, aux Etats-Unis par exemple. C'est ce modèle là qu'ils importent ou développent dans tous les pays de l'UE pour les dresser contre la majorité de la population qui est présentée comme raciste, xénophobe, intolérante, réactionnaire, c'est insupportable.

Il est tard et je vais vous raconter une dernière petite histoire, la cerise sur le gâteau, on va enfoncé le clou bien profond.

Il y a quelques jours en formatant les adresses de fichiers que j'allais mettre en ligne, je tombe sur un article publié par Mondialisation.ca où l'auteur ressortait l'histoire des colons britanniques qui avaient inscrit sur des écriteaux à l'entrée de certains édifices : Interdit aux chiens et aux Indiens, là je crois qu'il s'agissait des Chinois, peu importe.

Je l'ai lu la première fois il y a plus de 30 ans maintenant, dans un ouvrage d'Alexandra David Neel, à l'époque j'en avais déduit que les Anglais étaient racistes, à cette époque je n'avais jamais voyagé et je ne connaissais pas l'Inde. En fait, ce qu'il voulait dire par là, c'était que les Indiens n'ayant pas le même niveau de conscience (de vie, de connaissance, économique, etc.) qu'eux, sachant par expérience qu'ils pouvaient se soulager n'importe où et agir de manière totalement inattendue, il était préférable de les tenir à distance de certains lieux, parfois il s'agissait de jardins ou de parcs, chaque grand bâtiment comportait des espaces verts. Sinon pourquoi auraient-ils pris soins d'associer les chiens et les Indiens sur des écriteaux en dehors des fonctions qui leur étaient communes, on ne peut pas imaginer qu'ils aient tenu à afficher ainsi le mépris qu'ils pouvaient témoigner aux Indiens par ailleurs, cela aurait été du domaine de l'infantilisme ou tellement futile, absurde. Il faut aussi avoir en tête que les Indiens des classes dominantes traitent ou considèrent les Indiens des classes inférieures de chien ou comme des chiens, je parle encore aujourd'hui, et là c'est ouvertement.

Après ces longues années passées en Inde, j'ai été amené à revenir sur les intentions que je prêtais aux Anglais sur ce coup-là, peut-être que je me trompe, mais je ne le pense pas, car il m'est arrivé à plusieurs reprises de surprendre des membres de la famille de mon épouse ou des visiteurs en train de se soulager dans le jardin derrière la maison, alors qu'on possédait deux toilettes où qu'il leur était possible d'aller dans le terrain vague situé derrière notre terrain. De la même manière que lorsqu'ils sont repartis il me faut passer derrière eux pour ramasser des papiers ou autre débris qu'ils ont allègrement balancés dans le jardin. Pour un Indien, c'est un comportement normal, il faut simplement le savoir. Un Indien se soulage sur place, là où il est, y compris en ville, tous les soirs quand je me promène avec mon chien, à quelques dizaines de moi je peux observer des culs d'hommes et de femmes en train de chier, je n'y prête pas attention évidemment, je ne tiens pas à les déranger, et l'Indien jette ce qu'il a à la main absolument n'importe où, et quand je double un autobus en moto je fais un écart pour ne rien recevoir sur la tête, un crachat par exemple, cela m'est arrivé bien sûr, quand il n'y en a pas un qui vomit par une fenêtre ! Et gare à vous, si vous la remener, vous n'avez qu'à ne pas vous trouver là à ce moment-là ! Je vous raconte cela sans animosité, vous avouerez que j'ai le sens de l'humour quand il faut, ce qui doit faire défaut à mes détracteurs dont l'horizon semble limité à ce qu'ils aperçoivent de leur fenêtre.

C'est juste un constat, cela ne me choque pas et je n'en fais pas tout un plat, je ne juge personne, et je ne réclame pas une loi, on pourrait dire qu'avec ces écriteaux les Anglais étaient les précurseurs de ce qui se fait aujourd'hui et que je condamne, je ne les imiterais pas je vous rassure, ce comportement correspond au niveau du développement économique du pays, pas seulement, et puis cet argument doit être étayé, nous poursuivrons une autre fois. Un dernier mot, à l'entrée des supermarchés réservées à la classe moyenne principalement, il y a un gardien en uniforme pour interdire l'accès aux mendiants, il n'y a pas un écriteau : Interdit à la plèbe en guenilles.

Une dernière histoire, très courte.

Mon beau-frère devait s'occuper de ma machine à laver qui était tombée en panne. Au bout de trois semaines, rien, et j'en suis à laver mon linge à la main. Je l'engueule, il me dit qu'il n'a pas trouvé la pièce et qu'il fera le nécessaire d'ici 48h. Effectivement, deux jours plus tard deux employés d'Onida se pointent. Je les engueule aussi, et par curiosité je leur demande depuis combien de temps mon beau-frère leur a téléphoné, ils me font voir leur fiche : la veille ! Bon, je me calme et je comprends que mon beau-frère est responsable de ce délai. Quand je dis que j'engueule quelqu'un, je feins la colère, intérieurement je suis parfaitement calme c'est le seul langage qu'ils comprennent malheureusement, comme des gosses. Il faut faire preuve de beaucoup de psychologie pour vivre en Inde.

J'ai mon épouse au téléphone et je lui raconte. Je commence par lui dire que son frère est un sacré con et qu'il s'est foutu de moi, après je me ravise et je lui dis, non, je viens de te dire une connerie, en fait il a cherché une pièce d'occasion pour que cela ne me coûte pas cher, comme il l'aurait fait pour lui, et en désespoir de cause il s'est résolu à contacter le fabricant. Et effectivement, ce matin pour un simple ressort et un soufflet en caoutchouc avec le déplacement j'ai payé 750 roupies, au lieu de 50 roupies disons.

Vous voyez comme quoi on peut se méprendre facilement et être injuste, involontairement j'entends. Mon beau-frère a voulu faire au mieux, pas de bol, et pour moi au mieux ce n'était pas d'économiser 700 roupies, mais de pouvoir me servir de la machine à laver rapidement, pour lui 700 roupies c'est une somme, pour moi ce n'est rien ou presque. Ma première réaction était erronée, c'est en y pensant sur le coup que j'ai pu immédiatement me corriger, parce que je savais ce qui se passait dans la tête de mon beau-frère, comme quoi je les connais bien. Alors le premier qui me sort que je méprisais les Indiens, qu'il ne connaîtrait pas évidemment, je le fusille !

[Retour sur l'élection de Villeneuve-sur-Lot](#)

Avec 54,12 % d'abstention lors du premier tour de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot dimanche dernier, le record de 37,31 % de 2012 est pulvérisé.

Et au lieu d'en tirer la leçon que parmi les abstentionnistes il doit se trouver un certain nombre de travailleurs qui tournent le dos aux institutions et ses partis pour leur proposer une politique en rupture avec les institutions et construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base politique correcte, au contraire, tous les partis sont en lice pour participer aux élections de 2014...

Parole d'internaute

- "Les fonctionnaires ont raison de se mobiliser. Ils en ont même beaucoup de raisons de se mobiliser. C'est que M. Hollande en avait fait sa "clientèle" favorite dans la course à l'Elysée. Et, miracle, ça avait fort bien marché... Sauf que c'était sans compter avec les revirements si chers à M. Hollande, par ailleurs si fort dans l'art de manier la synthèse lorsqu'il occupait la fonction de premier secrétaire du PS. Sauf qu'il n'est plus rue de Solférino mais à l'Elysée et, là où il se trouve, c'est une autre paire de manches ! Il avait bien compté sur sa ministre de la fonction publique pour "adoucir" la plaie mais Mme Lebranchu a dit tout haut ce qu'elle pensait et les mots ont fait mal chez les fonctionnaires qui ont été purement et simplement trompés par le président de la République."

Les fonctionnaires sont un électorat essentiel pour le PS - les deux tiers ont voté François Hollande au second tour de la présidentielle en 2012. L'express.fr

Je rectifie, pas seulement, pour le régime surtout et tous ceux qui bouffent à son râtelier...

ACTUALITE EN TITRES

[Vous avez oublié le quatrième : vous !](#)

- Villeneuve-sur-Lot: "La stratégie des trois petits singes est la pire", selon Guedj (PS) - L'Express.fr

[Encore un faux révolutionnaire !](#)

- Le pape François : révolutionnaire sur la forme, conservateur sur le fond - LeFigaro.fr

[Seules les intentions sont "concrètes", normal.](#)

- Le G8 uni contre le "fléau" de l'évasion fiscale - AFP

... c'est vite dit...

- Le G8 s'engage contre la fraude fiscale, peu d'actions concrètes - Reuters

Le groupe des huit pays les plus industrialisés s'est engagé mardi à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale mais n'a annoncé que peu de mesures concrètes en ce sens. Reuters

La bonne grille de lecture était la suivante : il s'y est engagé, son action est terminée, normal.

[Plus de morts que les guerres en Aghanistan, en Libye et au Mali.](#)

- 302 sans-abri "morts de la rue" recensés depuis six mois en France - AFP

De novembre 2012 à mai 2013, "302 décès ont été recensés. Et depuis début 2013, 183 SDF sont morts", a précisé à l'AFP Christophe Louis, président du Collectif "Les morts de la rue".

Certains n'ont qu'un prénom ou un surnom : "Magali, 31 ans, morte le 17 janvier à Rennes", "Alain, dit +Kojak+, 46 ans, mort en avril à Strasbourg". D'autres n'ont pas pu être identifiés: "Un homme, 29 ans, mort le 21 mars, boulevard Victor Tuby dans le vieux Cannes", "une jeune mineure, morte le 2 février rue Joyeuse à Avignon".

Tous ne sont pas morts dans la rue, mais parfois à l'hôpital, dans un hébergement ou un logement, après des années d'errance: c'est le cas pour "Alain Haussy, 45 ans environ, mort le 9 novembre lors d'une première nuit à l'hôtel après des mois de rue à Valenciennes" ou "Dominique, 50 ans, mort le 8 avril chez lui à Rennes, après un parcours de rue". AFP 18.06

29 ans, 31 ans, 45 ans, 46 ans, 50 ans, merde ils étaient encore jeunes, arrête chéri tu vas nous couper l'appétit, tu as le chic pour nous briser le moral, toi !

Vous avez raison, on s'en tape, moi ce qui me passionne c'est le blocage du point d'indice, mon statut, ma retraite, pas vous ? Comment, vous ne lisez pas la presse ouvrière ?

[La vie ? Un fait divers.](#)

- 73% : la hausse du nombre de sujets "*faits divers*" dans les JT depuis 2003 - Atlantico.f

[Privatisation.](#)

- L'Etat suédois cède 5,7% du capital de la banque Nordea - Reuters

Le gouvernement suédois a annoncé mardi la cession d'une participation de 5,7% dans Nordea, la principale banque nordique, reprenant ainsi un processus de privatisation interrompu en 2011. Reuters

[On veut bien jouer, mais à guichet ouvert seulement : profitez-en !](#)

- La Fed devrait maintenir sa politique de soutien à l'économie - AFP

- Le Nikkei devrait gagner plus de 50% cette année - Reuters

[Les djihadistes sont au pouvoir en Egypte.](#)

- Égypte : un vétéran du djihad nommé gouverneur de Louxor Minoui, Delphine - LeFigaro.fr

Adel Mohammed al-Khayat fut l'un des chefs des Gamaa al-Islamiya, responsables du massacre de 58 touristes étrangers en 1997.

[Intox](#)

1- Soupçons de partialité du juge Gentil: les différents scénarios possibles - L'Express.fr

- Les méthodes de "*cow-boy*" du juge Gentil - LePoint.fr

2- Enlèvements: Les pays du G8 s'accordent pour ne pas payer de rançons - 20minutes.fr

3- Le G8 accouche d'un accord a minima sur la Syrie - AFP

- Poutine empêche le G8 de régler le sort d'Assad - Reuters

Vladimir Poutine a fait en sorte mardi au sommet du G8 de faire capoter les efforts des Etats-Unis et des pays occidentaux pour sceller le sort du président syrien Bachar al Assad, évoquant même de nouvelles ventes d'armes à la Syrie. Reuters

[Hard discount social.](#)

- Mailly : le ton de la conférence sociale "*sera plus dur que l'an passé*" - Le Nouvel Observateur

[Heureusement qu'il existe une solution !](#)

- Surpopulation carcérale: Les surveillants de prison crient leur ras le bol - 20minutes.fr

- Le FN veut 40.000 places de prison supplémentaires - Le Nouvel Observateur

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Hollande : Un simple pion qui se laisse manipulé par les maîtres du monde.](#)

1- Affaire Cahuzac. Il ne savait pas, il ne savait rien...

Enregistrement de Cahuzac : Hollande informé le 15 décembre - Le Nouvel Observateur

- "*Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomnieurs. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais*", insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03.2013

Cahuzac démissionne le 18 mars 2013

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayraut et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui « *la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart* ».

Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. "*Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac*". (Europe1.fr 04.04)

2- Offensive de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste contre la Syrie.

Roland Dumas (PS) : les Anglais préparaient la guerre en Syrie depuis 2010

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=5vz5EKII3fQ

- Intervenant dans l'émission « *Ça vous regarde* » (LCP), l'ancien ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, a indiqué avoir été démarché par les Britanniques en 2010 —c'est-à-dire avant le « *printemps arabe* »— pour soutenir une guerre contre la Syrie, dans l'intérêt d'Israël.

Les révélations de M. Dumas semblent confirmer notre hypothèse que l'attaque de la Syrie était prévue par les clauses secrètes du Traité de Lancaster House du 2 novembre 2010. Ce document, censé organiser la coopération militaire franco-britannique, comportait des clauses secrètes sur l'attaque de la Libye. Or, nous avons toujours souligné que les guerres de Libye et de Syrie avaient été planifiées simultanément. voltairenet.org 17.06

3- Iran. Ses maîtres ont parlé.

- François Hollande: Le président iranien Hassan Rohani «*bienvenu*» à la conférence de paix sur la Syrie -20minutes.fr

Rappel :

- "*En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

- Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur. Reuters 29.05

[La véritable nature du Front de gauche. Socialiste ou "**radica**"l en parole seulement, où serait la différence ? Il n'y en a pas.](#)

- Le Parti de Gauche (PG) souhaite que le Front de Gauche (FG) présente des listes autonomes aux municipales à Marseille, ville tenue par l'UMP Jean-Claude Gaudin depuis 1995, afin "*de proposer une alternative radicale et une politique cohérente aux Marseillais*", a-t-il annoncé mardi.

Radicale, radicale, aussi vite dit aussi vite contredit :

- "*On veut notre autonomie à Marseille encore plus qu'ailleurs*", a-t-elle ajouté, disant faire particulièrement attention à "*l'abstention et au score du FN*".

Par ailleurs, Mme Batoux a précisé que des discussions avec EELV étaient en cours "*puisque'ils se sont positionnés sur une*

autonomie par rapport au PS.

Au second tour, la consigne de vote donnée aux militants du FG "*dépendra de la présence du FN*", a précisé Mme Batoux.

Autant dire qu'ils serviront la soupe au PS chaque fois qu'il se retrouvera face au FN. Entre nous, si j'étais un dirigeant du PS, je ferais tout pour faire monter le FN histoire de récupérer les voix qui traînent dans la poubelle de la gauche et de l'extrême gauche.

- ...la question étant toujours discutée au sein du Front de gauche où "*il n'y a aucun enthousiasme à être allié avec les socialistes*" selon lui.

Mais bon, vous y êtes tellement habitués, cela ne devrait pas trop vous coûter, et puis ce sera à charge de revanche, le PS vous octroiera des postes rémunérés dans des commissions municipales ou autres missions qu'il vous confiera ainsi que d'autres avantages en nature, vous avez raison ne soyez pas trop "enthousiaste", on pourrait avoir des doutes sur vos réelles intentions...

- En désaccord avec cette stratégie, le PCF marseillais - qui lors des municipales de 2008 s'était allié au socialiste Jean-Noël Guérini dès le premier tour à Marseille - appelle de son côté au "*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*", a rappelé le secrétaire départemental Pierre Dharréville, contacté par l'AFP. AFP 18.06

Ne vous marrez pas, le "*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*"... avec le PS et ses satellites tous de droite !

Au moins les staliniens sont fidèles à eux-mêmes, ils s'engagent à soutenir ouvertement un pilier du régime, le PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon une source bien informée liée à l'ASL, une première cargaison de missiles Konkurs vient d'arriver en Syrie. "*il s'agit de 250 missiles et c'est le premier convoi d'armes lourdes. c'est la Turquie qui a transité cette cargaison dont s'est accaparé l'un des groupes jihadistes, Ahrar al Cham*". "*C'est la milice Ahrar al Cham qui est en charge de la distribution des convois d'armes lourdes. Outre ces missiles anti char, la milice vient de recevoir 1000 obus de mortier B10*".

Ahrar al Chaam est l'une des milices liées à Al Nosra que la Maison Blanche est en train d'armer d'armes lourdes bien qu'elle l'ai mise sur sa liste noire. C'est sous prétexte du gaz sarin utilisé par le régime Assad qu'Obama envoie désormais éhontément des armes lourdes aux terroristes! french.irib.ir 18.06

2- Arabie saoudite

2.1- Les tout derniers agissements des responsables saoudiens trahissent l'imminence d'un grand événement à propos de la Syrie.

C'est le site saoudien SABAQ, qui l'a annoncé, dans un article intitulé : les nouveaux agissements des Saoudiens témoignent de l'imminence d'un grand événement. Le retour inopiné du roi Abdallah au pays, il y a deux jours, a vivement préoccupé les analystes arabes voire internationaux qui s'interrogent sur la raison de ce retour hâtif, selon le site saoudien. « Cette question prend plus d'importance lorsque l'on constate que ce retour a eu lieu quelques heures après une rencontre avec le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud Al-Fayçal et le chef des services secrets Bandar ben Sultan, ce qui est dans son genre un événement très rare. Car c'est la première fois que ces deux responsables se rendent ensemble de manière inopinée en France, constate le site, selon qui les agissements des responsables saoudiens ne se résument pas cela, au lendemain du retour du roi Abdallah, le chef de la garde nationale a eu une visite officielle en Turquie où il a rencontré le premier ministre Erdogan et de là il s'est rendu à Paris. « Tous ces agissements, selon SABAQ, parlent d'un événement imminent concernant la guerre en Syrie dans un proche avenir. » french.irib.ir 18.06

2.2- Un coup de palais, dirigé par le prince Khaled Ben Sultan (photo), aurait été planifié en Arabie saoudite. C'est pour le prévenir que le roi Abdallah aurait limogé le vice-ministre de la Défense (20 avril), puis le chef d'état-major des armées (10 mai).

Un ordre d'arrêt du prince Khaled Ben Sultan aurait été signé par le roi dès son retour précipité du Maroc, dimanche 16 juin 2013. Réseau Voltaire 17.06

2.3- Nouveau plan US/Arabie contre la Syrie?

Un certain Mojtabeh , "*citoyen saoudien*" qui fait régulièrement des révélations sur l'état de la famille régnante en Arabie saoudite établit un rapport direct entre le retour du roi Abdellah du Maroc et la lutte du pouvoir qui a mis en ordre de bataille les Al-Saoud. "*Ce retour n'a rien à voir avec la crise syrienne. Le roi a peur que le royaume n'éclate en son absence!*" dit cette source qui affirme : "*l'Arabie saoudite est en phase d'un changement de stratégie en Syrie. La présence saoudienne en Syrie comporte trois volets : le soutien financier et militaire aux milices dites modérées, laisser le régime Assad prendre le contrôle de Homs (!!) et les côtes syriennes pour pousser les milices opposées à accepter la négociation, pousser ces mêmes milices à accepter une surveillance internationale après la fin des violences et signer une entente régionale et internationale sous l'auspice saoudo-américaine*".

La source ajoute : "*Au contraire des apparences l'Arabie saoudite s'oppose à ce qui est communément appelé " révolution syrienne". Car Riyad a peur qu'en cas de la victoire des anti Assad, une révolution similaire ait lieu en Arabie saoudite puis comme les USA, il craint un futur régime syrien aux tendances anti israéliennes*". "*Les services secrets saoudiens, jordaniens et américains ont beaucoup tenté de faire connaître à la Syrie le même sort que celui de l'Irak or ces efforts ont échoué et les événements vont dans un sens opposé à celui que Riyad souhaitait . Le plus grand défi qui s'oppose aujourd'hui à l'axe Riyad/US s'appelle le jihadisme*".

La source poursuit : "*La défaite de Qusseir a asséné un coup irréparable aux milices takfiris-jihadiste. Les milices dites modérées viennent de tenir une réunion aux Emirats sous l'égide de Riyad et de Washington. Les saoudiens tentent de faire accroire aux miliciens qu'il est désormais impossible de renverser Assad et qu'il faut seulement resserrer l'étau autour du régime syrienne et le limiter dans un triangle chiite (homs, les régions côtière) et qu'il est temps d'accepter le cessez le feu*". Mojtabeh affirme qu'il n'existe aucun plan de création des zones d'exclusion aériennes en Syrie avec ou sans présence de Riyad et le plan précité aurait été même accepté par certains des miliciens présents a la réunion des Emirats" french.trib.ir 18.06

SOCIAL

1- France

Les salaires des quelque 5,2 millions de fonctionnaires, bloqués depuis 2010, devraient de nouveau être gelés par le gouvernement en 2014, une mesure "*inacceptable*" et "*scandaleuse*" pour les syndicats, déjà très remontés contre un éventuel nouveau mode de calcul des retraites des agents.

"*Pour l'instant, dans la préparation du budget 2014, nous n'avons pas pris le choix de dégeler*" le point d'indice qui sert de base au calcul des salaires des agents du public, a annoncé mardi matin sur France Info la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu.

Disant comprendre que les fonctionnaires "*aient une impression d'injustice*", Mme Lebranchu a expliqué le gel du point, revalorisé de 0,5% pour la dernière fois en 2010, par un "*déficit public extrêmement important*".

Selon la Cour des comptes, une hausse de 1% du point augmenterait de fait de 800 millions d'euros la seule masse salariale de l'État (80,6 milliards d'euros en 2013).

La ministre avait déjà laissé entendre par le passé que la situation se prolongerait sauf en cas de "*retour à meilleure fortune*".

En annonçant le gel du point pour 2013, elle avait aussi annoncé des "*mesures immédiates*" pour améliorer les carrières des plus bas salaires (catégories C) et des négociations pour améliorer la progression dans la carrière.

Alors que les syndicats s'étaient indignés dans la journée d'apprendre la nouvelle à la radio, Mme Lebranchu a indiqué dans la soirée dans un communiqué avoir eu des "*échanges*" avec eux sur la question.

Elle a souligné que la carrière des catégories C serait revalorisée "*dès le 1er janvier 2014*" et a insisté sur le fait qu'une "*clause de rendez-vous 2014*" était prévue "*sur les mesures générales salariales, dont le point d'indice*" dans le cadre de la négociation engagée sur les carrières et les rémunérations.

Depuis le changement de gouvernement il y a plus d'un an, les syndicats de la fonction publique, terreau électoral de la gauche, réclament une revalorisation du point.

Mardi, les représentants interrogés par l'AFP ont condamné l'annonce de la ministre aussi bien sur la forme que sur le fond. AFP 18.06

Pourquoi sur la question des salaires et des retraites notamment, ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé et les rassembler dans un même combat contre l'Etat et les capitalistes ?

On a pu observer à une multitude de reprises que les dirigeants syndicaux étaient parfaitement informés de ce que tramaient gouvernement et patronat dans le dos des travailleurs, pour ensuite jouer la comédie du crime de lèse-majesté ou prétendre qu'ils tombaient des nus ou apprenaient par les médias les décisions adoptées ou les mesures retenues par le gouvernement ou le patronat, ce qui leur fournissait un prétexte pour hurler au scandale et faire oublier la collusion qui existait entre eux. Ils passent leur temps à arpenter les allées du pouvoir quand ils ne se téléphonent, nous ne sommes pas dupe.

Camarades fonctionnaires, votre ennemi, c'est l'Etat des capitalistes, votre employeur...

2- Brésil

Une classe moyenne qui place les services publics devant le foot.

Cela se passe au Brésil, pays qui va accueillir la coupe du monde 2014 et où le football est plus que le sport national. 11 milliards d'euros pour organiser l'événement sportif, ces manifestants préféreraient les voir investis dans des hôpitaux et des écoles.

Ce qui a déclenché cette colère citoyenne : une banale augmentation de 20 centimes du prix du billet de bus à Sao Paulo. La ville de 11 millions d'habitants est couverte de tags : *"non au 3,20"* , *"3,20 c'est du vol..."* 3 réals 20, équivaut à 1,12 euros. Les habitants ici payent le ticket de bus le plus cher au monde par rapport aux salaires, ils doivent travailler 14 minutes pour le payer.

Le maire de la ville, Fernando Haddad du Parti de Travailleurs au pouvoir, se défend d'avoir trop augmenté le tarif : *"Des efforts ont été faits durant l'année pour que l'évolution du tarif soit bien en dessous de l'inflation. On a dégagé 600 millions de réals de subventions, l'équivalent de 207 millions d'euros..."*

Les protestations ont pour toile de fond une économie brésilienne en perte de vitesse. Le PIB n'a augmenté que de 0,9% en 2012, et de 0,6% au premier trimestre 2013. Or l'inflation est à 6,5% par an.

Et même si le chômage n'est qu'à 5,5%, pour beaucoup de brésiliens, joindre les deux bouts chaque mois est difficile. C'est surtout les prix de l'alimentation qui ont beaucoup augmenté ces derniers temps, comme l'assure cette femme sur ce marché de Rio de Janeiro : *"La semaine dernière, un sac de pommes de terre comme celui ci coûtait 1,50 réals, aujourd'hui, c'est 2 réals. Ça n'arrête pas d'augmenter, on ne peut plus suivre..."*

Septième économie de la planète, le Brésil souffre encore d'énormes inégalités sociales malgré des années de vigoureux développement économique. Le pays manque aussi de d'infrastructures de qualité, alors que des milliards sont dépensés pour accueillir le mondial de foot l'an prochain et les Jeux Olympiques en 2016. euronews 18.06

3- Afrique du Sud

La hausse des coûts et les troubles sociaux dans les mines de platine sud-africaines pourraient mettre en danger quelque 121.500 emplois, et 60% de la production, ces deux prochaines années, a averti mardi la banque japonaise Nomura.

La hausse des coûts d'exploitation --en raison des augmentations de salaires, du durcissement de la réglementation, de la hausse des tarifs de l'électricité et de la nécessité de trouver des filons plus profonds-- ainsi que les risques politiques et sociaux vont obliger les mines à réduire leurs opérations pour limiter les pertes, selon les analystes de Nomura.

Ils brossent un sombre tableau d'un secteur qui produit près de 80% du platine mondial, et qui a été profondément marqué par la tragédie de Marikana (nord), où la police a tiré sur des grévistes, faisant 34 morts, en août 2012. Les mines sont toujours agitées par de sanglantes rivalités syndicales, principalement entre le NUM, proche du pouvoir, et le syndicat Amcu, qui conteste sa suprématie et bouleverse l'ordre établi en négligeant les canaux traditionnels de dialogue social, n'hésitant pas à maintenir la pression en multipliant les débrayages.

"Il y a environ 24.000 emplois à risque l'an prochain (et) 121.500 en 2015", écrivent-ils, avec à la clef des baisses de la production de 14% en 2014 et 59% en 2015. "C'est un nombre énorme, à la fois en termes absolus et en poids politique."

Le secteur des métaux du groupe platine employait environ 195.000 personnes en 2011, selon les derniers chiffres de la Chambre des mines d'Afrique du Sud.

Ces chiffres dépassent largement les plans actuels du numéro un mondial du secteur, Anglo American Platinum (Amplats), qui veut supprimer environ 6.000 emplois dans le pays. Le groupe voulait se séparer de 14.000 employés, mais a reculé devant les menaces de grève et la pression du gouvernement, qui prépare déjà les élections d'avril 2014.

Selon Nomura, de nombreuses compagnies minières pourraient annoncer des plans sociaux après les élections. AFP 18.06

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne ce matin 33 nouveaux documents, il en reste encore quelques-uns en économie, ce sera pour ce soir, je dois maintenant préparer la causerie du jour et je suis en retard. A plus tard, dans 6 ou 7 heures environ.

De retour, il est 15h38 ici à Pondichéry. Il reste les articles de presse à actualiser, d'ici 2 heures, je dois aller faire des courses.

[Où va le vieux monde ? La dictature mondiale s'expose ou la normalisation de la barbarie.](#)

L'impérialisme anglo-saxon apparaît ainsi au grand jour comme le parrain des talibans, des barbares féodaux dégénérés, ayant comme quartier général ou pour capitale celle des Frères musulmans, Doha, Riad demeurant celle d'Al-Qaïda après Washington et Tel Aviv.

C'est sur ces régimes putrides et ces bandes armées sanguinaires que s'appuient Obama, Cameron, Hollande, etc. pour instaurer la démocratie au Moyen et au Proche-Orient, c'est terrible, cela fait froid dans le dos, non ? Tout cela est à l'image du nouvel ordre mondial qu'ils projettent d'imposer, un aperçu en quelque sorte.

A suivre

[Donnons la parole à Paul Craig Roberts \(ex-ministre de R. Reagan\) \(Washington est fou - mondialisation. ca 18.06\)](#)

- Les sondages montrent que 65% de la population américaine s'opposent à l'intervention américaine en Syrie. Malgré cette indication claire de la volonté du peuple, le régime Obama est en train de concocter un cas de propagande pour armer encore plus les mercenaires de Washington envoyés pour renverser le gouvernement laïque syrien et pour imposer une « zone d'exclusion aérienne » sur la Syrie, qui, si l'on se réfère à la Libye, signifie que les avions des Etats-Unis ou de l'OTAN vont attaquer l'armée syrienne au sol, servant ainsi de forces aériennes aux mercenaires importés par Washington, pudiquement appelés « rebelles syriens ».

Washington a déclaré il y a quelque temps que la « ligne rouge » qui amènerait la Syrie sous l'attaque militaire de Washington était l'utilisation par le gouvernement Assad d'armes chimiques de destruction massive contre les mercenaires de Washington. Une fois que cette annonce a été faite, toute personne avec un cerveau savait immédiatement que Washington fabriquerait de faux renseignements certifiant que Assad avait utilisé des armes chimiques, tout comme Washington a présenté aux Nations Unies le mensonge intentionnel, par le secrétaire d'État Colin Powell que Saddam Hussein en Irak avait des armes dangereuses de destruction massive. Rappelez-vous l'image de la National Security Advisor Condi Rice de « champignon atomique sur les villes américaines ? » Les mensonges propagandistes étaient les ordres du jour de Washington.

Et ils le sont toujours. Maintenant, Washington a fabriqué le faux renseignement, et le président Obama a annoncé avec un visage impassible, que Assad de Syrie a utilisé du gaz sarin à plusieurs reprises et que, entre 100 et 150 personnes « de son propre peuple », un euphémisme pour les mercenaires étrangers fournis par les Etats-Unis, ont été tués par les armes de destruction massive.

Réfléchissez à ça une minute. Aussi malheureuse que puisse être toute mort dans une guerre, peut-on appeler 100-150 décès « destruction massive » ? Selon les estimations les plus faibles, l'invasion des mercenaires étrangers parrainés par les Etats-Unis en Syrie a coûté 93.000 vies, au regard desquelles 150 décès représentent 0,0016%. Si on arrondit vers le haut, les 150 décès de Washington reviennent à deux millièmes de un pour cent.

En d'autres termes, 99,998% des décès n'ont pas franchi la « ligne rouge ». Mais le 0.002% (arrondi) l'ont fait.

Oui, je sais. La position de Washington n'a pas de sens. Mais quand a-t-elle jamais eu un sens ?

Nous allons élargir notre esprit un tout petit peu et pousser plus loin. Assad sait que Washington a fixé une "ligne rouge". Cela a été répété maintes et maintes fois dans le but de créer dans l'esprit du public américain distraité qu'il y a un motif réel et valable pour attaquer la Syrie. Pourquoi Assad utiliserait des armes de destruction massive interdites pour tuer une infime poignée de 100-150 mercenaires américains alors que son armée est en train de les balayer sans l'utilisation du gaz, et quand Assad sait que l'utilisation du gaz jetterait l'armée américaine contre lui ?

Comme l'a énoncé clairement le gouvernement russe, l'accusation de Washington n'est pas crédible. Aucune personne informée ne pourrait le croire. Sans doute, beaucoup d'Américains portant leur patriotisme sur leurs manches tomberont pour le dernier mensonge de Washington, mais personne d'autre dans le monde ne le fera. Même les marionnettes de l'OTAN de Washington appelant à attaquer la Syrie savent que la justification de l'attaque est un mensonge. Pour les marionnettes de l'OTAN, l'argent de Washington submerge l'intégrité, pour laquelle les récompenses sont faibles.

Les Russes le savent pertinemment que Washington ment. Le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a déclaré: *«Le gouvernement [d'Assad], comme le dit ouvertement l'opposition, connaît un succès militaire sur le terrain. Le régime [d'Assad] n'est pas au pied du mur. Quel sens y a-t-il pour le régime d'utiliser des armes, surtout pour si peu ».*

Lavrov est une personne relativement civilisée dans le rôle de diplomate principal de la Russie. Toutefois, d'autres responsables russes peuvent être plus rudes dans leur rejet des derniers mensonges flagrants de Washington. Yury Ouchakov, un collaborateur du président russe Vladimir Poutine a déclaré: *«Les Américains ont essayé de nous présenter des informations sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime [de Assad], mais à vrai dire, nous avons pensé que ce n'était pas convaincant. Nous ne voudrions pas invoquer les références au [aux mensonges infâmes du] Secrétaire d'État Colin Powell [à l'ONU accusant l'Irak pour les ADM], mais les faits ne semblent pas convaincants à nos yeux. «Aleksey Pushkov, le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe, va droit au but. «Les données sur l'utilisation par Assad d'armes chimiques sont fabriquées par le même établissement qui produisit les mensonges sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Obama est en train de marcher sur les pas de George W. Bush ».*

Ici, en Amérique personne n'entendra jamais parler aussi franchement de la part des médias presstituéés américains.

Le double langage Orwellien est aujourd'hui la langue du gouvernement des États-Unis. Le Secrétaire d'Etat John Kerry a accusé Assad de nuire aux «pourparlers de paix», pendant que les Etats-Unis arment ses mercenaires syriens.

Le double langage de Washington est maintenant évident pour le monde entier. (Fin de l'extrait)

Les arguments présentés ici sont imparables ou d'une logique implacable. Dès lors tous ceux qui défendent la politique de Hollande-Fabius sur la Syrie sont de furieux dogmatiques, des gens dangereux pour lesquels la "ligne rouge" se passe dans leur tête et n'a rien à voir avec la réalité, ce sont des charlatans ou des aventuriers...

Quand on pense que c'est un ex-ministre de Reagan qui tient ce discours et vient en aide au peuple syrien, alors que des anticapitalistes de salles de classe ou de salon optent pour le camp de la réaction, avouez qu'on a raison de se désintéresser de ces derniers, parvenu à ce point de décomposition, il n'y a plus rien à en espérer, on leur préférera encore cette personnalité qui a pourtant servi un des pires présidents réactionnaires des Etats-Unis.

[La duplicité des renégats. Comment redonner un vernis démocratique aux institutions ? Mission impossible.](#)

- L'Assemblée dénonce... les dix députés qui dénoncent ! - Le Nouvel Observateur

Les institutions et ses partis sont affaiblis, il faut donc en profiter pour tirer à boulets rouges dessus, non ? Et bien non, personne ne veut s'y coller, ce ne serait pas encore à l'ordre du jour, pour les opportunistes ou les vendus ce ne le sera jamais en réalité, ou si, quand il sera trop tard pour se justifier maladroitement.

Pour les uns l'extrême droite monte, pour les autres non, le FN stagne dans les urnes ou progresse peu, ils commentent l'actualité comme des pipelettes.

D'autres, de dangereux gauchistes, j'ai lu cela hier dans une publication du NPA, appellent à constituer des comités antifascistes dans tous les quartiers, toutes les communes, qui à l'occasion (manifestations) pourraient se transformer en services d'ordre ou milices.

J'appelle les militants et surtout les jeunes à prendre leurs jambes à leur cou et à fuir ces militants s'ils ne veulent pas qu'il leur arrive le même sort qu'à Méric Clément, pour rien, pour un bénéfice politique absolument nul. Fuyez les gauchistes, l'ultra gauche aussi, les adeptes de la violence individuelle, du coup de force à la Blanqui, c'est terminé depuis un siècle et demi

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

Parole de servante.

- Exception culturelle: il faut rester "*vigilants*", selon Filipetti - AFP

Il crache son venin.

- Fraude fiscale: Moscovici veut aller plus loin contre une "*pratique toxique*" - AFP

Mieux, un ministère VIPiste !

- Fraude fiscale : "*Il n'y aura pas de cellule VIP à Bercy*" - Le Nouvel Observateur

Surtout pas interdire toute transaction avec eux.

- La France accentue la pression sur les paradis fiscaux - Reuters

Ils en tremblent déjà !

- Le Royaume-Uni veut pouvoir envoyer les banquiers fautifs en prison - L'Expansion.com

Quand c'est Golman Sachs qui est aux commandes !

- Grande-Bretagne: mieux encadrer les banquiers pour éviter une nouvelle affaire Libor - AFP

Tous pour un, tous pourris, solidarité oblige !

- COR - L'UE impose des amendes à neuf groupes pharmaceutiques - Reuters

Abolir le régime ? Pas vraiment.

- Dix députés lancent un appel à l'abolition de leurs «*privilèges*» - 20minutes.fr

Quelle audace !

- Prism : l'UE met la pression sur les États-Unis - LePoint.fr

Busherie.

- À Berlin, Barack Obama exhorte au désarmement nucléaire - LePoint.fr

Conditionnement

Pourquoi pas ?

- Rapport Moreau : pourquoi taxer les retraités n'est plus tabou - LeMonde.fr

Parce que la conscience politique des masses a reculé à défaut de progresser. En tirer profit, c'est la moindre des choses pour la classe dominante. A défaut d'un ennemi de classe désigné, votre ennemi sera votre collègue de travail, votre voisin, votre parent, le musulman, le chômeur, l'homosexuel, l'étranger, alors pourquoi pas les retraités, non ?

- Gel des salaires des fonctionnaires: Berger (CFDT) "*scandalisé*" - AFP

Parce que cela aurait été annoncé "*sans concertation avec les organisations syndicales*", autrement dit, il déplore de ne pas avoir été associé à cette mesure et donc n'avoir pas pu s'y préparer, pour préparer ses troupes à l'accepter...

Souvent dans le passé vous avez pu entendre ce genre de sornette, comme quoi les dirigeants syndicaux avaient été contraints d'appeler à la mobilisation parce que le gouvernement les aurait mis devant le fait accompli, oubliant de préciser qu'ils avaient réagi ainsi uniquement parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de manoeuvrer ou d'adapter leur tactique pour mieux faire passer la mesure décidée par le gouvernement et qu'ils s'étaient retrouvés ainsi acculés à devoir mobiliser contre leur gré.

Quand la social-démocratie passa avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Un "**évènement**" assurément "**exceptionnel**" que nous ne louperons pas.

- Centenaire 14-18: la France souhaite un évènement exceptionnel - AFP

A la baisse !

- OCDE: contre la faim dans le monde, il faut surtout agir sur les revenus - AFP

Confirmation. Fatalité, banalisation. Leur politique pour atteindre leur objectif politique à l'échelle mondiale.

- "*Les guerres civiles sont malheureusement des guerres d'avenir*" - LeMonde.fr

L'air de rien, ils y préparent les esprits...

[La survie du capitalisme : le chaos et la barbarie.](#)

- 45,2 millions de réfugiés dans le monde, un record depuis 20 ans - AFP

A mettre au compte en premier lieu de l'impérialisme américain (et ses alliés) qui exerce une hégémonie militaire sur une grande partie du monde.

[Militairement, c'est une autre affaire, mais c'est plus discret.](#)

- Ashton au Proche-Orient: «*Diplomatiquement, l'Union européenne renvoie l'image d'une non-puissance*» - 20minutes.fr

[Euphémisme pour un mensonge.](#)

- Le Hamas admet une détérioration de ses relations avec l'Iran - Reuters

Depuis que la guerre contre la Syrie a commencé les dirigeants du Hamas ont été amenés à faire un choix : rester aux côtés d'Assad ou bien quitter le camp anti américain et s'engager dans la vaste tranchée qui est celle des pro américains et battre les tambours de la guerre anti Assad. Le chef du bureau politique du Hamas, Mechaal a choisi la seconde option et s'est engagé sous la bannière des Frères musulmans et des salafistes extrémistes dont le chef est Youssef Al Qaradawi. french.irib.ir 19.06

[Quand on vous qu'ils ne pensent qu'à cela :](#)

- Sexualité dans les maisons de retraite: Une formation est lancée - 20minutes.fr

Quel pied !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille au Château.](#)

Premier acte. Mise en condition.

- Les syndicats à l'Élysée à la veille de la conférence sociale - Reuters

Les syndicats français se sont retrouvés mercredi à l'Élysée pour une réunion consacrée au syndicalisme européen, l'occasion de prendre ses marques à la veille de la conférence sociale de cette fin de semaine à Paris.

François Hollande et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ont réuni les responsables des syndicats CFDT, CFTC, CGT, CGT, FO et Unsa autour de la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Bernadette Ségol.

"Lorsque l'on a la pauvreté qui augmente, lorsque l'on a les inégalités qui augmentent, cela veut dire qu'il faut changer les politiques économiques", a-t-elle déclaré à sa sortie, réclamant un plan de relance pour l'emploi et l'activité en Europe.

Second acte. La réponse. Le chantage à l'emploi contre des baisses de salaire.

- Salaires : l'Élysée prône aussi la modération dans le privé - LeParisien.fr

Pourquoi, parce que les patrons seraient naturellement généreux, trop généreux avec leurs salariés ?

- Les salariés du privé devraient aussi se serrer la ceinture. C'est en tout cas le souhait de l'Élysée, au nom de la défense de la compétitivité et de l'emploi. En créant le crédit impôt compétitivité et emploi (CICE), le gouvernement diminue d'environ 20 Mds€ les charges des entreprises. De l'argent qui doit servir à alléger le coût du travail, pas à l'alourdir. *« Une partie des partenaires sociaux pense que le CICE doit se traduire par des hausses de salaire, explique-t-on dans l'entourage de François Hollande. Si on faisait ça, le CICE ne servirait à rien. »*

« Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale », précise-t-on dans l'entourage du président. D'autant que l'Etat estime avoir montré l'exemple. *« L'Etat a fait zéro augmentation quand les entreprises ont fait environ + 2,1% en 2012 »,* déplore-t-on à l'Élysée. LeParisien.fr 19.06

Inutile de vous frotter les yeux vous avez bien lu, si le gouvernement fait un cadeau de 20 Mds€ aux entreprises, c'est pour qu'ils aillent dans la poche des patrons et des actionnaires pas dans celles des travailleurs, non mais sans blague !

Hollande est encore plus pourri que le Medef, cela vous étonne, nous, non. Et vous n'êtes pas au bout de vos surprises. Il sait aussi que les dirigeants syndicaux le sont tout autant puisqu'ils acceptent de discuter avec lui et son gouvernement. Et ceux qui souhaitent malgré tout encore le rencontrer, que faut-il en penser ?

Troisième acte. Il y en a un qui lâche le morceau.

Retour à l'Élysée avec les dirigeants syndicaux.

- Selon le leader de la CFTC, Philippe Louis, a dit ne pas voir de si grande différence entre les syndicats "réformistes" et les "clivants".

"On ne peut vouloir le dialogue social et n'être que dans la contestation mais je pense qu'en France tout le monde est effectivement pour ce dialogue social", a-t-il dit. *"Alors il y a des clivages qui se font mais on voit que sur les dossiers, le clivage n'est pas aussi profond et qu'on peut chacun faire avancer les dossiers même si au bout du compte, tout le monde ne signe pas"*. Reuters 19.06

Excellent, on vous adore monsieur Louis Philippe, vous mériteriez un titre royal franchement, si, si, *"tout le monde ne signe pas"*, qu'est-ce que cela peut bien faire puisque l'orientation politique de ceux qui ne signent pas est finalement la même que celle de ceux qui signent. Cela vaut pour les partis qui soutiennent les appareils de la CGT et FO dont l'orientation politique est finalement identique à celle du Front de gauche par exemple.

[Hégémonie américaine. Harcèlement, tyrannie, barbarie.](#)

- Traite d'humains: Pékin et Moscou épinglés, risques de sanctions - AFP

Les Etats-Unis épinglent la Chine et la Russie pour ne pas en avoir fait assez contre la traite des êtres humains, dans un rapport assassin qui peut déclencher des sanctions américaines contre ces deux puissances avec qui les relations sont déjà tendues. AFP19.06

Ils ont oublié le régime de Doha et Riad qui ont vidé leurs prisons des criminels qui y croupissaient en échange d'aller faire le djihad en Syrie.

Idem pour les Frères musulmans en Tunisie et en Egypte qui recrutent dans la sous-prolétariat qu'il réduit à l'état de lumpenprolétariat ou chaire à canon qu'il envoie massacrer des innocents en Syrie et se faire massacrer par la même occasion, idem en Lybie, Afghanistan, Turquie, au Yémen, au Liban, tous les pays de la région et au-delà puisqu'ils recrutent même en Europe et au Canada.

Pour notre part, nous soutenons le régime du président Bachar-Al-Assad qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie.

Hier soir, j'ai repensé à la position que nous défendons en y intégrant les derniers éléments en notre possession, la déclaration de Dumas qui a affirmé que l'impérialisme anglo-saxon et sioniste se préparait à entrer en guerre contre le régime syrien dès 2010.

Au départ, il y a un peu plus de deux ans, un mouvement de contestation s'est exprimé en Syrie contre le régime en place. Il était ultra minoritaire. Le régime fort des informations qu'il devait déjà posséder sur les intentions imminentes de cette coalition impérialiste et de la manière dont elle avait opéré pour liquider Kadhafi et son régime, réprima avec retenue mais fermement les premières manifestations. Puis, les salafistes qui étaient des agents des puissances occidentales ou qu'ils avaient infiltrés se sont mêlés aux manifestants en se mettant à tirer sur la police et l'armée les forçant à répliquer.

Ainsi le cycle provocation, répression, récupération ou manipulation et dénonciation du régime comme tyrannique était lancé.

L'opposition syrienne s'est retrouvée totalement dépassée par les événements et s'est fait manipuler à son tour en pensant à tort que ces mercenaires djihadistes étrangers étaient venus leur prêter main-forte et qu'ils combattaient pour la même cause. Grave et fatale erreur, puisqu'ils allaient détruire leur pays qu'ils allaient mettre à feu et à sang sur ordre de Washington, Londres et Paris via les monarchies du Golfe, pillant, violant, massacrant hommes, femmes et enfants, des villages entiers, dressant les uns contre les autres les différentes communautés qui vivaient jusque là en paix dans le pays.

Jusqu'au moment, mais trop tard semble-t-il, on n'entendit plus du tout parler de l'opposition syrienne qui de fait s'était rangée entre temps au côté du régime d'Assad et à laquelle il organisa en milice et distribua des armes pour combattre les contras. Pour finalement apprendre dans un rapport commenté par la CIA, par la voix d'organisation liée aux puissances occidentales ayant réalisé des sondages parmi la population syrienne que plus de 70% soutenait Assad et qu'elle le reconduirait au pouvoir si des élections présidentielles devaient avoir lieu aujourd'hui, confirmant que le régime incarne bien l'indépendance du pays à laquelle tous les Syriens sont attachés, facteur déterminant sur lequel repose ma position.

Je me positionne donc au côté du peuple syrien combattant pour son indépendance contre tous ses ennemis, y compris le gouvernement impérialiste français, le Front de gauche et le NPA qui pour le coup sont des coalitions ou des partis réactionnaires, pro-impérialistes, contre-révolutionnaires.

En 1918, j'aurais été au côté du gouvernement bolchevik, du côté de la révolution socialiste et du nouvel Etat ouvrier pour réprimer ceux à Kronstadt qui voulaient les renverser et rétablir l'Ancien régime ou remettre le pouvoir à la bourgeoisie.

Quand on maîtrise l'ensemble de la situation au lieu d'interpréter l'histoire par le petit bout de la lorgnette, qu'on en mesure les dangers, qu'on en connaît l'évolution probable selon le développement de certains rapports déterminants, on se doit de prendre les décisions politiques qui s'imposent conformément au but politique qu'on s'est fixé, aux intérêts fondamentaux de classe qu'on incarne, sans se laisser distraire par les caprices ou les lubies de petits-bourgeois ignorants et impatientes qui tendent à prendre leurs désirs pour la réalité.

Nous rappellerons à ceux qui l'auraient oublié ou qui l'ignorerait, que Lénine est décédé prématurément à 56 ans des suites des deux balles qu'ils avaient reçues dans le cou et une épaule tirées non pas par un agent du tsar ou un garde blanc, mais bien par une de ces révolutionnaires d'extrême gauche qui prétendaient servir la cause du socialisme. Les petits-bourgeois qui aujourd'hui se prétendent anticapitalistes, révolutionnaires, d'extrême gauche et qui finalement se rangent au côté de la réaction mondiale contre le peuple syrien, contre son propre peuple en réalité, sont de la même veine, nous les appelons à se reprendre et à rejeter la position adoptée par les dirigeants de leurs partis.

En cela, je persiste et signe, et j'assume entièrement mes positions, jusqu'au bout. Contrairement à absolument tous les partis ou formations politiques, je ne crains pas d'être à contre courant des masses ou de la majorité des militants qui baignent dans l'ignorance et s'alignent honteusement pour ces derniers sur les positions de l'impérialisme français et anglo-saxon, je combats sous le drapeau de la révolution socialiste, à ma manière et avec mes faibles moyens j'estime assumer la continuité du marxisme.

[Le IIIe Reich était sioniste et n'est pas mort.](#)

La chambre basse allemande, le Bundestag, a adopté le 13 juin 2013, une résolution proclamant la relation étroite entre l'Allemagne et Israël.

La résolution amalgame dans une même condamnation les actes antisémites commis en Allemagne et la Résistance à l'occupation israélienne (incluant le Hezbollah).

Tous les partis politiques de l'assemblée ont soutenu la résolution, à l'exception de Die Linke, qui s'est abstenue. Réseau Voltaire 14.06.

Aucun parti pour voter contre l'amalgame horrible réalisé ici entre antisémisme et antisionisme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les discussions entre le Premier ministre grec Antonis Samaras et ses deux alliés gouvernementaux n'ont rien donné mercredi, la crise de l'audiovisuel public évoluant vers une véritable crise de gouvernance au sein de la coalition au pouvoir.

Les trois dirigeants des partis de la coalition doivent se réunir une nouvelle fois jeudi.

"Il s'agissait d'une discussion très difficile qui va continuer et sera conclue demain (jeudi) soir" a déclaré le dirigeant socialiste Evángelos Vénizélos en sortant de la résidence du Premier ministre conservateur après trois heures et demie de discussions.

Pour le dirigeant du petit parti de gauche modérée Dimar, Fotis Kouvelis, la rencontre tripartite a été une épreuve *"pénible"*.

M. Samaras peine à sortir d'une crise qu'il a lui même créée en fermant unilatéralement, sans l'accord de ses partenaires, l'émetteur de la radio-télévision publique ERT le 11 juin dernier, sans préavis ni discussion, privant le pays de toutes ses chaînes de télévisions et stations de radio publiques ainsi que de nombreuses chaînes étrangères. Cela a déclenché une tempête mondiale de protestations.

Les participants à la réunion de mercredi soir ont confirmé à mots couverts que les discussions butaient autant sur des problèmes de gouvernance et de partage des pouvoirs au sein de la coalition que sur le seul conflit de l'audiovisuel.

"Ce n'est pas seulement le problème de l'ERT (l'organisme de radiotélévision public, NDLR), c'est un problème de gestion du gouvernement de coalition à trois partis (...). Nous devons avoir une collaboration qui assure un terrain d'entente entre les trois partis" a dit M. Kouvelis.

"L'un des problèmes discuté était la façon dont l'organisme d'audiovisuel public va fonctionner, après la décision du conseil d'Etat. D'autres questions ont aussi été discutées, questions que le Premier ministre avait soulevé il y a deux jours" a dit de manière sybilline, le porte-parole du gouvernement Simos Kedikoglou.

Quelque 2.000 personnes, selon la police, ont manifesté pour la huitième soirée consécutive devant le siège de la radiotélévision publique contre la fermeture des émetteurs qui entraîne la perte d'emplois pour quelque 2.700 personnes.

Certaines banderoles appelaient à *"licencier Samaras"*, et non pas les *"salariés de l'ERT"*.

Le dirigeant de l'opposition Alexis Tsipras (gauche radicale Syriza), venu soutenir les manifestants, a estimé qu'*"aucun compromis n'était possible en démocratie"* et appelé au renversement du gouvernement. (Un effet d'annonce. - Ndlr)

Jusqu'à présent, le Premier ministre refusait de rétablir l'ERT telle qu'elle existait, affirmant que l'organisme coûte trop cher. AFP 19.06

Contrairement aux allégations du gouvernement d'Antónis Samarás, le groupe de télévision publique ERT était bénéficiaire en 2012 à hauteur de 40,9 millions d'euros. Réseau Voltaire 17.06

2- Bulgarie

Le parlement bulgare a annulé mercredi la nomination controversée du député Delyan Peevski à la tête de l'Agence de

sécurité nationale (DANS), qui a déclenché une vague de manifestations depuis vendredi contre la soumission du pouvoir à l'oligarchie.

L'annulation a été votée à l'unanimité par les 128 députés présents, alors que le plus grand groupe parlementaire du parti conservateur Gerb de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov a boycotté le parlement.

"J'ai commis une faute politique (avec la nomination de M. Peevski), ce dont je m'excuse auprès des citoyens bulgares", a déclaré le Premier ministre Plamen Orecharski mercredi au parlement, tout en réaffirmant son refus de démissionner.

"Une démission du gouvernement mettra en doute l'issue des négociations" avec Bruxelles sur le financement européen pour 2014-2020. Des élections immédiates sans amendement du code électoral reproduiront le parlement existant et *"provoqueront un chaos"*, a-t-il estimé. Magnat de la presse lié à une banque puissante, M. Peevski soutenait Boïko Borissov, renversé en février sous la pression de la rue, puis a misé sur la victoire de l'opposition. Il jouit d'une réputation controversée en raison de sa richesse inexplicable et son influence dans des médias contrôlés par sa famille. Sa nomination avait provoqué des manifestations immédiates dans tout le pays vendredi.

Les protestations se sont poursuivies les jours suivants et se sont dirigées contre le gouvernement de l'économiste Plamen Orecharski en place depuis trois semaines seulement. De nouveaux rassemblements sont prévus à Sofia mercredi dans la soirée.

M. Orecharski, qui se rend jeudi à Bruxelles, a demandé mercredi au parlement *"un soutien provisoire pour un paquet de mesures d'urgence de stabilisation"* en faveur des milieux défavorisés et en vue d'améliorer le climat des affaires. Un mois après les élections du 12 mai, l'opinion publique est polarisée: 51% réclament une démission du gouvernement et 48% veulent qu'il reste en place, selon un sondage de l'institut Alpha Research publié mercredi. Et 85% des personnes interrogés soutiennent le mouvement de protestation déclenché par la nomination de M. Peevski.

Les chances de longévité de ce gouvernement soutenu par les socialistes (PSB) et le MDL sont jugées limitées: 37% estiment qu'il ne survivra que quelques mois, 20% lui donnent un an jusqu'aux élections européennes en mai. Seulement 18% pensent qu'il accomplira son mandat de quatre ans. *"Jamais jusqu'à présent l'opinion publique n'a été aussi négative un mois après des élections"*, indique l'institut. L'attitude négative vis à vis du MDL, tant pour des raisons nationalistes qu'en raison de soupçons de népotisme, fait aussi dégringoler le soutien envers son allié socialiste de 32% en un mois. euronews.fr 19.06

3- Afghanistan

Kaboul a exprimé mercredi son mécontentement face à la perspective de discussions directes entre Américains et talibans en suspendant ses négociations sur un accord de sécurité avec Washington et en menaçant de ne pas discuter avec les insurgés dans leur nouveau bureau de Doha.

En visite à Berlin, le président américain Barack Obama a réagi en indiquant qu'il s'attendait à des *"tensions"* avec le gouvernement afghan et espérait *"que le processus (allait) se poursuivre"* malgré tout.

Mardi, les talibans et les Américains avaient annoncé une *"prochaine"* reprise de leurs contacts en vue de discussions de paix, après l'ouverture le même jour à Doha, au Qatar, d'un bureau de représentation taliban, un événement historique après plus de 11 ans de guerre.

Washington, qui dirige la force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), alliée de Kaboul face aux rebelles, avait aussitôt annoncé par la voix de responsables anonymes des rencontres *"dans quelques jours"* entre émissaires américains et talibans.

Mais le département d'Etat a démenti mercredi que des discussions aient été *"programmées"* cette semaine. L'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, James Dobbins, qui devait partir mardi pour ces deux pays, via Ankara et Doha, n'a pas quitté Washington, selon le ministère.

Un autre responsable de l'administration Obama a toutefois confié à quelques journalistes son espoir que ces premiers entretiens avec les talibans se tiennent dans *"les prochains jours"*.

Premier acte: mercredi matin, le porte-parole de M. Karzaï annonce qu'il suspend ses négociations d'accord bilatéral de sécurité avec Washington, pour marquer son mécontentement. *"Il y a une contradiction entre ce que le gouvernement américain dit et ce qu'il fait en ce qui concerne les discussions de paix"*, a expliqué à l'AFP le porte-parole Aimal Faizi.

Kaboul menace de boycotter des discussions à Doha

Cet accord doit définir les modalités de la présence américaine en Afghanistan après la fin de la mission de combat de l'Otan fin

2014, mais aussi le nombre de bases américaines dans le pays et le statut des soldats américains sur place. Il doit notamment régler la question épineuse de l'immunité des soldats qui avait fait capoter le même type d'accord voulu par les Américains en Irak.

Deuxième acte, en milieu d'après-midi: la présidence afghane annonce que le Haut Conseil pour la paix (HCP), une instance créée par le président Karzaï pour tenter de négocier avec les insurgés, "ne participera pas aux discussions de paix au Qatar, à moins qu'elles ne soient menées par les Afghans".

Or cette perspective semble improbable à ce stade: le porte-parole du bureau taliban à Doha, Mohammed Naïm, avait déclaré mardi que des discussions avec le gouvernement de Kaboul n'étaient pas à l'ordre du jour "*pour le moment*", semblant toutefois suggérer cela pourrait évoluer en fonction des "*circonstances*".

Les espoirs de paix avaient déjà été quelque peu douchés la nuit dernière par l'attaque, revendiquée par les talibans, de la base américaine de Bagram, au nord-est de Kaboul, qui a coûté la vie à quatre soldats américains.

Un autre porte-parole taliban au Qatar, Mohammad Sohail Shaheen, a confirmé sur Al-Jazeera que les insurgés n'avaient pas l'intention d'arrêter leurs attaques en dépit des futurs contacts diplomatiques. "*Il n'y a pas de cessez-le-feu (avec les Etats-Unis). Ils nous attaquent et nous les attaquons*". AFP 19.06

Le président afghan Hamid Karzaï est inquiet et il a de quoi : il est le prochain sur la liste des Américains !

4- Syrie

4.1- Les ministres des Affaires étrangères du groupe dit "*des amis de la Syrie*" se réuniront samedi à Doha pour discuter de l'aide militaire à apporter à la rébellion, a indiqué mercredi une source diplomatique française.

Les onze pays participants seront la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Turquie et l'Egypte. Cette réunion a pour but de répondre aux besoins exprimés par la rébellion syrienne lors de la réunion du 14 juin à Ankara entre le général Selim Idriss, plus important chef militaire de la rébellion, et des représentants de ces 11 pays, selon la même source. french.irib.ir 19.06

4.2- Selon Amin Hatit , analyste libanais, les Etats Unis ne tolèrent pas la défaite militaire des rebelles en Syrie et comme toute guerre digne de ce nom, ils pensent à changer les commandants : Erdogan et l'emir Al Thani sont les deux victimes expiatoires de la défaite militaire US en Syrie.

En effet, l'échec militaire doublé d'un échec politique ont amené les Américains à changer leurs pion. Et puisqu'il faut un tel changement, les USA commencent par le pion plus faible à savoir le Qatar. "*C'est dans ce même sens que les Américains sont en ce moment même en phase de propulser un pion tout frais en la personne de Tamim Ben Hamad à la tête du Qatar et que les manifestations secouent les deux grandes villes turques à savoir Istanbul et Ankara. C'est vrai que l'émir Al Thani a remporté la bataille en Tunisie, en Egypte et en Libye. Il a même réussi à s'attirer le soutien d'une tranche de dirigeants du Hamas. Mais l'émir a péché par excès de confiance en soi ; il a promis à Ankara et aux Américains de renverser en l'espace de trois à six mois Assad. Deux et demi plus tard, Assad est toujours au pouvoir. cette fausse promesse a faussé les calculs des Américains et a coûté trop cher à Washington qui a perdu une partie de son influence au Moyen Orient. Ceci ne peut se réparer à moins d'un changement des commandants défectueux! C'est en quelque sorte, l'emprise US dans la région qui s'érode au lieu que ce soit Assad qui s'en aille!*" french.irib.ir 19.06

SOCIAL

1- Brésil

De nouvelles manifestations se sont produites mercredi à Sao Paulo où le blocage d'une autoroute et de plusieurs rues paralyse les transports de la plus grande ville du pays.

Ces manifestations, qui ont commencé la semaine dernière et se déroulent dans tout le pays, sont les plus importantes depuis 20 ans. Les Brésiliens protestent pêle-mêle contre l'inflation, la déficience des services publics et la violence policière.

Mercredi, le maire de Sao Paulo, Fernando Haddad, envisageait une éventuelle réduction des tarifs dans les autobus après des baisses intervenues dans un certain nombre de grandes villes.

L'armée a été envoyée en renfort dans plusieurs villes qui doivent accueillir la Coupe de football des Confédérations dans le cadre

des mesures prévues pour assurer le déroulement de cette manifestation sportive considérée comme une répétition avant le Mondial 2014.

Les renforts sont notamment présents à Fortaleza dans le nord-est du pays, où le Brésil doit rencontrer le Mexique mercredi et où des manifestations ont déjà eu lieu. L'armée sera aussi déployée à Rio de Janeiro, Salvador, Belo Horizonte et dans la capitale fédérale, Brasilia.

Mercredi matin dans le centre de Sao Paulo, des débris de verres et de divers objets étaient éparpillés sur les pavés et sur le fronton de l'Hôtel de ville était orné de graffitis.

"Le peuple s'est réveillé", pouvait-on lire en écho aux slogans scandé par les manifestants.

Interrogé par la presse à l'occasion d'un point de presse de la Fifa à Maracana, le stade mythique de Rio de Janeiro, le vice-ministre des Communications, Cesar Alvarez, s'est voulu rassurant en niant que le gouvernement ait perdu le contrôle des rues.

"Perdre le contrôle est quelque chose d'impossible. Je ne dirais pas que nous avons perdu le contrôle, non", a-t-il dit.

Le ministre a ajouté: *"Le gouvernement de l'Etat ainsi que les autorités locales vont se concerter pour faire en sorte que les manifestations ne gênent pas le flux des spectateurs et que les manifestants respectent le droit de ceux qui veulent aller voir les matches"*. Reuters 19.06

2- Espagne

Une évacuation d'usine comme il y en a de plus en plus en Espagne... 70 employés de la société Troquelera del Norte ont été évacués de force par la police ce mardi dans le Pays basque espagnol. Un ordre d'éviction avait été donné per les nouveaux propriétaires du bâtiment.

Les employés, impayés depuis janvier dernier, occupaient l'usine depuis le 6 mai dernier. Selon les syndicats responsables de la mobilisation, les employés n'ont même pas été officiellement licenciés.

La tension est montée d'un cran quand les derniers ouvriers, réfugiés dans l'usine et cachés entre les machines, ont été sortis de force.

L'évacuation terminée, les serrures du bâtiment ont été changées. euronews.fr 19.06

Il ne reste plus qu'à s'organiser et résister les armes à la main, non ?

3- Japon

L'ampleur de la contamination radioactive à Fukushima suscite toujours des d'interrogations. Des taux très élevés de tritium et de strontium 90 – un élément hautement toxique – ont été relevés dans les eaux souterraines accumulées au pied des réacteurs. Mais Tepco, qui exploite la centrale, assure qu'il n'y a pas eu de fuite dans l'océan.

"Les taux de radioactivité relevés dans les eaux du Pacifique correspondent à ceux observés ces derniers mois. Nous pensons donc que cette pollution n'a pas d'impact", explique le directeur général de Tepco, Toshihiko Fukuda.

Tepco a annoncé des niveaux de strontium trente fois supérieur à la limite légale. Une découverte inquiétante qui intervient alors que l'opérateur a demandé l'autorisation de rejeter dans l'océan de l'eau faiblement contaminée qu'il ne peut plus stockée. euronews. fr 19.06

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juin 2013

CAUSERIE

Dorénavant, je laisse en ligne les infos des 7 derniers jours, du coup la page est un peu volumineuse. Si vous avez des problèmes de lenteur pour l'ouvrir, avertissez-moi. J'ajouterai encore quelques articles ce soir ou demain matin. Je suis très fatigué et pas disposé à causer. On a déjà atteint les 10.000 visites ce mois-ci, bravo à vous, c'est encourageant.

Bon week-end à tous.

Une analyse.

Nous nous trouvons dans une période extrêmement périlleuse de l'histoire mondiale, tandis que les anciennes structures de pouvoir s'effondrent et que la domination des USA commence à faiblir. Mais l'empire riposte. Les Etats-Unis et Israël tentent de renforcer des mouvements néolibéraux tributaires d'une accumulation de capitaux pour les riches et d'une pauvreté accrue pour la plupart des gens.

Afin d'éviter une poussée révolutionnaire majeure parmi ceux qui sont privés de leurs droits, ces élites ont incité à des conflits sectaires : Sunnites contre Chiites, Arabes contre Kurdes, Chrétiens contre Musulmans, Juifs contre Musulmans et Chrétiens, etc.

Ce mortel jeu de diversion par le biais de guerres et de conflits civils rencontre l'opposition de ceux qui se soulèvent dans des endroits comme la Turquie et le Brésil. Si nous pistons l'argent et les manipulations des services secrets occidentaux ou israéliens, nous pouvons comprendre pourquoi les Frères Musulmans ont décidé de rendre l'Egypte islamiste et pro-occidentale et de rompre ses relations avec la Syrie. Nous pouvons aussi comprendre les bombardements en Irak dont l'objectif était de déclencher un conflit entre Chiites et Sunnites. Nous pouvons également comprendre les frénétiques manipulations médiatiques des informations. Et nous pouvons comprendre le soutien du Président Obama à la violation de l'intimité de citoyens américains, sous prétexte de sécurité.

Je ne sais ce qu'apportera le court terme, mais sur le long terme je crois que les hommes s'éveillent et qu'ils feront choix de diriger leur énergie non pas les uns contre les autres, mais contre les faiseurs de mal qui s'efforcent de fomenter des luttes sectaires. Le monde est trop peuplé et les technologies beaucoup trop mortifères pour faire autre chose que rejeter les incitations hostiles lancées pour le seul bénéfice des milliardaires.

Au cours des dernières semaines, la protestation contre les politiques néolibérales des gouvernements en Turquie, au Brésil, en Egypte, en Tunisie et ailleurs sont de bons annonceurs d'un avenir positif. Il nous faudrait nous tenir tous par la main et dire : nous voulons la justice économique, et nous voulons la paix qui ne peut être fondée que sur la justice ; nous voulons les droits humains, nous rejetons le sectarisme, et nous ne pouvons rester neutres à bord d'un train en marche (Howard Zinn). Nous devons prendre parti : pour les droits de la majorité défavorisée et non pour les plans cupides et violents des élites.

Mazin Qumsiyeh

Source : french.trib.ir 20.06

Il faut proposer un cadre organisé, un parti, une Internationale à cette "*majorité défavorisée*". Il faut donc un programme social et politique, une stratégie pour combattre le capitalisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale en s'appuyant sur les enseignements de la lutte de classe du prolétariat des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours. Il faut surtout définir l'objectif que l'on veut atteindre et par quel moyen. Renverser le capitalisme ou s'en accommoder en l'améliorant ? Par le biais des urnes ou par une révolution qui serait prolétarienne et socialiste ?

S'en accommoder nous a conduit à la situation actuelle, il faudrait donc arrêter de reproduire sans cesse la même erreur. Et sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, impossible de vaincre notre ennemi, entre la propriété privée des moyens de production, le capitalisme, et la propriété collective des moyens de production, le socialisme, existe-t-il pas une autre alternative ? Non, alors adoptons le socialisme et voyons comment on peut avancer dans cette voie ensemble. Rejeter l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme qui fut le pire ennemi du socialisme.

Qu'on se le dise !

Extrait du n°256 d'*Informations ouvrières*.

- "*Tous les appels à « l'union nationale », au « front républicain », au « consensus droite-gauche », à l'association des syndicats aux contre-réformes vont dans le même sens : la marche à la décomposition, fondée sur la destruction des droits de la population laborieuse.*"

Vous avez le droit d'ajouter le refus du POI d'appeler au boycott de cette conférence patronale et de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui y participe, le gouvernement, Hollande.

D'ailleurs il faudrait rectifier ou apporter une précision, nos droits sociaux sont détruits sur fond de liquidation de nos droits politiques qu'incarne la soumission de tous les partis au capitalisme et ses institutions. Ceci explique cela, il faut le dire,

l'expliquer, l'analyser et en tirer des leçons politiques et pratiques, sinon à quoi bon.

Ils ont commencé par liquider nos droits politiques (UE, soumission de tous les partis au capital), ensuite ils s'attaquent à nos droits sociaux (plus aucun parti ne combat réellement les appareils vendus des syndicats), et ils compèteront leur oeuvre en instaurant un gouvernement mondial. Ouvrez les yeux, observez, c'est en train de se passer, on n'arrête pas d'en fournir les preuves. L'orientation du capitalisme mondial on la connaît, sauf que les partis ouvriers sont incapables de définir une stratégie pour la combattre. Pourquoi ? Parce qu'ils rejettent cette analyse... On a déjà expliqué tout cela dans des causeries précédentes et on en a marre de se répéter.

Impensable, ce n'est pas leur conception de la lutte de classe ou plutôt de la collaboration de classe avec les appareils :

La parole à Jean-Marc Constantin, syndicaliste dans l'administration des douanes, à Chambéry (Savoie) :

- *"Enfin, je voudrais ajouter que quand on est militant syndical, il faut être présent dans les instances syndicales décisionnelles, si on veut gagner — et pour gagner, il faut faire des propositions dans ces instances pour faire bouger les stratégies de lutte."*

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour *"être présent dans les instances syndicales décisionnelles"*, n'est-ce pas ? Encore un qui a de l'avenir dans les appareils !

Pour eux, c'est *"gagner"* sur des revendications immédiates leur unique objectif, améliorer la condition ouvrière pour certaines couches d'exploités seulement de manière à ce qu'elles puissent mieux supporter l'existence du capitalisme, qu'il n'est pas question de combattre pour le faire disparaître vous l'aurez compris.

Ils ont tourné le dos, abandonné depuis des lustres (1940) à cet objectif de l'émancipation du capital qui définissait le syndicalisme révolutionnaire du début du XXes siècle. Au POI et ailleurs, ils ne veulent plus en entendre parler, s'adapter au mouvement spontané des masses bourré d'illusions, de fait, au capitalisme au lieu de combattre pour le socialisme, tel est le contenu de leur combat.

Ce serait juste une question de mauvaise volonté, qui n'aurait rien à voir avec la nature politique du PS.

- *"Incapables de tirer les leçons de la situation — car ne le voulant pas — Hollande et le gouvernement persistent et signent."*

C'est sans doute pour le convaincre de le vouloir que le POI prépare une délégation d'élus auprès de Hollande.

Rompre avec une mauvaise politique, mais pas un mauvais Etat ou un mauvais système économique.

- *"Rompre avec cette politique dictée par l'Union européenne et la troïka."*

Vous avez là le produit des illusions que le POI colporte dans le PS (et le PCF) qui coïncident avec son incapacité de rompre avec ce parti, lien qui ne saute pas forcément aux yeux comme c'est le cas ici, mais qui apparaît clairement dans ses rapports aux appareils syndicaux qui sont liés au PS ou partagent la même idéologie.

Contribution de Sébastien, postier :

- *"Ce gouvernement trahit les masses, applique une politique injuste"*

Oh le vilain! Non, désolé, le gouvernement applique la politique qui correspond à la nature politique de ses différentes composantes et de l'idéologie, de la classe sociale qu'il représente ou dont il défend les intérêts.

Pour prêter au gouvernement *"une politique injuste"*, cela sous-entend que selon vous il aurait dû ou il devrait faire une politique *"juste"*, ce qui témoigne au passage que vous ignorez tout de ses partis, autrement dit, vous méconnaissez la nature sociale du PS, mieux, vous ne comprenez rien à la situation et aux rapports entre l'économie et le politique, entre les besoins du capitalisme en crise et la politique du gouvernement qui tend à les satisfaire, bref, vous militez dans le vide, vous brassez du vent, vous perdez votre temps et vous nous faites perdre le nôtre !

Il confirme qu'ils sont incapables de voir plus loin que le bout de leur nez ou de leur assiette, il n'y a rien de politique dans tout cela, c'est du trade-unionisme de bas étage.

- *"Il faut un véritable parti de gauche qui prenne en compte les aspirations du peuple"*.

C'est leur unique objectif ou perspective politique, autrement dit ils n'en ont pas.

Cash !

L'ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes, a acquis un appartement de 90m² à Paris dans une rue huppée de la capitale et l'a payé comptant 717.500 euros, selon «*Paris Match*»...

«*D'où vient l'argent qui lui permet de s'installer enfin dans ses meubles, après trente ans à sillonner la France dans des logements de fonction?*» s'interroge le magazine. Contacté, l'intéressé «*n'a pas souhaité faire de commentaires*».

Le nom de l'ancien ministre apparaît dans plusieurs enquêtes: en tant qu'ancien secrétaire général de l'Élysée dans celle sur l'arbitrage Tapie-Crédit lyonnais, ainsi que dans l'affaire d'un éventuel financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Le 14 juin, le parquet de Paris a également ouvert une enquête préliminaire sur les primes en liquide qu'il a perçues entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. 20minutes.fr 20.06

D'où vient cette somme importante ? Peut-être de là ?

Un ancien interprète de Mouammar Kadhafi confirme que l'ex-dictateur libyen a bien versé des millions de dollars pour appuyer la campagne électorale de Nicolas Sarkozy en 2007. Ce témoignage sera diffusé ce jeudi soir dans le magazine de France 2 Complément d'enquête.

Interrogé par une équipe de France 2 pour l'émission Complément d'Enquête qui doit être diffusée ce jeudi soir, Mofta Missouri, ancien interprète de Mouammar Kadhafi authentifierait un document publié par Mediapart en avril 2012.

Le site Internet avait révélé l'engagement pris par le régime libyen de verser "50 millions d'euros" destinés à soutenir la campagne électorale de Nicolas Sarkozy de 2007. Une publication contre laquelle l'ex-chef de l'Etat avait porté plainte.

Dans l'interview rendue publique ce jeudi, Moftah Missouri indique une somme différente. Selon lui, le président libyen lui avait personnellement dit avoir versé "20 millions de dollars" pour cette campagne. Si la vidéo n'apporte pas de réponse plus précise quant au montant exact, elle plaide bien pour l'existence d'un lien financier entre le camp Sarkozy et le régime de Kadhafi. l'express.fr 20.06

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement

Les trois quart ce serait franchement mieux !

- Un tiers des salariés du public pour le gel de leurs salaires - Reuters

Ben voyons, vous avez le droit d'y croire !

- La loi sur la transparence «*permet de restaurer la confiance dans les élus*» - Liberation.fr

Une femme sur trois vit dans des conditions indignes au XXI^e siècle du fait de l'existence du capitalisme...

- Une femme sur trois dans le monde victime de violence d'après l'OMS - euronews.com

Demain ils les vénèreront, c'étaient des saints qui s'ignoraient...

- À Rakka, les islamistes syriens imposent leur loi avec retenue - Reuters

Intox

Données personnelles: la Cnil met Google en demeure - L'Expansion.com

La Cnil qui vient de livrer l'état civil au Mormon, l'identité des détenteurs de plaques d'immatriculation aux sociétés qui gèrent

les péages des autoroutes, etc. ?

[Si vous le dites.](#)

- Un député de gauche : « *On fait du Sarkozy, en pire* » - LeFigaro.fr

Député radical de gauche du Calvados, Alain Tourret, 65 ans, avocat, spécialiste du droit du travail.

Le Figaro : La qualité du travail législatif se dégrade?

Alain Tourret : Par la force des choses. Actuellement, beaucoup de textes passent par la voie de l'urgence. Il devient quasiment impossible de les réécrire, de discuter du fond. Cela devient très manichéen: « *Vous êtes pour? Vous êtes contre?* ». Nous produisons sans réfléchir. On fait du Sarkozy, en pire. Cela aura forcément des conséquences. LeFigaro.fr 20.06

Non, mais monsieur, à quoi bon réfléchir quand on participe aux institutions, les jeux sont faits, vous n'étiez pas au courant ?

[Tant mieux, les conditions objectives doivent encore mûrir !](#)

- Croissance, chômage, impôts, pouvoir d'achat: les sombres perspectives de l'Insee pour 2013 - L'Expansion.com

Le PIB tricolore va reculer de 0,1% cette année, le taux de chômage grimper à 11,1%, les salaires vont encore ralentir et le pouvoir d'achat va stagner, selon la note de conjoncture publiée par l'Insee. L'Expansion.com

[Les Pays-Bas exécute une décision du gouvernement américain. Normal au pays de Bilderberg.](#)

Le trublion numérique Kim Dotcom a vivement critiqué la décision prise par une entreprise des Pays-Bas de supprimer de ses serveurs tous les fichiers liés à Megaupload.

Sur Twitter, Kim Dotcom a dénoncé le plus grand « *massacre de donnée de l'histoire d'internet, orchestré par le gouvernement des États-Unis et le Département de la Justice* » euronews.com 20.06

Mais au fait, c'est bien à la Haye qu'est installé le TPI, ce tribunal d'exception ? Une simple coïncidence sans doute.

[Eugénisme. Le sionisme arabe sera-t-il à la hauteur du sionisme juif des années 40 ?](#)

Le Syndrôme respiratoire coronavirus du Moyen Orient présente un risque important en environnement hospitalier.

C'est l'une des conclusions de l'étude lancée en mai dernier par des chercheurs en Arabie Saoudite, alors que l'inquiétude ne semble pourtant pas augmenter dans les régions concernées.

Le MERS, ce virus proche du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) a tué 32 personnes en Arabie Saoudite depuis septembre 2012.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 38 personnes ayant contracté le coronavirus sont décédées dans le monde, sur 64 cas confirmés.

A l'approche du pèlerinage de la Mecque, où des centaines de milliers de musulmans sont attendus en Arabie Saoudite, l'OMS et les autorités locales déplorent le fait que les ventes de masques chutent et que la vigilance semble retomber dans le pays. euronews.com 20.06

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Conférence patronale des 20 et 21 juin 2013](#)

Inutile de se jeter tête baissée sur ce sujet, rappelons le contexte dans lequel se situe cette conférence patronale.

- « *Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale* », précise-t-on dans l'entourage du président. leparisien.fr 19.06

Cela signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui doivent subir une dégradation de leur niveau et de leur condition de vie, pendant que les capitalistes bénéficient de privilèges leur permettant d'augmenter leur profit, sur fond d'évasion fiscale à hauteur de centaines de milliards d'euros pour les plus importantes entreprises, et continuer de vivre comme des seigneurs. L'objectif du gouvernement et du patronat n'est pas de s'attaquer aux inégalités sociales, mais de les accroître.

Le tableau est planté, chacun sait à quoi s'en tenir, chacun aura compris les rapports qui constituent la toile de fond de cette mascarade dont tous les syndicats sont complices.

Passons à un article de l'AFP qui relate la journée d'hier.

- L'emploi et les retraites ont été jeudi au coeur de la première journée de la conférence sociale ouverte par François Hollande, qui a annoncé un plan pour contrer le chômage de masse, applaudi par le patronat.

Dans son discours inaugural, le président Hollande, qui avait réuni durant trois heures les leaders des organisations syndicales et patronales au Palais d'Iéna pour cette deuxième conférence sociale de son quinquennat, a fait du dialogue social le moyen de redresser le pays: "*La réforme par le dialogue a montré sa pertinence*", a-t-il dit, appelant patronat et syndicats à avoir "*foi*" dans cette méthode. (Voyons, mais ils l'ont puisqu'ils y participent tous. -NdIrl)

Il a demandé aux partenaires sociaux d'unir leurs forces pour combattre "*la défiance, le doute et le désarroi*" un "*mal encore plus profond*" que la crise précisant que "*le sérieux budgétaire ne sera pas en France l'austérité*".

L'emploi reste la priorité absolue, a assuré le chef de l'État, qui maintient son objectif d'une inversion de la courbe du chômage en fin d'année. "*Si je devais retenir qu'un seul enjeu, c'est celui de l'emploi*", a-t-il dit en annonçant "un plan d'action" *pour pourvoir les emplois sans candidats par une formation rapide des demandeurs d'emploi*".

Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé qu'*un plan extrêmement ambitieux sera mis en place à la fin de l'été*" afin "*de former les chômeurs*" pour ces emplois.

L'idée de s'attaquer aux postes vacants (quelque 300.000) qui ne trouvent pas preneurs est applaudie par la patronne du Medef, Laurence Parisot. "*J'ai tout de suite dit au président à quel point nous étions partants, je l'ai même encouragé*", a-t-elle dit. "*Nous pourrions agir assez vite parce que nous connaissons la situation*".

Arrêtons-nous là un instant.

Que dit Hollande ? Il vante le dialogue social, la méthode de collaboration de classes dans laquelle il a "*foi*" et qui "*a montré sa pertinence*" avec l'ANI en janvier dernier. Il a raison, aucun syndicat n'a boycotté cette conférence, ils sont tous prêts à collaborer, on devrait les appeler les collabos. Bref, rien de nouveau de ce côté-là.

Hollande se fait le porte-parole des besoins des capitalistes en faisant de l'emploi une priorité. Comment ?

Il dit que s'il devait "*retenir (...) un seul enjeu, (ce serait) celui de l'emploi*", autrement dit tous les autres doivent être sacrifiés à cette cause, objectif "*applaudi par le patronat*". Qu'est-ce que cela signifie, pourquoi le patronat "*applaudit*" ?

Parce que ce qui sera sacrifié en amont, la législation du travail, le contrat de travail, le coût du travail, etc. profitera en aval au patronat puisque les nouveaux emplois créés prendront en compte ces nouvelles conditions de travail et de rémunération qui permettront au patronat de conserver envers eux davantage de plus-value, de profit.

Quant au chômage, il compte bien l'entretenir et le maintenir à un haut niveau pour continuer de faire pression sur les travailleurs pour les obliger à prendre n'importe quel emploi à n'importe quel salaire, cela permet aussi d'accroître la concurrence entre les travailleurs, de les diviser, pendant que le patronat gouverne et dicte sa loi. Ce qui explique notamment pourquoi il veut rallonger la durée de cotisation, repousser de fait l'âge auquel les travailleurs prennent leur retraite, au lieu de libérer des millions d'emplois qui pourraient être immédiatement occupés par des chômeurs, ce qui pourrait entraîner à terme une pénurie de main d'oeuvre et renchérir les salaires, ce qu'il faut éviter à tout prix.

Hollande dit, ma priorité c'est l'emploi, alors qu'il n'a en tête que des emplois précaires, des emplois où les travailleurs ne sont plus qu'une masse taillable et corvéable à merci et pour ainsi dire sans droit pour le contester en dehors de se mobiliser et de faire grève.

Il a ouvert la voie, logiquement les syndicats vendus s'engouffrent à la suite. Reprenons où cet article s'était arrêté, avec la question soulevée des "postes vacants".

- Mais le leader de FO Jean-Claude Mailly est, lui, très critique et soulève la question de "l'attractivité" de ces métiers. "Dans la restauration, les conditions de travail, de rémunération font que des salariés hésitent à y aller ou ne pensent qu'à en partir".

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a réclamé l'annonce vendredi "des propositions précises avec des objectifs chiffrés". "On ne peut pas avoir un discours ambitieux sur l'emploi et demain avoir une annonce qui fait pschitt".

Pour la CFE-CGC également, la mesure reste insuffisante: "Nous demandons des actions immédiates avec un plan de relance de l'emploi", affirme sa présidente.

Donnez-leur des garanties, faites-leur des propositions précises, proposez-leur un plan, et les voilà comblés !

Retraites.

C'est là que cela risque de coïncider. Sur le chômage, pour le gouvernement et le patronat la voie est dégagée et ils peuvent avancer tranquillement, les chômeurs sont atomisés, peu ou pas organisés, invisibles comme l'on dit. S'agissant des retraites c'est plus compliqué parce que cela touchent absolument l'ensemble des travailleurs du pays, qu'ils soient organisés ou non peu importe, chacun sait compter et comprend de quoi il s'agit, de son propre sort, surtout pour ceux qui ont atteint ou dépassé 50 ans et qui ressentent déjà la fatigue des ans.

Pour bien faire, il faudrait que les syndicats rassemblent les travailleurs des secteurs public et privé sur la base des revendications les plus avantageuses pour l'ensemble des travailleurs, donc exigent un alignement des retraites sur celles des fonctionnaires telles qu'elles existaient avant les contre-réformes des dernières années.

Ainsi l'unité de l'ensemble des travailleurs du public et du privé serait réalisée. Sauf que voilà, aucun syndicat ne reprend à son compte cette revendication, aucun parti non plus, tous s'entendent pour conserver le statut différencié qui existe entre public et privé qui divise le prolétariat et le mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne souhaitent pas leur donner les moyens de s'unir pour combattre ensemble le gouvernement et le patronat, l'Etat.

Vous avez là en grande partie l'origine de la situation actuelle, l'impasse et la faiblesse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier, l'incapacité dans lequel il se trouve de résister au patronat et à l'Etat et à les vaincre. Répétons-le encore une fois, absolument tous les partis ouvriers en sont complices, depuis des lustres évidemment cela ne date pas d'aujourd'hui ou d'hier.

Dites-nous pourquoi un ouvrier qui travaille dans une usine du secteur privé ne devrait pas avoir le même droit à la retraite qu'un ouvrier qui travaille à la RATP par exemple ? Qu'est-ce qui permet de le justifier ? Absolument rien, sauf un accord tacite entre les représentants du mouvement ouvrier et l'Etat qui remonte à l'après-guerre, qui résulta d'une trahison, d'un marchandage pour permettre de reconstruire tranquillement le capitalisme français et assurer la stabilité du pouvoir politique, de l'Etat.

C'est cette trahison, ce principe de collaboration de classes entre les appareils des syndicats et des partis ouvriers d'un côté, l'Etat et ses représentants ainsi que le patronat de l'autre qui est à l'origine de cette situation, trahison et collaboration permanente, qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours, que nos braves révolutionnaires et autres trotskistes ont soutenu, comme chacun peut l'observer encore aujourd'hui puisqu'aucun ne reprend à son compte cette revendication et n'appelle au boycott de cette conférence, à l'exception du GMI.

Ils prétendent combattre pour l'unité de la classe ouvrière, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit que c'est sur des bases faussées au départ et contre lesquelles ils ne combattent pas, autrement dit ils se moquent de nous.

Idem pour l'indépendance des syndicats, qui à travers cet accord tacite passé avec l'Etat qui consiste à accepter un traitement inférieur pour le secteur privé en terme de retraite, témoigne qu'elle n'existe pas.

Poursuivons la lecture de ce compte-rendu de l'AFP sur la question des retraites.

- Le sujet le plus épineux reste celui des retraites. Les pistes de la prochaine réforme gouvernementale se précisent: "L'allongement de la durée de cotisation reste la mesure la plus juste, à condition qu'elle soit appliquée à tous" en tenant compte de la "pénibilité", a affirmé le chef de l'Etat. Le rapport de la Commission Moreau propose un allongement jusqu'à 44 ans.

Les syndicats, CGT et FO en tête, sont vent debout contre une telle mesure: "c'est un désaccord de fond", a affirmé Jean-Claude Mailly. La CGT a déjà prévu des mobilisations en septembre.

La table ronde sur les retraites a montré qu'il "y a quand même des positions de fond assez inconciliables" et en allongeant à nouveau la durée de cotisation, le gouvernement "prend le risque de mobilisations sociales dès la rentrée", a prévenu Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

De son côté, le patronat est offensif sur ce sujet et continue de réclamer un report de l'âge légal du départ à la retraite - piste que François Hollande a totalement exclue - et refuse une hausse des cotisations.

D'après ce que j'ai lu dans un autre article il y a quelques jours, le gouvernement prévoirait d'inclure une partie des primes dans le calcul des retraites des fonctionnaires pour mieux faire passer la pillule de l'allongement de la durée de cotisation. Pas sûr que cela suffise à calmer les fonctionnaires, mais c'est un élément de division qui sera exploité par les uns et les autres.

Au-delà des discours des dirigeants syndicaux, chacun sait qu'ils vont tout faire pour empêcher qu'il y ait une mobilisation massive des fonctionnaires qui pourrait donner des idées aux travailleurs du privé, pas seulement sur leur retraite, mais sur l'ensemble de leurs revendications, le syndrome tunisien, égyptien, turc ou brésilien depuis ces derniers jours, le gouvernement doit l'avoir à l'esprit.

Il faut aider à l'organisation et à la mobilisation des travailleurs dans et à l'extérieur des syndicats dans tout le pays, dans l'unité des organisations et des partis tout du moins à la base ou au niveau de différentes instances dans les syndicats, les préparer au combat, faire monter la sauce ou faire en sorte que la mayonnaise prenne, faire en sorte qu'ils soient prêts à descendre dans la rue par millions, que chacun se dise que c'est possible de vaincre le gouvernement et le patronat dès lors qu'on s'y met tous ensemble, posant en ce qui nous concerne la nécessité d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui représente réellement les intérêts des travailleurs.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les trois partis de la coalition gouvernementale en Grèce n'ont pu se mettre d'accord jeudi soir sur les modalités de réouverture de la société d'audiovisuel public ERT, brutalement fermée par mesure d'économies il y a neuf jours.

La direction de la Gauche démocratique se réunira vendredi matin pour examiner ce dossier, a-t-on appris de source autorisée.

Le dirigeant du Pasok, deuxième parti de la coalition en importance, a souligné la gravité de la situation et invité la Gauche démocratique à ne pas quitter l'équipe gouvernementale.

"La situation est particulièrement grave pour le pays, pour l'économie et pour les citoyens", a dit Venizelos. "Nous voulons conserver un gouvernement à trois et nous demandons à la Gauche démocratique de ne pas rompre." Reuters 20.06

1.2- Les salariés de la radiotélévision publique ERT ont entamé leur neuvième jour de protestation contre la fermeture brutale des émetteurs, qui concerne quelque 2700 emplois. Adopté dans le cadre du plan d'austérité, le décret gouvernemental a depuis été suspendu par le Conseil d'État, mais les principales chaînes de télévision n'ont toujours pas repris leurs diffusions.

Le Pasok et la Gauche démocratique réclament que le groupe rouvre exactement dans l'état où il se trouvait avant sa fermeture, puis qu'il soit dégraissé, tandis que le Premier ministre conservateur Antonis Samaras est, lui, favorable à une ERT de transition, avec une trentaine de journalistes. euronews.com 20.06

2- Turquie

En Turquie, les protestataires sont nettement moins virulents que ces dernières semaines, mais apparemment, ils assument cette stratégie moins radicale. Debout ou assis, ils sont quelques-uns à manifester Place Taksim à Istanbul. Ils ne constituent pas un trouble à l'ordre public. Les forces de l'ordre n'ont donc pas de raison d'intervenir.

A Ankara, en revanche, des heurts ont une nouvelle fois éclaté la nuit dernière entre manifestants et policiers. euronews.com 20.06

3- Etats-Unis

3.1- Un document top secret contredit les assurances de Barack Obama sur la surveillance

Personne n'écoute vos conversations téléphoniques ou ne lis vos emails sans l'autorisation d'un juge, a juré à plusieurs reprises Barack Obama à ses concitoyens. Ou pas. Selon deux documents top secrets publiés par le Guardian, la NSA a bien le droit et la capacité d'exploiter des données domestiques sans le feu vert direct de la justice.

Le quotidien britannique, à qui l'analyste Edward Snowden a fourni de nombreux documents de la NSA, publie deux ordonnances signées en 2009 par l'Attorney General (à la tête du département de la Justice) Eric Holder. Les documents couvrent les procédures que doit suivre la NSA pour surveiller des personnes basées à l'étranger. Et si espionner des citoyens américains sans mandat validé par un juge est interdit, plusieurs exceptions permettent de passer outre.

La NSA peut conserver et exploiter, pendant cinq ans, des données domestiques «*interceptées par erreur*», à condition que le directeur de l'agence pense «*raisonnablement*» qu'elles permettent de prévenir un danger. Dans son interview au Guardian, Snowden expliquait que dans la pratique, certains analystes pouvaient «*espionner qui ils voulaient, y compris le président*».

Selon le document, cette exception existe «*à cause de l'incapacité de la NSA à filtrer toutes les communications*». En clair, l'agence ratisse large, ne peut pas tout analyser en temps réel et peut, après coup, exploiter des données domestiques prises dans la nasse. Il y a encore trois jours, un élu a pourtant posé cette question au directeur de l'agence: «*La NSA peut-elle lire les emails de citoyens américains?*» Réponse concise de Keith Alexander: «*Non.*» 20minutes.fr 20.06

3.2- Des drones utilisés à des fins de surveillance aux Etats-Unis : certains s'en doutaient. Robert Mueller, le directeur du FBI, l'a confirmé ce mercredi lors d'une audition devant une commission du Sénat.

«*Le FBI utilise-t-il des drones de surveillance sur le sol américain ?*», lui a demandé le républicain Chuck Grassley, membre de la commission Justice du Sénat. – Oui, a simplement répondu le patron du FBI, qui s'est empressé d'ajouter que cela se faisait «*très rarement*» et «*de manière très limitée*».

Il n'y a pas que le FBI qui a recours à ce genre d'engin. Le département de sécurité intérieure s'en sert aussi, pour surveiller, par exemple, la frontière avec le Mexique.

Ces engins sans pilotes peuvent servir à pister des individus considérés comme suspects. Ils peuvent aussi intercepter des messages transmis via les réseaux wifi. Voilà qui ajoute aux récentes révélations sur le programme secret de surveillance des communications sur internet.

Mardi, Dianne Feinstein la présidente de la commission du renseignement au Sénat avait évoqué cette question de l'utilisation des drones. Selon elle, il s'agit de «*la plus grande menace sur la vie privée*» des Américains. euronews.com 20.06

4- Syrie

4.1- Selon le Times de Londres, le Premier ministre britannique David Cameron aurait proposé à ses partenaires de l'OTAN d'assassiner le président Bachar el-Assad et d'organiser un coup d'État militaire à Damas. Dans une telle perspective, le nouveau leader syrien romprait avec la Résistance anti-israélienne, mais l'essentiel de l'appareil baasiste resterait au pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que «*le camp de la démocratie*» envisage d'instaurer une dictature militaire en Syrie. C'était déjà un objectif assumé d'Hillary Clinton et du général David Petraeus lors de l'attaque du 18 juillet 2012. À l'époque, une bombe avait assassiné les leaders du Conseil syrien de sécurité nationale ouvrant la voie à un coup, tandis que 40 000 «*contras*» attaquaient la capitale. Mais, s'appuyant sur la Garde nationale, l'État avait résisté.

Par la suite, la France et la Turquie avaient vainement tenté d'assassiner le président el-Assad.

La proposition de M. Cameron suppose la complicité d'un membre de l'entourage présidentiel et d'un des principaux dirigeants syriens actuels, au sein de l'armée ou des services de sécurité. french.irib.ir 20.06

4.2- A peine une semaine après la décision de Washington de lever l'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie, les informations font état d'un plan signé Kerry qui consiste à bombarder les bases aériennes syriennes, un plan rejeté d'emblée par le Pentagone.

Selon Russia Today, le chef d'état major le général Dempsey a qualifié le projet kerryen de folie et a mis en garde contre les dangers éminents qu'une campagne de bombardement aérienne anti syrienne ferait encourir à l'administration US. Le secrétaire d'état avait appelé la semaine dernière au cours d'une réunion en présence des hauts responsables de l'armée à ce que soient bombardées les régions syriennes «*où Assad emploie de l'arme chimique pour réprimer ses opposants*». Le chef d'état major ne s'est pas opposé à ce plan mais en a rappelé les risques et a demandé davantage d'informations au département d'état en ce

qui concerne ses plans pour "après la campagne de bombardement". Ces derniers jours des rencontres secrètes et à haut niveau ont été multipliées entre Kerry et les responsables de l'armée et certains représentants républicains exigent que la Maison Blanche s'implique davantage en Syrie et qu'elle ne se contente pas uniquement à armer les opposants. french.irib.ir 20.06

4.3- Pourquoi l'ASL & Cie. viendraient-ils s'asseoir à la table des négociations alors que les US et leurs alliés européens sionistes et arabes -qui affirment publiquement qu'avant toute négociation il faut un rééquilibrage des forces sur le terrain donc plus de massacres de civils syriens par les barbares cannibales - assurent haut et fort qu'ils vont continuer de les armer ?

Ainsi selon des sources diplomatiques dans la ville de Daraa au Sud de la Syrie et au Nord le long de la frontière turque la phase de transfert d'armes est en cours. Selon certaines informations des véhicules blindés dont des t-62 et des tanks T-55 - de vieux tanks russes blindés achetés par la Libye de Khadafi et transférés sur la frontière turco syrienne - ont été passés clandestinement à l'ASL Al Nusra Al Qaeda. Une mission d'évaluation comprenant des forces spéciales US Française Britannique de 8000 hommes sont actuellement déployés sur les frontières syro jordanienne et syro turque pour organiser des "corridors humanitaires" de livraisons d'armes.

Au Nord 3000 kurdes dont certains chassés de Turquie par Erdogan dans son initiative de paix avec le PKK et qui ne disposent d'aucun papier d'identité vont bénéficier d'un entraînement en plus de la formation militaire acquise dans lutte contre l'armée turque cette fois pour combattre l'Armée Nationale Syrienne.

Au sein de l'ASL composée à 95% d'étrangers parmi les 5% de Syriens dont des officiers déserteurs certains ont été assassinés par les terroristes affiliés à AlQaeda et leurs familles systématiquement menacées.

C'est pourtant à l'ASL & Cie que les US et leurs alliés dont la France veulent livrer des armes lourdes type RPG MANPADS missiles sol air et véhicules blindés. french.irib.ir 20.06

SOCIAL

Brésil

Une marée humaine a envahi les rues du Brésil, à l'appel des réseaux sociaux, avec quelque 300 000 manifestants dans la seule ville de Rio des Janeiro, poussant la présidente Dilma Rousseff à annuler un voyage officiel prévu au Japon. Ils étaient déjà des centaines de milliers et leurs flots ne cessaient de grossir dans une centaine de villes du pays, notamment à Brasilia (25 000), Sao Paulo, Recife (50 000), Salvador (20 000). A Rio de Janeiro, après un début de marche pacifique, de premiers incidents ont éclaté devant la mairie entre un groupe de manifestants et la police.

La police de Rio a twitté une estimation officielle d'un expert universitaire en sécurité qui a évalué à 300 000 le nombre de manifestants dans la capitale carioca, tout en précisant à l'AFP qu'elle n'avait pas encore d'estimation propre.

Pour la première fois depuis le début du mouvement il y a une dizaine de jours, des organisations de la société civile et partis de gauche ont annoncé leur intention de se joindre aux cortèges avec leurs banderoles.

Les manifestations se poursuivent au Brésil, malgré la décision de plusieurs municipalités d'abandonner la hausse des tarifs des transports, qui avait déclenché la grogne. Hier soir, des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre à Niteroi, de l'autre côté de la baie de Rio. Des protestataires ont tenté de bloquer le pont qui relie les deux rives, avant d'être violemment délogés par la police.

Face à la pression populaire, le maire de Rio, Edouardo Paes, a accepté, à son tour, de baisser les prix des tickets de bus, mais déplore les conséquences d'une telle décision. "C'est un manque à gagner de 90 millions de dollars, que nous aurions pu investir dans des secteurs importants de la ville. Il va donc falloir faire des choix et définir les priorités", dit-il.

D'autres rassemblements plus calmes ont eu lieu à Belo Horizonte ou Brasília. Les manifestants dénoncent les investissements massifs réalisés pour le Mondial de football, alors que le secteur public souffre d'un manque criant de moyens.

"Les gens se sont réveillés. La hausse des tarifs des tickets de bus a été l'étincelle. Aujourd'hui, on se bat pour de meilleurs services de santé, une meilleure éducation, pour plus de sécurité. Nous sommes fatigués, c'est le temps de la lutte. On en a assez de l'injustice", clame un Brésilien.

"Je veux une bonne éducation, de bons hôpitaux, et non pas un stade de foot", demande une jeune femme.

Les pancartes de protestation ont même envahi les stades de football, qui accueillent actuellement la Coupe des Confédérations. Des violentes échauffourées ont eu lieu à Fortaleza, en marge du match entre la Seleçao et le Mexique.

Ce mouvement cristallise désormais toutes les frustrations de la population de ce pays émergent de 194 millions d'habitants: services publics précaires comme la santé et l'éducation, corruption de la classe politique, sommes colossales - 11 milliards d'euros - investies pour l'organisation du Mondial-2014 de football. euronews.com et liberation.fr 20.06

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé les infos de presse, la suite dans 2h30 ou 3h environ, il est 13h36 ici et je n'ai pas encore déjeuné. A plus.

15h49. Je mettrai de nouveaux articles en ligne ce soir ou demain matin.

Au Brésil ou en Turquie, mais aussi en Inde où je vis ou en France on peut, on devrait reprendre ces mots d'ordre ou s'interroger sur leur signification politique.

- Euronews.com : *"Assez de la corruption, nous voulons des hôpitaux et des écoles à la hauteur des normes de la FIFA"* lit-on sur les pancartes.

"Les prix sont abusifs, se plaignent les manifestants, il y a beaucoup d'impôts", *"les gens partent à la retraite avec pas suffisamment d'argent pour se payer l'hôpital ou les transports"*, ajoute cette femme. Euronews.com 21.06

Salaires et retraites misérables, prix trop chers, trop d'impôts et taxes, services publics inexistants ou délabrés, etc. et pendant ce temps-là banques et multinationales se goinfrent, trafiquent leurs comptes le plus légalement du monde, sèment la souffrance, la terreur, la guerre sur tous les continents, dans chaque foyer, etc. comment ne pas faire le lien entre les deux ?

L'article que j'ai rédigé hier soir.

Vous m'excuserez le ton que je prends, mais en vivant à 10.000 kms de la France en observant ce qui se passe avec du recul, je suis littéralement atterré en voyant que finalement les partis et les syndicats suivent l'agenda et l'ordre du jour qui leur sont imposés par le gouvernement et le patronat. C'est stupéfiant.

Cela saute aux yeux et je me suis encore demandé si je devais continuer ou arrêter si finalement personne ou presque ne s'en aperçoit.

Dans la foulée du scandale mondial du Libor qui concernait une somme gigantesque, quelque 500 mille milliards de dollars, on a appris qu'en réalité tous les taux ou cours étaient trafiqués quotidiennement par une poignée de banquiers. A cela s'ajoute l'évasion fiscale nommée modestement optimisation fiscale en ce qui concerne les entreprises, qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ou beaucoup plus en France, qui s'ajoutent aux 80 ou 100 milliards d'euros que les actionnaires du CAC40 se partagent chaque année, sans parler des rémunérations mirobolantes de leurs dirigeants. Voilà pour la cour des grands, qui agissent ainsi impunément, tout à fait légalement le plus souvent.

Et dans la cour des petits, on trouve le citoyen lambda, le pigeon, le crédule, l'ignorant, le pauvre type, salarié ou petit-patron qui paie tout plein pot, taxé, imposé, contrôlé, surveillé, mis à l'amende...

C'est la cour de récréation du niveau maternel dans laquelle jouent les partis ouvriers et les syndicats qui n'entendent pas s'attaquer ou combattre le capital et ses institutions. Il faut noter que les grands peuvent agir de la sorte en toute impunité parce qu'ils bénéficient du soutien et de la protection de l'Etat, des institutions. Or c'est justement pour ces institutions qu'on nous appelle à voter, autrement dit, pour ceux qui font notre propre malheur, cela peut sembler complètement aberrant ou incroyable, mais c'est la stricte réalité. On en est là en gros.

En haut, les grands font ce qu'ils veulent, Amazone déclare son activité au Luxembourg et ne paie pas d'impôt ou très peu en France sur des bénéficiaires qui sont minorités, au point d'être insignifiants. Apple est imposé en Irlande à hauteur de 2%, c'est le directeur fiscal américain qui l'a déclaré devant une commission du congrès, 2%, vous, vous êtes imposés au total à 48% environ. Bref, nous sommes en présence d'un système qui favorise les riches dans des proportions gigantesques au détriment de la population qui est littéralement rackettée. Partant de là, la fiscalité étant particulièrement avantageuse pour les multinationales

et les grandes entreprises, les banques, l'Etat se voit contraint de pressuriser au maximum le contribuable, la bonne poire, la vache à lait, le couillon de service.

Donc, on va lui demander de se serrer encore plus la ceinture, de se priver davantage, de faire de nouveaux sacrifices, pendant qu'en haut ils se gavent comme jamais dans le passé, et ce sont ceux qui vous demandent de faire ces efforts qui sont les complices de ces prédateurs, c'est cela la meilleure, en premier lieu Hollande et son gouvernement.

Non, il y a mieux encore, c'est qu'aucun parti n'a pensé qu'il détenait une mine d'or entre les mains avec ces informations, ces faits, car là il ne s'agit pas d'interprétations, de doctrine ou de théorie, absolument rien de subjectif là-dedans, que du concret, palpable, vérifiable, connu, référencé, c'est du béton armé, indestructible, et bien la meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'aucun parti n'a imaginé qu'il pourrait s'en saisir pour lancer une campagne nationale sur ce thème à travers tout le pays en distribuant des millions de tracts, appeler à des réunions, des meetings...

On vous demande d'accepter une baisse de votre salaire ou de vivre avec un salaire ou une retraite misérable, de patienter au chômage, on vous demande de travailler plus, on vous demande de travailler plus longtemps, en fait on vous impose toute cela au nom de la crise, pendant qu'en haut ils se livrent à une orgie de centaines, de milliers de milliards d'euros, il y a là de quoi faire tout sauter, remonter le travailleur le plus indolent, révolter ceux qui n'en peuvent déjà plus, on a là une bombe sociale et politique entre les mains...

Et bien non, personne ne veut l'exploiter, à croire qu'ils ont tous démissionné, en quelque sorte, ils sont tous en train de lorgner sur la conférence patronale, ils sont au garde-à-vous en train d'attendre que leur maître leur remette l'agenda des mois à venir, sans plaisanter, c'est bien ainsi que cela se passe.

Je me suis demandé si je voyais la situation sous un autre angle parce que je suis à 10.000 kms de la France ou parce que je suis marxiste, les deux sans doute. A moins que je ne sois devenu fou ! Qui est fou ?

Je connais bien la psychologie des masses, là on a matière à les faire bondir, produire un choc, un électrochoc dans leur cerveau amplement conditionné ou formaté par le régime, un truc genre coup de massue qui ne vous laisse pas indifférent, qui ne peut pas vous laisser indifférent si on vous présente bien les faits, car encore une fois il ne s'agit que de faits, bruts, qui interpellent chacun, dans le genre, je vous le fais populaire : ils nous prennent vraiment pour des abrutis ou des cons, ils nous sucent jusqu'à la moelle les ordures, c'est incroyable, on ne peut pas laisser passer cela sans réagir, trop, c'est trop, et ils nous demandent de partir à la retraite plus tard, ils veulent nous faire cerver au boulot ces pourris, c'est scandaleux, il faut faire quelque chose bordel, etc.

Si vous ne croyez pas que les travailleurs pourraient avoir cette réaction, un conseil, arrêtez tout de suite de militer, vous perdez votre temps, faites autre chose. Dites-le à vos dirigeants, ce sont les premiers concernés.

Je vais vous dire un truc, vous me croyez ou non, mon épouse est profondément arriérée, avec ce genre d'arguments j'ai réussi à la soulever, à la mettre en rogne jusqu'à la rage, par téléphone en plus, je ne plaisante pas, j'ai fait le test, j'ai même été obligé de la calmer !

Tout est dans l'art de présenter les choses, sans les travestir bien sûr, de se mettre au niveau de nos interlocuteurs, le plus simplement possible, je le répète, les faits se suffisent à eux-mêmes, inutile de broder vous vous écarteriez du sujet et vos arguments perdraient en intensité.

Alors où ont la tête nos dirigeants ? Ils jouent dans la cour de récréation des petits, des gagne-petit, des ramasse-miettes, ils sont en-deça de tout il faut craindre. Souvenez-vous camarades ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, nos alchimistes voient des transmutations de la société tous les quatre matins, et le jour où ils ont de l'or entre les mains, ils le prennent pour du plomb.

Hier soir en regardant sur TV5Monde Asie le reportage de Premières lignes dédié à l'évasion fiscale, vous savez quelle a été ma première réaction ? Epidermique : bordel, quel bonheur de vivre ici, je ne paie pas d'impôt, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je me démerde pour survivre et jusqu'à présent je ne m'en plains pas, en revanche je n'ai aucun droit, mais si je payais des impôts en plus cela ne changerait rien dans un tel pays ! Vous vous n'avez pratiquement aucun droit, vous croyez que vous en avez mais vous vous leurrez en vérité, et en plus vous êtes hyper taxés ou imposés.

C'est cette émission qui relatait la situation que vous vivez au quotidien qui m'a inspiré cette causerie, j'étais révolté par l'incurie politique de nos dirigeants qui ne l'exploitent pas, il fallait que je réagisse.

Qui a dit ?

- "Pourtant, je le jure devant Dieu, si j'avais aujourd'hui à choisir entre Saddam Hussein et Al Qaïda, je me battrais aux côtés de Saddam. Il n'y a rien de pire qu'Al Qaïda."

Le ministre a rappelé qu'il avait combattu pendant plus de vingt ans l'ancien président irakien Saddam Hussein, membre de la minorité sunnite du pays.

Vendredi, le ministre irakien des Transports, Hadi al Amiri, qui dirige l'organisation Badr, un mouvement politique chiite issu d'une puissante milice entraînée par l'Iran et dont les membres font aujourd'hui partie des forces de sécurité irakiennes. Reuters 21.06

Il a raison. C'est étonnant, il est moins borné que nos intellectuels ou professeurs révolutionnaires ou de gauche qui sont apparemment incapables de gérer les paradoxes que l'histoire nous impose, à croire qu'ils ne savent pas ce que c'est ou ne les discernent pas.

En Syrie, vous pouvez prôner un gouvernement ouvrier et paysan, il n'existe pas la queue d'un parti qui pourrait incarner ce mot d'ordre ou alors une poignée de militants dont 99% de la population ignorent même l'existence. Question : Alors qui de ces militants ou du régime syrien en place serait aujourd'hui à même de défendre l'unité et l'intégrité, l'indépendance de la Syrie pour résister à la horde de mercenaires étrangers armés par les puissance occidentale qui terrorise, massacre, détruit systématiquement leur pays? Poser la question, c'est y répondre.

Les choses simples s'énoncent simplement.

Mais pour la majorité des intellectuels ce qui est simple est suspect à leurs yeux. Il faut que la situation ou les choses soient compliquées car il ne faut pas que le citoyen ordinaire y comprennent quelque chose, imaginez un peu, ils ne pourraient plus justifier le statut privilégié dont ils bénéficient par rapport au reste des travailleurs, ajoutons, que leur accorde gracieusement le régime, et pour cause ils lui rendent ainsi un fier service.

Et puis un intellectuel, c'est en général un petit-bourgeois qui prend volontiers ses désirs pour la réalité. Il se place au-dessus d'elle. La réalité ne peut lui dicter sa loi, c'est lui qui doit la façonner, elle doit se conformer à ses désirs ou ses interprétations et non l'inverse, alors si par malheur elle ose lui imposer des rapports qui viennent troubler sa petite vie paisible ou son mode de pensée qu'il a érigé en système et lui assure cette tranquillité d'esprit dont il est jaloux et défend bec et ongle, il ne peut que la travestir, la rejeter, la nier, pour finalement s'enfermer dans la vérité qu'il croit avoir conçue lui-même, alors qu'en réalité il ne fait qu'adopter les idées de la classe dominante, il faut dire que c'est plus reposant, cela présente moins de risque, et puis il a au moins la satisfaction d'obtenir l'appui de la majorité ignorante, oui ses principes ou sa bonne conscience ne va pas au-delà, médiocre.

ACTUALITE EN TITRES

[Un révolutionnaire ? Non, c'est un député du Modem qui dit cela.](#)

- Jean Lassalle: "*Les citoyens ont la haine des politiques*" - L'Express.fr

Si vous le dites ! Il a ajouté, sauf les élus locaux, les maires. Cela n'engage que lui.

A tous les échelons des institutions dont font partie les maires, ils appliquent la même politique, gèrent la société pour le compte du capitalisme, ils sont les garants du respect de la Constitution de la Ve République...

La "**faiblesse**" : [c'est la survie du régime.](#)

- Ayrault appelle à «*ne jamais faire preuve de faiblesse*» face à l'extrême droite - Liberation.fr

- Les Français de plus en plus nombreux à voter FN, selon un sondage - AFP

26% des Français pourraient voter pour le Front national à une élection nationale, et 29% pourraient le faire à une élection locale. AFP 21.06

D'un côté vous dites qu'il faut aller voter, de l'autre tous les partis qui ont été un jour au pouvoir ont démontré qu'ils avaient échoué à résoudre vos problèmes, pire, qu'ils étaient tous pourris, alors il faudrait savoir, si les institutions de la Ve République sont respectables autant voter pour un parti qui a potentiellement la capacité de parvenir au pouvoir, il ne reste que le FN, c'est la réflexion potentielle que peut se faire le travailleur lambda, ou alors vous ne participez pas aux institutions, vous refusez de participer aux élections présidentielles, législatives, etc. et européennes...

Ah, enfin !

- L'ex-PDG d'Enron va sortir de prison 10 ans plus tôt que prévu - AFP

Intox

- "*Le défi des dirigeants de la Fnac sera de protéger l'entreprise de ses actionnaires*" - L'Expansion.com

Pas à vous assurément !

- A quoi ressemblerait une économie plus humaine ? - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand l'émir Hollande soutient la normalisation des relations avec les talibans.

Dites-moi qui sont vos amis et je vous dirai qui vous êtes, ou les amis de mes amis sont aussi mes amis.

- François Hollande souhaite faire du Qatar un allié "*normal*" - Reuters

Au beau fixe sous Nicolas Sarkozy, qui a entraîné le Qatar dans l'intervention en Libye, les relations avec la France ont plutôt bien résisté à la victoire du candidat socialiste, pourtant réservé vis-à-vis de l'émirat avant son élection.

(Mais c'était "*avant*", l'époque des bonnes intentions reprises en cœur par les médias et sa cour et on est après maintenant. - ndlr)

"*La continuité républicaine vue de Doha fonctionne parfaitement*", juge un homme d'affaires français qui se rend régulièrement dans l'émirat.

L'entourage de François Hollande abonde dans ce sens.

"*Le Qatar est un pays ami de la France, c'est peut-être un ami de Nicolas Sarkozy mais c'est surtout un ami de la France*", juge un conseiller de François Hollande.

(Mais on n'en a jamais douté, des Frères musulmans ou djihadistes, d'Al-Qaïda, du Front Al Nosra, des talibans... Tous ce que la terre peut compter de pourritures sont vos amis. - ndlr)

"*Il y a eu un certain nombre de polémiques à la fois sur la présence du Qatar en France et sur sa politique étrangère, le but de la visite du président de la République c'est de ramener un peu de sérénité dans tout cela*", dit un de ses conseillers.

(Soutenir un régime féodal barbare que l'impérialisme américain utilise pour orchestrer des contre-révolutions dans l'ex-empire ottoman, semer la terreur en Syrie, déstabiliser le Liban, etc. pour appeler cela "*sérénité*" il faut être animé d'un cynisme dans fond. -ndlr)

(Il va essayer de leur refourguer sa camelote ! -Ndlr)

La mère des batailles pour la France reste néanmoins le contrat pour renouveler la flotte de l'armée de l'air du Qatar, à laquelle l'avionneur Dassault aimerait vendre son Rafale.

(Normisation des relations avec un micro-Etat qui sert de base arrière au Pentagone ou à l'Otan, à la CIA et au Mossad pour déstabiliser tous les régimes de la région qui ne leur sont pas acquis ou qu'ils ont programmé de renverser depuis au moins 2001 - ndlr)

L'Elysée souhaite aussi tordre le cou à l'idée que François Hollande donne une importance disproportionnée à cet Etat de deux millions d'habitants, dont à peine 10% de nationaux.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une politique régionale plus vaste, dit ainsi son entourage, qui rappelle ses visites récentes

en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis.

Mais l'activisme diplomatique du Qatar, qui a autorisé les taliban d'Afghanistan à ouvrir une représentation à Doha, en fait un pays de plus en plus présent dans le jeu régional.

Les ministres des Affaires étrangères du groupe des "*Amis de la Syrie*" se réuniront ainsi samedi à Doha pour discuter des moyens d'apporter un soutien concret à l'opposition syrienne.

Sur ce dossier, la France ne critique pas officiellement l'aide qu'accorderait le Qatar à des groupes islamistes radicaux, mais plaide pour une meilleure coordination du soutien international à l'Armée syrienne libre.

(Vous avez là la confirmation du soutien de Hollande aux barbares d'Al-Nosra et autres mercenaires sanguinaires agissant en Syrie, autrement dit la soit-disant lutte pour venir en aide à l'opposition syrienne démocratique a fait long feu. Il ne s'en cache même plus, à quoi bon.- ndlr)

L'Elysée dément aussi toute friction avec le Qatar sur le Mali, où de l'aide humanitaire en provenance de l'émirat se serait retrouvée entre les mains des combattants islamistes.

(Le développement et le financement de groupes djihadistes au Mali par le Qatar a rendu service à la France pour justifier son intervention militaire, il n'y a donc pas de quoi en vouloir au Qatar, CQFD. -ndlr)

Les conseillers de François Hollande admettent néanmoins que le soutien du Qatar aux islamistes dans les révoltes arabes apparaît parfois trop exclusif aux yeux de la France.

(Trop voyante, maladroite il faut traduire, mais finalement Hollande s'en fout, il a eu son intervention militaire, c'est la seule chose qui compte pour eux. -ndlr)

"*Les Frères musulmans peut-être, mais pas seulement les Frères musulmans*", expliquent-ils en prônant une approche plus inclusive de toutes les forces politiques démocratiques qui ont émergé des printemps arabes. Reuters 21.06

(Un énorme mensonge, puisqu'ils se sont servis justement des Frères musulmans pour liquider ou marginaliser "*les forces politiques démocratiques*" qui émergeaient dans en Tunisie, Egypte, Syrie, etc. - ndlr)

[Le rideau de la conférence antisocial est retombé. Le couperet ce sera pour plus tard, chacun y travaille.](#)

Des relations bien policées, propres, pour ainsi dire cordiales, ils se connaissent tous, les rôles sont distribués, le scénario écrit d'avance, la mise en scène est parfaite, ils sont donc faits pour s'entendre à merveille, sur notre dos cela va de soi, bien entendu il y a une intrigue sinon cela manquerait d'intérêts, apparemment elle était un peu fade puisque Mailly a déclaré qu'on s'y "*emmerdait*" sec en vérité, il n'avait qu'à s'en prendre qu'à lui-même, mais se faire violence et rompre avec le gouvernement ce n'est décidément pas son truc, c'est un acteur, un comédien, il est payé pour cela et doit assumer jusqu'au bout cette mascarade, on comprend.

Ce qu'on comprend et qu'on hésite à interpréter par crainte de voir des militants tomber en syncope, c'est le consensus, le mot complot est trop vilain pour l'employer ici bien qu'il serait parfaitement approprié, c'est le consensus, la collusion qui existe entre tous le partis ouvriers et les appareils des syndicats pour refuser de boycotter cette conférence antisociale sachant qu'elle a pour seul objet de brader nos droits sociaux.

Il faut donc en déduire qu'ils sont tous au chevet du capitalisme et que le mouvement ouvrier a été décapité, il n'a plus de direction, plus d'orientation hormis celui de soutenir le capitalisme en crise, en quelque sorte s'il n'est pas encore mort, ils s'emploient minutieusement à l'achever.

Aucun ne s'en vantera évidemment, d'ailleurs cela fait belle lurette (c'est un euphémisme !) qu'aucun ne s'aventure plus à fournir la moindre analyse des rapports existant entre les partis et les syndicats, le patronat ou l'Etat, ce serait trop compromettant pour eux, on comprend.

Il ne reste plus que des militants de différentes tendances dans divers partis ou syndicats, sincères, honnêtes, courageux, qui dépensent leur temps et leur énergie pour tenter de résister à ce rouleau compresseur réactionnaire ou contre-révolutionnaire, d'organiser les travailleurs, défendre nos droits, en réalité contre la volonté et la politique de leurs dirigeants qui quel que soient leurs discours soutiennent le régime en place.

Le tableau n'est guère réjouissant, parce qu'on ne parvient pas à briser ce carcan, on en est les otages. Ces dirigeants ont

confisqué le mouvement ouvrier pour en faire un instrument au service du capitalisme à défaut de rompre avec ses représentants et de combattre pour le socialisme.

On conçoit très bien que les militants aient beaucoup de mal à résister face à cette soumission totale à l'ordre établi de la part de leurs dirigeants, à moins que ne se manifeste par là leur incurie politique, le résultat est le même, il conduit à interdire toute perspective politique aux travailleurs en dehors du capitalisme. Donc, quand vous vous demandez comment on a pu en arriver là, ne cherchez pas du côté des travailleurs ou des autres militants, tournez-vous plutôt vers nos dirigeants, c'est uniquement leur responsabilité.

Quand on pose une question, en général il existe une réponse, et là en la matière, qui d'autres qu'eux pourraient être responsables de l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons ? Faites donc l'inventaire de la lutte de classe depuis 70 ans, vous devriez parvenir au même constat que moi. Et puis, pour être encore plus précis, ce qu'on leur reproche, ce n'est pas trop la situation actuelle, admettons ou supposons un instant (seulement!) qu'elle ait été inévitable, mais les positions et les rapports politiques qu'ils adoptent qui sont totalement insupportables, c'est le témoignage de leur totale capitulation et j'en suis aussi désolé que vous.

Place à la comédie, pas vraiment humaine.

- Conférence sociale: mécontentement syndical et inquiétudes patronales - AFP

Et qui tire les ficelles ?

"*Le dialogue social n'est pas un jeu d'ombre. Il est au coeur de notre méthode de gouvernement*", a affirmé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault

Sur les retraites, sujet qui a suscité de vives polémiques pendant la conférence, il s'est borné à annoncer qu'il lancerait lui-même la concertation le 4 juillet qu'il espère "*dense, riche et sincère*".

Les grandes centrales syndicales sont sorties de ce grand raout en affichant leur mécontentement.

On n'attend rien d'un ennemi qu'on combat, à part sa capitulation, sa défaite.

Particulièrement remonté, le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a dit "*ne pas regretter*" d'avoir appelé à une mobilisation en septembre sur les retraites, et s'est dit déçu par le "*manque d'annonces concrètes*" du gouvernement "*en matière de salaires, du pouvoir d'achat et de droits à la retraite*". Le plan sur les emplois vacants est à ses yeux une "*opération de communication*".

L'essentiel : c'est de participer.

Un "*rendez-vous manqué*"

Le chef de file de FO Jean-Claude Mailly, qui tout au long de la rencontre a insisté sur l'inutilité de cette "*grand-messe*", a lancé comme une boutade : "*Je retourne dans le monde réel*".

Mailly. Conférence sociale : "*Tout le monde s'emmerde !*" devant la caméra de LCP

"*Enfin je parle pas des gars FO*", se reprend-t-il immédiatement. (Pardi, ils sont payés pour cela et ils en redemandent, c'est tout ce qu'ils savent foutre ! - ndr) "*Mais tout le monde trouve ça long, peut-être que vous aussi d'ailleurs*", s'enquiert-il auprès de l'assistance, interrogé par des journalistes devant le Palais d'Iena. Le Nouvel Observateur 21.06

Ce sont de grands frustrés.

La présidente de la CFE-CGC Carole Couvert a aussi évoqué un "*rendez-vous manqué*". "*C'est une grosse déception. (...) ce n'est pas d'un coup de baguette magique qu'on va inverser la courbe du chômage*", a-t-elle lancé.

Pour s'élever au-dessus de la médiocrité, le scénario était mal choisi. Et les acteurs.

Même son de cloche chez Bernadette Groison (FSU): "*Les réponses qui ont été faites aujourd'hui ne sont pas à la hauteur*".

Il y en a même qui en font une jaunisse, les abonnés

De son côté, le chef de file de la CFDT, Laurent Berger, a fustigé le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi, même s'il y a vu "*des choses intéressantes*". Il avait plus tôt réclamé des "*propositions précises*" et des "*objectifs chiffrés*".

Sur les retraites, il a regretté de ne pas "*y voir clair*", mais dans une critique voilée sur la méthode des syndicats contestataires, il a dit: "*Vu la gravité de la situation de notre pays, aucun acteur ne peut rester dans le commentaire*".

Et ceux qui l'assument.

Seules la CFTC et l'Unsa avaient une appréciation positive et sans bémol de la rencontre.

Le bonheur, c'est par là.

De son côté, le patronat a salué la méthode de dialogue, "*c'est une très bonne méthode*" a lancé Laurence Parisot, puis évoquant une conférence "*très utile*". Elle a toutefois été très critique sur le dossier des retraites appelant une nouvelle fois à un report de l'âge légal de départ et un allongement de la durée de cotisation. Elle a aussi reproché au gouvernement de ne pas oser un rapprochement public-privé.

L'essentiel, c'est que la méthode fonctionne, que le gouvernement soit légitimé.

Après la rencontre avec M. Ayrault, la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine prendra la main pour consulter les partenaires sociaux dans l'espoir de faire "*émerger des lignes de rassemblement*". Mais au final le gouvernement décidera seul et présentera un projet de loi en septembre. AFP 21.06

[La NSA ou le GCHQ vous communique.](#)

"*Nous prenons la vie privée des gens au sérieux, et nous faisons tout notre possible pour protéger (leurs) informations*", ajoute Facebook, tout en ajoutant que "*même avec une équipe forte, aucune entreprise ne peut prévenir les pannes à 100 %*".

Une panne de logiciel au sein du réseau social Facebook a provoqué le partage involontaire des numéros de téléphone et des adresses courriels de 6 millions d'utilisateurs, a reconnu la société vendredi. Aucune information financière ou d'autre nature n'a été échangée entre les comptes, et il n'y a "*pas de preuve que cette panne ait été utilisée malignement*", a précisé l'entreprise dans une note de sécurité, ajoutant être "*irrité et embarrassé*" par ce problème. lemonde.fr 21.06

Un conseil, évitez Facebook et Cie, cela a juste été créé pour vous fichier et vous faire perdre votre temps, satisfaire votre égocentrisme dans une société où le respect et le partage des valeurs humanistes deviennent rares, et surtout ne jamais utiliser sa carte bancaire sur Internet, évitez aussi de s'en servir pour régler des achats.

Directement du consommateur au donneur d'ordres.

Un ancien responsable de la sécurité informatique de Facebook, Max Kelly, en charge notamment de la protection des données personnelles, a été embauché en 2010 par la NSA, l'agence de renseignement américaine responsable du désormais fameux programme d'espionnage PRISM. L'information vient du New York Times, qui a publié un article sur les liens entre la NSA et la Silicon Valley.

Le quotidien explique que la NSA est l'un des plus gros clients des entreprises spécialisées dans le datamining et le Big Data, que les agences gouvernementales n'hésitent pas à investir dans des start-up pour s'assurer la mainmise sur les dernières technologies (notamment via un fonds d'investissement dirigé par un ancien directeur de la NSA), ou encore à venir recruter dans les conférences comme Defcon, le plus gros rassemblement de hackers au monde.

L'article explique que la coopération entre la NSA et les sociétés technologiques de la Valley est en fait très étroite, y compris en termes humains. Une manière, pour les entreprises, de se plier aux exigences des pouvoirs publics tout en gardant un certain contrôle sur les process mis en place.

Il révèle par ailleurs l'existence d'un projet secret lancé chez Skype il y a environ cinq ans, baptisé Project Chess, destiné à étudier les problématiques juridiques et techniques de l'écoute des conversations téléphoniques sur Skype. L'Expansion.com 21.06

Vous avouerez que parfois le hasard de l'actualité fait bien les choses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- En Turquie, c'est en silence qu'on proteste à présent. Après deux semaines d'occupation bruyante la place Taksim reste un lieu d'expression du malaise qui ronge la société turque. Le reportage de la RTP

Les syndicats ont aussi rallié la protestation avec des manifestations et des appels à la grève. Car aux demandes de plus de liberté individuelle des *"Indignés"* turcs, il faut ajouter le malaise sur les atteintes aux droits des travailleurs. La Rai uno.

Le Premier ministre Erdogan a répondu aux protestations en qualifiant les manifestants de terroristes. Face à des milliers de partisans réunis à Istanbul le dimanche, il a rappelé à tous ceux qui veulent l'entendre qu'il compte avec le soutien de la majorité. France2. euronews.com 21.06

1.2 18 membres d'une petite formation d'opposition, le Parti socialiste des opprimés turcs, ont officiellement été inculpés pour leur participation au mouvement anti-gouvernemental, qui fait rage depuis trois semaines à Istanbul et Ankara. Ils sont poursuivis pour *"appartenance à une organisation terroriste"*, et *"destruction de biens publiques"*, et risquent plusieurs années de prison.

La police turque avait procédé en milieu de semaine à plusieurs dizaines d'interpellations, notamment dans les milieux d'extrême-gauche, très actifs dans ce mouvement de contestation. La capitale Ankara a de nouveau été le théâtre tôt ce matin d'affrontements entre manifestants et policiers anti-émeute. euronews.com 21.06

2- Grèce

La Gauche démocratique (Dimar) a décidé de retirer ses ministres du gouvernement grec. Un signe de protestation après l'échec des négociations sur la réouverture de l'audiovisuel public (ERT). Il y a dix jours, le Premier ministre, Antonis Samaras, avait ordonné la fermeture de l'ERT, invoquant des raisons budgétaires, une mesure jugée brutale par certains élus. *"Pour nous c'est un problème de légalité démocratique"*, a expliqué Fotis Kouvelis, le dirigeant du plus parti de la coalition avec 14 élus au Parlement.

Une majorité que Dimar continue de soutenir malgré son retrait. En conséquences, il ne devrait pas y avoir d'élections anticipées. Mais la situation demeure plus confuse qu'auparavant pour les citoyens. euronews.com 21.06

3- Etats-Unis

3.1- Le président américain Barack Obama a nommé vendredi un nouveau directeur au FBI, Jim Comey, et vanté les mérites de son prédécesseur Robert Mueller, qui était arrivé à la tête de la police fédérale juste avant les attentats du 11 septembre 2001.

Jim Comey, un ancien responsable de l'administration Bush, procureur et spécialiste de la sécurité nationale pendant plus de 20 ans, s'était opposé en 2004 à la Maison Blanche sur un programme d'écoutes de l'Agence nationale de sécurité (NSA), aujourd'hui au coeur de révélations sur le vaste système américain de surveillance des communications.

M. Comey *"était prêt à abandonner un travail qu'il aimait plutôt que de participer à quelque chose qu'il estimait fondamentalement mauvais"*, a déclaré dans la Roseraie de la Maison Blanche M. Obama, en rappelant que le nouveau directeur du FBI avait menacé à l'époque de démissionner.

Jim Comey, alors ministre de la Justice par intérim, en remplacement de John Ashcroft hospitalisé, avait refusé de donner l'aval de son ministère au programme d'écoutes conduit par la NSA.

"Connaître Jim Comey c'est aussi connaître sa féroce indépendance et sa profonde intégrité (...) C'est rare de croiser des personnes comme lui à Washington parfois. Il s'en fiche de la politique", a ajouté le président américain.

Obama a aussi fait l'éloge de M. Mueller, à qui il avait demandé de prolonger de deux années son mandat de 10 ans. *"Vous vous souviendrez de lui comme l'un des directeurs les plus fins de l'histoire du FBI et l'un des serveurs de la nation les plus admirés"*, a affirmé M. Obama.

"Je connais peu de gens qui dans leur vie publique ont montré autant d'intégrité et autant de constance sous la pression que Bob Mueller", a-t-il ajouté.

Le mandat de M. Mueller, arrivé à la tête du FBI une semaine avant les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, a été dominé par les questions de terrorisme. AFP 21.06

En tant qu'organisateur avec le Pentagone et la CIA de tous les coups pourris orchestrés par les néoconservateurs et les néolibéraux aux Etats-Unis et dans une multitude de pays dans le monde où l'impérialisme américain est intervenu directement ou en sous-main depuis 200, il faut reconnaître que le FBI a fait preuve d'une "intégrité" et d'une "constance" parfaites.

Quand on dit qu'ils sont capables de faire preuve d'un cynisme illimité, on ne nous croit pas, on fabulerait ou noircirait le tableau, on en a la preuve ici, et c'est pour cela que cela marche, parce que la plupart des gens ne peuvent imaginer une telle monstruosité. Ils sont bons ou généreux naturellement, et quand ils deviennent le contraire, c'est uniquement parce qu'on les y a forcés inconsciemment, en abusant de leur ignorance.

Au passage vous voyez sur quoi repose notre confiance dans les masses, sur leurs aspects positifs... Alors soyez positifs vous aussi, croyez dans les masses et devenez socialistes, vous ne le regretterez jamais.

3.2- Une course contre la montre s'est engagée, vendredi. Washington a officiellement inculpé l'analyste Edward Snowden pour «espionnage» et «*vol et utilisation illégale de biens gouvernementaux*». L'administration Obama a surtout demandé à Hong Kong d'interpeller ce responsable des fuites sur les programmes américains de surveillance d'Internet et des télécommunications, alors qu'un homme d'affaires affilié à WikiLeaks s'active pour organiser un vol via jet privé vers l'Islande, où Snowden espère demander asile.

Réfugié à Hong Kong depuis le 20 mai, le néo-trentenaire est visé par un mandat d'arrêt provisoire, précise le Washington Post qui cite des responsables américains s'exprimant sous couvert d'anonymat. Un traité d'extradition est en vigueur entre Hong Kong et les Etats-Unis, mais Pékin a le droit d'opposer son veto.

Selon les médias américains, il est possible, et sans doute probable, qu'Interpol ait émis une «red notice» gardée secrète, visant à intercepter l'ancien employé de Booz Allen Hamilton avant qu'il ne quitte Hong Kong.

Sauf que dans le même temps, Olafur Sigurvinsson, un dirigeant de DataCell, une entreprise islandaise qui gère la collecte des fonds de WikiLeaks, affirme qu'un jet privé est prêt à partir et pourrait «*décoller demain (samedi, ndr)*». «*Toute la logistique est en place. Nous attendons juste une réponse du gouvernement*» islandais, a-t-il confié à la chaîne locale Channel 2.

Réputée pour sa défense des libertés, l'Islande avait rappelé la semaine dernière que toute personne souhaitant obtenir l'asile politique devait d'abord venir sur son territoire. Encore faut-il que Snowden y réussisse. Même privé, un avion doit annoncer sa feuille de route et la liste des passagers à bord. Dans les grands aéroports, les procédures d'immigration doivent se faire avant le décollage. Dans les plus petits, en revanche, il n'y a pas toujours le personnel adéquat. Mais les Etats-Unis pourraient toujours tenter d'envoyer un agent en urgence pour contrôler l'appareil avant qu'il ne quitte le tarmac. 20minutes.fr 21.06

4- Palestine

Selon des sources diplomatiques, le Hamas est désormais à deux pas d'être "neutralisé". la résistance palestinienne multiplie ces derniers temps ses rencontres avec les diplomates US/européens dans des capitales européennes, pour entrer définitivement dans le camp des "modérés" et d'assister à titre de "partie acceptable" aux pourparlers prochains entre l'Autorité autonome et Israël. les Américains évoquent au cours de ces rencontres "des projets économiques qui touchent directement Gaza". Tony Blair, membre du quartette, parle de son côté de l'exploitation du gaz dans la bande de Gaza, manière d'acheter le silence et la complicité du Hamas, ainsi que le disent les analystes. le Hamas se rapproche ainsi à la "modération" telle que le souhaitent les européens et les américains.

Khaled Mechaal et Ossameh Hamdan, responsables de la politique étrangère du Hamas participent de façon régulière à ces rencontres. Abou Marzouq s'est ainsi rendu en secret en Egypte pour s'entretenir avec les ambassadeurs occidentaux dont le représentant américain. french.irib.ir 21.06

Désolé, le Hamas était connu pour être une opposition radicale d'opérette manipulée par Israël.

5- Syrie

Les habitants des dizaines de villages de la province d'Idleb se sont mobilisés contre les terroristes d'Al Nosra qui tentent de s'infiltrer dans leurs villages.

Les syriens se rassemblent désormais dans le cadre des comités dit populaires. A Aboudali petit village de la banlieue d'Idleb, un attentat à la voiture piégée s'est produit faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les habitants. Aussitôt après cet attentat, les habitants sont entrés en guerre contre les terroristes, les villageois sont déterminés à empêcher les terroristes

d'entrer dans leurs villages. Les comités mobilisent ainsi des tribues d'Idleb , l'une des principales composantes de la société syrienne. " *Nous avons décidé de faire face aux terroristes, aux pilleurs, aux voleurs , dit l'un des chefs tribaux* " nous nous sacrifierons pour la Syrie, nous nettoieront la moindre parcelle de sa terre de la présence des terroristes. french.trib.ir 21.06

SOCIAL

Brésil

L'attaque du ministère des affaires étrangères par des manifestants jeudi soir à Brasilia a eu l'effet d'un électrochoc sur les autorités brésiliennes. Après une semaine d'inertie, la présidente, Dilma Rousseff, a convoqué ses principaux ministres à une réunion de crise ce vendredi dans la capitale. Objectif : cerner les attentes des manifestants et voir comment y répondre.

Jeudi, plus d'un million de personnes ont protesté contre des services publics défectueux, la corruption de la classe politique, la vie chère et les dépenses astronomiques consacrées à l'organisation du Mondial 2014 de football.

Le mouvement de protestation a été convoqué sur les réseaux sociaux par des jeunes issus de la classe moyenne émergente et qui rejettent toute affiliation politique. euronews.com 21.06

ECONOMIE

1- Espagne

Le gouvernement conservateur espagnol a annoncé vendredi qu'il économisera 6,5 milliards d'euros d'ici 2015 en "*rationalisant*" son administration publique, affirmant qu'au total, les réformes globales visant ce secteur, pour certaines déjà adoptées, représenteront près de 38 milliards d'économie jusqu'à cette date.

"*L'objectif est d'avoir une administration beaucoup plus efficace*", a indiqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, après le Conseil des ministres.

Ces réformes représentent "*un travail gigantesque, inédit dans l'histoire de l'Espagne,*" a affirmé Soraya Saenz de Santamaria.

Les nouveaux objectifs annoncés vendredi répondent aux recommandations d'une Commission de réforme de l'administration publique (Cora), créée en octobre.

Le rapport de cette commission, présenté mercredi par Mariano Rajoy, contenait 217 mesures "*de grande ampleur*" destinées à "*réduire la dépense et améliorer l'efficacité de l'administration publique, simplifier les procédures, supprimer les organes non nécessaires et faciliter les procédures*".

Mariano Rajoy avait cité comme exemple de redondance possible entre le gouvernement central et certaines des 17 régions autonomes, "*les agences de météorologie, les organes de défense de la concurrence ou des agences de l'énergie*". AFP 21.06 Haro sur les services publics !

2- Grande-Bretagne

Des intermédiaires financiers britanniques réclament un réexamen d'urgence des normes comptables IFRS, dont la fiabilité les laisse sceptiques.

Leur appel tombe au lendemain de la révision à la hausse par l'Autorité de régulation prudentielle (PRA) britannique des besoins de fonds propres des banques.

"*Il y a à l'évidence un problème de taille avec les méthodes comptables. Comment les commissaires aux comptes ont-ils pu donner leur blanc-seing à ces établissements ?*", s'est interrogé Tim Bush, directeur de l'analyse financière et de la gouvernance du consortium d'investisseurs PIRC.

Les dernières estimations de la PRA, deux renflouements financés par le contribuable, des cessions d'actifs et des placements de titres sans nombre justifient une refonte rapide des règles comptables de manière à ce que les investisseurs aient une idée

plus juste de la situation financière des banques, a-t-il ajouté.

Dans un document remis à la commission parlementaire sur les normes bancaires (PCBS) et à la Commission européenne, les investisseurs disent que les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) ne donnent pas un aperçu "*réel et juste*" de la performance d'une entreprise, sapent la confiance des investisseurs et remettent en cause la stabilité économique.

Les sociétés britanniques sont astreintes à tenir une comptabilité aux normes IFRS depuis 2005. Leurs détracteurs affirment que la manière dont ces normes privilégient la neutralité au détriment de la prudence donne trop de facilité aux entreprises et aux banques pour minimiser leurs créances douteuses ou irrécouvrables.

Une disposition à venir devrait obliger les banques à constituer des provisions pour pertes par anticipation et non plus, comme c'est le cas à l'heure actuelle, lorsqu'une perte est constatée.

La PCBS estime que cette nouvelle règle apporterait un changement bienvenu mais elle prévient qu'une mise en oeuvre trop tardive ne peut que contribuer à saper un peu plus la confiance des investisseurs envers les banques.

La PCBS, dans un rapport sur les normes employés dans l'ensemble du secteur bancaire, juge que les "*carences*" du système IFRS le rendent inapte à un usage réglementaire, et réclame un ensemble de règles distinctes fondées sur le principe de prudence. Reuters 21.06

En réalité le fonctionnement des banques est opaque puisqu'elles ont toutes des comptes dans des paradis fiscaux, tous leur comptes sont trafiqués, ils le savent tous sans en connaître le degré exact évidemment, et ce qui est dit ici prouve que cela va continuer, un "*usage réglementaire*" des nouvelles normes qu'ils ont établis s'avèrera impossible puisque les banques ont déjà mis au point des mécanismes pour les contourner et ainsi de suite.

Non, exproprier les banquiers, la finance dans sa totalité est la seule alternative politique possible.

3- Russie

La Russie a signé vendredi un méga-contrat de 270 milliards de dollars sur 25 ans qui double les exportations de pétrole à la Chine, confirmant ses ambitions de conquête des marchés asiatiques.

Le document fait partie d'une série de gros accords conclus lors du forum économique international de Saint-Petersbourg dans le domaine des hydrocarbures, qui assure plus de la moitié des revenus du budget fédéral.

Ils auront également pour conséquence très symbolique de casser le monopole de Gazprom pour les exportations de gaz.

Ils donnent par ailleurs accès aux groupes chinois à l'exploitation des gisements aussi bien du pétrole comme du gaz, notamment dans l'Arctique russe.

"*Il s'agit, dans les faits, d'une nouvelle ère de coopération*", a souligné le président russe Vladimir Poutine.

"*Nous passons de relations basées uniquement sur les livraisons de matières premières à une coopération complète dans la production et la technologie*", a-t-il ajouté.

La Russie a mis en service fin décembre le deuxième tronçon de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, capable de transporter 30 millions de tonnes par an, et à terme 50 millions, vers la mer du Japon.

Les contrats signés vendredi renforcent également les relations gazières.

CNPC va acquérir 20% du projet d'usine de liquéfaction du gaz mené par le groupe privé Novatek, allié à Total, sur la péninsule de Jamal, dans l'Arctique russe.

En échange, la compagnie publique chinoise s'engage à aider son partenaire à trouver des financements pour travailler dans cette zone inhospitalière, où elle doit aussi coopérer avec Rosneft.

Elle s'engage aussi sur le long terme à acheter trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an dans cette usine, d'une capacité totale de 16,5 millions de tonnes par an.

Rosneft a également signé des contrats prévoyant à partir de 2019 des exportations de GNL aux japonais Marubeni (1,25 million

de tonnes par an) et Sodeco (1 million).

Ces achats vont contraindre la Russie à ouvrir les exportations de gaz à d'autres producteurs que Gazprom, qui a tout fait ces derniers mois pour l'empêcher et négocie depuis des années un contrat avec Pékin.

Mais Vladimir Poutine a relevé vendredi que cette libéralisation permettrait "*d'utiliser en totalité le potentiel d'extraction du gaz*" dans l'Arctique.

La Russie craint de se faire doubler dans la zone Asie-Pacifique par les Etats-Unis, qui comptent exporter du gaz bon marché grâce à la révolution du gaz de schiste. AFP 21.06

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne une dizaine de nouveaux articles, quelques-uns suivront ce soir ou demain, je n'ai plus le temps, en fait j'en ajoute tous les jours, à vous de regarder les dates d'actualisation qui figurent en rouge en face des titres des différentes rubriques.

La page d'accueil du site s'est enrichie et elle est très longue, utilisez au maximum les liens et utilisez une souris dotée d'une roue crantée pour naviguer plus facilement. Cette page est comme elle est, j'ai bien observé ce qui se fait ailleurs, côté pratique je n'ai rien trouvé de mieux ; les titres de toutes les rubriques tiennent sur un seul écran (19") ou deux si votre écran est plus petit, j'ai aéré volontairement les titres car sinon ce serait illisible.

Lisez l'article dans cette page (presse) : «*La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.*» (23.06) du colonel Alain Corvez, qui est intervenu lors d'un colloque sur la Syrie le 19 juin dernier à l'Assemblée Nationale. Faites-le lire aux militants du Front de gauche et du NPA, cela les fera peut-être réfléchir.

Autre chose.

A Istanbul, Rome, Lisbonne, Madrid, Athènes, Rio de Janeiro, etc. les masses se mobilisent, mais pas en France, les partis ouvriers et les appareils des syndicats auraient-ils cadencé le mouvement ouvrier depuis l'élection d'Hollande ? C'est ce que nous annonçons avant le 6 mai 2012 en référence au 10 mai 1981, par expérience quoi. Jusqu'à quand y parviendront-ils ?

Vous me direz : et après ? Rien. Vous avez raison de vous préoccuper de l'après, on ne pense qu'à cela.

Autre chose.

Tous les soirs je me connecte sur la radio francophone iranienne pour connaître les derniers développements de la situation en Syrie, au plus près du champ de bataille en somme.

Je ne mets pas en ligne la totalité des articles que je lis, vous auriez l'impression de vous retrouver dans un pays dévasté par la guerre, il faut être blindé pour supporter cela tous les jours, c'est la vie du peuple syrien, de nos frères et soeurs innocents camarades, et ce carnage, cet enfer porte un nom : Obama, Cameron, Hollande...

Ne serait-ce que leur existence, les voir à l'écran, les entendre, lire leurs déclarations, déclenche chez moi une violence spontanée car j'ai sans cesse à l'esprit l'énormité de leurs mensonges et leurs crimes, les multiples souffrances qu'ils infligent à tant de peuple à commencer par les leurs, qu'il m'est impossible de partager les analyses et encore moins les conclusions de nos dirigeants, j'ai l'impression qu'à travers le regard qu'ils portent sur le monde c'est comme s'ils étaient confortablement installés dans des fauteuils au cinéma en train de regarder et commenter une fiction, une histoire qui ne les concerne qu'indirectement, de loin, car ils ont le don de s'adapter, de s'accommoder du monde qui les entoure ou dans lequel il baigne, et encore par procuration le plus souvent, ils sont coupés de la réalité, étrangers à ce que vivent les masses pour supporter la présence de Hollande et son gouvernement, des appareils syndicaux.

D'où vient mon inspiration, ma méthode ?

Souvent je mets sur la table des sujets qui ulcèrent littéralement certains militants, il y en a d'autres qui s'étonnent et se demandent d'où je peux sortir toutes ces idées, tous ces rapports, pourquoi d'autres ne le font pas, à quoi bon les étudier, était-ce vraiment utile ? Parfois je fais l'idiot ou j'aborde une question avec un trait d'humour ou je me pose en provocateur, je me

fais ironique ou même vulgaire, c'est uniquement parce que c'est le meilleur moyen, peut-être le seul d'aborder l'air de rien des questions importantes pour notre combat.

Si nous en sommes rendus là aujourd'hui, c'est qu'il existe bien une explication, non ? Les réponses à cette question qu'on nous a fournies ne me conviennent pas ou plutôt la plupart du temps l'absence de réponse, il est légitime d'être plus exigeant et d'avoir l'audace de tenter de donner d'autres réponses, ensuite les militants retiennent celles qui leur conviennent, librement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager nos convictions en recourant à des procédés malhonnêtes ou en occultant une partie de la réalité.

- "Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir.

Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combattive, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique.

Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle.

L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Il faut étudier Octobre. - L. Trotsky)

1- Le parlementarisme ne peut plus remplir ce rôle d'"école de préparation à la révolution", parce qu'il n'existe aucun parti au sein du parlement qui incarne la révolution socialiste. En existerait-il un que sa voix serait étouffée, il serait marginalisé, il serait censuré par les médias, et il n'aurait aucune chance jamais d'obtenir un jour la majorité, ce qui nous fait dire que le parlementarisme est mort de nos jours, d'où notre refus de participer aux institutions.

2- La social-démocratie de "rempart de la propriété individuelle" est devenue un de ses piliers au sein des institutions, la quantité s'est transformée en qualité ou a franchi un nouveau stade, irréversible évidemment.

3- Raisonner, c'est quelque chose que nos dirigeants se réservent à leur usage ou profit personnel ou qu'ils sont incapables de faire.

Raisonner, cela signifie qu'il faut reprendre la méthode de Marx et l'enseigner aux masses, en réalité ce n'est pas plus difficile qu'un théorème de Pythagore ou la règle de l'accord du participe passé avec l'auxiliaire avoir ou encore de changer une roue, c'est encore plus facile que se servir de la télécommande d'une télévision ou d'utiliser un ordinateur.

Partant de là, ne pas le faire, c'est délibérément manifester la plus mauvaise volonté qui soit.

Si nous avons un parti et un journal, une page par semaine serait consacrée à l'enseignement de la dialectique, du matérialisme dialectique, et historique ensuite. Les exercices pratiques seraient tirés de l'actualité, de la vie de tous les jours dans la société. Notre journal n'aurait absolument rien à voir avec ce qui se fait aujourd'hui. Si le journal doit répéter ce qu'on trouve ailleurs, il ne sert absolument à rien. Il doit y figurer ce qui n'existe nulle part ailleurs. Une autre page serait consacrée à démonter la propagande des médias au lieu de reproduire leurs articles. Une page serait consacrée à montrer comment fonctionnent les rapports entre les classes, les partis, les syndicats, les institutions à partir des derniers développements de la situation. Ah ce serait un véritable journal de combat politique sur tous les fronts contre notre ennemi, on ne laisserait rien passer !

Populaire, facile à lire, chacun aurait l'agréable surprise en le refermant d'avoir appris quelque chose, d'avoir réfléchi à certaines questions sous un angle qu'il ne se représentait pas, d'avoir progressé, ce qui est encourageant et vous met de bonne humeur, vous remonte le moral au passage. Ne cherchez pas, ce journal n'existe pas. En quelque sorte on reprendrait la méthode que j'utilise dans les causeries en l'améliorant encore, la première partie seulement, là où figurent des analyses, parfois quelques mots ou une ligne suffisent pour interpeller le lecteur ou éveiller sa curiosité, caractériser un fait.

Notre objectif ne serait pas d'informer, mais d'aider les masses à progresser en se servant de l'actualité sociale et politique afin de déserrer l'étau de l'idéologie dominante qui tend à les étouffer, car elle est omniprésente. Nous nous livrerions à un véritable travail de sape permanent et en profondeur de la propagande de la classe dominante qui possède de nombreux relais ou porte-parole dans la société. Pas sous un angle propagandiste, on ne serait pas crédible ou les lecteurs se méfieraient, ils penseraient que nous voudrions les manipuler à notre tour, non, plutôt sous l'angle : voyez cela tombe sous le sens, ce sont les faits, c'est tellement logique, si simple à comprendre que la suspicion du lecteur tomberait ou serait vaincue, il serait conquis par notre méthode avant de l'adopter petit à petit à son tour, et pour certains de rejoindre un parti qui fait preuve d'un tel talent, car c'est tout un art, j'en suis convaincu.

Que valent un journal et un parti qui n'ont pas rendu compte de la dernière réunion du groupe Bilderberg ? Ils n'ont produit ni fait ni analyse, car pour eux quand les plus puissants de la terre se réunissent à huis clos avec un parterre d'invités triés sur le volet pendant trois jours, c'est pour parler de la pluie et du beau temps, cela ne présente aucun intérêt. Ils pratiquent la désinformation silencieuse, pernicieuse s'il en est, puisque peu le remarqueront en dehors des curieux qui s'informent ailleurs et ils ont bien raison. Etes-vous sûr qu'ils oeuvrent vraiment pour notre cause, le socialisme et non pour les miettes que leurs maîtres sont prêts à nous accorder tout en nous maintenant sous leur joug ?

- *"Le rapport entre la fonction intellectuelle et la fonction prolétarienne (ouvrière) dans le mouvement ouvrier social-démocrate pourrait être exprimé peut-être, d'une façon assez précise, par une formule générale : les intellectuels résolvent bien les problèmes « en principe », dessinent bien un schéma, raisonnent bien sur la nécessité de faire... alors que les ouvriers le font, transforment la théorie grise en une réalité vivante.*

Je ne verserai pas le moins du monde dans la démagogie, je ne minimiserai pas le moins du monde le rôle de l'élément conscient dans le mouvement ouvrier, je ne réduirai en rien la portée gigantesque de la théorie marxiste, des principes marxistes, si je dis à présent : au congrès aussi bien qu'à la conférence, nous avons élaboré la « théorie grise » de l'unification du parti ; camarades ouvriers ! aidez-nous à transformer cette théorie grise en une réalité vivante ! Allez en masse dans les organisations du parti. " (Lénine La réorganisation du parti Novaïa Jizn, n° 9, 13 et 14, parus les 10, 15 et 16 novembre 1905.)

Note - « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie.* » (Lénine. Lettres sur la tactique - Écrit entre le 8 et le 13 (21 et 26) avril 1917) Il cite les paroles de Méphistophélès du Faust de Goethe.

Lénine avait raison de préciser « *en principe* », j'ajouterai pour ma part la précision suivante, à condition de mettre cette théorie à la portée de la classe ouvrière, et c'est là que les choses se gâtent, pire encore, car cette théorie doit s'appuyer dans la pratique sur les éléments les plus avancés de la classe ouvrière pour se traduire sur le plan organisationnel, de la construction du parti, mais aussi ou surtout ne pas s'écarter ou abandonner l'objectif de notre combat qu'incarnent les revendications sociales des couches les plus défavorisées qui ne seront jamais satisfaites sous un régime capitaliste.

Il est là le secret du parti ouvrier indépendant qui lui permet de maintenir ou de ne pas lâcher le fil de la continuité du marxisme, et non chez les couches moyennes ou supérieures, les intellectuels qui ont de quoi supporter l'existence du capitalisme et qui s'en accommodent très bien, qui ne voient pas pourquoi il faudrait changer de régime puisqu'ils se trouvent bien ainsi, pour eux le capitalisme, c'est déjà le socialisme ! Si on prend appui sur ces couches, il est évident qu'à un moment donné votre parti n'aura plus rien d'ouvrier, d'indépendant, et de socialiste, ce sera devenu un parti réformiste petit-bourgeois démocratique comme les autres. C'est bien ce que sont devenus tous les partis, n'est-ce pas ?

[L'Inde au quotidien, c'est quoi ?](#)

- Nouvel effondrement meurtrier en Inde
- Un pont s'effondre à Calcutta
- Inde: incendie meurtrier à Calcutta
- Un bus s'écrase dans un ravin en Inde
- Inde: l'effondrement d'un immeuble fait au moins 72 morts
- Un immeuble construit illégalement s'effondre à Bombay

Il s'agissaient de trois immeubles différents il faut préciser.

Une petite histoire.

Mon propriétaire, un militaire Français d'origine indienne à la retraite, il a 47 ans, accompagne son fils à l'aéroport de Chennai (ex-Madras) à 170 kms de Pondichéry. Un des copains de son fils repart en France en même temps que lui avec ses parents dans une autre voiture. Ils ne font pas la route ensemble au retour.

Quelques heures après être retourné à Pondichéry, mon propriétaire habite à trois cent mètres de chez moi dans le même lotissement, il reçoit un coup de fil, les parents du copain de son fils ont eu un accident au retour, ils sont morts tous les deux. Il m'a raconté cela en état de choc au téléphone, je n'ai pas pu le rencontrer il avait le lendemain de cet accident une forte fièvre et je lui ai apporté des antibiotiques. Il a dû se dire que cela aurait pu lui arriver avec son épouse à la place des parents de ce garçon. Mon propriétaire est sympathique et nous discutons souvent politique, il n'a pas une sale mentalité et il n'est pas borné, rien que pour cela je l'aime bien.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, président des barbares de l'ASL et du Front Al Nosra, de l'Etat des talibans : "**Nous savons où sont nos amis**".

- A Doha, Hollande salue les excellentes relations franco-qataries - AFP

- François Hollande veut dissiper la méfiance que suscite le Qatar - LeMonde.fr

- Pour Hollande, le changement de politique avec le Qatar n'est pas pour maintenant - 20minutes.fr

- "*Tous les présidents successifs en France y ont veillé avec leur tempérament, leur façon de faire mais pour nous c'est une constante de l'action politique extérieure. Nous savons où sont nos amis*", a-t-il assuré évoquant "*une estime réciproque, une compréhension*" entre les deux pays. AFP 22.06

Vous ne vous mordez pas les doigts tous les matins pour avoir voté ou appelé à voter pour Hollande ? Si non, c'est que vous êtes déjà manchot et on vous plaint !

Comme quoi nous ne nous sommes pas trompés en déclarant que vous et votre parti faisiez partie de nos ennemis. On attendra encore pour que le reste du mouvement ouvrier nous rejoigne. Vous, militants, travailleurs qui vous connectez sur ce portail, n'hésitez pas à le proclamer et soyez-en fiers, notre drapeau est sans tâche.

A bas Hollande et le PS, les bourreaux du peuple syrien ! Du vôtre, du nôtre par la même occasion.

Le "**retour**".

-Comment Nicolas Sarkozy prépare son retour - LeMonde.fr

-Sarkozy accuserait Fillon d'être «*le pire des traîtres*» - 20minutes.fr

Selon le quotidien Le Monde de samedi, c'est le dynamisme politique de François Fillon qui pousserait Nicolas Sarkozy à sortir du bois. «*C'est le pire des traîtres, il n'est pas capable de me dire en face ce qu'il dit dans les médias*», se serait emporté l'ancien chef d'Etat en visant son ancien Premier ministre, face à un visiteur de ses bureaux parisiens de la rue de Miromesnil. 20minutes. fr 22.06

Fillon sait par expérience qu'il a à faire à un hystérique complexé qui s'emporte dès que quelqu'un ose le contredire ou exprimer un avis différent du sien ou pire le critique, c'est un fait qu'il est pratiquement impossible de s'exprimer librement devant un individu aussi crispé, au mental si déséquilibré, au caractère si acariâtre, à l'ego si démesuré ou au comportement si autoritaire sous peine d'aller immédiatement à l'affrontement.

De deux choses l'une, soit Fillon a fait bonne impression lors de sa participation à la réunion annuelle du groupe Bilderberg début juin et cela exite La Talonnette qui se sait grillé, du coup il va tout tenter pour faire trébucher son adversaire d'ici les élections, il dispose encore de trois ans pour y parvenir, c'est long et largement suffisant, soit ils l'ont classé parmi les toquards et en désespoir de cause mise à nouveau sur le roturier qui aurait une réelle chance de l'emporter en 2017, face à un président en perdition et massivement rejeté, une extrême droite incapable de franchir la barre des 50% au second tour d'une présidentielle, le tout sur fond d'abstention qui l'avantagerait finalement.

Si c'est la seconde version la bonne, ils ont peut-être tiré le ticket gagnant avec un duel Sarkozy-Le Pen au second tour, le nazillon étant sûr d'être réélu avec une confortable avance, mais attention messieurs, avec un taux d'abstention record depuis 1958.

ACTUALITE EN TITRES

Normal, c'est la maison mère, leur modèle.

- Espionnage: Snowden juge l'agence britannique «pire» que la NSA - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a utilisé des canons à eau pour disperser des milliers de manifestants de retour samedi sur la place Taksim à Istanbul, provoquant à nouveau des heurts après plusieurs jours de calme qui succédaient à trois semaines de manifestations sans précédent contre le gouvernement islamo-conservateur.

Les manifestants s'étaient rassemblés sur la place Taksim pour commémorer l'assaut donné par la police une semaine plus tôt dans le parc Gezi, jouxtant la place, le dernier bastion de la contestation antigouvernementale.

Les contestataires ont conspué le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, appelant à sa démission et scandant : "*ce n'est qu'un début, continuons le combat*", avant de jeter des billets rouges sur la place et sur les marches menant au parc Gezi, en hommage aux morts, aux blessés et aux personnes arrêtées au cours de la répression policière des manifestations.

Mais une heure et demie plus tard, et après des sommations appelant les manifestants à évacuer la place, la police est entrée en action, des centaines de membres de la police antiémeute repoussant la foule avec leurs boucliers, appuyés par des canons à eau, a constaté un journaliste de l'AFP.

La police n'a pas eu recours sur la place à de grenades lacrymogènes, dont l'usage massif contre les manifestants au cours des dernières semaines avait été très critiqué, notamment par les associations de médecins.

Mais très vite, elle a repris ses habitudes au cours de heurts qui l'ont opposée à des centaines de manifestants dans les ruelles du quartier de Beyoglu, proche de la place Taksim.

Après plusieurs charges contre des jeunes jetant des pierres et des bouteilles, les forces de l'ordre ont arrosé le quartier de gaz lacrymogène. Les policiers ont également tiré sur les manifestants avec des balles en caoutchouc.

Dans la rue Mis, connue pour ses bars, un groupe d'agents antiémeute a été pris à partie par les consommateurs, qui jetaient des verres et des bouteilles depuis les balcons, et des chaises et des tables depuis les terrasses sur la rue. Il a réussi à quitter les lieux après avoir tiré une grenade de gaz lacrymogène.

La police a brièvement roué de coups quelques manifestants, sous les yeux d'un journaliste de l'AFP.

Des groupes de jeunes commençaient à ériger des barricades sommaires dans certaines ruelles.

Ailleurs, plusieurs hommes en civil et munis de bâtons menaçaient les manifestants, sous les yeux de la police.

La police est également intervenue contre des manifestants dans deux quartiers d'Ankara, Tunali Hilmi et Dikmen, a rapporté le quotidien Radikal.

Au moins quatre personnes sont mortes et plus de 7.800 ont été blessées lors de la répression des précédentes manifestations, selon l'Union des médecins de Turquie.

Des milliers de personnes ont été interpellées, mais la plupart ont été relâchées.

Une cinquantaine de suspects, liés selon les autorités, à une organisation d'extrême gauche clandestine, ont été inculpés pour appartenance à une organisation terroriste et placés en détention préventive vendredi et samedi à Istanbul et Ankara. AFP 22.06

2- Syrie

2.1- Il s'agit de Abdel Jabar al Akidi, le président du conseil militaire d'Alep et membre du conseil de commandement.

Al Akidi a démissionné parce que " *l'ASL ne jouit plus du crédit et du prestige nécessaire auprès des groupes armés anti Assad*". Comment a réagi l'ASL à cette démission? L'ASL dit avoir eu l'intention de limoger Al Akidi de son poste de président di conseil militaire d'Alep pour éviter le cumul des mandats . Al Qods Al Arabi va aussi dans le même sens en citant le général déserteur : " *je donne ma démission du conseil directif de l'ASL et je préfère rester au sein du conseil militaire d'Alep. cette seconde fonction est lourde à assumer et de surcroit, les attitudes enfantines decertains membresde l'ASL , le fait qu'ils passent toute à journer à palabrer, à voyager, à perdre du temps sont les principales raisons qui justifient ma décision "*

Le général a critiqué le comportement irresponsable des membres de l'ASL qui l'ont discrédité. Cette démission intervient alors que les Etats Unis viennent d'envoyer des missiles anti-aériens à l'ASL espérant pouvoir provoquer un retournement de tendance sur le champ de bataille où l'armée arabe syrienne a le dessus. french.irib.ir 22.06

2.2- Vendredi, les terroristes d'Al Nosra et leurs complices de l'ASL ont lancé un assaut contre les positions de l'armée syrienne et face au feu nourri des soldats, ils ont renoncé à leur offensive et se sont retirés en laissant derrière eux au moins 200 morts. Les soldats de l'armée nationale ont ainsi nettoyé l'autoroute Idleb/Lattaquié . Un convoie de 20 voitures dotés de mitraillette a également été détruit . Parmi les terroristes liquidés vendredi, figurent de gros bonnets terroristes tels qu'Abdel Rahman alias Abou Hajar, chef de Lawa Jond al Rahman ou encore Adel Kaebaj, Ossameh Ahmad Karbaj, Adnan Mohamad Bakour, Adi Yahya al Hassan ou encore Zakariya al Mohamad. french.irib.ir 22.06

2.3- "*Il faut fournir d'urgence tout matériel nécessaire à l'opposition syrienne*": cette déclaration commune des pays se disant "*Amis du peuple syrien*" parle, sans la nommer, d'une livraison d'armes aux insurgés. L'aide militaire, a-t-il été précisé à la réunion de Doha, au Qatar, sera donnée via le Conseil militaire de l'Armée syrienne libre. "*La force est nécessaire pour obtenir la justice, a expliqué le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Djassim al-Thani. La fourniture d'armes est le seul moyen d'obtenir la paix dans le cas de la Syrie*". (Alors que ce sont eux qui ont déclaré la guerre à la Syrie, il ne faut jamais l'oublier sous peine de se tromper de camp, il faut se le graver dans le crâne. -ndlr)

Les onze pays réunis au Qatar, dont les Etats-Unis et la France, ont également condamné l'intervention du Hezbollah libanais et de combattants iraniens dans le conflit syrien. La Russie, pour sa part, croit plutôt à une nouvelle conférence de Genève, visant à trouver une solution politique. "*Si notre but est cette conférence de Genève, alors nous devons éviter toute discussion qui mènerait à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, a déclaré Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. Nous devons aussi éviter les résolutions unilatérales présentées devant l'Assemblée générale de l'ONU*".

La rébellion syrienne réclame avant tout des armes anti-chars et anti-aériennes pour lutter d'égal à égal avec l'armée de Bachar al-Assad.

L'Arabie saoudite a indiqué lors de la réunion de Doha qu'elle avait commencé à livrer ce type d'armes aux insurgés. euronewws. fr 22.06

2.4- Ils étaient 121 États à participer à Paris au sommet des Amis de la Syrie. C'était le 6 juillet 2012. On parlait d'une chute imminente de la Syrie dont on se divisait déjà les richesses.

Les « *Amis de la Syrie* » sont invités à se réunir, le 22 juin 2013, à Doha (Qatar). L'ordre du jour porte sur les livraisons d'armes à l'« *Armée syrienne libre* », en présence de son « *chef d'état-major* », le général Salim Idriss.

Le général Salim Idriss est considéré comme un interlocuteur privilégié par les 11, auxquels il a présenté ses doléances, le 14 juin. Cependant, malgré son titre, il n'existe pas d'« *état-major de l'ASL* », mais une coordination par l'OTAN des groupes combattant sous ce label.

Cependant, sur 121 États membres, seuls 11 participeront à la réunion (Allemagne, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni et Turquie). Les 110 autres membres se tiendront prudemment à l'écart.

En effet, lors du sommet du G8 à Lough Erne, le président Vladimir V. Poutine a rappelé que la livraison d'armes aux groupes armés en Syrie viole le droit international et expose ceux qui s'en rendent coupables à des poursuites devant les

tribunaux internationaux. Réseau Voltaire 21.06

3- Etats-Unis

Les musulmans de New York, irrités par le programme d'espionnage généralisé du Département de police de la ville (NYPD) à leur encontre, ont décidé de porter plainte, mardi 18 juin, contre le maire Michael Bloomberg.

Le maire Michael Bloomberg a défendu les agissements du NYPD ainsi que le commissaire de police, Raymond Kelly, et le commissaire adjoint de l'intelligence, David Cohen.

Dans la plainte, les avocats des associations de droits civiques, dont l'association américaine de défense des libertés civiles (ACLU), ont mis en exergue l'illégalité de la procédure de surveillance, qui a également entravé la liberté religieuse des musulmans.

Selon les plaignants, l'attitude de la police a poussé les responsables musulmans à modifier leurs sermons et leurs comportements pour ne pas attirer davantage d'attention des autorités.

« A travers le programme de surveillance des musulmans, le NYPD a imposé une marque injustifiée de suspicion et de stigmatisation sur des New-Yorkais musulmans respectueux de la loi, dont les plaignants dans cette affaire », est-il indiqué dans la plainte. « Lorsqu'un service de police transforme des personnes respectueux de la loi en suspects parce qu'ils vont à la mosquée et non dans l'église ou la synagogue, il viole les garanties d'égalité et de liberté religieuse de notre Constitution », indique-t-on aussi.

Un rapport des organisations de défense des droits civiques dénonçant les pratiques de la police a été remis en mars 2013 au NYPD, près de deux ans après la découverte du programme d'espionnage en 2011 par l'Associated Press. french.trib.ir 22.06

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi dans le centre de Rome à une grande manifestation en faveur de l'emploi et de l'équité fiscale, à l'appel des trois principales confédérations syndicales du pays, a constaté l'AFP.

"Il n'y a plus de temps à perdre. Les syndicats considèrent qu'il est urgent que l'emploi revienne au centre des choix politiques et économiques. Les investissements, la redistribution des revenus, la reprise de la consommation représentent les conditions indispensables pour soutenir notre économie", indique un document syndical conjoint.

Réunis sur la place Saint-Jean de Latran, les manifestants qui tenaient des centaines de bannières et de ballons colorés, ont suivi les discours des leaders des trois confédérations qui organisaient pour la première fois depuis dix ans une grande manifestation unitaire dans la capitale italienne.

"Nous sommes dans les rues aujourd'hui car le pays a besoin de réponses rapides pour sortir de la crise. Et la première réponse dont le pays a besoin est un allègement fiscal en faveur des travailleurs et des retraités pour faire repartir la consommation et la production", a déclaré Susanna Camusso, leader de la CGIL (gauche), principale confédération syndicale italienne.

Les trois syndicats *"sont profondément convaincus qu'en l'absence d'une réponse"* de la part du gouvernement *"on perd du temps et la crise s'aggrave"*, a ajouté Mme Camusso qui était à la tête de l'un des deux cortèges qui ont traversé la ville pour finir sur la place Saint-Jean de Latran.

"Nous sommes fatigués des belles paroles. Il ne suffit pas d'énumérer les problèmes, les gouvernements existent pour les résoudre", a lancé pour sa part Luigi Angeletti, patron de l'UIL (modéré).

"Le pays se meurt et la classe politique perd son temps en discutant", a dénoncé pour sa part Raffaele Bonanni, leader de la CISL (catholique), estimant que le chef du gouvernement *"doit avoir davantage de courage"*.

Le Parti démocrate (PD, gauche), principale formation politique italienne, a soutenu la manifestation et son secrétaire, Guglielmo Epifani, ex-leader de la CGIL, s'est joint aux manifestants.

Le gouvernement de coalition gauche-droite d'Enrico Letta a mis le chômage, en particulier celui des jeunes, au centre de ses préoccupations et pousse en faveur d'une action européenne concertée dont les premiers contours devraient, selon

Rome, apparaître dès le sommet européen de la semaine prochaine.

Le chômage dans la péninsule a atteint un nouveau record en avril et il s'établit désormais à 12% de la population active, mais chez les jeunes de 15-24 ans ce taux est monté à 40,5%. AFP 22.06

Chouette, ils sont tous d'accord, le Parti démocrate, l'UIL, la CGIL et la CISL, sur quoi, mais sur la priorité à donner à l'emploi qui justifie la baisse du coût du travail, les coups de hache portés dans la législation du travail au profit du patronat, comme en Allemagne, au Portugal, etc et en France avec l'ANI.

Mais aussi pour sortir de la crise sans remettre en cause le capitalisme, autrement dit pour que le capitalisme surmonte cette crise, ils s'en font les porte-parole, ce sont donc les travailleurs qui vont le payer le prix fort, qui doivent le sauver, tel est leur discours et leur objectif.

2- Espagne

Au son des sifflets et des couvercles de casseroles, plusieurs centaines de personnes ont défilé samedi à Madrid pour dénoncer "*la fraude et les abus bancaires*", visant notamment les taux d'intérêts plancher des crédits ou les "*preferentes*", titres financiers à hauts risques vendus à des particuliers qui ont quasiment tout perdu avec la crise.

Plusieurs rassemblements similaires étaient prévus dans une vingtaine d'autres villes du pays, à l'appel notamment de l'association de défense des petits épargnants Adicae.

"*La marée des consommateurs contre les fraudes financières. Changeons la banque*", proclamait la grande banderole en tête du cortège.

"*Bankia escroque et vole ses clients*", "*contre la fraude des +preferentes+*", pouvait-on lire sur les pancartes vertes et roses brandies par les manifestants, dont de nombreux retraités, qui ont défilé sur une grande artère du centre-ville.

"*Dehors les crédits pourris, les taux planchers et les abus bancaires*", accusaient d'autres pancartes sur fond jaune.

Les manifestations de ce type se sont multipliées ces derniers mois avec l'éclatement du scandale des "*preferentes*" qui ont touché des centaines de milliers de personnes.

Les associations ont également dénoncé les "*taux plancher*" de certains crédits immobiliers à taux variables. Les banques privée BBVA et nationalisées NovaCaixaGalicia et Cajamar, ont annoncé la suppression de cette clause jugée "*abusive*" par le Tribunal suprême dans les cas où les débiteurs n'ont été suffisamment informés.

Mais d'autres, comme Bankia, Santander, Banco Sabadell ou Banco Popular ont décidé de ne pas les supprimer.

Plusieurs ex-dirigeants bancaires, comme l'ex-vice président du gouvernement PP et ex-PDG de Bankia, Rodrigo Rato, emblématique de la gestion des caisses d'épargne, sont poursuivis en justice.

Cinq ex-hauts responsables de la Cam, une autre caisse d'épargne renflouée avec 2,8 milliards d'euros de fonds publics, sont eux soupçonnés d'escroquerie et d'abus de biens sociaux pour avoir notamment octroyé des crédits douteux et des conditions de départ mirifiques à certains. AFP 22.06

"*Changeons la banque*", quelle illusion ! Exproprions les banquiers et prenons le pouvoir, c'est déjà mieux, au moins c'est une perspective politique.

3- Brésil

De nouvelles manifestations avaient lieu samedi au Brésil, au lendemain d'un discours conciliateur de la présidente Dilma Rousseff qui a été accueilli avec scepticisme sur les réseaux sociaux, vecteurs de la fronde sociale qui secoue le grand pays émergent d'Amérique latine.

Plus de 60.000 personnes manifestaient à Belo Horizonte (sud-est), où se jouait le match Japon-Mexique de la Coupe des Confédérations, en scandant "*la Coupe pour qui?*".

La police a commencé à tirer des gaz lacrymogènes quand des manifestants ont voulu franchir les périmètres de sécurité autour du stade et ont jeté des pierres.

"Nous sommes contre le Mondial parce qu'il masque les problèmes du pays", a déclaré à l'AFP Leonardo de Melo, un musicien. Pour lui, le discours de la présidente a été de la "rhétorique".

"Le changement réel est dans la rue, j'espère que le mouvement va se poursuivre", dit-il.

A Salvador de Bahia (nord-est) où se disputait le match Brésil-Italie, 200 personnes seulement, bien moins que prévu, ont manifesté, selon un journaliste de l'AFP sur place.

"J'ai trouvé le discours de Dilma illusoire. Nous ne voulons pas lui faire quitter le pouvoir, nous voulons que la même quantité d'argent, voire plus, dépensée pour la construction des stades soit allouée à l'éducation et la santé. Un policier ici gagne une misère; Ils nous répriment mais on lutte pour eux aussi", affirmé Alexandre, 23 ans, étudiant en droit.

Des dizaines de supporters disséminés dans les tribunes du stade de Salvador, ont brandi à bout de bras des pancartes portant des messages similaires à ceux déployés lors des manifestations monstre qui ont eu lieu dans tout le Brésil tels : "Descendons dans la rue pour changer le Brésil", avant les hymnes nationaux, a constaté l'AFP.

D'autres manifestations avaient lieu dans au moins 12 villes du pays, dont Brasilia, la capitale, et la mégalopole Sao Paulo, poumon économique du pays. Certaines sont dirigées contre un projet de réforme constitutionnelle (PEC37) prévoyant de retirer le pouvoir d'enquêter aux parquets, souvent perçus dans le pays comme des acteurs efficaces contre la corruption.

A Rio de Janeiro, une quarantaine de manifestants protestaient samedi pacifiquement devant l'immeuble du gouverneur Sergio Cabral à Leblon, le quartier le plus chic de Rio où le prix du m2 atteint 11.000 dollars.

Plusieurs se préparent à passer la nuit dans des tentes à la façon des "indignés" espagnols.

"Nous allons rester là pour l'instant", explique à l'AFP Vinicius Fragoso, le visage peint aux couleurs du Brésil.

"(La présidente) Dilma a parlé comme si elle était en campagne électorale : des promesses, des promesses, des promesses; c'est maintenant qu'elle voit que ça va mal? Il faut que les gens détruisent le mobilier urbain pour qu'elle s'en rende compte?", dit il.

Le Mouvement "Passe livre" (ticket gratuit, ndlr), à l'origine du mouvement contre la hausse du tarif des transports en commun il y a presque deux semaines, a annoncé sur sa page Facebook qu'il poursuivrait les mobilisations.

Tenant de reprendre la main au lendemain de manifestations historiques qui ont rassemblé jeudi 1,2 million de personnes, Mme Rousseff a promis un "grand pacte" national pour l'amélioration des services publics et de rencontrer les "leaders des manifestations pacifiques".

Elle a défendu l'organisation du Mondial de football dans un an, en assurant que l'argent public dépensé pour les stades serait intégralement récupéré auprès des entités privées ou publiques qui les exploiteront à l'avenir.

Répondant aux revendications multiples des manifestants, elle a reconnu qu'il était nécessaire de trouver des "moyens plus efficaces de lutter contre la corruption". AFP 22.06

Haut de page ↗

Le 24 juin 2013

CAUSERIE

On mettra en ligne ce soir quelques nouveaux articles, plus des articles de presse.

Dans l'article qui suit, j'ai imaginé comment notre ennemi perçoit la situation en France notamment. Il doit s'en tenir aux faits contrairement aux dirigeants du mouvement ouvrier qui s'en écartent ou les maquillent. C'est là que réside leur force, leur atout. C'est tellement basique à comprendre que cela en est navrant, désolant, pitoyable.

On se demande pourquoi, mais pourquoi agissent-ils ainsi, veulent-ils notre perte qu'ils n'agiraient pas autrement. Cela me rend malade d'écrire ces lignes, sincèrement, je suis bouleversé en observant de quelle manière les choses se passent, je ne veux pas le croire puis il faut bien me rendre à l'évidence que je ne rêve pas. Je me demande si je ne perds pas mon temps...

Le crépuscule du mouvement ouvrier ?

- Printemps arabe, hiver des femmes - euronews.com

Les droits des femmes ont régressé dans le sillage des révolutions arabes. euronews.com 23.06

C'était bien l'objectif des amis de Hollande, les Frères musulmans qu'il est allé saluer à Doha, au Qatar les femmes sont traitées comme des chiens, mais cela convient parfaitement à Hollande. Au passage, qui a dit que la franc-maçonnerie était une organisation progressiste, humaniste ? Ils ont dû confondre avec monarchiste et obscurantiste.

Allons plus loin. Pourquoi attaquer l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, demain peut-être le Liban et l'Iran ? Parce que selon le plan arrêté par les maîtres du monde, il ne faut pas que des régimes profitent de l'exploitation de leurs richesses pour octroyer des droits sociaux à leurs peuples, même limités, éducation, santé, transport, logement, etc. le développement de services public est contraire à leur objectif, ce qu'ils démontrent partout dans le monde, y compris dans l'UE en les détruisant systématiquement. C'est le même processus qui est à l'oeuvre partout et qui est commandé par le même impératif politique.

Les peuples doivent être maintenus dans un état permanent de précarité et de servitude totales envers la classe qui détient le pouvoir, prétendre qu'ils auraient des droits sociaux ou politiques est incompatible avec l'idée qu'ils se font de la société. Pour répondre à leurs besoins à caractère social, les masses doivent travailler en acceptant les conditions qu'on leur impose et se les payer s'ils en ont les moyens, dans le cas contraire ils s'en passeront. L'Etat n'a pas à leur fournir à un tarif préférentiel ou pire gratuitement, ce serait autant de profit qui n'irait pas dans les poches des nantis, qui plus est, cela pourrait leur donner de mauvaises habitudes et développer chez eux l'idée qu'ils pourraient sans cesse améliorer leur condition d'existence, ils en viendraient à s'organiser pour obtenir des droits sociaux, il faut éviter à tout prix de tomber dans cet engrenage infernal, c'est totalement exclu, ils doivent demeurer dans un état proche de l'indigence et se satisfaire du niveau de vie médiocre qu'on a conçu pour eux.

Pour couper court à l'espoir d'une vie meilleure, nous avons corrompu leurs organisations et leurs partis politiques, nous détenons désormais toutes les institutions politiques, nous avons mis en place des institutions supranationales qui ont pour finalité de terminer le travail engagé qui consiste à détruire ou d'asservir leurs Etats, et pour compléter le tableau nous sommes en train de mettre en place un système de contrôle de la population mondiale qui nous permettra de prévenir tout soulèvements à venir, de les détourner et les détruire avant même qu'ils ne prennent une forme organisée menaçante, de telle sorte que notre pouvoir soit absolu et que personne ne puisse le contester dans l'avenir, ainsi nous serons parvenus à notre objectif politique, le Nouvel ordre mondial règnera.

Par la suite, il ne nous restera plus qu'à supprimer les peuples ou les populations superflues, inutiles, en trop grand nombre, nous avons mis en place un grand nombre de procédés qui y concourent déjà mais qui ne s'avèreront vraiment efficaces que dans quelques années ou décennies, nous travaillons sur de nouveaux projets à l'efficacité encore plus redoutable, la combinaison des deux produira en chaîne une dévastation pire qu'une guerre mondiale sans ses conséquences néfastes pour nous, de façon à ramener la population mondiale à un niveau acceptable, qui ne mette pas en péril les ressources de notre planète et permettra ainsi d'assurer notre propre survie pour les décennies ou siècles futurs.

Pour le moment nous n'en sommes qu'à l'étape qui consiste à réduire la population en esclavage, à liquider ses droits sociaux, bon, esclavage c'est un grand mot, disons que nous faisons en sorte que ses besoins ne dépendent que d'elle-même, qu'ils soient forcément réduits, nous ne devons lui permettre d'accéder qu'à ce qui est strictement nécessaire à sa survie ou ses besoins quotidiens, à condition qu'elle travaille évidemment. Nous y oeuvrons dans tous les pays après avoir attelé leurs Etats au marché et mis en place des mécanismes financiers opaques qui nous permettent de le contrôler entièrement, de telle sorte que nous asséchons leur finance, ce qui les oblige à tailler à la hache dans leurs budgets sociaux, pas suffisamment et pas assez rapidement à notre goût, mais nous progressons, c'est l'essentiel.

Tous les gouvernements en Europe font preuve de bonne volonté à notre égard et nous sont acquis, à vrai dire, comme c'est nous qui détenons le nerf de la guerre, l'argent ou la planche à billets, ils n'ont pas vraiment le choix puisqu'aucun n'envisagerait sérieusement de rompre avec nous et le capitalisme. Quant à leur opposition, elle est fantôme, corrompue, éparpillée, leurs opposants passent leur temps à se déchirer entre eux, c'est un vrai régal.

Pour les discréditer auprès de leur peuple et empêcher qu'ils ne se regroupent sur une ligne politique qui serait dangereuse pour nous, on a développé une politique qui a consisté à mettre en avant les droits de certaines couches minoritaires, voire ultra minoritaires dans la société, en les opposant aux droits de la majorité, ils sont tellement bornés ou abrutis qu'ils ont sauté à pieds joints dans notre piège qui va se refermer sur eux, ce qui s'est soldé comme nous l'avions prévu par l'opposition entre certaines couches et le reste de la population et la perte finalement de leurs droits collectifs, cela ils ne l'ont pas encore compris, c'est pour dire à quel point ils sont décomposés, cela nous fait bien rire quand ils évoquent le capitalisme décomposé, ne leur disons pas, laissons-les croupir dans leur miasme.

Il nous faut préciser comment nous nous y sommes pris tellement cela à fonctionner à merveille. On est parti de leur foutu

République, vous savez avec son égalité, ses droits égaux pour tous, de la foutaise en réalité, cela n'a jamais existé, mais le plus fort c'est qu'ils y croient, pour eux cela existe vraiment, c'est dément n'est-ce pas, mais ils sont comme cela que voulez-vous ces socialo-communo-anarcho-trotskyistes. Ce qu'on a fait est très simple, on en a rajouté une couche, on s'est dit : mais pourquoi cette magnifique égalité qu'ils ont élevée au rang de dogme ne pourrait pas servir notre projet, on va leur sortir les uns après les autres tous les cas où ce droit n'est pas appliqué, on est partie des femmes, on est passé aux immigrés en passant par les amoureux de l'air pur et des petits oiseaux, l'écologie, on a embrayé sur les communautés religieuses et dernièrement on leur a sorti les homosexuels, dans d'autres pays on a fait plus fort encore avec les pédophiles, les zoophiles et les adeptes de l'inceste, Pays-Bas, Allemagne, Suisse dans l'ordre, c'est machiavélique assurément, mais génial il faut bien l'admettre. On en a d'autres dans notre sac à malice, cette stratégie de la diversion a permis de les éloigner de leur objectif politique qu'ils ont fini par abandonner les uns après les autres. Ils n'avaient pas d'os à ronger, on leur en a fournis, ils se sont usés les dents dessus. Ils en ont tellement pris l'habitude que dorénavant ils suivent sans broncher l'agenda que le Medef et le gouvernement leur imposent, ils sont disciplinés au-delà de ce qu'on avait osé espérer.

On a ouvert les frontières avec Shengen, on a concocté des lois qui dérogent aux droits nationaux du travail, entre nous, l'UE quel instrument merveilleux, cela a permis un afflux massif de travailleurs légaux ou illégaux déstabilisant le marché du travail et poussant les salaires à la baisse tout en permettant de faire monter le chômage, de créer des tensions dans tout les pays jusqu'à faire monter l'extrême droite qui n'est pas vraiment notre ennemi, et ils ont tous marché comme un seul homme dans la combine ces crétins, formidable, non, mieux, ils en redemandent ! Après la Libye, le Mali, la Syrie, c'était un jeu d'enfants, on les a bernés en beauté, regardez, il n'y en pas un finalement pour soutenir le régime syrien, on n'a plus qu'à l'écraser, ils ne bougerons pas, l'opposition n'existe plus, elle a été réduite à néant à force de se compromettre année après année, décennie après décennie.

Le mouvement ouvrier est moribond mon cher banquier, le socialisme est mort, Warren avait raison de les narguer ces minables on a gagné la partie, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué, disons qu'on est en train de la gagner avec l'aide de nos ennemis, un jour réformiste, un autre gauchiste, opportuniste toujours, c'est leur devise. Je vais vous dire mon cher ami quel est notre point fort qui est leur point faible : c'est que nous nous sommes déterminés et rien ne nous fera fléchir, nous avons une vision à long terme qui remonte à très très loin, plusieurs siècles en arrière en réalité, nous poursuivons un objectif et absolument rien ne nous en fera dévier, alors qu'eux ils manquent singulièrement de détermination, un jour leur parti compte jusqu'à 9 ou 10.000 adhérents, un petit coup de blues ou un reflux et voilà qu'il en perd la moitié ou les trois quarts et ainsi de suite, parce que, et c'est là notre chance, ils ne croient pas dans leurs idées en définitif, non, ils n'y croient pas, ce sont des gagne-petit qui ne combattent pas sur le long terme, ils se satisfont du court terme, de l'immédiat, des miettes qu'on leur reprendra un jour où l'autre, ils n'ont pas d'idéal, leur théorie est sans doute juste, le vieux Marx était un savant redoutable, eux à côté ce sont de minables dogmatiques, et bien ils n'y croient pas, ils ne la comprennent même pas, ils l'ont diluée, déformée au possible ce qui fait notre bonheur, car quiconque se réclame du marxisme passe pour un écerelé, ils nous sauvent la vie en somme, bref, du coup ils en sont toujours au même point, mieux, leurs forces sont tellement disloquées qu'ils sont réduits à l'impuissance, alors profitons-en...

Il nous reste à nous attaquer à la classe moyenne, un gros morceau, c'est un de nos objectifs prioritaires. Nous avons fait en sorte que le niveau de vie des gens d'en bas stagne ou régresse, une partie importante d'entre eux ne survivent déjà que grâce aux subventions que leur accorde l'Etat, nous ne pourrions pas en attendre davantage, ils sont déjà en dessous de la ligne de flottaison, on ne peut pas les pressuriser davantage. Ils survivent et c'est bien, on est tranquille de ce côté-là, la délinquance se développe parallèlement et c'est une bonne chose, on peut en tirer profit politiquement. D'ailleurs cela rejoint ce qu'on peut attendre de nos attaques contre la classe ou les couches moyennes qui vont en avoir marre de passer à la caisse, une partie d'entre elles va se tourner vers l'extrême droite, du coup le PS va pouvoir brandir cette menace pour faire passer sa politique, la nôtre à vrai dire, tout en préparant la relève en cas de besoin, l'UMP est toujours un cheval sûr. Et puis l'extrême gauche sert nos intérêts, elle est tellement embourbée dans ses contradictions qu'il suffirait de lui mettre le nez dedans pour qu'elle suffoque, son niveau de crédibilité est d'ailleurs proche de zéro dans la population, quant à l'extrême droite, elle nous mange dans le creux de la main, discrètement, elle ne peut nous servir que d'aiguillon, d'élément provocateur, déstabilisateur, pendant une période temporaire, elle pourrait finir le sale boulot que les autres ne parviennent pas à terminer parce qu'ils s'endorment sur leurs lauriers, il faut sans cesse les harceler et les rappeler à l'ordre, mais bon, ils sont fidèles c'est le principal, on doit bien admettre quelques obstacles ou difficultés passagères.

Pour conclure ce chapitre, une partie des travailleurs sont devenus pauvres, à peine 50% est imposable, c'est donc la classe moyenne qui paie à leur place. Elle l'accepte de moins en moins, en faisant monter le FN on pourrait lui faire miroiter qu'en payant moins à la place des pauvres, des fainéants, des chômeurs, des immigrés, etc. elle pourrait maintenir, voire améliorer son niveau de vie, ce qui n'est pas vrai évidemment, il s'agirait de lui faire croire. Pendant ce temps-là on continuerait de s'attaquer à ses privilèges, en ayant un bouc émissaire sur lequel reporter sa hargne, on serait relativement tranquille pendant un bon moment, et puis on lui en sortira d'autres si nécessaire. Après tout, c'est elle en premier qui a foncé tête baissée dans le féminisme, l'écologie, etc. en se détournant de la classe ouvrière, on peut se permettre qu'elle tire sur nous, dénoncer la finance ou l'oligarchie financière la défoulera, de toutes manières on ne risque rien, elle n'a aucun moyen de nous atteindre, et puis elle est trop attachée à ses privilèges, on fera en sorte de la diviser à son tour, on ne l'attaquera pas de front, mais couche par couche, c'est le seul moyen d'en venir à bout, ensuite on n'aura plus qu'à lui porter le coup de grâce, elle sera trop corrompue et affaiblie pour réagir, n'oublions pas qu'elle est incapable de rivaliser avec notre détermination...

J'ai rédigé cet article d'un trait en m'inspirant des faits portés à notre connaissance dans de nombreux articles que vous avez pu lire

ou consulter dans le portail. Je n'ai rien inventé ou découvert j'ai relié les faits entre eux.

Vous êtes sceptique, c'est votre droit, ce soir ou demain je vais mettre en ligne un article d'un médecin qui sur la base de constatation, donc de faits vérifiables, affirme que "*l'espérance de vie en bonne santé diminue pour la première fois et que ce mouvement devrait s'accélérer dans le futur. A suivre.*"

Parole d'internaute

1- "*Comment se compromettre de la sorte avec le Qatar, cet Etat féodal fantoche créé à sa convenance comme les autres monarchies factices du Golfe par l'impérialisme britannique? Il suffit de se référer au dernier rapport d'Amnesty International pour voir à quel point les droits élémentaires y sont bafoués: pas de liberté d'expression, discrimination des femmes, statut des immigrés -90% de la main-d'oeuvre- proches de l'esclavage, domestiques maltraitées et victimes de violences sexuelles.*"

Mais c'est l'avenir du vieux monde monsieur, c'est la conception de la société et du monde du PS (pas seulement).

Quant à Amnesty International, qui a son siège à Londres, organisation richissime et au train de vie digne des traders de la City, vérifiez-le sur le Net (wikipedia), c'est la bonne conscience frelatée des grandes puissances occidentales qui l'air de rien accompagne toutes les campagnes lancées par les représentants de la classe dominante qui ne servent qu'à diviser les peuples.

Ce genre d'organisation a pour principale fonction, hormis produire des rapports dans la passé et de nos jours sur les pays qui sont dans le colimateurs de l'impérialisme américain, ex-URSS et ses satellites, Chine, Venezuela, Cuba, tout comme Reporter sans frontières, ils partagent le même créneau et ont les mêmes parrains, de faire croire qu'on vivrait dans un monde où la démocratie se développerait, qu'elle serait l'objectif politique des pays dominants qui en seraient les porte-parole, pendant que les dirigeants de ces mêmes pays imposent une dictature à leur propre peuple, c'est le cas aux Etats-Unis et dans l'UE notamment., alors qu'elle sert à justifier les guerres impérialistes. Amnesty International sert par son existence de couverture démocratique à la guerre contre la Syrie par exemple.

Cela reste à vérifier, j'ai cru comprendre qu'en France Amnesty International était dirigée par le PS.

2- "*Hollande nous enfonce systématiquement dans la chaîne de Ponzi de la " finance " mondiale, au moment précis où il faut sortir de cette "dette" et de l'effondrement du modèle de développement dont les qataris sont le paradigme.. Notre pays et ses citoyens n'ont aucun " besoin " de l'argent des qataris, ni de leur islamisme wahhabite, ni, à terme, de son pétrole. Hollande travaille désormais pour le medef à temps plein. "*

Si vous le dites...

3- "*Qui ignore que le Qatar est une monarchie moyenâgeuse et policière ?"*

Ceux qui refusent de rompre avec le PS, ceux que le Qatar a achetés dans certaines banlieues via des imams rétrogrades...

4- "*On vend des armes au Qatar pour des djihadistes qui poursuivent leurs exactions en Syrie. Nous, nous n'envoyons pas d'armes...Et des sectes moyenâgeuses endoctrineront les jeunes de nos banlieues... Vendre sa jeunesse à des idéologies contraires aux principes de notre Démocratie n'est pas une valeur de gauche.*"

Qui vous a dit que Hollande et le PS étaient de gauche, vous les croyez, pas nous...

La France vend des armes au Qatar qu'il livre aux djihadistes qui massacrent la population syrienne...

ACTUALITE EN TITRES

[Cherchez l'erreur.](#)

- Manifestation antifasciste à Paris - AFP

Les antifascistes qui ont défilé hier à Paris sont les mêmes qui refusent de soutenir le régime syrien qui sans le soutien du peuple syrien serait tombé depuis longtemps, à croire qu'ils ont le même objectif qu'Obama, Cameron et Hollande, cherchez l'erreur.

[L'objectif du gouvernement, du Medef et de tous les syndicats : des millions d'emplois précaires à bas coût comme en Allemagne, en Irlande...](#)

- Sapin: objectif de quelque 540.000 emplois aidés fin 2013 - AFP

Comment ils se partagent les rôles.

Lors de la conférence, le gouvernement a mis l'accent sur les emplois non pourvus. Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a notamment qualifié ce plan sur les emplois vacants d'"*opération de communication*" tandis que le chef de file de la CFDT Laurent Berger fustigeait le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi. AFP 23.06

Non monsieur Lepaon, ce n'était pas une vulgaire "*opération de communication*", mais bien une stratégie politique pour satisfaire les besoins exprimés par le patronat...

Que le jaune Berger à la suite du Medef se plaigne que les choses n'aillent pas assez vite à son goût, rien de plus normal.

[Quel privilège : le premier fournisseur en armes des assassins du peuple syrien !](#)

- François Hollande veut renforcer la coopération de défense avec le Qatar - lemonde.fr

Premier fournisseur des forces armées du Qatar lemonde.fr 23.06

Il est allé prendre de leurs nouvelles auprès des chefs des ravisseurs, ses amis.

- Hollande pense que «*les otages sont vivants*», et recherche des «*contacts sûrs*» pour les libérer - 20minutes.fr

[Provocation - réaction - indignation - récupération.](#)

- Manifestation à Paris contre le fascisme, en mémoire de Clément Méric - Liberation.fr -

- Paris : Une exposition anti-homophobie saccagée dans le 3e - 20minutes.fr -

- «*Ils m'ont jetée à terre en me traitant de sale Arabe et de sale musulmane*» - Liberation.fr -

[Et à Doha : directement du producteur au consommateur !](#)

- Pour Montebourg, Barroso "*est le carburant du Front national*" - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France

Jean-Louis Costes, le candidat UMP à la succession de Jérôme Cahuzac l'a finalement emporté face au candidat FN dimanche soir dans la 3ème circonscription du Lot-et-Garonne, une victoire par 53,76% à laquelle le front républicain pour faire barrage au FN semble n'avoir qu'incomplètement contribué.

Le nouveau député a remercié les électeurs de gauche "*d'avoir voté pour notre candidature et de ne pas avoir choisi d'avoir sur ce territoire un député du Front National*".

Le jeune candidat FN, Etienne Bousquet-Cassagne, qui a obtenu le score important de 46,24% des suffrages, tout en échouant à devenir le troisième député frontiste, a pour sa part reconnu "*une défaite au goût de victoire*".

En tout état de cause, les électeurs ne se sont pas fortement mobilisés, quoique mieux qu'au premier tour (47,53% d'absention contre 54,12% la semaine dernière), et surtout, un pourcentage élevé d'entre eux (14,25%) a voté blanc ou nul. AFP 23.06

61,78% des électeurs ont refusé de voter pour l'un des deux candidats ou de voter tout court, donc monsieur Costes n'a aucune légitimité.

2- Etats-Unis

2.1- Edward Snowden a échappé au piège américain qui pouvait se refermer sur lui à Hong Kong. Le jeune Américain, consultant en informatique, demande désormais l'asile politique à l'Equateur. Inculpé d'espionnage dans son pays, il a pris un vol de la compagnie russe Aeroflot qui est arrivé à Moscou ce dimanche. Selon la compagnie aérienne, il aurait voyagé avec une collaboratrice du site internet WikiLeaks, qui lui apporte son soutien. Edward Snowden s'est volatilisé après l'atterrissage, il ne faisait pas partie des passagers qui ont passé le contrôle des passeports au terminal de l'aéroport de Moscou.

En revanche, une voiture diplomatique de l'Equateur a été remarquée devant le terminal. Le ministère équatorien des Affaires étrangères a ensuite confirmé que Edward Snowden avait demandé l'asile politique à ce pays.

Dans la soirée, le site WikiLeaks fondé par Julian Assange a annoncé que M. Snowden était "*en route pour la République d'Equateur par un chemin sûr afin d'obtenir l'asile*".

"*Il est escorté par des diplomates et des conseillers juridiques de WikiLeaks*", a indiqué WikiLeaks dans un communiqué publié à Londres.

Selon des sources russes, le nom de Snowden figure sur un vol Aeroflot décollant lundi à 14H05 (10H05 GMT) à destination de Cuba. Les mêmes sources affirmaient, avant que ne soit révélée sa demande d'asile à l'Equateur, qu'il rejoindrait ensuite le Venezuela.

Le gouvernement de Hong Kong n'a pas souhaité arrêter l'informaticien comme le réclamaient les Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont "*décus*" par la décision "*particulièrement troublante*" de Hong Kong de ne pas arrêter l'ex-consultant de la CIA Edward Snowden avant qu'il ne quitte ce territoire, a déclaré dimanche le ministère américain de la justice.

Un porte-parole du département de la Justice a assuré que Washington, qui voulait qu'Edward Snowden soit arrêté et renvoyé aux Etats-Unis, avait respecté toutes les exigences du traité d'extradition en vigueur entre Washington et Hong Kong, où Snowden s'était réfugié.

L'annonce du départ d'Edward Snowden pour Moscou, même pour un transit, a fait sensation, la Russie -- dont les relations avec les Etats-Unis reprennent dernièrement des accents rappelant parfois l'époque de la guerre froide -- ayant récemment indiqué qu'elle examinerait le cas échéant une demande d'asile politique du jeune Américain.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré ne rien savoir de la destination d'Edward Snowden.

La justice américaine a indiqué qu'elle mènerait "*la coopération policière adéquate*" avec les pays où Snowden pourrait se rendre.

"*La chasse est lancée*", a confirmé Dianne Feinstein, la très bien informée présidente de la commission du Renseignement du Sénat américain, sur la chaîne CBS. L'Express.fr, euronews.com et AFP 23.06

2.2- Le gouvernement a inculpé l'ancien consultant de la National Security Agency (NSA), Edward Snowden, pour trois crimes, dont deux tombent sous le coup de l'Espionnage Act. Snowden devient ainsi la huitième personne à avoir été inculpée sur la base de l'Espionnage Act sous la présidence d'Obama, selon Firedoglake. Ces huit inculpations représentent plus du double des inculpations totalisées par tous les présidents précédents réunis.

Avant l'administration Obama, seulement trois personnes ayant laissé fuiter des informations avaient été inculpées via ce statut, adopté en 1917, et qui n'avait jamais vraiment été destiné à visé les auteurs de fuite. Les arguments qu'utilise Obama aujourd'hui, pour poursuivre les auteurs de fuite via l'Espionnage act, furent d'abord utilisés par l'administration de Ronald Reagan. Elle voulait alors pousser un analyste civile de la Navy qui avait fait fuiter des photographies à un magazine militaire britannique. Mais la pratique est désormais répandue.

Dans le Guardian, Glenn Greenwald se demande comment ces poursuites judiciaires sont "*le moins du monde défendables*", de la part d'un président qui avait juré de conduire Washington vers une nouvelle ère de transparence. Bien sûr, Snowden a sans doute enfreint la loi, précise Greenwald, mais il est loin d'avoir pratiqué des actes d'*«espionnage»*. Il n'a pas vendu de secrets à des gouvernements étrangers, ni essayé de s'en servir pour son usage personnel, de quelque manière que ce soit.

Snowden a simplement révélé quelque chose qu'il avait vu. «*L'ironie est évidente*», explique Greenwald, «*ce sont les mêmes personnes qui ont construit un système de surveillance omnipotent, pour espionner n'importe qui, dans le monde entier, y compris leurs propres citoyens, qui accusent maintenant d'espionnage la personne qui s'est contentée de révéler l'existence du système*». slate.fr 23.06

3- Bulgarie

Il n'y a pas un soir sans manifestation depuis neuf jours en Bulgarie. Dans la capitale, Sofia, et d'autres grandes villes, des milliers de personnes ont encore réclamé ce samedi la démission du nouveau gouvernement. euronews.com 23.06

4- Egypte

Plus de 400 soldats américains vont se déployer bientôt en Egypte pour "contrôler" les troubles et la révolte qui secouent le pays depuis des mois le pays. Les soldats égyptiens partent pour une mission de neuf mois en Egypte.

Mais que vont-ils faire? Ces marines vont se déployer dans des postes de contrôle à travers la région du Sina. une autre mission de ces soldats consiste à surveiller à la bonne application du cessez-le-feu entre l'Egypte et Israël. " *Ces soldats sont censés passer à l'action en cas de révolte ou d'insurrection* ". Ce contingent de soldats américains est aussi formé pour faire face à l'usage des bombes artisanales et des cocktails molotov . Selon Washington post, les 400 soldats us font partie d'une force internationale composée de 13 pays. Le contingent américain a été entraîné pendant six mois dans le centre de Forthood en Californie. french.irib.ir 23.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dimanche à Madrid et dans d'autres villes espagnoles pour protester contre les réformes du système de santé public dans le cadre du programme d'austérité.

A Madrid, les manifestants dont beaucoup portaient des blouses blanches, ont défilé derrière une grande pancarte demandant la préservation d'un système de "santé à 100 % public et universel". Les protestataires brandissaient également des pancartes avec les inscriptions "On ne joue pas avec la santé" ou "on nous vole notre santé".

On assiste à "une dégradation totale" du système de santé, déplore Lourdes Alonso, médecin de famille de 54 ans.

Le gouvernement régional de Madrid, contrôlé par le parti populaire de Mariano Rajoy a décidé de privatiser la gestion d'hôpitaux et de centres de soin de la capitale.

"Je suis contre les privatisations, qui remet en cause un système qui fonctionnait à la perfection", déclare Fernando Pérez, un infirmier de 37 ans. AFP 23.06

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin 2013

CAUSERIE

8h43 du matin à Pondichéry.

J'ai ajouté 13 articles, la suite de l'actualisation du site d'ici 7 heures. Bonne journée.

CQFD

Nous ne pouvons pas rompre avec le PS, c'est la seule alternative institutionnelle à la droite et à l'extrême droite. Boycotter les élections municipales, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec les appareils vendus de la CGT et de FO, c'est la seule alternative aux syndicats jaunes.

Boycotter le dialogue social, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec leur République et leur Etat, c'est la seule alternative à l'UE. Boycoter les élections européennes, impensable.

Bref, vous l'aurez compris ils ne peuvent pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, parce que pour eux il n'existe plus aucune alternative politique.

Question : on aurait pu concevoir que ces positions auraient été justifiées, positives, pourquoi pas, il ne faut exclure aucune hypothèse. Mais en réalité, dans les faits, elles ont apporté quoi à ces partis, POI, NPA, LO, elles se sont traduites comment sur le plan de la construction du parti, du niveau politique des masses, est-ce qu'elles les ont servies à progresser ou au contraire elles ont accompagné leur régression politique, celles des masses et de ces partis, du mouvement ouvrier ?

Certains vont peut-être penser que je radote, que je ne fais qu'attaquer le mouvement ouvrier, en réalité, je ne fais que le décrire tel qu'il est.

Tenez, il y a quelque temps quand j'avais encore le temps de lire, j'avais extrait quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky rédigé en 1936. Ces passages fourmillent d'éléments sur les rapports entre les masses, les syndicats et les partis, l'agitation et la propagande, qui permettent de mieux comprendre la situation en 2013.

1- Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture.

Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière.

2- Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

3- Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place!

4- La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir.

5- L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace".

6- Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

7- Il est remarquable que l'Internationale communiste aussi, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car "il n'y a pas de situation révolutionnaire". Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

8- Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire

ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

9- Le front unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine de la lutte pour les "revendications immédiates" a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une stagnation dangereuse.

10- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

11- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

12- L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement : "En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice-les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme; de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme.

13- Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.

14- Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-à-dire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat.

Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées-et cette heure n'est, peut-être, pas si loin-le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation.

15- Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire.

16- "Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens. Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.

17- Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire.

Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.

18- Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issues dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif. Fin.

J'espère que vous aurez retrouvé là en grande partie la méthode que j'utilise. Je n'ai pas le temps de commenter ces différents extraits, lire mes causeries précédentes qui se rapportent à chacun des thèmes abordés par Trotsky.

[Quand le vieux monde se fait escroc.](#)

- Bernard Tapie en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage - AFP
- Arbitrage Tapie: Stéphane Richard met en cause Christine Lagarde - L'Expansion.com
- Vaste escroquerie à la Madoff impliquant une dizaine de pays européens - AFP

[Le mouvement ouvrier n'était pas suffisamment gangrené.](#)

- Les réseaux sociaux ont conquis les Français - L'Expansion.com

[L'émir ne répond plus...](#)

- Les gardiens de prison, mobilisés, s'adressent à Hollande - AFP

[Ils se déchaînent, que craignent-ils ? Comment créer un climat délétère ou de guerre civile permanent...](#)

Au tour des mères de s'opposer aux pères.

- Pension alimentaire: les mauvais payeurs ciblés - LeFigaro.fr
- Coup de filet antiterroriste en Île-de-France: six personnes en garde à vue - LeParisien.fr

Ils sont partout !

- Neutralité religieuse et promotion de la diversité: l'injonction paradoxale faite aux entreprises - LeMonde.fr

Religion et communautarisme au chevet du capitalisme

- Agressions de femmes voilées à Argenteuil : « *Quoi ? On doit créer une milice ?* » - Rue89

Nous y voilà !

- Agen : deux jeunes violemment agressés par des skinheads - Le Nouvel Observateur

Merci pour la pub, pour eux quoi !

- Ayrault insiste sur la sécurité "*pilier*" de la cohésion nationale - AFP

Il voulait dire : du régime !

- Contre le FN, Hollande prépare un plan d'action pour les banlieues - Liberation.fr - C'est dans les quartiers populaires que se recrutent les bataillons d'abstentionnistes que le PS doit faire revenir vers les urnes s'il veut contrer le FN. Liberation.fr 24.06 Et contre la réaction à laquelle est associé le PS, quel est le plan d'action de la gauche et de l'extrême gauche ?

[Le PS fraie la voie au fascisme](#)

- Après Villeneuve-sur-Lot, Hollande veut rejouer l'union de la gauche - LeFigaro.fr
- Jean-Marc Ayrault défend le front républicain - AFP
- Jean-Marc Ayrault demande à l'UMP une position claire sur le FN - Reuters

On ne demandera pas au PS une "*position claire*" sur le socialisme : il y est étranger !

Trotsky expliquait que la bourgeoisie recourt au fascisme quand elle ne peut plus gouverner ou n'a plus d'autres moyens pour imposer sa politique et affronter le prolétariat. Avant cela elle a le Front populaire ou son équivalent dégénéré de nos jours qui fraie

la voie à un régime bonapartiste (de la IVe à la Ve République) ou au fascisme.

Ainsi le PS s'inscrit dans ce processus, il gère la société pour le compte des capitalistes, et rencontrant des difficultés, il s'emploie à faire monter l'extrême droite pour les surmonter, et au cas où il n'y parviendrait pas, soit ce serait le parti de l'ordre officiel, l'UMP, dans sa version d'extrême droite qui prendrait le relais, soit le parti d'extrême droite, le FN. Ceux qui sont aux basques du PS, de Hollande, en sont donc les complices.

[Le Front de gauche à la rescousse des néolibéraux pour s'attaquer à la classe moyenne.](#)

- Paris: Bientôt une taxe sur les résidences secondaires? - 20minutes.fr

Le président du groupe FG/PCF à Paris propose de taxer plus durement les propriétaires...

Vous avez raison, c'est le meilleur moyen pour que la classe moyenne se tourne vers l'extrême droite... En fait, ils rendent service à la pire réaction, sous couvert d'égalité évidemment, ils combattent aussi bien l'extrême droite que pour le droit au logement des travailleurs, vous y croyez vous ?

[Mélenchon voyage en famille.](#)

- Jean-Luc Mélenchon: «*Je ne voyage qu'en classe affaire*» - 20minutes.fr

Le coprésident du Front de Gauche aurait-il des goûts de luxe? Dans un reportage diffusé dimanche, dans le magazine «*13h15, le dimanche*» sur France 2, Jean-Luc Mélenchon a indiqué: «*Moi, quand je voyage, je voyage en classe affaire. J'ai passé l'âge d'aller me faire briser le dos à la classe économique*». 20minutes.fr 24.06

Il n'est pas député européen pour des prunes le charlatan !

[La dictature de Bruxelles.](#)

- La Commission européenne dénonce "*le chauvinisme*" françaisAFP

- Barnier demande à Montebourg d'arrêter de se "*défausser*" sur l'EuropeL'Expansion.com -

- Bruxelles ouvre la voie à la fusion ICE-NYSE Euronext - AFP PAC: l'UE et la Commission veulent un accord cette semaine - AFP

- Eurotunnel va saisir les autorités de marchés après la chute de son action - AFP

Eurotunnel va saisir les autorités de marchés en France et en Grande-Bretagne après avoir vu son action s'effondrer depuis jeudi, jour où la Commission européenne a sommé de faire baisser les tarifs imposés aux trains qui passent dans le tunnel sous la Manche. AFP 24.06

[Il est bien placé pour en parler, Bruxelles et le néolibéralisme est l'extrême droite du capitalisme.](#)

- Barroso assimile une partie de la gauche à l'extrême droite - AFP

Ce genre de discours n'est rendu possible que parce qu'à l'arrivée ni la gauche et ce qu'il appelle par erreur la gauche, le PS, et l'extrême droite se nourrissent du capitalisme et ne rompent ni avec lui ni avec l'UE.

Prenez le discours de Montebourg, il a accusé la Commission d'agir contre les peuples européens et de donner ainsi "*raison à tous les partis souverainistes et anti-européens*" (AFP 24.06). Il tient un double langage, il ose même un amalgame qui consiste à dénoncer à la fois la Commission européenne et les partis qui s'opposent à la soumission des Etats à l'UE qui finalement lui convient très bien puisque le PS y participe, il a voté tous les traités européens qui s'attaquent systématiquement aux droits des peuples européens, c'est de l'hypocrisie à l'état pur.

En fait, il reproche à la Commission de donner des arguments aux opposants à l'UE, dont il est un chaud partisan, c'est un réactionnaire, il figure bien dans le même camp que Barroso, CQFD.

[Les mains sales de l'Internationale socialiste jaune et les vases communicants de l'extrême droite vers la droite.](#)

- Le chef de file du Pasok promu n°2 du gouvernement grec - Reuters

Le Premier ministre grec conservateur Antonis Samaras a procédé lundi à un remaniement gouvernemental, en nommant le dirigeant socialiste Evángelos Vénizélos, ministre des Affaires Etrangères et vice-président du gouvernement.

Le remaniement est également marqué par le retour d'Adonis Georgiadis, ex cadre du parti d'extrême droite Laos jusqu'à 2009 avant de passer à la droite, qui est nommé ministre de la Santé. [lexpress.fr 24.06](#)

[Profitez-en, c'est pas chère !](#)

- IBM s'implante à Lille et promet d'embaucher 700 jeunes - AFP

[La régression sociale: c'est moderne !](#)

- "Travail du dimanche: une réponse moderne et efficace à la morosité économique" - [L'Express.fr](#) -

[Vos amis les barbares à l'oeuvre messieurs Hollande et Fabius.](#)

- Syrie : un franciscain abattu par les rebelles - [Le Point.fr](#)

Le père François Mourad est mort dans le couvent de Ghassanieh, près de Homs, qui a été entièrement pillé par un groupe rebelle. [Le Point.fr 24.06](#)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - France

1.1 - Bernard Tapie, placé lundi en garde à vue dans l'affaire de l'arbitrage contesté avec le Crédit Lyonnais a été placé lundi en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage controversé sur le litige qui l'opposait au Crédit Lyonnais au sujet de la vente d'Adidas, et qui lui avait accordé en 2008 plus de 400 millions d'euros.

Dans cette affaire, les juges s'intéressent à la décision du tribunal arbitral d'octroyer en 2008 403 millions d'euros à M. Tapie en règlement du litige avec le Crédit Lyonnais né de la vente, en 1993, de l'équipementier sportif Adidas, qu'il avait acquis trois ans plus tôt.

Les magistrats soupçonnent cet arbitrage d'avoir été biaisé à son profit. Ils veulent savoir comment l'homme d'affaires a plaidé sa cause à l'Elysée et au ministère de l'Economie et s'intéressent de près à ses liens avec les arbitres.

Stéphane Richard, le PDG d'Orange et ex-directeur de cabinet de l'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, l'ancien patron du Consortium de réalisation (CDR, chargé de gérer l'héritage du Crédit Lyonnais) Jean-François Rocchi, et l'un des juges arbitraux, Pierre Estoup, ont été mis en examen pour "*escroquerie en bande organisée*" dans ce dossier.

Outre M. Tapie, les policiers ont également placé lundi matin en garde à vue Jean Bruneau, ancien président de l'association des petits porteurs de BTF (Bernard Tapie Finances, ancienne société cotée en Bourse), selon une source proche de l'enquête.

Au coeur de l'affaire, il y a une réunion fin juillet 2007 à l'Elysée en présence, selon M. Richard, du secrétaire général, Claude Guéant, du secrétaire général adjoint, François Pérol, de M. Rocchi, du conseiller justice de l'Elysée, Patrick Quart, mais également de M. Tapie.

Lors de cette réunion, Claude Guéant avait tranché: "*Nous allons faire l'arbitrage*", a rapporté M. Richard aux enquêteurs, se disant "*surpris*" de s'être retrouvé face à MM. Guéant, Pérol et Tapie. Personnage central, Claude Guéant devrait lui aussi être prochainement convoqué par les enquêteurs, qui ont déjà perquisitionné à son cabinet et son domicile.

Sur la réunion à l'Elysée, M. Tapie a multiplié les interviews, laissant entendre qu'il avait pu effectivement prendre part à une telle rencontre. L'enquête a également montré que M. Tapie avait eu plusieurs rendez-vous avec Nicolas Sarkozy, à l'Elysée, en

2007 et 2008.

L'homme d'affaires devrait également s'expliquer sur ses liens avec l'arbitre Pierre Estoup, ancien haut magistrat à la cour d'appel de Versailles.

Les enquêteurs en particulier s'interrogent sur le sens d'une dédicace faite par M. Tapie, en juin 1998, dans un livre offert à M. Estoup. "*Votre soutien a changé le cours de mon destin*", lui écrivait-il.

Comme l'a révélé Le Monde, les policiers s'interrogent sur une possible tentative d'intervention de M. Estoup en faveur de l'homme d'affaires lors d'un procès sur les comptes de l'Olympique de Marseille. Dans ce procès en appel, l'homme d'affaires avait finalement évité toute peine de prison ferme.

Selon M. Tapie, cette dédicace n'a rien à voir avec ce procès. AFP 24.06

1.2. - Avant son audition, Le Point.fr a recueilli le témoignage de l'ancien président de l'Association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas, Jean Bruneau.

Quand avez-vous rencontré Me Chouraqui, l'ancien avocat de Tapie ?

Fin octobre 1997, c'est Francis Chouraqui qui m'a contacté. Il se proposait d'aider l'Appavla et m'a demandé mes intentions pour les minoritaires. Dès 1997, nous avons des preuves que la Société de banque occidentale (SDBO) et le groupe Crédit lyonnais s'étaient vendus à eux-mêmes Adidas, en se servant de sociétés offshores situées dans des paradis fiscaux. Me Chouraqui a participé à la désignation de monsieur le bâtonnier Jean-René Farthouat en tant que mandataire ad hoc de CEDP (ex-Bernard Tapie Finance). Ce fut sa seule mission.

Lors de notre première réunion, il m'a expliqué faire appel à des professeurs de droit et d'anciens magistrats à la retraite pour des consultations. Il m'a précisé qu'il en avait un particulièrement compétent pour la mission que je voulais lui confier. Il m'a donné ses coordonnées téléphoniques et son fax. J'ai découvert qu'il s'agissait de Pierre Estoup (l'un des trois juges arbitres mis en examen pour escroquerie en bande organisée). Mais contrairement à ce que prétend Me Chouraqui, Pierre Estoup ne m'a jamais contacté. Je ne lui ai jamais commandé, ni payé la moindre consultation pour une quelconque action judiciaire, tant pour mon compte personnel que pour celui de l'Appavla.

Pouvez-vous nous expliquer la teneur de votre courrier du 29 avril 2007 à Me Maurice Lantourne ?

Ce courrier dérange au plus haut niveau et jette un trouble dans l'esprit des juges d'instruction. Dans ce dossier, j'ai toujours été tenu à l'écart de la majeure partie des informations et des décisions. Au cours d'une pause déjeuner prise le 24 avril 2007 (le jour où a été signé l'accord prévoyant le rachat des actions des 27 minoritaires, NDLR), j'ai assisté à une discussion entre des avocats du consortium de réalisation (CDR). Ceux-ci craignaient que le règlement des 27 minoritaires ne débouche sur une indemnisation amiable de GBT (le groupe de Bernard Tapie, NDLR) de l'ordre de 274 millions d'euros. Ils affirmaient que le CDR ne pourrait jamais se défilier en vue d'un règlement en faveur de GBT, grâce aux preuves accablantes que les avocats avaient récupérées par [mon] intermédiaire... (...)

Dans cette affaire politico-financière, nous assistons à une véritable hystérie collective. Les victimes deviennent les accusés... Le gouvernement actuel est en train de vouloir armer le bras de la justice. La raison ? Le Parti socialiste veut se venger de Bernard Tapie qui lui a fait perdre dans le passé les élections européennes.

Aujourd'hui, le PS a peur que Bernard se présente en 2014 aux élections municipales à Marseille... D'où la nécessité de le mettre en examen puis peut-être en taule... Le Point.fr 24.06

1.3. - Mis en examen dans l'affaire de l'arbitrage opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais, Stéphane Richard ne veut pas tomber tout seul... Le PDG d'Orange a assuré lundi à l'AFP que l'ex-ministre de l'économie Christine Lagarde, dont il était le directeur de cabinet à Bercy, avait opté "*en totale connaissance de cause*" pour l'arbitrage pour régler le litige qui opposait Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la vente d'Adidas.

Dans cette même déclaration écrite à l'AFP, il annonce en outre sa décision de contester devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris sa mise en examen pour "*escroquerie en bande organisée*", qu'il juge "*infondée et infamante*".

La patronne du Fonds monétaire international (FMI), qui a été simplement placée sous le statut de témoin assisté, avait déclaré fin mai aux magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) que M. Richard paraissait très favorable à la solution de l'arbitrage. Elle avait alors estimé qu'elle aurait pu avoir plus d'informations dans le processus de décision qui l'a amenée à opter pour le choix controversé de l'arbitrage entre M. Tapie et le Consortium de réalisation (CDR), qui gérait l'héritage du Crédit Lyonnais.

Une instruction écrite de Christine Lagarde

"Suite aux articles parus dans certains médias ces derniers jours, je tiens à préciser que c'est en parfaite information de la position des différents services de l'Etat et en totale connaissance de cause que Christine Lagarde (...), dont j'étais le directeur de cabinet, a donné instruction par écrit de voter en faveur de la décision de l'entrée en arbitrage", a indiqué M. Richard à l'AFP. "Je confirme l'avoir tenue en permanence informée de toutes les évolutions de ce dossier". "J'ai donc décidé de former un recours devant la chambre de l'instruction contre ma mise en examen que je considère infondée et infamante", ajoute-t-il. L'Expansion.com avec AFP 24.06

2- République tchèque

Le président tchèque Milos Zeman a provoqué une levée de boucliers en prônant un "gouvernement d'experts" comme solution à la crise ouverte par la démission du Premier ministre Petr Necas au milieu d'un scandale de corruption et d'abus de pouvoirs.

M. Zeman, qui doit officialiser sa décision mardi après-midi, a fait cette suggestion dans une interview radiodiffusée dimanche. Il l'a ensuite confirmé lundi, lors d'une réunion tripartite syndicats-gouvernement-patronat, consacrée au salaire minimum.

"Je suis personnellement convaincu que ce gouvernement d'experts, indépendamment de la longueur de son mandat qui pourrait être de trois mois environ en cas d'élections anticipées, pourrait se pencher sur cette question", a affirmé M. Zeman, cité par l'agence CTK.

Les partis politiques représentés au Parlement s'y opposent avec véhémence, penchant pour l'organisation d'élections anticipées. La voie la plus rapide serait une autodissolution de la Chambre basse conduisant à de nouvelles législatives 60 jours après.

Une majorité qualifiée requise de 120 voix sur 200 ne poserait aucun problème pour une alliance ad hoc des partis de droite et de gauche. Les élections anticipées pourraient ainsi avoir lieu en fin d'été ou en début d'automne.

Le projet de M. Zeman, vétéran de la gauche, constitue "la solution la moins stable et en même temps la solution la plus avantageuse pour Zeman et son parti (SPOZ)", notait le quotidien économique Hospodarske Noviny.

L'économiste Jiri Rusnok, 52 ans, ministre social-démocrate des Finances en 2001-2002 et de l'Industrie en 2002-2003, aujourd'hui sans affiliation partisane, était cité comme candidat potentiel à la tête d'un tel "cabinet d'experts".

M. Zeman s'est borné à affirmer qu'il avait "en ligne de mire" quatre personnalités "respectées".

La coalition sortante de centre droit souhaite, elle, le maintien du gouvernement jusqu'aux élections normalement prévues en mai 2014, avec à la tête de l'exécutif Miroslava Nemcova, vice-présidente du parti de droite ODS de M. Necas et chef de la chambre basse.

"Au moment où des partis politiques sont prêts à former un gouvernement qui a de bonnes chances d'obtenir au moins 101 des 200 voix des députés, le président ne devrait pas présenter son propre projet", estime le spécialiste du droit constitutionnel, Jan Kysela, de la Faculté de Droit à Prague.

Si le président Zeman s'en tient à son projet, tout indique que la coalition sortante s'alignera sur l'idée de l'opposition sociale-démocrate (CSSD) d'organiser rapidement des élections anticipées, réclamées vigoureusement par CSSD depuis le début de la crise.

"Nous avons fait clairement savoir au président que nous ne soutiendrions pas une telle solution (du gouvernement d'experts, NDLR)", a déclaré lundi Mme Nemcova.

La Constitution permet trois tentatives pour former un gouvernement avant l'organisation d'élections anticipées. Le président désigne le Premier ministre pour les deux premières tentatives, alors que cette tâche revient au président de la Chambre basse pour la troisième.

Mme Nemcova ne cache pas son inquiétude quant aux possibles retombées économiques de la crise: "Le gouvernement d'experts n'aura pas de soutien. Puis, il y a aura des élections anticipées, puis encore la formation d'un nouveau gouvernement, qui sera sous contrainte de temps pour imposer le budget 2014. Le temps passera et les marchés étrangers réagiront", a-t-elle averti.

M. Necas et son gouvernement de coalition, au pouvoir depuis juillet 2010, sont tombés lundi dernier à la suite d'un scandale de corruption politique et de moeurs impliquant son chef de cabinet, Jana Nagyova, présumée être sa maîtresse. AFP 24.06

3- Brésil

La présidente du Brésil Dilma Rousseff a proposé lundi à Brasilia un référendum sur la "*réforme politique dont a tant besoin le pays*", secoué par un mouvement de protestation historique et a annoncé le déblocage de 18,5 milliards d'euros pour les transports publics.

Le coût des transports urbains et leur piètre qualité avaient embrasé le pays ces dernières semaines en pleine Coupe des confédérations de Football et des préparatifs coûteux pour accueillir l'an prochain la Coupe du monde (Mondial). Les manifestants, dont une délégation a été reçue lundi par la présidente, ont accepté le dialogue avec le pouvoir mais ont fait savoir qu'ils ne cesseraient pas leur lutte pour la gratuité des transports pour autant.

Mme Rousseff, de son côté, a également promis de criminaliser la corruption en la rendant passible des peines les plus sévères.

Réitérant sa ferme volonté d'écouter "*la voix de la rue*", la présidente du Brésil a fait ses annonces lors d'une réunion publique avec les gouverneurs et maire du pays dans la capitale.

"*Je veux proposer un débat sur la convocation d'un plébiscite populaire qui autorise le fonctionnement d'un processus constituant spécifique pour mener la réforme politique dont le pays a tant besoin*", a-t-elle déclaré.

La présidente brésilienne n'a pas précisé quel type de réforme politique elle envisageait pour garantir un meilleur fonctionnement des institutions.

Un référendum ne peut être convoqué au Brésil que par le parlement, où le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir n'a pas la majorité absolue et gouverne avec une coalition de partis.

La dernière assemblée constituante au Brésil remonte à 1986, au lendemain de la dictature militaire (1964-85).

Outre le référendum Mme Rousseff a annoncé que "*le gouvernement destinera 50 milliards de reais (18,5 mds euros) à de nouveaux investissements en travaux de mobilité urbaine*" pour améliorer les transports en commun dans le pays.

La construction de métros doit être privilégiée a-t-elle indiqué. L'autobus demeure le moyen de transport le plus utilisé par les 194 millions de Brésiliens, alors que l'augmentation constante du nombre de voitures dans le pays provoque un trafic de plus en plus chaotique dans la plupart des grandes villes.

"*La lutte continue. La lutte pour la gratuité (des transports) pour tout le monde continue*", a réagi la représentante du mouvement "*Passe livre*" (ticket de transport gratuit, ndlr), Mayara Longo Vivian.

"*Le dialogue est un pas important, mais sans actions concrètes qui confirment les améliorations pour la population il n'existe pas de progrès*", a-t-elle ajouté. AFP 24.06

4- Jordanie

En Jordanie, une source bien informée vient de révéler que les services de renseignements et de sécurité tentent d'engendrer une explosion de puissante intensité dans le camp des réfugiés syriens pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie.

Le quotidien libanais Al-Safir cite une source bien informée jordanienne : « *Il existe des informations prouvant que les conditions se réunissent peu à peu pour que des attentats aient lieu dans le camp de réfugiés syrien Zaatari* ».

« *Les services de renseignements de la Jordanie et des Etats-Unis tentent d'accuser la Syrie de provoquer cette explosion pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie* », a ajouté la même source. « *Si cette explosion survient, les militaires américains resteront définitivement en Jordanie même après la fin de la manœuvre militaire conjointe baptisée "Eager Lion 2013"* ». Dans le même temps, les sources officielles américaines ont révélé que le nombre des militaires américains, fusiliers et les forces navales inclus, qui resteraient en Jordanie après la fin de la manœuvre "Eager Lion 2013" atteindrait mille personnes. Ce alors que la Jordanie avait anancé le chiffre de 700 Gi's. Par ailleurs, les médias jordaniens et occidentaux viennent de faire part de l'installation de 300 militaires américains sur les frontières syro-jordaniennes et près du camp de réfugié syrien Zaatari. Le Roi Abdallah dont le premier ministre ne cesse de se défendre contre toute implication jordanienne dans une éventuelle guerre est-il il en train de jouer un double jeu? french.trib.ir 24.06

5- Arabie Saoudite

Un ex-responsable au Département américain à la Défense a jugé dangereuses les politiques hostiles de Riyad face à la Syrie.

Interviewé par la chaîne d'informations Presse TV, Michael Maloof, auparavant responsable au sein du Pentagone, a déclaré que les Etats-Unis armaient les terroristes en Syrie pour ainsi mettre en œuvre les politiques de Riyad face à Damas. « *Le régime saoudien a adopté une politique erronée envers Damas sans connaître les retombées néfastes d'une telle politique* », a dit Michael Maloof avant d'ajouter : « *La livraison d'armes aux terroristes mettra en péril la sécurité des pays arabes de la région dont l'Arabie saoudite* ». Les groupes terroristes, soutenus par les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, déstabilisent la Syrie depuis mars 2011 afin d'affaiblir l'axe de la résistance. Massacrant les civils et les forces de sécurité, ils tentent de rendre le terrain propice à l'intervention militaire des pays étrangers en Syrie. french.trib.ir 24.06

6- Algérie

C'est à peine si la police algérienne s'est aperçue de ce phénomène : l'afflux des milliers de " *touristes*" originaires des pays du golfe Persique ! selon le site Al Youm al Saba, le général de brigade Larzaq Ghali , chef de police algérienne, "*un contrôle sécuritaire plus strict est désormais imposé sur les vols en provenance et en partance de la Turquie et de Dubaï*". "*Ces dernières semaines, l'aéroport international de Boumedienne à Alger et de nombreux autres aéroports dans le pays ont été le théâtre d'un trafic de passagers sans précédent. Quelques 176.163 personnes sont arrivés les cinq premiers mois de 2013 en Algérie contre 167.060 personnes qui l'ont quitté. c'est un afflux sans précédent, un record qui inquiète*", dit le chef de police.

Selon des sources de renseignement , des bandes de recrutement des terroristes sont plus que jamais actives dans les pays du golfe Persique. Elles arrivent en Algérie , en Tunisie, en Libye où ils recrutent des jeunes pour les emmener faire le "*jiha*d" en Syrie. les jeunes algériens arrivent en Turquie puis en Syrie où ils rallient les rangs des takfiris. french.trib.ir 24.06

7- Palestine

Après l'Égypte, version palestinienne du Tamarrud, ou Rébellion, campagne qui sera lancée cette semaine pour protester contre l'Autorité palestinienne, la division entre la Cisjordanie et Gaza, et l'occupation israélienne.

Les organisateurs de la « *Ya Filastini Tamarrud !* », ou campagne « *Rebelles palestiniens !* », viennent de la Palestine occupée et au-delà. Ce qui les motive, c'est « *le mépris affiché par les gouvernements de Cisjordanie et de Gaza pour la dignité du peuple palestinien* ». Les rebelles lanceront d'abord leur campagne sur Facebook, puis chercheront ultérieurement à recueillir les signatures des Palestiniens à travers le monde.

Safaa Srour, membre de la campagne Tamarrud, a dit à Al-Akhbar, « *Les deux gouvernements, en Cisjordanie et à Gaza, se sont engagés dans des orientations politiques qui nuisent au peuple palestinien. Cela nous a poussés à prendre l'initiative et à lancer notre campagne pour s'élever contre toutes les handicaps politiques qui entravent la bataille contre l'occupation.* » Les frontières qui séparent les Palestiniens et la diaspora empêchent les militants de la campagne de se rassembler dans un seul endroit spécifique. En fin de compte, ils n'ont trouvé aucune autre solution que les services des réseaux sociaux pour promouvoir la campagne.

Farouk Arar, autre membre de la campagne, a déclaré : « *Nous ne voulons pas que notre initiative se limite à la Palestine occupée. La rébellion doit être reprise par tous les Palestiniens. La campagne ne doit pas être un phénomène temporaire qui parfois se réveille, parfois décline* ».

Tamarrud, selon Arar, aspire à la fin de la division et à raviver la conscience des Palestiniens de leurs droits et devoirs historiques pour chasser l'occupation et mettre fin aux prétentions de légitimité de l'Autorité palestinienne. Arar dit aussi que la campagne vise à organiser l'action sur le terrain avec une large participation, mais à l'écart des factions politiques traditionnelles. Elle pense que la campagne en ligne se concentrera en sur ceux qui ont accès à Internet dans un premier temps, et dans une nouvelle étape, la campagne initiera une pétition qui couvrira l'ensemble des communautés palestiniennes, y compris la diaspora. Al-Akhbar - french.trib.ir 24.06

8- Liban

Tout au long du mandat du président Ahmadinejad, les Etats-Unis n'ont cessé de crier à l'ingérence iranienne en Amérique Latine.

L'alliance irano vénézuélienne chaque jour plus fort donnait ainsi de la matière aux analyses et aux commentaires les plus saugrenus, accusant l'Iran de chercher à élargir son influence dans une région que les américains considèrent comme leur propre chasse gardée. Mais comme toute accusation venue de l'Amérique celle-ci aussi vient de tomber à l'eau à la faveur d'un rapport que le département d'Etat a élaboré : cité par Washington Times, le rapport affirme qu'au contraire des allégations précédemment avancées, l'Iran "*ne s'ingère pas dans les question sécuritaires touchant l'Amérique Latine. il ne soutient pas les groupes terroristes sur ce continent*" "*il n'existe aucune preuve allant dans le sens d'une implication iranienne dans des activités suspectes en Amérique latine*", affirme le rapport qui se place ainsi à rebours d'un rapport élaboré par la

commission des relations étrangères du sénat au risque de le froisser. Les sénateurs avaient accusé l'Iran d'avoir créé une filiale du Hezbollah au Venezuela pour mettre au défi " *les Etats-Unis dans leur propre zone géostratégique*". french.irib.ir 24.06

SOCIAL

Bangladesh

Des centaines d'ouvriers du textile au Bangladesh et des survivants de l'effondrement du Rana Plaza ont manifesté lundi deux mois après le pire accident industriel de ce pays défavorisé d'Asie du sud, en réclamant des comptes au gouvernement sur les personnes toujours portées disparues et sur le volet financier.

Proches des victimes et ouvriers se sont rassemblés sur les lieux du drame à Savar, à une trentaine de km de Dacca, où l'immeuble de neuf étages s'est effondré le 24 avril, faisant 1.129 morts.

De nombreux proches ont éclaté en sanglots en relatant leurs efforts vains pour retrouver des membres de leur famille. D'autres appelaient à la peine de mort pour le propriétaire du Rana Plaza, qui abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour des marques occidentales d'habillement.

"*Je n'ai pas retrouvé le corps de ma soeur aînée, Laboni Begum*", confiait Shimu Akter, une ouvrière du textile âgée de 18 ans qui fut, elle, extraite des décombres deux heures après l'effondrement de l'immeuble. "*Nous avons vu tous ceux que les autorités ont retrouvés, mais elle n'était pas parmi eux*".

Selon un responsable du gouvernement local, 316 ouvriers étaient toujours portés disparus mais les autorités estiment qu'ils pourraient figurer parmi les centaines de personnes ayant été enterrées dans un cimetière public après n'avoir pu être identifiées. AFP 24.06

ECONOMIE

Portugal

Les principales confédérations patronales portugaises ont affirmé lundi que le programme de rigueur budgétaire négocié en échange d'une aide financière internationale avait échoué, et appelé le gouvernement à changer de cap afin de "*sauver le pays de la récession*".

"*Le plan d'austérité pour le Portugal a été une réponse de court terme, appliquée comme si c'était la seule possible, mais aujourd'hui, face à ses résultats, personne ne peut commettre l'irresponsabilité de la défendre ou, pire encore, de la poursuivre*", ont-elles déclaré dans un communiqué conjoint.

"*Il est urgent de changer de cap*" et "*il faut de toute urgence prendre des mesures pour sauver le pays de la récession*", ont souligné les quatre confédérations représentatives des secteurs de l'industrie (CIP), du commerce et des services (CCP), du tourisme (CTP) et de l'agriculture (CAP).

"*La politique de redressement budgétaire reste centrée sur la réduction de la demande intérieure, une hausse de la fiscalité insensée et l'absence de financement pour les petites et moyennes entreprises*", ont ajouté lundi les confédérations patronales, appelant notamment à une révision de la fiscalité des bénéfices réalisés par les entreprises.

"*Le premier pas pour corriger une erreur est de la reconnaître, mais le gouvernement tarde à donner des signes en ce sens*", ont-elles regretté.

Cette prise de position du patronat intervient alors que le gouvernement de centre-droit, de plus en plus contesté, affrontera jeudi une nouvelle grève générale convoquée par les deux principales confédérations syndicales portugaises pour protester contre sa politique d'austérité. AFP 24.06

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin 2013

CAUSERIE

Racket de l'oligarchie financière. Ils ont de la suite dans les idées.

Samedi, lors de la réunion des ministres des Finances de l'UE, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a proposé que les actionnaires, les créanciers, les déposants et les titulaires de comptes subissent une ponction de 8%, affirmant que cette solution demeurerait plus favorable pour eux, car leurs pertes seraient beaucoup plus importantes si les banques faisaient faillite.

Schäuble et Moscovici ne sont pas parvenus à surmonter leur désaccord. Le ministre des Finances allemand a estimé que les règles ne pouvaient pas être à géométrie variable en fonction des situations, parce que cela pourrait créer un avantage concurrentiel pour certaines banques.

L'idée de Schäuble n'est pas nouvelle. Déjà en 2011 le Boston Consulting Group avait estimé qu'imposer une taxe de 30% sur tous les actifs serait la seule façon de sortir de la crise de l'euro. Selon certains économistes il n'y a pas d'autre solution que de prendre l'argent là où il est : sur les comptes des épargnants.

Entre 2008 et 2011, les contribuables européens ont consacré plus de 4,5 trillions (un trillion = mille milliards) d'euros, soit un tiers du PIB de l'UE, au sauvetage des pays et des banques. Reuters 24.06

Il s'agirait de ponctionner 8% sur tous les comptes bancaires selon Schäuble. Cela concernerait en priorité la classe moyenne.

Manipulation, instrumentalisation, stratégie.

De l'individualisme du gauchiste à l'extrême droite en passant par les néolibéraux.

- Cohn-Bendit sur Europe 1 à la rentrée - LePoint.fr

- Robert Ménard, porte-flambeau de la dédramatisation du FN - Le Monde

L'un ex-maoïste, porte-parole de l'UE et du néolibéralisme, l'autre ex-LCR puis PS passé à l'extrême droite, on peut dire qu'ils ont de la suite dans les idées... Ils ont assuré leur brillante carrière et ne manquent de rien, à croire que certaines idées ont un prix, pas les nôtres, pas à vendre.

- Antifas lyonnais : «*Nos valeurs sont pour la solidarité entre les peuples*» - Liberation.fr

- Mort de Clément Méric: «*Tout ce qui est dit, c'est de la calomnie*» - Liberation.fr

- Seul l'un d'eux (du collectif Action antifasciste Paris-banlieue - ndlr), "*ce qui s'est réellement passé le 5 juin, nous le saurons le jour du procès. En attendant, tout ce qui est dit, c'est de la calomnie.*" Liberation.fr 25.06

Pourquoi faudrait-il attendre "*le jour du procès*", ils étaient quatre de leur collectif sur place avec Méric Clément le 5 juin lors de cette bagarre, et ils ne savent pas ce qui s'est passé exactement, ils nous prennent pour des cons. Quand on fait une connerie, on l'assume, on ne nie pas les faits.

- Il poursuit: «*Clément Méric est mort, il a été tué sous les coups d'Esteban. Voilà, les seuls faits avérés pour l'instant. Et oui, il y a eu provocation. Quand on se pavane dans la rue avec un tee shirt sur lequel est écrit "100% pur race", c'est une provocation. Face à un acte intolérable, nous réagissons. Notre réaction est verbale, politique. Mais forcément, face à l'extrême droite qui n'agit que par la violence, les choses dégénèrent parfois.*» Liberation.fr 25.06

Dites-donc, si chacun devait réagir face à ce qu'il estime être une provocation, on s'entreferait dans votre société, pourvu qu'elle ne voie jamais le jour ! En quoi cela a-t-il à voir avec la lutte des classes ? Absolument rien.

Moi ce que je trouve "*intolérable*" ce sont les types en costard cravate trop propres sur eux pour être honnêtes, des crapules, ils ne méritent pas de vivre quand on voit la misère dans le monde, moi ce que je trouve insupportable ce sont ces femmes maquillées et habillées comme de grosses salopes, des putes je vous dis, des allumeuses ou des nymphomanes qui poussent au viol, c'est criminel, comment, vous n'avez pas envie de réagir, mais il faut chatier ces provocateurs...

Vivement un Etat policier au moins cela nous évitera toutes ces dérives et ces provocations grotesques, tout ce que le pays

comporte de gens aux attitudes provocatrices, voire suspectes ou dangereuses seront pourchassés et emprisonnés... à commencer par les militants du mouvement ouvrier. Ah ben non alors rétorquent les gauchistes, ce n'est pas ce que nous voulions qui arrive ! Non, mais c'est ce à quoi conduit votre propre comportement irresponsable. Vous l'ignoriez peut-être.

Vous ignorez les rapports entre les classes, le fonctionnement des institutions, l'état d'esprit du législateur qui voyez-vous jusqu'à preuve du contraire n'est pas vraiment favorable au mouvement ouvrier, à la cause que vous défendez et que nous partageons. Par votre ignorance, vous lui donnez des armes pour mieux nous combattre et assurer la stabilité du régime, oui, vous aidez nos ennemis, vous desservez notre cause.

On nous dira que ces provocations sont des manifestations sans importances de militants versant dans l'individualisme, l'infantilisme, animés de bonnes intentions, sauf que dans une autre période, lorsque l'heure de l'affrontement entre les classes se précisera, le législateur ne fera pas dans le détail, le sentimentalisme ou l'ouvriérisme à deux balles qui prévaut aujourd'hui dans le mouvement ouvrier et frappera l'extrême gauche de préférence.

Il faut être un crétin pour ignorer qu'interdire ou dissoudre des organisations d'extrême droite ou néo nazies ne sert strictement rien, puisqu'elles continueront d'exister sous une autre forme, c'est même pire, car du coup leurs membres seront amenés à agir plus discrètement ou dans la clandestinité sans être inquiétés par la suite.

Pour conclure résumons. Le PS se sert ou instrumentalise l'extrême gauche gauchiste à laquelle il apporte son soutien, dans le même temps il s'attaque à des organisations d'extrême droite, mais en réalité c'est sa fraction institutionnelle qu'il vise, le FN. Pas pour les raisons qu'il avance évidemment.

Il sait que ces organisations d'extrême gauche gauchistes ne présentent aucun danger pour sa politique ou l'Etat, que le soutien mesuré qu'il leur apporte ne se traduira pas par une radicalisation des masses vers l'extrême gauche puisque en majorité elles désapprouvent le recours à la violence dans la lutte des classes, par contre, sachant qu'elles sont plutôt à droite en l'absence d'une issue politique ou d'une alternative crédible organisée au capitalisme, en mettant l'accent sur l'extrême droite une partie des masses peut y voir une alternative politique et être tentées de se reporter sur le FN. Peut-on dire au détriment de l'UMP ? Pas si sûr. Pourtant cela paraîtrait logique, certes, mais ce n'est pas le seul facteur.

Le PS s'emploie à faire monter le FN pendant que l'UMP perd une partie de l'électorat, du coup le PS se retrouve face au FN et l'emporte forcément. Sauf que voilà, chaque fois que ce scénario a été employé quand le PS était au pouvoir, il a abouti au résultat inverse, c'est le PS qui a perdu une partie de l'électorat, tandis que l'UMP demeurait stable et du coup à l'arrivée il ne restait plus que le FN et l'UMP en lice. J'ai utilisé l'expression "*l'électorat*" de ces partis qui va et qui vient, et non "*leur électorat*" qui signifierait qu'ils ont un électorat attiré ce que je récuse, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Deux facteurs doivent être pris en compte encore.

Le premier, c'est que le PS ne se bat pas forcément pour gouverner ou être en première ligne.

En étant dans l'opposition et en détenant un nombre considérable de mandats locaux, ils cumulent avantages et prébendes sans les inconvénients, ce n'est pas négligeable et c'est relativement confortable. De plus, le PS est présent dans un tas de commissions ou ses élus sont aussi nommés pour collaborer à des études, des rapports, participer à une multitude d'organismes, de missions, etc, ajoutons leur présence dans les conseils d'administration d'entreprises publiques, le tout rémunéré comme il se doit, bref, ils ne sont pas au pain sec, en réalité les deux principaux partis ou coalitions et leurs satellites se partagent le travail, le pouvoir et les prébendes qui vont avec depuis 1958.

Que la direction du PS estime légitime que de temps en temps ses pairs témoignent leur reconnaissance envers ses élus et leur permettent d'accéder à certaines fonctions auxquelles sont liés des privilèges ou des gratifications exceptionnelles (parfois à vie !), c'est ce qui justifie la course à l'échalotte entre l'UMP et le PS pour accéder au pouvoir. Mais pas seulement.

Le second a un rapport avec la crise du capitalisme et du régime.

Quand le parti officiel de l'ordre n'est plus en mesure d'assumer le pouvoir parce qu'il est rejeté par les masses, c'est son suppléant, son suppléant qui est chargé de prendre la relève afin d'assurer la stabilité et la continuité du régime pour le compte des capitalistes dont les uns et les autres sont finalement les représentants.

Sauf qu'en période de crise profonde du capitalisme, l'expérience ou l'alternance au pouvoir risque de tourner court, le parti parvenu au pouvoir peut rencontrer comme son prédécesseur plus ou moins rapidement des obstacles ou des difficultés qui tendent à l'empêcher de poursuivre la même politique, voire de l'aggraver. C'est le cas de figure auquel il est confronté plus ou moins aujourd'hui. Cette crise du pouvoir est rendue supportable grâce à la collaboration des appareils traîtres et jaunes des syndicats soutenus par tous les partis ouvriers.

Il lui faut donc mettre en avant des mesures pour faire diversion, diviser ses opposants, les affaiblir, ou au contraire sortir des mesures marginales auxquelles ses opposants vont se rallier et qui lui permettront de stabiliser son pouvoir pour appliquer son programme politique, poursuivre son offensive contre la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'instrumentalisation que le PS entend faire de l'affaire Méric Clément et de la provocation de l'extrême gauche gauchistes envers des militants d'extrême droite. Cela lui permet de diviser l'extrême gauche en donnant satisfaction à son aile la plus gauchiste, individualiste, au détriment de celle qui est véritablement organisée autour d'un programme et qui du même coup se retrouve amalgamées aux gauchistes, c'est pas mal joué il faut avouer, cela n'est rendu possible que parce que le POI, le NPA et LO ont eux-mêmes versés dans le gauchisme dans cette affaire au lieu de s'en tenir strictement aux faits. A l'arrivée, tous les partis de l'extrême gauche gauchiste en passant par tous les partis de la gauche se retrouvent au côté du gouvernement et du PS, au moment même où celui-ci organisait une conférence consacrée au saccage de nos retraites à laquelle tous ces partis adhéreront puisque aucun n'appellera à la boycotter, ainsi le mouvement ouvrier est totalement cadennassé sur tous les fronts, et les tenants du régime dont le PS peuvent s'en réjouir.

Tandis que l'extrême droite institutionnelle, le FN, profite de cette diabolisation, étant présentée comme une menace, donc une alternative possible au PS et à l'UMP à défaut d'être crédible, ce que ne pouvait pas prétendre l'extrême gauche éclatée et complètement marginée dans la société, coupée des masses.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dans le cas où le PS serait incapable de poursuivre sa politique réactionnaire, si l'UMP n'était pas en ordre de bataille pour prendre la relève, il préparerait l'arrivée au pouvoir du FN, le dernier recours des capitalistes, qui materait, briserait, liquiderait purement et simplement le mouvement ouvrier, vous aurez à coeur de lire l'article consacré aux recommandations de JP Morgan qui confirme ce qui vient d'être exposé ici.

Ce que nombre de militants n'arrivent pas à admettre ou à se graver dans la tête, c'est que le PS est le représentant d'une idéologie, d'une classe sociale, et que pour servir ses intérêts il est prêt à tout, il ne renoncera jamais, il ne changera jamais, c'est sa raison d'être. S'il doit porter l'extrême droite au pouvoir, il le fera, il l'a déjà fait dans le passé mais personne ou peu ne s'en souviennent ou ne l'ont vraiment compris.

Revenons une dernière fois à cette affaire.

En réalité les seuls faits sont les suivants :

- Le film de la RATP *«prouve que le groupe d'extrême gauche a attendu longtemps les skinheads à côté de la station de métro pour en découdre»*. Ce qui confirme les témoignages de vigiles et organisateurs de la vente privée de vêtements de marques anglaises (...) qui ont *«vu et entendu les militants antifascistes chambrer les skinheads, Clément Méric ayant été le plus provocateur»* en charriant les *«fachos qui font leurs courses»* et en leur lançant : *«On vous attend dehors.»* Le freluquet n'aurait pas été le dernier à chercher les costauds rasés, comme nous l'écrivions dès le 7 juin : *«Verbalement, c'est le groupe d'extrême gauche qui a été le plus vindicatif à l'intérieur de la salle des ventes mais, physiquement, c'est la bande d'extrême droite qui a été la plus virulente à l'extérieur.»* Liberation.fr 25.06

- Selon *Le Point*, ce sont Méric et ses amis qui ont commencé: un certain Samuel -un des skins mis en examen- reçoit le premier coup. Les mêmes témoignages affirment : *"Les mecs d'extrême droite ont cherché à échapper à l'affrontement, n'ont fait que se défendre, puis ont répliqué."* Lexpress.fr 25.06

Ils ont insulté les skinheads, cela ne leur suffisait pas, Méric Clément leur donne rendez-vous "dehors", et ils les ont "attendus longtemps", puis l'un d'entre eux démarre la bagarre en frappant un skinhead, tous les témoignages concordent, ce sont les faits et nous nous en tiendrons aux faits. Ils n'ont pas varié depuis le premier jour.

Ces gauchistes ont délibérément créé cet incident, qu'espéraient-ils en tirer, quel bénéfice le mouvement ouvrier pouvait-il en attendre ? Absolument aucun, sauf à se ridiculiser, à perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus censés qui s'en remettent aux faits et qui rejettent ces méthodes. Fuyez le gauchisme, rejoignez je ne sais pas, le POI, le GMI...

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Les députés ont voté les textes sur la transparence et la fraude fiscale - 20minutes.fr

- La France n'est pas le "béni-oui-oui de l'Europe", dit Ayrault - Reuters

- Les groupuscules d'extrême droite Troisième Voie et JNR annoncent leur dissolution - LeMonde.fr

[Quand on vous dit que cela turlupine la classe dominante.](#)

- Sondage: 68% des Français sont satisfaits de leur vie sexuelle - 20minutes.fr

Ils n'ont pas tous dit la vérité, cela tout de même fait pas mal de frustrés.

[L'UE des banquiers.](#)

- Expulsions en Espagne: Bruxelles s'inquiète plus pour les banques que pour les familles - L'Expansion.com

[Droite-droite, quoi !](#)

- Grèce: cohabitation droite-socialistes face à la crise - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La version du progrès vue par le vieux monde à abattre.](#)

- Le commerce mondial d'armes florissant, percée de l'Asie - AFP

Les exportations et les importations d'armements dans le monde sont passées de 56,5 à 73,5 milliards de dollars (de 43 à 56 milliards d'euros) entre 2008 et 2012, selon l'étude publiée par IHS Jane's.

"A ce rythme", le marché pourrait atteindre 100 milliards de dollars d'ici 2018 et avoir plus que doublé d'ici 2020.

Mais la part de l'Europe occidentale a baissé, tombant à 27,5% en 2012 contre 34,5% en 2008, alors que celle de l'Asie-Pacifique, Chine incluse, grimpeait de 3,7% à 5,4% sur la même période.

Les budgets de défense des pays d'Asie-Pacifique devraient en outre dépasser ceux des Etats-Unis et du Canada d'ici 2021, atteignant 501 milliards de dollars (+35% par rapport à 2013). Avec en tête dans cette région, la Chine, suivie par l'Inde, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud.

Globalement, la progression des budgets de défense dans le monde devrait aussi se poursuivre: ils pourraient atteindre 1.650 milliards de dollars d'ici 2021 (+9,3% par rapport à 2013).

Israël, pour sa part, devrait devenir le premier exportateur de drones d'ici la fin 2013, devançant les Etats-Unis, et en vendre deux fois plus que les Américains d'ici 2014.

"Les exportations israéliennes sont vraiment impressionnantes", alors que "de nombreux pays musulmans refusent de faire affaire avec eux", constate Ben Moores. AFP 25.06

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- États-Unis

Edward Snowden, assure avoir longuement réfléchi avant de publier les détails du programme PRISM, une machine à espionner tous les américains contraire à la démocratie selon l'ex-consultant de l'agence de renseignement américaine NSA.

"Si j'avais voulu nuire aux États-Unis, je pouvais bloquer le système de surveillance en un après-midi. Mais ce n'était pas

mon intention. Je pense que tous ceux qui se disent cela n'ont qu'à se demander... S'ils étaient à ma place, vous savez : vous avez une vie privilégiée, vous vivez à Hawaï, au paradis, et vous gagnez plein d'argent, qu'est-ce qui fait que vous laissez tout derrière vous?"

Après la CIA, le jeune homme travaille depuis 4 ans pour le cabinet de conseil Booz Allen Hamilton, sous traitant de l'Agence de sécurité nationale, pour un salaire de annuel de 200 000 dollars. A ce titre, il collabore au programme de surveillance sur internet, hautement secret, de la NSA. Des données sensibles qu'il va décider d'exfiltrer. euronews.com 25.06

Nous soutenons sans réserves Edward Snowden.

2- Syrie

2.1- Les Etats-Unis et la Russie ne sont pas parvenus mardi à se mettre d'accord sur les conditions d'organisation d'une conférence internationale de paix sur la Syrie.

Réunis pendant cinq heures à Genève, diplomates russes et américains ont affiché leurs désaccords sur nombre de questions, de la date de la conférence à la liste des participants, a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov.

Les deux parties vont retourner dans leurs capitales respectives pour consultations mais il n'y a toujours pas d'accord sur la composition de la délégation de l'opposition syrienne, ni sur la participation de l'Iran que Moscou juge indispensable, a-t-il ajouté.

Wendy Sherman, qui dirigeait la délégation américaine, n'a fait aucun commentaire.

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry doit rencontrer son homologue russe Sergueï Lavrov la semaine prochaine. D'autres discussions pourraient ensuite avoir lieu, a indiqué de son côté l'Onu.

La semaine dernière, en marge du sommet des pays du G8 en Irlande du Nord, une source rapportait que la conférence de Genève n'aurait probablement pas lieu en juillet mais plutôt en août. Reuters 25.06

Américains, Français et Britanniques ont tout fait pour la torpiller, c'était joué d'avance, ils ne veulent pas d'une solution politique, seule une solution militaire et l'écrasement de la résistance syrienne figure à leur programme... depuis 2001, pour rappel.

2.2- L'ASL vient d'annoncer l'arrivée du cheikh salafiste, Al Assir en Syrie et dit vouloir mobiliser tous ses moyens pour lui offrir l'hospitalité.

Selon Shia New.com, l'un des commandant de l'ASL, Bassam al Dada a annoncé cette nouvelle lors d'un entretien : " *Nous disposons d'informations selon lesquelles le cheikh Al Assir est entré en Syrie. Il est l'un des plus fervents opposants d'Assad. Le peuple syrien lui réservera un très bon accueil car il lui doit beaucoup. L'ASL l'aidera pour qu'il puisse atteindre ses objectifs*". Al Assi est sous la protection de l'ASL et l'ASL est prête à mettre à sa disposition tous ses moyens (ndlr : armements?). Al Dada poursuit : " *Al Assir et son fils et ses compagnons ont été auparavant à Qusseir et c'est l'ASL qui lui a demandé de quitter Qusseir. Al Assir est un héros pour le peuple syrien, c'est un homme qui n'a cessé de défendre le Liban*". " *ceux qui ont coopéré avec le Hezbollah pour expulser Al Assir ou pour le tuer regretteront leur geste. Al Assir est un héros arabe et sa place est dans nos coeurs*".

Al Assir est recherché par la justice libanaise. Il est coupable du meurtre de 25 soldats libanais au cours des affrontements qu'il a provoqué à Saïda. french.trib.ir 25.06

L'ASL financée et armée par Hollande-Fabius offre l'hospitalité à un salafiste recherché par la justice libanaise après une attaque contre l'armée libanaise qui s'est soldée par une quinzaine de morts dans ses rangs, ce qui fait de Hollande et Fabius des complices d'un criminel, il faudrait les livrer à la justice libanaise, non ?

3- Turquie

Plus de 2.000 personnes se sont réunies mardi soir en lisière de la place Taksim à Istanbul pour dénoncer la décision de la justice de laisser un liberté un policier accusé d'avoir tué un manifestant, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Nous demanderons des comptes aux assassins*", "*pour Ethem, pour la justice*", "*contre le fascisme, épaulé contre épaulé*", ont scandé pendant plus d'une heure les manifestants, dont plusieurs centaines étaient assis face à un cordon de dizaines de policiers en tenue antiémeute qui leur barrait l'accès au centre de la place. AFP 25.06

4- Liban

C'est dans les moeurs des inféodés aux grandes puissances! Le courant pro occidental de 14 mars, après avoir largement appuyé le salafiste Al Assir, vient de le dénoncer par crainte d'être traité de complice des crimes commis par ce dernier et de ses disciples à Saïda. Dès l'émergence du phénomène Al Assir, le 14 mars a opté pour une politique équivoque qui consistait à soutenir en coulisse le gourrou salafiste et à rester neutre en public . la haine anti hezbollah d'Al Assir ne pouvait pas laisser indifférent Harir et son entourage. Pourtant, les violences de ces derniers jours à Saida, la guerre directe menée contre l'armée libanaise ne sont pas de nature à permettre au 14 mars de manifester encore publiquement de la sympathie pour Al Assir, qui blessé a pris la fuite lundi à bord d'un 4x4 qatari et se réfuge depuis on ne sait où.

Selon le journal Al Jomhuriya, Saad Hariri a laissé ouvert ces deux derniers jours ses canaux en direction de l'armée et a même présenté ses condoléances à l'armée libanaise pour la mort de plusieurs soldats au cours de l'attaque salafiste contre un poste de soldats libanais. En ce sens, le malin Hariri vient de demander au chef d'état major libanais de " *prendre toute sles mesures nécessaires pour empêcher la fitna et imposer l'autorité de l'Etat libanais*". Le chef de la fraction Futur au parlement Siniora lui a d'ailleurs emboité le pas en dénonçant Al Assir et en affirmant le rôle primordial de l'armée dans la sauvegarde de la sécurité et de au Liban mais qui peut croire que le gourrou Al Assir a agi sans le consentement de Riyad et donc sans l'appuie du 14 mars? french.trib.ir 25.06

5- Egypte

Des centaines d'habitants d'Abou Moussallam d'un village du gouvernorat de Gizeh au sud du Caire, ont cerné dimanche la maison d'un musulman chiite après avoir appris qu'un responsable religieux chiite, Hassan Shehata, s'y trouvait. Les assaillants ont détruit les ameublements avant d'incendier la maison. Quatre personnes ont été tuées, dont Hassan Shehata et son frère, et plusieurs autres blessées. Dans une vidéo postée sur internet par des militants des droits de l'homme, on voit des hommes tirer dans la rue le corps ensanglanté d'une victime, une corde autour du cou, sous les yeux de dizaines de témoins. Les assaillants criaient "*Infidèles*", a raconté une femme qui a survécu à l'attaque, accusant la police de n'avoir rien fait pour empêcher les crimes.

L'attaque a été condamnée par des groupes et personnalités égyptiens qui l'ont qualifié d'acte inhumain, mené que par des barbares. Sur les films, enregistrés et circulés abondamment, les habitants expliquant aux journalistes combien ils étaient « *fiers* » de ce qui s'était passé. Selon un habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les gens étaient « *furieux contre Shehata car il a récemment convaincu plusieurs habitants d'embrasser le chiisme* ». Environ une vingtaine de familles chiites vivent à Abou Moussallam. Les chiïtes représentent moins de 1 % de la population égyptienne, dans sa très grande majorité de confession sunnite. Un chiffre difficilement vérifiable car la religion chiite n'est pas reconnue par l'État égyptien.

Le gouvernement est toujours incapable d'enrayer cette justice extra-légale. Encore une fois, la police est arrivée trop tard et n'a pu empêcher le bain de sang. Pourtant, dans un communiqué le gouvernement a promis lundi "*une punition exemplaire*" aux responsables de ce lynchage ! Al Azhar a souligné que ces assassinats étaient aux antipodes des enseignements de l'Islam et a demandé "*le châtimeut le plus rigoureux*" pour les coupables. Selon une opinion partagée par l'opposition libérale, les Frères musulmans, en ne prenant pas la défense des chiïtes, cherchaient à apaiser leurs alliés salafistes. Le parti Destour de Mohamed ElBaradeï voit dans ces crimes "*la conséquence directe de l'écœurant discours de haine qui se répand de plus en plus, au vu et au su du gouvernement et avec la bénédiction du président*" Morsi. french.trib.ir 25.06

SOCIAL

Allemagne

C'est dans le secteur des abattoirs que plus d'une vingtaine de sociétés emploieraient systématiquement au noir des travailleurs venus de Roumanie et de Pologne. 90 bureaux et maisons ont été perquisitionnés, 22 personnes arrêtées. euronews.com 25.06

Haut de page ↗

Le 27 juin 2013

CAUSERIE

Demain ou après-demain on fera un nouveau point sur la situation mondiale en intégrant les derniers développements. J'ajouterai ce soir une vingtaine d'articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur.

Vous aurez remarqué que tous les thèmes ou toutes les questions que j'ai abordés depuis le mois de janvier coïncident les uns

après les autres avec l'actualité, comme quoi il est préférable de regarder la réalité en face pour pouvoir traiter tranquillement et sereinement avec du recul et je l'espère suffisamment de discernement le moment venu, chaque question qui fait l'actualité et qui mérite une réponse, je le précise parce que la mode serait plutôt de ne pas en proposer et de laisser aux représentants de la classe dominante le privilège d'en apporter. En deux mots, il vaut mieux savoir de quoi on parle.

Quand nous traitons l'actualité, nous ne nous limitons pas à celle qui fait la Une de la presse nationale ou du 20h. La situation est le produit de rapports qui n'apparaissent pas forcément au grand jour ou qui sont évoqués à la marge ici ou là, c'est donc à nous d'établir les liens qui existent entre eux tout en essayant d'évaluer leur degré d'implication dans la situation actuelle, l'importance qu'il faut leur accorder, la place que chacun occupe et leur rôle respectif. On peut facilement se méprendre et confondre cause et effet ou conséquence, moyen et but, aussi il est impératif de partir des faits et de bien discerner ce qui appartient à chaque acteur ou facteur, déterminer leur origine, leur motivation, dans un contexte donné qui est le produit de rapports passés, en évolution dans une direction précise qui n'est pas pour autant figée.

Notre objectif est double.

D'une part, interdire à l'idéologie dominante d'influencer nos analyses ou notre manière d'interpréter le monde, de pénétrer dans notre cerveau, ce qui nécessite justement de la débusquer partout où elle est présente ou de discerner la manière dont elle se manifeste dans tous les domaines, y compris dans les sciences et les arts.

D'autre part, être capable de définir une intervention qui ne dépende pas de l'actualité très largement façonnée par les médias ou dominée par les thèmes que la classe dominante a décidé de mettre à l'ordre du jour pour influencer la conscience des masses, les conditionner.

Les sujets que nous traitons quotidiennement doivent être en rapport avec la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses, de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société, indépendamment de l'actualité, bien qu'il soit toujours possible d'établir un lien avec elle, ils ne peuvent pas et ne doivent pas nous être dictés par un autre impératif qui échapperait à notre contrôle ou qui nous serait imposé, nous passerions à côté de l'essentiel qui consiste pour nous à faire ressortir les rapports qui sous-tendent la réalité, à remonter à l'origine des rapports qui constituent la situation, à reconnaître les mécanismes, la dialectique qui est à l'oeuvre, de façon à ce que la situation apparaisse plus clairement aux travailleurs, nous leur proposons des réponses aux questions qu'ils ne se posent pas ou confusément où auxquelles personne ne souhaite répondre.

Notre méthode est comparable à celle employée en psychanalyse lorsque le thérapeute s'emploie à faire passer de l'inconscience à la conscience certaines expériences traumatisantes qu'a vécues un patient et qu'il a refoulées dans son inconscience, et qui se sont traduites par des blocages psychologiques ou des tendances pathologiques ou encore un déséquilibre mental, en les faisant remonter à la surface et en lui faisant revivre, si possible avec la même intensité, il l'aide à s'en libérer, à les sublimer, ce qui permet de le soulager et de recouvrer une vie normale, des rapports plus équilibrés sur le plan sentimental ou avec le monde extérieur.

Le travail du militant avec les travailleurs devrait s'inspirer de celle du psychanalyste qui ne se met pas à la place de son patient, qui ne fait le travail à sa place et surtout qui ne confond pas les deux, chacun a le sien, c'est au patient de s'en sortir tout seul, de faire le chemin qui le mène à se libérer des pulsions refoulées qui entravaient ses rapports à lui-même et au monde extérieur, à prendre conscience ou d'être davantage conscient de l'un et de l'autre.

En conclusion, notre objectif est de demeurer indépendant de la classe dominante, de son idéologie, etc. de nous situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de ses besoins, de la nécessité historique et impérieuse qu'il parvienne au pouvoir et que le capitalisme disparaisse, et d'aider les travailleurs à emprunter le même chemin, à se situer sur le même terrain, à épouser le même objectif, à en prendre conscience puisque jusqu'à présent ils en sont incapables et n'ont pas d'idéal, s'interdisent quelque part d'en avoir un.

Je voudrais insister sur ce point particulier, car quand on y pense on se dit que cela doit être terrible de vivre sans cet idéal de liberté, de s'interdire d'imaginer qu'il serait possible de vivre dans une société meilleure et plus juste. Cela doit forcément produire des ravages psychologiques considérables qu'on n'a pas encore évalués. C'est l'état d'esprit que doit avoir un condamné à perpétuité qui sait qu'il passera le restant de ses jours enfermé entre les quatre murs de sa cellule, dont tout espoir de connaître autre chose que sa condition présente s'est éteint.

D'où la résignation ou la fatalité ambiante dans laquelle les représentants de la classe dominante voudrait enfermer les travailleurs, c'est à la fois le produit et l'objectif de sa politique une fois conditionnés pour mieux les contrôler, les asservir, les réduire en esclavage.

C'est pour briser cet engrenage infernal qui conduit à notre perte et à celle de l'humanité entière, qu'il est indispensable par tous les moyens à notre disposition de les aider à renouer avec l'idéal de liberté qu'incarne le socialisme et le communisme. C'est un droit légitime et imprescriptible que chaque travailleur et militant devrait adopter, opposer à chaque revendication du patronat, que la vie et le travail qu'on produit n'a d'intérêt qu'à partir du moment où on a la certitude que la société sera meilleure et plus

juste demain, et qu'il faut se débarrasser de tout ce qui entrave le processus conduisant à un monde libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme et toute forme d'oppression.

Faire en sorte que les travailleurs renouent avec cet idéal est notre priorité. Mais cela ne peut être rendu possible qu'à partir du moment où on desserre le carcan de l'ignorance dans lequel on baigne et qui se confond avec l'interprétation du monde que nous sert la classe dominante et ses lieutenants du mouvement ouvrier.

C'est possible dans la mesure où vivre sans idéal est un cauchemar au quotidien. On peut se leurrer soi-même et se dire plus ou moins heureux dans cette société en n'étant pas très exigeant, surtout pour les autres, mais cela ne dure jamais très longtemps. Et puis, comment fermer les yeux et rêver de jours meilleurs quand on est cerné de toute part par tant de souffrances, d'inégalités ou d'injustices dont nos proches sont victimes ou partout dans le monde, quand le bruit des canons résonnent dans vos oreilles, sans en comprendre la signification ?

On a envie de comprendre dans quel monde on vit, de savoir ce qui se passe réellement, puis on se demandera quoi faire pour changer la société, le monde. Aujourd'hui on n'ose même plus se poser la question ou on n'y croit pas vraiment soi-même. Pourtant c'est parfaitement légitime, c'est notre droit. Si on abdique cette aspiration, on est foutu, on n'a plus qu'à subir, dépérir, quelque part on est déjà mort.

Pour alimenter notre réflexion, des extraits de deux articles qui ne devraient pas vous laisser indifférent.

Contrôle de la population.

Comment contrôler la population, comment la formater, la rendre inapte à certaines aptitudes intellectuelles, la rendre esclave des instruments qui ont été conçus à cet effet ? Un nouvel exemple qui nous concerne tous ou presque puisque j'ai délibérément rejeté l'usage du smartphone.

Atlantico : Une étude de Business Insider révèle que 88% des téléspectateurs américains utiliseraient leur smartphone tout en regardant la télévision. Les technologies de plus en plus intrusives nous ont-elles transformés en des êtres multitâches incapables de faire une seule chose à la fois ? Quelles peuvent être les conséquences d'une telle évolution ?

Jeremy Bodon : Le multi écran est en effet une pratique croissante qui vient s'ajouter à celle déjà bien répandue qu'est le multitâche, et qui consiste à faire des allers-retours entre sa boîte mail et son navigateur web, ou à chatter tout en consultant des informations sur Internet. Au XVIIIe siècle, Pascal disait « *que tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer en repos dans une chambre.* » Or aujourd'hui avec la banalisation de ces nouveaux médias, les individus sont perpétuellement affairés et distraits. De nouvelles habitudes comportementales émergent et créent une forme de besoin d'être continuellement stimulé.

Pourtant, paradoxalement derrière cette impression gratifiante d'être stimulé en permanence et d'accomplir plusieurs tâches à la fois, le degré d'attention des individus en pâtit. L'activité multitâche alourdit en effet notre charge cognitive et impacte négativement sur notre capacité à nous concentrer sur une seule tâche à la fois et à l'accomplir convenablement.

Quelle est l'influence d'Internet et des smartphones sur notre façon de penser, d'agir, et notamment sur notre façon de se concentrer ?

Que l'on soit sans cesse sollicité et interpellé par un coup de fil, un sms, une notification d'application ou que l'on soit naturellement poussé à consulter les réseaux sociaux ou de l'information sur Internet, cette hyper-connectivité interfère avec nos capacités de concentration ainsi que nos processus d'action et de prise de décision.

De même l'utilisation incessante de ces objets – que ce soit chez soi ou au travail, dans la rue ou lorsque l'on discute avec quelqu'un – nous place dans une situation que le neuroscientifique Jean-Philippe Lachaux définit comme une juxtaposition de contextes dans un même espace. Alors que notre perception du monde, notre attention et les actions que l'on a à y faire sont naturellement focalisées et orientées par le contexte environnant dans lequel nous sommes immergés, avec les technologies de type smartphone il y a un surgissement de nombreux contextes dissemblables à celui dans lequel nous nous trouvons physiquement.

La conséquence est que cela affaiblit la qualité de notre expérience sensorielle dans l'instant présent. Par exemple, lorsque nous exécutons une tâche, nous focalisons notre attention sur celle-ci en faisant abstraction des perceptions secondaires qui nous entourent. Ainsi lorsqu'on lit un livre, notre attention se concentre sur la lecture et nous ne percevons plus ce qui se passe autour, nous sommes en quelque sorte complètement immergés dans cette expérience sensorielle et faisons abstraction du reste. Avec le smartphone, les contextes se superposent et l'attention est prise à défaut par les innombrables actions que nous avons à faire. Cela affecte donc notre concentration et peut également se traduire par des troubles d'hyperactivité. Par exemple dans la vie professionnelle, les salariés ont désormais le devoir d'être "omnidisponibles" et de répondre aux e-mails de manière pressante, que ce soit au bureau ou en dehors de ses heures de travail. En étudiant ces nouvelles pratiques, un

psychiatre américain s'est ainsi aperçu que de plus en plus de cadres américains sont affectés par des troubles d'hyperactivité nommés ADT pour Attention Deficit Trait, lesquels se traduisent notamment par des problèmes de concentration et entravent les processus de décision notamment de priorisation des tâches.

Quels sont les processus cognitifs en œuvre dans ce phénomène ?

Il a été montré que la perpétuelle distraction induite par l'utilisation des smartphones dans notre quotidien affecte par voie de conséquence les processus de mémorisation qui va se traduire par un déficit de mémorisation des informations. Les capacités cognitives qui interviennent pour mener des réflexions poussées, analyser des informations et les transférer de notre mémoire à court terme vers notre mémoire à long terme s'en trouvent ainsi malmenées. Une expérience menée par une équipe de psychologues de l'université de Columbia aux États-Unis, a ainsi montré que le fait d'avoir toute information disponible à portée de doigt conduit les individus à ne plus faire l'effort de se rappeler ce qu'ils lisent lorsqu'ils savent qu'ils pourront le retrouver plus tard. De même, lorsque les gens sont face à des problèmes et questions difficiles, le premier réflexe qui leur vient à l'esprit est "*la recherche Google*". Autrement dit, naturellement et sachant que le savoir est disponible à tout moment, nous ne faisons plus l'effort ni de retenir, ni de faire marcher notre mémoire pour résoudre des problèmes. La facilité avec laquelle nous avons désormais accès aux informations, participe ainsi à l'affaiblissement des capacités mnésiques du cerveau humain. Néanmoins, cela renforce dans le même temps ce que l'on appelle la mémoire transactive, laquelle consiste à minimiser la mémorisation d'une information si l'on sait qu'elle est disponible continuellement et que l'on peut ainsi en disposer lorsqu'on le souhaite. L'expérience menée par ces chercheurs a ainsi montré que les sujets d'étude se sont révélés plus enclins à se souvenir comment et où retrouver une information.

On peut également noter que le surgissement intempestif de ces objets est aussi préjudiciable à une forme d'attention diffuse. En effet, c'est lorsque l'on ne fait aucune tâche en particulier que notre expérience du monde est la plus pleine. Pourtant à mesure que les smartphones détournent notre attention, les expériences sensorielles complètes, ancrées dans le présent et le contexte environnant se font plus rares. L'oisiveté, la contemplation et la pensée divagante se raréfient au profit de sollicitations incessantes et d'actions sans repos. Or, de la même manière que le sommeil joue un rôle important pour le processus d'apprentissage et de consolidation de la mémoire, vous avez à l'état de veille une activité cérébrale qui se met en marche lorsque l'on n'accomplit aucune tâche en particulier, et que les neuroscientifiques appellent "*le réseau du mode par défaut*". Celui-ci joue un rôle important à la fois pour apprendre et mémoriser des informations, trouver de nouvelles idées, et pour les processus liés au soi, c'est-à-dire pour la construction et la consolidation de son identité et de son expérience autobiographique. Mais ces nouvelles pratiques d'utilisation incessante du smartphone entravent ces moments de repos de l'activité cérébrale. L'esprit est désormais occupé par un flot discontinu d'informations qui réduisent et brisent ces instants de réflexion et d'introspection.

Peut-on être influencé et contrôlé par un objet, par un outil tel que le smartphone ?

Il y a effectivement une forme de dépendance et de nécessité d'avoir recours à l'objet qui s'instaure. Au même titre que n'importe quel stimulus extérieur, l'objet exerce sur nous une forme d'influence qui peut entraver notre processus de prise de décision et dans une moindre mesure d'action. A fortiori, ces objets possèdent des fonctionnalités qui permettent de "pousser" l'information à nous et qui peuvent être apparentés à un phénomène de pouvoir de suggestion. L'exemple type est le service Google Now dont le slogan est "l'information dont vous avez besoin au moment où vous en avez besoin". Ainsi avec ces fonctionnalités de notifications, nous n'avons plus besoin de faire l'effort de nous rappeler, on se laisse en quelque sorte tout simplement guidé. Nous sommes dans une situation où nous programmons en amont et sommes interpellés en retour.

La relation de dépendance relative, voire d'addiction (certains parlent de "**nomophobie**" pour désigner les personnes angoissées à l'idée de se retrouver sans leur téléphone fétiche) que nous entretenons parfois avec nos téléphones mobiles est-elle assimilable à une pathologie ?

Effectivement, la nomophobie et également le phénomène FOMO (Fear of Missing Out) qui est le fait de contrôler en permanence ses réseaux sociaux de peur de rater quelque chose, est assimilable à une forme de dépendance. De nombreuses expériences et témoignages d'utilisateurs de ces technologies montrent que la privation de ces objets et plus largement de l'accès à internet affecte les individus à différents niveaux. Car l'objet n'est pas simplement un outil de communication mais il est devenu le support d'un nombre importants de ses données personnelles et une fenêtre qui nous connecte constamment à nos proches et amis, ce qui nous donne le sentiment de ne plus être complet quand on en est privé. Cela favorise ainsi la création d'un lien fort d'appartenance psychologique qui peut même aller jusqu'au lien affectif avec l'objet. Des psychologues de services d'addictologie ont ainsi constaté chez les utilisateurs les plus accros et notamment chez les plus jeunes, l'apparition de sentiments d'isolement et un repli sur soi ainsi qu'une angoisse liée au fait d'en être coupé. Atlantico.fr 25.06

Cela se passe de commentaires. Terrible perspective et déjà réalité aux États-Unis, non ?

Eugénisme.

Menée conjointement par l'Association Nationale pour la Sécurité Génétique et l'Institut de l'Écologie et de l'Évolution, cette

étude russe a duré deux ans, avec pour cobayes des hamsters de race Campbell, une race qui possède un taux de reproduction élevé. Ainsi, le Dr Alexey Surov et son équipe ont nourri pendant deux ans et d'une manière classique les petits mammifères, à l'exception près que certains d'entre eux ont été plus ou moins nourris avec du soja OGM (importé régulièrement en Europe) résistant à un herbicide.

La groupe qui a été nourri avec du soja OGM, n'a eu que 40 petits, dont 25% sont morts. Et, pire, dans le groupe qui a mangé le plus de soja génétiquement modifié, une seule femelle a réussi à donner naissance, soit 16 petits au total, dont 20% sont finalement morts.

Ainsi, à la troisième génération, les hamsters qui, pour les besoins de l'étude, ont eu, dans leur menu, une part importante de soja OGM, n'étaient plus capables de se reproduire... <http://www.notreterre.org> - avril 2013

L'hypocrisie semble ne plus connaître de limite.

"La grand-messe est maintenant terminée et nous n'avons pas communié!", titre Jean-Claude Mailly pour son éditorial daté du mercredi 26 juin : pas nécessaire, vous êtes converti au capitalisme !

"La feuille de route gouvernementale est bien celle du gouvernement, elle n'est pas de notre responsabilité dans l'écriture comme dans sa mise en œuvre."

Sauf que vous vous êtes embarqué dans cette aventure, vous avez accepté d'y participer alors que personne ne vous y obligeait, le reste est du baratin, à ce stade le gouvernement ne vous en demandait pas plus et il ne vous a rien demandé de plus, n'est-ce pas ?

Le POI fait aussi fort pour camoufler sa capitulation, son consensus avec les appareils.

Comment procède-t-il ? Il reproche aux autres partis ce qu'on pourrait lui reprocher en pensant peut-être que cela pourrait être suffisant pour faire diversion, c'est raté !

Extraits du n°257 d'Informations ouvrières.

- "A la gauche du gouvernement, cette fois, le Front de gauche a fait comme si la politique du gouvernement pouvait être infléchie par cette conférence, pesant ainsi pour que les syndicats y participent!"

A notre connaissance vous n'avez pas appelé à son boycott, donc vous ne valez guère mieux.

- "Comme si cette conférence sociale n'avait pas été d'abord conçue pour tenter d'enserrer les syndicats dans le piège de la « concertation »..."

Et voilà qu'ils nous ressortent le "piège" dans lequel les malheureux dirigeants auraient pu tomber malgré eux, à part cela ils ne les soutiennent pas, mais non, mais non, voyons !

- "Bref, de « gauche », de droite, chacun avec ses raisons, tous étaient pour cette conférence sociale. Car au PS comme à l'UMP, il y a un consensus pour que les organisations syndicales cessent de l'être."

Effectivement "tous", y compris votre parti.

Le refus de regarder la réalité en face se double d'un aveuglement quasi-névrotique, pathologique chez D.Gluckstein dans son éditorial :

- "Au lendemain de la conférence sociale des 20 et 21 juin, le gouvernement a rendu public un document de quarante-quatre pages intitulé « feuille de route sociale ». Présenté comme « le fruit des travaux de la grande conférence », il « formalise des constats et objectifs pour l'essentiel partagés » même si « chacune des organisations participantes conserve ses attentes et priorités »."

Et plus loin :

- "Dans quelle mesure ces « constats et objectifs » ont-ils été réellement « partagés » ou non par les représentants des organisations ouvrières, l'avenir nous le dira."

Parce qu'on devrait avoir des doutes sur les intentions et la nature des appareils vendus des syndicats, notamment la CGT et FO ?

Il n'a pas fait référence aux développements que pourrait connaître la lutte de classe dans les mois à venir, il a fait référence au déroulement de cette conférence et à l'attitude des dirigeants syndicaux, donc ne confondez pas et ne prêtez pas à Gluckstein une interprétation qui n'est pas la sienne en y substituant la vôtre, la vôtre peut être juste, la sienne est conforme au lien organique qui lie l'appareil de son parti à ceux des syndicats et avec lequel il n'a pas du tout envie de rompre, à l'inverse des militants du POI peut-être.

Et pour qu'on ne s'attarde pas trop sur cette question, une fois notre sort livré aux appareils

- ... *"il y a urgence à rassembler les forces de la classe ouvrière sur le terrain de l'indépendance de classe"*, qu'il vient justement de s'employer à brader en servant la soupe aux appareils, très fort.

Une autre question importante d'actualité doit être abordée, qui en principe devrait faire l'objet d'une campagne politique ou s'inscrire dans l'agitation d'un parti ouvrier combattant pour abattre le régime en place : la révision de la Constitution de la Ve République pour y faire entrer le dialogue social et les syndicats. Une excellente occasion, une de plus, depuis des années elles n'ont cessé de se multiplier mais chaque fois tous les partis sans exception se sont employés pour ne pas s'en servir pour avancer la nécessité de l'abolir, apparemment ils y tiennent.

Quand on dit qu'ils sont tout juste bons à commenter l'actualité on n'exagère pas ou si peu, au mieux ils sont dans la dénonciation, mais quant à proposer autre chose, là ils sont aux abonnés absents. Ils sont sur la défensive, ils ne cessent de reculer défaite après défaite, et acculer au bord du précipice ils vous laisseront vous y précipiter, on conçoit que cela ne séduise pas un grand nombre de travailleurs et que de plus en plus de militants désertent et ils ont raison, qu'ils s'y jettent eux-mêmes ces dirigeants !

C'est d'autant plus désolant de la part du POI qu'il est le plus sérieux de tous les partis ouvriers, d'ailleurs nous partageons certaines positions.

Ils ont essayé d'améliorer leur journal, en vain à part la dernière page, et encore, puisqu'ils n'ont pas encore compris que c'était à partir des infos qui y figurent très souvent qui mériteraient d'être développées et à partir desquelles il faudrait mener l'agitation. Le problème, c'est qu'il leur faudrait changer leurs rapports à l'ensemble de la société de fond en comble, notamment avec les travailleurs, ce qui nécessiterait de modifier leur conception de la lutte de classe en fonction des transformations qu'a connu la société et ils en sont incapables ou ils s'y refusent obstinément.

J'ai pensé que je pourrais abandonner les infos en bref dans notre portail puisque pour l'essentiel vous pouvez les retrouver dans Informations ouvrières, sauf sur l'économie. Dans le rubrique Actualité du jour j'inclus de plus en plus les infos qui méritent un commentaire ou une analyse, il suffirait de l'étoffer au besoin et laisser tomber le reste, on conserverait l'Actualité en titre que je peux traiter assez rapidement. J'ai déjà abordé cette question, j'y réfléchis encore. Je ne peux plus passer tout mon temps devant l'écran, ma santé s'en ressent, je vous passe les détails, chacun le comprendra.

[Ca roule pour eux !](#)

Une bonne nouvelle dans cet océan de mauvaises nouvelles.

On peut échapper à la crise et vivre mieux. La preuve : en 2012, dans le monde, ils étaient douze millions à être millionnaires. Le montant cumulé de leur fortune est passé de 42 700 milliards de dollars en 2011 à 46 200 milliards en 2012.

Par comparaison — et pour montrer que, malgré la crise, on peut, si on veut —, en 2007, les riches ne possédaient que 40 700 milliards de dollars.

Selon un rapport de RBC, gestionnaire de patrimoine, en 2015, la fortune de ces riches devrait franchir un nouveau bond et dépasser les 55 000 milliards de dollars. Comparativement, le budget de la France est de 291 milliards d'euros. Selon les chiffres du FMI de 2013, 0,5 % de la population mondiale détient 35 % de la richesse mondiale. Aux Etats-Unis, 1 % de la population possède 18 % des revenus totaux. Il y a vingt-cinq ans, c'était 8 %. La moitié de ces millionnaires vivent dans trois pays : Etats-Unis, Allemagne et Japon. L'Amérique du Nord compte le plus de millionnaires : 3,73 millions. En Europe, le nombre de millionnaires a augmenté de 7,5 %, et leur fortune s'est accrue de 8,2 %.

En France, 430 personnes sont millionnaires, juste derrière la Grande-Bretagne (465), mais en tête, c'est l'Allemagne, avec plus de mille millionnaires.

La preuve est faite, la crise est donc une source d'enrichissement... pour ceux qui sont déjà riches. Pour les autres... (source : Informations ouvrières n°257, page 16)

Voilà des éléments qui sont plus parlants ou percutants que de longs discours ou tout ce qu'on peut lire dans le reste de ce journal

qui a un caractère purement trade-unioniste. Mais les dirigeants de ce parti ont décidé qu'ils ne les exploiteront pas. Pourquoi ? Je l'ai évoqué plus haut, ajoutons parce qu'ils ne comprennent rien à la psychologie des masses, comment elles fonctionnent ils l'ignorent. Est-ce que cela les intéresse de le savoir ? On est en droit de se poser la question.

Quand au bout de 2,3,4,5 décennies vous lisez toujours le même discours dans la bouche des mêmes dirigeants ou de leurs disciples, vous vous retrouvez face à la même méthode qui a prouvé amplement sa faillite, vous vous demandez s'il est encore raisonnable de se poser ce genre de questions.

Je rappelle à l'occasion aux militants qui téléchargent chaque semaine les quelques pages d'Informations ouvrières que je mets en ligne, qu'ils peuvent s'y abonner, ce journal n'est pas réalisé gratuitement, pensez-y. Je ne mets pas ces pages en ligne pour nuire au POI ou lui faire perdre de l'argent, mais uniquement pour vous informer, ne confondez pas et essayons d'être au moins correcte entre nous. Après ce que j'ai écrit plus haut vous ne pourrez pas m'accuser de rouler pour le POI, ce qui ne me gênerait pas, je ne le prendrais pas comme une insulte ou une calomnie, j'ai seulement des principes et j'y tiens.

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Arbitrage: gardes à vue prolongées pour Tapie et son avocat Lantourne - AFP

- Le «système Dassault» serait-il en train d'imploser? - 20minutes.fr -

- Ziad Takieddine admet avoir financé la campagne de Balladur - Reuters

Intox

- L'entreprise au service de l'humain: l'enjeu des sociétés du XXIe siècle - L'Express.fr

Parce que la recherche exclusive du profit a montré ses limites, certaines entreprises se tournent vers des objectifs plus larges et assument leurs responsabilités dans l'émergence d'un monde meilleur. L'Express.fr 26.06

Au secours, on s'étrangle ! Les salariés et leurs familles de France Télécom, Renault, etc. apprécieront...

- A Paris, une radio syrienne promet une couverture indépendante - Reuters

La radio est financée par Canal France International (CFI), une agence financée par le ministère des Affaires étrangères et l'IMS, l'international media support au Danemark. Elle reçoit également le soutien financier de l'ambassade de France en Syrie.

Les journalistes, qui sont pour la plupart des militants âgés d'une vingtaine d'années, ont suivi une formation dispensée par Reporters Sans Frontières dans le sud de la Turquie. Reuters 26.06

Dis-moi qui tu fréquentes et qui te finance et je te dirais qui tu es : la voix de la réaction ou de l'impérialisme français (notamment) en l'occurrence.

- Le Sénat adopte la réforme bancaire en deuxième lecture - AFP

- La démocratie est en danger en Egypte, dit Mohamed Morsi - Reuters

- Le nouvel émir réaffirme l'indépendance du Qatar - Reuters

"*Nous ne prenons pas d'instruction et ce comportement indépendant est un fait établi*", a déclaré le nouvel émir, dans une allocution télévisée de quinze minutes. Reuters 26.06

Messieurs les banquiers, profitez-en le fric coule à flot !

- La fin des mesures exceptionnelles est "*lointaine*", dit Draghi - Reuters

La politique monétaire de la BCE restera accommodante à l'horizon de la projection, a-t-il ajouté, tout en soulignant que la banque centrale ne pouvait créer de la croissance économique, une tâche qui relève des gouvernements.

"Notre politique a été accommodante par le passé, elle l'est par le présent et elle le restera pour l'avenir envisageable", a dit Mario Draghi à Paris, devant les membres des commissions des finances, des affaires étrangères et des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

"Notre sortie reste lointaine", a-t-il ajouté, à propos des mesures exceptionnelles prises par la BCE pour répondre à la crise en zone euro.

Cependant, face aux difficultés que continue de rencontrer la zone euro, "il est important de reconnaître que les résultats que peut obtenir la politique monétaire ne sont pas sans limites", a insisté Mario Draghi. "La politique monétaire ne peut créer de la croissance au sein de l'économie réelle."

"La BCE fait tout ce qui est en son pouvoir pour stabiliser les marchés et soutenir l'économie", a-t-il expliqué. "A présent, c'est aux gouvernements et aux parlements de tout mettre en oeuvre pour rehausser la croissance potentielle, renforcer la compétitivité et construire une UEM plus forte et plus stable." Reuters 26.06

Mangez avec les doigts !

- Les couverts ont une influence sur le goût des aliments - 20minutes.fr

Ma grand-mère Noémie mangeait toujours les frites avec les doigts car elle disait qu'elles n'avaient pas le même goût avec une fourchette. Ici en Inde, on mange encore avec la main droite ou gauche pour les gauchers et cela ne pose un problème à personne, il faut juste se laver les mains avant et après.

Comment la réaction sacrifie les droits civiques des afro-américains.

- Aux Etats-Unis, une gifle pour les droits civiques - Liberation.fr

- Etats-Unis : la Cour suprême donne le feu vert au mariage homosexuel - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Pas un jour sans rappeler qu'ils incarnent la réaction.

- Laurent Fabius prend ses distances avec le "Barroso-bashing" - Reuters

"Le débat avec la Commission (européenne), oui, mais tout ce qui est pugilat, non", a dit le ministre français des Affaires étrangères sur RMC et BFM TV. "Il faut éviter de personnaliser."

Pour Claude Bartolone, interrogé par Le Parisien, c'est "un homme dépassé".

Benoît Hamon a pour sa part estimé sur i>Télé qu'il entretenait l'euroscpticisme.

"M. Barroso, comme beaucoup de commissaires européens aujourd'hui, contribue à entretenir une forme de distance avec le projet européen" et ajoute à la "désespérance" ambiante avec son "obsession" de l'austérité, a déclaré le ministre délégué à la Consommation.

"La désespérance, ça mène parfois au Front national", a ajouté ce ministre issu de l'aile gauche du PS.

Une analyse dont s'est dissocié mercredi Laurent Fabius, dont la voix tranche régulièrement dans le chœur gouvernemental.

"Dire que c'est à cause de ce que décide M. Barroso que les gens votent Front national, c'est quand même faire un court-circuit assez frappant. Je pense que les raisons sont beaucoup plus profondes et je ne l'aurais pas formulé ainsi", a-t-il dit. (Remplacez Barroso par le PS et vous vous passerez du "court-circuit". -ndlr)

La construction européenne n'est plus, aujourd'hui, "regardée comme une grande aventure mais comme, parfois, une mésaventure", a déploré le chef de l'Etat. "Il y a une crise économique. Eh bien l'enjeu pour l'Europe c'est de montrer qu'elle peut aider nos pays à sortir de la récession."

"Si elle est identifiée à ce qui punit, à ce qui empêche, à ce qui entrave, alors il y aura cette rupture que l'on constate aujourd'hui entre les citoyens et l'Europe", a-t-il ajouté. "Mais si l'Europe est regardée comme protégeant, accélérant, innovant et investissant, alors les Français, comme tous les Européens, auront de nouveau la tête tournée vers l'Europe." Reuters 26.06

En fait, ils reprochent à Barroso de faire du tort à l'Union européenne à travers ses déclarations, ils sont encore plus réactionnaires que lui !

Barroso ne fait que manifester l'impatience de ses maîtres de l'oligarchie financière avec lesquels il est en contact permanent face à des gouvernements qui doivent manier la carotte et le bâton dans leur pays respectif pour assurer la stabilité de leur régime. Barroso et ses maîtres s'en foutent complètement, ils leur disent : démerdez-vous, c'est votre boulot, on ne vous a pas choisis pour autres choses, CQFD.

- Qatar: François Hollande félicite le nouvel émir - L'Express.fr

[En prison, la mémoire leur revient tout d'un coup...](#)

L'intermédiaire en armements Ziad Takieddine a reconnu avoir financé la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995 via des rétrocommissions issues de contrats d'armements avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a-t-on appris mercredi auprès de son avocat.

L'homme d'affaires franco-libanais a fait ces aveux le 20 juin dernier devant les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire chargés de l'instruction, a dit à Reuters Me Francis Vuillemin, confirmant une information du quotidien Le Monde.

Pour la première fois jeudi dernier, Ziad Takieddine a avoué avoir remis six millions de francs (1,22 million d'euros) à Thierry Gaubert, un proche d'Edouard Balladur et ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly, lors de trois voyages à Genève (Suisse) à la fin de 1994.

En novembre 1994, juste après la signature du contrat Sawari II portant sur la vente à Ryad de trois frégates Lafayette, Thierry Gaubert a demandé à Ziad Takieddine "1,5 million de francs, afin de financer la campagne de M. Balladur", selon Le Monde.

"M. Takieddine accepte à condition qu'il le lui remette en cash à Genève, où M. Gaubert détenait lui-même des avoirs", écrit le quotidien. L'opération se serait répétée dix jours plus tard avec un nouveau versement de 1,5 million de francs et une troisième fois pour un montant de 3 millions de francs pour "boucler les comptes".

"Mon client conteste formellement et s'expliquera devant le juge", a dit à Reuters l'avocat de Thierry Gaubert, Me François Esclatine.

"Ce n'est qu'a posteriori, après avoir obtenu les contrats, que les demandes ont été formulées", indique Me Vuillemin. "Ce système de rétrocommissions n'avait pas été fixé à l'avance, Ziad Takieddine a vraiment travaillé sur les contrats, il a concouru à leur déblocage, les commissions qu'il a perçues dans le cadre de ces contrats sont, elles, légitimes."

Pour son avocat qui parle d'évolution "spectaculaire", les aveux de Ziad Takieddine ne sont pas "nuisibles personnellement" à son client mais sont très "incommodantes" pour les personnes concernées.

L'homme d'affaires sera confronté à Thierry Gaubert le 1er juillet et à Nicolas Bazire, alors directeur du cabinet d'Edouard Balladur et directeur de sa campagne présidentielle, le 5 juillet, selon Me Vuillemin.

Ziad Takieddine a également dit que Nicolas Bazire l'avait appelé en décembre 1993 pour l'informer qu'il allait être contacté par Thierry Gaubert, qu'il avait mandaté. Reuters 26.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Une séance du parlement bulgare a été annulée mercredi par manque de quorum, les députés ayant été dissuadés de participer par la présence autour du Parlement d'environ un millier de manifestants qui scandaient "Mafia" et "Démission".

A peine 112 députés sur 240 se sont enregistrés pour cette séance, où le Premier ministre Plamen Orecharki devait présenter la candidature d'une vice-ministre chargée de l'économie et des fonds européens.

Les ultra-nationalistes d'Ataka, dont les 23 députés soutiennent tacitement le gouvernement technocrate de M. Orecharki, ne se sont pas présentés au Parlement, alors que le parti conservateur de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov (97 députés) boycotte depuis plus d'une semaine le travail de l'Assemblée.

Le gouvernement compte sur le soutien officiel des socialistes (PSB) et du parti de la minorité musulmane MDL, qui ne réunissent ensemble que 120 députés sur 240 et sont ainsi à un siège près dans l'impossibilité d'assurer seuls le quorum.

Le chef de file des socialistes, Sergueï Stanichev, a admis mercredi que le Parlement pouvait être dissout et de nouvelles élections anticipées organisées, après celles du 12 mai dernier.

"Si Ataka déclare ne plus participer au travail du Parlement, cela changerait la situation en vue d'élections anticipées", a-t-il déclaré.

"Il est évident que le gouvernement ne peut pas fonctionner sans Parlement", a admis M. Orecharki.

"Je crains que l'instabilité que nous vivons ne se poursuive sous les prochains gouvernements", a-t-il ajouté.

Les manifestants, qui protestent pour le 13e jour consécutif à Sofia, ont décidé de se réunir à partir de mercredi pour "prendre un café" devant le Parlement chaque matin où les députés doivent siéger.

La vice-présidente du parlement Maïa Manolova (socialiste) a essayé d'inviter des manifestants discuter d'amendements au code électoral en vue d'une meilleure représentation de petits partis. Elle a toutefois été sifflée et a reçu des jets d'oeufs, de tomates et de croissants.

Des centaines de manifestants sont restés autour du Parlement toute la matinée, et des milliers de manifestants devaient défilé dans la soirée, pour le treizième jour de suite, devant le siège du gouvernement et du Parlement et bloquer des carrefours en centre-ville.

La police a mis en garde contre "des provocations préparées ce jour". AFP 26.06

2- Turquie

En Turquie la décision de la justice de libérer un policier qui avait tué un manifestant a jeté des milliers de personnes dans les rues à Istanbul, certaines mimant la mort de la victime de 26 ans.

Le Premier ministre Erdogan a reçu pourtant un soutien de poids dans le processus d'adhésion à l'UE. Celui du Conseil de l'Europe, dont le pays est l'un des 47 membres : *"La Turquie est l'un des pères fondateurs du Conseil de l'Europe, a souligné Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe, la Turquie et le Conseil de l'Europe s'écourent, et nous avons aussi discuté de la façon dont le Conseil de l'Europe et la Turquie peuvent continuer à travailler sur des réformes indispensables en Turquie."* euronews.com 26.06

3- Koweït - Emirats arabes unis.

Les deux pays ont décidé de créer un comité sécuritaire conjoint pour faire face aux frères musulmans. Selon Al Ghobs, journal koweïtien, les diplomates des deux pays se sont entretenus de la mise en oeuvre d'un comité commun de lutte contre le terrorisme. Les noms des députés salafistes du parlement koweïtien figurent sur la liste mise en place par ce comité.

Les deux pays ont décidé de ne permettre à aucune partie d'influer sur les structures sécuritaires des pays du golfe Persique. Les deux parties se sont aussi penchées sur la Syrie. Les Frères entretiennent d'intenses activités dans les deux pays précités qui ont peur d'un printemps salafiste à l'image de celui qui s'est produit en Tunisie, en Égypte, en Libye. Les Emirats ont démantelé un réseau de salafistes égyptiens. french.irib.ir 26.06

4- Libye - Mali

La Libye est désormais un "*centre important de transit*" du terrorisme et cela devient "*extrêmement dangereux*", a estimé mardi un dirigeant de l'Union africaine en marge d'une réunion sur le Sahel à Oran en Algérie.

"*J'ai beaucoup de rapports selon lesquels la Libye est devenue un centre important de transit des principaux groupes terroristes d'un pays vers l'autre*", a déclaré le directeur du centre de l'UA de lutte contre le terrorisme, Francisco Caetano José Madeira, à quelques journalistes.

"*Nous avons des informations selon lesquelles certains terroristes actifs au Mali considèrent la Libye comme un refuge et un lieu de réorganisation*", a-t-il ajouté, jugeant que "*cela devient extrêmement dangereux*".

La situation en Libye a suscité nombre d'interventions au deuxième jour de cette réunion entre experts africains et occidentaux, organisée dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

"*La question de la Libye est dans tous les esprits*", a confirmé le représentant de l'Union européenne pour le Sahel, Michel Reveyrand de Menthon. "*C'est l'une des clés pour espérer stabiliser le bloc sahélien*".

L'UE a proposé un projet de coopération pour le contrôle des frontières de la Libye, mais selon des sources occidentales, la désorganisation est telle dans ce pays depuis le renversement du régime de Kadhafi fin 2011 que "*pour l'instant, c'est très difficile*".

"*Très peu de pays du Sahel ont les moyens pour vraiment protéger leurs frontières*", a souligné le responsable de l'UA.

Un moyen de lutter contre la porosité des frontières et la désorganisation serait de développer ces zones, selon une piste de travail envisagée par l'UE.

En attendant, la situation au Mali demeure difficile. Malgré l'accord politique sur la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet et le déploiement de l'armée dans le nord, peu d'indices existent sur le devenir des groupes islamistes qui s'étaient installés dans ce pays.

"*On a du mal à savoir exactement ce qu'il s'y passe. La menace est toujours là mais elle est difficile à cerner*", notait un diplomate occidental.

Certains, comme Abdou Karim Traoré, un haut diplomate burkinabé, jugent "*indispensable*" une collaboration avec les puissances occidentales tandis que M. José Madeira a réclamé des drones. Mais pour identifier les groupes terroristes, le travail sur le terrain incombe aux forces de sécurité locales pour "*minimiser les dégâts collatéraux*", insiste le représentant de l'UA.

Les deux jours de travaux à huis clos de cette réunion sur le Sahel, co-présidée par le Canada et l'Algérie, devaient s'achever mardi soir. french.irib.ir 26.06

5- Syrie

5.1- Les manoeuvres militaires jordano-américaines Eager Lion ont pris fin depuis plus de dix jours mais quelques 700 militaires US dotés des batteries de missiles Patriot sont restés sur place. selon les experts militaires cité par Al Alam, "*ce maintien de troupes US est un message à l'adresse à l'adresse de la Syrie* : ".Tout au long de ces exercices qui ont impliqué quelques 8000 soldats des pays alliés des Etats Unis, des escadrons de chasseurs américains ont survolé à basse altitude le nord de la Jordanie et ont tiré en direction des cibles hypothétiques. Les chasseurs anglais Harrier ont également pris part à ces manoeuvres. Les 8000 soldats qui participaient à ces exercices avaient peut être l'habitude dans la mesure où la manoeuvre se tient depuis trois ans mais ce qui différencie ces manoeuvres des précédentes éditions aura été l'ampleur de la zone des opérations: selon les experts, les exercices sont déroulés sur une vaste zone et ont impliqué beaucoup de munitions réelles. Cependant, l'Amiral Bill Nachert a qualifié ces exercices de "*normaux*" car leur objectif "*n'a été que de renforcer l'armée jordanienne*". Mais pourquoi la renforcer? "*rassurez-vous : ça n'a aucun rapport avec la Syrie*".

Ceci étant dit, les exercices militaires Eager Lion se sont déroulés à 150 kilomètres de Damas ! si la Jordanie est prîe d'envie de participer au projet US d'établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie elle pourrait très bien servir de voie de transit d'armes et de munitions lourdes aux rebelles. et puis il y a les Patriot et les F16 que les Etats Unis ont envoyés en Jordanie en prévision de ces manoeuvres et dont le nombre n'est pas précisé. Les militaires US en mission en Jordanie ont aussi la charge de former les militaires jordaniens qui sont sur le point de départ pour l'Afghanistan. Ali al Habacah est un ex-général de l'armée jordanienne qui ne se laisse pas bernier par les propos rassurants de ses confrères US : n'importe quel pays où entrent les militaires américains devient partie prenante de la crise. En ce sens, le déploiement des américains en Jordanie met cette dernière dans une situation éminemment dangereuse. Obama, lui, dit vouloir évacuer ses "*boys*" dès que la situation sécuritaire en Syrie se sera calmée. Mais sait-on quand et comment le calme "*souhaité par Washington*" sera de retour en Syrie, objet d'un assaut terroriste tous azimuts? french.irib.ir 26.06

5.2- Selon le reporter de la chaine 10 de la TV israélienne, " *les drones Hermes 900 de l'aviation israélienne surveillent sans relâche le territoire syrien. Ces drones sont en effet des caméras de notre aviation installées sur les frontières nord du pays*" selon le reportage, les groupes armés en action en Syrie ont pu voir ces Hermes 900 qui patrouillent le ciel syrien.

" *C'est grâce à ces appareils qu'Israël inspecte les évolutions syriennes. Hermes 9000 survole le sol syrien à une altitude de 9000 pieds tout en tournant des images de très bonne qualité* ". " *C'est un appareil qui est la version optimisée de Hermes 450 et de longue endurance et muni d'un système radar sophistiqué. Il peut survoler la terre pendant 40 heures tout en transportant une charge de 400 kg* ". Et le reportage finit très fort : " *Hermes 900 est capable de survoler le territoire iranien*". La chaîne ajoute que le drone en question n'"est pas seulement destiné à collecter des informations mais qu'il est aussi capable de tirer des missiles ... les pilotes israéliens seront d'ici 50 ans remplacés par les drone". La seule question : Israël restera -t-il sur la carte d'ici 50 ans? french.irib.ir 26.06

5.3- Le chef d'état major de l'Armée syrienne libre, ASL, en revient désormais à menacer les Etats Unis : " *Si l'aide militaire promise par les Etats Unis et d'autres pays occidentaux retarde à nous parvenir, l'ASL ralliera les rangs d'Al Qaida*". Ce sont les plus récents propos du général déserteur Salim Idriss que les Etats Unis tentent d'ériger en leader de l'opposition, en futur président syrien!! Idriss qui parlait à Sky news arabe, a totalement démenti avoir reçu "le lot d'armes létales US" comme les médias l'avaient cité au paravant. " *Nous n'avons rien reçu*" a -t-il rété. Idriss a reconnu la grande dispersion qui régnait sur les rangs des miliciens en guerre contre l'armée régulière : " *N'importe qui en possession d'une kalasnikov se voit en droit d'aller demander en personne des armes comme si l'ASL n'avait pas un commandement* ". " *Si les soldats de l'ASL finissent par rejoindre les rangs d'Al Qaida, la menace qaidiste ira grandissante. Les membres de l'ASL pourront même rejoindre Al Qaida*".

Les déclarations contradictoires d'Idriss sur les armes qu'il dit tantôt avoir reçu, tantôt ne pas avoir reçues en disent long sur l'absence d'une stratégie cohérente auprès des sponsors des terroristes en Syrie. Les Etats Unis ont-ils demandé à Idriss de se contredire pour envoyer un nouveau message à Moscou? french.irib.ir 26.06

6- Chine

Vingt-sept personnes sont mortes mercredi dans la province du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, dans des violences déclenchées par des assaillants armés de couteaux, rapporte Chine nouvelle.

Il s'agit des violences les plus meurtrières dans le Xinjiang depuis juillet 2009, lorsque près de 200 personnes avaient péri dans des affrontements à caractère ethnique à Urumqi, la capitale provinciale. Le Xinjiang abrite une importante minorité musulmane, les Ouïghours.

Des groupes d'assaillants ont attaqué vers 06h00 des commissariats, le siège de l'exécutif local et un chantier à Lukqun, à environ 200 km au sud-est d'Urumqi, poignardant des victimes et incendiant des véhicules de police, selon des responsables du Parti communiste régional cités par Chine nouvelle.

Neuf policiers et huit civils ont été tués avant que les forces de l'ordre n'abattent 10 des assaillants.

On ignore ce qui a déclenché ces violences.

Les Ouïghours, turcophones, accusent les autorités chinoises de vouloir étouffer leur culture et leur langue.

La Chine dit lutter contre un séparatisme violent. Reuters 26.06

SOCIAL

1- France

Des centaines de salariés de Michelin ont exprimé leur colère mercredi dans les rues de Clermont-Ferrand, face au nouveau plan de restructuration menaçant 730 emplois à l'usine de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), au moment où se tenait un comité central d'entreprise extraordinaire.

La manifestation a rassemblé environ 2.000 personnes, selon les syndicats, 750 selon la préfecture.

450 salariés de l'usine de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) avaient fait le déplacement pour dire "non à la fermeture de Tours" à l'occasion de cette manifestation appelée par la CGT et Sud. Simultanément un mouvement de grève était observé dans toutes les usines du groupe.

Des délégations de Bourges, Troyes, Le Puy, Montluçon, Cholet, Bourges ou encore Montceau-les Mines étaient également présentes dans le cortège aux côtés de leurs collègues de Clermont.

Après s'être rassemblés à proximité de l'usine historique du groupe pneumatique, les salariés se sont rendus en cortège au siège social, distant de quelques centaines de mètres, derrière une banderole "*Joué-les-Tours doit vivre*" et aux cris de "*non aux licenciements, aucune fermeture d'usine*".

"*On ne peut plus faire confiance à Michelin, car depuis des années c'est la casse sociale*", disait Olivier Coutin, le secrétaire du CE (Sud) de l'usine de Joué, résumant un sentiment largement répandu.

"*Depuis des années, les salariés de Michelin ne vivent que des plans sociaux à répétition*", renchérisait son collègue de la CGT Claude Guillon, rappelant que le site tourangeau a déjà fait l'objet d'une restructuration en 2009.

Pour tous, le départ de l'activité poids lourds et le maintien de 200 emplois seulement contre 930 aujourd'hui signifie à terme la mort programmée de l'usine, qui ne bénéficiera pas, selon eux, des 800 millions d'euros d'investissements annoncés par le groupe en France.

"*Les gars sont en colère. Michelin a fait 2,4 milliards de bénéfices en 2012 et nous on n'a rien et on ferme des usines comme celle de Joué qui est viable. Notre priorité c'est de dire non à la fermeture et oui au maintien des emplois*", affirmait Jean-Michel Denis, secrétaire du syndicat CGT de Michelin à Clermont.

La plupart des salariés de l'usine tourangelles refusent les mesures de mobilité envisagées. "*Hors de question qu'on quitte Tours*", affirmait Mike, un trentenaire, qui comme beaucoup "*a sa vie*" dans la région et "*vient de faire construire*".

Arrivés devant le siège social du géant du pneumatique, où se déroulait le Comité central d'entreprise extraordinaire, une partie des manifestants, souvent des jeunes, a laissé éclater sa colère.

Après quelques jets d'oeufs sur la façade, ils ont tenté d'arracher le rideau métallique protégeant l'entrée. De brefs incidents les ont opposés au service de sécurité de l'entreprise, qui a repoussé les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes. Un manifestant, légèrement blessé, a été secouru par les pompiers.

Le CCE extraordinaire, qui avait commencé le matin, a été interrompu durant la manifestation à la demande des syndicats. Il devait reprendre dans l'après-midi.

Il est destiné, selon la direction de Michelin, à présenter les raisons économiques de la réorganisation de l'activité poids-lourds, ainsi que les premières mesures d'accompagnement social, notamment en ce qui concerne les départs anticipés.

La direction du groupe Michelin a affirmé mercredi la volonté de "*trouver une solution pour tous*" les salariés de l'usine de Joué-lès-Tours.

Pour Stéphane Roy de Lachaise, directeur du service du personnel de Michelin France, le regroupement dans l'usine de Vendée était "*indispensable*" pour maintenir la fabrication de pneus poids lourds en France.

"*Ce marché a baissé de 25% depuis 2007 et le groupe doit s'adapter à cette situation en regroupant la production sur un seul site, moderne et de taille suffisante pour se comparer avec les sites de la concurrence*, a-t-il expliqué à l'AFP. "*Les volumes produits en France ne vont pas changer*", a-t-il dit.

Il a d'autre part souligné que "*l'usine de Joué-lès-Tours ne ferme pas*". Elle continuera à produire des membranes et du calandrage, avec 200 salariés.

Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales, les discussions doivent se poursuivre, à Clermont-Ferrand et à Joué-lès-Tours, jusqu'à la deuxième quinzaine de novembre. AFP 26.06

"*Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales*", dites-nous, elle est où l'indépendance des syndicats ? Pas besoin d'institutionnaliser le dialogue social ou d'inscrire la collaboration de classes des syndicats dans la Constitution, ils sont déjà entrés dans les moeurs, Peugeot, Renault et maintenant Michelin après bien d'autres entreprises...

Chut, répondent les dirigeants du POI, vous allez foutre en l'air notre ligne politique, déconnez pas, on ne pourra plus la justifier, on va dire quoi à nos militants, hein franchement, chut! On comprend, on comprend...

2- Espagne

Dans un rapport, le Fonds monétaire international (FMI) demande à l'Espagne de réduire les salaires pour faire baisser le chômage qui atteint 27%. Il préconise de poursuivre la cure d'austérité mais à un rythme assoupli.

Alors que le salaire minimum espagnol ne dépasse à peine les 750 euros mensuels, le FMI appelle le gouvernement de Mariano Rajoy de baisser les salaires et de flexibiliser son marché du travail pour favoriser l'emploi à préparer, malgré la réforme du marché du travail adoptée en février 2012, qui avait déjà diminué les coûts de l'embauche et du licenciement.

"D'autres pays en crise ont opté pour un équilibre différent entre emploi et modération salariale. En Espagne, l'emploi s'est réduit, mais les salaires sont à peu près les mêmes qu'en 2007", a déclaré James Daniel, le chef de la mission du FMI en Espagne.

"Nous croyons qu'il peut y avoir plus d'ajustement sur les salaires et moins de destruction d'emplois." Sources : FMI / Le Figaro / Le Journal du Siècle 20.06

3- Brésil

Des habitants des favelas déshérités de Rio de Janeiro entrent dans la danse de la contestation.

Environ 2.000 habitants de Vidigal et de la Rocinha ont défilé hier soir jusqu'au quartier où réside le gouverneur de Rio. Une manifestation pacifique pour réclamer, entre autres, plus d'éducation.

D'autres manifestations, notamment à Brasilia étaient prévues ce mercredi. La police se prépare également à des manifestations à Belo Horizonte, où la sélection brésilienne de football affronte ce soir l'Uruguay en demi-finale de la Coupe des Confédérations.

Les principaux syndicats ont appelé à une grève le 11 juillet pour "exprimer leurs critiques envers la politique économique du gouvernement et manifester contre l'inflation". euronews.com 26.06

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin 2013

CAUSERIE

Les Articles de presse seront actualisés plus tard.

On a appris que "six hommes appartenant à un groupe d'extrême gauche" auraient reconnu un type d'extrême droite qu'ils ont agressé dans la rue en octobre 2012 à coup de "jet de gaz lacrymogène et des insultes".

- Ils ont été interpellés mardi et placés en garde à vue dans le commissariat du XIIIe arrondissement. A l'issue de leur garde à vue, ils ont reçu une convocation à comparaître en correctionnelle en février 2014 pour «violences commises en réunion». lefigaro.fr 27.06

Ce sont des balèzes nos gauchistes, six contre un, à part cela ils ne cherchent pas les emmerdes et la castagne.

Par ailleurs j'ai appris qu'ils diffusaient sur Internet des photos de mecs d'extrême droite, genre chasse à l'homme ou justicier. La photo du skinhead qui a frappé Méric Clément figurait dans un de ces portails. Vous apprécieriez que des mecs d'extrême droite se baladent avec votre photo en tête ou dans leurs poches, vous reconnaissent et vous attendent au coin d'une rue pour vous massacrer ? Ces méthodes gauchistes n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Elles ne font que desservir notre cause. On y reviendra plus tard.

Ce qui suit n'est pas l'analyse de la situation que je projettais de faire, ce sera dans les jours qui viennent.

Au stade du développement historique auquel le capitalisme est parvenu, le niveau de développement atteint par les forces productives devrait correspondre la nécessité de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, sauf que voilà, seules les conditions objectives sont réunies pour qu'une telle transition puisse avoir lieu, tandis que les conditions subjectives ne le sont pas, du coup, ce n'est pas seulement le capitalisme qui entre en putréfaction, mais l'ensemble de la société dont les rapports se délitent un peu plus jour après jour.

L'impossibilité dans laquelle nous sommes placés de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté à une autre

conséquences, elle se traduit par la dépendance ou la soumission à une idéologie qui est l'antithèse de la liberté pour tous les peuples, au profit d'une infime minorité de privilégiés qui finalement parvient à imposer sa dictature à l'humanité entière.

Cette dépendance idéologique pour se réaliser ou atteindre son objectif, se traduit par un conditionnement du mode de vie adopté par la population et un comportement psychologique des masses manipulé à son insu, de telle sorte qu'elles ne soient plus occupées qu'à assurer sa propre survie et cessent d'espérer en un monde meilleur et plus juste, qu'elles abandonnent tout idéal.

Le socialisme était et demeure la seule alternative au capitalisme, cependant le passage du capitalisme au socialisme ne se réalisant pas et cette perspective semblant de plus s'éloigner au fil du temps, l'idéal qui consistait à concevoir une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression devient hypothétique, plus utopique que jamais.

L'incapacité dans laquelle se sont trouvés les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'incarnaient ce qui restait des sections de la IVe Internationale d'assurer la continuité du marxisme et du léninisme est à l'origine de cette situation, de l'absence de conditions subjectives suffisamment mûres pour envisager la possibilité de se débarrasser du vieux monde.

Les éléments les plus conscients de la société ayant fait faillite ou n'ayant pas été à la hauteur des tâches qu'incombait la situation et les profondes transformations qu'allait connaître la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le mouvement ouvrier et la société toute entière étaient voués à une décomposition sans fin dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations. Où s'arrêtera-t-elle et quand ? Nul peut répondre à cette question pour le moment.

Quand se produira un retournement de la situation ? Je n'en sais rien, peut-être à l'occasion d'une catastrophe, une terrible défaite, on les engrange depuis des décennies et des décennies sans que cela ne produise la moindre réaction positive ou salutaire chez eux, ils semblent tétanisés, sclérosés au dernier degré et ils s'emploient à reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui entraînent le mouvement ouvrier toujours plus bas ainsi que la société.

Si la quantité se transforme en qualité à un moment donné, ce n'est pas forcément dans la direction souhaitée ou attendue, la situation nouvelle qui peut en découler peut être bien pire que la précédente et interdire tout retour en arrière ou tout espoir d'amélioration, chacun devrait prendre le temps de bien y réfléchir.

Je dis cela sans aucune animosité contre quiconque ou sans juger personne en particulier, d'autant plus que j'estime que la théorie défendue par les marxistes de Marx à Trotsky présentait de graves lacunes, pas forcément des erreurs, on dira plutôt qu'elle était trop en avance pour son temps, je veux dire pas là que l'absence ou la faiblesse des conditions subjectives ne permettait pas d'espérer mieux que ce qu'ils sont parvenues à réaliser à leur époque, pratiquement il était impossible d'imaginer que le prolétariat parvienne d'un coup de baguette magique au pouvoir dans des pays ou sur des continents où le prolétariat était peu organisé, ne disposait pas d'une expérience plus ou moins longue ou dense de la lutte des classes, ou dont son niveau de conscience politique n'avait pas été développé.

On a voulu croire le contraire, non pas parce que cela nous arrangeait, mais plutôt parce qu'on ne pouvait pas faire autrement, je crois qu'il faut être parfaitement lucide sur cette question si on veut résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Ce qui est dramatique, c'est qu'on en est au même point ou bien pire encore qu'en 1917. Souvenez-vous de l'enthousiasme de Marx au moment de l'insurrection de la Commune de Paris, alors qu'au même temps il en avait analysé les faiblesses et il avait parfaitement compris qu'elle serait défaite. Lénine et Trotsky avait prévu la liquidation de la révolution russe de si le prolétariat ne parvenait pas à prendre le pouvoir en Europe, à travers leur exposé sur la révolution permanente dès 1905, mais ils se sont tout de même employés à organiser la révolution de 1917 parce que c'était la tâche qui s'imposait au prolétariat russe, toute autre considération étant secondaire.

Partout ailleurs dans le monde le prolétariat et son avant-garde était trop faible pour poursuivre l'oeuvre grandiose de libération engagée en février 1917, on ne va revenir ici sur le déroulement des différentes révolutions qui ont été trahies par les staliniens ou qui ont échoué dans le monde. Si elles ont échoué, c'est que les conditions subjectives n'étaient pas réunies ou suffisamment mûres, en témoigna l'inexistence d'un parti comparable au parti bolchevik ou l'extrême faiblesse de l'avant-garde organisée.

Nous savons que c'est cette condition qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui et qu'il nous faut impérativement réunir pour aller de l'avant et vaincre, pas seulement dans un pays, à l'échelle de l'Europe et du monde, ce devrait être notre priorité absolue à laquelle tous nos combats devraient être subordonnés, et peu importe que des pans entiers des masses ne le comprennent pas ou même des militants, si on devait s'arrêter chaque fois qu'elles ne comprennent pas quelque chose on serait réduit à l'immobilisme. Je n'ai cessé de le répéter au cours des dernières années, personne n'a voulu m'écouter, je n'ai reçu aucun courriel de dirigeants me disant : vous avez bien cerné où se situe notre problème, non, rien, ils sont arc-boutés sur leur théorie, leurs principes, leurs analyses, leur conception de la lutte de classe assurément en grande partie obsolètes ou foireuses au regard de leurs résultats. Peu importe, ils persistent et nous entraînent vers l'abîme, car c'est bien dans cette direction que se dirige l'humanité, je pense que vous avez dû en prendre conscience au fil des développements des dernières années ou décennies.

Des intellectuels dans le monde entier, des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne dans de très nombreux

pays seraient prêts à renouer avec le socialisme pour peu qu'un parti réussisse à l'incarner, non pas d'une manière rigide ou dogmatique, mais en le présentant comme une nécessité historique, la seule manière de nous en sortir, car c'est bien de cela dont il s'agit, pas nous individuellement, pas même une couche, une classe dans un pays, mais l'humanité entière car c'est seulement à cette échelle qu'on peut échapper au terrible destin que nous réserve l'oligarchie financière.

Ces intellectuels ou ces classes sont acculés, ils ont retourné la question dans tous les sens sans parvenir à une réponse satisfaisante, sauf certains qui envisagent maintenant la liquidation du capitalisme, donc le passage au socialisme. Nous leur disons, ne craignez pas le socialisme, son drapeau est sans tâche, tous les crimes qui ont été commis en son nom ne l'ont jamais souillé parce qu'en réalité ils ont agi en ennemi du socialisme, ils n'avaient rien à voir avec le socialisme, soyez-en fier et portez haut son programme et son drapeau, jamais vous ne le regretterez, rien ni personne ne peut porter atteinte à notre idéal, gravez-vous cela dans la tête une fois pour toute, c'est d'autant plus important que sans théorie révolutionnaire, la révolution ne pourra vaincre, on ne pourra pas construire le parti qui nous est indispensable pour triompher de notre ennemi, adoptez-la sans hésiter, l'alliance du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes sera invincible, dès lors qu'elle sera réalisée nous ferons de gigantesques progrès très rapidement, tout le monde en sera surpris, nous marcherons ensemble vers la victoire, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Et un fichier de plus sur la population !](#)

- Création d'un registre des crédits aux particuliers - Reuters

Les députés français ont donné jeudi soir leur feu vert à la création d'un registre national des crédits aux particuliers, dont le but est de responsabiliser les prêteurs et de mieux lutter contre le surendettement. Reuters 27.06

Ce ne serait pas plutôt un moyen de renforcer le contrôle des comptes bancaires de toute la population et de restreindre l'accès au crédit à certaines couches ?

[Une génération sacrifiée. Non, l'espoir ne fait plus vivre !](#)

- Intérim: "Il n'y a pas beaucoup de motifs d'espoir" - L'Expansion.com

- Sans espoir démesuré, les Européens s'attaquent au chômage des jeunes - AFP

[Conditionnement.](#)

Ils n'en ont jamais assez...

- 76% des Français mécontents de la politique économique et sociale - AFP

Cela doit être pour cela qu'ils ne bougent pas... J'imagine ce qu'aurait écrit Engels...

... puis ils en ont trop...

- 51% des salariés français seraient prêts à assouplir certaines règles sociales - L'Expansion.com

Alors bradez-les au profit de ceux qui ont besoin, les patrons par exemple. Encore un sondage Medef-CFDT !

[On s'en serait douté.](#)

- Les députés renoncent à imposer l'étiquetage de l'origine de la viande sur les produits transformés - 20minutes.fr

- L'ultime espoir des victimes de Srebrenica s'envole à Strasbourg - Reuters

[Paradis fiscal. Au pays où le travail fait l'objet d'une grande braderie...](#)

- L'Irlande est retombée en récession L'Expansion.com

Intox

Ne vous retenez pas trop quand même !

- Prism: Twitter s'engage à ne pas livrer trop facilement les données de ses utilisateurs - L'Expansion.com

La bonne conscience des négriers des temps modernes.

- Sanctions commerciales des Etats-Unis contre le Bangladesh après les accidents - LeMonde.fr

Les "**ressources nationales**", ce n'est pas les contribuables !

- L'Eurogroupe s'entend pour éviter aux contribuables de renflouer les banques en faillite - Liberation.fr

Pour éviter de faire payer les contribuables quand une banque doit être restructurée ou liquidée, les Européens s'étaient déjà mis d'accord pour faire payer, dans l'ordre: les actionnaires, puis les créanciers les moins bien assurés, puis, le cas échéant, les détenteurs d'obligations dits "*seniors*" et en dernier recours les déposants, au-delà de la somme de 100 000 euros.

Un fonds national "*de résolution*" pourra intervenir et si nécessaire, seront sollicitées "*des ressources, soit nationales, soit européennes*", avec la possibilité de "*recapitalisation directe par le MES*", le fonds de secours de la zone euro, a expliqué Pierre Moscovici. Ce deuxième niveau d'intervention ne pourra pas dépasser 5% du passif de la banque. L'Expansion.com 27.06

Face à cette menace : intervenons militairement !

- Syrie: la France craint l'utilisation de gaz sarin par les rebelles - AFP

Cela doit être le dernier prétexte qu'ils ont trouvé pour justifier une intervention (directe) militaire en Syrie.

[Pourquoi devrait-il en être autrement ?](#)

- Cahuzac, DSK, Tapie, Guéant: "*Menteurs, voleurs et proscrits paradent sans vergogne*" - L'Express.fr

L'exemple vient d'en haut

- Cahuzac: Hollande a pu être informé dès le 4 décembre, dit Courson - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comme larrons en foire au sommet !](#)

Le Conseil européen s'est ouvert jeudi à Bruxelles dans un climat apaisé après une salve d'accords sur l'agriculture, les banques et le budget communautaire et la mise en sourdine par la France de son différend avec José Manuel Barroso.

Le chef de l'Etat français avait auparavant déclaré à la presse que la France, satisfaite par les décisions européennes de ces derniers jours, entendait juger les politiques et non se "*déterminer par rapport aux personnes*".

"*Je souhaite que nous puissions avoir un bon sommet, un sommet pour l'emploi des jeunes, un sommet pour la maîtrise de la finance et un sommet pour la croissance et l'emploi*", a-t-il ajouté. "*Franchement, c'est ce qu'attendent les Européens.*"

"*A Bruxelles, tout le monde aura envie d'apaiser*", confiait à Paris l'entourage de François Hollande quelques heures avant le sommet. "*On n'a pas de conflit avec la Commission (...) Il y a eu, comme souvent avant un Conseil européen, une tension.*"

La France veut que soit clairement mentionné le rôle des partenaires sociaux dans une future réforme des retraites.

"*L'objectif nous le partageons. Les modalités doivent être fixées par la France dans le cadre d'un dialogue social. Et je pense que*

c'est cette idée qui sera retenue", a dit François Hollande à son arrivée à Bruxelles. Reuters 27.06

Ils partagent tout, ils sont d'accord sur tout, normal, non ?

Confusion en l'absence de conscience de classe.

- A Berck, une librairie retire "*Mein Kampf*" de la vente - Le Nouvel Observateur

Je lui conseille de retirer aussi le *Manifeste du parti communiste* qui est un ouvrage diabolique, et puis toutes les bandes dessinées, les séries noirs, les romans, les essais, etc. des années 60 à 80 qui ont un relent raciste, xénophobe, misogyne, homophobe, colonialiste et j'en passe.

Ces dictateurs en herbe à l'esprit étroit ou limité, perclus de bonne conscience à géométrie variable, peuvent aussi procéder à un autodafé de tous les ouvrages jugés hérétiques publiés depuis deux mille ans ou plus qui font la part belle à l'ignorance ou à l'obscurantisme, qui célèbrent la barbarie, le militarisme, l'esclavagisme, la monarchie, bref, toutes les tares que la civilisation humaine trimballe depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours, puisqu'elle n'est pas encore sortie de sa préhistoire.

Voilà ce qui arrive quand on ne se situe pas sur un terrain de classe ou plutôt qu'inconsciemment on a adopté celui de la classe dominante. Car c'est créer un précédent qui à un autre moment justifiera de la part du législateur l'interdiction des oeuvres des marxistes ou des ouvrages d'auteurs progressistes jugés dangereux, par exemple pour la sécurité nationale comme dirait Obama.

Nous vivons sous un régime capitaliste, ces gens-là l'oublent ou n'y pensent pas.

Ils réagissent en fonction de leur état d'âme du moment qui est largement dicté par l'opinion générale sous influence, conditionnée ou formatée par la propagande que la classe dominante a conçue spécialement pour elle dans un but bien précis.

Une mesure ou une attitude adoptée sous un régime capitaliste pourra avoir un contenu réactionnaire, alors que sous un régime socialiste elle aura un contenu progressiste ou révolutionnaire. Or, on ne peut concevoir ou avoir à l'esprit cette distinction, qui plus est l'admettre et la comprendre, qu'à partir du moment où l'on pense la société en tant que classes distinctes aux intérêts opposés et irréconciliables.

En régime capitaliste, tous les rapports dans la société sont le produit de la domination d'une classe sur une autre, celle des exploités sur les exploités, partant de là tous les rapports en porteront le sceau ou la marque. Il peut exister des exceptions lors de périodes de la lutte des classes favorables à la classe ouvrière... Or nous ne sommes pas du tout dans ce contexte, nous vivons au contraire une période de réaction sur toute la ligne. Ajoutons que la classe ouvrière ne se mobilise que pour des revendications à caractère social ou politique, des revendications qui revêtent pour elle une urgence, en revanche c'est la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne qui se mobilise sur des thèmes de société, parfois au côté de certaines couches de la bourgeoisie quand ce ne sont pas elles qui les ont mis à l'ordre du jour.

Je suis contre cette mesure prise par cette librairie, par contre si nous prenions le pouvoir nous interdirions la publication ou la vente de ce genre d'ouvrages. On pourrait nous rétorquer que notre démarche n'est pas cohérente et qu'il y a là comme une contradiction.

Oui et non, notre démarche est parfaitement cohérente et il ne s'agit pas à proprement parler d'une contradiction.

Oui elle est cohérente parce que nous nous situons sur un terrain de classe, nous n'avons pas à nous substituer au législateur (ou un libraire qui s'en fait le porte-parole, le devance) qui représente la classe dominante et agit pour son compte, nous n'avons pas à encourager sa volonté de restreindre la liberté d'expression sous de faux prétextes ou hypocrites, à nous mêler aux voix qui s'emploient à redorer son blason ou à le faire passer pour démocrate, alors qu'au quotidien nous subissons une dictature, puisque les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit politique ou leurs droits sociaux légitimes sont littéralement piétinés sans qu'ils puissent faire entendre leur voix. Nous ne réclamerons jamais ou nous ne soutiendrons jamais une mesure conduisant à réduire la liberté d'expression, même surfaite ou déformée en régime capitaliste, à l'opposé nous combattons pour qu'elle soit respectée et qu'elle soit étendue, ce qui ne pourra se réaliser pleinement ou réellement que lorsque le prolétariat aura pris le pouvoir.

Non, notre position ne constitue pas une contradiction parce que nous nous situons sur un terrain de classe. Nous avons dit plus haut qu'une mesure pouvait avoir un contenu réactionnaire ou révolutionnaire selon le régime en vigueur. Autrement dit la seule contradiction que nous reconnaissons est celle qui existe entre les classes, classes sociales dont les besoins sont effectivement contradictoires, et dont l'opposition alimente la lutte des classes. Nous ne faisons ici que tenir compte ou respecter cette spécificité ou distinction, qui en réalité remonte à l'origine de ces classes, inclus leur développement et leur devenir sur un plan historique, nous délimitons précisément ce qui appartient à chaque classe à travers chaque rapport, et contrairement à ce que la librairie nous ne faisons pas la confusion entre les deux.

Le régime et le gouvernement tentent par tous les moyens à se faire passer pour démocratiques alors qu'ils ne le sont pas. Le PS déploie d'immenses efforts pour se faire passer pour un parti de gauche, alors qu'il ne l'est pas. Dans la société vous trouverez toujours plein de gens sans conscience de classe et animés plus ou moins de bonnes intentions qui se proposeront d'apporter leur contribution pour redorer le régime en place d'une fine couche démocratique, pour qu'il soit plus présentable, plus fréquentable, plus supportable aussi, initiative relayée gracieusement par les médias notamment.

Aux Etats-Unis la situation est différente. Vous disposez selon la Constitution d'une liberté d'expression sans entraves, en principe ou en théorie seulement, et même en admettant que cela soit vrai, elle ne vous sert à rien, je parle pour les travailleurs, puisqu'elle est neutralisée pour ainsi dire par la puissance de l'argent, les médias ou par l'absence de droits politiques, de partis ouvriers. A suivre.

Putréfaction des rapports sociaux.

- Couples gay: le mariage, un passage obligé avant d'adopter - AFP

On récuse le droit pour des parents d'imposer une religion à leurs enfants en bas âge ou avant qu'ils soient en âge de comprendre ce qu'est la religion et de décider librement s'ils veulent ou non en adopter une, au nom du respect du droit de l'enfant à disposer de lui-même...

Alors de quel droit un enfant se verrait-il imposer deux parents du même sexe sans son consentement, tandis que ce rapport est contraire à la nature dont il est le produit ? Il est vrai qu'on est tellement étranger à la nature et à la nôtre en particulier, qu'on a du mal à se poser ce genre de question, à en comprendre même le sens. Nous, nous passerons outre, et tant pis si nos idées ou nos positions doivent choquer les ignorants, jusqu'à preuve du contraire nous combattons encore l'ignorance, oui cela peut déranger certains, il est bon de le rappeler aussi, voilà où nous en sommes !

Imaginez un instant ce qui va se passer dans la tête de cet enfant quand il en viendra à se poser la question de savoir comment un enfant vient au monde, et qu'il aura pour modèle un couple qui ne le permet pas. Soit il reproduira le genre de rapport qu'il a sous son toit et il deviendra à son tour homosexuel, soit il choisira une autre voie et il se retrouvera en contradiction avec ce rapport qu'il devra affronter, dans les deux cas il vivra cette expérience comme un traumatisme.

Je ne veux même pas imaginer dans quel état psychologique il sera, sans parler de ce qu'il devra subir à l'école. Car en réalité l'immense majorité de la société va continuer à considérer les homosexuels comme des pestiférés, les dangereux aventuriers qui ont soutenu le mariage homosexuel et qui sont forcément favorables à l'adoption par ces couples s'en foutent, ils ne sont même pas posés la question, finalement cela ne les concernent pas directement, j'imagine qu'ils sont hétérosexuels, ils ne se mettront pas un instant à la place des ces gosses, c'est monstueux.

La suite, dans de précédentes causeries où j'ai abordé cette question en long, en large et en travers, contrairement à mes détracteurs qui n'ont pu produire aucun argument sinon celui de l'égalité, pure illusion en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

En Espagne, Luis Barcenas l'ancien trésorier du Parti populaire (PP) a été placé ce jeudi en détention provisoire dans le cadre d'une affaire de corruption. Cette décision de l'incarcérer vise à empêcher toute fuite vers l'étranger.

A son arrivée au tribunal, l'homme a été conspué par un groupe de manifestants.

Agé de 55 ans, Barcenas est accusé de blanchiment d'argent, de corruption et de fraude fiscale. Les enquêteurs ont révélé qu'il disposait de deux comptes secrets en Suisse, chacun garni de plusieurs millions d'euros. L'homme assure que cet argent provient d'affaires tout ce qu'il y a de plus légales. La justice en doute.

Luis Barcenas a tenu les finances du Parti populaire pendant près de 20 ans. Et à ce titre, il est également visé par une autre enquête sur une présumée comptabilité occulte au sein du PP. euronews.com 27.06

2- Libye

Le ministre libyen de la Défense a été limogé après deux jours de combats entre milices, mardi et mercredi à Tripoli, qui ont fait dix morts et quelque 120 blessés.

Mohamed al Barghati avait proposé sa démission le mois dernier, après le siège de deux ministères par des groupes armés.

"Nous lui avons demandé de rester. Mais après ce qui s'est passé hier, il a été décidé qu'il serait libéré de ses fonctions. Nous nommerons dès que possible un nouveau ministre", a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse le Premier ministre libyen, Ali Zeidan.

Par ailleurs, deux personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées par trois explosions dues à des voitures piégées à Sebha, oasis du centre-sud de la Libye.

Le ministre libyen de l'Intérieur, Achour Chouaïl, qui tentait depuis plusieurs mois de réduire l'influence des groupes armés, a présenté sa démission le 21 mai et Youssef al Mangouch, chef d'état-major de l'armée libyenne, a quitté ses fonctions le 8 juin après des heurts meurtriers à Benghazi. Ali Zeidan a dit qu'un nouveau chef d'état-major serait nommé au plus tôt.

Près de deux ans après la fin du régime de Mouammar Kadhafi, les groupes armés qui ont contribué à son renversement restent omniprésents et suscitent une hostilité croissante dans l'opinion. Le gouvernement central, qui peine à établir son autorité, s'appuie toutefois sur certains d'entre eux pour maintenir l'ordre dans un pays où les armes pullulent.

Les combats des derniers jours dans la capitale ont été déclenchés par une attaque des membres de la milice de Zintane, au sud-ouest de Tripoli, contre le siège de la garde chargée de veiller sur les gisements pétroliers. Reuters 27.06

3- Syrie

Selon Wall Street journal, des navires bourrés d'armes et de munitions de la CIA viennent d'arriver en Jordanie et leur charge sera livrée dans les trente jours à venir aux terroristes de l'ASL et d'Al Qaida en action en Syrie ! ces armes seront stockés en Jordanie .

Cette livraison débute alors que les terroristes jugés "*désirables*" (ceux de l'ASL) reçoivent depuis des mois la formation nécessaire et que ces terroristes arriveront dans moins d'un mois et via la Jordanie en Syrie. En août les terroristes auront donc en leur possession des munitions made in Europe/Arabes. Dans le même temps, le journal fait part de l'intention de la France et de l'Arabie saoudite d'armer les terroristes toujours sous la supervision US de missiles performants et anti aérien, Manpods. "*Une vingtaine de missiles devront ainsi tomber entre les mains des terroristes*". Les autorités US disent vouloir surveiller l'usage de ces missiles. Mais le peuvent-ils? L'afflux sans précédent d'armes et de munitions vers la Syrie où des milliers de takfiris, égorgeurs, violeurs, n'attendent la moindre occasion pour tuer, c'est une erreur stratégique commise par Washington et ses alliés. Des centaines d'avions de ligne traversent le ciel syrien tous les jours et le fait de livrer des engins balistiques aux terroristes relève de la pure folie. french.irib.ir 27.06

SOCIAL

1- Portugal

La grève générale de 24 heures à l'appel des deux principaux syndicats du pays a principalement affecté les transports publics jeudi au Portugal, où la politique d'austérité draconienne mise en oeuvre par le gouvernement a contribué à plonger le pays dans la récession et fait exploser le chômage.

Les trains sont restés à l'arrêt, de même que le métro et le tramway de Lisbonne. De nombreuses lignes de bus étaient aussi perturbées. De nombreux services de l'administration sont également restés fermés. Les journalistes de l'agence de presse publique Lusa ont cessé le travail.

Dans les restaurants, les magasins et le secteur privé en général, la grève n'a en revanche pas été très suivie.

Selon la société aéroportuaire ANA, la grève a conduit à l'annulation de 37 vols sur plusieurs centaines de liaisons aériennes prévues dans la journée.

Dans le secteur privé, selon le syndicat CGTP, la production a été totalement stoppée sur le site Autoeuropa de Volkswagen, près

de Lisbonne, dont 600 voitures sortent chaque jour des chaînes d'assemblage.

Les ouvriers du chantier naval Lisnav, à Lisbonne, ont également fait grève.

"C'est simple, si je ne travaille pas, je ne mange pas", explique Augusto Nery, un électricien âgé de 53 ans qui, à l'instar de nombre de ses compatriotes, ne peut pas se permettre de perdre une journée de salaire. "Ce gouvernement m'écoeure, l'austérité nous étouffe, mais manifester ne nourrira pas ma famille", ajoute-t-il.

Le gouvernement n'a fourni aucune estimation de la grève ou de la participation aux défilés organisés dans les grandes villes du pays.

Avec cette quatrième grève générale en deux ans, les syndicats CGTP et UGT espèrent que le gouvernement assouplira sa politique d'austérité, qui s'est notamment traduite cette année par un alourdissement marqué des impôts, et optera pour une politique de croissance.

"Ces politiques d'austérité punissent le pays, violent le peuple et pénalisent les salariés et les retraités, cette grève est donc un cri de résistance contre cette politique", a déclaré Carlos Silva, qui dirige l'UGT.

Le pays traverse sa troisième année de récession et le chômage touche 18% de la population active (42% chez les jeunes).

Mais le gouvernement de Pedro Passos Coelho, qui dispose d'une solide majorité parlementaire, ne devrait pas infléchir sa politique alors qu'il entend sortir de l'assistance financière d'ici la mi-2014 et retourner sur les marchés pour se financer intégralement. Reuters 27.06

Rappel. Où va la France ? - Trotsky 1936

1- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

2- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

Conclusion : nos dirigeants sont des "utopistes" ou ils n'ont pas compris grand chose, CQFD.

2- Chili

La police chilienne a expulsé jeudi des étudiants d'une vingtaine d'écoles de Santiago qu'ils occupaient depuis des semaines et qui serviront de bureau de vote dimanche pour les primaires de la présidentielle du 17 novembre.

Le mouvement étudiant chilien manifeste périodiquement depuis deux ans pour réclamer une éducation gratuite et de qualité. Mercredi, des dizaines de milliers d'étudiants ont défilé dans la capitale ainsi qu'à Concepcion (sud).

Le gouvernement estime que l'occupation des écoles constitue une entrave à la démocratie et pourrait dissuader des électeurs de voter dimanche pour choisir, à droite comme à gauche, un candidat pour la présidentielle du 17 novembre prochain. Reuters 27.06

3- Brésil

La ville de Belo Horizonte a été le théâtre hier d'un nouveau match entre 50 000 contestataires et forces de l'ordre. Des violences ont émaillé le mouvement réclamant des mesures contre la corruption et de meilleurs services publics.

Après deux semaines de manifestations, les protestataires ont déjà obtenu plusieurs victoires comme l'annulation de la hausse des prix des transports dans une dizaine de villes, l'incarcération immédiate d'un député corrompu, des investissements en infrastructures pour 18 milliards d'euros et un référendum d'ici octobre 2014. euronews.com 27.06

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain matin.

Bon week-end à tous et bonnes vacances à ceux qui partent.

Les "généreuses" intentions d'Obama.

Vous avez peut-être entendu parler de "sanctions" que les Américains auraient imposées au Bangladesh parce qu'il ne respecterait pas les règles minimums de sécurité dans les usines textiles qui exportent vers les Etats-Unis.

Crédules, on aurait pu se dire que ce n'était peut-être pas une mauvaise décision et que cela forcerait les patrons à améliorer la sécurité, bref, on aurait pu penser que cette mesure profiterait aux ouvriers et ouvrières de ce pays.

Pas du tout, elle bénéficiera au Trésor américain !

- Le président américain Barack Obama a décidé de faire pression sur ce pays et l'inciter à prendre des mesures pour améliorer la sécurité des travailleurs. "J'ai décidé qu'il est approprié de suspendre le Bangladesh du programme GSP pour les pays en développement car il n'a pas pris ou ne prend pas de mesures pour faire appliquer les droits internationaux des travailleurs dans son propre pays", a indiqué Barack Obama. Cette mesure implique que de nombreuses sociétés importantes des vêtements produits au Bangladesh devront payer des droits de douane pour les faire acheminer aux Etats-Unis. L'Expansion.com 28.06

Après cela ils seront forcément portés à se rattraper sur les salaires qui resteront misérables.

ACTUALITE EN TITRES

Un cas de névrose obsessionnelle.

- En congrès, les militants UMP votent pour savoir s'ils doivent revoter - L'Express.fr

Et s'ils décident qu'ils doivent revoter, ils voteront ensuite pour savoir quand ils devront voter, puis ils voteront pour savoir pour qui voter, et enfin peut-être, ils voteront pour le candidat de leur choix. Question : On les enferme tout de suite ou il faut encore attendre ?

Et quelles sanctions préconisez-vous ?

- Troubles sociaux: aucun pays "à l'abri" selon la Banque mondiale - AFP

Heureusement, les marchés de l'armement, de la sécurité et du renseignement sont florissants...

Sous-estimation.

- 16% des entreprises du BTP en infraction à la législation du travail - Liberation

Le rejet.

- Sondage : 70% des Français pensent que les politiques sont corrompus - LeParisien.fr

Peu importe, la question de la corruption idéologique qui concerne 100% d'entre eux ne sera pas posée. D'ailleurs cette question ferait l'objet d'une réponse forcément déformée, puisque les personnes interrogées la partageraient !

[Le piège se referme.](#)

- L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters

Ce ne serait pas les USA les chefs des djihadistes par hasard ?

[Obama promu maître du monde !](#)

- Réchauffement climatique: "*Obama sait qu'il va avoir besoin d'aide pour préserver le monde*" - L'Express.fr

[Intox](#)

- Syrie: seize hommes torturés à mort par les forces de sécurité - AFP

Parce que voyez-vous l'armée syrienne serait assez débile pour pratiquer des tortures et rendre ensuite les corps à leurs familles pour qu'on puisse l'accuser de se livrer à des tortures, alors qu'il était possible de faire disparaître les corps tout simplement.

Par ailleurs, il est parfaitement possible que l'armée syrienne se livre à des tortures sur les barbares qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple pour les faire parler et éviter d'autres massacres, cela ne me choque pas, puisqu'elle se retrouve confronter à une armée de contras pratiquant les pires crimes qui soient, y compris sur des enfants.

Ils ont atteint un tel degré dans la barbarie qu'il n'y a vraiment pas lieu de pleurer sur leur sort, que l'armée syrienne en face ce qu'elle veut, si cela peut permettre d'épargner des souffrances à des millions de victimes innocentes. De toutes manières, il faut les liquider physiquement, il n'y a pas d'autre solution, il est impossible de les épargner et de les laisser repartir dans leurs pays d'origine pour ensuite aller perpétrer d'autres crimes épouvantables dans leur pays ou d'autres pays.

Aux âmes sensibles de petits-bourgeois : c'est dialectique ! La dialectique de la nature !

[Le coup du lapin à la chinoise est aussi fatal !](#)

- Chine: Ils tombent par la fenêtre en plein rapport sexuel - 20minutes.fr

Et ils sont morts !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Voilà ce qu'ils ont fait de la société](#)

- Narcotrafiquants de 11 ans dans une école du Pas-de-Calais - Le Nouvel Observateur

Et vous voudriez que l'on discute avec les salopards qui ont pourri la société à ce point-là, les partis qui ont été au pouvoir depuis 40 ans ? Il faut avoir quoi dans la tête pour fréquenter les dirigeants du PS ? Je ne parle pas de l'UMP et Cie. puisqu'il est entendu qu'ils sont notre ennemi.

C'est le doigt dans l'engrenage qui conduit à y laisser tout le corps.

Laxisme, aventurisme, dilettantisme, éclectisme, accommodation, conciliation, compromission, reniement, faillite totale et la boucle est bouclée.

Cela se rattrape direz-vous, c'est cela, vous avez le droit d'y croire ! C'est comme si vous aviez tiré sur une maille d'un ouvrage en laine et que vous ayez fini par le détricoter entièrement sans vous souvenir du modèle originel qui a disparu entre temps,

allez après le reproduire, impossible. Il vous faudra en tricoter un nouveau qui sera forcément différent, sauf que vous n'avez pas de modèle ou patron pour avoir balancé celui que vous possédiez.

Allez dire aux travailleurs américains qu'ils n'ont plus de droits politiques, ils le savent, dites-leur qu'ils doivent se battre pour en acquérir à nouveau, ils vous répondront qu'il leur faudrait reconstruire un véritable parti ouvrier mais qu'ils ont perdu la notice ou lâcher le fil pour réaliser cette tâche qui s'avère titanesque et truffée d'obstacles.

Leur problème et celui du mouvement ouvrier et du prolétariat dans tous les pays, c'est qu'il ne peut se construire que des partis sur le modèle du léninisme, or c'est le modèle dont ils sont le plus éloignés. Du coup, il est impossible d'avancer. C'est un paradoxe, un de plus que l'on est incapable de gérer correctement parce qu'il faudrait rompre avec l'opportunisme qui a complètement gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde. Il faudrait commencer par le reconnaître et l'admettre pour ensuite corriger le tir. Mais apparemment il y a trop d'intérêts individuels en jeu pour qu'on y parvienne actuellement ou rapidement alors qu'il y a urgence sur tous les fronts, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation, car dans ces conditions l'avenir s'annonce très sombre. Espérons que les faits me feront mentir.

Comme je le disais hier, il faudrait peut-être qu'une gigantesque catastrophe se produise ou que nous subissions une terrible défaite, encore un paradoxe, d'où émergerait une nouvelle avant-garde du prolétariat qui se lancerait à l'assaut de la direction du mouvement ouvrier dans la perspective de la prise du pouvoir, qui renouerait avec le fil du marxisme, du léninisme, du socialisme...

Ils ont décidé de briser tous les rapports sociaux.

1- Vers une nouvelle définition du harcèlement au sein du couple - L'Express.fr

Vivre en couple n'est pas la panacée dans leur société pourrie, et peu importe ici la forme adoptée par cette union, mariage, pacs ou union libre, cela n'a jamais été facile à vivre, cela devient de plus en plus compliqué, une grande partie des couples connaissent de graves tensions conduisant à leur éclatement sans pour autant espérer une vie meilleure par la suite, ou alors ils se maintiennent dans un climat de haine ou d'hypocrisie quasi invivable, un statu quo qui consiste à ne plus aborder les questions sensibles ou qui fâchent, l'un et l'autre étant aussi malheureux en essayant de ne pas trop le montrer, ne pas y penser demeurant impossible.

On vit tellement de frustrations dans leur société qu'on en vient à accuser l'autre d'en être responsable. La plupart de nos aspirations sont bafouées et nos besoins demeurent insatisfaits, c'est quelque chose qui nous ronge de l'intérieur inconsciemment, alors on cherche à les satisfaire par n'importe quel moyen en remettant en cause le fragile équilibre qui a été à la base d'un couple au risque de le briser. Ce n'est pas forcément dramatique si les choses se passent ouvertement, après tout on n'est pas liés pour la vie et on demeure toujours seul dans notre peau toute notre existence, donc libre de défaire des rapports qu'on a établi un jour.

Quant au harcèlement, sexuel je suppose, je n'ai pas pris le temps de lire cet article et je ne vois pas de quoi il pourrait s'agir d'autres, pour aborder cette question il faut revenir en arrière. Hier encore ou quelques années auparavant ce rapport bénéficiait d'un consentement mutuel et ne posait pas de problèmes, au contraire il donnait toute satisfaction à l'un et à l'autre. Alors qu'est-ce qui s'est passé depuis, quels autres rapports se sont modifiés pour en arriver à cette situation-là ?

La routine tue l'imagination et le plaisir, l'attirance réciproque que l'on éprouvait s'est émoussée, l'être humain est ainsi fait qu'il a besoin de renouveler sans cesse son environnement, ses propres besoins, peut-être plus particulièrement la femme que l'homme sur le plan sexuel, rappelons au passage que le besoin sexuel chez l'homme est pour ainsi dire permanent, alors que chez la femme il nécessite des dispositions particulières pour se déclencher, l'homme est peu exigeant en la matière, c'est dans sa nature biologique différente de celle de la femme, ce qui n'est pas le cas de la femme pour laquelle la part du mental ou de la psychologie joue un plus grand rôle.

On aura noté par ailleurs que la femme est en général plus résistante sur le plan psychologique que les hommes qui craquent plus facilement. Oui messieurs, la femme nous est supérieure, c'est bien pour cela qu'on passe notre temps à vouloir la rabaisser ou que parfois on ne supporte pas leur présence.

La femme se donne ou se refuse selon son humeur, son état d'esprit du moment, les problèmes qu'elle a ou non dans sa tête, et qui si elle en a, bloqueront son désir sexuel avec son partenaire habituel parce qu'inconsciemment il est associé à ses problèmes, ce qui ne sera pas le cas avec un autre homme qui lui fera penser à autres choses que ses problèmes, ce qu'un homme dans un couple admettra difficilement, vous aurez compris que je suis passé par là un jour et je n'ai pas eu la réaction adéquate hélas !

Comment ne pas en arriver à cette situation-là, le harcèlement ? Il n'y a pas de recette toute faite pour tous les couples. On peut essayer de parler ensemble mais cela ne sert pas forcément à grand chose, car si on en est arrivé à cette situation-là, c'est peut-être justement parce qu'on n'a pas réussi à se dire certaines choses dans le passé, on peut essayer de rattraper le coup mais c'est difficile, il faut sans doute être le plus naturel et le plus sincère possible, mais on a souvent des bocages psychologiques qui nous en empêchent ou alors notre propre ignorance, on se montrera maladroit ce qui aggravera encore la situation.

Il arrive toujours un moment dans la vie d'un couple où il a réalisé tout ce qu'il avait projeté de faire, on a fait son nid, on a un ou des enfants, etc. il n'a plus de perspective dans laquelle il se renouvellerait d'une certaine manière de telle sorte que le stimulus qui servait d'excitation autrefois a disparu, ses perspectives ou ce qui lui procurent encore des satisfactions se situent à court terme et tombent aussi sous le coup de la routine, la sortie du vendredi soir, le week-end, les vacances, le bénéfice qu'on en tire est pour ainsi dire consommé sur place et il n'en reste pas grand chose par la suite, pas suffisamment pour alimenter ce stimulus ou créer une véritable excitation, quant aux autres plaisirs d'ordre matériel, ils sont tellement superficiels qu'ils ne peuvent remplir cette fonction, ils produiraient même plutôt l'effet inverse.

Pour bien faire il faudrait que le couple déménage, change de vie, brise la routine qui l'a tué à petit feu, s'offre de nouvelles perspectives que les deux membres partagent, qu'ils recommencent leur vie ensemble en espérant qu'un jour ils parviennent à comprendre comment l'un et l'autre fonctionne, ce qui est difficile lorsqu'on ne comprend pas comment fonctionne la société puisque c'est elle qui dicte en grande partie ces rapports.

2- Tunisie : rien de rien, les Femen ne regrettent rien - Atlantico.fr

La réaction a adopté la provocation tout azimut pour violer les rapports sociaux auxquels sont attachés les différents peuples et briser du même coup leur intégrité, par là elle tente de réaliser la même dislocation à laquelle elle parvient ailleurs par d'autres moyens, par les armes, par la guerre en montant les différentes communautés les unes contre les autres pour leur imposer sa politique néolibérale.

Ce qu'elle vise, c'est à la fois la liquidation de leur indépendance ou souveraineté qu'incarne l'Etat, et leur soumission à une idéologie obscurantiste et ultra réactionnaire. Quand vous vous penchez attentivement sur les principes qui régissent ce processus vous y retrouvez ceux de la franc-maçonnerie et du sionisme.

La question n'est pas la nature des rapports sociaux qui sont le produit du capitalisme et des siècles qui l'ont précédé parfois, qui correspond à une société divisée en classes sociales antagoniques. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible d'en changer la nature ou de les modifier profondément sans inverser les rapports entre classe dominante et classe dominée, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Tous les rapports sociaux dans la société étant liés aux rapports sociaux de production, dont ils sont en fait la reproduction dans différentes sphères de la société ou subissent fortement son influence, la destruction de ces rapports revient à détruire les bases sur lesquelles repose le capitalisme et donc les bases sur lesquelles repose notre combat pour le socialisme.

Dans un pays comme la Tunisie, la conscience des masses demeure largement archaïque, obscurantiste, moyennageuse, malgré les apparences les rapports sociaux demeurent en partie féodaux ou guidés par des principes religieux, ils ne dépassent pas le stade du développement économique auquel le pays est parvenu. Les masses sont très hétérogènes, certaines couches sont plus avancées que d'autres qui demeurent profondément arriérées, les inégalités sociales sont encore plus marquées qu'en France par exemple, le droit est accordé aux puissants, tandis que la masse de la population en est privé.

Ce que vise ce genre d'opération ne consiste pas à aider les masses à se libérer des obstacles qui entravent leur liberté, mais plutôt à les conserver en dressant les couches les plus avancées contre les couches les plus arriérées ou plutôt l'inverse, car ce sont celles-là qui sont choquées par ce genre de manifestations, elles sont destinées à provoquer une réaction violente des couches arriérées contre celles qui justement revendiquent des droits politiques et un meilleur niveau de vie, qui se dressent contre le régime en place, c'est donc bien la pire réaction qui est à l'oeuvre ici.

Finalement, ceux qui dans le mouvement ouvrier seraient tentés d'emboîter le pas à ces réacs pour changer les rapports sociaux dans la société sans que les rapports sociaux de production aient été changés au préalable, se trompent de combat et de camp. Il en va de même sur bien d'autres questions que nous avons évoquées récemment.

Nous noterons au passage que notre discours et nos positions sont cohérents, tout se tient, nous ne sortons pas des idées de nulle part pour se faire plaisir à la manière des charlatans ou des aventuriers qui saisissent les perches pourries que leur tend la réaction, on est encore capable de faire preuve de discernement, de lucidité aussi, si je peux me permettre de l'affirmer ici.

Un complément

- Une délégation de l'AIPAC reçue en Tunisie - french.trib.ir

- Selon des sources bien informées, une délégation de la très influente organisation américaine pro-Israélienne « *American Israel Public Affairs Committee* » (AIPAC) a fait aujourd'hui [26 juin 2013] une escale remarquée en Tunisie, où elle est actuellement accueillie par d'éminentes personnalités politiques tunisiennes, à la fois du parti au pouvoir et de l'opposition, et ce jusqu'à vendredi.

Alors que l'AIPAC n'a jamais eu les honneurs de la Tunisie sous l'ère Bourguiba et Ben Ali, sa venue à Tunis, sous l'hégémonie d'Ennahda, interpelle d'autant plus que Rached Ghannouchi fait partie de ses hôtes de premier plan. Des caciques de l'ancien parti destourien, fondé par Habib Bourguiba en 1934, s'apprêtent également à réserver le meilleur accueil aux membres de cette délégation.

Toujours selon ces mêmes sources, nous avons appris que Rached Ghannouchi participait, il y a 15 jours, à un colloque à Washington, répondant à l'invitation d'un tunisien vivant aux États-Unis, Redhwane Masmoudi, président d'un think tank œuvrant au rapprochement entre les Frères musulmans et l'administration Obama. À cette occasion, une rencontre a été programmée entre le leader d'Ennahda et l'AIPAC. De là à en déduire que le déplacement de l'AIPAC à Tunis a été planifié lors de cette rencontre au sommet, il n'y a qu'un pas... french.irib.ir 28.06

Sionisme, salafisme, wahhabisme, takfirisme, tout cela sort du même tonneau immonde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Après quatre jours de garde à vue, Bernard Tapie a été mis en examen vendredi pour "*escroquerie en bande organisée*" dans l'enquête sur l'arbitrage controversé de son litige avec le Crédit Lyonnais.

Vendredi soir, l'avocat de Bernard Tapie, Me Maurice Lantourne, qui avait été placé en garde à vue mardi à la brigade financière, a été mis en examen, également pour "*escroquerie en bande organisée*" et placé lui aussi sous contrôle judiciaire.

Au total, cinq personnes ont été mises en examen dans cette enquête par les juges, qui soupçonnent l'arbitrage d'avoir été truqué au profit de M. Tapie. AFP 28.06

2- Etats-Unis

Un général américain de haut rang à la retraite est soupçonné d'être à l'origine de fuites concernant une cyberattaque des Etats-Unis contre l'Iran en 2010, a rapporté jeudi 27 juin la télévision NBC News. Citant des sources judiciaires anonymes, la chaîne a indiqué que le général de la marine James Cartwright avait été averti de l'ouverture d'une enquête à son encontre pour avoir apparemment divulgué des détails sur une attaque américaine à l'aide du virus informatique Stuxnet contre les installations nucléaires iraniennes.

Le général Cartwright, 63 ans, est l'ancien numéro deux de l'état-major des armées. Ce général quatre étoiles a pris sa retraite en août 2011.

Stuxnet, conçu spécialement pour attaquer les opérations d'enrichissement d'uranium iraniennes, a frappé l'Iran en 2010 et a créé d'importants dégâts dans le programme nucléaire controversé de ce pays, selon la presse. Dans ses informations, NBC fait référence à un article du New York Times publié l'an dernier qui mentionnait Cartwright. L'article indiquait aussi que l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait développé Stuxnet conjointement avec les Israéliens.

NBC News, citant également des sources judiciaires anonymes, indique que l'enquête du FBI sur la fuite sur Stuxnet s'était d'abord concentrée sur une éventuelle source à la Maison Blanche. Mais l'an dernier, les enquêteurs se sont intéressés plus particulièrement au général Cartwright, selon la chaîne de télévision. lemonde.fr 28.06

3- Egypte

Les religieux d'Al Azhar ont évoqué vendredi le risque de "*guerre civile*" en Egypte où partisans et opposants de Mohamed Morsi se sont affrontés, à Alexandrie, avant la grande manifestation prévue dimanche contre le président islamiste.

Un membre des Frères musulmans, dont est issu le chef de l'Etat, a été tué dans la nuit par balle dans le delta du Nil. A Alexandrie, des dizaines de personnes ont été blessées lors de heurts entre un défilé d'opposants et des islamistes.

"*La vigilance est de mise si l'on veut éviter de basculer dans une guerre civile*", a prévenu la grande institution sunnite du Caire.

Dans un communiqué, globalement favorable à Mohamed Morsi, elle impute à des "*bandes criminelles*" faisant le siège de mosquées les violences qui se sont soldées, selon la confrérie, par la mort de cinq de ses partisans en une semaine.

La vitrine politique des Frères a, de son côté, lancé une mise en garde, évoquant "*de graves conséquences susceptibles de plonger le pays dans une spirale de violence et d'anarchie*".

Elle dit tenir les dirigeants libéraux, dont Mohamed ElBaradeï, pour personnellement responsables d'incitation à la violence pour avoir recruté des "*voyous*" jadis à la solde de Hosni Moubarak.

A Alexandrie, 36 personnes au moins ont été blessées, selon une source au ministère de la Santé, dont un grand nombre par du plomb de chasse, lors d'échauffourées impliquant des centaines de personnes devant une permanence locale de la confrérie.

Un journaliste de Reuters a vu une dizaine d'hommes s'échapper d'un défilé anti-Morsi sur la corniche pour lancer des pierres sur les vigiles gardant le bâtiment.

Les opposants libéraux, laïques et de gauche avaient appelé leurs compatriotes à se rassembler vendredi sur la place Tahrir, haut lieu de la "*révolution du Nil*" de 2011 dans le centre du Caire, ainsi que dans d'autres villes, avant les grandes manifestations prévues dimanche, un an jour pour jour après la prestation de serment du président islamiste.

Quelques milliers de personnes ont déambulé aux abords de Tahrir. Certains dans la foule brandissaient des cartons rouges proclamant "*Dehors!*" à l'adresse de Mohamed Morsi.

Des milliers d'islamistes se sont rassemblés de leur côté près d'une mosquée de la capitale à la sortie de la grande prière hebdomadaire, en signe de soutien à Mohamed Morsi.

Ses adversaires espèrent réunir des millions d'Egyptiens lors de la grande manifestation de dimanche pour exiger de nouvelles élections un an après sa prise de fonctions à l'issue du premier scrutin libre de l'histoire du pays.

Les Frères affirment qu'un des leurs a été tué par balle jeudi soir dans l'attaque d'une permanence du mouvement islamiste à Zagazig, dans le delta du Nil. Au total, cinq personnes sont mortes dans les violences politiques au cours de la semaine écoulée, et des dizaines d'autres ont été blessées.

Les Frères musulmans disent que toutes les personnes tuées étaient des partisans de Mohamed Morsi, ce qui n'a pu être vérifié de source indépendante.

L'armée, en alerte sur les sites stratégiques, a prévenu les deux camps qu'elle interviendrait si la situation devenait chaotique. L'institution cairote, qui garde traditionnellement ses distances avec la classe politique, exhorte en outre l'opposition à accepter l'offre de dialogue de Mohamed Morsi plutôt que de persister à vouloir manifester dimanche.

Le chef de l'Etat a proposé mercredi soir, dans un discours télévisé, de réviser la Constitution et de promouvoir la réconciliation nationale, des propositions jugées trop vagues par ses adversaires.

Il est difficile d'anticiper le degré de mobilisation de l'opposition, qui affirme avoir réuni 15 millions de signatures dans une pétition réclamant le départ de Morsi.

Plusieurs mouvements de protestation depuis la chute de Moubarak n'ont pas toujours réussi à atteindre leurs objectifs mais le mécontentement de la population s'alimente d'une dégradation des conditions économiques. Reuters 28.06

Les tenants du Nouvel ordre mondial qui croyaient qu'ils pourraient imposer leurs pantins à tous les peuples de la région et au-delà ne sont pas au bout de leur peine et nous nous en réjouissons...

4- Syrie

Moscou espère que la position sur la Syrie consacrée dans le mémorandum du G8 lors du sommet de Lough Erne sera appliquée par tous les pays du groupe, ainsi que par les autres membres de la communauté internationale, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"*Les dirigeants du G8 (...) ont exprimé leur ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de la Syrie, ainsi qu'au maintien du caractère laïque, multiconfessionnel et multiethnique de l'Etat syrien*", a rappelé le ministre lors d'une conférence de presse à l'issue de négociations avec son homologue marocain.

Et d'ajouter que dans ce même document, les dirigeants du G8 avaient appelé le gouvernement et l'opposition de la Syrie à faire front uni pour chasser du pays tous les terroristes.

"Je compte sur l'application de cette position par tous les pays du G8 et sur son soutien par les autres membres de la communauté internationale, et surtout par ceux d'entre eux qui sont directement impliqués dans les efforts tendant à désamorcer la crise syrienne", a souligné M.Lavrov french.trib.ir 28.06

5- Algérie

Sept terroristes ont été tués par l'armée algérienne à la frontière avec la Libye dans une opération de traque, ont rapporté jeudi les médias locaux.

Citant une source sécuritaire, le journal local El Khabar a révélé que les forces de l'armée ont traqué un groupe armé dans la nuit de mercredi à jeudi dans la province d'Illizi, à 1.800 km au sud-est d'Alger, à la frontière avec la Libye.

L'opération a abouti à l'élimination de sept hommes armés, tandis qu'un nombre inconnu d'autres terroristes sont toujours encerclés, précise la même source.

L'armée algérienne a déclaré l'état d'alerte à la frontière avec le Mali, la Libye et la Tunisie, à la suite d'informations sur une attaque terroriste potentielle qui ciblerait des sites vitaux de ce pays d'Afrique du Nord, indique la même source.

Selon les informations recueillies, trois groupes armés tentent de s'infiltrer en Algérie par les frontières avec la Tunisie, la Libye et le Mali, pour mener une attaque terroriste préparée depuis quelques mois.

A la mi-juin, cinq terroristes appartenant au Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ont été tués par l'armée algérienne alors qu'ils tentaient de s'infiltrer sur le territoire algérien via la frontière avec le Mali. french.trib.ir 29.06

6- Bahreïn

Selon des sources bien informées, les Etats Unis envisageraient de reproduire le scénario qatari à Bahreïn et de remplacer le premier ministre par le prince héritier. selon le site Maraat al bahrein, qui cite ces sources, ce sont les Américains qui sont à l'origine du coup d'état qui a coûté le trône à Hamad ben Khalifa, et ce sont toujours les américains qui entendent exiger au PM bahreïni Khalifa Ben Salman Al Khalifa d'abdiquer au profit de Salman Ben Khalifa. Cela fait quarant ans que Bahreïn a le même premier ministre, c'est à dire depuis la fin du colonialisme britannique. Mais qu'a dit le PM bahreïni?

Selon ces sources, " la réaction du PM bahreïn a été diamétralement opposée à celle de l'émir Hamad Ben Al Thani. Le PM a menacé de mettre à feu et à sang Bahreïn si on "touche à son fauteuil de premier ministre". Le PM a la possibilité de mettre en branle " les extrémistes salafistes à Bahreïn et en ce sens il pourrait provoquer une guerre confessionnelle". Le PM a même affirmé aux autorités saoudiennes au cours d'un récent voyage à Riyad que le prince héritier de Bahreïn n'est pas prêt à assumer son rôle et qu'il lui faudrait encore du temps pour diriger le pas" Le PM bahreïni réclamerait en outre un demi milliards de dollars à titre de récompense pour ses loyaux services avant de se retirer. french.trib.ir 28.06

SOCIAL

France

Explosion des radiations pour défaut d'actualisation, + 19.9% en 1 seul mois. (le mois dernier c'était explosion des radiations administratives).

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mai 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 219 500, 45,2 % des sorties des listes (+ 19.9% en 1 mois !)
- Radiations Administratives (les punis) : 45 100, 9,3 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 53 400 et 11 % des sorties.

soit 318 000 radiés des listes (65,5 %) pour autres motifs que :

- Stages parking : 38 900, 8 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 33 700, 6,9% des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 900, ne représentent que 19,5 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

A : 3 264 500 + 0 % (+ 11,5 % sur 1 an)
B : 635 100 + 0,3 % (+ 10,2 % sur 1 an) travailleurs précaires - de 78 heures
C : 896 000 - 0,7 (+ 4,7 % sur 1 an) travailleurs précaires + de 78 heures
D : 272 200 + 3,1 % (+ 10,2 % sur 1 an) stages parking etc
E : 350 600 + 0,1% (- 3,8 % sur 1 an) contrats aidés etc

TOTAL : 5 418 400 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 9 % sur 1 an, + 4800 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 737 700 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 14,9 % sur 1 an
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 19 % sur 1 an
Chômage des 50 ans et +, + 14,9 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,5 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 737 700 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 263 200 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 836 800 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut-être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeurs d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- Etc.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. agoravox.fr et wikistrike.com 27.06

ECONOMIE

1-Or

L'or est retombé à son niveau le plus bas depuis pratiquement trois ans. Le cours de l'onze d'or cotait en effet 1.224,18 dollars mercredi, soit un minimum depuis le 24 août 2010. Le métal précieux est toujours affecté par la perspective d'un resserrement de la politique monétaire extrêmement accommodante aux États-Unis et par un recul de la demande d'investissement dans le métal jaune. L'onze d'or a perdu près de 200 dollars depuis début juin, dont plus de la moitié depuis jeudi dernier.

"La combinaison du renforcement du dollar, de l'amélioration de la situation économique (aux États-Unis) et la réévaluation des attentes du marché autour des mesures exceptionnelles de la (Fed) font chuter les prix", a résumé David White, courtier chez Spreadex. Cette annonce a été suivie de celle de l'annonce d'un possible retrait des mesures de soutien exceptionnelles de la Réserve fédérale américaine (FED) à l'économie des États-Unis.

La mise en oeuvre de ce calendrier est conditionnée à l'amélioration de la première économie mondiale, qui s'est vue confirmée mardi par la publication d'une série de bons indicateurs macroéconomiques américains.

La perspective d'un resserrement de la politique monétaire expansionniste de la Fed atténue les craintes d'une augmentation de l'inflation, renforce le dollar et pousse les taux des obligations d'État américaines vers le haut - trois conséquences négatives pour l'or.

Traditionnellement considéré comme un bouclier contre l'inflation, l'or devient d'autant moins attractif qu'il n'offre aucun rendement face à des actifs plus rémunérateurs.

De ce fait, les investisseurs spéculatifs se détournent du métal jaune: "*depuis le début de l'année, presque 565 tonnes d'or sont sorties des ETF (fonds d'investissement adossés à des stocks physiques d'or, ndlr)*", rapportait-on chez Commerzbank. Face à cette chute de la demande d'or "*papier*", c'est-à-dire sous forme d'actif financier et non matérielle, la demande physique de métal jaune ne rebondit pas, en partie à cause des mesures mises en place en Inde - un tiers de la demande mondiale - pour limiter les importations d'or.

"*Les achats officiels se poursuivent grâce aux banques centrales (...) mais ce sera certainement insuffisant pour compenser les ventes d'or de la part des investisseurs et des spéculateurs*", a estimé Mitul Kotecha, analyste chez Crédit Agricole CIB. L'Expansion.com avec AFP 26.06

Hier l'once d'or est passée sous la barre des 1.200 dollars.

2- France

La dette publique de la France a augmenté de 36,5 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 1.870,3 milliards fin mars, soit 91,7% du PIB, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee.

Le ratio de dette sur PIB a ainsi augmenté de 1,5 point par rapport à fin 2012.

La dette de l'Etat a augmenté de 37,3 milliards d'euros sur le trimestre pour s'élever à 1.477,2 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (212,7 milliards fin mars), des administrations publiques locales (170,5 milliards) et des organismes divers d'administration centrale (9,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élevait à 1.697,1 milliards d'euros fin mars, soit 83,3% du PIB, contre 82,4% fin 2012, en progression de 21,9 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee. Reuters 28.06

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi un relèvement des taxes sur le tabac et les spiritueux ainsi que la suppression de certains allègements d'impôts accordés aux entreprises mais ces mesures restent loin d'engager la refonte du système fiscal jugée nécessaire par l'Union européenne et le FMI.

"*Nous voulons avoir un système fiscal comparable à ceux de pays qui disposent des entreprises les plus compétitives au monde*", a déclaré le ministre du Trésor Cristobal Montoro, lors d'une conférence de presse. "*En termes de recettes, le système fiscal sera plus équitable.*"

Depuis le début de la crise, les gouvernements successifs avaient privilégié la baisse des dépenses pour tenter de rapprocher les comptes publics de l'équilibre.

La récession dans laquelle l'Espagne est plongée depuis bientôt cinq ans a fait fondre les recettes de l'Etat de plus de 50 milliards d'euros, ramenant le taux de prélèvements obligatoires à 36,4% du PIB contre 41,1% en 2007 alors que la moyenne de l'Union européenne est de 45,4%.

Les mesures fiscales annoncées vendredi représentent des recettes nouvelles de 800 millions d'euros en 2013, a précisé à Reuters le porte-parole du ministère du Trésor, corrigeant le chiffre initial d'un milliard évoqué par Cristobal Montoro.

Elles incluent une hausse de 10% de la taxe sur les spiritueux, qui ne touche pas le vin et la bière, ainsi qu'un relèvement des prélèvements sur le tabac, pour un montant cumulé estimé à environ 400 millions d'euros.

Une autre taxe, sur les gaz fluorés, utilisés entre autres dans la réfrigération et la climatisation, devrait rapporter 700 millions d'euros par an.

Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a nié que le gouvernement envisage un relèvement de la TVA sur les produits bénéficiant du taux réduit, comme le pain ou le lait.

ne telle mesure pourrait rapporter 8,7 milliards d'euros par an, selon des estimations du cercle de réflexion espagnol Fedea.

Le déficit budgétaire espagnol a été ramené à 7% l'an dernier contre 9% en 2011, grâce principalement à des coupes dans les dépenses publiques. Mais la priorité est désormais donnée à l'augmentation des recettes. Le gouvernement de Mariano Rajoy a relevé l'an dernier le taux normal de TVA de 18% à 21% mais celui-ci ne concerne que 42% des produits vendus en Espagne, contre 82% en Allemagne et 71% en France. Reuters 28.06

4- Irlande

En octobre 2008, alors que l'Irlande était au bord de la faillite, son ministre des Finances d'alors, Brian Lenihan, assurait que le plan de sauvetage des banques élaboré par le gouvernement était *"le renflouement le moins cher du monde"*.

Cinq ans plus tard, la facture de ce plan s'est envolée pour atteindre 64 milliards d'euros, l'équivalent de 40% du produit intérieur brut (PIB) annuel du pays, et les 4,6 millions d'Irlandais sont voués à de longues années d'austérité.

C'est dans ce contexte déjà morose, marqué jeudi par l'annonce d'une rechute en récession au premier trimestre, que le quotidien Irish Independent a publié cette semaine le contenu de conversations tenues en 2008 entre des dirigeants de l'Anglo Irish Bank (AIB), liquidée depuis.

Entre deux plaisanteries sur le plan de sauvetage et une parodie de l'hymne national allemand, ces cadres dirigeants y reconnaissent que le montant de leurs demandes d'aide financière a été fixé pratiquement au hasard et qu'il valait mieux le sous-estimer pour éviter une mise en faillite pure et simple.

Eamon O'Cuiv, membre du gouvernement à l'époque du sauvetage d'AIB, a constaté que les banques aidées avaient donné aux autorités des informations totalement différentes de celles évoquées dans ces conversations.

"Nous savons aujourd'hui qu'ils mentaient effrontément et qu'ils le faisaient en toute impudence", a-t-il dit à Reuters.

La publication de ces conversations alimente la colère des Irlandais, d'autant qu'aucun responsable des banques renflouées par l'Etat n'a été inquiété par la justice et qu'aucune enquête officielle n'a été diligentée sur les circonstances de la crise bancaire.

"Bernard Madoff aurait sans doute souhaité s'installer en Irlande", explique John Sheehy, 35 ans, salarié d'une société de services financiers, en référence à l'escroc américain condamné à 150 ans de prison. *"Aujourd'hui, il serait assis avec les autres à boire une pinte."*

Pour l'instant, l'actualité irlandaise reste dominée par les conversations des banquiers et les interrogations sur les responsabilités politiques, avec des titres tels que *"Pourquoi personne n'est en prison ?"* ou *"Un jour de plus, des milliards de plus"*. Reuters 28.06

5- Espagne

Le conseil municipal de Badalona, une ville de la banlieue de Barcelone (Catalogne) de plus de 200.000 habitants, a voté une résolution pour rejeter une partie de ses dettes de 31 millions d'euros à l'égard du gouvernement espagnol qu'il juge illégitime, rapporte le journal El Publico. Cette décision n'a pas vraiment de conséquences juridiques, étant donné que le gouvernement local est toujours tenu de payer ses dettes, mais elle est considérée comme un signal politique fort.

Les prêts en question proviennent d'un plan de paiement des contractants établi en 2012 par le gouvernement espagnol, qui avait pour but de régler des arriérés dus par les gouvernements local et régional à des entreprises privées. Les prêts ont été consentis par l'institution de crédit publique ICO et distribués par le réseau de banques commerciales (dans ce cas d'espèces, Caixabanc, Catalunya Banc, Bankia, Banco Sabadell, CAM, Banco Santander, Banesto, Banco Popular, Bankinter, Caja España, Cajamar et BBVA).

Le conseil municipal a estimé que ces prêts étaient illégitimes, parce que ces banques ont emprunté l'argent au taux de 1% auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) puis elles ont prêté ce qui n'était finalement que de l'argent du gouvernement au taux

de 5,54% alors que «*l'argent aurait pu aller directement d'un établissement public (la BCE) à un autre (l'État)*».

«*Nous devons faire cesser cette escroquerie légale et changer le mécanisme de financement des organismes publics. Nous avons également besoin de nommer des auditeurs pour que les gens sachent quelle partie de la dette est illégitime, et que nous puissions refuser de payer. Ce système de financement est pervers, injuste, et il facilite la dictature financière* », a-t-il conclu. [express.be 27.06](#)

Et en France et ailleurs, les banques rackettent les régions de la même manière. Au fait qui dirigent les régions en France ? Le PS.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin 2013

CAUSERIE

10h15 (heure locale, 5h45 en France).

Vous trouverez en ligne 17 nouveaux articles.

Le point faible des militants et des travailleurs, de la population en général, c'est qu'ils n'ont pas le temps de s'informer correctement, au plus près de la source, de comparer des infos, etc. contrairement à ceux qui les gouvernent, les conditionnent, les manipulent, exercent leur contrôle sur eux finalement, c'est pratique, incolore, inodore, discret au possible et surtout terriblement efficace.

Vous avez tort de ne pas communiquer avec moi. Je veux dire par là que connaître votre état d'âme, savoir qui vous êtes et ce que vous faites ne m'intéresse pas ici, je ne veux même pas connaître vos idées ou vos positions politiques, qu'est-ce que vous voudriez que je fasse de ces renseignements, rien, par contre il y a bien des questions qui doivent vous tarauder, ne me dites pas le contraire je ne vous croirais pas ou alors c'est que vous seriez des crétins ce que je me refuse à croire.

Vous m'aideriez ainsi à réfléchir à certains sujets parce que toutes les bonnes questions ne me viennent pas forcément à l'esprit au moment opportun et cela perturbe mon travail ou lui donne un aspect décousu ou un manque de rigueur, vous savez que je suis un partisan de l'ordre et de la discipline donc j'enrage quand je me rends compte que je suis passé à côté d'une question, en réalité je me trimballe une grosse fatigue ou je suis en état permanent de surmenage intellectuel et physique, je dors très peu, je n'ai pratiquement aucune distraction à part le jardin et accessoirement TV5Monde Asie.

Je veux, je dois arrêter les Infos en bref, je n'ai pas le choix car ma santé en dépend mais aussi mon travail. Il me faut absolument aller au bout de chaque question (défi) qui nous sont posées, est-ce que vous comprenez cela ? Cela demande une disponibilité d'esprit que je n'ai pas toujours parce que je suis complètement crevé ; quand il arrive un moment où on ne parvient plus à penser, où la machine se grippe, il faut dire stop, il y a quelque chose qui ne va vraiment pas, il faut immédiatement remédier à cette situation-là, c'est un impératif, c'est la priorité des priorités. C'est peut-être dû au fait que j'ai des capacités intellectuelles limitées, mais bon, il faut faire avec et ne pas trop les malmenier car elles sont comme moi et finissent par s'épuiser.

Donc à partir de demain 1er juillet cette rubrique aura cessé d'exister dans le site, il se peut cependant que je conserve des articles relatifs à la Syrie et à sa région car c'est le point chaud du moment, il faut que vous puissiez suivre au quotidien les derniers développements.

Tenez, je vous refile un tuyau.

Hier j'ai appris que les Russes avaient conçu un plan d'action pour bombarder Doha et Riad "*au cas où*" les Américains et leurs alliés attaquaient la Syrie... Ce n'est pas un canular, chaque jour je lis un tas de conneries, là c'est très sérieux, c'est extrêmement important comme info, car cela signifierait peut-être le début d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai bien dit "*peut-être*", et puis des plans tout le monde en fait sans qu'ils soient forcément appliqués, ne me faites pas passer pour un mythomane qui prédit des catastrophes tous les quatre matins ou un manipulateur qui vous raconte des salades (Engels) pour vous vendre des idées. D'ailleurs c'est bien simple, pour que vous puissiez le vérifier vous-même, je vous donne cette info, elle vient d'un responsable militaire russe et elle est relayée par la radio iranienne d'Etat.

- Un responsable militaire russe a fait état d'un plan russe de bombardement, le cas échéant, du Qatar et de l'Arabie saoudite .

Dampress qui se réfère au site russe Tele Gravest pour diffuser cette information : "*La Russie a des plans pour bombarder le Qatar et l'Arabie saoudite et cette opération peut être décidée puis avoir lieu en 24 heures*", affirme ce responsable militaire qui dit

"vouloir sanctionner l'alliance de ces pays avec les Etats-Unis dans leur guerre contre la Syrie. "

Selon les plans projetés, "un escadron de Sokhoï 27 S ou de bombardiers Sokhoï 34 accompagné d'avions ravitailleurs bombardera les villes de Doha et de Riyad", mais comment se tracera-t-il l'itinéraire emprunté par ces avions? Toujours selon ce responsable, " les avions russes pourront emprunter le ciel iranien vu la longue distance qui sépare la Russie de ces pays du Golfe Persique". L'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie pourrait déclencher une guerre totale entre la Russie et les Etats Unis, affirment les analystes. french.trib.ir 29.06

Voilà comment je fonctionne, vous avez besoin de le savoir j'insiste, après tout je pourrais me faire manipuler involontairement et vous manipuler indirectement en vous donnant des infos télécommandées. C'est légitime et parfaitement votre droit de l'exiger, aucun portail ou très peu procèdent de cette manière, font preuve d'une telle rigueur ou de tant de scrupules, à part le Réseau Voltaire, Michel Collon, le Comité Valmy, Le Grand Soir et quelques autres parmi les plus connus.

Vous pourriez vous dire que les Iraniens ont intérêt à faire monter la sauce contre les Américains et que ce plan ressemble à une mauvaise blague. O. K., pourquoi pas, vous avez raison, après tout on n'est jamais trop vigilant. Une autre info confirme qu'on n'est pas en présence de mauvais plaisantins.

- Selon Ria Novosti, l'Iran et la Russie envisagent d'organiser des exercices militaires conjoints dans les eaux de la caspienne ; Nicolai Yakubovsky , commandant adjoint de la flotte russe en Caspienne a annoncé que ces manoeuvres vont se tenir dans la seconde moitié de l'année chrétienne en cours.

Selon Rian, la partie iranienne a bien accueilli la proposition russe sans s'exprimer sur les détails du projet. La première manoeuvre maritime irano-russe dans la mer caspienne a eu lieu en 2009 et elle a impliqué quelques 30 bâtiments et navires. french.trib.ir 29.06

On peut en déduire que les Russes et les Iraniens pour avoir une collaboration à ce niveau-là sont en contact permanent, et ni l'un ni l'autre n'a intérêt à raconter des blagues sur l'autre qui viendraient nuire à leurs intérêts communs. Et puis, on parle de guerre.

Je ne voudrais pas pourrir votre dimanche ou vos vacances, il est toujours bon d'être informé et d'avoir à l'esprit la situation pour ne pas être pris au dépourvu et avoir la bonne réaction le moment venu.

Finalement, je me tiens mieux informé que nos dirigeants qui cumulent des fonctions et n'ont que peu de temps pour s'informer. Quant aux informations qu'ils peuvent se communiquer entre eux, elles sont biaisées ou tronquées, ce sont ces informations qui servent à leurs analyses et qu'ils fournissent à leurs militants.

Il y a deux manières de se comporter face à la réalité.

- Soit on considère l'ensemble des faits ou des facteurs dans leurs rapports dialectiques sans y introduire un élément subjectif, et c'est seulement ensuite qu'on se livre à leur interprétation ou qu'on en tire des conclusions ou des enseignements ;

- Soit on procède à l'inverse, on les présente à partir de l'interprétation qu'on en fait ou de la conclusion à laquelle on voulait parvenir afin de justifier une position politique, faits et interprétations sont étroitement mêlés de telle sorte que le lecteur soit incapable de discerner ce qui appartient à l'un et à l'autre, de démêler le subjectif de l'objectif, comment, auquel cas certains facteurs ne devront pas apparaître ou le rôle qu'on leur attribuera ne correspondra pas forcément à la réalité, des faits devront être tronqués, donc déformés pour orienter le lecteur dans une direction donnée.

Dans le premier cas, le lecteur pourra se forger sa propre conviction à partir des faits qui ont été portés à sa connaissance, tandis qu'il sera libre de partager ou non l'analyse ou l'interprétation qui en a été donné par l'auteur de l'article puisqu'il lui aura été fourni la possibilité de bien discerner la part qui revient aux faits et celle qui relève de l'interprétation du rédacteur de cet article.

Dans le second cas, il lui faudra procéder à ce discernement, s'il en a la capacité, et même s'il possède cette qualité, il n'est pas dit qu'il ne sera pas manipulé, parce que les intentions de l'auteur n'apparaissent pas toujours clairement, ils peuvent être masqués, c'est ce qui arrive le plus souvent, il peut aussi l'induire en erreur en le mettant sur une fausse piste pendant qu'il ne se rendra pas compte que les faits qu'on lui a servis ne correspondaient pas tout à fait ou pas du tout à la réalité, et oui, car l'essentiel peut être de vous mettre en présence de faits tronqués sans que vous vous en aperceviez pour que vous les interprétiez faussement vous-même, c'est très sournois comme procédé, aussi efficace que les non-dits par exemple, vous vous manipulez vous-même, par ignorance !

On pourrait ajouter qu'il arrive et c'est assez fréquent, que l'auteur d'un article se leurre lui-même, interprète inconsciemment de façon erronée une situation pour avoir sous-estimé ou surestimé un facteur, ou pour lui avoir attribué abusivement un rôle qu'il ne remplit pas ou l'inverse, l'avoir fait disparaître arbitrairement parce qu'il considérait qu'il ne jouait aucun rôle dans la situation. Or, moi ou vous lecteur, pour vous forger votre propre idée, il vous faut au minimum les faits qui sont à l'origine d'une situation,

s'il vous en manque vous ne pourrez pas l'interpréter correctement, donc encore moins en tirer des conclusions ou des leçons.

Tenez, je vais vous dire un truc.

Souvent, quotidiennement en fait, dans les articles des agences de presse ils ajoutent des déclarations de dirigeants du PS ou de leurs semblables en Europe ou de dirigeants de l'UMP, de l'UDI, etc., déclarations parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, mais qui ont pour objet de les faire passer auprès des lecteurs pour des opposants à telle ou telle mesure ou au régime ou encore de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour induire le lecteur en erreur sur leurs réelles intentions, leur nature, et bien je les supprime systématiquement, sauf quand elles contiennent un élément en rapport avec les faits exposés ou qui permet de mieux comprendre la situation. Je censure par exemple les déclarations du FN, systématiquement, tous les jours ils nous donnent l'avis de Marine Le Pen sur tous les sujets d'actualité, c'est une manière comme une autre de présenter le FN sous un jour acceptable, n'est-il pas un parti comme les autres, d'habituer les lecteurs à sa présence, de l'instrumentaliser au profit du gouvernement, du régime.

Il faut absolument être sensibilisé à cette question à l'heure où la situation se présente de plus en plus sous la forme de contradictions (tendues à l'extrême, inattendues, inextricables) ou de paradoxes, qu'il nous faut discerner pour ne pas être abusé ou se méprendre sur la réalité et les tendances qui s'en dégagent.

La suite de l'actualisation du site plus tard dans la journée.

Dans la rubrique Tribune libre, les articles suivants n'étaient pas disponibles parce que j'avais commis une erreur dans leurs adresses, avec mes excuses à ces camarades :

- Où va la Turquie ? (Prométhée) (18.06)
- Révolution communiste n°1 (GMI) (20.06.13)

[La situation en quelques questions ou comment combattre la lutte des classes, le socialisme.](#)

Comment faire pour mieux diviser et affaiblir la classe qui est dominée, très hétérogène et la plus arriérée ?

Comment faire pour que la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne ne soit pas tentée de s'allier au prolétariat ?

Comment faire pour tenter de briser l'antagonisme qui existe entre les classes, pour rendre perméable la frontière qui les délimite ou les sépare ?

Comment faire pour qu'une grande partie des masses se reconnaissent toujours dans le régime en place, ne lui tournent pas le dos, ne rompt pas avec lui ?

Comment faire pour distraire les classes dominées des questions essentielles que le régime ne peut pas résoudre ou leur donner satisfaction ?

Comment faire pour opposer certaines couches entre elles à l'intérieur de chaque classe pour leur imposer une politique donnée ?

Comment faire pour faire monter l'extrême droite ?

Comment faire pour gouverner quand la seule politique possible est la réaction sur toute la ligne ?

Comment faire pour donner l'illusion que nous vivrions sous une démocratie, alors qu'en réalité elle est incompatible avec la politique réactionnaire qu'on applique ?

C'est très simple, mettre en avant le féminisme, l'écologie, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le droit de vote des étrangers, la démocratie, la république, l'égalité, la liberté, la fraternité, etc. autant de thèmes ou valeurs qui traversent ou concernent toutes les classes et toutes les couches de la société sans exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles y adhèrent évidemment, c'est leur point commun.

Autre point commun, ils ont tous une finalité politique.

Le féminisme, il s'est traduit par la généralisation de l'exploitation des femmes, un succès incontestable, mieux, à moindre coût, ce qui devait freiner la tendance à la hausse des salaires des hommes, donc de l'ensemble des exploités. Au-delà, il pourrait permettre

de disloquer les anciens rapports qui tournaient autour de la famille, plus personne ne pouvant se consacrer aux enfants que cette bonne société se chargera de formater pour en faire des zombies ou de loyaux esclaves, occasionnellement désœuvrés, des délinquants, on a en a besoin pour terroriser les braves gens, construire de nouvelles prisons, sans oublier la chaire à canon.

L'écologie, on s'en servira pour liquider les capitalistes qui ne pourront pas s'adapter aux nouvelles normes contraignantes que nous prendrons, et au-delà on s'en servira comme moyen de pression pour freiner l'expansion des pays en développement.

Le racisme et la xénophobie, on les instrumentaliserà à l'aide de l'Union européenne à laquelle vous adhérerez. Parallèlement on développera le communautarisme (religieux, ethnique, etc.) qui permettra d'alimenter le racisme et la xénophobie, cela fera monter le FN, c'est automatique, un vrai bonheur.

L'homophobie, on décrètera qu'un homme (ou une femme) en vaut un autre quelles que soient ses penchants sexuels sachant qu'une majorité de la population continuera de refuser de l'admettre, les homosexuels en seront les premières victimes, en se croyant à l'abri grâce au législateur, ils sortiront du bois et ils se feront agressés, derrière on réprimera, il fallait y penser, diabolique mais génial.

Pour faire bref, tout cela a commencé dans les années 70 quand le capitalisme mondial a été frappé par la plus gigantesque crise de son histoire. Puis ils ont créé des partis écologistes, une multitude d'associations ou Ong qui devaient avoir pour objectif de déstructurer, disloquer le mouvement ouvrier, le réduire à l'impuissance à défaut de le faire disparaître, ce qui revient pratiquement au même en observant ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal, il faut reconnaître que cela a fonctionné à merveille, même en réduisant leur niveau de vie de moitié, en les jetant à la rue par millions, ils sont devenus incapables de faire une révolution, le must quoi.

Au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui profitent avant tout à la classe qui détient le pouvoir on complètera le tableau, qui par ailleurs prendra la forme d'un consensus général autour de l'idéologie dominante, et aura pour contenu le dialogue social, le corporatisme et le tour sera joué.

Les représentants de toutes les classes assis tranquillement autour de la même table pour défendre le bien commun, l'intérêt général, comme c'est beau, on en a rêvé et c'est devenu la réalité, quelle oeuvre magistral quand même ! Un grand merci à tous ceux qui y ont contribué, dirigeants socialistes, communistes, trotskistes, vous avez été formidables ! A l'arrivée, la résistance du mouvement ouvrier sera brisée, réduite en poussière, la lutte des classes remise au musée de l'histoire de l'utopie socialiste, génial!

Notre ennemi exulte, il peut savourer son triomphe. Espérons seulement que ce ne sera que provisoire et que les faits à venir apporteront un cinglant démenti à cette conclusion dramatique. Pour le moment, c'est toujours mal barré, il faut être lucide.

J'ai oublié quelque chose. Les chantres de l'égalité et accessoirement (discrètement s'il vous plaît !) de l'équité, auxquels les uns et les autres emboîtent le pas, sont aussi les champions de la compétitivité, comme dirait l'autre ils font la paire et vont très bien ensemble, ils étaient appelés à se rencontrer, à communier ensemble, à s'unir pour le meilleur autour de réformes, mais surtout pour le pire en ce qui nous concerne.

Après cela, qui osera affirmer qu'il y a décidément quelque chose qui n'a pas vraiment tourné rond depuis la mort de Trotsky et que l'avant-garde n'aurait finalement pas cessé de se fourvoyer, qui ? Si vous rejetez ce constat, c'est que tout est dans l'ordre des choses et qu'il faut s'avouer vaincu, que tout est foutu parce que dans ces conditions on ne s'en sortira jamais.

Je ne veux pas vous forcer la main, je vous demande juste de réfléchir en mettant tous les éléments bout à bout, ensuite dites-moi à quelle autre conclusion on devrait parvenir, quelle autre explication vous proposez, moi, je n'en vois pas d'autres, désolé. Entre nous, ce serait plus confortable que j'avoue m'être trompé, j'en serais le premier soulagé, mais hélas, j'ai retourné la question mille fois dans tous les sens depuis des années, j'y pense tous les jours 24h/24 et j'arrive toujours à la même conclusion, la faillite politique de l'avant-garde, de ses dirigeants.

Tenez, un titre de presse qui devrait vous causer :

- Et si la politique avait complètement disparu? Slate.fr 29.06

Ils prennent leur désir pour la réalité, mais pas tant que cela finalement au regard de la situation, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont subordonnés au capitalisme, alors ils sont jaloux tout simplement

- Près de deux Français sur trois désapprouvent l'exil fiscal de Depardieu - AFP

Racket des banksters

- Banque: hausse générale des frais de gestion de compte - LeFigaro.fr

Décadence, décomposition, putréfaction...

- La Gay Pride fête le mariage pour tous et demande plus d'égalité - 20minutes.fr

- Le mariage gay de nouveau légal en Californie - LePoint.fr

A qui profite le populisme ?

A ceux qui veulent conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale et asservir tous les peuples.

- Russie : heurts entre pro et anti-gays - LePoint.fr

- L'homophobie en Afrique subsaharienne, un fléau qui ne recule pas - L'Express.fr

Face à Barack Obama, le président sénégalais Macky Sall a estimé jeudi que son pays *"n'est pas prêt à dépenaliser l'homosexualité"*. 38 pays sont encore dans ce cas en Afrique subsaharienne. L'Express.fr 29.06

En Inde aussi l'homosexualité est un tabou parmi la population, mais il ne me viendrait jamais à l'esprit de m'attaquer aux Indiens sur cette question, je préfère m'attaquer au gouvernement qui encourage les inégalités sociales...

Pour qui roule Macky Sall ?

- Le 28 juin - L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters 28.06

- Le lendemain - Macky Sall : *"Il est inacceptable d'appeler des soldats européens pour régler nos problèmes"* - LeMonde.fr 29.06

A lire : Afrique : le débarquement étasunien

Statuer sur un assassinat raciste : impossible. Statuer sur les droits de l'infime minorité homosexuelle, c'est possible !

- Mort de Trayvon Martin: L'impossible mission du jury, confronté à des versions contradictoires - 20minutes.fr

Au mémorial du sionisme.

- Manuel Valls se recueille au mémorial du 11-Septembre à New York - AFP

A lire : ● 11-Septembre : Inside Job ou Mossad Job ? (Réseau Voltaire) (28.06.13)

- Le Congrès américain saisi d'une demande d'achat de seize drones par la France - LeMonde.fr

On vit déjà sous une dictature mondiale !

- Scandale Prism : la NSA aurait aussi espionné l'Union européenne - LeFigaro.fr

Selon le Spiegel, les services de renseignement américains surveillaient dans le cadre du programme de surveillance Prism plusieurs bureaux de l'UE, à Bruxelles, New York et Washington. LeFigaro.fr 29.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le pire budget antisocial depuis 1958... et ils en sont fiers !

L'Etat prévoit de faire 14 milliards d'euros d'économies en 2014 sur les 20 milliards d'efforts de réduction de déficit prévus, en mettant à contribution les fonctionnaires et les opérateurs, indique le rapporteur du Budget à l'Assemblée.

Confirmant une information du journal Le Monde et des Echos, Christian Eckert a précisé samedi que ces économies ajoutées à un effort structurel devraient permettre d'atteindre un déficit de l'ordre de 3,5%.

Selon Le Monde, des ministères verront leurs crédits chuter (-7% pour l'Ecologie, -5,4% pour l'Agriculture, -2,8% pour la Culture) et 28.000 emplois publics auront été supprimés depuis le début du quinquennat.

Le premier poste d'économies concerne les fonctionnaires: la croissance de la masse salariale de l'Etat sera ainsi ramenée de 3% à 0,15% en 2014, précise le quotidien.

Cette inflexion très forte sera obtenue en 2014 par la stabilité globale des effectifs, par la réduction des enveloppes catégorielles et leur ciblage sur les bas salaires, mais aussi par la poursuite du gel du point d'indice.

Pour Les Echos, 3.209 postes de fonctionnaires seront supprimés, l'Etat en créant d'un côté 9.949 dans les missions dites prioritaires (Education, Justice, Sécurité) et en supprimant 13.158 de l'autre.

Les dépenses de fonctionnement de tous les ministères baisseront également de 2% grâce à la poursuite de la modernisation des achats publics.

Enfin, les moyens affectés aux opérateurs (Météo France, CNRS, chambres de commerce, centre national du cinéma, etc...) devraient baisser de 4%, hors Pôle emploi et universités.

Au lieu d'augmenter de plus de 2% par an, les dotations aux opérateurs diminueraient de 1%, ce qui permettrait d'économiser 600 millions, écrit Le Monde.

Si 2.000 postes seront créés à Pôle emploi et 1.000 dans les universités, 1.242 sont supprimés par ailleurs chez les autres opérateurs, précisent les Echos.

Des projets culturels seront annulés, des constructions de prisons seront retardées et les contributions aux organismes internationaux du Quai d'Orsay vont être diminuées, ajoute le quotidien économique. Reuters 29.06

1.2- Austérité tout azimut

Le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale Christian Eckert (PS) suggère de nouvelles hausses de la fiscalité pour enrayer un possible dérapage du déficit en 2014, dans un rapport qui détaille les efforts d'économies prévus par le gouvernement.

L'imposition pourrait figurer dans la réforme de l'assurance-vie annoncée en mai par le Président de la République, selon lui.

M. Eckert préconise également la mise en place d'une fiscalité écologique qui passerait par "*une augmentation progressive de l'imposition de la consommation de gazole jusqu'au niveau actuellement prévu pour la consommation d'essence*".

Enfin, la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui "*permet d'agir de manière fine sur l'économie du fait de la distinction entre taux réduit, taux intermédiaire et taux normal*" pourrait constituer un troisième levier, estime le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, sans entrer dans les détails.

Comme cela avait déjà été annoncé, cette baisse des dépenses de l'État se répartira entre une réduction de 750 millions des dotations de l'État aux collectivités territoriales et une diminution de 750 millions des dépenses pour les ministères et les opérateurs de l'État.

Les dépenses nettes de l'État, comprenant la charge de la dette et des pensions, devraient atteindre 371,4 milliards d'euros, soit une économie de 100 millions par rapport au budget 2013, alors que la loi de programmation prévoyait une augmentation de 2,7 milliards d'euros de ces dépenses.

"Au total, ce serait donc une économie supplémentaire de 2,8 milliards d'euros qui serait réalisée par rapport à la prévision retenue en loi de programmation", indique-t-il.

C'est la première fois depuis 1958 que le budget de l'État sera construit sur une prévision de baisse en valeur de l'ensemble des dépenses nettes de l'État, se félicite le rapporteur.

L'Etat pourra également s'appuyer sur une baisse des retraites à sa charge (-700 millions d'euros) et à celle de ses opérateurs (-100 millions d'euros), dues un nombre de départs inférieur aux attentes. AFP 29.06

2- Turquie

2.1- Plusieurs milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté samedi soir aux abords de la place Taksim à Istanbul contre le gouvernement et la répression policière exercée depuis plusieurs semaines contre les manifestants.

Rassemblés à l'appel de Solidarité Taksim, la principale coordination de la fronde lancée le 31 mai dernier, les manifestants ont fait face pendant deux heures à un imposant cordon de policiers antiémeute qui leur barrait l'accès du centre de la place, scandant des slogans tels "*gouvernement démission*" ou "*contre le fascisme, tous ensemble*".

Les protestataires se sont dispersés à la nuit tombée sans incident.

Ils ont également dénoncé l'intervention vendredi de l'armée contre plusieurs centaines de personnes qui protestaient contre l'agrandissement d'un camp militaire à Lice, dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde, qui a fait un mort et plusieurs blessés.

Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé samedi l'ouverture d'une enquête sur les circonstances dans lesquelles l'armée a ouvert le feu contre les manifestants. AFP 29.06

2.2- Des artistes, journalistes et écrivains turcs, dont le Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié samedi, en pleine page dans plusieurs journaux, un appel au gouvernement à cesser sa rhétorique haineuse et à diviser le pays.

Nous sommes inquiets" ont écrit ces derniers dans leur appel, signé notamment par le pianiste de renommée internationale Fazil Say.

Connu pour son athéisme militant, le pianiste virtuose a été condamné à la mi-mai en raison de ses tirades provocatrices contre la religion musulmane sur Twitter. Sa condamnation, ensuite annulée, avait suscité une volée de critiques contre la Turquie.

"*La rhétorique du "vous contre nous" accentuent les divisions au sein de notre société*", ont-ils averti, appelant le gouvernement à mettre fin aux pressions.

Les observateurs ont estimé que M. Erdogan avait mis de l'huile sur le feu en qualifiant les manifestants, pour la plupart de jeunes issus de la classe moyenne, de "*voyous*" et de "*terroristes*".

Erdogan a également creusé le fossé entre son peuple et ses partisans en poussant ces derniers à organiser des contre-manifestations, déclarant devant ses adversaires : "*Personne ne peut nous intimider (...) nous ne prenons d'ordre ou d'instruction de personne sauf de Dieu*".

Lundi, la BBC a exprimé sa préoccupation devant ce qu'elle a qualifié de campagne des autorités turques visant à "*intimider les journalistes*".

Le maire d'Ankara Melih Gokcek avait porté sur son compte Twitter des accusations contre le correspondant turc de la BBC Selin Gerit, le qualifiant d'espion à la solde du Royaume-Uni. AFP 29.06

Où ils sont-ils les artistes, journalistes, écrivains et autres intellectuels français pour dénoncer la politique social-impérialiste du gouvernement Hollande- Ayrault-Fabius ? Aux abonnés absents, ils le soutiennent pour leur avoir donné le mariage homosexuel, défendu l'exception culturelle française face à l'UE, simple posture mais cela leur suffit apparemment, ils sont médiocres.

3- Equateur

Le président de l'Equateur, Rafael Correa, a affirmé samedi que l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden avait révélé le plus grand cas d'espionnage "dans l'histoire de l'humanité", déplorant que la polémique soit centrée sur la demande d'asile présentée par ce dernier à Quito.

"*Nous, les pays souverains, ceux qui respectent vraiment les droits de l'homme, dont celui à l'intimité, nous devons élever notre voix et réclamer des explications*", a poursuivi le dirigeant socialiste, qui entretient des relations conflictuelles avec Washington depuis son élection en 2007.

M. Correa a également dénoncé l'"*arme létale*" que constitue selon lui le "*pouvoir médiatique corrompu*", s'indignant que pour certains journaux le scandale révélé par M. Snowden ne constitue qu'un "*petit détail*".

Pour ces médias, a-t-il raillé, "*le problème est d'arrêter Snowden et de mettre en pièces médiatiquement le président, le gouvernement ou le pays qui ose dire qu'il entend instruire une demande d'asile s'il la reçoit*".

"*Tous les médias de communication ne sont pas corrompus, mais, oui alors, ceux de l'impérialisme sont corrompus, surtout lorsqu'il s'agit de défendre le système*", a encore affirmé M. Correa. AFP 29.06

4- Afrique du Sud

L'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Alors que Barack Obama commence une visite en Afrique du Sud, vendredi 27 juin, l'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé quelques jours plus tôt, mardi 25 juin, de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Dans un communiqué publié sur son site, l'association accuse Barack Obama de « *crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide* » et demande son arrestation sur le sol sud-africain en vertu du traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI) que le pays a ratifié.

« Le programme de drones de l'administration Obama a entraîné des pertes massives de vies innocentes au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan », dénonce la MLA. « La politique de frappe de drones s'est poursuivie sans relâche avec un mépris total de la souveraineté territoriale », ajoute l'association. Pour appuyer ses accusations contre le président américain, prix Nobel de la paix en 2009, la MLA a rassemblé un document de 600 pages.

La Société pour la Protection de notre Constitution a également déposé un recours dénonçant la responsabilité « *directe et indirecte* » de Barack Obama dans des attaques ayant tué ou blessé près de 3 000 personnes, y compris des femmes et 176 enfants « *qui ne posaient aucune menace à la sécurité des États-Unis* », rapporte aussi France 24.

Mais les recours en justice de ces associations ont été estimés « *non urgents* » par les juges sud-africains, mercredi 26 juin. « *C'est évidemment une affaire où il risque d'y avoir des interférences politiques. Notre requête a été mise en attente mais nous comptons la maintenir afin que les juges soient obligés de statuer sur le fond de l'affaire dans trois à six mois* », a réagi Yousha Tayob, le porte-parole du MLA.

Barack Obama, qui a entamé une tournée africaine, jeudi 27 juin, peut profiter en toute tranquillité de son séjour en Afrique du Sud où il restera jusqu'à dimanche. Toutefois, l'ambiance y sera pesante car Nelson Mandela, l'ancien président et grande figure de la lutte anti-apartheid, est entre la vie et la mort. french.trib.ir 29.06

[Haut de page ↗](#)